
FONDO PIZZOFALCONE

BIBLIOTHÈQUE

HISTORIQUE

ET

MILITAIRE.

Paris. — Imprimerie de Madame DE LACOMBE,
rue d'Enghien, 12.




BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III"
NAPOLI

BIBLIOTHÈQUE
HISTORIQUE

ET

MILITAIRE

DÉDIÉE

A L'ARMÉE ET A LA GARDE NATIONALE DE FRANCE,

PUBLIÉE

PAR MM. CH. LISKENNE ET SAUVAN.



TOME SIXIÈME.



PARIS.

ADMINISTRATION, 5, RUE DES PETITES-ÉCURIES.

1842.



MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.



ILE SAINTE-HÉLÈNE

DRESSÉE

par Th. Duvotenay, Géog.

Gravé par S. Jacob



MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS NAPOLÉON,

ÉCRITS A SAINTE-HÉLÈNE,

Par les généraux qui ont partagé sa captivité,

ET PUBLIÉS SUR LES MANUSCRITS ENTIÈREMENT CORRIGÉS DE LA MAIN

DE NAPOLÉON.



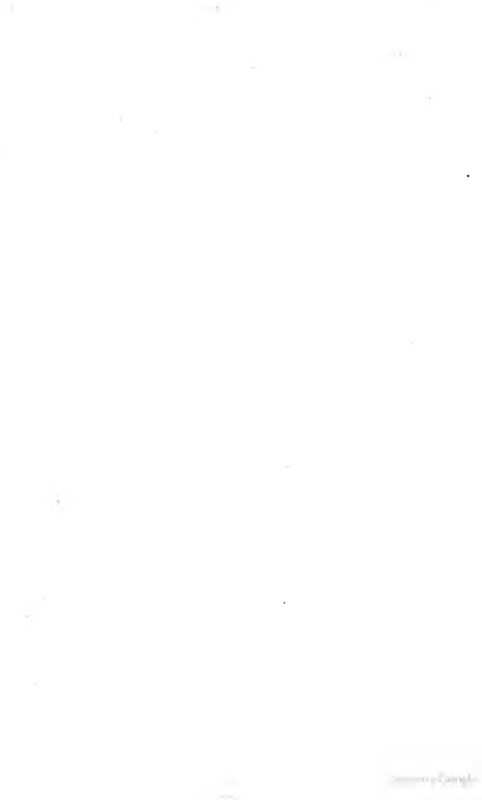
PARTIE ÉCRITE

PAR LE GÉNÉRAL BARON GOURGAUD,

SON AIDE-DE-CAMP.

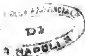


1840.



AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS.





Depuis sept ans on a beaucoup écrit sur Napoléon : chacun a voulu dire ce qu'il savait ; beaucoup ont dit ce qu'ils ne savaient pas.

Les administrateurs, les militaires, les écrivains de toutes les nations ont voulu le juger : tout le monde en a parlé, excepté lui-même. Il rompt enfin le silence, et d'une manière solennelle.

Lors de son abdication à Fontainebleau, il avait dit aux débris de ses vieilles phalanges : *J'écrirai les grandes choses que nous avons faites ensemble ;* mais les événemens qui se succédèrent avec rapidité et amenèrent le 20 mars, ne lui permirent pas d'écrire ses Mémoires à l'île d'Elbe ; ce n'est qu'à Sainte-Hélène qu'il put tenir la parole qu'il avait donnée à Fontainebleau.

Trop actif pour retarder d'un instant l'exécution d'un projet arrêté, il n'attendit pas qu'il fût arrivé sur le rocher de l'exil ; à bord même du navire qui l'y transportait, il commença la rédaction de ses Mémoires.

Il a employé les six années de sa captivité à écrire la relation des vingt années de sa vie politique. Ce fut tellement son occupation constante, que l'énumération des travaux que ces Mémoires lui ont coûtés, serait presque l'histoire de sa vie à Sainte-Hélène.

Il écrivait rarement lui-même ; il s'impatientait de ce que sa plume se refusait à suivre la rapidité de sa pensée.

Lorsqu'il voulait écrire la relation d'un événement, il faisait faire

des recherches par les généraux qui l'entouraient ; et lorsque tous les matériaux étaient rassemblés, il leur dictait d'improvisation.

Napoléon relisait ce travail et le corrigeait de sa propre main ; souvent il le dictait de nouveau ; plus souvent encore, il recommençait toute une page dans la marge.

Ces manuscrits, recouverts de son écriture, ont été conservés avec soin, parce que rien de ce qui vient d'un homme si extraordinaire ne sera indifférent aux yeux de la postérité, et que d'ailleurs ces manuscrits précieux sont une preuve irrécusable d'authenticité.

Napoléon avait demandé qu'on lui fît venir de France tous les ouvrages nouveaux ; quelques-uns lui parvinrent.

Il les lisait avec avidité : et surtout ceux qui étaient publiés contre lui. Les injures et les libelles n'obtenaient qu'un sourire de mépris ; mais, lorsqu'il rencontrait dans des ouvrages importans des passages où sa politique avait été mal comprise ou mal interprétée, il se récriait avec sa vivacité ordinaire. Il relisait plusieurs fois le passage ; puis, croisant les bras et se promenant avec plus ou moins de rapidité, selon l'agitation de ses pensées, il dictait une *réponse ;* mais emporté par la force de son imagination, il arrivait presque toujours qu'au bout de quelques phrases, il oubliait l'auteur et le livre, pour ne plus s'occuper que du fait dont il était question.

Napoléon regardait ces notes comme des matériaux qui devaient servir à ses Mémoires ; elles sont d'autant plus intéressantes, qu'étant le jet d'une improvisation naïve, la pensée de l'auteur y est à découvert ; et qu'elles jettent une vive lumière sur des événemens dont les détails ont été inconnus jusqu'à ce jour ; nous en faisons l'objet d'une collection particulière.

Comme César et Frédéric, Napoléon a écrit à la troisième personne ; il ne mettait pas une grande importance à son style : la véracité des faits et le besoin de faire connaître à ses contemporains et à la postérité les motifs qui ont déterminé ses actions, tel est le but qu'il semble avoir voulu atteindre.

En publiant ces Mémoires, nous ne craignons pas qu'on nous assimile à ces éditeurs d'ouvrages, destinés à réveiller la haine et à irriter les partis. Ici, tout porte le caractère sévère de l'histoire ;

et, de tout ce qu'on pourra publier sur notre mémorable époque, les Mémoires de Napoléon seront les pièces les plus importantes et les plus remarquables : monument honorable pour la gloire française, et plus propre à calmer les passions qu'à les exciter.

Cet ouvrage est écrit avec l'impartialité qu'exige l'histoire ; mais comme il serait possible que, privé de matériaux, l'illustre historien se fût trompé quelquefois, nous pensons remplir ses intentions en ouvrant carrière aux réclamations. Nous nous ferons un devoir de les accueillir, et nous les publierons toutes les fois qu'elles seront de quelque importance historique, et appuyées de pièces irrécusables.

Napoléon, de la Lettre qu'il

Angleterre, le quatorze de juillet

Ste hélène 1818

d'artillerie, Aide de Camp de l'Empereur.

Le Baron Gourgaud

NOTICE.

Cette notice, comme tout l'ouvrage, a été dictée par Napoléon.

Napoléon a commencé ses Mémoires par le siége de Toulon. Il n'a point considéré comme étant du domaine de l'histoire ce qu'il a fait avant cette époque ; mais la curiosité publique veut être satisfaite sur l'origine et les progrès de l'élévation d'un homme qui a joué un si grand rôle. Nous croyons donc faire une chose convenable en plaçant ici une notice sur sa famille, snr son enfance et ses débuts dans la carrière.

Les Bonaparte sont originaires de Toscane. Dans le moyen âge, on les voit figurer comme sénateurs des républiques de Florence, de San-Miniato, de Bologne, de Sarzane, de Trévise, et comme prélats attachés à la cour de Rome. Ils eurent des alliances avec les Médicis, les Ursins et les Lomellini. Plusieurs furent employés dans les affaires de leur pays ; d'autres s'occupaient de littérature au moment où les lettres commençaient à renaître en Italie. Un Joseph Bonaparte publia nne des premières comédies régulières de cette époque, intitulée *la Veuve ;* on en trouve des exemplaires dans les bibliothèques d'Italie et dans la bibliothèque royale de Paris. On y trouve également l'histoire du siége de Rome par le connétable de Bourbon, dont Nicolas Bonaparte, prélat romain, est l'auteur : sa relation est assez estimée. Les littérateurs, à qui aucun rapport de circonstance n'échappe, remarquèrent, en 1797, que, depuis Charlemagne, Rome avait été menacée deux fois par de grandes armées étrangères; qu'à la tête de l'une était le connétable de Bonrbon, et, à la tête de l'autre, un des arrière-neveux de son historien.

Lorsque l'armée française entra à Bologne, le sénat ne manqua pas de faire présenter son livre d'or au général en chef, par les comtes Marescalchi et Caprara, pour attirer son attention sur le nom de plusieurs de ses ancêtres inscrits parmi les sénateurs qui avaient illustré leur ville.

Dans le quinzième siècle, un cadet de la famille Bonaparte s'établit en Corse (*a*). Lors de la campagne d'Italie, il ne restait plus, de toutes les branches italiennes, que l'abbé Gré-

(*a*) *Note de l'éditeur.* — Zopf, dans son Précis de l'Histoire universelle, 20e édition, dit qu'nn rejeton de la famille des Comnène, qni avait des droits au trône de Constantinople, se retira en Corse en 1462, et que plusieurs membres de cette famille portèrent le nom de *Calomeros*, parfaitement identiqne avec celui de Bonaparte, καλὸν μέρος *bona parte.* Il en résulterait que ce nom a été italianisé.

Nous ne croyons pas que cette circonstance ait jamais été connue de Napoléon.

gorio Bonaparte, chevalier de Saint-Etienne et chanoine de San-Miniato. C'était un vieillard très considéré et fort riche. Napoléon, dans sa marche sur Livourne, s'arrêta à San-Miniato. Il fut reçu dans la maison de son parent avec tout son état-major. Pendant le souper, la conversation roula presque uniquement sur un capucin, membre de la famille, qui avait été béatifié, un siècle auparavant, et en faveur duquel le chanoine sollicitait le crédit du général en chef, pour faire prononcer sa canonisation. La proposition en fut faite plusieurs fois à l'empereur Napoléon après le concordat, mais on attachait à ces honneurs pieux moins d'importance à Paris qu'à Rome.

Ceux à qui la langue italienne est familière, savent qu'on écrit *ad libitum*, *Buona* ou *Bona*. Les membres de la famille de Bonaparte ont employé indifféremment l'une ou l'autre orthographe : des frères même ont écrit leur nom avec *u* et sans *u*. Il paraît que la suppression de l'*u* était en usage dans des temps fort reculés : on voit dans l'église de St-François des frères mineurs de la ville de San-Miniato, à droite de l'autel principal, un tombeau dont l'inscription porte : *Jacques de Bonaparte, mort en* 1421, *le* 23 *septembre. Nicolas Bonaparte fit élever ce monument à son père.*

On a également beaucoup disserté sur le nom de baptême de *Napoléon ;* il était d'usage parmi les Ursins et les Lomellini : c'est d'eux qu'il est venu dans la famille de Bonaparte. On a disputé en Italie sur la manière de l'écrire. Les uns prétendaient qu'il était grec et signifiait *lion du desert ;* les autres qu'il dérivait du latin. La véritable manière de l'écrire est *Napoleone*. Ce nom ne se trouvait pas sur notre calendrier. Les recherches faites dans les martyrologes, à Rome, au moment du concordat, apprirent que saint Napoléon était un martyr grec.

Le bisaïeul de Napoléon eut trois fils, Joseph Napoléon et Lucien ; le premier n'eut qu'un seul fils unique, Charles ; le second ne laissa qu'une fille, Élisabeth, qui fut mariée au chef de la maison Ornano ; le troisième était prêtre et mourut en 1791, âgé de quatre-vingts ans, archidiacre du chapitre d'Ajaccio. Charles, qui se trouva ainsi unique héritier de son nom, est le père de Napoléon. Il fut élevé à Rome et à Pise, où il reçut ses grades de docteur en droit. Il épousa fort jeune Letitia Ramolino, d'une bonne famille du pays, descendant des Collalto de Naples. Il en eut cinq fils et trois filles. Il avait vingt ans au moment de la guerre de 1768 ; il était ami chaud de Paoli et fort zélé défenseur de l'indépendance de son pays. La ville d'Ajaccio ayant été tout d'abord occupée par les troupes françaises, il se transporta avec sa famille à Corte, dans le centre de l'île. Sa jeune femme, enceinte de Napoléon, pendant la campagne de 1769, suivait le quartier-général de Paoli et l'armée des patriotes corses au travers des montagnes, et séjourna long-temps sur le sommet de Monte-Rotondo dans la piève de Niolo. Cependant sa grossesse avançant, elle obtint du maréchal Devaux un sauf-conduit pour rentrer dans sa maison d'Ajaccio. Napoléon naquit le 15 août, jour de l'Assomption.

Charles Bonaparte suivit Paoli dans sa retraite jusqu'à Porto-Vecchio, et voulait s'embarquer avec lui ; mais les instances de sa famille, sa tendresse pour ses enfans et son amour pour sa jeune épouse l'arrêtèrent.

Le gouvernement français donna des états provinciaux à la Corse, et continua la magistrature des douze nobles, qui, comme les élus de Bourgogne, administraient le pays. Charles Bonaparte, fort populaire dans l'île, faisait partie de cette magistrature. Il fut attaché en qualité de conseiller au tribunal d'Ajaccio : c'était un intermédiaire nécessaire pour arriver au conseil suprême du pays. En 1779, les états le nommèrent député de la noblesse à Paris. Le clergé choisit l'évêque de Nebbio, et le tiers-état un Casabianca. Il mena avec lui ses deux fils Joseph et Napoléon, l'un âgé de onze ans, l'autre de dix ; il mit le premier dans le pensionnat d'Autun, et le second entra comme élève à l'école militaire de Brienne. Napoléon resta six ans à cette école. En 1783, le chevalier de Kergariou, maréchal de camp, inspecteur des écoles militaires, le désigna pour passer l'année suivante à l'école militaire de Paris, où l'on envoyait tous les ans, sur le choix de l'inspecteur, les trois meilleurs sujets de chacune des douze écoles de province. Napoléon ne resta que huit mois à Paris. Au mois d'août 1785, il fut examiné par l'académicien Laplace, et reçut un brevet de lieutenant en second d'artillerie au régiment de la Fère ; il était alors âgé de seize ans. Philipeaux, Pecaduc et Démasis étaient du même examen ; tous les trois émigrèrent au commencement de la révolution : le premier a défendu Saint-Jean d'Acre, où il a montré du talent et où il est mort ; le second était Breton et est parvenu au grade de major dans l'armée autrichienne ; le troisième, rentré en France sous le consulat, a été nommé administrateur du mobilier de la couronne et chambellan.

Le régiment de la Fère se trouvait à Valence en Dauphiné ; ce fut la première garnison de Napoléon. Quelques troubles s'étant manifestés dans la ville de Lyon, il y fut envoyé avec son bataillon ; depuis, ce régiment passa à Douai en Flandres, et à Auxonne en Bourgogne. En 1791, Napoléon fut nommé capitaine au régiment d'artillerie de Grenoble, alors en garnison à Valence, où il retourna. Les idées de la révolution commençaient à agiter les esprits. Une partie des officiers émigra. Gouvion, Vaubois, Galbo-Dufour et Napoléon, étaient les quatre capitaines qui, ayant conservé l'opinion des soldats, les maintenaient dans l'ordre.

Napoléon se trouvait en semestre en Corse, en 1792. Il s'empressa d'aller trouver Paoli, dont son père avait été l'ami ; Paoli lui témoigna beaucoup d'amitié et ne négligea rien pour le retenir et l'éloigner des troubles qui menaçaient la mère-patrie.

En janvier et février 1793, il fut chargé d'une contre-attaque sur le nord de la Sardaigne, pendant que l'amiral Truguet opérait contre Cagliari.

L'expédition n'ayant pas réussi, il ramena heureusement ses troupes à Bonifacio. Ce fut son premier fait militaire ; il lui mérita déjà des marques de l'attachement du soldat et une réputation locale.

Quelques mois après, Paoli, décrété d'accusation par la convention, jeta le masque et s'insurgea. Avant de se déclarer, il fit part de son projet au jeune officier d'artillerie dont il se plaisait souvent à dire : « Vous voyez « ce jeune homme ; eh bien, c'est un « homme de l'histoire de Plutarque. » Mais toutes les instances, tout l'ascendant de ce vénérable vieillard, échoué-

rent. Napoléon convenait avec lui que la France était dans une situation affreuse, mais il lui disait que tout ce qui est violent ne peut durer; que puisqu'il avait une immense influence sur les habitans et était maître des places et des troupes, il devait maintenir la tranquillité en Corse et laisser la fureur passer en France; que pour un désordre momentané, il ne fallait pas arracher cette île à des liaisons naturelles: qu'elle avait tout à perdre dans une pareille convulsion; que géographiquement elle appartenait à la France ou à l'Italie; que jamais elle ne pouvait être anglaise, et que l'Italie n'étant pas une seule puissance, la Corse devait constamment rester française; le vieillard ne put en disconvenir, mais il persista. Napoléon partit, deux heures après, du convent de Rostino, où s'était tenue cette conférence. Les affaires empirèrent; Corte déclara l'insurrection; de tous côtés des rassemblemens d'insurgés se dirigeaient sur Ajaccio, où ne se trouvaient aucune troupe de ligne, aucun moyen de résistance proportionné à l'attaque. La famille Bonaparte se retira à Nice, puis en Provence; ses biens furent dévastés; sa maison pillée servit long-temps de caserne à un bataillon anglais. Napoléon, arrivé à Nice, se disposait à rejoindre son régiment, lorsque le général Dugear qui commandait l'artillerie de l'armée d'Italie le mit en réquisition, et l'employa aux opérations les plus délicates. Quelques mois après, Marseille s'insurgea: l'armée marseillaise s'empara d'Avignon; les communications de l'armée d'Italie se trouvèrent coupées; on manquait de munitions, un convoi de poudre venait d'être intercepté: le général en chef était fort embarrassé. Le général Dugear envoya Napoléon auprès des insurgés marseillais, pour tâcher d'obtenir qu'ils laissassent passer les convois, et en même temps pour prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer et accélérer leur marche. Il se rendit à Marseille et à Avignon, eut des entrevues avec les meneurs, leur fit comprendre qu'il était de leur intérêt de ne pas indisposer l'armée d'Italie, et fit passer les convois. Pendant ce temps, Toulon s'était rendu aux Anglais: Napoléon, nommé chef de bataillon, fut envoyé au siége de Toulon sur la proposition du comité d'artillerie; il y arriva le 12 septembre 1793.

Pendant le séjour qu'il fit à Marseille, près des insurgés, ayant été à même de voir toute la faiblesse et toute l'incohérence de leurs moyens de résistance, il rédigea une petite brochure qu'il publia avant de quitter cette ville. Il cherchait à dessiller les yeux de ces insensés, et prédisait que leur révolte n'aurait d'autre résultat que de donner des prétextes aux hommes de sang, pour faire périr sur les échafauds les principaux d'entre eux. Cette brochure eut le plus grand effet et contribua à calmer les têtes.

M. le général comte de Montholon a publié cette notice en tête de son troisième volume.

LA VALETTE

Ste Catherine

TOULON

Plaine de Brunet

la Malgue

Cap Brun

Port Mejan

R A D E

Batterie

Plage du Puy

Cap Cepet

R A N É E



MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

SIÉGE DE TOULON.

Premières opérations de l'armée d'Italie, en 1792.—Expédition de Sardaigne.—Toulon livré aux Anglais.—Plan d'attaque adopté contre Tonlon. – Siége et prise de la place. —Principes snr l'armement des côtes. — Armemont des côtes do la Méditerranée. —Prise de Saorgio.—Positions de l'armée française. — Napoléon accusé. — Combat du Caire. — Montenotte. — Napoléon se rend à Paris. — Kellerman, général en chef de l'armée d'Italie. — Schérer. — Loano.

§ Ier.

Le général Anselme, à la tête de 12 à 15,000 hommes, passa le Var, le 28 septembre 1792; il s'empara de Nice, du fort de Montalban, dit château de Villefranche, sans presque éprouver de résistance. L'attaque faite sur Chambéry par le général Montesquiou, paraissant plus pressante, avait attiré l'attention de la cour de Sardaigne, qui avait renoncé à défendre la ligne du Var; elle avait placé sa ligne de défense dans le comté de Nice, occupant les camps d'Hutel sur la droite, de Lantosqne sur le centre, et ceux de Rans et des Fourches à Saorgio sur la gauche.

L'armée française trouva les forts de Montalban et de Villefranche garnis de leur artillerie, soit que la résolution d'abandonner ces places n'ait été prise qu'au dernier moment, soit que l'on craignît de répandre l'alarme dans tout le pays.

A la fin de l'année, on prit Sospello, l'ennemi le reprit de nouveau; mais, en novembre, il resta définitivement aux Français.

Le quartier-général de l'avant-garde fut porté à l'Escarène: l'on se trouva maître de Breglio, et l'on eut ainsi un pont sur la Roya.

La ligne des camps sardes, ou la position de Saorgio, était par elle-même inexpugnable: les ennemis s'y fortifièrent, et y amenèrent un grand nombre de bouches à feu, en profitant de la chaussée du col de Tende; ils étaient dégoûtés des attaques malheureuses qn'ils avaient tentées contre nos positions de Sospello; ils nous y laissèrent tranquilles. Les deux armées restèrent long-temps en présence en gardant leurs mêmes positions. Le génie construisit un pont sur pilotis sur le Var, la limite de l'ancienne France. La source, le centre et l'embouchure de cette rivière, sont défendus par les places de Colmars, Entrevaux et Antibes, construites par Vanban. C'est un torrent guéable; mais lors de la saison des pluies et de la fonte des neiges, il devient très large, rapide et profond. La force des eaux occasionne des af-

fouillemens considérables près des piles des ponts; les pilotis ont besoin de fréquentes réparations.

L'artillerie fut chargée d'établir la défense des hauteurs de Nice; elle les arma d'une trentaine de bouches à feu, en appuyant ces batteries au Poglion, petit torrent qui prend sa source dans les monticules du troisième ordre; il baigne les murs de la ville. Ces dispositions permettaient de disputer Nice quelque temps.

Les militaires attachaient pen d'importance à ces travaux, parce qu'ils pensaient que, si on était dans le cas d'être menacés dans Nice, l'ennemi se porterait sur le Var, et qu'aussitôt qu'on se verrait au moment d'être tourné, on serait contraint d'évacuer la ville et de repasser le Var.

Le général Biron succéda au général Anselme dans le commandement de l'armée d'Italie; il y resta peu et fut remplacé par le général Brunet. Ce dernier était actif et entreprenant. Le 8 juin 1793, ce général, fier d'avoir sous ses ordres 20 à 25,000 hommes d'élite, et qui brûlaient d'impatience et de patriotisme, prend la résolution d'attaquer l'ennemi. Son but était de le jeter dans la plaine, de s'emparer du comté de Nice, et de prendre position sur la grande chaîne de montagnes des Alpes. En conséquence, il exécuta diverses attaques contre les camps ennemis. Tout ce qu'il était possible de faire, les troupes françaises le firent dans cette attaque. L'ennemi fut chassé de toutes ses positions isolées; mais il se réfugia dans toutes les positions centrales: là, il était inexpugnable. Le général s'obstina, mal à propos, à tenter de nouvelles attaques sur ce point. Le résultat fut d'y perdre l'élite de nos troupes, sans causer à l'ennemi une perte proportionnée à la nôtre. Nous fûmes, et nous devions l'être, repoussés partout.

§ II.

Au commencement de l'hiver de 1793, l'armée d'Italie avait éprouvé un autre échec: la première expédition maritime que tenta la république, l'expédition de Sardaigne, tourna à notre confusion. Jamais expédition ne fut conduite avec plus d'imprévoyance et moins de talent.

L'amiral Truguet, qui commandait l'escadre, était maître de la mer: il avait attaqué et brûlé la petite ville d'Oneille, qui appartient au roi de Sardaigne; ses équipages y avaient commis des excès qui avaient révolté toute l'Italie.

Les uns croient que l'expédition de Sardaigne fut proposée par cet amiral; d'autres, qu'elle le fut par le conseil exécutif: mais, dans tous les cas, il fut chargé en chef de la concerter et de la diriger.

Le général de l'armée d'Italie devait lui fournir des troupes; il ne voulut point lui donner celles qui avaient passé le Var: il mit à la disposition de l'amiral 4 à 5,000 hommes de la phalange marseillaise, qui étaient encore à Marseille. Le général Paoli, qui commandait en Corse, mit aussi à sa disposition trois bataillons de troupes de ligne, qui étaient dans cette île. La phalange marseillaise était aussi indisciplinée que lâche, la composition des officiers aussi mauvaise que celle des soldats; ils traînaient avec eux tous les désordres et les excès révolutionnaires. Il n'y avait rien à attendre de pareilles gens: mais les trois bataillons tirés de la vingt-troisième division, étaient des troupes d'élite.

Dans le courant de décembre, l'ami-

ral mena sa flotte en Corse, manœuvra malheureusement, et perdit plusieurs frégates et vaisseaux de haut-bord, entre autres le *Vengeur*, vaisseau tout neuf de quatre-vingts canons, qui toucha en entrant à Ajaccio. Cependant cet amiral, croyant pouvoir suffire à tout, ne s'était point occupé du soin de désigner le général qui devait commander les troupes à terre; ce qui était pourtant l'opération la plus importante et la plus décisive pour l'expédition. Il trouva en Corse le général de brigade Casa-Bianca, depuis sénateur, brave homme, mais sans expérience, qui n'avait jamais servi dans les troupes de ligne : l'amiral, sans le connaître, le prit avec lui et lui donna le commandement des troupes. C'est avec de telles troupes et de tels généraux que l'expédition se dirigea sur Cagliari.

Cependant, comme cette escadre avait séjourné plus de deux mois en Corse, et que d'ailleurs le plan de l'expédition était public dans le port de Marseille, toute la Sardaigne fut en alarme, toutes ses troupes furent mises sur pied, et toutes les dispositions prises pour repousser cette attaque.

Dans le courant de février 1793, les troupes de l'expédition française furent mises à terre malgré le feu des batteries, qui défendaient les plages de Cagliari. Le lendemain, à la pointe du jour, un régiment de dragons sardes chargea les avant-postes marseillais, qui, au lieu de tenir, prirent la fuite en criant à la trahison : ils massacrèrent un bon officier de la ligne, qui leur avait été donné pour les conduire. Ce régiment de dragons aurait enlevé toute la phalange marseillaise; mais les trois bataillons de la ligne, venant de la Corse, arrêtèrent cette charge, et donnèrent le temps à l'amiral de venir rembarquer ses troupes sans aucune perte. L'amiral regagna Toulon, après avoir perdu plusieurs vaisseaux, qu'il brûla lui-même sur les plages de Cagliari.

Cette expédition ne pouvait avoir aucun but; elle eut lieu sous prétexte de faciliter l'arrivée des blés de l'Afrique en Provence, où l'on en manquait, et même de s'en procurer dans cette île abondante en grains. Mais alors le conseil exécutif aurait dû faire choix d'un officier-général propre à ce commandement, lui donner les officiers d'artillerie et de génie nécessaires : il aurait fallu quelques escadrons de cavalerie et quelques chevaux d'artillerie ; et ce n'était point des levées révolutionnaires qu'il fallait y envoyer, mais bien 15,000 hommes de bonnes troupes.

On rejeta depuis la faute sur le général commandant l'armée d'Italie, et ce fut à tort : ce général avait désapprouvé l'expédition; et il avait agi conformément aux intérêts de la république, en conservant les troupes de ligne pour défendre la frontière et le comté de Nice. Il fut jugé, et il périt sur l'échafaud sous le prétexte de trahison, tant en Sardaigne qu'à Toulon; il était aussi innocent d'un côté que de l'autre.

L'escadre était composée de bons vaisseaux, les équipages complets, les matelots habiles, mais indisciplinés et anarchistes, à la manière de la phalange marseillaise, se réunissant en clubs et sociétés populaires : ils délibéraient et pesaient les intérêts de la patrie; dans tous les ports, ils signalaient leur arrivée en voulant pendre quelques citoyens, sous prétexte qu'ils étaient nobles ou prêtres : ils portaient partout la terreur.

§ III.

A la suite des événemens qui eurent lieu à Paris, le 31 mai, Marseille s'insurgea, leva plusieurs bataillons, et les fit partir pour aller au secours de Lyon. Le général Cartaux qui avait été détaché de l'armée des Alpes avec 2,000 hommes, battit les Marseillais, à Orange, les chassa d'Avignon et entra dans Marseille le 24 août 1793. Toulon avait pris part à l'insurrection de Marseille : elle reçut dans ses murs les principaux sectionnaires marseillais; et, de concert avec eux, les Toulonnais appelèrent les Anglais, et leur livrèrent cette place, l'une de nos plus importantes : nous y avions vingt à vingt-cinq vaisseaux de ligne, des établissemens superbes, un matériel immense. A cette nouvelle, le général Lapoype partit de Nice avec 4,000 hommes, accompagné des représentans du peuple, Fréron et Barras; il se porta sur Saulnier, observant les redoutes du cap Brun, que les ennemis occupaient avec une partie de la garnison du fort la Malgue, le rideau des forts de Pharaon, et la ligne comprise entre le cap Brun et le fort Pharaon.

D'un autre côté, le général Cartaux, avec les représentans du peuple, Albitte, Gasparin et Salicetty, se porta sur le Beausset, et observa les gorges d'Ollioules, dont l'ennemi était maître. Les coalisés Anglais, Espagnols, Napolitains, Sardes, etc., accourus de partout, étaient non seulement en possession de la place, mais encore des défilés et avenues, à deux lieues de la ville.

Le 10 septembre, le général Cartaux attaqua les gorges d'Ollioules, et s'en empara : ses avant-postes arrivèrent à la vue de Toulon et de la mer ; on s'empara de Sixfours ; on réarma le petit port de Nazer. La division du général Cartaux n'était que de 7 à 8,000 hommes, et elle ne pouvait avoir de communications directes avec celle de l'armée d'Italie, commandée par le général Lapoype : s'en trouvant séparée par les montagnes du Pharaon, elle ne pouvait communiquer que très en arrière.

L'armée de Cartaux, à droite, et celle de Lapoype, à gauche, n'avaient donc rien de commun : les postes mêmes ne pouvaient pas s'apercevoir.

§ IV.

De grandes discussions eurent lieu sur la conduite du siége. La principale attaque devait-elle se faire par la gauche ou bien par la droite? La gauche était arrêtée par les forts Pharaon et la Malgue : ce dernier est un des forts construits avec le plus de soin que nous ayons dans aucune de nos places fortes. La droite n'avait à prendre que le fort Malbosquet qui est plutôt un ouvrage de campagne qu'un ouvrage permanent, mais qui tire une certaine force de sa situation. Maître de ce fort, on arrivait jusqu'aux remparts de la ville ; ainsi il n'était pas douteux que la véritable attaque ne dût avoir lieu par la droite. C'est aussi sur ce point que furent dirigés tous les renforts envoyés de l'intérieur.

Douze à quinze jours après la prise des gorges d'Ollioules, Napoléon, alors chef de bataillon d'artillerie, vint de Paris, envoyé par le comité de salut public, pour commander l'artillerie du siége. La révolution avait porté au grade supérieur de l'artillerie les sous-officiers et les lieutenans en troisième. Un grand nombre d'entre eux étaient

susceptibles de faire de bons généraux dans cette arme; mais beaucoup n'avaient ni la capacité, ni les connaissances nécessaires pour remplir les grades élevés où l'ancienneté et l'esprit du temps, seulement, les avaient placés.

A son arrivée, Napoléon trouva le quartier général au Beausset; on s'occupait des préparatifs à faire pour brûler l'escadre coalisée dans la rade de Toulon. Le lendemain, le commandant de l'artillerie alla, avec le général en chef, visiter les batteries. Quel fut son étonnement de trouver une batterie de six pièces de vingt-quatre, placée à un quart de lieue des gorges d'Ollioules, à trois portées de distance des bâtimens anglais, et à deux du rivage; et tous les volontaires de la Côte-d'Or et les soldats du régiment de Bourgogne occupés à faire rougir les boulets dans toutes les bastides (a)! Il témoigna son mécontentement au commandant de la batterie, qui s'excusa sur ce qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres de l'état-major.

Le premier soin du commandant de l'artillerie fut d'appeler près de lui un grand nombre d'officiers de cette arme, que les circonstances de la révolution avaient éloignés. Au bout de six semaines, il était parvenu à réunir, à former et approvisionner un parc de deux cents bouches à feu. Le colonel Gassendi fut mis à la tête de l'arsenal de construction de Marseille.

Les batteries furent avancées et placées sur les points les plus avantageux du rivage: leur effet fut tel que de gros bâtimens ennemis furent démâtés, des bâtimens légers coulés, et les Anglais contraints de s'éloigner de cette partie de la rade.

(a) Nom qu'on donne dans le midi, aux maisons de campagne.

Pendant que l'équipage de siége se complétait, l'armée se grossissait. Le comité de salut public envoya des plans et des instructions relatifs à la conduite du siége. Ils avaient été rédigés au comité des fortifications par le général du génie d'Arçon, officier d'un grand mérite. Le chef de bataillon Marescot, et plusieurs brigades d'officiers du génie arrivèrent.

Tout paraissait prêt pour commencer. Un conseil fut réuni sous la présidence de Gasparin, représentant, homme sage, éclairé, et qui avait servi. On y lut les instructions envoyées de Paris; elles indiquaient, en grand détail, toutes les opérations à faire pour se rendre maître de Toulon, par un siége en règle.

Le commandant d'artillerie qui, depuis un mois, avait reconnu exactement le terrain, qui en connaissait parfaitement tous les détails, proposa le plan d'attaque auquel on dut Toulon. Il regardait toutes les propositions du comité des fortifications, comme inutiles d'après les circonstances où l'on se trouvait: il pensait qu'un siége en règle n'était pas nécessaire. En effet, en supposant qu'il y eût un emplacement tel, qu'en y plaçant quinze à vingt mortiers, trente à quarante pièces de canon, et des grils à boulets rouges, l'on pût battre tous les points de la petite et de la grande rade, il était évident que l'escadre combinée abandonnerait ces rades; et dès lors la garnison serait bloquée, ne pouvant communiquer avec l'escadre qui serait dans la haute mer. Dans cette hypothèse, le commandant d'artillerie mettait en principe que les coalisés préféreraient retirer la garnison, brûler les vaisseaux français, les établissemens, plutôt que de laisser dans la place 15 à 20,000 hommes qui,

tôt ou tard, seraient pris sans pouvoir alors rien détruire, afin de se ménager une capitulation.

Enfin, il déclara que ce n'était pas contre la place qu'il fallait marcher, mais bien qu'il fallait marcher à la position supposée; que cette position existait à l'extrémité du promontoire de Balagnier et de l'Éguillette; que, depuis un mois qu'il avait reconnu ce point, il l'avait indiqué au général en chef, en lui disant qu'en l'occupant avec trois bataillons, il aurait Toulon en quatre jours; que depuis ce temps, les Anglais en avaient si bien senti l'importance, qu'ils y avaient débarqué 4,000 hommes, avaient coupé tous les bois qui couronnaient le promontoire du Cair, qui domine toute la position, et avaient employé toutes les ressources de Toulon, les forçats même, pour s'y retrancher; ils en avaient fait, ainsi qu'ils l'appelaient, un petit Gibraltar; que ce qui pouvait être occupé sans combat, il y a un mois, exigeait actuellement une attaque sérieuse; qu'il ne fallait point en risquer une, de vive force, mais établir en batterie des pièces de vingt-quatre, et des mortiers, afin de briser les épaulemens qui étaient en bois, rompre les palissades, et couvrir de bombes l'intérieur du fort; qu'alors, après un feu très vif, pendant quarante-huit heures, des troupes d'élite s'empareraient de l'ouvrage; que deux jours après la prise de ce fort, Toulon serait à la république. Ce plan d'attaque fut longuement discuté, mais les officiers du génie, présens au conseil, ayant émis l'avis que le projet du commandant d'artillerie était un préliminaire nécessaire aux siéges en règle, le premier principe de tout siége étant de bloquer étroitement la place, les opinions devinrent unanimes.

§ V.

Les ennemis construisirent deux redoutes sur les deux mamelons qui dominent immédiatement, l'un l'Éguillette, l'autre Balagnier. Ces deux redoutes flanquaient le petit Gibraltar, et battaient les deux revers du promontoire.

En conséquence du plan adopté, les Français élevèrent cinq ou six batteries contre le petit Gibraltar, et construisirent des plates-formes pour une quinzaine de mortiers. On avait élevé une batterie de huit pièces de vingt-quatre, et de quatre mortiers contre le fort Malbosquet : ce travail avait été fait dans un grand secret; les ouvriers avaient été couverts par des oliviers qui en dérobaient la connaissance aux ennemis. On ne devait démasquer cette batterie qu'au moment de marcher contre le petit Gibraltar; mais, le 20 novembre, des représentans du peuple allèrent la visiter. Les canonniers leur dirent qu'elle était terminée depuis huit jours, et qu'on ne s'en servait pas, quoiqu'elle dût faire un bon effet. Sans autre explication, les représentans ordonnent de commencer le feu, et aussitôt les canonniers pleins de joie font un feu roulant.

Le général O'Hara, qui commandait l'armée combinée dans Toulon, fut étrangement surpris de l'établissement d'une batterie si considérable, près d'un fort de l'importance de Malbosquet, et il donna des ordres pour faire une sortie à la pointe du jour. La batterie était placée au centre de la gauche de l'armée; les troupes, dans cette partie, montaient à environ 6,000 hommes : elles occupaient la ligne du fort Rouge au Malbosquet, et étaient disposées de manière à empêcher toute communication individuel-

le; mais trop disséminées partout, elles ne pouvaient faire de résistance nulle part.

Une heure avant le jour, le général O'Hara sort de la place avec 6,000 hommes; il ne rencontre pas d'obstacle, ses tirailleurs seulement sont engagés, et les pièces de la batterie sont enclouées.

La générale bat au quartier-général; Dugommier s'empresse de rallier ses troupes : en même temps, le commandant de l'artillerie se rend sur un mamelon, en arrière de la batterie, et sur lequel il avait établi un dépôt de munitions. La communication de ce mamelon avec la batterie était assurée au moyen d'un boyau qui suppléait à la tranchée. De là voyant que les ennemis s'étaient formés à la droite et à la gauche de la batterie, il conçut l'idée de conduire, par le boyau, un bataillon qui était près de lui. En effet, il débouche, par ce moyen, sans être vu, au milieu des broussailles, près de la batterie, et fait aussitôt feu sur les Anglais. Ceux-ci sont tellement surpris qu'ils croient que ce sont les troupes de leur droite qui se trompent et qui tirent sur celles de leur gauche. Le général O'Hara lui-même s'avance vers les Français, pour faire cesser cette erreur : aussitôt il est blessé d'un coup de fusil à la main. Un sergent le saisit et l'entraîne prisonnier dans ce boyau; de sorte que le général en chef anglais disparaît, sans que les troupes anglaises sachent ce qu'il est devenu.

Pendant ce temps, Dugommier, avec les troupes qu'il avait ralliées, s'était placé entre la ville et la batterie : ce mouvement acheva de déconcerter les ennemis, qui firent à l'instant leur retraite. Ils furent poussés vivement jusqu'aux portes de la place où ils rentrèrent dans la plus grande confusion, et sans savoir encore le sort de leur général en chef. Dugommier fut légèrement blessé dans cette affaire. Un bataillon de volontaires de l'Isère s'y distingua.

Le général Cartaux avait commencé le siége; mais le comité de salut public s'était vu obligé de lui ôter ce commandement. Cet homme qui, de peintre, était devenu adjudant dans les troupes parisiennes, avait ensuite été employé à l'armée; ayant été heureux contre les Marseillais, les députés de la montagne l'avaient fait nommer dans le même jour général de brigade et général de division. Il était très ignorant, nullement militaire; du reste il n'était pas méchant et n'avait point fait de mal à Marseille, lors de la prise de cette ville.

Le général Doppet avait succédé à Cartaux : il était Savoyard, médecin et méchant; son esprit ne se fondait que sur des considérations. Il était ennemi déclaré de tout ce qui avait des talens. Il n'avait aucune idée de la guerre, et n'était rien moins que brave. Cependant ce Doppet, par un singulier hasard, faillit prendre Toulon, 48 heures après son arrivée. Un bataillon de la Côte-d'Or et un bataillon du régiment de Bourgogne étant de tranchée contre le petit Gibraltar, eurent un homme pris par une compagnie espagnole de garde à la redoute; ils le virent maltraiter, bâtonner, et en même temps, les Espagnols les insultèrent par des cris, et par des gestes indécens. Furieux, les Français courent aux armes; ils engagent une vive fusillade et marchent contre la redoute.

Le commandant d'artillerie se rend aussitôt chez le général en chef, qui ignorait lui-même ce que c'était; ils vont au galop sur le terrain, et là,

voyant ce qui se passait, Napoléon engagea le général à appuyer cette attaque, attendu qu'il n'en coûterait pas davantage de marcher en avant que de se retirer. Le général ordonna donc que toutes les réserves se missent en mouvement: tout s'ébranla, Napoléon marcha à la tête; malheureusement un aide-de-camp est tué aux côtés du général en chef. La peur s'empare du général, il fait battre la retraite sur tous les points, et rappelle ses troupes au moment où les grenadiers, après avoir repoussé les tirailleurs ennemis, parvenaient à la gorge de la redoute et allaient s'en rendre maîtres. Les soldats furent indignés; ils se plaignirent qu'on leur envoyait des....... et des médecins pour les commander. Le comité de salut public rappela Doppet, et sentit enfin la nécessité d'y envoyer un militaire; il envoya Dugommier, officier de 50 ans de service, couvert de blessures et brave comme son épée.

L'ennemi recevait tous les jours des renforts dans la place: le public voyait avec peine la direction des travaux du siége. On ne concevait pas pourquoi tous les efforts se portaient contre le petit Gibraltar, tout l'opposé de la place. On n'en était encore qu'à assiéger un fort qui n'entre pas dans le système permanent de la défense de la place, disait-on dans tout le pays; ensuite il faudra prendre Malbosquet et ouvrir la tranchée contre la ville. Toutes les sociétés populaires faisaient dénonciations sur dénonciations à ce sujet. La Provence se plaignit de la longueur du siége. La disette s'y faisait vivement sentir; elle devint même telle qu'ayant perdu l'espoir de la prompte reddition de Toulon, Fréron et Barras, saisis de terreur, écrivirent de Marseille à la Convention, pour l'engager à délibérer, s'il ne vaudrait pas mieux que l'armée levât le siége et rapassât la Durance, manœuvre qui avait été faite par François I[er], lors de l'invasion de Charles-Quint. Il se retira derrière la Durance; l'ennemi ravagea la Provence; et quand la famine força ce dernier à la retraite, il le fit attaquer vigoureusement.

Les représentans disaient qu'en évacuant la Provence, les Anglais seraient obligés de la nourrir, et qu'après la récolte on reprendrait avantageusement l'offensive avec une armée bien entière et bien reposée. «C'était même » indispensable, disaient-ils: car enfin, » après quatre mois, Toulon n'est pas » encore attaqué; et l'ennemi rece- » vant toujours des renforts, il est à » craindre que nous ne soyons obligés » de faire précipitamment et en dé- » route, ce que nous pouvons en ce » moment opérer en règle et avec » ordre. »

Mais peu de jours après que la lettre fut parvenue à la convention, Toulon fut pris. Elle fut alors désavouée par ces représentans comme apocryphe. Ce fut à tort; car cette lettre était vraie et donnait une juste idée de l'opinion que l'on avait de la mauvaise issue du siége, et des embarras qui existaient en Provence. Dugommier s'était décidé à faire une attaque décisive sur le petit Gibraltar. Le commandant de l'artillerie y fit jeter 7 à 8,000 bombes, pendant qu'une trentaine de pièces de 24 en rasaient la défense.

Le 18 décembre, à quatre heures du soir, les troupes s'ébranlent de leurs camps et se dirigent sur le village de la Seine; le projet était d'attaquer à minuit, afin d'éviter le feu du fort et des redoutes intermédiaires. Au moment où tout est prêt, les représentans du peuple convoquent un conseil pour

délibérer s'il faut attaquer ou non : soit qu'ils craignissent l'issue de cette attaque et voulussent en rejeter toute la responsabilité sur le général Dugommier; soit qu'ils se fussent laissés gagner par les raisons de beaucoup d'officiers, qui jugeaient cette entreprise impossible, surtout par le temps affreux qu'il faisait, la pluie tombait par torrens.

Dugommier et le commandant d'artillerie se rient de ces craintes : deux colonnes sont formées, et l'on marche à l'ennemi.

Les coalisés, pour éviter l'effet des bombes et des boulets qui foudroyaient le fort, avaient l'habitude de se tenir à une certaine distance en arrière. Les Français espéraient arriver aux ouvrages avant eux ; mais les ennemis avaient établi en avant du fort une nombreuse ligne de tirailleurs, et la fusillade s'étant engagée au pied même de la montagne, les troupes accoururent à la défense du fort, dont le feu devint des plus vifs. La mitraille pleuvait partout. Enfin après une attaque extrêmement chaude, Dugommier qui, selon sa coutume, marchait à la tête de la 1re colonne, fut obligé de céder. Désolé, il s'écrie : *Je suis perdu.*

En effet, dans ces temps, il fallait des succès : l'échafaud attendait le général malheureux.

Cependant la canonnade et la fusillade duraient toujours. Muiron, capitaine d'artillerie, jeune homme plein de bravoure et de moyens, et qui était l'adjoint du commandant d'artillerie, est détaché avec un bataillon de chasseurs, et soutenu par la 2e colonne qui le suit à portée de fusil. Il connaissait parfaitement la position, et il profita si bien des sinuosités du terrain, qu'il gravit la montagne avec sa troupe sans presque éprouver de perte ; il débouche au pied du fort, s'élance par une embrâsure ; son bataillon le suit, et le fort est pris !

Tous les canonniers anglais ou espagnols sont tués sur leurs pièces, et Muiron est blessé grièvement d'un coup de pique par un Anglais.

Maîtres du fort, les Français tournent aussitôt les pièces contre l'ennemi.

Dugommier était déjà depuis trois heures dans la redoute, lorsque les représentans du peuple vinrent, le sabre à la main, combler d'éloges les troupes qui l'occupaient. (Ceci dément positivement les relations du temps, qui, à tort, disent que les représentans marchaient à la tête des colonnes.)

A la pointe du jour on marcha sur Balagnier et l'Éguillette. Les ennemis avaient déjà évacué ces deux positions. Les pièces de 24 et les mortiers furent mises en mouvement, pour armer ces batteries d'où l'on espérait canonner la flotte combinée avant midi ; mais le commandant d'artillerie jugea impossible de s'y établir. Elles étaient en pierre, et les ingénieurs qui les avaient construites avaient commis la faute de placer à leur gorge une grosse tour en maçonnerie, si près des plates-formes que tous les boulets qui l'auraient frappée seraient retombés sur les canonniers ainsi que les éclats et les débris. On plaça des bouches à feu sur les hauteurs, derrière les batteries. Elles ne purent commencer leur feu que le lendemain ; mais l'amiral anglais Hood n'eut pas plus tôt vu les Français maîtres de ces positions, qu'il fit le signal de lever l'ancre et de quitter les rades.

Cet amiral se rendit à Toulon, pour faire connaître qu'il ne fallait pas perdre un moment et gagner au plus tôt la haute mer. Le temps était sombre, couvert de nuages, et tout annonçait l'arrivée prochaine du vent d'Olliibech,

terrible dans cette saison. Le conseil des coalisés se réunit aussitôt, et, après une mûre délibération, les membres tombèrent d'accord que Toulon n'était plus tenable. On se hâta de prendre toutes les mesnres, tant pour l'embarqnement que pour brûler ou couler les vaisseaux français qu'on ne pouvait pas emmener, et incendier les établissemens de la marine. Enfin, on prévint les habitans que tous cenx qui voudraient quitter la ville pourraient s'embarqner à bord des flottes anglaises et espagnoles.

A l'annonce de ce désastre on se peindrait difficilement l'étonnement, la confusion, le désordre de la garnison et de cette malheureuse population, qni, peu d'heures auparavant, en considérant la grande distance où les assiégeans étaient de la place, le peu de progrès du siége depuis quatre mois, et l'arrivée prochaine des renforts, s'attendaient à faire lever le siége et même à envahir la Provence.

Dans la nuit les Anglais firent sauter le fort Poné; nne heure après on vit en feu une partie de l'escadre française; neuf vaisseaux de 74 et quatre frégates ou corvettes devinrent la proie des flammes.

Le tourbillon de flammes et de fumée qui sortait de l'arsenal, ressemblait à l'éruption d'un volcan, et les treize vaisseaux qui brûlaient dans la rade, à treize magnifiques feux d'artifice. Le feu dessinait les mâts et la forme des vaisseaux; il dura plusienrs heures et présentait un spectacle unique. Les Français avaient l'âme déchirée en voyant se consumer, en si peu de temps, d'aussi grandes ressources et tant de richesses. On craignit un instant que les Anglais ne fissent sauter le fort de la Malgue. Il paraît qu'ils n'en ont point eu le temps.

Le commandant de l'artillerie se rendit à Malbosquet. Ce fort était déjà évacué. Il fit venir l'artillerie de campagne, pour balayer sur-le-champ les remparts de la place, et accroître le désordre en jetant des obus sur le port, jusqu'à ce que les mortiers qui arrivaient snr leurs caissons, fussent mis en batterie et pussent envoyer des bombes dans la même direction.

Le général Lapoype, de son côté, se porta contre le fort Pharaon, que l'ennemi évacuait, et s'en empara. Pendant tout ce temps les batteries de l'Éguillette et de Balagnier ne cessaient de faire un feu des plus vifs sur la rade. Plusieurs vaisseaux anglais éprouvèrent de notables avaries, et un assez grand nombre d'embarcations chargées de troupes furent coulées. Les batteries tirèrent toute la nuit, et à la pointe du jour on distingua la flotte anglaise hors la rade. Sur les neuf heures dn matin, il s'éleva un très grand vent d'Olliibech; les vaisseaux anglais furent obligés de chercher un refuge aux îles d'Hyères.

Plusieurs milliers de familles toulonnaises avaient suivi les Anglais, de sorte que les tribunaux révolutionnaires ne trouvèrent que peu de coupables dans la ville : tous les principaux en étaient partis. Néanmoins, dans la première quinzaine, plus de cent malheureux furent fusillés.

Depuis, des ordres de la convention arrivèrent pour démolir les maisons de Toulon; l'absurdité de cette mesure n'en arrêta pas l'exécution. On en démolit plusieurs qu'on fut obligé de rebâtir après.

Pendant le siége de Toulon, l'armée d'Italie avait été attaquée sur le Var. Les Piémontais avaient voulu essayer d'entrer en Provence : ils s'étaient approchés d'Entrevaux; mais, ayant été battus à Gillette, ils se mirent en re-

traite et rentrèrent dans leurs lignes.

La nouvelle de la prise de Toulon fit d'autant plus d'effet en Provence et dans toute la France qu'elle était inattendue et presque inespérée.

Ce fut là que commença la réputation de Napoléon. Il fut alors fait général de brigade d'artillerie, et nommé au commandement de cette arme à l'armée d'Italie. Le général Dugommier venait d'être nommé commandant en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales.

§ VI.

Avant de se rendre à l'armée d'Italie, Napoléon arma les côtes de la Provence et les îles d'Hyères, aussitôt après leur évacuation par les Anglais.

On n'a en France aucun principe fixe sur l'armement des côtes, ce qui donne lieu à des discussions perpétuelles, entre les officiers d'artillerie et les autorités locales; celles-ci en voudraient partout, les officiers d'artillerie en voudraient trop peu.

Il n'y a pas de règle certaine sur le tracé des batteries de côtes. On établit des magasins à poudre et des corps de garde dans de mauvaises positions; ils sont souvent mal construits, quoique coûtant beaucoup, exigent de fréquentes réparations, sont inutiles à la défense, et ne durent qu'une ou deux campagnes. On construit des fourneaux à réverbère, on établit des grils à rougir les boulets, sans discernement; on les place dans des positions où, pendant le feu, il est impossible aux canonniers de les approcher sans danger, etc., etc.

On doit distinguer trois espèces de batteries de côtes, savoir : 1° celles destinées à défendre l'entrée d'un grand port et à protéger des escadres de guerre;

2° Celles destinées à protéger l'entrée d'un port marchand, des rades, des mouillages et l'arrivage des convois marchands;

3° Celles établies sur les extrémités des promontoires pour favoriser le cabotage et défendre un débarquement sur une plage.

Les batteries de la première classe doivent être armées d'un grand nombre de bouches à feu. Elles doivent avoir leur gorge fermée par une tour (1er modèle), capable de contenir sur sa plate-forme quatre pièces de campagne, ou caronades de vingt-quatre; et dans son intérieur un logement pour 60 hommes, et les vivres nécessaires pour douze à quinze jours, ainsi que l'approvisionnement en poudre pour les bouches à feu. De semblables tours ont été construites pour soixante mille francs; et, comme on le voit, elles remplacent le magasin à poudre, le corps-de-garde et le magasin des vivres. Il y a donc économie. Les batteries défendues par de pareilles tours se trouvent à l'abri d'un coup de main, et ne craignent point un débarquement de plusieurs milliers d'hommes qui les auraient tournées. Ces batteries doivent avoir un fourneau ou un gril à rougir les boulets : mais ce fourneau ou ce gril ne doivent point être placés au centre de la batterie et en arrière des plates-formes; car c'est là que frappent tous les projectiles ennemis. Il faut placer les fourneaux à réverbères ou les grils contre l'épaulement, en augmentant à cet effet la ligne de la batterie : dans cette position on est à l'abri des boulets ennemis, et l'on peut faire le service avec sûreté. Le service du tir à boulets rouges est par lui-même dangereux, pénible et difficile; les canonniers y répugnent tant, que pour peu qu'il y ait encore d'autres dangers, il y renoncent et ne

tirent qu'à boulets froids. La tour à la gorge doit être éloignée de trente à quarante toises au moins des plates-formes, afin que les éclats et les boulets qui la frappent ne retombent pas sur la plate-forme.

Les batteries de la deuxième espèce doivent comme celles de la première avoir à leur gorge une tour en maçonnerie (2e modèle), ne contenant sur la plate-forme que deux pièces de campagne ou caronades de dix-huit, et ayant dans son intérieur des magasins et des logemens pour 25 à 30 hommes; on en a construit pour 40,000 francs. Les batteries de la seconde espèce n'ont pas besoin d'être armées de beaucoup de bouches à feu. Elles sont rarement susceptibles d'être attaquées. Quelque intérêt que l'ennemi ait à les prendre, il n'emploiera jamais autant de moyens ni autant d'opiniâtreté que pour prendre des bâtimens de guerre.

Enfin, les batteries de la troisième classe doivent être armées de peu de pièces. Dans de semblables batteries un gril est inutile; car aucun bâtiment ne viendra s'exposer assez longtemps à son feu, pour que l'on puisse en faire usage : une tour à la gorge est nécessaire comme aux deux premières classes; mais moins grande, et de troisième modèle, n'ayant qu'un canon ou caronade de douze sur la plate-forme. Une pareille tour peut résister à toute attaque de vive force; on en a fait pour 6,000 francs; elles remplacent, comme les autres, le magasin à poudre, le corps-de-garde; et ces tours de troisième espèce n'ont ni contre-coupe, ni chemin couvert.

Lorsque ce système sera établi sur toutes les côtes de l'empire, il n'y aura plus de discussions à chaque guerre sur la nature de l'armement.

En temps de paix, on opérera un prompt désarmement en entrant les affûts dans les tours; ce qui évitera des frais considérables de transport. On a l'habitude aujourd'hui de ramener les affûts dans les arsenaux. D'après la nouvelle méthode, le réarmement peut être aussi rapide que les besoins peuvent l'exiger.

C'est faute de classer ainsi les batteries de côtes d'après leur but, que l'on voit des batteries de cinq à six pièces pour protéger le cabotage ; on en voit d'autres destinées à protéger le mouillage accidentel de bâtimens marchands, armées comme s'il était question de protéger une escadre de guerre.

La première dépense de l'armement des côtes, d'après ces principes, serait compensée bien au-delà par l'économie qui en résulterait, tant par la durée des affûts, qui en serait beaucoup augmentée, que par la non-construction et l'entretien des magasins à poudre et des corps-de-garde.

L'artillerie a construit les affûts de côtes de manière à ne pouvoir tirer que sous l'angle de 17°; elle a eu raison. Il ne fallait pas mettre les canonniers à même de tirer trop loin, ce qui abîme l'affût sans produire un grand effet. Cela a constamment donné lieu à des réclamations qui ont jeté l'alarme; c'est à cela qu'on doit la plupart des plaintes contre la poudre, la portée de nos pièces, etc. Les boulets des vaisseaux arrivaient, et les nôtres n'arrivaient pas aux vaisseaux. Mais cela vient de ce que les canons des vaisseaux peuvent tirer sur les affûts marins à 25°. Cet angle, combiné avec celui que donne souvent la bande des bâtimens, en produit quelquefois un de 30 à 40°. Le général d'artillerie, chargé de réarmer les côtes de la Méditerranée, voyant que les officiers

étaient dénoncés partout, parce que les boulets français n'allaient pas si loin que ceux des Anglais, prit le parti de faire disposer quelques affûts de côte pour tirer à 43°; de sorte que s'il arrivait une dénonciation, on prouvait, à l'instant, que la poudre et la portée des boulets étaient aussi bonnes que celles des Anglais. Mais ces affûts, ainsi disposés, sont bien plus tôt hors de service que ceux qui tirent à 17°. Il n'en faut faire usage que dans les batteries qui défendent des mouillages éloignés de plus de 1,500 toises. Un vaisseau ne mouille jamais là où il peut tomber des boulets à son bord. Les mortiers que M. de Gribeauval a fait couler, n'ont qu'une faible portée, parce qu'on la trouvait suffisante pour bombarder les places, et qu'avec une plus grande portée le tir devient trop incertain. Il se présente pourtant des circonstances où les mortiers à grande portée sont utiles. La rade d'Hyères, par exemple, a un mouillage éloigné de 1,800 toises de la côte, et est par conséquent hors de portée des pièces sur affûts de côte ordinaire, des mortiers à la Gomer, et de ceux de dix pouces. L'ennemi a donc pu impunément mouiller dans cette rade sans y être inquiété; mais, aussitôt qu'on eut placé aux batteries quelques pièces de 24 ou de 36 sur affût, à 43°, et des mortiers à la Villantroys, ou de ceux de Séville, qui envoient des bombes à deux mille cinq cents et trois mille toises, les ennemis cessèrent de mouiller dans cette rade. Il est de même du golfe de la Spezzia; les ennemis pourraient sans rien craindre, mouiller au milieu de ce golfe, si les batteries des côtes n'étaient pas armées ainsi qu'on vient de l'indiquer.

Ces principes ont reçu, depuis, les plus grands développemens, et ont été appliqués en grand, principalement pour défendre de grandes rivières, comme l'Escaut, la Gironde, les rades foraines de Brest, de l'île d'Aix, etc. Ces principes ne sont point contraires à ceux de l'artillerie de M. de Gribeauval, car il sera toujours vrai que l'artillerie est de mauvais service, quand elle tire trop loin; elle fait peu d'effet, et a l'inconvénient de briser les affûts, les plate-formes, et les pièces même. Notre métal n'a pas assez de tenacité pour résister long-temps à une explosion de vingt à trente livres de poudre.

§ VII.

Napoléon se rendit aux Bouches-du-Rhône, d'où il commença sa tournée pour l'armement des côtes de la Méditerranée. Il eut dans toutes les villes de vives discussions avec les autorités et les sociétés populaires; elles auraient voulu voir des batteries établies à chaque village, à chaque hameau situé sur le bord de la mer.

Le fond du golfe de Lyon était considéré par les navigateurs de la Méditerranée comme une mer impraticable, mais les Anglais ont changé ces idées. On les a vus mouiller à l'embouchure du Rhône, et s'y tenir par les plus gros temps. Ce mouillage les mettait à même de profiter du fleuve pour faire de l'eau. Le mouillage du Buc est bon, il est défendu par un petit château. La passe est très étroite, mais les vaisseaux de guerre peuvent y entrer.

Lorsque le canal d'Arles sera terminé, le Buc sera le port du Rhône, et fera éviter la barre qui est difficile, n'ayant que sept pieds d'eau; ce qui fait qu'il n'y passe que des allèges, qui naviguent mal et ne vont que de vent arrière. Le canal d'Arles mettra Mar-

seille, Toulon, l'armée d'Italie, en communication régulière avec Lyon, Paris, Strasbonrg. Le Buc est destiné à être dans la Méditerranée le port de construction des vaisseaux de guerre, comme Toulon et la Spezzia sont des ports d'armement et de désarmement.

Depuis le Buc jusqu'à Marseille, il n'y a que de petites batteries pour protéger le cabotage, et de petites anses, où les chaloupes seulement peuvent mouiller.

A Marseille, le vrai mouillage est à l'Istac. Le général d'artillerie y fit construire deux fortes batteries, armées chacune de huit pièces. Elles furent placées de manière à pouvoir appuyer fortement les deux ailes d'une ligne d'embossage : elles n'ont jamais servi; mais dans l'infériorité où se trouvaient nos forces de mer, il était utile d'assurer la protection de ce mouillage. Le port de Marseille ne peut recevoir que des frégates, et les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas l'assurent suffisamment. De Marseille à Toulon, il n'y a que des batteries de la troisième espèce, hormis celles qui protègent les petits ports et mouillages de Cain, la Ciotat, Bandolle, qui sont de la deuxième. Une tour est nécessaire sur la petite île en avant de la Ciotat.

La défense de Toulon est de la plus haute importance : c'est là où il ne fut rien épargné. La rade est défendue par les batteries du cap Cepé et du cap Brun. Il était d'usage d'avoir beaucoup de batteries à la presqu'île de Cepé; ce qui avait le grand inconvénient, dans le cas où, à la suite d'un débarquement, l'ennemi s'emparerait brusquement de cette presqu'île, de lui permettre d'en employer les batteries contre notre escadre mouillée dans la rade. Cette considération a fait prendre la résolution de n'avoir au cap Cepé qu'une seule batterie, protégée par un fort appuyé à la croix des signaux : en sorte que l'ennemi, maître de la presqu'île, n'aurait pas en son pouvoir la batterie qui défend l'entrée de la rade : cette batterie fut armée de trente bouches à feu. De tout temps il a fallu, pour rassurer les officiers de marine, avoir un camp dans la presqu'île, au lieu que désormais avec la seule garnison de la batterie on est à l'abri de toute crainte.

La batterie du cap Brun est dominée par la hauteur qui se trouve à six cents toises du fort la Malgue. Ce qui fait que l'ennemi, qui aurait débarqué aux îles d'Hyères, pourrait s'emparer de la batterie malgré le fort la Malgue, et fermer ainsi les rades.

Le fort la Malgue aurait dû être placé sur la hauteur dite du cap Brun. Il serait, il est vrai, plus éloigné de la place de six cents toises; mais il protégerait le cap qui ferme la rade : d'ailleurs, il aurait une force double, placé sur ce point culminant. Une redoute de cent cinquante mille francs aurait été suffisante sur l'emplacement actuel du fort la Malgue.

Les batteries de l'Éguillette et de Balagnier défendent la petite rade, et sont défendues par les hauteurs du Cair où était situé le petit Gibraltar. L'ennemi, en s'emparant de ces hauteurs, aurait pu brûler l'escadre française en rade, même en négligeant la presqu'île de Cepé; aussi était-il d'usage de placer là un deuxième camp. On a établi sur ce promontoire une redoute (modèle n. 1) d'un million, qui, avec deux ou trois cents hommes de garnison, en assure la possession.

Les batteries de la grande tour, op-

posées à Balagnier et l'Éguillette, se trouvent dominées par le fort de Malgue.

Pour empêcher l'ennemi de mouiller dans la rade d'Hyères, il faut des mortiers dits à la Villantroys, qui lancent leurs projectiles à deux mille cinq cents toises au moins, ainsi que des pièces sur affût de 43°. Le mouillage est éloigné de deux mille trois cents toises de toutes côtes; avant que les batteries de ces rades ne fussent ainsi armées, les Anglais y mouillaient constamment. Des îles d'Hyères à Saint-Tropez, toutes les batteries sont de la troisième espèce ou seulement destinées à protéger les caboteurs. Saint-Tropez doit être considéré comme batterie de la deuxième espèce. Fréjus et Juan offrent des mouillages à des escadres de guerre; il était nécessaire d'y établir des batteries de la première espèce.

Le golfe Juan, qui touche à Antibes, est la meilleure rade des côtes de Provence depuis Toulon. On y a vu des escadres de douze vaisseaux, bloquées par des escadres anglaises supérieures, y rester en sûreté sous la protection des batteries que le général d'artillerie avait fait construire. Le mouillage d'Antibes et de Nice ne doit être défendu que par des batteries de la deuxième espèce. Villefranche a une excellente rade, capable de recevoir de grandes escadres. Elle fut armée avec des batteries de la première espèce. Aucune escadre n'a jamais été dans le cas de s'y réfugier; mais tout avait été disposé pour y assurer une bonne protection. De Nice à Vado, ce qui fait la distance d'une trentaine de lieues, il n'y a que des batteries de la troisième espèce. Vado est une rade qui, quoique médiocre, est regardée comme la quatrième dans cette partie de la Méditerranée : on y avait élevé de fortes batteries.

De là à Gênes, il n'y a que des batteries pour la protection du cabotage.

Gênes est un port médiocre; il peut cependant servir de refuge à quelques vaisseaux. On avait projeté de faire une nouvelle levée pour rendre le mouillage plus sûr.

§ VIII.

Napoléon joignit à Nice le quartier-général de l'armée d'Italie, en mars 1794. Elle était alors commandée par le général Dumerbion, vieil et brave officier, qui avait été dix ans capitaine de grenadiers, dans les troupes de ligne. Il avait des connaissances; mais la goutte le retenait au lit, la moitié du temps : il avait fait la guerre entre le Var et la Roya, et connaissait parfaitement toutes les positions des montagnes qui couvraient Nice.

Le nouveau général d'artillerie alla visiter tous les avant-postes, et reconnaître la ligne occupée par l'armée. Il est du devoir d'un général d'artillerie de connaître l'ensemble des opérations de l'armée, étant obligé de fournir les divisions d'armes et de munitions. Ses relations avec les commandans d'artillerie, dans chacune d'elles, le mettent au courant de tous les mouvemens, et la conduite de son grand parc dépend de ces renseignemens.

Au retour de cette tournée, il remit au général Dumerbion un mémoire sur l'attaque malheureuse du général Brunet, sur les moyens de prendre Saorgio, et de rejeter l'ennemi au delà des grandes Alpes, en s'emparant du col de Tende. Si l'on réussissait à se porter ainsi sur la chaîne supérieure des Alpes, on aurait des positions inexpugnables, qui, n'exigeant que

peu de monde pour leur défense, rendraient disponibles beaucoup de troupes.

Ces idées, développées devant un conseil où siégeaient Robespierre jeune et Ricord, représentans du peuple, furent adoptées sans aucune opposition. Depuis la prise de Toulon, la réputation du général d'artillerie accréditait suffisamment ses projets.

Le territoire de Nice est compris entre le Var et la Roya. La chaussée de Nice à Turin, qui passe à Saorgio ne suit aucune vallée ; elle passe à travers les collines et les montagnes. La vallée du col de Tende est la Roya. Cette rivière prend sa source dans le col même, et descend à la mer près de Vintimille ; elle offre des débouchés.

La Nervia prenant sa source prés de Mont-Jove, plus bas que Saorgio et que le col Ardente, ne descend pas de la haute chaîne des Alpes, non plus que le Taggio, dont la source est entre Triola et le col Ardente.

§ IX.

Le 8 avril, en conséquence des plans du général d'artillerie, une partie de l'armée, sous les ordres du général Masséna (le général Dumerbion étant retenu au lit par un accès de goutte) filant le long de la corniche, par Menton, passa la Roya. Elle se divisa en quatre colonnes : la première remonta la Roya ; la deuxième, la Nervia ; la troisiéme, le Taggio ; la quatrième se dirigea sur Oneille.

La colonne d'Oneille rencontra un corps autrichien et piémontais, sur les hauteurs de Sainte-Agathe, le battit et le repoussa : dans ce combat, le général de brigade Brûlé fut tué. Le quartier-général fut porté à Oneille, et on mit sur-le-champ des troupes en marche, pour s'emparer de Loano.

D'Oneille, les troupes françaises marchérent aux sources du Tanaro, battirent les ennemis sur les hauteurs de Ponte-Dinave, s'emparérent du château d'Orméa, où elles firent 400 prisonniers ; elles entrérent à Garezzio, et se trouvérent maitresses de la chaussée qui conduit de Garezzio à Turin. On communiqua avec Loano par Bardinetto et le petit Saint-Bernard.

Cependant le mouvement des trois colonnes qui avaient suivi les vallées de la Roya, du Taggio, et de la Nervia, et celui des troupes qui avaient débouché en Piémont par les sonrces du Tanaro, répandirent de justes alarmes à la cour de Sardaigne. L'armée piémontaise, occupant les camps appuyés à Saorgio, allait être coupée : elle pouvait être prise, et la perte d'une armée piémontaise de 20,000 hommes eût entraîné celle de la monarchie. L'armée piémontaise se hâta donc d'abandonner ces fameuses positions qui avaient été arrosées de tant de sang, et où les troupes piémontaises avaient acquis quelque gloire. Saorgio fnt aussitôt investie, et cette place capitula. Le 20 avril, les troupes piémontaises vinrent occuper le col de Tende ; mais elles n'y restérent pas long-temps : le 7 mai, après une attaque très vive, elles en furent chassées. Ainsi tomba au pouvoir des Français toute la crête supérieure des Alpes.

§ X.

La ligne de l'armée française fut établie ainsi : la droite était appuyée à Loano ; ensuite la ligne passait à San-Bardinetto, et le petit Saint-Bernard, dominait le Tanaro, traversait la val-

lée, arrivait au col de Terme qui domine les sources du Tanaro, sur la gauche, au-delà d'Orméa; de là elle arrivait, par la crête supérieure des Alpes, au col de Tende. La ligne continuait sur le col supérieur qui domine la vallée de Lastrera, et venait appuyer la gauche à la droite de l'armée des Alpes, au camp de Tormes.

Le résultat de ces manœuvres avait mis au pouvoir de l'armée d'Italie, plus de soixante bouches à feu. Saorgio avait été trouvée bien approvisionnée en vivres et munitions de toute espèce : c'était le dépôt principal de toute l'armée piémontaise.

Le roi de Sardaigne fit juger et passer par les armes le commandant de Saorgio : il fit bien. Ce commandant pouvait se défendre encore douze ou quinze jours. Il est vrai que le résultat eût été le même; car les Piémontais ne pouvaient le secourir. Mais, à la guerre, un commandant de place n'est pas juge des événemens; il doit défendre la place jusqu'à la dernière heure; il mérite la mort quand il la rend un moment plus tôt qu'il n'y est obligé. L'armée française resta dans ces positions jusqu'en septembre, que l'on apprit à Nice qu'un corps considérable d'Autrichiens se portait sur la Bormida : alors le général Dumerbion mit en mouvement l'armée, pour aller reconnaître l'armée autrichienne, et s'emparer de ses magasins que l'on disait avoir été avancés jusqu'à Cairo. Les représentans Albitte et Salicetti accompagnaient l'armée française : le général, commandant de l'artillerie, dirigeait les opérations ; ce qui le sauva de comparaître à la barre de la convention.

§ XI.

Napoléon, faisant son inspection à Marseille, fut interpelé par le représentant.........., qui lui fit connaître que les sociétés populaires voulaient piller les magasins à poudre. Le général d'artillerie lui remit un plan pour construire une petite muraille crénelée sur les ruines des forts Saint-Jacques et Saint-Nicolas : ces deux forts avaient été démolis par les Marseillais, au commencement de la révolution. C'était un objet de peu de dépense; quelques mois après, il y eut un décret qui appela à la barre de la convention le commandant d'artillerie de Marseille, comme ayant présenté un projet de rétablir les forts Saint-Jacques et Saint-Nicolas, contre les patriotes.

Le décret désignait le commandant d'artillerie de Marseille, et Napoléon était général d'artillerie de l'armée d'Italie. Le colonel Sugny, que cela regardait textuellement, se rendit, suivant la lettre du décret, à Paris.

Arrivé à la barre, il prouva que le plan et les mémoires n'étaient pas de sa main, et que cette affaire lui était étrangère : le tout s'éclaircit, et l'on revint à Napoléon ; mais les représentans près de l'armée d'Italie, qui avaient besoin de lui pour la direction des affaires de cette armée, écrivirent à Paris, et donnèrent des explications à la convention, qui s'en contenta.

§ XII.

Les Français se rendirent de Loano à Bardinetto, où l'on passa les gorges de la Bormida; et, le 26 septembre, ils vinrent sur Balestrino, d'où ils descendirent sur Cairo ou le Cair. On rencontra alors un corps de 12 à 15,000 Autrichiens manœuvrant dans

la plaine, et qui, à la vue de l'armée française, se mit aussitôt eu retraite et se porta sur Dego. Les Français l'y attaquèrent bientôt; et après un combat d'arriére-garde, où les Autrichiens perdirent quelques prisonniers, ceux-ci se retirèrent sur Acqui. Maîtres de Dego, les Français s'arrêtèrent; leur but était atteint : ils avaient pris plusieurs magasins et reconnu que l'on n'avait rien à craindre de l'expédition des Autrichiens. La marche des Français jeta l'alarme dans toute l'Italie. L'armée revint sur Savone, en traversant Montenotte supérieure et Montenotte inférieure.

La droite de l'armée fut portée de Loano sur les hauteurs de Vado, afin de rester maîtresse de cette rade, qui est la meilleure et la plus importante qui soit dans ces mers, et d'empêcher les corsaires anglais d'y venir mouiller. La ligne de l'armée française passait alors par Settipani, Melaguo, Saint-Jacques, et gagnait Bardinetto et le col de Tende.

Le reste de l'année 1794 se passa à mettre eu état de défense les positions occupées par l'armée, principalement Vado. La connaissance que Napoléon acquit, dans ces circonstances, de toutes les positions de Montenotte, lui fut bientôt utile, lorsqu'il vint commander en chef la même armée, et lui permit de faire la manœuvre hardie qui lui valut les succès de là bataille de Moutenotte, à l'ouverture de la campagne d'Italie, en 1796. Au mois de mai 1795, Napoléou quitta le commandement de l'armée d'Italie, et se rendit à Paris : il avait été placé sur la liste des généraux destinés à servir dans l'armée de la Vendée. On lui avait donné le commandement d'une brigade d'infanterie : il refusa cette destination, et réclama.

§ XIII.

Cependant le commandement de l'armée d'Italie avait été confié à Kellermann : ce général était brave de sa personne; mais, n'ayant pas l'habitude des grauds commandemeus, il ne fit que de mauvaises dispositions, et, à la fin de juin, l'armée perdit les positions de Vado, de Saint-Jacques et de Bardinetto. Le général Kellermanu menaça même d'évacuer la rivière de Gênes, et jeta l'alarme dans le comité de salut public, où l'ou avait réuni tous les représentaus qui avaient été aux armées d'Italie, pour les cousulter. Ils désignèrent Napoléou, comme connaissant parfaitement les localités : le comité le fit appeler, et le mit en réquisition. Il se trouva attaché au comité topographique; il prescrivit à l'armée d'Italie la ligne de Borghetto, ligne tellement forte, qu'il ue fallait, pour la garder, qu'une armée moitié moins considérable que la nôtre : elle sauva l'armée française, et lui conserva la rivière de Gênes. Les ennemis l'attaquèreut plusieurs fois avec de grandes forces; ils furent toujours repoussés, et y perdireut un moude considérable.

A la fiu de l'anuée, le gouvernement, convaincu de l'iucapacité du géuéral Kellermann, le remplaça, dans sou commaudemeut, par le général Schérer.

Le 22 novembre, ce général, ayant reçu quelques renforts de l'armée des Pyréuées, attaqua le géuéral ennemi Devins, à Loano, s'empara de ses lignes, fit beaucoup de prisonniers, prit uu nombre cousidérable de cauons; et, s'il eût été entreprenant, il aurait fait la conquête de l'Italie. Il ne pouvait y avoir uu meilleur moment : mais Schérer était incapable d'uue

opération aussi importante ; et, loin de chercher à profiter de ces avantages, il retourna à Nice, et fit entrer ses troupes dans les quartiers d'hiver.

Les généraux ennemis, après avoir rallié les leurs, prirent également des quartiers d'hiver.

DIX-HUIT BRUMAIRE.

Arrivée de Napoléon en France. — Sensation qu'elle produit. — Napoléon à Paris. — Les directeurs Roger-Ducos, Moulins, Gobier, Siéyes. — Conduite de Napoléon. — Rœderer, Lucien et Joseph, Talleyrand, Fouché, Réal. — État des partis. — Ils s'adressent tous à Napoléon. — Barras. — Napoléon d'accord avec Siéyes. — Esprit des troupes de la capitale. — Dispositions adoptées pour le 18. — Journée du 18 brumaire. — Décret du conseil des anciens, qui transfère à Saint-Cloud le siége du corps-législatif. — Napoléon aux anciens. — Séance orageuse à Saint-Cloud. — Ajournement des conseils, à trois mois.

Lorsqu'une déplorable faiblesse et une versatilité sans fin se manifestent dans les conseils du pouvoir ; lorsque cédant tour à tour à l'influence de partis contraires, et vivant au jour le jour, sans plan fixe, sans marche assurée, il a donné la mesure de son insuffisance, et que les citoyens les plus modérés sont forcés de convenir que l'état n'est plus gouverné; lorsqu'enfin, à sa nullité au dedans, l'administration joint le tort le plus grave qu'elle puisse avoir au yeux d'un peuple fier, je veux dire l'avilissement au dehors, alors une inquiétude vague se répand dans la société, le besoin de sa conservation l'agite, et promenant sur elle-même ses regards, elle semble chercher un homme qui puisse la sauver.

Ce génie tutélaire, une nation nombreuse le renferme toujours dans son sein; mais quelquefois il tarde à paraître. En effet, il ne suffit pas qu'il existe, il faut qu'il soit connu; il faut qu'il se connaisse lui-même. Jusque-là toutes les tentatives sont vaines, toutes les menées impuissantes; l'inertie du grand nombre protège le gouvernement nominal, et, malgré son impéritie et sa faiblesse, les efforts de ses ennemis ne prévalent point contre lui. Mais que ce sauveur, impatiemment attendu, donne tout à coup un signe d'existence, l'instinct national le devine et l'appelle, les obstacles s'aplanissent devant lui, et tout un grand peuple volant sur son passage semble dire: Le voilà!

§ 1er.

Telle était la situation des esprits en France, en l'année 1799, lorsque le 9 octobre (16 vendémiaire an VIII), les frégates *la Muiron*, *la Carrère*, les chebecks *la Revanche* et *la Fortune*, vinrent à la pointe du jour mouiller dans le golfe de Fréjus.

Dès qu'on eut reconnu des frégates françaises, on soupçonna qu'elles venaient d'Égypte. Le désir d'avoir des nouvelles de l'armée fit accourir en foule les citoyens sur le rivage. Bientôt la nouvelle se répandit que Napoléon était à bord. L'enthousiasme fut tel que même les soldats blessés sortirent des hôpitaux malgré les gardes, pour se rendre au rivage. Tout le monde pleurait de joie. En un moment la mer fut couverte de canots. Les officiers des batteries, les douaniers, les équipages des bâtimens mouillés dans la rade, enfin tout le peuple, assaillirent les frégates. Le général Pereymont, qui commandait sur la côte, aborda le premier. C'est ainsi qu'elles eurent l'entrée; avant l'arrivée des préposés de la santé, la

communication avait eu lieu avec toute la côte.

L'Italie venait d'être perdue, la guerre allait être reportée sur le Var, et dès lors Fréjus craignait une invasion. Le besoin d'avoir un chef à la tête des affaires était trop impérieux; l'impression de l'apparition soudaine de Napoléon agitait trop vivement tous les esprits pour laisser place à aucune des considérations ordinaires; les préposés de la santé déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à la quarantaine, motivant leur procès-verbal *sur ce que la pratique avait eu lieu à Ajaccio*. Cependant cette raison n'était pas valable, c'était seulement un motif pour mettre la Corse en quarantaine. L'administration de Marseille en fit quinze jours après l'observation avec raison. Il est vrai que depuis cinquante jours que les bâtimens avaient quitté l'Égypte, aucune maladie ne s'était déclarée à bord, et qu'avant leur départ la peste avait cessé depuis trois mois.

Sur les six heures du soir, Napoléon, accompagné de Berthier, monta en voiture pour se rendre à Paris.

§ II.

Les fatigues de la traversée et les effets de la transition d'un climat sec à une température humide, décidèrent Napoléon à s'arrêter six heures à Aix. Tous les habitans de la ville et des villages voisins accouraient en foule et témoignaient le bonheur qu'ils éprouvaient de le revoir. Partout la joie était extrême: ceux qui des campagnes n'avaient pas le temps d'arriver sur la route, sonnaient les cloches, et plaçaient des drapeaux sur les clochers. La nuit, ils les couvraient de feux. Ce n'était pas un citoyen qui rentrait dans sa patrie, ce n'était pas un général qui revenait d'une armée victorieuse; c'était déjà un souverain qui retournait dans ses états. L'enthousiasme d'Avignon, Montélimart, Valence, Vienne, ne fut surpassé que par les élans de Lyon.

Cette ville, où Napoléon séjourna douze heures, fut dans un délire universel. De tout temps les Lyonnais ont montré une grande affection à Napoléon, soit que cela tienne à cette générosité de caractère, qui est propre aux Lyonnais; soit que Lyon se considérant comme la métropole du Midi, tout ce qui était relatif à la sûreté des frontières du côté de l'Italie, touchât vivement ses habitans; soit enfin que cette ville, composée en grande partie de Bourguignons et de Dauphinois, partageât les sentimens plus fortement existans dans ces deux provinces. Toutes les imaginations étaient encore exaltées par la nouvelle qui circulait depuis huit jours de la bataille d'Aboukir et des brillans succès des Français en Égypte, qui contrastaient tant avec les défaites de nos armées d'Allemagne et d'Italie. De toutes parts le peuple semblait dire: « Nous sommes nombreux, nous sommes braves, et cependant nous sommes vaincus: il nous manque un chef pour nous diriger; il arrive, nos jours de gloire vont revenir »!

Cependant la nouvelle du retour de Napoléon était parvenue à Paris: on l'annonça sur tous les théâtres; elle produisit une sensation extrême, une ivresse générale. Les membres du directoire la durent partager. Quelques membres de la société du manége en pâlirent; mais, ainsi que les partisans de l'étranger, ils dissimulèrent et se livrèrent au torrent de la joie générale. Baudin, député des Ardennes, homme de bien, vivement tourmenté

de la fâcheuse direction qu'avaient prise les affaires de la républiqne, mourut de joie en apprenant le retour de Napoléon.

Napoléon avait déjà passé Lyon, lorsque son débarqnement fut annoncé à Paris. Par une précaution bien convenable à sa situation, il avait indiqué à ses courriers une route différente de celle qu'il prit; de sorte qne sa femme, sa famille, ses amis, se trompèrent en voulant aller à sa rencontre: ce qui retarda de plusieurs jours le moment où il put les revoir. Arrivé ainsi à Paris, tont-à-fait inattendn, il était dans sa maison, rue Chantereine, qu'on ignorait encore son arrivée dans la capitale. Deux heures après il se présenta au Directoire: reconnu par des soldats de garde, les cris d'allégresse l'annoncèrent. Chacun des membres dn directoire semblait partager la joie publique; il n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il reçut.

La nature des événemens passés l'instruisait de la situation de la France, et les renseignemens qu'il s'était procurés sur la route, l'avaient mis au fait de tout. Sa résolution était prise. Ce qu'il n'avait pas voulu tenter à son retour d'Italie, il était déterminé à le faire aujourd'hui. Son mépris pour le gouvernement du directoire et pour les meneurs des conseils était extrême.

Résolu de s'emparer de l'autorité, de rendre à la France ses jours de gloire, en donnant une direction forte aux affaires publiques : c'était ponr l'exécution de ce projet qu'il était parti d'Égypte; et tout ce qu'il venait de voir dans l'intérieur de la France avait accru ce sentiment et fortifié sa résolution.

§ III.

De l'ancien directoire, il ne restait que Barras : les autres membres étaient Roger-Ducos, Moulins, Gohier, et Siéyes.

—Ducos était un homme d'un caractère borné et facile.

—Moulins, général de division, n'avait pas fait la guerre; il sortait des gardes-françaises, et avait reçu son avancement dans l'armée de l'intérieur. C'était un honnête homme, patriote chaud et droit.

—Gohier était un avocat de réputation, d'un patriotisme exalté, jurisconsulte distingué; homme intègre et franc.

— Siéyes était depuis long-temps connu de Napoléon. Né à Fréjus, en Provence, il avait commencé sa réputation avec la révolution; il avait été nommé à l'assemblée constituante par les électeurs du tiers-état de Paris, après avoir été repoussé par l'assemblée du clergé, qui se tint à Chartres. C'est lui qui fit la brochure, *Qu'est-ce que le tiers?* qui eut une si grande vogue. Il n'est pas homme d'exécution: connaissant peu les hommes, il ne sait pas les faire agir. Ses études ayant toutes été dirigées vers la métaphysique, il a les défauts des métaphysiciens, et dédaigne trop souvent les notions positives; mais il est capable de donner des avis utiles et lumineux dans les circonstances et dans les crises les plus sérieuses. C'est à lui que l'on doit la division de la France en départemens, qui a détruit l'esprit de province. Quoiqu'il n'ait jamais occupé la tribune avec éclat, il a été utile au succès de la révolution par ses conseils dans les comités.

Il avait ét nommé directeur, lors de la création du directoire; mais,

ayant refusé alors, Lareveillère le remplaça. Envoyé depuis en embassade à Berlin, il puisa dans cette mission une grande défiance de la politique de la Prusse.

Il siégeait depuis peu au directoire, mais il avait déjà rendu de grands services, en s'opposant au succès de la société du manége, qu'il voyait prête à saisir le timon de l'état. Il était en horreur à cette faction ; et, sans craindre de s'attirer l'inimitié de ce puissant parti, il combattait avec courage les menées de ces hommes de sang, pour sauver la république du désastre dont elle était menacée.

A l'époque du 13 vendémiaire, le trait suivant avait mis Napoléon à même de le bien juger. Dans le moment le plus critique de cette journée, lorsque le comité des quarante avait perdu la tête, Siéyes s'approcha de Napoléon, l'emmena dans une embrâsure de croisée, pendant que le comité délibérait sur la réponse à faire à la sommation des sections. « Vous les entendez, gé» néral; ils parlent quand il faudrait » agir : les corps ne valent rien pour » diriger les armées, car ils ne con» naissent pas le prix du temps et de » l'occasion. Vous n'avez rien à faire » ici : allez, général, prenez conseil de » votre génie et de la position de la » patrie : l'espérance de la république » n'est qu'en vous. »

§ IV.

Napoléon accepta un dîner chez chaque directeur, sous la condition que ce serait en famille, et sans aucun étranger. Un repas d'apparât lui fut donné par le directoire. Le corps-législatif voulut suivre cet exemple : lorsque la proposition en fut faite au comité-général, il s'éleva une vive opposition ; la minorité ne voulant rendre aucun hommage au général Moreau, que l'on proposait d'y associer ; elle l'accusait de s'être mal conduit au 18 fructidor. La majorité eut recours, pour lever toute difficulté, à l'expédient d'ouvrir une souscription. Le festin fut donné dans l'église Saint-Sulpice ; la table était de sept cents couverts. Napoléon y resta peu, y parut inquiet et fort préoccupé. Chaque ministre voulait lui donner une fête ; il n'accepta qu'un dîner chez celui de la justice, qu'il estimait beaucoup : il désira que les principaux jurisconsultes de la république s'y trouvassent ; il y fut fort gai, disserta longuement sur le code civil et criminel, au grand étonnement de Tronchet, de Treilhard, de Merlin, de Target, et exprima le désir qu'un code simple et approprié aux lumières du siècle, régît les personnes et les propriétés de la république.

Constant dans son système, il goûta peu ces fêtes publiques, et adopta le même plan de conduite qu'il avait suivi à son premier retour d'Italie. Toujours vêtu de l'uniforme de membre de l'Institut, il ne se montrait en public qu'avec cette société : il n'admettait dans sa maison que les savans, les généraux de sa suite, et quelques amis; Regnault-de-Saint-Jean-d'Angély, qu'il avait employé en Italie, en 1797, et que depuis il avait placé à Malte ; Volney, auteur d'un très bon *Voyage en Egypte*; Rœderer, dont il estimait les nobles sentimens et la probité ; Lucien Bonaparte, un des orateurs les plus influens du conseil des cinq-cents : il avait soustrait la république au régime révolutionnaire, en s'opposant à la déclaration de la patrie en danger ; Joseph Bonaparte, qui tenait une grande maison, et était fort accrédité.

Il fréquentait l'Institut ; mais il ne

se rendait aux théâtres qu'aux momens où il n'y était pas attendu, et toujours dans des loges grillées.

Cependant toute l'Europe retentissait de l'arrivée de Napoléon ; toutes les troupes, les amis de la république, l'Italie même, se livraient aux plus hautes espérances : l'Angleterre et l'Autriche frémirent. La rage des Anglais se tourna contre Sydney-Smith et Nelson, qui commandaient les forces navales anglaises dans la Méditerranée. Un grand nombre de caricatures sur ce sujet tapissèrent les rues de Londres (*a*).

— Talleyrand craignait d'être mal reçu de Napoléon. Il avait été convenu avec le directoire et avec Talleyrand qu'aussitôt après le départ de l'expédition d'Egypte, des négociations seraient ouvertes sur son objet, avec la Porte. Talleyrand devait même être le négociateur, et partir pour Constantinople vingt-quatre heures après que l'expédition d'Egypte aurait quitté le port de Toulon.

Cet engagement, formellement exigé et positivement consenti, avait été mis en oubli ; non seulement Talleyrand était resté à Paris, mais aucune négociation n'avait eu lieu. Talleyrand ne supposait pas que Napoléon en eût perdu le souvenir ; mais l'influence de la société du manége avait fait renvoyer ce ministre : sa position était une garantie ; Napoléon ne le repoussa point. Talleyrand d'ailleurs employa toutes les ressources d'un esprit souple et insinuant, pour se concilier un suffrage qu'il lui importait de captiver.

— Fouché était ministre de la police depuis plusieurs mois ; il avait eu, après le 13 vendémiaire, quelques relations avec Napoléon, qui connaissait son immoralité et la versatilité de son esprit. Siéyes avait fait fermer le manége, sans sa participation. Napoléon fit le 18 brumaire, sans mettre Fouché dans le secret.

— Réal, commissaire du directoire près le département de Paris, inspirait plus de confiance à Napoléon. Zélé pour la révolution, il avait été dans un temps d'orages et de troubles, substitut du procureur de la commune de Paris. Son cœur était ardent, mais pénétré de sentimens nobles et généreux.

§ V.

Toutes les classes de citoyens, toutes les contrées de la France, attendaient avec une grande impatience ce que ferait Napoléon. De toutes parts on lui offrait des bras et une soumission entière à ses volontés.

Napoléon passait son temps à écouter les propositions qui lui étaient faites, à observer tous les partis ; et enfin à se bien pénétrer de la vraie situation des affaires. Tous les partis voulaient un changement, et tous le voulaient faire avec lui, même les coryphées du manége.

Bernadotte, Augereau, Jourdan, Marbot, etc., qui étaient à la tête des meneurs de cette société, offrirent à Napoléon une dictature militaire, lui proposèrent de le reconnaître pour chef, et de lui confier les destinées de la république, pourvu qu'il secondât les principes de la société du manége.

Siéyes, qui disposait au directoire de la voix de Roger-Ducos et de la majorité du conseil des anciens, et seulement d'une petite minorité dans celui

(*a*) Dans l'une on représentait Nelson s'amusant à draper lady Hamilton, pendant que la frégate *la Muiron* passait entre les jambes de l'amiral.

des cinq-cents, lui proposait de le placer à la tête du gouvernement, en changeant la constitution de l'an III, qu'il jugeait mauvaise, et d'adopter les institutions et la constitution qu'il avait méditées, et qui étaient encore dans son porte-feuille.

Régnier, Boulay, un parti nombreux du conseil des anciens, et beaucoup de membres de celui des cinq-cents, voulaient aussi remettre entre ses mains le sort de la république.

Ce parti était celui des modérés et des hommes les plus sages de la législature; c'est celui qui s'était opposé avec Lucien Bonaparte à la déclaration de la patrie en danger.

Les directeurs Barras, Moulins, Gohier, lui insinuaient de reprendre le commandement de l'armée d'Italie, de rétablir la république cisalpine et la gloire des armes françaises. Moulins et Gohier n'avaient point d'arrière-pensée: ils étaient de bonne foi dans le système du moment; ils croyaient que tout irait bien, dès l'instant que Napoléon aurait donné de nouveaux succès à nos armées.

Barras était loin de partager cette sécurité : il savait que tout allait mal, que la république périssait ; mais, soit qu'il eût contracté des engagemens avec le prétendant, comme on l'a dit dans le temps (*a*), soit que s'abusant sur sa situation personnelle, car de quelle erreur ne sont pas capables la vanité et l'amour-propre d'un homme ignorant, il crut pouvoir se maintenir à la tête des affaires. Barras fit les mêmes propositions que Moulins et Gohier.

Cependant toutes les factions étaient en mouvement. Celle des fructidorisés paraissait persuadée de son influence ; mais elle n'avait aucun partisan dans les autorités existantes, Napoléon pouvait choisir entre plusieurs partis à prendre.

Consolider la constitution existante, et donner de l'appui au directoire en

(*a*) On sait aujourd'hui que Barras avait alors des entrevues avec des agens de la maison de Bourbon. Ce fut David Monnier qui servit d'intermédiaire à Barras, dans la négociation qui fut entamée à cette époque. Barras l'avait envoyé en Allemagne ; mais, comme il n'osait espérer que le roi lui pardonnerait sa conduite révolutionnaire, il n'avait pu donner à cet émissaire aucune espèce d'instruction positive. Monnier négocia donc en faveur de Barras, sans que celui-ci eût connaissance d'aucune des clauses de la négociation ; et ce fut ainsi que Monnier stipula que Barras consentait à rétablir la monarchie en France, à condition que le roi Louis XVIII lui accorderait sûreté et indemnité : « sûreté, c'est-à-dire l'entier oubli de sa conduite révolutionnaire, » l'engagement sacré du roi d'annuler, par » son pouvoir souverain, toutes recherches » à cet égard ; indemnité, c'est-à-dire une » somme au moins équivalente à celle que » pourraient lui valoir deux années qu'il » devait passer au directoire, somme qu'il » évaluait à douze millions de livres tour- » nois, y compris les deux millions qu'il » devait distribuer entre ses coopérateurs.» Sa Majesté voulut bien, en cette occasion, accorder des lettres-patentes, qui furent transmises à Barras par le chevalier Tropès-de-Guerin, et échangées contre l'engagement souscrit par ce directeur, pour le rétablissement de la monarchie. Barras prit alors des mesures pour rappeler en France les Bourbons. Le 29 vendémiaire, dix-neuf jours avant le 18 brumaire, il se croyait assuré du succès ; mais ce grand dessein échoua, et par le trop de confiance de Barras, et par les lenteurs qu'occasionna, dans l'exécution, un des agens du roi, qui, afin de se rendre nécessaire, éleva des contestations sur les pouvoirs que Sa Majesté avait donnés au duc de Fleury, pour négocier cette affaire, etc.

Biographie des hommes vivans. Michaud, 1816, tom. I, page 214.

se faisant nommer directeur : mais cette constitution était tombée dans le mépris, et une magistrature partagée ne pouvait conduire à aucun résultat satisfaisant; c'eût été s'associer aux préjugés révolutionnaires, aux passions de Barras et de Siéyes, et par contre-coup se mettre en butte à la haine de leurs ennemis.

Changer la constitution et parvenir au pouvoir par le moyen de la société du manége; elle renfermait un grand nombre des plus chauds jacobins; ils avaient la majorité dans le conseil des cinq-cents, et une minorité énergique dans celui des anciens. En se servant de ces hommes, la victoire était assurée, on n'éprouverait aucune résistance. C'était la voie la plus sûre pour culbuter ce qui existait : mais les jacobins ne s'affectionnent à aucun chef; ils sont exclusifs, extrêmes dans leurs passions. Il faudrait donc après être arrivé par eux, s'en défaire et les persécuter. Cette trahison était indigne d'un homme généreux.

— Barras offrait l'appui de ses amis; mais c'étaient des hommes de mœurs suspectes et publiquement accusés de dilapider la fortune publique : comment gouverner avec de pareilles gens? car sans une rigide probité il était impossible de rétablir les finances et de faire rien de bien.

A Siéyes s'attachaient un grand nombre d'hommes instruits, probes et républicains par principes, ayant en général peu d'énergie, et fort intimidés de la faction du manége et des mouvemens populaires, mais qui pouvaient être conservés après la victoire et être employés avec succès dans un gouvernement régulier. Le caractère de Siéyes ne donnait aucun ombrage : dans aucun cas, ce ne pouvait être un rival dangereux. Mais, en prenant ce parti, c'était se déclarer contre Barras et contre le manége, qui avaient Siéyes en horreur.

— Le 8 brumaire (30 octobre), Napoléon dîna chez Barras : il y avait peu de monde. Une conversation eut lieu après le dîner: « La république » périt, dit le directeur: rien ne peut » plus aller; le gouvernement est » sans force; il faut faire un change- » ment, et nommer Hédouville, prési- » dent de la république. Quant à vous, » général, votre intention est de vous » rendre à l'armée; et moi, malade, » dépopularisé, usé, je ne suis bon » qu'à rentrer dans une classe pri- » vée. »

Napoléon le regarda fixement sans lui rien répondre. Barras baissa les yeux et demeura interdit. La conversation finit là. Le général Hédouville était un homme d'une excessive médiocrité. Barras ne disait pas sa pensée; sa contenance trahissait son secret.

§ VI.

Cette conversation fut décisive. Peu d'instans après, Napoléon descendit chez Siéyes : il lui fit connaître que depuis dix jours tous les partis s'adressaient à lui; qu'il était résolu de marcher avec lui Siéyes et la majorité du conseil des anciens, et qu'il venait lui en donner l'assurance positive. On convint que, du 15 au 20 brumaire, le changement pourrait se faire.

Rentré chez lui, Napoléon y trouva Talleyrand, Fouché, Rœderer et Réal. Il leur raconta naïvement, avec simplicité, et sans aucun mouvement de physionomie qui pût faire préjuger son opinion, ce que Barras venait de lui dire. Réal et Fouché, qui étaient attachés à ce directeur, sentirent tout ce qu'avait d'intempestif sa dissimula-

tion. Ils se rendirent chez lui pour lui en faire des reproches. Le lendemain Barras vint à huit heures chez Napoléon, qui était encore au lit: il voulut absolument le voir, entra et lui dit qu'il craignait de s'être mal expliqué la veille; que Napoléon seul pouvait sauver la république; qu'il venait se mettre à sa disposition; faire tout ce qu'il voudrait, et prendre tel rôle pu'il lui donnerait. Il le pria de lui donner l'assurance que s'il méditait quelque projet, il compterait sur Barras.

Mais Napoléon avait déjà pris son parti: il répondit qu'il ne voulait rien; qu'il était fatigué, indisposé; qu'il ne pouvait s'accoutumer à l'humidité de l'atmosphère de la capitale, sortant du climat sec des sables de l'Arabie; et il termina l'entretien par de semblables lieux communs.

Cependant Moulins se rendait tous les matins, entre huit et neuf heures, chez Napoléon, pour lui demander conseil sur les affaires du jour. C'étaient des nouvelles militaires ou des affaires civiles sur lesquelles il désirait avoir une direction. Sur ce qui avait rapport au militaire, Napoléon répondait d'après son opinion; mais sur les affaires civiles, ne croyant pas devoir lui faire connaître toute sa pensée, il ne lui répondait que des choses vagues.

Gohier venait aussi de temps à autre faire visite à Napoléon, lui faire des propositions et demander des conseils.

§ VII.

Le corps des officiers de la garnison, ayant à sa tête le général Morand, commandant la place de Paris, demanda à être présenté à Napoléon; il ne put l'être: remis de jour en jour, les officiers commençaient à se plaindre du peu d'empressement qu'il montrait à revoir ses anciens camarades.

Les quarante adjudans de la garde nationale de Paris, qui avaient été nommés par Napoléon lorsqu'il commandait l'armée de l'intérieur, avaient sollicité la faveur de le voir. Il les connaissait presque tous; mais, pour cacher ses desseins, il différa l'instant de les recevoir.

Les huitième et neuvième régimens de dragons, qui étaient en garnison dans Paris, étaient de vieux régimens de l'armée d'Italie; ils ambitionnaient de défiler devant leur ancien général. Napoléon accepta cette offre, et leur fit dire qu'il leur indiquerait le jour.

Le vingt-unième des chasseurs à cheval, qui avait contribué au succès de la journée du 13 vendémiaire, était aussi à Paris. Murat sortait de ce corps, et tous les officiers allaient sans cesse chez lui pour lui demander quel jour Napoléon verrait le régiment. Ils n'obtenaient pas davantage que les autres.

Les citoyens de Paris se plaignaient de l'incognito du général; ils allaient aux théâtres, aux revues, où il était annoncé, et il n'y venait pas. Personne ne pouvait concevoir cette conduite; l'impatience gagnait tout le monde. On murmurait contre Napoléon: « Voilà quinze jours qu'il est arrivé, » disait-on, et il n'a encore rien fait. » Prétend-il agir comme à son retour » d'Italie, et laisser périr la république » dans l'agonie des factions qui la dé» chirent?

Le moment décisif approchait.

§ VIII.

Le 15 brumaire, Siéyes et Napoléon eurent une entrevue, dans laquelle ils

arrêtèrent toutes les dispositions pour la journée du 18. Il fut convenu que le conseil des anciens profitant de l'article 102 de la constitution, décréterait la translation du corps législatif, à Saint-Cloud, et nommerait Napoléon commandant en chef de la garde du corps législatif, des troupes de la division militaire de Paris et de la garde nationale.

Ce décret devant passer le 18, à sept heures du matin; à huit heures, Napoléon devait se rendre aux Tuileries, où les troupes seraient réunies, et prendre là le commandement de la capitale.

Le 17, Napoléon fit prévenir les officiers qu'il les recevrait le lendemain à six heures du matin. Comme cette heure pouvait paraître indue, il prétexta un voyage; il fit donner la même invitation aux quarante adjudans de la garde nationale; et il fit dire aux trois régimens de cavalerie qu'il les passerait en revue aux Champs-Élysées le même jour 18, à sept heures du matin. Il prévint en même temps les généraux qui étaient revenus d'Égypte avec lui, et tous ceux dont il connaissait les sentimens, qu'il serait bien aise de les voir à cette heure-là. Chacun d'eux crut que l'invitation était pour lui seul, et supposait que Napoléon avait des ordres à lui donner; car on savait que le ministre de la guerre Dubois-Crancé avait porté chez lui les états de l'armée, et prenait ses conseils sur tout ce qu'il fallait faire, tant sur les frontières du Rhin qu'en Italie.

— Moreau, qui avait été du dîner du conseil législatif, et que Napoléon avait vu là pour la première fois, ayant appris par le bruit public qu'il se préparait un changement, déclara à Napoléon qu'il se mettait à sa disposition, qu'il n'avait pas besoin d'être mis dans aucun secret, et qu'il ne fallait que le prévenir une heure d'avance.

— Macdonald, qui se trouvait aussi à Paris, avait fait les mêmes offres de service.

A deux heures du matin, Napoléon leur fit dire qu'il désirait les voir à sept heures chez lui et à cheval. Il ne prévint ni Augereau, ni Bernadotte; cependant Joseph amena ce dernier (a).

— Le général Lefèvre commandait la division militaire; il était tout dévoué au directoire. Napoléon lui envoya, à minuit, un aide-de-camp, pour lui dire de venir chez lui à six heures.

§ IX.

Tout se passa comme il avait été convenu. Sur les sept heures du matin, le conseil des anciens s'assembla sous la présidence de Lemercier. Cornudet, Lebrun, Fargues, peignirent vivement les malheurs de la république, les dangers dont elle était environnée, et la conspiration permanente des coryphées du manége pour rétablir le règne de la terreur. Régnier, député de la Meurthe, demanda, par motion d'ordre, qu'en conséquence de l'article 102 de la constitution, le siége des séances du corps législatif fût transféré à Saint-Cloud, et que Napoléon fût investi du commandement en chef des troupes de la 17e division militaire, et chargé de faire exécuter cette translation. Il développa alors sa motion : « La république » est menacée, dit-il, par les anarchis-

(a) Lorsque Napoléon se rendait au conseil des anciens, Bernadotte, au lieu de suivre le cortége, s'esquiva et fut se joindre à la faction du manége.

» tes et le parti de l'étranger : il faut » prendre des mesures de salut public; » on est assuré de l'appui du général » Bonaparte ; ce sera à l'ombre de son » bras protecteur, que les conseils » pourront délibérer sur les changemens que nécessite l'intérêt pu» blic. » Aussitôt que la majorité du conseil se fut assurée que cela était d'accord avec Napoléon, le décret passa, mais non sans une forte opposition. Il était conçu en ces termes :

Décret du conseil des anciens.

Le conseil des anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la constitution, décrète ce qui suit :

Art. 1er. Le corps législatif est transféré à Saint-Cloud ; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

2. Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi ; toute continuation de fonctions, de délibérations, est interdite ailleurs et avant ce terme.

3. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. Le général commandant la 17e division militaire, les gardes du corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris, et dans toute l'étendue de la 17e division militaire, sont mis immédiatement sous ses ordres, et tenus de le reconnaître en cette qualité; tous les citoyens lui prêteront main forte à sa première réquisition.

4. Le général Bonaparte est appelé dans le sein du conseil pour y recevoir une expédition du présent décret, et prêter serment; il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux conseils.

5. Le présent décret sera de suite transmis par un messager au conseil des cinq-cents, et au directoire exécutif; il sera imprimé, affiché, promulgué, et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires.

Ce décret fut rendu à huit heures; et à huit heures et demie, le messager d'état qui en était porteur arriva au logement de Napoléon. Il trouva les avenues remplies d'officiers de la garnison; d'adjudans de la garde nationale, de généraux, et des trois régimens de cavalerie. Napoléon fit ouvrir les battans des portes; et sa maison étant trop petite pour contenir tant de personnes, il s'avança sur le perron, reçut les complimens des officiers, les harangua, et leur dit qu'il comptait sur eux tous pour sauver la France. En même temps, il leur fit connaître que le conseil des anciens, autorisé par la constitution, venait de le revêtir du commandement de toutes les troupes; qu'il s'agissait de prendre de grandes mesures, pour tirer la patrie de la position affreuse où elle se trouvait; qu'il comptait sur leurs bras et leur volonté; qu'il allait monter à cheval, pour se rendre aux Tuileries. L'enthousiasme fut extrême : tous les officiers tirèrent leurs épées, et promirent assistance et fidélité. Alors Napoléon se tourna vers Lefèvre, lui demandant s'il voulait rester près de lui, ou retourner près du directoire. Lefèvre, fortement ému, ne balança pas. Napoléon monta aussitôt à cheval, et se mit à la tête des généraux et officiers, et des 1,500 chevaux auxquels il avait faire halte sur le boule-

vart, au coin de la rue du Mont-Blanc. Il donna ordre aux adjudans de la garde nationale de retourner dans leurs quartiers, d'y faire battre la générale, de faire connaître le décret qu'ils venaient d'entendre, et d'annoncer qu'on ne devait plus reconnaître que les ordres émanés de lui.

§ X.

Il se rendit à la barre du conseil des anciens, environné de ce brillant cortége. Il dit : « Vous êtes la sagesse de » la nation, c'est à vous d'indiquer » dans cette circonstance les mesures » qui peuvent sauver la patrie : je » viens, environné de tous les géné- » raux, vous promettre l'appui de » tous leurs bras. Je nomme le géné- » ral Lefèvre mon lieutenant.

» Je remplirai fidèlement la mission » que vous m'avez confiée : qu'on ne » cherche pas dans le passé des exem- » ples sur ce qui se passe. Rien dans » l'histoire ne ressemble à la fin du » XVIIIe siècle ; rien dans le XVIIIe » siècle ne ressemble au moment ac- » tuel. »

Toutes les troupes étaient réunies aux Tuileries ; il en passa la revue aux acclamations unanimes des citoyens et des soldats. Il donna le commandement des troupes chargées de la garde du corps législatif, au général Lannes ; et au général Murat, le commandement de celles envoyées à Saint-Cloud.

Il chargea le général Moreau de garder le Luxembourg ; et, pour cet effet, il mit sous ses ordres 500 hommes du 86e régiment. Mais, au moment de partir, ces troupes refusèrent d'obéir, elles n'avaient pas de confiance en Moreau, qui, disaient-elles, n'était pas patriote. Napoléon fut obligé de les haranguer, en les assurant que Moreau marcherait. Moreau avait acquis cette réputation depuis sa conduite en fructidor.

Le bruit se répandit bientôt dans toute la capitale, que Napoléon était aux Tuileries, et que ce n'était qu'à lui seul qu'il fallait obéir. Le peuple y courut en foule : les uns, mus par la simple curiosité de voir un général si renommé, les autres, par élan patriotique et par zèle, pour lui offrir leur assistance. La proclamation suivante fut affichée partout.

« Citoyens, le conseil des anciens, » dépositaire de la sagesse nationale, » vient de rendre un décret ; il y est » autorisé par les articles 102 et 103 » de l'acte constitutionnel : il me » charge de prendre des mesures pour » la sûreté de la représentation na- » tionale. Sa translation est nécessaire » et momentanée ; le corps législatif » se trouvera à même de tirer la ré- » publique du danger imminent où la » désorganisation de toutes les parties » de l'administration nous conduit. Il » a besoin, dans cette circonstance » essentielle, de l'union et de la con- » fiance. Ralliez-vous autour de lui : » c'est le seul moyen d'asseoir la ré- » publique sur les bases de la liberté » civile, du bonheur intérieur, de la » victoire, et de la paix. »

Il dit aux soldats :

« Soldats, le décret extraordinaire » du conseil des anciens, est conforme » aux articles 102 et 103 de l'acte » constitutionnel. Il m'a remis le » commandement de la ville et de » l'armée. Je l'ai accepté pour secon- » der les mesures qu'il va prendre et » qui sont tout entières en faveur du » peuple. La république est mal gou- » vernée depuis deux ans ; vous avez » espéré que mon retour mettrait un

» terme à tant de maux. Vous l'avez » célébré avec une union qui m'impose » des obligations que je remplis ; vous » remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec l'énergie, » la fermeté, et la confiance que j'ai » toujours eue en vous. La liberté, la » victoire et la paix, replaceront la » république française au rang qu'elle » occupait en Europe, et que l'ineptie » et la trahison ont pu seules lui faire » perdre. »

En ce moment, Napoléon envoya un aide-de-camp à la garde du directoire, pour lui communiquer le décret, et lui prescrire de ne recevoir d'ordre que de lui. La garde sonna à cheval ; le chef consulta ses soldats, ils répondirent par des cris de joie. A l'instant même venait d'arriver un ordre du directoire, contraire à celui de Napoléon; mais les soldats n'obéissant qu'au sien, se mirent en marche pour le joindre. Siéyes et Roger-Ducos s'étaient déjà rendus dès le matin aux Tuileries. On dit que Barras, en voyant Siéyes monter à cheval, se moqua de la gaucherie du nouvel écuyer. Il était loin de se douter où ils allaient. Peu après, instruit du décret, il se réunit avec Gohier et Moulins ; ils apprirent alors que toutes les troupes environnaient Napoléon ; ils virent même leur garde les abandonner. Dès lors Moulins se rendit aux Tuileries, et donna sa démission, comme l'avaient déjà fait Siéyes et Roger-Ducos. Bottot, secrétaire de Barras, se rendit près de Napoléon, qui lui témoigna toute son indignation sur les dilapidations qui avaient perdu la république, et insista pour que Barras donnât sa démission. Talleyrand fut chez ce directeur, et la rapporta. Barras se rendit à Gros-Bois, accompagné d'une garde d'honneur de dragons. Dès ce moment, le directoire se trouva dissous, et Napoléon seul chargé du pouvoir exécutif de la république.

Cependant le conseil des cinq-cents s'était assemblé sous la présidence de Lucien. La constitution était précise, le décret du conseil des anciens était dans ses attributions : il n'y avait rien à objecter. Les membres du conseil, en traversant les rues de Paris et les Tuileries, avaient appris les événemens qui se passaient ; ils avaient été témoins de l'enthousiasme public. Ils étaient dans l'étonnement et la stupeur de tout le mouvement qu'ils voyaient. Ils se conformèrent à la nécessité, et ajournèrent la séance pour le lendemain 19, à Saint-Cloud.

— Bernadotte avait épousé la belle-sœur de Joseph Bonaparte. Il avait été deux mois au ministère de la guerre, et ensuite renvoyé par Siéyes: il n'y faisait que des fautes.

C'était un des membres les plus chauds de la société du manége, dont les opinions politiques étaient alors fort exaltées et réprouvées par tous les gens de bien. Joseph l'avait mené le matin chez Napoléon, mais, lorsqu'il vit ce dont il s'agissait, il s'esquiva, et alla instruire ses amis du manége de ce qui se passait.

Jourdan et Augereau vinrent trouver Napoléon aux Tuileries, lorsqu'il passait la revue des troupes : il leur conseilla de ne pas retourner à Saint-Cloud à la séance du lendemain, de rester tranquilles, de ne pas compromettre les services qu'ils avaient rendus à la patrie; car aucun effort ne pouvait s'opposer au mouvement qui était commencé. Augereau l'assura de son dévouement et du désir qu'il avait de marcher sous ses ordres. Il ajouta même: « Eh quoi! général, est-ce » que vous ne comptez pas tou-

» jours sur votre petit Augereau? »

Cambacérès, ministre de la justice; Fouché, ministre de la police, et tous les autres ministres furent aux Tuileries, et reconnurent la nouvelle autorité. Fouché fit de grandes protestations d'attachement et de dévouement; extrêmement opposé à Siéyes, il n'avait pas été dans le secret de la journée. Il avait ordonné de fermer les barrières, d'arrêter le départ des courriers et des diligences: « Eh, bon » dieu! lui dit le général, pourquoi tou- » tes ces précautions? nous marchons » avec la nation et par sa seule force; » qu'aucun citoyen ne soit inquiété, » et que le triomphe de l'opinion n'ait » rien de commun avec ces journées » faites par une minorité factieuse. »

Les membres de la majorité des cinq-cents, de la minorité des anciens, et les coryphées du manége passèrent toute la journée et la nuit en conciliabules.

A sept heures du soir, Napoléon tint un conseil aux Tuileries. Siéyes proposait d'arrêter les quarante principaux meneurs opposans. Cet avis était sage; mais Napoléon croyait avoir trop de force, pour employer tant de prudence. « J'ai juré ce ma- » tin, dit-il, de protéger la représen- » tation nationale; je ne veux point » ce soir violer mon serment: je ne » crains pas de si faibles ennemis. » Tout le monde se rangea au conseil de Siéyes; mais rien ne put vaincre cette obstination ou cette délicatesse du général. On verra bientôt qu'il eut tort.

C'est dans cette réunion que l'on convint de l'établissement de trois consuls provisoires, qui seraient Siéyes, Roger-Ducos et Napoléon; de l'ajournement des conseils à trois mois. Les meneurs des deux conseils s'entendirent sur la manière dont ils devaient se conduire dans la séance de Saint-Cloud. Lucien, Boulay, Émile Gaudin, Chazal, Cabanis, étaient les meneurs du conseil des cinq-cents; Régnier, Lemercier, Cornudet, Fargues, l'étaient des anciens.

Le général Murat, ainsi qu'on l'a dit, commandait la force publique à Saint-Cloud; Ponsard commandait le bataillon de la garde du corps législatif; le général Serrurier avait sous ses ordres une réserve, placée au Point-du-Jour.

On travaillait avec activité pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud. L'orangerie fut destinée au conseil des cinq-cents; et la galerie de Mars, à celui des anciens: les appartemens, devenus depuis le salon des princes et le cabinet de l'empereur, furent préparés pour Napoléon et son état-major. Les inspecteurs de la salle occupèrent les appartemens de l'impératrice. Il était deux heures après midi, et le local destiné au conseil des cinq-cents n'était pas encore prêt. Ce retard de quelques heures devint funeste. Les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupe dans le jardin: les esprits s'échauffèrent; ils se sondèrent réciproquement, se communiquèrent, et organisèrent leur opposition. Ils demandaient au conseil des anciens ce qu'il voulait, pourquoi il les avait fait venir à Saint-Cloud? Était-ce pour changer le directoire? Ils convenaient généralement que Barras était corrompu, Moulins sans considération; ils nommèrent sans difficulté Napoléon et deux autres citoyens pour compléter le gouvernement. Le petit nombre d'individus qui étaient dans le secret laissaient alors percer que l'on voulait régénérer l'état, en améliorant la constitution, et

ajonrner les conseils. Ces insinuations ne réussissant pas, une hésitation se manifesta parmi les membres sur lesquels on comptait le plus.

§ XI.

La séance s'onvrit enfin. Émile Gaudin monta à la tribune, peignit vivement les dangers de la patrie, et proposa de remercier le conseil des anciens des mesures de salut public dont il avait pris l'initiative, et de lui demander, par un message, qu'il fit connaître sa pensée tout entière. En même temps, il proposa de nommer une commission de sept personnes pour faire un rapport sur la situation de la république.

Les vents, renfermés dans les outres d'Éole, s'en échappant avec furie, n'excitèrent jamais nne plus grande tempête. L'orateur fut précipité avec fureur en bas de la tribune. L'agitation devint extrême.

Delbred demanda que les membres prêtassent de nouveau serment à la constitution de l'an III. Lucien, Boulay et leurs amis, pâlirent. L'appel nominal eut lieu.

Pendant cet appel nominal, qui dura plus de denx heures, les nouvelles de ce qui se passait circulèrent dans la capitale. Les meneurs de l'assemblée du manége, les tricoteuses, etc., acconrurent. Jourdan et Augereau se tenaient à l'écart; croyant Napoléon perdu, ils s'empressèrent d'arriver. Augereau s'approcha de Napoléon, et lui dit : « *Eh bien! vous voici dans une jolie position!* — Augereau, reprit Napoléon, souviens-toi d'Arcole : les affaires paraissaient bien plus désespérées. Crois-moi, reste tranqnille, si tu ne veux pas en être la victime. Dans une demi-heure tu verras comme les choses tourneront. »

L'assemblée paraissoit se prononcer avec tant d'unanimité, qu'aucun député n'osa refuser de prêter serment à la constitution : Lucien lui-même y fut contraint. Des hnrlemens, des bravos se faisaient entendre dans toute la salle. Le moment était pressant. Beaucoup de membres, en prononçant ce serment, y ajoutèrent des développemens, et l'inflnence de tels discours pouvaient se faire sentir sur les troupes. Tous les esprits étaient en suspens : les zélés devenaient nentres; les timides avaient déjà changé de bannière. Il n'y avait pas un instant à perdre. Napoléon traversa le salon de Mars, entra an conseil des anciens, et se plaça vis-à-vis le président. (C'était la barre.)

« Vous êtes sur nn volcan, leur dit-
» il : la république n'a plus de gonver-
» nement; le directoire est dissous;
» les factions s'agitent; l'heure de
» prendre un parti est arrivée. Vous
» avez appelé mon bras et celni de
» mes compagnons d'armes au secours
» de votre sagesse : mais les instans
» sont précienx; il faut se prononcer.
» Je sais que l'on parle de César, de
» Cromwell, comme si l'époque ac-
» tuelle ponvait se comparer aux
» temps passés. Non, je ne veux qne
» le salut de la république, et appuyer
» les décisions que vous allez pren-
» dre..... Et vous, grenadiers, dont
» j'aperçois les bonnets aux portes de
» cette salle, dites-le : vons ai-je ja-
» mais trompés? Ai-je jamais trahi
» mes promesses, lorsque, dans les
» camps, au milien des privations, je
» vons promettais la victoire, l'abon-
» dance, et lorsqu'à votre tête, je vous
» condnisais de snccès en succès? Di-
» tes-le maintenant : était-ce pour mes

» intérêts, ou pour ceux de la répu-
» blique ? »

Le général parlait avec véhémence. Les grenadiers furent comme électrisés ; et, agitant en l'air leurs bonnets, leurs armes, ils semblaient tous dire : Oui, c'est vrai ! il a toujours tenu parole !

Alors un membre (Linglet) se leva, et d'une voix forte dit : « Général,
» nous applaudissons à ce que vous
» dites : jurez donc avec nous obéis-
» sance à la constitution de l'an III,
» qui peut seule maintenir la républi-
» que. »

L'étonnement que causa ces paroles produisit le plus grand silence.

Napoléon se recueillit un moment ; après quoi, il reprit avec force : « La
» constitution de l'an III, vous n'en
» avez plus : vous l'avez violée au 18
» fructidor, quand le gouvernement a
» attenté à l'indépendance du corps
» législatif ; vous l'avez violée au 30
» prairial an VII, quand le corps lé-
» gislatif a attenté à l'indépendance
» du gouvernement ; vous l'aviez vio-
» lée au 22 floréal, quand, par un dé-
» cret sacrilége, le gouvernement et
» le corps législatif ont attenté à la
» souveraineté du peuple, en cassant
» les élections faites par lui. La cons-
» titution violée, il faut un nouveau
» pacte, de nouvelles garanties. »

La force de ce discours, l'énergie du général, entraînèrent les trois quarts des membres du conseil, qui se levèrent en signe d'approbation. Cornudet et Régnier parlèrent avec force dans le même sens. Un membre s'éleva contre ; il dénonça le général comme le seul conspirateur qui voulait attenter à la liberté publique. Napoléon interrompit l'orateur, déclara qu'il avait le secret de tous les partis, que tous méprisaient la constitution de l'an III ; que la seule différence qui existait entre eux était que les uns voulaient une république modérée, où tous les intérêts nationaux, toutes les propriétés, fussent garantis ; tandis que les autres voulaient un gouvernement révolutionnaire, motivé sur les dangers de la patrie. En ce moment on vint prévenir Napoléon que, dans le conseil des cinq-cents, l'appel nominal était terminé, et que l'on voulait forcer le président Lucien à mettre aux voix la mise hors la loi de son frère. Napoléon se rend aussitôt aux cinq-cents, entre dans la salle le chapeau bas, ordonne aux officiers et soldats qui l'accompagnent de rester aux portes ; il voulait se présenter à la barre pour rallier son parti, qui était nombreux, mais qui avait perdu tout ralliement et toute audace. Mais pour arriver à la barre, il fallait traverser la moitié de la salle, parce que le président siégeait sur un des côtés latéraux. Lorsque Napoléon se fut avancé seul au tiers de l'orangerie, deux ou trois cents membres se levèrent subitement, en s'écriant : Mort au tyran ! à bas le dictateur !

Deux grenadiers que l'ordre du général avait retenus à la porte, et qui n'avaient obéi qu'à regret et en lui disant : « Vous ne les connaissez pas, » ils sont capables de tout, » culbutèrent, le sabre à la main, ce qui s'opposait à leur passage, pour rejoindre leur général, l'investir et le couvrir de leur corps. Tous les autres grenadiers suivirent cet exemple et entraînèrent Napoléon en dehors de la salle. Dans ce tumulte, l'un d'eux nommé Thomé fut légèrement blessé d'un coup de poignard ; un autre reçut plusieurs coups dans ses habits.

Le général descendit dans la cour du château, fit battre au cercle, monta

à cheval, et harangua les troupes : « J'allais, dit-il, leur faire connaître » les moyens de sauver la république, » et de nous rendre notre gloire. Ils » m'ont répondu à coups de poignard. » Ils voulaient ainsi réaliser le désir » des rois coalisés. Qu'aurait pu faire » de plus l'Angleterre !

» Soldats, puis-je compter sur » vous. »

Des acclamations unanimes répondirent à ce discours. Napoléon aussitôt ordonna à un capitaine d'entrer avec dix hommes dans la salle des cinq-cents, et de délivrer le président.

Lucien venait de déposer sa toge. « Misérables ! s'écriait-il, vous exigez » que je mette hors la loi mon frère, » le sauveur de la patrie, celui dont le » nom seul fait trembler les rois ! Je » dépose les marques de la magistra- » ture populaire ; je me présente à » cette tribune comme défenseur de » celui que vous m'ordonnez d'immo- » ler sans l'entendre. »

En disant ces mots il quitte le fauteuil et s'élance à la tribune. L'officier de grenadiers se présente alors à la porte de la salle, en criant : Vive la république ! On croit que les troupes envoient une députation pour exprimer leur dévouement aux conseils. Ce capitaine est accueilli par un mouvement d'allégresse. Il profite de cette erreur, s'approche de la tribune, s'empare du président, en lui disant à voix basse : *C'est l'ordre de votre frère.* Les grenadiers crient en même temps : A bas les assassins !

A ces cris la joie se change en tristesse ; un morne silence témoigne l'abattement de toute l'assemblée. On ne met aucun obstacle au départ du président, qui sort de la salle, se rend dans la cour, monte à cheval, et s'écrie de sa voix de Stentor : « Général, et » vous, soldats, le président du con- » seil des cinq-cents vous déclare que » des factieux, le poignard à la main, » en ont violé les délibérations. Il » vous requiert d'employer la force » contre ces factieux. Le conseil des » cinq-cents est dissous. »

« — Président, répondit le général, » cela sera fait. »

Il ordonne en même temps à Murat de se porter dans la salle en colonne serrée. En cet instant, le général B*** osa lui demander cinquante hommes pour se placer en embuscade sur la route et fusiller les fuyards. Napoléon ne répondit à sa demande qu'en recommandant aux grenadiers de ne pas commettre d'excès. « Je ne veux pas, » leur dit-il, qu'il y ait une goutte de » sang versée. »

Murat se présente à la porte, et somme le conseil de se séparer. Les cris, les vociférations continuent. Le colonel Moulins, aide-de-camp de Brune, qui venait d'arriver de Hollande, fait battre la charge. Le tambour mit fin à ces clameurs. Les soldats entrent dans la salle, la baïonnette en avant. Les députés sautent par les fenêtres, et se dispersent en abandonnant les toges, les toques, etc. : en un instant la salle fut vide. Les membres de ce conseil qui s'étaient le plus prononcés, s'enfuient en toute hâte jusqu'à Paris.

Une centaine de députés des cinq-cents se rallièrent au bureau et aux inspecteurs de la salle. Ils se rendirent en corps au conseil des anciens. Lucien fit connaître que les cinq-cents avaient été dissous sur son réquisitoire ; que chargé de maintenir l'ordre dans l'assemblée, il avait été environné de poignards ; qu'il avait envoyé des huissiers pour réunir de nouveau le con-

seil ; que rien n'était contraire aux formes, et que les troupes n'avaient fait qu'obéir à son réquisitoire. Le conseil des anciens, qui voyait avec inquiétude ce coup d'autorité du pouvoir militaire, fut satisfait de cette explication. A onze heures du soir, les deux conseils se réunirent de nouveau, ils étaient en très grande majorité. Deux commissions furent chargées de faire leur rapport sur la situation de la république. On décréta, sur le rapport de Bérauger, des remercîmens à Napoléon et aux troupes. Boulay de la Meurthe aux Cinq-cents, Villetard aux Anciens, exposèrent la situation de la république et les mesures à prendre. La loi du 19 brumaire fut décrétée ; elle ajournait les conseils au 1er ventôse suivant; elle créait deux commissions de vingt-cinq membres chacune, pour les remplacer provisoirement. Elles devaient aussi préparer un code civil. Une commission consulaire provisoire, composée de Siéyes, Roger-Ducos et Napoléon, fut chargée du pouvoir exécutif.

Cette loi mit fin à la constitution de l'an III.

Les consuls provisoires se rendirent le 20 à deux heures du matin dans la salle de l'orangerie où s'étaient réunis les deux conseils. Lucien, président, leur adressa la parole en ces termes :

« Citoyens consuls,

» Le plus grand peuple de la terre vous confie ses destinées. Sous trois mois l'opinion vous attend. Le bonheur de 30 millions d'hommes, la tranquillité intérieure, les besoins des armées, la paix, tel est le mandat qui vous est donné. Il faut sans doute du courage et du dévouement pour se charger d'aussi importantes fonctions : mais la confiance du peuple et des guerriers vous environne, et le corps-législatif sait que vos âmes sont tout entières à la patrie. Citoyens consuls, nous venons, avant de nous ajourner, de prêter le serment que vous allez répéter au milieu de nous : le serment sacré de « fidélité inviolable à la souverai-
» neté du peuple, à la république fran-
» çaise une et indivisible, à la liberté,
» à l'égalité, et au système représen-
» tatif. »

L'assemblée se sépara, et les consuls se rendirent à Paris, au palais du Luxembourg.

La révolution du 18 brumaire fut ainsi consommée.

Siéyes, pendant le moment le plus critique, était resté dans sa voiture à la grille de Saint-Cloud, afin de pouvoir suivre la marche des troupes. Sa conduite dans le danger fut convenable ; il fit preuve de fermeté, de résolution et de sang-froid.

CONSULS PROVISOIRES.

État de la capitale. — Proclamation de Napoléon. — Première séance des consuls ; Napoléon, président. — Ministère : divers changemens. — Maret, Dubois-Crancé, Robert-Lindet, Gaudin, Reinhart, Forfait, Laplace. — Premiers actes des consuls. — Honneurs funèbres rendus au pape. — Naufragés de Calais. Nappertandy, Blackwell. — Suppression de la fête du 21 janvier. — Entrevue de deux agens royalistes avec Napoléon. — Vendée. Châtillon, Bernier, d'Autichamp ; Georges. — Pacification. Discussion sur la constitution. — Opinions de Siéyes et de Napoléon. — Daunou. — Constitution. — Nomination des consuls Cambacérès, Lebrun.

§ Ier.

On se peindrait difficilement les angoisses qu'avait éprouvées la capitale, pendant cette révolution du 18 bru-

maire; les bruits les plus sinistres circulaient partout, on disait Napoléon renversé, on s'attendait au règne de la terrenr. C'était encore moins le danger de la chose pnblique qui effrayait, que celui où chaque famille allait se trouver.

Sur les nenf heures du soir, les nouvelles de Saint-Cloud se répandirent, et l'on apprit les événemens arrivés; alors la joie la plus vive succéda aux plus cruelles alarmes. La proclamation suivante fut faite aux flambeaux.

Proclamation de Napoléon.

« Citoyens!

» A mon retour à Paris, j'ai trouvé » la division dans toutes les autorités, » et l'accord établi sur cette seule vé» rité *que la constitution était à moitié » détruite et ne pouvait plus sauver la » liberté*. Tous les partis sont venus à » moi, m'ont confié leurs desseins, » dévoilé lenrs secrets, et m'ont de» mandé mon appui; j'ai refusé d'ê» tre l'homme d'nn parti. Le conseil » des anciens m'a appelé. J'ai répon» du à son appel. Un plan de restau» ration générale avait été concerté » par des hommes en qui la nation » est accoutumée à voir des défen» seurs de la liberté, de l'égalité, de » la propriété; ce plan demandait un » examen calme, libre, exempt de » toute inflnence et de toute crainte. » En conséquence le conseil des an» ciens a résolu la translation du corps » législatif à Saint-Cloud. Il m'a » chargé de la disposition de la force » nécessaire à son indépendance. J'ai » cru devoir à nos concitoyens, aux » soldats périssant dans nos armées, » à la gloire acquise au prix de leur » sang, d'accepter le commandement. » Les conseils se rassemblent à Saint» Cloud, les troupes républicaines ga» rantissent la sûreté au dehors; mais » des assassins établissent la terreur » au dedans. Plusieurs députés du » conseil des cinq-cents, armés de » stylets et d'armes à feu, font circu» ler autour d'eux des menaces de » mort. Les plans qui devaient être » développés sont resserrés, la ma» jorité désorganisée, les orateurs » les plus intrépides déconcertés, et » l'inutilité de toute proposition sage, » évidente. Je porte mon indignation » et ma douleur au conseil des an» ciens : je lui demande d'assnrer » l'exécution de mes généreux des» seins; je lui représente les maux » de la patrie qui les ont fait con» cevoir. Il s'unit à moi par de » nouveaux témoignages de sa cons» tante volonté. Je me présente au » conseil des cinq-cents, seul, sans » armes, la tête découverte, tel que » les anciens m'avaient reçu et ap» plaudi. Je venais rappeler à la ma» jorité sa volonté et l'assurer de son » pouvoir. Les stylets qui menaçaient » les députés sont aussitôt levés snr » leur libérateur. Vingt assassins se » précipitent sur moi et cherchent ma » poitrine. Les grenadiers du corps » législatif, que j'avais laissés à la » porte de la salle, accourent et se » mettent entre les assassins et moi. » L'un de ces braves grenadiers » (Thomé) est frappé d'un coup de » stylet dont ses habits sont percés. » Ils m'enlèvent. Au même moment, » des cris de hors la loi se font enten» dre contre le défenseur *de la loi*. » C'était le cri farouche des assassins » contre la force destinée à les répri» mer. Ils se pressent autour du pré» sident, la menace à la bouche, les » armes à la main; ils lui ordonnent » de prononcer la mise hors la loi.

» L'on m'avertit, je donne ordre de » l'arracher à leur fureur, et dix gre- » nadiers du corps législatif entrent » au pas de charge dans la salle et la » font évacuer. Les factieux intimidés » se dispersent et s'éloignent. La ma- » jorité, soustraite à leurs coups, ren- » tre librement et paisiblement dans » la salle de ses séances, entend les » propositions qui devaient lui être » faites pour le salut public; délibère » et prépare la résolution salutaire » qui doit devenir la loi nouvelle et » provisoire de la république. Fran- » çais! vous reconnaîtrez sans doute » à cette conduite le zèle d'un soldat » de la liberté, d'un citoyen dévoué à » la république. Les idées conserva- » trices, tutélaires, libérales, sont ren- » trées dans leurs droits par la dis- » persion des factieux qui oppri- » maient les conseils, et qui, pour » n'être pas devenus les plus odieux » des hommes, n'ont pas cessé d'être » les plus misérables. »

§ II.

Dans la matinée du 11 novembre, les consuls tinrent leur première séance. Il s'agissait d'abord de nommer à la présidence. La question devait être décidée par le suffrage de Roger-Ducos; l'opinion de celui-ci avait toujours été, dans le directoire, subordonnée à celle de Siéyes; ce dernier s'attendait donc à lui voir tenir une pareille conduite dans le consulat. Il en fut tout autrement. Le consul Roger-Ducos, à peine entré dans le cabinet, dit, en se tournant vers Napoléon : « Il est bien inutile d'aller » aux voix pour la présidence; elle » vous appartient de droit. » Napoléon prit donc le fauteuil. Roger-Ducos continua de voter dans le sens de Napoléon. Il eut même avec Siéyes de vives explications à ce sujet; mais il resta inébranlable dans son système. Cette conduite était le résultat de la conviction où il était, que Napoléon seul pouvait tout rétablir et tout maintenir. Roger-Ducos n'était pas un homme d'un grand talent; mais il avait le sens droit et était bien intentionné.

Le secrétaire du directoire Lagarde ne jouissait pas d'une réputation à l'abri du reproche. Maret, depuis duc de Bassano, fut nommé à cette place. Il était né à Dijon. Il montra de l'attachement aux principes de la révolution de 89. Il fut employé dans les négociations avec l'Angleterre avant le 10 août; depuis il traita avec lord Malmesbury à Lille. Maret est un homme très habile, d'un caractère doux, de fort bonnes manières, d'une probité et d'une délicatesse à toute épreuve. Il avait échappé au règne de la terreur; ayant été arrêté avec Sémonville comme il traversait le pays des Grisons pour se rendre à Venise, devant de là se rendre à Naples en qualité d'ambassadeur. Après le 9 thermidor il fut échangé contre Madame, fille de Louis XVI, qui était alors prisonnière au Temple.

La première séance des consuls dura plusieurs heures. Siéyes avait espéré que Napoléon ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles; mais il fut très étonné lorsqu'il reconnut que Napoléon avait des opinions faites sur la politique, sur les finances, sur la justice, même sur la jurisprudence, et enfin sur toutes les branches de l'administration; qu'il soutenait ses idées avec une logique pressante et serrée, et qu'il n'était pas facile à convaincre. Il dit le soir en entrant

chez lui, en présence de Chazal, Talleyrand, Boulay, Rœderer, Cabanis, etc. : « Messieurs, vous avez un maître, Napoléon veut tout faire, sait » tout faire, et peut tout faire. Dans » la position déplorable où nous nous » trouvons, il vaut mieux nous sou- » mettre que d'exciter des divisions » qui amèneraient une perte cer- » taine. »

§ III.

Le premier acte du gouvernement fut l'organisation du ministère. Dubois-Crancé était ministre de la guerre. Il était incapable de remplir de telles fonctions ; c'était un homme de parti, peu estimé, et qui n'avait aucune habitude du travail et de l'ordre. Ses bureaux étaient occupés par des gens de la faction, qui, au lieu de faire leur besogne, passaient le temps en délibérations ; c'était un vrai chaos. On aura peine à croire que Dubois-Crancé ne put fournir au consul un seul état de situation de l'armée. Berthier fut nommé ministre de la guerre. Il fut obligé d'envoyer de suite une douzaine d'officiers dans les divisions militaires et aux corps d'armée, pour obtenir les états de situation des corps, leur emplacement, l'état de leur administration. Le bureau de l'artillerie était le seul où l'on eût des renseignemens. Un grand nombre de corps avaient été créés, tant par les généraux que par les administrations départementales; ils existaient sans qu'on le sût au ministère. On disait à Dubois-Crancé : « Vous payez l'armée, vous pouvez du moins nous donner les états de la solde. — Nous ne la payons pas. — Vous nourrissez l'armée, donnez-nous les états du bureau des vivres. — Nous ne la nourrissons pas. — Vous habillez l'armée, donnez-nous les états du bureau de l'habillement. — Nous ne l'habillons pas. »

L'armée dans l'intérieur était payée au moyen des violations de caisse ; elle était nourrie et habillée au moyen des réquisitions, et les bureaux n'exerçaient aucun contrôle. Il fallut un mois avant que le général Berthier pût avoir un état de l'armée, et ce ne fut qu'alors qu'on put procéder à sa réorganisation.

L'armée du nord était en Hollande; elle venait d'en chasser les Anglais. Sa situation était satisfaisante. La Hollande, d'après les traités, fournissait à tous ses besoins.

Les armées du Rhin et de l'Helvétie souffraient beaucoup; le désordre y était extrême.

L'armée d'Italie, acculée sur la rivière de Gênes, était sans subsistances et privée de tout. L'insubordination y était devenue telle, que des corps quittaient sans ordre leur position devant l'ennemi pour se porter sur des points où ils espéraient trouver des vivres.

L'administration ayant été améliorée, la discipline fut bientôt rétablie.

— Le ministère des finances était occupé par Robert Lindet, qui avait été membre du comité de salut public, du temps de Robespierre. C'était un homme probe, mais n'ayant aucune des connaissances nécessaires pour l'administration des finances d'un grand empire. Sous le gouvernement révolutionnaire, il avait cependant obtenu la réputation d'un grand financier ; mais sous ce gouvernement, le vrai ministre des finances, c'était le prote de la planche aux assignats.

— Lindet fut remplacé par Gaudin, depuis duc de Gaëte, qui avait occupé pendant long-temps la place de pre-

mier commis des finances. C'était un homme de mœurs douces et d'une sévère probité.

Le trésor était vide, il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier. Toutes les rentrées se faisaient en bons de réquisitions, cédules, rescriptions, papiers de toutes espèces avec lesquels on avait dévoré d'avance toutes les recettes de l'armée. Les fournisseurs, payés avec des délégations, puisaient eux-mêmes directement dans la caisse des receveurs, au fur et à mesure des rentrées, et cependant ils ne faisaient aucun service. La rente était à six francs. Toutes les sources étaient taries, le crédit anéanti ; tout était désordre, dilapidation, gaspillage. Les payeurs, qui faisaient en même temps les fonctions de receveurs, s'enrichissaient par un agiotage d'autant plus difficile à réprimer, que tous ces papiers avaient des valeurs réelles différentes.

Le nouveau ministre Gaudin prit des mesures qui mirent un frein aux abus, et rétablirent la confiance. Il supprima l'emprunt forcé et progressif (*a*).

Plusieurs citoyens offrirent au gouvernement des sommes considérables. Le commerce de Paris remplit un emprunt de 12 millions ; ce qui dans ce moment était d'une grande importance. La vente des domaines de la maison d'Orange, que la France s'était réservée par le traité de la Haye, fut négociée et produisit 24 millions. On créa pour 150 millions de bons de rescription de rachats de rente.

Les impositions directes ne rentraient pas à cause du retard qu'éprouvait la confection des rôles. Le ministre créa une commission des contributions publiques. L'assemblée constituante, dont les principes en administration étaient fautifs, parce qu'ils étaient le résultat d'une vaine théorie et non le fruit de l'expérience, avait chargé les municipalités de la formation des rôles qui étaient rendus exécutoires par la décision des administrateurs de département. Cette organisation était désastreuse ; on y fut peu sensible : en 1792, 1793 et 1794, les as-

(*a*) La loi de l'emprunt forcé et progressif de cent millions avait eu sur les propriétés des effets plus funestes encore que ceux de la loi des ôtages sur la liberté des citoyens. L'emprunt forcé et progressif pesait sur toutes les propriétés agricoles et commerciales, meubles et immeubles. Les citoyens devaient contribuer en vertu d'une cotte délibérée par un jury, et fondée : 1° sur la quotité de l'imposition directe ; 2° sur une base arbitraire. Tout contribuable au-dessous de trois cents francs n'était pas passible de cet emprunt. Tout contribuable qui payait cinq cents francs, était taxé aux quatre dixièmes, celui de quatre mille francs et au-dessus, pour la totalité de son revenu. La deuxième base était relative à l'opinion : les parens d'émigrés, les nobles pouvaient être taxés arbitrairement par le jury : l'effet de cette loi fut ce qu'il devait être. L'enregistrement cessa de produire, car il n'y eut plus de transactions. Les domaines nationaux cessèrent de se vendre, car la propriété fut décriée ; les riches devinrent pauvres sans que les pauvres devinssent plus riches : cette loi absurde produisit un effet contraire à celui qu'en avaient attendu ses auteurs : elle tarit toutes les ressources du revenu public. Le ministre Gaudin ne voulut pas se coucher ni dormir une seule nuit, chargé du portefeuille des finances, sans avoir rédigé et proposé une loi pour rapporter cette loi désastreuse, qu'il remplaça par vingt-cinq centimes additionnels aux contributions directes ou indirectes, qui rentrèrent sans effort, et produisirent cinquante millions. Les sommes déjà versées à l'emprunt forcé, furent reçues à compte sur les centimes additionnels ou liquidées sur le grand-livre.

signats pourvoyaient à tout. Lors de la constitution de l'an III, cinq mille préposés furent chargés de la formation des rôles. On avait adopté en même temps une administration mixte qui coûtait 5 millions d'extraordinaire, et n'atteignait pas plus le but que la loi de la constituante. Gaudin, éclairé par l'expérience, confia la confection de ces rôles à cent directeurs généraux ayant sous eux cent inspecteurs et huit cent quarante contrôleurs, qui ne coûtaient que trois millions. L'économie était de 2 millions.

Il créa la caisse d'amortissement, soumit les receveurs des finances à un cautionnement du vingtième de leurs recettes, et organisa le système des obligations des receveurs généraux, payables par douzième par mois du montant de leurs recettes. Dès ce moment, toutes les contributions directes rentrèrent au trésor avant le commencement de l'exercice et en masse; il put en disposer pour le service dans toutes les parties de la France. Il n'y eut plus aucune incertitude que les recouvremens éprouvassent plus ou moins de retard, ou s'opérassent avec plus ou moins d'activité ; cela n'influait pas sur les opérations du trésor. Cette loi a été une des sources de la prospérité et de l'ordre qui ont depuis régné dans les finances.

La république possédait pour 40 millions de rentes en forêts; mais elles étaient mal administrées : la régie de l'enregistrement, préposée pour recevoir ce revenu, celui du timbre et exercer des droits domaniaux, ne convenait pas pour diriger une administration qui exigeait des connaissances particulières et de l'activité. Le ministre Gaudin établit une administration spéciale. Ce changement excita des réclamations. On craignit de voir se renouveler les abus attachés à l'ancienne administration des eaux et forêts. On établit, disait on, l'administration ; on ne tardera pas à établir sa juridiction, les tribunaux spéciaux; nous verrons renaître tous les abus qui ont excité nos réclamations en 1789. Ces craintes étaient chimériques : les abus de l'ancienne administration avaient disparu pour toujours, et la nouvelle administration forestière soigna bien l'aménagement des forêts, leur vente, leur coupe, et porta une attention toute particulière aux semis et plantations. Elle fit aussi rentrer au domaine une grande quantité de bois usurpés par les communes ou les particuliers ; enfin elle n'eut que de bons effets, et se concilia l'opinion publique.

Tout ce qu'il est possible de faire en peu de jours, pour détruire les abus d'un régime vicieux et fâcheux, remettre en honneur les principes du crédit et de la modération, le ministre Gaudin le fit. C'était un administrateur, de probité et d'ordre, qui savait se rendre agréable à ses subordonnés, marchant doucement, mais sûrement. Tout ce qu'il fit et proposa dans ces premiers momens, il l'a maintenu et perfectionné pendant quinze années d'une sage administration. Jamais il n'est revenu sur aucune mesure, parce que ses connaissances étaient positives et le fruit d'une longue expérience.

Cambacerès conserva le ministère de la justice. Un grand nombre de changemens furent faits dans les tribunaux.

Talleyrand avait été renvoyé du ministère des relations extérieures par l'influence de la société du manége. Reinhart, qui l'avait remplacé, était natif de Wurtemberg. C'était un

homme honnête et d'une capacité ordinaire. Cette place était naturellement due à Talleyrand; mais, pour ne pas trop froisser l'opinion publique, fort indisposée contre lui, surtout pour les affaires d'Amérique, Reinhart fut conservé dans les premiers momens; d'ailleurs, ce poste était de peu d'importance dans la situation critique où la république se trouvait. On ne pouvait en effet entamer aucune espèce de négociation avant d'avoir rétabli l'ordre dans l'intérieur, réuni la nation, et remporté des victoires sur les ennemis extérieurs.

— Bourdon fut remplacé au ministère de la marine par Forfait, et nommé commissaire de la marine à Anvers. Forfait, né en Normandie, avait la réputation d'être le meilleur ingénieur constructeur de vaisseaux; mais c'était un homme à système, et il n'a pas justifié ce que l'on attendait de lui. Le ministère de la marine était très important par la nécessité où se trouvait la république, de secourir l'armée d'Égypte, la garnison de Malte, et les colonies.

— A l'intérieur, le ministre Quinette fut remplacé par Laplace, géomètre du premier rang; mais qui ne tarda pas à se montrer administrateur plus que médiocre; dès son premier travail, les consuls s'aperçurent qu'ils s'étaient trompés: Laplace ne saisissait aucune question sous son vrai point de vue; il cherchait des subtilités partout, n'avait que des idées problématiques, et portait enfin l'esprit des infiniment petits dans l'administration.

— Les nominations furent faites par les consuls d'un commun accord; la première dissension d'opinion eut lieu pour Fouché, qui était ministre de la police. Siéyes le haïssait, et croyait la sûreté du gouvernement compromise, si la direction de la police restait dans ses mains. Fouché, né à Nantes, avait été oratorien avant la révolution; il avait ensuite exerc un emploi subalterne dans son département, et s'était distingué par l'exaltation de ses principes. Député à la convention, il marcha dans la même direction que Collot d'Herbois. Après la révolution de thermidor, il fut proscrit comme terroriste. Sous le directoire, il s'était attaché à Barras, et avait commencé sa fortune dans des compagnies de fournitures, où l'on avait imaginé de faire entrer un grand nombre d'hommes de la révolution: idée qui avait jeté une nouvelle déconsidération sur des hommes que les événemens politiques avaient déjà dépopularisés. Fouché, appelé au ministère de la police depuis plusieurs mois, avait pris parti contre la faction du manége qui s'agitait encore, et qu'il fallait détruire; mais Siéyes n'attribuait pas cette conduite à des principes fixes, et seulement à la haine qu'il portait à ces sociétés, où sans aucune retenue, on déclamait constamment contre les dilapidations et contre ceux qui avaient eu part aux fournitures. Siéyes proposait Alquier pour remplacer Fouché: ce changement ne parut pas indispensable; quoique Fouché n'eût pas été dans le secret du 18 brumaire, il s'était bien comporté. Napoléon convenait avec Siéyes, qu'on ne pouvait, en rien, compter sur la moralité d'un tel ministre et sur son esprit versatile, mais enfin sa conduite avait été utile à la république. « Nous formons une nouvelle époque, disait Napoléon; du passé, il ne faut nous souvenir que du bien et oublier le mal. L'âge, l'habitude des affaires et l'expérience, ont formé bien des tê-

tes et modifié bien des caractères. » Fouché conserva son ministère.

La nomination de Gandin au ministère des finances, laissa vacante la place de commissaire du gouvernement près l'administration des postes, place de confiance fort importante. Elle fut confiée à Laforêt, qui alors était chef de la division des fonds aux relations extérieures. C'était un homme habile qui avait été long-temps consul général de France en Amérique.

§ IV.

L'école polytechnique n'était qu'ébauchée ; Monge fut chargé d'en rédi- l'organisation définitive, qui depuis a été sanctionnée par l'expérience. Cette école est devenue la plus célèbre du monde. Elle a fourni une foule d'officiers, de mécaniciens, de chimistes, qui ont recruté les corps savans de l'armée, ou qui, répandus dans les manufactures, ont porté si haut la perfection des arts, et donné à l'industrie française sa haute supériorité.

Cependant le nouveau gouvernement était environné d'ennemis qui s'agitaient publiquement. La Vendée, le Languedoc et la Belgique, étaient déchirés par les troubles et les insurrections. Le parti de l'étranger, qui, depuis plusieurs mois, faisait tous les jours des progrès, voyait avec dépit un changement qui détruisait ses espérances. Les anarchistes n'écoutaient que leur animosité contre Siéyes (*a*). La loi rendue le 19 brumaire à Saint-Cloud, avait chargé le gouvernement de prendre les mesures qui seraient nécessaires pour rétablir la tranquillité de la république. Elle avait expulsé du corps législatif cinquante-cinq députés. Un grand nombre d'autres étaient mécontens de l'ajournement des chambres ; ils persistaient à rester à Paris et à s'y réunir. C'était la première fois, depuis la révolution, que la tribune était muette et le corps législatif en vacances. Les bruits les plus sinistres agitaient l'opinion ; le ministre de la police proposa en conséquence des mesures qui devaient réprimer l'audace du parti anarchiste. Un décret condamna à la déportation cinquante-neuf des principaux meneurs : trente-sept à la Guyane, et vingt-deux à l'île d'Oleron ; ce décret fut généralement désapprouvé, l'opinion répugnait à toute mesure violente : cependant il eut un effet salutaire. Les anarchistes, frappés à leur tour de terreur, se dispersèrent. C'était tout ce qu'on voulait; et peu de temps après le décret de déportation fut converti en une simple mesure de surveillance qui cessa bientôt elle-même.

Le public s'attribua le rapport de ce décret. On crut que l'administration avait rétrogradé : on eut tort, elle n'avait voulu qu'épouvanter; elle avait atteint son but.

Bientôt l'esprit public changea dans

(*a*) Siéyes était fréquemment alarmé de ce que les jacobins tramaient dans Paris, et des menaces qu'ils faisaient d'enlever les consuls. Ce qui fit dire à Napoléon, réveillé à trois heures du matin par ce consul que venait d'inquiéter un rapport de police : « Laissez-les faire, en guerre comme en » amour, pour en finir, il faut se voir de » près ; qu'ils viennent. Autant terminer » aujourd'hui qu'un autre jour. »

Ces craintes étaient exagérées. Les menaces sont plus faciles à faire qu'à effectuer, et dans la manière des anarchistes, elles précèdent toujours de beaucoup toute espèce d'exécution.

toute la France. Les citoyens s'étaient réunis, les actes d'adhésion des départemens arrivaient en foule, et les malveillans de quelque parti qu'ils fussent, cessaient d'être dangereux. La loi des ôtages, qui avait jeté un grand nombre de citoyens dans les prisons, fut rapportée (a). Des lois intolérantes avaient été rendues contre les prêtres par les gouvernemens précédens; la persécution avait été poussée aussi loin que le pouvait faire la haine des théophilanthropes. Prêtres réfractaires ou prêtres assermentés, tous étaient cependant dans la même proscription; les uns avaient été déportés à l'île de Rhé, d'autres à la Guyane, d'autres à l'étranger, d'autres gémissaient dans les prisons. On adopta pour principe que la conscience n'était pas du domaine de la loi, et que le droit du souverain devait se borner à exiger obéissance et fidélité.

(a) La loi des ôtages avait été rendue le 12 juillet 1799 : elle avait été dictée par les jacobins du manége; elle pesait sur cent cinquante à deux cent mille citoyens qu'elle mettait hors de la protection des lois; elle les rendait responsables, dans leurs personnes et leurs propriétés, de tous les événemens provenant des troubles civils. Ces individus étaient les parens des émigrés, les nobles, les aïeuls, aïeules, pères et mères de tout ce qui faisait partie des bandes armées, chouans ou voleurs de diligence. Par l'article 5, les administrateurs des départemens étaient autorisés à réunir des ôtages pris dans ces classes, dans une commune centrale de leur département, et à déporter, à la Guyane, quatre de ces ôtages pour tout fonctionnaire public, militaire ou acquéreur de domaines nationaux, assassiné : ces classes devaient en outre pourvoir, par des amendes extraordinaires, aux dépenses qu'occasionneraient les dénonciateurs et surveillans; ils étaient passibles des indemnités dues aux patriotes par l'effet des troubles civils. En conséquence de cette loi, plusieurs milliers de vieillards, de femmes, étaient arrêtés. Un grand nombre était en fuite. Cette loi fut rapportée. Des courriers furent envoyés aussitôt dans tous les départemens pour faire ouvrir les prisons.

§ V.

Si la question eût été ainsi posée à l'assemblée constituante, et qu'on n'eût point exigé un serment à la constitution civile du clergé, ce qui était entrer dans des discussions théologiques, aucun prêtre n'eût été réfractaire. Mais Talleyrand et d'autres membres de cette assemblée imposèrent ce serment, dont les conséquences ont été si funestes à la France.

La constitution civile du clergé, devenue loi de l'état, il fallait protéger les prêtres, en assez grand nombre, qui s'y étaient conformés, et il est probable que ce clergé aurait formé l'église nationale; mais, quand l'assemblée législative et la convention firent fermer les églises, supprimèrent les dimanches, et traitèrent avec le même mépris les prêtres assermentés et les réfractaires, on donna gain de cause à ces derniers.

Napoléon, qui avait beaucoup médité sur les matières de religion, en Italie et en Égypte, avait à cet égard des idées arrêtées; il se hâta de faire cesser les persécutions. Son premier acte fut d'ordonner la mise en liberté de tous les prêtres mariés ou assermentés, qui étaient détenus ou déportés. L'emportement des factions avait été tel, que même ces deux classes avaient été persécutées en masse. — On décréta que tout prêtre déporté, emprisonné, etc., qui ferait serment d'être fidèle au gouvernement établi, serait sur-le-champ mis en liberté.

Peu de temps après ce décret, plus de vingt mille vieillards rentrèrent dans leurs familles. Quelques prêtres ignorans persistèrent dans leur obstination, ils restèrent dans l'exil. Mais alors ils se condamnaient eux-mêmes; car les préceptes du christianisme ne sont pas susceptibles d'interprétation, et le serment de fidélité au gouvernement ne peut être refusé sans crime.

Dans le même temps, les lois sur les décades furent rapportées, les églises rendues au culte, et des pensions accordées aux religieux et religieuses qui prêteraient serment de fidélité au gouvernement. La plupart se soumirent, et, par là des milliers d'individus furent arrachés à la misère. Les églises se rouvrirent dans les campagnes, les cérémonies intérieures furent permises, tous les cultes furent protégés, et le nombre des théophilantropes diminua beaucoup.

§ VI.

Le pape Pie VI était mort, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Valence, où il s'était retiré après les événemens d'Italie. Napoléon, revenant d'Égypte, s'était entretenu quelques instans dans cette ville avec monsignor Spina, aumônier du pape, et que depuis il fit nommer cardinal et archevêque de Gênes. Il apprit qu'aucun honneur funèbre n'avait été rendu à ce pontife; et que son corps avait été déposé dans la sacristie de la cathédrale. Un décret des consuls ordonna que les honneurs accoutumés lui fussent décernés, et qu'un monument en marbre fût élevé sur sa tombe. C'était un hommage à un souverain malheureux, et au chef de la religion du premier consul et de la pluralité des Français.

Chaque jour le gouvernement consulaire, par des actes de justice et de générosité, s'efforçait de réparer les fautes et les injustices des gouvernemens précédens. Les membres de l'assemblée constituante, qui avaient reconnu la souveraineté du peuple, furent rayés de la liste des émigrés par une décision adoptée comme principe. Cela excita beaucoup d'inquiétudes; les émigrés vont rentrer en foule, disait-on; le parti royal va relever la tête, comme en fructidor; les républicains vont être massacrés.

La Fayette (*a*), Latour-Maubourg, Bureau de Puzy, etc., rentrèrent en France, et dans la jouissance de leurs biens, qui n'étaient pas aliénés.

Depuis le 18 fructidor un grand nombre d'individus restaient déportés à la Guyane, à Sinnamary, à l'île d'Oléron. Ils avaient été traités ainsi sans jugement. Plusieurs d'entre eux étaient plus distingués par leurs talens que par leur caractère. Napoléon voulut user d'indulgence à leur égard, mais le

(*a*) Le général La Fayette, qui avait commencé la révolution, avait abandonné son armée devant Sédan, et passé à l'étranger. Arrêté par les Prussiens, il avait été livré au gouvernement autrichien, qui le tenait en prison. A l'époque du traité de Léoben, quoique le gouvernement français ne prît aucun intérêt à ce général, Napoléon crut de l'honneur de la France, d'exiger que la cour d'Autriche le mît en liberté; il l'obtint; mais La Fayette était sur la liste des émigrés, et ne pouvait encore rentrer en France.

Cet homme, qui a joué un si grand rôle dans nos premières dissensions politiques, est né en Auvergne. Lors de la guerre d'Amérique, il avait servi sous Washington, et s'y était distingué. C'était un homme sans talens, ni civils, ni militaires; esprit borné, caractère dissimulé, dominé par des idées vagues de liberté, mal digérées chez lui et mal conçues. Du reste, dans la vie privée, La Fayette était un honnête homme.

parti à prendre était difficile et fort contesté; c'était faire le procès au 18 fructidor. Les commissions législatives étaient composées de députés qui avaient pris part à la loi du 19. Rapporter cette loi eût été une véritable réaction; Pichegru, Imbert Colombès, Willot, rentreraient donc en France! D'ailleurs, la révolution de fructidor, quelque injuste, quelque illégale qu'elle fût, avait évidemment sauvé la république; et dès lors, on ne pouvait pas la condamner. On conçut l'idée de déclarer que les déportés seraient considérés comme émigrés. C'était les mettre à la disposition du gouvernement, qui ne tarda pas de laisser rentrer tous ceux qui n'avaient pas eu des intelligences coupables avec l'étranger. Leur conduite fut surveillée pendant quelque temps, et ils finirent par être définitivement rayés de la liste des émigrés. Plusieurs d'entre eux, tels que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc., furent même appelés à remplir des fonctions publiques. C'était le règne d'un gouvernement fort et au-dessus des factions. Napoléon disait. « J'ai ouvert un grand chemin; qui marchera droit sera protégé; qui se jettera à droite ou à gauche sera puni. »

§ VII.

D'autres malheureux gémissaient entre la vie et la mort. Il y avait quelques années qu'un bâtiment parti d'Angleterre, pour se rendre dans la Vendée, ayant à bord neuf personnes des plus anciennes familles de France, des Talmont, des Montmorency, des Choiseul, avait fait naufrage sur la côte de Calais; ces passagers étaient des émigrés. On les avait arrêtés, et depuis lors, ils avaient été traînés de prisons en prisons, de tribunaux en tribunaux, sans que leur sort fût décidé. Le fait de leur arrivée en France n'était pas de leur volonté; c'étaient des naufragés : mais on arguait contre eux du lieu de leur destination. Ils disaient bien qu'ils allaient dans l'Inde; mais le bâtiment, ses provisions, tout témoignait qu'ils allaient dans la Vendée. Sans entrer dans ces discussions, Napoléon vit que la position de ces hommes était sacrée; ils étaient sous les lois de l'hospitalité. Envoyer au supplice des malheureux qui avaient mieux aimé se livrer à la générosité de la France, que de se jeter dans les flots, eût été une singulière barbarie. Napoléon jugea que les lois contre les émigrés étaient des lois politiques, et que la politique de ces lois ne serait pas violée, s'il usait d'indulgence envers des personnes qui se trouvaient dans un cas tout à fait extraordinaire.

Il avait déjà jugé une question pareille, lorsque étant général d'artillerie, il armait les côtes du midi. Des membres de la famille Chabrillant, se rendant d'Espagne en Italie, avaient été pris par un corsaire, et amenés à Toulon; ils avaient été aussitôt jetés dans les prisons. Le peuple, sachant qu'ils étaient émigrés, voulait les massacrer. Napoléon profita de sa popularité; par le moyen des canonniers et des ouvriers de l'arsenal, qui étaient les plus exaltés, il préserva cette famille de tout malheur; mais craignant une nouvelle insurrection du peuple, il la fit monter dans des caissons vides qu'il envoya aux îles d'Hiéres, et la sauva.

Le gouvernement anglais ne montra pas une générosité pareille envers Napper-Thandy, Blackwell et autres Irlandais, qui, jetés par un naufrage sur les côtes de Norwège, traversaient le territoire de Hambourg pour re-

tourner à Paris. Ils avaient été naturalisés Français, et étaient officiers au service de la république. Le ministre anglais, à Hambourg, força le sénat de les arrêter à leur passage; et, qui le croirait? l'Europe entière s'ameuta contre ces malheureux! Les gouvernemens russe et autrichien appuyaient les demandes de celui d'Angleterre, pour qu'ils lui fussent remis. Les citoyens de Hambourg avaient résisté quelque temps; mais, voyant la France déchue de sa considération, et accablée de revers, tant en Allemagne qu'en Italie, ils avaient fini par céder.

La France avait d'autant plus de raisons de se trouver offensée de cette conduite, que la ville de Hambourg avait été long-temps le refuge de vingt mille émigrés français, qui, de là, avaient organisé des armées, et tramé des complots contre la république; tandis que deux malheureux officiers au service de la république, ayant le caractère sacré du malheur et du naufrage, étaient livrés à leurs bourreaux.

Un décret des consuls mit un embargo sur les bâtimens hambourgeois qui se trouvaient dans les ports de France, rappela de Hambourg les agens diplomatiques et commerciaux français, et renvoya ceux de cette ville.

Bientôt, après ce temps, les armées françaises ayant eu des succès, et les heureux changemens du 18 brumaire se faisant sentir chaque jour, le sénat se hâta d'écrire une longue lettre à Napoléon pour lui témoigner son repentir. Napoléon répondit celle-ci:

« J'ai reçu votre lettre, messieurs;
» elle ne vous justifie pas. Le courage
» et la vertu sont les conservateurs
» des états: la lâcheté et le crime sont
» leur ruine. Vous avez violé l'hospi-
» talité, ce qui n'est jamais arrivé
» parmi les hordes les plus barbares
» du désert. Vos concitoyens vous le
» reprocheront à jamais. Les deux in-
» fortunés que vous avez livrés meu-
» rent illustres; mais leur sang fera
» plus de mal à leurs persécuteurs
» que ne le pourrait faire une ar-
» mée. »

Une députation solennelle du sénat vint aux Tuileries faire des excuses publiques à Napoléon. Il leur témoigna de nouveau toute son indignation, et lorsque ces envoyés alléguèrent leur faiblesse, il leur dit: « Eh
» bien! n'aviez-vous pas la ressource
» des états faibles? n'étiez-vous pas
» les maîtres de les laisser échap-
» per? »

Le directoire avait adopté le principe d'entretenir les prisonniers français en Angleterre, pendant que l'Angleterre entretiendrait les siens en France: nous avions en Angleterre, plus de prisonniers que cette puissance n'en avait en France. Les vivres en Angleterre étaient plus chers qu'en France; dès lors cet état de choses était onéreux pour celle-ci. A cet inconvénient se joignait celui d'autoriser le gouvernement anglais à avoir, sous le prétexte de comptabilité, des intelligences dans l'intérieur de la république. Le gouvernement consulaire s'empressa de changer cet arrangement. Chaque nation se trouva chargée du soin des prisonniers qu'elle gardait.

§ VIII.

Dans la situation où se trouvaient les esprits, on avait besoin de rallier, de réunir les différens partis qui avaient divisé la nation, afin de pouvoir l'opposer tout entière à ses ennemis extérieurs.

Le serment de haine à la royauté fut supprimé comme inutile et contraire à la majesté de la république, qui, reconnue partout, n'avait pas besoin de pareils moyens. Il fut également décidé qu'on ne célébrerait plus le 21 janvier. Cet anniversaire ne pouvait être considéré que comme un jour de calamité nationale. Napoléon s'en était déjà expliqué au sujet du 10 août. On célèbre une victoire, disait-il; mais on pleure sur les victimes même ennemies. La fête du 21 janvier est immorale, continuait-il, sans juger si la mort de Louis XVI fut juste ou injuste, politique ou impolitique, utile ou inutile; et même dans le cas où elle serait jugée juste, politique et utile, ce n'en serait pas moins un malheur. En pareille circonstance, l'oubli est ce qu'il y a de mieux.

Les emplois furent donnés à des hommes de tous les partis et de toutes les opinions modérées. L'effet fut tel, qu'en peu de jours il se fit un changement général dans l'esprit de la nation. Celui qui, hier, prêtait l'oreille aux propositions de l'étranger et aux commissaires des Bourbons, parce qu'il craignait par dessus tout les principes de la société du manége et le retour de la terreur, prenant aujourd'hui confiance dans le gouvernement vraiment national, fort et généreux, qui venait de s'établir, rompait ses engagemens, et se replaçait dans le parti de la nation et de la révolution. La faction de l'étranger en fut un moment étonnée; bientôt elle se consola, et voulut donner le change à l'opinion, en cherchant à persuader que Napoléon travaillait pour les Bourbons.

§ IX.

Un des principaux agens du corps diplomatique demanda et obtint une audience de Napoléon. Il lui avoua qu'il connaissait le comité des agens des Bourbons, à Paris; que, désespérant du salut de la patrie, il avait pris des engagemens avec eux, parce qu'il préférait tout au règne de la terreur: mais, le 18 brumaire, venant de recréer un gouvernement national, non seulement il renonçait à ses relations, mais venait lui faire connaître ce qu'il savait, à condition toutefois que son honneur ne serait pas compromis, et que ces individus pourraient s'éloigner en sûreté.

Il présenta même à Napoléon deux des agens, Hyde-de-Neuville et Dandigné. Napoléon les reçut à dix heures du soir dans un des petits appartemens du Luxembourg. Il y a peu de jours, lui dirent-ils, nous étions assurés du triomphe, aujourd'hui tout a changé. Mais, général, seriez-vous assez imprudent pour vous fier à de pareils événemens! vous êtes en position de rétablir le trône, de le rendre à son maître légitime; nous agissons de concert avec les chefs de la Vendée, nous pouvons les faire tous venir ici. Dites-nous ce que vous voulez faire; comment vous voulez marcher; et si vos intentions s'accordent avec les nôtres, nous serons tous à votre disposition.

Hyde-de-Neuville parut un jeune homme spirituel, ardent sans être passionné. Dandigné parut un furibond. Napoléon leur répondit: « Qu'il » ne fallait pas songer à rétablir le » trône des Bourbons en France, » qu'ils n'y pourraient arriver qu'en » marchant sur cinq cent mille cada- » vres; que son intention était d'on-

» blier le passé, et de recevoir les » soumissions de tous ceux qui vou- » draient marcher dans le sens de la » nation; qu'il traiterait volontiers » avec Châtillon, Bernier, Bourmont, » Suzannet, d'Autichamp, etc. : mais » à condition que ces chefs seraient » désormais fidèles au gouvernement » national, et cesseraient toute intel- » ligence avec les Bourbons et l'étran- » ger. »

Cette conférence dura une demi-heure, et l'on se convainquit de part et d'autre, qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre sur une pareille base.

Les nouveaux principes adoptés par les consuls et les nouveaux fonctionnaires firent disparaître les troubles de Toulouse, les mécontens du Midi, et l'insurrection de la Belgique. La réputation de Napoléon était chère aux Belges, et influa heureusement sur les affaires publiques dans ces départemens, que la persécution des prêtres avait mis en feu l'année précédente.

Cependant la Vendée et la chouannerie troublaient dix-huit départemens de la république. Les affaires allaient si mal, que Châtillon, chef des Vendéens, s'était emparé de Nantes; il est vrai qu'il n'avait pu s'y maintenir vingt-quatre heures. Mais les chouans exerçaient leurs ravages jusqu'aux portes de la capitale. Les chefs répondaient aux proclamations du gouvernement par d'autres proclamations, où ils disaient qu'ils se battaient pour le rétablissement du trône et de l'autel, et qu'ils ne voyaient dans le directoire ou les consuls que des usurpateurs.

Un grand nombre de généraux et d'officiers de l'armée, trahissaient la république, et s'entendaient avec les chefs des chouans. Le peu de confiance que leur avait inspiré le directoire, l'ancien désordre qui régnait dans toutes les parties de l'administration, avaient porté ces officiers à oublier leur honneur et leur devoir, pour se ménager un parti qu'ils croyaient au moment de triompher. Plusieurs furent assez éhontés pour en venir faire la confidence à Napoléon, en lui déclarant avoir obéi aux circonstances, et lui offrant de racheter ce moment d'incertitude par des services d'autant plus importans, qu'ils étaient dans la confidence des chouans et des Vendéens.

Des négociations furent ouvertes avec des chefs de la Vendée, en même temps que des forces considérables furent dirigées contre eux. Tout annonçait la destruction prochaine de leurs bandes; mais les causes morales agissaient davantage. La renommée de Napoléon, qui était grande dans la Vendée, fit craindre aux chefs que l'opinion du pays ne les abandonnât.

Le 17 janvier, à Montluçon, Châtillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier, chefs de l'insurrection de la rive gauche de la Loire, se soumirent.

Le général Hédouville négocia le traité qui fut signé, le 17 janvier, à Montluçon. Cette pacification n'avait rien de commun avec celles qui avaient précédé : c'étaient des Français qui rentraient dans le sein de la nation, et se soumettaient avec confiance au gouvernement. Toutes les marches administratives, financières, ecclésiastiques, consolidèrent de jour en jour davantage la tranquillité de ces départemens.

Ces chefs vendéens furent reçus plusieurs fois à la Malmaison. La paix une fois faite, Napoléon n'eut qu'à se louer de leur conduite.

Bernier était curé de Saint-Lô. C'é-

tait un homme de peu de taille et d'une mince apparence. Il était bon prédicateur, rusé, et savait inspirer le fanatisme à ses paysans sans le partager. Il avait eu une grande influence dans la Vendée; son crédit avait un peu diminué, mais restait cependant encore assez considérable pour rendre des services au gouvernement. Il s'attacha au premier consul, et fut fidèle à ses engagemens : il fut chargé de négocier le concordat avec la cour de Rome. Napoléon le nomma évêque d'Orléans.

—Châtillon était un vieux gentilhomme de soixante ans, bon, loyal, ayant peu d'esprit, mais quelque vigueur. Il venait de se marier, ce qui contribua à le rendre fidèle à ses promesses. Il habitait alternativement Paris, Nantes, et ses terres. Il obtint dans la suite plusieurs grâces du premier consul. Châtillon pensait qu'on aurait pu continuer la guerre de la Vendée quelques mois de plus; mais que, depuis le 18 brumaire, les chefs ne pouvaient plus compter sur la masse de la population. Il avouait aussi que vers la fin des campagnes d'Italie, la réputation du général Bonaparte avait tant exalté l'imagination des paysans vendéens, qu'on avait été au moment de laisser là les droits des Bourbons, et d'envoyer une députation pour lui proposer de se mettre sous son influence.

—D'Autichamp avait fait plusieurs campagnes comme simple hussard dans les troupes de la république, pendant la grande terreur. C'était un homme d'un esprit borné; mais ayant le ton, les manières et l'élégance que comportaient son éducation et l'usage du grand monde.

—Sur la rive droite de la Loire, Georges et La Prevelaye étaient à la tête des bandes de Bretagne; Bourmont commandait celles du Maine; Frotté, celles de Normandie. La Prevelaye et Bourmont se soumirent, et vinrent à Paris. Georges et Frotté voulurent continuer la guerre. C'était un état de licence qui leur permettait, sous des couleurs politiques, de se livrer à toute espèce de brigandage; de rançonner les riches, sous prétexte qu'ils étaient acquéreurs de domaines nationaux; de voler les diligences, parce qu'elles portaient les deniers de l'état; de piller les banquiers, parce qu'ils avaient des relations avec les caisses publiques, etc. Ils interceptaient les communications entre Brest et Paris. Ils entretenaient des intelligences avec tout ce que la capitale nourrit de plus vil, avec des hommes qui vivent dans les antres de jeu et les mauvais lieux : ils y apportaient leurs rapines, y faisaient leurs enrôlemens, y puisaient des renseignemens pour rendre profitables les guets-apens qu'ils tendaient sur les routes.

Les généraux Chambarlhac et Gardanne entrèrent dans le département de l'Orne, à la tête de deux colonnes mobiles, pour se saisir de Frotté. Ce chef, jeune, actif, rusé, était redouté et causait beaucoup de désordres. Il fut surpris dans la maison du nommé Guidal, général commandant à Alençon, qui avait des intelligences avec lui, qui jouissait de sa confiance, et qui le trahit. Il fut jugé, et passa par les armes.

Ce coup d'éclat rétablit la tranquillité dans cette province. Il ne resta plus que Brulard et quelques chefs de peu de valeur, qui, profitant de la facilité que leur offrait la croisière anglaise, débarquaient sur les côtes, répandaient des libelles, et exerçaient

l'espionnage en faveur de l'Angleterre.

Georges se soutenait dans le Morbihan, au moyen des secours d'armes et d'argent que lui fournissaient les Anglais. Attaqué, battu, cerné à Grand-Champ par le général Brune, il capitula, rendit ses canons, ses armes, et promit de vivre en bon et paisible sujet. Il demanda l'honneur d'être présenté au premier consul, et reçut la permission de se rendre à Paris. Napoléon chercha inutilement à faire sur lui l'impression qu'il avait faite sur un grand nombre de Vendéens, à faire parler la fibre française, l'honneur national, l'amour de la patrie : aucune de ces cordes ne vibra....

La guerre de l'Ouest se trouvait ainsi terminée; plusieurs bons régimens devinrent disponibles.

Pendant que tout s'améliorait, le travail de la constitution touchait à sa fin ; les deux consuls et les deux commissions s'en occupaient sans relâche. Le gouvernement s'occupa peu de politique extérieure. Toutes ses démarches se bornèrent à la Prusse. Le roi avait une armée sur pied au moment où le duc d'Yorck avait débarqué en Hollande; cela avait donné de l'inquiétude.

L'aide-de-camp Duroc fut envoyé à Berlin avec une lettre au roi; son but était de sonder les dispositions du cabinet. Il réussit dans sa mission, fut accueilli avec distinction, avec bienveillance, par la reine. Les courtisans de cette cour, toute militaire, se complaisaient dans le récit des guerres d'Italie et d'Égypte; ils étaient fort satisfaits du triomphe qu'avait obtenu le parti militaire en France, en arrachant aux avocats les rênes du gouvernement. On eut tout lieu d'être content des dispositions de la Prusse, qui peu après mit son armée sur le pied de paix.

§ X.

La commission législative, intermédiaire des cinq-cents, fut successivement présidée par Lucien, Boulay de la Meurthe, Daunou, Jacqueminot ; celle des anciens, par Lemercier, Lebrun, Regnier.

Boulay fut depuis ministre d'état, président de la section de législation au conseil d'état.

Daunou était oratorien, député du Pas-de-Calais , homme de bonnes mœurs, bon écrivain : il avait rédigé la constitution de l'an III ; il fut rédacteur de celle de l'an VIII : il a été archiviste impérial.

Jacqueminot était de Nancy, il est mort sénateur.

Lebrun fut troisième consul.

Regnier devint grand juge et duc de Massa.

Les commissions législatives intermédiaires délibéraient en secret. Il eût été d'un mauvais effet de rendre publiques les discussions d'une assemblée qui ne se trouvait souvent formée que de 15 ou 16 membres. Ces deux commissions, aux termes de la loi du 19 brumaire, ne pouvaient rien sans l'initiative du gouvernement qui l'exerçait, en provoquant l'attention de la commission des cinq-cents sur un objet déterminé; celle-ci rédigeait sa résolution, qui était convertie en loi par la commission des anciens.

La première loi importante de cette session extraordinaire fut relative au serment. On ne pouvait le prêter qu'à la constitution qui n'existait plus ; il fut conçu en ces termes : « Je jure fidélité à la république une et indivisible, fondée sur la souveraineté du

peuple, le régime représentatif, le maintien de l'égalité, la liberté et la sûreté des personnes et des propriétés. »

Les deux conseils se réunissaient de droit, le 19 février 1800; le seul moyen de les prévenir était de promulguer une nouvelle constitution, et de la présenter à l'acceptation du peuple, avant cette époque. Les trois consuls et les deux commissions législatives intermédiaires se réunirent à cet effet en comité, pendant le mois de décembre, dans l'appartement de Napoléon, depuis neuf heures du soir jusqu'à trois heures du matin. Daunou fut chargé de la rédaction. La confiance de l'assemblée reposait entièrement dans la réputation et les connaissances de Siéyes. On vantait depuis long-temps la constitution qu'il avait dans son portefeuille. Il en avait laissé percer quelques idées qui avaient germé parmi ses nombreux partisans, et qui de là s'étant répandues dans le public, avaient porté au plus haut point cette réputation que, dès la constituante, Mirabeau s'était plu à lui faire, lorsqu'il disait à la tribune : « *Le silence de Siéyes est une calamité nationale.* » En effet, il s'était fait connaître par plusieurs écrits profondément pensés : il avait suggéré, à la chambre du tiers-état, l'idée-mère de se déclarer assemblée nationale; il avait proposé le serment du jeu de paume, la suppression des provinces et le partage du territoire de la république, en départemens : il avait professé une théorie du gouvernement représentatif et de la souveraineté du peuple, pleine d'idées lumineuses et qui étaient passées en principes. Le comité s'attendait à prendre connaissance de son projet de constitution, tant médité; il pensait n'avoir à s'occuper que de le reviser, le modifier, et le perfectionner par des discussions profondes. Mais, à la première séance, Siéyes ne dit rien : il avoua qu'il avait beaucoup de matériaux en portefeuille, mais qu'ils n'étaient ni classés, ni coordonnés. A la séance suivante, il lut un rapport sur les listes de notabilité. La souveraineté était dans le peuple ; c'était le peuple qui devait directement ou indirectement commettre à toutes les fonctions ; or le peuple, qui est merveilleusement propre à distinguer ceux qui méritent sa confiance, ne l'est pas à assigner le genre de fonctions qu'ils doivent occuper. Il établissait trois listes de notabilité : 1° communale, 2° départementale, 3° nationale. La première se composait du dixième de tous les citoyens de chaque commune, choisis parmi les habitans eux-mêmes ; la deuxième, du dixième des citoyens portés sur les listes communales du département ; la troisième, du dixième des individus inscrits sur les listes départementales : cette liste se réduisait à six mille personnes, qui formaient la notabilité nationale. Cette opération devait se faire tous les cinq ans ; et tous les fonctionnaires publics, dans tous les ordres, devaient être pris sur ces listes, savoir : le gouvernement, les ministres, la législature, le sénat ou grand jury, le conseil-d'état, le tribunal de cassation, et les ambassadeurs, sur la liste nationale ; les préfets, les juges, les administrateurs, sur la liste départementale ; les administrations communales, les juges de paix, sur la liste communale. Par là tout fonctionnaire public, les ministres même seraient représentans du peuple, auraient un caractère populaire. Ces idées eurent le plus grand succès : répandues dans le public, elles

firent concevoir les plus heureuses espérances; elles étaient neuves, et l'on était fatigué de tout ce qui avait été proposé depuis 1789; elles venaient d'ailleurs d'un homme qui avait une grande réputation dans le parti républicain; elles paraissaient être une analyse de ce qui avait existé dans tous les siècles. Ces listes de notabilité étaient des espèces de listes de noblesse non héréditaire, mais de choix. Cependant les gens sensés virent tout d'abord le défaut de ce système, qui gênerait le gouvernement, en l'empêchant d'employer un grand nombre d'individus propres aux fonctions, parce qu'ils ne seraient pas sur les listes nationale, départementale, communale. Cependant le peuple serait privé de toute influence directe dans la nomination de la législature; il n'y aurait qu'une participation fort illusoire et toute métaphysique.

Encouragé par ce succès, Siéyes fit connaître dans les séances suivantes la théorie de son jury constitutionnel, qu'il consentit à nommer sénat conservateur. Il avait cette idée dès la constitution de l'an III, mais elle avait été repoussée par la convention. « La » constitution, disait-il, n'est pas vi- » vante, il faut un corps de juges en » permanence, qui prennent ses inté- » rêts, et l'interprètent dans tous les » cas douteux. Quelle que soit l'orga- » nisation sociale, elle sera composée » de divers corps : l'un aura le soin de » gouverner; l'autre de discuter et de » sanctionner les lois. Ces corps, dont » les attributions seront fixées par la » constitution, se choqueront sou- » vent, l'interpréteront différemment, » le jury national sera là, pour les » raccorder et faire rentrer chaque » corps dans son orbite. » Le nombre des membres fut fixé à quatre-vingts, au moins âgés de quarante ans. Ces quatre-vingts sages, dont la carrière politique était terminée, ne pourraient plus occuper aucune fonction publique. Cette idée plut généralement, et fut commentée de diverses manières : les sénateurs étaient à vie, c'était une nouveauté depuis la révolution, et l'opinion souriait à toute idée de stabilité; elle était fatiguée des incertitudes et de la variété qui s'étaient succédé depuis dix ans.

Peu après il fit connaître sa théorie de la représentation nationale; il la composait de deux branches : un corps législatif de deux cent cinquante députés, ne discutant pas, mais qui semblable à la grande chambre du parlement, voterait et délibérerait au scrutin; un tribunal de cent députés, qui, semblables aux enquêtes, discuterait, rapporterait, plaiderait contre les résolutions rédigées par un conseil d'état, nommé par le gouvernement, qui se trouverait investi de la prérogative de rédiger les lois. Au lieu d'un corps législatif, turbulent, agité par des factions et par ses motions d'ordre si intempestives, on aurait un corps grave, qui délibérerait après avoir écouté une longue discussion dans le silence des passions. Cependant le tribunat aurait la double fonction de dénoncer au sénat les actes du gouvernement inconstitutionnels, même les lois adoptées par le corps législatif; et, à cet effet, le gouvernement ne pourrait les proclamer que dix jours après leur adoption par le corps législatif. Ces idées furent accueillies favorablement du comité et du public. On était si ennuyé des bavardages des tribunes, de ces intempestives motions d'ordre qui avaient fait tant de mal et si peu de bien, et d'où étaient nées tant de sottises et si peu de bonnes

choses, qu'on se flatta de plus de stabilité dans la législation, et de plus de tranquillité et de repos; c'était ce que l'on désirait.

Plusieurs séances furent employées à la rédaction, et à des objets de détails relatifs à la comptabilité et aux lois. Le moment vint enfin où Siéyes fit connaître l'organisation de son gouvernement; c'était le chapiteau, la portion la plus importante de cette belle architecture, et dont l'influence devait être le plus sentie par le peuple. Il proposa un grand électeur à vie, choisi par le sénat conservateur, ayant un revenu de six millions, une garde de trois mille hommes, et habitant le palais de Versailles : les ambassadeurs étrangers seraient accrédités près de lui; il accréditerait les ambassadeurs et ministres français dans les cours étrangères. Les actes du gouvernement, les lois, la justice, seraient rendus en son nom. Il serait le seul représentant de la gloire, de la puissance, de la dignité nationales; il nommerait deux consuls, un de la paix, un de la guerre; mais là se bornerait toute son influence sur les affaires : il pourrait, il est vrai, destituer les consuls et les changer; mais aussi le sénat pourrait, lorsqu'il jugerait cet acte arbitraire et contraire à l'intérêt national, *absorber le grand électeur*. L'effet de cette absorption équivaudrait à une destitution; la place devenait vacante, le grand électeur prenait place dans le sénat pour le reste de sa vie.

§ XI.

Napoléon avait peu parlé dans les séances précédentes, il n'avait aucune expérience des assemblées : il ne pouvait que s'en rapporter à Siéyes, qui avait assisté aux constitutions de 1791, 1793, 1795; à Daunou, qui passait pour un des principaux auteurs de cette dernière; enfin, aux trente ou quarante membres des commissions, qui tous s'étaient distingués dans la législature, et qui prenaient d'autant plus d'intérêt à l'organisation des corps, qui devaient faire la loi, qu'ils étaient appelés à faire partie de ces corps. Mais le gouvernement le regardait; il s'éleva donc contre des idées si extraordinaires. Le grand électeur disait-il, s'il s'en tient strictement aux fonctions que vous lui assignez, sera l'ombre, mais l'ombre décharnée d'un roi fainéant. Connaissez-vous un homme d'un caractère assez vil pour se complaire dans une pareille singerie; s'il abuse de sa prérogative, vous lui donnez un pouvoir absolu. Si, par exemple, j'étais grand électeur, je dirais, en nommant le consul de la guerre et celui de la paix. Si vous faites un ministre, si vous signez un acte sans que je l'approuve, je vous destitue. Mais, dites-vous, le sénat à son tour absorbera le grand électeur : le remède est pire que le mal, personne, dans ce projet, n'a de garantie. D'un autre côté, quelle sera la situation de ces deux premiers ministres? l'un aura sous ses ordres les ministres de la justice, de l'intérieur, de la police, des finances, du trésor; l'autre, ceux de la marine, de la guerre, des relations extérieures. Le premier ne sera environné que de juges, d'administrateurs, de financiers, d'hommes en robes longues; le deuxième, que d'épaulettes et d'hommes d'épée : l'un voudra de l'argent et des recrues pour ses armées; l'autre n'en voudra pas donner. Un pareil gouvernement est une création monstrueuse, composée d'idées hétérogè-

nes, qui n'offrent rien de raisonnable. C'est une grande erreur de croire que l'ombre d'une chose puisse tenir lieu de la réalité.

Siéyes répondit mal, fut réduit au silence, montra de l'indécision, de l'embarras; cachait-il quelque vue profonde? était-il dupe de sa propre analyse? c'est ce qui sera toujonrs incertain; quoi qu'il en soit, cette idée fut trouvée insensée. S'il eût commencé le développement de tout son projet de constitution, par le titre de gouvernement, rien n'eût passé, il eût été discrédité tout d'abord; mais déjà tout était adopté en partie, sur la foi qu'on avait en lui.

L'adoption des formes purement républicaines fut proposée: la création d'un président, à l'instar des États-Unis, le fut aussi; celui-ci anrait le gonvernement de la république pour dix ans, et aurait le choix de ses ministres, de son conseil-d'état et de tous les agens de l'administration. Mais les circonstances étaient telles, que l'on pensa qu'il fallait encore déguiser la magistrature unique dn président. On concilia les opinions diverses, en composant un gouvernement de trois consuls, dont l'un serait le chef du gonvernement, aurait toute l'autorité, puisque seul il nommait à toutes les places, et seul avait voix délibérative; et les deux antres, ses conseillers nécessaires. Avec un premier consul, on avait l'avantage de l'unité dans la direction; avec les deux autres consuls, qui devaient nécessairement être consultés, et qui avaient le droit d'inscrire leurs noms au procès-verbal, on conserverait l'unité, et l'on ménagerait l'esprit républicain. Il parut que les circonstances et l'esprit public du temps ne pouvaient alors rien suggérer de meilleur. Le but de la révolution qui venait de s'opérer n'était pas d'arriver à une forme de gouvernement plus ou moins aristocratique, plus ou moins démocratique; mais le succès dépendait de la consolidation de tous les intérêts, du triomphe de tous les principes pour lesquels le vœu national s'était prononcé unanimement, en 1789. Napoléon était convaincu que la France ne pouvait être que monarchique; mais le peuple français tenant plus à l'égalité qu'à la liberté, et le principe de la révolntion étant fondé sur l'égalité de toutes les classes, il y avait absence absolue d'aristocratie. Si une république était difficile à constituer fortement, sans aristocratie, la difficulté était bien plus grande pour une monarchie. Faire une constitution dans un pays qui n'aurait ancnne espèce d'aristocratie, ce serait tenter de naviguer dans un seul élément. La révolution française a entrepris un problême anssi insoluble que celui de la direction des ballons.

Siéyes eût pu, s'il l'eût voulu, obtenir la place de deuxième consul; mais il désira se retirer: il fut nommé sénateur, contribua à organiser ce corps, et en fut le premier président. En reconnaissance des services qu'il avait rendus en tant de circonstances importantes, les commissions législatives, par nne loi, lui firent don de la terre de Crosne, à titre de récompense nationale. Il dit depuis à l'empereur: « Je » n'avais pas supposé que vons me » traiteriez avec tant de distinction, et » que vous laisseriez tant d'influence » aux cousuls, qui paraissaient devoir » vous importuner et vous embarras- » ser. » Siéyes était l'homme du monde le moins propre an gouvernement; mais essentiel à consulter, car quelquefois il avait des aperçus lumi-

neux et d'une grande importance. Il aimait l'argent; mais il était d'une probité sévère, ce qui plaisait fort à Napoléon : c'était la qualité première qu'il estimait dans un homme public.

Pendant tont le mois de décembre, la santé de Napoléon fut fort altérée. Ces longues veilles, ces discussions où il fallait entendre tant de sottises, lui faisaient perdre un temps précieux, et cependant ces discussions lui inspiraient un certain intérêt. Il remarqua que des hommes, qui écrivaient très bien, et qui avaient de l'éloquence, étaient cependant privés de toute solidité dans le jugement, n'avaient pas de logique, et discutaient pitoyablement : c'est qu'il est des personnes qui ont reçu de la nature le don d'écrire et de bien exprimer leurs pensées, comme d'autres ont le génie de la musique, de la peinture, de la sculpture, etc. Pour les affaires publiques, administratives et militaires, il faut une forte pensée, une analyse profonde, et la faculté de pouvoir fixer long-temps les objets, sans être fatigué.

§ XII.

Napoléon choisit pour deuxième consul Cambacérès, et pour troisième Lebrun. Cambacérès, d'une famille honorable de Languedoc, était âgé de cinquante ans ; il avait été membre de la convention, et s'était conservé dans une mesure de modération : il était généralement estimé. Sa carrière politique n'avait été déshonorée par ancun excès. Il jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république. Lebrun, âgé de soixante ans, était de Normandie. Il avait rédigé toutes les ordonnances du chancelier Maupeou, il s'était fait remarquer par la pureté et l'élégance de son style. C'était un des meilleurs écrivains de France. Député au conseil des anciens, par le département de la Manche, il était d'une probité sévère, n'approuvant les changemens de la révolution que sous le point de vue des avantages qui en résultaient pour la masse du peuple; car il était né d'une famille de paysans.

La constitution de l'an VIII, si vivement attendue de tous les citoyens, fut publiée et soumise à la sanction du peuple, le 13 décembre 1799, et proclamée le 24 du même mois ; la durée du gouvernement provisoire fnt ainsi de quarante-trois jours.

Les idées de Napoléon étaient fixées; mais il lui fallait, pour les réaliser, le secours du temps et des événemens. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles; il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Napoléon demeurait assez indifférent aux formes et dénominations des différens corps constitués. Il était étranger à la révolution. La volonté des hommes qui en avaient suivi toutes les phases, dut prévaloir dans des questions aussi difficiles qu'abstraites. La sagesse était de marcher à la journée sans s'écarter d'un point fixe, étoile polaire sur laquelle Napoléon va prendre sa direction pour conduire la révolution au port où il veut la faire aborder.

ULM. — MOREAU.

Défauts des plans de campagne suivis en 1795, 1796, 1797. — Position des armées françaises en 1800. — Position des armées autrichiennes. — Plan du premier consul. Dispositions qu'il prend. — Ouverture de la campagne. — Bataille d'Engen. — Bataille de Mœskirch. — Bataille de Biberach. — Manœuvres et combats autour d'Ulm. — Kray quitte Ulm. Prise de Munich. Combat de Neubourg. — Armistice de Parsdorf, le 15 juillet 1800. — Remarques critiques.

§ Ier.

La république française avait eu sur le Rhin trois armées pendant les campagnes de 1795, 1796 et 1797. L'une, désignée sous le nom d'armée du Nord, avait son quartier-général à Amsterdam, et était composée des troupes bataves, environ vingt mille hommes, et d'un pareil nombre de troupes françaises. Par les traités existans entre les deux républiques, celle de Hollande devait entretenir un corps de vingt-cinq mille Français pour protéger ce pays. Cette armée de quarante à quarante-cinq mille hommes était chargée de la garde des côtes de la Hollande depuis l'Escaut jusqu'à l'Ems, et du côté de terre, des frontières jusque vis-à-vis Wésel. La deuxième armée, sous le nom de Sambre-et-Meuse, avait son quartier général à Dusseldorf, bloquait Mayence et Erenbreitstein. La troisième, sous le nom d'armée du Rhin, avait son quartier général à Strasbourg; elle s'appuyait à la Suisse, et formait le blocus de Philipsbourg.

L'armée du Nord n'était en réalité qu'une armée d'observation, qui n'avait plus pour but, que de contenir les partisans de la maison d'Orange, et de s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pourrait faire pour débarquer des troupes en Hollande. La paix conclue à Bâle avec la Prusse, les maisons de Saxe et de Hesse, avait rétabli la tranquillité dans tout le nord de l'Allemagne.

L'armée de Sambre-et-Meuse, nécessaire tant que la Prusse faisait partie de la coalition, était devenue inutile du moment que la république française n'avait plus à soutenir la guerre que contre l'Autriche et l'Allemagne méridionale. Dans la campagne de 1796, cette armée, commandée par Jourdan, marcha sur le Mein, s'empara de Wurtzbourg et prit position sur le Rednitz; sa gauche, appuyée au débouché de la Bohême par Egra, tandis que sa droite débouchait sur la vallée du Danube. L'armée du Rhin, commandée par Moreau, partit de Strasbourg, traversa les montagnes noires et le Wurtemberg, passa le Lech et entra en Bavière. Pendant que ces deux armées manœuvraient sous le commandement de deux généraux indépendans l'un de l'autre, l'armée autrichienne, opposée à ces deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, était réunie sous le commandement unique de l'archiduc Charles. Elle se centralisa sur le Danube à Ingolstadt et Ratisbonne, et se trouva placée entre les armées françaises, dont elle parvint à empêcher la jonction. L'archiduc battit Bernadotte qui commandait la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'accula sur Vurtzbourg et enfin le rejeta au delà du Rhin. L'armée du Rhin resta spectatrice de cette marche de l'Archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse; et ce fut trop tard que Moreau ordonna à la division Desaix de passer sur la rive gauche du Danube pour secourir

Jourdan ; ce défaut de résolution du général de l'armée du Rhin, obligea bientôt cette même armée à se mettre en retraite. Elle repassa le Rhin, et reprit la première position sur la rive gauche. Ainsi l'armée autrichienne en nombre très inférieur aux armées françaises réunies, fit échouer, sans aucune bataille générale, le plan de campagne des Français, et reconquit toute l'Allemagne.

Le plan des Français était vicieux pour la défensive comme pour l'offensive. Du moment que l'on n'avait pour ennemie que l'Autriche, il ne fallait avoir qu'une seule armée, n'agissant que sur une seule ligne et conduite par une seule tête.

En 1799, la France était maîtresse de la Suisse. On forma deux armées : l'une appelée armée du Rhin ; l'autre armée d'Helvétie. La première, qui prit ensuite le nom d'armée du Danube, sous le commandement de Jourdan, passa le Rhin, traversa les montagnes noires, arriva à Stockach, où ayant été battue par l'archiduc, elle fut obligée de repasser le Rhin, dans le temps même que l'armée d'Helvétie restait dans ses positions, maîtresse de toute la Suisse. On commit donc encore la même faute, d'avoir deux armées indépendantes au lieu d'une seule ; et lorsque Jourdan fut battu à Stockach, c'est sur la Suisse qu'il aurait dû se replier, et non sur Strasbourg et Brisack. Depuis, l'armée du Rhin fut chargée de la défense de la rive gauche du fleuve, vis-à-vis Strasbourg ; et l'armée d'Helvétie, qui devenait l'armée principale de la république, perdit une partie de la Suisse, et garda long-temps la Limath ; mais à Zurich, conduite par Masséna, et profitant de la faute que firent les alliés en se divisant aussi en deux armées, elle battit les Russes, et reprit toute la Suisse.

§ II.

Au mois de janvier 1800, cette armée d'Helvétie était cantonnée en Suisse ; celle du Bas-Rhin, sous le général Lecourbe, dans ses quartiers d'hiver, sur la rive gauche du Rhin ; celle de Hollande, sous Brune, voyait s'embarquer la dernière division du duc d'Yorck (*a*).

L'armée d'Italie, battue à Genola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins ; Coni capitulait ; Gênes était menacée, mais le lieutenant-général Saint-Cyr repoussa un des corps de l'armée autrichienne au-delà de la Bocchetta, ce qui lui mérita un sabre d'honneur ; ce fut la première récompense nationale que Napoléon décerna, comme chef de l'état.

Les deux armées entrèrent en quartier d'hiver : les Autrichiens sur les belles plaines du Piémont et du Mont-Ferrat ; les Français, sur les revers de l'Apennin, de Gênes au Var. Ce pays, bloqué par mer depuis long-temps, sans communication avec la vallée du Pô, était épuisé. L'administration française mal organisée, était confiée à des mains infidèles.

La cavalerie, les charrois périrent de misère ; les maladies contagieuses et la désertion désorganisèrent l'ar-

(*a*) Les généraux Masséna, Brune, Lecourbe, Championnet, étaient attachés à la personne de Napoléon, mais fort ennemis de Siéyes ; ils partageaient plus ou moins les opinions des jacobins du manége : il devenait nécessaire de rompre tous les fils en changeant sans retard tous les généraux en chef. Si jamais l'armée devait donner de l'inquiétude, ce ne serait que par l'influence du parti exagéré et non pas celui des modérés, qui était alors en grande minorité.

mée; enfin le mal empira au point que des corps entiers, tambour battant, drapeau déployé, abandonnèrent leur position, et repassèrent le Var. Ce qui donna lieu à divers ordres du jour de Napoléon aux soldats d'Italie. Il leur disait.

« Soldats, les circonstances qui me » retiennent à la tête du gouverne- » ment, m'empêchent de me trouver » au milieu de vous; vos besoins sont » grands; toutes les mesures sont pri- » ses pour y pourvoir. La première » qualité du soldat est la constance à » supporter la fatigue et la privation; » la valeur n'est que la seconde. Plu- » sieurs corps ont quitté leurs posi- » tions; ils ont été sourds à la voix de » leurs officiers : la dix-septième lé- » gère est de ce nombre. Sont-ils donc » morts les braves de Castiglione, de » Rivoli, de Newmarkt! Ils eussent » péri plutôt que de quitter leurs dra- » peaux, et ils eussent ramené leurs » jeunes camarades à l'honneur et au » devoir. Soldats, vos distributions ne » vous sont pas régulièrement faites, » dites-vous? Qu'eussiez-vous fait, si » comme les quatrième et vingt- » deuxième légères, les dix-huitième » et trente-deuxième de ligne, vous » vous fussiez trouvés au milieu du » désert, sans pain, ni eau, mangeant » du cheval et du chameau? *La vic-* » *toire nous donnera du pain*, disaient- » elles; et vous, vous désertez vos » drapeaux! Soldats d'Italie, un nou- » veau général vous commande; il » fut toujours à l'avant-garde, dans » les plus beaux momens de votre » gloire; entourez-le de votre con- » fiance, il ramènera la victoire dans » vos rangs. Je me ferai rendre un » compte journalier de la conduite de » tous les corps, et spécialement de » la dix-septième légère et de la » soixante-troisième de ligne; *elles se* » *ressouviendront de la confiance que* » *j'avais en elles.* »

Ces paroles magiques arrêtèrent le mal comme par enchantement : l'armée se réorganisa, les subsistances furent assurées, les déserteurs rejoignirent.

Napoléon rappela Masséna d'Helvétie, et lui confia l'armée d'Italie; ce général, qui connaissait parfaitement les débouchés des Apennins, était plus propre que personne à cette guerre de chicane; il arriva le 10 février à son quartier-général de Gênes.

Le général Brune, d'abord appelé au conseil d'état, fut quelques semaines après envoyé sur la Loire pour commander l'armée de l'Ouest; le général Augereau le remplaça dans le commandement de la Hollande; la proclamation suivante fut mise à l'ordre des armées :

« Soldats! en promettant la paix au » peuple français, j'ai été votre orga- » ne, je connais votre valeur, vous » êtes les mêmes hommes qui conqui- » rent la Hollande, le Rhin, l'Italie, » et donnèrent la paix sous les murs » de Vienne. Soldats! ce ne sont plus » vos frontières qu'il faut défendre, » ce sont les états ennemis qu'il faut » envahir. Il n'est aucun de vous qui » n'ait fait campagne, qui ne sache » que la qualité la plus essentielle » d'un soldat, c'est de savoir suppor- » ter les privations avec constance : » plusieurs années d'une mauvaise » administration ne peuvent être ré- » parées dans un jour. Premier ma- » gistrat de la république, il me sera » doux de faire connaître à la nation » entière les corps qui mériteront, » par leur discipline et leur valeur, » d'être les soutiens de la patrie. Sol- » dats! lorsqu'il en sera temps je serai

» au milieu de vous, et l'Europe se » souviendra que vous êtes de la race » des braves. »

Telle était la position des armées; le premier consul ordonna sur-le-champ la réunion de celles du Rhin et d'Helvétie en une seule sous le nom d'armée du Rhin; il en donna le commandement au général Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire (a). Les troupes françaises manquaient de tout, leur dénuement était extrême, l'hiver entier fut employé à recruter, habiller, solder cette armée. Un détachement de l'armée de Hollande fut dirigé sur Mayence, et bientôt l'armée du Rhin devint une des plus belles qu'ait jamais eues la république; elle comptait 150,000 hommes, et était formée de toutes les vieilles bandes.

§ III.

Paul I[er] était mécontent de la politique de l'Autriche et de l'Angleterre; l'élite de son armée avait péri en Italie sous Suvarow, en Suisse sous Korsakow, en Hollande sous Hermann. Les prétentions anciennes et nouvelles des Anglais sur la navigation des neutres, l'indisposaient tous les jours davantage; le commerce des neutres, surtout celui des puissances de la Baltique était troublé; des convois escortés par des bâtimens de guerre étaient insultés et soumis à des visites. D'un autre côté les changemens survenus dans les principes du gouvernement français, depuis le 18 brumaire, avaient neutralisé, suspendu sa haine contre la révolution : il estimait le caractère que le premier consul avait montré en Italie, en Égypte, et qu'il déployait tous les jours; ces dernières circonstances déterminèrent sa conduite, et s'il n'abandonna pas la coalition, du moins ordonna-t-il à ses armées de quitter le champ de bataille et de repasser la Vistule.

L'abandon de l'armée russe ne découragea pas l'Autriche, elle déploya tous ses moyens et mit deux grandes armées sur pied.

L'une en Italie, forte de 140,000 hommes, sous les ordres du feld-maréchal Mélas, fut destinée à prendre l'offensive, s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon. Sous les murs de cette place, elle devait être rejointe par l'armée anglaise de 18,000 hommes qui devaient se rassembler à Mahon, et par l'armée napolitaine de 20,000 hommes. Willot était au quartier général de Mélas, pour insurger le Midi de la république, où les Bourbons pensaient avoir des partisans.

L'autre en Allemagne, commandée par le feld-maréchal Kray, forte de 120,000 hommes, y compris les troupes de l'empire et celles à la solde de l'Angleterre. Cette dernière armée était destinée à rester sur la défensive pour couvrir l'Allemagne. L'expérience de la campagne passée avait convaincu l'Autriche de toutes les difficultés attachées à la guerre de Suisse.

Le feld-maréchal Kray avait son

(a) Moreau était ennemi du directoire, et surtout de la société du manége; quoiqu'il n'eût eu que des revers dans la campagne qui venait de se terminer, qu'il eût alors moins de considération que les généraux qui venaient de sauver la Suisse, à Zurich, et la Hollande à Alkmaer, en faisant capituler le fils du roi d'Angleterre; il avait une connaissance particulière du champ d'opération de l'armée d'Allemagne : ce qui décida le premier consul à lui donner toute sa confiance, et à le mettre à la tête de l'armée.

quartier-général à Donau-Echingen; ses principaux magasins à Stockach, Engen, Mœrskirch, Biberach. Son armée était composée de quatre corps.

Celui de droite, commandé par le feld-maréchal lieutenant Starray, était sur le Mein.

Celui de gauche, sous les ordres du prince de Reuss, était en Tyrol.

Les deux autres armées étaient sur le Danube, tenant des avant-gardes: l'une sous le général Kienmayer, vis-à-vis de Kehl; l'autre sous les ordres du général major Giulay, dans le Brisgaw; une troisième sous les ordres du prince Ferdinand, dans les villes forestières aux environs de Bâle; une quatrième sous les ordres du prince de Vaudémont, vis-à-vis Schaffhouse.

Dans ces circonstances, il devenait donc urgent que l'armée du Rhin prît vigoureusement l'offensive; ses forces étaient presque doubles de celles de l'ennemi, tandis que l'armée autrichienne d'Italie était plus que double de l'armée française, qui, complétée à 40,000 hommes, gardait l'Apennin et les hauteurs de Gênes. Une armée de réserve de 35,000 hommes fut réunie sur la Saône, pour se porter au soutien de l'armée d'Allemagne si cela était nécessaire, déboucher par la Suisse sur le Pô, et prendre l'armée autrichienne d'Italie à revers.

Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient, au milieu de l'été, au cœur de la Provence; et celui des Tuileries avait calculé que son armée du Rhin serait avant ce temps-là sur l'Inn.

§ IV.

Le premier consul ordonna au général Moreau de prendre l'offensive et d'entrer en Allemagne, afin d'arrêter le mouvement de l'armée autrichienne d'Italie, qui déjà était arrivée sur Gênes. Toute l'armée du Rhin devait se réunir en Suisse et passer le Rhin à la hauteur de Schaffhouse; le mouvement de la gauche de l'armée sur sa droite devant se faire derrière le rideau du Rhin, et d'ailleurs, étant préparé beaucoup à l'avance, l'ennemi n'en aurait aucune connaissance. En jetant quatre ponts à la fois à la hauteur de Schaffhouse, toute l'armée française passerait en vingt-quatre heures, arriverait sur Stockach, et culbuterait la gauche de l'ennemi, prendrait par derrière tous les Autrichiens placés entre la rive droite du Rhin et les défilés de la forêt Noire. En six ou sept jours de l'ouverture de la campagne, l'armée serait devant Ulm; ce qui pourrait s'échapper de l'armée autrichienne se rejetterait en Bohême. Ainsi, le premier mouvement de la campagne aurait eu pour résultat de séparer l'armée autrichienne de Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt, et de mettre en notre pouvoir le Wurtemberg, toute la Souabe et la Bavière. Ce plan d'opération devait donner lieu à des événemens plus ou moins décisifs, selon les chances de la fortune, l'audace et la rapidité des mouvemens du général français. Le général Moreau était incapable d'exécuter et même de comprendre un pareil mouvement; il envoya le général Dessolles à Paris, présenter un autre projet au ministre de la guerre, suivant la routine des campagnes de 1796 et 1797; il proposait de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Le premier consul, fortement contrarié, pensa un moment à aller lui-même se mettre à la tête de cette armée; il calculait qu'il serait sous les murs de Vienne avant que l'armée autrichienne d'Italie ne fût

devant Nice. Mais l'agitation intérieure de la république s'opposa à ce qu'il quittât la capitale, et s'en éloignât pour autant de temps : le projet de Moreau fut modifié, et le général fut autorisé à exécuter un projet mitoyen, qui consistait à faire passer le fleuve par sa gauche à Brisach, par son centre à Bâle, par sa droite au-dessus de Schaffhouse. Il lui était surtout prescrit de n'avoir qu'une seule ligne d'opération ; encore dans l'exécution ce dernier plan lui parut-il trop hardi, et il y fit des changemens.

§ V.

Moreau avait son quartier-général à Bâle ; son armée était composée de quatre corps d'infanterie, d'une réserve de grosse cavalerie et de deux divisions détachées, savoir :

Le lieutenant-général Sainte-Suzanne commandant la gauche : les divisions Souham et Legrand ; le lieutenant-général Saint-Cyr commandant le centre : les divisions Baraguai-d'Hilliers et Ney ; le général en chef commandant la réserve : les divisions Delmas, Leclerc et Richepanse ; le lieutenant-général Lecourbe commandant la droite : les divisions Vandamme, Montrichard et Lorge.

Le général d'Hautpoult commandant la réserve de grosse cavalerie ; le général Éblé, l'artillerie.

Les corps détachés étaient commandés par les généraux Collaud et Moncey, en Suisse.

Le 25 avril Sainte-Suzanne, commandant la gauche, passa le Rhin à Strasbourg ; Saint-Cyr, avec le centre, le passa le même jour à Brisach ; le général Moreau, à la tête d'un corps de réserve, passa le 27 à Bâle.

Le corps de Sainte-Suzanne culbuta un corps ennemi de 12 à 15,000 hommes, qui était en position en avant d'Offembourg ; Saint-Cyr entra à Fribourg, que l'ennemi ne lui disputa pas ; de là il se porta sur Saint-Blaise, où déjà la réserve, qui avait passé à Bâle, était arrivée. Richepanse resta à Saint-Blaise, les deux autres divisions, remontant la rive droite du Rhin, se portèrent à l'embouchure de l'Alb. Le 26 et le 27, les trois divisions se réunirent sur le Wuttach ; le 28, elles prirent position à Neukirch ; Saint-Cyr se porta de Saint-Blaise sur le Wuttach à Stühlingen.

Cependant Moreau sentit la nécessité de rappeler Sainte-Suzanne, qui dut passer à Kehl le 27, pour venir par la rive gauche du Rhin à Vieux-Brisach, passer de nouveau le fleuve et se trouver en deuxième ligne du corps de Saint-Cyr ; il marcha sur Fribourg, y traversa le Val-d'Enfer, et prit position à Neustadt.

Telle était la position de la réserve du centre et de la gauche française, lorsque le 1er mai la droite, sous Lecourbe, passa le Rhin près Stein, sans presque aucun obstacle, et se porta sur le fort Hohentweil, qui capitula. Il avait quatre-vingts bouches à feu ; ainsi, ce fut cinq jours après le signal de l'ouverture de la campagne, que Lecourbe put entrer en opération. Le 2 mai, l'armée resta inactive dans ses positions, où elle se trouvait en bataille sur une ligne de quinze lieues obliques au Danube, depuis le fort Hohentweil jusqu'à Neustadt.

§ VI.

Le feld-maréchal Kray eut ainsi le temps de réunir ses troupes le 2 mai ; il était en position avec 45,000 hommes en avant de la petite ville d'En-

gen, ayant sur sa gauche, à Stockach, à six lieues, le prince de Vaudémont, avec un corps de 12,000 hommes, liant sa position d'Engen avec le lac de Constance, gardant ses magasins, et assurant sa retraite sur Mœskirch. Le 3, à la pointe du jour, Lecourbe, avec ses trois divisions, se dirigea sur Stockach; Moreau avec les trois divisions de la réserve, sur Engen; Saint-Cyr et Sainte-Suzanne, trop éloignés du champ de bataille, ne purent y arriver à temps. Lecourbe marcha sur trois colonnes; Vandamme, à la droite, tourna Stockach; Montrichard, au centre, entra au pas de charge dans la ville; le général Lorge, à la gauche, coupa avec une brigade la communication de Stockach avec Engen, et seconda avec son autre brigade l'attaque de la réserve. Le prince de Vaudémont fut mis en déroute; il se retira en toute hâte sur Mœskirch, laissant 3,000 prisonniers, cinq pièces de canon et des drapeaux au pouvoir de Lecourbe. Pendant ce temps, les trois divisions de la réserve s'engagèrent avec les avant-gardes du feld-maréchal Kray sur un chemin d'Engen, aux approches de la rivière d'Aach. Le combat devint bientôt vif à Wetterdingen, à Mulhausem; mais Moreau étendit bientôt sa ligne sur sa gauche : il fit attaquer par Richepanse le mamelon de Hohenhoven, celui-ci l'attaqua en vain toute la journée; les trois divisions de la réserve, avec la brigade de la division Lorge et la réserve de grosse cavalerie, formaient une force de 40,000 hommes, c'est-à-dire un peu moins que l'ennemi n'avait devant Engen. La victoire penchait en faveur des Autrichiens, lorsque Kray fut instruit de la défaite du prince de Vaudémont, des grands succès de Lecourbe et de l'arrivée de Saint-Cyr sur Hohenhoven; il battit en retraite. Saint-Cyr était parti le matin de Stühlingen; il avait remonté la rive droite du Wuttach, et il fut arrêté au défilé de Zollhans; à la nuit, sa brigade d'avant-garde, commandée par le général Roussel, occupa le plateau de Hohenhoven. La perte fut de 6 à 7,000 hommes de chaque côté, les Autrichiens perdirent en outre 4,000 prisonniers et quelques pièces de canon, la plupart pris par Lecourbe à Stockach.

Bataille de Mœskirch.

Pendant la journée du 4, le feld-maréchal Kray joignit à Mœskirch le prince de Vaudémont, et fut rejoint par la division que commandait l'archiduc Ferdinand; il ordonna l'évacuation de ses magasins, et fit ses dispositions pour se porter sur le Danube, qu'il voulait passer sur le pont de Siegmaringen : pendant cette journée l'armée française ne fit aucun mouvement; mais le général Lecourbe se porta de Stockach sur Mœskirch. Saint-Cyr, qui n'avait pas donné à Engen, se porta sur Liptingen : les trois divisions de la réserve marchèrent en deuxième ligne à l'appui de Lecourbe; celui-ci marcha sur Mœskirch sur trois colonnes; Vandamme à la droite sur Kloster-Wald; Montrichard au centre, appuyé par la réserve de grosse cavalerie; Lorge à la gauche, par Neuhausen : il couvrait ainsi un front de deux grandes lieues. La rencontre des troupes légères de l'ennemi ne tarda pas à lui indiquer la présence de l'armée : bientôt les trois divisions furent aux mains contre toute l'armée autrichienne; elles étaient fort compromises, lorsque, dans l'après-midi, elles furent soutenues par trois divisions de

la réserve. Le combat devint fort chaud, les armées se maintinrent sur leur champ de bataille. Saint-Cyr eût décidé de la victoire ; mais il n'arriva à Liptingen que la nuit, encore éloigné du champ de bataille de plusieurs lieues. Pendant la nuit Kray battit en retraite : la moitié de ses troupes avait passé le Danube à Siegmaringen ; l'autre moitié était sur la rive droite, lorsque Saint-Cyr, qui avait suivi la rive droite du Danube, arriva le 6 sur les hauteurs qui dominent ce fleuve. Si Moreau eût marché, de son côté, à la suite de l'ennemi, une partie de l'armée autrichienne aurait été détruite, mais Moreau ne connaissait pas le prix du temps ; il le passait toujours le lendemain des batailles, dans une fâcheuse indécision.

Bataille de Biberach.

Quelques jours après la bataille de Mœskirch, Lecourbe se porta sur Wurzach et envoya ses flanqueurs au pied des montagnes du Tyrol. Saint-Cyr se porta sur Buchau ; Moreau, avec la réserve, marcha en deuxième ligne ; Sainte-Suzanne continua son mouvement par la rive gauche du Danube, et se porta à Geissingen, séparé de l'armée par le fleuve. Kray avait fait sa retraite sans être inquiété. Se trouvant le 7 à Riedlingen, et ayant eu avis du mouvement décousu de la droite de l'armée sur le Tyrol, et de celui de Sainte-Suzanne sur la rive gauche du Danube, il passa ce fleuve au pont de Riedlingen, et se porta derrière Biberach, plaçant une avant-garde de dix mille hommes sur la route de Buchau, et toute son armée derrière la Riess, la gauche à Ochsenhausen, la droite sur le plateau de Mettenberg. Le 9 mai, Saint-Cyr partit de Buchau, attaqua cette avant-garde, qui était séparée du corps de bataille par la Riess, la culbuta dans la rivière, lui fit quinze cents prisonniers, et lui prit du canon ; il la suivit sur la rive droite ; deux divisions de la réserve étaient survenues dans ces entrefaites. Kray se mit en route sur l'Iller ; Lecourbe l'attaqua à Memmingen, lui fit douze cents prisonniers, et lui prit du canon ; il se réfugia dans son camp d'Ulm.

Manœuvres et combats autour d'Ulm.

Du 10 au 12 mai, l'armée française occupait les positions suivantes : la droite, sous Lecourbe, avait son quartier-général à Memmingen ; la réserve et le centre le long de l'Iller, jusqu'au Danube ; le général Sainte-Suzanne, sur la gauche du Danube, à une journée d'Ulm. L'armée autrichienne était toute réunie dans le camp retranché d'Ulm, hormis le corps du prince de Reuss, de 20,000 hommes, qui était dans le Tyrol. Ulm avait une enceinte bastionnée ; le mont Fellichel qui la domine, était occupé par des fortifications de campagne faites avec soin, et armées d'une nombreuse artillerie. sur la rive droite, de forts retranchemens protégeaient deux ponts. De grands magasins de fourrages, vivres et munitions de guerre y étaient réunis. Le général autrichien pouvait manœuvrer sur les deux rives du Danube, protégeant à la fois la Souabe et la Bavière, couvrant la Bohême comme l'Autriche ; il recevait tous les jours des recrues, des vivres, et paraissait résolu à vouloir se maintenir dans cette position centrale, malgré l'infériorité bien constatée de ses forces, et les échecs qu'il avait essuyés.

Moreau, pour le déposter, résolut

de marcher en avant, la droite en tête : Lecourbe quitta Memmingen, et s'approcha du Lech. Le quartier-général passa le Günt ; Saint-Cyr, avec le centre, le suivit en échelon, longeant le Danube ; Sainte-Suzanne s'approcha d'Ulm par la rive gauche. La division Legrand prit position à Erbach sur le Danube, à deux lieues de la place ; la division Souham, à la même distance sur la Blau. Les deux divisions couvraient ainsi une ligne de deux lieues. Sainte-Suzanne n'avait aucun point sur le Danube ; il affrontait avec son seul corps toute l'armée de Kray, qui s'était contenté d'envoyer le général Meerfeld derrière le Lech, et continua à occuper en force toute la rive gauche du Danube, depuis Ulm jusqu'à l'embouchure de cette rivière, poussant des avant-gardes jusque sur la chaussée d'Augsbourg, où elles escarmouchaient avec les flanqueurs de gauche de l'armée française.

Le 16, à la pointe du jour, l'archiduc Ferdinand déboucha sur le général Legrand, ainsi qu'une autre colonne sur le général Souham. Les avant-postes des deux divisions françaises furent bientôt reployés, leurs communications coupées, le corps des divisions rejeté deux lieues en arrière; à mesure qu'elles reculaient, la distance qui les séparait s'augmentait.

Sainte-Suzanne était percé ; il ordonna au général Legrand d'abandonner le Danube, afin de se rapprocher de la division Souham : ce mouvement de concentration, avantageux sous ce point de vue, avait le terrible inconvénient de l'éloigner de l'armée ; mais Saint-Cyr, au bruit de la canonnade, rétrograda avec son arrière-garde, et plaça sur la rive droite du Danube des batteries qui balayaient la route d'Ulm à Erbach, et donnèrent de l'inquiétude à l'archiduc : il crut que toute l'armée allait passer ce fleuve, et le couper ; il se reploya sur Ulm. La perte du corps de Sainte-Suzanne fut considérable en tués et blessés, moindre cependant qu'elle n'aurait dû l'être, vu la fausse position où on l'avait abandonné : l'intrépidité des troupes, l'habileté du général, sauvèrent ce corps d'une destruction totale.

Moreau, étonné de cet événement, contremanda la marche sur le Lech ; ordonna à Saint-Cyr et à d'Hautpoult de passer le Danube à Erbach, pour soutenir Sainte-Suzanne ; se porta lui-même sur l'Iller, et rappela Lecourbe. Sainte-Suzanne passa la Blau, de sorte que des onze divisions qui composaient son armée, cinq étaient sur la rive gauche, et six étaient sur la rive droite du Danube, à cheval sur ce fleuve, occupant une ligne de quatorze lieues; il passa plusieurs jours dans cette position.

Attaquera-t-il Kray sur la rive gauche ? repassera-t-il sur la rive droite ? il se décida de nouveau à ce dernier parti. Lecourbe se reporta sur Landsberg, où il arriva le 27 mai ; le 28, sur Augsbourg, où il passa le Lech ; Saint-Cyr se porta sur la Günzt ; Sainte-Suzanne passa sur la droite du Danube, et prit position à cheval sur l'Iller. L'armée française se trouva en bataille, la gauche au Danube, la droite au Lech, occupant une ligne de vingt lieues. Le 24 mai, le feld-maréchal Kray fit passer une avant-garde sur la rive droite, qui attaqua à la fois les deux divisions de Sainte-Suzanne : le combat fut vif, il dura toute la journée : la perte de part et d'autre fut considérable ; mais le soir, les Autrichiens repassèrent le Danube.

A cette nouvelle, le général Moreau changea encore de résolution : il arrêta

son mouvement, et se rapprocha du Danube. Lecourbe abandonna pour la deuxième fois le Lech. Mais le 4 juin, le feld-maréchal Kray, ayant réuni une partie de ses forces, passa sur le pont d'Ulm, et attaqua le corps de Sainte-Suzanne, conduit par Richepanse. Sainte-Suzanne avait été prendre le commandement des troupes de Mayence, qui se trouvaient en position sur l'Iller. Richepanse, environné par des forces supérieures, se reploya toute la journée : sa position devenait des plus critiques, lorsque le général Grenier (il avait remplacé Saint-Cyr, renvoyé de l'armée par Moreau), fit déboucher par le pont de Kellmuntz sur l'Iller la division Ney; le combat se rétablit. Le général Moreau se concentra tout-à-fait sur l'Iller : c'était justement ce que voulait Kray, qui, trop faible pour faire tête à l'armée française, voulait l'empêcher de cheminer, et la consumer dans des combats de détail.

Après avoir séjourné plusieurs jours dans cette position, enhardi par l'attitude défensive de Kray, qui ne faisait aucun mouvement, et restait dans son camp retranché, Moreau reprit pour la troisième fois son projet d'attaque sur la Bavière; il fit mine de passer le Lech.

Lecourbe repassa de nouveau le Lech, et les 10, 11 et 12 juin, toute l'armée se rapprocha de cette rivière. Ainsi il y avait un mois que le combat de Biberach avait eu lieu, et l'armée était toujours dans la même position; elle avait perdu ce temps en marches et contre-marches, qui l'avaient compromise, et avaient donné lieu à des combats où les troupes françaises, en nombre inférieur, avaient perdu beaucoup de monde. L'arrière-garde de Lecourbe avait perdu deux mille hommes, en évacuant Augsbourg, au combat de Schwabmünchen. Cette hésitation avait indisposé quelques généraux de l'armée. Moreau avait renvoyé Saint-Cyr, qu'il avait remplacé par le général Grenier; il reprochait à ce général les lenteurs de sa marche à Engen, surtout à Mœskirch, et d'être mauvais camarade, de laisser écraser les divisions voisines, lorsqu'il pouvait les secourir; de son côté, Saint-Cyr critiquait amèrement la conduite de son général en chef, et manifestait hautement la désapprobation des manœuvres qui avaient été faites depuis l'ouverture de la campagne. On voit dans les dépêches de Lecourbe plusieurs lettres pleines d'énergie et de plaintes sur ses lenteurs, ses incertitudes, ses hésitations, ses ordres et contre-ordres. Cela décida enfin le général en chef à se porter sur la rive gauche du Danube, en passant la rivière, du 19 au 20 juin, après être arrivé sur le fleuve, à la hauteur d'Ulm.

§ VII.

Lecourbe, avec la droite, se porta vis-à-vis Hochstet; Moreau, avec la réserve, vis-à-vis Dillingen; Grenier, avec le centre, à Güntzbourg; Richepanse, avec la gauche, resta en observation sur l'Iller, vis-à-vis Ulm. Le 19, à la pointe du jour, Lecourbe fit raccommoder le pont du Danube à Blindheim, fit passer son corps d'armée, se porta avec une division sur Schweningen, en descendant à deux lieues, du côté de Donawert, et environ deux autres sur Lauingen, en remontant le Danube. A peine arrivé à Schweningen, la division fut attaquée par une brigade de quatre mille hommes que commandait le général Devaux, qui

avait son quartier-général à Donawert. Le combat fut assez vif, mais ce corps fut défait, la moitié resta sur le champ de bataille, et dans les mains des Français. Peu après, l'ennemi attaqua les divisions placées sur Lauingen ; après un combat fort vif, il fut repoussé. Moreau, avec la réserve, passa au pont de Dillingen. Grenier voulut rétablir le pont de Günztbourg, mais il en fut empêché par le général Giulay ; ce qui l'obligea à aller passer au pont de Dillingen. Aussitôt que Kray apprit que le passage était effectué, il résolut de se retirer; ce qu'il fit, sous la protection d'un corps de cavalerie qu'il plaça sur la Brenzt : mais, pendant les journées du 20, 21, 22, et 23, l'armée française resta immobile et ne fit rien. C'était perdre un temps précieux, et qui, bien employé, pouvait devenir funeste à son ennemi : le général autrichien en profita ; il passa par Neresheim, Nordlingen, et arriva sur la Wernitz le 23 au soir. Le général Richepanse cerna Ulm, avec son corps. L'armée se mit trop tard à la suite de l'armée autrichienne, dont elle n'atteignit que l'arrière-garde. La division Decaen fut dirigée sur Munich ; après un léger combat contre le général Meerfeld, il entra dans cette capitale.

Lecourbe repassa sur la rive droite du Danube, se porta sur Rain et Neubourg. Kray était en position avec deux mille cinq cents hommes. En avant de cette ville, sur la rive droite du Danube, Montrichard, qui osa l'y attaquer, fut vivement repoussé et ramené pendant deux lieues. Lecourbe rétablit le combat avec la division Grandjean : la valeur des troupes et l'énergie du général remédièrent au mal qui eût pu être beaucoup plus grand. Le champ de bataille resta à l'ennemi ; mais dans la nuit il sentit qu'il n'était plus à temps de gagner le Lech, et que le reste de l'armée française allait l'accabler ; il repassa le Danube, se porta sur Ingolstadt, passa de nouveau le fleuve, et porta son quartier-général à Landshut, derrière l'Iser. Le général Moreau entra à Ausgbourg, y plaça son quartier-général, il envoya la division Leclerc sur Freysingen, qui y entra après un combat très vif contre l'avant-garde autrichienne.

Dans ce temps, Sainte-Suzanne sortit de Mayence avec deux divisions réunies de ce côté, et il entra dans la Franconie, se rapprochant du Danube.

Cependant le prince de Reuss, occupant toujours Feldkirch, Fuessen et tous les débouchés du Tyrol, Lecourbe repassa le Lech, avec vingt mille hommes, et se porta sur trois colonnes, la gauche sur Scharnitz, le centre sur Fuessen, et la droite sur Feldkirch. Le 14 juillet, Molitor entra dans cette place ; l'ennemi lui abandonna le camp retranché. Le prince de Reuss se retira derrière les défilés et les retranchemens qui couvraient le Tyrol.

§ VIII.

L'armistice fut conclue le 15 juillet à Pasdorf : les trois places d'Ingolstadt, Ulm, Philisbourg durent rester bloquées, mais approvisionnées jour par jour, pendant le temps de la suspension d'armes. Tout le Tyrol resta au pouvoir de l'Autriche, et la ligne de démarcation passa par l'Iser, au pied des montagnes du Tyrol. Dès le 24 juin, le feld-maréchal Kray avait proposé de se conformer à l'armistice conclu à Marengo, dont il venait de recevoir la nouvelle. Le reste de juillet, août, septembre, octobre, novem-

bre, les armées restèrent en présence, et les hostilités ne recommencèrent qu'en novembre. L'armistice disait :

Article premier. Il y aura armistice et suspension des hostilités entre l'armée de Sa Majesté impériale et de ses alliés, en Allemagne, dans la Suisse, le Tyrol et les Grisons, et l'armée française dans les mêmes pays. La reprise des hostilités devra être annoncée respectivement douze jours d'avance. — Art. 2. L'armée française occupera tout le pays qui est compris dans la ligne de démarcation suivante: cette ligne s'étend depuis Balzers, dans les Grisons, sur la rive droite du Rhin, jusqu'aux sources de l'Inn, dont elle comprend toute la vallée ; de là aux sources du Lech, par le revers des montagnes du Vorarlberg, jusqu'à Reuti, le long de la rive gauche du Lech. L'armée autrichienne reste en possession de tous les passages qui conduisent à la rive droite du Lech ; elle forme une ligne qui comprend Reuti, s'étend au delà de Seebach, près de Breitenwang, le long de la rive septentrionale du lac dont sort le Seebach, s'élève sur la gauche, dans Lechtal, jusqu'à la source de l'Ammer; delà, par les frontières, du comté de Werdenfels, jusqu'à la Loisach. Elle s'étend jusqu'à la rive gauche de cette rivière, jusqu'à Kochelsée, qu'elle traverse, jusqu'au Walchensée, où elle coupe le lac de ce nom, et se prolonge le long de la rive septentrionale de la Jachnai jusqu'à son embouchure dans l'Iser ; et, traversant cette rivière, elle se dirige sur Reuti, sur le Tegernsée, au delà de la Manguald, près de Gmünd, et sur la rive gauche de celle-ci, au delà de la Falley : de là, elle prend la direction par Ob-Laus, Reifing, Elkhofin, Frafing, Ecking, Ébersberg, Malckirchen, Hohenlinden, Krainacher, Weting, Reting, Aidberg, Isen, Penzing, Zuphteubach, le long de l'Isen jusqu'à Furden et Sendorff, où elle passe vers la source de la Vilz, qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le Danube, et ensuite sur la rive droite de la Vilz jusqu'à Vilsbibourg, et au delà de cette rivière jusqu'à Binabibourg, où elle suit le cours de la Bina jusqu'à Dornaich. Elle coupe près de Sculmshausen, s'étend vers la source du Colbach, ensuite la rive gauche jusqu'à son embouchure dans la Vilz, et, se portant sur la gauche, vers la Vilz, se prolonge jusqu'à son embouchure dans le Danube. La même ligne s'étend sur la rive droite du Danube jusqu'à Kehlheim, où elle passe le fleuve, et se prolonge sur la rive droite de l'Altmühl jusqu'à Pappenheim ; elle se dirige ensuite par la ville de Weissembourg, vers la Rednitz, dont elle longe la rive gauche jusqu'au point où elle se jette dans le Mein ; elle suit de là la rive gauche de cette dernière rivière jusqu'à son embouchure. La ligne de démarcation, sur la rive droite du Mein, entre cette rivière et Dusseldorff, ne s'étendra plus vers Mayence jusqu'à la Nidda. Dans le cas où les troupes françaises auraient fait, dans l'intervalle, des progrès de ce côté, elles conserveront ou reprendront la même ligne qu'elles occupent aujourd'hui, 15 juillet. — Art. 3. L'armée impériale occupera de nouveau le haut et bas Engadin, c'est-à-dire la partie des Grisons, dont les rivières se jettent dans l'Inn, et de la vallée de Sainte-Marie, dans l'Adige. La ligne de démarcation française s'étendra depuis Balzers, sur le lac de Como, par Coire, Tossana, Splugen, Chiavenna, y compris le Luciensteig. La partie des Grisons, située entre cette ligne et l'Engadin, sera

évacuée par les deux parties. Ce pays conservera sa forme de gouvernement actuelle. — Art. 4. Les places qui sont dans la ligne de démarcation, telles que Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, lesquelles sont occupées par les impériaux, resteront, sous tous les rapports, dans l'état où elles auront été trouvées par les commissaires nommés à cet effet, par les généraux en chef; la garnison n'en sera pas augmentée, et elles ne troubleront point la navigation sur les rivières, et le passage sur les grandes routes. Le territoire de ces places fortes s'étend jusqu'à deux mille toises des fortifications; elles s'approvisionneront tous les dix jours, et, pour ce qui regarde cet approvisionnement déterminé, elles ne seront pas censées comprises dans les pays occupés par l'armée française, laquelle, de son côté, ne pourra pas non plus empêcher les transports des munitions dans lesdites places. — Art. 5. Le général, commandant l'armée impériale, est autorisé à envoyer dans chacune de ces places une personne chargée d'informer les commandans de la conduite qu'ils auront à tenir. — Art. 6. Il n'y aura pas de ponts sur les rivières qui séparent les deux armées, à moins que ces rivières ne soient coupées par la ligne de démarcation, et alors les ponts ne pourront être établis que derrière cette ligne, sans préjudice cependant des dispositions qui pourraient être faites à l'avenir pour l'utilité des armées et du commerce. Les chefs respectifs s'entendront sur cet article. — Art. 7. Partout où des rivières navigables séparent les deux armées, la navigation sera libre pour elles et pour les habitans. La même chose aura lieu pour les grandes routes comprises dans la ligne de démarcation, et cela pendant le temps de l'armistice. — Art. 8. Les territoires de l'empire et des états autrichiens qui se trouvent dans la ligne de démarcation de l'armée française, sont sous la sauve-garde de la loyauté et de la bonne foi. Les propriétés et les gouvernemens actuels seront respectés, et aucun des habitans de ces contrées ne pourra être inquiété, soit pour services rendus à l'armée impériale, soit pour opinion politique, soit pour avoir pris une part effective à la guerre. — Art. 9. La présente convention sera expédiée avec la plus grande célérité possible. — Art. 10. Les avant-postes des deux armées ne communiqueront pas entre eux.

Plan de Campagne.

Première remarque. — 1° Un plan de campagne doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire, et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. La frontière d'Allemagne était, dans cette campagne, la frontière prédominante; la frontière de la rivière de Gênes était la frontière secondaire. Effectivement, les événemens d'Italie ne pouvaient exercer d'action directe, immédiate et nécessaire sur les affaires du Rhin; tandis que les événemens, qui auraient lieu en Allemagne, acquéraient une action nécessaire et immédiate sur l'Italie. En conséquence, le premier consul réunit toutes les forces de la république sur la frontière prédominante, savoir : l'armée d'Allemagne, qu'il renforça, et l'armée de Hollande et du Bas-Rhin; l'armée de réserve, qu'il réunit sur la Saône, à portée d'entrer en Allemagne, si cela était nécessaire.

Le conseil aulique réunit sa principale armée sur la frontière secondaire,

en Italie. Ce contre-sens, cette violation de ce grand principe, fut la véritable cause de la catastrophe des Autrichiens dans cette campagne.

2° Le gouvernement avait ordonné au général Moreau de réunir son armée derrière le lac de Constance, par la Suisse; de dérober cette marche à l'ennemi, en interdisant toute communication de la rive gauche à la rive droite du Rhin; de jeter, à la fin d'avril, quatre ponts entre Schaffhausen, Stein et le lac de Constance; de passer sur la rive droite du Danube avec toute son armée; de se porter sur Stockach et Engen; d'appuyer sa droite au Danube, sa gauche au lac de Constance; de prendre à dos toutes les divisions ennemies qui se trouveraient en position sur les Montagnes Noires et dans la vallée du Rhin, de les séparer de leurs magasins, de se porter ensuite sur Ulm avant l'ennemi. Moreau ne comprit pas ce plan; il envoya le général Dessolles au ministre de la guerre, pour proposer de passer le Rhin à Mayence, Strasbourg et Bâle. Napoléon résolut alors de se mettre lui-même à la tête de cette armée; mais les événemens exigèrent qu'elle entrât en opération en avril, et les circonstances intérieures de la république ne lui permettant pas de quitter alors Paris, il se contenta de prescrire que l'armée du Rhin n'eût qu'une seule ligne d'opération.

Deuxième remarque. MOREAU. — 1° Sainte-Suzanne passa le Rhin à Kelh; Saint-Cyr, à Neuf-Brisach: ils devaient se joindre dans le Brisgaw. Moreau en sentit le danger; il rappela Sainte-Suzanne sur la rive gauche, pour lui faire repasser le Rhin sur le pont de Neuf-Brisach: ce fut un faux mouvement, et non pas une ruse de guerre. La marche de trente lieues, depuis Vieux-Brisach à Bâle et Schaffhausen, par la rive droite du Rhin, étant fâcheuse, l'armée pressait son flanc droit au Rhin, et son flanc gauche à l'ennemi; elle était dans un cul-de-sac, au milieu des ravins, des forêts et des défilés. Le feld-maréchal Kray fut ainsi prévenu où voulait aller son ennemi; il eut huit jours pour se concerter; aussi fut-il réuni en bataille à Engen et Stobach, et en mesure de couvrir ses magasins et Ulm avant le général français, qui cependant avait l'initiative du mouvement. Si Moreau eût débouché par le lac de Constance avec toute l'armée, il eût surpris, défait et pris la moitié de l'armée autrichienne; les débris n'auraient pu se rallier que sur le Necker: il fut arrivé à Ulm avant elle. Que de grands résultats! La campagne eût été décidée dans les quinze premiers jours.

2° L'armée française était beaucoup plus forte que celle de l'ennemi dans un arrondissement de quinze lieues, et cependant l'ennemi fut supérieur en nombre sur le champ de bataille d'Engen. Moreau éparpilla son armée, et la compromit; il manœuvra par sa gauche pour se réunir à Saint-Cyr, qui était trop loin; il fit attaquer, par Richepanse seul, le pic de Hohenhowen, qui était une position forte. Il eût dû tenir ses troupes réunies, et manœuvrer par sa droite, s'appuyer à Lecourbe, et couper la ligne de retraite de l'ennemi; là il n'eût été arrêté par aucune forte position.

3° Kray fit sa retraite, dans la nuit du 3 au 4, sur Mœskirch; il en était éloigné de six lieues: Lecourbe n'en était éloigné que de trois lieues. Si celui-ci eût reçu l'ordre de marcher, le 4, il eût coupé l'armée ennemie, l'eût attaquée en tête et en flanc, dans le temps que Saint-Cyr et la réserve

eussent attaqué en queue; Kray eût été fort compromis, la bataille de Mœskirch n'eût pas eu lieu. Moreau est resté, le 4, oisif, sans aucune raison. Cette fatale indécision remit en question, le lendemain, ce qui avait été décidé à Engen, et rendit inutile le sang versé sur le champ de bataille.

4° Sainte-Suzanne était à Donaus-Echingen pendant la bataille d'Engen: il eût pu au moins se trouver à la bataille de Mœskirch; il n'y fut pas non plus que Saint-Cyr, de sorte que les six divisions de Lecourbe et de la réserve s'y trouvèrent seules; ce qui faisait une force inférieure à celle de l'ennemi.

5° La conduite de Saint-Cyr a donné lieu à des plaintes; il n'est arrivé que la nuit à Liptingen, à plusieurs lieues du champ de bataille.

6° Si Moreau eût marché, le 6, à la pointe du jour, à la poursuite de l'ennemi; qu'il eût appuyé Saint-Cyr, le 6, il eût détruit une partie de l'armée ennemie pendant qu'elle était occupée au passage du Danube: mais, le 6, comme le 4, Moreau resta inactif sur son champ de bataille.

7° Que devait faire le général français pour déposter le feld-maréchal Kray, de son camp retranché? Une seule chose: avoir une volonté, suivre un plan; car l'initiative était à lui: il était vainqueur, plus nombreux, et avait une meilleure armée. Le 14 mai, il eût dû passer l'Iller, se mettre en marche sur trois colonnes, ne pas occuper plus de six lieues de terrain, passer le Lech, et arriver en deux jours ou trois, au plus, à Augsbourg. Le général autrichien eût aussitôt suivi le mouvement par la rive gauche du Danube, se fût porté par Neubourg, derrière le Lech, pour couvrir la Bavière et les états héréditaires; il ne se fût pas exposé à suivre l'armée française sur la rive droite, puisqu'il aurait fallu qu'il s'avançât sous les murs d'Augsbourg pour l'attendre, et que, faisant volte-face, elle l'aurait battu, coupé d'Ulm, et rejeté dans les Montagnes-Noires. L'armée autrichienne pouvait avoir encore la prétention de combattre et de vaincre des divisions isolées; mais elle n'avait plus celle de lutter contre l'armée française réunie.

Les Français devaient être le 18 mai à Munich, et maîtres de la Bavière. Kray se serait estimé fort heureux de regagner l'Inn à temps: on voit par ses dépêches, qu'il juge parfaitement de l'irrésolution de son ennemi. Lorsque celui-ci poussa un corps sur Augsbourg, il écrivit: l'armée française fait une démonstration sur la Bavière, qui n'est pas sérieuse, puisque ses divisions sont en échelons jusqu'à l'Iller, et que sa ligne est déjà trop étendue; il avait raison.

8° Moreau a trois fois, en quarante jours, réitéré les mêmes démonstrations; mais toutes les trois fois, sans leur donner un caractère de vérité, il n'a réussi qu'à enhardir son rival, et lui a offert des occasions de battre des divisions isolées. En effet, l'armée française avait dans ses manœuvres, la gauche sur Ulm, et la droite à vingt lieues, menaçant la Bavière; c'était défier l'armée ennemie et la fortune. Pendant cette campagne, l'armée française, qui était plus nombreuse, a presque toujours été inférieure en nombre sur le champ de bataille; c'est ce qui arrive aux généraux qui sont irrésolus, et agissent sans principes et sans plans; les tâtonnemens, les *mezzo termine* perdent tout à la guerre.

9° Le projet de passer sur la rive

gauche du Danube, au-dessus d'Ulm, était périlleux et fort hasardeux; si Kray et le prince de Reuss réunis eussent manœuvré la gauche au Danube, la droite au Tyrol, l'armée française pouvait être prise en flagrant délit et être fort compromise. Mais, puisque le général français était résolu à cette opération inutile et téméraire, il la fallait faire avec résolution et d'un seul trait; il fallait que le passage ayant été surpris le 19, le 20 toute l'armée se trouvât sur la rive gauche, laissant seulement quelques colonnes mobiles en observation sur la rive droite, et qu'elle se portât droit sur Ulm et Nordlingen, afin d'attaquer en flanc l'armée autrichienne, et de l'obliger, si Kray prenait le parti de la retraite, à recevoir la bataille, et de s'emparer de son camp retranché, si Kray se décidait à passer sur la rive droite pour marcher sur l'armée française. De cette manière le général Moreau n'avait rien à redouter; son armée, supérieure comme elle l'était en forces et en moral, si elle perdait la rive droite, s'établissait sur la rive gauche : toutes les chances étaient pour elle; elle profitait de son initiative pour marcher réunie, surprendre l'ennemi pendant ses mouvemens, dans le temps qu'elle ne laissait rien exposé aux coups de l'initiative de l'ennemi. C'est l'avantage de toute armée qui marche toujours réunie; qu'eût pu faire le général Richepanse, qui était le plus près d'Ulm, si Kray et le prince de Reuss l'eussent attaqué avec 60,000 hommes; et que fût devenue l'armée, si le corps de Richepanse eût été défait, qu'elle eût perdu sa ligne d'opération sur la rive droite, en y éprouvant un si grand échec, lorsqu'elle n'avait pas encore pris pied sur la rive gauche?

10° La marche du général Decaen sur Munich, celle de Lecourbe sur Neubourg, celle de Leclerc sur Freysingen, étaient des mouvemens isolés, où les troupes françaises se sont trouvées en nombre inférieur de l'ennemi; elles y ont payé d'audace, atteint le point qu'elles voulaient occuper, ont obtenu peu de résultat, et perdu autant que l'ennemi.

11° La marche rétrograde de Lecourbe sur le Vorarlberg était inutile: il fallait qu'il marchât sur Inspruck; il y serait arrivé dix jours plus tôt avec moins de difficultés, et en perdant moins de monde qu'il n'en a perdu à tous ces débouchés du Tyrol, pour n'obtenir aucun résultat : la possession d'Inspruck était d'une toute autre importance, l'armée se fût alors trouvée en ligne sur l'Inn.

12° L'armistice ne remplit pas le but du gouvernement, qui voulait avoir les quatre places d'Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt et Inspruck, pour bien assurer la position des armées.

Troisième remarque. — KRAY. — 1° le feld-maréchal Kray compromit son armée en la tenant disséminée à l'approche de l'ouverture de la campagne; son quartier-général à Donaus-Echingen et surtout ses magasins de Stockach, Engen, Mœskirch, étaient mal placés. Il agissait comme si la Suisse eût été neutre; son quartier-général et ses magasins eussent alors été couverts par les défilés des Montagnes-Noires. Mais les Français étaient maîtres de la Suisse et de tout le cours du Rhin de Constance à Bâle; ses magasins se trouvaient à une demi-journée d'eux, et tout-à-fait aux avant-postes.

2° Le feld-maréchal Kray a montré de l'habileté autour d'Ulm : il a obtenu un grand succès, puisque avec

une armée battue trois fois en un mois, et fort inférieure, il a retenu, pendant quarante jours sous le canon de son camp retranché, une armée supérieure et victorieuse ; les marches, les manœuvres, les fortifications n'ont pas d'autre but. Mais ce maréchal n'eût-il pas pu faire davantage, lorsque Sainte-Suzanne, avec moins de 20,000 hommes, se trouvait, le 16 mai, séparé par le Danube du reste de l'armée, à une heure de marche de son camp retranché ; pourquoi ne l'attaqua-t-il pas avec ses forces réunies ? De si belles occasions sont rares ; il fallait déboucher sur les deux divisions de Sainte-Suzanne avec 60,000 hommes, et les détruire.

3° Lorsque, le 26 mai, l'armée française était disséminée sur une ligne de vingt lieues du Danube au Lech, pourquoi n'a-t-il pas débouché avec toutes ses forces sur les deux divisions Sainte-Suzanne et Richepanse? Il ne les a attaquées qu'avec 16,000 hommes ; son attaque sur l'Iller, le 4 juin, fut faite avec trop de circonspection et avec trop peu de troupes : le prince de Reuss aurait dû y concourir, en descendant du Tyrol avec toutes ses forces. Si le général autrichien eût profité de ses avantages, de l'indécision de son adversaire, de ses fausses manœuvres, il l'eût, malgré ses succès et sa supériorité, rejeté en Suisse.

GÊNES. — MASSÉNA.

1800.

Positions respectives des armées d'Italie. — Gênes. — Mélas coupe en deux l'armée française. — Masséna tente inutilement de rétablir ses communications avec sa gauche. Il est investi dans Gênes. — Blocus de Gênes. Mélas marche sur le Var : Suchet abandonne Nice. — Masséna cherche à faire lever le blocus. — Masséna, pressé par la famine, entre en négociation. Reddition de Gênes. — Les Autrichiens repassent les Alpes pour se porter à la rencontre de l'armée de réserve. Suchet les poursuit. — Effets de la victoire de Marengo. Suchet prend possession de Gênes. — Remarques critiques.

§ Ier.

La principale armée de la maison d'Autriche était celle d'Italie : le feld-maréchal Mélas la commandait ; son effectif était de 140,000 hommes, 130,000 sous les armes. Toute l'Italie était sous le commandement des Autrichiens, de Rome à Milan, de l'Isonzo aux Alpes cotiennes : ni le grand-duc, ni le roi de Sardaigne, ni le pape, n'avaient pu obtenir la permission de rentrer dans leurs états ; le ministre Thugut retenait le premier à Vienne, le second à Florence, et le troisième à Venise.

L'action de l'administration autrichienne s'étendait sur toute l'Italie. Rien ne la contrariait : toutes les richesses de ce beau pays étaient employées à raviver, améliorer le matériel de l'armée, qui, fière des succès qu'elle avait obtenus dans la campagne précédente, avait à se rendre digne de fixer l'attention de l'Europe, d'être appelée à jouer le principal rôle dans la campagne qui allait s'ouvrir. Rien ne lui semblait au-dessus de ses destinées : elle se flattait d'entrer dans Gênes, dans Nice ; de passer le Var, de se réunir à l'armée anglaise de Mahon, dans le port de Toulon, de planter l'aigle autrichienne sur les tours de l'antique Marseille, et de prendre ses quartiers d'hiver sur le Rhône et la Durance.



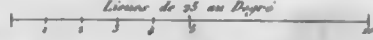
R A N É E

DÉFENSE
de
GÊNES ET DU VAR
PAR
MASSENA & SUCHET
(1800)

DRESSÉE
Par Th. Duvotenay Géog.

Gravé par Alexis Orgiazzi.

Lieues de 25 au Degré





Dès le commencement de mars, le feld-maréchal Mélas leva ses cantonnemens; il laissa toute sa cavalerie, ses parcs de réserve, sa grosse artillerie dans les plaines d'Italie : tout cela ne lui était utile que lorsqu'il aurait passé le Var. Il mit 30,000 hommes d'infanterie sous les ordres des généraux Wuccassowich, Laudon, Haddich et Kaim, pour garder les places et les débouchés du Splügen, du Saint-Gothard, du Simplon, du Saint-Bernard, du mont Cénis, du mont Genèvre, d'Argentières, et avec 70 à 80,000 hommes il s'approcha de l'Apennin ligurien. Sa droite, sous les ordres du feld-maréchal lieutenant Ott, se porta sur Bobbio, d'où il poussa une avant-garde sur Sestri de Levante, pour communiquer avec l'escadre anglaise, et attirer de ce côté l'attention du général français. Avec le centre et le quartier général, il se porta à Acqui; il confia sa droite au feld-maréchal lieutenant Elsnitz.

L'armée française voyait avec confiance à sa tête le vainqueur de Zurich; elle était appelée à combattre sur un terrain où chaque pas lui retraçait un souvenir de gloire. Il n'y avait pas encore quatre ans révolus qu'elle avait, quoique peu nombreuse et dans le plus grand dénuement, suppléant à tout par son courage et la force de sa volonté, remporté de nombreuses victoires, planté en cinquante jours ses drapeaux sur les rives de l'Adige, sur les confins du Tyrol, et porté si haut la gloire du nom français. L'administration avait été organisée pendant janvier, février et mars; la solde était alignée, et des convois considérables de subsistances avaient fait succéder l'abondance à la disette; les ports de Marseille, Toulon, Antibes, étaient encore pleins de bâtimens employés à son approvisionnement : elle commençait à perdre le souvenir des défaites qu'elle avait éprouvées l'année précédente; elle était aussi bien que le pouvait permettre la pauvreté du pays où elle se trouvait. Cette armée se montait à 40,000 hommes; mais elle avait des cadres pour une armée de 100,000. Toutes les nouvelles qui lui arrivaient de l'intérieur de la France, pendant la dernière campagne, excitalent l'esprit de faction, de division et de découragement; la république était alors dans les angoisses de l'agonie : mais aujourd'hui tout était propre à autoriser son émulation; la France était régénérée. Ces trente millions de Français, réunis autour de leur chef, si forts de la confiance réciproque qu'ils s'inspiraient, offraient le spectacle de l'Hercule gaulois armé de sa massue, prêt à terrasser les ennemis de sa liberté et de son indépendance.

Le quartier-général était à Gênes; le général de brigade Oudinot était chef d'état-major; le général Lamartellière commandait l'artillerie. Masséna avait confié la gauche de son armée au lieutenant-général Suchet, qui avait sous ses ordres quatre divisions : la première occupait Rocca-Barbena; la deuxième, Settepani et Méloguo; la troisième, Saint-Jacques et Notre-Dame de Nève; la quatrième était en réserve à Finale et sur les hauteurs de San-Pantaléone : sa force était de 12,000 hommes. Le lieutenant-général Soult commandait le centre, fort de 12,000 hommes, et partagé en trois divisions : celle du général Gardanne défendait Cadibone, Vado, Montélegino, Savone; les flanqueurs, les hauteurs de Stella; le général Gasan défendait les débouchés en avant et en arrière, et sur les flancs de la Bocchet-

ta; le général Marbot commandait la réserve; le lieutenant-général Miollis commandait la droite, forte de 5,000 hommes: il barrait la rivière du Levant, occupant Recco par sa droite, le Mont-Cornua par son centre, et par sa gauche le col de Toriglio, situé à la naissance de la vallée de la Trébia. Une réserve de 5,000 hommes était dans la ville; l'armée entière était forte de 34 à 36,000 hommes. Les cols, depuis Argentières jusqu'aux sources du Tanaro, étaient encore obstrués de neige. Une division de 4,000 hommes, sous les ordres du général Garnier était répartie pour les observer, et fournir aux garnisons de Saorgio, de Nice, de Montalban, de Vintimille et des batteries des côtes. L'approche de l'armée ennemie décida le général en chef à ordonner la levée des cantonnemens; et, quoique la saison fût rigoureuse, qu'il y eût encore des neiges sur les hauteurs, les troupes prirent leurs camps, et occupèrent des positions culminantes. Des escarmouches ne tardèrent pas à avoir lieu entre les avant-postes. La situation de l'armée française était délicate; elle exigeait beaucoup de vigilance: tous les jours elle poussait en avant de fortes reconnaissances, dans lesquelles elle avait toujours l'avantage; elle faisait des prisonniers, enlevait des magasins et des bagages. L'occupation de Sestri de Levante gênait l'arrivée des convois de blé; les paysans de la vallée de la Fontana-Bona, de tout temps dévoués à l'oligarchie, profitant du voisinage de l'armée autrichienne, s'étaient mis sous les armes, et déclarés pour l'ennemi. Le lieutenant-général Miollis y marcha sur deux colonnes: l'une entra dans la vallée, désarma les insurgés, brûla cinq de leurs villages, et prit des ôtages; l'autre longea la mer, chassa de Sestri l'avant-garde de Ott, la poussa au delà des Apennins, et se saisit d'un convoi de six mille quintaux de blé qu'elle fit entrer dans Gênes.

§ II.

La ville de Gênes est située au bord de la mer, sur le revers d'une arrête de l'Apennin, qui se détache au-dessus de la Bocchetta. Cette arrête est coupée à pic par deux torrens, la Polcevera à l'ouest, et la Bisagno à l'est, qui ont leur embouchure dans la mer, à deux mille toises l'un de l'autre. Gênes a deux enceintes bastionnées; la première est un triangle de neuf mille toises de développement: le côté du sud, bordé par la mer, s'étend depuis la lanterne, à l'embouchure de la Polcevera, jusqu'au lazaret, à l'embouchure du Bisagno; les deux môles, le port, les quais l'occupent dans toute son étendue: le côté d'ouest longe la rive gauche de la Polcevera; celui de l'est, la rive droite du Bisagno: ils ont chacun trois mille cinq cents toises d'étendue, et se joignent en formant un angle aigu au fort de l'Éperon. Le plan qui passe par ces trois angles fait un angle de 15° avec l'horizon. Cette enceinte est bien revêtue, bien tracée, bien flanquée; le terrain a été saisi avec art. Le côté de l'ouest domine toute la vallée de la Polcevera, où est le faubourg de Saint-Pierre-d'Arena: le côté de l'est, au contraire, est dominé par les mamelons de Monte-Ratti et du Monte-Faccio; ce qui a obligé l'ingénieur à les occuper par les trois forts extérieurs de Quezzi sur Monte Valpura, de Richelieu sur le Manego, de San Tecla, entre le Monte Albaro et la Madone-del-Monte. Au-delà de ces montagnes est le torrent

de Sturla ; au-dessus du fort de l'Éperon est le plateau des Deux-Frères, parallèle à la mer, et dominé, pris à revers, par le fort de Diamant, situé à douze cents toises du fort de l'Éperon. La ville de Gênes est bâtie près de l'embouchure du Bisagno ; elle est couverte par la deuxième enceinte, dessinée avec art, et susceptible de quelque résistance. Elle ne peut être bombardée ni du côté du nord, ni du côté de l'ouest, puisqu'elle se trouve à plus de deux mille toises du fort de l'Éperon, et à neuf cents toises de la lanterne ; elle ne peut l'être du côté de l'est que par celui qui serait maître des trois forts extérieurs, et qui occuperait la position de Notre-Dame del Monte. La première enceinte a été bâtie en 1632 ; la deuxième est plus ancienne. Le port n'est précédé par aucune rade ; la mer bat avec force dans l'intérieur ; ce qui rend nécessaire la prolongation des môles, tel que cela fut depuis projeté en 1807. Les deux enceintes étaient parfaitement armées ; l'arsenal abondamment fourni de toutes espèces de munitions de guerre. Le parti démocratique qui gouvernait la république depuis la convention de Montebello était exclusivement dévoué à la France. La répugnance du peuple pour les Autrichiens avait été soigneusement entretenue par le sénat depuis 1747. Gênes, par l'esprit de ceux qui la gouvernaient, par son opinion, par son dévouement, était une ville française.

Le vice-amiral Keith, commandant l'escadre anglaise dans la Méditerranée, notifia, en mars, aux consuls des diverses nations le blocus de tous les ports et côtes de la république de Gênes, depuis Vintimille à Sarzane : il interdisait aux neutres le commerce avec soixante lieues de côtes, qu'il ne pouvait cependant pas surveiller réellement ; c'était, d'un coup de plume, les déclarer déchus de la protection du pavillon de leur souverain. Dans les premiers jours d'avril, il établit sa croisière devant Gênes ; ce qui rendit difficiles les communications avec la Provence et l'arrivée des approvisionnemens qui étaient en abondance dans les magasins de Marseille, Toulon, Antibes, Nice, etc.

§ III.

Le 6 avril les grandes opérations commencèrent. Le feld-maréchal Mélas avec quatre divisions attaqua à la fois Montelegino et Stella : le lieutenant-général Soult accourut avec sa réserve au secours de la gauche. Le combat fut assez vif tout le jour : la division Palfy entra dans Cadibone et Vado ; celles de Saint-Julien et de Lattermann entrèrent à Montelegino et Arbizola ; Soult, rallia sa gauche sur Savone, compléta la garnison de la citadelle, et se retira sur Vareggio pour couvrir Gênes ; trois vaisseaux de guerre anglais mouillèrent dans la rade de Vado. Mélas porta son quartier-général à la Madona de Savone, et fit investir le fort : il trouva à Vado plusieurs pièces de 36 et de gros mortiers qui armaient les batteries des côtes. Dès cette première journée la ligne française se trouva coupée. Suchet, avec la gauche, fut séparé du reste de l'armée ; mais il conserva sa communication avec la France.

Le même jour, Ott, avec la gauche, déboucha par trois colonnes sur Miollis ; celle de gauche, le long de la mer, celle du centre par Monte-Cornua, celle de droite par le col de Toriglio : il fut partout vainqueur ; occupa le Monte-Faccio, le Monte-Ratti, et in-

vestit les trois forts de Quezzi, de Richelieu et de San-Tecla ; il établit le feu de ses bivonacs à une portée de canon de cette ville. L'atmosphère, jusqu'au ciel, en était embrasé : les Gênois, hommes, femmes, vieillards, enfans, accoururent sur les murailles pour considérer un spectacle si nouvean et si important pour eux : ils attendaient le jour avec impatience; ils allaient donc devenir la proie de ces Allemands, qne leurs pères avaient repoussés, chassés de leur ville avec tant de gloire! Le parti oligarque souriait en secret, et dissimulait mal sa joie; mais le peuple tout entier était consterné. Au premier rayon dn soleil, Masséna fit ouvrir les portes; il sortit avec la division Miollis et la réserve, attaqua le Monte-Faccio, le Monte Ratti, les prit à revers, et précipita dans les ravins et les fondrières les divisions de l'imprudent Ott, qui s'était approché avec tant d'inconsidération, seul et si loin du reste de son armée. La victoire fut complète; le Monte-Cornua, Recco, le col de Toriglio, furent repris. Le soir, mille cinq cents prisonniers, un général, des canons et sept drapeanx, trophées de cette journée, entrèrent dans Gênes au bruit des acclamations et des élans de joie de tout ce bon peuple.

Pendant cette même journée du 7, Elsnitz, avec la droite de Mélas, attaqua par cinq colonnes le lieutenant-général Snchet; celle qui déboucha par le Tanaro et le Saint-Bernard fut battue, rejetée au-delà du fleuve par la division française qui était à Rocca-Barbena ; celles qui attaquèrent Settepani, Melogno, Notre-Dame de Nève, Saint-Jacques, eurent des succès variés; le général Séras se maintint à Melogno; mais Saint-Jacques fut occnpé par Elsnitz, comme les hauteurs de Vado l'étaient de la veille par le général Palfy. Suchet se retira sur la Pietra et Loano; il prit la ligne de Borghetta, et renforça sa gauche pour assnrer ses communications avec la France, sa seule retraite.

Le 9, le feld-maréchal-lieutenant Ott fit attaquer et occuper par le général Hohenzollern la Bocchetta. Mélas avait obtenu son principal objet; il avait coupé l'armée française de la France, et en avait séparé un corps : mais il fallait prévenir le retour offeusif des Français, marcher snr Gênes, cerner la ville, et concentrer son armée. L'intervalle de quatorze lieues qui existait entre sa gauche et son centre était bien périlleux ; il déboucha, le 10, avec sou centre sur plusieurs colonnes : celle de droite, commandée par Lattermaun, longea la mer par Varaggio ; celle du centre, conduite par Palfy, se porta sur les hauteurs de cette ville ; celle de Saint-Julien partit de Sospello pour se porter sur Monte-Fayale, dans le temps que Hohenzollern de la Bochetta se portait sur Ponte-Decimo, et dirigeait ses flanqueurs de droite par Marcarolo sur les hauteurs de la Madona-dell'Aqua, près Voltri, pour effectuer sa jonction avec le centre.

§ IV.

Masséna, le même jour, 9 avril, était à Varaggio avec la moitié de ses forces; Soult, à Voltri, avec l'autre moitié; Miollis gardait Gênes; Suchet, prévenu par moi, sortait des lignes de Borghetta, et se portait à l'attaqne de Saint-Jacques. Le but du général Masséna était de rétablir, à quelque prix que ce fût, ses communications avec sa gauche et la France. Soult devait se porter de Voltri sur Sassello ;

Masséna sur Melta; Suchet sur Cadibone : sa jonction devait se faire sur Montenotte-Supérieur. A l'aube du jour, Soult se mit en marche; mais, ses coureurs ayant eu connaissance que des flanqueurs de Hohenzollern s'approchaient de Voltri, il quitta sa route, fit un à droite, marcha sur eux, les poussa de hauteurs en hauteurs, les précipita, le soir, dans la fondrière du torrent de la Piota, tua, blessa ou prit 3,000 hommes. Le 11, il exécuta son mouvement sur Sassello, où il entra, et apprit que le général Saint-Julien en était parti le matin pour se porter sur Monte-Fayale; il marcha aussitôt à lui, le défit et le rejeta sur Montenotte, après lui avoir fait grand nombre de prisonniers; de là, il se porta sur le Monte-l'Hermette, dont il s'empara, aprés des combats fort vifs, où l'audace, l'intrépidité et la nécessité de vaincre, suppléèrent au nombre. Pendant ce temps, Masséna avait été moins heureux; il attendit, le 10, avec impatience que Soult arrivât sur sa droite : ue le voyant pas venir, il partit, le 11, de Varaggio, et marcha sur Stella; mais Lattermann, qui longeait la mer, entra dans Varaggio, et menaça Voltri, dans le temps que Palfy et Bellegarde l'attaquaient de front; il craignit d'être cerné : il battit en retraite sur Cogareto. Le lendemain, il détacha le général Fressinet par sa droite pour soutenir Soult : Fressinet arriva à propos; il décida de l'occupation du Monte-l'Hermette. De son côté, Suchet attaqua et prit Settepani, Melogno, San-Pantaleone; mais il fut repoussé à Saint-Jacques. Les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 se passérent en marches, manœuvres et combats : souvent les colonnes des deux armées se côtoyèrent en sens inverse, séparées entre elles par des torrens, des fondrières, qui les empêchaient de se combattre dans leurs marches, quoique très près l'une de l'autre. Masséna reconnut l'impossibilité de rétablir ses communications : le défaut de concert entre les attaques de Masséna et celles de Suchet empêcha qu'elles ne fussent simultanées; mais la perte de l'ennemi, dans les combats, fut double de celle des Français. Le 21, Masséna évacua Voltri pour s'approcher des remparts de Gênes, dans laquelle il fit défiler devant lui cinq mille prisonniers. Le colonel Mouton, du troisiéme de ligne, depuis le comte de Lobau, se couvrit de gloire dans toutes ces attaques; il sauva l'arriére-garde au passage du pont de Voltri, par sa bonne contenance. Le peuple de Gênes, témoin de l'intrépidité du soldat français, du dévouement, de la résolution des généraux, se prit d'enthousiasme et d'amour pour l'armée.

L'armée de Masséna, dès ce jour, 21 avril, cessa d'avoir l'attitude d'une armée en campagne; elle n'eut plus que celle d'une forte et courageuse garnison d'une place de premier ordre. Cette situation lui offrit encore des lauriers à cueillir; peu de positions étaient plus avantageuses que celle que Masséna occupait. Maître d'un aussi grand camp retranché, qui barre toute la chaîne de l'Apennin, il pouvait en peu d'heures se porter de la droite à la gauche, en traversant la ville, ce que l'ennemi n'aurait pu faire qu'en plusieurs jours de marche. Le général autrichien ne tarda pas à sentir tous les avantages que donnait à son ennemi un pareil théâtre. Le 30, par une attaque combinée, il s'approcha des murailles de Gênes, dans le temps que l'amiral Keith engageait une vive canonnade avec les batteries

des môles et des quais. La fortune sourit d'abord à toutes ses combinaisons, il s'empara du plateau des Deux-Frères, cerna le fort de Diamant, surprit le fort de Quezzi, bloqua celui de Richelieu, occupa tous les revers de Monte-Ratti, de Monte-Faccio, et même de la Madone del Monte; il voulait y mettre vingt mortiers en batterie, pendant la nuit, sur la position d'Albana, brûler la superbe Gênes, et y porter l'incendie et la révolte. Mais, dans l'après midi, Masséna, ayant concentré toutes les forces derrière ses remparts, confia la garde de la ville, et déboucha sur Monte-Faccio, qu'il cerna de tous côtés, le reprit malgré la plus vive résistance : ses troupes rentrèrent dans le fort de Quezzi. Soult marcha alors par le plateau des Deux-Frères; il s'en rendit maître. L'ennemi perdit toutes les positions qu'il avait prises le matin. Le soir, le général en chef rentra dans Gênes, menant à sa suite douze cents prisonniers, des drapeaux, les échelles dont l'armée autrichienne s'était munie pour l'escalade qu'elle avait voulu tenter au point de réunion des deux enceintes, du côté de Bisogno.

Suchet se maintint long-temps maître de Saint-Pantaleone et de Melogno; mais enfin il se retira dans la position de Borghetto, n'espérant plus rien de ses efforts pour rétablir la ligne de l'armée.

§ V.

Après le désastre de cette journée, les généraux autrichiens renoncèrent à toute attaque de vive force sur un théâtre qui leur était si contraire. Gênes n'avait pas de vivres, et ne pouvait tarder à capituler. Conformément aux principes de la guerre de montagnes, ils occupèrent de fortes positions autour de cette place, pour empêcher les vivres d'y entrer par terre, comme l'escadre anglaise les interceptait par mer : ce serait donc au général français à prendre l'offensive, à les déposter s'il voulait communiquer avec la campagne, ouvrir les routes pour se procurer les fourrages et les vivres qui lui étaient indispensables.

D'un autre côté, la cour de Vienne était alarmée de la grande supériorité de l'armée française du Rhin, et des immenses préparatifs que faisait le premier consul pour porter la guerre sur le Danube : elle pressait une diversion sur la Provence. Mélas se porta sur le Var, et laissa le feld-maréchal lieutenant Ott avec 30,000 hommes, pour bloquer Gênes de concert avec l'escadre anglaise. Ott occupa plusieurs camps, déjà fortifiés par la nature, et auxquels il ajouta tous les secours de l'art, qui lui donnait le double avantage de maîtriser les débouchés, de s'opposer ainsi à l'arrivée des convois, et de placer les troupes dans de fortes positions, où elles n'avaient rien à redouter de la *furie française*.

Tranquille sur le sort de Gênes, qui devait lui ouvrir ses portes sous quinze jours, Mélas avec 30,000 hommes marchait à Suchet ; il fit tourner la ligne de Borghetta par une division qui déboucha par Ormea, Ponte di Nave et la Pieva. Il attaqua, le 7 mai, les hauteurs de San-Bartolomeo, espérant couper aux Français le chemin de la Corniche à port Maurice, et obliger ainsi Suchet à poser les armes. Mais le général Pujet, qui était en position à Saint-Pantaléone, donna le temps à son général de faire sa retraite, bien qu'avec quelque désordre, et une assez grande perte, derrière la

Taggia, où il eût pu tenir quelques jours, si la brigade Gorrup, partie de Coni, ne s'était pas emparée, dès le 6, du col de Tende. Déjà ses avant-postes étaient au défilé de Saorgio. Suchet jugea, avec raison, devoir repasser la Roya et le Var en toute hâte. Il fit aussitôt travailler à retrancher la tête de pont et fit venir de la grosse artillerie d'Antibes, et des canonniers de la côte. Il avait laissé garnison dans le fort Vintimille, dans le château de Ville-Franche, et au fort Montalban, qui, situé sur la hauteur qui sépare le golfe de Ville-Franche de la rade de Nice, domine ces deux villes et tout le cours du Paglione. Il y fit établir un télégraphe, et eut ainsi sur les derrières de l'ennemi une védette qui l'instruisait de tous ses mouvemens, soit sur le chemin de Gênes par le col de Turbie, soit sur la chaussée de Turin par la vallée du Paglione.

Le général de division Saint-Hilaire commandait la 8e division militaire : il accourut sur le Var ramassant à Marseille et à Toulon toutes les troupes disponibles ; des compagnies de garde nationale se rangèrent aussi sous ses ordres. Les places de Colmars, Entrevaux, Antibes, étaient en bon état de défense ; dès le 15 mai, le corps de troupes réunies sur le Var était de 14,000 hommes.

Tous les courriers de Paris apportaient en Provence des nouvelles de la marche de l'armée de réserve ; déjà l'avant-garde arrivait sur le Saint-Bernard. Le résultat de cette manœuvre était évident pour les soldats comme pour les citoyens ; le moral des troupes, comme celui des habitans, était au plus haut degré d'espérance. Le général Willot, qui se trouvait à la suite de l'armée autrichienne, formait une légion de déserteurs. Pichegru devait se mettre à la tête des mécontens du Midi. Willot avait commandé en Provence en 1797, avant le 18 fructidor, dans ce moment de réaction, où les ennemis de la république exerçaient tant d'influence dans l'intérieur. Il correspondait avec eux ; il avait sous main organisé, dans les départemens du Var et des Bouches-du-Rhône, une espèce de chouanerie. Dans le midi, les passions sont vives ; les partisans de la république étaient exaltés, c'étaient les anarchistes les plus forcenés de France : le parti opposé n'était pas plus modéré. Il avait levé l'étendard de la révolte et de la guerre civile après le 31 mai ; et livré Toulon, le principal arsenal de la France, à son plus mortel ennemi. Marseille ne vit que par le commerce : la supériorité maritime des Anglais l'avait réduite au simple cabotage, ce qui pesait beaucoup sur elle ; c'est d'ailleurs le pays de France où il s'est moins vendu de domaines nationaux, les moines et les prêtres y avaient peu de biens-fonds, et hormis dans le district de Tarascon, les propriétés y ont éprouvé peu de changemens. Cependant tous les efforts des partisans des Bourbons furent impuissans ; les principes du 18 brumaire avaient réuni la très grande majorité des citoyens ; et enfin les mouvemens de l'armée de réserve suspendaient les pensées, fixaient toutes les attentions, excitaient tous les intérêts.

Le 11 mai, Mélas fit son entrée à Nice : l'ivresse des officiers autrichiens était extrême ; ils arrivaient enfin sur le territoire de la république, après avoir vu les armées françaises aux portes de Vienne. Une croisière anglaise mouilla à l'embouchure du Var ; elle annonçait l'arrivée de l'armée embarquée à Mahon, qui devait inves-

tir la place de Toulon. Pour cette fois l'Angleterre voulait faire sauter les superbes bassins et détruire de fond en comble cet arsenal, d'où était sortie l'armée qui menaçait son empire des Indes.

Le Var est un torrent guéable, mais qui en peu d'heures grossit. Les gués n'y sont pas sûrs, d'ailleurs la ligne que défendait Suchet était courte, la gauche s'appuyait à des montagnes difficiles, la droite à la mer, à six cents toises. Il avait eu le temps de couvrir de retranchemens et de batteries de gros calibre la tête de pont qu'il occupait en avant du village de Saint-Laurent. Dès la première entrée des Français dans le comté de Nice, en 1792, le génie avait construit grand nombre de batteries sur la rive droite pour protéger le pont qui a trois cents toises de longueur; un défilé aussi considérable avait attiré toute la sollicitude des généraux français, pendant les années 1792, 1793, 1794, 1795. Le champ de bataille qu'allait défendre Suchet était préparé de longue main. Le 14, après quelques jours de repos, les divisions Elsnitz, Bellegarde et Lattermann, attaquèrent la tête de pont avec opiniâtreté : la défense fut brillante; l'ennemi, écrasé par les batteries de la rive droite, reconnut l'impossibilité de réussir; il prit position ; il poussa par la gauche des postes jusqu'à la croisière anglaise, et appuya sa droite aux montagnes. Mélas était résolu à passer le Var plus haut : le corps de Suchet tourné eût été obligé de se reployer sur Cagnes et les défilés de l'Esterelles, lorsque le 21 il reçut enfin les nouvelles du passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve, et de l'arrivée de Napoléon à Aoste. Mélas partit aussitôt avec deux divisions, passa le col de Tende, entra à Coni le 23; le 24 il apprit à Savigliano la prise d'Ivrée : il s'était fait précéder depuis quelques jours par la division Palfy. Il se flattait encore que toutes ces nouvelles étaient exagérées, que cette armée, si redoutable, ne serait qu'un corps de 15 à 20,000 hommes au plus qu'il pouvait facilement contenir avec les troupes qu'il amenait avec lui et ce qu'il avait réuni dans la plaine d'Italie, sans renoncer à Gênes, ajournant seulement ses projets sur la Provence. Il ordonna à Elsnitz de conserver, de prendre position derrière la ligne de la Roya, appuyant sa droite au col de Tende, son centre sur les hauteurs de Breglio, sa gauche à Vintimille. Des officiers de génie, de nombreux corps de sapeurs, se rendirent sur cette ligne de retraite pour y construire des retranchemens. La Roya est effectivement la meilleure ligne pour couvrir Gênes du côté de la France, en même temps que la chaussée de Tende, car la Taggia, qui est en arrière, laisse à découvert la chaussée de Nice à Sospello, Tende et Turin.

§ VI.

Aussitôt que Masséna fut instruit qu'il n'était plus bloqué que par 30 à 35,000 hommes, que Mélas avec une partie de l'armée s'était porté sur le Var, il sortit de Gênes avec l'espérance fondée de culbuter le corps d'armée du blocus, et de terminer la campagne. 15,000 Français dans sa position valaient mieux que 30,000 Autrichiens : l'ennemi fut effectivement repoussé de tous ses postes avancés.

Le 10 mai, le lieutenant-général Soult avec 6,000 hommes, se porta dans la rivière du Levant sur les derrières de la gauche de Ott, et rentra dans Gênes avec des vivres et des pri-

sonuiers par Monte-Faccio ; les attaques furent renouvelées le 13 mai. Ott concentra ses troupes sur Monte-Creto : le combat fut opiniâtre et sanglant ; Soult, après avoir fait des prodiges de valeur, tomba grièvement blessé et resta au pouvoir de l'ennemi.

Masséna rentra dans Gênes, ayant perdu l'espoir de faire lever le blocus; les vivres devenaient rares et fort chers. La population souffrait, la ration du soldat avait été diminuée; cependant, malgré la vigilance des Anglais, quelques bâtimens de Marseille, de Toulon, et de Corse, parvinrent à entrer dans Gênes. Ce secours eût été suffisant pour l'armée, mais était bien faible pour une population de cinquante mille âmes. On parlait de capituler, lorsque, le 26 mai, arriva le chef d'escadron Franceschi, qui, le 24 avril, avait quitté cette ville pour se rendre à Paris : témoin du passage du Saint-Bernard, il annonçait la prochaine arrivée de Napoléon sous les murs de Gênes. Cet intrépide officier s'était embarqué à Antibes sur un bâtiment léger; au moment d'entrer dans le port, sa félouque étant sur le point d'être prise, il n'eut d'autre ressource, pour sauver les dépêches, que de se jeter à la nage. Les nouvelles qu'il apportait remplirent d'allégresse l'armée et les Génois : l'idée d'une prompte délivrance fit endurer avec patience les maux présens. Les ennemis de la France furent consternés, leurs complots s'évanouirent; le peuple suivait sur les cartes exposées aux portes des boutiques le mouvement d'une armée en laquelle il avait placé sa confiance, et que conduisait un général qu'il aimait : il savait, par l'expérience des campagnes précédentes, tout ce qu'il devait en attendre.

§ VII.

Cependant un convoi de blé, annoncé de Marseille, était attendu avec la plus grande impatience ; un des bâtimens qui en faisait partie, entra le 30 mai dans le port, et annonça qu'il était suivi par le reste du convoi: la population tout entière se porta sur le quai, dès la pointe du jour, pour devancer l'arrivée de ce secours si ardemment attendu. Son espérance fut trompée, rien n'arriva, et le soir on annonça qu'il était tombé au pouvoir de l'ennemi. Le découragement devint extrême, les magistrats de la ville eurent recours aux magasins de cacao, dont il existait une grande quantité chez les négocians. Cette ville est l'entrepôt qui en fournit à toute l'Italie. Il s'y trouvait aussi des magasins de millet, d'orge, de fèves. Dès le 24 mai, la distribution du pain avait cessé; on ne recevait plus que du cacao. Les denrées de première nécessité étaient hors de prix : une livre de mauvais pain coûtait trente francs; la livre de viande, six francs; une poule, trente-deux francs. Dans la nuit du premier au deux, on crut entendre le canon. Les soldats, les habitans se portèrent avant le jour sur les remparts; vaine illusion, ces espérances déchues accroissaient le découragement : la désertion était assez considérable, ce qui est rare dans les troupes françaises; mais les soldats n'avaient pas une nourriture suffisante. 8,000 prisonniers autrichiens étaient sur les pontons et dans les bagnes : ils avaient reçu jusqu'alors les mêmes distributions que les soldats; mais enfin il n'était plus possible de leur en délivrer. Masséna le fit connaître au général Ott; il demanda qu'il leur fît passer des vivres, et donna sa parole

qu'il n'en serait rien distrait. Ott pria l'amiral anglais d'en envoyer à ses prisonniers, celui-ci s'y refusa ; ce qui fut une première source d'aigreur entre eux. L'armée de blocus elle-même ne vivait que par le secours de la mer, et dépendait en cela de la flotte. Le 2 juin, la patience du peuple parut à bout ; les femmes s'assemblèrent tumultueusement, demandant du pain ou la mort. Il y avait tout à craindre du désespoir d'une aussi nombreuse population ; il n'y avait que dix jours que le colonel Franceschi était arrivé, mais déjà dix jours sont longs pour des affamés ! « Depuis qu'on nous annonce l'armée de réserve, disaient-» ils, si elle devait venir, elle serait » déjà arrivée ; ce n'est point avec » cette lenteur que marche Napoléon, » il a été arrêté par des obstacles » qu'il n'a pu surmonter, il a eu qua-» tre fois le temps de faire le chemin. » L'armée autrichienne est trop forte, » la sienne trop faible, il n'a pu dé-» boucher des montagnes, nous n'a-» vons aucune chance, cependant la » population entière de notre ville » contracte des maladies qui vont » nous faire tous périr. N'avons-nous » donc pas montré assez de patience » et d'attachement à la cause de nos » alliés ? N'y a-t-il pas de la férocité » à exiger davantage d'une popula-» tion si nombreuse, composée de » vieillards, de femmes et d'enfans, » de citoyens paisibles peu accoutu-» més aux horreurs de la guerre ? »

Masséna céda enfin à la nécessité : il promit au peuple que si, sous vingt-quatre heures, il n'était pas secouru, il négocierait. Il tint parole : le 3 juin, il envoya l'adjudant-général Andrieux au général Ott. Fatalité des choses humaines ! Il se rencontra dans l'antichambre de ce général avec un officier d'ordonnance autrichien qui arrivait en poste du quartier-général de Mélas : il était porteur de l'ordre de lever le blocus et de se rendre en toute hâte sur le Pô ; il lui annonçait que Napoléon était à Chivasso depuis le 26, et marchait sur Milan. Il n'y avait plus un moment à perdre pour sauver l'armée.

Andrieux entra à son tour ; il débuta, comme c'est l'usage, par déclarer que son général avait encore des vivres pour un mois pour son armée ; mais que la population souffrait, que son cœur en était ému et qu'il rendrait la place si on consentait qu'il sortît avec ses armes, bagages et canons sans être prisonnier.

Ott accepta avec empressement en déguisant sa surprise et sa joie. Les négociations commencèrent de suite ; elles durèrent vingt-quatre heures. Masséna se rendit en personne aux conférences, au pont de Conegliano, où se trouvèrent l'amiral Keith et le général Ott : l'embarras de ce dernier était extrême ; d'un côté, le temps était bien précieux, il sentait toute la conséquence d'une heure de retard dans de pareilles circonstances. Le 4 juin, dans la journée, il apprit que l'armée de réserve avait forcé le passage du Tésin, était entrée à Milan, occupant Pavie, et que déjà les coureurs étaient sur l'Adda : cependant, s'il accédait aux demandes de Masséna, et qu'il le laissât sortir de Gênes sans être prisonnier de guerre, avec armes et canons, il n'aurait rien gagné. Le général avait encore 12,000 hommes, il se réunirait à Suchet qui en avait autant, et, ainsi réunis, manœuvrerait contre lui Ott, qui se serait affaibli d'une division qu'il fallait qu'il laissât à Gênes. Il ne pourrait donc se porter sur le Pô qu'avec environ trente bataillons,

qui, réduits par les pertes de la campagne, fourniraient à peine 15,000 hommes.

Ott proposa que l'armée française se rendît à Antibes par mer, avec armes et bagages, et sans être prisonnière. Cela fut rejeté, et on convint que 8,500 hommes de la garnison sortiraient par terre et prendraient la chaussée de Voltri, et que le reste serait transporté par mer. (Voyez la capitulation.) Le lendemain 6, la plus grande partie de la garnison sortit au nombre de 8,500 hommes avec armes et bagages, mais sans canons, et se rendit à Voltri : le général en chef s'embarqua à bord de cinq corsaires français avec 1,500 hommes et 20 pièces de campagne ; les malades, les blessés, restèrent dans les hôpitaux sous le soin des officiers de santé français. Ott confia Gênes au général Hohenzollern, auquel il laissa 10,000 hommes. L'amiral anglais prit possession du port et des établissemens maritimes ; des convois de subsistances arrivèrent de tous côtés : en peu de jours la plus grande abondance remplaça la disette. La conduite des Anglais indisposa le peuple ; ils mirent la main sur tout : à les entendre c'étaient eux qui avaient pris Gênes, puisqu'elle ne s'était rendue que par famine, et que c'était la croisière qui avait arrêté tous les convois de vivres.

§ VIII.

Le général Elsnitz avait employé six jours à préparer sa retraite ; il avait quitté Nice, dans la nuit du 28 au 29 mai, avec l'intention de prendre la ligne de la Roya et de couvrir le blocus de Gênes. Afin de masquer son mouvement de retraite, et conformément à un usage assez habituel des généraux autrichiens, il insulta deux fois, le 22 et le 26 mai, la tête du pont du Var. Il fut repoussé et eut 5 à 600 hommes hors de combat.

Le but de ces attaques était d'en imposer à Suchet, de lui masquer son véritable projet, et de l'empêcher de détacher une colonne, par la crête supérieure des Alpes, sur le col de Tende. Suchet ne fut instruit, que le 29, par le télégraphe du fort Montalban, de la retraite de son ennemi ; il passa sur-le-champ le pont, et entra à Nice, dans la journée. Les habitans envoyèrent une députation implorer sa clémence. Ils en avaient besoin ; leur conduite avait été mauvaise.

Les généraux Menard et Rochambeau marchèrent avec rapidité, par la chaussée de Nice à Turin, pour joindre la droite de l'ennemi ; ils rattrapèrent le temps perdu, et rencontrèrent, sur les hauteurs de Breglio, Braillo et Saorgio, les troupes du général Gorrup, qui formaient la droite autrichienne ; ils le débordèrent, le battirent, et l'obligèrent à se jeter du côté de la mer, abandonnant ainsi la route du col de Tende, dont ils s'emparèrent. Cependant le général Elsnitz avait conservé long-temps la volonté de se maintenir sur la Roya. Il venait de recevoir l'ordre de se rendre en toute hâte sur le Pô, par le col de Tende, ce qui ne lui était plus possible depuis la défaite du corps du général Gorrup. Il se décida à exécuter ce mouvement de retraite par le chemin de la Corniche. Arrivé à Oneille, il se porta sur Pieva, Ormea et Ceva. Cette marche était pleine de difficultés ; il l'exécuta avec bonheur. Son arrière-garde, attaquée à Pieva, éprouva un échec ; cependant, dans ce mouvement si difficile, il ne perdit que 1,500 à 2,000 hommes, quelques canons et quelques bagages.

Suchet arriva le 6 juin à Savone, il y fut rejoint par le général Gazan qui commandait les 8,500 hommes sortis de Gênes par terre. Il prit des cantonnemens sur la Bormida, et cerna la citadelle de Savone, qui avait garnison autrichienne. Du 29 mai au 6 juin, où les troupes françaises poussèrent l'ennemi avec la plus grande activité, elles firent de 1,500 à 2,000 prisonniers, et déployèrent, dans plusieurs combats, la plus grande intrépidité. Elles avaient un avantage inappréciable sur leur ennemi, la connaissance du pays : d'ailleurs les habitans leur étaient en tout favorables.

§ IX.

Après la bataille de Marengo, Suchet, ainsi qu'on le verra plus tard, eut ordre de se porter sur Gênes : il établit son quartier-général à Conegliano, entra dans la place le 24 juin, conformément à la convention d'Alexandrie ; cependant, dès le 20 juin, il signa une convention particulière avec le général Hohenzollern (voy. Pièces officielles). Aussitôt que le peuple génois ne sentit plus les angoisses de la famine, il revint à ses sentimens naturels. L'avidité des Anglais excitait vivement son indignation ; ils voulaient tout emporter. Ils convoitaient jusqu'aux marchandises en port franc. Il y eut des discussions vives, des voies de fait avec le peuple : plusieurs Anglais furent massacrés. Suchet, instruit de la conduite de l'amiral anglais, réclama les dispositions de la convention ; ce qui donna lieu à une correspondance curieuse entre lui et le général Hohenzollern, qui s'opposa à toutes les entreprises des Anglais, mit des gardes à l'arsenal et au port pour les empêcher de rien enlever : il se comporta avec honneur.

La première nouvelle de la reddition de Gênes fut apportée à Napoléon par quelques patriotes milanais réfugiés dans cette ville, et qui avaient regagné leur patrie par les montagnes ; ce ne fut que vingt-quatre heures plus tard qu'il en reçut la nouvelle officielle. Quand les Génois apprirent la victoire de Marengo, leur joie fut extrême ; leur patrie était délivrée. Ils s'associèrent sincèrement à la gloire de leurs alliés. Le parti oligarque rentra dans le néant. Les Anglais et les Autrichiens furent davantage en butte aux menaces et aux insultes de la populace ; le sang coula ; un régiment autrichien fut presque entièrement détrit. Hohenzollern fut obligé de s'adresser à Suchet pour demander justice et son intervention pour que, pendant le peu de jours qu'il avait à rester encore dans la place, jusqu'au moment désigné pour sa remise, le peuple restât tranquille. L'entrée de Suchet dans cette grande ville fut un triomphe : 400 demoiselles, habillées aux couleurs françaises et liguriennes, accueillirent l'armée. Le général Hohenzollern remplit tous ses engagemens ; l'escadre anglaise prit le large ; les Génois se livrèrent au regret de n'avoir pas tenu plus long-temps. Ils s'accusaient réciproquement d'avoir été pusillanimes ; d'avoir eu peu de confiance dans la destinée du premier magistrat de la France : car, s'ils eussent été assurés qu'il ne fallait plus souffrir que cinq à six jours, ils eussent encore trouvé la force de le faire.

Pendant que ces importans événemens se succédaient, Masséna débarquait à Antibes et y séjournait. Il arriva enfin à Milan, avant le départ de Napoléon pour retourner à Paris, et prit le commandement de la nouvelle armée d'Italie.

Remarques critiques.

Première observation. — MASSÉNA.— L'armée autrichienne était plus que double de l'armée française ; mais les positions que pouvait occuper celle-ci étaient tellement fortes, qu'elle eût dû triompher. Masséna fit une faute essentielle dans sa défense.

Les deux armées étaient séparées par les Alpes et l'Apennin, dont les Autrichiens occupaient le revers du côté de l'Italie, depuis le pied du col d'Argentières jusqu'à Bobbio ; les Français, la crête supérieure et tout le revers du côté de la mer : leur quartier-général était à Gênes. De Gênes à Nice il y a quarante lieues, tandis que la division Kninel, qui était en avant de Coni, n'était qu'à dix-huit lieues de Nice ; Oneille est à vingt lieues de Gênes. La division autrichienne qui occupait le Tanaro, n'est qu'à neuf lieues ; Savone est à dix lieues de Gênes : la division qui occupait la Bormida n'était qu'à trois lieues de Savone. L'armée autrichienne était plus nombreuse ; elle prenait l'offensive ; elle avait l'initiative, et elle pouvait arriver à Nice, à Oneille, à Savone, avant le quartier-général français. Le pays de Gênes à Nice est appelé du nom de rivière, à cause de son peu de largeur : ce pays est compris entre la crête des Apennins et la mer ; par rapport à sa longueur, c'est un boyau qui n'a pas assez de profondeur et de largeur, pour être défendu dans toute cette longueur. Il fallait donc opter, ou porter son quartier-général à Nice, en mettant la défensive sur la crête supérieure d'Argentières à Tende, de là au Tanarello, à la Taggia ou à la Roya, ou bien concentrer la défense autour de Gênes : ce dernier parti était conforme au plan de campagne du premier consul. Gênes est une très grande ville qui offre beaucoup de ressources ; c'est une place forte ; elle est en outre couverte par la petite place de Gavi, et a, sur son flanc gauche, la citadelle de Savone. Ce parti une fois adopté, le général Masséna eût dû agir comme s'il eût été général de la république ligurienne, et que son unique objet fût d'en défendre la capitale. La division de 3 à 4,000 hommes qu'il laissa dans Nice, et pour l'observation des cols, était suffisante. Le général Masséna ne sut pas opter ; il voulut conserver les communications de son armée avec Nice et avec Gênes : cela était impossible ; il fut coupé. Il eût dû placer son armée d'une des trois manières suivantes :

1° Donner au général Suchet, qui commandait la gauche, 14,000 hommes, et l'établir avec ses principales forces sur les hauteurs de Monte-Legino, en les couvrant de retranchemens ; observer Settépani, la tour de Melogno, la Madone di Neve, Saint-Jacques, Cadibone, par des colonnes mobiles ; retirer toute l'artillerie des forts de Vado ; donner au lieutenant-général Soult, qui commandait le centre, 10,000 hommes pour défendre la Bocchetta et le Monte-Fayale ; donner au général Miollis, qui commandait la droite, 3,000 hommes, qui se seraient retranchés derrière le torrent de Sturt, sur Monte-Ratti et Monte-Faccio. Enfin, garder 7,000 hommes de réserve dans la ville. L'attaque de Monte-Legino, de la Bocchetta, de Monte-Faccio eût été difficile ; l'ennemi, obligé de se diviser en un grand nombre de colonnes, eût pu être attaqué et battu en détail ; au lieu de vingt lieues d'étendue qu'avait la position qu'occupa Masséna, celle-ci n'en

aurait eu que dix : l'armée ennemie eût coupé la route de la Corniche, eût tourné toute l'armée par sa gauche ; elle se fût emparée de Saint-Jacques, de Cadibone, de Vado ; mais l'armée française fût restée entière et concentrée. Lorsque sa gauche aurait été forcée sur les hauteurs de Monte-Legino, elle se fût repliée sur Monte-Fayale, sous le canon de Voltri, et enfin sur Gênes.

2° Ou placer la gauche sur Voltri, à la Madone dell' Aqua, le centre derrière la Bocchetta, et la droite derrière la Sturla. Cette ligne, beaucoup moins étendue, pouvait être occupée par beaucoup moins de troupes ; les fortifications eussent pu être faites avec plus de soin ; plus de moitié de l'armée eût pu être tenue en réserve aux portes de Gênes. Masséna eût pu prendre l'offensive par la rivière du Levant, par la vallée de Bisogno, par la Bocchetta, par les montagnes de Sassello, par la rivière du Ponent, et écraser les colonnes ennemies, obligées de se diviser dans ce pays difficile.

3° Ou occuper, sur les hauteurs de Gênes, un camp retranché, menaçant l'Italie ; en appuyer les flancs à deux forts de campagne, en couvrir le front par des redoutes et une centaine de pièces de canon, non attelées, indépendamment de l'équipage de campagne ; enfin tenir une réserve, en garnison, à Gênes. Une armée française de 30,000 hommes, commandée par Masséna, placée dans cette formidable position, n'aurait pu être forcée par une armée de 60,000 Autrichiens. Si Mélas respectait cette armée, et manœuvrait pour la couper de Nice, cela n'était d'aucune conséquence ; Masséna fût entré en Piémont. Si Mélas eût manœuvré sur Gênes, les places de Gavi et de Seravale, la nature du terrain, ne lui eussent pas permis, ou eussent offert des occasions avantageuses de prendre l'initiative de tomber sur le flanc de l'armée ennemie, et de la défaire.

Deuxième observation. 1° Gênes a ouvert ses portes lorsqu'elle était sauvée. Le général Masséna savait que l'armée de secours était arrivée sur le Pô : il était assuré qu'elle n'avait éprouvé depuis aucun échec, car l'ennemi se fût empressé de le lui faire connaître. Quand César assiégea Alise, il la bloqua avec tant de soin, que cette place n'eut aucune nouvelle de ce qui se passait au dehors. L'époque où l'armée de secours avait promis d'arriver, était passée ; le conseil des Gaulois s'assembla sous la présidence de Vercingentorix ; Crotogno se leva, et dit : « Vous n'avez pas de » nouvelles de votre armée de se- » cours ; mais César ne vous en » donne-t-il pas tous les jours ? Croyez- » vous qu'il travaillerait, avec tant » d'ardeur, à élever retranchemens » sur retranchemens, s'il ne craignait » l'armée que les Gaulois ont réunie, » et qui s'approche ? ayez donc de la » persévérance, vous serez sauvé. » Effectivement, l'armée gauloise arriva forte de 20,000 hommes, et attaqua les légions de César.

2° La proposition admise par le général Ott et l'amiral Keith, de permettre à la garnison de sortir de la ville, avec ses armes, et sans être prisonnière de guerre, n'était-elle pas aussi explicative qu'une lettre même de Napoléon, qui eût annoncé son approche ? Quand cette base fut acceptée par l'ennemi, quand il insista pour que la garnison se rendît à Nice, par mer, ne décelait-il pas la position critique dans laquelle il se trouvait ?

Masséna eût dû rompre alors, bien certain que, sous quatre ou cinq jours, il serait débloqué ; par le fait, il l'eût été douze heures après. Les généraux ennemis savaient l'extrême disette qui régnait dans la ville : ils n'eussent jamais accordé la capitulation, à l'armée française, d'en sortir, sans être prisonnière de guerre, si déjà l'armée de secours n'eût été proche et en position de faire lever le siége.

3° 5,500 hommes de la garnison sortirent de la ville de Gênes, par terre, mais sans canons. Masséna s'embarqua avec vingt pièces de canon de campagne, 1,500 hommes, et débarqua à Antibes. Il laissa 1,500 hommes, dans la ville, pour garder ses malades: son devoir était de partager le sort de ces troupes; et il devait bien comprendre l'intérêt que mettait l'ennemi à l'en séparer. Effectivement, les troupes ne furent pas plus tôt arrivées à Voltri, qu'elles apprirent l'approche de l'armée de secours et du corps de Suchet, à Finale. Si Masséna eût été à leur tête, il eût renforcé Suchet, marché sur le champ de bataille de Marengo. Sa conduite, dans cette dernière circonstance, n'est point à imiter. C'est une faute bien fâcheuse, et qui eut des suites funestes ; ses motifs sont encore inconnus. On a beaucoup parlé des flatteries que les généraux ennemis lui prodiguèrent pendant les conférences ; mais elles eussent dû accroître sa méfiance. Lorsque Napoléon voulait accréditer le général autrichien, Provera, officier très médiocre, il le loua beaucoup, et parvint à en imposer à la cour de Vienne qui le remploya de nouveau. Il fut repris plus tard à la Favorite. Lorsque le général français qui commandait à Mantoue, rendit cette place, le feld-maréchal Kray lui fit cadeau d'un drapeau, en vantant beaucoup sa valeur. Les louanges des ennemis sont suspectes ; elles ne peuvent flatter un homme d'honneur, que lorsqu'elles sont données après la cessation des hostilités.

A Dieu ne plaise que l'on veuille comparer le héros de Rivoli et de Zurich à un homme sans énergie et sans caractère. Masséna était éminemment noble et brillant au milieu du feu et du désordre des batailles : le bruit du canon lui éclaircissait les idées, lui donnait de l'esprit, de la pénétration et de la gaîté.

On a fort exagéré le mauvais état de l'armée d'Italie; le mal avait été grand, mais il avait été en grande partie, réparé pendant février, mars et avril. On a dit que l'armée n'avait que 25,000 hommes : elle était de 40,000 hommes sous les armes, depuis le Var à Gênes; et, en outre, la garde nationale de Gênes était dévouée, formée de la faction démocratique, et passionnément attachée à la France. Il y avait aussi, à Gênes, beaucoup de patriotes, d'Italiens réfugiés, qui furent formés en bataillon.

Au moment de la reddition de Gênes, il s'y trouvait 12,000 Français sous les armes; 3,000 Italiens, Liguriens ou Sardes, qui ne suivirent pas l'armée ; il y avait 6,000 hommes dans les hôpitaux : Suchet avait, à son arrivée à Savone, 10,000 hommes. C'était donc 25,000 hommes qui restaient sous les armes, de cette armée qui avait perdu en morts, blessés ou prisonniers, ou évacués sur la France, 17,000 hommes.

Le 6 prairial, le chef d'escadron, Franceschi, aide-de-camp du général Soult, envoyé par le général Masséna, au premier consul, dans les premiers jours de floréal,

arrive et apporte les dépêches de Bonaparte, qui donnent lieu à la notice suivante, transmise officiellement et de suite à l'armée et au gouvernement ligurien.

« Un des officiers que j'ai envoyés près du premier consul, à Paris, est revenu cette nuit.

» Il a laissé le général Bonaparte descendant le grand Saint-Bernard, et ayant avec lui le général Carnot, ministre de la guerre.

» Le général Bonaparte me mande que, du 28 au 30 floréal, il sera arrivé, avec toute son armée, à Yvrée, et que de là, il marchera, à grandes journées, sur Gênes.

» Le général Lecourbe fait, en même temps, son mouvement sur Milan, par la Valteline.

» L'armée du Rhin a obtenu de nouveaux avantages sur l'ennemi ; elle a remporté une victoire décisive à Biberach; elle a fait beaucoup de prisonniers, et a dirigé sa marche sur Ulm.

» Le général Bonaparte, à qui j'ai fait connaître la conduite des habitans de Gênes, me témoigne toute la confiance qu'il a eu eux, et m'écrit : « Vous êtes dans une position difficile ; mais ce qui me rassure, c'est que vous êtes dans Gênes. » Cette ville dirigée par un excellent esprit, et éclairée sur ses véritables intérêts, trouvera bientôt, dans sa délivrance, le prix des sacrifices qu'elle a faits.

» *Signé*, MASSÉNA. »

« SOLDATS,

» Les rapports qu'on me fait m'annoncent que votre patience et votre courage s'éteignent, qu'il s'élève quelques plaintes et quelques manœuvres dans vos rangs, que quelques-uns d'entre vous désertent à l'ennemi, et qu'il se forme des complots pour exécuter, en troupes, des desseins aussi lâches.

» Je dois vous rappeler la gloire de votre défense dans Gênes, et ce que vous devez à l'accomplissement de vos devoirs, à votre honneur et à votre délivrance, qui ne tient plus qu'à quelques jours de persévérance.

» Que la conduite de vos généraux et de vos chefs soit votre exemple : voyez-les partager vos privations, manger le même pain et les mêmes alimens que vous; songez encore que, pour assurer votre subsistance, il faut veiller le jour et la nuit. Vous souffrez de quelques besoins physiques ; ils souffrent ainsi que vous, et ont, de plus, les inquiétudes de votre position. N'auriez-vous fait, jusqu'à ce jour, tant de sacrifices, que pour vous abandonner à des sentimens de faiblesse ou de lâcheté ? cette idée doit révolter des soldats français.

» Soldats, une armée, commandée par Bonaparte, marche à nous; il ne faut qu'un instant pour nous délivrer ; et, cet instant perdu, nous perdrions avec lui tout le prix de nos travaux, et un avenir de captivité et de privation bien plus amère s'ouvrirait devant vous.

» Soldats, je charge vos chefs de vous rassembler, et de vous lire cette proclamation ; j'espère que vous ne donnerez pas à ces braves, si respectables par leur vertu, et dont le sang a coulé si souvent, en combattant à votre tête ; à ces braves qui ont toute mon estime, et qui méritent toute votre confiance, la douleur de m'entretenir de nouvelles plaintes, et à moi celle de punir.

» L'honneur et la gloire furent toujours les plus puissans aiguillons des soldats français, et vous prouverez encore que vous êtes dignes de ce titre respectable.

» Cette proclamation sera mise à l'ordre, et lue à la tête des compagnies.

» *Signé*, MASSÉNA. »

SUCHET, *lieutenant du général en chef*,

Aux habitans de la Ligurie.

« Au quartier général de Conegliano, le 5 messidor an VIII de la république.

» LIGURIENS,

» La célèbre bataille de Marengo vient d'entraîner la conclusion d'une convention entre les généraux en chef Berthier et Mélas, approuvée par le premier consul Bonaparte. Elle porte en substance : « Qu'il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée impériale et celle de la république française, en Italie, jusqu'à la réponse de Vienne ; que les hostilités ne pourront recommencer sans s'être prévenus dix jours à l'avance.

» Que l'armée autrichienne se retirera derrière l'Oglio et sur la rive gauche du Pô; que les Français prendront de suite possession des places de Tortone, d'Alexandrie,

du château de Milan, de la citadelle de Turin, de Pizzighottone, d'Arona et de Plaisance; et que la place de Coni, les forteresses de Ceva et Savone, la ville de Gênes, seront remises à l'armée française, du 16 au 24 juin, ou 27 prairial an 5 messidor.

» Le fort Urbin, le 26 juin, ou 7 messidor.

» Que les individus qui auraient été arrêtés dans la république cisalpine, pour opinions politiques, et qui se trouveraient encore dans les forteresses occupées par les troupes impériales, seront sur-le-champ relâchés.

» Qu'aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques.

» Chargé par le général en chef Masséna, de conduire les troupes françaises dans votre capitale, j'y entre avec la ferme volonté de faire respecter les personnes et les propriétés, de protéger votre culte et ses ministres, d'empêcher toute vengeance particulière....

» Habitans des vallées de Fontana-Bona, de la Polcevera et de Bisagno, retournez dans le sein de vos familles; allez cueillir vos moissons, déposez des armes que vos pères n'aussent jamais tournées contre des Français; et désormais soumettez-vous aux lois; méfiez-vous de ces brigands sans patrie, qui ont troublé votre repos et égaré vos bras: le général en chef vous promet oubli du passé.

» Peuple de la Ligurie, le génie du premier consul, Bonaparte, de ce héros du monde, veille désormais sur les destinées de l'Italie. Encore une fois, la victoire fidèle à ses armes, vient de lui en ouvrir les portes: il y fixera le bonheur et sans doute la paix. La Liguria entière sera libre sous peu de jours. Que le bienfait qui vous est encore offert par une nation généreuse, soit apprécié et vous rende à toutes vos vertus.

» Habitans de Gênes, la paix est prête à cicatriser toutes vos plaies: les ravages de la guerre, les souffrances d'un blocus qui vous honore, seront bientôt oubliés.

» Le général en chef Masséna, les soldats qu'il commande, et qui ont déployé, sous nos yeux, tant de bravoure et de fermeté, ont partagé vos privations, ont été témoins de vos souffrances; ils le publient déjà à l'Europe étonnée de votre constance.

» Ne vous alarmez pas, Liguriens, des mesures de ces insulaires accoutumés à violer tous les traités, qui n'ont pour dieu que le crime, et pour but, que ruine et destruction. La victoire et les Français vous offrent et vous assurent l'abondance: les plaines du Piémont, celles de la Cisalpine, sont chargées d'une récolte superbe. Encore quelques jours, et la rage des Anglais sera, de nouveau, aussi impuissante que leurs tentatives sur le continent méprisées.

» *Signé*, LOUIS-GABRIEL SUCHET. »

KELLERMAN, *général de brigade*,

Au général Dupont, chef de l'état-major général.

« Au quartier général, le 3 messidor au VIII.

» MON GÉNÉRAL,

» Je m'empresse de vous rendre compte que la ville de Gênes ne sera évacuée que le 24 du courant. J'ai vu le général Hohenzollern, qui m'a dit avoir reçu de M. de Mélas ordre de remettre la ville et les forts de Gênes aux troupes françaises, avec les munitions et artillerie convenues, le 24 juin, à quatre heures du matin. Il m'a assuré, d'une manière à n'en pas douter, que les ordres qu'il avait reçus seraient exécutés par lui, avec toute l'exactitude et la loyauté possibles, quoiqu'il ne se soit pas caché du mécontentement qu'il éprouve de la convention, dont Mélas ne lui a pas donné connaissance.

» Vous pouvez donc être tranquille sur son compte, ainsi que sur celui des Anglais qui, dès hier, étaient prêts à mettre à la voile, mais qui s'en vont de fort mauvaise humeur: ils avaient la prétention de s'emparer de toutes les munitions et de l'artillerie; mais le général Hohenzollern s'y est opposé, et a même fait marcher deux bataillons pour l'empêcher. Nous ne pouvons que nous louer de sa franchise et de sa loyauté, et les Génois eux-mêmes n'ont en contre lui aucun motif de plaintes.

» Les Anglais enlèvent tout le grain qui n'est pas débarqué; soixante mille charges de blé vont sortir de Gênes, pour retourner à Livourne, quoique les négocians aient

offert six francs de gratification par charge. Cette fois, le dépit des Anglais l'a emporté sur leur cupidité; et lord Keith a déclaré qu'il allait recommencer, plus strictement que jamais, le blocus du port et de la rivière, pour se venger sur cette ville innocente de nos victoires.

» Hier, le général Willot s'est embarqué avec un corps formé de quelques aventuriers, et payé par l'Angleterre. Pichegru était attendu incessamment : c'est du comte de Bussy que je le tiens. Gênes a été imposée à un million de contributions, et a déjà payé deux cent mille francs.

» La ville a cruellement souffert, et cependant elle a conservé da l'attachement pour les Français. Dès que la convention a été connue, le peuple a voulu reprendre la cocarde; il en est résulté quelques rixes qui ont été apaisées : la cocarde a été permise aux officiers de ligne.

» Salut et respect.

» *Signé*, KELLERMAN. »

CONVENTION

Faite pour l'occupation de la ville de Gênes et de ses forts, le 5 messidor an VIII, ou 24 juin 1800, conformément au traité fait entre les généraux en chef Berthier et Mélas.

Les commissaires et officiers, munis d'ordres du général Suchet, pourront entrer demain à huit heures.

— Convenu.

Les forts extérieurs seront occupés par les troupes françaises, à trois heures du soir.

— Convenu.

Les trois ou quatre cents malades, qui ne sont pas transportables, auront les mêmes soins que ceux des troupes françaises.

— Convenu.

La flotille restera dans le port jusqu'à ce que les vents lui permettent de sortir : elle sera neutre jusqu'à Livourne.

— Convenu.

A quatre heures du matin, le 5 messidor (24 juin), M. le comte Hohenzollern sortira avec la garnison.

— Convenu.

Les dépêches, les transports de recrues et de bœufs, qui arriveront après le départ, seront libres de suivre l'armée autrichienne.

— Convenu.

Sur la demande de M. le général comte de Hohenzollern, il ne sera point rendu d'honneurs à sa troupe.

— Convenu.

Signé, le comte DE BUSSY, général-major, fondé de pouvoir de M. le comte de Hohenzollern.

Conegliano, le 3 messidor, an VIII de la république française, ou 22 juin 1800.

Pour copie conforme:

Le lieutenant-général, *signé*, L. G. SUCHET.

NÉGOCIATION

Pour l'évacuation de Gênes, par l'aile droite de l'armée française, entre le vice-amiral lord Keith, commandant en chef la flotte anglaise; le lieutenant-général baron d'Ott, commandant le blocus; et le général en chef Masséna.

Art. 1er. L'aile droite de l'armée française, chargée de la défense de Gênes, le général en chef et son état-major, sortiront, avec armes et bagages, pour aller rejoindre le centre de ladite armée.

Réponse : *L'aile droite chargée de la défense de Gênes, sortira au nombre de huit mille cent dix hommes, et prendra la route de terre pour aller, par Nice, en France : le reste sera transporté par mer à Antibes. L'amiral Keith s'engage à fournir à cette troupe la subsistance en biscuits, sur le pied de la troupe anglaise. Par contre, tous les prisonniers autrichiens, faits dans la rivière de Gênes, par l'armée de Masséna, dans la présente année, seront rendus en masse. Se trouvent exceptés ceux déjà échangés au terme d'à présent; au surplus, l'article premier sera exécuté en entier.*

2. Tout ce qui appartient à ladite aile droite, comme artillerie et munitions en tous genres, sera transporté par la flotte anglaise, à Antibes, ou au golfe de Jouan.

Réponse : *Accordé*

3. Les convalescens et ceux qui ne sont pas en état de marcher, seront transportés par mer jusqu'à Antibes, et nourris ainsi qu'il est dit dans l'article premier.

Réponse : *Ils seront transportés par la flotte anglaise, et nourris.*

4. Les soldats français, restés dans les hôpitaux de Gênes, y seront traités comme les Autrichiens ; à mesure qu'ils seront en état de sortir, ils seront transportés ainsi qu'il est dit dans l'article premier.

Réponse : *Accordé.*

5. La ville de Gênes, ainsi que son port, seront déclarés neutres : la ligne qui déterminera sa neutralité, sera fixée par les parties contractantes.

Réponse : *Cet article roulant sur des objets purement politiques, il n'est pas au pouvoir des généraux des troupes alliées, d'y donner un assentiment quelconque. Cependant les soussignés sont autorisés à déclarer que S. M. l'empereur, s'étant déterminée à accorder, aux habitans de Gênes, son auguste protection, la ville de Gênes peut être assurée que tous les établissemens provisoires, que les circonstances exigeront, n'auront d'autre but que la félicité et la tranquillité publiques.*

6. L'indépendance du peuple ligurien sera respectée ; aucune puissance, actuellement en guerre avec la république ligurienne, ne pourra opérer aucun changement dans son gouvernement.

Réponse : *Comme à l'article précédent.*

7. Aucun Ligurien, ayant exercé ou exerçant encore des fonctions publiques, ne pourra être recherché pour ses opinions politiques.

Réponse : *Personne ne sera molesté pour ses opinions, ni pour avoir pris part au gouvernement précédent, à l'époque actuelle.*

Les perturbateurs du repos public, après l'entrée des Autrichiens dans Gênes, seront punis conformément aux lois.

8. Il sera libre aux Français, Génois, et aux Italiens domiciliés ou réfugiés à Gênes, de se retirer avec ce qui leur appartient, soit argent, marchandises, meubles, ou tels autres effets, soit par la voie de mer ou par celle de terre, partout où ils le jugeront convenable : il leur sera délivré, à cet effet, des passeports, lesquels seront valables pour six mois.

Réponse : *Accordé.*

9. Les habitans de la ville de Gênes seront libres de communiquer avec les deux rivières, et de continuer de commercer librement.

Réponse : *Accordé d'après la réponse à l'article 5.*

10. Aucun paysan armé ne pourra entrer, ni individuellement, ni en corps, à Gênes.

Réponse : *Accordé.*

11. La population de Gênes sera approvisionnée dans le plus court délai.

Réponse : *Accordé.*

12. Les mouvemens de l'évacuation de la troupe française, qui doivent avoir lieu, conformément à l'article premier, seront réglés, dans la journée, avec le chef de l'état-major des armées respectives.

Réponse : *Accordé.*

13. Le général autrichien, commandant à Gênes, accordera toutes les gardes et escortes nécessaires pour la sûreté des embarcations des effets appartenant à l'armée française.

Réponse : *Accordé.*

14. Il sera laissé un commissaire français, pour le soin des blessés malades, et pour surveiller leur évacuation : il sera nommé un autre commissaire des guerres, pour assurer, recevoir et distribuer les subsistances de la troupe française, soit à Gênes, soit en marche.

Réponse : *Accordé.*

15. Le général Masséna enverra en Piémont, ou partout ailleurs, un officier au général Bonaparte, pour le prévenir de l'évacuation de Gênes : il lui sera fourni passeport et sauve-garde.

Réponse : *Accordé.*

16. Les officiers de tous grades de l'armée du général en chef Masséna, faits prisonniers de guerre depuis le commencement de la présente année, rentreront en France sur parole, et ne pourront servir qu'après leur échange.

Réponse : *Accordé.*

ARTICLES ADDITIONNELS.

La porte de la Lanterne, où se trouve le

pont-levis, et l'entrée du port, seront remises à un détachement de la troupe autrichienne, et à douze vaisseaux anglais, aujourd'hui 4 mai, à deux heures après-midi.

Immédiatement après la signature, il sera donné des ôtages de part et d'autre.

L'artillerie, les munitions, plans et autres effets militaires, appartenant à la ville de Gênes et à son territoire, seront remis fidèlement, par les commissaires français, aux commissaires des troupes alliées.

Fait double sur le pont de Conegliano, le 4 mai 1800.

Signé, B. D'OTT, lieutenant-général;

KEITH, vice-amiral, commandant en chef.

MARENGO.

Armée de réserve. — Départ du premier consul. Revue de Dijon. — Le quartier-général à Genève. Lausanne. — Passage du Saint-Bernard. — L'armée française passe la Sésia, la Trebbia. Entrée à Milan. — Position de l'armée française, lorsqu'elle apprend la prise de Gênes. — Combat de Montebello. — Arrivée du général Desaix au grand quartier-général. — Bataille de Marengo. — Armistice de Marengo. — Gênes remise aux Français. — Retour du premier consul en France.

§ Ier.

Le 7 janvier 1800, un arrêté des consuls ordonna la formation d'une armée de réserve. — Un appel fut fait à tous les anciens soldats, pour venir servir la patrie sous les ordres du premier consul. Une levée de 30,000 conscrits fut ordonnée pour recruter cette armée. Le général Berthier, ministre de la guerre, partit de Paris, le 2 avril, pour la commander; car les principes de la constitution de l'an VIII, ne permettaient pas au premier consul d'en prendre de lui-même le commandement. La magistrature consulaire étant essentiellement civile, le principe de la division des pouvoirs et de la responsabilité des ministres, ne voulait pas que le premier magistrat de la république commandât immédiatement en chef une armée; mais aucune disposition, comme aucun principe, ne s'opposait à ce qu'il y fût présent. Dans le fait, le premier consul commanda l'armée de réserve, et Berthier, son major-général, eut le titre de général en chef.

Aussitôt que l'on eut des nouvelles du commencement des hostilités, en Italie, et de la tournure que prenaient les opérations de l'ennemi, le premier consul jugea indispensable de marcher directement au secours de l'armée d'Italie; mais il préféra déboucher par le grand Saint-Bernard, afin de tomber sur les derrières de l'armée de Mélas, enlever ses magasins, ses parcs, ses hôpitaux, et enfin lui présenter la bataille, après l'avoir coupé de l'Autriche. La perte d'une seule bataille devait entraîner la perte totale de l'armée autrichienne, et opérer la conquête de toute l'Italie. Un pareil plan exigeait, pour son exécution, de la célérité, un profond secret, et beaucoup d'audace : le secret était le plus difficile à conserver; comment tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autriche le mouvement de l'armée? Le moyen que le premier consul jugea le plus propre, fut de le divulguer lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devînt un objet de raillerie par l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât toutes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. Il était nécessaire de donner aux observateurs et aux es-

MER ADRIATIQUE

ISTRIE

VÉNITIENS

ROMAGNE

Alpes Noriques

Klagenfurt

Villach

Trieste

Goritz

Gradisca

Adelsberg

Laybach

Udine

Campo Formio

Ospidaletto

Tolmezzo

Spilimberg

Bellune

Sacile

Conegliano

Trévise

Bassano

Padoue

Venise

Chioggia

Commachio

Ravenne

Forli

Cesena

Rimini

Pesaro

Urbin

S. Marin

Ancône

Loretto

Macerata

Arezzo

Imprimé par Mangeon



pions un point de direction précis : on déclara donc par des messages, au corps législatif, au sénat, et par des décrets, par la publication dans les journaux, et enfin par des intimations de toute espèce, que le point de réunion de l'armée de réserve était Dijon; que le premier consul en passerait la revue, etc. Aussitôt tous les espions et les observateurs se dirigèrent sur cette ville : ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un grand état-major sans armée; et dans le courant de ce mois, 5 à 6,000 conscrits et militaires retirés, dont même plusieurs estropiés consultaient plutôt leur zèle que leurs forces. Bientôt cette armée devint un objet de ridicule; et, lorsque le premier consul en passa lui-même la revue, le 6 mai, on fut étonné de n'y voir que 7 à 8,000 hommes, la plupart n'étant pas même habillés. On s'étonna comment le premier magistrat de la république quittait son palais pour passer une revue que pouvait faire un général de brigade. — Ces doubles rapports allèrent par la Bretagne, Genève, Bâle, à Londres, à Vienne et en Italie : l'Europe fut pleine de caricatures : l'une d'elles représentait un enfant de douze ans, et un invalide avec une jambe de bois : au bas on lisait : *Armée de réserve de Bonaparte*.

Cependant la véritable armée s'était formée en route; sous divers points de rendez-vous, les divisions s'étaient organisées. Ces lieux étaient isolés, et n'avaient point de rapports entre eux. —Les mesures conciliantes qui avaient été employées par le gouvernement consulaire, pendant l'hiver, jointes à la rapidité des opérations militaires, avaient pacifié la Vendée et la chouannerie.—Une grande partie des troupes qui composaient l'armée de réserve, avait été retirée de ce pays. Le directoire avait senti le besoin d'avoir à Paris plusieurs régimens pour sa garde, et pour comprimer les factieux. — Le gouvernement du premier consul étant éminemment national, la présence de ces troupes dans la capitale devenait tout-à-fait inutile : elles furent dirigées sur l'armée de réserve. — Bon nombre de ces régimens n'avaient pas fait la désastreuse campagne de 1799, et avaient tout entier le sentiment de leur supériorité et de leur gloire. — Le parc d'artillerie s'était formé avec des pièces, des caissons envoyés partiellement d'un grand nombre d'arsenaux et de places fortes. Le plus difficile à cacher, était le mouvement des vivres indispensables pour une armée qui doit faire un passage de montagnes arides, et où l'on ne peut rien trouver : l'ordonnateur Lambret fit confectionner à Lyon deux millions de rations de biscuits. On en expédia sur Toulon une centaine de mille, pour être envoyées à Gênes; mais dix-huit cent mille rations furent dirigées sur Genève, embarquées sur le lac, et débarquées à Ville-Neuve, au moment où l'armée y arrivait.

En même temps que l'on annonçait, avec la plus grande ostentation, la formation de l'armée de réserve, on faisait faire à la main des petits bulletins, où, au milieu de beaucoup d'anecdotes scandaleuses sur le premier consul, on prouvait que l'armée de réserve n'existait pas et ne pouvait pas exister; qu'au plus, on pourrait réunir 12 à 15,000 conscrits. On en donnait la preuve par les efforts qui avaient été faits, la campagne précédente, pour former les diverses armées qui avaient été battues en Italie, par ceux qu'on avait faits pour compléter cette formidable armée du Rhin; enfin, di-

sait-on, laisserait-on l'armée d'Italie si faible, si on avait pu la renforcer? L'ensemble de tous ces moyens de donner le change aux espions, fut couronné du plus heureux succès. On disait à Paris, comme à Dijon, comme à Vienne : « Il n'y a point d'armée de » réserve. » Au quartier-général de Mélas, on ajoutait : « L'armée de ré- » serve dont on nous menace tant, » est une bande de 7 à 8,000 conscrits » ou invalides, avec laquelle on espère » nous tromper pour nous faire quitter » le siége de Gênes. Les Français » comptent trop sur notre simplicité : » ils voudraient nous faire réaliser la » fable du chien qui quitte sa proie » pour l'ombre. »

§ II.

Le 6 mai 1800, le premier consul partit de Paris; il se rendit à Dijon pour passer, comme nous venons de le dire, cette revue des militaires isolés, et des conscrits qui s'y trouvaient. Il arriva à Genève le 8. Le fameux Necker qui était dans cette ville, brigua l'honneur d'être présenté au premier consul de la république française : il s'entretint une heure avec lui, parla beaucoup du crédit public, de la moralité nécessaire à un ministre des finances; il laissa percer, dans tout son discours, le désir et l'espoir d'arriver à la direction des finances de la France, et il ne connaissait pas même de quelle manière on faisait le service avec des obligations du trésor. Il loua beaucoup l'opération militaire qu'il voyait faire sous ses yeux. — Le premier consul fut médiocrement satisfait de sa conversation.

Le 13 mai, le premier consul passa à Lausanne la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve; c'était le général Lannes qui la commandait : elle était composée de six vieux régimens d'élite, parfaitement habillés, équipés et munis de tout. Elle se dirigea aussitôt sur Saint-Pierre; les divisions suivaient en échelons : cela formait une armée de 36,000 combattans, en qui l'on pouvait avoir confiance; elle avait un parc de quarante bouches à feu. Les généraux Victor, Loison, Vatrin, Boudet, Chambarlhac, Murat, Monnier, commandaient dans cette armée.

§ III.

Le premier consul avait préféré le passage du Grand-Saint-Bernard à celui du Mont-Cenis : l'un n'était pas plus difficile que l'autre. Il y a de Lausanne à Saint-Pierre, village au pied du Saint-Bernard, un chemin praticable pour l'artillerie; et depuis le village de Saint-Remi à Aoste, on trouve également un chemin praticable aux voitures. La difficulté ne consistait donc que dans la montée et dans la descente du Saint-Bernard : cette difficulté était la même pour le passage du Mont-Cenis; mais, en passant par le Saint-Bernard, on avait l'avantage de laisser Turin sur sa droite, et d'agir dans un pays plus couvert et moins connu, et où les mouvemens seraient plus cachés que sur la grande communication de la Savoie, où l'ennemi devait nécessairement avoir beaucoup d'espions. Le passage prompt de l'artillerie paraissait une chose impossible. On s'était pourvu d'un grand nombre de mulets; on avait fabriqué une grande quantité de petites caisses pour contenir les cartouches d'infanterie et les munitions des pièces. Ces caisses devaient être portées par les mulets, ainsi que des forges de mon-

tagne, de sorte que la difficulté réelle à vaincre était le transport des pièces. Mais on avait préparé à l'avance une centaine de troncs d'arbre, creusés de manière à pouvoir recevoir les pièces qui y étaient fixées par les tourillons : à chaque bouche à feu ainsi disposée, 100 soldats devaient s'atteler; les affûts devaient être démontés et portés à dos de mulets. Toutes ces dispositions se firent avec tant d'intelligence, par les généraux d'artillerie, Gassendy et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard; les troupes même se piquèrent d'honneur de ne point laisser leur artillerie en arrière, et se chargèrent de la traîner. Pendant toute la durée du passage, la musique des régimens se faisait entendre; ce n'était que dans les pas difficiles, que le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats. Une division entière aima mieux, pour attendre son artillerie, bivouaquer sur le sommet de la montagne, au milieu de la neige et d'un froid excessif, que de descendre dans la plaine, quoiqu'elle en eût le temps avant la nuit. Deux demi-compagnies d'ouvriers d'artillerie avaient été établies dans les villages de Saint-Pierre et de Saint-Remi, avec quelques forges de campagne, pour le démontage et le remontage de diverses voitures d'artillerie. On parvint à passer une centaine de caissons.

Le 16 mai, le premier consul alla coucher au convent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard, les 17, 18, 19 et 20 mai. Le premier consul passa lui-même le 20; il montait, dans le plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné par le prieur du convent, comme le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du premier consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge et à la simplicité des habitans des montagnes : il confia au premier consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le premier consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet, et le donna à ce paysan, pour le remettre à son adresse; ce billet était un ordre qui prescrivait diverses dispositions qui eurent lieu immédiatement après le passage, et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan; telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresser de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés.

Le premier consul s'arrêta une heure au couvent des hospitaliers, et opéra la descente à la Ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire. Le froid était encore vif; la descente du Grand-Saint-Bernard fut plus difficile pour les chevaux, que ne l'avait été la montée; néanmoins on n'eut que peu d'accidens. Les moines du couvent étaient approvisionnés d'une grande quantité de vins, pains, fromages; et en passant, chaque soldat recevait de ces bons religieux une forte ration.

Le 16 mai, le général Lannes, avec les sixième demi-brigade légère, vingt-huitième et quarante-quatrième de ligne, onzième, douzième régimens de hussards, et vingt-unième de chasseurs, arriva à Aoste, ville qui fut pour l'armée d'une grande ressource. Le 17, cette avant-garde arriva à Châtillon, où un corps autrichien de 4 à 5,000 hommes, que l'on avait cru suffisant pour défendre la vallée, était en posi-

tion ; il fut aussitôt attaqué et culbuté : on lui prit trois pièces et l'on fit quelques centaines de prisonniers.

L'armée française croyait avoir franchi tous les obstacles ; elle suivait une vallée assez belle, où elle retrouvait des maisons, de la verdure et le printemps, lorsque tout-à-coup elle fut arrêtée par le canon du fort de Bard.

Ce fort, entre Aoste et Ivrée, est situé sur un mamelon conique, et entre deux montagnes, à vingt-cinq toises l'une de l'autre ; à son pied coule le torrent de la Doria, dont il ferme absolument la vallée ; la route passe dans les fortifications de la ville de Bard, qui a une enceinte et est dominée par le feu du fort. Les officiers du génie, attachés à l'avant-garde, s'approchèrent pour reconnaître un passage, et firent le rapport qu'il n'en existait pas d'autre que celui de la ville. Le général Lannes ordonna, dans la nuit, une attaque pour tâter le fort; mais il était partout à l'abri d'un coup de main. Comme il arrive toujours, en pareille circonstance, l'alarme se communiqua rapidement dans toute l'armée, et reflua sur ses derrières. Des ordres même furent donnés pour arrêter le passage de l'artillerie sur le Saint-Bernard ; mais le premier consul, déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard : il gravit sur la montagne de gauche, le rocher Albaredo, qui domine à-la-fois et la ville et le fort, et bientôt reconnut la possibilité de s'emparer de la ville. Il n'y avait pas un moment à perdre : le 25, à la nuit tombante, la cinquante-huitième demi-brigade, conduite par le chef Dufour, escalada l'enceinte, et s'empara de la ville qui n'est séparée du fort que par le torrent de la Doria. Vainement, toute la nuit, il plut une grêle de mitraille, à une demi-portée de fusil, sur les Français qui étaient dans la ville : ils s'y maintinrent, et enfin, par considération pour les habitans, le feu du fort cessa.

L'infanterie et la cavalerie passèrent un à un par le sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravie le premier consul, et où jamais n'avait passé aucun cheval : c'était un sentier connu seulement des chevriers.

Les nuits suivantes, les officiers d'artillerie, avec une rare intelligence, et les canonniers, avec la plus grande intrépidité, firent passer leurs pièces par la ville. Toutes les précautions avaient été prises pour en cacher la connaissance au commandant du fort : le chemin avait été couvert de matelas et de fumier ; les pièces, couvertes de branchages et de paille, étaient traînées, à la bricole, dans le plus grand silence. On traversait ainsi un espace de plusieurs centaines de toises, à la portée de pistolet des batteries du fort. La garnison ne se doutant de rien, faisait cependant des décharges de temps en temps, qui tuèrent ou blessèrent bon nombre de canonniers ; mais cela ne ralentit en rien leur zèle : le fort ne se rendit que dans les premiers jours de juin. On était alors parvenu, avec des peines extrêmes, à monter plusieurs pièces sur l'Albaredo, d'où elles foudroyèrent les batteries du fort. S'il en eût fallu attendre la prise, pour faire passer l'artillerie, tout l'espoir de la campagne eût été perdu.

Cet obstacle fut plus considérable que celui du Grand-Saint-Bernard lui-même ; et cependant ni l'un ni l'autre ne retardèrent d'un seul jour la marche de l'armée. Le premier consul connaissait bien l'existence du fort de Bard ; mais tous les plans et tous les renseignemens à ce sujet, permet-

taient de le supposer facile à enlever. Cette difficulté, une fois surmontée, eut un effet avantageux. L'officier autrichien qui commandait le fort, expédia lettre sur lettre à Mélas, pour l'instruire qu'il voyait passer plus de 30,000 hommes au moins, 3 ou 4,000 chevaux, et un nombreux état-major; que ces masses se dirigeaient sur sa droite, par un escalier dans le rocher Albaredo; mais qu'il promettait que ni un caisson, ni une pièce d'artillerie, ne pourraient passer; qu'il pouvait tenir un mois, et qu'ainsi, jusqu'à cette époque, il n'était pas probable que l'armée française osât se hasarder en plaine, n'ayant pas encore reçu son artillerie. Lors de la reddition du fort, tous les officiers de la garnison furent étrangement surpris d'apprendre que toute l'artillerie française avait passé de nuit, à trente ou quarante toises de leurs remparts.

S'il eût été tout-à-fait impossible de faire passer l'artillerie par la ville de Bard, l'armée française aurait-elle repassé le Grand-Saint-Bernard? Non: elle aurait également débouché jusqu'à Ivrée, mouvement qui eût nécessairement rappelé Mélas de Nice. Elle n'avait rien à craindre, même sans artillerie, dans les excellentes positions que lui offrait l'entrée des gorges, d'où, protégeant le siége du fort de Bard, elle en eût attendu la prise. — Ce fort est tombé naturellement au pouvoir des Français, le 1er juin; mais il est probable qu'il eût été pris plus tôt, s'il avait arrêté le passage de l'armée, et qu'il en eût attiré tous les efforts, au lieu de ceux d'une brigade de conscrits commandés par le général Chabran, qui avait été laissée pour en faire le siége. Ce dernier corps avait passé par le Petit-Saint-Bernard.

Cependant, depuis le 12 mai, Mélas avait fait refluer des troupes sur Turin et renforcé les divisions qui gardaient la vallée d'Aoste et celle du Mont-Cénis; lui-même, de sa personne, était arrivé le 22 à Turin. Le même jour, le général Turreau, qui commandait sur les Alpes, attaqua avec 3,000 hommes le Mont-Cénis, s'en empara, fit des prisonniers, et prit position entre Suse et Turin: diversion qui inquiéta Mélas, et l'empêcha de porter tous ses efforts sur la Dora Baltéa.

Le 24, le général Lannes, avec l'avant-garde, arriva devant Ivrée; il y trouva une division de 5 à 6,000 hommes: depuis huit jours, on avait commencé l'armement de cette place et de la citadelle, quinze bouches à feu étaient déjà en batterie; mais sur cette division de 6,000 hommes, il y en avait 3,000 de cavalerie qui n'étaient pas propres à la défense d'Ivrée, et l'infanterie était celle qui avait été déjà battue à Châtillon. La ville, attaquée avec la plus grande intrépidité, d'un côté par le général Lannes et de l'autre par le général Vatrin, fut bientôt enlevée, ainsi que la citadelle, où l'on trouva de nombreux magasins de toutes espèces: l'ennemi se retira derrière la Chiusella, et prit position à Romano pour couvrir Turin, d'où il reçut des renforts considérables.

Le 26, le général Lannes marcha contre l'ennemi, il l'attaqua dans sa position; et, après un combat fort chaud, le culbuta et le rejeta en désordre sur Turin. L'avant-garde prit aussitôt la position de Chivasso, d'où elle intercepta le cours du Pô, et s'empara d'un grand nombre de barques chargées de vivres, de blessés, et enfin de toute l'évacuation de Turin. Le premier consul passa, le 28 mai, la revue de l'avant-garde à Chivasso, ha-

rangua les troupes, et distribna des éloges aux corps qui la composaient.

Cependant on disposa les barques prises sur le Pô pour la construction d'un pont; cette menace produisit l'effet qu'on en attendait : Mélas affaiblit les tronpes qui couvraient Turin sur la rive gauche, et envoya ses principales forces pour s'opposer à la construction du pont.

C'était ce que souhaitait le premier consul, afin de pouvoir opérer sur Milan sans être inquiété.

Un parlementaire autrichien, choisi parmi les officiers de l'armée antrichienne qui avaient l'honneur de connaître le premier consul, fut envoyé aux avant-postes par le général Mélas. Son étonnement fut extrême en voyant le premier consul si prés de l'armée autrichienne; cette nouvelle rapportée par cet officier à Mélas, le remplit de terreur et de confusion. Toute l'armée de réserve, avec son artillerie, arriva à Ivrée les 26 et 27 mai.

§ IV.

Le quartier-général de l'armée autrichienne était à Turin; mais la moitié des forces ennemies était devant Gênes, et l'antre moitié était supposée, et était effectivement en chemin pour venir par le col de Tende, renforcer les corps qui étaient à Turin. Dans cette circonstance, quel parti prendra le premier consul? marchera-t-il sur Turin, pour en chasser Mélas, se réunir avec Turreau et se trouver ainsi assuré de ses communications avec la France et ses arsenaux de Grenoble et de Briançon? jettera-t-il un pont à Chivasso, profitant des barques que la fortune a fait tomber en son pouvoir? et se dirigera-t-il à tire d'aile sur Gênes pour débloquer cette place importante? ou bien, laissant Mélas sur ses derrières, passera-t-il la Sésia, le Tésin, pour se porter sur Milan et sur l'Adda, faire sa jonction avec le corps de Moncey, composé de 15,000 hommes, qui venaient de l'armée du Rhin, et qui avaient débouché par le Saint-Gothard?

De ces trois partis, le premier était contraire aux vrais principes de la guerre, puisque Mélas avait des forces assez considérables avec lui : l'armée française courait donc la chance de livrer une bataille, n'ayant pas de retraite assurée ; le fort de Bard n'étant pas encore pris. D'ailleurs, si Mélas abandonnait Turin et se portait snr Alexandrie, la campagne était manquée, chaque armée se trouvait dans une position naturelle : l'armée française appuyée au Mont-Blanc et au Dauphiné; et celle de Mélas aurait eu sa gauche à Gênes : et derrière elle les places de Mantoue, Plaisance et Milan.

Le deuxiéme parti ne paraissait pas praticable : comment s'aventurer au milieu d'une armée aussi puissante que l'armée autrichienne, entre le Pô et Gênes, sans avoir aucune ligne d'opération, aucune retraite assurée?

Le troisiéme parti, au contraire, offrait tous les avantages : l'armée française, maîtresse de Milan, on s'emparait de tous les magasins, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux de l'armée ennemie; on se joignait à la gauche que commandait le général Moncey; on avait une retraite assurée par le Simplon et le Saint-Gothard. Le Simplon conduisait sur le Valais et sur Sion, où l'on avait dirigé tous les magasins de vivres pour l'armée. Le Saint-Gothard conduisait sur la Suisse, dont nous étions en possession depuis deux ans, et que couvrait l'armée du

Rhin alors sur l'Iller? Dans cette position, le général français pouvait agir selon sa volonté : Mélas marchait-il avec son armée réunie de Turin, sur la Sésia et le Tésin; l'armée française pouvait lui livrer bataille avec l'immense avantage que, si elle était victorieuse, Mélas, sans retraite, serait poursuivi et jeté en Savoie; et, dans le cas où l'armée française serait battue, elle se retirait par le Simplon et le Saint-Gothard. Si Mélas, comme il était naturel de le supposer, se dirigeait sur Alexandrie pour s'y réunir à l'armée qui venait de Gênes, on pouvait espérer, en se portant à sa rencontre, en passant le Pô, de le prévenir et de lui livrer bataille. L'armée française, ayant ses derrières assurés sur le fleuve et Milan, le Simplon et le Saint-Gothard; tandis que l'armée autrichienne, ayant sa retraite coupée, et n'ayant aucune communication avec Mantoue et l'Autriche, serait exposée à être jetée sur les montagnes de la rivière du Ponent, et entièrement détruite ou prise au pied des Alpes, au col de Tende et dans le comté de Nice. Enfin, en adoptant le troisième parti, si une fois maître de Milan, il convenait au général français de laisser passer Mélas, et de rester entre le Pô, l'Adda et le Tésin, il avait ainsi, sans bataille, reconquis la Lombardie et le Piémont, les Alpes maritimes, la rivière de Gênes, et fait lever le blocus de cette ville : c'étaient des résultats assez beaux.

Un corps de 2,000 Italiens réfugiés, commandé par le général Lecchi, s'était porté, le 21 mai, de Châtillon sur la haute Sésia. Ce corps eut un combat avec la légion de Rohan, la battit, et vint prendre position aux débouchés du Simplon, dans la vallée de Domo-d'Ossola, afin d'assurer les communications de l'armée par le Simplon.

Le 27, le général Murat se dirigea sur Verceil et passa la Sésia.

Le 31 mai, le premier consul se porta rapidement sur le Tésin; les corps d'observation, que le général Mélas avait laissés contre les débouchés de la Suisse, et les divisions de cavalerie et d'artillerie qu'il n'avait pas menées avec lui au siége de Gênes, se réunirent pour défendre le passage du fleuve et couvrir Milan. Le Tésin est extrêmement large et rapide.

L'adjudant-général Girard, officier du plus haut mérite et de la plus rare intrépidité, passa le premier le fleuve. Le combat fut chaud toute la journée sur la rive gauche. L'armée française n'avait pas de pont, elle passait sur quatre nacelles : mais comme le pays est très coupé et boisé, et que l'on était favorisé par la position du Naviglio de Milan, la cavalerie ennemie ne s'engagea qu'avec répugnance sur un tel terrain.

Le 2 juin, le premier consul entra dans Milan; il fit aussitôt cerner la citadelle. Le général Lannes, avec l'avant-garde, s'était mis en marche forcée le 30; et, laissant un corps d'observation sur la gauche de la Dora Baltéa, et une garnison dans Ivrée, il marcha en toute hâte sur Pavie, où il entra le 1er juin. Il y trouva des magasins considérables et deux cents bouches à feu, dont trente de campagne.

Cependant, le 4, la division Duhesme entra à Lodi; le 15, elle cerna Pizzighitone, sa cavalerie légère occupa Crémone; l'alarme fut bientôt dans Mantoue, désapprovisionnée et sans garnison. Le corps de Moncey, avec 15,000 hommes de l'armée du Rhin, arriva à Belinzona le 31 mai.

On se peindrait difficilement l'éton-

nement et l'enthousiasme des Milanais, en voyant arriver l'armée française : le premier consul marchait avec l'avant-garde, de sorte qu'une des premières personnes qui s'offrit aux regards des Milanais, que l'enthousiasme et la curiosité faisaient arriver par tous les chemins détournés au-devant de l'armée française, fut le général Bonaparte. Le peuple de Milan ne voulait pas le croire : on avait dit qu'il était mort dans la mer Rouge, et que c'était un de ses frères qui commandait l'armée française.

Du 2 au 8 juin, c'est-à-dire, pendant six jours, le premier consul fut occupé à recevoir les députations, et à se montrer aux peuples accourus de tous les points de la Lombardie, pour voir leur libérateur. Le gouvernement de la république cisalpine fut réorganisé; mais un grand nombre des plus chauds patriotes italiens gémissaient dans les cachots de l'Autriche. Le premier consul adressa à l'armée la proclamation suivante :

ARMÉE DE RÉSERVE.

Milan, le 17 prairial an VIII.

LE PREMIER CONSUL A L'ARMÉE.

Soldats!

Un de nos départemens était au pouvoir de l'ennemi; la consternation était dans tout le midi de la France.

La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahie.

La république cisalpine, anéantie dès la campagne passée, était devenue le jouet du grotesque régime féodal.

Soldats! vous marchez..... et déjà le territoire français est délivré! La joie et l'espérance succèdent, dans notre patrie, à la consternation et à la crainte.

Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes; il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis.

Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine!

L'ennemi, épouvanté, n'aspire plus qu'à regagner les frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve.

Le premier acte de la campagne est terminé.

Des millions d'hommes, vous l'entendez tous les jours, vous adressent des actes de reconnaissance.

Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français? Laisserez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Vous courez aux armes!.... Eh bien! marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée, et par là apprenez au monde que la malédiction est sur les insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple.

Le résultat de tous nos efforts sera, *Gloire sans nuage* et *paix solide*.

Le premier consul, *Signé*, BONAPARTE.

§ V.

Les 15,000 hommes, que conduisait le général Moncey, arrivaient lentement; leur marche ne se faisait que par régiment. Ce retard fut nuisible; le premier consul passa la revue de ces troupes, les 6 et 7 juin. Le 9, il partit pour se rendre à Pavie.

Le général Murat s'était porté, le 6 mai, devant Plaisance, l'ennemi y

avait un pont et une tête de pont; Murat eut le bonheur de surprendre la tête de pont et de s'emparer de la presque totalité des bateaux. Le même jour, il intercepta une dépêche du ministère de Vienne à M. de Mélas; cette dépêche contenait des renseignemens curieux sur la prétendue armée de réserve de Bonaparte. Elle n'existait pas, et l'on prescrivait à Mélas de continuer avec vigueur ses opérations offensives en Provence. Le ministre espérait que Gênes aurait capitulé, et que l'armée anglaise serait arrivée. On lui mandait également qu'il fallait des succès; que l'armée française du Rhin était au cœur de l'Allemagne, et que des succès forceraient à la rappeler au secours de la Provence; que des mouvemens, qui avaient eu lieu à Paris, avaient obligé le premier consul à retourner promptement de Genève en cette capitale; que la cour de Vienne mettait toute sa confiance dans les talens du général Mélas et dans l'intrépidité de sa victorieuse armée d'Italie.

Le corps d'observation, que nous avions sur la rive gauche de la Dora Baltéa, était tranquille, ainsi que la garnison d'Ivrée. Depuis le 1er juin, le fort de Bard était pris, et Ivrée se remplissait de toute espèce de munitions de guerre, de vivres et des embarras de l'armée. Mélas avait abandonné Turin, et paraissait se porter sur Alexandrie pour opérer sur la rive droite du Pô.

Le premier consul envoya la division Lapoype, du corps du général Moncey, pour border le Pô depuis Pavie jusqu'à la Dora Baltéa, et éclairer le mouvement de l'ennemi vis-à-vis Plaisance; et résolut de se porter à la Stradella, sur la rive droite du Pô, afin de couper à Mélas la route de Mantoue, et l'obliger à recevoir une bataille, ayant sa ligne d'opération coupée; débloquer à la fois Gênes, et poursuivre l'ennemi en l'acculant aux Alpes.

Le général Lannes, avec l'avant-garde, passa le Pô vis-à-vis Pavie, à Belgiojoso, dans la journée du 6. — Le 7, le général Murat passa le Pô à Nocetta, et s'empara de Plaisance, où il trouva des magasins considérables. Le lendemain, il battit un corps autrichien qui était venu l'attaquer, et lui fit 2,000 prisonniers. Le général Murat eut l'ordre de se porter sur la Stradella pour s'y joindre à l'avant-garde; toute l'armée se réunissait sur ce point important.

Cependant, au milieu de si grands succès, et l'esprit livré aux plus belles espérances, on apprit une fâcheuse nouvelle: Gênes avait capitulé le 4, et les troupes autrichiennes, du blocus, revenaient à marche forcée se joindre à l'armée de Mélas sur Alexandrie. Des réfugiés milanais, qui avaient été renfermés dans Gênes, donnèrent des détails sur les opérations de ce siége. Masséna, après la capitulation, avait commis la faute impardonnable de s'embarquer de sa personne sur un corsaire pour se rendre à Antibes. Une partie de son armée avait été également embarquée pour la même destination; seulement un corps de 8,500 hommes se dirigeait par terre. — Les troupes avaient conservé leurs armes, munitions, etc. La capitulation ne pouvait pas être plus honorable; mais cette funeste disposition du général Masséna, d'autant moins excusable, qu'il connaissait l'arrivée de l'armée du premier consul sur le Pô, annula tout ce que les conditions de la capitulation avaient d'avantageux. Si, d'après la capitulation, Masséna était

sorti à la tête de toutes ses troupes (et il avait encore 12,000 hommes disponibles, armés, et son artillerie), et qu'arrivé à Voltri, il eût repris ses opérations, il aurait contenu un pareil nombre de troupes autrichiennes; il eût été promptement joint par les troupes du général Suchet, qui étaient en marche sur Port-Maurice, et aurait alors manœuvré contre l'ennemi avec une vingtaine de mille hommes. Mais ces troupes sortirent sans leur général; elles se dirigèrent par la rivière de Gênes : leur mouvement ne fut arrêté que lorsqu'elles furent rencontrées par le général Suchet. Trois ou quatre jours avaient été ainsi perdus; ces troupes furent inutiles. La victoire de Marengo avait remédié à tout.

§ VI.

Le premier consul vit alors qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces, et qu'il allait avoir affaire à toute l'armée. Le 8, au soir, les coureurs ennemis vinrent observer les Français, qui avaient passé le Pô, et étaient bivouaqués sur la rive droite; ils les crurent peu nombreux, et une avant-garde de quatre à cinq mille Autrichiens vint les attaquer; mais toute l'avant-garde et une partie de l'armée française avaient déjà passé. Le général Lannes mena battant cette avant-garde ennemie; et, à la nuit, il prit position devant l'armée autrichienne, qui occupait Montebello et Casteggio.

Cette armée avait pour chef le général Ott, le même qui avait commandé le blocus de Gênes. Ce corps était venu en trois marches. L'observation des feux des bivouacs, le rapport des prisonniers et des déserteurs, faisaient monter cette partie de l'armée autrichienne à trente bataillons, formant 18,000 hommes. Les grenadiers d'Ott, l'élite de l'armée autrichienne, en faisaient partie.

Le général Lannes était en position, et, attendant à chaque instant des renforts, il n'avait pas intérêt d'attaquer; mais le général autrichien, à la pointe du jour, engagea la bataille. Le général Lannes n'avait avec lui que 8,000 hommes; mais la division Victor, qui avait passé le fleuve, n'était qu'à trois lieues. La bataille fut sanglante : Lannes s'y couvrit de gloire; ses troupes firent des prodiges d'intrépidité. Sur le midi, l'arrivée de la division Victor décida entièrement la victoire. Les Autrichiens se battirent en désespérés : ils étaient encore fiers des succès qu'ils avaient obtenus, la campagne précédente; ils sentaient que leur position les mettait dans la nécessité d'être vainqueurs.

Le premier consul, à la première nouvelle de l'attaque de l'ennemi contre l'avant-garde française, était accouru sur le champ de bataille; mais, à son arrivée, la victoire était déjà décidée : les ennemis avaient perdu 3,000 hommes tués, et six mille prisonniers. Le champ de bataille était tout jonché de morts. Le général Lannes était couvert de sang : les troupes, qui avaient le sentiment de s'être bien comportées, étaient exténuées de fatigue, mais ivres de joie.

Les 10, 11 et 12, le premier consul resta à la position de la Stradella, employant ce temps à réunir son armée, à assurer sa retraite par l'établissement de deux ponts sur le Pô, avec des têtes de pont. Plus rien ne le pressait; Gênes était tombée.

Il envoya par des affidés, à travers les montagnes, l'ordre au général Suchet de marcher sur la Scrivia

par le débouché du col de Cadibone.

L'ennemi avait une cavalerie formidable et une artillerie très uombreuse. Ni l'une ni l'autre de ces armes n'avaieut souffert, tandis que notre cavalerie et notre artillerie étaient très inférieures en nombre : il était donc hasardeux de s'engager dans la plaine de Marengo. Si l'ennemi voulait rouvrir ses communications, et regagner Mantoue, c'était par la Stradella qu'il fallait qu'il passât, et qu'il marchât sur le ventre de l'armée française. Cette position de la Stradella semblait avoir été faite exprès pour l'armée française : la cavalerie ennemie ne pouvait rien contre elle, et la très grande supériorité de son artillerie était moindre là que partont ailleurs. La droite de l'armée dn premier consul s'appuyait au Pô et aux plaines marécageuses et impraticables qui l'avoisinaient : le centre, placé sur la chaussée, était appuyé de gros villages, ayant de grandes maisons en maçonnerie solide ; et la gauche, sur de belles hauteurs.

§ VII.

Dans la journée du 11, Desaix, qui revenait d'Égypte, et qui avait fait la quarantaine à Toulon, arriva au quartier-général de Montebello avec ses aides-de-camp, Rapp et Savary. La uuit entière se passa en longues conférences entre le premier consul et Desaix sur tout ce qui s'était passé en Égypte depuis que le premier consul en était parti ; sur les détails de la campagne de la Haute-Égypte ; sur les négociations d'El-Arisch, et la composition de la grande armée turque dn grand-visir ; enfin sur la bataille d'Héliopolis, et la situatiou actuelle de l'armée française. « Comment, dit le » premier consul, avez-vous pu, vous, » Desaix, attacher votre nom à la ca- » pitulation d'El-Arisch? — Je l'ai » fait, répondit Desaix ; je le ferais » encore, parce que le général en » chef ne voulait plus rester en » Égypte ; et que, dans une armée » éloignée et hors de l'influence du » gonvernement, les dispositions du » général en chef équivalent à celles » des cinq sixièmes de l'armée. J'ai » toujours eu le plus grand mépris » pour l'armée du grand-visir, que » j'ai observée de près. J'ai écrit à » Kléber que je me faisais fort de la » repousser avec ma seule division. Si » vous m'aviez laissé le commande- » ment de l'armée d'Égypte, et que » vous eussiez emmené Kléber, je » vons aurais conservé cette belle » province, et vous u'eussiez jamais » entendn parler de capitulatiou : mais » enfin les choses ont bien tourné, » et Kléber, à Héliopolis, a réparé les » fantes qu'il avait faites depuis six » mois. »

Desaix brûlait de se signaler. Son cœur était ulcéré des mauvais traitemens que lui avait fait éprouver, à Livourne, l'amiral Keith ; il avait soif de se venger. Le premier consul lui donua sur-le-champ le commandement de la divisiou Boudet.

§ VIII.

Mélas avait son quartier-général à Alexandrie : toute sou armée y était réunie depuis deux jours ; sa position était critiqne, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opération. Plus il tardait à prendre un parti, plus sa position s'empirait, parce que d'un côté le corps de Suchet arrivait sur les derrières, et que d'nn autre côté l'armée du premier consul se fortifiait et se

retranchait, chaque jour davantage, à sa position de la Stradella.

Cependant le général Mélas ne faisait aucun mouvement dans la situation où il se trouvait; il avait trois partis à prendre : le premier était de passer sur le ventre de l'armée du premier consul, l'armée autrichienne lui était très supérieure en nombre, de gagner Plaisance, et de reprendre sa ligne d'opération sur Mantoue.

Le deuxième parti était de passer le Pô à Turin, ou entre cette ville et l'embouchure de la Sézia, de se porter ensuite à grandes marches sur le Tésin, de le passer, et, arrivant à Milan avant l'armée du premier consul, de lui couper sa ligne et le jeter derrière l'Adda.

Le troisième parti était de se jeter d'Alexandrie sur Novi, de s'appuyer à Gênes et à l'escadre anglaise de l'amiral Keith, de ne point prendre l'offensive jusqu'à l'arrivée de l'armée anglaise déjà réunie à Mahon. L'armée autrichienne était sûre de ne point manquer de vivres ni de munitions, et même de recevoir des renforts, puisque par sa droite elle eût communiqué avec Florence et Bologne ; qu'en Toscane il y avait une division napolitaine, et qu'en outre les communications par mer étaient en son pouvoir. De cette position le général Mélas pouvait, quand il le voulait, regagner Mantoue, en faisant transporter par mer, en Toscane, une grande partie de sa grosse artillerie.

Le général Lapoype, qui était le long du Pô, avait l'ordre de se plier sur le Tésin, dans le cas où l'ennemi se porterait sur la rive gauche; il y aurait été joint par cinq ou six mille hommes, que pouvait réunir le général Moncey qui commandait à Milan. Ces dix mille hommes étaient plus que suffisans pour retarder le passage, et donner le temps au premier consul de revenir par les deux ponts, derrière le Tésin.

Le 12, dans l'après-midi, le premier consul, surpris de l'inaction du général Mélas, conçut des inquiétudes, et craignit que l'armée autrichienne ne se fût portée sur Gênes ou sur le Tésin, ou bien qu'elle n'eût marché contre Suchet, pour l'écraser et revenir ensuite contre le premier consul; ce dernier résolut de quitter la Stradella, et de se porter sur la Scrivia en forme d'une grande reconnaissance, afin de pouvoir agir selon le parti que prendrait l'ennemi. Le soir, l'armée française (*a*) prit position sur la Scrivia, Tortone était cernée, le quartier-général fut placé à Voghera : dans ce mouvement, on n'obtint aucune nouvelle de l'ennemi; on n'aperçut que quelques coureurs de cavalerie, qui n'indiquaient pas la présence d'une armée dans les plaines de Marengo. —Le premier consul ne douta plus que l'armée autrichienne ne lui eût échappé.

Le 13, à la pointe du jour, il passa la Scrivia, et se porta à Saint-Juliano, au milieu de l'immense plaine de Marengo. La cavalerie légère ne reconnut pas d'ennemi; il n'y eut plus aucun doute qu'il ne fût en pleine manœu-

(*a*) **Armée française, les 12 et 13 juin.**

Divisions Vatrin et Mainoni. Lannes; aile droite à Castelnovo di Scrivia.

Divisions Bondel et Monnier. Desaix; centre. Ponte-Curone.

Divisions Lapoype; ordre de rejoindre Desaix.

La cavalerie sous Murat, entre Ponte-Curone et Tortone, ayant une avant-garde au-delà de Tortone, sous Kellerman.

Divisions Gardanne et Chambarlhac. Victor; aile gauche en avant de Tortone, et soutenant l'avant-garde Kellerman.

vre, puisque, s'il eût voulu attendre l'armée française, il n'eût-pas négligé le beau champ de bataille que lui offrait la plaine de Marengo, si avantageuse au développement de son immense cavalerie : il parut probable que l'ennemi marchait sur Gênes.

Le premier consul, dans cette pensée, dirigea en toute hâte le corps de Desaix en forme d'avant-garde sur son extrême gauche, avec ordre d'observer la chaussée qui de Novi conduit à Alexandrie : il ordonna à la division Victor de se porter sur le village de Marengo, et d'envoyer des coureurs sur la Bormida, pour s'assurer si l'ennemi n'y avait point de pont. Victor arriva à Marengo : il y trouva une arrière-garde de trois à quatre mille Autrichiens; il l'attaqua, la mit en déroute, et s'empara du village. Ses coureurs arrivèrent sur la Bormida à la nuit tombante; ils mandèrent que l'ennemi n'y avait point de pont, et qu'il n'y avait qu'une simple garnison dans Alexandrie; ils ne donnèrent point de nouvelles de l'armée de Mélas.

Le corps de Lannes bivouaqua diagonalement en arrière de Marengo, sur la droite.

Le premier consul était fort inquiet; à la nuit, il résolut de se rendre à son quartier-général de la veille, afin d'aller à la rencontre des nouvelles du général Moncey, du général Lapoype et des agens qui avaient été envoyés du côté de Gênes, et qui avaient rendez-vous à ce quartier-général, mais la Scrivia était débordée. Ce torrent en peu d'heures grossit considérablement, et peu d'heures lui suffisent aussi pour le remettre en son premier état. Cela décida le premier consul à arrêter son quartier-général à Torredi Garafolo, entre Tortone et Alexandrie. La nuit se passa dans cette situation.

Cependant la plus horrible confusion régnait dans Alexandrie, depuis le combat de Montebello. Les plus sinistres pressentimens agitaient le conseil autrichien; il voyait l'armée autrichienne, coupée de sa ligne d'opération, de ses dépôts, et placée entre l'armée du premier consul et celle du général Suchet, dont les avant-postes avaient passé les montagnes, et commençaient à se faire sentir sur les derrières du flanc droit des Autrichiens. La plus grande irrésolution agitait les esprits.

Après bien des hésitations, le 11, Mélas se décida à faire un gros détachement sur Suchet, le reste de l'armée autrichienne restant couvert par la Bormida et la citadelle d'Alexandrie; mais, dans la nuit du 11 au 12, Mélas apprit le mouvement du premier consul sur la Scrivia. Il rappela, le 12, son détachement, et passa tout le 13 et la nuit du 13 au 14 en délibérations : enfin, après de vives et orageuses discussions, le conseil de Mélas décida que l'existence de l'armée de réserve lui avait été inconnue; que les ordres et les instructions du conseil aulique n'avaient mentionné que l'armée de Masséna; que la fâcheuse position où l'on se trouvait devait donc être attribuée au ministère, et non au général; que dans cette circonstance imprévue, de braves soldats devaient faire leur devoir; qu'il fallait donc passer sur le ventre de l'armée du premier consul, et rouvrir ainsi les communications avec Vienne; que si l'on réussissait, tout était gagné, puisque l'on était maître de la place de Gênes, et qu'en retournant très vite sur Nice, on exécuterait le plan d'opérations arrêté à Vienne; et qu'enfin,

si l'on échouait et que l'on perdit la bataille, la position serait affreuse sans doute, mais que la responsabilité en tomberait tout entière sur le ministère.

Ce raisonnement fixa toutes les opinions; il n'y ent plus qu'un cri : Aux armes! aux armes! et chacun alla faire ses dispositions pour la bataille du lendemain.

Toutes les chances, pour le succès de la bataille, étaient en faveur de l'armée autrichienne; cette armée était très nombreuse; sa cavalerie était au moins triple de celle de l'armée française. On ne savait pas positivement quelle était la force de celle-ci; mais l'armée autrichienne, malgré la perte éprouvée à la bataille de Montebello, malgré celles essuyées du côté de Gênes et du côté de Nice depuis la retraite, l'armée autrichienne devait être encore bien supérieure à l'armée de réserve. (*Voyez* le tableau ci-contre.)

Le 14, à l'aube du jour, les Autrichiens défilèrent sur les trois ponts de la Bormida, et attaquèrent avec fureur le village de Marengo. La résistance fut opiniâtre et longue.

Le premier consul, instruit par la vivacité de la canonnade, que l'armée autrichienne attaquait, expédia sur-le-champ l'ordre au général Desaix de revenir avec son corps sur San-Juliano. Il était à une demi-marche de distance, sur la gauche.

Le premier consul arriva sur le champ de bataille à dix heures du matin, entre San-Juliano et Marengo. L'ennemi avait enfin emporté Marengo, et la division Victor, après la plus vive résistance, ayant été forcée, s'était mise dans une complète déroute. La plaine sur la gauche était couverte de nos fuyards, qui répandaient partout l'alarme, et même plusieurs faisaient entendre ce cri funeste : Tout est perdu!

Le corps du général Lannes, un peu en arrière de la droite de Marengo, était aux mains avec l'ennemi, qui, après la prise de ce village, se déployant sur sa gauche, se mettait en bataille devant notre droite qu'elle débordait déjà. Le premier consul envoya aussitôt son bataillon de la garde consulaire, composé de huit cents grenadiers, l'élite de l'armée, se placer à cinq cents toises sur la droite de Lannes, dans une bonne position, pour contenir l'ennemi. Le premier consul se porta lui-même avec la soixante-douzième demi-brigade au secours du corps de Lannes, et dirigea la division de réserve Cara Saint-Cyr sur l'extrême droite à Castel-Ceriolo, pour prendre en flanc toute la gauche de l'ennemi.

Cependant, au milieu de cette immense plaine, l'armée reconnaît le premier consul, entouré de son état-major et de deux cents grenadiers à cheval, avec leurs bonnets à poil; ce seul aspect suffit pour rendre aux troupes l'espoir de la victoire: la confiance renaît; les fuyards se rallient sur San-Juliano, en arrière de la gauche du général Lannes. Celui-ci, attaqué par une grande partie de l'armée ennemie, opérait sa retraite au milieu de cette vaste plaine, avec un ordre et un sang-froid admirables. Ce corps mit trois heures pour faire en arrière trois-quarts de lieue, exposé en entier au feu de mitraille de quatre-vingts bouches à feu, dans le temps que, par un mouvement inverse, Cara Saint-Cyr marchait en avant sur l'extrême droite, et tournait la gauche de l'ennemi.

Sur les trois heures après midi, le corps de Desaix arriva : le premier consul lui fit prendre position sur la

chaussée, en avant de San-Juliano.

Mélas, qui croyait la victoire décidée, accablé de fatigue, repassa les ponts et rentra dans Alexandrie, laissant au général Zach, son chef d'état-major, le soin de poursuivre l'armée française. Celui-ci croyant que la retraite de cette armée s'opérait sur la chaussée de Tortone, cherchait à arriver sur cette chaussée derrière San-Juliano; mais, au commencement de l'action, le premier consul avait changé sa ligne de retraite et l'avait dirigée entre Sale et Tortone, de sorte que la chaussée de Tortone n'était d'aucune importance pour l'armée française.

En opérant sa retraite, le corps de Lannes refusait constamment sa gauche, se dirigeant ainsi sur le nouveau point de retraite; et Cara Saint-Cyr, qui était à l'extrémité de la droite, se trouvait presque sur la ligne de retraite dans le temps que le général Zach croyait ses deux corps coupés.

Cependant la division Victor s'était ralliée et brûlait d'impatience d'en venir de nouveau aux mains. Toute la cavalerie de l'armée était massée en avant de San-Juliano, sur la droite de Desaix, et en arrière de la gauche du général Lannes. Les boulets et les obus tombaient sur San-Juliano ; une colonne de six mille grenadiers de Zach, en avait déjà gagné la gauche. Le premier consul envoya l'ordre au général Desaix de se précipiter, avec sa division toute fraîche, sur cette colonne ennemie. Desaix fit aussitôt ses dispositions pour exécuter cette ordre; mais, comme il marchait à la tête de deux cents éclaireurs de la neuvième légère, il fut frappé d'une balle au cœur, et tomba roide mort au moment où il venait d'ordonner la charge : ce coup enleva à l'empereur l'homme qu'il jugeait le plus digne de devenir son lieutenant.

Ce malheur ne dérangea en rien le mouvement, et le général Bondet fit passer facilement dans l'âme de ses soldats ce vif désir dont il était lui-même pénétré, de venger à l'instant un chef tant aimé. La neuvième légère, qui, là, mérita le titre d'incomparable; se couvrit de gloire. En même temps le général Kellerman, avec 800 hommes, grosse cavalerie, faisait une charge intrépide sur le milieu du flanc gauche de la colonne: en moins d'une demi-heure, ces six mille grenadiers furent enfoncés, culbutés, dispersés; ils disparurent.

Le général Zach et tout son état-major furent faits prisonniers.

Le général Lannes marcha sur-le-champ en avant au pas de charge. Cara Saint-Cyr, qui à notre droite se trouvait en potence sur le flanc gauche de l'ennemi, était beaucoup plus près des ponts sur la Bormida que l'ennemi lui-même. Dans un moment, l'armée autrichienne fut dans la plus épouvantable confusion. Huit à dix mille hommes de cavalerie, qui couvraient la plaine, craignant que l'infanterie de Saint-Cyr n'arrivât au pont avant eux, se mirent en retraite au galop, en culbutant tout ce qui se trouvait sur leur passage. La division Victor se porta en toute hâte pour reprendre son champ de bataille au village de Marengo. L'armée ennemie était dans la plus horrible déroute; chacun ne pensait plus qu'à fuir. L'encombrement devint extrême sur les ponts de la Bormida, où la masse des fuyards était obligée de se resserrer; et à la nuit tout ce qui était resté sur la rive gauche tomba au pouvoir de la république.

§ IX.

Il serait difficile de se peindre la confusion et le désespoir de l'armée autrichienne. D'un côté, l'armée française était sur les bords de la Bormida, et il était à croire qu'à la pointe du jour elle la passerait; d'un autre côté, le général Suchet, avec son armée, était sur ses derrières, dans la direction de sa droite.

Où opérer sa retraite? En arrière, elle se trouverait acculée aux Alpes et aux frontières de France; sur la droite, vers Gênes, elle eût pu faire ce mouvement avant la bataille: mais elle ne pouvait plus espérer pouvoir le faire après sa défaite, et pressée par l'armée victorieuse. Dans cette position désespérée, le général Mélas résolut de donner toute la nuit pour rallier et faire reposer ses troupes, de profiter pour cela du rideau de la Bormida et de la protection de la citadelle d'Alexandrie, et ensuite, s'il le fallait, de repasser le Tanaro, et de se maintenir ainsi dans cette position; que cependant on chercherait, en ouvrant des négociations, à sauver l'armée par une capitulation.

Le 15, à la pointe du jour, un parlementaire autrichien vint proposer une suspension d'armes; ce qui donna lieu le même jour à la convention suivante, par laquelle la place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie, des légations, furent remises à l'armée française; et l'armée autrichienne obtint ainsi la permission de retourner derrière Mantoue, sans être prisonnière de guerre. Par là toute l'Italie fut conquise.

CONVENTION

Entre les généraux en chef des armées française et impériale.

Art. 1er. Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée de Sa Majesté impériale et celle de la république française en Italie, jusqu'à la réponse de la cour de Vienne.

2. L'armée de Sa Majesté impériale occupera tous les pays compris entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô; c'est-à-dire, Peschiera, Mantoue, Borgo-Forte, et depuis là, la rive gauche du Pô; et, à la rive droite, la ville et citadelle de Ferrare.

3. L'armée de Sa Majesté impériale occupera également la Toscane et Ancône.

4. L'armée française occupera le pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô.

5. Le pays, entre la Chiesa et le Mincio, ne sera occupé par aucune des deux armées. L'armée de Sa Majesté impériale pourra tirer des vivres des pays qui faisaient partie du duché de Mantoue. L'armée française tirera des vivres des pays qui faisaient partie de la province de Brescia.

6. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, d'Arona, de Plaisance, seront remis à l'armée française, du 27 prairial au 1er messidor (ou du 16 juin au 20 du même mois).

7. La place de Coni, les châteaux de Ceva, Savone, la ville de Gênes, seront remis à l'armée française, du 16 au 24 juin (ou du 27 prairial au 5 messidor).

8. Le fort Urbin sera remis le 26 juin (7 messidor).

9. L'artillerie des places sera classée de la manière suivante: 1° toute l'artillerie des calibres et fonderies

autrichiennes appartiendra à l'armée autrichienne; 2° celle des calibres et des fonderies italiennes, piémontaises et françaises, à l'armée française; 3° les approvisionnemens de bouche seront partagés; moitié sera à la disposition du commissaire ordonnateur de l'armée française, et moitié à celle du commissaire ordonnateur de l'armée autrichienne.

10. Les garnisons sortiront avec les honneurs militaires, et se rendront, avec armes et bagages, par le plus court chemin, à Mantoue.

11. L'armée autrichienne se rendra à Mantoue par Plaisance en trois colonnes: la première, du 27 prairial au 1er messidor (du 16 au 20 juin); la seconde, du 1er messidor au 5 messidor (ou du 20 au 24 juin); la troisième, du 5 au 7 messidor (ou du 24 au 26 juin).

12. Messieurs *le général Saint-Julien*, *de Schvertinck*, de l'artillerie; *de Brun*, du génie; *Telsiegé*, commissaire des vivres; et les citoyens *Dejean*, conseiller-d'état, et *Daru*, inspecteur des revues; l'adjudant-général *Léopold Stabenrath*, et le chef de brigade d'artillerie *Mossel*, sont nommés commissaires, à l'effet de pourvoir à l'exécution des articles de la présente convention, soit à la formation des inventaires, aux subsistances et aux transports, soit pour tout autre objet.

13. Aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques. Le général en chef de l'armée autrichienne fera relâcher les individus qui auraient été arrêtés dans la république cisalpine, pour opinions politiques, et qui se trouveraient dans les forteresses sous son commandement.

14. Quelle que soit la réponse de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en se prévenant dix jours d'avance.

15. Pendant la suspension d'armes, aucune armée ne fera des détachemens pour l'Allemagne.

Alexandrie, le 26 prairial an VIII de la république française (15 juin 1800).

Signé, ALEXANDRE BERTHIER;

MÉLAS, général de cavalerie.

Le général Mélas agit conformément aux intérêts de son souverain, en sauvant le fond de l'armée autrichienne; et rendant des places, qui, mal approvisionnées, mal pourvues de garnisons, ne pouvaient pas faire de longues résistances, et être d'ailleurs d'aucune utilité, l'armée étant détruite.

De l'autre part, le premier consul considérait qu'une armée de vingt mille Anglais allait arriver à Gênes; ce qui, avec les dix mille Autrichiens qui étaient restés dans cette place, formait une armée; que, sans aucune place forte en Italie, la position des Français était chanceuse; qu'ils avaient beaucoup souffert aux batailles de Montebello et de Marengo; que l'armée française de Gênes et celle de Suchet avaient également fait de grandes pertes, tant avant le siége, que pendant sa durée, tant pendant les mouvemens sur Nice, qu'à la poursuite des Autrichiens; que le général Mélas, en passant le Tanaro, était pour plusieurs jours à l'abri de toute attaque; qu'il pouvait donc parfaitement se rallier, se remettre, et qu'une fois l'armée autrichienne réorganisée, il suffirait qu'il surprît une marche d'avance, pour se dégager, soit en se jetant sur Gênes, soit en gagnant par

une marche de nuit la Stradella ; que sa grande supériorité en cavalerie lui donnait beaucoup d'avantages pour cacher ses mouvemens ; et que, enfin, si l'armée autrichienne, perdant même son artillerie et ses bagages, parvenait à se dégager, il faudrait bien du temps et bien des peines pour reprendre tant de places fortes.

§ X.

Le général Suchet, avec son corps, se dirigea sur Gênes, et entra le 24 juin dans cette ville, que lui remit le prince de Hohenzollern, au grand déplaisir des Anglais, dont l'avant-garde venant de Mahon, était arrivée à la vue du port, pour prendre possession de cette place. Les places de Tortone, Alexandrie, Coni, Fenestrelles, Milan, Pizzighitone, Peschiera, Urbin et Ferrare furent successivement remises à l'armée française, avec toute leur artillerie. L'armée de Mélas traversa la Stradella et Plaisance, par divisions, et reprit sa position derrière Mantoue.

La joie des Piémontais, des Génois, des Italiens, ne peut s'exprimer ; ils se voyaient rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre, que déjà ils voyaient reportée sur leurs frontières, et sans éprouver les inconvéniens de siége de places fortes, toujours si désastreux pour les villes et les campagnes environnantes.

En France, cette nouvelle parut d'abord incroyable. Le premier courrier, arrivé à Paris, fut un courrier du commerce : il portait la nouvelle que l'armée française avait été battue ; il était parti le 14 juin, entre dix heures et midi, au moment où le premier consul arrivait sur le champ de bataille. La joie n'en fut que plus grande, quand on apprit la victoire remportée par le premier consul, et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la république. Les soldats de l'armée du Rhin furent honteux du peu qu'ils avaient fait; et une noble émulation les poussa à ne conclure d'armistice, que lorsqu'ils seraient maîtres de toute la Bavière.

Les troupes anglaises, entassées sur le rocher de Mahon, furent en proie à de nombreuses maladies, et perdirent beaucoup de soldats.

Peu de jours après cette célèbre journée du 14 juin, tous les patriotes italiens sortirent des cachots de l'Autriche, et entrèrent en triomphe dans la capitale de leur patrie, au milieu des acclamations de tous leurs compatriotes, et des *Viva el liberatore d'ell' Italia!*

§ XI.

Le premier consul partit le 17 juin, de Marengo, et se rendit à Milan, où il arriva de nuit : il trouva la ville illuminée, et dans la plus vive allégresse ; il déclara le rétablissement de la république cisalpine ; mais la constitution qui l'avait gérée, étant susceptible de modification, il établit un gouvernement provisoire, qui laissait plus de facilités pour terminer, à la paix, l'organisation complète et définitive de cette république. Il chargea l'ordonnateur Petiet, qui avait été ministre de la guerre, en France, de remplir les fonctions de ministre de France, près la république cisalpine, d'en diriger l'administration, et de pourvoir aux besoins de l'armée française, en surveillant et en s'opposant à tous les abus.

La république ligurienne fut aussi réorganisée, et réacquit son indépendance. Les Autrichiens, lorsqu'ils

étaient maîtres du Piémont, n'y avaient pas rétabli le roi de Sardaigne, et avaient administré ce pays à leur profit. Ils avaient en cela différé de sentiment avec les Russes, qui auraient voulu le rétablissement du roi dans le Piémont: ce prince, qui avait débarqué de la Sardaigne, était en Toscane, et n'avait pas eu la permission de se rendre à Turin.

Le premier consul établit un gouvernement provisoire en Piémont, et nomma le général Jourdan, ministre de la république française près de ce gouvernement. Il était chargé de le diriger, et de concilier les intérêts des peuples du Piémont avec ceux de la république française. Ce général, dont la conduite avait été douteuse, lors du 18 brumaire, fut reconnaissant de voir que le premier consul, non seulement avait oublié entièrement les événemens passés, mais encore qu'il lui donnait une si haute marque de confiance. Il consacra tout son zèle au bien public.

Quoique le général Masséna eût commis une faute, en s'embarquant de Gênes, au lieu de conduire son armée par terre, il avait toutefois montré beaucoup de caractère et d'énergie: les services qu'il avait rendus dans les premières campagnes, et dernièrement à Zurich, parlaient aussi en sa faveur. Le premier consul le nomma au commandement en chef de l'armée d'Italie.

Les affaires de la république française nécessitaient la présence du premier consul, à Paris. Il partit le 5 messidor (24 juin), passa à Turin, et ne s'y arrêta que deux heures, pour en visiter la citadelle; il traversa le Mont-Cénis, et arriva à Lyon, où il s'arrêta pour donner une consolation à cette ville, et poser la première pierre de la reconstruction de la place Bellecour; cette cérémonie fut belle par le concours et l'enthousiasme d'un peuple immense. Il arriva à Paris, le 13 messidor (2 juillet) au milieu de la nuit, et sans être attendu; mais aussitôt que, le lendemain, la nouvelle en fut répandue dans les divers quartiers de cette vaste capitale, toute la ville et les faubourgs accoururent dans les cours et les jardins du palais des Tuileries: les ouvriers quittaient leurs ateliers, simultanément; toute la population se pressait sous les fenêtres, dans l'espoir de voir celui à qui la France devait tant. Dans le jardin, les cours et sur les quais, partout les acclamations de la joie se faisaient entendre. Le soir, riche ou pauvre, chacun à l'envi illumina sa maison.

Ce fut un bien beau jour.

DIPLOMATIE. — GUERRE.

1800 ET 1801.

Préliminaires de paix signés par le comte de Saint-Julien.— Négociations avec l'Angleterre, pour un armistice naval.—Commencement des négociations de Lunéville. — Affaires d'Italie; invasion de la Toscane. — Positions des armées. — Opérations de l'armée Gallo-Batave. Combat de Burg-Eberach. — Opérations de l'armée du Rhin. Bataille de Hohenlinden.—Passage de l'Inn, de la Salza. Armistice du 25 décembre 1800. — Observations.— Armée des Grisons; passage du Splugen; marche sur Botzen. — Armée d'Italie; passage du Mincio; passage de l'Adige. — Suspension d'armes de Trévise, le 16 janvier 1801; Mantoue cédée le 26 janvier. — Corps d'observation du Midi. Armistice avec Naples, signé à Foligno, le 28 février 1801.

§ Ier.

Le lieutenant-général comte de Saint-Julien arriva à Paris, le 21 juillet 1800, porteur d'une lettre de l'empereur d'Allemagne, au premier consul. Il s'annonça comme plénipotentiaire chargé de négocier, conclure et signer des préliminaires de paix. La lettre de l'empereur était précise; elle contenait des pouvoirs, car il y était dit : *Vous ajouterez foi à tout ce que vous dira de ma part le comte de Saint-Julien, et je ratifierai tout ce qu'il fera.* Le premier consul chargea M. de Talleyrand de négocier avec le plénipotentiaire autrichien, et en peu de jours les préliminaires furent arrêtés et signés. Par ces préliminaires, il était convenu que la paix serait établie sur les conditions du traité de Campo-Formio, que l'Autriche recevrait, en Italie, les indemnités que ce traité lui accordait en Allemagne; que jusqu'à la signature de la paix définitive, les armées des deux puissances resteraient, tant en Italie qu'en Allemagne, dans leur situation actuelle; que la levée en masse des insurgés de la Toscane ne recevrait aucun accroissement, et qu'aucune troupe étrangère ne serait débarquée dans ce pays.

Le rang élevé du plénipotentiaire, la lettre de l'empereur dont il était porteur, les instructions qu'il disait avoir, son ton d'assurance, tout portait à regarder la paix comme signée; mais en août on reçut des nouvelles de Vienne : le comte de Saint-Julien était désavoué et rappelé; le baron de Thugut, ministre des affaires étrangères d'Autriche, faisait connaître que, par un traité conclu entre l'Angleterre et l'Autriche, cette dernière s'était engagée à ne traiter de la paix que conjointement avec l'Angleterre, et qu'ainsi l'empereur ne pouvait ratifier les préliminaires du comte de Saint-Julien, mais que ce monarque désirait la paix; que l'Angleterre la désirait également, comme le constatait la lettre de lord Minto, ministre anglais à Vienne, au baron de Thugut. Ce lord disait que l'Angleterre était prête à envoyer un plénipotentiaire pour traiter conjointement avec le ministre autrichien, de la paix définitive entre ces deux puissances et la France.

Dans une telle circonstance, ce que la république avait de mieux à faire, c'était de recommencer les hostilités. Cependant le premier consul ne voulut négliger aucune des chances qui pouvaient rétablir la paix avec l'Autriche et l'Angleterre; et, pour parvenir à ce but, il consentit, 1° à oublier l'affront que venait de faire à la république le cabinet de Vienne, en désavouant les préliminaires qui avaient été signés par le comte de Saint-Julien; 2° à admettre des plénipotentiaires anglais et autrichiens au congrès; 3° à prolonger l'armistice existant entre la France et l'Allemagne, pourvu que, de son côté, l'Angleterre consentît à un armistice naval, puisqu'il n'était pas juste que la France traitât avec deux puissances alliées, étant en armistice avec l'une et en guerre avec l'autre.

§ II.

Un courrier fut expédié à M. Otto, qui résidait à Londres comme commissaire français, chargé de l'échange des prisonniers. Le 24 août, il adressa une note au lord Grenville, en lui faisant connaître que lord Minto ayant déclaré l'intention où était le gouvernement anglais de participer aux négociations qui allaient s'ouvrir avec l'Autriche,

pour le rétablissement de la paix définitive entre l'Autriche et la France, le premier consul consentait à admettre le ministre anglais aux négociations; mais que l'œuvre de la paix en devenait plus difficile; que les intérêts à traiter étant plus compliqués et plus nombreux, les négociations en éprouveraient nécessairement des longueurs, et qu'il n'était pas conforme aux intérêts de la république que l'armistice conclu à Marengo, et celui conclu à Bayersdorf, continuassent plus longtemps, à moins que, par compensation, on n'établit aussi un armistice naval.

Les dépêches de lord Minto n'étaient pas encore arrivées à Londres, et lord Grenville, fort étonné de la note qu'il recevait, envoya le chef du transport-office, prier M. Otto de remettre les pièces qui y avaient donné lieu, ce qu'il fit aussitôt. Mais peu après, le cabinet de Saint-James reçut son courrier de Vienne; lord Grenville répondit à M. Otto, que l'idée d'un armistice applicable aux opérations navales, était neuve dans l'histoire des nations. Du reste, il déclara qu'il était prêt à envoyer un plénipotentiaire au lieu qui serait désigné pour la tenue du congrès; il fit connaître que ce plénipotentiaire serait son frère Thomas Grenville, et demanda les passeports pour qu'il pût se rendre en France. C'était éluder la question; et M. Otto, le 30 août, réclama une réponse catégorique avant le 3 septembre, vu que, le 10, les hostilités devaient recommencer en Allemagne et en Italie. Lord Grenville, le 4 septembre, fit demander un projet par écrit, attendu qu'il avait peine à comprendre ce qu'on entendait par un armistice applicable aux opérations navales. M. Otto envoya le projet du gouvernement français rédigé. Les principales dispositions étaient celles-ci : 1° les vaisseaux de guerre et de commerce des deux nations, jouiront d'une libre navigation, sans être soumis à aucune espèce de visite; 2° les escadres qui bloquent les ports de Toulon, Brest, Rochefort et Cadix, rentreront dans leurs ports respectifs; 3° les places de Malte, Alexandrie et Belle-Isle en mer, seront assimilées aux places d'Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt; et, en conséquence, tous les vaisseaux français et neutres pourront y entrer librement.

Le 7 septembre, M. Grenville répondit que S. M. Britannique admettait le principe d'un armistice applicable aux opérations navales, quoique cela fût contraire aux intérêts de l'Angleterre; que c'était un sacrifice que cette puissance voulait faire en faveur de la paix et de son alliée l'Autriche; mais qu'aucun des articles du projet français n'était admissible; et il proposa d'établir les négociations sur un contre-projet qu'il envoya. Ce contre-projet portait : 1° les hostilités cesseront sur mer; 2° on accordera aux places de Malte, Alexandrie et Belle-Isle, des vivres pour quatorze jours à la fois, et d'après le nombre d'hommes qu'elles ont pour garnison; 3° le blocus de Brest et des autres ports français ou alliés sera levé; mais aucun des vaisseaux de guerre qui y sont n'en pourra sortir pendant toute la durée de l'armistice; et les escadres anglaises resteront à la vue de ces ports.

Le commissaire français répondit le 16 septembre que son gouvernement offrait le choix à S. M. Britannique que les négociations s'ouvrissent à Lunéville, que les plénipotentiaires anglais et autrichiens fussent admis à traiter ensemble, et que pendant ce

temps-là la guerre eût lieu sur terre comme sur mer; ou bien qu'il y eût armistice sur terre et sur mer; ou enfin, qu'il y eût armistice avec l'Autriche, et qn'on ne traitât à Lnnéville qu'avec elle; qu'on traitât à Londres on à Paris avec l'Angleterre, et que l'on continnât à se battre sur mer. Il observait qne l'armistice naval devait offrir à la France des compensations pour ce qu'elle perdait par la prolongation de l'armistice sur le continent, pendant lequel l'Antriche réorganisait ses armées et son matériel, en même temps que l'impression des victoires de Marengo et de Mœskirch s'effaçait dn moral de ses soldats; que, pendant cette prolongation, le royaume de Naples, qui était en proie à toutes les dissentions et à toutes les calamités, se réorganisait et levait une armée; qu'enfin, c'était à la faveur de l'armistice, qne des levées d'hommes se faisaient en Toscane et dans la marche d'Ancône.

Le vainqueur n'avait accordé an vaincu tous ces avantages, que sur sa promesse formelle de conclnre sans délai une paix séparée. Ceux que la France pouvait trouver dans le principe d'un armistice naval, ne pouvaient consister dans l'approvisionnement des ports de la répnblique, qui certes ne manquaient pas de moyens intérieurs de circulation, mais bien dans le rétablissement de ses commnnications avec l'Égypte, Malte et l'Ile-de-France. M. Grenville fit demander, le 20 septembre, de nouvelles explications; et M. Otto lui fit savoir le lendemain, que le premier consul consentait à modifier son premier projet; que les escadres françaises ou alliées ne pourraient changer de positions pendant la dnrée de l'armistice; qu'il ne serait autorisé, avec Malte, que les communications nécessaires pour fournir à la fois pour quinze jours de vivres, à raison de dix mille rations par jour; qu'Alexandrie n'étant pas bloqnée par terre et ayant des vivres en assez grande abondance ponr ponvoir en envoyer même à l'Angleterre, la France aurait la facnlté d'expédier six frégates qui, partant de Toulon, se rendraient à Alexandrie, et en reviendraient sans être visitées, et ayant à bord nn officier anglais parlementaire.

C'étaient là les deux senls avantages qne la république pût retirer d'une suspension d'armes maritime. Ces six frégates armées en flûte anraient pn porter 3,000 hommes de renfort; on n'y eût mis qne le nombre de matelots strictement nécessaire ponr leur navigation, et elles auraient même pu porter quelques milliers de fusils et une bonne quantité de munitions de guerre et d'objets nécessaires à l'armée d'Égypte.

La négociation ainsi engagée, lord Grenville crut devoir antoriser M. Ammon, sous-secrétaire d'état, à conférer avec M. Otto, afin de voir s'il n'y aurait pas quelque moyen de conciliation. M. Ammon vit M. Otto, et lui proposa l'évacuation de l'Égypte par l'armée française, comme une conséqnence du traité d'El-Arisch, conclu le 24 janvier, et rompn le 18 mars, an reçu de la décision du gouvernement britannique, qui s'était refusé à reconnaître cette convention. Une telle proposition ne demandait aucune réponse; M. Ammon n'insista pas. Les deux commissaires, après quelques jours de discussion, se mirent d'accord sur tontes les difficultés, excepté sur l'envoi des six frégates françaises à Alexandrie. Le 25 septembre, M. Otto déclara qne cet envoi de six frégates était le *sine qua non*; et le 9

octobre, M. Ammon lui écrivit pour lui annoncer la rupture des négociations.

§ III.

Dans les pourparlers qui avaient eu lieu, on n'avait pas tardé à s'apercevoir que le cabinet anglais ne voulait que gagner du temps, et que jamais il ne consentirait à faire à la république française aucun sacrifice, ou à lui accorder aucun avantage qui pût l'indemniser des pertes que lui faisait éprouver la prolongation de l'armistice avec l'empereur d'Allemagne. Les généraux en chef des armées du Rhin et d'Italie avaient donc reçu l'ordre de dénoncer l'armistice le 1er septembre, et de reprendre sur-le-champ les hostilités. Brune avait remplacé, au commandement de l'armée d'Italie, Masséna, qui ne pouvait s'entendre avec le gouvernement de la république cisalpine. Le général Moreau, qui commandait l'armée du Rhin, avait son quartier-général à Nimphenbourg, maison de plaisance de l'électeur de Bavière, auprès de Munich. Le 19 septembre, il commença les hostilités. Cependant le comte de Lerbach, arrivé sur l'Inn, sollicitait vivement la continuation de l'armistice; il promettait que son maître allait sincèrement entamer des négociations pour la paix; et, comme garantie de la sincérité de ses dispositions, il consentait à remettre les trois places d'Ulm, Philipsbourg et Ingolstadt. En conséquence, de ces propositions, une convention signée à Hohenlinden, le 20 septembre, prolongea l'armistice de quarante-cinq jours.

La mauvaise foi de la cour de Vienne était évidente; elle ne voulait que gagner la saison pluvieuse, afin d'avoir ensuite tout l'hiver pour rétablir ses armées. Mais la possession par l'armée française, de ces trois places, était regardée comme de la plus haute importance; elles assuraient cette armée en Allemagne, en lui donnant des points d'appui. D'ailleurs, si l'Autriche employait le temps de l'armistice à recruter et à rétablir ses armées, la France de son côté mettrait tout en œuvre pour lever de nouvelles armées; et les nombreuses populations de la Hollande, de la France et de l'Italie, permettraient de faire des efforts plus considérables que ceux que pouvait faire la maison d'Autriche. Pendant ces quarante-cinq jours de trève, l'armée d'Italie gagnerait la soumission de Rome, de Naples et de la Toscane, qui n'étant pas comprises dans l'armistice, se trouvaient abandonnées à leurs propres forces. La soumission de ces pays, qui pouvaient inquiéter les derrières et les flancs de l'armée, était également utile.

Le ministre Thugut, qui dirigeait le cabinet de Vienne, était sous l'influence anglaise. On lui reprochait des fautes politiques et des fautes militaires, qui avaient compromis et compromettaient encore l'existence de la monarchie. Sa politique avait mis obstacle au retour du pape, du grand-duc de Toscane, et du roi de Sardaigne, dans leurs états; ce qui avait achevé d'indisposer le czar. Ce ministre avait conclu avec le cabinet de Saint-James un traité de subsides, au moment où il était facile de prévoir que la maison d'Autriche serait contrainte à faire une paix séparée. On attribuait à ses plans les désastres de la campagne; on le blâmait d'avoir fait de l'armée d'Italie l'armée principale; c'était sur le Rhin, disait-on, qu'il eût dû réunir les grandes forces de la monarchie. Il avait cherché, en cela, à complaire à l'Angleterre, qui voulait

incendier Toulon, et par là faire tomber l'expédition d'Égypte; enfin, il venait de compromettre la majesté de son souverain, en le faisant aller à ses armées sur l'Inn, pour y donner lui-même l'ordre déshonorant de livrer les trois boulevarts de l'Allemagne. Thugut fut renvoyé du ministère. Le comte de Cobentzell, le négociateur de Campo-Formio, fut élevé à la dignité de vice-chancelier d'état, qui, à Vienne, équivaut à celle de premier ministre. Tout ce qui pouvait faire espérer le rétablissement de la paix, était fort populaire à Vienne, et sanctionné par l'opinion publique.

Le comte de Cobentzell s'annonçait comme l'homme de la paix, le partisan de la France; il se prévalait hautement de son titre de négociateur de Campo-Formio, et de la confiance dont l'honorait le premier consul; c'est à cette même confiance qu'il devait le poste important qu'il occupait. L'état de 1756 allait renaître; ce temps de gloire où Marie-Thérèse traîna la France après son char, est une des époques les plus brillantes de la monarchie autrichienne. Le comte de Cobentzell informa le cabinet des Tuileries que le comte de Lerbach allait se rendre à Lunéville. Peu après, il fit connaître qu'il ne voulait s'en rapporter à personne pour une mission aussi importante, et partit de Vienne avec une nombreuse légation. Mais il voyagea lentement; arrivé à Lunéville, il saisit le prétexte que le plénipotentiaire français n'y était pas encore, pour venir à Paris payer ses respects au premier magistrat de la république. Tout lui était bon pour gagner du temps. Il fut présenté aux Tuileries, et traité de la manière la plus distinguée. Mais interpellé le lendemain, par le ministre des affaires étrangères, de montrer ses pouvoirs, il balbutia. Il fut dès lors évident qu'il avait voulu amuser le cabinet français, et que sa cour, malgré le changement de ministère, persistait dans le même systéme. Le premier consul avait nommé Joseph Bonaparte plénipotentiaire au congrès de Lunéville, le comte de Laforêt son secrétaire de légation, et le général Clarke, commandant de Lunéville et du département de la Meurthe. Il exigea que les négociations s'ouvrissent sans délai. Les plénipotentiaires se rendirent à Lunéville; et le 6 novembre, les pouvoirs furent échangés. Ceux du comte de Cobentzell étaient simples, ils furent admis. Mais à l'ouverture du protocole, ce ministre déclara qu'il ne pouvait traiter sans le concours d'un ministre anglais. Or, un ministre anglais ne pouvait être reçu au congrès, qu'autant qu'il adhérerait au principe de l'application de l'armistice aux opérations navales. Quelques courriers furent échangés entre Paris et Vienne; et aussitôt que la mauvaise foi du cabinet autrichien fut bien reconnue, les généraux en chef des armées de la république reçurent l'ordre de dénoncer l'armistice et de commencer aussitôt les hostilités : ce qui eut lieu le 17 novembre à l'armée d'Italie, et le 27 à celle du Rhin. Cependant les négociateurs continuèrent à se voir, signèrent tous les jours un protocole, et se donnèrent réciproquement des fêtes.

§ IV.

L'évêque d'Imola, cardinal Chiaramonti, avait été placé par le sacré collége sur le siége de Saint Pierre, à Venise, le 18 mars 1800. Mais la maison d'Autriche, qui était alors maî-

tresse de toute l'Italie, avait suivi à l'égard du pape la même politique qu'envers le roi de Piémont ; elle s'était constamment refusée à le remettre en possession de la ville de Rome, satisfaite de le tenir à Venise, sous son influence immédiate. Ce ne fut qu'après Marengo, que le baron de Thugut, voyant qu'il perdait son influence en Italie, se hâta de diriger le pape sur Rome ; mais Aucône, la Romagne, étaient restés au pouvoir de l'Autriche, qui y avait un corps de troupes. L'armée de vingt mille Anglais, formée dans l'île de Mahon pour seconder les opérations de Mélas en 1800, était enfin réunie dans cette île ; mais les victoires des Français avaient déjoué ce plan. La convention de Marengo, par laquelle Gênes fut remise aux Français, laissait dans une inaction absolue cette armée anglaise. Le traité qui unissait l'Angleterre et l'Autriche, et par leqnel ces deux puissances étaient convenues de ne faire la paix avec la France que conjointement, maintenait leur état d'alliance.

L'Autriche demanda donc le secours de l'armée de Mahon pour son armée d'Italie ; et il fut convenu qu'elle débarquerait en Toscane, et occuperait Livourne, ce qui obligerait les Français à une diversion considérable. Dans la convention de Marengo, il n'avait pas été question de la Toscane, mais il avait été stipulé qne les Autrichiens conserveraient Ferrare et sa citadelle. L'autorité du grand duc avait été rétablie dans ce pays, et le général autrichien Sommariva y commandait une division autrichienne et toutes les troupes toscanes.

Les deux mois d'août et de septembre, en entier, furent employés à former l'armée toscane, ainsi que celle du pape. Des officiers autrichiens commandaient les différens bataillons, les Anglais accordaient des subsides ; et une partie des émigrés, qui étaient dans le corps anglais destiné à agir contre la Provence, et à la tête desquels était Willot, furent placés dans l'armée toscane. L'état d'armistice, où se trouvaient les armées françaises et autrichiennes, pendant le courant de juillet, août et septembre, ne permit pas aux Anglais d'opérer leur débarquement en Toscane, puisque cela serait devenu une cause certaine de rupture, et qu'on aurait alors cessé d'espérer la paix. D'ailleurs, l'empereur avait grand intérêt à prolonger le plus possible la durée de l'armistice, pendant lequel ses armées se réorganisaient, et perdaient le souvenir de leurs défaites en Italie et en Allemagne.

Le 7 septembre, Brune annonça la reprise des hostilités, et le 11, il porta son quartier-général à Crémone : mais la suspension d'armes de Hohenlinden, du 20 septembre, s'étant étendue en Italie, le général Brune signa de son côté, le 29, l'armistice de Castiglione. Cependant la concentration de toute l'armée d'Italie, sur la rive gauche du Pô, avait nécessité le rappel sur Bologne de la division du général Pino, qui occupait la ligne du Rubicon. Dans cet état de choses, les troupes du pape, celles de Toscane, et les insurgés du Ferrarais, se répandirent dans la Romagne, et établirent la communication entre Ferrare et la Toscane. Le général Dupont, instruit de cette invasion, repassa le Pô ; les insurgés furent attaqués en Romagne, battus dans diverses directions par les généraux Pino et Ferrand, et poursuivis jusqu'auprès de Ferrare, d'Arrezzo et des débouchés des Apennins. Les gardes nationales de Ravenne et des

autres villes principales secondèrent les mouvemens des troupes françaises et cisalpines.

Cependant les insurgés se maintenaient toujours en Toscane. Cet état de choses dura jusqu'en octobre, où, persuadé que la cour de Vienne ne voulait pas sincèrement la paix, et voyant qu'il n'y avait plus rien à espérer pour une suspension d'armes navale, Brune somma le général Sommariva de faire désarmer la levée en masse de Toscane. Sur son refus, le 10 octobre, le général Dupont entra dans ce pays; le 15, il occupa Florence, et le 16, le général Clément entra à Livourne. Le général Monnier ne put réussir, le 18, à s'emparer d'Arezzo, foyer de l'insurrection; mais le lendemain, après une vive résistance, cette ville fut enlevée d'assaut, et presque tous les insurgés qui la défendaient, furent passés au fil de l'épée. Le général Sommariva et les troupes autrichiennes se retirèrent sur Ancône. La levée en masse fut désarmée et dissoute, la Toscane entièrement conquise et soumise, et les marchandises anglaises furent confisquées partout où l'on en trouva. Dans cette expédition, de grandes dilapidations furent commises et donnèrent lieu à de vives réclamations.

Les ôtages toscans, qui étaient depuis un an en France, furent renvoyés dans leur patrie. Ils avaient été très bien traités, et ne portèrent en Toscane que des sentimens favorables aux Français. Cependant la cour de Naples continuait à réorganiser son armée; et, dans le mois de novembre, elle put envoyer, sous les ordres de M. Roger de Damas, une division de huit à dix mille hommes, pour couvrir Rome, conjointement avec le corps autrichien du général Sommariva. La plus grande anarchie régnait dans les états du pape; ils étaient livrés à toute espèce de désordre.

§ V.

Depuis cinq mois que la suspension d'armes existait, l'Autriche avait reçu de l'Angleterre soixante millions qu'elle avait bien employés. Elle comptait en ligne deux cent quatre-vingt mille hommes présens sous les armes, y compris les contingens de l'empire, du roi de Naples et de l'armée anglaise, savoir cent trente mille hommes en Allemagne, sous les ordres de l'archiduc Jean; l'insurrection mayençaise, le corps d'Albini et la division Simbschen, vingt mille hommes sur le Mein; les corps sur le Danube et l'Inn, quatre-vingt mille hommes; celui du prince de Reutz, dans le Tyrol, vingt mille hommes. Cent vingt mille hommes étaient en Italie sous les ordres du feld-maréchal Bellegarde; savoir: le corps de Davidowich, dans le Tyrol italien, vingt mille; le corps cantonné derrière le Mincio, soixante dix mille; dans Ancône et la Toscane, dix mille; les troupes napolitaines, l'insurrection toscane, etc., vingt mille. Une armée anglaise de trente mille hommes, sous les ordres des généraux Abercombrie et Pulteney, était dans la Méditerranée, embarquée sur des transports et prête à se porter partout.

La France avait en ligne cent soixante-quinze mille hommes en Allemagne; savoir: l'armée gallo-batave, commandée par le général Angereau, vingt mille hommes; la grande armée d'Allemagne, commandée par le général Moreau, cent quarante mille hommes; l'armée des Grisons, commandée par le général Macdonald, quinze mille. En Italie, elle avait qua-

tre-vingt-dix mille hommes sous le général Brune, et le corps d'observation du midi, sous le général Murat, dix mille. L'effectif des armées de la république s'élevait à cinq cent mille hommes, mais qnarante mille se trouvaient en Orient, à Malte et anx colonies; qnarante-cinq mille étaient gendarmes, vétérans ou gardes-côtes; et l'on comptait ceut quarante mille hommes en Hollande, sur les côtes, dans les garuisons de l'intérieur, aux dépôts ou aux hôpitaux.

La cour de Vienne fut consternée, lorsqn'elle apprit que les généraux français avaient dénoncé les hostilités. Elle se flattait qu'ils ue voudraient pas entreprendre une campagne d'hiver dans un climat aussi âpre que celui de la haute Autriche. Le conseil aulique décida que l'armée d'Italié resterait sur la défensive, derrière le Mincio, la gauche appuyée à Mantoue, la droite à Peschiera ; qne l'armée d'Allemagne prendrait l'offensive et chasserait les Français au-delà du Lech.

Le premier consul était résolu de marcher sur Vienne, malgré la rigueur de la saison. Il voulait profiter des bronilleries qui s'étaient élevées entre la Russie et l'Angleterre; le caractère inconstant de l'empereur Paul lui faisait craindre uu changement pour la campagne prochaine. L'armée du Rhin, sous les ordres du général Moreau, était destinée à passer l'Inn et à marcher sur Vienne par la vallée du Danube. L'armée gallo-batave, commaudée par le général Augereau, devait agir sur le Meiu et la Rednitz, tant pour combattre les insurgés de Westphalie coudnits par le baron d'Albiui, que pour servir de réserve dans tous les cas imprévus, donner de l'inquiétude à l'Antriche sur la Bohême, dans le temps que l'armée du Rhin passerait l'Iun, et assurer les derrières de la gauche de cette dernière armée. Elle était composée de toutes les troupes qu'on avait pu tirer de la Hollaude, que la saisou mettait à l'abri de toute invasion.

C'était pour n'avoir pas ajouté foi à la force de l'armée de réserve que la maison d'Autriche avait perdn l'Italie à Marengo. Une nouvelle armée ayaut des états-majors pour six divisions, quoique seulement de quinze mille hommes, fut rénnie en juillet à Dijou, sous le nom d'armée de réserve. Le général Brune eu eut le commandement. Plus tard, il passa au commandement de l'armée d'Italie, et fut remplacé par le général Macdonald, qui, sur la fin d'août, se mit en marche, traversa la Suisse et se porta, avec l'armée de réserve, dans les Grisons, occupant le Voralberg par sa droite, et l'Engadine par sa gauche. Tous les regards de l'Europe furent dirigés sur cette armée; on la crut destinée à porter quelque coup de jarnac comme la première armée de réserve. On la snpposa forte de cinquante mille hommes, elle tint en échec deux corps d'armée autrichiens de quarante mille hommes.

L'armée d'Italie, sous les ordres du général Brune, qui, ainsi qu'ou l'a vu, avait remplacé dans le commandemeut le général Masséna, devait passer le Mincio et l'Adige, et se porter sur les Alpes Noriques. Le corps d'armée commandé par le général Murat, qui avait d'abord porté le nom de corps de grenadiers et éclaireurs, eusuite de troupes du camp d'Amiens, de graude armée de réserve, prit enfin celui de corps d'observation du midi. Il était destiné à servir de réserve à l'armée d'Italie et à flanqner sa droite.

Deux graudes armées et deux peti-

tes allaient ainsi se diriger sur Vienne, formant un ensemble de deux cent cinquante mille combattans présens sous les armes; et une cinquième était en réserve en Italie, pour s'opposer aux insurgés et aux Napolitains. Les troupes françaises étaient bien habillées, bien armées, munies d'une nombreuse artillerie et dans la plus grande abondance; jamais la république n'avait eu un état militaire aussi réellement redoutable. Il avait été plus nombreux en 1793; mais alors la plupart des troupes étaient des recrues mal habillées, non aguerries; et une partie était employée dans la Vendée et dans l'intérieur.

§ VI.

L'armée gallo-batave était sous les ordres du général Augereau, qui avait le général Andréossy pour chef d'état-major. Le général Treillard commandait la cavalerie; le général Macors l'artillerie. Cette armée était forte de deux divisions françaises, Barbou et Duhesme, et de la division hollandaise Dumonceau; en tout, vingt mille hommes. A la fin de novembre, le quartier-général était à Francfort.

L'armée mayençaise, commandée par le baron d'Albini, était composée, 1° d'nne division de dix mille insurgés des états de l'électeur de Mayence et de l'évêché de Würtzbourg, troupes qui augmentaient ou diminuaient selon les circonstances et l'esprit public de ces contrées; 2° d'une division autrichienne de dix mille hommes sous les ordres du général Simbschen. L'armée gallo-batave avait donc vingt mille hommes, mais vingt mille hommes de mauvaises troupes devant elle. Son général dénonça, le 2 novembre, les hostilités pour le 24. Le baron Albini, qui était à Aschaffenbourg, voulut essayer, avant de se retirer, de surprendre le corps qui lui était opposé. Il passa le pont à deux heures du matin, mais après un moment de succès il fut repoussé. Le quartier-général français arriva à Aschaffenbourg, le 25. Albini se retira sur Fulde, Simbschen sur Schweinfurth; la division Dumonceau entra dans Würtzbourg, le 28, et cerna la garnison qui se renferma dans la citadelle. L'armée de Simbschen, réduite à treize mille hommes, prit une belle position à Burg-Eberach pour couvrir Bamberg. Le 3 décembre, Augereau se porta à sa rencontre. Le général Duhesme attaqua avec cette intrépidité dont il a donné tant de preuves; et après une assez vive résistance, l'ennemi opéra sa retraite sur Forcheim. Le baron Albini resta sur la rive droite du Mein, entre Schweinfurth et Bamberg, afin d'agir en partisan. Le lendemain, l'armée gallo-batave prit possession de Bamberg, passa la Rednitz, et poussa des partis sur Ingolstadt, pour se mettre en communication avec les flanqueurs de la grande armée. Ce même jour, 3 décembre, l'armée du Rhin était victorieuse à Hohenlinden. Le général Klenau, avec une division de dix mille hommes, qui n'avait pas donné à la bataille, fut envoyé sur le Danube pour couvrir la Bohême; il se joignit, à Bamberg, au corps de Simbschen, et avec vingt mille hommes, il marcha contre l'armée française pour la rejeter derrière la Rednitz. Il attaqua la division Barbou dans le temps quo Simbschen attaquait celle de Duhesme; le combat fut vif. Toute la journée du 18 décembre, les troupes françaises suppléèrent au nombre par leur intrépidité, et rendirent vaines toutes les tentatives de l'ennemi; elles

se maintinrent, sur la rive droite de la Rednitz, en possession de Nüremberg. Mais le 21, Klenau ayant continué son mouvement, le général Augereau repassa sans combat la Rednitz. Sur ces entrefaites, le corps de Klenau ayant été rappelé en Bohême, l'armée gallo-batave rentra dans Nüremberg, et reprit ses anciennes positions, où elle reçut la nouvelle de l'armistice de Steyer.

Ainsi, avec vingt mille hommes, dont huit mille Hollandais, le général Augereau occupa tout le pays entre le Rhin et la Bohéme, et désarma l'insurrection mayençaise. Il contint, indépendamment du corps du général Simbschen, la division Klenau; ce qui affaiblit de trente mille hommes l'armée de l'archiduc Jean, qui l'était aussi sur sa gauche de vingt mille hommes détachés dans le Tyrol, sous les ordres du général Hiller, pour s'opposer à l'armée des Grisons. Ce furent donc cinquante mille hommes de moins que la grande-armée française eut à combattre; au lieu de cent trente mille hommes, l'archiduc Jean n'en opposa à Moreau que quatre-vingt mille.

§ VII.

La grande-armée du Rhin était divisée en quatre corps, chacun de trois divisions d'infanterie et d'une brigade de cavalerie; la grosse cavalerie formait une réserve. Le général Lecourbe commandait la droite composée des divisions Montrichard, Gudin, Molitor; le général en chef commandait en personne la réserve, formée des divisions Grandjean (depuis Grouchy), Decaen, Richepanse; le général Grenier commandait le centre, formé des divisions Ney, Legrand, Hardy (depuis Bastoul, depuis Bonnet); le général Sainte-Suzanne commandait la gauche, formée des divisions Souham, Colaud, Laborde; le général d'Hautpoult commandait toute la cavalerie, le général Eblé l'artillerie. L'effectif était de cent cinquante mille hommes, y compris les garnisons et les hommes aux hôpitaux. Cent quarante mille étaient disponibles et présens sous les armes. L'armée française était donc d'un tiers plus nombreuse que l'armée ennemie; elle était en outre fort supérieure par le moral et la qualité des troupes.

Les hostilités commencèrent le 28 novembre; l'armée marcha sur l'Inn. Le général Lecourbe laissa la division Molitor aux débouchés du Tyrol, et se porta sur Rosenheim avec deux divisions. Les trois divisions de la réserve se dirigèrent par Ebersberg, savoir, le général Decaen sur Roth, le général Richepanse sur Wasserbourg, le général Grandjean en réserve sur la chaussée de Mühldorf. Les trois divisions du centre marchèrent, celle de Ney en rasant la chaussée de Mühldorf, celle de Hardy en réserve, et celle de Legrand par la vallée de l'Issen. Le colonel Durosnel, avec un corps de flanqueurs fort de deux bataillons d'infanterie et de quelques escadrons, prit position à Wils-Bibourg, en avant de Landshut; les trois divisions de la gauche, sous le lieutenant-général Sainte-Suzanne, se concentrèrent entre l'Altmühl et le Danube. Moreau s'avançait ainsi sur l'Inn avec huit divisions en six colonnes, et laissant ses quatre autres divisions, pour observer ses flancs, le Tyrol et le Danube.

Le 28 novembre, tous les avant-postes de l'ennemi furent reployés; Lecourbe entra à Rosenheim; Richepanse rejeta sur la rive droite de l'Inn ou dans Wasserbourg tout ce qu'il rencontra; mais il échoua dans sa ten-

tative pour enlever cette tête de pont. La division Legrand déposta, de Dorfen au débouché de l'Issen, une avant-garde de l'archiduc. Le lieutenant-général Grenier prit position sur les hauteurs d'Ampfingen, Ney à la droite, Hardy au centre, Legrand à la gauche un peu en arrière; le camp avait trois mille toises. Ces huit divisions de l'armée française garnissaient, sur la rive gauche de l'Inu, une étendue de quinze lieues, depuis Rosenheim jusque auprès de Mühldorf. Ampfingen est à quinze lieues de Munich, dont l'Inn s'approche à dix lieues. La gauche de l'armée française se trouvait donc prêter le flanc au fleuve, pendant l'espace de cinq lieues. Il était bien délicat et fort dangereux d'en aborder ainsi le passage.

L'archiduc Jean avait porté son quartier-général à Oettingen : il avait chargé le corps de Condé, renforcé de quelques bataillons autrichiens, de défendre la rive droite depuis Rosenheim jusqu'à Kuffstein, et de maintenir ses communications avec le général Hiller, qui était dans le Tyrol avec un corps de vingt mille hommes. Il avait placé le général Klenau avec dix mille hommes à Ratisbonne, afin de soutenir l'armée mayençaise, insuffisante pour s'opposer à la marche d'Augereau. Son projet était, avec le reste de son armée (quatre-vingt mille hommes) de déboucher par Wasserbourg, Craybourg, Mühldorf, Oettingen et Braunau, qui avaient de bonnes têtes de pont, de prendre l'offensive et d'attaquer l'armée française. Il passa l'Inn, fit un quart de conversion à droite sur la tête de pont de Mühldorf, et se plaça en bataille, la gauche à Mühldorf, la droite à Landshut sur l'Iser. Le général Kienmayer, avec ses flanqueurs de droite, attaqua le colonel Durosnel, qui se retira derrière l'Iser. Le quartier-général autrichien fut successivement porté à Eggenfelden et à Neumarkt sur la Roth, à mi-chemin de Mühldorf à Landshut. L'armée de l'archiduc occupa, par ce mouvement, une ligne perpendiculaire sur l'extrême gauche de l'armée française; son extrême droite se trouva à Landshut à douze lieues de Munich, plus près de trois lieues que la gauche française, qui en était à quinze lieues. C'était par sa droite qu'il voulait manœuvrer, débouchant par les vallées de l'Issen, de la Roth et de l'Iser.

Le 1er décembre, à la pointe du jour, l'archiduc déploya soixante mille hommes devant les hauteurs d'Ampfingen, et attaqua de front le lieutenant-général Grenier, qui n'avait que vingt-cinq mille hommes, dans le temps qu'une autre de ses colonnes, débouchant par le pont de Craybourg, se porta sur les hauteurs d'Achau, en arrière et sur le flanc droit de Grenier. Le général Ney, d'abord forcé de céder au nombre, se reforma, remarcha en avant et enfonça huit bataillons; mais l'ennemi continuant à déployer ses grandes forces, et débouchant par les vallées de l'Issen, le lieutenant-général Grenier fut contraint à la retraite. La division Grandjean, de la réserve, s'avança pour le soutenir; Grenier prit position à la nuit sur les hauteurs de Haag. L'alarme fut grande dans l'armée française, le général en chef fut déconcerté. Il était pris en flagrant délit; l'ennemi attaquait avec une forte masse, ses divisions séparées et éparpillées. Le général Legrand, après avoir soutenu un combat très vif dans la vallée de l'Issen, avait évacué Dorfen.

Cette manœuvre de l'armée autrichienne était fort belle, et ce premier succès lui en promettait de bien im-

portans. Mais l'archiduc ne sut pas tirer parti des circonstances, il n'attaqua pas avec vigueur le corps de Grenier, qui ne perdit que quelques centaines de prisonniers et deux pièces de canon. Le lendemain 2 décembre, il ne fit que de petits mouvemens, ne dépassa pas Haag, et donna le temps à l'armée française de se rallier et de revenir de son étonnement. Il paya cher cette faute, qui fut la première cause de la catastrophe du lendemain.

Moreau ayant eu la journée du 2 pour se reconnaître, espéra avoir le temps de réunir son armée. Il envoya l'ordre à Sainte-Suzanne, qu'il avait mal à propos laissé sur le Danube, de se porter avec ses trois divisions sur Freysingen; elles ne pouvaient y être arrivées que le 5; à Lecourbe, de marcher toute la journée du 3 pour s'approcher sur la droite et prendre, à Ebersberg, les positions qu'occupait Richepanse, afin de masquer le débouché de Wasserbourg; il ne pouvait y arriver que dans la journée du 4; à Richepanse et à Decaen, de se porter au débouché de la forêt de Hohenlinden, au village de Altenpot; ils devaient opérer ce mouvement dans la nuit pour y prévenir l'ennemi; le premier n'avait que deux lieues à faire, le deuxième que quatre. Le corps de Grenier prit position sur la gauche de Hohenlinden : la division Ney appuya sa droite à la chaussée, la division Hardy au centre, la division Legrand observa Lendorf et les débouchés de l'Issen; la division Grandjean, dont le général Gronchy avait pris le commandement, coupa la chaussée, appuyant la gauche à Hohenlinden et refusant la droite le long de la lisière du bois. Par ces dispositions, le général Moreau devait avoir, le 4, huit divisions en ligne; le 5, il en aurait eu dix. Mais l'archiduc Jean, qui avait déjà commis cette grande faute de perdre la journée du 2, ne commit pas celle de perdre la journée du 3. A la pointe du jour, il se mit en mouvement; et les dispositions du général français pour réunir son armée devinrent inutiles; ni le corps de Lecourbe, ni celui de Sainte-Suzanne ne purent assister à la bataille; la division Richepanse et celle de Decaen combattirent désunies; elles arrivèrent trop tard, le 3, pour défendre l'entrée de la forêt de Hohenlinden.

L'armée autrichienne marcha au combat sur trois colonnes; la colonne de gauche de dix mille hommes, entre l'Inn et la chaussée de Munich, se dirigeant sur Albichengen et Saint-Christophe; celle du centre, forte de quarante mille hommes, suivit la chaussée de Mühldorf à Munich, par Haag vers Hohenlinden; le grand parc, les équipages, les embarras suivirent cette route, la seule qui fût ferrée. La colonne de droite, forte de vingt-cinq mille hommes, commandée par le général Latour, devait marcher sur Bruckrain; Kienmayer, qui, avec ses flanqueurs de droite, faisait partie de ce corps, devait se porter de Dorfen sur Schauben, tourner tous les défilés et être en mesure de déboucher dans la plaine d'Amzing, où l'archiduc comptait camper le soir, et attendre le corps de Klenau, qui s'y rendait en remontant la rive droite de l'Iser.

Les chemins étaient défoncés, comme ils le sont au mois de décembre; les colonnes de droite et de gauche cheminaient par des routes de traverse impraticables; la neige tombait à gros flocons. La colonne du centre, suivie par les parcs et les bagages, marchait sur la chaussée; elle devança bientôt

les deux autres; sa tête pénétra sans obstacle dans la forêt. Richepanse, qui la devait défendre à Altenpot, n'était pas arrivé; mais elle fut arrêtée au village de Hohenlinden, où s'appuyait la gauche de Ney, et où était la division Grouchy. La ligne française, qui se croyait couverte, fut d'abord surprise, plusieurs bataillons furent rompus, il y eut du désordre. Ney accourut, le terrible pas de charge porta la mort et l'effroi dans une tête de colonne de grenadiers autrichiens; le général Spanocchi fut fait prisonnier. Dans ce moment, l'avant-garde de la droite autrichienne déboucha des hauteurs de Bruckrain. Ney fut obligé d'accourir sur sa gauche pour y faire face; il eût été insuffisant, si le corps de Latour eût appuyé son avant-garde; mais il en était éloigné de deux lieues. Cependant les divisions Richepanse et Decaen, qui auraient dû arriver avant le jour au débouché de la forêt, au village de Altenpot, engagées, au milieu de la nuit, dans des chemins horribles et par un temps affreux, errèrent sur la lisière de la forêt une partie de la nuit. Richepanse, qui marchait en tête, n'arriva qu'à sept heures du matin à Saint-Christophe, encore à deux lieues de Altenpot. Convaincu de l'importance du mouvement qu'il opérait, il activa sa marche avec sa première brigade, laissant fort en arrière la deuxième. Lorsque la colonne autrichienne de gauche atteignit le village de Saint-Christophe, elle le coupa de cette deuxième brigade; le général Drouet qui la commandait se déploya. La position de Richepanse devenait affreuse; il était à mi-chemin de Saint-Christophe à Altenpot; il se décida à continuer son mouvement, afin d'occuper le débouché de la forêt, si l'ennemi n'y était pas encore, ou de retarder sa marche et de concourir à l'attaque générale, en se jetant sur son flanc, si déjà, comme tout semblait l'annoncer, l'archiduc avait pénétré dans la forêt. Arrivé au village de Altenpot, avec la huitième, la quarante-huitième de ligne et le premier de chasseurs, il se trouva sur les derrières des parcs et de toute l'artillerie ennemie, qui avaient défilé. Il traversa le village, et se mit en bataille sur les hauteurs. Huit escadrons de cavalerie ennemie, qui formaient l'arrière-garde, se déployèrent; la canonnade s'engagea, le premier de chasseurs chargea et fut ramené. La situation du général Richepanse était toujours très critique; il ne tarda pas à être instruit qu'il ne devait pas compter sur Drouet, qui était arrêté par des forces considérables, et n'avait aucune nouvelle de Decaen. Dans cette horrible position, il prit conseil de son désespoir: il laissa le général Walter avec la cavalerie, pour contenir les cuirassiers ennemis, et à la tête des 48e et 8e de ligne, il entra dans la forêt de Hohenlinden. Trois bataillons de grenadiers hongrois, qui composaient l'escorte des parcs, se formèrent; ils s'avancèrent à la baïonnette contre Richepanse qu'ils prenaient pour un partisan. La 48e les culbuta. Ce petit combat décida de toute la journée. Le désordre et l'alarme se mirent dans le convoi: les charretiers coupèrent leurs traits, et se sauvèrent, abandonnant quatre-vingt-sept pièces de canon et trois cents voitures. Le désordre de la queue se communiqua à la tête. Ces colonnes, profondément entrées dans les défilés, se désorganisèrent; elles étaient frappées des désastres de la campagne d'été, et d'ailleurs composées d'un grand nombre de recrues. Ney et Richepanse se réunirent. L'ar-

chiduc Jean fit sa retraite en désordre et en toute hâte sur Haag, avec les débris de son corps.

Le général Decaen avait dégagé le général Drouet. Il avait contenu, avec une de ses brigades, la colonne de gauche de l'ennemi à Saint-Christophe, et s'était porté dans la forêt, avec la seconde brigade, pour achever la déroute des bataillons, qui s'y étaient réfugiés. Il ne restait plus de l'armée autrichienne, que la colonne de droite, commandée par le général Latour, qui fût entière; elle s'était réunie avec Kienmayer, qui avait débouché sur sa droite par la vallée de l'Issen, ignorant ce qui s'était passé au centre. Elle marcha contre le lieutenant-général Grenier, qui avait dans la main les divisions Legrand et Bastoul et la cavalerie du général d'Hautpoult. Le combat fut fort opiniâtre; le général Legrand rejeta le corps de Kienmayer dans le défilé de Lendorf, sur l'Issen; le général Latour fut repoussé et perdit du canon; il se mit en retraite et abandonna le champ de bataille, aussitôt qu'il fut instruit du désastre du principal corps de son armée. La gauche de l'armée autrichienne repassa l'Inn sur le pont de Wasserbourg, le centre sur les ponts de Craybourg et de Mühldorf, la droite sur le pont d'Oettingen. Le général Klenau, qui s'était mis en mouvement pour s'approcher de l'Inn, se reporta sur le Danube pour couvrir la Bohême, menacer et combattre l'armée gallo-batave. Le soir de la bataille, le quartier-général de l'armée française fut porté à Haag. Dans cette journée, qui décida du sort de la campagne, six divisions françaises, la moitié de l'armée, combattirent seules contre presque toute l'armée autrichienne. Les forces se trouvèrent à peu près égales sur le champ de bataille, soixante-dix mille hommes de chaque côté. Mais il était impossible à l'archiduc Jean d'avoir plus de troupes réunies, et Moreau pouvait en avoir le double. La perte de l'armée française fut de dix mille hommes tués, blessés ou prisonniers, soit au combat de Dorfen, soit à celui d'Ampfingen, soit à la bataille. Celle de l'ennemi fut de vingt-cinq mille hommes, sans compter les déserteurs; sept mille prisonniers, parmi lesquels deux généraux, cent pièces de canon et une immense quantité de voitures, furent les trophées de cette journée.

§ VIII.

Lecourbe, qui n'était pas arrivé à temps pour prendre part à la bataille, se reporta sur Rosenheim; il n'en était qu'à peu de lieues. Decaen marcha sur la tête de pont de Wasserbourg qu'il bloqua étroitement; Grouchy resta en réserve à Haag; Richepanse se porta à Romeringen, vis-à-vis le pont de Craybourg; Grenier, avec ses trois divisions, passa l'Issen et se dirigea sur la Roth, à la poursuite de Latour et de Kienmayer, qui s'étaient retirés sur le bas Inn. Le général Kienmayer occupa les retranchemens de Mühldorf, sur la gauche de l'Inn; le général Baillet Latour s'établit derrière Wasserbourg et Riesch, sur la route de Rosenheim à Salzbourg,

Le 9 décembre (six jours après la bataille), Lecourbe jeta un pont à deux lieues au-dessus de Rosenheim, au village de Neupeuren, descendit la rive droite avec les divisions Montrichard et Gudin, se porta vis-à-vis Rosenheim, où le corps de Condé, qui avait été complété à douze mille hommes par des bataillons autrichiens, se trouvait en position en avant de Rars-

dorf, appuyant la droite à l'Inn, vis-à-vis Rosenheim, la gauche au lac de Chiemsée. La division Gudin manœuvra sur Endorf, pour tourner cette gauche, ce qui décida la retraite de ce corps derrière l'Alza. Les divisions Decaen et Grouchy, qui avaient passé l'Inn au pont qu'avait jeté Lecourbe, arrivèrent en ligne au milieu de la journée. Decaen prit la gauche de la ligne, Grouchy resta en réserve, Lecourbe continua à suivre l'ennemi par la route de Seebruck, Traunstein et Teissendorf; Grouchy suivit son mouvement. Richepanse et Decaen marchèrent d'abord sur la grande route de Wasserbourg, et par un à droite, se portèrent sur Lauffen, où ils passèrent la Salza le 14. Richepanse avait jeté un pont de bateaux vis-à-vis Rosenheim, et passé l'Inn dans la journée du 11. Grenier entra dans la tête de pont de Wasserbourg que l'ennemi évacua, passa l'Inn et se dirigea sur Altenmarkt. Les parcs, la réserve de cavalerie, les deux divisions de la gauche passèrent sur le pont de Mühldorf, dans les journées des 10, 11 et 12. Car, aussitôt que l'ennemi vit que la barrière de l'Inn était forcée, il en abandonna en toute hâte les rives, pour se concentrer entre l'Ems et Vienne.

Le 13, Lecourbe se porta à Seebruck, passa l'Alza et s'avança aux portes de Salzbourg. Il rencontra, vis-à-vis Salzbourg, l'arrière-garde ennemie, forte de vingt mille hommes, la plus grande partie cavalerie, l'attaqua et fut repoussé avec perte de deux mille hommes, et obligé de se reployer sur la rive gauche de la Saal. Les Autrichiens se disposaient à le suivre; mais le général Decaen ayant passé la Salza à Lauffen, Moreau marcha sur Salzbourg par la rive droite, ce qui obligea l'ennemi à abandonner cette rivière et à se retirer en hâte pour couvrir la capitale. Le 15, le général Decaen entra dans Salzbourg; le général Richepanse, de Lauffen se dirigea, le 16, sur Herdorf, et gagna, par une grande marche, la chaussée de Vienne. Le lieutenant-général Grenier marcha sur la chaussée de Braunau à Ried. Lecourbe, continuant à former la droite, s'avança par les montagnes. Le 17, Richepanse rencontra, à Frankenmarkt, l'arrière-garde de l'archiduc; il se battit toute la soirée. Le 18, on se battit aussi à Schwanstadt. L'arrière-garde ennemie n'avait fait qu'une lieue et demie dans cette journée, et prétendait passer la nuit dans cette position; mais elle fut attaquée avec la plus grande impétuosité et culbutée; elle perdit deux cents prisonniers. Le 19, le général Decaen ayant pris l'avant-garde, attaqua le général Kienmayer à Lembach, le culbuta, fit prisonnier le général Mezzery et douze cents hommes. Les bagages, les parcs eurent beaucoup de peine à passer le pont, et furent long-temps exposés au feu des batteries françaises. L'ennemi fut poussé avec une telle activité, qu'il n'eut pas le temps de brûler le pont, qui était en bois et déjà couvert d'artifices. La division Decaen se porta dans la nuit sur Wels, où elle atteignit un corps ennemi, qui se retirait sur Linz, et fit quelques centaines de prisonniers; la division Richepanse passa la Traün à Lembach et marcha sur Kremsmünster, où Lecourbe et Decaen arrivèrent dans la soirée du 20. La division Grouchy et le grand quartier-général se portèrent à Wels; le corps de Grenier, après avoir passé la Salza à Lauffen, et à Burkhausen, et bloqué Braunau par la division Ney, arriva à Ebersberg. Le prince Charles

venait de prendre le commandement de l'armée ; l'opinion des peuples et du soldat l'appelait à grands cris au secours de la monarchie ; mais il était trop tard.

Pendant ce temps, le général Decaen battait, à Kremsmünster, l'arrière-garde commandée par le prince de Schwartzemberg, et lui faisait un millier de prisonniers. Le 21, il entra à Steyer ; le général Grouchy à Ems. L'armée passa l'Ems le même jour ; les avant-postes furent placés sur l'Ips et l'Erlaph ; la cavalerie légère s'avança jusqu'à Molk. Le grand quartier-général fut établi à Kremsmünster. Le 25 décembre, on signa une suspension d'armes ; elle était conçue en ces termes :

Art. 1er. La ligne de démarcation entre la portion de l'armée gallo-batave, en Allemagne, sous les ordres du général Augereau, dans les cercles de Westphalie, du Haut-Rhin et de Franconie, jusqu'à Bayerdorf, sera déterminée particulièrement entre ce général et celui de l'armée impériale et royale qui lui est opposée. De Bayerdorf, cette ligne passe à Herland, Nüremberg, Neumarck, Parsberg, Laver, Stadtam-Hof et Rastisbonne, où elle passe le Danube dont elle longe la rive droite jusqu'à l'Erlaph, qu'elle remonte jusqu'à sa source, passe à Marckgamingen, Kogelbach, Goulingen, Hammox, Mendleng, Leopolsteiu, Heissemach, Vorderenberg et Leoben ; suit la rive gauche de la Mühr jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Salzbourg à Clagenfurth, qu'elle suit jusqu'à Spritat, remonte la chaussée de Vérone par l'Inenz et Brixen jusqu'à Botzen ; de là passe à Maham, Glurens et Sainte-Marie, et arrive par Bormio dans la Valteline, où elle se lie avec l'armée d'Italie. — Art. 2. La carte d'Allemagne, par Chauchard, servira de règle dans les discussions qui pourraient s'élever sur la ligne de démarcation ci-dessus. — Art. 3. Sur les rivières qui sépareront les deux armées, la section ou la conservation des ponts sera réglée par des arrangemens particuliers, suivant que cela sera jugé utile, soit pour le besoin des armées, soit pour ceux du commerce ; les généraux en chef des armées respectives s'entendront sur ces objets, ou en délégueront le droit aux généraux, commandant les troupes sur ces points. La navigation des rivières restera libre, tant pour les armées que pour le pays. — Art. 4. L'armée française non seulement occupera exclusivement tous les points de la ligne de démarcation ci-dessus déterminée, mais encore pour mettre un intervalle continu entre les deux armées ; la ligne des avant-postes de l'armée impériale et royale sera, dans toute son étendue, à l'exception du Danube, à un mille d'Allemagne, au moins, de distance de celle de l'armée française. — Art. 5. A l'exception des sauvegardes ou gardes de police, qui seront laissées ou envoyées dans le Tyrol par les deux armées respectives, et en nombre égal, mais qui sera le moindre possible (ce qui sera réglé par une convention particulière) ? il ne pourra rester aucune autre troupe de Sa Majesté l'empereur dans l'enceinte de la ligne de démarcation : celles qui se trouvent en ce moment dans les Grisons, le Tyrol et la Carinthie, devront se retirer immédiatement par la route de Clagenfurt sur Pruck, pour rejoindre l'armée impériale d'Allemagne, sans qu'aucune puisse être dirigée sur l'Italie ; elles se mettront en route des points où elles sont, aussitôt l'avis donné de

la présente convention, et leur marche sera réglée sur le pied d'une poste et demie d'Allemagne par jour. Le général en chef de l'armée française du Rhin est autorisé à s'assurer de l'exécution de cet article par des délégués chargés de suivre la marche des armées impériales jusqu'à Pruck. Les troupes impériales qui pourraient avoir à se retirer du haut Palatinat, de la Souabe ou de la Franconie, se dirigeront par le chemin le plus court, au-delà de la ligne de démarcation. L'exécution de cet article ne pourra être retardée sous aucun prétexte au-delà du temps nécessaire, eu égard aux distances. — Art. 6. Les forts de Kufstein, Schoernitz, et tous les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, seront remis en dépôt à l'armée française, pour être rendus dans le même état où ils se trouvent à la conclusion et ratification de la paix, si elle suit cet armistice sans reprise d'hostilités. Les débouchés de Fientlermünz, Naudert et autres fortifications de campagne dans le Tyrol, seront remis à la disposition de l'armée française. — Art. 7. Les magasins appartenant dans ce pays à l'armée impériale, seront laissés à sa disposition. — Art. 8. La forteresse de Würtzbourg, en Franconie, et la place de Braunau, dans le cercle de Bavière, seront également remises à l'armée française, pour être rendues aux mêmes conditions que les forts de Kufstein et Schoernitz. — Art. 9. Les troupes, tant de l'empire que de Sa Majesté impériale et royale qui occupent les places, les évacueront, savoir : la garnison de Würtzbourg, le 6 janvier 1801 (16 nivose an IX); celle de Braunau, le 4 janvier 1801 (14 nivose an IX), et celle des forts du Tyrol, le 8 janvier (18 nivose). — Art. 10. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, et se rendront, avec armes et bagages, par le plus court chemin, à l'armée impériale. Il ne pourra rien être distrait par elles de l'artillerie, munitions de guerre et de bouche et approvisionnemens en tous genres de ces places, à l'exception des subsistances nécessaires pour leur route jusqu'au delà de la ligne de démarcation. — Art. 11. Des délégués seront respectivement nommés pour constater l'état des places dont il s'agit; mais sans que le retard qui serait apporté à cette mission puisse en entraîner dans l'évacuation. — Art. 12. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol seront immédiatement licenciées, et les habitans renvoyés dans leurs foyers. L'ordre et l'exécution de ce licenciement ne pourront être retardés sous aucun prétexte. — Art. 13. Le général en chef de l'armée du Rhin voulant, de son côté, donner à Son Altesse l'archiduc Charles une preuve non équivoque des motifs qui l'ont déterminé à demander l'évacuation du Tyrol, déclare, qu'à l'exception des forts de Kufstein, Schoernitz, Fientlermünz, il se bornera à avoir dans le Tyrol des sauvegardes ou gardes de police déterminées dans l'art. 5, pour assurer les communications. Il donnera en même temps aux habitans du Tyrol, toutes les facilités qui seront en son pouvoir pour leurs subsistances, et l'armée française ne s'immiscera en rien dans le gouvernement de ce pays. — Art. 14. La portion du territoire de l'empire et des états de Sa Majesté impériale, dans le Tyrol, est mise sous la sauvegarde de l'armée française pour le maintien du respect des propriétés et des formes actuelles du gouvernement des peuples. Les habi-

tans de ce pays ne seront point inquiétés pour raison de services rendus à l'armée impériale, ni pour opinions politiques, ni pour avoir pris une part active à la guerre. — Art. 15. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura entre l'armée gallo-batave, en Allemagne, celle du Rhin, et l'armée de Sa Majesté impériale et de ses alliés dans l'empire germanique, un armistice et suspension d'armes qui ne pourra être moindre de trente jours. A l'expiration de ce délai, les hostilités ne pourront recommencer qu'après quinze jours d'avertissement, comptés de l'heure où la signification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment jusqu'à cet avis de rupture. — Art. 16. Aucun corps ni détachement, tant de l'armée du Rhin que de celle de Sa Majesté impériale, en Allemagne, ne pourront être envoyés aux armées respectives, en Italie, tant qu'il n'y aura pas d'armistice entre les armées françaises et impériale dans ce pays. L'inexécution de cet article sera regardée comme une rupture immédiate de l'armistice. — Art. 17. Le général en chef de l'armée du Rhin fera parvenir le plus promptement possible la présente convention aux généraux en chef de l'armée gallo-batave, des Grisons et de l'armée d'Italie, avec la plus pressante invitation, particulièrement au général en chef de l'armée d'Italie de conclure de son côté une suspension d'armes. Il sera donné en même temps toutes facilités pour le passage des officiers et courriers que son Altesse Royale l'archiduc Charles croira devoir envoyer, soit dans les places à évacuer, soit dans le Tyrol, et en général dans le pays compris dans la ligne de démarcation durant l'armistice.

A Steyer, le 25 décembre 1800 (4 nivose an IX).

Signés, V. F. Lahorie, le comte de Grune, Wairother-de-Vetal.

L'armée resta dans ses positions jusqu'à la ratification de la paix de Lunéville, signée le 9 février 1801. Elle évacua, en exécution de ce traité, les états héréditaires, dans les dix jours qui suivirent la ratification, et l'empire dans l'espace de trente jours après l'échange desdites ratifications.

OBSERVATIONS.

§ IX.

Plan de campagne. Le plan de campagne adopté par le premier consul, réunissait tous les avantages. Les armées d'Allemagne et d'Italie étaient chacune dans une seule main; l'armée gallo-batave devait être indépendante, parce qu'elle n'était qu'un corps d'observation, qui ne devait pas se laisser séparer de la France, et devait toujours se tenir en arrière de la gauche de la grande armée, pour permettre au général Moreau de concentrer toutes ses divisions et de réunir d'assez grandes forces, pour pouvoir manœuvrer, indépendamment des bons ou mauvais succès de ce corps d'observation.

L'armée des Grisons, deuxième armée de réserve, menaçait à la fois le Tyrol allemand et italien. Elle fixa toute l'attention des généraux Hiller et Davidowich, et permit au général Moreau d'attirer à lui sa droite, et au général Brune d'attirer à lui sa gauche. Il importait qu'elle fût aussi indépendante, parce qu'elle devait réaccorder les armées d'Allemagne et d'Italie, menacer la gauche de l'armée de l'archiduc, et la droite de celle du maréchal Bellegarde.

Ces deux corps d'observation, qui n'étaient ensemble que de trente-cinq hommes, occupèrent l'armée mayençaise et les corps de Simbschen, Kleuau, Reuss et Davidowich, soixante-dix mille hommes; lorsque, par un effet opposé, ils permirent aux deux grandes armes françaises, qui étaient destinées à entrer dans les états héréditaires, de tenir réunies toutes leurs forces.

Augereau. Le général Augereau a rempli le rôle qui lui avait été assigné. Ses instructions lui ordonnaient de se tenir toujours en arrière, afin de ne pas s'exposer à être attaqué par un détachement de l'armée de l'archiduc. Au reste, son combat de Burg-Eberach, le 3 décembre, jour même de la bataille de Hohenlinden, est fort honorable, ainsi que les combats qu'il a soutenus plus tard en avant de Nüremberg, où il a eu à lutter contre des forces supérieures. Mais s'il se fût mieux pénétré du rôle qu'il avait à remplir, il eût évité des engagemens; ce qui lui devenait facile, en ne passant pas la Rednitz. Cependant son ardeur a été utile, puisqu'elle a obligé l'archiduc à détacher le corps de Kleuau, pour soutenir l'armée mayençaise.

Moreau. La marche du général Moreau sur l'Inn est défectueuse; il ne devait pas aborder cette rivière sur six points et sur une ligne de quinze à vingt lieues. Lorsque l'armée, qui vous est opposée, est couverte par un fleuve, sur lequel elle a plusieurs têtes de pont, il ne faut pas l'aborder de front. Cette disposition dissémine votre armée, et vous expose à être coupé. Il faut s'approcher de la rivière que vous voulez passer, par des colonnes en échelons, de sorte qu'il n'y ait qu'une seule colonne, la plus avancée, que l'ennemi puisse attaquer sans prêter lui-même le flanc. Pendant ce temps, vos troupes légères borderont la rive; et lorsque vous serez fixé sur le point où vous voulez passer, point qui doit toujours être éloigné de l'échelon de tête, pour mieux tromper votre ennemi, vous vous y porterez rapidement et jeterez votre pont. L'observation de ce principe était très importante sur l'Inn, le général français ayant fait de Munich son point de pivot. Or, il n'y a de Munich à l'endroit le plus près de cette rivière, que dix lieues; elle court obliquement, en s'éloignant toujours davantage de cette capitale, de sorte que, lorsque l'on veut jeter un pont plus bas, on prête le flanc à l'ennemi. Aussi le général Grenier se trouva-t-il fort exposé dans le combat du 1er décembre; il fut obligé de lutter deux jours, un contre trois.

Si le général français voulait occuper les hauteurs d'Ampfingen, il ne le pouvait faire qu'avec toute son armée. Il fallait qu'il y réunît les trois divisions de Grenier, les trois divisions de la réserve, et la cavalerie du général d'Hautpoult, plaçant Lecourbe en échelons sur la droite. Ainsi rangée, l'armée française n'aurait couru aucun risque; elle eût battu et précipité dans l'Inn l'archiduc. Avec une armée, qui eût été même supérieure en nombre, les dispositions prises eussent été dangereuses. C'est de Landshut qu'il faut partir, pour marcher sur l'Inn.

Pendant que le sort de la campagne se décidait aux champs d'Ampfingen et de Hohenlinden, les trois divisions de Sainte-Suzanne et les trois divisions de Lecourbe, c'est-à-dire la moitié de l'armée, n'étaient pas sur le champ de bataille. A quoi bon avoir des troupes, lorsqu'on n'a pas l'art de s'en servir

dans les occasions importantes? L'armée française était de cent quarante mille hommes sur le champ d'opérations ; celle de l'archiduc de quatre-vingt mille hommes, parce qu'elle était affaiblie des deux détachemens qu'elle avait faits contre l'armée gallo-batave et celle des Grisons. Néanmoins, l'armée autrichienne se trouva égale en nombre sur le champ de Hohenlinden, et triple au combat d'Ampfingen.

La bataille de Hohenlinden a été une rencontre heureuse; le sort de la campagne y a été joué sans aucune combinaison. L'ennemi a eu plus de chances de succès que les Français; et cependant ceux-ci étaient tellement supérieurs en nombre et en qualité, que, menés sagement et conformément aux règles, ils n'eussent eu aucune chance contre eux. On a dit que Moreau avait ordonné la marche de Richepanse et de Decaen sur Altenpot, pour prendre en flanc l'ennemi! cela n'est pas exact; tous les mouvemens de l'armée française, pendant la journée du 3, étaient défensifs. Moreau avait intérêt à rester, le 3, sur la défensive, puisque, le 4, le général Lecourbe devait arriver sur le champ de bataille, et que, le 5, il devait recevoir un autre puissant renfort, celui de Sainte-Suzanne. Le but de ce mouvement de Decaen et de Richepanse, était d'empêcher l'ennemi de déboucher dans la forêt, pendant la journée du 3; il était purement défensif.

Si la manœuvre de ces deux divisions avait eu pour but de tomber sur le flanc gauche de l'ennemi, elle eût été contraire à la règle, qui veut que l'on ne fasse pas de gros détachemens, la veille d'une bataille. L'armée française n'avait de réunies que six divisions; c'était beaucoup hasarder que d'en détacher deux, la veille de l'action. Il était possible que ce détachement ne rencontrât pas les ennemis, parce que ceux-ci auraient manœuvré sur leur droite, ou auraient déjà emporté Hohenlinden, avant son arrivée à Altenpot. Dans ce cas, les divisions Richepanse et Decaen, isolées n'eussent été d'aucun secours aux quatre autres, qui eussent été rejetées au-delà de l'Iser; ce qui eût entraîné la perte de ces deux divisions détachées.

Si l'archiduc eût fait marcher en avant son échelon de droite, et ne fût entré dans la forêt, que lorsque le général Latour aurait été aux prises avec le lieutenant-général Grenier, il n'eût trouvé à Hohenlinden que la division Grouchy. Il se fût emparé de la forêt, eût coupé l'armée par le centre, et tourné la droite de Grenier, qu'il eût jetée au-delà de l'Iser; les deux divisions Richepanse et Decaen, isolées dans des pays difficiles, au milieu des glaces et des boues, eussent été acculées à l'Inn; un grand désastre eût frappé l'armée française. C'était mal jouer, que d'en courir les chances; Moreau était trop prudent pour s'exposer à un pareil hasard.

Le mouvement de Richepanse et de Decaen devait s'achever dans la nuit, mais il eût fallu que ces deux divisions marchassent réunies. Elles étaient au contraire séparées, et fort éloignées l'une de l'autre, dans des pays sans chemins et en décombre; elles errèrent toute la nuit. A sept heures du matin, le 3, lorsque Richepanse, avec la première brigade, arriva en avant de Saint-Christophe, il se trouva coupé de sa deuxième brigade; l'ennemi s'était placé à Saint-Christophe. Ce général devait-il poursuivre sa marche, ou rétrograder au secours de sa seconde brigade? Cette question ne

peut être douteuse; il devait rétrograder. Il l'eût dégagée, se fût joint au général Decaen, et eût pu, dès lors, marcher en avant avec de grandes forces. Il devait s'attendre à trouver, au village d'Altenpot, une des colonnes de l'archiduc fort supérieure à lui; quel espoir pouvait-il avoir? il eût été attaqué en tête et en queue, ayant l'Inn sur son flanc droit. Dans sa position, les règles de la guerre voulaient qu'il marchât réuni, non seulement avec sa deuxième brigade, mais même avec la division Decaen. Vingt mille hommes ont toujours des moyens d'influer sur la fortune; et au pis aller, surtout en décembre, ils ont toujours le temps de gagner la nuit et de se tirer d'affaire. Le général Richepanse fit donc une imprudence; cette imprudence lui réussit, et c'est à elle que doit spécialement être attribué le succès de la bataille; car, de part et d'autre, il n'a tenu à rien; et le sort de deux grandes armées a été décidé par le choc de quelques bataillons.

Archiduc Jean. — L'archiduc Jean a eu tort de prendre l'offensive, et de passer l'Inn. Son armée était trop démoralisée; elle avait trop de recrues; enfin, elle avait à combattre des forces trop considérables, et opérait dans une saison, où tous les avantages sont pour celui qui reste sur la défensive.

Il a fort bien engagé le combat du 1er décembre, mais il n'y a pas mis de vigueur; il a passé toute la journée à se déployer. Ces mouvemens exigent beaucoup de temps, et les jours sont bien courts en décembre; ce n'était pas le cas de parader. Il fallait attaquer par la gauche et par le centre, par la droite en colonnes et au pas de charge, tête baissée. En profitant ainsi de sa grande supériorité, il eût entamé et mis en déroute les divisions Ney et Hardy.

Il eût dû, dès le lendemain, pousser les Français, l'épée dans les reins et à grandes journées; il fit la faute de se reposer, ce qui donna le temps à Moreau de se rasseoir et de réunir ses forces. Son mouvement avait complètement surpris l'armée française; elle était disséminée; il ne fallait pas lui donner le temps de respirer et de se reconnaître. Mais, à moins que l'archiduc n'eût eu le bonheur de remporter un grand avantage, l'armée française, rejetée au delà de l'Iser, s'y fût ralliée, et n'eût pas moins fini par le battre complètement.

Ses dispositions pour la bataille de Hohenlinden sont fort bien entendues; mais il a commis des fautes dans l'exécution. La nature de son mouvement voulait que son armée marchât en échelons, la droite en avant; que la droite commandée par le général Latour, et les flanqueurs du général Kienmayer, fussent réunis et aux mains avec le corps du lieutenant-général Grenier, avant que le centre n'entrât dans la forêt. Pendant ce mouvement, l'archiduc devait se tenir en bataille avec le centre, à hauteur d'Altenpot, faisant fouiller la forêt par une division, pour favoriser la marche du général Latour. Les trois divisions de Grenier, commandées par Legrand, Bastoul et Ney, étant occupées par Latour, l'archiduc n'eût trouvé à Hohenlinden, que Grouchy qui ne pouvait pas tenir une demi-heure. Au lieu de cela, il marcha le centre en avant, sans faire attention que sa droite et sa gauche, qui s'avançaient par des chemins de traverse, dans des pays couverts de glaces, ne pouvaient pas le suivre, de sorte qu'il se trouva seul engagé dans une forêt, où la supériorité du nombre

est de peu d'importance. Cependant, il repoussa, mit en désordre la division Grouchy; mais le général Latour était à deux lieues en arrière. Ney, qui n'avait personne devant lui, accourut au soutien de Grouchy; et lorsque, plusieurs heures après, les ailes de l'archiduc arrivèrent à sa hauteur, il était trop tard. Il était contraire à l'usage de la guerre, d'engager, sans utilité, plus de troupes que le terrain ne lui permettait d'en déployer, et surtout de faire entrer ses parcs et sa grosse artillerie dans un défilé, dont il n'avait pas l'extrémité opposée. En effet, ils l'ont embarrassé pour opérer sa retraite, et il les a perdus. Il aurait dû les laisser en position, au village d'Altenpot, sous une escorte convenable, jusqu'à ce qu'il fût maître du débouché de la forêt.

Ces fautes d'exécution font présumer que l'armée de l'archiduc était mal organisée. Mais la pensée de la bataille était bonne; il eût réussi le 2 décembre, il eût encore réussi le 3, sans ces fautes d'exécution.

On a voulu persuader que la marche de l'armée française sur Ampfingen, et sa retraite sur Hohenlinden, étaient une ruse de guerre : cela ne mérite aucune réfutation sérieuse. Si le général Moreau eût médité cette marche il en eût tenu à portée les six divisions de Lecourbe et de Sainte-Suzanne; il eût tenu réunis Richepanse et Decaen, dans un même camp; il eût, etc., etc. Sans doute la bataille de Hohenlinden fut très glorieuse pour le général Moreau, pour les généraux, pour les officiers, pour les troupes françaises. C'est une des plus décisives de la guerre; mais elle ne doit être attribuée à aucune manœuvre, à aucune combinaison, à aucun génie militaire.

Dernière observation. — Le général Lecourbe, qui formait la droite, n'avait pas donné à la bataille; il eût dû jeter un pont sur l'Inn, et passer cette rivière, au plus tard, le 5. Toute l'armée eût dû se trouver, dans la journée du 6, sur la rive droite; elle n'y a été que le 12. Le quartier-général, qui eût pu arriver le 12 à Steyer, n'y a été que le 22. Cette perte de sept jours a permis à l'archiduc de se rallier, de prendre position derrière l'Alza et la Salza, d'organiser une bonne arrière-garde et de défendre le terrain pied à pied, jusqu'à l'Ems. Sans cette lenteur impardonnable, Moreau eût évité plusieurs combats, pris une quantité énorme de bagages, de prisonniers isolés, et coupé des divisions non ralliées. Il était beaucoup plus près de Saltzbourg, le lendemain de la bataille de Hohenlinden, que l'archiduc qui s'était retiré par le bas Inn; en marchant avec activité et dans la vraie direction, Moreau l'eût acculé au Danube, et fût arrivé à Vienne avant les débris de son armée.

Le petit échec qu'a essuyé Lecourbe devant Salzbourg, et la résistance de l'ennemi dans la plaine de Volksbrücke, proviennent du peu de cavalerie qui se trouvait à l'avant-garde. C'était cependant le cas d'y faire marcher la réserve du général d'Hautpoult, et non de la tenir en arrière. C'est à la cavalerie à poursuivre la victoire, et à empêcher l'ennemi battu de se rallier.

§ X.

L'armée des Grisons avait attiré l'attention du cabinet de Vienne; elle le devait spécialement à sa première dénomination d'armée de réserve. Mélas et son état-major avaient reproché au conseil aulique de s'être

laissé tromper sur la formation et la marche de la première armée de réserve, qui avait coupé les derrières de l'armée autrichienne, et lui avait enlevé à Marengo toute l'Italie; on s'occupa donc avec une scrupuleuse attention, de connaître la force et d'éclairer la marche de cette deuxième armée de réserve. La première avait été jugée trop faible; la deuxième fut supposée trop forte. Le gouvernement français employa tous les moyens, pour induire en erreur les agens autrichiens. On donna pour chef, à cette armée, le général Macdonald, connu par sa campagne de Naples, et par la bataille de la Trébia. Elle fut composée de plusieurs divisions; et l'on persuada facilement qu'elle était de quarante mille hommes, lorsqu'elle n'était réellement que de quinze mille. On y envoya des corps de volontaires de Paris, dont la levée avait fixé l'attention des oisifs, et qui étaient composés de jeunes gens de famille. Sous le rapport des opérations purement militaires, cette armée était inutile, et eût rendu plus de services, si on n'en eût formé qu'une seule division, que l'on aurait mise sous les ordres de Moreau ou de Brune. Mais le souvenir de la première était tel chez les Autrichiens, qu'ils pensèrent que cette seconde armée était destinée à manœuvrer comme l'autre, et à tomber sur leurs derrières, soit en Italie, soit en Allemagne. Dans la crainte qu'elle leur inspirait, ils placèrent un corps considérable dans les débouchés du Tyrol et de la Valteline, afin de la tenir en respect, soit qu'elle voulût se diriger sur l'Allemagne ou sur l'Italie. Elle produisit donc le bon effet, pendant une partie de novembre et de décembre, de paralyser près de quarante mille ennemis, tant de l'armée d'Allemagne, que de celle d'Italie. Ainsi l'on peut dire que cette deuxième armée de réserve contribua au succès des armées françaises, en Allemagne, bien plus par son nom, que par sa force réelle.

La bataille de Hohenlinden ayant entièrement décidé des affaires d'Allemagne, l'armée des Grisons reçut ordre d'opérer en Italie, de descendre dans la Valteline, et de se porter au cœur du Tyrol, en débouchant sur la grande chaussée à Botzen. Le général Macdonald exécuta lentement cette opération et n'y mit que peu de résolution; soit qu'il vît avec peine le général Brune, avec qui il était mal, à la tête d'une aussi belle armée que celle d'Italie; soit qu'une expédition de cette nature ne fût pas dans le caractère de ce général. Conduite par Masséna, Lecourbe ou Ney, une semblable opération aurait eu les plus grands résultats. Le passage du Splügen offrait sans doute quelques difficultés; mais l'hiver n'est pas la saison la plus défavorable pour le passage des montagnes élevées. Alors la neige y est ferme, le temps bien établi, et l'on n'a rien à craindre des avalanches, véritable et unique danger à redouter sur les Alpes. En décembre, il y a, sur ces hautes montagnes, de très belles journées, d'un froid sec, pendant lequel règne un grand calme dans l'air.

Ce ne fut que le 6 décembre, que l'armée des Grisons passa enfin le Splügen et arriva à Chiavenna. Mais au lieu de se diriger, par le haut Engadin, sur Botzen, cette armée vint se mettre en deuxième ligne, derrière la gauche de l'armée d'Italie. Elle ne fit aucun effet, et ne participa en rien au succès de la campagne; car le corps de Baraguey d'Hilliers, détaché dans

le haut Engadin, était trop faible. Il fut arrêté dans sa marche par l'ennemi, et ne pénétra à Botzen, que le 9 janvier, c'est-à-dire quatorze jours après les combats qui avaient été livrés par l'armée d'Italie sur le Mincio, et six jours après le passage de l'Adige par cette armée. Le général Macdonald arriva à Trente, le 7 janvier, lorsque déjà l'ennemi en était chassé par la gauche de l'armée d'Italie, qui se portait sur Roveredo, sous les ordres de Moncey et de Rochambeau. L'armistice de Trévise, conclu le 16 janvier 1801, par l'armée d'Italie, comprit également l'armée des Grisons; elle prit position dans le Tyrol italien; et son quartier-général resta à Trente.

§ XI.

Dans le courant de novembre 1800, le général Brune, qui commandait l'armée française en Italie, dénonça l'armistice au général Bellegarde, et les hostilités commencèrent le 22 novembre. La rivière de la Chiesa, jusqu'à son embouchure dans l'Oglio, et cette dernière, depuis ce point, jusqu'à son embouchure dans le Pô, formaient la ligne de l'armée française. Cette armée était très belle et très nombreuse; elle était composée de l'armée de réserve et de l'ancienne armée d'Italie, réunies. Pendant cinq mois qu'elle s'était rétablie dans les belles plaines de la Lombardie, elle avait été renforcée considérablement, tant par des recrues venant de France, que par de nombreuses troupes italiennes. Le général Moncey commandait la gauche, Suchet le centre, Dupont la droite, Delmas l'avant-garde, et Michaut la réserve; Davoust commandait la cavalerie et Marmont l'artillerie, qui avait deux cents bouches à feu, bien attelées et approvisionnées. Chacun de ces corps était composé de deux divisions; ce qui faisait un total de dix divisions d'infanterie et deux de cavalerie. Une brigade de l'avant-garde était détachée au quartier-général, et portait le titre de réserve du quartier-général. Ainsi l'avant-garde était de trois brigades.

Le général Miollis commandait en Toscane; il avait sous ses ordres cinq à six mille hommes, dont la plus grande partie étaient des troupes italiennes. Soult commandait en Piémont; il avait six ou sept mille hommes la plupart Italiens. Dulauloy commandait en Ligurie, et Lapoype dans la Cisalpine. Le général en chef Brune avait près de cent mille hommes sous ses ordres; il lui en restait, réunis sur le champ de bataille, plus de quatre-vingt mille.

L'armée des Grisons, que commandait Macdonald, occupait des corps autrichiens dans l'Engadino et dans la Valteline. Cette armée peut donc être comptée comme faisant partie de celle d'Italie. Elle augmentait la force de celle-ci de quinze mille hommes; c'était donc à peu près cent mille hommes présens sous les armes, qui agissaient sur Mincio et l'Adige.

Lors de la reprise des hostilités, le 22 novembre, le général Brune restait sur la défensive; il attendait sa droite qui, sous les ordres de Dupont, était en Toscane. Elle passa le Pô à Sacca, le 24, vint se placer derrière l'Oglio, ayant son avant-garde à Marcaria. L'ennemi restait également sur la défensive. Quelque ordre que reçût Brune d'agir avec vigueur, il hésitait à prendre l'offensive.

Le général Bellegarde, qui commandait l'armée autrichienne, n'était pas un général redoutable. Il avait pour

instruction de défendre la ligne du Mincio; la maison d'Autriche attachait de l'importance à conserver cette rivière, tant pour communiquer avec Mantoue, qu'afin de l'avoir pour limite à la paix. L'armée autrichienne, forte de soixante à soixante-dix mille hommes, avait sa gauche appuyée au Pô; elle était soutenue par Mantoue, et couverte par le lac, sur lequel il y avait des chaloupes armées. La droite s'appuyait à Peschiera et au lac Garda, dont une nombreuse flottille lui assurait la possession. Un corps détaché était dans le Tyrol, occupant les positions du Mont-Tonal et celles opposées aux débouchés de l'Engadine et de la Valteline. Le Mincio, qui, de Peschiera à Mantoue, a vingt milles, ou sept petites lieues de cours, est guéable en plusieurs endroits dans les temps de sécheresse; mais, dans la saison où l'on se trouvait, il ne l'est nulle part. Le général autrichien avait d'ailleurs fermé toutes les prises d'eau qui appauvrissent cette rivière. Toutefois, c'était une faible barrière; elle n'a pas plus d'une vingtaine de toises de largeur, et ses deux rives se dominent alternativement. Le point de Mozembano domine la rive gauche, ainsi que celui de Molino della Volta; les positions de Salionzo et de Valleggio, sur la rive gauche, ont un grand commandement sur celle opposée. Le général Bellegarde avait fait occuper fortement les hauteurs de Valleggio; il y avait fait rétablir un reste de château-fort, antique, qui pouvait servir de réduit; il commande toute la campagne sur les deux rives. Borghetto avait été fortifié, et était comme tête de pont, sous la protection de Valleggio. L'enceinte de la petite ville de Goïto avait été rétablie, et sa défense augmentée par les eaux. Bellegarde avait aussi fait élever quatre redoutes fraisées et palissadées, sur les hauteurs de Salionzo; elles étaient aussi rapprochées que possible de Valleggio. Lorsqu'il eut pourvu à ses principales défenses sur la rive gauche, il les étendit sur la rive droite. Il fit occuper les hauteurs de la Volta, position qui domine tout le pays par de forts ouvrages; mais ils étaient à près d'une lieue du Mincio, et à une et demie de Goïto et do Valleggio. Ainsi, sur un espace de quinze milles, le général autrichien avait cinq points fortement retranchés : Peschiera, Salionzo, Vallegio, Volta, et Goïto.

Le 18 décembre, l'armée française passa la Chiesa; le quartier-général se porta à Castaguedolo. Les 19 et 21, toute l'armée marcha sur le Mincio en quatre colonnes; la droite, sous les ordres de Dupont, se dirigea sur l'extrémité du lac de Mantoue; le centre, conduit par Suchet, marcha sur la Volta; l'avant-garde, ayant pour but de masquer Peschiera, se porta sur Ponti; la réserve et l'aile gauche se dirigèrent sur Mosembano. Dupont, à l'aile droite, rejeta avec sa division de droite, la garnison de Mantoue au-delà du lac. La deuxième division (Vatrin) chassa l'ennemi dans Goïto. Suchet, au centre, marcha sur Volta avec circonspection. Il s'attendait à un mouvement de l'armée autrichienne pour soutenir la tête de sa ligne. Mais l'ennemi ne fit contenance nulle part; il craignait probablement d'être coupé du Mincio; il abandonna ses positions. La belle hauteur de Mozembano, qui commande le Mincio, ne fut pas disputée. Les Français s'emparèrent de toutes les positions sur la rive droite, excepté de Goïto et de la tête de pont de Borghetto. L'ennemi ayant reconnu qu'il avait affaire à toute l'armée

française, craignit un engagement général ; il se replia sur la rive gauche du Mincio, ne conservant, sur la droite, que Golto et Borghetto. Le résultat des pertes des Autrichiens, sur toute la ligne, fut de cinq à six cents hommes prisonniers. Le quartier-général des Français fut placé à Mozembano.

Il fallait, le jour même, jeter des ponts sur le Mincio, le franchir, et poursuivre l'ennemi. Une rivière d'aussi peu de largeur est un léger obstacle, lorsqu'on a une position qui domine la rive opposée, et que de là, la mitraille des batteries dépasse au loin l'autre rive. A Mozembano, au moulin de la Volta, l'artillerie peut battre l'autre rive à une grande distance, sans que l'ennemi trouve une position avantageuse pour l'établissement de ses batteries. Alors le passage n'est réellement rien : l'ennemi ne peut pas même voir le Mincio, qui, semblable à un fossé de fortification, couvre les batteries de toute attaque.

Dans la guerre de siége, comme dans celle de campagne, c'est le canon qui joue le principal rôle ; il a fait une révolution totale. Les hauts remparts en maçonnerie ont dû être abandonnés pour les feux rasans et recouverts par des masses de terre. L'usage de se retrancher chaque jour, en établissant un camp, et de se trouver en sûreté derrière de mauvais pieux, plantés à côté les uns des autres, a dû être aussi abandonné.

Du moment où l'on est maître d'une position qui domine la rive opposée, si elle a assez d'étendue pour que l'on puisse y placer un bon nombre de pièces de canon, on acquiert bien des facilités pour le passage de la rivière. Cependant, si la rivière a de deux cents à cinq cents toises de large, l'avantage est bien moindre ; parce que votre mitraille n'arrivant plus sur l'autre rive, et l'éloignement permettant à l'ennemi de se défiler facilement, les troupes, qui défendent le passage, ont la faculté de s'enterrer dans des boyaux, qui les mettent à l'abri du feu de la rive opposée. Si les grenadiers, chargés de passer pour protéger la construction du pont, parviennent à surmonter cet obstacle, ils sont écrasés par la mitraille de l'ennemi, qui placé à deux cents toises du débouché du pont, est à portée de faire un feu très meurtrier, et est cependant éloigné de quatre ou cinq cents toises des batteries de l'armée qui veut passer ; de sorte que l'avantage du canon est tout entier pour lui. Aussi, dans ce cas, le passage n'est-il possible, que lorsqu'on parvient à surprendre complètement l'ennemi, et qu'on est favorisé par une île intermédiaire, ou par un rentrant très prononcé, qui permet d'établir des batteries croisant leurs feux sur la gorge. Cette île ou ce rentrant forme alors une tête de pont naturelle, et donne tout l'avantage de l'artillerie à l'armée qui attaque.

Quand une rivière a moins de soixante toises de large, les troupes qui sont jetées sur l'autre bord, protégées par une grande supériorité d'artillerie et par le grand commandement que doit avoir la rive où elle est placée, se trouvent avoir tant d'avantage, que, pour peu que la rivière forme un rentrant, il est impossible d'empêcher l'établissement du pont. Dans ce cas, les plus habiles généraux se sont contentés, lorsqu'ils ont pu prévoir le projet de leur ennemi, et arriver avec leur armée sur le point de passage, de s'opposer au passage du pont, qui est un vrai défilé, en se pla-

çant en demi cercle alentour, et en se défiant du feu de la rive opposée, à trois ou quatre cents toises de ses hauteurs. C'est la manœuvre que fit Vendôme, pour empêcher Eugène de profiter de son pont de Cassano.

Le général français décida de passer le Mincio le 24 décembre, et il choisit pour points de passage, ceux de Mozembano et de Molino della Volta, distant de deux lieues l'un de l'autre. Sur ces deux points, le Mincio n'étant rien, il ne faut considérer que le plan général de la bataille. Était-il à propos de se diviser entre Mozembano et Molino? l'ennemi occupait la hauteur de Valleggio et la tête de pont de Borghetto. La jonction des troupes, qui auraient effectué les deux passages, pouvait donc éprouver des obstacles et être incertaine. L'ennemi pouvait lui-même sortir par Borghetto, et mettre de la confusion dans l'une de ces attaques. Ainsi il était plus conforme aux règles de la guerre, de passer sur un seul point, afin d'être sûr d'avoir toujours ses troupes réunies. Dans ce cas, lequel des deux passages fallait-il préférer?

Celui de Mozembano avait l'avantage d'être plus près de Vérone; la position était beaucoup meilleure. L'armée ayant donc passé à Mozembano, sur trois ponts éloignés l'un de l'autre de deux à trois cents toises, ne devait point avoir d'inquiétude pour sa retraite, parce que sa droite et sa gauche étaient constamment appuyées au Mincio, et flanquées par les batteries qu'on pouvait établir sur la rive droite. Mais Bellegarde, qui l'avait parfaitement senti, avait occupé, par une forte redoute, les deux points de Valleggio et de Salionzo. Ces deux points, situés au coude du Mincio, forment avec le point de passage, un triangle équilatéral de trois mille toises de côté. L'armée autrichienne venant à appuyer sa gauche à Valleggio, sa droite à Salionzo, se trouvait occuper la corde, et sa droite et sa gauche étaient parfaitement appuyées. Elle ne pouvait pas être tournée, mais sa ligne de bataille était de trois mille toises. Brune ne pouvait donc espérer que de percer son centre; opération souvent difficile, et qui exige une grande vigueur et beaucoup de troupes réunies.

Le point de Molino della Volta était moins avantageux. Si l'on eût été battu, il y aurait eu plus de difficultés pour la retraite; car Pozzolo domine la rive droite. Mais dans cette position, l'ennemi n'aurait pas eu l'avantage d'avoir ses ailes appuyées par des ouvrages de fortification.

En faisant un passage à Mozembano, le général français, trouvait sur sa droite les hauteurs de Valeggio, qui étaient fortement retranchées, et sur sa gauche, celles de Salionzo, occupées également par de bons ouvrages. L'armée française, en voulant déboucher, se trouvait dans un rentrant, en butte aux feux convergens de l'artillerie ennemie, et ayant devant elle l'armée autrichienne, appuyée, par sa droite et sa gauche, à ces deux fortes positions. D'un autre côté, le corps, qui passait à la Volta, avait sa droite à une lieue et demie de Goito, place fortifiée sur la rive droite, et à une lieue, sur sa gauche, Borghetto et Valleggio.

Il fut cependant résolu que l'aile droite passerait à la Volta, tandis que le reste de l'armée passerait à Mozembano.

Le général Dupont, arrivé à Molino della Volta, à la pointe du jour, construisit des ponts, et fit passer ses divisions. Il s'empara du village de Pozzolo, où il établit sa droite; et sa gauche,

appuyée au Mincio, fut placée vis-à-vis de Molino, et protégée par le feu de l'artillerie des hauteurs de la rive droite, qui dominent toute la plaine. Une digue augmentait encore la force de cette gauche. Lors du passage, l'ennemi était peu nombreux. Sur les dix heures, le général Dupont apprit que le passage que le général Brune devait effectuer devant Mozembano, était remis au lendemain. Le général Dupont aurait dû sur-le-champ faire repasser sur la rive droite, la masse de ses troupes, en ne laissant, sur la rive gauche, que quelques bataillons, pour y établir une tête de pont, sous la protection de ses batteries. D'ailleurs, la position était telle, que l'ennemi ne pouvait approcher jusqu'au pont. Cette opération ayant tout l'avantage d'une fausse attaque, aurait partagé l'attention de l'ennemi. L'on aurait pu, à la pointe du jour, avoir forcé la ligne de Valleggio à Salionzo, avant que toute l'armée ennemie n'y eût été réunie. Le général Dupont resta cependant dans sa position sur la rive gauche. Bellegarde, profitant de l'avantage que lui donnait son camp retranché de Valleggio et de Salionzo, marcha avec ses réserves contre l'aile droite. On se battit sur ce point, avec beaucoup d'opiniâtreté; les généraux Suchet et Davoust accoururent au secours du général Dupont; et un combat très sanglant, où les troupes déployèrent la plus grande valeur, eut lieu sur ce point, entre vingt à vingt-cinq mille Français, et quarante à quarante-cinq mille Autrichiens, dans l'arrondissement d'une armée, qui sur un champ de bataille de trente lieues carrées, avait quatre-vingt mille Français contre soixante mille Autrichiens. C'est au village de Pozzolo que se passa l'action la plus vive; la gauche, protégée par le feu de l'artillerie de la rive droite et par la digue, était plus difficile à attaquer. Pozzolo, pris et repris alternativement par les Autrichiens et par les Français, resta enfin à ces derniers. Mais il leur en coûta bien cher; ils y perdirent l'élite de trois divisions, et éprouvèrent au moins autant de mal que l'ennemi. La bravoure des Français fut mal employée; et le sang de ces braves ne servit qu'à réparer les fautes du général en chef, et celles causées par l'ambition inconsidérée de ses lieutenans-généraux. Le général en chef, dont le quartier-général était à deux lieues du champ de bataille, laissa se battre toute son aile droite, qu'il savait avoir passé sur la rive gauche, sans faire aucune disposition pour la secourir. Une telle conduite n'a besoin d'aucun commentaire.

Il est impossible d'expliquer comment Brune, qui savait que sa droite avait passé et était aux mains avec l'ennemi, ne se porta pas à son secours, n'y dirigea pas ses pontons pour y construire un autre pont. Pourquoi du moins, puisqu'il avait adopté le plan de passer sur deux points, ne choisit-il pas Mozembano, en profitant du mouvement où était l'armée autrichienne, pour s'emparer de Salionzo, Valleggio, et tomber sur les derrières des ennemis? Suchet et Davoust ne vinrent au secours de Dupont, que de leur propre mouvement, ne prenant conseil que de la force des événemens.

Le 25, le général Marmont plaça ses batteries de réserve sur les hauteurs de Mozembano, pour protéger la construction des ponts; c'était bien inutile. L'ennemi n'avait garde de venir se placer dans un rentrant de trois mille toises de corde, pour disputer

le passage d'une rivière de vingt toises, commandée par une hauteur, vis-à-vis de laquelle son artillerie, quelque nombreuse qu'elle fût, n'aurait pas pu se maintenir plus d'un quart d'heure en batterie. Le passage effectué, Delmas, avec l'avant-garde, marcha sur Valleggio; Moncey, avec la division Boudet, Michaut, avec la réserve, le soutinrent. Suchet resta en réserve devant Borghetto, et Dupont, avec l'aile droite, resta à Pozzolo. Les troupes eurent à souffrir des feux croisés de Valleggio et de Salionzo; mais le général autrichien avait déjà calculé sa retraite, considérant la rivière comme passée, et après l'affront qu'il avait reçu la veille, malgré l'immense supériorité de ses forces, il cherchait à gagner l'Adige. Il avait seulement conservé des garnisons dans les ouvrages de Salionzo et de Valleggio, afin de pouvoir opérer sûrement sa retraite et évacuer tous ses blessés. Brune lui en laissa le temps. Dans la journée du 25, il ne dépassa pas Salionzo et Valleggio, c'est-à-dire qu'il fit trois mille toises. Le lendemain, les redoutes de Salionzo furent cernées, et on y prit quelques pièces de canon et douze cents hommes. Il faut croire que c'est par une faute de l'état-major autrichien, que ces garnisons n'ont pas reçu l'ordre de se retirer sur Peschiera. Il est difficile, toutefois, de justifier la conduite de ce général.

Les Français firent une attaque inutile en voulant enlever Borghetto; la brave soixante-douzième demi-brigade, qui en fut chargée, y perdit l'élite de ses soldats. Il suffisait de canonner vivement ce poste et d'y jeter des obus; car on ne peut pas entrer dans Borghetto, si l'on n'est pas maître de Valleggio; et une fois maître de ce dernier point, tout ce qui est dans Borghetto est pris. Effectivement, peu après l'attaque de la soixante-douzième, la garnison de Borghetto se rendit prisonnière; mais on avait sacrifié en pure perte quatre à cinq cents hommes de cette brave demi-brigade.

§ XII.

Les jours suivans, l'armée se porta en avant, la gauche à Castelnuovo, la droite entre Légnano et Vérone. Elle avait envoyé un détachement pour masquer Mantoue; et deux régimens avaient été placés sur les bords du lac Garda, pour couper toute communication par le Mincio, entre Mantoue et Peschiera, que devait investir la division Dombrowski.

L'armée française passa l'Adige le premier janvier, c'est-à-dire, six jours après le passage du Mincio; un général habile l'eût passé le lendemain. Cette opération se fit sans éprouver aucun obstacle à Bussolingo. Dans cette saison, le bas Adige est presque impratiquable. Le lendemain, l'ennemi évacua Vérone, laissant une garnison dans le château. La division Rochambeau s'était portée de Lodron sur l'Adige, par Riva, Torboli et Mori. Ce mouvement avait obligé les Autrichiens d'évacuer la Corona. Le 6 janvier, ils furent chassés des hauteurs de Caldiero; les Français entrèrent à Vicence. Le corps de Moncey était à Roverdo. Le 11, l'armée française passa la Brenta devant Fontanina. Pendant ces mouvemens, le corps d'armée d'observation du midi entrait en Italie; le 13 il arriva à Milan. D'un autre côté, Macdonald, avec l'armée des Grisons, était entré à Trente, le 7 janvier, avait poursuivi les Autrichiens

dans la vallée de la Brenta ; et dès le 9, il se trouvait en communication avec l'armée d'Italie, par Roveredo. L'armée autrichienne, au contraire, s'affaiblissait de plus en plus. Inférieure d'un tiers, dès l'ouverture de la campagne, à l'armée française, elle avait depuis éprouvé de grandes pertes. Le combat de Pozzolo lui avait coûté beaucoup de morts et de blessés, et ses pertes en prisonniers, s'élevaient de cinq à six mille hommes. Les garnisons qu'elle avait laissées dans Mantoue, Peschiera, Vérone, Ferrare, Porto-Legnano, l'avaient beaucoup réduite. Toutes ces pertes la mettaient hors d'état de tenir aucune ligne devant l'armée française. L'Adige une fois passé, l'armée autrichienne fut obligée d'envoyer une partie de ses forces pour garder les débouchés du Tyrol ; et ces troupes se trouvèrent occupées par l'armée des Grisons, qui arrivait en ligne. Le général Baraguey d'Hilliers était à Botzen. A tous ces motifs de découragement se joignit la nouvelle de l'arrivée de l'armée du Rhin aux portes de Vienne. En un mot, il fallait que l'armée autrichienne fût bien faible et bien découragée, puisqu'elle ne garda pas les hauteurs de Caldiéro, et laissa franchir à l'armée française tous les points qu'elle lui pouvait disputer. Aussitôt que cette dernière eut passé la Brenta, M. de Bellegarde renouvela la demande d'un armistice.

Le général Marmont et le colonel Sébastiani furent chargés par le général en chef de le négocier. Les ordres les plus positifs du premier consul portaient de n'en faire aucun, que lorsque l'armée française serait sur l'Isonzo, afin de bien couper l'armée autrichienne de Venise; ce qui l'eût obligée de laisser une forte garnison dans cette ville, dont les habitans n'étaient pas bien disposés pour les Autrichiens. Cette circonstance pouvait procurer de nouveaux avantages à l'armée française. Mais le premier consul avait insisté surtout pour ne rien conclure, avant qu'on n'eût la place de Mantoue. Le général français montra, dans cette négociation, peu de caractère, et il signa, le 16 janvier, l'armistice à Trévise.

Brune renonça de lui-même à demander Mantoue; c'était la seule question politique. Il se contenta d'obtenir Peschiera, Porto-Legnano, Ferrare, etc. Les garnisons n'en étaient pas prisonnières de guerre; elles emmenaient avec elles leur artillerie, et la moitié des vivres des approvisionnemens de ces places. La flottille de Peschiera, qui appartenait de droit à l'armée française, ne fut pas même livrée.

La convention de Trévise porta le cachet de la faiblesse des négociateurs qui la conclurent. Il est évident que toutes les conditions étaient à l'avantage de l'Autriche. Par suite des succès que l'armée française avait obtenus, et en raison de sa supériorité numérique et morale, Peschiera, Ferrare, etc., étaient des places prises : c'étaient donc des garnisons formant un total de cinq à six mille hommes, de l'artillerie, des vivres, et une flottille, que l'on rendait à des ennemis vaincus. La seule place qui pût tenir assez long-temps, pour aider l'Autriche à soutenir une nouvelle campagne, était Mantoue; et, non seulement cette place restait au pouvoir des ennemis, mais on lui accordait un arrondissement de huit cents toises, et la faculté de recevoir des approvisionnemens au-delà de ceux nécessaires à la garnison et aux habitans.

Au mécontentement que le premier

consul avait éprouvé de toutes les fautes militaires commises dans cette campagne, se joignit celui de voir ses ordres transgressés, les négociations compromises, et sa position en Italie incertaine. Il fit sur-le-champ connaître à Brune qu'il désavouait la convention de Trévise, lui enjoignant d'annoncer que les hostilités allaient recommencer, à moins qu'on ne remît Mantoue. Le premier consul fit faire la même déclaration au comte de Cobentzel, à Lunéville. Ce ministre, qui commençait enfin à être persuadé de la nécessité de traiter de bonne foi, et dont l'orgueil avait plié devant la catastrophe qui menaçait son maître, signa, le 26 janvier, l'ordre de livrer Mantoue à l'armée française, ce qui eut lieu le 17 février. A cette condition, l'armistice fut maintenu. Pendant les négociations, le château de Vérone avait capitulé, et sa garnison de mille sept cents hommes avait été prise.

Cette campagne d'Italie donna la mesure de Brune, et le premier consul ne l'employa plus dans des commandemens importans. Ce général, qui avait montré la plus brillante bravoure et beaucoup de décision à la tête d'une brigade, ne paraissait pas fait pour commander en chef.

Néanmoins les Français avaient toujours été victorieux dans cette campagne, et toutes les places fortes d'Italie étaient entre leurs mains. Ils étaient maîtres du Tyrol et des trois quarts de la terre-ferme du territoire de Venise, puisque la ligne de démarcation de l'armée française suivait la gauche de la Livenza, depuis Sally jusqu'à la mer, la crête des montagnes entre la Piave et Zeliné, et redescendait la Drave jusqu'à Lintz, où elle rencontrait la ligne de l'armistice d'Allemagne.

§ XIII.

Le général Miollis, qui était resté en Toscane, commandait un corps de cinq à six mille hommes de toutes armes; la majorité de ces troupes étaient des troupes italiennes. Les garnisons qu'il était obligé de laisser à Livourne, à Lucques, au château de Florence, et sur divers autres points, ne lui laissaient de disponible qu'un corps de trois mille cinq cents à quatre mille hommes. Le général de Damas, avec une force de seize mille hommes, dont huit mille Napolitains, était venu prendre position sur les confins de la Toscane, après avoir traversé les états du pape. Il devait combiner ses opérations dans la Romagne et le Ferrarois, avec des troupes d'insurgés, chassés de Toscane par la garde nationale de Bologne, et par une colonne mobile qu'avait envoyée le général Brune, sur la droite du Pô. La retraite de l'armée autrichienne, qui, successivement, avait été obligée de passer le Pô, le Mincio, l'Adige, la Brenta, avait déconcerté tous les projets des ennemis sur la rive droite du Pô. Le général Miollis, établi à Florence, maintenait le bon ordre dans l'intérieur; et les batteries élevées à Livourne tenaient en respect les bâtimens anglais. Les Autrichiens, qui s'étaient montrés en Toscane, s'étaient retirés, partie sur Venise pour en renforcer la garnison, et partie sur Ancône.

Le 14 janvier, le général Miollis, instruit qu'une division de cinq à six mille hommes du corps de Damas, s'était portée sur Sienne, dont elle avait insurgé la population, sentit la nécessité de frapper un coup, qui prévînt et arrêtât les insurrections prêtes à éclater sur plusieurs autres points. Il pro-

fita de la faute que venait de commettre le général de Damas, officier sans talent ni mérite militaire, de détacher aussi loin de lui une partie de ses forces, et marcha contre ce corps avec trois mille hommes. Le général Miollis rencontra les Napolitains et les insurgés en avant de Sienne, les culbuta aussitôt sur cette ville, dont il força les portes à coups de canon et de hache, et passa au fil de l'épée tout ce qu'il y rencontra les armes à la main. Il fit poursuivre, plusieurs jours, les restes de ces bandes, et les rejeta au-delà de la Toscane, dont il rétablit ainsi et maintint la tranquillité.

Cependant de nouvelles forces étaient parties de Naples, pour venir renforcer l'armée de M. de Damas.

Le général Murat, commandant en chef la troisième armée de réserve, qui venait de prendre la dénomination d'armée d'observation d'Italie, et dont le quartier-général était à Genève, dans les premiers jours de janvier, passa le petit Saint-Bernard, le mont Genèvre et le mont Cénis, et arriva, le 13 janvier, à Milan. Cette armée continua sa route sur Florence; elle était composée des divisions Tareau et Mathieu, et d'une division de cavalerie. Un des articles de la convention de Trévise, portait que la place d'Ancône serait remise à l'armée française. Le général Murat, en conséquence, eut ordre de prendre possession de cette place, de chasser les troupes napolitaines des états du pape, et de les menacer même dans l'intérieur du royaume de Naples. Ce général, arrivé à Florence le 20 janvier, expédia le général Paulet, avec une brigade de trois mille hommes de toutes armes, pour prendre possession d'Ancône et de ses forts. Ce dernier passa à Cézena, le 23 janvier, et le 27, il prit possession des forts et de la ville d'Ancône. Cependant le premier consul avait ordonné qu'on eût pour le pape les plus grands égards. Le général Murat avait même écrit de Florence, le 24 janvier, au cardinal, premier ministre de Sa Sainteté, pour l'informer des intentions du premier consul, et de l'entrée de l'armée d'observation dans les états du saint-père, afin d'occuper Ancône, d'après la convention du 16, et de rendre à Sa Sainteté le libre gouvernement de ses états, en obligeant les Napolitains à évacuer le château Saint-Ange et le territoire de Rome. Il prévint aussi le cardinal, qu'il avait ordre de ne s'approcher de Rome, que dans le cas où Sa Sainteté le jugerait nécessaire.

Dès son arrivée en Toscane, le général français avait écrit à M. de Damas, pour lui demander les motifs de son mouvement offensif en Toscane, et lui signifier qu'il eût à évacuer sur-le-champ le territoire romain. M. de Damas lui avait répondu de Viterbe, que les opérations du corps sous ses ordres, avaient toujours dû se combiner avec celles de l'armée de M. de Bellegarde; que, lorsque le général Miollis avait attaqué son avant-garde, à Sienne, à vingt-six milles de son corps d'armée, il allait se retirer sur Rome, imitant le mouvement de l'armée autrichienne, sur la Brenta; mais que, puisqu'un armistice avait été conclu avec les Autrichiens, les troupes qu'il commandait, étant celles d'une cour alliée de l'empereur, se trouvaient aussi en armistice avec les Français.

Le général Murat lui répondit sur-le-champ, que l'armistice conclu avec l'armée autrichienne, ne concernait en rien l'armée napolitaine; qu'il était donc nécessaire qu'elle évacuât le châ-

teau Saint-Ange et les états du pape; que la considération du premier consul pour l'empereur de Russie pouvait seule protéger le roi de Naples; mais que ni l'armistice, ni le cabinet de Vienne, ne pouvaient en rien le protéger. En même temps, le général Murat mit sa petite armée en mouvement. Les deux divisions d'infanterie furent dirigées le 28 janvier, par la route d'Arezzo, sur Foligno et Perruvio, où elles arrivèrent le 4 février. Le général Paulet eut ordre de se rendre d'Ancône, avec deux bataillons, à Foligno, en passant par Macerata et Tolentino. Pendant ces mouvemens, l'artillerie, qui se dirigeait sur Florence, par le débouché de Pistoia, eut ordre de continuer sa route par Bologne et Ancône. Ainsi le corps d'observation marchait sans son artillerie; faute qui ne peut jamais être excusée, que lorsque les chemins par où passe l'armée, sont absolument impraticables au canon. Or, celui de Bologne à Florence n'est pas dans ce cas, les voitures peuvent y passer. Aussitôt que l'armée napolitaine fut instruite de la marche du corps d'observation, elle se replia en toute hâte sous les murs de Rome.

Le général Paulet, dès son arrivée à Ancône, y avait fait rétablir les autorités et placer les couleurs du pape; ce qui excita la reconnaissance de ce pontife, qui se hâta de faire écrire au général Murat, par le cardinal Gonsalvi, le 31 janvier, pour lui exprimer *le vif sentiment dont il était pénétré pour le premier consul; auquel*, dit-il, *est attaché la tranquillité de la religion, ainsi que le bonheur de l'Europe.*

Le 9 février, l'armée française était placée sur la Neva, jusqu'à son embouchure dans le Tibre, et jusqu'aux confins des états du roi de Naples.

Enfin, après quelques pourparlers, le général Murat consentit, par égard pour la Russie, à signer, le 18 février, à Foligno, un armistice de trente jours, entre son corps d'armée et les troupes napolitaines. D'après cet armistice, elles durent évacuer Rome et les états du pape. Le 1er mars, à la suite de l'arrivée à Naples du colonel Beaumont, aide-de-camp du général Murat, l'embargo fut mis sur tous les bâtimens anglais, qui se trouvaient dans les ports de ce royaume. Tous les Anglais en furent expulsés, et l'armée napolitaine rentra sur son territoire. Le 28 mars suivant, un traité de paix fut signé à Florence, entre la république française et la cour de Naples, par le citoyen Alquier et le chevalier Micheroux. D'après l'un des articles, un corps français pouvait, sur la demande du roi de Naples, être mis à sa disposition, pour garantir ce royaume des attaques des Anglais et des Turcs. En vertu de ce même article, le général Soult fut envoyé, le 2 avril, avec un corps de dix à douze mille hommes, pour occuper Otrante, Brandisi, Tarente, et tout le bout de la presqu'île, afin d'établir des communications plus faciles avec l'armée d'Égypte. Ce corps arriva à sa destination vers le 25 avril. Dans le courant de ce mois, la Toscane fut remise au roi d'Étrurie, conformément au traité de Lunéville, et à celui conclu entre la France et l'Espagne. Cependant les Anglais occupaient encore l'île d'Elbe. Le 1er mai, le colonel Marietty, parti de Bastia avec six cents hommes, débarqua près de Marciana, dans cette île, pour en prendre possession, d'après le traité conclu avec le roi de Naples. Le lendemain, il entra à Porto-Longone, après avoir chassé un rassemblement consi-

dérable de paysans insurgés, d'Anglais et de désertenrs. Il fut joint dans cette place, le même jour, par le général de division Tharreau, qui s'était embarqué à Piombino avec un bataillon français et trois cents Polonais. Ces troupes réunies, marchèrent aussitôt pour cerner Porto-Ferrajo, qui fut sommé de se rendre. Ainsi toute la partie de l'île cédée par le traité de Florence, fut remise au pouvoir des Français.

NEUTRES.

Du droit des gens, observé par les puissances dans la guerre de terre; et du droit des gens, observé par elles dans la guerre de mer. — Des principes du droit maritime des puissances neutres. — De la neutralité armée de 1780, dont les principes, qui étaient ceux de la France, de l'Espagne, de la Hollande, de la Russie, de la Prusse, du Danemarck, de la Suède, étaient en opposition avec les prétentions de l'Angleterre à cette époque. — Nouvelles prétentions de l'Angleterre, mises en avant, pour la première fois et successivement, dans le cours de la guerre de la révolution, depuis 1793 jusqu'en 1800. L'Amérique reconnait ces prétentions; discussions qui en résultent avec la France. — Opposition à ces prétentions de la part de la Russie, de la Suède, du Danemarck, de la Prusse. Événemens qui s'ensuivant. Convention de Copenhague, où, malgré la présence d'une flotte anglaise supérieure, le Danemarck ne reconnait aucune des prétentions de l'Angleterre. Leur discussion est ajournée. — Traité de Paris entre la république française et les États-Unis d'Amérique, qui termine les différends survenus entre les deux puissances, par suite de l'adhésion des Américains aux prétentions des Anglais. La France et l'Amérique proclament solennellement les principes du droit maritime des neutres. — Causes qui indisposent l'empereur Paul Ier contre l'Angleterre. — La Russie, le Danemarck, la Suède, la Prusse, proclament les principes reconnus par le traité du 30 septembre entre la France et l'Amérique. Convention, dite neutralité armée, signée le 16 décembre 1800. — Guerre entre l'Angleterre d'un côté, la Russie, le Danemarck, la Suède et la Prusse de l'autre. Ce qui constate qu'à cette époque ces puissances, non plus que la France, la Hollande, l'Amérique et l'Espagne ne reconnaissaient aucune des prétentions de l'Angleterre. — Bataille de Copenhague, le 2 avril 1801. — Assassinat de l'empereur Paul Ier. — La Russie, la Suède, le Danemarck, se désistent des principes de la neutralité armée. Nouveaux principes des droits des neutres reconnus par ces puissances. Traité du 17 juin 1801, signé par lord Saint-Helens. Ces nouveaux droits n'engagent que les puissances qui les ont reconnus par ledit traité.

§ Ier.

Le droit des gens, dans les siècles de barbarie, était le même sur terre que sur mer. Les individus des nations ennemies étaient faits prisonniers, soit qu'ils eussent été pris les armes à la main, soit qu'ils fussent de simples habitans; et ils ne sortaient d'esclavage qu'en payant une rançon. Les propriétés mobilières, et même foncières, étaient confisquées, en tout ou en partie. La civilisation s'est fait sentir rapidement et a entièrement changé le droit des gens dans la guerre de terre, sans avoir eu le même effet dans celle de mer. De sorte que, comme s'il y avait deux raisons et deux justices, les choses sont réglées par deux droits différens. Le droit des gens, dans la guerre de terre, n'entraine plus le dépouillement des particuliers, ni un changement dans l'état des personnes. La guerre n'a action que sur le gouvernement. Ainsi les propriétés ne changent pas de

mains, les magasins de marchandises restent intacts, les personnes restent libres. Sont seulement considérés comme prisonniers de guerre, les individus pris les armes à la main, et faisant partie de corps militaires. Ce changement a beaucoup diminué les maux de la guerre. Il a rendu la conquête d'une nation plus facile, la guerre moins sanglante et moins désastreuse. Une province conquise prête serment, et, si le vainqueur l'exige, donne des ôtages, rend les armes; les contributions se perçoivent au profit du vainqueur, qui, s'il le juge nécessaire, établit une contribution extraordinaire, soit pour pourvoir à l'entretien de son armée, soit pour s'indemniser lui-même des dépenses que lui a causées la guerre. Mais cette contribution n'a aucun rapport avec la valeur des marchandises en magasins; c'est seulement une augmentation proportionnelle plus ou moins forte de la contribution ordinaire. Rarement cette contribution équivaut à une année de celles que perçoit le prince, et elle est imposée sur l'universalité de l'état; de sorte qu'elle n'entraîne jamais la ruine d'aucun particulier.

Le droit des gens qui régit la guerre maritime, est resté dans toute sa barbarie; les propriétés des particuliers. sont confisquées; les individus non combattans sont faits prisonniers. Lorsque deux nations sont en guerre, tous les bâtimens de l'une ou de l'autre, naviguant sur les mers, ou existant dans les ports, sont susceptibles d'être confisqués, et les individus à bord de ces bâtimens sont faits prisonniers de guerre. Ainsi, par une contradiction évidente, un bâtiment anglais (dans l'hypothèse d'une guerre entre la France et l'Angleterre), qui se trouvera dans le port de Nantes, par exemple, au moment de la déclaration de guerre, sera confisqué; les hommes à bord seront prisonniers de guerre, quoique non combattans et simples citoyens; tandis qu'un magasin de marchandises anglaises, appartenant à des Anglais existans dans la même ville, ne sera ni séquestré ni confisqué, et que les négocians anglais voyageant en France ne seront point prisonniers de guerre, et recevront leur itinéraire et les passeports nécessaires pour quitter le territoire. Un bâtiment anglais, navignant et saisi par un vaisseau français, sera confisqué, quoique sa cargaison appartienne à des particuliers; les individus trouvés à bord de ce bâtiment seront prisonniers de guerre, quoique non combattans; et un convoi de cent charrettes de marchandises, appartenant à des Anglais, et traversant la France, au moment de la rupture entre les deux puissances, ne sera pas saisi.

Dans la guerre de terre, les propriétés même territoriales que possèdent des sujets étrangers, ne sont point soumises à confiscation; elles le sont tout au plus au séquestre. Les lois qui régissent la guerre de terre sont donc plus conformes à la civilisation et au bien-être des particuliers; et il est à désirer qu'un temps vienne, où les mêmes idées libérales s'étendent sur la guerre de mer, et que les armées navales de deux puissances puissent se battre, sans donner lieu à la confiscation des navires marchands, et sans faire constituer prisonniers de guerre les simples matelots du commerce ou les passagers non militaires. Le commerce se ferait alors, sur mer, entre les nations belligérantes, comme il se fait, sur terre, au milieu des batailles que se livrent les armées.

§ III.

La mer est le domaine de toutes les nations; elle s'étend sur les trois quarts du globe, et établit un lien entre les divers peuples. Un bâtiment chargé de marchandises, naviguant sur les mers, est soumis aux lois civiles et criminelles de son souverain, comme s'il était dans l'intérieur de ses états. Un bâtiment, qui navigue, peut être considéré comme une colonnie flottante, dans ce sens que toutes les nations sont également souveraines sur les mers. Si les navires de commerce des puissances en guerre pouvaient naviguer librement, il n'y aurait, à plus forte raison, aucune enquête à exercer sur les neutres. Mais, comme il est passé en principe, que les bâtimens de commerce des puissances belligérantes sont susceptibles d'être confisqués, il a dû en résulter le droit, pour tous les bâtimens de guerre belligérans, de s'assurer du pavillon du bâtiment neutre qu'ils rencontrent; car, s'il était ennemi, ils auraient le droit de le confisquer. De là, le droit de visite, que toutes les puissances ont reconnu par les divers traités; de là, pour les bâtimens belligérans, celui d'envoyer leurs chaloupes à bord des bâtimens neutres de commerce, pour demander à voir leurs papiers et s'assurer ainsi de leur pavillon. Tous les traités ont voulu que ce droit s'exerçât avec tous les égards possibles, que le bâtiment armé se tînt hors de la portée de canon, et que deux ou trois hommes seulement pussent débarquer sur le navire visité, afin que rien n'eût l'air de la force et de la violence. Il a été reconnu qu'un bâtiment appartient à la puissance dont il porte le pavillon, lorsqu'il est muni de passeports et d'expéditions en règle, et lorsque le capitaine et la moitié de l'équipage sont des nationaux. Toutes les puissances se sont engagées, par les divers traités, à défendre à leurs sujets neutres, de faire, avec les puissances en guerre, le commerce de contrebande; et elles ont désigné, sous ce nom, le commerce des munitions de guerre, telles que poudre, boulets, bombes, fusils, selles, brides, cuirasses, etc. Tout bâtiment ayant de ces objets à bords, est censé avoir transgressé les ordres de son souverain, puisque ce dernier s'est engagé à défendre ce commerce à ses sujets; et ces objets de contrebande sont confisqués.

La visite faite par les bâtimens croiseurs ne fut donc plus une simple visite pour s'assurer du pavillon; et le croiseur exerça, au nom même du souverain dont le pavillon couvrait le bâtiment visité, un nouveau droit de visite, pour s'assurer si ce bâtiment ne contenait pas des effets de contrebande. Les hommes de la nation ennemie, mais seulement les hommes de guerre, furent assimilés aux objets de contrebande. Ainsi cette inspection ne fut pas une dérogation au principe, que le pavillon couvre la marchandise.

Bientôt il s'offrit un troisième cas. Des bâtimens neutres se présentèrent pour entrer dans des places assiégées, et qui étaient bloquées par des escadres ennemies. Ces bâtimens neutres ne portaient pas de munitions de guerre, mais des vivres, des bois, des vins et d'autres marchandises, qui pouvaient être utiles à la place assiégée et prolonger sa défense. Après de longues discussions entre les puissances, elles sont convenues, par divers traités, que dans le cas où une place serait réellement bloquée, de manière

qu'il y eût danger évident, pour un bâtiment, de tenter d'y entrer, le commandant du blocus pourrait interdire au bâtiment neutre l'entrée dans cette place, et le confisquer, si, malgré cette défense, il employait la force ou la ruse pour s'y introduire.

Ainsi les lois maritimes sont basées sur ces principes : 1° Le pavillon couvre la marchandise. 2° Un bâtiment neutre peut être visité par un bâtiment belligérant, pour s'assurer de son pavillon et de son chargement, dans ce sens qu'il n'a pas de contrebande. 3° La contrebande est restreinte aux munitions de guerre. 4° Des bâtimens neutres peuvent être empêchés d'entrer dans une place, si elle est assiégée, pourvu que le blocus soit réel, et qu'il y ait danger évident, en y entrant. Ces principes forment le droit maritime des neutres, parce que les différens gouvernemens se sont librement, et par des traités, engagés à les observer et à les faire observer par leurs sujets. Les diverses puissances maritimes, la Hollande, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Suède, le Danemarck et la Russie, ont, à plusieurs époques et successivement, contracté l'une avec l'autre, ces engagemens, qui ont été proclamés aux traités généraux de pacification, tels que ceux de Westphalie, en 1646, et d'Utrecht, en 1712.

§ III.

L'Angleterre, dans la guerre d'Amérique, en 1778, prétendit, 1° que les marchandises propres à construire les vaisseaux, telles que bois, chanvre, goudron, etc., étaient de contrebande ; 2° qu'un bâtiment neutre avait bien le droit d'aller d'un port ami dans un port ennemi, mais qu'il ne pouvait pas trafiquer d'un port ennemi à un port ennemi ; 3° que les bâtimens neutres ne pouvaient pas naviguer de la colonie à la métropole ennemie ; 4° que les puissances neutres n'avaient pas le droit de faire convoyer, par des bâtimens de guerre, leurs bâtimens de commerce, ou que, dans ce cas, ils n'étaient pas affranchis de la visite.

Aucune puissance indépendante ne voulut reconnaître ces injustes prétentions. En effet la mer étant le domaine de toutes les nations, aucune n'a le droit de régler la législation de ce qui s'y passe. Si les visites sont permises sur un bâtiment qui arbore un pavillon neutre, c'est parce que le souverain l'a permis lui-même, par ses traités. Si les marchandises de guerre sont contrebande, c'est parce que les traités l'ont réglé ainsi. Si les puissances belligérantes peuvent les saisir, c'est parce que le souverain, dont le pavillon est arboré sur le bâtiment neutre, s'est lui-même engagé à ne point autoriser ce genre de commerce. Mais vous ne pouvez pas étendre la liste des objets de contrebande à votre volonté, disait-on aux Anglais ; et aucune puissance neutre ne s'est engagée à défendre le commerce des munitions navales, telles que bois, chanvre, goudron, etc.

Quant à la deuxième prétention, elle est contraire, ajoutait-on, à l'usage reçu. Vous ne devez vous ingérer dans les opérations de commerce des neutres, que pour vous assurer du pavillon, et qu'il n'y a pas de contrebande. Vous n'avez pas le droit de savoir ce que fait un bâtiment neutre, puisqu'en pleine mer ce bâtiment est chez lui, et, en droit, hors de votre puissance. Il n'est pas couvert par les batteries de son pays, mais il l'est par

la puissance morale de son souverain.

La troisième prétention n'est pas plus fondée. L'état de guerre ne peut avoir aucune influence sur les neutres; ils doivent donc faire, en guerre, ce qu'ils peuvent faire pendant la paix. Or, dans l'état de paix, vous n'avez pas le droit d'empêcher, et vous ne trouveriez pas mauvais qu'ils fissent le commerce des colonies avec la métropole. Si les bâtimens étrangers sont empêchés de faire ce commerce, ils ne le sont pas d'après le droit des gens, mais par une loi municipale; et, toutes les fois qu'une puissance a voulu permettre à des étrangers le commerce de ses colonies, personne n'a eu le droit de s'y opposer.

Quant à la quatrième prétention, on répondait que, comme le droit de visite n'existait que pour s'assurer du pavillon et de la contrebande, un bâtiment armé, commissionné par le souverain, constatait bien mieux le pavillon et la cargaison des bâtimens marchands de son convoi, ainsi que les règlemens relatifs à la contrebande, arrêtés par son maître, que ne le faisait la visite des papiers d'un navire marchand; qu'il résulterait de la prétention dont il s'agit qu'un convoi, escorté par une flotte de huit ou dix vaisseaux de 74, d'une puissance neutre, serait soumis à la visite d'un brick ou d'un corsaire d'une puissance belligérante. ..

Lors de la guerre d'Amérique (1778), M. de Castries, ministre de la marine de France, fit adopter un règlement relatif au commerce des neutres. Ce règlement fut dressé, d'après l'esprit du traité d'Utrecht et des droits des neutres. On y proclama les quatre principes ci-dessus énoncés, et on y déclara qu'il aurait son exécution pendant six mois, après lesquels il cesserait d'avoir lieu envers les nations neutres qui n'auraient pas fait reconnaître leurs droits par l'Angleterre.

Cette conduite était juste et politique; elle satisfit toutes les puissances neutres, et jeta un nouveau jour sur cette question. Les Hollandais, qui faisaient alors le plus grand commerce, chicanés par les croiseurs anglais et les décisions de l'amirauté de Londres, firent escorter leurs convois par des bâtimens de guerre. L'Angleterre avança cet étrange principe, que les neutres ne pouvaient escorter leurs convois marchands, ou que du moins, cela ne pouvait les dispenser d'être visités. Un convoi, escorté par plusieurs bâtimens de guerre hollandais, fut attaqué, pris, et conduit dans les ports anglais. Cet événement remplit la Hollande d'indignation; et peu de temps après, elle se joignit à la France et à l'Espagne, et déclara la guerre à l'Angleterre.

Catherine, impératrice de Russie, prit fait et cause dans ces grandes questions. La dignité de son pavillon, l'intérêt de son empire, dont le commerce consistait principalement en marchandises propres à des constructions navales, lui firent prendre la résolution de se constituer, avec la Suède et le Danemarck, en neutralité armée. Ces puissances déclarèrent qu'elles feraient la guerre à la puissance belligérante qui violerait ces principes: 1° que le pavillon couvre la marchandise (la contrebande exceptée); 2° que la visite d'un bâtiment neutre par un bâtiment de guerre, doit se faire avec tous les égards possibles; 3° que les munitions de guerre, canons, poudre, boulets, etc., seulement, sont objets de contrebande;

4° que chaque puissance a le droit de convoyer les bâtimeus marchands, et que, dans ce cas, la déclaration du commandant du bâtiment de guerre est suffisante, pour justifier le pavillon et la cargaison des bâtimens convoyés; 5° enfin, qu'un port u'est bloqué par nne escadre, que lorsqu'il y a danger évident d'y entrer, mais qu'un bâtiment neutre ne pourrait être empêché d'entrer dans un port précédemment bloqué par une force, qui ne serait plus présente devant le port, au moment où le bâtiment se présenterait, quelle que fût la cause de l'éloignement de la force qni bloquait, soit qu'elle provînt des vents ou du besoin de se réapprovisionner.

Cette neutralité du Nord fnt signifiée aux puissances belligérantes, le 15 août 1780. La France et l'Espagne, dont elle consacrait les principes, s'empressèrent d'y adhérer. L'Angleterre seule témoigna son extrême déplaisir; mais, n'osant pas braver la nouvelle confédération, elle se contenta de se relâcher, dans l'exécution, de toutes ses prétentions, et ne donna lieu à aucune plainte de la part des puissances neutres confédérées. Ainsi, par cette non-mise à exécution de ses principes, elle y renonça réellement. Quinze mois après, la paix de 1783 mit fin à la guerre maritime.

§ IV.

La guerre entre la France et l'Angleterre commença en 1793. L'Angleterre devint bientôt l'âme de la première coalition. Dans le temps que les armées autrichiennes, prussiennes, espagnoles et piémontaises envahissaient nos frontières, elle employait tous les moyens pour arriver à la ruine de nos colonies. La prise de Toulon, où notre escadre fut brûlée, le soulèvement des provinces de l'Ouest, où périt un si grand nombre de marins, anéantirent notre marine. L'Angleterre alors ne mit plus de bornes à son ambition. Désormais, prépondérante sur mer et sans rivale, elle crut le moment arrivé où elle pourrait, sans danger, proclamer l'asservissement des mers. Elle reprit les prétentions auxquelles elle avait tacitement renoncé dans la guerre de 1780, savoir : 1° que les marchandises propres à la construction des vaisseaux, sont de contrebande; 2° que les neutres n'ont pas le droit de faire convoyer leurs bâtimens de commerce; ou du moins que la déclaration dn commandant de l'escorte u'ôte pas le droit de visite; 3° qu'une place est bloquée, non seulement par la présence d'une escadre, mais même lorsque l'escadre est éloignée de devant le port, par les tempêtes ou par le besoin de faire de l'eau, etc. Elle alla plus loin, et mit en avant ces trois nouvelles prétentions : 1° que le pavillon ne couvre pas la marchandise, que la marchandise et la propriété ennemies sont confiscables sur un bâtiment neutre; 2° qu'un bâtiment neutre n'a pas le droit de faire le commerce de la colonie avec la métropole; 3° qu'un bâtiment neutre peut bien entrer dans un port ennemi, mais non pas aller d'un port ennemi à un port ennemi.

Le gouvernement d'Amérique voyant la puissance maritime de la France anéantie, et craignant pour lui l'influence du parti français qui se composait des hommes les plus exagérés, jugea nécessaire à sa conservation, de se rapprocher de l'Angleterre, et reconnut tout ce que cette puissance voulut lui prescrire, pour nuire et gêner le commerce français.

Les altercations entre la France et

les États-Unis furent vives. Les envoyés de la république française, Genet, Adet, Fanchet, réclamèrent fortement l'exécution du traité de 1778; mais ils eurent peu de succès. En conséquence, diverses mesures législatives, analogues à celles des Américains, furent prises en France; diverses affaires de mer eurent lieu, et les choses s'aigrirent à un tel point, que la France était comme en guerre avec l'Amérique. Cependant la première de ces deux nations sortit enfin triomphante de la lutte qni menaçait son existence; l'ordre et un gouvernement régulier firent disparaître l'anarchie. Les Américains éprouvèrent alors le besoin de se rapprocher de la France. Le président lui-même sentait tonte la raison qu'avait cette puissance, de réclamer contre le traité qu'il avait conclu avec l'Angleterre; et au fond de son cœur, il rougissait d'un acte que la force des circonstances l'avait seule porté à signer. MM. Prinkeney, Marschal et Gerry, chargés des pleins pouvoirs du gouvernement américain, arrivérent à Paris à la fin de 1797. Tout faisait espérer un prompt rapprochement entre les deux républiques : mais la question restait tout entière indécise. Le traité de 1794 et l'abandon des droits des neutres lésaient essentiellement les intérêts de la France; et l'on ne pouvait espérer de faire revenir les États-Unis à l'exécution dn traité de 1778, à ce qu'ils devaient à la France et à eux-mêmes, qu'en opérant un changement dans leur organisation intérieure.

Par suite des événemens de la révolution, le parti fédéraliste l'avait emporté dans ce pays, mais le parti démocratique était cependant le plus nombreux. Le directoire pensa lui donner plus de force, en refusant de recevoir deux des plénipotentiaires américains, parce qu'ils tenaient au parti fédéraliste, et en ne reconnaissant que le troisième, qui était du parti opposé. Il déclara d'ailleurs ne pouvoir entrer dans aucune négociation, tant que l'Amérique n'aurait pas fait réparation des griefs dont la république française avait à se plaindre. Le 18 janvier 1798, il sollicita une loi des conseils, portant que la neutralité d'un bâtiment ne se déterminerait pas par son pavillon, mais par la nature de sa cargaison; et que tout bâtiment chargé, en tout ou en partie, de marchandises anglaises, pourrait être confisqué. La loi était juste envers l'Amérique, dans ce sens, qu'elle n'était que la représaille du traité que cette puissance avait signé avec l'Angleterre, en 1794; mais elle n'en était pas moins impolitique et déplacée; elle était subversive de tous les droits des nentres. C'était déclarer que le pavillon ne couvrait plus la marchandise, ou, autrement, proclamer que les mers appartenaient au plus fort. C'était agir dans le sens et conformément à l'intérêt de l'Angleterre, qui vit, avec nne secréte joie, la France elle-même proclamer ses principes, et autoriser son usurpation. Sans donte les Américains n'étaient plus que les facteurs de l'Angleterre; mais des lois municipales, réglementaires du commerce en France avec les Américains, auraient détruit un ordre de choses contraire aux intérêts de la France; la répnblique aurait pu déclarer tout au plus, que les marchandises anglaises seraient marchandises de contrebande, pour les pavillons qui auraient reconnu les nouvelles prétentions de l'Angleterre. Le résultat de cette loi fnt désastrenx pour les Américains. Les corsaires français firent de nombreuses prises;

et aux termes de la loi, toutes étaient bonnes. Car il suffisait qu'un navire américain eût quelques tonneaux de marchandises anglaises à son bord pour que toute la cargaison fût confiscable. Dans le même temps, comme s'il n'y avait pas déjà assez de cause d'irritation et de désunion entre les deux pays, le directoire fit demander aux envoyés américains un emprunt de quarante-huit millions de francs; se fondant sur celui que les États-Unis avaient fait autrefois à la France, pour se soustraire au joug de l'Angleterre. Les agens d'intrigues dont le ministère des relations extérieures était rempli à cette époque, insinuèrent qu'on se désisterait de l'emprunt pour une somme de douze cent mille francs, qui devait se partager entre le directeur B..... et le ministre T..........

Ces nouvelles arrivèrent en Amérique dans le mois de mars; le président en informa la chambre, le 4 avril. Tous les esprits se rallièrent autour de lui; on crut même l'indépendance de l'Amérique menacée. Toutes les gazettes, toutes les nouvelles étaient pleines de préparatifs qui se faisaient en France pour l'expédition d'Égypte; et soit que le gouvernement américain craignît réellement une invasion, soit qu'il feignît de le croire, pour donner plus de mouvement aux esprits, et renforcer le parti fédéraliste, il fit proposer le commandement de l'armée de défense au général Washington. Le 26 mai, un acte du congrès autorisa le président à enjoindre aux commandans des vaisseaux de guerre américains de s'emparer de tout vaisseau qui serait trouvé près des côtes, et dont l'intention serait de commettre des déprédations sur les navires appartenant à des citoyens des États-Unis, et de reprendre ceux de ces vaisseaux, qui auraient été capturés. Le 9 juin, un nouveau bill suspendit toutes les relations commerciales avec la France. Le 25, un troisième bill déclara nuls les traités de 1778 et la convention consulaire du 4 novembre 1788, portant que les États-Unis sont *délivrés et exonérés des stipulations desdits traités*. Ce bill fut motivé 1° sur ce que la république française avait itérativement violé les traités conclus avec les États-Unis, au grand détriment des citoyens de ce pays, en confisquant, par exemple, des marchandises ennemies à bord des bâtiments américains, tandis qu'il était convenu que le bâtiment sauverait la cargaison; en équipant des corsaires contre les droits de la neutralité, dans les ports de l'Union; en traitant les matelots américains, trouvés à bord des navires ennemis, comme des pirates, etc.; 2° sur ce que la France, malgré le désir des États-Unis d'entamer une négociation amicale, et au lieu de réparer le dommage causé par tant d'injustices, osait, d'un ton hautain, demander un tribut, en forme de prêt ou autrement. Vers la fin du mois de juillet, le dernier plénipotentiaire américain, M. de Gerry, qui était resté jusque alors à Paris, partit pour l'Amérique.

La France venait d'être humiliée; la deuxième coalition s'était emparée de l'Italie, et avait attaqué la Hollande. Le gouvernement français fit faire quelques démarches par son ministre en Hollande, M. Pichon, près de l'envoyé américain, auprès de cette puissance. Des ouvertures furent faites au président des États-Unis, M. Adams. Celui-ci annonçant, à l'ouverture du congrès, les tentatives faites par le gouvernement français, pour rouvrir les négociations, disait que, bien que le désir du gouvernement des États-

Unis fût de ne pas rompre entièrement avec la France, il était cependant impossible d'y envoyer de nouveaux plénipotentiaires sans dégrader la nation américaine, jusqu'à ce que le gouvernement français eût donné les assurances convenables, que le droit sacré des ambassadeurs serait respecté. Il termina son discours, en recommandant de faire de grands préparatifs pour la guerre. Mais la nation américaine était loin de partager les opinions de M. Adams, sur la guerre avec la France. Le président céda à l'opinion générale, et, le 25 février 1799, nomma ministres plénipotentiaires, près la république française, pour terminer tous les différens entre les deux puissances, MM. Ellsvorth, Henry et Murray. Ils débarquèrent en France au commencement de 1800.

La mort de Washington, qui eut lieu le 15 décembre 1799, fournit au premier consul une occasion de faire connaître ses sentimens pour les État-Unis d'Amérique. Il porta le deuil de ce grand citoyen, et le fit porter à toute l'armée, par l'ordre du jour suivant, en date du 9 février 1800 : *Washington est mort! Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie; il a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français, comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français, qui, comme lui et les soldats américains, se battent pour l'égalité, la liberté.* Le premier consul ordonna en outre, que, pendant dix jours, des crêpes noirs seraient suspendus à tous les drapeaux et guidons de la république.

§ V.

Le 9 février, une cérémonie eut lieu à Paris, au Champ-de-Mars. L'on y porta en grande pompe les trophées conquis par l'armée d'Orient; on y rendit un nouvel hommage au héros américain, dont M. de Fontanes prononça l'oraison funèbre devant toutes les autorités civiles et militaires de la capitale. Ces circonstances ne laissèrent plus aucun doute dans l'esprit des envoyés des États-Unis, sur le succès de leur négociation.

Le traité de 1794, entre l'Angleterre et l'Amérique, avait été un vrai triomphe pour l'Angleterre; mais il avait été désapprouvé par les puissances neutres de l'Europe. En toute occasion, le Danemarck, la Suède, la Russie, proclamaient avec affectation les principes de la neutralité armée de 1780.

Le 4 juillet 1798, la frégate suédoise *la Troya*, escortant un convoi, fut rencontrée par une escadre anglaise, qui l'obligea de se rendre à Margate avec les navires qu'elle accompagnait. Aussitôt que le roi de Suède en fut informé, il donna ordre, au commandant du convoi, de se rendre à sa destination. Mais quelque temps après, un deuxième convoi sorti des ports de Suède, sous l'escorte d'une frégate (*la Hulla Fersen*), commandée par M. de Cederstrom, éprouva le même sort que la première. Le roi de Suède fit traduire devant un conseil de guerre les deux officiers commandant les frégates d'escorte; M. de Cederstrom fut condamné à mort.

A la même époque, un vaisseau anglais s'empara d'un navire suédois, et le conduisit à Elseneur; mais bientôt, bloqué dans ce port par plusieurs frégates danoises, il fut obligé de rendre sa prise. Pendant les deux années suivantes, les esprits s'aigrirent encore. La destruction de l'escadre française à Aboukir, les malheurs de la France

dans la campagne de 1799, accrurent la superbe anglaise. A la fin de décembre 1799 la frégate danoise *la Hanfenen*, capitaine Van Docknm, escortait des bâtimens marchands de cette nation et entrait dans le détroit, lorsqu'elle fut rencontrée par plusieurs frégates anglaises. L'une d'elles envoya un canot, ponr faire connaître au capitaine danois qu'on allait visiter son convoi. Celui-ci répondit que ce convoi était de sa nation, qu'il était sous son escorte, qn'il en garantissait le pavillon et le chargement, et qn'il ne souffrirait pas qu'on le visitât. Aussitôt nn canot anglais se dirigea sur un navire du convoi, pour le visiter. La frégate danoise fit fen, blessa un Anglais, et s'empara du canot; mais le capitaine Vandockum le relâcha sur la menace des Anglais, de commencer anssitôt les hostilités. Le convoi fnt conduit à Gibraltar.

Dans une note, par laquelle M. Merry, envoyé anglais à Copenhague, demanda, le 10 avril 1800, le désaveu, l'excuse et la réparation qu'était en droit d'attendre le gonvernement britannique; il dit: « Le droit de visiter et » d'examiner les vaisseaux marchands » en pleine mer, de quelque nation » qu'ils soient, et qnelle que soit lenr » cargaison ou destination, le gouver- » nement britaniqne le regarde comme » le droit incontestable de toute nation » en guerre; droit qui est fondé sur » celui des gens, et qui a été générale- » ment admis et reconnu. »

A cette note, M. Bernstorf, ministre de Danemarck, répondit, que le droit de faire visiter les bâtimens convoyés, n'avait été reconnu par aucune puissance maritime indépendante, et qu'elles ne ponrraient le faire, sans avilir lenr propre pavillon; que le droit conventionnel de visiter un bâtiment marchand nentre, avait été attribué aux puissances belligérantes, seulement pour s'assurer de la sincérité dn pavillou; que cette vérité était bien mieux constatée, quand c'était un bâtiment de guerre de la nation neutre qui le certifiait; que s'il en était autrement, il s'ensuivrait que les plus grandes escadres, escortant un convoi, seraient soumises à l'affront de le laisser visiter par un brick, on même par un corsaire. Il terminait en disant que le capitaine danois, qui avait repoussé une violence, à laqnelle il ne devait pas s'attendre, n'avait fait qne son devoir.

La frégate danoise *la Freya*, escortant un convoi marchand, se tronva, le 25 jnillet 1800, à l'entrée de la Manche, en présence de qnatre frégates anglaises, sur les onze heures du matin. L'nne d'elles envoya à bord de la danoise, nn officier, pour demander où elle allait, et prévenir qu'il allait visiter le convoi. Le capitaine Krapp répondit que son convoi était danois; il montra à l'officier anglais les papiers et les certificats qni constataient sa mission, et fit connaître qu'il s'opposerait à toute visite. Alors une frégate anglaise se dirigea snr le convoi, qui reçut ordre de se rallier à la Freya. En même temps, une autre frégate s'approcha de cette derniére, et tira sur nn bâtiment marchand. Le danois répondit à son feu, mais de façon que le boulet passa par dessus la frégate anglaise. Sur les huit heures, le commodore anglais arriva, avec son vaissean, près de *la Freya*, et réitéra la demande de visiter le convoi sans aucune opposition. Sur le refus du capitaine Krapp, une chalonpe anglaise se dirigea sur le marchand le plus voisin. Le danois donna ordre de tirer sur la chalonpe; alors le commodore an-

glais, qui prenait en flanc *la Freya*, lui envoya toute sa bordée. Cette dernière riposta, se battit une heure contre les quatre frégates anglaises, et, perdant l'espoir de vaincre des forces si supérieures, amena son pavillon. Elle avait reçu trente boulets dans sa coque, et un grand nombre dans ses mats et agrès. Elle fut conduite, avec le convoi aux Dunes, où on la fit mouiller à côté du vaisseau amiral. Les Anglais firent hisser, à bord de *la Freya*, le pavillon danois, et y mirent une garde de soldats anglais sans armes.

Cependant les esprits étaient fort aigris, le Danemarck, la Suède, la Russie, armaient leurs escadres, et annonçaient hautement l'intention de soutenir leurs droits par les armes. Lord Witworth fut envoyé à Copenhague, où il arriva le 11 juillet, avec les pouvoirs nécessaires pour aviser à un moyen d'accommodement. Ce négociateur fut appuyé par une flotte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, sous les ordres de l'amiral Dikinson, qui parut, le 19 août, devant le Sund. Tout était en armes sur la côte de Danemarck; on s'attendait à chaque instant au commencement des hostilités, mais les flottes alliées de la Suède et de la Russie n'étaient pas prêtes. Ces puissances avaient espéré que des menaces seraient suffisantes; comme elles n'avaient pas prévu une attaque si subite, aucun traité n'avait été contracté entre elles à ce sujet. Après de longues conférences, lord Witworth et le comte de Bernstorf signèrent une convention, le 31 août. Il y fut stipulé 1º que le droit de visiter les bâtimens allant sans convoi était renvoyé à une discussion ultérieure; 2º que Sa Majesté danoise, pour éviter les événemens pareils à celui de la frégate *la Freya*, se dispenserait de convoyer aucun de ses bâtimens marchands, jusqu'à ce que des explications ultérieures, sur cet objet, eussent pu effectuer une convention définitive; 3º que *la Freya* et le convoi seraient relâchés; que la frégate trouverait, dans les ports de Sa Majesté britannique, tout ce dont elle aurait besoin pour se réparer, et ce, suivant l'usage entre les puissances amies et alliées.

On voit que l'Angleterre et le Danemarck cherchaient également à gagner du temps. Par cette convention, faite sous le canon d'une flotte anglaise supérieure, le Danemarck échappa au danger imminent qui le menaçait; il ne reconnut aucune des prétentions de l'Angleterre. Seulement, il sacrifia son juste ressentiment et les réparations qu'il était en droit de demander pour les outrages faits à son pavillon.

Aussitôt que l'empereur de Russie, Paul Ier, fut informé de l'entrée d'une flotte anglaise dans la Baltique, avec des intentions hostiles, il fit mettre le séquestre sur tous les bâtimens anglais, qui se trouvaient dans ses ports; il y en avait plusieurs centaines. Il fit délivrer à tous les capitaines des navires qui partaient des ports russes, une déclaration, portant, que la visite de tout bâtiment russe par un bâtiment anglais, serait considérée comme une déclaration de guerre.

§ VI.

Le premier consul nomma, pour traiter avec les ministres des États-Unis, les conseillers-d'état, Joseph Bonaparte, Rœderer et Fleurieu. Les conférences eurent lieu successivement à Paris et à Morfontaine; on éprouva beaucoup de difficultés. Les deux républiques avaient-elles été en guerre ou en paix? Ni l'une ni l'autre n'a-

vaient fait de déclaration de guerre; mais le gouvernement américain avait, par le bill du 7 juillet 1798, déclaré les États-Unis *exonérés* des droits que la France avait acquis par le traité du 6 février 1778. Les envoyés ne voulaient pas revenir sur ce bill; cependant, on ne peut perdre des droits acquis par des traités, que de deux manières, par son propre consentement ou par l'effet de la guerre. Les Américains demandaient à être indemnisés de toutes les pertes que leur avaient fait éprouver les corsaires français, et, en dernier lieu, la loi du 18 janvier 1798. Il convenaient que, de leur côté, ils dédommageraient le commerce français de celles qu'il avait essuyées. Mais la balance de ces indemnités était de beaucoup à l'avantage de l'Amérique. Les plénipotentiaires français firent aux ministres américains le dilemme suivant: « Nous sommes en » guerre ou en paix. Si nous sommes » en paix et que notre état actuel ne » soit qu'un état de mésintelligence, » la France doit liquider tout le tort » que ses corsaires vous auront fait. » Vous avez évidemment perdu plus » que nous, nous devons solder la » différence. Mais alors les choses » doivent être établies comme elles » étaient auparavant, et nous devons » jouir de tous les droits et priviléges » dont nous jouissions en 1778. Si, au » contraire, nous sommes en état de » guerre, vous n'avez pas droit d'exi» ger des indemnités pour vos pertes, » tout comme nous n'avons pas le » droit d'exiger les priviléges des trai» tés que la guerre a rompus. »

Les ministres américains se trouvèrent fort embarrassés. Après de longues discussions on adopta le mezzo-termine, de déclarer qu'une convention ultérieure statuerait sur l'une ou l'autre de ces situations. Cette difficulté une fois écartée, il ne restait plus qu'à stipuler pour l'avenir, et l'on aborda franchement les principes des droits des neutres. L'aigreur, qui existait entre les puissances du Nord et l'Angleterre, les divers combats qui avaient déjà eu lieu, plusieurs causes qui avaient influé sur le caractère de l'empereur Paul, la victoire de Marengo qui avait changé la face de l'Europe, tout faisait sentir de quelle utilité, pour les affaires générales, serait une déclaration claire et libérale des principes du droit maritime. Il fut expressément reconnu dans le nouveau traité: 1° que le pavillon couvre la marchandise; 2° que les objets de contrebande ne doivent s'entendre que des munitions de guerre, canons, fusils, poudre, boulets, cuirasses, selles, etc.; 3° quo la visite, qui serait faite d'un navire neutre, pour s'assurer de son pavillon et des objets de contrebande, ne pourrait avoir lieu que hors de la portée de canon du bâtiment de guerre visitant; que deux ou trois hommes, au plus, monteraient à bord du neutre; que, dans aucun cas, on ne pourrait obliger le navire neutre d'envoyer à bord du bâtiment visitant; que chaque bâtiment serait porteur d'un certificat, qui justifierait de son pavillon; que l'aspect seul de ce certificat serait suffisant; qu'un bâtiment, qui porterait de la contrebande, ne serait soumis qu'à la confiscation de cette contrebande; qu'aucun bâtiment convoyé ne serait soumis à la visite; que la déclaration du commandant de l'escorte du convoi suffirait; que le droit de blocus ne devait s'appliquer qu'aux places réellement bloquées, où l'on ne peut entrer sans un danger évident, et non à celles censées bloquées par des croisières; que les propriétés en-

nemies étaient couvertes par le pavillon neutre, tout comme les marchandises neutres, trouvées à bord de bâtimens ennemis, et suivaient le sort de ces bâtimens, excepté toutefois pendant les deux premiers mois après la déclaration de guerre; que les vaisseaux et corsaires des deux nations seraient traités, dans les ports respectifs, comme ceux de la nation la plus favorisée.

Ce traité fut signé par les ministres plénipotentiaires des deux puissances à Paris, le 30 septembre 1800. Le 3 octobre suivant, M. Joseph Bonaparte, président de la commission chargée de la négociation, donna une fête, dans sa terre de Morfontaine, aux envoyés américains : le premier consul y assista. Des emblèmes ingénieux, des inscriptions heureuses rappelaient les principaux événemens de la guerre de l'indépendance américaine; partout on voyait réunies les armes des deux républiques. Pendant le dîner, le premier consul porta le toast suivant : *Aux mânes des Français et des Américains morts sur le champ de bataille pour l'indépendance du Nouveau Monde.* Celui-ci fut porté par le consul Cambacérès : *Au successeur de Washington.* Et le consul Lebrun porta le sien ainsi : *A l'union de l'Amérique avec les puissances du Nord, pour faire respecter la liberté des mers.* Le lendemain 4 octobre, les ministres américains prirent congé du premier consul. On remarqua dans leurs discours les phrases suivantes : Qu'ils espéraient que la convention signée le 30 septembre, serait la base d'une amitié durable entre la France et l'Amérique, et que les ministres américains n'omettraient rien pour concourir à ce but. Le premier consul répondit que les différends, qui avaient existé, étaient terminés; qu'il n'en devait pas plus rester de trace que de démêlés de famille ; que les principes libéraux, consacrés dans la convention du 30 septembre, sur l'article de la navigation, devaient être la base du rapprochement des deux républiques, comme ils l'étaient de leurs intérêts ; et qu'il devenait, dans les circonstances présentes, plus important que jamais, pour les deux nations, d'y adhérer.

Le traité fut ratifié le 18 février 1801, par le président des États-Unis, qui en supprima l'article 2, ainsi conçu :

« Les ministres plénipotentiaires » des deux parties ne pouvant, pour le » présent, s'accorder, relativement au » traité d'alliance du 6 février 1778, » au traité d'amitié et de commerce » de la même date, et à la convention » en date du 4 novembre 1788 ; non » plus que relativement aux indemni» tés mutuellement dues ou récla» mées, les parties négocieront ulté» rieurement sur ces objets, dans un » temps convenable, et jusqu'à ce » qu'elles se soient accordées sur ces » points, lesdits traités et convention » n'auront point d'effet, et les rela» tions des deux nations seront réglées » ainsi qu'il suit, etc. »

La suppression de cet article faisait cesser à la fois les priviléges qu'avait la France par le traité de 1778, et annulait les justes réclamations que pouvait faire l'Amérique, pour des torts éprouvés en temps de paix. C'était justement ce que le premier consul s'était proposé, en établissant ces deux objets, l'un comme la balance de l'autre. Sans cela, il eût été impossible de satisfaire le commerce des États-Unis, et de lui faire oublier les pertes qu'il avait éprouvées. La ratification que donna le premier consul, le 31

juillet 1801, portait que, bien entendu, la suppression de l'article 2 annulait toute espèce de réclamations d'indemnités, etc.

Il n'est pas d'usage de faire des modifications aux ratifications. Rien n'est plus contraire au but de tout traité de paix, qui est de rétablir la bonne harmonie. Les ratifications doivent toujours être pures et simples; le traité doit y être transcrit, sans qu'il y soit opéré de changemens, afin d'éviter d'embrouiller les questions. Si cet événement eût été prévu, les plénipotentiaires eussent fait deux copies, l'une avec l'article 2, et l'autre sans cet article : tout alors eût été suivant les règles.

§ VII.

L'empereur Paul avait succédé à l'impératrice Catherine II. Ennemi jusqu'au délire de la révolution française, ce que sa mère s'était contentée de promettre, il l'avait effectué; il avait pris part à la deuxième coalition. Le général Suwarow, à la tête de soixante mille Russes, s'avança en Italie, tandis qu'une autre armée russe entrait en Suisse, et qu'un corps de quinze mille hommes était mis par le czar, à la disposition du duc d'Yorck, pour conquérir la Hollande. C'était tout ce que l'empire russe avait de troupes disponibles. Vainqueur aux batailles de Cassano, de la Trebbia, de Novi, Suwarow avait perdu la moitié de son armée dans le Saint-Gothard et dans les différentes vallées de la Suisse, après la bataille de Zurich, où Korsakow avait été pris. Paul sentit alors toute l'imprudence de sa conduite; et, en 1800, Suwarow retourna en Russie, ramenant avec lui à peine le quart de son armée. L'empereur Paul se plaignait amèrement d'avoir perdu l'élite de ses troupes, qui n'avaient été secondées ni par les Autrichiens, ni par les Anglais. Il reprochait au cabinet de Vienne de s'être refusé, après la conquête du Piémont, à remettre, sur son trône, le roi de Sardaigne; de n'être point animé d'idées grandes et généreuses; mais de se laisser entièrement dominer par des vues de calcul et d'intérêt. Il se plaignait aussi de ce que les Anglais, maîtres de Malte, au lieu de rétablir l'ordre de Saint-Jean et de restituer cette île aux chevaliers, se l'étaient appropriée. Le premier consul ne négligeait rien pour faire fructifier ces germes de mécontentement. Peu après la bataille de Marengo, il trouva le moyen de flatter l'imagination vive et impétueuse du czar, en lui envoyant l'épée que le pape Léon X avait donnée à l'Ile-Adam, comme un témoignage de sa satisfaction, pour avoir défendu Rhodes contre les infidèles. Huit à dix mille soldats russes avaient été faits prisonniers en Italie, à Zurich, en Hollande; le premier consul proposa leur échange aux Anglais et aux Autrichiens. Les uns et les autres refusèrent : les Autrichiens, parce qu'ils avaient encore beaucoup de leurs prisonniers en France; et les Anglais, quoiqu'ils eussent un grand nombre de prisonniers français, parce que, suivant eux, cette proposition était contraire à leurs principes. Quoi! disait-on au cabinet de Saint-James, vous refusez d'échanger même les Russes, qui ont été pris en Hollande, en combattant dans vos propres rangs sous le duc d'Yorck? Comment! disait-on au cabinet de Vienne, vous ne voulez pas rendre à leur patrie ces hommes du Nord, à qui vous devez les victoires de la Trebbia, de Novi, vos

conquêtes en Italie, et qui ont laissé chez vous une foule de Français qu'ils ont faits prisonniers ! « Tant d'injustice m'indigne, dit le premier consul. Eh bien ! je les rendrai au czar sans échange ; il verra l'estime que je fais des braves. » Les officiers russes prisonniers reçurent sur-le-champ des épées, et les troupes de cette nation furent réunies à Aix-la-Chapelle, où bientôt elles furent habillées complètement à neuf, et armées de belles armes de nos manufactures. Un général russe fut chargé de les organiser en bataillons, en régimens. Ce coup retentit à la fois à Londres et à Saint-Pétersbourg. Attaqué par tant de points différens, Paul s'exalta, et porta tout le feu de son imagination, toute l'ardeur de ses vœux vers la France. Il expédia un courrier au premier consul, avec une lettre où il disait : « Citoyen premier consul, je ne vous » écris point pour entrer en discussion sur les droits de l'homme ou » du citoyen : chaque pays se gouverne comme il l'entend. Partout où je » vois à la tête d'un pays, un homme » qui sait gouverner et se battre, mon » cœur se porte vers lui. Je vous écris » pour vous faire connaître le mécontentement que j'ai contre l'Angleterre, qui viole tous les droits des » nations, et qui n'est jamais guidée » que par son égoïsme et son intérêt. » Je veux m'unir avec vous pour mettre un terme aux injustices de ce » gouvernement. »

Au commencement de décembre 1800, le général Sprengporten, Finlandais, qui avait passé au service de la Russie, et qui, de cœur, était attaché à la France, arriva à Paris. Il portait des lettres de l'empereur Paul, et était chargé de prendre le commandement des prisonniers russes, et de les ramener dans leur patrie. Tous les officiers de cette nation, qui retournaient en Russie, se louaient sans cesse des bons traitemens et des égards qu'ils avaient reçus en France, surtout depuis l'arrivée du premier consul. Bientôt la correspondance entre l'empereur Paul et ce dernier, devint journalière ; ils traitaient directement des plus grands intérêts et des moyens d'humilier la puissance anglaise. Le général Sprengporten n'était pas chargé de traiter de la paix, il n'en avait pas les pouvoirs. Il n'était pas non plus ambassadeur ; la paix n'existait pas. C'était donc une mission extraordinaire : ce qui permit d'accorder, sans conséquence, à ce général toutes les distinctions propres à flatter le souverain qui l'avait envoyé.

§ VIII.

L'expédition de l'amiral Dikinson et la convention préalable de Copenhague, qui en avait été la suite, avaient déconcerté le projet des trois puissances maritimes du nord, d'opposer une ligue à la tyrannie des Anglais. Ceux-ci continuaient de violer tous les droits des neutres ; ils disaient que, puisqu'ils avaient pu attaquer, prendre et conduire en Angleterre la frégate *la Freya* avec son convoi, sans que, malgré cet événement, le Danemarck eût cessé d'être allié et ami de l'Angleterre, la conduite de la croisière anglaise avait été légitime ; et que le Danemarck avait, par cela même, reconnu le principe qu'il ne pouvait convoyer ses bâtimens. Néanmoins cette dernière puissance était loin d'approuver l'insolence des prétentions de l'Angleterre. Prise isolément et au dépourvu, elle avait cédé ; mais elle espérait qu'à la faveur des glaces, qui allaient fermer le Sund

et la Baltique, elle pourrait, agissant de concert avec la Suède et la Russie, faire reconnaître les droits des puissances neutres. La Suède était indignée de la conduite du cabinet de Saint-James; et quant à la Russie, nous avons déjà fait connaître ses motifs de haine contre les Anglais. Le traité du 30 septembre entre la France et l'Amérique, venait de proclamer de nouveau les principes de l'indépendance des mers ; l'hiver était arrivé ; le czar se déclara ouvertement pour ces principes que, dès le 15 août, il avait proposé aux puissances du nord de reconnaître.

Le 17 novembre 1800, l'empereur Paul ordonna, par un ukase, que tous les effets et marchandises anglaises, qui étaient arrêtées dans ses états par suite de l'embargo qu'il avait mis sur les navires de cette nation, fussent réunis en une masse, pour liquider tout ce qui serait dû aux Russes par les Anglais. Il nomma une commission de négocians, qu'il chargea de cette opération. Les équipages des bâtimens furent considérés comme prisonniers de guerre, et envoyés dans l'intérieur de l'empire. Enfin, le 16 décembre, une convention fut signée entre la Russie, la Suède et le Danemarck, pour soutenir les droits de la neutralité. Peu après, la Prusse y adhéra. Cette convention fut appelée la quadruple alliance. Ses principales dispositions sont : 1° le pavillon couvre la marchandise ; 2° tout bâtiment convoyé ne peut être visité; 3° ne peuvent être considérés comme effets de contrebande, que les munitions de guerre, telles que canons, etc. ; 4° le droit de blocus ne peut être appliqué qu'à un port réellement bloqué ; 5° tout bâtiment neutre doit avoir son capitaine et la moitié de son équipage de la nation, dont il porte le pavillon; 6° les bâtimens de guerre de chacune des puissances contractantes protégeront et convoyeront les bâtiments de commerce des deux autres ; 7° une escadre combinée sera réunie dans la Baltique, pour assurer l'exécution de cette convention.

Le 17 décembre, le gouvernement anglais ordonna la course sur les bâtimens russes; et le 14 janvier 1801, en représailles de la convention du 16 décembre 1800, qu'il appelait attentatoire à ses droits, il ordonna un embargo général sur tous les bâtimens appartenant aux trois puissances, qui avaient signé la convention.

Aussitôt qu'elle avait été ratifiée, l'empereur Paul avait expédié un officier au premier consul, pour la lui faire connaître. Cet officier lui fut présenté à la Malmaison, le 20 janvier 1801, et lui remit les lettres de son souverain. Le même jour, parut un arrêté des consuls, qui défendit la course sur les bâtimens russes. Il n'y fut pas question des bâtimens danois et suédois, parce que la France était en paix avec ces puissances.

Le 12 février, la cour de Berlin fait connaître au gouvernement anglais, qu'elle accède à la convention des puissances du nord. Elle le somme de révoquer et de lever l'embargo mis, en Angleterre, sur les bâtimens danois et suédois, en haine d'un principe général; distinguant ce qui est relatif à ces deux puissances, de ce qui est relatif à la Russie seule.

Le ministre de Suède en Angleterre remet, le 4 mars, au cabinet britannique, une note dans laquelle il donne connaissance du traité du 16 décembre 1800. Il s'étonne de l'assertion de l'Angleterre, que la Suède et les puissances du nord veulent innover,

tandis qu'elles ne soutiennent que les droits établis et reconnus par toutes les puissances dans les traités antérieurs, et notamment par l'Angleterre elle-même, dans ceux de 1780, 1783 et 1794. Une convention pareille lia la Suède et le Danemarck; l'Angleterre ne protesta pas, et même resta spectatrice des préparatifs de guerre de ces puissances pour soutenir ce traité. Elle ne prétendit pas alors que ce traité et ces préparatifs fussent un acte d'hostilité; aujourd'hui elle se conduit autrement; mais cette différence ne vient pas de ce que les puissances ont ajouté à leurs demandes; elle n'est que la suite d'un principe maritime que l'Angleterre a adopté et voudrait faire adopter dans la présente guerre. Ainsi une puissance, qui s'est vanté d'avoir pris les armes pour la liberté de l'Europe, médite aujourd'hui l'asservissement des mers.

S. M. suédoise récapitule les offenses impunies, que les commandans des escadres anglaises se sont permises, même dans les ports de la Suède; les visites inquisitoriales que les croiseurs anglais ont fait subir aux navires suédois, l'arrestation des convois en 1798, l'outrage fait au pavillon suédois devant Barcelonne, et le déni de justice dont se sont rendus coupables les tribunaux anglais. S. M. suédoise ne cherche pas à se venger, elle ne cherche qu'à assurer le respect dû à son pavillon. Cependant, en représailles de l'embargo mis par les Anglais, elle en a fait mettre un sur les navires de ceux-ci dans ses ports. Elle le levera, lorsque le gouvernement anglais donnera satisfaction sur l'arrestation des convois en 1798, sur l'affaire devant Barcelonne, et enfin sur l'embargo du 14 janvier 1801.

La teneur de la convention du 16 décembre fait assez voir qu'il n'est question, pour la Suède, que des droits des neutres, et qu'elle reste étrangère à toute autre querelle. Le ministre danois termine en demandant ses passeports.

Lord Hawkersbury répondit à cette note, que S. M. britannique avait proclamé plusieurs fois son droit invariable de défendre les principes maritimes qu'une expérience de plusieurs années avait fait connaître comme les meilleurs, pour garantir les droits des puissances belligérantes. Rétablir les principes de 1780, est un acte d'hostilité dans ce temps-ci. L'embargo sur les bâtimens suédois sera maintenu, tant que S. M. suédoise continuera à faire partie d'une confédération tendant à établir un système de droits incompatible avec la dignité, l'indépendance de la couronne d'Angleterre, les droits et les intérêts de ses peuples. L'on voit, par cette réponse de lord Hawkersbury, que le droit que réclame l'Angleterre est postérieur au traité de 1780. Il eût donc fallu qu'il citât les traités par lesquels, depuis cette époque, les puissances ont reconnu les nouveaux principes de la Grande-Bretagne sur les neutres.

§ IX.

1 La guerre se trouvait ainsi déclarée entre l'Angletere d'une part, la Russie, la Suède, le Danemarck, de l'autre. Les glaces rendaient la Baltique impraticable; des expéditions anglaises furent envoyées pour s'emparer des colonies danoises et suédoises, dans les Indes occidentales. Dans le courant de mars 1800, les îles de Sainte-Croix, Saint-Thomas, Saint-Bartholomé, tombèrent sous la domination britannique.

Le 29 mars, le prince de Hesse, commandant les troupes danoises, entra dans Hambourg, afin d'intercepter l'Elbe au commerce anglais. Dans la proclamation de ce général, le Danemarck se fonde sur la nécessité de prendre tous les moyens qui peuvent nuire à l'Angleterre, et l'obliger à respecter enfin les droits des nations, et surtout ceux des neutres.

De son côté le cabinet de Berlin fit prendre possession du Hanovre, et ferma ainsi aux Anglais les bouches de l'Ems et du Wéser. Le général prussien, dans son manifeste, motive cette mesure sur les outrages dont les Anglais abreuvent constamment les nations neutres, sur les pertes qu'ils leur font supporter, enfin sur les nouveaux droits maritimes que l'Angleterre prétend faire reconnaître.

Une convention eut lieu, le 3 avril, entre la régence et les ministres prussiens, par laquelle l'armée hanovrienne fut licenciée, et les places livrées aux troupes prussiennes. La régence s'engageait, de plus, à obéir aux autorités de cette nation. Ainsi le roi d'Angleterre avait perdu ses états d'Hanovre; mais ce qui était d'une plus grande conséquence pour lui, la Baltique, l'Elbe, le Wéser, l'Ems, lui étaient fermés comme la Hollande, la France et l'Espagne. C'était un coup terrible porté au commerce des Anglais, et dont les effets étaient tels, que sa prorogation seule les eût obligés de renoncer à leur système.

Cependant les puissances maritimes du nord armaient avec activité. Douze vaisseaux de ligne russes étaient mouillés à Revel, sept autres suédois étaient prêts à Carlscrona; ce qui, joint à un pareil nombre de vaisseaux danois, eût formé une flotte combinée de vingt-deux à vingt-quatre vaisseaux de ligne, qui aurait été successivement augmentée, les trois puissances pouvant la porter jusqu'à trente-six et quarante vaisseaux.

Quelque grandes que fussent les forces navales de l'Angleterre, une pareille flotte était respectable. L'Angleterre était obligée d'avoir une escadre dans la Méditerranée, pour empêcher la France d'envoyer des forces en Égypte, et pour protéger le commerce anglais. Le désastre d'Aboukir était en partie réparé, et il y avait, en rade à Toulon, une escadre de plusieurs vaisseaux. Les Anglais se trouvaient également forcés d'avoir une escadre devant Cadix, pour observer les vaisseaux espagnols, et empêcher les divisions françaises de passer le détroit. Une flotte française et espagnole était dans Brest. Il leur fallait en outre une escadre devant le Texel; mais au commencement d'avril, les flottes russe, danoise et suédoise n'étaient pas encore réunies, quoiqu'elles eussent pu l'être au commencement de mars. C'est sur ce retard que le gouvernement anglais basa son plan d'opération pour attaquer successivement les trois puissances maritimes de la Baltique, en portant d'abord tous ses efforts sur le Danemarck, et obligeant cette puissance à renoncer à la convention du 16 décembre 1800, et à recevoir les vaisseaux anglais dans ses ports.

§ X.

Une flotte anglaise forte de cinquante voiles, dont dix-sept vaisseaux de ligne, sous le commandement des amiraux Parker et Nelson, partit d'Yarmouth le 12 mars; elle avait mille hommes de troupes de débarquement. Le 15, elle essuya une violente tempête, qui la dispersa. Un vaisseau de 74 (*Invinci-*

ATTAQUE

DE

COPENHAGUE

le 2 Avril 1801

DRESSÉE

Par Th. Duvotenay Géog.he

Gravé par Alexis Orgiazzi

Flotte Danoise		
A. *Prøvesteen*	56	*Canons*
B. *Wagrien*	48	*id*
C. *Rendsborg*	20	
D. *Nyborg*	20	
E. *Jylland*	48	
F. *Sværdfisken*	20	
G. *Kronborg*	22	
H. *Hajen*	20	
J. *Dannebrog*	62	
K. *Elven*	6	
L. *Gerner*	24	
M. *Aggershuus*	20	
N. *Sjælland*	74	
O. *Charlotte-Amalia*	26	
P. *Söhesten*	18	
Q. *Holsteen*	60	
R. *Indfödsretten*	64	
S. *Hjelperen*	20	
T.	60	
U. *Mars*	60	
V. *Elephanten*	48	
X. *Chaloupes-canonnières et bateaux-à-bombes*		

Flotte Anglaise			
1. *Edgar*	*(Vaisseau de Ligne)*	74	*Canons*
2. *Elephant*	*(id)*	74	*id*
3. *Defiance*	*id*	74	
4. *Ganges*	*(id*	74	
5. *Ardent*	*id*	64	
6. *Glatton*	*(id)*	54	
7. *Polyphemus*	*(id)*	64	
8. *Isis*	*id)*	50	
9. *Monarch*	*id)*	74	
10. *Russel*	*(id)*	74	
11. *Bellona*	*(id)*	64	
12. *Agamemnon*	*(id)*	64	
13. *Desirée*	*(Frégate*	40	
14. *Amazon*	*(id)*	38	
15. *Blanche*	*(id)*	32	
16. *Alcmene*	*(id)*	32	
17. *Discovery*	*(Galiote-à-bombes)*		
18. *Sulphur*	*(id)*		
19. *Hecla*	*(id)*		
20. *Explosion*	*(id)*		
21. *Zebra*	*(id)*		
22. *Terror*	*id*		
23. *Volcano*	*id*		
24. *Dart*	*(Sloop*	30	
25. *Arrow*	*id)*	30	
26. *Cruiser*	*id*	18	
27. *Harpy*	*(id*	18	
28. *Zephyr*	*Brulot)*		
29. *Otter*	*id)*		

Milles de 60 au Degré

1 2

Imprimé par ...



ble) fut jeté sur un banc, le Hammoubanc, et périt corps et biens. Le 20 mars, elle fut signalée dans le Cattégat. Le même jour une frégate conduisit à Elseneur le commissaire Vansittart, chargé, conjointement avec M. Drumond, de remettre l'*ultimatum* du gouvernement anglais. Le 24, ils revinrent à bord de la flotte, et donnèrent des nouvelles de tout ce qui se passait à Copenhague et dans la Baltique. La flotte russe était encore à Revel, et celle suédoise à Carlscrona. Les Anglais craignaient leur réunion. Le cabinet anglais avait donné pour instructions à l'amiral Parker, de détacher le Danemarck de l'alliance des deux puissances, en agissant par la crainte ou par l'effet d'un bombardement. Le Danemarck ainsi neutralisé, la flotte combinée se trouvait de beaucoup diminuée, et les Anglais avaient l'entrée libre de la Baltique. Il paraît que le conseil hésita sur la question de savoir s'il devait passer le Sund ou le grand Belt. Le Sund, entre Cronembourg et la côte suédoise, a deux mille trois cents toises; la plus grande profondeur est à quinze cents toises des batteries d'Elseneur, et à huit cents de la côte de Suède. Si donc les deux côtes avaient été également armées, les vaisseaux anglais auraient été obligés de passer à la distance de onze cents toises de ces batteries. A Elseneur et à Cronembourg, on comptait plus de cent pièces ou mortiers en batterie. On conçoit les dommages qu'une escadre doit éprouver dans un pareil passage, tant par la perte des mâts, vergues, que par les accidents des bombes. D'un autre côté, le passage par les Belts était très difficile, et les officiers, opposés à ce projet, annonçaient que l'escadre danoise pouvait alors sortir de Copenhague, pour aller se joindre aux flottes française et hollandaise.

Cependant l'amiral Parker se décida pour ce passage, et le 26 mai, toute la flotte fit voile pour le grand Belt. Mais quelques bâtimens légers, qui éclairaient la flotte, ayant touché sur les roches, elle revint le même jour à son ancrage. L'amiral prit alors la résolution de passer par le Sund; et après s'être assuré des intentions qu'avait le commandant de Cronembourg de défendre le passage, la flotte, profitant d'un vent favorable, le 30, se dirigea dans le Sund. La flottille de bombarde s'approcha d'Elseneur pour faire diversion, en bombardant la ville et le château; mais bientôt la flotte s'étant aperçue que les batteries de la Suède ne tiraient pas, appuya sur cette côte, et passa le détroit, hors de la portée des batteries danoises, qui firent pleuvoir une grêle de bombes et de boulets. Tous les projectiles tombèrent à plus de cent toises de la flotte, qui ne perdit pas un seul homme.

Les Suédois, pour se justifier de la déloyauté de leur conduite, ont allégué que, pendant l'hiver, il n'avait pas été possible d'élever des batteries, ni même d'augmenter celle de six canons qui existait; que d'ailleurs, le Danemarck n'avait pas paru le désirer, dans la crainte probablement que la Suède ne fît de nouveau valoir ses anciennes prétentions, en voulant prendre la moitié du droit que le Danemarck perçoit sur tous les bâtimens qui passent le détroit. Leur nombre est annuellement de dix à douze mille; ce qui rapporte à cette puissance de deux millions cinq cent mille francs à trois millions. On voit combien ces raisons sont futiles. Il ne fallait que peu de jours pour placer une centaine de bouches à feu en batterie; et les préparatifs que

l'Angleterre faisait, depuis plusieurs mois, pour cette expédition, et en dernier lieu, la station de plusieurs jours de la flotte dans le Cattégat, avaient donné à la Suède bien au-delà du temps qu'il lui fallait.

Le même jour 30 mars, la flotte mouilla entre l'île de Huen et Copenhague. Aussitôt les amiraux anglais et les principaux officiers s'embarquèrent sur un schooner, pour reconnaître la position des Danois.

Lorsque l'on a passé le Sund, on n'est pas encore dans la Baltique. A dix lieues d'Elseneur est Copenhague. Sur la droite de ce port, se trouve l'île d'Amack, et à deux lieues de cette île, en avant, est le rocher de Saltholm. Il faut passer dans ce détroit, entre Saltholm et Copenhague, pour entrer dans la Baltique. Cette passe est encore divisée en deux canaux, par un banc, appelé le Middle-Ground, qui est situé vis-à-vis Copenhague; le canal royal est celui qui passe sous les murs de cette ville. La passe entre l'île d'Amack et Saltholm n'est bonne que pour des vaisseaux de 74; ceux à trois ponts la franchissent difficilement, et sont même obligés de s'alléger d'une partie de leur artillerie. Les Danois avaient placé leur ligne d'embossage entre le banc et la ville, afin de s'opposer au mouillage des bombardes et chaloupes canonnières, qui auraient pu passer au-dessus du banc. Les Danois croyaient ainsi mettre Copenhague à l'abri du bombardement.

La nuit du 30 fut employée par les Anglais à sonder le banc; et le 31, les amiraux montèrent sur une frégate, avec les officiers d'artillerie, afin de reconnaître de nouveau la ligne ennemie et l'emplacement pour le mouillage des bombardes. Il fut reconnu que, si l'on pouvait détruire la ligne d'embossage, des bombardes pourraient se placer pour bombarder le port et la ville; mais que, tant que la ligne d'embossage existerait, cela serait impossible. La difficulté, pour attaquer cette ligne, était très grande. On en était séparé par le banc de Middle-Ground, et le peu d'eau qui restait au-dessus de ce banc, ne permettait pas aux vaisseaux de haut bord de le franchir. Il n'y avait donc de possibilité qu'en le doublant et venant ensuite, en le rasant par stribord, se placer entre lui et la ligne danoise, opération fort hasardeuse. 1° Car, on ne connaissait pas bien le gisement et la longueur du banc, et l'on n'avait que des pilotes anglais qui n'avaient navigué dans ces mers qu'avec des bâtimens de commerce. On sait d'ailleurs que les pilotes les plus habiles ne peuvent se guider, en pareilles circonstances, que par les bouées; mais les Danois, avec raison, les avaient ôtées, ou mal placées exprès. 2° Les vaisseaux anglais, en doublant le banc, étaient exposés à tout le feu des Danois, jusqu'à ce qu'ils eussent pris leur ligne de bataille. 3° Chaque vaisseau désemparé serait un vaisseau perdu, parce qu'il s'échouerait sur le banc, et cela sous le feu de la ligne et des batteries danoises.

Les personnes les plus prudentes croyaient qu'il ne fallait pas entreprendre une attaque qui pouvait entraîner la ruine de la flotte. Nelson pensa différemment, et fit adopter le projet d'attaquer la ligne d'embossage et de s'emparer des batteries de la couronne, au moyen de neuf cents hommes de troupes. Appuyé à ces îles, le bombardement de Copenhague devenait facile, et le Danemarck pouvait être considéré comme soumis. Le commandant en chef ayant approuvé

cette attaque, détacha, le 1er avril, Nelson avec douze vaisseaux de ligne et toutes les frégates et bombardes. Celui-ci mouilla le soir à Draco-Pointe, près du banc, qui le séparait de la ligne ennemie, et si près d'elle que les mortiers de l'île d'Amack, qui tirèrent quelques coups, envoyèrent leurs bombes au milieu de l'escadre mouillée. Le 2, les circonstances du temps étant favorables, l'escadre anglaise doubla le banc, et le rangeant à stribord, vint prendre la ligne entre lui et les Danois. Un vaisseau anglais de 74 toucha, avant d'avoir doublé le banc, et deux autres s'échouèrent après l'avoir doublé. Ces trois vaisseaux dans cette position, étaient exposés au feu de la ligne ennemie, qui leur envoya bon nombre de boulets.

La ligne d'embossage des Danois était appuyée, à sa gauche, *aux batteries de la couronne*, îles factices à six cents toises de Copenhague, armées de 70 bouches à feu, et défendues par quinze cents hommes d'élite; et sa droite se prolongeait sur l'île d'Amack. Pour défendre l'entrée du port, sur la gauche des trois couronnes, on avait placé quatre vaisseaux de ligne, dont deux entièrement armés et équipés.

Le but de la ligne d'embossage étant de garantir le port et la ville d'un bombardement, et de rester maître de toute la rade comprise entre le Middle-Ground et la ville, cette ligne avait été placée le plus près possible du banc. Sa droite était très en avant de l'île d'Amack; la ligne entière avait plus de trois mille toises d'étendue, et était formée par vingt bâtimens. C'étaient de vieux vaisseaux rasés, ne portant que la moitié de leur artillerie, ou des frégates et autres bâtimens, installés en batteries flottantes, portant une douzaine de canons. Pour l'effet qu'elle devait produire, cette ligne était suffisamment forte et parfaitement placée; aucune bombarde ou chaloupe canonnière ne pouvait l'approcher. Pour les raisons ci-dessus énoncées, les Danois ne craignaient pas d'être attaqués par les vaisseaux de haut bord. Lors donc qu'ils virent la manœuvre de Nelson, et qu'ils prévirent ce qu'il allait entreprendre, leur étonnement fut grand. Ils comprirent que leur ligne n'était pas assez forte, et qu'il aurait fallu la former, non de carcasses de bâtimens, mais au contraire des meilleurs vaisseaux de leur escadre; qu'elle avait trop d'étendue, pour le nombre de bâtimens qui y étaient employés; qu'enfin la droite n'était pas suffisamment appuyée; que s'ils eussent rapproché cette ligne de Copenhague, elle n'eût eu que quinze à dix-huit cents toises; qu'alors la droite aurait pu être soutenue par de fortes batteries, élevées sur l'île d'Amack, qui auraient battu en avant de la droite, et flanqué toute la ligne. Il est probable que, dans ce cas, Nelson eût échoué dans son attaque; car il lui aurait été impossible de passer entre la ligne et la terre, ainsi garnie de canons. Mais il était trop tard, ces réflexions étaient inutiles, et les Danois ne songèrent plus qu'à se défendre avec vigueur. Les premiers succès qu'ils obtinrent, en voyant échouer trois des plus forts vaisseaux ennemis, leur permettaient de concevoir les plus hautes espérances. Le manque de ces trois vaisseaux obligea Nelson, pour ne point trop disséminer ses forces, à dégarnir son extrême droite. Dès lors, le principal objet de son attaque, qui était la prise des trois couronnes, se trouva abandonné. Aussitôt que Nelson eut doublé le banc, il s'approcha jusqu'à cent

toises de la ligne d'embossage, et se trouvant par quatre brasses d'eau, ses pilotes mouillèrent. La canonnade était engagée avec une extrême vigueur; les Danois montrèrent la plus grande intrépidité; mais les forces des Anglais étaient doubles en canons.

Une ligne d'embossage présente une force immobile contre une force mobile: elle ne peut donc surmonter ce désavantage, qu'en tirant appui des batteries de terre, surtout pour les flancs. Mais, ainsi qu'on l'a dit plus haut, les Danois n'avaient pas flanqué leur droite.

Les Anglais appuyèrent donc sur la droite et sur le centre, qui n'étaient pas flanqués, en éteignirent le feu, et obligèrent cette partie de la ligne d'amener, après une vive résistance de plus de quatre heures. La gauche de la ligne, étant bien soutenue par les batteries de la couronne, resta entière. Une division de frégates espérant, à elle seule, remplacer les vaisseaux qui avaient dû attaquer ces batteries, osa s'engager avec elles, comme si elle était soutenue par le feu des vaisseaux. Mais elle souffrit considérablement, et, malgré tous ses efforts, fut obligée de renoncer à cette entreprise, et de s'éloigner.

L'amiral Parker, qui était resté avec l'autre partie de la flotte au-dehors du banc, voyant la vive résistance des Danois, comprit que la plupart des bâtimens anglais seraient dégréés par suite d'un combat aussi opiniâtre; qu'ils ne pourraient plus manœuvrer, et s'échoueraient tous sur le banc, ce qui eut lieu en partie. Il fit le signal de cesser le combat, et de prendre une position en arrière; mais cela même était très difficile. Nelson aima mieux continuer l'action. Il ne tarda pas à être convaincu de la sagesse du signal de l'amiral, et il se décida enfin à lever l'ancre et à s'éloigner du combat. Mais, voyant qu'une partie de la ligne danoise était réduite, il eut l'idée, avant de prendre ce parti extrême, d'envoyer un parlementaire proposer un arrangement. Il écrivit, à cet effet, une lettre adressée aux braves frères des Anglais, les Danois, et conçue en ces termes: « Le vice-amiral Nelson » a ordre de ménager le Danemarck; » ainsi il ne doit résister plus long-» temps. La ligne de défense qui » couvrait ses rivages, a amené au » pavillon anglais. Cessez donc le feu, » qu'il puisse prendre possession de » ses prises, ou il les fera sauter en » l'air avec leurs équipages, qui les » ont si noblement défendues. Les » braves Danois sont les frères et ne » seront jamais les ennemis des An-» glais. » Le prince de Danemarck, qui était au bord de la mer, reçut ce billet, et, pour avoir des éclaircissemens à ce sujet, il envoya l'adjudant-général Lindholm auprès de Nelson, avec qui il conclut une suspension d'armes. Le feu cessa bientôt partout, et les Danois blessés furent remis sur le rivage. Cette suspension avait à peine eu lieu, que trois vaisseaux anglais, y compris celui que montait Nelson, s'échouèrent sur le banc. Ils furent en perdition, et ils n'auraient jamais pu s'en relever, si les batteries avaient continué le feu. Ils durent donc leur salut à cet armistice.

Cet événement sauva l'escadre anglaise. Nelson se rendit, le 4 avril, à terre. Il traversa la ville au milieu des cris et des menaces de toute la populace; et après plusieurs conférences avec le prince régent, on signa la convention suivante: « Il y aura un armis-» tice de trois mois et demi, entre les

» Anglais et le Danemarck ; mais » uniquement pour la ville de Copen- » bague et le Sund. L'escadre anglai- » se, maîtresse d'aller où elle voudra, » est obligée de se tenir à la distance » d'une lieue des côtes du Danemarck, » depuis sa capitale jusqu'au Sund. » La rupture de l'armistice devra être » dénoncée quinze jours avant la re- » prise des hostilités. Il y aura *statu* » *quo* parfait sous tous les autres rap- » ports, en sorte que rien n'empêche » l'escadre de l'amiral Parker de se » porter vers quelque autre point des » possessions danoises, vers les côtes » du Jutland, vers celles de la Norwé- » ge ; que la flotte anglaise qui doit » être entrée dans l'Elbe, peut atta- » quer la forteresse danoise de Gluck- » stadt ; que le Danemarck continue » à occuper Hambourg et Lubeck, » etc. »

Les Anglais perdirent, dans cette bataille, neuf cent quarante-trois hommes tués ou blessés. Deux de leurs vaisseaux furent tellement maltraités, qu'il ne fut plus possible de les réparer; l'amiral Parker fut obligé de les renvoyer en Angleterre. La perte des Danois fut évaluée un peu plus haut que celle des Anglais. La partie de la ligne d'embossage, qui tomba au pouvoir de ces derniers, fut brûlée, au grand déplaisir des officiers anglais, dont cela lésait les intérêts. Lors de la signature de l'armistice, les bombardes et chaloupes canonnières étaient en position de prendre une ligne pour bombarder la ville.

§ XI.

L'événement de Copenhague ne remplit pas entièrement les intentions du gouvernement britannique ; il avait espéré détacher et soumettre le Danemarck, et il n'était parvenu qu'à lui faire signer un armistice, qui paralysait les forces danoises pendant quatorze semaines.

L'escadre suédoise et l'escadre russe s'armaient avec la plus grande activité, et présentaient des forces considérables. Mais l'appareil militaire était désormais devenu inutile ; la confédération des puissances du nord se trouvait dissoute par la mort de l'empereur Paul, qui en était à la fois l'auteur, le chef et l'âme. Paul Ier avait été assassiné, dans la nuit du 23 au 24 mars ; et la nouvelle de sa mort arriva à Copenhague, au moment où l'armistice venait d'être signée.

Lord Withworth était ambassadeur à sa cour ; il était fort lié avec le comte de P.... le général B......, les S.... les O...., et autres personnes authentiquement reconnues pour être les auteurs et acteurs de cet horrible parricide. Ce monarque avait indisposé contre lui, par un caractère irritable et très susceptible, une partie de la noblesse russe. La haine de la révolution française avait été le caractère distinctif de son règne. Il considérait comme une des causes de cette révolution, la familiarité du souverain et des princes français, et la suppression de l'étiquette à la cour. Il établit donc à la sienne une étiquette très sévère, et exigea des marques de respect peu conformes à nos mœurs et qui révoltaient généralement. Être habillé d'un frac, avoir un chapeau rond, ne point descendre de voiture, quand le czar ou un des princes de sa maison passait dans les rues ou promenades ; enfin, la moindre violation des moindres détails de son étiquette excitait toute son animadversion ; et par cela seul on était jacobin. Depuis qu'il s'était

rapproché du premier consul, il était revenu sur une partie de ces idées; et il est probable que, s'il eût vécu encore quelques années, il eût reconquis l'opinion et l'amour de sa cour, qu'il s'était aliénés. Les Anglais mécontens, et même extrêmement irrités du changement qui s'était opéré en lui depuis un an, n'oublièrent rien pour encourager ses ennemis intérieurs. Ils parvinrent à accréditer l'opinion qu'il était fou, et enfin nouèrent une conspiration pour attenter à sa vie. L'opinion générale est que. . .

. . . .

. . . .

La veille de sa mort, Paul étant à souper avec sa maîtresse et son favori, reçut une dépêche, où on lui détaillait toute la trame de la conspiration; il la mit dans sa poche, en ajournant la lecture au lendemain. Dans la nuit il périt.

L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun obstacle: P.... avait tout crédit au palais; il passait pour le favori et le ministre de confiance du souverain. Il se présente à deux heures du matin à la porte de l'appartement de l'empereur, accompagné de B......, S.... et O.... Un Cosaque affidé, qui était à la porte de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser pénétrer chez lui; ils le massacrèrent aussitôt. L'empereur s'éveilla au bruit, et se jeta sur son épée; mais les conjurés se précipitèrent sur lui, le renversèrent et l'étranglèrent: B....... fut celui qui lui donna le dernier coup; il marcha sur son cadavre. L'impératrice, femme de Paul, quoiqu'elle eût beaucoup à se plaindre des galanteries de son mari, témoigna une vraie et sincère affliction; et tous ceux qui avaient pris part à cet assassinat furent constamment dans sa disgrâce. . . . . . .

. . . .

Bien des années après, le général Benigsen commandait encore..........

Quoi qu'il en soit, cet horrible événement glaça d'horreur toute l'Europe, qui fut surtout scandalisée de l'affreuse franchise, avec laquelle les Russes en donnaient des détails dans toutes les cours. Il changea la position de l'Angleterre et les affaires du monde. Les embarras d'un nouveau règne. .

. . . .

. . . .

donnèrent une autre direction à la politique de la cour de Russie. Dès le 5 avril, les matelots anglais, qui avaient été faits prisonniers de guerre par suite de l'embargo, et envoyés dans l'intérieur de l'empire, furent rappelés. La commission qui avait été chargée de la liquidation des sommes dues par le commerce anglais, fut dissoute. Le comte Pahlen, qui continua à être le principal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les demandes du cabinet anglais; que l'intention de son maître était que, d'après la proposition du gouvernement britannique de terminer le différend à l'amiable par une convention, on cessât toute hostilité jusqu'à la réponse de Londres. Le désir d'une prompte paix avec l'Angleterre fut hautement manifesté, et tout annonça le triomphe de cette puissance. Après l'armistice de Copenhague, l'amiral Parker s'était porté vers l'île de Moën, pour observer les flottes russe et suédoise. Mais la déclaration du comte de Pahlen le rassura à cet égard; et il revint à son mouillage de Kioge, après avoir fait connaître à la Suède, qu'il laisserait passer librement ses bâtimens de commerce.

Le Danemarck cependant continuait

à se mettre en état de défense. Sa flotte restait tout entière, et n'avait éprouvé aucune perte ; elle consistait en seize vaisseaux de guerre. Les détails de cet armement, et les travaux nécessaires pour mettre les batteries de la couronne et celles de l'île d'Amack dans le meilleur état de défense, occupaient entièrement le prince royal. Mais, à Londres et à Berlin, les négociations étaient dans la plns grande activité, et lord Saint-Hélens était parti d'Angleterre, le 4 mai, pour Saint-Pétersbourg. Bientôt l'Elbe fut ouverte au commerce anglais. Le 20 mai, Hambourg fut évacué par les Danois, et le Hanovre par les Prussiens.

Nelson avait succédé à l'amiral Parker dans le commandement de l'escadre; et dès le 8 mai, il s'était porté vers la Suède, et avait écrit à l'amiral suédois que, s'il sortait de Carlscrona avec la flotte, il l'attaqnerait. Il s'était ensnite dirigé, avec une partie de l'escadre, sur Revel, où il arriva le 12. Il espérait y rencontrer l'escadre russe, mais elle avait quitté ce port dès le 9. Il n'est pas douteux qne, si Nelson eût trouvé la flotte russe dans ce port, dont les batteries étaient en très mauvais état, il ne l'eût attaquée et détruite. Le 16, Nelson quitta Revel, et se réunit à toute sa flotte, sur les côtes de Suède. Cette puissance ouvrit ses ports aux Anglais le 19 mai. L'embargo sur leurs bâtimens fut levé en Rnssie le 20 mai. La Prusse se trouvait déjà en communication avec l'Angleterre, depuis le 16. Cependant lord Saint-Hélens était arrivé à Saint-Pétersbourg, le 29 mai, et le 17 juin, il signa le fameux traité, qui mit fin aux différends survenus entre les puissances maritimes du nord et l'Angleterre. Le 15, le comte de Bernstorf, ambassadeur extraordinaire de la cour de Copenhague, était arrivé à Londres, pour y traiter des intérêts de son souverain ; et le 17, le Danemarck leva l'embargo sur les navires anglais.

Ainsi, trois mois après la mort de Paul, la confédération du nord fut dissoute, et le triomphe de l'Angleterre assuré.

Le premier consul avait envoyé son aide-de-camp Duroc à Pétersbonrg, où il était arrivé le 24 mai ; il avait été parfaitement accueilli, et reçu avec tonte espèce de protestation de bienveillance. Il avait cherché à faire comprendre la conséquence qui résnlterait pour l'honneur et l'indépendance des nations, et pour la prospérité future des puissances de la Baltique, du moindre acte de faiblesse, acte que la circonstance ne pourrrait justifier. L'Angleterre, disait-il, avait en Égypte la plus grande partie de ses forces de terre, et avait besoin de plusieurs escadres pour les couvrir et empêcher celles de Brest, de Cadix, de Toulon, d'aller porter des secours à l'armée française d'Orient. Il fallait que l'Angleterre eût une escadre de quarante à cinquante vaisseaux pour observer Brest, et plus de vingt-cinq vaisseanx dans la Méditerranée ; en ontre, elle devait tenir des forces considérables devant Cadix et le Texel. Il ajoutait que la Russie, la Suède et le Danemarck pouvaient lni opposer plus de trente-six vaisseaux de hant bord bien armés ; que le combat de Copenhague n'avait eu ponr résultat que la destruction de quelques carcasses, mais n'avait en rien diminué la puissance des Danois ; que même, loin de changer leurs dispositions, il n'avait fait que porter l'irritation au dernier point ; qne les glaces allaient obliger les Anglais à quitter la Baltique ; que, pen-

dant l'hiver, il serait possible d'arriver à une pacification générale; que, si la conr de Russie était décidée, comme il paraissait par les démarches déjà faites, à conclure la paix, il fallait au moins ne faire que des sacrifices temporaires, mais se garder d'altérer en rien les principes reconnus sur les droits des neutres et l'indépendance des mers; que déjà le Danemarck, menacé par une escadre nombreuse, et luttant seul contre elle, avait, au mois d'août de l'année dernière, consenti à ne point convoyer ses bâtimens, jusqu'à ce que cette affaire eût été discutée; que la Russie pourrait suivre la même marche, gagner du temps en concluant des préliminaires et en renonçant au droit de convoyer, jusqu'à ce qu'on eût trouvé des moyens définitifs de conciliation.

Ces raisonnemens, exprimés dans plusieurs notes, avaient paru faire de l'effet sur le jeune empereur. Mais il était lui-même sous l'influence d'un parti qui avait commis un grand crime, et qui, pour faire diversion, voulait, à quelque prix que ce fût, faire jouir la Baltique des bienfaits de la paix, afin de rendre plus odieuse la mémoire de leur victime et de donner le change à l'opinion.

L'Europe vit avec étonuement le traité ignominieux que signa la Russie, et que, par contre, dûrent adopter le Danemarck et la Suède. Il équivalait à une déclaration de l'esclavage des mers, et à la proclamation de la souveraineté du parlement britannique. Ce traité fut tel, que l'Angleterre n'avait rien à souhaiter de plus, et qu'une puissance du troisiéme ordre eût rougi de le signer. Il causa d'autant plus de surprise, que l'Angleterre, dans l'embarras où elle se trouvait, se fût contentée de toute autre convention, qui l'en eût tirée. Enfin la Russie eut la honte, qui lui sera éternellement reprochée, d'avoir consenti la première au déshonneur de son pavillon. Il y fut dit: 1° que le pavillon ne couvrait plus la marchandise; que la propriété ennemie était confiscable sur un bâtiment neutre; 2° que les bâtimens neutres convoyés seraient également soumis à la visite des croiseurs ennemis, hormis par les corsaires et les armateurs; ce qui, loin d'être une concession faite par l'Angleterre, était dans ses intérêts et demandé par elle : car les Français, étant inférieurs en force, ne parcouraient plus les mers qu'avec des corsaires.

Ainsi l'empereur Alexandre consentit à ce qu'une de ses escadres de cinq à six vaisseaux de 74, escortant un convoi, fût détournée de sa route, perdît plusieurs heures, et souffrit qu'un brick anglais lui enlevât une partie de ses bâtimens convoyés. Le droit de blocus se trouva seul bien défini; les Anglais attachaient peu d'importance à empêcher les neutres d'entrer dans un port, lorsqu'ils avaient le droit de les arrêter partout, en déclarant que la cargaison appartenait en tout ou en partie à un négociant ennemi. La Russie voulut faire valoir, comme une concession en sa faveur, que les munitions navales n'étaient pas comprises parmi les objets de contrebande ! Mais il n'y a plus de contrebande, lorsque tout peut le devenir par la suspicion du propriétaire, et tout est contrebande, quand le pavillon ne couvre plus la marchandise.

Nons avons dit dans ce chapitre, que les principes des droits des neutres sont : 1° que le pavillon couvre la marchandise; 2° que le droit de visite ne consiste qu'à assurer du pavillon, et

A N É E

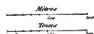
Abo

Vill

Chemin d

Combat Naval
D'ABOUKIR
LIVRÉ
entre les Escadres Française et Anglaise,
le 1er Août 1798;
DRESSÉ
Par Th. Dumoteney, *Géogr.*

Escadre Française			Escadre Anglaise.		
A	*l'Orient (Amiral)*	120 Canons	1	*Vanguard (Amiral)*	74 Canons
B	*le Franklin*	80 id	2	*Minotaur*	74 id
C	*le Tonnant*	80	3	*Défence*	74
D	*le Guillaume-Tell*	80	4	*Zealous*	74
E	*le Guerrier*	74	5	*Audacious*	74
F	*le Conquérant*	74	6	*Goliath*	74
G	*le Spartiate*	74	7	*Theseus*	74
H	*L'Aquilon*	74	8	*Orion*	74
J	*le Peuple Souverain*	74	9	*Leander*	74
K	*l'Heureux*	74	10	*Swiftsure*	74
L	*le Mercure*	74	11	*Bellerophon*	74
M	*le Généreux*	74	12	*Majestic*	74
N	*le Timoléon*	74	13	*Alexander*	74
O	*la Diane*	40	14	*Culloden (échoué)*	74
P	*la Justice*	40	15	*Mutine*	
Q	*L'Arthémise*	40			
R	*la Sérieuse (coulée).*	40			
S	*Galiottes à bombes*				



Gravé par



qu'il n'y a point d'objets de contrebande ; 3° que les objets de contrebande sont les seules munitions de guerre; 4° que tout bâtiment marchand, convoyé par un bâtiment de guerre, ne peut être visité ; 5° que le droit de blocus ne peut s'entendre que des ports réellement bloqués. Nous avons ajouté que ces principes avaient été défendus par tous les jurisconsultes et par toutes les puissances, et reconnu dans tous les traités. Nous avons prouvé qu'ils étaient en vigueur en 1780, et furent respectés par les Anglais ; qu'ils l'étaient encore en 1800, et furent l'objet de la quadruple alliance, signée le 16 décembre de cette année. Aujourd'hui il est vrai de dire que la Russie, la Suède, le Danemarck, ont reconnu des principes différens.

Nous verrons, dans la guerre, qui suivit la rupture du traité d'Amiens, que l'Angleterre alla plus loin, et que ce dernier principe qu'elle avait reconnu, elle le méconnaissait, en établissant celui du blocus, appelé blocus sur le papier.

La Russie, la Suède et le Danemarck ont déclaré, par le traité du 17 janvier 1801, que les mers appartenaient à l'Angleterre; et par là, ils ont autorisé la France, partie belligérante, à ne reconnaître aucun principe de neutralité sur les mers. Ainsi, dans le temps même où les propriétés particulières et les hommes non combattans sont respectés dans les guerres de terre, on poursuit dans les guerres de mer, les propriétés des particuliers, non seulement sous le pavillon ennemi, mais encore sous le pavillon neutre; ce qui donne lieu de penser que, si l'Angleterre seule eût été législateur dans les guerres de terre, elle eût établi les mêmes lois qu'elle a établies dans les guerres de mer. L'Europe serait alors retombée dans la barbarie, et les propriétés particulières auraient été saisies comme les propriétés publiques.

BATAILLE NAVALE D'ABOUKIR.

Ce que l'on pense à Londres de l'expédition qui se prépare dans les ports de France.— Mouvement des escadres anglaises dans la Méditerranée, en mai, juin et juillet. — Chances pour et contre les armées navales françaises et anglaises, si elles se fussent rencontrées en route. — L'escadre française reçoit l'ordre d'entrer dans le port vieux d'Alexandrie. Elle s'embosse dans la rade d'Aboukir. — Napoléon apprend qu'elle est restée à Aboukir. Son étonnement. — L'escadre française embossée est reconnue par une frégate anglaise. — Bataille d'Aboukir.

§ Ier.

L'on apprit tout à la fois en Angleterre qu'un armement considérable se préparait à Brest, Toulon, Gênes, Civita-Vecchia ; que l'escadre espagnole de Cadix s'armait avec activité; et que des camps nombreux se formaient sur l'Escaut, sur les côtes du Pas-de-Calais, de Normandie et de Bretagne. Napoléon, nommé général en chef de l'armée d'Angleterre, parcourait toutes les côtes de l'Océan, et s'arrêtait dans tous les ports. Il avait réuni près de lui, à Paris, tout ce qui restait des anciens officiers de marine, qui avaient acquis un nom pendant la guerre d'Amérique, tels que Buhor, Marigny, etc., Ils ne justifièrent pas leur réputation. Les intelligences que la France avait avec les Irlandais-unis, ne pouvaient être tellement secrètes, que le gouvernement anglais n'en sût quelque chose. La première opinion du ca-

binet de Saint-James, fut que tous ces préparatifs se dirigeaient contre l'Angleterre et l'Irlande, et que la France voulait profiter de la paix, qui venait d'être rétablie sur le continent, pour terminer cette longue lutte par une guerre corps à corps. Ce cabinet pensait que les armemens, qui avaient lieu en Italie, ne se faisaient que pour donner le change; que la flotte de Toulon passerait le détroit, opérerait sa jonction avec la flotte espagnole à Cadix; qu'elles arriveraient ensemble devant Brest, et conduiraient une armée en Angleterre et une autre en Irlande. Dans cette incertitude, l'amirauté anglaise se contenta d'équiper, en toute hâte, une nouvelle escadre; et aussitôt qu'elle apprit que Napoléon était parti de Toulon, elle expédia l'amiral Roger avec dix vaisseaux de guerre, pour renforcer l'escadre anglaise devant Cadix, où commandait l'amiral lord Saint-Vincent, qui, par ce renfort, se trouva avoir une escadre de vingt-huit à trente vaisseaux. Une autre d'égale force était devant Brest.

L'amiral Saint-Vincent tenait, dans la Méditerranée, une escadre légère de trois vaisseaux, qui croisait entre les côtes d'Espagne, de Provence et de Sardaigne, afin de recueillir des renseignemens, et de surveiller cette mer. Le 24 mai, il détacha dix vaisseaux de devant Cadix, et les envoya dans la Méditéranée, avec ordre de se réunir à ceux que commandait Nelson, et de lui former ainsi une flotte de treize vaisseaux, pour bloquer Toulon, ou suivre l'escadre française, si elle en était sortie. Lord Saint-Vincent resta devant Cadix avec dix-huit vaisseaux pour surveiller la flotte espagnole, dans la crainte surtout que celle de Toulon n'échappât à Nelson et ne passât le détroit.

Dans les instructions que cet amiral envoyait à Nelson, et qui ont été imprimées, on voit qu'il avait tout prévu, excepté une expédition contre l'Égypte. Le cas où l'expédition française irait soit au Brésil, soit dans la mer Noire, soit à Constantinople, était indiqué. Plus de cent cinquante mille hommes campaient sur les côtes de l'Océan; ce qui produisit des mouvemens et des alarmes continuels dans toute l'Angleterre.

§ II.

Nelson, avec les trois vaisseaux détachés de lord Saint-Vincent, croisait entre la Corse, la Provence et l'Espagne, lorsque, dans la nuit du 19 mai, il essuya un coup de vent, qui endommagea ses vaisseaux, et démâta celui qu'il montait. Il fut obligé de se faire remorquer. Il voulait mouiller dans le golfe d'Ostand, en Sardaigne; mais il ne put y parvenir, et gagna la rade des îles Saint-Pierre, où il répara ses avaries.

Dans cette même nuit du 19, l'escadre française appareilla de Toulon; le 10 juin, elle arriva devant Malte, après avoir doublé le cap Corse et le cap Bonara. Nelson ayant été joint par les dix vaisseaux de lord Saint-Vincent, et ayant reçu le commandement de cette escadre, croisait devant Toulon, le 1er juin. Il ignorait alors que l'escadre française en fut sortie. Il vint, le 15, reconnaître la rade de Tagliamon, sur les côtes de Toscane, qu'il supposait être le rendez-vous de l'expédition française. Il partit, le 20, devant Naples. Là, il apprit du gouvernement que l'escadre française avait débarqué à Malte, et que l'ambassadeur de la république, Garat avait laissé entendre que l'expédition était desti-

népour l'Égypte. Nelson arriva, le 22, devant Messine. La nouvelle que l'escadre française s'était emparée de Malte, lui fut confirmée; il apprit aussi qu'elle se dirigeait sur Candie. Il passa aussitôt le phare, et se dirigea sur Alexandrie, où il arriva le 29 juillet.

La première nouvelle de l'existence d'une escadre anglaise dans la Méditerranée, fut donnée à l'escadre française, à la hauteur du cap Bonara, par un bâtiment qu'elle rencontra; et le 25, comme l'escadre reconnaissait les côtes de Candie, elle fut jointe par la frégate *la Justice*, qui venait de croiser devant Naples, et qui donna la nouvelle positive de l'existence d'une escadre anglaise dans ces parages. Napoléon ordonna alors qu'au lieu de se diriger directement sur Alexandrie, on manœuvrât pour attaquer l'Afrique au cap d'Azé, à vingt-cinq lieues d'Alexandrie, et de ne se présenter devant cette ville, que lorsqu'on en aurait reçu des nouvelles. Le 29, on signala la côte d'Afrique et le cap d'Azé. Nelson arrivait alors devant Alexandrie; n'y ayant appris aucune nouvelle de l'escadre française, il se dirigea sur Alexandrette et de là à Rhodes. Il parcourut ensuite les îles de l'Archipel, vint reconnaître l'entrée de l'Adriatique, et fut obligé de mouiller, le 18, à Syracuse, pour faire de l'eau. Il n'avait encore acquis aucun renseignement sur la marche de Napoléon. Il appareilla à Syracuse et vint mouiller, le 28 juillet, au cap Coron, à l'extrémité de la Morée. Ce ne fut que là, qu'il apprit que l'armée francaise avait, depuis un mois, débarqué en Égypte. Il supposa que l'escadre française avait déjà fait son retour sur Toulon; mais il se dirigea sur Alexandrie, afin de pouvoir rendre un compte positif à son gouvernement, et laisser devant cette place, des forces nécessaires pour la bloquer.

§ III.

L'escadre française était composée, à son départ de Toulon, de treize vaisseaux de ligne, de six frégates et d'une douzaine de bricks, corvettes ou avisos. L'escadre anglaise était forte de treize vaisseaux, dont un de 50 canons, tous les autres de 74. Il avaient été armés très à la hâte, et étaient en mauvais état. Nelson n'avait pas de frégates. On comptait, dans l'escadre française, un vaisseau de 120 canons et trois de 80. Un convoi de plusieurs centaines de voiles, était sous l'escorte de cette escadre. Il était particulièrement sous la garde de deux vaisseaux de 64, de quatre frégates de 18, de construction vénitienne, et d'une vingtaine de bricks ou avisos. L'escadre française, profitant du grand nombre de bâtimens légers qu'elle avait, s'éclairait très au loin; de sorte que le convoi n'avait rien à craindre, et pouvait, aussitôt qu'on aurait reconnu l'ennemi, prendre la position la plus convenable, pour rester éloigné du combat, Chaque vaisseau français avait à son bord cinq cents vieux soldats, parmi lesquels une compagnie d'artillerie de terre. Depuis un mois qu'on était embarqué, on avait, deux fois par jour, exercé les troupes de passage à la manœuvre du canon. Sur chaque vaisseau de guerre, il y avait des généraux, qui avaient du caractère, l'habitude du feu, et étaient accoutumés aux chances de la guerre.

L'hypothèse d'une rencontre avec les Anglais, était l'objet de toutes les conversations. Les capitaines de vaisseaux avaient l'ordre, en ce cas, de

considérer, comme signal permanent et constant, celui de prendre part au combat et de soutenir ses voisins.

L'escadre de Nelson était une des plus mauvaises que l'Angleterre eût mises en mer dans ces derniers temps.

§ IV.

L'escadre française reçut l'ordre d'entrer à Alexandrie; elle était nécessaire à l'armée et aux projets ultérieurs du général en chef. Lorsque les pilotes turcs déclarèrent qu'ils ne pouvaient faire entrer des vaisseaux de 74, et à plus forte raison de 80 canons, dans le port vieux, l'étonnement fut grand. Le capitaine Barré, officier de marine très distingué, chargé de vérifier les passes, déclara positivement le contraire. Les vaisseaux de 64 et les frégates entrèrent sans difficulté; mais l'amiral et plusieurs officiers de marine persistèrent à penser qu'il fallait faire une nouvelle vérification, avant d'y exposer toute l'escadre. Comme les vaisseaux de guerre avaient à bord l'artillerie et les munitions de l'armée, et que la brise était assez forde, l'amiral proposa de tout débarquer à Aboukir, déclarant que trente-six heures suffiraient pour cela, tandis qu'il lui faudrait cinq à six jours pour faire cette opération, en restant à la voile.

Napoléon, en partant d'Alexandrie pour marcher à la rencontre des Mamelucks, réitéra à l'amiral l'ordre d'entrer dans le port d'Alexandrie, et, dans le cas où il le croirait impossible, de se rendre à Corfou, où il recevrait de Constantinople, des ordres du ministre français Talleyrand, et de se porter de là à Toulon si ces ordres tardaient trop à lui arriver.

L'escadre pouvait entrer dans le port vieux d'Alexandrie. Il fut reconnu qu'un vaisseau tirant vingt-un pieds d'eau, le pouvait sans danger. Ceux de 74, qui tirent vingt-trois pieds, n'auraient donc été obligés que de s'alléger de deux pieds; les vaisseaux de 80, tirant vingt-quatre pieds et demi, se seraient allégés de trois pieds et demi; et, enfin, le vaisseau à trois ponts, tirant vingt-sept pieds, aurait dû s'alléger de six pieds. Ces allégements pouvaient avoir lieu sans inconvénient, soit en jetant l'eau à la mer, soit en diminuant l'artillerie. Un vaisseau de 74 peut être réduit à un tirant d'eau de....., en ôtant seulement son eau et ses vivres, et à celui de....., en ôtant son artillerie. Ce moyen fut proposé par les officiers de marine à l'amiral. Il répondit que, si tous les treize vaisseaux étaient de 74, il aurait recours à cet expédient; mais qu'ayant un vaisseau de 120 canons et trois de 80, il courrait les chances, une fois entré dans le port, de n'en pouvoir plus sortir, et d'être bloqué par une escadre de huit ou neuf vaisseaux anglais, puisqu'il lui serait impossible d'installer les trois vaisseaux de 80 et *l'Orient* de manière à ce qu'ils pussent combattre, étant réduits au tirant d'eau, qui leur permettait de traverser les passes. Cet inconvénient en lui-même était léger; les vents qui règnent dans ces parages rendaient impossible un blocus rigoureux, et il suffisait que l'escadre eût vingt-quatre heures devant elle, après la sortie des passes, pour pouvoir compléter son armement. Il y avait d'ailleurs un moyen naturel. C'était de construire à Alexandrie quatre demi-chameaux propres à faire gagner deux pieds aux vaisseaux de 80 et quatre à celui de 120. La construction de ces quatre chameaux, pour obtenir un si petit

résultat, n'exigeait pas de grands travaux. *Le Rivoli*, construit à Venise, est sorti tout armé de Malomoko, sur un chameau, qui lui a fait gagner sept pieds, de sorte qu'il ne tirait plus que seize pieds. Peu de jours après sa sortie, il s'est battu aussi bien que possible, contre un vaisseau et une corvette anglaise. Il y avait dans Alexandrie des vaisseaux, des frégates et quatre cents bâtiments de transport; ce qui offrait tous les matériaux dont on pouvait avoir besoin. L'on avait un bon nombre d'ingénieurs de la marine, entre autres M. Leroy, qui a passé sa vie dans les chantiers de construction.

Lorsque la commission chargée de vérifier le rapport du capitaine Barré eut terminé cette opération, l'amiral envoya le rapport au général en chef. Mais il ne put arriver assez à temps pour en avoir la réponse, les communications ayant été interceptées pendant un mois jusqu'à la prise du Caire. Si le général en chef avait reçu ce rapport, il aurait réitéré l'ordre d'entrer dans le port en s'allégeant, et prescrit, à Alexandrie, les ouvrages nécessaires pour la sortie de l'escadre. Mais enfin, puisque l'amiral avait ordre, en cas qu'il ne pût entrer dans le port, de se rendre à Corfou, il se trouvait juge compétent et arbitre de sa conduite. Corfou avait une bonne garnison française et des magasins de biscuits et de viande pour six mois; l'amiral eût touché la côte d'Albanie, d'où il aurait tiré des vivres; et enfin ses instructions l'autorisaient à se rendre de là à Toulon, où il y avait cinq à six mille hommes appartenant aux régimens qui étaient en Egypte. C'étaient des soldats rentrés de permission ou des hôpitaux, et différens détachemens qui avaient rejoint cette place après le départ de l'expédition.

Brueis ne fit rien de tout cela : il s'embossa dans la rade d'Aboukir, et envoya à Rosette demander du riz et des vivres. On varie beaucoup sur les causes qui portèrent cet amiral à s'obstiner à rester dans cette mauvaise rade. Quelques personnes ont pensé qu'après avoir jugé qu'il lui était impossible de faire entrer son escadre à Alexandrie, il désirait, avant de quitter l'armée de terre, d'être assuré de la prise du Caire, et de n'avoir plus d'inquiétude sur la position de cette armée. Brueis était fort attaché au général en chef; les communications avaient été interceptées; et, comme c'est l'ordinaire en pareille circonstance, il courait les bruits les plus fâcheux sur les derrières de l'armée. Cependant cet amiral avait appris le succès de la bataille des Pyramides et l'entrée triomphante des Français au Caire le 29 juillet. Il paraît qu'alors, ayant attendu un mois, il voulut encore attendre quelques jours et recevoir des nouvelles directes du général en chef. Les ordres qu'avait l'amiral étant positifs, de tels motifs n'étaient pas suffisans pour justifier sa conduite. Il ne devait dans aucun cas, garder une position où son escadre n'était pas en sûreté. Il eût concilié les sollicitudes que lui causaient les faux bruits sur l'armée, et ce qu'il devait à la sûreté de son escadre, en croisant entre les côtes d'Égypte et de Caramanie, et en envoyant prendre des renseignemens sur celles de Damiette, ou sur tout autre point, d'où il eût pu avoir des nouvelles de l'armée et d'Alexandrie.

§ V.

Aussitôt que l'amiral eut débarqué l'artillerie et ce qu'il avait à l'armée de

terre, ce qui fut l'affaire de quarante-huit heures, il devait lever l'ancre, et se tenir à la voile, soit qu'il attendît de nouveaux renseignemens pour entrer dans le port d'Alexandrie, soit qu'il attendit des nouvelles de l'armée avant de quitter ces parages. Mais il se méprit entièrement sur sa position. Il employa plusieurs jours à rectifier sa ligne d'embossage; il appuya sa gauche derrière la petite île d'Aboukir; et, la croyant inattaquable, il y plaça ses plus mauvais vaisseaux, *le Guerrier* et *le Conquérant*. Ce dernier, le plus vieux de toute l'escadre, ne portait, à sa batterie basse, que du 18. Il fit occuper la petite île, et construire une batterie de deux pièces de 12. Il plaça, au centre, ses meilleurs vaisseaux, *l'Orient*, *le Francklin*, *le Tonnant*, et à l'extrémité de sa droite, *le Généreux*, un des meilleurs et des mieux commandés de l'escadre. Craignant pour sa droite, il la fit soutenir par *le Guillaume-Tell*, son troisième vaisseau de 80.

L'amiral Brueis, dans cette position, ne craignait pas d'être attaqué par sa gauche, qui était appuyée par l'île; il craignait davantage pour sa droite. Mais, si l'ennemi se portait sur elle, il perdait le vent. Dans ce cas, il paraît que l'intention de Brueis était d'appareiller avec son centre et sa gauche. Il considéra cette gauche comme tellement à l'abri de toute attaque, qu'il ne jugea pas nécessaire de la faire protéger par le feu de l'île. La faible batterie qu'il y fit établir, n'avait d'autre but que d'empêcher l'ennemi d'y débarquer. Si l'amiral avait mieux connu sa situation, il eût établi, dans cette île, une vingtaine de pièces de 36 et huit ou dix mortiers; il eût fait mouiller sa gauche auprès d'elle; il eût rappelé d'Alexandrie les deux vaisseaux de 64, qui auraient fait deux excellentes batteries flottantes, et qui, tirant moins d'eau que les autres vaisseaux, auraient encore pu s'approcher davantage de l'île; enfin il eût tiré d'Alexandrie trois mille matelots du convoi, qu'il eût distribués sur ses vaisseaux, pour en renforcer les équipages. Il eut recours, il est vrai, à cette ressource; mais ce ne fut qu'au dernier moment, et lorsque le combat était engagé; de sorte que cela ne fit qu'accroître le désordre. Il se fit une illusion complète sur la force de sa ligne d'embossage.

§ VI.

Après le combat de Rhamanieh, les Arabes du Baïré interceptèrent toutes les communications d'Alexandrie avec l'armée: ce ne fut qu'à la nouvelle de la bataille des Pyramides et de la prise du Caire, que, craignant le ressentiment de l'armée française, ils se soumirent. Le 27 juillet, surlendemain de son entrée au Caire, Napoléon reçut, pour la première fois, des dépêches d'Alexandrie et la correspondance de l'amiral. Son étonnement fut grand d'apprendre que l'escadre n'était pas en sûreté, qu'elle ne se trouvait ni dans le port d'Alexandrie, ni dans celui de Corfou, ni même en chemin pour Toulon; mais qu'elle était dans la rade d'Aboukir, exposée aux attaques d'un ennemi supérieur. Il expédia, de l'armée, son aide-de-camp Julien à l'amiral, pour lui faire connaître tout son mécontentement, et lui prescrire d'appareiller sur-le-champ et d'entrer à Alexandrie, ou de se rendre à Corfou. Il lui rappelait que toutes les ordonnances de la marine défendent de recevoir le combat dans une rade ouverte. Le chef d'escadron Julien partit le 27, à sept heures du soir,

il n'aurait pu arriver que le 3 ou le 4 août ; la bataille eut lieu du 1er au 2. Cet officier étant parvenu près de Téramée, un parti d'Arabes surprit *la d'Jerme* sur laquelle il était, et ce brave jeune homme fut massacré, en défendant courageusement les dépêches dont il était porteur, et dont il connaissait l'importance.

§ VII.

L'amiral Brueis restait inactif dans la mauvaise position où il s'était placé. Une frégate anglaise, détachée depuis vingt jours de l'escadre de Nelson, et qui le cherchait, se présenta devant Alexandrie, vint à Aboukir reconnaître toute la ligne d'embossage, et le fit impunément ; pas un vaisseau, pas un brick, pas une frégate n'était à la voile. Cependant l'amiral avait plus de trente bâtimens légers dont il aurait pu couvrir la mer ; tous étaient à l'ancre. Les principes de la guerre voulaient qu'il restât à la voile avec son escadre entière, quels que fussent ses projets ultérieurs. Mais au moins devait-il tenir à la voile une escadre légère de deux ou trois vaisseaux de guerre, de huit ou dix frégates ou avisos, pour empêcher aucun bâtiment léger anglais de l'observer, et pour être instruit d'avance de l'arrivée de l'ennemi. La fatalité l'entraînait.

§ VIII.

Le 31 juillet, Nelson détacha deux de ses vaisseaux, qui vinrent reconnaître la ligne d'embossage française, sans être inquiétés. Le 1er août, l'escadre anglaise apparut vers les trois heures après midi, avec toutes voiles dehors. Il ventait grand frais des vents, qui sont constans dans cette saison. L'amiral Brueis était à dîner, une partie des équipages à terre, le branle-bas n'était fait sur aucun vaisseau. L'amiral fit sur-le-champ le signal de se préparer au combat. Il expédia un officier à Alexandrie pour demander les matelots du convoi : peu après, il fit le signal de se tenir prêt à mettre à la voile ; mais l'escadre ennemie arriva avec tant de rapidité, qu'on eut à peine le temps de faire le branle-bas ; et on le fit avec une négligence extrême. Sur *l'Orient* même, que montait l'amiral, des cabanes construites sur les dunettes pour loger des officiers de terre pendant la traversée, ne furent pas détruites ; on les laissa remplies de matelas et de sceaux de peinture et de goudron. Sur *le Guerrier* et sur *le Conquérant*, une seule batterie fut dégagée. Celle du côté de terre fut encombrée de tout ce dont l'autre avait été débarrassée, de sorte que, lorsqu'ils furent tournés, ces batteries ne purent faire feu. Cela surprit tellement les Anglais, qu'ils envoyèrent reconnaître la raison de cette contradiction ; ils voyaient le pavillon français flotter, sans qu'aucune pièce fit feu.

La partie des équipages qui avait été détachée, eut à peine le temps de retourner à bord. L'amiral, jugeant que l'ennemi ne serait à la portée du canon que vers six heures, supposa qu'il n'attaquerait que le lendemain, d'autant plus qu'il ne découvrait que onze vaisseaux de 74 ; les deux autres avaient été détachés sur Alexandrie, et ne rejoignirent Nelson que sur les huit heures du soir. Brueis ne crut point que les Anglais l'attaquassent le jour même, et avec onze vaisseaux seulement. L'on pense que d'abord il eut le projet d'appareiller, mais qu'il tarda d'en donner l'ordre, jusqu'à ce

que les matelots qu'il attendait d'Aboukir fussent embarqués. Alors là canonnade était engagée, et un vaisseau anglais avait échoué sur l'île, ce qui donnait à Brueis un nouveau degré de confiance. Les matelots demandés à Alexandrie, n'arrivèrent que vers huit heures ; on se canonnait déjà sur plusieurs vaisseaux. Dans le tumulte, l'obscurité, un grand nombre d'entre eux restèrent sur le rivage et ne s'embarquèrent point. Le projet de l'amiral anglais était d'attaquer de vaisseau à vaisseau, chaque bâtiment anglais jetant l'ancre par l'arrière, et se plaçant en travers de la proue des Français. Le hasard changea cette disposition. *Le Culloden*, destiné à attaquer *le Guerrier*, voulant passer entre sa gauche et l'île, échoua. Si l'île avait été armée de quelques grosses pièces, ce vaisseau était pris. *Le Goliath*, qui le suivait, manœuvrant pour se mouiller en travers de la proue du *Guerrier*, fut entraîné par le vent et le courant, et ne jeta l'ancre qu'après avoir dépassé et tourné ce vaisseau. S'apercevant alors que la batterie gauche du *Conquérant* ne tirait pas, par le motif expliqué plus haut, il se plaça bord à bord avec lui, et le désempara en peu de temps. *Le Zélé*, deuxième vaisseau anglais, suivit le mouvement du *Goliath*, et, se mouillant bord à bord du *Guerrier*, qui ne pouvait pas répondre à son feu, il le démâta promptement. *L'Orion*, troisième vaisseau anglais, exécuta la même manœuvre ; mais, dans son mouvement, il fut retardé par l'attaque d'une frégate française, et vint se mouiller entre *le Francklin* et le *Peuple souverain*. *Le Vanguard*, vaisseau amiral anglais, jeta l'ancre par le travers du *Spartiate*, troisième vaisseau français. *La Défense*, *le Bellerophon*, *le Majestueux* et *le Minotaure* suivirent le même mouvement, et engagèrent le centre de la ligne française jusqu'au *Tonnant*, son huitième vaisseau. L'amiral et ses deux matelots formaient une ligne de trois vaisseaux fort supérieurs à ceux des Anglais. Le feu fut terrible, *le Bellerophon* dégréé, démâté et obligé d'amener. Plusieurs autres bâtimens anglais furent obligés de s'éloigner; et si, dans ce moment, le contre-amiral Villeneuve, qui commandait l'aile droite française, eût coupé ses câbles, et fût tombé sur la ligne anglaise, avec les cinq vaisseaux, qui étaient sous ses ordres, *l'Heureux*, *le Timoléon*, *le Mercure*, *le Guillaume-Tell*, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*; elle eût été détruite. *Le Culloden* était échoué sur le banc de *Béquières*, et *le Léandre* occupé à tâcher de le relever. *L'Alexandre*, *le Switsfure* et deux autres vaisseaux anglais, voyant que notre droite ne bougeait pas, et que le centre de la ligne anglaise, était maltraité, s'y portèrent. *L'Alexandre* remplaça *le Bellerophon*, et *Switsfure* attaqua *le Francklin*. *Le Léandre*, qui jusque alors avait été occupé à relever *le Culloden*, appelé par le danger que courait le centre, s'y porta pour le renforcer. La victoire n'était rien moins que décidée. *Le Guerrier* et *le Conquérant* ne tiraient plus, mais c'étaient les plus mauvais vaisseaux de l'escadre ; et, du côté des Anglais, *le Culloden* et *le Bellerophon*, étaient hors de service. Le centre de la ligne française avait occasionné, par la grande supériorité de son feu, beaucoup plus de dommage aux vaisseaux opposés, qu'il n'en avait reçu. Les Anglais n'avaient que des vaisseaux de 74 et de petit modèle. Il était présumable, que le feu se soutenant ainsi toute la nuit, l'amiral Villeneuve appareillerait enfin

au jour ; et l'on pouvait encore espérer les plus heureux résultats de l'attaque de cinq bons vaisseaux, qui n'avaient encore tiré ni reçu aucun coup de canon. Mais, à onze heures, le feu prit à *l'Orient*, et ce bâtiment sauta en l'air. Cet accident imprévu décida de la victoire. Son épouvantable explosion suspendit, pendant un quart-d'heure, le combat. Notre ligne recommença le feu, sans se laisser abattre par ce cruel spectacle. *Le Francklin*, *le Tonnant*, *le Peuple souverain*, *le Spartiate*, *l'Aquilon*, soutinrent le feu jusqu'à trois heures du matin. De trois à cinq heures, il se ralentit de part et d'autre. Entre cinq et six heures, il redoubla et devint terrible. Qu'eût-ce été, si *l'Orient* n'avait point sauté? Enfin, à midi, le combat durait encore, et ne se termina qu'à deux heures. Ce fut alors seulement que Villeneuve parut se réveiller et s'apercevoir que l'on se battait depuis vingt heures. Il coupa ses câbles et prit le large, emmenant *le Guillaume-Tell* qu'il montait, *le Généreux* et les frégates *la Diane* et *la Justice*. Les trois autres vaisseaux de son aile se jetèrent à la côte sans se battre. Ainsi, malgré le terrible accident de *l'Orient*, malgré la singulière inertie de Villeneuve, qui empêcha cinq vaisseaux de tirer un seul coup de canon, la perte et le désordre des Anglais furent tels que, vingt-quatre heures après la bataille, le pavillon tricolore flottait encore sur *le Tonnant*; Nelson n'avait plus aucun vaisseau en état de l'attaquer. Non seulement *Guillaume-Tell* et *le Généreux*, ne furent suivis par aucun vaisseau anglais, mais encore les ennemis, dans l'état de délabrement où ils étaient, les virent partir avec plaisir. L'amiral Brueis défendit avec opiniâtreté l'honneur du pavillon français; plusieurs fois blessé, il ne voulut point descendre à l'ambulance. Il mourut sur son banc de quart, en donnant des ordres. Casabianca, Thevenard et du Petit-Thouars acquirent de la gloire dans cette malheureuse journée. Le contre-amiral Villeneuve, au dire de Nelson et des Anglais, pouvait décider la victoire, même après l'accident de *l'Orient*. A minuit encore, s'il eût appareillé et pris part au combat avec les vaisseaux de son aile, il pouvait anéantir l'escadre anglaise; mais il resta paisible spectateur du combat!

Le contre-amiral Villeneuve étant brave et bon marin, on se demande la raison de cette singulière conduite? Il attendait des ordres!... On assure que l'amiral français lui donna celui d'appareiller, et que la fumée l'empêcha de l'appercevoir. Mais fallait-il donc un ordre pour prendre part au combat et secourir ses camarades?...

L'Orient a sauté à onze heures; depuis ce temps, jusqu'à deux heures après midi, c'est-à-dire pendant treize heures, on s'est battu. C'était alors Villeneuve qui commandait; pourquoi donc n'a-t-il rien fait? Villeneuve était d'un caractère irrésolu et sans vigueur.

§ IX.

Les équipages des trois vaisseaux qui s'échouèrent, et des deux frégates, débarquèrent sur la plage d'Aboukir. Une centaine d'hommes se sauvèrent de *l'Orient*, et un grand nombre de matelots des autres vaisseaux se réfugièrent à terre, au moment où l'affaire était décidée, en profitant du désordre des ennemis. L'armée se recruta par-là de trois mille cinq cents hommes; on en forma une légion nautique forte de trois bataillons, et qui fut portée

à dix-huit cents hommes. Les autres recrutèrent l'artillerie, l'infanterie et la cavalerie. Le sauvetage se fit avec activité; on retira beaucoup de pièces d'artillerie, des munitions, des mâts et d'autres pièces de bois, qui furent utiles dans l'arsenal d'Alexandrie. Il nous resta dans le port, les deux vaisseaux le *Causse* et le *Dubois*, quatre frégates de construction vénitienne, trois frégates de construction française, tous les bâtimens légers et tous ceux du convoi. Quelques jours après la bataille, Nelson appareilla et quitta les parages d'Alexandrie, laissant deux vaisseaux de guerre pour bloquer le port. Quarante bâtimens napolitains du convoi sollicitèrent et obtinrent du commandant d'Alexandrie la permission de retourner chez eux; le commandant de la croisière anglaise les réunit autour de lui, en retira les équipages et mit le feu aux bâtimens. Cette violation du droit des gens tourna contre les Anglais : les équipages des convois italien et français virent qu'ils n'avaient plus de ressouces que dans le succès de l'armée française, et prirent leur parti avec résolution. Nelson fut reçu en triomphe dans le port de Naples.

La perte de la bataille d'Aboukir eut une grande influence sur les affaires d'Égypte, et même sur celles du monde. La flotte française sauvée, l'expédition de Syrie n'éprouvait point d'obstacles; l'artillerie de siége se transportait sûrement et facilement au-delà du désert, et Saint-Jean-d'Acre n'arrêtait point l'armée française. La flotte française détruite, le divan s'enhardit à déclarer la guerre à la France. L'armée perdit un grand appui, sa position en Égypte changea totalement, et Napoléon dut renoncer à l'espoir d'assurer à jamais la puissance française dans l'Occident, par les résultats de l'expédition d'Égypte.

§ X.

Depuis que les moindres vaisseaux que l'on met en ligne sont ceux de 74, les armées navales de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, n'ont pas été composées de plus de trente vaisseaux. Il y en a eu cependant qui, momentanément, ont été plus considérables. Une escadre de trente vaisseaux de ligne est, sur mer, ce que serait sur terre une armée de cent-vingt mille hommes. Une armée de cent-vingt mille hommes est une grande armée, quoiqu'il y en ait eu de plus fortes. Une escadre de trente vaisseaux a tout au plus le cinquième d'hommes d'une armée de cent-vingt mille hommes. Elle a cinq fois plus d'artillerie et d'un calibre très supérieur. Le matériel occasionne à peu près les mêmes dépenses. Si l'on compare le matériel de toute l'artillerie de cent-vingt mille hommes, des charrois, des vivres, des ambulances, avec celui de trente vaisseaux, les deux dépenses sont égales ou à peu près. En calculant, dans l'armée de terre, vingt mille hommes de cavalerie, et vingt-mille d'artillerie ou des équipages, l'entretien de cette armée est incomparablement plus dispendieux que celui de l'armée navale.

La France pouvait avoir trois flottes de trente vaisseaux, comme trois armées de cent-vingt mille hommes.

La guerre de terre consomme en général plus d'hommes que celle de mer; elle est plus périlleuse. Le soldat de mer, sur une escadre, ne se bat qu'une fois dans une campagne, le soldat de terre se bat tous les jours. Le soldat de mer, quels que soient les

fatigues et les dangers attachés à cet élément, en éprouve beaucoup moins que celui de terre : il ne souffre jamais de la faim, de la soif, il a toujours avec lui son logement, sa cuisine, son hôpital et sa pharmacie. Les armées de mer, dans les services de France et d'Angleterre, où la dicipline maintient la propreté, et où l'expérience a fait connaître toutes les mesures qu'il faut prendre pour conserver la santé, ont moins de malades que les armées de terre. Indépendamment du péril des combats, le soldat de mer a celui des tempêtes ; mais l'art a tellement diminué ce dernier, qu'il ne peut être comparé à ceux de terre, tels qu'émeutes populaires, assassinats partiels, surprises de troupes légères ennemies.

Un général commandant en chef une armée navale, et un général commandant en chef une armée de terre, sont des hommes qui ont besoin de qualités différentes. On naît avec les qualités propres pour commander une armée de terre, tandis que les qualités nécessaires pour commander une armée navale, ne s'acquièrent que par l'expérience.

Alexandre, Condé, ont pu commander dès leur plus jeune âge; l'art de la guerre de terre est un art de génie, d'inspiration ; mais ni Alexandre, ni Condé, à l'âge de vingt-deux ans, n'eussent commandé une armée navale. Dans celle-ci, rien n'est génie, ni inspiration ; tout y est positif et expérience. Le général de mer n'a besoin que d'une science, celle de la navigation. Celui de terre a besoin de toutes, ou d'un talent qui équivaut à toutes, celui de profiter de toutes les expériences et de toutes les connaissances. Un général de mer n'a rien à deviner, il sait où est son ennemi, il connaît sa force. Un général de terre ne sait jamais rien certainement, ne voit jamais bien son ennemi, ne sait jamais positivement où il est. Lorsque les armées sont en présence, le moindre accident de terrain, le moindre bois cache une partie de l'armée. L'œil le plus exercé ne peut pas dire s'il voit toute l'armée ennemie, ou seulement les trois quarts. C'est par les yeux de l'esprit, par l'ensemble de tout le raisonnement, par une espèce d'inspiration, que le général de terre voit, connaît et juge. Le général de mer n'a besoin que d'un coup d'œil exercé ; rien des forces de l'ennemi ne lui est caché. Ce qui rend difficile le métier de général de terre, c'est la nécessité de nourrir tant d'hommes et d'animaux ; s'il se laisse guider par les administrateurs, il ne bougera plus, et ses expéditions échoueront. Celui de mer n'est jamais gêné ; il porte tout avec lui. Un général de mer n'a point de reconnaissance à faire, ni de terrain à examiner, ni de champ de bataille à étudier. Mer des Indes, mer d'Amérique, Manche, c'est toujours une plaine liquide. Le plus habile n'aura d'avantage sur le moins habile, que par la connaissance des vents qui règnent dans tels ou tels parages, par la prévoyance de ceux qui doivent régner, ou par les signes de l'atmosphère ; qualités qui s'acquièrent par l'expérience, et par l'expérience seulement.

Le général de terre ne connaît jamais le champ de bataille où il doit opérer. Son coup d'œil est celui de l'inspiration, il n'a aucun renseignement positif. Les données, pour arriver à la connaissance du local, sont si éventuelles que l'on n'apprend presque rien par expérience. C'est

une facilité de saisir tout d'abord les rapports qu'ont les terrains, selon la nature des contrées; c'est enfin un don qu'on appelle coup d'œil militaire, et que les grands généraux ont reçu de la nature. Cependant les observations qu'on peut faire sur des cartes topographiques, la facilité que donnent l'éducation et l'habitude de lire sur ces cartes peuvent être de quelque secours.

Un général en chef de mer dépend plus de ses capitaines de vaisseau, qu'un général en chef de terre de ses généraux. Ce dernier a la faculté de prendre lui-même le commandement direct des troupes, de se porter sur tous les points et de remédier aux faux mouvemens par d'autres. Le général de mer n'a personnellement d'influence que sur les hommes du vaisseau où il se trouve; la fumée empêche les signaux d'être vus. Les vents changent, ou ne sont pas les mêmes sur tout l'espace qui couvre sa ligne. C'est donc de tous les métiers celui où les subalternes doivent le plus prendre sur eux.

Il faut attribuer à trois causes les pertes de nos batailles navales : 1° à l'irrésolution et au manque de caractère des généraux en chef; 2° aux vices de la tactique; 3° au défaut d'expériences et de connaissances navales des capitaines de vaisseau, et à l'opinion où sont ces officiers, qu'ils ne doivent agir que d'après les signaux. Les combats d'Onessant, ceux de la révolution dans l'Océan et dans la Méditerranée en 1793, 1794, ont tous été perdus par ces différentes raisons. L'amiral Villaret, brave de sa personne, était sans caractère, et n'avait pas même d'attachement à la cause pour laquelle il se battait. Martin était un bon marin, mais de peu de résolution. Ils étaient d'ailleurs influencés tous deux par les représentans du peuple, qui n'ayant aucune expérience, autorisaient de fausses opérations.

Le principe de ne faire aucun mouvement que d'après un signal de l'amiral, est un principe d'autant plus erroné, qu'un capitaine de vaisseau est toujours maître de trouver des raisons pour se justifier d'avoir mal exécuté les signaux qu'il a reçus. Dans toutes les sciences nécessaires à la guerre, la théorie est bonne pour donner des idées générales, qui forment l'esprit; mais leur stricte exécution est toujours dangereuse. Ce sont les axes qui doivent servir à tracer la courbe. D'ailleurs, les règles même obligent à raisonner, pour juger si l'on doit s'écarter des règles, etc.

Souvent en force supérieure aux Anglais, nous n'avons pas su les attaquer, et nous avons laissé échapper leurs escadres, parce qu'on a perdu son temps à de vaines manœuvres. La première loi de la tactique maritime doit être, qu'aussitôt que l'amiral a donné le signal qu'il veut attaquer, chaque capitaine ait à faire les mouvemens nécessaires pour attaquer un vaisseau ennemi, prendre part au combat et soutenir ses voisins.

Ce principe est celui de la tactique anglaise dans ces derniers temps. S'il avait été adopté en France, l'amiral Villeneuve, à Aboukir, ne se serait pas cru innocent de rester inactif vingt-quatre heures avec cinq ou six vaisseaux, c'est-à-dire la moitié de l'escadre, pendant que l'ennemi écrasait l'autre aile.

La marine française est appelée à acquérir de la supériorité sur la ma-

rine anglaise. Les Français entendent mieux la construction, et les vaisseaux français, de l'aveu même des Anglais, sont tous meilleurs que les leurs, les pièces sont supérieures en calibre d'un quart aux pièces anglaises. Cela forme deux grands avantages.

Les Anglais ont plus de discipline. Les escadres de Toulon et de l'Escaut avaient adopté les mêmes pratiques et usages que les Anglais, et arrivaient à une discipline aussi sévère, avec la différence que comportait le caractère des deux nations. La discipline anglaise est une discipline d'esclaves; c'est le patron devant le serf. Elle ne se maintient que par l'exercice de la plus épouvantable terreur. Un pareil état de choses dégraderait et avilirait le caractère français, qui a besoin d'une discipline paternelle plus fondée sur l'honneur et les sentimens.

Dans la plupart des batailles que nous avons perdues contre les Anglais, ou nous étions inférieurs, ou nous étions réunis avec des vaisseaux espagnols qui, étant mal organisés, et dans ces derniers temps dégénérés, affaiblissaient notre ligne au lieu de la renforcer; ou bien enfin, les généraux commandant en chef, qui voulaient la bataille et marchaient à l'ennemi, jusqu'à ce qu'ils fussent en présence, hésitaient alors, se mettaient en retraite sous différens prétextes, et compromettaient ainsi les plus braves.

QUELQUES NOTES SUR MALTE.

1re NOTE.

Les îles de Malte, du Gozo et du Canius sont trois petites îles voisines les unes des autres. Il est peu de pays plus ingrats. Tout est rocher, la terre y est rare; on en a fait venir de Sicile pour accroître la culture et faire des jardins. La principale production de ces îles est le coton : c'est le meilleur du Levant; elles en font pour quelques millions. Tout ce qui est nécessaire à la vie, vient de Sicile. La population des trois îles est de cent mille âmes; elles ne pourraient pas en nourrir dix mille. Le port est un des plus beaux et des plus sûrs de la Méditerranée. La capitale, Lavalette, est une ville de trente mille âmes; il y a de belles maisons, de grandes rues, de superbes fontaines, des quais, magasins, etc. Les fortifications sont bien entendues, très considérables, mais entassées les unes sur les autres en pierres de taille. Tout y est casematé et à l'abri de la bombe. Cafarelli-Dufalga, qui commandait le génie, dit plaisamment en faisant la reconnaissance : « Il est bien » heureux que nous ayons trouvé quelqu'un » dedans pour nous ouvrir les portes. » Il faisait allusion au grand nombre de fossés qu'il eût fallu traverser et d'escarpes qu'il eût fallu gravir. La maison du grand-maître est peu de chose, ce serait sur le continent celle d'un particulier de cent mille livres de rente. Il y a de très beaux orangers, un grand nombre de jardins inférieurs et de maisons appartenant aux baillis, commandeurs, etc. L'oranger en est le principal ornement.

2e NOTE.

L'ordre de Malte possédait des biens en Espagne, Portugal, France, Italie, Allemagne. A la suppression de l'ordre des Templiers, celui de Malte hérita de la plus grande partie de leurs biens. Ces biens avaient la même origine que ceux des moines, c'étaient des donations faites par les fidèles aux hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem et aux chevaliers du Temple, chargés d'escorter les pèlerins et de les garantir des insultes des Arabes. L'intention des donataires était que ces biens fussent employés contre les infidèles. Si l'ordre de Malte avait rempli cette intention et que tous les biens qu'il possédait dans les différens états chrétiens eussent été employés à faire la guerre aux barbaresques et à pro-

téger les côtes de la chrétienté contre les pirates d'Alger, Maroc, Tunis et Tripoli, l'ordre eût mieux mérité, à Malte, de la chrétienté que dans la guerre de Syrie et des croisades. Il pouvait entretenir une escadre de huit à dix vaisseaux de 74, et une douzaine de bonnes frégates et corvettes, et eût pu bloquer constamment Alger, etc., et contenir Maroc. Il est hors de doute que ces barbaresques auraient cessé leurs pirateries, et se seraient contentés des gains du commerce et de la culture du pays.

Malte aurait alors été peuplé par des vieillards, dont la vie se serait passée au métier de la guerre, et par une nombreuse jeunesse aguerrie. Mais, au lieu de cela, les chevaliers s'imaginèrent, à l'exemple des autres moines, que tant de biens ne leur avaient été donnés que pour leur bien-être particulier. Il y eut, par toute la chrétienté, des baillis, commandeurs, etc., qui employèrent les richesses de l'ordre à soutenir un état de maison, où régnaient le luxe et toutes les commodités de la vie. Ils en employaient le surplus à enrichir leurs familles. Les moines au moins disaient des messes, prêchaient et administraient les sacremens, ils cultivaient la vigne du Seigneur; mais les chevaliers ne faisaient rien de tout cela. Ainsi ces immenses propriétés tournèrent au profit de quelques individus, et devinrent un débouché pour les cadets des grandes familles. De tant de revenus, peu de chose arrivait à Malte, et les chevaliers, qui étaient tenus de séjourner deux ans dans cette île pour leurs caravanes, y vivaient dans des auberges qui portaient le nom de leur nation, et y étaient avec peu d'aisance.

L'ordre n'avait pas d'escadre; seulement quatre à cinq galères continuaient à se promener dans la Méditerranée tous les ans, allant mouiller dans les ports d'Italie, et évitant les barbaresques. Ces ridicules promenades, sur des bâtimens qui n'étaient plus propres à combattre contre les frégates et les gros corsaires d'Alger, avaient pour résultat de donner quelques fêtes et bals dans les ports de Livourne, de Naples et de Sardaigne. Il n'y avait, à Malte, aucun chantier de construction, aucun arsenal. Il s'y trouvait cependant un mauvais vaisseau de 64 et deux frégates, qui ne sortaient jamais. Les jeunes chevaliers faisaient leurs caravanes sans tirer un seul coup du canon, ni de fusil, sans avoir vu un ennemi. Lors de la révolution, quand les biens des moines furent décrétés nationaux, législation qui gagna l'Italie à mesure que l'administration française s'étendit, il n'y eut aucune réclamation en faveur de l'ordre, même de la part des ports de mer, Gênes, Livourne, Malte. Il y en eut plus pour les chartreux, bénédictins, dominicains, que pour cet ordre de chevalerie qui ne rendait aucun service.

On a peine à comprendre comment les papes, qui étaient les supérieurs de cet ordre, et les conservateurs naturels de ses statuts, qui en étaient les réformateurs, qui étaient d'autant plus intéressés à le maintenir, que leurs côtes étaient exposées aux pirates; on a peine à comprendre, disons-nous, comment ils n'ont pas tenu la main à ce que cet ordre remplît sa destination. Rien ne montre mieux la décadence où était tombée la cour de Rome elle-même.

NOTE SUR ALEXANDRIE.

Alexandrie a été bâtie par Alexandre. Elle s'était accrue sous les Ptolémée, au point de donner de la jalousie à Rome. Elle était sans contredit la deuxième ville du monde. Sa population s'élevait à plusieurs millions. Au VIIe siècle, elle fut prise par Amrou, dans la première année de l'hégire, après un siége de 14 mois. Les Arabes y perdirent vingt-huit mille hommes. Son enceinte avait douze milles de tour; elle contenait quatre mille palais, quatre mille bains, quatre cents théâtres, douze mille boutiques, plus de cinquante mille Juifs. L'enceinte fut rasée dans les guerres des Arabes et de l'empire romain. Cette ville, depuis, a toujours été en décadence. Les Arabes rétablirent une nouvelle enceinte, n'est celle qui existe encore; elle n'a plus que trois mille toises de tour, ce qui suppose encore une grande ville. La cité est maintenant toute sur l'isthme. Le phare n'est plus une île; sur l'isthme, qui le joint au continent, est la ville actuelle. Elle est fermée par une muraille qui barre l'isthme, et n'a que six cents toises. Elle a deux bons

ports (neuf et vieux). Le vieux peut contenir à l'abri du vent, et d'un ennemi supérieur, des escadres de guerre quelque nombreuses qu'elles soient. Aujourd'hui le Nil n'arrive à Alexandrie qu'au moment des inondations. On conserve ses eaux dans de vastes citernes; leur aspect nous frappa. La vieille enceinte arabe est couverte par le lac Maréotis, qui s'étend jusque auprès de la tour des Arabes, en sorte qu'Alexandrie n'est plus attaquable que du côté d'Aboukir. Le lac Maréotis laisse aussi un peu à découvert une partie de l'enceinte de la ville, au-delà de celle des Arabes. La colonne de Pompée, située en dehors et à trois cents toises de l'enceinte arabe, était jadis au centre de la ville.

Le général en chef passa plusieurs jours à arrêter les principes des fortifications de la ville. Tout ce qu'il prescrivit fut exécuté avec la plus grande intelligence par le colonel Crétin, l'officier du génie le plus habile de France. Le général ordonna de rétablir toute l'enceinte des Arabes, le travail n'était pas considérable. On appuya cette enceinte en occupant le fort triangulaire, qui en formait la droite et qui existait encore. Le centre et le côté d'Aboukir furent soutenus chacun par un fort. Ils furent établis sur des monticules de décombres qui avaient un commandement d'une vingtaine de toises sur toute la campagne et au arrière de l'enceinte des Arabes. Celle de la ville actuelle fut mise en état comme réduit; mais elle était dominée en avant par un gros monticule de décombres. Il fut occupé par un fort que l'on nomma Cafarelli. Ce fort et l'enceinte de la ville actuelle, formaient un système complet, susceptible d'une longue défense, lorsque tout le reste aurait été pris. Il fallait de l'artillerie pour occuper promptement et solidement ces trois hauteurs. La conception et la direction de ces travaux furent confiées à Crétin.

En peu de mois et avec peu de travaux, il rendit ces trois hauteurs inexpugnables; il établit des maçonneries présentant des escarpes de dix-huit à vingt pieds, qui mettaient les batteries entièrement à l'abri de toute escalade, et il couvrit ces maçonneries par des profils qu'il sut ménager dans la hauteur; en sorte qu'elles n'étaient vues de nulle part. Il eût fallu des millions et des années pour donner la même force à ces trois forts avec un ingénieur moins habile. Du côté de la mer, on occupa la tour du Marabout, du Phara. On établit de fortes batteries de côté qui firent un merveilleux effet, toutes les fois que les Anglais se présentaient pour bombarder la ville. La colonne de Pompée frappe l'imagination comme tout ce qui est sublime. Les aiguilles de Cléopâtre sont encore dans le même emplacement. En fouillant dans le tombeau, où a été enterré Alexandre, on a trouvé une petite statue de dix à douze pouces en terre cuite, habillée à la grecque; ses cheveux sont bouclés avec beaucoup d'art et se réunissent sur le chignon: c'est un petit chef-d'œuvre. Il y a à Alexandrie de grandes et belles mosquées, des convens de copthes, quelques maisons à l'européenne appartenant au consulat.

D'Alexandrie à Aboukir, il y a quatre lieues. La terre est sablonneuse et couverte de palmiers. A l'extrémité du promontoire d'Aboukir est un fort en pierre; à six cents toises est une petite île. Une tour et une trentaine de bouches à feu dans cette île assureraient le mouillage pour quelques vaisseaux de guerre, à peu près comme à l'île d'Aix.

Pour aller à Rosette, on passe le lac Madié à son embouchure dans la mer, qui a cent toises de largeur; des bâtimens de guerre, tirant huit ou dix pieds d'eau peuvent y entrer. C'est dans ce lac que jadis une des sept branches du Nil avait son embouchure. Si l'on veut aller à Rosette sans passer le lac, il faut le tourner; ce qui augmente le chemin de trois à quatre lieues.

ÉGYPTE.

Le Nil. — Ses inondations. — Population ancienne et moderne. — Division et productions de l'Égypte. — Son commerce. — Alexandrie. — Des différentes races qui habitent l'Égypte. Désert; ses habitans. — Gouvernement et importance de l'Égypte. — Politique de Napoléon.

§ Ier.

Le Nil prend sa source dans les

montagnes de l'Abyssinie, coule du sud au nord, et se jette dans la Méditerranée, après avoir parcouru l'Abyssinie, les déserts de la Nubie, et l'Égypte. Son cours est de huit cents lieues, dont deux cents sur le territoire égyptien. Il y entre à la hauteur de l'île d'Elfilé ou d'Éléphantine, et fertilise les déserts arides qu'il traverse. Ses inondations sont régulières et productives: régulières, parce que ce sont les pluies du tropique qui les causent; productives, parce que ces pluies, tombant par torrens sur les montagnes de l'Abyssinie, convertes de bois, entraînent avec elles un limon fécondant que le Nil dépose sur les terres. Les vents du nord règnent pendant la crue de ce fleuve, et, par une circonstance favorable à la fertilité, en retiennent les eaux.

En Égypte il ne pleut jamais. La terre n'y produit que par l'inondation régulière du Nil. Lorsqu'elle est haute, l'année est abondante; lorsqu'elle est basse la récolte est médiocre.

Il y a cent cinquante lieues de l'île d'Éléphantine au Caire, et cette vallée, qu'arrose le Nil, a une largeur moyenne de cinq lieues. Après le Caire, ce fleuve se divise en deux branches, et forme une espèce de triangle qu'il couvre de ses débordemens. Ce triangle a soixante lieues de base, depuis la tour des Arabes jusqu'à Péluse, et cinquante lieues de la mer au Caire; un de ses bras se jette dans la Méditerranée, prés de Rosette; l'autre, près de Damiette. Dans des temps plus reculés, il avait sept embouchures.

Le Nil commence à s'élever au solstice d'été; l'inondation croît jusqu'à l'équinoxe, après quoi elle diminue progressivement. C'est donc entre septembre et mars, que se font tous les travaux de la campagne. Le paysage est alors ravissant; c'est le temps de la floraison et celui de la moisson. La digue du Nil se coupe au Caire, dans le courant de septembre, quelquefois dans les premiers jours d'octobre. Après le mois de mars, la terre se gerce si profondément, qu'il est dangereux de traverser les plaines à cheval, et qu'on ne le peut faire à pied qu'avec une extrême fatigue. Un soleil ardent, qui n'est jamais tempéré ni par des nuages, ni par de la pluie, brûle toutes les herbes et les plantes, hormis celles qu'on peut arroser. C'est à cela que l'on attribue la salubrité des eaux stagnantes, qui se conservent en ce pays dans les bas fonds. En Europe, de pareils marais donneraient la mort par leurs exhalaisons; en Égypte, ils ne causent pas même de fièvres.

§ II.

La surface de la vallée du Nil, telle qu'elle vient d'être décrite, équivaut à un sixième de l'ancienne France; ce qui ne supposerait, dans un état de prospérité, que quatre à cinq millions de population. Cependant les historiens arabes assurent que, lors de la conquête par Amroug, l'Égypte avait vingt millions d'habitans et plus de vingt mille villes. Ils y comprenaient, il est vrai, indépendamment de la vallée du Nil, les Oasis (a) et les déserts appartenant à l'Égypte.

Cette assertion des historiens arabes ne doit pas être rangée au nombre des anciennes traditions qu'une critique judicieuse désavoue. Une bonne administration et une population nombreuse pouvaient étendre beaucoup le

(a) Les Oasis sont des parties du désert où l'on trouve un peu de végétation. Ce sont comme des îles dans une mer de sable.

bienfait de l'inondation du Nil. Sans doute, si la vallée offrait nne surface de même nature que celles de nos terres de France, elle ne pourrait nourrir plus de quatre à cinq millions d'individus. Mais il y a eu France, des montagnes, des sables, des bruyères, et des terres incultes, tandis qu'en Égypte, tont produit. A cette considération il faut ajouter que la vallée dn Nil, fécondée par les eanx, le limon et la chaleur du climat, est plus fertile que nos bonnes terres, et que les denx tiers ou les trois qnarts de la France sont de pen de rapport. Nous sommes d'ailleurs fondés à penser qne le Nil fécondait plusieurs Oasis.

Si l'on suppose que tous les cananx, qui saignent le Nil pour en porter les eaux sur les terres, soient mal entretenus ou bouchés, son cours sera beaucoup plns rapide, l'inondation s'étendra moins, nne plus grande masse d'eàu arrivera à la mer, et la culture des terres sera fort réduite. Si l'on snppose au contraire, qne tons les canaux d'irrigation soient parfaitement saignés, aussi nombrenx, aussi longs, et profonds que possible, et dirigés par l'art, de manière à arroser en tous sens une plus grande étendue de désert, on conçoit que très peu des eaux du Nil se perdront dans la mer, et que les inondations fertilisant nn terrain plus vaste, la culture s'augmentera dans la même proportion. Il n'est donc aucun pays où l'administration ait plus d'influence qu'en Égypte sur l'agriculture, et par conséquent sur la popnlation. Les plaines de la Beauce et de la Brie sont fécondées par l'arrosement régulier des pluies; l'effet de l'administration y est nnl sous ce rapport. Mais, en Égypte, ou les irrigations ne peuvent être que factices, l'administration est tout. Bonne, elle adopte les meilleurs règlemens de police sur la direction des eanx, l'entretien et la construction des canaux d'irrigation. Mauvaise, partiale ou faible, elle favorise des localités ou des propriétés particnlières, au détriment de l'intérêt public, ne peut réprimer les dissensions civiles des provinces, qnand il s'agit d'ouvrir de grands canaux, on enfin, les laisse tous se dégrader; il en résulte que l'inondation est restreinte, et par suite l'étendue des terres cultivables. Sous une bonne administration, le Nil gagne sur le désert; sous une manvaise, le désert gagne snr le Nil, En Égypte, le Nil ou le génie dn bien, le désert on le génie du mal, sont tonjours en présence; et l'on pent dire que les propriétés y consistent moins dans la possession d'nn champ, qne dans le droit fixé par les règlemens généranx d'administration, d'avoir à telles époques de l'année et par tel canal, le bienfait de l'inondation.

Depuis deux cents ans, l'Égypte a sans cesse décru. Lors de l'expédition des Français, elle avait encore de deux millions cinq cent mille à deux millions hnit cent mille habitans. Si elle continne à être régie de la même manière, dans cinquante ans elle n'en aura plus que quinze cent mille.

En construisant un canal pour dériver les eaux dn Nil dans la grande Oasis, on acquerrait un vaste royaume. Il est raisonnable d'admettre que du temps de Sésostris et de Ptolémée, l'Égypte ait pu nourrir douze à quinze millions d'habitans, sans le secours de son commerce et par sa seule agriculture.

§ III.

L'Egypte se divise en haute, moyen-

ue et basse Egypte. La haute, appelée Saïde, forme deux provinces, savoir : Thèbes et Girgeh; la moyenne, nommée Onestanleh, eu forme quatre : Benisouf, Siout, Fayoum et Daifih; la basse appelée Bahireh, en a neuf : Baïhreh, Rosette, Garbieh, Menouf, Damiette, Mansourah, Charkieh, Kelioub et Gizeh.

L'Égypte comprend, en outre, la graude Oasis, la vallée du Fleuve-sans-Eau, et l'Oasis de Jupiter-Ammom.

La grande Oasis est située, parallèlement au Nil, sur la rive gauche; elle a cent cinquante lienes de long. Ses points les plus éloignés de ce fleuve en sont à soixante lienes, les plns rapprochés à vingt.

La vallée dn Fleuve-sans-Eau, près de laquelle sont les lacs Natrons, objets d'uu commerce de quelque importance, est à quinze lieues de la branche de Rosette. Jadis cette vallée a été fertilisée par le Nil. L'Oasis de Jupiter-Ammon est à quatre-vingts lieues, sur la rive droite du fleuve.

Le territoire égyptien s'étend vers les frontières de l'Asie, jnsqu'aux collines que l'on trouve entre El-Arisch, El-Kanonès et Refah, à environ quarante lieues de Péluse, d'où la ligne de démarcation traverse le désert de l'Égarement, passe à Suez, et longe la mer Rouge jusqu'à Bérénice. Le Nil coule parallèlement à cette mer; ses points les plus éloignés en sont à cinqnante lieues, les plus rapprochés à trente. Un seul de ses coudes en est à vingt-deux lieues, mais il en est séparé par des montagnes impraticables. La snperficie carrée de l'Egypte est de deux cents lieues de long, sur cent dix à ceut vingt de large.

L'Égypte produit en abondance du blé, du riz et des légumes. Elle était le grenier de Rome, elle est encore aujourd'hui celni de Constantinople. Elle prodnit aussi du sucre, de l'indigo, du sené, de la casse, du uatron, du liu, du chanvre; mais elle n'a ni bois, ni charbon, ni huile. Elle manque aussi de tabac, qu'elle tire de Syrie, et de café que l'Arabie lui fournit. Elle nourrit de nombreux troupeaux, indépendammeut de cenx du désert, et une multitude de volaille. On fait éclore les poulets dans des fours, et l'on s'eu procure ainsi une quantité immense.

Ce pays sert d'intermédiaire à l'Afrique et à l'Asie. Les caravanes arrivent au Caire comme des vaisseaux sur une côte, au moment où on les attend le moins, et des contrées les plus éloignées. Elles sont signalées à Gizeh, et débouchent par les Pyramides.

Là, on leur indiqne le lieu où elles doiveut passer le Nil, et celui où elles doiveut camper près du Caire. Les caravanes ainsi signalées, sont celles des pélerins ou négocians de Maroc, de Fez, de Tunis, d'Alger on de Tripoli, allant à la Mecqne, et apportant des marchandises qu'elles viennent échanger au Caire. Elles sont ordinairement composées de plusieurs centaines de chameaux, quelquefois même de plusieurs milliers, et escortées par des hommes armés. Il vient aussi des caravanes de l'Abyssinie, de l'intérieur de l'Afrique, de Tangoust et des lieux qui se trouvent en communication directe avec le cap de Bonne-Espérance et le Sénégal. Elles apportent des esclaves, de la gomme, de la poudre d'or, des dents d'éléphans, et généralement tons les produits de ces pays, qu'elles viennent échanger contre les marchandises

d'Europe et du Levant. Il en arrive enfin de toutes les parties de l'Arabie et de la Syrie, apportant du charbon, du bois, des fruits, de l'huile, du café, du tabac, et, en général, ce que fournit l'intérieur de l'Inde.

§ IV.

De tout temps l'Égypte a servi d'entrepôt pour le commerce de l'Inde. Il se faisait anciennement par la mer Rouge. Les marchandises étaient débarquées à Bérénice, et transportées à dos de chameau, pendant quatre-vingts lieues, jusqu'à Thèbes, ou bien elles remontaient par eau de Bérénice à Cosseïr : ce qui augmentait la navigation de quatre-vingts lieues, mais réduisait le portage à trente. Parvenues à Thèbes, elles étaient embarquées sur le Nil, pour être ensuite répandues dans toute l'Europe. Telle a été la cause de la grande prospérité de Thèbes aux cent portes. Les marchandises remontaient aussi au-delà de Cosseïr, jusqu'à Suez, d'où on les transportait à dos de chameau jusqu'à Memphis et Péluse, c'est-à-dire l'espace de trente lieues. Du temps de Ptolémée, le canal de Suez au Nil fut ouvert. Dès lors, plus de portage pour les marchandises; elles arrivaient par eau à Baboust et Péluse, sur les bords du Nil et de la Méditerranée.

Indépendamment du commerce de l'Inde, l'Égypte en a un qui lui est propre. Cinquante années d'une administration française accroîtraient sa population dans une grande proportion. Elle offrirait à nos manufactures un débouché, qui amènerait un développement dans toute notre industrie; et bientôt nous serions appelés à fournir à tous les besoins des habitans des déserts de l'Afrique, de l'Abyssinie, de l'Arabie, et d'une grande partie de lá Syrie. Ces peuples manquent de tout; et qu'est-ce que Saint-Domingue et toutes nos colonies auprès de tant de vastes régions?

La France tirerait à son tour de l'Égypte du blé, du riz, du sucre, du natron, et toutes les productions de l'Afrique et de l'Asie.

Les Français établis en Egypte, il serait impossible aux Anglais de se maintenir long-temps dans l'Inde. Des escadres construites sur les bords de la mer Rouge, approvisionnées des produits du pays, équipées et montées par nos troupes stationnées en Égypte, nous rendraient infailliblement maîtres de l'Inde, au moment où l'Angleterre s'y attendrait le moins.

En supposant même le commerce de ce pays libre comme il l'a été jusqu'ici entre les Anglais et les Français, les premiers seraient hors d'état de soutenir la concurrence. La possibilité de la reconstruction du canal de Suez étant un problème résolu, et le travail qu'elle exigerait, étant de peu d'importance, les marchandises arriveraient si rapidement par ce canal et avec une telle économie de capitaux, que les Français pourraient se présenter sur les marchés avec des avantages immenses; le commerce de l'Inde, par l'Océan, en serait infailliblement écrasé.

§ V.

Alexandre s'est plus illustré en fondant Alexandrie et en méditant d'y transporter le siége de son empire, que par ses plus éclatantes victoires. Cette ville devait être la capitale du monde. Elle est située entre l'Asie

et l'Afrique, à portée des Indes et de l'Enrope. Son port est le senl mouillage des cinq cents lienes de côtes qui s'étendent depuis Tnnis, ou l'ancienne Carthage, jnsqn'à Alexandrette; il est à l'une des anciennes embouchures dn Nil. Toutes les escadres de l'univers ponrraient y mouiller; et, dans le vieux port, elles sont à l'abri des vents et de toute attaque. Des vaisseaux tirant vingt-nn pieds d'eau y sont entrés sans difficulté. Ceux dn tirage de vingt-trois pieds, le pourraient; et avec des travaux peu considérables, on rendrait cette passe facile, même pour les vaisseaux à trois ponts. Le premier consnl avait fait construire à Toulon douze vaisseaux de 74, ne tirant que vingt-un pieds d'ean; d'après le système anglais; et l'on n'a pas eu à se plaindre de leur marche, lorsqn'ils ont navigué dans nos escadres. Seulement ils sont moins propres au service de l'Inde, parce qu'ils ne penvent porter qn'une plus faible qnantité d'eau et de provisions.

La dégradation des canaux du Nil empêche ses eaux d'arriver jusqu'à Alexandrie. Elles n'y viennent plus que du temps de l'inondation, et l'on est obligé d'avoir des citernes pour les conserver. A côté du port de cette ville, est la rade d'Abonkir, que l'on pourrait rendre sûre ponr qnelques vaisseaux. Si l'on construisait un fort sur l'île d'Aboukir, ils y seraient comme au mouillage de l'île d'Aix.

Rosette, Bonrlos et Damiette ne penvent recevoir que de petits bâtimens, les barres n'ayant que six à sept pieds d'eau. Péluse, El-Arich et Gaza n'ont jamais dû avoir de port; et les lacs Bourlos et Menzaelh, qui communiquent avec la mer, ne permettent l'entrée qu'à des bâtimens d'un tirant d'eau de six à sept pieds.

§ VI.

A l'époque de l'expédition d'Égypte, il s'y trouvait trois races d'hommes; les Mamelucks on Circassiens, les Ottomans, ou janissaires et spahis, et les Arabes ou naturels du pays.

Ces trois races n'ont ni les mêmes principes, ni les mêmes mœurs, ni la même langue. Elles n'ont de commnn que la religion. La langue habituelle des Mamelucks et des Ottomans est le turc; les naturels parlent la langue arabe. A l'arrivée des Français, les Mamelncks gouvernaient le pays et possédaient les richesses et la force. Ils avaient pour chefs vingt trois beys, égaux entre eux et indépendans; car ils n'étaient soumis qu'à l'influence de celui qui, par son talent et sa bravoure, savait captiver tous les suffrages.

La maison d'un bey se compose de quatre cents à huit cents esclaves, tous à cheval, et ayant chacun pour les servir, deux ou trois fellahs. Ils ont divers officiers pour le service d'honneur de leur maison. Les katchefs sont les lieutenans des beys; ils commandent, sous enx, cette milice, et sont seigneurs des villages. Les beys ont des terres dans les provinces et une habitation au Caire. Un corps-de-logis principal leur sert de logement, ainsi qn'à leur harem; autonr des cours sont ceux des esclaves, gardes et domestiques.

Les beys ne peuvent se recruter qu'en Circassie. Les jeunes Circassiens sont vendus par leurs mères, ou volés par des gens qui en font le métier, et vendus au Caire par les marchands de Constantinople. On

admet quelquefois des noirs ou des Ottomans; mais ces exceptions sont rares.

Les esclaves faisant partie de la maison d'un bey sont adoptés par lui, et composent sa famille. Intelligens et braves, ils s'élèvent sncccessivement de grade en grade, et parviennent à celui de katchef et même de bey.

Les Mamelucks ont peu d'enfans, et ceux qu'ils ont, ne vivent pas aussi long-temps qne les naturels du pays. Il est rare qu'ils se soient propagés au-delà de la troisième génération. On a vonlu attribuer la stérilité des mariages des Mamelncks à leur goût antiphysiqne. Les femmes arabes sont grosses, lourdes; elles affectent de la mollesse, peuvent à peine marcher, et restent des jours entiers immobiles sur un divan. Un jeune Mameluck de quatorze à quinze ans, leste, agile, déployant beauconp d'adresse et de grâces en exerçant un beau coursier, excite les sens d'nne manière différente. Il est constant, que tous les beys, les katchefs, avaient d'abord servi aux plaisirs de leurs maîtres, et qne leurs jolis esclaves leur servaient à leur tour; eux-mêmes ne le désavouent pas.

On a accusé les Grecs et les Romains du même vice. De toutes les nations, celle qni donne le moins dans cette inclination monstrueuse, est, sans contredit, la nation française. On en attribue la raison à ce que, de toutes, il n'en est aucune chez laquelle les femmes charment davantage par leur taille svelte, leur tonrnure élégante, leur vivacité et leurs grâces.

On pouvait compter en Égypte soixante à soixante-dix mille individus de race circassienne.

Les Ottomans se sont établis en Égypte, lors de la conquête par Sélim, dans le seizième siècle. Ils forment le corps des janissaires et spahis, et ont été augmentés de tous les Ottomans inscrits dans des compagnies, selon l'usage de l'empire. Ils sont environ deux cent mille, constamment avilis et humiliés par les Mamelncks.

Les Arabes composent la masse de la population; ils ont pour chefs les grands scheiks, descendans de ceux des Arabes, qui, dn temps dn prophète, au commencement de l'hégire, conquirent l'Égypte. Il sont à la fois, les chefs de la noblesse et les doctenrs de la loi; ils ont des villages, un grand nombre d'esclaves, et ne vont jamais que sur des mules. Les mosquées sont sons leur inspection; celle de Jemil-Azar a seule soixante grands scheiks. C'est nne espèce de Sorbonne, qui prononce sur toutes les affaires de religion, et sert même d'université. On y enseigne la philosophie d'Aristote, l'histoire et la morale du Koran; elle est la plns renommée de l'Orient. Ses scheiks sont les principaux du pays: les Mamelucks les craignaient; la Porte même avait des ménagemens pour eux. On ne ponvait influer sur le pays et le remner que par eux. Quelques-nns descendent du prophète, tel que le scheik El-Békry; d'autres de la deuxième femme du prophète, tel que le scheik El-Sadda. Si le snltan de Constantinople était au Caire, à l'époque des deux grandes fêtes de l'empire, il les célébrerait chez l'nn de ces scheiks. C'est assez faire connaître la haute considération qui les environne. Elle est telle, qu'il n'est aucun exemple qu'on leur ait infligé une peine infamante. Lorsque le gouvernement juge indispensable d'en condamner un, il le fait empoisonner, et ses funérailles se font avec tous les honneurs dus à son rang, et comme si sa mort avait été naturelle.

Tous les Arabes du désert sont de la même race que les scheiks, et les vénèrent. Les fellahs sont Arabes, non que tous soient venus au commencement de l'hégire avec l'armée qui conquit l'Égypte; on ne pense pas que, par la suite de la conquête, il s'en soit établi plus de cent mille. Mais comme, à cette époque, tous les indigènes embrassèrent la foi mahométane, ils sont confondus de même que les Francs et les Gaulois. Les scheiks sont les hommes de la loi et de la religion; les Mamelucks et les janissaires sont les hommes de la force et du gouvernement. La différence entre eux est plus grande qu'elle ne l'est en France entre les militaires et les prêtres; car ce sont des familles et des races tout-à-fait distinctes.

Les Cophtes sont catholiques, mais ne reconnaissent pas le pape; on en compte cent cinquante mille à-peu-près en Égypte. Ils y ont le libre exercice de leur religion. Ils descendent des familles qui, après la conquête des califes, sont restées chrétiennes. Les catholiques syriens sont peu nombreux. Les uns veulent qu'ils soient les descendans des croisés; les autres, que ce soient des originaires du pays, chrétiens au moment de la conquête, comme les Cophtes, et qui ont conservé des différences dans la religion. C'est une autre secte catholique. Il y a peu de Juifs et de Grecs. Ces derniers ont pour chef le patriarche d'Alexandrie, qui se croit égal à celui de Constantinople et supérieur au pape. Il demeure dans un couvent, au vieux Caire, et a l'existence d'un chef d'ordre religieux de l'Europe, qui aurait trente mille livres de rente. Les Francs sont peu nombreux : ce sont des familles anglaises, françaises, espagnoles ou italiennes, établies dans ce pays pour le commerce, ou simplement des commissionnaires de maisons européennes.

§ VII.

Les déserts sont habités par des tribus d'Arabes errans, vivant sous des tentes. On en compte environ soixante, toutes dépendantes de l'Égypte, et formant une population d'à-peu-près cent vingt mille âmes, qui peut fournir dix-huit à vingt mille cavaliers. Elles dominent les différentes parties des déserts, qu'elles regardent comme leurs propriétés, et y possèdent une grande quantité de bestiaux, chameaux, chevaux et brebis. Ces Arabes se font souvent la guerre entre eux, soit pour la démarcation des limites de leurs tribus, soit pour le pacage de leurs bestiaux, soit pour tout autre objet. Le désert seul ne pourrait les nourrir, car il ne s'y trouve rien. Ils possèdent des oasis qui, semblables à des îles, ont, au milieu du désert, de l'eau douce, de l'herbe et des arbres. Ils les cultivent et s'y réfugient à certaines époques de l'année. Néanmoins les Arabes sont en général misérables, et ont constamment besoin de l'Égypte. Ils viennent annuellement en cultiver les lisières, y vendent le produit de leurs troupeaux, louent leurs chameaux pour les transports dans le désert, et emploient le bénéfice qu'ils retirent de ce trafic, à acheter les objets qui leur sont nécessaires. Les déserts sont des plaines de sable, sans eau et sans végétation, dont l'aspect monotone n'est varié que par des mamelons, des monticules ou des rideaux de sable. Il est rare cependant d'y faire plus de vingt à vingt-quatre lieues sans trouver une source d'eau; mais elles sont peu abondantes, plus ou moins saumâtres, et exhalent presque toutes

une odeur alcaline. On trouve, dans le désert, une grande quantité d'ossemens d'hommes et d'animaux, dont on se sert pour faire du feu. On y voit aussi des gazelles et des troupeaux d'autruches, qui ressemblent de loin à des Arabes à cheval.

Il n'y existe aucune trace de chemins; les Arabes s'accoutument, dès l'enfance, à s'y orienter par les sinuosités des collines ou rideaux de sable, par les accidens du terrain ou par les astres. Les vents déplacent quelquefois les monticules de sable mouvant, ce qui rend très pénible et souvent dangereuse la marche dans le désert. Parfois le sol est ferme; parfois il enfonce sous les pieds. Il est rare de rencontrer des arbres, excepté autour des puits où se trouvent quelques palmiers. Il y a dans le désert des bas-fonds où les eaux s'écoulent et séjournent plus ou moins long-temps. Auprès de ces mares, naissent des brousssailles d'un pied à dix-huit pouces de hauteur, qui servent de nourriture aux chameaux; c'est la partie riche des déserts. Quels que soient les désagrémens de la marche dans ces sables, on est souvent obligé de les traverser pour communiquer du sud au nord de l'Égypte; suivre les sinuosités du cours du Nil triplerait la distance.

§ VIII.

Il y a telle tribu d'Arabes de quinze cents à deux mille âmes, qui a trois cents cavaliers, quatorze cents chameaux, et occupe cent lieues carrées de terrain. Jadis ils redoutaient extrêmement les Mamelucks. Un seul de ces derniers faisait fuir dix Arabes, parce que non seulement ils avaient sur eux une grande supériorité militaire, mais aussi une supériorité morale. Les Arabes d'ailleurs devaient les ménager, puisqu'ils en avaient besoin pour leur vendre ou louer leurs chameaux, pour obtenir d'eux du grain et la liberté de cultiver la lisière de l'Égypte.

Si la position extraordinaire de l'Égypte, qui ne peut devoir sa prospérité qu'à l'étendue de ses inondations, exige une bonne administration, la nécessité de réprimer vingt à trente mille voleurs, indépendans de la justice, parce qu'ils se réfugient dans l'immensité du désert, n'exige pas moins une administration énergique. Dans ces derniers temps, ils portaient l'audace au point de venir piller des villages et tuer des fellahs sans que cela donnât lieu à aucune poursuite régulière. Un jour que Napoléon était entouré du divan des grands scheiks, on l'informa que des Arabes de la tribu des Osnadis avaient tué un fellah et enlevé des troupeaux; il en montra de l'indignation et ordonna d'un ton animé, à un officier d'état-major, de se rendre de suite dans le Bahireh avec deux cents dromadaires et trois cents cavaliers, pour obtenir réparation et faire punir les coupables. Le scheik Elmodi, témoin de cet ordre et de l'émotion du général en chef, lui dit en riant : « Est-ce que ce fellah est ton cousin, pour que sa mort te mette tant en colère? — Oui, répondit Napoléon, tous ceux que je commande sont mes enfans. — *Taïb* (a)! lui dit le scheik, tu parles là comme le prophète. »

§ IX.

L'Égypte a, de tous temps, excité la jalousie des peuples qui ont dominé

(a) Mot dont les Arabes se servent pour exprimer une grande satisfaction.

l'univers. Octave, après la mort d'Antoine, la rénnit à l'empire. Il ne voulut point y envoyer de proconsuls, et la divisa en douze prétures. Antoine s'était attiré la haine des Romains, parce qu'il avait été soupçonné de vouloir faire d'Alexandrie la capitale de la république. Il est vraisemblable que l'Égypte, du temps d'Octave, contenait douze à quinze cent mille habitans. Ses richesses étaient immenses ; elle était le vrai canal du commerce des Indes, et Alexandrie, par sa situation, semblait appelée à devenir le siége de l'empire du monde. Mais divers obstacles empêchèrent cette ville de prendre tous ses développemens. Les Romains craignirent que l'esprit national des Arabes, peuple brave, endurci aux fatigues et qui n'avait ni la mollesse des habitans d'Antioche, ni celle des habitans de l'Asie mineure, et dont l'immense cavalerie avait fait triompher Annibal de Rome, ne fit de leur pays un foyer de révolte contre l'empire romain.

Sélim avait bien plus de raisons encore de redouter l'Égypte. C'était la terre sainte, c'était la métropole naturelle de l'Arabie et le grenier de Constantinople. Un pacha ambitieux, favorisé par les circonstances et par un génie audacieux, aurait pu relever la nation arabe, faire pâlir les Ottomans, déjà menacés par cette immense population grecque, qui forme la majorité de Constantinople et des environs. Aussi Sélim ne voulut-il pas confier le gouvernement de l'Égypte à un seul pacha. Il craignit même que la division en plusieurs pachaliks ne fût pas une garantie suffisante, et chercha à s'assurer la soumission de cette province, en confiant son administration à vingt-trois beys qui avaient chacun une maison composée de quatre cents à huit cents esclaves. Ces esclaves devaient être leurs fils ou originaires de Circassie, mais jamais de l'Arabie ni du pays. Par ce moyen, il créa une milice tout-à-fait étrangère à l'Arabie. Il établit en Égypte le système général de l'empire, des janissaires et des spahis, et mit à la tête de ceux-ci un pacha qui représentait le grand-seigneur, avec une autorité sur toute la province comme vice-roi, mais qui, contenu par les Mamelucks, ne pouvait travailler à s'affranchir.

Les Mamelucks, ainsi appelés au gouvernement de l'Égypte, cherchèrent des auxilliaires. Ils étaient trop ignorans et trop peu nombreux pour exercer l'emploi de percepteurs des finances; mais ils ne voulurent point le confier aux naturels du pays, qu'ils craignaient, par le même esprit de jalousie qui portait le sultan à redouter les Arabes. Ils choisirent les Cophtes et les Juifs. Les Cophtes, sont, il est vrai, les naturels du pays, mais d'une religion proscrite. Comme chrétiens, ils sont hors de la protection du Koran, et ne peuvent être protégés que par le sabre; ils ne devaient donc causer aucun ombrage aux Mamelucks. Ainsi cette milice de dix à douze mille cavaliers se donna pour agens, pour hommes d'affaires, pour espions, etc., les deux cent mille Cophtes qui habitent l'Égypte. Chaque village eut un percepteur cophte ; toute la comptabilité, toute l'administration furent entre les mains des Cophtes.

La tolérance qui règne dans tout l'empire ottoman, et l'espèce de protection accordée aux chrétiens, sont le résultat d'anciennes vues. Le sultan et la politique de Constantinople aiment à défendre une classe d'hommes dont ils n'ont rien à craindre, parce que ces hommes forment une

faible minorité dans l'Arménie, dans la Syrie et dans toute l'Asie mineure; parce qu'en outre, ils sont dans un état naturel d'opposition contre les gens du pays, et ne pourraient, dans aucun cas, se liguer avec eux pour rétablir la nation syriaque ou arabe. Toutefois, ceci ne peut s'appliquer à la Grèce où les chrétiens sont en nombre supérieur. Les sultans ont fait une grande faute en laissant réunis un nombre si considérable de chrétiens. Tôt ou tard, cette faute entraînera la perte des Ottomans.

La situation morale résultant des différens intérêts, des différentes races qui habitent l'Égypte, n'échappa point à Napoléon, et c'est sur elle qu'il bâtit son système de gouvernement. Peu curieux d'administrer la justice dans le pays, les Français ne l'eussent pas pu, quand même ils auraient voulu le faire, Napoléon en investit les Arabes, c'est-à-dire les scheiks, et leur donna toute la prépondérance. Dès lors, il parla au peuple par le canal de ces hommes, qui étaient tout à la fois les nobles et les docteurs de la loi, et intéressa ainsi à son gouvernement l'esprit national arabe et la religion du Koran. Il ne faisait la guerre qu'aux Mamelucks; il les poursuivait à outrance, et après la bataille des Pyramides il n'en restait plus que des débris. Il chercha, par la même politique, à s'emparer des Cophtes. Ceux-ci avaient de plus avec lui les liens de la religion, et seuls ils étaient versés dans l'administration du pays. Mais quand même ils n'auraient pas possédé cet avantage, la politique du général français était de le leur donner, afin de ne pas dépendre exclusivement des naturels arabes, et de n'avoir pas à lutter avec vingt-cinq ou trente mille hommes contre la force de l'esprit national et religieux. Les Cophtes, qui voyaient les Mamelucks détruits, n'eurent d'autre parti à prendre que de s'attacher aux Français; et par là, notre armée eut, dans toutes les parties de l'Égypte, des espions, des observateurs, des contrôleurs, des financiers, indépendans et opposés aux nationaux. Quant aux janissaires et aux Ottomans, la politique voulait que l'on ménageât en eux le grand-seigneur; l'étendart du sultan flottait en Egypte, et Napoléon était persuadé que le ministre Talleyrand s'était rendu à Constantinople, et que des négociations sur l'Égypte étaient entamées avec la Porte. Les Mamelucks d'ailleurs s'étaient attachés à humilier, à annuler et désorganiser les milices des janissaires qui étaient leurs rivaux; de l'humiliation de la milice ottomane était née la déconsidération totale du pacha, et le mépris de l'autorité de la Porte, à tel point que souvent les Mamelucks refusaient le *miry*; et cette milice se fût même déclarée tout-à-fait indépendante, si l'opposition des scheiks ou des docteurs de la loi ne les eût rattachés à Constantinople par esprit de religion et par inclination. Les scheiks et le peuple préféraient l'influence de Constantinople à celle des Mamelucks; souvent même ils y adressaient leurs plaintes, et quelquefois réussissaient à adoucir l'arbitraire des beys.

Depuis la décadence de l'empire ottoman, la Porte a fait des expéditions contre les Mamelucks, mais ceux-ci ont toujours fini par avoir le dessus, et ces guerres se sont terminées par un arrangement qui laissait le pouvoir aux Mamelucks avec quelques modifications passagères. En lisant avec attention l'histoire des événemens qui se sont passés en Egypte

depuis deux cents ans, il est démontré que si le pouvoir, au lieu d'être confié à douze mille Mamelucks, l'eût été à à un pacha, qui, comme celui d'Albanie, se fût recruté dans le pays même, l'empire arabe, composé d'nne nation tout-à-fait distincte, qui a son esprit, ses préjugés, son histoire et son langage à part, qui embrasse l'Égypte, l'Arabie et une partie de l'Afrique, fût devenu indépendant comme celui de Maroc.

ÉGYPTE. — BATAILLE DES PYRAMIDES.

Marche de l'armée sur le Caire. — Tristesse et plaintes des soldats. — Position et forces des ennemis. — Manœuvre de l'armée française. — Charge impétueuse de Mourad-bey, repoussée. — Prise du camp retranché. — Quartier-général français à Gizeh. — Prise de l'île de Rodah. — Reddition du Caire. — Description de cette ville.

§ 1er.

Le soir du combat de Chebreiss (13 juillet 1798), l'armée française alla coucher à Chabour. Cette journée était très forte : on marcha en ordre de bataille et au pas accéléré, dans l'espérance de couper quelques bâtimens de la flottille ennemie. En effet, les Mamelucks furent contraints d'en brûler plusieurs. L'armée bivouaqua à Chabour, sous de beaux sycomores, et trouva des champs pleins de pastèques, espèce de melons d'eau qui forment une nourriture saine et rafraîchissante. Jusqu'au Caire nous en rencontrâmes constamment, et le soldat exprimait combien ce fruit lui était agréable, en le nommant, à l'exemple des anciens Égyptiens, *sainte pastèque*.

Le lendemain, l'armée se mit en marche fort tard; on s'était procuré quelques viandes qu'il fallait distribuer. Nous attendîmes notre flottille, qui ne pouvait remonter le courant avant que le vent dn nord ne fût levé; et nous couchâmes à Kouncherick. Le jour snivant, nous arrivâmes à Alkam. Là, le général Zayoncheck reçut l'ordre de mettre pied à terre snr la rive droite avec toute la cavalerie démontée, et de se porter sur Menouf et à la pointe du Delta. Comme il ne s'y trouvait aucun Arabe, il était maître de tous ses mouvemens, et nous fut d'un grand secours pour nous procurer des vivres. Il prit position à la tête dn Delta, dite *le ventre de la vache*.

Le 17, l'armée campa à Abounochabeck; le 18, à Wardam. Wardam est un gros endroit; les troupes y bivouaquèrent dans une grande forêt de palmiers. Le soldat commençait à connaître les usages du pays, et à déterrer les lentilles et autres légumes, que les fellahs ont coutume de cacher dans la terre. Nous faisions de petites marches, en raison de la nécessité où nous nous trouvions de nous procurer des subsistances, et afin d'être toujours en état de recevoir l'ennemi. Souvent, dès dix heures du matin, nous prenions position, et le premier soin du soldat était de se baigner dans le Nil. De Wardam nous allâmes coucher à Omedinar, d'où nous aperçumes les Pyramides. A l'instant, toutes les lunettes furent braquées contre ces monumens les plus anciens du monde. On les prendrait pour d'énormes masses de rochers; mais la régularité et les lignes droites des arêtes décèlent la main des hommes. Les Pyramides bordent l'horizon de la vallée sur la rive gauche du Nil.

§ II.

Nous approchions du Caire, et uous étious instruits, par les gens du pays, que les Mamelucks réunis à la milice de cette ville, et à un nombre considérable d'Arabes, de janissaires, de spahis, nons attendaient entre le Nil et les Pyramides, couvrant Gizeh. Ils se vantaient que là finiraient nos succès.

Nous fîmes séjour à Omedinar. Ce jour de repos servit à réparer les armes et à nous préparer au combat. La mélancolie et la tristesse régnaient dans l'armée. Si les Hébreux, dans le désert de l'*Égarement*, se plaignaient et demandaient avec humeur à Moïse les oignons et les marmites pleines de viande de l'Égypte, les soldats français regrettaient sans cesse les délices de l'Italie. C'est en vaiu qu'on leur assurait que le pays était le plus fertile du moude, qu'il l'emportait même sur la Lombardie; le moyeu de les persuader! ils ue pouvaient avoir ni pain ni vin. Nous campions sur des tas immenses de blé, mais il n'y avait dans le pays ni moulin, ni four. Le biscuit apporté d'Alexandrie, était mangé depuis long-temps; le soldat était réduit à piler le blé entre deux pierres et à faire des galettes cuites sous les cendres. Plusieurs grillaient le blé dans une poêle, après quoi ils le faisaient bouillir. C'était la meilleure manière de tirer parti du grain, mais tout cela n'était pas du pain. Chaque jour, leurs craintes augmeutaient, au point qu'une foule d'entre eux disaient qu'il n'y avait pas de grande ville du Caire; que celle qui portait ce nom, était, comme Damanhour, une vaste réunion de huttes, privées de tout ce qui peut rendre la vie commode et agréable. Leur imagination était tellement tourmentée, que deux dragons se jetèrent tout habillés dans le Nil et se noyèrent. Il est vrai de dire pourtant que, si on n'avait ui pain, ni vin, les ressources qu'on se procurait avec du blé, des lentilles, de la viande et quelquefois des pigeons, fournissaient du moius à la nourriture de l'armée. Mais le mal était dans l'exaltation des têtes. Les officiers se plaignaient plus haut que les soldats, parce que le terme de comparaison était plus à leur désavantage. Ils ne trouvaient pas en Égypte les logemeus, les bounes tables et tout le luxe de l'Italie. Le général en chef, voulant donner l'exemple, avait l'habitude de prendre son bivouac au milieu de l'armée et dans les endroits les moins commodes. Personne n'avait ni tente, ni provisions; le dîner de Napoléon et de l'état-major consistait dans un plat de lentilles. La soirée du soldat se passait en conversations politiques, en raisonnemens et en plaintes; *Que sommes-nous venus faire ici?* disaient les uns; *le Directoire nous a déportés. Cafarelli*, disaient les autres, *est l'agent dont on s'est servi pour tromper le général en chef.* Plusieurs s'étant aperçus que partout où il y avait des vestiges d'antiquité, on les fouillait avec soin, se répandaient en invectives contre les savans, qui, *pour faire leurs fouilles, avaient*, disaient-ils, *donné l'idée de l'expédition.* Les quolibets pleuvaient sur eux, même en leur présence. Ils appelaient un âne un savant, et disaient de Cafarelli-Dufalga, en faisant allusion à sa jambe de bois: *Il se moque bien de cela, lui, il a un pied en France*; mais Dufalga et les savans ne tardèrent pas à reconquérir l'estime de l'armée.

§ III.

Le 21, on partit de Omedinar, à une heure du matin. Cette journée devait être décisive. A la pointe du jour, on vit, pour la première fois depuis Chebreiss, une avant-garde de Mamelucks d'nn millier de chevanx, qui se replièrent avec ordre et sans rien tenter ; quelques boulets de notre avant-garde les tinrent en respect. A dix heures, nous aperçûmes Embabeh et les ennemis en bataille. Leur droite était appuyée au Nil, où ils avaient pratiqué un grand camp retranché, armé de quarante pièces de canons, et défendu par une vingtaine de mille hommes d'infanterie, janissaires, spahis et milice du Caire. La ligne de cavalerie des Mamelucks appuyait sa droite au camp retranché, et étendait sa gauche dans la direction des Pyramides, à cheval sur la route de Gizeh. Il y avait environ neuf à dix mille chevaux, autant qu'on en pouvait juger. Ainsi l'armée entière était de soixante mille hommes, y compris l'infanterie et les hommes à pied qui servaient chaque cavalier. Deux on trois mille Arabes tenaient l'extrême gauche, et remplissaient l'intervalle des Mamelucks aux Pyramides. Ces dispositions étaient formidables. Nous ignorions quelle serait la contenance des janissaires et des spahis du Caire, mais nous connaissions et redoutions beaucoup l'habileté et l'impétuense bravoure des Mamelucks. L'armée française fut rangée en bataille, dans le même ordre qu'à Chebreiss, la gauche appuyée au Nil, la droite à un grand village. Le général Desaix commandait la droite, et il lui fallut trois henres pour se former à sa position et prendre un peu haleine. On reconnut le camp retranché des ennemis, et on s'assura bientôt qu'il n'était qu'ébauché. C'était un ouvrage commencé depuis trois jours, après la bataille de Chebreiss. Il se composait de longs boyanx, qui pouvaient être de quelque effet contre une charge de cavalerie, mais non contre nne attaque d'infanterie. Nous vîmes aussi, avec de bonnes lunettes, que leurs canons n'étaient point sur affût de campagne, mais que c'étaient de grosses pièces en fer, tirées des bâtimens et servies par les éqnipages de la flottille. Aussitôt que le général en chef se fut assuré que l'artillerie n'était point mobile, il fut évident qu'elle ne quitterait point le camp retranché, non plus que l'infanterie; et qne, si cette dernière sortait, elle se trouverait sans artillerie. Les dispositions de la bataille devaient être une conséquence de ces données; on résolnt de prolonger notre droite, et de suivre le mouvement de cette aile avec toute l'armée, en passant hors de la portée du canon du camp retranché. Par ce mouvement, nous n'avions affaire qu'aux Mamelucks et à la cavalerie ; et nons nous placions sur un terrain où l'infanterie et l'artillerie de l'ennemi ne devaient lui être d'aucun secours.

§ IV.

Mourah-Bey, qui commandait en chef toute l'armée, vit nos colonnes s'ébranler, et ne tarda pas à deviner notre but. Quoique ce chef n'eût aucune habitude de la guerre, la nature l'avait doué d'un grand caractère, d'un courage à toute épreuve et d'un coup d'œil pénétrant. Les trois affaires que nous avions eues avec les Mamelucks, lui servaient déjà d'expérience. Il sentit, avec une habileté qu'on pourrait à peine attendre du général enropéen le plus consommé, que le destin de la

journée consistait à ne pas nous laisser exécuter notre mouvement, et à profiter de l'avantage de sa nombreuse cavalerie pour nous attaquer en marche. Il partit avec les deux tiers de ses chevaux (six à sept mille), laissa le reste pour soutenir le camp retranché et encourager l'infanterie, et vint, à la tête de cette troupe, aborder le général Desaix qui s'avançait par l'extrémité de notre droite. Ce dernier fut un moment compromis ; la charge se fit avec une telle rapidité, que nous crûmes que la confusion se mettait dans les carrés; le général Desaix, en marche à la tête de sa colonne, était engagé dans un bosquet de palmiers. Toutefois la tête des Mamelucks, qui tomba sur lui, etait peu nombreuse. Leur masse n'arriva que quelques minutes après, ce retard suffit. Les carrés étaient parfaitement formés et reçurent la charge avec sang-froid. Le général Régnier appuyait leur gauche ; Napoléon, qui était dans le carré du général Dugua, marcha aussitôt sur le gros des Mamelucks et se plaça entre le Nil et Régnier. Les Mamelucks furent reçus par la mitraille et une vive fusillade; une trentaine des plus braves vint mourir auprès du général Desaix ; mais la masse, par un instinct naturel au cheval, tourna autour des carrés, et dès lors la charge fut manquée. Au milieu de la mitraille, des boulets, de la poussière, des cris et de la fumée, une partie des Mamelucks rentra dans le camp retranché, par un mouvement naturel au soldat, de faire sa retraite vers le lieu d'où il est parti. Mourah-Bey et les plus habiles se dirigèrent sur Gizeh. Ce commandant en chef se trouva ainsi séparé de son armée. La division Bon et Menon, qui formait notre gauche se porta alors sur le camp retranché ; et le général Rampon, avec deux bataillons, fut détaché pour occuper une espèce de défilé, entre Gizeh et le camp.

§ V.

La plus horrible confusion régnait à Embabeh ; la cavalerie s'était jetée sur l'infanterie, qui, ne comptant pas sur elle, et voyant les Mamelucks battus, se précipita sur les djermes, kaïkes et autres bateaux, pour repasser le Nil. Beaucoup le firent à la nage; les Égyptiens excellent dans cet exercice, que les circonstances particulières de leur pays leur rendent nécessaire. Les quarante pièces de canon, qui défendaient le camp retranché, ne tirèrent pas deux cents coups. Les Mamelucks, s'apercevant bientôt de la fausse direction qu'ils avaient donnée à leur retraite, voulurent reprendre la route de Gizeh ; ils ne le purent. Les deux bataillons, placés entre le Nil et Gizeh, et soutenus par les autres divisions, les rejetèrent dans le camp. Beaucoup y trouvèrent la mort, plusieurs milliers essayèrent de traverser le Nil qui les engloutit. Retranchemens, artillerie, pontons, bagages, tout tomba en notre pouvoir. De cette armée de plus de soixante mille hommes, il n'échappa que deux mille cinq cents cavaliers, avec Mourah-Bey ; la plus grande partie de l'infanterie se sauva à la nage ou dans des bateaux. On porte à cinq mille les Mamelucks qui furent noyés dans cette bataille. Leurs nombreux cadavres portèrent en peu de jours jusqu'à Damiette et Rosette, et le long du rivage, la nouvelle de notre victoire.

Ce fut au commencement de cette bataille, que Napoléon adressa aux soldats ces paroles, devenues si célèbres : *du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent* !!!

Il était nuit lorsque les trois divisions Desaix, Régnier et Dugua revinrent à Gizeh. Le général en chef y plaça son quartier-général dans la maison de campagne de Mourah-Bey.

§ VI.

Les Mamelucks avaient sur le Nil une soixantaine de bâtimens, chargés de toutes leurs richesses. Voyant l'issue inopinée du combat, et nos canons déjà placés sur le fleuve au-delà des débouchés de l'île de Rodah, ils perdirent l'espérance de les sauver, et y mirent le feu. Pendant toute la nuit, au travers des tourbillons de flammes et de fumée, nous apercevions se dessiner les minarets et les édifices du Caire et de la ville des Morts. Ces tourbillons de flammes éclairaient tellement, que nous pouvions découvrir jusqu'aux Pyramides.

Les Arabes, selon leur coutume après une défaite, se rallièrent loin du champ de bataille, dans le désert au-delà des Pyramides.

Durant plusieurs jours, toute l'armée ne fut occupée qu'à pêcher les cadavres des Mamelucks; leurs armes qui étaient précieuses, la quantité d'or qu'ils étaient accoutumés à porter avec eux, rendaient le soldat très zélé pour cette recherche.

Notre flottille n'avait pu suivre le mouvement de l'armée, le vent lui avait manqué. Si nous l'avions eue, la journée n'eût pas été plus décisive, mais nous aurions fait probablement un grand nombre de prisonniers, et pris toutes les richesses qui ont été la proie des flammes. La flottille avait entendu notre canon, malgré le vent du nord qui soufflait avec violence. A mesure qu'il se calma, le bruit du canon allait augmentant, de sorte qu'à la fin il paraissait s'être rapproché d'elle, et que le soir les marins crurent la bataille perdue ; mais la multitude de cadavres qui passèrent près de leurs bâtimens, et qui tous étaient Mamelucks, les rassura bientôt.

Ce ne fut que long-temps après sa fuite que Mourah-Bey s'aperçut qu'il n'était suivi que par une partie de son monde, et qu'il reconnut la faute qu'avait faite sa cavalerie, de rester dans le camp retranché. Il essaya plusieurs charges pour lui rouvrir le passage, mais il était trop tard. Les Mamelucks, eux-mêmes, avaient la terreur dans l'âme, et agirent mollement. Les destins avaient prononcé la destruction de cette brave et intrépide milice, sans contredit l'élite de la cavalerie d'Orient. La perte de l'ennemi dans cette journée peut être évaluée à dix mille hommes restés sur le champ de bataille ou noyés, tant Mamelucks, que janissaires, miliciens du Caire et esclaves des Mamelucks. On fit un millier de prisonniers, et l'on s'empara de huit à neuf cents chameaux et d'autant de chevaux.

§ VII.

Sur les neuf heures du soir, Napoléon entra dans la maison de campagne de Mourah-Bey, à Gizeh. Ces sortes d'habitations ne ressemblent en rien à nos châteaux. Nous eûmes beaucoup de peine à nous y loger, et à reconnaître la distribution des différentes pièces. Mais ce qui frappa le plus agréablement les officiers, ce fut une grande quantité de coussins et de divans couverts des plus beaux damas et des plus belles soieries de Lyon, et ornés de franges d'or. Pour la première fois, nous trouvâmes en Égypte le luxe et les arts de l'Europe. Une

partie de la nuit se passa à parcourir dans tous les sens cette singulière maison. Les jardins étaient remplis d'arbres magnifiques, mais ils étaient sans allées, et ressemblaient assez aux jardins de certaines religieuses d'Italie. Ce qui fit le plus de plaisir aux soldats, car chacun y accourut, ce furent de grands berceaux de vignes, chargés des plus beaux raisins du monde. La vendange fut bientôt faite.

Les deux divisions Bon et Menou, qui étaient restées dans le camp retranché, étaient aussi dans la plus grande abondance. On avait trouvé dans les bagages nombre de cantines remplies d'office, de pots de confiture, des sucreries. On rencontrait à chaque instant des tapis, des porcelaines, des cassolettes et une foule de petits meubles à l'usage des Mamelucks, qui excitaient notre curiosité. L'armée commença alors à se réconcilier avec l'Égypte, et à croire enfin que le Caire n'était pas Damanhour.

§ VIII.

Le lendemain, à la pointe du jour, Napoléon se porta sur la rivière, et s'emparant de quelques barques, il fit passer le général Vial avec sa division dans l'île de Rodah. On s'en rendit maître après avoir tiré quelques coups de fusil. Du moment où l'on eut pris possession de l'île de Rodah et placé un bataillon dans le mékias et des sentinelles le long du canal, le Nil dut être considéré comme passé; on n'était plus séparé de Boulac et du vieux Caire que par un grand canal. On visita l'enceinte de Gizeh, et on travailla sur-le-champ à en fermer les portes. Gizeh était environné d'une muraille assez vaste pour renfermer tous nos établissemens, et assez forte pour contenir les Mamelucks et les Arabes. Nous attendions avec impatience l'arrivée de la flottille; le vent du nord soufflait comme à l'ordinaire, et cependant elle ne venait pas! Le Nil étant bas, l'eau lui avait manqué, les bâtimens étaient engravés. Le contre-amiral Perré fit dire qu'on ne devait pas compter sur lui, et qu'il ne pouvait désigner le jour de son arrivée. Cette contrariété était extrême, car il fallait s'emparer du Caire dans le premier moment de stupeur, au lieu de laisser aux habitans, en perdant quarante-huit heures, le temps de revenir de leur épouvante. Heureusement qu'à la bataille, ce n'étaient pas les Mamelucks seuls qui avaient été vaincus, les janissaires du Caire et tout ce que cette ville contenait de braves et d'hommes armés y avaient aussi pris part et étaient dans la dernière consternation. Tous les rapports sur cette affaire donnaient aux Français un caractère qui tenait du merveilleux.

§ IX.

Un drogman fut envoyé par le général en chef vers le pacha et le cadi-scheik, iman de la grande mosquée, et les proclamations que Napoléon avait publiées à son entrée en Égypte furent répandues. Le pacha était déjà parti, mais il avait laissé son kiaya. Celui-ci crut de son devoir de venir à Gizeh, puisque le général en chef déclarait que ce n'était pas aux Turcs, mais aux Mamelucks qu'il faisait la guerre. Il eut une conférence avec Napoléon, qui le persuada. C'était d'ailleurs ce que ce kiaya avait de mieux à faire. En cédant à Napoléon, il entrevoyait l'espérance de jouer un grand rôle et de bâtir sa fortune. En

refusant, il courait à sa perte. Il se rangea donc sous l'obéissance du général en chef, et promit de chercher à persuader à Ibrahim-Bey de se retirer et aux habitans du Caire de se soumettre. Le lendemain une députation des scheiks du Caire vint à Gizeh, et fit connaître que Ibrahim-Bey était déjà sorti et était allé camper à Birketel-hadji, que les janissaires s'étaient assemblés et avaient décidé de se rendre, et que le scheik de la grande mosquée de Jemilazar avait été chargé d'envoyer une députation pour traiter de la reddition de la ville et implorer la clémence du vainqueur. Les députés restèrent plusieurs heures à Gizeh, où on employa tous les moyens qu'on crut les plus efficaces pour les confirmer dans leurs bonnes dispositions et leur donner de la confiance. Le jour suivant, le général Dupuy fut envoyé au Caire comme commandant d'armes, et l'on prit possession de la citadelle. Nos troupes passèrent le canal et occupèrent le vieux Caire et Boulac. Le général en chef fit son entrée au Caire le 26 juillet, à quatre heures après midi. Il alla loger sur la place El-Bekir, dans la maison d'Elfy-Bey, et y transporta son quartier-général. Cette maison était placée à une des extrémités de la ville, et le jardin communiquait avec la campagne.

§ X.

Le Caire est situé à une demi-lieue du Nil; le vieux Caire et Boulac sont ses ports. Il est traversé par un canal ordinairement à sec; mais qui se remplit pendant l'inondation, au moment où l'on coupe la digue, opération qui ne se fait que lorsque le Nil est à une certaine hauteur; c'est l'objet d'une fête publique. Alors le canal communique son eau à des canaux nombreux, et la place El-Bekir, ainsi que la plupart des places et des jardins du Caire, est couverte d'eau. Lors des inondations, on traverse tous ces quartiers avec des bateaux. Le Caire est dominé par une citadelle placée sur un mamelon qui commande toute la ville. Elle est séparée du Mokattam par un vallon. Un aqueduc, ouvrage assez remarquable, porte de l'eau à la citadelle. Il y a, à cet effet, au vieux Caire une énorme tour octogone très haute qui renferme le réservoir où les eaux du Nil sont élevées par une machine hydraulique, et d'où elles entrent dans l'aqueduc. La citadelle tire aussi de l'eau du puits de Joseph, mais cette eau est moins bonne que celle du Nil. Cette forteresse était négligée, sans défense, et tombait en ruines. On s'occupa immédiatement de la réparer, et depuis on y a constamment travaillé. Le Caire est environné de hautes murailles bâties par les Arabes et surmontées de tours énormes; ces murailles étaient en mauvais état et tombaient de vétusté; les Mamelucks ne réparaient rien. La ville est grande; la moitié de son enceinte confine avec le désert, de sorte qu'on trouve des sables arides en sortant par la porte de Suez et celles qui sont du côté de l'Arabie.

La population du Caire était considérable, on y comptait deux cent dix mille habitans. Les maisons sont fort élevées et les rues étroites, afin d'être à l'abri du soleil. C'est pour le même motif que les bazars ou marchés publics sont couverts de toiles ou paillassons. Les beys ont de très beaux palais d'une architecture orientale, qui tient plutôt de celle des Indes que de la nôtre. Les scheiks ont aussi de très belles maisons. Les okels sont de

grands bâtimens carrés qui ont de vastes cours intérieures, et où sont renfermées des corporations entières de marchands. Ainsi il y a l'okel du riz du Seur, l'okel des marchands de Suez, de Syrie. Tous ont à l'extérieur, et donnant sur les rues, de petites boutiques de douze à quinze pieds carrés, où se tient le marchand avec les échantillons de ses marchandises. Le Caire a un grand nombre de mosquées les plus belles du monde; les minarets sont riches et nombreux. Les mosquées servent en général à recevoir les pélerins qui y couchent. Il en est qui contiennent quelquefois jusqu'à trois mille pélerins; de ce nombre est celle de Jemilazar, qu'on cite comme la plus grande de l'Orient. Ces mosquées se composent d'ordinaire de cours dont le pourtour est environné de colonnes énormes, couvertes par des terrasses; dans l'intérieur se trouvent une foule de bassins ou réservoirs d'eau pour boire et pour se laver. Il y a dans un quartier quelques familles européennes, c'est le quartier des Francs; l'on y rencontre un certain nombre de maisons, comme celles que peut avoir en Europe un négociant de trente à quarante mille livres de rente; elles sont meublées à l'européenne avec des chaises et des lits; des églises pour les Cophtes, et quelques couvens pour les catholiques syriens.

A côté de la ville du Caire, du côté du désert, se trouve la ville des Morts. Cette ville est plus grande que le Caire même; c'est là que toutes les familles ont leur sépulture. Une multitude de mosquées, de tombeaux, de minarets et de dômes conservent le souvenir des grands qui y ont été enterrés et qui les ont fait bâtir. Beaucoup de tombeaux ont des gardiens qui y entretiennent des lampes allumées et en font voir l'intérieur aux curieux. Les familles des morts, ou des fondations, pourvoient à ces dépenses. Le peuple lui-même a des tombeaux distingués par famille ou par quartier, qui s'élèvent à deux pieds de terre.

Il y a au Caire une foule de cafés; on y prend du café, des sorbets ou de l'opium, et on y disserte sur les affaires publiques.

Antour de cette ville, ainsi qu'auprès d'Alexandrie, Rosette, etc., on trouve des monticules assez élevés; ils sont tous formés de ruines et de décombres, et s'accroissent tous les jours parce que tous les débris de la ville y sont portés; cela produit un effet désagréable. Les Français avaient établi des lois de police pour arrêter le mal, et l'Institut discuta les moyens de le faire entièrement disparaître. Mais il se présenta des difficultés. L'expérience avait prouvé aux gens du pays qu'il était dangereux de jeter ces débris dans le Nil, parce qu'ils encombraient les canaux ou se répandaient dans la campagne avec l'inondation. Ces ruines sont la suite de la décadence du pays dont on aperçoit les marques à chaque pas.

ÉGYPTE. — RELIGION.

Du christianisme. — De l'islamisme. — Différence de l'esprit des deux religions. — Haine des califes contre les bibliothèques. — De la durée des empires en Asie. — Polygamie. — Esclavage. — Cérémonies religieuses. — Fête du prophète.

§ Ier.

La religion chrétienne est la religion d'un peuple civilisé, elle est toute spirituelle; la récompense que Jésus-

Christ promet aux élus, est de contempler Dieu face à face. Dans cette religion, tout est pour amortir les sens, rien pour les exciter. La religion chrétienne a été trois ou quatre siècles à s'établir, ses progrès ont été lents. Il faut du temps pour détruire, par la seule influence de la parole, une religion consacrée par le temps. Il en faut davantage quand la nouvelle ne sert et n'allume aucune passion.

Les progrès du christianisme furent le triomphe des Grecs sur les Romains. Ces derniers avaient soumis, par la force des armes, toutes les républiques grecques; celles-ci dominèrent leurs vainqueurs par les sciences et les arts. Toutes les écoles de philosophie, d'éloquence, tous les ateliers de Rome étaient tenus par des Grecs. La jeunesse romaine ne croyait pas avoir terminé ses études, si elle n'était allée se perfectionner à Athènes. Différentes circonstances favorisèrent encore la propagation de la religion chrétienne. L'apothéose de César et d'Auguste fut suivie de celle des plus abominables tyrans; cet abus de polythéisme rallia à l'idée d'un seul Dieu créateur et maître de l'univers. Socrate avait déjà proclamé cette grande vérité : le triomphe du christianisme, qui la lui emprunta, fut, comme nous l'avons dit plus haut, une réaction des philosophes de la Grèce sur leurs conquérans. Les saints pères étaient presque tous Grecs. La morale qu'ils prêchèrent fut celle de Platon. Toute la subtilité que l'on remarque dans la théologie chrétienne, est due à l'esprit des sophistes de son école.

Les chrétiens, à l'exemple du paganisme, crurent les récompenses d'une vie future insuffisantes pour réprimer les désordres, les vices et les crimes qui naissent des passions; ils firent un enfer tout physique avec des peines toutes corporelles. Ils enchérirent de beaucoup sur leurs modèles, et donnèrent même à ce dogme tant de prépondérance, que l'on peut dire avec raison que la religion du Christ est une menace.

§ II.

L'islamisme est la religion d'un peuple dans l'enfance; il naquit dans un pays pauvre et manquant des choses les plus nécessaires à la vie. Mahomet a parlé aux sens, il n'eût point été entendu par sa nation, s'il n'eût parlé qu'à l'esprit. Il promit à ses sectateurs des bains odoriférans, des fleuves de lait, des houris blanches aux yeux noirs, et l'ombre perpétuelle des bosquets. L'Arabe, qui manquait d'eau et était brûlé par un soleil ardent, soupirait pour l'ombrage et la fraîcheur, et fit tout pour obtenir une pareille récompense. Ainsi l'on peut dire par opposition au christianisme, que la religion de Mahomet est une promesse.

L'islamisme attaque principalement les idolâtres; *il n'y a point d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète* : voilà le fondement de la religion musulmane; c'était, dans le point le plus essentiel, consacrer la grande vérité annoncée par Moïse et confirmée par Jésus-Christ. On sait que Mahomet avait été instruit par des juifs et des chrétiens. Ces derniers étaient une espèce d'idolâtres à ses yeux. Il entendait mal le mystère de la trinité, et l'expliquait comme la reconnaissance de trois dieux. Quoi qu'il en soit, il persécuta les chrétiens avec beaucoup moins d'acharnement que les païens.

Les premiers pouvaient se racheter en payant un tribut. Le dogme de l'unité de Dieu que Jésus-Christ et Moïse avaient si répandu, le Koran le porta dans l'Arabie, l'Afrique et jusqu'aux extrémités des Indes. Considérée sous ce point de vue, la religion mahométane a été la succession des deux autres; toutes les trois ont déraciné le paganisme.

§ III.

Né chez un peuple corrompu, assujetti, comprimé, le christianisme prêcha la soumission et l'obéissance, afin de désintéresser les souverains. Il chercha à s'établir par l'insinuation, la persuasion et la patience. Jésus-Christ, simple prédicateur, n'exerça aucun pouvoir sur la terre : *mon règne n'est pas de ce monde*, disait-il. Il le prêchait dans le temple, il le prêchait en particulier à ses disciples. Il leur accorda le don de la parole, fit des miracles, ne se révolta jamais contre la puissance établie, et mourut sur une croix, entre deux larrons, en exécution du jugement d'un simple préteur idolâtre.

La religion mahométane, née chez une nation guerrière et libre, prêcha l'intolérance et la destruction des infidèles. A l'opposé de Jésus-Christ, Mahomet fut roi! Il déclara que tout l'univers devait être soumis à son empire, et ordonna d'employer le sabre pour anéantir l'idolâtre et l'infidèle. Les tuer fut une œuvre méritoire. Les idolâtres qui étaient en Arabie furent bientôt convertis ou détruits. Les infidèles qui étaient en Asie, en Syrie, et en Égypte, furent attaqués et conquis. Aussitôt que l'islamisme eut triomphé à la Mecque et à Médine, il servit de point de ralliement aux diverses tribus d'Arabes. Toutes furent fanatisées, et une nation entière se précipita sur ses voisins.

Les successeurs de Mahomet régnèrent sous le titre de califes. Ils réunissaient à la fois le glaive et l'encensoir. Les premiers califes prêchaient tous les jours dans la mosquée de Médine ou dans celle de la Mecque, et de là envoyaient des ordres à leurs armées, qui déjà couvraient une partie de l'Afrique et de l'Asie. Un ambassadeur de Perse, qui arriva à Médine, fut fort étonné de trouver le calife Omar dormant au milieu d'une foule de mendians sur le seuil de la mosquée. Dans la suite, lorsque Omar se rendit à Jérusalem, il voyageait sur un chameau qui portait ses provisions, n'avait qu'une tente de toile grossière, et n'était distingué des autres musulmans que par son extrême simplicité. Durant les dix années de son règne, il conquit quarante mille villes, détruisit cinquante mille églises, fit bâtir deux mille mosquées. Le calife Aboubcker, qui ne prenait au trésor, pour sa maison, que trois pièces d'or par jour, en donnait cinq cents à chaque Mosseu, qui s'était trouvé avec le prophète au combat de Bender.

Les progrès des Arabes furent rapides; leurs armées, mues par le fanatisme, attaquèrent à la fois l'empire romain et celui de Perse. Ce dernier fut subjugué en peu de temps, et les musulmans pénétrèrent jusqu'aux frontières de l'Oxus, s'emparèrent de trésors innombrables, détruisirent l'empire de Cosroès, et s'avancèrent jusqu'à la Chine. Les victoires qu'ils remportèrent en Syrie, à Aiquadie, à Dyrmouck, leur livrèrent Damas, Alep, Emesse, Césarée, Jérusalem. La prise de Pelouse et d'Alexandrie les rendit maîtres de l'Egypte. Tout

ce pays était cophte et fort séparé de Constantinople par les discussions d'hérésie. Kaleb, Derar, Amroug, surnommés les glaives ou les épées du prophète, n'éprouvèrent aucune résistance. Tout obstacle eût été inutile. Au milieu des assauts, au milieu des batailles, ces guerriers voyaient des houris au teint blanc et aux yeux bleus ou noirs, couvertes de chapeaux de diamans, qui les appelaient et leur tendaient les bras; leurs âmes s'enflammaient à cette vue, ils s'élançaient en aveugles et cherchaient la mort qui allait mettre ces beautés en leur puissance. C'est ainsi qu'ils se sont rendus maîtres des belles plaines de la Syrie, de l'Egypte et de la Perse, c'est ainsi qu'ils ont soumis le monde.

§ IV.

Un préjugé bien répandu et cependant démenti par l'histoire, c'est que Mahomet était ennemi des sciences, des arts et de la littérature. On a beaucoup cité le mot du calife Omar, lorsqu'il fit brûler la bibliothèque d'Alexandrie : « Si cette bibliothèque » renferme ce qui se trouve dans le » Koran, elle est inutile; si elle con- » tient autre chose, elle est dange- » reuse. » Un pareil fait et beaucoup d'autres de cette nature ne sauraient faire oublier ce que l'on doit aux califes arabes. Ils étendirent constamment la sphère des connaissances humaines, et embellirent la société par les charmes de leur littérature. Il est possible néanmoins que dans l'origine, les successeurs de Mahomet aient craint que les Arabes ne se laissassent amollir par les arts et les sciences qui étaient portés à un si haut point dans l'Egypte, la Syrie et le Bas-Empire. Ils avaient sous les yeux la décadence de l'empire de Constantin, due en partie à de perpétuelles discussions scolastiques et théologiques. Peut-être ce spectacle les avait-il indisposés contre la plupart des bibliothèques qui, dans le fait, contenaient en majorité des livres de cette nature. Quoi qu'il en soit, les Arabes ont été pendant cinq cents ans la nation la plus éclairée du monde. C'est à eux que nous devons notre système de numération, les orgues, les cadrans solaires, les pendules et les montres. Rien de plus élégant, de plus ingénieux, de plus moral que la littérature persanne, et, en général, tout ce qui est sorti de la plume des littérateurs de Bagdad et de Bassora.

Les empires ont moins de durée en Asie que dans l'Europe, ce qu'on peut attribuer aux circonstances géographiques. L'Asie est environnée d'immenses déserts, d'où s'élancent tous les trois ou quatre siècles des peuplades guerrières, qui culbutent les plus vastes empires. De là sont sortis les Ottomans, et dans la suite les Tamerlan et les Gengiskan.

Il paraît que les législateurs souverains de ces peuplades se sont toujours attachés à leur conserver des mœurs nationales et une physionomie originaire. C'est ainsi qu'ils empêchèrent que le janissaire d'Égypte ne devînt arabe, que le janissaire d'Andrinople ne devînt grec. Le principe adopté par eux de s'opposer à toute espèce d'innovation dans les habitudes et les mœurs, leur fit proscrire les sciences et les arts. Mais il ne faut attribuer cette mesure ni aux préceptes de Mahomet, ni à la religion du Koran, ni au naturel arabe.

§ V.

Mahomet restreignit à quatre, le nombre des femmes que chaque musulman pouvait épouser. Aucun législateur d'Orient n'en avait permis aussi peu. On se demande pourquoi il ne supprima point la polygamie, comme l'avait fait la religion chrétienne; car il est bien constant que le nombre des femmes, en Orient, n'est nulle part supérieur à celui des hommes. Il était donc naturel de n'en permettre qu'une, afin que tous pussent en avoir.

C'est encore un sujet de méditation que ce contraste entre l'Asie et l'Europe. Chez nous, les législateurs n'autorisent qu'une seule femme; Grecs ou Romains, Gaulois ou Germains, Espagnols ou Bretons, tous enfin ont adopté cet usage. En Asie, au contraire, la polygamie fut constamment permise; Juifs ou Assyriens, Tartares ou Persans, Égyptiens ou Turcomans, purent toujours avoir plusieurs femmes.

Peut-être faut-il chercher la raison de cette différence dans la nature des circonstances géographiques de l'Afrique et de l'Asie. Ces pays étant habités par des hommes de plusieurs couleurs, la polygamie est le seul moyen d'empêcher qu'ils ne se persécutent. Les législateurs ont pensé que pour que les blancs ne fussent pas ennemis des noirs, les noirs des blancs, les cuivrés des uns et des autres, il fallait les faire tous membres d'une même famille, et lutter ainsi contre ce penchant de l'homme, de haïr tout ce qui n'est pas lui. Mahomet pensa que quatre femmes étaient suffisantes pour atteindre ce but, parce que chaque homme pouvait avoir une blanche, une noire, une cuivrée et une femme d'une autre couleur. Sans doute il était aussi dans la nature d'une religion sensuelle de favoriser les passions de ses sectateurs; et en cela la politique et le prophète ont pu se trouver d'accord (a).

Lorsqu'on voudra dans nos colonies donner la liberté aux noirs et y établir une égalité parfaite, il faudra que le législateur autorise la polygamie et permette d'avoir à la fois une femme blanche, une noire et une mulâtre. Dès lors les différentes couleurs faisant partie d'une même famille seront confondues dans l'opinion de chacune; sans cela on n'obtiendra jamais des résultats satisfaisans. Les noirs seront ou plus nombreux ou plus habiles, et alors ils tiendront les blancs dans l'abaissement, *et vice versa*.

Par suite de ce principe général de l'égalité des couleurs, qu'a établi la polygamie, il n'y avait aucune différence entre les individus composant la maison des Mamelucks. Un esclave noir qu'un bey avait acheté d'une caravane d'Afrique, devenait catchef, et était égal au beau Mameluck blanc, originaire de Circassie; et l'on ne soupçonnait même pas qu'il en pût être autrement.

§ VI.

L'esclavage n'est pas et n'a jamais été dans l'Orient ce qu'il fut en Europe. Les mœurs sous ce rapport sont restées les mêmes que celles de l'Écri-

(a) On comprend difficilement la possibilité d'avoir quatre femmes, dans un pays où il n'y a pas plus de femmes que d'hommes. C'est qu'en réalité, les onze douzièmes de la population n'en ont qu'une, parce qu'ils ne peuvent en nourrir qu'une, parce qu'ils n'en trouvent qu'une. Mais cette confusion des races, des couleurs et des nations que produit la polygamie, existant dans la tête des nations, est suffisante pour établir l'union et la parfaite égalité entre elles.

ture. La servante se marie avec le maître.

La loi des Juifs supposait si peu de distinction entre eux, qu'elle prescrit ce que la servante doit devenir, lorsqu'elle épouse le fils de la maison. De nos jours encore, un musulman achète un esclave, l'élève, et, s'il lui plaît, l'unit à sa fille et le fait héritier de sa fortune, sans que cela choque en rien les coutumes du pays.

Mourah-Bey, Aly-Bey, avaient été vendus à des beys dans un âge encore tendre, par des marchands qui les avaient achetés eux-mêmes en Circassie. Ils remplirent d'abord les plus bas offices dans la maison de leurs maîtres. Mais leur jolie figure, leur aptitude aux exercices du corps, leur bravoure ou leur intelligence, les firent arriver progressivement aux premières places. Il en est de même chez les pachas, les visirs et les sultans. Leurs esclaves parviennent comme parviendraient leurs fils.

En Europe, au contraire, quiconque était empreint du sceau de l'esclavage, demeurait pour toujours dans le dernier rang de la domesticité. Chez les Romains l'esclave pouvait être affranchi, mais il conservait un caractère déshonnête et bas; jamais il n'était considéré comme un citoyen né libre. L'esclavage des colonies, fondé sur la différence des couleurs, est bien plus rigide et plus avilissant encore.

Les résultats de la polygamie, la manière dont les Orientaux considèrent l'esclavage et traitent leurs esclaves, diffèrent tellement de nos mœurs et de nos idées sur la servitude, que nous concevons difficilement tout ce qui se passe chez eux.

Il fallut également beaucoup de temps aux Égyptiens pour comprendre que tous les Français n'étaient pas les esclaves de Napoléon, et encore n'y en a-t-il que les plus éclairés d'entre eux qui y soient parvenus.

Tout père de famille, en Orient, possède sur sa femme, ses enfans et ses esclaves, un pouvoir absolu que l'autorité publique ne peut modifier. Esclave du grand-seigneur, il exerce au dedans le despotisme auquel il est lui-même soumis au dehors; et il est sans exemple qu'un pacha ou un officier quelconque ait pénétré dans l'intérieur d'une famille pour en troubler le chef dans l'exercice de son autorité: c'est une chose qui choquerait les coutumes, les mœurs et le caractère national. Les Orientaux se considèrent comme maîtres dans leurs maisons, et tout agent du pouvoir qui veut exercer sur eux son ministère, attend qu'ils sortent ou les envoie chercher.

§ VII.

Les mahométans ont beaucoup de cérémonies religieuses et un grand nombre de mosquées où les fidèles vont prier plusieurs fois par jour. Les fêtes sont célébrées par de grandes illuminations dans les temples et dans les rues, et quelquefois par des feux d'artifice.

Ils ont aussi des fêtes pour leur naissance, leur mariage et la circoncision de leurs enfans; cette dernière est celle qu'ils célèbrent avec le plus d'affection. Toutes se font avec plus de pompe extérieure que les nôtres. Leurs funérailles sont majestueuses, et leurs tombeaux d'une architecture magnifique.

Aux heures indiquées, les musulmans font leurs prières, en quelque lieu qu'ils se trouvent; les esclaves déploient des tapis devant eux, et ils

s'agenouillent la face vers l'Orient.

La charité et l'aumône sont recommandées dans tous les chapitres du Koran, comme la manière d'être la plus agréable à Dieu et au prophéte. Sacrifier une partie de sa fortune pour des établissemens publics, surtout creuser un canal, un puits, élever une fontaine, sont des œuvres méritoires par excellence. L'établissement d'une fontaine, d'un réservoir, se lie fréquemment à celui d'une mosquée; partout où il y a un temple, il y a de l'eau en abondance. Le prophète paraît l'avoir mise sous la protection de la religion. C'est le premier besoin du désert, il faut la recueillir et la conserver avec soin.

Ali a peu de sectateurs dans l'Arabie, l'empire turc, l'Égypte et la Syrie. Nous n'y avons trouvé que les Mutualis. Mais toute la Perse jusqu'à l'Indus est de la secte de ce calife.

§ VIII.

Le général en chef alla célébrer la fête du prophète chez le scheik El-Bekir. On commença par réciter une espèce de litanie, qui comprenait la vie de Mahomet depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Une centaine de scheiks assis en cercle sur des tapis et les jambes croisées, en récitaient tous les versets en balançant fortement le corps en avant et en arrière, et tous ensemble.

Après cela on servit un grand dîner, pendant lequel on fut assis sur des coussins, les jambes croisées. Il y avait une vingtaine de tables et cinq ou six personnes à chaque table. Celle du général en chef et du scheik El-Bekir était au milieu; un petit plateau d'un bois précieux et de marqueterie fut placé à dix-huit pouces de terre et couvert successivement d'un grand nombre de plats. C'étaient des pilaux de riz, des rôtis d'une espèce particulière, des entrées, des patisseries, le tout fort épicé. Les scheiks dépeçaient tout avec leurs doigts. Aussi offrit-on pendant le dîner trois fois à laver les mains. On servit pour boisson de l'eau de groseille, de la limonade et plusieurs autres espèces de sorbets, et au dessert beaucoup de compotes et de confitures. Au total, le dîner n'était point désagréable; il n'y avait que la manière de le prendre qui nous parût étrange.

Le soir toute la ville fut illuminée. On alla après le dîner sur la place El-Bekir, dont l'illumination en verres de couleurs était fort belle. Il s'y trouvait un peuple immense. Tous étaient placés en ordre, par rangs de vingt à cent personnes, lesquelles debout et les unes contre les autres récitaient les prières et les litanies du prophète avec des mouvemens qui allaient toujours en augmentant, au point qu'à la fin ils paraissaient convulsifs et que quelques-uns tombaient en faiblesse.

Dans le courant de l'année, le général en chef accepta souvent des dîners chez le scheik Sadda, chez le scheik Fayonne et chez d'autres principaux scheiks. C'étaient des jours de fête dans tout le quartier. Partout on était servi avec la même magnificence et à-peu-près de la même manière.

ÉGYPTE. — USAGES, SCIENCES ET ARTS.

Femmes. — Mariages. — Habillemens des hommes, des femmes. — Harnachement des chevaux. — Maisons. — Harems. — Jardins. — Arts et sciences. — Artisans. — Navigation du Nil et des canaux. — Transports. — Chameaux. — Dromadaires. — Anes, chevaux — Insti-

tut d'Égypte. — Travaux de la commission des savans. — Hôpitaux, diverses maladies, peste. — Lazarets. — Travaux faits au Caire. — Anecdote.

§ Ier.

Les femmes en Orient vont voilées; un morceau de toile leur couvre le nez et surtout les lèvres, et ne laisse voir que leurs yeux. Lorsque, par l'effet d'un accident, quelques Égyptiennes se sont trouvées surprises sans leur voile, et couvertes seulement de cette longue chemise bleue qui compose le vêtement des femmes de fellahs, elles prenaient le bas de leur chemise pour cacher leur figure, aimant mieux découvrir le milieu et le bas de leur corps.

Le général en chef eut plusieurs fois occasion d'observer quelques femmes des plus distinguées du pays, auxquelles il accorda des audiences. C'étaient ou des veuves de beys ou de katchefs, ou leurs épouses, qui, pendant leur absence, venaient implorer sa protection. La richesse de leur habillement, la noblesse de leur démarche, de petites mains douces, de beaux yeux, un maintien noble et gracieux et des manières très élégantes dénotaient en elles des femmes d'un rang et d'une éducation au-dessus du vulgaire. Elles commençaient toujours par baiser la main du *sultan Kébir* (a), qu'elles portaient ensuite à leur front, puis à leur estomac. Plusieurs exprimaient leurs demandes avec une grâce parfaite, un son de voix enchanteur, et développaient tous les talens, toute l'aménité des plus spirituelles Européennes. La décence de leur maintien, la modestie de leurs vêtemens y ajoutaient des grâces nouvelles; et l'imagination se plaisait à deviner des charmes qu'elles ne laissaient pas même entrevoir.

(a) Les Arabes désignaient ainsi Napoléon; le mot *Kébir* veut dire *Grand*.

Les femmes sont sacrées chez les Orientaux, et dans les guerres intestines on les épargne constamment. Celles des Mamelucks conservèrent leurs maisons au Caire, pendant que leurs maris faisaient la guerre aux Français. Napoléon envoya Eugène, son beau-fils, complimenter la femme de Mourah-Bey, qui avait sous ses ordres une cinquantaine d'esclaves appartenant à ce chef mameluck et à des katchefs. C'était une espèce de couvent de religieuses dont elle était l'abbesse. Elle reçut Eugène sur son grand divan, dans le harem, où il entra par exception, et comme envoyé du *sultan Kébir*. Toutes les femmes voulurent voir le jeune et joli Français, et les esclaves eurent beaucoup de peine à contenir leur curiosité et leur impatience. L'épouse de Mourah-Bey était une femme de cinquante ans, et avait la beauté et les grâces que comporte cet âge. Elle fit, suivant l'usage, apporter du café et des sorbets dans de très riches services et avec un appareil somptueux. Elle ôta de son doigt une bague de mille louis qu'elle donna au jeune officier. Souvent elle adressa des réclamations au général en chef, qui lui conserva ses villages et la protégea constamment. On la regardait comme une femme d'un mérite distingué. Les femmes passent de bonne heure en Égypte; et l'on y trouve plus de brunes que de blondes. Généralement, leur visage est un peu coloré, et elles ont une teinte de cuivre. Les plus belles sont des Grecques ou des Circassiennes, dont les bazars des négocians qui font ce commerce sont toujours abondamment pourvus. Les

caravanes de Darfour et de l'intérieur de l'Afrique amènent un grand nombre de belles noires.

§ II.

Les mariages se font sans que les époux se soient vus ; la femme peut bien avoir aperçu l'homme, mais celui-ci n'a jamais aperçu sa fiancée, ou du moins les traits de son visage.

Ceux des Égyptiens qui avaient rendu des services aux Français, quelquefois même des scheiks, venaient prier le général en chef de leur accorder pour femme, telle personne qu'ils désignaient. La première demande de ce genre fut faite par un aga des janissaires, espèce d'agent de police qui avait été fort utile aux Français, et qui désirait épouser une veuve très riche ; cette proposition parut singulière à Napoléon. « Mais vous aime-t-elle ? — Non. — Le voudra-t-elle ? — Oui, si vous lui ordonnez. » En effet, aussitôt qu'elle connut la volonté du *sultan Kébir*, elle accepta, et le mariage eut lieu. Par la suite cela se répéta fréquemment.

Les femmes ont leurs priviléges. Il est des choses que les maris ne sauraient leur refuser sans être des barbares, des monstres, sans soulever tout le monde contre eux ; tel est, par exemple, le droit d'aller au bain. Ce sont des bains de vapeur où les femmes se réunissent ; c'est là que se trament toutes les intrigues politiques ou autres ; c'est là que s'arrangent les mariages. Le général Menou ayant épousé une femme de Rosette, la traita à la française. Il lui donnait la main pour entrer dans la salle à manger ; la meilleure place à table ; les meilleurs morceaux étaient pour elle. Si son mouchoir tombait, il s'empressait de le ramasser. Quand cette femme eut conté ces circonstances dans le bain de Rosette, les autres conçurent une espérance de changement dans les mœurs, et signèrent une demande au *sultan Kébir* pour que leurs maris les traitassent de la même manière.

§ III.

L'habillement des Orientaux n'a rien de commun avec le nôtre. Au lieu de chapeau, ils se couvrent la tête d'un turban, coiffure beaucoup plus élégante, plus commode, et qui étant susceptible d'une grande différence dans la forme, la couleur et l'arrangement, permet de remarquer au premier coup-d'œil la diversité des peuples et des rangs. Leur col est libre ainsi que leurs jarrets ; un Oriental peut rester des mois entiers dans son habillement, sans s'y trouver fatigué. Les différens peuples et les différens états sont comme de raison habillés de manières différentes ; mais tous ont de commun la largeur des pantalons, des manches et de toutes les formes de leur habillement. Pour se mettre à l'abri du soleil, ils se couvrent de schalls. Il entre dans les vêtemens des hommes comme dans celui des femmes beaucoup de soieries, d'étoffes des Indes et de cachemires. Ils ne portent point de linge. Les fellahs ne sont couverts que d'une seule chemise bleue liée au milieu du corps. Les chefs des Arabes qui parcourent les déserts dans le fort de la canicule, sont couverts de schalls de toutes couleurs, qui mettent les différentes parties de leur corps à l'abri du soleil et qu'ils drapent par-dessus leur tête. Au lieu de souliers, les hommes et les femmes ont des pantoufles, qu'ils laissent en entrant dans les appartemens sur le bord des tapis.

§ IV.

Les harnachemens de leurs chevaux sont extrêmement élégans. La tenue de l'état-major français, quoique couvert d'or et étalant tout le luxe de l'Europe, leur paraissait mesquine, et était effacée par la majesté de l'habillement oriental. Nos chapeaux, nos culottes étroites, nos habits pincés, nos cols qui nous étranglent, étaient pour eux un objet de risée et d'aversion. Les Orientaux n'ont pas besoin de changer de costume pour monter à cheval; ils ne se servent point d'éperons, et mettent leurs pieds dans de larges étriers qui leur rendent inutiles les bottes et la toilette spéciale que nous sommes obligés de faire pour cet exercice. Les Francs ou les chrétiens qui habitent l'Égypte, vont sur des mules ou sur des ânes, à moins que ce ne soient des personnes d'un rang élevé.

§ V.

L'architecture des Égyptiens approche plus de celle de l'Asie que de la nôtre. Les maisons ont toutes une terrasse, sur laquelle on se promène; il y en a même où l'on prend des bains. Elles ont plusieurs étages. Au rez-de-chaussée, est une espèce de parloir où le maître de la maison reçoit les étrangers et donne à manger. Au premier, est ordinairement le harem, avec lequel on ne communique que par des escaliers dérobés. Le maître a dans son appartement une petite porte qui y conduit. D'autres petits escaliers de ce genre sont pour le service. On ne sait ce que c'est qu'un escalier d'apparat.

Le harem consiste dans une grande salle en forme de croix; vis-à-vis règne un corridor où se trouvent un grand nombre de chambres. Autour du salon sont des divans plus ou moins riches, et au milieu un petit bassin en marbre d'où s'échappe un jet d'eau. Souvent ce sont des eaux de rose ou d'autres essences qui en jaillissent et parfument l'appartement. Toutes les fenêtres sont couvertes d'une espèce de jalousie en treillages. Il n'y a point de lits dans les maisons, les Orientaux couchent sur des divans ou sur des tapis. Quand ils n'ont point d'étrangers, ils mangent dans leur harem, ils y dorment et y passent leurs momens de repos. Aussitôt que le maître arrive, les femmes s'empressent à le servir; l'une lui présente sa pipe, l'autre son coussin, etc. Tout est là pour le service du maître.

Les jardins n'ont point d'allées, ce sont des berceaux de gros arbres où l'on peut prendre le frais et fumer assis. L'Égyptien, comme tous les Orientaux, emploie à ce dernier passetemps une grande partie de la journée; cela lui sert d'occupation et de contenance.

§ VI.

Les arts et les sciences sont dans leur enfance en Égypte. A Jemilazar on enseigne la philosophie d'Aristote, les règles de la langue arabe, l'écriture et un peu d'arithmétique; on explique et discute les différens chapitres du Koran, et l'on montre la partie de l'histoire des califes, nécessaire pour connaître et juger les différentes sectes de l'islamisme. Du reste, les Arabes ignorent complètement les antiquités de leur pays, et leurs notions sur la géographie et la sphère sont très superficielles et très fausses. Il y avait au Caire quelques astronomes

dont la science se bornait à pouvoir rédiger l'almanach.

Par suite de cette ignorance, ils ont peu de curiosité. La curiosité n'existe que chez les peuples assez avancés pour distinguer ce qui est naturel de ce qui est extraordinaire. Les ballons ne firent point sur eux l'effet que nous avions supposé. Les Pyramides n'ont été intéressantes pour eux que parce qu'ils se sont aperçus de l'intérêt qu'elles excitent dans les étrangers. Ils ne savent qui les a bâties, et tout le peuple, hormis les plus instruits, les regarde comme une production de la nature; les plus éclairés d'entre eux, nous y voyant attacher tant d'importance, se sont imaginé qu'elles ont été construites par un ancien peuple dont les Francs sont descendus. C'est ainsi qu'ils expliquent la curiosité des Européens. La science qui leur serait le plus utile, c'est la mécanique hydraulique. Les machines leur manquent: cependant ils en ont une ingénieuse pour verser les eaux d'un fossé ou d'un puits sur un terrain plus élevé; le mobile en est le bras ou le cheval. Ils ne connaissent que les moulins à manéges; nous n'avons pas trouvé dans toute l'Égypte un seul moulin à eau ou à vent. L'emploi de ces derniers moulins pour élever les eaux, serait pour eux une grande conquête et pourrait avoir de grands résultats en Égypte. Conté leur en a établi un.

Tous les artisans du Caire sont très intelligens; ils exécutaient parfaitement ce qu'ils voyaient faire. Pendant la révolte de cette ville, ils fondirent des mortiers et des canons, mais d'une manière grossière, et qui rappelait ce qui se faisait dans le treizième siècle.

Les métiers à toile leur étaient connus; ils en avaient même pour broder le tapis de la Mecque. Ce tapis est somptueux et fait avec art. A un dîner du général en chef chez le scheik El-Fayoum, on parlait du Koran: « Toutes les connaissances humaines s'y » trouvent, » disaient les scheiks. « Y voit-on l'art de fondre les ca- » nons et de faire la poudre? » demanda Napoléon. « Oui, répondirent- » ils, mais il faut savoir le lire: » distinction scholastique dont toutes les religions ont fait plus ou moins d'usage.

§ VIII.

La navigation du Nil est très active et très facile; on le descend avec le courant, on le remonte à l'aide de la voile et du vent du nord, qui est constant pendant une saison. Quand celui du sud règne, il faut quelquefois attendre long-temps. Les bâtimens dont on se sert sont appelés djermes. Ils sont plus haut mâtés et voilés que les bâtimens ordinaires, à peu près un tiers de plus, ce qui tient à la nécessité de recevoir les vents par dessus les monticules qui bordent la vallée.

Le Nil était constamment couvert de ces djermes; les unes servaient au transport des marchandises, les autres à celui des voyageurs. Il y en a de grandeurs différentes. Les unes naviguent dans les grands canaux du Nil, les autres sont construites pour aller dans les petits. Le fleuve, auprès du Caire, est toujours couvert d'une grande quantité de voiles qui montent ou descendent. Les officiers d'état-major, qui se servaient des djermes pour aller porter des ordres, éprouvaient souvent des accidens. Les tribus arabes, en guerre avec nous, venaient les attendre aux sinuosités du fleuve où le vent leur manquait. Quelquefois aussi en descendant, ces

bâtimens s'engravaient et les officiers qu'ils portaient étaient massacrés. Les caïques sont de petites chaloupes ou péniches légères et étroites qui servent pour passer le Nil et pour naviguer, non seulement sur les canaux, mais aussi sur tout le pays quand il est inondé. Le nombre de bâtimens légers qui couvrent le Nil est plus considérable que sur aucun fleuve du monde, attendu que, pendant plusieurs mois de l'année, on est obligé de se servir de ces embarcations pour communiquer d'un village à l'autre.

§ IX.

Il n'y a en Égypte ni voiture ni charette. Les transports par eau y sont si multipliés et si faciles, que peut-être les voitures sont moins nécessaires là que partout ailleurs. On citait comme une chose fort remarquable un carosse qu'Ibrahim-Bey avait reçu de France (1).

On se sert de chevaux pour parcourir la ville, excepté les hommes de loi et les femmes, qui vont sur des mulets ou sur des ânes. Les uns et les autres sont environnés d'un grand nombre d'officiers et de domestiques en uniforme et tenant en main de grands bâtons.

On emploie spécialement les chameaux pour les transports; ils servent aussi de monture. Les plus légers, qui n'ont qu'une bosse, s'appellent dromadaires. Lorsqu'on le veut monter, l'animal est dressé à se grouper sur ses genoux. Le cavalier se place sur une espèce de bât, les jambes croisées, et conduit le dromadaire par un bridon attaché à un anneau passé dans ses narines. Cette partie du chameau étant très sensible, l'anneau produit sur lui, le même effet que le mors sur le cheval. Il a le pas très allongé; son allure ordinaire est le grand trot, qui fait sur le cavalier la même impression que le roulis. Il peut faire ainsi facilement une vingtaine de lieues dans un jour.

On met ordinairement de chaque côté des chameaux deux paniers dans lesquels deux personnes se placent, et qui reçoivent aussi des fardeaux. Telle est la manière de voyager des femmes. Il n'est aucune caravane de pélerins où l'on ne compte un grand nombre de chameaux équipés pour elles de cette manière. Ces animaux portent jusqu'à mille livres, mais communément six cents. Leur lait et leur chair sont bons à manger.

Comme le chameau, le dromadaire boit peu, et peut même supporter la soif plusieurs jours. Il trouve, jusque dans les lieux les plus arides, quelque chose pour se nourrir. C'est l'animal du désert.

Il y a en Egypte une quantité immense d'ânes, ils sont grands et d'une belle race; au Caire, ils tiennent en quelque sorte lieu de fiacres : les soldats, moyennant un petit nombre de paras, en avaient un à leur disposition pour toute une journée. Lors de l'expédition de Syrie, on en comptait dans l'armée plus de huit mille : ils rendirent les plus grands services.

Les chevaux des déserts qui touchent à l'Égypte sont les plus beaux du monde. Les étalons de cette race ont servi à améliorer toutes celles d'Europe. Les Arabes portent un

(1) César, cocher de Napoléon, étonnait fort les Égyptiens par son adresse à conduire sa voiture, attelée de six bons chevaux, à travers les rues étroites du Caire et de Boulac. Cette voiture a traversé tout le désert de Syrie jusqu'à Saint-Jean-d'Acre; c'était une des curiosités du pays.

grand soin à maintenir la race pure. Ils ont la généalogie de leurs jumens et étalons.

Ce qui distingue le cheval arabe, est la vitesse et surtout le moelleux et la douceur de ses allures. Il ne boit qu'une fois par jour, trotte rarement, et va presque toujours au pas ou au galop. Il peut s'arrêter brusquement sur ses jambes de derrière, ce qu'il serait impossible d'obtenir de nos chevaux.

§ X.

L'institut d'Egypte fut composé de membres de l'Institut de France, et des savans et artistes de la commission étrangère à ce corps. Ils se réunirent et s'adjoignirent plusieurs officiers d'artillerie, d'état-major et autres qui avaient cultivé les sciences ou les lettres.

L'institut fut placé dans un des palais des beys. La grande salle du harem, au moyen de quelques changemens qu'on y fit, devint le lieu des séances, et le reste du palais servit d'habitation aux savans. Devant ce bâtiment était un vaste jardin qui donnait dans la campagne, et près duquel on éleva sur un monticule le fort dit de l'Institut.

On avait apporté de France un grand nombre de machines et instrumens de physique, d'astronomie et de chimie. Ils furent distribués dans les diverses salles, qui se remplirent aussi successivement de toutes les curiosités du pays, soit du règne animal, soit du règne végétal, soit du règne minéral.

Le jardin devint jardin de botanique.

Un laboratoire de chimie fut placé au quartier-général; plusieurs fois par semaine Berthollet y faisait des expériences, auxquelles assistaient Napoléon et un grand nombre d'officiers.

L'établissement de l'institut excita vivement la curiosité des habitans du Caire. Instruits que ces assemblées n'avait pour objet aucune affaire religieuse, ils se persuadèrent que c'étaient des réunions d'alchimistes, où l'on cherchait les moyens de faire de l'or.

Les mœurs simples des savans, leurs constantes occupations, les égards que leur témoignait l'armée, leur utilité pour la fabrication des objets d'art et de manufacture pour lesquels ils se trouvaient en relation avec les artistes du pays, leur acquirent bientôt la considération et le respect de toute la population.

§ XI.

Les membres de l'institut furent aussi employés dans l'administration civile. Monge et Berthollet furent nommés commissaires près du grand-divan, le mathématicien Fourrier près du divan du Caire. Costaz fut mis à la tête de la rédaction d'un journal; les astronomes Nourris et Noël parcoururent les points principaux de l'Égypte pour en fixer la position géographique et surtout celle des anciens monnmens. On voulait par là réaccorder la géographie ancienne avec la nouvelle.

L'ingénieur des ponts et chaussées, Lepeyre, fut chargé de niveler et de faire le projet du canal de Suèz, et l'ingénieur Girard d'étudier le système de navigation du Nil.

Un des membres de l'institut eut la direction de la monnaie du Caire. Il fit fabriquer une grande quantité de paras, petite monnaie de cuivre. C'était

une opération avantageuse. le trésor y gagnait plus de soixante pour cent. Les paras se répandaient, non seulement en Égypte, mais encore en Afrique et dans les déserts d'Arabie; et au lieu de gêner la circulation et de nuire au change, inconvénient des monnaies de cuivre, elles les favorisaient. Conté établit plusieurs manufactures et usines.

Les fours pour faire éclore les poulets, que l'Égypte possède de toute antiquité, excitèrent vivement l'attention de l'institut. Dans plusieurs autres pratiques que ce pays tenait de tradition, on reconnut des traces qui furent précieusement recueillies comme utiles à l'histoire des arts, et pouvant faire retrouver d'anciens procédés perdus.

Le général Andréossy reçut la mission scientifique et militaire de reconnaître les lacs Menzaleh, Bourlos et Natron. Geoffroy s'occupa de l'histoire naturelle. Les dessinateurs Dutertre et Rigolo dessinaient tout ce qui pouvait donner une idée des coutumes et des monumens de l'antiquité. Ils firent les portraits de tous les hommes du pays qui s'étaient dévoués au général en chef; cette distinction les flattait beaucoup.

Le général Caffarelly, le colonel Sukolski, lurent souvent à l'institut, des mémoires curieux qui ont été recueillis parmi ceux de cette société.

Lorsque la haute Égypte fut conquise, ce qui n'eut lieu que dans la seconde année, toute la commission des savans s'y rendit pour s'occuper de la recherche des antiquités.

Ces divers travaux ont donné lieu au magnifique ouvrage sur l'Égypte, rédigé et gravé dans les quinze premières années de ce siècle, et qui a coûté plusieurs millions.

§ XII.

Le climat est sain dans toute l'Égypte; néanmoins une des premières sollicitudes de l'administration fut la formation des hôpitaux. Tout était à faire sous ce rapport. La maison d'Ibraïm-Bey, située au bord du canal de Rodah, à un quart de lieue du Caire, fut destinée au grand hôpital. On le rendit capable de recevoir cinq cents malades. Au lieu de bois de lit, on se servit de grands paniers d'osier, sur lesquels on plaçait des matelas de coton ou de laine, et des paillasses que l'on fit avec de la paille de blé et celle de maïs qui, ne manquait pas. En peu de temps cet hospice fut abondamment fourni de tout. On en établit de semblables à Alexandrie, ainsi qu'à Rosette et à Damiette, et l'on donna une grande étendue aux hôpitaux régimentaires.

Les maux d'yeux ont fort incommodé l'armée française en Égypte; plus de la moitié des soldats en a été atteinte. Cette maladie provient, dit-on, de deux causes; des sels qui se trouvent dans le sable et la poussière, et affectent nécessairement la vue, et de l'irritation que produit le défaut de transpiration pendant des nuits très fraîches qui succèdent à des jours brûlans. Quoi qu'il en soit des explications, ces ophthalmies résultent évidemment du climat. Saint Louis, de retour de son expédition du Levant, ramena une foule d'aveugles, et c'est ce qui donna lieu à l'établissement des Quinze-Vingts à Paris.

§ XIII.

La peste arrive toujours des côtes et jamais de la haute Égypte. On plaça des lazarets à Alexandrie, à Rosette et à Damiette; on en construisit aussi

un très beau dans l'île de Rodah; et lorsque la peste parut, on mit en vigueur tout le systéme des lois sanitaires de Marseille. Ces précautions nous furent très utiles. Elles étaient tout-à-fait inconnues aux habitans, qui s'y soumirent d'abord avec repugnance, mais qui finirent par en sentir toute l'utilité. C'est pendant l'hiver que la peste a lieu, en juin elle disparaît entièrement. On a fort souvent agité la question de savoir si cette maladie est endémique à l'Égypte. Ceux qui sont pour l'affirmative, croient avoir remarqué qu'elle se déclare à Alexandrie ou sur les côtes de Damiette, pendant les années où, par exception, il pleut dans ces pays. Aussi est-t-il sans exemple qu'elle ait commencé au Caire et dans la haute Égypte où il ne pleut jamais. Les personnes qui pensent qu'elle vient de Constantinople ou des autres points de l'Asie, se fondent également sur ce que les premiers symptômes se manifestent toujours le long des côtes.

§ XIV.

On fit à la maison d'Elfy-Bey, qu'occupait le général en chef sur la place El-Kekir, divers travaux qui avaient pour objet de l'accommoder à notre usage. On commença par la construction d'un grand escalier qui conduisait au premier étage, le rez-de-chaussée ayant été laissé pour les bureaux et pour l'état-major; le jardin subit aussi des changemens. Il ne s'y trouvait aucune allée; on en pratiqua un grand nombre, ainsi que des bassins de marbre et des jets d'eau. Les Orientaux aiment peu la promenade; marcher quand on peut être assis, leur paraissait un contre-sens qu'ils n'expliquaient que par la pétulance du caractère français.

Des entrepreneurs établirent dans le jardin du Caire une espèce de Tivoli où l'on trouvait, comme à celui de Paris, des illuminations, des feux d'artifices et des promenades. Le soir c'était le rendez-vous de l'armée et des gens du pays.

On construisit, du Caire à Boulac, une chaussée de communication qui pouvait servir en tous temps, même pendant l'inondation. On éleva un théâtre, et un grand nombre de maisons furent arrangées et adaptées à nos usages comme celle du général en chef. Une manutention fut établie (a). On bâtit à la pointe de l'île de Roda, plusieurs moulins à vent pour faire de la farine; et on commençait à en employer pour faire monter les eaux et pour servir à l'arrosement des terres. On avait fondé plusieurs écluses et préparé tout ce qui était nécessaire pour commencer les travaux du canal de Suèz; mais les fortifications et les bâtimens militaires occupèrent dans cette première année tous les bras et toute l'activité de l'armée.

§ XV.

Napoléon donnait souvent à dîner aux scheiks. Quoique nos usages fussent fort différens des leurs, ils trouvaient très commodes la chaise, la fourchette, les couteaux. A la fin d'un de ces dîners, il demanda un jour au scheik El-Mondi: « Depuis six mois que je suis avec vous, que vous ai-je appris qui vous paraisse le plus utile? Ce que vous m'avez appris de plus utile, répondit le scheik, moitié sérieux, moitié riant, c'est de boire en

(a) Les Égyptiens chauffent leurs fours, partie avec des roseaux, partie avec de la fiente de chameau ou de cheval, séchée au soleil, et qui sert alors de combustible.

mangeant. » L'usage des Arabes est de ne boire qu'à la fin du repas.

NOTE SUR LA SYRIE.

L'Arabie a la figure d'un trapèze. Un de ses côtés, borné par la mer rouge et l'isthme de Suez, a cinq cents lieues. Celui qui s'étend depuis le détroit de Babel-Mandel jusqu'au cap de Razelgate en a quatre cent cinquante. Le troisième, qui, de Razelgate, traverse le golfe Persique et l'Euphrate, et s'étend jusqu'aux montagnes qui avoisinent Alep et bornent la Syrie, a six cents lieues ; c'est le plus grand. Le quatrième, qui est le moins considérable, a cent cinquante lieues depuis Raffa, limite de l'Égypte, jusqu'au delà d'Alexandrette et des monts Rosas ; il sépare l'Arabie de la Syrie. Cette dernière contrée a, dans toute la longueur dont nous parlons, ses terres cultivées sur trente lieues de largeur ; et le désert qui en fait partie, s'étend l'espace de trente lieues jusqu'à Palmyre. La Syrie est bornée au nord par l'Asie mineure, à l'occident par la Méditerranée, au midi par l'Égypte, et à l'orient par l'Arabie ; ainsi elle est le complément de ce pays, et forme avec lui une grande île, comprise entre la Méditerranée, la mer Rouge, l'Océan, le golfe Persique et l'Euphrate. La Syrie diffère totalement de l'Égypte par sa population, son climat et son sol. Celle-ci est une seule plaine formée par la vallée d'un des plus grands fleuves du monde ; l'autre est la réunion d'un grand nombre de vallées. Les cinq sixièmes du terrain sont des collines ou des montagnes, dont une chaîne traverse toute la Syrie, et suit parallèlement les côtes de la Méditerranée à la distance de dix lieues. A droite, elle verse ses eaux dans deux rivières qui coulent dans la direction qu'elle suit elle-même, le Jourdain et l'Oronte. Ces fleuves prennent leur source au mont Liban, qui est le centre de la Syrie et le point le plus élevé de cette chaîne. De là, l'Oronte se dirige entre les montagnes et l'Arabie, du sud au nord, et, après un cours de soixante lieues, se jette dans la mer près du golfe d'Antioche. Comme cette rivière coule très près du pied des montagnes, elle ne reçoit qu'un petit nombre d'affluens. Le Jourdain, qui prend naissance à vingt lieues de l'Oronte sur l'Anti-Liban, coule du nord au sud. Il reçoit une dixaine d'affluens de la chaîne de montagnes qui traversent la Syrie. Après soixante lieues de cours, il va se perdre dans la mer Morte.

Près des sources de l'Oronte, du côté de Balbeck, prennent naissance deux petites rivières. L'une, appelée la Baradée, arrose la plaine de Damas, et va mourir dans le lac de Bahar-el-Margi ; l'autre, qui a trente lieues de cours, a également sa source sur les hauteurs de Balbeck, et se jette dans la Méditerranée près de Sour ou Tyr. Le pays d'Alep est baigné par plusieurs ruisseaux qui, partis de l'Asie mineure, viennent se réunir à l'Oronte. Le Koik, qui passe à Alep, vient mourir dans un lac près de cette ville.

Il pleut en Syrie à peu près autant qu'en Europe. Ce pays est très sain, et offre les sites les plus agréables. Comme il est composé de vallées et de petites montagnes, très favorables au pâturage, on y élève une grande quantité de bestiaux. On y voit aussi des arbres de toute espèce, et surtout une grande quantité d'oliviers. La Syrie

serait très propre à la culture de la vigne, tous les villages chrétiens y y font d'excellent vin.

Cette province est partagée en cinq pachalics; celui de Jérusalem, qui comprend l'ancienne Terre-Sainte; et ceux d'Acre, de Tripoli, de Damas et d'Alep. Alep et Damas sont incomparablement les deux plus grandes villes. Sur les cent cinquante lieues de côtes que présente la Syrie, on trouve la ville de Gaza (située à une lieue de la mer, sans trace de rade ni de port); un très beau plateau de deux lieues de tour désigne l'emplacement qu'avait cette ville dans sa prospérité. Aujourd'hui elle n'a que peu d'importance. Jaffa ou Joppé est le port le plus voisin de Jérusalem, dont il est à quinze lieues. Outre le port pour les bâtimens, il s'y trouve une rade foraine. Césarée n'offre plus que des ruines. Acre a une rade foraine; mais la ville est peu de chose, on y compte dix ou douze mille habitans. Sour ou Tyr n'est plus qu'un village. Saïd, Baïrout, Tripoli, sont de petites villes. Le point le plus important de toute cette côte, est le golfe d'Alexandrette, situé à vingt lieues d'Alep, à trente de l'Euphrate et à trois cents d'Alexandrie. Il s'y trouve un mouillage pour les plus grandes escadres. Tyr, que le commerce a porté autrefois à un si haut degré de splendeur, et qui a été la métropole de Carthage, paraît avoir dû, en partie, sa prospérité au commerce des Indes qui se faisait, en remontant le golfe Persique et l'Euphrate, en passant par Palmyre, Émesse, et en se dirigeant, selon les différentes époques, sur Tyr ou sur Antioche.

Le point le plus élevé de toute la Syrie est le mont Liban, qui n'est qu'une montagne du troisième ordre, couverte d'énormes pins; et dans la Palestine, c'est le mont Thabor. L'Oronte et le Jourdain, les plus grands fleuves de ces deux contrées, sont l'un et l'autre de petites rivières.

La Syrie a été le berceau de la religion de Moïse et de celle de Jésus; l'islamisme est né en Arabie. Ainsi le même coin de terre a produit les trois cultes qui ont détruit le polythéisme, et porté sur tous les points du globe, la connaissance d'un seul Dieu créateur.

Presque toutes les guerres des croisés, des XIe, XIIe et XIIIe siècles, ont eu lieu en Syrie; et S.-Jean-d'Acre, Ptolémaïs, Joppé et Damas en ont été principalement le théâtre. L'influence de leurs armes, et leur séjour, qui s'y est prolongé pendant plusieurs siècles, y a laissé dans la population des traces qui s'aperçoivent encore.

Il y a en Syrie beaucoup de juifs, qui accourent de toutes les parties du monde pour mourir en la terre sainte de Japhet. Il s'y trouve aussi beaucoup de chrétiens, dont les uns descendent des croisés, et les autres sont des indigènes qui n'embrassèrent point le mahométisme, lors de la conquête des Arabes. Ils sont confondus ensemble, et il n'est plus possible de les distinguer. Chefamer, Nazareth, Bethléem et une partie de Jérusalem ne sont peuplés que de chrétiens. Dans les pachalics d'Acre et de Jérusalem ils sont, avec les juifs, supérieurs en nombre aux musulmans. Sur le revers du mont Liban, sont les Druses, nation dont la religion se rapproche beaucoup de celle des chrétiens. A Damas et à Alep, les mahométans sont en grande majorité; il y existe cependant un grand nombre de chrétiens syriaques. Les Mutualis, mahométans

de la secte d'Ali, qui habitent les bords de la rivière qui, du Liban, coule vers Tyr, étaient autrefois nombreux et puissans; mais, lors de l'expédition des Français en Syrie, ils étaient fort déchus; les cruautés et vexations de Djezzar-Pacha en avaient détruit un grand nombre. Cependant ceux qui restaient nous rendirent de grands services et se distinguèrent par une rare intrépidité. Toutes les traditions que nous avons sur l'ancienne Égypte, portent sa population très haut. Mais la Syrie ne peut sous ce rapport, avoir dépassé les proportions connues en Europe; car là, comme dans les pays que nous habitons, il y a des rochers et des terres incultes.

Au reste, la Syrie, comme tout l'empire turc, n'offre presque partout que des ruines.

NOTE

SUR LES MOTIFS DE L'EXPÉDITION DE SYRIE.

Le principal but de l'expédition des Français en Orient était d'abaisser la puissance anglaise. C'est du Nil que devait partir l'armée qui allait donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte devait remplacer Saint-Domingue et les Antilles, et concilier la liberté des noirs avec les intérêts de nos manufactures; la conquête de cette province entraînait la perte de tous les établissemens anglais en Amérique et dans la presqu'île du Gange. Les Français une fois maîtres des ports d'Italie, de Corfou, de Malte et d'Alexandrie, la Méditerranée devenait un lac français.

La révolution des Indes devait être plus ou moins prochaine, selon les chances plus ou moins heureuses de la guerre; et les dispositions des habitans de l'Arabie et de l'Égypte plus ou moins favorables, suivant la politique qu'aurait adoptée la Porte dans ces nouvelles circonstances; le seul objet dont on dût s'occuper immédiatement était de conquérir l'Égypte et d'y former un établissement solide; aussi les moyens pour y réussir étaient-ils les seuls prévus. Tout le reste était considéré comme une conséquence nécessaire, on n'en avait que pressenti l'exécution. L'escadre française, réarmée dans les ports d'Alexandrie, approvisionnée et montée par des équipages exercés, suffisait pour imposer à Constantinople. Elle pouvait, si on le jugeait nécessaire, débarquer un corps de troupes à Alexandrette; et l'on se serait trouvé, dans la même année, maître de l'Égypte, de la Syrie, du Nil et de l'Euphrate. L'heureuse issue de la bataille des Pyramides, la conquête de l'Égypte sans essuyer aucune perte sensible, les bonnes dispositions des habitans, le dévouement des chefs de la loi, semblaient d'abord assurer la prompte exécution de ces grands projets. Mais bientôt la destruction de l'escadre française à Aboukir, le contre ordre donné par le directoire à l'expédition d'Irlande, et l'influence des ennemis de la France sur la Porte, rendirent tout plus difficile.

Cependant deux armées turques se réunissaient, l'une à Rhodes et l'autre en Syrie, pour attaquer les Français en Égypte. Il paraît qu'elles devaient agir simultanément dans le courant de mai, la première en débarquant à Aboukir, et la seconde en traversant le désert qui sépare la Syrie de l'Égypte. On apprit dans les premiers jours de janvier que Djezzar-Pacha venait d'être

nommé seraskier de l'armée de Syrie; que son avant-garde, sous les ordres d'Abdalla, était déjà arrivée à El-Arisch, s'en était emparée et s'occupait à réparer ce fort qui peut être considéré comme la clé de l'Égypte du côté de la Syrie. Un train d'artillerie de quarante bouches à feu, servi par douze cents canonniers, les seuls de l'empire qui fussent exercés à l'européenne, venait de débarquer à Jaffa; des magasins considérables se formaient en cette ville, et un grand nombre de bâtimens de transport, dont une partie arrivait de Constantinople, étaient employés à cet effet. A Gaza, on avait emmagasiné des outres; la renommée voulait qu'il y en eût assez pour mettre une armée de soixante mille hommes à même de traverser le désert.

Si les Français restaient tranquilles en Égypte, ils allaient être attaqués à la fois par les deux armées; de plus il était à craindre qu'un corps de troupes européennes ne se joignît à elles, et que le moment de l'agression ne coïncidât avec des troubles intérieurs. Dans ce cas, lors même que les Français auraient été vainqueurs, il ne leur était pas possible de profiter de la victoire. Par mer, ils n'avaient point de flotte; par terre, le désert de soixante-quinze lieues qui sépare la Syrie de l'Égypte n'était point praticable pour une armée dans la saison des grandes chaleurs.

Les règles de la guerre prescrivaient donc au général français de prévenir ses ennemis, de traverser le grand désert pendant l'hiver, de s'emparer de tous les magasins que l'ennemi avait formés sur les côtes de la Syrie, d'attaquer et de détruire les troupes au fur et à mesure qu'elles se rassembleraient.

D'après ce plan, les divisions de l'armée de Rhodes étaient obligées d'accourir au secours de la Syrie; et l'Égypte restait tranquille, ce qui nous permettait d'appeler successivement la plus grande partie de nos forces en Syrie. Les Mamelucks de Mourah-Bey et d'Ibraïm-Bey, les Arabes du désert de l'Égypte, les Druses du mont Liban, les Mutualis, les Chrétiens de Syrie, tout le parti du scheik d'Ayer en Syrie, pouvaient se réunir à l'armée maîtresse de cette contrée, et la commotion se communiquait à toute l'Arabie. Les provinces de l'empire ottoman qui parlent arabe, appelaient de leurs vœux un grand changement, et attendaient un homme. Avec des chances heureuses on pouvait se trouver sur l'Euphrate, au milieu de l'été, avec cent mille auxiliaires, qui auraient eu pour réserve vingt-cinq mille vétérans français des meilleures troupes du monde, et des équipages d'artillerie nombreux. Constantinople alors se trouvait menacée; et si l'on parvenait à rétablir des relations amicales avec la Porte, on pouvait traverser le désert et marcher sur l'Indus à la fin de l'automne.

NOTE SUR JAFFA.

Jaffa, ville de sept à huit mille habitans, apanage de la sultane Validé, est située à seize lieues de Gaza, et à une lieue de la petite rivière de Maar, qui, à son embouchure, n'est pas guéable. L'enceinte, du côté de la terre, est formée par un demi-hexagone; un des côtés regarde Gaza, l'autre le Jourdain, le troisième Acre, et un quatrième longe la mer en forme de demi-cercle concave. Il y a un port, en mauvais état pour les

petits bâtimens, et une rade foraine passable. Sur le Koich, est le couvent des Pères de la Terre-Sainte (récollets chaussés), chargés du Nazareth et propriétaires de plusieurs autres communautés en Palestine. L'enceinte de Jaffa consiste en de grandes murailles flanquées de tours, sans fossés, ni contrescarpes. Ces tours étaient armées d'artillerie, mais leur aménagement était mal entendu, les canons maladroitement placés. Les environs de Jaffa sont un vallon couvert de jardins et de vergers; il s'y trouve beaucoup d'accidens de terrain qui permettent d'approcher à une demi portée de pistolet des remparts sans être aperçu. A une grande portée de canon de Jaffa, est le rideau qui domine la campagne: on y traça la ligne de contrevallation. C'était la position où devait naturellement camper l'armée; mais comme elle était éloignée de l'eau et exposée aux ardeurs du soleil, le rideau étant nu, on aima mieux se placer dans des bosquets d'orangers, en faisant garder la position militaire par des postes.

Le mont Carmel est situé au promontoire de ce nom, à trois lieues d'Acre, dont il forme l'extrémité de la baie. Il est escarpé de tous côtés; à son sommet, il y a un couvent, et des fontaines; et sur un rocher qui s'y trouve, on voit la trace d'un pied d'homme que la tradition attribue à Elie, lorsqu'il monta au ciel. Ce mont domine toute la côte, et les navires viennent le reconnaître lorsqu'ils abordent en Syrie. A ses pieds coule la rivière du Caisrum, dont l'embouchure est à sept ou huit cents toises de Caiffa. Cette petite ville, située au bord de la mer, renferme trois mille habitans; elle a un petit port, une enceinte à l'antique avec des tours, et est dominée de très près par les mamelons du Carmel. De l'embouchure du Caisrum pour arriver à Acre, on longe les sables au bord de la mer. On les suit pendant une lieue et demie, et l'on rencontre l'embouchure du Bélus, petite rivière qui prend sa source sur les mamelons de Chefamer, et dont les eaux coulent à peine. Elle est marécageuse à son embouchure, et se jette dans la mer à quinze cents toises d'Acre. Elle passe à une portée de fusil de la pointe de Richard-Cœur-de-Lion, située sur sa rive droite, à six cents toises de Saint-Jean-d'Acre.

NOTES

SUR LE SIÉGE DE S.-JEAN D'ACRE.

Le siége de S.-Jean-d'Acre peut se diviser en trois époques.

Première époque. Elle commence au 20 mars, jour où l'on ouvrit la tranchée, et finit au premier avril. Dans cette période, nous avions, pour toute artillerie de siége, une caronade de 32, que le chef d'escadron Lambert avait prise à Caiffa, en s'emparant de de vive force du canot du Tigre; mais il n'était pas possible de s'en servir avec l'affût du canot, et nous manquions de boulets. Ces inconvéniens disparurent bientôt; en vingt-quatre heures, le parc d'artillerie construisit un affût. Quant aux boulets, Sidney-Smith se chargea de nous en procurer. On faisait de temps en temps paraître quelques cavaliers et quelques charrettes; alors ce commodore s'approchait en faisait un feu roulant de toutes ses batteries; et les soldats, à qui le directeur du parc d'artillerie donnait cinq sous par boulet, couraient

les ramasser. Ils étaient si habitués à cette manœuvre, qu'ils allaient les chercher au milieu de la canonnade et des rires universels. Quelquefois aussi on faisait avancer une chaloupe, ou bien l'on faisait mine de construire une batterie. C'est ainsi que l'on recueillit des boulets, de 12 et de 32. Du reste, on avait de la poudre; car le parc en avait apporté une certaine quantité du Caire; de plus, on en avait trouvé à Jaffa et à Gaza. En résumé, tous nos moyens en artillerie, y compris celle de campagne, consistaient en quatre pièces de 12 approvisionnées à deux cents coups chaque, huit obusiers, une caronade de 32 et une trentaine de pièces de quatre.

Le général du génie Samson, chargé de reconnaître la ville, revint en assurant qu'elle n'avait ni contrescarpe, ni fossé. Il disait être parvenu, de nuit, au pied du rempart, où il avait reçu un coup de fusil qui l'avait grièvement blessé. Son rapport était inexact; il avait effectivement touché un mur, mais non le rempart. On agit malheureusement d'après les renseignemens qu'il avait donnés. On se flattait de l'espoir de prendre la ville en trois jours, car, disait-on, elle est moins forte que Jaffa; sa garnison était de deux ou trois mille hommes, et Jaffa, avec une étendue beaucoup moindre, en avait huit mille lorsqu'on s'en rendit maître.

Le 25 mars, en quatre heures de temps, la caronade et les quatre pièces de 12 ouvrirent la tour, et on jugea la brèche praticable. Un jeune officier du génie avec quinze sapeurs et vingt-cinq grenadiers, fut chargé de monter à l'assaut pour en déblayer le pied, et l'adjudant-commandant Laugier, qui se tenait dans la place d'armes à cent toises de là, attendait que cette opération fut faite, pour s'élancer sur la brèche. Les sapeurs, sortis de derrière l'acqueduc, eurent trente toises à faire, mais ils furent arrêtés court par une contrescarpe de quinze pieds et un fossé qu'ils évaluèrent à plusieurs toises. Cinq ou six d'entre eux furent blessés, et le reste, en butte à une épouvantable fusillade, rentra précipitamment dans la tranchée.

On plaça sur-le-champ un mineur pour faire sauter la contrescarpe. Au bout de trois jours, c'est-à-dire le 28, la mine fut prête; les mineurs annoncèrent que la contrescarpe sauterait. Cette opération difficile se faisait sous le feu de tous les remparts, et d'une grande quantité de mortiers qui, dirigés par d'excellens pointeurs que les équipages anglais avaient fournis, lançaient des bombes de toutes parts. Tous nos mortiers de huit pouces et nos belles pièces que les Anglais avaient pris augmentèrent la défense de la place. La mine joua le 28 mars, mais elle fit mal son effet; elle n'avait pas été assez enfoncée et ne renversa que la moitié de la contrescarpe. Il en restait encore huit pieds. Les sapeurs assurèrent néanmoins qu'il n'en restait plus. L'officier d'état-major Mailly fut en conséquence commandé avec un détachement de vingt-cinq grenadiers pour soutenir un officier de génie qui, avec six sapeurs, se portait à la contrescarpe. Par précaution on s'était muni de trois échelles, avec lesquelles on la descendit. Comme on était inquiété par la fusillade, on attacha l'échelle à la brèche, et les sapeurs et grenadiers aimèrent mieux monter à l'assaut que d'en déblayer le pied. Ils firent annoncer à Laugier, qui était prêt à les seconder avec deux bataillons, qu'ils étaient dans le fossé, que

la brèche était praticable et qu'il était temps de les soutenir. Laugier accourut au pas de course; mais au moment où il arrivait sur la contrescarpe, il rencontra les grenadiers qui revenaient en disant que la brèche était trop haute de plusieurs pieds, et que Mailly et plusieurs des leurs avaient été tués.

Lorsque les Turcs virent ce jeune officier attachant l'échelle, la peur les prit et ils s'enfuirent au port; Djezzar même s'était embarqué. Mais la mort de Mailly fit manquer toute l'opération; les deux bataillons s'éparpillèrent pour riposter à la fusillade. Laugier fut tué, et l'on perdit du monde sans aucun résultat. Cet événement fut très funeste. C'est ce jour-là que la ville devait être prise; depuis cette époque, il ne cessa d'y arriver tous les jours des renforts de troupes par mer.

Deuxième époque. — Du 1er avril au 27. — On ouvrit un nouveau puits de mine, destiné à faire sauter la contrescarpe entière, afin que le fossé ne présentât plus aucun obstacle. Ce qui avait été fait se trouva inutile; il était plus aisé de faire un nouveau cheminement. Il fallut aux mineurs huit jours. On fit sauter la contrescarpe, opération qui réussit parfaitement. Le 12, on continua la mine sous le fossé afin de faire sauter toute la tour. Il n'y avait plus moyen d'espérer de s'y introduire par la brèche; l'ennemi l'avait remplie de toute espèce d'artifice. On chemina encore pendant six jours. Les assiégés s'en aperçurent et firent une sortie en trois colonnes. Celle du centre avait en tête deux cents Anglais; ils furent repoussés et un capitaine de marins fut tué sur le puits de la mine.

C'est dans cette période que furent livrés les combats de Canaam, de Nazareth, de Saffet et du Mont-Thabor. Le premier eut lieu le 9, le deuxième le 11, et les autres le 13, et le 16. Ce fut ce même jour, 16 avril, que les mineurs estimèrent qu'ils étaient sous l'axe de la tour. A cette époque, le contre-amiral Perrée était arrivé avec trois frégates, d'Alexandrie à Jaffa; il avait débarqué deux mortiers et 6 pièces de 18 à Tintura. On en plaça deux pour combattre la petite île qui flanquait la brèche, et les quatre autres furent dirigées contre les remparts et les courtines à côté de la tour; on voulait, par le bouleversement de cette tour, agrandir la brèche qu'on supposait devoir être faite par la mine, car on craignait que l'ennemi n'eût fait un retranchement intérieur, et n'eût isolé la tour qui était saillante.

Le 25, on mit le feu à la mine, mais un souterrain, qui était sous la tour, trompa les calculs, et il n'en sauta que la partie qui était de notre côté. L'effet fut d'enterrer deux ou trois cents Turcs et quelques pièces de canon, car ils en avaient crénelé tous les étages et les occupaient. On résolut de profiter du premier moment de surprise, et trente hommes essayèrent de se loger dans la tour. Ne pouvant aller outre, ils se maintinrent dans les étages inférieurs, tandis que l'ennemi occupait les étages supérieurs, jusqu'au 26, où le général Devaux fut blessé. On se décida alors à évacuer, afin de faire usage de nos batteries contre cette tour ébranlée et de la détruire tout-à-fait; le 27 Caffarelly mourut.

Troisième époque.—Du 27 avril au 20 mai. — L'ennemi sentit pendant cette période qu'il était perdu, s'il restait sur la défensive. Les contremines qu'il avait établies ne le rassuraient

pas suffisamment. Tous les créneaux de la muraille étaient détruits, et les pièces de canon démontées par nos batteries. Trois mille hommes de renfort qui étaient entrés dans la place, avaient il est vrai, réparé toutes les pertes.

Mais l'imagination des Turcs était frappée de terreur, et l'on ne pouvait plus obtenir d'eux qu'ils restassent sur la muraille et dans la tour. Ils croyaient tout miné. Phellipeaux (a) traça des lignes de contre-attaques; elles partaient du palais de Djezzar; et de la droite du front d'attaque. Il mena en outre deux tranchées, comme deux côtés de triangle, qui prenaient en flanc tous nos ouvrages. La supériorité numérique des ennemis, la grande quantité de travailleurs de la ville, et celle des ballots de coton dont ils formaient les épaulemens, hâtaient excessivement les travaux. En peu de jours, ils flanquèrent de droite et de gauche toute la tour, après quoi ils élevèrent des cavaliers, et y placèrent de l'artillerie de 24 : on enleva et culbuta plusieurs fois leur contre-attaque et leurs batteries, et l'on enclona leurs pièces, mais jamais il ne fut possible de se maintenir dans ces ouvrages; ils étaient trop dominés par les tours et la muraille. On ordonna alors de saper contre eux, de sorte que leurs travailleurs et les nôtres n'étaient séparés que par deux ou trois toises de terrain, et marchaient les uns contre les autres. On établit aussi des fongasses qui donnaient le moyen d'entrer dans le boyau ennemi, et d'y détruire tout ce qui n'était pas sur ses gardes.

C'est ainsi que le premier mai, deux heures avant le jour, on s'empara, sans perte, de la partie la plus saillante de la contre-attaque; vingt hommes de bonne volonté essayèrent, à la petite pointe du jour, de se loger dans la tour, dont nos batteries avaient tout-à-fait rasé les défenses; mais en ce moment l'ennemi sortit en force par sa droite, et ses balles arrivant derrière le détachement, qui cherchait à se loger sous les débris, l'obligèrent de se replier. La sortie fut vivement repoussée : cinq à six cents assiégés furent tués, et un grand nombre jetés dans la mer. Comme il ne restait plus rien de la tour, on résolut d'attaquer une portion du rempart par la mine, afin d'éviter le retranchement que l'ennemi avait construit. On fit sauter la contrescarpe. La mine traversait déjà le fossé, et commençait à s'étendre sous l'escarpe, lorsque le 6 l'ennemi déboucha par une sape qui couvrait le fossé, surprit le masque de la mine, et en combla le puits.

Le 7, douze mille hommes, de nouvelles troupes, arrivèrent à l'ennemi. Aussitôt qu'ils furent signalés, on calcula, d'après le vent, qu'ils ne seraient pas débarqués de six heures : en conséquence, on fit jouer une pièce de 24 qu'avait envoyé le contre-amiral Perrée; elle renversa un pan de muraille à la droite de la tour qui était à notre gauche. A la nuit, on se jette sur tous les travaux de l'ennemi, on les comble, on égorge tout, on enclone les pièces, on monte à l'assaut, on se loge sur la tour, on entre dans la place; enfin l'on est maître de la ville, lorsque les troupes débarquées se présentent, dans un nombre effrayant, pour rétablir le combat. Rambaut est tué; cent cinquante hommes périssent avec lui, ou sont pris, et Lannes est blessé. Les assiégés sortent par toutes les portes, et prennent la brèche à revers; mais là finit leur succès : on marcha sur eux, et après les avoir rejetés dans

(a) Émigré français, officier du génie.

la ville, et en avoir coupé plusieurs colonnes, on se rétablit sur la brèche. On fit dans cette affaire sept à huit cents prisonniers, armés de baïonnettes européennes, ils venaient de Constantinople. La perte de l'ennemi fut énorme, toutes nos batteries tirèrent à mitraille sur lui; et nos succès parurent si grands, que le 10 à deux heures du matin, Napoléon commanda un nouvel assaut; le général Debon fut blessé à mort dans cette dernière action. Il y avait vingt mille hommes dans la place, et la maison de Djezzar, et toutes les autres étaient tellement remplies de monde, que nous ne pûmes pas dépasser la brèche.

Dans de telles circonstances, quel parti devait prendre le général en chef? D'un côté le contre-amiral Perrée qui revenait de croisière, avait, pour la troisième fois, débarqué de l'artillerie, à Tintura. Nous commencions à avoir assez de pièces pour espérer de réduire la ville; mais, d'un autre côté, les prisonniers annonçaient que de nouveaux secours partaient de Rhodes, quand ils s'étaient embarqués. Les renforts reçus ou à recevoir par l'ennemi, pouvaient rendre le succès du siége problématique; éloignés comme nous l'étions de France et d'Égypte, nous ne pouvions plus faire de nouvelles pertes : nous avions à Jaffa et au camp douze cents blessés; la peste était à notre ambulance. Le 20 on leva le siége.

ÉGYPTE; MARS, AVRIL ET MAI 1799.

BATAILLE D'ABOUKIR.

Tentatives d'insurrection contre les Français.—Mourah-Bey sort du désert de Nubie, et se porte dans la basse Égypte. — Mustapha-Pacha débarque à Aboukir et prend le fort.—Mouvement de l'armée française; Napoléon se porte sur Alexandrie.—Réunion de l'armée à Birkeh; Napoléon marche contre l'armée turque.— Bataille d'Aboukir, le 25 juillet 1799.

§ Ier.

Les habitans d'Égypte pendant l'expédition de Syrie se comportèrent comme auraient pu le faire ceux d'une province française. Desaix, dans la haute Égypte, continua à repousser les attaques des Arabes et à garantir le pays des tentatives de Mourah-Bey qui, du fond du désert de la Nubie, venait faire des incursions sur différens points de la vallée. Sidney Smith, oubliant ce qu'il devait au caractère des officiers français, avait fait imprimer un grand nombre de circulaires et de libelles; et il les envoya aux différens généraux et commandans restés en Égypte, leur proposant de retourner en France, et assurant le passage, s'ils voulaient en profiter, pendant que le *général en chef était en Syrie.* Ces propositions parurent tellement extravagantes que l'opinion s'accrédita dans l'armée que ce commodore était fou. Le général Dugua, commandant la basse Égypte, défendit toute communication avec lui et repoussa ses insinuations avec indignation.

Les forces françaises, qui étaient dans la basse Égypte, s'augmentaient tous les jours des hommes qui sortaient des hôpitaux et qui renforçaient les troisièmes bataillons des corps. Les fortifications d'Alexandrie, Rosette, Rhamanieh, Damiette, Salahhieh, Belbeïs et des différens points du Nil qu'on avait jugé à propos d'occuper par des tours, se perfectionnèrent constamment pendant ces trois mois.

Le général Dugua n'eut à réprimer que des incursions d'Arabes et quelques révoltes partielles; la masse des habitans, influencée par les scheiks et les ulemas, resta soumise et fidèle. Le premier événement qui attira l'attention de ce général fut la révolte de l'émir Hadji (a). Les priviléges et les biens attachés à cette place étaient très considérables. Le général en chef avait autorisé l'émir Hadji à s'établir dans le Charkièh pour compléter l'organisation de sa maison. Il avait déjà trois cents hommes armés; il lui en fallait huit à neuf cents, pour suffire à l'escorte de la caravane des pélerins de la Melque. Il fut fidèle au *sultan Kébir* jusqu'à la bataille du mont Thabor; mais Djezzar, étant parvenu à communiquer avec lui par la côte, et à lui faire savoir que les armées de Damas et des Naplousains cernaient les Français au camp d'Acre, que ceux-ci affaiblis par le siége étaient perdus sans ressource, il désespéra de la cause française, prêta l'oreille aux propositions de Djezzar, et chercha à faire sa paix en rendant quelques services. Le 15 avril ayant reçu encore de fausses nouvelles par un émissaire de Djezzar, il déclara sa révolte par une proclamation dans tout le charkieh. Il annonçait que le sultan Kébir avait été tué devant Acre, et l'armée française prise tout entière. La masse de la province resta sourde à ces insinuations. Cinq ou six villages seulement, arborèrent le drapeau de la révolte, et ses forces n'augmentèrent que de quatre cents cavaliers d'une tribu d'Arabes.

Le général Lanusse, avec sa colonne mobile, partit du Delta, passa le Nil et marcha contre l'émir Hadji; après diverses petites affaires et différens mouvemens il réussit à le cerner, l'attaqua vivement, mit à mort tout ce qui voulut se défendre, dispersa les Arabes, et brûla, pour faire un exemple, le village qui était le plus coupable. L'émir Hadji se sauva, lui quinzième, par le désert, et parvint à gagner Jérusalem.

(a) Prince de la caravane de la Mecque.

Pendant que ces événemens se passaient dans le Charkieh, d'autres plus importans avaient lieu dans le Bahireh: un homme du désert de Derne, jouissant d'une grande réputation de sainteté parmi les Arabes de sa tribu, s'imagina ou voulut faire croire qu'il était l'ange Elmody, que le prophète promet, dans le Koran, d'envoyer au secours des fidèles, dans les circonstances les plus critiques. Cette opinion s'accrédita dans la tribu; cet homme avait toutes les qualités propres à exciter le fanatisme de la populace. Il était parvenu à faire accroire qu'il vivait de sa substance et par la grâce spéciale du prophète. Tous les jours à l'heure de la prière et devant tous les fidèles, on lui portait une jatte de lait; il y trempait ses doigts et les passait sur ses lèvres, c'était, disait-il, la seule nourriture qu'il prenait. Il se forma une garde de cent vingt hommes de sa tribu, bien armés et très fanatisés. Il se rendit à la grande oasis, où il trouva une caravane de pélerins, de quatre cents Maugrebins de Fèz; il s'annonça comme l'ange Elmody, ils le crurent et le suivirent. Ces quatre cents hommes étaient bien armés et avaient un bon nombre de chameaux; il se trouva ainsi à la tête de cinq à six cents hommes et se dirigea sur Damanhour, où il surprit soixante hommes de la légion nautique, les égorgea, s'empara de leurs fusils et d'une pièce de 4. Ce succès accrut le nombre de ses parti-

sans; il parcourut alors les mosquées de Damanhour et des villages circonvoisins, et du haut de la chaire, qui sert aux lectenrs du Koran, il annonça sa mission divine. Il se disait incombustible et à l'abri des balles; il assurait que tous ceux qui marcheraient avec lui n'auraient rien à craindre des fusils, baïonnettes et canons des Français. Il était l'ange Elmody! il persuada et recruta dans le Bahireh trois ou quatre mille hommes, parmi lesquels il en trouva quatre ou cinq cents bieu armés. Il arma les autres de grandes piques et de pelles, et les exerça à jeter de la poussière contre l'ennemi, en déclarant que cette poussière bénie rendrait vains tous les efforts des Français contre eux.

Le colonel Lefebvre, qui commandait à Ramanieh, laissa cinquante hommes dans le fort, et partit avec deux cents hommes pour reprendre Damanhour. L'ange Elmody marcha à sa rencontre; le colonel Lefebvre fut cerné par les forces snpérieures de l'ange. L'affaire s'engagea, et au moment où le feu était le plus vif entre les Français et les hommes armés de l'ange, des colonnes de fellahs débordèrent ses flancs et se jetèrent sur ses derrières, en formant des nuées de poussière. Le colonel Lefebvre ne put rien faire, perdit quelques hommes, en tua un plus grand nombre et reprit sa position de Rhamanieh. Les blessés et les parens des morts murmurèrent et firent de vifs reproches à l'ange Elmody. Il leur avait dit que les balles des Français n'atteindraient aucun de ses sectaires, et cependant un grand nombre avaient été tués et blessés! Il fit taire ces murmures en s'appuyant du Koran et de plusieurs prédictions; il soutint qu'aucun de ceux qui avaient été en avant, pleins de confiance en ses promeses, n'avait été tné, ni blessé; mais que ceux qui avaient reculé, parce que la foi n'était pas entière dans leur cœur, avaient été punis par le prophète; cet événement qui devait ouvrir les yeux sur son imposture, consolida son pouvoir; il régna alors à Damanhour. Il était à craindre que tout le Bahireh, et insensiblement les provinces voisines ne se soulevassent; mais une proclamation des scheiks du Caire arriva à temps, et empêcha une révolte générale.

Le général Lanusse traversa promptement le Delta; et de la province de Charkieh se porta dans le Bahireh, où il arriva le 8 mai. Il marcha sur Damanhour, et battit les troupes de l'ange Elmody. Tout ce qui n'était pas armé se dissipa et regagna ses villages. Il fit main basse sur les fanatiques, en passa quinze cents par les armes, et dans ce nombre se trouva l'ange Elmody lui-même. Il prit Damanhour et la tranquillité du Bahireh fut rétablie.

A la nouvelle que l'armée française avait repassé le désert et retournait en Égypte, la consternation fut générale dans tout l'Orient; les Druses, les Mutualis, les chrétiens de Syrie, les partisans d'Ayer, n'obtinrent la paix de Djezzar qu'en faisant de grands sacrifices d'argent. Djezzar fut moins cruel que par le passé; presque toute sa maison militaire avait été tuée dans Saint-Jean d'Acre, et ce vieillard survivait à toux ceux qn'il avait élevés. La peste qui faisait de grands ravages dans cette ville, augmentait encore ses malheurs et portait le dernier conp à sa puissance. Il ne sortit point de son pachalic.

Le pacha de Jérusalem reprit possession de Jaffa, Ibrahim-Bey, avec

quatre cents Mamelucks qui lui restaient, vint prendre position à Gaza; il y eut quelques pourparlers et quelques coups de sabre, avec la garnison d'El-Arisch.

§ II.

Elfy-Bey et Osman-Bey avec trois cents Mamelucks, et un millier d'Arabes, et un millier de chameaux portant leurs femmes et leurs richesses, descendirent par le désert entre la rive droite du Nil et la mer Rouge, et arrivèrent dans les premiers jours de juillet à l'oasis de Sebabiar; ils attendaient Ibrahim-Bey qui devait venir les joindre de Gaza, et ainsi réunis ils voulaient soulever tout le Charkieh, pénétrer dans le Delta, et se porter sur Aboukir.

Le général de brigade Lagrange partit du Caire, avec une brigade et la moitié du régiment des dromadaires; il arriva en présence de l'ennemi dans la nuit du 9 au 10 juillet, manœuvra avec tant d'habileté, qu'il cerna le camp d'Osman-Bey et d'Elfy-Bey, prit leurs mille chameaux et leurs familles, tua Osman-Bey, cinq ou six catchefs et une centaine de Mamelucks. Le reste s'éparpilla dans le désert, et Elfy-Bey, regagna la Nubie. Ibrahim-Bey prévenu de cet événement, ne quitta point Gaza.

Mourah-Bey avec le reste des Mamelucks, montant à quatre ou cinq cents hommes, arriva dans le Fayoume, et de là se porta par le désert sur le lac Natron, où il devait être joint par deux à trois mille Arabes du Baireh et du désert de Derne, et marcher sur Aboukir, lieu désigné pour le débarquement d'une grande armée turque. Il devait conduire à cette armée des chameaux, des chevaux, et la servir de son influence.

Le général Murat partit du Caire, arriva au lac Natron, attaqua Mourah-Bey, et lui prit un catchef et une cinquantaine de Mamelucks. Mourah-Bey vivement poursuivi, et n'ayant d'ailleurs aucune nouvelle de l'armée qui devait débarquer à Aboukir, et que les vents avaient retardée, retourna sur ses pas, cherchant son salut dans le désert. Dans la journée du 13, il arriva aux Pyramides; on dit qu'il monta sur la plus haute, et qu'il y resta une partie de la journée à considérer avec sa lunette toutes les maisons du Caire et sa belle campagne de Gizeh. De toute la puissance des Mamelucks, il ne lui restait plus que quelques centaines d'hommes découragés, fugitifs et délabrés!

Aussitôt que le général en chef fut instruit de sa présence sur ce point, il partit à l'heure même, arriva aux Pyramides; mais Mourah-Bey s'enfonça dans le désert, se dirigeant sur la grande oasis. On lui prit quelques chameaux et quelques hommes.

§ III.

Le 14 juillet, le général en chef apprit que Sidney-Smith avec deux vaisseaux de ligne anglais, plusieurs frégates, plusieurs vaisseaux de guerre turcs et cent vingt ou cent cinquante bâtimens de transport, avait mouillé le 12 juillet au soir dans la rade d'Aboukir. Le fort d'Aboukir était armé, approvisionné et en bon état; il y avait quatre cents hommes de garnison et un chef de confiance. Le général de brigade Marmont, qui commandait à Alexandrie et dans toute la province, répondait de la défense du fort, pen-

dant le temps qui serait nécessaire à l'armée pour arriver. Mais ce général avait commis une grande faute : au lieu de raser le village d'Aboukir, comme le général en chef le lui avait ordonné, et d'augmenter les fortifications du fort en y construisant un glacis, un chemin couvert et une bonne demi-lune en maçonnerie, le général Marmont avait pris sur lui de conserver ce village, qui avait de bonnes maisons et qui lui parut nécessaire pour servir de cantonnement aux troupes ; et il avait fait établir, par le colonel Cretin, une redoute de cinquante toises de côté, en avant du village, à peu près à quatre cents toises du fort. Cette redoute lui parut protéger suffisamment le fort et le village. Le peu de largeur de l'isthme, qui dans ce point n'avait pas plus de quatre cents toises, lui faisait croire qu'il était impossible de passer et d'entrer dans le village sans s'emparer de la redoute. Ces dispositions étaient vicieuses, puisque c'était faire dépendre la sûreté du fort important d'Aboukir, qui avait une escarpe et une contrescarpe de fortification permanente, d'un ouvrage de campagne qui n'était pas flanqué, et n'était pas même palissadé.

Mustapha-Pacha envoya ses embarcations dans le lac Madieh, s'empara de la traille qui servait à la communication d'Alexandrie à Rosette, et opéra son débarquement sur le bord de ce lac. Le 14, les chaloupes canonnières anglaises et turques entrèrent dans le lac Madieh et canonnèrent la redoute. Plusieurs pièces de campagne que débarquèrent les Turcs furent disposées pour contrebattre les quatre pièces qui défendaient cet ouvrage; et lorsqu'il fut jugé suffisamment battu, les Turcs le cernèrent, le kandjar au poing, montèrent à l'assaut, s'en emparèrent et firent prisonniers ou tuèrent les trois cents Français que le commandant d'Aboukir y avait placés ; lui-même y fut tué. Ils prirent possession alors du village; il ne restait plus dans le fort que cent hommes et un mauvais officier, qui, intimidé par les immenses forces qui l'environnaient et la prise de la redoute, eut la lâcheté de rendre le fort, événement malheureux qui déconcerta tous les calculs (a).

§ IV.

Cependant, aussitôt que Napoléon fut instruit du débarquement des Turcs, il se porta à Gizeh et expédia des ordres dans toute l'Égypte. Il coucha le 15 à Wardan, le 17 à Alkam, le 18 à Chabour, le 19 à Rhamanieh, faisant ainsi quarante lieues en quatre jours. Le convoi qui avait été signalé à Aboukir était considérable; et tout faisait penser qu'il y avait, indépendamment d'une armée turque, une armée anglaise ; dans l'incertitude, le

(a) Le village d'Aboukir environne le fort, il est à l'extrémité de la presqu'île. A quatre cents toises du fort s'élève un petit mamelon qui le domine. La presqu'île n'a, en cet endroit, au plus que quatre cents toises de large. C'est là que Marmont avait fait construire une redoute. Le village est assez considérable, les maisons sont en pierre. Le fort d'Aboukir était fermé par un rempart avec fossé taillé dans le roc; dans l'intérieur, il y avait de grosses tours et des magasins voûtés, reste de très anciennes constructions. Il est environné de tous côtés de rochers qui se prolongent dans la mer, et le rendent directement inabordable par la haute mer. A quelques centaines de toises se trouve une petite île, où l'on pourrait établir un fort qui protégerait quelques vaisseaux de guerre.

général en chef raisonna comme s'il en était ainsi.

Les divisions Murat, Lannes, Bon, partirent du Caire, en laissant une bonne garnison dans la citadelle et dans les différens forts; la division Kléber partit de Damiette. Le général Régnier, qui était dans le Charkieh, eut ordre de laisser une colonne de six cents hommes, infanterie, cavalerie et artillerie, y compris les garnisons de Beilbeis, Salahieh, Cathieh et El-Arisch, et de se diriger sur Rhamanieh. Les différens généraux qui commandaient les provinces se portèrent avec leurs colonnes et ce qu'ils avaient de disponible, sur ce point. Le général Desaix eut ordre d'évacuer la haute Égypte, d'en laisser la garde aux habitans et d'arriver en toute diligence sur le Caire; de sorte que, s'il était nécessaire, toute l'armée, qui comptait vingt-cinq mille hommes, dont plus de trois mille hommes d'excellente cavalerie, et soixante pièces de campagne bien attelées, était en mouvement pour se réunir devant Aboukir. Le nombre des troupes qui furent laissées au Caire, compris les malingres et dépôts, n'était pas de plus de huit à neuf cents hommes.

Le général en chef avait l'espoir de détruire l'armée qui débarquait à Aboukir, avant que celle de Syrie, s'il s'en était formé une nouvelle depuis deux mois qu'il avait quitté cette contrée, pût arriver devant le Caire. On savait par notre avant-garde, qui était à El-Arisch, que rien de ce qui devait former cette armée n'était encore arrivé à Gaza; il était toutefois nécessaire d'agir comme si l'ennemi, pendant qu'il débarquait à Alexandrie, avait une armée en marche sur El-Arisch, et il était important que le général Desaix eût évacué la haute Égypte, et fût arrivé au Caire, avant que l'armée de Syrie, si toutefois il y en avait une et qu'elle se hasardât à passer le désert, pût y arriver elle-même.

Dans cette circonstance, les scheicks de Gemil-Azar firent des proclamations pour éclairer les peuples sur les mouvemens qui s'opéraient, et empêcher qu'on ne crût que les Français évacuaient l'Égypte; ils firent connaître qu'au contraire le sultan Kébir était constant dans ses sollicitudes pour elle. C'est ce qui l'avait porté à passer le désert pour aller détruire l'armée turque qui venait la ravager; qu'aujourd'hui qu'une autre armée était arrivée, sur des vaisseaux, à Aboukir, il marchait avec son activité ordinaire pour s'opposer au débarquement et éviter à l'Égypte les calamités qui pèsent toujours sur un pays qui est le théâtre de la guerre.

§ V.

Arrivé à Rhamanieh, Napoléon reçut, le 20 juillet, des nouvelles d'Alexandrie, qui donnaient le détail du débarquement de l'ennemi, de l'attaque et de la prise de la redoute, et de la capitulation du fort. On annonçait que l'ennemi n'avait pas encore avancé et qu'il travaillait à des retranchemens, consistant en deux lignes, l'une qui réunissait la redoute à la mer par des retranchemens; l'autre, à trois quarts de lieue en avant, avait la droite et la gauche soutenues par deux monticules de sable, l'un dominant le lac Madieh, et l'autre appuyé à la Méditerranée; que l'inactivité de l'ennemi depuis cinq jours

qu'il avait pris la redoute était fondée, suivant les uns, sur ce qu'il attendait l'arrivée d'une armée anglaise venant de Mahon; suivant les autres, sur ce que Mustapha avait refusé de marcher sur Alexandrie, sans artillerie et sans cavalerie, sachant que cette place était fortifiée et armée d'une immense artillerie; qu'il attendait Mourah-Bey, qui devait lui amener plusieurs milliers d'hommes de cavalerie et plusieurs milliers de chameaux; que l'armée turque était évaluée à vingt ou vingt-cinq mille hommes; que l'on voyait sur la plage une trentaine de bouches à feu, modèle français, pareilles à celles prises à Jaffa; qu'il n'avait aucun attelage; et que toute sa cavalerie consistait en deux ou trois cents chevaux, appartenant aux officiers, que l'on avait formés en pelotons pour fournir des gardes aux postes avancés.

Les événemens survenus à Mourah-Bey déconcertaient tous les projets de l'ennemi; les Arabes du Bahireh, parmi lesquels nous avions beaucoup de partisans, craignirent de s'exposer à la vengeance de l'armée française; ils ne témoignaient pas une grande confiance dans les succès des Turcs, que d'ailleurs ils voyaient dépourvus d'attelages et de cavalerie.

Les fortifications que l'armée turque faisait sur la presqu'île d'Aboukir, portaient à penser qu'elle voulait prendre ce point pour centre de ses opérations; elle pouvait de là se diriger sur Alexandrie ou sur Rosette.

Le général en chef jugea devoir prendre le point de Birket pour centre de ses mouvemens. Il y envoya le général Murat avec son avant-garde pour y prendre position; le village de [illegible] la tête du lac Madieh.
Birket est a [illegible]

De là on pouvait fondre sur le flanc droit de l'armée ennemie, si elle se dirigeait sur Rosette, et l'attaquer entre le lac Madieh et le Nil, ou tomber sur son flanc gauche, si elle marchait sur Alexandrie.

Pendant que toutes les colonnes se réunissaient à Rhamanieh, le général en chef se rendit à Alexandrie; il fut satisfait de la bonne situation où se trouvait cette place importante, qui renfermait tant de munitions et des magasins si considérables, et il rendit une justice publique aux talens et à l'activité du colonel du génie Cretin.

La contenance de l'ennemi faisait ajouter foi aux bruits que ses partisans répandaient qu'il attendait l'armée anglaise; il était donc important de l'attaquer et de le battre avant son arrivée. Mais la marche du général en chef avait été si rapide, les distances étaient si grandes, qu'il n'y avait encore de réunis que cinq à six mille hommes. Il fallait douze à quinze jours de plus pour pouvoir rassembler toute l'armée, excepté la division Desaix à laquelle il fallait vingt jours.

Le général en chef résolut de se porter en avant avec ce qu'il avait de troupes et d'aller reconnaître l'ennemi : celui-ci n'ayant ni cavalerie, ni artillerie mobile, ne pouvait point l'engager dans une affaire sérieuse; son projet était, si l'ennemi était nombreux et bien établi, de prendre une position parallèle, appuyant la droite au lac Madieh, la gauche à la mer, et de s'y fortifier par des redoutes. Par ce moyen, il tiendrait l'ennemi bloqué sur la presqu'île, l'empêcherait d'avoir aucune communication avec l'Égypte, et serait à même d'attaquer l'armée tur-

que lorsque la plus grande partie de l'armée française serait arrivée.

Napoléon partit le 24 d'Alexandrie, et vint camper au Puits, moitié chemin de l'isthme, et y fut rejoint par toutes les troupes qui étaient à Birket.

Les Turcs, qui n'avaient point de cavalerie, ne pouvaient s'éclairer; ils étaient contenus par les grandes gardes de hussards et de chasseurs que la garnison d'Alexandrie avait placées dès les premiers jours du débarquement. On nourrissait donc quelque espérance de surprendre l'armée ennemie. Mais une compagnie de sapeurs, escortant un convoi d'outils et partie d'Alexandrie fort tard le 24, dépassa les feux de l'armée française et tomba dans ceux de l'armée turque, à dix heures du soir. Aussitôt que les sapeurs s'en aperçurent, ils se sauvèrent pour la plupart, mais dix furent pris, et par eux, les Turcs apprirent que le général en chef et l'armée étaient vis-à-vis d'eux. Ils passèrent toute la nuit à faire leurs dernières dispositions, et nous les trouvâmes, le 25, préparés à nous recevoir.

Le général en chef changea alors ses premiers projets, et résolut d'attaquer à l'heure même, sinon pour s'emparer de toute la presqu'île, du moins pour obliger l'ennemi à reployer sa première ligne derrière la seconde, ce qui permettrait aux Français d'occuper la position de cette première ligne et de s'y retrancher. L'armée turque ainsi resserrée, il devenait facile de l'écraser de bombes, d'obus et de boulets; nous avions dans Alexandrie des moyens d'artillerie immenses.

Le général Lannes avec dix-huit cents hommes, fit ses dispositions pour attaquer la gauche de l'ennemi; Destaing, avec un pareil nombre de troupes se disposa à attaquer la droite; Murat avec toute la cavalerie et une batterie légère se partagea en trois corps, la gauche, la droite, et la réserve. Les tirailleurs de Lannes et Destaing s'engagèrent bientôt avec les tirailleurs ennemis. Les Turcs maintinrent le combat avec succès, jusqu'au moment où le général Murat, ayant pénétré dans leur centre, dirigea sa gauche sur les derrières de leur droite, et sa droite sur les derrières de leur gauche, coupant ainsi la communication de la première ligne avec la deuxième. Les troupes turques perdirent alors contenance, et se portérent en tumulte sur leur deuxième ligne. Ce corps était de neuf à dix mille hommes. L'infanterie turque est brave, mais elle ne garde aucun ordre, et ses fusils n'ont point de baïonnette; elle a d'ailleurs le sentiment profond de son infériorité en plaine contre la cavalerie. Cette infanterie, rencontrée au milieu de la plaine par notre cavalerie, ne put rejoindre la deuxième ligne, et fut jetée, la droite dans la mer, et la gauche dans le lac Madieh. Les colonnes de Lannes et de Destaing, qui s'étaient portées sur les hauteurs que venait de quitter l'ennemi, en descendirent au pas de charge, et les poursuivirent l'épée dans les reins. On vit alors un spectacle unique. Ces 10,000 hommes, pour échapper à notre cavalerie et à notre infanterie, se précipitèrent dans l'eau; mitraillés par notre artillerie, ils s'y noyèrent presque tous! On dit qu'une vingtaine d'hommes seulement parvinrent à se sauver à bord des chaloupes. Un si grand succès, qui nous avait coûté si peu, donna l'espérance de forcer la deuxième ligne. Le géné-

ral en chef se porta en avant pour la reconnaître avec le colonel Cretin. La gauche était la partio la plus faible.

Le général Lannes eut l'ordre de former ses troupes en colonnes, de couvrir de tirailleurs les retranchemens de la gauche de l'ennemi, et, sous la protection de toute son artillerie, de longer le lac, tourner les retranchemens, et se jeter dans le village. Murat avec toute sa cavalerie se plaça en colonnes serrées derrière Lannes, devant répéter la même manœuvre que pour la première ligne, et, aussitôt que Lannes aurait forcé les retranchemens, se porter sur les derrières de la redoute de la droite des Turcs. Le colonel Cretin, qui connaissait parfaitement les localités, lui fut donné pour diriger sa marche. Le général Destaing fut destiné à faire de fausses attaques pour attirer l'attention de la droite de l'ennemi.

Toutes ces dispositions furent couronnées par les plus heureux succès. Lannes força les retranchemens au point où ils joignaient le lac, et se logea dans les premières maisons du village; la redoute et toute la droite de l'ennemi étaient couvertes de tirailleurs.

Mustapha-Pacha était dans la redoute : aussitôt qu'il s'aperçut que le général Lannes était sur le point d'arriver au retranchement et de tourner sa gauche, il fit une sortie, déboucha avec quatre ou cinq mille hommes, et par là sépara notre droite de notre gauche, qu'il prenait en flanc en même temps qu'il se trouvait sur les derrières de notre droite. Ce mouvement aurait arrêté court Lannes; mais le général en chef, qui se trouvait au centre, marcha avec la 69e, contint l'attaque de Mustapha, lui fit perdre du terrain, et par là rassura entièrement les troupes du général Lannes, qui continuèrent leur mouvement; la cavalerie, ayant alors débouché, se trouva sur les derrières de la redoute. L'ennemi, se voyant coupé, se mit aussitôt dans le plus affreux désordre. Le général Destaing marcha au pas de charge sur les retranchemens de droite. Toutes les troupes de la deuxième ligne voulurent alors regagner le fort, mais elles se rencontrèrent avec notre cavalerie, et il ne se fût point sauvé un seul Turc sans l'existence du village : un assez grand nombre eurent le temps d'y arriver; trois ou quatre mille Turcs furent jetés dans la mer. Mustapha, tout son état-major et un gros de douze à quinze cents hommes, furent cernés et faits prisonniers. La 69e entra la première dans la redoute.

Il était quatre heures après midi : nous étions maîtres de la moitié du village, de tout le camp de l'ennemi, qui avait perdu quatorze ou quinze mille hommes; il lui en restait trois ou quatre mille qui occupaient le fort et se barricadaient dans une partie du village. La fusillade continua toute la journée. Il ne fut pas jugé possible, sans s'exposer à une perte énorme, de forcer l'ennemi dans les maisons qu'il occupait, protégé par le fort. On prit position, et le génie et l'artillerie reconnurent les endroits les plus avantageux pour placer des pièces de gros calibre, afin de raser les défenses de l'ennemi, sans s'exposer à une plus grande perte. Mustapha-Pacha ne s'était rendu prisonnier qu'après s'être vaillamment défendu. Il avait été blessé à la main. La cavalerie eut la plus grande part au succès de cette journée. Murat fut blessé d'un coup de tromblon à la

tête; le brave Duvivier fut tué d'un coup de kandjiar. Cretin était tombé mort, percé d'une balle, en conduisant la cavalerie. Guibert, aide-de-camp du général en chef, frappé d'un boulet à la poitrine, mourut peu après le combat. Notre perte se monta à environ trois cents hommes. Sidney-Smith, qui faisait les fonctions de major-général du pacha, et qui avait choisi les positions qu'avait occupées l'armée turque, faillit être pris; il eut beaucoup de peine à rejoindre sa chaloupe.

La 69ᵉ s'était mal comportée dans un assaut à Saint-Jean-d'Acre, et le général en chef, mécontent, l'avait mise à l'ordre du jour et avait ordonné qu'elle traverserait le désert la crosse en l'air et escortant les malades; par sa belle conduite à la bataille d'Aboukir, elle reconquit son ancienne réputation.

MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.

Spectateur du

.

illeneuve a dit

, qu'il attendoit

iral; on assura

t donné [illegible]

s le signal

l doge des ordres

e combat et

? d'ailleurs l'ori[illegible]

nes du soir. depuis

n heures après

mmandoit

quoit pas

ner, mais il

é et de Vigand



BIBLIOTHÈQUE MILITAIRE.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS NAPOLÉON,

ÉCRITS A SAINTE-HÉLÈNE,

Par les Généraux qui ont partagé sa captivité,

ET PUBLIÉS SUR LES MANUSCRITS ENTIÈREMENT CORRIGÉS DE LA MAIN

DE NAPOLÉON.



PARTIE ÉCRITE

PAR LE GÉNÉRAL COMTE DE MONTHOLON.



1840.

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

SEPT NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

TRAITÉ DES GRANDES OPERATIONS MILITAIRES,

PAR LE GÉNÉRAL BARON JOMINI (a).

DEUXIÈME ÉDITION, TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE, CONTENANT LES CAMPAGNES DE BONAPARTE EN ITALIE EN 1796 ET 1797.

1re. Bataille de Montenotte. — 2e, Bataille de Lodi. — 3e, Bataille de Castiglione. — 4e, Bataille de Bassano. — 5e, Bataille d'Arcole. — 6e, Bataille de Rivoli. — 7e, Campagne d'Allemagne de 1797.

Cet ouvrage est un des plus distingués qui aient paru sur ces matières. Ces notes pourront être utiles à l'auteur pour ses prochaines éditions, et intéresseront les militaires.

Ire NOTE (CHAPITRE XXV).

BATAILLE DE MONTENOTTE.

1° L'armée autrichienne, en avril 1796, était forte de quarante-deux bataillons et quarante-quatre escadrons : quelques-uns de ces bataillons étaient de quinze cents hommes ; l'armée piémontaise, compris l'artillerie et la cavalerie, était de trente mille hommes ; la division de cavalerie napolitaine était de deux mille hommes. Ces armées réunies avaient quatre-vingt mille hommes sous les armes, et deux cents pièces de canon. L'armée française était de vingt-huit mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie, et trente pièces de canon

(a) Napoléon, parlant de ce général dans une de ses notes sur un ouvrage publié en Allemagne au sujet de la campagne de Saxe, dit :

« C'est à tort que l'auteur de ce livre at-
» tribue au général Jomini d'avoir porté aux
» alliés le secret des opérations de la cam-
» pagne, et la situation du corps de Ney.
» Cet officier ne connaissait pas le plan de
» l'empereur. L'ordre du mouvement géné-
» ral, qui était toujours envoyé à chacun
» des maréchaux, ne lui avait pas été com-
» muniqué; et l'eût-il connu, l'empereur ne
» l'accuserait pas du crime qu'on lui impute.
» Il n'a pas trahi ses drapeaux comme Pi-
» chegru, A......., M......., B....... : il avait
» à se plaindre d'une grande injustice; il a
» été aveuglé par un sentiment honorable.
» Il n'était pas Français ; l'amour de la
» patrie ne l'a pas retenu. »

attelées. Total, trente-un mille hommes en campagne.

2° Les demi-brigades de l'armée d'Italie n'ont pris les numéros qu'elles ont portés en 1815, qu'au mois de juin 1796 : avant cette époque, elles portaient des numéros anciens qui sont oubliés.

3° A la bataille de Montenotte, le général d'Argenteau, commandant le centre de Beaulieu, avait dix-huit mille hommes dont cinq mille Piémontais.

4° A la bataille de Millésimo, les Autrichiens avaient vingt-un mille hommes; à Dégo, ils en perdirent dix mille, dont huit mille prisonniers. trente pièces de canon, et quinze drapeaux : le chef de l'état-major-général, en faisant imprimer l'état des prisonniers, en oublia deux mille qui avaient déjà été évacués sur Nice, et dont le rôle n'avait pas été remis à l'adjudant-général chargé de ce détail.

5° Dans la proclamation du général en chef à l'armée, datée de Cherasco, il y a une erreur d'impression : au lieu de quinze cents, il faut lire quinze mille prisonniers.

6° La cavalerie avait passé l'hiver sur les bords du Rhône, mais elle était dans l'état le plus pitoyable et marchait à la suite des colonnes; elle fut pourtant fort utile pour suivre l'ennemi dans les gorges après qu'il fut mis en déroute, et c'est à elle qu'on dut la grande quantité de prisonniers qui furent faits dans ce début de la campagne ; mais alors elle ne pouvait pas lutter en ligne contre la cavalerie autrichienne : ce n'est que sur le Mincio qu'elle se montra, pour la première fois, avec avantage, manœuvra en plaine, fit des charges heureuses, et rivalisa avec l'infanterie.

IIe NOTE (CHAPITRE XXVI).

BATAILLE DE LODI.

1° Au lieu de passer le Pô à Plaisance, l'armée d'Italie eût-elle dû effectuer son passage à Crémone? Dans sa marche de Tortone à Plaisance, en descendant la rive droite du Pô, elle prêta, pendant dix-huit lieues, le flanc à l'ennemi qui, muni d'un équipage de pont, était en position sur la rive gauche : il y aurait eu bien des inconvéniens à prolonger encore cette marche de sept lieues; et quel en eût été le but? Plaisance, sur la rive droite, eût fourni toutes les ressources d'une grande ville pour faciliter la construction des ponts; Crémone, sur la rive opposée, fût restée au pouvoir de l'ennemi jusqu'à ce que le passage eût été effectué ; Plaisance est d'ailleurs le point du Pô le plus près de Milan, dont Crémone est beaucoup plus éloignée et séparée par l'Adda. Si Beaulieu eût bordé la rive droite de l'Adda, et qu'il eût jeté un pont vis-à-vis de Plaisance, l'armée française se fût trouvée coupée sur les deux rives. Il faut éviter les marches de flanc, et lorsqu'on en fait, il faut les faire les plus courtes possibles et avec une grande rapidité.

2° Si l'armée française avait eu un équipage de pont, elle serait arrivée sur Milan avant l'armée autrichienne, mais elle perdit soixante heures pour rassembler les bateaux et construire un pont sur le Pô, ce qui donna le temps au général ennemi de passer l'Adda.

3° Le corps de Colli, qui se dirigeait sur le pont de Cassano, était en arrière. Napoléon espéra de le couper du Mincio, ce qui le décida à brusquer et à effectuer de vive force le passage du pont de Lodi. Effectivement au moment où il forçait le pont, Colli

passait à Cassano ; il put faire sa retraite sans être inquiété. Si l'armée eût eu un équipage de pont, elle eût passé l'Adda le jour même du combat de Fombio à la nuit tombante.

Napoléon arriva de sa personne jusqu'à une portée de fusil de Pizzighetone; il fit courir *en amont et en aval* pour rassembler des bateaux, et s'il eût pu s'en procurer huit ou dix, il eût passé; pendant la nuit même, il se fût mis à cheval sur l'Adda.

4° Beaulieu, dans la nuit qui suivit le combat de Fombio, ne tenta point de surprendre Codogno, il ignorait encore ce qui s'était passé l'après-midi, et se voyait encore maître de Fombio : il venait tout simplement se cantonner à Cazal ponr y passer la nuit. Un de ses régimens de cavalerie, qui voulut s'établir à Codogno, donna dans les bivouacs de la division Laharpe; il fut reçu par une vive fusillade, et se retira en tonte hâte. Le général Laharpe sortit de son camp avec quelqnes officiers de son état-major, pour recueillir aux premières cassines quelques renseignemens sur la force dn corps qui venait de se montrer : à une heure après minuit, revenant à son quartier-général par un autre chemin qne celui par lequel il était parti, il fut accueilli par un feu de file, et tomba mort percé par les balles de ses propres soldats qui l'aimaient et furent consternés de leur méprise.

5° Le général Colli, qui commandait les Piémontais, était un officier de l'armée autrichienne. Il ne quitta donc pas le service dn roi de Sardaigne après l'armistice de Cherasco.

6° La division Augereau passa effectivement le Mincio sur le pont de Borghetto; les démonstrations près de Peschiera étaient une fansse attaque pour fixer l'attention du général Lyptaï pendant qu'Augereau manœuvrait pour lui couper le chemin de Vérone.

7° Il y avait dans le fort Urbin huit cents soldats du pape et non pas deux cents; ce fait est bien peu important en lui-même, nous ne le relevons que par respect pour la vérité.

Nous ne savons qui a dit que l'armée n'eût pas dû s'arrêter sur l'Adige, qu'elle eût dû passer les Alpes-Julienues et se porter sur Vienne ; mais cela est bien absurde !

Après la bataille de Lodi, Napoléon reçut un arrêté du directoire qui lui ordonnait de marcher sur Rome et Naples avec vingt mille hommes, et de livrer son armée à Kellermann qui viendrait commander le blocus de Mantoue. Il représenta avec énergie les vices de ce projet, et offrit sa démission, ne voulant pas être l'instrument de la perte de son armée. Le gouvernement rapporta son arrêté ; il avait été séduit par l'appât irrésistible pour les hommes de la révolution d'arborer le drapeau français sur le Capitole et de punir la cour de Naples de ses nombreuses offenses : sa politique dicta la conduite de Napoléon avec le roi de Sardaigne ; mais ces ménagemens entraient difficilement dans les têtes de ce temps-là. Ce n'est pas sans peine qu'il avait pu faire comprendre toute l'importance de maintenir la tranquillité dans le Piémont ; que les révolutions, les révoltes, la fermentation des passions, produisent toujours des troubles ; que c'était du calme et de la sécurité qu'il fallait sur les derrières de l'armée.

IIIe NOTE (CHAPITRE XXX).

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

1° On tient trop de compte des rapports du conseil aulique qui, battu, chercha à pallier l'état des choses. A cette époque, Wurmser n'avait pas moins de cent mille hommes, dont quinze mille dans Mantoue; l'armée française était de quarante mille hommes dont dix mille employés au blocus de cette place; trente mille formaient l'armée d'observation qui devait tenir en respect et contenir une armée de secours de plus de quatre-vingt mille hommes. Depuis le 29 juillet jusqu'au 8 août, Wurmser perdit quarante mille hommes, soixante-dix pièces de canon, beaucoup de caissons et de voitures, quinze drapeaux : il changea la garnison de Mantoue, la renforça de cinq mille hommes et regagna le Tyrol avec moins de quarante mille hommes.

2° Le 31 juillet, Augereau repassa le Mincio à Borghetto avec sa seule division; Serrurier leva le blocus de Mantoue, réunit sa division et se porta sur Marcaria. Dans la nuit du 31 juillet au 1er août, Napoléon marcha sur Brescia avec la division Augereau qui suivait des chemins vicinaux au travers d'un pays de bruyères; Masséna (qui ne resta pas à Ponte-san-Marco) marcha parallèlement sur la chaussée de Ponte-San-Marco à Brescia : Sauret resta en position sur les hauteurs entre Lonato et Salo : le général Pigeon, commandant l'arrière-garde de Masséna dans cette marche, demeura sur le bas Mincio avec quinze cents hommes, tiraillant d'une rive à l'autre; l'arrière-garde d'Augereau, commandée par le général de brigade Valette, s'établit sur la rive droite du Mincio à la hauteur de Borghetto, et tirailla avec l'autre rive. Le 2 août, à la petite pointe du jour, les divisions Masséna et Augereau firent demi-tour à droite, après avoir chassé Quasdanowich de Brescia et de toute la plaine. Masséna se porta à Ponte-San-Marco et trouva son arrière-garde, devenue par ce mouvement son avant-garde, déjà reployée sur Castiglione; elle s'était laissé forcer sans raison dans la journée. Telle était la position des choses la veille de la bataille de Lonato.

3° A cette bataille les Autrichiens avaient trente mille hommes; ils en avaient dix-huit mille à Castiglione; Lyptaï formait l'avant-garde; aussi fallut-il au général Augereau, toute la vigueur de son excellente division renforcée de la réserve de cavalerie, pour vaincre, s'emparer de Castiglione et battre l'ennemi. Douze cents hommes étaient opposés à Masséna : ils prirent d'abord Lonato et défirent l'arrière-garde du général Pigeon, mais furent percés par le centre, repoussés et chassés du champ de bataille. Le 5, eut lieu la bataille de Castiglione. Le général Fiorella qui commandait la division Serrurier, ne put faire son mouvement sur les derrières de Wurmser qu'avec quatre mille hommes; il y avait à cette division trois mille malingres ruinés par les fièvres des marais, qu'il lui fut impossible d'emmener, et qu'il dut laisser à Marcaria avec les sapeurs, les ouvriers, les caissons et autres voitures attachées à l'équipage de siége. Wurmser avait encore près de trente mille hommes, une fort belle cavalerie, la nôtre était encore alors inférieure à l'autrichienne; l'armée française était de vingt-deux à vingt-trois mille hommes, mais c'étaient les mêmes troupes qui s'étaient battues à la Corona, à Lonato, et à la

bataille du 3; bien des officiers avaient été tués, beaucoup étaient hors de combat: on fit donc dans cette journée tout ce qu'il était possible de faire.

4° Wurmser était un vieux soldat, il avait de bons officiers avec lui, il savait que son plan était trop vaste, mais il se croyait protégé par sa grande supériorité numérique. S'il n'eût eu que des forces égales ou seulement d'un tiers au-dessus, il ne se fût pas autant étendu. S'il eût perdu aussi peu de monde qu'on paraît le croire à Lonato et à Castiglione, il n'eût pas abandonné le Mincio, il s'y fût maintenu la gauche appuyée à Mantoue, la droite au lac de Garda; en investissant et assiégeant Peschiera, il eût sauvé l'honneur des armes; mais les pertes qu'il avait éprouvées étant trop considérables, elles l'obligèrent à rentrer dans le Tyrol et à abandonner l'Italie.

IVe NOTE (Chap. xxxi).

BATAILLE DE BASSANO.

1° Wurmser reçut quinze mille hommes de renfort dans le mois d'août, il lui en restait quarante mille de son ancienne armée, il s'y était joint dix mille Tyroliens, il avait donc soixante-dix mille hommes dans le commencement de septembre. Trente mille, y compris les dix mille Tyroliens, furent destinés à garder le Tyrol sous Davidowich, quarante mille à manœuvrer par les plaines du Bassanais et du Vicentin sur Mantoue; sur ce nombre, trente mille étaient d'infanterie, le reste de cavalerie et d'artillerie. Davidowich perdit onze mille hommes à la bataille de Rovérédo dont neuf mille prisonniers; il en avait perdu au combat de la Sarca et en perdit au combat de Lavis.

2° Au combat de Primolano, on fit des prisonniers de cinq bataillons différens; il y avait outre les trois bataillons de Croates, six bataillons de ligne: le nombre des prisonniers fut de quatre mille et non de dix-huit cents.

3° La bataille de Bassano a été plus importante qu'on ne la représente; les pertes éprouvées par l'ennemi ont été plus fortes.

4° La division Mezaros, arrivée devant Vérone, attaqua cette ville et fut repoussée; le local avait été préparé à cet effet, car le mouvement offensif de Wurmser avait été prévu; une demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence, et l'enceinte avait été armée d'un grand nombre de pièces d'artillerie. Kilmaine, qui avait été chargé d'observer l'Adige, reçut du général en chef, au moment où celui-ci marchait sur Trente, une instruction fort détaillée qui le frappa vivement; elle est curieuse et doit se trouver dans ses papiers; tout ce qui arriva sur l'Adige était prévu. Lorsqu'il se vit menacé, Kilmaine rappela la garnison de Legnago et ordonna au général Sahuguet, qui commandait le blocus de Mantoue, de la remplacer. Mezaros demanda alors des renforts à Wurmser et surtout un équipage de pont; au lieu de cela il reçut l'ordre de rétrograder en toute hâte sur Bassano; il se rencontra à Vicence avec Wurmser même, qui venait d'être chassé de Bassano.

5° Suivi par la division Masséna, qui marchait directement de Bassano sur Vicence, et par celle d'Augereau, qui était arrivée à Padoue, il se trouvait ainsi acculé à l'Adige; il n'avait pas d'équipages de pont, il les avait perdus à Bassano; il ne lui restait de cette armée de soixante-dix mille hommes que seize mille hommes fort découragés, si ce n'est six mille hommes

de cavalerie en bon état qui n'avaient pas souffert et qui étaient pleins de vigueur. Sa situation paraissait désespérée, lorsque trois escadrons de cavalerie s'emparèrent du bac d'Albarèdo, passèrent sur la rive droite de l'Adige, coupèrent les communications de Legnago avec le blocus de Mantoue, sabrèrent quelques hommes isolés qui portèrent l'alarme dans Legnago. Selon l'usage des Autrichiens, ce parti de cavalerie répandit partout les bruits les plus alarmans : Napoléon avait péri avec son armée dans les gorges de la Brenta : Wurmser avec toute son armée victorieuse arrivait sur Mantoue. Le commandant de Legnago était un chef de bataillon d'infanterie légère qui y était avec cinq cents hommes, il perdit la tête, ajouta foi à ces rapports mensongers et crut faire un chef-d'œuvre d'évacuer la place, de sauver son bataillon et de rejoindre Sahuguet sur Mantoue. L'officier de cavalerie autrichienne en fut bientôt instruit, il se jeta sur-le-champ dans Legnago, et avec ses trois escadrons s'empara de la ville et du pont qui, quoique de bois, avait été laissé entier. Cet heureux événement changea la position du vieux maréchal, il ne courait plus la chance d'être obligé de poser les armes : il se dirigea en toute hâte sur Legnago et passa la rivière ; mais il eut l'imprudence de perdre un jour. Napoléon arrivait à Arcole vis-à-vis Ronco, au moment même où Wurmser entrait dans Legnago ; il s'empara du bac, fit passer sur-le-champ la division Masséna, pour profiter de la sécurité où était Wurmser ; il espéra encore le prévenir sur la Molinella, il se porta sur Sanguinetto dans le temps qu'Augereau se porta de Padoue sur Legnago. Si l'avant-garde de Masséna ne se fût pas dirigée trop à gauche sur Cerea, toute la division Masséna serait arrivée à Sanguinetto avant l'ennemi, et Wurmser eût encore été obligé de poser les armes ; mais l'avant-garde ayant barré le chemin à Cerea, et n'étant seulement forte que de cinq cents chevaux et de douze cents hommes d'infanterie légère, n'étant pas soutenue par le corps de la division qui était sur le chemin de Sanguinetto, Wurmser lui passa sur le ventre, et arriva sur la Molinella où Kilmaine et Sahuguet étaient en position ; ils avaient coupé le pont de Castellaro, mais avaient laissé celui de Villimpenta ; Wurmser s'y dirigea, le chemin de Mantoue lui fut ouvert : voilà comment il parvint à se sauver.

Au premier coup de canon de l'avant-garde de Cerea, Napoléon, qui était à cheval et qui marchait plus à droite sur la direction de Sanguinetto, comprit ce qui arrivait : il s'y porta au galop afin d'y remédier s'il en était temps ; mais, comme il arrivait, la 4e légère était mise en déroute, et plusieurs milliers d'hommes de cavalerie fouillaient la plaine. Une vieille femme instruisit Wurmser qu'il n'y avait pas dix minutes que le général français était là à sa porte ; il n'avait eu, disait-elle, que le temps de donner de l'éperon. Le vieux maréchal espéra, non sans quelque fondement, que son adversaire tomberait en son pouvoir. Il recommanda, dit-on, qu'on le lui amenât vivant. Il paraît que l'auteur a ignoré le combat de Vérone et les événemens de Legnago ; la perte de l'armée autrichienne du 4 septembre au 13, fut de trente mille hommes, tués ou blessés, et de quatorze mille hommes renfermés dans Mantoue, parmi lesquels le maréchal, tout l'état-major, les administrations, etc., etc.

Ve NOTE (Chap. xxxiv).

BATAILLE D'ARCOLE.

1° Au combat du 6 novembre sur la Brenta, les généraux Quasdanowich et Hohenzollern furent poursuivis par la division Augereau sur Bassano; un effort était nécessaire pour les obliger à repasser le pont et rendre la journée décisive. Napoléon envoya l'ordre à nne brigade de réserve d'avancer; mais un bataillon de Croates de neuf cents hommes, qne Quasdanowich avait envoyés en flanqueurs de droite quand il marchait en avant, se trouvant coupé, se barricada dans un village sur la chaussée de Vicence à Bassano : la brigade de réserve, accueillie à l'entrée de ce village par une vive fusillade, ne put déboucher; il fallut manœuvrer et amener du canon : ce village fut enlevé de vive force; mais la brigade perdit deux heures, et la nuit était close quand elle arriva vis-à-vis Bassano.

2° Le général Kilmaine qui, pendant la bataille d'Arcole occupait Vérone, n'avait sous ses ordres qu'un corps de quinze cents hommes infanterie, cavalerie, artillerie.

3° Le pont sur l'Adige fut jeté vis-à-vis Ronco, sur la droite de l'Alpon, entre l'embouchure de cette rivière et Vérone, et non vis-à-vis Albaredo au-dessous de l'embouchure de l'Alpon, 1° parce que les hussards autrichiens occnpaient le village d'Albaredo, et que si l'on y avait jeté le pont, ils eussent donné l'éveil à Alvinzi. C'était surtout sur une surprise que l'on comptait, tandis que l'ennemi avait négligé d'occuper les marais, vis-à-vis Ronco, se contentant de les faire éclairer par des patrouilles de hussards qui deux fois par jour parcouraient les digues. 2° L'armée française n'avait que treize mille hommes, elle ne pouvait avoir aucun espoir, dans l'état des choses, d'en battre trente mille dans une plaine ouverte où les lignes eussent pu se déployer, mais sur des digues environnées de marais, les têtes de colonnes seules se battraient, le nombre serait sans influence. 3° Alvinzi se préparait à donner l'assaut à Vérone; son quartier-général en était à trois lieues; il se pouvait qu'au moment où l'armée française marcherait sur Ronco, il marchât pour forcer Vérone : il fallait donc qu'elle passât le Pô au-dessus de l'embouchure de l'Alpon, pour n'avoir aucun obstacle naturel à suivre Alvinzi sur Vérone. Si elle eût passé vis-à-vis Albaredo, quelques bataillons croates en position sur la rive droite de l'Alpon, auraient suffi pour protéger la marche d'Alvinzi sur Vérone; une fois cette ville perdue, l'armée française était obligée de battre en retraite pour se réunir avec Vaubois sur Mantoue et y prévenir l'ennemi.

4° Pourquoi le village d'Arcole fut-il évacué par l'armée française, à la fin de la première journée? pourquoi le fut-il de nouveau, à la fin de la seconde? Parce que les avantages obtenus dans la première journée quoique assez considérables, ne l'étaient pas assez pour que l'armée pût déboucher dans la plaine, et rétablir ses communications avec Vérone; cependant il était à craindre que, pendant le jour même qu'elle s'était battue à Arcole, Davidowich se fût porté de Rivoli sur Castel-Novo, et alors il n'y avait plus de temps à perdre; il fallait que l'armée marchât toute la nuit pour se réunir le lendemain à Vau-

bois sur Castel-Novo et Villa-Franca, battre Davidowich, sauver le blocus de Mantoue, puis revenir après, s'il y avait lieu, avant qu'Alvinzi eût passé l'Adige. Napoléon reçut à quatre heures du matin la nouvelle que Davidowich n'avait point bougé la veille, alors il repassa le pont et prit Arcole. A la fin de la seconde journée il fit les mêmes raisonnemens; il avait obtenu des avantages réels, mais pas assez décisifs encore pour pouvoir se hasarder à déboucher en plaine; il se pouvait toujours que Davidowich eût marché sur Vaubois, il fallait être en mesure de couvrir le blocus de Mantoue. Ces raisons, très délicates, tiennent à des calculs d'heures, et il faut bien connaître l'échiquier de Vérone, de Villeneuve, de Ronco, de Mantoue, de Castel-Novo, et de Rivoli, pour les concevoir.

5° On demande pourquoi l'armée française ne jeta point dans la première journée un pont à l'embouchure de l'Alpon, afin de déboucher en plaine? pourquoi, du moins, elle ne le fit pas la seconde journée? Parce qu'elle avait éprouvé des revers depuis huit jours; parce qu'elle ne comptait que treize mille combattans; parce qu'enfin ce ne fut que le troisième jour, par des succès obtenus successivement, que l'équilibre fut un peu rétabli entre les deux armées. L'état des choses était tel que si, avant d'ordonner les mouvemens du troisième jour, Napoléon eût convoqué un conseil des généraux, pour discuter s'il devait marcher sur Vérone par la rive gauche, ou s'il devait se porter au secours de Vaubois par la rive droite, toutes les opinions eussent été pour la rive droite : et quand deux heures avant le jour ses généraux de division reçurent l'ordre de se porter en avant, ils trouvèrent le mouvement fort hardi. Comme les divisions s'ébranlaient, les coureurs annoncèrent que l'ennemi s'était mis en retraite sur Vicence et la Brenta.

VI° NOTE (CHAP. XXXVI).

BATAILLE DE RIVOLI.

1° Clarke avait réellement une mission près la cour de Vienne, il était aussi chargé de négocier les intérêts de la minorité du directoire près de Napoléon; ce serait une grande erreur de lui supposer la prétention de le remplacer, le gouvernement était divisé, mais les deux partis étaient également satisfaits de la marche des affaires d'Italie. Clarke n'avait d'ailleurs aucune habitude du commandement, son genre d'esprit était celui d'un observateur; il s'occupa au quartier-général à faire des recherches sur les officiers particuliers; cela en mécontenta plusieurs et lui attira des désagrémens; il était homme de travail et intègre.

2° La 59° n'a jamais fait partie de l'armée d'Italie, mais bien les 57° et 58°.

3° Lorsque Napoléon partit de Rivoli pour se porter à Mantoue, il y laissa les généraux Masséna et Joubert. Dans cette campagne, le projet du conseil aulique était que les opérations d'Alvinzi par Montebaldo, et de Provera par le bas Adige, fussent indépendantes l'une de l'autre. L'ordre avait été donné à Wurmser de manœuvrer pour se réunir avec Provera, si Alvinzi réussissait, et de pousser la victoire autant que le permettraient les circonstances; mais si Alvinzi était battu et que Provera réussît, de profiter des deux ou trois jours où il serait le maître du cours du Pô pour le

passer avec tout son état-major, tous ses cadres d'artillerie, d'infanterie et de cavalerie, se porter sur Rome, se joindre à l'armée du Pape, augmenter et discipliner ses levées, et obliger ainsi le général français à se diviser en deux masses. Quant à Mantoue, il devait l'approvisionner pour deux mois, s'il pouvait se maintenir maître du Serraglio assez de temps pour cela : si au contraire il ne le pouvait pas, il devait abandonner cette place importante, et mener avec lui dans les états du pape, toute l'artillerie et les munitions qu'il lui serait possible d'évacuer.

4° Les armées d'Alvinzi et de Provera étaient plus fortes qu'on ne croit, leurs pertes s'élevèrent à trente mille hommes tués, blessés, ou prisonniers : le nombre de ces derniers montait à dix-neuf mille hommes.

VIIe NOTE (CHAP. XXXVIII).

CAMPAGNE D'ALLEMAGNE DE 1797.

1° Il était nécessaire de commencer la campagne avant la fonte des neiges, pour ne pas donner le temps aux ingénieurs autrichiens de couvrir les débouchés des Alpes-Noriques d'ouvrages de campagne, et de mettre en état de défense Palma-Nova : et il importait aussi de battre l'archiduc avant qu'il eût été rejoint par les divisions du Rhin.

Pour empêcher l'armée française de passer le Tagliamento, il eût fallu que le conseil aulique eût réuni son armée dans le Tyrol, avant le 1er mars, laissant seulement six mille hommes en observation sur le Tagliamento. Si le général français se fût alors obstiné à passer cette rivière, l'archiduc eût été le maître de l'arrêter, il l'eût forcé de rétrograder en passant le Lavis, se portant sur Trente et menaçant Bassano et Vérone. Il était impossible à l'armée française de s'étendre sur sa droite, si l'archiduc se tenait sur la haute Brenta, et elle eût été obligée d'engager la guerre dans le Tyrol, ce qui avait pour lui trois avantages : 1° celui de lui permettre de réunir son armée vingt jours plus tôt, car Inspruck est près du Rhin, Conégliano et Sacile en sont très éloignés ; 2° lui donner un champ de bataille à son avantage, dans un pays où la population lui était toute dévouée, et fort exaltée ; 3° lui donner les moyens de concentrer ses opérations, de recevoir de nouveaux renforts de l'armée du Rhin. Cette seule faute du conseil aulique de réunir l'armée dans le Frioul, au lieu de la rassembler dans le Tyrol, exposa alors la capitale et décida du sort de la guerre.

2° La position de l'archiduc derrière le Tagliamento en avant de Codroipo était mauvaise ; il eût dû se placer à Saint-Daniel, assurant sa retraite par les gorges : de là il eût empêché Masséna de le prévenir à Tarvis. Sa retraite sur le bas Izonzo, et par les gorges de Cividal était une grande erreur, lorsque déjà Masséna était à Tarvis.

3° La division Guieux ne se dirigea point sur la Torre, mais sur Udine, Cividal et Caporetto. Le quartier-général marcha sur Palma-Nova et Gradisca, avec les divisions Bernadotte et Serrurier ; la division Masséna était à Tarvis. On demande pourquoi les divisions Bernadotte et Serrurier ne se dirigèrent pas sur Cividal pour appuyer la division Guieux ? parce que l'archiduc avait dirigé deux divisions et ses parcs par les gorges de Cividal, que la division Guieux était suffisante pour

les pousser. Arrivé à Caporetto, ce corps d'armée continuerait sur Tarvis sa première destination, et alors il était perdu et obligé de poser les armes comme cela effectivement a eu lieu; ou bien, apprenant que déjà Masséna était sur Tarvis, il descendrait l'Izonzo, et se porterait sur Gorizia pour gagner la Carniole: il fallait dans ce cas être en forces, pour marcher à sa rencontre, le jeter sur Caporetto où Guieux serait arrivé, et l'obliger à poser les armes dans les gorges de Caporetto. Tout ce chapitre demande à être recommencé, les mouvemens ne sont pas exactement décrits; l'archiduc était au combat de Tarvis. Napoléon appuya à Gradisca plutôt que sur Gorizia, parce que la rive gauche de l'Izonzo domine la rive droite jusqu'à la route de Montefalcone.

4° Les instructions du général Joubert, prescrivaient, après avoir rejeté le général Kerpen au-delà du Brenner, de faire un à droite, de descendre la vallée de la Drave, et de rejoindre l'armée à Villach. Ce mouvement était régulier, parce que Joubert n'entra en opérations que lorsque déjà l'armée était victorieuse sur le Tagliamento, qu'il ne marcha par sa droite sur la Drave que lorsque déjà le quartier-général était à Clagenfurth. Napoléon envoya successivement à sa rencontre à Lienz et à Spital, son aide-de-camp Lavalette, et le général Zajonzeck avec quelques escadrons de dragons.

5° La division Victor n'a jamais été destinée à rester dans la Romagne; elle avait fait l'expédition de Rome, il lui fallait le temps de revenir. Elle devait prendre position sur l'Adige pour former le noyau d'un corps d'observation contre les Vénitiens. Elle était le 18 avril, pendant le massacre de Vérone, à Padoue. Il eût fallu être bien fou, pour laisser des troupes dans la basse Italie.

6° Après le passage du Tagliamento, Napoléon écrivit au directoire qu'au 15 avril, il serait en Allemagne dans la capitale de la Carinthie; qu'il fallait donc que les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, qui comptaient cent quarante mille combattans se missent sans délai en marche, et prissent position sur l'Ens; que, arrivées sur cette rivière, il dirigerait le mouvement combiné des trois armées sur Vienne. Le directoire lui répondit qu'il allait ordonner à ses armées du Rhin d'entrer en opération; qu'au moment où il recevrait ce courrier, déjà les hostilités auraient commencé. Mais, le premier avril, il reçut à Clagenfurth l'avis qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin, qu'il serait possible que celle de Hoche entrât en campagne, mais que celle de Moreau était hors d'état de passer le Rhin. Cette nouvelle fit naître en lui bien des soupçons. Il avait conclu un traité offensif et défensif avec le roi de Sardaigne, lui avait garanti ses états, et en avait obtenu un contingent de dix mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie, et vingt-quatre pièces de canon. Cette division, qu'il eût menée en Allemagne, aurait assuré ses derrières; chaque soldat piémontais eût été pour lui un ôtage. Le directoire, sans blâmer ce traité, traîna en longueur les ratifications, et la campagne s'ouvrit avant que l'armée eût pu être renforcée de cette division de bonnes troupes. C'était d'autant plus fâcheux, que ces douze mille hommes ayant été rendus mobiles pouvaient être dangereux. Napoléon avait aussi à se plaindre de l'influence qu'excitait le

ministre Quirini, qui ouvrait les portes avec la clé d'or, et entravait les affaires de Venise. Il se convainquit de la nécessité de faire la paix, et écrivit sa lettre si connue à l'archiduc. Tous les courriers de Paris, qu'il reçut jusqu'au 18 avril, le confirmèrent dans l'idée que les armées d'Allemagne ne bougeaient point. Il n'apprit leur passage du Rhin, qu'après la signature des préliminaires de Léoben, qu'il n'eût signés que dans Vienne, s'il eût su que les deux armées françaises du Rhin voulaient entrer en campagne : quand même elles n'eussent passé le Rhin qu'au mois de mai, cela lui eût été suffisant.

NOTES SUR LES HUIT PREMIERS VOLUMES

DE L'OUVRAGE INTITULÉ

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENS MILITAIRES,

OU

ESSAI HISTORIQUE SUR LES CAMPAGNES DE 1799 A 1814.

Cet ouvrage est écrit avec facilité. Il justifie son titre. Sa lecture a été l'objet d'un grand nombre d'observations. Dans les quatre notes que nous mettons ici, nous ne traiterons que de ce qui est relatif, 1° à la politique de Pitt; 2° au général Moreau; 3° à l'armistice naval; 4° aux différentes assertions sur les guerres d'Égypte.

Ire NOTE. — POLITIQUE DE PITT.

(Tome III, page 1, 1800.)

.... « Ce célèbre ministre, dit-il en » parlant de Pitt, fidèle aux principes de la » vieille politique insulaire, n'admettait » aucune garantie tant que la France con- » serverait, avec la Belgique et la disposi- » tion des ressources maritimes de la Hollan- » de, une situation toujours hostile contre » l'Angleterre. — Depuis la cession des Pays- » Bas à la France, consentie par la maison » d'Autriche, au traité de Campo-Formio, » le but de la guerre échappait au gouver- » nement anglais, tous ses efforts tendaient » à le ressaisir. M. Pitt était convaincu que, » pour arracher aux Français cette belle » conquête, il fallait épuiser les ressources » de la France, et la consumer en portant » dans son sein une guerre que la fureur des » partis comprimés, et l'indignation des » puissances humiliées, devaient lui rendre » à jamais funeste, si elle en devenait le » théâtre. — La conquête de l'Italie, et tous » les avantages remportés par les alliés pen- » dant la campagne de 1799, ne suffisaient » plus pour remettre en question la rétro- » cession de la Belgique, parce que ces » avantages étaient balancés sur le Rhin par » la victoire de Zurich, et dans le nord par » le mauvais succès de l'expédition sur les » côtes de Hollande. La continuation de la » guerre était donc invariablement résolue » par le ministère anglais, avant les ouver- » tures faites par Bonaparte. Elles donnè- » rent lieu à de vifs débats dans le parle- » ment; les principaux orateurs du parti de » l'opposition, remontèrent jusqu'aux pre- » mières causes de la guerre. Ils en attri- » buèrent l'explosion, les malheurs, la per- » pétuité, à ceux qui voulaient établir l'im- » mutabilité des gouvernemens, et l'aliéna- » tion irrévocable de la souveraineté comme » base fondamentale d'un pacte social pour » le maintien duquel toutes les puissances » devraient être à jamais solidaires. — » MM. Erskine, Fox et Sheridan, se distin- » guèrent dans cette discussion mémorable : » ils opposèrent à la doctrine des gouverne- » mens de l'Europe moderne, les plus forts » argumens que purent leur fournir les » principes du droit naturel et du droit po- » litique, l'esprit et la marche du siècle, les » exemples tirés de leur propre histoire, le » changement de système en France, qu'ils » trouvaient favorable au rétablissement de » la paix....... »

1° Le ministre anglais a-t-il pu se refuser aux ouvertures que lui a faites

le premier consul, en 1800, sans se rendre responsable des malheurs de la guerre? 2° Le refus était-il politique et conforme à l'intérêt de l'Angleterre? 3° La guerre était-elle alors à désirer pour la France? 4° Quels étaient, dans cette circonstance, les intérêts de Napoléon? Pitt se refusa à entrer en négociation dans l'espérance que, en continuant la guerre, il obligerait la France à rappeler les princes de la maison de Bourbon, et à rétrocéder la Belgique à la maison d'Autriche. Si ces deux prétentions étaient légitimes et justes, il a pu, en justice, se refuser à la paix, mais si l'une et l'autre sont illégitimes et injustes, il a rendu son pays responsable de tous les malheurs de la guerre. Or la république avait été reconnue par toute l'Europe, l'Angleterre elle-même l'avait reconnue en chargeant, en 1796, lord Malmesbury de ses pouvoirs pour traiter avec le directoire. Ce plénipotentiaire s'était rendu successivement à Paris et à Lille, il avait négocié avec Charles Lacroix, Letourneur et Maret, ministres du directoire; d'ailleurs la guerre n'avait pas pour but le retour des Bourbons. Les provinces de la Belgique avaient été cédées par l'empereur d'Autriche au traité de Campo-Formio, en 1797; l'Angleterre avait reconnu leur réunion à la France par les négociations de lord Malmesbury à Lille. Elles faisaient légitimement partie de la république. Vouloir les en séparer, c'était vouloir usurper, déchirer, démembrer un état reconnu. Ces deux prétentions étaient injustes et illégitimes.

2° Cette politique du ministre Pitt était-elle bien conforme à l'intérêt de l'Angleterre? Pouvait-il raisonnablement se flatter d'obtenir la Belgique par le résultat de la continuation de la guerre? N'eût-il pas été plus sage de donner la paix au monde, en s'assurant des avantages réels et très considérables qu'il pouvait obtenir? Les rois de Sardaigne et de Naples, le grand-duc de Toscane, le pape, eussent été rétablis et consolidés sur leurs trônes; le Milanais eût été assuré à la maison d'Autriche; les troupes françaises eussent évacué la Hollande, la Suisse et Gênes; l'influence anglaise eût pu s'établir dans ces pays; l'Égypte eût été restituée au grand-seigneur; l'île de Malte, au grand-maître; Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, eussent consolidé la puissance anglaise aux Deux-Indes. Quel magnifique résultat de la campagne de 1799! Ces avantages étaient certains, et les espérances auxquelles on les sacrifiait étaient-elles au moins probables? En 1799, la coalition avait été victorieuse en Italie, mais battue en Suisse, en Hollande et en Orient. La France venait de changer son gouvernement. A cinq personnes, divisées et peu habiles, succédait une homme dont les connaissances et les talens militaires n'étaient pas douteux; il avait été élevé par l'assentiment de la nation : à son nom seul, la Vendée s'était déjà soumise, les armées de la Russie étaient en marche pour repasser la Vistule : lord Grenville lui-même convenait que quand le premier consul voudrait céder la Belgique, le peuple français en masse s'y opposerait : ainsi l'objet de la guerre était populaire en France. Les cours de Berlin, de Vienne et de Londres, se trompèrent en 1792; les circonstances étaient si nouvelles! Mais, en 1800, les hommes d'état d'Angleterre étaient-ils excusables de tomber dans la même erreur. Il était donc probable que la campagne de 1800 serait favorable à la France, que cette puissance reprendrait l'Italie, et que si

enfin, contre toute probabilité, le succès de la campagne était douteux, il ne remplirait pas du moins le but que se proposait le ministère anglais ; il lui faudrait donc continuer, pendant plusieurs années, d'immenses subsides, car il ne pouvait espérer d'arracher la Belgique à la France que par la réunion de la Russie et de la Prusse ou du moins d'une de ces deux puissances à la coalition. Or ce résultat politique ne pouvait pas être obtenu par la campagne de 1800. Il ne fallait donc pas courir les chances de cette campagne.

3° L'intérêt de la république était l'opposé de celui de l'Angleterre; si elle eût fait la paix dans cette circonstance, elle l'eût faite après une campagne malheureuse, elle eût rétrogradé par l'effet d'une seule campagne, cela eût été un déshonneur et un encouragement aux puissances de se coaliser de nouveau contre elle. Toutes les chances de la campagne de 1800 lui étaient favorables : les armées russes quittaient le théâtre de la guerre ; la Vendée pacifiée rendait disponible une nouvelle armée; les factions étaient comprimées dans l'intérieur, la confiance était entière dans le chef de l'état. La république ne devait faire la paix qu'après avoir rétabli l'équilibre de l'Italie; elle ne pouvait, sans compromettre ses destins, signer une paix moins avantageuse que celle de Campo-Formio.

A cette époque la paix eût perdu la république, la guerre lui était nécessaire pour maintenir l'énergie et l'unité dans l'état, qui était mal organisé; le peuple eût exigé une grande réduction dans l'impôt et le licenciement d'une partie de l'armée; de sorte qu'après deux ans de paix, la France se fût présentée avec un grand désavantage sur le champ de bataille.

4. Napoléon avait alors besoin de guerre: les campagnes d'Italie, la paix de Campo-Formio, les campagnes d'Égypte, la journée du 18 brumaire, l'opinion unanime du peuple pour l'élever à la suprême magistrature, l'avaient sans doute placé bien haut; mais un traité de paix qui eût dérogé à celui de Campo-Formio, et eût annulé toutes ses créations d'Italie, eût flétri les imaginations, et lui eût ôté ce qui lui était nécessaire pour terminer la révolution et établir un système définitif et permanent; il le sentait; il attendait, avec impatience, la réponse du cabinet de Londres. Cette réponse le remplit d'une secrète satisfaction : plus les Grenville et les Chatam se complaisaient à outrager la révolution et à montrer ce mépris qui est l'apanage héréditaire de l'oligarchie, plus ils servaient les intérêts secrets de Napoléon, qui dit à son ministre : « *Cette réponse ne pouvait pas nous être plus favorable.* » Il pressentait dès lors qu'avec des politiques si passionnés, il n'éprouverait pas d'obstacles à remplir ses hautes destinées. Pitt, si distingué d'ailleurs par ses talens parlementaires et ses connaissances de l'administration intérieure, était dans la plus parfaite ignorance de ce qu'on appelle politique ; en général les Anglais n'entendent rien aux affaires du continent, surtout à celles de France.

La gloire de la France a été portée au plus haut point; toute l'Europe lui était soumise, et le ministère anglais a été obligé, peu de mois après s'être permis des déclamations si injurieuses au peuple et à la nation française, de signer la paix d'Amiens. La France, reconnue maîtresse de toute l'Italie, a fait une paix plus avantageuse que celle de Campio-Formio, puisqu'elle y a gagné le Piémont et la Toscane; et

il a fallu le poignard d'un fanatique qui fît tomber le commandement de l'armée d'Orient entre les mains d'un homme distingué sous bien des points de vue, mais absolument dépourvu de talent et de génie militaires, pour que l'Égypte ne fût pas à jamais réunie à la France.

Car il n'est pas un militaire anglais, turc ou français, qui ne convienne que l'armée d'Abercombie eût été battue et détruite si Kléber eût vécu. Déjà la Porte avait montré des dispositions favorables pour faire la paix, indépendamment de l'Égypte. De quel poids un jeune fanatique de vingt-quatre ans, sur la foi d'un passage douteux du Coran, a-t-il pesé dans la balance du monde.

IIe NOTE. — MOREAU.

(Page 87.)

.... « Mais le nom de Moreau était » plus populaire, et la nation l'eût préféré, » si la dictature l'avait séduit, ou si la no- » ble et secrète ambition de se faire le » Monck des Français l'avait excité ; il au- » rait pu, bien avant cette époque, faire in- » tervenir l'armée, et devancer son rival ; il » avait plus que lui l'affection du soldat : on » le connaissait davantage. Il avait eu par- » tout de grands succès, en Flandre, en Al- » lemagne et en Italie, où sa retraite devant » Souvarow ne l'illustra pas moins que celle » qu'il avait faite devant M. l'archiduc. » Moreau n'avait pas la résolution d'esprit » nécessaire pour de telles entreprises ; il » crut, en secondant l'élévation du premier » consul, se réserver le rôle de généralissi- » me, qui lui convenait mieux : mais ce » partage parut trop inégal à ce brillant et » farouche amant de la gloire, qui se mon- » tra toujours jaloux de ses moindres fa- » veurs, et n'en connut jamais le véritable » prix.......... »

(Page 88.)

« Son plan de campagne ne fut point d'a- » bord adopté par le gouvernement ; il vou- » lait agir par son aile droite, et se borner à » observer Saint-Gothard et les principaux » passages du haut Valais jusqu'aux Grisons : » il pensait que les premiers mouvemens de » l'armée de réserve suffiraient pour déga- » ger Masséna ; qu'il ne fallait rien entre- » prendre de plus jusqu'à ce que l'offensive » contre le général Kray eût pleinement » réussi, et qu'on l'eût mis hors d'état de te- » nir campagne ; que jusque là il fallait bien » se garder d'affaiblir l'aile droite de l'ar- » mée du Rhin, et qu'on devait, au con- » traire, la soutenir en portant en avant, à » la naissance des plus hautes vallées, au » débouché de l'Engadine et du Vorarlberg, » une partie de l'armée de réserve, et » qu'elle s'y trouverait également bien pla- » cée pour fermer l'entrée de la Suisse, du » côté du Tyrol, si le général Kray tentait » d'y opérer une diversion, ou pour pren- » dre des revers sur la nouvelle ligne d'o- » pérations du général Mélas, en Lombardie, » et couvrir d'autant mieux celle de l'armée » française du Rhin, agissant dans le bassin » du Danube. Bonaparte, au contraire, ne » songeait qu'à reconquérir l'Italie et ses » premiers trophées ; il avait, à la vérité, » porté d'abord sur l'armée de Moreau tou- » tes les ressources disponibles et les plus à » portée pour la mettre plus promptement » en état d'agir, pendant qu'il rassemblait » avec peine, à de grandes distances, le per- » sonnel, le matériel et grand nombre de » chevaux nécessaires pour son expédition : » mais il considérait cette grande armée du » Rhin comme une masse qui devait seule- » ment paralyser les principales forces de » l'Autriche, après que les premiers mouve- » mens auraient rompu tout concert entre » l'armée impériale d'Allemagne et celle d'I- » talie. Il suffisait donc au premier consul » que la Suisse fût bien gardée, et la chaîne » des Alpes rendue impénétrable. Moreau » devait rester en observation, et détacher » toute son aile droite pour renforcer l'ar- » mée de réserve dans les plaines de la » Lombardie, afin que lui seul pût frapper » les grands coups sur le théâtre où il lui » convenait de remporter d'éclatantes vic- » toires. »

Le général Moreau n'a jamais commandé en Flandre, ni en Hollande; il a fait les campagnes de 1794 et 1795 sous les ordres des généraux Pichegru et Jourdan, comme Souham, Taponier, Michaud, etc.; il commanda en chef pour la première fois au mois de mai 1796 à l'armée du Rhin; il passa ce fleuve au mois de juillet. Napoléon était alors maître de toute l'Italie.

La campagne en Allemagne de 1796 ne fait honneur ni aux talens militaires de ceux qui en ont conçu le plan, ni au général qui en a eu la principale direction, et qui a commandé la principale armée : 1° il passa sur la rive droite du Danube et du Lech, après la bataille du Neresheim le 11 août, tandis qu'en marchant devant lui sur l'Altmuhl par la rive gauche du Danube, il se fût joint en trois marches avec l'armée de Sambre-et-Meuse qui était sur la Rednitz, et eût par ce mouvement décidé de la campagne; 2° il resta inactif six semaines pendant août et septembre en Bavière, alors que l'archiduc battait l'armée de Sambre-et-Meuse, et la rejetait au delà du Rhin; 3° il laissa assiéger Kehl pendant plusieurs mois par une armée inférieure, à la vue de la sienne, et il le laissa prendre.

Dans la campagne de 1799, il servit d'abord en Italie sous Schérer, comme général de division; il y montra autant de bravoure que d'habileté à la tête d'une ou deux divisions; mais, appelé au commandement en chef de cette même armée, à la fin d'avril, par le rappel de Schérer, il ne fit que des fautes, et ne montra pas plus de connaissances du grand art de la guerre, qu'il n'en avait montré dans la campagne de 1796. 1° Il se fit battre à Cassano par Suwarow; il y perdit la plus grande partie de son artillerie, et laissa cerner et prendre la division Serrurier. 2° Il fit sa retraite sur le Tésin, tandis qu'il eût dû la faire sur la rive droite du Pô, par le pont de Plaisance, afin de se réunir à l'armée de Naples que commandait Macdonald, et qui était en marche pour s'approcher du Pô : cette réunion faite, il était maître de l'Italie. 3° Du Tésin il fit sa retraite sur Turin, laissant Suwarow maître de se porter sur Gênes, et de le couper entièrement de l'armée de Naples : il s'aperçut à temps de cette faute, revint en toute hâte par la rive droite du Pô sur Alexandrie; mais quelques jours après il commit la même faute en marchant sur Côni, et abandonnant entièrement l'armée de Naples, et les hauteurs de Gênes. 4° Pendant qu'il marchait à l'ouest, Macdonald arrivait avec l'armée de Naples, sur la Spezia; au lieu d'opérer sa jonction avec ce général sur Gênes derrière l'Apennin, et de déboucher, réunis par la Bocchetta, pour faire lever le siége de Mantoue, Moreau prescrivit à Macdonald de passer l'Apennin, et d'entrer dans la vallée du Pô, pour opérer sa jonction sur Tortone; il arriva ce qui devait arriver : l'armée de Naples seule eut à supporter tous les efforts de l'ennemi aux champs de la Trebbia, et l'Italie alors fut véritablement perdue.

En 1799, Moreau ne jouissait d'aucun crédit ni dans l'armée ni dans la nation; sa conduite en fructidor 1797, l'avait discrédité dans tous les partis; il avait gardé pour lui les papiers trouvés dans le fourgon de Kinglin, qui prouvaient les correspondances de Pichegru avec le duc d'Enghien et les Autrichiens, ainsi que les trames des factions de l'intérieur, pendant que Pichegru, masqué par la réputation qu'il avait acquise en Hollande, exer-

çait une grande influence sur la législature. Moreau trahit son serment, et viola ses devoirs envers son gouvernement en lui dérobant la connaissance de papiers d'une si haute importance, et auxquels pouvait être attaché le salut de la république; si c'était son amitié pour Pichegru, qui le portait à de coupables ménagemens, il fallait alors ne pas communiquer ces papiers au moment où leur connaissance n'était plus utile à l'état, puisque, après la journée du 18 fructidor, le parti était abattu et Pichegru dans les fers. La proclamation de Moreau à l'armée, et sa lettre à Barthélemi furent un coup mortel, qui priva Pichegru et ses malheureux compagnons de la seule consolation qui reste aux malheureux, l'intérêt public.

Moreau n'avait aucun système ni sur la politique, ni sur le militaire; il était excellent soldat, brave de sa personne, capable de bien remuer sur un champ de bataille une petite armée, mais absolument étranger aux connaissances de la grande tactique. S'il se fût mêlé dans quelques intrigues pour faire un 18 brumaire, il eût échoué. Il se serait perdu ainsi que le parti qui se serait attaché à lui. Lorsqu'au mois de novembre 1799, le corps législatif donna un dîner à Napoléon, un grand nombre de députés ne voulurent point y assister, parce que Moreau devait y occuper un rang distingué, et qu'ils ne voulaient rendre aucun témoignage de considération au général qui avait trahi la république en fructidor. Ce fut dans cette circonstance, que ces deux généraux se virent pour la première fois. Quelques jours avant le 18 brumaire, pressentant qu'il se tramait quelques changemens, Moreau se mit à la disposition de Napoléon, et lui dit qu'il suffisait de le prévenir une heure d'avance, qu'il viendrait à cheval près de lui, avec ses officiers et ses pistolets sans autre condition. Il ne fut pas dans le secret du 18 brumaire. Il se rendit le 18, à la pointe du jour, chez Napoléon, comme un grand nombre d'autres généraux et officiers qu'on avait prévenus dans la nuit, et sur l'attachement desquels on avait droit de compter.

Le 18 brumaire à midi, après que Napoléon eut pris le commandement de la 17e division militaire, et des troupes qui étaient à Paris, il donna celui des Tuileries à Lannes, celui de Saint-Cloud à Murat, celui de la chaussée de Paris à Saint-Cloud à Serrurier, celui de Versailles à Macdonald, et celui du Luxembourg à Moreau. Quatre cents hommes de la 96e furent destinés à marcher sous ses ordres pour garder ce palais; ils s'y refusèrent, disant qu'ils ne voulaient pas marcher sous les ordres d'un général qui n'était pas patriote. Napoléon dut s'y rendre lui-même, et les haranguer pour lever ces difficultés.

Après Brumaire, les jacobins continuèrent à remuer, et à chercher des appuis dans les armées de Hollande et d'Helvétie; Masséna était plus propre que personne pour commander dans la rivière de Gênes, où il n'y avait pas un sentier qu'il ne connût; Brune, qui commandait en Hollande, fut envoyé dans la Vendée : on rompit ainsi toutes les trames qui pouvaient exister dans ces armées; d'ailleurs le premier consul n'eut jamais qu'à se louer de Moreau jusqu'au moment de son mariage, qui eut lieu pendant l'armistice de Pasdorf en juillet 1800.

Ce serait avoir des idées bien fausses de l'état de l'esprit public alors, que de supposer qu'il y eût eu aucun partage dans l'autorité : la république

était une, Napoléon, premier magistrat, était l'homme de la France ; il était tout : les antorités constituées, le sénat, le tribunat, le corps législatif, avaient leur inflnence : tont individn qui n'exerçait pas d'influence sur ces corps, n'était rien. Morean ne commandait pas d'armées, elles étaient toutes entre les mains d'hommes d'une faction opposée ; Masséna, qui venait de sauver la France à Zurich, Brune, qni venait de battre le duc d'Yorck et de sauver la Hollande, jouissaient alors d'une plns grande réputation. Morean qui à la tache de Fructidor joignit celles des défaites de Cassano et de la Trebbia, auxquelles on attribuait la perte de l'Italie, était peu en faveur ; mais c'est justement parce qu'il était alors peu accrédité, que le danger ne ponvait venir, s'il y en avait du côté des armées, que de la part du parti opposé, que le gouvernement consnlaire accorda nne grande confiance à ce général, et lui confia une armée de cent quarante mille hommes dont le commandement s'étendit de la Suisse au bord du Mein.

Il n'y ent aucune discussion snr le plan de campagne de 1800 entre Moreau et le ministre de la guerre. Napoléon, en considérant la position de la France, reconnut qne des deux frontières sur lesquelles on allait se battre, celle d'Allemagne, celle d'Italie, la première, était la frontière prédominante; celle d'Italie, était la frontière secondaire. Eu effet, si l'armée de la république eût été battue sur le Rhin, et victorieuse en Italie, l'armée autrichienne eût pu entrer en Alsace, en Franche-Comté ou en Belgique, et poursuivre ses succès sans que l'armée française, victorieuse en Italie, pût opérer aucune diversion capable de l'arrêter, puisque, pour s'asseoir dans la vallée du Pô, il lui fallait prendre Alexandrie, Tortone et Mantone ; ce qui exigeait une campagne entière ; toute diversion qu'elle eût vonlu opérer sur la Suisse eût été sans effet. Dn dernier col des Alpes on peut entrer en Italie sans obstacle ; mais des plaines d'Italie on eût trouvé à tous les pas des positions, si on eût voulu pénétrer dans la Suisse. Si l'armée française était victorieuse sur la frontière prédominante, tandis que celle sur la frontière secondaire d'Italie serait battue, tont ce qu'on pouvait craindre était la prise de Gênes, nne invasion en Provence, ou peutêtre le siége de Tonlon ; mais un détachement de l'armée d'Allemagne qui descendrait de Suisse dans la vallée du Pô, arrêterait court l'armée victorieuse ennemie en Italie et en Provence. Il conclut de là qu'il ne fallait pas envoyer à l'armée d'Italie, an-delà de ce qui était nécessaire pour la porter à quarante mille hommes, et qu'il fallait réunir toutes les forces de la république à portée de la frontière prédominante : en effet cent qnarante mille hommes furent rénnis depuis la Suisse jusqn'à Mayence, et nne deuxième armée, celle de réserve, fnt réunie entre la Saône et le Jnra en deuxième ligne. L'intention du premier consul était de se rendre au mois de mai en Allemagne avec ces deux armées réunies, et de porter d'un trait la guerre sur l'Inn ; mais les événemens, arrivés à Gênes au commencement d'avril, le décidèrent à faire commencer les hostilités snr le Rhin, lorsqne l'armée de réserve se rénnissait à peine. Le succès sur cette frontière n'était pas douteux ; tous les efforts de l'Antriche avaient été dirigés sur l'Italie. Le maréchal Kray avait une armée très inférieure en nombre

et surtout en qualité à l'armée française, puisqu'il avait beaucoup de troupes de l'empire.

Le plan de campagne que le premier cousul dicta au ministre de la guerre, et que celui-ci envoya à Moreau fut le suivant : réunir les quatre corps d'armée, par des mouvemens masqués sur la rive gauche du Rhin, entre Schaffouse et Stein; jeter quatre ponts sur le Rhin et passer à la fois dans le même jour sur la rive droite, de manière à se mettre en bataille la gauche au Rhin et la droite au Danube; acculer le général Kray dans les défilés de la Forêt-Noire, et dans la vallée du Rhin; saisir tous ses magasins, empêcher ses divisions de se rallier; arriver avant lui sur Ulm, lui couper la retraite sur l'Inn, et ne laisser à ses débris pour tout refuge que la Bohême. Ce mouvement eût en quinze jours décidé la campagne; il ne pouvait y avoir aucune circonstance plus favorable; car il ne fut jamais un meilleur rideau qu'une rivière aussi large que le Rhin, pour masquer des mouvemens; le succès était infaillible. Moreau ne le comprenait pas; il voulait que la gauche débouchât par Mayence, ce à quoi le premier consul ne voulut pas consentir; mais les circonstances de la république ne lui ayant pas permis de se rendre à l'armée, il dit alors à son ministre, qu'il serait impossible d'obliger un général en chef à exécuter un plan qu'il n'entendait pas; qu'il fallait donc lui laisser diriger ses colonnes à sa volonté, pourvu qu'il n'eût qu'une seule ligne d'opérations et ne manœuvrât que sur la rive droite du Danube.

Moreau ouvrit la campagne, sa gauche commandée par Sainte-Suzanne, par le pont de Kehl; Saint-Cyr passa le pont de Neu-Brissach; la réserve passa à Bâle, et Lecourbe cinq jours après passa à Stein : à peine Sainte-Suzanne eut-il passé, que Moreau s'aperçut que ce corps était compromis, il le fit repasser à Neu-Brissach. Cette ouverture de campagne est contraire aux premières notions de la guerre; il fit manœuvrer son armée dans le cul-de-sac du Rhin, dans le défilé des Montagnes-Noires, devant une armée qui était en position. Moreau manœuvra comme si la Suisse eût été occupée par l'ennemi, ou eût été neutre; il ne sentit pas le parti que l'on pouvait tirer de cette importante possession, en débouchant par le lac de Constance. Le général Kray, ainsi prévenu, réunit ses troupes à Stockach et à Engen, avant l'armée française; il n'éprouva aucun mal: il eût été perdu sans ressource, si Moreau eût pu comprendre qu'il fallait que toute son armée débouchât par où déboucha Lecourbe. Le détail d'opérations si mal conduites faisait souvent dire au premier consul : « *Que voulez-vous, ils n'en savent pas* » *davantage, ils ne connaissent pas les* » *secrets de l'art, ni les ressources de la* » *grande tactique!* »

Nous n'avons pas besoin de réfuter l'assertion que le premier consul voulait déboucher des montagnes de la Suisse en Italie, sans prendre l'offensive sur le Rhin, cela est trop absurde. Bien loin de là, il ne croyait pas que la diversion par le Saint-Gothard fût possible, si au préalable on n'avait battu et rejeté l'armée autrichienne au-delà du Lech, car l'opération de l'armée de réserve eût été une insigne folie, si au moment où elle fût arrivée sur le Pô, l'armée autrichienne d'Allemagne eût pris l'offensive et battu l'armée française. S'il eût voulu à toute force, et conduit par la passion prendre d'abord l'Italie, qui l'eût empêché

de laisser l'armée d'Helvétie dans la situation où elle se trouvait en janvier 1800, et d'envoyer les quarante mille hommes dont il la renforçait à Gênes, ce qui aurait permis à Masséna de s'avancer sur le Pô. Napoléon savait bien que l'Italie n'était que la conséquence d'une victoire en Allemagne, que c'était le corollaire des succès obtenus sur la frontière prédominante.

Rewbel ayant eu occasion d'entretenir le premier consul en février 1800, lui dit : « Vous réunissez une » belle armée sur le Rhin, vous avez » là toutes les troupes de la France, » ne craignez-vous pas des inconvé» niens de mettre tant de troupes » dans une seule main, cette considé» ration politique m'a toujours fait » maintenir les deux armées de Rhin» et-Moselle et de Sambre-et-Meuse; » peut-être cet inconvénient est-il » moindre vis-à-vis de vous que le sol» dat regarde comme le premier gé» néral; cependant, croyez-moi, allez » à cette armée vous-même, sans cela » vous en éprouverez de grands in» convéniens. Je sais que Moreau » n'est pas dangereux, mais les fac» tieux, les intrigans de ce pays-ci, » quand ils s'attachent à un homme, » suppléent à tout. »

Pendant l'armistice de Pasdorf, Moreau ayant fait un voyage à Paris, desdendit aux Tuileries; il n'était pas attendu : comme il était avec le premier consul, le ministre de la guerre Carnot arriva avec une paire de pistolets de Versailles, couverts de diamans d'un très haut prix; ils étaient destinés pour le premier consul, qui les prit et les remit à Moreau en disant : « *Ils viennent fort à propos.* » Cette scène n'était pas arrangée, cette générosité frappa le ministre.

L'impératrice Joséphine maria Moreau avec mademoiselle Hulot, créole de l'Ile-de-France : cette demoiselle avait une mère ambitieuse; elle dominait sa fille et bientôt domina son gendre; elle changea son caractère, ce ne fut plus le même homme : il se mêla dans les intrigues; sa maison fut le rendez-vous de tous les malveillans; non seulement il s'opposa, mais il conspira contre le rétablissement du culte et contre le concordat en 1801; il tourna en ridicule la Légion-d'Honneur; plusieurs fois le premier consul voulut ignorer ces inadvertances, mais enfin il dit : *Je m'en lave les mains, qu'il se casse le nez contre les piliers du palais des Tuileries.* Cette conduite de Moreau était contraire à son caractère : il était Breton, détestait les Anglais, avait les chouans en horreur, une grande répugnance pour la noblesse; c'était un homme incapable d'une grande contention de tête, il était naturellement loyal et bon vivant. La nature ne l'avait pas fait pour les premiers rôles : s'il eût fait un autre mariage il eût été maréchal, duc; eût fait les campagnes de la grande armée, eût acquis une nouvelle gloire, et si sa destinée était de tomber sur le champ de bataille, il eût été frappé par un boulet russe, prussien ou autrichien; il ne devait pas mourir par un boulet français.

Au mois d'octobre 1813, lorsque plusieurs corps de l'armée française descendirent de Dresde vis-à-vis Wittemberg et passèrent l'Elbe, un courrier du quartier-général de l'armée de Bohême, se rendant en Angleterre, fut intercepté, et tous les papiers de Moreau furent pris. Le général Rapatel, son aide-de-camp et son compatriote, renvoyait à madame Moreau ses papiers, elle était très bourboniste : elle lui reprochait dans toutes

ses lettres son éloignement pour les Bourbons, son laisser-aller, ses préjugés révolutionnaires, son défaut d'intrigues, et lui donnait des conseils sur la manière dont il devait se faire valoir à la cour de Russie et d'Autriche. Moreau répondait à toutes : *Vous êtes folle avec vos Bourbons.....* — *Au surplus vous connaissez mes sentimens; quant à moi, je ne demande pas mieux de les aider, mais au fond de mon cœur, je vous assure que je crois cet ordre de choses fini à jamais, etc.*

La première pensée de l'empereur fut de faire imprimer cette correspondance; mais il se reprochait d'avoir laissé exister des phrases dans un bulletin relatif à la mort de ce général : il lui semblait que des mots de regret qu'il avait prononcés en apprenant cette nouvelle, eussent dû être recueillis de préférence; il jugea inconvenant de troubler sa cendre en dévoilant des sentimens secrets écrits d'abandon à sa femme, et dans une correspondance confidentielle.

Moreau avait rendu des services, et avait de belles pages dans l'histoire de la guerre de la révolution : ses opinions politiques avaient toujours été fort sages, et quelquefois Napoléon a laissé percer des regrets de sa fin déplorable........ « *Ces femmes l'ont perdu* ! »

Note extraite de mémoires inédits. (Voyez pag. 46.)

Le premier consul avait tenu, dans le cabinet des grands appartemens des Tuileries, le conseil des ministres qui étaient tous présens. Ce conseil venait de finir. L'huissier annonce le général Moreau, qui paraît en chapeau rond, en redingote bleue, et une badine à la main. Le premier consul va au-devant de lui, l'embrasse, le félicite en peu de mots, et saisissant avec beaucoup de grâce un à propos heureux, lui présente une paire de pistolets très riches. Le général Moreau reste quelques instans en suspens, puis reçoit les pistolets avec une indifférence marquée et sans dire une parole. Son visage exprimait l'hésitation, l'embarras et une sorte de dédain qui n'échappa point à quelques-unes des personnes qui étaient présentes.

LETTRE

DE MOREAU A BARTHELEMY.

Le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle au citoyen Barthélemy, membre du Directoire exécutif de la république française.

Au quartier-général à Strasbourg, le 19 fructidor an VI (septembre 1797).

CITOYEN DIRECTEUR,

Vous vous rappelez sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle, je vous instruisis qu'au passage du Rhin nous avions pris un fourgon au général Kinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa correspondance : celles de Wittersbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres; mais nous en avons trouvé la clef : on s'occupe à tout déchiffrer, ce qui est très long. Personne n'y porte son vrai nom, de sorte que beaucoup de Français qui correspondent avec Kinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et autres, sont difficiles à découvrir. Cependant nous avons de telles indications que plusieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne donner aucune publicité à cette correspondance; puisque la paix est présumable, il n'y avait plus de danger pour la république, d'autant que cela ne faisait preuve que contre peu de monde, puisque

personne n'est nommé. Mais voyant à la tête des partis, qui font maintenant tant de mal à notre pays, et jouissant d'une place éminente de la plus grande confiance, un homme très compromis dans cette correspondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du prétendant, qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez faire éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être le but de ses projets. Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte beaucoup de vous instruire d'une telle trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu. Je veux parler du représentant du peuple Pichegru : il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets, et recevaient ses réponses. Il est désigné sous plusieurs noms, entre autres celui de *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé *Badouville*, lui était attaché et désigné sous le nom de *Coco*. Il était un des courriers dont il se servait ainsi que les autres correspondans : vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV : on comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui, alors aurait agi d'après les circonstances et les avis qu'il aurait reçus. Il a dû recevoir neuf cents louis pour le voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission; de là vient naturellement son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille......... d'être dans cette intrigue. Il n'y a que la confiance que j'ai en votre patriotisme et votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis; les preuves en sont plus claires que le jour, mais je doute qu'elles puissent être judiciaires. Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse; vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence; il n'en a pas moins fallu que les dangers que court mon pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes : les généraux Desaix, Reynier, un de mes aides-de-camp, et un officier chargé de la partie secrète de l'armée, qui suit continuellement les renseignemens que donnent les lettres qu'on déchiffre.

Recevez l'assurance de l'estime distinguée et de mon inviolable attachement.

Signé, MOREAU.

III[e] NOTE.—ARMISTICE NAVAL.

(Volume V, page 2.)

« Tant que Bonaparte avait pu se flatter » de dicter la paix continentale et sans l'accession de l'Angleterre, il avait évité de » faire des ouvertures dont la cour de Londres n'eût pas manqué de se prévaloir; » mais aussitôt que la note de lord Minto, » qui avait exigé le refus de la ratification » des préliminaires de M. de Saint-Julien, » eut été transmise par le baron de Thugut » au gouvernement français, le premier » consul fit expédier à M. Otto, employé à » Londres comme commissaire pour l'échange des prisonniers, de pleins pouvoirs pour négocier un armistice naval, » Cette mission délicate ne pouvait être confiée à un agent plus sage et plus capable

» de la remplir ; c'était une idée nouvelle, » une forme de procéder tout à fait inusitée, » que le ministère anglais n'avait pas pré- » vue, et dont il fut embarrassé. Lord » Grenville ne voulut d'abord traiter avec » M. Otto que par l'intermédiaire des com- » missaires secrets, et parut craindre l'éclat » des ouvertures et l'effet qu'il eût pu pro- » duire sur l'opinion et sur les fonds pu- » blics. La demande d'un armistice naval, » appuyée du motif spécieux de vouloir trai- » ter d'une manière entièrement semblable » avec les deux cours alliées, cachait l'ar- » rière-pensée de Bonaparte. Comme son but » était de secourir et de conserver les pla- » ces de Malte et d'Alexandrie, il voulait » les assimiler à celles d'Ulm et d'Ingol- » stadt.... Bonaparte persista à faire de l'ar- » mistice naval la condition *sine quâ non* » de l'admission du plénipotentiaire anglais; » et fixa pour terme fatal, après lequel il » refuserait lui-même d'y consentir, le 11 » septembre, jour de la reprise des hostili- » tés en Allemagne et en Italie. M. Otto » présenta, le 5 septembre, un projet dont » les articles 2 et 4 stipulaient la libre navi- » gation des bâtimens de guerre et de com- » merce sans qu'ils pussent être visités, et » l'admission des vaisseaux neutres dans les » ports de Malte, d'Alexandrie, et de Belle- » Ila. »

(Page 12.)

« Nous avons cru devoir rapporter avec » quelques détails cette première négocia- » tion pour la paix générale entre le cabi- » net de Londres et le premier consul ; elle » fut conduite par lord Grenville avec beau- » coup de circonspection, mais avec le dé- » sir de la voir échouer. M. de Talleyrand, » qui en espérait une meilleure issue, y mit » beaucoup d'adresse. On y vit à découvert » cette politique impérieuse et tranchante » de Bonaparte, qui lui réussit long-temps, » mais qui le perdit. Il y avait donc une as- » sez grande différence entre les deux pro- » jets d'armistice naval pour rallumer la » guerre. Le fol espoir de conserver les ré- » sultats incertains d'une expédition avor- » tée, et cette colonie d'Égypte, qu'il re- » gardait comme son plus beau trophée, » devaient-ils l'emporter sur les intérêts de » la France, l'affranchissement du com- » merce, et le repos de l'Europe ? »

La France avait fait des propositions de paix au mois de janvier 1800: ses démarches loyales et conciliatrices avaient été repoussées ; mais six mois s'étaient à peine écoulés que lord Grenville était obligé de chanter la palinodie. Lord Minto, ambassadeur à Vienne, remit une note, dans laquelle il témoigna le désir du cabinet de Saint-James, d'entrer en négociation de paix avec la France conjointement avec l'Autriche : cette ouverture n'était pas sincère, l'Angleterre ne voulait intervenir dans les négociations que pour les faire traîner en longueur, et y trouver des prétextes pour rattacher la Russie à la coalition. En effet, si l'Angleterre voulait la paix, qui l'empêchait de conclure directement, en autorisant l'Autriche à conclure *directement* de son côté.

En se présentant à Lunéville et faisant cause commune avec la cour de Vienne, elle voulait donc sacrifier une partie de ses conquêtes d'outre-mer, pour racheter les pays conquis par la France en Allemagne et en Italie? L'égoïsme de la politique insulaire était trop connu pour que l'on pût se bercer de pareilles illusions : la paix était facile à conclure avec l'Autriche; il y avait un antécédent auquel on pouvait se rapporter, *le traité de Campo-Formio* ; la paix avec l'Angleterre était au contraire hérissée de difficultés : le dernier état de choses était le traité de 1783, et depuis ce temps le monde avait changé. Admettre un négociateur anglais à Lunéville, c'était lui mettre en mains la navette et les fils, pour tramer une nouvelle coalition.

Cependant le cabinet des Tuileries, pour mieux se convaincre de la vérité de ses conjectures, proposa d'abord d'ouvrir les négociations de Lunéville

avec les ministres d'Autriche et d'Angleterre, à condition toutefois que, pendant ce temps, les hostilités continueraient sur terre et sur mer ; ce qui était conforme à l'usage de tous les temps. Les traités de Westphalie, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, etc., avaient été conclus ainsi : la supériorité des armées françaises était trop constatée, pour que les intrigues de l'Angleterre pussent retarder la marche des négociations ; chaque victoire aurait été un puissant stimulant qui aurait forcé les coalisés à en finir : aussi cette proposition fut-elle rejetée. On proposa alors d'admettre les plénipotentiaires à Lunéville, de continuer l'armistice sur terre, à condition qu'il serait étendu à la mer, afin que les puissances alliées fussent toutes les deux sur le même pied en état d'armistice. Était-il en effet convenable que tandis que l'Autriche exigeait pour continuer à négocier la prolongation de la suspension d'armes, l'Angleterre obtînt d'être admise au congrès, sans cesser les hostilités? Si le ministère anglais était sincère dans ses protestations, quel inconvénient pouvait-il trouver à faire quelques légers sacrifices, qui indemnisassent la France du tort qu'elle éprouvait par la prolongation de l'armistice sur terre ; et enfin, si on se refusait à cette deuxième proposition, on devait mettre en avant celle de traiter séparément et à la fois avec l'Autriche et l'Angleterre : avec l'Autriche en prolongeant l'armistice, avec l'Angleterre en continuant les hostilités.

Le ministre anglais montra beaucoup d'étonnement, et se récria sur l'étrange proposition d'un armistice naval : elle était nouvelle dans l'histoire des deux peuples ; mais enfin il admit le principe. Le comte Otto qui était à Londres suivit les négociations avec lord Grenville ; il ne tarda pas à s'apercevoir qu'en adoptant le principe, l'Angleterre voulait se refuser aux conséquences et rédiger les conditions de cet armistice de manière à ce qu'il n'offrît aucun avantage à la France. Les trois places allemandes bloquées recevaient des vivres ; l'Angleterre consentit à ce que l'on en fît entrer dans les trois places bloquées de Belle-Ile, de Malte et d'Alexandrie ; mais Belle-Ile et Alexandrie n'avaient pas besoin de vivres, et pouvaient au contraire en fournir à l'Angleterre. Le seul avantage que la France pût tirer d'un armistice naval, était que les relations commerciales fussent rétablies de tous ses ports avec toutes ses colonies ; l'Angleterre s'y refusait pour Malte et l'Égypte. La France proposa enfin pour ultimatum, que, pour tenir lieu de la levée du blocus d'Alexandrie, six frégates armées en flotte pussent y pénétrer comme parlementaires : c'était un secours de quatre mille hommes qu'on pourrait ainsi faire passer à l'armée d'Égypte, bien faible avantage pour compenser ceux qu'obtenait l'Autriche par la prolongation de l'armistice qui lui permettait d'employer les nombreux subsides que lui payait l'Angleterre pour lever des troupes, et accroître ses moyens de résistance.

C'était cependant un spectacle assez satisfaisant pour un vrai Français, que celui des changemens qui s'étaient opérés en si peu de mois ; en janvier et en février 1800. La France sollicitait la paix, lord Grenville y répondait par un torrent d'injures, se permettant les plus étranges insinuations ; il désirait que *les princes de cette race des rois.... remontassent sur le trône de France.* Il exhortait le premier consul à constater par des preuves la légitimité de

son gouvernement; et aujourd'hui c'était le même lord Grenville qui sollicitait comme une grâce d'être admis à traiter avec la république : il proposait même d'acheter cette grâce par des concessions navales.

Les négociations pour un armistice naval furent rompues; les places d'Ulm, de Philipsbourg, d'Ingolstadt, furent livrées par l'empereur à la France, pour prix d'une prolongation de trêve de six semaines. Peu de mois après, la paix de Lunéville sauva la maison d'Autriche, et rétablit le calme sur le continent. Et enfin peu après, le ministère signa les préliminaires de Londres, par lesquels l'oligarchie anglaise confondue reconnut la république française démocratique, non seulement accrue des provinces belges, mais encore du Piémont, de Gênes, et de toute l'Italie. Et cependant de combien de millions ne s'était pas accrue la dette anglaise? tel fut le résultat de la politique passionnée de Pitt.

IVe NOTE. — Égypte.

(Volume VI, page 106.)

.... « Ses talens, qui n'étaient inférieurs à aucune élévation (Kléber), avaient » excité la jalousie de Bonaparte. La fer» meté et l'indépendance de ses opinions » avaient refroidi leurs communications, et » bientôt éteint toute confiance entre eux : » aussi n'en trouve-t-on aucune trace, ni » dans l'instruction de Bonaparte à Kléber, » ni dans la lettre de celui-ci au directoire » républicain, dont il ne croyait pas la » chute si prochaine.

(Page 128.)

« Ne voit-on pas, dans le testament mili» taire et politique du conquérant de l'É» gypte, la conviction secrète et même l'a» veu d'une vérité que sans doute il ne s'était » jamais dissimulée, et que le général Klé» ber se hâta de dévoiler pour l'intérêt de » sa propre gloire? C'est que, sans l'appui » mutuel des forces de terre et de mer, au» cune expédition lointaine ne peut avoir » un succès durable, un véritable résultat; » aucun établissement colonial ne peut être » soutenu, et bien moins encore au milieu » d'une population immense et toute armée, » et d'une nation dont l'éternelle inimitié » est un sentiment inséparable de la croyan» ce religieuse, et chez laquelle, au sein » même de la paix et de la possession la » moins contestée, ne pouvant changer la » religion, ni faire concevoir à ces peuples » d'autres lois que celles qu'elle a consa» crées, ne pouvant adopter leurs mœurs et » leurs coutumes, on ne parviendrait jamais » à associer les vainqueurs aux vaincus......
» La perte irréparable de la flotte française » avait décidé du sort d'une armée qui ne » pouvait plus être recrutée, ni secourue » par la métropole; elle devait périr par » ses propres succès. Ainsi donc, dès son en» trée dans le Delta, Bonaparte dut, comme » à la porte de l'enfer du Dante, laisser » toute espérance. Après ce désastre, qui » rallia tous les Musulmans, releva leur » courage, et doubla les difficultés, il ne » put douter un instant du dénoûment fu» neste qui l'attendait; inévitable écueil de » sa fortune et de sa gloire. Mais aussi quelle » force et quelle habileté ne mit-il pas à » soutenir le dévouement de ses soldats! » Quelle activité dans ses opérations! Et » faut-il s'étonner si, ne pouvant partager » l'espoir et les illusions qu'il prodiguait, » après avoir usé la moitié de ses moyens, » il ait saisi, après ses revers de Syrie et sa » victoire d'Aboukir, le seul instant propice » pour fuir sa perte certaine, et tenter » d'autres hasards et de plus hautes desti» nées? Le départ de Bonaparte fut un coup » de foudre, et jeta l'inquiétude dans tous » les esprits : il fut d'abord vivement re» gretté; mais la réputation de Kléber, di» gne en tout de la confiance générale, ses » ménagemens pour la vie du soldat, dissi» pèrent cette espèce de terreur, calmèrent » bientôt les agitations, et rallièrent toutes » les opinions. Les Égyptiens, frappés d'é» tonnement par les résultats de la bataille » d'Aboukir, se regardaient comme destinés » à vivre désormais sous la domination » française; ils n'osaient plus croire qu'il

» fût jamais possible de les chasser du bord » du Nil..... Les Mamelouks, toujours er» rans dans la haute Égypte, n'étaient pas » détruits. Mourad-Bey, qui venait de voir » anéantir en un seul jour toutes les espé» rances qu'il caressait depuis long-temps, » avait repris tristement le chemin de Girgé. » Ibrahim-Bey était à Gaza avec environ » deux mille des siens; il attendait impa» tiemment la grand-visir, dont trente mille » hommes de sa grande armée étaient déjà » arrivés devant Saint-Jean-d'Acre. Mais ces » masses nombreuses, entravées par une im» mense quantité de bagages, s'avançaient » lentement. »

(Page 188.)

.... « Il avait à choisir entre le géné» ral Menou, vieil et brave officier, mais » tout neuf au commandement, et le général » Reynier, dont les talens éprouvés à l'ar» mée du Rhin, où il avait été chef de l'état » major, inspiraient plus de confiance. La » passion dicta ce choix de Bonaparte; le » secret orgueil, la vaine satisfaction de faire » prédominer ce qu'il appelait son parti, » l'emportèrent sur le salut de l'armée, sur » l'intérêt même de sa gloire.......... »

(Page 171.)

« Quels qu'aient été les motifs qui déter» minèrent Bonaparte à l'entreprendre, il se » mêla de grandes vues à l'esprit aventureux » qui l'entraîna toujours hors des routes » ordinaires et au-delà des bornes de la rai» son. Ni la situation dans laquelle il laissait » l'intérieur de la France, ni l'état de la » marine, ne pouvaient lui permettre d'es» pérer les secours sans lesquels la colonie » et le fondateur devaient nécessairement » périr; ils eussent été, comme au temps des » croisades, tôt ou tard dévorés par le cli» mat ou par des peuples à demi barbares, » que le fer ne pouvait soumettre, et qu'au» cun lien religieux ni politique ne pouvait » unir au vainqueur, mais frapper au cœur » le commerce de l'Angleterre, en attirant » en Égypte celui de l'Orient; rouvrir la » route des trésors de l'ancien monde; dé» dommager la France de la perte de ses co» lonies occidentales par de nouveaux et » nombreux établissemens sur les côtes de » l'Afrique; rendre au berceau des sciences » et des arts sa première splendeur; explo» rer un pays si riche de grands souvenirs; » aller marquer sa place entre les plus il» lustres conquérans; quels plus brillans » prestiges séduisirent jamais les favoris de » la fortune! »

(Volume VII, page 97.)

.... « La sortie de l'amiral Gantheaume » fut une résolution aussi audacieuse que » l'entreprise de la conduire à Alexandrie » était téméraire. C'était hasarder de livrer » aux Anglais la meilleure partie de ce qui » restait de la marine française : mais ce » secours pouvait sauver la colonie d'Égyp» te et déterminer la paix maritime. Si » l'escadre échappait à la flotte anglaise de » la Manche, elle devait, en entrant dans la » Méditerranée, rencontrer celle de l'ami» ral Keith, et si elle parvenait à l'éviter, » il n'était pas probable que les escadres de » Warren et de Bickerton, qui croisaient ou » à l'ouvert du détroit, ou dans le canal de » Malte, et dans la mer de Libya, ne cou» passent sa route avant l'atterage à la côte » d'Égypte. Il fallait donc autant de bon» heur que d'habileté pour remplir cette » glorieuse mission : l'un et l'autre ne » manquaient pas à l'amiral français; son » escadre dispersée se trouva tout entière » réunie au cap de Gates, le 10 février, dix» huit jours après la sortie de Brest, sans » que les Anglais en eussent eu connais» sance. L'amiral Harve, qui commandait la » flotte de la Manche, eu l'absence de l'a» miral Cornwallis fut informé de la sortie » de l'escadre de Brest, par la frégate qui » avait combattu contre *la Bravoure*; mais » ne pouvant croire que Gantheaume eût » osé se hasarder à entrer dans la Méditer» ranée pour y naviguer au milieu de trois » flottes ennemies (environ trente vaisseaux » de ligne et cinquante frégates ou moindres » bâtimens), il ne doutait pas que l'escadre » dérobée à sa vigilance, pendant les der» niers coups de vent, n'eût fait voile pour » les Indes occidentales. Il supposa qu'elle » était destinée, soit à reprendre Saint-Do» mingue, soit à attaquer la Jamaïque : et » comme cette expédition, partie de Brest, » pouvait se combiner avec les mouvemens » et les tentatives qu'on avait remarqués » dans les autres ports français de l'Océan, » et qu'une entière sécurité avait fait négli-

» ger de renforcer la station anglaise aux » îles sous le vent, l'amiral Harvey détacha » sur-le-champ dans cette direction, à la » poursuite de l'escadre française, sir Robert Calder avec sept vaisseaux de ligne » et deux frégates bien approvisionnées pour » quatre mois, et lui ordonne de forcer de » voiles pour atteindre l'ennemi. »

(Page 101.)

« ...... Certain d'être devancé par des » forces triples des siennes, et poursuivi par » l'escadre de Warren, l'amiral Ganthcaume dut renoncer à son entreprise; car s'il » persistait à suivre ses premières instructions, il tombait inévitablement aux atterrages d'Égypte dans la flotte réunie de » Keith et de Bickerton, et ne pouvait se » flatter ni d'exécuter un débarquement en » leur présence, ni de se retirer après un » combat inégal, et d'échapper à l'amiral » Warren. Il ne songea donc plus qu'à dégager son escadre d'un péril si pressant, » et changeant de route, il cingla vers les » côtes de Provence, et entra heureusement » à Toulon avec les diverses prises qu'il » avait faites. »

(Page 107.)

« L'amiral Gantheaume reçut bientôt, à » Toulon, l'ordre de se remettre à la voile: » s'il trouvait le port d'Alexandrie bloqué » par les forces supérieures de Keith et de » Bickerton, ce dont il n'était pas permis de » douter, il devait débarquer les troupes à » l'ouest de cette ville, entre Tripoli et le cap » Ruzai, avec les approvisionnemens d'eau » et de biscuit, et les diriger vers l'Égypte, à » travers le désert de Barca. Cette tentative » désespérée exposait cinq mille Français à » mourir de faim; car si l'armée anglaise » avait opéré son débarquement et s'était » réunie à celle du grand visir, ce corps isolé, » errant dans le désert, eût été coupé du » Caire et d'Alexandrie, et ne pouvait plus » ni se réunir à l'armée d'Orient, ni se rembarquer pour retourner en Europe.

Le général Kléber n'avait jamais commandé en chef; il avait servi à l'armée de Sambre-et-Meuse comme général de division sous les ordres de Jourdan. Tombé dans la disgrâce du directoire, il vivait obscurément à Chaillot quand Napoléon, en novembre 1797, arriva de Radstat, après avoir conquis l'Italie, dicté la paix sous Vienne, et pris possession de la place de Mayence. Kléber s'attacha à son sort et le suivit en Égypte. Il s'y comporta avec autant de talent que de bravoure; il s'acquit l'estime du général en chef, qui, après Desaix, le tenait pour le meilleur officier de son armée: il s'y montra des plus subordonnés, ce qui étonna les officiers de son état-major, accoutumés à l'entendre fronder et critiquer les opérations à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il témoigna une grande admiration de la belle manœuvre de la bataille du Mont-Tabor, où le général en chef lui sauva l'honneur et la vie. Quelques semaines après, il marchait, à la tête de sa division, à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre, Napoléon lui envoya l'ordre de venir le joindre, ne voulant pas risquer une vie si précieuse dans une occasion où son général de brigade le pouvait remplacer.

Quand le général en chef prit le parti d'accourir en Europe au secours de la république, il pensa d'abord à laisser le commandement à Desaix; ensuite à amener avec lui en France Desaix et Kléber; et enfin il résolut d'amener le premier et d'investir le second du commandement. Ce serait une singulière marque de jalousie que d'élever un général de division au poste de général en chef! Il est fâcheux de lire une telle assertion dans un ouvrage estimable; car enfin de quoi aurait pu être jaloux le vainqueur de tant de batailles? et quelle preuve en a-t-il donnée?

L'armée d'Égypte pouvait se maintenir et même se perpétuer dans le pays sans recevoir aucun secours de

France : les vivres, les objets d'habillement, tout ce qui est nécessaire à une armée se trouvait en abondance en Égypte. Il y avait des munitions de guerre pour plusieurs campagnes. D'ailleurs Champy et Conté avaient établi des poudrières : l'armée avait des cadres pour quatre-vingt mille hommes; elle pouvait faire autant de recrues qu'elle voulait, spécialement parmi les jeunes gens Cophtes, Grecs, Syriens et Noirs de Darfour et de Sennaar. La vingt-unième demi-brigade a recruté cinq cents Cophtes, dont plusieurs ont été faits sous-officiers et ont obtenu la légion-d'honneur ; il en existe sans doute encore en France.

Mais quelle était la puissance qui pouvait attaquer l'Égypte ? La Porte ottomane ? elle avait perdu ses deux armées de Syrie et de Rhodes ; les batailles des Pyramides, du Mont-Thabor et d'Aboukir avaient décélé toute la faiblesse des armées ottomanes. Le grand-visir avec un ramassis de canaille asiatique, n'était pas un épouvantail, même pour les habitans. La Russie ? c'était un fantôme dont on menaçait l'armée. Le czar désirait que l'armée française se consolidât en Égypte ; elle jouait son jeu, et lui ouvrait les portes de Constantinople. Restait donc l'Angleterre ? mais il fallait une armée d'au moins trente-six mille hommes pour réussir dans une pareille opération, et l'Angleterre n'avait pas cette armée disponible. Il était évident, puisque l'Angleterre était parvenue à former une seconde coalition, qu'elle conquerrait l'Égypte en Italie, en Suisse ou en France.

Mais d'ailleurs l'armée d'Orient pouvait recevoir des secours de France pendant l'hiver, rien ne pouvait l'empêcher.

La destruction de l'escadre d'Aboukir fut un grand malheur sans doute ; mais la perte de onze bâtimens, dont trois étaient très vieux, n'était pas irréparable. Dès le mois d'août 1799, l'amiral Brueys dominait dans la Méditerranée avec quarante vaisseaux de guerre ; s'il eût voulu jeter quinze mille hommes en Égypte, il en était le maître ; il ne le fit pas, parce que la guerre allumée sur le continent rendait nécessaires toutes les troupes françaises en Italie, en Suisse, ou sur le Rhin. Dans le mois de janvier 1800, immédiatement après le 18 brumaire, on eût pu faire passer autant d'hommes que l'on eût voulu, en les embarquant sur l'escadre de Brest, sur celle de Rochefort ; mais les hommes étaient nécessaires en France pour dissoudre la deuxième coalition ; ce ne fut qu'après Marengo où l'état de la république changea, qu'on songea à envoyer des renforts considérables à cette armée.

Gantheaume partit avec sept vaisseaux de guerre de Brest, portant cinq mille hommes. Quarante vaisseaux devaient appareiller au moment où les premiers coups de canon seraient tirés dans la Baltique ; ce qui obligerait l'Angleterre d'y envoyer trente vaisseaux de guerre de renfort. Ces quarante vaisseaux de Brest auraient donc dominé dans la Méditerranée, pendant une partie de l'été ; ils auraient embarqué à Tarente les troupes nécessaires pour l'Egypte.

Dans le mois d'octobre 1800, des avisos, des frégates, des bâtimens de commerce, arrivèrent fréquemment en Egypte, le vin et les marchandises d'Europe y furent en grande abondance, et l'armée reçut des nouvelles de France tous les mois. Il n'y avait aucun moyen d'empêcher des frégates et des corvettes partant de Toulon,

d'Ancône, de Tarente, de Brindisi, d'arriver à Damiette ou Alexandrie, dans les mois de novembre, décembre, janvier, février et mars: l'*Egyptienne* et la *Justice* parties de Toulon, arrivèrent dans le mois de janvier en dix jours; la *Regénérée* de Rochefort y arriva en dix-sept jours. Concluons: 1° l'armée d'Orient n'avait pas besoin de secours; 2° elle pouvait rester plusieurs années sans faire de nouvelles recrues; 3° elle pouvait faire des recrues tant qu'elle voulait, en choisissant des chrétiens, même des jeunes musulmans, et enfin en achetant des Noirs de Darfour et de Sennaar. L'Egypte n'est pas une forteresse, ce n'est pas une île stérile, c'est un immense royaume qui a une côte de cent vingt lieues. Appliquer à un pays aussi riche, aussi étendu, les principes qui conviennent à une citadelle, c'est étrangement se tromper et se fourvoyer. Les croisés furent maîtres plus de cent ans de la Syrie. C'était une guerre de religion.

Les instructions détaillées que le général en chef fit remettre au général Kléber, et la lettre datée d'Aboukir du 5 fructidor, qui est imprimée, et qu'il lui écrivait au moment de son départ, font assez connaître ses projets sur l'Egypte, ses espérances de retour pour compléter son expédition, et la sécurité parfaite où il était, que Kléber consoliderait sa colonie. Tant que la France aurait la guerre, et que la deuxième coalition ne serait pas dissoute, on ne pouvait que rester stationnaire en Egypte, et seulement conserver le pays, et pour ce but Kléber ou Desaix étaient plus que suffisans. Napoléon obéit au cri de la France, qui le rappelait en Europe en partant; il avait reçu du Directoire carte blanche pour toutes ses opérations, soit pour les affaires de Malte, soit pour celles de la Sicile, soit pour l'Egypte, soit pour Candie. Il avait des pouvoirs en règle pour faire des traités avec la Russie, la Porte, les régences et les princes de l'Inde; il pouvait ramener, nommer son successeur, revenir quand cela lui conviendrait.

Quand il reçut la nouvelle de l'assassinat de Kléber, et que le général Menou, comme le plus ancien général, avait pris le commandement, il pensa à rappeler Menou et Reynier, et à donner le commandement au général Lanusse. Le général Menou paraissait avoir toutes les qualités nécessaires pour le commandement: très instruit, bon administrateur, intègre. Il s'était fait musulman, ce qui était assez ridicule, mais fort agréable au pays: on était en doute sur ses talens militaires; on savait qu'il était extrêmement brave, il s'était bien comporté dans la Vendée, et à l'assaut d'Alexandrie. Le général Reynier avait plus d'habitude de la guerre; mais il manquait de la première qualité d'un chef: bon pour occuper le deuxième rang, il paraissait impropre au premier. Il était d'un caractère silencieux, aimant la solitude: ne sachant pas électriser, dominer, conduire les hommes. Le général Lanusse avait le feu sacré; il s'était distingué par des actions d'éclat aux Pyrénées, en Italie; il avait l'art de communiquer ses sentimens; mais ce qui décida le premier consul à laisser les choses comme elles étaient, c'est la crainte que le décret de nomination ne fût intercepté par les croisières ennemies, et qu'ils ne s'en servissent comme d'un moyen, pour mettre du trouble dans l'armée, qui paraissait déjà disposée à se diviser. Il était impossible alors de prévoir à quel point

Menon avait d'incapacité pour la direction des affaires de guerre, puisqu'il avait été militaire toute sa vie, qu'il avait beaucoup lu, qu'il avait fait plusieurs campagnes, qu'il connaissait parfaitement le théâtre où il se trouvait.

Napoléon n'avait en Egypte aucun parti, il était chef de l'armée ; Berthier, Desaix, Kléber, Menou, Reynier, étaient également ses subordonnés ; et en supposant qu'il y eût eu des partis, comment l'homme qui, dans toute son administration, a toujours fait taire tout esprit de parti, qui, pour premier acte de son autorité, a rapporté la loi du dix-neuf fructidor, a rempli le ministère, le conseil-d'état, et toutes les grandes places de l'administration par des fructidorisés, tels que Portalis, Bénézech, Carnot, au ministère; Dumas, Laumond, Fiévé, au conseil d'état; Barthélemy, Fontanes, Pastoret, etc., au sénat, aurait-il pu se déterminer par des vues petites et étroites? Si cela est absurde, pourquoi donc en tacher un ouvrage estimable?

Gantheaume est parti de Brest, le 25 janvier ; il a passé le détroit le 6 février : s'il avait continué sa route, il aurait été le 20 février à Alexandrie, et il n'y aurait trouvé personne que la croisière ordinaire composée de deux voiles ; il eût débarqué cinq mille soldats qu'il portait, et un millier d'hommes, formant l'équipage des trois frégates ou corvettes, qu'il eût laissés à Alexandrie. En soixante-douze heures il eût débarqué tous les objets dont il était chargé, et serait retourné à Toulon : il n'y avait aucune escadre dans la Méditerranée que celle de l'amiral Keith, de neuf vaisseaux de guerre, qui était dans la baie de Macri, embarrassée d'un convoi de cent quatre-vingts voiles : le contre-amiral Waren était à Gibraltar, avec quelques vaisseaux dégréés; ce ne fut que long-temps après qu'il put prendre la mer. L'amiral Calder avec sept vaisseaux s'était mis à la poursuite de l'amiral Gantheaume, et était allé le chercher en Amérique, tant on avait mis d'adresse à donner le change aux espions anglais. Effectivement des agens de l'administration de la Guadeloupe et de Saint-Domingue et grand nombre d'habitans, hommes et femmes, s'embarquèrent à Brest, comptant aller en Amérique. La frégate la *Régénérée* est partie de Rochefort, elle a passé le détroit le 19 février, et elle est arrivée à Alexandrie le 1er mars; ce qui est une preuve matérielle que l'amiral Gantheaume, qui avait passé le détroit le 6 février, y serait arrivé avant cette époque : et ce n'est que le 1er mars, que l'amiral Keith mouilla à Aboukir et débarqua l'armée d'Abercromble. Le général Friant, qui commandait à Alexandrie, aurait donc eu huit mille hommes pour s'opposer au débarquement. Les Anglais eussent échoué, et l'Egypte était sauvée; l'armée et les flottes anglaises étaient divisées par la guerre que la France et l'Espagne faisaient au Portugal, et par la quadruple alliance qui exigeait une flotte dans la Baltique. Depuis que l'on avait réussi à donner le change à l'amiral Calder, il n'y avait plus rien à craindre dans la Méditerranée.

L'amiral français, ayant donc manqué de résolution, après avoir pris une frégate et une corvette anglaises, mouilla vers la mi-février dans le port de Toulon : le premier consul fut très mécontent; il le fit repartir, mais il ne put appareiller que le dix-neuf mars. Il se rencontra sur les côtes de

Sardaigne avec l'escadre de l'amiral Waren, qui s'était formée à Gibraltar : elle lui était inférieure; mais comme son objet n'était pas de combattre, il manœuvra fort habilement, et pendant la nuit fit fausse route. Waren ne le voyant plus au point du jour fit route sur Alexandrie, pour se ranger sous les ordres de l'amiral Keith. Gantheaume eût dû également faire route, reconnaître le mont Carmel ou le mont Cassius, et débarquer sa petite armée à Damiette. Il y fût arrivé en avril; nous occupions encore Damiette, il eût encore sauvé l'Égypte. Au lieu de cela, il retourna de nouveau à Toulon; le premier consul fut encore mécontent : il le fit repartir une troisième fois avec l'ordre de débarquer sa petite armée à Damiette en allant par les côtes de Syrie, ou de débarquer à El-Baretoun en attérant sur la côte d'Afrique. El-Baretoun est un bon port, il y a beaucoup d'eau. D'El-Baretoun à Alexandrie, on trouve tous les jours de l'eau et des pâturages; il eût débarqué, avec les cinq mille hommes, deux mois de vivres, des outres et de l'argent. En cinq ou six jours de marche, ces cinq mille hommes seraient arrivés à Alexandrie. Gantheaume atteignit cette troisième fois le parage d'Égypte, le 8 juin : ces cinq mille hommes seraient donc arrivés vers le 15 au 20 juin, dans le moment le plus propice; les secours venant d'Angleterre n'étaient pas encore arrivés à l'armée anglaise. En juin, le général Cool n'avait plus que quatre mille hommes au camp des Romains, vis-à-vis d'Alexandrie : Hutchinson, avec cinq mille hommes, était près de Gesch. Le général Menou, renforcé de ce secours, eût pu attaquer le général Cool avec dix mille hommes, l'eût battu, eût dégagé Belliard au Caire, la victoire eût été assurée. Ainsi, toutes les trois fois, l'amiral français a pu sauver l'Égypte, il s'est laissé imposer par de faux rapports : s'il eût eu la décision de Nelson, son escadre était une escadre légère, très bonne marcheuse, très bien équipée, il pouvait se moquer de l'escadre de Keith, non pour la combattre, mais pour lui échapper. Gantheaume connaissait parfaitement toutes les côtes de Syrie, toutes les côtes d'Égypte, et les circonstances étaient uniques. Toutes les flottes anglaises étaient nécessaires dans la Baltique. Une petite escadre, bonne marcheuse et bien équipée, peut entreprendre tout ce qu'elle veut. Trois frégates, pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, sous les ordres du contre-amiral Perée, ont couru toutes les mers entre Rhodes et Acre, ont plusieurs fois communiqué à deux lieues de Sidney Smith, derrière le mont Carmel, et ont intercepté plusieurs bâtimens de l'armée de Rhodes, qui se rendaient à Acre, chargés de vivres, de canons et de munitions pour l'armée assiégée; cependant l'*Alceste*, la *Courageuse*, la *Junon*, ne marchaient que médiocrement : si le contre-amiral eût eu trois frégates comme la *Justice* et la *Diane*, il eût manœuvré avec beaucoup plus de hardiesse; il eût joué aux barres avec le *Tigre* et le *Thésée*, les deux vaisseaux de 80 de Sydney Smith.

En résumé, l'expédition d'Égypte a parfaitement réussi : débarqué le 1[er] juillet 1797 à Alexandrie, Napoléon était le 1[er] août maître du Caire et de toute la basse Égypte; au 1[er] janvier 1799, il était maître de toute l'Égypte; au 1[er] juillet 1799, il avait détruit l'armée turque de Syrie, et lui avait pris son équipage de campagne

de quarante deux pièces, et cent cinquante caissons. Enfin, au mois d'août, il détruisit l'élite de l'armée de la Porte, et prit à Aboukir son équipage de campagne de trente-deux pièces de canon. Kléber se laissa imposer par le grand-visir : il lui remit toutes les places fortes, et consentit à une convention fort étrange, celle d'El-Arich. Cependant le colonel Latour-Maubourg, étant arrivé le premier mars 1800, avec des lettres du premier consul avant que le Caire fût livré, Kléber battit le grand-visir, le chassa dans le désert, et reconquit l'Égypte. Au mois de mars 1801, les Anglais débarquèrent une armée de dix-huit mille hommes, sans attelages d'artillerie et sans chevaux de cavalerie : elle devait être détruite; mais Kléber avait été assassiné, et, par une fatalité désolante, cette brave armée avait pour chef un homme bon à beaucoup de choses, mais détestable pour la guerre. L'armée vaincue après six mois de fausses manœuvres, débarqua sur les côtes de Provence au nombre de vingt-quatre mille hommes. L'armée d'Égypte lors de son arrivée à Malte en 1798, était de trente-deux mille hommes; elle y reçut un renfort de deux mille hommes; mais elle y laissa une garnison de quatre mille hommes, et elle arriva à Alexandrie au nombre de trente mille hommes. Elle reçut trois mille hommes des débris de l'escadre d'Aboukir, ce qui la porta à trente-trois mille hommes. Vingt-quatre mille hommes rentrèrent en France, mille y étaient rentrés précédemment comme blessés, aveugles, sur les deux frégates la *Muiron* et la *Carrère*, qui portèrent Napoléon; mais un grand nombre de troupes était arrivé sur la *Justice*, l'*Égyptienne* et la *Régénérée* : la perte a donc été de neuf mille hommes, dont quatre mille morts en 1798 et 1799, et cinq mille en 1800 et 1801, morts aux hôpitaux ou sur le champ de bataille. Quand Napoléon a quitté, à la fin d'août 1799, l'effectif de l'armée était de vingt-huit mille cinq cents hommes français, compris les malades, les vétérans, les hommes de dépôt, et les non-combattans à la suite de l'armée.

L'armée anglaise en 1801, n'était d'abord que de dix-huit mille hommes : mais elle reçut dans les mois de juillet et d'août sept mille hommes, partis de Londres, Malte et Mahon, et huit mille hommes partis des Indes, qui débarquèrent à Cosseïr; ce qui la porta à trente-deux ou trente-quatre mille hommes. En y ajoutant vingt-cinq mille Turcs, on voit que les forces alliées employées contre l'Égypte, s'élevaient à près de soixante mille hommes; sans doute que si elles eussent attaqué ensemble, il eût été impossible de leur résister : mais comme elles entrèrent en action à plusieurs mois de distance, la victoire eût été immanquable pour les Français, si Desaix ou Kléber eussent été à la tête de l'armée, ou même tout autre général que Menou, qui cependant n'avait qu'à imiter la manœuvre qu'avait faite Napoléon en 1799, lorsque Mustapha-Pacha débarqua à Aboukir. Le fanatisme religieux qui avait été regardé comme le plus grand obstacle à l'établissement des Français en Égypte, était levé; tous les ulémas et les grands-scheiks étaient affectionnés à l'armée française.

Saint Louis, en 1250, débarqua à Damiette avec six mille hommes, s'il se fût comporté comme les Français l'ont fait en 1798, il eût triomphé comme eux, et eût conquis toute l'Égypte; et, si Napoléon en 1698 se fût comporté

comme le firent les croisés en 1250, il eût été battu et défait. En effet, Saint Louis parut devant Damiette le 5 juin; il débarqua le lendemain, les Musulmans évacuèrent la ville, il y entra le 6; mais du 6 juin au 6 décembre, il ne bougea pas : le 6 décembre il se mit en marche, remontant la rive droite du Nil, arriva le 17 décembre sur la rive gauche du canal d'Achmoun, vis-à-vis Mansourah, y campa deux mois; ce canal était alors plein d'eau. Le 12 février 1251, les eaux ayant baissé, il passa ce bras du Nil et livra une bataille huit mois après son débarquement en Égypte. Si le 8 juin 1250, Saint Louis eût manœuvré comme ont fait les Français en 1798, il serait arrivé le 12 juin à Mansourah; il aurait traversé le canal d'Achmoun à sec, puisque c'est le moment des plus basses eaux du Nil; il serait arrivé le 26 juin au Caire; il aurait conquis la basse Égypte dans le mois de son arrivée. Lorsque le premier pigeon porta au Caire la nouvelle du débarquement des infidèles à Damiette, la consternation fut générale; il n'y avait aucun moyen de résister : les fidèles remplirent les mosquées et passèrent les jours et les nuits en prières; ils s'étaient résignés, ils attendaient l'armée des Français : mais dans huit mois, les vrais croyans eurent le temps de préparer leur résistance. La haute Égypte, l'Arabie, la Syrie, envoyèrent des forces, et Saint Louis battu, chassé, fut fait prisonnier. Si Napoléon eût agi en 1798, comme saint Louis, en 1250, qu'il eût passé, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, sans sortir d'Alexandrie, il aurait trouvé en janvier et février des obstacles insurmontables. Dumanhour, Rahmanieh, Rosette, eussent été fortifiés; Girch, le Caire, eussent été retranchés et couverts de canons et de troupes; douze mille mameluks, vingt mille Arabes, cinquante mille janissaires arabes, renforcés par les armées de l'Arabie, du pachalic de Damas, d'Acre, de Jérusalem, de Tripoli, accourus au secours de cette clef de la Sainte-Caba, eussent rendus vains tous les efforts de l'armée française, qui eût dû se rembarquer; en 1250, l'Égypte était moins en état de se défendre, Saint Louis ne sut pas en profiter : il perdit huit mois à délibérer avec les légats du pape, et à prier; il eût dû les employer à vaincre.

Au volume IV, page 117, est la lettre de Napoléon au général Kléber, datée du 5 fructidor, au moment de son embarquement; elle est en grande partie exacte. Quatre passages sont tronqués, ce qui en dénature le sens dans quelques idées importantes.

Même volume, page 128, se trouve la lettre du général Kléber au Directoire. Elle est datée du 26 septembre 1799; nous la mettons ici avec des observations propres à la faire apprécier.

LETTRE DU GÉNÉRAL KLÉBER

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF,

AVEC DES OBSERVATIONS EN REGARD.

LETTRE DU GÉNÉRAL KLÉBER,

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF DE FRANCE.

Au quartier-général du Caire, le 4 vendémiaire an VII (26 septembre 1799.)

CITOYENS DIRECTEURS,

A. Le général en chef Bonaparte est parti pour la France, le 6 fructidor au matin, sans en avoir prévenu personne : il m'avait donné rendez-vous à Rosette, le 7; je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie, et de la lettre par laquelle il me donne le commandement de l'armée, et de celle qu'il adresse au grand visir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas.

B. Mon premier soin a été de prendre une connaissance exacte de la situation actuelle de l'armée.

Vous savez, citoyens directeurs, et vous êtes à même de vous faire représenter l'état de sa force lors de son arrivée en Égypte; elle est réduite de moitié, et nous occupons tous les points capitaux du triangle des Cataractes à El-Arisch, d'El-Arisch à Alexandrie, et d'Alexandrie aux Cataractes.

OBSERVATIONS DE NAPOLÉON

SUR LA LETTRE DU GÉNÉRAL KLÉBER

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF DE FRANCE.

A. Le grand-visir était à la fin d'août à Érivan dans la haute Arménie; il n'avait avec lui que cinq mille hommes. Le 22 août on ignorait en Égypte que ce premier ministre eût quitté Constantinople; l'aurait-on su, qu'on y aurait attaché fort peu d'importance; au 26 septembre, lorsque cette lettre était écrite, le grand visir n'était ni à Damas ni à Alep; il était au-delà du Taurus.

B. L'armée française était forte de trente mille hommes au moment de son débarquement en Égypte en 1798; puisque le général Kléber déclare qu'elle était réduite de moitié au 27 septembre 1799 : elle était donc de quinze mille hommes; ceci est une fausseté évidente, puisque les états de situation de tous les chefs des corps envoyés au ministre de la guerre, datés du 1er septembre, portaient la force de l'armée à vingt-huit mille cinq cents hommes, sans compter les gens du pays; les états de l'ordonnateur

Suite de la Lettre du général Kléber.

Suite des observations de Napoléon.

Daure faisaient monter la consommation à trente-cinq mille hommes, y compris les abus, les auxiliaires, les rations doubles, les femmes et les enfans; les états du payeur Estève, envoyés à la trésorerie, faisaient monter l'armée à vingt-huit mille cinq cents hommes : comment, dira-t-on, la conquête de la haute et basse Égypte, de la Syrie, les maladies, la peste, n'avaient fait périr que quinze cents hommes? Non, il en a péri quatre mille cinq cents; mais, après son débarquement, l'armée fut augmentée de trois mille hommes, provenant des débris de l'escadre de l'amiral Brueys.

Voulez-vous une autre preuve tout aussi forte; c'est qu'aux mois d'octobre et de novembre 1801, deux ans après, il a débarqué en France vingt-sept mille cinq cents hommes venant d'Egypte, sur lesquels vingt-quatre mille appartenaient à l'armée : les autres étaient des marins, des mameluchs, ou des gens du pays : or, l'armée n'avait reçu aucun renfort, si ce n'est un millier d'hommes partis par les trois frégates, *la Justice*, *l'Egyptienne* et *la Régénérée*, et une douzaine de corvettes ou avisos qui y arrivèrent dans cet intervalle.

En 1800 et 1801, l'armée a perdu quatre mille huit cents hommes, soit de maladie, soit à la campagne contre le grand-visir en 1800; soit à celle contre les Anglais, en 1801 : deux mille trois cents hommes ont en outre été faits prisonniers dans les forts d'Aboukir, Julien, Rhamanieh, dans le désert avec le colonel Cavisier sur le convoi de Djermes, au Marabou; mais ces troupes ayant été renvoyées en France, sont comprises dans le nombre des vingt-sept mille cinq cents qui ont opéré leur retour,

Suite de la Lettre du général Kléber.

C. Cependant il ne s'agit plus aujourd'hui comme autrefois de lutter contre quelques hordes de mamelucks découragés; mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances: la Porte, les Anglais, et les Russes.

Le dénuement d'armes, de poudres de guerre, de fer coulé et de plomb, présente un tableau aussi alarmant que la grande et subite diminution d'hommes dont je viens de parler: les essais de fonderie faits n'ont point réussi; la manufacture de poudre établie à Ruonda n'a pas encore donné et ne donnera probablement pas le résultat qu'on se flattait d'en obtenir: enfin la réparation des armes à feu est lente; et il faudrait pour activer ces établissemens des fonds et des moyens que nous n'avons pas.

D. Les troupes sont nues, et cette absence de vêtemens est d'autant plus fâcheuse, qu'il est reconnu que, dans ce pays, elle est une des causes les plus actives des dyssenteries et des ophthalmies, qui sont les maladies constamment régnantes; la première surtout a agi cette année puissamment sur des corps affaiblis, et épuisés par les fatigues. Les officiers de santé remarquent et rapportent constamment que, quoique l'armée soit si considérablement diminuée, il y a cette année un nombre beaucoup plus grand de malades, qu'il n'y en avait l'année dernière à la même époque.

Suite des Observations de Napoléon.

Il résulte donc de cette seconde preuve, qu'au mois de septembre 1799, l'armée était de vingt-huit mille cinq cents hommes, éclopés, vétérans, hôpitaux, etc., tout compris.

C. Les fusils ne manquaient pas plus que les hommes; il résulte des états des chefs de corps en septembre 1799, qu'ils avaient sept mille fusils et onze mille sabres au dépôt: et des états de l'artillerie, qu'il y en avait cinq mille neufs, et trois cents en pièces de rechange au parc; cela fait donc quinze mille fusils.

Les pièces de canon ne manquaient pas davantage: il y avait, comme le constatent les états de l'artillerie, quatorze cent vingt-six bouches à feu, dont cent quatre-vingts de campagne, deux cent vingt-cinq mille projectiles, onze cents milliers de poudre; trois millions de cartouches d'infanterie, vingt-sept mille cartouches à canon confectionnées; et ce qui prouve l'exactitude de ces états, c'est que deux ans après, les Anglais trouvèrent treize cent soixante-quinze bouches à feu, cent quatre-vingt-dix mille projectiles, et neuf cents milliers de poudre.

D. Les draps ne manquaient pas plus que les munitions, puisque les états de situation des magasins des corps portaient qu'il existait des draps au dépôt, que l'habillement était en confection; et qu'effectivement au mois d'octobre, l'armée était habillée de neuf: d'ailleurs comment manquer d'habillement dans un pays qui habille trois millions d'hommes, les populations de l'Afrique, de l'Arabie; qui fabrique des cotonnades, des toiles, des draps de laine en si grande quantité.

Suite de la Lettre du général Kléber.

E. Le général Bonaparte avait effectivement, avant son départ, donné des ordres pour habiller l'armée en drap; mais pour cet objet comme pour beaucoup d'autres, il s'en est tenu là, et la pénurie des finances, qui est un nouvel obstacle à combattre, l'eût mis dans la nécessité sans doute d'ajourner l'exécution de cet utile projet : il faut parler de cette pénurie.

Le général Bonaparte a épuisé toutes les ressources extraordinaires, dans les premiers mois de notre arrivée ; il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter : revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au dehors entourés d'ennemis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable. Cependant Bonaparte à son départ n'a pas laissé un sou en caisse, ni aucun objet équivalent : il a laissé au contraire un arriéré de près de douze millions; c'est plus que le revenu d'une année dans la circonstance actuelle : la solde arriérée pour toute l'armée se monte seulement à quatre millions.

F. L'inondation rend impossible, en ce moment, le recouvrement de ce qui est dû sur l'année qui vient d'expirer, et qui suffirait à peine pour la dépense d'un mois; ce ne sera donc qu'au mois de frimaire qu'on pourra en recommencer la perception, et alors, il n'en faut pas douter, on ne pourra pas s'y livrer, parce qu'il faudra combattre.

Enfin, le Nil étant cette année très mauvais, plusieurs provinces, faute d'inondations, offriront des non-valeurs auxquelles on ne pourra se dispenser d'avoir égard.

Tout ce que j'avance ici, citoyens directeurs, je puis le prouver et par

Suite des Observations de Napoléon.

E. Depuis long-temps la solde était au courant, il y avait quinze mille francs d'arriéré; mais cela datait de longue main : les contributions dues étaient de seize millions comme le prouvent les états du payeur Estève, datés du 1er septembre.

F. La conduite de ce peuple pendant la guerre de Syrie, ne laissa aucun doute sur ses bonnes dispositions; mais il ne faut lui laisser aucune inquiétude sur sa religion, et se concilier les ulémas.

Suite de la Lettre du général Kléber.

des procès-verbaux et par des états certifiés des différens services.

Quoique l'Égypte soit tranquille en apparence, elle n'est rien moins que soumise ; le peuple est inquiet, et ne voit en nous, quelque chose que l'on puisse faire, que des ennemis de sa propriété : son cœur est sans cesse ouvert à l'espoir d'un changement favorable.

G. Les Mamelucks sont dispersés, mais ils ne sont pas détruits. Mourad-Bey est toujours dans la haute Égypte avec assez de monde pour occuper sans cesse une partie de nos forces : si on l'abandonnait un moment, sa troupe se grossirait bien vite, et il viendrait nous inquiéter sans doute jusque dans la capitale, qui, malgré la plus grande surveillance, n'a cessé jusqu'à ce jour de lui procurer des secours en argent et en armes.

Ibrahim est à Gaza, avec environ deux mille Mamelucks, et je suis informé que trente mille hommes de l'armée du grand visir et de Djezzar pacha, y sont déjà arrivés.

H. Le grand visir est parti de Damas, il y a environ vingt jours ; il est actuellement campé auprès d'Acre.

I. Telle est, citoyens directeurs, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient ; il voyait la crise fatale s'approcher. Vos ordres, sans doute, ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe ; ses lettres, ses instructions, sa négociation entamée en font foi : elle est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui sont en Égypte.

Suite des Observations de Napoléon.

G. Mourad-Bey, réfugié dans l'Oasis, ne possédait plus un seul point dans la vallée ; il n'y possédait plus un magasin, ni une barque ; il n'y avait plus un canon ; il n'était suivi que de ses plus fidèles esclaves. Ibrahim-Bey était à Gaza avec quatre cent cinquante Mamelucks ; comment pouvait-il en avoir deux mille, puisqu'il n'en a jamais eu que neuf cent cinquante, et qu'il avait fait des pertes dans tous les combats de la Syrie ?

Il n'y avait pas, à la fin de septembre, un seul homme de l'armée du grand-visir en Syrie ; au contraire, Djezzar, pacha, avait retiré ses propres troupes de Gaza pour les concentrer sur Acre. Il n'y avait à Gaza que les quatre cents Mamelucks d'Ibrahim-Bey.

H. Le grand-visir n'était point en Syrie, le 26 septembre ; il n'était pas même à Damas, pas même à Alep : il était au-delà du mont Taurus.

I. Cette crise fatale était dans l'imagination du général, et surtout des intrigans qui voulaient l'exciter à quitter le pays.

Napoléon avait commencé les négociations avec Constantinople, dès le surlendemain de son arrivée à Alexandrie ; il les a continuées en Syrie : il avait plusieurs buts ; d'abord d'empêcher la Porte de déclarer la guerre ; puis de la désarmer, ou au moins de rendre ses hostilités moins actives ; enfin

Suite de la lettre du général Kléber.

« Si cette année, me dit le général » Bonaparte, malgré toutes les pré- » cautions, la peste était en Égypte, » et que vous perdiez plus de quinze » cents soldats, perte considérable, » puisqu'elle serait en sus de celle » que les événemens de la guerre oc- » casionneraient journellement ; je » dis que, dans ce cas, vous ne devez » pas vous hasarder à soutenir la » campagne prochaine; et vous êtes » autorisé à conclure la paix avec la » Porte ottomane, quand même l'éva- » cuation de l'Égypte en serait la con- » dition principale. » (Ce passage de la lettre du 5 fructidor est tronqué.)

Je vous fais remarquer ce passage, citoyens directeurs, parce qu'il est caractéristique sous plus d'un rapport, et qu'il indique surtout la situation critique dans laquelle je me trouve.

Que peuvent être quinze cents hommes de plus ou de moins dans l'immensité du terrain que j'ai à défendre, et aussi journellement à combattre?

Suite des Observations de Napoléon.

de connaître ce qui se passait par les allées et venues des agens turcs et français, qui le tenaient au courant des événemens d'Europe.

Où était *la crise fatale*? L'armée russe, qui soi-disant était aux Dardanelles, était un premier fantôme; l'armée anglaise, qui déjà avait passé le détroit, en était un second; enfin le grand-visir, à la fin de septembre, était encore bien éloigné de l'Égypte. Quand il aurait passé le mont Taurus et le Jourdain, il avait à lutter contre la jalousie de Djezzar; il n'avait avec lui que cinq mille hommes; il devait former son armée en Asie, et peut-être y réunir quarante à cinquante mille hommes qui n'avaient jamais fait la guerre et qui étaient aussi peu redoutables que l'armée du Mont-Tabor : c'était donc en réalité un troisième fantôme.

Les troupes de Mustapha-Pacha, étaient les meilleures troupes ottomanes; elles occupaient à Aboukir une position redoutable : cependant elles n'avaient opposé aucune résistance. Le grand-visir n'aurait jamais osé passer le désert devant l'armée française; ou, s'il l'avait osé, il aurait été très facile de le battre.

L'Égypte ne courait donc de danger que par le mauvais esprit qui s'était mis dans l'état-major.

La peste, qui avait affligé l'armée, en 1799, lui avait fait perdre sept cents hommes. Si celle qui l'affligerait en 1800, lui en faisait perdre quinze cents, elle serait donc double en malignité : dans ce cas, le général, partant, voulait prévenir les seuls dangers que pouvait courir l'armée, et diminuer la responsabilité de son successeur, l'autorisant à traiter, s'il ne recevait pas de nouvelles du gouver-

Suite de la Lettre du général Kleber.

L. Le général dit ailleurs : « Alexandrie et El-Arisch, voilà les deux clés de l'Égypte. »

El-Arisch est un méchant fort, à quatre journées, dans le désert. La grande difficulté de l'approvisionner ne permet pas d'y jeter une garnison de plus de deux cent cinquante hommes : six cents Mamelucks pourront, quand ils le voudront, intercepter sa communication avec Qatich ; et comme, lors du départ de Bonaparte, cette garnison n'avait pas pour quinze jours de vivres en avance, il ne faudrait pas plus de temps pour l'obliger à se rendre sans coup férir.

Les Arabes seuls étaient dans le cas de faire des convois soutenus dans les brûlans déserts ; mais, d'un côté, ils ont été tant de fois trompés, que, loin de nous offrir leurs services, ils s'éloignent et se cachent ; d'un autre côté, l'arrivée du grand-visir, qui enflamme leur fanatisme et leur prodigue des dons, contribue tout autant à nous en faire abandonner.

M. Alexandrie n'est point une place, c'est un vaste camp retranché ; il était à la vérité, assez bien défendu par une nombreuse artillerie de siége : mais, depuis que nous avons perdu cette artillerie dans la désastreuse campagne de Syrie, depuis que le général Bona-

Suite des Observations de Napoléon.

nement avant le mois de mai 1800, à condition que l'armée française resterait en Égypte jusqu'à la paix générale.

Mais enfin le cas n'était point arrivé : on n'était pas encore au mois de mai, puisqu'on n'était qu'au mois de septembre ; on avait donc tout l'hiver à passer, pendant lequel il était probable que l'on recevrait des nouvelles de France ; enfin, la peste n'affligea pas l'armée en 1800 et 1801.

L. Le fort d'El-Arisch, qui peut contenir cinq ou six cents hommes de garnison, est construit en bonne maçonnerie ; il domine les puits et la forêt de palmiers de l'Oasis de ce nom. C'est une vedette, située près de la Syrie ; la seule porte par où toute armée, qui veut attaquer l'Égypte par terre, doit passer. Les localités offrent beaucoup de difficultés aux assiégeans. C'est donc à juste titre qu'il peut être appelé une des clés du désert.

M. Il y avait dans Alexandrie quatre cent cinquante bouches à feu de tous calibres. Les vingt-quatre pièces que l'on avait perdues en Syrie, appartenaient à l'équipage de siége, et n'avaient jamais été destinées à faire partie de l'armement de cette place.

Suite de la Lettre du général Kléber.

parte a retiré toutes les pièces de marine, pour armer au complet les deux frégates avec lesquelles il est parti, ce camp ne peut plus offrir qu'une faible résistance.

N. Le général Bonaparte enfin s'était fait illusion sur l'effet que devait produire le succès qu'il a obtenu aux portes d'Aboukir; il a en effet détruit la presque totalité des Turcs qui avaient débarqué : mais qu'est-ce qu'une perte pareille pour une grande nation, à laquelle on a ravi la plus belle partie de son empire, et à qui la religion, l'honneur et l'intérêt prescrivent également de se venger, et de reconquérir ce que l'on avait pu lui enlever? Aussi cette victoire n'a-t-elle pas retardé d'un instant, ni les préparatifs, ni la marche du grand-visir.

P. Dans cet état de choses, que puis-je? que dois-je faire? Je pense, citoyens directeurs, que c'est de continuer les négociations entamées par Bonaparte; quand elles ne donneraient d'autres résultats que celui de gagner du temps, j'aurais déjà lieu d'être satisfait. Vous trouverez ci-jointe la lettre que j'écris en conséquence au grand-visir, en lui envoyant duplicata de celle de Bonaparte; si ce ministre répond à ces avances, je lui proposerai la restitution de l'Égypte, aux conditions suivantes.

Le grand-seigneur y établira un pacha comme par le passé: on lui abandonnerait le myri, que la Porte a toujours perçu de droit, et jamais de fait.

Le commerce sera ouvert réciproquement entre l'Égypte et la Syrie.

Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, et percevraient en tous lieux les autres droits, avec ceux des douanes, jusqu'à

Suite des Observations de Napoléon.

Les Anglais y ont trouvé, en 1801, plus de quatre cents pièces de canon, indépendamment des pièces qui armaient les frégates et autres bâtimens.

N. L'armée de Mustapha, pacha de Romélie, qui débarqua à Aboukir, était de dix-huit mille hommes; c'était l'élite des troupes de la Porte, qui avaient fait la guerre contre la Russie. Ces troupes étaient incomparativement meilleures que celles du Mont-Tabor et toutes les troupes asiatiques, dont devait se composer l'armée du grand-visir.

Le grand-visir n'a reçu la nouvelle de la défaite d'Aboukir qu'à Érivan, dans l'Arménie, près de la mer Caspienne.

P. Ceci est bien projeté, mais a été mal exécuté; il y a loin de là à la capitulation d'El-Arisch.

Tout traité avec la Porte, s'il avait ces deux résultats, de lui faire tomber les armes des mains et de conserver l'armée en Égypte était bon.

Suite de la Lettre du général Kléber.

ce que le gouvernement eût fait la paix avec l'Angleterre.

Si ces conditions préliminaires et sommaires étaient acceptées, je croirais avoir fait plus pour la patrie qn'en obtenant la plus éclatante victoire; mais je doute que l'on veuille prêter l'oreille à ces dispositions : si l'orgueil des Tnrcs ne s'y opposait pas, j'aurais encore à combattre l'influence des Anglais; dans tous les cas, je me guiderai d'après les circonstances.

Q. Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte; je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui par lequel elle pouvait remuer le système du commerce des quatre parties du monde; mais pour cela, il faut un puissant levier; ce levier, c'est la marine : la nôtre a existé, depuis lors tout est changé; et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable, pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu s'en proposer.

Je n'entrerai point, citoyens directenrs, dans le détail de toutes les combinaisons diplomatiques que la situation actuelle de l'Enrope peut offrir; ils ne sont point de mon ressort.

Dans la détresse où je me trouve, et trop éloigné du centre des mouvements, je ne pnis guère m'occuper que du salnt et de l'honneur de l'armée que je commande. Heureux si dans mes sollicitudes, je réussis à remplir vos vœux! plus rapproché de vons, je mettrai toute ma gloire à vous obéir.

Je joins ici, citoyens directenrs, nn état exact de ce qni nous manque en matériel pour l'artillerie, et nn tableau sommaire de la dette contractée et laissée par Bonaparte.

Salut et respect. *Signé*, KLEBER.

Suite des Observations de Napoléon.

Q. La destruction de onze vaisseaux de guerre, dont trois étaient hors de service, ne changeait rien à la situation de la république, qui était en 1800 toute aussi inférienre sur mer qu'en 1798; si l'on eût été maître de la mer, on eût marché droit à la fois sur Londres, sur Dublin et sur Calcnta : c'était pour le devenir, qne la république voulait posséder l'Égypte. Cependant la république avait assez de vaisseaux pour pouvoir envoyer des renforts en Égypte, lorsque ce serait nécessaire. Au moment où le général écrivait cette lettre, l'amiral Brueys, avec quarante-six vaisseaux de haut bord était maître de la Méditerranée; il eût secouru l'armée d'Orient, si les troupes n'eussent été nécessaires en Italie, en Suisse, et sur le Rhin.

Suite de la Lettre du général Kléber.

R. P. S. Au moment, citoyens directeurs, où je vous expédie cette lettre, quatorze ou quinze voiles turques sont mouillées devant Damiette, attendant la flotte du capitan-pacha, mouillée à Jaffa, et portant, dit-on, quinze à vingt-mille hommes de débarquement; quinze mille sont toujours réunis à Gaza, et le grand-visir s'achemine de Damas; il nous a renvoyé ces jours derniers un soldat de la 25ᵉ demi brigade, fait prisonnier du fort d'El-Arisch, après lui avoir fait voir tout le camp; il lui a intimé de dire à ses compagnons ce qu'il avait vu, et à leur général de trembler. Ceci paraît annoncer ou la confiance que le grand-visir met dans ses forces, ou un désir de rapprochement: quant à moi, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de cinq mille hommes en état d'entrer en campagne: nonobstant ce, je tenterai la fortune, si je ne puis parvenir à gagner du temps par des négociations. Djezzar a retiré ses troupes de Gaza, et les a fait revenir à Acre.

Signé, KLÉBER.

Suite des Observations de Napoléon.

R. Cette apostille peint l'état d'agitation du général Kléber : il avait servi huit ans, comme officier dans un régiment autrichien; il avait fait les campagnes de Joseph II, qui s'était laissé battre contre les Ottomans; il avait conservé une opinion fort exagérée de ceux-ci. Sydney-Smith, qui avait déjà fait perdre à la Porte l'armée de Mustapha, pacha de Romélie, qu'il avait débarquée à Aboukir, vint mouiller à Damiette avec soixante transports, sur lesquels étaient embarqués sept mille janissaires, de très bonnes troupes : c'était l'arrière garde de l'armée de Mustapha pacha; au 1ᵉʳ novembre, il la débarqua sur les plages de Damiette. L'intrépide général Verdier marcha à eux avec mille hommes, les prit, les tua ou les jeta dans la mer ; six pièces de canon furent ses trophées.

Le capitan-pacha n'était pas à Jaffa, le grand-visir n'était point entré en Syrie; il n'y avait donc pas trente mille hommes à Gaza. Les armées russe et anglaise ne songeaient point à attaquer l'Egypte.

Cette lettre est donc pleine de fausses assertions. On croyait que Napoléon n'arriverait point en France : on s'était décidé à évacuer le pays; on voulait justifier cette évacuation, car cette lettre arriva à Paris, le 12 janvier : le général Berthier la mit sous les yeux du premier consul; elle était accompagnée des rapports et des comptes de l'ordonnateur Daure, du payeur Estève et de vingt-huit rapports de colonels et de chefs de corps d'artillerie, infanterie, cavalerie, dromadaires, etc. Tous ces états que fit dépouiller le ministre de la guerre, présentaient des rapports qui contredisaient le général en chef. Mais heu-

Suite des Observations de Napoléon.

reusement pour l'Egypte, qu'un duplicata de cette lettre tomba entre les mains de l'amiral Keith, qui l'envoya aussitôt à Londres. Le ministre anglais écrivit sur-le-champ, pour qu'on ne reconnût aucune capitulation qui aurait pour but de ramener l'armée d'Egypte en France, et que si déjà elle était en mer, il fallait la prendre et la conduire dans la Tamise.

Par un second bonheur, le colonel Latour-Maubourg, parti de France à la fin de janvier avec la nouvelle de l'arrivée de Napoléon en France, celle du 18 brumaire, la constitution de l'an VIII; la lettre du ministre de la guerre du 12 janvier, en réponse à celle de Kléber ci-dessus, arriva au Caire le 4 mai, dix jours avant le terme fixé pour la remise de cette capitale au grand-visir. Kléber comprit qu'il fallait vaincre ou mourir : il n'eut qu'à marcher.

Ce ramassis de canaille qui se disait l'armée du grand-visir, fut rejeté au delà du désert, sans faire aucune résistance. L'armée française n'eut pas cent hommes tués ou blessés, en tua quinze mille, leur prit leurs tentes, leurs bagages et leur équipage de campagne.

Kléber changea alors entièrement; il s'appliqua sérieusement à améliorer le sort de l'armée et du pays; mais le 14 juin 1800, il périt sous le poignard d'un misérable fanatique.

S'il eût vécu lorsque, la campagne suivante, l'armée anglaise débarqua à Aboukir, elle eût été perdue : peu d'Anglais se fussent rembarqués, et l'Egypte eût été à la France.

SIX NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

LES QUATRE CONCORDATS,

IMPRIMÉ EN 1818,

1° SUR LE CONCORDAT DE 1801. 2° SUR LES PIÈCES IMPRIMÉES A LONDRES. 3° SUR L'ENLÈVEMENT DU PAPE. 4° SUR LE CONCILE DE 1811. 5° SUR LES BULLES. 6° SUR LES PRISONS D'ÉTAT.

Cet ouvrage n'est pas un libelle : s'il contient quelques idées erronées, il en contient un plus grand nombre qui sont saines et dignes d'être méditées.

1re NOTE. — CONCORDAT DE 1801.

(Volume II, page 90.)

« Lorsqu'il se sentit enlacé (Napoléon) » dans les querelles religieuses toujours » croissantes, lorsque, après avoir travaillé » en vue de tout pacifier, il se trouva avoir » semé des germes de désordre, lorsque, » après avoir compté sur l'appui du clergé, » il le trouva hérissé d'ombrages contre lui, » il chercha d'où provenait un résultat aussi » différent de celui qu'il croyait avoir pré- » paré ; et recueillant les tristes fruits de son » inexpérience, il reconnut avec douleur la » faute qu'il avait faite en se mêlant de la » religion autrement que comme garant de » la liberté des cultes, etc., etc. »

Napoléon avait porté en 1796 et 1797, en Italie, une attention particulière aux affaires de religion : ces connaissances étaient nécessaires au conquérant et au législateur des républiques transpadanes, cispadanes, etc. En 1798 et 1799, il dut étudier le Coran ; il fallait qu'il connût les principes de l'islamisme, le gouvernement, les opinions des quatre sectes et leurs rapports avec Constantinople et la Mecque ; il fallait bien qu'il se fût rendu habile dans les connaissances de l'une et l'autre religion, car cela contribua à lui captiver l'affection du clergé en Italie, et des ulémas en Égypte.

Il ne s'est jamais repenti d'avoir fait le concordat de 1801, et les propos qu'on lui prête, à cette occasion, sont faux ; il n'a jamais dit *que le concordat fut la plus grande faute de son règne.* Les discussions qu'il a eues depuis avec Rome, proviennent de l'abus que faisait cette cour du mélange du spirituel et du temporel. Cela peut lui avoir

occasionné quelques momens d'impatience; c'était le lion qui se sentait piqué par des mouches: mais ils n'ont jamais altéré ses dispositions, ni pour les principes de sa religion, ni pour ce grand œuvre qui a eu des résultats si importans: il n'a jamais dit *que les malheurs qui lui arrivaient, provenaient de ce qu'il avait blessé les idées libérales, ou de ce qu'il avait offensé les peuples.* Toutes ses lois ont été libérales, celle même de la conscription, même les réglemens sur les prisons d'état: ce ne sont pas les peuples qui ont été ses ennemis, mais l'oligarchie; car son gouvernement a été éminemment populaire.

Le concordat de 1801 était nécessaire à la religion, à la république, au gouvernement; les temples étaient fermés; les prêtres étaient persécutés, ils étaient divisés en trois sectes: les constitutionnels, les vicaires apostoliques, les évêques émigrés à la solde de l'Angleterre. Le concordat mit fin à ces divisions, et fit sortir de ses ruines l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva les autels, fit cesser les désordres, prescrivit aux fidèles de prier pour la république, dissipa tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, et rompit le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays, en destituant les évêques qui lui étaient restés fidèles, les signalant comme des rebelles qui avaient préféré les affaires du monde et les intérêts terrestres aux affaires du ciel et à la cause de Dieu.

On a dit: « *Napoléon eût dû ne pas se mêler des affaires religieuses, mais tolérer la religion en pratiquant le culte, en lui restituant ses temples.* » Pratiquer le culte.... mais lequel? Restituer ses temples...., mais à qui? aux constitutionnels, au clergé, ou aux vicaires papistes à la solde de l'Angleterre?

Il fut question dans les conférences, pour la négociation du concordat, d'assigner un délai à l'exercice du droit conféré au pape, d'instituer les évêques; mais il avait déjà fait de grandes concessions: il consentait à la suppression de soixante diocèses, dont les sièges dataient de la naissance du christianisme; il destituait de sa propre autorité un grand nombre d'évêques anciens, et consommait la vente, sans aucune indemnité, de quatre cent millions des biens du clergé: il fut jugé que même, dans l'intérêt de la république, il ne fallait pas exiger de stipulations nouvelles qui auraient favorisé les ultramontains. Ce fut dans une de ces conférences, que Napoléon dit: *Si le pape n'avait pas existé, il eût fallu le créer pour cette occasion, comme les consuls romains faisaient un dictateur dans les circonstances difficiles.* Il est vrai que le concordat reconnaissait dans l'état un pouvoir étranger, propre à le troubler un jour; mais il ne l'introduisait pas, il existait de tout temps. Maître de l'Italie, Napoléon se considérait comme maître de Rome, et cette influence italienne lui servait à détruire l'influence anglaise.

IIe NOTE. — PIÈCES IMPRIMÉES A LONDRES.

(Volume II, page 249.)

« Il faut distinguer dans sa carrière d'affaires religieuses deux époques, et, si j'ose » parler ainsi, deux éducations différentes: » la première fut celle dans laquelle il agit » par lui-même, indépendamment de tout » conseil éclairé dans cette matière; la seconde, celle dans laquelle il consulta et » forma un conseil ecclésiastique, etc. »

Les pièces imprimées à Londres, snr les discussions entre la cour des Tuileries et celle de Rome, sont apocryphes; elles n'ont jamais été avouées: on a espéré, par leur publicatiou, exalter les imaginations espagnoles, et celles des béats de toute la chrétienté: la petite église les a colportées avec fureur; quelques-unes de ces pièces sont fausses; les autres sont toutes plus ou moins falsifiées. Il est fâcheux qu'elles aient trouvé place dans un ouvrage important; il n'était pas difficile de constater leur fausseté. —1° La cour des Tuileries n'a jamais promis directement ni indirectement les légations, et le pape n'a jamais mis cette condition pour prix de sou voyage à Paris; il se peut qu'il se soit flatté d'obtenir la Romagne où est Cesène, sa patrie, de la reconnaissance impériale; il se peut que, pendant son séjour à Paris, il en ait témoigné quelque chose directement à l'Empereur, mais bien légèrement et sans espérance de succès. — 2° Comment supposer qu'on ait demandé à la cour de Rome d'instituer un patriarche? Un patriarche n'eût eu de l'influence qu'en France: le pape qui était celui du grand empire, étendait la sienne sur l'univers: on eût donc perdu au change.— 3° Comment l'empereur eût-il demandé l'acceptation du code civil? Le code Napoléon ne régissait-il pas et la France et l'Italie? Avait-il donc besoin de la cour de Rome pour faire des lois chez lui?—4° Comment aurait-il demandé la liberté des cultes? La liberté des cultes n'était-elle pas une loi fondamentale de la constitution française? Cette loi avait-elle donc plus besoiu de la sanctiou du pape que de celle du ministre Marron et des consistoires de Genève?—5° Commeut aurait-il demandé la réforme des évêchés trop nombreux en Italie? Le concordat d'Italie n'y avait-il donc pas pourvu? Il y eut, il est vrai, quelques négociations ponr les évêchés de Toscane et de Gênes, mais dans les formes établies pour ces sortes d'affaires. —6° Quel intérêt pouvait-il y avoir à ce que les bulles pontificales pour les évêchés et les cures, en Italie, fussent abolies? Tout cela n'était-il pas réglé par le concordat d'Italie?—7° Pourquoi aurait-il demandé l'abolition des ordres religieux? Ces ordres n'étaient-ils donc pas abolis en France et en Italie? La vente de leurs biens n'avait-elle donc pas été consommée et ratifiée par les concordats? — 8° Comment supposer que, brouillé avec la cour de Rome, il ait demandé le mariage des prêtres; ce qni eût été, de gaîté de cœur, donner beau jeu à ses ennemis? que lui importait le célibat des prêtres! Avait-il du temps à perdre en discussions théologiques?—9° Quel intérêt pouvait-il avoir qne Joseph Bonaparte fût sacré par le pape roi de Naples? Si le pape l'eût voulu, il s'y serait opposé de peur qu'il n'en voulût prendre acte de sa suzeraineté sur Naples.

La correspondance directe de l'empereur et du pape, depuis 1805 à 1809, est restée secrète; elle ne roulait que sur des affaires temporelles, sur lesquelles il n'avait besoin ni du consentement, ni de l'avis de ses évêques; mais, en 1809, lorsque par le bref de Savone, adressé au chapitre de Florence et à celui de Paris, le pape, s'appuyant d'un passage du concile de Lyon, prétendit troubler l'exercice des vicaires capitulaires, pendant les vacances des siéges, les discussions entrèrent dans la spiritualité. Alors il sentit le besoin du conseil et de l'intervention du clergé: il établit un conseil de théologiens: le choix qu'il fit

fut heureux; l'évêque de Nantes, qui était depuis un demi-siècle un des oracles de la chrétienté, en était l'âme: depuis cette époque, toutes les discussions sont devenues publiques.

Fox causant avec Napoléon, après le traité d'Amiens, lui reprocha de n'avoir pas obtenu le mariage des prêtres; il lui répondit: « *J'avais et* » *j'ai besoin de pacifier; c'est avec de* » *l'eau et non avec de l'huile, qu'on calme* » *les volcans théologiques: j'aurais eu* » *moins de peine à établir la confession* » *d'Augsbourg dans mon empire* »

Depuis le couronnement, il y eut des discussions pour les chapeaux de cardinaux, pour des réticences que le pape s'était permises dans ses allocutions sur les lois organiques, sur des brefs de pénitencerie; pour quelques circonscriptions des évêchés de Toscane et de Gênes, pour quelques affaires secrètes, relatives au royaume d'Italie; mais aucune de ces discussions n'occupa directement les deux souverains; elles furent constamment abandonnées aux soins des chancelleries, qui traitèrent toutes ces affaires avec modération et sagesse.

IIIe NOTE.—ENLÈVEMENT DU PAPE.

(Volume IIe, page 415.)

« Il importe peu, pour le fond de la chose, » quel ait été l'auteur de l'enlèvement du » pape. De quelque main qu'il soit parti, il » n'en est pas moins odieux. Ici tout l'inté- » rêt est du côté de l'histoire, etc. »

L'origine de la querelle qui dura cinq ans entre l'empereur et le pape, se termina par la réunion, en 1810, à l'empire, des états temporels du saint-siége: elle date de 1805. La cour de Vienne, la Russie et l'Angleterre, venaient de conclure la troisième coalition contre la France: une armée autrichienne s'empara de Munich, en chassa le roi de Bavière, et prit position sur l'Iller, où elle devait être jointe par deux armées russes; l'archiduc Jean à la tête de la principale armée de la maison d'Autriche, se porta sur l'Adige, menaçant d'envahir toute l'Italie; un corps d'observation de quinze à vingt mille Français, sous les ordres du maeéchal Saint-Cyr, occupait la presqu'île d'Otrante; il était séparé de l'armée de l'Adige par les états du pape. Une escadre anglaise se faisait voir dans la Méditerranée, et avait des croiseurs dans l'Adriatique; une armée anglo-russe était étendue à Naples. Le corps d'observation d'Otrante était compromis, la citadelle d'Ancône appartenait au pape; étant sur la ligne de communication avec l'armée française d'Italie, elle n'était pas armée: un débarquement de douze cents hommes, pouvait se saisir de ce poste important. Napoléon pria le pape, dans une communication directe, d'armer Ancône; d'y mettre trois mille hommes de garnison, et d'en confier le commandement à un homme sûr; de permettre qu'il y envoyât garnison française: il fut refusé; alors il insista et exigea de nouvelles garanties. Il demanda catégoriquement: 1° que le pape conclût un traité offensif avec le roi d'Italie et le roi de Naples, pour la défense de l'Italie; la cour de Naples, qui dissimulait, y avait consenti; 2° que les ports des états romains fussent fermés aux Anglais; 3° qu'une garnison de trois mille hommes Français, fût reçue dans la citadelle d'Ancône. A ces demandes, le pape répondit: que, père des fidèles, il ne pouvait entrer

dans aucune ligue contre ses enfans, que ce serait d'ailleurs compromettre les catholiques romains, sujets des puissances contre lesquelles il se déclarerait : qu'il n'avait à se plaindre d'aucune, et qu'il ne voulait ni ne pouvait faire la guerre à personne. L'empereur lui répondit : que lorsque Charlemagne avait investi le pape d'une souveraineté temporelle, au milieu de l'Italie, c'était pour le bien de l'Italie et de l'Europe, et non pour y introduire les infidèles et les hérétiques; que l'histoire des papes était pleine de ligues, de contreligues, tant avec les empereurs qu'avec les rois d'Espagne, ou les rois de France; que Jules II avait commandé des armées; qu'en 1797, le général Bonaparte avait eu son quartier-général dans le palais épiscopal de l'évêque Chiaramonte, lorsqu'il marchait contre l'armée du cardinal Busca, que Pie VI avait levée pour faire une diversion en faveur des Autrichiens, guerre qui fut terminée par le traité de Tolentino; qu'ainsi, puisque de nos jours la bannière de Saint-Pierre avait marché contre la France, à côté de l'aigle autrichienne, elle pouvait aujourd'hui marcher avec l'aigle française; que cependant voulant témoigner toute sa condescendance pour le saint-père, il consentait que ce traité ne s'étendît pas contre l'Autriche et l'Espagne, et qu'il fût uniquement applicable aux infidèles et aux hérétiques. A ce prix il s'engageait à protéger les côtes et le pavillon de l'Église, contre les barbaresques. La correspondance roula sur ces matières, pendant 1805 et 1806. Les lettres du pape étaient écrites avec la plume de Grégoire VII; elles contrastaient avec la douceur et l'aménité de son caractère, il n'en était que le signataire. Il parlait sans cesse de sa juridiction, de sa suprématie sur les puissances terrestres; parce que, disait-il, le ciel est au-dessus de la terre, l'âme au-dessus de la matière.

Cependant, après la paix de Presbourg, une armée française était entrée dans Naples; le roi Ferdinand s'était refugié en Sicile, tout le royaume avait été conquis; un prince français était monté sur le trône, qui se trouvait séparé par les états du pape de l'armée de la haute Italie; les agens de la cour de Palerme, de celle de Cagliari, les intrigans que l'Angleterre sondoie toujours sur le continent, avaient établi le centre de leurs intrigues à Rome; des soldats étaient souvent assassinés, en parcourant isolément la partie de la route qui passe sur les états de l'Église, entre Milan et Naples. Cet ordre de choses n'était pas tolérable : l'empereur en prévint le pape, et lui fit connaître que par la nature des choses, il fallait que la cour de Rome fît une ligue offensive et défensive avec la France; qu'elle fermât ses ports à l'Angleterre; qu'elle chassât de Rome tous les intrigans étrangers, ou qu'elle s'attendît à perdre la partie de son territoire située entre les Apennins et l'Adriatique; c'est-à-dire, les marches d'Ancône, qui, réunies au royaume d'Italie, assuraient la communication entre Naples et Milan. Le saint-siége répondit par d'impuissantes menaces ; il était évident que la longanimité de l'empereur, qui contrastait avec son caractère, avait accrédité à Rome l'idée qu'il redoutait les foudres de l'Église. Pour détruire cette folle croyance, il ordonna à un corps de six mille hommes d'entrer à Rome, sous prétexte de se rendre à Naples, mais d'y séjourner. Il donna pour instruction particulière au général qui

commandait cette expédition, de montrer le plus grand respect pour la cour du Vatican, et de ne se mêler de rien : il fit en même temps insinuer que, lorsqu'il osait faire occuper Rome, c'est qu'il était décidé à tout, et ne serait pas arrêté dans des affaires temporelles par des menaces spirituelles ; qu'il fallait que le faible eût recours à la protection du fort.

La cour de Rome était en délire : les monitoires, les prières, les sermons, les notes circulaires au corps diplomatique, tout fut mis en œuvre pour accroître le mal ; elle déploya toutes ses armes spirituelles pour la défense de son temporel : mais la portée de toutes avait été calculée par le cabinet de Saint-Cloud. Enfin, au commencement de 1808, l'empereur écrivit au pape qu'il fallait que cela finît, et que, si sous deux mois, il n'avait pas adhéré au traité de fédération avec les puissances d'Italie, il regarderait la donation de Charlemagne comme non-avenue, et confisquerait le patrimoine de saint Pierre, sans que cela portât aucune atteinte au respect et à la liberté de sa personne sacrée, comme chef de la catholicité : aucune notification ne pouvait être plus claire ; on n'en tint pas compte. Ainsi bravé et poussé à bout, il décréta, en 1808, la réunion des Marches au royaume d'Italie, laissant au pape Rome et toute la partie de ses états, située entre l'Apennin et la Méditerranée. Les agens français firent connaître en même temps, que les troupes françaises quitteraient Rome et les états de l'Église, aussitôt que cette cour aurait reconnu le démembrement des Marches ; mais à cette nouvelle, elle envoya l'ordre à son ministre, à Paris, de demander ses passeports, et de partir sans prendre congé : les passeports furent accordés sur-le-champ, et la guerre déclarée. C'était la puissance faible qui ne pouvait opposer aucune résistance, qui rompait toute mesure, et déclarait la guerre à la puissance forte et victorieuse du monde : mais le système était à Rome de porter tout à l'extrême, d'opposer les armes spirituelles aux temporelles. On s'y flattait encore de voir renaître le temps où tout se prosternait à la vue des foudres sacrées. Napoléon les redoutait peu ; mais il était enchaîné par les sentimens qu'il portait au pape : il laissa les choses encore *in statu quo*.

Mais, au commencement de 1809, la quatrième coalition se déclara : la cour de Vienne annonça les hostilités ; le général qui commandait à Rome demanda un renfort de troupes, pour pouvoir contenir la population de cette grande ville et le pays ; et, si cela était impossible, que l'on mît un terme à l'anarchie du gouvernement pontifical. Il reçut l'ordre de s'emparer du gouvernement, d'incorporer les troupes papales dans l'armée française, de maintenir une bonne police, et d'avoir soin que le pape continuât à recevoir les sommes qu'il avait l'habitude de prendre au trésor pour l'entretien de sa maison.

La circonstance de la guerre dans laquelle la France se trouvait engagée avec l'Autriche et l'Espagne, parut favorable au saint-siége : il lança sa bulle d'excommunication. L'occupation de ses états avait été le résultat de la guerre qu'il avait déclarée à la France ; mais il n'avait été troublé en rien dans la direction des affaires spirituelles, et il avait reçu l'assurance que sa personne n'en serait pas moins sacrée, pourvu qu'il ne fît rien pour troubler l'exercice du gouvernement établi à Rome. Il ne voulut pas profi-

ter de cette ouverture, regardant que sa qualité de souverain de Rome était confondue et inhérente avec son caractère spirituel : ce système n'était pas soutenable. Les troupes françaises, dans ses états, étaient peu nombreuses, et la bataille d'Essling ayant jeté quelques doutes sur l'issue de la guerre, la population était agitée: le saint-père, renfermé au fond de son palais, avait fait élever des barricades autour; elles étaient gardées par quelques centaines d'hommes armés qui exerçaient la plus grande surveillance. Les troupes françaises qui occupaient les postes extérieurs, se prirent de querelle avec elles; elles se crurent bravées: tout cela excitait leurs sarcasmes. La situation du pape était dangereuse : il était à craindre que, d'un moment à l'autre, on en vint aux mains: les balles ne respectent personne. Le général commandant à Rome fit les plus vives remontrances; il ne put faire comprendre que le pape serait beaucoup plus en sûreté, gardé par la sainteté de son caractère, et que d'opposer la force à la force pouvait avoir les effets les plus funestes. N'étant pas écouté, il prit alors conseil des circonstances : il adopta le parti de faire transférer le pape à Florence; il le devait au saint-père, il le devait à la nation française, il le devait à l'Europe : qu'eût-elle dit si un sang si précieux eût été versé dans une rixe? Son devoir n'était-il pas de veiller au maintien de la tranquillité publique? Elle fut sur-le-champ rétablie; mais la grande-duchesse de Toscane, surprise qu'on eût envoyé le pape à Florence, sans un ordre de l'empereur, et ayant elle-même peu de troupes, fit continuer le voyage et le dirigea sur Turin. Le même motif porta le prince gouverneur-général du Piémont à lui faire continuer sa route jusqu'à Grenoble. Un courrier de Rome instruisit l'empereur à Schoenbrunn, de ce qui venait de se passer : il envoya aussitôt des ordres à Florence, pour que, si le pape y était arrivé, on le plaçât dans une maison de campagne du grand-duché, et qu'on l'environnât de tous les honneurs et de tous les respects dus à son saint caractère; à Turin, que si le pape y était arrivé, il fût dirigé sur Savone; enfin à Paris, d'envoyer à la rencontre du pape, pour le reconduire à Florence, s'il n'avait pas dépassé l'Apennin, et à Savone, s'il avait dépassé ces montagnes. Quoique mécontent de ce qui était arrivé, il ne pouvait pas désavouer son général à Rome; sa conduite avait été obligée. Il était impossible de renvoyer le pape à Rome, sans s'exposer à des événemens dont le résultat pouvait être encore plus fâcheux. On était alors à la veille de la bataille de Wagram qui devait décider de la paix, et il serait à temps alors de négocier avec le saint-siége, et de mettre un terme à ces fâcheuses affaires.

Toute la maison impériale de Turin fut mise à la disposition du pape : à Savone, il fut logé à l'archevêché, où il était convenablement. L'intendant de la liste civile, le comte Salmatoris, pourvut abondamment à tout ce qui était nécessaire. Il resta ainsi plusieurs mois, pendant lesquels on lui offrit de retourner à Rome, s'il consentait à ne point y troubler la tranquillité publique, à reconnaître le gouvernement établi dans cette capitale, et à ne s'occuper que d'affaires spirituelles; mais s'apercevant qu'on voulait le prendre par lassitude, et que le monde continuait à marcher sans lui, il adressa des brefs aux chapitres métropolitains de Florence et de Paris, pour troubler

l'administration des diocèses, pendant les vacances des siéges, en même temps que le cardinal Piétro expédiait des vicaires apostoliques dans les diocèses vacans. Alors, pour la première fois, la discussion qui existait depuis cinq ans, cessa d'être temporelle et devint spirituelle; ce qui donna lieu à la première et seconde réunion des évêques, au concile de Paris, à la bulle de 1811, et enfin au concordat de Fontainebleau, en 1813. Rien n'était décidé encore sur l'état temporel de Rome; cette incertitude encourageait la résistance du pape. L'empereur, tracassé depuis cinq ans par les plus pitoyables argumens provenant de ce mélange de puissance temporelle et spirituelle, se décida enfin à en faire la séparation pour toujours, et à ne plus souffrir que le pape fût souverain temporel. Jésus-Christ avait dit : *Mon empire n'est pas de ce monde;* héritier du trône de David, il avait voulu être pontife et non roi. Le sénatus consulte du 17 février 1810 (*a*) réunit les états de Rome à l'empire, et fixa ce qui était relatif au temporel du pape. A toutes les époques, les députations des évêques ont toujours eu l'instruction d'offrir au pape son retour à Rome, pourvu qu'il reconnût le gouvernement temporel qui y avait été établi, et s'occupât exclusivement des affaires spirituelles; mais il s'y refusa constamment. Amené dans le palais de Fontainebleau, pour mettre sa per-

(*a*) Titre 1er. *De la réunion des états de Rome à l'empire.* — 1o L'état de Rome est réuni à l'empire français, et en fait partie intégrante. — 2o Il formera deux départemens, le département de Rome, et le département du Trasimène; le département de Rome aura sept députés au corps législatif, le département du Trasimène en aura quatre. — 4o Le département de Rome sera classé dans la première série; le département du Trasimène, dans la seconde. — 5o Il sera établi une sénatorie dans les départemens de Rome et du Trasimène. — 6o La ville de Rome est la seconde ville de l'empire. Le maire de Rome est présent au serment de l'empereur à son avénement; il prend rang ainsi que les députations de la ville de Rome dans toutes les occasions, immédiatement après les maires et les députations de la ville de Paris. — 7o Le prince impérial porte le titre et reçoit les honneurs de roi de Rome. — 8o Il y aura à Rome un prince du sang, ou un grand dignitaire de l'empire, qui tiendra la cour de l'empereur. — 9o Les biens qui composeront la dotation de la couronne impériale, conformément au sénatus-consulte du 30 janvier dernier, seront réglés par un sénatus-consulte spécial. — 10o Après avoir été couronnés dans l'église de Notre-Dame, à Paris, les empereurs seront couronnés dans l'église de Saint-Pierre de Rome, avant la dixième année de leur règne. — 11o La ville de Rome jouira des priviléges et immunités particuliers qui seront déterminés par l'empereur Napoléon.

Titre II. *De l'indépendance du trône impérial de toute autorité sur la terre.* — 12o Toute souveraineté étrangère est incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans l'intérieur de l'empire. — 13o Lors de leur exaltation, les papes prêteront serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'église gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé de 1682. — 14o Les quatre propositions de l'église gallicane sont déclarées communes à toutes les églises catholiques de l'empire.

Titre III. *De l'existence temporelle des papes.* — 15o Il sera préparé pour le pape, des palais pour les différens lieux de l'empire où il voudrait résider : il en aura nécessairement un à Paris, et un à Rome. — 16o Deux millions de revenu en biens ruraux, francs de toute imposition et sis dans les différentes parties de l'empire, seront assignés au pape. — 17o Les dépenses du sacré-collége et de la propagande sont déclarées impériales. — 18o Le présent sénatus-consulte organique sera transmis par un message de S. M. l'empereur et roi.

sonne à l'abri d'une tentative qui devait avoir lieu par mer, il y occupa le logement qu'il avait occupé précédemment : il eut toujours près de lui sept ou huit évêques français, pour lui faire les honneurs du palais, plusieurs cardinaux parmi lesquels Doria et Ruffo, sa maison de santé et sa maison ecclésiastique, aumônier, maître de chapelle, etc. ; il réglait lui-même ses dépenses à sa volonté. Grand nombre d'équipages de la cour étaient à ses ordres; le mot d'ordre lui était demandé tous les jours, et le grand maréchal Duroc veillait avec le plus grand soin à tous ses besoins et à ceux de sa cour. Pie VII n'a aucun besoin : le convert du réfectoire d'un couvent lui eût été suffisant. Le grand maréchal du palais n'avait donc qu'un soin à prendre, non de réduire la dépense, mais de l'étendre et de veiller à ce qu'elle fût convenable et sur le même pied que celle des Tuileries : enfin sa cour était aussi bien qu'au Vatican. L'empereur ne le vit qu'en janvier 1813, en compagnie de l'impératrice : l'un et l'autre lui firent la première visite; il la leur rendit sur-le-champ, selon l'usage. — Pendant les trois jours qu'ils passèrent dans ce palais, et qui furent employés à la négociation du concordat de Fontainebleau, tous les rapports furent dans une forme amicale et gracieuse. Le concordat fut signé devant plusieurs cardinaux, un grand nombre d'évêques de France et d'Italie, et une partie de la cour impériale.

Napoléon a montré, dans cette circonstance, plus de patience que ne comportaient sa position et son caractère; et si, dans sa correspondance avec le pape, il employa quelquefois le sarcasme, il y fut toujours provoqué par le style sacré de la chancellerie romaine, qui s'exprimait comme au temps de Louis-le-Débonnaire, ou des empereurs de la maison de Souabe; style d'autant plus déplacé, qu'il était adressé à un homme éminemment instruit des guerres et des affaires d'Italie, qui savait par cœur toutes les campagnes, toutes les lignes, toutes les intrigues temporelles des papes. La cour de Rome eût pu tout éviter, en se liant franchement au système de la France, fermant ses ports aux Anglais, appelant elle-même quelques bataillons français à la défense d'Ancône, enfin en maintenant la tranquillité en Italie.

Quant aux questions spirituelles, l'empereur n'en a eu d'autres avec le pape, que celles consignées dans les procès-verbaux des deux commissions ecclésiastiques et du concile de Paris : la seule importante est celle des évêques.

IVe NOTE. — CONCILE DE 1811.

(Volume II, page 402).

« La déclaration de la non-compétence » du concile équivalait à sa dissolution. » Qu'est un concile sans compétence ? Qu'aller faire auprès du pape, en commençant » par lui déclarer qu'on était les députés » d'une assemblée sans pouvoir ? C'était déclarer au pape que lui seul était le maître » dans l'église, et qu'il n'y avait pas de remède à ses maux, vinssent-ils de lui, que » par lui-même, etc. »

(Page 300).

« Que signifie d'assembler un concile pour » emprisonner ceux qui ne sont pas de notre avis; interroger les hommes, c'est connaître en eux jusqu'au droit d'errer. Mais » ce n'était pas tout que de dissoudre le » concile ; les embarras n'étaient point dissous avec lui, au contraire, ils redoublaient; » le parti de l'opposition triomphait : le coup

» frappé, Napoléon ne se trouva que plus » embarrassé, etc., etc. »

Napoléon voulait recréer la patrie italienne ; réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Gênois, les Toscans, les Parmesans, les Modenois, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes, dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée ; c'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la maison d'Autriche sur terre ; et sur mer, ses flottes, réunies à celles de Toulon, auraient dominé la Méditerranée, et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer Rouge et Suez. Rome, capitale de cet état, était la ville éternelle : couverte par les trois barrières des Alpes, du Pô, des Apennins, plus à portée que toute autre des trois grandes îles. Mais Napoléon avait bien des obstacles à vaincre ! Il avait dit à la consulte de Lyon : *Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne.*

La configuration géographique de l'Italie a influencé sur ses destinées. Si la mer d'Ionie eût baigné le pied de mont Vélino ; si toutes les terres qui forment le royaume de Naples, la Sicile et la Sardaigne, eussent été jetées entre la Corse, Livourne et Gênes, quelle influence cela n'eût-il pas eu sur les événemens ? Avant les Romains, les Gaulois s'emparèrent de tout le nord de l'Italie, depuis les Alpes jusqu'à la Magra à l'ouest, le Rubicon à l'est, dans le temps que les peuples de la Grèce s'emparaient de Tarente, de Reggio, de tout le midi de la presqu'île ; les Italiens furent refoulés en Toscane et dans le Latium.

Cependant, sans la politique des papes, l'esprit public des Italiens, peuple éclairé et passionné, eût surmonté ces difficultés locales ; mais le Vatican, trop faible pour réunir sous sa domination toute l'Italie, eut constamment assez de puissance pour empêcher aucune république, aucun prince, de les réunir sous son autorité. Trois choses s'opposaient à ce grand dessein : 1° les possessions qu'avaient les puissances étrangères ; 2° l'esprit des localités ; 3° le séjour des papes à Rome.

Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon, que le premier obstacle était entièrement levé : aucune puissance étrangère ne possédait plus rien en Italie ; elle était tout entière sous l'influence immédiate de l'empereur. La destruction de la république de Venise, du roi de Sardaigne, du grand-duc de Toscane, la réunion à l'empire du patrimoine de Saint Pierre, avaient fait disparaître le second obstacle. Comme ces fondeurs qui, ayant à transformer plusieurs pièces de petit calibre en une seule de quarante-huit, les jettent d'abord dans le haut fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion ; de même, les petits états avaient été réunis à l'Autriche ou à la France, pour être réduits en élémens, perdre leurs souvenirs, leurs prétentions, et se trouver préparés au moment de la fonte. Les Vénitiens, réunis pendant plusieurs années à la monarchie autrichienne, avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux Allemands ; lorsque ces peuples rentrèrent sous la domination italienne, ils ne s'inquiétèrent pas si leur ville serait la capitale, si leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même révolution s'opéra en Piémont, à Gênes, à Rome, brisés par le grand mouvement de l'empire français. Il

n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans; tous les habitans de la péninsule n'étaient plus qu'Italiens; tout était prêt pour créer la grande patrie italienne. Le grand-duché de Berg était vacant pour la dynastie qui occupait momentanément le trône de Naples; l'empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie, et proclamer l'indépendance de la belle Péninsule, sous la régence du prince Eugène..... *Italiam! Italiam* (1)!...

Le troisième obstacle: le séjour des papes avait aussi disparu; le saint-père était à Fontainebleau; le sacré collége, la daterie, les archives, la propagande, tous les papiers des missions, étaient à Paris; plusieurs milions avaient été dépensés au palais épiscopal; la pharmacie de l'Hôtel-Dieu avait été déplacée, et son local avait été donné à la daterie; l'Hôtel-Dieu lui-même devait être transporté dans les quatre nouveaux hôpitaux, et son local consacré tout entier aux établissemens de la cour de Rome; tout le quartier de Notre-Dame et l'île Saint-Louis devaient être le chef-lieu de la chrétienté. Le grand empire comprenait les cinq sixièmes de l'Europe chrétienne; la France, l'Italie, l'Espagne, la confédération du Rhin, la Pologne: il était donc convenable que le pape, pour l'intérêt de la religion, établît sa demeure à Paris, et réunît le siége de Notre-Dame à celui de Saint-Jean de Latran.

Le moyen qui parut le plus naturel pour accélérer cette révolution, et faire désirer ce séjour par les papes mêmes, fut de relever l'autorité des conciles, qui, composés des évêques de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Pologne, seraient par le fait des conciles généraux: le pape sentirait l'importance de se mettre à leur tête; dès lors de demeurer dans la capitale du grand empire; c'était le but caché du concile de 1811, dont le but apparent fut de pourvoir aux moyens de conférer l'institution canonique aux évêques. L'énergie et la résistance du concile furent agréables à l'empereur; l'esprit d'opposition pouvait seul donner de la considération à ces assemblées, si contraires à l'esprit du siècle: il prescrivit en secret qu'on y adoptât les formes du concile d'Embrun, qui avait été une assemblée contre les jansénistes, et toutes dans l'esprit de la cour de Rome. Ce concile dicta le bref de Savone, qui satisfit au but apparent de la convocation, en suppléant aux articles qu'on n'avait pas cru devoir insérer au concordat de 1801.

Par suite de ce système, l'empereur n'avait jamais voulu que l'on publiât rien de ce qui était relatif aux discussions avec Rome: comme il ne voulait pas découvrir ses vues secrètes, il préférait que tout restât dans le vague; il n'était pas fâché que l'opinion s'égarât, et lui supposât des projets antireligieux: ayant ainsi dépassé le but, elle y reviendrait volontairement. Les évêques du conseil ecclésiastique, spécialement l'évêque de Nantes, avaient fait toutes espèces d'instances pour l'engager à permettre la publication des pièces officielles, et ne pouvaient pas pénétrer les raisons qui l'empêchaient d'adhérer à un vœu si légitime; et pourquoi ce prince ne voulait-il pas faire tomber tout l'échafaudage de la petite église? Cette obstination

(1) Allusion à ce vers de Virgile, cité à la fin de l'*Esprit des lois*.
Italiam, Italiam, primus conclamat Achates.

lui paraissait inexplicable. Lorsque l'empereur apprit qu'une partie des évêques avaient voté pour l'incompétence, il ordonna sur-le-champ la dissolution du concile; il avait en cela plusieurs buts: 1° empêcher qu'il ne lui notifiât officiellement sa non-compétence; ce qui l'eût avili et rendu ridicule aux yeux du monde, et lui eût ôté tous moyens de retour; 2° pour lui donner, en le frappant par l'autorité, l'intérêt que l'imbécilité et le cagotisme d'un bon nombre d'évêques français lui ôteraient. Mais au même moment que le concile était dissous, les évêques italiens se réunissaient auprès du prince Eugène, du ministre Marescalchi et de celui du culte, à Milan: ils étaient indignés de l'ignorance d'une partie des évêques de France; ils déclarèrent unanimement qu'ils se considéraient comme compétens, et demandèrent à former un concile italien pour pourvoir à l'institution épiscopale. En même temps, les prélats qui avaient composé le conseil ecclésiastique présentèrent une adresse, dans laquelle ils se déclarèrent compétents. L'archevêque de Malines (1) accourut à Trianon; il était fort indigné de cette conduite ridicule de ses collègues: l'empereur ne se laissa pas pénétrer; il témoigna de l'humeur et du mécontentement: l'archevêque s'employa avec activité, et contribua à persuader un grand nombre d'évêques; enfin, soit réunis en synode métropolitain, soit par des déclarations particulières, en moins de huit jours de temps tous les évêques eurent adhéré à la compétence du concile, pour l'objet de la convocation; il fut alors réuni de nouveau, et fit le décret suivant:

(1) M. le baron de Pradt.

Ier Décret, 5 août. « Le concile » national est compétent pour statuer » sur l'institution des évêques, en » cas de nécessité..... »

IIe Décret, 5 août. — « 1° Les siéges » épiscopaux, d'après l'esprit des canons, ne peuvent rester vacans plus » d'un an, pendant lequel la nomination, l'institution et la consécration, » doivent avoir lieu. — 2° Le concile » suppliera l'empereur de continuer » à nommer aux évêchés, d'après les » concordats: les nommés aux évêchés s'adresseront au pape pour obtenir l'institution canonique.—3° Six » mois après la notification de la nomination faite dans la forme ordinaire, sa sainteté sera tenue de » donner l'institution d'après la forme » des concordats. — 4° Les six mois » écoulés, sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain y » procédera; et, à défaut de métropolitain, le plus ancien évêque de la » province, qui fera la même chose, » s'il s'agit de l'institution du métropolitain.—5° Le présent décret sera » soumis à l'approbation du pape: à » cet effet, l'empereur sera supplié » de permettre à une députation de » six évêques, de se rendre auprès du » pape pour en obtenir la confirmation d'un décret, qui peut seul mettre un terme aux maux des églises » de France et d'Italie. »

Une députation la porta à Savone au pape, et en rapporta le bref suivant, daté du 20 septembre 1811: « Pie VII, souverain pontife, à nos » chers fils les cardinaux de la sainte » église romaine, et à nos vénérables » frères, les archevêques et évêques, » assemblés à Paris, salut et bénédiction en Notre Seigneur. — Depuis le » moment où, malgré l'influence de » nos maîtres, la Providence nous a

» élevé à la dignité de souverain pontife, nous avons toujours cherché avec une sollicitude paternelle à donner de dignes et bons pasteurs aux églises qui avaient eu le malheur de perdre de perdre leur évêque : nous regrettions, et nous éprouvions une grande anxiété de cœur, de n'avoir pu dans ces derniers temps, pour des raisons qu'il est inutile de rapporter ici, remplir entièrement nos vœux, comme nous l'aurions désiré ; Dieu, dans sa bonté, a permis qu'avec l'agrément de notre très cher fils, Napoléon Ier, empereur des Français, et roi d'Italie, quatre évêques vinssent nous visiter, et nous supplier respectueusement de pourvoir aux églises de France et du royaume d'Italie, qui sont privées de leurs propres pasteurs, et de fixer nous-même le mode et les conditions convenables, pour arriver à la conclusion d'une affaire si importante. Nous avons reçu ces vénérables frères avec la bienveillance et l'affection paternelle qu'ils avaient droit d'attendre de notre part : nous leur avons fait connaître nos intentions, et nous les avons laissés partir d'auprès de nous, dans l'espoir que, de retour à Paris, ils pourraient, en se conformant à nos instructions, ménager un accommodement général. Nous rendons des humbles actions de grâces au Dieu tout puissant, qui a daigné exaucer nos prières, et favoriser dans sa miséricorde l'heureux accomplissement de nos vœux. D'après une autorisation de notre très cher fils Napoléon Ier, cinq cardinaux de la sainte église romaine, et notre vénérable frère l'archevêque d'Edesse, notre aumônier, se sont rendus auprès de nous ; en outre trois archevêques et cinq évêques, députés par vous, nous ont remis la lettre que vous nous avez écrit le 5 des ides du mois d'août de la présente année, laquelle était signée par un grand nombre de cardinaux de la sainte église romaine, d'archevêques et d'évêques : ils nous ont rendu un compte exact de tout ce qui s'est passé dans l'assemblée générale tenue à Paris le 5 août 1811, et nous ont respectueusement supplié d'y donner notre approbation. Après un mûr examen, nous avons éprouvé une véritable joie, en voyant que d'un commun accord vous vous étiez conformés à nos vues et à nos intentions, et que vous aviez renfermé en cinq articles, ce que précédemment nous avions approuvé et déterminé. A l'exemple de tant d'illustres évêques, qui vous ont précédés, et qui étaient dignes de vous servir de modèles, vous nous avez adressé de nouvelles prières, soit dans votre assemblée générale, soit par vos députés, pour nous engager à approuver le tout d'une manière solennelle. On ne peut douter de vos sentimens, en lisant la lettre que nous venons de citer : vous êtes entrés avec nous dans les plus grands détails sur toute l'affaire, en nous témoignant avec, une affection filiale, votre inviolable attachement à la chaire de saint Pierre et au saint-siége, et ce respectueux dévouement que vous ont transmis, comme à titre d'héritage, vos plus anciens prédécesseurs. Nous trouvons convenable de transcrire ici, littéralement, ces cinq articles, que vous nous avez soumis, et dont la teneur suit : — Art. 1er. Les archevêchés et évêchés, conformément aux saints canons, ne pour-

» vent rester vacans plus d'une année, » dans lequel espace de temps, la nomi- » nation, l'institution et la consécra- » tion, devront avoir leur pleine et en- » tière exécution.—2. Le concile sup- » pliera l'empereur de continuer, en » vertu des concordats, à nommer aux » siéges vacans ; les évêques nommés » par l'empereur auront recours dans » la forme accoutumée au Souverain » Pontife, pour obtenir l'institution » canonique.—3. Dans les six mois qui » suivront la notification faite, selon » l'usage ordinaire, au Souverain Pon- » tife, sa sainteté donnera l'institution, » conformément aux concordats. — » 4. Si au bout de six mois Sa Sainteté » n'a pas donné l'institution, le mé- » tropolitain sera chargé d'y procéder, » et, à son défaut, le plus ancien évê- » que de la province ecclésiastique : » ce dernier, s'il s'agit de l'institution » d'un métropolitain, la donnera éga- » lement.—5. Le présent décret sera » soumis à l'approbation de Sa Sainteté; » et en conséquence Sa Majesté l'Em- » pereur et Roi, sera humblement sup- » plié d'accorder à six évêques, qui se- » ront députés, la permission de se » rendre auprès du Saint-Père, pour » lui demander respectueusement la » confirmation d'un décret qui offre » le seul moyen de remédier aux » maux des églises de France et d'I- » talie.—Voulant donc venir au secours » de l'Eglise, et éloigner, autant qu'il » est en notre pouvoir et avec l'aide de » Dieu, les grandes calamités qui la » menacent; après en avoir mûrement » délibéré avec nos vénérables frères, » les cinq cardinaux de la sainte Église » romaine, et notre vénérable frère » l'archêque d'Edesse, notre aumô- » nier, et en nous attachant à la te- » neur des concordats, en vertu de no- » tre autorité apostolique, nous ap- » prouvons et nous confirmons les ar- » ticles rapportés ci-dessus, lesquels, » comme nous venons de le remarquer, » sont conformes à nos vues, et à no- » tre volonté. Mais dans le cas où, » après l'expiration des six mois, et en » supposant qu'il ne se trouvât aucun » empêchement canonique, le métro- » politain, ou l'évêque le plus ancien » de la province ecclésiastique aurait » à procéder à l'institution, conformé- » ment à l'article 4 ; nous voulons que » le métropolitain, ou le plus ancien » évêque de la province ecclésiasti- » que, fasse les informations d'usage; » qu'il exige de celui qui doit être » institué et consacré, la profession de » foi, et tout ce que l'on a coutume de » demander, en observant les règles » ordinaires, et ce qui est prescrit par » les canons. Enfin, qu'il l'instruise » expressément en notre nom, ou au » nom du Souverain Pontife alors » existant; et qu'il ait soin de trans- » mettre le plus tôt possible au saint- » siége, les actes authentiques qui » constatent que toutes ces choses ont » été fidèlement accomplies. Nous » avons déjà, nos très-chers fils et nos » vénérables frères, donné des éloges » à votre conduite et à vos sentimens ; » mais nous ne pouvons nous empê- » cher de vous louer de nouveau, de » ce que, dans une affaire aussi im- » portante, où il s'agit entre autres » choses de matières qui regardent la » discipline universelle, vous nous té- » moignez, comme il convient à nous » et à l'Église romaine, qui est la mère » et la maîtresse de toutes les autres, » une soumission filiale et une véri- » table obéissance. Il nous reste, nos » très chers fils et nos vénérables frè- » res, à vous exhorter, et à vous con- » jurer, par la grande miséricorde de » notre Dieu, de donner tous vos soins

» et de faire tous vos efforts pour » continuer à édifier l'Église de Jésus-» Christ, par vos bonnes mœurs, vos » bons exemples, et la pratique de » toutes les vertus, et de tâcher, à » l'aide d'une foi agissante par amour, » de diriger, de soutenir, et de rendre » de plus en plus parfait le peuple fi-» dèle. Dieu vous accordera sans doute » les graces nécessaires pour parvenir » à un si noble but ; car le même Dieu » qui a jeté en vous le fondement » d'une aussi bonne œuvre, daignera » la perfectionner, afin que les pro-» grès du saint troupeau, dans la voie » du salut, deviennent pour les pas-» teurs le sujet d'une récompense » éternelle. Continuez aussi, nos très-» chers fils et nos vénérables frères, » continuez à donner à la sainte Église » romaine, au siége apostolique, de » nouvelles preuves de votre amour, » et de votre respect filial, à le consul-» ter, à lui être soumis et véritable-» ment attachés. C'est à lui, pour ter-» miner par les paroles de saint Irénée, » la plus brillante lumière de l'église » de Lyon, et même de toutes les » églises de la Gaule ; c'est à lui qu'à » raison de sa supériorité éminente, » doivent recourir toutes les églises, » c'est-à-dire les fidèles de tous les » pays ; comme ayant toujours con-» servé la tradition qui vient des apô-» tres : en tenant une pareille con-» duite, et en vous attachant à la pierre » immuable, vous serez utiles à l'as-» semblée des fidèles, à la société ci-» vile, et à Sa Majesté l'Empereur et » Roi, auquel nous souhaitons en no-» tre seigneur Jésus-Christ toutes sor-» tes de biens ; et vous recevrez dans » les cieux, pour avoir dignement » rempli votre ministère, la couronne » éternelle. Pleins d'amour pour vous, » nos très-chers frères, nous vous bé-» nissons, et avec les sentimens d'une » affection paternelle, nous donnons » également notre bénédiction apos-» tolique au clergé et aux fidèles con-» fiés à vos soins.—Donné à Savone, » le 20 septembre 1811, la douzième » année de notre pontificat.

» *Signé*, PIE VII. S. P »

L'abbé de Boulogne, l'abbé de Broglie, et l'évêque de Tournay, furent arrêtés (les deux premiers étaient aumôniers de la chapelle), parce qu'ils étaient entrés dans des intrigues et des correspondances avec les agens du cardinal Piétro, pour établir des vicaires apostoliques ; ce qui était un attentat contre la liberté de l'Eglise gallicane, et contre l'état.

Par le retour de la députation de Savone avec le bref, tout était terminé; mais, comme le but secret n'était pas seulement l'institution canonique mais l'établissement de l'autorité des conciles, et que le pape, dans sa bulle, ne parlait pas de cette assemblée, quoique l'empereur en eût fait une condition *sine quâ non*, dans les instructions qu'il donna à ses plénipotentiaires, qui étaient en ces termes : « Monsieur l'archevêque d......, nous vous » avons nommé pour porter au pape » le decret du concile, et lui demander » son approbation. Cette approbation » doit être pure et simple ; le décret » s'étend sur tous les évêchés de l'em-» pire, dont Rome fait partie, et sur » tous les évêchés de notre royaume » d'Italie, dont Ancône, Urbin et For-» nio font aussi partie : il comprend » également la Hollande, Hambourg, » Munster, le grand-duché de Berg, » l'Illyrie, et tous les pays réunis à la » France, et qui y seraient réunis. » Vous refuserez de recevoir l'appro-» bation du pape, si le pape veut la

» donner avec des réserves, hormis » celles qui regardent l'évêché de » Rome, qui n'est point compris dans » le décret. Nous n'accepterons non » plus aucune constitution, ni bulle, » desquelles il résulterait que le pape » *referait* en son nom, ce qu'a fait le » concile. Nous avons déclaré que le » concordat a cessé d'être loi de l'em- » pire et du royaume ; nous y avons » été autorisé par la violation de cet » acte pendant plusieurs années de la » part du pape. Nous sommes rentré » dans le droit commun des canons, » qui confèrent au métropolitain le » droit d'instituer les évêques ; nous » rentrons donc dans le concordat ; » nous approuvons le décret du con- » cile à condition qu'il n'aura éprouvé, » ni modification, ni restriction, ni ré- » serve quelconque, et qu'il sera pu- » rement et simplement accepté par » sa sainteté, à défaut de quoi vous » déclarerez que nous sommes rentré » dans l'ordre commun de l'Église, et » que l'institution canonique est dé- » volue au métropolitain, sans l'inter- » vention du pape, comme il était d'u- » sage avant le concordat de François » Ier et de Léon X. Aussitôt que Sa » Sainteté aura approuvé le décret » sans réserve ni modification, nous » nous entendrons pour la circons- » cription des diocèses des départe- » mens de Rome et du Trasimène, de » la Toscane, de Hambourg, de la » Hollande, du grand-duché de Berg » et de l'Illyrie. Nous n'entendons pas » conserver plus d'un évêché par cent » mille âmes de population dans les » départemens de Rome et du Tra- » simène ; dans le reste de la France, » il y a un évêché par cinq cent mille » âmes. Vous pouvez d'ailleurs, si le » pape est disposé à faire cesser les » querelles qui existent, lui faire con- » naître que nous sommes animé des » mêmes principes, qui nous ont dicté » les instructions données aux évê- » ques, lors de leur dernière mission. » Aussitôt que le Pape aura donné son » approbation au décret, vous l'enver- » rez par estafette à notre ministre des » cultes ; et vous resterez à Savone » jusqu'à nouvel ordre, pour servir » au Pape de conseil dans les affaires » ultérieures que nous aurions à trai- » ter. Si le Pape refuse l'approbation » pure et simple du décret, vous lui » déclarerez que les concordats ne se- » ront plus lois de l'empire et du » royaume, qui rentrent dans le droit » commun pour l'institution canoni- » que des évêques ; c'est-à-dire, qu'il » y sera pourvu par les synodes et par » les métropolitains. Nous nous re- » posons sur votre zèle pour la reli- » gion, pour notre service et le bien de » votre pays ; nous comptons que vous » ne montrerez aucune faiblesse, et » que vous n'accepterez rien que nous » n'accepterions pas, qui serait con- » traire à la teneur des présentes, et » qui embarrasserait les affaires au » lieu de les arranger et de les sim- » plifier. »

Il jugea donc devoir tout suspendre, se proposant de réunir un nouveau concile en 1813 : celui de 1811 n'était que préparatoire, il avait rempli son but ; l'opinion était réconciliée avec ces assemblées ecclésiastiques : les choses eussent été menées à ce nouveau concile, de manière que le Pape eût demandé lui même à se mettre à sa tête ; et comme déjà il était à Fontainebleau, on lui eût aussi fait prendre possession de son palais archiépiscopal de Paris. Tout avait été préparé pour que le palais fût meublé avec plus de magnificence que les Tuileries même ; tout devait y être or, argent,

où tapisseries des Gobelins, retraçant des événemens tirés de l'Histoire sainte. L'issue inattendue de la campagne de Russie, en 1812, détermina l'empereur à signer, en janvier 1813, le concordat de 1811 ; il était conçu en ces termes :

« Voulant mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre eux, » et pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'Église, sont convenus des articles suivans, comme devant servir de base » à un arrangement définitif.— Art. » 1er. Sa Sainteté exercera le pontificat en France, et dans le royaume » d'Italie, de la même manière et avec » les mêmes formes que ses prédécesseurs. — 2. Les ambassadeurs, » ministres, chargés d'affaires des » puissances près le Saint-Père, et » les ambassadeurs, ministres, ou » chargés d'affaires que le Pape pourrait avoir près des puissances étrangères, jouiront des immunités et des » priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.—3. Les » domaines que le Saint-Père possédait et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espèce d'impôts ; ils seront administrés par ses » agens ou chargés d'affaires : ceux » qui seraient aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de » deux millions de France de revenu. » —4. Dans les six mois qui suivront » la notification d'usage de la nomination par l'empereur aux archevêchés et aux évêchés de l'empire, et » du royaume d'Italie, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats et en » vertu du présent indult : l'information préalable sera faite par le métropolitain ; les six mois expirés » sans que le Pape ait accordé l'institution, le métropolitain et à son défaut, où il s'agit du métropolitain, » l'évêque le plus ancien de la province procédera à l'institution de » l'évêque nommé, de manière qu'un » siége ne soit jamais vacant plus » d'une année.—5. Le Pape nommera, » soit en France, soit en Italie, à des » évêchés qui seront ultérieurement » désignés de concert.—6. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis ; » ils seront à la nomination du Pape : » les biens actuellement existans seront restitués, et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la » mort des évêques d'Assagni et de Riéti, leurs diocèses seront réunis aux» dits six évêchés conformément au » concert qui aura lieu entre Sa Majesté et le Saint-Père.—7. A l'égard » des évêques des états romains absens de leurs diocèses par les circonstances, le Saint-Père pourra » exercer en leur faveur le droit de » donner des évêchés *in partibus* : il » leur sera fait une pension égale au » revenu dont ils jouissaient, ils pourront être replacés aux siéges vacans, » soit de l'empire, soit du royaume » d'Italie. — 8. Sa Majesté et sa Sainteté se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y » a lieu, aux évêchés de la Toscane et » du pays de Gênes, ainsi que pour les » évêchés à établir en Hollande, et » dans les départemens anséatiques. » 9. La propagande, la pénitencerie, » les archives, seront établies dans le » lieu du séjour du Saint-Père.—10. » Sa Majesté rend ses bonnes grâces » aux cardinaux, évêques, prêtres, » laïcs, qui ont encouru sa disgrace » par suite des événemens actuels. — » 11. Le Saint-Père se porte aux dispositions ci-dessus, par considération de l'état actuel de l'Église, et

» dans la confiance que lui a inspirée » Sa Majesté qu'elle accordera sa puis- » sante protection aux besoins si nom- » breux qu'a la religion dans le temps » où nous vivons. »

Une action qui eût honoré le concile et l'eût accrédité dans l'opinion, eût été une démarche solennelle de cette assemblée en faveur du pape; l'empereur eût reçu l'adresse sur son trône, environné de sa cour, du sénat, du conseil-d'état; il eût déclaré que le pape était et avait toujours été libre dans l'évêché de Savone, qu'il était maître de retourner à Rome pour y exercer ses fonctions spirituelles, s'il voulait y reconnaître le gouvernement temporel existant, et que, soit qu'il retournât à Rome, soit qu'il restât à Savone, soit qu'il choisît tout autre ville de l'empire, il ne serait mis aucun empêchement à sa correspondance avec les fidèles, pourvu qu'il promît, ainsi que les cardinaux, de ne rien faire en France de contraire aux quatre propositions de Bossuet; et en Italie, aux usages et prérogatives de l'église de Venise : mais cela parut prématuré et plus convenablement placé en 1812, lors des discussions qui précéderaient l'établissement du pape au palais archiépiscopal de Paris.

Ainsi Napoléon avait établi la puissance spirituelle du pape en France, il n'avait voulu profiter des circonstances, ni pour créer un patriarche; ni pour altérer la croyance de ses peuples; il respectait les choses spirituelles et les voulait dominer sans y toucher, sans s'en mêler; il les voulait faire cadrer à ses vues, à sa politique, mais par l'influence des choses temporelles; il y eut à Rome des personnes avisées qui le pressentirent et dirent en italien : « C'est sa manière de faire » la guerre; n'osant l'attaquer de » front, il tourna l'Église, comme il » a tourné les Alpes en 1796, Melas » en 1800. » Pour exécuter ce vaste plan approprié au siècle, il avait mis sa confiance dans l'évêque de Nantes; elle était entière dans la théologie de ce savant prélat; il était résolu à ne jamais perdre de vue dans sa marche ce flambeau. Toutes les fois que l'évêque de Nantes lui disait : Cela attaque la foi des catholiques et l'église, il s'arrêtait; assuré ainsi de ne pouvoir s'égarer dans ce dédale, il était sûr de la réussite avec du temps et ses grands moyens d'influence; car, à la religion près, il était en mesure de tout exiger des évêques. En 1813, sans les événemens de Russie, le pape eût été évêque de Rome et de Paris, et logé à l'archevêché. Le sacré-collége, la daterie, la pénitencerie, les missions, les archives, l'eussent été autour de Notre-Dame et dans l'île Saint-Louis; Rome eût été transportée dans l'ancienne Lutèce.

L'établissement de la cour de Rome dans Paris eût été fécond en grands résultats politiques; cette influence sur l'Espagne, l'Italie, la confédération du Rhin, la Pologne, aurait resserré les liens fédératifs du grand empire; et celle que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles d'Angleterre, d'Irlande, de Russie, de Prusse, d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, fût devenu l'héritage de la France; cela seul explique ce discours qu'avait retenu, mais que ne pouvait s'expliquer l'évêque de Nantes. Un jour, à Trianon, il représentait avec énergie l'utilité et l'importance dont était le chef visible de l'église de Jésus-Christ pour l'unité de la foi, « *Monsieur l'évêque,* » *soyez sans inquiétudes, la politique de* » *mes états est intimement liée avec le* » *maintien et la puissance du pape; il*

» *ne faut qu'il soit plus puissant que* » *jamais, il n'aura jamais autant de* » *pouvoir que ma politique me porte* » *à lui en désirer.* » L'évêque parut étonné, et se tut : quelques semaines après il voulut relever ce propos ; mais il ne put y parvenir, Napoléon n'avait que trop parlé.

C'est un fait constant, qui deviendra démontré tous les jours davantage, que Napoléon aimait sa religion, qu'il la voulait faire prospérer, l'honorer ; mais en même temps s'en servir comme un moyen social pour réprimer l'anarchie, consolider sa domination en Europe, accroître la considération de la France et l'influence de Paris, objet de toutes ses pensées : à ce prix il eût tout fait pour la propagande, les missions étrangères, et pour étendre, accroître la puissance du clergé. Déjà il avait reconnu les cardinaux comme les premiers de l'état ; ils avaient le pas dans le palais sur tout le monde : tous les agens de la cour papale eussent été dotés avec magnificence, et de manière à ce qu'ils n'eussent rien à regretter de leur existence passée. C'est par une suite de tout cela, que Napoléon était sans cesse occupé de l'amélioration, de l'embellissement de Paris : ce n'était pas seulement par amour des arts, mais aussi par une suite de son système. Il fallait que Paris fût la ville unique, sans comparaison avec toutes les autres capitales : les chefs-d'œuvre des sciences et des arts, les musées, tout ce qui avait illustré les siècles passés, s'y devaient trouver réunis ; les églises, les palais, les théâtres devaient être au-dessus de tout ce qui existe, Napoléon regrettait de ne pouvoir y transporter l'église de Saint-Pierre de Rome ; il était choqué de la mesquinerie de Notre-Dame.

Vᵉ NOTE. — SUR LES BULLES.

(Volume 2.)

« Les contestations du pape avec Napoléon » datent de la fin de 1805 : j'en dirai la » cause ailleurs. Pendant qu'elles duraient » jusqu'en 1809, les bulles furent données » à plusieurs évêques dans la forme ordi- » naire. Les différens s'aggravèrent, le » pape commença à omettre le nom de » Napoléon dans ses bulles : une bulle fut » délivrée dans cette forme. Sur l'obser- » vation qui en fut faite au conseil d'état, » Napoléon ordonna de passer outre, et de » publier la bulle. Il s'exprima avec légè- » reté sur cette omission, en disant que son » nom y fût ou n'y fût point, la bulle n'en » était pas moins bonne, et que cela ne » lui faisait rien du tout, en quoi il avait » tort ; car il ne s'agissait point de lui per- » sonnellement, mais d'un droit de souve- » raineté, chose qui ne doit jamais être » traitée légèrement. »

Les formes établies par le concordat de 1801 étaient les mêmes que les formes établies par le concordat de François 1ᵉʳ. Ces formes étaient elles-mêmes une chose insignifiante ; cependant Napoléon n'eût pas été fâché de les changer, et s'étant aperçu que la cour de Rome affectait de ne plus prononcer son nom, il fit proposer que désormais les bulles ne fussent plus demandées directement par lui au Pape, mais le fussent par le ministre du culte ; et qu'en conséquence, il ne fût plus fait mention de son nom dans les bulles d'instruction, bien entendu que du reste il ne serait rien changé à la formule qui constatait que la cour de Rome ne nommait que les évêques, *motu proprio*. Le pape comprit parfaitement le piége. Cela n'avait pour but que de faire descendre le Saint-Siége en le faisant correspondre avec un ministre comme les autres évêques ; il se refusa d'adopter cet expédient qui empirait sa position ; il fit fort bien : dans

l'état de splendeur où était le trône impérial, le pape ne pouvait faire réjaillir rien sur lui, tandis que l'étiquette du palais impérial, les communications directes avec le souverain, distinguaient l'évêque de Rome et maintenaient sa splendeur et son rang,

Cette proposition eut ce bon effet, qu'elle fit sentir à la cour de Rome combien les temps étaient changés. L'empereur avait fait offrir de lever cette difficulté en rétablissant la pragmatique : que lui renoncerait à nommer les évêques, pourvu que l'institution canonique fût donnée par le synode métropolitain. Mais ce n'était pas à la cour de Rome qu'il fallait apprendre que la couronne n'aurait perdu aucune de ses prérogatives, puisque les chapitres qui avaient tant besoin du gouvernement lui eussent eux-mêmes accordé la nomination, tandis que le saint-siége eût réellement perdu toute intervention dans l'église de France.

VIe NOTE. — PRISONS D'ETAT.

(Volume II, p. 250.)

« Napoléon a appesanti sa main sur un » grand nombre de membres du clergé, » surtout en 1813. Les mémoires de Sainte-» Hélène, que je crois sincères sur cet » article, articulent qu'il y a en plus de 500 » captifs parmi le clergé. Sûrement cela » est bien déplorable : un seul serait trop. » Mais est-ce seulement sur les prêtres, ou » sur des hommes pris en flagrant délit de » contraventions à leurs engagemens et aux » lois de leurs pays, que les coups sont » tombés ? En quel pays cela serait-il toléré, » ou resterait impuni ? Ici la vérité force à » des aveux pénibles. »

Il est singulier de voir citer le manuscrit de Sainte-Hélène comme une autorité ; cet ouvrage est sans doute l'œuvre d'un homme d'esprit, mais qui est parfaitement ignorant des matières qu'il traite. Il dit que le nombre des prêtres arrêtés a été de cinq cents : le fait est qu'il n'y a jamais eu plus de cinquante-trois prêtres retenus par suite de discussions avec Rome : ils l'ont été légitimement. Le cardinal Piétro, parce qu'il était à la tête de la correspondance avec la petite église, pour établir des vicaires apostoliques, ce qui était contraire aux principes de l'église gallicane et à la sûreté de l'état ; le cardinal Pacca, parce qu'il avait signé la bulle d'excommunication, dont on ne sut aucun mauvais gré au pape, mais dont on fit retomber la responsabilité sur le ministre qui l'avait signée ; l'intention était, si quelque individu eût été assassiné à Rome, par suite de cette bulle, de prendre ce cardinal à partie ; mais elle excita partout le plus grand mépris, ce qui fut un grand bonheur pour les cardinaux et les prélats de la cour de Rome. Le vicaire de Paris, d'Astros, était en correspondance avec le cardinal Piétro : il avait reçu et colporté clandestinement des bulles inconnues et non reçues en France ; ce qui était contre les principes de l'église gallicane, et caractérisé comme délit par le Code pénal.

Mais comment cinq cents prêtres auraient-ils été arrêtés pour les affaires de l'église, lorsque, dans les six prisons d'état, il n'y avait, à cette époque, que deux cent quarante-trois individus, en tout, qui se composaient : 1° de prêtres qui étaient dans le cas ci-dessus, d'émigrés définitivement maintenus sur la liste, ayant porté les armes contre la nation, agens de l'Angleterre ou des puissances étrangères, qui avaient violé leur ban ; et, s'ils eussent été traduits devant les tribunaux, ils auraient été

sur-le-champ condamnés à mort, rigueur que l'on ne voulait pas exercer ; 2° de chefs des chouans ou agens de la guerre civile, condamnés à mort, mais qu'on retenait parce qu'ils avaient fait des révélations, et qu'on avait besoin de leurs connaissances, soit pour les confronter avec les nouveaux chouans que l'on arrêtait, soit pour obtenir des renseignemens sur les localités et les événemens passés qu'il était utile d'approfondir; 3° d'émigrés amnistiés, mais soumis à la surveillance, qui avaient tramé des conspirations contre l'état et le gouvernement : si on les eût traduits aux tribunaux, ils eussent été condamnés à mort ; mais l'instruction du procès eût contribué à entretenir l'inquiétude publique sur le danger que courait la France de perdre son chef. D'ailleurs, quelques-uns de ces complots étaient criminels, mais si bêtes, tel que celui du baron de la Rochefoucauld et du commissaire des guerres de l'armée de Condé, Vaudricourt, qu'il était suffisant de garder ces individus dans les prisons d'état jusqu'à la paix ; 4° d'hommes de basse classe, couverts de crimes prévôtaux, mais tenant à des bandes encore existantes, que les jurés n'avaient pas osé condamner, quoiqu'ils fussent convaincus de leur culpabilité, dans la crainte de leurs complices. Un procès-verbal signé des juges du tribunal qui avaient présidé aux débats, constatait ces faits; un autre procès-verbal du préfet et du conseil de préfecture était à l'appui, et demandait que ces personnes ne fussent pas mises en liberté, ce qui eût été dangereux pour la tranquillité publique : tels étaient les gens qui composaient le nombre des deux cent quarante-trois détenus dans les six prisons d'état, pour un empire de quarante millions de population, sortant d'une terrible révolution qui avait ébranlé toutes les bases sociales, empire long-temps agité par des discordes civiles, et encore soulevé par les guerres étrangères. Un pareil résultat est sans exemple dans l'histoire des nations, puisque, dans le cours ordinaire des choses, il n'est pas d'état, en Europe, qui n'ait un nombre plus considérable de personnes arrêtées, écrouées dans les prisons, par diverses autorités, sous des formes approuvées par les lois. Ces deux cent quarante-trois individus, nombre qui depuis a toujours diminué, étaient retenus dans six maisons : Vincennes en était une ; c'était donc l'une portant l'autre, trente à quarante individus.

Ces prisons d'état furent instituées par un décret délibéré au conseil d'état, le 3 mars 1810 : c'était un réglement libéral et un acte d'administration bienfaisant, mais qui, mal compris, a fait naître les plus étranges idées dans les pays étrangers. — Sir Francis Burdett a reproché à Napoléon, dans une assemblée de Westminster, d'avoir établi six bastilles. Le décret était conçu en ces termes :

« Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la » confédération du Rhin, médiateur » de la confédération Suisse, etc, etc.

» Sur le rapport de notre ministre » de la police générale. — Considérant » qu'il est un certain nombre de nos » sujets détenus dans les prisons d'état, sans qu'il soit convenable ni » de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire mettre en » liberté; — que plusieurs ont, à » différentes époques, attenté à la » sûreté de l'état, qu'ils seraient condamnés par les tribunaux à des

» peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement ; — que d'autres, après avoir figuré comme chefs de bandes, dans les guerres civiles, ont été repris de nouveau en flagrant délit ; et que des motifs d'intérêt général défendent également de les traduire devant les tribunaux ; — que plusieurs sont ou des voleurs de diligences, ou des hommes habitués au crime, que nos cours n'ont pu condamner, quoiqu'elles eussent la certitude de leur culpabilité, et dont elles ont reconnu que l'élargissement serait contraire à l'intérêt et à la sûreté de la société ; — qu'un certain nombre ayant été employé par la police, en pays étrangers, et lui ayant manqué de fidélité, ne peut être ni élargi ni traduit devant les tribunaux, sans compromettre la sûreté de l'état ; — enfin que quelques-uns appartenant aux différens pays réunis, sont des hommes dangereux qui ne peuvent être mis en jugement, parce que leurs délits sont ou politiques ou antérieurs à la réunion, et qu'ils ne pourraient être mis en liberté sans compromettre les intérêts de l'état. — Considérant cependant qu'il est de notre justice de nous assurer que ceux de nos sujets qui sont détenus dans des prisons d'état, le sont pour causes légitimes, en vue d'intérêts public, et non par des considérations et des passions privées ; — qu'il convient d'établir, pour l'examen de chaque affaire, des formes légales et solennelles ; qu'en faisant procéder à cet examen, rendre les premières décisions dans un conseil privé, et revoir, de nouveau, chaque année, les causes de la détention pour reconnaître si elle doit être prolongée, nous pourvoirons également à la sûreté de l'état et à celle des citoyens. — Notre conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Titre premier. — *Des formalités à observer pour la détention dans les prisons d'état.* — Art. 1. Aucun individu ne pourra être détenu dans une prison d'état, qu'en vertu d'une décision rendue sur le rapport de notre grand-juge, ministre de la justice ou de notre ministre de la police, dans un conseil privé, composé comme il est établi dans les dispositions de l'acte des constitutions du 16 thermidor an X, titre 10, art. 86. — 2. La détention autorisée par le conseil privé, ne pourra se prolonger au-delà d'une année, qu'autant qu'elle aura été autorisée, dans un nouveau conseil privé, ainsi qu'il va être expliqué. — 3. A cet effet, dans le cours du mois de décembre de chaque année le tableau de tous les prisonniers d'état, sera mis sous nos yeux dans un conseil privé spécial. — 4. Le tableau contiendra les noms des prisonniers d'état, leurs prénoms, âge, domicile, profession, le lieu de leur détention, son époque, ses causes la date de la décision du conseil ou des conseils privés qui l'auront autorisée. — 5. Une colonne d'observations contiendra l'analyse des motifs pour faire cesser ou prolonger la détention de chaque prisonnier. — 6. Chaque année, avant le premier janvier, la décision du conseil privé, sur chaque prisonnier, expédiée par le ministre secrétaire d'état, et certifiée par notre grand-juge, ministre de la justice sera envoyée par lui au ministre de

» la police et au procureur-général » de la cour d'appel du ressort. — 7. » Le ministre de la police enverra au » commandant de chaque prison d'é- » tat, une expédition en forme, de » lui certifiée, des décisions concer- » nant ceux qui sont détenus. — 8. » Chacune de ces décisions sera trans- » crite sur un registre tenu à cet effet » dans les formes voulues par les lois, » et notifié à chaque détenu.

» Titre II. — *De l'inspection des* » *prisons d'état.* — Art. 9. Chaque pri- » son sera inspectée au moins une » fois par an avant le rapport du con- » seil privé dont il est parlé à l'article » 5 par un ou plusieurs conseillers » d'état par nous designés, sur le rap- » port de notre grand-juge, minis- » tre de la justice, avant le 1er. sep- » tembre de chaque année. — 10. » Nos commissaires visiteront toutes » les parties de la prison pour s'assurer » si nul n'est détenu sans les formali- » tés prescrites; si la sûreté, l'ordre, » la propreté, la salubrité, sont main- » tenus dans la prison. — 11. Ils en- » tendront séparément les réclama- » tions de chaque détenu, leurs obser- » vations sur le changement des cir- » constances qui ont pu les motiver, » et leur demandes, afin d'être mis » en jugement ou en liberté. — 12. » Ils feront mettre en liberté tout » individu détenu sans les autorisa- » tions exigées par les dispositions du » titre 1er. — 13. Ils feront un rap- » port de leur mission et donneront » leur avis sur chaque prisonnier. — » 14. Cet avis sera toujours mis sous » les yeux du conseil privé, dont il est » parlé au titre 1er, article 3, ci-des- » sus. — 15. Avant le quinze février » de chaque année, le procureur- » général de la cour impériale du res- » sort vérifiera par un de ses substi- » tuts ou des procureurs impériaux » sous ses ordres, si nul n'est détenu » dans les prisons d'état, situées dans » son ressort, sans les formalités ci- » dessus prescrites; si les registres » sont tenus régulièrement : il sera » dressé de cette visite un rapport, » lequel sera envoyé à notre grand- » juge, ministre de la justice, et en » cas de contraventions ou de dé- » tentions faites ou prolongées illé- » galement, les commissaires chargés » de la visite fera mettre les prison- » niers détenus en liberté.

» Titre III. — *Des individus mis en* » *surveillance.* — Art. 16. Le tableau » de tous les individus mis en surveil- » lance sera placé sous nos yeux par » notre ministre de la police dans le » conseil privé, spéciale et annuel, » dont il est parlé dans l'article 3. — » 17. Ce tableau sera dressé dans la » forme prescrite pour les prisonniers » d'état, à l'article 4, et au lieu de la » décision qui aura ordonné la sur- » veillance sera mentionnée. — 18. » Il sera statué dans le conseil privé, » sur la prolongation ou la cessation » de la surveillance.

» Titre IV. — *Du régime et admi-* » *nistration des prisons d'état.* — Sec- » tion 1re. — De la surveillance des » prisons. — Art. 19. La garde et » l'administration de chaque prison » d'état seront confiées à un officier » de gendarmerie, qui aura sous ses » ordres la troupe affectée à la garde » de la prison, et déterminera les » mesures de sûreté et de précaution » pour empêcher l'évasion. — 20. Il » y aura un concierge pour la surveil- » lance intérieure et la tenue des re- » gistres. Le concierge aura sous ses » ordres un nombre suffisant de gar- » diens. — 21. Le commandant mili- » taire sera choisi par nous sur la pré-

» sentation de notre ministre de la » police général, lequel sera chargé » exclusivement de tout ce qui est relatif à l'administration des prisons » d'état, à l'entretien des bâtimens y » affectés, à la nourriture, habillement et garde des prisonniers. — » 22. Le concierge sera nommé et révocable par notre ministre de la police générale. — 23. Les commandant, concierge, et gardiens, seront » responsables chacun en ce qui le » concerne de la garde des détenus. — » 24. Si, par négligence, ou par quelque cause que ce soit, ils favorisent » l'évasion d'un détenu, ils seront destitués et poursuivis conformément » aux lois. — Section 2. Des relations » des préposés avec l'autorité. — 25. » Le concierge sera subordonné au » commandant, il recevra ses ordres. » — 26. Le commandant correspondra avec notre ministre de la police » générale et le conseiller d'état de » l'arrondissement. Il sera sous la » surveillance du préfet. — 27. Le » concierge pourra être provisoirement suspendu et remplacé par le » préfet. — Section 3. — Du régime » intérieur. — 28. Le concierge tiendra un registre exact des détenus » entrans et sortans, et y transcrira » les ordres en vertu desquels ils sont » détenus. — 29. Aucun ordre de sortie ne pourra être exécuté sans notification au commandant, de la décision du conseil privé qui l'aura ordonné. — 30. Tout concierge ou » gardien qui favoriserait la correspondance clandestine d'un détenu » au secret, sera destitué et puni de » six mois de prison. — 31. Le commandant ne pourra, sous peine de » destitution, se permettre, sous » quelque prétexte que ce soit, de » faire sortir avec lui, avec le concierge, ou avec les surveillans, » les détenus confiés à sa garde. — » 32. En cas de maladie d'un détenu, » le commandant désignera l'officier » de santé qui le visitera et le traitera. » — 33. Il est accordé à chaque détenu » qui le requerra, une somme de 2 » francs par jour, ou la nourriture » ordinaire, à ce titre de secours » pour son entretien. — 34. Les détenus conserveront la disposition de » de leurs biens, s'il n'en est autrement » ordonné. — 35. A cet effet, ils donneront, sous la surveillance du » commandant, tous pouvoirs et quittances nécessaires. Les sommes qu'ils » recevront ne pourront leur être remises qu'en sa présence et avec son » autorisation.

» Titre V. — *Du nombre des prisons d'état.* — Art. 36 Il n'y aura de » prisons d'état que dans les lieux ci-» après désignés. — 37. Nul prisonnier d'état ne pourra être détenu, » si ce n'est en dépôt, et pour passage, dans d'autres lieux que les » prisons d'état désignées par nous. » — 38. Les prisons d'état sont établies dans les châteaux de Saumur, » Ham, Landskaoue, Pierre Chatel, » Fenestrel, Compiano, Vincennes. — » 39. Notre grand-juge, ministre de » la justice, nos ministres de la guerre, » de la police générale et du trésor » public, sont chargés, chacun en ce » qui le concerne, de l'exécution du » présent décret qui sera inséré au » Bulletin des lois, etc. »

La France entière eût été révoltée, si l'on eût établi des lettres de cachet; les quarante magistrats du conseil d'état n'eussent pas délibéré un pareil règlement : il faudrait que Napoléon fût bien insensé, s'il voulait attenter à la liberté civile, d'avoir proclamé, inséré au Bulletin des lois des règlemens

contraires à toutes nos constitutions, même à celle existant avant 1789, et réclamée par les parlemens.

Sous la convention, les lois des suspects et de l'émigration avaient donné naissance à un grand nombre de prisons d'état : il y en eut plus de deux mille, contenant jusqu'à soixante mille personnes ; pendant la première partie du règne du directoire, ce nombre diminua beaucoup. Toutes ces prisons cessèrent successivement d'exister : le nombre des prisonniers d'état fut à peu près réduit à trois mille ; ils furent écroués dans les prisons ordinaires : l'inspection en était entre les mains de l'administration, surtout de la police. Les commissaires de police et le ministre étaient magistrats de sûreté ; ils avaient autorité pour faire écrouer : un article spécial des constitutions d'alors donnait ce droit au ministre de la police ou à l'administration, en cas de complot contre l'état. Ce nombre de prisonniers augmenta, en 1799, après la révolution de prairial, par l'exécution de la loi des ôtages. Il y avait neuf mille personnes arrêtées lors du 18 brumaire ; elles furent mises en liberté pour la plupart : il en restait à peine douze cents appartenant aux catégories ci-dessus, au moment de l'empire.

La police exerçait le plus déplorable arbitraire. On sentit la nécessité de rendre la surveillance des prisons aux tribunaux, d'autoriser les procureurs impériaux à les visiter, et à mettre en liberté tout ce qui n'était pas dans les mains de la justice. La surveillance des prisons fut rendue aux tribunaux ; la police ne put retenir personne dans les maisons ordinaires ; les prisonniers d'état, dont il est parlé ci-dessus, furent placés sous l'administration immédiate du ministre de la police, avec faculté aux procureurs impériaux de visiter, d'examiner les écrous même de ces prisonniers d'état, et de faire mettre en liberté tous les individus qui ne seraient pas arrêtés en vertu d'une décision du conseil privé, ordonnant moins d'un an de détention, contresignée du grand-juge. Dès ce moment, la liberté fut assurée en France ; tout prisonnier put s'adresser aux magistrats : le ministre de la police et ses agens furent ainsi dépouillés de cet effroyable arbitraire, d'arrêter de leur propre volonté un individu, et de le conserver dans leurs mains sans que la justice puisse s'en saisir, *ipso facto*. Ainsi, au lieu d'un écrou émané d'un simple commissaire de police, il fallait une délibération du conseil privé pour retenir un prisonnier dans les mains de la justice. Ce conseil privé se composait de l'empereur, des cinq grands dignitaires, de deux ministres, outre le ministre de la police et le grand-juge, de deux sénateurs, de deux conseillers d'état, du premier président et du procureur impérial de la cour de cassation. Seize personnes, la tête de l'état, qui décident de l'arrestation des individus portés dans les cas d'exception : fût-il jamais donné plus de garanties aux citoyens? Ce décret disait qu'un individu, prisonnier d'état, ne pourrait l'être que pour un an, et qu'au bout de l'année, il devait être mis en liberté si le conseil privé ne prolongeait pas par une nouvelle délibération sa captivité. A cet effet, deux conseillers d'état parcouraient chaque année les prisons, examinaient chaque prisonnier, écoutaient ses réclamations, examinaient les rapports à charge et à décharge, faisaient leur rapport au grand-juge, qui, au conseil privé, en présence des deux conseillers d'état qui y

prenaient séance, proposait la mise en liberté ou la prolongation de la captivité pour l'année. Le conseil privé votait, en commençant par le vote du premier président du tribunal de cassation.

Ce décret était donc un bienfait, c'était une loi libérale, un diapason pour établir l'harmonie de la société, moyennant lequel aucun arbitraire n'était laissé ni au magistrat, ni à l'administration, ni à la police, et qui donnait une garantie aux citoyens. Il n'y avait pas de conseiller d'état, inspectant les prisonniers, qui ne mît sa gloire à en faire relâcher le plus grand nombre possible. Toutes les personnes qui ont assisté aux conseils privés peuvent attester que ces conseillers d'état agissaient comme s'ils eussent été les avocats des prisonniers; ces prisons eussent disparu avec les circonstances qui les avaient créées, avec cette race de brigands nourris dans la guerre civile; ces petits prêtres intrigans de la petite église; ces hommes qui, exaspérés par la révolution, les pertes qu'ils avaient faites, les préjugés, tramaient des assassinats ou des complots pour renverser l'état. Il y avait en France deux cent mille individus qui avaient émigré ou avaient été déportés, ou avaient figuré dans la guerre civile, et auxquels Napoléon avait rendu leur patrie et leurs propriétés, mais avec la clause d'être soumis à une surveillance spéciale. C'est de cette classe d'hommes qu'étaient tirés les prisonniers d'état; c'est ce droit de surveillance qui avait été soustrait à l'arbitraire, et légalisé conformément à l'esprit libéral et de justice qui animait tous les actes du conseil.

Lorsque, dans le conseil privé, un quart des membres était d'avis que le prisonnier fût relâché, sa sortie était sur-le-champ ordonnée. Les prisonniers, ainsi arrêtés, indépendamment du recours au conseil d'état et au conseil privé, avaient une garantie constitutionnelle dans la commission du sénat pour la liberté individuelle; tous ne manquaient pas de s'y adresser : la commisson délibérait, demandait des éclaircissemens au ministre de la police; elle en a fait mettre un grand nombre en liberté; on était obligé de faire droit à sa demande, parce qu'une fois que cette commission avait prononcé son opinion, si l'administration ne l'eût pas écoutée, elle en eût fait un rapport au sénat. Mais il ne faut pas croire que, parce que cette commission de la liberté individuelle n'a jamais fait de bruit, n'a jamais débité de grandes harangues, n'a pas voulu faire parler d'elle, elle n'ait pas été d'une grande utilité. Si les prisons d'état eussent contenu, comme une bastille, des citoyens victimes de quelques intrigues, ou du mécontentement du prince, cette seule intervention eût été suffisante pour faire cesser ces abus. C'est également une erreur de croire que le corps législatif n'ait eu aucune intervention dans la confection des lois; les commissions législatives discutaient avec les conseillers d'état, et méditaient les projets de loi : cette influence n'était pas tumultueuse, mais elle n'en était pas moins réelle.

Un fait arrivé à Dantzig donna lieu à l'empereur de méditer le décret sur les prisons d'état. Un vieillard était retenu depuis cinquante ans dans une tour de Weischelmunde; il avait perdu la mémoire : il était impossible de connaître à qui il était, ni les raisons qui l'avaient fait retenir prisonnier.

Napoléon voulait la stricte exécution de la loi qui prescrit que, dans

tous les cas ordinaires, les individus fussent mis dans les mains d'un magistrat dans les vingt-quatre heures de l'arrestation; et, dans les cas extraordinaires, tenant à la nature des circonstances, il ne pût y avoir d'exception que pour un an, et qne la détention, dans ce cas, fût prononcée par nn conseil privé de seize personnes, sur le rapport du chef de la justice. Ce règlement d'administration peut avoir excité de vaines réclamations. On bavarde dans les sociétés, sans rien approfondir, le titre était peut-être nn tort : il fallait appeler ces maisons *prisons d'exécutions pour les individus soumis à la surveillance générale.*

Aucun peuple n'a joui d'une liberté civile plus étendue que le peuple français sous Napoléon : il n'est aucun état en Europe qui n'ait nn plus grand nombre d'individus arrêtés, écroués dans les prisons sous divers titres on formules, qui ne sont pas sous un procès *pendant* aux tribunaux. Un pays où le brigandage de la presse, sur les qnais et les places pnbliqnes, est autorisé par la loi, ne doit pas se vanter de jouir d'une vraie liberté civile; elle n'existe pas pour le bas penple en Angleterre, quoiqu'elle soit réelle pour le *gentleman.* Si on comparait la législation criminelle d'Angleterre avec celle de France, on verrait les abus de la première, et son imperfection comparativement à la seconde. Quant à la législation criminelle de l'Antriche, de la Russie, de la Prusse et des antres états de l'Europe, il suffit de dire qu'il n'y a publicité ni dans l'instruction, ni dans les débats et les confrontations : aussi les lois de Napoléon sont fort chères aux Italiens, et dans tous les pays où elles ont été mises en vigueur, les habitans ont obtenn, comme nne grâce, qn'elles continuassent à être la loi du pays.

QUATRE NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE SAINT-DOMINGUE.

Cet ouvrage intéressant, sous plusieurs points de vue, est écrit par un officier-général qui a fait la campagne de Saint-Domingue, en 1802, sous les ordres du capitaine-général Leclerc : s'il contient quelques jugemens hasardés, c'est que l'auteur a manqué de renseignemens ; un bon nombre de pièces officielles importantes sont encore secrètes.

Ire NOTE.

(Volume, chap. X.)

C'est dans ce chapitre que commence le récit des événemens qui ont eu lieu à Saint-Domingue, depuis le 18 brumaire. Toussaint-Louverture, général de division, commandant en chef la partie du nord de Saint-Domingue, avait méconnu l'autorité du général Hédouville, commissaire du directoire exécutif : il traitait en sa présence, directement et secrètement, avec les Anglais, et couvrait ce représentant de la métropole de tant d'outrages, qu'il l'avait obligé à retourner en France. Mais le général Hédouville, inquiet sur les vues de Toussaint-Louverture, donna, avant d'abandonner la colonie, des pouvoirs indépendans de ce chef de noirs au général Rigaud, chef des hommes de couleur, et lui confia l'autorité sur toute la partie du sud de Saint-Domingue, qui se trouva ainsi divisée en deux. Le nord, sous Toussaint, où dominaient les noirs ; le sud, sous Rigaud, où dominaient les hommes de couleur. Une guerre civile effroyable ne tarda pas à éclater entre les deux partis. Le directoire parut y sourire et mettre dans sa durée la garantie des droits de la métropole. Cette guerre était dans toute sa force au commencement de 1800.

La première question dont eut à s'occuper le premier consul en arrivant au gouvernement, fut de savoir s'il convenait aux intérêts de la métropole de nourrir et alimenter cette guerre civile, ou s'il fallait la faire cesser. Après de mûres réflexions, mais sans hésitation, il se décida pour ce dernier parti :

1° Parce qu'une politique fallacieuse, ayant pour but d'entretenir la guerre civile, était indigne de la grandeur et de la générosité de la nation, et finirait par indisposer également les deux partis contre la métropole ; 2° parce

que les guerres civiles au lieu d'affaiblir, retrempent et aguerrissent les peuples ; et lorsque le moment serait arrivé de rétablir l'autorité de la métropole, on aurait eu affaire à des hommes plus redoutables ; 3° parce que, si cette guerre civile continuait, les habitans perdraient toute espèce d'habitude du travail, et la colonie, le peu qui lui restait de son ancienne prospérité. Ainsi la morale et la politique étaient ici d'accord pour arrêter au préalable l'effusion du sang français; mais quel moyen fallait-il employer? Le directoire avait tenté d'établir le *statu quo* entre les deux partis; les passions qui animaient les noirs et les hommes de couleur, étaient trop violentes pour être contenues, lorsque la métropole n'avait aucun moyen de répression ; les hommes de couleur étaient sans doute plus braves, plus aguerris que les noirs : mais ils étaient si inférieurs en nombre, qu'il était facile de prévoir l'époque où ils succomberaient. Le triomphe des noirs aurait été marqué par l'égorgement et la destruction totale des hommes de couleur, perte irrévocable pour la métropole, qui ne pouvait espérer de rétablir son autorité qu'en se servant de l'influence de ceux-ci contre les noirs.

Le premier consul résolut donc d'appuyer le plus fort, de retirer les pouvoirs qu'avait le général Rigaud, de le rappeler en France, de désarmer les hommes de couleur, d'étendre les pouvoirs de Toussaint sur toute la colonie, de le nommer général en chef de Saint-Domingue, et de donner toute sa confiance aux noirs.

Le colonel Vincent, directeur des fortifications de Saint-Domingue, était fort avant dans la confiance de Toussaint, dont il était le chargé d'affaires : il se trouvait alors à Paris. Le premier consul le fit appeler, lui fit connaître sa partialité pour les noirs, sa confiance entière dans le caractère de Toussaint, et le renvoya dans la colonie, porteur : 1° du décret qui nommait Toussaint-Louverture, général en chef de Saint-Domingue ; 2° de la constitution de l'an VIII ; 3° d'une proclamation aux noirs, où il leur disait : *Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté* ! Il joignit au colonel Vincent deux autres commissaires. Cette commission fut chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le calme et faire cesser les hostilités. Cette sage politique eut les plus heureux effets. Rigaud repassa en France, les hommes de couleur posèrent les armes, l'autorité des noirs fut reconnue sans contradiction dans toute la colonie ; ils se livrèrent à l'agriculture, la colonie parut un moment renaître de ses cendres; les blancs furent protégés ; les hommes de couleur même, garantis par l'influence morale de la métropole, respirèrent et se remirent des pertes qu'ils avaient faites. Les années 1800 et 1801 furent deux années de prospérité pour la colonie ; l'agriculture, les lois, le commerce, refleurirent sous le gouvernement de Toussaint-Louverture ; l'autorité de la métropole reconnue et respectée (au moins en apparence), Toussaint-Louverture rendait compte exactement tous les mois au ministre de la marine.

Cependant les vraies dispositions des chefs des noirs ne pouvaient pas échapper au gouvernement français. Toussaint continuait à avoir des intelligences secrètes à la Jamaïque et à Londres ; il se permettait dans son administration des irrégularités qui ne pouvaient pas être attribuées à l'igno-

rance. Il avait constamment éludé l'ordre réitéré de faire écrire en lettres d'or sur les drapeaux, ces termes de la proclamation du premier consul : *Braves noirs, souvenez-vous que la France seule reconnaît votre liberté.*

Lorsque l'amiral Gantheaume appareilla de Brest au commencement de 1801, avec une division de troupes sous les ordres du général Sahuguet, il embarqua à son bord un bon nombre de noirs et d'hommes de couleur, de créoles destinés pour Saint-Domingue. Toussaint en parut vivement inquiet ; l'on sut que dès lors il avait résolu de refuser l'entrée aux troupes françaises, si elles étaient au-dessus de deux mille hommes, et d'incendier le Cap si l'armée de Sahuguet était assez forte pour qu'il ne pût pas défendre la ville ; mais l'amiral Gantheaume donna dans la Méditerranée, il était destiné pour l'Égypte.

La situation prospère où se trouvait la république dans le courant de 1801, après la paix de Lunéville, faisait déjà prévoir le moment où l'Angleterre serait obligée de poser les armes, et où l'on serait maître d'adopter un parti définitif sur Saint-Domingue. Il s'en présenta alors deux aux méditations du premier consul : le premier, de revêtir de l'autorité civile et militaire et du titre de gouverneur-général de la colonie, le général Toussaint-Louverture ; de confier les commandemens aux généraux noirs ; de consolider, de légaliser l'ordre de travail établi par Toussaint, qui, déjà, était couronné par d'heureux succès ; d'obliger les fermiers noirs à payer un cens ou redevance aux anciens propriétaires français ; de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant surveiller les côtes par de nombreuses croisières. Le deuxième parti consistait à reconquérir la colonie par la force des armes, à rappeler en France tous les noirs qui avaient occupé des grades supérieurs à celui de chef de bataillon, à désarmer les noirs en leur assurant la liberté civile, et en restituant les propriétés aux colons. Ces projets avaient chacun des avantages et des inconvéniens. Les avantages du premier étaient palpables : la république aurait une armée de vingt-cinq à trente mille noirs qui ferait trembler toute l'Amérique ; ce serait un nouvel élément de puissance qui ne lui coûterait aucun sacrifice, ni en hommes, ni en argent. Les anciens propriétaires perdraient sans doute les trois quarts de leur fortune ; mais le commerce français n'y perdrait rien, puisqu'il jouirait toujours du privilége exclusif. Le deuxième projet était plus avantageux aux propriétaires colons, il était plus conforme à la justice : mais il exigeait une guerre qui entraînerait la perte de beaucoup d'hommes et d'argent : les prétentions contraires des noirs, des hommes de couleur, des propriétaires blancs, seraient toujours un objet de discorde, d'embarras pour la métropole ; Saint-Domingue serait toujours sur un volcan : aussi le premier consul inclinait pour le premier parti, parce que c'était celui que paraissait lui conseiller la politique, celui qui donnerait le plus d'influence à son pavillon dans l'Amérique. Que ne pouvait-il pas entreprendre avec une armée de vingt-cinq à trente mille noirs sur la Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur les États-Unis même, sur les colonies espagnoles? Pouvait-on mettre en compensation de si grands intérêts politiques avec quelques millions de plus ou de moins qui rentreraient en France? Mais un pareil projet avait besoin du concours des noirs ; il fallait

qu'ils montrassent de la fidélité à la mère-patrie, et à la république qui leur avait fait tant de bien. Les enfans des chefs noirs élevés en France dans les écoles coloniales, établies à cet effet, resserraient tous les jours davantage les liens de ces insulaires avec la métropole. Tel était l'état de Saint-Domingue et la politique adoptée par le gouvernement français à son égard, lorsque le colonel Vincent arriva à Paris. Il était porteur de la constitution qu'avait adoptée de sa pleine autorité Toussaint-Louverture, qui l'avait fait imprimer et mise à exécution, et qu'il notifiait à la France. Non seulement l'autorité, mais même l'honneur et la dignité de la république étaient outragées : de toutes les manières de proclamer son indépendance et d'arborer le drapeau de la rébellion, Toussaint-Louverture avait choisi la plus outrageante, celle que la métropole pouvait le moins tolérer. De ce moment, il n'y eut plus à délibérer, les chefs des noirs furent des Africains ingrats et rebelles avec lesqnels il était impossible d'établir aucun système. L'honneur, comme l'intérêt de la France, voulurent qu'on les fît rentrer dans le néant. Ainsi la ruine de Toussaint-Louverture, les malheurs qui pesèrent sur les noirs, furent l'effet de cette démarche insensée, inspirée sans doute par les agens de l'Angleterre, qui, déjà, avaient pressenti tout le mal qu'éprouverait sa puissance, si les noirs se contenaient dans la ligne de modération et de soumission, et s'attachaient à la mère-patrie. Il suffit, pour se faire nne idee de l'indignation qne dut éprouver le premier consul, de dire que Toussaint, non seulement s'attribuait l'autorité sur la colonie pendant sa vie, mais qu'il s'investissait du droit de nommer son successeur, et voulut tenir son autorité, non de la métropole, mais de lui-même, et d'nne soi-disant assemblée coloniale qu'il avait créée ; et comme Toussaint-Louvertnre était le plus modéré des généraux noirs ; que Dessalines, Christophe, Clervaux, etc., étaient plus exagérés, plus désaffectionnés et plus opposés encore à l'autorité de la métropole, il n'y eut plus à délibérer : le premier parti n'était plus praticable, il fallut se résoudre à adopter le deuxième, et à faire le sacrifice qu'il exigeait.

IIe NOTE.

(Volume II, chap. XI.)

Les liaisons du colonel Vincent avec les noirs et la grande confiance qu'avait en lui Toussaint-Louverture, l'avaient rendu depuis long-temps suspect à l'administration, qui cependant, employait cet officier pour influencer et convaincre, autant que possible, les noirs de ses bonnes dispositions à leur égard. Mais lorsqu'il se présenta porteur de la déclaration de l'indépendance des noirs, et qu'il parut vouloir la justifier, il inspira un sentiment de dégoût que l'on dissimula pour ne pas donner l'éveil à Toussaint, et pour recueillir les renseignemens précieux que ce colonel avait sur la position militaire des noirs, et sur les fortifications qu'ils avaient élevées dans les mornes ; cela fait, on lui ordonna de se tenir désormais étranger aux affaires de Saint-Domingue : il fut mis à la disposition du ministre de la guerre pour être employé dans son grade. Il désira que ce fût dans un pays chaud, et il obtint la direction des fortifications de la Toscane. Il a depuis

assisté plusieurs années de suite, au conseil des travaux du mois de janvier, comme directeur des fortifications, qui se tenait en présence de l'empereur; il y a fait adopter ses plans pour les châteaux des Présides, de Florence, de Livourne et de Porto-Ferrajo. Il se plaisait à Florence où il maria une de ses filles. Tout cela ne devait pas donner lieu à des *assertions de libelles qui déshonorent un ouvrage historique.* Le premier consul n'a pas fait part de ses projets sur Saint-Domingue qui devaient rester secrets, et pouvaient être exécutés quelques mois après, à une personne qui était l'agent de Toussaint, et dont les machinations secrètes n'étaient plus un mystère : il n'a pas pu non plus lui communiquer ses négociations avec la cour de Londres, et cela pour l'expédition de Saint-Domingue, par une notion préparatoire, puisqu'il n'y a eu ni notes, ni pourparlers, ni négociations avec l'Angleterre pour l'expédition de Saint-Domingue.

IIIe NOTE.

(Volume II, chap. XIII.)

Il contient le départ de France de l'armée du capitaine-général Leclerc, son arrivée à Saint-Domingue, et ses premières opérations. Il y est dit :

« 1° Que Napoléon avait, dans son cabinet particulier, plusieurs fonctionnaires de la colonie qui rédigeaient des instructions secrètes, sans que l'homme de mer expérimenté, qui tenait à cette époque le portefeuille de la marine, eût été appelé à donner son avis, même sur les détails nautiques de l'expédition : il n'avait eu qu'à signer pour copie conforme, les instructions déjà revêtues de l'approbation et de la signature du premier consul; que le temps où les flottes de Brest, de Rochefort, de Lorient, ont mis à se rallier au cap Samana, empêcha l'expédition de surprendre Toussaint-Louverture; 2° que les négociations entamées par le cabinet de Saint-Cloud auprès des cabinets étrangers, relativement à l'expédition, en avaient ébruité les détails; 3° que les instructions secrètes sur l'expédition de Saint-Domingue renfermaient l'ordre positif de ne souffrir aucune vacillation dans les principes de leur exécution, ce qui fut la cause que le général Leclerc dut perdre un jour pour opérer la descente et surprendre le Cap....... que l'à-propos fait tout à la guerre.... et qu'il est toujours dangereux de *prescrire des mesures de détail, etc., etc.* »

Le premier consul n'agissait dans toutes les parties que par l'intermédiaire de ses ministres. S'il n'eût pas eu confiance dans le ministre de la marine Decrès, qui l'empêchait de le renvoyer et d'en prendre un autre? Était-ce l'influence dont il jouissait auprès des autorités constituées ou dans la nation; les victoires navales qu'il avait remportées, ou le grand amour que lui portait le corps de la marine? Tout cela est donc absurde. Ce ministre a rédigé toutes les instructions navales. S'il a jugé à propos de donner trois points de ralliement aux escadres de Brest, Lorient et Rochefort : le premier, au cap Finistère; le deuxième, aux Canaries; le troisième, au cap Samana : c'est que cela était en usage de son temps, et surtout dans la guerre de 1778. Si un ministre signait des instructions contraires à son opinion et à son expérience, ce serait le plus bas et le plus vil de tous les hommes. Pourquoi donc dans un ouvrage historique déshonorer un ancien ministre, officier général, en voulant le justifier? Un ami maladroit est plus dangereux qu'un ennemi.

L'amiral Villaret-Joyeuse a mis qua-

rante-six jours pour faire la traversée de Brest au Cap, c'est-à-dire quatre ou cinq jours de plus que la traversée moyenne d'un convoi ; mais cette circonstance n'influe en rien sur l'incendie du Cap et la destinée de Saint-Domingue. Il était impossible de surprendre Toussaint-Louverture, les armemens qui se faisaient dans les ports de France fixaient les regards du monde, et les noirs avaient des agens et des amis à Paris, à Nantes, à Bordeaux, à Rochefort, à Anvers, à Amsterdam et à Londres. Les bâtimens américains couvraient l'Océan ; il ne se passait pas un seul jour qu'il n'en arrivât plusieurs dans les ports de la colonie. Les bâtimens américains sont bons marcheurs ; d'ailleurs un navire qui navigue seul, a un grand avantage de marche sur un convoi. L'armement du général Gantheaume dans Brest, en janvier 1801, avait éveillé les noirs : ils avaient dès lors élevé des fortifications dans l'intérieur, y avaient réuni des magasins de poudre et de vivres, et pris la résolution de brûler le Cap et les villes s'ils ne les pouvaient défendre, et de se retirer dans les mornes. Ce sont des officiers de génie blancs qui ont dirigé et tracé ces ouvrages. Tous les amiraux et les généraux commandant les troupes de débarquement et les escadres, soit celles de Brest, de Lorient, de Rochefort, de Cadix, de Toulon, avaient des ordres du ministre de la marine. Il était nécessaire pour leur exécution que le général de terre et l'amiral se concertassent ; en outre, l'amiral Villaret-Joyeuse, commandant en chef toutes les escadres, avait un ordre général pour les affaires de mer, comme le capitaine-général Leclerc pour les affaires de terre. Ces ordres n'étaient pas faits pour être publics, mais n'étaient pas non plus ce qu'on appelle ordres secrets. L'escadre et la division qui devaient prendre possession du Port-au-Prince, étaient, après celle du Cap, les plus importantes. L'amiral Villaret-Joyeuse et le capitaine-général Leclerc furent chargés de débarquer au Cap. Latouche-Tréville, commandant l'escadre de Rochefort, et le général de division Boudet, furent destinés à débarquer au Port-au Prince. L'amiral Latouche-Tréville était le plus habile officier de notre marine, et le plus ancien après l'amiral en chef. Le général Boudet avait fait la guerre des colonies ; il était estimé des hommes de couleur, qui sont nombreux dans la partie du sud. L'escadre de Rochefort, destinée pour Port-au-Prince, put embarquer les hommes et les choses qui lui étaient utiles pour cette opération. Ces ordres du ministre ne pouvaient être changés qu'en conséquence d'un concert du capitaine général et de l'amiral. Il paraît que le capitaine-général eut un moment l'idée de faire débarquer la division Boudet pour prendre possession du Cap, et en parla à l'amiral qui lui en fit sentir les inconvéniens.

« L'amiral Latouche et le général » Boudet, ayant appris en partant de » France qu'ils allaient à Port-au-» Prince, s'y sont préparés en consé-» quence. Si nous changeons arbitrai-» rement, ces dispositions du gouver-» nement et que l'expédition du » Port-au-Prince vienne à manquer, » vous et moi en serons responsa-» bles. » Le capitaine-général Leclerc se rendit sur-le-champ à ces considérations si sages, ne pouvant alléguer aucune nécessité, aucune urgence pour détourner les troupes du général Boudet de leur destination. Si l'amiral se fût rendu aux premiers désirs du

capitaine-général, le général Boudet ne fût pas arrivé au Cap une heure plus tôt; le Cap eût été également incendié, et il est probable que l'expédition du Port-au-Prince aurait manqué, et que cette ville aurait eu le même sort que celui de la capitale. C'est le défaut de pilotes qui a mis du retardement dans l'occupation du Cap, négligence impardonnable de la part de la marine, de ne s'en être pas pourvue avant de partir de Brest. Mais, quand l'amiral Villaret-Joyeuse eût été muni de pilotes, il eût donné tout d'abord et à toutes voiles en arrivant dans la rade du Cap. Qu'il eût débarqué sur-le-champ ses troupes, le Cap n'en eût pas mois été incendié, puisqu'il ne fallait aux noirs que cinq ou six heures pour y parvenir, qu'ils avaient tout préparé, et que leur résolution prise depuis long-temps était irrévocable.

Le premier consul hésita un moment s'il devait ordonner au capitaine-général de ne pas effectuer son débarquement et de ne commencer les hostilités, que lorsque sa lettre à Toussaint-Louverture, dont étaient porteurs ses enfans, lui aurait été remise: mais cela eût eu de grands inconvéniens; Toussaint eût fait courir ses enfans et la lettre après lui autant que cela lui aurait été convenable. On avait plusieurs exemples de ce genre d'astuce. Cela eût donc exposé l'armée à perdre un temps bien précieux, et donné le temps aux noirs de revenir de leur première surprise. Ce fut sans doute une contrariété que les enfans de Toussaint-Louverture eussent éprouvé quelques jours de retardement à débarquer, mais cela n'a été d'aucune conséquence. Lorsqu'on réfléchit sur la conduite de Toussaint-Louverture avec le général, pendant tout le règne du directoire, celle qu'il a tenue en 1800 et 1801, on voit que sa résolution était de périr ou d'arriver à l'indépendance, c'est-à-dire à ne souffrir dans la colonie la présence d'aucune force blanche de plus de deux mille hommes. Toussaint savait bien qu'en proclamant sa constitution, il avait jeté le masque, et tiré l'épée du fourreau pour toujours.

IVe NOTE.

(Volume II, chap. XVII, page 177, et chap. XVIII.)

Ces deux chapitres contiennent l'arrestation et le renvoi en France de Toussaint-Louverture, l'insurrection des noirs, et la mort du capitaine-général Leclerc.

Le capitaine-général Leclerc était un officier du premier mérite, propre à la fois au travail du cabinet et aux manœuvres du champ de bataille : il avait fait les campagnes de 1796 et 1797, comme adjudant-général auprès de Napoléon; celle de 1799 sous Moreau comme général de division. Il commandait au combat de Freisingen où il battit l'archiduc Ferdinand; il conduisit en Espagne un corps d'observation de vingt mille hommes destiné à agir contre le Portugal; enfin, dans cette expédition de Saint-Domingue, il déploya du talent et de l'activité; en moins de trois mois il battit et soumit cette armée noire qui s'était illustrée par la défaite d'une armée anglaise.

Le capitaine-général Leclerc avait reçu effectivement en partant, de la propre main de Napoléon, des instructions secrètes sur la direction politique à suivre dans le gouvernement de la colonie. Ces instructions sont restées

inconnues à la mort du général Leclerc; elles furent remises cachetées à son successeur. L'officier-général, auteur des *Révolutions de Saint-Domingue*, a connu leur existence, mais n'en a jamais pu pénétrer le contenu. Le capitaine-général Leclerc eût épargné bien des malheurs et se fût évité bien des chagrins, s'il eût suivi scrupuleusement l'esprit de ses instructions secrètes. Elles lui prescrivaient de mettre la plus grande confiance dans les hommes de couleur, de les traiter à l'égal des blancs, de favoriser les mariages des hommes de couleur avec les blanches, et des mulâtresses avec les blancs; mais de suivre un système tout opposé avec les chefs des noirs. Il devait dans la semaine même où la colonie serait pacifiée faire notifier à tous les généraux, adjudans-généraux, colonels et chefs de bataillon noirs, des ordres de service dans leurs grades dans les divisions continentales de la France; il devait les faire embarquer sur huit ou dix bâtimens dans tous les ports de la colonie, et les diriger sur Brest, Rochefort et Toulon; il devait désarmer tous les noirs en conservant dix bataillons chacun de six cents hommes, commandés par un tiers d'officiers et sous-officiers noirs, un tiers d'officiers et sous-officiers de couleur, un tiers d'officiers et sous-officiers blancs. Enfin, il devait prendre toutes les mesures, pour assurer et faire jouir les noirs de la liberté civile, en confirmant l'ordre de classement et de travail qu'avait établi Toussaint-Louverture. Mais le capitaine-général Leclerc se laissa prévenir contre les mulâtres: il partagea contre eux les préventions des créoles, qui leur en veulent davantage qu'aux noirs mêmes : il renvoya Rigaud, leur chef, de la colonie; les mulâtres furent aliénés et se rallièrent aux noirs; il accorda de la confiance aux généraux noirs, tels que Dessalines, Christophe, Clervaux; et non seulement il les garda dans la colonie, mais il les investit de commandemens importans. Il consentit que Toussaint-Louverture séjournât dans la colonie; cependant, ayant surpris depuis une correspondance secrète de ce général qui le compromettait, il le fit arrêter et transporter en France; mais l'état-major noir, généraux, adjudans-généraux, colonels, chefs de bataillon, restèrent en place. Lorsque le premier consul fut instruit de cette conduite, il en fut vivement affligé : l'autorité de la métropole dans la colonie ne pouvait se consolider que par l'influence des hommes de couleur : en différant de faire sortir les chefs noirs de la colonie, il était à craindre que l'on en eût perdu l'occasion. Il était imposible que des individus qui avaient gouverné en souverains, dont la vanité égalait l'ignorance, pussent vivre tranquilles et soumis aux ordres de la métropole : la première condition pour la sûreté de Saint-Domingue était donc d'en éloigner cent cinquante à deux cents de leurs chefs. En agissant ainsi, on ne violait aucun principe moral, puisque tous les généraux et officiers sont tenus de servir dans toutes les parties de l'état où on veut les employer. Puisque tous ces chefs noirs avaient eu des correspondances avec la Jamaïque, avec les croiseurs anglais, c'était donc tout à la fois priver toute la population de ses chefs militaires, et couper tous canaux avec l'étranger. Enfin il eût été plus convenable que Toussaint fût venu en France comme général de division que d'y venir comme un criminel, contre lequel la

métropole avait à venger, outre les anciennes félonies pardonnées, des crimes nouveaux. Le décret du 28 floréal 1801, qui ordonnait que l'esclavage des noirs serait maintenu à la Martinique et à l'Ile-de-France, comme la liberté des noirs serait maintenue pour Saint-Domingue, la Guadeloupe et Cayenne, était juste, politique, nécessaire. Il fallait assurer la tranquillité de la Martinique, qui venait d'être rendue par les Anglais. La loi générale de la république était la liberté des noirs : si l'on ne l'eût pas rapportée pour cette colonie et pour l'Ile-de-France, les noirs de ces colonies l'eussent relevée; le contre-coup eût été bien plus fâcheux sur les noirs de Saint-Domingue. Si le gouvernement n'eût rien dit, et que les noirs fussent restés esclaves à la Martinique, il se fussent demandé comment, malgré la loi, les hommes de leur couleur de la Martinique étaient esclaves. Il fallut donc que le gouvernement dît : Les noirs seront esclaves à la Martinique, aux Iles-de-France et de Bourbon, et ils seront libres à Saint-Domingue, à la Guadeloupe et à Cayenne; et qu'il proclamât le *statu quo* comme principe.

On ne suppose pas qu'il y eût des hommes assez insensés après l'expérience de ce qui s'est passé, qui voulussent que le premier consul donnât *ex abrupto* la liberté des noirs à la Martinique, à l'Ile-de-France et à l'Ile-Bourbon; il fût arrivé que ces deux dernières îles se fussent soulevées et eussent continué leur état de séparation avec la métropole; et la colonie de la Martinique, qui venait d'être restituée par les Anglais, tranquille et prospérante, eût péri. Bien des milliers de Français blancs fussent devenus la proie de la féroce population africaine. Quant à la continuation de la traite des Nègres, cela ne put pas affecter les noirs de Saint-Domingue qui la désiraient pour se recruter et s'augmenter en nombre; ils l'avaient encouragée pour leur propre compte.

La question sur la liberté des noirs est une question fort compliquée et fort difficile. En Afrique et en Asie, elle a été résolue, mais elle l'a été par la polygamie. Les blancs et les noirs font partie d'une même famille. Le chef de famille ayant des femmes blanches, noires et de couleur, les enfans blancs et mulâtres sont frères, sont élevés dans le même berceau, ont le même nom et la même table. Serait-il donc impossible d'autoriser la polygamie dans nos îles en restreignant le nombre de femmes à deux, une blanche et une noire. Le premier consul avait eu quelques entretiens avec des théologiens pour préparer cette grande mesure. Les patriarches avaient plusieurs femmes dans les premiers siècles de la chrétienté. L'Église permit et toléra une espèce de concubinage dont l'effet donne à un homme plusieurs femmes. Le pape, le concile, ont l'autorité et le moyen d'autoriser une pareille institution, puisque son but est la conciliation, l'harmonie de la société, et non d'étendre les jouissances de la chair ; l'effet de ces mariages serait borné aux colonies : on prendrait les mesures convenables pour qu'ils ne portassent pas le désordre dans l'état présent de notre société.

Au fait, le décret de mai relativement aux noirs n'a été qu'un prétexte. Ils se sont insurgés par l'effet des *menées* de l'Angleterre en mai, par cette cruelle maladie qui moissonna l'élite de nos troupes. Ce fut alors que le capitaine-général se repentit d'avoir

été trop indulgent, de ne pas avoir, dans la première semaine de mai, exécuté les ordres du premier consul : tout se fût passé bien différemment, s'il eût débarrassé alors la colonie de cent cinquante à deux cents chefs de noirs. En politique, comme à la guerre, le moment perdu ne revient plus.

NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ :

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE CHARLES XIV JEAN, ROI DE SUÈDE.

(Page 105.)

« Bonaparte répondit que sa parole était » déjà donnée au prince royal de Danemarck, » et à l'empereur de Russie. »

Faux.

(Page 119.)

» Le 28 mai 1810, la mort imprévue du » prince d'Augustenbourg appela les états à » disposer de nouveau de l'hérédité au trône » de Suède. La France était alors au plus » haut degré de puissance : les états ras- » semblés à Oërébro, jugèrent convenable » de confier les destinées de la Suède à un » prince français; ils appelèrent le maréchal » Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, à » succéder à Charles XIII. »

Le roi de Suède demanda à Napoléon un prince français. On désirait le vice-roi ; mais le changement de religion fut un obstacle *sine quâ non*. Il ne restait plus que le prince de Ponte-Corvo, et il fut accordé après de longues négociations qui furent suivies à Paris par le général suédois, comte de Wrède.

(Page 119.)

« Napoléon, loin d'approuver cette élec- » tion, en parut d'abord très mécontent. » Mais venant ensuite à réfléchir qu'en » consentant à l'élévation de Bernadotte, il » éloignait un rival dont la popularité lui » était suspecte : Eh bien! dit-il, que la des- » tinée s'accomplisse. »

Cela ne mérite aucune réfutation. Il y avait en France des généraux qui avaient commandé en chef et avaient plus de réputation que Bernadotte. Il était d'ailleurs fort impopulaire, parce qu'il avait fait partie de la société du manége.

(Page 138.)

« Après avoir secondé le passage du Ta- » gliamento, Bernadotte, à l'avant-garde de » l'armée française, entre dans la place de » Palma-Nova, et se porte de suite devant » la forteresse de Gradisca, etc. »

Bernadotte attaqua Gradisca, en traversant l'Isonzo ; il fut complètement battu, et perdit quatre à cinq cents hommes d'élite. Cette opération excita vivement le mécontentement de Napoléon, qui pendant ce temps, passait l'Isonze avec la division Serrurier, et cernait la ville sur les hauteurs de la rive gauche. Ce ne fut qu'alors que le commandant de cette place cernée et dominée, se rendit.

(Page 133.)

« Il avait fait arrêter, à Trieste, M. d'En- » traigues, attaché à la légation russe de » Venise. »

M. d'Entraigues fut arrêté sur la Brenta, comme il sortait de Venise, par Bernadotte, dont la division occupait ce cantonnement.

(Page 139.)

« Il fit arborer extérieurement le drapeau » tricolore à Vienne pendant son ambas- » sade. »

Cette démarche était folle; elle fut blâmée en France par tout le monde. Le directoire la désavoua.

(Page 140.)

« Peu de temps après, il épousa la fille » d'un négociant d'Avignon, nommé Clary, » établi à Marseille. Cette jeune personne, » belle-sœur de Joseph Bonaparte, avait été » destinée au général Duphot, massacré à » Rome dans une émeute populaire. »

En 1796, pendant que Napoléon était en Égypte, Joseph maria sa belle-sœur à Bernadotte; elle était fille d'un des premiers négocians de Marseille et non d'Avignon. Napoléon la destinait au général Duphot, qui fut massacré à Rome, en 1797. Si Bernadotte a été maréchal de France, prince de Ponte-Corvo, roi, c'est ce mariage qui en a été la cause. Napoléon jugea convenable de faire la belle-sœur de Joseph princesse et reine. Son fils Oscar, prince de Sudermanie, est filleul de Napoléon : on attendit, pour le baptiser, son retour d'Égypte; il le nomma Oscar, parce qu'alors il lisait avec intérêt les poésies d'Ossian, dans l'excellente traduction d'un professeur de Padoue. Les écarts du prince de Ponte-Corvo pendant l'empire, lui ont été toujours pardonnés à cause de ce mariage.

(Page 141.)

« Quelques jours après ayant été nommé » général en chef des armées d'Italie et de » Naples, Bernadotte, après avoir porté son » attention sur ces deux armées qui n'en va- » laient pas une bonne, jugea qu'il n'aurait » pas assez des forces pour préserver ce » vaste territoire, et attaquer les Autrichiens » sur l'Adige; en conséquence il pria le » directoire de lui donner soixante-dix mille » combattans. Quoique l'ennemi ait cent » mille hommes, lui dit-il, je crois qu'avec » soixante-dix mille Français ou auxiliaires, » je le forcerai dans ses positions. Alors » j'armerai les Vénitiens, j'arriverai sur » l'Isonzo, et je poursuivrai ma marche sur » Vienne.

» Le directoire s'obstinant à ne vouloir » lui accorder que cinquante mille hommes, » le général répliqua : Turenne, et le géné- » ral Bonaparte même, seraient battus avec » une telle armée; car les places fortes dont » nous disposions, il y a deux ans, sont au- » jourd'hui contre nous. En dernier résul- » tat, en refusant le commandement de cette » armée, il prédit hautement ses revers : » ses prédictions s'accomplirent malheu- » reusement. »

Il y avait en Italie cent dix mille hommes français, indépendamment des Piémontais, Polonais, Cisalpins, Romains, Napolitains : Bernadotte se crut avec raison incapable de diriger cette armée. Il fut donc bien conseillé.

(Page 141.)

« Il partit pour l'armée d'observation, » répara les places du Rhin, et s'empara » de Manheim. »

Manheim n'avait alors que cinq cents hommes de garnison, et ouvrit ses portes à Bernadotte, qui l'investit avec huit mille hommes,

(Page 142.)

« Au moment où s'opéraient les sages » conceptions du ministre, etc........ »

Bernadotte fut deux mois ministre de la guerre; il ne fit que des fautes, il n'organisa rien, et le directoire fut obligé de lui retirer le portefeuille. Il n'était pas ministre, quand Masséna

décida de la campagne, par la victoire de Zurich, à la fin de septembre 1799: il fut tout-à-fait étranger à ces combinaisons.

L'opération de faire une diversion de vingt-cinq mille hommes sur Philipsbourg, est contraire à toutes les règles.

(Page 149.)

« Après la révolution du 18 brumaire. »

A la journée du 18 brumaire, Bernadotte fit cause avec le manége, et fut contraire au succès de cette journée. Napoléon lui pardonna à cause de sa femme.

(Page 151.)

« La discipline qu'il sut maintenir, à l'armée de Hanôvre. »

Il protégea en Hanôvre les dilapidations.......................................

....

(Page 158.)

« Tient en échec l'armée russe. »

Bernadotte fut parfaitement étranger à toute l'opération d'Ulm. Le corps du maréchal Soult, double du sien, était à Munich.

Même page.

« L'empereur confère au maréchal Bernadotte la souveraineté et le titre de prince et duc de Ponte-Corvo. »

En le faisant prince de Ponte-Corvo, l'empereur n'eut envie que de tirer de pair sa femme qui était belle-sœur de Joseph.

Page 158.

« Ce fut dans ce combat que périt le jeune prince Louis de Prusse. »

Le prince Louis de Prusse a été tué au combat de Saalfeld. Cette affaire a été importante : c'est le maréchal Lannes qui l'a livrée. Le combat de Schleitz, qu'a soutenu le corps du maréchal Bernadotte, a été de peu d'importance; l'empereur, d'ailleurs s'y trouvait en personne.

(Même page.)

« Après la bataille d'Iéna.... »

La conduite de Bernadotte, à Iéna, a été telle, que l'empereur avait signé le décret pour le faire traduire à un conseil de guerre, et il eût été infailliblement condamné, tant l'indignation était générale dans l'armée; il avait manqué faire perdre la bataille. C'est en considération de la princesse de Ponte-Corvo, qu'au moment de remettre le décret au prince de Neufchâtel, l'empereur le déchira. Quelques jours après, Bernadotte se distingua au combat de Halle, ce qui effaça un peu ces fâcheuses impressions.

Bernadotte commandait le premier corps, fort de dix-huit mille hommes; il était arrivé à Naumbourg, derrière le maréchal Davoust, qui commandait le troisième corps, fort de trente mille hommes. Bernadotte avait ordre de soutenir ce maréchal; ce qui formait une masse de cinquante mille hommes, pour défendre le défilé de Kosen et le champ de bataille d'Auerstedt. La moitié du corps de Davoust avait déjà passé le Saal, lorsque Bernadotte arriva et prétendit prendre la tête de la colonne, sous le prétexte insensé qu'il avait le n° 1 : comme de raison, Davoust s'y opposa, en lui objectant que ce serait perdre un temps précieux, et mêler les corps d'armée dans un défilé, ce qui ferait un grand mal. Bernadotte leva alors son camp, et se porta sur Dornbourg; à la pointe du jour, il y passa la Saal. Cependant Davoust, à la pointe du jour, fut attaqué par le roi de Prusse, à la tête de soixante mille hommes, l'élite de ses

troupes. Il sentit alors toute la privation des dix-huit mille hommes de Bernadotte; c'est ce qui donna lieu à la bataille d'Auerstedt, qui couvrit Davoust de gloire. Bernadotte, de Dornbourg, aurait pu réparer sa faute, en tombant sur les derrières de l'armée prussienne; il se contenta de parader, et ne tira pas un coup de canon : les généraux, officiers et soldats étaient au désespoir. . . . .

(Page 173.)

« La veille du jour où se donna la bataille » de Wagram, l'empereur mit à l'ordre de » l'armée la défense de quitter les rangs » pendant l'affaire, pour transporter ou » conduire les blessés à l'ambulance; des » mesures étant prises, disait l'ordre, pour » porter des secours sur le champ de bataille, le prince de Ponte-Corvo, qui commandait les Saxons, ne mit pas cette défense à l'ordre de son corps; et comme il » arriva que, pendant la bataille, on lui enleva, sans lui en donner avis, la division » française de Dupas qu'il avait placée à sa » réserve, et qu'un corps voisin disposa des » chevaux des ambulances saxonnes pour » renforcer ses attelages d'artillerie, le corps » saxon souffrit plus qu'aucun autre; un » grand nombre de blessés de ce corps » étaient gisans dans la plaine. Bernadotte » ordonne de dételer quelques pièces de » canon pour aller prendre les voitures » d'ambulances; et comme on lui observa » que cela pouvait exposer cette artillerie à » être prise : Qu'importe, dit le guerrier » philantrope, ce n'est que du bronze : le » sang du soldat est bien plus précieux. »

Tout cela est faux. Les Saxons lâchèrent pied la veille de Wagram, et le matin de Wagram : c'étaient les plus mauvaises troupes de l'armée. Cependant le prince de Ponte-Corvo, contre l'usage de l'ordre, fit une proclamation le lendemain de cette bataille, et les appela colonne de granit.... L'empereur le renvoya à Paris, et lui ôta le commandement de ce corps(*a*).

(Page 156.)

« L'ordre du jour de l'empereur avait » cependant été exécuté, dans toute l'armée, avec la plus grande sévérité, au » point qu'un maréchal de France, voyant » des grenadiers porter leur colonel, dont » un boulet avait emporté la cuisse, il le » leur fit déposer sur le bord du chemin, » et les envoya au feu en les réprimandant. » Monsieur, dit-il au colonel mourant, il » faut qu'un soldat sache mourir à l'endroit » même où il est frappé.» Un jeune officier, » le colonel Lebrun, fils du duc de Plaisance, était alors auprès de ce maréchal; » il fit un mouvement d'horreur. « Notre » métier ne se fait pas à l'eau de rose, dit » le féroce guerrier. Ce n'est pas un jour » de bataille qu'il faut parler de philanthrophie. »

Calomnie.

(Page 156.)

« Arrivé à Anvers (Bernadotte), sa pré-

(*a*) *Note extraite de mémoires inédits.*

Le vice-roi était au centre, sur une éminence, d'où l'on voyait très distinctement les mouvemens qui se faisaient sur la gauche. Toute la ligne des Saxons se repliait en désordre, laissant entre elle et la position de l'ennemi un vaste espace, que celui-ci ne paraissait pas songer à occuper. On pressait le vice-roi d'en prévenir l'empereur, qui était à l'extrême droite. » Attendons encore, dit le prince, ce n'est » qu'une déroute de canons. « Vingt minutes après, on vit un cavalier accourir à toutes brides : c'était un officier d'état-major qui, hors de lui, et aussitôt qu'il aperçut le vice-roi, s'écria : Monseigneur, le prince de Ponte-Corvo m'envoie pour vous dire que si vous ne l'appuyez pas, il est perdu; sa cavalerie tient encore, mais son infanterie n'est que de la canaille. Cette expression était d'une exagération grossière; qu'on juge toutefois de ce qu'on pensa, le lendemain, de la proclamation sur la colonne de granit.

» sence calma toutes les alarmes. Doué » d'une activité infatigable, il réunit et » disposa, comme par enchantement, tous » les moyens de défense; mais il fit plus » encore : il électrisa toutes les âmes. Des » milliers de soldats se levèrent à sa voix, » et déjouèrent les projets d'un ennemi té- » méraire. L'Anglais renonça à son entre- » prise, et le prince se disposa à rejoindre » l'armée d'Allemagne. Il allait y repren- » dre un commandement, lorsque la paix » fut signée; il revint alors à Paris, et y » reçut la grand'croix de l'ordre de Saint- » Henri de Saxe. »

Arrivé à Paris, le ministre de la guerre croyant qu'il y venait pour raison de santé, l'envoya à Anvers, où il parla beaucoup, écrivit beaucoup, et ne fit rien. Lorsqu'il y arriva, l'expédition anglaise était manquée; Anvers était sauvée; car l'escadre de l'Escaut, qui avait alors douze mille matelots, était rentrée dans Anvers; ce qui portait à trente mille hommes la garnison de cette place.

Toutes les combinaisons de lord Chatam auraient dû avoir pour but d'intercepter l'escadre qui était dans la rade de Flessingue; car, alors seulement, Anvers pouvait être prise.

(Page 158.)

« Quelques publicistes ont cru que Na- » poléon avait puissamment influé sur l'é- » lévation de Bernadotte au trône de Suède. » A cet égard ils ont été dans l'erreur. » Non seulement l'empereur fut étranger à » cette étonnante nomination, il est même » certain qu'elle ne lui fut point agréable. »

Si cette élection n'avait pas été agréable à l'empereur, elle n'aurait pas eu lieu; car c'est pour avoir sa protection et plaire à la France, que les Suédois la firent.

L'empereur fut séduit par la gloire de voir un maréchal de France devenir roi; une femme à laquelle il s'intéressait, reine; et son filleul, prince royal. Il prêta même à Bernadotte, lors de son départ de Paris, plusieurs millions de francs sur sa cassette, pour paraître en Suède avec la pompe convenable.

(Page 165.)

« ...... Qu'il faut que le susdit prince, » en cas qu'il soit élu par les états à la suc- » cession au trône, ait, avant son arrivée » sur le territoire suédois, déclaré faire » profession de la doctrine évangélique » luthérienne, etc. »

Bernadotte est né dans la religion catholique, apostolique, romaine : il a abjuré sa religion pour la religion réformée. Beaucoup de gens en eussent fait autant; mais c'est cette circonstance qui a empêché d'envoyer régner en Suède le prince Eugène. Sa femme, princesse de Bavière, n'aurait pas pu s'en consoler. Désirée, reine actuelle de Suède, n'a pas voulu changer de religion, et elle professe encore la religion catholique, apostolique, romaine, dans laquelle elle est née.

(Page 255.)

« Lettre du prince royal de Suède, à S. M. » l'empereur des Français. »

Stockholm, 11 mai 1812.

Cette lettre est fausse, elle est faite après coup; elle n'a jamais été reçue : en effet, M. de Signeul, consul de Suède, était encore, en juin, à Dresde, négociant pour la Suède. Certes, ce ne serait pas après une pareille lettre, qu'on aurait continué à négocier avec cette puissance (*a*).

(*a*) *Note extraite de mémoires inédits.*

Beaucoup de moyens avaient été tentés pour ramener la Suède à la France. Une

(Page 273.)

« Note du baron d'Engestrom à M. de Cabre. »

On savait à quoi s'en tenir sur les dispositions du cabinet de Stockholm et ses liaisons avec celui de Londres : elles n'étaient plus douteuses (a).

(Page 323.)

« Lettre du prince royal de Suède, à S. M. » l'empereur des Français. »

Stockholm, 23 mars 1813.

dernière lettre dictée à la princesse royale, fut remise à la fin d'avril à M. de Signeul, consul-général à Paris, pour la porter à Stockholm. M. de Signeul, de retour de sa mission, arriva à Dresde, le 29 mai, quelques heures après le départ de Napoléon. — « *Tout est entendu, si l'empereur s'engage à* » *faire obtenir à la paix, la Norvége à la* » *Suède.* » Telles étaient les instructions dictées par le prince royal, et mises par écrit sous ses yeux, par M. de Signeul. Napoléon répondit, par le retour du courrier que lui expédia son ministre des relations extérieures : « *Je n'achèterai point un allié* » *douteux aux dépens d'un ami fidèle.* »

(a) Dès le 3 mars, Bernadotte avait signé, à Stockholm, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Angleterre.

Le style de cette lettre dit assez que c'est un libelle; elle n'a jamais été reçue. Ce n'était pas un mois avant Lutzen, qu'on écrivait ainsi à l'empereur des Français. Il est fâcheux que des personnes aussi élevées en dignité prêtent leur signature à des pièces fausses.

(Page 338.)

« Le général Lauriston fut envoyé au » prince Kutusow pour proposer un armistice. Le prince reçut Lauriston au milieu » de ses généraux. »

Tout cela est faux : la mission de Lauriston n'ent pour but de demander ni la paix, ni un armistice.

(Page 340.)

« Le 11 octobre, Murat fut chargé par » Bonaparte de faire une deuxième tentative auprès du général Miloradowich qui » commandait l'avant-garde de l'armée » russe. »

Ce dialogue du roi de Naples avec le général Miloradowich, est également faux.

DIX-SEPT NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

CONSIDÉRATIONS SUR L'ART DE LA GUERRE,

IMPRIMÉ A PARIS EN 1818.

OBJET DES NOTES.

1re, Organisation et recrutement de l'armée. — 2e, Infanterie. — 3e, Cavalerie. — 4e, Artillerie. — 5e, Des Ordres de bataille. — 6e, de la Guerre défensive. — 7e, de la Guerre offensive. — 8e, de la Force des armées sous Napoléon et sous Louis XIV. — 9e, Batailles d'Eylau et d'Iéna. — 10e, Bataille d'Esling. — 11e, Moskow. — 12e, Retraite de Russie et de Saxe. — 13e, Campagne de 1813. — 14e, Bataille du Mont-Saint-Jean. — 15e, Légion-d'honneur. — 16e, Comparaison de la marche de Napoléon, en 1800, à celle d'Annibal, en 218 avant J.-C. — 17e, Conclusion.

Cet ouvrage est divisé en quatorze chapitres, formant un volume de six cents pages. L'auteur est étranger au service de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, à celui d'état-major. Il était lieutenant-colonel du génie, en 1809, en Espagne; il y dirigea plusieurs siéges des places, de Catalogne, d'Arragon, de la province de Valence. Le maréchal Suchet le recommanda comme un bon ingénieur; il obtint successivement pour lui le grade de général de brigade, de général de division, et le titre de baron: en 1813, lors de la campagne de Saxe, il fut désigné pour remplir à la grande armée les fonctions de premier ingénieur. Il n'y justifia pas l'opinion qu'avait conçue de lui le maréchal Suchet; il n'avait ni assez d'expérience, ni assez de solidité dans l'esprit: ce qu'il faut surtout au premier ingénieur d'une armée, qui doit concevoir, proposer et diriger tous les travaux de son arme, c'est un bon jugement.

Ire NOTE.

Organisation et recrutement de l'armée.

(Page 10.)

« L'usage des armées permanentes, constamment à la disposition du prince, destinées à remplacer des levées temporaires et tumultuaires, s'établit dans toute l'Europe, et l'on soumit les villages à l'obligation de fournir annuellement un certain nombre d'hommes pour les former et les recruter; ces soldats ou miliciens (*milites*) étaient désignés par la voie du sort sur toute la population. »

(Page 71.)

« De quels moyens bas et odieux les recruteurs ne se servaient-ils pas pour attraper, dans leurs filets, une jeunesse inconsidérée...... »

(Page 75.)

« Mais ce mot de conscription effarouche les esprits de la multitude! Eh bien! changeons ce mot terrible. Prenons-en un autre, celui de milice, par exemple..... »

(Page 79.)

« Il se présente une question importante à examiner, c'est de savoir jusqu'à quel âge il est convenable au bien des armées et de l'état, de retenir les soldats sous les drapeaux. Vers l'âge de trente ans, lorsque l'homme a fini son accroissement, ses membres commencent à perdre de leur souplesse, il devient bientôt lourd, pesant....... »

(Page 82.)

« Les habitans du Nord, engourdis par les frimas, engraissés par la bière, ont le corps gras et lourd, l'humeur patiente et flegmatique, et l'imagination paresseuse. Ceux du Midi, animés par la douce chaleur du climat et du vin, ont le corps sec et maigre, mais nerveux, l'imagination vive et l'humeur inconstante..... Les premiers, habitués à une vie dure au milieu de leurs affreux climas,...... soutiennent les travaux et les fatigues de la guerre sans proférer de plaintes; sont impassibles aux coups de la fortune, et obéissent machinalement sans aucune réflexion : mais froids, apathiques et lents, ils soutiennent difficilement les marches rapides, et sont peu propres aux attaques brusques et aux saillies d'audace. Les seconds, vifs et agiles, susceptibles d'enthousiasme et d'élan, marchent rapidement en avant, courent sur l'ennemi, et se précipitent au milieu des périls. Rien de plus redoutable que leur première impulsion; mais ce premier feu se calme bientôt, un long danger les dégoûte, de longs travaux les impatientent. La vie rude des camps, qui ne leur offre aucune des douceurs auxquelles ils sont accoutumés, leur paraît insupportable; les marches rétrogrades les découragent : si le succès les enflamme, le moindre revers les abat. Indociles et inconstans, ils n'obéissent que difficilement au frein de la discipline.

(Page 86.)

« 3° Les Anglais, le peuple du monde qui a les meilleures institutions civiles et militaires.. . »

1° Les enrôlemens forcés ont toujours été en usage dans les républiques comme dans les monarchies, chez les anciens comme chez les modernes. Les paysans étant esclaves en Russie et en Pologne, on y lève des hommes de la même manière qu'on lève des chevaux dans les autres pays. En Allemagne, chaque village a son seigneur qui désigne les recrues, sans considérer ni les droits, ni les convenances de ceux-ci. En France, on a toujours pourvu au recrutement de l'armée par la voie du sort : ce qui s'appelait tirer la milice, sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI; tirer la conscription, sous l'empereur Napoléon. Les classes privilégiées étaient exemptes de tirer à la milice, personne n'était exempt de tirer à la conscription : c'était la milice sans privilége; ce qui la rendait aussi désagréable aux classes privilégiées, que la milice l'était à la masse du peuple. La conscription était le mode le plus juste, le plus doux, le plus avantageux au peuple. Ses lois ont été si perfectionnées sous l'empire, qu'il n'y a rien à y changer, pas même le nom, de peur que ce ne soit un acheminement pour altérer la chose. Les départemens qui, depuis 1814, ont été détachés de la France, ont sollicité et obtenu, comme un bienfait, de continuer à être soumis aux lois de la conscription, afin d'éviter l'arbitraire, l'injustice et les vexations des lois autrichiennes et prussiennes sur cette

matière. Les provinces illyriennes, depuis long-temps accoutumées au recrutement autrichien, ne cessaient d'admirer les lois de la conscription française ; et, depuis qu'ils sont rentrés sous le sceptre de leur ancien souverain, ils ont obtenu qu'elles continuassent à les régir.

Pendant les dix premières années de la révolution, les armées ont été recrutées par la réquisition, qui comprenait tous les citoyens de l'âge de dix-huit à vingt-cinq ans. Il n'y avait ni tirage, ni remplacement : les lois de la conscription ne désignaient pour le recrutement de l'armée que les jeunes gens qui entraient dans leur vingtième année : ils n'étaient obligés à servir que cinq ans ; ce qui avait l'avantage de former un plus grand nombre de soldats, qui, dans des momens de crise, se trouvent à portée de défendre le pays : mais cela avait bien des inconvéniens. Il serait à propos d'étendre la durée du service à dix ans, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de trente ans, sauf à donner des congés, et à renvoyer chez eux, avec l'obligation de rejoindre leurs régimens, en temps de guerre, tous ceux qui, âgés de plus de vingt-cinq ans, auraient servi cinq années révolues. C'est de trente à cinquante ans que l'homme est dans toute sa force, c'est donc l'âge le plus favorable pour la guerre. Il faut encourager par tous les moyens les soldats à rester aux drapeaux ; ce que l'on obtiendra, en faisant une grande estime des vieux soldats, en les distinguant en trois classes, donnant par exemple, cinq sous par jour à la troisième, sept sous six deniers à la deuxième, dix sous à la première, quinze sous aux caporaux, trente sous aux sergens. Il y a une grande injustice à ne pas mieux payer un vétéran qu'une recrue.

Un million d'âmes fournit tous les ans sept à huit mille conscrits, à peu près un cent trente-cinquième de la population : la moitié est nécessaire pour satisfaire aux besoins de l'administration, de l'église et des arts. Une levée de trois mille cinq cents hommes par an, en dix ans, donnerait trente mille, en tenant compte des morts ; quinze mille hommes formeraient l'armée de ligne, quinze mille l'armée de réserve. Sur les quinze mille hommes de l'armée de ligne, on en tiendrait six mille sous les armes pendant douze mois, quatre mille pendant trois mois, et cinq mille pendant quinze jours ; cela équivaudra à sept mille hommes pour toute l'armée, qui seront soustraits à l'agriculture. Les quinze mille hommes de l'armée de réserve ne seraient en rien distraits de leurs travaux, ni éloignés de leurs foyers.

Napoléon devait, à la paix, composer son armée de douze cent mille hommes, dont six cent mille de l'armée de ligne, deux cent mille de l'armée de l'intérieur, quatre cent mille de l'armée de réserve. Les six cent mille hommes de l'armée de ligne eussent formé : 1° quarante régimens d'infanterie de douze bataillons, chacun de neuf cent dix hommes, ayant un escadron d'éclaireurs, de trois cent soixante chevaux de quatre pieds six pouces ; une batterie de huit canons, servie par deux cent quatre-vingts hommes ; une compagnie de sapeurs, de cent cinquante hommes ; un bataillon d'équipages militaires, de trois compagnies, de vingt-deux voitures, et deux cent dix hommes : total douze mille ; 2° vingt régimens de cavalerie, de trois mille six cents hommes, savoir : huit de cavalerie légère, six de dragons, six de cuirassiers ; chaque régiment de dix

escadrons, de trois cent soixante hommes partagés en trois compagnies; 3° dix régimens d'artillerie, formant huit bataillons de cinq cents hommes; 4° un régiment du génie, de huit bataillons, quatre mille hommes; 5° un régiment d'équipages militaires, de quatre mille hommes: total trois cent mille hommes.

L'empire contenait plus de quarante millions de population; il devait être divisé en quarante arrondissemens, chacun d'un million. Chaque arrondissement devait être assigné pour recrutement à un régiment d'infanterie. On eût remédié à la crainte de l'esprit de fédéralisme, en ayant soin que les officiers et la moitié des sous-officiers fussent étrangers à l'arrondissement.

L'infanterie d'une armée étant représentée par un, la cavalerie sera un quart; l'artillerie un huitième; les troupes du génie, un quarantième; les équipages militaires, un trentième; ce qui fera treize trentièmes: mais il suffit que la cavalerie soit le cinquième de l'infanterie de l'état, à cause des pays de montagnes.

L'armée de l'intérieur, de deux cent mille hommes, eût été composée de deux cents bataillons d'infanterie, et de quatre cents compagnies de canonniers destinés en temps de guerre, à défendre les places fortes et les côtes: cette armée n'eût eu que les officiers d'existans; les sous-officiers et soldats n'eussent été réunis que le dimanche au chef-lieu de leur commune. Les quatre cent mille hommes de l'armée de réserve n'eussent existé que sur le papier; ils eussent seulement été soumis à une revue tous les trois mois, pour certifier leur existence, et rectifier les signalemens. Ces douze cent mille hommes n'eussent ainsi soustrait à l'agriculture que deux cent quatre-vingt mille hommes.

2° Les Romains, les Grecs, les Espagnols, sont des nations méridionales; dans leurs siècles de gloire, leurs armées furent patientes, disciplinées, infatigables, jamais découragées. Les Suédois, sous Gustave Adolphe et sous Charles XII; les Russes, sous Souwarow, étaient agiles, intelligens, impétueux. Les circonstances territoriales du pays, le séjour des plaines ou des montagnes, l'éducation ou la discipline, ont plus d'influence que le climat sur le caractère des troupes.

3° Les institutions militaires des Anglais sont vicieuses: 1° ils n'opèrent leur recrutement qu'à prix d'argent, si ce n'est que fréquemment ils vident leurs prisons dans leurs régimens; 2° leur discipline est cruelle; 3° l'espèce de leurs soldats est telle, qu'ils ne peuvent en tirer que des sous-officiers médiocres; ce qui les oblige à multiplier les officiers hors de toute proportion; 4° chacun de leurs bataillons traîne à sa suite des centaines de femmes et d'enfans: aucune armée n'a autant de bagages; 5° les places d'officiers sont vénales: les lieutenances, les compagnies, les bataillons s'achètent; 6° un officier est à la fois major dans l'armée et capitaine dans son régiment: bizarrerie fort contraire à tout esprit militaire.

IIe NOTE.

INFANTERIE.

(Page 95.)

« 1° Mais le plus grand vice de nos bataillons, c'est de n'avoir qu'une seule espèce d'infanterie. Autrefois nous en avions de deux espèces: les piquiers qui combattaient de pied ferme, et les arquebusiers destinés à tirailler.... »

(Page 96.)

« Voici de quelle manièra je compose mon bataillon, que je nomme cohorte, pour rappeler que j'ai en vue l'organisation romaine. La cohorte, en bataille, n'a d'autre division naturelle que cella des rangs: j'adopte dono cette division consacrée par l'exemple do l'ancienna légion romaine, et je fais, de chaque rang, une compagnie de ligne; ce qui me donne trois compagnies de ligne par cohorte, puisque nous nous formons en bataille sur trois rangs. La première compagnie, forméa de soldats choisis, non pas à la taille, mais parmi les plus braves, les plus instruits at les plus aguerris, formera lo premier rang, qui est le plus exposé, et qui doit servir d'exemple aux autres: je lui conserve le beau nom de grenadiers, illustré par tant d'exploits, et qui rappelle des souvenirs si glorieux. La seconde compagnio, formée par un deuxièma choix, sera placée au troisième rang; et enfin la troisième compagnio, composée de soldats les plus novices et les moins braves, encadrée au deuxième rang, entre deux rangs d'élite, sera contrainte de faire son devoir. »

(Paga 99.)

« Outre ces trois compagnias da ligne, nous organiserons une quatrième compagnie de troupe légère, à laquelle nous conservarons le titre de voltigeurs, qui désigue fort bien le genre de leur service; car il est certain qu'il faut créer deux espèces d'infanterie: l'une formant des masses ou des lignes, pour soutenir le choc et l'effort de la bataille, et renverser l'ennemi; et l'autre, pour la reconnaître, le harceler et la poursuivre: c'est une vérité incontestable pour quiconque a fait la guerre. »

(Paga 160.)

« L'éducation des troupes légères et celle das troupes de ligne ne doivent pas plus se ressembler que leurs services. A quoi bon enseigner aux voltigeurs des mouvemens graves et réguliers, et des mouvemens de ligne, s'ils ne doivent jamais être en ligne, ni en faire usage? Exerçons-les plutôt à courir, à sauter, à nager, à franchir tous les obstacles, à se couvrir de tous les accidens du terrain, à se disperser en avant des lignes; à se rallier, à toutes jambes, pour se pelotonner contre la cavaleria; à se mêler et à combattre avac nos cavaliars légionnaires; à sauter en croupe derrière eux, et surtout à tirer avec beaucoup d'adresse, dans toutes sortes de positions: voilà l'éducation qui convient à la nature de leur service.

(Page 168.)

« Les voltigeurs sont destinés à combattre et à marcher isolément; il est donc inutile de leur donner un pas uniforme, et de leur enseigner à manœuvrer avec régularité et ensemble, comme les troupes de ligne. Il suffit de les habituer à se réunir rapidement, en cercle, contre la cavalarie, et à se rallier derrière les lignes. Ils doivent, dans le premier cas, se rassembler au pas da course, se pelotonner tumultuairement autour de leurs officiers, et former un cercle plein, qui présente des feux et des baïonnettes de tous côtés: c'est la manière la plus prompte et peut-être la mailleure de former une petite troupe contre la cavalerie. »

(Page 200.)

« Une partie des voltigeurs de la première ligne sera dispersée en avant du front des cohortes Le nombre da ces tiraillaurs doit être proportionné à l'étendue de la ligne, à raison de trois ou quatre pieds par homme, espace nécessaire pour qu'ils puissent agir librement. Ce service n'emploiera guère qu'une demi-compagnie par coborte; les autres voltigeurs se pelotonneront derrière la cohorte, ou resteront en réserve, prêts à succéder aux premiers tirailleurs, auxquels le repos devient nécessaire après deux ou trois heures de ca métier fatigant et périlleux. C'est cette réserve de voltigeurs qu'on emploiera à ramasser les blessés de la ligne, pour les transporter aux ambulances; à aller chercher des suppléments de cartouches, au parc, et anfin à tous les offices qui forcent à quitter les drapeaux: de sorte qua les soldats de ligna, n'ayant plus aucun prétexte de quitter leurs raags, s'habitueront à ne jamais les abandonner, et à rester inébranlables à leur poste: ce sera le moyen de conserver les lignes garnies et sans brèche. Les voltigeurs de la deuxièma ligue se

pelotonneront, à droite et à gauche de leurs cohortes en colonne; ou bien, lorsque les colonnes formeront des carrés, on les placera aux quatre angles, dans les positions que les faces laissent dégarnies de feu. »

(Page 112.)

« Les tirailleurs peuvent être de la plus grande utilité pour favoriser les approches des lignes ennemies, et détourner ou troubler leur feu : ils ne doivent pas craindre de courir à deux ou trois cents toises, en avant, pour s'établir à leur portée, et les désoler à coups de fusils, d'autant plus sûrement, qu'elles ne pourront pas se venger; car, avec un peu d'intelligence et d'habitude ils se mettent tous à couvert : les uns se tapissent au fond d'un fossé, les autres se couchent dans un sillon; ceux-ci se cachent derrière les arbres, ceux-là s'embusquent au milieu des haies et des bouquets de bois. »

(Page 114.)

« Et l'ennemi lancera sans doute sa cavalerie, pour éloigner et châtier ces tirailleurs importuns; mais nos voltigeurs savent s'en garantir : ils se rallient à toutes jambes, se pelotonnent et forment différens petits globes de feu, d'autant plus difficiles à aborder, que chaque soldat, armé d'un fusil double, a deux coups à tirer..... »

(Page 153.)

« Notre tactique subdivise, de plus, les rangs en compagnies d'une cohorte, en huit et en seize parties; ce qui fixe à huit et à seize, le nombre des sergens et des caporaux nécessaires pour commander ces sections : les mêmes sous-officiers seront toujours chargés du commandement des mêmes sections, afin d'intéresser leur amour-propre à soigner l'instruction et la discipline des soldats sous leurs ordres..... »

(Page 193.)

« 2° D'après mon organisation légionnaire, que je prie le lecteur de se rappeler : les grenadiers forment le premier rang; la troisième compagnie, le second; et la deuxième compagnie, le troisième. Les trois capitaines se placeront chacun à la droite de leurs compagnies ou de leurs rangs; les trois lieutenans occuperont des places semblables à la gauche : la cohorte se trouvera ainsi encadrée entre ses six officiers, qui prévieudront et empêcheront, par leur présence immédiate, les flottemens et le désordre, qui, dans les momens critiques, commencent ordinairement par les flancs, les parties faibles de tout cadre de bataille. Ils se trouveront placés sur la même ligne que leurs soldats, qu'ils animeront et encourageront par leur exemple. Les six sous-lieutenans se placeront à égale distance, derrière la cohorte, pour maintenir l'ordre, et empêcher qu'aucun soldat ne quitte son poste. Les sergens et les caporaux prendront place, chacun à la droite de leur section... »

(Page 163.)

« On exercera les voltigeurs à se mêler à la cavalerie légère, et à combattre avec elle. Nous formerons nos voltigeurs en pelotons de la force de nos escadrons légionnaires, de soixante-seize hommes; chaque peloton sera attaché à un escadron qu'il accompagnera, au pas de course, dans tous ses mouvemens, afin de forcer ou de défendre les défilés. Ces deux armes se protégeront entre elles, et chacune recherchera la nature du terrain qui lui est le plus favorable pour le combat; mais sans cesser de rester à portée de se soutenir mutuellement. Le voltigeur doit s'exercer à sauter en croupe derrière son cavalier, afin que les pelotons d'infanterie puissent se transporter d'un endroit à l'autre, aussi vite que la cavalerie. On l'habituerait à passer son fusil en bandoulière sur son dos, et à sauter derrière le cavalier, en appuyant légèrement les mains sur la croupe du cheval... La plupart de ces exercices supposent que les voltigeurs ne portent pas de sac : ce fardeau leur ôterait leur légèreté et leur souplesse, et nuirait sans cesse à la rapidité de leurs mouvemens. Je voudrais qu'on chargeât leurs sacs sur des chevaux de bât, à la suite de chaque cohorte: il en faudrait neuf par cohorte.

(Page 312.)

« Nous formons notre avant-garde de cavaliers légionnaires, des quatre légions du corps d'armée, avec un nombre égal de voltigeurs ...... »

(Page 121.)

« 3° Jeue dirai qu'un mot des instrumeus militaires, et ce sera pour tâcher de faire proscrire le tambour, instrument barbare, qui, par ses sons monotones at désagréables, assourdit et fatigue l'oreille la moins sensible...... »

(Page 146.)

« Ce défaut d'armes défensives est très funeste à nos fantassins; tons les coups qui les frappent, de quelque loin qu'ils viennent, les mettent hors de combat; ils sont blessés par les plus légères atteintes..... »

(Page 148.)

« Leur poids u'excédera pas huit on neuf livres...... »

(Page 150.)

« Les voltigeurs ont moins besoin de cuirasse que les troupes de ligne, parce qu'ils ne sont point destinés à combattre de pied ferme, et à en venir aux mains avec l'ennemi; ils ne se battent que de loin...... »

(Page 155.)

« Les officiers da la compagnie, à l'exception du commandant, seront tour-à-tour chargés at responsables des détails qui font maintenant le partage exclusif de nos sergens-majors. On réprimera, de cette manière, les friponnaries des sous-officiers. »

(Page 252.)

« Qu'il me soit permis, en terminant ce chapitre, de réclamer contre un usage très pernicieux à la santé et à la conservation des troupes, introduit parmi nous par la guerre de la révolution; c'est de faire camper le soldat sans tente : c'est une des principales causes de cette affreuse consommation d'hommes qui s'est faite dans le cours de nos dernières guerres, où l'on peut calculer, terme moyen, qua les fantassins ne durent pas plus da deux campagnes. Nos malheureux soldats, après avoir fait une marche pénible dans la boue, par un temps de pluie, arrivent souvent, au milieu de la nuit, sur un terrain détrempé d'eau, qui ne leur offre aucun abri. Ils n'ont ni le temps, ni les matériaux nécessaires pour se faire des baraques : ils passent la nuit sous un ciel froid et pluvieux, sans pouvoir fermer l'œil; at, après avoir traîné, pendant quelque temps, une existence pénible, dont tous les instans sont marqués par les souffrances que leur fait éprouver una humidité continuelle, leur corps s'affaiblit, ils tombent malades et périssent misérablement..... »

1° Les Romains avaient deux sortes d'infanterie : la première, armée à la légère, était munie d'une arme de jet; la seconde, pesamment armée, portait une courte épée. Après l'invention de la poudre, on conserva encore deux espèces d'infanterie: les arquebusiers qui étaient les armés à la légère, destinés à éclairer et inquiéter l'ennemi; les piquiers qui tenaient lieu des pesamment armés. Depuis cent cinquante ans que Vauban a fait disparaître de toutes les armées de l'Europe les lances et les piques, en y substituant le fusil avec la baïonnette, toute l'infanterie a été armée à la légère; elle a été destinée à éclairer, à contenir l'ennemi. Il n'y a plus eu qu'une seule espèce d'infanterie : s'il y eut par bataillon une compagnie de chasseurs, c'était par opposition à la compagnie de grenadiers; le bataillon était composé de neuf compagnies, une seule d'élite ne paraissait pas suffisante. Si l'empereur Napoléon créa des compagnies de voltigeurs armés de fusils de dragons, ce fut pour tenir lieu de ces compagnies de chasseurs : il les composa d'hommes de moins de cinq pieds de haut, afin d'utiliser la classe de la conscription de quatre pieds dix pouces à cinq pieds, et qui jusque alors avait été exempte; ce qui rendait le fardeau de la conscription plus lourd pour les autres classes. Cette création récompensa un grand nombre de vieux soldats qui, ayant moins de cinq pieds de haut, ne pouvaient entrer dans les compagnies de grena-

diers; et qui, par leur bravoure, méritaient d'entrer dans une compagnie d'élite : ce fut un moyen puissant pour l'émulation que de mettre en présence les pygmées et les géans. S'il eût eu dans ses armées des hommes de diverses couleurs, il eût composé des compagnies de noirs et de blancs; dans un pays où il y aurait des cyclopes, des bossus, on tirerait un bon parti de compagnies composées de cyclopes et d'autres de bossus.

En 1789, l'armée française se composait de régimens de ligne et de bataillons de chasseurs : les chasseurs des Cévennes, du Vivarais, des Alpes, de Corse, des Pyrénées, qui à la révolution, formèrent des demi-brigades d'infanterie légère; mais la prétention n'était pas d'avoir deux infanteries différentes, puisqu'elles étaient élevées de même, instruites de même, armées de même; seulement lse bataillons de chasseurs étaient recrutés par des hommes de pays de montagnes, ou par des fils de garde-chasse; ce qui les rendait plus propres à être employés sur les frontières des Alpes et des Pyrénées : et lorsqu'ils étaient aux armées du Nord, on les détachait de préférence pour grimper sur une hauteur ou fouiller une forêt : ces hommes, lorsqu'ils se trouvaient en ligne un jour de bataille, tenaient fort bien la place d'un bataillon de ligne, puisqu'ils avaient la même instruction, le même armement, la même éducation. Les puissances lèvent souvent, en temps de guerre, des corps irréguliers, sous le titre de bataillons francs ou de légions, recrutés de déserteurs étrangers, ou formés d'individus d'un esprit ou d'une opinion particulière; mais cela ne constitue pas deux espèces d'infanterie. Il n'y en a et ne peut y en avoir qu'une. Si les singes de l'antiquité veulent imiter les Romains, ce n'est pas des armés à la légère qu'ils doivent créer, mais des pesamment armés ou des bataillons armés d'épées; car toute l'infanterie de l'Europe fait le service de troupes légères.

S'il était possible que l'infanterie n'envoyât en tirailleurs que ses voltigeurs, elle perdrait l'usage du feu : il se passerait des campagnes entières sans qu'elle tirât un coup de fusil; mais cela n'est pas possible. Quand la compagnie de voltigeurs sera détachée à l'avant-garde, aux bagages, en flanqueurs, les quatre compagnies du bataillon renonceront donc à s'éclairer? elles laisseront arriver les balles des tirailleurs ennemis jusqu'au milieu de leurs rangs? Lorsqu'une compagnie du bataillon sera détachée, elle devra renoncer à se faire éclairer, ou bien elle devra être suivie par une escouade de la compagnie de voltigeurs? Cette compagnie de voltigeurs n'est que le quart du bataillon, elle ne pourrait pas suffire au besoin des tirailleurs un jour de bataille; elle ne suffirait pas davantage, si elle était la moitié de son effectif, pas même si elle était les trois quarts. Une ligne, dans une journée importante, passe tout entière aux tirailleurs, quelquefois même deux fois : il faut relever les tirailleurs toutes les deux heures, parce qu'ils sont fatigués, parce que leurs fusils se dérangent et s'encrassent.

Quoi! les voltigeurs n'ont besoin d'aucun ordre, d'aucune tactique pas même de savoir marcher en bataille? ils ne seront donc jamais obligés de faire un changement de front, de se ployer en colonne, de faire une retraite en échiquier? Non : il suffit qu'ils *sachent courir, se servir de leurs jambes pour se soustraire aux charges de cavalerie.* Comment alors prétendre

les réunir pour en former l'avant-garde de l'armée? comment vouloir qu'ils s'éloignent à trois cents toises de la ligne, entremêlés avec des pelotons de cavalerie légionnaire? Il n'est pas nécessaire d'apprendre aux soldats à courir, à sauter, à se cacher derrière un arbre; mais il les faut accoutumer, lorsqu'ils sont éloignés de leurs chefs, à conserver leur sang-froid, à ne pas se laisser dominer par une vaine épouvante; se tenir toujours à portée les uns des autres, de manière qu'ils se flanquent entre eux, se réunissent au petit pas quatre à quatre, avant que les tirailleurs de cavalerie n'aient pu les sabrer; qu'ils se pelotonnent huit à huit, seize à seize, avant que l'escadron n'ait pu les charger; et rejoignent ainsi, sans précipitation, faisant souvent volte face, la réserve où se trouve le capitaine, qui, avec le tiers de ses tirailleurs, rangés en bataille, reste à portée de fusil. La compagnie ainsi réunie doit former le bataillon carré, ou faire un changement de front, ou commencer sa retraite, se retournant, lorsqu'elle est trop pressée, au commandement : *Demi-tour à droite, commencez le feu ;* à un coup de baguette, recommencer la retraite et rejoindre ainsi le chef de bataillon, qui lui-même est resté en réserve avec le tiers de ses hommes. Alors le bataillon se met en colonne, à distance de peloton, et marche ainsi en retraite. Au commandement : *Halte, peloton, à droite et à gauche en bataille, feu de deux rangs,* il forme le bataillon carré et repousse la charge de la cavalerie; au commandement : *Continuez la retraite,* il rompt le carré, forme les divisions, etc., ou bien il exécute avec sang-froid une retraite en échiquier, sur la position indiquée, soit en refusant la droite, soit en refusant la gauche. Voilà ce qu'il faut apprendre aux voltigeurs; et s'il pouvait y avoir deux espèces d'infanterie, l'une pour servir en tirailleurs, l'autre pour rester en ligne, il faudrait choisir les plus instruits pour aller en tirailleurs. En effet, les compagnies de volontaires, qui vont plus souvent en tirailleurs que les autres, sont celles qui manœuvrent le mieux de l'armée, parce que ce sont celles qui en ont senti plus souvent le besoin. C'est avoir bien mal lu les auteurs grecs et latins que de faire de pareilles applications : il aurait mieux valu passer ce temps à conférer avec un caporal de voltigeurs, ou un vieux sergent de grenadiers; ils eussent donné des idées plus saines.

2° Jusqu'à présent un bataillon composé de plus ou moins de compagnies, a été placé en bataille, de manière à avoir un commandant à la droite, un ou plusieurs au centre, et un à la gauche; à ce qu'un capitaine eût toujours sous ses ordres ses mêmes officiers, ses mêmes sergens, et ceux-ci les mêmes caporaux, les mêmes soldats. Il n'était pas possible que l'on supposât qu'un jour l'on proposerait sérieusement de ranger en bataille une compagnie sur un rang, de sorte qu'elle s'étendît sur un front de soixante toises, son capitaine à la droite, son lieutenant à la gauche ; de placer derrière les troisième et deuxième compagnies et en serre-files les six sous-lieutenans. Les trois capitaines du bataillon, rangés l'un derrière l'autre, seront tués par un coup de canon, les trois lieutenans le seront par le deuxième coup, le capitaine placé à la droite pourra-t-il se faire entendre à la gauche, lorsque le chef de bataillon qui est placé au centre le fait

à peine? Comment les soldats reconnaîtront-ils la voix de leur capitaine, puisque les trois capitaines seront placés au même point? Mais cela rendra plus facile les feux de rang. Non : ces feux se feront bien plus facilement à la voix du chef de bataillon, puisqu'il est au centre. Il pourra arriver que le capitaine de la première compagnie commandera *En avant*; celui de la troisième, *fixe*; celui de la deuxième *Demi-tour à droite!* Au commandement de *Division à droite*, le bataillon se divisera donc en trois lignes, qui chacune contiendra des officiers, des sous-officiers, des caporaux, des soldats des trois compagnies : au commandement de *Peloton à droite*, on aura alors dans les six lignes des officiers, des sous-officiers, des soldats des trois compagnies. Si une compagnie est détachée, elle se mettra donc en bataille sur une ligne, et le reste du bataillon sur deux lignes? Quelle cacophonie! Quelle ignorance de l'école de peloton! et c'est un officier-général français qui prostitue ainsi son uniforme à la risée de l'Europe! Comment le prote qui a imprimé son ouvrage ne le lui a-t-il pas fait observer? car enfin ce prote avait fait probablement la guerre, ou du moins il avait servi dans la garde nationale.

3° Trois mille voltigeurs seront à l'avant-garde, sans être organisés en bataillon; chaque peloton pour son compte; chaque capitaine serait général en chef. Mais, en effet, comment pourraient-ils être organisés en bataillons, puisqu'ils ne doivent ni savoir manœuvrer, ni connaître la tactique; que chaque compagnie doit être attachée à la compagnie de cavalerie légère, qui doit la prendre en croupe. Oh! vraiment on a raison de vouloir leur apprendre à courir; ils en auront besoin, s'ils ne sont pas pris ou tués dès le premier jour. Si un peloton de cinquante hommes ne peut pas faire la guerre avec avantage sans être instruit, cette nécessité est bien plus grande pour un bataillon, et elle s'accroît en raison des cubes pour une brigade de trois mille hommes. Mais opposez ces trois mille voltigeurs instruits, bons manœuvriers, organisés en bataillons, ce mélange avec la cavalerie ne produira aucun bon résultat; il entraînera la ruine de la cavalerie et de l'infanterie. Comment la cavalerie légère pourrait-elle manœuvrer ayant en croupe un voltigeur? comment pourrait-elle faire une résistance sérieuse, si elle n'est pas soutenue par la cavalerie de ligne? Le métier des arrière-gardes et des avant-gardes à la guerre est de manœuvrer toute la journée. La cavalerie pourrait sans doute, en se sacrifiant, transporter un homme en croupe dans une position intérieure, afin que le fantassin arrivât plus vite; mais vouloir le faire marcher ainsi à l'avant-garde, ou à l'arrière-garde, c'est n'avoir pas la plus légère notion du service de ces armes; c'est n'avoir jamais passé une journée à l'avant-garde : si cela était avantageux, toutes les nations, tous les grands capitaines l'eussent fait.

4° Le tambour imite le bruit du canon : c'est le meilleur de tous les instrumens; il ne détonne jamais...... Les armes défensives sont insuffisantes pour parer le boulet, la mitraille et les balles; non seulement elles sont inutiles, mais elles ont l'inconvénient de rendre les blessures plus dangereuses. Les arcs des Parthes étaient très grands : maniés par des hommes exercés et robustes, ils lançaient les flèches avec une telle force, qu'ils perçaient les boucliers des Romains; les

vieilles légions en étaient déconcertées : ce fut une des causes de la défaite de Crassus.

Les tirailleurs auraient plus besoin d'armes défensives que tous les autres, parce qu'ils s'approchent plus souvent de l'ennemi, et sont plus exposés à être sabrés par la cavalerie : mais il ne faut pas les surcharger ; ils ne sauraient être trop mobiles. Ainsi, quand même les armes défensives seraient utiles à l'infanterie en ligne, on ne pourrait pas lui en donner, puisque tous les hommes d'un bataillon font nécessairement le service de tirailleurs.

Il n'est pas un cadet sortant de l'école qui n'ait eu l'idée d'armer les tirailleurs avec des fusils à deux coups ; il ne leur a suffi que l'expérience d'une campagne pour sentir tous les inconvéniens qui en résulteraient pour l'usage de la guerre.

Il est cinq choses qu'il ne faut jamais séparer du soldat : son fusil, ses cartouches, son sac, ses vivres pour au moins quatre jours, et son outil de pionnier ; qu'on réduise ce sac au moindre volume possible ; qu'il n'y ait qu'une chemise, une paire de souliers, un col, un mouchoir, un briquet, fort bien ; mais qu'il l'ait toujours avec lui ; car, s'il s'en sépare une fois, il ne le reverra plus. La théorie n'est pas la pratique de la guerre. C'était un usage, dans l'armée russe, qu'au moment de se battre, le soldat mît son sac à terre : où sont les avantages attachés à cette méthode? les rangs pouvaient se serrer davantage ; les feux du troisième rang pouvaient devenir utiles, les hommes étaient plus lestes, plus libres, moins fatigués ; la crainte de perdre son sac, où le soldat a l'habitude de mettre tout son avoir, était propre à l'attacher à sa position. A Austerlitz, tous les sacs de l'armée russe furent trouvés rangés en bataille sur la hauteur de Posoritz ; ils y avaient été abandonnés lors de la déroute. Malgré toutes les raisons spécieuses qu'on pourrait alléguer pour cet usage, l'expérience l'a fait abandonner aux Russes, les neuf chevaux de bât seraient mieux employés à porter des caisses d'ambulances, des cartouches et des vivres.

Les officiers des compagnies se dégraderaient, s'ils se mêlaient des détails du décompte du soldat ; ils deviendraient des sous-officiers : le sergent-major est propre à ce service. Est-il donc impossible de trouver un sergent-major, honnête homme? Mais si l'officier abusait, à qui le soldat aurait-il recours? quelle ne serait pas la répugnance d'un capitaine à recevoir les réclamations d'un soldat contre son lieutenant, qui fait sa société, avec qui il mange, et dont il est l'égal : nous voulons croire qu'aucun officier ne serait assez vil pour abuser de l'ignorance du soldat. Mais celui-ci, qui, de sa nature, est soupçonneux, en aurait-il moins de méfiance? et l'opinion de profond respect, que la discipline militaire exige qu'il ait pour son officier, n'en serait-elle pas altérée?

Les tentes ne sont point saines ; il vaut mieux que le soldat bivouaque, parce qu'il dort les pieds au feu, qu'il s'abrite du vent avec quelques planches ou un peu de paille ; que le voisinage du feu sèche promptement le terrain sur lequel il se couche. La tente est nécessaire pour les chefs qui ont besoin de lire, de consulter la carte. Il en faut donner aux chefs de bataillon, aux colonels, aux généraux, et leur ordonner de ne jamais coucher

dans une maison; abus si funeste, et auquel sont dues tant de catastrophes. A l'exemple des Français, toutes les nations de l'Europe ont abandonné les tentes; et si elles sont encore en usage dans les camps de plaisance, c'est qu'elles sont économiques, qu'elles ménagent les forêts, les toits de chaume et les villages. L'ombre d'un arbre contre le soleil et la chaleur, le plus chétif abri contre la pluie, sont préférables à la tente. Le transport des tentes employerait cinq chevaux par bataillon, qui seraient mieux employés à porter des vivres. Les tentes sont un sujet d'observation pour les affidés et pour les officiers d'état-major de l'ennemi: elles leur donnent des renseignemens sur votre nombre et la position que vous occupez; cet inconvénient est de tous les jours, de tous les instans. Une armée rangée sur deux ou trois lignes de bivouac, ne laisse apercevoir, au loin, qu'une fumée que l'ennemi confond avec les brouillards de l'atmosphère. Il est impossible de compter le nombre des feux; il est très facile de compter le nombre des tentes, et de dessiner les positions qu'elles occupent.

IIIe NOTE.

Cavalerie.

(Page 112.)

« C'est en vain qu'on a voulu subvenir au besoin de l'infanterie, par des corps de cavalerie indépendans de ses généraux: une funeste expérience n'a que trop souvent démontré les vices de cette méthode: la rivalité et les jalousies des deux armes empêchent qu'elles ne se soutiennent et ne s'aident à propos...... Il n'existe qu'un moyen de leur échapper, c'est d'attacher la cavalerie aux légions. — Le genre de service de la cavalerie légionnaire, qui consiste à éclairer, reconnaître, poursuivre, tendre des embûches, exige beaucoup de célérité et peu d'ordre: ces cavaliers doivent s'étendre, se disperser, se glisser partout, tout voir, tout observer, s'habituer aux combats particuliers, et compter sur la vitesse de leurs chevaux, soit pour atteindre, soit pour échapper: ils feraient fort mal leur métier, si on les accoutumait à rester réunis; en un mot c'est la cavalerie légère, et non pas la cavalerie de ligne, qui doit faire partie de la légion...... »

(Page 171.)

« J'ai déjà dit que les cavaliers légionnaires doivent faire le service des troupes légères; ainsi l'ordre, l'ensemble, la régularité, ne leur conviennent pas mieux qu'à nos voltigeurs. Leur éducation ne doit pas ressembler à celle de nos hussards et de nos chasseurs, que nous gâtons et que nous dénaturons par des manœuvres de ligne. En effet, si nous les habituons à se réunir et à escadronner avec ordre, comment pourrons-nous obtenir d'eux qu'ils éclairent, qu'ils reconnaissent et qu'ils fouillent un pays; qu'ils observent et qu'ils épient les mouvemens de l'ennemi; qu'ils se glissent sur ses derrières, et inquiètent ses convois; qu'ils tendent des embuches, poursuivent les fuyards et fassent des prisonniers; qu'ils masquent et couvrent la marche de nos colonnes, et qu'ils remplissent, en un mot, tous les autres devoirs des troupes légères, dont ils ne peuvent s'acquitter, qu'en se dispersant et en combattant isolément. D'ailleurs, que gagnerons-nous à ralentir et à enchaîner la rapidité et la vivacité de la cavalerie légère, par l'ordre et la régularité? Quel avantage trouverions-nous à la faire charger en ligne? en deviendrait-elle plus redoutable à l'ennemi? Je ne le crois pas; et des exemples anciens et modernes se présent en foule pour soutenir mon opinion. Mais, sans remonter jusqu'aux Numides et aux Parthes, ces bandes de cavaliers irréguliers et désordonnés, si célèbres chez les anciens, je me contenterai de citer les Spahis turcs et les Mamelucks, qui passent pour les premiers cavaliers du monde, sans connaître d'autre manœuvre que celle de se pelotonner

tumultuairement, et de charger en désordre et à bride abattue. J'en appelle aux Français qui ont appris à connaître, en Égypte, la valeur des Mameloucks ; nos escadrons européens, avec leurs mouvemens compassés et leurs charges en ligne, brillaient-ils devant cette milice désordonnée? Pouvaient-ils lui résister un instant? N'étaient-ils pas rompus et taillés en pièces par les Mamelocks qui semblaient courir plutôt à des exercices qu'à des combats, tant ils trouvaient peu de dangers à ces sortes de charges. Quant aux fantassins français, s'ils parvinrent à braver des cavaliers aussi courageux et aussi adroits, au milieu des plaines rases de l'Égypte, c'est une preuve irrécusable de l'impuissance de la cavalerie, quelque bonne qu'elle soit, contre de la bonne infanterie. — Les hussards qui forment la cavalerie légère des Autrichiens, ne furent, dans l'origine, que des bandes irrégulières de paysans hongrois, sans solde, sans discipline, faisant la guerre par l'appât du butin; ils se dispersaient au loin, se glissaient partout, et combattaient toujours isolément; ils suivaient les sentiers les moins pratiqués, ils pénétraient jusqu'au milieu des camps, dans l'ombre et le silence de la nuit; ils se glissaient sur les flancs et sur les derrières des colonnes; ils surprenaient les parcs, les convois et les postes isolés ; et enfin ils observaient tous les mouvemens de l'ennemi, en se tenant tapis, le jour, dans les bois et les fourrées. Cette espèce de milice se rendit assez redoutable, pour que la plupart des nations de l'Europe cherchassent à l'imiter ; mais bientôt on voulut régulariser ces bandes : on en forma des régimens brillans, exercés à toutes les manœuvres de ligne; et, dès lors, les hussards perdirent presque toutes les qualités qui les avaient rendus si précieux. Les Cosaques, cette excellente cavalerie légère des Russes, sont aujourd'hui ce qu'étaient autrefois les hussards hongrois ; mais si, sous prétexte de les régulariser, on veut les astreindre à l'ensemble et aux mouvemens réguliers des troupes de ligne, ils perdront presque toutes leurs qualités actuelles, et ne pourront que devenir de la cavalerie de ligne fort médiocre. — Concluons, de tous ces exemples, que les mouvemens méthodiques et les manières régulières ne sont pas indispensables à la cavalerie, en général, et qu'ils sont même nuisibles à la cavalerie légère, dont ils gênent la rapidité et contrarient le service. Il n'en est pas de la cavalerie comme de l'infanterie : celle-ci n'a de force et de valeur, que par l'ordre, la discipline, et l'ensemble; l'autre peut agir confusément et tumultuairement, pourvu qu'elle agisse avec rapidité : il n'est pas, jusqu'à son désordre même, dont elle ne tire parti dans le combat, pour envelopper l'ennemi, le menacer dans tous les sens, se multiplier à ses yeux, l'éblouir par la rapidité et la variété de ses caracoles; enfin, ébranler son imagination et le frapper de terreur...... »

(Page 176.)

« La cavalerie de ligne des Français, avec ses gros chevaux de trait, surchargés de selles énormes, est sans doute trop lente et trop lourde, quoi qu'en disent quelques officiers de cavalerie. Ils s'imaginent que si l'on donnait à leurs escadrons des chevaux plus légers, ils ne pourraient plus choquer les lignes ennemies, avec la même force; mais ils se trompent, car le choc des corps étant, en raison de la masse multipliée par la vitesse, il s'ensuit qu'on peut gagner, par la vitesse d'un cheval, ce qu'on perd de sa masse...... »

(Page 201.)

« Dix pelotons de la cavalerie légionnaire couvriront les flancs de l'infanterie, à hauteur de la deuxième ligne, où ils pourront veiller à la sûreté des flancs, sans se trouver exposés aux feux des petites armes. (*La deuxième ligne est éloignée de cent cinquante toises de la première.*) »

(Page 215.)

« Cette proportion d'un onzième semble suffisante pour remplir l'objet de la cavalerie légionnaire ou légère : il paraît inutile de multiplier, au delà du strict nécessaire, une espèce de troupe dont l'influence est presque nulle pour gagner des batailles. Ainsi nous comprendrons, dans l'organisation de la légion, un corps de cavalerie de sept cent soixante chevaux : il sera divisé en deux parties que nous nommerons *ailes*, comme les Romains, pour désigner qu'elles

sont destinées à voltiger sur les flancs de l'infanterie, afin de les protéger : chaque aile sera subdivisée en cinq pelotons de soixante-seize chevaux, auxquels leur petitesse permettra de se mouvoir avec beaucoup de rapidité, de vivacité et de légèreté, avantages que ne pourraient avoir de gros escadrons. D'ailleurs, le nombre de pelotons, égal à celui des cohortes, permettra d'en détacher à chaque cohorte isolée.... »

(Page 555.)

« A ce nombre il faut ajouter deux chefs d'aile de cavalerie, revêtus du grade de chef d'escadron, dix capitaines et autant de lieutenans, pour commander les dix pelotons de cavalerie légionnaire. On choisira pour la cavalerie, les officiers de la légion les plus lestes et les plus vifs : car le service de la cavalerie s'accommode très bien à ces officiers vifs, impétueux, passionnés, qui ne doutent de rien, parce qu'ils ne calculent rien. Il faut que la fougue de leur tempérament les emporte sans cesse sur l'ennemi, pour avoir de ses nouvelles, et qu'ils percent souvent le rideau de troupes légères, dont ils cherchent à masquer leurs mouvemens...... »

(Page 229.)

« La cavalerie est destinée à jouer deux rôles bien différens : elle doit, dans les marches, se disperser pour parcourir le pays, reconnaître et poursuivre; dans les batailles, au contraire, elle ne peut produire un grand effet, qu'en donnant tout à coup, en masse, sur les points affaiblis et battus en brèche, des lignes ennemies. Presque tous les peuples de l'Europe ont senti que des rôles aussi différens exigeaient deux espèces de cavalerie ; c'est ce qui les a engagés à distinguer la cavalerie légère de la cavalerie de ligne, qu'on nomme ordinairement grosse cavalerie...... »

(Page 247.)

« L'usage des Romains était de placer la cavalerie sur les flancs de l'infanterie, afin de la protéger et de la couvrir : c'est aussi celui des modernes, lorsque les ailes ne s'appuient pas à des obstacles de terrain ; mais la cavalerie légionnaire suffit pour jouer ce rôle de *flanqueurs*, et l'on doit tenir toute la cavalerie de ligne en réserve, derrière le centre ou les ailes...... »

(Page 213.)

« Le mélange de voltigeurs avec la cavalerie légère est admirable, pour le succès de ces petits combats d'avant-garde...... »

(Page 304.)

« Sous le règne de Louis XIV, les avant-gardes françaises étaient composées en partie de dragons, espèce de troupes légères mixtes qui combattaient quelquefois à cheval, plus souvent à pied...... Cette arme qui, de nos jours, n'existe plus que de nom, rendait de grands services aux avant-gardes; cependant il est facile d'apercevoir que nous pouvons remplacer les dragons, à moins de frais, par le mélange proposé de nos cavaliers légionnaires et de nos voltigeurs. Nos fantassins légers, portés en croupe, voyagent avec la même vitesse que les dragons, et ils n'ont pas, comme eux, l'inconvénient de distraire du combat une partie des soldats, pour tenir les chevaux; enfin, ils se battent d'autant mieux à pied, qu'on n'exige jamais d'eux un autre genre de combat : quant à l'économie, elle est sensible. »

(Page 131.)

« Le sabre de nos cavaliers légionnaires sera droit comme celui des dragons, afin de les engager à frapper d'estoc plutôt que de taille : ils porteront une lance de dix ou douze pieds, dont la courroie sera passée au bras gauche, et ils auront une carabine fort courte, suspendue à l'arçon de leur selle. »

(Page 115.)

« C'est une chose ridicule que l'éducation de nos dragons : sont-ils à cheval, on tâche de leur persuader que l'infanterie ne peut jamais résister à l'impétuosité de leurs charges; sont-ils à pied, on leur dit qu'ils sont invincibles contre la cavalerie : c'est ainsi qu'on leur inspire, tour à tour, du mépris pour les deux armes. »

(Page 313.)

« Je composerai mon corps d'armée de quatre légions, plus une réserve de trois

mille chevaux de ligne, ce qui ferait, au complet, plus de trente-six mille, classés de la manière suivante : vingt-deux mille huit cents fantassins de ligne, sept mille six cents fantassins légers, trois mille chevaux légionnaires, trois mille chevaux de ligne, sans compter les artilleurs et les sapeurs. — Après avoir fait la part des convalescences, des maladies et des absences, qu'on peut estimer à un cinquième, il restera trente mille combattans. — On voit que la cavalerie forme un sixième de l'armée...... »

(Page 230.)

« Quant à la cavalerie de ligne, il paraît préférable de n'en former qu'un seul corps à chaque corps d'armée, puisqu'elle ne peut obtenir de grands résultats qu'en combattant réunie : elle sera placée en réserve, dans les batailles, sous les ordres immédiats du général en chef, prête à donner au moment opportun ;...... mais si nous voulions la faire charger, dès le commencement de la bataille, sur de l'infanterie intacte et aguerrie, elle serait infailliblement ramenée sur le reste de l'armée, où elle communiquerait son désordre...... »

(Page 210.)

« Nous formons notre avant-garde de cavaliers légionnaires, des quatre légions du corps d'armée, avec un nombre égal de voltigeurs, qu'on obtient en prenant quatre compagnies par légion. Ce corps léger, composé de trois mille chevaux, de trois mille voltigeurs, de cinq pièces d'artillerie légère, précède, d'une ou deux lieues, la tête de la colonne, en portant des postes en avant et sur les côtés, et en laissant des postes d'observation sur les chemins et sur les principales hauteurs, à droite et à gauche de la route ; postes qui ne rejoignent l'avant-garde, que lorsqu'ils sont remplacés par les flanqueurs de la colonne...... »

1° L'administration des corps de cavalerie légère doit-elle dépendre de celle des corps d'infanterie ? 2° La cavalerie légère doit-elle être instruite à la tactique, comme la cavalerie de ligne ? ou doit-elle servir en fourrageur, comme l'insurrection hongroise, les mamelucks, les cosaques ? 3° Doit-elle être employée aux avant-gardes, aux arrière-gardes, sur les ailes d'une armée, sans être soutenue par la cavalerie de ligne ? 4° Doit-on supprimer les dragons ? 5° La grosse cavalerie doit-elle être toute mise en réserve ? 6° Combien faut-il de cavalerie différente dans une armée, et en quelle proportion ?

La cavalerie légère doit éclairer l'armée fort au loin ; elle n'appartient donc point à l'infanterie : elle doit être soutenue, protégée, spécialement par la cavalerie de ligne. De tout temps, il y eut rivalité et émulation entre l'infanterie et la cavalerie : la cavalerie légère est nécessaire à l'avant-garde, à l'arrière-garde, sur les ailes de l'armée ; elle ne peut donc pas être attachée à un corps particulier d'infanterie pour en suivre les mouvemens. Il serait plus naturel de réunir son administration à celle de la cavalerie de ligne, que de la faire dépendre de celle de l'infanterie, avec laquelle elle n'a aucune connexion ; mais elle doit avoir son administration séparée.

La cavalerie a besoin de plus d'officiers que l'infanterie ; elle doit être plus instruite. Ce n'est pas seulement sa vélocité qui assure son succès ; c'est l'ordre, l'ensemble, le bon emploi de ses réserves. Si la cavalerie légère doit former les avant-gardes, il faut donc qu'elle soit organisée en escadrons, en brigades, en divisions, pour qu'elle puisse manœuvrer ; car les avant-gardes, les arrière-gardes, ne font pas autre chose : elles poursuivent ou se retirent en échiquier, se forment en plusieurs lignes, ou se plient en colonne, opèrent un changement de front avec rapidité, pour déborder toute une aile. C'est par la combinaison de toutes ces évolutions

qu'une avant-garde ou une arrière-garde, inférieure en nombre, évite les actions trop vives, un engagement général, et cependant retarde l'ennemi assez long-temps, pour donner le temps à l'armée d'arriver, à l'infanterie de se déployer, au général en chef de faire ses dispositions, aux bagages, aux parcs, de filer. L'art d'un général d'avant-garde, ou d'arrière-garde, est, sans se compromettre, de contenir l'ennemi, de le retarder, de l'obliger à mettre trois ou quatre heures à faire une lieue : la tactique seule donne les moyens d'arriver à ces grands résultats; elle est plus nécessaire à la cavalerie qu'à l'infanterie, à l'avant-garde ou à l'arrière-garde, que dans toute autre position. L'insurrection hongroise, que nous avons vue, en 1797, 1805 et 1809, était pitoyable. Si les troupes légères du temps de Marie-Thérèse se sont rendues redoutables, c'était par leur bonne organisation, et surtout par leur grand nombre. Supposer que de pareilles troupes fussent supérieures aux hussards de Wurmser, aux dragons de Latour ou de l'archiduc Jean, c'est se former d'étranges idées des choses : mais ni l'insurrection hongroise, ni les cosaques, n'ont jamais formé les avant-gardes des armées autrichiennes et russes; parce que, qui dit avant-garde ou arrière-garde, dit troupes qui manœuvrent. Les Russes estimaient autant un régiment de cosaques instruits que trois régimens de cosaques non instruits. Tout est méprisable dans ces troupes, si ce n'est le cosaque lui-même qui est un bel homme, fort, adroit, fin, bon cavalier, infatigable; il est né à cheval et nourri dans les guerres civiles, il est dans la plaine ce qu'est le bédouin dans le désert, le barbet dans les Alpes; il n'entre jamais dans une maison, ne couche jamais dans un lit, change toujours son bivouac au coucher du soleil, pour ne pas passer la nuit dans un lieu où l'ennemi aurait pu l'observer. Deux mamelucks tenaient tête à trois Français, parce qu'ils étaient mieux armés, mieux montés, mieux exercés; ils avaient deux paires de pistolets, un tromblon, une carabine, un casque avec visière, une cotte de mailles, plusieurs chevaux et plusieurs hommes de pied pour les servir. Mais cent cavaliers français ne craignaient pas cent mamelucks, trois cents étaient vainqueurs d'un pareil nombre; mille en battaient quinze cents : tant est grande l'influence de la tactique, de l'ordre et des évolutions! Les généraux de cavalerie, Murat, Leclerc, Lasalle, se présentaient aux mamelucks sur plusieurs lignes; lorsque ceux-ci étaient sur le point de déborder la première, la seconde se portait à son secours par la droite et par la gauche; les mamelucks s'arrêtaient alors et convergeaient pour tourner les ailes de cette nouvelle ligne : c'était le moment qu'on saisissait pour les charger, ils étaient toujours rompus.

Le devoir d'une avant-garde, ou d'une arrière-garde, ne consiste pas à s'avancer ou à reculer, mais à manœuvrer. Il faut qu'elle soit composée d'une bonne cavalerie légère, soutenue par une bonne réserve de cavalerie de ligne, et d'excellens bataillons d'infanterie et de bonnes batteries d'artillerie : il faut que ces troupes soient bien instruites; que les généraux, les officiers et les soldats connaissent également bien leur tactique, chacun selon le besoin de son grade. Une troupe qui ne serait pas instruite, ne serait qu'un objet d'embarras à l'avant-garde.

Il est reconnu que, pour la facilité des manœuvres, l'escadron doit être d'une centaine d'hommes, et que trois ou qnatre escadrons doivent avoir un officier supérieur.

Toute la cavalerie de ligne ne doit pas être cuirassée : les dragons, montés sur des chevaux de quatre pieds neuf pouces, armés d'un sabre droit, sans cuirasse, doivent faire partie de la grosse cavalerie ; ils doivent être armés d'un fusil d'infanterie avec baïonnette, avoir le schako de l'infanterie, le pantalon recouvrant la demi-botte-brodequin, des manteaux à manches, et des porte-manteaux si petits, qu'ils puissent les porter en sautoir quand ils sont à pied. Toute cavalerie doit être munie d'une arme à feu, et savoir manœuvrer à pied. Trois mille hommes de cavalerie légère ou trois mille cuirassiers, ne doivent point se laisser arrêter par mille hommes d'infanterie, postés dans un bois, ou dans nn terrain impraticable à la cavalerie ; trois mille dragons ne doivent point hésiter à attaquer deux mille hommes d'infanterie, qui, favorisés par leur position, les voudraient arrêter.

Turenne, le prince Eugène de Savoie, Vendôme, faisaient grand cas et grand usage des dragons. Cette arme s'est couverte de gloire en Italie, en 1796 et 1797. En Égypte, en Espagne, dans les campagnes de 1806 et 1807, un préjngé s'est élevé contre elle. Les divisions de dragons avaient été réunies à Compiègne et à Amiens, pour être embarquées sans chevaux pour l'expédition d'Angleterre, et y servir à pied, jusqu'à ce que l'on pût les monter dans le pays. Le général Baraguay-d'Hilliers, leur premier inspecteur, les commandait ; il leur fit faire des guêtres, et incorpora une grande quantité de recrues, qu'il ne fit exercer qu'aux manœuvres de l'infanterie ; ce n'étaient plus des régimens de cavalerie : ils firent la campagne de 1806 à pied, jusque après la bataille d'Iéna, qu'on les monta sur des chevaux de prise de la cavalerie prussienne, les trois quarts hors de service. Ces circonstances réunies leur nuisirent ; mais, en 1813 et 1814, les divisions de dragons rivalisèrent avec avantage avec les cuirassiers. Les dragons sont nécessaires, pour appuyer la cavalerie légère à l'avant-garde, à l'arrière-garde, et sur les ailes d'une armée ; les cuirassiers sont peu propres aux avant-gardes et aux arrière-gardes : il ne faut les employer à ce service que lorsque cela est nécessaire pour les tenir en haleine et les aguerrir. Une division de denx mille dragons, qui se porte rapidement sur un point avec quinze cents chevaux de cavalerie légère, peut mettre pied à terre pour y défendre un pont, la tête d'un défilé, une hauteur, et attendre l'arrivée de l'infanterie. De quel avantage cette arme n'est-elle pas dans une retraite ? La cavalerie d'une armée doit être le quart de l'infanterie, elle doit se diviser en quatre espèces : deux de cavalerie légère, deux de grosse cavalerie, savoir : les éclaireurs, composés d'hommes de cinq pieds, ayant des chevaux de quatre pieds six pouces ; la cavalerie légère, des chevaux de quatre pieds sept à huit pouces ; les dragons, des chevaux de quatre pieds neuf pouces ; les cuirassiers, des chevaux de quatre pieds dix à onze pouces ; ce qui emploiera, pour la remonte, toutes les espèces de chevaux.

Les éclaireurs seront attachés à l'infanterie, parce que la petitesse de leurs chevaux les rendra peu propres

aux charges de cavalerie. En attachant un escadron de trois cent soixante hommes à chaque division de neuf mille hommes, ils seraient le vingt-cinquième de l'infanterie; ils fourniraient les ordonnances aux généraux, des escortes aux convois, des garnisaires, des brigades de sous-officiers, aideraient la gendarmerie dans l'escorte des prisonniers et la police. Il resterait encore de quoi former plusieurs divisions pour éclairer la légion, et occuper une position importante où il serait avantageux de prévenir l'ennemi. Rangés en bataille derrière l'infanterie, constamment sous les ordres des généraux d'infanterie, ils saisiraient le moment favorable où l'ennemi serait rompu, pour tomber avec leur lances sur les fuyards et faire des prisonniers. La petitesse de leurs chevaux ne tenterait point les généraux de cavalerie.

Au moment d'entrer en campagne chaque régiment d'infanterie fournirait une compagnie de cent vingt éclaireurs, toute organisée pour être incorporée dans les régimens de grosse cavalerie, à raison d'un dixième pour les cuirassiers, d'un cinquième pour les dragons. Ainsi, par exemple, trois cent soixante cuirassiers auraient trente-six éclaireurs; pareil nombre de dragons en aurait soixante-douze : ils seraient employés à fournir les ordonnances aux généraux, les escortes aux bagages, aux prisonniers; ils feraient le service de tirailleurs, ils battraient la campagne, ils tiendraient les chevaux des dragons[1], quand ceux-ci combattraient à pied.

Une armée, composée de trente-six mille hommes d'infanterie, aura neuf mille hommes de cavalerie, savoir : deux mille soixante-dix éclaireurs, dont mille quatre cent quarante avec les quatre divisions d'infanterie; quatre cent vingt avec les dragons; deux cent dix avec les cuirassiers; deux mille sept cents chasseurs ou hussards, deux mille cent dragons; deux mille cent cuirassiers; ce qui formera quatre mille huit cents hommes de cavalerie légère, et quatre mille deux cents de grosse cavalerie.

IVe NOTE.

Artillerie.

(Page 117.)

« Mais il est nécessaire de donner de l'artillerie à chaque légion; et ne pourrait-on pas rejeter toutes les pièces à la queue d'une armée, pour éviter d'interrompre et de gêner la marche des troupes? Je crois qu'on ne peut le faire qu'en partie : les légions doivent avoir quelques bouches à feu, pour se battre isolément, ou pour commencer et entretenir le combat, et attendre que les réserves d'artillerie arrivent sur le champ de bataille. Tout le reste de l'artillerie pourra marcher en réserve, à la suite de l'armée, pour ne pas embarrasser et retarder les mouvemens de troupes...... »

(Page 118.)

...... « Cinq bouches à feu, par légion, me paraissent suffisantes pour le rôle qu'elles ont à jouer jusqu'à l'arrivée des batteries de réserve...... »

(Page 118.

...... « Une demi-compagnie d'artillerie sera affectée au service de la batterie légionnaire. »

(Page 236.)

« Un principe certain, c'est que la quantité d'artillerie doit être subordonnée à la qualité des troupes. A-t-on de la mauvaise infanterie qui hésite à marcher à l'ennemi, et craigne de l'aborder : on se voit contraint de placer toute sa confiance dans l'artillerie, et de faire la guerre à coups de canon. Cette arme devient décisive pour le

gein des batailles, et l'infanterie se ravale jusqu'à n'être plus qu'une armée secondaire, sans autres fonctions que d'escorter le canon dans les marches, et de le garder sur le champ de bataille. De deux mauvaises armées qui se livrent bataille, c'est celle qui parvient à mettre le plus de pièces en batterie, qui remporte la victoire : mais, dans ce même cas, il est une proportion qu'on ne doit pas dépasser, parce que, au delà d'un certain terme, les autres armes ne suffisent plus pour garder les pièces. Je crois que le maximum de l'artillerie, qu'il est permis d'employer dans les armées, quelque mauvaises qu'elles soient, a été atteint dans la guerre de Sept-Ans et dans notre campagne de 1813, en Saxe, où nous cherchâmes à suppléer, à force de canons, aux qualités qui manquaient à notre jeune infanterie...... »

(Page 234.)

« ...... Je voudrais que, outre ces batteries légionnaires, un corps d'armée traînât à sa suite un parc de réserve, de trente-cinq pièces, dont quinze obusiers et vingt canons de douze. On ne formerait un jour de bataille, de toute cette réserve, qu'une seule batterie dirigée sur le point de la ligne ennemie qu'on se propose de forcer...... »

(Page 235.)

« Enfin cinq pièces légères sont destinées à marcher avec l'avant-garde ; elles seront plus légères de calibre, mieux attelées que les autres, et seront suivies par des canonniers à cheval, dont les chevaux porteront un poitrail avec des traits, afin de pouvoir s'atteler aux pièces dans l'occasion. Cette artillerie légère, ainsi organisée, passera partout, et se portera rapidement à la poursuite de l'ennemi. — Nous aurons, de cette manière, soixante bouches à feu pour un corps d'armée de trente mille hommes : c'est, je crois, ce qu'exigent les terrains découverts, les plus favorables à l'artillerie, en supposant une bonne infanterie.... »

Si ces principes étaient adoptés, il s'ensuivrait : 1° que la division d'artillerie serait composée de deux obusiers et de trois pièces de six ; 2° que l'équipage d'artillerie d'une armée de quarante mille hommes, serait de soixante bouches à feu (une pièce et demie par mille hommes) ; 3° que les équipages seraient ainsi composés : de trois douzièmes pièces de six, quatre douzièmes pièces de douze, cinq douzièmes obusiers, c'est-à-dire quinze pièces de six, vingt de douze, et vingt-cinq obusiers sur soixante bouches à feu.

La division d'artillerie a été fixée par le général Gribeauval, à huit bouches à feu, d'un même calibre de quatre, de huit, de douze, ou obusiers de six pouces ; parce qu'il faut : 1° qu'une division d'artillerie puisse se diviser en deux ou quatre batteries ; 2° parce que huit bouches à feu peuvent être servies par une compagnie de cent vingt hommes, ayant en réserve une escouade au parc ; 3° parce que les voitures nécessaires au service de ces huit bouches à feu, peuvent être attelées par une compagnie d'équipage du train ; 4° parce qu'un bon capitaine peut surveiller ce nombre de pièces ; 5° parce que le nombre de voitures qui composent une batterie de huit bouches à feu, fournit suffisamment d'ouvrage à une forge et à une prolonge, et que deux affûts de rechange lui suffisent. Si la division était composée de moins de bouches à feu, il faudrait d'autant plus de forges, de prolonges, d'affûts de rechange.

Napoléon a supprimé les pièces de quatre et de huit ; il y a substitué la pièce de six : l'expérience lui avait démontré que les généraux d'infanterie faisaient usage indistinctement de pièces de quatre ou de huit, sans avoir égard à l'effet qu'ils voulaient produire. Il a supprimé l'obusier de six pouces ; il y a substitué l'obusier de cinq pouces six lignes, parce que deux cartouches du premier calibre

pèsent antant que trois cartouches du deuxième calibre; que d'ailleurs l'obusier de cinq pouces six lignes se trouve avoir le même calibre que les pièces de vingt-quatre qui sont si communes dans nos équipages de siége et dans nos places fortes : il a formé ses divisions d'artillerie à pied, de deux obusiers de cinq ponces six lignes, et de six pièces de six, ou de denx obusiers de cinq pouces six lignes, à grande portée, et de six pièces de douze; celle d'artillerie à cheval, de quatre pièces de six et de deux obusiers : mais il serait préférable qu'elles eussent la même composition qne les premièrcs, c'est-à-dire deux obusiers de cinq pouces six lignes, et six pièces de six; ses équipages étaient formés, savoir : douze vingtièmes en pièces de six, trois vingtièmes en pièces de douze, cinq vingtièmes en obusiers.

Ces changemens modifiaient le système de M. de Gribeauval; ils étaient faits dans son esprit, il ne les eût pas désavoués : il a beaucoup réformé, il a beaucoup simplifié; l'artillerie est encore trop lourde, trop compliquée; il faut encore simplifier, uniformer, réduire, jusqu'à ce que l'on soit arrivé au plus simple.

Une cartouche de douze pèse autant que deux cartouches de six; vaut-il donc mieux avoir une pièce de douze que deux pièces de six? S'il est des circonstances où une pièce de douze est préférable, dans les circonstances ordinaires, deux pièces de six valent mienx. Vaut-il mieux avoir un obusier ou deux pièces de six? L'obusier est fort utile pour mettre le feu à un village, bombarder une redoute; mais son tir est incertain : non seulement il ne vaut pas, dans les cas ordinaires, denx pièces de six, mais il ne peut pas tenir lieu d'une seule; il n'en faut donc qu'nn nombre circonscrit. Napoléon est celui qui en a mis davantage dans ses équipages; mais proposer de composer les équipages de cinq douzièmes en obusiers, et quatre douzièmes en pièces de donze, et seulement trois douzièmcs en pièces de six, c'est ignorer les élémens de la science de l'artillerie.

Un équipage de soixante bouches à feu, formé sur les principes de Napoléon, était de trente-six pièces de six, neuf pièces de douze, quinze obusiers; ce qni formait sept divisions et demie, et exigeait trente-deux voitures en forges, prolonges ou affûts de rechange, faisant les divisions; quatre-vingt-un caissons de six (*a*), et qnarante et demi de douze (*b*), soixante-sept et demi (*c*) obusiers, vingt-neuf (*d*) voitures de parc, trente (*e*) d'infanterie, vingt (*f*) d'équipage de pont : en tout quatre cents voitures ou six voitures par pièce; moyennant ce, l'approvisionnement était de trois cent six coups par pièce, sans compter le coffret. Un équipage de soixante bouches à feu, organisé suivant les principes qu'on voudrait établir, aurait quinze pièces de six, vingt de douze, vingt-cinq obusiers : la division étant de cinq pièces, il y en aurait douze; ce

(*a*) A cent trente-six cartouches par caisson.

(*b*) Soixante-huit coups par caisson.

(*c*) *Idem*.

(*d*) Six forges, seize prolonges, six caissons d'outils, huit caissons de parc.

(*e*) Quatre cent quatre-vingt mille cartouches.

(*f*) Une voiture par trois pièces, ce qui donne un pont de cent cinquante toises, pour cent vingt bouches à feu; de quatre cents toises, pour une armée de cent soixante mille hommes.

qui exigerait quarante-huit forges, prolonges ou affûts de rechange attachés aux divisions : en tout quatre cent vingt-qnatro (a) voitures, c'est-à-dire sept voitures par pièce : ce serait donc soixante-quatre voitures de plus que le premier équipage. Quel surcroît d'embarras, quel équipage pesant, quel emploi d'hommes, de chevaux et de matériel! Ce sont les pièces de douze qui embarrassent les marches, parce qu'elles pèsent de quinze cents à dix-huit cents livres, et vont difficilement hors des chaussées. L'équipage impérial de soixante bouches à feu a quarante-cinq pièces de canon; celui proposé n'en aurait que trente-cinq.

Mais, avec les qnatre cent vingt-quatre voitures qu'il faudrait pour cet équipage, on aurait soixante-douze bouches à feu impériales, c'est-à-dire, neuf divisions, savoir : quarante-deux pièces de six, douze pièces de douze, et dix-huit obusiers (b). La question est donc celle-ci : aime-t-on mieux avoir quinze pièces de six, vingt de douze, et vingt-cinq obusiers, ou cinquante-deux pièces de six, douze de douze, et quinze obusiers ? Quelle fureur de parler de ce que l'on ne sait pas !

Tantôt on dit qu'à l'instar des Romains, il faut que la division soit une armée au petit pied, et cependant on lui ôte ce qui est le plus nécessaire, le plus important, l'artillerie. Quoi! une légion de huit ou neuf mille hommes fera l'avant-garde ou l'arrière-garde d'une armée, sera détachée avec trois pièces de canon et deux obusiers; mais si elle trouve devant elle une division russe, prussienne ou autrichienne, d'égale force, cette division aura trente pièces de canon (c'est l'organisation actuelle). Certes, l'artillerie de la légion sera promptement réduite au silence et démontée; l'infanterie sera chassée de sa position, à coups de canon ; ou si elle se maintient ce sera au prix d'un sang bien précieux.

M. de Gribeauval, qui avait fait la guerre de Sept-Ans dans l'armée autrichienne, et avait le génie de l'artillerie, a réglé que la force des équipages serait à raison de quatre pièces par bataillon de mille hommes, ou trente-six bouches à feu pour une division de neuf mille hommes, ou cent soixante pour une armée de quarante mille hommes. L'équipage impérial était de cent vingt bouches à feu pour un corps d'armée de quarante mille hommes, ou quatre divisions d'infanterie, ayant une division de cavalerie légère, une de dragons, une de cuirassiers: de ces quinze divisions d'artillerie, deux étaient attachées à chaque division d'infanterie, trois étaient en réserve, et quatre à cheval : une à la division de cavalerie légère, une à la division de dragons, deux à celle de cuirassiers; c'étaient soixante-douze pièces de six, dix-huit de douze, et trente obusiers, près de six cents voitures, compris les pièces, les doubles approvisionnemens et les caissons d'infanterie.

Il faut, pour le service d'une pièce de canon de l'équipage impérial, l'un

(a) Soixante bouches à feu, quarante-huit voitures attachées aux divisions, trente-quatre caissons de six, deux cent deux de douze, et obusiers, trente de parc, trente caissons d'infanterie, vingt pontons : total quatre cent vingt-quatre.

(b) Soixante-douze bouches à feu, trente-six voitures attachées aux divisions, quatre-vingt-quatorze et demi de six, cinquante-quatre de douze, soixante-seize et demi d'obus, trente-deux de parc, trente-six d'infanterie, vingt-quatre de pontons : total quatre cent vingt-quatre.

portant l'autre; trente chevaux et trente-cinq hommes; il faudrait, l'un portant l'autre, pour une pièce de canon de l'équipage proposé, quarante hommes et trente-cinq chevaux (a). Une division de huit pièces d'artillerie exige deux cent soixante-douze hommes et deux cent quarante chevaux, ce qui est la valeur de deux bons escadrons.

Les hommes qui se sont fait une idée de la guerre moderne, en commentant les anciens, diront qu'il vaut mieux avoir trois mille six cents chevaux ou quatre mille fantassins de plus dans une armée de quarante mille hommes, que cent vingt pièces de canon; ou n'avoir que soixante bouches à feu, et avoir mille cinq cents chevaux et deux mille fantassins de plus: ils auront tort. Il faut dans une armée, de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, dans de justes proportions; ces armes ne peuvent point se suppléer l'une à l'autre. Nous avons vu des occasions où l'ennemi aurait gagné la bataille: il occupait avec une batterie de cinquante à soixante bouches à feu, une belle position; on l'aurait en vain attaqué avec quarante mille chevaux et huit mille hommes d'infanterie de plus; il fallut une batterie d'égale force, sous la protection de laquelle les colonnes d'attaque s'avancèrent et se déployèrent. Les proportions des trois armes ont été, de tout temps, l'objet des méditations des grands généraux.

Ils sont convenus qu'il fallait: 1° quatre pièces par mille hommes, ce qui donne en hommes le huitième de l'armée, pour le personnel de l'artillerie; 2° une cavalerie égale au quart de l'infanterie.

Prétendre courir sur les pièces, les enlever à l'arme blanche, ou faire tuer des canonniers par des tirailleurs, sont des idées chimériques: cela peut arriver quelquefois; et n'avons-nous pas des exemples de plus fortes prises d'un coup de main! Mais, en système général, il n'est pas d'infanterie, si brave qu'elle soit, qui puisse, sans artillerie, marcher impunément, pendant cinq ou six cents toises, contre seize pièces de canon bien placées, servies par de bons canonniers: avant d'être arrivés aux deux tiers du chemin, ces hommes seront tués, blessés, dispersés. L'artillerie de campagne a acquis trop de justesse dans le tir, pour qu'on puisse approuver ce que dit Machiavel qui, plein des idées grecques et romaines, veut que son artillerie ne fasse qu'une décharge, et qu'après elle se retire derrière sa ligne.

Une bonne infanterie est sans doute le nerf de l'armée; mais si elle avait long-temps à combattre contre une artillerie très supérieure, elle se démoraliserait et serait détruite. Dans les premières campagnes de la guerre de la révolution, ce que la France a toujours eu de meilleur, c'est l'artillerie: je ne sache pas un seul exemple de cette guerre où vingt pièces de ca-

(a) Une bouche à feu de l'équipage impérial a besoin de trois voitures et trois trentièmes par pièce, pour l'approvisionner à trois cents coups, sans compter son coffret; d'une voiture pour parc, forge, prolonge, affût de rechange, caisson de parc, dix vingtièmes de caisson d'infanterie, sept vingtièmes de voiture, de pontons, six voitures. Pour cent vingt pièces, sept cent vingt voitures: ce qui donnerait, pour une armée de cent soixante mille hommes, quatre cent quatre-vingts bouches à feu, deux mille huit cent quatre-vingts voitures, dont cent soixante de pontons, de quoi faire quatre cent quatre-vingts toises de pont, sur les grandes rivières; ce qui exigerait seize mille huit cents chevaux, et vingt mille hommes.

non, convenablement postées et en batterie, aient jamais été enlevées à la baïonnette. A l'affaire de Valmy, à la bataille de Jemmapes, à celle de Nordlingen, à celle de Fleurus, nous avions une artillerie supérieure à celle de l'ennemi, quoique souvent nous n'eussions que deux pièces pour mille hommes; mais c'est que nos armées étaient très nombreuses. Il se peut qu'un général plus manœuvrier, plus habile que son adversaire, ayant dans sa main une meilleure infanterie, obtienne des succès pendant une partie de la campagne, quoique son parc d'artillerie soit fort inférieur; mais au jour décisif d'une action générale, il sentira cruellement son infériorité en artillerie.

Quatre-vingts voitures d'équipages militaires, pour une armée de quarante mille hommes, sont fort insuffisantes: elles ne porteraient que mille cinq cent vingt quintaux, la farine et l'eau-de-vie, pour deux jours. L'expérience a prouvé qu'il faut qu'une armée ait avec elle un mois de vivres, dix jours portés par les hommes et les chevaux de bât, vingt jours sur les caissons; il faudrait donc au moins quatre cent quatre-vingts voitures: deux cent quarante régulièrement organisées, deux cent quarante de réquisition. A cet effet, on aura un bataillon de trois compagnies d'équipages militaires par division: chaque compagnie ayant ses cadres pour quarante voitures, dont vingt seraient fournies et attelées par l'administration, et vingt par voie de réquisition; ce qui donne par division cent vingt voitures, quatre cent quatre-vingts par corps d'armée, deux cent dix hommes par bataillon.

Ve NOTE.

Ordre de bataille.

(Page 201.)

« Voici donc l'ordre de bataille de la légion, tel que nous devons nous le représenter d'après les principes que nous venons de développer, en faisant toujours abstraction des formes et des accidens variés du terrain, dont nous nous occuperons plus tard. — D'abord, en première ligne, les cinq cohortes de la légion, rangées en bataille de droite à gauche, par ordre de numéro, en commençant par la cohorte d'élite, l'exemple et la règle de la légion entière. Les cohortes de cinquante-cinq toises de front chacune, sont séparées entre elles par des passages de cinq toises; ce qui donne trois cents toises pour l'étendue totale de la ligne.

» Ensuite, à cent cinquante toises en arrière de la première ligne, se trouvent les cinq dernières cohortes, formées chacune en colonne, par division, espacées entre elles à distance de déploiement: ces petites colonnes de quatorze toises de large sur quarante-sept files, et de quatorze toises de long, en quatre sections, laissent entre elles des espaces vides de quarante-six toises. Les voltigeurs de la première ligne sont, en partie, dispersés en avant du front de bataille, et en partie pelotonnés derrière leurs cohortes, près des intervalles qui les séparent: ceux de la deuxième ligne sont pelotonnés par demi-compagnie, sur les flancs de leurs colonnes. — La cavalerie se tient en réserve sur les flancs, à hauteur de la seconde ligne, et l'artillerie légionnaire forme une seule batterie à cinquante toises en avant d'une des ailes...... »

Une armée romaine se campait et se rangeait en bataille, toujours dans le même ordre; elle se renfermait dans un carré de trois à quatre cents toises de côté; elle passait quelques heures à s'y fortifier: alors elle s'y croyait inattaquable. S'agissait-il de donner bataille, elle se rangeait sur trois lignes éloignées de cinquante toises entre elles: la cavalerie sur les ailes. L'officier de l'état-major, chargé de

tracer un camp, ou de ranger une armée en bataille, ne faisait qu'une opération mécanique; il n'avait besoin ni de coup-d'œil, ni de génie, ni d'expérience. Chez les modernes, au contraire, l'art d'occuper une position, pour y camper ou pour s'y battre, est soumis à tant de considérations, qu'il exige de l'expérience, du coup-d'œil, du génie. C'est l'affaire du général en chef lui-même, parce qu'il y a plusieurs manières d'avoir un camp, ou de prendre un ordre de bataille, dans une même position.

Sempronius fut battu à la Trebbia, et Varron à Cannes, quoiqu'ils commandassent à des armées plus nombreuses que celle de l'ennemi; parce que, conformément à l'usage établi parmi les Romains, ils rangèrent leur armée en bataille, sur trois lignes, tandis qu'Annibal rangea la sienne en une seule ligne. La cavalerie carthaginoise était supérieure en nombre et en qualité. Les armées romaines furent à la fois attaquées de front, prises en flanc et à dos; elles furent défaites. Si les deux consuls romains eussent pris l'ordre de bataille le plus convenable aux circonstances, ils n'eussent point été débordés: ils eussent peut-être été vainqueurs!

Une armée doit-elle occuper un seul camp, ou doit-elle en occuper autant qu'elle a de corps ou de divisions? A quelle distance doivent camper l'avant-garde et les flanqueurs? Quel front et quelle profondeur doit avoir le camp? Où doit-on placer la cavalerie, l'artillerie, et les chariots? L'armée doit-elle se ranger en bataille, sur plusieurs lignes, et quelle distance doivent-elles mettre entre elles? La cavalerie doit-elle être en réserve derrière l'infanterie, ou placée sur les ailes? Doit-on mettre en action, dès le commencement de la bataille, toute son artillerie, puisque chaque pièce a de quoi nourrir son feu pendant vingt-quatre heures, ou doit-on en tenir la moitié en réserve? La solution de toutes ces questions dépend des circonstances : 1° du nombre de troupes, de celui de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie qui composent l'armée; 2° du rapport qui existe entre les deux armées; 3° de leur moral; 4° du but qu'on se propose; 5° de la nature du champ de bataille; 6° de la position qu'occupe l'armée ennemie, et du caractère du chef qui la commande. On ne peut et on ne doit prescrire rien d'absolu. — Il n'y a point d'ordre naturel de bataille, chez les modernes.

La tâche qu'a à remplir le commandant d'une armée, est plus difficile dans les armées modernes, qu'elle ne l'était dans les armées anciennes : il est vrai aussi que son influence est plus efficace sur le résultat des batailles. Dans les armées anciennes, le général en chef, à quatre-vingts ou cent toises de l'ennemi, ne courait aucun danger, et cependant il était convenablement placé pour bien diriger tous les mouvemens de son armée. Dans les armées modernes, un général en chef, placé à quatre ou cinq cents toises, se trouve au milieu du feu des batteries ennemies, il est fort exposé; et cependant il est déjà tellement éloigné, que plusieurs mouvemens de l'ennemi lui échappent. Il n'est pas d'actions où il ne soit obligé de s'approcher à la portée des petites armes. Les armes modernes ont d'autant plus d'effet qu'elles sont convenablement placées; une batterie de canon qui prolonge, domine, bat l'ennemi en écharpe, peut décider d'une victoire. Les champs de bataille modernes sont plus étendus, ce qui oblige à étudier un plus grand

champ de bataille : il faut beaucoup plus d'expérience et de génie militaire, pour diriger une armée moderne, qu'il n'en fallait pour diriger une armée ancienne.

VIe NOTE.

De la guerre défensive.

(Page 479.)

« Mais, lorsqu'on veut fermer les frontières d'un empire, presque uniquement par des lignes de forteresse, sans le concours des armées, l'opinion se partage sur l'efficacité de ce moyen...... Imaginons, pour fixer nos idées, une frontière, en pays ouvert, de cent lieues d'étendue, qu'on entreprend de couvrir par des places fortes, contre les entreprises des ennemis. Le système actuel veut qu'on établisse trois lignes successives de forteresses, espacées entre elles d'une journée de marche, ou de cinq ou six lieues: ainsi la défense totale de la frontière exige cinquante ou soixante places fortes. Supposons-en cinquante seulement, pour avoir au plus bas, et estimons la dépense de leur construction à quinze millions, l'une dans l'autre, y compris les abris voûtés indispensables, nous verrons que l'état se trouvera obligé de faire une dépense de sept cent cinquante millions pour une seule frontière.... Mais ce labyrinthe de places contraindra-t-il les armées envahissantes à s'arrêter pour se livrer aux longueurs interminables d'une guerre de siége, ou bien les obligera-t-il à laisser en arrière des forces supérieures à celles des garnisons? Le raisonnement, éclairé par l'expérience, prouve que non. —Nos cinquante places, à six mille hommes de garnison, l'une dans l'autre, absorberaient trois cent mille hommes pour la défense; ce qui est, à peu près, le nombre de troupes que les grands états de l'Europe tiennent ordinairement sur pied; en sorte qu'on n'aurait plus d'armée à opposer aux armées envahissantes, et les autres frontières se trouveraient absolument dégarnies. Mais la raison et l'usage réclament également contre cette disposition de forces, et l'on se borne à laisser un tiers de garnison seulement, dans ce grand nombre de places qui, d'après leur situation reculée, ou leur éloignement des dépôts et des corps d'armée de l'ennemi, ne paraissent pas menacées d'un siége prochain, et qu'il suffit, par conséquent, de mettre à l'abri d'un coup de main. — On propose même quelquefois, pour économiser les troupes de ligne, d'abandonner la garde de ces places aux habitans; mais cet abandon me paraît fort dangereux...... »

(Page 482.)

« ...... Nous ne pouvons donc pas nous dispenser de consacrer au moins cent mille hommes, pour garder cinquante forteresses; et nous aurons ainsi cent mille hommes de moins pour livrer des batailles qui, en dernier résultat, décident du sort des empires. —Supposons, dans cet état de choses, que l'ennemi s'avance sur plusieurs colonnes, pour attaquer notre frontière défendue par une triple barrière de forteresses : toutes les grandes routes qui mènent dans l'intérieur sont sans doute fermées par des places; alors ces colonnes, sans s'amuser à en faire le siége, quittent la route, suivent des chemins de traverse, pour tourner ces forteresses, en passant hors de portée de leurs canons, et pénètrent ainsi entre les places fortes, sans autre difficulté que d'être réduites à suivre des chemins étroits, l'espace d'une ou deux lieues, chemins qu'il est aisé de faire réparer et élargir...... »

(Page 484.)

« Je sais qu'on calcule avec assez de raison qu'il faut des forces triples pour bloquer une garnison : ainsi, si l'ennemi croyait devoir bloquer les places qu'il laisse en arrière, il consommerait beaucoup plus de troupes que les défenseurs. Mais nous venons de voir qu'il lui est assez inutile de les bloquer : il lui suffit de les observer avec soin, pour qu'elles ne puissent pas lui nuire : il peut engager son armée entière au milieu de nos places, lorsqu'elles sont abandonnées à elles-mêmes, et pénétrer sans crainte au delà de notre triple ligne de forteresses, en prenant la précaution de laisser une armée d'observation en arrière. Lorsqu'il est sorti enfin de ce dédale de places, il doit s'étendre dans le pays, afin d'en tirer des ressources; il doit y établir des dépôts,

une base d'opérations, son armée de réserve, et conduire la guerre, en un mot, presque comme si nos places n'existaient pas, dès qu'elles se trouvent hors du théâtre des armées actives. Cette frontière de cent lieues, munie de cinquante forteresses, n'est point une supposition imaginaire : elle existe réellement, et nous pouvons interroger l'expérience d'une guerre fort récente, pour connaître ce que nous avons le droit d'attendre d'une triple ligne de places fortes abandonnées à elles-mêmes...... »

(Page 488.)

« Sur cette frontière, ouverte de cent lieues, que le système actuel surcharge de cinquante places fortes, j'en établis cinq ou six, seulement à quinze ou vingt lieues les unes des autres : elles occuperont les nœuds des principales routes, et surtout les deux rives des fleuves, quelle que soit leur direction, afin de faciliter les mouvemens des armées. Il faut qu'elles soient grandes pour qu'elles puissent subvenir aux besoins de nos armées belligérantes, dont la force s'élève souvent à plus de cent mille combattans...... Si l'on craint les surprises pour les grands dépôts, qu'on peut regarder comme les ancres de l'état, lorsque la guerre de campagne ne leur laisse que peu de troupes pour leur garde, il est aisé de les soustraire à ce danger, par l'établissement d'une citadelle qui, facile à garder avec très peu de monde, garantisse la reprise et la possession de la ville...... »

(Page 490.)

« Je ne vois pas de meilleur moyen pour remplir ces conditions, que celui d'établir quatre petits forts autour de chaque, formant un immense carré dont la place occuperait le centre. Ces forts fermés en tous sens seraient établis sur les sommités les plus avantageuses des hauteurs, à environ douze à quinze cents toises des ouvrages de la place, et espacés entre eux de deux à trois mille toises. L'espace compris d'un fort à l'autre formerait un champ de bataille capable de recevoir une armée de cinquante à cent mille hommes, qu'on pourrait regarder comme inexpugnable : les forts armés de canons de gros calibre appuieraient parfaitement les ailes ; quant au centre sur lequel ils auraient peu d'action, à cause de leur éloignement, on pourrait le renforcer par des ouvrages de campagne, construits au moment même du besoin, et soutenus par le canon de la place. Ainsi les quatre forts, circonscrivant chaque forteresse, formeraient tout autour un vaste camp retranché, présentant quatre forts ou quatre champs de bataille différens ; de sorte que, de quelque côté que l'ennemi arrivât, nous pourrions lui faire face avec notre armée... Une vingtaine de lieues en arrière de ces premières places fortes, j'en établis d'autres semblables, aussi espacées entre elles de quinze ou vingt lieues, et ainsi de suite jusqu'au centre du royaume...... Les principaux passages des montagnes et des forêts seront gardés par des forts ou batteries fermées, qu'il ne faut point confondre avec les places...... »

(Page 494.)

« ...... Quel que soit l'usage suivi dans les dernières guerres, nous nous garderons bien de nous opposer de front, avec nos cent mille hommes, à la marche de cinq cent mille de l'ennemi ; ce serait mettre les chances de la guerre contre nous : car si c'était pour lui livrer bataille, la supériorité du nombre fixerait sans doute la victoire de son côté ; si c'était pour retarder ses progrès, en nous retirant de position en position, nous découragerions nos troupes par ces manœuvres rétrogrades, sans, pour cela, obtenir l'avantage que nous recherchons de la forcer à disséminer ses forces actives. Son armée de réserve, qui, suivant les principes établis, doit remplacer sa première armée, suffirait pour bloquer ou observer les places laissées en arrière, soumettre, contenir la population, et assurer ses communications et ses subsistances; de sorte que nous perdrions du terrain, sans obliger son armée active à s'affaiblir...... Aussitôt qu'elle s'engage entre deux de nos places frontières, nous nous hâtons de jeter six ou sept mille hommes dans l'une des deux, susceptible de se voir investie ou assiégée, afin de compléter sa garnison ; et nous nous retirons avec le reste de notre armée, de position en position, jusque dans le camp retranché de l'autre place. Dans cet état de choses, que peut faire l'ennemi ? S'avance-t-il témérai-

rement dans l'intérieur, en négligeant notre armée qui se trouve sur son flanc, il court à sa perte : car, dés qu'il a passé, nous nous portons sur ses derrières, et nous le privons de toutes ses communications avec ses dépôts et sa base d'opérations...... Prend-il le parti de laisser une armée égale à notre armée, pour nous observer et nous contenir dans notre camp, et de pénétrer ensuite, avec les cinquante mille hommes qu'il a de plus que nous, dans l'intérieur du pays; non seulement cette incursion, qui ne tarde pas d'être arrêtée par notre armée de réserve et par la population en armes, ne lui procure aucun avantage, aucune conquête stable et réelle, mais encore elle l'expose aux plus grands dangers...... »

(Page 496.)

« Convaincu de l'impossibilité de s'avancer en laissant notre armée défensive sur son flanc et sur ses derrières, il prendra sans doute le parti de marcher sur elle avec toutes ses forces. Alors retirés dans le camp retranché de l'une de nos places frontières, nous prenons notre ordre de bataille entre deux forts, sur le côté du carré faisant face à l'agresseur. Nous pouvons nous y regarder comme inexpugnables, surtout si nous ne négligeons pas d'élever, pour soutenir notre centre, entre les deux forts qui appuient nos ailes, quelques travaux de campagne, ouvrage d'une nuit, dans le genre de ceux décrits au chapitre IX. — La place sert de réduit, de sûreté à notre camp, et elle nous offre toutes les ressources dont nous avons besoin en munitions de guerre et de bouche; mais ces ressources ne sont pas inépuisables : il s'agit de les renouveler, ce qui nous est facile par les communications que nous conservons libres avec nos places du côté opposé de l'ennemi. L'agresseur voudrait-il nous priver de ces communications, il ne peut y parvenir qu'en nous bloquant de tous côtés; mais, pour cela, il faut qu'il divise ses cent cinquante mille hommes en quatre corps placés, un de chaque côté de l'immense carré de douze mille toises de pourtour, formé par nos quatre forts...... Ce système des camps retranchés, établis sous le canon des places, me paraît admirable pour arrêter son invasion dès le début. — On m'objectera sans doute que, ne pouvant rien entreprendre contre notre armée défensive, il se jettera sur une place voisine, pour en faire le siége; voilà justement où je voulais l'amener : je voulais l'obliger à se livrer à une guerre de siéges, toujours si lente, si dispendieuse, si dangereuse, sous les yeux d'une armée défensive, encore intacte, et si peu fertile en grands résultats...... »

1° Les places de la frontière de Flandre ont-elles été utiles ou nuisibles? 2° Le nouveau système qu'on propose est-il plus économique? Exige-t-il moins de garnison? est-il préférable à celui de Vauban et de Cormontagne? 3° Pour défendre sa capitale, son armée doit-elle la couvrir, en faisant sa retraite sur elle? ou doit-elle se placer dans un camp retranché, appuyé à une place forte? ou doit-elle manœuvrer librement, de manière à ne se laisser acculer ni à la capitale, ni à une place forte?

Le système de la défense de la frontière de Flandre a été, en grande partie, conçu par Vauban; mais cet ingénieur a été obligé d'adopter les places déjà existantes : il en a construit de nouvelles pour couvrir des écluses, étendre les inondations, ou fermer les débouchés importans entre de grandes forêts ou des montagnes. Il y a sur cette frontière des places de première, deuxième, troisième, quatrième force : elles peuvent être évaluées à quatre ou cinq cent millions; construites en cent ans, cela ferait une dépense de quatre millions par an : cinquante mille hommes de gardes nationales de l'intérieur suffisent pour les mettre à l'abri d'un coup de main, et au-dessus de la menace des batteries incendiaires; Lille, Valenciennes, Charlemont, peuvent donner refuge à des armées, ainsi que les camps retranchés de Maubeuge, de Cambrai. Vauban a organisé des contrées en-

tières en camps retranchés, couverts par des rivières, des inondations, des places et des forêts; mais il n'a jamais prétendu que ces forteresses seules pussent fermer la frontière: il a voulu que cette frontière, ainsi fortifiée, donnât protection à une armée inférieure contre une armée supérieure; qu'elle lui donnât un champ d'opérations plus favorable pour se maintenir et empêcher l'armée ennemie d'avancer, et des occasions de l'attaquer avec avantage; enfin les moyens de gagner du temps pour permettre à ses secours d'arriver.

Lors des revers de Louis XIV, ce système de places fortes sauva la capitale. — Le prince Eugène de Savoie perdit une campagne à prendre Lille: le siége de Landrecies offrit l'occasion à Villars, de faire changer la fortune; cent ans après, en 1793, lors de la trahison de Dumouriez, les places de Flandre sauvèrent, de nouveau, Paris; les coalisés perdirent une campagne à prendre Condé, Valenciennes, le Quesnoy, et Landrecies; cette ligne de forteresses fut également utile en 1814: les alliés, qui violèrent le territoire de la Suisse, s'engagèrent dans les défilés du Jura, pour éviter les places; et même, en les tournant ainsi, il leur fallut, pour les bloquer, s'affaiblir d'un nombre d'hommes supérieur au total des garnisons. Lorsque Napoléon passa la Marne et manœuvra sur les derrières de l'armée ennemie, si la trahison n'avait ouvert les portes de Paris, les places de cette frontière allaient jouer un grand rôle; l'armée de Schwartzenberg aurait été obligée de se jeter entre elles, ce qui eût donné lieu à de grands événemens. En 1815, elles eussent également été d'une grande utilité: l'armée anglo-prussienne n'eût pas osé passer la Somme, avant l'arrivée des armées austro-russes, sur la Marne, sans les événemens politiques de la capitale; et l'on peut assurer que celles des places qui restèrent fidèles, ont influencé sur les conditions des traités et sur la conduite des rois coalisés, en 1814 et 1815.

Le nouveau système que l'on propose est plus coûteux que celui de Vauban; il exige plus de garnisons, il est beaucoup plus faible. Trois lignes, chacune formée par six grandes places, exigent dix-huit grandes places, chacune entourée de quatre forts, lesquels éloignés des places, doivent avoir des abris, un bataillon de garnison, vingt-cinq pièces de canon, et demanderont un travail que l'on peut évaluer à celui de la place même. Ces trois lignes exigeraient donc la valeur de trente-six grandes places; mais ces quatre forts isolés seraient bloqués, assiégés et pris dans les sept premiers jours de l'investissement, avant même que la ligne de circonvallation ne fût terminée. Ils seraient merveilleusement placés pour la flanquer et l'appuyer; et, avant que la tranchée ne soit ouverte, la garnison de la place verrait tomber au pouvoir de l'ennemi la moitié de son matériel, l'élite de ses bataillons; ce qui, certes, ne pourrait qu'influer beaucoup sur son moral.

La position que l'armée pourrait prendre entre ces quatre forts, ne lui offrirait aucune sécurité: l'ennemi se camperait perpendiculairement à un des forts, le raserait en peu de jours, s'emparerait successivement des autres. Son équipage de campagne, en y ajoutant trente pièces de vingt-quatre, lui suffirait pour cette opération. Vis-à-vis ce système, l'ennemi pourrait percer une trouée entre deux places, à deux marches de chacune d'elles, tandis

que dans celui de Vauban, la trouée ne peut avoir lieu qu'à deux ou trois lieues entre deux places. Il serait aussi beaucoup plus facile de surprendre une des places de ce nouveau système.

Mais faut-il défendre une capitale en la couvrant directement, ou en s'enfermant dans un camp retranché sur les derrières? Le premier parti est le plus sûr: il permet de défendre le passage des rivières, les défilés; de se créer même des positions de campagne; de se renforcer de toutes ses troupes de l'intérieur, dans le temps que l'ennemi s'affaiblit insensiblement. Ce serait prendre un mauvais parti, que celui de se laisser enfermer dans un camp retranché; on courrait risque d'y être forcé, d'y être au moins bloqué, et d'être réduit à se faire jour, l'épée à la main, pour se procurer du pain et des fourrages. Il faut quatre ou cinq cents voitures par jour, pour nourrir une armée de cent mille hommes. L'armée envahissante étant supérieure d'un tiers en infanterie, cavalerie et artillerie, empêcherait les convois d'y arriver; et sans les bloquer hermétiquement, comme on bloque les places, elle rendrait les arrivages si difficiles, que la famine serait dans le camp.

Il reste un troisième parti, celui de manœuvrer sans se laisser acculer à la capitale que l'on veut défendre, ni renfermer dans un camp retranché sur les derrières; il faut pour cela, une bonne armée, de bons généraux et un bon chef. En général, l'idée de couvrir une capitale, ou un point quelconque, par des marches de flanc, comporte avec elle la nécessité d'un détachement, et les inconvéniens attachés à toute dissémination devant une armée supérieure.

Après l'affaire de Smolensk, en 1812, l'armée française, marchant droit sur Moskou, le général Kutusow couvrit cette ville par des mouvemens successifs, jusqu'à ce que, arrivé au camp retranché de Mojaisk, il tint ferme et accepta la bataille; l'ayant perdue, il continua sa marche, et traversa la capitale qui tomba au pouvoir du vainqueur. S'il se fût retiré dans la direction de Kiow, il eût attiré à lui l'armée française; mais il lui eût fallu alors couvrir Moskou par un détachement, et rien n'empêchait le général français de faire suivre ce détachement par un détachement supérieur qui l'eût contraint également à évacuer cette importante capitale.

De pareilles questions proposées à résoudre à Turenne, à Villars, ou à Eugène de Savoie, les auraient fort embarrassés. Dogmatiser sur ce que l'on n'a pas pratiqué, est l'apanage de l'ignorance: c'est croire résoudre par une formule du deuxième degré, un problème de géométrie transcendante qui ferait pâlir Lagrange ou Laplace. Toutes ces questions de grande tactique sont des problèmes physicomathématiques indéterminés, qui ont plusieurs solutions, et qui ne peuvent être résolus par les formules de la géométrie élémentaire.

VIIe NOTE.

De la guerre offensive.

(Page 442.)

« 1° Dans les états despotiques, les armées seules prennent part à la guerre, et elles se battent en général sans passions, et par conséquent fort mal, à moins qu'elles ne soient animées de l'esprit de fanatisme, qui est presque la seule dont elles soient susceptibles. Le peuple n'y prend aucun intérêt, pourvu qu'on ne blesse ni ses usages,

ni sa religion ; quelquefois même il fait des vœux secrets pour la chute d'un trône qui l'écrase, et il tend les bras aux ennemis de son tyran, comme à des libérateurs. Les républiques, au contraire, sont défendues par l'amour de leurs citoyens : la guerre y devient nationale, les armées y sont soutenues et alimentées par la population entière ; chacun prend les armes, et y combat pour le plus grand des biens, la liberté politique. — Chez les premiers, une bataille suffit pour renverser un empire ; car le gouvernement despotique, essentiellement militaire, n'a d'autre soutien que l'armée. Dès qu'elle est détruite, le trône s'écroule, et le vainqueur en élève un autre sur les ruines du premier sans que la nation s'y oppose : c'est un troupeau d'esclaves qui change de maître...... »

« Mais les républicains déploient pour leur défense une force de caractère et de volonté, contre laquelle viennent se briser et s'évanouir toutes les victoires de leurs ennemis. »

(Page 443.)

« 2. Les Russes peuvent parvenir à vaincre les Turcs, à les chasser de l'Europe, mais non pas les conquérir : car on ne conquiert pas une armée. — Une autre cause non moins puissante que le patriotisme des peuples, vient encore ralentir les progrès des conquêtes en Europe ; c'est la politique des souverains qui ne leur permet pas de voir sans jalousie les succès de leurs voisins...... »

(Page 452.)

« 3. Ainsi notre manière de subsister, qui entraîne la nécessité de former des établissemens pour faire du pain ou du biscuit, l'aliment le plus difficile à préparer ; celle de nous battre, qui consomme des munitions qu'il faut renouveler sans cesse ; la solidité qu'il faut donner à nos fortifications pour les mettre à l'épreuve du canon, les difficultés qu'opposent aux conquêtes le patriotisme des peuples, et le système de puissance adopté en Europe : tout nous fait une loi de n'avancer que progressivement en pays ennemi, d'assurer nos derrières et nos communications, d'établir par échelons des dépôts de vivres et de munitions, de dégager nos flancs, de rester maîtres de la population des pays que nous parcourons, par des troupes de réserve, et de faire en un mot une guerre méthodique. — Ce genre de guerre exige deux armées, ce qu'on n'a pas bien compris jusqu'à présent, une armée active, et une armée de réserve. L'armée active, qui doit être composée de toutes les bonnes troupes, en état par leur discipline, leur courage et leur expérience, de se battre avec succès en rase campagne, sera l'armée des batailles. C'est elle qui marchera en avant, pénétrera dans l'intérieur du pays de l'ennemi, attaquera ses armées, les battra ou les fera reculer et gagner du terrain. Mais cette armée a des besoins sans cesse renaissans : il faut qu'elle subsiste, qu'elle se recrute pour remplacer les hommes et les chevaux perdus journellement par le fer et les maladies, et, surtout qu'elle se renouvelle sans cesse de munitions consommées dans les combats ; car, comme je l'ai déjà dit, elle ne peut guère en traîner à sa suite que pour une seule bataille. Ses dépôts et ses magasins de munitions de guerre et de bouche doivent être mis en sûreté contre les partis ennemis, et la population des pays conquis, par des fortifications, dont la défense peut être confiée aux recrues. Mais cela ne suffit pas : il faut de plus rester maître du pays pour en tirer les subsistances dont on forme les dépôts ; il faut surtout que les communications des dépôts à l'armée active ne soient jamais interrompues, afin que les convois ne cessent point d'arriver. On ne peut remplir ces deux objets que par des troupes qui tiennent la campagne, et qui forment une armée de réserve pour contenir le pays, et balayer tous les partis ennemis qui se glisseraient sur les derrières de l'armée active...... »

(Page 455.)

« C'est cette ligne de défense, sans laquelle on ne peut asseoir un plan de campagne raisonnable, que je nomme base d'opérations...... »

(Page 456.)

« Recherchons maintenant jusqu'à quel point une armée active peut s'éloigner de sa base d'opérations, sans compromettre sa sûreté et son existence. Ne perdons pas de

vue qu'elle ne peut subsister que de pain fabriqué dans les dépôts qui y sont établis, manière de vivre qui entraîne généralement ses opérations dans un cercle dont il est possible de calculer à peu près l'étendue; ce qui fixera l'éloignement que nous cherchons, sur la nécessité de pourvoir à ses besoins les plus pressans, ceux des subsistances. — Nos soldats ne portent ordinairement du pain que pour quatre jours; mais il est aisé de les charger de vivres pour huit jours, en leur distribuant du biscuit qu'ils porteront dans des espèces de gibecières en cuir, faisant partie de leur équipement : sept à huit livres de biscuit doivent suffire pour huit jours, en leur distribuant une livre de viande par jour au lieu d'une demi-livre, distribution qui ne sera jamais embarrassante, puisqu'il est facile de faire suivre les colonnes d'autant de troupeaux de bœufs qu'on veut. Nous doublerons ainsi les vivres de nos soldats, sans pour cela les surcharger : ils seront mieux nourris, et les opérations de l'armée seront moins gênées par le défaut de subsistances..... — Je suppose que nous voulions attaquer un état voisin avec une armée active de cent vingt mille hommes, formée en quatre corps. Après avoir établi nos dépôts de guerre et de bouche, nos hôpitaux, nos magasins de toute espèce, dans deux ou trois de nos places fortes voisines de la frontière, que nous nous proposons d'attaquer, nous rassemblons tout à coup sous ces places, les troupes destinées à former nos quatre corps de l'armée active, nous chargeons nos soldats de biscuit pour huit jours, et nous nous mettons aussitôt en mouvement sans donner à l'ennemi le temps de se préparer à la défense. Nous dépassons nos frontières, et nous marchons à lui en trois colonnes. Ce serait sans doute un point capital, que d'arriver tout à coup au milieu de ses cantonnemens par des marches forcées, d'attaquer et de poursuivre ses troupes dans tous les sens, en les empêchant de se réunir, et de dissiper ainsi ses forces éparses dès le début de la campagne, sans courir les hasards d'une bataille; mais nous ne pouvons pas le supposer assez maladroit pour se laisser ainsi surprendre. Il est donc présumable que nous trouverons ses corps d'armée rassemblés et disposés à nous livrer bataille pour vider la querelle, ou à nous disputer le terrain par les chances d'une guerre défensive, sans compromettre le sort de son armée. Dans l'un et l'autre cas, nous avançons sur lui sans hésiter, puisque nous n'avons pris l'offensive que parce que nous nous jugions les plus forts. Cependant nous remplaçons sur la frontière l'armée de bataille qui se porte en avant, par des troupes de dépôt et de garnison, par les recrues qu'on travaille journellement à armer, équiper et exercer, et par toutes ces jeunes cohortes nouvellement formées, auxquelles leur inexpérience ne permet pas de figurer sur un champ de bataille; et nous en formons notre armée de réserve, sans chercher à déterminer rigoureusement la proportion de cette armée avec l'armée active, proportion qui dépend beaucoup des difficultés qu'on éprouve de la part de la population des pays ennemis, et du nombre de places dont il faut couvrir les garnisons : nous la supposons de soixante mille hommes, en deux corps d'armée; ces troupes s'avancent sur les traces de l'armée active, protégent ses convois, purgent ses derrières de tous les partis ennemis, contiennent et désarment la population des villes et villages, et observent, bloquent, ou assiégent les forteresses ennemies laissées en arrière. — L'armée active, après huit jours de grandes opérations, de marches rapides et continues, de combats et de succès contre l'armée ennemie, est-elle parvenue sur quelque rivière transversale à sa direction, à trente ou quarante lieues des frontières, il est temps qu'elle s'arrête pour prendre haleine, se reposer et prendre une nouvelle base d'opérations : car les vivres qu'elle avait pris avec elle sont épuisés, ses communications avec ses dépôts commencent à devenir difficiles par leur éloignement; et elle a besoin de renouveler ses munitions, et de rallier ce grand nombre de traîneurs, que les combats, les marches de nuit, et les mouvemens transversaux, laissent toujours en arrière.

» Elle travaille aussitôt à fortifier des ponts de sûreté pour la nouvelle base qu'elle choisit. — C'est ici le cas de construire des places du moment que j'ai décrites dans le chapitre IX de cet ouvrage; leurs fortifications, qui peuvent s'élever en quinze jours de temps, suffiront pour mettre à l'abri de

toute insulte nos magasins et nos établissemens de toute espèce, protéger nos ponts de passage sur la rivière choisie pour notre nouvelle base, et offrir des points d'appui nécessaires en cas de revers. Ce genre de fortifications mixtes, qui tient le milieu entre la fortification permanente et la fortification passagère, quoique très peu en usage jusqu'à présent, est cependant le plus utile pour subvenir aux besoins pressans et éventuels des armées. Il remplit momentanément l'objet de la fortification permanente, toujours si dispendieuse et si lente à construire, et il offre plus de consistance et de sûreté que la fortification passagère. Chaque corps d'armée construira un de ces camps en quinze jours de temps sur les points les plus essentiels, où les principales routes traversent la rivière, et nous obtiendrons, en peu de temps, quatre places du moment, propres à assurer notre nouvelle base. Nous y transporterons en même temps nos dépôts de munitions, et nous y rassemblerons des vivres, nous y formerons des arsenaux, des hôpitaux, des munitions et des magasins, et nous y ferons arriver notre armée de réserve. Dans cet état de choses, je veux que notre armée active, qui marche à de nouveaux combats, trouve l'armée ennemie disposée à lui livrer bataille le plus loin possible, ou à trente ou quarante lieues de notre nouvelle base d'opérations; ce qui est la supposition la plus défavorable pour nous. L'ennemi ne peut pas tenter de se placer entre notre armée active et sa base d'opérations, sur les communications des dépôts à cette armée, qu'on nomme ordinairement lignes d'opérations : la prudence le lui défend ; car il se placerait de cette manière entre nos deux armées, active et de réserve, dont l'une agirait sur ses derrières, tandis que l'autre l'attaquerait de front dans une situation qui amènerait sa ruine totale au moindre échec, puisqu'il se verrait privé de toute retraite. D'ailleurs ce mouvement imprudent ne pourrait s'exécuter qu'avec la permission de notre armée active, qui peut toujours s'opposer à la marche d'un adversaire qui tenterait de pénétrer sur nos derrières : l'ennemi ne nous attaquera donc que de front ou de flanc. La bataille est-elle perdue; dans l'un ou l'autre cas, notre retraite est assurée, notre armée de réserve envoie au-devant de nous quelques légions pour balayer les troupes légères que l'ennemi chercherait à faire pénétrer sur nos lignes d'opérations : elle nous tend les bras et nous arrivons sur notre base d'opérations après une retraite de quatre ou cinq jours au plus, qui n'est ni assez difficile, ni assez longue pour décourager l'armée. A notre arrivée, nous renforçons l'armée active, par l'armée de réserve, en incorporant ses soldats dans les légions actives, afin de les compléter et de réparer leurs pertes; nous envoyons les cadres de cette armée, qui se trouvent ainsi fondus dans l'armée active, sur nos frontières, pour y recevoir des recrues et y former une nouvelle armée de réserve sur notre première base d'opérations : nous puisons dans nos quatre places de dépôt les armes, les caissons, les munitions nécessaires pour remplacer le matériel que nous avons usé ou perdu; nous y trouvons des vivres abondans pour nos troupes; nous renouvelons, en un mot, et nous réorganisons en un clin-d'œil tout notre personnel et notre matériel...... »

. La Macédoine sous les successeurs d'Alexandre, l'Asie sous Mithridate, la Parthie sous les Arsaces, la Prusse sous Frédéric-le-Grand, la Russie, l'Espagne, dans ces derniers temps, n'étaient-elles pas des monarchies despotiques? L'Achaïe, l'Étolie, du temps de Paul-Emile; la Hollande, en 1786; Venise, en 1797; la Suisse, en 1798, n'étaient-elles par des républiques? Les peuples, comme les hommes, ont leurs divers âges : l'enfance, la force, et la vieillesse. Tout gouvernement qui est né et se maintient sans l'intervention d'une force étrangère, est national. La propriété, les lois civiles, l'amour du pays, la religion, sont les liens de toute espèce de gouvernement. Si jamais une armée victorieuse entrait dans Londres, on serait étonné du peu de résistance qu'opposeraient les Anglais.

Lorsque les Russes s'empareront de Constantinople, ils y conserveront autant de musulmans qu'ils voudront, en leur assurant leurs propriétés, et tolérant leur religion : les Maures d'Espagne se soumirent à tout, même à l'inquisition ; il fallut, pour les chasser, un ordre de Ferdinand et d'Isabelle; tous les moyens indirects avaient échoué.

C'est bien peu de chose qu'une armée turque aujourd'hui : les Ottomans ne se maintiendront ni dans l'Asie mineure, ni dans la Syrie, ni dans l'Égypte, lorsque les Russes, maîtres de la Crimée, du Phase, des bords de la mer Caspienne, le seront aussi de Constantinople.

Le patriotisme des peuples, la politique des cours de l'Europe, n'ont empêché ni le partage de la Pologne ni la spoliation de plusieurs nations; ils n'empêcheront pas davantage la chute de l'empire ottoman. Ce fut à contre-cœur que Marie-Thérèse entra dans la conjuration contre la Pologne, nation placée à l'entrée de l'Europe, pour défendre les irruptions des peuples du nord. On redoutait à Vienne les inconvéniens attachés à l'agrandissement de la Russie; on n'en éprouva pas moins une grande satisfaction à s'enrichir de plusieurs millions d'âmes, et à voir entrer bien des millions dans le trésor. Aujourd'hui, comme alors, la maison d'Autriche répugnera, mais consentira au partage de la Turquie : elle trouvera doux d'accroître ses vastes états, de la Servie, de la Bosnie et des anciennes provinces illyriennes, dont Vienne fut jadis la capitale. Que feront l'Angleterre et la France? Une d'elles prendra l'Égypte, faible compensation!... Un homme d'état, du premier ordre disait : « Toutes les fois que j'apprends que des flottes naviguant sous la croix grecque, mouillent sous les murs du sérail, il me semble entendre le cri avant-coureur de la destruction de l'empire du croissant. »

L'Asie et l'Europe ont des circonstances territoriales différentes. Les déserts qui ferment l'Asie de tous côtés, sont habités par de nombreuses populations de barbares qui élèvent une grande quantité de chevaux et de chameaux. Les Scythes, les Arabes, les Tartares sous les califes, les Gengis-Kan, les Tamerlan, etc., sortirent de ces immenses solitudes; ils inondèrent, avec des millions de cavaliers, les plaines de la Perse, de l'Euphrate, de l'Asie mineure, de la Syrie, de l'Égypte. Ces conquêtes furent rapides, parce qu'elles furent entreprises par des populations tout entières, aguerries, accoutumées à la vie sobre et pénible du désert. Mais l'Europe, habitée du nord au midi, de l'orient à l'occident, par des peuples civilisés, n'est point exposée à de pareilles révolutions.

Toute guerre offensive est une guerre d'invasion ; toute guerre bien conduite est une guerre méthodique. La guerre défensive n'exclut pas l'attaque, de même que la guerre offensive n'exclut pas la défense, quoique son but soit de forcer la frontière et d'envahir le pays ennemi. Les principes de la guerre sont ceux qui ont dirigé les grands capitaines, dont l'histoire nous a transmis les hauts faits : Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, Frédéric-le-Grand.

Alexandre a fait huit campagnes, pendant lesquelles il a conquis l'Asie et une partie des Indes ; Annibal en a fait dix-sept, une en Espagne, quinze en Italie, une en Afrique ; César en a fait treize, huit contre les Gaulois, cinq

contre les légions de Pompée; Gustave-Adolphe en a fait trois, une en Livonie contre les Russes, deux en Allemagne contre la maison d'Autriche; Turenne en a fait dix-huit, neuf en France, neuf en Allemagne; le prince Eugène de Savoie en a fait treize, deux contre les Turcs, cinq en Italie contre la France, six sur le Rhin ou en Flandre; Frédéric en a fait onze, en Silésie, en Bohême et sur les rives de l'Elbe. L'histoire de ces quatre-vingt-quatre campagnes, faite avec soin, serait un traité complet de l'art de la guerre; les principes que l'on doit suivre dans la guerre défensive et offensive en découleraient comme de source.

Alexandre traversa les Dardanelles, l'an 534 avant J.-C., avec une armée d'environ quarante mille hommes, dont un huitième de cavalerie; il passa, de vive force, le Granique, devant l'armée de Memnon, Grec, qui commandait sur les côtes de l'Asie pour Darius; il employa toute l'année 333, à établir son pouvoir dans l'Asie mineure : il fut secondé par les colonies grecques qui bordaient la mer Noire et la Méditerranée, Sardes, Ephèse, Tarse, Milet, etc. Les rois de Perse laissaient les provinces et les villes se gouverner par leurs lois particulières; cet empire était une réunion d'états fédérés; il ne formait point une seule nation, ce qui en facilitait la conquête. Comme Alexandre n'en voulait qu'au trône du monarque, il se substitua facilement à ses droits, en respectant les usages, les mœurs et les lois de ces peuples, ils n'éprouvaient aucun changement dans leur état.

L'an 332, il se rencontra avec Darius qui à la tête de six cent mille hommes, était en position près de Tarse, sur les bords de l'Issus, dans le pas de Cilicie, le battit, entra en Syrie, s'empara de Damas, où étaient renfermées les richesses du grand-roi, et mit le siège devant Tyr : cette superbe métropole du commerce du monde l'arrêta neuf mois. Il prit Gaza, après deux mois de siége, traversa le désert en sept jours, entra dans Péluse, dans Memphis, et fonda Alexandrie. Il n'éprouva aucun obstacle, parce que la Syrie et l'Égypte étaient, de tout temps, liées d'intérêts avec les Grecs; que les peuples arabes détestaient les Perses, et que leur répugnanace était fondée sur la religion; enfin, parce que les troupes grecques des satrapes embrassèrent le parti des Macédoniens. En moins de deux années, après deux batailles et quatre ou cinq siéges, les côtes de la mer Noire, du Phase à Bysance, celles de la Méditerranée jusqu'à Alexandrie, toute l'Asie mineure, la Syrie, l'Égypte, furent soumises à ses armes.

En 331, il repassa le désert, campa à Tyr, traversa la Syrie creuse, entra dans Damas, passa l'Euphrate, le Tigre, et battit aux champs d'Arbelles Darius, qui, à la tête d'une armée plus forte encore que celle de l'Issus, s'avançait contre lui. Babylone lui ouvrit ses portes. En 330, il força le pas de Suze, prit cette ville, Persépolis et Pasarga où était le tombeau de Cyrus. En 329, il remonta vers le nord et entra dans Ecbatane, étendit ses conquêtes jusqu'à la mer Caspienne; punit Bessus, ce lâche assassin de Darius; pénétra dans la Scythie, et battit les Scythes. C'est dans cette campagne qu'il déshonora tant de trophées par l'assassinat de Parménion. En 328, il força le passage de l'Oxus, reçut seize mille recrues de Macédoine, et soumit les peuples voisins : c'est cette année qu'il tua, de sa propre main, Clitus, et voulut se

faire adorer des Macédoniens, qui s'y refusèrent. En 327, il passa l'Indus, vainquit Porus en bataille rangée, le fit prisonnier et le traita en roi. Il projetait de passer le Gange; mais son armée s'y refusa. Il navigua sur l'Indus, pendant l'année 326, avec huit cents vaisseaux; arrivé à l'Océan, il envoya Néarque, avec une flotte, côtoyer la mer des Indes jusqu'à l'Euphrate. En 325, il mit soixante jours à traverser le désert de la Gédrosi, entra dans Kermanu; revint à Pasarga, Persépolis et Suze; et épousa Statira, fille de Darius. En 324, il marcha de nouveau vers le nord, passa à Ecbatane, et termina sa carrière à Babylone, où il mourut empoisonné.

Sa guerre fut méthodique; elle est digne des plus grands éloges : aucun de ses convois ne fut intercepté; ses armées allérent toujours en s'augmentant : le moment où elles furent le plus faibles, fut au Granique en débutant; sur l'Indus, elles avaient triplé, sans compter les corps sous les ordres des gouverneurs des provinces conquises, qui se composaient de Macédoniens invalides ou fatigués, de recrues envoyées de Gréce, ou tirées des corps grecs au service des satrapes, ou enfin d'étrangers levés parmi les naturels, dans le pays même. Alexandre mérite la gloire dont il jouit depuis tant de siècles, et parmi tous les peuples. Mais s'il eût été battu sur l'Issus, où l'armée de Darius était en bataille sur sa ligne de retraite, la gauche aux montagnes, sa droite à la mer; tandis que les Macédoniens avaient la droite aux montagnes, la gauche à la mer, et le pas de Cilicie derrière eux! Mais s'il eût été battu à Arbelles, ayant le Tigre, l'Euphrate et les déserts sur ses derrières, sans places fortes, à neuf cents lieues de la Macédoine! Mais s'il eût été battu par Porus, lorsqu'il était acculé à l'Indus!

L'an 218 avant J.-C., Annibal partit de Carthagéne, passa l'Ebre, les Pyrénées inconnues jusqu'alors aux armes carthaginoises; traversa le Rhône, les Alpes ultérieures, et s'établit, dans sa première campagne, au milieu des Gaulois cisalpins qui, toujours ennemis du peuple romain, quelquefois leurs vainqueurs, le plus souvent vaincus, n'avaient cependant jamais été soumis. Il mit cinq mois à faire cette marche de quatre cents lieues, et ne laissa aucune garnison sur ses derrières, aucun dépôt; ne conserva aucune communication avec l'Espagne, ni Carthage, avec laquelle il ne communiqua qu'après la bataille de Trasiméne par l'Adriatique. Aucun plan plus vaste, plus étendu, n'a été exécuté par les hommes : l'expédition d'Alexandre fut bien moins hardie, bien plus facile; elle avait bien plus de chances de succès! Cependant cette guerre offensive fut méthodique; les Cisalpins de Milan et de Bologne devinrent pour Annibal des Carthaginois. S'il eût laissé sur ses derrières des places et des dépôts, il eût affaibli son armée et compromis le succès de ses opérations; il eût été vulnérable partout. L'an 217, il passa l'Apennin, battit l'armée romaine, aux champs de Trasiméne, convergea autour de Rome, et se porta sur les côtes inférieures de l'Adriatique, d'où il communiqua avec Carthage.

L'an 216, quatre-vingt mille Romains l'attaquérent; il les battit aux champs de Cannes : s'il eût marché, six jours après, il était dans Rome, et Carthage était maîtresse du monde! Cependant l'effet de cette grande victoire fut immense : Capoue ouvrit ses portes; toutes les colonies grecques,

un grand nombre de villes de l'Italie inférieure, suivirent la fortnne; elles abandonnèrent la cause de Rome. Le principe d'Annibal était de tenir ses troupes rénnics, de n'avoir garnison que dans une seule place qu'il se conservait en propre, pour renfermer ses ôtages, ses grosses machines, ses prisonniers de marque, et ses malades, s'abandonnant, pour ses communications, à la foi de ses alliés; il se maintint seize ans en Italie, sans recevoir aucun secours de Carthage, et ne l'évacua qne par les ordres de son gouvernement, pour voler à la défense de sa patrie: la fortune le trahit à Zama; Carthage cessa d'exister. Mais, s'il eût été battu à la Trebbia, à Trasimène, à Cannes, que lui fût-il arrivé de pis que les désastres qni suivirent Zama?.... Quoique vaincu aux portes de sa capitale, il ne put prévenir son armée d'une entière destrnction.

César avait quarante-un ans, lorsqu'il commanda sa première campagne, l'an 58 avant J.-C., cent quarante ans après Annibal. Les peuples d'Helvétie avaient quitté lenr pays au nombre de trois cent mille, pour s'établir snr les bords de l'Océan. Ils avaient quatre-vingt-dix mille hommes armés, et traversaient la Bourgogne. Les peuples d'Antun appelèrent César à leur secours. Il partit de Vienne, place de la province romaine; remonta le Rhône, passa la Saône à Châlons, atteignit l'armée des Helvétiens à une journée d'Antun, et défit ces peuples dans une bataille long-temps disputée. Après les avoir contraints à rentrer dans leurs montagnes, il repassa la Saône, se saisit de Besançon, et traversa le Jura pour aller combattre l'armée d'Arioviste; il la rencontra à quelques marches du Rhin, la battit et l'obligea à rentrer en Allemagne. Sur ce champ de bataille, il se trouvait à quatre-vingt-dix lieues de Vienne; sur celui des Helvétiens, il en était à soixante-dix lieues. Dans cette campagne, il tint constamment réunies en un seul corps les six légions qui formaient son armée. Il abandonna le soin de ses communications à ses alliés, ayant toujours un mois de vivres dans son camp et un mois d'approvisionnement dans une place forte, où, à l'exemple d'Annibal, il renfermait ses ôtages, ses magasins, ses hôpitaux: c'est sur ces mêmes principes qu'il a fait ses sept autres campagnes des Gaules.

Pendant l'hiver de 57, les Belges levèrent une armée de trois cent mille hommes qu'ils confièrent à Galba, roi de Soissons. César, prévenu par les Rémois, ses alliés, accournt et campa sur l'Aisne. Galba, désespérant de le forcer dans son camp, passa l'Aisne pour se porter sur Reims; mais il déjoua cette manœuvre, et les Belges se débandèrent; toutes les villes de cette ligne se sonmirent successivement. Les peuples du Hainaut le surprirent sur la Sambre aux environs de Maubenge, sans qn'il eût le temps de se ranger en bataille: sur huit légions qu'il avait alors, six étaient occupées à élever les retranchemens du camp, deux étaient encore en arrière avec les bagages. La fortune lui fut si contraire dans ce jour, qu'un corps de cavalerie de Trèves l'abandonna et publia partout la destruction de l'armée romaine, et cependant il triompha.

L'an 56, il se porta tout d'un trait snr Nantes et Vannes, en faisant de forts détachemens en Normandie et en Aqnitaine; le point le plus rapproché de ses dépôts était alors Tonlouse dont il était à cent trente lieues, séparé par des montagnes, de grandes rivières, des forêts.

L'an 55, il porta la guerre au fond de la Hollande, à Zuphten, où quatre cent mille Barbares passaient le Rhin pour s'emparer des terres des Gaulois; il les battit, en tua le plus grand nombre, les rejeta au loin, repassa le Rhin à Cologne, traversa la Gaule, s'embarqua à Boulogne, et descendit en Angleterre.

L'an 54, il franchit de nouveau la Manche avec cinq légions, soumit les rives de la Tamise, prit des ôtages, et rentra avant l'équinoxe dans les Gaules. Dans l'arrière-saison, ayant appris que son lieutenant Sabinus avait été égorgé près de Trèves avec quinze cohortes, et que Quintus Cicéron était assiégé dans son camp de Tongres, il rassembla huit à neuf mille hommes, se mit en marche, défit Ambiorix, qui s'avança à sa rencontre, et délivra Cicéron.

L'an 53, il reprima la révolte des peuples de Sens, de Chartres, de Trèves, de Liége, et passa une deuxième fois le Rhin.

Déjà les Gaulois frémissaient, le soulèvement éclatait de tous côtés. Pendant l'hiver de 52, ils se levèrent en masse; les peuples si fidèles d'Autun même prirent part à la guerre; le joug romain était odieux aux Gaulois. On conseillait à César de rentrer dans la province romaine ou de repasser les Alpes; il n'adopta ni l'un ni l'autre de ces projets. Il avait alors dix légions; il passa la Loire et assiégea Bourges au cœur de l'hiver, prit cette ville à la vue de l'armée de Vercingétorix, et mit le siége devant Clermont: il y échona, perdit ses ôtages, ses magasins, ses remontes qui étaient dans Nevers, sa place de dépôt, dont les peuples d'Autun s'emparèrent. Rien ne paraissait plus critique que sa position. Labienus, son lieutenant, était inquiété par les peuples de Paris; il l'appela à lui, et, avec son armée réunie il mit le siége devant Alise, où s'était enfermée l'armée gauloise. Il employa cinquante jours à fortifier ses lignes de contrevallation et de circonvallation. La Gaule leva une nouvelle armée plus nombreuse que celle qu'elle venait de perdre; les peuples de Reims seuls restèrent fidèles à Rome. Les Gaulois se présentent pour faire lever le siége; la garnison réunit pendant trois jours ses efforts aux leurs, pour écraser les Romains dans leurs lignes: César triomphe de tout; Alise tombe, et les Gaules sont soumises.

Pendant cette grande lutte, toute l'armée de César était dans son camp; il n'avait aucun point vulnérable. Il profita de sa victoire pour regagner l'affection des peuples d'Autun, au milieu desquels il passa l'hiver, quoiqu'il fit successivement des expéditions à cent lieues l'une de l'autre et en changeant de troupes. Enfin, l'an 51, il mit le siége devant Cahors où périrent les derniers des Gaulois. Les Gaules devinrent provinces romaines; leur tribut accrut annuellement de huit millions les richesses de Rome.

Dans ses campagnes de la guerre civile, il triompha en suivant la même méthode, les mêmes principes; mais il courut bien plus de dangers. Il passa le Rubicon n'ayant qu'une légion, il prit à Corfinium trente cohortes, chassa en trois mois Pompée de l'Italie. Quelle rapidité! quelle promptitude! quelle audace!.... Pendant qu'il faisait préparer les vaisseaux nécessaires pour passer l'Adriatique et suivre son rival en Grèce, il passa les Alpes, les Pyrénées; traversa la Catalogne à la tête de neuf cents chevaux, à peine suffisans pour son escorte; arriva devant

Lerida, et, en quarante jours, soumit les légions de Pompée que commandait Afranius; il traversa d'nn trait la distance qui sépare l'Èbre de la Sierra-Moréna, pacifia l'Andalousie, et revint faire son entrée triomphante à Marseille, que ses troupes venaient de soumettre; enfin il arrive à Rome, y exerce pendant dix jours la dictature, et repart pour se mettre à la tête des douze légions qu'Antoine avait réunies à Brindes.

L'an 48, il traversa l'Adriatique avec vingt-cinq mille hommes, tint plusieurs mois en échec toutes les forces de Pompée, jusqu'au moment où, rejoint par Antoine qui a traversé la mer en bravant les flottes ennemies, ils marchent réunis sur Dyrrachium, place de dépôt de Pompée, et l'investit. Celui-ci campe à quelques milles de cette place, au bord de la mer. César alors, non content d'avoir investi Dyrrachium, investit le camp ennemi; il profite des sommités des collines qui l'environnent, les occupe par vingt-quatre forts qu'il fait élever, et établit ainsi une contrevallation de six lieues. Pompée, acculé à la mer, en recevait des vivres et des renforts, au moyen de sa flotte, qui dominait sur l'Adriatique; il profita de sa position centrale, attaqua et battit César, qui perdit trente drapeaux et plusieurs milliers de soldats, l'élite de ses vétérans. Sa fortune paraissait chanceler: il n'avait plus de renforts à espérer, la mer lui était fermée; tous les avantages étaient pour Pompée. Il fait une marche de cinquante lieues, porte la guerre en Thessalie, et défait l'armée de Pompée aux champs de Pharsale: Pompée, presque seul, quoique maître de la mer, fuit et se présente en suppliant sur les côtes de l'Égypte, où il reçoit la mort des mains d'un lâche assassin.

Peu de journées après, César arrive sur ses traces, entre dans Alexandrie, est cerné dans le palais et dans l'amphithéâtre par la population de cette grande cité, et par l'armée d'Achillas. Enfin, après neuf mois de dangers, de combats continuels, dont la perte d'un seul eût entraîné sa ruine, il triomphe des Égyptiens.

Pendant ce temps, Scipion, Labienus et le roi Juba dominaient dans l'Afrique avec quatorze légions, reste du parti de Pompée; ils avaient des escadres nombreuses, et interceptaient la mer. Caton, à Utique, soufflait sa haine dans tous les cœurs. César s'embarque avec peu troupes, arrive à Adrumette, éprouve des échecs dans plusieurs rencontres, est enfin joint par toute son armée, et défait, sur les champs de Thapsus, Scipion, Labienus et le roi Juba; Caton, Scipion et Juba se donnèrent la mort. Ni les places fortes, ni les escadres nombreusea, ni les sermens et les devoirs des peuples ne purent soustraire les vaincus à l'ascendant et à l'activité du vainqueur. En l'an 45, les fils de Pompée, ayant rénni en Espagne, lea débris de Pharsale et de Thapsus, s'y trouvaient à la tête d'une armée plus nombreuse que celle de leur père. César partit de Rome, arriva en vingt-trois jours sur le Guadalquivir, et défit Sextus Pompée à Munda. C'est là que, sur le point d'être battn, et ses vieilles légions paraissant s'ébranler, il pensa, dit-on, à se donner la mort. Labienus resta sur le champ de bataille; la tête de Sextus Pompée fut apportée aux pieds du vainqueur. Six mois après, aux ides de mars, César fut assassiné au milieu du sénat romain. S'il eût été vaincu à Pharsale, à Thapsus, à Munda, il eût éprouvé le sort du grand Pompée, de Métellus, de Scipion, de Sextus Pom-

pée. Pompée, que les Romains ont tant aimé, qu'ils ont surnommé *le grand* lorsqu'il n'avait encore que vingt-quatre ans, qui, vainqueur de dix-huit campagnes, a triomphé des trois parties du monde, et porté si haut la gloire du nom romain, battu à Pharsale, y termina son destin: cependant il était maître de la mer, et son rival n'avait pas de flotte.

Les principes de César ont été les mêmes que ceux d'Alexandre et d'Annibal: tenir ses forces réunies, n'être vulnérable sur aucun point, se porter avec rapidité sur les points importans, s'en rapporter aux moyens moraux, à la réputation de ses armes, à la crainte qu'il inspirait, et aussi aux moyens politiques, pour maintenir dans la fidélité ses alliés, et dans l'obéissance les peuples conquis.

Gustave-Adolphe traversa la Baltique, s'empara de l'île de Rugen, de la Poméranie, et porta ses armes sur la Vistule, le Rhin et le Danube. Il donna deux batailles: victorieux aux champs de Leipsick, il le fut aussi aux champs de Lutzen; mais il y trouva la mort. Une si courte carrière a laissé de grands souvenirs par la hardiesse, la rapidité des mouvemens, l'ordonnance et l'intrépidité des troupes. Gustave-Adolphe était animé des principes d'Alexandre, d'Annibal et de César.

Turenne a fait cinq campagnes avant le traité de Westphalie, huit entre ce traité et celui des Pyrénées; cinq depuis ce traité jusqu'à sa mort, arrivée en 1675. Ses manœuvres et marches, pendant les campagnes de 1646, 48, 72, et 1673, sont faites sur les mêmes principes que celles d'Alexandre, d'Annibal, de César, de Gustave-Adolphe.

En 1646, il part de Mayence, descend la rive gauche du Rhin jusqu'à Wesel où il passe ce fleuve, remonte la rive droite jusqu'à la Lahn, se réunit à l'armée suédoise, passe le Danube et le Lech, et fait ainsi une marche de deux cents lieues au travers d'un pays ennemi; arrivé sur le Lech, il y a toutes ses troupes réunies dans sa main, ayant, comme César et Annibal abandonné aux alliés ses communications, ou bien ayant consenti à se séparer momentanément de ses réserves, de ses communications en se réservant une place de dépôt.

En 1648, il passe le Rhin à Oppenheim, se joint à l'armée suédoise à Hanau, se porte sur la Rednitz, rétrograde sur le Danube qu'il passe à Dillingen, bat Montecuculi à Zusmershausen, passe le Lech à Rhain, et l'Inn à Freysingen: la cour de Bavière, épouvantée, quitte Munich. Il porte alors son quartier-général à Müldorf, qu'il met à contribution, et ravage tout l'électorat pour punir l'électeur de sa mauvaise foi.

En 1672, il dirigea, sous les ordres de Louis XIV, la conquête de la Hollande; il descendit la rive gauche du Rhin jusqu'au point où ce fleuve se divise en plusieurs branches, le passa et s'empara de soixante places fortes: son avant-garde arriva jusqu'à Naarden. On ne sait pas par quelle fatalité il s'arrêta, et n'entra pas dans Amsterdam. Revenus de leur surprise, les Hollandais lâchèrent les écluses: le pays fut inondé; l'armée française, affaiblie par les garnisons qu'elle avait mises dans les places prises, ne fit plus rien. Le roi retourna à Versailles; laissant le commandement au maréchal de Luxembourg. Turenne passa le Rhin avec un corps d'armée détaché, pour marcher au secours des évêques de Munster et de Cologne,

alliés du roi : il remonta la rive droite, arriva sur le Mein, et tint en échec les quarante mille hommes du grand-électeur, jusqu'au moment où, ce prince ayant été rejoint par l'armée du duc de Lorraine, il fut obligé de se couvrir par le Rhin ; ce qui permit à l'ennemi de se poster sur Strasbourg, où le prince de Condé arriva à temps pour détruire le pont et faire échouer encore le projet du grand-électeur, qui se porta alors sur Mayence, jeta un pont à une portée de canon de cette place, et inonda la rive gauche de ses partis. Turenne repassa dans l'hiver sur la rive droite au pont de Wésel, battit le grand-électeur, le poussa sur l'Elbe, et l'obligea à signer, le 10 avril, sa paix séparée avec la France. Ces marches si hardies, si longues, frappèrent d'étonnement la France, mais jusqu'à ce qu'elles eussent été justifiées par le succès, elles furent l'objet de la critique des hommes médiocres.

Dans la campagne de 1674, Montecuculi prit l'initiative, passa sur la rive gauche du Rhin, pour y porter la guerre ; Turenne resta insensible à cette initiative. Il la prit lui-même, passa le Rhin, et obligea Montecuculi à se reporter sur la rive droite.

Turenne établit son camp à Wilstedt pour couvrir Strasbourg, qui était à deux lieues sur ses derrières, et son pont d'Ottenheim, qui était à quatre lieues sur sa droite. Montecuculi campa derrière la Kintzig, à une lieue et demie de l'armée française, s'appuyant à la place d'Offembourg, où il avait garnison. La position de Turenne était mauvaise, il devait plutôt livrer bataille, que de s'exposer à perdre le pont d'Ottenheim et sa retraite, ou le pont de Strasbourg.

Si Montecuculi se fût porté en six heures de nuit, tout d'un trait, sur Ottenheim, prenant sa ligne d'opération sur Fribourg, il eût forcé le pont d'Ottenheim avant que l'armée française n'eût eu le temps de le secourir. Cependant il n'en fit rien ; il tâtonna, se contenta de se prolonger sur sa gauche. Il jugea quelques démonstrations suffisantes pour décider son adversaire à abandonner le camp de Wilstedt, et découvrir Strasbourg. Turenne n'en fit rien, et empira sa position, en prolongeant sa droite. Cependant il comprit enfin combien il était compromis : il leva le pont d'Ottenheim, l'établit à Altenheim, et le rapprocha ainsi de deux lieues de Strasbourg et de son camp de Wilstedt. C'était encore trop loin de Strasbourg : il fallait le jeter à une lieue de cette ville.

Montecuculi changea de projet ; il résolut de passer le Rhin au-dessous de Strasbourg : il commanda, à cet effet, un équipage de pont aux habitans de cette ville, qui, tous lui étaient vendus, et s'avança pour le recevoir. Turenne fit aussitôt occuper les îles, construire une estacade ; et élever des retranchemens sur la Renchen. Montecuculi, se voyant dès lors coupé d'Offembourg et du corps de Caprara, fut obligé de renoncer à ses projets.

Dans cette campagne, Turenne a commis une grande faute, qui aurait entraîné la ruine de son armée s'il eût eu affaire au prince de Condé ; ce fut de jeter son pont à quatre lieues de Strasbourg, au lieu de l'établir à une petite lieue de cette ville. Mais il s'est montré incomparablement supérieur à Montecuculi ; 1° en l'obligeant à suivre son initiative et à renoncer à celle qu'il avait prise ; 2° en l'empêchant d'entrer dans Strasbourg ; 3° en interceptant le pont des Strasbourgeois ; 4° en coupant, sur la Renchen, l'ar-

mée de Montecuculi d'Offembourg et du corps de Caprara, ce qui l'obligeait indubitablement à repasser les montagnes de la forêt Noire, et couronnait le succès de la campagne.

Le prince Engène de Savoie vainquit les Turcs dans la campagne de 1697, où la bataille de Zanta décida de la paix. En 1701, il entra en Italie, par Trente, à la tête de trente mille hommes, passa l'Adige à Carpi, pénétra dans le Brescian, et rejeta Catinat derrière l'Oglio. A Kiavi, il battit Villeroy. En 1702, il surprit Crémone et perdit, contre Villeroy, la bataille de Luzara. En 1704, il commanda en Flandre, et gagna la bataille d'Hœchtett. En 1705, il fit, contre Vendôme, la campagne d'Italie; il eut un échec à Cassano. En 1706, il partit de Trente, longea la rive gauche de l'Adige, la passa devant une armée française, remonta la rive gauche du Pô, et prêtant le flanc à son ennemi, il passa le Tanaro devant le duc d'Orléans, et joignit le duc de Savoie sous Turin, où il tourna toutes les lignes françaises, attaqua leur droite entre la Sesia et la Doire, et les força. Cette marche est un chef-d'œuvre d'audace.

En 1707, il pénétra en Provence, et porta le siége devant Toulon. En 1708, il commanda sur le Rhin, livra le combat d'Oudenarde, et assiégea Lille pendant quatre mois. En 1709, il gagna la bataille de Malplaquet. En 1712, il prit le Quesnoi et assiégea Landrecy. Le maréchal de Villars sauva la France à Denain. La paix de 1724 mit fin à cette guerre. Dans la campagne de 1716, contre les Turcs, le prince Eugène vainquit à Temeswaar, assiégea et prit Bellegarde, et força la Porte à la paix. En 1733, il fit sa dernière campagne; mais son grand âge le rendait timide; il ne voulut pas exposer sa gloire dans une dix-huitième bataille : il laissa prendre, devant lui, Philipsbourg, par le maréchal de Berwick.

Frédéric, dans ses invasions de la Bohême et de la Moravie, dans ses marches sur l'Oder, aux bords de l'Elbe et de la Saale, a souvent mis en pratique les principes de ces grands capitaines; il plaçait spécialement sa confiance dans la discipline, la bravoure, la tactique de son armée.

Napoléon a fait quatorze campagnes : deux en Italie, cinq en Allemagne, deux en Afrique et en Asie, deux en Pologne et en Russie, une en Espagne, deux en France.

La première campagne d'Italie en 1796 : il partit de Savone, traversa les montagnes au défaut de la cuirasse, au point où finissent les Alpes et où commencent les Apennins, sépara l'armée autrichienne de l'armée sarde, s'empara de Cherasco, place forte au confluent du Tanaro et de la Stura, à vingt lieues de Savone, et y établit ses magasins : il se fit céder, par le roi de Sardaigne, la place forte de Tortone, située à vingt lieues à l'est de Cherasco, dans la direction de Milan; s'y établit, passa le Pô à Plaisance; se saisit de Pizzighettone, place forte sur l'Adda à vingt-cinq lieues de Tortone; se porta sur Mincio; s'empara de Peschiera, à trente lieues de Pizzighettone, et sur la ligne de l'Adige, occupant sur la rive gauche l'enceinte et les forts de Vérone, qui lui assuraient les trois ponts de pierre de cette ville, et Porto-Legnago, qui lui donnait un autre pont sur ce fleuve. Il resta dans cette position jusqu'à la prise de Mantoue, qu'il fit investir et assiéger. De son camp sous Vérone à Chambéry, premier dépôt

de la frontière de France, il avait quatre places fortes en échelons, qui renfermaient ses hôpitaux, ses magasins, et n'exigeaient que quatre mille hommes de garnison; les convalescens, les conscrits, étaient suffisans: il avait ainsi, sur cette ligne de cent lieues, une place de dépôt, toutes les quatre marches. Après la prise de Mantoue, lorsqu'il se porta dans les états du saint-siége, Ferrare fut sa place de dépôt sur le Pô, et Ancône, à sept ou huit marches plus loin, sa deuxième place au pied de l'Apennin.

Dans la campagne de 1797, il passa la Piave et le Tagliamento, fortifiant Palma-Nova et Osopo, situés à huit marches de Mantoue; il passa les Alpes-Juliennes, releva les anciennes fortifications de Clagenfurth à cinq marches d'Osopo, et prit position sur le Simmering. Il s'y trouvait à quatre-vingts lieues de Mantoue; mais il avait sur cette ligne d'opérations trois places en échelons, un point d'appui, toutes les cinq ou six marches.

En 1798, il commença ses opérations en Orient par la prise d'Alexandrie, fortifia cette grande ville, et en fit le centre de ses magasins et de son organisation. En marchant sur le Caire, il fit établir un fort à Rahmanié, sur le Nil, à vingt lieues d'Alexandrie, et fit armer la citadelle et plusieurs forts au Caire. Il en fit élever un à trente lieues de cette capitale, à Salahiè, au débouché du désert, sur la route de Gaza. L'armée, campée à à ce village, se trouvait à quinze jours de marche d'Alexandrie; elle avait sur cette ligne d'opérations trois points d'appui fortifiés.

Pendant la campagne de 1799, il traversa quatre-vingts lieues de désert, mit le siége devant Saint-Jean-d'Acre, et porta son corps d'observation sur le Jourdain, à deux cent cinquante lieues d'Alexandrie, sa grande place de dépôt. Il avait fait élever un fort à Qatieh, dans le désert, à vingt lieues de Salhie; un à El-Areh, à trente lieues de Qatieh; à Gaza, à vingt lieues de El-Arich. Il avait, sur cette ligne d'opérations de deux cent cinquante lieues, huit places assez fortes pour résister aux ennemis qu'il avait à redouter; effectivement, dans ces quatre campagnes, il n'eut jamais un convoi, un courrier d'intercepté. En 1796, quelques hommes isolés furent massacrés dans les environs de Tortone; en Égypte, quelques djermes furent arrêtés sur le Nil, de Rosette au Caire: mais ce fut dans les premiers momens du début des opérations. Les régimens de dromadaires, qu'il avait organisés en Égypte, étaient tellement accoutumés au désert, qu'ils maintinrent toujours libres les communications entre le Caire et Saint-Jean-d'Acre, tout comme dans la haute et basse Égypte. Avec une armée de vingt-cinq mille hommes, il occupait alors l'Égypte, la Palestine, la Galilée; ce qui était à peu près une étendue de trente mille lieues carrées renfermée dans un triangle. De son quartier-général devant Saint-Jean-d'Acre au quartier-général de Desaix dans la haute Égypte, il y avait trois cents lieues.

La campagne de 1800 fut dirigée sur les mêmes principes. L'armée d'Allemagne, lorsqu'elle arriva sur l'Inn, était maîtresse des places d'Ulm et d'Ingolstadt; ce qui lui donnait deux grandes places de dépôt. On avait négligé dans l'armistice de Pfullendorff d'exiger la remise de ces places; il les jugea tellement importantes pour assurer le succès de son opération d'Allemagne, qu'elle fut la

condition *sine quâ non* de la nouvelle prolongation de la suspension d'armes.

L'armée gallo-batave à Nuremberg assurait l'aile gauche sur le Danube; et l'armée des Grisons, l'aile droite, dans la vallée de l'Inn. Lorsque l'armée de réserve descendit du Saint-Bernard, il établit sa première place de dépôt à Ivrée, et même après Marengo, il ne considérait l'Italie reconquise, que lorsque toutes les places, en deçà du Mincio, seraient occupées par ses troupes; il accorda à Mélas la liberté de se reporter sous Mantoue, à la condition qu'il les lui remettrait toutes.

En 1805, ayant enlevé Ulm, à l'armée autrichienne, forte de quatre-vingt mille hommes, il se porta sur le Lech, fit relever les anciens remparts d'Augsbonrg, les arma, et fit de cette ville qui lui offrait tant de ressources, sa place de dépôt. Il eût rétabli Ulm; mais les fortifications étaient rasées, et les localités trop mauvaises. D'Augsbourg il se porta sur Braunaw, et s'assura, par la possession de cette place importante, d'un pont sur l'Inn; ce fut une deuxième place de dépôt, qui lui permit d'aller jusqu'à Vienne : cette capitale elle-même fut mise à l'abri d'un coup de main. Après quoi, il se porta en Moravie, s'empara de la citadelle de Brünn qui fut aussitôt armée et approvisionnée; située à quarante lieues de Vienne, elle devint son point d'appui pour manœuvrer en Moravie; à une marche de cette place, il livra la bataille d'Austerlitz. De ce champ de bataille, il pouvait se retirer sur Vienne, y repasser le Danube, ou se diriger par la rive gauche sur Lintz, et passer ce fleuve sur le pont de cette ville, qui était couverte par de forts ouvrages sur les mamelons.

En 1806, il porta son quartier-général à Bamberg, et réunit son armée sur la Rednitz. Le roi de Prusse crut, en se portant sur le Mein, couper sa ligne d'opérations sur Mayence, et arrêter son mouvement. Il y dirigea à cet effet les corps de Blucher et du duc de Weimar; mais la ligne de communications de l'armée française n'était plus sur Mayence, elle allait du fort de Cronach, situé au débouché des montagnes de la Saxe à Forcheim, place forte sur Rednitz, et de là à Strasbourg. N'ayant rien à craindre de la marche offensive des Prussiens, Napoléon déboucha sur trois colonnes, sa gauche par Cobourg, sous les ordres des ducs de Montebello et de Castiglione, et composée des cinquième et septième corps d'armée; son centre, avec lequel il marchait par Cronach et Schejlitz, était formé des premier et troisième corps, commandés par le maréchal Bernadotte et le prince d'Eckmüll, de la garde et des réserves de cavalerie: la droite marcha par le pays de Bayreuth; elle déboucha sur Hoff, et était composée des quatrième et sixième corps, commandés par le duc de Dalmatie et le prince de la Moskowa. L'armée prussienne, entre Weimar et Neudstadt, déjà en mouvement sur le Mein, pour appuyer son avant-garde, s'arrêta. Coupée de l'Elbe et de Berlin, tous ses magasins pris, elle comprit son danger, quand déjà sa position était désespérée; et, quoique si près de Magdebourg, au cœur de son pays, à deux marches de l'Elbe, elle fut battue, coupée, et ne put opérer aucune retraite; pas un homme de cette vieille armée de Frédéric n'échappa, si ce n'est le roi et quelques escadrons, qui gagnèrent avec peine la rive droite de l'Oder: plus de cent mille hom-

mes, des centaines de canons et de drapeaux furent les trophées de cette journée.

En 1807, étant maître de Custrin, de Glogaw et de Stettin, il passa la Vistule à Varsovie, et fit fortifier Praga, qui lui servit à la fois de tête de pont et de place de dépôt : il créa Modlin, et mit Thorn en état de défense. L'armée prit position sur la Passarge, pour couvrir le siége de Dantzick, qui devint sa place de dépôt, et son point d'appui pour les opérations qui précédèrent la bataille de Friedland, qui décida de la guerre. Si les hostilités eussent continué, cette ligne eût été raccourcie par la place de Pilau, qui eût été prise avant que l'armée ne passât le Niemen.

En 1808, la plupart des places du nord de l'Espagne, Saint-Sébastien, Pampelune, Figueras, Barcelonne, étaient au pouvoir de l'armée française, quand elle marcha sur Burgos.

En 1809, les premiers coups de canon se tirèrent près de Ratisbonne: Augsbourg fut son centre d'opérations. Les Autrichiens ayant rasé Braunaw, il choisit la place de Passaw, située au confluent de l'Inn et du Danube, et beaucoup plus avantageuse, parce qu'elle lui assurait à la fois un pont sur ces deux fleuves : il la fit fortifier, et s'assura du pont de Lintz, par des ouvrages de première force. Son armée, arrivée à Vienne, avait, indépendamment de cette communication sur la Bavière, une communication assurée sur l'Italie, par le château de Gratz, et par la place forte de Clagenfurth.

En 1812, Dantzick, Thorn, Modlin, Praga, étaient ses places sur la Vistule; Veilau, Kowno, Grodno, Wilna, Minsk, ses magasins près le Niémen; Smolensk, sa grande place de dépôt, pour son mouvement sur Moskou. Dans cette opération, il avait tous les huit jours de marche un point d'appui fortifié; toutes les maisons de poste étaient crénelées et retranchées : elles n'étaient occupées que par une compagnie et une pièce de canon; ce qui assurait tellement le service, que, pendant toute la campagne, pas une estafette, pas un convoi ne fut intercepté; que dans la retraite même, hormis les quatre jours où l'amiral Tischakow fut rejeté au delà de la Bérézina, l'armée eut constamment ses communications libres avec ses places de dépôt.

En 1813, Königstein, Dresde, Torgaw, Wittemberg, Magdebourg, Hambourg, étaient ses places sur l'Elbe; Mersbourg, Erfurt, Wurtzbourg, ses échelons, pour arriver au Rhin.

Dans la campagne de 1814, il avait partout des places; et l'on eût vu toute l'importance de celles de Flandre, si Paris ne fût pas tombé par la trahison; si même, après être tombé, la défection à l'ennemi du sixième corps d'armée n'eût empêché Napoléon de marcher sur Paris, les alliés eussent été forcés d'abandonner la capitale; car certes leurs généraux n'auraient jamais risqué une bataille sur la rive gauche de la Seine, ayant derrière eux cette grande ville qu'ils n'occupaient que depuis trois jours. La trahison de plusieurs ministres et agens civils favorisa l'entrée de l'ennemi dans Paris; mais ce fut celle d'un maréchal, qui empêcha que cette occupation momentanée de la capitale ne devînt funeste aux alliés.

Tous les plans des quatorze campagnes de Napoléon sont conformes aux vrais principes de la guerre; ses guerres furent audacieuses, mais méthodiques; rien n'est mieux prouvé par la défensive de l'Adige en 1796, où la maison d'Autriche perdit plusieurs

armées, et par celle de la Passarge en 1807, pour protéger le siége de Dantzick.

Mais veut-on un exemple d'une guerre offensive, menée sur de faux principes, c'est celle de 1796, en Allemagne. L'armée française de Sambre-et-Meuse s'empara de la citadelle de Würtzbourg, et s'établit sur la Rednitz, forte de cinquante mille hommes; dans le temps que la gauche et le centre de l'armée du Rhin-et-Moselle passaient le Necker, et se portaient avec cinquante mille hommes sur Neresheim; et que la droite, forte de vingt mille hommes, marchait sous les ordres de Ferino sur le Worarlberg au pied des montagnes du Tyrol. Ces trois corps d'armée, séparés entre eux par des montagnes, de grandes rivières, avaient chacun une ligne de communication particulière avec la France, de sorte que la défaite de l'un d'eux compromettait le salut des deux autres. Les flancs sont les parties faibles d'une armée envahissante; on doit s'efforcer de les appuyer, si ce n'est tous les deux, au moins un à un pays neutre, ou à un grand obstacle naturel. Au mépris de ce premier principe de guerre, l'armée française, en se divisant en trois corps séparés, se créa six flancs, tandis que, en manœuvrant bien, il était facile d'appuyer fortement ses deux ailes. La colonne du centre combattit à Neresheim, sa gauche en l'air, sa droite n'étant pas même appuyée au Danube, ayant négligé de se saisir de la place forte d'Ulm, que l'ennemi avait abandonnée, et qui seule pouvait régulariser cette campagne. Elle se trouvait ainsi en l'air, à quatre-vingts lieues du Rhin, sans avoir aucun point d'appui, comme place de dépôt intermédiaire. L'archiduc ayant fait disparaître la principale partie des forces qu'il avait opposées à l'armée de Sambre-et-Meuse et au corps de droite que commandait Ferino, se porta sur Neresheim; après y avoir échoué contre l'intrépidité française, il repassa le Danube et le Lech, s'affaiblit de vingt-cinq mille hommes devant la gauche et le centre de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui venait de le battre à Neresheim, et alla accabler, et chasser au delà du Rhin, l'armée de Sambre-et-Meuse.

Dans cette campagne, le général de l'armée du Rhin commit encore une grande faute: il laisse sur ses derrières, sans les bloquer, deux grandes places fortes, Philipsbourg et Manheim, les faisant seulement observer par un corps de quatre mille hommes. Il eût fallu les faire étroitement investir pour leur ôter toute communication avec l'archiduc, toute connaissance des événements de la guerre, toute intelligence avec les campagnes; ces blocus eussent été un acheminement vers la chute de ces places; il fut sévèrement puni de cette imprudence: les garnisons de ces deux places chassèrent au delà du Rhin le corps d'observation, insurgèrent les paysans, et interceptèrent ses communications, dès qu'elles apprirent les succès de l'archiduc; elles faillirent même surprendre Kehl et le pont de Strasbourg. Jamais les principes de la guerre et de la prudence ne furent plus violés que dans cette campagne. Le plan du cabinet était vicieux, l'exécution en fut plus vicieuse encore; que fallait-il donc faire? 1° Les trois corps d'armée devaient être sous un même général en chef; 2° marcher réunis, n'avoir que deux ailes, et en appuyer constamment une au Danube; 3° s'emparer au préalable de quatre places de l'ennemi, sur le Rhin, au moins ouvrir la tranchée devant deux;

s'assurer d'Ulm, pour faire sa grande place de dépôt sur le Danube, au débouché des Montagnes-Noires.

Une campagne offensive, qui a violé également les règles les plus importantes de l'art de la guerre, ce fut celle de Portugal. L'armée anglo-portugaise était de quatre-vingt mille hommes, dont quinze mille de milices, qui étaient en observation à Coïmbre, et s'appuyaient à Oporto. L'armée française, après avoir pris Ciudad-Rodrigo et Alméida, entra en Portugal, forte de soixante-douze mille hommes; elle attaqua l'ennemi en position sur les hauteurs de Busago. Les deux armées étaient d'égale force; mais les positions de Busago étaient très fortes: elle échoua, et le lendemain, tourna ces lignes, en se portant sur Coïmbre. L'ennemi fit alors sa retraite sur Lisbonne, en brûlant et dévastant le pays.

Le général français la suivit, l'épée dans les reins, ne laissa aucun corps d'observation pour contenir la division de quinze mille miliciens portugais, qui étaient à Oporto, abandonna tous ses derrières et Coïmbre, sa place de dépôt, où il laissa cinq mille blessés ou malades. Il n'était pas encore arrivé devant Lisbonne, que déjà la division portugaise s'était emparée de Coïmbre, et lui coupait toute retraite. Il aurait dû laisser un corps de six mille hommes pour défendre et fortifier Coïmbre, et contenir la division d'Oporto.

Il est vrai qu'il ne serait plus arrivé devant Lisbonne qu'avec soixante mille hommes; mais cela était suffisant, si le général anglais avait le projet de s'embarquer: si, au contraire, comme tout devait le faire penser, il voulait se maintenir en Portugal, les Français ne devaient pas dépasser Coïmbre; ils devaient prendre une bonne position en avant de cette ville, même à plusieurs marches, s'y fortifier, soumettre Oporto par un détachement, organiser leurs derrières et leurs communications avec Alméida, attendre que Badajos fût pris, et que l'armée d'Andalousie fût arrivée sur le Tage.

Arrivé au pied des retranchemens de Lisbonne, le général français manqua de résolution; cependant il connaissait l'existence de ces lignes, puisque l'ennemi y faisait travailler depuis trois mois. L'opinion générale est que, s'il les eût attaquées le jour de son arrivée, il les eût emportées; mais, deux jours après, cela n'était plus possible. L'armée anglo-portugaise y fut renforcée d'un bon nombre de bataillons de milice; de sorte que, sans obtenir aucun avantage, le général français avait perdu cinq mille blessés ou malades, et ses communications sur ses derrières. Il s'aperçut, devant Lisbonne, qu'il n'avait pas assez de munitions d'artillerie; il n'avait pas raisonné son opération.

Une campagne offensive, qui fut également conduite contre tous les principes de la guerre, fut celle de Charles XII, en 1708 et 1709. Ce prince partit de son camp d'Allsttadt, près de Leipsick, en septembre 1707, à la tête de quarante-cinq mille hommes, traversa la Pologne: vingt mille hommes, sous les ordres du comte de Lewenhope, débarquèrent à Riga; quinze mille hommes étaient en Finlande: il pouvait donc réunir quatre-vingt mille hommes des meilleures troupes du monde. Il laissa dix mille hommes à Warsovie pour la garde du roi Stanislas, et arriva, en janvier 1708, à Grodno, où il hiverna. En juin il traversa la forêt de Minsk, et se présenta devant Borisow, força l'armée russe qui occupait la rive gauche de la Bérézina, battit vingt mille Russes qui s'étaient retranchés derriè-

re des marais, passa le Borysthène à Mohilow, et défit le 22 septembre, près de Smolensk, un corps de seize mille Moscovites. Il était sur les confins de la Lithuanie; il allait entrer sur le territoire propre de la Russie; le czar, alarmé, lui fit des propositions de paix. Jusqu'alors sa marche était conforme aux règles, ses communications étaient assurées: il était maître de la Pologne et de Riga; il n'était plus qu'à dix marches de Moskou, et il est probable qu'il y fût entré, lorsqu'il quitta la grande route de cette capitale, et se dirigea sur l'Ukraine, pour faire sa jonction avec Mazeppa, qui lui amena seulement six mille hommes. Par ce mouvement, sa ligne d'opérations, partant de la Suède, prêtait pendant quatre cents lieues le flanc à la Russie: il ne la put conserver; il lui devint impossible de recevoir aucun secours. Le général Lewenhope, avec seize mille hommes et huit cents voitures, passa le Borysthène à Mohilow, douze jours après lui; il eut à peine fait quatre marches dans la direction de l'Ukraine, qu'il fut attaqué par le czar, à la tête de quarante mille hommes: il se battit vaillamment, les 7, 8, 9 et 10 octobre; mais il perdit tout son convoi, onze mille hommes et ne rejoignit son maître dans l'Ukraine qu'avec cinq mille hommes, manquant de tout. En mai 1709, le czar ayant formé de grands magasins à Pultawa, Charles XII mit le siége devant cette place; mais, en juin, le czar se présenta avec soixante mille hommes pour le faire lever. Le roi n'avait plus que trente mille hommes, dont une partie cosaques de l'Ukraine; il attaqua l'armée russe, et fut battu: la ruine de son armée fut complète; il gagna avec peine la Turquie avec un millier d'hommes, en passant le Dniéper.

Si Charles XII voulait aller sur Moskow, il avait convenablement dirigé sa marche jusqu'à son arrivée près de Smolensk, et sa ligne d'opérations avec la Suède et Riga, était couverte par la Dwina jusqu'au Boristhène, à Mohilow: mais si son projet était d'hiverner dans l'Ukraine, pour y lever des cosaques, il ne devait pas passer le Niémen à Grodno, et traverser la Lithuanie. Il eût dû partir de Cracovie, se porter sur le bas Dniéper, et faire venir ses convois de Suède, derrière l'Oder et la Vistule, par le chemin de Cracovie: car il lui était impossible de prétendre maintenir ses communications avec ses états par une ligne, qui, pendant quatre cents lieues, longeait les frontières russes, en prêtant le flanc; tandis qu'il lui était facile de la conserver par Cracovie, couverte par la Lithuanie, le Niémen et la Vistule. D'un côté, il n'organisa pas sa guerre comme Annibal, de manière à se passer de toutes communications avec la Suède, puisque le général Lewenhope, qui commandait un détachement si considérable, et escortait un convoi si important, le suivait à douze jours de distance; il calculait donc son arrivée.

A cette première faute qui devait entraîner sa ruine, il en joignit une seconde, celle d'attaquer l'armée russe à Pultawa: il n'était qu'à douze lieues du Borysthène, il pouvait donc en deux marches mettre cette rivière entre le czar et lui, et se trouver en Wolhinie et en Podolie. Car, pourquoi donner bataille? vainqueur à Pultawa, que pouvait-il prétendre avec une armée où il ne comptait plus que dix-huit mille Suédois, à quarante marches de Moskou! il n'avait plus l'espérance de frapper un coup décisif contre son ennemi: tout donc lui faisait une loi de

profiter de la belle saison et de la crainte qu'il inspirait encore aux Moscovites, pour passer au mois de mai le Dniéper et rentrer en Pologne. Il eût dû donner sa bataille, de manière à assurer sa retraite et avoir des bateaux et un fort à douze lieues de Pultawa sur le Borysthène; mais il n'organisa pas sa guerre, il ne l'entendit pas, il n'était que brave et intrépide soldat. Aussitôt qu'il eut quitté la grande route de Moskou, il perdit sa ligne de communications, ne reçut plus de nouvelles de Suède; il n'apprit la catastrophe du général Lewenhope que par ce général lui-même. On assure que le vice de son opération n'échappa pas à bon nombre d'officiers de son état-major, qui, désespérant de lui faire renoncer au projet de marcher sur l'Ukraine, insistèrent longtemps pour qu'il attendît à Smolensk l'arrivée du corps du général Lewenhope et de son convoi si précieux.

Après le court exposé des campagnes des plus grands capitaines, nous croyons ne devoir faire aucune observation sur de prétendus systèmes de l'art de la guerre. On a construit un grand nombre de places dans la guerre de Hanovre, pour servir de base d'opérations aux armées françaises qu'on a ainsi affaiblies par des garnisons; ce qui n'a fait que rendre plus faciles et plus éclatans les succès du prince Ferdinand de Brunswick. En fortifiant les capitales, les généraux ont à leur disposition toutes leurs ressources, toutes leurs richesses, toute leur influence. Ils y trouvent des caves, des édifices publics, qui servent à contenir les magasins de l'armée. Ces villes, presque toutes anciennement fortifiées, ont encore des remparts en maçonnerie, ou des écluses, etc., ce qui est utile; tandis que des places de terre ne sont pas à l'abri d'un coup de main, à moins que l'on n'y mette une garnison aussi nombreuse que dans un camp retranché. Quel travail immense ne faudrait-il pas pour élever des blockhaus, qui missent à l'abri des injures de l'air, des bombes et des obus, les magasins de l'armée! Si l'armée de réserve est composée de recrues non exercées, elle ne sera d'aucune utilité, ni pour rallier l'armée et l'arrêter dans une défaite, ni pour contenir le pays. Ce système crée des points vulnérables à l'ennemi qui, chez lui, a la faculté de changer à volonté ses lignes d'opérations.

Les provinces conquises doivent être contenues dans l'obéissance au vainqueur par des moyens moraux, la responsabilité des communes, le mode d'organisation de l'administration : les ôtages sont un des moyens les plus puissans; mais, pour cela, il faudrait qu'ils fussent nombreux et choisis parmi les hommes prépondérans, et que les peuples pussent être persuadés que la mort des ôtages est la suite immédiate de la violation de leur foi.

L'unité du commandement est la chose la plus importante à la guerre. Deux armées ne doivent jamais être placées sur un même théâtre. Les troupes modernes n'ont pas plus besoin de pain et de biscuit que les Romains : donnez-leur pendant les marches de la farine, du riz ou des légumes, elles ne souffriront pas. C'est une erreur de supposer que les généraux anciens ne portaient pas une grande attention à leurs magasins : on voit dans les Commentaires de César, dans plusieurs de ses campagnes, combien ce soin important l'occupe. Ils avaient seulement trouvé l'art de n'en

pas être esclaves, et de ne pas dépendre de leur munitionnaire ; cet art a été celui de tous les grands capitaines. Le système, suivi par les Français dans les campagnes de Hanovre, est l'art de faire battre de grandes armées par de petites, et de ne rien faire avec des moyens immenses.

Les généraux en chef sont guidés par leur propre expérience, ou par leur génie. La tactique, les évolutions, la science de l'ingénieur et de l'artilleur, peuvent s'apprendre dans des traités, à peu près comme la géométrie : mais la connaissance des hautes parties de la guerre, ne s'acquiert que par l'expérience et par l'étude de l'histoire des guerres et des batailles des grands capitaines. Apprend-on dans la grammaire à composer un chant de l'Iliade, une tragédie de Corneille ?

VIIIe NOTE.

De la force des armées sous Napoléon et sous Louis XIV.

(Page 73.)

« .... Mais on s'est servi de la conscription pour faire périr des générations entières dans de folles expéditions ! Hé bien ! sachons prévenir les abus, en donnant des limites convenables à ce mode de recrutement. Les deux Chambres arrêtent annuellement les levées d'argent nécessaires pour les dépenses de l'état ; pourquoi n'arrêteraient-elles pas en même temps les levées d'hommes nécessaires à sa défense ? L'un est encore plus important que l'autre. »

(Page 77.)

« Voilà des calculs que l'on trouvera sans doute bien froids, lorsqu'il s'agit de la vie des hommes ; mais, je le demande, est-ce en invoquant l'humanité que l'on obtiendra des conquérans, qu'ils restreignent les levées de troupes dans de justes bornes ? Ce mot n'est-il pas vide de sens pour eux ? Au lieu de tenter inutilement de s'adresser à leur cœur, ne vaut-il pas mieux s'adresser à leur raison, en leur prouvant, par des calculs positifs, qu'au delà d'un certain terme, la guerre ne fait que les affaiblir, en affaiblissant la population du royaume qui sert de base à leur puissance, et que l'échafaudage de leurs conquêtes s'écroule lorsqu'il ne s'appuie plus que sur des armées qui dépérissent journellement par l'impossibilité de se recruter ? .... C'est ce qui est arrivé à Napoléon à la fin de sa carrière, et ce qui arrivera à tous les conquérans qui n'écoutant qu'une aveugle ambition, se jetteront dans des entreprises disproportionnées à la population de l'état qui sert de base à leur puissance. »

Le maximum des troupes que Napoléon ait eues sur pied est six cent mille hommes. La population de son empire était de plus de quarante millions d'âmes, le double de celle de la France sous Louis XIV, qui a longtemps soldé quatre cent mille hommes ? On commettrait une étrange erreur si l'on supposait que toutes les conscriptions décrétées, aient effectivement été levées ; c'était une ruse de guerre dont on se servait pour imposer aux étrangers ; on en faisait un moyen de puissance, et c'est cet usage constamment suivi, qui a toujours fait croire que les armées françaises étaient plus nombreuses qu'elles ne l'étaient en effet.

En Égypte, il avait été convenu avec tous les chefs de corps, que dans les ordres du jour on surchargerait d'un tiers la quantité réelle de toutes les distributions de vivres, d'armes, d'effets d'habillemens. Aussi l'auteur du Précis militaire de la campagne de 1799, s'étonne-t-il que les ordres du jour de cette armée la fassent monter à quarante mille hommes, lorsque les autres renseignemens authentiques

qu'il a recueillis constatent que son effectif était fort inférieur à ce nombre. Dans les rapports des campagnes d'Italie, en 1796, 1797 et depuis, les mêmes moyens ont été employés pour donner des idées exagérées des forces françaises.

Aucune conscription n'a été levée sous l'empire, sans une loi rédigée dans un conseil privé, présentée au sénat par des orateurs du conseil d'état, renvoyée à l'examen d'une commission, et, sur son rapport, délibérée, et votée au scrutin secret. La liberté de ces délibérations était entière; elles avaient lieu par des boules blanches et noires; il y a eu souvent sept à huit boules noires; la presque totalité des sénateurs croyait donc à l'utilité de ces levées; cette opinion, la nation entière la partageait; elle était convaincue que dans les circonstances politiques où elle se trouvait, elle devait être prête à tous les sacrifices, aussi long-temps que l'Angleterre se refuserait à reconnaître ses droits, la liberté des mers, à lui restituer ses colonies, et à mettre fin à la guerre.

Il serait facile de prouver que de toutes les puissances de l'Europe, la France est celle qui, depuis 1800, a le moins perdu. L'Espagne, qui a éprouvé tant de défaites, a perdu davantage dans la proportion de sa population; que l'on considère ce que l'Arragon seul a sacrifié à Sarragosse; les levées de l'Autriche en 1800 détruites à Marengo, à Hohenlinden, celles de 1805, détruites à Ulm, à Austerlitz, celles de 1809, détruites à Eckmüll, à Wagram, ont été hors de proportion avec sa population. Dans ces campagnes les armées françaises avaient avec elles des armées bavaroise, wurtembergeoise, saxonne, polonaise, italienne, russe, qui composaient la moitié de la grande armée; l'autre moitié sous l'aigle impériale, était pour un tiers composée de Hollandais, Belges, habitans des quatre départemens du Rhin, de Piémontais, Génois, Toscans, Romains, Suisses; la Prusse perdit toute son armée, deux cent cinquante à trois cent mille hommes, dès sa première campagne en 1806.

En Russie nos pertes furent considérables, mais non pas telles qu'on se l'imagine. Quatre cent mille hommes passèrent la Vistule; cent soixante mille seulement dépassèrent Smolensk pour se porter sur Moscou; deux cent quarante mille hommes restèrent en réserve entre la Vistule, le Borysthène, et la Dwina, savoir: les corps des maréchaux ducs de Tarente, de Reggio, de Bellune, du comte Saint-Cyr, du comte Reynier, du prince de Schwartzemberg; la division Loison à Wilna, celle de Dombrowsky à Borisow, celle Durutte à Varsovie. La moitié de ces quatre cent mille hommes étaient Autrichiens, Prussiens, Saxons, Polonais, Bavarois, Wurtembergeois, Bergois, Badois, Hessois, Westphaliens, Mecklenbourgeois, Espagnols, Italiens, Napolitains; l'armée impériale proprement dite était pour un tiers composée de Hollandais, Belges, habitans des bords du Rhin, Piémontais, Suisses, Génois, Toscans, Romains, habitans de la trente-deuxième division militaire, Brême, Hambourg, etc.; elle comptait à peine cent quarante mille hommes parlant français. La campagne de 1812 en Russie, coûta moins de cinquante mille hommes à la France actuelle. L'armée russe dans sa retraite de Wilna à Moscou, dans les différentes batailles, a perdu quatre fois plus que l'armée française; l'incendie de Moscou a coûté la vie à cent mille Russes

morts de froid et de misère dans les bois ; enfin dans sa marche de Moscou à l'Oder, l'armée russe fut aussi atteinte par l'intempérie de la saison. Elle ne comptait à son arrivée à Wilna que cinquante mille hommes, et à Kalitsch moins de dix-huit mille ; on peut avancer que, tout calculé, la perte de la Russie dans cette campagne a été six fois plns grande que celle de la France d'aujourd'hui.

Ce que perd l'Angleterre aux grandes Indes, aux Indes occidentales, ce qn'elle a perdu dans ses expéditions en Hollande, à Buénos-Ayres, à Saint-Domingue, en Égypte, à Flessingue, en Amérique, est au-dessus de ce que l'on peut imaginer. L'opinion généralement reçue que les Anglais ménagent leurs soldats est tout à fait fausse, ils en sont au contraire fort prodigues, ils les exposent continuellement dans des expéditions hasardeuses, dans des assauts contre toutes les règles de l'art, dans des colonies très malsaines. On peut dire que cette nation solde le commerce des Indes par le plus pur de son sang. Cela seul peut expliquer comment depuis 1800 la popnlation de la France a considérablement augmenté. Ce sont ces vaines déclamations propagées par l'ignorance ou la haine qui avaient fait croire à l'Europe en 1814, qu'il n'y avait plus d'hommes, plus de bestiaux, plus d'agriculture, plus d'argent en France, que le peuple y était réduit au dernier degré de misere, qu'on ne voyait plus dans les campagnes que des vieillards, des femmes ou des enfans. La France alors était le pays le plus riche de l'univers, elle avait plus de numéraire que le reste de l'Europe réunie. Combien de semblables assertions sont déplacées dans la bouche d'officiers français !

IXe NOTE.

Bataille d'Iéna et d'Eylau.

(Page 377.)

« A Eylau, l'armée française arrivait sur trois colonnes espacées entre elles de deux ou trois lienes. Les Russes, en position derrière la ville, prennent le parti de donner la bataille an lieu de la recevoir, afin de profiter de l'éloignement de nos colonnes pour les combattre isolément. Ils attaqnent vivement à la pointe du jour nos troupes du centre, auxquelles ils donneut à peine le temps de se développer. Le choc est sanglant et terrible ; on se bat de part et d'autra avec furia ; et si nons parvenons à conservar notre champ de bataille, ce n'est qu'à force de sang, et en perdant la moitié de nos soldats. Notre colonne de droite, retardée par son éloignemant, arrive enfin à une heure après midi snr le flanc gauche des Russes. L'arrivée de ce nonveau corps devait naturellement obliger leur zèle à se retirer, et dès lors la bataille était gagnée pour nous, si nons avions pu occuper encore nne armée de front ; mais notre centre, presqne détruit par le combat sanglant dn matin, ne ponvait plns leur lnspirer de crainte ; ils le négligent, et font nn changement da front pour s'opposer à la colonne qui vient les prendre en flanc, et le combat recommence avec des succés variés. Cependant notre colonne de gauche, qni avait suivl les Prussiens, arrive le soir sur le champ de bataille, et se tronve naturellement placée sur le flanc droit et sur les derrières de l'armée ennemie, qui preud enfin le parti de la retraite. La victoire ne fut si long-temps disputée qu'en raison de l'éloignement de nos colonnes, éloignemcot qui ne leur permit pas d'agir simultanément au moment opportnn. Si les Russes étaient parvenns, comme ils l'ospéraient, à forcer notre corps de centre, avant l'arrivée sur leurs flancs de nos colonnes latérales, ils nous battaient partiellement (*a*); et notre armée était détruite. »

(*a*) Comment les Russes pouvaient-ils nous battre partiellement, puisque divisés ils ne se trouvaient pas réunis?

(Page 510.)

« .... C'est ainsi que j'ai vu à la bataille d'Eylau deux divisions françaises qui s'avançaient en colonnes sur le centre de l'armée russe, dispersées et anéanties par une charge de cavalerie, au moment du déploiement, parce que cette manœuvre se faisant sous le feu de l'ennemi, les soldats effrayés et désunis par une tempête de boulets, de mitraille, de balles, ne surent point réunir leurs efforts pour soutenir le choc de la cavalerie........ »

(Page 578.)

« Le général français essaya encore à Iéna sa manœuvre favorite, manœuvre que les Prussiens firent manquer en attaquant dans sa marche le corps tournant trop isolé, et trop éloigné du reste de l'armée. L'armée prussienne était rassemblée à Iéna sur la rive gauche (*a*) de la Saale; l'armée française, qui opérait en Saxe le côté faible de la Prusse, arrive en trois colonnes sur la rive droite de cette rivière. Notre colonne de droite forte de trente mille hommes passe la Saale, la veille de la bataille, à Naumbourg, petite ville à sept lieues d'Iéna, pour se porter sur le flanc gauche des Prussiens, tandis que le reste de l'armée dirigé sur Iéna, tentait de forcer de front le passage de la rivière (*b*) et leur position. Les ennemis voyant cette colonne engagée seule sur la rive gauche, loin des autres corps, forment le projet de l'attaquer isolément, et de l'accabler sous le poids des forces supérieures, avant qu'elle ne puisse être secourue (*a*); ils ne laissent en position à Iéna qu'une partie de leur armée, et ils partent, pendant la nuit, avec plus de soixante mille hommes, pour se porter sur la colonne française (*b*). Les deux corps se rencontrent le matin à Auerstaët, à moitié chemin de Naumbourg à Iéna (*c*). La situation du corps français, attaqué par des forces doubles, au moment où il se trouvait séparé et isolé du reste de l'armée par une rivière et une distance de plus de trois lieues, devenait critique. Il était probable qu'il serait défait

(*a*) L'armée prussienne était en marche sur le Mein, elle n'occupait pas Iéna, et, depuis quelques jours, l'armée française avait passé la Saale.

(*b*) L'armée française ne devait pas tenter de forcer le passage de cette rivière, puisque cette rivière était passée depuis plusieurs jours, et que Napoléon bivouaqua, avec l'armée, sur la rive gauche de la Saale, la veille de la bataille.

(*a*) Cette colonne n'était point éloignée de notre corps de sept lieues, puisque le prince de Ponte-Corvo avait passé à Dornbourg, qui est à deux lieues. L'ennemi ne fit pas le projet de tomber sur ce corps isolé avant qu'il pût être secouru; car le prince d'Eckmüll, la veille de la bataille, était couvert par la Saale, et n'avait que deux bataillons sur la rive gauche, pour défendre le défilé de Kosen; et que Naumbourg, où se trouvaient les magasins prussiens, est placé sur la rive droite, et à deux lieues de Kosen.

(*b*) Les Prussiens ne laissèrent pas une partie de leur armée en position à Iéna, puisque Napoléon, avec sa garde et toute l'armée, était campé sur la rive gauche dès la veille, et passa la nuit sur le petit mamelon en avant d'Iéna.

(*c*) L'armée du roi de Prusse et celle du prince d'Eckmüll ne se rencontrèrent pas à Auerstaët, à mi chemin de Naumbourg à Iéna; mais les Prussiens arrivèrent au défilé de Kosen. Une seule division du prince d'Eckmüll était passée, c'était celle du général Morand; la deuxième passait le pont. Les Prussiens marchaient si peu, pour attaquer le prince d'Eckmüll, qu'ils allaient en ordre inverse, et leur bataillon de tête ayant été cul-

avant de pouvoir être secouru (a). Cependant, contre tous les calculs des probabilités qui accordent l'avantage au nombre, il résiste, conserve son champ de bataille, et donne ainsi le temps aux autres corps de l'armée française de forcer le passage de la Saale à Iéna, sous le feu des Prussiens, et d'accourir à son secours, ce qui décide la victoire (b). Il me semble que le mouvement audacieux du général français fut plus heureux que sage ; c'était à deux lieues d'Iéna (c), et non pas à sept qu'il devait faire passer la Saale à son corps tournant, puisqu'il obtenait de cette manière les mêmes résultats, sans courir les mêmes risques (d). »

buté par un bataillon du douzième, soixante pièces de canon tombèrent sur le champ au pouvoir de l'armée française : le combat eut donc lieu tout près de la Saale.

(a) Ces deux lignes contiennent deux faussetés : le prince d'Eckmüll n'était pas séparé de l'armée par la Saale, puisque l'armée était, dès la veille, sur la rive gauche, et il avait à deux lieues, sur sa gauche, le prince de Ponte-Corvo.

(b) Nous ne pouvons que répéter que, dès la veille, Napoléon et toute l'armée étaient campés sur la gauche de la Saale, et que le prince de Ponte-Corvo l'était en avant de Dornbourg, tout près du prince d'Eckmüll, et que celui-ci était couvert par le défilé de Kosen, et enfin, en cas d'échec, pouvait se couvrir par la Saale.

(c) Le mouvement, tel qu'il est décrit dans ce paragraphe, est si absurde, que le résultat en eût été la défaite entière de l'armée française : la Saale est une rivière très encaissée.

(d) La Saale est une rivière si encaissée, que depuis Iéna à Naumbourg, il n'y a pas d'autres débouchés que celui de Dornbourg, où a passé le prince

Après la bataille de Pultusk en décembre 1806, le général Beningsen, commandant l'armée russe, marcha sur la basse Vistule, pour attaquer le maréchal prince de Ponte-Corvo qui occupait Elbing. Napoléon partit de Varsovie le 25 janvier 1807, réunit son armée à Wittemberg, marcha sur le flanc gauche des Russes pour les jeter dans le Frisch-Haff : la terre était couverte de neige et de glace ; l'armée de Beningsen était fort compromise ; déjà l'armée française gagnait ses derrières lorsque les cosaques prirent un officier d'état-major du prince de Neuchâtel. Ses dépêches démasquèrent le mouvement. Beningsen effrayé se reploya en toute hâte sur Allenstein, qu'il évacua la nuit pour éviter une bataille. Il fut poursuivi vivement. Arrivé à Deppen, il fit passer la Passarge au général York, et le dirigea sur Worenditt. Le prince de la Moskowa le suivit avec le sixième corps. Si le général York n'eût pas été suivi, il eût pu se porter sur le flanc gauche et les derrières de l'armée française qui, le 7 février au soir arriva devant Eylau après avoir livré plusieurs combats. Le général Beningsen occupait la ville en force, le duc de Dalmatie l'attaqua avec le quatrième corps et s'en empara après un combat opiniâtre.

Le prince d'Eckmüll, avec le troisième corps, se porta à trois lieues sur

de Ponte-Corvo. Mais si le prince d'Eckmüll eût passé, non pas à deux lieues, mais même à trois lieues, à Dornbourg, le roi de Prusse se fût échappé par Kosen, eût passé la Saale à Naumbourg, eût retrouvé tous ses magasins, et se fût appuyé à l'Elbe ; toute la manœuvre eût été manquée.

la droite, pour combattre une colonne russe qui était sur l'Alle, et tourner la gauche de la ligne ennemie. Napoléon établit son quartier-général à Eylau ; le quatrième corps bivouaqua en avant à gauche et à droite de la ville, la garde en deuxième ligne, le septième corps et les réserves de grosse cavalerie en troisième ligne. Le lendemain 8, à la pointe du jour, les Russes commencèrent le combat ; ils voulaient emporter Eylau, mais ils furent repoussés. En effet il leur eût été difficile de réussir à prendre cette ville devant les corps d'armée des ducs de Dalmatie et de Castiglione, la garde et les réserves de cavalerie, eux qui, la veille, n'avaient pas pu la garder contre les seuls efforts d'un de ces corps. Si la bataille d'Eylau fut sanglante pour nous, elle le fut bien plus pour l'ennemi. Notre perte, dans cette journée, s'éleva à dix-huit mille hommes.

Si nous avions le prince de la Moskowa à plusieurs lieues sur notre gauche, et le prince d'Eckmüll à deux lieues sur notre droite, le général russe avait des détachemens aussi considérables devant lui. Ce n'est pas l'éloignement qui retarda le troisième corps, mais la résistance de l'ennemi auquel il était opposé. Notre centre était si peu détruit lorsqu'il arriva à la hauteur du champ de bataille, que la garde, les quatrième et septième corps, les réserves de cavalerie s'y trouvaient, et que le feu s'y soutint toujours aussi vif jusqu'à la nuit. L'armée russe se mit en retraite à l'arrivée, sur notre droite, du troisième corps. Le général Beningsen ne fit point un changement de front, mais celui de ces corps qui, depuis l'Alle, se retirait en combattant, vint naturellement s'établir en potence sur son extrême gauche. Les Russes ne pouvaient donc pas nous battre partiellement, puisqu'ils n'étaient pas réunis, et que nous n'avions de détachemens que devant leurs détachemens d'égales forces. On n'a jamais reproché au duc de Castiglione de n'être pas un bon tacticien, et de ne pas savoir bien remuer un corps de douze à quinze mille hommes; d'ailleurs Napoléon était à l'église d'Eylau, il a vu défiler le septième corps, il l'a fait déployer, et il n'eût pu déboucher en colonne au milieu de la grêle de mitraille et de balles qui pleuvait près de l'église et du cimetière; ce corps d'armée s'avança dans le plus bel ordre, et déployé; les ailes de chaque division soutenues par une colonne à distance de peloton. La neige tombait à flocons, elle obscurcit un moment l'atmosphère. Augereau prit une direction divergente et souffrit à lui seul plus que tout le reste de l'armée ensemble.

La manœuvre d'Iéna a manqué!!! De deux cent cinquante mille Prussiens, les plus belles troupes du monde, pas un seul homme ne s'est sauvé, si ce n'est le roi avec quelques escadrons. Mais 1° l'armée prussienne n'était pas rassemblée à Iéna ; 2° la colonne de droite de l'armée française n'était pas de trente mille hommes, elle était formée par le troisième corps que commandait le prince d'Eckmüll, trente mille hommes; par le premier, que commandait le prince de Ponte-Corvo, vingt mille hommes; par trois divisions de cavalerie sous les ordres du grand-duc de Berg, dix mille hommes : total soixante mille hommes ; 3° le reste de l'armée n'avait pas besoin de forcer le passage de la Saale, il était effectué depuis plusieurs jours. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, les corps du prince de la Moskowa, des maréchaux ducs de Montebello, de Castiglione, de Dalmatie, la garde, les cuirassiers d'Hautpoul

et Nausouty, se réunirent en avant d'Iéna. L'armée se trouvait formée en deux grandes masses; une de quatre-vingt mille hommes sur ce pont, une de soixante mille hommes à Naumbourg, d'où jusqu'à Iéna la Saale est fort escarpée et n'a qu'une gorge, celle de Dornbourg qui était occupée par un corps de flanqueurs.

L'armée prussienne fut prise en flagrant délit, le maréchal Blucher et le duc de Weimar étaient entrés dans Cassel et marchaient sur le Mein, lorsque le duc de Brunswick s'aperçut de la manœuvre de Napoléon; il rappela ces deux corps. Mais il leur fallait plusieurs jours pour le rejoindre; il n'était plus temps. Le 13 octobre, le prince d'Eckmüll prit Naumbourg et tous les magasins de l'armée prussienne; l'inquiétude devint extrême au quartier-général de Weimar. Le général prussien se résolut à repasser la Saale et à abandonner les corps de Blucher et du duc de Weimar à leurs propres forces, pour marcher sur Naumbourg et reprendre ses magasins, qu'il croyait occupés par un partisan. Le 14, soixante mille Prussiens engagèrent le combat avec le troisième corps à l'entrée des gorges de Kosen et non à Auërslaet. Mais déjà depuis trois heures Napoléon avait débouché avec quatre-vingt mille hommes sur les hauteurs d'Iéna et repoussait l'armée des généraux Russel et du prince de Hohenlohe. Les soixante mille hommes que le roi commandait en personne furent arrêtés et vaincus par le seul effort des trente mille hommes du troisième corps, parce que le maréchal Bernadotte n'ayant pas voulu s'engager derrière eux dans le défilé de Kosen, avait fait dans la nuit une marche rétrograde de deux lieues, pour passer la Saale au pont de Dornbourg entre Iéna et Naumbourg, où le 14 au matin il était en position de tomber sur le flanc de cette armée; ce qui l'inquiéta beaucoup. Sans doute le prince d'Eckmüll pouvait n'être pas vainqueur, mais il ne pouvait pas perdre le défilé de Kosen. Avec une aussi bonne infanterie que celle qu'il commandait, il ne lui fallait que dix mille hommes pour défendre le débouché tout le jour. Mais s'il l'eût perdu, l'armée prussienne ne pouvait pas passer la Saale devant lui; six mille Français et vingt-quatre pièces de canon étaient suffisans pour en défendre le passage: ainsi lors même que le prince d'Eckmüll eût été forcé dans le défilé de Kosen et obligé de repasser la Saale, cela n'eût point influé sur le sort de la bataille d'Iéna. La perte de l'armée prussienne n'en eût été peut-être que plus assurée. Si le prince d'Eckmüll eût débouché par Dornbourg à trois lieues d'Iéna, comme on le propose, l'armée prussienne eût échappé, elle eût pu arriver derrière la Saale. La marche rétrograde du prince de Ponte-Corvo mit à même le prince d'Eckmüll de se couvrir d'une gloire immortelle et de porter au plus haut point la réputation de l'infanterie française; mais dans tous les cas la victoire était assurée à Iéna.

Lorsqu'on veut parler d'une bataille où ont assisté deux cent mille contemporains, ne serait-il pas plus sage d'étudier les localités et les faits, de consulter les hommes qui ont été à même de les connaître? Si l'on est pardonnable de se tromper sur le col des Alpes qu'Annibal franchit il y a deux mille ans, on est inexcusable de ne pas connaître la topographie d'un champ d'opérations, d'événemens modernes, sur lesquels on veut dogmatiser. L'auteur des *Considérations sur*

l'art de la guerre n'a pas la plus légère idée du cours de la Saale; il n'est pas content de la manœuvre d'Iéna? César, Annibal, Alexandre, Turenne, Eugène de Savoie, Frédéric-le-Grand, le seraient probablement davantage.

Xe NOTE.

BATAILLE D'ESSLING.

(Page 335.)

« Les Autrichiens, après leur défense d'Eckmühl, s'étaient retirés par Ratisbonne sur la rive gauche du Danube. L'armée française continua sa route sur Vienne par la rive droite, s'empara de cette capitale, et essaya aussi de passer le Danube au-dessous de Vienne, à Ebersdorf. Notre pont de bateaux sur le Danube était à peine achevé, que nous voyons arriver l'armée autrichienne sur la rive gauche pour nous combattre. Le prince Charles ne s'oppose point au passage de la tête de notre armée; il se tient sur le bord du fleuve à une lieue au-dessus de notre pont, et là il fait préparer de gros bateaux, d'énormes radeaux et une grande quantité de brûlots. Quand il s'aperçoit que la moitié à peu près de notre armée est sur la rive gauche, il lance, au gré d'un courant rapide, toutes les machines rassemblées d'avance, qui venant heurter notre pont, l'entraînent et le détruisent entièrement (*a*). Notre armée se trouve alors séparée en deux par un fleuve de quatre cents toises de large, sans communication de l'une à l'autre rive. Il nous attaque dans cette cruelle situation avec cent mille hommes contre quarante-cinq; et après deux jours de combats opiniâtres et sanglans, privés de nos parcs de réserve restés sur la rive droite, sans espoir de rétablir nos communications avec le reste de notre armée, nous sommes contraints de céder au nombre et de nous réfugier dans une île du Danube, l'île Lobau, devenue célèbre par le séjour et les travaux que nous y fîmes.

» Nous perdîmes la bataille d'Essling pour avoir attaqué en colonne le centre de la ligne autrichienne. Ce centre réduit à propos du terrain à mesure que nous nous avancions, tandis que les ailes s'approchaient de nos flancs. Par cette manœuvre habile (*b*),

(*a*) Le pont fut jeté le 9 mai; alors le prince Charles était encore à deux marches de Vienne; toutes les îles du Danube étaient occupées par nos postes; enfin, l'armée passa pendant toute la journée du 19 et du 20. Si donc le prince Charles eût été effectivement campé à une lieue au-dessus de l'île de Lobau, où était notre pont, il lui eût été très difficile de juger si notre armée étaient passée en totalité ou en partie; car elle avait eu le temps de passer deux fois. L'armée du prince Charles arriva le 21, la bataille fut le 22, le jour après que le passage était commencé, et que l'avant-garde était dans l'île de Lobau.

(*b*) Dieu veuille que les ennemis de la France adoptent toujours une manœuvre aussi habile, que de prendre une ligne de bataille d'une étendue double de celle qu'ils peuvent garnir, et s'exposer ainsi à être percés par leur centre. Sans la rupture du pont, qui obligea Napoléon à contremander le mouvement, et à se tenir sur la défensive, l'armée autrichienne aurait été coupée : moitié aurait été jetée en Hongrie, moitié en Bohême. Les mouvemens très étendus sont conformes à l'usage de la tactique autrichienne, mais contraires aux vrais principes de la guerre. La gauche de l'armée autrichienne n'aurait pas dû dépasser la hauteur d'Essling, la droite étant appuyée au Danube; sa ligne, ainsi établie, eût été suffisamment garnie, la gauche s'étant étendue sur Enzersdorf, ne pouvait plus faire un pas en avant sans se trouver sous le feu de l'île de Lobau; aussi arriva-t-il que cette aile ne bougea pas; toutes les fois qu'elle voulut s'ébranler, se trouvant prise à dos par la mitraille de l'île de Lobau, elle fut obligée de reprendre la position.

nous ne tardâmes pas à nous trouver au centre d'un demi-cercle d'artillerie et de mousqueterie dont les feux convergeaient tous sur nos malheureuses colonnes. Les boulets, les balles, la mitraille, se croisaient sur nous dans tous les sens et faisaient un ravage affreux. Tout était atteint, tout était renversé, et nos premières colonnes furent entièrement détruites; enfin, nous fûmes contraints de céder à cet orage effroyable, et nous rétrogradâmes pour nous remettre en ligne avec les deux villages d'Aspern et d'Essling, les soutiens de nos ailes. »

Il faut être d'accord avec soi-même : Avons-nous perdu la bataille d'Essling pour avoir attaqué en colonne le centre de la ligne ennemie? ou l'avons-nous perdue par l'effet *d'une ruse du prince Charles qui ayant fait couper nos ponts nous attaqua dans cette cruelle situation avec cent mille hommes contre quarante-cinq mille ?*

1°. D'abord nous ne perdîmes pas la bataille d'Essling, nous la gagnâmes; le champ de bataille de Gros-Aspern à Essling nous resta; 2°. le duc de Montebello n'attaqua pas en colonne, mais en bataille; ce général était le meilleur manœuvrier de l'armée; 3°. ce ne fut pas le prince Charles qui coupa nos ponts, ce fut le Danube qui, en trois jours, haussa de quatorze pieds.

Après la bataille d'Eckmüll, l'armée française arriva devant Vienne, l'archiduc Maximilien commandait dans cette capitale, qui était armée et mise en état de défense. Le général d'artillerie Lariboissière, plaça trente obusiers en batterie derrière une maison du faubourg, pendant la nuit, et mit le feu dans la ville, qui ouvrit ses portes. Cependant, l'archiduc Charles s'approchait par la rive gauche du Danube, Napoléon résolut de le prévenir et de passer ce grand fleuve. La position sur la rive droite n'était bonne qu'autant que l'armée aurait une tête de pont sur la rive gauche, parce que sans cela l'ennemi restait maître de l'initiative des mouvemens. Cette considération était d'une telle importance, que Napoléon se fût reployé sur l'Ens, s'il lui eût été impossible de s'établir sur la rive gauche.

Cette opération était fort difficile; le Danube a cinq cents toises de large, quinze, vingt, trente pieds de profondeur, une grande rapidité. Passer une telle rivière près d'une grande armée, exigeait beaucoup d'art, d'autant qu'on ne pouvait pas s'éloigner, de peur que l'ennemi, qui avait deux équipages de pont, ne passât lui-même le Danube et ne se portât sur Vienne. Napoléon voulut passer à deux lieues au-dessus de cette ville; il y avait remarqué, en 1805, une île assez considérable séparée de la rive droite par le grand bras du Danube et de la rive gauche par un bras de cinquante toises : s'il s'emparait de cette île, il pouvait s'y établir, et alors il n'aurait plus, au lieu d'une rivière de cinq cents toises, qu'une de cinquante à franchir : c'était franchir le Danube par un siége en règle. Le duc de Montebello jeta cinq cents hommes dans cette île, le 16 mai; l'armée de l'archiduc était encore à une marche en arrière; mais, depuis 1805, on avait construit une jetée entre cette île et la rive gauche, de sorte qu'elle n'en était plus une. Le général Bubna se trouvait à portée avec six mille hommes; il marcha sur les cinq cents hommes et les culbuta : partie furent pris, partie se rembarquèrent sous la protection de trente pièces de douze et d'obusiers. Cette opération manquée, Napoléon se porta

à deux lieues au-dessous de Vienne, vis-à-vis l'île de Lobau qui a dix-huit cents toises d'étendue ; elle est séparée de la rive droite par le grand bras du Danube, large de cinq cents toises, et de la rive gauche par un bras de soixante toises. Il résolut de s'établir dans cette île. Une fois là, il se trouverait dans un camp retranché sur la rive gauche du Danube, il aurait barre sur l'archiduc, et si ce prince se portait sur Krembs, ou tel autre point pour passer le Danube et couper sa ligne d'opérations partant de l'île Lobau, il tombait sur ses derrières, et le prendrait en flagrant délit. Le lieutenant-général Bertrand eut ordre de jeter un pont de bateaux et de pontons sur le Danube; le 19 mai, une avant-garde y passa et s'empara de l'île : le pont était terminé dés le matin du 20; l'armée commença à passer; dans l'après-midi le Danube grossit de trois pieds, les ancres des bateaux chassèrent, le pont fut rompu : mais en peu d'heures il fut raccommodé, l'armée continua à passer dans l'île. Vers six heures, Napoléon fit jeter un pont dans un rentrant sur le petit bras; le général Lasalle s'avança avec trois mille chevaux sur Essling, battit la plaine dans tous les sens, et eut nouvelle d'une division de cavalerie autrichienne avec laquelle il escarmoucha; il s'établit la nuit entre Essling et Gros-Aspern. Napoléon bivouaqua sur la rive gauche, à la tête du petit pont; le 21, à la pointe du jour, il se porta à Essling ; un bataillon fut posté dans une espèce de réduit crénelé au village de Enzersdorf; une partie des cuirassiers d'Espagne et Nansouty passèrent; mais, à midi, le Danube était grossi encore de quatre pieds. Le grand pont fut emporté de nouveau; le reste de la cavalerie et les réserves du parc ne purent passer : deux fois, pendant ce jour, le comte Bertrand rétablit les ponts, et deux fois il furent rompus. Au moment de l'évacuation de Vienne, les Autrichiens avaient incendié beaucoup de bateaux qui, soulevés par la crue du fleuve, allaient frapper contre les pontons. A quatre heures après-midi, le général Lasalle fit prévenir Napoléon que l'armée de l'archiduc était en marche. Le prince de Neuchâtel monta sur le clocher d'Essling; il fit le croquis des mouvemens de l'armée autrichienne : l'archiduc voulut attaquer par sa droite Gros-Aspern; par son centre, Essling; par sa gauche, Enzersdorf; formant ainsi une demi-circonféfénce autour d'Essling. Napoléon donna l'ordre de se reployer et de rentrer dans l'île de Lobau, en laissant dix mille hommes dans le bois en avant du petit pont; mais, dans ce moment, le général Bertrand envoya dire que le Danube baissait, qu'il avait rétabli le pont, et que les parcs passaient. Il était tard, Napoléon résolut de rester en position ; car, si l'ennemi occupait le village d'Essling, il serait bien difficile de le reprendre, et cela coûterait bien du sang. A cinq heures, les tirailleurs s'engagèrent, la fusillade et la canonnade devinrent bientôt vives; les cuirassiers firent plusieurs belles et brillantes charges : l'ennemi fut repoussé dans toutes ses attaques sur Gros-Aspern et Essling, et vingt-cinq mille hommes, attaqués par cent mille, conservèrent réunis, pendant trois heures, leur champ de bataille. A la nuit, le placement des feux des bivouacs des deux armées annonça une journée décisive pour le lendemain.

L'armée française, sur les deux rives, était de vingt mille hommes supérieure à celle de l'archiduc. La victoire ne

pouvait être douteuse; mais, à minuit, le Danube grossit de nouveau d'une manière effroyable. Le passage sur le pont fut encore interrompu, il ne put être rétabli qu'à la pointe du jour. La garde et le corps du duc de Reggio commencèrent alors leur passage; il s'opérait à pas accélérés. L'empereur monta à cheval plein d'espoir; les destins de la maison d'Autriche allaient être fixés! Arrivé à Essling, il ordonna au duc de Montebello de percer le centre de l'armée autrichienne, et à la jeune garde de déboucher d'Essling, pour se jeter au moment décisif sur le flanc gauche de l'ennemi qui s'appuyait à Enzersdorf, petite ville sur la branche du Danube qui forme l'île de Lobau. Le duc de Montebello déploya ses divisions avec cette habileté et ce sang-froid qu'il avait acquis dans cent combats. L'ennemi sentit l'importance de ne pas laisser percer sa ligne de bataille; mais elle était trop étendue, elle avait plus de trois lieues, tous ses efforts furent vains : déjà la jeune garde marchait sur le flanc de sa gauche, lorsqu'il fallut arrêter les troupes victorieuses; les ponts étaient de nouveau rompus, tous les bateaux étaient emportés par la force du courant à une et deux lieues : il ne serait plus possible de les rétablir de plusieurs jours. La moitié des cuirassiers, le corps du prince d'Eckmüll, toutes les réserves d'artillerie se trouvaient encore sur la rive droite. Ce contre-temps était affreux : mais le plan d'opérations était si sage, si profondément calculé, que l'armée ne courait aucun danger, et elle pouvait toujours au pis aller reprendre sa position dans l'île de Lobau, où elle serait inattaquable; jamais camp retranché ne fut plus fort; il était couvert par un fossé profond et de soixante toises de large. Cette fâcheuse nouvelle arriva à sept heures du matin : l'empereur envoya l'ordre au prince d'Essling et au duc de Montebello de s'arrêter et de reprendre insensiblement leur position : le premier appuya sa gauche au milieu du village de Gros-Aspern, ce village a plus d'une lieue de long; le second entre Gros-Aspern et Essling, appuyant sa droite à ce village. Ce mouvement se fit comme au Champ-de-Mars : l'ennemi, désespéré et en retraite, s'arrêta stupéfait, ne comprenant rien à ce mouvement rétrograde des Français; mais il apprit bientôt que leurs ponts étaient emportés; son centre reprit sa première position; il était alors dix heures du matin, depuis cette heure jusqu'à quatre heures après-midi, c'est-à-dire, pendant six heures, cent mille Autrichiens et cinq cents pièces de canon attaquèrent vainement et sans succès cinquante mille Français, n'ayant que cent pièces de canon en position, et obligés de ménager leurs feux, parce qu'ils manquaient de munitions.

Le succès de la bataille était dans la possession du village d'Essling; l'archiduc fit tout ce qu'il fallait faire, il l'attaqua cinq fois avec des troupes fraîches, le prit deux fois, mais en fut chassé cinq fois. Enfin, à trois heures après-midi, l'empereur ordonna au général Rapp et au courageux comte de Lobau, ses aides-de-camp, de se mettre à la tête de la jeune garde, de déboucher par trois colonnes et de tomber au pas de charge sur les réserves de l'ennemi, qui se préparaient à faire une sixième attaque. Elles furent mises en déroute, et la victoire fut décidée; l'archiduc n'avait plus de troupes fraîches, il prit position : le feu cessa à quatre heures précises, dans cette saison on peut se battre jusqu'à

dix heures. Ainsi, pendant six heures de jour, nous restâmes maîtres du champ de bataille.

La vieille garde, où était l'empereur, se tint constamment en bataille à une portée de fusil d'Essling, la droite au Danube, la gauche du côté de Gros-Aspern. A six heures du soir, le lieutenant-général Dorsenne, colonel des grenadiers de la vieille garde, fit demander par le colonel Montholon, qui se trouvait alors près de lui, à faire une charge, pour décider de la journée et obliger les Autrichiens à la retraite. « Non, répondit l'empereur, *il est bon que cela finisse ainsi; sans pont, sans secours, certes, nous avons fait plus que je n'espérais;* reztez tranquilles. » Il se porta alors dans l'île de Lobau et en fit le tour; il craignait que l'ennemi ne jetât un pont à l'extrémité de l'île et n'y lançât quelques bataillons. Il se porta ensuite au grand pont : hélas! tout avait disparu, pas un bateau n'était en place; le Danube s'était élevé à vingt-huit pieds depuis trois jours. Les parties basses de l'île étaient inondées; il revint au petit pont, ordonna à l'armée de le repasser à minuit et de se camper dans l'île de Lobau. Le corps du prince d'Essling coucha sur le champ de bataille, et ne passa que le lendemain à sept heures du matin. Telle est la bataille d'Essling : tant que nous étions en possession de l'île de Lobau, nous avions ce qu'il fallait pour assurer la possession de Vienne, qui n'eût plus été tenable, si nous eussions perdu cette île. De ce camp retranché, nous étions maîtres de prendre l'offensive, si l'ennemi débouchait sur la rive gauche; car un canal de soixante toises n'est pas un obstacle, surtout dans cette localité. Le général Bertrand fit en vingt jours établir trois ponts sur pilotis, ouvrage qui fut dix fois plus difficile, plus coûteux, que celui de César sur le Rhin. Le vice-roi gagna la victoire de Raab sur l'archiduc Jean; l'empereur déboucha de l'île de Lobau et remporta la mémorable victoire de Wagram en juillet.

L'archiduc a fait à Essling, et depuis cette bataille, tout ce qu'il devait faire et pouvait faire. Dans cette journée, périrent les généraux, ducs de Montebello et Saint-Hilaire, deux héros, les meilleurs amis de Napoléon; il en versa des larmes. Ceux-là n'eussent pas manqué de constance dans ses malheurs, ils n'eussent pas été infidèles à la gloire du peuple français. Le duc de Montebello était de Lectoure; chef de bataillon, il se fit remarquer dans les campagnes de 1796 en Italie; général, il se couvrit de gloire en Égypte, à Montebello, à Marengo, à Austerlitz, à Iéna, à Pultusk, à Friedland, à Tudella, à Sarragosse, à Eckmüll, à Essling, où il trouva une mort glorieuse. Il était sage, prudent, audacieux, devant l'ennemi d'un sang-froid imperturbable. Il avait eu peu d'éducation, la nature avait tout fait pour lui; Napoléon, qui avait vu les progrès de son entendement, en marquait souvent sa surprise. Il était supérieur à tous les généraux de l'armée française sur le champ de bataille, pour manœuvrer vingt-cinq mille hommes d'infanterie. Il était encore jeune et se fût perfectionné; peut-être fût-il même devenu habile, pour la grande tactique qu'il n'entendait pas encore. Saint-Hilaire était général à Castiglione en 1796, il se faisait remarquer par son caractère chevaleresque; il était aimable et bon camarade, bon frère, bon parent; il était couvert de blessures; il aimait Napoléon depuis le siége de Toulon. On l'appelait

le chevalier sans peur et sans reproche, faisant allusion à Bayard.

XIe NOTE.

Guerre d'Espagne.

(Page 448 et 450.)

« Qu'une armée offensive s'engage témérairement dans l'intérieur d'un grand état sans s'assurer la possession des pays qu'elle traverse, je la vois perdue comme celle de Charles XII, en Russie, comme celle de Napoléon, à Moscou. La population, avec l'appui des places fortes qui lui fournissent des armes, et à l'aide de quelques corps réguliers qui lui donnent de la confiance, se soulève sur ses flancs et sur ses derrières ; elle intercepte ses convois, ses munitions, ses recrues; attaque et surprend ses détachemens, la prive de vivres, l'affame dans son camp, et la détruit en détail par le fer et la faim. Les Français en ont fait une cruelle expérience dans leur dernière guerre d'Espagne. . . .

. . . .

il fallait commencer par soumettre les provinces de la rive gauche de l'Èbre, et y former des établissemens avant de dépasser ce fleuve. »

La guerre d'Espagne était terminée en 1809. En trois mois, Napoléon avait battu et dispersé les quatre armées espagnoles de cent soixante mille hommes, pris Madrid et Sarragosse, et forcé le général Moore de s'embarquer avec perte de la moitié de son armée, de ses munitions, de ses caisses militaires; l'Espagne alors était conqnise. Lorsque la guerre de Vienne obligea Napoléon à retourner en France, la guerre d'Espagne se renouvela; le roi Joseph n'était pas dans le cas de la diriger. L'Angleterre fit des efforts inouïs, ses armées obtinrent des succès en Portugal. L'Espagne étant environnée par la mer de trois côtés, les flottes anglaises portaient inopinément des forces nouvelles en Catalogne, en Biscaye, en Portugal, dans le royaume de Valence, à Cadix.

On n'a pas fait en Espagne la faute d'aller trop vite, mais bien celle d'aller trop doucement, après le départ de Napoléon; s'il y fût resté encore quelques mois, il eût pris Lisbonne et Cadix, réuni les partis et pacifié le pays: ses armées n'ont jamais manqué de munitions de guerre, d'habillemens, de vivres; l'armée du duc de Dalmatie, en Andalousie, celle du duc d'Albufera, dans l'est, et celle du nord, étaient très belles, très fortes, et ne manquaient de rien. Les Guérillas ne se sont formés que deux ans après, par l'effet des désordres et des abus qui s'étaient introduits dans l'armée, excepté dans le corps d'armée du maréchal Suchet qui occupait le royaume de Valence. L'armée anglo-portugaise est devenue aussi manœuvrière que l'armée française; on a été battu par suite des événemens de la guerre, des manœuvres et des fautes de stratégie, à Talaveira, à Salamanqne, à Vittoria. On a perdn l'Espagne après cinq ans de lutte; on argumente mal à propos dn défaut de places fortes, l'armée française les avait prises toutes. Les Espagnols avaient présenté la même résistance aux Romains. Les peuples conquis ne deviennent sujets du vainqueur que par un mélange de politique et de sévérité; et par lenr amalgame avec l'armée. Ces choses ont manqué en Espagne. Si, comme le dit l'auteur des *Considérations sur l'art de la guerre*, on se fût amusé à faire des établissemens sur l'Èbre, au lieu de marcher sur la Somosierra, sur Madrid, Burgos et Benevente, pour chasser les Anglais, après les victoires de Vittoria,

d'Espinosa, de Tudella et de Burgos, on aurait eu contre soi deux cent mille Anglais, Portugais, Espagnols, en ligne, deux mois après, et l'armée française eût été chassée de vive force au delà des Pyrénées.

Après le rembarquement de l'armée anglaise, le roi d'Espagne ne fit rien; il perdit quatre mois; il eût dû marcher sur Cadix, sur Valence, sur Lisbonne, les moyens politiques eussent alors fait le reste. Personne ne peut nier que, si la cour d'Autriche en ne déclarant pas la guerre, eût permis à Napoléon de rester encore quatre mois en Espagne, tont n'eût été terminé. La présence du général est indispensable; c'est la tête, c'est le tout d'une armée : ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler la république aux portes de Rome, mais Annibal; ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre; ce n'est pas l'armée française qni a porté la guerre sur le Weser et sur l'Inn, mais Turenne; ce n'est pas l'armée prussienne qui a défendu sept ans la Prusse contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, mais Frédéric-le-Grand.

XII NOTE.

MOSCOU.

(Page 405.)

« Les Russes pouvaient très bien se dispenser de livrer la bataille de la Moskowa, car, soit qu'ils la gagnassent ou qu'ils la perdissent, leur imprudent ennemi n'était pas moins ruiné, comme l'événement le prouva. »

La ville de Moscou ne valait pas une bataille! Les Russes perdirent la bataille, et Moscou tomba; mais s'ils l'enssent gagnée, Moscou était sauvé! Cent mille Russes, hommes, femmes, enfans, ne seraient pas morts de misère dans les bois, dans les neiges des environs; la Russie n'aurait pas vu s'anéantir en une senle semaine cette superbe capitale, l'ouvrage des siècles; elle n'eût pas perdu plusieurs milliards engloutis sous ses ruines. Sans l'embrasement de Moscou, événement nouveau dans l'histoire, Alexandre eût été contraint à la paix. Le résultat de la bataille de la Moskowa était immense! Jamais il ne fut plus à propos de risquer une bataille; elle était demandée à grands cris par sa cour désolée de voir le ravage et l'incendie de ses provinces; par la noblesse, par l'armée fatiguée, affaiblie, découragée par de perpétuelles retraites.

Il n'est pas vrai que les Russes aient battu volontairement en retraite jusqu'à Moscou, pour attirer l'armée française dans l'intérieur de leur pays. Ils ont abandonné Wilna, parce qu'il leur fut impossible de réunir leurs armées en avant de cette place : ils voulnrent se rallier sur le camp retranché qu'ils avaient construit à cheval snr la Dwina : mais Bagration, avec la moitié de l'armée, ne put pas y arriver. La marche dn prince d'Eckmüll sur Minsk, Borisow et Moilow, sépara l'armée de Barclay de Tolly de celle de Bagration; ce qui obligea le premier à se porter sur Witepsk, et de là sur Smolensk, pour se rénnir avec Bagration. Sa jonction faite, il marcha avec cent quatre-vingt mille hommes sur Witepsk pour livrer bataille à l'armée française; mais Napoléon exécuta alors cette belle manœuvre, qui est le pendant de celle qu'il avait faite sous Landsuht, en 1809; il se couvrit par

la forêt de Babiuoritski, tourna la gauche de l'armée russe, passa le Borysthène et se porta sur Smolensk, où il arriva vingt-quatre heures avant l'armée russe qui rétrograda eu toute hâte; une division de qninze mille Russes, qui se trouvait par hasard à Smolensk, eut le bouheur de défendre cette place un jour, ce qui donna le temps à Barclay de Tolly d'arriver le leudemain.

Si l'armée française eût surpris Smolensk, elle y eût passé le Borysthène, et attaqué par derrière l'armée russe en désordre et non réunie; ce grand coup fut manqué, mais le général français tira avantage de sa manœuvre; elle donna lieu à la bataille de Smolensk, où Poniatowski et les Polouais se couvrirent de gloire. Rejeté au-delà du Borysthène, Barclay de Tolly projeta de donner bataille.

On ne saura jamais bien l'histoire de la campagne de Russie; parce que les Russes n'écrivent pas, ou écrivent sans aucun respect pour la vérité, et que les Français se sont pris d'une belle passion pour déshonorer et discréditer eux-mêmes leur gloire; la guerre de Russie devenait une conséquence nécessaire du système continental, le jour où l'empereur Alexandre violait les conventions de Tilsitt et d'Erfurt; mais une considération d'nne importance bieu plus majeure y détermina Napoléon. L'empire français, qu'il avait créé par tant de victoires, serait infailliblement démembré à sa mort, et le sceptre de l'Europe passerait dans les mains d'uu czar s'il ne rejetait les Rnsses au delà du Borysthène, et ne relevait le trône de Pologne, barrière naturelle de l'empire. En 1812, l'Autriche, la Prusse, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, marchaient sous les aigles françaises; Napoléon ne devait-il pas croire le momeut arrivé de consolider cet immense édifice qu'il avait élevé, mais sur le sommet duquel la Russie pèserait de tout le poids de sa puissance, aussi long-temps qu'elle pourrait, à son gré, porter ses nombreuses armées sur l'Oder. Alexandre était jeune et plein de force, comme son empire; il était à présumer qu'il survivrait à Napoléon. Voilà tout le secret de cette guerre. Aucun sentimeut personnel ne s'y est mêlé, comme l'ont prétendu des folliculaires. La campagne de Russie est la plus glorieuse, la plus difficile et la plus honorable pour les Gaulois, dont l'histoire ancienne et moderne fasse meution. Les Russes sont de très braves troupes, toute leur armée était réunie à la bataille de la Moskowa, ils avaient cent soixaute-dix mille hommes, y compris les troupes de Moskou; Kutusow avait pris une très belle position et l'avait occupée avec intelligence. Il avait tous les avantages pour lui, supériorité d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, positiou excellente, un grand uombre de redoutes; il fut vaincu. Intrépides héros, Mnrat, Ney, Poniatowski, c'est à vous qne la gloire en est dne! Que de grandes, que de belles actions l'histoire aurait à recueillir! elle dirait comment ces intrépides cuirassiers forcèrent les redoutes, sabrèrent les canonniers sur leurs pièces; elle raconterait le dévoûment héroïque de Moutbrun, de Caulincourt, qui trouvèreut la mort au milieu de leur gloire; elle dirait ce que nos canonuiers découverts en pleine campagne fireut coutre des batteries plus uombreuses et couvertes par de bons épaulemens; et ces intrépides fantassins qui, au momcnt le plus critique, au lieu d'avoir besoiu d'être rassurés par leur général, criaient:

Sois tranquille; tes soldats ont tous juré aujourd'hui de vaincre et ils vaincront! Quelques parcelles de tant de gloire parviendront-elles aux siècles à venir? ou le mensonge, la calomnie, le crime, prévaudront-ils?.....

XIIIe NOTE. — RETRAITE DE RUSSIE ET DE SAXE.

(Page 461.)

« On reproche amèrement à Napoléon de n'avoir pas su faire sa retraite après ses campagnes désastreuses de Russie et de Saxe. Mais en vérité, où voulait-on qu'il se retirât, puisqu'il n'avait rien préparé pour rallier et réorganiser ses troupes en cas de revers? Sa grande faute fut de n'avoir formé ni armée de réserve, ni plan d'opérations où son armée poursuivie par l'ennemi pût trouver un refuge. Ce général extraordinaire, admirable pour combattre et vaincre ses ennemis sur un champ de bataille, admirable pour les surprendre dans leurs marches, attaquer et dissiper leurs colonnes, ne savait pas faire une guerre méthodique, la seule cependant qui puisse asseoir des conquêtes stables en Europe.... La tête remplie des hauts faits d'Alexandre, il courait le monde comme le héros grec, à la tête d'une armée victorieuse, sans apprécier la différence des circonstances, qui ne permettait pas aux mêmes moyens d'opérer les mêmes résultats.... Sa funeste campagne de Russie est une invasion dans le genre asiatique, où l'on n'aperçoit pas les plus légères traces de précautions que nous prescrit la prudence dans nos guerres européennes. Sa base d'opérations était sur la Vistule où il avait des places de dépôt. Il s'avance, passe le Niémen à la tête de quatre cent mille hommes, et pénètre imprudemment dans l'intérieur de la Russie, sans établir ni places de dépôt, ni armée de réserve sur ce fleuve frontière (*a*). Il court après les Russes, qui évitent avec raison tout engagement sérieux, dans l'espoir bien fondé de détruire plus sûrement son armée en détail, par la désorganisation et la faim, que par les batailles. En effet, comme il faisait la guerre sans hôpitaux, sans magasins, sans établissemens d'aucune espèce, sans assurer ses communications, et sans faire occuper par des troupes le pays qu'il parcourait, tout soldat malade, égaré, ou traîneur, était un homme perdu, et la famine minait et affaiblissait journellement son armée. Parvenu sur la Dwina et sur le Borysthène, il avait déjà perdu la moitié de ses troupes sans ti-

(*a*) L'espace de quatre cents lieues entre le Rhin et le Borysthène était occupé par des peuples amis et alliés: du Rhin à l'Elbe, par les Saxons; de là au Niémen, par les Polonais; de là au Borysthène, par les Lithuaniens. L'armée avait quatre lignes de places: celles du Rhin, de l'Elbe, de la Vistule, du Niémen; sur cette dernière, Pillaw, Wilna, Grodno et Minsk: tant qu'elle n'eut pas passé le Borysthène à Smolensk, elle était en pays ami. De Smolensk à Moscou, il y a cent lieues de pays ennemi, c'est la Moscovie. On prit et on arma Smolensk, qui devint le pivot de la marche sur Moscou. On y organisa des hôpitaux pour huit mille hommes, des magasins de munitions de guerre, qui contenaient plus de deux cent cinquante cartouches à canon, et des magasins considérables d'habillemens et de vivres. Deux cent quarante mille hommes furent laissés entre la Vistule et le Borysthène. Cent soixante mille seulement passèrent le pont de Smolensk, pour marcher sur Moscou. De ceux-ci, quarante mille restèrent pour garder les magasins, les hôpitaux et les dépôts de Dorogholowy, Viazma, Ghjot, Mozajsk; cent mille entrèrent à Moscou; vingt mille avaient été tués ou blessés dans la marche et à la grande bataille de la Moskowa, où périrent cinquante mille Russes.

rer l'épée (*a*). Alors les plus sages de ses généraux *effrayés de tant d'extravagance*, lui représentent la nécessité de s'arrêter sur les deux fleuves, pour rallier ses troupes, les réorganiser, assurer ses derrières, former des places de dépôt, des magasins, des hôpitaux, et prendre en un mot une base d'opérations, avant de s'enfoncer plus avant dans un pays dont tous les habitans prenaient part à la guerre. Il convient de la justesse de ces observations, et le lendemain, il fait tout le contraire : il s'engage sur la route de Moscou, il marche sur cette capitale à trois cents lieues de sa base d'opérations sur la Vistule. Dès lors sa perte devient inévitable, et ses victoires mêmes ne peuvent le sauver (*a*). Aussi imprudent que Charles XII, il dut éprouver la même catastrophe. Il a voulu rejeter ses malheurs sur les rigueurs de la saison : d'abord il était aisé de prévoir qu'il ferait très froid en Russie au mois de janvier (*a*), ensuite, il eût fait sa retraite en

(*a*) Pas un malade, pas un homme isolé, pas une estafette, pas un convoi n'ont été enlevés pendant cette campagne, depuis Mayence jusqu'à Moscou ; on n'a pas été un jour sans recevoir des nouvelles de France; Paris n'a pas été un jour sans recevoir des lettres de l'armée. On a tiré, à la bataille de Smolensk, plus de soixante mille coups de canon ; le double à la bataille de la Moskowa ; la consommation a été considérable dans les petits combats, et cependant, partant de Moscou, chaque pièce était approvisionnée à trois cent cinquante coups; on eut une telle surabondance de munitions et de caissons, qu'on en brûla cinq cents dans le Kremlin, où on détruisit plusieurs centaines de milliers de poudre et soixante mille fusils. Les munitions n'ont jamais manqué. Cela fait l'éloge des généraux Lariboissière et Éblé, commandant l'artillerie. Jamais les officiers de ce corps n'ont servi avec plus de distinction et n'ont montré plus d'habileté que dans cette campagne. Il y a autant de faussetés que d'assertions dans le passage que nous relevons.

(*b*) C'est bien mal connaître la Russie, que de supposer que les habitans prennent part à la guerre ; les paysans sont esclaves ; les seigneurs craignant leur révolte, les conduisirent dans leurs terres de l'intérieur de l'empire, à peu près comme on conduit des chevaux ou des troupeaux de bœufs.

Les esclaves étaient très favorables aux Français, ils en attendaient leur liberté ; les bourgeois ou esclaves qui avaient été affranchis et qui habitaient les petites villes, étaient fort disposés à se mettre en tête de l'insurrection contre la noblesse, ce qui fit prendre le parti aux Russes de mettre le feu à toutes les villes situées sur les routes de l'armée, perte immense, indépendamment de celle de Moscou. Ils mirent aussi le feu aux villages, malgré l'opposition des habitans, au moyen des Cosaques, qui, fort ennemis des Moscovites, éprouvaient une grande joie de leur faire du mal.

On n'a pas besoin de dire que les généraux de l'armée ne firent aucune remontrance à Napoléon ; cette assertion est si absurde, qu'elle ne mérite aucune réfutation sérieuse ; ce sont des dire de libelles.

(*a*) 1° Charles XII parcourut cinq cents lieues dans le pays ennemi ; 2° il perdit sa ligne d'opérations le lendemain de son départ de Smolensk ; 3° il resta une année sans recevoir des nouvelles de Stockholm ; 4° il n'eut aucune armée de réserve. 1° Napoléon ne fit que cent lieues en pays ennemi ; 2° il conserva toujours sa ligne d'opérations ; 3° il reçut tous les jours des nouvelles et des convois de France

été, qu'elle n'eût été guère moins désastreu- se; il n'eût pas ramené cinquante mille

4° il mit en réserve, de la Vistule au camp de Moscou, les trois quarts de son armée; enfin, le premier agissait avec quarante mille hommes, le second avec quatre cent mille; ces deux opérations sont l'opposé l'une de l'autre : autant l'une est conforme aux règles raisonnées, et les moyens proportionnés au but, autant l'autre est mal raisonnée en son but et par une tête peu stratégiste.

La marche de Smolensk à Moscou était fondée sur la pensée que l'ennemi, pour sauver cette capitale, livrerait une bataille, qu'il serait battu, que Moscou serait pris, qu'Alexandre, pour sauver cette capitale ou pour la délivrer, ferait la paix, et que s'il ne la faisait pas, on trouverait dans le matériel immense de cette grande ville, dans les quarante mille bourgeois affranchis, fils d'affranchis ou négocians, et fort riches, qui l'habitaient, de quoi former un noyau national pour soulever tous les esclaves de la Russie, et porter un coup funeste à cet empire. L'idée d'incendier une ville de trois cent mille âmes, presque aussi étendue que Paris, n'était pas considérée comme une chose possible. En effet, il était plus raisonnable de faire la paix, que de se porter à une telle barbarie. L'armée russe livra bataille à trois journées avant d'être à Moscou; elle fut battue : l'armée française entra dans la ville; pendant quarante-huit heures elle fut maîtresse de toutes ses richesses; les ressources qu'elle y trouva étaient immenses : les habitans étaient restés, les cinq cents palais de la noblesse étaient meublés, les officiers et les domestiques des maisons étaient à la porte. Les diamans, les toilettes des dames, rien n'avait été évacué. La plus grande partie des riches propriétaires, en quittant la ville, avaient laissé des billets de recommandation pour le général qui occuperait leur maison, et la déclaration que, sous peu de jours, aussitôt que le premier moment de trouble serait passé, ils rentreraient chez eux. Ce fut alors que huit ou neuf cents personnes préposées de la police, chargées de la garde de la ville et des pompes, profitèrent d'un vent violent qui s'éleva, et mirent à la fois le feu à tous les quartiers. Une bonne partie de la ville construite en bois, renfermait une grande quantité de magasins d'eau-de-vie, d'huile et autres matières combustibles. Toutes les pompes avaient été enlevées, la ville en entretenait plusieurs centaines, car le service était organisé avec beaucoup de soin, on n'en trouva qu'une. L'armée lutta quelques jours inutilement contre le feu; tout fut brûlé. Les habitans qui étaient restés dans la ville se sauvèrent dans les bois ou dans les maisons de campagne; il ne resta que la dernière canaille, pour se livrer au pillage. Cette grande et superbe cité devint un cloaque, un séjour de désolation et de crime. On pouvait alors prendre le parti de marcher sur Saint-Pétersbourg : la cour le craignait, et avait fait évacuer, sur Londres, ses archives, ses trésors les plus précieux; elle avait appelé de la Podolie l'armée de l'amiral Tchitchagow, pour couvrir cette capitale. Considérant qu'il y avait aussi loin de Moscou à Saint-Pétersbourg que de Smolensk à Saint-Pétersbourg, Napoléon préféra aller passer l'hiver à Smolensk, sur les confins de la Lithuanie, sauf, au printemps, à marcher sur Saint-Péters

hommes de plus (*a*). Une armée obligée de se retirer l'espace de trois cents lieues avant d'atteindre ses réserves, ses dépôts et sa base d'opérations, au milieu d'une nuée d'ennemis qui harcèlent ses flancs, qui interceptent ses communications, sans vivres et sans munitions, se décourage, s'affaiblit, et se fond tous les jours davantage, et, à son arrivée, elle est tellement ruinée, que les secours qu'elle reçoit ne peuvent la rétablir (*a*).

» S'il eût établi trois ou quatre places du moment, des têtes de pont, et une armée de réserve, ses ennemis n'eussent pas pu se placer sur ses derrières ; il n'eût manqué de vivres, ni de munitions, et son armée, après une bataille perdue, eût promptement trouvé un refuge, des renforts et une barrière contre la poursuite des alliés. Le public qui se range toujours du côté de la fortune, a blâmé sévèrement ces deux malheureuses campagnes, tandis que les trompettes de la renommée retentissaient encore des louanges de la brillante campagne d'Austerlitz. Mais les connaisseurs qui jugent plutôt d'après les principes que d'après les événemens, aperçoivent dans cette fameuse campagne les mêmes fautes qui nous perdirent ensuite. On voit Napoléon y faire la guerre sans base d'opérations, avec plus d'éclat que de soli-

Bourg. Il commença son mouvement sur Smolensk, par attaquer et battre, de nouveau, l'armée de Kutusow à Maïoraloweez, et de là le continuait sans aucun obstacle, lorsque les glaces, les neiges et le froid tuèrent, dans une nuit, trente mille chevaux, ce qui obligea d'abandonner les charrois, et fut la cause du désastre de cette marche. Car elle ne doit pas s'appeler une retraite, puisque l'armée était victorieuse, et qu'elle eût pu également marcher sur Saint-Pétersbourg, sur Kalouga, ou sur Toula, que Kutusow eût en vain essayé de couvrir. L'armée eût hiverné à Smolensk, si le prince Schwartzenberg ne l'eût abandonnée, et manœuvré sur Varsovie ; ce qui permit à l'amiral Tchitchagow de se porter sur la Bérézina, et de menacer les grands magasins et dépôts de Wilna, où se trouvaient des vivres pour l'armée pendant quatre mois, des habillemens pour cinquante mille hommes, des chevaux et des munitions, et une division de dix mille hommes pour les garder. Le général Dombrowski, qui occupait le fort de Borisow et le pont de la Bérézina, ne put le défendre. Il n'avait que neuf mille hommes, il fut repoussé. L'amiral Tchitchagow passa la Bérézina pour se porter sur la Dwina, mais ne tenta rien sur Wilna ; il fut rencontré par le duc de Reggio, qui le battit et le rejeta sur la Bérézina, après lui avoir pris tous ses bagages. Dans sa frayeur, l'amiral brûla le pont de Borisow.

(*a*) Si au lieu d'être en novembre on eût été au mois d'août, l'armée eût marché sur Saint-Pétersbourg ; elle ne se retirait pas sur Smolensk parce qu'elle était battue, mais pour hiverner en Pologne ; si on eût été en été, ni l'armée de l'amiral Tchitchagow, ni celle de Kutusow, n'eussent osé approcher de l'armée française de dix journées, sous peine d'être de suite détruites.

(*a*) 1° Les magasins de l'armée n'étaient pas à trois cents lieues ; elle ne manqua jamais de munitions, elle ne fut pas harcelée sur ses derrières, et l'ennemi fut partout battu. On a vu les Romains, à Trasimène et à Cannes, Annibal à Zama, Scipion à Thapsus, Sextus à Minda, Melas à Marengo, Mack à Ulm, le duc de Brunswick à Iéna, perdre leurs armées, ne pas pouvoir se rallier, quoique au milieu de leurs places fortes, et près de leurs capitales.

dité. Après avoir enveloppé et détruit l'armée autrichienne, à Ulm, par des mouvemens brillans d'activité, d'ordre et d'habileté, la prudence lui conseillait de s'arrêter pour former une base d'opérations en Bavière (*a*). Il n'écoute point ces conseils timides, il poursuit sa pointe, et la fortune le conduit jusque dans Vienne; elle fait plus, elle lui livre le pont de cette capitale sur le Danube, qu'il était si aisé aux Autrichiens de brûler. Le général français veut profiter de tout son bonheur; il passe témérairement sur la rive gauche du fleuve, et court en Moravie au devant des Russes, qu'il bat à Austerlitz, où il conclut la paix. Certainement, si l'on considère sans prévention sa situation, celle des armées ennemies, et l'état de l'Europe à cette époque, il est difficile de ne pas reconnaître que cette pointe en Moravie n'était qu'une audacieuse folie, qui mettait presque toutes les chances contre lui. L'armée autrichienne d'Italie, arrivant à la hâte, n'était plus qu'à quelques marches, et pouvait se diriger sur Vienne, s'emparer de cette capitale, ou du moins de l'île du Prater, et par conséquent du pont sur le Danube (*b*). Le Tyrol n'était pas soumis (*a*), la Prusse et tout le nord de l'Allemagne s'ébranlaient, et un faible corps de quinze mille hommes que nous avions à Francfort était bien insuffisant sans doute pour arrêter cent cinquante mille hommes qui paraissaient devoir se porter vers les sources du Danube afin d'intercepter les communications des Français (*b*). Les Russes s'avan-

(*a*) Oui, afin de donner le temps au général Kutusow, à l'empereur Alexandre, au général Beningsen, au prince Charles, et à l'armée autrichienne de Vienne de se réunir sur l'Inn, de rendre inutile la victoire éclatante d'Ulm, et de remettre en balance ce qu'elle avait décidé. Ah vraiment! c'eût été un bon conseil à suivre; pour résultat, les armées françaises eussent été rejetées sur le Rhin et sur les Alpes, avant le mois de décembre.

(*b*) L'archiduc Charles, qui avait eu des avantages sur le prince d'Essling, et était arrivé jusqu'à l'Adige, fut obligé de battre en retraite en toute hâte, pour arriver au secours de Vienne, après la victoire d'Ulm. Il laissa une forte garnison dans Venise et dans Palma Nova, un corps d'observation dans la Carniole, et il arriva sur les confins de la Hongrie avec quarante mille hommes; le prince d'Essling, avec l'armée d'Italie, trente-cinq mille hommes, le suivait à la piste. Le général Saint-Cyr était accouru d'Otrante, et bloquait Venise; le duc de Raguse avait marché sur le Simmering avec vingt mille hommes pour se réunir au prince d'Essling. Le duc de Trévise était resté dans Vienne avec quinze mille hommes, et le prince d'Eckmüll était à Presbourg, sur le Danube, avec trente mille hommes. Si deux de ses divisions accoururent sur le champ de bataille d'Austerlitz, elles n'y vinrent qu'à marches forcées, lorsque la bataille était décidée, et lorsqu'il n'y avait rien à craindre du prince Charles, qui était harassé de fatigue, et cherchait un refuge au milieu de la Hongrie.

(*a*) Le prince de la Moskowa, avec son corps d'armée, avait été dirigé sur le Tyrol; il était plus que suffisant pour le soumettre. Effectivement, il en était maître au moment de la bataille d'Austerlitz.

(*b*) Le roi de Prusse avait été ébranlé par le séjour de l'empereur Alexandre à Postdam; mais malgré le fameux serment sur le tombeau de Frédéric, ce prince avait donné à la France les plus vives assurances qu'il ne commencerait aucune hostilité, sans qu'au préalable il n'eût fait des propositions; et il ne s'était engagé, avec la Russie, que par un traité éven-

çaient avec soixante mille hommes au secours des Autrichiens échappés au désastre d'Ulm ; et enfin la Bohême était en armes. Certes, il est évident qu'il ne fallait que temporiser, éviter les batailles de front, et se porter sur les flancs, pour ruiner les Français. Leur armée enveloppée d'ennemis, sans communications, sans établissemens et sans munitions, se serait trouvée dans une situation aussi fâcheuse que celle de Moscou. La victoire d'Austerlitz même ne pouvait pas la tirer d'affaire, si les alliés eussent montré de la résolution, de la fermeté et de l'énergie après cette bataille, qu'ils avaient grand tort de livrer. Que pouvaient faire les Français après cette victoire? Rien du tout ; ou, s'ils poursuivaient les Russes (a), leur situation devenait encore plus critique, et leur perte plus facile, car leur ligne d'opérations, dont la base reposait sur le Rhin, s'affaiblissait en s'allongeant. Cette campagne, aux yeux critiques de la raison (a), est aussi vicieuse que celle de Moscou ; et cependant quelle différence de résultat ! tant il est vrai que la fortune est bien puissante dans les affaires du monde ! »

tuel. Mais en supposant que les choses fussent comme les rapporte l'auteur des considérations, il était évident qu'il fallait profiter de six semaines qu'on avait devant soi, avant que la Prusse pût achever ses armemens, pour défaire les armées russes et autrichiennes, dégager l'Italie, ou bien repasser le Rhin et les Alpes. Car, certainement, en prenant position sur l'Inn, on ne pouvait pas tenir tête à l'Autriche, à la Russie et à la Prusse, puisque c'était donner le temps à ces puissances, de réunir et de combiner leurs forces.

(a) On n'a pas poursuivi, et on n'avait pas besoin de poursuivre les Russes; l'empereur Alexandre avait pris l'engagement de se retirer avec son armée sans artillerie, par la Hongrie, au-delà du Niémen, et c'est ce qu'il a fait. Après la bataille d'Austerlitz, on se moquait de la Prusse, et même si elle n'eût pas, dès lors, changé de ton, elle s'en fût repentie ; l'empereur d'Autriche, sans armée, sans alliés, sa capitale prise, désirait et devait désirer la paix.

Dans la campagne de Russie , les magasins de l'armée n'étaient pas sur la Vistule à cinquante jours de marche de Moscou ; ceux de première ligne étaient à Smolensk à dix jours de marche de Moscou ; ceux de seconde ligne à Minsk et à Wilna à huit marches de Smolensk ; ceux de troisième ligne à Kowno, à Grodno, et à Bialistok ; ceux de quatrième ligne à Elbing, à Marienwerder, à Thorn, à Plock, à Modlin, à Varsovie ; ceux de cinquième ligne à Dantzig, à Bomberg, à Posen ; ceux de sixième ligne à Stettin, à Custrin, à Glogau. Sur quatre cent mille hommes qui passèrent le Niémen, deux cent quarante mille hommes restèrent en reserve entre ce fleuve et le Borysthène, cent soixante mille hommes passèrent Smolensk et marchèrent sur Moscou ; sur ces cent soixante mille hommes quarante mille restèrent échelonnés entre Smolensk et Mozajsk. La retraite était donc toute naturelle sur la Pologne. Aucun général n'a représenté à Napoléon la nécessité de s'arrêter sur la Bérézina ; tous sentaient que maître de Moscou il terminerait la guerre. Jusqu'à Smolensk, il manœuvrait sur un pays aussi bien disposé que la France même ; la

(a) Quelle raison? celle d'Alexandre, d'Annibal, de Gustave Adolphe, de Turenne, d'Eugène, de Frédéric, ou celle des princes de Clermont et de Soubise ?

population, les autorités étaient pour lui; il pouvait y lever des hommes, des chevaux, des vivres, et Smolensk est une place forte. Dans sa marche sur Moscou il n'a jamais eu l'ennemi sur ses derrières. Pendant les vingt jours qu'il a séjourné dans cette capitale, pas une estafette, pas un convoi d'artillerie n'a été intercepté, pas une maison de station retranchée (il y en avait à tous les postes) n'a été attaquée; les convois d'artillerie et d'équipages militaires arrivèrent sans accidens. Si Moscou n'eût pas été incendié, l'empereur Alexandre eût été contraint à la paix. Après l'embrasement de Moscou, si les grands froids n'avaient pas commencé quinze jours plus tôt qu'à l'ordinaire, l'armée fût revenue sans perte à Smolensk, où elle n'aurait eu rien à redouter des armées russes battues à la Moskowa, à Maïoraloweez; elles avaient le plus grand besoin de repos. On savait bien qu'il ferait froid en décembre et janvier; mais on avait lieu de croire par le relevé de la température des vingt années précédentes que le thermomètre ne descendrait pas au dessous de six degrés de glace pendant novembre; il n'a manqué à l'armée que trois jours pour achever sa retraite en bon ordre : mais dans ces trois jours elle perdit trente mille chevaux; le froid prématuré opéra également sur les deux armées. Par l'événement on pourrait donc reprocher à Napoléon d'être resté quatre jours de trop à Moscou; mais il y fut déterminé par des raisons politiques; il croyait avoir le temps de retourner en Pologne; les automnes sont très prolongées dans le nord.

L'armée en quittant Moscou emporta vingt jours de vivres, c'était plus qu'il ne lui fallait pour arriver à Smolensk, où elle eût pu en prendre en abondance pour gagner Minsk ou Wilna. Mais tous les attelages des convois, et la majorité des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie périrent; tous les services de l'armée furent désorganisés; ce ne fut plus une armée; il devint impossible de prendre position avant Wilna. Les corps du prince de Schwartzemberg et du général Reynier qui étaient sur la Vistule, au lieu d'appuyer sur Minsk comme ils le devaient, se retirèrent sur Varsovie, abandonnant ainsi l'armée; s'ils se fussent portés sur Minsk, ils y eussent été joints par la division Dombrowsky, qui, seule ne put défendre Borisow, ce qui permit à l'amiral Tchitchagow de l'occuper. Le projet de l'amiral n'était pas de prendre possession de la Berezina, mais de se porter sur la Dwina pour couvrir Saint-Pétersbourg. C'est par cette circonstance fortuite que le duc de Reggio, le rencontra, le battit, et le rejeta sur la rive droite de la Berezina. Tchitchagow fut battu de nouveau après le passage de la Berezina; les cuirassiers Doumerc lui prirent mil huit cents hommes dans une charge.

A deux journées de Wilna, lorsque l'armée n'avait plus de dangers à courir, Napoléon jugea que l'urgence des circonstances exigeait sa présence à Paris; là seulement il pouvait imposer à la Prusse et à l'Autriche: s'il tardait à s'y rendre, le passage lui serait peut-être fermé. Il laissa l'armée au roi de Naples et au prince de Neufchâtel. La garde était alors entière, et l'armée comptait plus de quatre-vingt mille hommes combattans, sans compter le corps du duc de Tarente qui était sur la Dwina. L'armée russe, tout compris, était réduite à cinquante mille hommes. Les farines, les biscuits, les vins, les viandes, les légumes secs,

les fourrages, étaient en abondance à Wilna. D'après le rapport de la situation des approvisiounemens des vivres, présenté à Napoléon, à son passage en cette ville, il y restait alors quatre millions de rations de farine, trois millions six cent mille rations de viande, neuf millions de rations de vin ou eau-de-vie ; des magasins considérables d'effets, d'habillemens et de munitions avaient également été formés. Si Napoléon fût resté à l'armée ou qu'il en eût laissé le commandement au prince Eugène, elle n'aurait jamais dépassé Wilna : un corps de réserve était à Varsovie, un autre à Kœnigsberg; mais on s'en laissa imposer par quelques cosaques, on évacua en désordre Wilna dans la nuit : c'est de cette époque surtout que datent les grandes pertes de cette campagne; et c'était un des malheurs des circonstances que cette obligation où se trouvait Napoléon dans les grandes crises, d'être à la fois à l'armée et à Paris. Rien n'était et ne pouvait être moins prévu par lui que la conduite insensée que l'on tint à Wilna.

Pendant la campagne de 1813 : 1° notre première ligne de place et de magasins était Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittemberg, Magdebourg, Hambourg; notre seconde ligne était Minden, Leipsick, Mersebourg, Erfurth, Wurtzbourg; 2° nos têtes de pont sur la Saale étaient : Meresbourg, Weissenfels, Naunbourg ; 3° le duc de Castiglione commandait une armée de réserve sur la droite de la Saale : une division de réserve était à Leipsick. La position de l'armée fut empirée par l'accident du pont de Leipsick; mais arrivé à Erfuth, elle y aurait trouvé des magasins considérables en tous genres : elle devait y faire halte, approvisionner ses caissons, et après deux jours de repos manœuvrer contre les corps disséminés des alliés. L'arrivée à marches forcées sur le Mein de l'armée austro-bavaroise du maréchal Wrede obligea de se porter de suite sur Hanau, pour rétablir la communication avec Mayence.

Les désastres de la campagne de Russie sont l'effet du changement prématuré de la saison. Les désartres de la campagne de Saxe sont le résultat des événemens politiques ; peut-être dira-t-on qu'il fallait prévoir ces événemens politiques : fort bien, mais enfin cette campagne eût eu une toute autre issue sans la défection des troupes saxonnes et bavaroises, et sans les changemens de politiques qui se sont opérés dans les cabinets.

En 1805, après avoir fait quatre-vingt mille prisonniers et pris tout le matériel de l'armée autrichienne, Napoléon jugea devoir se porter sur Vienne : 1° pour dégager l'Italie, et tomber sur les derrières de l'archiduc Charles qui avait battu le prince d'Essling, et qui déjà était arrivé sur l'Adige; 2° pour empêcher l'armée autrichienne de se joindre à celle de l'empereur Alexandre; 3° pour entamer, battre et couper l'armée de Kutusow. Entré à Vienne, il apprit que l'archiduc Charles s'était mis en pleine retraite d'Italie; que suivi par le prince d'Essling, et affaibli par les garnisons qu'il avait jetées dans Venise, Palma-Nova, et par le corps d'observations de la Carniole, il ne ramenait en Hongrie que trente-cinq mille hommes; que l'empereur Alexandre était à Olmütz ; il résolut de passer le Danube à Vienne pour couper à Hollabrun Kutusow qui, battu à Amstetten, avait passé le Danube à Krems. Ce mouvement avait réussi, lorsque le prince Murat se laissa amuser par le prince Bagration qui,

tout en lui parlant de la paix, s'échappa. Napoléon accourut dans la nuit, fit attaquer à la pointe du jour, mais Bagration s'était dégagé durant les dix-huit heures d'armistice. Le 2 décembre, il défit à Austerlitz les armées russe et autrichienne réunies, commandées par les empereurs d'Autriche et de Russie; il avait laissé à Vienne le duc de Trévise avec quinze mille hommes. Le duc de Raguse, avec vingt mille hommes, observait sur le Simmering les mouvemens du prince Charles. Le prince d'Eckmüll, avec trente mille, était sur la lisière de la Hongrie. Les quinze mille hommes du duc de Trévise, les vingt mille du duc de Raguse, les trente mille du prince d'Eckmüll, les quarante mille du prince d'Essling qui était déjà arrivé à Klagenfurth, formaient ainsi une masse de plus de cent mille hommes opposés aux trente-cinq mille de l'archiduc Charles.

Le mouvement sur Austerlitz, pour combattre l'armée russe et empêcher la jonction avec l'armée d'Italie, est conforme à toutes les règles de l'art; il a réussi, il devait réussir. Le prince de la Moskowa avec le sixième corps était dans le Tyrol; le duc de Castiglione avec le septième corps était en réserve en Souabe. Le maréchal Saint-Cyr était devant Venise; le roi de Bavière avait une réserve à Munich. Quant à la Prusse, nous n'étions pas en guerre avec elle. La convention de Potsdam était éventuelle; il fallait au préalable que les propositions que le comte Haugwitz était chargé de faire à Napoléon fussent refusées. Il était au quartier-général; et si on eût été battu à Austerlitz, elles eussent été acceptées, et l'effet de cette bataille perdue aurait sur-le-champ excité la jalousie de la cour de Berlin contre l'Autriche et la Russie. D'ailleurs, il fallait encore six semaines, pour que l'armée prussienne fût mobile.

Si l'empereur de Russie eût évacué Olmütz, pour s'enfoncer en Hongrie et se joindre, sans livrer bataille, à l'archiduc Charles, l'armée qui a combattu à Austerlitz eût alors été renforcée par deux divisions du prince d'Eckmüll qui n'ont pas combattu à Austerlitz, et par les corps des ducs de Raguse, de Trévise, du prince d'Essling; tout l'avantage eût été de son côté; elle se fût trouvé supérieure en nombre aux armées alliées réunies.

L'armée avait dans cette campagne trois lignes d'opérations : l'une sur l'Italie par le Simmering et Klagenfurth; l'autre également sur l'Italie par le Simmering, Graetz, Palma-Nova; la troisième sur le Rhin, par saint Polten, Ens, Braunau, Munich, Augsbourg. Ens était fortifié et contenait de grands magasins de bouche et de munitions de guerre. Branau, tête de pont sur l'Inn, était une place forte en état de soutenir quinze jours de tranchée; le général Lauriston y commandait : il y réunissait des magasins, des hôpitaux, des munitions. Passau, place forte sur l'Inn, à son embouchure dans le Danube, contenait de grands magasins; le général Moulin commandait à Augsbourg : il avait fortifié et mis à l'abri d'un coup de main cette place de dépôts et de magasins sur la rive gauche du Lech.

Pendant les campagnes d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Moscou, pas une estafette ne fut interceptée, pas un convoi de malades ne fut pris; on n'a pas été un seul jour au quartier-général sans nouvelles de Paris. On se fait de fausses idées de la Moravie et de la Russie, les vivres s'y trouvent en abondance.

XIVe NOTE.

CAMPAGNE DE 1813.

(Page 325.)

« C'est pour avoir violé ce principe, que Napoléon perdit en 1813 la trop fameuse bataille de Leipsick, qui changea le destin de l'Europe. Qu'il me soit permis de prendre les événemens de plus haut, et d'indiquer les mouvemens d'armée qui précédèrent cette terrible catastrophe. J'aurai en même temps l'occasion de rapporter la bataille de Dresde, qui semblait promettre aux armées françaises un avenir plus heureux. »

Nous avons parlé en détail de cette campagne dans des notes sur l'ouvrage d'un officier saxon; nous nous bornerons donc ici à rectifier quelques erreurs notoires.

Sur les deux cent cinquante mille hommes dont était composée l'armée de Napoléon dans cette campagne, cinquante mille étaient Saxons, Westphaliens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Hessois ou troupes du duché de Berg, fort mal disposés et qui firent plus de mal que de bien. Les deux cent mille autres étaient de jeunes troupes, surtout de cavalerie, hormis la garde, les Polonais, deux ou trois régimens de cavalerie légère, quatre ou cinq de grosse cavalerie. Ce défaut de cavalerie légère empêcha de connaître les mouvemens de l'ennemi.

Nous avions un pont sur l'Elbe à Dresde, un à Meissen, un à Torgau, un à Wittemberg, un à Magdebourg, un à Hambourg. Les mouvemens sur Dresde étaient prévus; on fit tout pour y attirer l'ennemi. Napoléon avait fait élever des ouvrages, ouvrir des routes et jeter des ponts sur l'Elbe devant Kœnigstein, pour faciliter la communication entre cette place et Stolpen.

Les victoires de Lützen et de Würtzen, les 2 et 21 mai, avaient rétabli la réputation des armes françaises; le roi de Saxe avait été ramené triomphant dans sa capitale; l'ennemi était chassé de Hambourg; un des corps de la grande armée était aux portes de Berlin, et le quartier de Napoléon était à Breslau: les armées russe et prussienne découragées n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistule, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes: Napoléon retourna à Dresde; l'empereur d'Autriche quitta Vienne et se rendit en Bohême; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent; le prince de Metternich proposa le congrès de Prague; il fut accepté: ce n'était qu'un simulacre; la cour de Vienne avait déjà pris des engagemens avec la Russie et la Prusse; elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son armée était encore peu nombreuse, mal organisée, et peu en état d'entrer en campagne. Le prince de Metternich demanda les provinces illyriennes, et une frontière sur le royaume d'Italie; le grand-duché de Varsovie, la renonciation de Napoléon au protectorat de la confédération du Rhin, à la médiation de la confédération suisse, et la possession de la 32e division militaire et des départemens de la Hollande. Ces conditions excessives étaient évidemment mises en avant, dans l'opinion qu'elles seraient rejetées. Cependant le duc de Vicence se rendit au congrès de Prague, et les négociations commencèrent: tous les moyens employés pour ame-

ner les puissances à se désister de quelque partie de leurs prétentions, avaient procuré quelques modifications insignifiantes : Napoléon se décida à des concessions importantes, et à les faire porter à l'empereur d'Autriche par le comte de Bubna qui résidait à Dresde. L'abandon des provinces illyriennes, limitées du royaume d'Italie par l'Isonzo ; du grand-duché de Varsovie, et des titres de protecteur de la confédération du Rhin et de médiateur de la confédération suisse, était consenti. Quant à la Hollande et aux villes anséatiques, Napoléon s'engageait à ne retenir ces possessions que jusqu'à la paix, et comme moyens de compensation, pour obtenir de l'Angleterre la restitution des colonies françaises.

Lorsque le comte de Bubna arriva à Prague, le terme fixé pour la durée de l'armistice était expiré depuis quelques heures; sur ce motif, l'Autriche déclara son adhésion à la coalition, et la guerre recommença.

La victoire éclatante remportée à Dresde par l'armée française, le 27 août, sur l'armée commandée par les trois souverains, fut suivie des désastres des corps d'armée du maréchal Macdonald en Lusace, et du général Vandamme en Bohême. Cependant la supériorité restait encore du côté de l'armée francaise, qui s'appuyait aux forteresses de Torgau, Wittemberg et Magdebourg.

Le Danemarck venait de conclure à Dresde, avec la France, un traité d'alliance offensive et défensive ; et son contingent augmentait à Hambourg l'armée du prince d'Eckmüll. En octobre, Napoléon quitta Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts de l'ennemi à Dessau avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg, justifiant les inquiétudes déjà conçues sur la fidélité de la cour de Munich, annonça que le roi de Bavière avait subitement changé de parti; et que, sans déclaration de guerre ou avertissement préalable, et en conséquence du traité de Reid, les deux armées autrichienne et bavaroise, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies en un seul camp; que ces quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du général de Wrède, marchaient sur le Rhin; que le Wurtemberg, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence.

A cette nouvelle inattendue, Napoléon crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins : ce plan était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et manœuvrant sous la protection des places et magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur l'Oder les places de Glogau, Cüstrin, Stettin, et, selon les circonstances, de débloquer les places de la Vistule, Dantzig, Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée, et tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France. Si, comme on avait dû le penser, la Bavière eût tardé quinze jours à changer de parti, on

était assuré qu'elle n'en eût pas changé.

Les armées se concentrèrent sur le champ de bataille de Leipsick, le 16 octobre. L'armée française fut victorieuse, le 18 elle l'aurait été encore malgré l'echec éprouvé le 16 par le duc de Raguse, sans la défection de l'armée saxonne qui, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi avec une batterie de soixante bouches à feu, qu'elle tourna contre la ligne française. Une trahison aussi inouie devant entraîner la ruine de l'armée, et donner aux alliés tous les honneurs de la journée, Napoléon accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa, de leur position les Saxons et les Suédois. La journée du 18 se termina; l'ennemi fit un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prit ses bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta aux Français.

A la bataille de Leipsick, la jeune garde fut engagée sous le duc de Reggio et le duc de Trévise. La moyenne garde, commandée par le général Curial, attaqua et mit en déroute le corps autrichien du général Merfeld, qui fut fait prisonnier. La cavalerie de la garde, ayant à sa tête le général Nansouty, se porta à la droite, repoussa la cavalerie autrichienne et fit grand nombre de prisonniers. L'artillerie de la garde, dirigée par le comte Drouot, fut engagée toute la journée. De toute la garde, la vieille garde infanterie resta seule constamment en bataille, dans une position fulminante où sa présence était nécessaire, mais où elle ne fut jamais dans le cas de se former en carré.

Dans la nuit l'armée française commença son mouvement pour se placer derrière l'Elster et se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Elle avait tiré plus de cent cinquante mille coups de canon dans les journées du 16 et du 18. La trahison de plusieurs corps allemands, troupes de la confédération du Rhim, entraînées par l'exemple donné la veille par les Saxons; l'accident du pont de Leipsick, qu'un sergent fit sauter avant d'en avoir reçu l'ordre de son chef, firent que l'armée, quoique victorieuse, éprouva, par ces funestes événemens, les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. Elle repassa la Saale au pont de Weissenfeld; elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, qui en était abondamment approvisionné, lorsque l'on reçut des nouvelles précises de l'armée austro-bavaroise; elle avait fait des marches forcées, elle était arrivée sur le Mein; il fallait donc aller à elle.

Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort; quoique forte et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau; l'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, qu'elle repassa le 2 novembre.

Des pourparlers eurent lieu à Francfort entre le baron de Saint-Aignan, le prince de Metternich, le comte de Nesselrode, et lord Aberdeen. Les alliés posaient comme bases premières de la paix, que Napoléon renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne et aux départemens de l'Elbe; que la France resterait entière dans ses limites naturelles des Alpes et du Rhin, et qu'on discu-

terait une frontière en Italie qui séparerait la France des états de la maison d'Autriche.

Napoléon adhéra à ces bases : le duc de Vicence partit pour Francfort; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague, dans l'espoir que la France refuserait. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public, car au moment même où ces propositions conciliatrices étaient faites, les alliés violaient la neutralité des Cantons, entraient en Suisse, refusaient de recevoir à Francfort le plénipotentiaire français, et indiquaient Châtillon-sur-Seine pour le lieu de la réunion du congrès; bientôt ils firent pressentir comme base de la négociation l'abandon de toute l'Italie, de la Hollande, de la Belgique, des départemens du Rhin et de la Savoie; ce qui replaçait la France dans les limites qu'elle avait avant 1792 : et par un projet de traité préliminaire, remis le 15 février, ils exigèrent qu'on leur livrât immédiatement les places d'Huningue, de Béfort et de Besançon. De telles prétentions n'étaient assurément pas de nature à être admises sans discussions. Les négociations duraient encore lorsque les alliés déclarèrent que le congrès était dissous.

XVe NOTE.

(Page 339.)

« On sait comment Napoléon parvint de l'île d'Elbe jusqu'à Paris. Il était à peine maître de cette capitale, lorsqu'il vit se déclarer contre lui toute l'Europe et les deux tiers de la France; il n'avait pour lui qu'une armée de cent cinquante mille hommes et le prestige d'un nom brillant de l'éclat de plus de trente victoires. Déjà plusieurs armées royales se pressent dans l'intérieur, et huit cent mille étrangers le menacent sur tous les points à l'extérieur. Attendra-t-il de se voir attaqué par la réunion de tous ses ennemis, en se bornant à une guerre défensive? ou bien prendra-t-il l'initiative des opérations, afin de troubler leur concert et de porter des coups importans avant qu'ils ne soient tous en ligne? Il se décide pour le dernier parti : il rassemble ses troupes, et le 15 juin, il se met en marche sur trois colonnes en partant de Philippeville, Beaumont et Maubeuge, pour aller passer la Sambre le même jour à Châtelet, Charleroi et Marchienne, à la tête de cent mille combattans. Le reste de ses forces était occupé dans l'intérieur ou sur les autres frontières. L'armée anglaise était cantonnée de Bruxelles à Nivelle; l'armée prussienne, aux environs de Fleurus et de Namur. Le projet du général français était d'aller se placer brusquement au milieu des cantonnemens de ces deux armées, d'empêcher leur réunion et de tomber successivement sur les troupes éparses avec toute sa cavalerie, qu'il avait formée à cet effet en un seul corps de vingt mille chevaux. Tout le succès de cette opération était dans la rapidité de ses mouvemens; il devait porter le même jour toute son armée jusqu'à Fleurus, par une marche forcée de huit ou dix lieues, et pousser son avant garde jusqu'à Sombref, sur la route de Namur à Bruxelles; mais, au lieu de se hâter d'arriver au milieu de ses ennemis, il s'arrêta à Charleroi, soit qu'il fût retardé par le mauvais temps, soit par d'autres motifs.

» Le lendemain, nous nous mettons en mouvement sur trois colonnes; la colonne de gauche, forte de trente-cinq mille hommes, prend la route Charleroi à Bruxelles, et rencontre une partie de l'armée anglaise en marche pour se joindre aux Prussiens, aux Quatre-Bras, nœud de jonction des deux routes de Charleroi et de Namur à Bruxelles. On se bat de part et d'autre avec des succès variés : mais enfin nous obtenons le point capital, celui d'arrêter la marche des Anglais sur la route de Namur. Nos deux autres colonnes marchant, l'une sur la route de Fleurus, et l'autre à demi-lieue à droite. Cependant les Prussiens s'étaient rassemblés avec beaucoup de célérité; et lorsque nous

arrivons à Fleurus, à onze heures du matin, nous trouvons leur armée en position, la gauche à Sombref sur la route de Namur à Bruxelles, la droite à Saint-Amand, ayant son front couvert par le ruisseau escarpé de Ligny; nous arrivons sur leur flanc droit. La raison nous conseillait d'attaquer cette ville : par là, nous évitions en partie les défilés du ruisseau; nous nous rapprochions de notre corps de gauche, qui se battait aux Quatre-Bras, de manière que les deux armées pussent se donner mutuellement du secours, et enfin nous rejetions les Prussiens loin des Anglais, en les forçant de se retirer sur Namur. Mais le général français agit différemment; il attaqua de front : et après plusieurs combats sanglans, il força enfin le défilé de Ligny avec sa réserve, et il déboucha sur le centre de l'armée prussienne, dont la retraite favorisée par la nuit, se fait naturellement vers les Anglais, puisque nous les chassions dans ce sens du côté de Bruxelles. Nous couchons sur le champ de bataille après cette victoire sanglante et peu décisive, qui nous coûta quinze mille hommes y compris nos pertes au combat des Quatre-Bras.

» Le 17, nous marchons sur deux colonnes; la colonne principale, après avoir rallié les troupes qui s'étaient battues la veille aux Quatre-Bras, suit la route de Bruxelles, et trouve à l'entrée de la nuit l'armée anglaise en position, au village de Mont-Saint-Jean. Notre colonne de droite, forte de trente mille hommes, chargés de suivre les mouvemens des Prussiens, incertaine de leur direction, s'arrête à Gembloux, non loin du champ de bataille de la veille.

» Le 18 matin, nous reconnaissons l'armée anglaise dans la même position que la veille, rangée sur deux lignes, avec une réserve centrale; sa gauche un peu en arrière allant s'appuyer à la forêt de Soignes; son centre fortifié par le village de Mont-Saint-Jean, au nœud des routes de Charleroi et de Nivelle à Bruxelles, et sa droite couverte par un ravin. Non loin de Braine-la-Leud, le terrain s'étendait en glacis assez uniformes sur son front. Le général anglais, sur le champ de bataille étudié d'avance, avait profité de toutes ses hauteurs pour y placer avantageusement son artillerie, et de tous les mouvemens du terrain pour dérober son infanterie à nos coups. Son armée nous parut forte de quatre-vingt mille hommes, à en juger d'après l'étendue de son champ de bataille. Nous employons toute la matinée, jusqu'à midi, à développer notre armée et à nous préparer au combat. Nous avions cinquante-cinq mille combattans, non compris notre colonne de droite de trente mille hommes, qui, dès le matin, était partie de Gembloux pour suivre la marche des Prussiens, sur la route de Wavre. Cette colonne, séparée du reste de l'armée par la rivière fangeuse de la Dyle, resta près de Wavre, à plus de trois lieues du champ de bataille, éloignement fatal au succès de la journée! La combat s'engage à midi au Mont-Saint-Jean, et nous sommes privés de ce corps de trente mille hommes, que le général français semble avoir oublié loin de lui, par un aveuglement ou une présomption sans exemple, et cette colonne reste stupidement sur la rive droite de la Dyle, au lieu d'accourir vers le bruit du canon, pour prendre part à la bataille; au lieu du moins de marcher vivement sur les traces des Prussiens, qui passent la Dyle à Wavre, et viennent renforcer l'armée anglaise. Si cette colonne latérale, suivant nos principes, se fût rapprochée à une lieue de la colonne principale, en passant la Dyle dès le matin, pour se placer entre la grande route et la rivière, on eût pu l'employer, suivant les circonstances, ou à contenir l'armée prussienne, ou à frapper un coup décisif sur la gauche des Anglais, et la victoire se décidait pour l'armée française, du moins les probabilités portent à le croire. Ce qui perdit le général français, ce fut d'être privé d'une partie de son armée, en la portant à trois lieues du point capital par une fausse marche. Quant à la bataille elle-même, la plus grande faute que lui reprochent les connaisseurs, c'est l'engagement prématuré de sa cavalerie, que j'ai déjà eu lieu de faire remarquer. »

(Page 250.)

« Mais, si nous voulions la faire charger dès le commencement de la bataille sur l'infanterie intacte et aguerrie, elle serait infailliblement ramenée sur le reste de l'armée où elle communiquerait son désordre. Je sais qu'on pourrait opposer à ces raison-

nemens l'exemple réceut de deux généraux illustres qui engagèrent leur cavelerie presque dès le début de la bataille de Weterloo. Voici comment la droite des Français composée de qnatre divisions d'infanterie, chacune formée en colonne serrée par division, s'ermait pour attaquer la gauche et le centre de la ligne englaise, lorsque le général anglais lauça sur les colonnes en marche une brigade de cavalerie de sa gauche : cette charge eut du succès contre toute probabilité. Une de nos colonnes, effrayée au seul aspect de cette cavalerie, s'enfuit et se dispersa en abandonnant une batterie de trente pièces d'artillerie qu'elle était chargée de soutenir : mais la cavalerie englaise, en se retirant après sa charge, fut prise eu flanc et à dos par les autres divisions d'Infanterie et par quelques escadrons français; elle souffrit beaucoup, et ces deux régimens furent presque détruits. »

(Page 255.)

« ...... Cependant, comme son caractère inflexible ne savait jamais céder à propos à l'empire des circonstances, il aime mieux faire détruire assez inutilement sa cavelerie sous le feu des Anglais, que de la faire plier. Cette charge déplacée se fit sans doute à son insu : mais pourquoi se tenait-il hors de portée de bien voir? pourquoi ne surveillait-il pas son champ de bataille pour donner et faire exécuter ses ordres? Tout générel en chef n'est-il pas responsable des fautes qui se commetteut sur un champ de bataille qui n'a qu'une demi-lieue d'étendue? et le sien n'était guères plus grand. »

Quoi, les deux tiers de la France étaient contre Napoléon ! Plusieurs armées royales manœuvraient dans l'intérieur? Comment donc, débarqué seul sur la côte de Provence, s'est-il en vingt jours assis de nouveau sur son trône? Comment donc la France entière l'a-t-elle proclamé pour la troisième fois depuis quinze ans son souverain, au champ de mai? Comment donc cinq cent mille Français ont-ils à sa voix accouru sous ses enseignes? Comment donc tant de généraux de toutes les armées, tant d'officiers éclairés lui ont-ils prêté serment, quand, peu de jours avant, ils avaient reçu la croix de Saint-Louis des mains de Louis XVIII? Comment donc son nom seul fait-il encore aujourd'hui trembler sur leurs trônes tous les rois du monde conjurés contre lui. . . . .

. . . .

Napoléon n'a jamais réuni vingt mille hommes de cavalerie pour les jeter entre l'armée prusso-saxonne et l'armée anglo-hollandaise, dans un pays coupé, couvert de mamelons; ce qu'il a fait, il l'avait projeté. Le 15 au soir, son armée ne resta pas à Charleroi; les corps du général Vandamme et du maréchal Grouchy bivouaquèrent dans les bois à un quart de lieue de Fleurus. Le prince de la Moskowa, après s'être battu toute la journée, coucha à Franne, ayant des vedettes sur les Quatre-Bras. Il était impossible d'occuper Sombref, puisque déjà, indépendamment du corps du général Ziethen, le deuxième corps prussien, celui du général Thielman, y étaient arrivés de Namur. L'armée fit dix lieues dans cette première journée, par des chemins de traverse dans un pays coupé. L'intention de Napoléon était que son avant-garde occupât Fleurus en cachant ses troupes derrière les bois près de cette ville; il se fût bien gardé de laisser voir son armée et surtout d'occuper Sombref. Cela seul eût fait manquer toutes ses manœuvres; car alors le maréchal Blücher eût été obligé de donner Wavre pour point de rassemblement à ses troupes : la bataille de Ligny n'eût pas eu lieu, l'armée prussienne n'eût pas été obligée de livrer bataille, sans être rassemblée et sans être soutenue par l'armée anglaise. La victoire de Ligny a été tellement décisive qu'elle a affaibli

l'armée prussienne de soixante mille hommes ; elle avait décidé la question. Par où fallait-il attaquer les Prussiens? En débordant leur droite par Saint-Amand, ou bien en débordant leur gauche par Sombref; ou enfin en perçant leur centre, en s'emparant des hauteurs de Bry et rejetant toute leur aile du côté de Charleroi, et en arrivant avant la droite sur le chemin des Quatre-Bras? Il n'était pas uuestion dans cette bataille de séparer les Anglais des Prussiens; on savait que les Anglais ne pouvaient être en mesure que le lendemain: mais il était question d'empêcher la partie dn troisième corps de Blücher qui n'était pas encore réunie à onze heures du matin et qui venait par Namur, et le quatrième corps qui arrivait à Ligny par Gembloux, de joindre sur le champ de bataille. En coupant la ligne ennemie à Ligny, toute la droite de l'ennemi à Saint-Amand fnt tournée et compromise, tandis que, maître de Saint-Amand, on n'eût rien eu. *Il faut donc conclure de ceci que la raison de Napoléon n'est pas la raison de l'aristarque, et il voudra bien nous permettre de croire, de préférence au coup-d'œil militaire du premier.*

S'il était vrai que le général anglais eût étudié son champ de bataille du Mont-Saint-Jean, il n'aurait pas donné preuve de talent dans cette occasion. Ce champ de bataille était mauvais, son armée était perdue sans l'arrivée de soixante mille hommes de Blücher.

Le dnc de Wellington était surpris dans ses cantonnemens; l'armée française manœuvrait depuis trois jours à portée de ses avant-postes; elle avait commencé les hostilités, repoussé l'armée prnssienne, qu'il ignorait encore à son quartier-général que Napoléon eût quitté Paris. Tous les cantonnemens de son armée étaient en pleine sécurité, occupant une étendue de plns de vingt lieues. Son infanterie, sa cavalerie et son artillerie, étaient cantonnés séparément. Son infanterie seule fut engagée aux Qnatre-Bras une partie de la journée; elle y perdit énormément, parce qu'elle fut obligée de résister en colonnes serrées ou formées en carrés anx charges répétées de nos intrépides cuirassiers, soutenus par cinquante bonches à feu; c'était une grande faute. Les trois armes ne peuvent pas se passer l'une de l'antre, elles doivent être cantonnées et placées de manière à pouvoir toujonrs s'assister. Le dnc de Wellington commit nne autre faute: il donna pour point de réunion à son armée les Qnatre-Bras, déjà au pouvoir des Français; il l'exposait ainsi à être défaite partiellement. Son point de rassemblement devait être Waterloo; il aurait eu alors quarante-huit henres pour réunir son armée, infanterie, cavalerie, artillerie, et lorsque les Français se seraient présentés devant lui, ils eussent trouvé toutes ses forces réunies et en position. Mais le parti de livrer bataille était-il conforme aux intérêts de l'Angleterre et de ses alliés? Non: le plan de guerre des alliés aurait dû consister à agir en masse et à ne s'engager dans aucune affaire partielle. Rien n'était plus contraire à leurs intérêts, que de commettre le snccès de l'invasion de la France dans une bataille. Si l'armée anglaise eût été battue à Waterloo, à quoi eussent servi ces armées nombreuses de Russes, d'Autrichiens, d'Allemands, d'Espagnols, qui arrivaient à marches forcées sur le Rhin, les Alpes, et les Pyrénées?

Après la bataille de Ligny, le duc de Wellington aurait dû rassembler

son armée derrière la forêt de Soignes, appeler à lui le maréchal Blücher, défendre les approches de la forêt par des arrière-gardes, se couvrir par des abattis et des ouvrages de campagne, appeler à lui toutes les garnisons de la Belgique, notamment les quatorze régimens qui venaient de débarquer à Ostende. Napoléon aurait-il avec une armée de cent mille hommes, osé traverser la forêt de Soignes, pour attaquer au débouché les deux armées anglaise et prussienne, fortes de plus de deux cent mille hommes et en position? Certes, c'eût été manœuvrer comme son ennemi devait le souhaiter, et c'était certainement ce qui pouvait arriver de plus heureux dans l'intérêt des alliés. Si, au contraire, il eût pris lui-même position, manœuvrant pour attirer l'armée anglo-prussienne, son inaction lui devenait fatale. Trois cent mille Russes, Autrichiens, Bavarois, arriveraient dans ce temps sur le Rhin, et il serait obligé de revenir à tire-d'aile au secours de sa capitale. C'est alors seulement que le duc de Wellington et le maréchal Blücher devaient marcher à lui. Ils ne couraient plus aucune chance, ils agissaient conformément aux vrais principes de la guerre, et au plan général de la coalition.

L'armée française ne perdit pas la matinée du 18 à se préparer à la bataille; elle y était prête dès la pointe du jour; mais il lui fallait attendre que les terres fussent assez étanchées pour que l'artillerie et la cavalerie pussent manœuvrer. Il avait plu par torrent toute la nuit. Le détachement de trente-cinq mille hommes du maréchal Grouchy sur Wavre était conforme aux vrais principes de la guerre; car s'il se fût rapproché à une lieue de l'armée en passant la Dyle, il n'eût donc pas marché à la suite de l'armée prussienne, qui venait d'être jointe depuis sa défaite de Ligny par les trente mille hommes du général Bulow, et qui, si elle n'eût pas été suivie, pouvait, après cette jonction, se reporter de Gembloux aux Quatre-Bras, sur les derrières de l'armée française. Ce n'était pas trop que de destiner trente-cinq mille hommes à poursuivre et empêcher de se rallier une armée qui la veille avait été de cent vingt mille hommes, et qui était encore de soixante-dix mille dont trente mille de troupes fraîches. Si le maréchal Grouchy eût exécuté ses ordres, qu'il fût arrivé devant Wavre le 17 au soir, la bataille de Mont-Saint-Jean eût été gagnée par Napoléon, le 18, avant trois heures après-midi; si même le 18 il fût arrivé devant Wavre à huit heures du matin, la victoire était encore à nous; l'armée anglaise eût été détruite, repoussée en désordre sur Bruxelles, elle ne pouvait pas soutenir le choc de soixante-huit mille Français pendant quatre heures; elle ne le pouvait pas davantage, après que l'attaque du général Bulow sur notre droite fut épuisée : alors encore la victoire était à nous.

Les charges de cavalerie sont bonnes également au commencement, au milieu ou à la fin d'une bataille; elles doivent être exécutées toutes les fois qu'elles peuvent se faire sur les flancs de l'infanterie, surtout lorsque celle-ci est engagée de front. Le général anglais fit très bien de faire exécuter une charge sur le flanc de l'infanterie française, puisque les escadrons de cuirassiers qui la devaient soutenir étaient encore en arrière. Le général Milhaud fit encore mieux de faire charger cette cavalerie anglaise par ses cuirassiers, et de la détruire. Toutes

les batailles d'Annibal furent gagnées par sa cavalerie; s'il eût attendn pour la faire donner la fin de ses batailles, il n'aurait jamais pu l'employer qu'à couvrir sa retraite. C'est avoir les notions les plus fausses de la guerre, et n'avoir aucune idée de la puissance des charges combinées de l'infanterie et de la cavalerie, soit pour l'attaque, soit pour la défense.

La charge de la cavalerie à quatre heures du soir le 18, a été faite un peu trop tôt; mais une fois faite, il la fallait soutenir; aussi Napoléon, qu'elle contrariait extrêmement, donna cependant l'ordre au général Kellemann, qui était en arrière sur la gauche, de se porter au grand trot pour la soutenir. Le corps de Bnlow menaçait dans ce moment le flanc et les derrières de l'armée. Il était important de ne point faire de mouvement rétrograde, et de se maintenir dans la position, quoique prématurée, qu'avait prise la cavalerie; cependant l'intention de Napoléon n'était point que la cavalerie de la garde se portât sur le plateau : c'était sa réserve. Lorsqu'il s'aperçut qu'elle suivait le mouvement des cuirassiers Kellermann, derrière lesquels elle se trouvait en seconde ligne, il lui envoya l'ordre de s'arrêter; mais il était trop tard quand l'ordre arriva : déjà elle était engagée, et Napoléon se trouva ainsi, dès cinq heures du soir, privé de sa réserve de cavalerie, de cette réserve qui, bien employée, lui avait donné tant de fois la victoire. Cependant ces douze mille hommes de cavalerie d'élite firent des miracles, ils enfoncèrent toutes les lignes anglaises, cavalerie et infanterie, prirent soixante bouches à feu, et plusieurs drapeaux. L'ennemi crnt la bataille perdue, la terreur gagna Bruxelles.

Ces braves cavaliers n'étant point soutenus, durent s'arrêter et se borner à conserver le champ de bataille qu'ils venaient de conquérir avec tant d'intrépidité. L'attaque du général Bulow occnpait le sixième corps et la majeure partie de la garde (infanterie). Napoléon attendait impatiemment qu'il pût en disposer pour décider la victoire, en la portant sur le plateau. Il sentit alors doublement la privation de la division d'infanterie de sa garde qu'il avait dû détacher dans la Vendée, sous les ordres de l'intrépide général Brayer. Quatre bataillons seulement se trouvaient disponibles, et cependant il était important que les douze bataillons de la garde pussent s'engager à la fois. L'apparition inattendue, sur l'extrême droite, des premières colonnes de Blücher, ébranla la cavalerie, et obligea Napoléon à envoyer sur le plateau le général Friant, à la tête des quatre bataillons disponibles; les quatre bataillons suivirent à dix minutes de distance. La garde renversa tout ce qu'elle rencontra. Le soleil était couché. L'ennemi paraissait former son arrière-garde pour appuyer sa retraite. La victoire nous échappa. La quatrième division du premier corps qui occupait La-Haye, abandonna ce village aux Prussiens après une faible résistance. Notre ligne fnt rompne. La cavalerie prussienne inonda le champ de bataille. Le désordre devint épouvantable. La nuit l'augmentait et s'opposait à tout. S'il eût fait jour, et que les troupes eussent pu voir Napoléon, elles se fussent ralliées. La garde fit sa retrite en bon ordre. Napoléon, avec son état-major, resta long-temps au milieu de ses carrés. Ces vieux grenadiers, ces vieux chasseurs, modèles de l'armée dans tant de campagnes, se couvrirent d'une gloire

nouvelle sur les champs de Waterloo. Le général Friant fut blessé, Michel Duhesme, Poret de Morvant, trouvèrent une mort glorieuse. Jamais l'armée française ne s'est mieux battue que dans cette journée : elle a fait des prodiges de valeur. Sans l'arrivée, à la nuit, du premier et du deuxième corps prussien, la victoire était à nous, et cent vingt mille Anglo-Prussiens étaient battus par soixante mille Français.

L'histoire nous prouve que tous les libelles tombent promptement dans le mépris. Que les libellistes parcourent ces fatras qui existent à la bibliothèque nationale contre Henri IV et Louis XIV, ils seront humiliés de leur impuissance : ils n'ont laissé aucune trace.

XVe NOTE.

Légion-d'Honneur.

(Page 417.)

« Bientôt Napoléon éleva son trône impérial sur les ruines de cette république informe. Cet homme impérieux s'applaudit sans doute beaucoup d'être parvenu en peu d'années à courber la nation française sous un joug de fer; il ne s'apercevait pas qu'il travaillait contre ses propres intérêts. Dès lors la France ne lui fournit plus que des soldats sans passion et sans énergie, qui remplacèrent mal les soldats passionnés de la révolution, moissonnés par des guerres continuelles. Le nombre suppléa mal à la qualité; et ses armées dégénérées ne purent plus opérer les mêmes prodiges. Les Français séparèrent par degrés leurs intérêts de ceux du despote qu'ils commençaient à haïr. Fatigués de leur asservissement, et de se voir le jouet de l'ambition insatiable d'un seul homme, ils ne marchèrent pas dans le sens du gouvernement qu'ils n'aimaient plus. Telle fut la source de ses disgrâces : son despotisme prépara sa chute et l'abaissement de la France. »

(Page 421.)

« .... Ce fut le défaut de l'ordre de la Légion-d'Honneur en France; on voulut en faire une récompense civile comme une récompense militaire, et dès lors cette décoration, qui n'aurait dû être que le prix du sang des braves, accordée à des chanteurs, à des histrions, perdit une partie de son lustre aux yeux des troupes....... »

Rien ne prouve mieux ces assertions que les batailles d'Ulm, d'Austerlitz, de Iéna, de Pultusk, d'Eylau, de Friedland, de Tann, d'Abensberg, d'Eckmüll d'Essling, de Wagram, de Raab, de la Moskowa, etc.

Annibal fut *Suffète*(*suffète: magistrat, juge*) à Carthage; Scipion, après ses triomphes, accepta à Rome des places de la magistrature civile; Épaminondas fut aussi magistrat du peuple.

Aucun comédien n'a été décoré de la Légion-d'Honneur. Assimile-t-on à des chanteurs Grétry, Paësiello, Méhul, Lesueur, nos plus illustres compositeurs? Faudra-t-il donc étendre la proscription à David, à Gros, à Vernet, à Renaud, à Robert Lefebvre, nos plus illustres peintres? Et même à Lagrange, à La Place, à Berthollet, à Monge, à Vauquelin, à Chaptal, à Guyton de Morveau, à Jouy, à Baour-Lormain, à Fontanes, à Sismondi, à Ginguené? Le soldat français aurait des sentimens bien indignes de lui, si une décoration portée par de tels hommes perdait pour cela quelque prix à ses yeux. Si la Légion-d'Honneur n'était pas la récompense des services civils, comme des services militaires, elle cesserait d'être la Légion-d'Honneur; car ce serait une étrange prétention de la part des militaires que celle d'avancer, qu'eux seuls aient de l'honneur. Les soldats ne sachant ni lire, ni écrire, étaient fiers, pour

prix d'avoir versé leur sang pour la patrie, de porter la même décoration que les grands talens de l'ordre civil, et par contre, ceux-ci attachaient d'autant plus de prix à cette récompense de leurs travaux, qu'elle était la décoration des braves. Mais Crescentini? Il est vrai que dans un moment d'enthousiasme, au sortir d'entendre les belles scènes de Roméo et Juliette, Napoléon lui donna la croix de la Couronne de fer. Mais Crescentini était bien né; il appartenait à la bonne bourgeoisie de Bologne, de cette ville si chère à son cœur. Il crut plaire aux Italiens, il se trompa, le ridicule s'en mêla; si cela eût été approuvé par l'opinion, il eût donné la Légion-d'Honneur à Talma, à Saint-Prix, à Fleury, à Grandménil, à Laïs, à Gardel, à Elleviou; il ne le fit pas, par égard pour la faiblesse et les préjugés de son siècle; il eut tort. La Légion-d'Honneur était la propriété de tout ce qui honorait, illustrait son pays, était à la tête de son état, et contribuait à sa prospérité et à sa gloire. Ce qui a mécontenté quelques officiers, c'est que la décoration de la Légion-d'Honneur était la même pour l'officier et pour le soldat. Mais si jamais elle cesse d'être la récompense de la dernière classe de la milice, et que par un esprit d'aristocratie on institue une médaille pour récompenser le soldat, comme si jamais on en prive l'ordre civil, ce ne sera plus la Légion-d'Honneur.

XVIe NOTE.

Comparaison de la marche de Napoléon, en 1800, avec celle d'Annibal, en 218 avant Jésus-Christ.

(Page 472.)

« L'analogie de l'expédition des Français avec celle des Carthaginois est frappante. Le consul romain, Publius Scipion, après le passage du Rhône par Annibal, s'était retiré derrière les montagnes de la Ligurie, presque dans la même position où se trouva l'armée autrichienne; le général carthaginois, au lieu de chercher à forcer le passage des Alpes de front, forme le projet admirable de franchir cette formidable barrière de revers sur un point imprévu; il remonte le Rhône, d'abord jusqu'à Lyon, ensuite jusque près de Seyssel; là, il quitte le fleuve, prend à droite au travers des montagnes, il escalade la chaîne des Alpes par le sentier du petit Saint-Bernard, il débouche ensuite, comme firent les Français, dans la vallée d'Aost. Les dangers qu'il courut de la part des montagnards, qui le surprirent dans plusieurs défilés; les peines qu'il se donna pour faire passer ses éléphans, et pour se frayer une nouvelle route à la place de l'ancienne qui s'était ébranlée, peuvent être mises en parallèle avec tout ce qu'il en coûta aux Français de fatigue et de sang pour traîner leurs canons et forcer le fort de Bar; Scipion quitta brusquement les montagnes de la Ligurie, au bruit du passage d'Annibal, comme fit M. de Mélas; mais plus heureux que le général autrichien, il avait déjà passé le Pô à Plaisance et s'était porté sur le Tésin, lorsqu'il rencontra l'armée carthaginoise. Les Autrichiens, au contraire, n'étaient encore arrivés qu'à la hauteur d'Alexandrie, lorsque les deux armées modernes se joignirent à Marengo. La bataille que le général autrichien perdit dans cette situation fut et devait être décisive, tandis que le combat que le consul romain perdit sur le Tésin, l'obligea seulement à repasser le Pô, sans lui faire perdre sa communication avec Rome, d'où il attendait ses renforts. Un coup-d'œil sur la carte suffit pour faire connaître cette différence de situations, et pour montrer en même temps que Napoléon, tout en coupant la ligne d'opérations de son adversaire, conservait cependant la sienne, et la possibilité de faire sa retraite en cas de malheur, par la vallée d'Aost sur les Alpes, et de là sur Genève. »

Ces deux opérations n'ont rien de commun; les comparer, c'est n'avoir conçu ni l'une ni l'autre. 1° Scipion ne prit pas position derrière les Alpes

maritimes, après le passage du Rhône par les Carthaginois ; il envoya ses troupes en Espagne, et de sa personne il joignit à Plaisance l'armée du préteur Manlius. 2° Annibal n'a jamais formé le projet de franchir les Alpes de revers, sur un point imprévu par son ennemi ; il a marché droit devant lui, a traversé les Alpes cotiennes et est descendu sur Turin, il n'a passé ni à Lyon, ni à Seyssel, ni à Saint-Bernard, ni dans la vallée d'Aost, il ne l'a pas fait, parce que le texte de Polybe et de Tite-Live est positif, et parce qu'il n'a pas dû le faire ; 3° Scipion combattant sur les rives du Tésin et de la Trebbia, avait Rome sur ses derrières ; Mélas, en combattant sur les champs de Marengo, avait la France sur ses derrières ; ces deux opérations n'ont rien de commun ; elles sont donc l'opposé l'une de l'autre. Mais comme depuis des siècles les commentateurs déraisonnent sur l'expédition d'Annibal, entrons dans quelques détails.

(Texte page 5??.)

« Annibal arrivé à environ quatre journées de l'embouchure du Rhône, à peu près à la hauteur de Montelimart (*a*), rassemble aussitôt des bateaux et des radeaux pour passer ce fleuve. Les Gaulois furent aisément dissipés par un corps de troupes qu'il avait envoyé à une marche au dessus pour surprendre le passage, et toute son armée traverse heureusement. Il détache aussitôt un parti de cinq cents chevaux numides pour avoir des nouvelles de l'armée romaine, qui, de son côté, avait envoyé trois cents chevaux en reconnaissance. Les deux partis se rencontrent et se chargent : la mêlée fut sanglante et favorable aux Romains. Tel fut le premier engagement entre les deux peuples. Annibal suivit alors son plan de campagne digne de son génie. Au lieu de marcher sur l'armée romaine, qui lui eût aisément échappé après lui avoir fait perdre plusieurs jours, en s'embarquant sur sa flotte (*a*), ou bien en se renfermant dans Marseille, ville forte et opulente, dévouée aux Romains ; au lieu de s'engager dans les défilés des Alpes maritimes ou cotiennes, où l'armée romaine serait toujours arrivée avant lui, pour lui en disputer le passage, sans doute avec succès, puisque le nombre est inutile dans ces gorges resserrées dont les rochers âpres et difficiles sont inexpugnables ; il résolut de remonter le Rhône et d'aller prendre les Alpes de revers par le pays des Allobroges, en évitant de les attaquer de front. Ce plan admirable lui donnait la facilité de transporter son armée tout à coup dans le bassin fertile du Pô, au milieu des Gaulois cisalpins, ses alliés naturels, sans avoir presque d'autres ennemis à combattre que les rigueurs du froid, et l'âpreté des lieux. Il fallait tromper l'armée romaine par une marche imprévue, afin de lui dérober le passage des Alpes (*b*). Ainsi le général carthaginois ne s'amuse point à poursuivre les Romains, il prend une route opposée, remonte le Rhône, et arrive en quatre jours jusqu'au confluent de la Saône (*c*). Publius, instruit du départ des Carthaginois, en homme d'esprit qui connaissait la puissance de l'opinion sur les troupes, feint de les poursuivre et s'avance jusqu'à leur ancien camp, où il arrive trois jours après leur départ. Il retourne ensuite

(*a*) Ce n'est point à Montelimart, car cette ville est à quarante-deux lieues de l'embouchure du Rhône, c'est-à-dire à sept marches.

(*a*) Scipion campa sous sa flotte, à l'embouchure du Rhône, à vingt-quatre lieues du camp des Carthaginois. Il y était hors de toute atteinte, et Annibal n'a pas dû se détourner de son principal objet pour courir après lui.

(*b*) Dérober à qui ? l'armée de Scipion était en Espagne, celle de Manlius était à Plaisance sur le Pô.

(*c*) Lyon est à soixante lieues d'Orange, c'est-à-dire, à dix jours de marche. Annibal n'a pas été à Lyon.

au plus vite à ses vaisseaux, et embarque son armée (a)...... »

(Page 575.)

« Annibal continue à remonter le fleuve pendant plusieurs jours; ensuite il quitte le Rhône, et prend à droite dans les montagnes, pour gravir cette chaîne des Alpes, que, depuis le fameux passage, les anciens nommèrent les Alpes pennines, du nom qu'ils donnaient aux Carthaginois (Pœni), et qui s'appelle maintenant la petit Saint-Bernard...... Ce fut donc un trait de génie de la part de ce grand homme de diriger sa marche d'une manière si extraordinaire et si imprévue, que les Romains ne pussent connaître son projet de passage, que lorsqu'il ne serait plus temps de s'y opposer (b)....... »

(Page 581.)

« Enfin l'infanterie descendit la dernière, et toute l'armée déboucha dans la vallée d'Aost, et de là dans la plaine, où elle trouva des vivres en abondance.... Cependant Publius Scipion débarqué, comme nous l'avons dit plus haut, sur les côtes de la Ligurie, avec une partie de son armée, attendait Annibal par les Alpes maritimes ou cotiennes pour lui en disputer le passage. Quelle dut être sa surprise, lorsqu'il apprit la nouvelle extraordinaire que les Carthaginois débouchaient par le Nord. Il accourt aussitôt avec les troupes qu'il avait amenées, se joint à l'armée prétoriale destinée à contenir les Gaulois qu'il trouve à Plaisance, passe le Pô sur le pont de cette colonie romaine, jette un pont de radeaux sur le Tésin, et y fait passer son armée, tandis qu'Annibal, après avoir quitté la vallée d'Aost, s'avance de son côté vers le fleuve (a).

L'an 218 avant Jésus-Christ, Annibal après avoir traversé les Pyrénées séjourna à Collioure; il traversa le bas Languedoc non loin de la mer, et passa le Rhône au-dessus de l'embouchure de la Durance, et au-dessous de l'embouchure de l'Ardèche. Il passa au-dessus de l'embouchure de la Durance, parce qu'il ne voulait point se diriger sur le Var; il passa au-dessous de l'embouchure de l'Ardèche, parce que là commence cette chaîne de montagnes qui dominent presque à pic la rive droite du Rhône jusqu'à Lyon, tandis que la vallée sur la rive gauche est large de plusieurs lieues; elle s'étend jusqu'au pied des Alpes. De l'embouchure du Rhône jusqu'au confluent de l'Ardèche il y a vingt-huit lieues; il est probable qu'Annibal a passé quatre lieues plus bas à la hauteur d'Orange, à vingt-quatre lieues ou quatre journées de marche de la mer; il s'est dirigé d'Orange en droite ligne sur Turin. Le quatrième jour de marche, il s'est trouvé au confluent de deux rivières, celui de l'Isère dans le Rhône au-dessus de Valence, ou

(a) Quel esprit y a-t-il à perdre dix jours en se laissant gagner du temps par son ennemi? Scipion fit une chose toute simple; il espéra défendre le passage du Rhône; mais comme il arriva trop tard, il retourna à sa flotte.

(b) Les Alpes cotiennes s'étendent depuis le col d'Argentière jusqu'au Mont-Cénis. Comment Scipion pouvait-il y arriver avant Annibal qui, partant d'Orange, avait trois marches d'avance sur lui. Annibal ne tarda pas, d'ailleurs, à être instruit, qu'après être arrivés jusqu'à la Durance, les Romains avaient rétrogradé vers leur flotte. Ils ne pouvaient donc lui donner aucune inquiétude! Cela détruit l'échafaudage du petit Saint-Bernard. Mais c'est pour la première fois, sous Auguste, l'an 21 avant Jésus-Christ, que les Romains sont entrés dans la vallée d'Aost, et fondèrent cette ville.

(a) Polybe et Tite-Live disent qu'Annibal arriva sur Turin, et non sur Ivrée.

celui de la Drac dans l'Isère à Grenoble. Ces deux points satisfont également au texte de Polybe et de Tite-Live; la chaussée d'Espagne en Italie, qui traverse le Rhône au pont Saint-Esprit, les Alpes au mont Genèvre, et que Napoléon a fait construire, est la communication la plus courte entre les deux péninsules; elle passe à Grenoble.

Le consul Scipion avait eu pour département l'Espagne, son collègue Sempronius, la Sicile; le sénat, bien loin de s'attendre à l'irruption d'Annibal, avait adopté le projet de porter à la fois la guerre en Afrique et en Espagne. Les Romains ne communiquaient alors avec l'Espagne que par la mer. La Ligurie, les Alpes et la Gaule leur étaient inconnues et habitées par des peuples leurs ennemis. Scipion embarqua son armée à Pise, le port de l'Arno; après cinq jours de navigation il mouilla à Marseille; il y apprit à son grand étonnement que déjà Annibal avait passé les Pyrénées et arrivait sur le Rhône; il se porta à l'embouchure de ce fleuve, y débarqua, et cédant aux instances des habitans du Rhône qui l'appelaient à leur secours, il se flatta, avec quelque fondement, que quelque forte que fût l'armée carthaginoise, il pouvait défendre le passage d'une rivière aussi considérable que le Rhône; il se mit en marche, arriva en trois jours au camp des Carthaginois, mais ils n'y étaient plus depuis trois jours. Ils étaient en opération remontant le fleuve; il lui restait le parti, ou de les suivre, il n'eût point tardé à atteindre leur arrière-garde, mais il s'en garda bien; Annibal se fût retourné et l'eût battu : ou de remonter la vallée de la Durance, se porter sur le col d'Argentière, s'y faire joindre par l'armée du préteur Manlius qui était à Plaisance, attendre Annibal et l'attaquer avec ces deux armées réunies au moment où il descendrait dans la plaine. Ce projet eût sauvé Rome, mais il n'était pas praticable; les Alpes étaient habitées par une race de barbares de toute antiquité aussi ennemis du peuple romain que les Gaulois de Milan et de Bologne; ceux-ci eussent coupé les communications de l'armée de Scipion, si elle se fût portée derrière les Alpes cotiennes. Il ne lui restait donc qu'un troisième parti à prendre, celui de rejoindre sa flotte à l'embouchure du Rhône et d'y embarquer son armée. Cela fait, devait-il rétrograder sur Nice, y débarquer, gagner le col de Tende, descendre dans la vallée de la Stura, se porter ainsi au débouché des Alpes cotiennes? Il fût arrivé trop tard, puisqu'il n'y eût pu arriver au plus tôt que le vingt-sixième jour de son départ d'Orange, et qu'Annibal était à Turin dès le vingt-deuxième jour; mais, d'ailleurs, ce plan n'était pas plus exécutable que celui de marcher par terre d'Orange sur le col d'Argentière en remontant la Durance, car les hauteurs des Alpes maritimes, le col de Tende, étaient également habités par des peuples ennemis de Rome. Les Romains entrèrent pour la première fois dans les Gaules, cinquante-cinq ans après Annibal; ils ne franchirent les Alpes que cent quatre ans après lui : ce fut l'an 163 avant Jésus-Christ, que le consul Apinius passa le Var pour réprimer les peuples liguriens qui inquiétaient les colonies marseillaises de Nice et d'Antibes. Les Romains entrèrent alors en Gaule sans traverser les Alpes; l'an 125 avant Jésus-Christ, le consul Flaccus, appelé par les Marseillais, passa une seconde fois le Var; l'an 124, le consul Sextus fonda la

ville d'Aix, premier établissement des Romains en Gaule : jusqu'alors ils n'avaient pas encore passé la chaîne des Alpes; l'an 122, le consul Domitius passa les Alpes cotiennes, entra dans le pays des Allobroges; il était appelé par les peuples d'Autun qui dès lors avaient formé des liaisons avec Rome. Les Dauphinois et les Auvergnats occupaient un camp près d'Avignon, Domitius les battit; il avait avec lui des éléphans qui effrayèrent beaucoup les Gaulois. Enfin, ce fut l'an 118 avant J.-C., que Marcus fonda Narbonne.

Désespérant de pouvoir apporter obstacle au passage des Alpes, Scipion mit toute sa confiance pour couvrir Rome, dans les barrières de la Sesia, du Tésin, et du Pô. Il se rendit de sa personne en Italie, et envoya son armée sous les ordres de son frère, en Catalogne, couper les communications d'Annibal avec l'Espagne. Arrivé à Pise il se fit joindre par toutes les forces disponibles de la république, et opéra sa jonction à Plaisance avec le préteur Manlius; là, il était merveilleusement placé pour arrêter les Carthaginois : s'ils marchaient par la rive droite du Pô, il pourrait prendre possession de la Stradella, où la grande supériorité de l'armée africaine ne leur eût été d'aucune utilité, ou bien les attendre sur les rives de la Trebbia; s'ils manœuvraient par la rive gauche du Pô, il pourrait les arrêter à la Sésia ou au Tésin, rivière large et profonde; et enfin, il se trouvait encore à temps de défendre le passage du Pô : il n'avait donc rien de mieux à faire que ce qu'il fit.

Cependant Annibal, arrivé au confluent du Rhône et de l'Isère, ou à Grenoble, il mit fin à un différend qui existait entre deux frères qui s'y disputaient la magistrature suprême, marcha pendant six jours, et arriva dans la première supposition près de Montmélian où il passa l'Isère (distance de trente-six lieues); continua sa marche dans des pays difficiles, et, en neuf jours, parcourut les quarante lieues qui séparent Montmélian du pied du mont Cénis du côté de Suze. Ou bien s'il partit de Grenoble, il employa les six jours à faire les vingt-huit lieues de cette ville à Saint-Jean de Maurienne; d'où il en aurait mis neuf pour faire les trente lieues de Saint-Jean de Maurienne à Suze. Vingt-deux jours après avoir quitté son camp du Rhône, il entra en Italie, se porta sur Turin, qui refusa de lui ouvrir ses portes, la prit et la saccagea; de là il marcha sur Milan, capitale des Cisalpins dits Insubriens, qui étaient ses alliés; il traversa la Doria Baltea et la Sésia, sans trouver d'ennemis.

Aussitôt que Scipion fut instruit qu'Annibal marchait sur la rive gauche du Pô, il passa le Tésin, pour prendre position sur la Sésia : mais il n'arriva pas à temps, fut battu, et ne put défendre le Pô, que les Carthaginois passèrent au-dessus de l'embouchure du Tésin. Les progrès d'Annibal portèrent l'alarme à Rome; le consul Sempronius accourut de Sicile sur la Trebbia, se joignit à l'armée de Scipion, et livra bataille aux Carthaginois. Il fut battu.

La marche d'Annibal depuis Collioure jusqu'à Turin a été toute simple, elle a été celle d'un voyageur : il a pris la route la plus courte; il n'a été gêné en rien par les Romains, et l'armée de Scipion qui était en chemin pour l'Espagne n'est entrée pour rien dans ses calculs. Avant de partir de Carthagène, il était assuré de la coopération des Gaulois cisalpins qui

avaient de l'influence sur les habitans des Alpes ; les historiens disent même que les Gaulois de Bologne et de Milan lui envoyèrent des députés pour hâter sa marche, et qu'il les reçut à son camp sur le Rhône. Quant à la difficulté du passage des Alpes, elle a été exagérée ; il n'y en avait aucune, les éléphans seuls ont pu lui donner de l'embarras. Dès l'an 600 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire depuis 400 ans avant Annibal, les Gaulois étaient dans l'usage de passer les Alpes et d'inonder l'Italie. Les Milanais, les Mantouans, les Véroniens, les Bolonais, étaient des colonies gauloises.

XVIIe NOTE. — CONCLUSIONS.

Texte des Conclusions des considérations sur l'art de la guerre.	*Notes de Napoléon.*
« Des observations et des raisonnemens répandus dans les différens chapitres de cet ouvrage, on peut tirer les conclusions suivantes qui en sont comme les corollaires.	
» 1. Les enrôlemens volontaires étaient ordinairement insuffisans, tant pour la quantité que pour la qualité des recrues, on se voit obligé d'avoir recours à des moyens forcés, pour livrer un nombre de troupes en rapport avec celui des principales puissances de l'Europe.	
» 2. Un de ces moyens les plus favorables à l'entretien d'une bonne armée nationale, et qui blesse le moins les intérêts de la société, c'est de désigner annuellement, par la voie du sort, sur tous les jeunes célibataires, les recrues jugées nécessaires.	2. En n'admettant aucun privilége, ni aucune exemption.
» 3. Les nouvelles levées seront formées et réunies en bataillons ou cohortes : la force de ces petits corps sera déterminée par la quantité des troupes en bataille, qu'un commandant peut faire agir et mouvoir à sa voix avec ensemble et précision ; on peut la fixer de cette manière à six ou huit cents hommes.	3. Un bataillon doit avoir en ligne soixante toises de front, ce qui exige huit cents hommes présens sous les armes, compris quatre-vingts hommes pour serre-files, les tambours, la musique, les sapeurs, l'état-major, les charretiers, en y ajoutant cent soixante hommes pour la différence de l'effec-

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 4. La multiplicité de ces cohortes, qu'on peut regarder comme les élémens de l'armée, et le terrain qu'elles occupent sur le champ de bataille ne permettent pas au général en chef de les disposer, de les faire combattre et de les ranger toutes lui-même; ce qui l'oblige d'en faire plusienrs divisions dont il confie le commandement à ses lieutenans.

» 5. La force de ces divisions, que j'appelle légions, est déterminée par la quantité de cohortes qu'un officier-général peut aisément embrasser, et suivre de l'œil sur un champ de bataille : je la fixe à dix cohortes.

» 6. Les besoins de la guerre réclament deux espèces d'infanteries : l'une ponr soutenir par son nnion le choc de l'ennemi, et rompre ses efforts; l'autre ponr le reconnaître, le harceler en tirailleurs, et le poursuivre dans des pays fonrrés. La proportion de la première à la seconde sera de trois à un.

» 7. Les besoins de la guerre réclament deux espèces de cavaleries, l'une pour achever de rompre et d'écraser sous le poids de ses masses, des troupes harassées et en désordre par un long combat; l'autre pour fouiller le pays, éclairer les colonnes, avoir des nouvelles de l'ennemi, lui tendre des embuches, surprendre ses convois et poursuivre les fuyards en plaine. Elles seront à peu près entre elles dans la même proportion, et seront environ un sixième de l'armée.

» 8. Pour remplir des rôles si difficiles. les troupes de ligne doivent marcher et combattre avec ordre et

Suite des Notes de Napoléon.

tif au présent. Cela donne un complet de neuf cent soixante hommes pour la force du bataillon.

4. Il faut un colonel-brigadier pour trois ou ponr quatre bataillons pour un effectif de deux mille huit cent vingt ou de deux mille sept cent quatre-vingts hommes présens sous les armes. Deux mille quatre cents ou trois mille deux cents.

5. Une division se compose de trois brigades de neuf ou douze bataillons de huit mille six cent quarante ou de onze mille cent dix hommes; ce qui fait sept mille deux cents ou neuf mille six cents hommes présens sous les armes.

6. Il n'y a et ne peut y avoir qu'une seule espèce d'infanterie, parce que le fusil est la meilleure machine de guerre qui ait été inventée par les hommes.

7. Ils en réclament quatre : les éclaireurs, la cavalerie légère, les dragons, les cuirassiers. La cavalerie doit être, dans une armée en Flandre ou en Allemagne, le quart de l'infanterie; sur les Pyrénées, sur les Alpes, un vingtième; en Italie, en Espagne, un sixième.

8. L'ordre et la tactique sont nécessaires à l'infanterie, à la cavalerie, à l'artillerie, aux éclaireurs, aux chas-

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

ensemble, et les troupes légères marcher et combattre dispersées et isolément; d'où il suit que leur éducation et leurs exercices ne doivent pas plus se ressembler que leurs services.

» 9. La légion renfermera dans son sein de l'infanterie de ligne, de l'infanterie légère, et de la cavalerie légère, afin que le corps réunisse la légèreté et la vélocité avec la solidité.

» 10. La cavalerie de ligne, qni ne peut être fort utile que par grandes masses, et à la fin d'un combat, sera tonte réunie en réserve de l'armée.

» 11. La quantité d'artillerie doit être en raison inverse de la bonté de l'infanterie. On pent fixer le nombre de bouches à feu, à raison de deux pièces pour mille hommes de bonnes troupes.

» 12. Une partie de cette artillerie sera donnée aux légions pour engager le combat, et l'autre partie sera tenue en réserve de l'armée.

» 13. Lesgrandes armées ne pouvant pas marcher sur une seule colonne, sans risquer de voir la tête battue par l'ennemi, avant que la queue, souvent à plus d'une journée en arrière, ne puisse arriver à son secours, on est contraint d'en former plusieurs colonnes de route.

Suite des notes de Napoléon.

seurs, aux dragons, aux cuirassiers. La cavalerie a plus besoin d'ordre, de tactique, que l'infanterie même; elle doit de plus savoir combattre à pied, être exercée à l'école du peloton, du bataillon.

9. Si vous attachez une poignée d'éclaireurs à chaque division d'infanterie, il fant qne lenr nombre ne dépasse pas un vingt-cinquième de l'infanterie, et qu'ils soient montés snr des chevaux de quatre pieds cinq à six pouces, dont la cavalerie ne se sert pas.

10. La cavalerie de ligne doit être à l'avant-garde, à l'arrière-garde, aux ailes, et en réserve, pour appuyer la cavalerie légère. Elle doit être employée au commencement, au milieu, à la fin d'une bataille, selon les circonstances.

11. Il faut avoir autant d'artillerie que son ennemi, calculer sur quatre pièces par mille hommes d'infanterie et de cavalerie. Plns l'infanterie est bonne, et plns il faut la ménager et l'appuyer par de bonnes batteries.

12. La plns grande partie de l'artillerie doit être avec les divisions d'infanterie et de cavalerie, la plns petite partie en réserve. Une pièce doit avoir avec elle trois cents coups à tirer, non compris le coffret; c'est la consommation de denx batailles.

13. Il est des cas où une armée doit marcher snr une seule colonne, et il en est où elle doit marcher sur plusieurs. Une armée ne chemine pas ordinairement dans uu défilé de douze pieds de largeur, les chaussées ont quatre ou six toises, et permettent de marcher sur deux rangs de voitures ou sur quinze à vingt hommes de front. Presque toujours on peut cheminer sur la

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 14. Chaque colonne de route suivant un chemin différent, doit avoir son avant-garde et ses flanqueurs pour l'éclairer. Cette avant-garde sera uniquement composée de troupes légères, afin de ne pas engager de combat sérieux avant l'arrivée de l'armée.

» 15. La longueur d'une colonne de route est fixée par le temps qu'elle peut se promettre pour se déployer en bataille, avant d'être attaquée, dès qu'elle a des nouvelles de la marche de l'ennemi par son avant-garde. Cette longueur ne peut guère s'étendre par cette raison au-delà de deux ou trois lieues; ce qui comprendra environ trente mille hommes avec l'artillerie et les bagages, sur une grande route. Ainsi la force d'une colonne de route peut s'étendre ordinairement à trente mille hommes.

» 16. D'où l'on voit qu'une colonne de route doit se former de plusieurs légions: je la forme ici de quatre légions, de soixante bouches à feu et de trois mille chevaux de ligne, et j'en fais un corps d'armée sous les ordres d'un général en chef; elle renfermera dans son sein tout ce qui lui est nécessaire pour les combats, puisqu'il voyage et qu'il campe isolément.

Suite des Notes de Napoléon.

droite et la ganche des chaussées. On a vu des armées de cent vingt mille hommes marchant sur une seule colonne, prendre leur ordre de bataille en six heures de temps.

14. Le plus souvent, il doit y avoir une avant-garde, où se trouvera le général en chef, pour de là diriger les mouvemens de son armée. Il faut à l'avant-garde de la cavalerie légère, de la grosse cavalerie, des corps d'infanterie d'élite, et une quantité suffisante d'artillerie, afin de pouvoir manœuvrer, contenir l'ennemi, donner le temps à l'armée d'arriver aux bagages, aux parcs de filer.

15. Ces calculs sont erronés.

16. 1° Il ne faut qu'un général en chef par armée, un lieutenant-général par corps d'armée ou aile, un maréchal-de-camp par division, un colonel brigadier par brigade.

2° Il est bon que les corps d'armée ne soient pas égaux entre eux, qu'il y en ait de quatre divisions, de trois divisions, de deux. Il faut au moins cinq corps d'armée d'infanterie dans une grande armée.

3° Lorsque l'infanterie de l'armée n'est que de soixante mille hommes, il vaut mieux n'avoir que des divisions

Suite du texte des conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 17. Les différens corps d'armée sont dirigés par un généralisme, qui fait concourir leurs efforts vers un même but, et qui les fait marcher de manière à se prêter un mutuel secours; ils ne doivent pas s'éloigner de plus de deux lieues les uns des autres, si l'ennemi est réuni.

» 18. Lorsque l'ennemi se sépare en plusieurs corps trop éloignés pour se soutenir, le talent d'un généralissime est de réunir tout à coup ses colonnes par des marches forcées, contre un de ces corps, afin de l'écraser sous le poids de forces supérieures.

» 19. L'infanterie doit se former en bataille sur trois rangs, contre l'infanterie et contre la cavalerie.

» 20. Les meilleurs feux, surtout contre la cavalerie, sont les plus successifs par rang.

» 21. Un ordre de bataille complet doit être composé d'une première ligne pour se battre, d'une seconde ligne pour encourager et soutenir la première, la remplacer dans le combat, et favoriser sa retraite et son ralliement; et enfin, d'une réserve pour parer aux incidens imprévus et

Suite des notes de Napoléon.

et des lieutenans-généraux pour commander les ailes et les détachemens.

17. Le titre de généralissime emporte l'idée du commandement général de toutes les troupes d'un état.

Les distances que les corps d'armée doivent mettre entre eux dans les marches, dépendent des localités, des circonstances et du but qu'on se propose; ou le terrain est praticable partout, et alors pourquoi marcher sur un front de dix à douze lieues, ou il n'est praticable que sur un certain nombre de chaussées ou de chemins vicinaux, et alors on reçoit la loi des localités.

A quoi bon une maxime qui ne peut jamais être mise en pratique, et qui mise en pratique sans discernement, serait souvent la cause de la perte de l'armée.

18. Cela dépend de l'objet qu'on a en vue, de la nature des troupes, des localités.

19. C'est l'ordre naturel.

20. Il n'y a de feux praticables devant l'ennemi que celui à volonté, qui commence par la droite et la gauche de chaque peloton.

21. Ceci est tiré de la tactique des Romains, qui avaient un ordre de bataille constant; mais depuis l'invention des armes à feu, la manière d'occuper une position pour camper ou pour livrer bataille dépend de tant de circonstances différentes, qu'elle varie avec ces circonstances; il y a même

Suite du texte des Conclusions des considérations sur l'art de la guerre.

tumultueux du combat, secourir les lignes, protéger leurs flancs et leurs derrières, et frapper au moment opportun, un coup décisif sur un point affaibli de l'ordre de bataille de l'ennemi.

» 22. Les cohortes de la première et de la seconde ligne appartiendront aux mêmes légions. Ces dernières seront placées hors de portée du fusil, afin qu'elles se conservent intactes jusqu'au moment d'entrer en scène : on les rangera en petites colonnes qu'on ne déploiera que lorsqu'elles remplaceront les premières dans les combats, afin de ne pas gêner le passage des lignes.

» 23. La réserve, composée de la cavalerie de ligne, de la moitié de l'artillerie, et d'un corps d'infanterie d'élite, se tiendra en colonne derrière le centre des lignes, hors de portée du canon.

» 24. Dans cet ordre de bataille, l'infanterie légère dispersée en tirailleurs sur les fronts et sur les flancs, escarmouche en engageant le combat ; l'artillerie légionnaire, en batterie à côté des cohortes de première ligne, ouvre son feu sur l'ennemi ; la première ligne s'avance et tâche de saisir une position favorable à portée de fusil, pour commencer son feu de mousqueterie ; la seconde ligne marche au secours de la première. Dès qu'elle est rompue et qu'elle cède du terrain, elle la remplace dans le combat ; elle arrête l'ennemi, tandis que celle-ci se rallie, se reforme en arrière et devient seconde ligne à son tour, jeu qui se répète plusieurs fois en raison de la

Suite des Notes de Napoléon.

plusieurs manières d'occuper une position donnée avec la même armée : le coup d'œil militaire, l'expérience et le génie du général en chef en décident; c'est sa principale affaire. Dans un grand nombre de cas, une armée qui prendrait cet ordre de bataille, serait battue et mise en déroute.

22. Si la seconde ligne était placé à quatre-vingts ou cent toises de la première, et qu'elle restât, pendant la bataille, rangée en colonne, elle serait détruite par les batteries ennemies plus vite que la première ligne, et ne pourrait pas dès lors aller à son secours. Tout cela était bon pour les Grecs et les Romains.

23. Une armée qui paralyserait ainsi pendant toute la durée d'une bataille, la moitié de son artillerie et toute sa grosse cavalerie, serait à peu près sûre d'être battue.

24. Cela est tiré des Romains ; ce n'est pas ainsi que se battent les modernes. Voyez les batailles de Gustave-Adolphe, de Turenne, du grand Condé, de Luxembourg, du prince Eugène, de Frédéric, vous n'en verrez pas une qui ressemble à cela. Mais voulez-vous savoir comment se donnent les batailles ? Lisez, méditez les relations des cent cinquante batailles de ces grands capitaines.

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

bravoure des troupes; et enfin, la réserve fait avancer son artillerie pour battre une des ailes affaiblies de l'ennemi. Son infanterie marche vivement en colonne pour aborder cette aile, tandis que la cavalerie de ligne la tourne rapidement, se forme perpendiculairement à son ordre de bataille, et la charge en flanc et à dos. Telle est l'histoire des combats les mieux calculés de ce siècle.

» 25. L'ordre en colonne est un ordre de marche et non pas de combat; mais l'on ne doit le prendre que lorsqu'il s'agit d'arriver rapidement sur l'ennemi, plutôt que de se battre, ou pour forcer un défilé, lorsque le terrain ne permet pas de se déployer.

» 26. Par exemple, s'il s'agit d'attaquer des retranchemens, ou un village, ce serait une folie que de vouloir échanger des coups de fusil avec un ennemi à couvert. Il faut arriver promptement sur lui pour lui livrer un combat plus égal à l'arme blanche; et, alors, l'ordre en colonne doit être préféré comme le plus favorable à sa marche, et le plus commode pour pénétrer par les défilés étroits des brèches et des rues de village.

» 27. Mais, comme une bataille se compose d'une suite alternative de combats et de marches, il s'ensuit que les troupes doivent tantôt se déployer pour la facilité du combat, tantôt se replier sur elles-mêmes pour la facilité de la marche. Ce passage successif de l'un à l'autre ordre, suivant les circonstances locales et autres du moment, exige un coup d'œil rapide et exercé.

Suite des Notes de Napoléon.

25. L'ordre en colonne est un ordre de combat, lorsque les circonstances le requièrent; c'est pour cela que notre tactique nous donne le moyen de passer rapidement de l'ordre mince à l'ordre profond. Si l'on craint la cavalerie, il faut marcher, en colonnes, à distance de peloton, afin de pouvoir former le bataillon carré par peloton à droite et à gauche en bataille. Il faut, etc.

26. L'ordre en colonne n'est donc pas simplement un ordre de marche.

27. Ce n'est pas parce qu'une bataille se compose d'une alternative de combats et de marches, qu'il faut être en colonne ou en ligne, c'est parce que les circonstances de l'attaque ou de la défense exigent que l'on soit en ligne ou en colonne.

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 28. L'ordre de la bataille primitif doit toujours se plier et se marier au terrain, de manière à faire tourner tous ses accidens au profit de l'attaque ou de la défense.

» 29. Parmi les accidens du terrain, les uns sont favorables et les autres défavorables; l'art des positions consiste à se saisir des accidens favorables pour en fortifier son ordre de bataille, et à laisser les accidens défavorables en avant et sur les flancs, pour qu'ils affaiblissent l'ordre de bataille de l'agresseur.

» 30. Nous devons camper étendus en ordre de bataille pour éviter les surprises; et non pas agglomérés comme les Romains, parce que nous ne pouvons pas nous renfermer et nous mettre en sûreté comme eux dans des enceintes fortifiées.

» 31. Il serait souvent convenable de renforcer nos positions et nos camps par des travaux de campagne, qui pussent s'exécuter en une nuit; ce qui est possible en renonçant à les faire à l'épreuve du boulet.

» 32. En plaçant des batteries hors des redoutes destinées à les défendre, derrière des épaulemens, à très petite portée de mousqueterie de ces redoutes, on obtient une grande économie de travail, plus de force réelle et beaucoup de facilité pour le tir de l'artillerie.

Suite des Notes de Napoléon.

28. Ceci est du Phœbus; et tellement faux que cela ne peut se comprendre: les circonstances du terrain seules ne doivent pas décider de l'ordre de bataille, qui doit être déterminé par la réunion de toutes les circonstances.

29. Cette observation est propre à prouver qu'on ne peut pas prescrire un ordre de bataille constant.

30. L'art d'asseoir un camp sur une position, n'est autre chose que l'art de prendre une ligne de bataille sur cette position. Il faut que toutes les machines de jet soient en jeu et favorablement placées; il faut que la position prise ne soit pas dominée, prolongée, enveloppée, et qu'au contraire, autant que cela est possible, elle domine, prolonge, enveloppe la position opposée.

31. Les fortifications de campagne sont toujours utiles, jamais nuisibles, lorsqu'elles sont bien entendues.

32. Les principes des fortifications de campagne ont besoin d'être perfectionnés : cette partie de la guerre est susceptible de faire de grands progrès. Si les pièces ne sont pas dans les redoutes, elles tomberont au pouvoir de l'ennemi, par une charge heureuse de cavalerie. Les batteries doivent être placées dans les positions les plus avantageuses et le plus en avant que possible des lignes de l'infanterie et de

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 33. Au reste, quelque talent que l'on apporte dans le choix des positions, et dans la disposition des troupes, il faut, en dernier résultat, chasser l'ennemi du terrain qu'il occupe; ce qu'on ne peut faire qu'avec des soldats braves.

» 34. Mais pour qu'ils soient braves, il faut les rendre tels; car la bravoure n'est pas une qualité innée en nous.

» 35. On n'y parvient ni par les raisonnemens, ni par les châtimens, ni même par la discipline, mais bien par le jeu des passions. Nos institutions doivent donc tendre à donner des passions à nos troupes; et c'est ensuite au général à réveiller et à exalter les passions, par ses harangues, au moment du combat.

Suite des Notes de Napoléon.

la cavalerie, sans compromettre leur sûreté. Il est bon qu'elles commandent la campagne, de toute la hauteur de la plate-forme; il faut qu'elles ne soient point masquées de droite et de gauche, de manière que leur feu puisse être dirigé dans tous les sens.

33. Oui, braves! manœuvriers et adroits.

34. La lâcheté serait-elle donc innée? question théologique. Au son de la trompette le cheval hennit, se redresse et trépigne d'ardeur.

35. La discipline lie les troupes à leurs drapeaux; ce ne sont pas des harangues, au moment du feu, qui les rendent braves : les vieux soldats les écoutent à peine, les jeunes les oublient au premier coup de canon. Il n'est pas une seule harangue de Tite-Live qui ait été tenue par un général d'armée, car il n'en est pas une qui ait le trait de l'impromptu; le geste d'un général aimé, estimé de ses troupes, vaut autant que la plus belle harangue. Si les harangues, les raisonnemens sont utiles, c'est dans le courant de la campagne, pour détruire les insinuations, les faux bruits, maintenir une bonne opinion dans le camp, fournir des matériaux aux causeries des bivouacs. L'ordre du jour imprimé a bien plus d'avantage que les harangues des anciens.

Quand Napoléon disait, en parcourant les rangs de son armée, au milieu du feu : *Déployez ces drapeaux!*

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 36. Les passions qui ont eu le plus d'influence sur les troupes chez les différentes nations, sont le fanatisme, l'amour de la patrie, l'honneur, l'ambition, l'amour, le désir des richesses.

» 37. En jetant un coup d'œil sur les grandes opérations offensives de la guerre, nous trouvons qu'on peut faire deux sortes de guerres, une guerre d'invasion et une guerre méthodique.

» 38. La première s'emploie avec succès pour conquérir les états despotiques d'Asie, où le peuple esclave, indifférent pour son maître, ne prend aucune part à la défense : mais la seconde peut seule réussir contre des états républicains, où le patriotisme des citoyens oppose des obstacles sans cesse renaissans à la marche des conquêtes.

Suite des Notes de Napoléon.

le moment est enfin arrivé ! le geste, l'action, le mouvement, faisaient trépigner le soldat français.

36. Les Grecs, au service du grand roi, n'étaient pas passionnés pour sa cause ! Les Suisses, au service de France, d'Espagne, des princes d'Italie, n'étaient pas passionnés pour leur cause ! Les troupes du grand Frédéric, composées en grande partie d'étrangers, n'étaient pas passionnées pour sa cause ! Un bon général, de bons cadres, une bonne organisation, une bonne instruction, une bonne et sévère discipline font de bonnes troupes, indépendamment de la cause pour laquelle elles se battent. Il est cependant vrai que le fanatisme, l'amour de la patrie, la gloire nationale, peuvent inspirer les jeunes troupes avec avantage.

37. Toute guerre offensive est une guerre d'invasion ; toute guerre conduite selon les règles de l'art est une guerre méthodique. Les plans de campagne se modifient à l'infini, selon les circonstances, le génie du chef, la nature des troupes, et la topographie. Il y a deux espèces de plans de campagne : les bons et les mauvais ; quelquefois les bons échouent par des circonstances fortuites, quelquefois les mauvais réussissent par un caprice de la fortune.

38. La Russie et l'Espagne étaient-elles des états républicains? La Hollande et la Suisse, des états despotiques?

Les guerres de Gengis-Kan, de Tamerlan, étaient méthodiques, parce qu'elles étaient conformes aux règles, et raisonnées, parce que leurs entreprises étaient proportionnées à la force de leur armée : l'habit d'un géant n'est pas celui d'un pygmée.

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

» 39. En Europe où le patriotisme des peuples, qui ont quelque part aux affaires publiques, et le système de politique des souverains, qui tendant sans cesse à établir entre eux un équilibre de puissance, s'opposent également à la rapidité des conquêtes, une guerre méthodique peut seule procurer des succès stables et solides.

» 40. Ce genre de guerre exige deux armées, une armée active, pour gagner des batailles, et une de réserve, pour occuper et conserver le pays conquis, en tirer des réserves, appuyer l'armée active, l'alimenter et la soutenir.

» 41. L'armée de réserve doit choisir et préparer une ligne définitive, que j'appelle base d'opérations, où l'armée active, en cas de revers, puisse se recruter, se reformer, se réorganiser, se retremper, et arrêter l'ennemi à l'aide des obstacles de l'art et de la nature.

» 42. C'est sur cette base d'opérations que doivent s'établir tous les dépôts de munitions de guerre et de bouches nécessaires à l'existence des armées. On les mettra en sûreté contre les entreprises de l'ennemi, par des enceintes bastionnées en fortifications mixtes, qui puissent s'élever en peu

Suite des Notes de Napoléon.

39. Toute guerre doit être méthodique, parce que toute guerre doit être conduite conformément aux principes et aux règles de l'art et avec un but; elle doit être faite avec des forces proportionnées aux obstacles que l'on prévoit. Il y a donc deux espèces de guerre offensive: celle qui est bien conçue, conforme aux principes de la science, et celle qui est mal conçue, qui les viole. Charles XII a été battu par le czar, le plus despotique des hommes, parce que sa guerre était mal pensée; Tamerlan l'eût été par Bajazet, si son plan de guerre eût ressemblé à celui du monarque suédois.

40. Il ne faut qu'une armée, car l'unité de commandement est de première nécessité à la guerre: il faut tenir l'armée réunie, concentrer le plus de forces possibles sur le champ de bataille, profiter de toutes les occasions; car la fortune est femme: si vous la manquez aujourd'hui, ne vous attendez pas à la retrouver demain.

41. Faites la guerre offensive comme Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Engène, et Frédéric; lisez, relisez l'histoire de leurs quatre-vingt-huit campagnes, modelez-vous sur eux; c'est le seul moyen de devenir grand capitaine, et de surprendre les secrets de l'art: votre génie ainsi éclairé vous fera rejeter des maximes opposées à celles de ces grands hommes.

42. C'est le système de la guerre de Hanôvre de 1758 à 1763. Des places mixtes de terre, faites en quinze et vingt jours, ne seraient pas à l'abri d'un coup de main. Que de temps ne faudrait-il pas pour y bâtir des abris, pour mettre les magasins de l'armée à l'épreuve des obus et des bombes!

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

de temps, et remplir momentanément l'objet des fortifications permanentes.

» 43. Ces places du moment seront disposées sur une ligne définitive aux

Suite des Notes de Napoléon.

Les Romains, après les batailles de Trasimène et de Cannes, perdirent leurs armées; elles ne purent se rallier; quelques fuyards arrivèrent à peine à Rome, et cependant ces batailles se donnèrent au milieu de leurs places fortes, à peu de journées de leur capitale même. Si Annibal eût éprouvé le même sort, c'est, dirait-on, qu'il était trop éloigné de Carthage, de ses dépôts, de ses places fortes; mais, battu et défait à Zama, aux portes de Carthage, il perdit son armée comme les Romains avaient perdu les leurs à Cannes et à Trasimène. Après Marengo, le général Mélas perdit son armée : il ne manquait pas de places fortes : Alexandrie, Tortone, Gênes, Turin, Fenestrelle, Coni, il en avait dans toutes les directions. L'armée de Mack sur l'Illers était au milieu de son pays; elle fut cependant obligée de poser les armes. Et cette vieille armée de Frédéric, qui comptait à sa tête tant de héros, des Brunswick, des Mullendorf, des Russel, des Blücher, etc., battue à Iéna, ne put opérer aucune retraite; en peu de jours, deux cent cinquante mille hommes posèrent les armes; cependant ils ne manquaient pas d'armées de réserve; ils en avaient une sur Halle, une sur l'Elbe, aidées de places fortes; ils étaient au milieu de leur pays, non loin de leur capitale! Donnez-vous toutes les chances de succès, lorsque vous projetez de livrer une grande bataille, surtout si vous avez affaire à un grand capitaine; car, si vous êtes battu, fussiez-vous au milieu de vos magasins, près de vos places, malheur au vaincu.

43. Sans abri pour les magasins, les obus détruiront tout. Ces ouvrages de

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

nœuds des principales routes, de manière à en renforcer les parties les plus essentielles, et à concourir à la défense.

» 44. En jetant un coup d'œil sur les grandes opérations de la guerre défensive, on s'aperçoit qu'elles doivent s'appuyer sur des places fortes. Les places rendent à cette guerre différens genres de service, qu'il s'agit avant tout de bien apprécier, afin de ne pas tomber dans les fautes, ou de les dédaigner mal à propos, ou de les multiplier sans nécessité, ou de les disposer sans discernement.

» 45. D'abord elles mettent en sûreté dans leur sein les dépôts d'armes et de munitions, préparées d'avance pour les besoins de la guerre, qu'on peut regarder comme les richesses militaires d'une nation.

» 46. Ensuite, elles ferment les principaux passages des montagnes, et facilitent aux armées le passage des fleuves sur lesqnels elles forment des têtes de pont.

» 47. Et enfin, elles offrent sous leurs murs un refuge et un asile aux armées défensives, asile que l'agresseur est obligé de respecter sans pouvoir passer outre, parce que la raison de guerre s'oppose à ce qu'il laisse une armée sur ses derrières.

» 48. Mais, ponr qu'elles puissent remplir ce dernier objet, il est indispensable qu'elles soient entourées par un vaste camp retranché, préparé d'avance, et dont elles seront le réduit. Ce camp retranché consistera en quatre petits forts disposés en carré autour d'elles, à deux ou trois mille toises les uns des autres.

» 49. Du reste il est inutile, il est désavantageux même, de multiplier

Suite des Notes de Napoléon.

campagne, à moins d'être couverts par des inondations, exigeront des garnisons énormes; il vaut bien mieux fortifier les villes.

44. Les places fortes sont utiles pour la guerre défensive, comme pour la guerre offensive. Sans doute elles ne peuvent seules tenir lieu d'une armée ; mais elles offrent l'unique moyen de retarder, entraver, affaiblir, inquiéter un ennemi vainqueur.

47. Selon les circonstances.

48. Ce système de fortifications semble tracé par un officier de hussards.

49. Les garnisons des places fortes doivent être tirées de la population,

Suite du texte des Conclusions des Considérations sur l'art de la guerre.

les forteresses sur une frontière, au point d'affaiblir les forces actives par les garnisons nécessaires à leur conservation. Au lieu de les entasser sur les frontières, il est préférable de les disperser dans toutes les provinces d'un grand état, afin de n'être pas privé de leurs dépôts et de leurs secours, lorsque la fortune transporte le théâtre de la guerre dans l'intérieur.

» 50. Une armée défensive, au lieu de s'opposer de front à la marche de l'agresseur, doit se placer sur ses flancs, prête à couper sa ligne d'opérations, s'il la laisse sur ses derrières pour pénétrer dans l'intérieur, ou à se réfugier dans le camp retranché de la place la plus voisine, s'il marche à elle. Cette manœuvre fait échouer l'entreprise de l'ennemi, ou l'oblige à se livrer aux longueurs d'une guerre de siége. »

Suite des notes de Napoléon.

et non pas des armées actives; les régimens de milice provinciaux avaient cette destination : c'est la plus belle prérogative de la garde nationale. Il se peut que le système de Vauban soit défectueux; mais il est meilleur que celui qu'on propose. Il vaut mieux centraliser, réunir, rapprocher ses forces, ses canons, ses machines de guerre, que de les disséminer.

50. Alexandre, Annibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène, le grand Frédéric, seraient fort embarrassés de se décider sur cette question, problème de géométrie transcendante, qui a un grand nombre de solutions. Un novice seul peut la croire simple et facile : Euler, Lagrange, La Place, passeraient bien des nuits avant de la mettre en équation, et avant d'en dégager les inconnus.

QUARANTE-QUATRE NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ

MANUSCRIT

VENU DE SAINT-HÉLÈNE D'UNE MANIÈRE INCONNUE,

IMPRIMÉ A LONDRES, CHEZ JOHN MURRAY, 1817.

Cette brochure de cent cinquante-une pages, traduite dans toutes les langues, a été lue dans toute l'Europe, et grand nombre de personnes croient qu'elle est sortie de la plume de Napoléon; cependant rien n'est plus faux. Qui en est donc l'auteur? Les journaux anglais ont nommé madame de Staël: cela n'est pas probable; il lui aurait été impossible de ne pas y apposer son cachet. Cet écrit a été fait par un conseiller d'État, qui était en service ordinaire dans les années 1800, 1801, 1802, 1803, mais qui n'était pas en France en 1806 et 1807, et qui s'est occupé particulièrement des affaires d'Espagne. Ce n'est pas un militaire: il n'a jamais assisté à une bataille; il a les plus fausses *idées* de la guerre.

Iʳᵉ NOTE.

(Page 4.)

« J'obtins une lieutenance au commencement de la révolution. Je n'ai jamais reçu de titre avec autant de plaisir que celui-là. »

Tout le monde sait que Napoléon est entré lieutenant en second dans le régiment de La Fère, artillerie; qu'il a rejoint à Valence en Dauphiné, en octobre 1785, quatre ans avant le commencement de la révolution.

IIᵉ NOTE.

(Page 5.)

« On m'employa dans l'armée des Alpes. »

Napoléon n'a jamais été employé à l'armée des Alpes; il n'a jamais été sur le mont Genèvre.

IIIe NOTE.

(Page 7.)

« Parce qu'il me valut le grade de capitaine. »

Napoléon a été fait capitaine d'artillerie en 1789, quatre ans avant le commencement de la guerre. Il quitta alors le régiment de La Fère, n° 1, et entra dans celui de Grenoble, n° 4.

IVe NOTE.

(Page 9.)

« Je ne m'occupais que d'examiner la position de l'ennemi et la nôtre. Je comparai ses moyens moraux et les nôtres. Je vis que nous les avions tous, et qu'il n'en avait point. Son expédition était un misérable coup de tête (Toulon), dont il devait présumer la catastrophe ; et l'on est bien faible quand on prévoit sa déroute. »

La prise de Toulon n'était pas un *misérable coup de tête :* prendre trente vaisseaux de guerre, le second arsenal de la république, et tous ses magasins bien approvisionnés, la place la plus forte de toute la Provence, cela ne peut pas se caractériser un *misérable coup de tête.*

A la fin d'août 1793, lorsque les coalisés entrèrent à Toulon, Lyon avait arboré le drapeau blanc; la guerre civile était mal éteinte en Languedoc et en Provence. L'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées, et inondait le Roussillon; l'armée piémontaise avait franchi les Alpes : elle était aux portes de Chambéry et d'Antibes. Les coalisés ne sentirent pas assez l'importance de la conquête qu'ils venaient de faire. Que six mille Sardes, douze mille Napolitains, six mille Espagnols et six mille Anglais se fussent réunis dans Toulon aux douze mille fédérés, cette armée de quarante mille hommes fût arrivée sur Lyon, se liant par sa droite à l'armée piémontaise, et par sa gauche à l'armée espagnole.

Napoléon, alors âgé de vingt-quatre ans, était chef de bataillon d'artillerie; le comité de salut public le désigna pour commander en second l'artillerie du siége; il y arriva au commencement de septembre. Le 15 octobre, un conseil de guerre fut convoqué à Ollioules, et présidé par le conventionnel Gasparin; on y lut un mémoire approuvé par le comité des fortifications sur la conduite du siége de Toulon. Le célèbre d'Arçon l'avait rédigé. Napoléon s'opposa à l'adoption de ce plan, et en proposa un plus simple; il dit : Qu'une batterie de soixante bouches à feu placée aux extrémités des promontoires de l'Aiguillette et de Balaguier, jetterait des obus et des boulets sur tous les points de la grande et de la petite rade; ce qui obligerait les escadres anglaise et espagnole de les évacuer et de prendre le large; que dès lors Toulon serait bloqué par mer et par terre, et qu'indubitablement l'ennemi l'évacuerait plutôt que d'y laisser une garnison, qui tout au plus s'y défendrait trente jours, et qui, après ce terme, serait forcée, pour obtenir une capitulation honorable, de renoncer à tous les avantages qu'elle pourrait trouver à une évacuation volontaire; mais que les caps de l'Aiguillette et de Balaguier étaient dominés par les hauteurs du Caire, dont il fallait préalablement s'emparer; qu'un mois avant que l'ennemi ne s'y fût logé, il avait proposé au général en chef de le faire entrer sous peu de jours dans Toulon, en les faisant occuper avec trois mille hommes, pour que, sous leur protection, il pût établir des batteries incen-

diaires à l'extrémité des deux caps; que ce général n'avait voulu y envoyer que quatre cents hommes sous les ordres du général Laborde; que quarante-huit heures après, les Anglais avaient débarqué quatre mille hommes, avaient chassé le général Laborde, s'étaient emparés de la hauteur du Caire jusqu'aux issues du village de la Seine; et qu'aujourd'hui ils y avaient construit le fort Murgrave, armé de quarante pièces de canon en batterie; qu'il fallait établir de fortes batteries pour raser ce fort et l'enlever d'assaut; que, soixante-douze heures après, on serait maître de Toulon; ce projet fut adopté.

Les prédictions de Napoléon se vérifièrent de point en point. Tel est l'historique de cet événement, qui a tant étonné et qui n'a jamais été bien compris en Europe.

Ve NOTE.

(Page 10.)

« Mais on ne gagne pas de batailles avec de l'expérience. Je m'obstinai; j'exposai mon plan à Barras : il avait été marin; ces braves gens n'entendent rien à la guerre, mais ils ont de l'intrépidité. Barras l'approuva, parce qu'il voulait en finir. D'ailleurs la convention ne lui demandait pas compte des bras et des jambes, mais du succès. »

Napoléon, chef de bataillon d'artillerie et commandant en second cette arme au siége de Toulon, n'était nullement en rapport avec Barras, qui, à cette époque, était en mission à Marseille et à Nice. Le représentant du peuple qui le premier le distingua et appuya de son autorité les plans qui firent tomber Toulon, est Gasparin, député d'Orange, très chaud conventionnel et ancien capitaine de dragons, homme éclairé, et qui avait reçu une excellente éducation. Ce fut ce député qui devina les talens militaires du commandant d'artillerie. Ce n'est qu'à la journée du 13 vendémiaire que Napoléon se lia avec Barras.

VIe NOTE.

(Page 11.)

« Général, mais sans emploi, je fus à Paris, parce qu'on ne pouvait en obtenir que là. Je m'attachai à Barras, parce que je n'y connaissais que lui. »

Napoléon ne fut jamais sans emploi. Après le siége de Toulon, il fut nommé général commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie; il se rendit à cette armée, qui était commandée par le vieux et brave général Dumorbion. Il donna le plan qui fit tomber Saorgio, le Col-de-Tende, Oneille et les sources du Tanaro, au pouvoir de la France. En octobre de la même année, il dirigea l'armée dans son mouvement sur la Bormida, au combat de Dego et à la prise de Savone. En février 1795, il commandait l'artillerie de l'expédition maritime réunie à Toulon, destinée d'abord pour la Corse et ensuite pour Rome. Il fut d'avis qu'au préalable, et ce plan fut adopté, l'escadre sortît seule sans le convoi, et chassât l'escadre anglaise de la Méditerranée; ce qui donna lieu au combat naval de Noli, où le *Ça ira* fut pris. L'escadre française rentra, et l'expédition fut contremandée. Cette même année, par son influence sur l'esprit des canonniers de terre et de mer, il apaisa une insurrection à l'arsenal, et sauva la vie aux re-

présentans du peuple Mariette et Chambon. En mai 1795, sur le rapport d'Aubry, il fut placé sur le tableau comme général d'infanterie pour servir à l'armée de la Vendée, jusqu'à ce qu'il y eût des places vacantes dans l'artillerie. Il se rendit à Paris, et refusa de servir à l'armée de la Vendée. Dans ce temps, Kellermann ayant été battu sur les côtes de Gênes, et l'armée d'Italie forcée à la retraite, Napoléon fut requis par le comité de salut public, alors composé de Sieyes, Le Tourneur et Pontécoulant, de rédiger des instructions pour cette armée. Peu après, le 13 vendémiaire lui valut le commandement en chef de l'armée de l'intérieur à Paris, il le conserva jusqu'au mois de mars 1796.

VIIe NOTE.

(Page 12.)

« Nous n'avions, pour garder la salle du manége, qu'une poignée d'hommes, et deux pièces de quatre. Une colonne de sectionnaires vint nous attaquer pour son malheur. Je fis mettre le feu à mes pièces, les sectionnaires se sauvèrent; je les fis suivre, ils se jetèrent sur les gradins de Saint-Roch. On n'avait pu passer qu'une pièce, tant la rue était étroite. Elle fit feu sur cette cohue, qui se dispersa en laissant quelques morts : le tout fut terminé en dix minutes. »

Au 13 vendémiaire, la convention avait pour se défendre six mille hommes de troupes de ligne et trente pièces de canon. Elle ne siégeait pas au manége, mais aux Tuileries, dans la salle du théâtre.

VIIIe NOTE.

(Page 51.)

« L'armée d'Italie était au rebut, parce qu'on ne l'avait destinée à rien. Je pensai à la mettre en mouvement pour attaquer l'Autriche sur le point où elle avait plus de sécurité, c'est-à-dire en Italie. »

Napoléon fut appelé au commandement en chef de l'armée d'Italie par le vœu des officiers et soldats qui avaient cueilli des lauriers, en exécutant ses plans en 1793 à Toulon, en 1794 et 1795 dans le comté de Nice et la rivière de Gênes. Comme il a été dit, cette armée coûtait des sommes considérables, et le trésor était vide... Etrange rebut que le commandement en chef d'une frontière et d'une grande armée !

IXe NOTE.

(Page 21.)

« Cette expédition devait donner une grande idée de la puissance de la France; elle devait attirer l'attention sur son chef; elle devait surprendre l'Europe par sa hardiesse. C'était plus de motifs qu'il n'en fallait pour la tenter, mais je n'avais pas alors la moindre envie de détrôner le grand-turc, ni de me faire pacha. »

L'expédition d'Egypte avait trois buts : 1° Établir sur le Nil une colonie française qui pût prospérer sans esclaves, et qui tînt lieu à la république de Saint-Domingue et de toutes les îles à sucre. 2° Ouvrir un débouché à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de ces vastes contrées. 3° Partir de l'Egypte comme d'une place d'armes pour porter une armée de soixante mille hommes sur l'Indus, soulever les Marattes et les peuples opprimés de ces vastes contrées; soixante mille hommes, moitié Européens, moitié

recrues des climats brûlans de l'équateur et du tropique, transportés par dix mille chevaux et cinquante mille chameaux, portant avec eux des vivres pour cinquante à soixante jours, de l'eau pour cinq ou six jours, et un train d'artillerie de cent cinquante bouches à feu de campagne, avec double approvisionnement, arriveraient en quatre mois sur l'Indus. L'Océan a cessé d'être un obstacle depuis qu'on a des vaisseaux; le désert cesse d'en être un pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires.

Les deux premiers objets étaient remplis; et malgré la perte de l'escadre de l'amiral Brueys à Alexandrie; l'intrigue qui porta Kléber à signer la convention d'Elarich; le débarquement de trente à trente-cinq mille Anglais sous les ordres d'Abercrombie à Aboukir et à Qosseïr; le troisième but aurait été atteint; une armée française fût arrivée sur l'Indus dans l'hiver de 1801 à 1802, si l'assassinat de Kléber n'eût fait tomber le commandement de l'armée dans les mains d'un homme plein de courage, de talens administratifs et de bonne volonté, mais du caractère le plus opposé à tout commandement militaire.

Le Coran ordonne d'exterminer les idolâtres ou de les soumettre aux tributs; il n'admet pas l'obéissance et la soumission à une puissance infidèle; en cela il est contraire à l'esprit de notre religion : *Rendez à César ce qui appartient à César*, a dit Jésus-Christ; *mon empire n'est pas de ce monde, obéissez aux puissances*. Dans les Xe, XIe et XIIe siècles, les chrétiens régnèrent en Syrie, mais la religion était l'objet de la guerre, c'était une guerre d'extermination; l'Europe y perdit des millions d'hommes. Si un tel esprit eût animé les Égyptiens en 1798, ce n'est pas avec vingt-cinq à trente mille Français, que n'exaltait aucun fanatisme et déjà dégoûtés du pays, que l'on eût pu soutenir une pareille lutte. Maître d'Alexandrie et du Caire, victorieux des Mamelouks aux Pyramides, la question de la conquête n'était pas décidée, si l'on ne parvenait à se concilier les imans, les muphtis, les ulémas et tous les ministres de la religion musulmane. L'armée française, depuis la révolution, n'exerçait aucun culte; en Italie même elle n'allait jamais à l'église; on tira parti de cette circonstance: on présenta l'armée aux musulmans comme une armée de catéchumènes, disposés à embrasser le mahométisme. Les chrétiens, cophtes, grecs, latins, syriens, étaient assez nombreux : ils voulaient profiter de la présence de l'armée française pour se soustraire aux restrictions imposées à leur culte. Le général en chef s'y opposa, et eut soin de maintenir les affaires religieuses sur le pied existant. Tous les jours, au soleil levant, les scheiks de la grande mosquée de Gemil et Azar (c'est une espèce de Sorbonne) se rendaient à son lever; il leur faisait prodiguer toutes espèces de marques d'égard; il s'entretenait longuement avec eux des diverses circonstances de la vie du prophète, des chapitres du Coran. Ce fut après le retour de Salhieh, qu'il leur proposa de publier un fetam, par lequel ils ordonneraient au peuple de prêter le serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir, les embarrassa fort, et après un peu d'hésitation, le schiek Cherkaoui, respectable vieillard, répondit: « Pourquoi ne vous feriez-vous pas musulman avec toute votre armée? alors cent mille hommes accourraient sous

» vos bannières, et disciplinés à votre » manière, vous rétabliriez la patrie » arabe et soumettriez l'Orient. » Il leur objecta la circoncision et la prohibition de boire de vin, boisson nécessaire au soldat français. Après quelques discussions sur cet objet, on convient que les grands schieks de Gemil et Azar chercheraient les moyens de lever ces deux obstacles. Les disputes furent vives, elles durérent trois semaines; mais le bruit qui se répandit dans toute l'Égypte que les grands schieks s'occupaient de rendre l'armée française musulmane, remplissait de joie tous les fidéles : déjà les Français se ressentaient de l'amélioration de l'esprit public, ils n'étaient plus considérés comme des idolâtres. Quand les Ulémas furent d'accord, les quatre muphtis rendirent un fetam, par lequel ils déclarérent que la circoncision n'étant qu'une perfection n'était pas indispensable pour être musulman ; mais que dans ce cas on ne pouvait espérer le paradis dans l'autre vie. La moitié de la difficulté se trouvait levée ; mais il fut facile de faire comprendre aux muphtis que la deuxième décision n'était pas raisonnable. Ce fut l'objet de six autres semaines de discussion. Enfin ils déclarèrent qu'on pouvait être musulman et boire du vin, pourvu que l'on employât le cinquième de son revenu, au lieu du dixième, en œuvres de bienfaisance. Le général en chef fit alors tracer le plan d'une mosquée, plus grande que celle de Gemil Azar; il déclara la faire bâtir pour servir de monument à l'époque de la conversion de l'armée, mais de fait il ne voulait que gagner du temps. Le fetam d'obéissance fut donné par les schieks, et Napoléon déclaré ami du prophète, spécialement protégé par lui. Le bruit fut généralement répandu qu'avant un an toute l'armée porterait le turban.

C'est dans cette ligne que s'est constamment tenu Napoléon, conciliant sa volonté de rester dans la religion où il était né, avec les besoins de sa politique et de son ambition. Pendant le séjour de l'armée, le général Menou seul s'est fait musulman, ce qui a été utile et d'un bon effet. Quand les Français quittèrent l'Égypte, il ne resta que cinq à six mille hommes qui s'enrôlèrent dans les Mamelroucks et embrassèrent le mahométisme.

Xe NOTE.

(Page 22.)

« J'étais obligé de détruire, en passant, cette gentilhommière de Malte, parce qu'elle ne servait qu'aux Anglais. Je craignais que quelque vieux levain de gloire ne portât ces chevaliers à se défendre et à me retarder : ils se rendirent, par bonheur, plus honteusement que je m'en étais flatté. »

Malte ne pouvait pas résister à un bombardement de vingt-quatre heures : cette place avait certainement d'immenses moyens physiques de résistance, mais aucuns moyens moraux. Les chevaliers ne firent rien de honteux : nul n'est tenu à l'impossible.

XIe NOTE.

(Page 23.)

« De retour en Égypte, je reçus des journaux par la voie de Tunis. Ils m'apprirent l'état déplorable de la France, l'avilissement du directoire, et le succès de la coalition. »

Après la bataille d'Aboukir, le 3 août 1799, le commodore anglais en-

voya à Alexandrie des journaux anglais et la gazette française de Francfort des mois d'avril, mai et juin, qui faisaient connaître les désastres des armées du Rhin et d'Italie. On avait appris au camp de Saint-Jean-d'Acre le commencement de la guerre de la seconde coalition. Ce n'est pas d'ailleurs par Tunis que parvenaient en Égypte les nouvelles de France.

XIIe NOTE.

(Page 24.)

« Tout général était bon pour signer une capitulation que le temps rendait inévitable, et je partis sans autre dessein que d'être à la tête des armées pour y ramener la victoire. »

Napoléon retourna en France, 1° parce qu'il y était autorisé par ses instructions : il avait carte blanche sur tout ; 2° parce que sa présence était nécessaire à la république ; 3° parce que l'armée d'Orient, victorieuse et nombreuse, ne pouvait avoir de long-temps aucun ennemi à combattre, et parce que le premier but de l'expédition était atteint ; le second ne le pouvait être aussi long-temps que la république serait menacée sur ses frontière et en proie à l'anarchie. L'armée d'Orient était victorieuse des deux armées turques qui lui avaient été opposées pendant la campagne : celle de Syrie, battue à Elarich, à Gaza, à Jaffa, à Acre, à Mont-Thabor, avec perte de son parc d'artillerie de quarante pièces de campagne ; de tous ses magasins : celle de Rhodes, battue à Saint-Jean-d'Acre et à Aboukir, où elle avait perdu son parc de campagne de trente-quatre pièces de canon et son général en chef, le visir à trois queues, Mustapha-Pacha. L'armée d'Orient était nombreuse : elle comptait vingt-cinq mille combattans dont trois mille cinq cents de cavalerie ; elle avait cent pièces d'artillerie de campagne attelées, et quatorze cents bouches à feu de tous calibres bien approvisionnées. On a dit que Napoléon avait laissé son armée dans la détresse, sans artillerie, sans habillemens, sans pain, réduite à huit mille combattans. Ces faux rapports ont trompé le ministère anglais ; le 17 décembre 1799, il se décida à rompre la capitulation d'Elarich, et ordonna à son amiral dans la Méditerranée de ne laisser exécuter aucune capitulation qui permettrait à l'armée d'Orient de retourner en France ; d'arrêter les bâtimens qui la porteraient, et de les conduire en Angleterre. Kléber conçut alors sa position ; il secoua le joug de l'intrigue, il redevint lui-même, se retourna contre l'armée ottomane, et la vainquit à Héliopolis. Après une violation aussi criminelle du droit des gens, le cabinet de Saint-James s'aperçut de son erreur ; il envoya en Égypte trente-quatre mille Anglais sous les ordres d'Abercrombie, qui, joints à vingt-six mille Turcs sous le grand-visir et le capitan-pacha, parvinrent à se rendre maîtres de cette importante colonie, en septembre 1801, vingt-sept mois après le départ de Napoléon, et seulement après six mois d'une campagne très active, et qui aurait tourné à la confusion des Anglais, si Kléber n'avait pas été assassiné, si Menou, l'homme le moins militaire qui ait jamais commandé, ne s'était pas trouvé à la tête de l'armée. Mais enfin cette campagne de 1801 coûta au gouvernement anglais plusieurs millions sterlings, dix mille hommes d'élite, le général en chef de son armée. Le gé-

néral Belliard, au Caire, le 27 juin 1801, Menou, à Alexandrie, le 2 septembre 1801, ont obtenu la capitulation que des intrigans avaient fait signer à Kléber à Elarich, vingt mois auparavant, le 24 janvier 1800, savoir: que l'armée française serait transportée en France aux dépens des Anglais, avec armes, canons, bagages, drapeaux, et sans être prisonnière de guerre. Les états de situation de son arrivée au lazaret de Marseille et de Toulon, prouvent qu'elle étaitde vingt-quatre mille Français; sa perte en 1800 et 1801 avait été de quatre mille hommes. Lorsque Napoléon laissa le commandement à Kléber, elle était donc de vingt-huit mille hommes, dont vingt-cinq mille en état de combattre. Il est notoire qu'en quittant l'Égypte au mois d'août 1799, il croyait ce pays pour toujours à la France, et qu'il espérait pouvoir un jour réaliser le second but de l'expédition. Quant aux idées qu'il avait alors sur les affaires de France, il les a communiquées à Menou, qui l'a souvent répété : il projetait la journée du 18 brumaire.

XIIIe NOTE.

(Page 30.)

« Tel était mon plan; mais je n'avais ni soldats, ni canons, ni fusils. »

Comment sans soldats, sans canons, sans fusils? Trois mois après le 18 brumaire, Napoléon a fait marcher en Allemagne une armée de cent soixante mille hommes, la plus belle armée qu'ait jamais eue la France, et une armée de réserve dans les plaines de Marengo! Est-ce que tous les hommes de ces armées étaient des recrues? Si de pareils faits étaient vrais, il ne faudrait plus d'armée permanente, la garde nationale serait plus que suffisante. Les victoires de Brune rendirent disponible l'armée de Hollande; la pacification de la Vendée, la considération dont jouissait le gouvernement, sa popularité, l'amour des Français qui l'environnait, mirent à sa disposition l'armée de l'Ouest et tous les bataillons que le directoire tenait dans l'intérieur pour soutenir son autorité et contenir les partis; toutes ces troupes furent réunies; elles furent mieux administrées, mieux soldées, la cavalerie fut remontée; les levées de conscrits, dans ces quatre mois, ne se montèrent qu'à quatre-vingt mille hommes. Le premier consul fit de très bonnes choses, il donna à tout une bonne direction, mais il ne fit pas de miracles : les héros de Hohenlinden et de Marengo n'étaient pas des recrues, mais de bons et vieux soldats; il y avait à l'armée de réserve un tiers de conscrits; elle comptait un grand nombre de vétérans qui n'avaient pas fait la campagne précédente et qui décidèrent de la victoire sur le champ de bataille de Montebello et de Marengo.

XIVe NOTE.

(Page 31.)

« Nous étions tous jeunes dans ce temps, soldats et généraux. Nous avions notre fortune à faire. »

A l'époque du passage du Saint-Bernard, en mai et juin 1800, Napoléon avait gagné vingt batailles rangées, conquis l'Italie, dicté la paix au roi de Sardaigne, au roi de Naples, au Pape, et à l'empereur d'Allemagne à vingt lieues de Vienne; négocié, à Rastadt,

avec le comte de Cobentzel, et obtenu la remise à la France de la place forte de Mayence; créé plusieurs républiques, levé deux cents millions de contributions, employés par lui à nourrir, habiller, entretenir son armée pendant deux ans, à solder l'armée du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest. Il avait enrichi le muséum national de quatre cents chefs-d'œuvre de l'ancienne Grèce ou du siècle des Médicis, conquis l'Égypte, et établi la domination française sur des bases solides, puisqu'il avait surmonté ce qui, dans l'opinion de Volney, était la plus grande difficulté, concilier les principes du Coran et de la religion mahométane avec la présence d'une armée occidentale. Depuis six mois, il était à la tête de la république par le choix spontané de trois millions de citoyens; il avait rétabli les finances, calmé les factions, et déraciné la guerre de la Vendée. Comment dire qu'il *avait sa fortune à faire*, quand déjà de si belles pages lui étaient assurées dans l'histoire !

XVe NOTE.

(Page 32.)

« La division de Desaix arrive; toute la ligne se rallie; Desaix forme sa colonne d'attaque, et enlève le village de Marengo, où s'appuyait le centre de l'ennemi. »

Desaix a formé sa colonne en avant de Saint-Julien; il a été tué à une lieue et demie du village de Marengo.

XVIe NOTE.

(Page 33.)

« Les factions semblaient se taire; tant d'éclat les étouffait. »

Depuis Marengo jusqu'à la machine infernale, c'est-à-dire pendant les six derniers mois de 1800, les factions furent plus actives que jamais. Sans doute Napoléon n'avait rien à redouter des chefs de la révolution ou de ceux de la Vendée; mais les Brutus septembriseurs, les chouans ne parlaient que de l'assassiner.

XVIIe NOTE.

(Page 42.)

« Dans l'intervalle que m'avait laissé la trêve d'Amiens, j'avais hasardé une expédition imprudente, qu'on m'a reprochée et avec raison; elle ne valait rien en sol.

» J'avais essayé de reprendre Saint-Domingue. J'avais de bons motifs pour le tenter. Les alliés haïssaient trop la France pour qu'elle osât rester dans l'inaction pendant la paix. Il fallait donner une pâture à la curiosité des oisifs; il fallait tenir constamment l'armée en mouvement pour l'empêcher de s'endormir. Enfin j'étais bien aise d'essayer les marins. »

Le parti des colons était très puissant dans Paris, l'opinion publique voulait Saint-Domingue; d'un autre côté, le premier consul ne fut pas fâché de dissiper les alarmes des Anglais, en envoyant quinze mille hommes à Saint-Domingue; c'était assez manifester sa confiance dans la continuation de la paix, et l'éloignement où il était de toute guerre maritime; ces quinze mille hommes eussent réussi sans la fièvre jaune. Si Toussaint, Dessaline et Christophe eussent voulu se soumettre, ils auraient assuré leur état, leurs grades, leur fortune et celle des gens de leur couleur; on eût sincèrement confirmé la liberté des noirs.

XVIIIe NOTE.

(Page 46.)

« Il s'offrit malheureusement, dans ce moment décisif, un de ces coups du hasard qui détruisent les meilleures résolutions. La police découvrit de petites menées royalistes, dont le foyer était au-delà du Rhin. Une tête auguste s'y trouvait impliquée. Toutes les circonstances de cet événement cadraient d'une manière incroyable avec celles qui me portaient à tenter un coup d'état. La perte du duc d'Enghien décidait la question qui agitait la France. Elle décidait de moi sans retour. Je l'ordonnai. »

Le duc d'Enghien périt parce qu'il était un des auteurs principaux de la conspiration de Georges, Pichegru et Moreau.

Pichegru fut arrêté le 28 février; Georges le 9 mars, le duc d'Enghien le 18 mars 1804.

Le duc d'Enghien figurait déjà depuis 1796, dans les intrigues des agens de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis dans le caisson de Kinglin, et les lettres de Moreau au directoire, du 19 fructidor 1797.

En mars 1803, le discours du trône au parlement britannique annonça le commencement d'une nouvelle guerre et la rupture de la paix d'Amiens. Le gouvernement français manifesta l'intention de porter la guerre en Angleterre : pendant 1803 et 1804, il couvrit de camps les falaises de Boulogne, de Dunkerque et d'Ostende; il prépara des escadres formidables à Brest, à Rochefort, à Toulon; il couvrit les chantiers de France de prames, de chaloupes, de bateaux canonniers, de grandes et petites peniches; il employa des milliers de bras à creuser des ports sur la Manche pour recevoir ces nombreuses flottilles. De son côté, l'Angleterre courut aux armes. Pitt abandonna le travail paisible de l'échiquier, endossa l'uniforme et ne rêva plus que machines de guerre, bataillons, forts, batteries; le vieux et vénérable Georges III quitta ses maisons royales et passa journellement des revues; des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres, des comtés de Kent et de Sussex : les deux armées se voyaient, elles n'étaient plus séparées que par le détroit.

Cependant l'Angleterre n'oubliait rien de ce qui était propre à réveiller les puissances du continent; mais l'Autriche, la Russie, la Prusse, l'Espagne, étaient alliées ou amies de la France, à qui toute l'Europe obéissait; les tentatives pour rallumer la guerre dans la Vendée n'étaient pas plus heureuses. Le concordat avait rallié le clergé à Napoléon, et l'esprit des habitans de cette province était bien changé; ils voyaient avec reconnaissance la marche de son administration : les grands travaux publics qu'il avait ordonnés occupaient des milliers de bras; on travaillait à joindre, par un canal, la Vilaine et la Rence, ce qui permettrait aux caboteurs français de se rendre des côtes du Poitou sur celles de Normandie, sans doubler le cap d'Ouessant; une nouvelle ville s'élevait au milieu du département de la Vendée, et huit nouvelles grandes routes allaient traverser l'ouest; enfin, des sommes considérables étaient, en forme de primes, distribuées aux Vendéens pour rétablir leurs maisons, leurs églises, leurs presbytères, brûlés ou détruits par les ordres du comité de salut public.

Le cabinet de Saint-James avait été souvent induit en erreur par les royalistes qui, trompés par leurs propres illusions, l'avaient engagé dans des expéditions fâcheuses; mais il concevait

une grande idée de la puissance et des moyens des jacobins : il se persuada qu'un grand nombre d'entre eux étaient mécontens; qu'ils étaient disposés à réunir leurs efforts à ceux des royalistes, qu'ils seraient secondés par des généraux jaloux, et que, coordonnant ces efforts des partis opposés, mais réunis par une passion commune, on formerait une faction assez puissante pour opérer une efficace diversion.

Depuis quatre ans, le premier consul avait réuni tous les partis qui divisaient la France; la liste des émigrés avait été fermée; on en avait d'abord rayé, depuis éliminé, enfin amnistié tous ceux qui avaient voulu rentrer dans leur patrie; tous leurs biens existans et non vendus leur avaient été rendus, excepté les bois dont la loi leur rendait cependant les revenus; il ne restait plus sur cette liste que quelques personnes attachées aux princes, ou ennemis déclarés de la révolution, et qui n'avaient pas voulu profiter de son amnistie; mais des milliers d'émigrés étaient rentrés, et n'avaient été soumis à d'autres conditions qu'au serment d'obéissance et de fidélité à la république. Le premier consul avait eu ainsi la plus douce consolation que puisse avoir un homme, celle de réorganiser plus de trente mille familles, et de rendre à leur patrie tout ce qui restait de descendans des hommes qui avaient illustré la France dans les divers siècles; ceux même qui étaient restés émigrés obtenaient fréquemment des passeports pour venir visiter leurs familles. Les autels étaient relevés; les prêtres déportés, exilés, étaient à la tête des diocèses, des paroisses, et soldés par la république. Ces divers lois avaient apporté une grande amélioration dans les affaires publiques, mais cependant avaient eu l'inconvénient inévitable d'enhardir, par ce système d'une extrême indulgence, les ennemis du gouvernement consulaire, le parti royal, et les espérances de l'étranger.

De 1803 à 1804, il y avait eu cinq conspirations : tous les émigrés à la solde de l'Angleterre venaient de recevoir l'ordre de se réunir dans le Brisgaw et dans le duché de Bade. Mussey, agent anglais, intermédiaire pour servir à correspondre avec les ministres Drake et Spencer-Smith, résidait à Offenbourg, et fournissait avec profusion l'argent nécessaire à tous ces complots.

Le duc d'Enghien, jeune prince plein de valeur, séjournait à quatre lieues de la frontière de France.........

....

XIXe NOTE.

(Page 48.)

« Faute de mieux, je mis en avant un projet de descente en Angleterre. Je n'ai jamais pensé à le réaliser; car il aurait échoué, non que le matériel du débarquement ne fût possible, mais la retraite ne l'était pas. »

La descente en Angleterre a toujours été regardée comme possible; et la descente une fois opérée, la prise de Londres était immanquable. Maître de Londres, il se fût élevé un parti très puissant contre l'oligarchie. Est-ce qu'Annibal en passant les Alpes, César en débarquant en Épire ou en Afrique, regardaient en arrière! Londres n'est situé qu'à peu de marches de Calais; et l'armée anglaise, disséminée pour la défense des côtes, ne se fût pas réunie à temps pour couvrir cette capitale une fois la descente opérée : sans doute que cette expédition ne pouvait pas être faite avec un corps d'armée, mais elle était certaine

avec cent soixante mille hommes, qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement. Les flottilles n'étaient que le moyen de débarquer ces cent soixante mille hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les bas-fonds. C'est sous la protection d'une escadre réunie à la Martinique, et de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage; si la combinaison de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux partant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, réunis à la Martinique, arriveraient devant Boulogne et assureraient le débarquement en Angleterre, dans le temps que les escadres anglaises seraient à courir les mers pour couvrir les deux Indes.

XXe NOTE.

(Page 86.)

« Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit. On ne manqua pas de dire que c'était par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement. Je ne sais pas même pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son jugement; il ne valait pas mieux que les autres, et j'avais un tribunal pour le jugement, des soldats pour le fusiller. Je n'ai jamais rien fait d'inutile dans ma vie. »

Napoléon n'a jamais commis de crimes. Quel crime eût été plus profitable pour lui que l'assassinat du comte de Lille et du comte d'Artois? La proposition lui en a été faite plusieurs fois, notamment par *** et **. Il n'eût pas coûté deux millions. Il l'a rejeté avec mépris et indignation. Aucune tentative n'a été faite sous son règne contre la vie de ces princes.

Lorsque les Espagnes étaient en armes au nom de Ferdinand, ce prince et son frère don Carlos, seuls héritiers du trône d'Espagne, étaient à Valençay, au fond du Berri; leur mort eût mis fin aux affaires d'Espagne; elle était utile, même nécessaire. Elle lui fut conseillée par ****; mais elle était injuste et criminelle. Ferdinand et don Carlos sont-ils morts en France?

On pourrait citer dix autres exemples: ces deux seuls suffisent, parce qu'ils sont les plus marquans. Des mains accoutumées à gagner des batailles avec l'épée, ne se sont jamais souillées par le crime, même sous le vain prétexte de l'utilité publique: maxime affreuse qui, de tous temps, fut celle des gouvernemens faibles, et que désavouent la religion, l'honneur et la civilisation européenne.

Napoléon est parvenu au sommet des grandeurs humaines, par les voies directes, sans jamais avoir commis une action que la morale désavoue. En cela, son élévation est unique dans l'histoire. Pour régner, David fit périr la maison de Saül, son bienfaiteur; César alluma la guerre civile, et détruisit le gouvernement de sa patrie; Cromwell fit périr son maître sur l'échafaud: Napoléon fut étranger à tous les crimes de la révolution. Quand sa carrière politique commença, le trône était écroulé; le vertueux Louis XVI avait péri; les factions déchiraient la France. C'est par la conquête de l'Italie, c'est par la paix de Campo-Formio, qui assurait la grandeur et l'indépendance de la patrie, que Napoléon commença sa carrière; et lorsqu'en 1800, il parvint au pouvoir suprême, c'est en détrônant l'anarchie. Son trône fut élevé par le vœu unanime du peuple français.

Ferdinand VII était à Valençay dans

le château du prince de Talleyrand, un des plus beaux sites de la France, au milieu d'une vaste forêt; il y était avec son frère et son oncle; il n'avait aucune garde; il avait tous ses officiers et domestiques, il recevait qui il voulait; il se promenait librement à plusieurs lieues, soit pour chasser, soit en calèche. Indépendamment des soixante-douze mille francs par an que le trésor de France a payés pour le loyer de Valençay, Ferdinand recevait pour son entretien quinze cent mille francs par an. Il écrivait régulièrement tous les mois à Napoléon, et en recevait des réponses. Au 15 août et à la fête de l'impératrice, il n'a jamais manqué de faire illuminer le château et le parc de Valençay et de distribuer des aumônes. Il demanda plusieurs fois à Napoléon d'aller à Paris, ce qui fut successivement ajourné; il le sollicita de l'adopter pour son fils et de le marier à une princesse française. Il avait la jouissance d'une très belle bibliothèque, recevait souvent des visites des gentilshommes du voisinage et des marchands de Paris, qui s'empressaient de lui porter des nouveautés. Long-temps il eut un théâtre où il faisait venir des comédiens; mais à la fin ses confesseurs lui inspirèrent des scrupules, et il congédia la troupe.

Le roi Charles IV son père et la reine sa mère furent long-temps au palais de Compiègne; de là ils allèrent à Marseille, puis à Rome, où ils furent logés dans le palais du prince Borghèse. Ils jouissaient d'un traitement de trois millions. La reine d'Étrurie, Marie-Louise, sœur de Ferdinand, fut une de celles qui prit le plus de part à la révolution d'Espagne; sa correspondance avec Murat, alors commandant en Espagne, est fort curieuse. Elle était du parti de sa mère, et joua un rôle très actif dans les événemens de Madrid. Elle séjourna long-temps à Nice, où elle ouvrit des correspondances secrètes avec des commandans anglais dans la Méditerranée. Instruit qu'elle cherchait à quitter la France, Napoléon lui fit dire qu'il serait fort aise qu'elle voulût aller soit en Angleterre, soit en Sicile, soit en tout autre pays de l'Europe. En effet cette princesse n'était d'aucune importance, et son départ eût épargné au trésor cinq cent mille francs.

De tout temps Ferdinand a témoigné la plus grande aversion pour les cortès. Les Espagnols pleureront long-temps la constitution de Bayonne. Si elle eût triomphé, ils n'auraient plus de juridiction ecclésiastique en matière séculière; plus de bannalité, plus de barrières intérieures. Leurs domaines nationaux ne resteraient point incultes et sans utilité pour l'état et la nation. Ils auraient un clergé séculier, une noblesse sans priviléges féodaux, ni exemption de contributions et de charges publiques; ils seraient aujourd'hui un autre peuple.

Ferdinand avait dit souvent qu'il préférait rester à Valençay plutôt que de régner en Espagne avec les cortès; cependant lorsqu'en 1813 Napoléon lui fit proposer de remonter sur son trône, il n'hésita pas. Le comte de Laforest lui fut envoyé pour cette négociation. Le traité fut bientôt rédigé: aucune condition n'était imposée à Ferdinand; car on n'appellera pas conditions l'engagement qu'il prit de maintenir les ventes des domaines nationaux faites pendant son absence et de ne rechercher aucune des personnes qui avaient exercé des emplois. Ferdinand alors manifesta hautement la résolution de prendre en Espagne les choses comme il les trouvait, et de

régner en roi constitutionnel. Sitôt que le traité fut conclu, il proposa de nouveau de contracter, par un mariage, une alliance plus étroite avec Napoléon. Cette demande ne fut ni rejetée ni acceptée. On répondit que le moment n'était pas venu d'y souscrire, et que, lorsque Ferdinand serait rassis sur son trône, s'il renouvelait sa demande de Madrid, elle serait alors accueillie comme elle devait l'être.

Le traité de Valençay avait été négocié avec le plus grand secret. Il importait que les Anglais n'en fussent point instruits; ils eussent contrarié en Espagne une opération dont le résultat devait être de rendre disponible l'armée, de manière à ce qu'elle arrivât à temps dans les plaines de Champagne, pour la campagne de 1814.

Les événemens qui se tramaient alors à Paris en disposèrent autrement. Le parti qui s'agitait pour renverser Napoléon parvint à pénétrer le secret de cette négociation; il tenta de lui faire persuader que sa gloire s'opposait à ce qu'il renonçât à l'Espagne, et d'obtenir de lui qu'il ne ratifiât pas le traité de Valençay. N'ayant pas réussi, il en divulgua l'existence, et employa toutes les ressources de l'intrigue pour retarder le départ de Ferdinand, afin de retarder ainsi le retour en France de l'armée d'Espagne. Ferdinand devait quitter Valençay dans le courant de novembre 1813, et cependant il ne repassa les Pyrénées qu'en mars 1814!

XXIe NOTE.

(Page 59.)

« Les Russes débouchaient seulement. Les débris autrichiens coururent se réfugier sous leurs drapeaux. L'ennemi voulut tenir à Austerlitz; il fut battu. Les Russes se retirèrent en bon ordre, et me laissèrent l'empire d'Autriche. »

Le soir d'Austerlitz, les Russes ne firent pas leur retraite en bon ordre : tout leur parc d'artillerie fut pris, les débris de leur armée qui échappèrent se sauvèrent sans sacs ni armes. L'empereur Alexandre, cerné à Hoelich, eût été fait prisonnier, s'il ne s'était engagé à évacuer la Hongrie par la route d'étapes qui fut indiquée par l'armistice.

XXIIe NOTE.

(Page 60.)

« La campagne recommença. Je suivis la retraite des Russes. J'arrivai en Pologne. Un nouveau théâtre s'ouvrait à nos armes. J'allai voir cette vieille terre de l'anarchie et de la liberté, courbée sous un joug étranger; les Polonais attendaient ma venue pour le secouer. »

La campagne ne recommença pas. Les Français ne poursuivirent pas les Russes en Pologne, les Russes se retirèrent avec une grande précipitation chez eux. La paix fut signée à Presbourg avec l'Autriche, et une convention faite à Vienne avec la Prusse. Napoléon revint à Paris, son armée repassa le Danube et l'Inn; et si elle a été en Pologne, ce n'est pas en conséquence de la bataille d'Austerlitz, mais après la campagne d'Iéna; ce n'est pas la route de Vienne, mais celle de Berlin. Il y a ici un anachronisme d'un an : la bataille d'Austerlitz est du 2 décembre 1805; celle d'Iéna du 14 octobre 1806; celle d'Eylau du 8 février 1807; celle de Friedland du 14 juin 1807; la paix de Tilsit est du 7 juillet 1807. Quelle ignorance des faits!

Napoléon voulait rétablir le royau-

me de Pologne, parce que c'était le seul moyen d'opposer une digue à cet empire formidable qui menaçait d'envahir tôt ou tard l'Europe. Si, à l'exemple de Paul, Alexandre ne tourne pas ses regards vers l'Inde pour acquérir des richesses et fournir de l'occupation à ses peuplades nombreuses de Cosaques, de Calmoncks et autres barbares, qui ont pris en Allemagne et en France le goût du luxe, il sera contraint, pour prévenir une révolution en Russie, de faire une irruption dans le midi de l'Europe. S'il réussit à amalgamer franchement la Pologne et la Russie, en réconcillant les Polonais avec le gouvernement russe, tout devra fléchir sous son joug ; l'Europe et l'Angleterre surtout, regretteront de n'avoir pas relevé le royaume de Pologne indépendant de la Russie, et d'en avoir fait à Vienne une province russe; mais alors le ministère anglais était aveuglé par sa haine contre Napoléon. Il ne fit que des fautes ; si le congrès de Vienne eût signé la paix avec Napoléon, l'Europe serait tranquille aujourd'hui, l'esprit révolutionnaire ne minerait pas tous les trônes. En France, il aurait été comprimé et satisfait par des institutions nouvelles.

XXIIIe NOTE.

(Page 62.)

« Si les Russes nous avaient attaqués le lendemain, nous aurions été battus ; mais leurs généraux n'ont heureusement pas de ces inspirations. »

Les Russes ne pouvaient pas attaquer le lendemain de la bataille d'Eylau, c'est-à-dire le 9 février ; parce que, dès cinq heures du soir, le 8, ils avaient abandonné le champ de bataille, qui fut occupé par le troisième corps de l'armée française, et qu'à trois heures du matin, le 9, l'armée russe ralliait ses débris sous les remparts de Kœnisberg, à six lieues du champ de bataille, ayant abandonné tous ses blessés et partie de son artillerie. Mais, en supposant que l'armée russe fût restée sur le champ de bataille, et qu'elle eût pu attaquer le 9 au matin, les corps des maréchaux Ney et Bernadotte, qui n'avaient point pris part à la bataille, étaient arrivés dans la nuit ; si les Russes avaient été battus par l'armée française en l'absence de ces deux corps, comment concevoir qu'ils eussent été vainqueurs de l'armée française renforcée de six divisions?

XXIVe NOTE.

(Page 64.)

« J'étais seul capable de porter la couronne de fer, et je la mis sur ma tête. »

Toutes les organisations d'Italie étaient provisoires. Napoléon voulait faire de cette grande péninsule une seule puissance, et c'est en conséquence de ce projet qu'il se réserva pour lui-même la couronne de fer, afin de tenir dans ses mains la direction des différens peuples d'Italie. Il préféra réunir à l'empire, Rome, Gênes, la Toscane, le Piémont, plutôt que de les joindre au royaume d'Italie, parce que ces peuples le préféraient, et aussi parce que l'impulsion impériale y serait plus forte; que c'était un moyen d'appeler en France un grand nombre d'habitans de ces contrées, et d'y envoyer en échange un même nombre de Français ; que c'était appeler les conscrits, les matelots de ces provinces dans les cadres des régimens français ou des équipages de Toulon. Pour Naples seulement, il

fallut suivre une marche différente, et donner au provisoire qu'on y avait établi une apparence de définitif. Cette grande ville était accoutumée à une grande indépendance. Ferdinand était en Sicile et l'escadre anglaise sur les côtes de Naples; mais au moment de la proclamation de toute l'Italie en un seul royaume, et du sacre à Rome, comme roi d'Italie, du second fils que Napoléon aurait de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, les Italiens de Sicile, de Sardaigne, de Naples, de Venise, de Gênes, de Piémont, de Toscane, de Milan, se fussent avec enthousiasme tous serrés autour du trône de l'antique et noble Italie. Napoléon n'avait pas disposé du grand-duché de Berg; son intention était d'y replacer Joachim quand il quitterait Naples.

XXVe NOTE.

(Page 69.)

« Le cadet des frères était assez jeune pour attendre. »

Le cadet était Jérôme, qui, à l'époque dont parle l'auteur, était roi de Westphalie; il n'avait donc pas besoin d'ettendre. Mais cet écrivain, qui d'ailleurs fait preuve d'esprit, se perd dans les ténèbres : il veut bâtir au milieu des brouillards, il veut toujours que la paix de Tilsit soit avant Iéna; c'est un anachronisme de treize mois.

XXVIe NOTE.

(Page 69.)

« J'instituai une caste intermédiaire. Elle était démocratique, parce qu'on y entrait à toute heure et de partout : elle était monarchique, parce qu'elle ne pouvait pas mourir. »

L'institution d'une noblesse nationale n'est pas contraire à l'égalité, elle est nécessaire au maintien de l'ordre social; aucun ordre social ne peut être fondé sur la loi agraire : le principe de la propriété et de sa transmission par contrat de vente, donation entre-vifs ou acte testamentaire, est un principe fondamental qui ne déroge pas à l'égalité. De ce principe dérive la convenance de transmettre de père en fils le souvenir des services rendus à l'état. La fortune peut être quelquefois acquise par des moyens honteux et criminels. Les titres acquis par des services rendus à l'état sortent toujours d'une source pure et honorable, leur transmission à sa postérité n'est qu'une justice. Lorsque Napoléon proposa à un grand nombre d'hommes de la révolution, les plus partisans des principes de l'égalité, la question de savoir si l'établissement de ces titres héréditaires était contraire aux principes de l'égalité, tous répondirent que non.

En établissant une noblesse héréditaire nationale, Napoléon avait trois buts : 1° Réconcilier la France avec l'Europe; 2° réconcilier la France ancienne avec la France nouvelle; 3° faire disparaître en Europe les restes de la féodalité, en rattachant les idées de noblesse aux services rendus à l'état, et les détachant de toute idée féodale.

L'Europe était gouvernée par des nobles qui s'étaient fortement opposés à la marche de la révolution française; c'était un obstacle qui partout contrariait l'influence française, il fallait le faire disparaître, et pour cela revêtir de titres égaux aux leurs, les principaux personnages de l'empire. Le succès fut complet, la noblesse européenne cessa dès lors d'être opposée à la France, et vit avec une secrète joie une nouvelle noblesse qui, par cela qu'elle

était nouvelle, lui paraissait inférieure à l'ancienne ; elle ne prévoyait pas la conséquence du système français, qui tendait à déraciner, à dépriser la noblesse féodale, ou du moins à l'obliger à se reconstituer à nouveau titre.

L'ancienne noblesse de France, en retrouvant sa patrie et une partie de ses biens, avait repris ses titres non légalement, mais de fait : elle se considérait plus que jamais comme une race privilégiée; toute fusion ou amalgame avec les chefs de la révolution était difficile ; la création de nouveaux titres fit disparaître entièrement ces difficultés ; il n'y eut aucune ancienne famille qui ne s'alliât volontiers avec les nouveaux ducs ; en effet les Noailles, les Colbert, les Louvois, les Fleury, étaient de nouvelles maisons ; dès leur origine, les plus anciennes maisons de France avaient brigué leur alliance ; c'est ainsi que les familles de la révolution se trouvaient consolidées, et l'ancienne et la nouvelle France réunies. Ce fut à dessein que le premier titre que Napoléon donna, fut au maréchal Lefebvre : ce maréchal avait été simple soldat, et tout le monde dans Paris l'avait connu sergent aux gardes-françaises.

Son projet était de reconstituer l'ancienne noblesse de France. Toute famille qui comptait dans ses ancêtres un cardinal, un grand officier de la couronne, un maréchal de France, un ministre, etc., eût été pour cela seul apte à solliciter au conseil du sceau le titre de duc; toute famille qui aurait eu un archevêque, un ambassadeur, un premier président, un lieutenant-général ou un vice-amiral, le titre de comte; toute famille qui aurait eu un évêque, un maréchal-de-camp, un contre-amiral, un conseiller d'état ou un président à mortier, le titre de baron. Ces titres n'auraient été octroyés qu'à la charge par les impétrans d'établir pour les ducs un majorat de cent mille francs de revenu, pour les comtes de trente mille francs, pour les barons de dix mille francs : cette règle, qui régissait le passé et le présent, devait régir l'avenir. De là sortait une noblesse historique, qui liait le passé, le présent et l'avenir, et qui était constituée non sur les distinctions du sang, ce qui est une noblesse imaginaire, puisqu'il n'y a qu'une seule race d'hommes, mais sur les services rendus à l'état. De même que le fils d'un cultivateur pouvait se dire : je serai un jour cardinal, maréchal de France ou ministre, il pouvait se dire : je serai un jour duc, comte ou baron ; de même qu'il pouvait se dire : je ferai le commerce, je gagnerai plusieurs millions que je laisserai à mes enfans. Un Montmorenci eût été duc, non pas parce qu'il était Montmorenci, mais parce qu'un de ses ancêtres avait été connétable, et avait rendu de grands services à l'état. Cette vaste idée changeait le plan de la noblesse qui n'était que féodale, et élevait sur ses débris une noblesse historique, fondée sur l'intérêt de la patrie, et les services rendus aux peuples et aux souverains. Cette idée, comme celle de la Légion-d'Honneur, comme celle de l'université, était éminemment libérale ; elle était propre à la fois à consolider l'ordre social et anéantir le vain orgueil de la noblesse ; elle détruisait les prétentions de l'oligarchie et maintenait dans son intégrité la dignité et l'égalité de l'homme. C'était une idée-mère, organisatrice, libérale ; elle eût caractérisé le nouveau siècle. Napoléon ne mettait aucune précipitation dans l'exécution de ses projets; il croyait avoir du temps devant lui. Il disait souvent à son conseil d'état : « J'ai besoin

de vingt ans pour accomplir mes projets. » Il lui en a manqué cinq.

XXVIIe NOTE.

(Page 74.)

« Sa neutralité (la Prusse) m'avait surtout été essentielle dans la dernière campagne; pour m'en assurer, il lui fut fait quelque ouverture de la cession du Hanovre. »

Comment la Prusse était-elle restée neutre? N'avait-elle pas signé en septembre, pendant que l'armée française marchait de Ulm à Vienne, cette fameuse convention de Postdam; adhérant éventuellement à la coalition de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre, n'avait-elle pas juré haine à la France sur le tombeau du grand Frédéric? Deux jours avant la bataille d'Austerlitz, en décembre 1805, le comte de Haugwitz, premier ministre du roi de Prusse, se rendit à Brünn en Moravie; il eut deux audiences de Napoléon; mais les avant-postes français et russes étaient aux mains; Napoléon lui dit d'aller attendre à Vienne l'issue de la bataille : « *Je les battrai, ne me dites rien aujourd'hui, je ne veux rien savoir.* » Haugwitz, qui n'était pas novice dans les affaires, ne se le fit pas dire deux fois. La bataille d'Austerlitz eut lieu le 2 décembre, et le 15, la Prusse renonça, par la convention de Vienne, au traité de Potsdam et au serment du tombeau; elle céda Wesel, Bayreuth, Neufchâtel à la France, qui par contre consentit à ce que Frédéric-Guillaume s'emparât du Hanovre et le réunît à sa couronne. Comment la Prusse aurait-elle demandé à Tilsit le Hanovre, qui déjà lui avait été cédé par la convention de Vienne? Par le traité de Tilsit, elle n'a fait que perdre; elle a cédé ce qu'elle possédait en Pologne et ses états sur la gauche de l'Elbe; elle a abandonné l'électeur de Hesse-Cassel. Cette erreur de date rend absurdes tous les raisonnemens de l'auteur sur cette époque.

XXVIIIe NOTE.

(Page 75.)

« Je refusai tout, et le Hanovre reçut une autre destination. »

En vertu de la convention du 15 décembre 1805, la Prusse pouvait s'emparer du Hanovre, mais cette convention n'obtint à Berlin qu'une ratification conditionnelle; la ratification définitive donna lieu à des discussions, qui se prolongèrent une partie de 1806. Cependant la Prusse occupa enfin le Hanovre, et tout paraissait arrangé, lorsqu'elle déclara la guerre. Elle n'y fut pas provoquée par la France, elle fut entraînée par l'effervescence des passions de la jeunesse de Berlin, et trompée par une dépêche du marquis de Lucchesini, son ministre à Paris, qui assurait que le traité signé alors à Paris par le comte Oubril, faisait contracter à la France et à la Russie des engagemens contraires aux intérêts de la Prusse. Dans le premier moment d'effroi, la Prusse courut aux armes. Quoi! pour faire face aux Russes et aux Français. Pourquoi pas? Dans la guerre de Sept-Ans n'avait-elle pas tenu tête à la France, à la Russie et à l'Autriche? Mais le cabinet de Berlin ne tarda pas à être parfaitement rassuré du côté de l'empereur de Russie, qui désavoua son plénipotentiaire le comte d'Oubril, et ne ratifia pas le traité de Paris, qui d'ailleurs ne faisait aucune mention de la Prusse. Après s'être préparé à lutter contre ces deux

puissances, le roi ne se trouvant plus avoir à combattre que la France, et étant au contraire assuré du secours de la Russie, ne douta pas de la victoire. Quelques semaines après (le 14 octobre 1806), la bataille d'Iéna décida de la guerre. On se demande si l'auteur de cet écrit était en Asie, en Afrique ou en Sibérie, quand ces événemens ont eu lieu?

XXIXe NOTE.

(Page 79.)

« Je voulus corriger au moins ce que j'avais fait en Prusse, en organisant la confédération du Rhin, parce que j'espérais contenir l'un par l'autre. »

La confédération du Rhin a précédé la bataille d'Iéna de trois mois!!! L'histoire n'est pas de la métaphysique: on ne peut pas l'écrire d'imagination et bâtir à volonté; il faut d'abord l'apprendre.

XXXe NOTE.

(Page 87.)

« Avec de tels soldats, quel est le général qui n'eût aimé la guerre? Je l'aimais, je l'avoue, et cependant je n'ai plus senti en moi, depuis l'affaire d'Iéna, la plénitude de confiance, ni le mépris de l'avenir auquel j'avais dû mes premiers succès. »

Les batailles de Pultusk, d'Eylau, la prise de Dantzick, la bataille de Friedland, sont de 1807; les batailles d'Espinosa, de Burgos, de Tudela, de Somosiera; la prise de Madrid, l'opération contre l'armée du général Moore, ont eu lieu en 1808. Les batailles de Tann, d'Abensberg, la manœuvre de Landshut, la bataille d'Eckmüll, la prise de Vienne, les batailles d'Essling et de Wagram, la paix de Vienne de 1807, sont postérieures de trois ans à la bataille d'Iéna. La bataille d'Abensberg, la manœuvre de Landshut et la bataille d'Eckmüll sont les plus hardies, les plus belles, les plus savantes de Napoléon. La bataille de la Moskowa est le plus brillant de ses faits d'armes; elle est de 1812, six ans après Iéna. Les batailles de Lutzen, de Wurschen sont de 1813; celle de Champ-Aubert, de Montmirail, de Vauchamp, de 1814. La marche de vingt jours de Canne à Paris, les batailles de Ligny, de Mont-Saint-Jean, de 1815!!

XXXIe NOTE.

(Page 81.)

« Je comprenais la nécessité de me séparer d'une femme dont je ne pouvais plus attendre de postérité; j'y répugnais par la douleur de quitter la personne que j'ai la plus aimée; je fus long-temps avant de m'y résoudre; mais elle s'y résigna elle-même, avec le dévouement qu'elle a toujours eu pour moi. J'acceptai son sacrifice, parce qu'il était indispensable. »

Le divorce de l'impératrice Joséphine est unique en son genre dans l'histoire. Il n'altéra en rien l'union des deux familles. Ce fut un sacrifice pénible, également partagé par les deux époux, mais fait aux intérêts de la politique. Le mariage est considéré en France comme un acte civil et un sacrement religieux: il faut, pour en opérer la dissolution, la double intervention de l'autorité civile et de l'église. L'autorité civile compétente pour prononcer la dissolution du mariage de Napoléon était le sénat. Les deux époux déclarèrent dans une assemblée de famille leur assentiment au divorce. Cette cérémonie se fit dans les grands appartemens des Tuileries; elle fut extrêmement intéressante: les larmes

coulaient aux yeux de tous les spectateurs. Le consentement constaté par l'archichancelier, la dissolution du mariage fut prononcée par le sénat. L'impératrice quitta les Tuileries et se rendit à Malmaison. Tous les meubles des appartemens de Napoléon, dans cette petite, mais délicieuse campagne, restèrent à leur même place. Elle eut eu outre la terre de Navarre et un domaine de deux millions, qu'elle employa en grande partie à encourager les arts, à soulager les malheureux. La Malmaison est à trois lieues de Paris, à une de Saint-Cloud. Elle y demeura constamment. Pendant l'espace de cinq ans, elle y reçut trois ou quatre visites de Napoléon. Toute la cour y allait régulièrement. Lorsque les alliés entrèrent à Paris, l'empereur François, l'empereur de Russie, et le roi de Prusse y firent de fréquentes visites.

Le prince, qui avait été adopté par Napoléon pour lui succéder à la couronne d'Italie, au défaut de ses enfans naturels et légitimes, était considéré comme un prince du sang italien. Il jouissait en Italie d'un apanage en biens-fonds évalué vingt-cinq millions. Il a épousé, en 1806, la fille aînée du roi de Bavière, princesse belle et gracieuse.

Une cousine de l'impératrice Joséphine, Stéphanie Beauharnais, fut mariée, en 1806, au grand-duc de Bade : elle règne actuellement à Carlsruh ; elle a plusieurs enfans ; elle est jolie, spirituelle, et réunit toutes les graces de son sexe.

Une autre cousine de l'impératrice Joséphine fut mariée au prince d'Aremberg, une des premières maisons de la Belgique, jouissant d'une principauté souveraine. Ce mariage n'a pas réussi aussi bien que le premier; mais c'est par la faute de la princesse. Ce prince commandait un régiment de chasseurs; il se distingua dans la guerre d'Espagne, où il fut fait prisonnier par l'armée anglaise. Napoléon attachait quelque importance à ce mariage. Il avait le projet de faire le prince d'Aremberg gouverneur-général des Pays-Bas, et d'établir cette cour à Bruxelles, pour donner à la Belgique une nouvelle preuve de sa sollicitude. C'est dans cette pensée qu'il acheta de ses deniers le château de Lacken du prince de Saxe-Teschen et le fit superbement meubler. Une autre cousine de Joséphine fut demandée en mariage par Ferdinand VII pour régner sur les Espagnols.

Le mariage civil de Napoléon, annulé par la décision du sénat, l'officialité de Paris fit les informations d'usage dans la religion catholique, et prononça la dissolution du mariage. La cour de Rome éleva alors la prétention d'en connaître ; mais le clergé de France déclara que cela était contraire aux priviléges de l'église gallicane ; qu'un souverain aux yeux de Dieu n'est qu'un *homme*, et doit être soumis à la juridiction de sa paroisse et de son évêque. L'autorité archiépiscopale à Vienne dut examiner cette question avant la célébration du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche. Le jugement de l'officialité de Paris lui fut communiqué, et elle y adhéra par une décision formelle.

Le divorce de Napoléon fit grand bruit. Son trône, le plus élevé de l'Europe, fut l'objet de l'ambition de toutes les maisons régnantes ; la politique y appelait trois princesses : une de la maison de Russie, une de la maison d'Autriche, une de la maison de Saxe.

Des négociations ouvertes furent en-

tamées avec la Russie. Il en avait déjà été dit quelques mots par l'empereur Alexandre à Erfurt.

Une lettre du comte de Narbonne au ministre de la police Fouché annonça que quelques insinuations lui avaient été faites, à son passage à Vienne, sur le choix de Napoléon, et qu'il avait pu en conclure qu'une alliance avec une archiduchesse pourrait entrer dans les vues de l'Autriche. Napoléon ne pouvait faire aucune démarche directe avant de connaître les dispositions de l'empereur Alexandre. Il fit sonder le prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et cette négociation particulière fut conduite de manière à ce que l'ambassadeur se trouvât engagé sans que Napoléon le fût, dans le cas où le mariage avec la sœur de l'empereur Alexandre éprouverait des difficultés. Ces difficultés se manifestèrent en effet ; il y eut à ce sujet des dissentimens d'opinion dans la famille impériale russe. Cependant il paraît que l'empereur Alexandre n'hésitait pas ; mais on exigeait que la princesse qui deviendrait épouse de Napoléon, eût une chapelle russe dans l'intérieur du palais des Tuileries, avec ses popes et son clergé, et le libre exercice de sa religion. Des négociations avaient été faites à ce sujet ; on attendait les réponses de Pétersbourg pour prendre un parti. Ces réponses arrivèrent. On s'était assuré que l'ambassadeur d'Autriche, qu'il eût ou qu'il n'eût pas reçu les instructions, donnerait, lorsqu'il en serait temps, un plein assentiment à l'alliance projetée. Le prince Schwartzemberg était absent pour une partie de chasse ; un courrier lui fut expédié : il accourut à Paris pour attendre l'événement.

Un conseil privé extraordinaire fut convoqué pour quatre heures après midi, et la question du choix à faire y fut posée après la lecture des dépêches de Saint-Pétersbourg. Les opinions furent divisées entre une princesse saxonne, une princesse russe et une princesse autrichienne. Ce dernier avis fut celui de la majorité ; il fut déterminé par la haute considération du maintien de la paix générale : on observa que, de toutes les puissances, l'Autriche était celle qui concevrait le plus d'inquiétudes sur les intentions de la France à son égard ; on représentait que l'alliance qu'il était question de former avec elle dissiperait tous les nuages, donnerait un motif incontestable à la confiance, et serait le gage d'une paix durable. Ces considérations furent décisives, et le mariage de l'archiduchesse préféré. A six heures du soir, Napoléon chargea le prince Eugène de se rendre chez le prince Schwartzemberg, et de lui porter une demande formelle. Au même moment, il donna pouvoir à son ministre des affaires étrangères de signer, avec cet ambassadeur, son contrat de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, en prenant pour modèle celui de Louis XVI avec l'archiduchesse Marie-Antoinette. A sept heures, le prince Eugène avait rendu compte de sa mission, et dans la soirée le contrat de mariage fut signé. Le prince de Neufchâtel fut envoyé à Vienne pour faire la demande dans les formes solennelles d'usage, et l'archiduc Charles épousa l'archiduchesse Marie-Louise, comme représentant de Napoléon, dont les pouvoirs lui furent remis à cet effet. L'archiduc, grand-duc de Wurtzbourg, aujourd'hui grand-duc de Toscane, représenta l'empereur d'Autriche au mariage à Paris.

Napoléon alla recevoir l'archiduchesse à Compiègne. Le mariage civil

fut célébré à Saint-Cloud, le mariage religieux dans le grand salon du Musée Napoléon. Cinq ou six cardinaux, après avoir assisté au mariage civil à Saint-Cloud, déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas assister au mariage religieux, par respect pour le saint-siége, qui devait intervenir dans le mariage des souverains. Les évêques français et la majorité des cardinaux repoussèrent cette prétention avec indignation; le pape même blâma ces cardinaux, qui furent exilés de Paris, et qu'on appela les cardinaux noirs, parce qu'il leur fut interdit par le saint-siége de porter le rouge pendant un temps déterminé.

Des fêtes splendides furent données à cette occasion. Le prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche, en donna une au nom de son maître. Il fit à cet effet construire une salle de bal dans le jardin de son hôtel. Au milieu du bal, le feu prit à des draperies de gaze: en un instant toute la salle fut en feu. Napoléon en sortit lentement, tenant l'impératrice par le bras; le Prince Schwartzemberg resta constamment près d'elle; elle partit pour Saint-Cloud. L'empereur resta dans le jardin jusqu'au matin. Rien ne put arrêter les progrès de l'incendie. Plusieurs personnes périrent. La princesse Schwartzemberg, née d'Aremberg, femme du frère de l'ambassadeur, était parvenue à sortir de la salle; mais, inquiète pour un de ses enfans, elle y rentra, et fut étouffée en essayant de s'échapper par une porte qui donnait dans l'intérieur de l'hôtel. Au jour, on trouva ses malheureux restes consumés par les flammes. Le prince de Kourakin, ambassadeur de Russie, fut grièvement blessé.

En 1770, à la fête donnée par la ville de Paris pour célébrer le mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette, deux mille personnes furent culbutées dans les fossés des Champs-Élysées, et y trouvèrent la mort. Lorsque, depuis, Louis XVI et Marie-Antoinette périrent sur l'échafaud, on se ressouvint de ce terrible accident, et l'on voulut y trouver un présage de ce qui arrivait: car c'est à l'insurrection de cette grande capitale qu'il faut spécialement attribuer la révolution. L'issue malheureuse de la fête donnée par l'ambassadeur d'Autriche, dans une circonstance semblable, pour célébrer l'alliance de deux maisons dans les personnes de Napoléon et de Marie-Louise, parut un présage sinistre. C'est au changement de politique de l'Autriche qu'il faut uniquement attribuer les malheurs de la France. Napoléon n'était pas superstitieux; cependant il eut lui-même en cette occasion un pénible pressentiment. Le lendemain de la bataille de Dresde, lorsqu'en poursuivant l'armée autrichienne il apprit d'un prisonnier que le bruit courait que le prince de Schwartzemberg avait été tué, il dit: « C'était un brave homme; mais sa » mort a cela de consolant que c'était » évidemment lui que menaçait l'au» gure malheureux de son bal. » Deux heures après on sut au quartier-général que c'était Moreau, et non le prince Schwartzemberg qui avait été tué la veille.

XXXIIe NOTE.

(Page 100.)

« L'archiduc fit en revanche une très belle marche. Il devina mon projet, et gagna les devans. Il se porta rapidement sur Vienne, par la rive gauche du Danube, et prit position en même temps que moi. C'est

à ma connaissance la seule belle manœuvre que les Autrichiens aient jamais fait.

» Mon plan de campagne était manqué. »

Pendant cette campagne, l'archiduc Charles fut battu quoique son armée fût quadruple de celle de son ennemi. Il ne se porta pas sur Vienne, mais il prit position vis-à-vis Vienne, sur la rive opposée du Danube, ce qui est fort différent. Le plan de Napoléon était de s'emparer de Vienne et de toute la rive droite, pour dégager son armée d'Italie et se joindre à elle. Il réussit parfaitement, occupa Vienne, déborda l'armée du prince Jean ; ce qui l'obligea à abandonner l'Italie, et permit au prince Eugène de déboucher sur le Danube par la Carniole, la Carinthie et la Styrie. Quel plan de campagne manqué ! Où conduit la manie de l'esprit quoique avec de bonnes intentions! on trahit la gloire de son pays pour faire une antithèse!!!

XXXIIIe NOTE.

(Page 100.)

« Par un bonheur inespéré, l'archiduc Jean, au lieu de contenir à tout prix le vice-roi, se laissa battre. L'armée d'Italie le rejeta de l'autre côté du Danube. Nous eûmes pour nous toute sa droite. »

L'arrivée du vice-roi sur le Danube fut signalée par la bataille de Raab, qui est postérieure à la bataille d'Essling et non antérieure, comme l'auteur paraît le croire. La bataille d'Essling est du 22 mai 1809 ; celle de Raab est du 14 juin, anniversaire de Marengo : elle est donc postérieure de vingt-deux jours. Ce n'est pas le prince d'Essling qui déboucha le premier à la bataille d'Essling, mais le maréchal Lannes. L'armée était formée dans l'île de Lobau le 21. Les ponts avaient été jetés dans la soirée du 20, et le 21 l'avant-garde se saisit d'Essling ; à deux heures après midi environ, un petit combat eut lieu, et le 22 la bataille fut livrée. Dans ces deux jours, le champ de bataille resta aux Français. L'ennemi attaqua à plusieurs reprises le village d'Essling, s'en empara, et en fut toujours chassé.

A quatre heures du soir, la bataille cessa ; et ce village resta en possession du général Rapp et du comte de Lobau, ce qui décida de la victoire pour nous.

Cependant le corps du maréchal Davoust était toujours sur la rive droite ; les ponts ayant été rompus par la crue subite du Danube trois fois en quarante-huit heures, furent autant de fois réparés par l'activité et les soins du général Bertrand. Le corps du maréchal Davoust, les parcs d'artillerie n'avaient pas encore opéré leur passage, quand les ponts furent enlevés pour la quatrième fois, à deux heures après midi ; le Danube continuant à s'élever avec une grande rapidité, le général Bertrand fit connaître l'impossibilité de les rétablir ; Napoléon ordonna à l'armée de reprendre position dans l'île de Lobau, en repassant le bras du Danube qui a soixante toises de large et très profond. L'île de Lobau est très grande, et séparée de la rive droite par le grand bras du Danube qui a cinq cents toises de large. Dans cette position, il ne pouvait pas être attaqué. Dès le soir même, des bateaux chargés de munitions y abordèrent. La vieille garde resta en réserve, toute la bataille du 22, en avant de la tête de pont ; elle ne perdit pas plus de cent hommes par le canon, et rentra en totalité dans l'île de Lobau. Le prince Charles et les généraux autrichiens ont fait ce qu'ils devaient

faire dans cette journée, et tout ce qu'on pouvait attendre d'eux. S'ils avaient tenté de passer dans l'île de Lobau, ils auraient consommé la ruine de leur armée, qui déjà avait essuyé une perte énorme.

XXXIVe NOTE.

(Page 101.)

« Les Anglais tentaient une expédition contre Anvers, qui aurait réussi sans leur ineptie. Ma position empirait chaque jour. »

Anvers était entouré de remparts couverts d'artillerie; sa garnison consistait en trois mille hommes; l'arsenal maritime avait deux bataillons d'ouvriers militaires et deux mille ouvriers civils. L'escadre, qui comptait de neuf à dix mille matelots, mouilla sous la ville. Anvers fut alors à l'abri d'un coup de main, ayant plus de quinze à dix-huit mille hommes pour sa défense. En outre, peu après, un grand nombre de bataillons de garde nationale accoururent; alors Anvers ne put plus être pris que par un siége, et par sa situation, cette place est très difficile à investir. Pour la prendre, il eût fallu que les Anglais la surprissent; il ne fallait pas, pour cela, perdre tant de temps devant Flessingue.

Il fallait qu'un corps de six mille hommes débarquât dans la Meuse, se portât dans un jour au fort de Batz, s'en emparât, ainsi que de toute l'île de Sud-Beverland; alors l'escadre française, qui était mouillée devant Flessingue, se fût trouvée coupée d'Anvers : ce qui eût entraîné sa perte et celle de la ville; mais du moment que l'escadre de l'amiral Missiessi put mouiller sous les murs d'Anvers, l'expédition de lord Chatam était manquée : il eût dû se rembarquer; il eût sauvé cinq à six mille hommes qu'il perdit par son séjour dans les marais de Walkeren.

XXXVe NOTE.

(Page 101.)

« J'assistai à ce passage (Danube, en 1809), parce qu'il me donnait de l'inquiétude. »

Le général Bertrand jeta trois ponts sur pilotis sur le Danube; l'armée française, au lieu de passer en une nuit, passa à loisir dans l'île de Lobau où elle se forma.

XXXVIe NOTE.

(Page 102).

« L'intrépidité de nos troupes et une manœuvre hardie de Macdonald décidèrent de la journée (Wagram). »

Macdonald, la veille de la bataille, s'était établi au centre de la position de l'ennemi; mais n'étant pas soutenu par sa droite, cette avantage important n'eut pas le résultat qu'il devait avoir. Le jour de la bataille, il manœuvra avec habileté et mérita les éloges de Napoléon; mais ce furent le changement de front, l'aile gauche en arrière, exécuté par les ordres du prince Eugène; le feu de la batterie des cent pièces de canon de la garde, dirigé par le général Lauriston, aide-de-camp de Napoléon; le mouvement du corps du maréchal Davoust, qui tourna toute l'aile gauche de l'ennemi, qui décidèrent de la victoire.

XXXVIIe NOTE.

(Page 102)

« L'armée autrichienne défila en désordre dans une longue plaine. »

Ce passage est évidemment écrit par un homme qui ne connaît pas le ter-

rain et ignore le mouvement que Napoléon fit faire par Znaim aux maréchaux Marmont et Davoust.

NOTE XXXVIII.

(Page 118.)

« La cour d'Autriche commença par déranger mes plans sur la Pologne, en refusant de rendre ce qu'elle avait pris. »

La cour d'Autriche ne dérangea pas les plans de Napoléon dans la guerre de 1812 ; elle s'allia franchement à la cause de la France. Par les articles secrets du traité de Paris, elle s'engagea à fournir un contingent de trente mille hommes à l'armée française destinée à agir en Russie. Indépendamment des stipulations ostensibles de ce traité, on stipula, par des articles secrets, les rapports des deux puissances dans la lutte qui allait s'engager : on prévit toutes les chances ; et on ne peut mieux répondre à l'assertion erronée de l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, qu'en lui opposant les articles secrets de ce traité.

Art. 1er. L'Autriche ne sera point tenue de fournir le secours stipulé par l'art. 4 du traité patent dans les guerres que la France sontiendrait ou contre l'Angleterre, ou au-delà des Pyrénées.

Art. 2. Si la guerre vient à éclater entre la France et la Russie, l'Autriche fournira ledit secours stipulé par les articles 4 et 5 du traité de ce jour. Les régimens qui doivent le former seront, dès à présent, mis en marche et cantonnés de manière qu'à dater du premier mai, ils puissent, en moins de quinze jours, être réunis sur Lemberg.

Ledit corps de troupes sera pourvu d'un double approvisionnement de munitions d'artillerie, ainsi que des équipages militaires nécessaires au transport de vingt jours de vivres.

Art. 3. De son côté, S. M. l'empereur des Français fera toutes ses dispositions pour pouvoir opérer contre la Russie, à la même époque, avec toutes les forces disponibles.

Art. 4. Le corps de troupes fourni par S. M. l'empereur d'Autriche sera formé en trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie, commandées par un général autrichien au choix de S. M. l'empereur d'Autriche.

Il agira sur la ligne qui lui sera prescrite par S. M. l'empereur des Français, et d'après ses ordres immédiats.

Il ne pourra toutefois être divisé et formera toujours un corps distinct et séparé.

Il sera pourvu à sa subsistance en pays ennemis, suivant le même mode qui sera établi pour les corps de l'armée française, sans rien changer toutefois au régime et aux usages de détail établis par les réglemens militaires de l'Autriche, pour la nourriture des troupes.

Les trophées et le butin qu'il aura faits sur l'ennemi lui appartiendront.

Art. 5. Dans le cas où par suite de la guerre entre la France et la Russie, le royaume de Pologne viendrait à être rétabli, S. M. l'empereur des Français garantira spécialement, comme elle garantit dès à présent à l'Autriche, la possession de la Gallicie.

Art. 9. Si, le cas arrivant, il entre dans les convenances de l'empereur d'Autriche de céder, pour être réunie au royaume de Pologne, une partie de la Gallicie, en échange des provinces Illyriennes, S. M. l'empereur des Français s'engage, dès à présent, à consentir à cet échange. La partie de la Gallicie à céder sera déterminée

d'après la base combinée de la population, de l'étendue, des revenus, de sorte que l'estimation des deux objets de l'échange ne soit pas réglée par l'étendue du territoire seulement, mais par sa valeur réelle.

Art. 7. Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur des Français s'engage à procurer à S. M. l'empereur d'Autriche des indemnités et agrandissemens de territoire qui non seulement compensent les sacrifices et charges de la coopération de sadite majesté dans la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains.

Art. 8. Si en haine des liens et engagemens contractés par l'Autriche envers la France, l'Autriche était menacée par la Russie, S. M. l'empereur des Français regardera cette attaque comme dirigée contre lui-même, et commencera immédiatement les hostilités.

Art. 9. La Porte-Ottomane sera invitée à accéder au traité d'alliance de ce jour.

Art. 10. Les articles ci-dessus resteront secrets entre les deux puissances.

Art. 11. Ils auront la même force que s'ils étaient insérés dans le traité d'alliance, ils seront ratifiés, et les ratifications seront échangées dans le même lieu et à la même époque que celles dudit traité.

Fait et signé à Paris, le 14 mars 1812.

Un traité de même nature avait été signé le 24 février 1813, entre la France et la Prusse. Comment donc dire que Napoléon fut dérangé dans ses plans sur la Pologne par des combinaisons diplomatiques?

NOTE XXXIX.

(Page 127.)

« Je me retirais lentement. »

L'auteur de cet écrit n'a d'idée ni de la guerre, ni de cette campagne.

Après la victoire éclatante remportée à Dresde, l'armée française ne fit point de mouvemens de retraite; elle manœuvra pour porter la guerre sur la rive droite de l'Elbe, s'appuyant sur ses places fortes, notamment sur Magdebourg, et se mettant en communication avec le corps du maréchal Davoust. La défection de la Bavière contraignit Napoléon à changer de projet. Ce n'est qu'après la bataille de Leipsick que les alliés furent maîtres des opérations de la campagne.

NOTE XL.

(Page 132.)

« J'ai accusé le général Marmont de m'avoir trahi ; je lui rends justice aujourd'hui : aucun soldat n'a trahi la foi qu'il devait à son pays. »

Plût à Dieu qu'une pareille assertion fût vraie! Le maréchal Marmont n'a point trahi en défendant Paris. L'armée, la garde nationale parisienne, cette jeunesse si brillante des écoles, se sont couvertes de gloire sur les hauteurs de Montmartre; mais l'histoire dira que, sans la défection du sixième corps, après l'entrée des alliés à Paris, ils eussent été forcé d'évacuer cette grande capitale; car ils n'eussent jamais livré bataille sur la rive gauche de la Seine, en ayant derrière eux Paris, qu'ils n'occupaient que depuis trois jours; ils n'eussent pas violé ainsi toutes les règles, tous les principes du

grand art de la guerre. Les malheurs de cette époque sont dus aux défections des chefs du sixième corps et de l'armée de Lyon, et aux intrigues qui se tramaient dans le sénat.

NOTE XLI.

Page 131.

« J'étais prisonnier (à Fontainebleau); je m'attendais à être traité comme tel. »

Napoléon à Fontainebleau avait encore autour de lui vingt-cinq mille hommes de sa garde. Rien ne s'opposait à ce qu'il ralliât les vingt-cinq mille hommes de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le lieutenant-général Grenier ramenait d'Italie, les quinze mille du maréchal Suchet, les quarante mille du maréchal Soult, et reparût sur le champ de bataille, à la tête de plus de cent mille combattans. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie. Il aurait long-temps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix : il n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de France.

Après avoir tout fait pendant vingt ans pour le bonheur et la gloire du peuple français, il se livra volontairement, et remit à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

Lorsque, de sa retraite de l'île d'Elbe, il apprit que les factions s'agitaient en France, que les partis se formaient, que la guerre civile devenait imminente, et que toutes ses horreurs allaient éclater de nouveau sur notre belle patrie, il sentit que son espoir avait été déçu. Fidèle à sa devise, *tout pour le peuple français*, il résolut de rentrer en France, non avec l'ambition de reconquérir son trône, mais pour se placer entre les factions. Il avait toujours pensé que la France ne voulait que l'égalité; et il la lui avait donnée tout entière. Les événemens venaient de lui apprendre qu'elle voulait aussi la liberté; et il avait résolu de rendre le peuple français le plus libre de tous les peuples de la terre.

A la fin de janvier 1815, le congrès de Vienne décida de transférer Napoléon à Sainte-Hélène, et de violer toutes les stipulations du traité de Fontainebleau. Déjà le cabinet des Tuileries avait prouvé qu'il ne voulait remplir aucun des engagemens qu'il avait contractés par ce traité; mais ces circonstances n'eurent aucune influence sur les résolutions de Napoléon; ce n'était pas de lui qu'il s'agissait dans le parti qu'il avait à prendre. Une conspiration existait, mais son retour n'en était pas l'objet..............................

....

....

Il n'a été appelé par aucune conspiration : c'est avec l'imagination et l'opinion des grandes masses qu'il a constamment agi. Il comptait sur l'amour du peuple français et de l'armée; sa marche et les acclamations qui l'ont accompagné du golfe Juan à Paris, ont surpris tout le monde, excepté lui.

Le maréchal Soult a servi le roi de bonne foi; il fut alors accusé de trahison par un parti toujours extrême; mais ces mouvemens de troupes qu'on lui reprochait, leur placement si d'accord par le fait avec la marche de Napoléon, avaient été exécutés par l'ordre précis du roi, et sur la demande réitérée des plénipotentiaires français au congrès de Vienne. Quand il apprit le débarquement à Cannes, il crut que

la gendarmerie en ferait raison, et que Napoléon n'avait pour but que l'Italie. Le duc Cambacérès, le duc de Rovigo, le duc d'Otrante, le comte Carnot, ont souvent avoué à Napoléon, dans les cent jours, que telle était aussi leur opinion; qu'ils ne supposaient pas qu'il pût jamais arriver à Paris, et que les événemens qui venaient de se passer avaient été pour eux une révélation des sentimens secrets du peuple et de l'armée.

NOTE XLIII.

(Page 146.)

« Mon attitude pacifique endormit la nation. »

Napoléon, qui a constamment, pendant ces trois mois, travaillé quinze à seize heures par jour, ne peut pas dire qu'il était endormi. Jamais, dans aucune époque de l'histoire, on ne fit plus de choses en trois mois. Il réarma, approvisionna une centaine de places fortes, réprima la guerre civile dans Marseille, Bordeaux et la Vendée; recruta l'armée, fit fabriquer des armes, confectionner des habillemens, lever des chevaux.

Dans les six mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation. En mars 1815, elle se composait de cent cinq régimens d'infanterie, cinquante-sept régimens de cavalerie de la ligne, quatre régimens de cavalerie de l'ancienne garde. L'effectif de chaque régiment d'infanterie était de neuf cents hommes, dont six cents disponibles pour la guerre; l'effectif de la cavalerie était de vingt-cinq mille hommes, et seize mille chevaux. La France pouvait avec peine mettre en campagne quatre-vingt mille hommes, force à peine suffisante pour garder les places fortes et les principaux établissemens maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés. Les seules troupes qu'eût sur pied la marine étaient huit bataillons de canonniers. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes de plusieurs campagnes. Mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs et trois cent mille à réparer; cela était très insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées; les palissades et les approvisionnemens de siége avaient été vendus.

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe. Napoléon créa les cadres des troisième, quatrième et cinquième bataillons des régimens d'infanterie, des quatrième et cinquième escadrons des régimens de cavalerie; ceux de trente bataillons de train d'artillerie, de vingt régimens de jeune garde, de dix bataillons d'équipages militaires et de vingt régimens de marine. On requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, chacun fort de cinq cent soixante hommes. On rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires, tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme : cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée : elle devait donner cent quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes devait être proposé aux chambres dans le courant de juillet : la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en retraite ou en réforme, s'élevait à plus de cent mille : trente mille étaient en état

de servir ; on les rappela sous les drapeaux.

Mais l'objet le plus important était les armes à feu : l'artillerie prit les mesures nécessaires ; elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six mois. Il y eut dans la capitale plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre ; et qu'en 1815 tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration.

Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes, étaient nombreuses en 1812 et 1813 : elles pouvaient fournir à tous les besoins des armées ; mais en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le trésor avança plusieurs millions aux fabriques de draps pour les relever.

Les fournisseurs avaient livré vingt mille chevaux de cavalerie avant le premier juin ; dix mille tout dressés avaient été fournis par la gendarmerie qui avait été démontée : le prix en fut payé comptant aux gendarmes qui, dans huit jours, se remontèrent en achetant des chevaux de leur choix. On avait le projet de prendre de nouveau la moitié de ces chevaux dans le courant de juillet. Des marchés avaient été passés pour quatorze mille autres ; enfin on avait au premier juin, quarante-six mille chevaux de cavalerie et dix-huit mille d'artillerie.

Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant ; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances ; cependant la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude : toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées ; le grand système des travaux publics avait repris dans toute la France. Le trésor négocia quatre millions de rentes de la caisse d'amortissement à cinq pour cent qu'il remplaça en crédit de bois nationaux : cela lui produisit, net de tous escomptes, quarante millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable rapidité.

Au premier octobre, la France aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes complètement organisés, armés et habillés. Le problème de son indépendance consistait désormais à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'au premier octobre. Les mois de juin, juillet, août et septembre étaient nécessaires ; mais ils suffisaient. A cette époque, les frontières de l'empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance humaine n'eût pu franchir impunément.

Au premier juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de cinq cent cinquante-neuf mille hommes ; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé quatre cent quatorze mille hommes, près de sept mille hommes par jour. Sur ce nombre, l'effectif de l'armée de ligne, s'élevait à trois cent soixante-trois mille hommes ; celui de l'armée extraordinaire à cent quatre-vingt-seize mille hommes. Sur l'effectif de l'armée de ligne, deux cent dix-sept mille hommes étaient présens sous les armes, habillés, armés et instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils furent formés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation et l'armée de la Vendée, répartis le long des frontières, les couvrant toutes, mais les principales forces cantonnées à portée de Paris et de la frontière de Flandre. Le

premier corps prit ses cantonnemens dans les environs de Lille; le deuxième corps fut cantonné autour de Valenciennes; le troisième corps fut réuni dans les environs de Mézières; le quatrième corps était dans les environs de Metz; le cinquième corps était en Alsace; le sixième corps était rassemblé à Laon; le septième corps était à Chambéry. Le premier corps d'observation, dit du Jura, fut formé d'une division d'infanterie, de deux divisions de garde nationale d'élite, d'une division de cavalerie légère et de cinq batteries; le deuxième corps d'observation, dit du Var, se composait d'une division d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et de trois batteries; le troisième corps d'observation ou des Pyrénées-Orientales, fut rassemblé à Toulouse : il avait une division d'infanterie, un régiment de cavalerie, seize bataillons de garde nationale d'élite et trois batteries; le quatrième corps d'observation était à Bordeaux : sa composition était la même.

La Vendée, après avoir arboré l'aigle impériale pendant avril, s'était insurgée en mai; le général Lamarque y commandait en chef l'armée impériale, qui se composait de huit régimens de ligne, de deux régimens de cavalerie, de dix escadrons de gendarmerie et de douze bataillons de ligne. Quatre corps de réserve de cavalerie furent cantonnés entre l'Aisne et la Sambre.

La garde impériale fut portée à vingt-quatre régimens de jeune garde, quatre de moyenne garde, quatre de vieille garde, quatre de cavalerie, et elle eut quatre-vingt-seize bouches à feu.

L'artillerie préparait un nouvel équipage de cinq cents bouches à feu de campagne, personnel, matériel, attelage et double approvisionnement. Indépendamment des deux cents bataillons de garde nationale d'élite, dont cent cinquante tenaient garnison dans les quatre-vingt-dix places ou forts sur les frontières de l'empire, on leva, dans le courant de mai, quarante-huit bataillons de garde nationale dans le Languedoc, la Gascogne et le Dauphiné, pour renforcer les troisième et quatrième corps d'observation, et compléter ainsi la défense des Pyrénées.

Mais quelque soin, quelque activité que l'on mît à reformer l'armée et à réorganiser la défense des frontières, il était à craindre, si les hostilités commençaient avant l'automne, que les armées de l'Europe conjurée ne fussent de beaucoup plus nombreuses que les armées françaises, et ce serait alors sous Paris et sous Lyon que se décideraient les destins de l'empire. Ces deux grandes villes avaient jadis été fortifiées, comme toutes les grandes capitales de l'Europe, et comme elles, elles avaient depuis cessé de l'être. Napoléon avait souvent eu la pensée, notamment au retour de la campagne d'Austerlitz, de fortifier les hauteurs de Paris. La crainte d'inquiéter les habitans, les événemens qui se succédèrent avec une incroyable rapidité, l'empêchèrent de donner suite à ce projet. Il pensait qu'une grande capitale est la patrie de l'élite de la nation; qu'elle est le centre de l'opinion, le dépôt de tout; et que c'est la plus grande des contradictions que de laisser un point aussi important sans défense immédiate. Aux époques de malheurs et de grandes calamités, les états manquent souvent de soldats, mais jamais d'hommes pour leur défense intérieure. Cinquante mille gardes nationaux, deux à trois mille canonniers défendront une capitale fortifiée contre une armée de trois cent

mille hommes. Ces cinquante mille hommes en rase campagne, s'ils ne sont pas des soldats faits et commandés par des officiers expérimentés, seront mis en désordre par une charge de quelques milliers de chevaux. Paris avait dû dix ou douze fois son salut à ses murailles : si, en 1814, elle eût été une place forte, capable de résister seulement huit jours, quelle influence cela n'aurait-il pas eu sur les événemens du monde? Si, en 1805, Vienne eût été fortifié, la bataille d'Ulm n'eût pas décidé de la guerre; si, en 1806, Berlin avait été fortifié, l'armée battue à Iéna s'y fût ralliée et l'armée russe l'y eût rejointe; si, en 1808, Madrid avait été fortifié, l'armée française, après les victoires d'Espinosa, de Tudela, de Burgos et de Somo-Sierra, n'eût pas marché sur cette capitale, en laissant, derrière Salamanque et Valladolid, l'armée anglaise et l'armée espagnole.

Napoléon chargea le général Haxo de fortifier Paris. Ce général fit retrancher les hauteurs de Montmartre, celles inférieures des moulins, et le plateau depuis la butte Chaumont jusqu'aux hauteurs du Père-Lachaise. Il fit achever le canal de l'Ourcq de Saint-Denis au bassin de la Villette. Les terres étaient jetées sur la rive gauche pour former un rempart. Des demi-lunes furent élevées sur la rive droite pour couvrir les chaussées. Des ouvrages furent établis à l'Étoile, sous le canon de Vincennes, et des redoutes dans le parc de Bercy. Une caponière de huit cents toises joignait la barrière du Trône à la redoute de l'Étoile. Ces ouvrages étaient armés de sept cents pièces de canon au premier juin. Ceux de la rive gauche de la Seine, depuis Bercy jusqu'à la barrière de l'École Militaire, étaient tracés, mais il fallait encore quinze jours pour les terminer. Les travaux de la défense de Lyon avaient été confiés au général du génie Léry. Le 25 juin, ils étaient élevés et armés. Des magasins considérables d'approvisionnemens avaient été formés dans cette grande ville, dont le patriotisme et le courage si connus assuraient la défense.

Jamais, à aucune époque, la France ne fut moins endormie; jamais elle ne montra plus d'enthousiasme à défendre son indépendance. Ce n'est pas en dormant qu'une nation met un cinquantième de sa population sous les armes dans un mois. Que ferait-elle donc éveillée!

XLIV NOTE.

(Page 147.)

« Je me suis trompé en croyant qu'on pouvait défendre les Thermopyles en chargeant les armes en douze temps. »

La nuit même de son arrivée à Paris, Napoléon délibéra si avec trente-cinq à trente-six mille hommes, les seules troupes qu'il put réunir dans le nord, il commencerait les hostilités le premier avril, en marchant sur Bruxelles et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne, cantonnées sur les bords du Rhin, étaient faibles et disséminées, sans chefs et sans plans. Le duc de Wellington était à Vienne. Blücher était à Berlin. On pouvait espérer que l'armée française serait à Bruxelles dans les premiers jours d'avril; mais on nourrissait des espérances de paix : la France la voulait; elle aurait blâmé hautement un mouvement offensif prématuré. D'ailleurs, pour réunir ces trente-cinq à trente-six mille hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais jusqu'à

Philippeville, formant la triple ligne du nord. Si l'esprit public de cette frontière eût été aussi bon que sur celles d'Alsace, des Vosges, des Ardennes ou des Alpes, cela eût été sans inconvéniens; mais les esprits étaient divisés en Flandre, il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales; il fallait un mois pour lever et y faire arriver des départemens voisins des bataillons d'élite de garde nationale pour remplacer les troupes de ligne; enfin, le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble. La première nouvelle du commencement des hostilités leur eût donné des chances de succès; il était essentiel, avant tout, que le pavillon tricolore flottât sur tous les points de l'empire.

Dans le courant de mai, lorsque la France fut ralliée, mais qu'il n'était plus possible de conserver l'espoir de la paix, Napoléon médita sur le plan de campagne qu'il avait à suivre. Il s'en présentait plusieurs : le premier, de rester sur la défensive, laissant les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, et s'engager dans nos places fortes, pénétrer sous Paris et Lyon, et là, commencer, sur ces deux bases, une guerre vive et décisive. Ce projet avait bien des avantages : 1° les alliés ne pouvaient être prêts à entrer en campagne que le 15 juillet, ils n'arriveraient devant Paris et Lyon que le 15 août; les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième corps, les quatre corps de grosse cavalerie et la garde, se concentreraient sous Paris; ces corps avaient au 15 juin, cent quarante mille hommes sous les armes; le 15 août ils en auraient eu deux cent quarante mille. Le premier corps d'observation et le septième corps se concentreraient sous Lyon; ils avaient au 15 juin vingt-cinq mille hommes sous les armes : ils en auraient eu au 15 août soixante mille. 2° Les fortifications de Paris et de Lyon seraient terminées et perfectionnées au 15 août. 3° A cette époque, l'on aurait eu le temps de compléter l'organisation et l'armement des forces destinées à la défense de Paris et de Lyon, de porter la garde nationale de Paris à soixante mille hommes. Les bataillons de tirailleurs ayant des officiers de la ligne, seraient d'un bon service, ce qui, joint à six mille canonniers de la ligne, de la marine, de la garde nationale, et à quarante mille hommes des dépôts de soixante-dix régimens d'infanterie et de la garde, non habillés, appartenant aux corps de l'armée sous Paris, porterait à plus de cent mille hommes la force destinée à la garde du camp retranché de Paris. A Lyon, la garnison se composerait de quatre mille gardes nationaux, douze mille tirailleurs, deux mille canonniers et sept mille hommes des dépôts des onze régimens d'infanterie de l'armée sous Lyon : vingt-cinq mille hommes. 4° Les armées ennemies qui pénétreraient sur Paris par le nord et par l'est, seraient obligées de laisser cent cinquante mille hommes devant les quarante-deux places fortes de ces deux frontières; en évaluant à six cent mille hommes la force de ces armées ennemies, elles seraient réduites à quatre cent cinquante mille hommes à leur arrivée devant Paris. Les armées qui pénétreraient sur Lyon, seraient obligées d'observer les dix places de la frontière du Jura et des Alpes; en supposant la force des alliés sur ce point à cent cinquante mille hommes, il en arriverait à peine cent mille devant Lyon. 5° Cependant la crise nationale, arrivée à son comble, por-

terait une grande énergie en Normandie, en Bretagne, en Auvergne, en Berri, etc. De nombreux bataillons arriveraient tous les jours sous Paris : tout irait en augmentant du côté de la France, en diminuant du côté des alliés. 6° Deux cent quarante mille hommes dans les mains de Napoléon, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp retranché de Paris, gardé par plus de cent mille hommes de troupes non mobiles, sortiraient vainqueurs de quatre cent cinquante mille ennemis. Soixante mille hommes, commandés par le maréchal Suchet, manœuvrant sur les deux rives du Rhône et de la Saône, sous la protection de Lyon, gardé par vingt-cinq mille hommes non mobiles, viendraient à bout de l'armée ennemie ; la cause sainte de la patrie triompherait !

Le second plan était de prévenir les alliés, et de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts : or, les alliés ne pouvaient commencer les hostilités que le 15 juillet; il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-hollandaise et l'armée prusso-saxonne, qui étaient en Belgique, avant que les armées russe, autrichienne, bavaroise, wurtembergeoise, etc., fussent arrivées sur le Rhin. Au 15 juin, on pouvait réunir une armée de cent quarante mille hommes en Flandre, en laissant un rideau sur toutes les frontières, et de bonnes garnisons dans toutes les places fortes : 1° si l'on battait l'armée anglaise et prussienne, la Belgique se soulèverait, et son armée recruterait l'armée française ; 2° la défaite de l'armée anglaise entraînerait la chute du ministère anglais, qui serait remplacé par l'opposition protectrice de la liberté et de l'indépendance des nations ; cette seule circonstance terminerait la guerre ; 3° s'il en était autrement, l'armée victorieuse en Belgique irait rallier le 5e corps resté en Alsace, et ces forces réunies se porteraient sur les Vosges contre l'armée russe et autrichienne; 4° les avantages de ce projet étaient nombreux, il était conforme au génie de la nation, à l'esprit et au principe de cette guerre : il remédiait au terrible inconvénient attaché au premier projet, d'abandonner la Flandre, la Picardie, l'Artois, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Dauphiné, sans tirer un coup de fusil. Mais pouvait-on avec une armée de cent quarante mille hommes, battre les deux armées qui couvraient la Belgique; savoir l'armée anglo-hollandaise : cent mille hommes sous les armes ; l'armée prusso-saxonne : cent vingt mille hommes, c'est-à-dire deux cent vingt mille hommes. L'on ne devait pas évaluer la force de ces armées par le rapport des nombres de deux cent vingt mille à cent quarante mille, parce que les armées alliées étaient composées de troupes plus ou moins bonnes, cantonnées sous le commandement de deux généraux en chef, et formées de nations divisées d'intérêts et de sentimens.

Le mois de mai se passa dans ces méditations. L'insurrection de la Vendée affaiblit de vingt mille hommes l'armée de Flandre, et la réduisit à cent vingt mille hommes; ce fut un événement bien funeste, et qui diminua les chances de succès ; mais la guerre de la Vendée pouvait s'étendre ; les succès des alliés, leur marche sur Paris et sur Lyon lui seraient favorables. La Belgique, les quatre départemens du Rhin tendraient les bras aux Français. Napoléon se décida à atta-

quer le 15 juin les armées anglaise et prussienne; s'il échouait dans son plan de les séparer et de les battre isolément, il reploierait son armée sous Paris et Lyon, et rentrerait dans l'exécution de son premier plan.

Sans doute qu'après avoir échoué dans la Belgique, les armées françaises arriveraient affaiblies sous Paris; sans doute que les alliés qui, si on les attendait, ne commenceraient les hostilités que le 15 juillet, seraient en mesure le 1er juillet, s'ils étaient provoqués dès le 15 juin; sans doute que leur marche sur Paris, serait aussi plus rapide après une victoire, et que l'armée de Flandre, réduite à cent vingt mille hommes, se trouverait inférieure de quatre-vingt-dix mille à celles du maréchal Blücher et du duc de Wellington; mais en 1814, Napoléon avait, avec quarante mille hommes présens sous les armes, fait face partout aux armées alliés, et souvent battu les deux cent cinquante mille hommes de Schwartzemberg et de Blücher. A la bataille de Montmirail, les corps de Sacken, d'Yorck et de Kleist étaient de quarante mille hommes, ils avaient été attaqués, battus et jetés au-delà de la Marne, par seize mille Français, dans le temps que le maréchal Blücher avec vingt mille hommes, était contenu par le corps de Marmont de quatre mille hommes, que l'armée de Schwartzemberg de cent mille hommes, l'était par les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Gérard, formant en tout moins de dix-huit mille hommes.

Ni Carthage indignée d'avoir été trompée par Scipion, ni Rome voulant conjurer le danger de Cannes, ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick, ni la Montagne en 1793, n'ont montré plus d'activité et d'énergie que Napoléon dans ces trois mois. Que l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène cite trois mois de l'histoire ancienne ou moderne mieux employés: un mois et demi pour relever le trône de l'empire, et un mois et demi pour lever, habiller, armer, organiser quatre cent mille hommes, est-ce là s'amuser, charger les armes *en douze temps*! Activité, ordre, économie, voilà ce qui distingua l'administration des cent jours; mais le temps est un élément nécessaire: quand Archimède se proposait de lever la terre avec un levier et un point d'appui, il demandait du temps! Dieu mit sept jours à créer l'univers!!!

Il ne doit plns rester aucun doute sur l'ignorance dans laquelle est l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, de l'histoire des vingt dernières années. Il serait trop long de réfuter tous les faux principes dont est plein son écrit: quelques exemples suffisent.

(Page 3.)

1° « Je n'ai jamais compris quel serait le parti que je pourrais tirer des études. »

Quoi! l'histoire, la géographie, l'éloquence, ne sont d'aucune utilité? Ce ne sont pas là les principes de celui qui a créé l'université, et fondé tant de colléges.

(Page 4.)

2° « Mais j'en eus bientôt assez, car l'ordre matériel est étroit et borné. »

Que diraient Newton, Lagrange, Berthollet, Prony, Vauban, Laplace.

(Page 6.)

3° « Je n'ai jamais eu le pouvoir d'émouvoir le peuple. »

Qui est plus peuple qu'une armée. Le général qui ne la saurait pas émouvoir, électriser, serait privé de la plus importante de ses qualités nécessaires.

(Page 7.)

4° « Je m'aperçus qu'il était plus facile que l'on ne le croyait de battre l'ennemi, et que ce grand art consistait à ne pas tâtonner dans l'action. »

Voilà donc l'art de la guerre! il est probable que Napoléon avait d'autres secrets que celui-là, et eût pu dire des choses plus intéressantes.

(Page 9.)

5° « On ne gagne pas les batailles avec de l'expérience. »

(Page 10.)

« Mes artilleurs étaient braves et sans expérience : c'est la meilleure de toutes les dispositions pour le soldat. »

Avec de pareils principes, il ne faut pas d'armée de ligne, la garde nationale suffit. On ne disconvient pas que l'auteur du manuscrit de Sainte-Hélène ne soit un homme d'esprit; mais certes il n'est pas militaire, et il s'est formé des idées fausses de toutes les batailles, de toutes les campagnes et de toutes les opérations militaires dont il parle : on voit que les affaires de guerre lui sont si étrangères, qu'il ne s'en forme jamais d'idée, et que dès lors il ne les peut pas rendre.

NOTES

SUR L'OUVRAGE INTITULÉ :

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE, DU RETOUR ET DU RÈGNE DE NAPOLÉON EN 1815,

PUBLIÉS A LONDRES EN 1820,

PAR LE BARON FLEURY DE CHABOULON, EX-MAITRE DES REQUÊTES ET SECRÉTAIRE DE NAPOLÉON.

L'auteur, auditeur au conseil d'état en 1814, fut nommé secrétaire du cabinet à l'arrivée de Napoléon à Lyon. Il était plein de feu et de mérite. Au retour d'une mission qui lui fut confiée pour Bâle, et dont il s'acquitta avec distinction, il fut nommé maître des requêtes au conseil-d'état. Dans cet ouvrage, il rapporte des discours, une opinion, une politique, qui pour être bons à ses yeux, peuvent cependant avoir blessé Napoléon, et être contraires à son opinion et à sa politique.

(Page 1.)

« Jusque alors on n'avait pu s'accorder sur les motifs et les circonstances qui avaient déterminé Napoléon à quitter l'île d'Elbe. Quelques personnes supposaient qu'il avait agi de son propre mouvement, d'autres qu'il avait conspiré avec ses partisans la perte des Bourbons. Ces deux suppositions étaient également fausses : on apprendra avec surprise, avec admiration peut-être, que cette étonnante révolution fut l'ouvrage inouï de deux hommes et de quelques mots. »

Napoléon prit la résolution de rentrer en France dès qu'il lui fut prouvé que le gouvernement royal voulait ne pas exécuter le traité de Fontainebleau; qu'il voulait continuer la troisième dynastie, et par cela seul déclarer illégitimes et usurpateurs les gouvernemens de la république et de l'empire. La conséquence rigoureuse de ce système était que dès lors, les anciens évêques devraient réclamer leurs siéges supprimés par le concordat de 1801 ; le clergé exiger la restitution de ses biens, l'église catholique redevenir dominante

dans l'état; les anciens seignenrs, les anciens privilégiés réclamer contre les spoliations de la républiqne, et demander la restitution des priviléges et des biens qu'ils avaient perdus pour la cause de la légitimité; tous les services rendus contre la république et l'empire, toutes les trahisons pour livrer Toulon et Brest aux Anglais, mériteraient des récompenses.

De telles prétentions seraient inadmissibles. La restanration tonte-puissante qu'elle est, reculerait d'effroi devant elles. Il serait impossible de satisfaire à toutes ces fallacieuses espérances dn clergé ancien, des émigrés, des anciens privilégiés, des Vendéens: ils seraient nécessairement mécontens, et cependant la nation serait inquiète, et chercherait des garanties contre ces vaines prétentions.

(Page 3.)

« On avait pensé que le décret qui traduisait devant les tribunaux le prince Talleyrand et ses illustres complices, avait été rendu à Lyon, dans un premier accès de vengeance; on verra qu'il fut le résultat d'une simple combinaison politique. »

Le décret d'exception à l'amnistie de Lyon, tel qn'il est inséré au Bulletin des lois, a été rédigé à Paris, par une commission du conseil-d'état.

(Page 4.

« Napoléon, que l'injustice et l'infortune n'abattaient point, réunit les faibles restes de ses armées, et annonçait publiquement qu'il irait vaincre ou se faire tuer à leur tête, etc...... Il partit, il fit des prodiges, mais en vain, *l'énergie nationale était éteinte;* de degré en degré on était arrivé à cette extrémité si fatale aux princes, où l'âme découragée reste insensible à leurs dangers, et les abandonne au destin, etc..... Napoléon, réduit par l'inertie publique à ne plus *pouvoir faire ni la guerre ni la paix,* consentit à déposer la couronne.

L'énergie nationale n'était pas éteinte; mais pour repousser l'agression des huit cent mille hommes qui envahissaient la France, il fallait encore les mois de janvier, février et mars ponr achever les grands moyens de défense que Napoléon avait organisés. Si les alliés n'eussent franchi nos frontières qu'en avril, ils eussent été rejetés au-delà du Rhin.

Si en 1792, la France repoussa l'agression de la première coalition, c'est qu'elle avait eu trois ans pour se préparer et lever deux cents bataillons de garde nationale; c'est qu'elle ne fut attaquée que par des armées au plus de cent mille hommes. Si huit cent mille hommes eussent marché sous les ordres dn dnc de Brunswick, Paris eût été pris, malgré l'énergie et l'élan de la nation.

Comment dire que Napoléon ne pouvait faire ni la guerre ni la paix? Avec cinquante mille hommes, il en combattit trois cent mille, qui ne seraient point entrés dans Paris, ou qui du moins en eussent été chassés, vingt-quatre heures après y être entrés, sans les secours de la trahison. Il fut tonjours maître de faire la paix sur les bases des anciennes limites de la France, et il eût obtenu une paix honorable ponr lni et la nation, sans la défection du sénat et d'une partie de l'armée.

(Page 6.)

« Les sénateurs appelèrent au trône le frère de Louis XVI, et ce choix, quoique, etc., souffrit peu d'opposition, parce que le rappel de Louis paraissait être le gage de la paix, et que la paix était avant tout le premier vœu de la nation; d'un autre côté, les Bourbons, sagement conseillés, s'étaient em-

pressés de combattre par des proclamations les répugnances et les craintes qu'inspirait leur retour : nous garantissons, disaient-ils, etc. »

La révolution française a été un mouvement général de la nation contre les privilégiés ; elle eut pour but principal de détruire tous les priviléges; d'abolir les justices seigneuriales, de supprimer les droits féodaux, comme un reste de l'ancien esclavage des peuples, de proclamer l'égalité de l'impôt et des droits. Le royaume était formé de réunions successives faites au domaine de la couronne, soit par héritages, soit par conquêtes. Les provinces n'avaient entre elles aucunes limites naturelles, elles étaient inégales en étendue, en population, en priviléges ; elles étaient régies par des lois et des coutumes locales. La France n'était pas un état, c'était la réunion de plusieurs états placés les uns à côté des autres sans amalgame. La révolution, guidée essentiellement par le principe de l'égalité, détruisit tous les restes des temps féodaux ; elle fit une France nouvelle, ayant une division homogène de territoire, d'accord avec les circonstances locales ; même organisation judiciaire, même organisation administrative, mêmes lois civiles, mêmes lois criminelles, mêmes système d'imposition. Le bouleversement que produisirent dans les personnes et dans les propriétés les effets de la révolution, fut aussi grand que celui opéré par les principes mêmes de la révolution. Tout ce qui était le résultat des événemens qui s'étaient succédés depuis l'établissement de la monarchie, cessa d'exister. La France nouvelle présenta le spectacle de vingt-cinq millions d'âmes ne formant qu'une seule classe de citoyens, gouvernés par une même loi, un même règlement, un même ordre. Tous ces changemens étaient conformes au bien de la nation, à ses droits, à la marche de la civilisation.

La France entière était attachée aux intérêts qu'elle avait conquis pendant vingt-cinq ans de sacrifices et de triomphes. Si elle vit sans inquiétude relever le trône de la troisième dynastie, c'est qu'elle avait le besoin de la paix, et qu'elle entendit l'héritier présomptif de la couronne lui dire : « *Rien n'est changé en France, si ce n'est qu'il y a un Français de plus.* » Cette conduite n'était pas nouvelle : Henri IV vainqueur de ses sujets leur avait donné des garanties; il avait abjuré, il s'était environné des ligueurs, il avait poussé le désir d'inspirer la confiance, jusqu'à éloigner de lui et des emplois ceux-même qui l'avaient rendu vainqueur à Coutras, à Arques, à Ivry : il savait que l'amour des hommes est hors du pouvoir des baïonnettes, et qu'un roi qui ne règne pas sur le cœur de ses peuples n'est rien, et cependant Henri IV n'avait pas à respecter les droits acquis par une révolution, que ses victoires avaient fait reconnaître de toute l'Europe.

Sans doute, si le cardinal de Richelieu eût tenu les rênes de l'état en 1814, son vaste génie eût embrassé d'un coup d'œil la position de son roi, régnant par les droits de sa naissance et par les règles de la hiérarchie féodale, sur une nation fière de tant de victoires, heureuse par les lois qu'elle s'était données depuis 1789. Il se fût dit que la contre-révolution, si on la tentait, ne pouvait s'opérer que par la volonté constante de la coalition, et par la présence en France et l'emploi des armées ennemies ; que, du moment où les baïonnettes étrangères quitteraient le sol de la patrie, la nation ren-

trerait dans la jouissance de son indépendance, que le sentiment de ses véritables intérêts et de ses droits se réveillerait avec une force nouvelle; que le besoin de l'égalité et de la liberté serait plus fort que jamais, et qu'alors un trône national, c'est-à-dire un trône franchement constitutionnel, pourrait seul convenir aux intérêts du roi et du peuple.

(Page 15.)

« Enfin, que si le caractère distinctif du gouvernement de Napoléon avait été, comme on le prétendait, l'arbitraire et la force, il fallait que le caractère distinctif du gouvernement royal fût la *justice* et la modération. »

Justice! mais pour qui? pour les propriétaires que les lois de la révolution ont dépouillés violemment de leurs propriétés, par cela seul qu'ils avaient été fidèles à leur légitime souverain, aux principes d'honneur qu'ils tenaient de leurs ancêtres? ou pour les acquéreurs qui, avec confiance, ont acquis en conséquence des lois d'une autorité illégitime? *Justice!* et pour qui? pour ces militaires mutilés dans les champs d'Allemagne, de la Vendée ou de Quiberon, qui, rangés sous les lys, marchaient avec l'aigle autrichienne ou le léopard anglais, dans la ferme confiance qu'ils servaient la cause de leur roi contre une autorité usurpatrice? ou pour ces millions de citoyens qui, formant sur les frontières de la patrie un mur d'airain, la sauvèrent tant de fois de la haine fallacieuse de ses ennemis, et portèrent si haut la gloire de l'aigle française? *Justice*! et pour qui? pour ce clergé, l'exemple et le modèle de la chrétienté, qui fut dépouillé de tous ses biens, fruit de quinze siècles de travaux? ou pour ces acquéreurs qui ont converti des couvens en ateliers, des églises en magasins, profanant ainsi tout ce qui fut révéré et saint dans tous les siècles? . . . . . .

. . . .

(Page 16.)

« Et malheureusement les ministères appelés à exercer l'influence sur les personnes et sur les choses, avaient été confiés à des hommes qui semblaient prendre à tâche d'aigrir et de soulever les esprits...... etc. »

Mettez à la guerre Soult, Saint-Cyr, Davoust, l'armée aurait-elle cessé d'être l'armée de la république ou de l'empire, les enfans de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, d'Italie, d'Égypte, de la grande armée? Mettez les ministres de la république ou de l'empire, les peuples seront-ils moins effrayés des prétentions de l'ancien régime, moins alarmés de la perte de leurs droits? Non. Misérables hommes que nous sommes! nous ne pouvons rien contre la nature des choses; la seule faculté qui nous reste, c'est l'observation.

(Page 20.)

« Les premiers pas du gouvernement avaient été marqués par des fautes, etc. On avait octroyé à la France, en vertu du libre arbitre de l'autorité royale, une ordonnance de réformation, au lieu de la constitution, etc., etc., etc.

» Chaque abus de pouvoir, chaque infraction à la charte, etc..... »

Lieux communs, bavardage à la mode qui n'a aucune signification réelle. La charte n'est pas un contrat avec la nation. . . . .

. . . . Elle est une émanation de la puissance royale. C'est une manière de gouverner comme une autre, et la France a dû se trouver

heureuse au moment où la révolution était vaincue par la coalition de l'Europe, de recevoir de la puissance royale une concession aussi importante pour ses libertés.

Si Henri IV eût été reconnu roi de France par la ligue, sans avoir abjuré, que de garanties n'aurait-il pas fallu aux fidèles de l'église catholique, apostolique et romaine, c'est-à-dire à la presque totalité de la nation, pour mettre en sûreté leur conscience, leur religion! Un hérétique eût été sur le trône l'ennemi du pape, des évêques, des cérémonies religieuses.

Henri IV fit disparaître toutes ces difficultés; il conquit l'amour des Français en abjurant, en rentrant dans le sein de l'Eglise, et en s'assujettissant minutieusement à toutes les pratiques du culte.

La position de la France en 1814 avait quelque chose d'analogue : Louis XVIII n'avait point à combattre l'esprit de religion, mais il avait à rassurer la nation sur la conservation de ses nouveaux droits, de ses nouveaux intérêts, de ses nouvelles lois. Lorsque Sully et les huguenots les plus sages du parti délibérèrent, à Beauvais, sur la conduite que devait tenir Henri IV, « Il n'y a que deux partis, dirent-ils : abjurer et rentrer dans le sein de l'Eglise, ou détruire en France, par la force des armes, l'autorité du pape, et substituer, dans toutes les paroisses, le prêche à la messe. » Or, comme ce second parti était impraticable, qu'on ne pouvait concevoir aucune espérance de réussir en l'adoptant, et que, cependant, si l'on pouvait réussir, ce ne pouvait être qu'après plusieurs années de guerre civile, et qu'en marchant sur les cadavres d'une partie de la génération, Henri IV abjura. . . . . .

. . . .

(Page 23.)

« On les indisposa (les troupes) en brisant leur ancienne organisation, et en introduisant dans leurs rangs des officiers inconnus, etc......

» On les humilia en les maltraitant, en les contraignant de porter les armes aux gardes-du-corps qu'elles avaient pris en aversion; et l'on sait qu'on n'humilie jamais en vain l'amour-propre français. etc...... »

N'est-ce pas une suite naturelle de la restauration, que de voir placer dans l'armée des officiers de la Vendée, ou de l'armée de Condé? Qu'y a-t-il d'humiliant à porter les armes aux gardes-du-corps, du moment que le roi les reconnaît officiers, et qu'ils en portent les marques distinctives?

(Page 24.)

« L'amour-propre chez le soldat est le véhicule de la gloire..... C'est en l'humiliant, cet amour-propre, par le mépris des victoires nationales, par des airs de hauteur et de fierté, par le vain étalage de la supériorité de la naissance et du rang, que les nouveaux chefs donnés à l'armée s'aliénèrent sa confiance et son affection. »

Comment, avec le principe de la légitimité, appeler vaine la supériorité de la naissance? Comment, lorsque c'est par le droit de sa naissance que Louis XVIII règne sur la France, refuser d'accorder à la naissance la priorité de rang dont elle a joui depuis tant de siècles? On se récrie sur la noblesse, et l'on aurait raison si, comme jadis, elle avait le monopole des places, des dignités, etc., etc.; mais la préférence?... Si la convention eût régné vingt ans, quel est le fils d'un conventionnel qui n'aurait pas été placé de préférence à tout autre?

(Page 27.)

« On menaçait d'une destruction sacri-

lége les arcs de triompha destinés à consacrer les exploits de nos armées, at l'ou proposait avec emphase d'élever nn monument à la mémoire des Vendéens et des émigrés morts à Quiberon. Sans donte ils étaient dignes de nos regrats et de nos larmes, ces Français égarés; mais n'étaient-ils pas descendus les armes à la maiu sur le sol sacré de la patrie? n'étaient-ils pas les auxiliaires ou les salariés de nos implacables annemis? etc...... »

Les émigrés de Quiberon sont descendus les armes à la main sur le sol sacré de la patrie, mais ils l'ont fait pour la cause de leur roi. . . . .

. . . .

. . . .

Ils étaient salariés de nos ennemis, cela est vrai; mais ils l'étaient ou auraient dû l'être pour la cause de leur roi. La France donna la mort à leur actiou et des larmes à leur courage; tont dévouement est héroïque. Déplorables effets des commotions politiques qui déplacent le premier ponvoir de la société! la vertu, l'honneur, sont renversés de dessus leurs bases, chaque parti se voue avec fureur au culte de ses dieux, et se croit innocent en lui sacrifiant même des victimes humaines. Qui est à plaindre alors? la nation; qui est à blâmer parmi les hommes? un bien petit nombre, si l'on réfléchit qne dans ces conflagrations universelles, les circonstances quelquefois les plus minimes précipitent nos destinées indépendamment de notre volonté, de notre caractère, et des résolutions prises la veille d'un événement innattendu.

(Page 27.)

« Les titres de noblesse que nos braves avaient obtenus en répandant leur sang pour la patrie, étaient dénigrés publiquement, et publiquement on anoblissait Georges Cadoudal dans la personne de son père, pour avoir égorgé des Français, et tenté de commettre un parricide...... »

« Georges, en voulant attenter à la vie de Napoléon, etc. »

Georges, en voulant attenter à la vie de Napoléou, agissait par ordre; il méritait une récompense comme en méritèrent ceux qui assassinèreut le duc de Guise, le maréchal d'Ancre, comme Jacques Clément en mérita de la ligue. Georges devait être justifié, sa mémoire réhabilitée et sa famille anoblie. Son exécution n'inspira pas de regrets, parce que l'assassinat, pour quelque cause que ce soit, sera toujours odieux à des Français. L'actiou de Judith a besoin de toute la puissance des Ecritures pour ne pas révolter.

(Page 28.)

« On commença d'abord, au mépris des promesses les plus saintes, à dépouiller la Légion-d'Honneur de ses prérogatives, etc.»

La protection apparente donnée à l'institution de la Légion-d'Honneur était nécessairement une mesure d'amnistie et de circonstance imposée par la politique........ En effet, qui a institué la Légion-d'Honneur? un homme revêtu d'nn pouvoir usurpateur. Quel a été le but de l'institution? se vouer à la défense des intérêts acquis par des lois spoliatrices des serviteurs avoués de la troisième dynastie; de l'intégrité dn territoire, c'est-à-dire des conquêtes obtenues sur des monarques punis, par la victoire, d'avoir par politique ou par générosité, embrassé la cause de princes malheureux. De qui était composée de la Légion-d'Honneur? d'hommes sortis des rangs du peuple, et qui s'étaient élevés dans la révolution: grand nombre même

s'étaient signalés parmi les jacobins, ces ennemis de tout ordre, de toute légitimité. Combien n'y comptait-on pas d'anciens membres des comités révolutionnaires? Cette institution, vrai modèle d'égalité, met sur le même rang le prince, le maréchal de France, le tambour. Les circonstances ont obligé à la tolérer; mais raisonnablement et sincèrement, elle ne peut pas être adoptée en France aussi long-temps que des preuves de noblesse seront exigées par les statuts du premier ordre de l'état, l'ordre du Saint-Esprit.

(Page 30.)

« Enfin le gouvernement dans sa fureur subversive ne respecta même point les vieux soldats que la mort moins cruelle avait épargnés sur le champ de bataille; sans égard, sans pitié pour leurs cheveux blancs, pour leurs glorieuses mutilations, il ravit, sous prétexte d'économies, à deux mille cinq cents de ces infortunés, l'asile et les bienfaits que la patrie reconnaissante leur avait accordés »

Comment blâmer le gouvernement d'avoir ôté de l'hôtel des Invalides de Paris, qui exerce tant d'influence sur le peuple de la capitale, deux à trois mille vétérans, dont le souvenir était plein des lauriers de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, d'Italie, d'Égypte, de la Grande-Armée, et dont la plupart avaient vu fuir devant eux le drapeau blanc dans les champs d'Allemagne! Il ordonna et dut ordonner qu'on prît un soin particulier de ces vieux vétérans qui restaient encore de Fontenoi, de Lauffen, de Raucou, de Bergen, etc. Cette conduite est fort naturelle.

(Page 45.)

« Napoléon attendait donc en silence le moment de reparaître en France, lorsqu'un officier déguisé en matelot, vint débarquer à Porto-Ferrajo, etc... »

Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens arrivèrent successivement à l'île d'Elbe avec leur uniforme et leur épée, ayant des passeports en règle, et venant en droite ligne de France, de Corse, de Gênes, de Livourne, de Piombino, de Civita-Vecchia ou de Naples; tous causèrent plus ou moins long-temps avec Napoléon; tous tâchèrent de s'en faire reconnaître en lui parlant des traits de courage qui les avaient fait distinguer, et lui donnèrent des nouvelles de ce qui se passait en France et en Italie.

(Pages 73 et 76.)

« Je vous confie, me dit-il, mon histoire et celle du 20 mars. Napoléon étant à la Malmaison me demande ce qu'était devenu M. Z***. — Il a été tué, lui dis-je, sur le plateau du Mont-Saint-Jean. — Il est bien heureux! me répondit-il; puis il continua: Vous a-t-il dit qu'il était venu à l'île d'Elbe? — Oui, sire, il m'a même remis la relation de son voyage et des entretiens qu'il eut avec Votre Majesté. — Il faudra me donner cette relation, je l'emporterai, elle me servira pour mes Mémoires, etc... »

Napoléon n'a jamais eu connaissance de cette histoire du 20 mars.

Toute cette note sur M. Z*** est un roman.

(Page 73.)

« Je me présentai chez M. X***, etc. »

Ce récit porterait à faire croire qu'il y a eu une intelligence quelconque entre l'île d'Elbe et Paris, ce qui est matériellement faux; on l'a déjà dit: il n'y a pas eu de conspiration pour le retour de l'île d'Elbe, et lorsque l'histoire pourra parler sans réserve, on

prouvera que la conspiration qui se tramait alors à Paris, et dont les ramifications s'étendaient sur toute la France, n'avait aucun rapport avec le 20 mars et avait un tout autre but.

(Page 102.)

« Un vent propice enfla notre voile, et j'oubliai bientôt mes angoisses et mes dangers en apercevant le rocher sur lequel j'allais retrouver Napoléon-le-Grand. »

L'île d'Elbe est située à deux lieues des côtes de Piombino; les plus petits bateaux y abordent facilement, venant des côtes d'Italie ou de la Corse. Elle a sept ports ou anses de débarquement, où il arrive et d'où il part tous les jours un grand nombre de bâtimens français, italiens, etc. Plus de quatre cents, depuis sept à cent cinquante tonneaux, appartiennent aux insulaires et sont employés pour le transport des vins ou du minerai, pour le service des salines et de la madrague, ou pour l'approvisionnement de l'île. En outre de cela, des centaines felouques, de pinques napolitaines, génoises, etc., stationnent dans ces parages pour pêcher; et enfin il n'est pas de mois, il n'est pas de semaine où il ne mouille à Porto-Ferrajo ou à Porto-Longone un grand nombre de bâtimens barbaresques, espagnols, portugais, français, génois, toscans, ou napolitains, qui viennent s'y refugier contre la tempête. Les communications étaient donc faciles et elles ont toujours été fréquentes et libres entre tous les ports de la Méditerranée et l'île d'Elbe. On y expédiait directement de Toulon, de Marseille, de Gênes, de Livourne, de Civita-Vecchia, etc. Il arrivait journellement des commis voyageurs de Lyon, de Marseille ou des manufactures de draps du midi, allant pour les affaires de leurs maisons à Naples ou dans le Levant, et que le désir de voir Napoléon, ou le mauvais temps, faisait mouiller à Porto-Ferrajo.

(Page 108.)

« La corvette anglaise, commandée par le capitaine Campbell. »

La corvette anglaise qui était dans ces parages n'était pas commandée par le capitaine Campbell. Le colonel Campbell était officier d'infanterie. Il avait été nommé commissaire par lord Castlereagh et avait reçu une mission diplomatique.

(Page 110.)

« La paix est facile à de telles conditions. Si j'avais voulu...... J'aurais mieux aimé me trancher la main. »

Napoléon voulait la paix, mais il n'aurait pas voulu souscrire à des conditions qui auraient été une tache à l'honneur national, et c'est dans ce sens seulement qu'il a pu dire qu'il aurait mieux aimé se trancher la main. Il a voulu la paix puisque immédiatement après la bataille de Brienne, au moment même où les conférences allaient s'ouvrir, il écrivit de Troyes à son plénipotentiaire à Châtillon qu'il lui donnait tous les pouvoirs, toute l'autorité nécessaire, carte blanche enfin, pour conclure la paix, afin d'arrêter les progrès de l'ennemi, si funestes pour nos provinces, de sauver la capitale et d'éviter une grande bataille dont la perte ruinerait toutes les espérances de la nation. Ces pleins-pouvoirs absolus, ce blanc-seing, il les a donnés le 4 ou le 5 février, il ne les a revoqués qu'après ses victoires; ainsi pendant plus de quinze jours, si les alliés l'eussent voulu, la paix aurait été

conclue et signée à Châtillon, sans que le plénipotentiaire français eût été dans le cas de prendre de nouveau les ordres de Napoléon, qui n'aurait pas été alors assez fort contre la situation des choses et contre l'opinion pour refuser de ratifier un traité signé; mais le bnt des alliés n'était pas la paix : ils voulaient se venger des triomphes de la France; ils se rappelaient ces jours de deuil pour eux, où l'aigle française planait sur leurs capitales. Les propositions de Châtillon, comme celles de Dresde, comme celles de Francfort, n'étaient qu'nn leurre qu'il mettaient en avant pour tromper leurs peuples et semer la division en France.

Le plénipotentiaire français désira des instructions précises sur les sacrifices qu'il pouvait consentir. Napoléon était à Nogent-sur-Seine. Le grand-maréchal Bertrand et le duc de Bassano, qui se trouvaient près de lui, le pressèrent d'accéder à la demande dn duc de Vicence, en le laissant toutefois libre de s'écarter de ces instrnctions et d'user de la carte blanche qui lui avait été donnée. Napoléon, rentré dans son cabinet, eut, avec son ministre, une conférence qui dnra fort avant dans la nuit. Il fnt décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait avoir la paix qn'à ce prix; mais que s'il était possible de traiter au moyen d'une seule de ces concessions, il fallait commencer par l'abandon de la Belgiqne, qnelque désir qu'eût Napoléon de conserver cette belle province, parce qne les ministres anglais, dont le but principal aurait été atteint, pourraient craindre d'exposer un résultat aussi national ponr enx en soutenant les autres concessions qui seraient demandées, et que, d'un autre côté, dans des temps plus prospères, on pourrait reprendre la Belgique, en ne s'exposant qu'à nne guerre maritime qui ne compromettrait pas le sort de l'empire, tandis qu'on ne tenterait pas de reconquérir la rive gauche du Rhin, sans exciter nne guerre continentale. Les instrnctions dn plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens : offrir d'abord l'abandon de la Belgique, ensuite celui de la rive ganche du Rhin, s'il était reconnn indispensable. L'Italie, le Piémont, Gênes, l'état de possession à établir en Allemagne, même les colonies, étaient des sacrifices faits d'avance.

Napoléon devait signer cette dépêche à sept heures du matin; il reçnt à cinq heures un rapport sur les mouvemens de l'armée russe et prussienne, qui lui fit juger que des événemens glorieux allaient changer la face des choses; il ajourna sa réponse au duc de Vicence, et partit pour Champ-Aubert. Une série de triomphes inattendns releva ses espérances: au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables; l'armée ennemie avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille hommes en dix jours. Au lieu d'avoir à sauver sa capitale par la paix, il croyait l'avoir sanvée par les armes. L'état des affaires avait changé; il changea de résolution. Il écrivit de Nangis à son plénipotentiaire pour lui retirer ses ponvoirs absolus et lui ordonner de prendre désormais ses ordres sur tous les points de la négociation; elle se suivit dès lors dans les formes ordinaires. Il ne s'agissait plus ponr Napoléon d'aller au-devant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir, au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, quelles étaient les véritables intentions des alliés, et les sacrifices que, à la faveur des événemens

qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

Vers la fin de février, Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On ne pouvait reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions révoltantes. Abandonner tout ce que Napoléon avait conquis, il croyait avoir le droit d'en faire le sacrifice; abandonner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire; il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice les armes à la main; ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Béfort, Besançon, dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était autre chose à ses yeux qu'une capitulation déshonorante. Il écrivit à son plénipotentiaire : « Pourquoi les alliés ne demandent-ils pas que nous leur remettions nos fusils et nos canons? Venez les prendre, serait la seule réponse à faire à de telles propositions de paix. Les Romains, à la fin de la troisième guerre punique, avaient d'abord exigé que les Carthaginois remissent leurs vaisseaux et détruisissent leurs machines de guerre; Carthage obéit, et bientôt le sénat romain ordonna qu'elle fût abandonnée par ses habitans, parce qu'il lui avait plu de décider qu'elle devait être réduite en cendres. »

Des instructions furent expédiées au duc de Vicence pour la rédaction d'un contre-projet. Le projet des alliés fut envoyé à l'impératrice avec ordre de le soumettre à un conseil extraordinaire, convoqué à cet effet et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révolution, et qui avaient été élevés aux grandes fonctions de l'empire. Un seul repoussa le projet avec indignation, comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettrait pas aux Français de rester soumis; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité.

Napoléon, qui n'avait pu parvenir encore à connaître le véritable ultimatum des alliés, envoya de Reims, quelques jours après la bataille de Craonne, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer, avec cette seule restriction qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits de part et d'autre, ne seraient pas le résultat immédiat. Son courrier rencontra le duc de Vicence à quelques lieues de Châtillon. Les alliés avaient fixé, comme à Prague, un terme fatal pour la durée des négociations; elles étaient rompues.

(Page 101.)

« Une corvette anglaise, etc.... »

Il y avait une corvette anglaise qui croisait entre Gênes, Livourne, Civita-Vecchia et l'Ile d'Elbe. Elle servait pour les commissions de l'agent Campbell; souvent aussi elle servait à la traversée des voyageurs anglais qui, de Livourne ou de Gênes, voulaient se rendre à

l'île d'Elbe. Elle n'avait aucune mission relative à Napoléon que celle de se comporter convenablement et de rendre aux Français de l'île d'Elbe tous les petits services en son pouvoir. L'idée que Napoléon prit de débarquer en France pour faire la guerre au roi de France, n'était pas admise : elle n'avait été prévue par aucune puissance, grâce aux libellistes.

(Page 180.)

« L'empereur donna l'ordre de faire imprimer dans la nuit ses proclamations, et dépêcha des émissaires sur tous les points pour annoncer qu'il était entré à Grenoble ; que le roi de Naples le suivait avec quatre-vingt mille hommes, etc... »

Napoléon a toujours déclaré qu'il entrait seul en France et n'avait d'autre appui que le peuple français.

(Page 201.)

« Ce fut une grande inconséquence de mettre le comte d'Artois en présence de Napoléon. Il était facile de prévoir que si ce prince succombait dans une ville de cent mille âmes contre huit cents hommes, tout serait décidé. »

Rien n'était mieux entendu que l'envoi des princes à Lyon, puisque le roi lui-même ne pouvait pas s'y rendre. C'était le plus sûr moyen pour qu'une ville de cent mille âmes ne fût pas conquise par huit cents hommes. Cette démarche, qui prouve si bien la sagacité du roi, est traitée d'imprudente parce qu'elle a échoué.

(Page 212.)

« C'était un feu roulant de cris de *Vive la nation! Vive l'empereur! A bas les prêtres! A bas les royalistes! etc...* »

On n'entendait à Lyon que le cri de *Vive l'empereur. Vive la nation* n'était plus usité en France depuis 1793, et de tous les pays de France, celui où ce cri eût été le moins populaire, c'est Lyon, parce qu'il y avait présidé aux démolitions de cette belle cité, et aux mitraillades de ses principaux citoyens.

(Page 212.)

« A Gap, à Grenoble...... Il s'était plutôt exprimé en citoyen qu'en monarque : aucun mot, aucune assurance formelle n'avait révélé ses intentions ; on aurait pu penser qu'il songeait autant à rétablir la république ou le consulat que l'empire. A Lyon, plus de vague, plus d'incertitude : il parle en souverain, etc..... »

Le langage qu'il tint à Lyon fut le même qu'il tint à Gap, le même qu'il tint à Grenoble, le même qu'il tint dans ses proclamations de l'île d'Elbe. Il n'a jamais songé à rétablir la république ou le consulat. Ne dit-il pas dans ses proclamations, *Venez rejoindre votre empereur?* L'empire était plus populaire en France que la république.

(Page 212.)

« Madame et chère épouse, je suis remonté sur mon trône, etc... »

Les lettres de Napoléon à l'impératrice étaient toujours autographes. Toutes les personnes qui ont été dans la confiance intime de Napoléon savent que le libellé de ces lettres n'était pas *Madame et chère épouse*, mais *ma bonne Louise*.

(Page 241.)

« L'empereur en arrivant à Auxerre avait cru y trouver le maréchal Ney. « Je ne conçois pas, dit-il au général Bertrand, pourquoi Ney n'est point ici ; cela me surprend et m'inquiète : aurait-il changé d'idée? etc.... »

Depuis que le maréchal Ney avait

fait sa soumission, il correspondait quatre fois par jour par des courriers extraordinaires avec le grand-maréchal, faisant fonctions de major-général. On savait donc sa marche et le lieu où se trouvaient ses troupes, ainsi, que le jour qu'il devait arriver à Auxerre ; on ne pouvait donc avoir aucune inquiétude.

(Page 244.)

« Le lendemain, l'empereur en l'apercevant (le maréchal Ney), lui dit : Embrassez-moi, mon cher maréchal, je suis bien aise de vous revoir; je n'ai pas besoin d'explication ni de justification : je vous ai toujours honoré et estimé comme le *brave des braves*... —Votre Majesté pourra toujours compter sur moi quand il s'agira de la patrie ; c'est pour la patrie que j'ai versé mon sang, et je suis prêt à le faire encore jusqu'à la dernière goutte. Je vous aime, Sire, mais la patrie avant tout..... Si vous n'étiez venu les chasser, nous allions les chasser nous-mêmes, etc.... »

L'auteur a eu un rapport inexact de cet entretien, et d'ailleurs ce n'est pas ainsi que s'entretiennent de vieux guerriers qui ont blanchi sous le harnois ; leurs discours ne sont pas ceux d'un jeune Gracque de vingt ans. Le maréchal Ney eût été mal venu de prendre un pareil ton ; car il était de fait qu'au lieu de commander à ses troupes, il avait été commandé par elles, et qu'il n'avait été décidé à abandonner le parti du roi, pour se tourner du parti de Napoléon, que parce que déjà la plus grande partie de ses régimens l'avaient abandonné et que le reste de ses troupes allait se déclarer.

(Page 238.)

« Général Girard, on m'assure que vos troupes, connaissant les décrets de Paris, ont résolu, par représailles, de faire main basse sur les royalistes qu'elles rencontreront : vous ne rencontrerez que des Français. Je vous défends de tirer un seul coup de fusil. Calmez vos soldats ; démentez les bruits qui les exaspèrent : dites-leur que je ne voudrais point rentrer dans ma capitale à leur tête, si leurs armes étaient teintes du sang français. »

Pourquoi donc traîner à sa suite un parc de soixante pièces de canon que l'on s'était donné tant de peine à organiser dans les arsenaux de Grenoble et d'Auxonne? Ainsi donc, si deux cents volontaires royaux eussent voulu tenir ferme, le général Girard devait se rendre et remettre tous ses canons, puisqu'il ne pouvait pas tirer un seul coup de fusil ; et Napoléon, s'il trouvait de la résistance, devait donc ne pas entrer dans sa capitale et s'en retourner à l'île d'Elbe? Il n'a pas dit non plus à Cambronne : « Ne tirez pas un seul coup de fusil, » puisque cela ne dépendait pas de lui; mais il lui a dit, comme prédiction : « J'espère que vous ne tirerez pas un seul coup de fusil. » Cambronne était accompagné de cent braves qui étaient munis de cartouches, afin de surmonter toute résistance qui leur serait opposée. Mais certes, la résistance qu'on peut surmonter avec cent hommes, avec douze cents hommes même, n'est pas une affaire de guerre civile, quand il est question d'un grand état comme la France.

(Page 237.)

« Sur nos instances, l'empereur se fit accompagner par environ deux cents cavaliers. Jusque alors il n'avait eu d'autre escorte que la voiture du général Drouot qui précédait la sienne, et la mienne qui fermait la marche, etc... »

Lorsque Napoléon arriva à Fontainebleau, ce palais était occupé par ses

troupes; de grandes gardes de cavalerie étaient à tous les débouchés de la forêt, sur les chemins de Paris, de Melun, d'Orléans, etc., et la forêt avait été fouillée dans tous les sens. Ces précautions d'usage étaient doublement à propos; car l'armée du duc de Berri était alors supposée campée sur les hauteurs d'Essonne. Napoléon s'arrêta quatre ou cinq heures de la nuit à Moret, à l'entrée de la forêt, afin de recevoir le rapport des grandes gardes envoyées à tous les débouchés de la forêt.

(Page 258.)

« A midi seulement, la nouvelle du départ du roi lui fut apportée simultanément par un courrier de M. de Lavalette, etc... »

Napoléon ne reçut de lettre ni de M. de Lavalette, ni de qui que ce soit.

(Page 260.)

« On avait pensé que Napoléon ferait dans sa capitale une entrée triomphale, etc... »

Napoléon est entré à Paris, comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée; effectivement, ce n'est pas avec les grenadiers de l'Ile d'Elbe, ou avec les garnisons de Grenoble ou de Lyon, c'est à la tête des troupes qui avaient campé à Villejuif pour le combattre, qu'il entra dans Paris. Il n'eût pas retardé d'une heure son entrée aux Tuileries pour laisser le temps de faire des préparatifs, et y entrer avec plus de pompe. Si ce n'est d'ailleurs la première fois qu'il s'y rendit du Luxembourg, comme premier consul, et depuis, lors de son mariage, lorsqu'il entra avec Marie-Louise, il est toujours entré sans cérémonie dans Paris; c'est ainsi qu'il fit après Marengo, après Austerlitz, après Tilsit, après Madrid, après Vienne, en voiture de poste, sans être annoncé et dans la nuit.

(Page 264.)

« Le prince d'Eckmühl fut nommé ministre de la guerre. Par la dureté de ses manières et de son langage, par des actes de sévérité presque barbares, il s'était attiré l'animadversion universelle; sa fidélité à l'empereur, et sa défense de Hambourg, l'avaient réconcilié depuis avec l'opinion. La faiblesse, la versatilité de son caractère, excitaient bien quelques inquiétudes; mais on espérait que l'empereur saurait le maîtriser, et que l'armée retirerait d'heureux avantages de son zèle infatigable et de sa sévère probité. »

Voilà un portrait bien amer et bien injuste.

(Page 265.)

« Le duc d'Otrante fut chargé de la police, etc... »

Le duc d'Otrante fut chargé de la police, parce que Cambacérès, le duc de Bassano, Lavalette, Savary même, Réal et toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réunirent pour témoigner de sa conduite en 1814 qui même avait exposé fortement sa propre sûreté. Toutes ces circonstances firent surmonter à Napoléon sa répugnance pour remettre en place un homme qu'il connaissait d'une immoralité si profonde.

(Page 265.)

« Le ministère de l'intérieur, destiné d'abord à M. Costaz, fut également proposé à M. Molé, et finit par être donné à M. Carnot, sur la proposition du duc de Bassano. »

Le ministère de l'intérieur n'a jamais été destiné à M. Costaz.

(Page 272.)

« La même faveur fut décernée à La Bédoyère, en récompense de sa conduite à Grenoble; mais il ne répondit aux boutés de Napoléon que par un refus formel..., etc... «

La Bédoyère était éminemment Français; il fut guidé par les sentimens les plus nobles et les plus chevaleresques dans la démarche qu'il fit à Grenoble; dévouement alors admirable, car tout était douteux. Il était trop pénétré de ce que la distinction que lui accordait Napoléon avait d'honorable pour lui en l'attachant à sa personne, pour avoir fait la moindre difficulté d'accepter.

(Page 282.)

« Il trouva sa table à écrire couverte de livres mystiques, etc. »

La table du cabinet du roi était couverte de tous les ouvrages qu'on lui avait dédiés depuis neuf mois, et de sept à huit cents placets ou rapports sur des affaires secrètes. Il est vrai que son portefeuille personnel où étaient ses papiers particuliers, tels que la correspondance de la duchesse d'Angoulême depuis le temps qu'elle était au Temple; celle de Louis XVI et la lettre de M. de Malmersbury qui annonçait la mort du roi, avait été laissé sur la petite table. Personne ne prit connaissance de ces papiers; Napoléon s'en réserva seul l'examen : il y en avait de très curieux, et cela donna lieu quelquefois à des scènes très piquantes.

(Page 307.)

« La garde et ses dignes chefs n'ambitionnaient que la seule faveur de conserver le glorieux titre de grenadiers de l'île d'Elbe. « Vaines illusions! la pensée de l'empereur, absorbée toute entière par d'autres soins, ne se reportait plus vers les braves qui avaient partagé son exil et ses malheurs, etc. »

Il n'était pas convenable que le bataillon de l'île d'Elbe formât un corps à part : c'eût été une garde dans une garde. Les grenadiers de l'île d'Elbe n'étaient que la députation de la garde. Lorsqu'on demanda des hommes de bonne volonté, toute la garde se présenta; il n'y avait donc aucune raison pour faire déchoir en quoi que ce fût les autres soldats de la garde. C'eût été une faute qui eût eu des conséquences, que de subdiviser la garde; mais tous les soldats de l'île d'Elbe reçurent la Légion-d'Honneur; tous ceux qui purent être avancés furent faits sergens; tous les officiers eurent de l'avancement. Quant aux motifs que l'on prête à Napoléon, ce sont des pauvretés qui ne méritent aucune réponse.

(Page 311.)

« Les ordres donnés au général Excelmans portaient seulement de pousser pied à pied hors de la France, le roi et les princes; jamais il ne lui fut commandé, ni de s'assurer de leurs personnes, ni de les tuer en cas de résistance. »

» Les instructions données en même temps au maréchal Ney, envoyé en mission sur les frontières du nord et de l'est, prescrivaient aussi mot à mot de faire respecter la famille royale, et de lui faciliter tous les moyens de sortir librement et paisiblement de la France. »

Les ordres donnés à Excelmans étaient ce qu'ils devaient être; faire prisonniers la garde, les princes et le roi, si cela était possible.

Il ne fut donné au maréchal Ney aucune instruction relative aux Bour-

bons ; quand il fit l'inspection des places de Flandres, ces princes avaient depuis long-temps quitté la France.

(Page 308.)

« On a soutenu que le duc de Bassano, chargé momentanément du portefeuille de l'intérieur, avait transmis à M. Siméon, alors préfet royal à Lille, l'ordre d'arrêter le roi. Le duc de Bassano, indigné de cette odieuse imputation, etc., etc. »

Le duc de Bassano n'a pas été chargé de transmettre à M. Siméon, préfet de Lille, l'ordre de faire arrêter le roi : un tel ordre n'aurait pas passé par l'autorité civile ; c'est au commandant militaire à Lille qu'il eût été adressé.

(Page 314.)

« Une lettre de madame la duchesse d'Orléans. »

Immédiatement après le retour de Napoléon, la duchesse douairière d'Orléans lui écrivit. Elle adressa sa lettre au duc de Bassano, auquel elle avait déjà reconnu dans d'autres circonstances où il s'agissait de ses intérêts les plus importans. La duchesse de Bourbon fit aussi parvenir une lettre par le même canal, mais un peu plus tard, c'est-à-dire vers le commencement d'avril. Fouché voulut s'entremêler de cette affaire, et il la gâta ; tout ce qu'il touchait sentait l'intrigue, et Napoléon en avait horreur. Au lieu d'éloigner les princesses et de repousser leurs demandes, comme il aurait peut-être dû le faire, il céda aux instances et à la confiance que lui inspirait le duc de Bassano : ce ministre obtint la continuation des pensions dont la duchesse d'Orléans et la duchesse de Bourbon jouissaient avant 1814 ; elles furent même augmentées. Le duc de Gaëte eut ordre de présenter le décret, qui rentrait dans les attributions des finances.

(Page 331.)

« La dépêche télégraphique annonçant cette nouvelle, fut apportée sur-le-champ à Napoléon par le duc de Bassano, et ce ministre, malgré l'opposition de plusieurs personnages, décida Napoléon à répondre, par le télégraphe, qu'il approuvait la capitulation. Au même instant, une seconde dépêche annonça que le général Grouchy n'avait pas cru devoir autoriser, sans l'aveu de Napoléon, l'exécution de la convention, et que le duc d'Angoulême s'était constitué prisonnier. M. de Bassano se hâta de transmettre les premiers ordres de Napoléon, et ne l'instruisit de l'annulation de la convention, que lorsque l'obscurité de la nuit eut rendu impossible toute communication télégraphique. Napoléon eut connaissance de la noble hardiesse de son ministre, etc... »

La dépêche télégraphique fut remise par le duc de Bassano à Napoléon à son lever. On conviendra qu'il y avait lieu à délibération, mais tout se passa entre Napoléon et son ministre, et, en une demi-heure, il fut décidé que la capitulation serait exécutée. Quelques oppositions se manifestèrent dans l'après midi, lorsque la nouvelle eut été connue. Un rapport du***, après avoir rappelé à Napoléon l'ordre de *courir sus* publié contre lui, développait les motifs de ne pas se dessaisir d'un ôtage aussi précieux que l'était le duc d'Angoulême. Le soir, à son travail avec Napoléon, le duc de Bassano lui remit une seconde dépêche télégraphique annonçant que, d'après le refus de la ratification par le général en chef, la capitulation n'existait plus. Napoléon demanda à son ministre si la première dépêche était partie. — Oui. — Si avant de l'expédier, il avait

reçu la seconde. — Oui. — Napoléon approuva la conduite de son ministre, et s'il était besoin de dire pourquoi à ceux qui liront ceci, ils seraient incapables de le comprendre ; le caractère de Napoléon leur serait inconnu. Et le duc de Bassano erre dans l'exil ! !

(Page 337.)

« On ne pouvait lui pardonner (au roi de Naples) d'avoir trahi, en 1814, son beau-frère et son bienfaiteur, et révélé, en 1815, à l'Autriche, la conjuration patriotique de Milan : j'ignore si ce dernier fait est vrai ; mais, faux ou vrai, il produit le même effet sur l'esprit des Italiens. »

La conjuration des patriotes de Milan fut révélée par un intrigant français qui, si l'on en croit le rapport qu'il en a fait lui-même et qui a été remis à Napoléon dans les cent jours, avait été chargé de nouer des intrigues pour faire passer la Couronne de fer sur la tête du duc de Berri. Cet homme racontait, dans son rapport, qu'ayant découvert qu'une conspiration était tramée par les patriotes italiens, il parvint à entrer dans leur confiance, il espérait les diriger vers son but ; mais cet espoir s'évanouit bientôt. Il s'assura que la conspiration était toute italienne, républicaine et non monarchique ; embrassant non seulement le royaume d'Italie, mais l'Italie entière. Il ne songea plus qu'à la déjouer. Ce ne fut plus au nom d'un prince français qu'il travaillait, mais au nom des patriotes de France qui demandaient, disait-il, une alliance et étaient prêts à se soulever pour donner un appui. Il assura que non seulement le Lyonnais, le Dauphiné, mais encore la Savoie et les Alpes maritimes, n'attendaient que l'événement pour prendre les armes. Les patriotes milanais admirent ce misérable dans leurs conciliabules ; ils délibérèrent devant lui et avec lui ; et ce fut en sa présence que le plan fut arrêté. Le signal de la révolution devait être donné par l'enlèvement du maréchal Bellegarde qui habitait la Villa-Bonaparte, palais de plaisance presque isolé et situé à l'une des extrémités de Milan. Le jour de l'exécution fut remis plusieurs fois, à la grande inquiétude du traître, qui n'osait pas approcher de ce lieu, de peur de se rendre suspect aux conspirateurs avant que le jour eût été fixé. Il le fut enfin ; à l'instant même il courut chez le maréchal Bellegarde, et, s'il faut l'en croire, après avoir exigé de ce maréchal sa parole d'honneur de faire grâce de la vie aux auteurs du complot qu'il allait lui faire connaître, il lui en révéla tous les détails et lui donna les listes complètes des noms des conspirateurs, qui furent enlevés quelques momens après et transportés dans la citadelle de Mantoue ; ils y subissent encore et y subiront long-temps la peine de leur attentat.

(Page 383.)

« Napoléon n'avait jamais été le maître de dompter l'éloignement que lui inspiraient les vétérans de la révolution ; il redoutait leur constance et leur audace, et se serait cru menacé ou perdu, s'ils avaient repris de la consistance et de l'ascendant. Cette terreur panique fut cause qu'il ne retira point des confédérations le parti qu'il s'en était promis, et qu'elles lui auraient offert indubitablement, s'il n'en eût point ralenti l'essor. Elle fut cause aussi qu'il fit peut-être une plus grande faute, celle d'arrêter les mouvemens populaires qui s'étaient manifestés dans la plupart des départemens... Dans l'état de crise où il se trouvait, et dans lequel il avait entraîné la France, il ne devait dédaigner aucun moyen de salut ; et le plus efficace, le plus analogue à sa position, était sans contredit, de

lier étroitement le peuple à son sort et à sa défense, etc. »

Les vétérans de la révolution étaient Cambacérès, Merlin, Sièyes, Carnot, Alquier.

Le mouvement populaire ne fut pas arrêté, il fut régularisé. Il fut aussi grand que de 1790 à 1792; mais alors on eut trois ans pour armer, et ici on n'eut que quarante jours; alors on ne fut attaqué que par une armée de quatre-vingt mille hommes, et ici on le fut par six cent mille. Si, en 1792, on eût été attaqué par seulement trois cent mille hommes, Paris eût été pris, malgré l'énergie de la nation et les trois ans qu'elle avait eus pour s'organiser.

(Page 392.)

« Il se rendit aussi à l'école polytechnique : c'était la première fois qu'il s'offrait aux regards des élèves de cette école. Leur amour pour la liberté absolue, leur penchant pour les institutions républicaines leur avaient long-temps aliéné l'affection de Napoléon ; mais l'éclatante bravoure qu'ils déployèrent sous les murs de Paris leur rendit son estime et son amitié; et il fut satisfait (ce sont ses paroles) de trouver une aussi belle occasion de se réconcilier avec eux. »

L'École polytechnique a toujours été l'objet des sollicitudes de Napoléon. Elle était fondée par Monge qu'il aimait. Laplace, Lagrange, Prony, ses amis en étaient les chefs. On y enseignait les sciences mathématiques et chimiques qu'il affectionnait. Ce qui a donné lieu au bruit populaire que Napoléon n'aimait pas cette école, c'est que ces jeunes gens, la plupart âgés de plus de quinze ans, se libertinant au milieu de la capitale, on les fit caserner, ce qui leur déplut d'abord.

(Page 404.)

« On a long-temps imputé, et les personnes non instruites de la vérité imputent encore à M. de Caulaincourt l'arrestation du duc d'Enghien. »

Caulaincourt, aide-de-camp de Napoléon, a dû obéir aux instructions que Berthier et Talleyrand, ministre des relations extérieures, étaient chargés de lui donner pour la mission qui lui était confiée :

1° De confondre les trames ourdies par les ministres anglais, sur la rive droite du Rhin;

2° S'assurer des personnes et papiers de la baronne de Reich et de ses complices, qui tramaient à Offenbourg le renversement du gouvernement consulaire et la mort du premier consul;

3° Inspecter et activer l'armement de la flottille;

4° Faire remettre à la cour de Bade des explications sur la violation de son territoire, aussitôt que Ordenner se serait saisi du duc d'Enghien.

Ordenner a dû obéir à l'ordre de passer le Rhin avec trois cents dragons et d'enlever le prince.

La commission militaire a dû le condamner si elle l'a trouvé coupable. Innocent ou coupable, Caulaincourt et Ordenner ont dû obéir ; coupable, la commission militaire a dû le condamner ; innocent, elle eût dû l'acquitter, car aucun ordre ne peut justifier la conscience d'un juge. Il n'y a pas de doute que si Caulaincourt eût été nommé juge du duc d'Enghien, il l'eût refusé; mais chargé d'une mission diplomatique, il a dû obéir ; tout cela est si simple que c'est folie ou délire d'esprit de parti que d'y trouver à redire.

Il est vrai que c'est ce délire des partis qui, bien aise d'attaquer un ancien nom qui avait de nouveaux et d'honorables services, s'est acharné à calomnier Caulaincourt dans cette cir-

constance. Cette haine et cette injustice furent une des causes de sa faveur. Caulaincourt, chargé, avant l'empire, d'un des départemens du service du palais, n'a eu plus tard que le titre des fonctions qu'il remplissait déjà.

La mort du duc d'Enghien doit être attribuée aux personnes qui dirigeaient et commandaient de Londres l'assassinat du premier consul, et qui destinaient le duc de Berry à entrer en France par la falaise de Beville et le duc d'Enghien par Strasbourg; elle doit être attribuée aussi à ceux qui s'efforcèrent, par des rapports et des conjectures, à le présenter comme chef de la conspiration; elle doit être éternellement reprochée enfin à ceux qui, entraînés par un zèle criminel, n'attendirent point les ordres de leur souverain pour exécuter le jugement de la commission militaire. Le duc d'Enghien périt victime des intrigues d'alors. Sa mort, si injustement reprochée à Napoléon, lui nuisit et ne lui fut d'aucune utilité politique. Si Napoléon avait été capable d'ordonner un crime, Louis XVIII et Ferdinand ne régneraient point aujourd'hui; leur mort, on l'a déjà dit, lui a été proposée, conseillée même à plusieurs reprises.

(Page 407.)

« Ce décret, quoique censé né à Lyon, vit le jour à Paris, et fut, comme je viens de le dire, le résultat de l'humeur que donnaient à Napoléon les menées des royalistes......... Ce fut moi qui écrivis ce décret sous la dictée de Napoléon. Quand j'eus fini, il m'ordonna de le faire signer par le comte Bertrand qui avait contresigné les décrets de Lyon. Je me rendis chez le maréchal. Il lut le décret, et me le remit en disant : « Je ne signerai jamais; ce n'est point là ce que Napoléon nous a promis, etc... »

Le décret fut pris à Lyon, mais il n'avait pas été publié par de bonnes raisons. Lorsque arrivés à Paris, les décrets de Lyon durent être insérés au Bulletin des lois, il y eut difficulté : les hommes de loi les trouvèrent mal libellés et propres à donner des inquiétudes. Ils furent renvoyés au conseil-d'état, qui les rédigea d'une manière plus légale. Cette rédaction fut signée et adoptée. Napoléon, à Lyon, était plus que dictateur, il était conquérant. Bertrand ne devait ni ne pouvait signer un décret : la signature d'un major-général n'est que pour copie conforme. Le duc de Bassano refusa de contresigner ces décrets comme ministre secrétaire d'état; c'est pourquoi ils parurent sous leurs dates de Lyon, signés seulement pour copie conforme. On reviendra dans le livre III de l'année 1815 sur cette anecdote, si honorable pour le caractère du comte Bertrand.

(Page 410.)

« L'effet qu'il produisit justifia les appréhensions du grand maréchal. On le considéra comme un acte de vengeance et de despotisme. . . . . »

Despotisme de la part d'un conquérant? voilà un mot bien malheureusement appliqué; despotisme de la part d'un homme qui cassait les deux chambres de la législature, etc. Le séquestre sur les biens de Talleyrand ayant été mis le jour même, on trouva dans son hôtel des lettres de lui adressées à madame la duchesse d'Angoulême et même cachetées.

(Volume II, page 1.)

« Cependant quel ne fut point l'étonnement de Napoléon, lorsque le duc de Vicence vint lui apprendre qu'un agent secret de M. Metternich était arrivé de Vienne à Paris, et paraissait avoir eu un entretien mystérieux avec M. Fouché, etc.... »

Napoléon ne fut pas étonné, puisqu'il

connaissait déjà les menées suspectes de Fouché, en conséquence de la mission de M. de Montron. Il allait faire arrêter Fouché et saisir ses papiers, lorsque le duc de Vicence l'instruisit de cette nouvelle. Il suspendit sa résolution jusqu'au retour de Bâle, de M. de Fleury, car le bruit de la disgrâce de Fouché eût fait fuir M. Werner.

(Page 4)

« Je n'ai jamais entendu parler de ce M. Werner, etc.... »

On savait que la famille de M. Werner avait été de tout temps attachée aux Metternich, et que le baron de Werner, le père, élevé en Autriche à des places de haute magistrature, avait été auparavant administrateur-général de l'abbaye d'Ochsenhausen, échue à titre d'indemnité au prince de Metternich par les arrangemens de l'Allemagne. Les Werner étaient dans tous les secrets des affaires de cette maison ; on devait donc le croire revêtu d'une assez intime confiance, et dès-lors sa mission avait de l'importance.

GUERRE D'ITALIE.

Nous avons déjà publié dans cet ouvrage une relation du *siége de Toulon*; mais cette seconde version diffère si essentiellement de la première, et les détails y sont tellement multipliés que nous avons cru devoir la conserver religieusement.

CHAPITRE PREMIER.

L'escadre, l'arsenal, la ville de Toulon sont livrés aux Anglais (24 août 1793). — Investissement de Toulon par l'armée française. — Napoléon commande l'artillerie de siége (12 septembre). — Première sortie de la garnison (14 octobre). — Conseil de guerre (15 octobre). — Travaux contre le fort Murgrave dit le Petit-Gibraltar. — Le général en chef anglais O'hara est fait prisonnier (14 novembre). Le fort Murgrave pris d'assaut (17 décembre, deux heures du matin). — Entrée des Français dans Toulon (18 décembre, dix heures du soir). — Napoléon inspecte et fait armer les côtes de la Méditerranée, depuis les Bouches-du-Rhône.

§ 1er.

L'assemblée constituante avait fait trop et pas assez; elle était composée d'hommes doués des plus grands talens, mais n'ayant aucune expérience. Elle fit deux fautes qui pouvaient entraîner la ruine entière de la nation; la première, de décréter une constitution contraire à l'expérience de tous les siècles et de toutes les nations, et dont le mécanisme était dirigé non pour donner des forces à l'ordre social et à la prospérité, mais pour contenir et annuler la force publique qui est celle du gouvernement. Quelque grande que soit cette faute, elle fut moindre; elle eut des effets moins déplorables que celle de s'être obstiné à vouloir rétablir Louis XVI sur le trône, après l'événement de Varennes. Que devait donc faire l'assemblée? envoyer des commissaires extraordinaires à Varennes, non pour ramener le roi à Paris, mais pour lui ouvrir le chemin et le conduire en sûreté au-delà des frontières; décréter, en se fondant sur la constitution, qu'il avait abdiqué; proclamer roi Louis XVII; créer une régence, confier la garde du roi mineur à une princesse de la maison de Condé; composer le conseil de régence et les ministères des principaux membres de l'assemblée constituante. Un gouvernement si conforme aux principes, si national, eût trouvé des remèdes

aux inconvénieus de la constitution ; la force des choses eût bientôt fait adopter les modifications nécessaires ; il est probable que la France eût triomphé de ses ennemis intérieurs et extérieurs, et qu'elle n'eût connu ui l'anarchie, ui le gouvernement révolutionnaire. A la majorité du roi, la révolution aurait jeté de telles racines qu'elle eût été à l'abri de toute atteinte. Agir autrement, c'était confier le gouvernement du navire, au milieu de la plus épouvantable tempête, à un pilote qui ne pouvait plus gouverner ; c'était appeler, au nom du salut public, l'équipage à l'insurrection et à la révolte ; c'était appeler l'anarchie.

Les Royalistes avaient formé le côté droit de l'assemblée constituante ; les constitutionnels, le côté gauche, et marché à la tête du peuple ; mais à l'assemblée législative, les constitutionnels formèreut le côté droit, et les girondins le côté gauche ; ceux-ci, à leur tour, formèrent à la conventiou le côté droit, et le parti dit de la montague, forma le côté gauche, dirigeant le parti populaire. Les constitutionnels, à la constituante, avaient demandé l'expulsion des troupes de ligne, proclamant le principe que l'assemblée devait être gardée par la garde nationale. A la législative, ils soutinrent une opiuion opposée, et reclamèrent, à grands cris, des troupes de ligne ; mais les girondins repoussèreut avec iudignation l'emploi de toute armée soldée contre la majorité du peuple. La Gironde, à son tour, réclama la protection d'une armée de ligne coutre le parti populaire ; ainsi les partis changèreut alternativement d'opinion selon les circonstances.

Les factions de la Gironde et de la Montague étaient trop acharnées ; si elles se fussent maintenues, l'administration eût été entravée, et la république n'aurait pu lutter coutre l'Europe conjurée contre elle. Le bieu de la patrie voulait qu'une des deux triomphât. Au 31 mai, la Gironde succomba, et la Montagne gouverna saus opposition. Le résultat est connu : les campagues de 1793 et 1794 out sauvé la Frauce de l'invasion étrangère.

Aurait-on obtenu le même résultat, si la Gironde l'eût emporté et que la Moutagne eût été sacrifiée au 31 mai? Nous ne le pensons pas. Le parti de la Montagne comprimé, eût toujours couservé une grande influeuce daus Paris, dans les sociétés populaires et dans les armées, ce qui eût conseillé à la Gironde de conserver plus de ménagement pour les partis ennemis de la révolution, et essentiellement diminué l'éuergie de la natiou, tout entière nécessaire dans les circoustauces. L'on comptait, sans doute, plus de talens dans la Gironde que dans la Montagne; mais la Giroude était composée d'hommes plus spéculatifs, ayant moius de caractère et uue volonté moins décidée ; ils eussent gouverné avec plus de douceur, et il est probable qu'on n'eût vu sous leur règne qu'une partie des excès auxquels s'est porté le gouvernement révolutionnaire de la Montagne ; ils dominaicnt dans les villes de Lyon, Marseille, Toulon, Montpellier, Nîmes, Bordeaux, Brest, et dans plusieurs provinces. La Montagne avait son foyer dans la capitale, et elle était appuyée par tous les jacobins de France. Elle triompha le 31 mai : vingt-deux députés, chefs de la Gironde, furent proscrits. Soixante-dix départemeus indignés courureut aux armes ; le peuple de Paris avait, disaieut-ils, usurpé la souveraineté nationale : ils levèrent des bataillons et commencèrent la

guerre civile; mais la Montagne, maîtresse de la convention, soutenue par les sociétés populaires et par les armées, disposant en outre du trésor et de la planche aux assignats, se joua des vaines menaces des fédéralistes. La petite armée que le Calvados fit marcher sur Paris fut défaite par quelques escadrons de gendarmes; en peu de semaines toute la république fut pacifiée, hormis Lyon, Marseille, Toulon, et quelques villes du Languedoc. Lyon, assiégée par une partie de l'armée des Alpes et par des bataillons de volontaires levés en Bourgogne et en Auvergne, fit une longue et brillante résistance; sa garde nationale était organisée de longue main; trois mille réfugiés des provinces du midi, parmi lesquels se trouvaient bon nombre d'anciens officiers, s'y étaient enrôlés. Marseille et Toulon firent marcher six mille gardes nationaux; Montpellier et Nîmes quatre mille. Ces deux divisions devaient se réunir à Orange, et de là se porter au secours de Lyon. Les représentans du peuple à l'armée des Alpes détachèrent de Grenoble deux mille hommes d'infanterie de ligne, cinq cents Allobroges à cheval et deux batteries d'artillerie, sous les ordres du colonel Cartaux. Cette petite colonne descendit la rive gauche du Rhône, rencontra l'avant-garde des Marseillais à Orange, la mit en fuite, se porta sur le Pont-Saint-Esprit, dispersa l'avant-garde des Nîmois, occupa le château, et ayant marché sur Avignon, en chassa, le 16 juillet, l'armée marseillaise, qui repassa en toute hâte la Durance. Cartaux s'empara d'Aix le 20 août, attaqua le 24 le camp des fédérés, retranché et armé de vingt pièces de gros canon, le força et entra dans Marseille, qui était en proie à toutes les fureurs de la guerre civile.

Les sections nº 9, 11, 12, 13, 14, s'étaient déclarées pour la Montagne; elles avaient sommé la municipalité de reconnaître la convention, ce qui avait été rejeté avec indignation; on avait couru aux armes. Le combat durait encore, lorsque les fuyards du camp de Septem annoncèrent la perte de la bataille; au même moment les Allobroges se saisirent de la porte d'Aix; les chefs des fédéralistes épouvantés, se refugièrent à Toulon, accompagnés d'un millier d'hommes.

L'on avait su à Toulon, le 22 août, l'entrée de Cartaux à Aix; à cette nouvelle, les sections ne gardèrent plus de mesures; elles arrêtèrent et enfermèrent au fort de la Malgue les représentans du peuple Bayle et Beauvais, qui y étaient en mission; les représentans Fréron, et Barras et le général Lapoype, se sauvèrent à Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Les autorités de Toulon étaient toutes compromises; elles avaient également pris part à la révolte; la municipalité, le directoire du département, l'ordonnateur de la marine, la plupart des employés de l'arsenal, le vice-amiral Trogoff, commandant l'escadre, une grande partie des officiers, tous se sentaient également coupables; et sachant à quels ennemis ils avaient à faire, ils ne virent plus de salut pour eux que dans la trahison. Ils livrèrent l'escadre, le port, l'arsenal, la ville, les forts, aux ennemis de la France. L'escadre, forte de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, était mouillée en rade; trahie par son amiral, elle resta fidèle et se défendit contre les flottes anglaise et espagnole; mais abandonnée par la terre, menacée par ces mêmes batteries de côtes qui devaient la protéger, elle céda. Les amiraux anglais et espagnol occupèrent

d'abord Toulon avec cinq mille hommes qu'ils détachèrent de leurs équipages; ils y arborèrent le pavillon blanc et en prirent possession au nom des Bourbons; il leur arriva des troupes d'Espagne, de Naples, de Piémont, de Gibraltar : à la fin de septembre la garnison était de quatorze mille hommes, trois mille Anglais, quatre mille Napolitains, deux mille Sardes et cinq mille Espagnols. Ils désarmèrent alors la garde nationale de Toulon, qui leur était devenue suspecte, licencièrent les équipages de l'escadre française, embarquèrent cinq mille matelots bretons ou normands qui leur donnaient de l'inquiétude, sur quatre vaisseaux de ligne français qu'ils armèrent en flûte et qu'ils envoyèrent à Rochefort et à Brest. L'amiral Hood sentit le besoin, pour assurer son mouillage dans les rades, d'établir des fortifications sur la hauteur du cap Brun qui domine la batterie de côte de ce nom, et sur la sommité du promontoire du Caire, qui commande les batteries de l'Éguillette et de Balaguier, lesquelles maîtrisent la grande et la petite rade. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Nazaire et au delà des gorges d'Olioules, de l'autre jusqu'à la Valette et Hyères : toutes les batteries de côte depuis celles de Bandol à celles de la rade d'Hyères, furent désarmées et détruites; les ennemis occupèrent les îles d'Hyères.

§ II.

Aussitôt que le général Cartaux fut instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, il porta son quartier-général à Cuges et son avant-garde au Beausset. Les habitans de ces deux petites villes s'armèrent et montrèrent beaucoup de zèle; sa division se montait en tout à douze mille hommes de bonnes et mauvaises troupes, sur lesquelles il fut obligé d'en laisser quatre mille à Marseille et sur les différens points de la côte; il n'osa point, avec huit mille hommes qui lui restaient, passer les gorges, il se contenta de les observer. Mais les représentans, Fréron et Barras, arrivés à Nice, requirent le général Brunet, commandant l'armée d'Italie, de détacher six mille hommes contre Toulon. Le général Lapoype chargé du commandement de ce détachement, plaça son quartier-général à Solliès et ses avant-postes à la Valette; les divisions Carlaux et Lapoype, n'avaient aucune communication entre elles, elles étaient séparées par le groupe des montagnes du Faron. Cependant dès que Cartaux se vit soutenu par la division Lapoype, il attaqua les gorges d'Olioules, s'en empara le 8 septembre après un combat de quelques heures, porta son quartier-général au Beausset et son avant-garde au-delà des gorges d'Olioules. Le chef de bataillon Dammartin, commandant de l'artillerie, officier distingué, fut dans le combat grièvement blessé. Les divisions de Cartaux et de Lapoype étaient indépendantes : elles appartenaient à deux armées différentes; la première à l'armée des Alpes, la seconde à l'armée d'Italie. Lapoype avec sa droite observait le fort et la montagne de Faron, avec son centre couvrait la chaussée de la Valette, et avec sa gauche observait les hauteurs du cap Brun; il réarma le fort de Brégançon et les batteries de la rade d'Hyères. Cartaux avec sa gauche bloqua le fort de Pomets, avec son centre les redoutes Rouge et Blanche, avec sa droite le fort Malbosquet : sa réserve occupa Olioules, et un détachement les Six-Fours; il fit réarmer les batte-

ries de Saint-Nazaire et de Bandol. L'ennemi resta maître de toute la montagne de Faron jusqu'au fort Malbosquet, de toute la presqu'île des Sablettes et du promontoire du Caire jusqu'au village de la Seine.

§ III.

La trahison qui avait mis au pouvoir des Anglais la flotte de la Méditerranée, l'arsenal et la ville de Toulon, consterna la convention; elle nomma le général Cartaux commandant en chef l'armée de siége. Le comité de salut public fit demander un ancien officier d'artillerie capable de diriger l'artillerie du siége : Napoléon fut désigné, il était alors chef de bataillon d'artillerie; il reçut l'ordre de se rendre en toute diligence au quartier-général de l'armée devant Toulon pour y organiser le parc et l'artillerie : il arriva au Beausset le 12 septembre, et se présenta au général Cartaux dont il ne tarda pas à reconnaître l'incapacité.

De colonel commandant la petite colonne envoyée contre les fédéralistes, cet officier venait d'être promu, dans l'espace de trois mois, aux grades de général de brigade, général de division, et de général en chef; il n'avait aucune notion d'une place et des opérations d'un siége. L'artillerie de l'armée consistait en deux batteries de campagne, que commandait le capitaine Sugny, venu de l'armée d'Italie avec le général Lapoype ; en trois batteries d'artillerie à cheval que commandait le chef de bataillon Dammartin absent, ayant été blessé au combat d'Olioules, et qui étaient alors dirigées par d'anciens sergens d'artillerie, et en huit pièces de canon de vingt-quatre tirées de l'arsenal de Marseille. Depuis vingt-quatre jours que Toulon était au pouvoir de l'ennemi, rien n'avait encore été fait pour organiser l'équipage de siége. Le 13 septembre, à la pointe du jour, le général en chef conduisit Napoléon à une batterie qu'il avait fait établir pour brûler l'escadre anglaise. Cette batterie était placée au débouché des gorges d'Olioules, un peu à droite de la chaussée sur une petite hauteur à deux mille toises du rivage de la mer ; elle était composée de huit pièces de vingt-quatre, qu'il supposait devoir brûler l'escadre mouillée à quatre cents toises du rivage, c'est-à-dire à une grande lieue de la batterie. Les grenadiers de Bourgogne et du premier bataillon de la Côte-d'Or, disséminés dans les bastides voisines, étaient occupés à chauffer les boulets avec des soufflets de cuisine ; il est difficile de s'imaginer rien de plus ridicule.

Napoléon fit parquer les huit pièces de la batterie de vingt-quatre, prit toutes les mesures pour organiser l'artillerie, et en moins de six semaines, il réunit cent pièces de gros calibre, des mortiers à grande portée, des pièces de vingt-quatre abondamment approvisionnés; il organisa des ateliers, fit rappeler plusieurs officiers du corps d'artillerie qui, par les événemens de la révolution, s'étaient retirés dans leurs foyers, entre autres le chef de bataillon Gassendi, qu'il mit à la tête de l'arsenal de Marseille. Il établit deux batteries sur le bord de la mer, dites batteries de la Montagne et des Sans-Culottes; ce qui obligea, après de vives canonnades, les vaisseaux ennemis à s'éloigner et à évacuer la petite rade. Aucun officier du génie n'était attaché au siége dans ces premiers momens. Il était obligé de faire le service de commandant du génie et

de l'artillerie, de directeur du parc; il allait tous les jours aux batteries.

§ IV.

Le 14 octobre, les assiégés firent une sortie au nombre de quatre mille hommes pour s'emparer de la batterie de la Montagne et de celles des Sans-Culottes qui inquiétaient leurs escadres. Une colonne déboucha par le fort de Malbosquet, et prit position à mi chemin de Malbosquet à Olioules; une autre longea la mer pour arriver au cap Brega où étaient placées ces batteries. Napoléon accourut au milieu du feu avec l'aide-de-camp de Cartaux, Almeiras (bon officier, depuis général de division). Il avait déjà inspiré une telle confiance aux troupes, qu'aussitôt qu'elles l'aperçurent, il y eut un cri unanime pour lui demander des ordres. Il fut ainsi investi par le vœu du soldat de l'exercice du commandement, quoiqu'il y eût des généraux présens; le résultat répondit à la confiance de l'armée. La sortie de l'ennemi fut d'abord contenue, ensuite repoussée dans la place, les batteries furent sauvées. Napoléon se forma dès ce moment une idée des troupes coalisées. Les Napolitains, qui composaient une partie de leur force, étaient mauvais; ils étaient toujours placés à l'avant-garde.

Du côté de l'est, Lapoype avait des escarmourches journalières avec les postes de l'ennemi placés sur le revers du Faron. Le premier octobre, il les avait repoussés, était parvenu sur la montagne, mais il avait été arrêté par le fort, et peu d'heures après, chassé de la crête et forcé de rentrer dans son camp. Le 15 octobre, il fut plus heureux, il attaqua la hauteur du cap Brun, et l'emporta après un vif engagement.

§ V.

A la fin de septembre, on avait tenu un conseil de guerre à Olioules; de quel côté serait la principale attaque? devait-elle se faire du côté de l'est ou de l'ouest? sur le terrain occupé par la division Lapoype, ou sur celui occupé par la division Cartaux? Les opinions furent unanimes qu'il fallait attaquer par l'ouest, et réunir le grand parc de siége à Olioules : du côté de l'est, Toulon est couvert par le fort Faron et le fort de la Malgue; du côté de l'ouest, il ne l'est que par le fort de Malbosquet, qui n'est qu'un fort de campagne. Un second conseil eut lieu le 15 octobre; on y lut un plan envoyé de Paris sur la conduite du siége, il était approuvé par le comité du génie et rédigé par le général d'Arçon: il supposait l'armée forte de soixante mille hommes, et abondamment fournie de tout le matériel nécessaire. Il voulait qu'elle s'emparât d'abord de la montagne et du fort Faron, des forts Rouge et Blanc, de celui de Sainte-Catherine, et qu'ensuite elle ouvrît la tranchée sur les fronts du milieu de l'enceinte de Toulon, négligeant également les forts de la Malgue et de Malbosquet. Mais l'ennemi était établi solidement au fort Faron, et les localités étaient telles qu'il n'était pas facile d'y ouvrir la tranchée; d'ailleurs en supposant cela fait, les opérations subséquentes entraîneraient des longueurs qui donneraient le temps aux insurgés de recevoir les renforts qu'ils attendaient pour faire lever le siége et envahir la Provence.

Napoléon proposa un plan tout différent; il posa en principe que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer, comme il l'était par terre, cette place tomberait d'elle-même, parce que les

ennemis préféreraient emmener les trente-un vaisseaux de guerre français, mettre le feu aux magasins, détruire l'arsenal, faire sauter les jetées du bassin et évacuer la ville plutôt que d'y abandonner une garnison de quinze mille hommes qui, une fois bloqués, seraient obligés de capituler tôt ou tard, et qui alors, pour obtenir une capitulation honorable, seraient forcés de remettre l'escadre, l'arsenal, les magasins, les fortifications intacts; or il était facile de bloquer Toulon par mer, en obligeant l'escadre d'évacuer les grande et petite rades; il suffirait pour cela de placer deux batteries de trente pièces de vingt-quatre ou trente-six, quatre de seize à boulets rouges et dix mortiers à la Gomer, l'une à l'extrémité du promontoire de l'Éguillette, l'autre au promontoire de Balaguier; ces deux batteries ne seraient éloignées que de sept cents toises de la grosse tour, et elles jetteraient des bombes, des obus, des boulets sur toute l'étendue de la petite et de la grande rade. Le général Marescot, alors capitaine du génie, qui arrivait pour commander cette arme, ne partageait pas ces espérances; mais il convenait de l'à-propos de chasser l'escadre anglaise et de bloquer Toulon, ce qu'il regardait comme un préalable indispensable pour pouvoir ensuite conduire les attaques avec la rapidité et la vigueur convenables. Mais déjà les ennemis avaient senti l'importance des caps de Balaguier et de l'Éguillette; ils travaillaient depuis un mois au fort Murgrave sur la hauteur du promontoire du Caire; ils n'avaient rien négligé et ne négligeaient rien pour le rendre formidable; les équipages des vaisseaux, toutes les ressources en bois et en ouvriers qu'offrait l'arsenal de Toulon, ils les avaient prodigués et les prodiguaient encore tous les jours: déjà ce fort justifiait le surnom qu'ils lui avaient donné de *Petit-Gibraltar*.

Le surlendemain de son arrivée à l'armée, Napoléon avait été à la position du Caire, que l'ennemi n'occupait pas encore, et ayant conçu sur le champ son projet, il s'était rendu chez le général en chef pour lui offrir de le faire entrer dans Toulon avant huit jours, s'il voulait faire occuper en force la position du Caire, de manière que l'artillerie pût sur-le-champ placer des batteries à l'extrémité des caps de l'Éguillette et de Balaguier. Le général Cartaux n'était capable ni de comprendre ni d'exécuter un tel plan; il chargea cependant le brave adjudant-général Laborde, depuis général de la garde impériale, de s'y porter avec quatre cents hommes; mais peu de jours après l'ennemi débarqua quatre mille hommes, chassa le général Laborde, et commença à élever le fort Murgrave. Pendant les huit premiers jours, le commandant d'artillerie n'avait cessé de demander que l'on renforçât Laborde afin qu'il pût chasser les ennemis de ce point. Il n'avait pu l'obtenir. Cartaux ne se croyait pas assez fort pour s'étendre sur sa droite, ou plutôt n'en comprenait pas l'importance. A la fin d'octobre, les choses étaient bien changées. On ne pouvait plus penser à brusquer l'attaque de cette position; il fallait établir de bonnes batteries de canons et de mortiers, raser les ouvrages et faire taire l'artillerie de ce fort. Toutes ces idées furent adoptées par le conseil; l'artillerie eut ordre de faire toutes les dispositions pour les détails de son arme; elle y travailla sans retard et avec la plus grande activité.

Cependant Napoléon se trouvait

journellement contrarié par l'ignorance de l'état-major, qui voulait sans cesse le distraire du plan arrêté au conseil, pour employer ses canons dans une direction opposée, soit pour battre sans but des forts, soit pour essayer de jeter quelques projectiles dans la ville et brûler quelques maisons. Un jour le général en chef le conduisit sur une hauteur entre le fort Malbosquet et les forts Rouge et Blanc, et lui proposa d'y établir une batterie qui les battrait à la fois. Il essaya en vain de lui expliquer que c'était en plaçant trois ou quatre batteries contre un fort, de manière que les feux convergeassent, que l'assiégeant avait l'avantage sur le feu des assiégés, et que de pauvres batteries construites en terre et à la hâte l'emportent sur des batteries construites avec soin et ayant le relief de fortifications permanentes; que cette batterie construite entre trois forts serait rasée en un quart-d'heure, et que les canonniers en seraient tous tués. Cartaux, ayant toute la présomption de l'ignorance, insista; mais quelles que soient les rigueurs de la discipline militaire, cet ordre ne fut pas exécuté, parce qu'il n'était pas exécutable. Une autre fois, ce général lui ordonna de construire une batterie, toujours dans la direction opposée au plan général, sur une terrasse en avant d'une bastide où il n'y avait pas le recul nécessaire pour les pièces; les décombres de la maison l'eussent rendue intenable pour les canonniers; il fallut encore désobéir. Les batteries des Sans-Culottes et de la Montagne fixaient l'attention de l'armée et de tout le midi. Le feu y était épouvantable. Plusieurs chaloupes anglaises avaient été coulées bas, plusieurs frégates avaient été démâtées, quatre vaisseaux de ligne avaient été si considérablement endommagés qu'ils avaient dû entrer dans le bassin pour se réparer. Le général en chef, profitant d'un moment où le commandant d'artillerie s'était absenté vingt-quatre heures pour aller visiter l'arsenal de Marseille, et surveiller le départ de quelques objets indispensables, ordonna l'évacuation de cette batterie, sur le prétexte qu'on y perdait beaucoup de canonniers. A neuf heures du soir, l'évacuation commençait lorsqu'il revint; il fallut encore désobéir. Il existait à Marseille une vieille couleuvrine qui était un objet de curiosité; on mit dans la tête de l'état-major que la reddition de Toulon tenait à cette couleuvrine; qu'elle avait des propriétés merveilleuses; elle portait, disait-on, au moins à deux lieues. L'artillerie s'assura que cette couleuvrine, qui était extrêmement pesante, était chambrée et ne pouvait rendre aucun service. Cependant il fallut se donner beaucoup de peine et sacrifier beaucoup de moyens pour traîner cette antiquaille avec laquelle on tira seulement quelques boulets.

Fatigué et tourmenté de tant de contrariétés, Napoléon écrivit au général en chef pour lui demander qu'il lui fît connaître ses idées générales, et qu'il lui en laissât l'exécution pour les détails de son arme. Cartaux répondit que le plan auquel il s'attachait définitivement était que l'artillerie chauffât Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes. A côté de cette singulière réponse, Napoléon écrivit ce qu'on devait faire pour s'emparer de Toulon, en répétant ce qu'il avait dit au conseil de guerre; il remit ce mémoire au représentant Gasparin : c'était un homme de beaucoup d'esprit, dont il faisait grand cas et auquel il a eu des obliga-

tions pendant le siége ; ce plan fut porté à Paris par un courrier extraordinaire, qui rapporta l'ordre à Cartaux de quitter sur-le-champ l'armée de siége et de se rendre à celle des Alpes. Lyon venait d'être pris ; le général Doppet, qui y commandait l'armée, fut nommé pour le remplacer. Le général Lapoype, comme le plus ancien général, prit le commandement *par intérim*. Il établit, le 15 novembre, son quartier-général à Ollioules. Pendant le peu de jours qu'il commanda, il mérita l'estime de l'armée.

§ VI.

L'artillerie fit construire neuf batteries de canons et de mortiers, deux de plein fouet sur deux mamelons parallèles dits des Quatre-Moulins et des Sablettes, éloignés du fort Murgrave, protégeant les trois batteries des Hommes sans peur, des Braves et des Patriotes du Midi, placées à cent toises des retranchemens du fort, mais dominées ; les batteries de Brega battaient l'isthme des Sablettes et l'anse du lazaret. La canonnade était journalière ; elle avait pour but de retarder les travaux que l'ennemi faisait pour donner un nouveau degré de force au Petit-Gibraltar. Les batteries assiégeantes ne tardèrent pas à acquérir la supériorité, ce qui décida les assiégés à faire une sortie pour les détruire. Ils débouchèrent, le 8 novembre, sur la batterie des Sablettes et sur la batterie des Moulins ; ils furent repoussés à cette dernière, mais ils enlevèrent et enclouèrent la batterie des Sablettes. L'adjudant-général Victor, depuis duc de Bellune, qui commandait cette batterie, la reprit quelques jours après.

Le général en chef Doppet arriva au siége le 10 novembre ; il était Savoyard, médecin, ayant plus d'esprit que Cartaux, mais aussi ignorant dans tout ce qui tenait à l'art de la guerre ; c'était un coryphée de la société des jacobins, ennemi de tout ce qui avait du talent. Peu de jours après son arrivée, une bombe mit le feu au magasin à poudre de la batterie de la Montagne. Napoléon s'y trouvait, il y courut de grands dangers, plusieurs canonniers furent tués. Se rendant le soir chez le général en chef, pour lui rendre compte de cet accident, il le trouva verbalisant, voulant prouver que c'étaient des aristocrates qui avaient mis le feu à ce magasin. Le lendemain, un bataillon de la Côte-d'Or, de tranchée au fort Murgrave, indigné des mauvais traitemens que des Espagnols faisaient endurer à un volontaire qu'ils avaient fait prisonnier, courut aux armes et marcha au fort ; le régiment de Bourgogne le suivit, toute la division du général Brûlé fut entraînée ; une épouvantable canonnade et une vive fusillade s'engagèrent ; Napoléon, qui se trouvait au quartier-général, se rendit chez le général en chef, mais lui-même ignorait la raison de cet événement ; ils y coururent. L'opinion du commandant d'artillerie fut que *puisque le vin était tiré, il fallait le boire*, qu'il en coûterait moins pour pousser l'attaque à fond que pour battre en retraite. Le général l'autorisa à se porter à la tête de l'attaque pour la diriger. Nos tirailleurs couvraient tout le promontoire, et avaient enveloppé le fort ; il forma deux compagnies de grenadiers en colonne pour pénétrer par la gorge, lorsque le général en chef, ayant eu un de ses aides-de-camp tué près de lui, quoique assez loin du feu, fit battre la retraite. Les tirailleurs apercevant ce mouvement rétrograde et entendant la retraite, se découragèrent, l'attaque fut manquée.

Napoléon arriva près du général en chef, le visage couvert de sang d'une légère blessure qu'il avait reçue au front, et qui n'était pas encore pansée, il lui dit : « *Le j...-f... qui a fait battre la retraite nous fait manquer Toulon.* » Les soldats qui venaient de perdre bon nombre de leurs camarades dans la retraite, témoignèrent leur mécontentement; ils parlaient hautement de se porter à des voies de fait contre le général en chef. « *Quand cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins pour nous commander?* » Huit jours après, Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées où il signala son arrivée en faisant guillotiner grand nombre de généraux.

Il avait amené avec lui de Lyon le vieux général de division Duteil pour commander l'artillerie du siége; mais Napoléon avait une mission *ad hoc* du gouvernement; il fut maintenu dans le commandement. Il y avait dans l'artillerie deux généraux de ce nom; l'aîné, qui a long-temps commandé l'école d'Auxonne, était un excellent officier d'artillerie; son école était renommée. En 1788, il y distingua Napoléon alors lieutenant d'artillerie, et pressentit ses talens militaires. Ce général ne partageait pas l'opinion nationale : il était déjà fort âgé, mais bon Français; il refusa cependant d'émigrer, et resta à son poste : il commanda l'artillerie au siége de Lyon, sous Kellermann; après la prise de cette ville, il ne put échapper au comité de surveillance de Collot-d'Herbois et de Fouché; il fut traduit au tribunal révolutionnaire et condamné à mort. Son jugement était motivé sur les retards qu'il avait mis à envoyer l'artillerie pour le siége de Toulon. C'est en vain qu'il produisit les lettres de remercîment que lui écrivait Napoléon, pour le bon ordre et l'activité qu'il avait mis dans l'envoi de ces convois.

Le général Duteil cadet était d'un caractère tout opposé, n'entendant rien à l'artillerie; c'était un bonhomme : arrivé devant Toulon, il fut fort aise de se trouver débarrassé d'une fonction qui lui serait à charge, et que les circonstances rendaient bien chanceuse; il est depuis mort à Metz commandant d'armes.

Le vœu du soldat fut enfin exaucé : le brave Dugommier prit, le 20 novembre, le commandement de l'armée; il avait quarante ans de services, c'était un des riches colons de la Martinique, officier retiré; au moment de la révolution, il se mit à la tête des patriotes et défendit la ville de Saint-Pierre; chassé de l'île, lorsque les Anglais y entrèrent, il perdit tous ses biens. Il était employé comme général de brigade à l'armée d'Italie, lorsque les Piémontais, voulant profiter de la diversion du siége de Toulon, méditèrent de passer le Var et d'entrer en Provence; il les battit au camp de Gillette, ce qui les décida à reprendre leur ligne. Il avait toutes les qualités d'un vieux militaire; extrêmement brave de sa personne, il aimait les braves et en était aimé; il était bon, quoique vif, très-actif, juste, avait le coup-d'œil militaire, du sang-froid et de l'opiniâtreté dans le combat.

§ VII.

L'armée de Lyon fut partagée entre les armées des Alpes, des Pyrénées et de Toulon. Ce secours ne fut pas aussi considérable qu'il aurait pu l'être; l'armée de siége, après l'avoir reçu, n'était encore que de trente mille hommes sous les armes, bonnes et mauvaises troupes. Le général O Hara,

commandant en chef les coalisés, attendait un renfort de douze mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux; il nourrissait l'espoir de faire lever le siége, de s'emparer du parc d'Olioules, de tourner l'armée française d'Italie, de se joindre avec l'armée piémontaise, et d'établir ses quartiers d'hiver sur la Durance en s'emparant de toute la Provence. Cette province manquait de vivres, et quelques tentatives qu'eussent faites les négocians de Marseilles, l'occupation de Toulon par l'armée et la présence des escadres anglaises, espagnoles et napolitaines dans la Méditerranée rendaient leurs efforts infructueux. Cette partie de la république n'espérait de salut que dans la prompte reddition de Toulon, et cependant depuis quatre mois que ce siége était commencé, on en était, disait-on, à canonner une redoute de campagne étrangère aux fortifications de la place; l'ennemi était paisible possesseur non seulement de la ville et des forts, mais de tout l'espace compris entre la ville, la montagne du Faron et le fort de Malbosquet; tous les efforts des assiégeans étaient faits dans une direction opposée à la ville, ce qui excitait une désapprobation générale. On devait même croire que le siége n'était pas commencé, puisque la tranchée n'était pas encore ouverte contre les forts et les ouvrages de fortification permanente. Les autorités constituées qui résidaient à Marseille, ne connaissant les projets du siége de Toulon que par la commune renommée, alarmées de la disette qui allait en croissant, proposèrent à la convention de lever le siége, d'évacuer la Provence et de repasser la Durance. Aujourd'hui, disaient-ils, nous sommes maîtres d'opérer la retraite avec ordre; plus tard nous serons obligés de la faire précipitamment et avec perte. Les ennemis maîtres de la Provence seront obligés de la nourrir, et au printemps l'armée bien reposée repassera la Durance, attaquera l'ennemi comme François Ier le fit contre Charles-Quint. Cette lettre arriva à Paris peu de jours avant la nouvelle de la prise de Toulon, ce qui démontra assez combien le plan d'opérations qui a été suivi à ce siége, quoique si simple et si évident dans ses résultats, était peu compris.

Les batteries étaient disposées, tout étant prêt pour attaquer le fort Murgrave; l'artillerie jugea convenable d'élever une batterie sur la hauteur des Arènes contre le fort Malbosquet, afin que le lendemain du jour où le Petit-Gibraltar serait pris, elle pût ouvrir son feu; on calculait que cette attaque, pendant la discussion du conseil de guerre que tiendraient les assiégés pour décider le parti à prendre, produirait un grand effet moral. Pour étonner, il fallait surprendre, et, par conséquent, que l'ennemi ignorât l'existence de cette batterie; à cet effet elle avait été masquée d'un rideau de branches d'olivier, ce qui avait réussi; mais le 29 novembre, à quatre heures après midi, les représentans du peuple s'y rendirent: elle était armée de huit pièces de vingt-quatre et de quatre mortiers, elle avait reçu le nom de la *Convention;* ils demandèrent aux canonniers ce qui empêchait qu'on commençât le feu; les canonniers répondirent qu'ils étaient prêts, que leurs canons feraient un excellent effet; les représentans les autorisèrent à tirer. Le commandant d'artillerie, qui se trouvait au quartier-général, étonné d'entendre le feu, ce qui était contraire à ses projets, se rendit chez le général en chef pour se plaindre. Le mal était fait, il était sans remède; le len-

demain, à la pointe du jour, O Hara sortit de la place à la tête de sept mille hommes, passa le ruisseau de l'As, sous le fort Saint-Antoine, culbuta tous les postes qui défendaient la batterie de la Convention, s'en empara et l'encloua : la générale battit à Olioules, où l'alarme fut très vive ; Dugommier se porta dans la direction de l'attaque, rallia les troupes, et envoya des ordres pour faire avancer ses réserves.

L'artillerie plaça, sur les différentes positions, des canons de campagne pour protéger la retraite et retarder le mouvement de l'ennemi, qui menaçait le parc d'Olioules. Ces dispositions faites, Napoléon se rendit sur une hauteur vis-à-vis la batterie. Il avait fait creuser un boyau de cette hauteur au pied de l'épaulement, au travers du vallon qui les séparait pour l'approvisionnement de la batterie ; une grande quantité de branches d'olivier le recouvrait : l'armée ennemie était rangée en bataille sur la droite et sur la gauche, et un groupe d'officiers d'état-major était sur la plate-forme ; il prit le bataillon qui se trouvait là en position, se glissa dans le boyau ; arrivé au pied de l'épaulement, sans avoir été aperçu par l'ennemi, il ordonna une décharge sur les troupes de la droite, une autre sur celles de la gauche ; c'étaient les Napolitains de ce côté et de l'autre les Anglais ; les Napolitains firent feu sans voir d'ennemi, croyant que les Anglais avaient tiré sur eux : au même moment, un officier, portant l'uniforme rouge, qui se promenait froidement sur la plate-forme, monta sur l'épaulement pour voir d'où venait cet accident ; un coup de fusil parti du boyau, lui cassa le bras, il tomba au pied du talus, les soldats le tirèrent à eux et le portèrent dans le boyau : c'était le général en chef O Hara ; il disparut ainsi au milieu de son armée sans qu'elle s'en aperçût ; il remit son épée, fit connaître son grade au commandant d'artillerie, qui le garantit de toute insulte. Au même moment, Dugommier, après avoir rallié les troupes, avait débordé la droite de l'ennemi et menaçait de couper ses communications avec la ville, ce qui le décida à la retraite ; elle devint bientôt une fuite ; il fut poursuivi l'épée dans les reins jusque dans Toulon et sur le chemin couvert de Malbosquet. Dugommier reçut deux blessures dans cette journée, mais elles furent légères. Napoléon, à cette occasion, fut promu au grade de colonel. Le général Muret voulut mal à propos profiter de l'élan des troupes pour escalader le fort Malbosquet, ce qui n'était pas faisable. Suchet, depuis maréchal de France, alors chef de bataillon des volontaires de l'Ardèche s'y fit remarquer.

§ VIII.

Un corps d'élite de deux mille cinq cents chasseurs et grenadiers, que Dugommier avait demandés à l'armée d'Italie, était arrivé. Tout prescrivait de ne plus perdre un moment pour s'emparer du promontoire du Caire ; on se résolut à donner l'assaut au Petit-Gibraltar. Les députés de la convention, en Provence, se réunirent à Olioules, le 14 décembre ; les batteries françaises commencèrent à faire un feu roulant de bombes et de boulets, avec quinze mortiers et trente pièces de canon de gros calibre ; il continua toute la journée jour et nuit du 15 au 17, jusqu'au moment de l'assaut, il eut les plus heureux effets ; les pièces ennemies, plusieurs fois démontées, avaient été autant de fois remplacées ; les palissades, les épaulements avaient été

désorganisés : la grande quantité de bombes qui tombait dans la redoute, avait obligé la garnison à en sortir et à prendre position en arrière. Le général en chef ordonna de marcher à la redoute, à une heure du matin ; il espérait y arriver avant que la garnison, avertie de l'attaque, n'eût le temps d'y entrer, ou du moins en même temps qu'elle. Toute la journée du 16, la pluie tomba par torrens, ce qui contraria divers mouvemens des colonnes. Dugommier, augurant mal de ces contrariétés, voulait remettre l'attaque au lendemain ; mais pressé d'un côté par les représentans, qui formaient un comité et se montraient animés de toute l'impatience révolutionnaire, et de l'autre par les conseils de Napoléon qui jugea que le mauvais temps n'était pas une circonstance défavorable, il continua ses dispositions : à minuit, tout étant réuni au village de la Seine, il forma quatre colonnes : deux, faibles, prirent position sur les flancs du promontoire, pour observer les deux redoutes de Balaguier et de l'Éguillette ; la troisième, composée de troupes d'élite, commandée par Laborde, marcha droit au Petit-Gibraltar ; la quatrième resta en réserve. Dugommier se mit à la tête de l'attaque, arriva au pied du promontoire ; les tirailleurs s'engagèrent : l'ennemi avait eu la précaution d'embarrasser les chemins, de manière qu'il eût le temps de prendre les armes à son camp, de rentrer dans le fort, et de garnir les parapets. Il avait plus de tirailleurs qu'on ne l'avait supposé ; une partie de la colonne française s'éparpilla pour les repousser : la nuit était fort obscure, une fois le mouvement ralenti, la colonne se désorganisa, on arriva cependant au pied du fort, on se logea dans plusieurs flèches : trente ou quarante grenadiers pénétrèrent même dans le fort, mais ils furent repoussés par le feu d'un réduit en bois, et obligés d'en ressortir. Dugommier, désespéré, se porta à sa colonne de réserve ; Napoléon marchait à sa tête : il se fit précéder par un bataillon qu'il confia au capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait parfaitement les localités. A trois heures du matin, Muiron escalada le fort à une embrâsure, par laquelle entrèrent le général Dugommier et Napoléon ; Laborde et Guillon entrèrent par un autre côté. Les canonniers se firent tuer sur leurs pièces ; la garnison se rallia à sa réserve, sur un mamelon à une portée de fusil du fort, elle s'y reforma, et fit trois attaques pour le reprendre. Vers cinq heures du matin, elle amena des pièces de campagne ; mais déjà l'artillerie avait fait venir des canonniers, et tourner les pièces du fort contre l'ennemi. Au milieu de l'obscurité, de la pluie, d'un vent épouvantable et du désordre des cadavres, et des cris des blessés et des mourans, on eut beaucoup de peine à organiser six pièces ; aussitôt qu'elles commencèrent le feu, l'ennemi renonça à ses attaques et battit en retraite. Peu de momens après le jour parut. Ces trois heures furent trois heures d'anxiété et d'inquiétude : ce ne fut qu'au jour, et lorsqu'on était maître du fort depuis long-temps, que les représentans vinrent, le sabre à la main, d'un air décidé et luron, complimenter les soldats. A la pointe du jour, on aperçut des bataillons anglais en position sur les mamelons qui dominent l'Éguillette et Balaguier ; ils étaient à une portée de canon du Petit-Gibraltar, qui, par sa position sur le sommet du promontoire, les domine. L'armée victorieuse passa les deux premières heures du jour à se rallier. Quelques

batteries de campagne arrivèrent, et à dix heures on descendit sur l'ennemi, qui s'embarqua avec précipitation sous la protection de ses bâtimens de guerre; à midi il était entièrement chassé du promontoire, et les Français en étaient maîtres.

Ces deux forts ne sont que des batteries en maçonnerie, tout-à-fait au bord de la mer, ayant à leur gorge une grosse tour, servant de logement et de réduit, dont la plate-forme même est dominée à vingt toises par les mamelons du promontoire. Ils n'étaient point destinés à faire une défense du côté de terre, contre un ennemi qui aurait du canon. Soixante bouches à feu de vingt-quatre et vingt mortiers étaient parqués sur leurs porte-corps et leurs camions, à une portée de canon, au village de la Seine, parce qu'il était important de les mettre sur-le-champ en action; cependant le commandant d'artillerie se refusa à se placer dans les deux batteries, parce que les parapets étaient en pierre, et que la tour qui servait de gorge était tellement près, que les ricochets des boulets et les débris de la tour auraient tué les canonniers; il traça des batteries sur les hauteurs, il fallut le reste du jour pour les construire. Quelques pièces de douze et quelques obusiers commencèrent le feu contre les chaloupes, lorsqu'elles voulaient passer de la petite à la grande rade. La plus grande alarme régnait dans la rade; les vaisseaux avaient levé l'ancre, le temps était brumeux, et menaçait de sauter au libecio, vent qui dure trois jours et souffle avec force; ce qui eût empêché, pendant ce temps, les escadres coalisées de sortir des rades, et eût entraîné leur entière destruction. Cet assaut coûta mille hommes tués ou blessés à l'armée républicaine. Napoléon eut un cheval tué par la batterie du Petit-Gibraltar; la veille de l'attaque il avait été jeté à terre, et meurtri. A l'entrée du village de la Seine, le matin, au moment de l'assaut, en escaladant par une embrâsure, il reçut d'un canonnier anglais un coup de lance, qui le blessa légèrement au mollet. Le général Laborde et le capitaine Muiron furent blessés grièvement. La perte de l'ennemi, en tués, blessés, ou prisonniers, s'éleva à deux mille cinq cents hommes.

§ IX.

Après avoir tracé les batteries, et donné tous les ordres nécessaires au parc, Napoléon se porta à la batterie de la Convention, pour attaquer le fort Malbosquet; il dit aux généraux: *Demain ou après, au plus tard, vous souperez dans Toulon*, ce qui devint, sur-le-champ, un objet de discussion: quelques-uns l'espéraient; le plus grand nombre n'y comptait pas, quoique tous fussent fiers de la victoire que l'on avait obtenue. Aussitôt que l'amiral anglais eut connaissance de la prise du Petit-Gibraltar, il envoya ordre aux troupes de tenir aux forts de l'Éguillette et de Balaguier, afin que les renforts qu'il allait envoyer de la ville, pussent débarquer, et le reprendre, la sûreté de son mouillage en dépendant. A cet effet, il se rendit à Toulon, et demanda que l'on débarquât six mille hommes pour reprendre ce fort, ou, si l'on ne pouvait le reprendre, pour se retrancher sur les deux mamelons au-dessus de Balaguier et de l'Éguillette, afin de gagner huit ou dix jours, temps où étaient attendus les renforts. Mais lorsqu'on lui fit signal à midi que le pavillon tricolore flottait sur les batteries, et que les troupes alliées s'étaient rembarquées, il craignit de se trouver renfermé

dans les rades; il ordonna à son escadre de lever l'ancre, d'appareiller, de sortir des rades, et de croiser hors de la portée du canon des côtes. Le conseil de guerre pendant ce temps là, se réunit; les procès-verbaux sont tombés dans les mains de Dugommier, qui les compara aux procès-verbaux du conseil français, tenu à Olioules, le 15 octobre; il trouva que Napoléon avait tout prévu; ce vieux et brave général se plaisait à le raconter. En effet, ces procès-verbaux disaient : « Que le » conseil avait demandé aux officiers » d'artillerie et du génie, s'il y avait un » point de la grande rade et de la petite » rade, où l'escadre pût mouiller, sans » être exposée aux bombes et boulets » rouges des batteries de l'Éguillette » et de Balaguier; que ces deux corps » avaient répondu que non. Si l'escadre quitte les rades, combien faut- » il qu'elle laisse de garnison à Tou- » lon? Combien de temps cette gar- » nison pourra-t-elle se défendre? » Réponse : dix-huit mille hommes, » qui pourront se défendre au plus » quarante jours, s'ils ont des vivres. » Troisième question : N'est-il pas con- » forme aux intérêts des alliés d'aban- » donner de suite la ville, en mettant » le feu à tout ce que l'on ne peut » pas emporter? Le conseil de guerre » opine unanimement à l'évacuation : » la garnison qu'on laisserait dans » Toulon, serait sans retraite, elle ne » pourrait plus recevoir de secours, » elle manquerait de plusieurs appro- » visionnemens indispensables; d'ail- » leurs, quinze jours plus tôt ou plus » tard, elle serait obligée de capituler, » et alors forcée de restituer l'arsenal, » la flotte et les établissemens intacts. »

La nouvelle se répandit, dans Toulon, que le conseil de guerre avait décidé l'évacuation; la surprise et l'alarme furent au dernier point. Les habitans ne s'étaient point aperçus de la prise du Petit-Gibraltar. Ils avaient su qu'il y avait eu une attaque dans la nuit, mais ils n'y avaient attaché aucune importance, et au moment où ils se flattaient d'être délivrés par l'arrivée des secours qui étaient attendus, ils devaient songer à quitter leurs maisons et leur patrie! Le conseil de guerre avait ordonné de faire sauter les forts de Pomets et de la Malgue. Le fort Pomets sauta dans la nuit du 17 au 18. Les forts de Faron, de Malbosquet, de la redoute Rouge, de la redoute Blanche, de Sainte-Catherine, furent évacués dans la même nuit. Le 18, tous ces forts furent occupés.

Le 17, avant le jour, pendant qu'on attaquait le Petit-Gibraltar, Lapoype avait gravi la montagne du Faron, après un combat assez chaud, et avait bloqué le fort. Laharpe, depuis général de division, tué à l'armée d'Italie, alors colonel du régiment d'Auvergne, se distingua à cette affaire. L'état des choses était si peu connu, que lorsque l'armée apprit que le fort Pomets avait sauté, le bruit se répandit que c'était par accident que le feu avait pris au magasin à poudre. Maîtresse du fort Malbosquet et de tous les forts environnant Toulon, hormis la Malgue que l'ennemi occupait encore, l'armée s'avança dans la journée du 18 sous les remparts; plusieurs mortiers jouèrent tout le jour contre la ville.

L'escadre anglo-espagnole était parvenue à sortir, et croisait hors des rades; la mer était couverte de chaloupes et de petits bâtimens qui se rendaient à bord de l'escadre. Il fallait passer près des batteries françaises; plusieurs bâtimens, bon nombre de chaloupes, furent coulés bas. Dans la soirée du 18, une épouvantable explo-

sion annonça la destruction du magasin général; au même moment, le feu se manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après, la rade se couvrit de flammes; c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord et quatre frégates françaises; l'horizon, à plusieurs lieues, en était en feu, on y voyait comme en plein jour. Ce spectacle était sublime, mais déchirant; on s'attendait, à chaque instant, à l'explosion du fort la Malguc, mais la garnison craignant de se trouver coupée de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines; dans la nuit même les tirailleurs français y entrèrent. La terreur était dans Toulon, la plus grande partie des habitans s'était embarquée en toute hâte; ce qui en restait s'était barricadé dans leurs maisons par la crainte des traînards; l'armée assiégeante était rangée en bataille sur les glacis.

Le 18, à dix heures du soir, le colonel Cervoni jeta une porte à terre et entra à la tête d'une patrouille de deux cents hommes. Il parcourut toute la ville, il y régnait le plus grand silence; le port était encombré de bagages que les habitans n'avaient pas eu le temps d'embarquer. Il courut un bruit que des mèches étaient placées pour faire sauter les magasins à poudre: des piquets de canonniers furent envoyés pour s'en assurer. Immédiatement les troupes destinées à la garde de la ville entrèrent. Le désordre était extrême à l'arsenal de la marine; huit ou neuf cents galériens travaillaient, avec la plus grande ardeur, à éteindre le feu. Ces forçats avaient rendu les plus grands services: ils en avaient imposé à l'officier anglais, Sidney-Smith, chargé de brûler les vaisseaux de l'arsenal; cet officier s'acquitta fort mal de cette tâche; la république lui dut les trésors bien précieux qu'elle y retrouva. Napoléon s'y rendit avec tout ce qu'il y avait de canonniers et d'ouvriers disponibles; il réussit, après plusieurs jours, à éteindre le feu et à conserver l'arsenal. Les pertes que la marine avait faites étaient considérables, mais il lui restait encore des ressources immenses; on sauva tous les magasins, hormis le magasin général. Il y avait trente-un vaisseaux de guerre à Toulon, lors de la trahison: quatre vaisseaux avaient été employés pour porter cinq mille matelots à Brest et à Rochefort; les coalisés en brûlèrent neuf en rade; ils en laissèrent treize désarmés dans les bassins; ils en emmenèrent quatre, dont un fut brûlé à Livourne. On avait craint qu'ils ne fissent sauter le bassin et plusieurs des jetées; ils n'en eurent pas le temps. Les treize vaisseaux ou frégates qui brûlèrent dans la rade formèrent des écueils qui la rétrécirent; on essaya, pendant huit ou dix ans, divers moyens pour les retirer; enfin, des plongeurs napolitains sont venus à bout de tout retirer morceau par morceau, en sciant les carcasses. L'armée fit son entrée le 19; depuis soixante-douze heures elle était sous les armes au milieu de la boue et de la pluie; elle se livra, dans la ville, à des désordres qui semblaient autorisés par les promesses faites aux soldats pendant le siége.

Le général en chef rétablit l'ordre en déclarant que toutes les propriétés de Toulon étaient propriétés de l'armée; il fit vider les magasins particuliers et les meubles des maisons abandonnées, dans des magasins centraux. Depuis, la république se saisit de tout, moyennant une année de solde en gratification, qui fut accordée à chaque officier ou soldat. L'émigration de Toulon fut très considérable; les vaisseaux anglais, napolitains et espagnols en étaient

encombrés, ce qui les obligea à mouiller dans la rade d'Hyères, et à faire camper les réfugiés dans les îles de Porquerolles et du Levant. Il est dit que le nombre de ces émigrés était de quatorze mille. Dugommier donna l'ordre de laisser flotter le pavillon blanc sur tous les forts et bastions de la rade, ce qui trompa un grand nombre de bâtimens de guerre et de commerce, chargés pour le compte des ennemis. Pendant les trente jours qui suivirent la prise de la ville, il n'en est pas un où l'on n'ait pris des bâtimens richement chargés. Une frégate anglaise avait déjà mouillé sous la grande tour, elle portait plusieurs millions; on la considérait comme prise, lorsque deux officiers de marine l'abordèrent avec un petit bateau, en déclarant au capitaine qu'ils amarinaient la frégate comme leur prise; le capitaine les fit mettre à fond de cale, coupa ses câbles, et eut le bonheur d'échapper sans éprouver aucune avarie majeure. A la fin de décembre, à huit heures du soir, le commandant d'artillerie étant sur le quai, vit aborder un canot anglais, l'officier lui demanda le logement de lord Hood; c'était le capitaine d'un beau brick qui venait porter des dépêches et annoncer l'arrivée des renforts; on prit le bâtiment et on lut les dépêches.

Les représentans établirent un tribunal révolutionnaire, selon les lois du temps; mais tous les coupables étaient échappés, il avaient suivi l'ennemi; tout ce qui s'était résolu à rester se sentait innocent. Cependant ce tribunal fit arrêter plusieurs personnes qui, par divers accidens, n'avaient pu suivre l'ennemi, et les fit punir en expiation de leurs forfaits. Mais huit ou dix victimes étaient peu; on eut recours à un moyen affreux qui caractérise l'esprit de cette période: on fit publier que tous ceux qui avaient eu de l'emploi dans l'arsenal du temps des Anglais, eussent à se rendre au Champ-de-Mars, afin de donner leurs noms; on leur insinua que c'était pour les réemployer; à peu près deux cents personnes, chefs-ouvriers, petits commis et autres gens subalternes, s'y rendirent de bonne foi; on prit leurs noms, on constata qu'ils avaient conservé leurs emplois sous le gouvernement anglais, et aussitôt le tribunal révolutionnaire, en plein champ, les condamna à mort. Un bataillon de Sans-Culottes et de Marseillais, commandé à cet effet, les fusilla. Cette action n'a pas besoin de commentaire; mais c'est la seule exécution que l'on ait faite à Toulon; il est faux qu'on ait mitraillé qui que ce soit, le commandant d'artillerie et les canonniers de ligne ne s'y fussent pas prêtés. A Lyon, ce furent les canonniers de l'armée révolutionnaire qui commirent ces horreurs. Depuis, un décret de la convention donna au port de Toulon le nom de *Port de la Montagne*, et ordonna que tous les édifices publics fussent démolis, excepté ceux jugés nécessaires pour la marine et le service public. Ce décret extravagant fut mis à exécution, mais avec beaucoup de lenteur; cinq ou six maisons, seulement, furent démolies, et peu de temps après reconstruites. L'escadre anglaise séjourna un mois ou six semaines dans la rade d'Hyères; c'était un objet d'inquiétude: on n'avait aucun mortier dans Toulon qui pût lancer des projectiles au-delà de quinze cents toises, et l'escadre était mouillée à deux mille quatre cents du rivage. Si l'on eût eu alors quelques mortiers à la Villantroys, et tels qu'on s'en est servi depuis, on l'aurait empêchée de mouiller dans la rade. Enfin, après avoir fait sauter les forts de

Porquerolles et de Porteros, l'ennemi se retira dans la rade de Porto-Ferrajo, où il débarqua une grande partie des émigrés toulonnais.

La nouvelle de la prise de Toulon, au moment où on s'y attendait le moins, fit un effet prodigieux dans toute la France et dans toute l'Europe. Le 25 décembre, la convention ordonna une fête nationale : la prise de Toulon fut le signal des succès qui ont illustré la campagne de 1794. Peu de temps après, l'armée du Rhin reprit les lignes de Weissembourg et débloqua Landau. Dugommier, avec une partie de l'armée, partit pour les Pyrénées-Orientales, où Doppet ne faisait que des sottises. Une autre partie de cette armée fut envoyée dans la Vendée ; beaucoup de bataillons retournèrent à l'armée d'Italie. Dugommier donna l'ordre à Napoléon de le suivre, mais il arriva d'autres ordres de Paris, qui le chargèrent de réarmer d'abord les côtes de la Méditerranée, spécialement Toulon, et de se rendre ensuite à l'armée d'Italie, pour y commander l'arme de l'artillerie.

A ce siége a commencé la réputation de Napoléon. Tous les généraux, représentans et soldats qui avaient entendu les avis qu'il avait donnés dans les différens conseils, trois mois avant la prise, ceux qui avaient été témoins de son activité, présagèrent la carrière militaire qu'il a depuis remplie. Dès ce moment, la confiance de tous les soldats d'Italie lui fut acquise. Dugommier écrivit au comité de salut public, en demandant pour lui le grade de général de brigade, ces propres mots : récompensez et avancez ce jeune homme, *car si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul.* A l'armée des Pyrénées, Dugommier parlait sans cesse de son commandant d'artillerie de Toulon, et en avait inculqué une haute opinion dans l'esprit des généraux et officiers, qui, depuis, de l'armée d'Espagne se rendirent en Italie. De Perpignan il lui envoyait des courriers à Nice lorsqu'il remportait des succès.

§ X.

1° Il y a trois espèces de batteries de côtes : celles de la première classe sont destinées à défendre un port ou une rade où peut mouiller une escadre; celles de la seconde classe à défendre un port marchand ou une rade où peuvent mouiller seulement les bâtimens de commerce; enfin, celles de troisième classe, dont le but est de protéger le cabotage. Les batteries de première classe doivent être composées de douze pièces de trente-six, quatre pièces de seize ou de dix-huit en bronze, avec un gril à boulets rouges, quatre mortiers de douze pouces à la Gomer : total, vingt bouches à feu, indépendamment de huit pièces de campagne, trois de six, trois de douze, et deux pour défendre la gorge et la plage voisine et flanquer la batterie. Ces batteries doivent avoir, à la gorge, une tour du modèle n° 1, armée de quatre caronnades de vingt-quatre ou quatre pièces de douze sur sa plus plate-forme, et contenant un logement pour soixante hommes, un magasin de vivres capable de contenir le biscuit, la farine, les légumes, le vin, la viande salée, l'huile, le tabac pour cent vingt hommes pendant vingt jours; un magasin à poudre, capable de contenir les poudres et gargousses pour quatre mille coups de canon, ou deux cents coups par pièce ; un petit atelier pouvant contenir une forge, le charbon, les outils, les fers, les pièces de rechange, pour réparer les affûts. Cette

tour doit avoir deux étages, au moins vingt-quatre pieds de haut, un fossé, une contrescarpe, un chemin couvert avec places d'armes, dans l'une desquelles un puits ou citerne.

2° Les batteries de seconde classe doivent être composées de quatre pièces de vingt-quatre, deux de seize, un gril, deux mortiers; total, huit bouches à feu, indépendamment de deux pièces de campagne au moins; elles doivent avoir une tour du modèle n° 2, qui porte deux caronnades de dix-huit sur sa plate-forme, ou deux pièces de six, et qui contienne un logement pour vingt-quatre hommes; un magasin de vivres pour quarante-huit hommes pendant dix jours; un magasin à poudre pour seize cents coups; un petit atelier sans forge, mais contenant les pièces de rechange en fer et en bois, pour la réparation des affûts; un fossé sans contrescarpe avec chemin couvert, puits ou citerne.

Les batteries de troisième classe doivent être composées de deux pièces de dix-huit, indépendamment d'un obusier à grande portée; elles doivent avoir une tour du modèle n° 3, à un étage, portant sur sa plate-forme un obusier ou une petite pièce, et contenant un logement pour dix hommes; un magasin de vivres pour vingt hommes pendant dix jours; un magasin à poudre pour quatre cents coups. Cette tour ne doit avoir ni fossé, ni chemin couvert, ni batterie de gril à boulets rouges.

1° Les pièces de campagne, attachées aux batteries, sont pour leur défense du côté de terre, et pour la défense des anses et plages contre les débarquemens. — 2° Les tours sont placées, au moins celles n° 1, à soixante toises de la plate-forme; celles n° 2, à quarante; celles n° 3, à vingt. — 3° Les pièces sont éloignées l'une de l'autre de quatre à six toises, à moins que les localités ne s'y opposent. — 4° Les parapets sont en terre, au-dessus des genouillères; la maçonnerie ne doit pas être plus élevée. — 5° La plate-forme des mortiers, séparée par une traverse des pièces de canon. — 6° La batterie à boulets rouges, séparée également par une traverse. — 7° La batterie de douze pièces, partagée en deux par une traverse, et si les localités s'y prêtent, les deux plates-formes, sur différens plans de sept à huit toises de distance. — 8° On construit trois plates-formes pour deux mortiers, et quatre pour deux mortiers à plaque. — 9° On fait une traverse parallèle à la batterie, à cinq toises du heurtoir, pour quatre pièces de canon; cette traverse a vingt-quatre pieds de longueur sur six de hauteur, et neuf pieds de largeur; derrière elle on met les seize gargousses, quatre par pièce. Ces gargousses sont dans les gargoussiers ou dans une caisse de bois; à mesure de la consommation on les remplace du magasin de la tour. — 10° Vis-à-vis des plates-formes de mortiers, on fait parallèlement à l'épaulement et à cinq toises, une traverse de douze pieds pour deux mortiers; on y place derrière, quatre bombes par mortier, que l'on remplace, à proportion de la consommation, par le magasin de la tour. — 11° Le gril ou four à boulets rouges est placé à trois pieds, au plus, du revêtement intérieur, vis-à-vis un merlon au lieu d'une pièce; il est ainsi à l'abri des boulets et des accidens du feu. — 12° On place plusieurs tonneaux ou gabions pleins de terre; on construit des traverses rondes en gazon, de deux pieds de diamètre, pour servir d'abri aux canonniers contre les éclats de bombes et d'obus. —

13° Le tir à boulets rouges a lieu avec des pièces en bronze du calibre de douze, au plus de dix-huit; le boulet doit être rouge cerise. — 14° Les gargousses sont de trois ou quatre livres de poudre, au plus, pour tirer à boulets rouges. Pour une pièce de dix-huit, on met deux gargousses l'une sur l'autre, chacune de trois livres; pour le vingt-quatre, de quatre livres; pour le trente-six, quatre gargousses de quatre livres. On a grand soin de la faire entrer dans l'âme sans frottement; si la poudre touche les parois de l'âme il y a accident.

Les vaisseaux ne mouillent jamais dans des endroits où ils se trouvent exposés à recevoir des boulets ou des bombes, pas plus qu'une armée ne campe à portée du feu d'une batterie. Avec des mortiers à la Gomer, qui ne portent qu'à quinze cents toises, ou des pièces de trente-six sur affûts de côtes, qui ne permettent de tirer qu'à 17° et ne donnent au canon qu'une portée de huit ou neuf cents toises, on ne peut empêcher une escadre ennemie de mouiller dans la rade d'Hyères, où elle mouille à deux mille toises éloignée de toute terre. Il faut dans ce cas, installer les affûts de côtes de manière que les pièces puissent tirer sous l'angle de 43°, et lancent les obus ou les boulets à deux mille et deux mille trois cents toises, et avoir des mortiers à plaque, qui jettent la bombe à deux mille cinq cents à trois mille toises. Depuis que les batteries d'Hyères ont été ainsi armées, les Anglais n'y sont plus revenus; la même chose a eu lieu pour la Spezzia, et sur l'océan pour l'île d'Aix, la Gironde, l'Escaut, et les rades de Brest. Les canons de vaisseaux tirent sur affûts marins, c'est-à-dire sous l'angle de 25°; la bande du vaisseau fait qu'ils tirent souvent sous celui de 43°. Il n'est donc pas étonnant que les boulets des vaisseaux arrivent à terre, et que ceux des batteries de terre n'arrivent pas à la hauteur des navires; on se récrie alors sur la mauvaise qualité de la poudre, ce qui donne lieu à des soupçons de trahison et de négligence. Il est donc bon que dans chaque batterie il y ait un ou deux affûts qui permettent de tirer sous l'angle de 43°, quoique ce tir soit incertain et de nul effet dans les cas ordinaires.

Sur les côtes de la Méditerranée il n'y a que neuf bons mouillages pour les vaisseaux de ligne : 1° Le Bouc, qui est défendu par un fort; l'entrée en est très étroite; c'est le port du Rhône; il doit être le chantier de construction de la Méditerranée; Toulon et la Spezzia doivent en être les ports d'armemens. — 2° Le mouillage de l'Estisat, au fond de la baie de Marseille, mauvais, que les escadres ne prennent que bien rarement. Deux batteries sont cependant nécessaires, mais on peut ne les armer qu'à moitié; le besoin arrivant, en vingt-quatre heures l'armement serait complété. — 3° Toulon..................

1° Trois batteries réunies en une seul au cap Cepet, et défendues par la tour de la Croix-des-Signaux; par ce moyen, si l'ennemi s'empare de cette presqu'île, il ne peut pas se servir des pièces contre la rade, puisque le fort est à l'abri d'un coup de main; cela dispense d'avoir, en temps de guerre, un camp dans cette presqu'île. 2° Une batterie au cap Balaguier. 3° Une à celui de l'Éguillette; ce qui fait cinq batteries ou cent bouches à feu, indépendamment de quarante pièces de campagne, quinze de six, quinze de douze, et dix obusiers de campagne à grande portée, pour la côte ouest des rades. Une batterie au pied du fort la Malgue, une à la grosse tour, une au cap Brun;

ce qui fait trois batteries ou soixante bouches à feu, indépendamment de neuf pièces de six, neuf de douze, et six obusiers de campagne à grande portée, pour la côte est. Total : cent soixante bouches à feu. On ne parle pas des batteries sur les jetées, cela regarde l'armement de la place. — 4° Iles d'Hyères; le mouillage pour des vaisseaux de guerre est à l'île de Porteros; il y faut deux batteries. — 5° Fréjus, deux batteries pour appuyer le flanc de la rade. — 6° Le golfe Juan, trois batteries. — 7° Villefranche, deux batteries. — 8° Gênes, défendue par la ville. — 9° La Spezzia, quatre batteries de première classe.

En déterminant de même le nombre des batteries de deuxième et de troisième classe, en construisant les tours, on n'aura plus besoin de construire à la hâte des corps-de-garde et des magasins qui tombent en ruine en temps de paix. Les pièces, les boulets, les affûts, les armemens seront renfermés dans les tours. En quarante-huit heures, toutes les côtes de France se trouveront armées ou désarmées. Toutes les batteries pourraient même n'être armées qu'au tiers ou à la moitié, selon la nature de la guerre où l'on sera engagé, selon que l'ennemi serait plus ou moins maître de la mer ; ce système serait permanent et fixe.

Les pièces de quarante-huit sont avantageuses pour la défense des rades comme Toulon, la Spezzia... On peut en mettre un tiers, c'est-à-dire que, sur les douze pièces de trente-six qui composent une batterie, il est avantageux d'avoir quatre pièces de quarante-huit; ce qui ferait trente-deux pièces de quarante-huit pour la défense de la rade de Toulon. Il n'est pas vrai que le calibre de vingt-quatre fasse contre les vaisseaux un même effet que celui de trente-six, ni que celui de trente-six fasse le même effet que celui de quarante-huit.

CHAPITRE II.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENS MILITAIRES DE L'ARMÉE D'ITALIE, PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794, ET 1795.

Précis des événemens qui ont eu lieu à l'armée d'Italie, depuis le commencement de la guerre et pendant les années 1792, 1793, jusqu'au siége de Toulon. — Napoléon dirige l'armée dans la campagne de 1794, prise de Saorgio, d'Oneille, du col de Tende, et de toute la chaîne supérieure des Alpes (avril 1794). — Marche de l'armée au travers de Montenotte (octobre 1794). — Expéditions maritimes, combat de Noli (mars 1795). — Napoléon apaise plusieurs insurrections à Toulon. — Il quitte le commandement de l'armée d'Italie, il arrive à Paris (juin 1795). — Kellermann battu se rallie dans la ligne de Borghetto (juillet 1795). — Bataille de Loano (décembre 1795).

§ I.

La guerre de la première coalition commença en 1792. Le général Montesquiou, commandant l'armée du midi, était chargé de la défense de toute la frontière, depuis Genève jusqu'à Antibes. La campagne s'ouvrit en septembre. De son camp de Cessieux, il se porta sur l'Isère, au fort Barreau, s'empara, en peu de semaines de Chambéry et de toute la Savoie; les Piémontais se retirèrent au delà des Alpes. Le lieutenant-général Anselme, commandant une division de dix mille hommes, était chargé de défendre le Var, depuis le camp de Tournoux, près du col d'Argentière, jusqu'à Antibes;

l'amiral Truguet, avec neuf vaisseaux de guerre portant deux mille hommes de débarquement, croisait entre Antibes et Monaco. Le Var est une mauvaise ligne de défense : l'escadre française en menaçait les derrières ; cela décida la cour de Turin à faire prendre à son armée une ligne de défense au revers des Alpes maritimes ; la droite appuyée au Var et à ses affluens ; le centre sur Lantosque, et la gauche à la Roya, en avant de Saorgio. Le 23 septembre le général Anselme, instruit par l'amiral français que l'embossement de son escadre devant Nice en avait fait décider l'évacuation, et que l'armée piémontaise avait commencé son mouvement, passa le Var à la tête de quatre mille hommes, s'empara de Nice, du fort Montalban et de Villefranche, sans éprouver aucune résistance. Ces deux dernières places étaient parfaitement armées et munies d'une belle artillerie ; leurs garnisons furent faites prisonnières de guerre : il avait passé le Var à gué ; le surlendemain ce torrent grossit, il se trouva dans Nice, séparé pendant huit ou dix jours du reste de son armée. L'ennemi ignora cette circonstance, ou ne sut point en profiter ; Anselme poussa une avant-garde en avant de Lascarène sur la chaussée de Turin. L'escadre se rendit devant Oneille, port qui appartenait au roi de Sardaigne : l'amiral somma le commandant de le rendre ; son parlementaire fut massacré, les troupes de débarquement s'emparèrent de la ville. Le général Anselme n'avait pas su maintenir la discipline parmi les troupes, il fut même accusé d'avoir participé aux désordres dont se plaignait la ville de Nice ; il fut rappelé.

Au commencement de 1793, le gouvernement sépara l'armée des Alpes de l'armée d'Italie, dont il confia le commandement au général Biron, le 15 février 1793. Divers combats eurent lieu sur les hauteurs de Lascarène, de Sospello, de Lantosque ; l'une et l'autre armée s'en emparèrent successivement ; mais enfin Sospello resta pour toujours à l'armée française. L'avant-garde s'établit entre Sospello et Bréglio au camp de Brouis. Le 11 avril, Biron s'empara de Lantosque et des hauteurs jusqu'à Belvedère ; il fit beaucoup de prisonniers, et s'empara de quelques pièces de canon. Peu après, il fut appelé au commandement de l'armée de la Vendée ; le général Brunet lui succéda. L'armée avait reçu des renforts ; elle comptait alors trente mille hommes sous les armes ; ce qui, avec les troupes qui étaient en garnison en Provence, les dépôts et les malades, portait ses états de situation à soixante-huit mille hommes. L'ennemi s'était aussi renforcé de ses propres levées et d'une belle division autrichienne ; il avait fortifié sa position par un grand nombre de batteries et d'ouvrages ; sa droite était appuyée au camp de Hutel, son centre en avant du col de Raus, et sa gauche en avant de Soargio, place forte à cheval sur la chaussée de Nice à Turin.

Le général Brunet désira, avec raison, s'emparer de toutes les Alpes maritimes, chasser l'ennemi au delà du col de Tende, et placer son armée sur le sommet des Alpes au pendant des eaux, ce qui lui donnerait une position beaucoup plus forte, et exigerait moins de monde pour la garder : ce projet était fort raisonnable ; il avait assez de force pour l'exécuter ; mais il n'avait pas les talens militaires pour diriger une opération de cette importance. Le 8 juin 1793, il attaqua sur toute la ligne : tout ce qu'il était possible de faire, les soldats français le firent ;

toutes les positions qu'il était possible d'enlever, ils les enlevèrent; mais les camps des Fourches et de Raus qu'occupait l'ennemi étaient imprenables; Brunet s'entêta en réitérant, le 12 juin, des efforts inutiles qui donnèrent de la gloire à l'armée piémontaise, et firent périr l'élite des grenadiers de l'armée; les positions des Piémontais passèrent pour inexpugnables; ils continuèrent à s'y fortifier. Dans le mois d'août la trahison de Toulon nécessita un détachement de l'armée d'Italie pour former l'armée de siége; mais, quoique affaiblie, elle repoussa toutes les tentatives que firent les Piémontais dans le mois d'octobre, pour entrer en Provence en passant le Var. Une de leurs divisions, forte de quatre mille hommes, fut battue et presque détruite par Dugommier, à Gillette, ce qui les décida à reprendre leurs positions. Brunet, accusé injustement de trahison, et d'avoir favorisé l'insurrection de Marseille, fut traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, et périt sur l'échafaud.

Après la prise de Toulon, Napoléon passa les deux premiers mois de 1794 à armer les côtes de la Méditerranée; il arriva à Nice, en mars, y prit le commandement en chef de l'artillerie; le général Dumorbion commandait l'armée. Ce général, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans la campagne de 1792 et 1793, à l'armée d'Italie; il en connaissait toutes les positions, et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin : c'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit, mais rongé de goutte et constamment au lit; il était des mois entiers sans pouvoir bouger. Le général Gautier était son chef d'état-major; Deyssantier son ordonnateur en chef; Haller, administrateur des finances et munitionnaire; le général Déjar, commandant l'artillerie en second; le colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les généraux Macquart, d'Allemagne, Masséna, etc., commandaient les divers corps; le quartier-général était à Nice depuis deux ans, où rien ne se ressentait de la guerre, étant éloigné de dix lieues des avant-postes.

§ II.

Napoléon passa une partie de mars à visiter la position qu'occupait l'armée, et à s'instruire des différens combats qui avaient eu lieu en 1792. Il demeura plusieurs jours au camp de Brouis qu'occupait le général Macquart; il se convainquit de toute la force des positions de l'ennemi et de l'imprudence des attaques des 8 et 12 juin, qui avaient été désastreuses pour l'armée. Dans les montagnes, on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps, ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, ainsi on ne lui laisse que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagnes, celui qui attaque a du désavantage; même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs, et à obliger l'ennemi à attaquer. Les positions de l'ennemi étaient bien liées : la droite était solidement appuyée, mais la gauche l'était mal : de ce côté le pays

était beaucoup plus facile. Napoléon conçut alors un plan d'opérations qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes, et obliger l'ennemi à abandonner lui-même les camps si redontables de Raus et des Fourches ; il consistait à tourner la gauche de l'ennemi en passant la Roya, la Nervia et la Taggia, à occuper le mont Tanardo, Rocca-Barbena, Tanarellero ; et à intercepter la chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi, derrière le mamelon de Marta.

Un grand nombre de corsaires étaient stationnés à Oneille, d'où ils interceptaient les communications de Nice à Gênes ; ce qui nuisait à l'armée et encore plus à l'approvisionnement de la Provence où régnait la disette. La même opération devait remédier à ce mal, lorsque l'armée serait sur le Monte-Grande ; elle dominerait les sources dn Tanaro et toute la vallée d'Oneille ; cette ville, Ormea, Garessio et Loano tomberaient en son pouvoir ; ainsi ce plan de campagne ne ponvait manquer de produire trois grands résnltats ; 1o placer la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle sur la crête supérienre des Alpes ; 2o porter la droite dans un pays où les montagnes, beaucoup moins élevées, offriraient plns d'avantages ; 3o de couvrir une portion de la rivière de Gênes, et détruire le repaire des corsaires qui empêcheraient les communications entre Gênes, le grand centre du commerce, l'armée et Marseille. On ne pouvait pas craindre que l'ennemi profitât pour prendre l'offensive, du détachement que l'armée française anrait fait par sa droite : un pareil mouvement dans un pays de mamelons ne serait à redouter qu'autant qu'on perdrait du temps pour frapper les coups décisifs ; car si on a gagné qnelques marches sur l'ennemi, on est arrivé sur ses flancs, et alors il n'est plus à temps de prendre l'offensive ; dans la guerre de montagnes, obliger l'ennemi à sortir de ses positions ponr attaquer les vôtres, c'est ce que nons avons dit être dans le génie et dans la bonne condnite de cette guerre : en effet, les positions aux cols de Beolet, de Brouis, de Perus, moins fortes peut-être que celles des Piémontais, l'étaient cependant extrêmement ; leur supériorité numérique leur eût été inutile, et enfin, ces positions forcées, l'ennemi qni eût été arrêté aux positions du col de Braous, de Castiglione, et de Luceram, encore assez fortes, pouvait prendre le parti d'attaquer les positions du mont Tanardo et du Tanarelle anssitôt qn'il verrait les Français les occuper ; mais ces positions étaient bonnes par elles-mêmes, et on rentrait encore dans les mêmes principes de la guerre de montagnes : on obligeait l'ennemi à attaquer, dans ce cas ; d'ailleurs toutes les troupes françaises restées au camp de Bronis pouvaient, en traversant la Roya et le mont Jove, se porter à lenr secours ; et enfin l'opération sur les sources dn Tanaro et sur Ormea était elle-même une seconde diversion qui détournerait l'ennemi de s'engager dans de manvaises affaires de montagnes, très hasardeuses, et le déterminerait à faire repasser son armée dans la plaine ponr couvrir la capitale.

Ce plan fut renvoyé à un conseil où se trouvèrent les denx représentans du penple, commissaires à l'armée, le général Dumorbion, le général d'artillerie, le général Masséna, le général Vial, commandant le génie, et le général de brigade Rusca, officier des

troupes légères, né dans ces montagnes, dont il avait une connaissance spéciale. La réputation dont jouissait l'auteur lui évita de longues discussions. On se souvenait de ses prédictions de Toulon; son plan fut adopté.

Il y avait une objection politique, il fallait emprunter le territoire de la république de Gênes; mais les alliés l'avaient eux-mêmes emprunté six mois avant, lorsque deux mille Piémontais traversèrent le territoire génois et s'embarquèrent à Oneille pour Toulon; ils ne devaient le faire que par de petits détachemens désarmés, ils l'avaient fait en masse, armés et tambour battant; d'ailleurs on se souvenait de la catastrophe de la Modeste; cette frégate était mouillée dans le port de Gênes et amarrée au quai; le 15 octobre 1793, trois vaisseaux et deux frégates anglaises mouillèrent dans le port. Un vaisseau anglais de 74 se plaça à côté de la Modeste. Le maître d'équipage pria honnêtement l'officier de quart de la frégate de déranger une chaloupe qui gênait la manœuvre du vaisseau anglais, ce que les Français firent avec empressement; une demi-heure après, le capitaine anglais requit le commandant de la Modeste d'arborer le pavillon blanc, disant qu'il ne savait pas ce que c'était que le pavillon tricolore : les coalisés étaient alors maîtres de Toulon. L'officier français répondit à cette insulte comme l'honneur le prescrivait; mais les Anglais avaient trois ponts volans de préparés, ils les jetèrent sur la frégate et l'abordèrent; au même moment, des hunes et du pont, ils commencèrent une vive fusillade : l'équipage de la Modeste n'était préparé à rien; partie se jeta à l'eau, les Anglais poursuivirent les fuyards avec des chaloupes, les tuèrent ou blessèrent. La colère du peuple génois fut alors à son comble; Drake, cet agent de l'Angleterre fut hué et menacé, il courut quelques dangers, mais Doria était doge; le sénat fit des excuses, la frégate ne fut pas restituée. Les représentans du peuple à Marseille mirent embargo sur les bâtimens génois; ils s'attendaient que la convention déclarerait la guerre; mais la famine désolait la France, et surtout le midi; le pavillon génois était nécessaire pour approvisionner la Provence; la convention dissimula, déclara qu'il fallait tout attribuer à la faiblesse des Génois et que les relations continueraient comme à l'ordinaire. Cependant il n'était pas moins vrai que l'indépendance et la neutralité de cette république avaient été violées.

Le 6 avril une division de quartorze mille hommes, formant cinq brigades, passa la Roya, et s'empara du château de Vintimille; une brigade sous les ordres de Masséna marcha sur le mont Tanardo et y prit position; la seconde brigade, après avoir passé la Taggia, prit position à Monte-Grande; les trois autres, sous le commandement immédiat de Napoléon, se portèrent sur Oneille et culbutèrent une division autrichienne, qui était placée sur les hauteurs de Saint-Agata; le général de brigade français Brulé y fut tué; le lendemain, l'armée entra dans Oneille où elle trouva douze pièces de canon. Les populations de la ville et de la vallée s'étaient sauvées : douze autres pièces de canon furent prises près du col de Saint-Silvestre; les Piémontais voulaient les évacuer sur Ormea, mais elles tombèrent dans les mains de la deuxième brigade, qui débouchait par le col Mezzaluna; l'armée marcha sur Ponte-di-Nave : le reste de la division autrichienne y était en position; elle

fut attaquée, battue, précipitée des hauteurs du mont Ariol dans le Tanaro; la place d'Ormea capitula le même jour; elle avait quatre cents hommes de garnison, une salle d'armes de plusieurs milliers de fusils et une vingtaine de pièces de canon; une manufacture de draps, dont les magasins étaient remplis, servit à l'habillement du soldat. Le lendemain 18, l'armée prit possession de Garessio, établit ses communications par les monts Saint-Bernardo et Rocca-Barbena avec Loano, autre petite ville située au bord de la mer et qui appartenait au roi de Sardaigne.

L'alarme fut vive dans tout le Piémont; l'ennemi, comme on l'avait prévu, se dépêcha d'évacuer tous les revers des Alpes; mais il le fit trop tard et ne put emmener son artillerie. Masséna, de Tanarelle, déboucha sur les derrières de Saorgio, coupant ainsi la chaussée et la retraite de l'ennemi derrière le mamelon de Marta. Saorgio capitula le 29 avril, ce fort aurait pu tenir plus long-temps; il avait des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Le 8 mai, Masséna se porta sur le col de Tende par le col Ardente, dans le temps que le général Macquart attaquait de front; l'attaque réussit: l'armée fut maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes; sa droite, placée en avant d'Ormea, communiquait avec le col de Tende par le col de Termini, et, du col de Tende, elle occupait la chaîne des Alpes jusqu'au col d'Argentière, où était le premier poste de l'armée des Alpes. L'exécution de ce plan valut trois ou quatre mille prisonniers, soixante ou soixante-dix pièces de canon, deux places fortes et la possession de toutes les hautes Alpes jusqu'aux premiers mamelons des Apennins. L'armée couvrait ainsi plus de la moitié de la rivière du Ponent, et quoiqu'elle s'étendît de quinze lieues sur sa droite, sa position en était plus forte et exigeait moins de troupes pour la garder. Rien désormais ne pouvait plus empêcher le cabotage entre Gênes et la Provence. La perte de l'armée fut légère. La chute de Saorgio et de toutes ces grandes positions pour lesquelles on avait fait tant de projets et versé beaucoup de sang, accrut dans l'armée la réputation de Napoléon, et déjà l'opinion l'appelait au commandement en chef.

§ III.

L'équipage d'artillerie de montagnes avait été perfectionné. Le lieutenant-colonel Faultrier, sous-directeur du parc, officier d'ouvriers, en avait soigné les détails; les pièces piémontaises de trois, trouvées dans l'arsenal de Nice et dans les places d'Ormea et de Saorgio ou dans les camps abandonnés par l'ennemi, étaient assez légères pour pouvoir être portées à dos de mulets; mais ce calibre ne satisfaisait pas à tous les besoins; il avait été construit, dans la guerre de Corse en 1768, avec les affûts traîneaux et leviers porte-corps, qui avaient servi aux transports des pièces de quatre à la suite des colonnes; ce moyen fut adopté pour les pièces de huit, de douze et les obusiers de six pouces. On imagina aussi une forge de montagnes, transportable à dos de mulets. Aux expéditions d'Oneille, d'Ormea et de Saorgio, un train d'artillerie de vingt-quatre pièces de canon suivit l'armée dans toutes ses opérations dans les montagnes; elles furent fort utiles surtout pour l'effet moral qu'elles produisirent sur les troupes et sur l'ennemi.

Cependant l'armée piémontaise, campée dans les plaines et sur les mamelons du pied des Alpes, était dans la plus grande abondance; elle se remettait de ses fatigues et réparait ses pertes : elle se renforçait tous les jours par l'arrivée de nouveaux bataillons autrichiens, tandis que les armées françaises, campées sur les crêtes de la chaîne supérieure des Alpes sur une demi-circonférence de soixante lieues d'étendne, depuis le Mont-Blanc jusqu'aux sonrces du Tanaro, périssaient de misère et de maladies. Les communications étaient difficiles, les vivres rares et fort coûteux, les chevaux souffraient ainsi que tout le matériel de l'armée. L'air, les eaux crues de ces régions élevées occasionnaient beancoup de maladies; les pertes qu'éprouvait l'armée dans les hôpitanx, tous les trois mois, auraient égalé celles d'une grande bataille; cette défensive était plus onéreuse pour les finances et plus périlleuse pour les hommes qu'une campagne offensive. La défensive des Alpes, outre ces désavantages, en a qui tiennent à la nature de la topographie du pays. Les divers corps campés snr ces sommités ne peuvent se secourir, ils sont isolés; pour aller de la droite à la gauche il faut vingt jours, tandis que l'armée qui défend le Piémont est dans de belles plaines, occnpe le diamètre et peut, en peu de jours, se réunir en force sur le point qu'elle veut attaquer. Le comité de salut pnblic désirait qu'on prît l'offensive. Napoléon eut des conférences à ce sujet à Colmar avec des officiers de l'armée des Alpes : mais on ne tomba pas d'accord; il fallait au préalable que les deux armées fussent soumises à un seul général en chef.

En septembre une division autrichienne se rénnit sur la Bormida; elle forma des magasins à Dego. Une division anglaise devait débarquer à Vado, et les deux armées réunies occuper Savone et forcer la république de Gênes, privée de toutes communications par terre et par mer, de se déclarer contre la France. La rade de Vado avait remplacé celle d'Oneille; elle était le refuge des croisières anglaises et des corsaires; ils interceptaient le commerce de Gênes à Marseille. Le général d'artillerie proposa d'occuper les positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, la droite de l'armée serait ainsi aux portes de Gênes. Le général Dumorbion partit lui-même à la tête de trois divisions formant dix-huit mille hommes, avec un train de vingt pièces d'artillerie de l'équipage de montagnes; Napoléon dirigea l'armée, qui déboucha par le col de Bardinetto et pénétra dans le Mont-Ferrat par la chaussée qui longe la Bormida; il campa le 4 octobre sur la hauteur de Biestro, et le 5 descendit dans la plaine; il concevait l'espérance de tomber sur les derrières de l'armée autrichienne; mais celle-ci s'en aperçut et opéra sa retraite sur Cairo et Dego; le général Cervoni la poursuivit vivement à la tête de l'avant-garde qu'il commandait; la canonnade dura toute la soirée du 5, elle durait encore à dix heures du soir; l'armée autrichienne se replia sur Acqui, abandonnant ses magasins et ses prisonniers; elle perdit un millier d'hommes.

Le général Dumorbion n'avait ni l'ordre, ni le projet d'entrer en Italie; sa cavalerie était sur le Rhône par défaut de subsistance; en poursuivant l'ennemi il eût fait une pointe; il eût attiré à lui toutes les forces autrichiennes et sardes. Il se contenta donc de

cette reconnaissance, se replia par Montenotte sur Savone et prit position sur les hauteurs de Vado, conservant une poste dans la vallée de Savone. L'artillerie arma les côtes de manière que cette rade pût offrir protection à une escadre française ; le génie construisit de fortes redoutes sur les hauteurs de Vado, qui communiquaient par Saint-Jacques, Melogno, Settepani, Bardinetto, Saint-Bernardo, avec les camps placés sur les hauteurs du Tanaro. Ce prolongement de la droite de l'armée affaiblissait sa position, mais il avait bien des avantages : 1° il la rendait maîtresse de toute la rivière du Ponent, de toutes les côtes, et empêchait l'armée austro-sarde de pouvoir communiquer et agir de concert avec les flottes anglaises ; 2° il assurait la navigation de Gênes avec Marseille, puisque maîtresse de tous les ports de la côte, l'armée pouvait établir des batteries pour protéger le cabotage ; 3° dans cette position, elle était en mesure de soutenir les partisans des Français dans Gênes et de prévenir l'ennemi sous les murs de la ville, s'il voulait s'y porter, comme il pouvait en avoir le projet. Cette opération, qui déjouait les projets des ennemis et assurait de la neutralité de Gênes, retentit dans l'Italie et y causa de vives alarmes. Les avant-postes de l'armée se trouvaient ainsi à dix lieues de Gênes, et quelquefois les reconnaissances et les coureurs s'en approchaient jusqu'à trois lieues.

Napoléon employa le reste de l'automne à faire armer de bonnes batteries de côtes les promontoires depuis Vado jusqu'au Var, afin de protéger la navigation de Gênes à Nice. En janvier, il passa une nuit sur le col de Tende d'où, au soleil levant, il découvrit ces belles plaines qui déjà étaient l'objet de ces méditations. *Italiam! Italiam!* Pendant l'hiver, il fit plusieurs courses à Toulon et à Marseille pour inspecter les arsenaux et les batteries de côtes. Ce fut dans une de ces tournées que, la ville de Marseille étant fort agitée, le représentant du peuple Maignier lui témoigna quelques inquiétudes que la société populaire ne se portât aux magasins à poudre et aux magasins d'armes renfermés dans les forts Saint-Nicolas et Saint-Jean ; ces forts avaient été démolis par le peuple dans la révolution. Sur la demande de ce représentant, il fit un projet pour construire une muraille crénelée fermant ces forts du côté de la ville ; ce plan fut envoyé à Paris et dénoncé à la convention comme projet liberticide pour relever les forts contre les patriotes de Marseille ; la convention manda par un décret spécial le commandant d'artillerie de Marseille à la barre ; ce commandant d'artillerie était le colonel Sugny ; il s'y rendit ; mais, dès le premier interrogatoire, il prouva que ce n'était pas lui qui avait redigé ce projet ; l'ordre fut alors adressé au général d'artillerie de l'armée de se rendre à la barre. Dans ce temps de terreur une accusation équivalait à un jugement ; Napoléon eut beaucoup de peine à s'y soustraire et à faire révoquer le décret. Il y parvint toutefois, parce que, l'ennemi faisant des mouvemens, les représentans du peuple écrivirent que sa présence était nécessaire à l'armée, et décidèrent les députés des Bouches-du-Rhône à se désister de leur dénonciation.

§ IV.

Pendant les années 1792 et 1793 les flottes françaises avaient été maîtresses de la Méditerranée. Après la prise d'O-

neille, l'amiral Truguet mouilla dans le port de Gênes, où il séjourna longtemps, et d'où il expédia pour Naples le contre-amiral Latonche-Tréville, avec dix vaisseaux de ligne. Le capitaine du port alla à la rencontre de cette escadre, offrit l'entrée à six vaisseaux, déclarant que le roi ne pouvait pas en recevoir un plus grand nombre sans violer la neutralité. Le contre-amiral passa outre, jeta l'ancre devant les fenêtres du palais, débarqua le 16 décembre 1792 le citoyen Belleville qui, en habit de la garde nationale, fut présenté au roi par le chevalier Acton : il était porteur d'une lettre de l'amiral qui demandait : 1° que le roi proclamât sa nentralité; 2° qu'il désavouât la note de son ministre à Constantinople qui, pour engager la Porte à ne pas recevoir comme ambassadeur de France, Sémonville, s'était permis des réflexions outrageantes à la nation; il obtint tout ce qu'il demandait; la cour de Naples s'estima fort heureuse d'être quitte à si bon marché de cette désagréable visite.

Dans le mois de janvier 1793 l'amiral Truguet appareilla de Gênes et mouilla dans le port d'Ajaccio, île de Corse ; il y embarqua deux mille hommes de troupes de ligne que Paoli, commandant la 23e division militaire, mit sous ses ordres. Avec ces troupes il se rendit aux îles Saint-Pierre, dont il s'empara, mit garnison dans le fort et mouilla devant Cagliari, capitale de la Sardaigne, le 12 février. Au même moment, huit cents hommes partis de Bonifacio, sons les ordres dn colonel César Colonne et sous l'escorte d'une corvette, opéraient une contre-attaque dans le nord de la Sardaigne. L'expédition de Sardaigne était annoncée depuis six mois; les Sardes s'étaient préparés; ils reçurent à coups de fusil le parlementaire que l'amiral expédia pour sommer Cagliari; le bombardement commença, il durait encore quand l'amiral fut enfin rejoint par le couvoi qui portait les troupes de débarquement envoyées de Nice et qui se composaient de la fameuse phalange marseillaise, forte de trois mille deux cents hommes environ. Le débarquement fut immédiatement opéré. Dans ce temps le contre-amiral Latouche-Tréville rallia l'escadre avec ses dix vaisseaux. Tout présageait un succès complet, mais rien ne put arrêter la déroute de la phalange marseillaise; elle s'était d'abord refusée à attaquer de jour pour enlever une position importante qui domine la ville. Dans la nuit les colonnes firent feu les unes contre les autres, le désordre fut à son comble, le cri de trahison se fit entendre de toutes parts. Le général Casa-Bianca supplia l'amiral de rembarquer les troupes; il fallut céder. L'escadre avait obtenu, par le bombardement, des résultats assez importans, mais elle perdit le vaisseau le Léopard qui toucha, s'étant trop approché des batteries. L'expédition ayant ainsi échoné, l'amiral renvoya en Italie les diverses troupes qui lui avaient été confiées et se borna à occuper solidement la relâche si importante des îles Saint-Pierre. La déclaration de guerre contre l'Angleterre et l'Espagne étant survenue, il reçut l'ordre de rentrer à Toulon, et de renoncer ainsi au deuxième but de son expédition, qui consistait à se présenter devant Constantinople pour raffermir la Porte dans l'alliance de la France et en imposer à la Russie. Les troupes marseillaises étaient des troupes levées à la hâte, dirigées par des clubs; dans tous les pays amis ou neutres où elles débarquèrent, elles portaient la terreur, cherchaient partout

des aristocrates ou des prêtres, avaient soif de sang et de crimes. Les équipages de l'escadre étaient complets et formés de matelots expérimentés; mais constamment réunis en société populaire, occupés à rédiger et signer des pétitions, chaque vaisseau était en proie à l'anarchie la plus épouvantable. Le général Casa-Bianca, qui commandait le débarquement, était un très brave homme : il s'était distingué à la conquête de la Savoie; mais il n'avait aucune habitude du commandement en chef; d'ailleurs, il avait sous ses ordres de mauvaises troupes et aucun état-major ; il ne pouvait pas réussir. C'est le même qui depuis a été sénateur.

Au mois de mars 1793, l'Espagne ayant déclaré la guerre à la France, les flottes combinées anglaise et espagnole, dominèrent dans la Méditerranée et croisèrent sur les côtes de Gênes et de Provence. La trahison de Toulon avait anéanti la marine française de la Méditerranée. Cependant, à la reprise de cette ville, on retrouva dix-huit vaisseaux et partie des magasins. La flotte espagnole, mécontente des Anglais, rentra dans ses ports; le contre-amiral Martin, avec dix vaisseaux, sortit de Toulon et prit la mer en 1794; poursuivi par une escadre anglaise supérieure, il mouilla dans le golfe Juan, où le général d'artillerie établit de grosses batteries pour le protéger; il profita, peu de temps après, d'un coup de vent pour rentrer dans Toulon. Cette escadre fut successivement augmentée dans l'automne par les armemens qui sortirent de l'arsenal de Toulon.

Au commencement de 1795, l'amiral Hotham, avec quinze vaisseaux de guerre, dont quatre à trois ponts, deux napolitains, croisait entre la Corse et l'Italie. L'amiral Martin, avec une escadre de seize vaisseaux de guerre et cent transports sur lesquels étaient embarqués dix mille hommes, était mouillé en rade de Toulon; les opinions étaient partagées sur la destination de cet armement, lorsque le conventionnel Letourneur, de la Manche, arriva avec des pouvoirs extraordinaires, et fit connaître que l'intention du comité de salut public était d'occuper Rome, pour punir cette cour des insultes qu'elle commettait tous les jours, et venger le sang de Basseville, agent français auprès du pape, qui, ainsi que les artistes de l'école de Rome qui siégeaient à l'académie, avait arboré la cocarde tricolore. Grand nombre d'émigrés français, qui étaient dans cette capitale, agitaient le peuple. Le 3 janvier 1793, la canaille assaillit à la promenade la voiture de Basseville à coups de pierres; son cocher change de direction et le ramène à son hôtel; les portes sont enfoncées, Basseville reçoit un coup de baïonnette dans le bas-ventre; en chemise, tenant ses entrailles dans les mains, il est traîné dans la rue, et enfin déposé dans un corps-de-garde sur un lit de camp où il expira le lendemain.

Azara, ambassadeur d'Espagne, qui s'était entremis pour protéger les artistes français, courut lui-même des dangers. Cet attentat avait indigné toute la France; le moment était arrivé d'en tirer vengeance, de débarquer à l'embouchure du Tibre, de s'emparer de Rome, où on avait de nombreux partisans. Un conseil de guerre fut réuni à Toulon dans le courant de février 1795, pour aviser aux moyens d'exécution du projet. Napoléon fut d'opinion que cette expédition compromettrait l'armée d'Italie et se terminerait elle-même par un désas-

tre : que si cependant on la voulait entreprendre, il fallait en même temps surprendre le mont Argentare, Orbitello, et la place de Civita-Vecchia, et y débarquer l'armée ; mais dix mille hommes lui paraissait une force trop faible pour tenter un pareil coup de main : il était d'ailleurs impossible de le faire sans cavalerie; il fallait au moins embarquer quinze cents chevaux de chasseurs ou de hussards, ce qui, avec cinq cents chevaux d'artillerie et d'état-major, formerait une augmentation considérable au convoi. L'armée, à peine débarquée, aurait à combattre vingt-cinq ou trente mille Napolitains, dont cinq mille de bonne cavalerie ; elle aurait aussi à craindre une division autrichienne qui accourrait de la Lombardie ; elle ne pouvait pas compter sur des partisans à Rome, puisque cette opération ne pourrait pas être de longue durée, et qu'après avoir vengé le sang de Basseville et mis la ville à contribution, il faudrait songer à se rembarquer; que, même étant maître de la mer, cette opération était une hasardeuse entreprise avec dix mille hommes seulement; mais que sans être maître de la mer, ce serait conduire ce corps d'armée à une destruction certaine; qu'il fallait donc que l'escadre française sortît seule, qu'elle battît l'escadre anglaise, la chassât de la Méditerranée ; qu'alors le convoi prendrait la mer ; qu'après avoir débarqué l'armée, l'escadre et le convoi se porteraient devant Naples pour inquiéter cette cour et l'obliger à garder ses forces à sa propre défense. Le représentant du peuple fut d'autant plus mécontent de la désapprobation formelle que donnait à ses projets le général d'artillerie qu'il entraînait l'avis de tous les officiers généraux. Les marins déclarèrent qu'il était dangereux pour le salut de l'escadre que le convoi sortît en pleine mer, tant qu'une flotte ennemie croiserait dans ces parages. Il fût résolu que le contre-amiral Martin sortirait seul pour donner chasse aux Anglais.

Il appareilla le 1er mars ; arrivé près de Saint-Florent, il captura un vaisseau anglais de 74, le Berwick, qui sortait de cette rade. Les escadres française et anglaise se signalèrent le 8 dans le canal de Livourne ; à l'aspect de l'ennemi, la résolution de Letourneur faiblit, il ordonna la retraite; l'armée anglaise donna chasse à son tour. Le 13, les deux escadres étaient par le travers du cap Noli, rivière de Gênes; le Mercure de 74 et le vaisseau à trois ponts le Sans-Culotte se séparèrent dans la nuit. Le lendemain, à la pointe du jour, le vaisseau le Ça-Ira de 74, qui avait été démâté par un abordage avec le vaisseau la Victoire, tomba sous le vent; le Censeur lui donna la remorque. Les deux armées étaient égales en nombre, mais non en force; l'escadre française de quinze vaisseaux était réduite à treize dont aucun de trois ponts; l'escadre anglaise de treize vaisseaux en avait quatre à trois ponts; l'escadre française continua sa retraite; mais elle ne put éviter deux engagemens ; le Censeur et le Ça-Ira se battirent contre un vaisseau à trois ponts et deux vaisseaux de 74 anglais. Le Tonnant, le Duquesne et la Victoire furent engagés toute la journée ; le reste de la ligne française ne le fut pas. Le Censeur et le Ça-Ira furent pris après une vive résistance. L'escadre mouilla aux îles d'Hyères, où le Sans-Culotte et le Mercure la rallièrent. Le Ça-Ira coula en rade de la Spezzia. Le vaisseau anglais à trois ponts l'Illustrious, coula et se perdit par suite du combat. Ainsi des deux côtés, la perte

fut de deux vaisseaux. Cet engagement fut le premier de cette guerre, qui eut lieu dans la Méditerranée entre les deux nations. Si l'escadre française se fût battue en ligue dans le canal de Livourne, il est à penser qu'elle aurait soutenu l'honneur du pavillon.

Mais cet événement était fort heureux pour la république : si on avait eu des succès, que les vaisseaux anglais se fussent retirés à Gibraltar, on eût fait sortir le convoi. Cette expédition, sans but raisonnable et mal calculée, ne pouvait avoir que l'issue la plus funeste. Les troupes débarquèrent et se rendirent à Nice où elles furent très utiles, deux mois après, pour défendre cette frontière contre les attaques du général autrichien Devins. Cet armement coûta quelques millions au trésor, mais il ne fut pas sans procurer de grands avantages. Le grand-duc de Toscane reconnut la république et envoya comme ambassadeur à Paris le comte Carletti, que la convention reçut le 14 mars 1795. La république de Venise, qui s'était refusée à entrer dans la coalition et avait reçu un agent français, fut stimulée par l'armement d'une escadre française, et envoya pour ambassadeur le noble Quirini ; sa nomination est du 14 mars ; Gênes se raffermit dans ses dispositions de neutralité ; le roi de Naples était entré dans la coalition aussitôt que l'escadre anglaise et espagnole avaient dominé dans la Méditerranée : il avait puissamment concouru à la défense de Toulon ; mais ce prince, ainsi que Rome, le roi de Sardaigne, les ducs de Modène et de Parme, devait céder à l'ascendant de la république dans la campagne de 1796.

§ V.

Depuis le 9 thermidor (27 juillet 1794), le midi était fort agité. Le tribunal révolutionnaire de Marseille avait fait périr sur l'échafaud toute l'élite du commerce de cette ville. Les jacobins composant la société populaire avaient encore la haute main ; ils gémissaient de la ruine de la Montagne et frémissaient des lois modérées qui régnaient alors ; d'un autre côté, le reste du parti des sections, quoique fort affaibli par l'émigration et les pertes de toute espèce, l'agitait ; il était animé par un esprit violent de vengeance. La population de Toulon, tous les ouvriers de l'arsenal, les équipages de l'escadre, tenaient au premier parti ; ils voyaient avec défaveur les représentans Marlette et Chambon, qu'ils accusaient d'être du parti des rétracteurs. Dans ces circonstances, un corsaire français amena à Toulon une prise espagnole ; elle avait à bord une vingtaine d'émigrés : la plus grande partie de la famille Chabrillant. Un rassemblement tumultueux eut lieu à l'arsenal et dans les rues ; on se porta aux prisons pour égorger ces malheureux. Les représentans se rendirent à l'arsenal ; après avoir harangué dans une salle les officiers de l'administration, ils haranguèrent les ouvriers dans les chantiers, leur promirent de traduire les émigrés à une commission extraordinaire et de les faire juger dans les vingt-quatre heures ; mais ils étaient eux-mêmes suspects, ils n'avaient aucune influence sur l'opinion, leurs discours furent mal interprétés. Une voix se fit entendre : *A la lanterne les protecteurs des émigrés.* La journée était avancée, on commençait à allumer les réverbères. Le tapage devenait horrible, la foule tumultueuse ; la garde

accourut et fut repoussée. Dans cette circonstance, Napoléon reconnut parmi les chefs du tumulte plusieurs canonniers qui avaient servi sous lui au siége de Toulon ; il monta sur un chantier, les canonniers firent respecter leur général et imposèrent silence; il eut le bonheur de faire effet, de calmer les passions de cette aveugle multitude ; les représentans sortirent sains et saufs de l'arsenal; mais le désordre était plus grand encore dans les rues. Aux portes des prisons, la résistance de la garde commençait à mollir ; il s'y rendit, le peuple fut contenu ; il promit que le lendemain au jour les émigrés seraient traduits et jugés ; il n'eût pas été aisé de persuader ce qui cependant était de toute évidence, que ces émigrés n'étaient pas dans le cas de la loi, puisqu'ils n'avaient pas violé leur ban. Dans la nuit, il les fit placer dans des caissons de parc et les fit sortir de la ville comme un convoi d'artillerie ; un bateau les attendait dans la rade d'Hyères où ils s'embarquèrent et furent ainsi sauvés. La fermentation alla à Toulon en augmentant, et enfin le 30 mai on y courut aux armes ; la canaille se déclara en insurrection, arrêta ou mit en fuite les représentans qui se trouvaient dans la ville. Mais ceux-ci prirent le dessus à Marseille et marchèrent contre Toulon. Les Toulonnais sortirent avec trois mille hommes et deux pièces de canon à leur rencontre. Le combat eut lieu sur les hauteurs de Cuges. La victoire se déclarait pour les Toulonnais, lorsque le général Pacthod arriva avec un corps de troupes de ligne; quelques jours après Toulon fut soumis. Lors de cet événement, Napoléon avait quitté la Provence depuis un mois.

§ VI.

Les comités de gouvernement présentèrent le tableau des officiers-généraux qui devaient être employés pendant la campagne de 1795. Un grand nombre d'officiers, qui avaient été éloignés depuis la fin de 1792, pendant 1793 et 1794, reçurent du service ; il se trouva beaucoup de généraux d'artillerie qu'on ne pouvait employer. Napoléon, âgé alors de vingt-cinq ans, était le plus jeune de tous ; il fut porté sur le tableau des généraux d'infanterie pour être employé dans l'artillerie lorsqu'il y aurait des inspections vacantes. Il dut quitter l'armée d'Italie, comme Kellermann venait d'en prendre le commandement. Il conféra avec ce général à Marseille, lui donna tous les renseignemens qu'il pouvait désirer et partit pour Paris. Il apprit à Châtillon-sur-Seine, chez le père du capitaine Marmont, son aide-de-camp, la journée du premier prairial, ce qui le décida à y séjourner quelques jours pour attendre que la tranquillité fût rétablie dans la capitale. Arrivé à Paris, il se présenta chez Aubry, membre du comité de salut public, qui avait fait le rapport sur le travail militaire ; lui observa qu'il avait commandé l'artillerie du siége de Toulon et celle de l'armée d'Italie depuis deux ans ; qu'il avait armé les côtes de la Méditerranée, et qu'il lui était pénible de quitter un corps où il servait depuis son enfance. Ce représentant objecta qu'il y avait un grand nombre de généraux d'artillerie et qu'il était le plus jeune ; qu'aussitôt qu'il y aurait des places vacantes il y serait appelé. Mais Aubry, six mois avant, était encore capitaine d'artillerie ; il n'avait pas fait la guerre depuis la révolution, et cependant il

s'était porté sur le travail comme général de division, inspecteur d'artillerie. Peu de jours après, le comité de salut public fit expédier à Napoléon l'ordre de se rendre à l'armée de la Vendée pour y commander une brigade d'infanterie; en réponse, il donna sa démission. Cependant le travail d'Aubry excitait beaucoup de réclamations; les officiers déplacés se rendaient en foule à Paris : plusieurs étaient des officiers distingués, le plus grand nombre étaient sans mérite et s'étaient avancés par les clubs; mais tous trouvant dans Napoléon un homme qui jouissait d'une réputation intacte, s'attachaient dans leurs réclamations et pétitions à le nommer comme une preuve de l'injustice et de la partialité de ce travail.

Huit jours après que Napoléon eut donné sa démission, et pendant qu'il attendait la réponse du comité de salut public, Kellermann se fit battre, perdit sa position de Saint-Jacques, et écrivit que si on ne lui envoyait pas de prompts renforts, il serait obligé de quitter même Nice. L'alarme fut grande, le comité de salut public convoqua tous les députés qui avaient été à l'armée d'Italie pour avoir des renseignemens; ceux-ci unanimement désignèrent Napoléon comme connaissant mieux les positions qu'occupait l'armée, et comme le plus capable d'indiquer le parti à prendre; il reçut une réquisition de se rendre au comité; il eut plusieurs conférences avec Siéyes et Doulcet-Pontécoulant, Letourneur, Jean-de-Brie. Il rédigea les instructions que le comité adopta; il fut requis par un décret spécial, en qualité de général de brigade d'artillerie, pour être spécialement attaché, jusqu'à nouvel ordre, à la direction des opérations militaires. C'est dans cette position qu'il passa deux ou trois mois jusqu'au 13 vendémiaire.

§ VII.

Lorsque Kellermann avait pris, le 19 mai 1795, le commandement de l'armée d'Italie, l'armée était dans les positions où l'avait mise Napoléon au mois d'octobre de l'année précédente, après le combat de Cairo ; cette position était la suivante : la gauche, forte de cinq mille hommes, depuis le col d'Argentière jusqu'au col de Sabion ; le centre, commandé par le général Macquart, occupait le col de Sabion, le col de Tende, le *monte* Bertrando, le Tanarelle ; il était de huit mille hommes : la droite occupait le col de Termini, les hauteurs d'Ormea, le col Saint-Bernardo, de Bardinetto, de Sette-Pani, de Melogno, de Saint-Jacques, de la Madone, de Vado; elle était de vingt-cinq mille hommes, sous les ordres des généraux de division Serrurier, Laharpe, Masséna.

La cour de Vienne avait été vivement alarmée du résultat de l'affaire de Cairo et de la position que l'armée française avait prise à la fin de 1794. Elle menaçait Gênes, dont la perte eût ouvert la porte du Milanais : le conseil aulique réunit, pour la campagne de 1795, sous les ordres du général Devins, une armée de trente mille Autrichiens, pour agir de concert avec l'armée piémontaise. L'escadre anglaise croisa sur les côtes de Savone et Vado pour seconder les opérations du général autrichien, qui porta successivement son quartier-général à Acqui, à Dego, et de là manœuvra contre les hauteurs de Savone dont il s'empara le 23, ce qui le mit en communication avec l'escadre anglaise.

Le général Devins partagea son armée en trois corps qui débonchèrent le 23 juin; la droite, divisée en cinq colonnes, attaqua la gauche de l'armée française, depuis le col de Termini jusqu'aux hautenrs d'Ormea ; le centre marcha sur trois colonnes principales qui se subdivisèrent en nn grand nombre d'autres, et attaqua toutes les positions, de Bardinetto à Saint-Jacques ; la gauche attaqna la droite aux positions de Vado. Le 25 et le 26, on se battit partout avec acharnement. L'armée française conserva ses positions, hormis la redoute de Melogno, le col de Spinardo et la crête de Saint-Jacques ; par la possession de la redonte de Melogno, l'ennemi menaçait le centre de l'armée. Cette position n'est éloignée de Finale, sur le bord de la mer, que de deux lieues. Le 27, Kellermann fit attaquer, sentant toute l'importance de la reprendre, mais il échona. Le 28, il battit en retraite, évacua Saint-Jacques, Vado, Final, et prit nne position provisoire. Enfin, le 7 juillet, aussitôt qu'il eut reçu les ordres du comité de salut public qui répondait à ses conrriers des 24, 25, 26, 27, et 28, il s'établit à la position de Borghetto.

Kellermann était brave soldat, extrêmement actif, avait beaucoup de bonnes qualités; mais il était tout-à-fait privé de moyens nécessaires pour la direction d'une armée en chef. Dans la conduite de cette guerre, il ne fit que des fautes; le comité lui observa : « que l'armée ne s'était étendne en » 1794 au-delà des hauteurs du Tanaro » et n'avait prolongé sa droite par » Bardinetto, Melogno, Saint-Jacques, » que pour empêcher l'armée autri- » chienne de se concerter avec l'esca- » dre anglaise et pour pouvoir accou- » rir au secours de Gênes, si l'ennemi » se portait sur cette ville, soit par » mer, soit par le col de la Bocchetta; » qu'elle n'occnpait pas Vado comme » une position défensive, mais comme » une position offensive, mais pour » être à portée de déboucher sur l'en- » nemi s'il se présentait dans la rivière; » qu'aussitôt que les Autrichiens s'é- » taient portés sur Savone, il aurait dû » marcher ponr les combattre, pour » empêcher qu'ils ne s'emparassent » de cette ville et ne lui interceptas- » sent sa commnnication avec Gênes ; » mais que puisqu'il ne l'avait pas pu » faire, 1° il eût dû évacuer Vado » pour appuyer sa droite sur Saint- » Jacqnes ; 2° que lorsque, par le ré- » snltat de la journée dn 25, l'ennemi » s'était emparé de Melogno et de la » crête de Saint-Jacqnes, il devait dans » la nuit profiter de l'avantage qu'avait » obtenu à sa droite le général La- » harpe, pour évacuer Vado, et se ser- » vir des troupes de Laharpe pour » renforcer l'attaque sur Saint-Jacques » et Melogno ; elle eût été couronnée » d'nn plein succès; 3° que lorsque, » le 27, il avait résoln d'attaquer Me- » logno, il était encore temps de » ployer sa droite, pour qu'elle se » trouvât à cette attaque, profitant du » nonvel avantage qu'elle avait obtenu » le 26 snr la ganche de l'ennemi; » cette manœuvre eût encore décidé » de la victoire. » Ces dépêches, qui étaient écrites de main de maître, étonnèrent beaucoup l'état-major, qui cependant devina bientôt qui les avait dictées.

Il y a dans la rivière dn Ponent trois lignes qui couvrent le comté de Nice et barrent la rivière ; la droite appuyée à la mer et la gauche à la crête supérieure des montagnes. La première de ces lignes est celle de Borghetto, la deuxième est celle de Monte-Grande,

la troisième est celle de la Taggia. Napoléon avait reconnu depuis longtemps ces trois lignes, accompagné de l'adjudant-général Saint-Hilaire, brave et excellent officier qui, depuis, s'est couvert de gloire dans cent batailles, et est mort général de division sur les champs d'Essling. La ligne de Borghetto appuie sa droite sur la mer, au village de Borghetto, à une lieue de Loano, sur un mamelon qui domine toute la plaine de Loano; et sa gauche à un grand rocher isolé. Masséna fit construire sur ce rocher une redoute que l'armée appela le Petit-Gibraltar, en mémoire du fort Murgrave à Toulon. Elle était vis-à-vis le Champ-des-Prêtres; de là on communique par des montagnes escarpées jusqu'aux hauteurs qui dominent Ormea, Loano, Rocca-Barbene; le *monte* Saint-Bernardo, Garessio, sont hors de cette ligne et appartiennent naturellement à l'ennemi; mais Ormea est couvert: cette ligne est extrêmement forte, son étendue est considérable, cinq ou six lieues; mais presque partout elle est inabordable: elle ne peut être attaquée que par la gorge de Sucarello où est le château de ce nom, qu'on arma; ce fut un excellent poste de bataille. Dans le courant de juillet, août et septembre, Devins projeta plusieurs fois d'attaquer cette ligne; il ne l'osa jamais sérieusement. De Sucarello, une ligne aboutit à Albenga, passant derrière le petit ruisseau de l'Arosoia; c'est une bonne position dans le cas où la partie de la ligne de Sucarello à Borghetto serait forcée.

La position de Monte-Grande, qui s'attache au col de Pizzo et au col de Mezza-Luna et s'appuie à la mer derrière Saint-Lorenzo, est une ligne beaucoup moins bonne, mais encore très forte. Celle qui appuie sa droite à l'embouchure de la Taggia, son centre à Monte-Ceppo, et sa gauche à Monte-Tanarda et au col *Ardente*, d'où elle communique avec le col de Tende, est moins forte que celle de Borghetto, mais plus forte que celle de Monte-Grande. La première ligne couvre Oneille et toutes les positions de la rivière, d'Oneille à Borghetto. La deuxième découvre Oneille et Ormea et tous les débouchés du Tanaro. La troisième découvre toute la partie de la rivière du Ponent, d'Oneille à Saint-Rémo: cette ligne a cela de particulier qu'elle peut défendre Saint-Remo, et que, si on y est forcé, on peut évacuer cette ville et s'appuyer à Ospitaletto entre elle et Bordeghera, sans que la ligne soit moins bonne. L'ennemi peut tourner la première ligne en débouchant par la vallée du Tanaro, et en s'emparant du Monte-Ariol et menaçant alors de tomber sur le Monte-Grande et sur Oneille; mais Ormea et le Monte-Ariol sont si près de la ligne, que les réserves peuvent servir à la défense de ces positions. Elle peut aussi être tournée par le col de Tende; mais ce serait changer le théâtre de la guerre; l'ennemi ne saurait faire un si grand mouvement sans qu'on en fût instruit, on indiquerait ainsi le moment où ses troupes seraient en marche, pour attaquer et détruire ce qu'il aurait laissé devant la ligne de Borghetto. La deuxième ligne et surtout la troisième ont cela d'avantageux qu'elles ne peuvent pas être tournées par la vallée du Tanaro qui est en dehors; qu'elles se rattachent au col Ardente, c'est-à-dire jusqu'au col de Tende; que le col Ardente et la Tanarda, non seulement concourent à la défense du col de Tende, mais même, le col de Tende forcé, prennent de revers, avant le

défilé de Saorgio, la route qui conduit à Nice. A ne considérer donc que la seule défense du comté de Nice, la ligne de la Taggia serait la meilleure, parce que toutes les troupes s'y trouveraient concentrées et à portée de défendre le col de Tende.

§ VIII.

Le gouvernement jugea le commandement de l'armée d'Italie au-dessus des forces de Kellermann ; il l'envoya en septembre commander l'armée des Alpes, et confia l'armée d'Italie au général Schérer qui commandait l'armée des Pyrénées-Orientales, devenue inutile par la paix conclue avec l'Espagne. Schérer mena en Italie un renfort de deux divisions de bonnes troupes. L'armée autrichienne avait été également renforcée ; elle n'avait pas rempli dans la campagne de 1795 l'espérance de la cour de Vienne : cependant elle avait eu des succès importans; elle s'était emparée de la position de Saint-Jacques et de Vado, interceptait Gênes et s'était mise en communication avec l'escadre anglaise. Au commencement de novembre, l'armée française occupait toujours la ligne de Borghetto avec cinq divisions ; celle de gauche, sous les ordres du général Serrurier, était à Ormea ; deux, sous les ordres des généraux Masséna et Laharpe, étaient à Sucarello et à Castel-Vecchio ; et deux, sous les ordres des généraux Augereau et Soret, étaient vis-à-vis de Borghetto, ce qui formait une force active de trente-cinq à trente-six mille hommes. L'armée autrichienne avait son quartier-général à Finale; sa droite, composée de Piémontais, était à Garessio ; son centre, commandé par Argenteau, à Rocca-Barbene, et sa gauche, toute composée d'Autrichiens, en avant de Loano, où elle avait construit beaucoup de redoutes pour défendre la plaine. Ses forces en ligne étaient de quarante-cinq mille hommes; les maladies de l'automne lui faisaient éprouver des pertes considérables, ainsi qu'à l'armée piémontaise. L'armée française avait beaucoup de peine à vivre ; la saison déjà avancée lui faisait désirer de prendre ses quartiers d'hiver. Schérer se décida à risquer une bataille qui les rendît sûrs et rétablît la communication avec Gênes, en obligeant l'ennemi à hiverner au-delà des montagnes.

Le 21 novembre au soir, Masséna se mit en mouvement avec sa division et celle de Laharpe ; à la pointe du jour, il attaqua le centre de l'ennemi placé à Rocca-Barbene, le culbuta, le poursuivit l'épée dans les reins, le jeta dans la Bormida, s'empara de Melogno et vint finir la journée en bivouaquant son avant-garde sur les hauteurs de Saint-Jacques ; le 22 à la pointe du jour, il escarmoucha avec la droite de l'ennemi et tint en respect toute l'armée piémontaise ; Augereau déboucha par Borghetto, attaqua la gauche, et s'empara de toutes les positions. L'ennemi précipita sa retraite sur Finale, et la continua sur Savone en toute hâte, lorsqu'il se vit prévenu par Masséna sur le sommet de Saint-Jacques. Serrurier, qui par ses bonnes manœuvres avait contenu des troupes doubles des siennes sans éprouver d'échecs notables, fut renforcé de deux brigades dans la journée du 23. Le 24, il attaqua sérieusement à son tour et rejeta l'armée piémontaise dans le camp retranché de Ceva. Les armées autrichienne et sarde firent des pertes très considérables ; la plus grande partie de leur artillerie, des magasins, des baga-

ges et quatre mille prisonniers. L'armée française se couvrit de gloire dans cette journée. L'armée autrichienne abandonna toute la rivière de Gênes et prit position au-delà de l'Apennin. L'une et l'autre armée entrèrent dans leurs quartiers d'hiver. Les communications des Français furent libres. Le quartier-général retourna à Nice. Ainsi finit l'année 1795.

CHAPITRE III.

TREIZE VENDÉMIAIRE.

Constitution de l'an III. — Lois additionnelles. — Résistance armée des sections de Paris. — Dispositions d'attaque et de défense des Tuileries. — Combat du 13 Vendémiaire. — Napoléon commandant en chef l'armée de l'intérieur. — Barras. — La Réveillère-Lepeaux. — Rewbell. — Carnot. — Letourneur de la Manche.

§ 1er.

La chute de la municipalité du 31 mai, de Danton, de Robespierre, amena la fin du gouvernement révolutionnaire. Depuis, la convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance; ses principes varièrent chaque mois. Une épouvantable réaction affligea l'intérieur de la république; les domaines cessèrent de se vendre, et le discrédit des assignats s'accrut; les armées se trouvèrent chaque jour sans solde, les réquisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance; le pain même du soldat ne fut plus assuré : le recrutement, dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur sous le gouvernement révolutionnaire, cessa; les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses; mais elles éprouvaient des pertes journalières qu'il n'y eut plus de moyen de réparer.

Le parti de l'étranger, qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces, les communications étaient devenues plus faciles à l'extérieur; la perte de la république se tramait publiquement; la révolution était vieille; elle avait froissé bien des intérêts; une main de fer avait pesé sur les individus; bien des crimes avaient été commis : ils furent tous relevés avec acharnement pour exciter tous les jours davantage l'animadversion publique contre ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque aux succès de la révolution. Pichegru s'était vendu; les prosélytes des ennemis de la république ne furent cependant pas nombreux dans l'armée; elle resta fidèle aux principes pour lesquels elle avait versé tant de sang et remporté tant de victoires. Tous les partis étaient fatigués de la convention; elle l'était d'elle-même; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeaient que, sans délais, elle remplît sa mission. Elle décréta, le 21 juin 1795, la constitution connue sous le nom de constitution de l'an III, qui confiait le gouvernement à cinq personnes, sous le nom de *Directoire*; la législature à deux conseils dits des *Cinq-cents* et des *Anciens*. Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple réuni en assemblées primaires.

§ II.

L'opinion était généralement répandue qu'il fallait attribuer le peu de

durée de la constitution de 91 à la loi de la constituante, qui avait exclu ses membres de la législature. La convention ne tomba pas dans la même faute; elle joignit à la constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législation nouvelle seraient composés des membres de la convention, et que les assemblées électorales des départemens n'auraient à nommer, pour cette fois, qu'un tiers seulement des deux conseils. Ces deux lois additionnelles furent soumises à l'acceptation du peuple. Le mécontentement fut général; le parti de l'étranger voyait tous ses projets déjoués : il s'était flatté que les deux conseils seraient composés en majorité, d'hommes mal disposés pour la révolution, on même de ceux qui en avaient été victimes; il se flattait d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature. Ce parti ne manquait pas de très bonnes raisons pour déguiser les véritables motifs de son mécontentement. Il alléguait que les droits du peuple étaient méconnus, puisque la convention, qui n'avait en de mission que pour proposer une constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral. Quant à la constitution en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et, sur ce point, tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président au lieu de cinq directeurs; les autres auraient désiré un conseil plus populaire; mais en général, on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Les comités secrets que dirigeait le parti de l'étranger, n'attachaient aucune importance à des formes de gouvernement qu'ils ne voulaient pas maintenir; ils n'étudiaient dans la constitution que les moyens d'en profiter pour opérer la contre-révolution, et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la convention et des conventionnels conduisait à ce but. Les quarante-huit sections de Paris se réunirent; ce furent quarante-huit tribunes qu'occupèrent les orateurs les plus virulens, La Harpe, Serizi, Lacretelle jeune, Vaublanc, Régnault de Saint-Jean-d'Angely. Il fallait peu de talens pour exciter les esprits contre la convention, et plusieurs de ces orateurs en montrèrent beaucoup. La capitale fut mise en fermentation.

Après le 9 thermidor, la ville de Paris avait organisé sa garde nationale; elle avait eu en vue d'en éloigner les jacobins; elle était tombée dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre. Cette garde nationale était de quarante mille hommes armés et habillés; elle partagea toute l'exaspération des sections contre la convention. Celles-ci ayant rejeté les lois additionnelles, se succédaient à la barre de la convention pour y déclarer hautement leur opinion. La convention cependant croyait encore que toute cette agitation se calmerait aussitôt que les pouvoirs auraient manifesté leur opinion par l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles; elle comparait à tort cette agitation de la capitale à ces commotions si communes à Londres, et dont Rome avait souvent donné l'exemple au temps des comices. Elle proclama, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles, par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, dès le lendemain, les sections de Paris, sans tenir compte de cette acceptation, nommèrent des députés pour former une assemblée centrale d'électeurs qui se réunit à l'Odéon.

§ III.

Les sections de Paris avaient mesuré leurs forces; elles méprisaient la faiblesse de la convention. Cette assemblée de l'Odéon était un comité d'insurrection. La convention se réveilla; elle annula l'assemblée de l'Odéon, la déclara illégale, et ordonna à ses comités de la dissoudre par la force. Le 10 vendémiaire, la force armée se porta à l'Odéon, et exécuta cet ordre. Quelques hommes rassemblés sur la place de l'Odéon firent entendre des murmures, se permirent quelques injures, mais n'opposèrent aucune résistance. Cependant le décret qui fermait l'Odéon excita l'indignation des sections: celle *Lepelletier*, dont le chef-lieu était au couvent des filles Saint-Thomas, était la plus animée. Un décret de la convention ordonna que le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute, et la section désarmée. Le 12 vendémiaire (3 octobre), à sept ou huit heures du soir, le général Menou, accompagné des représentans du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, se rendit avec un corps nombreux de troupes au lieu des séances de la section Lepelletier, pour y faire exécuter le décret de la convention; infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, à l'extrémité de laquelle est le couvent des filles Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient les fenêtres des maisons de cette rue. Plusieurs de leurs détachement se rangèrent en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire que commandait le général Menou se trouva compromise. Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain dans l'exercice de ses fonctions; il refusa d'obéir aux ordres de la convention, et après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement. La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya des députations à toutes les autres sections, vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pourrait assurer sa résistance. Elle prépara ainsi la journée du 13 vendémiaire.

Napoléon, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la république, était au spectacle au théâtre Feydeau, lorsque, instruit de la scène singulière qui se passait si près de lui, il fut curieux d'en observer les circonstances; voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de la convention pour juger de l'effet de cette nouvelle, et suivre les développemens et la couleur qu'on y donnerait. La convention était dans la plus grande agitation. Les représentans auprès de l'armée, voulant se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou. Ils attribuèrent à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté; Menou fut décrété d'arrestation: alors divers représentans se montrèrent successivement à la tribune: ils peignirent l'étendue du danger. Les nouvelles qui à chaque instant arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand: chacun proposa le général qui avait sa confiance pour remplacer Menou; les thermidoriens proposaient Barras; mais il était peu agréable aux autres partis. Ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du comité de salut public, qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce

pas dangereux, par la promptitude de son coup-d'œil, l'énergie et la modération de son caractère. Mariette, qui était du parti des modérés et un des membres les plus influens du comité des quarante, approuva ce choix. Napoléon, qui entendait tout du milieu de la foule où il se trouvait, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. Il se décida enfin et se rendit au comité, auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une opération aussi importante avec trois représentans qui, dans le fait, exerçaient le pouvoir et gênaient toutes les opérations du général; il ajouta qu'il avait été témoin de l'événement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus coupables, et s'étaient pourtant montrés au sein de l'assemblée en accusateurs triomphans. Frappé de ces raisons, mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires sans une longue discussion dans l'assemblée, le comité, pour tout concilier, car il n'avait pas de temps à perdre, prit le parti de proposer, pour général en chef, Barras, en donnant le commandement en second à Napoléon. Par là on se trouva débarrassé des trois commissaires sans qu'ils eussent à se plaindre. Aussitôt que Napoléon se vit chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignemens nécessaires sur les forces, la position des troupes et de l'artillerie. L'armée n'était que de cinq mille hommes de toutes armes. Le parc était de quarante pièces de canon, alors parquées aux Sablons, sous la garde de vingt-cinq hommes. Il était une heure après minuit; le général expédia aussitôt un chef d'escadron du 21e de chasseurs (Murat) avec trois cents chevaux, en toute diligence aux Sablons, pour en ramener l'artillerie dans le jardin des Tuileries; un moment plus tard il n'eût plus été temps. Cet officier arriva à trois heures aux Sablons, il s'y rencontra avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier, qui venait saisir le parc; mais il était à cheval et en plaine; les sectionnaires jugèrent toute résistance inutile; ils se retirèrent; et à cinq heures du matin, les quarante pièces de canon entrèrent aux Tuileries.

§ IV.

De six heures à neuf heures, Napoléon plaça son artillerie à la tête du pont Louis XVI, du Pont-Royal et de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, etc., etc.; il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée, et la petite armée distribuée aux différens postes, ou en réserve au jardin et au Carrousel. La générale battait dans tous les quartiers; dans ce temps les bataillons de garde nationale prenaient position aux débouchés des rues, cernant le palais et le jardin des Tuileries; leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place Louis XV : le danger était imminent; quarante mille gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, étaient sous les armes, et fort animés contre la convention; les troupes de ligne chargées de la défendre étaient peu nombreuses, et pouvaient facilement être entraînées par le sentiment de la population qui les environnait. La convention, pour accroître ses forces, donna des armes à

quinze cents individus, dits les patriotes de 89; c'étaient des hommes, qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois et quitté leurs départemens où ils étaient poursuivis par l'opinion; elle en forma trois bataillons sous les ordres du général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur; ils entraînèrent la troupe de ligne, et furent pour beaucoup dans le succès de la journée. Un comité de quarante membres, composé des comités de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires, discutait beaucoup, ne décidait rien, pendant que le danger devenait à chaque instant plus pressant. Les uns voulaient qu'on posât les armes, et qu'on reçût les sectionnaires, comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois; d'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud au camp de César, pour y être joints par l'armée des côtes de l'Océan; d'autres proposaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections, pour leur faire diverses propositions. Pendant ces vaines discussions, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, venant de la section Lepelletier, à deux heures après midi, à la tête de trois ou quatre bataillons, dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre. Ces colonnes se réunirent sur la place Dauphine. Le général Cartaux, qui était placé au Pont-Neuf avec quatre cents hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste et se replia sous les guichets du Louvre. En même temps un bataillon de garde nationale occupa le jardin des Infans. Il se disait fidèle à la convention, et pourtant saisissait ce poste sans ordres; d'un autre côté, Saint-Roch, le Théâtre-Français et l'hôtel de Noailles, étaient occupés en forces par les gardes nationales. Les postes conventionnels n'en étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes pour corrompre les soldats; les chefs mêmes se présentèrent plusieurs fois sans armes et les chapeaux en l'air, pour fraterniser, disaient-ils!!

§ V.

Les affaires empiraient d'une manière étrange; Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple, et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa, à trois heures après midi, les postes, les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre; il fut introduit ainsi au milieu du comité des quarante qu'il émut beaucoup par ses menaces; mais il n'obtint rien. La nuit approchait, les sectionnaires en avaient profité pour se faufiler de maison en maison jusqu'aux Tuileries déjà étroitement bloquées: à peu près à la même heure, Napoléon fit apporter dans la salle de la convention huit cents fusils, des gibernes et des cartouches pour armer les conventionnels eux-mêmes et les bureaux, comme corps de réserve; cette mesure en alarma plusieurs qui comprirent alors la grandeur du danger. Enfin, à quatre heures un quart des coups de fusil furent tirés de l'hôtel de Noailles, des balles tombèrent sur le perron des Tuileries et blessèrent une femme qui entrait dans le jardin. Au moment même, la colonne de Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le Pont-Royal en battant la charge; alors les batteries tirèrent; une pièce

de 8 au cul-de-sac Dauphin commença le feu et servit de signal. Après plusieurs décharges Saint-Roch fut enlevé. La colonne Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie, placée sur le quai à la hauteur du guichet du Louvre et à la tête du Pont-Royal, fut mise en déroute; la rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacens furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister au théâtre de la république, quelques obus les délogèrent; à six heures du soir tout était fini. Si l'on entendit de loin en loin quelques coups de canon pendant la nuit, ce fut pour empêcher les barricades que quelques habitans avaient cherché à établir avec des tonneaux. Il y eut environ deux cents tués ou blessés du côté des sectionnaires et presque autant du côté des conventionnels, la plus grande partie de ceux-ci aux portes de Saint-Roch. Trois représentans, Fréron, Louvet et Siéyes, montrèrent de la résolution; la section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, est la seule qui ait fourni deux cent cinquante hommes à la convention, tant ses dernières oscillations politiques lui avaient indisposé le peuple. Toutefois, si les faubourgs ne se levèrent pas en sa faveur, ils n'agirent pas non plus contre elle. La force de l'armée de la convention était de huit mille cinq cents hommes, en y comprenant les représentans eux-mêmes.

Il existait encore des rassemblemens dans la section Lepelletier. Le 14 au matin, des colonnes débouchèrent contre eux par les boulevarts, la rue de Richelieu et le Palais-Royal; des canons avaient été placés aux principales avenues; les sectionnaires furent promptement délogés et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de section, ramasser les armes et lire des proclamations; le soir, tout était rentré dans l'ordre et Paris se trouvait parfaitement tranquille. Lorsque après ce grand événement, les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés en corps à la convention, elle nomma par acclamation Napoléon général en chef de l'armée de l'intérieur, Barras ne pouvant cumuler plus long-temps le titre de représentant avec des fonctions militaires. Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre; les comités voulaient sa mort. Le général en chef le sauva en disant aux juges que si Menou méritait la mort, les trois représentans qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires, la méritaient aussi; que la convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois députés, et qu'alors on condamnerait Menou; l'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de ce général; il fut acquitté. La commission condamna plusieurs individus à mort par contumace, entre autres Vaublanc; Lafond fut seul exécuté. Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action; la tête de sa colonne sur le Pont-Royal se reforma trois fois sous la mitraille, avant de se disperser tout à fait. C'était un émigré, il n'y eut pas moyen de le sauver, quelque désir qu'en eussent les officiers; l'imprudence de ses réponses déjoua constamment leurs bonnes intentions. Il est faux qu'on ait fait tirer à poudre au commencement de l'action; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes; mais il est vrai que le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors, en effet, on ne tira plus qu'à poudre.

§ VI.

Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à réorganiser la garde nationale; ce qui était un objet de la plus haute importance, elle se composait alors de cent quatre bataillons. Il forma en même temps la garde du directoire et réorganisa celle du corps législatif. Ces mêmes élémens se trouvérent précisément, dans la suite, une des causes de son succès, à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Égypte, bien que le directoire eût recommandé à sa garde de ne point lui rendre d'honneurs militaires, et il ne put l'obtenir et empêcher de battre au champ dès qu'il paraissait.

Le peu de mois qu'il commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras, attachés à l'installation d'un gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux, et souvent en opposition avec les conseils; cette fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires, qui étaient encore puissans dans Paris, la turbulence active des jacobins, qui s'étaient réunis en assemblée patriotique sous le nom de société du Panthéon, les agens des étrangers qui fomentaient partout la discorde, le discrédit des finances et du papier monnaie qui mécontentaient les troupes à l'extrême; mais plus que tout cela encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale, dix ou douze fois les faibles distributions journaliéres, que le gouvernement faisait, manquèrent. Il fallait une activité, une dextérité peu communes pour surmonter tant d'obstacles et maintenir le calme dans la capitale en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves. La société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétude au gouvernement; la police n'osait aborder cette société de front; le général en chef fit mettre le scellé sur le lieu où elle tenait ses séances; les membres ne bougèrent plus, tant qu'il demeura présent; ce ne fut qu'après son départ, qu'ils parurent sous l'influence de Babœuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle. Il eut souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs; et une remarque curieuse, c'est que de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant qu'il commandait à Paris, que Napoléon fit la connaissance de madame de Beauharnais. On avait exécuté le désarmement général. Il se présenta à l'état-major un jeune homme de dix ou douze ans, qui vint le supplier de lui rendre l'épée de son pére, qui avait été général de la république. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait; Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père; le général en fut touché et lui témoigna tant de bienveillance, que madame de Beauharnais se crut obligée de se rendre chez lui le lendemain, pour lui en faire des remercîmens. Chacun connaît la grâce extrême de l'impératrice Joséphine, ses maniéres douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et ils ne tardèrent pas à se marier.

On avait reproché à Schérer, commandant l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter de la bataille de Loano;

on était peu satisfait de sa conduite. Son quartier-général de Nice comptait beaucoup plus d'employés que de militaires. Il demandait sans cesse de l'argent pour solder ses troupes et réorganiser les différens services, ainsi que des chevaux pour remplacer ceux qui étaient morts faute de fourrage. Le gouvernement ne pouvant donner ni l'un ni l'autre, faisait des réponses dilatoires, et s'amusait par de vaines promesses. Schérer s'en aperçut et fit connaître que si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roya et peut-être de repasser le Var. Le directoire consulta le général de l'armée de l'intérieur qui lui remit un mémoire sur cet objet.

Un jeune homme de vingt-cinq ans ne pouvait rester plus long-temps à la tête de l'armée de Paris; le sentiment de ses talens et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui, le désignèrent comme le seul capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait; tout cela décida le gouvernement à nommer Napoléon général en chef de l'armée d'Italie; il quitta Paris le 4 mars 1796. Le général Hatry, âgé de soixante ans, employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, le remplaça à l'armée de Paris, qui avait perdu son importance depuis que la crise des subsistances était passée et que le gouvernement se trouvait assis.

§ VII.

Lorsque la révolution éclata, Barras était officier au régiment de l'Ile-de-France; envoyé à la convention nationale par son département, celui du Var, après le 31 mai, il fut, ainsi que Fréron, nommé commissaire en Provence, foyer de la guerre civile. De retour à Paris, il se jeta dans le parti thermidorien; menacé par Robespierre, ainsi que Tallien, ils se réunirent à ce qui restait des amis de Danton, et firent la journée du 9 thermidor. Au moment de la crise, la convention le nomma pour marcher sur la commune qui avait pris parti pour Robespierre: il réussit; cet événement lui donna une grande célébrité. Les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France. Le 12 vendémiaire, lors de l'arrestation de Menou, les comités imaginèrent, pour se défaire des trois commissaires près l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs des commissaires et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui; il n'avait point fait la guerre. Les événemens de thermidor et de vendémiaire le portèrent au directoire. Il avait peu l'habitude du travail; cependant il fit mieux que l'on ne s'y était attendu. On lui reprocha sa dépense, ses liaisons avec des hommes d'affaire ainsi que la fortune qu'il fit pendant les quatre ans qu'il fut en place, et qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler, tout cela contribua à la corruption de l'administration à cette époque. Barras était d'une haute stature; il parla quelquefois dans des momens d'orage, et sa voix couvrait alors toute la salle; ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au-delà de quelques phrases; la passion avec laquelle il s'énonçait, l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. En fructidor, il forma avec Rewbell et la Réveillère la majorité contre Carnot et Barthélemy. Après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du directoire, mais en réalité c'était Rewbell qui faisait les affaires; il soutint toujours, depuis le 13 vendé-

miaire, en public, le rôle d'un ami chaud de Napoléon, quoiqu'ils fussent brouillés, Napoléon ayant amèrement critiqué les mesures qui suivirent le 18 fructidor, et spécialement la loi du 19. Il montra de la dextérité au 30 prairial an VII, et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.

§ VIII.

La Réveillère-Lépeaux, député de Maine-et-Loire à la convention, fut un des soixante-treize arrêtés au 30 mai; bossu, de l'extérieur le plus désagréable qu'il soit possible, il avait le corps d'Ésope; il écrivait passablement; son esprit était de peu d'étendne; il n'avait ni l'habitude des affaires, ni la connaissance des hommes; il fut alternativement dominé, selon les temps, par Carnot et Rewbell; le Jardin des Plantes et la théophilantropie faisaient toute sou occupation; il était fanatique par tempérament, dn reste, patriote chand et sincère, citoyen probe, bien intentionné; il entra panvre au directoire et en sortit pauvre. La nature ne lni avait accordé que les qualités d'un magistrat subalterne.

§ IX.

Rewbell était un des meilleurs avocats de Colmar; il avait beauconp de cet esprit qui caractérise un bon praticien; il prenait facilement des préventions contre les individus, croyait peu à la vertu, était d'un patriotisme assez exalté. Quoi que l'on en ait dit, il ne s'est point enrichi au directoire; il était, il est vrai, environné de fournisseurs, mais par la tournure de son esprit, il se plaisait dans la conversation d'hommes actifs et entreprenans; il jouissait de leurs flatteries sans leur faire payer les complaisances qu'il avait pour eux; il était animé d'une haine particulière contre le système germanique et la noblesse immédiate de l'empire. Il a montré de l'énergie dans les assemblées, soit avant, soit après sa magistratnre; il aimait à faire: il avait été membre de la constituante et de la convention; commissaire à Mayence pendant le siége, il ne fit pas ce qu'on devait attendre de lui; il ne s'opposa pas à la reddition de la place qui pouvait encore se défendre; en sa qualité de praticien, il avait contre les militaires un préjugé d'état qu'il ne pouvait dissimuler.

§ X.

Carnot était entré très jeune dans le génie; il soutint dans le corps le système de Montalembert; il passait pour original parmi ses camarades; il était chevalier de Saint-Louis lors de la révolution qu'il embrassa chaudement; il fut nommé à la convention et membre dn comité de salut public avec Robespierre, Barrère, Conthon, Saint-Just, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois; il montra constamment une grande exaltation contre les nobles, ce qui occasionna plusieurs querelles singulières avec Robespierre qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre. Il était travaillenr, sincère dans tont ce qn'il faisait, sans intrigue et facile à tromper. Il se tronvait près de Jourdan, comme commissaire de la convention au déblocus de Maubenge; il y rendit des services importans. Au comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre, il y fnt utile, sans mériter les éloges qn'on lni a donnés. Il n'avait ancune expérience de la guerre, ses idées étaient fausses, sur toutes les partics de l'art militaire,

même sur l'attaque et la défense des places et sur les principes des fortifications qu'il avait étudiés dès son enfance. Il a imprimé sur ces matières des ouvrages qui ne peuvent être avoués que par un homme qui n'a aucune pratique de la guerre; il montra du courage moral. Après thermidor, lorsque la convention mit en arrestation tous les membres du comité de salut public, excepté lui, il voulut partager leur sort. Cette conduite fut d'autant plus noble, que l'opinion publique était violemment prononcée contre le comité, et qu'effectivement Collot-d'Herbois et Billand-Varennes, avec qui il voulait s'associer, étaient des hommes affreux. Il fut nommé membre du directoire après vendémiaire; mais, depuis le 9 thermidor, il avait l'âme déchirée par les reproches de l'opinion publique qui attribuait au comité tout le sang qui avait coulé sur les échafauds; il sentit le besoin de plaire : il se laissa entraîner par les meneurs du parti de l'étranger; alors il fut porté aux nues, mais il ne mérita pas les éloges des ennemis de la France; il se trouva placé dans une fausse position et succomba au 18 fructidor. Après le 18 brumaire, il fut rappelé et mis au ministère de la guerre par le premier consul; il y montra peu de talens, et eut avec le ministre des finances et le directeur du trésor, Dufresne, des querelles dans lesquelles il avait le plus souvent tort; enfin il quitta le ministère, persuadé qu'il ne pouvait plus aller faute d'argent. Membre du tribunat, il vota et parla contre l'empire; mais sa conduite toujours droite ne donna point d'ombrage au gouvernement. L'empereur lui accorda une retraite de vingt mille francs; tant que les choses prospérèrent, il ne dit mot et se tint dans son cabinet; mais après la campagne de Russie, lors des malheurs de la France, il demanda du service; la ville d'Anvers lui fut confiée; il s'y comporta bien.

§ XI.

Letourneur, député du département de la Manche, avait été officier du génie. On a peine à expliquer comment il fut nommé au directoire; ce ne peut être que par une de ces bizarreries attachées aux grandes assemblées; il avait peu d'esprit, était d'un petit caractère. On comptait à la convention cent députés qui valaient mieux que lui. Du reste, il était probe, honnête homme et bien intentionné.

CHAPITRE IV.

DESCRIPTION DE L'ITALIE.

De l'Italie.—Des Alpes.—Des Apennins.—De la grande plaine d'Italie.—De la vallée du Pô et des vallées dont les eaux se jettent dans l'Adriatique, au nord et au sud du Pô.—Frontières de l'Italie du côté de terre.—Lignes qui couvrent la vallée du Pô.—Capitales de l'Italie.—Moyens maritimes de l'Italie.—Situation des diverses puissances de l'Italie, en 1796.

§ 1er.

L'Italie est environnée par les Alpes et par la mer. Ses limites naturelles sont déterminées avec autant de précision que si c'était une île. Elle est comprise entre le 36e et le 46e degré de latitude; le 4e et le 16e de longitude de Paris; elle se divise naturellement en trois parties, la continentale, la presqu'île et les îles. La première est séparée de la seconde par l'isthme de

Parme. Si de Parme, comme centre, vous tracez une demi-circonférence du côté du nord avec un rayon égal à la distance de Parme aux bouches du Var, ou aux bouches de l'Isonzo (soixante lieues), vous aurez tracé le développement de la chaîne supérieure des Alpes qui sépare l'Italie du continent. Ce demi-cercle forme le territoire de la partie dite continentale, dont la surface est de cinq mille lieues carrées. La presqu'île est un trapèze compris entre la partie continentale au nord, la Méditerranée à l'ouest, l'Adriatique à l'est, la mer d'Ionie au sud; dont les deux côtés latéraux ont deux cents à deux cent dix lieues de longueur, et les deux autres côtés de soixante à quatre-vingts lieues. La surface de ce trapèze est de six mille lieues carrées. La troisième partie ou les îles, savoir : la Sicile, la Sardaigne, la Corse qui, géographiquement, appartient plus à l'Italie qu'à la France, forme une surface de quatre mille lieues carrées, ce qui porte à quinze mille lieues carrées la surface de toute l'Italie. On a considéré ici les limites naturelles sans entrer dans aucune division politique. Ainsi on ne tient compte ni de la Savoie qui est au-delà des Alpes, ni de la Dalmatie, ni de l'Istrie, l'on a compris la partie des bailliages suisses, italiens, qui sont en-deçà des Alpes, et la partie du Tyrol qui verse ses eaux dans l'Adige, et est en-deçà du Brenner; tout cela d'ailleurs forme peu de changement. Du côté de l'est, on a placé la borne à l'Isonzo, quoique la division naturelle des montagnes passerait entre Laybach et l'Isonzo, comprendrait une partie de la Carniole et de l'Istrie, et joindrait l'Adriatique à Fiume. Mais à l'Isonzo les montagnes des Alpes s'abaissent et deviennent d'une moindre considération.

L'Italie n'a que cent cinquante lieues de frontières avec le continent de l'Europe, et ces cent cinquante lieues sont fortifiées par la plus forte barrière que l'on puisse opposer aux hommes, les plus hautes montagnes de l'Europe, que défendent des neiges éternelles et des roches escarpées. La population de la continentale est de sept millions d'âmes; celle de la presqu'île de huit millions; et celle des îles est de deux millions trois cent mille. La population totale de l'Italie est de dix-sept à dix-huit millions d'habitans. Les anciens divisaient l'Italie en trois parties : la Gaule cisalpine, qui comprenait toute la partie continentale; elle était bornée par le Rubicon du côté de l'est, et par la Magra du côté de l'ouest. L'Italie, proprement dite, qui contenait la Toscane, les états romains et une partie du royaume de Naples. Enfin la Grande-Grèce, ou la partie méridionale de la presqu'île. La première partie a été habitée par les Gaulois : ceux d'Autun ont fondé Milan six cents ans avant Jésus-Christ; ceux de la Loire, Crémone et Mantoue. La deuxième partie était habitée par les Italiens proprement dits, et la troisième par les colonies grecques; sous Auguste, on comptait quatre millions six cent mille citoyens romains habitans de l'Italie.

§ II.

Les Alpes sont les plus grandes montagnes de l'Europe; elles séparent l'Italie du continent. Nombre de cols les traversent; cependant peu d'entre eux sont seuls pratiqués par les armées, les voyageurs et le commerce. A quatorze cents toises d'élévation, on ne trouve plus de trace de végétation; à une plus grande élévation les hommes respirent et vivent péniblement;

au-dessus de seize cents toises, sont les glaciers et les montagnes de neiges éternelles d'où sortent des rivières dans toutes les directions, qui se rendent dans le Pô, le Rhône, le Rhin, le Danube ou l'Adriatique. La partie des Alpes qui verse ses eaux dans le Pô et l'Adriatique appartient à l'Italie; celle qui les verse dans le Rhône appartient à la France; celle qui les verse dans le Rhin et le Danube appartient à l'Allemagne. Le Rhône reçoit les eaux de tous les versans des Alpes du côté de la France et de la Suisse, depuis le Saint-Gothard jusqu'au col d'Argentières, et les porte dans la Méditerranée. La Cagna et l'Arce, qui s'y jettent près d'Hyères, ne prennent pas leurs sources dans les Alpes, mais dans les collines de la Provence. Toutes les eaux des Alpes sont arrêtées par la Durance et ses affluens, qui se jettent dans le Rhône.

La Suisse est tout entière comprise entre les Alpes, le Rhin, le Rhône et le Jura: c'est une surface de deux mille six cents lieues couverte de grandes montagnes, remplie de lacs et de vallées, dont les deux principales sont celles de l'Aar et de la Limma. Les eaux de la Suisse coulent dans le Rhin ou le Rhône, aucune d'elles dans le Danube. La Suisse est séparée de la vallée du Pô par deux chaînes, celle qui sépare la vallée du Pô de la vallée du Rhône, qui est la haute chaîne, et celle qui sépare cette dernière de la vallée du Rhin.

Les eaux des Alpes cadoriques, juliennes et doriques se rendent dans le Danube, soit par des vallées perpendiculaires, telles que celles de l'Ill, du Lech, de l'Iser, de l'Inn et de l'Ens, soit par des vallées transversales : après avoir coulé parallèlement au Danube, elles finissent par s'y jeter, telles que la Drave et la Muer; il s'ensuit que les plaines de l'Allemagne sont séparées des plaines de l'Italie, ou la vallée du Danube de la vallée du Pô, 1o par les hautes chaînes des Alpes qui dominent l'Italie et d'où s'écoulent les eaux qui coulent d'un côté dans le Pô et l'Adriatique, et de l'autre dans la Drave; 2o par la chaîne qui sépare la vallée de Drave de la vallée de la Muer; 3o par la chaîne qui sépare la vallée de la Muer de la vallée du Danube.

Toutes les vallées tombent perpendiculairement du sommet des Alpes dans le Pô ou l'Adriatique, et sans qu'il y ait aucune vallée transversale ou parallèle; d'où il résulte que les Alpes du côté de l'Italie forment un amphithéâtre qui se termine à la chaîne supérieure. En gardant le débouché de toutes ces vallées, on garde toute la frontière. Le mont qui domine le col de Tende est élevé de quatorze cents toises; le Mont-Viso de quinze cent quarante-cinq toises, le Mont-Genèvre, de dix-sept cents toises; le pic de Gletscherberg sur le Saint-Gothard de dix-neuf cents toises, et le mont Brenner de douze cent cinquante toises. Ces sommités dominent la demi-circonférence de la haute chaîne des Alpes, et vues de près, elles se présentent comme des géans de glace placés pour défendre l'entrée de cette belle contrée.

Les Alpes se divisent en Alpes maritimes, cottiennes, grecques, pennines, rhétiennes, cadoriennes, noriques, juliennes. Les Alpes maritimes séparent la vallée du Pô de la mer. C'est une deuxième barrière de ce côté; le Var et les Alpes cottiennes et grecques séparent l'Italie de la France; les Alpes pennines, de la Suisse; les Alpes rhétiennes, du Tyrol;

les Alpes cadoriennes et juliennes, de l'Autriche. Les Alpes noriques sont une seconde ligne et dominent la Drave et la Muer.

Les Alpes maritimes commencent au Mont-Ariol, à huit lieues de la Méditerranée, près de Savone; elles longent parallèlement la mer jusqu'au col d'Argentières où commencent les Alpes cottiennes. Le comté de Nice est assis sur leur revers du côté de la mer. Leurs cols principaux et les plus fréquentés sont le col Ardente et le col de Tende. Ce dernier est élevé de huit cent quatre-vingt-dix-sept toises au-dessus de la mer. Les torrens qui découlent des Alpes maritimes sont l'Aroscica qui descend de Monte-Grande, et se jette dans la mer près d'Albenga; la Taggia qui descend du col Ardente et a son embouchure près de San-Remo; la Roya qui descend du col de Tende et finit à Vintimille, après douze lieues de cours, et le Var qui descend du Mont-Pélouse, près du col d'Argentières, serpente vingt-deux lieues et arrive à la mer entre Nice et Antibes, formant la limite de la France et de l'Italie. Les cols d'Argentières, du Mont-Genèvre, dn Mont-Cénis, sont dans les Alpes cottiennes; celui du petit Saint-Bernard, dans les Alpes grecques; ceux du grand Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gothard, dans les Alpes pennines; le Splugen, le Brenner, dans les Alpes rhétiennes; Tarvis, dans les Alpes carniques, qu'on appelle aussi Alpes juliennes.

Le Mont-Blanc est le point le plus élevé; il domine l'Europe. De ce point central, les Alpes vont toujours en diminuant d'élévation, soit du côté de l'Adriatique, soit du côté de la Méditerranée. Dans le système de montagnes qui dominent le Mont-Viso, prennent leurs sources: le Var qui se jette dans la Méditerranée, la Durance qui se joint au Rhône, et le Pô qui traverse les plaines de l'Italie en recueillant toutes les eaux de cette pente des Alpes et d'une portion de l'Apennin. Dans le système de montagnes qui dominent le Saint-Gothard, prennent leurs sources: le Rhin, le Rhône, l'Inn un des plus forts affluens du Danube, et le Tésin un des plus fort affluens du Pô. Dans le système de montagnes qui dominent le mont Brenner, prennent leurs sources: l'Adda qui se jette dans le Pô, et l'Adige qui va à l'Adriatique. Enfin dans les Alpes cadoriennes, la Piave, le Tagliamento et l'Isonzo, la Brenta et la Livensa ont leurs sources au pied de ces montagnes. Le Pô, le Rhône et le Rhin ont cent vingt à deux cents lieues de cours; ce sont, pour la largenr, la profondeur et la rapidité de leurs eaux, de très grands fleuves; mais le Danube qui a cinq cent cinquante-cinq lieues de cours, et reçoit cent vingt rivières navigables, est le premier fleuve de l'Europe. Le Nil en Afrique est plus considérable encore. Il a huit cents lieues de cours.

§ III.

Les Apennins sont des montagnes du second ordre, beaucoup inférieures aux Alpes; ils traversent l'Italie et séparent les eaux qui se jettent dans l'Adriatique, de celles qui se jettent dans la Méditerranée. Ils commencent où finissent les Alpes, aux collines de Saint-Jacques, près du Mont-Ariol, le dernier des Alpes. Saint-Jacques et le col de Cadibone, près de Savone, sont plus bas encore, de sorte que ce point est à la fois la partie la plus basse des Alpes, et la partie la plus basse des Apennins. Depuis le

premier col, celui de Cadibone, les Apennins vont toujours en s'élevant par un mouvement inverse à celui des Alpes, jusqu'au centre de l'Italie. Ils se divisent en Apennins liguriens, Apennins étrusques, Apennins romains, et Apennins napolitains.

Les Apennins liguriens commencent aux monts Saint-Jacques à la source de la Bormida, près de Savone ; ils finissent au mont Saint-Pellegrino sur les confins de la Toscane. Ils ont cinquante lieues : ils séparent les états de Gênes du Montferrat et du duché de Parme. La crête supérieure est éloignée de trois à douze lieues de la mer, et de douze à vingt du Pô. Le mont Saint-Pellegrino s'élève à huit cents toises au-dessus de la mer. Les eaux des Apennins liguriens descendent d'un côté dans la Méditerranée par des torrens extrêmement rapides, qui forment un grand nombre de petites vallées; et de l'autre côté dans la vallée du Pô par des torrens dont la rapidité est moindre. De ceux qui vont à la Méditerranée, la Magra est le plus considérable ; il s'y jette près de la Spezzia, et a douze lieues de cours. Lors de la campagne de 1796, il n'y avait, pour suivre le bord de la mer, aucun chemin praticable à l'artillerie ; pour se rendre de Nice à Gênes, on fut obligé de transporter les pièces sur affûts de montagnes, et lors de l'ouverture de la campagne, les équipages durent arriver par mer à Savone, d'où ils pénétrèrent en Italie par le col de Cadibone qu'on rendit facilement praticable aux voitures. Il n'y avait alors qu'une seule chaussée qui permît de se rendre de la mer dans l'intérieur de l'Italie : c'était celle de Gênes, dite de la Bocchetta. Mais en 1812 le chemin de Nice à Gênes, appelé chemin de la Corniche, était ouvert pendant trente lieues; il offre aux voituriers une facile communication entre ces deux villes. La chaussée de Savone à Alexandrie par Cadibone, et celle de la Spezzia à Parme ont ouvert deux autres débouchés des ports de Savone et de la Spezzia au Pô ; Savone est à vingt lieues du Pô, Gênes à quinze, et la Spezzia à vingt-quatre.

Les Apennins étrusques commencent à la montagne de Saint-Pellegrino et se terminent au Mont-Cornaro ; ils ont trente lieues d'étendue ; ils s'élèvent graduellement et s'approchent de l'Adriatique. Le Mont-Cornaro est à dix lieues de Rimini, port de l'Adriatique, et à quarante lieues d'Orbitello, port de la Méditerranée. Ces montagnes séparent la Toscane des duchés de Parme et de Modène, des légations de Bologne et de la Romagne. L'Arno et l'Ombrone sont les principales rivières qui coulent du haut de ces montagnes dans la Méditerranée. Elles ne coulent pas perpendiculairement à la mer, elles serpentent et sont considérables; de l'autre côté, les eaux se versent dans l'Adriatique par des torrens rapides et de peu de cours. Lors de la campagne d'Italie, en 1796, il y avait deux chaussées qui traversaient les Apennins et communiquaient de la Méditerranée à l'Adriatique : celle de Modène, appelée la Grafignana, débouchait sur Lucques et traversait le Mont-Cimone, élevé de mille toises au-dessus de la mer. En 1812, on avait tracé et commencé les travaux d'une chaussée de Florence à Rimini.

Les Apennins romains commencent au Mont-Cornaro et se terminent au Mont-Vellino ; leur étendue est de soixante lieues; ils partagent la péninsule par le milieu entre les deux mers. Leur distance n'en est jamais de plus de douze à quinze lieues, la presqu'île

en ayant alors trente de large. Le Mont-Vellino est le point le plus élevé des Apennins, il a treize cents toises au-dessus de la mer. Arrivés à ce point, les Apennins vont en baissant jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples; ce mont est couvert de neige tout l'été. Ainsi, dans l'espace de cent trente lieues, depuis le col de Cadibone, les Apennins se sont élevés progressivement jusqu'à treize cents toises. Le Mont-Vellino est le point culminant et central de la presqu'île de l'Italie. Il est situé à dix-huit lieues de Rome et à dix-huit lieues de Pescara, point opposé sur l'Adriatique. Le mont Saint-Genèvre, près Rome, a six cent soixante-quinze toises d'élévation; le mont Recticosa, quatre cent cinquante-cinq toises. Des eaux des Apennins romains qui coulent dans la Méditerranée, la principale rivière est le Tibre, qui reçoit quarante-deux torrens, et dont le cours est de cinqnante lieues. Il serpente parallèlement aux Apennins et prend sa sonrce sur le sommet des Apennins étrusques. Les Apennins romains versent leurs eaux dans l'Adriatique par de petites vallées perpendiculaires à la mer. Trois chaussées traversent les Apennins romains et communiquent de la Méditerranée à l'Adriatique : 1° celle de Fano à Perrugia et Rome; 2° celle d'Ancône à Foligno, à Spolcto et à Rome; 3° celle de Pescara à Terni et à Rome.

Les Apennins napolitains ou du Vésuve courent soixante-dix lieues entre l'Adriatique et la Méditerranée, et partagent presque également la presqu'île depuis le Mont-Vellino jusqu'au Mont-Caruso. Le Vésuve a cinq cent quatre-vingt-quatre toises de hauteur. Ces montagnes vont tonjonrs en s'abaissant. La crête supérieure des Apennins napolitains passe à quinze lieues de Naples et à dix-huit de l'Adriatique. Les vallées serpentent; les principales rivières sont le Socco et le Voltnrno. Depuis le Mont-Caruso, les Apennins se divisent en deux branches; l'une entre en Calabre, et les eaux de leurs sommets coulent d'un côté dans la Méditerranée et de l'autre dans le golfe de Tarente. La sommité de cette chaîne s'approche de la Méditerranée et vient mourir près de Reggio, après avoir parcouru un espace de cinquante lieues. L'autre branche entre dans les pays de Bari et d'Otrante, elle sépare les eaux qui coulent dans l'Adriatique de celles qui coulent dans le golfe de Tarente, et parcourt trente lieues. Toutes ces montagnes suivent la loi constante et vont toujours en s'abaissant; ainsi on peut parcourir pendant l'espace de deux cent quatre-vingts lieues la crête supérieure des Apennins, depuis Cadibone jusqu'à la mer de Sicile. Ceci est le tracé de la chaîne supérieure des Apennins, ou pentes qui versent les eaux d'un côté dans la Méditerranée, et de l'autre dans l'Adriatique. Différentes ramifications courent et rencontrent les deux mers, mais elles sont toutes subordonnées à la chaîne principale.

§ IV.

La grande plaine de l'Italie septentrionale est comprise entre les Alpes, les Apennins et l'Adriatique. Elle est composée de la vallée du Pô et des vallées qui débouchent dans l'Adriatique au nord et au midi du Pô. Les eaux de toutes ces vallées communiquent ou peuvent communiquer entre elles. Cette plaine comprend le Piémont, la Lombardie, les duchés de Parme et de Modène, les légations de Bologne, Ferrare et la Romagne et

tous les états de la république de Venise. Elle est une des plus riches du monde; couverte de grandes et nombreuses villes, elle nourrit une population de cinq à six millions d'habitans.

Le Pô, appelé Éridan par les Grecs, est une mer par le grand nombre de rivières dont il reçoit les eaux. Sur la rive gauche, toutes celles qui tombent de la crête des Alpes rhétiennes, pennines et cottiennes; sur la rive droite toutes celles qui coulent des Alpes maritimes et des Apennins liguriens. A Turin, la Doria qui prend sa source au Mont-Genèvre; à Chivasso, la Dora-Baltea qui descend du mont Saint-Bernard; entre Casal et Valenza, la Sesia qui descend du Simplon; à Pavie, le Tésin qui sort du Saint-Gothard; entre Plaisance et Crémone, l'Adda qui descend du Brenner; près de Borgo-Forte, l'Oglio; un peu plus loin, le Mincio. Sur la rive droite, il reçoit le Tanaro qui prend sa source au col de Tende et qui avant d'arriver près de Bassignana, entre Valenza et Alexandrie, a reçu la Stura, qui descend du col d'Argentières, et la Bormida qui descend des hauteurs de Bardinetto et de Saint-Jacques; il reçoit au-dessus de Castel-Novo la Scrivia qui descend du col de la Borghetta; près de Plaisance, la Trébia qui prend sa source au col de Toriglio, à trois lieues de Gênes; près de Colorno, le Tarro; près de Guastala, le Crostolo; près de la Mirandola, le Panaro; vis-à-vis Mantoue, la Secchia; près de Ferrare, le Reno; rivières qui toutes ont leurs sources dans les Apennins liguriens. Le Pô se jette dans l'Adriatique par sept bouches à dix lieues de Ferrare, à dix lieues de Venise, à deux lieues des bouches de l'Adige, à huit lieues de Ravennes; il a cent trente à cent trente-cinq lieues de cours; sa largeur est de cent trente toises vis-à-vis Turin, de deux cents toises vis-à-vis Plaisance, de trois cents toises à Borgo-Forte, de six cents toises à Ponte-de-Lagoscuro, vis-à-vis Ferrare. Élevé au dessus du sol, sa pente est d'un pied sur mille toises. Il est encaissé par des digues qui, à certains endroits, ont jusqu'à trente pieds d'élévation: cette belle plaine qu'il traverse est menacée comme la Hollande d'être submergée par ses eaux. Les rivières qui entrent dans le Pô par la rive droite, surtout depuis le Tarro, y causent de fréquentes inondations, et occasionnent nombre d'accidens et de désordres, ce qui donne lieu à de grandes questions d'hydraulique, et a rendu les ingénieurs italiens plus experts dans cette science que tous les autres savans de l'Europe. Le système des eaux a souvent donné lieu à des guerres entre Parme, Modène, Bologne et Ferrare. Lorsque les eaux du Pô s'élèvent rapidement à plus de trois pieds de leur niveau ordinaire, les populations entières se portent sur les digues pour veiller à leur conservation. Ces alertes ont souvent lieu deux ou trois fois par année, et parfois plusieurs années se passent sans qu'il s'en présente. Les affluens des deux rives du Pô diffèrent en ce que ceux de la rive gauche sont des rivières, et ceux de la rive droite des torrens, parce que ceux de la rive gauche descendent des Alpes, où il y a des glaciers, et dès-lors qu'ils ne tarissent jamais, et que ceux de la rive droite descendent des Apennins, montagnes du second ordre très inclinées, d'où les eaux coulent rapidement pendant la saison des pluies.

Les rivières au nord du Pô, qui se jettent dans l'Adriatique, sont: l'Adige, qui prend sa source au pied du Brenner; la Brenta, qui prend sa source

dans les derniers mamelons des Alpes, du côté de Trente; la Piave, la Livenza et le Tagliamento, qui prennent leurs sources dans les Alpes cadoriennes, et enfin l'Isonzo, qui prend sa source au pied du col de Tarvis. Toutes ces rivières se jettent dans l'Adriatique ou dans les lagunes de Venise. L'Adige seule demeure constamment une rivière, tandis que les autres sont des torrens.

Les vallées du midi du Pô comprennent successivement du nord au midi: le Senio, le Ronco, le Savio, le Luzo ou Rubicon, et forment dans leur réunion les provinces de la Romagne. Ces torrens de peu d'importance sont guéables presque toute l'année, hormis la saison des grandes eaux: ils prennent leurs sources dans les Apennins étrusques, et se jettent dans l'Adriatique aux environs de Fusignano, Ravenne, Faenza, Césène et Rimini. Tous les lacs du Comacchio, sur la rive droite du Pô, sont des déversemens et filtrations du Pô, dont les eaux s'étendent jusqu'à Ravenne.

§ V.

La France borne l'Italie depuis l'embouchure du Var sur la Méditerranée jusqu'au petit Saint-Bernard. Depuis le pied du Saint-Bernard du côté de la France, au village de Scez, jusqu'à la vallée de Barcelonnette, il y a trente lieues; du côté de l'Italie il n'y en a que dix-huit, mesurées de la vallée d'Aoste à la vallée de la Stura, vis-à-vis le col d'Argentières. Mais de la Stura il faut franchir la haute chaîne des Alpes pour descendre dans le comté de Nice et suivre les bords de la rive gauche du Var. Une armée qui d'Italie, franchit le Var, est entrée en France; mais une armée qui, de France, franchit le Var, n'est pas entrée en Italie: elle n'est que sur le revers des Alpes maritimes. Aussi long-temps qu'elle n'a pas franchi la haute crête des Alpes pour descendre en Italie, l'obstacle reste entier.

Le Var est un torrent guéable pendant une partie de l'année. Il coule dans des montagnes où tous les chemins sont impraticables à l'artillerie. Une armée ne pourrait donc entrer en Italie, en passant le Var, que par le bas de cette rivière pour s'emparer d'abord de Nice. Pour que le Var fût une ligne de quelque considération, il faudrait un fort à l'embouchure, qui barrât les eaux, détruisît les gués ou donnât des inondations. Le Var passé, et l'armée maîtresse du comté de Nice, il faut pour entrer en Italie passer le col de Tende, ou continuer à longer la mer jusqu'à Oneille, pour passer les Alpes à Ponte-di-Navo et gagner le Tanaro, ou longer la mer jusqu'à Savone et Gênes, pour les passer à Cadibone et à la Bochetta. Pour s'opposer à tous ces projets, la meilleure ligne à prendre est celle de la Roya: la droite de cette ligne s'étend du col de Tende à Saorgio; le centre de Saorgio, à Briglio, et la gauche, de Briglio à la mer. La place de Saorgio et un petit fort sur les hauteurs de Briglio serviraient d'appui à cette ligne et garderaient la chaussée qui conduit à Tende. Cette ligne forcée, la rivière de Gênes en offre plusieurs autres, telles que les rameaux du Monte-Grande, qui couvrent San-Remo. Mais alors le col de Tende reste en-dehors de la ligne et doit être défendu par la place de Coni et par un corps placé en Piémont. La place de Gênes est importante comme point d'appui de cette frontière, et comme grand port maritime.

Si une armée française veut entrer

en Italie par les Alpes cottiennes et grecques, elle doit passer par un des cinq cols, d'Argentières, élevé de neuf cents toises, de la Croix, du Mont-Genèvre, du Mont-Cénis, élevé de mille soixante toises, ou du petit Saint-Bernard, élevé de onze cent cinquante toises. Si cette crête supérieure appartient au roi d'Italie, des tours casematées doivent être construites sur les pitons pour protéger les petites places qui défendraient ces cols. Du col d'Argentières, une armée française doit déboucher dans les trois vallées de la Stura, de la Maira et de Blino; du col de la Croix, dans les vallées de Saint-Martin, de Pragelato; du col du Mont-Genèvre, dans les vallées de Pragelato et de Suze; du Mont-Cénis, dans la vallée de Suze; du petit Saint-Bernard, dans la vallée d'Aoste. Le roi de Sardaigne avait les forts de Démonte, Château-Dauphin, Exilles, Fenestrelles, la Brunette et de Bard, qui fermaient en seconde ligne tous ces débouchés, tout comme les places de Coni, d'Ormea, de Ceva, fermaient les débouchés des Alpes maritimes. Les frontières des états sont, ou des chaînes de montagnes, ou de grands fleuves, ou d'arides et grands déserts. La France est ainsi défendue par le Rhin; l'Italie par la chaîne des Alpes; l'Égypte par les déserts de la Libye, de la Nubie et de l'Arabie. De tous ces obstacles, les déserts sont sans doute les plus difficiles à franchir, les montagnes tiennent le second rang, les larges fleuves n'ont que le troisième.

Sur les frontières de la Suisse, quatre cols principaux servent de communication aux deux états: ceux du Saint-Bernard, élevé de douze cent quarante toises; du Simplon, élevé de mille cinquante toises; du Saint-Gothard, élevé de mille soixante toises, et du Splugen, élevé de neuf cent quatre-vingt-huit toises. Le Simplon débouche sur la rive droite du lac Majeur et du Tésin. De Domo-d'Ossola au lac Majeur, il est plusieurs positions faciles à fortifier, entre autres le château d'Arona: le Tésin forme une dernière ligne contre les agressions de la France, et aussi contre une armée qui déboucherait par le Simplon; la droite s'appuie au lac Majeur et aux montagnes, la gauche au Pô et aux défilés de la Stradella, qui communiquent sans interruption avec l'Apennin ligurien. Le Tésin est rapide, large; le pont de Pavie, retranché et bien gardé, et un bon fort au défilé de la Stradella, couvriraient l'Italie du côté de la France. Le col du Saint-Gothard est impraticable à l'artillerie. Du Saint-Gothard au lac de Lugano, et entre les lacs Majeur et de Como, il est un grand nombre de positions qui offrent de bonnes lignes, et où quelques forts de peu de valeur seraient d'un grand effet: ils ont jadis existé. Dans tous les cas, on doit être maître de tous les lacs par des barques armées. Le quatrième col, celui du Splugen, débouche dans la Valteline, qui, géographiquement, fait partie de l'Italie, ses eaux appartenant à lavallée du Pô où elles coulent par l'Adda; l'Adda forme le lac de Como, mais ce lac est environné de montagnes impraticables, comme toutes celles du Bergamasque et du Brescian.

Du côté de l'Autriche, l'Italie confine avec le Tyrol, la Carinthie et la Carniole; cette frontière est la plus faible, elle est aussi la plus étendue. Du côté du Tyrol est le col du Brenner, élevé de sept cent trente toises; il conduit à Trente. De Trente, trois chaussées débouchent en Italie, une sur la Chièse, le lac d'Idro, et arrive

sur Brescia; la place de la Rocca-d'Aufo la ferme parfaitement: l'autre longe la rive gauche de l'Adige, et débouche sur Vérone; l'Adige sert de ligne contre ce débouché: la troisième suit la Brenta, et débouche à Bassano, sur la rive gauche de la Brenta. Du côté de la Carinthie est le col de Tarvis; enfin, du côté de la Carniole, se trouve la ligne de l'Isonzo.

En 1796, on pouvait, de la France, traverser les Alpes pour entrer en Italie, 1° par la chaussée du col de Tende; on trouvait à son débouché la place forte de Coni; 2° par le col d'Argentières, mais aucun chemin n'était praticable pour l'artillerie; la position du pas de Suze et le fort Demonte défendaient la vallée de la Stura; 3° de Grenoble et de Briançon, par le Mont-Genèvre, mais ce chemin était impraticable à l'artillerie, et à son débouché en Piémont sont Fenestrelles et Exilles; 4° par la Savoie, Chambéry et le Mont-Cénis, mais de Lansbourg à la Novalèse les routes étaient impraticables aux voitures, et la vallée était fermée par les forteresses de Suze et de la Brunette; 5° par la Tarentaise, on arrivait au pied du petit Saint-Bernard; 6° par le Valais, à celui du grand Saint-Bernard; mais le passage de ces deux montagnes n'était pas praticable aux voitures, et le fort de Bard qui fermait la vallée, interceptait le passage dans la plaine; 7° par le Valais une route arrivait jusqu'à Brigg, où elle cessait d'être praticable aux charrois: le passage du Simplon n'était pas possible; non plus que celui du Saint-Gothard, ni du Splugen. En 1812, toutes ces forteresses étaient démolies: Coni, le Demonte, la Brunette, Suze, Bard, Exilles et quatre grandes chaussées avaient ouvert les Alpes à toute espèce de voitures, sans qu'elles fussent même obligées d'enrayer: savoir celle de la Corniche, du Mont-Genèvre, du Mont-Cénis, du Simplon; ces chaussées, qui ont coûté tant de millions et d'années de travaux, sont considérées comme les plus beaux ouvrages de ce genre qui soient sortis de la main des hommes.

Les lignes qu'une armée italienne ou française doit prendre pour s'opposer à une invasion du côté de l'Allemagne, sont celles qui suivent la rive droite des rivières qui se jettent dans l'Adriatique, au nord du Pô; ces lignes couvrent toute la vallée du Pô, et dès lors ferment la péninsule, et couvrent la haute, moyenne et basse Italie. Ce sont les meilleures lignes de défense; celles qui suivent les rivières qui se jettent dans le Pô, coupent la vallée du Pô, découvrent la moyenne et la basse Italie, et dès-lors nécessitent deux armées manœuvrant sur les deux rives du Pô.

Les lignes de défense qui couvrent la vallée du Pô, sont celles de l'Isonzo, du Tagliamento, de la Livenza, de la Piave, de la Brenta et de l'Adige. La ligne de l'Isonzo couvre toute l'Italie, puisqu'elle en est la limite. De Tarvis à Caporetto, cette rivière coule dans des montagnes impraticables. A Caporetto est la chaussée qui, par Cividal, se rend à Udine; dans la troisième partie de cette ligne de Gorizia à l'embouchure de l'Isonzo, dans la mer, on compte les débouchés de Gradisca, de Gorizia, de Monte-Falcone; la place vénitienne de Palma-Nova sert de dépôt et de réserve à la défense de cette ligne: mais cette ligne est tournée par la chaussée de la Ponteba, qui descend sur Osopo et le Tagliamento: il faut donc occuper, par une bonne place, une position près de Tarvis, qui intercepterait les deux chaussées, celle de la Ponteba et celle de l'Isonzo. La li-

gne de Livenza peut être tournée par sa gauche de Sacile aux montagnes : la Livenza n'est pas guéable, quoique peu large, elle est marécageuse ; la ligne de la Piave est défendue par la forêt de Montello, d'où, jusqu'à la mer, elle est couverte par des marais impraticables ; mais elle est fréquemment guéable. Pour rendre cette ligne de quelque importance, il faudrait resserrer le lit de la Piave de manière qu'elle ne fût jamais guéable et y pratiquer des inondations ; cette ligne a l'avantage de couvrir Venise. La ligne de la Brenta, sur la gauche de Bassano, est fermée par des gorges faciles à défendre ; de Bassano à Brontolo, la Brenta est guéable. La grande chaussée de Munich à Vérone, qui traverse le Brenner, et passe l'Adige, tourne ces cinq lignes ; de sorte que si l'ennemi avait un corps d'armée dans la Bavière et le Tyrol, il arriverait par cette route sur la rive droite de l'Adige, et couperait de l'Italie, l'armée occupant une de ces lignes.

L'Adige est la sixième et dernière ligne qui couvre la vallée du Pô ; c'est sans comparaison la meilleure. Cette rivière est large, rapide et profonde, jamais guéable ; elle a soixante toises de largeur à Vérone. Cependant cette ligne laisse à découvert le pays vénitien et la ville de Venise ; en occupant le lac de Garda par quelques chaloupes canonnières, et la chaussée de la Chiese, par le fort de la Rocca-d'Anfo, la ligne de l'Adige couvre parfaitement le reste de l'Italie. Les montagnes du Brescian, du Bergamasque, du Milanais, sont impraticables : l'ennemi ne pourrait pénétrer que par le Simplon, s'il était maître de la Suisse. Cette ligne se divise en trois parties : la première, entre le lac de Garda et le plateau de Rivoli ; la deuxième, depuis Rivoli jusqu'à Legnago ; la troisième, depuis Legnago jusqu'à la mer. La première est défendue par les hauteurs de Montebaldo et la position de la Corona ; l'ennemi ne peut y pénétrer avec de l'artillerie, il faut qu'il soit maître du plateau de Rivoli, pour pouvoir recevoir son artillerie, que, dans ce cas, il ferait descendre par la chaussée qui longe la rive gauche de l'Adige. Depuis Roverdo, les forts de Vérone, et la partie de la ville sur la rive gauche, doivent nécessairement être occupés comme têtes de pont. La petite place de Legnago sert de tête de pont au centre de la ligne. De Legnago à la mer, il y a beaucoup de marais ; on peut, en profitant des eaux de l'Adige, de la Brenta et du Pô, se ménager un moyen de communiquer avec la place de Venise. En coupant une digue de l'Adige, plus bas que Porto-Legnago, on inonde tout le terrain entre cette rivière et le Pô : on réunit leurs eaux à celles de la Molinella ; alors tout le pays de Legnago à la mer est impraticable. En ouvrant l'écluse de Castagnaro, le canal Blanc se remplit par les eaux de l'Adige ; ce canal se jette dans le Pô ; il forme alors une seconde ligne. En cas que l'ennemi ait passé l'Adige, entre Castagnaro et la mer, la meilleure manière de défendre l'Adige est de camper sur la rive gauche, sur les hauteurs de Caldero, derrière l'Alpon, la droite appuyée aux marais d'Arcole, avec deux ponts à Ronco ; la gauche appuyée à de belles hauteurs qu'il serait facile de retrancher en peu de semaines : alors toute la partie de la ligne de Rivoli à Ronco est couverte, et si l'ennemi veut passer l'Adige entre Arcole et la mer, on est en position de tomber sur ses derrières.

Le Mincio est la première ligne qui

coupe la vallée dn Pô : cette ligne exige que l'on soit maître du lac de Garda et de la forteresse de la Rocca-d'Anfo. Le Mincio est une rivière de très peu de largeur, c'est un léger obstacle en lui-même; mais en bouchant tous les canaux d'irrigation qni l'appauvrissent, il cesse d'être guéable. Les places de Peschiera et de Mantoue font la principale force de cette ligne. Mantoue défend le Serraglio et la partie dn Mincio jusqu'an Pô. Les collines de Monzambano et de la Volta, snr la rive droite, dominent la rive gauche; celles de Salionze et de Valeggio, sur la rive gauche, dominent la rive droite. Une petite citadelle sur la rive gauche au mamelon de Valeggio, une autre sur le mamelon de Salionze, le rétablissement de la petite place de Goïto, couverte par des inondations, rendraient cette ligne assez bonne; cependant l'armée qui l'occuperait serait obligée d'avoir un corps détaché sur la rive droite du Pô.

L'Oglio est souvent guéable; il a l'inconvénient, dn côté de sa source et de sa gauche, de s'approcher de l'Adda; de sorte qu'une armée qui serait placée sur la rive droite de cette rivière, serait facilement coupée de Milan, ce qui est fréquemment arrivé dans les guerres de Veuise et des Visconti. Mais si la retraite de cette armée pouvait se faire par la rive droite du Pô, cette ligne pourrait être dans ce cas de quelque utilité. L'Adda est parfois guéable; des fortifications permanentes ou de campagne sont nécessaires à Lecco, à Trezzo, à Cassano, à Lodi, ainsi que des barques armées sur le lac de Como. La place de Pizzighetone appuie le bas de la ligne; une place à Plaisance avec un pont sur le Pô, serait le complément de cette ligue : au défaut de cette place il faut une denxième armée sur la rive droite dn Pô.

Le Tésin est une bonne ligne; ce fleuve est large, profond, rapide, mais il est nécessaire d'occuper Pavie comme tête de pont : une place à la Stradella serait le complément de cette ligne pour arrêter l'ennemi sur la rive droite du Pô : au défaut de cette place il faut une armée snr la rive droite du Pô. La Stradella est le point le plus étroit de la vallée du Pô : un fort la boucherait en entier. Là vienneut aboutir les derniers mamelons des Apennins liguriens. La vallée n'a pas la largeur d'une portée de canon; le Pô coule jusqn'à leurs pieds. Le canon de la Stradella battrait partont; plus hant, plus bas que ce point, la vallée a deux ou trois lieues de large, et un fort tel que celui de la Stradella ne la fermerait pas.

§ VI.

L'Italie, isolée dans ses limites naturelles, séparée par la mer et par de très hautes montagnes du reste de l'Europe, semble être appelée à former une grande et puissante nation; mais elle a dans sa configuration géographique un vice capital, que l'on peut considérer comme la cause des malheurs qu'elle a essuyés, et du morcellement de ce beau pays en plusienrs monarchies ou républiques indépendantes : sa longueur est sans proportion avec sa largeur. Si l'Italie eût été bornée par le Mont-Vellino, c'est-à-dire à peu près à la hauteur de Rome, et que toute la partie du terrain comprise entre le Mont-Vellino et la mer d'Ionie, y compris la Sicile, eût été jetée entre la Sardaigne, la Corse, Gênes et la Toscane, elle eût eu un centre, près

de tous les points de la circonférence; elle eût eu unité de rivières, de climat, et d'intérêt locaux. Mais d'un côté, les trois grandes îles qui sont un tiers de sa surface, ont des intérêts, des positions, et sont dans des circonstances isolées; d'un autre côté, cette partie de la Péninsule au sud du Mont-Vellino, et qui forme le royaume de Naples, est étrangère aux intérêts, au climat, aux besoins de toute la vallée du Pô. Ainsi, pendant que les Gaulois passaient les Alpes cottiennes, six cents ans avant Jésus-Christ, et s'établissaient dans la vallée du Pô, les Grecs débarquaient sur les côtes méridionales par la mer Ionienne, et fondaient les colonies de Tarente, de Salente, de Crotone, de Sabargte, états qui furent connus sous le nom générique de Grande-Grèce. Rome, qui subjugna et la Gaule et la Grèce, rangea toute l'Italie sous ses lois. Quelques siècles après Jésus-Christ, lorsque le siége des empereurs fut transporté à Constantinople, les barbares passèrent l'Isonzo et l'Adige et fondèrent divers états; le trône de la puissante monarchie des Lombards s'établit à Pavie. Les flottes de Constantinople, maintinrent la domination impériale sur les côtes de la partie méridionale. Plus tard, les rois de France pénétrèrent souvent en Italie par les Alpes cottiennes; et les empereurs d'Allemagne, par les Alpes cottiennes et rhétiennes; les papes opposèrent ces princes les uns aux autres et se maintinrent par cette politique dans une espèce d'indépendance, et aussi à la faveur des divisions et de l'anarchie qui s'établirent dans les villes. Mais quoique le sud de l'Italie soit, par sa situation, séparé du nord, l'Italie est une seule nation; l'unité de mœurs, de langage, de littérature doit, dans un avenir plus ou moins éloigné, réunir enfin ses habitans dans un seul gouvernement. Pour exister, la première condition de cette monarchie sera d'être puissance maritime, afin de maintenir la suprématie sur ses îles et de défendre ses côtes.

Les opinions sont partagées sur le lieu qui serait le plus propre à être sa capitale. Les uns désignent Venise, parce que le premier besoin de l'Italie c'est d'être puissance maritime: Venise, par sa situation à l'abri de toute attaque, est le dépôt naturel du commerce du Levant de l'Allemagne: c'est commercialement parlant le point le plus près de Turin, de Milan, plus même que Gênes; la mer la rapproche de tous les points des côtes: d'autres sont conduits par l'histoire et d'anciens souvenirs, à Rome; ils disent que Rome est plus centrale, qu'elle est à portée des trois grandes îles de Sicile, de Sardaigne et de Corse; qu'elle est à portée de Naples, la plus grande population de l'Italie; qu'elle est dans un juste éloignement de tous les points de la frontière attaquable : soit que l'ennemi se présente par la frontière française, la frontière suisse, ou la frontière autrichienne, Rome est à une distance de cent vingt à cent quarante lieues; que la frontière des Alpes forcée, elle est garantie par la frontière du Pô, et enfin par la frontière des Apennins; que la France et l'Espagne sont de grandes puissances maritimes, qu'elles n'ont pas leur capitale placée dans un port; que Rome, près des côtes de la Méditerranée et de l'Adriatique, est à même de pourvoir rapidement avec économie par l'Adriatique, et, partant d'Ancône et de Venise, à l'approvisionnement et à la défense de la frontière de l'Isonzo et de l'Adige; que par le Tibre, Gênes

et Villefranche, elle peut pourvoir aux besoins de la frontière du Var et des Alpes cottiennes ; qu'elle est heureusement située pour inquiéter, par l'Adriatique et la Méditerranée, les flancs d'une armée qui passerait le Pô et s'engagerait dans l'Apenniu sans être maîtresse de la mer ; que de Rome, les dépôts que contient une grande capitale pourraient être transportés sur Naples et Tarente pour les soustraire à un ennemi vainqueur ; qu'enfin Rome existe ; qu'elle offre beaucoup plus de ressources pour les besoins d'une grande capitale qu'aucune ville du monde ; qn'elle a surtout pour elle la magie et la noblesse de son nom : nous pensons aussi, quoiqu'elle n'ait pas toutes les qualités désirables, qne Rome est, sans contredit, la capitale que les Italiens choisiront un jour.

L'Italie par sa population et ses richesses peut entretenir quatre cent mille hommes de toutes armes, indépendamment de la marine. La guerre d'Italie exige moins de cavalerie que celle d'Allemagne ; trente mille chevaux lui seraient suffisans ; l'arme de l'artillerie devrait être nombreuse pour pourvoir à la défense des côtes et des établissemens maritimes. Les chevaux sont rares en Italie, cependant Naples, la Toscane et Rome en fournissent de très estimés ; l'Albanie, la Suisse, l'Allemagne, l'Afrique, devraient y pourvoir ; on rétablirait les haras qui ont été sacrifiés au bien de l'agriculture et au profit que donnent les bêtes à cornes ; dans les douzième et treizième siècles, les diverses puissances de l'Italie entretenaient cent mille chevaux ; à cette époque, la Toscane seule avait une armée de cent mille hommes, parce que les armées ne s'éloignaient jamais à plus de quelques marches de leurs villes. Une armée de quatre cent mille hommes suffirait à l'Italie pour fournir trois armées de cent mille hommes pour la défense de ses frontières de France, de Suisse et d'Allemagne.

§ VII.

Aucune partie de l'Europe n'est située d'une manière aussi avantageuse que cette péninsule pour devenir une grande puissance maritime ; elle a, depuis les bouches du Var jusqu'au détroit de la Sicile, deux cent trente lieues de côtes ; du détroit de la Sicile au cap d'Otrante sur la mer d'Ionie, cent trente lieues ; du cap d'Otrante à l'embouchure de l'Isonzo sur l'Adriatique, deux cent trente lieues ; les trois îles de Sicile, de Corse et de Sardaigne ont cinq cent trente lieues de côtes ; l'Italie, compris ses grandes et petites îles, a donc douze cents lieues de côtes ; et ne sont pas comprises dans ce calcul celles de la Dalmatie, de l'Istrie, des bouches du Cattaro, des îles Ioniennes, qui sous l'empire dépendaient de l'Italie. La France a sur la Méditerranée cent trente lieues de côtes, sur l'Océan quatre cent soixante-dix, en tout six cents lieues ; l'Espagne, compris ses îles, a sur la Méditerranée cinq cents lieues de côtes et trois cents sur l'Océan ; ainsi l'Italie a un tiers de côtes de plus que l'Espagne et moitié de plus que la France ; la France a trois ports dont les villes ont cent mille âmes de population ; l'Italie a Gênes, Naples, Palerme et Venise, dont la population est supérieure ; Naples a quatre cent mille habitans. Les côtes opposées de la Méditerranée et de l'Adriatique étant peu éloignées l'une de l'autre, presque toute la population de l'Italie

est à portée des côtes; Lucques, Pise, Rome, Ravennes, éloignées de trois à quatre lieues de la mer, sont susceptibles de jouir de tous les avantages d'une ville maritime, et de fournir de nombreux matelots; ses trois grands ports militaires d'armement et de construction, sont : la Spezia pour les mers liguriennes, Tarente pour les mers d'Ionie, et Venise pour l'Adriatique. L'Italie a toutes les ressources en bois, chanvre, et généralement ce qui est nécessaire aux constructions navales; la Spezia est le plus beau port de l'univers, sa rade est même supérieure à celle de Toulon; sa défense par terre et par mer est facile; les projets rédigés sous l'empire, et dont on avait commencé l'exécution, ont prouvé qu'avec des dépenses médiocres les établissemens maritimes seraient à l'abri, et renfermés dans une place susceptible de la plus grande résistance; ses chantiers seraient à portée de recevoir les bois de Corse, de la Ligurie, de la Toscane, les fers de l'île d'Elbe, des Alpes et de tout l'Apennin; ses escadres domineraient les mers de Corse et de Sardaigne, et auraient pour refuge les rades de Porto-Ferrajo, de Saint-Florent, d'Ajaccio, de Porto-Vecchio, de Saint-Pierre de Sardaigne, de Vado et de Villefranche. Tarente est merveilleusement située pour dominer la Sicile, la Grèce, le Levant et les côtes d'Égypte et de Syrie; il a été fait, sous l'empire, des projets pour ses fortifications de terre et ses établissemens maritimes : les plus grandes flottes y sont à l'abri des vents et de toute attaque d'un ennemi supérieur. Enfin, à Venise tout ce qui est nécessaire existe déjà. Les Vénitiens n'avaient que des vaisseaux d'un tirant de dix-huit pieds d'eau; mais, sous l'empire, grand nombre de vaisseaux, du modèle français, y ont été construits, et moyennant les travaux faits au canal de Malamoco, et par le secours des chameaux, des vaisseaux tout armés, du modèle français de soixante-quatorze, en sont sortis et se sont battus avec gloire peu d'instans après leur sortie. Une commission d'ingénieurs des ponts-et-chaussées, présidée par Pronl, avait arrêté un plan, qui moyennant quelques millions et quelques années de travaux, permettait aux vaisseaux de sortir tout armés sans le secours des chameaux. La Sicile, Malte, Corfou, l'Istrie, la Dalmatie, et spécialement Raguse, offrent des ports et des refuges aux plus grandes escadres. Les ports de Gênes, de Castelmare, de Bari, d'Ancône, où peuvent entrer des vaisseaux du premier rang, seraient quatre ports secondaires, soit pour construire, soit pour armer et réparer ou ravitailler de petites escadres. L'Italie peut lever et avoir pour le service de sa marine, même en la prenant dans une époque de décadence, cent vingt mille matelots; les marins génois, pisans, vénitiens ont été célèbres pendant plusieurs siècles. L'Italie pourrait entretenir trois à quatre cents bâtimens de guerre, dont cent à cent vingt vaisseaux de ligne de soixante-quatorze; son pavillon lutterait avec avantage contre ceux de France, d'Espagne, de Constantinople et des quatre puissances barbaresques.

§ VIII.

Le roi de Sardaigne possédait la Savoie, le comté de Nice, le Piémont, le Montferrat. La Savoie et le comté de Nice lui avaient été enlevés dans les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795, et l'armée française occupait la

crête supérieure des Alpes. Le Piémont et le Montferrat compris entre le Tésin, les états de Parme, la république de Gênes et les Alpes, formaient une population de deux millions d'habitans, qui avec les cinq cent mille de la Sardaigne, et les quatre cent mille de la Savoie et du comté de Nice, portaient le nombre de ses sujets à environ trois millions. En temps de paix, le roi de Sardaigne entretenait vingt-cinq mille hommes sous les armes; il avait vingt-cinq millions de revenu. Au moment de la campagne de 1796, il avait, moyennant les subsides de l'Angleterre, et des efforts extraordinaires, soixante mille hommes sous les armes, de troupes nationales aguerries par une longue guerre; les places de la Brunette, de Suze, de Fenestrelles, de Bard, de Tortone, de Chérasco, d'Alexandrie, de Turin, étaient en bon état, bien armées et parfaitement approvisionnées; ces forteresses, situées aux défilés de toutes les montagnes, faisaient considérer sa frontière comme inexpugnable.

La république de Gênes, au midi du Piémont, et composée des rivières du Ponent qui a trente lieues de côtes, et du Levant qui en a vingt-cinq, comptait cinq cent mille habitans. Elle ne mettait que trois à quatre mille hommes sous les armes; mais en cas de besoin, tous les citoyens génois devenaient soldats, et huit à dix mille hommes des fiefs impériaux et des vallées de la Fontana-Bona étaient enrégimentés pour la défense de la capitale. La ville de Gênes est très bien fortifiée. L'enceinte a quatre lieues d'étendue, mais un petit nombre de points seulement sont attaquables. La petite forteresse de Gavi défend le défilé de la Bocchetta.

La république de Lucques, petit pays qui s'étend le long de la mer de Toscane, avait cent quarante mille âmes de population, et deux millions de revenu. Le duché de Parme, Plaisance et Guastalla, comptait cinq cent mille habitans. Il confinait à la république de Gênes, au Pô, aux états de Modène; son état militaire était de trois mille hommes, ses revenus de quatre millions.

La Lombardie autrichienne, séparée des états du roi de Sardaigne par le Tésin, de la Suisse par les Alpes, du duché de Parme par le Pô, et confinant, à l'est, aux états de la république de Venise, formait une population de douze cent mille âmes. Milan était la capitale, et avait une citadelle en bon état. Cette partie de l'Italie appartenant à l'Autriche, n'avait aucun état militaire, et payait même un impôt pour être exempte de recrutement. L'Autriche n'avait qu'un régiment italien, le régiment de Strasoldo. Pavie, Milan, Como, Lodi, Crémone, Mantoue, formaient les subdivisions de la Lombardie autrichienne; les fortifications de Pizzighetone sur l'Adda étaient en mauvais état; Mantoue, quoique négligée, était une bonne place.

La république de Venise avait, à l'ouest, la Lombardie autrichienne, au nord, les Alpes cadoriennes qui la séparaient du Tyrol et de la Carynthie; à l'est, la Carynthie, la Carniole, l'Istrie, la Dalmatie; sa population était de trois millions d'habitans. Elle pouvait mettre cinquante mille hommes sous les armes; sa flotte dominait l'Adriatique. Elle avait treize régimens d'Esclavons, bons soldats. Le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, la Polesina, le Véronais, le Vicentin, le Padouan, le Bassanais, le Trévisin, le

Cadorin, le Feltrin, le Bellunais, le Frioul, formaient ses états sur la rive droite de l'Isonzo; l'Istrie et la Dalmatie ceux sur les bords de l'Adriatique.

Le duché de Modène comprenait les duchés de Reggio, Modène et la Mirandola. Il confinait au Pô, au duché de Parme, à la légation de Bologne et aux Apennins toscans. Il était gouverné par le dernier rejeton de la maison d'Est; la femme de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, sa fille, était son héritière. Le duc de Modène était tout Autrichien; son état militaire était de six mille hommes : il avait un arsenal, un dépôt d'artillerie et un grand trésor. La population de ses états s'élevait à quatre cent mille âmes.

La Toscane, bornée par la Méditerranée, les Apennins, les républiques de Gênes et de Lucques et les états du pape, avait un million de population; l'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur, y régnait; son état militaire était de six mille hommes, ses revenus de quinze millions de francs. Il avait un port de grand commerce, Livourne. Le grand-duc de Toscane avait reconnu la république en 1795; il était neutre et en paix; la Toscane et la république de Venise étaient les seules puissances d'Italie qui fussent en paix avec la France.

Les états du pape étaient bornés par le Pô, la Toscane, l'Adriatique et la Méditerranée et le royaume de Naples. Ils avaient deux millions cinq cent mille âmes de population, dont les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne neuf cent mille âmes, les Marches et le patrimoine de Saint-Pierre, y compris Rome, seize cent mille âmes. Le port d'Ancone sur l'Adriatique avait une mauvaise forteresse; Civita-Vecchia sur la Méditerranée était régulièrement fortifiée. Le pape entretenait quatre à cinq mille hommes de troupes.

Le royaume de Naples, borné par les états du pape et par la mer, avait une population de six millions d'âmes, dont quatre millions cinq cent mille sur le continent, et quinze cent mille âmes en Sicile. L'armée napolitaine était de soixante mille hommes. La cavalerie était excellente : la marine se composait de trois vaisseaux de ligne et quelques frégates.

La Corse appartenait à la France depuis le milieu du siècle dernier : sa population était de cent quatre-vingt mille âmes; elle était alors au pouvoir des Anglais. L'île de Malte avait une population de cent mille âmes; elle appartenait à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

Ainsi l'état militaire des puissances de l'Italie était de cent soixante mille hommes sous les armes, et en peu de temps il pouvait être porté facilement à trois cent mille hommes. L'armée italienne était beaucoup plus forte en infanterie qu'en cavalerie. Tout ce qui n'était pas Piémontais ou Esclavon était de peu de valeur.

CHAPITRE V.

BATAILLE DE MONTENOTTE.

Plan de campagne.—Etat de situation des armées.—Napoléon arrive à Nice à la fin de mars 1796.—Bataille de Montenotte (12 avril).—Bataille de Millesimo (14 avril).—Combat de Dégo (15 avril).—Combat de Saint-Michel (20 avril); bataille de Mondovi (22 avril).—Armistice de Cherasco (28 avril).—Convient-il de passer le Pô et de s'éloigner davantage de la France?

§ Ier.

Le roi de Sardaigne, que sa position géographique et militaire a fait appeler le portier des Alpes, avait en 1796 des forteresses à l'issue de toutes les gorges qui conduisent en Piémont. Pour pénétrer en Italie en forçant les Alpes, il fallait s'emparer d'une ou plusieurs de ces forteresses; les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie de siége; les montagnes sont couvertes de neige, les trois quarts de l'année, ce qui ne laisse que très peu de temps pour le siége des places. Napoléon conçut l'idée de tourner toutes les Alpes et d'entrer en Italie précisément au point où cessent les hautes montagnes, et où les Apennins commencent, comme on l'a vu dans le chapitre IV. Le Mont-Blanc est le point le plus élevé des Alpes, d'où la chaîne de ces montagnes va en s'abaissant du côté de l'Adriatique, comme du côté de la Méditerranée jusqu'au mont Saint-Jacques où elles finissent, et où commencent les Apennins, qui s'élèvent graduellement jusqu'au mont Velino près de Rome. Le mont Saint-Jacques est donc tout à la fois le point le plus abaissé des Alpes et des Apennins, celui où finissent les unes et où commencent les autres. Savone, port de mer et place forte, se trouvait située pour servir de dépôt et de point d'appui : de cette ville à la Madone, il y a trois milles; une chaussée ferrée y conduisait, et de la Madone à Carcare il y a six milles, qu'on pouvait rendre praticables à l'artillerie en peu de jours. A Carcare on trouve des chemins pour les voitures, qui conduisent dans l'intérieur du Piémont et du Montferrat; ce point était le seul par où l'on pût entrer en Italie sans trouver de montagnes : les élévations du terrain y sont si peu de chose, qu'on a conçu plus tard, sous l'empire, le projet d'un canal qui aurait joint l'Adriatique à la Méditerranée par le Pô, le Tanaro, la Bormida, et un système d'écluses depuis cette rivière jusqu'à Savone. En pénétrant en Italie par Savone, Cadibone, Carcare et la Bormida, on pouvait se flatter de séparer les armées sardes et autrichiennes, puisque de là on menacerait également la Lombardie et le Piémont; on pourrait marcher sur Milan, comme sur Turin. Les Piémontais avaient intérêt à couvrir Turin et les Autrichiens intérêt à couvrir Milan.

§ II.

L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Elle était munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. Elle se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains. Elle était double en nombre de l'armée française, et devait s'accroître successivement des contingens de Naples, du pape, de Modène et de Parme. Elle se divisait en deux grands corps : l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions d'infanterie de quarante-deux bataillons, quarante-quatre escadrons et cent quarante pièces de canon, forte de quarante cinq mille hommes, sous les lieutenans-généraux d'Argentan, Mélas, Wukassowich, Liptay, Sebattendorf. L'armée active de Sardaigne, composée de trois divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, en tout vingt-cinq mille hommes et soixante pièces de canon, était commandée par le général autrichien Colli, et par les généraux Provera et Latour; le reste

des forces sardes tenait garnison dans les places, ou défendait la frontière opposée à l'armée française des Alpes, sous le commandement dn dnc d'Aoste. L'armée française était composée de quatre divisions actives d'infanterie et denx de cavalerie, sous les généraux Masséna, Augerean, Laharpe, Serrurier, Stengel et Kilmalne; en tout vingt-cinq mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents de cavalerie, denx mille cinq cents d'artillerie, sapeurs, administration, etc. Total trente mille hommes présens sous les armes. L'effectif de l'armée se montait sur les états du ministère à cent six mille hommes, mais trente-six mille étaient prisonniers, morts ou désertés. Depnis long-temps on attendait de passer une revue régnlière pour les effacer des états de sitnation : vingt mille étaient dans la 8e divisiou militaire à Toulon, Marseille, Avignon, depuis les bouches du Rhône jusqu'à celles du Var; ils ne ponvaient être employés qu'à la défense de la Provence. Il restait un effectif de cinquante mille hommes snr la rive ganche du Var, dont cinq mille aux hôpitaux, sept mille formaient les dépôts des corps d'infanterie, de cavalerie (celui-ci était de deux mille cinq cents hommes non montés) et d'artillerie; il restait trente-trois mille hommes présens sous les armes, prêts à entrer en campagne : huit mille hommes d'infanterie et d'artillerie, étant employés aux garnisons de Nice, Ville-Franche, Monaco, des côtes de Gênes, de Saorgio, et à la garde de la crête supérieure des Alpes, du col d'Argentières au Tanaro. La cavalerie était dans le plus mauvais état, quoiqu'elle eût été long-temps sur le Rhône pour se refaire; mais elle y avait manqué de subsistances. Les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient bien pourvus en artillerie, mais manquaient de moyens de transport; tous les chevaux de trait avaient péri de misère. La pénurie des finances était telle que malgré tous ses efforts, le gouvernement ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne, et un million en traites qui furent en partie protestées. L'armée manquait de tout et ne ponvait rien espérer de la France; elle devait tout attendre de la victoire; ce n'était que dans les plaines d'Italie qu'elle pouvait organiser ses transports, atteler son artillerie, habiller ses soldats, monter sa cavalerie. Cependant elle ne comptait que trente mille hommes présens sous les armes et trente pièces de canon; on lui en opposait quatre-vingt mille et deux cents pièces de canon. Si elle eût eu à lutter dans une bataille générale, sans doute la différence du nombre, son infériorité en artillerie et cavalerie, ne lui eussent pas permis de résister; elle dut donc compenser ce désavantage par la rapidité des marches, le manque d'artillerie par la nature des manœuvres, l'infériorité de sa cavalerie par le choix des positions : car le moral des soldats français était excellent : ils s'étaient signalés et aguerris sur le sommet des Alpes et des Pyrénées : les privations, la pauvreté, la misère, sont l'école du bon soldat.

§ III.

Napoléon arriva à Nice le 27 mars; le tableau de l'armée, qui lui fut présenté par le général Schérer, se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assuré; depuis long-temps on ne faisait plus

de distributions de viande. Il n'y avait que cinq cents mulets pour les transports; on ne devait pas songer à conduire plus de trente pièces de canon; chaque jour la position empirait, il ne fallait pas perdre un instant; l'armée ne pouvait plus vivre où elle était; il fallait avancer ou reculer. Il donna des ordres pour qu'elle avançât et pour surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, l'étourdir par des succès éclatans et décisifs. Le quartier-général n'avait jamais quitté Nice depuis le commencement de la guerre; il le fit mettre en marche pour se rendre à Albenga. Depuis long-temps toutes les administrations se regardaient comme à poste fixe, et s'occupaient bien plus des commodités de la vie que des besoins de l'armée. En passant la revue des troupes, il leur dit : « Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le » gouvernement vous doit beaucoup, » il ne peut rien vous donner. Votre » patience, le courage que vous montriez au milieu de ces rochers, sont » admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne » rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines » du monde. De riches provinces, de » grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, » gloire et richesses. Soldats d'Italie, » manqueriez-vous de courage ou » de constance? » Ce discours d'un jeune général de vingt-six ans sur lequel rejaillissait le souvenir des opérations de Toulon, de Saorgio, de Cairo, fut accueilli par de vives acclamations.

En voulant tourner les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibone, il fallait que toute l'armée se rassemblât sur son extrême droite; opération dangereuse si les neiges n'eussent pas alors couvert le débouché des Alpes. Le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif est une des opérations les plus délicates. Serrurier prit position à Garessio avec sa division, pour observer les camps de Colli, près de Ceva; Masséna et Augereau à Loano, Finale et Savone. Laharpe était placé pour menacer Gênes; son avant-garde, commandée par le général de brigade Cervoni, occupait Voltri. Le ministre de France demanda au sénat de Gênes le passage par la Bocchetta, et les clefs de Gavi, annonçant que les Français voulaient pénétrer en Lombardie, et appuyer leurs opérations sur Gênes. La rumeur fut extrême dans cette ville; le sénat, les conseils se mirent en permanence. Le contre-coup s'en fit ressentir à Milan.

§ IV.

Beaulieu, alarmé, accourut en toute hâte, au secours de Gênes. Il porta son quartier-général à Novi, partagea son armée en trois corps; la droite, composée de Piémontais, et commandée par Colli, ayant son quartier-général à Ceva, fut chargée de défendre la Stura et le Tanaro. Le centre, sous les ordres de d'Argenteau, établit son quartier-général à Sasello, et marcha sur Montenotte pour couper l'armée française, pendant sa marche sur Gênes, en tombant sur son flanc gauche, et lui intercepter à Savone la route de la Corniche. De sa personne Beaulieu, avec sa gauche, marcha par la Bocchetta sur Voltri pour couvrir Gênes.

Au premier aspect, ces dispositions paraissaient bien entendues; mais en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvrit que Beaulieu divisait ses forces, puisque toute communication était impraticable entre son

centre et sa gauche, autrement que par derrière les montagnes, tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à pouvoir se réunir en peu d'heures, et tomber en masse sur l'un ou l'autre des corps ennemis, et l'un d'eux défait, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer. Le général d'Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, campa à Montenotte inférieur, le 10 avril; le 11, il marcha sur Montelegino pour déboucher par la Madone sur Savone. Le colonel Rampon, qui était chargé de la garde des trois redoutes de Montelegino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre; elle fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures qu'elle rentra dans les redoutes; d'Argenteau essaya de les enlever d'emblée. Il fut repoussé dans trois attaques consécutives par Rampon; et comme ses troupes étaient fatiguées, il prit position, ayant le projet de tourner les redoutes le lendemain pour les faire tomber. Beaulieu de son côté déboucha le 10 sur Gênes; le même jour il attaqua le général Cervoni en avant de Voltri; celui-ci défendit sa position toute la journée, prit une seconde position le 11 sur le mont de la Fourche, se reploya dans la soirée et la nuit, et rejoignit sa division, celle de Laharpe, qui le 12, avant le jour, était placée derrière Rampon sur Montelegino. Dans la nuit, Napoléon marcha avec les divisions Augereau et Masséna, celle-ci par le col de Cadibone, et par Castellazzo, déboucha par derrière Montenotte. A la pointe du jour du 12, d'Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par la division Masséna; la déroute fut complète; tout fut tué, pris, ou se débanda; quatre drapeaux, cinq pièces de canon, deux mille prisonniers, furent les trophées de cette journée. Dans le même temps Beaulieu se présentait à Voltri, mais il n'y trouvait plus personne; il s'y aboucha, sans obstacle, avec Nelson, amiral anglais; ce ne fut que dans la journée du 13 qu'il apprit la perte de la bataille de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier, en toute hâte, ses troupes sur elles-mêmes et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. Ce détour fut tel, qu'une partie seule de ses troupes put arriver à Millesimo deux jours après, et qu'il lui fallut douze jours pour évacuer ses magasins de Voltri et de la Bocchetta, ce qui l'obligea à laisser des troupes pour les protéger.

§ V.

Le 12, le quartier-général de l'armée arriva à Carcare; les Piémontais s'étaient retirés sur Millesimo et les Autrichiens sur Dégo. Ces deux positions étaient liées par une brigade piémontaise, qui occupait les hauteurs de Biestro; à Millesimo les Piémontais étaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont; ils furent rejoints par Colli, avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dégo les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais: ils y furent rejoints par Beaulieu avec tout ce qu'il lui fut possible de ramener de Voltri. Dans cette position ce général se trouvait en mesure de recevoir tous les renforts que lui fournirait la Lombardie; ainsi les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts; l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retran-

cher ; quelque avantageuse qu'eût été la bataille de Montenotte pour les Français, il avait trouvé dans la supériorité du nombre de quoi réparer ses pertes ; mais le surlendemain 14, la bataille de Millesimo ouvrit les deux routes de Turin et de Milan. Augereau, formant la gauche, marcha sur Millesimo, Masséna avec le centre se porta sur Biestro et Dégo, et Laharpe avec la droite chemina sur les hauteurs de Cairo : l'armée française occupait ainsi quatre lieues de terrain de la droite à la gauche ; l'ennemi avait appuyé sa droite en faisant occuper le mamelon de Cossaria, qui domine les deux branches de la Bormida. Mais le 13, le général Augereau, dont les troupes n'avaient pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui enleva les gorges de Millesimo et cerna le mamelon de Cossaria. Le général autrichien Provéra, avec son arrière-garde forte de deux mille hommes, fut coupé : dans une position aussi désespérée, il paya d'audace. Ce général se réfugia dans un vieux castel ruiné et s'y barricada. De cette hauteur, il voyait la droite de l'armée sarde qui faisait des dispositions pour la bataille du lendemain ; il espérait être dégagé. Napoléon sentait l'importance de s'emparer dans la journée même du 13, du château de Cossaria ; mais ce poste était trop fort, plusieurs attaques échouèrent ; le lendemain, les deux armées furent aux mains : Masséna et Laharpe enlevèrent Dégo, après un combat opiniâtre, Ménard et Joubert occupèrent les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli pour dégager Cossaria furent vaines ; dans toutes il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins ; Provéra désespéré posa les armes. L'ennemi vivement poursuivi dans les gorges de Spigno sur la route d'Acqui, par quatre cents hommes des 22e de chasseurs, 7e hussards et 15e de dragons, y laissa une trentaine de pièces de canon attelées et soixante caissons, quinze drapeaux et six mille prisonniers parmi lesquels deux généraux et vingt-quatre officiers supérieurs. Le général en chef se trouva partout dans les momens les plus importans.

La séparation des deux armées autrichienne et sarde, fut dès lors bien marquée : Beaulieu porta son quartier-général à Acqui, route du Milanais ; et Colli se porta à Ceva pour s'opposer à la jonction de Serrurier et couvrir Turin.

§ VI.

Cependant la division de grenadiers autrichiens Wukassowich, qui avait été dirigée de Voltri par Sassello, arriva le 15 avril, à trois heures du matin, à Dégo. La position n'était plus occupée que par quelques bataillons français : ces grenadiers enlevèrent facilement ce village et l'alarme fut grande au quartier-général français, où l'on avait peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dégo, lorsque les avant-postes, placés sur la route d'Acqui, n'étaient pas inquiétés. Napoléon y marcha ; après deux heures d'un combat très chaud, Dégo fut repris, et la division ennemie fut faite presque entièrement prisonnière ou tuée. L'adjudant général Lanusse, depuis général de division, mort sur le champ de bataille d'Alexandrie en Égypte (en 1801), décida la victoire un moment incertaine, à la tête de deux bataillons de troupes légères ; il gravissait la gauche du mamelon de Dégo ; des bataillons de grenadiers hongrois

accoururent pour les empêcher de monter; les deux colonnes avancèrent et rétrogradèrent trois fois; mais, à la troisième, Lanusse mettant son chapeau au bout de son épée, s'avança audacieusement et fixa la victoire. Cette action, qui se passa sous les yeux du général en chef, lui valut le grade de général de brigade : les généraux Causse et Bonnel furent tués, ils venaient des Pyrénées-Orientales; les officiers qui avaient servi dans cette armée, montraient une impétuosité et un courage distingués. C'est dans le village de Dégo que Napoléon remarqua pour la première fois un chef de bataillon qu'il fit colonel; c'était Lannes, qui depuis fut maréchal de l'empire, duc de Montebello, et déploya les plus grands talens; on le verra constamment dans la suite prendre la plus grande part à tous les événemens. Après le combat de Dégo, les opérations furent dirigées contre les Piémontais; l'on se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation au camp de San-Benedetto sur le Belbo; Beaulieu affaibli, ne s'occupa plus qu'à rallier et organiser les débris de son armée. La division Laharpe, obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position, souffrit par le défaut de subsistances, le manque de transports et par l'épuisement d'un pays où avaient séjourné tant de troupes; elle se livra à quelques désordres.

Serrurier, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millesimo, s'empara de la hauteur de Saint-Jean de Murialto, entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, après une vaine résistance, Colli évacua le camp retranché de Ceva, repassa le Tanaro, et se retira derrière la Corsaglia, occupant par sa droite la Madona-de-Vico. Le même jour, le quartier-général fut porté à Ceva : l'ennemi y avait laissé l'artillerie du camp, qu'il n'avait pas eu le temps d'emmener, il s'était contenté de mettre garnison dans le fort.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto : de là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont; le Pô, le Tanaro; une foule d'autres rivières serpentaient au loin; une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement : « Annibal a forcé » les Alpes, dit Napoléon en fixant » ses regards sur ces montagnes, » nous, nous les avons tournées! » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne. L'armée passa le Tanaro; pour la première fois elle se trouvait en plaine, la cavalerie devenait nécessaire; le général Stengel, qui la commandait, passa la Corsaglia à Lezegno, et battit la plaine pour éclairer le pays. Le quartier-général arriva au château de Lezegno sur la rive droite de cette rivière, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

§ VII.

Le général Serrurier, le 20, passa le pont de Saint-Michel pour attaquer la droite de l'armée de Colli, en même temps que Masséna passait le Tanaro

pour tourner sa gauche; mais Colli, jugeant le danger de sa position, l'avait abandonnée pendant la nuit, et marchait lui-même sur sa droite pour prendre position à Mondovi. Il se trouva, par une circonstance fortuite, avec ses forces, précisément devant Saint-Michel, comme le général Serrurier débouchait du pont; il fit halte, lui opposa des forces supérieures et le força de se replier. Serrurier se fût pourtant maintenu dans Saint-Michel, si un de ses régimens d'infanterie légère ne se fût livré au pillage. Serrurier déboucha le 22 par le pont de Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lezegno. Ces trois colonnes se portèrent sur Mondovi: Colli y avait déjà élevé quelques redoutes et y avait pris position, sa droite à Notre-Dame de Vico et sa gauche à la Bicoque. Serrurier enleva la redoute de la Bicoque et décida de la bataille de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur. Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux, à la poursuite de l'ennemi, fut attaqué par la cavalerie piémontaise qui était brave et en très bon état.

Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé; il opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque, dans une charge, il tomba blessé à mort d'un coup de pointe. Le colonel Murat, à la tête de trois régimens de cavalerie, repoussa les Piémontais, les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, Alsacien, était un excellent officier de hussards; il avait servi sous Dumouriez et aux autres campagnes du Nord, il était adroit, intelligent, alerte; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mûr: c'était un vrai général d'avant-poste; deux ou trois jours avant sa mort, lorsqu'il était entré le premier dans Lezegno, le général en chef y arriva peu d'heures après, et quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt: les défilés, les gués avaient été reconnus, des guides étaient assurés, le curé et le maître de poste avaient été interrogés, des intelligences étaient déjà liées avec les habitans, des espions étaient envoyés dans plusieurs directions, les lettres de la poste saisies, et celles qui pouvaient donner des renseignemens militaires, traduites et analysées; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances pour rafraîchir les troupes; malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa position, et qui lui devint funeste.

La perte des Piémontais à cette bataille fut de trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasco; Serrurier se porta sur Fossano et Augereau sur Alba. Beaulieu avait d'Acqui marché sur Nezza-della-Paglia avec la moitié de son armée pour faire une diversion favorable aux Piémontais, il était trop tard; aussitôt qu'il apprit le traité de Cherasco, il dut se replier sur le Pô.

§ VIII.

Ces trois colonnes entrèrent à la fois dans Cherasco, Fossano et Alba. Le quartier-général de Colli était à Fossano; Serrurier l'en délogea. Cherasco, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était une place forte, mais mal armée et point approvisionnée, parce qu'elle n'était pas frontière,

Cette acquisition était importante ; on ne perdit pas un moment pour la mettre en état de défense ; ses magasins d'artillerie étaient remplis de tout ce qui était nécessaire pour en compléter l'armement. L'armée française passa la Stura et se porta en avant de la petite ville de Bra. La jonction de Serrurier avait permis de communiquer avec Nice par Ponte-di-Nave ; il en arriva des renforts d'artillerie et tout le matériel qu'on avait pu y organiser. L'armée s'était enrichie dans tous ces combats de beaucoup de canons et de chevaux, on en leva grand nombre dans la plaine de Mondovi : peu de jours après l'entrée à Cherasco, l'artillerie put fournir soixante bouches à feu approvisionnées et bien attelées. Les soldats qui avaient été sans distribution durant les dix jours de cette campagne, en reçurent de régulières : le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvemens, cessèrent ; on rétablit la discipline ; l'armée changea promptement de face au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays ; les pertes d'ailleurs n'avaient pas été aussi grandes que l'on pourrait le croire. La rapidité des mouvemens, l'impétuosité des troupes et surtout l'art de les opposer à l'ennemi au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joint aux succès constans qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes. D'ailleurs, ces pertes étaient réparées, les soldats arrivaient par tous les débouchés de tous les dépôts et de tous les hôpitaux de la rivière de Gênes au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait. La misère avait été telle jusque-là dans l'armée française, qu'on oserait à peine la décrire ; les officiers, depuis plusieurs années, ne recevaient que huit francs par mois de solde, et l'état-major était entièrement à pied. Le maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'Albenga, qui accordait une gratification de trois louis à chaque général de division. Cherasco est à dix lieues de Turin, quinze d'Alexandrie, dix-huit de Tortone, vingt-cinq de Gênes, vingt de Savone. La cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre ; son armée était découragée et en partie détruite ; l'armée autrichienne n'avait plus d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont ; la cour ne jouissait nullement de la confiance publique ; elle se mit à la discrétion de Napoléon et sollicita un armistice ; bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché sur Turin ; mais Turin était une place forte, il fallait du gros canon pour en enfoncer les portes. Le roi avait encore un grand nombre de forteresses, et malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser ; les deux armées ennemies réunies étaient encore, malgré leurs revers, supérieures à l'armée française ; elles avaient une artillerie considérable et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert. L'armée française, en dépit de ses victoires, avait de l'étonnement ; elle était frappée de la grandeur de l'entreprise ; le succès paraissait problématique quand on considérait la faiblesse des moyens ; les esprits se fussent exagéré le moindre revers. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à la conquête de l'Italie, avec aussi peu d'artillerie, une si mauvaise cavalerie, et une armée peu nombreuse que les maladies et l'éloignement de la France

affaibliraient tous les jours. On trouve des traces de ces sentimens de l'armée dans la proclamation que le général en chef adressa à ses soldats à Cherasco : « Soldats, vous avez remporté » en quinze jours six victoires, pris » vingt-et-un drapeaux, cinquante-» cinq pièces de canon, plusieurs pla-» ces fortes, et conquis la partie la » plus riche du Piémont ; vous avez » fait quinze mille prisonniers, tué » ou blessé plus de dix mille hommes. » Vous vous étiez jusqu'ici battus » pour des rochers stériles, illustrés » par votre courage, mais inutiles à la » patrie ; vous égalez, aujourd'hui, » par vos services, l'armée de Hol-» lande et du Rhin. Dénués de tout, » vous avez suppléé à tout. Vous avez » gagné des batailles sans canons, » passé des rivières sans ponts, fait » des marches forcées sans souliers, » bivouaqué sans eau-de-vie et sou-» vent sans pain. Les phalanges répu-» blicaines, les soldats de la liberté » étaient seuls capables de souffrir ce » que vous avez souffert ; grâces vous » en soient rendues, soldats ! La pa-» trie reconnaissante vous devra sa » prospérité, et si, vainqueurs de » Toulon, vous présageâtes l'immor-» telle campagne de 1793, vos victoi-» res actuelles en présagent une plus » belle encore. Les deux armées qui » naguère vous attaquaient avec au-» dace, fuient épouvantées devant » vous ; les hommes pervers qui » riaient de votre misère et se ré-» jouissaient dans leurs pensées des » triomphes de vos ennemis, sont » confondus et tremblans. Mais, sol-» dats, vous n'avez rien fait puisqu'il » vous reste à faire. Ni Turin, ni Mi-» lan, ne sont à vous ; les cendres des » vainqueurs de Tarquin sont encore » foulées par les assassins de Basse-» ville ! On dit qu'il en est parmi vous » dont le courage mollit, qui préfére-» raient retourner sur les sommets de » l'Apennin et des Alpes ? Non, je ne » puis le croire. Les vainqueurs de » Montenotte, de Millesimo, de Dégo, » de Mondovi, brûlent de porter au » loin la gloire du peuple français !.. »

Des conférences pour une suspension d'armes se tinrent au quartier-général dans la maison de Salmatoris, alors maître d'hôtel du roi de Sardaigne, et qui depuis a été préfet du palais de Napoléon. Le général piémontais Latour et le colonel Lascoste étaient chargés des pouvoirs du roi. Le comte Latour était un vieux soldat, lieutenant-général au service de Sardaigne, très opposé à toutes les nouvelles idées, de peu d'instruction et d'une capacité médiocre. Le colonel Lascoste, natif de Savoie, était dans la force de l'âge ; il s'exprimait avec facilité, avait de l'esprit et se montra sous des rapports avantageux. Les conditions furent : Que le roi quitterait la coalition, et enverrait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive ; que jusque là il y aurait armistice ; que Ceva, Coni, Tortone ou à son défaut Alexandrie, seraient remis sur-le-champ à l'armée française avec toute l'artillerie et les magasins ; que l'armée continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment en sa possession ; que les routes militaires dans toutes les directions permettraient sa libre communication avec la France, et de la France avec l'armée ; que Valence serait immédiatement évacué par les Napolitains et remis au général français jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô ; enfin que les milices du pays seraient licenciées et que les troupes régulières seraient disséminées dans

les garnisons de manière à ce qu'elles ne donnassent aucun ombrage à l'armée française.

Désormais les Autrichiens isolés pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Les troupes de l'armée des Alpes, devenues disponibles, allaient en partie descendre en Italie. La ligne de communication avec Paris était raccourcie de moitié; enfin on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siége et pour assiéger Turin même, si le directoire n'agréait pas la paix.

§ IX.

L'armistice conclu, et les places de Coni, Tortone et Ceva occupées, on se demanda s'il fallait aller en avant, et jusqu'où? On concevait que l'armistice qui avait fait tomber toutes les places fortes et séparé l'armée piémontaise de l'armée autrichienne était utile; « mais ne serait-il pas désormais plus » avantageux de profiter des moyens » acquis pour révolutionner entièrement le Piémont et Gênes avant » d'aller plus loin? Le gouvernement » français avait le droit de refuser les » négociations proposées et de déclarer sa volonté par un *ultimatum*. » Ne serait-il pas impolitique de s'éloigner de la France, de passer le » Tésin, sans être sûr de ses derrières? Les rois de Sardaigne qui ont » été si utiles à la France, tant qu'ils » ont été fidèles, ont le plus contribué » à ses revers dès qu'ils ont changé » de politique. Aujourd'hui la disposition des ennemis de cette cour ne » saurait permettre la moindre illusion. Les nobles et les prêtres la » dominent; ils sont ennemis irréconciliables de la république. Si on » avance et qu'on éprouve une défaite, que n'aura-t-on pas à redouter » de leur haine et de leur vengeance? » Gênes même devra donner de grandes inquiétudes. Le système de » l'oligarchie y domine toujours, et » quelque nombreux que puissent s'y » trouver les partisans de la France, » ils demeurent sans influence dans » leurs décisions politiques. Les bourgeois de Gênes peuvent bien déclamer, mais là se borne tout leur » pouvoir. Les oligarques gouvernent, » ils commandent aux troupes et disposent de huit à dix mille paysans » des vallées de Fontana-Bona et autres, qu'ils appellent à leur secours » quand ils en ont besoin. Enfin doit-on s'arrêter après avoir passé le » Tésin? doit-on passer l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, la Brenta, » la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo? » Est-il sage de laisser sur ses derrières de si nombreuses populations si » mal disposées? Le moyen d'aller » vite n'est-il pas d'aller doucement et » de se faire des appuis dans tous les » pays que l'on occupe, en changeant » le gouvernement et confiant l'administration à des personnes de mêmes » principes et de mêmes intérêts que » nous? Si l'on se portait dans le pays » de Venise, n'obligerait-on pas cette » république, qui peut disposer de » cinquante mille hommes, à prendre » parti pour l'ennemi? On répondait » à cela: l'armée française doit profiter » de sa victoire, elle ne doit s'arrêter » qu'à la meilleure ligne de défense » contre les armées autrichiennes qui » ne tarderont pas à déboucher du » Tyrol et du Frioul. Cette ligne c'est » l'Adige: elle couvre toutes les vallées du Pô; elle intercepte la » moyenne et la basse Italie; elle isole » la place de Mantoue; et probable-

» ment cette place sera prise avant » que l'armée ennemie ne soit refaite » et en position de la secourir. C'est » pour avoir méconnu ce principe que » le maréchal de Villars manqua tout » le but de la guerre en 1733. Il était » à la tête de cinquante mille hom- » mes réunis au camp de Vigevano en » octobre; n'ayant pas d'armée de- » vant lui, il pouvait se porter où il » voulait. Il se borna à se tenir en ob- » servation sur l'Oglio à cheval sur le » Pô; ayant ainsi perdu l'occasion, il » ne la retrouva plus. Trois mois » après, Mercy arriva dans le Seraglio » avec une armée. Le maréchal de » Coigny, quoique à la tête d'une ar- » mée très supérieure pendant toute » la campagne de 1734, et victorieux » dans deux batailles rangées, celles » de Parme et de Guastalla, ne sut » tirer aucun parti de tant d'avanta- » ges; il manœuvra alternativement » sur les deux rives du Pô. Si ces gé- » néraux avaient bien connu la topo- » graphie de l'Italie, dès le mois de » novembre, Villars eût pris position » sur l'Adige, interceptant ainsi toute » l'Italie; et Coigny eût profité de » ses victoires pour s'y porter à tire- » d'aile.

» Sur l'Adige on a le moyen de pour- » voir à toutes les dépenses de l'armée, » parce qu'on en fait partager le poids » à des populations nombreuses telles » que celles du Piémont, de la Lombar- » die, aux légations de Bologne et de » Ferrare, aux duchés de Parme et de » Modène. On craint de voir Venise » se déclarer contre la France? Le » meilleur moyen de l'empêcher, c'est » de porter en peu de jours la guerre » au milieu de ses états; elle n'est » point préparée à un pareil événe- » ment; elle n'a pas eu le temps de » faire des levées et de prendre des » résolutions; il faut empêcher le sénat » de délibérer. Si l'armée reste sur la » rive droite du Tésin, les Autrichiens » forceront cette république de faire » cause commune avec eux, ou elle- » même se jettera dans leurs bras, in- » fluencée qu'elle sera par l'esprit de » parti. Le roi de Sardaigne n'est plus » à craindre; ses milices sont congé- » diées; et parconséquent les Anglais » vont cesser leurs subsides; les affai- » res intérieures y sont dans le plus » mauvais état. Quelque parti que » prenne la cour, le nombre des mé- » contens ne peut manquer de s'ac- » croître; après la fièvre vient la » faiblesse. Quinze à dix-huit mille » hommes composent toutes les forces » qui lui restent; disséminés dans un » grand nombre de villes, ils suffiront » à peine à maintenir la tranquillité » intérieure. D'un autre côté, le mé- » contentement de la cour de Vienne » contre le cabinet de Turin devien- » dra plus vif; elle lui reprochera » qu'à la première bataille perdue, » il a désespéré de la cause com- » mune. Ce n'est pas ainsi qu'en avait » agi, en 1705, Victor-Amédée, après » la victoire que Vendôme remporta » à Cassano, où le prince Eugène fut » acculé sur les bords du lac d'Iseo, » où trois armées françaises envahi- » rent tous ses états, même le comté » de Nice; il ne lui restait plus que » Turin, et cependant il tint ferme, » persista dans son alliance avec l'Au- » triche. Il en fut récompensé l'année » suivante par la bataille de Turin, où » il reconquit ses états; par suite » de cette marche audacieuse du prin- » ce Eugène que la fortune se plut à » couronner d'un si grand succès.

» Les oligarques de Gênes ne sont » pas à craindre; la meilleure garantie » contre eux, ce sont les profits im-

» menses qu'ils recueillent de leur neutralité. On vent protéger les principes de la liberté en Piémont et à Gênes, mais pour cela il faut allumer la guerre civile, soulever le peuple contre les nobles et les prêtres; et c'est devenir responsable des excès qui accompagnent toujours une pareille lutte. Arrivée au contraire sur l'Adige, l'armée française maîtresse de tous les états de la maison d'Autriche en Italie et de tous ceux du pape en deçà de l'Apennin; sera en position de proclamer les principes de la liberté et d'exalter le patriotisme italien contre la domination étrangère. On n'anra pas besoin d'exciter les divisions parmi les diverses classes des citoyens; nobles, bourgeois, paysans, tous seront appelés à marcher d'accord pour le rétablissement de la patrie italienne. Le mot *Italiam! Italiam!* prononcé à Milan, à Bologne, à Vérone, prodnira un effet magique. Proclamé sur la droite du Tésin, les Italiens diront : *Pourquoi n'avancez-vous pas?* »

Le colonel Murat, premier aide-de-camp, fut expédié pour Paris avec vingt-un drapeaux et le traité d'armistice de Chérasco. Son arrivée à Paris, par le Mont-Cenis, avec tant de trophées et l'acte de soumission du roi de Sardaigne, causa une grande joie dans la capitale et y fit naitre le plus vif enthousiasme. L'aide-de-camp Junot, qui avait été expédié après la bataille de Millésimo par la route de Nice arriva après Murat.

La province d'Alba, que les Français occupèrent en entier, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, et celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires; des troupes s'étaient déjà déclarées; plus tard il en éclata de nouveaux. Si on eût voulu continuer la guerre avec le roi de Sardaigne, c'est là que l'on eût trouvé le plus de secours et le plus de dispositions à l'insurrection. Ainsi au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint. De grands résultats étaient obtenus; les forteresses piémontaises des Alpes étaient tombées; la coalition était affaiblie d'une puissance qui lui fournissait soixante à soixante-dix mille hommes, et plus importante encore par sa position. Depuis le commencement de cette campagne, dans le courant d'un mois, la législature décréta cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie, dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril, et chaque fois pour de nouvelles victoires.

Conformément aux conditions de l'armistice de Chérasco, le roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix définitive. Il la conclut et signa le 15 mai 1796. Par ce traité, les places d'Alexandrie et de Coni furent remises à l'armée d'Italie; Suse, la Brunette, Exilles, furent démolies, et les Alpes ouvertes; ce qui mit le roi à la disposition de la république, n'ayant plus d'autres points fortifiés que Turin et le fort de Bard.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE LODI.

Passage du Pô (7 mai).—Combat de Fombio (8 mai).—Armistice accordé au duc de Parme (9 mai). — Bataille de Lodi (10 mai).—Entrée à Milan (14 mai).—Armistice accordé au duc de Modène (20 mai). — Berthier. — Masséna. — Augereau. — Serrurier.

§ Ier.

Les portes des places de Coni, Tor-

par du canon : il devenait de la plus haute importance de déloger l'ennemi de Fombio. Il pouvait recevoir de grands renforts; il eût été par trop dangereux d'être obligé de livrer bataille avec une aussi grande rivière à dos. Napoléon ordonna les dispositions qu'exigeait la nature du terrain. Lannes attaqua par la gauche; Lanusse sur le centre; Dallemagne sur la droite : en une heure de temps le village fut enlevé; la division autrichienne, qui le défendait, fut culbutée ; elle perdit ses canons, deux mille cinq cents prisonniers, trois drapeaux. Les débris se jetèrent dans Pizzighetone, et y passèrent l'Adda. La forteresse de Pizzighetone n'était pas armée peu de jours auparavant, placée si loin du théâtre de la guerre, l'ennemi n'y avait pas songé; mais Liptay eut le temps de lever les ponts-levis, de placer du canon de campagne sur les remparts. L'avant-garde française s'arrêta au rivage de Malleo, à la nuit close, à une demi-portée de canon de Pizzighetone. Laharpe rétrograda pour se placer en avant de Codogno, couvrant les routes de Pavie et de Lodi. On savait, par les prisonniers faits à Fombio, que Beaulieu était en marche, pour camper avec son armée derrière Fombio. Il se pouvait donc que quelques-uns de ses corps, ignorant ce qui s'était passé dans l'après-midi, se portassent sur Codogno, pour y cantonner ; les troupes en furent prévennes. Après avoir ordonné la plus grande surveillance, le général en chef retourna à Plaisance, où était son quartier-général. Pendant la nuit, Masséna passa le Pô, et se plaça en réserve à la tête du pont, pour soutenir Laharpe, en cas de besoin. Ce qui avait été prévu arriva : la marche des troupes depuis Tortone à Plaisance, quoique rapide n'avait pas été assez secrète pour que Beaulieu n'en eût eu connaissance. Il mit toutes ses troupes en marche pour occuper le pays entre le Tésin et l'Adda, espérant arriver à temps vis-à-vis Plaisance, pour empêcher le passage du fleuve; il savait que les Français n'avaient point d'équipages de pontons. Un des régimens de cavalerie, qui précédaient la colonne où il était, se présenta aux avant-postes du général Laharpe, venant par la route de Pavie; il y donna l'alarme. Les bivouacs prirent les armes ; après quelques décharges, il n'entendirent plus rien : cependant Laharpe, suivi d'un piquet et de quelques officiers, se porta en avant pour vérifier ce que cela pouvait être, et interroger lui-même les habitans des premières métairies sur la route, ils lui dirent que cette alarme avait été donnée par un régiment de cavalerie, qui ignorait que les Français eussent passé le Pô, et que ce régiment ensuite avait pris à gauche pour gagner Lodi. Laharpe retourna dans son camp. Mais au lieu de revenir par la chaussée d'où les troupes l'avaient vu partir, il prit malheureusement un sentier voisin. Les soldats étaient au guet; ils accueillirent leur général par un feu de file très vif; Laharpe tomba mort; il fut tué par ses propres soldats ! il était Suisse, du canton de Vaud. Sa haine contre le gouvernement de Berne, lui ayant attiré des persécutions, il s'était réfugié en France; c'était un officier d'une bravoure distinguée. Grenadier, par la taille et par le cœur, conduisant avec intelligence ses troupes, dont il était fort aimé, quoique d'un caractère inquiet. On a remarqué que, pendant le combat de Fombio, tout le soir qui a précédé sa mort, il avait été fort préoccupé, très abattu, ne donnant point d'ordres, privé, en quelque sorte,

tinée de ces dernières troupes dépendait désormais de la rapidité des marches. On pouvait les couper de l'Oglio et les faire prisonnières, mais à une lieue de Cassa l'armée française trouva une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens avantageusement postés, défendant la chaussée de Lodi. Il fallut manœuvrer ; on y mit toute l'ardeur, et elle, toute l'opiniâtreté que requéraient les circonstances ; enfin, le désordre se mit dans ses rangs ; elle fut poursuivie l'épée dans les reins jusque dans Lodi. Cette place avait des murailles ; l'ennemi voulut en fermer les portes, mais les soldats français y entrèrent pêle-mêle avec les fuyards qui se rallièrent derrière la ligne de bataille que Beaulieu avait prise sur la rive gauche de l'Adda. Ce général démasqua vingt-cinq à trente pièces de canon pour défendre le pont ; les Français lui en opposèrent sur-le-champ un pareil nombre. La ligne autrichienne était de douze mille hommes d'infanterie et de quatre mille de cavalerie, ce qui joint aux dix mille qui se retiraient sur Cassano, à huit mille qui avaient été battus à Fombio, et dont les débris étaient retirés à Pizzighetone, et aux deux mille de la garnison du château de Milan, formaient trente-cinq à trente-six mille hommes, seuls restes de son armée.

Napoléon, dans l'espoir de couper la division qui marchait par Cassano, résolut de passer le pont de l'Adda ce même jour sous le feu des ennemis, et de les étonner par une opération si hardie. En conséquence, après quelques heures de repos dans Lodi, sur les cinq heures du soir, il ordonna au général Beaumont, commandant la cavalerie, de passer l'Adda à une demi-lieue au-dessus, où se trouvait un gué praticable en ce moment, et aussitôt qu'il serait sur l'autre rive, d'engager la canonnade avec une batterie d'artillerie légère sur le flanc droit de l'ennemi ; en même temps il plaça au débouché du pont et sur la rive droite toute l'artillerie disponible de l'armée, la dirigeant sur les pièces ennemies qui enfilaient le pont ; il forma les grenadiers en colonne serrée derrière le rempart de la ville qui borde l'Adda, où elle se trouvait plus près des batteries ennemies que la ligne même de l'infanterie autrichienne, qui s'était éloignée de la rivière pour profiter d'un pli de terrain qui la mettait en partie à l'abri des boulets des batteries françaises, et dès qu'il vit le feu de l'artillerie de l'ennemi se ralentir, que la tête de la cavalerie française commençait à se former sur la rive gauche, que cette manœuvre inquiétait l'ennemi, il fit battre la charge ; la tête de la colonne par un simple à gauche se trouva sur le pont, qu'elle traversa en peu de secondes au pas de course, et s'empara sur-le-champ du canon de l'ennemi ; la colonne n'était exposée au feu de l'ennemi qu'au moment où elle convergeait, par un à gauche, pour passer le pont. Aussi en un clin d'œil fut-elle à l'autre bord, sans essuyer de perte sensible ; elle tomba sur la ligne ennemie, l'enfonça, la contraignit de se retirer sur Crema dans le plus grand désordre avec la perte de son artillerie, de plusieurs drapeaux, et deux mille cinq cents prisonniers. Une action si vigoureuse exécutée sous un feu si meurtrier, mais conduite avec toute la prudence convenable, a été regardée par les militaires comme une des actions les plus brillantes de la guerre. Les Français ne perdirent pas plus de deux cents hommes ; les ennemis furent écrasés. Mais Colli et Wukassowich avaient

» que nous avons su vaincre, mais que » nous n'avons pas su profiter de la » victoire? la postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue » dans la Lombardie?... Mais je vous » vois déjà courir aux armes, un lâche » repos vous fatigue, les journées » perdues pour la gloire le sont pour » votre bonheur... Eh bien ! partons, » nous avons encore des marches for- » cées à faire, des ennemis à soumet- » tre, des lauriers à cueillir, des inju- » res à venger. Que ceux qui ont al- » guisé les poignards de la guerre » civile en France, qui ont lâchement » assassiné nos ministres, incendié » nos vaisseaux à Toulon, tremblent... » L'heure de la vengeance a sonné : » mais que les peuples soient sans in- » quiétudes; nous sommes amis de » tous les peuples; et plus particulière- » ment des descendans des Brutus, des » Scipion, et des grands hommes que » nous avons pris pour modèles. Ré- » tablir le Capitole, y placer avec hon- » neur les statues des héros qui le » rendirent célèbre, réveiller le peu- » ple romain engourdi par plusieurs » siècles d'esclavage, tel sera le fruit » de nos victoires; elles feront épo- » que dans la postérité : vous aurez la » gloire immortelle de changer la face » de la plus belle partie de l'Europe. » Le peuple français libre, respecté » du monde entier, donnera à l'Eu- » rope une paix glorieuse, qui l'indem- » nisera des sacrifices de toute espèce » qu'il a faits depuis six ans. Vous » rentrerez alors dans vos foyers, et » vos concitoyens diront, en vous mon- » trant : *Il était de l'armée d'Italie.* »

L'armée employa six jours de repos à l'amélioration de son matériel ; rien ne fut épargné pour compléter les équipages d'artillerie. Le Piémont, le Parmésan, avaient fourni de grandes ressources, mais il s'en trouva de bien plus considérables en Lombardie, ce qui mit à même de faire la solde, de pourvoir à tous les besoins, de régulariser les services.

Milan est situé au milieu d'une des plus riches plaines du monde, entre les Alpes, le Pô et l'Adda ; à trente-deux lieues du sommet des Alpes au col du Saint-Gothard ; à huit lieues du Pô, à six du Tésin, à six de l'Adda, à quarante-trois du Mont-Cénis, à vingt-huit de Gênes, à vingt-huit de Turin, à vingt-neuf de Parme, à cinquante-six de Venise. Sa population était de cent vingt mille âmes ; l'enceinte de dix mille toises; elle avait dix portes ; cent quarante convens d'hommes ou de femmes, et cent confréries. La cathédrale est la plus belle et la plus vantée de l'Italie, après Saint-Pierre de Rome ; elle est revêtue en marbre blanc ; commencée par Galéas Viscónti en 1386, elle fut terminée en 1810 par Napoléon. L'hôpital, la bibliothèque ambroisienne et grand nombre de beaux palais embellissent cette ville. Le Raviglio sert à sa communication avec le Tésin et l'Adda; leurs eaux se réunissent dans Milan par six écluses. Un autre canal a été construit, pendant le royaume d'Italie, pour joindre Pavie et Milan, établir une communication directe avec le Pô, et favoriser les communications avec Gênes. Le transport des marchandises de Gênes se faisait par roulage jusqu'à Cambio sur le Pô, où embarquées sur ce fleuve, elles arrivaient par le bas Tésin à Pavie, et y étaient déchargées pour Milan ; moyennant le nouveau canal, elles continuent leur navigation jusqu'à Milan, et de là partent sur l'Adda.

Milan a été fondé par les Gaulois d'Autun, l'an 580 avant Jésus-Christ.

Cette ville a été assiégée quarante fois, prise vingt fois, entièrement détruite quatre fois. Sa citadelle a été construite sur les ruines du palais des Visconti; tout y est plein du souvenir des archevêques saint Ambroise, et saint Charles Borromée. Sous l'empire romain, Milan était la capitale de la Gaule-Cisalpine. Elle a été depuis, la capitale du royaume des Ostrogoths; elle a été à la tête de la ligue des républiques lombardes, dans le XIe siècle; depuis, le chef-lieu du parti des Guelfes pendant les XIIe et XIIIe siècles. Othou Visconti, un de ses archevêques, favorisé par les Gibelins, usurpa la souveraineté; les Visconti la conservèrent jusqu'en 1450, que cette maison s'éteignit. L'héritière naturelle, Valentine Visconti, épouse du duc d'Orléans qui fut assassiné par le duc de Bourgogne, aïeul de Louis XII, porta ce duché dans la maison de France. Le condotière François Sforce succéda aux Visconti. Louis XII s'empara de Milan en 1508, elle resta sous la domination de la France jusqu'en 1526, que Charles-Quint s'en saisit et en investit Philippe II. Les rois d'Espagne la possédèrent jusqu'en 1714 qu'elle passa à la maison d'Autriche, à qui elle appartenait encore en 1796.

Milan était la capitale de la Lombardie autrichienne, qui se divisait en sept provinces: celles de Milan, Pavie, Varèse, Como, Lodi, Crémone et Mantoue. La Lombardie avait ses priviléges particuliers: l'empereur d'Autriche y tenait un prince du sang comme gouverneur général, et confiait les principales affaires à son ministre dirigeant. Elle avait des états composés des députés des sept provinces; ces états étaient assez souvent opposés au gouverneur général et au ministre autrichien. Le comte de Melzi était, parmi ces députés, le plus accrédité par ses lumières, son patriotisme et sa probité. Il a été depuis président de la république italienne, et chancelier du royaume d'Italie; il était plein d'amour de son pays, et tout dévoué à l'idée de l'indépendance de l'Italie. Il comptait à Milan parmi les familles nobles et aisées du pays. Les couleurs verte, blanche et rouge devinrent les couleurs nationales de l'Italie libre; ses gardes nationales se formèrent dans toutes les villes. Serbelloni, le premier colonel de celle de Milan, était le plus grand seigneur du pays, jouissant d'une très grande popularité, et d'une grande fortune. Il a été, depuis, fort connu à Paris, où il a demeuré long-temps en qualité d'ambassadeur de la république cisalpine. A Milan, comme dans toutes les grandes villes d'Italie, et peut-être dans toutes celles de l'Europe, la révolution française avait excité d'abord le plus vif enthousiasme et parlé à tous les sentimens; mais plus tard, les hideuses scènes de la terreur avaient changé ces bonnes dispositions. Toutefois les idées de la révolution conservaient encore à Milan de chauds partisans; la masse du peuple était remuée par l'attrait de l'égalité. Les Autrichiens, malgré leur longue domination, n'avaient pas inspiré d'attachement à ces peuples, hormis quelques familles nobles; ils déplaisaient à cause de leur morgue et de la brutalité de leurs manières. Le gouverneur général, l'archiduc Ferdinand, n'était ni aimé ni estimé; on l'accusait d'aimer l'argent, d'influer sur l'administration pour favoriser les déprédations, de spéculer sur les blés, et autres reproches de ce genre, toujours très impopulaires. Il était marié à la princesse Béatrix d'Est, fille héritière du dernier duc de

Modène, alors régnant. La citadelle de Milan était bien armée et bien approvisionnée; Beaulieu y avait laissé deux mille cinq cents hommes de garnison. Le général français Despinois fut chargé du commandement de Milan, et du blocus de la citadelle. L'artillerie forma l'équipage de siége, en tirant les pièces et les munitions de guerre des places du Piémont qui avaient garnison française, Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva, Cherasco.

§ VI.

Les trois duchés de Modène, Reggio, et la Mirandola sur la rive droite du Pô inférieur, étaient gouvernés par le dernier prince de la maison d'Est, vieillard avare, dont l'unique plaisir était d'entasser l'or. Il était méprisé de ses sujets; à l'approche de l'armée, il dépêcha le commandeur d'Est, son frère naturel, pour solliciter un armistice et la protection de Napoléon. La ville de Modène avait une enceinte bastionnée, un arsenal bien pourvu; son état militaire était de quatre mille hommes. Ce prince n'était, du reste, d'aucune considération politique; il fut traité comme le duc de Parme, sans égard, d'ailleurs, à ses liaisons de sang avec la maison d'Autriche. L'armistice fut conclu et signé à Milan, le 20 mai. Il paya dix millions, donna des chevaux, des subsistances de toute espèce, et un certain nombre de chefs-d'œuvre. Il envoya des plénipotentiaires à Paris, pour traiter de la paix; mais elle ne fut point conclue, les négociations languirent, et furent enfin rompues. Voulant mettre son trésor à l'abri, il se réfugia à Venise, où il mourut en 1798. En lui s'éteignit la maison d'Est, si célèbre dans le moyen âge, et chantée avec tant de grâce et de génie par l'Arioste et le Tasse. Sa fille, la princesse Béatrix, épouse de l'archiduc Ferdinand, était mère de l'impératrice d'Autriche, morte en 1816.

Les nouvelles successives du passage du Pô, de la bataille de Lodi, de l'occupation de la Lombardie, des armistices des ducs de Parme et de Modène, enivrèrent le directoire, qui adopta le plan funeste de diviser l'armée d'Italie en deux armées. Napoléon, avec vingt mille hommes, devait passer le Pô, marcher sur Rome et Naples; et Kellermann, avec les vingt mille autres, commanderait sur la rive gauche du Pô, et couvrirait le siége de Mantoue. Napoléon, indigné d'une telle ingratitude, envoya sa démission, se refusant à être l'instrument de la perte de l'armée d'Italie, et de ses frères d'armes; il dit que tous les hommes qui s'enfonceraient dans le fond de la presqu'île, seraient perdus; que l'armée principale, confiée à Kellermann, insuffisante pour se maintenir, serait obligée de repasser les Alpes en peu de semaines. Un mauvais général, disait-il, vaut mieux que deux bons. Le gouvernement ouvrit les yeux et revint sur cette mesure. Il ne s'occupa plus de l'armée d'Italie que pour approuver ce que Napoléon avait fait ou projeté.

§ VII.

Berthier était âgé d'environ quarante-deux ans. Son père, ingénieur-géographe, avait eu l'honneur d'approcher quelquefois Louis XV et Louis XVI, parce qu'il était chargé de lever les plans des chasses, et que ces princes, à leur retour de cet exercice aimaient, à relever les fautes qu'ils y avaient aperçues. Berthier, jeune encore, fit la guerre

d'Amérique comme lieutenant, adjoint à l'état-major de Rochambeau ; il était colonel à l'époque de la révolution, et commanda la garde nationale de Versailles, où il se montra fort opposé au parti de Lecointre ; employé dans la Vendée comme chef d'état-major des armées révolutionnaires, il y fut blessé. Après le 9 thermidor, il devint chef d'état-major du général Kellermann, à l'armée des Alpes, et le suivit à l'armée d'Italie. Il fit prendre à l'armée la ligne de Borghetto qui arrêta l'ennemi. Lorsque Kellermann retourna à l'armée des Alpes, il l'emmena ; mais lorsque Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, Berthier demanda et obtint la place de chef d'état-major ; il l'a toujours suivi en cette qualité dans les campagnes d'Italie et d'Égypte ; depuis, il a été ministre de la guerre, major-général de la grande armée, prince de Neufchâtel et de Wagram. Il a épousé une princesse de Bavière, et a été comblé des bienfaits de Napoléon. Il avait une grande activité ; il suivait son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentît en rien son travail des bureaux. Il était d'un caractère indécis, peu propre à commander en chef, mais possédant toutes les qualités d'un bon chef d'état-major. Il connaissait bien la carte, entendait parfaitement la partie des reconnaissances, soignait lui-même l'expédition des ordres; il était rompu à présenter, avec simplicité, les mouvemens les plus composés d'une armée. Au commencement, on voulut lui attirer la disgrâce de son chef, en le désignant comme son mentor, et publiant qu'il dirigeait les opérations; on ne réussit pas. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour faire cesser des bruits qui le rendaient ridicule dans l'armée. Après la campagne d'Italie, il eut le commandement de l'armée chargée d'aller s'emparer de Rome, et y proclama la république romaine.

§ VIII.

Masséna, né à Nice, était entré au service de France, dans le régiment de Royal-Italien; il était officier au moment de la révolution. Il avança rapidement et devint général de division. A l'armée d'Italie, il servit sous les généraux en chef Dugommier, Dumorbion, Kellermann et Schérer. Il était fortement constitué, infatigable, nuit et jour à cheval parmi les rochers et dans les montagnes; c'était le genre de guerre qu'il entendait spécialement. Il était décidé, brave, intrépide, plein d'ambition et d'amour-propre : son caractère distinctif était l'opiniâtreté; il n'était jamais découragé. Il négligeait la discipline, soignait mal l'administration, et, par cette raison, était peu aimé du soldat. Il faisait assez mal les dispositions d'une attaque. Sa conversation était peu intéressante; mais au premier coup de canon, au milieu des boulets et des dangers, sa pensée acquérait de la force et de la clarté. Était-il battu, il recommençait comme s'il eût été vainqueur. A la fin de la campagne d'Italie, il reçut la commission d'aller porter au directoire les préliminaires de Léoben. Lors de la campagne d'Égypte, il eut le commandement en chef de l'armée d'Helvétie, et sauva la république par le gain de la bataille de Zurich. Depuis il a été maréchal, duc de Rivoli et prince d'Essling.

§ IX.

Augereau, né au faubourg Saint-

Marceau, était sergent au moment de la révolution. Ce devait être un sous-officier distingué, puisqu'il fut choisi pour aller à Naples instruire les troupes napolitaines. Il servit d'abord dans la Vendée. Il fut fait général dans l'armée des Pyrénées-Orientales, où il commanda une des principales divisions. A la paix avec l'Espagne, il conduisit sa division à l'armée d'Italie, et y fit toutes les campagnes sous Napoléon, qui l'envoya, pour le 18 fructidor, à Paris. Le directoire ensuite lui donna le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il était incapable de se conduire, il n'avait point d'instruction, peu d'étendue dans l'esprit, peu d'éducation, mais il maintenait l'ordre et la discipline parmi ses soldats, il en était aimé. Ses attaques étaient régulières et faites avec ordre: il divisait bien ses colonnes, plaçait bien ses réserves, se battait avec intrépidité: mais tout cela ne durait qu'un jour; vainqueur ou vaincu, il était le plus souvent découragé le soir, soit que cela tînt à la nature de son caractère, ou au peu de calcul et de pénétration de son esprit. Ses opinions politiques l'attachaient au parti de Babœuf, à celui des anarchistes les plus prononcés. Il était entouré d'un bon nombre d'entre eux. Il fut nommé député au corps législatif en 1798, se mit dans les intrigues du manége, il y fut souvent ridicule. Les gens de ce parti n'étaient point sans instruction; personne n'était moins propre que lui aux discussions politiques et aux affaires civiles dont il aimait à se mêler. Il fut, sous l'empire, duc de Castiglione et maréchal de France.

§ X.

Serrurier, né dans le département de l'Aisne, était major d'infanterie au commencement de la révolution; il avait conservé toutes les formes et la rigidité d'un major: il était fort sévère sur la discipline, et passait pour aristocrate, ce qui lui a fait courir bien des dangers au milieu des camps, surtout dans les premières années. Il a gagné la bataille de Mondovi et pris Mantoue: il a eu l'honneur de voir défiler devant lui le maréchal Wurmser. Il était brave, intrépide de sa personne, mais peu heureux. Il avait moins d'élan que les deux autres, mais il les dépassait par la moralité de son caractère, la sagesse de ses opinions politiques, et la sûreté de son commerce. Il eut l'honorable mission de porter au directoire les drapeaux pris au prince Charles. Il a depuis été fait maréchal de France, gouverneur des Invalides et sénateur.

CHAPITRE VII.

RÉVOLTE DE PAVIE.

L'armée quitte ses cantonnemens pour prendre la ligne de l'Adige. — Révolte de Pavie (24 mai). — Prise et sac de Pavie (26 mai). — Causes de cette révolte. — L'armée entre sur le territoire de la république de Venise (28 mai). — Bataille de Borghetto; passage du Mincio (30 mai). — L'armée arrive sur l'Adige (3 juin). — Description de Mantoue. — Blocus de Mantoue (4 juin). — Armistice avec Naples (5 juin).

§ 1er.

A l'ouverture de la campagne, la ville de Mantoue était désarmée. La

cour de Vienne espérait que son armée prendrait et conserverait l'offensive : elle comptait sur des victoires et non sur des défaites : ce ne fut qu'après le traité de Chérasco qu'elle ordonna l'armement et l'approvisionnement de Mantoue et des places de la Lombardie. Des militaires ont pensé que si, au lieu de prendre des cantonnemens dans le Milanais, l'armée française eût continué sa marche pour rejeter Beaulieu au-delà de l'Adige, Mantoue aurait été surprise : mais il était contre tout principe de laisser derrière soi un si grand nombre de grandes villes et une population de plus d'un million d'habitans sans en avoir pris possession et s'être assuré de leurs dispositions. Les Français ne séjournèrent que sept à huit jours dans la Lombardie. Dès le 22 mai, tous les cantonnemens étaient levés ; ce peu de jours furent bien employés : les gardes nationales formées dans toutes les villes de la Lombardie, les autorités renouvelées et le pays organisé, assurèrent la domination française. Le général Despinois prit le commandement de Milan ; une brigade investit la citadelle ; les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescens et d'hommes fatigués qui tinrent garnison dans les points les plus importans ; le dépôt de la division Augereau, fort de trois cents hommes, se réunit dans la citadelle de Pavie, ce qui paraissait suffisant pour sa garde et celle du pont du Tésin.

§ II.

Le quartier général arriva le 24 à Lodi. Il y avait deux heures que le général en chef y était, lorsqu'il apprit l'insurrection de Pavie et de tous les villages de cette province, que la division Augereau avait quittée depuis le 20. Une légère commotion s'était même fait sentir à Milan. Il repartit aussitôt pour cette capitale avec trois cents chevaux, six pièces d'artillerie et un bataillon de grenadiers ; il y arriva le soir même et trouva le calme rétabli : la garnison de la citadelle, qui avait fait une sortie pour favoriser cette révolte était rentrée dans ses remparts ; les groupes étaient entièrement dissipés. Il continua sa route sur Pavie ; se faisant précéder par l'archevêque de Milan, et envoyant des agens dans toutes les directions avec des proclamations, pour éclairer les paysans. Cet archevêque était un vieillard de quatre-vingts ans, de la maison Visconti, respectable par son âge et son caractère, mais sans esprit ni réputation ; sa mission n'eut aucun succès : il ne persuada personne. Les insurgés de Pavie, qui devaient se joindre à la garnison du château de Milan, avaient poussé une avant-garde de huit cents hommes jusqu'à Binasco. Lannes l'attaqua : Binasco fut pris, pillé, brûlé ; on espérait que l'incendie, qui pouvait se voir des murs de Pavie, en imposerait à cette ville ; il n'en fut rien : huit à dix mille paysans s'y étaient jetés et s'en étaient rendus maîtres ; ils étaient conduits par des hommes turbulens et des agens de l'Autriche, auxquels les maux du pays importaient peu ; en cas de non-succès, ils s'étaient ménagé les moyens de gagner la Suisse. Le soir on publia la proclamation suivante dans Milan ; elle fut affichée dans la nuit aux portes de Pavie : « Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, » se porte aux derniers excès dans » plusieurs communes, méconnait la » république et brave l'armée, triom-

» phante des rois; ce délire inconce-
» vable est digne de pitié; l'on égare
» ce pauvre peuple pour le conduire
» à sa perte. Le général en chef,
» fidèle aux principes qu'a adoptés sa
» nation de ne pas faire la guerre aux
» peuples, veut bien laisser une porte
» ouverte au repentir; mais ceux qui
» sous vingt-quatre heures n'auront
» pas posé les armes, seront traités
» comme rebelles; leurs villages se-
» ront brûlés. Que l'exemple terrible
» de Binasco leur fasse ouvrir les
» yeux! son sort sera celui de toutes
» les communes qui s'obstineront à
» la révolte. »

§ III.

Le 26, la colonne française quitta Binasco, arriva à Pavie à quatre heures de l'après-midi: les portes étaient fermées. La garnison française avait capitulé; depuis plusieurs heures les insurgés étaient les maîtres de la citadelle; ce succès les avait enhardis. Il paraissait difficile de s'emparer d'une ville de trente mille âmes en insurrection, fermée d'un mur et même d'une ancienne enceinte bastionnée, en très mauvais état, il est vrai, mais à l'abri d'un coup de main, avec seulement quinze cents hommes et six pièces de campagne. Le tocsin sonnait dans toutes les campagnes environnantes; le moindre pas rétrograde eût augmenté le mal et obligé à rappeler l'armée, déjà sur l'Oglio. Dans une pareille circonstance, la prudence prescrivait la témérité; Napoléon brusqua l'attaque. Les six pièces d'artillerie tirèrent longtemps pour enfoncer les portes, elles ne purent y parvenir; mais du moins la mitraille et les obus débusquèrent les paysans postés sur la muraille, et permirent aux grenadiers d'enfoncer les portes à coups de hache. Ils entrèrent au pas de charge, débouchèrent sur la place, et se logèrent dans les maisons qui faisaient la tête des rues. Un peloton de cavalerie se porta sur le pont du Tésin et fit une charge heureuse; les paysans craignirent d'être coupés, ils quittèrent la ville, gagnèrent la campagne; la cavalerie les poursuivit et en sabra un grand nombre. Alors les magistrats, les notables, ayant à leur tête l'archevêque de Milan et l'évêque de Pavie, vinrent demander grâce. Les trois cents Français qui avaient été faits prisonniers dans la citadelle se délivrèrent eux-mêmes pendant ce tumulte et arrivèrent sur la place, désarmés, en mauvais état. Le premier mouvement du général fut de faire décimer cette garnison. « Lâches, leur dit-il, je vous avais » confié un poste essentiel au salut » de l'armée, vous l'avez abandonné » à de misérables paysans, sans op- » poser la moindre résistance! » Le capitaine commandant ce détachement fut arrêté. C'était un homme sans esprit, qui voulait se justifier sur un ordre du général Haquin. Celui-ci venait de Paris; il avait été arrêté par les insurgés comme il changeait de chevaux à la poste; ils lui avaient mis le pistolet sous la gorge, le menaçant de la mort s'il ne faisait rendre la citadelle; il persuada à la garnison du fort de se rendre. Mais quelque coupable que fût le général Haquin, cela ne pouvait justifier le commandant du fort qui n'était nullement sous ses ordres, et y eût-il été, ne le devait plus reconnaître dès l'instant qu'il était prisonnier; aussi ce capitaine fut-il livré à un conseil de guerre et passé par les armes. Le désordre était extrême dans la ville. Des feux étaient allumés pour incendier divers quar-

tiers; la compassion l'emporta. Toutefois le pillage dura quelques heures et fit plus de peur que de mal; il ne s'exerça que sur quelques boutiques d'orfévrerie; mais la renommée se plut à accroître les pertes de la ville, ce qui fut une leçon salutaire pour toute l'Italie. Des colonnes mobiles envoyées dans les campagnes, opérèrent un désarmement général. On prit des ôtages dans toute la Lombardie; le choix tomba sur les principales familles, même sans qu'elles fussent suspectes. On jugea que le voyage en France des personnes les plus influentes, serait utile. Elles revinrent en effet peu de mois après; plusieurs avaient parcouru nos provinces, elles s'y étaient francisées.

La ville de Pavie est située à sept lieues de Milan, sur le Tésin, à deux lieues de son embouchure dans le Pô. Elle a huit cent cinquante toises de large et deux mille cinq cents de tour; elle a un pont de pierre sur le Tésin, le seul qui existe sur ce fleuve; elle est fermée par une enceinte bastionnée, en ruine; elle fut la capitale de la monarchie des Lombards; très puissante et rivale de Milan, dans les XIe et XIIe siècles, elle était le centre du parti des Gibelins, c'est-à-dire des Empereurs et des nobles, dans le temps que Milan était Guelfe, du parti des papes et du peuple. En 1517, François Ier perdit, par sa faute, la célèbre bataille de Pavie où il fut fait prisonnier; l'université de Pavie est renommée; les Volta, les Spallanzani, les Marcotti, les Fontana, y ont professé.

§ IV.

On attribua ce soulèvement à la contribution extraordinaire de vingt millions qui venait d'être frappée, aux réquisitions nécessaires à l'armée; peut-être à quelques vexations particulières. Les troupes étaient nues, ce qui justifiait le titre de bandits et de brigands que leur donnaient les ennemis. Les Lombards, les Italiens ne se regardaient pas comme vaincus; c'était l'armée autrichienne qui avait été battue; aucun corps italien n'était au service de l'Autriche; le pays payait même une contribution pour être exempt du recrutement; c'était un principe reconnu par la cour de Vienne, qu'il était impossible de faire de bons soldats des Italiens. Cette circonstance, d'être obligé de vivre des ressources locales, retarda beaucoup l'esprit public d'Italie. Si, au contraire, l'armée française avait pu être entretenue des deniers de la France, dès les premiers jours on eût levé des corps nombreux d'Italiens. Mais vouloir appeler une nation à la liberté, à l'indépendance, vouloir que l'esprit se forme au milieu d'elle, qu'elle lève des troupes, et lui ravir en même temps ses principales ressources, sont deux idées contradictoires, et c'est dans leur conciliation que consiste le talent. Néanmoins, dans le commencement, il y eut mécontentement, murmures, conjurations. La conduite d'un général dans un pays conquis est environnée d'écueils: s'il est dur, il irrite et accroît le nombre de ses ennemis; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachés à l'état de la guerre. Quoi qu'il en soit, si une sédition dans ces circonstances est calmée à temps, et que le conquérant sache y employer un mélange de sévérité, de justice et de douceur, elle n'aura eu qu'un bon effet, elle aura été avanta-

geuse et donnera une nouvelle garantie pour l'avenir.

§ V.

Pendant ce temps, l'armée avait continué de marcher sur l'Oglio, sous les ordres de Berthier; son général la rejoignit à Soncino, et le 28 il entra avec elle à Brescia, une des plus grandes villes de la terre-ferme vénitienne; ses habitans étaient mécontens de la domination des nobles vénitiens. Brescia est à onze lieues de Crémone, quinze de Mantoue et vingt-huit de Venise, vingt-quatre de Trente, quatorze de Milan; elle fut soumise à la république de Venise en 1426. Elle a cinquante mille habitans, toute la province compte cinq cent mille âmes, partie habitant les montagnes, partie de riches plaines. La proclamation suivante fut affichée : « C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts; les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les usages, les propriétés seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude, la plus sévère discipline sera maintenue; tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent. Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres à faire connaître ses sentimens aux peuples, afin que la confiance cimente l'amitié qui, depuis long-temps, unit les deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de sa liberté et de son gouvernement. »

Le sénat envoya des provéditeurs au-devant de l'armée pour protester de sa neutralité. Il fut convenu qu'il fournirait toutes les subsistances nécessaires, sauf à en compter par la suite. Beaulieu avait reçu, sur le Mincio, beaucoup de renforts; à la première nouvelle des mouvemens de l'armée, il avait porté son quartier-général derrière le Mincio, qu'il voulait défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue qui, chaque jour, augmentait ses fortifications et ses approvisionnemens. Sans avoir égard aux protestations des Vénitiens, il força les portes de la forteresse de Peschiera, et y appuya sa droite que commandait le général Liptay; il appuya son centre à Valeggio et Borghetto, où il plaça la division Pittony; la division Sebottendorf prit position à Pozzoulo, Colli à Goïto; la garnison de Mantoue établit des postes dans le Séraglio. La réserve sous Mélas, forte de quinze mille hommes, campa à Villa-Franca pour se porter sur le point qui serait menacé.

§ VI.

Le 29 mai, l'armée française était placée, la gauche à Dezenzanò, le centre à Montechiaro, la droite à Castiglione, négligeant tout-à-fait Mantoue qu'elle laissa sur sa droite. Le 30 à la pointe du jour, elle déboucha sur Borghetto, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvemens, qui lui

firent croire qu'elle passerait le Mincio à Peschiera et y avoir attiré la réserve de Villa-Franca; aux approches de Borghetto, l'avant-garde française trouva trois mille hommes de cavalerie autrichienne et napolitaine dans la plaine, et quatre mille hommes d'infanterie retranchée dans le village de Borghetto et sur les hauteurs de Valeggio. Le général Murat chargea la cavalerie ennemie; il obtint dans ce combat des succès importans: c'était la première fois que la cavalerie française, vu le mauvais état où elle avait été, se mesurait avec avantage avec la cavalerie autrichienne; elle prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes, parmi lesquels le prince de Cuto, commandant la cavalerie napolitaine. Depuis ce temps, la cavalerie française rivalisa avec l'infanterie. Le colonel Gardane, qui marchait à la tête des grenadiers, entra au pas de charge dans Borghetto; l'ennemi en brûla le pont, qu'il était impossible de rétablir sous le feu de la hauteur de Valeggio. Gardane se jeta à l'eau. Les Autrichiens crurent voir la terrible colonne de Lodi; il battirent en retraite: Valeggio fut enlevé; il était dix heures du matin. A midi, le pont étant rétabli, les divisions françaises passèrent le Mincio. Augereau remonta la rive gauche, se portant sur Peschiera, occupa les hauteurs de Castel-Novo; Serrurier suivit les troupes qui évacuaient Valeggio sur Villa-Franca. Le général en chef marcha avec cette division tant que l'ennemi fut en vue; mais comme celui-ci évitait de combattre, il rentra à Valeggio où avait été marqué le quartier-général. La division Masséna, qui devait le couvrir, faisait la soupe sur la rive droite du Mincio et n'avait pas encore passé le pont. La division Sebottendorf ayant entendu la canonnade de Valeggio, s'était mise en marche, remontant la rive gauche de la rivière. Ses coureurs arrivèrent près de Valeggio sans rencontrer aucune troupe; ils entrèrent dans le bourg, et parvinrent jusqu'au logement où était le général en chef; son piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère et de crier aux armes, ce qui lui donna le temps de monter à cheval et de sortir par les jardins de derrière. Les soldats de Masséna culbutèrent leurs marmites, passèrent le pont. Le bruit des tambours mit en fuite les hussards autrichiens. Sebottendorf fut suivi et mené battant toute la soirée; il perdit beaucoup de monde.

Le danger qu'avait couru Napoléon lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite stylés à ce service, et chargés de veiller spécialement à sa sûreté. Il forma un corps auquel il donna le nom de Guides. Le chef d'escadron Bessières fut chargé de l'organiser. Ce corps eut dès ce moment l'uniforme qu'on a connu aux chasseurs de la garde dont il a été le noyau; il était composé d'hommes d'élite de dix ans de service au moins, et a rendu de grands services dans les batailles: trente ou quarante de ces braves, lancés à propos, ont toujours amené les plus grands résultats. Les Guides étaient alors pour une bataille, ce que les escadrons de service ont été depuis sous l'empereur; ce qui s'explique facilement, parce que les uns et les autres étaient sous sa main, pour en disposer dans les momens importans. Bessières, né en Languedoc, commença à servir dans le 22e de chasseurs, à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il était d'une bravoure froide, calme au milieu du feu; il avait de très bons yeux; il était fort habitué

aux manœuvres de cavalerie, et propre surtout à commander une réserve. On le verra, dans toutes les batailles, importantes, rendre les plus grands services. Lui et Murat étaient les premiers officiers de cavalerie de l'armée, mais de qualités bien opposées : Murat était un officier d'avant-garde, aventureux et bouillant ; Bessières était un officier de réserve, plein de vigueur, mais prudent et circonspect. Il fut, dès le moment de la création des Guides, chargé exclusivement de la garde du général en chef et de celle du quartier-général. Il a été depuis, duc d'Istrie, maréchal de l'empire, et l'un des maréchaux de la garde.

§ VII.

Pour couvrir le siége de Mantoue et l'Italie, il était nécessaire que l'armée française occupât la ligne de l'Adige et les ponts de Vérone et de Legnago. Toutes les insinuations du provéditeur Foscarelli pour s'opposer à la marche sur Vérone furent vaines. Le 3 juin, Masséna s'empara de cette ville, située à trente-deux lieues de Milan, vingt-cinq de Venise, seize de Trente ; elle a trois ponts de pierre sur l'Adige. Le Ponte-Vecchio a soixante toises de long et trois arches ; cette ville a soixante mille habitans, elle est belle, grande, riche, très saine. Elle fut soumise aux Vénitiens en 1405 : son enceinte, à cheval sur la rivière, est de six mille toises; ses forts sont situés sur les hauteurs qui dominent la rive gauche. Porto-Legnago fut armé, et l'armée d'observation occupa Montebaldo par sa gauche, Vérone par son centre, la basse Adige par sa droite ; elle couvrait ainsi le siége de Mantoue. On avait donc atteint le but ; le drapeau tricolore flottait sur les débouchés du Tyrol ; *il fallait* actuellement forcer Mantoue et enlever ce boulevard à l'Autriche ; on se flattait de réussir avant l'arrivée de la nouvelle armée autrichienne ; mais que de combats, que d'événemens, que de dangers on devait surmonter !

§ VIII.

Mantoue est située au milieu de trois lacs formés par les eaux du Mincio, qui sort du lac de Garda à Peschiera et se jette dans le Pô, près de Governolo. Elle communiquait à la terre-ferme par cinq digues ; la première, celle de la Favorite, qui séparait le lac supérieur du lac du milieu, a cent toises de long; elle est en pierre, les moulins de la ville y sont adossés; elle est pourvue de vannes pour le déchargement des eaux : au débouché est la citadelle de la Favorite, pentagone régulier assez fort et dont plusieurs fronts sont favorisés par des inondations ; c'est par cette chaussée que l'on sort de Mantoue pour aller à Roverbella et de là à Vérone ou Peschiera. La chaussée de Saint-Georges a soixante toises de long; elle débouche dans le faubourg de Saint-Georges ; c'est le chemin de Porto-Legnago : cette chaussée était fermée par une porte en pierre, et au milieu du lac par des ponts-levis. La troisième digue est la chaussée de Pietoli ; le lac inférieur n'a là que quatre-vingts toises de large ; mais le terrain qui existe entre le lac et la place, est occupé par un camp retranché sous la place avec des fossés pleins d'eau. La quatrième digue est celle de la porte de Cérèse, qui conduit à Modène ; elle était fermée par une porte en pierre : en cet endroit, le lac est assez large. Enfin, la cinquième digue ou chaussée est celle de Pradella; elle a deux cents toises de long ; c'est la route de Cré-

mone, défendue par un ouvrage à cornes placé au milieu du lac. Ainsi des cinq chaussées, celle de la Favorite ou de Roverbella était seule défendue par une citadelle; mais les quatre autres étaient sans défense, de sorte que l'assiégeant, venant se placer sur l'extrémité de ces chaussées, pouvait avec une poignée de monde bloquer la garnison. Sous le royaume d'Italie, voulant perfectionner cette grande place, on sentit l'importance d'occuper par des ouvrages les débouchés de toutes les digues; l'ingénieur Chasseloup fit construire un fort permanent en avant de la chaussée de Pradella; de sorte que pour bloquer Mantoue aujourd'hui, il faut bloquer les quatre forts placés aux quatre débouchés.

Le Seraglio est l'espace compris entre le Mincio, Mantoue, le Pô, et la Fossa à Maestra, canal qui, du lac de Mantoue se jette dans le Pô près de Borgo-Forte : c'est un triangle de cinq à six lieues carrées ; c'est une île. Mantoue exige une garnison d'au moins douze mille hommes; cette garnison doit se maintenir le plus longtemps possible dans le Seraglio pour jouir des ressources qui s'y trouvent, son territoire étant très fertile, pour rester maîtresse du cours du Pô, et tirer des ressources de la rive droite de ce fleuve; Governolo était jadis fortifié. L'abbaye de Saint-Benedetto, chef-lieu des Bénédictins, est située sur la rive droite du Pô, vis-à-vis de l'embouchure du Mincio; les garnisons de Mantoue s'en servent en temps de paix pour y établir un hôpital de convalescence ; l'air y est meilleur.

§ IX.

L'assiégé qui sentait toute l'importance de se maintenir à la tête des cinq chaussées, travaillait avec une très grande activité à y élever des retranchemens; mais on ne lui en donna pas le temps. Le 4 juin, le général en chef se porta lui-même au faubourg de Saint-Georges, l'enleva après un combat assez vif, et rejeta l'ennemi dans la place; l'ennemi n'eut pas le temps de relever les ponts-levis de la digue; s'il eût tardé quelques minutes le salut de la place était compromis. Augereau s'empara de la porte de Cérèse après une vive résistance; l'ennemi évacua Pietoli et se retira dans l'ouvrage à cornes. L'assiégeant maître ainsi des têtes de quatre digues, l'assiégé ne pouvait plus faire de sortie que par la citadelle de la Favorite, de sorte que la garnison fut contenue par une armée assiégeante d'une force inférieure. Serrurier fut chargé du blocus; il établit son quartier-général à Roverbella, comme au point le plus près de la citadelle de la Favorite, qu'il fit observer par trois mille six cents hommes; six cents hommes prirent position à Saint-Georges, six cents à Pietoli, six cents à Cérèse, mille à Pradella; deux mille hommes, artillerie, cavalerie, infanterie, formèrent des colonnes mobiles autour des lacs, une douzaine de barques armées de canons et montées par des marins français, croisèrent dans les lacs. Avec huit mille hommes de toutes armes, présens sous les armes, Serrurier bloquait ainsi une garnison, qui comptait quatorze mille hommes effectifs et plus de dix mille sous les armes. On ne jugea pas devoir établir des lignes de circonvallation, et l'on fit une faute; mais les ingénieurs donnaient l'espérance que la place serait rendue avant que l'armée autrichienne fût en position de venir la secourir; sans doute que ces lignes n'eussent été d'aucune

utilité contre Wurmser, lorsqu'il ravitailla la place, la veille de la bataille de Castiglione : Napoléon, qui alors leva le blocus et abandonna son équipage de siége, eût également abandonné les lignes de circonvallation; mais lorsque Wurmser fut jeté dans Mantoue après la bataille de Bassano, il est probable que s'il y eût eu des lignes de circonvallation, il n'eût pas pu les forcer et aurait été obligé de poser les armes : c'était le troisième blocus. Lorsque l'on travailla à des lignes de circonvallation autour de Saint-Georges; on leur dut la reddition du corps du général, et le succès de la bataille de la Favorite, en janvier 1797.

§ X.

Le roi de Naples voyant l'Italie supérieure au pouvoir des Français, envoya le prince Belmonte au quartier-général demander un armistice, qui fut signé le 5 janvier. La division de cavalerie napolitaine, de deux mille quatre cents chevaux, quitta l'armée autrichienne. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour conclure la paix définitive avec la république. Comme le roi de Naples pouvait mettre soixante mille hommes sur pied, cet armistice était un événement important, d'autant plus que ce prince, éloigné du théâtre de la guerre, est, par sa position géographique, hors de l'influence de l'armée qui domine l'Italie supérieure; du Pô à l'extrémité de la presqu'île il y a deux cents lieues.

Ce ne fut pas sans peine que le général en chef parvint à faire adopter sa politique au gouvernement français qui, sans calculer les distances, les chances, et les forces, voulait révolutionner Rome, Naples et la Toscane. Il s'était fait de fausses idées sur les localités, l'esprit de ces peuples et la puissance des révolutionnaires. Les principes de guerre qui dirigeaient le cabinet étaient mauvais et contraires aux règles.

Le colonel Chasseloup commandait le génie à l'armée d'Italie, il fut fait général; c'était un des meilleurs officiers de son corps, d'un caractère inégal, mais connaissant bien toutes les ressources de son art.

Lespinasse, commandant l'artillerie, était un vieil officier, brave de sa personne et fort zélé.

Dammartin, Sugny, Songis, étaient des officiers de mérite. Le général d'artillerie Dujard, envoyé pour armer les côtes de Nice et de Provence, fut assassiné au col de Tende par les Barbets.

Beaulieu, après tant de désastres, tomba dans la disgrâce de son maître; il fut rappelé, et Mélas prit par intérim le commandement de l'armée autrichienne, dont le quartier-général était à Trente. Le maréchal Wurmser fut appelé du commandement de l'armée du Haut-Rhin à celui de l'armée d'Italie.

CHAPITRE VIII.

MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PÔ.

Motifs de la marche des Français sur l'Apennin. — Insurrection des fiefs impériaux. — Entrée à Bologne et à Ferrare (19 juin). — Armistice accordé au pape (23 juin). — Entrée à Livourne (29 juin). — Napoléon à Florence. — Révolte de Lugo. — Ouverture de la tranchée devant Mantoue (18 juillet). — Bon état des affaires en Piémont et en Lombardie.

§ Ier.

L'armée avait atteint sa destination. Elle occupait la ligne de l'Adige, elle

couvrait le siége de Mantoue et la moyenne et basse Italie; elle était en mesure de s'opposer aux armées autrichiennes, soit qu'elles débouchassent par le Tyrol, ou par le Frioul; elle ne pouvait plus avancer sans avoir pris Mantoue, et désarmé les princes de la rive droite du Pô. Mais pour assiéger Mantoue, il fallait un équipage de siége; celui de l'armée avait été laissé à Antibes; celui qui avait été formé avec les gros canons tirés des places de Tortone, de Coni et de Céva, était occupé au siége de la citadelle de Milan. Il fallait donc avant tout activer la reddition de cette forteresse.

Le ministre d'Autriche à Gênes, Gérola, avait insurgé les fiefs impériaux, organisé des compagnies franches, composées des prisonniers autrichiens qui s'étaient échappés et s'échappaient tous les jours, des déserteurs piémontais, ou de Piémontais devenus contrebandiers par le licenciement des troupes légères de l'armée piémontaise. L'oligarchie de Gênes voyait avec plaisir tout ce que ce ministre tramait contre la sûreté de l'armée. Le mal n'était plus tolérable; les routes de l'armée par Gênes, Savone et Nice, étaient presque interceptées, au point qu'un bataillon de six cents hommes avait dû se battre plusieurs fois pour arriver à l'armée. Il fallait un remède prompt et efficace.

La cour de Rome armait; si son corps de troupes venait à être renforcé de six mille Anglais qui étaient en Corse, on pouvait opérer une diversion fâcheuse sur la rive droite du Pô, au moment où l'armée autrichienne serait en mesure de reprendre l'offensive. Il fallait donc repasser le Pô, jeter l'armée du pape au-delà de l'Apennin, forcer cette cour à signer un armistice, passer l'Apennin, occuper Livourne, en chasser la factorerie anglaise, réunir les cinq à six cents réfugiés corses, dans cette ville, les envoyer insurger la Corse, ce qui retiendrait la division anglaise à sa propre défense. Le maréchal Wurmser, qui avait quitté le Rhin avec trente mille hommes d'élite, était en marche pour l'Italie. Il ne pouvait pas y être arrivé avant le 15 juillet, il restait donc trente ou quarante jours pendant lesquels on pouvait faire sans inconvéniens les détachemens nécessaires pour qu'ils fussent de retour sur l'Adige avant la mi-juillet.

§ II.

Napoléon se rendit à Milan, fit ouvrir la tranchée devant la citadelle, de là il fut à Tortone, dirigea une colonne de douze cents hommes, sous les ordres du colonel Lannes, sur les fiefs impériaux. Le colonel Lannes entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes les brigands qui avaient égorgé un détachement de cent cinquante Français, fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, principal moteur de ces rassemblemens. En même temps l'aide-de-camp Murat se rendit à Gênes, fut introduit dans le sénat par le ministre de la république Faypoult, demanda et obtint la destitution du gouverneur de Novi, l'expulsion de Gênes des agens autrichiens et de l'ambassadeur Gérola, l'établissement de colonnes de troupes génoises aux diverses étapes, chargées de purger les routes, d'escorter les convois français et de rétablir la sûreté des communications.

Le général Augereau, avec sa division, passa le Pô, le 14 juin à Borgo-Forte, se rendit en quatre marches à

Bologne et à Ferrare, et s'empara de ces deux légations qui appartenaient au pape. Le général Vaubois réunit à Modène une brigade de quatre mille fantassins et sept cents chevaux. De Tortone, Napoléon traversa Plaisance, Parme, Reggio, et arriva le 19 à Modène. Sa présence électrisa le peuple de ces deux villes qui appelaient à grands cris la liberté : mais l'armistice était scrupuleusement exécuté par la régence. Il employa toute son influence pour maintenir ces peuples dans l'obéissance qu'ils devaient à leur souverain, et comprimer leur effervescence. Il reçut à Modène les fêtes que la régence lui offrit, s'étudia à lui inspirer de la confiance et à la revêtir aux yeux des peuples de toute la considération dont elle avait besoin; depuis long-temps le vieux duc s'était réfugié à Venise avec ses trésors. La chaussée de Modène à Bologne passe sous les glacis du fort Urbin, appartenant au pape; ce fort avait d'anciens bastions et des ouvrages avancés; il était armé, approvisionné et défendu par une garnison de huit cents hommes. Les troupes de la division Augereau, entrées le même jour à Bologne, n'avaient pas eu le temps de s'en emparer ou de le bloquer. Le colonel Vignoles, sous-chef d'état-major, s'y porta avec deux cents guides et fit capituler la garnison; elle se rendit prisonnière de guerre. Le fort était armé de soixante pièces de canon; la moitié fut mise en chemin pour Borgo-Forte, où était le parc de siége.

§ III.

La division Augereau trouva à Bologne un cardinal et quatre cents hommes qu'elle fit prisonniers. Le cardinal obtint la permission de se rendre à Rome sur sa parole; quelques mois après, comme il se comportait fort mal, le général Berthier lui signifia l'ordre de revenir au quartier-général; il répondit, dans un style très spécieux, qu'un bref du saint-père le dégageait de sa parole, ce qui fit rire beaucoup l'armée. On trouva dans la citadelle de Ferrare cent quatorze bouches à feu bien approvisionnées, dont quarante furent envoyées au parc de Borgo-Forte.

Bologne est surnommée la *Dotta*. Elle est située au pied de l'Apennin, sur le Reno; elle a cinquante à soixante mille habitans. Son académie, dite Institut des sciences, est la plus renommée de l'Italie; ses belles rues sont ornées de portiques en arceaux pour le service des piétons; un canal lui sert à communiquer avec Venise; elle exerce une grande influence sur les trois légations qui étaient mécontentes de la domination des papes, domination bâtarde, déshonorante pour tous les séculiers. Quoi de pis, disaient-ils, que d'être gouvernés par des prêtres? Nous n'avons aucune patrie, nous somme régis par des célibataires qui appartiennent à la chrétienté, et considèrent les affaires sous un point de vue faux; ils sont accoutumés dès l'enfance aux études théologiques qui n'apprennent rien moins qu'à juger des affaires du monde. Bologne surtout brûlait du désir de la liberté; elle renfermait, ainsi que Brescia, les partisans les plus ardens et les plus disposés à faire triompher la cause de l'Italie. Dans aucun lieu on ne témoigna aux Français une affection plus sincère. Cette ville a persisté dans ces sentimens; l'entrée de l'armée fut un triomphe; Caprara, Marescalchi et Aldini, députés du sénat, en firent les honneurs; les deux premiers étaient

des meilleures familles du pays; Caprara, alors sénateur, a été depuis grand écuyer du roi d'Italie, et Marescalchi ministre des relations extérieures; Aldini était le meilleur avocat de Bologne; c'était l'homme de confiance du sénat; il a été ministre secrétaire d'état du royaume d'Italie. Il y avait alors à Bologne trois ou quatre cents jésuites espagnols; ils étaient dans la crainte; les plus aisés et les plus jeunes s'étaient réfugiés à Rome; l'état-major les rassura et ordonna qu'on eût pour eux tous les égards convenables. Il y avait parmi eux des hommes d'un mérite distingué. Pendant le peu de jours que Napoléon s'arrêta à Bologne, cette ville changea entièrement de physionomie. Jamais une révolution générale ne s'opéra plus promptement sur les mœurs et les habitudes d'un peuple. Tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire et l'épée : bon nombre de ceux-ci même furent entraînés par l'esprit qui animait le peuple. La ville et les particuliers donnèrent un grand nombre de fêtes qui portaient un caractère de popularité et de grandeur qu'on voyait pour la première fois en Italie. Le général français se montra constamment au milieu du peuple, sans garde, et affecta d'aller tous les soirs au théâtre sans autre escorte que les Bolonais.

§ IV.

Cependant l'alarme gagna le Vatican. Azara, ministre d'Espagne, muni des pouvoirs du pape, accourut en toute hâte pour signer le 23 juin un armistice qui rassura le pape. Le saint-père s'engagea à envoyer un ministre à Paris pour y traiter de la paix définitive avec la république. Il fut convenu que l'armistice durerait jusqu'à la conclusion de la paix; que Bologne et Ferrare resteraient à l'armée française; qu'elle mettrait garnison à Ancône; que le pape paierait vingt-un millions en argent, chevaux et denrées nécessaires à l'armée; qu'il livrerait cent objets d'art au choix des commissaires français pour être envoyés au musée de Paris. Les circonstances militaires étaient telles qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit de Napoléon de marcher sur Rome. Toutefois les philosophes et les ennemis du saint-siége virent avec peine cette suspension d'armes; les peuples de Bologne surtout s'inquiétaient de retourner sous la domination du pape; mais il fut facile de leur faire comprendre que, le gouvernement français étant maître désormais des conditions de la paix, elle ne se ferait pas sans garantir leur liberté; ils en requirent la promesse et armèrent aussitôt des gardes nationales.

§ V.

Cette importante affaire, qui assurait la tranquillité des flancs de l'armée et contribuait à nous concilier l'esprit des peuples, était à peine terminée, que Napoléon passa l'Apennin et rejoignit à Pistoia, le 26 juin, la division Vaubois. Il logea chez l'évêque; c'était celui qui avait fait tant de bruit pour des opinions religieuses conformes à celles des prêtres constitutionnels. Manfredini, premier ministre du grand-duc de Toscane, alarmé de la nouvelle que les troupes françaises devaient traverser Florence, accourut au quartier-général; il y fut rassuré, et se convainquit que les Français avaient à cœur de cultiver l'amitié du grand-duc, et qu'ils ne passaient sur son territoire que pour se rendre à Sienne. Le 29 juin, en sortant de Firenzuola, Murat, commandant l'avant-garde, tourna brusquement sur Livourne, et

y arriva huit heures après, espérant surprendre les négocians anglais qui avaient dans le port cent bâtimens chargés ; mais ils furent prévenus à temps et se réfugièrent dans les ports de Corse.

L'enceinte de Livonrne a été tracée pour huit à dix mille habitans; le commerce a fait de tels progrès que la population s'est accrue jusqu'à plus de soixante mille âmes, ce qni a obligé de bâtir d'immenses faubonrgs qui obstrucnt les glacis. On entre dans le port avec difficulté. La rade est éloignée de terre et peu sûre ; tous les ans il y arrive qnelque accident. Elle a succédé au port de Pisc, qui était situé à l'embouchure de l'Arno, principale rivière de la Toscane. C'est le port de Florence ; il est très fréquenté par les Anglais, qui y ont établi une factorerie pour l'entrepôt des produits de leurs manufactures, des marchandises des Indes et de leurs colonies. L'occupation de Livonrne et la destrnction de la factorerie fut très sensible an commerce de Londres. Les réfugiés corses qui étaient en France au nombre de six cents s'y réunirent. La communication avec la Corse, par les plages de Fiumorbo et de la Rocca, ne pouvait être intcrceptée. Une foule d'agens avec des proclamations pénétrèrent dans l'intérieur de l'île. Le viceroi Elliot ne tarda pas à s'en ressentir. Plusieurs insurrections eurcnt lieu ; les réfugiés étaient des personnes considérables : leur voisinage et leur correspondance remuèrent la popnlation guerrière des montagnes. Des affaires sanglantes se succédèrent; les Anglais perdaient beaucoup de monde chaqne jour ; ils pouvaient à peine se maintenir dans le pays; on n'eut plus à craindre qu'ils inquiétassent les côtes de l'Italie. Enfin, dans le mois d'octobre, Gentili et les réfugiés corses débarquèrent en masse dans l'île, la soulevèrent, et en chassèrent les Anglais. Spannocchi, commandant toscan de Livourne, était connu pour son extrême partialité pour les Anglais; quelques inconvenances qu'il se permit comblèrent la mesure : il fut arrêté et conduit à Florence, où il fut mis à la disposition du grand-duc. Le consul français Belleville eut le maniement des affaires contentieuses des marchandises anglaises. Le trésor de l'armée, malgré une nuée de voleurs qui accoururent de Marseille et de Gênes, en reçut douze millions. Vaubois fut laissé pour commander la ville avec deux mille hommes de garnison, le reste des troupes repassa l'Apennin et le Pô pour rejoindre l'armée sur l'Adige.

§ VI.

Le général en chef se rendit de Livonrne à Florence pour répondre à l'invitation du grand-duc. Il y arriva sans ancune escorte et descendit chez le ministre de France, où l'attendait un bataillon des gardes du prince comme garde d'honnenr ; il fut très satisfait de l'archiduc, et visita avec curiosité tout ce qui mérita de fixer son attention dans cette ancienne et importante capitale. Les troupes françaises traversèrent dcux fois le grand-duché, mais elles passèrent loin de Florence, observèrent la plus exacte discipline et ne donnèrent lieu à aucune réclamation. Le ministère toscan convenait qne les Anglais étaient plus maîtres que lui à Livourne, et se plaignait de l'arrogance du général anglais.

C'est en dînant chez le grand-duc que Napoléon reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, qni avait capitulé le 29 juin. De grosses tours

restes du palais des Visconti, dominaient la campagne; qnelqnes pièces plongeaient snr les tranchées, et avaient retardé le cheminement de quelques jours. La garnison, forte de deux mille cinq cents hommes, fut faite prisonnière de guerre; on trouva dans ce château cent bouches à feu. L'équipage de siége fut embarqué immédiatement sur le Pô pour Mantoue, ce qni compléta, avec les pièces tirées du château d'Urbin et de Ferrare, deux cents bouches à fen bien approvisionnées, jngées snffisantes pour le siége de cette place. Après le dîner, le grand-duc condnisit son hôte dans la célèbre galerie de Florence, pour y considérer les chefs-d'œuvre des arts; il admira la Vénus de Médicis. L'anatomiste Fontana lni fit voir de superbes modéles en cire; il en commanda de pareils ponr Paris. Manfrédini, majordome et premier ministre du granddnc, avait été précepteur de ce prince ainsi qne de l'archidnc Charles; il était de Padoue dans l'état de Venise; il était propriétaire dn régiment autrichien de Manfrédini. C'était un homme éclairé, qui était aussi prés de toutes les idées philosophiques de la révolntion, qu'il était éloigné de lenrs excés; il avait constamment résisté aux prétentions de la cour de Rome, qui, après la mort de Léopold, avait cherché à faire revenir snr les actes de ce prince. C'était un homme d'un sens droit, généralement estimé, qui avait d'ailleurs nn secret penchant ponr l'indépendance de l'Italie. Il n'était point dans ce pays de cœurs généreux on d'âmes bien nées qui ne se sentissent involontairement entraînés, quels que fnssent d'ailleurs lenr rang et leur position dans le monde, à sacrifier leurs plus chéres affections à l'indépendance et à la restauration de la belle Italie.

§ VII.

Après un court séjour à Florence, Napoléon se rendit à Bologne, où il employa quelques jours à régulariser l'élan public vers la liberté. Lugo s'était révolté, des excès y avaient été commis contre de faibles détachemens français; le général Bérand y marcha avec sa brigade; il y trouva de la résistance: quatre à cinq mille paysans s'y étaient jetés; il les attaqua, les battit, et prit la ville de vive force; elle fut pillée. L'évêque d'Imola, depuis Pie VII, dans le diocèse duquel se trouvait l'insurrection, fit un mandement pour onvrir les yeux à la popnlace égarée; *rendez à César ce qui est à César; disait-il, Jésus-Christ ordonne d'obéir à celui qui a la force.* Il envoya même à Lugo, l'évêqne d'Édessa, alors son grand-vicaire, et depuis son anmônier; il échoua dans sa mission; les rebelles l'accueillirent avec respect, mais n'obéirent point à ses ordres. Ils ne se soumirent qu'à la force. L'armée passa le Pô; il ne fut laissé sur la rive droite que quelqnes piquets de gendarmerie et quelques dépôts. Le pays était si bien disposé que les gardes nationales étaient suffisantes; si la régence de Modène était toute dévouée à l'ennemi, elle était impuissante; les patriotes de Reggio et de Modène étaient de beaucoup les plus forts.

§ VIII.

Mantoue était commandée par le général Canto d'Irlés, qni avait sous lui les généraux Roccavina, Roselmini et Wukassowick, douze mille hommes d'infanterie, cinq cents de cavalerie, six cents d'artillerie, cent cinquante mineurs, cent marins, total, quatorze mille hommes. Le grand quartier-gé-

néral se porta de Bologne à Roverbella, où était Serrurier qui commandait le blocus; plusieurs chaloupes françaises étaient sur le lac inférieur. Le colonel Andréossy avait réuni un assez grand nombre de bateaux; il espérait surprendre la place. Déjà cent grenadiers étaient embarqués; ils devaient débarquer à deux heures du matin sous la batterie et le bastion du palais, s'emparer de la porte de la poterne, baisser les ponts-levis de la chaussée de Saint-Georges, par où l'armée fût entrée dans la ville : ce projet semblait immanquable. Le colonel Lahoz, natif de Mantoue, devait marcher à la tête de la colonne, ainsi que plusieurs patriotes du pays. Mais le Pô ayant considérablement diminué, et les eaux du lac inférieur s'étant écoulées avec rapidité, il ne se trouva plus assez d'eau pour les bateaux, obligés de se placer au milieu des roseaux, pour n'être point aperçus de la place; ils s'y engravèrent dans la nuit; il fut impossible de les dégager. La nuit suivante, les eaux diminuèrent encore; cette expédition fut abandonnée. Il fut agité alors si l'on ouvrirait la tranchée ou non. L'orage du Tyrol paraissait prêt à crever. Mais Chasseloup promit de prendre la place en quinze jours de tranchée; elle était mal armée, et la garnison était fort affaiblie; le général en chef s'y résolut. Les généraux Murat et Dallemagne passèrent le bras du lac inférieur à Pietoli, où il est très étroit, et s'emparèrent, après un combat assez vif, du terrain non inondé, de Pietoli au palais du T et du camp retranché de Migliazetto; le 18 juillet, tous les obstacles naturels étant franchis, on n'avait devant soi qu'un simple bastion et un large fossé plein d'eau. Le général de génie Chasseloup ouvrit la tranchée; le siége n'était plus qu'un siége ordinaire. Le 22 la tranchée était à cinquante toises du chemin couvert; l'ennemi tenta plusieurs sorties pour retarder l'achemi-nement; les escarmouches furent meurtrières, mais il fut toujours repoussé avec perte. Le colonel Dupont, à la tête d'un bataillon de grenadiers, se distingua; c'est le même qui depuis se fit remarquer lors de la reddition du Caire en Égypte.

§ IX.

Le moment approchait où les Autrichiens seraient en mesure de reprendre l'offensive. Napoléon, tranquille sur les travaux du siége de Mantoue, voulut donner une nouvelle activité à l'organisation intérieure de la Lombardie, afin d'être assuré sur ses derrières pendant la lutte qui allait commencer; il se rendit à Milan afin d'être de retour pour le moment de l'offensive. Le roi de Sardaigne s'était mis absolument à la disposition de la république; il avait livré toutes ses places; Suze, Exilles, Demonte, étaient en démolition; Alexandrie était entre les mains de l'armée d'Italie. Le chevalier Borgues résidait à Milan, comme chargé des affaires courantes de Sardaigne; mais le roi envoyait fréquemment au quartier-général le comte de Saint-Marsan, soit pour donner des explications particulières, soit pour demander l'assistance nécessaire pour maintenir la paix dans le pays; ses affaires ne pouvaient pas être en de meilleures mains; son caractère et sa personne plaisaient au général en chef. Le comte de Saint-Marsan, d'une des meilleures familles du Piémont, avait vingt-cinq à trente ans; homme froid, doux, éclairé, il ne se laissait dominer par aucun préjugé, voyait

par conséquent les choses telles qu'elles étaient. Il était personnellement prévenu contre la politique autrichienne, sentiment qu'il tenait de ses ancêtres et de sa propre expérience.

CHAPITRE IX.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

Le maréchal Wurmser arrive en Italie, à la tête d'une nouvelle armée. — Situation de l'armée française. — Plan de campagne. — Wurmser débouche sur trois colonnes (29 juillet), la droite par la chaussée de la Chièse, le centre sur Montebaldo, entre l'Adige et le lac Garda, la gauche par la vallée de l'Adige. — Grande et prompte résolution que prend Napoléon; combat de Salo; combat de Lonato (31 juillet). — Bataille de Lonato (3 août). — Reddition des trois divisions de droite de l'ennemi, et d'une partie de son centre. — Bataille de Castiglione (5 août). — Second blocus de Mantone (fin d'août). — Conduite des différens peuples d'Italie, à la nouvelle des succès des Autrichiens.

§ 1er.

Lorsque la cour de Vienne apprit l'arrivée des Français sur les confins du Tyrol, et le blocus de Mantone, elle renonça à l'offensive qu'elle avait projeté de prendre en Alsace, détacha le maréchal Wurmser à la tête de trente mille hommes de l'armée du Haut-Rhin, pour l'envoyer en Italie, ce qui, réuni à l'armée de Beaulieu que l'on avait recrutée pendant deux mois, et à la garnison de Mantoue, porta cette armée à quatre-vingt mille hommes, sans compter les malades de Mantoue. L'armée française avait rempli sa tâche en détruisant celle de Beaulieu; si les armées du Rhin en eussent fait autant, cette grande lutte eût été terminée: cependant le bruit des préparatifs de la maison d'Autriche retentissait dans le pays vénitien; les lettres du commerce se plaisaient à les exagérer encore; avant la fin d'août elle serait maîtresse de Milan; les Français perdraient la péninsule; ils ne pourraient gagner les Alpes, le proverbe se vérifierait de nouveau cette année, que *l'Italie était leur tombeau.*

§ II.

Napoléon suivait attentivement tous ces préparatifs, et en concevait de vives alarmes. Il faisait sentir au directoire qu'il était impossible que quarante mille hommes pussent soutenir seuls l'effort de toute la puissance autrichienne; il demandait qu'on lui envoyât des renforts, ou que les armées du Rhin entrassent en campagne sans délai. Il rappelait la promesse qu'on lui avait donnée à son départ de Paris, qu'elles commenceraient à opérer le 15 avril; cependant deux mois s'étaient écoulés sans qu'elles fussent encore sorties de leurs quartiers d'hiver: elles ouvrirent enfin la campagne au mois de juin; mais alors cette diversion n'était plus utile à l'armée d'Italie. Les trente mille hommes de Wurmser étaient en marche et sur le point d'arriver. Dans cette position, réduit à ses seules forces, il réunit sur l'Adige et sur la Chièse toute son armée, ne laissa qu'un bataillon dans la citadelle de Ferrare, deux à Livourne; seulement des dépôts à Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone. Le siége de Mantoue commençait à donner des maladies; quoiqu'il ne tînt devant cette place malsaine que sept à huit mille hommes, les deux tiers de la garnison,

les pertes ne laissaient pas d'être considérables; il ne put réunir à l'armée d'observation sur l'Adige que trente mille hommes présens sous les armes; et c'est avec ce petit nombre de braves qu'il fallait lutter contre la principale armée de la maison d'Autriche. La correspondance était très active entre l'Italie et le Tyrol où se réunissait l'ennemi; on pouvait s'apercevoir chaque jour de l'influence funeste de ces grands préparatifs sur les esprits des peuples. Les partisans des Français tremblaient, ceux de l'Autriche étaient fiers et menaçans; mais tous s'étonnaient qu'une puissance comme la France laissât une armée qui avait si bien mérité de la patrie, sans secours et sans appui; ces observations pénétraient jusqu'aux soldats mêmes, par leurs communications journalières avec les habitans.

La division Soret, en position à Salo, couvrait le pays entre les lacs d'Idro et de Garda, interceptant la route de Trente à Brescia par la vallée de la Chièse; Masséna, placé à Bussalengo, occupait la Corona et Montebaldo par la brigade Joubert; le reste de sa division campait sur le plateau de Rivoli; la brigade Dallemagne de la division Despinois gardait les ponts de Vérone; l'autre brigade de cette division, l'Adige jusqu'à Porto-Legnago; la division Augereau, Porto-Legnago et le bas Adige. Le général Guillaume commandait à Peschiera, où six galères sous les ordres du capitaine de vaisseau Lallemand maîtrisaient le lac de Garda; Serrurier était au siége de Mantoue; Kilmaine commandait la cavalerie de l'armée, Dammartin l'artillerie; le quartier-général fut porté à Castel-Novo, à portée de l'Adige, de la Chièse et de Mantoue.

§ III.

Wurmser porta son quartier-général à Trente, et réunit toute son armée dans le Tyrol italien. Il la divisa en trois corps. Celui de gauche, sous les ordres des généraux Davidowich, Mezaros et Metroski, fort de vingt mille hommes, était destiné à déboucher par la vallée de l'Adige; Mezaros devait suivre la chaussée de la rive gauche et pénétrer dans Vérone par les hauteurs; Davidowich et Metroski, la cavalerie et l'artillerie, devaient passer l'Adige sur un pont construit vis-à-vis de la Dolce, et se porter sur Cassario. Le centre, fort de trente mille hommes, sous Wurmser, formant quatre divisions sous les généraux Melas Sébottendorf, Bayalitsch, Liptay, devait pénétrer par Montebaldo, et le pays entre l'Adige et le lac de Garda, La droite de vingt mille hommes, sous Quasdanowich, le prince de Reuss et Ocskay, devait pénétrer par la Chièse, se porter sur Brescia et tourner toute l'armée française qui, séparée de Milan, aurait sa retraite coupée. Son entière destruction devait être l'effet de cette savante combinaison.

Fier de sa grande supériorité, Wurmser ne songeait pas à vaincre, mais à profiter de la victoire et à la rendre décisive et fatale à son ennemi.

§ IV.

Il y avait à peine quelques jours que Napoléon était arrivé à Milan, qu'il apprit les mouvemens du Tyrol; il se rendit en toute hâte à Castel Novo, où il plaça son quartier-général; dans ce petit bourg, il était à portée des montagnes, de Montebaldo et de Vérone. Le 29 au matin il apprit que la Corona était attaquée par une armée; que

les troupes légères de la division Mezaros débouchaient sur les hauteurs de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige; que des colonnes nombreuses descendaient par la Rocca d'Anfo. Dans le courant de la nuit les nouvelles se succédèrent à toutes les heures: on sut que Joubert, attaqué à la Corona, avait résisté tout le jour, mais que le soir il s'était replié sur le plateau de Rivoli que Masséna occupait en force; que les lignes nombreuses des feux des bivouacs autrichiens couvraient le pays entre le lac de Garda et l'Adige; que sur les hauteurs de Vérone, toute la division de Mezaros avait rejoint ses troupes légères; que du côté de Brescia Quasdanowich, qui avait débouché par la vallée de la Chiése, s'était partagé en trois colonnes; qu'une couvrait les hauteurs de Saint-Ozetto, paraissant se diriger sur Brescia; qu'une autre avait pris position à Gavardo et menaçait de se porter sur Ponte-di-St-Marco et Lonato; que la troisième avait marché sur Salo, où elle se battait depuis trois heures du soir. Le 30, à la pointe du jour, on fut instruit que la colonne de St-Ozetto avait pénétré à Brescia, où elle n'avait trouvé aucune résistance, y avait fait prisonnières quatre compagnies laissées pour la garde des hôpitaux. Une des communications de l'armée avec Milan se trouvait ainsi interceptée; il ne restait plus que celle de Crémone. Des coureurs se faisaient déjà voir sur toutes les routes de Brescia à Milan, Crémone, Mantoue, annonçant qu'une armée de quatre vingt mille hommes avait débouché par Brescia, et qu'en même temps une autre de cent mille débouchait par Vérone; que Soret ayant craint de se trouver coupé de Brescia et de l'armée avait fait sa retraite sur les hauteurs de Dezenzano, ayant laissé le général Guyeux à Salo, avec quinze cents hommes, dans un antique château, espèce de forteresse à l'abri d'un coup de main; que la colonne ennemie de Gavardo avait envoyé quelques coureurs sur Ponte-di-St-Marco, mais qu'ils y avaient été contenus par une compagnie de chasseurs qui était chargée de la garde de ce pont.

§ V.

Le plan de Wurmser se trouva alors dévoilé; il avait pris et comptait garder l'initiative. Il supposait l'armée fixée autour de Mantoue, et qu'en cernant ce point fixe, il cernerait l'armée française. Pour déconcerter ses projets il fallait de soi-même reprendre cette initiative, rendre l'armée mobile en levant le siége de Mantoue, sacrifiant les tranchées et l'équipage du siége, pour se porter rapidement avec toute l'armée réunie sur un des corps de l'ennemi, et successivement contre les deux autres. Les Autrichiens étaient deux et demi contre un; mais si les trois corps étaient attaqués séparément par toute l'armée française, celle-ci aurait, sur le champ de bataille, l'avantage du nombre. La droite sous Quasdanowich, qui avait débouché sur Brescia, était la plus engagée; Napoléon marcha d'abord contre elle. La division Serrurier brûla ses affûts de siége, ses plates-formes, et jeta ses poudres à l'eau, enterra les projectiles, encloua les pièces, et leva le siége de Mantoue dans la nuit du 31 juillet au premier d'août. La division Augereau se porta de Legnago sur le Mincio, à Borghetto; les troupes de Masséna défendirent, toute la journée du 30, les hauteurs entre l'Adige et le lac de Garda. La brigade Dallemagne se dirigea sur Lonato; Napoléon se rendit

sur les hauteurs en arrière de Dezenzano, fit remarcher Soret sur Salo pour dégager le général Guyeux, compromis dans le mauvais poste où ce général l'avait laissé ; cependant il s'y était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie, qui cinq fois lui avait livré assaut, et cinq fois avait été repoussée. Soret arriva au moment même où l'ennemi tentait un dernier effort ; il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, lui prit des drapeaux, des canons et des prisonniers. Dans le même moment, la division autrichienne du général Oskay s'était portée de Gavardo sur Lotano, pour prendre position sur les hauteurs, et opérer sa jonction avec Wurmser sur le Mincio. Napoléon mena lui-même contre elle la brigade Dallemagne. Elle fit des prodiges de valeur ; la 32e en faisait partie. Oskay fut mis en déroute et éprouva une grande perte ; les débris de ces deux divisions, battues par Soret et Dallemagne, se rallièrent à Gavardo. Soret craignit de se compromettre ; il revint prendre une position intermédiaire entre Salo et Dezenzano. Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer l'Adige à son artillerie et à sa cavalerie. Maître de tout le pays entre l'Adige et le lac de Garda, il plaça une de ses divisions sur les hauteurs do Peschiera pour masquer cette place et garder ses communications ; il en dirigea deux autres avec une partie de sa cavalerie sur Borghetto, pour s'emparer du pont du Mincio et déboucher sur la Chièse, afin de se mettre en communication avec sa droite. Enfin, avec ses deux dernières divisions d'infanterie et le reste de sa cavalerie, il marcha sur Mantoue pour faire lever le siége de cette place. Mais déjà depuis vingt-quatre heures il était levé ; il trouva les tranchées et les batteries encore entières, les pièces renversées et enclouées ; partout des débris d'affûts, de platcs-formes et de munitions de toutes espèces. La précipitation qui semblait avoir présidé à ces mesures dut le réjouir ; tout ce qu'il voyait autour de lui semblait bien plus le résultat de l'épouvante, que les suites d'un plan calculé.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa dans le nuit le Mincio à Peschiera, et continua sa marche sur Brescia. La division autrichienne qui se présenta devant Peschiera, trouva la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs, fournis par la garnison et par l'arrière-garde de Masséna, commandée par Pigeon, qui avait ordre de disputer le passage de ce fleuve, et, lorsqu'il y serait forcé, de se concentrer sur Lonato. Augereau, en se portant sur Brescia, avait passé à Borghetto, coupé le pont, et laissé une arrière-garde pour border la rive droite, avec ordre de se concentrer à Castiglione, lorsqu'elle serait forcée. Toute la nuit du 31 juillet au premier août Napoléon marcha avec les divisions Augereau et Masséna sur Brescia, où il arriva à dix heures du matin. La division ennemie, instruite que l'armée française débouchait sur elle par toutes les routes, se retira en toute hâte. En entrant dans Brescia, elle y avait trouvé cinq cents malades ; mais elle y resta si peu et fut contrainte d'en sortir si précipitamment, qu'elle n'eut pas le temps de reconnaître ses prisonniers ni d'en disposer. Le général Despinois et l'adjudant-général Herbin, chacun avec quelques bataillons, se mirent à la poursuite de l'ennemi sur Saint-Ozetto et les débouchés de la Chièse ; alors Napoléon, avec les deux divisions Augereau et

Masséna, retourna, par une contremarche rapide, du côté du Mincio sur la Chièse d'où ces deux divisions étaient parties pour soutenir leurs arrière-gardes qui, par cette contremarche, devinrent leurs avant-gardes.

§ VI.

Le 2 août Augereau, à la droite, occupa Montechiaro; Masséna, au centre, campa à Ponte-di-Saint-Marco, se liant avec Soret qui, à la gauche, occupa une hauteur entre Salo et Dezenzano, faisant face en arrière pour contenir la droite de Quasdanowich déjà désorganisé; cependant les arrière-gardes qu'Augereau et que Masséna avaient laissées sur le Mincio s'étaient retirées devant les divisions ennemies, qui avaient forcé le passage de cette rivière. Celle d'Augereau, qui avait ordre de se réunir à Castiglione, quitta ce poste avant le temps, et revint en désordre joindre son corps. Le général Valette, qui la commandait, fut destitué devant les troupes, pour n'avoir pas montré plus de fermeté dans cette occasion. Quant au général Pigeon, avec l'arrière-garde de Masséna, il gagna en bon ordre Lonato et s'y établit. L'ennemi profitant de la faute du général Valette s'empara de Castiglione le 2 et s'y retrancha. Le 3 eut lieu la bataille de Lonato; elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser qui passèrent le Mincio sur le pont de Borghetto, celle de Liptay en était, et par la division de Bayalitsch qu'il avait laissée devant Peschiera, ce qui, avec la cavalerie, formait un corps de trente mille hommes ; les Français en avaient vingt à vingt-trois mille. Le succès ne fut pas douteux. Wurmser avec les deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduites à Mantoue, non plus que Quasdanowich, qui était déjà en retraite, ne purent s'y trouver.

A l'aube du jour l'ennemi se porta sur Lonato qu'il attaqua vivement; c'est par là qu'il prétendait faire sa jonction avec sa droite sur laquelle, du reste, il commençait à concevoir des inquiétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée, Lonato pris. Le général en chef, qui était à Ponte-di-Saint-Marco, se mit à la tête des troupes. Le général autrichien s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite, afin d'ouvrir ses communications avec Salo, fut enfoncé par le centre, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur Salo; mais prise en front par le général Soret qu'elle rencontra, et en queue par le général Saint-Hilaire, tournée de tous côtés, elle fut obligée de mettre bas les armes. Si les Français furent attaqués au centre, ils attaquèrent à la droite. Augereau aborda la division Liptay qui couvrait Castiglione, et l'enfonça après un combat opiniâtre, où la valeur des troupes suppléa au nombre. L'ennemi éprouva beaucoup de mal, perdit Castiglione et se retira sur Mantoue, d'où lui arrivèrent les premiers renforts, mais seulement quand la journée fut finie. La division Augereau perdit beaucoup de braves dans cette affaire opiniâtre; l'armée regretta particulièrement le général Beyrand et le colonel Pourailles, officiers très distingués.

§ VII.

Quasdanowich eut nouvelle, dans la nuit, de l'issue de la bataille de Lonato; il en avait entendu tout le jour

le canon : sa position en était très embarrassante ; sa jonction avec le corps principal de l'armée devenait impossible. Il croyait d'ailleurs que les divisions françaises qui avaient manœuvré contre lui le 2 étaient toujours à sa suite, ce qui lui faisait paraître l'armée française immense, il la voyait partout. Wurmser avait, de Mantoue, dirigé une partie de ses troupes vers Marcaria, à la poursuite de Serrurier : il lui fallut perdre du temps pour les faire revenir sur Castiglione. Le 4 il n'était pas en mesure : il employa toute la journée à rassembler ses corps, à réorganiser ce qui avait combattu à Lonato, et à réapprovisionner son artillerie. Napoléon, sur les deux ou trois heures après-midi, reconnut la ligne de bataille que prenait l'armée autrichienne : il la trouva formidable ; elle présentait encore vingt-cinq ou trente mille combattans. Il ordonna de retrancher Castiglione; il rectifia la position qu'avait prise Augereau, qui était vicieuse, et partit pour Lonato, afin de veiller en personne au mouvement de toutes ses troupes qu'il devenait de la plus haute importance de réunir dans la nuit autour de Castiglione. Toute la journée, Soret et Herbin d'un côté, Dallemagne et Saint-Hilaire de l'autre, avaient marché à la suite des trois divisions ennemies de la droite, et de celles coupées du centre à la journée de Lonato, et les avaient poursuivies sans relâche, faisant des prisonniers à chaque pas ; des bataillons entiers avaient posé les armes à Saint-Ozetto, d'autres à Gavardo, d'autres enfin erraient incertains dans les vallées voisines. Quatre à cinq mille hommes instruits par des paysans qu'il n'y avait que douze cents Français dans Lonato, y marchèrent dans l'espoir de s'ouvrir un chemin vers le Mincio. Il était cinq heures du soir, Napoléon y entrait de son côté, venant de Castiglione. On lui amena un parlementaire ; il apprit en même temps que des colonnes ennemies débouchaient par Ponte-di-Saint-Marco, qu'elles voulaient rentrer dans Lonato et sommaient cette ville de se rendre. Cependant il était toujours maître de Salo et de Gavardo; dès lors il était évident que ce ne pouvait être que des colonnes perdues qui cherchaient à se frayer un passage. Il fit monter à cheval son nombreux état-major, se fit amener l'officier parlementaire, et lui fit débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier-général. « Allez dire à votre général, lui dit-il, que je lui donne huit minutes pour poser les armes. Il se trouve au milieu de l'armée française; passé ce temps il n'aurait rien à espérer. » Harassés depuis trois jours, errans, incertains, ne sachant que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces quatre ou cinq mille hommes posèrent les armes. Ce seul trait peut donner une idée du désordre et de la confusion de ces divisions autrichiennes qui, battues à Salo, à Lonato, à Gavardo, poursuivies dans toutes les directions, étaient à peu près détruites. Tout le reste du 4 et la nuit entière se passèrent à rallier la totalité des colonnes et à les concentrer sur Castiglione.

§ VIII.

Le 5, avant le jour, l'armée française, forte de vingt mille hommes, occupa les hauteurs de Castiglione : excellente position. La division Serrurier, forte de cinq mille hommes, avait reçu ordre de partir de Marcaria, de

marcher toute la nuit, et de tomber, au jour, sur les derrières de la gauche de Wurmser; son feu devait être le signal de la bataille : on attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée, et, pour la rendre plus sensible, l'armée française feignit de reculer; mais aussitôt qu'elle entendit les premiers coups de canon du corps de Serrurier, qui, étant malade, était remplacé par le général Fiorella, elle marcha vivement à l'ennemi, et tomba sur des troupes déjà ébranlées dans leur confiance, et n'ayant plus leur première ardeur. Le mamelon de Medole, au milieu de la plaine, était l'appui de la gauche ennemie. L'adjudant général Verdier, fut chargé de l'attaquer. L'aide-de-camp Marmont y dirigea plusieurs batteries d'artillerie. Le poste fut enlevé; Masséna attaqua la droite; Augereau le centre; Fiorella prit la gauche en revers; la cavalerie légère surprit le quartier-général, et faillit de prendre Wurmser. Partout l'ennemi se mit en retraite; l'excessive fatigue des troupes françaises put seule sauver l'armée de Wurmser, qui gagna en désordre la rive gauche du Mincio, espérant s'y rallier et s'y maintenir; elle y trouvait l'avantage de rester en communication avec Mantoue : mais la division Augereau marcha sur Borghetto et celle de Masséna sur Peschiera. Le général Guillaume, commandant de cette place, n'ayant que quatre cents hommes, avait muré les portes; il fallut perdre quelques heures pour les désencombrer. Les troupes autrichiennes, qui bloquaient Peschiera, étaient fraîches; elles soutinrent long-temps le combat contre la 18e de ligne, que commandait le colonel Suchet; elles furent enfin enfoncées, perdirent dix-huit pièces de canon et beaucoup de prisonniers. Le général en chef marcha avec la division Serrurier, sur Vérone, où il arriva le 7, dans la nuit. Wurmser en avait fait fermer les portes, voulant gagner la nuit pour faire filer ses bagages; mais elles furent enfoncées à coups de canon, et l'on s'empara de la ville. Les Autrichiens perdirent beaucoup de monde. La division Augereau, éprouvant des difficultés à opérer son passage à Borghetto, passa sur le pont de Peschiera. Wurmser, ayant perdu la ligne du Mincio, essaya de conserver la position importante de Montebaldo et de la Rocca d'Anfo. Le général Saint-Hilaire attaqua Quasdanowich, par la vallée de l'Ydro, le 12, s'empara de la Rocca d'Anfo, de Lodrone, de Riva, et lui fit beaucoup de prisonniers, ce qui obligea les Autrichiens à brûler la flotille du lac. Masséna marcha sur Montebaldo, et reprit la Corona, le 11. Augereau remonta la rive gauche de l'Adige, en suivant les crêtes des montagnes, et arriva jusqu'à la hauteur d'Alla. Les combats et les manœuvres de ces trois divisions valurent deux cents prisonniers et quelques pièces de canon. Après la perte de deux batailles, comme celles de Lonato et de Castiglione, Wurmser dut comprendre qu'il ne pouvait plus disputer ce qu'il convenait aux Français d'occuper; il se retira à Roveredo et à Trente. L'armée française avait elle-même besoin de repos; l'armée autrichienne, après sa défaite, était encore de quarante mille hommes, mais avec cette différence, que désormais un bataillon de l'armée d'Italie, en mettait quatre des ennemis en fuite, et que partout elle ramassait du canon, des prisonniers et des effets militaires.

Wurmser avait, il est vrai, ravitaillé la garnison de Mantoue; il en avait retiré les brigades de Rocca Vina et de

Wukassowich; mais il ne rameuait que la moitié de sa belle armée. Du reste, rien ne saurait être comparable au découragement et à la démoralisation de cette armée, après ses revers, si ce n'est l'extrême confiance dont elle était animée au commencement de la campagne. Le plan du général autrichien, qui pouvait réussir dans d'autres circonstances, ou contre un autre homme que son adversaire, devait avoir l'issue funeste qu'il a eue; et bien qu'au premier coup d'œil, la défaite de cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne devoir être attribuée qu'à l'habileté de Napoléon, qui improvisa sans cesse des manœuvres contre un plan général arrêté à l'avance, on doit convenir que ce plan reposait sur de mauvaises bases; c'était une faute que de faire agir séparément des corps qui n'avaient entre eux aucune communication, vis-à-vis d'une armée centralisée, et dont les communications étaient faciles; la droite ne pouvait communiquer au centre que par Roveredo et Ledro. Ce fut une seconde faute encore de subdiviser le corps de la droite, et de donner des buts différens à ses différentes divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes qui, la veille, étaient à Vérone, devant la gauche, laquelle dans ce moment entrait en Véronais, et n'avait plus personne devant elle. L'armée autrichienne comptait de très bonnes troupes, mais elle en avait aussi de médiocres; tout ce qui était venu du Rhin, avec Wurmser, était excellent; mais les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu, battus dans tant de circonstances, étaient découragés. Aux combats et batailles, depuis le 29 juillet au 12 août, l'armée française fit quinze mille prisonniers, prit soixante-dix pièces de canon et neuf drapeaux, tua ou blessa vingt-cinq mille hommes; la perte de l'armée française a été de sept mille hommes, dont quatorze cents prisonniers; six cents tués, cinq cents blessés, dont la moitié légèrement.

§ IX.

La garnison de Mantoue employa les premiers jours de la levée du siége, à défaire les ouvrages des assiégeans, à faire entrer les pièces et les munitions qu'ils avaient abandonnées; mais les prompts revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français devant la place. La perte de leur équipage d'artillerie ne laissait plus de moyens d'en reprendre le siége. Cet équipage, formé à grande peine de pièces recueillies dans les différentes places de l'Italie, était une perte bien sensible. D'ailleurs l'ouverture et le service de la tranchée, eussent été trop dangereux pour les troupes, au moment où la malignité du climat allait exercer tous ses ravages pendant la canicule; Napoléon ne songea pas à rassembler un second équipage qui n'eût été prêt qu'au moment même où de nouveaux événemens pouvaient l'exposer à le perdre de nouveau, en le forçant de lever le siége une seconde fois. Il se contenta d'un simple blocus. Le général Sahuguet en fut chargé; il attaqua Governolo et fit attaquer Borgo-Forte par le général Dallemagne; le 24 août il était maître de tout le Séraglio, avait rejeté l'ennemi dans la place, et resserré étroitement le blocus. Il s'occupa de multiplier les redoutes et les ouvrages sur la ligne de contrevallation. Tous les jours les troupes diminuaient par le ravage de la

fièvre, et l'on prévoyait avec effroi que ce ravage ne ferait que s'accroître pendant l'automne. Il est vrai que la garnison était soumise aux mêmes maux ; cependant elle était mieux abritée dans les maisons et jouissait de plus de commodités que les assiégeans.

§ X.

Aux premiers bruits des revers de l'armée française, les peuples d'Italie démasquèrent leurs dispositions secrètes. Le parti ennemi se montra le plus fort à Crémone, à Cassal-Major, à Pavie ; mais en général la Lombardie conserva un bon esprit : à Milan surtout, le peuple témoigna une grande constance, ce qui lui mérita dès lors la confiance de Napoléon, qui lui donna des armes qu'il ne cessait de demander avec instance et dont il fit depuis un bon usage. Il écrivit peu après aux Milanais : « Lorsque l'armée française » battait en retraite, que les partisans » de l'Autriche et les ennemis de la » liberté de l'Italie la croyaient perdue » sans ressource, lorsqu'il était im» possible à vous-mêmes de soupçon» ner que cette retraite n'était qu'une » ruse, vous avez montré de l'attache» ment pour la France, de l'amour » pour la liberté ; vous avez déployé » un zèle et un caractère qui vous ont » mérité l'estime de l'armée et vous » mériteront la protection de la répu» blique. Chaque jour votre peuple » se rend davantage digne de la li» berté ; il acquiert chaque jour de l'é» nergie, il paraîtra sans doute un jour » avec gloire sur la scène du monde. » Recevez le témoignage de ma saits» faction, et du vœu sincère que fait le » peuple français pour vous voir libres » et heureux. » Les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, montrèrent un vif intérêt pour la cause des Français ; les nouvelles de leurs défaites étaient mal reçues, celles de leurs victoires au contraire étaient accueillies avec enthousiasme. Parme demeura fidèle; la régence de Modène se mit en hostilité. A Rome, les Français furent insultés dans les rues, on suspendit l'exécution des conditions de l'armistice. Le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, témoigna sa joie à la levée du siège de Mantoue, et appela les peuples à l'insurrection. Il prit possession de la citadelle de Ferrare et y arbora les couleurs de l'Église ; le pape y envoya aussitôt un légat ; on croyait déjà les Français au-delà des Alpes. Après la bataille de Castiglione, le cardinal Mattei fut mandé à Brescia ; introduit devant le général en chef, il ne répondit que par ce seul mot *peccavi*, ce qui désarma le vainqueur qui se contenta de le tenir trois mois dans un séminaire. Depuis, ce cardinal a été plénipotentiaire du pape à Tolentino. Il était d'une famille princière de Rome; c'était un homme borné, de peu de talent, mais qui passait pour être d'une dévotion sincère : il était minutieusement attaché aux pratiques du culte. Après la mort du pape Pie VI, la cour de Vienne s'agita beaucoup au conclave de Venise, pour le faire nommer pape ; elle ne réussit pas : Chiaramonti, évêque d'Imola, l'emporta et prit le nom de Pie VII.

C'est en récompense de la bonne conduite qu'Augereau tint à la bataille de Lonato, où il commanda la droite et fut chargé de l'attaque de Castiglione, qu'il fut depuis duc de ce nom. Cette journée est la plus belle de la vie de ce général. Napoléon n'a jamais voulu depuis l'oublier.

CHAPITRE X.

MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA (Septembre).

Position de l'armée autrichienne dans le Tyrol au 1er septembre. — Bataille de Roveredo (4 septembre). — Wurmser descend dans les plaines du Bassanais. — Combats de Primolano, de Covolo, de Cismone (7 septembre); l'armée française force les gorges de la Brenta. — Combat de Vérone (7 septembre). — Bataille de Bassano (8 septembre). — Wurmser passe l'Adige sur le pont de Porto-Legnago (11 septembre). — Bataille de Saint-Georges (19 septembre); Wurmser est renfermé dans Mantoue (18 septembre). — Troisième blocus de Mantoue.

§ 1er.

L'armée de Sambre-et-Meuse, celle du Rhin-et-Moselle, avaient enfin passé le Rhin; elles s'avancèrent rapidement dans le cœur de l'Allemagne; la première était arrivée sur la Rednitz, la seconde sur le Lech. Wurmser, recruté de vingt mille hommes, était dans le Tyrol; il commençait son mouvement pour se porter avec trente mille hommes, de Trente au secours de Mantoue, en marchant par les gorges de la Brenta, Bassano et le bas Adige, et laissant Davidowich avec vingt-cinq mille hommes à la garde du Tyrol. Napoléon sentait l'importance d'occuper l'armée autrichienne, afin de l'empêcher de faire aucun détachement contre l'armée du Rhin, qui s'approchait des plaines de Bavière; aussitôt qu'il eut pénétré le projet de Wurmser, il résolut de prendre l'offensive, de battre Wurmser en détail, en le surprenant en flagrant délit, et d'achever la destruction de cette armée, qui lui avait donné tant de soucis, qu'elle n'avait pas suffisamment expiés par ses désastres de Lonato et de Castiglione.

Le général Kilmaine, avec un corps de deux mille cinq cents à trois mille hommes de toutes armes, fut chargé de garder l'Adige pour couvrir le blocus de Mantoue, qui était commandé par le général Sahuguet. Kilmaine occupait les plaines de Vérone et de Porto-Legnago; la partie de l'enceinte de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige, avait été relevée et les forts mis en état de soutenir un siége; dans les instructions qu'il reçut, tous les événemens qui ont eu lieu étaient prévus (*a*).

Au premier septembre, Wurmser avec son quartier-général était encore à Trente; Davidowich avait le sien à Roveredo, couvrant le Tyrol par la division Wukassowich, qui était campée à Saint-Marc, ayant son avant-garde à Serravalle et ses avant-postes à Alla, par la division Reuss, campée à Mori, sur la rive droite de l'Adige, ayant son avant-garde au pont de Séréa et ses avant-postes sur Lodrone, sa réserve dans l'excellente position de Calliano, derrière Roveredo; les trois divisions et les réserves de cavalerie avec lesquelles Wurmser voulait agir sur l'Adige, étaient en marche entre Trente et Bassano; la division Mezaros, près cette ville; la division Sebottendorf, à Rovigo et Magano; la division Quasdanowich, à Lavis. La division Vaubois, formant la gauche française, partit le même jour, 1er septembre, de Lodrone et remonta la Chièse, suivant la chaussée qui conduit à Trente. La division Masséna, la réserve

(*a*) Ces instructions, qui doivent se trouver dans les mains des héritiers de Kilmaine, sont un vrai monument historique.

de cavalerie et le quartier-général passèrent l'Adige sur le pont de Pola, se dirigeant par la chaussée de la rive gauche. La division Augereau, partie de Vérone, marcha en seconde ligne snr cette même chaussée, occupant par son infanterie légère la crête supérieure des montagnes qui dominent la vallée sur la rive gauche de l'Adige.

Le Tyrol est une des plns anciennes possessions de la maison d'Autriche; le peuple lui est entièrement affectionné. Le Trentin, qui est la partie méridionale appelée le Tyrol italien, était sons la domination d'nn évêque, souverain de Trente. Trois chaussées conduisent de Trente en Italie; nne à Bassano, suivant la Brenta; une à Vérone par Roveredo, suivant la rive gauche de l'Adige; une à Brescia en traversant la Sarca, doublant le lac de Garda, snivant la Chièse et passant la Rocca-d'Anfo. Une ronte de traverse joint la chaussée de Vérone à celle de Bassano, sans qn'il soit besoin de remonter jusqu'à Trente, embranchement commun.

§ II.

Le prince de Renss voulut défendre le pont de la Sarca; mais le général Saint-Hilaire, commandant l'avant-garde de la division Vaubois, l'attaqua avec furie, enleva le pont au pas de charge, fit nn bon nombre de prisonniers et le ponssa l'épée dans les reins, jusque sur son camp de Mori; de son côté le général Pigeon, commandant l'avant-garde de Masséna, culbnta l'avant-garde de Wukassowich à Serravale, la poursnivit jusqu'an camp Saint-Marc et lui fit quelques centaines de prisonniers. Les denx armées se trouvèrent en présence à cheval sur les deux rives de l'Adige, le 4 septembre, à la pointe du jonr. L'attaque fut impétueuse, la résistance fut opiniâtre; aussitôt que Napoléon vit de l'hésitation dans la ligne autrichienne, il fit charger le général Dubois avec cinq cents chevanx; la charge fnt henreuse, mais Dubois tomba mort percé de trois balles. C'était un brave officier qui s'était distingué dans les campagnes précédentes snr le Rhin. L'armée entra dans Roveredo pêle-mêle avec l'ennemi, qni ne pnt se rallier qu'an défilé en avant de Calliano, position très forte; l'Adige y est encaissée entre des montagnes à pic. Le défilé n'a pas quatre cents toises de largeur; des fortifications et une muraille sontenne par plusienrs batteries, en barraient l'entrée; le général Davidowich avec une réserve y était en position; le général Dommartin plaça une batterie d'artillerie légère qui prenait la gorge en écharpe. Les tirailleurs s'engagèrent et obtinrent qnelques avantages sur les montagnes. Neuf bataillons en colonne serrée se précipitèrent dans le défilé, abordèrent l'ennemi, le culbntèrent: artillerie, cavalerie, infanterie, tout se tronva pêle-mêle. Quinze pièces de canon, sept drapeanx, sept cents hommes furent pris. De son côté, le général Vaubois força le camp de Mori et poursnivit vivement l'ennemi, en remontant la rive droite de la rivière dans la direction de Trente. Lemarrois, aide-de-camp du général en chef, fut blessé grièvement dans une charge audacieuse et brillante à Roveredo. Ce jeune homme s'était distingué en vendémiaire à Paris, il avait beauconp d'ardeur; il était dn département de la Manche. L'armée continna de marcher une partie de la nnit. Le 5 au jour, elle entra dans Trente. Le soir

la division Vaubois, continnant sa marche, prit position sur le Lavis, à trois lieues de Trente; les débris de Davidowich étaient en position derrière cette rivière. Napoléon ordonna au général de cavalerie de passer au gué avec trois escadrons, de couper la ligne ennemie et de prendre à dos les tronpes qui défendaient le pont, en même temps qn'il les faisait aborder au pas de charge. L'ennemi, mis dans le plns grand désordre, abandonna sa position, et le général Vaubois s'établit sur les rives du Lavis.

§ III.

La perte de la bataille de Roveredo, an lieu d'arrêter le mouvement de Wurmser sur Bassano, ne fit que l'accélérer; en effet, conpé de Trente et du Tyrol, il devait se hâter de sortir des gorges et de rénnir son armée à Bassano, pour prendre sa ligne d'opérations par le Frionl; mais nn autre motif le détermina; il se laissa persuader que Napoléon voulait se porter à Inspruck, pour se joindre à l'armée dn Rhin arrivée alors en Bavière, et sur cette fausse donnée, il fit marcher la division Mezaros sur Mantoue. Le 7 septembre, elle était déja arrivée devant Vérone, dans le temps que son quartier-général, avec les divisions Sebottendorf et Quasdanowich et ses réserves, arrivait à Bassano; et que son arrière-garde prenait position à Primolauo, pour défendre les gorges de la Brenta. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, on reçut à Treute la nouvelle que donnait le général Kilmaine de Vérone, que la division Mezaros avait passé la Brenta et marchait sur l'Adige, et qu'il était probable qu'elle attaquerait, le 7 septembre, Vérone. Napoléon conçut de suite le projet de renfermer Wnrmser entre la Brenta et l'Adige, ou, si à son approche il se repliait sur la Piave, de cerner et prendre la division Mezaros, qui déjà était compromise et trop avancée pour se retirer. Il confia la garde du Tyrol italien au général Vaubois qui, de sa position du Lavis, était à même de se porter jnsqn'au Brenner, à la rencontre dn général de Mézaros, si sa droite arrivait snr Inspruck. Il organisa, dans la nnit, l'administration du pays et fit afficher la proclamation snivante:

« Tyroliens! vous sollicitez la protection de l'armée française; il faut » vous en rendre dignes : pnisque la » majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce petit » nombre d'hommes opiniâtres à se » soumettre. Lcur conduite insensée » tend à attirer snr leur patrie les fureurs de la guerre; la snpériorité » de mes armes est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, » achetés par l'or de l'Angleterre, le » trahissent. Ce malheureux prince » ne fait pas un pas qui ne soit une » faute. Vons voulez la paix? Les » Français combattent pour elle. Nous » ne passons sur votre territoire que » pour obliger la cour de Vienne de » se rendre au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre le cri de ses peuples! nons ne venons pas ici ponr » nous agrandir; la nature a tracé nos » limites au Rhin et aux Alpes, dans » le même temps qu'elle a posé au » Tyrol les limites de la maison d'Autriche. Tyroliens, qu'elle qn'ait été » votre conduite passée, reutrez dans » vos foyers, quittez des drapeaux » tant de fois battus et impuissans » pour vous défeudre; ce n'est pas » quelques ennemis de plus que peu-

» vent redouter les vainqueurs des Alpes et de l'Italie, mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats; mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité. La religion, les habitudes, les propriétés des communes qui se soumettront, seront respectées; etc. »

Le 6, à la pointe du jour, Napoléon se mit en marche avec la division Augereau en tête, Masséna et la réserve, par les gorges de la Brenta, pour se porter à tire-d'ailes sur Bassano. Il fallait faire ces vingt lieues, de chemin difficile, en deux jours au plus. Le soir, le quartier-général et l'armée occupèrent Borgo-Val-Sugagna.

§ IV.

Le 7, à l'aube du jour, il se remit en marche; son avant-garde ne tarda pas à se rencontrer avec celle de Wurmser, en position derrière Primolano; il paraissait impossible de l'en déposter; rien ne résista à l'armée française: la 5e d'infanterie légère en tirailleurs, soutenue par les trois bataillons de la 4e de ligne en trois colonnes serrées, enfonça la double ligne autrichienne. Le 5e de dragons, commandé par le colonel Milhaud, coupa la chaussée. L'avant-garde ennemie presque entière posa les armes; artillerie, drapeaux, équipages, tout fut pris. Le petit fort de Covolo, qui est une espèce de Chiusa, voulut en vain résister; il fut tourné, pris. A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismone; Napoléon y prit son quartier-général sans suite, sans bagages, mourant de faim et de lassitude; il passa la nuit. Un soldat (qui l'en fit ressouvenir, au camp de Boulogne, en 1805, lorsqu'il était empereur), partagea avec lui sa ration de pain. Des parcs de caissons, douze pièces de canon, cinq drapeaux, quatre mille deux cents hommes furent pris.

§ V.

Ce même soir, la division Mezaros attaquait Vérone qu'elle espérait occuper sans résistance. Mais tout le terrain en avant de Vérone avait été mis en défense, une forte demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence. Le général Kilmaine attendait Mezaros. Il défendit les approches de la ville par quelques escadrons de cavalerie qui, se reployant derrière les fortifications, permirent à trente bouches à feu des remparts de mitrailler la colonne autrichienne. Après quelques vaines tentatives, Mezaros jugeant impossible de prendre la ville de vive force, se campa à Saint-Michel, demanda du renfort et un équipage de pont pour passer l'Adige et cerner la ville; mais Wurmser se trouvant dans ce moment surpris et menacé dans Bassano même, lui ordonna de se replier sur lui en toute hâte. Il espérait réunir l'armée à temps pour arrêter l'armée française devant Bassano. Il était trop tard. La division Mezaros n'était encore qu'à Montebello le 8, jour que se donnait la bataille de Bassano.

§ VI.

Le 8 septembre, avant le jour, Napoléon était aux avant-postes; à six heures l'avant-garde attaqua et culbuta six bataillons qui étaient en position

dans les gorges sur les deux rives de la Brenta; leurs débris se reployèrent sur la ligne de bataille qui était d'environ vingt mille hommes, mais qui ne fit qu'une faible résistance. La division Augereau attaqua la gauche, la division Masséna la droite; l'ennemi fut enfoncé sur tous les points et rejeté sur Bassano. La 4e de ligne, en colonne serrée, passa le pont comme à Lodi. A trois heures, l'armée entra à Bassano et prit six mille prisonniers, huit drapeaux, deux équipages de pont, deux cents voitures de bagages, trente-deux pièces de canon, cent voitures de parcs de toute espèce, toutes ces voitures attelées à quatre chevaux. Wurmser se retira en désordre sur Vicence, ne pouvant plus se retirer sur la Piave; il y rallia la division Mezaros. Il se trouvait ainsi coupé des états héréditaires et de ses communications avec l'Autriche. Le général Quasdanowich avec trois mille hommes, coupé de Bassano, se replia sur le Frioul. Le 9 la division Masséna marcha sur Vicence, celle d'Augereau sur Padoue, interceptant ces deux grandes routes, dans le cas où Wurmser essaierait de revenir sur la Brenta pour gagner la Piave. Battu à Roveredo, dans les gorges de la Brenta, à Bassano et devant Vérone, il n'avait plus sous ses ordres que des troupes découragées; il en avait perdu l'élite; il lui restait, d'une armée de soixante mille hommes, seize mille hommes réunis sous ses ordres. Jamais position ne fut plus critique; il désespérait de son salut. Les Français se flattaient à chaque instant de le voir poser les armes.

§ VII.

De ces seize mille hommes, six mille étaient de cavalerie, bonne et non démoralisée, qui n'avait point éprouvé de pertes, n'avait pas été battue; elle inonda tout le pays pour chercher un passage sur l'Adige; deux escadrons passèrent sur la rive droite de l'Adige au bac d'Albarado, pour connaître la position des Français et obtenir quelques nouvelles de Mantoue. Il était impossible à Wurmser de passer l'Adige sur ce bac, talonné comme il l'était par l'armée française et ayant perdu à Bassano son équipage de pont. Sa position était désespérée, lorsque les Français évacuèrent Legnago sans rompre le pont. Cette faute d'un chef de bataillon le sauva. Kilmaine, lorsqu'il fut attaqué à Vérone par la division Mezaros, avait appelé à lui les quatre cents hommes qui gardaient Legnago, et ordonné à Sahuguet de les remplacer par un détachement tiré du blocus de Mantoue. Le chef de bataillon qui commandait ce détachement ayant eu quelques hommes sabrés sur la route de Legnago à Mantoue, se laissa persuader que toute l'armée autrichienne avait passé à Albarado et allait lui couper la retraite. Il ajouta foi au bruit répandu par l'ennemi des désastres de l'armée française, qui aurait péri dans le Tyrol. Il se crut coupé, perdit la tête et évacua la place, se retirant vers Mantoue. Wurmser, instruit de cette heureuse circonstance, se dirigea à l'heure même sur Legnago, y entra sans tirer un coup de fusil, profita du pont pour passer l'Adige. Au même moment le général en chef arrivait à Arcole. A cette fâcheuse nouvelle il s'empara du bac de Ronco, fit passer de suite Masséna sur la rive droite, et ordonna à Augereau de marcher de Padoue sur Legnago; il concevait encore l'espoir de cerner de nouveau le maréchal en arrivant avant lui sur la Molinella, Kilmaine, avec tout ce qu'il

avait pu trouver de disponible, s'était placé sur cette rivière, interceptant la route de Mantoue ; mais il était faible, il fallait arriver à lui avant l'ennemi. Wurmser perdit un temps précieux à Legnago ; soit que l'excès des fatigues l'obligeât de donner quelque repos à ses troupes, soit que, croyant les Français sur le chemin de Vicence à Ronco, il hésitât, dans l'espérance de rouvrir ses communications naturelles par la route de Padoue. Comme il avait beaucoup de cavalerie, il pouvait s'éclairer très au loin. Ses coureurs lui apprirent que les Français étaient à Montagnana déjà devant lui, venant par le chemin de Padoue, et qu'ils s'approchaient de Legnago par les deux chaussées. Il se mit alors en route sur Mantoue.

De Ronco deux chemins conduisent vers Sanguinetto où on voulait intercepter l'ennemi : l'un à gauche en suivant l'Adige et allant couper à Céréa le chemin de Legnago à Mantoue ; l'autre conduisant directement de Ronco à Sanguinetto. Le général Pigeon, avec l'avant-garde de Masséna, marcha droit sur Sanguinetto ; mais Murat, envoyé en reconnaissance avec la cavalerie légère, avait pris la route de Céréa comme le rapprochant davantage de l'ennemi. Il engagea bientôt la canonnade. Pigeon entendant le canon, appuya sa gauche sur Céréa, y arriva, et rangea la 4e légère en bataille derrière le ruisseau pour barrer le chemin. Wurmser était coupé, il était perdu s'il ne parvenait à s'ouvrir un passage. Il attaqua Céréa, déploya toute son armée et cerna cette faible avant-garde ; elle fut bientôt rompue ; trois à quatre cents hommes demeurèrent entre ses mains. Maître du champ de bataille, il continua en toute hâte sa marche sur Sanguinetto. Ce fut à l'échauffourée de Céréa que le général en chef arrivant au galop dans le village au moment où son avant-garde était mise en déroute, n'eut que le temps de tourner bride et de se sauver en toute hâte. Wurmser arriva quelques minutes après à la place même où il s'était trouvé ; instruit de cette circonstance par une vieille femme, il le fit poursuivre dans toutes les directions, recommandant surtout qu'on l'amenât vivant. Arrivé à Sanguinetto, Wurmser marcha toute la nuit. Instruit qu'il était attendu à la Molinella par les réserves de Sahuguet et de Kilmaine, il quitta la grande route, prit sur la gauche et arriva le 12 à Villa-Impenta, où se trouvait un petit pont faiblement gardé ; sa cavalerie le surprit. Le général Charton, qui accourut du blocus de Mantoue avec cinq cents hommes de la 12e légère pour défendre ce pont, ne put arriver à temps ; il se plaça alors en carré sur le chemin et fit une vigoureuse résistance ; mais il fut sabré par les cuirassiers autrichiens et resta mort sur le champ de bataille. Ce détachement fut perdu. Le 14, à Due-Castelli, un autre succès semblable à ceux de Céréa et de Villa-Impenta vint jeter quelque adoucissement sur les désastres du vieux maréchal : un bataillon d'infanterie légère y fut coupé et rompu par deux régimens de cuirasssiers et perdit trois cents hommes. L'armée était extrêmement fatiguée, elle mettait de la négligence dans le service.

§ VIII.

Les petits succès obtenus par l'armée autrichienne aux combats de Céréa, de Villa-Impenta, de Due-Castelli, l'encouragèrent à tenir la campagne.

La garnison de Mantoue sortit, et Wurmser campa son armée entre Saint-Georges et la citadelle; il avait alors trente-trois mille hommes sous ses ordres : cinq mille étaient aux hôpitaux; il laissa cinq mille hommes à la garde de la place, et il fit camper vingt-cinq mille hommes, dont cinq mille de cavalerie; il espérait, occupant ainsi la campagne, trouver l'occasion de gagner Legnago et de repasser l'Adige; mais le général Bon, qui commandait la division Augereau, entra dans Legnago le 13 septembre, fit dix-sept cents prisonniers, prit vingt-quatre pièces de canon attelées, et y délivra cinq cents Français qui avaient été pris à Céréa et dans d'autres petites rencontres. Le 16 il arriva à Governolo, formant la gauche de l'armée; Masséna, qui était à Due-Castelli, formait le centre; Sahuguet, avec les troupes du blocus, était à la Favorite, formant la droite; Kilmaine avait réuni toute la cavalerie. Les marches forcées faites pendant ces derniers quinze jours avaient fort affaibli les régimens : l'armée, le 16 au soir, comptait vingt-quatre mille hommes sous les armes, dont trois mille de cavalerie. Les armées étaient égales en force, mais leur moral était bien différent. La cavalerie ennemie avait seule conservé le sien.

Le 19 septembre le général Bon se mit en marche de Governolo, appuya sa gauche au Mincio, se dirigeant sur Saint-Georges. Le combat devint fort vif; les Autrichiens y envoyèrent leur réserve. Bon fut non seulement arrêté, mais même perdit un peu de terrain. Sahuguet s'engagea de son côté sur la droite; l'ennemi croyait que toute la ligne était aux prises, quand Masséna déboucha en colonne sur le centre et porta le désordre dans l'armée ennemie qui se jeta en toute hâte dans la ville, après avoir perdu trois mille prisonniers, dont un régiment de cuirassiers tout monté, trois drapeaux, onze pièces de canon. Après la bataille de Saint-Georges, Wurmser se répandit dans le Séraglio; jeta un pont sur le Pô et fit entrer des vivres dans la place. Le 21 septembre il attaqua Governolo; il fut repoussé avec perte de mille hommes et six pièces de canon; s'il se fût emparé de ce point, il voulait essayer de se porter sur l'Adige. Enfin, le premier octobre Kilmaine, qui commandait le blocus, entra dans le Séraglio, s'empara de Pradella, de Cérèse, et bloqua entièrement la place. Cette opération, qui donna lieu à des combats très vifs, faite avec peu de monde, fit honneur au général. Depuis le premier juin jusqu'au 18 septembre, l'ennemi avait perdu vingt-sept mille hommes, dont dix-huit mille prisonniers, trois mille tués, six mille blessés, soixante-quinze pièces de canon, vingt-deux drapeaux et étendards, trente généraux, quatre-vingts employés du quartier-général, six mille chevaux; seize mille hommes avec le maréchal avaient été obligés de se jeter dans Mantoue : dix mille hommes de cette armée se sauvèrent sous Davidowich, dans le Tyrol, et sous Quasdanowich dans le Frioul. L'armée française avait perdu sept mille cinq cents hommes, dont quatorze cents prisonniers, dix-huit cents tués, quatre mille trois cents blessés.

Marmont, que le général en chef envoya porter à Paris les drapeaux pris aux batailles de Roveredo, de Bassano, de Saint-Georges, aux combats de Primolano et de Cismone, était un de ses aides-de-camp : il l'avait trouvé sous-lieutenant d'artillerie à Toulon et se l'était attaché. Il a été depuis

duc de Raguse et maréchal de France. Il est du département de la Côte-d'Or.

§ IX.

L'armée n'ayant plus pour le moment aucun ennemi devant elle, les troupes prirent quelque repos. Vaubois occupa Trente et se retrancha sur les bords du Lavis; la division Masséna occupa Bassano, observant le passage de la Piave. La division Augereau occupa Vérone; Kilmaine commanda le blocus de Mantoue. Les batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges, les combats intermédiaires, les maladies du blocus, avaient affaibli l'armée. La garnison de Mantoue fit d'abord de nombreuses et fortes sorties; mais les échecs et les maladies calmèrent bientôt son ardeur. A la fin d'octobre elle comptait encore dix-sept mille hommes sous les armes, dix mille aux hôpitaux; trente mille bouches à nourrir, ce qui donnait l'espoir qu'elle ne tarderait pas à rendre la place; mais le vieux maréchal fit saler la plus grande partie des chevaux de sa cavalerie, ce qui, joint aux vivres de toute espèce qu'il avait recueillis des lieux voisins et surtout de la régence de Modène qui, pendant les deux levées du siége, avait fait entrer des convois préparés à l'avance, mirent la place en état de résister plus long-temps qu'on ne le croyait. Contre toute probabilité, contre la croyance de toute l'Italie, l'armée française était encore destinée à remporter des victoires plus sanglantes et plus glorieuses, et l'Autriche devait lever encore et perdre deux armées nouvelles avant que les destins de ce boulevart de l'Italie ne fussent accomplis.

Kilmaine, d'origine irlandaise, était un excellent officier de cavalerie: il avait du sang-froid, du coup-d'œil; il était très propre à commander des corps d'observation détachés, à toutes les commissions délicates qui exigent du discernement, de l'esprit et une tête saine. Il avait été employé, en prairial, contre le faubourg Saint-Antoine. Lors de la campagne d'Italie il avait environ cinquante ans. Il rendit des services importans à l'armée dont il eût été un des principaux généraux sans la faiblesse de sa santé. Il avait une grande connaissance des troupes autrichiennes; familier avec leur tactique, il ne s'en laissait point imposer par les faux bruits qu'elles sont dans l'habitude de répandre sur les derrières d'une armée, ni par leurs têtes de colonnes qu'elles jettent sur les communications dans toutes les directions, pour faire croire à la présence de grandes forces où elles ne sont pas. Ses opinions politiques étaient très modérées.

CHAPITRE XI.

PRÉCIS DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE-ET-MEUSE ET DU RHIN, EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

Quartier d'hiver en 1796. — Les armées autrichiennes d'Allemagne détachent trente mille hommes en Italie. — Marches et combats pendant juin. — L'armée du Rhin arrive sur le Necker, le 18 juillet. — L'armée de Sambre-et-Meuse arrive sur le Mein, le 12 juillet. — Marche de l'armée de Sambre-et-Meuse, du Mein à la Naab; position qu'elle occupe au 21 août. — Marche de l'armée du Rhin, du Necker au Lech; bataille de Néresheim (11 août); position qu'elle occupe au 23 août. — Manœuvre du prince Charles contre l'armée de Sambre-et-Meuse; bataille d'Am-

berg (24 août); retraite précipitée de cette armée; bataille de Wurtsbourg (3 septembre); elle campe sur le Lahn (le 10 septembre); le 20, elle repasse le Rhin; marches et contre-marches de l'armée du Rhin, pendant septembre; sa retraite.—Bataille de Biberach (le 2 octobre).—Siége de Kehl et de la tête de pont de Huningue. — Observations.

§ 1er.

La Prusse avait conclu sa paix avec la république, en avril 1795. Une convention, signée le 17 mai suivant, avait réglé la conduite que les armées belligérantes tiendraient dans les provinces prussiennes qu'elles seraient obligées de traverser. Mais cette convention ayant donné lieu à beaucoup de discussions, il fut stipulé, le 5 août 1796, à Berlin, que partant de Wesel sur le Rhin, une ligne suivrait les frontières des montagnes de la Thuringe; qu'aucune armée belligérante ne pourrait la traverser; que les pays du roi de Prusse et des princes allemands qui auraient adhéré à cette confédération prussienne, et qui étaient situés au sud de cette ligne, seraient neutres; que cependant les armées belligérantes pourraient les traverser en payant les fournitures qu'elles exigeraient, mais sans qu'elles pussent y construire aucun retranchement.

Pendant l'été de 1795, les Autrichiens agirent sur le Rhin avec deux armées: l'une dite du Bas-Rhin, sous le commandement du feld-maréchal Clairfaith; l'autre dite du Haut-Rhin, sous le commandement du maréchal Wurmser. A la première, les Français opposèrent l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Jourdan. A la deuxième, ils opposèrent l'armée du Rhin, commandée par Pichegru, qui occupait des lignes de circonvallation autour de Mayence. Malgré la défection de la Prusse, cette campagne se termina à l'avantage des Autrichiens. En octobre, ils forcèrent les lignes de contrevallation de Mayence, y prirent une grande quantité d'artillerie de campagne, et repoussèrent Pichegru dans les lignes de Weissembourg. Les hostilités se terminèrent par une suspension d'armes, signée le 23 décembre 1795, par laquelle il fut stipulé: 1° que l'armée de Sambre-et-Meuse occuperait la place de Dusseldorf, ayant ses avant-postes trois lieues en avant sur la rive gauche de la Wipper; que de là sa ligne suivrait la rive gauche du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, près de Bingen, d'où elle remonterait la rive gauche de la Nahe jusqu'aux montagnes, gagnerait les frontières de l'Alsace, suivrait les lignes de Weissembourg, d'où le Rhin formerait la limite jusqu'à Bâle; 2° que les Autrichiens auraient leurs avant-postes sur la rive gauche de la Sieg, rivière qui débouche dans le Rhin vis à vis Bonn, que les pays entre la Wipper et la Sieg, seraient neutres; que de l'embouchure de la Sieg, la ligne autrichienne suivrait la rive droite du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, d'où elle passerait le Rhin près de Bingen, et remonterait la rive gauche de la Nahe jusqu'aux montagnes; les Autrichiens occupant aussi Mayence et tous les pays sur la rive gauche du Rhin jusqu'à Weissembourg, d'où leur ligne repasserait sur la rive droite et la suivrait jusqu'à Bâle. Ces arrangemens convenus, Jourdan porta son quartier-général dans le Hundsruck; Pichegru à Strasbourg; Clairfaith à Mayence, et Wurmser à Manheim.

La France et l'Autriche n'oubliè-

rent, pendant l'hiver, rien de ce qu'il fallait faire, pour recruter, habiller et mettre dans le meilleur état possible leurs armées. Les succès de la campagne passée avaient fait naître de grandes espérances au cabinet de Vienne. Il rappela Clairfaith et le remplaça par l'archiduc Charles. Le général Pichegru donnait des inquiétudes au gouvernement français: les opérations qui avaient causé les malheurs de la fin de la campagne étaient si fausses, qu'on les attribuait à la trahison; cependant le directoire n'en avait pas de preuves; il n'osait se fixer sur une pensée si affligeante, mais il saisit la première occasion pour ôter ce général de l'armée; il le nomma ambassadeur en Suède. Pichegru refusa cette mission diplomatique et se retira dans ses terres. Moreau fut nommé général en chef de l'armée du Rhin, et en prit le commandement le 23 mai 1796.

§ II.

Cependant la campagne s'était ouverte en Italie dès le mois d'avril; les batailles de Montenotte, de Millésimo, de Mondovi, avaient décidé le roi de Sardaigne à signer la convention de Cherasco, et à quitter la coalition. Ces nouvelles étonnèrent d'autant plus le conseil aulique, qu'il avait plus compté sur les talens et la réputation du général Beaulieu. Il ordonna alors à l'archiduc de dénoncer l'armistice et de commencer les hostilités sur le Rhin, soit pour empêcher les Français de renforcer leur armée au-delà des Alpes, soit pour faire dans l'esprit des peuples une diversion qui détournât l'attention des désastres d'Italie. En partant de Paris, à la fin de février, Napoléon avait reçu la promesse que, dans le courant d'avril, les armées de Sambre-et-Meuse entreraient en campagne; cependant, à la fin de mai, elles étaient encore dans leurs quartiers d'hiver. Toutes les victoires que remportait l'armée d'Italie, tous les pas en avant qu'elle faisait, rendaient plus urgente et faisaient sentir davantage la nécessité que les armées françaises du Rhin entrassent en action. Sous divers prétextes, on en éloignait le moment; mais enfin l'imprudence de l'ennemi fit ce que le gouvernement français n'avait pas eu la sagesse d'ordonner. Moreau, qui était à Paris, n'eut que le temps de se porter à Strasbourg. Toutes les troupes cantonnées sur la Moselle, la Sarre et la Meuse, se mirent en mouvement, et le premier juin, les hostilités recommencèrent. Sur ces entrefaites, les nouvelles de la bataille de Lodi, du passage du Mincio, de la bataille de Borghetto, de l'investissement de Mantoue, de l'arrivée du quartier-général de l'armée française à Vérone, ayant ses avant-postes sur les montagnes du Tyrol, firent changer les dispositions de la cour de Vienne. Cette armée, disait-on, cheminait à vol d'oiseau, aucun obstacle ne l'arrêtait; il était important de réprimer son audace. Wurmser reçut ordre de se porter en Italie avec trente mille hommes de l'armée du Haut-Rhin, afin de servir de réserve aux débris de l'armée de Beaulieu, qui se reformait dans le Tyrol, la Carinthie et la Carniole; de pouvoir marcher au secours de Mantoue, avant que cette place n'eût succombé; et de reconquérir les états héréditaires de la Lombardie, dont la conservation importait davantage que des conquêtes hasardeuses en France. L'empereur réunit, sous le

commandement de l'archiduc, ses deux armées du Rhin, lui ordonna de ne pas commencer les hostilités, de laisser subsister l'armistice. Mais cet ordre vint trop tard, seulement deux heures avant que les hostilités commençassent. L'archiduc, affaibli du détachement de Wurmser, renonça à tous les projets de conquêtes qu'il avait conçus, et borna son ambition à défendre le passage du Rhin et à couvrir l'Allemagne. Il avait sous ses ordres : 1° l'armée du Bas-Rhin, sous le général d'artillerie Wartensleben, et les feld-maréchaux-lieutenans Kray, Werneck, Hotze, Graber, Colloredo-Mels, Staader et Lindt ; sa force était de cent un bataillons, soixante-onze mille hommes d'infanterie, cent trente-neuf escadrons, vingt-deux mille sept cents hommes de cavalerie ; total quatre-vingt-treize mille sept cents hommes, avec lesquels il devait fournir aux garnisons d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Manheim ; 2° l'armée du Haut-Rhin sous le commandement du général d'artillerie Latour, après le départ de Wurmser, et sous ceux des feld-maréchaux-lieutenans Starray, Frœlich, le prince de Furstemberg, Reuss, Riesch et le prince de Condé. Sa force était de cinquante-huit bataillons, soixante-cinq mille hommes d'infanterie ; cent vingt escadrons, dix-huit mille hommes de cavalerie ; total quatre-vingt-trois mille hommes : les forces totales de l'Autriche, sur le Rhin, étaient ainsi de cent soixante-seize mille sept cents hommes au mois de mai ; mais le départ de trente mille hommes de cette armée pour l'Italie, sans compter le premier détachement de six mille hommes, réduisirent à cent cinquante mille hommes l'armée de l'archiduc. Les deux armées françaises réunies comptaient plus de cent cinquante mille combattans ; celle de Sambre-et-Meuse était de soixante-cinq mille hommes d'infanterie, onze mille de cavalerie, total soixante-seize mille hommes ; celle de Rhin-et-Moselle, soixante-onze mille hommes d'infanterie, six mille cinq cents de cavalerie, total soixante-dix-sept mille cinq cents hommes. La première était divisée en trois corps, la gauche sous Kléber, formée par les divisions Collaud et Lefebvre, était sur la droite du Rhin, à Dusseldorf ; le général en chef Jourdan était dans le Hunsdruck, avec le centre, formé par les divisions Championnet, Grenier et Bernadotte ; la droite sous les ordres de Marceau, était composée de sa division et de celle de Poncet ; le général Bonnaud commandait la réserve. L'armée de Rhin-et-Moselle était formée en trois corps ; Desaix commandait la gauche, il avait les divisions Baupuis et Delmas ; Saint-Cyr commandait le centre, divisions Duhesme et Taponnier ; Ferino commandait la droite, divisions Laborde et Tharreau ; le général Bourcier commandait la réserve de cavalerie.

§ III.

Le premier juin, Kléber partit de Dusseldorf avec son corps d'armée, fort de vingt-quatre bataillons et de vingt escadrons, arriva le 2 sur la Sieg, passa cette rivière après un combat d'avant-garde, enleva la position de Ukerath ; le 4, il attaqua le prince de Wurtemberg, campé avec un corps de quinze mille hommes sur les hauteurs d'Altenkirchen, le battit, lui prit deux mille hommes, quatre drapeaux, douze pièces de canon et se porta sur la Lahn. Le général en chef Jourdan passa e Rhin à Neuwied et

joignit sa gauche sur la Lahn. Marceau leva son camp de Bergelfed et se porta devant Mayence. Le prince Charles tira un détachement de huit mille hommes du Haut-Rhin et marcha sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Il attaqua le 15 juin, battit à Wetzlar la division Lefebvre, lui prit un drapeau et sept canons; Jourdan abandonna le projet qu'il avait annoncé de livrer bataille le 17 juin; il se mit de tous côtés en retraite. Il repassa le Rhin sur les ponts de Cologne et de Neuwied, avec une partie de son armée, dirigeant Kléber sur Dusseldorf. Poussé vivement par l'ennemi, ce général fut obligé de recevoir, le 19 juin, à Altenkirchen, un combat dont il se tira avec honneur; et sans éprouver une perte sensible, il regagna sa position à Dusseldorf.

Lorsque Wurmser avait mis en marche son détachement pour l'Italie, il avait resserré sa position, placé sa gauche au Rhin, à la petite ville de Franckenthal qu'il avait retranchée, et sa droite aux montagnes. Moreau le fit attaquer par Desaix et Saint-Cyr; le premier manœuvra entre le Rhin et les montagnes; le second par Hombourg et Deux-Ponts. Le 15 juin après un combat assez chaud, l'arrière-garde autrichienne fut culbutée et obligée de se retirer dans la tête du pont de Manheim; elle perdit un millier d'hommes, mais ce petit succès n'équivalait pas à l'échec qu'éprouvait, pendant ce temps, l'armée de Sambre-et-Meuse.

§ IV.

Le gouvernement français sentit enfin que les manœuvres de Moreau sur a rive gauche du Rhin, n'étaient d'aucun secours à l'armée de Sambre-et-Meuse; il lui ordonna de passer le Rhin: le 24 juin, à deux heures du matin, Desaix, avec deux mille cinq cents hommes, s'empara de l'île d'Erlhen-Rhin, et dans le courant de la matinée enleva Kehl; il prit huit cents hommes et douze pièces de canon. Le soir, il commença à construire un pont de bateaux, qui fut achevé le 15 à midi. Dans cette journée, ces deux divisions, la réserve de cavalerie, le quartier-général et une division de Férino, passèrent sur la rive droite; total quarante mille hommes. Le général Saint-Cyr, avec ses deux divisions, resta sur la rive gauche, vis-à-vis la tête de pont de Manheim; une division de Férino sur le haut Rhin. Le général Starray, avec vingt-six bataillons, dont faisait partie l'armée de Condé et le contingent de Souabe, était chargé de la garde du Rhin, depuis la Suisse jusqu'à Rastadt; Latour, avec vingt-deux bataillons, était à Manheim; il gardait de Rastadt au Mein, et occupait, sur la rive gauche, la tête du pont de Manhein. Les troupes de Starray étaient disséminées le long de la rive droite. Il avait deux petits camps, chacun de six mille hommes, placés à peu de lieues de Kehl, l'un à Wilsteett, l'autre près d'Offembourg. Le 26, Férino remonta le Rhin, se porta sur le camp de Wilsteett, le 28, sur celui d'Offembourg: l'ennemi les évacua. Dans le même temps, Desaix, avec son corps et la réserve de l'armée, se portait sur le Renchen, où le général Starray était en position avec dix mille hommes. Il l'attaqua vivement, le força, lui prit dix pièces de canon, douze cents hommes, et le poursuivit jusqu'à Rastadt, où le général Latour venait d'arriver de Manheim avec vingt-cinq mille hommes, et de prendre position derrière la

Murg. Mais aussitôt que Saint-Cyr fut instruit du mouvement de l'ennemi, de Manheim sur le haut du Rhin, il le suivit sur la rive gauche, passa le pont de Kehl, se porta sur Freudenstadt, enleva les redoutes placées sur le mont Kniebis, et força le passage de la Murg, après un combat fort vif qui dura toute la journée. Le 15 juillet, le général Latour se replia sur l'Alb, ayant perdu mille hommes. Le quartier-général français fut porté à Rastadt. Pendant ce temps, Férino s'emparait de la Kentzig, remontant le Rhin, et à mesure qu'il avançait, les brigades qui étaient en position sur la rive gauche, passaient ce fleuve et grossissaient son corps d'armée.

L'archiduc ayant appris le 24 juin, le passage du Rhin à Kehl, partit à la tête de vingt-quatre bataillons et deux escadrons pour se porter au secours de son armée du haut Rhin, laissant, pour observer Jourdan, trente-six mille hommes sous les ordres de Wartensleben, et vingt-six mille au camp retranché de Hechtzheim, pour couvrir Mayence. Il rallia le général Latour derrière l'Alb; il se trouvait avoir sous ses ordres quarante-cinq bataillons et quatre-vingts escadrons : savoir, à sa gauche, dans les montagnes, sous le général Keim, dix-neuf bataillons, dix-neuf escadrons; au centre, devant Ettlingen, treize bataillons, vingt-huit escadrons; à sa droite, sous le général Latour, dix bataillons, vingt-neuf escadrons; et trois bataillons, quatre escadrons en observation. Avec des forces si considérables, il avait le projet d'attaquer, le 10, l'armée française et de la jeter dans le Rhin; Mais le général Moreau le prévint. Le 9, Saint-Cyr força le Rotensohl, battit Keim, jeta les Saxons sur le Necker. L'archiduc prévenu fit marcher son centre et sa droite contre Desaix. Celui-ci soutint les efforts de l'archiduc; il paya d'audace, se maintint la plus grande partie du jour, fit sa retraite le soir sur une position un peu en arrière. Cette vigoureuse résistance en imposa à l'ennemi qui, craignant d'être coupé par le général Saint-Cyr qui déjà était arrivé à Nauenbourg, battit en retraite, le 10, sur Pforzheim, après avoir détaché dix bataillons pour compléter les garnisons de Philipsbourg et de Manheim. Le lendemain, il continua sa route sur Stuttgard, où il passa le Necker, poursuivi par le général Saint-Cyr. De son côté, le général Férino avait forcé la position de Biberach sur la Kintzig, traversé la Forêt-Noire et était arrivé à Willingen; l'ennemi avait entièrement évacué tout le pays entre le Rhin et les montagnes Noires; les villes forestières avaient reçu garnison française.

§ V.

Aussitôt que l'on sut au quartier-général de Sambre-et-Meuse que l'armée du Rhin avait effectué son passage, le général Kléber partit de nouveau le 29 juin de Dusseldorf; il fut rejoint par la division Grenier, qui passa le Rhin à Cologne. Il eut un combat à Limbourg; le 8 juillet, il passa la Lahn. Le général en chef Jourdan, avec le reste de l'armée, le joignit par le pont de Neuwied, poussa le général Wartensleben, eut des affaires d'avant-garde d'une médiocre importance, et passa la Lahn sur trois colonnes sur les ponts de Giessen, de Wetzlar et de Leun. Il eut un combat fort vif à Friedberg, battit l'ennemi, passa la Nidda, déboucha dans les plaines du Mein, prit position devant

Francfort, et accorda à Wartensleben une suspension d'armes de quelques jours, pour traiter de la reddition de Francfort, qui ouvrit ses portes; mais cela donna à l'ennemi le temps de gagner deux marches, et d'arriver sur le haut Mein. Francfort était bien armée, bien approvisionnée en munitions de guerre et de bouche. Le fort de Kœnigstein, situé à une marche de Francfort sur la grande chaussée de Cologne, se rendit le 21 juillet; il y avait quatre-vingt-treize pièces de canon et cinq cents hommes de garnison.

§ VI.

Jourdan ayant reçu ses instructions du gouvernement, laissa Marceau avec trente mille hommes devant les places; et seulement avec six divisions, formant cinquante mille hommes, il s'avança dans le cœur de l'Allemagne. Il suivit la lisière des montagnes de la Thuringe, qui borde la Saxe, et s'éloigna ainsi du Danube. Le 21 juillet, son avant-garde entra dans Schweinfurt. Le quartier-général y arriva le 26. Wurtzbourg et sa citadelle, occupées par trois mille hommes des troupes du prince-évêque, capitulèrent le 3 août. Le général Wartensleben, avec trente-un mille hommes, se retira sur Bamberg, sans opposer de résistance. L'armée de Sambre-et-Meuse le suivit, passa la Rednitz à Bamberg, le battit au combat de Forcheim, le 6 août, ce qui le décida à se retirer derrière la Wils. Le quartier-général français s'établit, le 11 août, à Lauf. Le fort de Rothemberg, placé sur la chaussée de Bayreuth à Amberg, capitula : il y avait quarante-trois bouches à feu. Le 15 août, les Français marchèrent sur Sulzbach et Amberg; ils se battirent toute la journée, quatre divisions furent engagées; l'ennemi évacua ses positions de la Wils et se retira derrière la Naab à Schwartzenfeld, s'éloignant toujours davantage de l'armée de l'archiduc. Le 19, l'armée française était au-delà de la Wils; le général Bernadotte fut détaché à Neumarck sur la chaussée de Ratisbonne à Nuremberg, à dix lieues de Ratisbonne : les deux armées étaient maîtresses de la rive gauche du Danube, elles pouvaient se considérer comme réunies. Le 20, le général en chef, avec cinq divisions, se porta sur la Naab; l'ennemi soutint un combat très chaud sur les hauteurs de Wolfering, mais il les évacua dans la nuit. Le 21 août, la position de l'armée de Sambre-et-Meuse était la suivante : le quartier-général à Amberg; cinq divisions (quarante mille hommes) bordaient la Naab, ayant devant elles l'armée de Wartensleben; sur la droite, à dix lieues, était détachée la division Bernadotte (sept mille hommes), observant la route de Ratisbonne. Marceau avec trois divisions (trente mille hommes), bloquait Mayence, Ehrenbreitstein, et gardait le Mein. La Naab est une petite rivière qui se jette dans le Danube à une lieue au-dessus de Ratisbonne. La ligne d'opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse était par Lauf, Nuremberg, Bamberg, et Wurtzbourg; elle n'avait aucune communication avec l'armée du Rhin, quoique les deux armées fussent maîtresses de la rive gauche du Danube, et qu'elles fussent placées entre l'armée de l'archiduc et celle de Wartensleben : elle était à une marche des frontières de la Bohême. Les combats d'Amberg et de Wolfering avaient été très meurtriers. Le champ de bataille était resté aux Français; du reste, les

pertes des deux armées avaient été à peu près égales ; le nombre des prisonniers de part et d'autre n'avait pas dépassé deux à trois cents hommes. C'étaient les seuls événemens, et par eux-mêmes insignifians, qui eussent eu lieu depuis le départ de Francfort.

§ VII.

L'armée du Rhin avait passé le Necker le 22 juillet, et suivait le prince Charles par les deux chaussées de Gmünd sur la gauche et de Goppingen sur la droite ; ces deux chaussées qui suivent, la première la vallée de la Rembs, et la seconde, la vallée de la Wils, traversent les montagnes de l'Alb, appelées les Alpes wurtembergeoises. Les mouvemens de l'armée du Rhin furent lents, ce qui fit penser au prince Charles qu'elle n'était pas décidée à agir sérieusement audelà du Necker, et lui firent prendre position sur le plateau de Weissenstein. Mais le 23 juillet, Desaix, étant arrivé à Gmünd, poursuivit, l'épée dans les reins, l'arrière-garde ennemie et engagea un combat à Aalen, où il fit cinq cents prisonniers. Le même jour, Saint-Cyr, qui débouchait par la chaussée de droite, arriva à Heydenheim sur la Brentz. Le 5 et le 8 août, des combats d'avant-garde eurent lieu avec des succés variés et la perte de quelques centaines d'hommes. Le contingent saxon abandonna l'armée autrichienne et retourna en Saxe.

Cependant le prince Charles considérant que les armées françaises n'étaient séparées que par trois marches et allaient opérer leur jonction sur l'Altmulh, se décida à risquer une bataille pour s'y opposer. Son arrièregarde devint son avant-garde; il la poussa à Eglingen, où elle fut attaquée par les Français qui la culbutérent et lui firent trois à quatre cents prisonniers: mais le 11, à la pointe du jour, toute l'armée autrichienne déboucha sur huit colonnes. L'armée française était en avant de Neresheim, où elle occupait un front de huit lieues ; elle avait présens quarante-huit bataillons et soixante-six escadrons (quarante-cinq mille hommes). Duhesme, avec six mille hommes, formait la droite appuyée à la Brentz, à deux lieues du Danube ; Taponier était au centre ayant neuf bataillons sur les hauteurs de Dunstelkingen, trois à Dischingen un peu en arrière. Bannuy formait la gauche en avant de Schweindorf. Delmas, avec huit mille hommes, formait l'avant-garde ; il était à Bopfingen. Les trois colonnes de gauche de l'archiduc débouchérent, deux par Dischingen et Dillingen, et attaquèrent en front et en queue Duhesme, le séparèrent du centre et le jetèrent une marche en arrière, dans le temps que la troisième, commandée par le général Frœlich, passait le Danube à Ulm, et prenait l'armée française par derrière. Le quartier-général français, les parcs, les administrations, furent chassés d'Heidenheim: ils se sauvèrent sur Aalen. Ainsi dés le commencement de la bataille, l'armée française était tournée, coupée, avait perdu sa ligne d'opération ; le désordre était dans ses parcs et réserves. Ce résultat était quelque chose; mais les trois colonnes, qui avaient été employées pour l'obtenir, se trouvant à trois lieues du champ de bataille, ne pouvaient prendre part à l'action. Les deux colonnes de droite débouchèrent par la chaussée de Nordlingen, passèrent entre l'avant-garde et la gauche, et attaquèrent l'extrémité de la ligne

de bataille où commandait le général Gazan; les trois colonnes du centre, qui formaient l'attaque principale, dirigée par l'archiduc en personne, étaient fortes de dix-neuf bataillons et de vingt-quatre escadrons; elles débouchèrent d'Aufhausen, culbutèrent les postes de Saint-Cyr qui ne s'attendait pas à une attaque aussi brusque et occupait encore la position où il s'était trouvé la veille au soir en terminant le combat d'Églingen. Il les rallia sur les hauteurs de Dunstelkingen; tous les efforts de l'archiduc furent vains pendant tout le reste de la journée pour forcer ces positions. De part et d'autre, la perte fut de six à sept mille hommes. A la nuit, l'archiduc reploya sa droite sur le chemin entre Nordlingen et Donawerth au camp de Mœrdingen, et sa gauche à Dillingen sur le Danube. Le centre coucha sur son champ de bataille; une petite colonne française reprit Heidenheim et rétablit les communications de l'armée, ce qui décida Moreau à rester sur le champ de bataille pour ramasser ses blessés, préparer sa retraite, ou marcher en avant, suivant les renseignemens ultérieurs qu'il recevrait. Il était vainqueur, l'armée de Sambre-et-Meuse avait déjà passé la Rednitz et paraissait se diriger par Amberg sur Ratisbonne; elle avait plusieurs marches sur le prince Charles, qui, n'ayant pas réussi, dans la journée du 11, à culbuter l'armée française et à la jeter dans les défilés des montagnes de l'Alb, n'avait plus un moment à perdre pour ne pas se trouver enveloppé; il fit sa retraite dans la nuit, regardant la jonction des deux armées comme faite, et renonçant à s'y opposer, puisqu'il leur abandonna la rive gauche du Danube, la Warnitz, l'Altmulh, et repassa le Danube et le Lech; la campagne paraissait perdue pour les Autrichiens.

Pendant ce temps le général Férino, avec vingt-trois bataillons et dix-sept escadrons, le tiers de l'armée, après avoir traversé les montagnes de la forêt Noire, s'était emparé de Lindau et de Bregents sur le lac de Constance, où il avait laissé sept bataillons et trois escadrons, sous les ordres du général Laborde, pour observer les débouchés du Tyrol, et s'était avancé par Stockach, avec seize bataillons et quatorze escadrons, sur Memmingen. Le 13, le général Abattuci, qui commandait son avant-garde, attaqua le corps de Mindelheim et en détruisit plusieurs régimens; après quoi il rejoignit l'armée du Rhin et forma sa droite sur le Lech.

§ VIII.

Le général Moreau resta plusieurs jours sur son champ de bataille de Néresheim; il marcha enfin sur Donawerth: mais il rétrograda sur Hochstet sans même envoyer un parti de cavalerie sur l'Altmulh, pour essayer d'opérer sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette hésitation, ces fausses manœuvres inspirèrent confiance à l'archiduc; il vit qu'il pouvait encore, ce qu'il n'espérait plus, s'opposer à la réunion des deux armées. Il laissa derrière le Lech le général Latour avec trente bataillons, pour contenir et retarder les mouvemens de l'armée du Rhin, et avec un détachement de trente mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, il passa le Danube et se porta sur la chaussée de Nuremberg. Le 22 août, il attaqua Bernadotte dans sa position en avant de Neumarck, le poursuivit dans

Lauf et Nuremberg, le jeta sur Forcheim. Le général Wartensleben se mit sur-le-champ en mouvement, et repassa la Naab. L'armée de Sambre-et-Meuse se retira sur Amberg et Sulzbach; mais attaqué dans cette position, en front, par Wartensleben, en flanc et sur les derrières par un détachement de l'armée du prince Charles, son général ne jugea pas devoir risquer une affaire sérieuse. Sa retraite était devenue fort difficile; il avait perdu sa ligne de communication, la chaussée de Lauf à Nuremberg; il manœuvra à travers des montagnes et des chemins à peine praticables aux voitures; son artillerie, ses charrois en furent fort désorganisés. Ces marches précipitées et sans ordre influèrent sur la discipline de l'armée, qui, le 26, arriva à Forcheim, la gauche à Ébermenstadt, où elle séjourna le 28. Son général médita plusieurs opérations offensives; mais que la rapidité de la marche du prince Charles, les démonstrations offensives qu'il faisait sur ses derrières, ne lui permirent pas d'exécuter: car déja l'ennemi avait jeté une division sur Bamberg, avait porté l'alarme au quartier-général, mis le désordre dans les parcs et dans les administrations, intercepté la route de Bamberg à Schwienfurth, où l'armée ne put arriver, le 31 août, qu'en faisant pendant trois jours des marches forcées, et après s'être ouvert le chemin à la baïonnette; elle séjourna dans cette ville, elle en avait besoin. Wurtzbourg était occupé par le général Hotze qui avec sa division bloquait la citadelle, où était enfermé le général Bellemont, commandant de l'artillerie, avec huit cents hommes; il était soutenu par la division Starray. L'archiduc avec le reste de l'armée était à une marche en arrière. Jourdan profita de cette dissémination de l'armée ennemie, et résolut de s'ouvrir la route de Wurtzbourg. Le 2 septembre avant midi, il se mit en marche; il attaqua, le lendemain 3, le prince Charles. Kray et Wartensleben arrivèrent pendant la bataille; ils lui opposèrent quarante mille hommes et douze mille de cavalerie. Les Français n'étaient que trente mille; ils perdirent la bataille. Ils avaient laissé la division Lefebvre à Schwienfurth. Jourdan fit sa retraite sur Arnstein et la Lahn, où il arriva le 10 septembre, ses troupes harassées de fatigue et fort démoralisées; il établit son quartier-général à Wetzlar. Depuis le 22 août il avait eu à combattre les armées de Wartensleben et de l'archiduc, qui offraient soixante-huit mille combattans; il n'en avait que quarante-quatre mille. Arrivé sur la Lahn, il fit sa jonction avec Marceau et une division de dix mille hommes, qui lui arriva de la Hollande; il se trouva alors supérieur à son ennemi. En quinze jours il avait perdu toutes ses conquêtes en Allemagne par le seul résultat des manœuvres de son ennemi, et par celui de la perte de la bataille de Wurtzbourg; mais tout pouvait se réparer encore, tout portait à croire que le sort de la campagne devait changer et se terminer en notre faveur. Il conçut bien ce qu'il avait à faire, mais il manqua d'activité et de résolution. Il se laissa prévenir sur la Lahn et rejeter au-delà du Rhin. Le brave Marceau fut tué au combat d'Altenkirken; Kléber et Colaud avaient été renvoyés de l'armée pour insubordination. Il dissémina l'armée; partie passa le Rhin, la division Lefebvre occupa le camp de Dusseldorf. Peu après Jourdan quitta le commandement; mais par une singularité

difficile à expliquer, le directoire le remplaça par Beurnonville, homme à peine capable de remuer un bataillon. L'archiduc quitta les bords de la Lahn, avec douze mille hommes, pour se porter contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était toujours en Bavière, laissant le général Wernech avec cinquante mille hommes pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse.

§ IX.

Le 23 août, douze jours après la bataille de Néresheim, l'armée française de Rhin-et-Moselle passa enfin le Danube, et se porta sur le Lech. Le général Desaix, formant la gauche, arrive vis-à-vis Rain à l'embouchure du Lech; le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, était à Augsbourg, et la droite, commandée par Férino, était vis-à-vis Landsberg. Le lieutenant-général Latour, chargé de défendre le passage du Lech, avait placé trois bataillons dans Ingolstadt, une division de huit bataillons, vingt escadrons, vis-à-vis Rain, défendant le bas Lech, et s'était placé, avec quinze bataillons sur les hauteurs de Friedberg vis-à-vis Augsbourg; le corps de Condé formait la gauche vis-à-vis Landsberg. Le 24, le général Férino força le passage au gué de Hanstetten; Saint-Cyr passé au gué de Lech-Hausen en avant d'Augsbourg, et Desaix au gué de Langwied. Les ponts d'Augsbourg furent sur le champ réparés, et après une vive résistance, le général Latour fut chassé des belles positions de Friedberg; il laissa dix-sept pièces de canon et quinze cents prisonniers dans les mains du vainqueur. Après le passage du Lech, la droite de l'armée française se porta sur Dachau à trois lieues de Munich, ayant son avant-garde sous les murs de cette ville; le centre sur Pfaffenhoffen et Geisenfeld, avec un corps d'observation sur Ingolstadt; le général autrichien porta son quartier-général à Landshut sur l'Iser, où il réunit son principal corps d'armée; la division du général Nauendorf (huit mille hommes), que l'archiduc avait détachée pour observer le Danube, après la bataille d'Amberg, occupait Abensberg, et couvrait Ratisbonne. Le corps de Condé occupait Munich; il attendit dans cette position, plusieurs jours, le mouvement qne ferait le général français; mais voyant qu'il n'en faisait aucun, il soupçonna qu'il avait passé sur la rive gauche dn Dannbe pour suivre le prince Charles; en conséquence, le 1[er] septembre, il se porta avec toute son armée en plusieurs colonnes sur Geisenfeld, attaqua la gauche française, et arriva jusqu'à la Paar, mais ne tarda pas à être repoussé et à apprendre par les prisonniers que l'armée n'avait pas bougé, et était tout entière sur la rive droite du Danube; il rentra alors dans ses positions: les pertes furent égales de part et d'autre dans ce combat. L'ennemi laissa un obusier au pouvoir des Français. Le 7 septembre, le général Moreau se décida, sans avoir aucun projet, à marcher en avant. Le 9, la gauche se porta à Neustadt, appnyée au Danube, vis-à-vis Abensberg, le centre sur Menburg et la droite à Mosbourg. Munich et Freysing étaient tombés au pouvoir des Français; mais l'ennemi était en position sur la rive gauche de l'Iser. Moreau éprouva peu d'obstacles dans ce mouvement; il y fit cinq à six cents prisonniers. L'ennemi s'attendait à ce qu'il se porterait sur Ratisbonne; mais le 8 et le 9 il ne bougea pas, et le 10 il battit en retraite pour reprendre ses positions, et détacher le général De-

saix, avec douze mille hommes, à la recherche de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui alors était à plus de quatre-vingts lieues de lui. Desaix passa le Danube, dans la nuit du 10 au 11, à Neubourg et arriva le 12 à Achstett, poussa le 14 à Heydeck, à demi-chemin de Nuremberg; là, il apprit en détail les événemens qui s'étaient passés depuis long-temps, et que déjà l'armée de Sambre-et-Meuse était repoussée sur le Rhin: il retrograda; le 16, il rejoignit l'armée sur le Danube. Cependant le général Latour, instruit du mouvement de Desaix, se porta en avant, engagea sur tous les points des combats de peu d'importance ; mais ayant acquis des renseignemens sur la faiblesse du détachement de Desaix et la supériorité sur lui des forces sur la rive droite du Danube, il agit avec circonspection.

En abandonnant le Rhin, l'archiduc avait laissé dans les places de Mayence, quinze mille hommes d'infanterie et douze cents de cavalerie, d'Ehrenbreitstein trois cents d'infanterie ; de Manheim huit mille huit cents d'infanterie, trois cents de cavalerie ; de Philipsbourg deux mille cinq cents d'infanterie, trois cents de cavalerie. Jourdan avait laissé les divisions Marceau, Poncet, Bonnard (vingt-six mille), sur le Mein pour bloquer Mayence et Ehrenbreitstein. Mais Moreau n'avait laissé contre Manheim et Philipsbourg qu'une colonne mobile de deux mille huit cents hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, sous les ordres du général de brigade Scherb, qu'il avait tirée de la garnison de Landau. L'archiduc, aussitôt son arrivée sur la Lahn, ordonna au général Pétrasch de tirer neuf bataillons de Manheim et de Philipsbourg, d'attaquer le général Scherb et d'enlever les têtes de pont de Kehl et d'Huningue. Le général Scherb était toujours à Bruchsal; prévenu à temps par des déserteurs, il battit en retraite le 13 septembre et se retira sur Kehl qui n'était pas encore entièrement rétabli, Pétrasch l'y suivit et l'attaqua, le 18, avec des forces quadruples ; mais il échoua et perdit beaucoup de monde. Ce succès des Français fut dû en partie au zèle que montra la garde nationale de Strasbourg.

Moreau fut vivement alarmé d'un combat qui avait failli lui enlever sa retraite ; il sentit la nécessité de s'approcher du Rhin, il commença sa retraite. Il repassa le Lech le jour même que Jourdan repassait le Rhin; il prit position, le 20, derrière la Schmutter, le 21 derrière la Mindel, le 22 derrière la Gunz : il marchait sur trois colonnes ; Férino commandait la gauche, Saint-Cyr le centre, et Desaix la droite, en le prenant dans le sens de la retraite. Le général Frœlich suivait Férino, Latour suivait Saint-Cyr et le général Nauendorf suivait la rive gauche du Danube à la hauteur de Desaix. La place forte d'Ulm, qui n'avait aucune garnison, fut heureusement occupée par un détachement sous les ordres de Montrichard, vingt-quatre heures avant que le général Nauendorf eût pu y entrer. Le 24, l'armée française prit position sur l'Iser, appuyée à Férino sur Memmingen et à Desaix dans Ulm. Les 25, 26 et 27, elle continua sa retraite; Desaix, suivant la rive gauche du Danube, se dirigeait sur Ebingen ; six heures après qu'il eut abandonné Ulm, les Autrichiens y entrèrent. Le 27, l'armée arriva sur le Féder-Sée ; là, elle apprit que le général Pétrasch occupait les débouchés des montagnes Noires et que les villes frontières étaient occupées par une nuée de paysans insurgés. Le 28, le

général Latour attaqua sur tous les points et fut partout repoussé ; le général Nauendorf, qui jusque là avait fait la droite de l'armée autrichienne, a quitta, se porta sur Tubingen et se joignit à Pétrasch dans la position de Rothweil, s'assurant ainsi en force des vallées de la Kintzig et de la Renchen, dans le temps que le prince Charles, avec un corps de douze mille hommes, arrivait au village de Renchen, envoyant des coureurs sur la Kintzig près Kehl. Le général Latour, ainsi affaibli, n'avait plus que vingt-cinq mille hommes ; il se trouvait compromis : cependant il était campé à Steinhansen, ne paraissant rien redouter ; le général Moreau sentit la nécessité de s'éloigner pour pouvoir forcer les gorges ; le 2 octobre, il l'attaqua avec vigueur à Biberach ; quelque résistance que voulussent opposer les Autrichiens, ils furent accablés par le nombre et mis dans la plus complète déroute, laissant deux drapeaux, plusieurs pièces de canon et quatre à cinq mille prisonniers dans les mains du vainqueur.

§ X.

Après cette bataille, Moreau continua sa retraite : les bagages, les embarras, les blessés, furent dirigés par les villes frontières sur Huningue ; il attaqua les gorges et s'empara des villages de Rothweil et Willingen, le 10 octobre ; par une contre-marche l'armée se porta sur les gorges du Val-d'Enfer ; Saint-Cyr arriva le 12 à Freybourg dans la vallée du Rhin. L'armée employa les 13, 14 et 15 à passer cet affreux défilé ; elle prit position derrière la petite rivière d'Eltz, couvrant Freybourg. Cependant le prince Charles était arrivé à Ettenheim, où il fut successivement rejoint le 15 octobre par Pétrasch, le 18 par Nauendorf, le 20 par Latour Les corps de Condé et de Frœlich suivaient l'armée française en queue dans les gorges du Val-d'Enfer et sur les villes frontières ; ainsi les Français étaient réunis dès le 15, en communication avec la France par les ponts de Vieux-Brisach et de Huningue ; le moral et le matériel étaient améliorés, et cependant ils restèrent oisifs. Le 18, l'ennemi marcha à eux, avec trente-six mille hommes, sa droite, appuyée au Rhin, commandée par Pétrasch, son centre commandé par Wartensleben et sa gauche par Latour; on se battit avec vigueur avec des pertes et des succès égaux. Frœlich et le corps de Condé étant entrés dans Waldkirch par la vallée de la forêt Noire, le général en chef jugea devoir se rapprocher de Freybourg, refusant sa droite, mais couvrant toujours cette ville et New-Brisach. Le 21, Desaix passa le Rhin à New-Brisach, descendit par la rive gauche sur Strasbourg. L'armée évacua Freybourg, prit position : la droite appuyée à Kaudern, la gauche au Rhin, à Schliengen. Elle y fut attaquée le 23; affaiblie du corps de Desaix, elle se trouvait fort inférieure en nombre, mais occupant une belle position ; elle défendit son terrain, et le 26 octobre, repassa le Rhin sur le pont d'Huningue avec un peu de désordre. Férino resta sur le haut Rhin ; le reste de l'armée se porta sur Strasbourg. Ainsi, après avoir nourri la guerre quatre mois dans l'Allemagne, désarmé et détaché de la cause de l'empereur, le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg et l'électeur de Bavière, et leur avoir accordé des armistices et imposé des contributions qu'elle n'eut pas le temps de recevoir, avoir remporté plusieurs victoires sans avoir éprouvé de défaites importantes, l'armée française repassa le

Rhin; il ne leur restait plus sur la rive droite que la place de Dusseldorf, la tête de pont de Kehl et celle d'Huningue.

§ XI.

Dusseldorf, étant fort au nord, ne fixa pas l'attention des Autrichiens; mais la place de Kehl et la tête du pont d'Huningue, permettaient à une partie de l'armée française d'hiverner sur la rive gauche et d'inquiéter l'Allemagne; ils résolurent de s'emparer de ces deux places. Le 28 octobre, quarante mille hommes les investirent et élevèrent des lignes de contrevallation devant Kehl; elles étaient formées par quinze redoutes appuyées, la droite et la gauche, au Rhin, liées ensemble par des retranchemens, ayant à peu près trois mille cinq cents toises de développement, et investissant complètement, sur la rive droite, tout le système de fortifications de Kehl. De leur côté, les Français travaillèrent avec la même activité à palissader et armer le fort et les ouvrages à cornes du haut et du bas Rhin, à garnir de batteries toute la rive gauche, et s'établirent solidement dans toutes les îles, spécialement dans celles de Ehrlen-Rhin et Touffue; en avant de cette dernière, à quinze cents toises de Kehl, ils construisirent un bonnet de prêtre, en forme de tête de pont. La distance de ce bonnet de prêtre à la Kintzig, était de mille toises. Perpendiculairement au Rhin, ils établirent un camp retranché de mille toises de développement, et une tête de pont à l'île d'Ehrlen-Rhin. De Kehl, à l'embouchure de la Kintzig, en descendant le Rhin, il y avait cinq cents toises. Ces ouvrages étaient gardés par seize bataillons, qui se relevaient toutes les vingt-quatre heures. Malgré ces préparatifs formidables de défense, le prince Charles persista à assiéger une place qu'il ne pouvait bloquer que sur une rive, qu'il ne pouvait pas séparer de Strasbourg et de toute la France. Le 21 novembre, il ouvrait la tranchée sur les ouvrages de Kintzig. Le 22 novembre, à la pointe du jour, Desaix sortit du camp retranché de Kehl, à la tête de seize mille hommes d'infanterie et de trois mille hommes de cavalerie; il força les lignes de contrevallation, et s'empara du village de Sunheim, situé à une lieue du Rhin, et derrière le camp de l'ennemi. Mais il avait des forces trop peu considérables; il fut obligé de rentrer dans ses ouvrages après avoir défait plusieurs redoutes de la ligne de contrevallation, encloué quinze pièces de canon, en avoir pris six et fait quinze cents prisonniers. Le 28 novembre, l'ennemi démasqua, à la fois, toutes ses batteries. Le cheminement sur les ouvrages de la Kintzig n'avait été qu'une fausse attaque; la principale se dirigeait sur le bonnet de prêtre, en avant de l'île Touffue, et contre l'île d'Ehrlen-Rhin. Le projet de l'ennemi était de détruire les ponts du Rhin. Le 6 décembre, il s'empara de l'île Touffue et du bonnet de prêtre. Le 9 décembre, il s'empara de tout le déhors des retranchemens, se logea dans l'ancienne église de Kehl. Le 18, il s'empara de la droite des retranchemens français et de la redoute du Trou-de-Loup. Le 3 janvier, il s'empara de toute l'île d'Ehrlen-Rhin. Le 6, il attaqua la corne du haut Rhin, détruisit les ponts, et le 10 janvier, il entra dans Kehl, par capitulation. Les Français évacuèrent ce fort, et emportèrent tout sur la rive de Strasbourg. Les pertes de part et d'autre furent très considérables, la consommation des

munitions, immense. L'artillerie française était supérieure par le grand nombre de batteries qu'elle avait construites sur la rive gauche. Les frimas de novembre, de décembre et janvier firent beaucoup souffrir les deux armées.

Pendant ce temps, le prince de Furstemberg se trouvait vis-à-vis d'Huningue, avec treize bataillons. La droite de l'armée du Rhin, sous les ordres de Férino, était restée dans cette place. Le général Abbatucci commandait dans la tête du pont, et à mesure que l'ennemi faisait des préparatifs et annonçait la volonté d'assiéger la tête du pont, ce jeune officier n'oubliait rien de ce qu'il fallait faire pour se préparer à la plus vigoureuse défense. Les batteries de l'ennemi furent prêtes le 25 novembre. Il canonna vivement la tête du pont; le 29, le pont fut rompu. Le 30 novembre, les Autrichiens donnèrent l'assaut avec six mille hommes. Le combat fut vif et opiniâtre. L'ennemi fut repoussé, laissant le tiers de son monde sur le champ de bataille, ou prisonniers. Le jeune Abbatucci, général de vingt-quatre ans, de la plus belle espérance, sortit de la garnison pour chasser les Autrichiens à la tête d'une lunette où ils voulaient se loger; il y réussit, mais il tomba blessé à mort. Le résultat de cet assaut fit suspendre le siége; mais le 19 janvier, après la prise de Kehl, l'ennemi rouvrit la tranchée, et le 19 février, la garnison capitula et repassa le Rhin. Le succès de ces deux opérations permit au prince Charles, de prendre ses quartiers d'hiver, le long de la rive gauche dans le Brisgaw et le pays de Bade, et de détacher de puissans renforts pour l'armée qui se réunissait derrière la Piave, et dont il prit le commandement en février. Elle était destinée à venger Beaulieu, Wurmser, Alvinzi, et à reconquérir Mantoue, la Lombardie et l'Italie.

§ XII.

1re *Observation.* — La mauvaise issue de cette campagne doit être attribuée au plan d'opérations adopté par le gouvernement. Le but de cette invasion en Allemagne, était 1° faire une diversion qui empêchât le cabinet de Vienne de tirer de nouveaux détachemens de ses armées du Rhin, pour en renforcer son armée d'Italie; 2° détacher de l'empereur les princes du corps germanique, soumettre les princes de Bade, de Wurtemberg, de Bavière, accroître la confédération de la neutralité prussienne, de la Saxe et des princes du Nord qui n'y avaient pas encore adhéré; 3° nourrir la guerre en Allemagne, en tirer des contributions et des chevaux, afin de réorganiser l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et employer les ressources de la république à créer une armée de réserve; 4° s'emparer des forteresses d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Manheim et de Philipsbourg, pour assurer les frontières du Rhin, et rendre disponibles, pour la fin de la campagne et pour la suivante, les troupes des blocus de ces places; 5o assurer les quartiers d'hiver des troupes françaises en Allemagne, et leurs positions, en s'emparant d'Ingolstadt et d'Ulm, afin de pouvoir, après la prise de Mantoue, et au printemps de 1797, attaquer, de concert, du côté de l'Italie et de l'Allemagne, les états héréditaires.

Pour cela, il y avait deux choses à faire: 1° bloquer strictement les places d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg, assiéger Mayence et Manheim; 2o couvrir les siéges et blocus par une

forte armée, qui portât la guerre au milieu de l'Allemagne, et menaçât les états héréditaires. Cette forte armée devait être composée de quatre corps, chacun de trois divisions d'infanterie, plusieurs brigades de chasseurs et hussards et une réserve de grosse cavalerie, formant en tout cent quarante à cent cinquante mille hommes.

L'armée d'observation sur le Rhin, devait être forte de trois corps, de sept divisions d'infanterie, de plusieurs brigades de cavalerie, en tout soixante mille hommes; garder, avec le premier corps, fort de deux divisions, la Hollande, Dusseldorf, et bloquer Ehrenbreitstein; avec le deuxième corps, fort de trois divisions, assiéger Mayence; avec le troisième corps, de deux divisions, bloquer Philipsbourg et Manheim, garder Kehl et la tête du pont d'Huningue. Total général des deux armées, deux cents à deux cent dix mille hommes; ces troupes existaient. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, au commencement de la campagne, comptaient cent soixante mille hommes; l'armée de Hollande, trente mille. On pouvait tirer vingt mille hommes de la Vendée et de l'intérienr de la France, où ils n'étaient pas nécessaires. Total deux cent dix mille hommes.

La tranchée devant Mayence devait être ouverte le lendemain du jour où la place aurait été bloquée; juin, juillet, août, septembre, étaient suffisans pour prendre cette place, et il était possible qu'avec le même équipage de siége, on eût encore le temps de prendre Manheim. Les places de Ehrenbreitstein et Philipsbourg n'auraient pu résister à neuf mois de blocus et auraient capitulé pendant l'hiver. La réunion de la grande armée aurait dû se faire sous les murs de Strasbourg, par la rive gauche du Rhin, dans le courant de février, mars et avril, par des mouvemens masqués. On devait concevoir de grandes espérances d'une armée aussi considérable, qui eût passé le Rhin à l'improviste et se fût portée dans toutes les directions avec rapidité, écrasant les troupes dispersées pour la défense du fleuve; les armées ennemies eussent abandonné le Rhin et se fussent concentrées sur le Danube. L'armée française eût occupé Ulm; de ce point, comme centre d'opérations, elle aurait manœuvré dans le Wurtemberg sur la Warnitz, sur le Lech et dans la Bavière, n'ayant qu'une ligne d'opérations sur Kehl, New-Brisach et Huningue; elle aurait tout écrasé par sa masse; elle aurait pris ses quartiers d'hiver sur les frontières de la monarchie autrichienne, après avoir soumis et désarmé les princes du corps germanique.

Le plan de campagne, adopté à Paris, fut conçu dans un esprit opposé; 1° les places ne furent point bloquées, ni assiégées, mais seulement observées de loin; 2° deux armées, sous les ordres de deux généraux indépendans l'un de l'autre, entrèrent en Allemagne par deux lignes d'opérations directement opposées; elles marchèrent au hasard, sans concert, sans communications, elles furent repoussées sans avoir été vaincues en bataille rangée: cela provenait des faux principes militaires qui prévalaient alors. On avait observé que dans la campagne de 1794, où les ennemis étaient maitres des places de Condé, Valenciennes, Landrecy et le Quesnoy, les Français avaient échoué dans diverses attaques directes sur le centre, et avaient réussi lorsqu'ils divisèrent leur armée principale en armées du

Nord, et de Sambre-et-Meuse; la première, l'armée du Nord, sous le cammandement du général Pichegru, prit sa direction par la droite de l'ennemi sur Menin en longeant la mer. La seconde, dite l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement du général Jourdan, opéra par la droite de l'ennemi sur la Sambre. Le résultat du plan d'opérations fut la conquête de ces places et de la Belgique; l'ennemi avait été rejeté au-delà de la Roer et du Rhin; peu après les places de Flandre avaient successivement capitulé.

Mais les principes qu'on se fit sur ces observations sont faux. Les succès de cette campagne, bien loin de devoir être attribués au plan arrêté, ont, au contraire, eu lieu malgré le vice du plan, et par la seule cause de la grande supériorité des troupes que la république avait sur cette frontière; de sorte que, quoique divisées en deux armées séparées, chacune des armées de la république était presque aussi forte que l'armée autrichienne; à la bataille de Fleurus, le général Clairfait avait une armée aussi forte que celle de Jourdan, mais celle de Jourdan n'était qu'une portion des troupes que la France avait au Nord, et Clairfait avait réuni la plus grande partie de ses forces; s'il eût donné la bataille à fond et qu'il eût été vainqueur, il eût après battu Pichegru, et malgré le grand nombre des bataillons français, et par l'effet du vice de la combinaison générael, les Français eussent été confondus. Si au lieu d'avoir deux armées, l'une sur la droite, l'autre sur la gauche, toute l'armée française se fût trouvée réunie sur la Sambre, sur les champs de Fleurus, en laissant un corps d'observation vers Dunkerque, l'armée de Jourdan, double de celle de Clairfait, n'aurait éprouvé aucune résistance, aurait débordé comme un torrent sur la gauche de l'ennemi, et lui eût coupé sa retraite du Rhin, elle aurait eu un succès certain et décisif; mais les inconvéniens, résultant de tels principes militaires, devenaient bien plus dangereux dans une guerre d'invasion en pays étranger. Les deux armées françaises avaient, en 1794, leurs flancs appuyés, l'une aux places de Charlemont, de Givet, de Philippeville, la seconde à la place de Dunkerque et à la mer; et leurs autres ailes étaient appuyées à des places ou à une partie du territoire français. La communication des deux armées était gênée par la position centrale de l'ennemi, mais elle avait lieu un peu plus en arrière. Dans la campagne de 1796, la gauche, la droite et les derrières des deux armées étaient également en l'air: en Flandre toutes les vingt-quatre heures, les deux armées étaient réaccordées par des ordres de Paris. En 1796, aucune direction centrale n'était plus possible, et tout devait partir d'un seul général en chef; or, il y en avait deux; il est donc vrai de dire qu'en 1794, les faux principes du plan de campagne empêchèrent les Français d'avoir des succès décisifs, mais qu'en 1796, ils furent cause de la perte et des désastres des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle.

La république voulait la paix et la frontière du Rhin pour limite. On n'avait pas droit d'exiger cette frontière tant que l'ennemi occupait Mayence. Il fallait assiéger Mayence, siége d'autant moins dangereux que cette place est sur la rive gauche. Une armée qui marche à la conquête d'un pays a ses deux ailes appuyées à des pays neutres ou à des obstacles naturels, soit à de grands fleuves, soit à des chaînes de montagnes, ou elle n'en a qu'une

ou point du tout; dans le premier cas, elle doit veiller principalement à n'être point percée sur son front; dans le second cas, elle doit s'appuyer à l'aile soutenue; dans le troisième cas, elle doit tenir ses divers corps bien appuyés sur son centre, et ne jamais se séparer; car, si c'est une difficulté à vaincre que d'avoir deux flancs en l'air, cet inconvénient double, si on en a quatre, triple si on en a six, quadruple si l'on en a huit, c'est-à-dire si on se divise en deux, trois ou quatre corps différens. La ligne d'opérations d'une armée, dans le premier cas, peut appuyer indifféremment du côté de la gauche et de la droite; dans le second cas, elle doit appuyer à l'aile droite soutenue; dans le troisième cas, elle doit être perpendiculaire sur le milieu de la ligne de marche de l'armée. Dans tous les cas, il faut, toutes les cinq ou six marches, avoir une place forte ou une position retranchée sur la ligne d'opérations pour y réunir des magasins de bouche et de guerre, y organiser les convois et en faire un centre de mouvement, un point de repère qui raccourcisse la ligne d'opérations. Ulm est le premier pivot naturel de l'invasion en Allemagne; cette place, assise sur le Danube, donne à celui qui l'occupe des facilités pour manœuvrer sur les deux rives. C'est un point unique pour contenir de grands dépôts sur la plus grande rivière de l'Europe, rivière qui baigne les murs d'Ingolstadt, de Ratisbonne, de Passau, de Vienne; du côté de la France, cette place est au débouché des montagnes Noires.

2° *Observation.* — (JOURDAN). — 1° Au début de la campagne, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse a manœuvré à la fois sur les deux rives du Rhin, sa gauche séparée par ce fleuve de son centre et de sa droite. Si à Altenkirchen, le 7 juin, Kléber eût été attaqué par trente mille hommes, au lieu de l'être par quinze mille hommes, il aurait été compromis. Au 1er juin, toute l'armée eût dû être réunie à Dusseldorf et marcher sur la Sieg, la Lahn, le Rhin, prendre là une bonne position sur les hauteurs, s'y retrancher, attendre que l'armée du Rhin eût passé sur la rive droite du fleuve.

2° L'arrivée, sur la Lahn, de l'archiduc avec un détachement, n'obligeait pas le général Jourdan à disloquer son armée: il pouvait d'abord se maintenir sur la Lahn, en se retranchant dans une bonne position, et s'il était décidé à se rapprocher de ses dépôts, il le devait faire en tenant toute son armée réunie sur la rive droite du Rhin; il en eût ainsi imposé par sa contenance, l'ennemi n'aurait pas osé s'affaiblir devant lui, et détacher vingt-quatre bataillons pour se porter contre l'armée de Rhin-et-Moselle.

3° Dans les premiers jours de juillet, l'armée de Sambre-et-Meuse se reporta en avant. Le passage du fleuve, effectué par l'armée du Rhin, avait obligé l'archiduc d'accourir sur le haut Rhin; il n'avait laissé à Wartensleben que trente-six mille hommes, ils devaient être écrasés; mais le principe de ce temps-là était de marcher sur tous les chemins comme pour une battue. L'arrière-garde ennemie n'étant suivie que par des forces égales, n'étant pas en même temps débordée par sa droite, par sa gauche, percée par son centre, elle n'était jamais compromise, elle faisait autant de mal qu'elle en recevait.

4° Du Mein, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se porta sur Schweinfurth et Bamberg, sa gauche appuyée aux montagnes de la Saxe,

qui venait d'adhérer à la neutralité prussienne, et dont en conséquence le contingent avait quitté l'armée autrichienne, et sa droite en l'air ; par cette direction, il augmentait l'intervalle qui le séparait de l'armée du Rhin, puisqu'il s'éloignait du Danube, tandis que celle-ci passait sur la rive droite de ce fleuve. Les deux armées agissaient en sens inverse de ce qu'elles auraient dû faire; l'une appuyait sur sa gauche, l'autre sur sa droite, tandis que la première eût dû appuyer sur sa droite, et la seconde sur sa gauche, afin de se réunir dans une masse compacte.

5° L'armée de Sambre-et-Meuse passa la Rednitz à Bamberg, le 8 août, marcha sur Nuremberg et Lauf, et de là faisant un crochet à gauche, se porta sur la Naab par Sulzbach et Amberg, prêtant ainsi pendant trente lieues, le flanc droit aux débouchés de la Bohême et le flanc gauche aux débouchés du Danube, dont l'ennemi était maître, puisqu'il occupait encore la Bavière, la rive droite du Lech et la rive gauche de la Warnitz; elle était donc en colonne sur l'épaisseur d'un ruban de trente lieues, environnée de tous côtés d'ennemis. Donc, si la marche de trente lieues, de Francfort à Bamberg, était contraire au but que l'on devait se proposer, la réunion des deux armées, la marche de Bamberg à Amberg était téméraire et compromettait évidemment le salut de l'armée; cette partie de la Bavière sur la rive droite de la Rednitz, est un pays de défilés, formés par les premiers mamelons des montagnes de la Bohême, pays ingrat, difficile, et n'ayant pour communiquer que la chaussée de Nuremberg à Amberg. Pour couvrir cette chaussée, Jourdan envoya la division Bernadotte à Neumarck, à dix lieues de lui, menacer Ratisbonne. L'armée de Sambre-et-Meuse, de Francfort devait suivre la rive gauche du Mein, se porter sur Mergenthein, assurer son flanc droit en se réunissant à la gauche de l'armée du Rhin, et pirouettant alors sur sa droite, porter sa gauche sur Ratisbonne. Arrivée à Würtzbourg, elle était encore à temps de prendre sa ligne droite sur Nuremberg ; son général devait marcher par la route de Neumark et s'approcher de Ratisbonne; dans tous les cas, il aurait manœuvré de manière à faire sa retraite, si elle devenait nécessaire, sur la gauche du Rhin, en remontant la Rednitz, jamais en la descendant.

6° Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse apprit en même temps que le prince Charles marchait sur lui, qu'il avait battu Bernadotte, qu'il était maître de Lauf et de Nuremberg, et que toutes les communications de son armée étaient coupées : c'est que sa ligne d'opérations était mauvaise et qu'il manœuvrait contre toutes les règles de la guerre.

7° Mais Bernadotte battu, que pouvait faire le général en chef dans la fausse position où il était? Il devait forcer le passage de la Naab avant l'arrivée de l'archiduc sur Amberg, se porter sur Ratisbonne, dont il n'était éloigné que de peu de lieues, et y opérer sa jonction avec l'armée du Rhin. Le premier mouvement de vigueur eût obligé le prince Charles à se concentrer, à rappeler tous ses détachemens, ce qui eût éclairci et dissipé cet orage imaginaire qui a toujours été en augmentant, parce que le général français y a constamment cédé. Les Autrichiens sont très habiles à repandre de faux bruits, à créer une fausse opinion parmi les habitans ; ce sont de grands maîtres pour semer l'alarme sur

les derrières d'une armée; mais si vous tirez du fourreau l'épée de Renaud, l'enchantement se dissipe aussitôt.

8° — 1° A la bataille de Würtzbourg, Jourdan laissa mal à propos le quart de ses forces à Schweinfurt; la division Lefebvre de plus lui eût pu donner la victoire; 2° s'il fût parti de cette ville à deux heures du matin le 2 septembre, il serait arrivé sur le champ de bataille à dix heures; s'il eût attaqué, tête baissée, il aurait écrasé les vingt bataillons de Hotze et de Starray, se fût emparé de Würtzbourg et eût pu s'y faire joindre par Marceau. L'archiduc avait maladroitement disséminé ses forces; il ne parvint à les réunir que fort tard dans la journée du 3; mais arrivé dès midi, le 2, Jourdan donna dix-huit heures à l'archiduc pour rallier son armée; le 3, à neuf heures du matin, il avait en ligne quarante-cinq mille hommes; 3° Jourdan occupa un champ de bataille triple de l'étendue nécessaire; il se trouva obligé de se placer sur une seule ligne: quelque intrépides que fussent ses troupes, elles devaient être rompues.

9° La Lahn, de Coblentz à Giessen, a vingt-quatre lieues de cours; elle est à trente lieues de Düsseldorf; si Jourdan eût réuni toutes ses divisions sur son extrême gauche à Wetzlar, il eût battu et rejeté son ennemi sur le Mein, peu après sur le Danube; la supériorité de ses forces était grande après le jonction du corps de Marceau et de la division de Hollande. Il annonça cette résolution, mais il perdit à la projeter le temps qu'il eût dû employer à l'exécuter; son armée formait le cordon le long de la Lahn; il fut percé à Limbourg par la retraite du corps de Marceau; il reploya alors, en toute hâte, ses colonnes sur Altenkirchen; 2° là, il était encore temps de reprendre l'offensive, de tout réparer, il manqua de résolution; 3° lorsqu'il ordonna la retraite, il devait au moins la faire, s'il la jugeait indispensable, toute son armée réunie, jusqu'au camp retranché de Düsseldorf; tant qu'elle resterait en masse sur la rive droite du Rhin, l'archiduc ne pouvait pas se dégarnir, puisqu'il aurait toujours à redouter le mouvement offensif d'une armée aussi importante. Mais tout fut perdu, lorsque d'Altenkirchen, Jourdan disloqua son armée, que la gauche seule continua son mouvement sur Düsseldorf, et que le reste repassa le Rhin, comme si la rive gauche et le Hundsrücke avaient quelque chose à craindre: c'était contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était encore au cœur de l'Allemagne, que voulait aller l'archiduc. Alors seulement l'armée de Rhin-et-Moselle fut abandonnée.

10° La conduite de l'armée de Sambre-et-Meuse, renforcée des troupes venues de la Hollande, pendant octobre, novembre, décembre et janvier, est inexplicable.

3° *Observation*. — (MOREAU). — Le passage du Rhin a eu lieu le 24 juin; il aurait dû être fait du 1er au 4 de ce mois, au moment où l'armée de Sambre-et-Meuse se mettait en mouvement. Le 24 juin, le jour du passage, les premières troupes arrivèrent sur la rive droite à trois heures du matin; le pont aurait dû être achevé à midi, et l'armée entière être passée et rangée en bataille avant la pointe du jour du 25. Le pont ne fut fait que le 25 à midi; c'était vingt-quatre heures trop tard. Les opérations comme le passage d'une rivière de la nature du Rhin, sont si délicates, que les troupes ne doivent pas

rester exposées si long-temps sans communication.

2° Le 26, l'armée du Rhin n'avait que quarante mille hommes sur la rive droite ; Saint-Cyr, avec vingt mille hommes, resta dans le Palatinat sur la rive gauche, et Laborde, avec dix mille hommes, sur le haut Rhin. Les trois corps et la réserve, formant toute l'armée forte de soixante mille hommes, devaient, le 26 à midi au plus tard, se trouver sur la rive droite, en marche pour surprendre et écraser les divisions ennemies disséminées le long du fleuve. Le 27 juin, l'armée devait entrer à Rastadt, le 30, à Sforsheim, ayant isolé Philipsbourg, Manheim, et coupé l'ennemi du Necker, sur lequel elle devait être du 1er au 4 juillet ; son général eût gagné quinze jours, se fût épargné plusieurs combats insignifians, et eût à leur place remporté plusieurs victoires éclatantes qui eussent encore affaibli son adversaire, alors si inférieur à lui, et avant que le prince Charles pût opérer son retour des bords de la Lahn. Les indécisions du général français donnèrent le temps au général ennemi de réunir son armée à Etlingen, à trois marches de Kehl, treize jours après le passage du Rhin. Que pouvait craindre le général français pour le territoire de la république, lorsqu'il prenait l'offensive avec soixante-et-dix mille hommes ?

3° Après le passage du Rhin, avant d'avoir fait sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ce général détache sa droite, laisant près dus tiers de son armée (vingt mille hommes), sous Férino, qui remonte le rive du Rhin, traverse les montagnes noires, et se porte sur le lac de Constance, dans le temps que le centre et la gauche se portent sur le Necker ; l'armée se trouvant ainsi coupée en deux parties, séparées par les Alpes wurtembergeoises, les montagnes de la forêt Noire et le Danube, tandis qu'au contraire le général Starray, qui était opposé à Férino, après avoir disputé les débouchés des montagnes Noires, se centralise sur le Necker, rejoint la gauche du prince Charles ; les deux tiers de l'armée du Rhin arrivent sur le Necker, forts de cinquante mille hommes ; ils avaient devant eux la majorité des troupes ennemies. Jourdan sur le Meiu, et Férino sur le lac de Constance, n'avaient en tête que des forces très inférieures. Ainsi, dans cette marche, les Français formaient trois corps séparés, n'ayant rien de commun, ayant trois lignes d'opérations, et six flancs, dont cinq en l'air. Puisque les flancs sont la partie faible, il les faut appuyer, et lorsqu'on ne le peut pas, en avoir le moins possible.

4° La marche de l'armée du Rhin sur Stuttgard, au travers des Alpes Wurtembergoises, est conforme à l'esprit de cette guerre ; mais son général devait faire occuper Ulm, place si importante, qu'il est impossible, sans sa possession, d'organiser la guerre dans le bassin du Danube, qui s'étend des montagnes du Tyrol et de la Suisse à celles de la Thuringe et de la Saxe : il devait appuyer sa droite au Danube ; alors, arrivé à Néresheim, il ne se fût pas trouvé en l'air. Mais, quoique tourné à la bataille de Néresheim, par sa droite, par sa gauche, n'ayant aucun appui central, il soutint l'honneur des armes, il y montra du sang-froid et de la constance.

Après la bataille de Néresheim, il eût dû se porter à tire-d'aile sur la Warnitz et l'Altmülh, se joindre à Jourdan, placer son quartier-général à Ratisbonne, fortifier ce point, le

plus important pour lui après celui d'Ulm, et manœuvrer sur les deux rives. La jonction des deux armées eût pu s'opérer dans la journée du 15 au 16 août ; le succès de la campagne eût été décidé : au lieu de cela, il fit ce que pouvait désirer son ennemi; il resta douze jours sans rien entreprendre dans le moment décisif de la campagne, se résolut enfin à passer le Danube et le Lech, après quoi il resta de nouveau seize jours inactif ; on eût dit qu'il ignorait qu'une armée française existait sur sa gauche. Ce ne fut que le 10 septembre, un mois après la bataille de Néresheim, et lorsque l'armée de Sambre-et-Meuse était déjà sur la Lahn, à quatre-vingts lieues de lui, qu'il se résolut de détacher la division Desaix sur la rive gauche du Danube, pour avoir des nouvelles de Jourdan. Le 19 septembre, il commença sa retraite; et repassa le Lech; alors l'armée de Sambre-et-Meuse était hors de combat sur la rive gauche du Rhin, et il avait contre lui toutes les forces de l'ennemi. Il resta ainsi trente-deux jours en présence du général Latour, qui avait des forces moitié des siennes, sans l'entamer, lui livrer bataille et l'écraser; il ne lui fit au contraire éprouver aucun mal. La seule affaire importante de cette campagne est la bataille de Biberach, due à la nécessité dans laquelle se trouvait l'armée d'assurer sa retraite; bataille qui aurait eu des résultats plus importans, si le lendemain on avait continué à agir, en poursuivant le général Latour avec une partie de l'armée, pendant que le reste devait manœuvrer pour rouvrir les débouchés des montagnes Noires. C'est dans cette retraite qu'on sentit l'importance d'Ulm, cette clef du Danube.

6° Arrivé le 14 octobre à Freybourg et Vieux-Brisach, il y avait deux partis à prendre ; repasser le Rhin le même jour, et donner du repos à l'armée pour se réaccorder avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ou marcher de suite contre le prince Charles pour profiter du moment où il n'était pas en force, le jeter au-delà de la Renchen et de la Murg, empêcher sa jonction avec Latour ; on se fût maintenu dans le pays de Bade et le Brisgaw. Au lieu de cela, le général français resta en position sur Freybourg, laissant le prince Charles rallier tous ses détachemens ; et, ce qui est plus extraordinaire encore, après avoir détaché le tiers de son armée sous le général Desaix sur la rive gauche du Rhin, il persista encore dans la même irrésolution, exposant les deux autres tiers à une destruction totale. Cette faute fut importante, l'armée rentra en France en désordre et dans l'attidude d'une armée vaincue et forcée, attitude qu'elle n'avait pas avant le 20, fière des succès de Biberach, et qu'elle n'eût pas eu si elle fût rentrée plus tôt.

7° Une circonstance particulière de cette campagne est que les généraux français, malgré leurs fautes, n'éprouvèrent aucune perte sensible, et furent toujours en mesure de tout réparer. Moreau, après la bataille de Biberach, était encore maître du destin de la campagne. Il suffisait pour cela qu'il marchât sur Rothweil, écrasât Pétrasch et Nauendorf qui, réunis, n'avaient pas quinze mille hommes, après quoi il fallait se porter contre l'archiduc, qui était à l'embouchure de la Rench avec moins de neuf mille hommes. Le 15 octobre même, lorsque Moreau fut arrivé dans la vallée du Rhin, il pouvait encore tout réparer ; en remontant rapidement sur Kehl, il eût chassé l'archiduc de la

Rench, et eût empêché sa jonction avec les corps Nauendorf et de Latour; en communication avec l'armée de Sambre-et-Meuse, il l'eût infailliblement décidée à marcher en avant. Enfin, il pouvait encore tout réparer, même pendant le siége de ses têtes de pont. S'il eût débouché par le camp retranché de Kehl avec cinquante mille hommes, il eût écrasé l'armée de siége du général Latour, qui était au plus de trente-cinq mille hommes, et il eût pu prendre encore ses quartiers d'hiver sur le Danube.

4e *Observation.* — 1o Les armées française et autrichienne étaient égales en nombre, mais l'archiduc avait deux mille hommes de cavalerie de plus que son ennemi. Cet avantage il eût été décisif chez une autre nation. Mais les Allemands ne savent pas se servir de leur cavalerie; ils craignent de la compromettre, ils l'estiment au-delà de ce qu'elle vaut réellement; ils la ménagent trop. L'artillerie à cheval est le complément de l'arme de la cavalerie. Vingt mille chevaux et cent vingt bouches à feu d'artillerie légère équivalent à soixante mille hommes d'infanterie, ayant cent vingt bouches à feu. Dans les pays de grandes plaines, comme en Égypte, dans les déserts, en Pologne, il serait difficile d'assigner qui finirait par avoir la supériorité : deux mille hommes de cavalerie avec deux pièces d'artillerie légère équivalent donc à six mille hommes d'infanterie avec six pièces d'artillerie; en ligne de bataille, ces divisions occupent une ligne de cent toises, douze fantassins, ou quatre chevaux par toise. Un coup de canon qui tuerait tout ce qui existe sur une toise de solidité, tuerait donc douze fantassins, ou quatre cavaliers et quatre chevaux. La perte de douze fantassins est bien plus considérable que celle de quatre cavaliers et quatre chevaux puisque c'est une perte de huit fantassins, plus seulement quatre chevaux; l'équipage de quatre cavaliers et de leurs chevaux, n'équivaut pas à l'équipage de douze fantassins; ainsi sous le point de vue même des finances, la perte de l'infanterie est plus coûteuse que celle de la cavalerie. Si l'archiduc eût commandé une nation qui fût dans les habitudes d'employer hardiment la cavalerie, et eût des officiers dressés à l'encourager et la faire battre, il eût été impossible à une armée française de pénétrer en Allemagne avec une infériorité de vingt mille hommes de cavalerie. On s'en convaincra, si l'on songe à ce que fit Napoléon avec de la cavalerie contre de l'infanterie russe et prussienne, à Vauchamp, Nangis, etc.

2e L'archiduc, lorsqu'il apprit en juin que l'armée française avait passé le Rhin à Kehl, partit des bords de la Lahn pour secourir le général Latour; il laissa le général Wartensleben avec trente-six mille hommes sur le bas Rhin, et vingt-six mille hommes au camp retranché d'Hechtsheim devant Mayence. L'archiduc eût dû laisser seulement huit mille hommes en garnison à Mayence, avec quelques milliers de malingres, et seulement vingt-cinq mille hommes à Wartensleben, et se porter alors avec soixante cinq mille hommes au secours de son armée du haut Rhin; il eût réuni sur l'Alb quatre-vingt-dix à cent mille hommes. Qui eût pu lui résister? Le 9 juillet, il eût battu Desaix, l'eût rejeté sur la rive gauche du Rhin et se fût emparé de Kehl et du pont du Rhin; il n'avait rien à redouter de l'armée de Sambre-et-Meuse, puis-

qu'elle était disloquée; mais quand bien même elle eût repris l'offensive, et fût arrivée sur le Mein du 10 au 15 juillet, qu'est-ce que cela lui eût fait, si alors il se fût trouvé maître de Kehl et que l'armée de Moreau eût été rejetée en Alsace?

3° S'il eût réuni, dans un seul camp, sur sa droite, les cinquante mille hommes qu'il avait sur l'Alb, qu'il eût, le 9 juillet, débouché en trois colonnes sur la Murg, il eût tourné Desaix par sa droite, par sa gauche, l'eût percé par le centre; il l'eût écrasé, jeté en Alsace, et se fût emparé du pont de Kehl. Saint-Cyr, coupé du Rhin, eût été rejeté sur le Necker, et Férino sur Huningue. Quand deux armées sont en bataille, l'une contre l'autre, que l'une, comme l'armée française, doit opérer sa retraite sur un pont; que l'autre, ainsi que l'armée autrichienne, peut se retirer sur tous les points de la demi-circonférence, tous les avantages sont à cette dernière; c'est à elle à être audacieuse, à frapper de grands coups, à manœuvrer les flancs de son ennemi; elle a les as, il ne lui reste plus qu'à s'en servir.

4° L'archiduc devait armer, approvisionner, jeter une bonne garnison dans Ulm, cette clef du Danube.

5° La bataille de Néresheim était la seule ressource qui lui restât pour empêcher la réunion des deux armées françaises sur l'Altmülh; vainqueur, il eût jeté l'armée de Rhin-et-Moselle dans les Alpes Wurtembergeoises et sur le Necker; ayant battu l'armée principale, celle de Sambre-et-Meuse, qui n'était que secondaire, aurait été obligée de se retirer sur le Mein: à la bataille de Néresheim, l'armée française était disséminée sur une ligne de huit lieues, dans un pays difficile; ses flancs étaient en l'air; l'archiduc était maître de tout le cours du Danube, son attaque entière eût dû être par la gauche; il eût dû prendre une ligne de bataille parallèle au Danube: sa retraite était assurée sur Ulm, le pont de Güntzbourg et celui de Dillingen; s'il eût manœuvré ainsi, il eût obtenu un grand succès. Les Français eussent payé cher la sottise de ne pas appuyer leur droite au Danube, et de ne pas avoir fait occuper Ulm par Férino.

6° N'ayant pas réussi à la bataille de Néresheim, l'archiduc renonça à s'opposer à la jonction des armées françaises; s'il eût voulu l'empêcher encore, il eût opéré sa retraite sur la Warnitz et l'Altmülh, se maintenant sur la rive gauche du Danube; en laissant trente mille hommes sous le général Latour, derrière la Warnitz, il eût gagné les cinq, six marches dont il avait besoin pour se porter contre Jourdan; au lieu de cela, il passa le Danube, la Warnitz et l'Altmülh. Wartensleben, de son côté, manœuvra pendant tout le mois d'août pour s'éloigner du Danube et couvrir la Bohême. Rien ne s'opposait donc plus à la réunion des deux armées françaises.

7° En passant le Danube et le Lech après la bataille de Néresheim, l'archiduc n'eut plus en vue, quoique l'on en ait dit, que de couvrir la Bavière; sa position était délicate: l'armée de Rhin-et-Moselle était de soixante mille hommes, celle de Sambre-et-Meuse de cinquante mille; c'était donc cent onze mille hommes qu'il pouvait considérer déjà comme réunis devant Ratisbonne, à cheval sur le Danube; il n'avait à leur opposer que quatre-vingt-dix mille hommes. La bataille de Néresheim avait empiré sa position; elle avait été avantageuse aux Fran-

çais. Il fut rassuré lorsqu'il sut que Moreau, qui était resté plusieurs jours inactif, montrait la plus grande hésitation, se portait sur Donawerth, rétrogradait sur Aichstett, n'envoyait pas même des coureurs sur l'Altmühl; qu'enfin les généraux français manœuvraient comme s'ils eussent réciproquement ignoré qu'il existait une autre armée française en Allemagne; que les quatre cents hussards hongrois qui observaient l'Altmülh y étaient toujours, et envoyaient des partis jusqu'aux portes de Nuremberg et sur la Warnitz. C'est alors qu'il conçut l'idée de son beau mouvement, passa, le 17 août, le Danube avec vingt-huit mille hommes et se porta contre l'armée de Sambre-et-Meuse. On rapporte que lorsqu'il en parla au général Latour, qu'il laissait avec trente mille hommes, sur le Lech, ce général, effrayé des dangers qu'allait courir ce faible corps, lui fit quelques observations : « comment lui serait-il possible de » faire tête à une armée française vic- » torieuse et double de la sienne? » à quoi le prince répondit : Qu'importe que Moreau arrive sous Vienne, si pendant ce temps je bats l'armée de Jourdan? Il avait raison, mais il eût dû rassurer ce général en le postant en avant de Ratisbonne, avec ordre de se placer sur la rive gauche du Danube; par ce moyen Moreau n'eût rien pu tenter sur la rive gauche.

8° L'archiduc n'attaqua Bernadotte à Neumarck que le 22 août, c'est-à-dire cinq jours après avoir passé le Danube; il l'attaqua mollement et ne lui fit aucun mal; c'était faiblement exécuter une belle pensée; Bernadotte aurait dû être cerné, attaqué vingt-quatre heures après le passage du Danube avec une telle impétuosité et supériorité de forces, que sa ruine totale en eût été le résultat.

9° Il se porta sur Amberg le 24 août, mais avec peu de troupes; il employa la plus grande partie de ces vingt-huit mille hommes à des objets secondaires; il n'eût dû envoyer que quelques escadrons à la suite de Bernadotte, et tomber sur les derrières de Jourdan avec tout son corps, l'attaquant tête baissée; il eût décidé de la campagne sur les bords de la Naab.

10° Lorsque, le 20 septembre, Jourdan disloqua son armée, et repassa sur la rive gauche du Rhin, l'archiduc eût dû se porter sur Ulm avec quarante mille hommes, ordonner au général Latour de passer sur la rive gauche du Danube au pont d'Ingolstadt pour le venir joindre à tire-d'aile. Il serait arrivé à Ulm en même temps que l'armée française, qui alors eût dû faire tête à soixante-dix mille hommes; sa retraite fût devenue vraiment difficile. Mais au lieu de cela, l'archiduc ne ramena sur le haut Rhin que douze mille hommes, laissant sans raison beaucoup de troupes sur le bas Rhin au général Wernech; il employa mal une partie de ces douze mille hommes à des objets secondaires, de sorte qu'il n'arriva près de Kehl qu'avec huit à neuf mille hommes.

11° Il eût dû ordonner à Latour, Frœlich et Nadasti de manœuvrer sur la rive gauche du Danube, débordant l'armée en retraite; ils eussent été là en position de recevoir Petrasch et tous les détachemens.

12° L'archiduc a manœuvré cette campagne, sur de bons principes, mais timidement, comme un homme qui les entrevoit, mais ne les a pas médités : il n'a pas frappé de grands coups, et jusqu'au dernier moment, comme nous l'avons dit, les généraux français ont toujours pu rétablir leurs affaires, tandis que dans le combat de la Murg

l'archiduc eût dû décider de la campagne.

5e *Observation*. A la fin de décembre, les armées françaises étaient en repos depuis deux mois ; elles étaient réorganisées, recrutées, parfaitement remises et supérieures aux armées autrichiennes qui leur étaient opposées. Cependant le prince Charles osa, devant elles, ouvrir la tranchée à la fois devant les têtes de pont de Kehl et de Huningue. Si toute l'armée du Rhin, renforcée d'un détachement de Sambre-et-Meuse, eût débouché par Kehl ou par Huningue, elle pouvait à la pointe du jour attaquer les camps du prince Charles avec des forces doubles des siennes, enlever toutes les lignes de contrevallation, prendre toute l'artillerie, les parcs, les magasins, obtenir une victoire éclatante qui eût réparé les désastres de la campagne, rétabli l'honneur des armes françaises, compromis la sûreté de l'Allemagne et lui eût permis d'hiverner sur la rive droite du Rhin. Si l'armée française n'avait été composée que de soldats de nouvelles levées et sans instruction ni moral, supposition qui est juste l'opposé de ce qui existait, sans doute que le général français n'eût pu hasarder de faire lever des siéges par une bataille ; mais alors même, ayant plus de bras, plus de moyens, une position plus avantageuse que l'ennemi, il devait entasser ouvrages sur ouvrages, batteries sur batteries ; cheminer par des lignes de contre-attaque appuyées par les positions de la rive gauche et par les îles ; et alors même ces siéges devaient tourner à la confusion de l'ennemi, entraîner la ruine de ses équipages et de ses troupes, et l'obliger par lassitude à entrer dans ses quartiers d'hiver.

Ces deux siéges ne font pas honneur à la prudence du prince Charles, mais sont extrêmement glorieux et témoignent de la bravoure et du bon esprit de son armée ; ils seront toujours considérés par les militaires comme des faits peu honorables aux armées françaises. La possession des deux têtes de pont était en effet très importante pour la France; le Rhin est un grand obstacle ; elle obligeait l'ennemi à abandonner toute la vallée du Rhin, jusqu'aux montagnes Noires, à l'armée française, ce qui eût été à la fois avantageux sous les points de vue militaires et des finances ; les alarmes de l'Allemagne n'eussent pas permis aux Autrichiens de porter tant de troupes en Italie. Les officiers français ont dit, pour leur excuse, que le gouvernement les laissait dans le plus grand dénûment, que la solde n'était pas payée, qu'ils étaient mal nourris ; que le génie et l'artillerie n'avaient aucun fonds pour pourvoir à leurs besoins. Mais ces raisons n'ont point été goûtées ; les privations ne prouvaient que davantage la nécessité de confondre l'ennemi par un coup de tonnerre et une bataille décisive où toutes les chances étaient en faveur des Français ; il y avait plus d'espace qu'il n'en fallait pour qu'une armée de cinquante mille hommes pût se déployer dans les îles et dans le terrain compris entre le bonnet de prêtre et la Kintzig. De leur côté, les officiers autrichiens, qui ont voulu justifier l'imprudence et l'inconsidération de ces siéges de la part du prince Charles, ont dit qu'il était instruit de l'esprit de découragement qui existait dans l'armée française, de l'étonnement que l'issue de la campagne avait principalement sur les chefs, et que c'est principalement sur leur irrésolution qu'il avait compté pour mener à bien une entreprise aussi dan-

gereuse, mais qu'il croyait nécessaire au succès de la campagne qu'il méditait pour l'Italie. D'autres ont dit que ces siéges avaient été entrepris par des ordres de Vienne et contre son avis. Cela est possible.

CHAPITRE XII.

BATAILLE D'ARCOLE.

Le maréchal Alvinzi arrive en Italie à la tête d'une troisième armée. — Bon état de l'armée française; l'opinion de tous les peuples d'Italie appelle ses succès. — Bataille de la Brenta (5 novembre); Vaubois évacue le Tyrol en désordre. — Bataille de Caldiero (12 novembre). — Murmures et sentimens divers qui agitent les soldats français. — Marche de nuit de l'armée sur Ronco; l'armée y passe l'Adige sur un pont de bateaux (14 novembre); elle rentre triomphante dans Vérone, par la porte de Venise, sur la rive droite (18 novembre).

§ 1er.

Tous les courriers qui portaient à Vienne les nouvelles des succès du prince Charles, étaient suivis par les courriers de Wurmser, qui ne rendaient compte que de ses désastres. La cour passa tout le mois de septembre dans ces alternatives de joie et de tristesse. La satisfaction qu'elle éprouvait de ses triomphes, ne compensait pas la consternation qu'elle avait de ses défaites. L'Allemagne était sauvée; mais l'Italie était perdue; l'armée qui gardait cette frontière avait disparu. Son nombreux état-major, son vieux maréchal et quelques débris, n'avaient trouvé de salut qu'en s'enfermant dans Mantoue, qui, réduite aux abois, manquant de tout, en proie aux fièvres de l'automne, allait être contraint d'ouvrir ses portes au vainqueur. Le conseil aulique sentit le besoin de faire des efforts extraordinaires; il rassembla deux armées; la première dans le Frioul, l'autre dans le Tyrol, les mit sous les ordres du maréchal Alvinzi, et lui ordonna de marcher pour sauver Mantoue, et délivrer Wurmser.

§ II.

Le contre-coup des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, devait se faire sentir promptement en Italie. Si ces deux armées ne se maintenaient pas sur la rive droite du Rhin, il était urgent qu'elles fissent de puissans détachemens pour renforcer l'armée d'Italie. Le directoire promettait beaucoup, mais tenait peu; il envoya cependant douze bataillons, tirés de l'armée de la Vendée, qui arrivèrent à Milan, dans le courant de septembre et d'octobre; on avait eu soin de les faire marcher en douze colonnes. On accrédita l'opinion que chacune de ces colonnes était d'un régiment, et au grand complet, ce qui eût été un renfort très considérable. Il est vrai que le soldat français n'avait pas besoin d'être rassuré; il était plein de confiance dans son chef et dans sa propre supériorité; il était bien payé, bien habillé, bien nourri; l'artillerie était belle et nombreuse; la cavalerie bien montée. Les peuples d'Italie s'étaient associés aux intérêts de l'armée; leur liberté, leur indépendance, y étaient attachées; ils étaient aussi convaincus de la supériorité du soldat français sur les soldats allemands, que de celle du général, vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, sur le maréchal Alvinzi. Depuis le mois de juillet dernier, l'opinion était bien changée. Alors, à

l'annonce de l'arrivée de Wurmser, toute l'Italie s'était attendue à son triomphe : aujourd'hui, personne ne mettait en doute celui de l'armée française. L'esprit public des peuples transpadans, de Bologne, Modène et Reggio était tel, qu'ils pouvaient se suffire à eux-mêmes pour repousser l'armée du Pape, si elle avançait sur leur territoire, comme elle en faisait la menace.

§ III.

Au commencement d'octobre, le maréchal Alvinzi était encore avec son armée devant l'Isonzo ; mais à la fin de ce mois, il porta son quartier-général à Conégliano, derrière la Piave ; Masséna, placé à Bassano, observait ses mouvemens. Davidowich avait réuni, dans le Tyrol, un corps d'armée de dix-huit mille hommes, y compris les milices tyroliennes. Le général de division Vaubois couvrait Trente, occupant le Lavis avec un corps de douze mille hommes. La division Augereau, la réserve de cavalerie, et le grand quartier-général français, étaient à Vérone. Le projet d'Alvinzi était d'opérer, dans Vérone, sa jonction avec Davidowich, et de là marcher sur Mantoue. Il jeta, le premier novembre, deux ponts sur la Piave, et se dirigea en trois colonnes sur la Brenta. Masséna, menaçant de l'attaquer, l'obligea de déployer toute son armée, et lorsqu'il eut reconnu qu'elle était de plus de quarante mille hommes ; il leva son camp de Bassano, repassa la Brenta, et s'approcha de Vicence, Napoléon l'y rejoignit avec la division Augereau et sa réserve, et le 6, à la pointe du jour, il marcha pour donner bataille à Alvinzi, qui avait suivi le mouvement de Masséna. Il avait porté son quartier-général à Fonte-Niva, son avant-garde, sous le général Liptay, sur la rive droite de la Brenta, à Carmignano, en avant de sa gauche, que commandait le général Provera. Sa droite, sous les ordres de Quasdanowich était en position entre Bassano et Vicence. Le général Mitrowski commandait un corps d'observation dans les gorges de la Brenta, et le général Hoheuzollern commandait sa réserve. Masséna attaqua à la petite pointe du jour, et, après un combat de plusieurs heures, rejeta l'avant-garde, Quasdanowich, Liptay et la division Provera, sur la rive gauche de la Brenta, tuant beaucoup de monde, et faisant des prisonniers. Napoléon se porta, à la tête de la division Augereau, contre Quasdanowich, le chassa de Lenove, et le rejeta sur Bassano. Il était quatre heures après midi ; il attachait la plus grande importance à passer le pont, et à s'emparer, ce jour même, de la ville ; mais, Hohenzollern étant arrivé, il ordonna à sa brigade de réserve d'avancer pour seconder l'attaque du pont ; un bataillon de neuf cents Croates, qui avait été coupé, s'était jeté dans un village sur le grand chemin ; aussitôt que la tête de la réserve parut pour traverser le village, elle fut accueillie par un feu très vif ; il fallut faire avancer des obusiers. Le village fut pris ; les Croates passés par les armes ; mais on éprouva un retard de deux heures, et lorsqu'on arriva au pont, la nuit était close ; il fallut remettre au lendemain à forcer ce passage.

Vaubois avait reçu l'ordre d'attaquer les positions de l'ennemi, sur la rive droite du Lavis. Le premier novembre, il attaqua les positions de Saint-Michel et Sogonzano. L'ennemi était en force, il se défendit avec la

plus grande intrépidité. Le succès de Vaubois ne fut pas complet, et la tentative qu'il fit le lendemain ne fut pas plus heureuse; enfin, attaqué à son tour, il fut forcé dans sa position du Lavis, et obligé d'abandonner Trente. S'étant rallié, il prit position à Calliano; mais Laudon, manœuvrant par la rive droite de l'Adige, avec ses Tyroliens, l'avait débordé, s'était emparé de Nomi et de Torbole. Son dessein paraissait être de se porter sur Montebaldo et Rivoli. Vaubois n'avait plus personne sur la rive droite, et ne pouvait s'opposer à cette manœuvre, qui, si elle eût été éxécutée par l'ennemi, eût compromis le salut de son corps et celui de toute l'armée. Ces nouvelles arrivèrent au quartier-général français, à deux heures du matin. Il n'y avait plus à hésiter, il fallait courir en toute hâte sur Vérone, si vivement menacée, abandonner le premier projet, et toute idée de diversion. Le projet primitif du général en chef avait été, après avoir jeté Alvinzi au-delà de la Piave, de remonter les gorges de la Brenta, de couper Davidowich. Le colonel Vignoles, de l'état-major, officier de confiance, fut envoyé pour réunir à Vérone toutes les troupes qu'il pourrait trouver, et les porter sur la Corona et Rivoli. Il y trouva un bataillon du 40e, qui venait d'y arriver de la Vendée, il en imposa aux premiers tirailleurs ennemis, qui abordèrent sur la Corona. Le lendemain, Joubert arriva dans cette position importante avec la quatrième légère, tirée du blocus de Mantoue; il n'y eut dès lors plus rien à craindre. Dans ce temps, Vaubois jeta des ponts sur l'Adige, repassa sur la rive droite, et vint occuper, en force, la position de la Corona et de Rivoli.

L'armée française, de la Brenta fila toute la journée du 7 au travers de la ville de Vicence, qui, témoin de la victoire qu'elle avait obtenue, ne put s'expliquer ce mouvement de retraite. Alvinzi, de son côté, avait commencé sa retraite à trois heures du matin, pour passer la Piave; mais il ne tarda pas à être instruit, par sa cavalerie légère, du mouvement rétrograde de l'armée française; il revint sur la Brenta, et le lendemain passa cette rivière pour suivre le mouvement de son ennemi. Napoléon se porta à la division Vaubois, la fit réunir sur le plateau de Rivoli, et lui dit : « Soldats, je ne suis pas content » de vous; vous n'avez montré ni dis» cipline, ni constance, ni bravoure; » aucune position n'a pu vous rallier; » vous vous êtes abandonnés à une » terreur panique. Vous vous êtes » laissé chasser de positions où une » poignée de braves devait arrêter » une armée. Soldats de la 39e et de la » 85e, vous n'êtes pas des soldats fran» çais. Général chef d'état-major, fai» tes écrire sur les drapeaux : *ils ne* » *sont plus de l'armée d'Italie!* » Cette harangue, prononcée d'un ton sévère, arracha des larmes à ces vieux soldats: les lois de la discipline ne purent étouffer les accens de leur douleur; plusieurs grenadiers qui avaient des armes d'honneur s'écrièrent: « Général, » on nous a calomniés; mettez-nous » à l'avant-garde, et vous verrez si la » 39e et la 85e sont de l'armée d'Ita» lie. » Ayant ainsi produit l'effet qu'il voulait, il leur adressa quelques paroles de consolation. Ces deux régimens, quelques jours après, se couvrirent de gloire.

§ IV.

En dépit des revers qu'il venait d'essuyer sur la Brenta, les opérations

d'Alvinzi se trouvaient couronnées du plus brillant succès. Il était maître de tout le Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Mais le plus difficile lui restait encore à faire; c'était de passer l'Adige de vive force devant l'armée française, d'opérer sa jonction avec Davidowich, en passant sur le corps des braves postés en avant de Vérone. La chaussée de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, jusqu'à Villa-Nova, où elle tourne perpendiculairement à gauche, se dirigeant droit sur Vicence. A Villa-Nova, la petite rivière de l'Alpon la coupe et se jette, après avoir traversé Arcole, dans l'Adige, près Albaredo; sur la gauche de Villa-Nova se trouvent des hauteurs, connues sous le nom de position de Caldiero; en les occupant, on couvre Vérone et on est en mesure de tomber sur les derrières de l'ennemi, qui manœuvre sur le bas Adige. Une fois la défense de Montebaldo assurée, et les troupes de Vaubois ayant repris contenance, Napoléon résolut d'occuper Caldiero, comme donnant plus de chances à la défensive et plus d'énergie à son attitude. Le 11, à deux heures après midi, l'armée passa les ponts de Vérone; la brigade Verdier, en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, fit plusieurs centaines de prisonniers, et prit position, à la nuit, au pied de Caldiero. Le feu des bivouacs, le rapport des affidés, celui des prisonniers, ne laissèrent aucun doute sur les intentions d'Alvinzi; il recevait la bataille et s'était établi solidement sur ces belles positions, appuyant sa gauche aux marais d'Arcole, et sa droite au mont Olivetto et au village de Colognola. Cette position est bonne dans les deux sens. Il s'était couvert par quelques redoutes et de formidables batteries. A la pointe du jour, on reconnut la ligne de bataille de l'ennemi: sa gauche était inexpugnable; sa droite parut mal appuyée. Pour profiter de cette faute, Masséna reçut ordre de marcher avec sa division, pour occuper un mamelon qui débordait la droite de l'ennemi et qu'il avait négligé d'occuper. Le général de brigade Launay gravit la hauteur avec intrépidité à la tête d'un corps de tirailleurs; mais s'étant trop avancé, il ne put être soutenu à temps par la division qui, après avoir gravi la hauteur, se trouva arrêtée par un ravin. Il fut repoussé et fait prisonnier. L'ennemi, éclairé sur sa faute, rectifia de suite sa position; il ne fut plus possible de l'attaquer avec espérance de succès. Cependant le feu était engagé sur toute la ligne, et se soutint toute la journée. La pluie tombait par torrents; les terres étaient tellement trempées, que l'artillerie française ne pouvait faire aucun mouvement, tandis que celle des Autrichiens étant en position et avantageusement placée, produisait tout son effet. L'ennemi fit plusieurs tentatives pour attaquer à son tour, mais fut vivement repoussé. Les deux armées bivouaquèrent sur leurs positions respectives. La pluie continua toute la nuit avec une telle force, que dans la matinée du lendemain, le général en chef jugea convenable de rentrer dans son camp en avant de Vérone. Les pertes, dans cette affaire, furent égales; l'ennemi s'attribua, avec raison, la victoire; ses avant-postes s'approchèrent de St-Michel, et la situation des Français devint vraiment critique.

§ V.

Vaubois avait fait des pertes considérables; il n'avait plus que huit mille

hommes. Les deux autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta, et avoir manqué leur opération sur Caldiero, ne comptaient plus que treize mille hommes sous les armes. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite, disaient s'être battus un contre trois. L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il était plus nombreux, mais il avait gagné beaucoup de pays. Il avait compté à son aise le petit nombre de Français; aussi ne doutait-il plus de la délivrance de Mantoue, ni de la conquête de l'Italie. Dans son délire, il réunit et fit fabriquer avec ostentation une grande quantité d'échelles, menaçant d'enlever Vérone d'assaut. La garnison de Mantoue s'était réveillée; elle faisait de fréquentes sorties, harcelait sans cesse les assiégeans, qui n'étaient que huit à neuf mille pour contenir une garnison de vingt-cinq mille, dont dix à douze mille, il est vrai, étaient malades. Les Français n'étaient plus en position de prendre l'offensive nulle part; ils étaient contenus d'un côté par la position de Caldiero, de l'autre par les gorges du Tyrol. Mais quand même les positions de l'ennemi eussent permis d'entreprendre contre lui, sa supériorité numérique était trop connue; il fallait lui laisser prendre l'initiative, et attendre patiemment ce qu'il voudrait entreprendre. La saison était extrêmement mauvaise, tous les mouvemens se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement baissé le moral du soldat français; il avait bien encore le sentiment de sa supériorité à nombre égal, mais il ne croyait pas pouvoir résister à un nombre si supérieur. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux ou trois fois à différentes batailles, depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait: « Nous ne » pouvons pas, seuls, disaient-ils, » remplir la tâche de tous. L'armée » d'Alvinzi, qui se trouve ici est celle » devant laquelle les armées du Rhin » et de Sambre-et-Meuse se sont retirées, et elles sont oisives dans ce » moment; pourquoi est-ce à nous à » remplir leur tâche? Si nous sommes » battus nous regagnerons les Alpes » en fuyards et sans honneur; si, au » contraire, nous sommes vainqueurs, » à quoi aboutira cette nouvelle victoire? On nous opposera une autre » armée semblable à celle d'Alvinzi, » comme Alvinzi lui-même à succédé » à Wurmser, comme Wurmser a » succédé à Beaulieu, et dans cette » lutte inégale il faudra bien que nous » finissions par être écrasés. » Napoléon faisait répondre: « Nous n'avons » plus qu'un effort à faire, et l'Italie » est à nous. L'ennemi est sans doute » plus nombreux, mais la moitié de » ses troupes est composée de recrues; battu, Mantoue succombe, » nous demeurons maître de tout, nos » travaux finissent; car non seulement l'Italie, mais encore la paix » générale est dans Mantoue. Vous » voulez aller sur les Alpes, vous n'en » êtes plus capables; des bivouacs » arides et glacés de ces stériles rochers, vous avez bien pu conquérir » les plaines délicieuses de la Lombardie; mais des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous n'êtes plus capables de retourner dans les neiges. » Des secours nous sont arrivés, d'autres sont en route; que ceux qui ne » veulent plus se battre ne cherchent » pas de vains prétextes, car, battez » Alvinzi et je vous réponds de votre » avenir. » Ces paroles, répétées par

tout ce qu'il y avait de cœurs généreux, relevaient les âmes, et faisaient passer successivement à des sentimens opposés. Ainsi, tantôt l'armée, dans son découragement, eût voulu se retirer, tantôt, remplie d'enthousiasme, elle parlait d'aller en avant. « Est-ce » aux soldats d'Italie de souffrir pa» tiemment les insultes et les provoca» tions de ces esclaves ! » Lorsque l'on apprit à Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, que l'armée avait essuyé un échec, les blessés, les malades sortirent des hôpitaux, encore mal guéris, pour reprendre leur place dans les rangs; les blessures d'un grand nombre de ces braves étaient encore sanglantes. Ce spectacle touchant remplissait l'âme des plus vives émotions.

§ VI.

Enfin, le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes; trois colonnes se mirent en marche dans le plus grand silence, traversèrent la ville, passèrent l'Adige sur les trois ponts et se formèrent sur la rive droite. L'heure du départ, la direction, qui est celle de la retraite, le silence que garde l'ordre du jour, contre l'habitude constante d'annoncer qu'on va se battre, la situation des affaires, tout, enfin, indique qu'on se retire. Ce premier pas de retraite entraîne nécessairement la levée du siége de Mantoue et présage la perte de l'Italie. Ceux des habitans qui plaçaient dans les victoires des Français l'espoir de leurs nouvelles destinées, suivent, inquiets et le cœur serré, les mouvemens de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup à gauche, longe l'Adige, et arrive avant le jour à Ronco; Andréossy achevait d'y jeter un pont. Aux premiers rayons du soleil, elle se voit avec étonnement, par un simple à gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats qui, du temps qu'ils poursuivaient Wurmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention de leur général: il veut tourner Caldiero qu'il n'a pu enlever de front. Avec treize mille hommes ne pouvant lutter en plaine contre quarante mille, il porte son champ de bataille sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre ne pourra rien, mais où le courage des têtes de colonnes décidera de tout. L'espérance de la victoire ranime alors tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser pour seconder un plan si beau et si hardi. Kilmaine était resté dans Vérone avec quinze cents hommes de toutes armes, les portes fermées, les communications sévèrement interdites; l'ennemi ignorait parfaitement ce mouvement. Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpon, à peu près à un quart de lieue de son embouchure; ce qui a été un objet de critique pour les militaires mal intruits. En effet, si le pont eût été placé sur la rive gauche vis-à-vis Albaredo, 1° l'armée se fût trouvée déboucher par une vaste plaine, et c'est ce que son général voulait éviter; 2° Alvinzi, qui occupait les hauteurs de Caldiero, eût, en garnissant la rive droite de l'Alpon, couvert la marche de la colonne qu'il aurait dirigée sur Vérone; il eût forcé cette ville faiblement gardée et eût opéré sa jonction avec l'armée du Tyrol; la division de Rivoli, prise entre deux feux, eût été obligée de se retirer sur Peschiera, l'armée tout entière en eût été étran-

gement compromise; au lieu qu'en jetant le pont sur la rive droite de l'Alpon, on obtenait l'avantage inappréciable 1° d'attirer l'ennemi sur trois chaussées, traversant un vaste marais; 2° de se trouver en communication avec Vérone, par la digne qui remonte l'Adige et passe au village de Porcil et de Gambione, où Alvinzi avait son quartier-général, sans que l'ennemi eût aucune position à prendre ni qu'il pût couvrir d'aucun obstacle naturel le mouvement des troupes qu'il aurait fait marcher pour attaqner Vérone. Cette attaque n'était plus possible, puisque toute l'armée française l'eût prise en queue, pendant que les murailles de la ville en auraient arrêté la tête. Trois chaussées partent du pont de Ronco : la première, celle de gauche, se dirige sur Vérone en remontant l'Adige, passe aux villages de Bionde, de Porcil, où elle débouche en plaine; la deuxième, celle dn centre, conduit à Villa-Nova et traverse le village d'Arcole, en passant l'Alpon sur un petit pont de pierre; la troisième, celle de droite, descend l'Adige et conduit à Albaredo. Il y a trois mille six cents toises de Ronco à Porcil, deux mille de Porcil à Caldiero, trois lieues de Caldiero à Vérone. Il y a deux mille deux cents toises de Ronco à Arcole, trois mille du pont d'Arcole à Villa-Nova; cent de Ronco à l'embouchure de l'Alpou, ciuq cents de là à Albaredo.

§ VII.

Trois colonnes s'engagèrent sur ces trois chaussées: celle de gauche remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais, au village de Porcil, d'où elle apercevait les clochers de Vérone; il était dès lors impossible à l'ennemi de marcher sur cette ville. La colonne du centre se porta sur Arcole, où les tirailleurs français parvinrent jusqu'au pont sans être aperçus : deux bataillons de Croates avec deux pièces de canon, y bivouaquaient pour garder les derrières de l'armée, et surveiller les partis que la garuison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne; cette place n'étant qu'à trois lieues sur la droite. Le pays entre Arcole et l'Adige n'était point gardé; Alvinzi s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui, trois fois par jour, parcouraient les digues des marais sur les bords de l'Adige. La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpon à douze cents toises, de là elle remonte pendant dix mille toises la rive droite de ce petit ruisseau, jusqu'au pont de pierre qui tourne perpendiculairement à droite et entre dans le village d'Arcole. Les Croates étaient bivouaqués, la droite appnyée au village et la gauche vers l'embouchure, ayant devant leur front la digue dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne dont la tête était sur Arcole; elle se replia en toute hâte jusqu'au point où la chaussée cesse de prêter le flanc à la rive gauche. Augereau, indigné de ce mouvement rétrograde de son avant-garde, s'élança sur le pont à la tête de deux bataillons de grenadiers; mais accueilli par une vive fusillade de flanc, il fut ramené sur sa division. Alvinzi, instruit de cette attaque ne la comprit pas d'abord; cependant, à la pointe du jour, il put observer des clochers voisins le mouvement des Français. Les reconnaissances de ces hussards furent reçues à coups de fusil sur toutes les digues et poursuivies par la cavalerie: il lui fut dès lors évi-

dent que les Français avaient passé l'Adige et se trouvaient sur ses derrières. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi toute une armée dans des marais impraticables; il pensa que c'étaient des troupes légères qui s'étaient portées de ce côté pour l'inquiéter et pour masquer une attaque réelle qui déboucherait par la chaussée de Vérone. Cependant, ses reconnaissances lui ayant rapporté que tout était tranquille sur Vérone, il jugea important de chasser des marais ces troupes légères; il dirigea une division sur la ligne d'Arcole, sous Metrouski, et une sur la digue de gauche, sous Provera. Vers neuf heures du matin, elles attaquèrent vivement; Masséna, qui était chargé de la digue gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut sur lui au pas de charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de perte, et fit un grand nombre de prisonniers. La même chose arriva sur la digue d'Arcole: aussitôt que l'ennemi eut dépassé le coude de la chaussée, il fut attaqué au pas de charge, mis en déroute par Augereau, laissant des prisonniers et du canon au pouvoir du vainqueur; les marais furent couverts de cadavres. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là, en débouchant sur les derrières de l'ennemi, on se fût emparé du pont de Villa-Nova sur l'Alpon, qui était sa seule retraite, et qu'on y eût été établi avant qu'il pût être fermé; mais Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort de sa personne; il saisit un drapeau, s'élance sur le pont et l'y place. La colonne qu'il commandait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc et l'arrivée d'une division ennemie firent manquer l'attaque; les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitèrent; mais entraînés par la fuite, ils ne voulurent pas se dessaisir de leur général; ils le prirent par les bras, les habits, et l'entraînèrent avec eux au milieu des morts, des mourans et de la fumée. Il fut précipité dans un marais, il y enfonça jusqu'à la moitié du corps, il était au milieu des ennemis: les grenadiers s'aperçurent que leur général était en danger, un cri se fit entendre: *« Soldats! en avant » pour sauver le général. »* Ces braves revinrent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent jusqu'au-delà du pont, et Napoléon fut sauvé. Cette journée fut celle du dévouement militaire. Lannes était accouru de Milan; blessé à Governolo, il était encore souffrant, il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide-de-camp du général en chef, fut tué couvrant de son corps son général. Mort héroïque et touchante! Belliard, Vignoles, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué, c'était un soldat solide au feu. Le général Guieux passa l'Adige à Albaredo, sur le bac avec une brigade. Arcole fut pris à revers; mais pendant ce temps, Alvinzi, instruit du véritable état des choses, avait conçu tout le danger de sa position; il avait abandonné Caldiéro en toute hâte, défait ses batteries et fait repasser le pont à tous ses parcs et ses réserves. Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper, et ce fut à la vue des mouvemens précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du dessein de Napoléon. Chacun vit quels pouvaient être les

résultats d'une combinaison si profonde et si hardie. L'armée ennemie, par sa retraite précipitée, échappait à sa destruction: ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieux put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpon. Le village fut enlevé sans coup férir; mais alors il était sans intérêt; il était six heures trop tard : l'ennemi avait pris sa position naturelle. Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées, tandis que le matin, il était sur les derrières de l'ennemi. Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée; Caldiéro était évacué, Vérone ne courait plus de dangers, deux divisions d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables. De nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées défilèrent au travers du camp et remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers; chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

§ VIII.

Cependant Davidowich, avec le corps du Tyrol, avait attaqué la Corona et s'en était emparé; il occupait Rivoli, et Vaubois les hauteurs de Bassolingo; Kilmaine, débarrassé de toute crainte sur la rive gauche, par l'évacuation de Caldiéro, avait dirigé son attention sur l'enceinte de Vérone et la rive droite; mais si Davidowich marchait sur Vaubois, et le forçait à se jeter sur Mantoue, il faisait lever le blocus de cette ville et coupait la retraite au quartier-général et à l'armée qui était à Ronco. Il y a treize lieues de Rivoli à Mantoue, il y en a dix de Ronco à cette ville, par de très mauvais chemins; il fallait donc être, à la pointe du jour, en mesure de soutenir Vaubois, de protéger le blocus de Mantoue et les communications de l'armée, et de battre Davidowich; il s'était avancé dans la journée. Pour la réussite de ce projet, il était nécessaire de calculer les heures. Le général en chef, dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée, crut devoir supposer que tout aurait été mal du côté de Vaubois; qu'il avait été forcé et qu'il avait pris position entre Roverbela et Castel-Novo. Il fit évacuer Arcole qui avait coûté tant de sang, replia l'armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon, et ordonna dans cette position que le soldat fît la soupe. Si l'ennemi avait marché sur Rivoli, il fallait lever le pont de l'Adige, disparaître devant Alvinzi, arriver à temps pour secourir Vaubois. Il laissa à Arcole des bivouacs allumés et entretenus par des piquets de grand'garde, pour qu'Alvinzi ne s'aperçût de rien. A quatre heures du matin, l'armée prit les armes; mais dans le même moment un officier de Vaubois apprit qu'il était encore, à six heures du soir, en position à Russolino, et que Davidowich n'avait pas bougé. Ce général avait commandé un des corps de Wurmser; il se ressouvenait de la leçon et n'avait garde de se compromettre. Cependant, vers les trois heures du matin, Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole et Porcil, et dirigea au jour deux colonnes sur les deux digues : la fusillade s'engagea à deux cents toises du pont de Ronco; les Français le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent et le poursuivirent jusqu'aux débouchés des marais, qu'il

remplit de ses morts : des drapeaux, du canon et des prisonniers, furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions autrichiennes furent défaites. Sur le soir, le général en chef, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons que la veille, fit les mêmes mouvemens, concentrant toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

§ IX.

Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que les Français étaient en marche sur Mantoue, et n'avaient laissé qu'une avant-garde sur Ronco, déboucha de son camp avant l'aurore. A cinq heures du matin, le quartier-général français sut que Davidowich n'avait point fait de mouvement, que Vaubois était dans ses mêmes positions ; l'armée repassa le pont, les têtes de colonne des deux armées se rencontrèrent à moitié des digues ; le combat fut opiniâtre, indécis; pendant un moment, la 75e fut rompue ; les balles arrivaient sur le pont. Le général en chef plaça la 32e en embuscade, ventre à terre, dans un petit bois de saules, le long de la digue, près la tête du pont. Elle se releva à propos, fit une décharge, marcha à la baïonnette, et culbuta dans les marais une colonne serrée, épaisse dans toute sa longueur : c'étaient trois mille Croates, ils y périrent tous. Masséna, sur la gauche, éprouvait des vicissitudes ; mais il marcha à la tête de ses troupes, son chapeau au bout de son épée, en signe de drapeau, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée. Après midi, le général en chef jugea qu'enfin le moment de finir était venu, car si Vaubois avait été battu ce même jour par Davidowich, il serait obligé de se porter la nuit prochaine à son secours et à celui de Mantoue. Dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire ; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus, au lieu que s'il le repoussait au-delà de Villa-Nova, il pourrait marcher au secours de Vaubois par Vérone. Il fit compter soigneusement le nombre des prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi, il acquit la preuve qu'il s'était affaibli dans ces trois jours de plus de vingt-cinq mille hommes ; qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas supérieures de beaucoup plus d'un tiers aux Français. Il ordonna de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine. Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpon ; Elliot, aide-de-camp du général en chef, avait été chargé d'en construire un second, il y fut tué. A deux heures après midi, l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-Legnago ; elle avait en face l'ennemi, dont la droite appuyait à l'Alpon et la gauche à des marais ; il était à cheval sur la route de Vicence. L'adjudant-général Lorset était parti de Legnago avec six à sept cents hommes, quatre pièces de canon et deux cents chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche. Vers trois heures, au moment où ce détachement se portait en avant, que la canonnade était vive sur toute la ligne, et que les tirailleurs étaient aux mains, le chef d'escadron Hercule eut ordre de se diriger avec vingt-cinq guides et quatre trompettes au travers des roseaux, et de

charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, lorsque la garnison de Legnago commencerait à canonner par derrière. Cet officier exécuta ce mouvement avec intelligence et contribua beaucoup au succès de la journée : la ligne fut rompue, l'ennemi se mit en retraite. Son général avait échelonné six à sept mille hommes sur ses derrières, pour assurer ses parcs et sa retraite ; il n'avait pas sur le champ de bataille plus de monde que les Français ; il fut mené battant toute la soirée et perdit beaucoup de prisonniers : l'armée passa la nuit dans sa position. Malgré trois jours de victoire, ce fut un problème parmi les généraux et officiers supérieurs, de savoir ce qu'ordonnerait le général pour le lendemain ; ils pensaient que, content d'avoir éloigné l'ennemi, il ne s'engagerait pas dans les plaines du Vicentin, et qu'il regagnerait Vérone par la rive gauche de l'Adige, pour de là marcher sur Davidowich et occuper Caldiéro, ce qui avait été le premier but de sa manœuvre. Mais l'ennemi avait tant souffert ces trois jours, dans son personnel et dans son moral, qu'il n'était plus à redouter dans la plaine. Au jour, on reconnut qu'il avait fait sa retraite sur Vicence ; l'armée le poursuivit, mais arrivée à Villa-Nova, la cavalerie seule continua sa poursuite : l'infanterie s'arrêta pour attendre les rapports de la contenance que ferait son arrière-garde. Le général en chef entra dans le couvent de Saint-Boniface, l'église avait servi d'ambulance ; quatre à cinq cents blessés y avaient été entassés, la plus grande partie étaient morts ; il en sortait une odeur cadavéreuse : il reculait d'horreur, lorsqu'il s'entendit nommer par son nom. Deux malheureux soldats étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé, sans avoir été pansés ; ils désespéraient d'eux-mêmes, mais furent rappelés à la vie par la vue de leur général ; tous les secours leur furent prodigués. Ayant reçu les rapports que l'ennemi, dans la plus grande déroute, ne tenait nulle part, et que son arrière-garde avait déjà dépassé Montebello, il se porta, par un à gauche, sur Vérone, pour attaquer l'armée du Tyrol. Les éclaireurs arrêtèrent un officier d'état-major, que Davidowich envoyait à Alvinzi ; il venait des montagnes et se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, on apprit que depuis trois jours les ennemis ne s'étaient point communiqués, que Davidowich ignorait tout ce qui se passait. Alvinzi perdit dans les trois journées d'Arcole dix-huit mille hommes, dont six mille prisonniers, quatre drapeaux et dix-huit pièces de canon.

§ X.

L'armée française rentra triomphante dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitans ; les ennemis même les plus déclarés ne purent comprimer leur admiration, et joignirent leurs hommages à ceux des patriotes ; mais l'armée ne s'arrêta pas, elle passa l'Adige, se porta sur Davidowich, qui, le 17, avait attaqué Bassolino et avait jeté Vaubois sur Castel-Novo. Masséna se porta sur Castel-Novo, s'y joignit avec Vaubois, attaqua Rivoli. Angereau se porta sur la rive gauche de l'Adige, sur Dolce, prit quinze cents hommes, deux équipages de pont, neuf canons et beaucoup de bagages ; cependant de si grands résultats n'étaient pas obtenus sans perte.

L'armée avait plus que jamais besoin de repos, il n'était pas convenable qu'elle se portât dans le Tyrol et qu'elle s'étendît jusqu'à Trente. Il était à croire que Mantoue ouvrirait ses portes avant que le général autrichien pût se former une nouvelle armée : la garnison de cette place était réduite à la demi-ration, elle avait grand nombre de déserteurs; les hôpitaux étaient encombrés. Tout annonçait une prompte reddition : la mortalité y était très grande; les maladies moissonnaient chaque jour plus de monde qu'il n'en eût fallu pour gagner une grande bataille.

CHAPITRE XIII.

NÉGOCIATIONS PENDANT 1796.

Avec la république de Gênes.—Avec le roi de Sardaigne.—Avec le duc de Parme.—Avec le duc de Modène.—Avec la cour de Rome.—Avec le grand-duc de Toscane.— Avec le roi de Naples. — Avec l'empereur d'Allemagne. — Congrès lombard; République cispadane.

§ Ier.

La minorité de l'aristocratie qui gouvernait la république de Gênes, la majorité du tiers-état, le peuple tout entier de la rivière du Ponant, étaient favorables aux idées françaises. La ville de Gênes était la seule ville de cet état qui eût de la consistance ; elle était défendue par une double enceinte bastionnée, une nombreuse artillerie, six mille hommes de troupes de ligne et six mille gardes nationaux. Au premier signal du sénat, trente mille hommes des corporations inférieures telles que celles des charbonniers et des portefaix ; les paysans des vallées de la Polcevera, du Beragno et de la Fontana-Bona, étaient prêts à se porter pour la défense du prince. Il fallait une armée de quarante mille hommes, un équipage de siége, et deux mois de travaux, pour s'emparer de cette capitale. En 1794, 1795, et au commencement de 1796, l'armée austro-sarde la couvrait au nord et communiquait avec elle par la Bocchetta; l'armée française la couvrait à l'ouest et communiquait avec elle par la Corniche de Savone; placée ainsi entre les deux armées belligérantes, Gênes était en mesure d'être également secourue par l'une ou par l'autre : elle tenait la balance entre elles. Celle pour laquelle elle serait déclarée aurait acquis un grand avantage; elle était donc, dans cette circonstance, d'un grand poids dans les affaires d'Italie. Le sénat sentait toute la délicatesse et la force que lui donnait cette position ; il s'en prévalut pour se maintenir neutre, et se refuser constamment aux offres et aux menaces de la coalition. Son commerce s'étendit, il fit refluer dans la république d'immenses richesses. Mais son port avait été violé par l'escadre anglaise; la catastrophe de la frégate la Modeste avait ému vivement tous les cœurs français : la convention avait dissimulé, mais en attendant le moment favorable pour exiger une réparation éclatante. Plusieurs des familles nobles, les plus attachées à la France, avaient été bannies ; c'était une nouvelle insulte que le gouvernement français avait à redresser. Après les batailles de Loano, dans l'hiver de 1796, le directoire jugea le moment d'autant plus favorable, que la pénurie où était son armée d'Italie lui faisait attacher une grande importance à un secours extraordinaire de cinq à six millions. Ces négociations étaient

entamées lorsque Napoléon arriva au commandement de l'armée; il désapprouva cette mesquine politique qui ne pouvait être couronnée d'aucun succès, et qui avait nécessairement pour résultat d'aigrir et d'indisposer le peuple important de cette capitale. « Il » faut, disait-il, escalader les remparts, » s'y établir par un coup de main vi» goureux, détruire l'aristocratie, ou » respecter son indépendance; et sur» tout lui laisser son argent. » Peu de jours après, les armées ennemies ayant été rejetées au-delà du Pô, et le roi de Sardaigne ayant posé les armes, la république de Gênes fut à la merci de la France. Le directoire eût voulu y établir la démocratie; mais déjà les armées françaises étaient trop en avant. La présence et peut-être le séjour pendant plusieurs semaines d'un corps de quinze mille Français sous les murs de Gênes, eût été nécessaire pour assurer le succès d'une pareille révolution.

Déjà tout retentissait de la marche de Wurmser, qui alors traversait l'Allemagne et entrait dans le Tyrol. Depuis lors, la défaite de Wurmser, les manœuvres dans le Tyrol et par les gorges de la Brenta, les mouvemens d'Alvinzi pour débloquer Wurmser dans Mantoue, rendirent successivement nécessaire la concentration de l'armée sur l'Adige; d'ailleurs l'armée n'avait rien à redouter des Génois; les dominateurs étaient divisés entre eux et le peuple nous était favorable.

Girola, ministre de l'empereur, profitant de l'éloignement de l'armée et favorisé secrètement par les familles feudataires, avait allumé une insurrection dans les fiefs impériaux, et formé des bandes de déserteurs piémontais, de vagabonds sans emploi par le licenciement des troupes légères piémontaises, et de prisonniers autrichiens mal gardés par les Français, qui s'échappaient en route. Ces bandes infestaient tout l'Apennin et les derrières de l'armée. Il devint urgent, dans le courant de juin, de mettre fin à cet état de choses; un détachement de douze cents hommes et la présence du général en chef à Tortone, suffirent pour faire tout rentrer dans l'ordre; il donna alors des instructions au ministre français à Gênes, Faypoult, pour entamer des négociations, afin d'accroître notre influence dans le gouvernement, autant que cela se pourrait faire sans rendre nécessaire la présence d'une armée.

Il exigea : 1° l'expulsion du ministre autrichien Girola; 2° l'expulsion des familles feudataires, conformément à un des statuts de la république; 3° enfin le rappel des familles bannies.

Ces négociations traînèrent en longueur. Sur ces entrefaites, cinq bâtimens de commerce français furent enlevés sous le feu des batteries génoises, sans que celles-ci les protégeassent; le sénat, alarmé des menaces des agens français, envoya à Paris le sénateur Vicente Spinola, fort agréable à la France, et qui, après quelques négociations, signa, le 6 octobre 1796, une convention avec le ministre des relations extérieures Charles Lacroix. Tous les griefs de la France contre Gênes furent mis en oubli, le sénat paya quatre millions de contributions et rappela les bannis. Il eût été possible et on eût dû profiter de cette circonstance pour lier cette république par une alliance offensive et défensive, accroître son territoire des fiefs impériaux et de Massa di Carara, et en exiger un contingent de quatre mille deux cents hommes d'infanterie, quatre cents de cavalerie et deux cents

d'artillerie; mais 'utilité de ce système d'alliance avec des oligarques, répugna aux démocrates de Paris. Toutefois, par cette convention, la tranquillité fut rétablie et dura jusqu'à la convention de Montebello, en 1797, et pendant que l'armée française fut en Allemagne, il ne s'éleva aucun sujet de plainte sur la conduite des peuples de Gênes.

§ II.

L'armistice de Cherasco avait isolé l'armée autrichienne et permis à l'armée française de la jeter hors de l'Italie, d'investir Mantoue et d'occuper la ligne de l'Adige. La paix conclue à Paris au mois de mai suivant, mit au pouvoir de la France toutes les places fortes du Piémont, hormis Turin. Le roi de Sardaigne se trouva ainsi à la disposition de la république. Son armée était réduite à un effectif de vingt mille hommes; son papier-monnaie menaçait de ruine les particuliers et l'état; ses peuples étaient mécontens et divisés; les idées françaises mêmes avaient des partisans, quoique chez un petit nombre de personnes. Des politiques eussent voulu révolutionner le Piémont, afin de n'avoir plus aucune inquiétude sur les derrières de l'armée, et d'accroître nos moyens contre l'Autriche; mais il était impossible de renverser le trône de Sardaigne, sans intervenir directement et avec des forces imposantes; et les scènes qui se passaient devant Mantoue occupaient suffisamment toutes les troupes de la république en Italie; d'ailleurs, la révolution du Piémont pouvait entraîner dans une guerre civile: on serait obligé alors de laisser dans ce pays, pour le contenir, plus de troupes françaises qu'il ne serait possible d'en tirer de piémontaises, et, en cas de retraite, la population, qui aurait été mise en fermentation, se porterait à des excès inévitables: les rois d'Espagne et de Prusse ne pouvaient-ils pas d'ailleurs être alarmés de voir la république, en haine des rois, renverser de ses propres mains un prince avec qui elle avait, peu avant, signé la paix? Ces considérations portèrent Napoléon à arriver au même résultat par une route opposée; celle d'un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne; ce parti réunissait tous les avantages et n'avait aucun inconvénient: 1° Ce traité serait lui-même une proclamation qui contiendrait les mécontens, qui ne pourraient plus ajouter foi aux protestations des démocrates de l'armée qui ne manquaient pas de leur promettre l'appui de la France; le pays resterait donc tranquille; 2° une division de bonnes, belles et vieilles troupes de dix mille Piémontais, renforcerait l'armée française, et lui donnerait de nouvelles chances de succès; 3° l'exemple de la cour de Turin influerait heureusement sur les Vénitiens et contribuerait à les décider à chercher, dans une alliance avec la France, une garantie pour l'intégrité de leur territoire et le maintien de leur constitution; et cependant les troupes piémontaises réunies à l'armée française en prendraient l'esprit et s'attacheraient au général qui les aurait menées à la victoire; dans tous les cas, elles seraient des ôtages placés au milieu de l'armée, qui garantiraient des dispositions du peuple piémontais, et s'il était vrai que le roi ne pût se maintenir, placé entre les républiques démocrates de Ligurie, de Lombardie et de France, sa chute serait le résultat de la nature des choses et non le résultat d'un acte politique,

de nature à aliéner les autres rois alliés de la France. « L'alliance de la France » avec la Sardaigne, disait Napoléon, » c'est un géant qui embrasse un pyg- » mée; s'il l'étouffe, c'est contre sa » volonté et par le seul effet de la dif- » férence extrême de leurs organes. »

Le directoire ne voulut pas comprendre la sagesse et la profondeur de cette politique; il autorisa l'ouverture des négociations, mais il en entrava la conclusion. Le sieur Poussielgues, secrétaire de légation à Gênes, eut pendant plusieurs mois des pourparlers à Turin; il trouva la cour disposée à s'allier à la république, mais ce négociateur peu habile se laissa entraîner à des concessions qui évidemment étaient exagérées; il promit la Lombardie au roi de Sardaigne. Or, il ne pouvait être nullement question d'accroître les états de ce prince, ni de lui donner des espérances que l'on ne voulait pas réaliser : il gagnait suffisamment à un traité, par la garantie qu'il en recevait de l'intégrité de son royaume.

Lorsque Mantoue ouvrit ses portes et que Napoléon marcha sur Tolentino pour y dicter la paix au saint-siége, et pouvoir de là marcher sur Vienne, il comprit l'importance de mettre fin aux affaires du Piémont, et autorisa le général Clarke à négocier, avec M. de Saint-Marsan, un traité d'alliance offensive et défensive. Ce traité fut signé à Bologne, le 1er mars 1797. Le roi recevait de la république la garantie de ses états; il fournissait à l'armée française un contingent de huit mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie et vingt pièces de canon. Ne doutant pas de la ratification d'un traité ordonné par le général en chef, la cour de Turin s'empressa de réunir son contingent, qui se fût trouvé avec l'armée en Carinthie; mais le directoire hésita à ratifier ce traité, le contingent resta en Piémont, cantonné près de Novarre, pendant toute la campagne de 1797.

§ III.

La politique à suivre avec l'infant duc de Parme, était prescrite par nos rapports avec l'Espagne; il lui fut d'abord accordé un armistice le 9 mai 1796, et quelques mois après, il signa à Paris sa paix avec la république; mais le ministère français ne sut pas réaliser le but que s'était proposé le général en chef. Les succès de l'armée d'Italie avaient décidé le roi d'Espagne à conclure, en août 1796, un traité d'alliance offensive et défensive avec la république; en conséquence, il eût été facile de décider la cour de Madrid à envoyer une division de dix mille hommes sur le Pô, pour garder l'infant de Parme, et, moyennant l'appât d'un accroissement de territoire pour ce prince, faire marcher cette division sous les drapeaux français; sa présence en aurait imposé à Rome et à Naples, et n'eût pas été d'un petit avantage pour le succès des événemens militaires. L'alliance avec l'Espagne ayant décidé les Anglais à évacuer la Méditerranée, les escadres française et espagnole en étaient maîtresses, ce qui facilitait les mouvemens des troupes espagnoles en Italie. La vue d'une division espagnole dans les rangs de l'armée française, eût eu une heureuse influence pour décider le sénat à une alliance avec la France, ce qui eût augmenté l'armée de dix mille esclavons.

§ IV.

L'armistice de Milan, du 20 mai, avait fait cesser l'état de guerre avec le

duc de Modène ; l'armée française était peu nombreuse, le pays qu'elle occupait était immense, un détachement de deux ou trois bataillons pour un objet secondaire eût été une faute. L'armistice avec Modène mettait tous les moyens de ce duché à la disposition de l'armée, et n'exigeait l'emploi d'aucune troupe pour y maintenir la tranquillité publique. Le commandeur d'Est, chargé des pouvoirs du duc, entama à Paris des négociations pour la paix définitive : le ministère français, sagement, ne se pressa pas de rien conclure. Le duc, tout dévoué aux Autrichiens, s'était retiré à Venise, et la régence, qui gouvernait ses états, avait fait passer plusieurs convois de vivres dans Mantoue, au moment où le blocus fut levé, au commencement d'août et à la fin de septembre. Aussitôt que le général en chef eut connaissance d'une contravention aussi directe à l'armistice, il s'en plaignit à la régence, qui prétendait vainement s'en justifier sur l'existence d'anciens traités. Cependant, dans cette circonstance, un détachement de la garnison de Mantoue, qui avait passé le Pô à Borgo-Forte, fut coupé : il se porta à Reggio, le 20 octobre, voulant se rendre en Toscane ; les habitans de Reggio fermèrent les portes de la ville : le détachement se réfugia dans le fort de Monte-Chérisio où les patriotes le cernèrent et lui firent mettre bas les armes. Deux Reggiens furent tués dans ce petit combat ; ce furent les premiers Italiens qui scellèrent de leur sang la liberté de leur pays ! Les prisonniers, conduits à Milan par un détachement de la garde nationale de Reggio, y furent reçus en triomphe par le congrès lombard, la garde nationale de Milan et le général en chef ; ce fut l'objet de plusieurs fêtes civiques qui contribuèrent à exalter les imaginations italiennes. Reggio proclama sa liberté ; le peuple de Modène en voulut faire autant, mais il fut contenu par la garnison : dans cet état de choses, il n'y avait pas deux partis à prendre. Le général en chef déclara que l'armistice de Milan avait été violé par la conduite de la régence en ravitaillant Mantoue : il fit occuper militairement les trois duchés de Reggio, Modène, la Mirandole, et le 8 octobre, en vertu de son droit de conquête, il en proclama l'indépendance. Cette résolution améliora la position de l'armée, puisqu'à une régence malveillante, se trouva substitué un gouvernement provisoire tout dévoué à la cause française ; des gardes nationales, composées de patriotes chauds, s'armèrent dans toutes les villes des trois duchés.

§ V.

L'état de guerre ayant cessé avec Rome, par l'armistice de Bologne, le 23 juin 1796, cette cour envoya à Paris monsignor Petrarchi. Après quelques semaines de pourparlers, le ministre envoya à sa cour le projet du traité du directoire. La congrégation des cardinaux jugea qu'il contenait des choses contraires à la foi, et n'était pas admissible ; monsignor Petrarchi fut rappelé. En septembre, les négociations se rouvrirent à Florence ; les commissaires du gouvernement près de l'armée furent chargés des pouvoirs du directoire. Dès les premières conférences, ils présentèrent à monsignor Galeppi, plénipotentiaire du pape, un traité en soixante articles, comme *sine quâ non ;* déclarant qu'ils ne pouvaient y rien changer. On jugea à Rome qu'il contenait également des choses contre la foi ; monsignor Galeppi fut rappelé, et

les négociations rompues le 25 septembre. La cour de Rome ne doutant plus que le gouvernement français ne voulût sa perte, se livra au désespoir, et résolut de se lier exclusivement avec la cour de Vienne. Elle commença par suspendre l'armistice de Bologne; elle devait encore payer seize millions, qui étaient en marche pour Bologne, où ils devaient être livrés au trésor de l'armée. Ces convois d'argent retournèrent à Rome; leur entrée y fut un triomphe. Monsignor Albani partit le 6 octobre pour Vienne, pour solliciter l'appui de cette cour; les princes romains offrirent des dons patriotiques, levèrent des régimens. Le pape envoya des proclamations pour allumer la guerre sainte, si le territoire du saint-siége était attaqué. Tous ces efforts de la cour de Rome étaient évalués pouvoir produire une armée de dix mille hommes des plus misérables troupes possibles; mais elle comptait sur le roi de Naples, qui s'engagea secrètement à la soutenir avec une armée de trente mille hommes; et, quoique l'inimitié et la mauvaise foi du cabinet des Deux-Siciles fussent connus du Vatican, il en invoquait le secours: « Tout moyen » leur est bon dans leur délire, écri» vait le ministre Cacault; ils s'accro» cheraient à un fer rouge. » Cet état de choses eut un effet fâcheux sur toute l'Italie.

Napoléon n'avait pas besoin de ce surcroît d'embarras; déjà il était menacé par Alvinzi, dont les troupes se rassemblaient dans le Tyrol et sur la Piave; il reprocha au ministère français de l'avoir laissé étranger à des négociations que seul il pouvait diriger. S'il eût été chargé de les diriger, comme cela eût dû être, il en eût retardé l'ouverture de deux ou trois semaines, afin d'avoir reçu les seize millions que devait le saint-siége, pour satisfaire à l'armistice do Bologne. Il n'eût pas souffert que l'on mêlât dans le traité, à la fois, les affaires spirituelles et temporelles; puisque une fois celles-ci arrangées, ce qui était l'essentiel, quelques mois de retard étaient indifférens pour s'entendre pour le spirituel; mais le mal était fait. Le gouvernement, qui le reconnut, l'investit de l'autorité nécessaire pour y porter remède, s'il était possible. La question consistait à gagner du temps, à calmer les passions, à rendre la confiance, et à contenir dans les bornes les esprits alarmés du Vatican. Il chargea le sieur Cacault, agent de France à Rome, de désavouer confidentiellement tout ce qu'il y avait eu de spirituel dans les négociations de Paris et de Florence; de faire connaître qu'il était chargé de la négociation; que l'on n'aurait plus affaire au Directoire ni aux commissaires, mais à lui. Ces ouvertures opérèrent un bon effet. Pour frapper davantage les esprits, le général se rendit à Ferrare, le 21 octobre, descendit chez le cardinal Mattei, archevêque de cette ville, et eut plusieurs conférences avec lui; il le convainquit de ses intentions pacifiques, et le fit partir pour Rome, porter directement au pape des paroles de paix. Peu de jours après, la bataille d'Arcole mit fin aux espérances qu'avait fait naître en Italie l'armée d'Alvinzi. Napoléon jugea le moment favorable pour terminer les affaires de Rome; il se porta à Bologne avec quinze cents Français et quatre mille Cispadans et Lombards, menaçant de marcher sur Rome; mais, pour cette fois, cette cour se moqua de ces menaces; elle était en correspondance avec son ministre à Vienne pour traiter, et savait que deux nouvelles et

nombreuses armées s'avançaient en Italie. Le cardinal et le ministre autrichien, à Rome, disaient hautement : « S'il le faut, le pape évacuera Rome ; » car plus le général français s'éloi» gnera de l'Adige, et plus nous se» rons prés de notre saint. » En effet, quelques jours après, Napoléon, instruit des mouvemens d'Alvinzi, repassa le Pô, et se porta à tire-d'ailes à Vérone. Mais la bataille de Rivoli détruisit pour toujours, dans le mois de janvier 1797, les espérances des ennemis de la France. Mantoue, peu après, ouvrit ses portes ; le moment de punir Rome était arrivé : une petite armée gallo-italienne marcha sur l'Apennin. Toutes les difficultés entre la France et cette cour furent terminées par le traité de Tolentino, comme on le verra au chapitre XV.

§ VI.

Le grand-duc de Toscane est le prince d'Europe, qui le premier a reconnu la république. Lorsque l'armée envahit l'Italie, il était en paix avec la France ; ses états, situés au-delà de l'Apennin, n'avaient aucune influence sur le théâtre de la guerre. Si, après l'investissement de Mantoue, une brigade française se porta sur Livourne, ce fut pour en chasser le commerce anglais, et faciliter la délivrance de la Corse ; du reste, les états de Toscane furent respectés. La garnison de Livourne ne fut jamais au-dessus de dixhuit cents hommes. C'était sans doute un sacrifice que l'emploi de trois bataillons à un objet secondaire ; mais on y employa d'abord la 57e demi-brigade, qui avait beaucoup souffert, et avait besoin de repos. Manfredini, premier ministre du grand-duc, montra de l'habileté et de l'activité pour faire disparaître les obstacles qui pouvaient nuire à son maître, qui lui dut alors la conservation de ses états. Trois ou quatre conventions de peu d'importance furent signées entre le général français et le marquis de Manfredini ; par la dernière, signée à Bologne, Livourne fut évacué par la garnison française : à cette occasion, le grand-duc, pour solder d'anciens comptes, versa deux millions dans le trésor de l'armée. A la paix de Campo-Formio, ce prince conserva l'intégralité de ses états. Il avait éprouvé quelques inquiétudes, mais aucun dommage, pendant la guerre d'Italie ; il ne lui fut fait aucun tort, tant par respect pour les traités existans, que par l'envie d'adoucir l'animosité dont était animée la maison de Lorraine contre la république, et la détacher de l'Angleterre.

§ VII.

Lorsque l'armée française fut arrivée sur l'Adige, et que la moyenne et basse Italie se trouvèrent par-là interceptées de l'Allemagne, le prince Pignatelli arriva au quartier-général, demanda pour le roi de Naples, et obtint un armistice qui fut signé le 5 juin 1796. La division de cavalerie napolitaine de deux mille quatre cents chevaux, qui faisait partie de l'armée de Beaulieu, prit des cantonnemens autour de Brescia, au milieu de l'armée française. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour négocier et signer la paix définitive avec la république. Le traité éprouva des difficultés par les chicanes déplacées que l'on fit à Paris, et aussi par l'effet de cette mauvaise foi constante de la cour des Deux-Siciles. Le directoire devait se trouver trop heureux de désarmer le

roi de Naples, puisque ce prince avait soixante mille hommes sous les armes et pouvait disposer de vingt-cinq à trente mille hommes pour envoyer sur le Pô. Napoléon ne cessait de presser la conclusion de ce traité. Le ministère des relations extérieures de Paris voulait une contribution de quelques millions que la cour de Naples se refusait, avec raison, à payer; mais dans le courant de septembre, lorsqu'il fut connu que l'alliance de l'Espagne avec la France, et la délivrance de la Corse du joug anglais, avaient décidé le cabinet de Saint-James à rappeler ses escadres de la Méditerranée, ce qui donnait la domination de la Méditerranée et de l'Adriatique aux escadres de Toulon, la cour de Naples, alarmée, souscrivit à tout ce que voulait le directoire, et la paix fut signée le 8 octobre. Mais la haine et la mauvaise foi de ce cabinet, le peu de respect qu'il portait à sa signature et à ses traités, étaient tels, que long-temps après la paix, il se plaisait à inquiéter l'Italie par des mouvemens de troupes sur ses frontières, et des menaces offensives, comme si l'on eût été, en effet, en état de guerre. Il serait difficile d'exprimer l'indignation qu'excitait ce défaut de toute pudeur et de tout respect humain, et qui entraîna enfin la perte de ce cabinet.

§ VIII.

Le gouvernement français prescrivit à Napoléon, au commencement de septembre, lorsque ses armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient encore en Allemagne, d'écrire à l'empereur que s'il ne consentait pas à la paix, il détruirait ses établissemens maritimes de Fiume et de Trieste. Il n'y avait rien à se promettre d'une démarche aussi inconvenante. Plus tard, lorsque les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin eurent été rejetées en France, et que les têtes de pont de Kehl et d'Huningue étaient assiégées, Moreau proposa un armistice auquel l'archiduc se refusa, déclarant prétendre à la possession des deux têtes de pont; mais comme le maréchal Wurmser, avec près de trente mille Autrichiens, était bloqué dans Mantoue, et que les efforts d'Alvinzi pour le dégager venaient d'échouer à Arcole, le directoire conçut l'espoir de faire accepter le principe d'un armistice général, qui conservait Huningue et Kehl à la France, et Mantoue à l'Autriche. Le général Clarke reçut en conséquence les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Vienne et proposer cet armistice général, qui durerait jusqu'en juin 1797; les siéges de Kehl et d'Huningue seraient levés et le *statu quo* établi pour Mantoue. Des commissaires autrichiens et français feraient passer tous les jours dans cette place tous les vivres nécessaires aux habitans et aux troupes. Le général Clarke arriva le 1er décembre à Milan, pour se concerter avec le général en chef qui fut chargé de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir à ce plénipotentiaire les passeports dont il avait besoin. Napoléon lui dit : Les siéges de Kehl et d'Huningue sont faciles à faire lever; l'archiduc n'a devant Kehl que quarante mille hommes; il faut qu'à la pointe du jour, Moreau sorte de son camp retranché avec soixante mille hommes, le batte, prenne ses parcs et détruise tous ses ouvrages; d'ailleurs, Kehl et la tête du pont d'Huningue ne valent pas Mantoue; il n'y aurait aucun moyen de constater le nombre des habitans, hommes, femmes et enfans, pas même celui de la garni-

son ; le maréchal Wurmser, en réduisant tout le monde à la demi-ration, gagnerait en six mois de qnoi vivre pendant six autres mois ; si l'on prétendait que l'armistice dût servir pour entamer des négociations de paix, c'était une nouvelle raison de ne pas le proposer pendant que Mantoue était au pouvoir de l'Autriche ; il fallait donc gagner une bataille sous les murs de Kelh et attendre la reddition de Mantoue, pour offrir alors un armistice et la paix ; cependant, les ordres du gouvernement étaient précis. Le général Clarke écrivit à l'empereur, et lui envoya une lettre du directoire ; en conséquence, le baron de Vincent, aide-de-camp de l'emperenr, et le général Clarke, se réunirent le 3 janvier, à Vicence ; ils y eurent deux conférences ; le baron de Vincent déclara que l'emperenr ne pouvait recevoir à Vienne un plénipotentiaire de la république qu'il ne connaissait pas ; que d'ailleurs, il ne pouvait se séparer de ses alliés, et qu'enfin si le ministre français avait qnelque communication à faire, il pouvait s'adresser à M. Giraldi, ministre d'Antriche, à Turin. Ainsi, heureusement, cette idée désastreuse d'nn armistice fut éludée par l'ennemi. Le plénipotentiaire français était à peine de retonr sur l'Adige, que déjà Alvinzi manœuvrait pour débloquer Mantoue, ce qui donna lien aux batailles de Rivoli et de la Favorite, comme on le verra dans le chapitre XIV.

Cependant, le cabinet du Luxembourg vonlut voir dans cette réponse dn baron de Vincent, et on ne sait pourquoi, une porte ouverte aux négociations ; et, dans le conrant de janvier 1797, il adressa au général Clarke des instructions pour la paix qu'il était autorisé à siguer, moyennant : 1° Que l'empereur renoncerait à la Belgique et au pays de Luxembourg ; 2° qu'il reconnaîtrait à la répnbliqne la cession de Liége et autres petits esclaves qui avaient été faits ; 3° qn'il promettrait son influence pour donner en Allemagne une indemnité au Stathouder ; 4° que, de son côté, la républiqne restituerait à l'Autriche tous ses états de talie.

Ces conditions n'obtinrent pas l'approbation de Napoléon, qui croyait que la république avait le droit d'exiger les limites dn Rhin et un état en Italie, qui nourrît l'inflnence française et maintînt dans sa dépendance la république de Gênes, le roi de Sardaigne et le pape ; car l'Italie ne pouvait plus être considérée comme avant la guerre ; si jamais les Français repassaient les Alpes sans y conserver un auxiliaire puissant, les aristocraties de Gênes, de Venise et le roi de Sardaigne, s'nniraient à l'Antriche par des liens indissolnbles, inflnencés par la nécessité de garantir leur existence intérieure contre les idées démocratiques et populaires. Venise, qui depuis un siècle n'était d'aucnne influence dans la balance de l'Europe, éclairée désormais par l'expérience, et le danger qu'elle venait de conrir, aurait de l'énergie, des trésors et des armées pour renforcer l'empereur, et comprimer les idées de liberté et d'indépendance de la terre-ferme. Pontifes, rois, nobles, se réuniraient ponr défendre leurs priviléges et fermer les Alpes aux idées modernes.

Trois mois après, Napoléon signa les préliminaires de paix sur les bases des limites dn Rhin, c'est-à-dire, avec la place de Mayence, et une popnlation de cent cinqnante mille âmes de plus à la république, an-dessus de ce que demandait le directoire, et l'existence

d'une ou deux républiques démocratiques en Italie, communiquant avec la Suisse, barrant toute l'Italie du nord au midi, des Alpes au Pô, cernant le roi de Sardaigne, et couvrant, en suivant la ligne du Pô, la moyenne et la basse Italie. Au besoin, les armées françaises, débouchant par Gênes, Parme, Modène, Bologne, pouvaient se trouver tout d'abord sur la Piave, ayant tourné le Mincio, Mantoue et l'Adige. Cette république de trois millions d'habitans assurerait l'influence française sur les trois millions d'habitans du royaume de Sardaigne et les trois millions d'âmes des états de l'église et de la Toscane, et même sur le royaume de Naples.

§ IX.

La conduite à tenir avec les peuples de la Lombardie était délicate; la France était décidée à conclure la paix dès que l'empereur renoncerait à la Belgique et au Luxembourg; à ce prix, elle lui restituerait la Lombardie. On ne pouvait donc contracter aucun engagement, donner aucune garantie contraire à ces dispositions secrètes du cabinet. D'un autre côté, toutes les dépenses de l'armée devaient être supportées par le pays, ce qui, non seulement, en absorbait les revenus, mais donnait encore lieu à un surcroît de charges plus ou moins grand, selon les lieux où séjournait plus ou moins de troupes. En France, on avait supprimé les impôts indirects; le système de contributions était fort insuffisant, le trésor était indépendant, tout était conduit avec désordre, corruption et malhabileté; on laissait manquer tous les services; il fallait y envoyer des contributions d'Italie, des sommes fort importantes pour secourir les armées du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest, et même les administrations à Paris. Cependant, il devenait essentiel de contrebalancer en Italie l'influence du parti autrichien, qui se composait de la noblesse, et d'une partie du clergé, sur lequel Rome agissait avec plus ou moins de succès. Napoléon soutint le parti qui voulait l'indépendance de l'Italie, mais sans se compromettre, et il captiva, malgré l'état critique des temps, l'opinion de la majorité de ces peuples. Il porta non seulement un grand respect à la religion, mais n'oublia rien de ce qui pouvait lui concilier l'esprit du clergé. Il sut se servir à propos du talisman, du mot de liberté, et surtout de celui d'indépendance nationale, qui depuis les temps de Rome n'a jamais cessé d'être cher aux Italiens. Il confia l'administration des provinces, des villes et des communes aux habitans, en choisissant les hommes les plus recommandables et qui jouissaient de la plus haute faveur populaire; il remit la police aux gardes nationales, qui, dans toute la Lombardie, furent levées à l'instar de celles de la France, aux couleurs italiennes, rouge, blanc et vert. Milan avait été Guelfe; c'était encore la disposition générale des esprits. Les patriotes devenaient tous les jours plus nombreux, les idées françaises faisaient incessamment de nouveaux progrès, et l'esprit public fut tel, après la destruction de Wurmser, que le général en chef autorisa le congrès lombard à opérer la levée d'une légion de trois mille hommes. Dans le courant de novembre, les généraux Zayonchek et Dombrowski accoururent de Pologne, avec un grand nombre d'officiers, pour offrir leurs services à l'Italie; on autorisa le congrès à lever une légion de trois mille Polonais. Ces troupes ne

furent jamais mises en ligne contre les Autrichiens ; mais elles servirent à maintenir la tranquillité publique et à contenir l'armée du pape. Lorsque des circonstances difficiles décidèrent le général en chef à proclamer la république Cispadane, le congrès lombard fut vivement alarmé ; mais on lui fit sentir que cela tenait aux différences des circonstances. La ligne d'opérations de l'armée ne passait pas par le territoire cispadan ; et enfin il ne fut pas difficile de convaincre les plus éclairés que quand il serait vrai que cela tînt au désir du gouvernement français de ne pas prendre des engagemens, que le succès de la guerre pouvait ne pas lui permettre de tenir, cela ne devait pas les alarmer ; car enfin, il était bien évident que le sort du parti français, en Italie, dépendait du hasard des champs de bataille ; que d'ailleurs, cette garantie, que dès aujourd'hui la France donnait à la république Cispadane, leur était également favorable, puisque s'il arrivait qu'un jour la fatalité des circonstances obligeât la France à consentir au retour des Autrichiens en Lombardie, la république Cispadane serait alors un refuge pour les Lombards et un foyer où se conserverait le feu sacré de la liberté italienne.

Reggio, Modène, Bologne et Ferrare, situés sur la rive droite du Pô, comprenaient toute l'étendue du pays, depuis l'Adriatique jusqu'aux états de Parme, par lesquels ils touchaient à la république de Gênes, et par celle-ci à la France. Si l'on craignait d'être obligé de restituer la Lombardie à l'Autriche pour faciliter la paix, on sentait d'autant plus l'importance de conserver une république démocratique sur la rive droite du Pô, et sur laquelle la maison d'Autriche n'avait aucun droit ni aucune réclamation à faire valoir.

Ces quatre états existèrent plusieurs mois indépendans sous le gouvernement de leurs municipalités ; une junte de sûreté générale, composée des Caprara, etc., fut organisée pour concerter les mesures de défense, et contenir les malveillans. Un congrès composé de cent députés, se réunit à Modène dans le courant de novembre ; les couleurs lombardes y furent proclamées couleurs italiennes ; quelques bases de gouvernement furent décrétées, savoir : la suppression de la féodalité, l'égalité, les droits de l'homme ; ces petites républiques se fédérèrent pour la défense commune, et se cotisèrent pour lever une légion italienne, forte de trois mille hommes. Le congrès était composé de personnes de tous les états ; des cardinaux, des nobles, des négocians, des hommes de loi, des hommes de lettres : insensiblement, les idées s'agrandirent, la presse était libre ; et enfin, au commencement de janvier 1797, après quelques résistances, l'esprit de localités fut vaincu ; ces peuples se réunirent en une seule république, sous le nom de Cispadane, dont Bologne fut déclarée la capitale, et ils adoptèrent une constitution représentative. Le contrecoup s'en fit sentir à Rome. L'organisation et l'esprit de ces nouveaux républicains fut une barrière efficace contre l'esprit que propageait le saint-siége, et contre les troupes qu'il réunissait en Romagne. Le congrès lombard se lia avec la république Cispadane qui, dès ce moment, fixa les regards de tous les Italiens. La ville de Bologne est, des villes d'Italie, celle qui a montré constamment le plus d'énergie, et le plus de vraies lumières. En février 1797, après la paix de Tolentino, la Romagne ayant été cé-

dée par le pape, dnt être naturellemeut réunie à la république Cispadane, ce qui en porta la population à près de deux millions d'âmes.

Tel était l'état de l'Italie à la fin de l'année 1796 et au printemps de 1797, lorsque l'armée française se résolut à traverser les Alpes julieunes, et à marcher sur Vienne.

CHAPITRE XIV.

BATAILLE DE RIVOLI.

Affaire de Rome. — Situation de l'armée autrichienne.—Situation de l'armée française. — Plan d'opérations adopté par la cour de Vienne. — Combat de Saint-Michel (12 janvier).—Passage de l'Adige par le général Provéra; sa marche sur Mantoue (14 janvier).— Bataille de la Favorite (16 janvier). — Capitulation de Mantoue (2 février).

§ Ier.

Le sénat de Venise s'exaspérait tous les jours davantage contre la cause française; mais une double crainte enchaînait sa haine : la présence de l'armée victorieuse, et l'esprit de fermentation de la plupart de ses villes de terre-ferme. Cependant, il faisait des levées d'Esclavons; de nouveaux bataillons arrivaient successivemeut dans les lagunes. Les deux partis étaient en présence dans toutes les villes de la terre-ferme. Les châteaux de Vérone et de Brescia étaient occupés par les tronpes françaises. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle. Le général Baraguey-d'Hilliers en prit possession. Cette précaution parnt suffisante dans l'espérance que nourrissait Napoléon de la prompte reddition de Mantoue. Il ne voulait pas, avant la chute de cette place, s'engager avec le sénat dans des discussions qui eussent compliqué sa position; ainsi, des deux côtés on dissimulait encore.

Les négociations avec Rome étaient rompues; l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait rien obtenir de cette cour que par la présence de la force. Il fallait mettre un terme à cet état d'incertitude qui maintenait la fermentation en Italie. Avant l'arrivée des nouvelles armées autrichieunes, trois mille Français et quatre mille Italiens passèrent le Pô et entrèreut à Bologne, le 6 janvier; le général en chef s'y était rendn de Milan. Manfrédini, premier ministre du grand duc de Toscane, accourut pour ménager les intérêts de ce prince : il remporta, à Florence, la convictiou que les Français marchaient sur Rome; le Vatican ne fnt point dupe de ces menaces. Il avait connaissance des plans adoptés à Vienne et en espérait le succès. Le ministre d'Antriche soutenait sou courage; rien n'était plus heureux pour leurs vues que d'attirer les Français dans le fond de l'Italie; il fallait même que le pape quittât Rome si cela était nécessaire; la défaite des Français sur l'Adige en serait d'autant plns assurée; c'était sur les rives du Tibre que se déciderait le sort de l'Italie!

§ II.

En effet, Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables; le Padouan, le Trévisan, et tout le Bassanais, étaient couverts de ses troupes. Les deux mois qui s'étaient écoulés depuis la bataille d'Arcole, l'Autriche les avait mis à profit pour faire arriver dans le Frioul des divisions tirées des

rives du Rhin où les armées françaises étaient en quartier d'hiver. Elle avait imprimé un mouvement national à toute la monarchie. Elle leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellens tirailleurs. Il fut aisé de leur persuader qu'ils devaient défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité de leurs montagnes. Les succès de l'Autriche en Allemagne, dans la campagne dernière, et ses défaites en Italie, avaient agité l'esprit public de ses peuples en sens opposé; les grandes villes offrirent des bataillons de volontaires; Vienne en fournit quatre : les bataillons de Vienne reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains ; ils les perdirent, mais après les avoir défendus avec honneur. Au commencement de janvier 1797, l'armée autrichienne d'Italie était de huit divisions d'infanterie, de forces égales, auxquelles étaient attachées plusieurs brigades de cavalerie légère, et une division de cavalerie de réserve, en tout soixante-cinq à soixante-dix mille combattans (soixante-quatre bataillons, trente escadrons), et six mille Tyroliens, sans compter vingt-quatre mille hommes de la garnison de Mantoue; total, quatre-vingt-seize à cent mille hommes.

§ III.

L'armée française avait été renforcée depuis Arcole de deux demi-brigades d'infanterie, tirées des côtes de la Provence; la 57e en faisait partie, et d'un régiment de cavalerie, en tout sept mille hommes, ce qui compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue; elle était formée en cinq divisions : Joubert en commandait une et occupait Monte-Baldo, Rivoli et Bussolingo; Rey, avec une division moins forte, était en réserve à Dozenzano ; Masséna était à Vérone, ayant une avant-garde à Saint-Michel; Augereau était à Legnago, son avant-garde à Bevilaqua; Serrurier bloquait Mantoue. Ces cinq divisions comptaient sous les armes quarante-trois mille hommes, dont trente-et-un mille seulement à l'armée d'observation. Joubert avait couvert la Corona de retranchemens; Vérone, Legnago, Peschiera Pizzighettone, étaient en bon état; les citadelles de Brescia, de Bergame, le fort de Fuentès, la citadelle de Ferrare et le fort d'Urbain, étaient également occupés par les Français, et des chaloupes canonnières les rendaient maîtres des quatre lacs de Garda, de Como, de Lugano et Majeur.

§ IV.

Wurmser avait attaqué par trois débouchés, par la chaussée de la Chièse, par Monte-Baldo, par la vallée de l'Adige. Ses colonnes devaient se réunir sur Mantoue. Quelques mois après, Alvinzi était entré en Italie avec deux armées, l'une par le Tyrol, l'autre par la Piave, la Brenta et l'Adige; elles devaient se réunir à Vérone. La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan qui se liait avec les opérations de Rome. Elle ordonna de faire deux grandes attaques, la principale par Monte-Baldo; la seconde sur le bas Adige par les plaines du Padouan : elles devaient être indépendantes l'une de l'autre. Les deux corps d'armée se réuniraient devant Mantoue. Le principal devait déboucher par le Tyrol; s'il battait l'armée française, il arriverait sous les murs de Mantoue et y trouverait le corps qui s'y serait porté en traversant l'Adige. Si la principale

attaque échouait et que la seconde réussît, le siége de Mantoue serait également levé et la place approvisionnée; alors ce corps d'armée se jetterait dans le Serraglio et établirait ses communications avec Rome; Wurmser prendrait le commandement de l'armée qui se formait dans la Romagne, avec ses cinq mille hommes de cavalerie, son état-major et sa nombreuse artillerie de campagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavaliers démontés, qui se trouvaient dans Mantoue, serviraient à discipliner l'armée du pape et à former une diversion qui obligerait les Français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Pô. Un agent secret fort intelligent, envoyé de Vienne à Mantoue, fut arrêté par une sentinelle, comme il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. On lui fit rendre sa dépêche qu'il avait avalée; elle était renfermée dans une boule de cire à cacheter. C'était une petite lettre écrite en français en caractères très fins, signée de l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il serait incessamment dégagé. Dans tous les cas, il lui ordonnait de ne pas capituler, d'évacuer la place, de passer le Pô, de se rendre dans les états du pape, et de prendre le commandement de l'armée du saint-siége.

§ V.

En exécution du plan adopté par la cour de Vienne, Alvinzi commanda la principale attaque, composée de quarante-cinq mille hommes, et porta son quartier-général de Bassano à Roveredo; le général Provera prit le commandement du corps d'armée destiné à agir sur le bas Adige: trois divisions, vingt mille hommes; il établit son quartier-général à Padoue. Le 12 janvier, sa division de gauche, commandée par Bayalitsch, prit position à Caldiero, et Hohenzollern, avec l'avant-garde, à Montagnana. Le 12, Hohenzollern marcha sur Bevilaqua, où était l'avant-garde française, commandée par le brave général Duphot, qui, après une légère résistance, se retira derrière l'Adige, en passant sur les ponts de Porto-Legnago. La division de Bayalitsch attaqua Saint-Michel: elle était de huit bataillons, six escadrons. Masséna marcha au secours de son avant-garde; les Autrichiens rompus, furent poursuivis l'épée dans les reins jusqu'à Caldiero, laissant neuf cents prisonniers.

Instruit à Bologne, par les agens de Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue, le général en chef avait fait camper les troupes italiennes sur les frontières de la Transpadane, pour tenir en échec l'armée du pape, et dirigé les trois mille Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagoscuro; de sa personne, il avait traversé ce fleuve à Borgo-Forte et passé au quartier-général de Roverbella; il arriva à Vérone pendant le combat de Saint-Michel. Il ordonna le soir à Masséna de reployer dans la nuit toute sa division derrière Vérone. L'ennemi était en opération; il fallait tenir toutes les troupes au-delà du défilé, pour pouvoir se porter sans retard où serait la véritable attaque. Dans la nuit, il reçut de Legnago le rapport que l'armée autrichienne était en mouvement sur le bas Adige, que le grand état-major y était, que l'on avait vu deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées

devant lui ; il avait vu plus de douze mille hommes, il supposait que ce n'était que la première ligne. Joubert, de la Corona, manda que pendant toute la journée du 12, il avait été attaqué, mais qu'il avait contenu et repoussé l'ennemi, ce qui paraissait confirmer l'opinion que la principale attaque était sur le bas Adige.

§ VI.

L'ennemi n'avait pas encore démasqué ses projets, le moment de prendre un parti n'était pas arrivé. Les troupes se tinrent prêtes à faire une marche de nuit ; la division, campée à Dezenzano, se porta, le 13, à Castelnovo, pour y attendre de nouveaux ordres. Les nouvelles de la Chièse étaient rassurantes de ce côté. Il pleuvait à grands flots ; à 10 heures, les troupes étaient sous les armes, mais Napoléon n'était pas encore décidé de quel côté il les dirigerait : descendraient-elles ou remontraient-elles les rives de l'Adige ? A dix heures du soir, les rapports de Monte-Baldo et du bas Adige arrivèrent. Joubert mandait que le 13, à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces, qu'il s'était battu toute la journée; que sa position était très resserrée; qu'il avait eu le bonheur de se maintenir ; mais qu'à deux heures après midi, s'étant aperçu qu'il était débordé à sa gauche, par la marche d'une division autrichienne, qui longeait le lac de Garda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite, par une autre division qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont près Dolce, à une lieue de Rivoli, passé ce fleuve, et filait par la rive droite, longeant le pied de Monte-Magone pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer de ce plateau important, la clef de toute la position ; et que sur les quatre heures, il avait jugé de même nécessaire de suivre ce mouvement de retraite, afin d'arriver de jour sur le plateau de Rivoli ; qu'il serait obligé d'évacuer dans la nuit, s'il ne recevait des ordres contraires, sur le bas Adige. Provera avait bordé la rive gauche, les tirailleurs se fusillaient des deux côtés. Le projet de l'ennemi se trouva dès lors démasqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux corps ; le principal sur Monte-Baldo, et un plus petit sur le bas Adige. La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière à Provera ; mais le danger était imminent du côté de Monte-Baldo, il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie, en s'emparant du plateau de Rivoli, et que si on pouvait l'attaquer avant qu'il se fût saisi de ce point important, il serait obligé de combattre sans artillerie et sans cavalerie. Toutes les troupes se mirent donc en marche pour être à la pointe du jour à Rivoli; le général en chef s'y rendit lui-même, il y arriva à deux heures du matin.

§ VII.

Le temps s'était éclairci, le clair de lune était superbe; il monta sur les différentes hauteurs, et observa les lignes des feux ennemis ; elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Garda, l'atmosphère en était embrasée. Il distingua fort bien cinq camps, chacun composé d'une colonne, qui avaient déjà commencé leurs mouvemens dès la veille. Les feux des bivouacs annonçaient quarante à quarante-cinq

mille hommes. Les Français ne pouvaient opérer sur ce champ de bataille qu'avec vingt-deux mille hommes; c'était encore une très grande disproportion; mais ils avaient sur l'ennemi l'avantage de soixante pièces de canon et de plusieurs régimens de cavalerie. Il parut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, qu'Alvinzi ne voulait pas attaquer avant dix heures du matin. La première colonne, celle de Luzignan, à la droite, était fort éloignée; elle paraissait avoir pour but de cerner le plateau de Rivoli par derrière; elle ne pouvait être arrivée avant dix heures. La deuxième colonne, celle de Liptay, semblait vouloir attaquer la position de gauche du plateau; la troisième colonne, celle de Koblos, rasait le pied du Monte-Magnone; la quatrième colonne, commandée par Oskay, était sur la crête du Monte-Magnone, se dirigeant sur la chapelle Saint-Marc. La cinquième colonne se composait de quatorze bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie et des bagages de l'armée; elle avait passé l'Adige à Dolce, avait descendu la rive droite au pied du Monte-Magnone: elle se trouvait vis-à-vis Osteria della Dogana, en échelons près le hameau d'Incanole; au pied du plateau de Rivoli: elle devait déboucher par cette chaussée; alors Alvinzi aurait eu son infanterie, son artillerie et sa cavalerie. La sixième colonne, sous Wukassowich, était sur la rive gauche de l'Adige, vis-à-vis de la Chièse vénitienne.

Sur cet aperçu, Napoléon établit son plan: il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle Saint-Marc sur Monte-Magnone, et qui n'occupait plus le plateau de Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre de suite l'offensive, de se réemparer de la chapelle sans attendre le jour, de pousser la quatrième colonne d'Oskay aussi loin que possible. Dix Croates, instruits par un prisonnier de l'évacuation de Saint-Marc, venaient d'y entrer, lorsque Joubert fit remonter à la chapelle le général Vial, à quatre heures du matin et la reprit. La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates et successivement avec toute la colonne d'Oskay. Mais au jour, elle était déjà repoussée sur le milieu de la crête de Monte-Magnone. La troisième colonne autrichienne, celle de Koblos, pressa alors sa marche, et un peu avant neuf heures, elle arriva sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli, mais sans artillerie. La 14[e] et la 85[e] demi-brigades françaises, qui étaient en bataille sur cette position, avaient chacune une batterie; la 14[e] occupait la droite, elle repoussa les attaques de l'ennemi; la 85[e] fut débordée et rompue; le général en chef courut à la division Masséna, qui, ayant marché toute la nuit, prenait un peu de repos au village de Rivoli, la mena à l'ennemi, et en moins d'une demi-heure, cette colonne fut battue et mise en déroute. La colonne Liptay accourut au secours de Koblos; il était dix heures et demie. Quasdanowich, qui était au fond de la vallée, s'aperçut que Joubert n'avait laissé personne à la chapelle Saint-Marc, qu'il s'était porté en avant à la suite d'Oskay, et que le feu s'approchait du plateau de Rivoli: il crut le moment propice pour déboucher; il détacha trois bataillons pour gravir sur la chapelle, deux pour favoriser le passage de sa cavalerie et de son artillerie. Du succès de cette entreprise dépendait le gain de la bataille, mais l'exécution en était difficile; c'était une véritable escalade. Joubert fit rétrograder au pas de course trois bataillons, qui

arrivèrent à la chapelle avant ceux de l'ennemi et les rejetèrent au fond de la vallée. La batterie française, de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitrailla tout ce qui se présenta pour déboucher. Le colonel Leclerc chargea par peloton avec trois cents chevaux. Le chef d'escadron Lasalle chargea plus loin avec deux cents hussards; l'intrépidité de ces charges décida du succès; l'ennemi fut culbuté dans le ravin; tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, artillerie, fut pris; la moitié de l'armée, formée des colonnes de Quasdanowich et Wukassowich, n'ayant pu déboucher, devint inutile et ne fut d'aucun secours. Pendant ce temps, la première colonne, celle de Luzignan, arrivait à la position qui lui était indiquée; elle avait rencontré la réserve française de Dezenzano, composée de la 57ᵉ et de la 58ᵉ, en position à Orza, elle laissa une de ses brigades pour la tenir en échec; l'autre brigade, forte de cinq mille hommes, se déploya sur les hauteurs de Pipolo, à cheval sur le chemin de Vérone, derrière le plateau de Rivoli, appuyant sa droite à l'Adige; elle n'avait point d'artillerie, elle croyait avoir tourné l'armée française; mais il était trop tard : à peine fut-elle arrivée sur la hauteur, qu'elle put voir la déroute d'Oskay, Koblos, Liptay; elle pressentit le sort qui l'attendait; elle était sans ressources. Elle fut d'abord canonnée par quinze pièces de douze de la réserve, pendant un quart d'heure, et aussitôt après abordée et entièrement prise. Sa deuxième brigade, qu'elle avait laissée en arrière, contre la réserve de Dozenzano, se mit alors en retraite; elle fut suivie, dispersée, en grande partie tuée ou prise. Il était deux heures après midi, l'ennemi était partout battu et vivement harcelé. Joubert avança avec tant de rapidité, qu'un moment on crut toute l'armée d'Alvinzi prise. L'Escalier était la seule retraite de l'ennemi; mais son général, sentant le danger où il était, fit volte-face avec une réserve, contint Joubert et même lui fit perdre un peu de terrain. La bataille était gagnée; les Français avaient pris les douze pièces de canon débouchées par Incanole, des drapeaux, et fait sept mille prisonniers. Deux détachemens de la 18ᵉ et de la 32ᵉ, qui rejoignaient l'armée, avaient donné dans la division Luzignan, pendant qu'elle coupait la chaussée de Vérone. Ils répandirent le bruit sur les derrières que l'armée française était cernée et perdue. Dans cette journée, le général en chef fut, à plusieurs reprises, entouré par l'ennemi; il eut plusieurs chevaux blessés. Le général Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde.

§ VIII.

Dans le même jour, Provera jeta un pont à Anghiari, près Legnago, passa le fleuve et marcha sur Mantoue; il laissa une réserve à la garde de ses ponts. Augereau ne put les attaquer que le 25; il eut un combat de quelques heures, il tua ou prit la garde et brûla les pontons; mais Provera avait gagné une marche sur lui; le blocus de Mantoue était compromis. Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a des équipages de pont de passer une rivière; lorsque l'armée, qui défend le passage, a pour but de couvrir un siége, elle doit avoir pris ses mesures pour arriver avant l'ennemi à une position intermédiaire entre la rivière qu'elle défend et la place qu'elle couvre. Aussitôt que Provera eut passé l'Adige, Augereau aurait dû se diriger

sur la Molinella; il y serait arrivé avant lui.

Napoléon ayant appris, le 14 à deux heures après-midi, au milieu de la bataille de Rivoli, que Provera jetait un pont à Anghiari, prévit sur le champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert, le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régimens pour se rendre devant Mantoue; il avait treize lieues à faire. Il entra à Roverbella, comme Provera arrivait devant Saint-Georges. Hohenzollern, avec l'avant-garde, s'était présenté le 16, à l'aube du jour, à la porte de Saint-Georges, à la tête d'un régiment ayant des manteaux blancs; sachant que ce faubourg n'était couvert que par une simple ligne de circonvallation, il espérait le surprendre. Miolis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville; il savait qu'une division française était sur l'Adige et croyait l'ennemi très loin. Les hussards de Hohenzollern ressemblaient au premier de hussards français. Cependant, un vieux sergent de la garnison de Saint-Georges, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, fixa cette cavalerie; il conçut des doutes qu'il communiqua à un tambour qui l'accompagnait; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être de Berchini. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jetèrent dans Saint-Georges, criant aux armes, et poussèrent la barrière. Hohenzollern se mit au galop, mais il n'était plus temps, il fut reconnu et mitraillé, les troupes abordèrent bientôt les parapets. A midi, Provera cerna la place. Le brave Miolis, avec quinze cents hommes, se défendit toute la journée, et donna ainsi le temps aux secours partis de Rivoli d'arriver.

§ IX.

Provera communiqua avec Mantoue par une barque au travers du lac, et concerta les opérations du lendemain. Le 16, au jour, Wurmser sortit avec la garnison et prit position à la Favorite. A une heure du matin, Napoléon plaça le général Victor, avec les quatre régimens qu'il avait amenés, entre la Favorite et Saint-Georges, pour empêcher la garnison de Mantoue de se joindre à l'armée de secours. Serrurier, à la tête des troupes du blocus, attaqua la garnison; la division Victor aborda l'armée de secours; c'est à cette bataille que la 57ᵉ mérita le nom de *Terrible*. Elle fondit sur la ligne autrichienne et renversa tout ce qui voulut résister; à deux heures après-midi, la garnison ayant été rejetée dans la place, Provera capitula et posa les armes. Beaucoup de drapeaux, des bagages, des parcs, six mille prisonniers et plusieurs généraux tombèrent au pouvoir du vainqueur. Pendant ce temps-là, une arrière-garde, que Provera avait laissée à la Molinella, fut attaquée par le général Point de la division Augereau, battue et prise; il ne s'échappa du corps de Provera que deux mille hommes qui restaient au-delà de l'Adige; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée bataille de la Favorite, du nom d'un palais des ducs de Mantoue, situé près du champ de bataille.

Du côté de Pazzone, Joubert poussa toute la journée du 15, Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'Escalier de Brentino, que cinq mille hommes furent coupés et pris. Murat, avec deux bataillons de troupes légères embarquées sur le lac de Garda, tourna la Corona; Alvinzi s'échappa avec peine. Joubert se porta sur Trente,

occupa les anciennes positions du Lavis; il fit un millier de prisonniers dans diverses reconnaissances. Le général Augereau marcha à Castel-Franco et de là à Trévise; il eut aussi à soutenir quelques légères affaires. Masséna s'empara de Bassano et plaça ses avant-postes sur la Piave; il fit douze cents prisonniers dans deux combats d'avant-garde.

Les troupes autrichiennes repassèrent la Piave. Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol: ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter. L'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente et occupa le Tyrol italien. On prit tous les malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée occupa les mêmes positions qu'avant la bataille d'Arcole. Les trophées recueillis pendant janvier aux divers combats, sont : vingt-cinq mille prisonniers, vingt-quatre drapeaux ou étendards et soixante pièces de canon. Enfin, la perte de l'ennemi fut de trente-cinq mille hommes au moins.

Bessières porta à Paris les drapeaux. Les prisonniers étaient si nombreux, qu'ils donnèrent de l'embarras; beaucoup se sauvèrent en route par la Suisse : il y avait un système organisé à cet effet; cependant, le général Rey les escortait avec quatre mille hommes.

C'est pour reconnaître les services rendus dans tant de batailles par le général Masséna que, depuis, l'empereur le nomma *duc de Rivoli*.

§ X.

Depuis long-temps, la garnison de Mantoue était à la demi-ration; les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli. Il n'avait plus rien à espérer. On le somma de se rendre; il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant, à quelques jours de là, Klénau, son premier aide-de-camp, se rendit au quartier-général de Serrurier. Il protesta que la garnison avait encore pour trois mois de vivres; mais que le maréchal ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Serrurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet. Napoléon se rendit à Roverbella; il resta incognito enveloppé dans son manteau pendant que la conversation s'engagea entre les deux généraux. Klenau, employant tous les moyens d'usage, dissertait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve. Le général en chef s'approcha de la table, prit la plume et écrivit près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, pendant que la discussion durait toujours avec Serrurier. Quand il eut fini : « Si Wurmser, dit-il à Klenau, » avait seulement pour dix-huit ou » vingt jours de vivres et qu'il parlât » de se rendre, il ne mériterait aucune » capitulation honorable; mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du maréchal : voici les conditions que je lui accorde, s'il ouvre » ses portes demain. S'il tarde quinze » jours, un mois, deux mois, il aura » encore les mêmes conditions; il peut » attendre jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant » pour passer le Pô, et je marche sur » Rome. Vous connaissez mes intentions, allez les dire à votre général. » Klenau, qui n'avait rien conçu aux

premières paroles, ne tarda pas à juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance des décisions dont la lecture le pénétra de reconnaissance pour un procédé aussi généreux et aussi peu attendu. Il ne fut plus question de dissimuler; il convint qu'ils n'avaient plus de vivres que pour trois jours. Wurmser fit solliciter le général français, puisqu'il devait traverser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce qui lui éviterait beaucoup de détours et de mauvais chemins; mais déjà tous les arrangemens étaient disposés. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance; et peu de jours après, il lui expédia un aide-de-camp à Bologne pour l'instruire d'une trame d'empoisonnement qui devait avoir lieu dans la Romagne, et lui donna des renseignemens nécessaires pour s'en garantir. Cet avis fut utile. Le général Serrurier présida aux détails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de son armée; déjà Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence avec laquelle il se dérobait au spectacle si flatteur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes en Italie, à la tête de son état-major, lui remettant son épée, fut remarquée dans toute l'Europe. La garnison de Mantoue s'élevait encore à vingt mille hommes, dont douze mille combattans, trente généraux, quatre-vingts commissaires et employés de toute espèce, et le grand quartier-général de Wurmser. Dans les trois blocus, depuis le mois de juin, vingt-sept mille soldats étaient morts dans les hôpitaux ou avaient été tués dans les diverses sorties.

Joubert, né dans le département de l'Ain (l'ancienne Bresse), avait étudié pour le barreau: la révolution lui fit prendre le parti des armes. Il servit à l'armée d'Italie, et y fut fait général de brigade et de division. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion; mais il avait trempé sa constitution au milieu des fatigues, des camps et de la guerre des montagnes. Il était intrépide, vigilant, actif. Il fut fait général de division en novembre 1796, pour remplacer Vaubois. Il eut le commandement du corps du Tyrol. On verra qu'il se fit honneur dans les campagnes d'Allemagne. Il était fort attaché à Napoléon qui le chargea, en novembre 1797, de porter au directoire les drapeaux de l'armée d'Italie. En 1799, il se jeta dans les intrigues de Paris, et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, après la défaite de Moreau; il épousa alors la fille du sénateur Semonville. Il fut tué glorieusement à la bataille de Novi. Il était jeune encore et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il était fait pour arriver à une grande renommée militaire.

CHAPITRE XV.

TOLENTINO.

L'armistice avec la cour de Rome est rompu. — Armée du saint-siége. — Combat du Senio; soumission de la Romagne. — Renvoi, dans leurs foyers, des prisonniers faits au combat du Senio. — Combat et prise d'Ancône. —Notre-Dame de Lorette. — Mission du général des Camaldules, auprès du pape Pie VI. — Traité de Tolentino. — Mantoue. — Arrivée en Italie de deux divisions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin.

§ 1er.

Le cardinal Busca avait succédé depuis six mois au cardinal Zelada, dans

la place de secrétaire-d'état de Rome. Il avait rompu avec la France, s'était lié ouvertement avec l'Autriche, et travaillait, avec plus de zèle que de succès, à former une armée respectable. Il voulait faire revivre ces temps, où les armées pontificales décidaient du sort de la Péninsule. Il avait stimulé la noblesse romaine à tel point qu'elle offrit, avec plus d'emphase que de sincérité, des régimens équipés, des chevaux et des armes. Ce cardinal avait une grande confiance dans l'attachement des Italiens à leur religion et dans l'esprit naturellement guerrier des peuples de l'Apennin. Napoléon avait dissimulé tant d'outrages et tant d'insultes; mais la chute de Mantoue le mettait enfin à même d'en tirer une vengeance éclatante.

Un courrier du cardinal Busca, adressé à monsignor Albina, chargé d'affaires de Rome à Vienne, fut intercepté près de la Mezzola, le 10 janvier 1797: toute la politique du Vatican y était dévoilée. Ce ministre écrivait : « Que les » Français voulaient la paix, la sollicitaient même avec instance ; mais » qu'il en éloignait la conclusion, parce « que le pape était décidé à se confier » entièrement à la fortune de la maison » d'Autriche; que les conditions de » l'armistice de Bologne n'étaient ni » ne seraient exécutées, malgré les » plus vives réclamations de la part du » ministre français, Cacault; que de » nouvelles troupes se levaient dans les » états du saint-siége, avec activité; » que le saint-père acceptait le général » Colli, qu'offrait l'empereur pour » commander son armée; qu'il était » nécessaire que ce général amenât » avec lui un bon nombre d'officiers » autrichiens, surtout des officiers du » génie et de l'artillerie; que des ordres étaient donnés pour leur réception à Ancône; qu'il voyait avec » peine que Colli serait obligé de s'aboucher avec Alvinzi, des manœuvres » duquel il était peu content; qu'il serait bon qu'il allât passer la revue » des troupes du pape en Romagne, » avant de se rendre à Rome, etc.»

Un courrier fut sur-le-champ expédié au ministre de France, Cacault, avec l'ordre de quitter Rome. «Depuis » plusieurs mois, lui écrivait Napoléon, » on vous a abreuvé d'humiliations; » on a mis tout en usage pour vous » faire sortir de Rome. Aujourd'hui » résistez aux instances que l'on pourrait faire pour vous y retenir : partez » aussitôt après la réception de cette » lettre. » Ce ministre écrivit au secrétaire-d'état Busca : « Je suis rappelé » par ordre de mon gouvernement, » qui m'oblige à partir ce soir pour » Florence ; j'ai l'honneur d'en prévenir votre éminence, en lui rappelant » les expressions de mon respect. » Busca soutint la gageure jusqu'à la fin, et répondit : « Le cardinal Busca était » loin de s'attendre à la nouvelle que » le très respectable M. de Cacault » vient de lui communiquer. Son départ subit pour Florence ne lui permet rien autre chose que de l'assurer » de sa profonde estime. » Au même moment, le général Victor passa le Pô, à Borgo-Forte, à la tête de quatre mille hommes d'infanterie et de six cents chevaux, et se réunit, à Bologne, à la division italienne du général Lahoz, de quatre mille hommes. Ces neuf mille hommes suffisaient à la conquête des états de l'Église. Peu de jours après, Napoléon se porta à Bologne, et fit publier un manifeste conçu en ces termes :

« Art. 1er. Le saint-siége a refusé » formellement d'exécuter les articles » VIII et IX de l'armistice conclu ;

» le 20 juin, à Bologne, sous la mé-
» diation de l'Espagne, et ratifié so-
» lennellement à Rome, le 27 juin.

» II. Il n'a cessé d'armer ou d'exci-
» ter, par ses manifestes, les peuples
» à la guerre ; il a violé le territoire de
» Bologne ; ses troupes se sont appro-
» chées à dix milles de cette ville, et
» ont menacé de l'occuper.

» III. Il a entamé des négociations
» hostiles contre la France, avec la
» cour de Vienne, comme le prouvent
» les lettres du cardinal Busca, et la
» mission du prélat Albani, à Vienne.

» IV. Il a confié le commandement
» de ses troupes à des généraux et offi-
» ciers autrichiens, envoyés près la cour
» de Vienne.

» V. Il a refusé de répondre aux
» avances officielles qui lui ont été
» faites par le citoyen Cacault, ministre
» de la république française, pour
» l'ouverture d'une négociation de
» paix.

» VI. Le traité d'armistice a donc
» été violé et enfreint par le saint-
» siége : en conséquence, je déclare
» que l'armistice conclu, le 23 juin,
» entre la république française et la
» cour de Rome, est rompu. »

A l'appui de ce manifeste, on publia les lettres interceptées du cardinal Busca. On pouvait y joindre un grand nombre d'autres pièces ; mais ces lettres disaient tout. Le cardinal Mattei, après avoir été trois mois dans un séminaire à Brescia, avait obtenu la permission de retourner à Rome. Profitant de l'avantage qu'il avait d'être connu du général, il lui avait écrit plusieurs fois : celui-ci mit à profit cette circonstance pour expédier à ce cardinal les lettres interceptées du cardinal Busca. Leur lecture remplit de confusion le sacré collége, et ferma la bouche aux partisans de ce ministre.

§ II.

Le 2 février, le quartier-général s'établit à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis pape Pie VII. Le 3, la petite armée française arriva à Castel-Bolognese, vis-à-vis l'armée du pape, qui était en position sur la rive droite du Senio, défendant le passage du pont. Cette armée était composée de six à sept mille hommes de troupes régulières, ou de paysans rassemblés par le tocsin, commandés par des moines, et fanatisés par les prédicateurs et les missionnaires ; elle avait huit pièces de canon. Les Français prirent position ; la journée avait été forte : comme ils plaçaient leurs grandes gardes, un parlementaire se présenta et déclara, d'une manière burlesque, de la part de son éminence monseigneur le cardinal, général en chef, *que si l'armée française continuait d'avancer, il ferait feu sur elle. On rit beaucoup de cette terrible menace.* On répondit : *Qu'on ne voulait point s'exposer aux foudres du cardinal, et qu'on allait prendre position pour passer la nuit.* Cependant le cardinal Busca avait réussi dans ses espérances. La Romagne était en feu ; la guerre sainte y avait été proclamée ; depuis trois jours le tocsin ne cessait de sonner ; la dernière classe du peuple était dans le délire et la frénésie ; les prières de quarante heures, les missions dans les places publiques, les indulgences, les miracles même, tout avait été mis en œuvre : ici c'étaient des martyrs dont les plaies saignaient ; là des *madones* qui pleuraient ; tout annonçait un incendie prêt à consumer cette belle province. Le cardinal Busca avait dit au ministre français, Cacault : « Nous ferons une » Vendée de la Romagne, nous en fe-

» rons une des montagnes de la Ligu-
» rie, nous en ferons une de toute l'I-
» talie. »

On afficha, à Imola, la proclamation suivante :

« L'armée française va entrer sur le
» territoire du pape ; elle sera fidèle
» aux maximes qu'elle professe ; elle
» protégera la religion et le peuple.
» Le soldat français porte d'une main
» la baïonnette, sûr garant de la vic-
» toire; de l'autre, le rameau d'olivier,
» symbole de la paix et le gage de sa
» protection. Malheur à ceux qui, sé-
» duits par des hommes profondément
» hypocrites, attireront sur leurs mai-
» sons la vengeance d'une armée qui
» a, dans six mois, fait cent mille pri-
» sonniers des meilleures troupes de
» l'empereur, pris quatre cents pièces
» de canon de bataille, cent dix dra-
» peaux, et détruit cinq armées. »

§ III.

A quatre heures du matin, le général Lannes, commandant l'avant-garde de la petite armée française, remonta le Senio pendant une liene et demie, le passa à gué, à la pointe du jour, et se rangea en bataille sur les derrières de l'armée du pape, lui coupant le chemin de Faenza. Le général Lahoz, soutenu par une batterie et couvert par une nuée de tirailleurs, passa le pont en colonne serrée. Dans un moment, cette multitude armée fut en déroute ; artillerie, bagages, tout fut pris ; quatre à cinq cents hommes furent sabrés, quelques moines périrent le crucifix à la main ; c'étaient, la plupart, des mendians. Presque tonte la troupe de ligne fut prise. Le cardinal-général se sauva. Le combat ne dura pas une heure. Du côté des Français, la perte fut légère : ils arrivèrent, le jour même, devant Faenza. Les portes étaient fermées ; le tocsin sonnait ; les remparts étaient garnis de quelques pièces de canon, et le peuple en délire provoquait son vainqueur par toute espèce d'insultes. Il répondit avec insolence à la sommation d'ouvrir les portes. Il fallut les jeter à terre et entrer de vive force. *C'est la même chose qu'à Pavie*, criaient les soldats : c'était demander le pillage. *Non*, leur répondit Napoléon, *à Pavie, ils s'étaient révoltés après avoir prêté serment et voulu massacrer nos soldats qui étaient leurs hôtes. Ici, ce ne sont que des insensés qu'il faut vaincre par la clémence.* Quelques convens seulement furent insultés. Cette intéressante ville, sauvée de son propre délire, on s'occupa de sanver la province ; on expédia, dans tous les districts, des agens pour éclairer la population, calmer l'agitation et la frénésie qui étaient extrêmes ; mais le moyen le plus efficace fut le renvoi des prisonniers de guerre.

§ IV.

Les prisonniers faits au combat du Senio furent réunis à Faenza, dans le jardin d'un couvent. Les premiers momens de terreur duraient encore, ils craignaient pour leur vie. Ils se jetèrent tous à genoux, demandant grâce à grands cris à l'approche de Napoléon, qui leur dit en italien : « Je suis l'ami
» de tous les peuples d'Italie, et sur-
» tout de ceux de Rome. Je viens pour
» votre bien ; vous êtes libres ; retour-
» nez dans vos familles, dites-leur que
» les Français sont amis de la religion,
» de l'ordre et du pauvre peuple. »
La joie succéda à la consternation. Ces malheureux se livrèrent aux sentimens de leur reconnaissance, avec

cette vivacité qui est dans le caractère italien.

De là, Napoléon se rendit au réfectoire, où il avait fait réunir tous les officiers; il y en avait plusieurs centaines, parmi lesquels quelques-uns des meilleures familles de Rome. Il s'entretint long-temps avec eux, parla de la liberté de l'Italie, de tous les abus du gouvernement pontifical, de ce qui s'y trouvait de contraire avec l'esprit de l'Évangile, et de sa folie de vouloir résister à une armée victorieuse des troupes les plus disciplinées et les plus aguerries du monde. Il leur permit de retourner chez eux, et leur demanda, pour prix de sa clémence, de faire connaître les sentimens qui l'animaient envers toute l'Italie, et surtout envers le peuple de Rome. Ces prisonniers furent autant de missionnaires qui se répandirent dans les états du pape, et qui ne tarissaient pas en éloges sur les bons traitemens qu'ils avaient reçus. Ils portaient des proclamations qui, par ce moyen, pénétrèrent jusque dans les bicoques les plus reculées de l'Apennin. Cela réussit : les esprits changèrent; l'armée arriva à Forli, Césène, Rimini, Pezaro, Sinigaglia : elle y trouva le peuple favorablement disposé; il était passé à une extrémité opposée; il reçut, avec des démonstrations de joie, ces Français que, peu de jours auparavant, il avait cru les terribles ennemis de sa religion, de ses propriétés, de ses lois. Les moines même, hormis les mendians, calculant ce qu'ils avaient à perdre, s'employèrent de bonne foi à éclairer les esprits. Il y avait parmi eux beaucoup d'hommes de mérite qui gémissaient de la folie de leur cabinet.

§ V.

Colli, qui commandait l'armée du pape, avait commandé l'armée piémontaise à Mondovi et à Chérasco. Il savait à qui il avait affaire. Il choisit une bonne position sur les hauteurs en avant d'Ancône, et y campa les trois mille hommes qui lui restaient. Mais, sous différens prétextes, lui et les officiers autrichiens se retirèrent à Loretto dès que l'armée française parut. La position qu'occupaient les Romains était très belle. Le général Victor leur envoya un parlementaire pour les engager à se rendre. Pendant que les pourparlers avaient lieu, les troupes françaises et italiennes les débordèrent par la droite et par la gauche, les enveloppèrent, les prirent sans tirer un coup de fusil, et entrèrent sans résistance dans la citadelle. On en agit, avec ces prisonniers, comme avec ceux faits au combat du Senio. Ils furent renvoyés avec des proclamations; ce furent de nouveaux missionnaires qui précédèrent la marche de l'armée. Ancône est le seul port, depuis Venise jusqu'à Brindisi, extrémité de la pointe orientale de l'Italie; mais il était négligé et en mauvais état; des frégates même ne pouvaient pas y entrer. C'est à cette époque que Napoléon reconnut ce qu'il fallait faire pour fortifier la place et réparer le port. De grands travaux furent exécutés pendant l'existence du royaume d'Italie. Aujourd'hui le port peut recevoir toute espèce de vaisseaux, même à trois ponts. Les Juifs, nombreux à Ancône, ainsi que les mahométans d'Albanie et de Grèce, y étaient soumis à d'anciens usages humilians et contraires aux droits de l'hospitalité. Un de ses premiers soins fut de les en affranchir. Cependant,

malgré la présence de l'armée, le peuple courait en foulé se prosterner aux pieds d'une *madone* qui pleurait à grosses larmes. Des citoyens sensés en prévinrent; Monge y fut envoyé. Il rendit compte qu'effectivement la *madone* pleurait. Le chapitre reçut l'ordre de la porter au quartier-général. C'était une illusion d'optique adroitement ménagée à l'aide d'un verre. Le lendemain, la *madone* fut replacée dans l'église, mais sans verre; elle ne pleurait plus. Un chapelain, auteur de cette supercherie, fut arrêté. C'était un attentat contre l'armée et contre la sainteté de notre religion.

§ VI.

Le 10, l'armée campa à Notre-Dame de Loretto : c'est un évêché et un magnifique couvent; l'église et les bâtimens sont somptueux; il y a des appartemens vastes et bien meublés, pour les trésors de la *madone* et le logement des abbés, du chapitre et des pèlerins. Dans l'église est la *Casa-Santa*, demeure de la Vierge à Nazareth, le lieu même où elle fut visitée par l'ange Gabriel. C'est une petite maison de cinq à six toises carrées, dans laquelle est une *madone* placée sur un tabernacle. La légende dit que les anges l'ont portée, de Nazareth, en Dalmatie, lorsque les infidèles s'emparèrent de la Syrie, et de là, au travers de l'Adriatique, sur les pitons de Loretto. De tous les points de la chrétienté l'on venait en pélerinage voir la *madone*. Des présens, des diamans, des bijoux envoyés de toutes parts, formaient son trésor, qui montait à plusieurs millions. Aussitôt que la cour de Rome connut l'approche de l'armée française, elle fit emballer et mettre en sûreté les trésors de Lorette; on trouva cependant encore plus d'un million en matières d'or et d'argent. La *madone* fut envoyée à Paris: c'est une statue en bois grossièrement sculptée, ce qui atteste son ancienneté. On l'a vue, plusieurs années, à la Bibliothèque nationale : le premier consul la restitua au pape lors du concordat, et elle a été replacée dans la *Casa-Santa*.

Plusieurs milliers de prêtres français, déportés de leur patrie, s'étaient réfugiés en Italie. A mesure que l'armée française s'était avancée dans la Péninsule, ils avaient reflué sur Rome. Mais l'armée entrant dans les états du pape, ils se trouvèrent désormais sans refuge. Quelques-uns des plus timides avaient passé l'Adige à temps, et s'étaient retirés en Allemagne; Naples leur avait refusé un asile. Les chefs des divers couvens sur le territoire du pape, qui supportaient avec peine l'obligation de les nourrir et de les entretenir, saisirent le prétexte de l'arrivée de l'armée; ils affectèrent de craindre qu'ils n'attirassent la haine du vainqueur sur leurs couvens, et chassèrent ces malheureux. Napoléon fit un arrêté, et publia une proclamation par laquelle il rassura les prêtres français, et ordonna aux couvens, aux évêques, aux divers chapitres, de les recevoir et de leur fournir tout ce qui était nécessaire à l'utilité et à l'agrément de la vie. Il prescrivit à l'armée de voir, dans ces prêtres, des amis, des compatriotes; de les protéger et de les traiter en cette qualité. L'armée s'anima de ces sentimens, ce qui donna lieu à un grand nombre de scènes touchantes : des soldats reconnaissaient leurs anciens pasteurs; et ces malheureux vieillards, exilés à plusieurs centaines de lieues de leur patrie, recevaient, pour la première

fois, des marques de respect et de tendresse de la part de leurs compatriotes, qui jusque alors les avaient traités comme des ennemis et des criminels. Le bruit de cette mesure retentit dans tout le monde chrétien, et spécialement en France. Quelques critiques voulurent s'élever; mais ils furent étouffés par l'approbation générale, et spécialement par celle du Directoire.

§ VII.

Cependant la consternation régnait au Vatican. Les mauvaises nouvelles s'y succédaient à toutes les heures. On apprit d'abord que l'armée papale, sur laquelle on avait tant compté, avait été détruite tout entière, sans avoir opposé la plus légère résistance. Plus tard, les courriers qui annoncèrent l'arrivée de l'armée française dans les différentes villes, firent connaître les changemens qu'avait éprouvés l'esprit public. A la haine et au fanatisme avaient succédé des sentimens d'amitié et le désir de la liberté. Busca dut s'apercevoir qu'une Vendée ne se fait point à volonté; que, si des circonstances extraordinaires la créent, de grandes fautes peuvent seules lui donner de la consistance et de la durée. Bientôt on apprit que l'armée française avait pris possession d'Ancône, de Loretto, de Macérata, et que déjà l'avant-garde était sur le sommet de l'Apennin. *Les Français ne marchent pas*, disaient les prélats, *ils courent*.

Cependant les officiers et les soldats prisonniers, renvoyés de Faenza et d'Ancône, propagèrent dans tous les quartiers de Rome les sentimens de confiance dont ils étaient animés. Le parti de la liberté leva la tête, et se montra à découvert dans la ville même. Le sacré collége, ne voyant plus aucune espérance, songea à se mettre en sûreté. Tous ses préparatifs étaient faits pour se diriger sur Naples. Les voitures de la cour étaient attelées, lorsque le général des camaldules arriva au Vatican, et se prosterna aux pieds du saint-père. En passant à Césène, Napoléon l'avait distingué, et, connaissant la confiance que Pie VI avait dans ce religieux, il l'avait chargé d'aller l'assurer qu'il n'en voulait point à son existence; qu'il révérait sa personne et son caractère; qu'il pouvait rester à Rome; qu'il devait seulement changer son cabinet, et envoyer à Tolentino des plénipotentiaires, avec des pleins-pouvoirs, pour conclure et signer une paix définitive avec la république. Le général des camaldules s'acquitta avec succès de sa commission; le pape prit confiance, renvoya le ridicule Busca; appela à la direction de son cabinet le cardinal Doria, connu de tout temps par la modération de ses opinions; contremanda son départ de Rome, et nomma des plénipotentiaires pour négocier et signer une paix définitive.

Les instructions du Directoire étaient contraires à toute négociation avec Rome: il pensait qu'il fallait mettre fin au règne temporel du pape, et n'avoir plus à s'en occuper; que l'on ne pourrait trouver aucune circonstance où la cour de Rome eût des torts plus évidens; que ce serait une folie que de se flatter d'une paix sincère avec des théologiens, si fort en opposition aux principes qui dirigeaient les républiques nouvelles. Sans doute l'existence temporelle du pape était incompatible avec le bonheur de l'Italie; l'expérience prouvait qu'il ne fallait attendre ni modération, ni bonne foi de cette cour: mais Napoléon pensait qu'il ne pouvait ni révolutionner Rome,

ai réunir son territoire à la république transpadane, sans marcher sur Naples, et culbuter le trône. Dans ce royaume, le parti de la liberté était assez nombreux pour donner quelque inquiétude à la cour, mais trop faible pour pouvoir être un appui et offrir des secours réels à l'armée française. La cour de Naples sentait que la révolution de Rome entraînait sa chute. Cependant, pour marcher sur Naples, il fallait une armée de vingt à vingt-cinq mille hommes; ce qui n'était point compatible avec son grand projet, de dicter la paix sous Vienne.

§ VIII.

L'avant-garde de l'armée française avait passé l'Apennin; elle était à trois journées de Rome; le quartier-général arriva le 13 février à Tolentino. Le cardinal Mattei, monsignor Galeppi, le duc de Braschi, et le marquis Massimi, ministres plénipotentiaires du pape, y arrivèrent en même temps. Les conférences s'ouvrirent le 14; monsignor Galeppi porta la parole. Ce prélat était doué d'une heureuse fécondité; il fallut en entendre bien des homélies. Mais la cour de Rome était coupable; elle devait être punie; elle ne pouvait l'être que par la cession des provinces conquises, ou par des contributions équivalentes. Les trois légations, le duché d'Urbin, la marche d'Ancône, la province de Macérata, celle de Pérouse, étaient conquises. Ces bases ainsi posées, la conclusion du traité ne demanda que cinq jours de discussions. Galeppi, qui avait d'abord parlé de la ruine absolue des finances papales, trouva des ressources dès qu'il fallut racheter des provinces ou diminuer le nombre de celles que le pape cèderait. Le traité fut signé dans le couvent où s'était établi le quartier-général.

Il fut fait aux conditions et dans la forme suivantes :

Le général en chef Bonaparte, commandant l'armée d'Italie, et le citoyen Cacault, agent de la république française en Italie, plénipotentiaires chargés des pouvoirs du directoire exécutif; son éminence le cardinal Mattei, M. Galeppi, M. le duc de Braschi, M. le marquis Massimi, plénipotentiaires de sa sainteté, sont convenus des articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre la république française et le pape Pie VI.

II. Le pape révoque toute adhésion, consentement et accession, patentes ou secrètes, par lui données à la coalition armée contre la république française, à tout traité d'alliance offensive et défensive avec quelque puissance ou état que ce soit. Il s'engage à ne fournir tant pour la guerre actuelle, que pour les guerres à venir, à aucune des puissances armées contre la république française, aucun secours en hommes, vaisseaux, munitions de guerre, vivres et argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa sainteté licenciera dans cinq jours, après la ratification du présent traité, les troupes de nouvelles formation, ne gardant que les régimens existant avant le traité d'armistice signé à Bologne.

IV. Les vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la république, ne pourront entrer et encore moins séjourner pendant la présente guerre, dans les ports et rades de l'état ecclésiastique.

V. La république française continuera à jouir, comme avant la guerre,

de tous les droits et prérogatives que la France avait à Rome, et sera en tout traitée comme les puissances les plus considérées, et spécialement à l'égard de son ambassadeur ou ministre, et des consuls ou vice-consuls.

VI. Le Pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur les ville et territoire d'Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, et transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française.

VII. Le Pape renonce également à perpétuité, cède et transporte à la république française tous ses droits sur le territoire connu sous le nom de légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique dans les susdites légations.

VIII. La ville, citadelle, et les villages formant le territoire de la ville d'Ancône, resteront à la république française, jusqu'à la paix continentale.

IX. Le Pape s'oblige, pour lui et ceux qui lui succéderont, à ne transporter à personne les titres de seigneuries attachés au territoire par lui cédé à la république française.

X. Sa Sainteté s'engage à faire payer et délivrer à Foligno, au trésorier de l'armée française, avant le 15 du mois de ventôse courant (le 5 mars 1797, vieux style), la somme de quinze millions de livres de France, dont dix millions en numéraire et cinq millions en diamans et autres effets précieux, sur celle d'environ seize millions qui reste due, suivant l'article IX de l'armistice signé à Bologne, le 5 messidor an IV, et ratifié par Sa Sainteté le 27 juin.

XI. Pour acquitter définitivement ce qui restera à payer pour l'entière exécution de l'armistice signé à Bologne, sa Sainteté fera fournir à l'armée huit cents chevaux de cavalerie enharnachés, huit cents chevaux de trait, des bœufs et des buffles, et autres objets, produits du territoire de l'Église.

XII. Indépendamment de la somme énoncée dans les articles précédens, le Pape paiera à la république française, en numéraire, diamans et autres valeurs, la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions dans le courant du mois de mars, et cinq millions dans le courant du mois d'avril prochain.

XIII. L'article VIII du traité d'armistice signé à Bologne, concernant les manuscrits et objets d'art, aura son exécution entière et la plus prompte possible.

XIV. L'armée française évacuera l'Ombrie, Perugia, Camerino, aussitôt que l'article X du présent traité sera exécuté et accompli.

XV. L'armée française évacuera la province de Macérata, à la réserve d'Ancône, de Fano et de leur territoire, aussitôt que les cinq premiers millions de la somme mentionnée en l'article XII du présent traité, auront été payés et délivrés.

XVI. L'armée française évacuera le territoire de la ville de Fano et le duché d'Urbin, aussitôt que les cinq seconds millions de la somme mentionnée à l'article XII du présent traité, auront été payés et délivrés, et que les articles III, X, XI et XIII auront été exécutés.

Les cinq derniers millions faisant partie de la somme stipulée par l'article XII, seront payés, au plus tard, dans le courant d'avril prochain.

XVII. La république française cède au Pape tous ses droits sur les différentes fondations religieuses dans les villes de Rome et de Lorette; et le

Pape cède en toute propriété à la république française, tous les biens allodiaux appartenant au saint-siége, dans les trois provinces de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, et notamment la terre de la Mezzola et ses dépendances; le Pape se réserve cependant, en cas de vente, le tiers des sommes qui en proviendront, lesquelles devront être remises à ses fondés de pouvoirs.

XVIII. Sa Sainteté fera désavouer, par son ministre à Paris, l'assassinat commis sur la personne du secrétaire de légation Basseville.

Il sera payé dans le courant de l'année, par sa Sainteté, la somme de trois cent mille livres, pour être répartie entre ceux qui ont souffert de cet attentat.

XIX. Sa Sainteté fera mettre en liberté les personnes qui peuvent se trouver détenues à cause de leurs opinions politiques.

XX. Le général en chef rendra la liberté de se retirer chez eux à tous les prisonniers de guerre de sa Sainteté, aussitôt après avoir reçu la ratification du traité.

XXI. En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce entre la république française et le Pape, le commerce de la république sera rétabli et maintenu dans les états de sa Sainteté, sur le pied de la nation la plus favorisée.

XXII. Conformément à l'article VI du traité conclu à La Haye, le 27 floréal an III, la paix conclue par le présent traité entre la république française et sa Sainteté, est déclarée commune à la république française.

XXIII. La poste de France sera rétablie à Rome, de la même manière qu'elle existait auparavant.

XXIV. L'école des arts instituée à Rome, pour tous les Français, y sera rétablie et continuera d'être dirigée, comme avant la guerre; le palais appartenant à la république, où cette école était placée, sera rendu sans dégradation.

XXV. Tous les articles, clauses et conditions du présent traité, sans exception, sont obligatoires à perpétuité, tant pour sa Sainteté le pape Pie VI, que pour ses successeurs.

XXVI. Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible.

Fait et signé au quartier-général de Tolentino, par les susdits plénipotentiaires, le 1er ventôse an 5 de la république française, une et indivisible (19 février 1797).

Signé, BONAPARTE, CACAULT, le cardinal MATTEI, L. GALEPPI, L. duca BRASCHI-ONESTI et Camillo marchese MASSIMI.

Napoléon insista long-temps pour que la cour de Rome s'engageât à supprimer l'inquisition. Il lui fut représenté que l'inquisition n'était plus ce qu'elle avait été : qu'aujourd'hui elle était plutôt un tribunal de police que de croyance religieuse; que les *auto-da-fé* n'existaient plus. Il apprécia ces raisonnemens à leur juste valeur; mais il se désista de cet article, pour complaire au pape, qui en était vivement affecté, et s'en ouvrait dans sa correspondance particulière. Il se contenta des légations de Bologne et de Ferrare, de la Romagne, et d'occuper Ancône par une garnison; ce fut la conséquence du même principe qui le portait à respecter l'existence temporelle du pape. Si, comme l'auraient voulu les patriotes de la Transpadane, il eût accru cette nouvelle république du duché d'Urbin, d'Ancône, de la province de Ferrare et de Macérata, et porté

et la reddition de Mantoue, mirent l'Italie à couvert de tout danger. Ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Napoléon passa la revue de ses nouvelles troupes. Elles étaient belles, en bon état, et bien disciplinées. La division de Sambre-et-Meuse, commandée par Bernadotte, avait eu peu de désertion dans sa marche; celle du Rhin, commandée par Delmas, était plus faible, et en avait éprouvé davantage. Ce détachement était évalué à trente mille hommes; mais il n'était effectivement que de dix-neuf mille. Désormais l'armée d'Italie était en état de tout entreprendre; elle pouvait forcer, seule, le cabinet de Vienne à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

CHAPITRE XVI.

CORSE.

De la Corse jusqu'en 1729. — Guerre de l'indépendance, en 1729. — Pascal-Paoli, 1755. — Traité de Paris, de 1768. — Campagnes de 1768 et 1769. — Administration française. — Effets de la révolution de 1790. — Le roi d'Angleterre se fait roi de Corse. — Les Anglais sont chassés de l'île 1789. — Description topographique de la Corse.

§ Ier.

L'HISTOIRE de Charlemagne est pleine d'obscurités, que les critiques les plus instruits n'ont pu éclaircir. Il serait donc superflu de chercher ce qui se passait en Corse dans le siècle de ce prince. Philippini, auteur de la plus ancienne chronique de cette île, vivait au XVe siècle; il était archidiacre d'Aléria. Lampridi a écrit à Rome, à la fin du siècle dernier, une histoire très-volumineuse des révolutions de ce pays. C'était un homme d'esprit et un littérateur distingué. Dans le même temps, il a paru plusieurs histoires en Toscane et dans d'autres parties de l'Italie. Nous avons, en France, un grand nombre d'écrits sur la Corse, sous les titres de Voyage, Mémoires, Révolutions, Histoire. La curiosité publique a été excitée par la lutte que ce peuple a soutenue pour se soustraire à l'oppression et faire reconnaître son indépendance.

Les Arabes d'Afrique régnèrent longtemps en Corse. Les armes de ce royaume sont encore aujourd'hui une tête de mort ayant un bandeau sur les yeux, et sur un fond blanc. Les Corses se distinguèrent à la bataille d'Ostie, où les Sarrasins furent battus et obligés de renoncer à leurs projets sur Rome. Il est des personnes qui pensent que ces enseignes leur furent alors données par le pape Léon II, en témoignage de leur bravoure.

La Corse est censée avoir fait partie de la donation de Constantin et de celle de Charlemagne : mais ce qui est plus certain, c'est qu'elle était comprise dans l'héritage de la comtesse Mathilde. Les Colones de Rome prétendent qu'au IXe siècle, un de leurs ancêtres a conquis la Corse sur les Sarrasins, et en a été roi. Les Colones d'Itria et de Cinerca ont été reconnus par les Colones de Rome et par les généalogistes de Versailles; mais le fait historique de la souveraineté d'une branche de la famille Colona, en Corse, n'en est pas moins un problème. Ce qui est constant toutefois, c'est que la Corse formait le douzième royaume reconnu en Europe, titre dont ces insulaires étaient glorieux, et auquel ils ne voulurent jamais renoncer. C'est à ce titre que le doge de Gênes

portait la couronne royale. Dans les momens où ils étaient le plus exaltés pour leur liberté, ils concilièrent ces idées opposées, en déclarant la Sainte-Vierge leur reine. On en trouve des traces dans les délibérations de plusieurs consultes; entre autres, de celle tenue au couvent de la Vinsolasca.

Comme toute l'Italie, la Corse fut soumise au régime féodal: chaque village eut un seigneur; mais l'affranchissement des communes y précéda de cinquante ans le mouvement général qui eut lieu en Italie, dans le XI[e] siècle. On aperçoit encore, sur des rochers escarpés, des ruines de châteaux, que la tradition désigne comme le refuge des seigneurs pendant la guerre des Communes, dans les XVII, XIII, XIV et XV[e] siècles. La partie dite du Liamone, et spécialement la province de la Rocca, exercèrent la principale influence dans les affaires de l'île. Mais dans les XVI, XVII et XVIII[e] siècles, les pièves dites des terres des Communes, ou autrement de la Castagnichia, furent à leur tour prépondérantes dans les consultes ou assemblées de la nation.

Pise était la ville du continent la plus près de la Corse; elle en fit d'abord le commerce, y établit des comptoirs, étendit insensiblement son influence, et soumit toute l'île à son gouvernement. Son administration fut douce, conforme aux vœux et aux opinions des insulaires, qui la servirent avec zèle dans ses guerres contre Florence. L'énorme puissance de Pise finit à la bataille de la Maloria. Sur ses débris s'éleva la puissance de Gênes, qui hérita de son commerce. Les Génois s'établirent en Corse. Ce fut l'époque des malheurs de ce pays, qui allèrent toujours en croissant. Le sénat de Gênes n'ayant pas su captiver l'affection des habitans, s'étudia à les affaiblir, à les diviser et à les tenir dans la pauvreté et l'ignorance.

Le tableau que les écrivains corses ont tracé des crimes de l'administration des oligarques de Gênes, est un des plus hideux qu'offre l'histoire humaine: aussi est-il peu d'exemples d'une inimitié et d'une antipathie égales à celles qui animèrent ces insulaires contre les Génois.

La France, si près de la Corse, n'y eut jamais de prétention. On a dit que Charles-Martel y avait envoyé un de ses lieutenans combattre les Sarrasins; cela est fort apocryphe. Ce fut Henri II qui, le premier, envoya une armée sous les ordres du maréchal de Thermes, du fameux San Pietro Ornano, et de l'un des Ursins; mais ils n'y restèrent que peu d'années. Le vieux André Doria, quoique âgé de quatre-vingt-cinq ans, reconquit cette île à sa patrie.

L'Espagne, divisée en plusieurs royaumes, et uniquement occupée de sa guerre contre les Maures, n'eut de vues sur la Corse que fort tard; mais elle en fut divertie par ses guerres en Sicile.

§ II.

Les pièves des terres des communes, Rostino, Ampugnani, Orezza et la Penta, se soulevèrent les premières contre le gouvernement du sénat de Gênes; les autres pièves de la Castagnichia, et insensiblement toutes les autres provinces de l'île, suivirent leur exemple. Cette guerre, qui commença en 1729, s'est terminée en 1769, par la réunion de la Corse à la monarchie française; la lutte a duré quarante ans. Les Génois ont levé des armées suisses et ont eu plusieurs fois recours

aux grandes puissances, en prenant à leur solde des troupes auxiliaires. C'est ainsi que l'empereur d'Allemagne envoya d'abord en Corse, le baron de Wachtendorf, et plus tard le prince de Wurtemberg; que Louis XV y envoya le comte de Boissieux, et depuis, le maréchal de Maillebois. Les armées génoises et suisses éprouvèrent des défaites. Wachtendorf et Boissieux furent battus; le prince de Wurtemberg et Maillebois, obtinrent des succès et soumirent tous deux le pays; mais ils laissèrent le feu sous les cendres; et, aussitôt après leur départ, la guerre se renouvela avec plus de fureur. Le vieux Giafferi, le chanoine Orticone, homme souple et éloquent, Hyacinte Paoli, Cianaldi, Gaforio, furent successivement à la tête des affaires, qu'ils conduisirent avec plus ou moins de succès, mais toujours loyalement et animés par les plus nobles sentimens. La souveraineté du pays résidait dans une consulte, composée des députés des piéves. Elle décidait de la guerre et de la paix, décrétait les impositions et les levées de milices. Il n'y avait aucune troupe soldée; mais tous les citoyens en état de porter les armes étaient inscrits sur trois rôles dans chaque commune; ils marchaient à l'ennemi à l'appel du chef. Les armes, les munitions, les vivres, étaient au compte de chaque particulier.

On a peine à concevoir la politique de Gênes. Pourquoi tant d'opiniâtreté dans une lutte qui lui était si onéreuse? Elle devait ou renoncer à la Corse, ou en contenter les habitans. Si elle eût inscrit les principales familles sur le livre d'or; si elle eût adopté un système opposé à celui qui lui réussissait si mal et qu'elle n'avait pas la puissance de faire prévaloir, elle se fût attaché les Corses. On a souvent dit dans le sénat: « Les milices de Corse » sont plus en état de s'emparer de » Gênes que vous ne l'êtes de conquérir leurs montagnes. Attachez-vous » ces insulaires par un gouvernement » juste; flattez leur ambition et leur » vanité; vous acquerrez une pépinière » de bons soldats, utiles pour la garde » de votre capitale, et vous conserverez des comptoirs si avantageux à » votre commerce. » L'orgueilleuse oligarchie répondait: « Nous ne pouvons » pas traiter les Corses plus favorablement que les peuples des deux rivières. Le livre d'or sera donc rempli » en majorité des noms des familles des » provinces. C'est une subversion totale de notre constitution; c'est nous » proposer d'abandonner l'héritage de » nos pères. Les Corses ne sont pas » redoutables; c'est à nos fautes qu'ils » doivent tous leurs succès. Avec plus » de sagesse, il nous sera facile de soumettre cette poignée de rebelles sans » artillerie, sans discipline et sans ordre. »

Dans toutes les consultes, et il est des années où il s'en tint plusieurs, les Corses publièrent des manifestes, dans lesquels ils détaillaient leurs griefs anciens et modernes contre leurs oppresseurs. Ils avaient pour but d'intéresser l'Europe à leur cause, et aussi d'exalter le patriotisme national. Plusieurs de ces manifestes, rédigés par Orticone, sont pleins d'énergie, de logique et des plus nobles sentimens.

On a de fausses idées sur le roi Théodore. Le baron de Neuhoff était Westphalien; il débarqua à la marine d'Aléria, avec quatre bâtimens de transport chargés de fusils, de poudre, de souliers, etc. Les frais de cet armement étaient faits par des particuliers et des spéculateurs hollandais. Ce secours inattendu, au moment où les

esprits étaient découragés, parut descendre du ciel. Les chefs proclamèrent roi le baron allemand, le représentèrent au peuple comme un grand prince de l'Europe, qui leur était un garant des secours puissans qu'ils recevraient. Cette machine eut l'effet qu'ils s'en proposaient; elle agit sur la multitude pendant dix-huit mois; elle s'usa, et alors le baron de Neuhoff retourna sur le continent. Il reparut plusieurs fois sur les plages de l'île avec des secours importans, qu'il dut à la cour de Sardaigne et au bey de Tunis. C'est un épisode curieux de cette guerre mémorable, et qui indique les ressources de tout genre des meneurs du pays.

§ III.

En 1755, Pascal Paoli fut déclaré premier magistrat et général de la Corse. Fils d'Hyacinte Paoli, et élevé à Naples, il était capitaine au service du roi don Carlos. La piève de Rostino le nomma son député à la consulte d'Alésani. Sa famille était très populaire. Il était grand, jeune, bien fait, fort instruit, éloquent. La consulte se divisa en deux partis : l'un le proclama chef et général; c'était celui des plus chauds patriotes, et les plus éloignés de tout accommodement. Les modérés lui opposèrent Matras, député de Fiumorbo. Les deux partis en vinrent aux mains; Paoli fut battu et obligé de s'enfermer dans le couvent même d'Alésani. Ses affaires paraissaient perdues, son rival le cernait. Mais aussitôt que la nouvelle en fut arrivée dans les pièves des communes, tous les pitons des montagnes se couvrirent de feu; les cavernes et les forêts retentirent du son lugubre du cornet; c'était le signal de la guerre. Matras voulut prévenir ces redoutables milices; il donna l'assaut au couvent. D'un caractère impétueux, il marcha le premier, et tomba frappé à mort. Dès lors tous les partis reconnurent Paoli. Peu de mois après, la consulte d'Alésani fut reconnue par toutes les pièves. Paoli déploya du talent, il concilia les esprits, il gouverna par des principes fixes; créa des écoles, une université; se concilia l'amitié d'Alger et des Barbaresques; créa une marine de bâtimens légers; eut des intelligences dans les villes maritimes, et sut se captiver l'opinion des bourgeois. Il fit une expédition maritime, s'empara de Capraja et en chassa les Génois, qui ne furent pas sans quelque crainte que les Corses ne débarquassent dans la Rivière. Il fit tout ce qu'il était possible de faire dans les circonstances du moment, et chez le peuple auquel il commandait. Il allait s'emparer des cinq ports de l'île, lorsque le sénat de Gênes alarmé eut, pour la troisième fois, recours à la France. En 1764, six bataillons français prirent la garde des villes maritimes; et, sous leur égide, ces places continuèrent à reconnaître l'autorité du sénat.

§ IV.

Ces garnisons françaises restèrent neutres et ne prirent aucune part à la guerre qui continua entre les Corses et les Génois. Les officiers français manifestèrent hautement les sentimens les plus favorables aux insulaires, et les plus contraires aux oligarques, ce qui acheva de leur aliéner tous les habitans des villes. En 1768, les troupes devaient retourner en France: ce moment était attendu avec impatience; il ne fût plus resté aucun vestige de l'autorité de Gênes dans

l'île, lorsque le duc de Choiseul conçut la pensée de réunir la Corse à la France. Cette acquisition lui parut importante, comme une dépendance naturelle de la Provence, comme propre à protéger le commerce du Levant, et à favoriser des opérations futures en Italie. Après de longues hésitations, le sénat consentit; et Spinola, son ambassadeur à Paris, signa un traité par lequel les deux puissances convinrent que le roi de France soumettrait et désarmerait les Corses, et les gouvernerait jusqu'au moment où la république serait en mesure de lui rembourser les avances que lui aurait coûté cette conquête. Or, il fallait plus de trente mille hommes pour soumettre l'île et la désarmer; et, pendant plusieurs années, on fut obligé d'y maintenir de nombreuses garnisons; ce qui devait nécessairement monter à des sommes que la république de Gênes ne pourrait ni ne voudrait rembourser.

Les deux parties contractantes le comprenaient bien ainsi; mais les oligarques croyaient, par cette stipulation, mettre à couvert leur honneur, et déguiser l'odieux qui rejaillissait sur eux, aux yeux de toute l'Italie, de leur voir céder de gaîté de cœur, à une puissance étrangère, une partie du territoire. Choiseul trouvait dans cette politique, un moyen de faire prendre le change à l'Angleterre, et, s'il le fallait, de revenir sur ses pas, sans compromettre l'honneur de la France. Louis XV ne voulait pas de guerre avec l'Angleterre.

Le ministre français fit ouvrir une négociation avec Paoli: il demandait qu'il portât son pays à se soumettre à l'autorité du roi, et, conformément au vœu que de plus anciennes consultes avaient quelquefois manifesté, qu'il se reconnût librement province du royaume. Pour prix de cette condescendance, on offrait à Paoli fortune, honneur; et le caractère grand et généreux du ministre avec lequel il traitait, ne pouvait lui laisser aucune inquiétude sur cet objet. Il rejeta toutes les offres avec dédain; il convoqua la consulte, et lui exposa l'état critique des affaires; il ne lui dissimula pas qu'il était impossible de résister aux forces de la France, et qu'il n'avait qu'une espérance vague, mais rien de positif sur l'intervention de l'Angleterre. Il n'y eut qu'un cri, *la liberté ou la mort* ! Il insista pour qu'on ne s'engageât pas légèrement; que ce n'était pas sans réflexion et par enthousiasme qu'il fallait entreprendre une pareille lutte. Un jeune homme de vingt ans, député à la consulte, acheva d'influer sur les esprits, par un discours plein de verve; il venait de Rome et de Pise, et était plein de l'enthousiasme qu'inspire la lecture des anciens, et qui régnait dans ces écoles. « S'il suffisait, pour être libre, » de le vouloir, tous les peuples de » la terre le seraient. Peu cependant » ont pu arriver à jouir des bienfaits » de la liberté, parce que peu ont eu » l'énergie, le courage et les vertus » nécessaires. » D'autres ajoutaient que, nourris depuis quarante ans dans les armes, ils avaient vu périr leurs pères et leurs enfans pour obtenir l'indépendance de leur patrie, bienfait qu'ils tenaient de la nature, qui les avait isolés de tous les autres peuples. Tous paraissaient surtout indignés de ce que la France, qui avait été souvent médiatrice dans leur querelle avec Gênes, et avait toujours protesté de son désintéressement, se présentait aujourd'hui comme partie, et feignait de croire que le gouverne-

ment de Gênes pouvait vendre les Corses comme un troupeau de bœufs, et contre la teneur des *pacta conventa*.

Maillebois, en 1738, avait levé le régiment royal Corse de deux bataillons, composé entièrement de nationaux. On pratiqua, par le moyen des officiers, des intelligences avec les principaux chefs. Beaucoup se montrèrent au-dessus de la corruption; mais quelques-uns cédèrent, et se firent un mérite de courir au-devant d'une domination qui, désormais, était inévitable. Ils disaient, pour se justifier et faire des prosélites: « Nos ancêtres » ont combattu la tyrannie des oligar» ques de Gênes; nous en voilà enfin » affranchis pour toujours. Si Giafferi, » Hyacinthe Paoli, Caforio, Orticone » et tous les grands hommes qui sont » morts pour soutenir nos droits, » voyaient aujourd'hui leur patrie de» venue partie intégrante de la plus » belle monarchie de l'Europe, ils se » réjouiraient, et ne regretteraient » pas le sang qu'ils ont versé! Ouvrez » vos annales: vous avez toujours été » le jouet de Pise ou de Gênes, peu» ples en réalité moins puissans que » vous. Tous les ports de la Provence » et du Languedoc vont vous être ou» verts; vous serez respectés des Bar» baresques; vous serez un objet de » jalousie pour la Toscane, la Sardai» gne, Gênes même; Français, vous » pouvez paraître avec orgueil sur tous » les points de l'Europe. On dit qu'il » faut que nous reconnaissions que Gê» nes avait le droit de nous vendre, cela » n'est pas exact. Les traités conclus » entre les puissances, dans le secret » des cabinets, ne nous regardent pas. » Réalisons le vœu de la consulte de » Calca-Sana, et demandons au roi de » France, par un mouvement sponta» né, qu'il nous admette au nombre » de ses enfans; il nous reconnaîtra à » ce titre. Gardez-vous des illusions » des passions; vous ne pouvez pas » sans trahir les intérêts de vos com» patriotes, vous engager dans une » lutte aussi inégale. Si vous voulez » que le roi de France vous conquière, » il vous conquerra; mais alors vous » ne pourrez plus stipuler pour vos » priviléges, ni réclamer vos droits. » Vous serez des esclaves par le droit » le plus incontestable et qui gouverne » le monde, la force et la conquête. » La France est une réunion de petits » états; la Provence n'est pas gouver» née comme le Languedoc, ni la Bre» tagne comme la Lorraine. Vous pou» vez donc réunir tous les avantages » de la liberté et de l'indépendance » avec ceux attachés à l'union de la » nation la plus éclairée de l'Europe, » et à la protection du roi le plus puis» sant. »

Les patriotes et la multitude ne lisaient pas ces écrits et n'entendaient pas ces discours de sang-froid. « Nous » sommes invincibles dans nos mon» tagnes; nous les avons défendues et » contre les armées auxiliaires de Gê» nes, et contre les armées impériales, » et contre celles de la France même. » Soutenons le premier choc, et l'An» gleterre interviendra. On nous parle » des avantages que nous obtiendrons » en nous déclarant sujets du roi de » France; nous n'en voulons pas; » nous voulons être pauvres, mais » maîtres chez nous, gouvernés par » nous-mêmes, et non le jouet d'un » commis de Versailles. On nous parle » de stipuler nos priviléges; mais la » monarchie française est absolue; » elle est fondée sur le principe, *si veut* » *le roi si veut la loi;* nous ne pouvons » donc y trouver aucune garantie con-

» tre la tyrannie d'un subalterne. *La » liberté ou la mort !* »

Les prêtres, les moines, étaient les plus exaltés. La masse de la population, et surtont les montagnards, n'avaient aucune idée de la puissance de la France. Accoutumés à se battre et à repousser souvent les faibles corps du comte de Boissieux et de Maillebois, rien de ce qu'ils avaient vu ne les effrayait. Ils croyaient que ces faibles détachemens étaient les armées françaises. La consulte fut presqne unanime pour la guerre; la popnlation partagea les mêmes sentimens.

§ V.

Le traité par lequel Gênes cédait la Corse au roi, excita en France un sentiment de réprobation générale. Lorsque l'on connnt par les résolutions de la consulte, qn'il faudrait faire la guerre, et mettre en mouvement une partie de la puissance française contre ce petit peuple, l'injustice et l'*ingénérosité* de cette guerre émurent tous les esprits. Le sang qui allait couler, retombait tout entier sur Choiseul; « car » enfin, de quelle nécessité est pour » nous la Corse ? d'aucune. Est-ce » d'aujourd'hui qu'elle existe ? et » pourquoi est-ce d'aujourd'hui seu- » lement qu'on y pense? Nous n'avons » qu'un intérêt, c'est que l'Angleterre » ne s'y établisse pas. Le reste nous » est indifférent. Mais si cette guerre » n'est prescrite par la nécessité, elle » est encore moins autorisée par la » justice. Gênes elle-même u'a aucun » droit; si elle l'avait, elle ne le pour- » rait transmettre à une puissance » étrangère. Lorsqne François Ier, par » le traité de Madrid, céda la Bourgo- » gne à Charles-Quint, cette province » tout entière se souleva, et déclara » que le roi de France n'avait pas le » droit de l'aliéner; et cependant on » était dans le XVIe siècle. Quoi! les » hommes peuvent se vendre comme » de vils troupeaux! Intervenus dans » les discussions de Gênes et des Cor- » ses, accordez à l'opprimé une protec- » tion digne de la grandeur du roi, » cela attachera ces peuples par la re- » connaissance; vous vous serez épar- » gné une injustice, une guerre coû- » tense, et l'embarras, pendant lon- » gues années, de garder un pays mal » intentionné, qui frémira sous la » main qni l'aura opprimé. Nos finan- » ces sont-elles donc dans un trop bon » état, ou les charges qui pèsent sur » le peuple sont-elles donc trop lé- » gères? »

Ces vains raisonnemens n'arrêtèrent pas la marche du cabinet. Le lieutenant-général Chauvelin débarqua à Bastia; il eut sous ses ordres douze mille hommes. Il pnblia des proclamations, intima des ordres anx communes, et commença les hostilités; mais ses troupes, battues au combat de Borgo, repoussées dans toutes leurs attaques, furent obligées, à la fin de la campagne de 1768, de se renfermer dans les places fortes, ne communiquant plus entre elles que par le secours de quelques frégates de croisière. Les Corses se crurent sauvés; ils ne doutèrent pas que l'Angleterre n'intervînt; Paoli partagea cette illusion; mais le ministère anglais, inquiet de la fermentation qui se manifestait dans ses colonies d'Amérique, ne voulait pas la gnerre. Il fit remettre à Versailles une note faible, et se contenta des explications, plus faibles encore, qui lui furent données. Des clubs de Londres envoyèrent des armes et de l'argent; la cour de Sardaigne et quelques sociétés d'Italie donnèrent en secret des

secours ; mais c'étaient de faibles ressources contre l'armement redoutable qni se préparait sur les côtes de la Provence. Les échecs qu'avait éprouvés Chauvelin furent un sujet de satisfaction dans toute l'Europe, et spécialement en France. On avait le bon esprit de concevoir que la gloire nationale n'était en rien compromise dans une lutte contre une poignée de montagnards. Louis XV même montra quelques sentimens favorables aux Corses ; il était peu jaloux de mettre cette nouvelle couronne sur sa tête ; et pour le décider à ordonner les préparatifs d'une deuxième campagne, il fallut lui parler de la joie qu'éprouvaient les philosophes de voir le grand roi battu par un peuple libre, et obligé de reculer devant lui. L'influence en serait grande pour l'autorité royale. La liberté avait des fanatiques, qui verraient des miracles dans les succès d'une lutte si inégale. Il n'y eut plus à délibérer. Le maréchal de Vaux partit pour la Corse ; il eut sous ses ordres trente mille hommes; les ports de cette île furent inondés de troupes. Les habitans se défendirent cependant pendant une partie de la campagne de 1769, mais sans espoir de succès. La population de la Corse était alors de cent cinquante mille habitans au plus, trente mille étaient contenus par les forts et les garnisons françaises ; il restait vingt mille hommes en état de porter les armes, desquels il fallait ôter tous ceux qui appartenaient aux chefs qui avaient fait leur traité avec les agens du ministère français. Les Corses se battirent avec obstination au passage du Golo. N'ayant pas eu le temps de couper le pont, qui était en pierre, ils se servirent des cadavres de leurs morts pour en former un retranchement. Paoli, acculé au sud de l'île, s'embarqua sur un bâtiment anglais, à Porto-Vecchio, débarqua à Livourne, traversa le continent, et se rendit à Londres. Il fut accueilli partout, par les souverains et par le peuple, avec les plus grandes marques d'admiration.

§ VI.

Il n'était pas possible, sans doute, de résister à l'armée du maréchal de Vaux. Cependant, il y eut un moment où il avait disséminé toutes ses troupes ; il s'était fait illusion ; il croyait le pays soumis et désarmé ; mais, de fait, il n'était resté dans les villages que des vieillards, des femmes et des enfans, et il ne lui avait été donné au désarmement que de vieux fusils. Tous les braves, aguerris par quarante ans de guerres civiles, erraient dans les bois, les cavernes, et sur les crêtes des montagnes. La Corse est un pays si difficile et si extraordinaire, qu'un San-Pietro, dans une telle circonstance, eût pu tomber séparément sur tous les corps de l'armée française, les eût empêchés de se rallier, et contraints de s'enfermer dans les places fortes, ce qui certainement eût obligé la cour de Versailles à changer de système. Mais Paoli n'avait ni le coup d'œil, ni la promptitude, ni la vigueur militaire qu'exigeait l'exécution d'un pareil plan. Son frère Clément, s'il eût eu plus d'esprit, en eût été capable par ses vertus guerrières. Quatre ou cinq cents patriotes suivirent Paoli et émigrèrent; un grand nombre d'autres abandonnèrent leurs villages et leurs maisons, et continuèrent plusieurs années à faire la petite guerre, coupant les chemins aux convois et à tous les soldats isolés. Les habitans les appelaient les patriotes, les Français les appelaient les bandits. Ils méritaient ce

dernier titre par les cruautés qu'ils commettaient, quoique jamais contre les naturels.

En 1774, cinq ans après la soumission, quelques-uns des réfugiés retournèrent en Corse, soulevèrent le Niolo, piève située sur la plus haute montagne. Le comte de Narbonne Fritzlar, lieutenant-général, commandant dans l'île, marcha contre les montagnards avec la plus grande partie des garnisons. Il déshonora son caractère par les cruautés qu'il commit. Le maréchal-de-camp Sionville se rendit odieux aux naturels; il faisait brûler les maisons, couper les oliviers et les châtaigniers, arracher les vignes, non-seulement appartenant aux bandits, mais à leurs parens jusqu'au troisième degré. Le pays fut en proie à la terreur; mais les habitans nourrissaient en secret un mécontentement sourd.

Cependant, les vues du cabinet de Versailles étaient bienfaisantes; il accorda aux Corses des états de province, composés de trois ordres, le clergé, la noblesse, le tiers-état. Il rétablit la magistrature des douze nobles, que les Corses avaient toujours réclamée. C'était une institution pisane et une espèce de commission intermédiaire des états, qui administrait les impositions et le régime intérieur de la province. A chaque terme d'état, un évêque, un député de la noblesse et un du tiers-état, étaient reçus à la cour, portant directement au roi le cahier des plaintes du pays. Des encouragemens furent donnés à l'agriculture; la compagnie d'Afrique de Marseille fut contrainte à reconnaître d'anciens usages favorables aux pêcheurs Corses pour la pêche du corail. Des grandes routes furent percées, des marais desséchés. On essaya même de former des colonies de Lorrains, d'Alsaciens, pour mettre sous les yeux des insulaires des modèles de culture. Les impositions ne furent pas onéreuses; les écoles furent encouragées; les enfans des principales familles furent appelés en France pour y être élevés. C'est en Corse que les économistes firent l'essai de l'imposition en nature.

Dans les vingt années qui s'écoulèrent de 1769 à 1789, l'île gagna beaucoup. Mais tant de bienfaits ne touchèrent pas le cœur des habitans, qui, au moment de la révolution n'étaient rien moins que Français. Un lieutenant-général d'infanterie, traversant les montagnes, discourait avec un berger sur l'ingratitude de ses compatriotes: il lui faisait l'énumération des bienfaits de l'administration française. « Du temps » de votre Paoli vous payiez le double. » — Cela est vrai, monseigneur, mais » nous donnions alors, vous prenez » aujourd'hui. » L'esprit naturel des insulaires se montrait dans toutes les circonstances. On pourrait en citer mille réparties. Nous en prendrons une au hasard. Plusieurs officiers titrés voyageant dans le Niolo, disaient un soir à leur hôte, un des plus pauvres habitans de la piève: « Voilà la différence qu'il y a de nous autres Français à vous autres Corses, comme » nous sommes tenus et habillés. » Le paysan se relève, il les regarde avec attention, et demande à chacun leur nom. L'un était marquis, l'autre baron, le troisième chevalier. « Bah! dit-» il alors, cela est vrai, j'aimerais à » être habillé comme vous; mais est-ce » qu'en France tout le monde est marquis, baron ou chevalier? »

§ VII.

La révolution a changé l'esprit de ces insulaires; ils sont devenus Fran-

çais en 1790. Paoli quitta l'Angleterre, où il vivait d'une pension que lui avait faite le parlement, et qu'il abandonna. Il fut accueilli par la constituante, par la garde nationale de Paris, et même par Louis XVI. Son arrivée dans l'île produisit une joie générale ; la population tout entière accourut à Bastia pour le voir. Sa mémoire était prodigieuse ; il connaissait le nom de toutes les familles, et avait vécu avec leurs pères. Dans peu de jours il reprit une plus grande influence sur le peuple que jamais. Le conseil exécutif le nomma général de division, commandant les troupes de ligne dans l'île. Les gardes nationales lui avaient déféré leur commandement. L'assemblée électorale l'avait nommé président. Il réunit ainsi tous les pouvoirs. Cette conduite du conseil exécutif n'était pas politique; mais il faut se reporter à l'esprit qui régnait alors. Quoi qu'il en soit, Paoli servit fidèlement la révolution jusqu'au 10 août. La mort de Louis XVI acheva de le dégoûter. Dénoncé par les sociétés populaires de Provence, la convention, qu'aucune considération n'arrêtait jamais, l'appela à la barre. Il avait près de quatre-vingts ans. C'était l'inviter à porter lui-même sa tête sur l'échafaud. Il n'eut d'autre ressource que d'en appeler à ses compatriotes ; il insurgea toute l'île contre la convention. Les représentans du peuple, commissaires chargés de mettre à exécution ce décret, arrivèrent dans ces circonstances; ils ne purent que conserver, à l'aide de quelques bataillons, les places de Bastia et de Calvi. Si la décision du parti que devait prendre la Corse avait dépendu d'une assemblée des principales familles, Paoli n'aurait pas réussi. On blâmait généralement les excès qui se commettaient en France; mais on pensait qu'ils étaient passagers, qu'il était facile de s'en garantir dans l'île, et qu'il ne fallait pas, pour obvier à l'inconvénient du moment, se séparer d'une patrie qui pouvait seule assurer le bonheur et la tranquillité du pays. Paoli fut étonné du peu de crédit qu'il obtint dans des conférences privées. Plusieurs de ceux mêmes qui l'avaient accompagné en Angleterre et avaient passé vingt années à maudire la France, furent les plus récalcitrans, entre autres le général Gentili; cependant, dans la masse entière de la population, à l'appel de son ancien chef, il n'y eut qu'un cri. Et un moment la tête de mort fut arborée sur tous les clochers, et la Corse cessa d'être française. Peu de mois après, les Anglais s'emparèrent de Toulon ; lorsqu'ils en furent chassés, l'amiral Hood mouilla à Saint-Florent ; il débarqua douze mille hommes, qu'il mit sous les ordres de Nelson ; Paoli y joignit six mille hommes. Ils cernèrent Bastia. La Combe-Saint-Michel et Gentili défendirent la ville avec la plus grande intrépidité : elle ne capitula qu'après quatre mois de siége. Calvi résista quarante jours de tranchée ouverte. Le général Dundas, qui commandait un corps anglais de quatre mille hommes, et était campé à Saint-Florent, se refusa à prendre part au siége de Bastia, ne voulant pas compromettre ses troupes sans l'ordre spécial de son gouvernement.

§ VIII.

L'on vit alors un spectacle bien étrange : le roi d'Angleterre posa sur sa tête la couronne du royaume de Corse, bien étonnée de se trouver à côté de la couronne de Fingal. En juin 1794, la consulte de Corse, présidée par Paoli, proclama que ses liens po-

litiques avec la France étaient rompus à jamais, et que la couronne de Corse serait offerte au roi d'Angleterre. Une députation, composée de Galeazzi, président, Filippi de Vescavoto, Negroni de Bastia, Cesari-Rocca de la Rocca, se rendit à Londres, et le roi accepta la couronne. Il nomma pour vice-roi lord Gilbert Elliot. La consulte avait en même temps décrété une constitution qui assurait les libertés et les priviléges du pays. Elle était calquée sur celle d'Angleterre. Lord Elliot était un homme de mérite; il avait été vice-roi des Indes; mais il ne tarda pas à se brouiller avec Paoli. Le vieillard s'était retiré au milieu des montagnes, et là il désapprouvait la conduite du vice-roi qui était influencé par deux jeunes gens, Pozzo di Borgo et Colonna, dont l'un servait auprès de lui en qualité de secrétaire, et l'autre comme aide-de-camp. On reprochait à Paoli d'être d'un caractère inquiet, de ne savoir pas se résoudre à vivre en simple particulier, de vouloir toujours trancher du maître du pays. Cependant, l'influence qu'il avait dans l'île, et qui n'était pas contestée, les services que, dans cette circonstance, il avait rendus à l'Angleterre, tout ce qu'avaient de respectable sa carrière et son caractère, portaient le ministère anglais à de grands ménagemens. Il eut plusieurs conférences avec le vice-roi et le secrétaire d'état. C'est dans une d'elles que, piqué par quelques observations, il leur dit : « Je suis ici dans mon » royaume; j'ai deux ans fait la guerre » au roi de France; j'ai chassé les ré» publicains. Si vous violez les privi» léges et les droits du pays, je puis » plus facilement encore en chasser » vos troupes. » Quelques mois après, le roi d'Angleterre lui écrivit une lettre convenable à la circonstance, où il lui conseillait, par l'intérêt qu'il portait à sa tranquillité et à son bonheur, de venir finir ses jours dans un pays où il était considéré et où il avait été heureux. Le secrétaire d'état la lui porta à Ponte-Lechio. Paoli sentit que c'était un ordre; il hésita; mais rien n'annonçait alors que le règne de la terreur dût se terminer en France : l'armée d'Italie était encore dans le comté de Nice. En déclarant la guerre aux Anglais, Paoli eût été en butte aux coups de deux grandes puissances belligérantes. Il se soumit au destin, et se rendit à Londres où il mourut, en 1807. Il faut lui rendre le témoignage que, dans toutes ses correspondances d'Angleterre, pendant les huit dernières années de sa vie, il recommandait à ses compatriotes de ne jamais se séparer de la France, et de s'associer au bonheur comme au malheur de cette grande nation. Il légua, par son testament, des sommes assez considérables pour établir une université à Corte.

Si les Anglais eussent voulu conserver leur influence sur la Corse, ils auraient dû reconnaître son indépendance, consolider le pouvoir de Paoli, accorder quelques légers subsides, afin de se conserver une espèce de suprématie ainsi que des priviléges pour le mouillage de leurs escadres dans les principales rades, surtout celle de Saint-Florent. Ils auraient eu alors un point d'appui dans la Méditerranée, auraient pu, en cas de besoin, lever un corps auxiliaire de cinq à six mille hommes de braves troupes pour être employé dans cette mer; les ports de Corse eussent été à leur direction. Les nombreux réfugiés qui étaient en France se seraient insensiblement ralliés à un gouvernement national; et la France elle-même eût facilement, à la

paix, reconnu un état de choses que l'opinion avait conseillé à Choiseul.

§ IX.

Les Corses étaient extrêmement mécontens des gouverneurs anglais; ils n'entendaient rien à leur langue, à leur tristesse habituelle, à leur manière de vivre. Des hommes continnellement à table, presque toujours pris de vin, peu communicatifs, contrastaient avec leurs mœurs. La différence de religion fut aussi un sujet de répugnance. C'était la première fois, depuis la naissance du christianisme, que leur territoire était profané par un culte hérétique; tout ce qu'ils voyaient les confirmait dans leur préjugé contre la religion protestante. Ce culte sans cérémonies, ces temples si nus, si tristes, ne pouvaient parler à des imaginations méridionales, que flattent si vivement la pompe du culte catholique, ses belles églises, ornées de peintures et de tableaux, et ces imposantes cérémonies. Les Anglais répandaient l'or à pleines mains; les habitans le recevaient, sans que cela leur inspirât aucune reconnaissance.

Dans ce temps, Napoléon entra dans Milan, s'empara de Livourne, y réunit, sous les ordres de Gentili, tous les réfugiés Corses. L'exaltation devint extrême dans toutes les montagnes. Dans une grande fête, à Ajaccio, on accusa le jeune Colonna, aide-de-camp du vice-roi, d'avoir insulté un buste de Paoli. Ce jeune homme en était incapable. L'insurrection éclata; les habitans de Bogognano interceptèrent les communications de Bastia à Ajaccio, cernèrent le vice-roi, qui avait marché contre eux avec un corps de troupes: il fut contraint d'abandonner ses deux favoris, de les chasser de son camp. Ceux-ci, déguisés, escortés de leurs parens, gagnèrent, par des chemins de traverse, Bastia, où ils arrivèrent avant le vice-roi. Elliot vit qu'il était impossible de songer à se maintenir en Corse; il chercha un refuge et s'empara de Porto-Ferrajo. Gentili et tous les réfugiés débarquèrent, en octobre 1796, malgré les croisières anglaises. Ils intimèrent une marche générale de la population. Toutes les crêtes des montagnes se couvrirent, pendant la nuit, de feux; le bruit rauque de la corne, signal de l'insurrection, se fit entendre dans toutes les vallées. Ils s'emparèrent de Bastia et de toutes les places. Les Anglais s'embarquèrent en hâte, abandonnérent beaucoup de prisonniers. Le roi d'Angleterre ne porta que deux ans la couronne de Corse, qui ne servit qu'à dévoiler l'ambition de son cabinet, et à lui donner un ridicule. Cette fantaisie coûta cinq millions sterling à la trésorerie de Londres. On ne pouvait pas employer plus mal les trésors de John-Bull.

La Corse forma la 23e division militaire de la république; le général Vaubois en eut le commandement. Au commencement de 1798, des malveillans, sous un prétexte de religion, insurgèrent une partie du Fiumorbo; voulant s'accréditer d'un grand nom, ils mirent à leur tête le général Giafferi. Le général Vaubois marcha à eux, les dispersa, et fit prisonnier leur général. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans, et dominé par son confesseur. Il avait été élevé à Naples, où il avait servi, et était parvenu au grade de général-major; il jouissait depuis huit ans de sa retraite, et vivait tranquillement dans sa piève. Vaubois le fit traduire à une commission militaire, qui le condamna à mort; il fut fusillé. Cette catastrophe fit couler les larmes

de tous les Corses ; c'était le fils du fameux Giafferi qui, pendant trente ans, les avait commandés dans la guerre de l'indépendance ; son nom était éminemment national. C'eût été le cas de considérer ce vieillard comme en enfance, et de se contenter de faire tomber la vindicte nationale sur le moine hypocrite qui le dirigeait.

§ X.

La Corse est située à vingt lieues des côtes de Toscane, à quarante des côtes de la Provence, et à soixante de celles d'Espagne; géographiquement, elle appartient à l'Italie ; mais cette péninsule ne formant pas une puissance, elle est assez naturellement partie intégrante de la France. Sa surface est de cinq cents lieues carrées. Elle a quatre villes maritimes, Bastia, Ajaccio, Calvi, Bonifacio ; soixante-trois pièves ou vallées ; quatre cent cinquante villages ou hameaux ; trois grandes rades, propres à contenir les flottes les plus nombreuses, Saint-Florent, Ajaccio et Porto-Vecchio. L'île est montagneuse : elle est traversée du nord-ouest au sud-est par une haute chaîne graniteuse qui partage l'île en deux ; ses pitons supérieurs sont constamment couverts de neige. Les trois plus grandes rivières sont le Golo, le Liamone et le Tavignano. Des hautes montagnes coulent des rivières, ou torrens, qui se jettent à la mer dans toutes les directions ; à leur embouchure, sont de petites plaines d'une ou deux lieues de circuit. La côte du côté de l'Italie, de Bastia à Aléria, est une plaine de vingt lieues de long sur trois à quatre de large.

L'île est boisée, les plaines ou les collines sont ou peuvent être couvertes d'oliviers, de mûriers, d'arbres fruitiers, d'orangers, de grenadiers, etc. Les revers des montagnes sont couverts de châtaigniers, au milieu desquels sont situés des villages qui, par leur position, se trouvent naturellement fortifiés. Sur les sommets des montagnes sont des forêts de pins, de sapins, de chênes verts ; les oliviers sont aussi gros que dans le Levant ; les châtaigniers sont énormes et de la plus grande espèce ; les pins et les sapins ne le cèdent point à ceux de Russie pour l'élévation et la grosseur. Mais, comme mâts de hune, ils ne peuvent servir que trois ou quatre ans ; au bout de ce laps de temps, ils se sont desséchés et sont devenus cassans, tandis que le pin de Russie conserve toujours son élasticité et sa souplesse. L'huile, le vin, la soie et le bois de construction, sont quatre grandes branches d'exportation propres à enrichir cette île. La population est de moins de cent quatre-vingt mille âmes ; elle pourrait être de cinq cent mille. Le pays fournirait les blés, les châtaignes et les troupeaux nécessaires pour les nourrir. Avant l'incursion des Sarrasins, tous les bords de la mer étaient peuplés. Aléria et Mariana, deux colonies romaines, étaient deux grandes villes de soixante mille âmes ; mais les incursions des Musslim, dans les septième et huitième siècles, et, depuis, celles des barbaresques, ont porté toute la population dans les montagnes ; les plaines sont devenues inhabitées, et dès lors malsaines.

La Corse est un beau pays aux mois de janvier et de février ; mais dans la canicule la sécheresse se fait sentir ; alors elle manque d'eau, surtout dans les plaines, et les habitans éprouvent un grand agrément à habiter à mi-côte, d'où ils descendent aux marais dans l'hiver, soit pour faire paître leur

troupeaux, soit pour cultiver les plaines.

Saint-Florent est désigné par la nature pour être la capitale de l'île, le point d'appui de sa défense, le centre de tous les magasins, de l'administration, parce que sa rade est la plus belle et la plus près de Toulon; ce seul point doit être régulièrement fortifié; dans toutes les autres villes, on ne doit laisser subsister que des batteries de côtes. L'air de Saint-Florent est aujourd'hui malsain, non dans la rade, mais dans le lieu où est située la petite ville; cependant, il ne serait pas difficile de dessécher les marais. Une partie de la population de Bastia, qui n'est éloignée que de peu de lieues, se rendrait naturellement dans cette nouvelle ville. Au défaut de Saint-Florent, Ajaccio doit être la capitale, le centre de l'administration et de la défense, parce que c'est la deuxième rade placée du côté de Toulon, et la plus rapprochée après Saint-Florent. C'est dans un intérêt italien que Bastia a été choisi pour capitale, parce que c'est la ville la plus près de l'Italie; la communication directe avec la France y est difficile: les bâtimens sont obligés de doubler le cap Corse; cette ville d'ailleurs n'a pas de rade, et dans son port ne peut recevoir que des bâtimens marchands. Les fortifications de toute autre ville que Saint-Florent ou Ajaccio, seraient inutiles, puisque l'on ne saurait les défendre contre un ennemi qui serait maître de la mer, et que les gardes nationales suffisent pour la défense de l'intérieur de l'île. En cas d'attaque, les troupes de ligne doivent se concentrer dans une seule place maritime, pour pouvoir prolonger leur défense et attendre des secours.

Les besoins les plus urgens de la Corse sont: 1° un bon code rural qui protége l'agriculture contre l'incursion des bestiaux, et ordonne la destruction des chèvres; 2° le dessèchement des marais, pour rappeler insensiblement la population sur le bord de la mer; 3° des primes pour encourager la plantation et la greffe des oliviers et des mûriers; elles doivent être doubles pour les plantations faites sur le bord de la mer; 4° une police juste, mais sévère; un désarmement général et absolu tant des grandes que des petites armes, telles que stilets, poignards; 5° deux cents places, exclusivement réservées pour les jeunes Corses, dans les lycées, les écoles militaires, les séminaires, les écoles vétérinaires, les écoles d'agriculture et des arts et métiers en France; 6° une exportation régulière, et au compte de la marine, des bois de construction; profitant de cette circonstance pour fonder des bourgs au bord de la mer, aux débouchés des forêts, car tous les soins de l'administration doivent tendre à attirer la population dans les plaines.

CHAPITRE XVII.

TAGLIAMENTO.

Plan de campagne pour 1797. — Passage de la Piave (12 mars). — Bataille de Tagliamento (16 mars). — Retraite du prince Charles. — Combat de Gradisca (19 mars). — Passage des Alpes Juliennes et de la Drave (29 mars). — Combats dans le Tyrol.

§ 1er.

Les échecs qu'avaient essuyés les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin dans la campagne passée, la contenance timide de ces deux armées pendant le siége de Kelh et de la tête de pont d'Huningue, avaient entière-

ment rassuré le conseil aulique de ce côté. A la fin de février, il détacha six divisions de ses meilleures troupes du Rhin (quarante mille hommes), quatre sur le Frioul, deux sur le Tyrol. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'acquérir en Allemagne, prit le commandement des armées autrichiennes d'Italie, et porta son quartier-général, le 6 février, à Inspruck, et peu après à Villach et à Gorizia. Dans le courant de février, ses ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes-Juliennes et Noriques. Ils projetaient les fortifications qu'ils devaient élever, sitôt que les neiges seraient fondues. Napoléon brûlait d'impatience de les prévenir, d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie, avant l'arrivée des puissans renforts qui traversaient l'Allemagne.

L'armée de Napoléon était composée de huit divisions d'infanterie et d'une réserve de cavalerie, présentant sous les armes cinquante-trois mille hommes d'infanterie, trois mille d'artillerie servant cent vingt bouches à feu, et cinq mille de cavalerie; le contingent du roi de Sardaigne était de huit mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie et vingt pièces de canon. Il négociait depuis longtemps pour entraîner Venise dans son alliance; son contingent devait être pareil à celui du Piémont. Ainsi il comptait entrer en Allemagne avec soixante-dix mille hommes d'infanterie, neuf mille de cavalerie, et cent soixante pièces de canon. Mais le directoire, par le plus étrange aveuglement, se refusa à ratifier le traité d'alliance de Bologne, ce qui priva l'armée française du contingent du roi de Sardaigne. La seigneurie de Venise se refusa à toutes propositions d'alliance, et laissa percer tant de mauvaise volonté qu'il fallut se mettre en garde, ce qui non seulement priva l'armée du contingent vénitien, mais obligea à laisser dix mille hommes en réserve, sur l'Adige, pour assurer les derrières et surveiller la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Napoléon ne put donc entrer en Allemagne qu'avec cinquante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie et deux mille cinq cents d'artillerie. Il avait pensé que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devaient être réunies en une seule armée qui, forte de cent vingt mille hommes, se porterait de Strasbourg en Bavière, passerait l'Inn, arriverait sur l'Ens, et se réunirait à l'armée d'Italie, qui, traversant le Tagliamento, les Alpes-Juliennes, la Carinthie, la Drave et la Muer, se porterait sur le Simering; et que, réunis ainsi au nombre de près de deux cent mille hommes, les Français entreraient dans Vienne, dans le temps qu'une armée d'observation de soixante mille hommes garderait la Hollande, bloquerait Ehvenbreitstein, Mayence, Manheim, Philipsbourg, et garderait les têtes de pont de Dusseldorf, Kehl et Huningue. Mais le directoire, persistant dans ses faux principes de guerre, continua à tenir séparées les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; l'expérience de la campagne passée était perdue pour lui.

Trois grandes chaussées mènent de l'Italie à Vienne, 1° celle du Tyrol; 2° celle de la Pontéba ou de la Carinthie; 3° celle de la Carniole.

La première, de Vérone, longe la rive gauche de l'Adige jusqu'à Trente, traverse la haute chaîne des Alpes, au col du Brenner, à soixante lieues de Vérone, et de là, par Salzbourg va gagner le Danube, qu'elle descend

jusqu'à Vienne, en traversant l'Ens. De Vérone à Vienne, par ce chemin, il y a cent soixante-dix lieues.

La deuxième chaussée traverse le Vicentin, le Trévisan, passe la Piave, le Tagliamento, la Pontéba et les Alpes carniques, au col de Tarwis : de là elle descend dans la Carinthie, traverse la Drave à Villach, passe à Klagenfurt, capitale de cette province, rencontre la Muer, qu'elle suit jusqu'à Bruck, traverse le Simering, et descend dans la vallée de Vienne. Par cette chaussée, de Saint-Daniel à Vienne, il y a quatre-vingt-quinze lieues.

La chaussée de la Carniole passe l'Isonzo à Gradisca, se dirige sur Laybach, capitale de la province, traverse la Save, passe la Drave à Marbourg, entre en Styrie, traverse Graty, sa capitale, et joint la chaussée de Carinthie à Bruck. Il y a de Gorizia à Vienne, par cette route, cent cinq lieues.

La chaussée du Tyrol communique avec celle de la Carinthie, par cinq routes transversales. La première, appelée le Pusterthal, part de Brixin, prend à droite, rencontre un des affluens de l'Adige, passe à Lienz, à Spital, et joint la chaussée de la Carniole, près de Villach : elle a quarante-cinq lieues. La deuxième part de Salzbourg, passe à Radstadt, et arrive également à Spital : elle a trente-deux lieues. A quatre lieues au-dessous de Radstadt, un embranchement de cette route suit la Muer jusqu'à Scheifling, où il rencontre la chaussée de la Carinthie : cet embranchement a seize lieues. La troisième part de Linz sur le Danube, passe l'Ens près de Rottenmann, traverse de hautes montagnes, et, à trente-six lieues, rejoint, à Judembourg, la chaussée de la Carinthie. La quatrième part d'Ens, remonte l'Ens pendant vingt lieues, et descend sur Léoben : elle a vingt-huit lieues. Enfin, la cinquième part de Saint-Polten, et débouche sur Bruck : elle a vingt-quatre lieues.

Les chaussées de la Carinthie et de la Carniole communiquent entre elles par trois routes transversales. La première part de Gorizia, remonte l'Isonzo, passe à Caporetto, traverse la Chinsa autrichienne, et joint, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie : elle a vingt-une lieues. La deuxième part de Leybach, traverse la Save et la Drave, et arrive à Klagenfurt : elle a dix-sept lieues. La troisième, de Marbourg, rencontre la Drave, et arrive également à Klagenfurt : elle a vingt-six lieues. Après avoir dépassé Klagenfurt, la chaussée de la Carinthie n'a plus aucune communication avec celle de la Carniole ; elles cheminent parallèlement, à vingt-neuf lieues l'une de l'autre, jusqu'à Bruck, où elles se réunissent.

L'armée de l'archiduc, dans les premiers jours de mars, était forte de cinquante mille hommes, dont quinze mille dans le Tyrol, le reste derrière la Piave, couvrant le Frioul. Elle attendait, dans le courant d'avril, l'arrivée des six divisions parties du Rhin ; ce qui porterait sa force a plus de quatre-vingt-dix mille hommes. Une si grande supériorité justifiait les espérances flatteuses du cabinet de Vienne. L'armée française, à la même époque, avait les trois divisions Delmas, Baraguay-d'Hilliers et Joubert, et la brigade de cavalerie du général Dumas, réunie dans le Tyrol italien, sous les ordres du lieutenant-général Joubert ; ce qui formait un corps de dix-sept mille hommes. Les divisions Masséna, Serrurier, Guieux (ci-devant

Augereau), Bernadotte, et la division de cavalerie de réserve du général Dugua (treute-quatre à trente-cinq mille hommes) étaient réunies dans le Bassanais et le Trévisan, tenant des avant-postes le long de la rive droite de la Piave. La division Victor était encore sur l'Apennin: elle devait arriver dans les premiers jours d'avril sur l'Adige, pour y fortifier le noyau du corps d'observation opposé aux Vénitiens; l'arrivée successive des bataillons de marche français, des bataillons lombards, cispadans et polonais, devait porter ce corps d'armée à vingt mille hommes.

Lorsqu'on apprit que l'archiduc était arrivé à Inspruck, le 6 février, on pensa qu'il réunirait toutes ses forces dans le Tyrol, se contentant de détacher une division de six mille hommes derrière le Tagliamento. Cela eût accéléré de vingt jours la réunion à son armée des six divisions détachées du Rhin; il eût pu alors attaquer le général Joubert, le forcer dans ses positions du Lawis et le jeter en Italie. Dès les premiers jours de février, le général en chef avait fait connaître au général Joubert le danger qu'il courait; et, dans cette hypothèse, il lui avait ordonné de choisir trois positions entre le Lawis et la ligne de Torbole et Mori, où, avec son corps d'armée, il pût retarder la marche de l'archiduc, et gagner huit ou dix jours, afin de donner le temps aux divisions qui étaient sur la Brenta, de prendre l'armée de l'archiduc en flanc par les gorges de la Brenta.

§ II.

Mais l'archiduc, se conformant au plan qui lui avait été prescrit par le conseil aulique, avait réuni ses principales forces dans le Frioul, ce qui permit à l'armée française de l'attaquer avant l'arrivée des divisions du Rhin, qui étaient encore éloignées de vingt marches. Napoléon porta en conséquence son quartier-général à Bassano, le 9 mars. Il parla en ces termes à son armée, par le moyen de l'ordre du jour: « Soldats, la prise de » Mantoue vient de terminer la guerre » d'Italie, qui vous a donné des titres » éternels à la reconnaissance de la » patrie. Vous avez été victorieux » dans quatorze batailles rangées et » dans soixante-dix combats; vous avez » fait cent mille prisonniers, pris cinq » cents pièces de canon de campagne, » deux mille de gros calibre, quatre » équipages de pont. Les contributions » mises sur le pays que vous avez con» quis, ont nourri, entretenu, soldé » l'armée; vous avez, en outre, en» voyé trente millions au ministère » des finances, pour le service du tré» sor public. Vous avez enrichi le » Muséum de Paris de trois cents » chefs-d'œuvre de l'ancienne et nou» velle Italie, qu'il a fallu trente siècles » pour produire. Vous avez conquis à » la république les plus belles contrées » de l'Europe. Les républiques trans» padane et cispadane vous doivent » leur liberté. Les couleurs françaises » flottent, pour la première fois, sur » les bords de l'Adriatique, en face et » à vingt-quatre heures de la patrie » d'Alexandre. Les rois de Sardaigne, » de Naples, le pape, le duc de Parme, » sont détachés de la coalition. Vous » avez chassé les Anglais de Livourne, » de Gênes, de la Corse.... et cependant de plus hautes destinées vous » attendent!!! Vous en serez dignes!!! » De tant d'ennemis qui se coalisè» rent pour étouffer la république à » sa naissance, l'empereur seul reste

» devant vous... Il n'a plus de politi- » que, de volonté, que celle de ce ca- » binct perfide, qui, étranger aux » malheurs de la guerre, sourit avec » plaisir aux maux du continent. Le » directoire exécutif n'a rien épargné » pour donner la paix à l'Europe; la » modération de ses propositions ne » se ressentait pas de la force de ses » armées... Elle n'a pas été écoutée à » Vienne; il n'est donc plus d'espé- » rance d'avoir la paix qu'en allant » la chercher dans le cœur des états » héréditaires. Vous y trouverez un » brave peuple... vous respecterez sa » religion et ses mœurs; vous proté- » gerez ses propriétés. C'est la liberté » que vous apporterez à la brave na- » tion hongroise. »

Il fallait passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée autrichienne, et tourner sa droite, pour la prévenir aux gorges de la Pontéba. Masséna partit de Bassano, passa la Piave dans les montagnes, battit la division Lusignan, la poursuivit l'épée dans les reins, lui fit six cents prisonniers, parmi lesquels le général Lusignan, et quelques pièces de canon, et en jeta les débris au-delà du Tagliamento, s'emparant de Feltre, de Cadore et de Bellune. La division Serrurier se porta, le 12 mars, sur Asolo, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conégliano, où était le quartier-général autrichien, et tourna ainsi toutes les divisions qui défendaient la basse Piave; ce qui permit à la division Guieux d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospedaletto, en avant de Trévise. La rivière, en cet endroit, est assez haute; elle eût exigé un pont; mais la bonne volonté du soldat y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière, qui se jeta à la nage. Ce même jour, les divisions Serrurier et Guieux campèrent, avec le quartier-général, à Conégliano. La division Bernadotte, qui était à Padoue, rejoignit le lendemain. L'ennemi avait choisi les plaines du Tagliamento pour son champ de bataille; elles étaient favorables à sa bonne et nombreuse cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir, la nuit, à Sacile; mais elle fut enfoncée, le 13, par le général Guieux.

§ III.

Le 16 mars, à neuf heures du matin, les deux armées se trouvèrent en présence. L'armée française arrivait, avec le grand quartier-général, en avant de Valvasone, sur la rive droite du Tagliamento. La division Guieux formant la gauche; la division Serrurier le centre, et la division Bernadotte la droite. L'armée autrichienne, à peu près égale en force, était rangée dans le même ordre sur la rive opposée. Par cette position, elle ne couvrait pas la chaussée de la Pontéba. La colonne d'Oskay et les débris de la division Lusignan n'étaient plus capables d'arrêter Masséna. Cependant, la Pontéba était la route la plus courte et la direction naturelle pour couvrir Vienne.

Cette conduite de l'archiduc ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'il ne craignit que pour Trieste, centre des établissemens maritimes de l'Autriche, ou que ses positions n'étaient pas définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours, ce qui donnerait le temps à une division de grenadiers venant du Rhin, déjà arrivée à Klagenfurt, de renforcer la division Oskay, opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre du Tagliamento; la cavalerie

légère fit plusieurs charges sur le gravier de ce torrent. L'armée française voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu, établit son bivouac, et fit la soupe. L'archiduc y fut trompé; il crut que, comme elle avait marché toute la nuit, elle prenait position. Il fit un mouvement en arrière et rentra dans son camp. Mais deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes. Duphot, à la tête de la 27e légère, avant-garde de Guieux, et Murat, avec la 15e légère, avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leur division, chaque régiment ayant son deuxième bataillon déployé et ses premier et troisième en colonne par division, à distance de peloton, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi courut aux armes; mais déjà toute cette première ligne avait passé dans le plus bel ordre, et se trouvait rangée en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toutes parts. La cavalerie légère attachée à ces deux divisions était à la droite et à la gauche de la ligne. La division de cavalerie de réserve du général Dugua et la division Serrurier formaient la deuxième ligne, qui passa la rivière aussitôt que la première ligne se fut éloignée de cent toises du rivage. Après plusieurs heures de combat et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, l'ennemi ayant été repoussé aux attaques des villages de Gradisca et de Codroipo, et se voyant tourné par une charge heureuse de la division Dugua, battit en retraite, abandonnant à son vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Aux premiers coups de canon, Masséna avait exécuté son passage à Saint-Daniel; il y éprouva peu de résistance, s'empara d'Osopo, cette clé de la chaussée de la Pontéba, que l'ennemi avait négligée, et de la Chiusa vénitienne. Il se trouva ainsi maître des gorges de la Pontéba; il poussa sur Tarwis les débris de la division Oskay.

§ IV.

L'archiduc ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna occupait la Pontéba, se résolut à gagner cette chaussée par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne, et Tarwis. Il y dirigea trois divisions et ses parcs, sous les ordres du général Bayalitsch, et, avec le reste de son armée, il se porta par Palma-Nova et Gradisca, pour défendre l'Isonzo, et couvrir la Carniole; mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarwis. Bayalitsch, par la route qu'il suivait, en était à six marches; cette manœuvre compromettait donc ce corps d'armée; l'archiduc le sentit. De sa personne, il courut à Klagenfurt, se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait, et prit position en avant de Tarwis pour arrêter Masséna. Ce général avait été retardé deux jours; mais ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarwis, il s'y porta en toute hâte. Il y trouva l'archiduc en bataille, avec les débris d'Oskay, et la belle division de grenadiers arrivée du Rhin. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur; car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarwis, les trois divisions autrichiennes qui marchaient par la vallée de l'Isonzo étaient perdues. Le prince se prodigua de sa personne, et fut sur le point d'être pris par les tirailleurs français. Le général Brune, depuis maréchal de France, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta

avec la plus grande valeur. Les Autrichiens furent rompus; ils avaient fait donner jusqu'au dernier bataillon; ils ne purent opérer aucune retraite; leurs débris coururent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarwis, s'y établit, faisant face du côté de Villach et du côté de la Chiusa autrichienne, par où devaient déboucher les trois divisions qui avaient été dirigées par cette route du champ de bataille du Tagliamento.

§ V.

Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier-général de l'archiduc était entré dans Palma-Nova, place forte qui appartenait aux Vénitiens. Il y avait fait établir des magasins; mais jugeant qu'il lui faudrait laisser cinq à six mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il l'évacua. Les Français y laissèrent garnison, et la mirent à l'abri d'un coup de main. La division Bernadotte se présenta devant Gradisca, pour y passer l'Isonzo : elle trouva la ville fermée, et fut reçue à coups de canon; elle voulut parlementer avec le gouverneur, mais il s'y refusa. Alors le général en chef se porta, avec Serrurier, sur la rive gauche de l'Isonzo, par le chemin de Montfalcone. Il lui aurait fallu un temps précieux pour construire un pont. Le colonel Andréossy, directeur des ponts, se jeta le premier dans l'Isonzo, pour le sonder; les colonnes suivirent son exemple; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Après ce passage, la division Serrurier se porta vis-à-vis Gradisca, où elle arriva à cinq heures du soir. Pendant cette marche, la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut; il avait été repoussé, et avait perdu quatre à cinq cents hommes. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit Serrurier sur les hauteurs, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre avec trois mille hommes, deux drapeaux, vingt pièces de canon de campagne, attelées. Le quartier-général se porta le lendemain à Gorizia. La division Bernadotte marcha sur Laybach; le général Dugua avec mille chevaux prit possession de Trieste. Serrurier, de Gorizia, remonta l'Isonzo par Caporetto et la Chiusa autrichienne, pour soutenir le général Guieux, et regagner, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie.

Le général Guieux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé sur Udine et Cividale, et avait pris, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo; il avait eu tous les jours de forts engagemens avec l'arrière-garde de Bayalitsch; il lui avait tué beaucoup de monde, fait des prisonniers, pris des bagages et des canons, ce qui l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa di Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés; ils ignoraient que Masséna occupait Tarwis depuis deux jours. Ils furent attaqués en front par Masséna, en queue par Guieux. La position de la Chiusa, quoique forte, ne put résister à la 4ᵉ de ligne (dite l'*impétueuse*). Cette demi-brigade gravit la montagne qui domine la gauche, et, tournant ainsi ce poste important,

il ne resta plus d'autre ressource à Bayalitsch que de poser les armes; bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. Cependant, on ne fit que cinq mille prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés ou pris, dans différens combats, depuis le Tagliamento, et que quantité de natifs de la Carniole ou de la Croatie, voyant tout perdu, s'étaient débandés dans les gorges pour gagner isolément leurs villages. On prit trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures attelées d'artillerie et de bagages, quatre généraux, et beaucoup d'employés d'administration.

§ VI.

Le quartier-général se rendit successivement à Caporetto, à Tarwis, à Villach et Klagenfurt; l'armée passa la Drave sur le pont de Willach, que l'ennemi n'eut pas le temps de brûler; elle se trouvait dans la vallée de la Drave; elle avait passé les Alpes Carniques et Juliennes; elle était en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, le sol, la culture, tout contrastait avec l'Italie; elle se loua de l'hospitalité et de la bonhomie des paysans: l'abondance des légumes, la grande quantité de voitures et de chevaux, lui furent fort utiles; elle n'avait trouvé en Italie que des chariots attelés de bœufs, dont le service, lent et incommode, s'accordait mal avec la vivacité française. Elle occupa les châteaux de Gorizia, de Trieste et de Laybach. Les deux divisions autrichiennes, Kaim et Mercantin, arrivées du Rhin, étaient en position à Klagenfurt, qu'elles voulaient défendre; la première perdit quatre à cinq cents hommes, et fut repoussée.

Klagenfurt avait une enceinte bastionnée, négligée depuis des siècles; les officiers de génie remplirent les fossés d'eau, relevèrent les parapets, démolirent les maisons bâties sur le rempart; des hôpitaux et des magasins de toute espèce y furent établis. Le point d'appui parut important au débouché des montagnes. On publia en français, en allemand et en italien, la proclamation suivante, dans toutes les provinces: « Habitans de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, » l'armée française ne vient pas dans » votre pays pour le conquérir, ni » pour porter aucun changement à » votre religion, à vos mœurs, à vos » coutumes; elle est l'amie de toutes » les nations, et particulièrement des » braves Germains... Habitans de la » Carinthie, je le sais, vous détestez » autant que nous, et les Anglais, qui » seuls gagnent à la guerre actuelle, » et votre ministère, qui leur est » vendu. Si nous sommes en guerre » depuis six ans, c'est contre le vœu » des braves Hongrois, des citoyens » éclairés de Vienne, et des simples et » bons habitans de la Carinthie, de la » Carniole et de l'Istrie. Eh bien! » malgré l'Angleterre et les ministres » de la cour de Vienne, soyons amis. » La république française a sur vous » des droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous » lie réciproquement. Vous ne vous » mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas » votre aveu!!! Vous fournirez aux » besoins de mon armée. De mon côté, » je protégerai vos propriétés; je ne » tirerai de vous aucune contribution. » La guerre n'est-elle pas elle-même » assez horrible? Ne souffrez-vous pas » déjà trop, vous, innocentes victimes » des passions des autres? Les impositions que vous avez coutume de

» payer à l'empereur serviront à in-
» demniser des dégâts inséparables de
» la marche d'une armée, et à payer
» ce qne vous m'aurez fourni. »

Cette proclamation fut d'un bon effet; on y fut fidèle de part et d'autre: aucune contribution extraordinaire ne fut levée, et les habitans ne donnèrent lieu à aucune espèce de plaintes. Quatre gouvernemens furent organisés ponr les quatre provinces; on les composa des plus riches propriétaires. Les marchandises anglaises furent confisquées à Trieste. On trouva, dans les magasins impériaux de la mine d'Idria, pour plusieurs millions de vif-argent.

§ VII.

Depuis dix jours que la campagne était ouverte sur le bord de la Piave, du Tagliamento, et dans le Frioul, les deux armées étaient restées inactives dans le Tyrol. Le général Kerpen, qui commandait le corps autrichien, attendait à chaque instant l'arrivée de deux divisions du Rhin. Le général Joubert n'avait encore aucun ordre d'attaquer, ses instructions lui prescrivaient seulement de contenir l'ennemi, et de garder sa position du Lawis. Mais aussitôt après la bataille du Tagliamento, et lorsque l'armée autrichienne avait été chassée de toute l'Italie, qne Masséna s'était rendu maître de la chaussée de la Carinthie, et que Napoléon se fut décidé à pénétrer, par cette chaussée, avec toute son armée, il expédia l'ordre au général Jonbert de battre l'ennemi auquel il était supérieur, de remonter les rives de l'Adige, de rejeter le général Kerpen au-delà du Brenner, et de marcher, par nn à droite et par le Pusterthal, en suivant la chaussée qui longe la Drave, pour rejoindre l'armée à Spital, sur la chaussée de la Carinthie. Il lui prescrivit de laisser une brigade pour défendre le Lawis, avec ordre, si elle y était forcée, de se replier sur le Montebaldo, d'y attendre les ordres du général Kilmaine, commandant en Italie, et de correspondre avec le général Balland, à Vérone. Lorsqne l'armée française victoriense arriverait sur le Simering, menaçant Vienne, tout ce qui ponvait se passer dans le bas Tyrol était d'une importance secondaire.

Le 20 mars, aussitôt que le général Joubert eut reçu ses instructions, il commença son mouvement. Le grand quartier-général était alors à Gorizia, sur l'Isonzo. Le général Kerpen campait, avec ses principales forces, à Cambra, derrière le Lawis, couvrant Saint-Michel, par où il communiquait avec le général Laudon, qui occupait la rive droite de l'Adige. La division Joubert passa le Lawis à Ségonzano, dans le temps que les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers le passaient sur le pont de Lawis même, et se dirigeaient, par la chaussée de la rive droite, sur Saint-Michel. Ainsi, toutes les forces françaises se trouvèrent en mesure de participer à l'attaque du camp du général Kerpen, tandis que le corps de Laudon, séparé par l'Adige, resta spectateur inactif. Aussi le combat ne fut pas donteux. Le général Kerpen, chassé de toutes ses positions, perdit la moitié de son monde, des drapeaux, des canons, trois mille prisonniers et deux mille morts. Cette bataille de Saint-Michel ouvrit le Tyrol. Pendant que Barraguay-d'Hilliers et Delmas entraient à Saint-Michel et en coupaient le pont, Joubert se porta directement sur Neumarck, par les montagnes, s'en empara après nn léger combat, passa le pont, battit complètement et éparpilla le corps du général Laudon qui,

avec tout ce qu'il avait pu réunir de troupes, était en position entre Neumarck et Tamin. Le soir, Joubert rentra dans Neumarck avec des canons, des drapeaux, et deux mille cinq cents prisonniers.

Pendant ce temps, l'avant-garde entrait à Bolzano, ville riche, commerçante, et d'une grande importance, où elle prit tous les magasins de l'ennemi. La première division autrichienne du Rhin, commandée par le général Sporck, était arrivée à Clausen. Le général Kerpen rallia derrière cette division les débris de son corps; et, favorisé par une position qui paraissait inexpugnable, il se résolut à attendre son vainqueur. Le 24, le général Joubert y marcha avec la plus grande partie de son corps d'armée. L'attaque fut vive: les obstacles qu'offraient les localités paraissaient d'abord insurmontables; mais les intrépides tirailleurs français, aussi lestes que les Tyroliens mêmes, gravirent les montagnes qui appuyaient la droite de l'ennemi, et par là l'obligèrent à la retraite. Le général Kerpen n'espérant plus que dans la jonction de la deuxième division, qu'il attendait du Rhin, fit sa retraite sur Mittenwald, laissant ainsi à la disposition du général Joubert la chaussée du Pusterthal; mais celui-ci jugea qu'il lui serait dangereux de commencer son mouvement à droite, en défilant si près du camp ennemi; il l'attaqua le 28 mars. Une charge de cavalerie du général Dumas contribua au succès de ce combat. Le général Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Sterzing, et se retira sur le Brenner. L'alarme se répandit jusqu'à Inspruck; on ne douta plus que l'intention du général Joubert ne fût de s'y porter pour se lier à l'armée du Rhin. Ce projet eût été funeste, et eût été suivi d'une catastrophe, puisque l'armée du Rhin était encore en cantonnement en Alsace. Mais rien ne s'opposait plus à ce que Joubert, conformément à ses instructions, marchât par le Pusterthal, pour se joindre à la grande armée, sur la chaussée de la Carinthie. Le 2 avril il commença son mouvement, fit occuper Pruneken et Tolback; et lorsqu'il fut certain que rien ne pouvait plus s'opposer à son débouché dans la vallée, et à son mouvement sur la Carinthie, il reploya tous ses postes du Tyrol. Le 4 avril son mouvement était décidé. Il laissa une colonne de douze cents hommes, sous les ordres du général Serviez, avec l'ordre de reprendre ses positions sur le Lawis, pour couvrir l'Italie. Le général Joubert joignit l'armée avec douze mille hommes; il était embarrassé de sept mille prisonniers qu'il avait faits dans ces divers combats.

Ainsi, en dix-sept à vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats; elle était rejetée au-delà du Brenner, des Alpes-Juliennes et de l'Isonzo; Trieste et Fiume, les deux seuls ports de la monarchie, étaient pris. La province de Gorizia, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, obéissaient au gouvernement français; vingt mille prisonniers, vingt drapeaux, cinquante pièces de campagne attelées, prises sur le champ de bataille, étaient les trophées qui attestaient la supériorité du soldat français. Des six divisions que l'archiduc attendait du Rhin, deux avaient été entamées. Le quartier-général français était en Allemagne, et au plus à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que, dans le courant de mai,

les armées françaises victorieuses seraient maîtresses de cette capitale; car il ne restait à l'Autriche sur le Rhin, au commencement de mars, que quatre-vingt mille hommes, et les armées françaises de Sambre-et-Meuse et du Rhin en comptaient plus de cent trente mille.

CHAPITRE XVIII.

LÉOBEN.

La cour impériale évacue Vienne. — Ouvertures de Paix. — Combat de Neumarck (1er avril). — Combat de Unzmarkt. — Suspension d'armes de Judembourg (8 avril). — Jonction des divisions du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie. — Préliminaires de paix de Léoben (18 avril). — Motifs qui décidèrent les Français. — Des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse; elles commencent les hostilités le 18 avril, le jour même de la signature de la paix.

§ Ier.

Les nouvelles des batailles du Tagliamento et de Tarwis, du combat de Gorizia et de l'entrée des Français à Klagenfurt et à Laybach, portèrent la consternation à Vienne. La capitale était menacée et dépourvue de toute défense efficace. On emballa les meubles précieux et les papiers les plus importans. Le Danube fut couvert de bateaux qui transportaient tous les effets en Hongrie, où furent envoyés les jeunes archiducs et archiduchesses. Parmi elles, était l'archiduchesse Marie-Louise, âgée alors de cinq ans et demi, qui depuis fut impératrice des Français. Le mécontentement était général; « en moins de quinze jours, » disaient les Viennois, les Français » peuvent arriver sous nos murs. Le » ministère ne songe point à faire la » paix, et nous n'avons aucun moyen » de résister à cette terrible armée » d'Italie. »

Les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse devaient entrer en campagne et passer le Rhin, le jour même que l'armée d'Italie passerait la Piave; elles devaient s'avancer à tire d'aile en Allemagne. Napoléon, en rendant compte de la bataille du Tagliamento, annonça qu'il fallait sous peu de jours passer les Alpes-Juliennes et se trouver dans le cœur de l'Allemagne; que du 1er au 10 avril, il serait à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, c'est-à-dire à soixante lieues de Vienne, et, avant le 20 avril, sur le sommet du Simering, à vingt-cinq lieues de Vienne; qu'il était donc important que les armées du Rhin se missent en mouvement, et qu'on l'instruisît de leur marche. Le gouvernement lui répondit, le 23 mars, le complimenta sur la victoire du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du Rhin n'étaient pas encore entrées en campagne, et l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement sans retard; mais, quatre jours après, le 26 mars, il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne, qu'elle manquait de bateaux pour exécuter le passage du Rhin; et que l'armée d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même. Cette dépêche arrivée à Klagenfurt, le 31 mars, fit naître bien des conjectures. Le Directoire craignait-il que ces trois armées, qui formaient toutes les forces de la république, une fois réunies sous les ordres d'un même général, ne le rendissent trop puissant?....... Était-ce le souvenir des échecs qu'a-

vaient éprouvés, l'année précédente, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui les rendait timides? Fallait-il attribuer cette étrange pusillanimité au peu de vigueur et de résolution des généraux? C'était impossible. Ou, voulait-on sacrifier l'armée d'Italie, comme on avait voulu la perdre, en juin 1796, en prescrivant d'en envoyer la moitié sur Naples?....... Ne pouvant plus compter sur le concours de ces deux armées, Napoléon ne devait plus se flatter d'entrer dans Vienne; il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube; mais il pouvait arriver jusque sur le sommet du Simering sans inconvénient. Il pensa que le parti le plus avantageux qu'il pouvait tirer de sa position, était de conclure la paix, objet des vœux de toute la France.

§ II.

Le 31 mars, douze heures après avoir reçu la dépêche du Directoire, il écrivit au prince Charles dans les termes suivans: « Monsieur le géné-» ral en chef, les braves militaires font » la guerre et désirent la paix: cette » guerre ne dure-t-elle pas depuis six » ans? Avons-nous assez tué de mon-» de et commis assez de maux à la » triste humanité? Elle réclame de » tous côtés. L'Europe, qui avait pris » les armes contre la république fran-» çaise, les a posées. Votre nation » reste seule, et cependant le sang va » couler plus que jamais. Cette sixiè-» me campagne s'annonce par des » présages sinistres. Quelle qu'en soit » l'issue, nous tuerons, de part et » d'autre, quelques milliers d'hommes, » et il faudra bien que l'on finisse par » s'entendre, puisque tout a un terme, » même les passions haineuses.

» Le Directoire exécutif de la répu-» blique française avait fait connaître » à S. M. l'empereur le désir de met-» tre fin à la guerre qui désole les » deux peuples. L'intervention de la » cour de Londres s'y est opposée. N'y » a-t-il donc aucun espoir de nous » entendre, et faut-il, pour les inté-» rêts et les passions d'une nation » étrangère aux maux de la guerre, que » nous continuions à nous entr'égor-» ger? Vous, monsieur le général en » chef, qui, par votre naissance, ap-» prochez si près du trône et êtes au-» dessus de toutes les petites passions » qui animent souvent les ministres » et les gouvernemens, êtes-vous dé-» cidé à mériter le titre de bienfaiteur » de l'humanité entière et de vrai sau-» veur de l'Allemagne? Ne croyez pas, » monsieur le général en chef, que » j'entende par là qu'il ne soit pas » possible de la sauver par la force des » armes; mais dans la supposition » que les chances de la guerre vous » deviennent favorables, l'Allemagne » n'en sera pas moins ravagée. Quant » à moi, monsieur le général en chef, » si l'ouverture que j'ai l'honneur de » vous faire peut sauver la vie à un » seul homme, je m'estimerai plus » fier de la couronne civique que je » me trouverais avoir méritée, que de » la triste gloire qui peut revenir des » succès militaires. »

Le prince Charles répondit le 2 avril: « Assurément, tout en faisant la » guerre, monsieur le général en chef, » et en suivant la vocation de l'hon-» neur et du devoir, je désire, ainsi » que vous, la paix pour le bonheur » des peuples et de l'humanité. Com-» me néanmoins, dans le poste qui » m'est confié, il ne m'appartient pas » de scruter, ni de terminer la que-» relle des nations belligérantes, et

» que je ne suis muni, de la part de sa » majesté l'empereur, d'aucun pou- » voir pour traiter, vous trouverez » naturel, monsieur le général, que » je n'entre là-dessus avec vous dans » aucune négociation, et que j'attende » des ordres supérieurs sur cet objet » d'aussi haute importance, et qui » n'est pas foncièrement de mon res- » sort. Quelles que soient au reste les » chances futures de la guerre ou les » espérances de la paix, je vous prie » de vous persuader, monsieur le gé- » néral, de mon estime et d'une con- » sidération distinguée. »

Pour appuyer cette ouverture de négociations, il était important de marcher en avant et de s'approcher de Vienne.

§ III.

L'avant-garde était à Saint-Veit, le quartier-général à Klagenfurt. Le 1er avril, à la pointe du jour, Masséna se porta sur Freisach. En avant du château, il rencontra l'arrière-garde ennemie qui couvrait des magasins considérables que l'archiduc y avait fait rassembler; il la poussa vivement et entra pêle-mêle avec elle dans Freisach, s'empara de tous les magasins et continua sa poursuite jusque près de Neumarkt, où il rencontra l'archiduc, avec quatre divisions venant du Rhin, celles du prince d'Orange, des généraux Kaim, Mercantin, la réserve des grenadiers, et les restes de l'ancienne armée en position pour défendre les gorges de Neumarkt. Le général en chef ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir avec toute sa division, sur la gauche de la chaussée; il plaça la division Guieux sur les hauteurs de droite, et la division Serrurier en réserve. A trois heures après midi la deuxième d'infanterie légère de la division Masséna aborda au pas de charge la première ligne ennemie; elle se couvrit de gloire; elle venait du Rhin, les soldats l'appelaient le *contingent*, faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la deuxième légère, qui étaient piqués, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement; il fut chassé de toutes ses positions et perdit trois mille hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit, pêle-mêle avec les siennes, à Neumarkt, et enlevèrent douze cents prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux. Il y avait encore quatre lieues jusqu'à Scheifling, point où vient aboutir la troisième route transversale. Le général autrichien, ne pouvant pas retarder la marche du vainqueur, eut recours à la ruse pour gagner vingt-quatre heures, et donner le temps au général Kerpen de déboucher à Scheifling. Il fit proposer une suspension d'armes, afin de pouvoir, disait-il, prendre en considération la lettre qui lui avait été écrite le 31 mars. Berthier lui répondit qu'on pouvait négocier et se battre, mais qu'il n'y aurait point d'armistice, jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour traiter de la paix définitive. Au point du jour, l'avant-garde française se mit en marche sur la Muer. De fortes reconnaissances furent envoyées jusqu'à Muru, à la rencontre du corps de Kerpen; Napoléon s'y porta; mais ce corps avait rétrogradé. Le général Sporck qui faisait son arrière-garde fut seul légèrement entamé. Le quartier-général français sé-

journa, le 4 et le 5, à Scheifling, château situé sur les bords de la Muer.

§ IV.

De Scheifling à Knittelfeld, le chemin longe la Muer dans des gorges épouvantables. On trouve à chaque pas des positions qui pouvaient arrêter l'armée française. Il était de la plus haute importance pour l'archiduc de gagner quelques jours, pour donner à Vienne le temps de se reconnaître, et pour que les troupes, qui accouraient en toute hâte du Rhin, pussent arriver et couvrir cette grande capitale. Les mêmes raisons prescrivaient à l'armée française de ne rien épargner pour accélérer sa marche. Le 3, l'avant-garde livra un combat des plus chauds dans les gorges de Unzmarkt; elle culbuta l'ennemi malgré sa supériorité, le chassa à la baïonnette de toutes ses positions, et entra à Knittelfeld. La perte des Autrichiens fut considérable: quinze cents prisonniers, quatre pièces de canon. Le colonel Carrère, officier distingué, commandant l'artillerie de l'avant-garde, fut tué; il fut regretté; c'était un bon officier de bataille. Une des frégates trouvées à Venise reçut son nom. C'est une de celles sur lesquelles Napoléon revint d'Egypte et débarqua à Fréjus. Le 6 avril, le quartier-général arriva à Judembourg, chef-lieu d'un des cercles de la Carinthie.

§ V.

Après le combat de Unzmarkt, l'armée ne trouva plus de résistance; son avant-garde arriva, à Léoben, le 7. Le lieutenant-général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, et le général-major Merfeld, s'y présentèrent comme parlementaires. Après une conférence avec le général en chef, ils lui remirent la note suivante: «Monsieur le général, Sa Majesté l'Empereur et Roi n'a rien de » plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe, et de terminer une » guerre qui désole les deux nations; » en conséquence de l'ouverture que » vous avez faite à on Altesse Royale, » par votre lettre de Klagenfurt, Sa » Majesté l'Empereur nous a envoyés » vers vous, pour s'entendre sur cet » objet d'une si grande importance. » Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadée de la bonne volonté, comme de » l'intention des deux puissances, de » finir le plus promptement possible » cette guerre désastreuse, Son Altesse » Impériale désire une suspension » d'armes de dix jours, afin. de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir » à ce but désiré, et afin que toutes » les longueurs et obstacles que la » continuation des hostilités porterait » aux négociations soient levés, et que » tout concoure à rétablir la paix entre les deux nations. »

Le général français leur répondit le même jour: « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire » à l'armée française; mais si elle doit » être un acheminement à la paix tant » désirée et si utile au peuple, je » consens sans peine à vos désirs. La » république française a manifesté » souvent à Sa Majesté son désir de » mettre fin à cette lutte cruelle; elle » persiste dans ses mêmes sentimens, » et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir » avec vous, que, sous peu de jours, » la paix ne soit enfin rétablie entre la » république française et Sa Majesté.

» Je vous prie de croire aux senti-
» mens, etc., etc. »

La suspension d'armes fut signée le 7 au soir, elle devait durer cinq jours. Tout le pays, jusqu'au Simering, fut occupé par l'armée française. Gratz, une des plus grandes villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle. Le général Berthier demanda, en dînant, aux généraux-commissaires autrichiens, où ils croyaient qu'était la division Bernadotte ? Sur Laybach, répondirent-ils. — Et celle de Joubert ? — Entre Brixen et Mulbach. — Non, répondit-il, elles sont toutes en échelons; la plus éloignée, à une marche en arrière d'ici ; ce qui les surprit fort. Le 9, le quartier-général arriva à Léoben ; l'avant-garde se porta à Brücke, poussant des partis jusque sur le Simering. L'adjudant-général Leclerc fut envoyé à Paris pour annoncer au gouvernement la signature de la suspension d'armes. C'était un officier distingué, intrépide sur le champ de bataille, et propre au travail des bureaux.

§ VI.

De Klagenfurt, le général en chef avait envoyé, le 30 mars, au-devant du général Joubert l'aide-de-camp Lavalette, à la tête d'un parti de cavalerie : il arriva jusqu'à Linz ; mais alors le général Joubert n'avait pas encore débouché du Tyrol ; les bourgeois, s'apercevant que les Français n'étaient qu'une soixantaine d'hommes, s'insurgèrent; et ce détachement ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de l'aide-de-camp qui le commandait. Un seul dragon fut assassiné. Peu de jours après, le général Zajonzeck, avec quelques escadrons de dragons, occupa Linz et communiqua avec le corps du Tyrol. Cette ville fut désarmée, et les habitans punis ; le 8 avril, Joubert arriva à Spital, près de Villach, et forma la gauche de l'armée. Il fit de suite évacuer les prisonniers sur les derrières.

Le général Bernadotte, après avoir organisé la Carniole, reçut l'ordre de passer la Save, la Muer et de se concentrer sur Léoben ; il laissa le général Friant, avec une colonne de quinze cents hommes, pour protéger l'évacuation de Fiume et contenir la Carniole. Il était facile de prévoir qu'avec des forces aussi peu considérables il se pourrait qu'il fût repoussé ; il devait, dans ce cas, défendre l'Isonzo et enfin se jeter dans Palma-Nova, pour en compléter la garnison. Ce qui avait été prévu arriva : un rassemblement de six mille Croates l'attaqua le 15 avril ; quoiqu'un contre quatre, les troupes de Friant repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver une perte considérable ; mais ce général sentit la nécessité d'évacuer Fiume ; et la suspension d'armes de Judembourg le trouva, le 19 avril, à Matéria, couvrant Trieste. Ces événemens, exagérés comme ceux du Tyrol, retentirent dans Venise et furent la principale cause des mouvemens et prises d'armes qui entraînèrent la perte de cet état.

Pendant les cinq jours que durait la suspension d'armes, du 7 au 12 avril, la division Masséna s'établit à Brücke au pied du Simering, ayant des avant-postes à mi-côteau. Le quartier-général se porta à Léoben, à l'évêché ; la division Serrurier occupa la ville importante de Gratz, et fit travailler à mettre le château en état. Ces cinq jours de repos étaient nécessaires et furent fort utiles. L'armistice se ter-

minait le 13; mais, à neuf heures du matin, le comte de Merfeld arriva muni de pleins pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, conjointement avec le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, qui jouissait de la faveur de l'impératrice, laquelle avait une influence marquée sur les affaires. On signa une prolongation de la suspension d'armes jusqu'au 20 avril, et l'on commença les conférences pour la négociation des préliminaires. Le 16 avril, après de longs débats, on était convenu de trois projets qui furent expédiés à Vienne et auxquels le plénipotentiaire français donna son assentiment. Le 17, la réponse du cabinet de Vienne ayant été apportée par le baron de Vincent, aide-de-camp de l'empereur, on rédigea les articles préliminaires patens et secrets; les secrétaires de légation neutralisèrent une petite campagne, à une lieue de Léoben, où les préliminaires de paix furent signés, le 18 au matin. Le général Clarke, comme on l'a vu, était muni des pleins pouvoirs du gouvernement, mais il était alors à Turin. Il lui fallut du temps pour arriver au quartier-général; et, comme il n'y était pas encore le 18, Napoléon passa outre, dans cette circonstance comme dans tant d'autres, et signa lui-même. Le général Clarke rejoignit le quartier-général quelques jours après. Les plénipotentiaires autrichiens avaient cru faire une chose agréable, en mettant pour premier article que l'empereur reconnaissait la république française. « Effacez cela, » dit Napoléon: « la » république est comme le soleil, qui » luit de lui-même; les aveugles seuls » ne le voient pas. » En effet, cette reconnaissance était nuisible, puisque si, un jour, le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la république. Il était stipulé, par les préliminaires, que la paix définitive se traiterait dans un congrès qui se réunirait à Berne, et que la paix de l'empire serait l'objet d'un autre congrès qui se tiendrait dans une ville allemande. Les limites du Rhin étaient garanties à la France; l'Oglio était la limite des états de la maison d'Autriche en Italie, et de la république cisalpine que composaient la Lombardie, le Modénois, le Bergamasque, le Crémasque. La ville de Venise devait recevoir les légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation de la perte de ses états de Terre-Ferme. Par ce traité, l'empereur avait Mantoue, mais la république acquérait Venise. Les armées françaises pouvaient communiquer de Milan à Venise, par la rive droite du Pô, déboucher sur la Piave, et rendre nulles les lignes du Mincio, de l'Adige et Mantoue. Rien ne s'opposait d'ailleurs à ce que les deux républiques n'en formassent qu'une, si cela leur convenait. Venise avait existé pendant neuf siècles, sans posséder aucun territoire en Italie, n'étant qu'un état maritime; c'est le moment de sa plus haute puissance: d'ailleurs, il est vrai de dire que les arrangemens furent stipulés en haine des Vénitiens. C'était le moment où les dépêches des 3 et 5 avril, du général Kilmaine venaient d'arriver. L'armée frémissait d'indignation au récit des assassinats qui se commettaient sur ses derrières. Une cocarde d'insurrection était arborée à Venise, et le ministre anglais la portait en triomphe; le lion de St-Marc flottait sur sa gondole; ce ministre jouissait d'une grande influence.

Le 27 avril, le marquis de Gallo

présenta au général en chef, à Gratz, les préliminaires ratifiés par l'empereur. Si l'échange n'eut pas lieu sur-le-champ, c'est qu'il fallait attendre la ratification du Directoire exécutif; mais comme dès lors il ne pouvait y avoir aucun doute sur cette ratification, l'armée évacua la Styrie, partie de la Carniole et de la Carinthie. Plusieurs ouvertures ayant été faites par les plénipotentiaires de l'empereur, l'aide-de-camp Lemarrois en porta les réponses à Vienne; il fut reçu avec distinction; c'était la première fois depuis la révolution, que l'on voyait la cocarde tricolore dans cette capitale. Ce fut dans une de ces conférences de Gratz, qu'un des plénipotentiaires, autorisé par une lettre autographe de l'empereur, offrit à Napoléon de lui faire obtenir à la paix une souveraineté de deux cent cinquante mille âmes en Allemagne pour lui et sa famille, afin de le mettre à l'abri de l'ingratitude républicaine. Le général sourit; il chargea le plénipotentiaire de remercier l'empereur de cette preuve de l'intérêt qu'il lui portait, et dit qu'il ne voulait aucune grandeur, aucune richesse, si elles ne lui étaient données par le peuple français; l'on assure qu'il ajouta : « et avec cet appui, » croyez, monsieur, que mon ambi- » tion sera satisfaite. »

L'adjudant-général Dessoles fut chargé de porter à Paris la nouvelle de l'ouverture des négociations. Le général Masséna remit au Directoire le traité des préliminaires; il fut reçu, le 9 mai, en audience solennelle : tous les généraux distingués de l'armée d'Italie avaient été successivement envoyés à Paris pour porter des trophées; Masséna seul, qui tenait le premier rang par la part qu'il avait prise à toutes les victoires, n'y avait pas encore été envoyé; il était juste d'associer son nom à cette grande fête nationale, puisqu'elle était le résultat de l'intrépidité et de la valeur des armées françaises.

§ VII.

La position de l'armée d'Italie était prospère; les appels du 16 avril donnèrent trente-huit mille cinq cents hommes d'infanterie, quatre mille cinq cents de cavalerie, cent vingt canons; total : quarante-trois mille hommes, réunis sur un même champ de bataille, et prêts à prendre position, dans une seule marche, sur le Simering; elle n'avait essuyé, depuis l'ouverture de la campagne, que des pertes légères. Les places fortes de Palma-Nova, Klagenfurt, Gratz, étaient approvisionnées et armées; on y réunissait de nombreux magasins de toute espèce. Le moral du soldat français était au plus haut point d'exaltation; au combat de Neumarkt, le tiers seul de la division Masséna fut engagé, et il suffit pour culbuter l'élite des troupes autrichiennes, parfaitement postées. L'armée de l'archiduc, au contraire, était démoralisée; il ne lui restait presque rien de l'ancienne armée d'Italie. Les six divisions venues du Rhin avaient été successivement et fortement entamées; elles étaient fort diminuées. Napoléon eût pu dès lors entrer à Vienne, mais cela eût été sans résultat; il s'y serait difficilement maintenu, puisque les armées du Rhin non seulement n'étaient pas entrées en campagne, mais avaient annoncé ne pas pouvoir y entrer. Les Conseils et le Directoire étaient divisés; il y avait scission parmi les directeurs mêmes; le gouvernement était sans force; l'esprit public en France était nul; les

finances étaient dans un état déplorable. L'armée du Rhin était sans paie et dans la plus grande pénurie. Un des plus grands obstacles qui s'opposaient à son passage du Rhin, était l'impossibilité où se trouvait le trésor de fournir à Moreau les trente à quarante mille écus dont il avait besoin pour créer un équipage de pont. Des régimens formés dans la Vendée, pour l'armée d'Italie, et portés à quatre mille hommes par l'incorporation de plusieurs corps, n'arrivaient à Milan que forts de neuf cents à mille hommes; les trois quarts avaient déserté en route. Le gouvernement n'avait aucune action pour faire rejoindre les déserteurs et recruter les armées.

Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la cession de la Belgique et de la ligne du Rhin; mais ils demandaient des indemnités; et lorsque l'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt qu'il fallait garantir, dans ce cas, la république de Venise dans sa constitution actuelle, et consolider l'aristocratie du livre d'or, ne voulant, sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la république italienne s'étendît des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes-Juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le plus actif et le plus constant de la république française, ennemi qui, éclairé sur ses dangers par les événemens qui venaient de se passer, n'aurait désormais d'autre politique que de se serrer et de faire cause commune avec l'Autriche, qui, effectivement, eût fait ligne offensive et défensive avec l'oligarchie vénitienne, contre la république démocratique italienne. C'était donc accroître la puissance de l'Autriche, et de la Bavière et du territoire de Venise. Dans les instructions données par le Directoire au général Clarke, comme on l'a vu dans le chapitre XIII, il l'avait autorisé à signer des conditions beaucoup moins avantageuses. La paix était la volonté du peuple, du gouvernement, du corps législatif; Napoléon en signa les préliminaires.

§ VIII.

Hoche venait d'être promu au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; c'était un homme plein de talent, de bravoure et d'ambition. Il avait sous ses ordres une armée superbe, qu'il avouait être de quatre-vingt mille hommes sous les armes; il se sentait la force de bien la mener: il trépignait d'impatience à toutes les nouvelles qu'il recevait des victoires d'Italie. Il sollicitait le Directoire, par tous les courriers, de lui permettre d'entrer en Allemagne. Les troupes partageaient son ardeur; les habitans mêmes, instruits par leurs correspondances de la marche rapide de Napoléon sur Vienne, et du mouvement rétrograde des armées autrichiennes du Rhin, demandaient pourquoi les Français de Sambre-et-Meuse et du Rhin restaient oisifs et perdaient un temps si précieux.

Le 18 avril, Hoche passa le Rhin au pont de Neufflied, dans le temps que Championnet, qui était parti de Dusseldorf, arrivait sur Uckerath et Altenkirchen. Kray commandait l'armée autrichienne. Hoche l'attaqua à Heddersdorf, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, lui prit du canon et des drapeaux, et le jeta sur le Mein. Il arrivait, le 22 avril, devant Francfort, lorsque l'état-major du général Kray lui fit passer une dépêche du général Berthier, qui lui signifiait la signature

du traité de Léoben. Il conclut aussitôt un armistice, et porta son quartier-général à Friedberg, occupant la Nidda et Wetziar. Moreau était à Paris, il sollicitait un équipage de pont pour passer le Rhin à Strasbourg; mais aussitôt que Desaix, commandant par interim l'armée du Rhin, apprit que Hoche en était aux mains avec l'ennemi, il jeta un pont, le 20 avril, à six heures du matin, au village de Kilstett, plusieurs lieues au-dessous de Strasbourg. Le 21, à deux heures du matin, l'armée passa le Rhin. Moreau, arrivé en toute hâte de Paris, se trouva à la tête de l'armée au moment où Starray, qui avait réuni vingt mille hommes et vingt-sept pièces de canon, l'attaquait. Le combat fut chaud; les Autrichiens furent complètement battus: ils laissèrent des prisonniers et vingt pièces de canon au pouvoir du vainqueur. Tous les équiqages de la chancellerie autrichienne furent pris. Parmi eux, était le fourgon de Kinglin, qui contenait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, que Moreau garda secrète pendant quatre mois, sans en rendre compte au gouvernement. Après cette victoire, l'armée remonta le Rhin, et s'empara de Kehl. Son avant-garde était déjà au-delà d'Offenbourg, dans la vallée de la Kintzig. Là, le 22, un courrier de l'armée d'Italie apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben. Moreau fit cesser les hostilités, et conclut un armistice avec Starray.

Les hostilités ne commencèrent sur le Rhin que huit heures après que le traité de Léoben était signé, et Napoléon en reçut l'avis sept jours après la signature de ce traité. Que n'avaient-elles recommencé cinq jours plus tôt, ou du moins pourquoi le Directoire avait-il écrit qu'il ne fallait pas compter sur la coopération des armées du Rhin? Mais les affaires de la guerre étaient dirigées sans vigueur et sans talent; l'administration était corrompue et n'obtenait aucun résultat satisfaisant. Par une des dispositions de la constitution de l'an III, la trésorerie était indépendante du gouvernement: pensée fausse, désastreuse, et la plus absurde qu'ait pu imaginer la métaphysique de nos législateurs modernes! Cela seul était suffisant pour compromettre l'existence de la république.

CHAPITRE XIX.

VENISE.

Description de Venise. — Sénat. — Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli. — Factions; Brescia; Bergame. — Difficultés attachées aux affaires de Venise. — Conférences de Gorizia, le 20 mars. — Vérone. — Mission de l'aide-de-camp Junot au sénat; déclaration de guerre de Palma-Nova. — Entrée des Français à Venise; révolution de cette capitale. — Révolution des états de Terre-Ferme; envoi à Paris des drapeaux pris sur les Vénitiens et dans les derniers jours de la campagne.

§ Ier.

Venise, fondée au Ve siècle par des habitans du Frioul et du Padouan, qui se réfugièrent dans les lagunes, pour se mettre à l'abri des incursions des barbares, occupa d'abord la position d'Héraclée et de Chiozza; depuis, le patriarche d'Aquilée s'établit à Grado avec son clergé, à l'occasion du schisme des Ariens. Grado devint la capitale. Dans les premiers temps, Padoue donna des lois et des consuls aux Ve-

nètes. En 697, ils se nommèrent, pour la première fois un doge. Pepin, roi de France, construisit une flottille à Ravennes, et obligea les Venètes à se retirer à Réalto et sur les soixante îles qui l'environnent, où ils se trouvèrent défendus par les lagunes contre le ressentiment de ce prince : c'est l'emplacement actuel de Venise. En 830, le corps de Saint-Marc l'évangéliste y fut transporté d'Egypte ; il devint le patron de la république. Dès 960, les Vénitiens étaient maîtres de l'Istrie, de l'Adriatique ; les rois de Hongrie leur disputèrent la Dalmatie. En 1250, réunis aux Français, ils prirent Constantinople. Ils ont possédé la Morée et Candie, jusqu'au milieu du XVII siècle. L'Italie, en proie aux révolutions, a changé souvent de maîtres ; mais Venise, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger ; elle sut constamment se soustraire au joug des dominateurs de la presqu'île.

Venise est le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent par le chemin le plus court, en traversant l'Adriatique ; de là elles se répandent dans la haute Italie, jusqu'à Turin, par le Pô, et dans toute l'Allemagne, en remontant l'Adige jusqu'à Bolzano, d'où des chaussées conduisent à Ulm, à Augsbourg, Munich et Nuremberg. Venise est le port de mer du haut Danube, du Pô et de l'Adige ; la nature l'a destinée à être l'entrepôt du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge : aussi combattait-elle pour intercepter la navigation des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge, et établit un arsenal, des aiguades, des magasins, près de Suez ; on en voit encore les restes aux fontaines de Moïse. Mais les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais ; et l'anarchie à laquelle l'Égypte fut en proie acheva de fermer cette route du commerce des Indes.

Les lagunes sont fermées par les eaux de la Piave, de la Brenta et de la Livensa ; elles communiquent à la mer par trois grandes passes : la Chiogga, le Malamoco et le Lido.

La souveraineté résidait, depuis l'abolition de la démocratie en 1200, dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites au livre d'or, qui fournissaient jusqu'à douze cents votans au grand conseil. La population de la république se composait de trois millions d'individus, répandus autour de Venise, dans des pays riches et des plaines très fertiles : le Bergamasque, le Brescian, le Cremasque, le Vicentin, le Padouan, la Polesine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la Terre-Ferme d'Italie ; l'Istrie, la Dalmatie, les Bouches du Cattaro, sur les rives de l'Adriatique ; enfin, les îles Ioniennes. Son territoire s'appuyait, au nord, sur la crête supérieure des Alpes-Juliennes, depuis l'Adda jusqu'à l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes est partout impraticable aux charrois ; elle forme la frontière du côté de l'Allemagne ; on ne peut la franchir que par trois débouchés : la chaussée du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole.

En 1796, cette république était bien déchue : ce n'était plus que l'ombre d'elle-même. Trois générations s'étaient succédé sans faire la guerre. La vue d'un fusil faisait trembler ces in-

dignes descendans des Dandolo, des Zeno, des Morosini. Pendant la guerre de la succession, et celles de 1733 et de 1740, ils avaient souffert, avec une lâche résignation, les insultes et les outrages des armées autrichiennes, françaises et espagnoles.

La marine vénitienne consistait dans une douzaine de vaisseaux de soixante-quatre, autant de frégates, et un grand nombre de petits bâtimens, qui suffisaient pour en imposer aux Barbaresques, dominer l'Adriatique, et défendre les lagunes. L'armée, forte de quatorze mille hommes, était composée de régimens italiens, recrutés dans la Terre-Ferme, et d'Esclavons, recrutés en Dalmatie; braves et très dévonés à la république, ceux-ci avaient l'avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la Terre-Ferme.

Les familles du livre d'or avaient seules part à l'administration; elles composaient exclusivement le sénat, les conseils, les quaranties, et autres magistratures, ce qui mécontentait les nobles de la Terre-Ferme, lesquels comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, vivaient sans considération, et nourrissaient une vive jalousie contre la noblesse souveraine. Ils descendaient en partie des anciens *Condottieri*, des anciens *Podestà*, ou autres personnages, qui avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés long-temps aux entreprises de Venise, avaient enfin été victimes de sa politique. A la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient ainsi des ressentimens historiques soigneusement perpétués. Les peuples de Terre-Ferme étaient généralement mécontens; la plus grande partie faisaient cause commune avec leurs nobles. Cependant, les nobles vénitiens, qui avaient des propriétés et des établissemens dans presque toutes les provinces, avaient aussi leurs partisans. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans cette république, laquelle, de très bonne heure, s'était affranchie, autant que possible, de l'influence temporelle du pape.

§ II.

En 1792, les puissances coalisées engagèrent Venise à prendre part à la guerre. Il ne paraît pas qu'il se soit élevé à ce sujet de sérieuses discussions dans le sénat; le vote fut unanime pour la neutralité. Cette république était tellement éloignée du théâtre de la guerre, qu'elle se croyait étrangère aux affaires de France. Lorsque le comte de Lille se réfugia à Vérone, le sénat ne lui accorda la permission d'y demeurer qu'avec l'assentiment du comité de salut public, qui préférait savoir ce prince à Vérone plutôt qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent au congrès de Milan; Venise refusa d'y paraître, non qu'elle approuvât les principes français, mais parce qu'elle redoutait de se livrer à la merci de l'Autriche, et ne voulait pas sortir de cette politique lâche et énervée que depuis plusieurs générations elle avait adoptée.

Mais quand Napoléon arriva à Milan, que Beaulieu s'enfuit épouvanté derrière le Mincio, occupant Peschiera, où il assit sa droite, dans l'espoir de défendre cette ligne, alors l'incerti-

tude et les alarmes furent grandes dans le sénat. L'espace immense qui jusque là avait séparé Venise de la lutte de la démocratie et de l'aristocratie, était franchi; la guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'état, d'orageuses discussions agitèrent les conseils, où se manifestèrent trois opinions.

Les jeunes oligarques voulaient la neutralité armée; ils voulaient qu'on mît de fortes garnisons dans Peschiera, Brescia, Porto-Legnago et Vérone; qu'on déclarât ces places en état de siége; qu'on portât l'armée à soixante mille hommes: qu'on armât avec activité les lagunes, qu'on les couvrit de chaloupes canonnières; qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique; et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait le territoire.

Les partisans de cette opinion allaient plus loin: ils disaient: « Si la » dernière heure est arrivée, il y a » moins de honte à périr les armes à » la main. En défendant le territoire, » on empêchera les idées françaises de » se répandre dans les grandes villes » de la Terre-Ferme; on obtiendra » des deux partis ennemis d'autant » plus de ménagemens qu'on sera » plus en mesure d'en exiger. Si, au » contraire, on ouvre paisiblement les » portes, la guerre des deux puissan- » ces s'établira sur le territoire de la » république, et, dès ce moment, la » souveraineté échappera au prince. » Son premier devoir est de protéger » ses sujets; si leurs champs, leurs » propriétés, deviennent la proie de la » guerre, le peuple malheureux per- » dra toute estime et tout respect » pour l'autorité qui l'aura abandon- » né. Les germes de mécontentement » et de jalousie qui existent déjà, fer- » menteront avec violence; la républi- » que expirera, sans exciter aucun » regret. »

Les partisans de la vieille politique prétendirent qu'il ne fallait prendre aucun parti décisif; qu'il fallait louvoyer, gagner du temps, voir venir. Ils avouaient que tous les dangers étaient vrais; qu'on avait à craindre tout à la fois et l'ambition de l'Autriche et les principes de la France, mais que ces maux étaient heureusement passagers; qu'avec des ménagemens et de la patience on éviterait les inconvéniens qu'on craignait; que les Français étaient d'un naturel conciliant, faciles à caresser; qu'avec de bons procédés on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion; que, dans l'état des esprits, toute neutralité armée conduirait à la guerre, qu'il fallait éviter avant tout; que la Providence avait placé la capitale dans une position à l'abri de toute insulte: qu'il fallait opposer à toute chose la patience, la modération et le temps.

Battaglia dit: « La république est » vraiment en danger. D'un côté, les » principes français sont subversifs de » notre constitution; de l'autre, l'Au- » triche en veut à notre indépendance. » Entre ces deux maux inévitables, » sachons choisir le moindre; le pire, » à mes yeux, est l'esclavage autri- » chien. Augmentons le livre d'or; » inscrivons-y ceux de la noblesse de » Terre-Ferme qui le méritent; par là » nous nous concilierons nos peuples; » il n'y aura plus d'opposition parmi » nous. Armons nos places, équipons » nos flottes, levons notre armée, et » courons au-devant du général fran- » çais lui offrir une alliance offensive » et défensive. Nous serons peut-être » conduits à quelques légers change-

» mens dans notre constitution, mais » nous sauverons notre indépendance » et notre liberté. On a parlé d'une » neutralité armée. Il y a deux ans, ce » parti eût été le meilleur ; il était juste, parce qu'il était égal pour les deux » parties belligérantes ; il était possible, » parce qu'on avait le temps de s'y » préparer. Aujourd'hui vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que » vous avez permis ou toléré de la part » des Autrichiens ; ce serait déclarer » la guerre à l'armée francaise, lorsqu'elle est victorieuse, qu'elle sera » dans huit jours à Vérone, et cela sans » que vous soyez même assurés de l'Autriche ; mais, d'ici à deux mois cette » puissance ne peut rien pour vous. » Que deviendra la république, pendant ces deux mois, contre un ennemi aussi entreprenant et aussi actif? » C'est, de tous les partis, le pire ; c'est » se précipiter au milieu du danger au » lieu de l'éviter.

» Le second parti qu'on vous propose, » celui de la patience et du temps, est » aussi mauvais que le premier. Les » circonstances politiques ne sont plus » aujourd'hui les mêmes ; les temps » sont bien changés ; la crise où nous » sommes ne ressemble à aucune de » celles dont a triomphé la vieille prudence de nos ancêtres. Les principes » français sont dans toutes les têtes ; » ils se reproduisent sous toutes les » formes ; c'est un torrent débordé » qu'on essaierait en vain d'arrêter par » la patience, la modération et la » souplesse. La mesure que je vous » propose peut seule nous sauver ; elle » est simple, noble, généreuse. Nous » pouvons offrir aux Français un contingent de dix mille hommes, en » gardant ce qui nous est nécessaire » pour la défense de nos places fortes. » Ils auront bientôt pris Mantoue et » porté la guerre en Allemagne. Les » premiers pas franchis, tout sera facile, parce que tous les partis qui » divisent l'état marcheront ensemble » dans un même esprit ; notre indépendance sera assurée ; nous sauverons les grandes bases de notre constitution. L'Autriche n'a aucune influence sur nos peuples ; enfin elle » n'a pas de flottes, tandis que d'un » moment à l'autre on peut signaler » du Lido la flotte de Toulon.»

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits, mais elle ne rallia que peu de suffrages. Les préjugés aristocratiques l'emportèrent sur l'intérêt de la patrie. Cette résolution eût été trop noble pour des hommes dégénérés, incapables de hautes pensées.

§ III.

Le provéditeur Mocénigo reçut Napoléon à Brescia avec magnificence ; il protesta des bons sentimens du sénat pour la France. Des fêtes splendides établirent des liaisons entre les officiers de l'armée et les principales familles. Chaque noble s'efforçait à devenir l'ami particulier d'un général français. A Vérone, le provéditeur Foscarelli imita cet exemple ; mais la fierté de son caractère s'opposait à la dissimulation ; il déguisa mal ses sentimens secrets ; il était un des sénateurs les plus ennemis des idées nouvelles ; il n'avait point osé protester contre l'entrée des Français à Peschiera, parce qu'ils y succédaient aux troupes de Beaulieu ; mais quand ils lui demandèrent les clés de l'arsenal pour armer les remparts, quand ils se mirent en devoir d'armer les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité de la république. A l'arrivée

de Napoléon à Peschiera, ce provéditeur chercha à le dissuader de marcher sur Vérone; il alla même jusqu'à le menacer d'en faire fermer les portes et de tirer le canon. « Il est trop tard, » lui dit le général, mes troupes y sont » entrées, je suis obligé d'établir ma » défense sur l'Adige, pendant le siége » de Mantoue. Ce n'est point avec » quinze cents Esclavons que vous » pourriez vous opposer au passage de » l'armée autrichienne; la neutralité » consiste à avoir même poids et même » mesure pour chacun. Si vous n'êtes » pas mes ennemis, vous devez m'ac- » corder ou tolérer ce que vous avez » accordé ou du moins toléré à mes » ennemis. »

Ces diverses discussions, rapportées au sénat, le décidèrent à rappeler Foscarelli, et à le remplacer par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur-général de toutes les provinces au-delà de l'Adige, Vérone comprise. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, et sincèrement attaché à sa patrie, très porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche. Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschiera et Vérone; Wurmser se jeta dans Bassano et traversa Vicence et Padoue; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

§ IV.

Une grande agitation se manifestait dans la Terre-Ferme; le mécontentement se propageait avec rapidité. Aux anciennes haines contre l'oligarchie se joignait l'attrait des opinions nouvelles. On regardait généralement l'Italie comme perdue pour les Autrichiens, ce qui devait entraîner la chute de l'aristocratie. Napoléon chercha constamment à modérer ce mouvement qu'excitait encore l'esprit général de l'armée. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet de marcher sur Vienne, il se vit contraint de porter son attention sur cet état de choses qui lui donnait de l'embarras. L'irritation avait été en croissant: Brescia, Bergame étaient en insurrection. Les Fénaroli, les Martinengo, les Lecchi, les Alessandri, étaient à la tête des insurgés; ils composaient les premières et les plus riches familles. Les municipalités de ces deux villes exerçaient une grande autorité; elles avaient les caisses, disposaient des revenus, et nommaient aux emplois. Si le lion de St-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour le général en chef, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'étaient des déclamations continuelles et violentes contre les nobles Vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. On relevait avec aigreur, et par tous les moyens, l'injustice de leur souveraineté: « Où est le droit de Ve- » nise, disait-on, de dominer dans » nos villes? Sommes-nous moins bra- » ves, moins éclairés, moins riches, » moins nobles? » L'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets, soumis depuis des siècles, oublier l'immense distance qui les séparait, et se comparer à leurs maîtres. Tout annonçait un choc violent. Battaglia, dans ses dépêches au sénat, dissimulait autant qu'il le pouvait les outrages des Brescians, et diminuait, aux yeux de ceux-ci, la colère et les

emportemens du sénat. Toujours conciliant, il ne cessait, dans ses nombreux rapports avec le général en chef, de l'intéresser à la république.

§ V.

Il était dangereux de laisser ainsi, sur les derrières de l'armée, trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Napoléon ne se dissimulait point qu'il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le sénat même. Il pouvait maîtriser leurs actions, mais non les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter directement le prince dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Désarmer les patriotes de Brescia et de Bergame, se déclarer pour le sénat, proscrire les novateurs, en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner à jamais le parti populaire sans se concilier l'affection de l'aristocratie; et si cette lâche politique eût pu entrer dans ses calculs, elle aurait eu pour résultat infaillible, comme sous Louis XII, de soulever à la fin toute la population contre nous. Décider le sénat à s'allier à la France, à modifier sa constitution, pour satisfaire aux vœux de ses peuples de Terre-Ferme, c'était le meilleur et le seul parti convenable. Aussi était-ce le but constant des efforts de Napoléon. A chaque nouvelle victoire qu'il remportait, il en renouvelait la proposition, mais toujours inutilement.

Un troisième parti s'offrait aux calculs : c'était de marcher sur Venise, d'occuper cette capitale, d'y opérer par la force les changemens politiques que les circonstances rendaient indispensables, et de confier le gouvernement aux partisans de la France; mais on ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave; il faudrait donc commencer par battre l'armée autrichienne, et la chasser de l'Italie; et si l'on obtenait ce résultat, conviendrait-il alors de perdre le fruit de la victoire, de retarder le passage des montagnes, pour ramener la guerre autour de Venise; ce qui donnerait à l'archiduc le temps de se reconnaître, de se renforcer, et de créer de nouveaux obstacles? C'était sous les murs de Vienne que la paix devait enfin couronner tant de victoires. Venise était d'ailleurs d'une grande force; elle était défendue par ses lagunes, des bâtimens armés, et dix mille Esclavons; maîtresse de l'Adriatique, elle pouvait recevoir de nouvelles troupes; enfin, elle recélait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui seraient appelées à combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que l'armée française serait arrêtée par cette entreprise? et pour peu que la lutte se prolongeât, de quel effet ne pouvait pas être une vive résistance sur le reste de l'Italie?

Cette nouvelle guerre ne manquerait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris; le sénat y avait un ministre très actif; le corps législatif était en opposition avec le directoire; le directoire lui-même était divisé. Consulté sur la guerre de Venise, il ne répondrait pas, ou il éluderait la question. Si Napoléon, comme il l'avait fait jusqu'alors, agissait sans autorisation, on lui reprocherait, à moins d'un succès immédiat, d'avoir violé tous les principes; il n'avait le droit, comme général en chef, que de repousser la force par la force. Entreprendre une guerre nouvelle contre une puissance armée, sans l'ordre de son gouvernement, c'était se rendre

coupable de l'usurpation des droits de la souveraineté ; et il n'était déjà que trop en butte à la jalousie républicaine.

L'épisode de Venise pouvait devenir l'affaire principale. Napoléon se décida donc à prendre, vis-à-vis des Vénitiens, de simples précautions militaires : il était assuré de Brescia, de Bergame, et de toute la rive droite de l'Adige. Il fit occuper les châteaux de Vérone, Saint-Félix, Saint-Pierre, et le vieux palais ; ce qui le rendit maître des ponts de pierre. Les troupes employées pour l'expédition contre le pape, étaient en marche pour revenir sur l'Adige ; elles formeraient une réserve suffisante pour en imposer au sénat. Des dispositions furent prises pour que tous les convalescens et tous les blessés qui sortiraient des hopitaux fussent organisés en bataillons de marche et réunis à la réserve ; mais c'était affaiblir d'autant l'armée active.

§ VI.

Napoléon résolut cependant de tenter un nouvel effort. Il voulut avoir un entretien avec Pésaro, qui, dans ce moment, dirigeait toutes les affaires de la république. Pésaro peignit l'état critique de sa patrie, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes du sénat ; il dit que ces circonstances difficiles exigeaient, de la part du sénat, des mesures fortes et des armemens extraordinaires, qui ne devaient causer aucun ombrage aux Français ; que le sénat était obligé de faire des arrestations à Venise et dans la Terre-Ferme ; qu'il serait injuste de qualifier de rigueurs contre les partisans de la France, ce qui n'était qu'une juste punition de sujets turbulens, qui voulaient renverser les lois de leur pays.

Napoléon convint de la situation critique de Venise ; mais sans perdre le temps à en discuter les causes, il aborda la question : « Vous voulez, » dit-il, arrêter ce que vous appelez » vos ennemis, mais ce que j'appelle » mes amis. Vous confiez le pouvoir » aux hommes connus par leur haine » pour la France ; vous levez de nou- » velles troupes ; que vous reste-t-il à » faire pour que la guerre soit décla- » rée ? et cependant, votre ruine serait » entière et immédiate ; vainement » compteriez-vous sur l'appui de l'ar- » chiduc ; avant huit jours j'aurai chas- » sé ses armées de l'Italie. Il est un » moyen de sortir votre république » de la situation pénible où elle se » trouve : je lui offre l'alliance de la » France ; je lui garantis ses états de » Terre-Ferme, même son autorité » dans Brescia et dans Bergame ; mais » j'exige qu'elle déclare la guerre à » l'Autriche, et fournisse à mon ar- » mée un contingent de dix mille » hommes d'infanterie, deux mille de » cavalerie, et vingt-quatre bouches » à feu. Je crois qu'il serait convena- » ble que l'on inscrivît au livre d'or » les principales familles de Terre- » Ferme ; cependant je n'en fais pas » une condition *sine qua non*. Retour- » nez à Venise, faites délibérer le sé- » nat, et venez signer un traité qui » seul peut sauver votre patrie. » Pésaro convint de la sagesse de ce projet ; il partit pour Venise, promettant de revenir avant quinze jours.

Au 11 mars, l'armée française se mit en mouvement pour passer la Piave. Aussitôt que cette nouvelle parvint à Venise, l'ordre fut expédié d'arrêter à Bergame, et de traduire devant le conseil des Dix, quatorze des principaux habitans de cette ville. Les chefs

du parti patriote, prévenus à temps par un commis vénitien qui leur était dévoué, interceptèrent le courrier, arrêtèrent le provéditeur lui-même; levèrent l'étendard de la révolte, et proclamèrent la liberté de Bergame. Les députés qu'ils envoyèrent au quartier-général français, l'atteignirent sur le champ de bataille du Tagliamento. Cet événement contraria Napoléon, mais il était sans remède. Déjà les Bergamasques s'étaient fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne, capitale de la transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Brescia: les deux mille Esclavons qui s'y trouvaient furent désarmés; le provéditeur Battaglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Le général vénitien Fioravanti se porta contre les insurgés, occupa Salo et menaça Brescia; le général milanais Lahoz marcha à sa rencontre, le battit, et le chassa de Salo.

Pésaro revint, comme il l'avait promis, au quartier-général; il le joignit à Gorizia. L'archiduc avait été battu sur le Tagliamento. Palma-Nova avait ouvert ses portes; les couleurs françaises flottaient sur la Tarwis au-delà de l'Isonzo, et sur le sommet des Alpes-Juliennes: « Ai-je tenu parole? » lui dit Napoléon. Le territoire vénitien est couvert de mes troupes; les » Autrichiens fuient devant moi. Dans » peu de jours je serai en Allemagne. » Que veut votre république? Je lui ai » offert l'alliance de la France; l'ac» cepte-t-elle? »

« — Venise, répondit Pésaro, se » réjouit de vos triomphes; elle sait » qu'elle ne peut exister que par la » France; mais fidèle à son antique et » sage politique, elle veut rester neu» tre. Sous Louis XII, sous François Ier, » ses armées pouvaient être de quelque » poids sur les champs de bataille. Au» jourd'hui que des populations tout » entières sont sous les armes, quel » cas pouvez-vous faire de nos se» cours? »

Napoléon fit un dernier effort, il échoua, et lui dit en le congédiant: « Eh bien, puisque votre république » veut rester neutre, j'y consens; mais » qu'elle cesse ses armemens. Je laisse » en Italie des forces suffisantes pour » y être le maître. Je marche sur » Vienne. Ce que j'eusse pardonné à » Venise, quand j'étais en Italie, serait » un crime irrémissible dès que je » serai en Allemagne. Si mes soldats » étaient assassinés, mes convois in» quiétés, mes communications inter» rompues, sur le territoire vénitien, » votre république cesserait d'exister: » elle aurait prononcé sa sentence. »

§ VII.

Le général Kerpen avait imité le mouvement du général Joubert, qui, le 20 mars, s'était mis en opération; il avait abandonné le Tyrol, et s'était porté, par Salzbourg et Rottenmann, dans la vallée de la Muer, où il espérait rejoindre l'archiduc; mais, prévenu à Scheifling par la rapidité de la marche des Français, il repassa les montagnes, et n'opéra sa jonction que dans la plaine de Vienne. Le général Laudon, laissé par lui à la garde du Tyrol avec seulement deux mille hommes de troupes de ligne, parvint à réorganiser dix mille hommes de milices tyroliennes qui, découragés par tant de défaites, s'étaient dispersés. Ce renfort lui donna une grande supériorité numérique sur le petit corps d'observation auquel Joubert avait ordonné de couvrir la route de Tren-

te. Le général Serviéz avait environ douze cents hommes ; il évacua les deux rives du Lawis à l'approche de l'ennemi, et se retira sur le Montebaldo. Laudon occupa Trente. Maître de tout le Tyrol, il inonda l'Italie de proclamations ; il répandit à Venise, à Rome, à Turin, à Naples, la nouvelle des défaites des Français : « Le » Tyrol avait été le tombeau des trou- » pes de Joubert ; — Napoléon avait » été battu sur le Tagliamento ; — les » armées impériales avaient remporté » de brillantes victoires sur le Rhin ; » — il débouchait de Trente en Italie » avec soixante mille hommes, pour » couper toute retraite aux débris de » l'armée que l'archiduc poursuivait ; » enfin, il appelait aux armes et à la » révolte, contre les Français, Venise » et toute l'Italie. »

A ces nouvelles, l'oligarchie vénitienne ne garda plus de mesures. Le ministre de France fit de vains efforts pour démontrer au sénat l'abîme qu'il creusait sous ses pas ; il désavoua les prétendus désastres de Joubert dans le Tyrol, ceux, tout aussi faux, des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin ; il prouva qu'elles n'avaient point encore commencé les hostilités ; il alla jusqu'à donner communication du plan de campagne d'où il résultait que l'abandon du Tyrol par Joubert était un mouvement combiné ; qu'il marchait par la Carinthie sur le Pusterthal, et que, loin d'être perdu, il avait atteint son but. Pésaro n'ajouta aucune foi à ces communications ; il désirait trop vivement les désastres des Français. De son côté, la cour de Vienne ne négligeait aucun moyen pour exalter les passions des ennemis de la France. Il était essentiel pour elle d'organiser des insurrections sur les derrières de l'armée.

Le corps de réserve laissé à Palma-Nova, la garnison d'Osopo, et la prudence du provéditeur Mocénigo (1), maintinrent le Frioul ; peut-être aussi les habitans, qui se trouvaient plus près du théâtre des opérations, furent-ils mieux instruits de l'état des choses.

La levée en masse du Véronais était organisée de longue main : plus de trente mille paysans avaient reçu des armes, et n'attendaient que le signal du massacre ; trois mille hommes de troupes vénitiennes et esclavonnes avaient été envoyées à Vérone pour y tenir garnison. Le provéditeur Emili, dévoué au sénat, s'aboucha avec Laudon ; il lui fit connaître la faiblesse de la garnison française, et, dès qu'il se crut assuré de l'assistance des troupes autrichiennes, il ordonna le signal de la révolte. Le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonna ; l'insurrection éclata à la fois dans la ville et dans la campagne ; partout les Français furent massacrés ; la fureur du peuple alla jusqu'à égorger quatre cents malades dans les hôpitaux. Le général Balland se renferma dans les châteaux avec la garnison. L'artillerie des forts, dont il dirigea le feu contre la ville, détermina les autorités véronaises à demander à parlementer ; mais la furie populaire s'y opposa. Un renfort de deux mille Esclavons, envoyés de Vicence par le provéditeur Foscarini, et l'approche des troupes du général autrichien Neiperg, ajoutèrent encore à la démence du peuple, qui se vengea du mal que le bombardement faisait à la ville, en égorgeant la garnison de la Chiuza, déjà contrainte à capituler devant la levée en masse des montagnards.

(1) Ce n'est pas celui qui avait été provéditeur à Brescia.

Le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, fit ses dispositions pour délivrer le général Balland, au premier avis qu'il reçut de l'insurrection du Véronnais. Le 21, ses premières colonnes parurent sous Vérone. Les généranx Chabran, Lahoz, Chevalier, livrèrent plnsieurs combats, et réussirent à investir Vérone dans la journée dn 22. Le 23, la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche fut connue des insurgés, en même temps que l'annonce de l'arrivée de la division Victor qui accourait de Trévise. L'alarme se répandit parmi eux; leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur furenr; ils demandèrent à capituler; ils acceptèrent, à genoux, les conditions que leur imposa le général Balland; ils livrèrent des ôtages, et tout rentra dans l'ordre.

Les Français avaient de terribles représailles à exercer : le sang de leurs frères d'armes, indignement égorgés, coulait encore dans les rues; cependant aucune vengeance n'en fut tirée; trois habitans seulement furent livrés aux tribunaux; on opéra un désarmement général, et l'on renvoya les paysans dans leurs villages.

L'oligarchie, non moins aveuglée à Venise, laissa massacrer sous ses yeux l'équipage d'un corsaire français, qui, chassé par une frégate autrichienne, se réfugia sous les batteries du Lido. Le ministre de France protesta contre cette violation du droit des gens, et demanda justice des assassins. Le sénat se rit et de ses représentations et de ses menaces; il rendit un décret, par lequel il accordait des récompenses à cenx de ses satellites qui avaient pris part au massacre du capitaine Laugier et de ses matelots.

§ VIII.

Dès que Napoléon fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur les derrières de l'armée, il envoya à Venise l'aide-camp Junot, et le chargea de présenter au sénat la lettre suivante, datée de Judembourg, 9 avril : « Dans toute la Terre-Ferme » les sujets de la sérénissime républi- » blique sont sous les armes; leur cri » de ralliement est *mort aux Français!* » Le nombre des soldats d'Italie qui » ont été leurs victimes se monte déjà » à plusieurs centaines. Vous affectez » en vain de désavouer des attroupe- » mens que vous-mêmes avez formés. » Croyez-vous donc, parce que je suis » éloigné et au cœur de l'Allemagne, » que je n'aurai pas le pouvoir de faire » respecter les soldats dn premier peu- » ple du monde? Pensez-vous que les » légions d'Italie puissent laisser im- » punis les assassins couverts du sang » de nos frères d'armes? Il n'est pas » un Français qui, chargé de remplir » cette vengeance, ne sente tripler son » courage et ses moyens...Vous seriez- » vous imaginé être encore au siècle » de Charles VIII? Mais les esprits ont » depuis ce temps bien changé en » Italie!!! »

Junot eut l'ordre de lire lui-même cette lettre au sénat, et d'exprimer toute l'indignation du général en chef; mais déjà la terreur était dans Venise; le prestige était dissipé. On savait que les armées du Rhin n'avaient point commencé les hostilités; que Joubert était à Villach avec son corps d'armée; que Victor arrivait devant Vérone; que déjà les Français marchaient sur les lagunes; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous les combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne; qu'il venait d'accorder une suspension d'ar-

mes à l'archiduc, et que l'empereur lui avait envoyé demander la paix.

Le ministre de France Lallement présenta Junot au sénat; celui-ci remplit sa mission avec toute la franchise et la rudesse d'un soldat. Le sénat s'humilia; il chercha à s'excuser. Les amis de la liberté levèrent la tête, et pressentirent le moment de leur triomphe. Une députation de sénateurs fut envoyée à Gratz, au général en chef, pour offrir toutes les réparations qu'il désirerait; elle avait l'instruction particulière de corrompre tout ce qui pourrait avoir du crédit sur lui; mais tout fut inutile.

Au même instant, le sénat expédia courriers sur courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, dans l'espoir de gagner les meneurs du directoire, et de faire donner au général d'Italie des ordres propres à sauver l'aristocratie. Cette marche d'intrigue réussit à Paris: la distribution de dix millions de lettres de change valut au ministre de Venise l'expédition des ordres qu'il sollicitait; mais ces ordres ne se trouvèrent pas revêtus de toutes les formes légales. Des dépêches interceptées à Milan mirent Napoléon à même de déjouer cette intrigue; il eut entre les mains l'état des sommes distribuées à Paris: il annula tout, de son autorité.

Le 3 mai, il publia, de Palma-Nova, sa déclaration de guerre à la république de Venise, la fondant sur le principe de repousser la force par la force; son manifeste était conçu en ces termes:

« Pendant que l'armée française est » engagée dans les gorges de la Styrie » et a laissé loin derrière elle l'Italie » et ses principaux établissemens, où » il ne reste qu'un petit nombre de bataillons, voici la conduite que tient » le gouvernement de Venise:

» Il profite de la semaine sainte pour » armer quarante mille paysans, y » joint dix régimens d'Esclavons, les » organise en différens corps d'armée, » et les poste à différens points pour » intercepter les communications de » l'armée. Des commissions extraordinaires, des fusils, des munitions de » toute espèce, des canons sortent de » Venise même, pour achever l'organisation des différens corps. L'on » fait arrêter en Terre-Ferme tous » ceux qui nous ont accueillis; l'on » comble de bienfaits et de toute la » confiance du gouvernement tous » ceux à qui on connaît une haine furibonde contre le nom français, et » spécialement les quatorze conspirateurs de Vérone, que le provéditeur » Priuli avait fait arrêter, il y a trois » mois, comme convaincus d'avoir » comploté l'égorgement des Français.

» Sur les places, dans les cafés et » autres lieux publics de Venise, l'on » insulte les Français, les appelant jacobins, régicides, athées; ils sont » enfin chassés de la ville, et défense » leur est faite d'y rentrer.

» L'on ordonne au peuple de Padoue, Vicence, Vérone, de courir » aux armes et de seconder les différens corps d'armée, et de commencer enfin ces nouvelles vêpres siciliennes. Il nous appartenait, disent » les officiers vénitiens, de vérifier le » proverbe que l'*Italie est le tombeau* » *des Français*. Les prêtres, en chaire, » prêchent la croisade; et les prêtres, » dans l'état de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement. Des pamphlets, des proclamations perfides, des lettres anonymes, sont imprimés dans différentes » villes, et commencent à faire fermenter toutes les têtes; et, dans

» un état où la liberté de la presse » n'est pas permise, dans un gouver- » nement aussi craint que secrètement » abhorré, les auteurs ne composent, » les imprimeurs ne publient que ce » que veut le sénat.

» Tout sourit d'abord au projet per- » fide du gouvernement ; le sang fran- » çais coule de toutes parts. Sur toutes » les routes, on intercepte les convois, » les courriers, et tout ce qui tient à » l'armée.

» A Padoue, un chef de bataillon et » deux autres Français sont assassinés; » à Castiglione di Mori, des soldats sont » désarmés et assassinés ; sur les gran- » des routes de Mantoue à Legnago, » de Cassano à Vérone, les Français » ont plus de deux cents hommes as- » sassinés.

» Deux bataillons voulant joindre » l'armée rencontrent à Chiari une » division vénitienne qui veut s'oppo- » ser à leur passage. Un combat opi- » niâtre d'abord s'engage, et nos bra- » ves soldats se font passage sur les » cadavres de leurs ennemis. A Va- » leggio, il y a un autre combat; à » Desenzano, il faut encore se battre : » les Français sont partout peu nom- » breux, mais ils sont accoutumés à ne » pas compter le nombre de leurs en- » nemis.

» La seconde fête de Pâques, au son » de la cloche, tous les Français sont » assassinés dans Vérone; on ne res- » pecte ni les malades dans les hôpi- » taux, ni ceux qui, en convalescence, » se promènent dans les rues ; ils sont » jetés dans l'Adige, après avoir été » percés de mille coups de stylet. Plus » de quatre cents soldats sont ainsi » massacrés. Pendant huit jours, l'ar- » mée vénitienne assiége les trois châ- » teaux de Vérone, les canons qu'elle » met en batterie lui sont enlevés à la » baïonnette : le feu est mis dans la » ville; et le corps d'observation qui » arrive sur ces entrefaites met ces lâ- » ches dans une déroute complète, en » faisant trois mille prisonniers, parmi » lesquels plusieurs généraux.

» La maison du consul français à » Zante est brûlée. Dans la Dalmatie, » un vaisseau de guerre vénitien prend » sous sa protection un convoi autri- » chien, et tire plusieurs boulets con- » tre la corvette *la Brune*. *Le Libéra- » teur d'Italie*, bâtiment de la républi- » que, ne portant que trois à quatre » petites pièces de canon, est coulé à » fond dans le port de Venise, et par » ordre du sénat. Le jeune et intéres- » sant Laugier, lieutenant de vaisseau, » commandant ce bâtiment, dès qu'il » se voit attaqué par le feu du fort et » de la galère amirale, n'étant éloigné » de l'un et de l'autre que d'une portée » de pistolet, ordonne à son équipage » de se mettre à fond de cale. Lui seul » il monte sur le tillac, au milieu d'une » grêle de mitraille, et cherche, par » ses discours, à désarmer la fureur de » ces assassins ; mais il tombe raide » mort. Son équipage se jette à la nage, » et est poursuivi par six chaloupes » montées par des troupes soldées par » la république de Venise, qui tuent à » coups de hache plusieurs qui cher- » chent leur salut dans la haute mer. » Un contre-maître, blessé de plusieurs » coups, affaibli, faisant sang de tous » côtés, a le bonheur de prendre terre » et de s'accrocher à un morceau de » bois touchant au château du port, » mais le commandant lui-même lui » coupe le poignet d'un coup de » hache.

» Vu les griefs ci-dessus, et autorisé » par le titre XII, article 328 de la » constitution de la république, et vu » l'urgence des circonstances, le géné-

» ral en chef requiert le ministre de » France près de la république de Venise, de sortir de ladite ville ;

» Ordonne aux différens agens de la » république de Venise, dans la Lombardie et dans la Terre-Ferme vénitienne, de l'évacuer sous vingt-quatre heures ;

» Ordonne aux différens généraux » de division de traiter en ennemis les » troupes de la république de Venise ; » de faire abattre, dans toutes les » villes de la Terre-Ferme, le lion de » St-Marc : chacun recevra, à l'ordre » du jour de demain, une instruction » particulière pour les opérations militaires ultérieures. »

A la lecture de ce manifeste, les armes tombèrent des mains des oligarques, qui ne songèrent plus à se défendre. Le grand-conseil de l'aristocratie se démit, et rendit la souveraineté au peuple; une municipalité en fut dépositaire. Ainsi ces familles si fières, si long-temps ménagées, auxquelles une alliance avait été proposée avec tant de bonne foi, tombèrent sans opposer aucune résistance. Elles sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la cour de Vienne; elles lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de la paix. Cette cour fut sourde à toutes leurs instances : elle avait ses vues.

§ IX.

Le 16 mai, Baraguay-d'Hilliers entra dans Venise, appelé par les habitans, que menaçaient les Esclavons. Il occupa les forts, les batteries, et planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc. Le parti de la liberté se réunit aussitôt en assemblée populaire. L'aristocratie fut à jamais détruite; la constitution démocratique de douze cents fut proclamée; Dandolo, homme d'un caractère vif, chaud, enthousiaste pour la liberté, fort honnête homme, avocat des plus distingués, se mit à la tête de toutes les affaires de la ville.

Le lion de Saint-Marc et les chevaux de Corinthe furent transportés à Paris. *La Marine* vénitienne se composait de douze vaisseaux de soixante-quatre, et d'autant de frégates et de corvettes. Ils furent équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importans de la république : le général Gentili, celui qui avait repris la Corse, s'y rendit avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, à bord d'une escadre formée de vaisseaux vénitiens; il prit possession de cette place, la véritable clé de l'Adriatique, ainsi que des cinq autres îles Ioniennes, Zante, Cérigo, Céphalonie, Sainte-Maure (l'ancienne Ithaque), etc.

Pésaro fut couvert de l'animadversion générale : il avait perdu son pays; il se sauva à Vienne. Battaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie : blâmant depuis long-temps la marche que le sénat suivait, il n'avait que trop prévu cette catastrophe. Il mourut, à quelque temps de là, regretté des gens de bien. Si on l'eût écouté, Venise eût été sauvée. Le doge Manini tomba frappé de mort, en prêtant son serment à l'Autriche, entre les mains de Morosini, devenu commissaire de l'empereur.

§ X.

A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la Terre-Ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son in-

dépendauce et se constitua un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, formèrent autant de républiques séparées. C'est par ce système qu'avaient commencé les républiques cispadane et transpadane. Elles adoptèrent les principes de la révolution française; elles abolirent les couvens, mais respectèrent la religion et les propriétés des prêtres séculiers, constituèrent des domaines nationaux, supprimèrent les priviléges féodaux. L'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de garde d'honneur; les classes inférieures formèrent des bataillons de garde nationale. Les couleurs de ces nouvelles républiques furent celles d'Italie.

Malgré l'extrême vigilance de Napoléon pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut, en ce moment, plus qu'à aucune autre époque de cette guerre. Le pays était partagé entre deux factions très animées; les passions y étaient plus ardentes et plus audacieuses. Lors de la reddition de Vérone, le Mont-de-Piété de cette ville, riche d'environ sept à huit millions, fut dépouillé. Le commissaire des guerres Bouquet, et le colonel de hussards Andrieux, furent accusés d'être les auteurs de ce vol, qui portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'il avait été précédé et suivi d'autres crimes, nécessaires pour le tenir caché. Tout ce qu'on retrouva dans les maisons des prévenus fut restitué à la ville, dont la perte néanmoins resta très considérable.

Le général Bernadotte porta à Paris les drapeaux enlevés aux troupes vénitiennes, et le reste de ceux qui avaient été pris à Rivoli et en Allemagne à l'armée du prince Charles. Il présenta ces trophées au Directoire, peu de jours avant le 18 fructidor.

Ces fréquentes présentations de drapeaux étaient dans ce moment fort utiles au gouvernement : cette manifestation de l'esprit des armées confondait et faisait trembler les mécontens.

CHAPITRE XX.

NÉGOCIATIONS EN 1797.

Quartier-général de Montebello. — Négociations avec la république de Gênes; — avec le roi de Sardaigne; — avec le pape; — avec le duc de Parme; — avec la Toscane : — avec Naples. — Républiques cispadane et transpadane; elles forment la république cisalpine. — Négociations avec les Grisons de la Valteline.

§ Ier.

Montebello est un château situé à quelques lieues de Milan, sur une colline qui domine toute la plaine de la Lombardie. Le quartier-général français y séjourna pendant les mois de mai et de juin. La réunion des principales dames de Milan, qui s'y rendaient journellement pour faire leur cour à Joséphine; la présence des ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gênes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses, de plusieurs princes d'Allemagne; le concours de tous les généraux, des autorités de la république cisalpine, des députés des villes; le grand nombre de courriers de Paris, de Rome, de Naples, de Vienne, de Florence, de Venise, de Turin, de Gênes, qui arrivaient et partaient à toute heure; le train de vie enfin de ce grand château,

le fit appeler par les Italiens *la cour de Montebello;* c'était en effet une cour brillante. Les négociations de la paix avec l'empereur, les affaires politiques d'Allemagne, le sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, de Venise, de Gênes, s'y réglaient. La cour de Montebello fit plusieurs voyages au lac Majeur, aux îles Borromées, au lac de Côme; elle séjourna dans les différentes maisons de campagne qui environnent ces lacs. Chaque ville, chaque village, voulait se distinguer et donner une marque d'hommage et de respect au *libérateur de l'Italie*. Le corps diplomatique était frappé de tout ce qu'il voyait.

Le général Serrurier porta les derniers drapeaux pris à l'archiduc Charles; il les présenta au Directoire. « Cet » officier, écrivait Napoléon, a dé» ployé, dans les deux dernières » campagnes, autant de talent que de » civisme; c'est sa division qui a rem» porté la victoire à Mondovi, si puis» samment contribué à celle de » Castiglione, et pris Mantoue. Elle » s'est distinguée au passage du Ta» gliamento, au passage de l'Isonzo, » et spécialement à la prise de Gra» disca. Le général Serrurier est » sévère pour lui-même, il l'est quel» quefois pour les autres; ami rigide » de la discipline, de l'ordre et des » vertus les plus nécessaires au main» tien de la société, il dédaigne l'in» trigue; ce qui lui a fait des ennemis » parmi ces hommes toujours prêts » à accuser d'incivisme ceux qui » veulent que l'on soit soumis aux lois. » Je crois qu'il serait très propre à » commander les troupes de la répu» blique cisalpine. Je vous prie de le » renvoyer le plus tôt possible à son » poste. » Serrurier fut distingué à Paris; la franchise de son caractère y plut généralement. Il fit un voyage dans le département de l'Aisne, son pays. Il avait toujours été très-modéré sur les principes de la révolution. Mais à son retour de France, il se montra fort chaud et très prononcé pour la république, tant il était indigné du mauvais esprit qu'il y avait remarqué.

Au moment où l'armée française entra à Venise, le comte d'Entraigues s'échappa de cette ville. Il fut arrêté sur la Brenta, par les troupes de la division Bernadotte, et envoyé au quartier-général à Milan. Le comte d'Entraigues était du Vivarais. Député de la noblesse à la Constituante, il fut ardent patriote en 88 et 89; mais dans le commencement de l'assemblée (neveu de M. de Saint-Priest) il changea de parti, émigra, fut un des principaux agens de l'étranger et un véritable entremetteur d'intrigues. Il était à Venise depuis deux ans, attaché en apparence à la légation anglaise, mais de fait ministre de la contre-révolution, et se plaçant à la tête de tous les complots d'espionnage et d'insurrection contre l'armée française. Il était soupçonné d'avoir une grande part dans les massacres de Vérone. Les généraux Berthier et Clarke firent le dépouillement de son portefeuille, dressèrent un procès-verbal de toutes les pièces, les paraphèrent et les envoyèrent à Paris. En réponse, le gouvernement français ordonna que d'Entraigues fût traduit devant une commission militaire, pour être jugé selon les lois de la république; mais dans l'intervalle, il avait intéressé Napoléon, qui l'avait vu plusieurs fois. Comprenant tout le danger de sa position, il s'attacha à plaire à celui qui était le maître de son sort, lui parla sans réserve, lui découvrit toutes les intrigues d'alors; il compromit son

parti plus qu'il n'était obligé de le faire. Il réussit: il obtint d'habiter dans la ville, sur parole et sans garde. A quelque temps de là, on le laissa se sauver en Suisse. On faisait si peu d'attention à lui, que ce ne fut que six ou sept jours après son départ de Milan, que l'on s'aperçut qu'il avait violé sa parole. Bientôt on lut une espèce de pamphlet qu'il répandit, dans toute l'Allemagne et en Italie, contre son bienfaiteur. Il y peignait l'horrible cachot dans lequel il avait été enfermé, les tourmens qu'il avait soufferts, l'audace qu'il avait déployée et les dangers qu'il avait courus pour en sortir. L'indignation fut extrême à Milan, où on l'avait vu dans toutes les sociétés, aux promenades, aux spectacles, jouissant de la plus grande liberté. Plusieurs membres du corps diplomatique partagèrent l'indignation publique, et publièrent à cet effet des déclarations.

§ II.

La république de Gênes, pendant les trois guerres des successions d'Espagne, de Parme et d'Autriche, avait fait partie des masses belligérantes; ses petites armées marchèrent alors avec les armées des Couronnes de France et d'Espagne. En 1747, le peuple avait chassé de Gênes la garnison autrichienne, commandée par le marquis de Botta; et depuis il avait soutenu un siége long et opiniâtre contre les armées de Marie-Thérèse. Dans le XVIIIe siècle, Gênes entretint une guerre meurtrière contre la Corse. Les haines nationales donnaient lieu à des escarmouches continuelles contre les Piémontais et les Génois. Cette suite et ce concours d'événemens militaires avaient entretenu parmi les citoyens de cette république, si faible par sa population et l'étendue de son territoire, un foyer d'énergie qui lui donnait une tout autre consistance que n'avait la république de Venise. Aussi l'aristocratie génoise avait-elle fait tête à l'orage; elle s'était maintenue libre et indépendante; elle ne s'en était laissé imposer ni par les coalisés, ni par la France, ni par le parti populaire; elle avait conservé, dans toute sa pureté, la constitution qu'André Doria lui avait donnée au XVIe siècle.

Mais la proclamation de l'indépendance des républiques cispadane et transpadane, l'abdication de l'aristocratie de Venise, l'établissement d'un gouvernement populaire dans tout le pays vénitien, l'enthousiasme qu'inspiraient les victoires des Français, accrurent tellement la prépondérance du parti populaire, qu'un changement dans la constitution devenait indispensable. La France croyait ne pouvoir accorder aucune confiance à l'aristocratie; mais il était à désirer que la révolution s'opérât sans son intervention patente, et par les seuls effets de la marche et de la force de l'opinion publique. Faypoult, ministre de France à Gênes, était un homme éclairé, modéré dans ses principes, d'un caractère faible; ce qui avait de l'avantage dans la situation des choses, puisqu'il contenait plutôt qu'il n'excitait l'exaltation du parti révolutionnaire.

Les hommes qui observaient la marche de ces événemens, en calculaient l'issue pour la fin d'août; ils ne pensaient pas que l'aristocratie pût prolonger sa résistance au-delà de ce terme. Les révolutionnaires du club Morandi, impatiens de la marche lente de la révolution, et peut-être aussi excités par des agens secrets de Paris, rédigèrent

une pétition et demandèrent l'abdication de l'aristocratie et la proclamation de la liberté. Une députation l'apporta au doge, qui ne se montra pas éloigné de donner satisfaction au vœu populaire; il nomma même une junte de neuf personnes, dont quatre plébéiens, pour lui proposer des changemens à la constitution.

Les trois inquisiteurs d'état ou censeurs suprêmes, chefs de l'oligarchie et ennemis de la France, voyaient avec douleur cet état de choses. Convaincus eux-mêmes que l'aristocratie n'avait que peu de mois d'existence, s'ils laissaient courir les événemens et ne se procuraient pas les moyens de les maîtriser, ils cherchèrent, dans le fanatisme, un auxiliaire qui leur donnât les corporations inférieures. S'ils parvenaient à exalter les charbonniers et les porte-faix, ils acquéraient un appui suffisant pour tenir en respect toutes les classes de citoyens. Ils employèrent le confessionnal, la chaire, les prédications dans les places et dans les carrefours, les miracles, l'exposition du Saint-Sacrement, même les prières de quarante heures, pour demander à Dieu d'éloigner de la république l'orage qui la menaçait; mais, par cette conduite imprudente, ils attirèrent la foudre qu'ils voulaient éviter. De leur côté, les Morandistes s'agitaient; ils déclamaient, imprimaient, agitaient le peuple par mille moyens contre les nobles et les prêtres, et faisaient des prosélytes. Bientôt ils jugèrent le moment favorable et s'armèrent. Le 22 mai, à dix heures du matin, ils s'emparèrent des principales portes, spécialement de celles de Saint-Thomas, de l'Arsenal et du port. Les inquisiteurs, alarmés, donnèrent le signal aux charbonniers et aux porte-faix, qui, conduits par leurs syndics, se portèrent aux cris de *Viva Maria* au magasin d'armes et se déclarèrent pour l'aristocratie. En peu d'heures dix mille hommes se trouvèrent ainsi armés et organisés pour la défense du prince. Le ministre de France, effrayé de leurs vociférations contre les jacobins et les Français, se rendit au palais, et s'entremit pour concilier ces partis extrêmes. A la vue des préparatifs de l'oligarchie et de ce grand nombre de ses défenseurs, les patriotes pressentaient leur faiblesse; ils avaient compté sur le secours de la bourgeoisie: si elle s'était déclarée en leur faveur, elle aurait fait pencher la balance de leur côté; mais, intimidée par la furie des charbonniers, elle se renferma dans ses maisons. Les patriotes, ainsi trompés dans leur attente, ne virent plus d'autre moyen de salut que d'arborer la cocarde française, espérant par là en imposer aux oligarques, ce qui faillit être funeste aux familles françaises établies à Gênes. De tous côtés on en vint aux armes; partout les patriotes furent battus et chassés de leurs postes. La nuit du 23 au 24, ils conservèrent la possession de la porte de Saint-Thomas. Mais ils la perdirent à la pointe du jour du 24. L'oligarchie triomphante ordonna que la cocarde génoise fut portée par tout le monde; elle toléra le pillage des maisons des Français: plusieurs d'entre eux furent traînés dans les cachots. Si le ministre Faypoult ne fut pas insulté, c'est que le doge lui envoya une garde d'honneur de deux cents hommes. Le commissaire de marine Ménard, homme sage et qui était fort étranger aux troubles, fut traîné par les cheveux jusqu'au fort de la Lanterne; la maison du consul Lachaise fut pillée; tout ce qui était Français dut se soustraire aux insultes et aux poignards. La bour-

geoisie était indignée, mais n'osait rien entreprendre, dans la crainte des vainqueurs. Du 23 au 29, le ministre Faypoult présenta plusieurs notes à ce sujet; il n'eut de satisfaction sur aucune. Sur ces entrefaites, l'amiral Brueys, avec deux vaisseaux et deux frégates, revenant de Corse, se présenta en vue du port. Le doge s'opposa à l'entrée de cette escadre, sous prétexte que sa présence irriterait la populace, et qu'elle se livrerait à toutes sortes d'excès contre les maisons françaises. Faypoult eut la faiblesse de condescendre à cette mesure : il envoya l'ordre à Brueys de gagner Toulon.

Lorsque les hommes modérés observèrent, dans le sénat, combien cette conduite était imprudente, les oligarques répondirent que les Français, occupés à négocier avec l'Autriche, n'oseraient pas faire marcher un corps d'armée contre Gênes; que l'opinion qui dominait à Paris était d'ailleurs contraire aux idées démocratiques; qu'on savait que Napoléon même désapprouvait les principes du club Morandi, et qu'il y penserait à deux fois avant de s'exposer au blâme de son gouvernement et du parti de Clichi, qui dominait la législature.

Toutes ces fallacieuses espérances furent déjouées. Aussitôt que Napoléon fut instruit des événemens qui venaient de se passer, et qu'il apprit que le sang français avait coulé, il expédia à Gênes son aide-de-camp Lavalette, et exigea du doge que tous les Français qui étaient arrêtés fussent remis sur-le-champ à la disposition du ministre de France, les charbonniers et les porte-faix désarmés, les inquisiteurs arrêtés; déclarant en même temps que les têtes des patriciens lui répondaient des têtes des Français, comme tous les magasins et propriétés de la république lui répondaient de leurs propriétés. Il prescrivit au ministre Faypoult de quitter Gênes et de se rendre à Tortone avec tous les Français qui voudraient le suivre, si dans les vingt-quatre heures ces dispositions n'étaient point exécutées. L'aide-de-camp Lavalette arriva à Gênes, le 29 mai, à quatre heures après midi; à six heures, il fut introduit au sénat, qui, après avoir écouté son discours et pris connaissance de la lettre au doge, promit de répondre le soir même. En effet, les Français furent immédiatement mis en liberté et conduits à l'hôtel de l'ambassade, au milieu d'un concours immense de peuple, qui leur témoigna de l'intérêt. La bourgeoisie et le véritable peuple, encouragés par la démarche de Napoléon, qui les assurait de sa protection, se réveillèrent, et demandèrent à grands cris le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Dans la soirée même, quatre mille fusils rentrèrent à l'arsenal. Les discussions furent vives au petit conseil; l'aristocratie s'y trouva en minorité. Une division de troupes françaises arrivait à Tortone. Gênes, assiégée par terre et par mer, eût été promptement réduite à l'obéissance; il est même probable que la vue des troupes françaises eût été suffisante pour donner à la bourgeoisie et à la masse du tiers-état la force de secouer le joug de l'aristocratie.

Cependant la réponse du sénat ne fut pas satisfaisante : c'était un *mezzo termine*. Faypoult se décida à partir. Lavalette dut rester à Gênes pour protéger les Français. Sur la demande des passeports du ministre de France, le doge assembla le sénat, qui seul était autorisé à les délivrer. Il prit en grande considération la position où allait se trouver la république. Après quelques

discussions, il adopta la résolution d'adhérer sincèrement aux vues du général en chef; il fut arrêté 1° qu'une députation, composée de MM. Cambiaso, doge, Serra et Carbonari, se rendrait de suite à Montebello; 2° que les trois inquisiteurs seraient mis en état d'arrestation; 3° que les charbonniers et les porte-faix seraient désarmés.

Cette résolution retint le ministre Faypoult à son poste; ce qui calma les inquiétudes du peuple. Les charbonniers et les porte-faix, qui n'avaient agi que par l'ordre du prince, et qui en réalité n'avaient aucun intérêt dans cette affaire, devinrent fort dociles aussitôt qu'il fut sincèrement décidé à se soumettre.

Le 6 juin, les députés du sénat signèrent, à Montebello, une convention qui mit fin à la constitution de Doria, et établit à Gênes le gouvernement de la démocratie. Cette convention était conçue en ces termes:

La république française et la république de Gênes voulant consolider l'union et l'harmonie qui ont existé dans tous les temps entre elles; pensant que la félicité de la nation génoise exige qu'elle recouvre le dépôt de sa souveraineté, les deux états sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Le gouvernement de la république de Gênes reconnaît que la souveraineté réside dans la réunion de tous les citoyens du territoire génois.

II. Le pouvoir législatif sera confié à deux conseils représentatifs composés, l'un de trois cents, l'autre de cent cinquante membres. Le pouvoir exécutif sera délégné à un sénat de douze membres, présidé par un doge. Les doges et les sénateurs seront nommés par les deux conseils.

III. Chaque commune aura une municipalité, et chaque district une administration.

IV. Les modes d'élection de toutes les autorités, la circonscription des districts, la portion d'autorité confiée à chaque corps, l'organisation du pouvoir judiciaire et de la force militaire, seront déterminés par une commission législative, qui sera chargée de rédiger la constitution et toutes les lois organiques de gouvernement, en ayant soin de ne rien faire qui soit contraire à la religion catholique; de garantir les dettes consolidées; de conserver le port franc de la ville de Gênes, la banque de Saint-Georges; et de prendre des mesures pour qu'il soit pourvu, autant que les moyens le permettront, à l'entretien des nobles pauvres existant actuellement. Cette commission devra achever son travail dans un mois, à compter du jour de sa formation.

V. Le peuple se trouvant réintégré dans ses droits, toute espèce de privilége et d'organisation particulière qui rompt l'unité de l'état, se trouve nécessairement annulé.

VI. Le gouvernement provisoire sera confié à une commission de gouvernement, composée de vingt-deux membres, présidée par le doge actuel, qui sera installée le 14 du présent mois de juin, 26 prairial an V de la république française.

VII. Les citoyens qui seront appelés à composer le gouvernement provisoire de la république de Gênes, ne pourront en refuser les fonctions sans être considérés comme indifférens au salut de la patrie, et condamnés à une amende de deux mille écus.

VIII. Quand le gouvernement provisoire sera formé, il déterminera les réglemens nécessaires pour la forme de ses délibérations. Il nommera, dans

la première semaine de son installation, la commission législative chargée de rédiger la constitution.

IX. Le gouvernement provisoire pourvoira aux justes indemnités dues aux Français qui ont été spoliés dans les journées des 3 et 4 prairial (22 et 23 mai).

X. La république française voulant donner une preuve de l'intérêt qu'elle prend au bonheur du peuple de Gênes, et désirant le voir réuni et exempt de factions, accorde une amnistie à tous les Génois desquels elle avait à se plaindre, soit pour raison des 3 et 4 prairial, soit à l'occasion des événemens divers arrivés dans les fiefs impériaux. Le gouvernement provisoire mettra la plus vive sollicitude à éteindre toutes les factions, à réunir tous les citoyens, et à les pénétrer de la nécessité de se réunir autour de la liberté publique, accordant à cet effet une amnistie générale.

XI. La république française accordera à la république de Gênes protection et même le secours de ses armées, pour faciliter, s'il est nécessaire, l'exécution des articles susdits, et maintenir l'intégrité du territoire de la république de Gênes.

Le peuple triompha avec la vivacité qui est le caractère de l'esprit de parti et des peuples méridionaux; il se porta à des excès; il brûla le livre d'or, et brisa la statue de Doria. Cet outrage fait à ce grand homme blessa Napoléon; il exigea du gouvernement provisoire que cette statue fût rétablie. Cependant, les exclusifs prirent le dessus; la constitution définitive s'en ressentit; les prêtres furent indisposés, les nobles exaspérés; ils étaient exclus de toute fonction. Cette constitution devait être soumise à l'approbation du peuple, le 14 septembre; elle fut imprimée et affichée dans toutes les communes. Plusieurs cantons des campagnes déclarèrent qu'ils ne l'accepteraient pas; de toutes parts les prêtres et les nobles s'agitèrent pour soulever leurs paysans: dans les vallées de Polcevra et du Bisagno, l'insurrection éclata. Les insurgés s'emparèrent de l'Éperon, de la Tenaille et du bastion de la Lanterne, qui domine le port. Le général Duphot, qui avait été envoyé à Gênes pour y organiser les troupes de la république, dont l'effectif s'élevait à six mille hommes, fut requis par le gouvernement provisoire de combattre pour sa défense. Il chassa les insurgés, et reprit l'enceinte et les forts. Le 7, la tranquillité était rétablie dans les deux vallées; les paysans étaient désarmés.

A ces nouvelles, Napoléon fut mécontent. Il était alors tout occupé des négociations avec l'Autriche; il n'avait pu prêter une attention particulière aux affaires de Gênes; mais il avait recommandé de ménager les nobles et de contenter les prêtres. Il suspendit la publication de la constitution; il y fit tous les changemens que réclamaient les prêtres et les nobles; et ainsi purgée de l'esprit de démagogie dont elle avait été empreinte, elle fut mise à exécution, de l'assentiment général. Il aimait Gênes; il voulait y aller pour concilier, réunir les partis; les événemens l'en empêchèrent, tant ils se succédèrent avec rapidité. Après Campo-Formio, au moment de quitter l'Italie, il écrivit de Milan, le 11 novembre 1797, au gouvernement génois la lettre suivante:

« Je vais répondre, citoyens, à la » confiance que vous m'avez mon- » trée.... Vous avez besoin de dimi- » nuer les frais d'administration pour » ne pas être obligés de surcharger

» votre peuple.... Ce n'est pas assez » de ne rien faire contre la religion, » il faut encore ne donner aucun su- » jet d'inquiétude aux consciences les » plus timorées, ni aucune arme aux » hommes mal intentionnés. *Exclure* » *tous les nobles des fonctions publiques,* » *serait une injustice révoltante : vous* » *feriez ce qu'ils ont fait....* Le port » franc est une pomme de discorde » qu'on a jetée au milieu de vous.... » La ville de Gênes doit tenir la fran- » chise de son port de la volonté du » corps législatif....

» *Pourquoi le peuple ligurien est-il* » *déjà si changé? A ses premiers élans* » *de fraternité et d'enthousiasme ont* » *succédé la crainte et la terreur. Les* » *prêtres s'étaient les premiers ralliés* » *autour de l'arbre de la liberté; les pre-* » *miers ils vous avaient dit que la mo-* » *rale de l'évangile est toute démocrati-* » *que; mais des hommes payés par vos* » *ennemis, et, dans toutes les révolutions,* » *auxiliaires immédiats de la tyrannie,* » *ont profité des écarts, des crimes mê-* » *mes de quelques prêtres, pour écrire* » *contre la religion; et les prêtres se sont* » *éloignés.... On a proscrit en masse, et* » *le nombre de vos ennemis s'est accru....* » *Quand dans un état, surtout dans un* » *petit état, on s'accoutume à condamner* » *sans entendre, à applaudir un discours* » *parce qu'il est passionné : quand on ap-* » *pelle vertu, l'exagération et la fureur;* » *crimes, la modération et l'équité, cet* » *état est près de sa ruine......* Croyez » que dans tous les lieux où mon de- » voir et le service de ma patrie m'ap- » pelleront, je regarderai comme un » des momens les plus précieux celui » où je serai utile à votre république; » je serai satisfait d'apprendre que le » peuple de Gênes est uni et vit heu- » reux. »

On discutait alors au conseil des Cinq-Cents à Paris, une motion de Sieyes, tendant à chasser de France tous les nobles, en leur donnant la valeur de leurs biens en objets manufacturés. Ces conseils, donnés par Napoléon à la république de Gênes, paraissaient l'être de fait à la république française, qui toutefois en profita; car on abandonna ce projet extrême et terrible qui portait partout l'alarme et le désordre; il n'en fut plus question.

Aucun bataillon français n'avait dépassé Tortone. La révolution de Gênes fut obtenue par la seule influence du tiers-état; et sans les menées des inquisiteurs et du club Morandi, elle aurait été opérée sans désordres, sans secousses, et sans intervention même indirecte de la France.

§ III.

Le roi de Sardaigne se trouvait dans une fausse position; le traité suivant, négocié à Bologne par Napoléon, et signé à Turin par Clarke, existait et n'existait pas.

« Le Directoire exécutif de la république française, et S. M. le roi de Sardaigne, voulant, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et par une union plus étroite de leurs intérêts respectifs, contribuer à amener, le plus promptement possible, une paix qui fait l'objet de leurs vœux, et qui doit assurer le repos et la tranquillité de l'Italie, se sont déterminés à faire un traité d'alliance offensive et défensive; et ils ont chargé de leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir: le Directoire exécutif de la république française, le citoyen Henri-Jacques-Guillaume Clarke, général de division des armées de la république française;

et S. M. le roi de Sardaigne, le chevalier D. Clément Damian de Priocca, chevalier grand'croix de l'ordre de St. Maurice et St. Lazare, premier secrétaire d'état de S. M. au département des affaires étrangères, et régent de celui des affaires internes; lesquels après l'échange respectif de leurs pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Art. Ier. Il y aura une alliance offensive entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne, jusqu'à la paix continentale. A cette époque, cette alliance deviendra purement défensive, et sera établie sur des bases conformes aux intérêts réciproques des deux puissances.

II. La présente alliance ayant pour principal objet de hâter la conclusion de la paix et d'assurer la tranquillité future de l'Italie, elle n'aura son exécution, pendant la guerre actuelle, que contre l'empereur d'Allemagne, qui est la seule puissance continentale qui mette des obstacles à des vœux si salutaires. S. M. le roi de Sardaigne restera neutre à l'égard de l'Angleterre et des autres puissances encore en guerre avec la république française.

III. La république française et S. M. Sarde se garantissent réciproquement, et de tous leurs moyens, leurs possessions actuelles en Europe, pour tout le temps que durera la présente alliance. Les deux puissances réuniront leurs forces contre l'ennemi commun du dehors, et ne porteront aucun secours direct ni indirect aux ennemis de l'intérieur.

IV. Le contingent des troupes que S. M. Sarde devra fournir, d'abord et en conséquence de la présente alliance, sera de huit mille hommes d'infanterie, de deux mille hommes de cavalerie, et de quarante pièces de canon. Dans le cas où les deux puissances croiraient devoir augmenter ce contingent, cette augmentation sera concertée et réglée par des commissaires munis, à cet effet, de pleins pouvoirs du Directoire exécutif et de S. M. le roi de Sardaigne.

V. Le contingent de troupes et d'artillerie devra être pris et réuni à Novare, savoir: cinq cents hommes de cavalerie, quatre mille hommes d'infanterie et douze pièces d'artillerie de position, pour le 30 germinal courant 19 avril (vieux style), le surplus quinze jours après.

Ce contingent sera entretenu aux frais de S. M. le roi de Sardaigne, et recevra les ordres du général en chef de l'armée française en Italie.

Une convention particulière, dressée de concert avec ce général, règlera le mode du service de ce contingent.

VI. Les troupes qui le formeront participeront, proportionnellement à leur nombre présent sous les armes, aux contributions qui seront imposées dans les pays conquis, à compter du jour de la réunion du contingent à l'armée de la république.

VII. La république française promet de faire à S. M. Sarde, à la paix générale ou continentale, tous les avantages que les circonstances permettront de lui procurer.

VIII. Aucune des deux puissances contractantes ne pourra conclure de paix séparée avec l'ennemi commun; et aucun armistice ne pourra être fait par la république française avec les armées qui couvrent l'Italie, sans que S. M. Sarde y soit comprise.

IX. Toutes les contributions imposées dans les états de S. M. Sarde, non acquittées ou compensées, cesseront immédiatement après l'échange respectif des ratifications du présent traité.

X. Les fournitures qui, à dater de la même époque, seront failes dans les états de S. M. le roi de Sardaigne, aux troupes françaises et aux prisonniers de guerre conduits en France, ainsi que celles qui ont eu lieu en vertu de conventions particulières passées à ce sujet, et qui n'ont point encore été acquittées ou compensées par la république française en conséquence desdites conventions, seront rendues en même nature aux troupes formant le contingent de S. M. Sarde; et, si les fournitures à rendre excédaient les besoins du contingent, le surplus sera acquitté en numéraire.

XI. Les deux puissances contractantes nommeront incessamment des commissaires chargés de négocier en leur nom un traité de commerce conforme aux bases stipulées dans l'art. VII du traité de paix conclu, à Paris, entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne; en attendant, les postes et les relations commerciales seront rétablies sans délai, ainsi qu'elles existaient avant la guerre.

XII. Les ratifications du présent traité d'alliance seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

Fait et signé à Turin, le 16 germinal an V de la république française une et indivisible (5 avril 1797, vieux style).

Signé, H. Clarke, Clément Damian.

Le Directoire ne s'expliquait pas ostensiblement, mais il était évident qu'il ne voulait pas ratifier ce traité. De son côté, Napoléon persistait à regarder cette ratification comme indispensable. Il attachait, comme de raison, une grande importance à réunir à son armée une division de bonnes et vieilles troupes piémontaises dont il estimait la valeur. Se regardant comme personnellement engagé vis-à-vis de la cour de Sardaigne, il employait tous ses moyens pour garantir la tranquillité intérieure des états du roi. Cependant les mécontens piémontais devenaient tous les jours plus nombreux; ils coururent aux armes, et les révolutionnaires furent défaits. Cette position était extrêmement délicate; elle excitait, au suprême degré, le mécontentement des jacobins de France et d'Italie; et lorsque le parti royal eut triomphé à Turin, les arrestations et les vexations auxquelles il se porta, furent un texte perpétuel de réclamations adressées au quartier-général.

A la fin de septembre, le Directoire, en signant l'*ultimatum* pour les négociations de Campo-Formio, fit connaître à Napoléon qu'il persistait dans sa résolution de ne point ratifier le traité d'alliance avec la Sardaigne. Le ministre des relations extérieures, en lui communiquant les intentions du Directoire, l'engageait à faire débaucher les soldats sardes par les recruteurs italiens, ce qui lui procurerait, écrivait-il, les moyens d'avoir le secours des dix mille hommes du contingent piémontais, sans en avoir l'obligation à la cour de Turin; mais les cadres qui constituent la force des troupes ne sauraient pas être débauchés; d'ailleurs une opération de ce genre ne pouvait se consommer sans perdre beaucoup de temps, et il était question d'entrer en campagne immédiatement. Cette conduite du Directoire fut une des causes qui décidèrent Napoléon à signer la paix à Campo-Formio, sans avoir égard à l'*ultimatum* du 29 septembre, du gouvernement français, qui, dans son opinion, ne pouvait être inséré au protocole, sans amener une rupture. Cependant le Directoire finit

par comprendre l'importance de renforcer l'armée d'Italie des dix mille hommes du contingent piémontais; il se décida à ratifier le traité de Turin, et l'envoya, le 21 octobre, au corps législatif ; mais il n'était plus temps: le 17, la paix avait été signée, à Campo-Formio, avec l'Autriche.

» Ainsi, après les campagnes de Napoléon en Italie, le roi de Sardaigne conserva son trône affaibli, il est vrai, de la Savoie et du comté de Nice, ayant perdu ses places fortes, dont une partie était démolie et l'autre au pouvoir des Français qui y tenaient garnison, mais ayant acquis l'avantage immense d'être l'allié de la république, qui lui garantissait l'intégrité de ses états. Cependant, ce prince ne se faisait point illusion sur sa position ; il savait qu'il ne devait la conservation de son trône qu'à Napoléon, et combien peu était sincère l'alliance apparente du Directoire ; il avait le pressentiment de sa chute prochaine. Environné de tous côtés des démocraties française, ligurienne et cisalpine, il avait encore à combattre l'opinion de ses peuples : les Piémontais appelaient à grands cris la révolution, et la conr regardait déjà la Sardaigne comme un lieu de refuge.

§ IV.

La cour de Rome exécuta d'abord fidèlement les stipulations du traité de Tolentino ; mais bientôt après elle se laissa influencer par le cardinal Busca et par Albani. Elle recommença ses levées d'hommes, et eut l'imprudence de braver publiquement la France, en appelant le général Provera pour commander ses troupes. Elle refusa de reconnaitre la république cisalpine. L'attitude victorieuse de la république, les menaces de son ambassadeur, mirent un terme prompt à ces vaines démonstrations d'indépendance. Provera ne séjourna que quelques jours à Rome, et en repartit aussitôt pour l'Autriche. La Cisalpine, heureuse de cette occasion de s'emparer de quelques provinces du saint-siége, déclara la guerre au Vatican. A la vue de l'orage qui les menaçait, ces faibles et imprudens vieillards tombèrent à genoux, et donnèrent au Directoire cisalpin toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer.

Si l'on ne retrouve dans cette conduite aucune trace de cette ancienne politique qui avait tant illustré le Vatican dans les siècles derniers, c'est, qu'alors ce gouvernement était usé, que la puissance temporelle des papes ne pouvait plus dominer ; c'est qu'elle finissait, comme a fini la souveraineté des électeurs ecclésiastiques de l'empire.

§ V.

La cour de Naples était dirigée par la reine, femme d'un esprit remarquable, mais dont les idées étaient tout aussi désordonnées que les passions qui agitaient son cœur. Le traité de Paris, du 10 octobre 1796, n'avait point changé les dispositions de ce cabinet qui ne cessa d'armer et de donner des inquiétudes, pendant toute l'année 1797, et cependant nul traité ne pouvait lui être plus favorable ; il était conçu dans les termes suivans :

« La république française et S. M. le roi des Deux-Siciles, également animés du désir de faire succéder les avantages de la paix aux malheurs inséparables de la guerre, ont nommé, savoir : le Directoire exécutif, le

citoyen Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, et S. M. le roi des Deux-Siciles, le prince de Belmonte Pignatelli, son gentilhomme de la chambre, et ministre plénipotentiaire près de S. M. C. pour traiter en leur nom, des clauses et conditions propres à rétablir la bonne intelligence et amitié entre les deux puissances; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et S. M. le roi des Deux-Siciles. En conséquence, toutes hostilités cesseront définitivement, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

En attendant, et jusqu'à cette époque, les conditions stipulées par l'armistice, conclu le 17 prairial an IV (4 juin 1796), continueront d'avoir leur plein et entier effet.

II. Tout acte, engagement ou convention antérieure de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non avenus; en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre, et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa Majesté le roi des Deux-Siciles observera la plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes; en conséquence, elle s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre, appartenant auxdites puissances, qui excéderont le nombre de quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite neutralité. Tout approvisionnement de munitions ou marchandises connues sous le nom de contrebande, leur sera refusé.

IV. Toute sûreté et protection envers et contre tous, seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous les vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, et à tous les vaisseaux de guerre de la république, qui n'excéderont pas le nombre porté par l'article précédent.

V. La république française et Sa Majesté le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

VI. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, y compris les marins et matelots, seront rendus réciproquement dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité; les malades et les blessés continueront à être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

VII. Pour donner une preuve de son amitié à la république française et de son désir sincère d'entretenir une parfaite harmonie entre les deux puissances, Sa Majesté le roi des Deux-Siciles consent à faire mettre en liberté tout citoyen français qui aurait été arrêté et serait détenu dans ses états, à cause de ses opinions politiques, relatives à la révolution française; tous les biens et propriétés, meubles et

immeubles, qui pourraient leur avoir été séquestrés ou confisqués pour la même cause, leur seront rendus.

VIII. Par les mêmes motifs qui ont dicté l'article précédent, Sa Majesté le roi des Deux-Siciles s'engage à faire toutes les recherches convenables pour découvrir, par la voie de la justice, et livrer à la rigueur des lois les personnes qui volèrent à Naples, en 1793, les papiers appartenant au dernier ministre de la république française.

IX. Les ambassadeurs ou ministres des deux puissances contractantes jouiront, dans les états respectifs, des mêmes prérogatives et préséances dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

X. Tout citoyen français et tous ceux qui composeront la maison de l'ambassadeur ou ministre, et celles des consuls et autres agens accrédités et reconnus de la république française, jouiront, dans les états de Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques, les plus favorisées à cet égard.

XI. Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un traité de commerce entre les deux puissances, fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le royaume des Deux-Siciles, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce traité, les relations commerciales et consulaires seront réciproquement rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

XII. Conformément à l'article VI, du traité conclu à La Haye, le 27 floréal an III de la République (16 mai 1795), la même paix, amitié et bonne intelligence, stipulée par le présent traité entre la république française et Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, aura lieu entre Sa Majesté et la république batave.

XIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans quarante jours pour tout délai, à compter du jour de la signature.

Fait à Paris, le 19 vendémiaire an V de la république française, une et indivisible, répondant au 10 octobre 1796, (vieux style).

Signé, CHARLES DELACROIX,

Le prince de BELMONTE PIGNATELLI.

Lorsque Napoléon se trouvait dans les Marches, menaçant Rome, le prince de Belmonte Pignatelli, ministre de Naples, qui suivait le quartier-général, lui fit lire confidentiellement une lettre de la reine, qui lui annonçait qu'elle allait faire marcher trente mille hommes pour couvrir Rome. « Je vous remercie de cette confidence, » lui dit le général, et je veux y répondre par une confiance pareille. » Il sonne son secrétaire, se fait apporter le dossier de Naples, en tire une dépêche qu'il avait écrite au Directoire, au mois de novembre 1796, avant la prise de Mantoue, et lit: « Les embarras que me donnent l'approche d'Alvinzi, ne m'empêcheraient pas d'envoyer six mille Lombards et Polonais pour punir la cour de Rome; mais comme il est à prévoir que le roi de Naples pourrait faire avancer trente mille hommes à la défense du saint-siége, je ne marcherai sur Rome que lorsque Mantoue sera tombée, et que les renforts que vous m'annoncez seront arrivés, afin que si la cour de Naples violait le traité de Paris, je

» puisse disposer de vingt-cinq mille » hommes pour m'emparer de sa capi- » tale, et l'obliger à se réfugier en Si- » cile. » Un courrier extraordinaire, expédié dans la nuit par le prince Pignatelli, eut sans doute pour objet d'instruire la reine de la manière dont avait été accueillie son insinuation.

Depuis le traité de Paris, les légations napolitaines étaient généralement plus hostiles et plus arrogantes envers les Français que du temps de la guerre; et souvent les ambassadeurs napolitains se permettaient de dire hautement que la paix ne serait pas de longue durée. Cette conduite insensée n'empêcha pas le cabinet de Naples de se livrer à des rêves d'ambition; pendant les conférences de Montebello, d'Udine et de Passeriano, l'envoyé de la reine chercha à obtenir les îles de Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, les Marches de Macerata, de Ferrare, d'Ancône, et le duché d'Urbin; il alla jusqu'à exprimer le désir de s'enrichir des dépouilles du pape et de la république de Venise; et ces acquisitions, la reine les attendait de la protection de la France: c'était surtout par l'intervention de Napoléon qu'elle espérait voir réaliser ses vœux. Le trône de Naples a survécu à la paix de Campo-Formio; il se serait maintenu tranquille et heureux au milieu des orages qui ont agité l'Europe et l'Italie, s'il avait été dirigé par une plus saine politique.

§ VI.

Il avait fallu céder aux vœux des Lombards et les constituer en état démocratique et indépendant, sous le nom de république transpadane. Elle comprenait toute la rive gauche du Pô depuis le Mincio jusqu'au Tésin. La république cispadane s'étendait sur la rive droite du Pô, depuis et non compris les états de Parme jusqu'à l'Adriatique. La constitution de la Cispadane avait été décrétée dans un congrès des représentans de la nation, et soumise à l'acceptation du peuple; votée à une immense majorité, elle avait été mise à exécution, à la fin d'avril. Les nobles et les prêtres étaient parvenus à se faire élire à toutes les places; la bourgeoisie les accusait de n'être point affectionnés au nouvel ordre de choses; le mécontentement était général. Napoléon sentait le besoin de donner à ces deux républiques une organisation définitive.

Aussitôt après le refus de la cour de Vienne de ratifier la convention signée, à Montebello, avec le marquis de Fallo et qui contenait les bases de la paix définitive, Napoléon créa la république cisalpine. Il la composa des républiques cispadane et transpadane: ce qui réunissait sous la même domination quatre millions d'habitans et offrait une masse de forces propre à influer sur les événemens ultérieurs. Cependant, les autorités de la Cispadane se refusaient opiniâtrément à une réunion qui contrariait tous leurs préjugés. Les administrations de Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, se soumettaient avec peine à la nécessité de se constituer sous un même gouvernement. L'esprit de localité opposait partout de la résistance à la réunion des peuples des deux rives du Pô; et l'on aurait probablement échoué à opérer cette fusion du consentement des peuples, sans l'espoir qu'on leur fit concevoir qu'elle était le prélude de la réunion de tous les peuples de la péninsule sous un même gouvernement: ce secret penchant qu'ont tous ces Italiens à former une seule et grande nation, l'emporta sur toutes

les petites passions des administrations locales. A cette cause générale se joignirent deux circonstances particulières. La Romagne, que le pape avait cédée, par le traité de Tolentino, s'était proclamée indépendante sous le titre de république *Emilie*; elle n'avait pas voulu se réunir à la Cispadane, à cause de l'antipathie qu'elle avait contre Bologne; elle embrassa avec ardeur l'idée de faire partie de la Cisalpine; et, par de nombreuses pétitions, elle sollicita la formation de cette république. Venise, dans ce temps, et les états de Terre-Ferme inquiets du mystère des préliminaires, votèrent dans des assemblées populaires, la formation de la république italienne. Ces deux circonstances levèrent toutes les difficultés. L'esprit de localité fléchit devant l'esprit public; les intérêts particuliers, devant l'intérêt général; d'un commun accord, la fusion fut décrétée.

La nouvelle républiqne prit le nom de république cisalpine; Milan en fut la capitale; ce fut un sujet de mécontentement à Paris, où l'on eût voulu qu'elle s'appelât répnblique transalpine; mais les vœux des Italieus se portant vers Rome et la réunion de toute la pénlnsule en un seul état, la dénomination de la cisalpine était celle qui flattait leur passion et qu'ils tinrent à adopter, n'osant point s'appeler république italienne.

Par le traité de Campo-Formio, la république cisalpine s'augmenta de la partie des états de Venise, située sur la rive droite de l'Adige, ce qui, joint à l'acquisition de la Valteline, lui forma une population de trois millions six cent mille âmes. Ces provinces, les plus belles et les plns riches de l'Europe, composèrent dix départemens. Elles s'étendaient depuis les montagnes de la Suisse jusqu'aux Apennins toscans et romains, et du Tésin à l'Adriatique.

Napoléon aurait voulu donner à la Cisalpine une constitution différente de celle de la France. Il avait demandé à cet effet qu'on lui envoyât à Milan quelque publiciste distingué, tel qne Sieyes; mais cette idée ne plut pas au Directoire: il exigea pour la Cisalpine la constitution adoptée en France en 1795. Le premier directoire cisalpin fut composé de Serbelloni, Alessandri, Paradisi, Moscati, Containi, chefs du parti français en Italie. Serbelloni était un des plus grands seignenrs de la Lombardie. Le 30, juin, ils furent installés au palais de Milan. L'indépendance de la république cisalpine avait été proclamée le 20, dans les termes suivans:

« La république cisalpine se trouvait » depuis nombre d'années sous la do» mination de la maison d'Autriche. » La république française a succédé » à cette dernière, par droit de con» quête; elle y renonce dès aujour» d'hui, et la république cisalpine » est libre et indépendante. Reconnue » par la France et par l'empereur, » elle le sera bientôt de tonte l'Eu» rope. Le Directoire exécutif de la » république française, non content » d'avoir employé son influence et les » victoires des armées républicaines » à assurer l'existence de la républi» que cisalpine, étend plus loin ses » sollicitudes; et convaincu que, si la » liberté est le premier des biens, une » révolntion qui s'ensuit est le plus » terrible des fléaux, il donne au peu» ple cisalpin sa propre constitution, » qui est le résultat des connaissances » de la natlon la plus éclairée. Le peu» ple cisalpin va donc passer du régime militaire au régime constitu-

» tionnel. Pour que ce passage se » fasse sans secousses, sans anarchie, » le Directoire exécutif a jugé devoir » faire nommer, pour cette seule fois, » les membres du gouvernement et » du corps législatif; de manière que » le peuple ne pourvoira qu'après le » laps d'un an aux places vacantes, » conformément à la constitution. » Depuis un grand nombre d'années, » il n'existait plus de république en » Italie. Le feu sacré de la liberté y » était étouffé; et la plus belle partie » de l'Europe était sous le joug des » étrangers. Il appartient à la répu- » blique cisalpine de faire voir au » monde, par sa sagesse, son énergie » et la bonne organisation de ses ar- » mées, que l'Italie moderne n'a pas » dégénéré et qu'elle est encore di- » gne de la liberté.

» Bonaparte, général en chef, au » nom de la république française et » en conséquence de la proclamation » ci-dessus, nomme membres du Di- » rectoire de la république cisalpine, » les citoyens Serbelloni, Alessandri, » Moscati, Paradisi. Le cinquième » membre sera nommé dans le plus » court terme. Ces quatre membres » seront installés demain à Milan. »

Une fédération générale des gardes nationales et des autorités de la nouvelle république eut lieu au lazaret de Milan. Le 14 juillet, trente mille gardes nationaux ou députés des départemens se jurèrent fraternité et d'employer tous leurs efforts à la renaissance de la liberté et de la patrie italienne. Le Directoire cisalpin nomma ses ministres, les autorités administratives, constitua son état militaire et gouverna la république comme un état indépendant. Les clés de Milan et de toutes les places fortes furent remises par les officiers français aux officiers cisalpins. L'armée quitta les états de la république et cantonna sur le territoire de Venise. De cette époque date la première formation de l'armée italienne, qui depuis fut nombreuse et acquit tant de gloire.

Dès ce moment, les mœurs italiennes changèrent; quelques années après, ce n'était plus la même nation. La soutane, qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme; au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes italiens fréquentaient les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice; les enfans ne jouaient plus à la chapelle: ils avaient des régimens de fer-blanc et imitaient dans leurs jeux, les événemens de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitan, quelquefois français et le plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'italien, aux grands applaudissemens des spectateurs. Le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions: les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national s'était formé. L'Italie avait ses chansons à la fois patriotiques et guerrières; les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui, pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées.

§ VII.

La Valteline se compose de trois vallées: la Valteline proprement dite, le Bormio et la Chiavenna; sa popula-

tion est de cent soixante mille ames; ses habitans professent la religion catholique romaine, et parlent italien. Géographiquement, elle appartient à l'Italie; elle borde la rive de l'Adda jusqu'à son embouchure dans le lac de Como, et elle est séparée de l'Allemagne par les hautes Alpes. Elle a dix-huit lieues de long sur six de large. Chiavenna, sa capitale, est située à deux lieues du lac de Como, et à quatorze lieues de Coire, dont Bormio est à dix-sept lieues. Elle faisait anciennement partie du Milanais. Barnabé Visconti, archevêque et duc de Milan, en 1404, donna ces trois vallées à l'église de Coire. En 1512, les Ligues-Grises furent investies de la souveraineté de la Valteline, par Sforce, et moyennant des capitulaires, dont les ducs de Milan devaient être garans. Les Valtelins se trouvèrent ainsi sujets des trois Ligues-Grises, dont les habitans, en grande partie, parlent allemand et sont protestans, et sont séparés d'eux par la haute chaîne des Alpes.

Il n'est pas d'état plus affreux que celui d'un peuple sujet d'un autre peuple. C'était ainsi que le bas Valais était sujet du haut Valais, et que le pays de Vaud était sujet de Berne. Depuis long-temps, les malheureux Valtelins se plaignaient des vexations qu'ils éprouvaient, et du joug humiliant auquel ils étaient soumis. Les Grisons, pauvres et ignorans, venaient s'enrichir chez eux, plus riches et plus civilisés. Le dernier paysan des Ligues-Grises mettait, entre lui et le plus riche habitant de la Valteline, la distance qui existe entre les souverains et leurs sujets. Certes, s'il est une position qui légitime l'insurrection et réclame un changement, c'est celle dans laquelle gémissait la Valteline.

Dans le courant de mai 1797, les peuples des trois vallées s'insurgèrent, coururent aux armes, chassèrent leurs prétendus souverains, arborèrent le drapeau tricolore italien, se nommèrent un gouvernement provisoire, et adressèrent un manifeste à toutes les puissances, pour leur faire connaître leurs griefs et la résolution qu'ils avaient prise de reconquérir des droits dont aucun peuple ne peut être privé. Ils envoyèrent les députés Juidicouni, Planta, Paribelli, gens de mérite, à Montebello, pour réclamer l'exécution de leurs capitulats, violés en tous points par les Grisons.

Napoléon avait de la répugnance à intervenir dans les questions qui pouvaient tenir à la Suisse, et qui, sous ce point de vue, étaient d'une importance générale. Cependant, s'étant fait représenter les pièces relatives à cette affaire, qui se trouvaient dans les archives de Milan, il reconnut que le gouvernement milanais était investi du droit de garantie, et, comme de leur côté les Ligues-Grises sollicitaient sa protection pour faire rentrer les Valtelins, leurs sujets, dans l'ordre et l'obéissance, il accepta la médiation, et ajourna les deux parties à se présenter devant son tribunal, dans le courant de juillet suivant, pour défendre respectivement leurs droits. Pendant ce délai, les Ligues-Grises implorèrent l'intervention du corps helvétique. Barthélemy, ministre de France à Berne, sollicita vivement en leur faveur. Enfin, après bien des menées de part et d'autre, Napoléon, avant de prendre une décision finale, engagea, par forme d'avis, les deux parties à s'arranger à l'amiable, et leur proposa, comme moyen de conciliation, que la Valteline formât une quatrième Ligue-Grise, égale en tout aux trois

premières. Cet avis blessa profondément l'orgueil des paysans grisons. *Comment comprendre qu'un paysan qui boit les eaux de l'Adda, soit l'égal de celui qui boit les eaux du Rhin?* Ils s'indignèrent d'une proposition aussi déraisonnable que celle d'*égaler des paysans catholiques*, *parlant italien*, *riches et éclairés*, *à des paysans protestans*, *parlant allemand*, *pauvres et ignorans*. Les meneurs ne partageaient pas ces préjugés; mais ils étaient égarés par leur intérêt. La Valteline était pour eux une source de revenus et de richesses très importantes, qu'ils ne pouvaient se résoudre à abandonner. Ils intriguèrent à Paris, à Vienne, à Berne. On leur fit des promesses; on leur conseilla de gagner du temps; on leur reprochait d'avoir provoqué et accepté la médiation. Ils déclinèrent la voie de conciliation et n'envoyèrent point de députés à l'époque fixée pour discuter, devant le médiateur, l'exécution des capitulats, contradictoirement avec les députés de la Valteline.

Napoléon condamna, par défaut, les Ligues-Grises; et comme arbitre choisi par les deux parties, et comme représentant le souverain de Milan, garant des capitulats des Valtelins, il prononça son jugement en ces termes, le 19 vendémiaire an VI (10 octobre 1797).

« Les peuples de la Valteline, Chia» venna et Bormio, se sont soulevés » contre les lois des Grisons, et se sont » déclarés indépendans, en prairial » dernier. Le gouvernement de la ré» publique des Grisons, après avoir » employé tous les moyens pour ré» duire à l'obéissance ses sujets, a eu » recours à la médiation de la répu» blique française, dans la personne » du général Bonaparte, et lui a en» voyé comme député Gaudenzio » Planta.

» Les peuples de la Valteline ayant » demandé aussi, de leur côté, la » même médiation, le général en » chef réunit les députations respec» tives à Montebello, le 4 messidor » (22 juin); et après une conférence » assez longue il accepta, au nom de » la république française, la médiation » demandée: il écrivit aux Grisons et » aux Valtelins, qu'ils lui envoyassent » au plus tôt des députés.

» Les peuples de la Valteline, Chia» venna et Bormio, envoyèrent ponc» tuellement les députés demandés.

» Plusieurs mois se sont écoulés » sans que le gouvernement grison ait » envoyé les siens, malgré les instan» ces réitérées du citoyen Comeyras, » résident de la république à Coire.

» Le 6 fructidor dernier (23 août), » le général en chef, voyant l'anarchie » dans laquelle la Valteline se trouvait » plongée, fit écrire au gouvernement » grison, pour l'avertir d'envoyer sa » députation avant le 24 fructidor (10 » septembre).

» Nous sommes au 19 vendémiaire » (10 octobre), et les députés des Gri» sons n'ont point comparu.

» Non-seulement ils n'ont point » comparu, mais il n'y a pas à douter » qu'en mépris de la médiation accep» tée par la république française, les » Ligues-Grises n'aient préjugé la » question, et que le refus d'envoyer » des députés ne provienne de puis» santes intrigues.

» En conséquence, le général en » chef, au nom de la république fran» çaise:

» Considérant 1° que la bonne foi, » la conduite loyale et la confiance des » peuples de la Valteline, Chiavenna » et Bormio, envers la république fran-

» çaise, doivent engager celle-ci à user » de réprocité et à leur prêter assis- » tance;

» 2° Que la république française, au » moyen de la demande faite par les » Grisons, est devenue médiatrice et » comme arbitre du sort des peuples;

» 3° Qu'il est hors de doute que les » Grisons ont violé les capitulations » qu'ils étaient tenus d'observer envers » les peuples de la Valteline, Chiaven- » na et Bormio; et que conséquem- » ment ceux-ci sont rentrés dans les » droits que la nature donne à tous les » peuples;

» 4° Qu'un peuple ne peut être su- » jet d'un autre peuple, sans violer les » principes du droit public et naturel;

» 5° Que le vœu des habitans de la » Valteline, Chiavenna et Bormio, est » bien prononcé pour leur réunion à la » république cisalpine;

» 6° Que la conformité des religions » et des langues, la nature des loca- » lités, des communications et du com- » merce, autorise également cette réu- » nion de la Valteline, Chiavenna et » Bormio, à la république cisalpine, » de laquelle d'ailleurs ces trois pays » ont été autrefois démembrés;

» 7° Que, depuis le décret des com- » munes qui composent les trois Li- » gues-Grises, le parti qu'aurait dû » prendre le médiateur d'organiser la » Valteline en quatrième Ligue-Grise, » se trouve rejeté: que par conséquent » il ne reste plus de refuge à la Val- » teline, contre la tyrannie, que dans » la réunion à la république cisal- » pine;

» Arrête, en vertu du pouvoir dont » la république française se trouve in- » vestie, par la demande que les Gri- » sons et les Valtelins ont faite de sa » médiation, que les peuples de la » Valteline, Chiavenna et Bormio, sont » maîtres de se réunir à la république » cisalpine. »

La question se trouva décidée. Des élans de joie et d'enthousiasme animèrent ces malheureux habitans de la Valteline; la rage et l'orgueil humilié firent frémir les Grisons. Aussitôt après cette sentence arbitrale, la Valteline et la Cisalpine négociérent et opérèrent leur réunion. Les Grisons comprirent alors leur faute. Ils écrivirent à Napoléon que leurs députés partaient pour défendre leurs droits devant lui, feignant ainsi d'ignorer ce qui s'était passé. Il leur répondit qu'il était trop tard; que le 10 octobre son jugement avait été rendu, et que déjà la Valteline s'était réunie à la Cisalpine; que c'était une question terminée pour toujours.

La justice rendue à ce petit peuple toucha, frappa toutes les âmes généreuses. Les principes sur lesquels la sentence de Napoléon était fondée, retentirent en Europe, et portèrent un coup mortel à l'usurpation des cantons suisses, qui avaient des peuples pour sujets. Il semblait que l'aristocratie de Berne devait être assez éclairée par cet exemple pour sentir que le moment de faire quelques concessions aux lumières du siècle, à l'influence de la France et à la justice, était arrivé. Mais les préjugés et l'orgueil n'écoutent jamais la voix de la raison, de la nature et de la religion. L'oligarchie ne cède qu'à la force. Ce ne fut que plusieurs années après, que les habitans du Haut-Valais consentirent à regarder les habitans du Bas-Valais comme leurs égaux, et que les paysans du pays de Vaud et de l'Argovie forcèrent les oligarques Bernois à reconnaître leurs droits et leur indépendance.

CHAPITRE XXI.

JOURNÉE DU DIX-HUIT FRUCTIDOR.

Du Directoire exécutif. — Esprit public. — Affaires religieuses. — Nouveau système des poids et mesures. — Factions qui divisent la république. — Conjuration contre la république, à la tête de laquelle se trouve Pichegru. — Napoléon déjoue cette conjuration. — Dix-huit fructidor. — Loi du 19 fructidor.

§ Iᵉʳ.

L'opinion publique fut d'abord séduite par les avantages qui paraissaient attachés à la forme du gouvernement, prescrite par la constitution de 1795. Un conseil de cinq magistrats, ayant des ministres responsables pour l'exécution de ses ordres, aurait tout le loisir de mûrir les affaires; le même esprit, les mêmes principes se transmettaient d'âge en âge sans interruption; plus de régence, plus de minorité à craindre. Mais ces illusions se dissipèrent bientôt; on éprouva à la fois tous les inconvéniens, résultats inévitables de l'amalgame de cinq intérêts, de cinq passions, de cinq caractères divers : on sentit toute la différence qui existe entre un individu créé par la nature, et un être factice qui n'a ni cœur ni âme, et n'inspire ni confiance, ni amour, ni illusion.

Les cinq directeurs se partagèrent le palais du Luxembourg et s'y établirent avec leurs familles, qu'ils mirent en évidence; cela forma cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre et agitées par les passions des femmes, des enfans et des valets; la suprême-magistrature fut avilie; les hommes de quatre-vingt-treize, les classes élevées de la société furent également choqués. L'esprit de la constitution était violé. Un directeur n'était ni un ministre, ni un préfet, ni un général, il n'était qu'un cinquième d'un tout. Il ne devait paraître en évidence qu'en conseil. Sa femme, ses enfans, ses domestiques, auraient dû ignorer qu'il était membre du gouvernement; le directeur devait rester simple citoyen. Mais le Directoire devait aussi être environné des respects de l'étiquette et de la splendeur qui appartiennent à la magistrature suprême d'une grande nation. Cette splendeur était celle de la puissance, et non celle de la cour. Le directeur sortant de fonction n'eût trouvé alors aucun changement dans son intérieur, il n'eût éprouvé aucune privation. C'est dans cet esprit que la constitution lui avait alloué seulement la somme modique de cent mille francs d'appointemens, et que les frais de représentation du Directoire étaient compris au budget pour cinq millions, sous le titre de *Frais de maison*; alors un traitement de cent mille francs était suffisant : mais il aurait dû être assuré pour la vie; ce qui aurait permis d'imposer au directeur sortant de charge, l'obligation de ne plus occuper aucune fonction, et eût assuré son indépendance.

§ II.

La république était divisée. Un parti avait confiance dans la constitution de 1795; un autre aurait voulu un président à la tête du gouvernement; un troisième regrettait la constitution de 1793. Enfin, les émigrés, les restes des privilégiés, appelaient de leurs vœux la contre-révolution; mais ce dernier parti ne se composait que d'individus; les émigrés mouraient de misère chez l'étranger; les trois premiers partis comprenaient toute la

population de France. Beaucoup de gens eussent voulu que le Directoire fût composé de magistrats n'ayant pas pris part aux affaires depuis le 10 août.

Les cinq directeurs avaient voté la mort du roi : on s'attendait qu'ils emploieraient tous ceux de leurs collègues à la Convention, qui n'avaient pas été réélus aux Conseils; il en fut autrement. Le nom de conventionnel fut d'abord une cause de défaveur, et, peu après, un titre de proscription. Ils furent, par mesure de haute police, chassés de Paris, et contraints de se retirer dans le lieu de leur domicile. Les hommes de quatre-vingt-treize s'étaient d'abord montrés disposés à s'attacher au char d'un gouvernement composé d'hommes qui tous avaient été chauds jacobins, mais sa marche leur déplut; ils n'y trouvèrent pas cette simplicité de manières qui flattait leurs passions; ils s'effarouchèrent de cette apparence de cour : accoutumés à ne rien ménager, à ne connaître aucune nuance, ils se livrèrent à toute espèce de sarcasmes; le Directoire en fut exaspéré, et sévit contre eux; poussés à bout, ils conjurèrent pour s'affranchir du joug *des cinq sires du Luxembourg*. Ils se ressouvinrent alors que Rewbell avait fermé les jacobins; que Barras avait marché contre eux, au 9 thermidor; que La Réveillère-Lepeaux était des soixante-et-treize; Carnot seul, à leurs yeux, était sans reproche.

Le parti qui désirait le gouvernement d'un président, se serait sincèrement attaché au Directoire, s'il lui eût montré de la confiance; mais, loin de là, il le signala tout d'abord comme ennemi; ce parti s'aliéna, et, s'il ne devint pas l'ennemi de la république, il le devint de l'administration.

Le Directoire s'attacha à se faire des partisans dans les classes privilégiées; il ne réussit pas. Elles ne montrèrent aucune considération pour des hommes sans naissance et n'ayant personnellement aucun genre d'illustration.

Les armées se rallièrent à un gouvernement fondé sur les principes pour lesquels elles combattaient depuis cinq ans, et qui leur assurait plus de stabilité et de considération.

Ainsi les deux partis extrêmes se formèrent de nouveau : les hommes de quatre-vingt-treize, parce qu'on les persécuta; les classes privilégiées, parce qu'on les caressa.

Peu après, le Directoire adopta la politique funeste, connue sous le nom de *bascule* : elle était fondée sur le principe de comprimer également les deux partis, de sorte que lorsque l'un des deux s'était compromis et avait attiré sa sévérité, dans le même moment et par le même acte il frappait le parti opposé, quand bien même, dans cette circonstance, il aurait secondé ses intentions. Le sentiment de l'injustice, de la fausseté, de l'immoralité de ce système, porta au plus haut degré l'exaspération et le dégoût dans tous les esprits. Les partis s'accrurent et s'aigrirent chaque jour davantage; il s'opéra même entre eux une espèce de rapprochement. L'éclat que les victoires d'Italie répandaient sur le Directoire ne pouvait effacer l'*ingénérosité* de son administration; son sceptre était de plomb!!!

§ III.

Les lois avaient proclamé la liberté des consciences; elles protégeaient également l'exercice de tous les cultes; mais, sous le gouvernement révolutionnaire, les prêtres de toutes les

religions avaient été incarcérés, chassés du territoire, et enfin déportés. Après le 9 thermidor, cet état de choses s'était adouci; depuis, le directeur La Réveillère-Lepeaux se fit le chef des théophilantropes : il leur donna des temples; la persécution contre les prêtres catholiques se renouvela, et sous divers prétextes on les gêna dans l'exercice de leur religion. Grand nombre de bons citoyens se trouvèrent de nouveau inquiétés et froissés dans ce que l'homme a de plus sacré.

Le calendrier républicain avait divisé l'année en douze mois égaux de trente jours, et chaque mois en trois décades : il n'y avait plus de dimanche; le décadi était marqué pour le jour de repos. Le Directoire alla au-delà et défendit, sous des peines correctionnelles, que l'on travaillât le décadi et que l'on se reposât le dimanche; il employa les officiers de paix, les gendarmes, les commissaires de police, à faire exécuter ces absurdes réglemens. Le peuple fut gêné et exposé à des condamnations; à des vexations, pour des faits étrangers à l'ordre et à l'intérêt général. La clameur publique invoqua inutilement les droits de l'homme, les dispositions des constitutions, les lois qui garantissaient la liberté des consciences et le droit de faire tout ce qui ne nuit ni à l'état ni à autrui. On se formerait difficilement une idée de l'aversion que cette conduite inspira contre l'administration qui tyrannisait ainsi les citoyens dans tous les détails de la vie, au nom de la liberté et des droits de l'homme.

§ IV.

Le besoin de l'uniformité des poids et mesures a été senti dans tous les siècles; plusieurs fois les états généraux l'ont signalé. On attendait ce bienfait de la révolution. La loi sur cette matière était si simple, qu'elle pouvait être rédigée dans vingt-quatre heures, adoptée et pratiquée dans toute la France en moins d'une année. Il fallait rendre commune à toutes les provinces, l'unité des poids et mesures de la ville de Paris. Le gouvernement, les artistes, s'en servaient depuis plusieurs siècles; en envoyant des étalons dans toutes les communes, contraignant l'administration et les tribunaux à n'en point admettre d'autres, le bienfait eût été opéré sans efforts, sans gêne, et sans lois coercitives. Les géomètres, les algébristes, furent consultés dans une question qui n'était que du ressort de l'administration. Ils pensèrent que l'unité des poids et mesures devait être déduite d'un ordre naturel, afin qu'elle fût adoptée par toutes les nations. Ils crurent qu'il n'était pas suffisant de faire le bien de quarante millions d'hommes, ils voulurent y faire participer l'univers. Ils trouvèrent que le mètre était une partie aliquote du méridien; ils en firent la démonstration et le proclamèrent dans une assemblée composée de géomètres français, italiens, espagnols et hollandais. Dès ce moment, on décréta une nouvelle unité des poids et mesures, qui ne cadra ni avec les réglemens de l'administration publique, ni avec les tables de dimension de tous les arts, ni avec celles d'aucune des machines existantes. Il n'y avait pas d'avantage à ce que ce système s'étendît à tout l'univers. Cela était d'ailleurs impossible : l'esprit national des Anglais et des Allemands s'y fût opposé. Si Grégoire VII en réformant le calendrier l'a rendu commun à toute l'Europe, c'est que cette réforme tenait à des idées religieuses,

qu'elle n'a point été faite par une nation, mais par la puissance de l'église. Cependant, on sacrifiait à des abstractions et à de vaines espérances le bien des générations présentes; car pour faire adopter à une nation vieille une nouvelle unité de poids et de mesures, il faut refaire tous les réglemens d'administration publique, tous les calculs des arts; c'est un travail qui effraie la raison. La nouvelle unité des poids et mesures, quelle qu'elle soit, a une échelle ascendante et descendante qui ne cadre plus en nombres simples avec l'échelle d'unité des poids et mesures qui sert, depuis des siècles, au gouvernement, aux savans et aux artistes. La traduction ne se peut faire de l'une à l'autre nomenclature; parce que ce qui est exprimé par le chiffre le plus simple dans l'ancienne, se trouverait dans la nouvelle un chiffre composé. Il faudra donc augmenter ou diminuer de quelques fractions, afin que l'espèce ou le poids exprimé dans la nouvelle nomenclature, le soit en chiffres simples. Ainsi, par exemple, la ration du soldat est exprimée par vingt-quatre onces dans l'ancienne nomenclature : c'est un nombre fort simple; traduit dans la nouvelle, il donne sept cent trente-quatre grammes deux cent cinquante-neuf millièmes. Il est donc évident qu'il faut l'augmenter ou la diminuer pour pouvoir arriver à sept cent trente-quatre, ou sept cent trente-cinq grammes. Toutes les pièces et lignes qui composent l'architecture, tous les outils et pièces qui servent à l'horlogerie, à la bijouterie, à la librairie et à tous les arts; tous les instrumens, toutes les machines ont été pensés et calculés dans l'ancienne nomenclature, et sont exprimés par des nombres simples que la traduction ne pourrait rendre qu'en nombres composés de cinq à six chiffres. Il faudra donc tout refaire.

Les savans conçurent une autre idée tout-à-fait étrangère au bienfait de l'unité de poids et de mesures; ils y adaptèrent la numération décimale, en prenant le mètre pour unité; ils supprimèrent tous les nombres complexes. Rien n'est plus contraire à l'organisation de l'esprit, de la mémoire et de l'imagination. Une toise, un pied, un pouce, une ligne, un point, sont des portions d'étendue fixes que l'imagination conçoit indépendamment de leurs rapports entre eux : si donc on demande un tiers de pouce, l'esprit opère sur-le-champ; c'est l'étendue appelée pouce qu'il divise en trois. Par le nouveau système au contraire, ce n'est pas l'opération de diviser un pouce en trois que doit faire l'esprit, c'est un mètre qu'il lui faut diviser en cent onze parties. L'expérience de tous les siècles avait tellement fait comprendre la difficulté de diviser un espace ou un poids, au-delà de douze, qu'à chacune de ces divisions on avait créé un nouveau nom complexe. Si on demandait un douzième de pouce, l'opération était toute faite, c'était le nombre complexe appelé ligne. La numération décimale s'appliquait à tous les nombres complexes comme unité; et si l'on avait besoin d'un centième de point, d'un centième de ligne, on écrivait un centième : par le nouveau système, si l'on veut exprimer un centième de ligne, il faut avoir recours à son rapport avec le mètre, ce qui jette dans un calcul infini. On avait préféré le diviseur 12 au diviseur 10, parce que 10 n'a que deux facteurs 2 et 5, et que 12 en a quatre, savoir : 2, 3, 4 et 6. Il est vrai que la numération décimale généralisée et exclusivement adaptée

au mètre comme unité, donne des facilités aux astronomes et aux calculateurs; mais ces avantages sont loin de compenser l'inconvénient de rendre la pensée plus difficile. Le premier caractère de toute méthode doit être d'aider la conception et l'imagination, de faciliter la mémoire, et de donner plus de puissance à la pensée. Les nombres complexes sont aussi anciens que l'homme parce qu'ils sont dans la nature de son organisation, tout comme il est dans la natnre de la numération décimale de s'adapter à chaque unité, à chaque nombre complexe, et non à une unité exclusivement.

Enfin, ils se servirent de racines grecques, ce qui augmenta les difficultés; ces dénominations, qui pouvaient être utiles pour les savans, n'étaient pas bonnes pour le peuple. Les poids et mesures furent une des plus grandes affaires du Directoire. Au lieu de laisser agir le temps et de se contenter d'encourager le nouveau système par tous les moyens de l'exemple et de la mode, il rédigea des lois coercitives qu'il fit exécuter avec rigueur. Les marchands et les citoyens se trouvèrent vexés pour des affaires en elles-mêmes indifférentes, ce qui contribua encore à dépopulariser une administration qui se plaçait hors du besoin et de la portée du peuple, brisait avec violence ses usages, ses habitudes, ses coutumes, comme l'aurait pu faire un conquérant grec ou tartare, qui, la verge levée, veut être obéi dans toutes ses volontés qu'il règle sur ses préjugés et ses intérêts, abstraction faite de ceux du vaincu. Le nouveau système des poids et mesures sera un sujet d'embarras et de difficultés pour plusieurs générations; et il est probable que la première commission savante chargée de vérifier la mesure du méridien, trouvera quelques corrections à faire. C'est tourmenter le peuple pour des vétilles!!!

§ V.

Les élections au corps-législatif amenèrent aux affaires des hommes d'une opinion contraire au Directoire, effet naturel de sa fausse politique et de sa mauvaise administration. Le général Pichegru, député du Jura aux cinq-cents, fut nommé par acclamation président de ce conseil (on ignorait alors ses liaisons avec les étrangers); Barthélemy fut élu au Directoire à la place de Letourneur. Ces deux choix étaient fort populaires; Pichegru était alors le général le plus renommé de la république: il avait conquis la Hollande; Barthélemy était le négociateur qui avait fait la paix avec les rois de Prusse et d'Espagne.

Le Directoire se divisa en deux partis: Rewbell, Barras et La Réveillère formèrent la majorité; Carnot et Barthélemy, la minorité.

Le ministère fut changé. Bénezech, ministre de l'intérieur, et Cochon-l'Apparent, ministre de la police, se trouvaient compromis dans les révélations de Duverne de Presle. Petiet et Trugnet tenaient au parti modéré des conseils, ils avaient contribué à rendre à leur patrie grand nombre d'émigrés, dont la présence portait ombrage. Les services éminens que le ministre Piet rendait à l'administration de la guerre; le mérite surtout d'être le premier, depuis la révolution, qui eût présenté un compte clair et précis des dépenses de son ministère, ne le sauvèrent pas de la disgrâce des meneurs; cependant; alors comme toujours, dans sa longue carrière administrative, il s'était fait remarquer par son intégrité. Il es

mort sans fortune, ne laissant pour héritage à ses enfans que l'estime qui lui était si justement acquise. Ramel et Merlin furent les seuls ministres conservés. Trois partis se formèrent dans les conseils : les républicains prononcés qui marchèrent avec la majorité du Directoire, abstraction faite de leurs affections particulières : les partisans des princes et de l'étranger ; Pichegru, Villot, Imbert Colomès, Rovère et deux ou trois autres étaient seuls dans le secret de ce parti : les clubistes de Clichy, qui comptaient dans leurs rangs des hommes estimés, voulant le bien, mais ne sachant pas le faire, mécontens, ennemis des directeurs, des conventionnels et du gouvernement révolutionnaire.

Les Clichiens se donnaient pour sages, modérés, bons Français. Étaient-ils républicains ? Non. Étaient-ils royalistes ? Non. Ils voulaient donc la constitution de 1791 ? Non. Celle de 1793? Beaucoup moins. Celle de 1795? Oui et non. Qu'étaient-ils donc? Ils n'en savaient rien. Ils auraient voulu telle chose avec des *si*, telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir, leur donnait du mouvement, c'étaient les applaudissemens des salons, les louanges résultant des succès de la tribune. Ils votèrent avec le comité royaliste sans le savoir ; ils furent étonnés, lorsqu'après leur catastrophe, ils acquirent la conviction que Pichegru, Imbert Colomès, Villot, de La Haye, etc., étaient des conspirateurs ; que toutes ces belles harangues, ces beaux discours qu'ils avaient prononcés, étaient des actes de conspiration qui secondaient la politique de Pitt et des princes. Rien n'était plus loin de leur pensée, ils n'eussent pas eu le courage de conspirer. Carnot et un grand nombre de membres de Clichy ont prouvé depuis, par leur conduite, qu'ils étaient bien loin d'avoir voulu tramer contre la république. Carnot était égaré par sa haine contre les thermidoriens ; son âme avait été brisée, depuis le 9 thermidor, par l'opinion qui accusait le comité de salut public de tout le sang versé sur les échafauds ; il avait besoin de la considération publique : il fut entraîné par ceux qui dominaient la tribune et les feuilles périodiques.

Les écrivains de ces feuilles, en grande majorité, étaient contraires au Directoire, à la Convention, à la révolution. Quelques-uns cherchaient ainsi à faire oublier les crimes commis par eux pendant le règne du gouvernement révolutionnaire, dont ils avaient été les agens ; plusieurs étaient à la solde de la trésorerie de Londres. Le Directoire n'a pas su opposer journaux à journaux, presses à presses, plumes à plumes, soit qu'il n'en sentit pas toute l'importance, soit qu'il n'ait pas pu ou voulu faire les sacrifices d'argent nécessaires. Il ne prit point conseil de la conduite du gouvernement anglais, qui non seulement soldait et faisait distribuer avec profusion des journaux du matin, du soir, de la semaine, du mois et de l'année, mais encore leur faisait communiquer les extraits des dépêches dont la connaissance importait à la curiosité publique. Le cabinet de Saint-James trompe les étrangers lorsqu'il désavoue avec tant de dédain et couvre lui-même de mépris ces misérables folliculaires : ce mépris n'est que de commande : le fait est qu'il les solde, les dirige, et que ses archives leur sont ouvertes.

La tribune des cinq-cents, celle des anciens, presque toutes les feuilles publiques retentirent de vociférations contre le gouvernement et la révolution ; contre les lois sur l'émigration,

la vente des biens nationaux et le culte; contre les dilapidations de l'administration et l'énormité des impôts. Les biens nationaux cessèrent de se vendre; leurs acquéreurs furent inquiétés; les émigrés rentrèrent; les prêtres levèrent la tête. Le général Pichegru était l'âme de ce projet de contre-révolution. Le Directoire, au milieu de cette tempête, tenait une marche incertaine.

§ VI.

Pichegru, né en Franche-Comté, fut admis à l'âge de dix-huit ans, à l'École Militaire de Brienne, en qualité de maître de quartier. Son projet était d'entrer à la Maison Professe de Vitri, pour y faire son noviciat; mais il en fut déconseillé et s'engagea dans le régiment de Metz. artillerie, en 1789; il y était sergent, lorsque la société des jacobins de Besançon le fit nommer chef d'un bataillon de volontaires. En 1793, le représentant Saint Just le nomma général en chef. Il dirigea avec succès la campagne de 1794, et conquit la Hollande. En 1795, il commanda l'armée du Rhin : c'est de là que date sa trahison. Il eut des relations criminelles avec les généraux ennemis, et concerta avec eux ses opérations. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin avaient ordre d'opérer un mouvement combiné, pour se réunir sous Mayence; il fit manquer cette opération, en laissant la majorité de ses forces sur le Haut-Rhin. A quelque temps de là, la ligne de contrevallation qu'il occupait sur la rive gauche du fleuve, devant Mayence, fut forcée par Clairfait, qui s'empara de toute son artillerie de campagne; il se retira avec ses débris dans les lignes de Weissembourg. Ces événemens et d'autres circonstances firent soupçonner sa fidélité. Le gouvernement fut alarmé : au commencement de 1796, il lui retira le commandement de l'armée, et lui offrit l'ambassade de Suède. Pichegru refusa et se retira en Franche-Comté, où il continua ses relations avec l'ennemi. Nommé au conseil des cinq-cents par l'assemblée électorale du Jura, il se crut arrivé au moment de faire triompher le parti de l'étranger. Il était désigné dans les coteries comme le Monck de la France.

Dans le courant d'avril, Duverne et l'abbé Brottier furent arrêtés, traduits devant les tribunaux et condamnés. Duverne de Presle fit des révélations importantes : un coin du voile qui couvrait la France fut levé. Dans ce temps, le portefeuille de d'Entraigues arriva à Paris. Toutes les pièces en avaient été cotées et paraphées par les généraux Clarke et Berthier. On y trouva des détails circonstanciés sur la conduite de Pichegru. Fauche Borel, libraire de Neufchâtel, était le principal agent de cette trame. Dans les longues conversations que Napoléon eut avec le comte d'Entraigues, il pénétra le mystère des intrigues qui entretenaient et excitaient l'agitation en France, nourrissaient les espérances des puissances étrangères, et paralysaient toutes les négociations avec l'Autriche.

§ VII.

Le mot était donné au parti : tous les journaux furent remplis de critiques, de calomnies, de déclamations contre le général d'Italie; ils dépréciaient ses succès, noircissaient son caractère, calomniaient son administration, jetaient des soupçons sur sa fidélité à la république, accusaient

son ambition. Des journaux ces calomnies s'élevérent à la tribune; il y fut dénoncé pour la guerre qu'il faisait à Venise; pour sa conduite politique envers Gênes; pour la sentence arbitrale qu'il avait rendue en faveur de la Valteline, contre les Ligues-Grises; on alla jusqu'à nier le massacre des Français dans les états Vénitiens, celui de Vérone même et la violation de la neutralité envers l'aviso le *Libérateur d'Italie*, qui avait été canonné dans les eaux de Venise par la galère amirale et par les batteries du fort du Lido.

Bientôt les journaux de Paris devinrent l'objet de l'entretien des camps. « Quoi! dirent les soldats, ce sont » ceux qui se disent nos représentans » qui se font les panégyristes de nos » ennemis! Les Vénitiens ont versé » le sang français, et, au lieu de le « venger, c'est nous encore qu'on ac- » cuse, non de l'avoir versé, mais » d'avoir excité des vengeances! Igno- » rent-ils donc que nous sommes ici » cent mille baïonnettes, autant de » témoins irrécusables? Ces ennemis » de la république n'ont pu ni vaincre, » ni acheter notre général, ils le vou- » draient assassiner juridiquement; » mais ils ne réussiront pas : il faudrait » avant tout, pour l'atteindre, qu'ils » marchassent sur nos cadavres.»

Les artistes italiens publiérent des gravures, où étaient représentés les députés de Clichy faisant cause commune avec des Esclavons. L'esprit des soldats s'exalta au point qu'ils frémissaient à la lecture des journaux de Paris.

A la fête du 14 juillet, avant de passer la revue, le général en chef avait dit à l'armée, par l'ordre du jour : « Soldats, c'est aujourd'hui » l'anniversaire du 14 juillet. Vous » voyez devant vous les noms de nos » compagnons d'armes morts au champ » d'honneur pour la liberté de la pa- » trie; ils vous ont donné l'exemple; » vous vous devez tout entiers à la » république; vous vous devez tout » entiers au bonheur de trente mil- » lions de Français; vous vous devez » tout entiers à la gloire de ce nom, » qui a reçu un nouvel éclat par vos » victoires.

» Soldats, je sais que vous êtes pro- » fondément affectés des malheurs qui » menacent la patrie. Mais la patrie ne » peut courrir des dangers réels. Les » mêmes hommes qui l'ont fait triom- » pher de l'Europe coalisée, sont là. » Des montagnes nous séparent de la » France. Vous les franchiriez avec la » rapidité de l'aigle, s'il le fallait, » pour maintenir la constitution, dé- » fendre la liberté, protéger le gou- » vernement et les républicains. Sol- » dats, le gouvernement veille sur le » dépôt des lois qui lui est confié. Les » royalistes, dès l'instant qu'ils se » montreront, auront vécu. Soyez sans » inquiétude; et jurons par les mânes » des héros qui sont morts à côté de » nous pour la liberté, jurons, sur nos » drapeaux, guerre aux ennemis de la » république et de la constitution de » l'an III. »

Ce fut l'étincelle qui alluma l'incendie. Chaque division de cavalerie et d'infanterie rédigea son adresse; les officiers, sous-officiers et soldats les votèrent et signèrent. Elles se ressentaient de la violente agitation des âmes. Le général Berthier les envoya au Directoire et aux conseils. Le peuple se rallia; les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin partageaient les mêmes sentimens. Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public. La majorité du Directoire parais-

sait perdue; la république était en danger.

Hoche fit marcher une division de Sambre-et-Meuse sur Paris, sous prétexte de l'expédition d'Irlande. Le conseil des cinq-cents s'indigna que les troupes eussent violé le cercle constitutionnel; Hoche quitta la capitale, et ne trouva de refuge que dans son quartier-général.

Dans ces circonstances critiques, un parti puissant engageait Napoléon à renverser le Directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. L'enthousiasme que la conquête de l'Italie avait excitée en France, et le dévouement de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers, semblait aplanir tous les obstacles. Si l'ambition eût été le guide de sa vie, il n'eût point hésité : ce qu'il a fait au 18 brumaire, il l'eût fait au 18 fructidor; mais, alors comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il ne croyait pas plus qu'il fût en son pouvoir dans ce moment de réaliser ce grand œuvre, qu'il ne l'a cru depuis, à Paris, en 1815, après ses désastres, du moment où les chambres législatives l'eurent abandonné. En 1797, comme en 1815, l'exaltation des idées révolutionnaires égarait les meneurs de l'imagination des masses; les mêmes hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI dominaient l'opinion et se croyaient destinés à sauver la révolution. Napoléon se décida à soutenir le Directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour que le général Bonaparte fît son entrée dans Lyon, à la tête de quinze mille hommes, cinq jours après qu'il aurait appris leur victoire, et de là, marchant sur Paris, et ralliant tous les républicains, tous les intérêts de la révolution, il eût, comme César, passé le Rubicon, à la tête du parti populaire.

§ VIII.

A son arrivée, Augereau fut nommé par le Directoire au commandement de la 17e division militaire. Le 18 fructidor (4 septembre), à la pointe du jour, les officiers de paix se portèrent chez les directeurs Barthélemy et Carnot. Ils se saisirent du premier; mais le second, qui avait été prévenu, se réfugia à Genève. Au même moment, le Directoire faisait arrêter Pichegru, Villot, cinquante députés au conseil des anciens ou des cinq-cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes. Ce même jour, il adressa à la législature un message par lequel il lui fit connaître la conspiration qui se tramait contre la république, et mit sous ses yeux les papiers trouvés dans le portefeuille de d'Entraigues et les déclarations de Duverne de Presle. La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés et cent quarante-huit individus; les élections de plusieurs départemens furent cassées; diverses lois furent rapportées; plusieurs mesures de salut public furent décrétées; la nomination de Carnot et de Barthélemy au Directoire fut révoquée; Merlin et François de Neufchâteau les remplacèrent. Les projets des ennemis de la république se trouvèrent ainsi déjoués.

L'étonnement du public fut égal à son incrédulité. L'on supposa que les révélations de Duverne et les papiers de d'Entraigues étaient controuvés, mais toutes les incertitudes cessèrent

quand on eut connaissance de la proclamation suivante du général Moreau à son armée, datée de son quartier-général à Strasbourg, le 23 fructidor (9 septembre 1797).

« Soldats, je reçois à l'instant la » proclamation du Directoire exécutif, » du 18 de ce mois (4 septembre), qui » apprend à la France que Pichegru » s'est rendu indigne de la confiance » qu'il a long-temps inspirée à toute la » république, et surtout aux armées. » On m'a également instruit que plusieurs militaires, trop confians dans » le patriotisme de ce représentant, » d'après les services qu'il a rendus, » doutaient de cette assertion. Je dois » à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les instruire de la vérité. » Il n'est que trop vrai que Pichegru a » trahi la confiance de la France entière; j'ai instruit un des membres » du Directoire, le 17 de ce mois » (3 septembre), qu'il m'était tombé » entre les mains une correspondance » avec Condé et d'autres agens du prétendant, qui ne me laissent aucun » doute sur cette trahison. Le Directoire vient de m'appeler à Paris, et » désire sûrement des renseignemens » plus étendus sur cette correspondance. Soldats, soyez calmes et sans » inquiétude sur les événemens de » l'intérieur; croyez que le gouvernement, en comprimant les royalistes, » veillera au maintien de la constitution » républicaine que vous avez juré de » défendre. »

Le 24 fructidor (10 septembre), Moreau écrivait au Directoire : « Je n'ai » reçu que le 22, très tard et à dix lieues » de Strasbourg, votre ordre de me » rendre à Paris. Il m'a fallu quelques » heures pour préparer mon départ, » assurer la tranquillité de l'armée, et » faire arrêter quelques hommes compromis dans une correspondance intéressante, que je vous remettrai » moi-même. Je vous envoie ci-joint » une proclamation que j'ai faite, et » dont l'effet a été de convertir beaucoup d'incrédules; et je vous avoue » qu'il était difficile de croire que » l'homme qui avait rendu de si grands » services à son pays, et qui n'avait nul » intérêt à le trahir, pût se porter à » une telle infamie. On me croyait l'ami de Pichegru, et dès long-temps je » ne l'estime plus. Vous verrez que » personne n'a été plus compromis » que moi; que tous les projets étaient » fondés sur les revers de l'armée que » je commandais : son courage a sauvé » la république. »

Enfin, dans sa lettre à Barthélemy, du 19 fructidor (5 septembre), Moreau disait :

« Citoyen directeur, vous vous rappellerez sûrement qu'à mon dernier » voyage à Bâle je vous instruisis qu'au » passage du Rhin nous avions pris un » fourgon au général Kinglin, contenant deux ou trois cents lettres de » sa correspondance; celles de Vittersbach en faisaient partie, mais c'étaient les moins importantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres, » mais nous avons trouvé la clé. L'on » s'occupe à tout déchiffrer, ce qui est » très long. Personne n'y porte son » vrai nom, de sorte que beaucoup de » Français qui correspondent avec » Kinglin, Condé, Wickam, d'Enghien » et autres, sont difficiles à découvrir. » Cependant nous avons de telles indications, que plusieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne donner aucune » publicité à cette correspondance, » puisque, la paix étant présumable, il » n'y avait plus de dangers pour la république, d'autant que cela ne ferait » preuve que contre peu de monde,

» personne n'étant nommé. Mais, » voyant à la tête des partis qui font » actuellement tant de mal à notre » pays, et jouissant dans une place » éminente de la plus haute confiance, » un homme très compromis dans cette » correspondance, et destiné à jouer » un grand rôle dans le rappel du pré- » tendant qu'elle avait pour but, j'ai » cru devoir vous en instruire, pour » que vous ne soyez pas dupe de son » feint républicanisme, que vous puis- » siez faire éclairer ses démarches, et » vous opposer aux coups funestes qu'il » peut porter à notre pays, puisque la » guerre civile ne peut qu'être le but de » ses projets.

» Je vous avoue, citoyen directeur, » qu'il m'en coûte infiniment de vous » instruire d'une telle trahison, d'au- » tant plus que celui que je vous fais » connaître a été mon ami, et le serait » sûrement encore s'il ne m'était con- » nu : je veux parler du représentant » du peuple Pichegru. Il a été assez » prudent pour ne rien écrire; il ne » communiquait que verbalement avec » ceux qui étaient chargés de la cor- » respondance, qui faisaient part de » ses projets, et recevaient ses répon- » ses. Il y est désigné sous plusieurs » noms, entre autres sous celui de » *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé » *Badouville*, lui était attaché et dési- » gné sous le nom de *Coco*. Il était un » des courriers dont il se servait, ainsi » que les autres correspondans. Vous » devez l'avoir vu assez fréquemment à » Bâle. Leur grand mouvement devait » s'opérer au commencement de la » campagne de l'an IV. On comptait » sur des revers à mon arrivée à l'ar- » mée, qui, mécontente d'être battue, » devait redemander son ancien chef, » qui alors aurait agi d'après les ins- » tructions qu'il aurait reçues. Il a dû » recevoir neuf cents louis pour le » voyage qu'il fit à Paris, à l'époque » de sa démission; de là vint naturel- » lement son refus de l'ambassade de » Suède. Je soupçonne la famille Lajo- » lais d'être dans cette intrigue.

» Il n'y a que la grande confiance que » j'ai en votre patriotisme et en votre » sagesse, qui m'a déterminé à vous » donner cet avis. Les preuves en sont » plus claires que le jour, mais je » doute qu'elles puissent être judi- » ciaires.

» Je vous prie, citoyen directeur, de » vouloir bien m'éclairer de vos avis sur » une affaire aussi épineuse; vous me » connaissez assez pour croire combien » a dû me coûter cette confidence; il » n'en a pas moins fallu que les dan- » gers que court mon pays, pour vous » la faire. Ce secret est entre cinq per- » sonnes: les généraux Desaix, Régnier » un de mes aides-de-camp, et un offi- » cier chargé de la partie secrète de » l'armée, qui suit continuellement les » renseignemens que donnent les let- » tres qu'on déchiffre. »

Peu de temps après, on publia les papiers trouvés dans le fourgon de Kinglin, en avril 1797, et dont Moreau, Desaix et Régnier, avaient eu seuls connaissance. Bientôt les preuves de la trahison de Pichegru arrivèrent de toutes parts; il devint l'objet de l'exécration publique. Les déportés furent embarqués à Rochefort et transportés à la Guiane.

§ IX.

Lorsque Napoléon eut connaissance de la loi du 19 fructidor, il fut profondément affligé et témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que

Carnot, Barthélemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions par mesure de salut public, et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la république. Il désirait que Pichegru, Willot, Imbert Colomés, et deux ou trois autres seulement fussent mis en accusation, et expiassent sur l'échafaud le crime de trahison dont ils s'étaient rendus coupables, et dont on avait les preuves; mais il voulait qu'on en restât là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent comme Portalis, Tronçon-Ducoudray, Fontaines; des patriotes comme Boissy d'Anglas, Dumolard, Muraire; les suprêmes magistrats Carnot, Barthélemy, condamnés sans acte d'accusation, sans jugement, à périr dans les marais de Sinamari. Quoi! punir de la déportation un grand nombre de folliculaires qui ne méritaient que le mépris et la flétrissure de quelques peines correctionnelles! c'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome; c'était se montrer plus cruel, plus arbitraire que le tribunal de Fouquier-Tinville, puisqu'au moins il entendait les accusés et ne les condamnait qu'à mort! Toutes les armées, le peuple tout entier, étaient pour la république. Le salut public eût pu seul justifier une injustice aussi révoltante et une telle violation des droits et des lois.

Les conjurés voulaient opérer la destruction de la république, par le corps législatif; dépopulariser le directoire, par le moyen si puissant de la tribune nationale; entraver sa marche par l'autorité de la législature; composer un directoire d'hommes ou faibles ou dévoués au parti; et enfin, proclamer la contre-révolution comme le seul remède aux maux qui déchiraient la patrie.

Les trois directeurs, enivrés de leur victoire, ne virent que leur triomphe dans celui de la république. Les conseils nommèrent Merlin et François de Neufchâteau, pour remplacer Carnot et Barthélemy : ils ne convoquèrent pas les assemblées électorales pour se compléter; ils restèrent ainsi mutilés, sans considération et sans indépendance. Il était difficile de pénétrer ce qu'ils espéraient d'un semblable attentat contre la constitution, d'un tel mépris de l'opinion publique. Trois hommes, sans l'illusion d'anciens souvenirs, sans même l'illustration de la victoire, prétendaient-ils donc se faire les rois de la France, gouverner pour leur compte, sans la loi et sans le concours du corps législatif? les actes du 22 floréal de l'année suivante, ceux du 30 prairial, deux ans après, furent les suites de cette conduite illégale et impolitique. En fructidor, le gouvernement attenta à la législature; au 22 floréal, la législature et le gouvernement attentèrent à la souveraineté du peuple, en refusant de recevoir comme membres des conseils les députés nommés par des assemblées électorales déclarées légales. Enfin, au 30 prairial, les conseils attentèrent aux droits, aux prérogatives et à la liberté du gouvernement. Ces trois journées portèrent coup aux idées des républicains, et anéantirent la constitution de 1795.

Dès le mois d'octobre 1796, le cabinet de Saint-James, effrayé des sacrifices pécuniaires qu'il lui fallait imposer à l'Angleterre pour soutenir la guerre contre la France, s'était résolu à la paix. Lord Malmesbury avait échangé à Paris ses pouvoirs, comme négociateur, avec Charles Lacroix, ministre des relations extérieures; mais après quelques conférences, ce plénipotentiaire ayant donné connaissance

de son ultimatum, qui exigeait la rétrocession de la Belgique à l'empereur, les négociations furent rompues. Les préliminaires de Léoben décidèrent l'Angleterre à renouer la négociation. L'Autriche elle-même avait renoncé à la Belgique; la possession de cette province ne pouvait plus faire l'objet d'une difficulté. Lord Malmesbury se rendit à Lille. La paix était d'autant plus nécessaire à Pitt, que ses plans de finance venaient d'échouer. Le directoire nomma pour ses plénipotentiaires Letourneur, Pleville-le-Pely, et Maret depuis duc de Bassano. Le choix de ce dernier plut à Londres : Pitt connaissait ses dispositions pacifiques; il estimait son caractère parce qu'il avait traité avec lui, en 1792, pour le salut de Louis XVI et le maintien de la paix. De son côté, lord Malmesbury voulait faire oublier l'échec qu'il avait eu à Paris l'année précédente, et couronner sa longue carrière politique par un nouveau succès. Les plénipotentiaires agissaient de part et d'autre de bonne foi, et tout faisait espérer une issue favorable. Ces grandes négociations qui se suivaient à la fois dans le nord de la France et de l'Italie, ne pouvaient être étrangères l'une à l'autre; Clarke était chargé de correspondre avec Maret. La paix conclue avec l'Angleterre aurait levé bien des difficultés à Campo-Formio, et elle allait être signée à Lille à des conditions plus avantageuses pour la France et ses alliés, que celles du traité d'Amiens, lorsque arriva le 18 fructidor. Maret fut rappelé. Treillard et Bonnier, nouveaux négociateurs, demandèrent au plénipotentiaire de consentir à la restitution, par l'Angleterre, de toutes ses conquêtes sur la France, l'Espagne et la Hollande. Lord Malmesbury, étonné d'une si singulière interpellation, répondit qu'il avait l'ordre de négocier sur la base de compensations réciproques. Les ministres français lui donnèrent vingt-quatre heures pour accéder à leur demande, et lui intimèrent, dans le cas où il persisterait à ne point s'expliquer, de se rendre lui-même à Londres pour y chercher de nouvelles instructions et des pouvoirs plus étendus. Le 17 septembre, il quitta Lille. Les plénipotentiaires français portèrent l'ironie jusqu'à feindre de croire à son retour à Lille, et à l'y attendre. Le 5 octobre, lord Malmesbury leur notifia, de Londres, que l'Angleterre n'enverrait plus de plénipotentiaires en France, si, au préalable, son négociateur n'était muni d'une garantie qui lui assurât son indépendance et le respect dû à son caractère. Autant le Directoire avait raison dans la première négociation, autant il eut tort dans la seconde, par le fond comme par la forme; il était juste, quand la France gardait une partie de ses conquêtes sur le continent, que l'Angleterre conservât aussi une partie des siennes. Le Directoire, en manquant au respect dû au caractère d'un ambassadeur, se manquait à lui-même.

Quelque temps après le 18 fructidor, une loi sur la dette publique ordonna que le tiers du capital serait inscrit sur un nouveau livre, et les intérêts payés à cinq pour cent; que les deux autres tiers seraient remboursés en *bons de deux tiers*, et que des domaines seraient affectés à leur amortissement; mais, chaque année, les lois du budget retirèrent l'hypothèque, et prolongèrent ainsi l'immoralité et l'agonie de cette banqueroute. Enfin, les bons de deux tiers furent réduits à deux pour cent. Il eût été moins odieux de ne pas toucher au capital, et de réduire seulement l'intérêt.

L'opinion de Napoléon était qu'il fallait, avant tout, être fidèle à la foi publique; qu'il convenait d'éteindre la dette, en y affectant tous les domaines nationaux quelconques, même ceux sous séquestre, et donner une telle activité à cette mesure, qu'elle se trouvât consommée en trois ans. Il pensait qu'il fallait consacrer en même temps comme loi constitutionnelle, en la soumettant à la sanction du peuple, le principe, qu'une génération ne peut être engagée par une autre génération, et que les intérêts d'un emprunt ne pouvaient être exigés que pendant les quinze premières années. Ce qui eût préservé de l'abus qu'on peut faire de cette ressource, et protégé les générations à venir contre la cupidité de la génération présente.

A l'époque du 18 fructidor, l'aide-de-camp Lavalette était à Paris depuis plusieurs mois, comme intermédiaire entre le général d'Italie, la majorité, la minorité du Directoire, et les différens partis qui divisaient les conseils et la capitale. Quinze jours après la journée du 18 fructidor, il fut inquiété par le gouvernement : c'était un homme d'un caractère doux, d'opinions modérées; il se sauva en toute hâte à Milan, pour se réfugier près de son général.

Un des premiers soins de Napoléon, en arrivant au consulat, fut d'annuler la loi du 19 fructidor; de rappeler dans leur patrie un grand nombre d'hommes respectables par leurs talens, les services qu'ils avaient rendus, et qui se trouvaient, par le seul effet de quelques imprudences, persécutés et compris dans la proscription de fructidor. Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, et quelques autres de cette trempe, furent seuls exceptés. Carnot, Portalis, Barbé-Marbois, Benezech, furent depuis ses ministres, et il leur confia des portefeuilles. Barthélemy, Lapparent, Pastoret, Boissy-d'Anglas, Fontanes, furent sénateurs; ce dernier devint même président du corps législatif et grand-maître de l'université. Siméon, Muraire, Gau, Villaret-Joyeuse, Dumas, Laumont, furent appelés au conseil d'état; Vaublanc, Duplantier, etc., furent préfets.

L'esprit public s'aliénait tous les jours davantage. Le conseil des cinq-cents, effrayé du malaise général, aigrissait le mal, au lieu de le guérir. Il ne voyait de salut que dans les mesures révolutionnaires; il s'égara jusqu'au point d'ordonner le renvoi de France de tous les nobles; le nombre en était encore très grand, non seulement dans les autorités constituées, mais encore dans les armées. Ce fut en partie pour donner des conseils à la France, que Napoléon écrivit, le 11 novembre, au gouvernement provisoire de Gênes cette lettre remarquable, d'un si grand effet à Paris, dans laquelle il disait: « *Exclure les nobles* » *de toute fonction publique, serait une* » *injustice révoltante : vous feriez ce* » *qu'ils ont fait.* »

CHAPITRE XXII.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

Échange des ratifications des préliminaires de Léoben (24 mai). — Conférences de Montebello. — Conférences d'Udine avant le 18 fructidor. — Conférences de Passeriano. — Le gouvernement français, depuis le 18 fructidor, ne veut plus la paix. — Motifs qui décident le plénipotentiaire français à signer la paix. — Intérêts et politique de Napoléon. — Prétention excessives des plénipotentiaires impé-

riaux; menaces; mouvemens des armées. — Signature du traité de paix de Campo-Formio (le 17 octobre). — Des généraux Desaix et Hoche. — Napoléon quitte l'Italie; il se rend à Paris en passant par Rastadt.

§ Ier.

L'échange des ratifications des préliminaires de Léoben eut lieu le 24 mai à Montebello, entre Napoléon et le marquis de Gallo. Une question d'étiquette s'éleva pour la première fois; les empereurs d'Allemagne ne donnaient pas l'alternative aux rois de France: le cabinet de Vienne craignait que la république ne voulût point reconnaître cet usage, et qu'à son exemple, les autres puissances de l'Europe ne le fissent ainsi déchoir de cette espèce de suprématie dont jouissait le saint empire romain depuis Charlemagne. C'est dans le premier moment d'ivresse qu'occasionna au plénipotentiaire autrichien l'acquiescement de la France à l'étiquette d'usage, qu'il renonça à l'idée du congrès de Berne, consentit à une négociation séparée et à n'ouvrir le congrès de Rastadt pour la paix de l'empire qu'en juillet suivant. En peu de jours les négociateurs furent d'accord sur les bases suivantes du traité définitif: 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le marquis de Gallo déclara que, par son prochain courrier, il recevrait des pouvoirs *ad hoc* pour signer la paix sur ces bases; dès le 6 mai, Napoléon et le général Clarke avaient été investis des pouvoirs nécessaires. Ces conditions étaient plus favorables à la France que le Directoire n'avait osé l'espérer: on pouvait donc considérer la paix comme faite.

Clarke était, au moment de la révolution, capitaine dans le régiment d'Orléans dragons. Il suivit, dès 89, le parti d'Orléans. En 1795, il fut appelé près du comité de salut public pour diriger le bureau topographique. Spécialement protégé par Carnot, il fut choisi par le Directoire, en 1796, pour faire des ouvertures de paix à l'empereur, et se rendit à cet effet à Milan. Le but réel de sa mission n'était point d'ouvrir une négociation, mais d'être, au quartier-général, l'agent secret du Directoire pour surveiller le général dont les victoires commençaient à porter ombrage. Clarke envoyait à Paris des notes sur les premières personnes de l'armée, ce qui excita des murmures et lui attira des désagrémens. Napoléon, convaincu que les gouvernemens ont besoin d'être instruits, préférait que cette mission secrète fût confiée à un homme connu, plutôt qu'à ces agens subalternes qui ramassent dans les cabarets et les antichambres les renseignemens les plus absurdes; il protégea Clarke et l'employa même à diverses négociations avec la Sardaigne et avec les princes d'Italie. Après le 18 fructidor, il le défendit avec chaleur, non seulement parce qu'il avait su gagner son estime dans la mission si délicate qu'il avait remplie, mais aussi parce qu'il croyait de sa dignité d'accorder protection à tout homme qui avait eu des rapports journaliers avec lui et dont il n'avait pas eu ostensiblement à se plaindre. Clarke n'avait point l'esprit militaire; c'était un homme de bureau, travailleur exact et probe, fort ennemi des fripons. Il descend d'une des familles irlandaises qui ont accompagné les Stuarts dans leurs malheurs. Entiché de sa naissance, il s'est rendu ridicule

sous l'empire par des recherches généalogiques qui contrastaient avec les opinions qu'il avait professées, la carrière qu'il avait parcourue, les circonstances du siècle; c'était un travers. Mais cela n'empêcha pas l'empereur de lui confier le portefeuille de la guerre, comme à un bon administrateur qui devait lui être attaché puisqu'il l'avait comblé de bienfaits. Sous l'empire il a rendu des services importans par l'intégrité de son administration, et l'on doit regretter pour sa mémoire qu'à la fin de sa carrière il ait fait partie d'un ministère auquel la France reprochera éternellement de l'avoir fait passer tout entière sous les Fourches Caudines, en ordonnant le licenciement de l'armée qui avait fait sa gloire pendant vingt-cinq ans, et en livrant aux ennemis étonnés nos places encore invincibles. Si, en 1814 et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'âme était détrempée par des circonstances trop fortes, ou qui, renégats à leur patrie, ne voient de salut et de gloire pour le trône de leur maître que dans le joug de la Sainte-Alliance; si le duc de Richelieu, dont l'ambition fut de délivrer son pays de la présence des baïonnettes étrangères; si Châteaubriant, qui venait de rendre à Gand d'éminens services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux grandes crises nationales. Châteaubriant a reçu de la nature le feu sacré: ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du Prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, que *la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton, sur la côte de Brest, feraient courir l'Europe aux armes.* Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriant s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte! mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie, et qu'il eût repoussé avec indignation ces actes infamans de l'administration d'alors.

§ II.

Le comte de Merfeld, nouveau plénipotentiaire autrichien, arriva le 19 juin à Montebello. Le cabinet de Vienne désavouait le marquis de Gallo, et persistait à ne vouloir traiter de la paix qu'au congrès de Berne et assisté de ses alliés; il avait évidemment changé de système. Faisait-il parti d'une nouvelle coalition? mettait-il sa confiance dans les armées russes? Était-ce un des effets de la conjuration de Pichegru? se berçait-on de l'espoir que la guerre civile qui déchirait les départemens de l'Ouest s'étendrait sur toute la France, et que le pouvoir tomberait dans les mains des conjurés?

Les plénipotentiaires autrichiens avouaient qu'ils n'avaient rien à répondre, lorsque Napoléon leur observait que l'Angleterre et la Russie ne consentiraient jamais à ce que l'empereur prît ses indemnités aux dépens de l'antique Venise; que ne vouloir négocier que de concert avec ces puissances, c'était proclamer qu'on voulait courir encore une fois les chances de la guerre. Le ministre Thugut envoya de nouvelles instructions; il renonça au congrès de Berne et adhéra au principe d'une négociation séparée. Les conférences s'ouvrirent à Udine, le 1er juillet. Le général Clarke s'y rendit seul du côté de la France. Na-

poléon annonça qu'il n'y assisterait que lorsqu'il aurait jugé, par le protocole, que les négociateurs autrichiens voudraient franchement la paix et auraient pouvoir de la signer. Pen de jours après il quitta Montebello et se rendit à Milan ; il y séjonrna pendant juillet et août. L'Autriche attendait l'issue de la crise qni agitait la France : ces denx mois se passèrent en vains ponrparlers : La journée du 18 frnctidor déjoua ses espérances. Le comte de Cobentzel accourut à Udine, investi des pleins-pouvoirs de l'empereur dont il avait toute la confiance. Le marquis de Gallo, le comte de Merfeld et le baron d'Engelmann prirent part aux conférences, mais ils n'y figurèrent réellement que pour la forme.

§ III.

Napoléon se rendit à Passeriano ; Clarke ayant été rappelé, il se trouvait seul plénipotentiaire, pour la France. Le 26 septembre, la négociation s'entama avec le comte de Cobentzel. Les conférences se tinrent alternativement à Udine et à Passeriano. Les quatre plénipotentiaires autrichiens étaient assis devant un des côtés d'une table rectangulaire ; sur les côtés latéraux étaient les secrétaires de légation ; de l'autre côté se plaçait le plénipotentiaire français. Lorsque les conférences se tenaient à Passeriano, on dînait chez Napoléon ; lorsqu'elles se tenaient à Udine, on dînait chez le comte de Cobentzel. Passeriano est une belle maison de campagne située snr la rive ganche dn Tagliamento, à quatre lieues d'Udine et à trois lienes des rnines d'Aquilée.

Dès la première conférence, le comte de Cobentzel désavoua tout ce que ses collègues avaient dit depuis quatre mois ; il mit en avant des prétentions extravagantes ; il fallut recommencer le cercle de bavardage qui avait été parcouru depuis le mois de mai. La marche à suivre avec un pareil négociateur se trouvait indiqnée par lui-même ; il fallait faire autant de pas pour s'éloigner d'un juste millieu, qn'il en faisait lui-même de son côté.

Le comte de Cobentzel était né à Bruxelles ; fort aimable en société, d'une politesse recherchée ; mais dur et difficile en affaires. Sa dialectique manqnait de justesse et de précision ; il le sentait, et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impérieux.

Le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne, jouissait à la fois de la faveur de la reine de Naples et de celle de l'impératrice. Il était d'un caractère insinuant et souple, mais droit.

Le comte de Merfeld, colonel d'un régiment de houlans, s'était fait remarquer et avait gagné la confiance du ministre Thugut.

Le baron d'Engelmann était un homme de chancellerie, d'un sens droit et bien intentionné.

§ IV.

La marche des négociations depuis l'arrivée du comte de Cobentzel ne laissait plus de donte sur les véritables dispositions de la cour de Vienne ; elle voulait la paix ; elle n'avait contracté aucnn nouvel engagement avec la Russie ou l'Angleterre ; et dès le moment où les négociateurs autrichiens enrent acquis la conviction qu'ils ne pouvaient conclure qu'en revenant aux bases posées à Montebello, la paix eût été faite, si le Directoire n'avait point changé de politique. La journée

du 18 fructidor l'aveuglait sur ses propres forces; il croyait pouvoir impunément demander de nouveaux sacrifices à la nation. Il fit insinuer à Napoléon de rompre les négociations, de recommencer les hostilités en même temps que la correspondance officielle était toujours dictée dans l'esprit des instructions du 6 mai. Il était évident qu'il désirait la guerre, mais qu'il voulait que la responsabilité de la rupture pesât tout entière sur le négociateur. Lorsque le Directoire s'aperçut que cette marche ne lui réussissait pas, et que surtout il crut sa puissance consolidée, il envoya son *ultimatum*, par une dépêche en date du 29 septembre. Napoléon le reçut le 6 octobre à Passeriano. La France ne voulait plus céder à l'empereur ni Venise, ni la ligne de l'Adige; c'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Napoléon avait des idées fixes sur le degré d'obéissance qu'il devait à son gouvernement; sous le rapport des opérations militaires, il ne se croyait obligé à exécuter ses ordres, qu'autant qu'il les jugeait raisonnables et que le succès lui paraissait probable; il aurait cru commettre un crime, s'il se fût chargé de l'exécution d'un plan vicieux, et dans ce cas il se regardait comme contraint à offrir sa démission; c'est ce qu'il avait fait en 1796, lorsque le Directoire avait voulu envoyer une partie de son armée dans le royaume de Naples.

Ses idées n'étaient point aussi arrêtées sur le degré d'obéissance qu'il devait comme plénipotentiaire; pouvait-il se démettre de sa mission au milieu d'une négociation, ou en compromettre ainsi l'issue, en exécutant des instructions qui n'avaient pas son assentiment et équivalaient à une déclaration de guerre? Mais son caractère principal à Passeriano était celui de général en chef; il lui parut absurde que, comme plénipotentiaire, il déclarât la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettrait de son commandement, pour ne pas recommencer les hostilités en exécutant un plan de campagne contraire à son opinion.

Le ministre des relations extérieures le tira de cette anxiété. Dans une de ses dépêches, il lui apprit que le Directoire, en arrêtant son *ultimatum*, avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Il médita profondément sur cette communication; il lui était prouvé qu'il tenait dans ses mains le sort de la France: du parti qu'il choisirait dépendait la guerre ou la paix. Il se décida à s'en tenir à ses instructions du 6 mai, et à signer la paix sur les bases de Montebello, qui, avant la journée de fructidor, avaient été approuvées par le gouvernement.

§ V.

Les motifs qui le déterminèrent étaient, 1° que le plan général de sa campagne était vicieux; 2° que n'ayant reçu l'ultimatum que le 6 octobre, les hostilités ne pourraient recommencer que le 15 novembre, et qu'alors il serait difficile aux armées françaises d'entrer en Allemagne, tandis que cette saison serait favorable aux Autrichiens pour rassembler des forces considérables dans les plaines d'Italie; 3° que le commandement de l'armée d'Allemagne était confié à Augereau, dont les opinions politiques venaient d'être fort exaltées par les événemens de fructidor; son état-major était composé pour la plupart des séides de la propagande enivrée des principes de 1793, ce qui

était un obstacle insurmontable à l'accord si nécessaire dans les opérations des deux armées. Napoléon avait désiré que le commandement de l'armée du Rhin fût confié à Desaix, à défaut de Moreau ; 4° qu'il avait demandé un renfort de douze mille hommes d'infanterie, et de quatre mille de cavalerie ; qu'on le lui avait refusé ; que cependant il n'avait que cinquante mille hommes en ligne, se trouvait à vingt journées plus près de Vienne que les armées du Rhin, ayant à combattre les trois quarts des forces de la maison d'Autriche qui couvraient Vienne du côté de l'Italie, tandis qu'un simple corps d'observation était opposé aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse ; 5° que le Directoire, dans son délire, avait, par sa dépêche du 29 septembre, annoncé qu'il refusait de ratifier le traité d'alliance offensive et défensive du 5 avril précédent avec le roi de Sardaigne. Par ce traité, ce prince s'était engagé à joindre à l'armée d'Italie un contingent de huit mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie et quarante pièces de canon. Le refus du Directoire portait le désespoir à Turin ; la cour ne pouvait plus se dissimuler l'arrière-pensée du gouvernement français ; elle n'avait plus rien à ménager : il faudrait donc que l'armée d'Italie s'affaiblît de dix mille hommes, pour renforcer les garnisons du Piémont et de la Lombardie.

Le 21 octobre, le Directoire fit connaître que, sur les observations du général d'Italie, il s'était déterminé à renforcer son armée d'un corps de six mille hommes qu'il tirerait de l'armée d'Allemagne ; à modifier le plan général de campagne selon son désir ; enfin, à ratifier le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et qu'il l'avait communiqué au corps législatif, ce même jour 21 octobre.

Mais le traité de Campo-Formio avait été signé trois jours avant que cette dépêche ne fût écrite, et elle n'arriva à Passeriano que douze jours après la signature de la paix. Peut-être si le Directoire eût pris cette résolution le 29 septembre, au moment où il envoyait son dernier *ultimatum*, Napoléon se fût-il déterminé à la guerre, dans l'espoir d'affranchir toute l'Italie jusqu'à l'Isonzo, ce qu'il désirait plus que personne.

§ VI.

Il avait été de l'intérêt de Napoléon de conclure la paix. Les républicains manifestaient hautement leur jalousie. « Tant de gloire, disaient-ils, est incompatible avec la liberté. » S'il recommençait les hostilités et que les armées françaises occupassent Vienne, le Directoire, constant dans l'esprit qui le dirigeait depuis le 18 fructidor, voudrait révolutionner l'empire, ce qui indubitablement entraînerait dans une nouvelle guerre avec la Prusse, la Russie et le corps germanique ; cependant la république était mal gouvernée ; l'administration était corrompue ; elle n'inspirait aucune confiance, n'avait aucune considération. S'il rompait la négociation, la responsabilité de l'avenir pèserait sur lui ; si au contraire il donnait la paix à son pays, il jouirait à la gloire de conquérant et de pacificateur, celle d'être le fondateur de deux grandes républiques ; car la Belgique, les départemens du Rhin, la Savoie, le comté de Nice, ne seraient légitimement annexés à la France que par le traité de paix avec l'empereur, tout comme la république cisalpine ne pourrait être réellement qu'alors as-

surée de son existence. Couvert de lauriers, l'olivier à la main, il rentrerait avec sûreté dans la vie privé, et avec une gloire égale à celle des grands hommes de l'antiquité; le premier acte de sa vie publique se trouverait terminé; les circonstances et l'intérêt de la patrie décideraient du reste de sa carrière; la gloire, l'amour et l'estime du peuple français étaient les voies pour arriver à tout. La France voulait la paix.

La lutte des rois contre la république était une lutte de principes : c'étaient les Gibelins contre les Guelfes; c'étaient les oligarques qui régnaient à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, qui luttaient contre les républicains de Paris. Le plénipotentiaire français conçut la pensée de changer cet état de choses qui laisserait toujours la France seule contre tous, de jeter une pomme de discorde au milieu des coalisés, de changer l'état de la question, de créer d'autres passions et d'autres intérêts. La république de Venise était tout aristocratique; elle intéressait au plus haut point les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg; la maison d'Autriche en s'en emparant exciterait au dernier degré leur mécontentement et leur jalousie. Le sénat de Venise s'était très mal conduit pour la France, mais très bien pour l'Autriche. Quelle opinion les peuples concevraient-ils de la moralité du cabinet de Vienne, lorsqu'ils le verraient s'approprier les états de son alliée, l'état le plus ancien de l'Europe moderne, celui qui nourrissait les principes les plus opposés à la démocratie et aux idées françaises; et cela sans prétexte et par le seul effet de sa convenance? Quelle leçon pour la Bavière et les puissances du second ordre! L'empereur serait obligé de livrer à la France la place de Mayence qu'il n'avait qu'en dépôt; il s'approprierait les dépouilles des princes d'Allemagne, dont il était le protecteur et dont les armées combattaient dans ses rangs : c'était présenter aux regards de l'Europe la satire des gouvernemens absolus et de l'oligarchie européenne : quelle preuve plus évidente de leur vieillesse, de leur décadence, de leur illégitimité!

L'Autriche serait contente; car si elle cédait la Belgique et la Lombardie, elle recevait un équivalent, sinon en revenu et en population, du moins sous les rapports des convenances géographiques et commerciales. Venise était contiguë à la Styrie, à la Carinthie et à la Hongrie. La ligue de l'oligarchie européenne serait divisée : la France en profiterait pour saisir l'Angleterre corps à corps, en Irlande, au Canada, aux Indes.

Les divers partis qui divisaient Venise s'éteindraient : aristocrates et démocrates se réuniraient contre le sceptre d'une nation étrangère. Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection pour un gouvernement allemand, et qu'une grande ville de commerce, puissance maritime depuis des siècles, s'attachât sincèrement à une monarchie étrangère à la mer et sans colonies; et si jamais le moment de créer la nation italienne arrivait, cette cession ne serait point un obstacle. Les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient revevoir avec enthousiasme un gouvernement national quel qu'il fût, un peu plus ou un peu moins aristocratique, soit que la capitale fût ou non fixée à Venise. Les Vénitiens, les Lombards, les Piémontais, les Génois, les Parmesans, les

Bolonais, les Romagnols, les Ferrarais, les Toscans, les Romains, les Napolitains, avaient besoin, pour devenir Italiens, d'être décomposés et réduits en élémens; il fallait, pour ainsi dire, les refondre. En effet, quinze ans après, en 1812, la puissance autrichienne en Italie, le trône de Sardaigne, ceux des ducs de Parme, de Modène, de Toscane, celui de Naples même, l'oligarchie de Gênes, celle de Venise, avaient disparu. La puissance temporelle du pape, qui de tout temps avait été la cause du morcellement de l'Italie, allait n'être plus un obstacle; le grand-duché de Berg était resté vacant; il attendait la cour du roi Joachim. « *Il me faut*, avait dit Napoléon » en 1805, à la consulte de Lyon, » *vingt ans pour créer la nation italien-* » *ne.* » Quinze ans lui avaient suffi; tout était prêt; il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi des Italiens, donner la régence au prince Eugène, et proclamer l'indépendance de la péninsule, des Alpes à la mer d'Ionie, de la Méditerranée à l'Adriatique.

§ VII.

La cour de Vienne, fatiguée de la lutte sanglante qu'elle soutenait depuis plusieurs années, n'attachait aucune importance à la Belgique, qu'il lui était impossible de défendre; elle se trouvait heureuse, après tant de désastres, d'obtenir des indemnités pour des pertes déjà consommées, et de contracter avec la république française des liens qui lui garantissaient des avantages dans l'arrangement des affaires d'Allemagne; mais si déjà on était d'accord sur les principes, on était bien loin de l'être sur le mode d'exécution. Le comte de Cobentzel voulait, disait-il, « l'Adda » pour limites, ou rien. » Il s'appuyait sur des calculs de statistique. « Vous » voulez rétablir le système de 1756, » il faut donc nous donner une paix » avantageuse qui soit assurée indé- » pendamment des événemens de la » guerre; l'une et l'autre puissance ont » eu des journées glorieuses; nos deux » armées doivent s'estimer; une paix » désavantageuse pour une des puis- » sances ne serait jamais qu'une trêve. » Comment, en convenant de ce prin- » cipe, vous refusez-vous à nous ac- » corder une indemnité entière et » absolue? Quelles sont les bases de » la puissance? La population et le » revenu. Que perd l'empereur mon » maître? La Belgique et la Lombar- » die, les deux provinces les plus peu- » plées, les plus riches du monde; la » Belgique, qui a une double valeur » pour vous, puisqu'elle vous assujettit » la Hollande, et vous met en posses- » sion de bloquer l'Angleterre depuis » la Baltique jusqu'au détroit de Gi- » braltar. Nous consentons encore » que vous réunissiez à la république » Mayence, les quatre départemens » du Rhin, la Savoie et le comté de » Nice. Pour des concessions aussi » étendues, que vous demandons- » nous? Quatre millions d'Italiens, » mauvais soldats, mais habitant, il est » vrai, un pays assez fertile; nous » avons donc le droit d'exiger le *thal-* » *weg* de l'Adda pour limites. »

Le plénipotentiaire français répondait: « C'est un bienfait pour la monar- » chie autrichienne de ne plus posséder » la Belgique qui était pour elle une » possession onéreuse; l'Angleterre » seule avait intérêt à ce qu'elle la » possédât. Si vous calculez ce que » cette province vous coûtait, vous ac- » querrez la preuve qu'elle a toujours

» été pour votre trésor un objet de » dépense; mais, dans tous les cas, elle » ne peut plus avoir aucun prix pour » vous, depuis que les nouveaux princi- » pes qui ont changé l'état de la France » y ont prévalu. Vouloir obtenir sur » vos frontières de Styrie, de Carinthie » et de Hongrie une indemnité égale » au revenu et à la population d'une » possession détachée, c'est une pré- » tention exagérée ; d'ailleurs, en pas- » sant l'Adige, vous vous affaibliriez, » et ni vous ni la république cisalpine » n'auriez de frontières. »

Il s'en fallait que ces raisonnemens portassent la conviction chez les plénipotentiaires autrichiens ; cependant ils réduisirent leurs prétentions à la ligne de Mincio. « Mais, dit le comte de Co- » bentzel, c'est là notre *ultimatum* ; » car si l'empereur mon maître consent » à vous donner les clés de Mayence, » la place la plus forte de l'univers, ce » serait un acte déshonorant s'il ne les » échangeait pas contre les clés de » Mantoue. » Tous les moyens officiels de protocoles, de notes et contre-notes, ayant été épuisés sans résultats satisfaisans, on eut recours aux conférences confidentielles ; mais enfin de part et d'autre on ne céda plus rien. Les armées se mirent en mouvement.

Les troupes françaises qui, étaient cantonnées dans le Véronais, le Padouan et le Trévisan, passèrent la Piave, et s'établirent sur la droite de l'Isonzo. L'armée autrichenne campa sur la Drave et dans la Carniole. En se rendant d'Udine à Passeriano, les plénipotentiaires autrichiens étaient obligés de traverser le camp français qui leur prodiguait tous les honneurs militaires : on conférait au bruit du tambour ; cependant le comte de Cobentzel restait inébranlable : ses voitures étaient prêtes, il annonçait son départ.

§ VIII.

Le 16 octobre, les conférences se tinrent à Udine, chez le comte de Cobentzel. Napoléon récapitula en forme de manifeste pour être inscrit au protocole, la conduite de son gouvernement depuis la signature des préliminaires de Léoben, et renouvela en même temps son *ultimatum*. Le plénipotentiaire autrichien répliqua longuement pour prouver que les indemnités que la France offrait à l'empereur, n'équivalaient pas au quart de ce qu'il perdait ; que la puissance autrichienne serait considérablement affaiblie, dans le temps que la puissance française serait tellement augmentée, que l'indépendance de l'Europe en serait menacée ; que moyennant la possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige, la France joindrait, de fait, au domaine des Gaules celui de toute l'Italie ; que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir, même au besoin, de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse ; que la Russie lui offrait des armées, prêtes à venir à son secours, et que l'on verrait ce qu'étaient les troupes russes ; qu'il était bien évident que Napoléon faisait céder son caractère de plénipotentiaire à ses intérêts de général, qu'il ne voulait pas la paix. Il ajouta qu'il partirait dans la nuit, et que tout le sang qui coulerait, dans cette nouvelle lutte, retomberait sur le négociateur français. C'est alors que celui-ci, avec sang-froid, mais vivement piqué de cette sortie, se leva et prit sur un guéridon un petit cabaret de porcelaine que le comte de Cobentzel affectionnait, comme un présent de l'impératrice Catherine. « Eh bien, dit Napoléon, la » trêve est donc rompue et la guerre dé-

» clarée; mais souvenez-vous qu'avant la » fin de l'automne je briserai votre mo- » narchie comme je brise cette porce- » laine. » En prononçant ces derniers mots, il la jeta à terre avec vivacité: elle couvrit le parquet de ses débris. Il salua le congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens en furent interdits. Peu d'instans après ils surent qu'en montant en voiture il avait expédié un officier à l'archiduc Charles pour le prévenir que les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya le marquis de Gallo à Passeriano, porter la déclaration signée qu'il adhérait à l'*ultimatum* de la France: le lendemain, 17 octobre, la paix fut signée à cinq heures du soir. C'est dans cette occasion que le rédacteur ayant mis pour article premier du traité: « L'empereur d'Allemagne reconnaît » la république française, » Napoléon dit: « Effacez cet article; la républi- » que française est comme le soleil; est » aveugle celui qui ne le voit pas. Le » peuple français est maître chez lui: » il a fait une république; peut-être » demain fera-t-il une aristocratie, » après-demain une monarchie; c'est » son droit imprescriptible; la forme » de son gouvernement n'est qu'une » affaire de loi intérieure. » Le traité fut daté de Campo-Formio, petit village entre Passeriano et Udine, et qui avait été neutralisé à cet effet par les secrétaires de légation; mais on jugea inutile de s'y transporter: il ne s'y trouvait aucune maison convenable pour loger les plénipotentiaires.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la république ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne); de la Valteline et de la partie des états vénitiens sur la rive droite de l'Adige (le Bergamasque, le Brescian, le Crémois, la Polésine), et il céda le Brigaw; ce qui éloignait les états héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevart important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobentzel se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite, par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix de l'Europe devait se traiter à Rastadt; le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien, sur la rive gauche, était réservé; il fut convenu qu'il serait cédé à la république par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Zéphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, furent cédés à la France, qui, de son côté, consentait à ce que l'empereur s'emparât des états vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, ce qui accroîtrait la population de son empire de plus de deux millions d'âmes. Par un des articles du traité, les biens que l'archiduc Charles possédait en Belgique, comme héritier de l'archiduchesse Christine, lui furent assurés: c'est par l'effet de cet article que, plus tard, l'empereur Napoléon a acheté un million le château de Lacken, situé près de Bruxelles, et qui, avant la révolution, faisait partie des biens de l'archiduchesse; les autres domaines de l'archiduc dans

les Pays-Bas fnrent acquis par le duc de Saxe-Teschen. Cette stipulation était un témoignage d'estime que le plénipotentiaire français donnait au général qu'il venait de combattre, et avec lequel il avait eu des relations honorables pour tous deux.

§ IX.

Pendant les conférences de Passeriano, le général Desaix vint de l'armée du Rhin, parcourir les champs de bataille qu'avait illustrés l'armée d'Italie; Napoléon le reçut à son quartier-général, et, croyant l'étonner, il lni fit part des lumières qne le portefeuille de d'Entraigues jetait sur la conduite de Pichegru. « Nous savons » depuis long-temps, répondit Desaix » en souriant, qne Pichegru trahissait; » Moreau en a trouvé les preuves » dans les papiers de Kinglin, ainsi » que tous les détails de sa corruption, » et les motifs convenns de ses manœu» vres militaires. Moreau, Régnier et » moi sommes seuls dans le secret. » Je voulais que Moreau en rendît » compte immédiatement au gouver» nement, mais il ne l'a pas vonln. Pi» chegrn est le seul exemple, peut» être, ajouta-t-il, d'un général qni se » soit fait battre exprès. » Il faisait allnsion à la manœuvre par laquelle Pichegru avait porté à dessein ses principales forces sur le haut Rhin, pour faire manqner les opérations devant Mayence. Desaix visita tous les camps; dans tons il fut accneilli avec de grands égards. C'est de cette époque que date son amitié pour Napoléon; il aimait la gloire pour elle, la France par-dessus tout. Il était d'un caractère simple, actif, insinuant; il avait des connaissances étendues; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le hant Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

Le général Hoche, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, mourut, dans ce temps, subitement à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qn'il avait été empoisonné; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était distingué anx lignes de Weissembourg, en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée, en 1795 et 1796; il eut la gloire de la pacifier momentanément. D'un patriotisme exalté, d'un caractère ardent, d'nne bravoure remarqnable, d'nne ambition active, inquiète, il ne snt pas attendre les événemens, et s'exposa par des entreprises prématnrées. A l'époque du 18 fructidor, en faisant marcher ses tronpes sur Paris, il viola le cercle constitutionnel, et faillit en être la victime; les conseils informèrent contre lui. Il tenta une expédition en Irlande; personne n'était plus capable de la faire réussir. Il témoigna en toute occasion de l'attachement pour Napoléon. Sa mort et la disgrâce de Moreau laissèrent vacantes les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Le gouvernement réunit ces deux armées en nne seule, et en donna le commandement à Augereau.

§ X.

Napoléon avait envoyé successivement ses principaux généraux à Paris ponr porter des drapeaux, ce qui mettait en même temps le gouvernement en mesure de les connaître et de se les attacher par des récompenses. Il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio; et voulant donner une preuve d'estime et

de considération aux sciences, il lui adjoignit Monge, qui était membre de la commission des sciences et des arts en Italie; Monge avait été de l'ancienne académie des sciences. Le général en chef se plaisait dans la conversation si intéressante de ce grand géomètre, physicien du premier ordre, patriote très chaud, mais pur, sincère et vrai. Aimant la France et le peuple comme sa famille, la démocratie et l'égalité comme les résultats d'une démonstration géométrique; il était d'un esprit ardent, mais, quoi qu'en aient dit ses ennemis, un véritable homme de bien: lors de l'invasion des Prussiens en 1792, il offrit de donner une de ses deux filles en mariage au premier volontaire qui perdrait un membre à la défense du territoire; cette offre chez lui était sincère. Il suivit Napoléon en Égypte, et lui a toujours été fidèle. Il fut sénateur. Les sciences lui doivent l'excellent ouvrage de la géométrie descriptive.

Le traité de Campo-Formio surprit le Directoire, qui était loin de s'y attendre; il laissa percer son mécontentement; on assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que la paix assurait à la France étaient trop évidens.

Aussitôt après la signature du traité, Napoléon retourna à Milan, pour mettre la dernière main à l'organisation de la république cisalpine et compléter les mesures administratives de son armée. Il devait se rendre à Rastadt pour y terminer le grand œuvre de la paix continentale. Il prit congé du peuple italien, en ces termes:

« Citoyens,

» A compter du 1er frimaire, votre constitution se trouvera en pleine activité. Votre directoire, votre corps législatif, votre tribunal de cassation, les autres administrations subalternes, se trouveront organisés.

» Vous êtes le premier exemple dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions, sans déchiremens.

» Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver. Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse, la plus riche; votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

» Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées.

» Faites-les exécuter avec force et énergie.

» Favorisez la propagation des lumières et respectez la religion.

» Composez vos bataillons, non pas de gens sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent des principes de la république, et soient immédiatement attachés à sa prospérité.

» Vous avez en général besoin de vous pénétrer du sentiment de votre force et de la dignité qui convient à l'homme libre.

» Divisés, et pliés depuis des siècles à la tyrannie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté; mais sous peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, aucune puissance de la terre ne sera assez forte pour vous l'ôter.

» Jusqu'alors la grande nation vous protégera contre les attaques de vos voisins. Son système politique sera uni au vôtre.

» Si le peuple romain eût fait le même usage de sa force que le peuple français, les aigles romaines seraient encore sur le Capitole; et dix-

» huit siècles d'esclavage et de tyrannie » n'auraient pas déshonoré l'espèce » humaine.

» J'ai fait, pour consolider la liberté » et en seule vue de votre bonheur, » un travail que l'ambition et l'amour » du pouvoir ont seuls fait faire jus- » qu'ici.

» J'ai nommé à un grand nombre de » places; je me suis exposé à avoir ou- » blié l'homme probe et à avoir donné » la préférence à l'intrigant; mais il y » avait des inconvéniens majeurs à vous » laisser faire ces premières nomina- » tions: vous n'étiez pas encore orga- » nisés.

» Je vous quitte sous peu de jours. » Les ordres de mon gouvernement, » et un danger imminent de la répu- » blique cisalpine, me rappelleront » seuls au milieu de vous.

» Mais, dans quelque lieu que le » service de ma patrie m'appelle, je » prendrai toujours une vive sollici- » tude au bonheur et à la gloire de » votre république.

» BONAPARTE. »

Au quartier-général, à Milan, le 22 brumaire an VI (12 novembre 1797).

Napoléon partit pour Turin; il descendit chez le ministre de France Ginguené (17 novembre). Le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance, mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt. Il traversa le Mont-Cenis; à Genève, il fut reçu comme il eût pu l'être dans une ville de France, et avec l'enthousiasme propre aux Génevois. A son entrée dans le pays de Vaud, trois groupes de jeunes et jolies filles vinrent le complimenter à la tête des habitans; un groupe était vêtu de blanc, l'autre de rouge, le troisième de bleu; ces jeunes filles lui offrirent une couronne sur laquelle était inscrite la fameuse sentence arbitrale qui avait proclamé la liberté de la Valteline, et cette maxime si chère aux Vaudois, *qu'un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple*. Il traversa plusieurs villes de la Suisse, entre autres, Berne, et passa le Rhin à Bâle, se dirigeant sur Rastadt.

L'ordre du jour de son départ de Milan disait: « Soldats, je pars demain » pour me rendre à Rastadt. Séparé de » l'armée, je soupirerai après le mo- » ment de me retrouver au milieu » d'elle, bravant de nouveaux dangers. » Quelque poste que le gouvernement » assigne aux soldats d'Italie, ils seront » toujours les dignes soutiens de la li- » berté et de la gloire du nom français. » Soldats, en vous entretenant des » princes que vous avez vaincus, des » peuples que vous avez affranchis, » des combats que vous avez livrés en » deux campagnes, dites-vous: *Dans » deux campagnes nous aurons plus fait » encore!* »

§ XI.

A son arrivée à Rastadt, il trouva préparés pour lui les grands appartemens du palais; Treilhard et Bonnier, que le Directoire lui avait adjoints pour les négociations de la paix avec le corps germanique, l'avaient précédé de quelques jours. Le vieux comte de Metternich représentait à ce congrès l'empereur, comme chef de la confédération allemande; le comte de Cobentzel l'y représentait comme chef de la maison d'Autriche; ce qui formait deux légations, opposées dans leurs intérêts aussi bien que dans leurs

instructions. Le comte de Lherbach représentait à la diète le cercle d'Autriche. Le comte de Metternich remplissait le rôle de parade; Cobentzel faisait les affaires. Après avoir échangé les ratifications du traité de Campo-Formio, les plénipotentiaires signèrent, en exécution de ce traité, la convention pour la remise de Mayence : 1° les troupes autrichiennes sortiraient de Mayence et n'y laisseraient que les troupes de l'électeur; à la même heure, les troupes françaises l'investiraient et en prendraient possession; 2° les Français abandonneraient Venise et Palmanova, n'y laissant que les troupes vénitiennes, et les Autrichiens s'en saisiraient ainsi que de tout le pays. Albini, ministre de Mayence, fit de violentes réclamations; tous les princes allemands jetèrent les hauts cris: Mayence, disaient-ils, n'appartenait pas à l'Autriche. Ils accusèrent l'empereur d'avoir trahi l'Allemagne pour ses intérêts d'Italie. Le comte de Lherbach, comme député du cercle d'Autriche, fut chargé de répondre à toutes ces protestations, et il s'en acquitta avec toute la force, l'arrogance et l'ironie naturelles à son caractère.

La Suède se présenta à Rastadt, en qualité de médiatrice et comme l'un des garans du traité de Westphalie; la Russie, depuis le traité de Teschen, s'était arrogé les mêmes prétentions; mais elle se trouvait en ce moment en guerre avec la France. Depuis la paix de Westphalie, l'état de l'Europe était bien changé: la Suède alors exerçait une grande influence en Allemagne, elle était à la tête du parti protestant, elle brillait de tout l'éclat des victoires du grand Gustave. La Russie n'était point encore européenne, et la Prusse existait à peine. Les progrès de ces deux dernières puissances avaient depuis fort reculé la Suède, et l'avaient reléguée au rang d'une puissance du troisième ordre. Ses prétentions n'étaient donc plus de saison. Cette cour avait eu d'ailleurs la démence de se faire représenter, à Rastadt, par le baron de Fersen; la faveur dont il avait joui à la cour de Versailles, ses intrigues sous l'assemblée constituante, et la haine qu'il n'avait cessé de témoigner en toute occasion pour la France, le rendaient si peu propre à cette mission, que son choix pouvait être considéré comme une insulte pour la république. Lorsqu'il fut introduit à la visite d'étiquette chez le plénipotentiaire français, il se fit annoncer comme ambassadeur de Suède, médiateur au congrès. Napoléon lui dit qu'il ne pouvait reconnaître aucun médiateur, et que d'ailleurs ses opinions antérieures ne lui permettaient pas de l'être entre la république et l'empereur d'Allemagne; qu'il ne le pouvait plus recevoir: le baron de Fersen en fut si déconcerté, et cet accueil fit tant de bruit, que le lendemain il quitta Rastadt.

Immédiatement après la remise de Mayence aux troupes françaises, Napoléon réunit en conférence Treilhard et Bonnier; et, après leur avoir démontré que les instructions du Directoire étaient insuffisantes, il leur déclara qu'il ne voulait pas prolonger son séjour au congrès, et qu'il partait. Les affaires étaient plus compliquées à Rastadt qu'à Campo-Formio : il fallait trancher pour en finir.

Le Directoire ne savait pas prendre un parti; il nomma de nouveaux plénipotentiaires qu'il adjoignit à Treilhard et à Bonnier. Napoléon déjà mécontent de la marche de la politique extérieure du gouvernement, se détermina à ne plus se mêler d'une négociation qui nécessairement tournerait mal. D'ail-

leurs la situation intérieure de la France lui présageait le prochain triomphe des démagogues; et dès lors les mêmes motifs qui l'avaient porté à éviter l'accueil de la cour de Sardaigne, le déterminèrent à se dérober aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient. Il jugea convenable de terminer le premier acte de sa vie politique par la paix de Campo-Formio, et d'aller vivre à Paris comme un simple particulier, aussi long-temps que les circonstances le lui permettraient. Pendant son court séjour à Rastadt, il fit entourer les plénipotentiaires français, qu'on avait fort négligés jusque-là, des égards et des respects auxquels ces représentans d'un grand peuple avaient droit de la part des plénipotentiaires étrangers et de cette foule de petits princes allemands qui assiégeaient le congrès; il obtint du gouvernement de mettre de fortes sommes à la disposition des négociateurs, pour qu'ils fussent en état de soutenir dignement leur rang: le traitement qui leur avait été assigné était insuffisant, ce qui nuisait à la considération due à la république.

CHAPITRE XXIII.

PARIS.

Arrivée de Napoléon à Paris. — Affaires de la Suisse. — Affaires de Rome. — Bernadotte, ambassadeur de la république à Vienne, est insulté par le peuple. — Projet de guerre en Orient. — Vingt-un janvier.

§ Ier.

Napoléon partit de Rastadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantereine. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils cherchèrent à l'envi à lui témoigner la reconnaissance nationale. Un comité du conseil des anciens rédigea l'acte pour lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale; le Directoire, on ne sait pourquoi, s'alarma de cette proposition: ses affidés l'écartèrent. Une délibération de la municipalité de Paris, plus indépendante que les conseils, donnait alors le nom de rue de la Victoire à la rue Chantereine.

Pendant les deux ans que Napoléon venait de commander en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses victoires; la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empereur avaient reconnu la république. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de la paix; et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du Directoire après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire, le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech, où Turenne, le premier, les avait arborées. Au commencement de 1796,

l'empereur avait cent quatre-vingt mille hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister; leur infériorité numérique était notable, elles manquaient de tout, et si la valeur de tant de braves garantissait à la république une honorable défense, l'espoir de la conquête n'entrait dans aucune combinaison. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le conseil aulique à rappeler successivement, de ses armées d'Allemagne, le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de soixante mille hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie : soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services des armées du Rhin; mais alors le système du ministère des finances était si vicieux, l'administration si corrompue, la trésorerie si mal gouvernée, que ces armées en éprouvèrent peu de soulagement. Indépendamment de ce secours important de soixante millions, le trésor devait aux victoires de Napoléon une économie annuelle de soixante-dix millions, somme à laquelle s'élevait, en 1796, l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des approvisionnemens considérables en chanvre, en bois de construction; des bâtimens conquis à Gênes, à Livourne, à Venise, avaient relevé la marine de Toulon. Le Muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de deux cent millions.

Le commerce de Lyon, de la Provence, du Dauphiné, commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

Dès l'arrivée de Napoléon, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui; il se refusa à les accueillir. Le public était extrêmement avide de le voir: les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait, étaient obstruées; il ne se montra nulle part. L'Institut l'ayant nommé membre de la classe mécanique, il en adopta le costume. Il n'admit d'habitude chez lui que quelques savans, tels que Monge, Bertholet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange; quelques généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Caffarelli-Dufalga, Kléber, et un petit nombre de députés.

Il fut reçu en audience publique par le Directoire, qui avait fait élever des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre; son discours fut simple, il donna cependant beaucoup à penser; on y remarqua les phrases suivantes: « Le peuple fran- » çais, pour être libre, avait les rois à » combattre; pour obtenir une consti- » tution fondée sur la raison, il avait » dix-huit siècles de préjugés à vaincre. » La religion, la féodalité, le despotis-

» me, ont successivement, depuis » vingt siècles, gouverné l'Europe ; » mais de la paix que vous venez de » conclure, date l'ère des gouverne- » mens représentatifs : vous êtes par- » venus à organiser la grande nation » dont le vaste territoire n'est circons- » crit, que parce que la nature en a » posé elle-même les limites.

» Je vous remets le traité de Cam- » po-Formio, ratifié par l'empereur. » Cette paix assure la liberté, la pros- » périté et la gloire de la république. » Lorsque le bonheur du peuple fran- » çais sera assis sur les meilleures lois » organiques, l'Europe entière devien- » dra libre. »

Le général Joubert et le chef de brigade Andréossi portèrent, à cette cérémonie, le drapeau que le corps-législatif avait donné à l'armée d'Italie ; il était couvert d'inscriptions en lettres d'or. On y lisait : *L'armée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers, elle a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces d'artillerie de siége, six cents pièces de campagne, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux de soixante quatre canons, douze frégates de trente deux, douze corvettes, dix-huit galères. — Armistice avec les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, les ducs de Parme, de Modène. — Préliminaires de Léoben. — Convention de Montebello avec la république de Gênes. — Traité de paix de Tolentino, de Campo-Formio. — Donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crème, d'une partie du Véronais, de Chiavenna, de Bormio et de la Valteline ; aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, aux peuples des départemens de Corcyre, de la mer Egée et Ithaque. — Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrège, de l'Albane, des Carraches, Raphaël, Léonard de Vinci, etc. Elle a triomphé en dix-huit affaires importantes ou batailles rangées et à soixante-sept combats ; I, Montenotte ; II, Millesimo ; III, Mondovi ; IV, Lodi ; V, Borghetto ; VI, Lonato ; VII, Castiglione ; VIII, Roveredo ; IX, Bassano ; X, Saint-Georges ; XI, Fontana-Viva ; XII, Caldiero ; XIII, Arcole ; XIV, Rivoli ; XV, la Favorite ; XVI, le Tagliamento ; XVII Tarwis ; XVIII, Neumarckt.* Ici suivait le nom des soixante-sept combats que l'armée avait livrés, pendant les deux campagnes de 1796 et 1797.

Le Directoire, le corps-législatif et le ministre des relations extérieures donnèrent des fêtes à Napoléon. Il parut à toutes, mais y resta peu de temps; celle du ministre Talleyrand fut marquée au coin du bon goût. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella, au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était, à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante : « *Celle qui a fait le plus d'enfans,* » lui répondit-il en souriant. — On courait aux séances de l'Institut pour le voir, il y était toujours assis entre Laplace et Lagrange ; ce dernier lui était sincèrement attaché. Il n'allait au spectacle qu'en loge grillée, et rejetait bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra, qui voulaient lui donner une représentation d'apparat : le maréchal de Saxe, Lowendhal, Dumouriez, avaient assisté à de semblables représentations en revenant de Fontenoy, de Berg-op-Zoom, ou de Champagne. Lorsqu'à son retour d'Égypte, au 18 brumaire, Napoléon parut au Tuileries, il était encore incon-

nu aux habitans de Paris, qui firent preuve alors d'un grand empressement à satisfaire leur curiosité.

Le Directoire lui témoignait les plus grands égards : quand il croyait devoir le consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à venir assister au conseil ; il y prenait place entre deux directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes, en rentrant en France, le portaient aux nues dans leurs chansons ; elles proclamaient qu'il fallait chasser les avocats et le faire roi. Les directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police : mais ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Napoléon appréciait toute la délicatesse et l'embarras de cette situation. L'administration marchait mal, beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur d'Italie. Le Directoire désirait le faire retourner à Rastadt, mais il s'y refusa sous le prétexte que sa mission d'Italie avait été terminée à Campo-Formio, et qu'il ne pouvait plus lui convenir de tenir de la même main la plume et l'épée. Peu après il consentit à recevoir le commandement de l'armée d'Angleterre, pour en imposer à l'Europe et couvrir l'intention et les apprêts de l'expédition d'Égypte.

Les troupes qui composaient l'armée d'Angleterre cantonnaient en Normandie, en Picardie, en Belgique. Leur nouveau général alla inspecter tous les points, mais il voulut parcourir les départemens incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus, à Londres, et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est à cette époque que, visitant Anvers, il conçut les grands projets d'établissemens maritimes qu'il y a fait exécuter sous l'empire. C'est aussi dans un de ces voyages qu'il reconnut tous les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal qui a été ouvert sous le consulat, et qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter, avec de simples péniches, une entreprise contre l'Angleterre.

§ II.

Les principes qui devaient régir désormais la politique de la république, avaient été posés à Campo-Formio par Napoléon, sans égard aux instructions du Directoire; celui-ci, de fait, leur était donc resté étranger ; d'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions; chaque incident le dominait: la Suisse en fut le premier exemple. La France avait eu constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse ; tons les agens étrangers qui avaient agité la France, avaient toujours eu à Berne leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que venait d'acquérir la république en Europe, pour détruire la prépondérance de cette aristocratie. Napoléon approuvait fort le ressentiment du Directoire; il pensait également que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique en Suisse; mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait se conformer à la politique consacrée par le traité de Campo-Formio, et arriver à son but avec le moins de changemens possible. Il voulait que l'ambassadeur français présentât à la diète helvétique une note appuyée de deux camps, l'un en Savoie, l'autre en Franche-Comté; que par cette note il déclarât: que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique,

à leur sûreté, à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent cantons libres, indépendans, égaux aux autres cantons; qu'elles avaient à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribonrg, mais qu'elles oublieraient tous leurs griefs, si les paysans de ces cantons et des bailliages italiens étaient réintégrés dans leurs droits politiques.

Tous ces changemens se seraient opérés sans effort et sans l'emploi des armes; mais Rewbel, entraîné par des démagogues suisses, fit adopter un système différent; et, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons, le Directoire arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution unique et semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté; la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui froissait tous les intérêts et allumait toutes les passions. Il fallut faire intervenir les troupes françaises et conquérir: le sang coula, l'Europe fut alarmée.

§ III.

D'un autre côté, la cour de Rome, par une suite de l'esprit de vertige qni la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour de lui l'opinion. Il se mit en querelle avec la républiqne cisalpine; il eut l'imprudence de placer le général autrichien Provera à la tête de ses troupes; il excita son propre parti de toutes les classes: le tumulte éclata. Le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte du palais de France, en cherchant à empêcher le désordre. L'ambassadeur se retira à Florence. Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé « *que ce n'é-* » *tait point à un incident à gouverner la* » *politique, mais bien à la politique à* » *gouverner les incidens*; que quelque » tort qu'eût la cour de Rome, le parti » à prendre vis-à-vis d'elle demeurait » toujours une fort grande question; » qu'il fallait la corriger et non pas la » détruire; qu'en renversant le saint- » siége et révolutionnant Rome, on » aurait infailliblement la guerre avec » Naples, ce qu'on devait éviter; qu'il » fallait ordonner à l'ambassadeur » français de retourner à Rome pour » exiger un exemple des coupables; » recevoir un nonce extraordinaire » du pape, qni ferait des excuses; » chasser Provera; mettre à la tête » des affaires les prélats les plus mo- » dérés, et forcer le saint-siége à con- » clure un concordat avec la républi- » que cisalpine; que, par toutes ces » mesures réunies, Rome, tranquille, » ne pourrait plus inquiéter; que le » concordat avec la Cisalpine aurait » de plus l'avantage de préparer de » loin les esprits de la France à une » pareille mesure. »

La Réveillère, entouré de ses théophilanthropes, fit décider qu'on marcherait contre le pape. « Le temps » était venu, disait-il, de faire dispa- » raître cette idole. Le mot de répu- » blique romaine suffirait pour trans- » porter toutes les imaginations ar- » dentes de la révolution. Le général » d'Italie avait été trop circonspect » dans le temps; et si on avait des » querelles aujourd'hui avec le pape, » c'était uniquement sa faute. Mais

» peut-être avait-il ses vues particuliè-» res; en effet, ses formes civiles, ses » ménagemens vis-à-vis du pape, sa gé-» néreuse compassion pour des prêtres » déportés, lui avaient donné en Fran-» ce bien des partisans qui ne l'étaient » pas de la révolution. » Quant à la crainte que l'entrée de l'armée dans Rome n'entraînât la guerre avec Naples, il la traita de subtilité. Selon lui, la France avait un parti nombreux à Naples, et ne devait rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée, et de rétablir la république romaine, ce qui fut exécuté. Le Capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunat. Quatorze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre pour chanter le *Te Deum*, en commémoration du rétablissement de la république romaine et du renversement du trône de Saint Pierre. Le peuple, enivré par l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé.

La main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée d'Italie, n'y était plus; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla le mobilier du Vatican; on se saisit partout des tableaux et des objets rares; on indisposa les habitans; les soldats même élevèrent la voix contre quelques-uns de leurs généraux qu'ils accusaient de désordre. Ce soulèvement fut du plus grand danger : on eut beaucoup de peine à tout faire rentrer dans l'ordre. On croit, avec raison, qu'il fut l'effet des intrigues des agens napolitains, anglais, autrichiens.

§ IV.

Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne; ce choix était mauvais; le caractère de ce général était trop exalté, sa tête n'était pas assez calme; d'ailleurs un général ne pouvait pas être agréable à une nation constamment battue; c'était un magistrat qu'il fallait envoyer; mais le Directoire en avait peu à sa disposition, ils étaient trop obscurs ou il les avait trop éloignés. Quoi qu'il en soit, Bernadotte se laissa dominer par sa tête, il fit des fautes graves. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il arbora le pavillon tricolore au haut de son hôtel; il y était insidieusement poussé par des agens qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet, la populace se trouva tout à coup insurgée; elle arracha le drapeau tricolore, et insulta Bernadotte.

Le Directoire, dans sa fureur, manda Napoléon, pour s'appuyer de son influence sur l'opinion. Il lui donna communication d'un message aux conseils, pour déclarer la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui conférait le commandement de l'armée d'Allemagne; mais ce général ne partagea point l'opinion du gouvernement. « Si vous vouliez la guerre, ré-» pondit-il, il fallait vous y préparer » indépendamment de l'événement de » Bernadotte; il fallait ne pas engager » vos troupes en Suisse, dans l'Italie » méridionale, sur les côtes de l'Océan; » il ne fallait pas proclamer le projet » de réduire l'armée à cent mille hom-» mes, projet qui n'est pas encore » exécuté, il est vrai, mais qui est » connu et décourage l'armée. Ces » mesures indiquent que vous aviez » compté sur la paix. Bernadotte a » matériellement tort. En déclarant la » guerre, c'est le jeu de l'Angleterre » que vous jouez. C'est peu connaître » la politique du cabinet de Vienne,

» que de croire que, s'il eût voulu la » guerre, il vous eût insultés: il vous » aurait au contraire caressés, endor- » mis, pendant qu'il aurait fait marcher » ses troupes; vous n'auriez connu » ses véritables intentions que par le » premier coup de canon. Soyez sûrs » que l'Autriche vous donnera toute » satisfaction. Ce n'est point avoir » un système politique que de se lais- » ser ainsi entraîner par tous les évé- » nemens. » La force de la vérité calma le gouvernement. L'empereur donna des satisfactions ; les conférences de Seltz eurent lieu; mais cet incident retarda de quinze jours l'expédition d'Égypte.

§ V.

Cependant Napoléon commençait à craindre qu'au milieu des orages que la marche incertaine du gouvernement et la nature des choses accumulaient chaque jour, une entreprise en Orient ne fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. « L'Europe, dit- » il au Directoire, n'est rien moins » que tranquille: le congrès de Ras- » tadt ne se termine pas; vous êtes » obligés de garder vos troupes dans » l'intérieur pour assurer les élec- » tions; il vous en faut pour compri- » mer les départemens de l'Ouest. Ne » convient-il pas de contremander » l'expédition, d'attendre des circons- » tances plus favorables? »

Le Directoire alarmé, craignant qu'il ne voulut se mettre à la tête des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition. Il ne sentait pas toutes les conséquences des changemens qu'il avait faits dans le système politique depuis six mois. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin d'affaiblir la France, lui donnait d'excellentes positions militaires, et les troupes helvétiques pour auxiliaires ; l'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence et la république romaine proclamée; l'affaire de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'empereur avait offert des réparations; le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité, en Irlande et en Égypte. Napoléon offrit alors de laisser Desaix et Kléber: leurs talens pouvaient devenir utiles à la France. Le Directoire les refusa; il ne les appréciait pas. « La république, disait-il, » n'en était pas à ces deux généraux » près; il s'en trouverait une foule » pour faire triompher la patrie, si » elle était en danger; on manquerait » plutôt de soldats que de généraux. »

Le gouvernement était sur un abîme qu'il n'apercevait pas. Ses affaires allaient mal; il avait abusé de sa victoire de fructidor; il avait eu le tort de ne pas rallier à la république tout ce qui, ne faisant pas partie de la faction de l'étranger, n'avait été qu'entraîné à sa suite. Il s'était ainsi privé de l'assistance et des talens d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la république, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers cette forme de gouvernement. Le Directoire se trouvait contraint d'employer des hommes sans moralité: de là le mécontentement de l'opinion publique, et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans pour s'assurer des élections et contenir la Vendée. Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient de grandes secousses. Le Directoire n'avait pas plus de système d'admi-

nistration que de politique extérieure : il marchait au jour le jour entraîné par le caractère individuel des directeurs ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes ; il ne prévoyait rien, et n'apercevait de difficultés que quand il était matériellement arrêté. Quand on lui disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines ? Nous y pourvoirons par une loi, répondait La Réveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi qu'il méditait. Quand on lui disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république, qui n'ont été qu'égarés en fructidor ? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Muraire, etc., etc., afin de faire un faisceau, contre l'étranger et les émigrés, de tout ce qui a des lumières et des idées libérales ? Il ne répondait pas ; il ne concevait pas ces sollicitudes ; il se croyait populaire et assis sur un terrain solide.

Un parti composé des députés influens dans les deux conseils, les fructidoriens qui cherchaient un protecteur, les généraux les plus marquans et les plus éclairés pressèrent long-temps Napoléon de faire un mouvement, et de se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa ; le temps n'était pas arrivé ; il ne se croyait pas assez populaire encore pour marcher seul ; il avait, sur l'art de gouverner et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées différentes de celles des hommes de la révolution et des assemblées ; il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte ; mais avec la résolution de reparaître dès que les circonstances viendraient à rendre sa présence nécessaire, comme déjà il l'entrevoyait. Pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux.

§ VI.

Le gouvernement célébrait l'anniversaire de la mort de Louis XVI, et ce fut un grand objet de discussion, entre le Directoire et les ministres, de savoir si Napoléon devait assister à cette cérémonie. On craignait d'un côté que, s'il n'y allait pas, cela ne la dépopularisât ; de l'autre, que s'il y allait, on n'oubliât le Directoire pour ne s'occuper que de lui. Néanmoins on conclut que sa présence était exigée par la politique ; un des ministres fut chargé de cette espèce de négociation. Napoléon, qui eût voulu rester étranger à tous actes de ce genre, observa « qu'il n'avait pas de fonctions » publiques ; qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette prétendue » fête, qui, par sa nature, plaisait à » fort peu de monde ; qu'elle était des » plus impolitiques ; que l'événement » qu'elle rappelait était une catastrophe et un malheur national ; qu'il » comprenait très bien qu'on célébrât » le 14 juillet, parce que c'était une » époque où le peuple avait conquis » ses droits ; mais qu'il aurait pu les » conquérir, établir une république, » sans se souiller du supplice d'un » prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même ; » qu'il ne prétendait pas discuter si » cela avait été utile ou nuisible, mais » qu'il soutenait que c'était un incident malheureux ; qu'on célébrait » des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurait sur les » victimes restées sur le champ de bataille ; que célébrer la mort d'un

» homme ne pouvait jamais être l'acte » d'un gouvernement, mais celui » d'une faction, d'un club de sang; » qu'il ne concevait pas comment le » Directoire, qui avait fermé les jaco- » bins, les clubs d'anarchistes, qui » aujourd'hui traitait avec tant de » princes, ne sentait pas qu'une telle » cérémonie faisait à la république » beaucoup plus d'ennemis que d'a- » mis, qu'elle éloignait au lieu de rap- » procher, aigrissait au lieu d'adoucir, » ébranlait au lieu d'affermir, qu'elle » était indigne enfin du gouvernement » d'une grande nation. » Le négociateur mit en jeu tous ses moyens; il essaya de prouver: « Que cette fête » était juste, parce qu'elle était poli- » tique; qu'elle était politique, car » tous les pays et toutes les républi- » ques avaient célébré comme un » triomphe la chute du pouvoir absolu » et le meurtre des tyrans: qu'ainsi » Athènes avait toujours célébré la » mort de Pisistrate, et Rome, la chu- » te des décemvirs; que d'ailleurs c'é- » tait une loi qui régissait le pays, et » que dès lors chacun lui devait sou- » mission et obéissance; qu'enfin l'in- » fluence du général d'Italie sur l'opi- » nion était telle, qu'il devait paraître » à cette cérémonie; qu'autrement » son absence pourrait blesser les in- » térêts de la chose publique. » Après plusieurs pourparlers, on trouva un *mezzo-termine*: l'Institut se rendait à cette fête; il fut convenu que, comme membre de l'Institut, Napoléon marcherait avec les savans et suivrait la classe à laquelle il appartenait, remplissant ainsi un devoir de corps, ce qu'il ne considérait pas comme un acte volontaire. Cette affaire ainsi arrangée fut très agréable au Directoire. Cependant quand l'Institut entra à Saint-Sulpice, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'intérêt que pour lui. Ce que le Directoire avait craint lui arriva: il se trouva complètement éclipsé. Quand la cérémonie fut terminée, la multitude laissa le Directoire sortir tout seul; elle demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule, et fit retentir les airs de *Vive le général de l'armée d'Italie*! De sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernans.

Une autre circonstance mit Napoléon dans la nécessité de blâmer hautement la marche du Directoire. Au café Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique dans la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce meurtre avait été dirigé d'après les ordres du ministre de la police Sotin, et exécuté par ses agens. Les circonstances étaient déjà telles, que Napoléon, quoique vivant dans une retraite profonde, autant qu'il le pouvait, était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitive sur des événemens de cette nature. Il fit éclater son indignation. Le Directoire en fut effrayé; il chargea un de ses ministres de lui expliquer les motifs de sa conduite, et lui fit dire « qu'un pareil événe- » ment était commun en temps de cri- » se; que les momens de révolution » sortaient de la loi commune; qu'ici » il devenait nécessaire d'en imposer » à la haute société et de réprimer la » hardiesse des salons; qu'il était des » genres de fautes que les tribunaux » ne sauraient atteindre; qu'on ne » pouvait sans doute approuver la » lanterne de l'assemblée constituan- » te, et que cependant, sans elle, la » révolution n'eût jamais marché;

» qu'il est des maux qu'il faut » tolérer, parce qu'ils en évitent de » plus grands. » Napoléon répondit « qu'un pareil langage eût été tout » au plus supportable avant fructidor, » lorsque les partis étaient en pré» sence, et que l'on avait mis le Direc» toire plutôt dans le cas de se dé» fendre que dans la situation d'admi» nistrer ; qu'alors, peut-être, cet acte » eût pu s'excuser par la nécessité ; » mais qu'aujourd'hui le Directoire se » trouvant investi de toute la puis» sance, la loi ne rencontrant d'oppo» sition nulle part, les citoyens étant » tous, sinon affectionnés, du moins » soumis, cette action devenait un cri» me atroce, un véritable outrage à la » civilisation ; que partout où se pro» nonçaient les mots de loi et de li» berté, tous les citoyens devenaient » solidaires les uns des autres ; qu'ici, » dans cette expédition de coupe-jar» rets, chacun devait se trouver frap» pé de terreur, se demander où cela » s'arrêterait. » Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme d'esprit et du caractère du ministre ; mais il avait une mission, et cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

CHAPITRE XXIV.

OBSERVATIONS SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797, EN ITALIE.

Sur le feld-maréchal de Beaulieu.— Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal de Beaulieu. — Sur le feld-maréchal Wurmser. — Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Wurmser.—Sur le feld-maréchal Alvinzi.—Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal Alvinzi. — Sur la marche contre l'armée du saint-siége. — Sur l'archiduc Charles. — Sur les manœuvres de Napoléon contre l'archiduc Charles.

PREMIÈRE OBSERVATION.

1° Une armée qui serait en position sur la crête supérieure des Alpes maritimes, appuyant sa gauche sur le col d'Argentières, sa droite sur le col de Tende, couvrirait tout le comté de Nice. Elle se trouverait éloignée de quinze à dix-huit lieues de la mer, trois à quatre jours de marche. Elle aurait derrière elle un grand nombre de bonnes positions où elle pourrait se rallier, arrêter la marche du vainqueur ; elle aurait le temps de faire sa retraite à volonté sur Gênes ou sur le Var. Ce théâtre d'opérations est assez profond pour pouvoir être défendu avec avantage.

Une armée qui occuperait les crêtes supérieures de l'Apennin, depuis Tanarello jusqu'au Saint-Bernard (du Tanaro), couvrirait une partie de la rivière du Ponant ; elle occuperait des positions éloignées de la mer de deux jours de marche ; elle aurait derrière elle Monte-Grande, San-Bartholomeo, Rocca-Barbena ; la petite rivière de l'Arosoia, qui passe à la Piéva, à Albenga, est d'une bonne défense.

Cette armée pourrait donc aussi défendre le terrain, couvrir Oneille, et se porter sur Gênes ou sur Nice, à volonté ; mais une armée qui occuperait la crête supérieure de l'Apenuin, de Bardinetto à la Bocchetta, savoir : les hauteurs de Saint-Jacques, Cadibone, Montelegiuo, Stella, Montefaiale, couvrirait sans doute l'autre partie de la rivière du Pouant jusqu'à Gênes ; mais

comme cette armée ne serait éloignée de la mer que de deux à cinq lieues, elle pourrait être coupée dans le même jour, et serait exposée à n'avoir pas le temps de se rallier, de faire sa retraite. Ce champ d'opérations, mauvais, est de sa nature dangereux, parce qu'il n'a pas assez de profondeur.

2° Si le général Beaulieu eût réfléchi sur ces circonstances topographiques, il n'aurait pas marché sur Voltri pour couvrir Gênes; il se fût porté sur Acqui et sur Cairo; de là il eût débouché en même temps en trois fortes colonnes de quinze mille hommes: celle de gauche, par Montenotte, Montelegino et Savone; celle du centre, sur Cadibona et Vado; et celle de droite, sur la Madona delle Neve, Saint-Jacques et Finale. Il aurait eu une réserve à portée de secourir ces trois attaques. L'armée française se fût bientôt repliée, de Voltri et de Gênes, pour défendre ces trois importantes positions. Le général autrichien aurait engagé la guerre sur un terrain tout-à-fait à son avantage, puisqu'il pouvait, dès le premier jour, couper l'armée française, l'acculer à la mer, et la ruiner.

3° Après la bataille de Montenotte, les Autrichiens se rallièrent sur la route du Montferrat; ils ne pouvaient pas faire autrement, puisque la majorité de leurs forces était sur Voltri, Sassello, et encore éparpillée sur leur gauche. Mais l'armée piémontaise, sous les ordres du général Colli, au lieu de se porter sur Millesimo, eût dû appuyer sur Dego et former la gauche de Beaulieu. C'était une erreur de supposer que, pour couvrir Turin, il fallait se trouver à cheval sur la route de cette ville. Les armées réunies à Dego eussent couvert Milan, parce qu'elles eussent été à cheval sur la grande route du Montferrat; elles eussent couvert Turin, parce qu'elles eussent été sur le flanc de la chaussée de cette ville. Si Beaulieu eût eu cinq à six jours à sa disposition pour rallier sa gauche, il eût dû se porter sur Ceva, pour se réunir à l'armée piémontaise, parce qu'il était plus avantageux aux alliés de se maintenir près de la ligne d'opérations de l'armée française. Il n'y avait pas à craindre que celle-ci entrât dans le Montferrat tant que l'ennemi aurait une armée sur Ceva. Réunies, les deux armées étaient encore supérieures à l'armée française; séparées, elles étaient perdues.

4° Les points de Dego et de Millesimo étaient trop près de Montenotte pour que les deux armées autrichienne et piémontaise pussent s'y rallier avec sûreté. Beaulieu eût dû rassembler son armée en avant d'Acqui et Colli, puisqu'ils voulaient se séparer, sur les hauteurs de Montezemolo; cela leur eût évité la bataille de Millesimo et le combat de Dego. Les divisions de chaque armée eussent eu le temps d'arriver à ces deux points de rassemblement, avant que l'armée française eût pu les y attaquer. *Lorsque vous êtes chassé d'une première position, il faut rallier vos colonnes assez en arrière pour que l'ennemi ne puisse les prévenir; car ce qui peut vous arriver de plus fâcheux, c'est que vos colonnes soient attaquées isolément avant leur réunion.*

5° Le général Beaulieu, pour défendre le passage du Pô, prit position sur la rive gauche de ce fleuve, près de Valleggio; cette opération ne pouvait pas remplir son but vis-à-vis d'une armée manœuvrière: il eût dû se mettre à cheval sur le Pô, en jetant deux ponts à la hauteur de Stradella, et les couvrant par de fortes têtes de pont. Par cela seul, il eût empêché l'armée

française de descendre la rive droite, et celle-ci eût été obligée de passer le Pô au-dessus de la Stradella; ce qui donnait au général autrichien l'avantage important de protéger sa défensive par les deux grandes barrières du Pô et du Tésin.

6° Le général Beaulieu voulut défendre le Mincio par un cordon. Ce système est ce qu'il y a de pire dans l'ordre défensif. On était encore au mois de mai; il aurait dû occuper le Séraglio avec toute son armée; il pouvait y séjourner soixante-dix jours sans avoir rien à craindre des maladies; il laissa treize mille hommes de garnison dans Mantoue; il en avait vingt-six mille sur le Mincio. Il aurait donc pu réunir quarante mille hommes, c'est-à-dire une armée supérieure à l'armée française, dans une position aussi formidable que celle du Séraglio; il eût maintenu ses communications avec Modène et la basse Italie; il eût fait entrer une grande quantité de vivres dans Mantoue. Si le général français fût parvenu à forcer ce camp retranché, il ne lui eût pas été facile d'investir une armée qui eût occupé en force Saint-Georges, Cerera, Pietoli et Pradella. En se conduisant ainsi, Beaulieu n'eût pas été dans le cas de violer la neutralité de Venise. L'empereur aurait exigé et aurait obtenu que le sénat de Venise maintînt sa neutralité, ce qui lui eût été d'un grand avantage.

7° A défaut d'adopter ce parti, le maréchal Beaulieu pouvait, après avoir passé l'Oglio, se porter sur les hauteurs de Cavardo, et prendre la position de Saint-Ozetto, la droite à la Chiese, et la gauche au lac de Garda; l'armée française eût été forcée de prendre position vis-à-vis, en avant de Brescia; elle n'aurait pas pu s'étendre au-delà du Mincio, pendant tout le temps que l'armée autrichienne occuperait cette position et toute autre, entre les lacs d'Idro et de Garda.

8° Enfin, puisque le général autrichien, dans l'état où se trouvait le moral de son armée, ne pouvait pas livrer bataille, il ne devait pas se faire illusion sur le peu de protection que lui donnerait le Mincio. En disséminant son armée le long de cette rivière, il s'affaiblissait; il eût été plus fort en occupant une bonne position sur les mamelons entre le lac de Garda et l'Adige, en avant du plateau de Rivoli, et en s'y couvrant de retranchemens. Il aurait pu exiger alors que les Vénitiens occupassent en force la place de Peschiera, et refusassent les portes à l'armée française, comme ils seraient censés les avoir refusées à l'armée autrichienne. Vérone, qui était une place forte, renfermant une garnison de trois mille Esclavons, aurait également refusé ses portes aux Français, puisqu'elle aurait été censée les avoir refusées aux impériaux. Ces grands avantages, le général autrichien les a sacrifiés, pour renforcer son cordon du Mincio; il a violé lui-même la neutralité de Venise, en occupant Peschiera.

II° OBSERVATION.

1° Lorsque l'armée française se dirigea sur Ceva, pour attaquer l'armée piémontaise, la division Laharpe fut laissée en observation contre le camp d'Acqui, où Beaulieu ralliait toute l'armée autrichienne. Il paraîtrait que la position naturelle de ce corps d'observation aurait dû être sur les bords de la Bormida, en avant de Dego, afin de couvrir la ligne d'opération sur Savone. Il est à remarquer que, si Napoléon préféra la position sur le Belbo, en avant

de San-Benedetto, à deux marches sur la gauche de Dego, laissant la chaussée de Savone à découvert, c'est qu'il voulut tenir son armée réunie, pour que Beaulieu ne pût se placer entre ses divisions et les isoler. Le camp de San-Benedetto couvrait l'armée qui manœuvrait sur Ceva. Si Beaulieu se fût porté sur Dego, le corps placé à San-Benedetto l'eût attaqué en flanc et par-derrière; d'ailleurs la communication de Garessio, Ormea, était onverte; le choix du camp de San-Benedetto, pour placer le corps d'observation contre Beaulieu, mérite d'être médité.

2° Les divisions Serrurier et Masséna marchèrent sur Mondovi: elles étaient suffisantes; et dans ce temps-là Beaulieu ayant fait un détachement d'Acqui sur Nizza della Paglia, la division Augereau eut ordre de se porter à l'appui du camp de San-Benedetto, et après la bataille de Mondovi, elle se dirigea sur Alba, poussant une avant-garde sur Nizza della Paglia.

3° On a dit que Napoléon aurait dû passer le Pô, non à Plaisance, mais à Crémone; on a eu tort: son opération était déjà assez audacieuse, puisque longeant le Pô depuis Alexandrie, il a prêté le flanc, pendant vingt lienes, à l'armée autrichienne; s'il l'eût prolongé encore pendant sept lieues, il aurait été évidemment encore plus exposé. Beanlieu, arrivé à Fombio, aurait passé le Pô à Plaisance, et serait tombé sur les colonnes en marche; aurait coupé la ligne d'opération de la rive droite, comme il interceptait celle de la rive gauche, en observant l'Adda. D'aillenrs, Plaisance est située sur la rive droite, et cette ville offrait des ressources pour le passage de la rivière. Crémone est située sur la rive gauche; le peu d'Autrichiens qui s'y trouvait était suffisant pour retarder le passage.

4° Si l'armée française, après la bataille de Lodi, eût marché sur Mantoue, elle aurait trouvé cette place sans approvisionnemens, désarmée, et s'en fût emparée. Cette conjecture est très hasardée: l'armée avait, en peu de jours, conquis toute la Lombardie; il fallait s'y arrêter assez pour former le blocus des forteresses, occuper les points les plus importans, et organiser l'administration. Ce que les Français ont fait, dans ces circonstances, est le maximum de ce que l'on peut exiger de rapidité et d'activité. Vouloir quelque chose au-delà serait demander l'impossible. Pendant les six jours que l'armée française séjourna en Lombardie, elle doubla ses moyens, en accroissant le matériel de son artillerie, les remontes de sa cavalerie, et en ralliant les traînards qui étaient restés en arrière, par l'effet des marches forcées.

5° La révolte de Pavie pouvait avoir de grandes conséquences: l'activité et la vigueur des moyens de répression, l'incendie de Binasco, le sac de quelques maisons de Pavie, les quatre cents otages pris dans toute la Lombardie et envoyés en France, le beau rôle de conciliateurs dont Napoléon investit les évêques et le clergé, tout cela est digne d'éloges, et doit être imité. Depuis, la tranquillité de ce beau pays n'a plus été troublée.

En confiant la police du pays à la garde urbaine, aux gardes champêtres et à des magistrats nationaux, il organisa le pays, épargna son armée, et se donna des auxiliaires.

6° La bataille de Borghetto a été donnée le 30 mai; l'attaque de Wurmser est du 1er août; c'est dans ces soixante jours d'intervalle qu'une

partie de l'armée a passé le Pô, pris les légations de Ferrare et de Bologne, le fort Urbain, la citadelle de Ferrare, Livourne, et a désarmé ces provinces. Les troupes étaient de retour sur l'Adige, avant que Wurmser fût en mesure de commencer son opération; c'est bien employer son temps. La force d'une armée, comme la quantité des mouvemens dans la mécanique, s'évalue par la masse multipliée par la vitesse. Cette marche, bien loin d'affaiblir l'armée, augmenta son matériel et son moral, elle accrut ses moyens de victoire.

7° Si Napoléon eût mis à exécution l'ordre de son gouvernement, il se fût porté sur Rome et sur Naples avec vingt mille hommes, laissant le reste de l'armée sous Mantoue, aux ordres de Kellermann. L'Italie et l'armée eussent été perdues; il n'eût fait qu'obéir à des ordres supérieurs, sans doute, mais il n'en eût pas moins été coupable. Un général en chef n'est pas à couvert par un ordre d'un ministre ou d'un prince, éloigné du champ d'opérations, et connaissant mal ou ne connaissant pas le dernier état des choses. 1° Tout général en chef, qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais et désastreux, est criminel; il doit représenter, insister pour qu'il soit changé; enfin, donner sa démission plutôt que d'être l'instrument de la ruine des siens. 2° Tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, livre une bataille, ayant la certitude de la perdre, est également criminel. 3° Un général en chef est le premier officier de la hiérarchie militaire; le ministre, le prince, donnent des instructions auxquelles il doit se conformer en âme et conscience : mais ces instructions ne sont jamais des ordres militaires, et n'exigent pas une obéissance passive. 4° Un ordre militaire même n'exige une obéissance passive, que lorsqu'il est donné par un supérieur qui, se trouvant présent au moment où il le donne, a connaissance de l'état des choses, peut écouter les objections et donner les explications à celui qui doit exécuter l'ordre.

Tourville attaqua quatre-vingts vaisseaux anglais avec quarante; la flotte française fut détruite. L'ordre de Louis XIV ne le justifie point; cet ordre n'était pas un ordre militaire qui exigeait une obéissance passive: c'était une instruction. La clause sous-entendue était, s'il y avait des chances de succès au moins égales. Dans ce cas la responsabilité de l'amiral était à couvert par l'ordre du prince; mais, lorsque par l'état des choses la perte de la bataille était certaine, c'était mal comprendre l'esprit de cet ordre que de l'exécuter à la lettre. Si en abordant Louis XIV, l'amiral lui eût dit : « Sire, si j'eusse attaqué » les Anglais, toute votre escadre au» rait été perdue, je l'ai fait rentrer » dans tel port. » Le roi l'eût remercié, et, de fait, l'ordre royal aurait été exécuté.

On a justifié la conduite du duc d'Orléans devant Turin, en 1706; les historiens l'ont déchargé de tout blâme. Le duc d'Orléans était prince; il a été régent; il était d'un caractère facile; les écrivains lui ont été favorables; tandis que Marsin, resté mort sur le champ de bataille, n'a pas pu se défendre. On sait pourtant qu'il protesta, en mourant, sur le parti que l'on prit de rester dans les lignes. Mais quel était le général en chef de l'armée française d'Italie? Le duc d'Orléans. Marsin, Lafeuillade, Albergotti, étaient sous ses ordres; il dépendait

de lui de prendre ou non les avis d'un conseil de guerre, il le présida; il dépendait de lui de se conformer ou non à l'opinion de ce conseil de guerre. Le prince n'a pas été troublé dans son commandement; personne ne lui a refusé obéissance. 1° S'il eût donné l'ordre à l'armée de sortir de ses lignes; 2° s'il eût donné l'ordre à la gauche de passer la Doire pour renforcer la droite; 3° s'il eût donné positivement l'ordre à Albergotti de repasser le Pô, et que les généraux eussent refusé d'obéir, sous prétexte qu'ils ne lui devaient pas obéissance; tout serait bien, le prince serait disculpé... Mais, dit-on, Albergotti n'obéit pas à l'ordre qu'il reçut de faire un détachement sur la rive droite du Pô; il s'est permis des observations, et c'est ce qui arrive tous les jours; ce ne fut pas un acte de désobéissance: si le prince lui eût envoyé un ordre positif, s'il se fût porté à son camp d'un temps de galop, qu'il eût fait prendre les armes et qu'il eût commandé; *tête de colonne à gauche*, il eût été obéi; 4° la bataille perdue, l'armée se retirait sur Asti, pour couvrir la Lombardie et joindre l'armée de Médavi, qui avait, le même jour, remporté une victoire à Castiglione. Le prince général en chef changea de résolution, et il se retira sur Pignerol, parce qu'il crut que la route de la Lombardie lui était coupée. Si l'obscure anecdote que l'on a colportée, que le duc d'Orléans n'était général que de nom, et que Marsin était investi d'un ordre secret du roi pour commander, était en effet vraie, le duc d'Orléans, en acceptant un pareil rôle à l'âge de trente-deux ans, aurait fait une chose contraire à l'honneur, digne de mépris, et qui aurait couvert de honte le dernier gentilhomme. Si les Français eussent été vainqueurs, qui aurait eu la gloire? Le comte de Marsin était muni d'une recommandation du roi auprès de lui, pour que ce jeune prince écoutât de préférence ses avis, voilà tout. Le duc d'Orléans était le général en chef reconnu par les généraux, les officiers et les soldats; aucun ne refusa et n'eût refusé de lui obéir; il est responsable de tout ce qui a été fait.

Le général Jourdan dit, dans ses mémoires, que le gouvernement lui avait fait insinuer de donner la bataille de Stockach; il cherche ainsi à se justifier de la mauvaise issue de cette affaire; mais cette justification ne pourrait pas être admise, quand même il en aurait reçu l'ordre positif et formel, comme nous l'avons prouvé. Lorsqu'il s'est décidé à donner la bataille, il a cru avoir les chances favorables de la gagner, il s'est trompé.

Mais ne pourrait-il pas arriver qu'un ministre ou qu'un prince expliquât ses intentions assez clairement pour qu'aucune clause ne pût être sous-entendue? qu'il dit à un général en chef: « Livrez bataille. L'ennemi, par » le nombre, la bonté de ses troupes, » et les positions qu'il occupe, vous » battra; n'importe, c'est ma volon» té. » Un pareil ordre devrait-il être exécuté passivement? Non. Si le général comprenait l'utilité et dès-lors la moralité d'un ordre aussi étrange, il le devrait exécuter; mais s'il ne les comprenait pas, il ne devrait pas y obéir.

Quelque chose de semblable cependant arrive souvent à la guerre: un bataillon est laissé dans une position difficile pour sauver l'armée; mais le commandant de ce bataillon en reçoit l'ordre positif de son chef, qui est présent au moment où il le donne,

qui répond à toutes les objections, s'il y en a de raisonnables à faire; c'est un ordre militaire donné par un chef présent et auquel on doit une obéissance passive. Mais si le ministre ou le prince se trouvent à l'armée? Alors, s'ils prennent le commandement, ils sont généraux en chef; le général en chef n'est plus qu'un général de division subordonné.

Il ne s'ensuit pas de là qu'un général en chef ne doit pas obéir au ministre qui lui ordonne de livrer une bataille; il doit au contraire le faire toutes les fois que, dans son opinion, il y a égalité de chances et autant de probabilité pour que contre; car l'observation que nous avons faite n'est que pour le cas où les chances lui paraîtraient tout-à-fait contraires.

IIIe OBSERVATION.

1° Le plan du maréchal Wurmser, au commencement d'août, était défectueux; ses trois corps, l'un sous ses ordres directs, l'autre sous ceux de Quasdanowich, le troisième sous Dawidowich, étaient séparés entre eux par deux grandes rivières, l'Adige et le Mincio, plusieurs chaînes de montagnes et le lac de Garda.

Wurmser devait ou déboucher avec toutes ses forces entre le lac de Garda et l'Adige, s'emparer du plateau de Rivoli, et se faire joindre à Incanale par son artillerie; soixante-dix à quatre-vingt mille hommes, ainsi postés, appuyés, la droite au lac de Garda, la gauche à l'Adige, ayant trois lieues de front, en eussent imposé à l'armée française, qui, comptant à peine trente mille combattans, n'eût pu leur tenir tête.

Ou bien déboucher, avec toute son armée réunie, par la Chiese, sur Brescia; l'artillerie peut y passer.

2° Il fit, dans l'exécution de son plan, une faute qu'il paya bien cher: ce fut de perdre deux jours pour se porter sur Mantoue. Il devait, au contraire, jeter deux ponts sur le Mincio, à une portée de canon de Peschiera, et passer promptement cette rivière, joindre sa droite à Lonato, Dezanzano et Salo, et réparer ainsi, par une rapide exécution, les défauts de son plan.

3° Opérer par des directions éloignées entre elles et sans communications, est une faute qui, ordinairement, en fait commettre une seconde. La colonne détachée n'a des ordres que pour le premier jour; ses opérations pour le second jour dépendent de ce qui est arrivé à la principale colonne; ou elle perd du temps pour attendre des ordres, ou elle agit au hasard. Dans cette circonstance, Wurmser eût dû éviter cet inconvénient et donner des ordres à Quasdanowich, non seulement pour déboucher sur Brescia, mais même sur Mantoue, et se porter lui-même avec le principal corps à tire-d'aile sur cette place forte. Quasdanowich serait arrivé à Mantoue, s'il ne se fût pas arrêté à Brescia; il eût fait lever le siége, eût trouvé protection derrière les remparts de cette place, eût vécu de ses magasins; la jonction s'y serait faite avec son armée, sur un point fixe et qui était à l'abri des vicissitudes de la campagne; et si Wurmser eût été battu, avant d'arriver à Mantoue, Quasdanowich n'en aurait pas moins ravitaillé la garnison; il aurait pu longtemps occuper le Séraglio; enfin, il aurait pris conseil des circonstances.

Il est donc de principe qu'une armée doit toujours tenir ses colonnes réunies,

de manière que l'ennemi ne puisse pas s'introduire entre elles; lorsque, par des raisons quelconques, on s'écarte de ce principe, il faut que les corps détachés soient indépendans dans leurs opérations, et se dirigent, pour se réunir sur un point fixe vers lequel ils marchent sans hésiter et sans de nouveaux ordres, afin qu'ils soient moins exposés à être attaqués isolément.

4° Au commencement de septembre, Wurmser se mit en mouvement pour se porter avec trente mille hommes dans le Bassanais, en laissant Dawidowich avec trente mille hommes dans le Tyrol. Il devait prévoir le cas où le général français déboucherait dans le Tyrol, et prescrire à Dawidowich de ne pas recevoir bataille à Roveredo et de se replier snr Bassano, pour, réunis, donner bataille à l'armée française; les milices tyroliennes étaient snffisantes pour observer le Lawis; on bien il devait faire en sorte de se trouver sur le champ de bataille dans le Tyrol, en faisant retirer Dawidowich sur Calliano et le Lawis. San-Marco, Mori, Roveredo, sont de bonnes positions; mais contre des tronpes impétueuses, elles ne peuvent compenser le défant dn nombre. Dans toutes ces affaires de gorges, les colonnes, une fois rompues, se culbutent les unes sur les autres et tombent au pouvoir de l'ennemi.

5° Il était trop tard lorsque Wurmser conçut le projet de diriger la division dn général Mezaros sur Vérone. Ce mouvement avait été prévn: Kilmaine y était avec un petit corps d'observation. Wurmser eût mieux fait de garder cette division à Bassano, au soutien des deux antres; mais enfin, pnisqu'il voulait opérer sur Mantone avec une partie de ses troupes, il fallait qu'il donnât à cette division deux mille hommes de cavalerie, trente piéces de canon, un équipage de pontons; qu'il la dirigeât, non sur Vérone, mais sur Albaredo, où elle anrait jeté son pont, et se serait portée à tire-d'aile sur Mantoue. La place eût été débloquée, les derrières de l'armée fort inquiétés; Vérone même pouvait être prise à revers; et la garnison de Mantoue, ainsi renforcée, anrait pu se maintenir long-temps maîtresse de la campagne. Le maréchal se fût alors retiré de Bassano, avec ses denx autres divisions, ses parcs et son état-major, sur la Piave. L'armée française eût été obligée, par sa gauche, de se tenir sur le Lawis, en avant de Trente; par son centre, sur la Piave, pour s'opposer an corps principal de l'armée; et enfin d'acconrir sur ses derriéres à Mantoue, pour rétablir le blocns: c'était bien de la besogne pour une petite armée, et cela ponvait donner lieu à des changemens de fortune.

6° La marche de Wurmser snr l'Adige, avec les seize mille hommes restant de son armée, a été obligée; il devait être cerné, acculé au flenve, et forcé de poser les armes, parce qn'il n'avait pas d'éqnipage de pont, ses denx équipages et ses parcs de réserve ayant été pris à Bassano. Il ne dnt le bonheur de pénétrer jusqn'à Mantoue qu'à la faute d'un chef de bataillon, qui évacna Legnago.

7° Le maréchal laissa mal à propos dans Legnago dix-huit cents hommes et plusienrs batteries; la retraite ne lui était plus possible dans la direction de l'Adige, où était toute l'armée française. Il fallait qu'il gagnât Mantoue; et si cela ne lui était pas possible, il lui était plus facile encore d'entrer à Milan, que de retourner à Legnago. Il s'affaiblit, et s'acrifia du monde inutilement.

8° Wurmser eut également tort de risquer la bataille de Saint-Georges; il lui était plus profitable de se maintenir dans le Saraglio, qui est le vrai champ de bataille des garnisons de Mantone, quand elles sont nombreuses.

9° Le maréchal pouvait également, pendant qu'il était encore maître du Séraglio, passer le Pô avec toute sa cavalerie, quelques bataillons de grenadiers et quelques batteries bien attelées, descendre la rive droite de ce fleuve, repasser le bas Pô et le bas Adige, et regagner Padoue: le général Français eût appris cette opération trop tard pour pouvoir s'y opposer. Wurmser eût ainsi sauvé toute sa cavalerie, une grande partie de son artillerie, l'état-major de son armée, tout son quartier-général, et l'honneur des armes autrichiennes.

IV° OBSERVATION.

1° Il y avait à Brescia un hôpital et un magasin français et seulement trois compagnies de garnison; elles furent prisonnières de guerre. Si l'on eût fait mettre la citadelle à l'abri d'un coup de main, cela ne fût pas arrivé. C'est ce que l'on fit depuis, et ce que l'on eût dû faire plus tôt.

2° La division Soret qui était à Salo, eût dû tenir une avant-garde sur le lac d'Idro, à la Rocca-d'Anfô, pour éclairer la chaussée de la Chiese jusqu'à Lodron, ce qui eût empêché que Brescia et Salo ne fussent surpris: on eût prévenu douze heures avant, et on aurait eu le temps de se mettre en défense.

3° Puisque entre les lacs de Garda et d'Idro il n'y a, pour l'artillerie, qu'un chemin praticable, qui passe à la Rocca-d'Anfô, et qu'il fallait que l'on passât par ce défilé pour arriver à Salo, n'eût-il pas été plus convenable de placer la division Soret en position sur le lac d'Idro, derrière le défilé d'Anfô, et occupant par des redoutes, des retranchemens et deux barques armées les avenues et le lac d'Idro? Il eût fallu vingt-quatre heures à Quasdanowich pour enlever cette position, ce qui eût mis à même de prévenir à Brescia, à Salo, à Vérone et au quartier-général. La position qu'occupait la division Soret, à Salo, ne défendait, ne couvrait rien; il faut donc convenir que cette divison fut mal postée et n'occupait pas les positions qu'elle devait occuper pour remplir son but, qui était de couvrir le pays de la Chiese au lac de Garda.

4° On a dit: la marche de la division Masséna par la rive gauche de l'Adige, celle de la division Vaubois par la Chiese, en septembre, ont les mêmes inconvéniens que celles de Wurmser et Quasdanowich, en août, puisque, dans les deux cas, les colonnes sont également séparées par l'Adige, le Mincio, le lac de Garda et les montagnes. Cette assertion n'est pas exacte. Loin d'être semblables, ces deux marches sont inverses: Wurmser et Quasdanowich se séparèrent à Roveredo, où ils étaient réunis, et marchèrent par deux directions qui forment un angle obtus; de sorte que chaque jour ils s'éloignèrent davantage; à leur troisième jour de marche, l'un était à Brescia, l'autre à Rivoli, et c'est alors qu'ils étaient séparés par deux rivières, un lac et des montagnes, c'est-à-dire au moment où ils devaient rencontrer l'ennemi, et où ils entraient en opération et débouchaient en plaine. Les deux colonnes françaises, au contraire, étaient, avant de se mettre en mouvement, l'une sur l'Adige et l'autre à Brescia, et marchèrent en suivant le

même côté de l'angle, mais sur le sommet; de sorte que le troisième jour elles arrivèrent l'une à Mori, l'autre à San-Marco; elles se touchaient, et n'étaient séparées que par l'Adige, sur lequel elles avaient jeté deux ponts, à Seravalle et à Roveredo. Ces colonnes n'ont jamais cessé d'être en communication, qui devenait plus courte et plus facile à mesure qu'elles se sont approchées de l'ennemi, si bien qu'au dernier moment elles pouvaient se parler. Les deux colonnes de Wurmser sortaient des montagnes pour déboucher en plaine, tandis que les colonnes françaises quittaient la plaine pour entrer dans les gorges, où le nombre était moins important, et qu'ayant toutes deux le même but d'arriver sur Trente, elles s'aidaient évidemment dans la marche, puisqu'elles arrivaient sur un théâtre étroit.

5° S'il est prouvé que ces deux opérations ne se peuvent comparer, s'ensuit-il que la marche du général français soit conforme aux règles et sans danger? On ne peut pas dire abstractivement que cette marche fût sans danger; mais elle en avait peu. Si Vaubois ne fût pas parti de Brescia et de Lodron, il eût dû revenir sur Polo pour y passer l'Adige, ce qui eût occasionné un retard de cinq jours. Les divisions Masséna et Angereau étaient déjà en colonnes sur une seule route, dans des gorges étroites; la division Vaubois n'eût été qu'un surcroît d'embarras. Napoléon se contenta de donner des instructions détaillées sur tout ce qui pouvait arriver, non seulement au général Vaubois, mais au général Saint-Hilaire, officier de confiance, qui commandait l'avant-garde. Il leur recommanda de se tenir bien éclairés, et de ne pas s'engager si l'ennemi, par un mouvement imprévu et inattendu, se portait à leur rencontre avec des forces supérieures; à cet effet, de tenir loin en arrière les parcs et les bagages, afin de pouvoir rétrograder d'une marche sans inconvénient. Enfin, la division Vaubois fut constamment en communication avec l'armée, par Riva, d'abord, et puis par le pont de Sarca; elle donnait et recevait des nouvelles trois fois par jour.

6° On a pensé que si Napoléon eût fait occuper Legnago, comme place forte, qu'il y eût mis un commandant, des adjudans, des officiers d'artillerie et du génie, un commissaire des guerres; qu'il y eût réuni des magasins et quatre à cinq cents hommes de garnison, indépendamment de quelques dépôts, il ne fût pas venu dans l'idée du commandant de cette place de l'évacuer, et que Wurmser n'aurait pu la forcer: puisqu'il était coupé de Mantoue, ce qui eût décidé sa ruine. Napoléon le sentit, car depuis il fit fortifier Legnago.

7° Si de prime-abord il eût construit des lignes de circonvallation à Saint-Georges, cela eût beaucoup gêné Wurmser. Il en fit construire depuis; elles contribuèrent au succès de la bataille de la Favorite.

Une armée française qui assiége Mantoue, indépendamment du corps d'observation qui est sur l'Adige et sur Montebaldo, doit avoir des avant-postes sur les bords de la Molinella et du Tartaro; couvrir ses ponts par des ouvrages, ayant des fossés pleins d'eau et des inondations. Avec peu de travail, les chaussées de Legnago à Mantoue et tout le pays, depuis le Pô jusqu'à Roverbella, peuvent être rendus impraticables par le moyen des eaux.

8° On a dit que cette marche de l'armée française au travers du Tyrol, et son mouvement à droite, par les

gorges de la Brenta et sur Bassano, la compromettaient; que, si Wurmser se fût porté sur Vérone, il eût coupé sa retraite et l'eût cerné dans les gorges du Tyrol; que cette opération était plus qu'audacieuse, qu'elle était téméraire, et qu'elle violait les règles.

La bataille de Roveredo eut lieu le 3 septembre, et la bataille de Bassano, le 8. Le 3 septembre au soir, les Français avaient fait neuf mille prisonniers, et mis hors de combat la moitié de l'armée autrichienne. Le 5, le quartier-général de Wurmser était encore à Borgodi-Valsugana, avec deux divisions en marche pour Bassano, et une division couchait ce soir-là à Bassano. Il n'était plus posible alors que le maréchal pût rien tenter sur l'Adige; effectivement, l'armée française arriva le 8, à la pointe du jour, à Bassano, et le quartier-général de Wurmser n'y était arrivé que la veille, fort tard. Une opération de cette nature peut être méditée à l'avance, et conçue tout entière. Mais son exécution est progressive, et se trouve autorisée par les événemens qui ont lieu chaque jour; mais enfin, supposez que Wurmser fût arivé à Vérone, eût passé l'Adige, l'armée française avait toujours une retraite assurée sur la Chiese et sur Brescia, trois journées plus en arrière. Cette opération était donc conforme à toutes les règles de la guerre; audacieuse, il est vrai, mais bien raisonnée.

V° OBSERVATION.

1° La cour de Vienne ne se laissa pas décourager par la mauvaise issue du second plan qu'elle avait prescrit à Wurmser; Alvinzi en novembre, déboucha avec deux corps d'armée: l'un par le Tyrol, commandé par Davidowich, et l'autre par le Vicentin, commandé par lui-même. Rien de plus fautif que ce plan; pour y remédier, il eût dû, aussitôt qu'il fut maître de Bassano, et Davidowich de Trente, faire venir celui-ci, par les gorges de la Brenta, sur Bassano, laissant les milices tyroliennes sur Trente, et se présenter sur l'Adige avec toute son armée réunie.

2° En occupant la position de Caldiero, il eût dû établir des postes dans les marais d'Arcole et vis-à-vis de Ronco: il pensa mal à propos que ces marais étaient inpraticables, ce qui permit d'y construire un pont et d'y faire déboucher l'armée, par la rive gauche, sur ses derrières, sans qu'il en fût informé.

3° Les communications entre le corps d'Alvinzi et celui de Davidowich étaient si difficiles, que, bien qu'ils ne fussent éloignés que de dix ou douze lieues, de Caldiero à Rivoli, ils furent plus de huit jours sans pouvoir communiquer. Le système du pays, au nord de Vérone, est extrêmement âpre: il n'y a aucune communication.

4° Alvinzi avait, sur le champ de bataille de Rivoli, quarante-quatre bataillons, vingt-quatre escadrons, et cent trente pièces de canon: en tout, cinquante mille hommes sous les armes: mais il fit déboucher vingt bataillons et toute son artillerie (vingt-cinq mille hommes), avec ses voitures et ses bagages, par la vallée de l'Adige, savoir: une colonne par la rive gauche, commandée par Wukassowich, forte de six bataillons, se dirigeant sur la Chiusa, où elle fut arrêtée par trente hommes en garnison dans ce fort; elle ne servit à rien. La colonne qui déboucha par la rive droite de l'Adige, y arriva, en passant cette

rivière au pont de Dolce; elle longea pendant une lieue le pied du Monte-Magnone, resserrée entre cette montagne et la rivière. Dans plusieurs endroits il n'y a que la largeur de la route; le revers du Monte-Magnone est presque perpendiculaire à l'Adige; il n'y a aucune issue jusqu'au pied de la Chapelle San-Marco: d'un côté est le plateau de Rivoli, de l'autre, la chaussée de Trente à Peschiera, qui, arrivée au pied du plateau de Rivoli, traverse Osteria della Dogana et le petit hameau d'Incanale; mais ce chemin est dominé par le revers de la chapelle San-Marco du côté du nord, et par les revers du plateau de Rivoli, du côté du midi.

Avec les vingt-quatre autres bataillons, sans cavalerie et sans artillerie, c'est-à-dire avec moins de vingt-cinq mille hommes, Alvinzi franchit les hauteurs du Montebaldo, occupa tout l'espace compris entre Monte-Magnone et le lac de Garda. Ces dispositions étaient contraires au grand principe, qui veut qu'une armée soit, *tous les jours et à toute heure, en état de combattre.* Or, Alvinzi n'était point en état de combattre à son arrivée sur ces montagnes, ni pendant le temps qu'il lui fallait pour arriver au plateau de Rivoli. Car, pour qu'une armée soit en état de combattre, il faut qu'elle soit réunie; mais les vingt bataillons qui longeaient la vallée de l'Adige étaient séparés, et ne pouvaient se réunir qu'après avoir pris le plateau de Rivoli. Une armée pour se battre, a besoin de sa cavalerie et de son artillerie; or, la cavalerie et l'artillerie, qui étaient sous les ordres de Quasdanowich, ne pouvaient joindre l'armée que par le plateau de Rivoli. Alvinzi supposait donc qu'il ne serait point obligé de se battre depuis la Corona jusqu'à Rivoli, et cela ne dépendait pas de lui. Il avait exposé vingt-quatre bataillons, sans cavalerie et sans artillerie, à être attaqués par toute l'armée française, forte de vingt mille hommes d'infanterie, de deux mille chevaux, avec soixante pièces de canon; cette lutte n'était pas égale. Mais le maréchal Alvinzi croyait n'avoir à faire qu'à la division Joubert, de neuf mille hommes qui, étant chargée de garder tout le pays, de la Corona à Rivoli, et depuis le lac de Garda jusqu'à l'Adige, serait obligée de placer au moins trois mille hommes à Rivoli, pour défendre le plateau, et empêcher Quasdanowich de déboucher par la vallée de l'Adige. Alvinzi avait dans les mains vingt-cinq mille hommes contre cinq à six mille; il détacha en conséquence la division Lusignan, qu'il fit passer entre Montebaldo et le lac de Garda, pour se porter sur Montepopoli, et tourner le plateau de Rivoli. Il ne lui resta plus alors que dix-huit mille hommes contre Joubert, qui n'en pouvait avoir que six mille sur Montebaldo et Monte-Magnone. Cette combinaison eût été fort belle, si les hommes, comme les montagnes, étaient immobiles; mais il avait oublié le proverbe populaire, que, *si les montagnes sont immobiles, les hommes marchent et se rencontrent.* Les tacticiens autrichiens ont toujours abondé dans ce faux système. Le conseil aulique, qui avait rédigé le plan de Wurmser, supposait que l'armée française était immobile, fixée à la place de Mantoue: cette supposition gratuite entraîna la perte de la plus belle armée de la maison d'Autriche. Lauer, qui dirigeait les opérations d'Alvinzi, s'imagina que la division Masséna serait contenue par la division qui débouchait par Caldiero, et resterait fixe, clouée aux remparts de Vérone; qu'enfin le général en chef

ne comprendrait pas l'importance de prévenir l'armée sur le plateau de Rivoli.

5° Qu'eût dû faire Alvinzi? Marcher de manière à ce que tous les jours, à toutes les heures, il pût se battre. A cet effet: 1° tenir ses quarante-quatre bataillons sur les montagnes, entre Monte-Magnone et le lac de Garda, de manière qu'il fussent réunis, en communication, et ne formassent qu'une seule masse; 2° y réunir également ces trente escadrons de cavalerie; car c'est un préjugé, que de supposer que la cavalerie ne passe pas partout où passe l'infanterie; enfin, avoir à chaque colonne des pièces sur affûts-traineaux; 3° ne faire de dispositions pour attaquer la division de Joubert que le matin même de l'attaque, après l'avoir reconnue et s'être assuré de l'état des choses, par le retour des reconnaissances, le rapport des déserteurs, des prisonniers et des espions. Car il est de principe *qu'il ne faut faire aucun détachement la veille du jour d'une attaque, parce que, dans la nuit, l'état des choses peut changer, soit par des mouvemens de retraite de l'ennemi, soit par l'arrivée des grands renforts, qui le mettent à même de prendre l'offensive et de rendre funestes les dispositions prématurées que vous avez faites.*

On est souvent trompé à la guerre sur la force de l'ennemi qu'on a à combattre. Les prisonniers ne connaissent que leurs corps, les officiers font des rapports bien incertains; c'est ce qui a fait adopter un axiôme qui remédie à tout: *qu'une armée doit être tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable*; ce qui exige que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions; que l'infanterie ait toujours avec elle son artillerie, sa cavalerie, ses généraux; que les diverses divisions de l'armée soient sans cesse en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger; que dans les camps, dans les haltes et dans les marches, les troupes soient placées dans des positions avantageuses, qui réunissent les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir: 1° que les flancs soient appuyés; 2° que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont le plus avantageuses. Pour satisfaire à ces conditions, lorsqu'on est en colonne de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, assez loin pour que le corps principal puisse se déployer et prendre position. Les tacticiens autrichiens se sont constamment éloignés de ces principes, en faisant des plans basés sur des rapports incertains, et qui même, s'ils eussent été vrais au moment où ils arrêtaient les plans, cessaient de l'être le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire lorsqu'ils devaient être exécutés.

Un grand capitaine doit se dire plusieurs fois par jour: si l'armée ennemie apparaissait sur mon front, sur ma droite ou sur ma gauche, que ferais-je? et s'il se trouve embarrassé, il est mal posté, il n'est pas en règle; il doit y remédier. Si Alvinzi se fût fait cette demande: « Si l'armée française » vient à ma rencontre avant mon arrivée à Rivoli, et lorsque je n'aurai » à lui opposer que la moitié de mon » infanterie, point de cavalerie, point » d'artillerie, il se fût répondu: je se» rai battu par des forces inférieures » aux miennes. » Comment l'exemple de ce qui s'était passé à Lodi, à Castiglione, à la Brenta, à Arcole, ne le rendait-il pas plus circonspect?

6° Alvinzi déboucha en janvier;

Mantoue était aux abois. Il opéra avec deux corps : le premier se porta sur Monte-Baldo, il y commandait en personne; l'autre, sur le bas Adige, commandé par Provera. Le succès de Provera serait sans résultat si Alvinzi était battu. On aggrava ces fautes du plan de campagne, en liant ces deux attaques par une attaque centrale sur Vérone, qui n'avait aucun but, affaiblissait les deux attaques principales sans les lier, puisque les localités rendaient cela impossible. Il est vrai que les ordres de Vienne étaient que si Alvinzi était battu et que Provera réussît à débloquer Mantoue, Wurmser passât le Pô, avec la garnison de Mantoue, et se retirât sur Rome; mais à moins qu'on ne fût assuré de la coopération du roi de Naples, ce qui n'était pas, cela n'eût pas eu de résultat.

7° Provera, après avoir surpris le passage de l'Adige, à Anghiari, eût dû passer sur la rive droite avec tout son corps, la division Bayalitsch comprise, lever son pont, se diriger sur Mantoue, qui était son seul refuge; il y serait arrivé avec vingt mille hommes. Au lieu de cela, il n'y arriva qu'avec huit mille hommes, parce qu'il laissa la division Bayalitsch sur la droite, deux mille hommes à la garde de son pont, qui furent faits prisonniers; et qu'ayant perdu du temps, son avant-garde fut entamée. Arrivé dans la matinée devant Saint-Georges, il aurait dû être entré dans la place avant midi, ou par la citadelle, où il n'y avait pas de ligne de circonvallation, ou par Pietoli, traversant le lac qui est très étroit dans cet endroit; il y avait plus de cent bateaux dans le port de Mantoue. Il perdit la journée et la nuit. Dès cinq heures de l'après-midi, Napoléon étant arrivé à la Favorite, avec une partie de l'armée de Rivoli, tout se trouvait changé. Provera fut obligé de capituler le lendemain matin. *Les Autrichiens, en général, ne connaissent pas le prix du temps.*

8° Le général Provera pris à Cossaria, le lendemain de Millesimo, avait fait preuve de peu de talens, ce qui fut la véritable raison qui engagea Napoléon à l'exalter, afin de l'accréditer; cela lui réussit : Provera fut réemployé, et se laissa prendre pour la seconde fois à la Favorite. Il faut donc tenir pour suspectes les louanges de ses ennemis, à moins qu'elles ne soient données après la cessation des hostilités.

VIe OBSERVATION.

1° On a dit que le pont de l'Adige devait être placé à Albaredo, et non à Ronco; on a eu tort. Kilmaine n'avait dans Vérone que mille cinq cents hommes. Après avoir passé le pont à Ronco, avant de marcher sur Arcole, on envoya une reconnaissance sur la digue de Porcil, et on s'empara de ce village où se porta Masséna, qui se trouva ainsi placé à deux lieues sur les derrières du maréchal Alvinzi. Si ce maréchal eût marché le même jour sur Vérone, comme cela était probable, l'armée française l'eût suivie en queue; il n'y avait aucun obstacle qui les séparât, et Alvinzi eût été acculé sur Vérone. Si le pont eût été placé vis-à-vis Albaredo, sur la gauche de l'Alpon, cette rivière, ou le marais d'Arcole, eussent couvert la marche d'Alvinzi, et lui eussent donné le temps de forcer Vérone. Les circonstances étaient si délicates! L'opération de passer sur les derrières d'Alvinzi à Ronco est audacieuse, mais à l'abri de tout inconvénient; celle de passer l'Adige à Albaredo est téméraire, hasardeuse : elle compromettait Vérone et l'armée.

2° Pourquoi le premier et le second jour, a-t-on abandonné Arcole? Pour pouvoir lever le pont de Ronco à minuit, si les nouvelles de Rivoli l'exigeaient, marcher alors sur Roverbella, et y arriver avant Davidowich. Si celui-ci arrivait devant Mantoue avant l'armée française, tout était perdu; si l'armée française y arrivait avant, tout était gagné. Réuni à Vaubois, le général en chef eût battu Davidowich, l'eût rejeté dans le Tyrol, et fût revenu à temps sur l'Adige, avant qu'Alvinzi eût pu passer cette rivière.

3° Il fallait, a-t-on dit encore, jeter, le premier jour, un pont sur l'Alpon, et déboucher en plaine; il le fallait faire au moins le deuxième jour! Non. Ce ne fut que le troisième jour de cette bataille que l'armée ennemie fut suffisamment affaiblie, démoralisée, et qu'on put espérer de la battre en ligne déployée. Ce fut même contre l'opinion des généraux qui trouvaient cette manœuvre trop hardie, et après avoir hésité une heure, que Napoléon en donna l'ordre le troisième jour. Il faut bien se rappeler que l'armée française avait été affaiblie par la bataille de la Brenta, par celle de Caldiero; elle ne comptait plus que treize mille hommes, et la première et la deuxième journée d'Arcole l'avaient encore réduite. On ne peut comprendre les manœuvres de cette bataille, qu'en connaissant bien le système topographique de Rivoli, Vérone, Castel-Novo, Mantoue, Ronco, Caldiero, Villa-Nova et Vicence.

4° La capitulation accordée à Wurmser est sans exemple. Napoléon s'y détermina par un sentiment de générosité pour ce vieux maréchal, qui eût pu être son grand père; par le désir d'acquérir la réputation de clément envers le vaincu; enfin pour témoigner toute son indignation de l'ordre que le directoire lui avait envoyé de traiter ce respectable maréchal comme émigré pris les armes à la main, étant natif d'Alsace.

5° Napoléon aurait dû faire occuper le plateau de Rivoli, la Corona, la Chapelle San-Marco et la Rocca-d'Anfo, par de bons ouvrages en bois et même en maçonnerie. L'Adige est chargé de trains de bois que le commerce fait descendre du Tyrol pour porter à Ferrare et à Venise; la chaux et la pierre y sont très abondantes; Vérone et Brescia offrent toute espèce de ressources. En six semaines, on eût pu établir sur le plateau de Rivoli, à la chapelle San-Marco, à la Corona, à la Rocca-d'Anfo, quatre forts, qui, armés chacun d'une quinzaine de pièces de canon et de quatre à cinq cents hommes de garnison, eussent mis ces quatre débouchés à l'abri de toute surprise et de tout coup de main; cela eût valu à l'armée plus qu'un renfort de quinze mille hommes. On dit qu'après l'opération de Wurmser en août, où l'on avait éprouvé tout le danger que pouvait faire courir à l'armée le débouché de la Chiese, Napoléon donna ordre qu'on occupât la Rocca-d'Anfo, mais que les ingénieurs se jetèrent dans des plans trop étendus; qu'il eût fallu un an de travail pour les exécuter. Mais évidemment cette opinion des ingénieurs était erronée: à la guerre, le chef seul comprend l'importance de certaines choses, et peut seul, par sa volonté et par ses lumières supérieures, vaincre et surmonter toutes les difficultés.

6° Mantoue tomba enfin après huit mois d'investissement. Des ingénieurs italiens avaient proposé de détourner les eaux du Mincio, et, par ce moyen, dessécher les lacs de Mantoue, ce qui

eût privé cette place de sa principale défense. Cette opération fut tentée par les Visconti, dans leurs guerres contre les ducs de Mantoue; mais ils n'étaient pas maîtres de Peschiera, et d'ailleurs les ingénieurs milanais conduisirent leurs travaux sur de faux principes: ils essayèrent de barrer le Mincio par des digues, que la rivière finit par enlever. On sait assez qu'il ne faut pas s'opposer directement au cours des eaux; c'est en le caressant et en se soumettant à tous ces caprices, que les Hollandais ont assujetti l'Océan. C'eût été en dérivant les eaux dans le Tartaro et la Molinella, qu'on eût réussi.

7° Pour raccourcir la ligne de l'Adige, on a plusieurs fois indiqué, comme un moyen efficace, de couper la digue de la rive droite de cette rivière, près Legnago. Les eaux dérivées se mêleraient avec celles du Tartaro et de la Molinella, et feraient un marais de tout le pays compris entre l'Adige, depuis Legnago au Pô. Mais les résultats d'une pareille opération seraient funestes à cette province. Lors de la deuxième attaque d'Alvinzi et de Provera, en janvier, ce projet fut présenté à Napoléon, qui ne crut pas que l'urgence des circonstances pût l'autoriser à une pareille dévastation. Les Anglais n'en ont pas agi avec cette modération en Egypte; et, pour obtenir un avantage de peu d'importance, ils ont coupé la digue du lac Madieh, et fait entrer la Méditerranée dans le lac Mareotis, ce qui faillit entraîner la ruine d'Alexandrie.

VII[e] OBSERVATION.

L'armée française qui marcha sur Rome ne comptait que quatre mille Français; elle était, il est vrai, de neuf mille hommes, en y comprenant les bataillons de nouvelle levée, Milanais et Bolonais, qui ne pouvaient pas encore être présentés en ligne contre des troupes régulières. Les efforts de la cour de Rome furent assez grands, mais produisirent peu de résultats. Quand une nation n'a pas de cadre et un principe d'organisation militaire, il lui est bien difficile d'organiser une armée. Si la France, en 1790, a mis si promptement sur pied de bonnes armées, c'est qu'elle avait un bon fonds, que l'émigration améliora plutôt qu'elle ne le détériora. La Romagne et les montagnes de l'Apennin étaient fanatisées; l'influence des prêtres et des moines, toute-puissante; les moyens des missions, des prédications et des miracles étaient efficaces. Les peuples de l'Apennin sont naturellement braves; on y retrouve quelques étincelles du caractère des anciens Romains: cependant ils ne purent opposer aucune résistance à une poignée de troupes bien disciplinées et bien conduites. Le cardinal Busca citait à tout propos la Vendée. La Vendée s'est trouvée dans des circonstances particulières; la population était guerrière, et contenait un grand nombre d'officiers et de sous-officiers qui avaient servi dans l'armée; tandis que les troupes qu'on envoyait contre elle avaient été levées dans les rues de Paris, commandées par des hommes qui n'étaient pas militaires, et qui ne firent que des sottises, ce qui insensiblement aguerrit les Vendéens; et enfin les mesures extrêmes adoptées par le comité de salut public et les jacobins, ne laissèrent pas à ces peuples de *mezzo termine:* mourir pour mourir, encore valait-il mieux se défendre. On conçoit très bien que si dans cette guerre contre le saint-siége, au lieu d'em-

ployer des calmans, de remporter des victoires, on eût d'abord éprouvé des défaites, qu'on eût recouru à des moyens extrêmes et sanguinaires, une vendée eût pu s'établir dans l'Apennin : la rigueur, le sang, la mort, créent des enthousiastes, des martyrs, enfantent les résolutions courageuses et désespérées.

VIIIe OBSERVATION.

1° Le prince Charles, dans la campagne de 1797, voulant couvrir Vienne et Trieste, devait réunir toutes ses forces dans le Tyrol, où il eût trouvé un appui dans les localités et dans l'esprit des habitans. Il eût été à portée de recevoir promptement ses renforts de l'armée du Rhin ; tant qu'il se serait maintenu dans le Tyrol, il n'avait pas à craindre que l'armée française se portât sur l'Isonzo. Au premier mouvement qu'elle eût fait sur la Piave, il l'eût rappelée en passant le Lawis et en s'emparant du Trentin ; cela eût donc obligé le général français à porter la guerre dans le Tyrol avec toute son armée, opération bien difficile et bien chanceuse. Si le quartier-général du prince Charles, au lieu d'être à Conegliano, eût été à Bolzano ; si les quarante mille hommes qu'il avait sur la Piave et le Tagliamento, eussent été sur le Lawis, Vienne et Trieste eussent été parfaitement couverts. Rien ne l'eût empêché cependant d'armer et d'occuper la place forte de Palma-Novo, et d'en faire le point d'appui d'une division de cinq à six mille hommes de toutes armes, chargée d'observer la Piave et le Tagliamento.

2° Les projets de Napoléon à la bataille du Tagliamento ne pouvaient pas être douteux : il voulait s'emparer du col de Tarwis. Ce n'est donc pas à Codroïpo que l'archiduc devait porter son quartier-général, mais sur les hauteurs de San-Daniele, afin de pouvoir opérer au besoin sa retraite sur la Ponteba et les hauteurs de Tarwis.

3° Après la journée du Tagliamento, il n'eût pas dû diriger sa retraite par les gorges de Cividale et de l'Isonzo, sur Tarwis, puisque déjà Masséna en était maître, ce qui entraîna la perte de toutes les troupes qu'il engagea dans cette fausse direction, et ruina son armée.

4° La place de Gradisca n'était pas tenable, aussitôt que l'Isonzo était passé : les bataillons qu'il avait mis dans cette place ont donc été sacrifiés sans raison ; ils ne retardèrent pas la marche de l'armée française d'un seul moment.

5° Puisque l'archiduc avait un grand intérêt, en avril, à gagner trois ou quatre jours pour donner le temps à Kerpen et à Spork de le joindre ; que déjà il était à Murau, à une journée de Scheifling, il devait profiter du moyen que lui offrait le général français de gagner ce temps, en lui proposant la paix. Il eût dû répondre par une adhésion sincère de sa part, par la promesse d'y employer son influence et la demande d'un armistice pour se rendre à Vienne, en parler lui-même à l'empereur ; l'armistice eût été signé ; mais il fit une réponse louche, froide ; et vingt-quatre heures après il se ravisa pour demander une suspension d'armes ; il n'était plus temps : son but était trop évident.

IXe OBSERVATION.

1° La marche en Allemagne par deux lignes d'opérations, celle du Tyrol et de la Ponteba, n'est-elle pas

contre le principe *qu'une armée ne doit avoir qu'une seule ligne d'opérations?* La réunion de ces deux corps d'armée dans la Carinthie, si loin du point de départ, n'est-elle pas contraire au principe de *ne jamais réunir ses colonnes devant et près de l'ennemi?* N'eût-il pas été préférable de laisser sept ou huit mille hommes en avant de Trente, sur la défensive, et de réunir sur la Piave dix à douze mille hommes de plus? Par ce plan, on éviterait de porter la guerre dans le Tyrol, théâtre difficile; on ne s'exposerait pas aux chances défavorables à une réunion, et, dès le début des opérations, toutes les forces seraient concentrées.

L'un et l'autre des principes ci-dessus indiqués n'ont point été violés. Si l'on n'eût laissé que huit mille hommes à Joubert sur l'Avisio, il eût été attaqué, et le corps d'armée de Davidowich serait arrivé à Vérone avant que l'armée française ne fût parvenue à Villach. Pour que Joubert pût se maintenir sur l'Avisio, il lui fallait au moins quatorze mille hommes. Il parut préférable de ne lui rien ôter, et de profiter de la supériorité de forces que cela lui donnait sur l'armée de Davidowich pour la battre, l'entamer, l'affaiblir et la pousser au-delà du Brenner. Le Tyrol est un théâtre difficile, mais il est funeste au vaincu. Les troupes françaises avaient acquis une grande supériorité sur les troupes allemandes.

On n'entra pas en Allemagne par deux lignes d'opérations, puisque le Pusterthal est en deçà de la crête supérieure des Alpes, et qu'aussitôt que Joubert eut passé Lienz, la ligne d'opérations fut celle de Villach et de la Ponteba. On ne fit pas la jonction des deux corps d'armée devant l'ennemi; car lorsque Joubert quitta Brixen pour se porter, par un à-droite, sur Spital, par le Pusterthal ou la vallée de la Drave, le principal corps de l'armée était arrivé à Klagenfurth, et poussait des patrouilles jusqu'à Lienz. L'archiduc ne pouvait donc imaginer aucune manœuvre pour s'opposer à cette jonction. Joubert, jusqu'à la bataille du Tagliamento, resta sur la défensive. Après cette bataille, il attaqua, battit et détruisit la plus grande partie du corps de Davidowich, et le repoussa au-delà du Brenner; ce qui était sans inconvénient, puisque, battu, il se serait simplement retiré de position en position jusqu'en Italie. Lorsqu'il apprit que l'armée avait passé les Alpes Juliennes et la Drave, il fit son mouvement de jonction par le Pusterthal, ce qui était aussi sans inconvénient. Cette opération, ainsi exécutée en trois temps, était conforme à toutes les règles: elle devait avoir, et eut en effet, toute espèce d'avantages.

2° On a demandé pourquoi la division Serrurier et le quartier-général n'ont pas appuyé la division Guieu, en se dirigeant du champ de bataille du Tagliamento sur Cividale et Caporetto, prétendant que la division Bernadotte seule suffisait pour suivre la gauche de l'ennemi sur Palma-Nova et Gorizia.

De Cividale à Tarwis, passant par Caporetto, la route n'offre qu'un défilé; la division Guieu, qui comptait huit mille combattans et de très bonnes troupes, était plus que suffisante pour pousser le corps de Bayalitsch jusqu'à Caporetto; mais comme la direction que l'archiduc donna à ce corps était fautive, et qu'elle entraînait sa ruine, si, arrivé à Caporetto, Bayalitsch persistait à marcher dans la direction de Tarwis, on supposa que l'archiduc se raviserait, et lui enverrait l'ordre, à Caporetto, de descendre sur

Gradisca pour revenir sur la Carniole, ce qui décida Napoléon à se diriger sur Palma-Nova et Gradisca, avec les divisions Serrurier et Bernadotte; de Gorizia, il envoya la division Bernadotte dans la Carniole, à la suite de la gauche du prince Charles, et se porta, avec la division Serrurier, sur Caporetto. Si le corps de Bayalitsch, au lieu de remonter l'Isonzo, le descendait pour chercher son salut par Gorizia, il serait attaqué en tête, dans le temps que Guieu en pousserait l'arrière-garde; ce corps était pris. Si au contraire, sans s'embarrasser de la position de Masséna, qui occupait Tarwis, il s'y portait, ce qui arriva effectivement, la division Serrurier se trouverait en deuxième ligne derrière Guieu; Napoléon avait ainsi pourvu à toutes les suppositions.

3° La division Bernadotte se porta sur Laybach, parce qu'il fallait soumettre la Carniole, se saisir de Trieste et des mines d'Idria, chasser de la Carniole et pousser au-delà de la Drave la gauche du prince Charles; mais immédiatement après, lorsque ces buts furent atteints, cette division se porta, par un à-gauche, pour joindre l'armée, et le général français se garda bien de la diriger, comme beaucoup de généraux l'eussent fait, par Cilli et Grœtz, sur le Simering, puisque alors cette division ne se fût pas trouvée en mesure de soutenir l'armée dans tous les combats qui eurent ou qui pouvaient avoir lieu à Judenbourg, Brücke, etc. La marche de la division Bernadotte sur Grœtz, qui, si elle se fût faite sans inconvénient, pouvait offrir quelque avantage eût été contre les règles; la marche qu'elle a tenue est au contraire conforme aux principes de concentration qui sont les vrais principes de la guerre.

4° Napoléon se résolut à conclure le traité le Léoben et à s'arrêter sur le Simering, parce que, comme on l'a vu, une lettre du directoire lui avait fait connaître qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin; si, au lieu de cela, le gouvernement lui eût mandé que cette coopération aurait lieu, ne fût-ce qu'au mois de juin, il eût attendu, et n'eût point conclu la paix; car sa position était bonne; il avait sous sa main, dans la Carinthie, près de soixante mille hommes, et sur l'Adige des réserves plus que suffisantes pour dissiper les insurrections des Vénitiens et contenir les levées du Tyrol; et, dès-lors, il désirait entrer dans Vienne.

5° L'ordre de mouvement donné à Joubert, après la bataille du Tagliamento, d'entrer dans le Tyrol et de se porter à Villach en Carinthie, par le Pusterthal, fut communiqué à Lallement, ministre de France auprès de la république de Venise, pour qu'il fût en mesure de prévenir la commotion que l'on redoutait; aussitôt que les oligarques sauraient que le Tyrol était évacué, ils croiraient les Français battus, et se précipiteraient dans de fausses mesures. Lallement eut, avec les sages qui lui furent députés, des conférences à cet effet; il leur montra la copie des instructions données à Joubert. Cela fit quelque effet; mais cette communication était trop tardive: le sénat avait pris secrètement son parti depuis trente-six heures, dans la croyance de la destruction du corps de Joubert. Ce retard de trente-six heures a été la principale cause de la ruine de la république de Venise. A quoi tient la destinée des états!!!

6° Des militaires étrangers, mal instruits des faits, ont blâmé Napoléon

d'avoir laissé les divisions Victor et Kilmaine dans les Marches et la Romagne pour observer l'armée du pape et Naples, ce qui, disaient-ils, était inutile, puisque la paix était rétablie avec ces puissances.

Le général Kilmaine commandait sur l'Adige; son quartier-général était à Vérone, quand l'insurrection de cette ville et l'arrivée du général Fioravanti le mit dans la nécessité d'ordonner aux commandans des forts de s'enfermer; il quitta l'Adige et se retira sur le Mincio, avec six ou sept cents hommes, cavalerie, artillerie et infanterie, ne voulant pas se laisser cerner, voulant protéger Brescia et maintenir ses communications avec Mantoue et Peschiera. La division du général Victor était de huit mille hommes, dont trois mille Milanais sous les ordres du général Lahoz. Elle eut ordre de se porter sur l'Adige, pour former un corps d'observation et contenir les Vénitiens. Victor se fit précéder par le général Lahoz, et retarda sa marche d'une quinzaine de jours avec la brigade française, soit qu'en effet il n'eut pas senti l'importance d'accélérer son mouvement, soit que ce temps lui ait été nécessaire pour l'exécution des articles de Tolentino, soit pour tout autre raison, indigne de fixer l'attention de l'histoire. Il est de fait que ces quinze jours de retard furent seuls la cause des massacres de Vérone. Peut-être Pésaro et son parti eussent-ils été plus circonspects s'ils avaient vu la division de ce général cantonnée sur l'Adige, comme cela devait être; c'eût été fort heureux pour le sénat et eût prévenu sa ruine. Le pape avait congédié son armée, elle était sur le pied de paix, et ne donnait plus aucune inquiétude. Les troupes de Bologne étaient plus que suffisantes pour occuper la Romagne et contenir tous les malveillans sur la rive droite du Pô. On n'a donc jamais eu l'idée de laisser un seul homme en observation sur le Rubicon, mais on ne conteste pas les dates. La paix de Tolentino est du 19 février; la bataille du Tagliamento, du 16 mars; les préliminaires de Léoben, du 14 avril.

PRÉCIS DES GUERRES

DU

MARÉCHAL DE TURENNE.

CHAPITRE PREMIER.

CAMPAGNE DE 1644.

Le vicomte de Turenne est fait maréchal de France en 1643. — Il commande en Alsace l'armée weymarienne; opérations jusqu'au mois d'août, où le prince de Condé prend le commandement. — Bataille de Freybourg (3 août); siége de Philipsbourg. — Observations.

§ Ier.

Le vicomte de Turenne est né à Sédan en 1611. Son père, prince souverain de Sédan, le laissa en bas âge sous la tutelle de sa mère, sœur du prince d'Orange; le duc de Bouillon, l'un des principaux chefs de la Fronde, était son frère aîné. Turenne fit ses premières armes dans l'armée hollandaise sous le prince d'Orange, son oncle; il fut volontaire et porta le mousquet; capitaine en 1626, il servit dans ce grade pendant quatre campagnes contre Spinola, et se distingua au siége de Bois-le-Duc en 1629.

En 1630, sa mère l'envoya à Paris; il entra au service de France en qualité de colonel d'infanterie; il se fit remarquer au siége de Lamotte en Lorraine : le cardinal de Richelieu le nomma maréchal-de-camp, qu'il n'était encore âgé que de vingt-trois ans. Il fit en cette qualité la campagne d'Allemagne, sous le cardinal de la Valette, en 1636; il y donna des preuves de talent dans la retraite du Palatinat : l'année suivante, il assiégea et prit Saverne. En 1637, il servit en Flandre, attaqua et prit le château de Solre-sur-Sambre, ce qui lui valut le grade de lieutenant-général.

Il servit en cette qualité au siége de Brisach sous les ordres du duc de Weymar ; ce siége dura huit mois, pendant lesquels on livra trois batailles et trois combats contre l'armée autrichienne et celle du duc de Lorraine: Turenne se distingua à ce siége. En 1639, le cardinal de Richelieu l'envoya en Piémont, où il servit sous le comte d'Harcourt; commanda au combat de la route de Quiers, et fut blessé au siége de Turin, en 1640. Ce siége a offert un spectacle extraordinaire: la citadelle qu'occupaient les Français était assiégée par le prince Thomas de Savoie, maître de la ville, pendant que lui-même était assiégé par l'armée française, qu'assiégeait à son tour dans ses lignes de circonvallation l'armée espagnole, commandée par le marquis de Leganès. Le 2 juillet, le prince Thomas capitula, les Français entrèrent dans la ville: en 1643, Turenne assiégea et prit Trino sur le Pô. La régente Anne d'Autriche lui envoya, à cette occasion, le bâton

de maréchal de France; il était alors âgé de trente-deux ans. Il avait été quatre ans capitaine, quatre ans colonel, trois ans maréchal-de-camp, cinq ans lieutenant-général. Il avait servi sous quatre généraux: le prince d'Orange son oncle, auquel il disait *devoir ses préceptes pour bien choisir un camp et bien attaquer une place*; le duc de Weymar: il disait de lui *qu'il faisait toute chose de rien*; le cardinal de la Valette, de qui il avait appris *à renoncer aux fausses délicatesses de la cour et de la galanterie pour prendre le ton des camps*; enfin le duc d'Harcourt, duquel il apprit *que la diligence et l'activité sont les plus grands moyens de réussite dans les affaires de guerre.*

§ II.

Le maréchal de Guébriant commanda les troupes weymariennes après la mort du duc de Weymar. Il assiégea et prit Rothweil en Souabe, mais y fut tué. M. de Rantzau, qui lui succéda dans le commandement de cette armée, marcha sur Tütlingen, y fut battu et fait prisonnier. Toute l'infanterie allemande au service de France se dispersa, la cavalerie fit sa retraite sur le Rhin. Le cardinal Mazarin confia à Turenne le commandement sur cette frontière, et le chargea de réorganiser l'armée weymarienne: il arriva en décembre 1643 à Colmar. L'Alsace était ruinée; il établit ses cantonnemens derrière les Vosges dans la Lorraine, s'emparant des petites places de Vesoul et de Luxeuil, et parvint à rétablir l'armée weymarienne pendant l'hiver; au printemps, 1644, elle était de neuf mille hommes sous les armes, dont cinq mille de cavalerie. Il marcha alors sur le Rhin, occupa Vieux-Brisach et Freybourg, où il mit six cents hommes de garnison. Instruit que le baron de Merci était avec deux mille hommes aux sources du Danube, il passa les montagnes Noires, l'attaqua, le battit et lui prit quatre cents hommes. Le baron se retira dans le camp de son frère, le comte de Merci. Après ce coup de main, Turenne revint sur la rive gauche du Rhin. Merci mit le siége devant Freybourg avec quinze mille hommes. Turenne passa le Rhin à Vieux-Brisach avec dix mille hommes et vingt canons, pour secourir cette place importante. Depuis huit jours que Merci l'avait investie, il n'avait construit aucune ligne. Le vicomte fit marcher une brigade pour se saisir du sommet de la montagne Noire; mais une grand'garde de vingt grenadiers bavarois s'en étant aperçue, grimpa sur le sommet, en imposa à la brigade française qui abandonna l'attaque en désordre: cet événement honteux et les bonnes dispositions que fit Merci, empêchèrent tout secours. La ville capitula, le 18 juillet, en présence du maréchal qui était campé à une lieue et demie.

§ III.

La cour envoya le prince de Condé avec un renfort de dix mille hommes, dont moitié de cavalerie, dite armée de France, commandée par le maréchal de Grammont. Il passa le Rhin à Vieux-Brisach, joignit le camp de Turenne, et prit le commandement des deux armées fortes de vingt mille hommes. Le comte de Merci occupait une forte position retranchée sur les hauteurs en avant de Freybourg; Condé, que rien ne pouvait arrêter, l'attaqua de front, le 3 août, à cinq heures après-midi, avec l'armée de

France, dans le temps que Turenne, qui s'était mis en marche à la pointe du jour par la vallée, débouchait par un ravin sur le flanc de l'ennemi. Le combat fut chaud sur tous les points, les positions de l'ennemi étaient fortes et bien défendues; le prince de Condé mit pied à terre et s'élança le premier dans les retranchemens : à la nuit, il était maître des hauteurs, il y établit ses bivouacs. Turenne, de son côté, se battit toute la nuit. A la pointe du jour, les deux armées se réunirent dans la plaine; Merci avait fait sa retraite, et pris une nouvelle position : la droite, appuyée à Freybourg, formée de cavalerie (en plaine), la gauche sur la montagne Noire. Le 4, les troupes françaises se reposèrent; le général bavarois employa cette journée à se retrancher. Le 5, les deux généraux français reconnurent la position de l'ennemi. Espenau, qui commandait l'infanterie de Condé, engagea le combat sans ordres; le résultat en fut fâcheux : l'armée française et weymarienne fut repoussée avec perte. Le prince changea alors l'attaque, se porta dans la plaine pour aborder la droite de l'ennemi; la cavalerie bavaroise mit pied à terre et combattit comme la plus vaillante infanterie, elle repoussa toutes les attaques des Français, qui perdirent trois mille hommes. Les armées restèrent en présence jusqu'au 9, que le prince de Condé prit le parti de manœuvrer. Il se porta sur Langendenzlingen et le Val-de-Closterthal, menaçant de couper le Val-de-Saint-Pierre. Aussitôt que Merci s'en aperçut, il leva son camp et se porta au-delà des montagnes Noires, dans le pays de Wurtemberg. La perte des deux armées fut également considérable : les Bavarois perdirent huit mille hommes, les Français et Weymariens neuf mille hommes, un homme sur deux.

L'armée bavaroise était hors d'état de rien entreprendre; le prince de Condé, sans consulter le mauvais état de son armée, se porta sur le Bas-Rhin, négligeant Freybourg, investit Philipsbourg, fit descendre de Brisach un équipage de siége; la ville de Strasbourg lui accorda le passage. Il forma en quatre jours ses lignes de circonvallation autour de Philipsbourg, jeta un pont, s'empara, pendant ce siége, de Germersheim et de Spire. La tranchée fut ouverte par deux attaques, une commandée par Turenne, l'autre par le maréchal de Grammont : Philipsbourg capitula le 12 septembre. Le prince de Condé, menacé par une armée fraîche qu'amenait le comte de Merci, repassa le Rhin, conservant Philipsbourg par une bonne garnison. Il fit prendre Landau ainsi que Worms, Mayence, Oppenheim, et occuper tout le pays entre Rhin et Moselle par Turenne; après quoi, il rentra en France avec l'armée du duc de Grammont, laissant Turenne sur le Rhin, renforcé de quelques régimens. Aussitôt que Merci en fut instruit, il marcha sur Manheim et s'en empara en menaçant de passer le Rhin; le duc de Lorraine passa la Moselle et entra dans le Hundsrücke, faisant mine de se réunir à l'armée bavaroise. Turenne manœuvra pour s'opposer à leur jonction; il y réussit et s'empara de Kreutzach; les armées entrèrent en quartier d'hiver.

§ IV.

Ire OBSERVATION.

Le maréchal aurait dû camper sous Freybourg, ce qui eût empêché Merci

d'en faire le siége ; avec une armée aussi considérable, quoique inférieure à celle de Merci, il pouvait faire plus qu'il n'a fait pour la défense de cette place ; il devait au moins prendre une position pour intercepter les convois de l'ennemi.

IIe OBSERVATION.

Le prince de Condé a violé un des principes de la guerre de montagnes : *ne jamais attaquer les troupes qui occupent de bonnes positions dans les montagnes, mais les débusquer en occupant des camps sur leurs flancs ou leurs derrières.* S'il eût pris une position dominant le Val-de-Saint-Pierre, Merci eût été dès lors obligé de prendre l'offensive, ce qu'il ne pouvait faire avec une armée inférieure ; d'ailleurs cela rentrait dans les principes de la guerre de montagnes. Il eût donc été obligé de passer les montagnes Noires pour regagner le Wurtemberg, et d'abandonner la place de Freybourg qui eût été livrée à elle-même. L'armée française a réussi le premier jour par des efforts inouis de courage à forcer les premières positions ; mais elle a échoué le surlendemain, parce que dans les montagnes, après une position perdue, l'on en trouve une autre tout aussi forte pour arrêter l'ennemi. Le prince de Condé voulant attaquer, devait le faire le 4, dans l'espérance que Merci n'aurait pas eu le temps d'assurer sa nouvelle position.

IIIe OBSERVATION.

La conduite de Turenne, après le départ du prince de Condé, est habile ; il est vrai qu'il fut merveilleusement secondé par les localités. Les armées de Bavière et de Lorraine étaient séparées par le Rhin et des montagnes, leur jonction était difficile.

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE 1645.

Opérations de Turenne pendant mars, avril et mai ; bataille de Marienthal (Mergentheim), 2 mai. — Bataille de Nordlingen (4 août). — Marches après la bataille de Nordlingen, pendant l'arrière-saison. — Observations.

§ Ier.

Turenne hiverna à Spire ; au printemps son armée était de douze mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, et quinze pièces de canon. Le comte de Merci s'était affaibli d'un détachement de quatre mille hommes qu'il avait fait en Bavière. Turenne en profita pour passer le Rhin ; il entra dans Stuttgard, passa le Necker, se porta sur la Tauber, s'empara de Rothembourg, et s'établit à Mergentheim, petite ville située sur la rive gauche de cette rivière. L'armée bavaroise ne tint nulle part devant lui, il se trouva maître de toute la Franconie. Ses coureurs levèrent des contributions sous les murs de Würtzbourg et de Nuremberg. L'armée de Merci se trouvant éloignée de deux marches, il jugea convenable de mettre ses troupes en quartier de rafraîchissement; mais ayant conçu quelque inquiétude, il reserra ses quartiers à trois lieues, autour de Mergentheim. Le 2 mai, à la pointe du jour, il apprit que Merci arrivait sur lui avec toutes ses forces. Il fit partir aussitôt le général major suédois Rosen du quartier-général, pour

Erbsthausen, qu'il donna pour point de rassemblement à ses quartiers; ce village est situé à deux lieues en avant de Mergentheim sur la route de Früchtwang, par où venait l'ennemi. Il se porta lui-même au point de rassemblement; il y trouva trois mille hommes de son infanterie déjà réunis et une partie de sa cavalerie. Au même moment, il aperçut l'armée bavaroise qui débouchait d'un bois à un quart de lieue de là. Il n'eut que le temps de ranger sa petite armée en bataille, fit occuper un bois sur sa droite par son infanterie, qu'il plaça sur une seule ligne. Il se mit lui-même à la tête de la gauche qu'il forma de sa cavalerie, également sur une seule ligne. Merci se déploya, mit son infanterie au centre, donna sa gauche à Jean de Vert, garda pour lui sa droite, comme celle française, formée de cavalerie, couvrit le bois qu'occupait l'infanterie française et qui empêchait la cavalerie de la gauche de s'avancer. Merci se mit à la tête de l'infanterie de son centre et attaqua ce bois. Turenne comprit toute la conséquence de ce mouvement; il partit, chargea la cavalerie de la droite bavaroise, la rompit, s'empara de son canon et de douze étendards; mais son infanterie, effrayée du grand nombre de bataillons qui marchaient à elle, lâcha pied sans presque rendre de combat. La cavalerie de Jean de Vert traversa alors le bois, prit en flanc la cavalerie française qui s'éparpilla. Turenne lui-même eut peine à se sauver; mais après avoir traversé un bois qui se trouvait derrière sa ligne de bataille, il rencontra heureusement quelques-uns de ses escadrons qui venaient d'arriver; il rallia sur cette réserve sa petite armée, et fit bonne contenance; il ordonna à son infanterie de faire sa retraite sur Philipsbourg, et avec tout ce qu'il put rallier de sa cavalerie, il se dirigea sur la Hesse. Il perdit, à cette bataille de Marienthal ou Mergentheim, quinze cents hommes de cavalerie, les cinq sixièmes de son infanterie, et tous ses canons.

Arrivé dans la Hesse, la landgrave, pour couvrir ses états, le renforça de son armée, qu'elle mit sous son commandement. Quelques jours après, le comte de Konismarck le joignit avec l'armée suédoise. Huit jours après sa défaite, Turenne se trouva ainsi à la tête d'une nouvelle armée de quinze mille hommes, et était en état de rejeter en Franconie Merci, lorsqu'il reçut les ordres de la cour de ne rien entreprendre. Le prince de Condé était en marche avec huit mille hommes pour prendre le commandement de l'armée.

§ II.

Le prince arriva à Spire sur le Rhin, Turenne repassa le Mein, et le joignit dans cette ville, le 9 juillet. De son côté, Merci avait été renforcé d'une division autrichienne commandée par le général Klein. Mais l'armée française se trouvait encore beaucoup plus forte. Le prince de Condé passa le Necker, s'empara de Heilbronn et de Wimpfen. Merci se retira en toute hâte en Franconie. Après le passage du Necker, le général suédois, croyant avoir à se plaindre de la hauteur du prince, quitta l'armée avec ses troupes. Ce contre-temps ne l'arrêta pas; il passa la Tauber, et marcha sur Nordlingen. Le 2 août, les deux armées se cotoyèrent plusieurs heures dans la nuit, à portée de canon, sans s'être aperçues; mais au soleil levant elles se reconnurent et se canonnèrent toute la journée sans s'aborder. Dans la nuit

du 3 au 4, le prince de Coudé se mit en marche pour se porter sur Nordlingen, place fortifiée, gardée par les bourgeois. Il apprit que Merci, par une marche habile, l'avait prévenu, qu'il occupait une forte position en arrière de cette ville, la protégeant et couvrant Donawerth. Il reconnut que sa droite, composée d'Autrichiens, occupait le Weimberg et s'appuyait à la Warnitz ; que son centre, qui était son corps de bataille, était à cent toises en arrière d'Allenheim qu'il occupait, et dont il avait créuelé le clocher et le cimetière ; que sa gauche, commandée par Jean de Vert, occupait la colline et le château d'Allerheim, et s'appuyait à l'Éger, ruisseau encaissé ; que déjà Merci, selon l'usage, quoiqu'à peine arrivé, commençait à se retrancher. Le prince plaça son armée en bataille, la gauche à la Warnitz, formée par seize escadrons et six bataillons hessois, commandés par Turenne ; son centre en face d'Allerheim, sous le comte de Marsin ; et sa gauche, composée de dix escadrons et quatre bataillons, sous le maréchal de Grammont, appuyant à l'Éger, et ayant en deuxième ligne une réserve de six escadrons et de quatre bataillons, sous les ordres du chevalier de Chabot. Son armée était forte de dix-sept mille hommes, l'armée bavaroise de quatorze mille ; le nombre des canons était à peu près le même des deux côtés. A trois heures après midi, Condé, malgré la bonne position qu'occupait l'ennemi, ordonna au comte de Marsin, avec l'infanterie, de se porter au village d'Allerheim. L'infanterie bavaroise y soutint un combat terrible ; toute l'infanterie du prince de Condé y fut successivement engagée. Il ne réussit pas. En vain se précipita-t-il au fort de la mêlée, son habit fut criblé de balles ; le comte de Marsin fut grièvement blessé ; toute l'infanterie française fut tuée, blessée ou dispersée, mais Merci fut frappé à mort par un coup de mousquet. Jean de Vert, qui commandait la gauche, se trouvait opposé au duc de Grammont : la cavalerie française se battit mal, elle fut enfoncée ; le maréchal fut fait prisonnier. La réserve du chevalier de Chabot ne tint pas davantage : Jean de Vert la culbuta ; plusieurs de ses escadrons entrèrent dans le camp des bagages et y mirent le désordre ; la bataille paraissait perdue sans ressources. Le prince, désespéré, n'ayant plus ni centre, ni droite, se porta à sa gauche où était Turenne : tous deux marchèrent sur l'aile droite de l'ennemi, où commandait le général autrichien Kleiu, l'enfoncèrent, firent ce général prisonnier, et s'emparèrent de la batterie de Weinberg et de toute la position. Turenne s'approcha, par un changement de front, la gauche en avant de la batterie du centre, et se trouva toucher par la droite à Allerheim, toujours occupé en force par l'infanterie bavaroise. Jean de Vert, instruit de ce qui se passait, rétrograda pour arrêter Turenne, mais il fit la faute de rétrograder par son même terrain et en reprenant d'abord sa position, puis fit un changement de front, la droite en arrière, et marcha contre Turenne. La victoire était encore aux Bavarois, lorsqu'à la nuit l'infanterie qui occupait le village d'Allerheim ayant eu connaissance de la mort de son général en chef, le comte de Merci, se croyant cernée par Turenne, et ignorant la position qu'avait repris Jean de Vert, eut la simplicité de capituler. Cette résolution inattendue donna la victoire aux Français. Le vaincu se trouva vainqueur. Jean de Vert, le seul géné-

ral qui restât à l'armée ennemie, voyant que sa gauche et son centre avaient disparu, fit sa retraite sur Donawerth, où il passa le Danube, abandonnant toute son artillerie, hormis quatre canons. Turenne le suivit jusqu'au fleuve. A quelques jours de là, le général Klein fut échangé contre le maréchal de Grammont. Le lendemain de la bataille, Nordlingen capitula. L'armée prit huit jours de repos pour réparer ses pertes.

§ III.

Le prince étant tombé malade, quitta l'armée et se rendit à Philipsbourg. Turenne et Grammont commandèrent, et la ramenèrent en Souabe camper à Halle. Cependant l'archiduc Léopold était parti de Hongrie avec cinq mille chevaux, avait passé le Danube et joint Jean de Vert. Depuis la bataille de Nordlingen, l'armée française n'avait reçu aucun renfort, elle avait perdu beaucoup plus que l'ennemi. Turenne, instruit de la jonction de l'archiduc, repassa le Necker à la nage, chaque cavalier ayant un fantassin en croupe, et se porta sur Philipsbourg; mais il fut vivement suivi par l'archiduc, et comme il n'avait pas de pont pour repasser le Rhin, il se plaça entre cette place et le fleuve, et se retrancha. Lorsque le pont fut fait, les bagages de l'armée du maréchal de Grammont repassèrent sur la rive gauche. Turenne, avec l'armée weymarienne, resta dans son camp. L'archiduc reprit Nordlingen et successivement toutes les places qu'avaient prises les Français; il ne leur resta plus en Allemagne un seul pouce de terre. Quelques semaines après, il se porta en Bohême, où l'appelaient les affaires intérieures de ce royaume. Turenne repassa alors le Rhin tranquillement, et quoique ce fût en novembre, il fit une marche de quarante lieues, s'empara de Trèves, et y réinstalla l'électeur qui en était chassé depuis douze ans. Il construisit un réduit sur le pont de Trèves, y laissa cinq cents hommes, et entra dans ses quartiers d'hiver. Ce ne fut qu'en février qu'il se rendit à la cour.

§ IV.

IVe OBSERVATION.

Turenne ayant resserré ses cantonnemens à trois lieues autour de son quartier-général, sa position était sans dangers; ce n'est donc pas à cela qu'il faut attribuer la perte de la bataille de Marienthal. Il n'était pas nécessaire sans doute d'entrer en quartiers de rafraîchissement dans un pays aussi riche et où il était si facile de réunir de grands magasins. Mais sa véritable faute fut le point de ralliement qu'il donna à son armée; ce n'était pas Erbsthausen qu'il devait désigner, puisque ce village était placé aux avant-postes par où l'ennemi venait, mais Margentheim, derrière la Tauber, là l'armée eût été réunie quatre heures plus tôt, Mercy y eût trouvé l'armée française couverte par la rivière et en position. C'est un des principes les plus importans de la guerre que l'on viole rarement impunément, *rassembler ses cantonnemens sur le point le plus éloigné et le plus à l'abri de l'ennemi.*

Ve OBSERVATION.

1° Le prince de Condé a eu tort d'attaquer, à Nordlingen, Merci dans son camp, avec une armée presque en totalité composée de cavalerie et ayant si peu d'artillerie; l'attaque du village

d'Allerheim était une grande affaire. Si l'armée de Condé était supérieure en cavalerie, les deux armées étaient égales en infanterie, et les ailes de Merci étaient fortement appuyées. Il n'est pas extraordinaire que sans obusiers et ayant si peu d'artillerie, Condé ait échoué dans toutes ses attaques contre Allerheim, soutenu à cent toises par la ligne de bataille, et dont les maisons étaient crénelées, ainsi que l'église et le cimetière, et défendu par une infanterie supérieure non seulement en nombre, mais en qualité. Sans la mort de Merci, le champ de bataille serait resté aux Bavarois et la retraite de l'armée du prince de Condé, au travers des Alpes wurtembergeoises, lui eût été bien funeste.

2° Malgré la mort de Merci, la victoire eût encore été aux Bavarois, si Jean de Vert, revenant de la poursuite de l'aile droite française, se fût porté contre Turenne, non en reprenant d'abord sa première position et parcourant ainsi les deux côtés du triangle, mais en traversant diagonalement la plaine, laissant Allerheim à sa droite, et tombant sur les derrières de la cavalerie weymarienne qui, alors, était encore aux prises avec la troupe autrichienne de Klein, il eût réussi; il manqua d'audace. Le crochet qu'il fit ne retarda son mouvement que d'une demi-heure, mais tel est le sort des batailles, qu'elles dépendent souvent du plus petit accident.

3° Malgré la mort du comte de Merci et la circonspection de Jean de Vert, la victoire restait encore aux Bavarois, si l'infanterie, postée et victorieuse au village d'Allerheim, n'eût pas capitulé. La capitulation qu'elle a acceptée ou proposée est une nouvelle preuve qu'un corps de troupes en ligne ne doit jamais capituler pendant les batailles. Le sort de cette bataille a tenu au faux principe qu'ont en général les troupes allemandes, qu'une fois cernées elles peuvent capituler, s'assimilant mal à propos à la garnison d'une forteresse. Si le code militaire de Bavière eût défendu une pareille conduite comme déshonorante, elle n'eût pas eu lieu et la victoire restait aux Bavarois. Aucun souverain, aucun peuple, aucun général, ne peut avoir de garantie s'il tolère que les officiers capitulent en plaine, et posent les armes par le résultat d'un contrat favorable aux individus des corps qui le contractent, mais contraire à l'armée. Cette conduite doit être proscrite, déclarée infâme et passible de la peine de mort. Les généraux, les officiers, doivent être décimés, un sur dix; les sous-officiers, un sur cinquante; les soldats, un sur mille. Celui ou ceux qui commandent de rendre les armes à l'ennemi, ceux qui obéissent, sont également traîtres et dignes de la peine capitale.

4° Condé a mérité la victoire par cette opiniâtreté et cette rare intrépidité qui le distinguait, car si elle ne lui a servi de rien dans l'attaque d'Allerheim, c'est elle qui lui a conseillé, après avoir perdu son centre et sa droite, de recommencer le combat avec sa gauche, la seule troupe qui lui restât; c'est lui qui a dirigé tous les mouvemens de cette aile, et c'est à lui que la gloire doit en rester. Des observateurs, d'un esprit ordinaire, diront qu'il eût dû se servir de l'aile qui était encore intacte pour opérer sa retraite et ne pas hasarder son reste; mais avec de tels principes, un général est certain de manquer toutes les occasions de succès, il sera constamment battu. C'est ainsi qu'ont raisonné le comte de Clermont à Crevelt, le maréchal de

Contades à Minden, le prince de Soubise à Wilhemsthal. La gloire et l'honneur des armes est le premier devoir qu'un général qui livre bataille doit considérer, le salut et la conservation des hommes n'est que secondaire : mais c'est aussi dans cette audace, dans cette opiniâtreté que se trouvent le salut et la conservation des hommes; car quand bien même le prince de Condé se fût mis en retraite avec le corps de Turenne, avant d'arriver au Rhin il eût presque tout perdu. C'est ainsi que le maréchal de Coutades, après Minden, perdit dans sa retraite, non seulement l'honneur des armes, mais plus de monde qu'il n'en eût perdu dans deux batailles. La condnite de Condé est donc à imiter. Elle est conforme à l'esprit, aux règles et aux cœurs des guerriers : s'il eut tort de livrer bataille dans la position qu'occupait Merci, il fit bien de ne jamais désespérer tant qu'il lui restait des braves aux drapeaux. Par cette conduite, il obtint et mérita d'obtenir la victoire.

VIe OBSERVATION.

Turenne, avec son armée, fut acculé sous Philipsbourg par une armée fort nombreuse; il ne trouva pas de pont sur le Rhin, mais il profita du terrain entre le fleuve et la place pour y établir son camp. Ce doit être une leçon pour les ingénieurs, non seulement pour la construction des places fortes, mais aussi pour la construction des têtes de pont; ils doivent laisser un espace entre la place et la rivière, de manière que sans entrer dans la place, ce qui en compromettrait la sûreté, une armée puisse se ranger et se rallier entre la place et le pont. C'est ce qui existe à Wittemberg sur l'Elbe, ce que les ingénieurs ont négligé à Torgau, ce qui n'existe pas à Cassel, vis-à-vis Mayence; une armée, qui se retire sur Mayence, étant poursuivie est nécessairement compromise, puisqu'il lui faut plusieurs jours pour passer le pont, et que l'enceinte de Cassel est trop petite pour qu'elle puisse y rester sans l'encombrer. Il eût fallu laisser deux cents toises entre la place et le Rhin; l'on doit avoir ce soin dans toute construction de tête de pont devant les rivières de cette importance. A Praga, sur la Vistule, dans la guerre de 1806, on n'eut point égard à ce principe; et l'on commit une faute, quoiqu'on eût établi de fortes redoutes en avant, formant un grand camp retranché. Dans la même campagne, les têtes de pont que les ingénieurs construisirent en avant de Marienwerder étaient contiguës à la Vistule, et elles eussent été d'une faible ressource à l'armée, si elle eût été contrainte de repasser ce fleuve dans une retraite. Les têtes de pont, telles qu'elles sont prescrites et enseignées dans les écoles, ne sont bonnes que devant de petites rivières où le défilé n'est pas prolongé.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE 1646.

Marche de Turenne, de Mayence à Wesel, et Giessen, pour joindre l'armée suédoise; belle manœuvre pour déposter l'archiduc de son camp, près Memingen. — Observations.

§ Ier.

Au mois d'avril, Turenne réunit son armée à Mayence, se disposant à passer le Rhin pour joindre dans la Hesse l'armée suédoise, commandée par le général Wrangel ; mais le cardinal

Mazarin lui envoya l'ordre de rester sur la rive gauche, parce que le duc de Bavière avait promis de ne point réunir son armée à celle de l'empereur, si les Français ne passaient pas le Rhin. Ce prince ne tint pas compte de sa parole ; il joignit son armée à celle des Impériaux : réunies, elles se portèrent sur l'armée suédoise et celle de Turenne, qui ne put plus joindre les Suédois par la route directe. Indigné de la mauvaise foi du duc de Bavière, il partit de Mayence, descendit le Rhin jusqu'à Wesel où il le passa, et joignit, le 10 août, l'armée de Wrangel à Giessen sur la Lahn. A son approche, l'ennemi se retira au camp de Friedber; mais sans rien changer à son plan, Turenne marcha par Aschaffenbourg avec vingt mille hommes, dont dix mille chevaux et soixante canons, sur Donawerth, où il passa le Danube, se porta sur le Lech, le passa le 22 septembre, et cerna Augsbourg; les Suédois investirent Rain. Cependant, ne voulant pas conduire deux siéges à la fois, il joignit ses efforts à ceux du général Wrangel pour accélérer la chute de Rain, qui capitula après quinze jours de tranchée ouverte. Il revint alors sur Augsbourg, mais pendant ce temps quinze cents Bavarois s'étaient jetés dans cette place. L'archiduc, qui avait quitté son camp de Friedberg, s'était porté, par Fulde, Schweinfurth, Bamberg, Nuremberg et Straubingen, sur le Lech. Turenne renonça à l'espoir de prendre cette ville importante et se porta à Lawingen sur le Danube. L'archiduc campa entre Landsberg et Memingen : on était au commencement de novembre; il résolut de l'attaquer, mais ayant reconnu que son camp était trop fortement posté, il marcha sur Landsberg, se saisit hardiment du pont du Lech, dépôt où étaient les magasins de l'archiduc, ce qui obligea ce prince à évacuer son excellente position, à repasser le Lech en toute hâte et à rentrer en Autriche pour y prendre ses quartiers d'hiver : l'armée bavaroise hiverna en Bavière.

§ II.

VIIe OBSERVATION.

1° La marche de Turenne le long de la rive gauche du Rhin, pendant quatre-vingts lieues, pour remonter par la rive droite, sans ordre de la cour, et de son propre mouvement, est digne de lui.

2° Sa marche sur le Danube et le Lech, pour porter la guerre en Bavière, profitant ainsi des fausses marches de l'archiduc, est pleine d'audace et de sagesse.

3° Il fit une faute en s'amusant à assiéger Rain, au lieu de se saisir de suite d'Augsbourg, qui, alors, n'avait pas de garnison; les bourgeois se préparaient à lui remettre les clefs. Il était toujours temps de prendre Rain, et même il pouvait se passer de cette place. Il eut tort de céder aux sollicitations du général Wrangel, ce qui permit à quinze cents Bavarois de se jeter dans Augsbourg et à l'archiduc d'y arriver avec son armée.

4° Les manœuvres pour déposter l'archiduc de son camp entre Memingen et Landsberg, sont pleines d'audace, de sagesse et de génie : elles sont fécondes en grands résultats; les militaires les doivent étudier.

CHAPITRE IV.

CAMPAGNE DE 1647.

Convention entre la France et la Bavière ; l'armée de Turenne repasse le Rhin ; ré-

volte des troupes weymariennes. — Observations.

§ 1er.

Le 14 mars 1647, la régente et le duc de Bavière signèrent une convention, par laquelle le prince s'engagea à rester neutre, à ne fournir aucun secours à l'empereur, à laisser entre les mains des Français les places fortes d'Ulm, Lawingen, Gundelfingen, Hochstett et Donawerth. Ces places de sûreté parurent nécessaires pour avoir une garantie contre les changemens de dispositions de la cour de Munich. Abandonnée par les Bavarois, l'armée impériale ne fut plus que de onze mille hommes, dont six mille chevaux. L'armée française-weymarienne et suédoise était de trente-quatre mille hommes, dont vingt mille de cavalerie. Turenne reçut l'ordre de se porter en Flandre avec son armée. La cour de Saint-Germain avait en cela deux buts : se renforcer en Flandre, où elle s'était affaiblie d'un fort détachement envoyé en Catalogne, où devait, cette campagne, commander le prince de Condé ; empêcher que le parti protestant ne dominât outre mesure en Allemagne et n'y détruisît entièrement le parti catholique. Le saint-siége s'était employé avec activité ; il avait mis en jeu tous les ressorts secrets de sa politique. Turenne, qui était campé, représenta inutilement tous les inconvéniens attachés à un pareil mouvement. 1° Si la France profitait de la supériorité qu'elle avait en Allemagne, elle contraindrait promptement la maison d'Autriche à la paix, et toute l'influence que perdrait le parti catholique, par l'affaiblissement de cette maison, serait gagnée par la France, qui demeurerait toujours maîtresse d'arrêter les progrès des protestans. 2° Les troupes weymariennes, composées d'Allemands, et auxquelles il était dû six mois de solde, passeraient difficilement le Rhin ; on risquait de voir se désorganiser cette petite armée à laquelle on devait les succès de Nordlingen, et qui était si précieuse par son courage et son inclination militaire. Mais dans les premiers jours de mai, Anne d'Autriche réitéra ses ordres par une lettre de sa main ; il fallut obéir. L'armée repassa le Rhin à Philipsbourg et arriva le 6 juin à Saverne ; c'était la dernière étape de l'Allemagne. Les officiers des troupes weymariennes se réunirent, et se présentèrent chez le maréchal pour lui demander leur solde. Il lui était impossible de les satisfaire, cependant ils ne voulurent entendre à aucune promesse, levèrent leur camp et repassèrent le Rhin ; il les suivit avec cinq mille hommes, les atteignit au passage du Rhin, et délibéra s'il les chargerait ; il préféra les moyens de douceur, leur laissa effectuer leur passage, et passant lui-même sur la rive droite avec peu de monde, il se rendit au logement du comte de Rosen, leur chef, se logea chez lui et continua ses fonctions de général en chef comme si de rien n'était. Les révoltés résolurent de descendre la rive droite : ils nommèrent des députés de leur confiance pour diriger leurs mouvemens. Arrivés à Ettlingen dans le pays de Bade, Turenne fit venir dans la nuit cent hommes de Philipsbourg, fit garotter Rosen et l'envoya à Philipsbourg. Les révoltés se divisèrent en deux partis : presque tous les officiers et sous-officiers et deux régimens entiers se déclarèrent pour Turenne ; les autres, au nombre de quinze cents, élurent des officiers, traversèrent le Necker et se dirigèrent sur la Tauber. Il les suivit,

trograda pour secourir son arrière-garde ; il fut tué : ses troupes évacuèrent le champ de bataille et repassèrent en hâte le Lech. Turenne manœuvra sur le Bas-Lech, le passa à Rain, et sans s'arrêter au siége de cette place, se porta sur l'Iser à Freysing, qu'il surprit ainsi que le pont. La cour de Bavière effrayée quitta sa capitale et se retira à Salzbourg. De Freysing, il marcha sur l'Inn, tâta Wasserbourg, le trouva fortement occupé, revint sur Mulhdorf ; il échoua dans tous ses efforts pour y jeter un pont, tous les bateaux avaient été enlevés ; cependant il y séjourna trois semaines et mit à contribution la Bavière, qui fut ravagée avec l'animosité qui caractérise les guerres de religion. Cette conduite est reprochée à sa mémoire.

Picolomini, qui était accouru de Flandre, réunit une armée à Passau ; à cette nouvelle, Turenne revint sur l'Iser ; les deux armées s'observèrent pendant trente jours sans qu'il se passât rien d'important. Mais pendant ce temps, le général suédois Konigsmark, qui après le passsge du Lech, s'était porté en Bohême, eut des succès et prit Prague, ce qui obligea Picolomini à faire un détachement pour la défense de ce royaume.

Turenne ne voulut pas hiverner dans un pays si éloigné ; suivant l'usage de ce temps, il se rapprocha de la France, repassa le Lech le 10 octobre à Landsberg, et le 15, le Danube à Donawerth. Le 24 octobre, la paix fut signée à Munster ; c'est le fameux traité de Westphalie qui établit pour un siècle le droit public de l'Europe. Peu après l'armée française se rapprocha du Rhin et les Suédois de l'Elbe.

---

§ II.

IXe OBSERVATION.

Il n'y a d'autre événement militaire dans cette campagne que le combat de Zusmershausen. Turenne est le premier général français qui ait planté les couleurs nationales sur les bords de l'Inn. Dans cette campagne et dans celle de 1646, il parcourut l'Allemagne en tous sens, avec une mobilité et une hardiesse qui contrastent avec la manière dont la guerre s'est faite depuis. Cela tenait à son habileté et aux bons principes de guerre de cette école, ainsi qu'au grand nombre de partisans et d'alliés qu'il trouvait partout. L'Allemagne était alors divisée en deux partis, les catholiques, et les réformés que la France appuyait pour humilier la maison d'Autriche qui était à la tête des catholiques.

CHAPITRE VI.

CAMPAGNES DE 1649, 1650, 1651.

1649. Turenne se déclare contre le roi ; il est abandonné par ses troupes ; paix de Ruel ; il est compris dans le pardon de la régente, et revient à la cour — 1650. Nouveaux troubles ; il lève de nouveau l'étendard de la révolte ; il traite avec l'Espagne, et commande l'armée espagnole. — Bataille de Rétbel (15 décembre). — 1651. Elargissement des princes ; Mazarin quitte la France ; Turenne quitte les rangs des ennemis et revient à la cour. — Observations.

§ Ier.

Le traité de Munster ou de Westphalie avait rétabli la paix en Allemagne, mais la guerre continuait avec l'Espagne : on se battait en Flandre,

en Catalogne; la guerre civile éclata en France. La régente quitta Paris et réunit une armée, dont elle confia le commandement au prince de Condé; il cerna la capitale : le prince de Conti et les ducs de Longueville et de Beaufort commandaient l'armée parisienne; le coadjuteur, le duc d'Elbœuf, le duc de Bouillon et un grand nombre de seigneurs, tenaient pour la Fronde. Le maréchal de Turenne, influencé par son frère aîné le duc de Bouillon, trahit la cour et l'obéissance qu'il lui devait, réunit les officiers de son armée, et les harangua pour leur faire prendre part à la rébellion; il en obtint la promesse, et fit un manifeste contre la régente, elle qui l'avait successivement élevé à tous les grades militaires; c'est d'elle qu'il avait reçu le bâton de maréchal de France et le commandement de l'armée à la tête de laquelle il se trouvait en ce moment. Anne d'Autriche le déclara criminel de lèse-majesté; elle écrivit une circulaire à tous les officiers et commandans de place pour leur défendre de lui obéir. Les troupes françaises restèrent fidèles à leur gouvernement, elles abandonnèrent Turenne qui fut contraint de se réfugier en Hollande avec quelques amis. Autant la nouvelle de la déclaration de ce maréchal pour la Fronde et de sa marche sur Paris avec son armée, avait causé de joie dans cette capitale, autant l'annonce de sa fuite en Hollande, y causa d'alarme et de consternation. La paix de Buel, conclue quelques mois après, ramena Turenne à la cour. La régente l'avait compris dans le pardon général.

§ II.

Dans l'hiver de 1650, de nouveaux troubles éclatèrent; le prince de Condé, le duc de Beaufort et le duc de Longueville furent arrêtés par ordre de la régente et renfermés dans le donjon de Vincennes. Turenne, avec la duchesse de Longueville, se retira à Stenay, place qui appartenait à M. le prince, et leva l'étendard de la révolte. Plusieurs princes et princesses de la maison de Condé, le duc de Bouillon, le duc de Larochefoucault, se réfugièrent à Bordeaux, et firent prendre les armes à cette grande ville. Turenne conclut, le 10 avril, un traité avec la cour d'Espagne, qui stipula qu'elle lui fournirait deux cent mille écus pour la levée des troupes, trois cent mille pour leur entretien et soixante mille par an pour être partagés entre lui, la duchesse de Longueville et leurs principaux adhérens; que de plus elle mettrait sous ses ordres cinq mille Espagnols, dont trois mille de cavalerie, et fournirait les garnisons des places fortes de la frontière qu'on prendrait; mais que les garnisons des places prises, dans l'intérieur du royaume, seraient fournies par l'armée du maréchal de Turenne.

En conséquence de ce traité, vers le milieu de juin 1650, Turenne parut devant le Catelet à la tête de dix-huit mille hommes. Après trois jours de siége, cette place capitula; il mit le siége devant Guise qu'il prit également. L'archiduc vint de Bruxelles se mettre à la tête de l'armée espagnole; Turenne ne commanda plus qu'en second. Au commencement d'août, l'armée espagnole passa l'Oise, Turenne voulait la conduire à Paris: les généraux espagnols furent plus circonspects. Le maréchal du Plessis-Praslin, commandant l'armée royale, était campé à Marli. L'archiduc s'empara de Rhétel, de Château-Porcien et de Neufchâtel; mais ayant refusé d'aller outre,

Turenne, à la tête de quatre mille hommes, passa l'Aisne, battit le marquis d'Hocquincourt qui était à Fismes avec dix régimens de cavalerie, convert par la Vesle, lui fit cinq cents prisonniers et le jeta sur Soissons. Il avait projeté de se porter sur Vincennes pour délivrer les princes; mais ayant appris qu'ils avaient été transférés au château de Marconssi sur la route d'Orléans, il renonça à cet espoir et rejoignit l'armée espagnole près de Neufchâtel. Sur la fin de septembre, cette armée investit Mouzon qui se rendit au milieu de novembre, d'où elle alla prendre ses quartiers d'hiver en Flandre. Turenne resta sur la frontière de l'Aisne avec huit mille hommes.

§ III.

La cour s'était portée devant Bordeaux, et le 8 octobre elle en avait reçu les clefs; aussitôt son retour à Paris, la régente donna l'ordre au maréchal du Plessis-Praslin d'entrer en campagne avec seize mille hommes et de mettre le siége devant Rhétel; il l'investit le 9 décembre. Turenne y avait laissé dix-huit cents hommes; mais les travaux du siége furent poussés avec une telle vigueur, que la place capitula en peu de jours; cependant Turenne avait quitté les bords de la Meuse pour accourir à son secours; il arriva, en quatre jours de marche, le 13 décembre, une heure avant le coucher du soleil, devant Rhétel. Il apprit que la place venait de capituler. Le lendemain il battit en retraite, il fit quatre lieues et gagna la vallée du Bourg. Le maréchal du Plessis marcha toute la nuit du 14 au 15 sur Genneville, il y eut connaissance que Turenne était à trois lieues de lui; il se remit aussitôt en marche; les deux armées se trouvèrent en présence le 15 à trois heures du matin. Turenne sortit de la vallée et gagna les hauteurs de gauche; l'armée du roi le suivit parallèlement sur les collines de droite; les deux armées marchèrent ainsi deux heures. Turenne ne voulait pas combattre, le maréchal du Plessis était au contraire impatient d'en venir aux mains; voyant qu'il était midi, et que son ennemi allait lui échapper, il descendit dans la vallée entre le bourg de Saint-Étienne et celui de Sommepi, au lieu nommé le Champ-Blanc. Les deux armées se rangèrent en bataille: le lieutenant-général marquis d'Hocquincourt commandait la gauche de l'armée royale, le général Rosen le centre, et le marquis Villequier la droite. Le lieutenant-général Lafauge commandait la droite de l'armée de Turenne; le comte de Ligneville la gauche; les marquis de Duras, de Beauvean, de Bantteville et de Montausier, le centre. Les forces du maréchal du Plessis étaient doubles; mais Turenne, s'étant aperçu que toute l'infanterie royale n'était pas arrivée, descendit dans la vallée à la rencontre du maréchal. Sa gauche, à la tête de laquelle il marcha, chargea la droite française: les deux ailes se trouvèrent mêlées, le succès était incertain; mais la droite espagnole, commandée par le lieutenant-général Lafauge, fut enfoncée par le marquis d'Hocquincourt, qui, après l'avoir rompue entièrement et fait Lafauge prisonnier, se porta contre l'aile que commandait Turenne, la chargea pendant qu'elle combattait encore avec la droite française, et après un combat long et meurtrier décida la victoire. Les Espagnols entourés de tous côtés, lâchèrent pied; Turenne se trouva seul avec le lieu-

tenant de ses gardes au milieu des escadrons français; cependant il parvint à s'échapper, gagna d'abord Montmédi, puis Bar-le-Duc, où il rallia les débris de son armée. Douze cents hommes étaient restés sur le champ de bataille; il réunit à peine un quart de ses troupes.

§ IV.

Pendant l'hiver de 1651, les négociations eurent lieu pour la paix; les princes sortirent de prison le 13 février. Mazarin quitta le royaume, et le parlement rendit un arrêt, qui le déclarait perturbateur du repos public et le bannissait. Turenne s'entremit auprès des Espagnols pour les engager à la paix, il ne put y réussir. Dans les premiers jours de mai, ayant reçu des lettres qui l'assuraient de son pardon, il revint à la cour. Pendant toute l'année 1651, de nouvelles intrigues se formèrent à Paris; le prince de Condé quitta la cour, se rendit dans son gouvernement de Guienne, et recommença la guerre. Turenne refusa de prendre parti contre le roi et lui resta fidèle. Mazarin quitta Cologne et les bords du Rhin, et revint à la cour. Le maréchal d'Hocquincourt commanda l'armée royale contre le prince de Condé; ce ne fut que dans le commencement de 1652 que Turenne fut investi par le roi du commandement de l'armée, conjointement avec le maréchal d'Hocquincourt.

§ V.

Xe OBSERVATION.

1. La conduite de Turenne dans cette circonstance est peu honorable; sujet du roi, il ne devait pas prendre les armes contre son maître. La raison de la minorité ne pouvait en être une, il avait reconnu la régente. Depuis nombre d'années il commandait ses armées; il était comblé de ses bienfaits; en prenant parti pour la Fronde, il suivit l'impulsion du chef de sa maison, le duc de Bouillon son frère, et sous ce point de vue, il pourrait être excusable; dans ce cas, il fallait qu'il quittât le commandement de l'armée que lui avait confié la régente, et que ce fût comme particulier qu'il allât se ranger sous les drapeaux de la Fronde. Mais pratiquer son armée, c'est une infidélité qui ne peut être justifiée ni par les principes de la morale, ni par les réglemens militaires. Il en fut cruellement puni, puisque ses soldats l'abandonnèrent et restèrent fidèles à la voix du devoir et à leur serment.

2° Après la paix de Ruel, Turenne prit de nouveau parti contre la cour; alors il n'était pas employé, il suivit les conseils et les impulsions du chef de sa maison et l'influence qu'exerçait sur lui la duchesse de Longueville: il se retira à Stenay et se déclara pour les princes que la cour tenait opprimés et en prison. Il y a cette fois dans la conduite de Turenne quelques circonstances atténuantes; mais quelques mois après, il est obligé de traiter avec les ennemis de la France, de se mettre à la tête des armées espagnoles pour les aider à prendre les places frontières et à ravager le sol de sa patrie. Ce grand crime est réprouvé par les principes de la religion, de la morale et de l'honneur. Rien ne peut excuser un général de profiter des lumières acquises au service de sa patrie pour la combattre et en livrer les boulevarts aux nations étrangères.

XIe OBSERVATION.

1° A la bataille de Rhétel, il engagea mal à propos le combat. Aussitôt qu'il eut connaissance de la reddition de Rhétel, son but étant manqué, il devait faire sa retraite; il devait faire au moins sept lieues dans la journée : il n'eût pas alors été atteint par l'armée française; il n'eût pas été contraint de recevoir le combat contre une armée supérieure. Il ne fit que quatre lieues.

2° Lorsque le maréchal du Plessis descendit dans la plaine et se rangea en bataille, Turenne pouvait encore éviter la bataille en accélérant son mouvement.

Il ne forma aucune réserve derrière ses ailes, ce qui causa sa ruine. Une fois enfoncée, sa cavalerie ne put pas se rallier; il se fût donné plus de chances de succès en adoptant un ordre moins étendu.

CHAPITRE VII.

CAMPAGNE DE 1652.

Opérations et manœuvres de l'armée du roi, sous les ordres des maréchaux de Turenne et d'Hocquincourt; combat de Bléneau (7 avril). — Opérations de l'armée du roi, commandée par le maréchal de Turenne seul; siége d'Etampes; armistice accordé au duc de Lorraine. — Bataille du faubourg Saint-Antoine (3 juillet). — Camp de Villeneuve-Saint-Georges; la cour rentre à Paris. — Observations.

§ Ier.

La cour séjourna une partie de l'hiver en Poitou et en Anjou, pour pacifier ces provinces. Le maréchal d'Hocquincourt commandait son armée; le cardinal en forma une nouvelle avec des troupes venues de Champagne, et en confia le commandement au maréchal de Turenne, qui dut agir de concert avec l'armée du maréchal d'Hocquincourt. Les deux armées réunies étaient peu considérables; elles avaient à peine neuf mille hommes, la plus grande partie de cavalerie; mais la cour craignait de se mettre à la discrétion d'un seul général. Elle remonta la Loire, pour s'approcher de Paris; toutes les villes riveraines lui ouvrirent leurs portes, à l'exception d'Orléans. Elle s'établit à Gien; pour se rendre dans cette ville, elle avait longé la Loire, et couché à Sully. L'armée de la Fronde, forte de quatorze mille hommes, commandée par le duc de Beaufort, était cantonnée entre Montargis et la Loire; ce général ayant eu connaissance de la marche de la cour, médita de l'enlever, et envoya à Jargeau, le lieutenant-général Sirot, avec quatre régimens, pour s'assurer du pont de la Loire. De son côté, Turenne, inquiet des dangers que pouvait courir la cour aux approches du fleuve, se porta à Jargeau; il s'y rencontra avec les troupes de Sirot, au moment même où elles y entraient : quoiqu'il n'eût que deux cents hommes, il paya d'audace une partie de la journée, jusqu'au soir, que son armée arriva. Ce combat, par lui-même insignifiant, fut d'un grand effet sur la régente. Le lieutenant-général Sirot fut tué. Les armées royales passèrent la Loire; elles se cantonnèrent à Briare et à Bleneau. On était en avril, les fourrages étaient rares, la dislocation de l'armée fut opérée.

Le prince de Condé était en Guienne; il laissa le commandement et la direction des affaires de son parti dans cette province, au prince de Conti; il partit à franc étrier, avec un petit nombre de

ses officiers, et, après avoir couru mille dangers, il arriva au camp de Lorris, près Montargis, marcha le lendemain sur cette ville, s'en empara, retourna sur-le-champ contre les cantonnemens du maréchal d'Hocquincourt, enleva plusieurs quartiers de dragons, qui étaient cantonnés sur le canal, réunit son infanterie dans Bleneau, rallia tout ce qu'il put de sa cavalerie, et fit sa retraite sur Saint-Fargeau. Turenne, à la première nouvelle qu'il en eut, réunit ses cantonnemens, se porta avec son infanterie sur Bleneau. Pendant cette marche de nuit, son armée et celle de Condé se cotoyèrent en marchant en sens inverse, et sans s'apercevoir; au jour elles se découvrirent au bruit des clairons et des tambours. L'armée de Turenne n'était que de quatre mille hommes : comment tenir en échec une armée triple et commandée par Condé? Il prit la position de l'étang de la Bouslinière; c'était un défilé formé par l'étang, sur la gauche, et par un bois sur la droite; il plaça ses troupes derrière ce défilé, établit une forte batterie pour battre au milieu, ne fit point occuper le bois par son infanterie, pour ne pas s'exposer à être engagé malgré lui, et passa le défilé avec six escadrons. Aussitôt que l'armée de Condé s'approcha, il repassa le défilé. Ce prince, fort étonné de rencontrer l'armée royale en position, se déploya et s'empara du bois; cependant il parut indécis; enfin, il entra dans le défilé. Le vicomte alors fit volte-face avec sa cavalerie, culbuta la tête de la colonne ennemie, avant qu'elle pût se déployer. Au moment même, il démasqua sa batterie qui porta le désordre dans les rangs de Condé; il repassa le défilé, et prit position; il avait marché toute la nuit. Dans la soirée, le maréchal d'Hocquincourt rejoignit Turenne, avec tout ce qu'il avait sauvé et rallié de son armée. Malgré cette jonction et l'arrivée de quelques renforts envoyés de Gien, l'armée royale était encore inférieure; mais la disproportion n'était plus la même. Peu de jours après, le prince de Condé retourna à Paris, où l'appelaient les affaires de son parti; il laissa son armée sous les ordres de Tavannes.

La cour se rendit, quelques semaines après, à Saint-Germain, sur la rive droite de la Seine, par Auxerre, Sens, Fontainebleau et Melun. Les deux maréchaux firent une marche de quarante lieues pour la couvrir; ils campèrent successivement à la Ferté-Aleps, à Chartres. L'opinion du maréchal était qu'elle osât et entrât dans Paris; mais Mazarin craignit pour sa personne et s'y opposa. L'armée du prince de Condé était concentrée à Étampes, pendant que ce prince était à Paris. Sur ces entrefaites, Mademoiselle traversa les deux armées pour se rendre d'Orléans à Paris; Turenne voulut profiter de l'occasion pour surprendre l'ennemi : il ne réussit pas entièrement. Cependant il défit plusieurs régimens, fit un grand nombre de prisonniers, et obtint un avantage qui eût été plus important, sans les fausses manœuvres d'Hocquincourt; le cardinal le sentit, il envoya en Flandres ce général, sous le prétexte que les Espagnols faisaient des mouvemens et confia toute l'armée à Turenne.

§ II.

Les esprits étaient fort divisés à Paris, et le parti des mécontens avait une grande confiance dans l'armée qui était à Étampes : pour la décréditer et pour lui ôter l'honneur des armes, la ré-

gente ordonna le siége de cette ville. Turenne l'investit; n'ayant point d'armée à redouter en campagne, il ne fit pas de lignes de circonvallation, mais il établit des lignes de contrevallation à portée de fusil de la place; il se flattait que le défaut de vivres lui en rendrait promptement raison, lorsqu'il apprit que le duc de Lorraine entrait en Champagne, qu'il marchait sur la capitale, qu'il était d'intelligence avec les Frondeurs et que son but principal était de faire lever le siége d'Étampes; il résolut alors de brusquer l'attaque, et donna plusieurs assauts qui n'eurent point un succès complet. Il était tellement dépourvu des objets nécessaires, que la cour fut obligée de lui envoyer ses chevaux pour le service de l'armée. Ayant appris que le duc de Lorraine était arrivé à Charenton, et se disposait à passer la Seine, il ne perdit pas un moment, leva le siége, se porta sur Corbeil; les chevaux de la cour furent employés pour traîner l'artillerie des batteries qu'il évacua; il traversa la forêt de Sénars, passa la petite rivière d'Yères, à Brunoy, fit une marche de nuit autour de Gros-Bois, et arriva, à la pointe du jour, sur le camp du duc de Lorraine qui appuyait sa gauche à Villeneuve-Saint-Georges et sa droite aux premiers bois de la Grange, et s'était couvert de six redoutes qu'il avait élevées et palissadées dans la nuit: son armée était de dix mille hommes. Turenne établit son camp vis-à-vis Villeneuve-Saint-Georges.

Le principal engagement qu'avait pris avec les Frondeurs le duc de Lorraine, était de faire lever le siége d'Étampes; son but était rempli. Ce prince n'avait plus d'états: la Lorraine était toute entière occupée par une armée du roi; il ne possédait plus que son armée qu'il ne voulait pas exposer à sa ruine dans un engagement sérieux. Il avait toujours dans son camp des négociateurs de Mazarin: le prétendant d'Angleterre s'y rendit. Enfin, au moment où l'armée de Turenne n'était plus éloignée que d'une portée de canon, il signa l'*ultimatum*, consentit à cesser sur-le-champ les hostilités, à livrer son pont sur la Seine et à quitter la France, sous quinze jours. Il se mit de suite en marche à cet effet; il passa l'Yères. Une heure après, l'armée des princes arriva sur la Seine de l'autre côté de Villeneuve-Saint-Georges, et au lieu de l'armée de Lorraine, aperçut sur l'autre rive l'armée du roi. Si la jonction se fût faite avec le duc de Lorraine, la supériorité numérique des Frondeurs eût été telle, que la cour n'aurait plus eu d'autre parti à prendre que celui de se retirer sur Lyon, ne pouvant compter sur la Bourgogne.

§ III.

Condé accourut en toute hâte de Paris, se mit à la tête de son armée; il la ramena entre Saint-Cloud et Surêne, gardant le pont de Saint-Cloud. Le premier juillet, Turenne passa la Marne à Meaux, se porta sur Épinay; le maréchal de la Ferté le joignit: la cour s'établit à Saint-Denis. Il jeta un pont vis-à-vis Épinay, profitant d'une île formée par la Seine, afin de pouvoir attaquer Condé sur les deux rives; mais ce prince leva son camp, traversa le bois de Boulogne, et se présenta à la barrière de la Conférence. Les Parisiens lui refusèrent l'entrée de leur ville; il tourna les murailles. Turenne, qui suivait son mouvement, marcha sur la Chapelle; il arriva à temps pour charger l'arrière-garde. L'intention de Condé était de se porter sur Charenton; mais vivement poussé, il se jeta dans le fau-

bourg Saint-Antoine, derrière les retranchemens que les bourgeois avaient construits autour de leur faubourg, pour se mettre à l'abri des maraudeurs qui infestaient les environs de la capitale; ces retranchemens s'appuyaient d'un côté au pied des collines de Charonne, et de l'autre à la Seine; ils avaient dix-huit cents toises de circuit. Ce faubourg formait une patte d'oie; les principales rues aboutissaient à la porte de la ville, sous la Bastille, dont le canon dominait tout le faubourg, et enfilait les trois débouchés; indépendamment de cela, des barricades furent élevées au milieu de ces trois rues, et le prince de Condé fit occuper et créneler les principales maisons, par des détachemens d'infanterie. Turenne attaqua ce faubourg; il pénétra par trois points: la droite, sous les ordres du marquis de Saint-Megrin, entra par la rue de Charenton; le centre, où se trouvait le maréchal, s'empara de la barrière du Trône; et la gauche, sous le marquis de Navailles, longea la rivière, se dirigeant sur la place d'armes. Les retranchemens n'opposèrent pas de résistance; on se battit aux barrières: Saint-Mégrin s'empara de celle de Charonne, et mit en déroute les troupes qui lui étaient opposées; sa cavalerie se lança imprudemment dans la rue, et arriva jusqu'à la place du marché; elle fut chassée par Condé, qui la battit avec une cinquantaine d'officiers d'élite. A la gauche, les troupes royales parvinrent jusqu'à la barrière, elles s'emparèrent même du jardin de Rambouillet; mais les ducs de Beaufort et de Nemours s'avancèrent à la tête de la jeunesse de Paris, et les repoussèrent. Navailles avait eu la précaution de faire occuper solidement les têtes des rues, ce qui lui donna les moyens de conserver la barrière. Turenne pénétra lui-même dans la principale rue; il arriva à l'abbaye Saint-Antoine, mais il fut repoussé par le prince, qui accourut à la tête de quelques officiers de sa maison, et le ramena jusqu'au-delà de la barrière. Peu d'instans après, Turenne rentra dans la rue avec des troupes fraîches. Un grand nombre de petits combats singuliers signalaient la bravoure des deux partis, lorsqu'enfin le maréchal de la Ferté arriva avec l'artillerie: Turenne en plaça aussitôt une batterie près de l'abbaye Saint-Antoine, et en envoya également à l'attaque de droite et à celle de gauche; profitant d'ailleurs de la grande supériorité de ses troupes, il enleva plusieurs grosses maisons où s'étaient crénelés les Frondeurs, qui, se voyant forcés de tous côtés, perdirent courage et se sauvèrent en désordre sur la place d'armes, en avant de la porte Saint-Antoine. Dans ce moment, Mademoiselle apporta aux bourgeois, de service à cette porte, l'ordre de l'Hôtel-de-ville, de l'ouvrir à l'armée de Condé, qui, ranimée par cette heureuse nouvelle, rentra dans Paris avec assez d'ordre, et alla se camper et se retrancher sur l'autre rive de la Seine, derrière la petite rivière des Gobelins. Au même moment, Mademoiselle fit tirer le canon de la Bastille, ce qui empêcha l'armée du roi de poursuivre, dans la capitale, l'ennemi vaincu qui lui échappait. Ce combat fut fort opiniâtre; l'animosité était grande de part et d'autre, surtout parmi les officiers. La cour en avait été spectatrice des hauteurs de Charonne, où elle s'était placée dès le matin. Dans la nuit, elle retourna à Saint-Denis.

§ IV.

Quelques semaines après cette ba-

taille, une armée de vingt mille Espagnols, auxquels s'était joint le duc de Lorraine, entra en Picardie, et marcha sur la capitale au secours de la Fronde. A cette nouvelle, l'alarme fut extrême à la cour, qui était toujours à Saint-Denis ; elle courait le danger de se trouver entre l'armée espagnole et Paris. Rouen et Dijon se refusaient à la recevoir ; il ne paraissait plus lui rester de ressource que de se refugier à Lyon ; mais Turenne s'opposa fortement à ce parti désespéré qui eût entraîné la perte de toutes les places de Picardie, donné une nouvelle activité à la guerre civile, et accrédité la Fronde, dont les partisans diminuaient à Paris. En effet, après l'entrée du prince dans cette capitale, des massacres avaient eu lieu à l'hôtel-de-ville, ce qui avait accru le désir des habitans de voir se terminer la guerre civile et le roi rentrer dans son palais. Turenne conseilla à la régente d'établir sa cour à Pontoise, où avec sa garde elle serait en sûreté ; il paraît d'ailleurs que les Frondeurs portaient de grands ménagemens au séjour du roi. Le maréchal se porta avec l'armée sur Compiègne, pour s'opposer à la marche de l'armée espagnole qui était double de la sienne, mais qui n'avait aucun intérêt à frapper des coups décisifs. En effet, l'archiduc s'approcha de l'Oise, eut quelques succès sur le duc d'Elbeuf, qui se laissa cerner avec cinq à six cents hommes ; puis il retourna en Flandre, laissant le duc de Lorraine avec un détachement de l'armée espagnole, pour hiverner en Champagne. Cet orage ainsi conjuré, Turenne se rapprocha de Paris, et campa à Gonesse, où il séjourna un mois. Il ne tarda pas à apprendre que le duc de Lorraine marchait de nouveau sur la capitale ; il s'avança à sa rencontre, et campa à Brie-Comte-Robert, où, ayant pensé que le projet du duc de Lorraine était de se joindre à Villeneuve-Saint Georges, à l'armée du prince de Condé, il s'y porta en hâte, et arriva au moment où les fourriers de l'ennemi entraient pour marquer le logement de leur armée. Le duc de Lorraine, ayant ainsi manqué sa jonction à Villeneuve-Saint-Georges, se porta sur Ablon, où, quelques jours après, il effectua sa jonction avec le prince de Condé. Turenne prit la position de Villeneuve-Saint-Georges, la gauche appuyée au village, la droite aux bois de la Grange, le front couvert par les six redoutes qu'avait fait construire, quelques mois avant, le duc de Lorraine, et qu'il réunit par des courtines. Il jeta deux ponts sur la Seine et les couvrit par une bonne tête de pont. Condé, sans profiter de l'avantage du nombre qu'il avait acquis par sa jonction avec l'armée de Lorraine, prit position à Limeil et se retrancha à une portée de canon du camp de l'armée royale. Le duc de Lorraine campa à Brie-Comte-Robert, tenant l'armée du roi comme enveloppée ; celle-ci ne pouvait pas tirer de vivres de la rive droite de la Seine ; mais moyennant la possession de Corbeil et de sa tête de pont, elle fourrageait sur la rive gauche et se maintenait toujours dans l'abondance. Enfin, au bout de six semaines, pendant lesquelles il ne se passa rien d'important, les choses parurent mûres dans Paris. Mazarin céda à l'orage, et se retira à Bouillon, ce qui concilia à la cour les esprits de la capitale : ils n'étaient plus retenus que par la pensée que Turenne était cerné dans son camp. La régente lui envoya en conséquence l'ordre d'en sortir pour l'accompagner dans son entrée dans sa capitale. Condé était tombé malade et s'était fait

transporter à Paris. Turenne fit jeter quatorze ponts sur l'Yères, la passa dans la soirée du 5 octobre, marcha sur Corbeil, sur Chanmes, passa la Marne à Meaux, et campa près de Senlis. La cour quitta Meulan où elle s'était rendue, alla à Saint-Germain, y séjourna quatre jours, et fit son entrée à Paris, le 21 octobre, passant par Saint-Cloud et le bois de Boulogne. Le roi était à cheval; il traversa le faubourg Saint-Honoré. Toutes les villes du royaume suivirent l'exemple de la capitale. Les deux partis du parlement, celui de Pontoise, et celui resté à Paris, se réunirent; la guerre civile fut terminée. Condé, avec l'armée espagnole et celle de Lorraine, se retira en Champagne; il continua à servir contre sa patrie. Louis XIV fut accueilli à Paris avec enthousiasme. Le duc d'Orléans, son oncle, se retira à Blois; le coadjuteur fut arrêté quelques mois après. Aussitôt que Turenne vit le roi rétabli dans sa capitale, il en partit avec l'armée pour se porter en Champagne; il chassa Condé et l'armée ennemie du royaume et assiégea Bar-le-Duc; Mazarin se rendit à son camp. Depuis qu'il avait quitté le royaume, il avait habité Sedan. La basse ville de Bar-le-Duc fut emportée d'assaut, la haute ville soutint douze jours le siége. Le prince de Condé vint avec la cavalerie jusqu'à Vaubecourt; Ligny se rendit dans le même temps au maréchal de la Ferté. Le maréchal voulait qu'on assiégeât Sainte-Menehould et Rethel; mais on était dans le cœur de l'hiver, et autour de ces villes, il n'y avait pas de quoi mettre l'armée à couvert. Château-Porcien ouvrit ses portes après sept jours de siége; mais, pendant ce temps, Condé prit Vervins, ce qui décida Turenne à continuer la campagne et à porter le siége devant cette ville qu'il reprit; l'armée entra ensuite en quartier d'hiver en février. Le soldat, lors de cette arrière-campagne, témoigna hautement son mécontentement contre le cardinal; il manquait de vivres, l'hiver était très froid; il fut souvent réduit à manger de la chair de cheval et des trognons de choux, qu'il appelait le pain du cardinal.

XIIe OBSERVATION.

1° Turenne avait prévenu le maréchal d'Hocquincourt que ses quartiers étaient exposés.

2° La manœuvre habile qu'il fit pour en imposer à Condé et qui lui réussit, fut considérée dans le temps, comme le plus grand service qu'il pût rendre à la cour; en effet, s'il s'en fût laissé imposer, elle eût été obligée de quitter Gien, ce qui eût été d'une fâcheuse influence sur les affaires politiques; mais il est évident que le maréchal n'avait pas le projet de tenir sa position; si Condé se fût décidé à l'attaquer, il avait tout préparé pour sa retraite: c'est ce que prouve la précaution qu'il prit de retirer tous les postes placés dans le bois, pour ne pas les exposer et se trouver engagé malgré lui; une fois qu'une affaire est commencée, elle s'engage graduellement. Il tint ses troupes réunies assez à portée du défilé pour en rendre le passage dangereux au prince, assez près pour pouvoir lui faire du mal par le feu d'une batterie postée de manière à battre en plaine, dans la longueur du défilé, mais assez éloignée pour que rien ne se trouvât compromis: cette circonstance ne paraît rien; cependant c'est ce rien qui est un des indices du génie de la guerre.

3° Cette manœuvre si délicate, exécutée avec tant d'habilité et tant de

prudence, ne saurait cependant être recommandée. Turenne, aussitôt qu'il eût réuni sa cavalerie, devait se retirer du côté de Saint-Fargeau pour revenir ensuite en avant, mais seulement après sa jonction avec le maréchal d'Hocquincourt. Les règles de la guerre veulent *qu'une division d'une armée évite de se battre seule contre toute une armée qui a déjà obtenu des succès*. C'est courir le danger de tout perdre sans ressource; le prince de Condé avait plus de douze mille hommes, Turenne n'en avait que quatre mille.

4° Le point de rassemblement des quartiers des deux armées avait été indiqué trop près de l'armée; c'était une faute. *Il faut que le point de réunion d'une armée, en cas de surprise, soit toujours désigné en arrière, de sorte que tous les cantonnemens puissent y arriver avant l'ennemi*; dans cette position, il devait être désigné entre Briare et Saint-Fargeau.

XIIIe OBSERVATION.

La marche de Turenne contre le prince de Lorraine avait toute espèce d'avantages.

1° Il sortait lui-même d'embarras, puisqu'au camp d'Étampes, il se trouvait entre les deux armées, et qu'étant arrivé sous Gros-Bois, il les avait dépassées toutes les deux.

2° Il se ménageait la possibilité de battre isolément le duc de Lorraine.

3° Enfin, l'intérêt, le caractère et l'esprit de ce prince l'autorisaient à espérer qu'il lui ferait facilement prendre le parti qui conviendrait au roi, aussitôt qu'il le pourrait atteindre seul.

XIVe OBSERVATION.

Le séjour de Turenne au camp de Villeneuve-Saint-Georges, pendant six semaines devant deux armées supérieures en force, est bien hasardeux; quel motif a pu le porter à courir un tel danger? Son camp n'était pas tellement fort qu'il ne pût être forcé; ce qui aurait entraîné la ruine de son armée et celle du parti de la cour. Sa position paraissait tellement critique qu'elle a retardé la soumission de Paris.

XVe OBSERVATION.

1° Le prince de Condé, dans cette campagne, n'a pas montré cette audace dont était animé le général de Freyberg et de Nordlingen; il ne devait pas s'en laisser imposer à Bleneau par des démonstrations; même réunies, les deux armées royales étaient inférieures à la sienne. Il devait lui être démontré qu'il n'avait pas devant lui des forces considérables. Il se contenta d'un avantage insignifiant; il s'en tint aux préliminaires sans mettre son entreprise à fin. Avec un peu de son audace habituelle, il était près d'obtenir les dernières faveurs; il méprisa de cueillir les fruits de sa combinaison et de la faute du maréchal d'Hocquincourt.

2° Après sa jonction avec le duc de Lorraine, ayant des forces si supérieures, on ne voit pas bien pourquoi il se contenté de se retrancher sur les hauteurs de Limeil, au lieu d'attaquer l'armée du roi; il pouvait avoir autant de canons qu'il en voudrait, étant aussi près de Paris, et un succès décisif dans cette circonstance pouvait seul rétablir ses affaires et soutenir son parti dans la capitale; *Condé manqua ce jour-là d'audace!*

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1653.

Turenne empêche l'archiduc de passer l'Oise par ses marches et ses campemens. —Observations.

§ Ier.

La campagne précédente s'était terminée en février, l'armée avait été envoyée en quartier d'hiver sur la Loire et dans le Poitou; elle ne put entrer en campagne cette année que fort tard; elle débuta par le siége de Réthel, qui capitula, le 8 juillet, après trois jours de tranchée ouverte.

Cependant une armée de trente mille hommes était entrée en Picardie; elle menaçait de se porter dans le cœur du royaume, on n'avait à lui opposer que seize mille hommes, dont dix mille de cavalerie. Les esprits étaient fort agités à Paris; Bordeaux était en armes, et l'approche du prince de Condé de la capitale pouvait avoir des conséquences funestes.

Turenne se porta à la rencontre de l'ennemi, le 18 juillet; il campait à Ribemont, près de la Fère, lorsque le roi et le cardinal se rendirent à son camp pour y tenir conseil sur les graves conjonctures où l'on se trouvait; plusieurs partis furent proposés: les uns voulaient que l'on jetât cinq mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie dans les places de la frontière; qu'avec neuf mille cavaliers et mille fantassins d'élite l'on inquiétât la marche de l'armée, enlevât les convois, menaçât ses communications; d'autres rejetaient bien loin l'idée d'affaiblir l'armée et proposaient au contraire de prendre position derrière l'Oise, d'en défendre le passage, et, lorsqu'il serait forcé, de centraliser sur Paris les réserves et les secours que pourraient offrir les dépôts et les provinces. Turenne n'approuva aucun de ces deux partis, l'un et l'autre avaient des inconvéniens; il était impossible de défendre le passage d'une rivière comme l'Oise; cependant quand l'ennemi l'aurait forcé, il se vanterait d'un succès, dont l'influence serait grande sur le moral de l'armée et sur l'opinion de la capitale; il proposa, ce qui fut adopté, de rester en corps d'armée, de cotoyer à quatre ou cinq lieues l'armée espagnole dans sa marche, de faire une guerre de marches et de mouvemens; le soldat n'aurait aucune raison de se croire inférieur à l'ennemi, on consommerait ainsi la saison, et, tant que l'on éviterait toute action, l'on serait en mesure de s'opposer à tout. Le roi retourna à la Fère. L'armée espagnole, campée à Fons-Somme, leva son camp le 1er août; elle passa entre l'armée française et la Somme, et se porta, par Saint-Simon près de Ham, à Roye, qu'elle assiégea; elle manœuvrait entre l'Oise et la Somme. Turenne quitta son camp de Ribemont, longea l'Oise, campa le 3 août à Fargnier, le 5, à Noyon; il y apprit qu'après deux jours de tranchée ouverte, la petite ville de Roye qui, n'ayant point de garnison, était défendue par les bourgeois, avait ouvert ses portes. Après la prise de cette ville, les Espagnols parurent incertains s'ils devaient se diriger sur leur gauche ou sur leur droite, sur l'Oise ou sur la Somme; la première direction les approchait de Paris, la deuxième les en éloignait. Ils prirent ce second parti; ils remontèrent la Somme et campèrent à Bray. L'armée du roi était à Eppeville, près de Ham, le 10, quand elle apprit par une lettre

interceptée qu'un convoi considérable partait de Cambrai pour le camp ennemi. Elle passa aussitôt la Somme à Ham, campa à Mananconrt à la tête d'un ruisseau qui se jette dans la Somme à Mont-Saint-Quentin, près Péronne. La cavalerie marcha an devant dn convoi, qui, instruit dn mouvement des Français, rentra dans Cambrai. Le général ennemi ayant appris qne l'infanterie française se tronvait ainsi isolée, marcha à elle ponr profiter de cette circonstance, et jeta à cet effet des ponts sur la Somme qu'il passa. Mais Turenne, avec sa cavalerie, revint à son camp de Manancourt, le leva, se rapprocha de Péronne et s'établit près de Mont-Saint-Quentin. Le 13 août, l'armée espagnole fit nne marche forcée, dépassa Bapaume dans la nuit, arriva à neuf heures dn matin entre Manancourt et Péronne. Toutes les reconnaissances françaises ayant été prises, on n'apprit à l'armée française des nouvelles de l'ennemi que par ses coureurs. L'alarme fut grande, les maréchanx se hâtèrent de mettre leur armée en bataille. La Ferté occupa la gauche snr nne position des plus mauvaises, étant dominé de tous côtés par des hanteurs qu'il était impossible de dispnter à l'ennemi; l'inquiétude des généranx passa anx soldats : si on restait sur ce mauvais champ de bataille, on était battu. Cependant l'ennemi approchait. Turenne ordonna de marcher en avant, de gagner la montagne, certain d'y trouver, dans quelque lieu qu'il rencontrât l'ennemi, des positions préférables à celles qu'il occnpait. Effectivement, il en trouva nne bonne à deux mille toises de celle qu'il quittait; sa gauche s'y appnyait à une hauteur presque inaccessible, près du village de Buires, son front était couvert par un ruisseau qui se jette dans la Somme à Péronne. Cette position était très étroite; il plaça l'armée snr cinq lignes; depnis plusienrs heures elle y était, quand l'armée espagnole se présenta à trois heures après midi. Le prince de Condé vonlait attaqner sur l'heure, les généranx espagnols en pensèrent autrement; leurs tronpes étaient trop fatiguées, disaient-ils; ils vonlurent lui donner la nnit de repos : l'armée du roi en profita pour se couvrir de retranchemens, et le lendemain 14, les généraux espagnols ne jugèrent plus devoir conrir les dangers de l'attaqne. Les deux armées restèrent trois jonrs en présence; le 18, les Espagnols décampèrent, remontèrent la Somme pour surprendre Gnise. Turenne prévit lenr dessein et jeta denx mille cinq cents hommes dans Gnise; ainsi prévenns, ils renoncèrent à lenr entreprise et se campèrent à Caulincourt, village entre Ham et le Catelet. L'armée du roi campa à Golancourt, à une liene de Ham, sur la gauche de la Somme, se trouvant ainsi à quatre lienes de l'ennemi, la Somme entre deux. Les deux armées s'observèrent nne quinzaine de jours, jusqu'au 1er septembre, que l'armée espagnole marcha de nonveau par sa gauche et se porta sur Rocroy, qu'elle investit.

Tnrenne n'avait que deux partis à prendre, ou se porter sur Rocroy pour inquiéter ou retarder le siége, ou attaqner lui-même une place qui compensât la perte de cette ville. Il prit ce dernier parti; il se porta en toute diligence à Monzon, place forte sur la Meuse entre Sédan et Stenay, il la cerna le 2 septembre sans faire de lignes : elle ouvrit ses portes après dix-sept jours de tranchée ouverte; il marcha aussitôt après sur Rocroy, mais cette place venait aussi de capituler.

Les deux armées ne firent plus rien le reste de la campagne; en décembre elles entrèrent en quartier d'hiver.

§ II.

XVIe OBSERVATION.

1° Cette campagne s'est passée en manœuvres; elle est fort intéressante. Le prince de Condé ne commandait pas l'armée espagnole, c'était l'archiduc qui ne voulait pas compromettre son armée; son dessein était de prendre quelques places pour arrondir la frontière de la Flandre, de nourrir la guerre en Picardie et en Champagne, et, si l'occasion s'en présentait belle, de battre l'armée française à coup sûr; c'était ce que l'intérêt de l'Espagne lui conseillait. Marcher à Paris, quelque chose qu'il en pût coûter, relever le parti de la Fronde, encourager la révolte de Bordeaux, accroître les mécontens déjà très nombreux dans le royaume, voilà ce que désirait le prince de Condé.

Dans de pareilles circonstances, le parti que prit Turenne était convenable; mais il eût été bien dangereux dans toute autre conjoncture. Côtoyer une armée double en force, est une opération bien difficile; il est bien peu de positions assez fortes pour pouvoir protéger une armée si inférieure en nombre; il ne paraît pas d'ailleurs qu'il ait eu le soin de prendre tous les soirs un camp choisi: au contraire, il a souvent campé dans de mauvaises positions où son armée était compromise, telle qu'à Mont-Saint-Quentin. Il dut au hasard la bonne position qu'il occupa quelques heures après, et elle n'était pas telle qu'il n'y eût été forcé si le prince de Condé avait été le maître.

2° Surpris à Mont-Saint-Quentin, la première pensée qu'aurait eue un général ordinaire, eût été de se couvrir par la Somme en la repassant à Péronne, dont il n'était éloigné que d'une demi-lieue; mais que fût-il arrivé? L'ennemi eût aussi passé la Somme, il eût fallu rester en position et risquer une affaire pour l'arrêter. Cependant ce mouvement de retraite eût influé sur le moral des troupes et sur celui des ennemis en sens inverse. Passer la Somme, c'eût été ajourner, mais accroître la difficulté, on eût paré au mal du moment en empirant l'état des affaires. Turenne paya d'audace, marcha à la rencontre des ennemis; il était sûr que par ce mouvement il les déconcerterait, qu'il accroîtrait leur irrésolution et gagnerait la journée, parce qu'il faudrait qu'ils changeassent quelque chose à leur marche, qui avait été dirigée dans la supposition qu'il occupait le Mont-Saint-Quentin. Pendant la nuit, il serait à temps, après avoir vu l'ennemi, et observé sa contenance, de prendre un parti: il était probable d'ailleurs que dans ces pays de collines, l'armée trouverait une bonne position, susceptible d'être retranchée en peu d'heures, et alors on aurait maintenu la réputation des armes, cette partie si essentielle de la force d'une armée. Turenne se retrancha; ce grand capitaine faisait usage fréquemment des ouvrages de campagne; cependant son armée avait trop de cavalerie et, en proportion trop peu d'infanterie pour qu'il tirât tout le parti possible de la science de l'ingénieur. Dans cette guerre de marches, de manœuvres, il eût fallu se retrancher tous les soirs et se placer toujours dans une bonne défensive; les positions naturelles que l'on trouve ordinairement ne peuvent pas mettre une armée à l'abri d'une

armée plus forte sans le secours de l'art.

Il est des militaires qui demandent à quoi servent les places fortes, les camps retranchés, l'art de l'ingénieur; nous leur demanderons, à notre tour, comment il est possible de manœuvrer avec des forces inférieures ou égales sans le secours des positions, des fortifications et de tous les moyens supplémentaires de l'art? Il est probable que si le prince de Condé eût commandé, il eût attaqué le soir même du jour de son arrivée, ce qui eût déconcerté Turenne qui, avec une armée inférieure, avait adopté un plan de campagne d'observation, qui ne devait jamais être compromis.

Achille était fils d'une déesse et d'un mortel : c'est l'image du génie de la guerre. La partie divine c'est tout ce qui dérive des considérations morales du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort et vainqueur, faible et battu selon qu'il croit l'être; la partie terrestre c'est les armes, les retranchemens, les positions, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la combinaison des choses matérielles.

CHAPITRE IX.

CAMPAGNE DE 1654.

Siége d'Arras; Turenne force les lignes (24 août). — Marches et manœuvres pendant l'arrière saison. — Observations.

§ Ier.

Turenne ouvrit la campagne de 1654 par le siége de Stenay, place forte appartenant à la maison de Condé, ce qui décida l'archiduc à entreprendre le siége d'Arras. Cette place était forte, mais la garnison très faible; il l'investit le 3 juillet avec trente-deux mille hommes. Cependant l'armée française s'approcha de la Somme; elle campa à Péronne et fit entrer quelques secours dans Arras avant que les lignes des Espagnols ne fussent terminées, ce qui n'eût lieu que le 14 juillet. De Péronne elle se porta entre Cambrai et Arras; le 17 elle arriva à Mouchy-le-Preux, village à une lieue et demie d'Arras et à une portée de canon des lignes de circonvallation; elle était de seize mille hommes : elle y prit position, la droite à la Scarpe, la gauche au Cogeul, ses flancs étant ainsi parfaitement appuyés à ces deux obstacles naturels; Turenne couvrit son front par de fortes lignes et s'établit à Mouchy-le-Preux avec son quartier-général. Il aurait pu occuper cette position dès midi, mais craignant d'y être attaqué immédiatement, il s'arrêta et n'arriva à la position de Mouchy qu'à la chûte du jour afin d'avoir toute la nuit pour se retrancher. Ce camp avait une étendue de deux mille cinq cents toises; il était à cheval sur la route de Bouchain à Valenciennes. La présence de l'armée donna du courage aux assiégés. Les gouverneurs de toutes les places voisines inondèrent la campagne de détachemens pour intercepter les convois des Espagnols et gêner leurs communications. Effectivement, ils ne purent plus recevoir de munitions et de vivres qu'en employant les chevaux de leur cavalerie et des mulets de bât. Ce grand soin à intercepter tous les convois donna lieu à bon nombre d'escarmouches et d'affaires de cavalerie. Un des convois fut détruit par un accident fortuit; il traversait la plaine de Lens, il était fort de plusieurs centaines de

chevaux, chaque cavalier portant en croupe un sac de poudre ; un malheureux cavalier ayant, malgré les défenses, allumé sa pipe, le feu se communiqua; hommes, chevaux, tout périt, hors trois ou quatre cavaliers estropiés qui furent ramassés par le parti français. Cependant comme les Espagnols avaient eu le temps d'approvisionner abondamment leur camp, ils n'en continuèrent pas avec moins de vigueur les travaux du siége. Le 14 juillet ils avaient ouvert la tranchée; le gouverneur se défendait avec intrépidité. La cour pressait Turenne d'attaquer les lignes pour dégager cette place, mais cette opération n'était pas dans l'opinion de l'armée; les lignes étaient fortes : elles consistaient dans un fossé perdu, large de neuf pieds, bien palissadé, qui était en avant d'une espèce d'esplanade couverte de douze rangs de trous de loup, derrière laquelle étaient le fossé et les lignes d'un profil ordinaire.

Sur ces entrefaites Stenay ayant capitulé, l'armée du maréchal d'Hocquincourt arriva le 17 août sous Arras, ce qui, vu les pertes que les assiégeans avaient éprouvées depuis un mois de tranchée ouverte, remit de l'égalité entre les deux armées. Le maréchal d'Hocquincourt s'empara de St-Pol, campa le 19 à Aubigny : Turenne se porta à sa rencontre avec quinze cents chevaux. En revenant le même jour dans son camp, il côtoya les lignes espagnoles à portée de mitraille, elles tirèrent, lui tuèrent quelques hommes, ce qui excita des observations de la part des personnes qui l'accompagnaient, à quoi il répondit : *Cette marche serait imprudente, il est vrai, si elle était faite devant le quartier de Condé ; mais j'ai intérêt à bien reconnaître la position, et je connais assez le service espagnol pour savoir qu'avant que l'archiduc en soit instruit, qu'il en ait fait prévenir le prince de Condé et ait tenu son conseil, je serai rentré dans mon camp.* Voilà qui tient à la partie divine de l'art.

Le 24 août la place était aux abois par défaut de poudre; le maréchal passa la Scarpe après le coucher du soleil avec son armée et celle du maréchal de la Ferté, et se réunit au maréchal d'Hocquincourt. Chacune de ces trois armées attaqua un quartier séparé et fit faire en outre une fausse attaque sur les quartiers opposés; l'ennemi fut surpris; il ne tira le canon d'alarme que lorsque l'infanterie française, étant à cent pas des lignes, alluma ses mèches de fusil, ce qui produisit une espèce d'illumination sur toute la ligne et démasqua sa marche. L'attaque du maréchal de la Ferté échoua, celle de Turenne réussit : il perça les lignes sur cinq bataillons de hauteur, fit aussitôt combler, avec des fascines, les fossés, pratiquer des passages pour sa cavalerie. Le prince de Condé, dont le quartier était du côté opposé, accourut avec ses escadrons; à la pointe du jour la position des Français était critique, parce qu'ils s'étaient débandés pour piller les tentes; mais le prince ne fut pas appuyé par l'archiduc qui battit en retraite. Les Espagnols perdirent tous leurs bagages, soixante-trois pièces de canon et trois à quatre mille hommes tués, blessés ou prisonniers; la perte de l'armée française se monta à quatre cents hommes hors de combat. Cette action militaire éleva au plus haut degré dans l'Europe la réputation du maréchal de Turenne. La cour quitta Péronne et séjourna plusieurs semaines à Arras.

§ II.

Le cardinal retint à la cour les maréchaux d'Hocqnincourt et de la Ferté, afin que Turenne restât seul chargé du commandement de l'armée. Celui-ci, le 6 septembre, marcha sur le Quesnoy, s'en empara, et ordonna le rétablissement des fortifications; il occupa un camp en avant de Binch et se porta sur Maubeuge où il faillit être surpris par le prince de Condé. Arrivé de nuit au camp qu'il avait désigné, ses bagages s'embarrassèrent dans les colonnes, et l'armée passa la nuit en désordre. Quelques jours après, il prit position à Cateau-Cambrésis où il séjourna, prit les deux châteaux d'Anvillers et de Girondelle proche Rocroy, et entra en quartier d'hiver. Pendant ces trois mois il eut divers petits combats à l'occasion des fourrages; il les faisait soutenir par plus de quinze cents chevaux commandés par un lieutenant-général, et dans quelques occasions l'escorte fut même de quatre mille hommes de cavalerie, mille hommes d'infanterie et du canon; malgré toutes ces précautions, il perdait toujours quelques hommes. Ce fut dans ces marches et contre-marches qu'il établit un nouvel ordre de service : il y eut trois lieutenans-généraux de jour; un commandant l'avant-garde, l'autre l'infanterie, et le troisième la cavalerie de l'arrière-garde.

§ III.

XVIIe OBSERVATION.

1° Le maréchal a attaqué les lignes des Espagnols de nuit, afin de masquer son mouvement; mais les marches et les opérations de nuit sont si incertaines, que, si elles réussissent quelquefois, elles échouent le plus souvent. Le prince de Condé, qui était au quartier le plus éloigné du point d'attaque, arriva cependant à temps pour tenir les Français en échec, et si les Espagnols eussent eu son caractère ou se fussent trouvés sous ses ordres, il est douteux que l'issue de l'attaque eût été la même. La principale défense des lignes consiste dans le feu : l'armée de l'archiduc était en supériorité de cavalerie; elle était double de celle de Turenne lors de son arrivée et avant la jonction de la Ferté et d'Hocquincourt. Il n'est pas concevable que l'archiduc n'ait pas attaqué et battu l'armée de Turenne; il espéra prendre la place en sa présence, sans risquer une bataille.

2° Une armée qui assiége une place doit-elle se couvrir par des lignes de circonvallation? doit-elle attendre dans ses lignes l'attaque d'une armée de secours? doit-elle se partager en deux armées, une chargée du siége et l'autre de le protéger, appelées armée de siége et armée d'observation? à quelle distance ces deux corps d'armée doivent-ils se tenir l'un de l'autre?

Les Romains et les Grecs, les grands capitaines des XVe et XVIe siècles, le duc de Parme, Spinola, le prince d'Orange, le grand Condé, Turenne, Luxembourg, le prince Eugène, couvraient leurs siéges par des lignes de circonvallation. L'exemple des anciens ne peut être une autorité pour nous; nos armes sont trop différentes des leurs. Celles des grands généraux des XVe et XVIe siècles est plus respectable; cependant les armées menaient alors en campagne peu de canons, on ne connaissait pas l'usage des obusiers.

Les militaires qui ne veulent aucune ligne, point ou très peu d'ou-

vrages de campagne, conseillent au général qui doit faire un siége de battre d'abord l'armée ennemie, de se rendre maître de la campagne ; ce conseil est sans doute excellent. Mais le siége peut durer quelques mois et l'ennemi revenir, au moment le plus décisif, au secours de la place ; mais un général peut vouloir s'emparer d'une place forte sans vouloir courir les chances d'une bataille : dans ce cas, quelle conduite doit-il tenir ?

Une armée qui veut faire un siége devant une armée ennemie, doit être assez forte pour pouvoir contenir l'armée de secours et faire en même temps le siége. Les ingénieurs demandent que le corps d'armée, chargé du siége, soit sept fois plus nombreux que la garnison : si l'armée de secours est de quatre-vingt mille hommes, la garnison de dix mille, il faudrait donc avoir cent cinquante mille hommes pour assiéger une place. Mais en réduisant la force de l'armée de siége, au minimum, à la force de quatre fois la garnison, il faudrait toujours cent vingt mille hommes. Si cependant on n'en a que quatre-vingt-dix mille, l'armée d'observation ne pourra être que de cinquante mille hommes ; elle ne sera pas alors indépendante, devra se tenir à portée d'être secourue en peu d'heures par l'armée de siége ; mais si on n'a que quatre-vingt mille hommes, il ne restera que quarante mille hommes pour l'armée d'observation ; il faudra alors qu'elle se tienne au siége, même dans les lignes, elle s'exposerait trop à s'en éloigner.

Les divisions employées aux travaux du siége sont placées autour de la place, chacune d'elles gardant une partie de la circonférence. Vous les camperez, une ligne faisant face à la place pour contenir les sorties de la garnison, et une autre faisant face à la campagne, pour mieux observer tout ce qui en arrive, intercepter tout ce qui se présenterait pour entrer dans la ville, courriers, convois de vivres ou secours en hommes. Pour atteindre ces buts avec plus d'efficacité, il est naturel que les troupes se couvrent par des lignes de contrevallation et de circonvallation, ce qui les occupe peu de jours. Le profil dont se servait Vauban pour les lignes de circonvallation n° 1, est de deux toises et demie cubes, par toise courante, et pour les contrevallations n° 6, seize. Six hommes, en huit heures, construisent les premières, et trois hommes les deuxièmes en quatre heures. Alors, seulement, toute communication de la campagne avec la place sera impraticable, le blocus sera assuré, toute surprise impossible, l'armée dormira tranquille. Si un détachement de trois mille hommes à douze mille hommes, si un corps de vingt-cinq mille hommes, détaché de l'armée de secours, ou venant de tout autre point, dérobait son mouvement à l'armée d'observation, et se présentait à la pointe du jour, il serait arrêté par les lignes qu'il ne saurait forcer qu'après les avoir bien reconnues, avoir réuni des fascines, des outils, et fait toutes les dispositions convenables. Mais l'armée de secours elle-même ne peut-elle pas gagner six, neuf ou douze heures sur l'armée d'observation et se présenter devant la place ? Dans tous ces cas, si l'assiégeant n'est pas convert par des lignes de circonvallation, la place sera secourue, les magasins et le parc d'artillerie de l'assiégeant seront fort en danger, les travaux comblés, et douze heures après, lorsque l'armée d'observation arrivera, il ne sera plus temps, le mal sera fait sans remède. Pour assiéger une place devant une ar-

mée ennemie, il faut donc en couvrir le siége par des lignes de circonvallation. Si l'armée est assez forte pour qu'après avoir laissé devant la place un corps quadruple de la garnison, elle soit aussi nombreuse que celle de secours, elle peut s'éloigner plus d'une marche; si elle reste inférieure après ce détachement, elle doit se placer à cinq ou six lieues du siége, afin de pouvoir recevoir des secours dans une nuit. Si les deux armées de siége et d'observation ensemble ne sont qu'égales à celle de secours, l'armée assiégeante doit tout entière rester dans les lignes ou près des lignes, et s'occuper des travaux du siége pour le pousser avec toute l'activité possible.

Au siége d'Arras, l'armée espagnole était de trente-deux mille hommes, dont quatorze mille d'infanterie, dix mille fusiliers, huit mille piquiers. Elle ne pouvait donc employer que le feu de dix mille fusiliers pour défendre une ligne de quinze mille toises de pourtour. Cependant l'archiduc continua son siége pendant trente-huit jours, en présence de Turenne, qui était campé à une portée de canon de lui; il a donc eu dix-huit jours pour prendre la place; supposé qu'il eût négligé de se couvrir, il n'eût pu continuer son siége vingt-quatre heures. Ces retranchemens donnèrent à l'archiduc la facilité de pouvoir, pendant ces trente-huit jours, continuer la tranchée et battre la place.

En 1708, le prince Eugène assiégea Lille à la vue de l'armée du duc de Bourgogne, ce qui lui eût été impossible sans la protection de ses lignes. En 1712, il assiégea Landrecy à la vue de l'armée du maréchal de Villars, qui, sentant toute l'importance de ne pas laisser tomber ce boulevart de la France, se présenta plusieurs fois pour forcer sa circonvallation; il ne le jugea pas possible; Eugène continua tranquillement son siége à la vue de Villars; il avançait lorsque Villars s'empara de Denain et changea le destin de la guerre. Le prince Eugène faisait arriver tous ses approvisionnemens par la Scarpe; ils débarquaient à Marchiennes, place forte où il établit son dépôt; mais au lieu d'approvisionner son camp des dépôts de Marchiennes, par des convois faits une ou deux fois le mois, sous l'escorte d'une partie de l'armée commandée à cet effet, il construisit des lignes depuis Marchiennes jusqu'à son camp; c'était une espèce de caponnière de sept lieues de long, que les soldats appelaient le chemin de Paris. Ces lignes avaient donc quatorze ou quinze lieues de développement: comme elles passaient l'Escaut à Denain, il y plaça une réserve de vingt-quatre bataillons, pour protéger le chemin de Paris et tenir en respect la garnison de Valenciennes; ce corps se trouvait ainsi séparé du reste de l'armée par l'Escaut; il est vrai que cette réserve était couverte par des lignes, mais de peu de conséquence et aussi faibles que celles du chemin de Paris. Les communications avaient lieu entre Marchiennes et le camp, tous les jours et sans escorte. Villars, à la petite pointe du jour, le 24 juillet, jeta deux ponts de pontons sur l'Escaut, à une lieue de Denain, traversa les lignes du chemin de Paris, qui n'étaient pas défendues et qui étaient sans consistance, il n'éprouva aucune résistance. La réserve autrichienne, presque surprise, mal couverte, attaquée par une armée entière, fut acculée à l'Escaut et posa les armes. Lorsque le prince Eugène arriva à son secours, il s'en trouva séparé par l'Escaut; il fut témoin inutile de la

catastrophe de cette partie de son armée : Villars, immédiatement après, fit assiéger Marchiennes par le maréchal de Montesquiou ; il protégea ce siége en prenant, avec son armée, position sur la rive gauche de l'Escaut. Le prince Eugène n'avait plus que le parti de marcher sur le corps de Villars, mais pour cela il lui fallait passer l'Escaut : c'était d'ailleurs un grand changement dans l'état des choses, puisque la veille c'était Villars qui devait forcer les lignes de Landrecy, et qu'aujourd'hui c'était au prince Eugène, affaibli de vingt-quatre bataillons par la perte de sa réserve, à attaquer l'armée française postée derrière une rivière et appuyant sa gauche à Valenciennes. Montesquiou prit Marchiennes en quatre jours; il y trouva tous les magasins de l'armée autrichienne, et fit quatre mille prisonniers. Eugéne leva le siége de Landrecy. Villars, quelques semaines après, assiégea Douai. Le prince Eugéne se campa à portée de canon de ses lignes, les jugea inattaquables, et s'en éloigna. Si Villars n'en eût pas eu, il eût dû lever le siége. Le prince fit plusieurs fautes à Landrecy : 1° de prétendre communiquer avec son dépôt de Marchiennes, tous les jours, sans escorte, mettant sa confiance dans des lignes si étendues, aussi faibles et si mal gardées; 2° d'avoir placé sa réserve sur la rive gauche de l'Escaut, éloignée de son camp de trois lieues et séparée par cette rivière.

Il eût dû : 1° ne pas faire construire les lignes de Paris, faire sa communication avec Marchiennes par des convois bien escortés, un par mois était suffisant; 2° s'assurer du pont de Denain par un bon ouvrage à l'abri d'un coup de main, camper sa réserve entre cet ouvrage et son camp, sur la droite de l'Escaut, soutenant sa tête de pont; il eût été à portée de la soutenir et Villars n'eût pas pu se placer le long de l'Escaut pour assiéger Marchiennes.

Le roi de Prusse ne fit pas de lignes de circonvallation devant Olmutz; aussi la place fut-elle secourue en vivres et en troupes, elle recevait toutes les semaines plusieurs fois des nouvelles de Daun.

Lorsque Turenne assiégea Dunkerque, il se couvrit par des lignes de circonvallation ; mais aussitôt qu'il vit l'armée de secours, commandée par don Juan d'Autriche, en position à portée de son camp, il marcha à elle et la battit.

En 1794, si le duc d'York, lorsqu'il assiégea Dunkerque, se fût couvert par une bonne ligne de circonvallation, son armée d'observation n'eût mis aucune importance à ses communications avec Ypres, il lui eût suffi de les conserver avec le siége, d'autant qu'il était maître de la mer; il eût eu le temps de prendre la place avant que l'armée française ne fût en mesure de forcer ses lignes.

En 1797, lorsque les généraux Provéra et Hohenzollern se présentèrent pour faire lever le siége de Mantoue, où était enfermé le maréchal Wurmser, ils furent arrêtés par les lignes de circonvallation de Saint-Georges, qui donnèrent le temps à Napoléon d'arriver de Rivoli, de faire échouer leur entreprise et de les obliger à capituler avec leurs troupes.

Doit-on attendre l'attaque de l'armée de secours dans ses lignes de circonvallation? Feuquières dit : *On ne doit jamais attendre son ennemi dans ses lignes de circonvallation, on doit sortir de ses lignes pour l'attaquer.* Il s'appuie sur l'exemple d'Arras et de Turin. Mais l'armée assiégeante à Arras con-

tinua pendant trente-huit jours son siége devant l'armée de Turenne; elle a donc eu trente-huit jours pour prendre cette ville; mais le prince Eugène fut obligé de tourner toutes les lignes de circonvallation qui couvraient le siége, pour attaquer la droite où le duc de la Feuillade avait négligé d'en faire construire; ce qui prouve le cas que ce grand général faisait de l'obstacle des lignes.

Mais s'il fallait citer toutes les attaques de lignes qui ont échoué et toutes les places qui ont été prises sous la protection des lignes ou à la vue de leurs secours, ou après que les armées de secours étaient venues les reconnaître, les avaient jugées inattaquables et s'en étaient éloignées, on verrait que le rôle qu'elles ont joué est très important; c'est un moyen supplémentaire de forces et de protection qui n'est point à dédaigner. Lorsqu'un général a surpris l'investissement d'une place, a gagné sur son adversaire quelques jours, il doit en profiter pour se couvrir par des lignes de circonvallation; dès ce moment il a amélioré sa position et acquis, dans la masse générale des affaires, un nouveau degré de force, un nouvel élément de puissance.

On ne doit pas proscrire le parti d'attendre l'attaque dans les lignes; rien ne peut être absolu à la guerre. Vos lignes ne peuvent-elles pas être couvertes par des fossés pleins d'eau, par des inondations, des forêts, une rivière, en tout ou en partie? Ne pouvez-vous pas être supérieur à l'armée de secours en infanterie et en artillerie, et fort inférieur en cavalerie? Votre armée ne peut-elle pas être composée de braves gens plus nombreux que ceux de l'armée de secours, mais peu exercés et peu en état de manœuvrer en plaine? Dans tous ces cas, croyez-vous qu'il faille ou lever le siége, et abandonner une entreprise sur le point de se terminer à bien, ou courir à votre perte en allant avec des troupes braves mais non manœuvrières, affronter en plaine une nombreuse et bonne cavalerie?

Ceux qui proscrivent les lignes de circonvallation et tous les secours que l'art de l'ingénieur peut donner, se privent gratuitement d'une force et d'un moyen auxiliaires jamais nuisibles, presque toujours utiles et souvent indispensables. Mais, dit-on, 1° une armée derrière des lignes est gênée dans ses mouvemens, tandis qu'en plein champ elle est mobile. 2° La nuit est tout en faveur de l'ennemi qui attaque et qui tient la campagne. 3° Cette armée peut porter ses principaux efforts et attaquer où elle veut. 4° Elle peut se dégarnir sans crainte. 5° Celle de ses attaques qui prospère sépare l'armée assiégeante dans ses lignes, sans qu'elle puisse se rejoindre, ce qui la force à la fuite ou à l'abandon de son camp et des lignes, parce qu'elle n'a pas de terrain pour se reformer entre les lignes et la place. 6° L'armée qui attend l'ennemi dans ses lignes peut être attaquée presque toujours par toute la circonférence, elle ne peut avoir aucun flanc en sûreté et ne peut jamais se trouver en état de résister à l'ennemi qui les a une fois forcés.

Mais est-il donc impossible de tracer des camps, des lignes de circonvallation, de faire des fortifications qui protégent sans avoir aucun de ces inconvéniens; 1° qui laisse libre l'armée dans ses mouvemens; 2° que l'embarras de la nuit n'en soit un que pour l'attaquant; 3° que dans quelque point que l'armée soit attaquée elle se trouve

toujours entière; 4° qu'elle puisse prendre l'offensive et donner des craintes à l'ennemi pour les points de son camp où il serait dégarni; 5° que percée par un point, elle ne se trouve pas pour cela désorganisée, ni contrainte à abandonner son camp, son parc et son siége, et se puisse former sans s'apercevoir du peu de profondeur de son camp; 6° qu'enfin quel que soit le point de la circonférence qui soit percé, cela ne la prive pas de l'avantage d'appuyer ses ailes, ses flancs, de se former en ordre et de marcher à l'ennemi encore mal établi?

Le problème peut être résolu : les principes de la fortification de campagne ont besoin d'être améliorés : cette partie importante de l'art de la guerre n'a fait aucun progrès depuis les anciens; elle est même aujourd'hui au-dessous de ce qu'elle était il y a deux mille ans. Il faut encourager les ingénieurs à les perfectionner, à porter cette partie de leur art au niveau des autres. Il est plus facile sans doute de proscrire, de condamner avec un ton dogmatique dans le fond de son cabinet; on est sûr d'ailleurs de flatter l'esprit de paresse des troupes. Officiers et soldats ont de la répugnance à manier la pioche et la pelle; ils font donc écho et répètent à l'envi : les fortifications de campagne sont plus nuisibles qu'utiles, il n'en faut pas construire; la victoire est à celui qui marche, avance, manœuvre; il ne faut pas travailler; la guerre n'impose-t-elle pas assez de fatigues?.. discours flatteurs et cependant méprisables.

CHAPITRE X.

CAMPAGNE DE 1655.

Manœuvres de Turenne sur les rives de l'Escaut.—Observations.

§ Ier.

L'armée du roi sortit de ses quartiers d'hiver et se réunit au camp de Guise, le 10 juin; elle investit Landrecy, le 18. L'armée espagnole campa à Vadencourt, près de Guise, pour intercepter les vivres aux assiégeans; mais ils étaient approvisionnés abondamment. Cependant ses partis inquiétant la cour, qui était à la Fère, elle se retira à Laon. Landrecy ouvrit ses portes, après dix-sept jours de tranchée ouverte. L'armée espagnole se retira alors entre Mons et Valenciennes. Le roi se mit à la tête de l'armée de Condé, qui descendit la Sambre jusqu'à Bussière, de là rétrograda, traversa Avesnes et investit la Capelle; enfin, par un troisième contre-mouvement, elle passa la Sambre et arriva à Bavay, le 11 août; elle projetait de passer l'Haine, mais l'ennemi avait couvert la rive opposée de retranchemens depuis Saint-Guislain à Condé. Turenne proposa de passer l'Escaut, au-dessous de Bouchain, et laissant Valenciennes sur la droite, de marcher sur Condé, où l'armée passerait une seconde fois l'Escaut, elle se trouverait alors sur les derrières de l'ennemi et aurait tourné ses retranchemens qui tomberaient d'eux-mêmes. Ce projet fut suivi; l'armée rétrograda sur Bouchain, passa l'Escaut, le 13, à Neuville; les Espagnols suivirent son mouvement, se postèrent sur Valenciennes, passèrent l'Escaut sous cette ville et prirent position, la droite au

bois de Saint-Amand, la gauche à la place; ils travaillèrent à rétablir les vieilles lignes du mont Auzain. Turenne marcha à eux par la rive gauche de l'Escaut; à son approche, ils manquèrent de résolution, levèrent leur camp et se retirèrent d'abord sur Condé, puis sur Tournay; leur arrière-garde fut talonnée par le lieutenant-général Castelnau. Le roi campa, le 16, à Fresnes, près Condé, rétablit les ponts et cerna cette place, qui capitula le 19. Sa garnison, forte de deux mille hommes, rentra à l'armée espagnole. C'était l'usage, dans cette guerre, que les garnisons ne fussent pas prisonnières de guerre; on leur accordait cette faveur pour accélérer la reddition des places. Le 20, l'armée investit Saint-Guislain, petite place entre Condé et Mons. Le roi et le cardinal assistèrent à ce siége. Les lignes de circonvallation furent difficiles à établir à cause des eaux. La place fut investie de nuit, de sorte que les quartiers des généraux se trouvèrent avoir été placés sous le canon des remparts; ils durent déloger au jour; le 25, la place capitula. Pendant ce temps les Espagnols divisèrent leurs armées; l'archiduc campa à Notre-Dame de Ham, à Condé, à Tournay, les Lorrains à Ath, le prince de Ligne à Mons. A la fin de novembre, les troupes entrèrent en quartier d'hiver, après avoir, depuis le 14 septembre, occupé divers camps, dans le seul but de consommer les fourrages qui se trouvaient dans les environs.

§ II.

XVIIIe OBSERVATION.

Turenne fut fidèle aux deux maximes: 1° *N'attaquez pas de front les positions que vous pouvez obtenir en les tournant; 2° ne faites pas ce que veut l'ennemi, par la seule raison qu'il le désire; évitez le champ de bataille qu'il a reconnu, étudié, et encore avec plus de soin celui qu'il a fortifié et où il s'est retranché.*

XIXe OBSERVATION.

Pendant cette campagne, le mestre-de-camp Bussy, qui commandait l'escorte d'un fourrage de quinze cents hommes de cavalerie d'élite, dépassa un défilé pour fourrager dans une belle plaine; il y fut surpris par un corps de cavalerie triple du sien qui aurait été probablement détruit, si les vieux cavaliers, d'un commun accord, ne se fussent écrié: *Au défilé!* En opérant ce mouvement rapidement et de sang-froid, le général a sauvé sa division. Voilà l'avantage des vieilles bandes: elles prévinrent l'ordre, elles firent la seule chose qui pouvait les sauver.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE 1656.

L'armée du roi assiége Valenciennes; le prince de Condé force la circonvallation de Valenciennes.—Observations.

§ Ier.

En 1656, don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, prit le commandement de l'armée espagnole. Au commencement de juin, Turenne réunit son armée et investit Valenciennes; le maréchal de la Ferté campa sur le mont Auzain, la maison du roi et les Lorrains sur le mont Huy, et l'armée de Turenne, du côté du chemin de

Mous à Bavay. Le quartier du maréchal de la Ferté était séparé du reste de l'armée, par l'Escaut et par de grandes inondations de mille toises de largeur, ce qui avait décidé Turenne à planter un double rang de palissades aux lignes de ce côté; mais la Ferté à son arrivée, par simple esprit de contradiction, les fit arracher. L'armée espagnole réunie à Douay, marcha sur Valenciennes à la fin de juin, pour faire lever le siége; elle s'approcha à une demi-portée de canon des lignes de circonvallation, près du quartier des Lorrains, sa gauche appuyée à l'Escaut, sur lequel elle jeta six ponts; sa droite à un ruisseau, sur lequel elle en jeta un pareil nombre. Elle resta ainsi huit jours à se retrancher, elle était de vingt mille hommes; l'armée royale était plus nombreuse. Malgré la présence de l'ennemi, la tranchée marcha avec activité; les Espagnols renvoyèrent leurs bagages à Bouchain, passèrent, le 16, l'Escaut à l'entrée de la nuit, et attaquèrent les lignes du maréchal de la Ferté. Ils arrivèrent sur les bords du fossé, sans être découverts, les abordèrent sur un front de six bataillons, et les enlevèrent sans grande résistance. Turenne accourut avec deux régimens et quatre qui le suivaient; mais il n'était plus temps: l'ennemi avait comblé les lignes, communiqué avec la ville. L'armée du maréchal de la Ferté était dans le plus grand désordre; lui-même avait été pris avec quatre mille hommes et plus de quatre cents officiers. Marsin, avec quatre mille hommes, avait fait une fausse attaque sur les quartiers de Turenne; mais il avait été vivement repoussé. La moitié des troupes qui se trouvaient à la tranchée furent perdues, elles ne purent l'évacuer à temps. Le siége fut levé. Turenne fit sa retraite sur le Quesnoy, où il prit position; au moment qu'il quittait ses lignes, il reçut un renfort de quinze cents hommes, et, en arrivant sous le Quesnoy, il fut rejoint par deux mille hommes. Les opinions étaient fort partagées dans son armée, mais il en imposa par sa contenance, et attendit l'ennemi dans son camp, quoiqu'il n'eût pas d'outils pour se retrancher.

L'armée espagnole ne tarda pas à se présenter, elle resta deux jours en position, sans oser attaquer. Pendant ce temps, trois mille hommes des restes de l'armée du maréchal de la Ferté qui s'étaient ralliés sur Landrecy, joignirent l'armée; les Espagnols levèrent alors leur camp et se portèrent sur Condé. Turenne fit partir mille chevaux, ayant chacun un sac de blé en croupe pour ravitailler cette place; cependant elle fut prise.

Après sa reddition, Turenne passa l'Escaut, et se porta dans les plaines de Lens, voulant attirer la guerre dans l'Artois, où le roi avait un grand nombre de places fortes; l'ennemi l'y suivit quinze jours après. A son approche, il se retira sur Houdain, tirant ses vivres d'Arras et de Béthune; de là, il continua son mouvement sur la Bussière, entre Houdain et Béthune, où il avait reconnu une position avantageuse; mais craignant que l'ennemi, en se portant à Lens, n'interceptât ses communications avec Arras, il revint sur cette ville; l'armée espagnole arriva devant lui et prit position à un quart de lieue. Dans la nuit, Turenne fit élever plusieurs retranchemens. La position, l'ordre et la contenance des troupes françaises en imposèrent à l'ennemi, qui décampa le lendemain et se retira sur Lens, inquiété par la cavalerie française; de là, il alla investir Saint-Guislain; l'armée française se

rapprocha de la Somme, prit la Capelle, fit lever le siége de Saint-Guislain. Pendant le siége de la Capelle, les Espagnols s'étaient approchés jusqu'à une lieue des lignes de circonvallation, mais n'avaient point osé les attaquer ; ils avaient laissé prendre la place à leur vue : l'armée française séjourna dans le Cambrésis jusqu'en novembre qu'elle repassa la Somme et prit ses quartiers d'hiver.

La bonne contenance du maréchal de Turenne, après les désastres du maréchal de la Ferté aux lignes de Valenciennes, sauva l'honneur des armes françaises ; le roi, pour le récompenser de tant de services, le fit colonel-général de la cavalerie, charge qui est restée toujours dans sa maison depuis cette époque.

§ II.

XXe OBSERVATION.

1. L'armée que commandait Turenne était supérieure en nombre et en qualité à l'armée espagnole ; comment l'a-t-il laissée s'approcher de ses quartiers à Valenciennes, et n'est-il pas sorti de ses lignes pour la combattre ? Ses lignes étaient bien loin de valoir celles d'Arras ; la position du maréchal de la Ferté était évidemment en l'air, séparée du reste de l'armée, par une rivière et une inondation de mille toises ; cette seule circonstance devait le décider à donner bataille.

2° Mais sa contenance, après cet échec, doit être admirée ; il est vrai, cependant, que le moral de ses troupes, celui des Lorrains et de la maison du roi, n'étaient en rien affaiblis, puisqu'elles n'avaient pas combattu, que la déroute du maréchal de la Ferté s'était passée de l'autre côté des marais ; mais ce qui prouve que les éloges qu'on lui prodigua alors étaient mérités, c'est qu'il fut seul de tous ses officiers de l'opinion d'attendre l'ennemi dans la position du Quesnoy. C'est qu'il avait plus de talent qu'eux : c'est que les hommes ne pensent qu'à éviter un danger présent, sans s'embarrasser de l'influence que leur conduite peut avoir sur les événemens ultérieurs ; c'est que l'impression d'une défaite ne s'efface de l'esprit du commun, que graduellement et avec le temps. Que fût-il arrivé cependant si l'avis de la majorité eût été suivi ? 1° Le maréchal n'eût pas été rejoint par les restes de l'armée de la Ferté ; 2° une retraite précipitée eût intimidé l'armée française, qui se fût crue très inférieure à l'ennemi, tandis que celui-ci en serait devenu plus entreprenant.

CHAPITRE XII.

CAMPAGNE DE 1657.

Turenne prend Saint-Venant, il fait lever le siége d'Ardres ; il s'empare de Mardick.—Observations.

§ Ier.

Pendant l'hiver de 1657, la France et l'Angleterre conclurent contre l'Espagne une ligue offensive et défensive. Cromwell s'engagea à envoyer six mille hommes d'infanterie en France à la condition qu'on assiégerait Dunkerque et le lui remettrait. Charles II, que la France avait reconnu roi d'Angleterre, et le duc d'York, son frère, qui était lieutenant-général au service de France, se retirèrent chez les Espagnols et levèrent quelques régimens

irlandais au compte de l'Espagne. Au mois de mai, Turenne se mit en campagne. Voyant que les Espagnols dirigeaient leur attention sur les places maritimes, il se porta brusquement sur Cambrai qu'il investit ; mais Condé traversa la Meuse avec toute sa cavalerie, arriva à dix heures du matin à Bonchain, le jour même de l'investissement de Cambrai, s'avança à onze heures du soir sous la place, avec trois mille chevaux, culbuta la cavalerie du roi et à la pointe du jour du 31 mai, il entra dans le chemin couvert sous la citadelle, ce qui décida la levée du siége. Le maréchal de la Ferté assiégea et prit Montmédy ; les Espagnols firent une inutile tentative sur Calais. Turenne, qui s'était rapproché de la mer, cerna, le 6 août, Saint-Venant qu'il assiégea. L'armée espagnole quitta son camp de Mariembourg et arriva le 20 août à Calonne sur la Lys, près Saint-Venant ; mais elle ne jugea pas devoir attaquer les lignes françaises, et se porta devant Ardres qu'elle assiégea. Saint-Venant battit la chamade, le 27. Turenne courut aussitôt au secours d'Ardres et fit lever le siége ; le 3 octobre, il assiégea Mardick qu'il prit en peu de jours et que, conformément au traité, il remit aux Anglais. L'armée espagnole campa sous le canon de Dunkerque. En novembre, les deux armées entrèrent en quartiers d'hiver ; celle de Turenne cantonna dans le Boulonais.

§ II.

XXI[e] OBSERVATION.

La conduite du prince de Condé dans cette occasion fut admirée, et cette journée comptée parmi ses plus belles. Si le maréchal, avec quarante-huit heures devant lui, avait été protégé par ses lignes, la manœuvre de son ennemi eût échoué. Dans le chapitre précédent, nous avons vu que le maréchal de Turenne, assiégeant la Capelle, dut la prise de cette place à ses lignes de circonvallation, car don Juan s'en étant approché à une portée de canon, les reconnut et n'osa pas les attaquer. Cet exemple fut répété à Saint-Venant, la place fut prise, grâce à sa circonvallation, en présence de l'armée ennemie ; les exemples de cette espèce peuvent se compter par milliers, dans les XV[e] et XVI[e] siècles, chez toutes les nations européennes, et cependant on demande à quoi servent les lignes de circonvallation ; on les a discréditées ; il est posé en principe qu'il n'en faut pas élever !

CHAPITRE XIII.

CAMPAGNE DE 1658.

Siége de Dunkerque. — Bataille des Dunes (14 juin). — Marches et manœuvres pendant le reste de la campagne. — Observations.

§ I[er].

Pendant l'hiver, le maréchal d'Hocquincourt trahit son roi et sa patrie ; sur les prétextes les plus frivoles, il passa à l'ennemi. Le siége de Dunkerque avait été résolu par les cours de Paris et de Londres ; les bourgeois lâchèrent les écluses, tout le pays jusqu'à Bergues ne fut plus qu'un lac ; la garnison était de trois mille hommes d'élite. Turenne se porta d'abord devant Cassel, passa, sans obstacle, la Lys à Saint-Venant, s'approcha de la Colme, et s'avança sur Dunkerque, en traversant l'inondation par un grand

nombre de fascines, de claies et de planches ; l'inondation était peu profonde. L'infanterie la traversa les armes hautes, n'ayant de l'eau que jusqu'à la ceinture. Ce siége fut d'autant plus difficile, qu'il n'y avait aucun bois autour de la ville ; mais l'escadre anglaise qui croisait dans la rade, transporta par mer tout ce qui était nécessaire. Turenne n'oublia pas d'établir des lignes de circonvallation et de contrevallation qui, à l'est et à l'ouest, s'appuyaient à la mer. Le plus difficile était de fermer l'Estran ; il y établit une estacade derrière laquelle il plaça des chaloupes canonnières. Ces travaux étaient achevés, quand l'amiral anglais débarqua six mille Anglais, qui formaient la brigade de Morgan, officier de réputation. L'armée française recevait tous les jours des renforts ; la tranchée fut ouverte par deux attaques, l'une faite par les Français, l'autre par les Anglais. Ces nouvelles se succédèrent rapidement à Bruxelles, et remplirent d'étonnement la cour de l'archiduc ; Dunkerque était pour l'Espagne d'une haute importance ; l'archiduc résolut de tout risquer pour sauver cette place. Son armée se réunit le 10 juin à Ypres, et le 13 parut à la vue de Dunkerque. Elle prit position sur les dunes, à une lieue des lignes de l'assiégeant, la droite à la mer, la gauche au canal de Furnes ; elle comptait tellement que sa seule présence dégagerait la place, qu'elle se présenta sans artillerie, et sans outils pour se retrancher, son parc ayant éprouvé quelques retards dans sa marche. Le maréchal d'Hocquincourt ayant été reconnaître les lignes françaises, fut tué dans une escarmouche ; digne punition de son crime. Le 14 juin, à la pointe du jour, Turenne mit son armée en bataille hors des lignes ; la gauche, formée par les Anglais, s'appuya à la mer ; la droite, commandée par le marquis de Créqui, s'appuya au canal de Furnes. Il rangea l'armée sur trois lignes ; la première de dix bataillons et vingt-huit escadrons, dont quatorze à l'aile gauche, et quatorze à la droite, l'artillerie en tête ; la deuxième de six bataillons et vingt escadrons, dont dix à la droite, dix à la gauche, et la troisième en réserve, de dix escadrons ; l'armée rangée ainsi, occupait une lieue. Plusieurs frégates et chaloupes armées, anglaises, longèrent la côte et inquiétèrent le flanc droit des Espagnols. L'armée de Turenne était en tout de quinze mille hommes, dont six mille de cavalerie ; l'armée espagnole était de quatorze mille hommes, dont huit mille chevaux. Don Juan se plaça à la droite, le prince de Condé à la gauche ; toute l'infanterie, composée de quinze bataillons, se mit sur une seule ligne, la cavalerie de la droite se rangea sur deux lignes derrière l'infanterie ; celle de gauche sur six lignes, disposition nécessitée par le terrain. Cette armée n'avait pas d'artillerie, sa droite fut rompue par les Anglais ; le prince de Condé opposa plus de résistance à la gauche, un moment même il menaça de pénétrer dans la place, et courut personnellement beaucoup de danger, mais enfin il fut rompu et la victoire des Français complète. Les fuyards furent poursuivis jusque sur les remparts de Furnes ; l'armée française fit quatre mille prisonniers, sa perte fut légère ; Turenne rentra dans ses lignes, poussa vivement le siége. Le 24 juin, la place se rendit, c'était dix jours après la bataille et après dix-huit jours de tranchée ouverte. Turenne cerna aussitôt Bergues, qui, après quelques jours de siége, demanda à capituler ;

mais comme il ne voulut point accorder à la garnison de rentrer à son armée, elle se débanda et une grande partie se sauva au travers des marais; l'armée française entra dans la place.

§ II.

Les Espagnols tinrent conseil à Nieuport: don Juan proposa de placer l'armée le long du canal entre Nieuport et Dixmude, pour en disputer le passage; d'autres furent d'avis de disloquer l'infanterie dans les places, et de traîner la guerre en longueur. Ce projet fut adopté; le prince de Condé se jeta dans Ostende, le comte de Fuensaldes dans Nieuport, don Juan dans Bruges, et le prince de Ligne dans Ypres. Turenne s'empara le 3 juillet de Furnes, qui ne fit pas de résistance, de là il se porta devant Dixmude; les Espagnols travaillaient depuis dix jours à en réparer les fortifications, cependant la place se rendit le 6 juillet. Ces succès furent suspendus pendant quelques jours, par une maladie dangereuse qui menaça la vie du roi, qui alors se trouvait à Calais; ce délai fut très favorable aux Espagnols. Le 4 août, le maréchal de la Ferté assiégea Gravelines; Turenne en couvrit le siége qui dura vingt-six jours. Après la chute de cette place, il prit Oudenarde: à ce siége il ne fit pas de lignes, il est vrai qu'elle n'en méritait pas; Oudenarde ne résista que quarante-huit heures. La saison n'était pas encore trop avancée, on croyait que l'armée marcherait sur Bruxelles, mais Turenne préféra se rapprocher des villes maritimes; il se porta sur Menin, tailla en pièces un détachement de deux mille hommes, que commandait le prince de Ligne devant Ypres, dont il se saisit, ainsi que d'un bon nombre d'autres petites places, et, après avoir conquis tout le pays entre la Lys et l'Escaut, il laissa cinq mille hommes d'infanterie en garnison dans les places prises, et ramena son armée en France, où il prit ses quartiers d'hiver. La paix des Pyrénées ne fut signée que le 7 novembre 1659; mais elle fut précédée d'une trêve entre les deux couronnes, signée dès le commencement de l'année. Cette paix mit fin à une guerre qui durait depuis vingt-quatre ans. L'Alsace, le Roussillon, l'Artois, furent définitivement cédés à la France.

§ III.

XXII OBSERVATION.

1° La bataille des Dunes est l'action la plus brillante de Turenne. Il avait trois grands avantages: 1° la supériorité du nombre, quinze mille hommes sur le champ de bataille contre quatorze mille; neuf mille hommes d'infanterie contre six mille, et un terrain peu propre à la cavalerie, ce qui rendait inutile la supériorité des Espagnols en cavalerie; 2° il avait de l'artillerie et son ennemi n'en avait pas; 3° les bâtimens anglais qui mouillaient dans la rade canonnèrent le flanc droit des Espagnols et balayèrent l'Estran, avec d'autant plus d'effet que don Juan n'avait pas de canon pour tenir éloignées les chaloupes anglaises. Turenne fut et devait être vainqueur.

2° Son ordre de bataille était parallèle; il n'a fait ni manœuvre ni rien qui soit hors de la marche ordinaire. Aussitôt qu'il fut instruit que l'ennemi s'approchait des lignes, il prit la résolution de l'attaquer, avant de savoir qu'il arrivait sans artillerie; ce qui lui

était arrivé à Valenciennes, lui avait profité. Décidé à attaquer, il ne dut pas retarder d'un seul jour, pour ne pas laisser aux Espagnols le temps de se retrancher.

3° Don Juan a bien mérité sa défaite, pour s'être avancé à la vue de Turenne sans artillerie ni outils pour se retrancher. Ce n'est pas avec cette coupable négligence que Turenne s'était présenté devant les lignes d'Arras. Il eût pu prendre la position de Mouchy dès dix heures du matin; il s'en garda bien; il resta toute la journée derrière un ruisseau, et à la fin du jour il occupa sa position; il eut aussi toute la nuit pour se retrancher.

XXIII° OBSERVATION.

Après la prise de Dunkerque et une victoire aussi éclatante que celle des Dunes, la jonction du maréchal la Ferté qui venait de prendre Montmédy, enfin l'avantage inappréciable d'être maître de la mer, Turenne pouvait faire plus qu'il n'a fait; il devait frapper un grand coup, prendre Bruxelles, ce qui eût donné une toute autre illustration aux armes françaises et accéléré la conclusion de la paix; un événement de cette importance eût fait tomber toutes les petites places. Il a violé cette règle qui dit : *Profitez des faveurs de la fortune, lorsque ses caprices sont pour vous; craignez qu'elle ne change de dépit, elle est femme.*

XXIV° OBSERVATION.

La conduite de la garnison espagnole de Bergues est remarquable. L'assiégeant refuse de la laisser sortir de la place avec ses armes, sans être prisonnière de guerre; elle se disloque, chacun se sauve pour son compte au milieu des marais; les cinq sixièmes rejoignent leur armée. Pourquoi a-t-on perdu de vue ces belles résolutions? Les clefs d'une place valent toujours bien la liberté de sa garnison, lorsqu'elle est résolue de n'en sortir que libre.

CHAPITRE XIV.

CAMPAGNE DE 1667.

Le roi recommence la guerre, il entre en Belgique, ayant Turenne sous lui; il prend Lille, Douai, Oudenarde. — Observations.

§ Ier.

La mort de Philippe IV mit un terme à la paix des Pyrénées. Louis XIV prétendit avoir des droits sur la Belgique; après de longues et infructueuses négociations, il se décida à la guerre et réunit, en avril 1667, une armée de trente-cinq mille hommes, dont dix mille de cavalerie; il en donna le commandement à Turenne, et se rendit lui-même à Amiens pour se mettre à la tête de ses troupes, déclarant la reine régente. Il divisa son armée en trois corps : le corps de bataille, composé des principales forces, avec lequel il marcha, se porta sur Charleroi; le corps d'observation de la droite, commandé par le marquis de Créqui, se dirigea sur Luxembourg; et le corps d'observation de la gauche, sous le maréchal d'Aumont, marcha en longeant la mer. Le roi s'empara, sans coup férir, de Douai, d'Oudenarde et autres petites places, et mit le siége devant Lille; le maréchal d'Aumont s'empara de Bergues, de Furnes, d'Armentières et de Courtrai. Lille était une place très forte; elle avait six mille hommes d'élite de gar-

nison ; les habitans, très affectionnés à l'Espagne, comptaient vingt mille hommes en état de porter les armes. La place fut investie en août, les lignes de circonvallation furent aussitôt élevées ; elles étaient très étendues, ce qui décida le roi à rappeler le corps du marquis de Créqui. Le 28 août, la garnison capitula après dix jours de tranchée ouverte; elle était réduite à deux mille quatre cents hommes ; elle fut renvoyée à Ypres. Cependant le prince de Ligne et le comte de Marsin s'étaient avancés pour la secourir; le roi les attaqua, leur fit quinze cents prisonniers, leur prit cinq étendards et cinq paires de timballes. Les plénipotentiaires étaient réunis à Aix-la-Chapelle ; ils signèrent la paix, ce qui mit un terme à la guerre.

§ II.

XXV° OBSERVATION.

Les armées de ce temps étaient composées au moins, la moitié de cavalerie; elles avaient peu d'artillerie, une pièce et demie par mille hommes; l'infanterie était placée sur quatre rangs, le quatrième était armé de piques.

Aujourd'hui une armée a les quatre cinquièmes en infanterie, un cinquième au plus en cavalerie, quatre pièces de canon par mille hommes, dont un quart obusiers ; l'infanterie se place sur trois rangs; les piques, les spontons sont supprimés. Le feu du troisième rang est reconnu très imparfait et même nuisible à celui des deux premiers; on a prescrit au premier rang de mettre le genou en terre dans les feux de bataillon, et dans les feux à volonté le troisième rang charge les fusils du deuxième ; cet ordre est mauvais. L'infanterie ne doit se ranger que sur deux rangs, parce que le fusil ne permet de tirer que sur cet ordre ; il faudrait que cette arme eût six pieds de long et pût se charger par la culasse, pour que le troisième rang pût faire un feu avantageux. En rangeant l'infanterie sur deux rangs, il faut lui donner un rang de serre-file d'un neuvième ou un par toise, et en deux lignes; à douze toises derrière les flancs, placer une réserve.

C'est Vauban qui a fait supprimer les piques comme inutiles; toute l'Europe, plus ou moins tard, a imité ce changement avec raison ; c'est le feu qui est le moyen principal des modernes.

CHAPITRE XV.

CAMPAGNE DE 1672.

Campagne de Hollande ; passage du Rhin, le roi, Turenne, Condé, Luxembourg, présens. — Marches et manœuvres après le départ du roi, pour protéger ses alliés, les évêques de Munster et de Cologne, et couvrir l'Alsace.—Observations.

§ Ier.

La Hollande était arrivée au plus haut degré de prospérité ; maîtresse du commerce des Indes, elle avait plus de douze mille navires de haut bord ; Amsterdam était le magasin du monde et le centre du commerce. Elle conclut avec l'Angleterre et la Suède le traité de la triple alliance dirigée contre la France, et négocia dans toutes les cours de l'Europe pour étendre cette ligue. Après de longs efforts, la France conjura cet orage, elle parvint à détacher l'Angleterre et la Suède de la tri-

ple alliance, et à conclure alliance avec l'évêque de Munster et l'électeur de Cologne, ennemis de la Hollande ; elle s'assura la neutralité de l'Autriche et de la Suède, et, de concert avec l'Angleterre, déclara la guerre à la Hollande. Dans le courant d'avril 1672, le roi se rendit à Charleroi; son armée, forte de cent dix mille hommes, était réunie sur la Sambre; le duc de Luxembourg fut détaché avec un corps d'armée pour se porter en Westphalie, s'y réunir aux troupes de l'évêque de Munster et attaquer l'Ost-Frise. Trente mille hommes furent mis sous les ordres du prince de Condé ; le reste de l'armée fut commandé par Turenne, sous les ordres immédiats du roi.

A l'aspect de cet orage, qui menaçait la république, les partis s'agitèrent violemment ; les Orangistes l'emportèrent, et le prince d'Orange fut proclamé capitaine-général et grand-amiral. Il équipa une flotte de soixante-douze vaisseaux de haut bord qu'il confia à Ruyter; il leva des corps nombreux de milice dont il garnit les places fortes, et réunit une armée active de vingt-cinq mille hommes : l'Espagne lui envoya un secours de six mille hommes d'infanterie qui débarquèrent à Ostende. Un corps de cavalerie espagnole entra dans Maëstricht, ce qui porta la garnison à douze mille hommes. Turenne ne fut pas d'opinion de perdre son temps au siége de cette place, mais de la négliger et de marcher sur le Bas-Rhin, en remontant la rive gauche par les états de l'électeur de Cologne. Ce plan adopté, il partit avec vingt mille hommes, cerna la petite ville de Maseyck, ce qui coupait les communications de Maëstricht avec la Hollande, et y laissa cinq mille hommes pour contenir les douze mille de la garnison de Maëstricht. Le prince de Condé passa le Rhin ; le roi et Turenne le descendirent par la rive gauche; les places de l'électeur de Cologne ouvrirent leurs portes à l'armée française. Au commencement de juin, Wesel, Burich, Rheinbergue, furent investis et se rendirent en peu de jours; le prince de Condé assiégea et prit Emmerich. Le prince d'Orange s'établit sur l'Yssel; la saison était très sèche, les eaux du Rhin très basses. Au point où l'Yssel se sépare du Rhin, et après qu'elle s'est appauvrie du Waal, vis-à-vis le fort de Tolhuys, il y avait un gué praticable; le prince de Condé le passa avec sa cavalerie, culbuta les troupes hollandaises qui défendaient la rive gauche; le lendemain, l'armée passa sur un pont. Condé, blessé d'un coup de fusil à la main, quitta le commandement. Le roi, avec le gros de l'armée, se porta sur l'Yssel, vis-à-vis Doesbourg. Turenne, en peu de semaines, s'empara de tout le pays jusqu'à Naerden et Utrecht; le duc de Luxembourg occupa toute la Frise; Groningue, Devinter, Zwoll, tombèrent en son pouvoir. Amsterdam s'entoura d'inondations ; elle trouva son salut sous les eaux. Le prince d'Orange couvrit, aussi long-temps qu'il le put, la position importante d'Utrecht, mais enfin il fut contraint de la céder ; le 5 juillet, le roi y fit son entrée. Cependant ces conquêtes inouïes portèrent l'alarme à la cour de Londres et en Allemagne ; le roi d'Angleterre envoya des plénipotentiaires au camp de Louis XIV, et de concert avec des plénipotentiaires français, ils offrirent la paix à la république. Les conditions étaient : le paiement d'un subside à la France et à l'Angleterre, pour le remboursement des frais de la guerre ; la reconnaissance du salut, comme du pavillon anglais, et la cession à la

France des places qu'elle avait prises sur la Meuse. La république refusa ces propositions; l'Angleterre continua à faire cause commune avec la France.

§ II.

Le roi quitta l'armée le 12 juillet pour rentrer dans sa capitale, et en laissa le commandement à Turenne. Peu de jours après, une furieuse insurrection éclata à La Haye, le peuple massacra le grand-pensionnaire de Witt et son frère; le prince d'Orange fut déclaré stathouder. Cependant l'empereur, l'électeur de Brandebourg et plusieurs princes d'Allemagne, alarmés des progrès des armées françaises, et des dangers qui menaçaient la Hollande, coururent aux armes. Montecuculli et le duc de Bournonville partirent d'Égra, à la fin d'août, à la tête de dix-huit mille hommes, dont six mille de cavalerie, et campèrent à Erfurt, le 13 septembre. L'électeur de Brandebourg, surnommé le grand-électeur, partit de Potzdam et arriva dans le même temps à Lypstadt; les deux armées se réunirent à Mulhausen en Thuringe, à neuf lieues du Weser; elles montaient ensemble à quarante mille hommes. Turenne, pénétré de l'importance de soutenir, pour l'honneur des armes du roi, l'évêque de Munster et l'électeur de Cologne, quitta la Hollande avec douze mille hommes, remonta le Rhin jusqu'à Wesel, mit garnison dans cette place, ainsi qu'à Emmerich, à Rees et à Nuys, et le 10 septembre, entra dans le pays de Munster. Peu de jours après, il reçut un renfort de quatre mille hommes, ce qui, joint aux troupes de Munster et de Cologne, lui forma une armée égale à l'armée impériale, qui marchait vers le Rhin, paraissant vouloir porter la guerre sur la rive gauche de ce fleuve. Le prince de Condé, avec dix-huit mille hommes, était en Alsace, et le duc de Duras sur la Meuse, avec un corps d'observation. Turenne remonta le Rhin, traversa le duché de Berg et se porta sur la Lahn; l'ennemi s'était avancé sur le Mein. Les deux armées restèrent en présence jusqu'au 12 octobre, où les Impériaux prirent position sur la rive gauche de la Lahn; le grand-électeur mit son quartier à Giessen, où il fut joint par le duc de Lorraine. Turenne se décida à repasser le Rhin à Andernach, et étendit son armée dans l'électorat de Trèves, qui, secrètement, était allié de l'empereur, et il le mit à contribution. Montécuculli étant tombé malade dès le commencement de la campagne, était retourné à Vienne; le grand-électeur commandait l'armée; il parut d'abord vouloir pénétrer sur la rive gauche du Rhin par le pont de Coblentz, que l'électeur de Trèves lui avait livré. Peu après, il changea de démonstration, et se dirigea sur le pont de Mayence, mais le passage lui fut refusé. Le prince avait, ainsi que l'électeur palatin, adopté le système de neutralité; le grand-électeur se porta alors à marches forcées sur Strasbourg; Condé le prévint, lança quelques barques chargées d'artifices sous le pont et le brûla. Enfin, le 3 novembre, le grand-électeur jeta un pont à une portée de canon au-dessous de Mayence, passa sur la rive gauche, et pénétra dans le pays de Luxembourg. Turenne, manœuvrant sur ses communications, le décida à repasser le Rhin. Tant de marches et de contre-marches n'eurent d'autre résultat que de ruiner les électorats de Mayence, de Trèves et le Palatinat, ce qui excita les plus vives réclamations de ces princes. Ainsi se

termina la campagne de 1672. La France protégea ses alliés, l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster, défendit l'Alsace et la rive gauche du Rhin.

§ III.

XXVIe OBSERVATION.

Louis XIV entra en campagne avec cent mille hommes, les trois quarts en infanterie, ayant un équipage de siége et de campagne; cela forme une nouvelle ère de l'art militaire.

1° La Hollande n'avait pour sa défense que des milices et vingt-cinq mille hommes de troupes de ligne; comment eût-elle pu faire tête à cent trente mille hommes? l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster faisaient cause commune avec la France.

2° Le passage du Rhin est une opération militaire du quatrième ordre, puisque dans cet endroit le fleuve est guéable, appauvri par le Waal, et n'était d'ailleurs défendu que par une poignée d'hommes.

3° L'armée a pris soixante places en peu de temps; mais à vaincre sans péril on triomphe sans gloire : ces places n'avaient pour garnison que des milices à peine armées.

4° Maître d'Utrecht, de Naerden, on pouvait s'emparer d'Amsterdam, ce qui eût terminé la guerre; on ne sut pas profiter des circonstances.

5° Louvois a voulu renvoyer vingt mille prisonniers, qui furent aussitôt réarmés et accrurent l'armée du prince d'Orange.

6° Il fit disséminer l'armée dans cinquante places fortes, ce qui l'affaiblit au point qu'elle ne put plus rien faire. Il fallait démolir quarante-cinq de ces places, en transporter toute l'artillerie en France, et en garder quatre ou cinq pour servir aux communications de l'armée.

7° Turenne avait la principale confiance du roi; on doit lui attribuer ces fautes. On ne voit pas qu'il ait insisté avec force et publiquement pour empêcher qu'on les commît. Il eût pu entrer à Amsterdam le jour même où ses troupes entraient à Naerden.

Louis XIV fut un grand roi : c'est lui qui a élevé la France au premier rang des nations de l'Europe; c'est lui qui, le premier, a eu quatre cent mille hommes sur pied et cent vaisseaux en mer; il a accru la France, de la Franche-Comté, du Roussillon, de la Flandre; il a mis un de ses enfans sur le trône d'Espagne; mais la révocation de l'édit de Nantes, mais les dragonnades, mais la bulle *unigenitus*, mais les deux cents millions de dettes, mais Versailles, mais Marly, ce favori sans mérite, mais Mme de Maintenon, Villeroi, Tallard, Marsin, etc., etc. Eh! le soleil n'a-t-il pas lui-même des taches!!! Depuis Charlemagne, quel est le roi de France qu'on puisse comparer à Louis XIV sur toutes les faces!

XXVIIe OBSERVATION.

La marche de Turenne sur la rive droite du Rhin, pour soutenir les alliés du roi, est à la fois politique et militaire; il fut insensible aux murmures de son armée. Les soldats virent avec peine une campagne d'hiver dans un pays éloigné, dans le temps qu'ils soupiraient pour leurs quartiers d'hiver. Ses marches, des portes d'Amsterdam à celles de Munster, de Cologne, de Trèves, sont rapides et dignes d'être remarquées.

—

CHAPITRE XVI.

CAMPAGNE DE 1673.

Campagne d'hiver; Turenne prend Unna, fait lever le siége de Soest, passe le Weser, oblige le grand-électeur à signer la paix en avril. — Marches et manœuvres pendant juin, juillet, août, septembre et octobre, etc.—Montecuculli trompe Turenne; il se réunit à Bonn avec le prince d'Orange. — Observations.

§ Ier.

Le grand-électeur repassa sur la rive droite du Rhin, marcha sur Wetzlar, y laissa un corps d'observation, et divisa son armée en trois corps, qui, par trois directions différentes, se dirigèrent sur la Westphalie; il assiégea Werle, mais le marquis de Rennel, commandant les troupes de l'électeur de Cologne, lui fit lever ce siége, lui tendit une embuscade, le battit et lui prit une division; ce qui le décida à réunir son armée à Lipstadt. A ces nouvelles, Turenne passa le Rhin vis-à-vis de Wesel, courut au secours de l'évêque de Munster, se joignit aux deux armées de Cologne et de Munster. Le grand-électeur, dont l'armée était réduite à vingt mille hommes et trente pièces de canon, marcha sur Soest, qu'il investit le 4 février. Turenne, avec les armées de France, de Munster et de Cologne, investit Unna, qui capitula le 5 février; il marcha alors sur le grand-électeur; mais celui-ci leva son camp et abandonna une partie de son artillerie de siége. Turenne entra triomphant dans Soest, le 25 février. Les soldats prussiens et autrichiens étaient fort animés les uns contre les autres et se battaient souvent, ce qui, joint à la rapidité des mouvemens de Turenne, décida les généraux allemands à disloquer leur armée. Cependant, malgré les neiges, les glaces et la rigueur de la saison, Turenne suivit l'armée prussienne, s'empara de toutes les places du grand-électeur en Westphalie, fit investir Lipstadt et Minden par les troupes de Munster, passa le Weser sur le pont de pierre de la ville Hexter. Les ducs de Brunswick avaient réuni douze mille hommes pour faire respecter leur neutralité; l'armée impériale s'était retirée en Franconie; celle du grand-électeur, dans la principauté d'Halberstadt; de sa personne, ce prince avait repassé l'Elbe et était rentré dans sa capitale. Turenne revint dans le comté de la Marck et établit son quartier-général à Soest. Il abandonna à ses troupes les pays du grand-électeur situés en Westphalie, elles s'y enrichirent. Tout cela décida le grand-électeur à demander la paix; elle fut signée le 10 avril.

Ainsi débarrassé des Prussiens, Turenne se porta en Thuringe pour attaquer les Autrichiens qui se réunissaient en Bohême et menaçaient de se porter sur le Rhin. Le 1er juin il campa à Wetzlar et prit position sur la rive droite de la Lahn.

§ II.

Dans ce temps, Louis XIV cernait Maëstricht, qui capitula le 23 juin. Le prince de Condé voulut assiéger Bois-le-Duc, mais les Hollandais ayant inondé tout le pays jusqu'à Berg-op-Zoom, il fut obligé de lever le siége. L'Angleterre, l'Espagne, l'empereur, signèrent, à la Haye, un traité d'alliance avec la Hollande. Montecuculli partit d'Égra, le 26 août, et entra en Franconie. Turenne, à la tête de vingt mille hommes, se porta sur le Mein à

Aschaffenbourg, et s'empara de tous les ponts sur cette rivière jusqu'à celui de Wurtzbourg, que le prince évêque se chargea de garder. L'armée de Montecuculli s'était accrue jusqu'à quarante mille hommes, par la jonction des armées saxonnes et lorraines. Turenne, après l'avoir attendu dans son camp d'Aschaffenbourg, marcha à sa rencontre, passa la Tauber à Mergentheim, et s'approcha de l'armée autrichienne campée à Rothenbourg. Montecuculli feignit d'accepter la bataille pour couvrir sa retraite, et campa derrière des marais entre Wurtzbourg et Ochsenfurth. Turenne prit la position de la Chartreuse de Tengelhausen; les deux armées restèrent en présence pendant quinze jours. Montecuculli gagna le prince évêque, passa le pont de Wurtzbourg. Toutes les manœuvres de Turenne furent déjouées; il descendit alors la rive du Mein. Dans le courant d'octobre, il reçut un renfort de quatre mille hommes.

La déclaration de guerre changea le théâtre de la guerre, qui, de la Hollande, fut porté en Belgique. Le prince d'Orange, avec vingt-cinq mille hommes, remonta la rive gauche du Rhin jusqu'à Bonn, qu'il investit. Montecuculli longea la rive droite du Mein, se porta sur Mayence, où il passa le Rhin, faisant mine de vouloir se porter en Alsace par la rive gauche. Turenne prit le change, et se dirigea en toute hâte sur Philipsbourg; mais Montecuculli embarqua sans délai son infanterie sur le Rhin, qu'il descendit jusqu'à Cologne, se réunit au prince d'Orange; ils poussèrent vivement le siége de Bonn. Turenne, fort humilié de s'être laissé tromper, descendit le Rhin et traversa la Hundrücke; mais déjà Bonn avait capitulé après neuf jours de tranchée ouverte. De part et d'autre les armées entrèrent en quartier d'hiver: les Français en Alsace, l'ennemi dans le Palatinat et l'électorat de Mayence.

§ III.

XXVIII° OBSERVATION.

Le maréchal fait dans cette campagne des marches plus longues que celles de la campagne précédente. Pendant l'hiver de 1672 à 1673, il va du Bas-Rhin au Weser, bravant les frimas des régions septentrionales. 1° Il sauve l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster, alliés du roi; 2° bat l'armée prussienne, et contraint le grand-électeur à se détacher de l'empereur et à faire sa paix. C'est bien employer son temps et tirer bon parti de marches forcées et bien fatigantes.

XXIX° OBSERVATION.

Montecuculli a joué Turenne, lui a donné le change; il s'est débarrassé de lui; l'a fait marcher en Alsace pendant qu'il se portait à Cologne et se joignait au prince d'Orange qui assiégeait et prenait Bonn. La conduite de Turenne, dans cette occasion, lui a été reprochée. 1° Il a manœuvré trop loin de son ennemi; 2° il n'a pas agi d'après ce que Montecuculli faisait, mais il a, sans motif, prêté à son ennemi le dessein de se porter en France. Cependant la Hollande était le centre des opérations de la guerre. Toutefois Turenne savait, mieux que personne, que la guerre n'était pas un art conjectural; il devait régler ses mouvemens sur ceux de son adversaire et non sur son idée; 3° Montecuculli eût été isolé en Alsace, eût eu à combattre les armées de Condé et de Turenne réunies; tandis que sous Bonn il se trouvait arrivé au rendez-vous

où devait se décider la grande question ; réuni à l'armée hollandaise, éloigné de l'armée de Condé, il couvrit la Hollande et la Belgique; c'est cette marche qui a fait la réputation de Montecuculli. Cette faute de Turenne fut un nuage pour sa gloire; c'est la plus grande faute qu'ait commise ce grand capitaine. (Montecuculli était Italien, natif de Modène; les Caprara de Bologne sont de cette famille.)

CHAPITRE XVII.

CAMPAGNE DE 1674.

Turenne passe sur la rive droite du Rhin; combat de Sintzheim (16 juin).— Bataille d'Entzheim (4 octobre).—Turenne évacue l'Alsace et repasse les Vosges. — Combat de Türkeim (5 janvier). Conquête de l'Alsace.—Observations.

§ Ier.

Cette année tous les princes de l'empire qui étaient restés neutres firent cause commune avec l'empereur. L'électeur de Cologne et l'évêque de Munster se détachèrent de l'alliance du roi, et joignirent leurs troupes à l'armée impériale. La Bavière et le duc de Hanovre furent les seuls princes allemands qui persistèrent dans le système de neutralité. Le roi entra en Franche-Comté, en avril, et s'en empara ; le prince de Condé porta la guerre en Belgique; le maréchal de Schomberg commanda l'armée sur les Pyrénées, et Turenne l'armée d'Allemagne. Le duc de Lorraine, dont l'armée était réduite à deux mille chevaux, se porta sur les villes forestières, voulant passer le Rhin, pour pénétrer en Lorraine, mais il échoua; alors il remonta la rive droite, et joignit l'armée du comte Caprara, sur le Necker. Turenne campa à Hochfelden, près de Saverne; il y apprit que le duc de Bournonville réunissait une armée à Egra, pour renforcer le comte Caprara. Il résolut de prévenir leur jonction, passa le Rhin à Philipsbourg, le 12 juin, avec neuf mille hommes et six pièces de canon, arriva le 15 à Vissloch; le 16, il continua sa marche sur Eppingen; mais, arrivé à Hoffheim, il découvrit l'armée impériale sur les hauteurs de Sintzheim, petite ville située sur l'Eltzbach, à mi-marche du Necker à Philipsbourg. Les deux armées étaient égales en nombre: celle de Turenne avait neuf mille hommes, dont cinq mille chevaux; celle du comte Caprara était de neuf mille hommes, dont sept cents chevaux. Turenne fit attaquer Sinztheim par son infanterie; sa grande supériorité en cette arme lui fit enlever ce poste, qui opposa une grande résistance. Il passa le défilé, attaqua la cavalerie ennemie, marchant sur plusieurs lignes, ses escadrons entremêlés de petits bataillons d'infanterie. Caprara fut battu et perdit le champ de bataille; sa perte fut de deux mille cinq cents hommes, dont cinq cents prisonniers. La perte des Français s'éleva à quinze cents hommes hors de combat.

§ II.

Quelques jours après cette victoire, Turenne repassa le Rhin, campa à Neustadt, où il reçut seize bataillons et six mille chevaux, ce qui porta son armée à dix-huit mille hommes. Le 3 juillet, il repassa le Rhin, laissant Heydelberg à sa droite, et se porta à Waihlingen, sur le Necker. Pendant ce temps, le duc de Bournonville joi-

gnit les restes de Caprara à Worms ; ce qui lui composa quinze mille hommes, et se porta sur Manheim ; mais il battit en retraite pour éviter la bataille, à la vue de Turenne qui, maître de tout le Palatinat, mit le feu à deux villes et vingt-cinq villages ; cet incendie était ordonné par Louis XIV. L'électeur palatin était oncle de Turenne ; du haut de son château de Manheim, il fut témoin de l'incendie de ses états, et entendit les cris de ses malheureux sujets qu'on égorgeait : il adressa un cartel au maréchal ; il est daté du 27 juillet. Peu de jours après, Turenne repassa le Rhin, et campa à Landau. L'armée impériale s'établit entre Mayence et Francfort, où elle séjourna un mois, et fut rejointe par les contingens de l'empire. Le duc de Bournonville ayant alors trente-cinq mille hommes, s'approcha de Philipsbourg ; le 1er septembre il passa le Rhin, et se dirigea, par la rive droite, sur Strasbourg, dont il s'empara, le 24 septembre, à l'aide d'intelligences avec les magistrats de cette ville. Cette nouvelle déconcerta Turenne, qui remonta le Rhin et campa aux portes de Strasbourg, sa gauche à l'Ill, sa droite à des marais ; le village de Wantznau, derrière lui. Le duc de Bournonville sortit de Strasbourg, campa à Saint-Blaise, la droite au Rhin, interceptant la route de Saverne. Turenne avait vingt-cinq mille hommes ; les Allemands près de quarante mille. Ils attendaient le grand-électeur qui était en marche avec vingt-cinq mille hommes, ce qui décida le maréchal, malgré son infériorité, à risquer une bataille ; il leva son camp à minuit, passa la rivière de Souffel, à Lampertheim, laissant Strasbourg sur la gauche ; il marcha sur trois colonnes, s'empara du bourg d'Achenheim, passa le Bruch, et découvrit le camp ennemi, derrière Entzheim, ayant sa droite appuyée à un grand bois du côté de Strasbourg, et sa gauche à un petit bois de mille pas de longueur, sur cinq cents de large ; en avant du centre était le village d'Entzheim. L'armée française marcha toute la nuit, se mit en bataille dans la plaine, à gauche, et en avant du village de Holsheim. Le 4 octobre, les deux armées se trouvèrent ainsi en présence. L'armée de Turenne avait sa droite formée par dix-sept escadrons, sous les ordres du marquis de Vaubrun ; quatre escadrons de dragons étaient entremêlés de pelotons d'infanterie ; dix-neuf bataillons d'infanterie étaient au centre, commandés par le lieutenant-général Foucault ; vingt-un escadrons de dragons ou grosse cavalerie étaient à la gauche, également entremêlés de pelotons d'infanterie. La deuxième ligne était formée sur la droite par quatorze escadrons, sur la gauche par quinze escadrons, et au centre par sept bataillons, la cavalerie également entremêlée de pelotons d'infanterie. En troisième ligne, le corps de réserve était de sept escadrons et de trois bataillons. La droite ennemie, commandée par le comte Caprara, était de vingt escadrons. Le centre, de vingt bataillons, était sous les ordres directs du duc de Bournonville : le duc de Holstein commandait la gauche, forte de vingt-un escadrons. Vingt bataillons au centre et dix-neuf escadrons à chaque aile formaient la deuxième ligne ; la troisième était composée de onze bataillons au centre, vingt escadrons à la droite et vingt escadrons à la gauche.

Turenne commença l'attaque en faisant aborder le petit bois de la droite de l'ennemi par le marquis de Boufflers, avec huit escadrons de dra-

gons à pied, soutenus par une batterie. De part et d'autre, les deux armées, qui sentaient l'importance de cette position, envoyèrent successivement des renforts. Les Français enlevèrent cependant la première ligne des retranchemens qu'avait fait construire le général ennemi en avant de ce bois; ils y prirent trois pièces de canon; mais ils ne purent forcer la deuxième ligne qui était armée de huit pièces de canon. Turenne fut obligé de faire avancer le corps de réserve et six bataillons de la deuxième ligne : le carnage devint bientôt effroyable. Le deuxième retranchement fut forcé; les Allemands chassés du bois perdirent leurs canons. Le duc de Bournonville fit alors avancer sept bataillons de Lunebourg pour reprendre le bois; Turenne, de son côté, fit avancer le reste des bataillons de la deuxième ligne, et là se renouvela le combat pour la troisième fois. Les Allemands avaient l'avantage que leur ligne de bataille était plus près du bois, et que dès lors ils étaient appuyés par leur cavalerie et leur artillerie; Turenne s'en aperçut, il fit avancer la cavalerie de sa seconde ligne pour prendre la position de celle de sa première ligne qu'il porta en avant; enfin l'ennemi échoua, et dut renoncer à la possession du bois.

Le duc de Bournonville voyant que les efforts de Turenne s'étaient portés de ce côté, envoya Caprara avec toute la cavalerie de la droite pour se glisser entre la première et la seconde ligne française, pendant le temps que lui-même, avec sa cavalerie de la droite, la deuxième et la troisième ligne, marchait de front sur la cavalerie de la gauche de Turenne. Foucault, qui commandait le centre de la première ligne, voyant le double mouvement de l'ennemi, forma son infanterie sur deux lignes, et fit marcher six bataillons en avant, soutenus par de l'artillerie, ce qui arrêta court la cavalerie que menait le duc de Bournonville. Cependant Caprara continuait son mouvement; il renversa plusieurs escadrons, tourna sur les derrières de la cavalerie de la gauche et de l'infanterie du centre; le comte de Lorge et le comte d'Auvergne rallièrent la cavalerie de la réserve, enfoncèrent celle de Caprara, et la repoussèrent : le reste se passa en canonnade. Les deux armées battirent en retraite pendant la nuit; Turenne repassa la Bruch, et alla camper à Aschenheim, à une lieue du champ de bataille, sur lequel il laissa vingt escadrons. Le duc de Bournonville se retira sous le canon de Strasbourg, abandonnant deux pièces de canon sur ses positions, outre les huit pièces perdues à l'attaque du bois. Les Français perdirent deux mille hommes; la perte des Allemands fut double : plusieurs étendards, des timballes, des drapeaux, furent les trophées du vainqueur.

§ III.

Cependant le 7 octobre, Turenne prit une position plus en arrière et s'éloigna de trois lieues, se couvrant par la petite rivière de Massig, couvrant Saverne et Haguenau; il occupa le château de Waslonne qui appartenait aux Strasbourgeois. Le 14 octobre, le grand électeur passa le pont de Strasbourg avec vingt mille hommes; ce qui porta l'armée impériale à plus de cinquante mille hommes. Aussitôt après cette jonction importante, le duc de Bournonville reprit son camp d'Entzheim; l'alarme fut grande en France; le roi convoqua l'arrière-ban. Les impériaux

avaient trois partis à prendre : ou livrer bataille à Turenne, ou lui couper les communications avec Saverne pour faire tomber Haguenau, ou assiéger Philipsbourg; ils ne firent rien et restèrent inactifs dans leur camp jusqu'au 18, qu'ils s'approchèrent de Turenne; il battit en retraite et campa à Dettweillers. Cette marche fut pénible, et l'ennemi aurait remporté quelques succès, si Turenne n'avait fait mettre pied à terre à une brigade de dragons à un défilé, ce qui arrêta court la cavalerie ennemie; six mille chevaux de l'arrière-ban, sous les ordres du marquis de Créqui, renforcèrent l'armée; Turenne fortifia son camp de Dettweillers, où il était couvert par la Zorn; sa gauche s'étendait à Hochfelden. L'ennemi cerna le petit château de Wasslonne qui avait cent cinquante hommes de garnison; ce siége dura un jour et demi : le grand électeur voulait faire cette garnison prisonnière de guerre, mais elle s'y refusa et rejoignit son armée, suivant l'usage d'alors. Turenne reçut un nouveau renfort de trente-cinq escadrons et de huit bataillons; le comte de Saulx lui amenait en outre vingt-quatre escadrons et dix bataillons, il les fit s'arrêter en Lorraine. Il méditait dès lors le projet qu'il a exécuté deux mois après.

Aussitôt que le grand électeur fut instruit des nombreux renforts que recevait l'armée française, il reprit son camp de Saint-Blaise sous Strasbourg. Le 20 novembre, Turenne cantonna sa cavalerie à deux lieues en arrière de la Moder, et porta son quartier-général à Ingweiller, communiquant avec la Lorraine par le col de la Petite-Pierre dont il occupa le château. Il paraît que son principal but était de couvrir Haguenau, dont il craignait que l'ennemi ne s'emparât; mais celui-ci n'y songeait pas, et s'étendit dans la Haute-Alsace.

§ IV.

Le 29 novembre, Turenne repassa en Lorraine et évacua entièrement l'Alsace; il porta son quartier-général à Lorquin; les alliés prirent leurs quartiers d'hiver. Le 5 décembre, il fit partir le comte de Saulx, avec quatorze mille hommes qu'il avait amenés de Flandre, et se mit en marche avec le reste de l'armée, longeant le pied des Vosges du côté de la Lorraine; il arriva le 27 à Belfort; son quartier-général avait successivement été à Blamont, à Becarat, à Domptail, à Padoux, à Éloyes et à Longuet, où il resta huit jours; de là il se rendit à Remiremont, qui était occupé par quatre cents Lorrains qu'il en chassa : toute cette marche resta inconnue à l'ennemi. Le 29, il porta son quartier-général à Grun, marcha sur Mulhausen, s'y rencontra avec une division de Bournonville, composée d'infanterie, de bagages et de six mille chevaux, qui ayant eu l'alerte avait levé ses cantonnemens et marchait sur Colmar pour rejoindre le grand-électeur; il l'attaqua, la battit et la jeta sur Bâle. Le lendemain, il s'empara de Brunstatt et y fit prisonnier un régiment d'infanterie de mille hommes. Le grand-électeur, dont le quartier-général était à Colmar, avait rallié toute son armée dans cette position, la gauche à Colmar, la droite à Türckelm; sa ligne était de trois mille toises, et son front, couvert par une petite rivière, avait été retranché. Turenne marcha à lui sur deux colonnes, avec plus de quarante mille hommes, les alliés en comptaient plus de cinquante mille; mais son armée toute française était fort supérieure en mo-

ral. Le 5 janvier, le comte de Lorge, commandant la droite, se porta à la hauteur d'une église, vis à vis Colmar, pour attirer toute l'attention des ennemis sur leur gauche, pendant que Turenne marchait avec le lieutenant-général Foucault sur Türckeim. Le combat commença une heure avant la nuit, Türckeim fut enlevé; le grand-électeur fit filer ses bagages sur Schelestat, et à minuit fit sa retraite. Le lendemain à la pointe du jour, Turenne entra dans Colmar, où il prit trois mille hommes malades ou traînards. Le grand-électeur s'arrêta trois jours à Schelestat; il en repartit le 11, passa le Rhin au pont de Benfelden et rentra en Allemagne. Les Français maîtres ainsi de toute l'Alsace, y prirent leurs quartiers d'hiver.

§ V.

XXXe OBSERVATION.

1° Dans cette campagne, Turenne donne, contre son usage, plusieurs combats et une bataille; sa marche contre Caprara, en passant le Rhin à Philipsbourg, pour le surprendre avant sa jonction avec le duc de Bournonville, est fort belle. Caprara le croyait à quarante lieues, lorsqu'il le découvrit en bataille devant son camp; la supériorité numérique de l'infanterie l'assurait de la prise de Sinzheim et du passage du défilé. Caprara fit une faute de recevoir le combat; il devait repasser le Necker, marcher à la rencontre du duc de Bournonville et se réunir à lui.

2° Le duc de Bournonville surprit Turenne en regagnant quelques marches sur lui; il s'empara de Strasbourg. Le ministère français avait fait une faute de ne pas ordonner l'occupation de cette place. Qu'avait-il à ménager? Presque tout l'empire était en guerre, et les mauvaises dispositions des bourgeois de Strasbourg étaient connues; la possession de cette ville était indispensable pour la sûreté de la frontière; mais Turenne devait veiller sur ce point important. Il était sur la rive gauche du Rhin et l'ennemi sur la rive droite; il pouvait tenir une division près de Strasbourg, pour qu'elle prévînt l'ennemi, d'autant qu'il n'existait sur toute cette frontière aucun autre point qui dût au même degré attirer sa sollicitude; le duc de Bournonville ne le devança que de six heures.

3° A la bataille d'Entzheim, Turenne devait refuser sa gauche, ce qui eût rendu impossible la manœuvre habile qu'a faite le duc de Bournonville. Si le maréchal eût réuni à son extrême gauche toute l'infanterie qu'il a disséminée mal à propos entre ses escadrons, s'il l'eût placée dans le bois avec du canon, la couvrant par quelques retranchemens et des abattis, la gauche de sa cavalerie eût été appuyée: il n'aurait pas couru la chance de perdre la bataille, cela eût suppléé à son infériorité en cavalerie. La meilleure manière de protéger sa cavalerie est d'en appuyer le flanc. La méthode de mêler des pelotons d'infanterie avec la cavalerie est vicieuse, elle n'a que des inconvéniens; la cavalerie cesse d'être mobile, elle est gênée dans tous ses mouvemens, elle perd son impulsion, et l'infanterie est compromise, et, au premier mouvement de la cavalerie, elle est sans appui.

4° Si après la prise du petit bois que l'ennemi défendait de tous ses moyens, Turenne eût poussé son avantage, la bataille eût été décisive: il pouvait toutefois coucher sur le champ de ba-

taille; il est allé le même jour à une lieue et demie en arrière; il a poussé dans cette occasion la circonspection jusqu'à la timidité, il savait mieux que qui que ce soit l'influence de l'opinion à la guerre.

XXXIe OBSERVATION.

Dans ce siècle, les garnisons ne tenaient une capitulation comme honorable, qu'autant qu'elles obtenaient de rejoindre leurs armées avec armes et bagages sans être prisonnières de guerre. La petite garnison du château de Wasslonne, quoique de cent cinquante hommes seulement, a eu raison d'exiger de rentrer à son armée, et le grand-électeur a gagné de le lui accorder, puisque la possession de ce château, qu'elle pouvait tenir encore deux ou trois jours, lui était avantageuse. Cet usage pourra se renouveler lorsque les commandans de place le voudront; il n'est pas un général qui ne préfère laisser sortir une garnison fatiguée, ruinée, pour s'épargner un assaut, une attaque de barricades et de rues; mais il faut que la garnison ait donné une bonne opinion de sa résolution et de son dévouement.

XXXIIe OBSERVATION.

Lorsqu'à la fin de novembre, les ennemis apprirent que Turenne avait reçu de grands renforts, ils reprirent leur camp sous Strasbourg. S'il eût marché à eux après l'arrivée des détachemens de Flandre, ils auraient repassé le Rhin : leur armée était composée de contingens commandés par les princes mêmes à qui appartenaient les troupes, qui n'avaient aucun intérêt à les compromettre ; ils auraient refusé la bataille. Les hostilités étant cessées en Flandre, dans le Luxembourg, l'opinion des renforts qu'avait reçus Turenne pouvait être aussi forte qu'il eût voulu la répandre; ils l'étaient d'ailleurs beaucoup; le grand-électeur ne se fût donc pas commis, pour garder l'Alsace qui lui importait peu, contre une armée égale à la sienne.

XXXIIIe OBSERVATION.

C'est le 27 décembre que Turenne est arrivé à Belfort, et c'est le 5 janvier qu'il a livré le combat de Türckeim, ce qui fait neuf jours; c'est six trop tard. Il y a de Belfort à Colmar quatorze lieues; les cantonnemens une fois réunis à Belfort, la manœuvre était démasquée, il n'y avait plus une heure à perdre : si Turenne eût marché avec plus de rapidité, il eût obtenu de grands résultats; tous les quartiers de l'ennemi avaient eu le temps de se rallier, de sorte qu'au champ de Colmar il a trouvé toute l'armée réunie; il eût dû prévenir leur réunion. Tout le génie de cette opération consistait à arriver sur le pont de Strasbourg avant que l'armée fût ralliée; Turenne la manqua : une pareille manœuvre aurait été féconde en grands résultats et d'un succès certain. Si au lieu de déboucher par Belfort, c'est-à-dire par l'extrémité des Vosges, Turenne eût débouché par le milieu des Vosges, droit sur Colmar et Strasbourg, il fût arrivé avant que les cantonnemens se fussent ralliés. Il a dans cette occasion montré plus de talent pour la conception de ce beau plan, que dans son exécution.

XXXIVe OBSERVATION.

Le grand-électeur aurait dû livrer

bataille à Colmar; il était dans une excellente position, toute son armée était ralliée et sa retraite assurée sur Strasbourg. La possession de l'Alsace valait sans doute bien une bataille, mais non pas pour lui, ni pour les princes du nord de l'Allemagne; les risques qu'ils auraient courus et les pertes qu'ils auraient éprouvées en acceptant la bataille, n'étaient compensés par rien. Les Prussiens étaient à la tête du parti protestant, ennemi de l'Autriche, qui était fort pauvre. L'année suivante, lorsque Montecuculli vint pour entrer en Alsace avec l'armée impériale, il le dit positivement dans sa proclamation aux Alsaciens, pour établir la différence qui existait entre l'armée qu'il commandait et celle du grand-électeur.

CHAPITRE XVIII.

CAMPAGNE DE 1675.

Le maréchal de Turenne est tué d'un boulet de canon, à Sasbach. — Observations.

§ Ier.

Le roi mit cette année six armées sur pied; le prince de Condé commandait en Flandre, et Turenne en Allemagne : son armée était de vingt-cinq mille hommes. Montecuculli commandait l'armée ennemie; il avait ordre de réduire l'Alsace et de réparer la pusillanimité qu'avait montrée le grand-électeur l'année précédente. Il avait des intelligences dans Strasbourg, dont les magistrats lui étaient dévoués. Le 27 mars, Turenne campa sous les murs de cette place, afin d'en imposer à la bourgeoisie. Montecuculli se mit en opération, descendit le Rhin par la rive droite, publia qu'il allait assiéger Philipsbourg, mais jeta un pont à Spire et passa sur la rive gauche. Turenne, négligeant cette initiative du général ennemi, passa lui-même sur la rive droite : il fit, à cet effet, jeter un pont à Ottenheim, à quatre lieues plus haut que Strasbourg, et se porta sur la Kintzig; il campa à Willstett, la droite à ce village et à la Kintzig, et la gauche à Ekcartsweier au ruisseau de Schuller, couvrant ainsi Strasbourg, dont il était à deux lieues, et son pont d'Ottenheim, dont il était à quatre lieues, et où il avait construit une tête de pont qu'il gardait par plusieurs bataillons. Après quelques jours d'hésitation, Montecuculli fut obligé d'obéir au mouvement de Turenne; il repassa sur la rive droite, prolongea sa gauche le long de la Kintzig, son aile gauche étant éloignée d'une lieue et demie du camp français. Montécuculli, dont l'armée était un peu plus nombreuse que l'armée française, menaçait par la position qu'il avait prise, le pont d'Ottenheim; il continua son mouvement, il marcha sur l'abbaye de Schuttern, étendant sa gauche jusqu'à Lahr; il voulait, en menaçant le pont d'Ottenheim, obliger Turenne à repasser le Rhin, ou à découvrir Strasbourg. La position du maréchal était assez compliquée : il avait à la fois à défendre son pont d'Ottenheim et celui de Strasbourg; s'il quittait son camp de Willstett, Montecuculli entrait dans Strasbourg et y passait le Rhin; cependant s'il ne persistait pas à occuper Willstett, son pont d'Ottenheim et sa retraite étaient compromis. Il détacha le comte de Lorges avec une division pour prendre position à Altenheim, à mi-chemin du camp d'Ottenheim. Ce mouvement dissémina ses forces; il le sentit, et le 22 juin, il leva son pont

et le descendit vis-à-vis Altenheim, où il ne se trouvait plus qu'à deux lieues de Strasbourg, et dès lors, était plus facile à défendre. Montecuculli désespéra alors de réussir dans son plan; il changea de batterie, il retourna à son camp d'Offenbourg, et le 28, se porta à Urloffen, menaçant de surprendre Strasbourg. Turenne se porta aussitôt à Bodersweier; Montecuculli renonça de nouveau à surprendre le pont de Turenne ou celui de Strasbourg; il commanda un pont de bateaux aux magistrats de Strasbourg et des munitions de guerre; il descendit, avec son armée, le Rhin et campa dans la plaine de Scherzheim, espérant y recevoir le convoi de Strasbourg. Turenne le suivit et campa dans la plaine de Freistett, s'appuyant au Rhin; il se trouvait, par cette position, placé entre Strasbourg et l'ennemi, mais le Rhin est fort large en cet endroit et couvert d'une grande quantité d'îles. Il était à craindre que Montecuculli reçût son pont et son convoi; ces îles sont effectivement en grand nombre vis-à-vis Vantzenau, mais il n'y a que trois courans propres à la navigation. Turenne fit faire une estacade, occuper les îles et construire plusieurs redoutes armées de grosse artillerie, ce qui ôta toute espérance à Montecuculli de recevoir son pont et son convoi: cependant Turenne était dans une position pénible; la saison était très pluvieuse et les eaux du Rhin très hautes, son camp était marécageux et malsain; celui des Allemands, au contraire, était parfaitement placé; ils tiraient une grande partie de leurs vivres d'Offenbourg. Le 15 juillet, Turenne se mit en marche, passa le Renchen à un gué peu connu, coupa Montecuculli d'Offenbourg et même d'avec Caprara, ce qui obligea Montecuculli à lever son camp et à se porter derrière Susbach, couvert par un petit ruisseau, pour y faire sa jonction avec Caprara. Turenne suivit son mouvement, campa vis-à-vis Susbach et se proposait de l'attaquer, lorsque le 26 juillet, un coup de canon termina la vie de ce grand homme. Après sa mort, les lieutenans de Lorges et de Vaubrun, commandèrent l'armée et ne furent pas d'accord: l'un voulait se retirer sur le pont d'Altenheim, l'autre sur le camp de Wilstett; mais enfin ils se décidèrent à jeter à l'eau les farines réunies à Wilstett et se retirèrent sur Altenheim. Les impériaux les suivirent et les attaquèrent; le combat fut long et opiniâtre; le champ de bataille resta aux Français qui perdirent trois mille hommes: l'ennemi en perdit cinq mille, mais dès le lendemain, l'armée repassa sur la rive gauche du Rhin.

§ II.

XXXVe OBSERVATION.

1° Cette campagne a duré deux mois, tout l'avantage a été pour Turenne. Montecuculli voulait porter la guerre en Alsace par le pont de Strasbourg, dont les habitans lui étaient vendus. Turenne voulait garantir l'Alsace qu'il avait conquise la campagne précédente, et obliger Montecuculli à repasser la forêt Noire. Quand il fut tué, Montecuculli repassait les montagnes. Turenne a donc triomphé.

2° Montecuculli prit l'initiative, passa sur la rive gauche du Rhin pour y porter la guerre. Turenne resta insensible à cette initiative; il la prit lui-même, passa le Rhin et obligea Montecuculli à revenir sur la rive droite. Cette première victoire de la campagne était réelle.

3° Le maréchal campa à Wilstett, couvrant Strasbourg qui était à deux lieues derrière son camp, et son pont d'Ottenheim qui était à quatre lieues sur la droite. Montecuculli se plaça derrière le Kintzig, à une lieue et demie de l'armée française, appuyé à la place d'Offenbourg, où il avait garnison. La position de Turenne était mauvaise; il devait plutôt livrer bataille que de s'exposer à perdre le pont d'Ottenheim et sa retraite, où le pont de Strasbourg.

4° Si Montecuculli eût voulu se porter en six heures de nuit tout d'un trait sur Ottenheim, prenant sa ligne d'operations sur Freybourg, il eût forcé le pont d'Ottenheim avant que toute l'armée de Turenne eût pu le couvrir : cependant il n'en fit rien; il tâtonna, se contenta de se prolonger; crut que des manœuvres seraient suffisantes pour décider Turenne à abandonner son camp de Wilstett et à découvrir Strasbourg. Turenne le pénétra; il se contenta de prolonger sa droite près d'Ottenheim, ce qui rendit sa position fort mauvaise.

5° Il le comprit enfin; il compromettait son armée. Il leva son pont d'Ottenheim qu'il rapprocha de deux lieues de Strasbourg et de son camp de Wilstett; il le plaça à Altenheim; c'était encore trop loin de Strasbourg; il fallait le jeter à une lieue de cette ville. Ce grand capitaine fit dans cette campagne la faute d'établir son pont à quatre lieues de Strasbourg, et plus tard, lorsqu'il le leva, il commit celle de ne le rapprocher que de deux lieues.

6° Cependant Montecuculli change de projet, et, résolu de passer le Rhin au-dessous de Strasbourg, il commande un équipage de pont dans cette ville, et se porte à Scherzheim pour le recevoir. Turenne prit position à Freistett, occupa les îles, fit faire une estacade; les projets de son ennemi furent encore déjoués.

7° Montecuculli devait, lorsqu'il laissa pendant trois jours son adversaire jeter un pont, élever des retranchemens sur la Renchen; si près de son camp, il se laissa couper d'avec le corps de Caprara et d'avec Offenbourg; Turenne l'avait obligé à quitter la vallée du Rhin, lorsqu'il tomba sur le champ de bataille.

8° Turenne se montra dans cette campagne incomparablement supérieur à Montecuculli: 1° en l'obligeant à suivre son initiative; 2° en l'empêchant d'entrer dans Strasbourg; 3° en interceptant le pont de Strasbourg; 4° en coupant sur la Renchen l'armée ennemie; mais il fit une faute qui eût pu entraîner la ruine de son armée, s'il eût eu à faire au prince de Condé; ce fut de jeter son pont à quatre lieues au-dessus de Strasbourg, au lieu de le placer seulement à une lieue de cette ville.

PRÉCIS DES GUERRES

DE

FRÉDÉRIC II.

CHAPITRE PREMIER.

CAMPAGNE DE 1756.

Invasion de la Saxe ; blocus du camp de Pirna (24 septembre). — Bataille de Lowositz (1er octobre) ; capitulation des Saxons (14 octobre); quartiers d'hiver. — Observations.

§ Ier.

L'Autriche, la France et la Russie étaient indisposées contre la Prusse; l'Autriche regrettait la Silésie ; la France conservait un ressentiment de la paix de Dresde, qui avait causé les désastres du maréchal de Belle-Isle, abandonné dans Prague; la czarine s'essayait à intervenir dans les affaires de l'Europe; elle était séduite par Marie-Thérèse. Il est temps, disait-on à Vienne, à Paris, à St-Pétersbourg, de mettre un frein à l'ambition des puissances du second ordre. A la vue de cet orage, Frédéric s'appuya à l'Angleterre, conclut avec elle un traité d'alliance et s'assura de riches subsides. Cela fait, il ne perdit plus de temps, et dès l'été de 1756, voyant que ses ennemis dissimulaient encore, parce qu'ils n'étaient pas prêts à entrer en campagne, il commença les hostilités sans déclaration préalable, et envahit la Saxe en pleine paix. Son état militaire était considérablement augmenté: il avait eu dix ans pour mettre à profit l'expérience qu'il avait acquise dans les quatre campagnes de la guerre de la pragmatique-sanction, et les ressources que lui avaient apportées les riches provinces de Silésie. Il ne comptait pas moins de cent-vingt mille hommes sous les armes, bien organisés, bien disciplinés, très mobiles, indépendamment des garnisons, des dépôts, et de tous les moyens accessoires pour entretenir une armée aussi considérable en activité, et réparer ses pertes.

L'Autriche avait un état militaire de moins de quarante mille hommes, mal entretenus, mal organisés; ses vieilles troupes avaient été détruites dans la guerre contre les Turcs: Frédéric pouvait impunément tout entreprendre dans cette campagne. Il réunit deux armées, l'une en Saxe, forte de soixante-dix bataillons et quatre-vingts escadrons, formant soixante-quatre mille hommes, artillerie et sapeurs

compris; l'autre, en Silésie, forte de trente-trois bataillons et cinquante-cinq escadrons, environ trente mille hommes; et il employa vingt mille hommes en divers corps d'observation sur la Vistule, en Poméranie, et sur le bas Elbe. L'armée de Silésie se réunit à Nachod, sous les ordres du maréchal Schwerin; les trois corps de l'armée de Saxe se rassemblèrent à Francfort-sur-l'Oder, à Magdebourg et à Wittemberg. Ils se mirent en marche le 30 août, celui de Magdebourg par Leipsick, Chemnitz et Dippodiswalde; celui de Wittemberg par Torgau et Meissen; celui de Francfort par Elsterwarda, Bautzen et Stolpen. L'alarme fut grande à Dresde; l'électeur se réfugia dans la forteresse de Kœnigstein; l'électrice et la cour restèrent au palais. L'armée Saxonne, forte de dix-huit mille hommes, prit le camp de Pirna, pour y attendre les résolutions de la cour de Vienne. L'acquisition de Dresde fut une conquête importante pour le roi de Prusse; il y trouva tous les magasins de guerre et l'arsenal de l'électeur. La place était forte; elle lui donna un point d'appui qui lui était nécessaire et compléta la frontière de l'Elbe qui, tout entière depuis Magdebourg, fut dès lors en son pouvoir. Toutes les négociations pour ramener l'électeur et décider la soumission de son armée ayant échoué, le roi marcha en avant et cerna le camp de Pirna avec quarante-deux bataillons et dix escadrons; il forma une armée d'observation de vingt-huit bataillons et soixante-dix escadrons, en prit le commandement, et porta son quartier-général à Aussig, en Bohême. Le maréchal Schwerin s'avança à une marche avec l'armée de Silésie, pour observer le débouché de Kœnigsgratz.

§ II.

La cour de Vienne, au premier bruit du rassemblement de l'armée prussienne, avait réuni toutes ses troupes et les avait formées en deux corps; l'un, sous les ordres du prince Piccolomini, campa près de Kœnigsgraetz, pour s'opposer aux mouvemens de Schwerin: l'autre, sous les ordres du maréchal Broun, se réunit d'abord à Kollin, passa plus tard la Moldaw, et campa à Budyn sur l'Éger, pour dégager les Saxons du camp de Pirna.

Le 30 septembre, le roi quitta son camp d'Aussig et marcha à la rencontre de Broun; il arriva avec son avant-garde, forte de huit bataillons et quinze escadrons, le 30 au soir, au village de Lowositz, où il rencontra l'armée autrichienne qui avait passé l'Éger et campait derrière des marais à la vue de Lowositz. Il prit position, avec son avant-garde, au village de Tirmitz, et se fit joindre, dans la nuit, par le reste de son armée, forte de vingt-cinq mille hommes. A la pointe du jonr, Broun fit déboucher dans la plaine un gros corps de cavalerie. L'armée du roi prit les armes: la gauche, sous les ordres du duc de Bevern, occupa la hauteur de Lobosch, et la droite, sous le prince Henry, les hauteurs de Homolka; sa ligne de bataille était de dix-huit cents à deux mille toises. Le front du maréchal Broun était couvert par un ruisseau marécageux; sa droite s'appuyait à l'Elbe; sa gauche à Tschiskowitz; sa ligne de bataille était de deux mille cinq cents toises. Il sentit la faute qu'il avait faite de ne pas occuper les hauteurs de Lobosch et les fit attaquer par une division de onze bataillons; elle fut repoussée. Les Prussiens s'emparèrent de Lowositz; les Autrichiens reprirent leur position

du matin : ils y étaient inattaquables de front; mais manœuvrés par leur gauche, ils l'évacuèrent, repassèrent l'Éger et reprirent leur camp de Budyn, ayant perdu deux mille cinq cents à trois mille hommes, et les Prussiens trois mille à trois mille cinq cents. Les deux armées s'attribuèrent la victoire ; le maréchal Broun parce qu'il n'avait point été forcé dans son camp ; le roi, à plus juste titre, parce qu'il avait enlevé le village de Lowositz et obligé son ennemi de renoncer au projet de secourir les Saxons par la rive gauche de l'Elbe. Mais le 11 octobre, Broun fit, par la rive droite, un détachement de huit mille hommes vis-à-vis Kœnigstein, et à la vue de l'armée prussienne, pour favoriser le déblocus du camp de Pirna. Les Saxons passèrent l'Elbe ; mais, enveloppés de toutes parts par les Prussiens, ils capitulèrent le 14. L'électeur eut la faculté de se retirer dans son royaume de Pologne ; Les Saxons furent incorporés dans l'armée prussienne, qui évacua la Bohême, et prit ses quartiers d'hiver en Saxe et en Silésie.

§ III.

Ire OBSERVATION.

Des écrivains militaires ont avancé que le roi de Prusse devait pénétrer par la Moravie sur Vienne et terminer la guerre par la prise de cette capitale. Ils ont tort ; il eût été arrêté par les places d'Olmutz et de Broun ; arrivé au Danube, il y eût trouvé toutes les forces de la monarchie réunies pour lui en disputer le passage, dans le temps que l'insurrection hongroise se fût portée sur ses flancs. Une opération aussi téméraire eût évidemment exposé son armée à une ruine certaine. Envahir la Saxe, s'emparer de Dresde, désarmer l'armée saxonne, entrer en Bohême, occuper Prague, y hiverner, c'était tout ce qu'il pouvait et devait projeter. Mais il opéra mal : il méconnut plusieurs des principes de la guerre que l'on viole rarement impunément, ce qui fut cause qu'il échoua malgré le gain d'une bataille.

Le camp de Pirna a vingt-cinq mille toises de circuit ; les dix-huit mille Saxons étaient réduits à quatorze mille hommes de toutes armes, à leur arrivée au camp ; le roi ayant des forces quadruples et autant de grosse artillerie qu'il pouvait en désirer, puisque l'arsenal de Dresde était à sa disposition, devait, en quatre jours, forcer ce camp, faire mettre bas les armes aux Saxons, après quoi entrer en Bohême, laissant seulement une garnison de six bataillons et six escadrons dans Dresde. Le camp de Pirna est défendu à l'est par l'Elbe, rivière non guéable, ayant soixante à quatre-vingts toises de large; à l'ouest, par un marais profond et escarpé, ayant trente à quarante toises de large ; et enfin, à la tête, par la forteresse de Kœnigstein, des bois et des ravins qui communiquent à la frontière de Bohême. Il forme un grand triangle, dont deux côtés ont dix à onze mille toises, et le petit côté trois à quatre mille. Les quatorze mille Saxons étaient trop faibles pour garnir cette étendue. Si le roi eût fait faire neuf attaques, trois sur chaque côté, dont une seule véritable dans une des positions où le ravin est saillant, en y plaçant deux batteries de cinquante bouches à feu chacune, il eût réussi à se rendre maître du ravin. Il lui fallait un quart-d'heure pour y pratiquer une rampe par laquelle il eût fait déboucher les deux tiers de son armée, infanterie, cavalerie et artillerie : les

Saxons, rejetés sous les murs de Kœnigstein, eussent capitulé. Sans doute qu'une armée de quarante mille hommes contre une armée de soixante à quatre-vingt mille, peut se défendre avec avantage dans le camp de Pirna ; mais quatorze mille hommes ne le pouvaient pas contre une armée de soixante mille, munie d'autant d'artillerie qu'elle le voulait : un corps aussi faible n'aurait pu s'y défendre qu'autant que le ravin et l'Elbe, qui couvrent le camp, eussent eu deux à trois cents toises de largeur, distance qui permettait aux batteries du camp de prendre des positions éloignées de deux cents toises du rivage, sans qu'elles eussent rien à craindre de la supériorité des batteries prussiennes établies sur la rive opposée, et cependant toutes puissantes contre ce qui approcherait de leur rive.

IIe OBSERVATION.

Le roi est entré en Bohême avec deux corps d'armée séparés, agissant fort loin l'un de l'autre. L'armée de Schwerin opérait à l'extrémité de la Silésie dans le temps que le roi pénétrait par la rive gauche de l'Elbe. Cette manière d'envahir un pays avec une double ligne d'opérations est fautive. Schwerin était beaucoup plus fort que Piccolomini, soit par le nombre, soit par la consistance des troupes. S'il eût été réuni au roi sur le champ de bataille de Lowositz, le renfort que Piccolomini eût, de son côté, amené au maréchal Broun, aurait été bien loin de compenser le degré de force qu'eût acquise l'armée prussienne. Le roi pouvait donc entrer dans Prague en septembre, avec quatre-vingt-dix mille hommes, se rendre maître de cette place importante, établir ses quartiers d'hiver en Bohême, rejetant les débris de Broun et de Piccolomini au-delà du Danube, ou du moins au-delà des montagnes de ce royaume. L'effet de ces deux fautes fut qu'il eut, sur le champ de bataille de Lowositz, des forces moindres que celles de l'ennemi quoique sur le champ d'opération il en eût de triples. C'est aussi ce qui l'obligea à prendre ses quartiers d'hiver en Saxe et en Silésie. Sans doute il obtint de cette campagne de grands avantages ; mais il pouvait en obtenir de plus grands encore.

CHAPITRE II.

PREMIÈRE CAMPAGNE DE 1757.

Situation des armées. — Bataille de Prague (4 mai). — Blocus de Prague; bataille de Kollin (18 juin). — Évacuation de la Bohême. — Observations.

§ Ier.

La campagne de 1757, commencée le 15 avril, s'est terminée le 15 décembre; elle a duré deux cent quarante jours. Elle se divise en deux époques : la première comprend les marches, manœuvres et combats du 15 avril au 15 juillet; la seconde, ceux du 15 juillet au 15 décembre. Dans la première époque, le roi a livré deux grandes batailles : la bataille de Prague qu'il a gagnée le 4 mai, et celle de Kollin qu'il a perdue le 18 juin. C'est l'objet de ce chapitre.

Dans l'année 1756, la France, la Suède, la Russie et l'empire, ne mirent aucune armée en campagne : elles la passèrent tout entière en préparatifs et en démonstrations. Il en fut de même pendant la première

époque de la campagne de 1757. Le roi n'eut à tenir tête qu'aux armées autrichiennes. L'armée prussienne était mieux exercée, composée de vieilles troupes, et plus nombreuse. Au commencement d'avril, elle était formée en quatre corps ; le premier, sous les ordres du prince Maurice, à Chemnitz; le deuxiéme, sous le roi, aux portes de Dresde, au village de Lockwitz ; le troisiéme, sous le prince de Bevern, à Zittau en Lusace; le quatrième, sous le maréchal Schwerin, en Silésie. L'armée autrichienne, sous les ordres du maréchal Broun, était en Bohême. Le duc d'Aremberg, avec le premier corps, formait la gauche sur Égra. Le maréchal Broun, avec le deuxiéme corps, était au camp de Budyn, devant Prague; le troisiéme corps, sous les ordres du comte de Kœnigseck, était à Reichemberg; le quatrième corps, sous les ordres du général Daun, était en Moravie. Les quatre corps d'armée du roi de Prusse se montaient à cent mille hommes sous les armes, dont soixante-cinq à soixante-six mille d'infanterie, seize à dix-huit mille de cavalerie; le reste artillerie, sapeurs, mineurs, etc., formant cent huit bataillons et cent soixante escadrons; sans compter vingt-six bataillons et quarante escadrons, qui se réunissaient en Poméranie, pour contenir la Russie. Les quatre armées autrichiennes étaient moins nombreuses, trés inférieures en qualité, et manquaient de beaucoup d'objets. Frédéric résolut de profiter des quatre mois d'avance qu'il avait sur les Russes, pour frapper un coup d'éclat, et se mettre en situation de faire front aux autres armées, lorsqu'elles arriveraient en ligne. Il envahit la Bohême, et assiégea Prague, exécutant cette campagne, ce qu'il n'avait pu faire la campagne précédente.

§ II.

Le corps du prince Maurice, qui formait la droite de la ligne prussienne, commença à manœuvrer en avril ; il menaça Égra, et se porta en deux colonnes par Comotau, sur l'Éger. De son côté, le roi de Prusse passa les montagnes, à Peterswald, et arriva sur l'Éger, à Lowositz, et, le 23 avril, opéra le passage du fleuve à Koschitz, à la tête de ces deux corps d'armée réunis. Le maréchal Broun, qui avait été joint à son camp de Budyn, derrière l'Éger, par le duc d'Aremberg, se retira au camp de Prague aussitôt que le roi eut passé l'Éger. L'armée prussienne le suivit, arriva devant Prague, le 2 mai. Mais déjà le prince Charles de Lorraine, qui avait pris le commandement de l'armée impériale, s'était campé sur la hauteur de Ziska, sur la rive droite de la Moldaw.

Le prince de Bevern passa les montagnes, entre Zittau et Reichemberg, où il fut arrêté par l'excellente position qu'occupait le comte de Kœnigseck, qui l'obligea de manœuvrer plusieurs jours pour l'en déposter, et ce qu'il ne put obtenir qu'après un combat opiniâtre. Le comte de Kœnigseck, se retira sur Liebenau, il y prit une position formidable. Pendant ce temps, le maréchal Schwerin, parti de Silésie, n'ayant trouvé personne devant lui, déboucha en Bohême, par Trotenau, et se porta à Iung-Bunzlau, sur les derrières de la position du comte de Kœnigseck, ce qui força celui-ci à l'abandonner, à repasser l'Elbe, et à se diriger sur Prague, où il joignit le prince de Lorraine. Schwerin, à la tête de son corps et de celui du duc de Bevern, suivit ce mouvement, et campa, le 4 mai, sur la rive droite de l'Elbe, à Bunzlau, vis-à-vis Brandeis;

et comme l'ennemi n'occupait pas la rive opposée, il y jeta une avant-garde. Le prince de Lorraine attendait, sous quelques jours, le général Daun, qui lui amenait de Moravie un renfort de trente mille hommes; ce qui eût égalisé les deux armées.

Frédéric sentit toute l'importance de prévenir cette jonction. Le 5 mai, à la pointe du jour, il jeta un pont à une lieue et demie au-dessous de Prague, au village de Podbaba, sans éprouver aucune résistance, quoiqu'à deux mille toises du camp autrichien, et s'établit avec vingt bataillons et trente-huit escadrons à Crimitz, sur la rive droite de la Moldaw. Le maréchal Schwerin passa l'Elbe, et se porta à Mischitz. Les deux armées prussiennes, dans cette nuit, n'étaient plus éloignées que de trois lieues. Le 6, à la pointe du jour, elles firent leur jonction au village de Prosick. L'armée du roi prit son ordre de bataille, la droite à Prosick, le centre en avant de Gibel, et la gauche au-delà de Sattalitz, occupant une série de collines de quatre mille cinq cents toises d'étendue, et étant à cheval, sur le chemin de Brandeis, qui était sa ligne d'opérations. Le prince de Lorraine avait sa gauche sur le Ziska, près de la Moldaw, et sa droite sur les hauteurs du village de Kyge, occupant une ligne de quatre mille cinq cents toises. Le roi avait sur le champ de bataille soixante-quatre bataillons et cent vingt-trois escadrons, environ soixante mille hommes; le maréchal Keith étant resté sur la rive gauche de la Moldaw, devant Prague, avec vingt-six bataillons, vingt-six escadrons, et neuf bataillons et onze escadrons étant détachés sur la double ligne d'opérations, pour couvrir les magasins. Le prince de Lorraine avait à peu près soixante-dix mille hommes; mais dix mille étaient restés dans Prague, pour la défense de la ville, et observer le maréchal Keith. Les deux armées se trouvaient ainsi égales en nombre sur le champ de bataille; l'armée autrichienne avait sa gauche près de la Moldaw, l'armée prussienne y avait sa droite : les deux armées étaient éloignées l'une de l'autre de trois mille toises, séparées par un vallon profond, où coulait un ruisseau formé par la décharge de plusieurs étangs, et dont les bords sont encaissés et marécageux; ce ruisseau prend sa source au-delà de l'étang de Sterboholy, à six ou sept mille toises de Prague, tourne à cette distance, passe par les villages de Sterboholy, de Podscheruitz, d'Hostawitz, d'Hortlorzes et de Lupetin, et se jette dans la Moldaw, à peu près à deux mille toises au-dessous de Prague, près de Lobau.

Le roi jugea que ce ruisseau protégerait efficacement le front de l'armée ennemie; il ordonna de marcher par la gauche pour la déborder. Le prince de Lorraine s'en aperçut à temps : il fit faire à l'infanterie de sa droite un changement de front en arrière; par ce mouvement, elle se trouva en équerre sur l'extrémité du centre, et s'appuyant aux hauteurs de Sterboholy, elle forma un coude de quinze cents toises qu'il prolongea de deux mille autres, en y portant la cavalerie de sa gauche, qui prit position dans les plaines de Sterboholy et s'étendit jusqu'au petit ruisseau qui passe à Hostiwortz; sa ligne occupait ainsi les deux côtés d'un angle droit, dont l'un était perpendiculaire à Prague et l'autre parallèle, et longs chacun de trois mille à trois mille cinq cents toises. Le roi arrêta sa marche aussitôt que l'extrémité de sa droite fut arrivée à la hauteur de Kyge; le centre vis-à-vis

Podchernitz, et la gauche devant Sterboholy; il envoya la cavalerie de sa réserve pour renforcer celle de Schwerin, dans la plaine de Sterboholy. Ce mouvement découvrit sa ligne d'opérations, le chemin de Brandels, par Gibel, et son armée se trouva à cheval sur la route de Kollin, par laquelle le général Daun arrivait ce même jour à Bohemisch-Brodt, à huit lieues du champ de bataille. L'infanterie autrichienne occupait, au-delà du ruisseau qui couvrait son front, et à peu près à mille toises de l'angle d'équerre, des positions qui commandaient le village de Gibel. Le roi fit attaquer ces postes détachés et les culbuta, dans le temps que le maréchal Schwerin, avec l'aile gauche, passa le ruisseau à Sterboholy et à Podschernitz : la cavalerie dans les villages, l'artillerie sur les digues, l'infanterie dans les marais. Il y éprouva de grandes difficultés; plusieurs régimens enfoncèrent jusqu'au genou; la droite autrichienne n'en profita pas; elle resta sur les collines à rectifier son alignement. A une heure après midi, Schwerin l'attaqua à la baïonnette, arriva jusque sur sa position; mais, accablées par la mitraille, ses troupes lâchèrent pied et abandonnèrent la hauteur; Broun le poursuivit pendant douze à quinze cents toises. La gauche et le centre de l'armée autrichienne continuèrent à rester immobiles. La cavalerie prussienne déboucha dans la plaine de Sterboholy, fit d'abord une charge malheureuse, mais se rallia, revint au combat, et mit en déroute la cavalerie autrichienne, qui abandonna le champ de bataille. La droite du prince de Lorraine se trouva ainsi entièrement découverte, au moment où le roi entrait lui-même dans le village de Kyge et attaquait la gauche. Le prince de Bevern, qui marchait au centre, s'aperçut d'un vide à l'angle des deux lignes; il s'y jeta, et engagea un combat des plus opiniâtres. Le maréchal Schwerin ayant rallié son infanterie, la ramena au combat. Il fut frappé à mort à la tête de son régiment; mais ses troupes continuèrent l'attaque contre la droite autrichienne, qui, prise en flanc par le roi, et débordée par la cavalerie, lâcha pied et se mit en déroute, ce qui décida de la journée. Le prince de Lorraine abandonna toutes ses positions; il soutint sa retraite par les troupes de son centre et de sa gauche qui n'avaient pas donné; mais, constamment débordé par sa droite, douze mille hommes furent coupés de Prague, et ne parvinrent qu'avec peine à gagner le camp du maréchal Daun. La perte des Autrichiens fut de seize mille hommes et deux cents pièces de canon; le maréchal Broun fut blessé mortellement. La perte des Prussiens fut de douze mille hommes.

§ III.

Cette bataille avait affaibli de trente mille hommes l'armée du prince de Lorraine; cependant il lui restait encore quarante mille hommes; mais le moral du soldat était affecté. Le roi bloqua Prague sur les deux rives de la Moldaw : cette place a sept mille toises de circuit. Sa ligne de contrevallation eut un développement de quinze mille toises, ses quartiers étant séparés par une grande rivière. Il espéra vainement que le défaut de vivres obligerait promptement son ennemi à capituler. Le blocus dura six semaines, jusqu'au 18 juin qu'il fut levé par le résultat de la bataille de Kollin.

Le maréchal Daun apprit le 7 mai les désastres du prince de Lorraine. Il

resta plusieurs jours à Bohmisch-Brodt pour recueillir ses débris, et après avoir rallié les douze mille hommes qui n'avaient pu entrer dans Prague, il rétrograda de quatorze lieue et campa sous les murs de Kollin. Le roi l'ayant fait suivre par un corps de vingt-cinq mille hommes, sous le commandement du prince de Bevern, il continua sa retraite jusqu'à Goltzjenkau, à une lieue en avant d'Haber et à vingt-quatre de Prague. Le 12 juin, ayant reçu quelques renforts, Daun se reporta à une lieue en avant de Kollin, au village de Kirchenau, où il campa, la gauche à Swoyschitz et la droite à Chotzemitz, ayant devant lui la route de Prague à Kollin; le prince de Bevern se retira à son tour. Le roi accourut en toute hâte du camp de Prague avec un renfort; il porta son quartier-général le 14 à la petite ville de Kaursim, à trois lieues de Kirchenau : il y campa, la gauche appuyée au chemin de Prague à Kollin au village de Planian, tirant des vivres de Nimbourg, petite ville sur la gauche de l'Elbe, éloignée de cinq lieues. Il séjourna le 15 et une partie du 16 pour donner le temps d'arriver à ses renforts et à ses caissons de vivres. Le 16, comme il allait se mettre en marche pour se porter à la position de Swoyschitz, et contenir le maréchal Daun qu'il croyait à Janovitzi, il apprit que ce maréchal était à Kirchenau; dès lors il ne pouvait plus faire ce mouvement qu'en passant sur son corps. Le 17, il marcha par sa gauche et campa à cheval sur la route de Prague, ayant devant lui Planian, et trois lieues plus avant, Kollin. Il se trouvait ainsi campé perpendiculairement sur la gauche de l'armée autrichienne. A la pointe du jour, le 18, il se mit en marche, la gauche en tête; l'avant-garde, commandée par le général Ziethen, forte de cinquante-cinq escadrons et sept bataillons, tenait la tête. L'armée marcha sur trois lignes : la première, toute d'infanterie, suivit le grand chemin de Prague à Kollin; les deux autres, plus à gauche, marchèrent entre la chaussée et l'Elbe. Le général Daun avait fait des mouvemens dans la nuit; les Prussiens ne virent au jour que quelques vedettes; mais aussitôt qu'ils eurent dépassé Planian, ils aperçurent l'armée autrichienne en bataille; ils firent halte. L'avant-garde était arrivée à la hauteur de Slatislanz, à trois mille toises en avant de Planian; le corps de bataille était Nowomiesto et Planian. L'armée autrichienne était formée, la gauche à Brézau, le centre à Chotzemitz et la droite à Krésor : elle occupait ainsi une ligne courbe de trois mille cinq cents toises; la droite, du côté de Kollin, la gauche, du côté de Prague, enveloppant la route de Prague à Kollin qui était la corde. Elle était sur plusieurs lignes; la deuxième ligne occupait la crête des hauteurs; la première était à demi-pente, ayant devant elle les trois villages retranchés, garnis d'infanterie et couverts d'artillerie. Sa gauche se trouvait à cinq cents toises du grand chemin de Planian à Kollin, sur lequel marchait l'armée prussienne. Le centre, ou le village de Chotzemitz, en était à mille toises; la droite, ou le village de Krésor, en était à cinq cents toises. Ainsi, les deux armées étaient près l'une de l'autre et dans une formation bizarre. Le roi se trouvait déborder toute la gauche de l'ennemi, et la ligne ennemie formait une demi-circonférence, dont le diamètre ou corde était une partie du chemin de Planian à Kollin qu'occupait Frédéric qui, à une heure après midi, ordonna de continuer la marche. Le roi se mettait ainsi en marche sur la corde d'une

demi-circonférence que couronnait, sur les hauteurs, l'armée autrichienne, ce qu'il ne pouvait faire qu'en défilant sous la mitraille et la fusillade. Le général Nadasty, commandant la cavalerie autrichienne, se porta aussitôt à deux mille toises de Kollin, à cheval sur la route, barrant ainsi aux Prussiens le chemin de Kollin, et les obligeant à rester sous le feu de son armée. Daun ordonna à toutes ses troupes d'avancer jusqu'à l'extrémité de la position, et fit tomber, sur leurs colonnes en marche, une grêle de boulets, d'obus et de balles. Les tirailleurs des troupes postées dans les villages se portèrent en avant; la fusillade s'engagea entre les Croates et l'armée prussienne, qui cependant voulait toujours continuer son mouvement. L'avant-garde, ayant de l'avance, parvint à franchir les trois mille toises et à déborder la droite autrichienne; après avoir dépassé Krésor, elle prit à droite, marcha sur cette extrême droite et s'empara du village de Krésor; mais l'armée prussienne fut tellement engagée, et la fusillade devint si vive, qu'elle dut faire halte, se former à droite en bataille et marcher au pas de charge pour repousser les tirailleurs : ceux-ci étaient soutenus. Les Prussiens firent d'inutiles efforts pour enlever les hauteurs qui, en même temps, étaient attaquées par leur droite; mais tout l'avantage de la position était pour les Autrichiens. L'attaque des Prussiens était une affaire de circonstance non méditée; il leur fallut gravir des montagnes à pic, passer par des sentiers et des ravins impraticables; ils firent des prodiges de valeur: mais forcés de céder, ils perdirent leur artillerie, grand nombre de prisonniers, de morts et de blessés; ils se replièrent sur Plauian et opérèrent leur retraite sur Nimbourg. Le maréchal Daun rentra dans son camp, où il resta plusieurs jours à chanter des *Te Deum*. La perte des Prussiens s'éleva à quinze mille hommes, celle des Autrichiens à cinq mille. Ainsi, sur deux hommes de son armée, le roi en eut un hors de combat. Le 19, Frédéric leva le siége de Prague et se rendit à Brandeis, où l'artillerie fut transportée pour y être embarquée sur l'Elbe; comme elle n'avait que quatre lieues à faire, elle arriva le soir même du 19. Le maréchal Keith, qui était sur la rive gauche, resta vingt-quatre heures de plus et opéra sa retraite sur Leutmeritz où il passa l'Elbe. Vivement poursuivi, il perdit quatre à cinq cents hommes.

Le roi divisa alors son armée en deux corps, tous les deux sur la rive droite de l'Elbe. Il campa près de Leutmeritz avec la majorité de ses troupes, envoyant le prince royal de Prusse avec le deuxième corps, d'abord derrière l'Iser, à Scheditz, ensuite à Boemisch-Leipa, derrière le Poltz; se trouvant ainsi éloigné de dix lieues du roi, et de six ou sept de Zittau, où étaient les magasins. Le prince de Lorraine prit enfin son parti le 1er juillet; il sortit de Prague et passa l'Elbe près Brandeis à Czelakowitz, se porta sur Munchengratz derrière l'Iser, et de là à Hunerwasser, tourna la position du prince royal à Boemisch-Leipa, s'empara de Nimes et de Gabel, et par-là intercepta la communication avec Zittau que le prince royal ne put gagner que par un détour; et après avoir brûlé ses caissons, il y arriva le 22, un peu avant l'armée autrichienne. Celle-ci bombarda Zittau devant les Prussiens : une partie des magasins fut brûlée. Le prince de Prusse se retira par Loebau sur Bautzen. Le 29 juillet, Frédéric quitta son camp de Leutme-

ritz, et vint se joindre au camp de Bautzen, et quelques jours après, alla camper à Bernstatdel, entre Loebau et Gorlitz. Le prince de Lorraine était campé en avant de Zittau, tenant une garnison dans Gorlitz, interceptant ainsi le chemin de la Silésie. Dans la nuit du 15 août, Frédéric se porta à Hirschfeld entre Zittau Gorlitz ; le coupant par cette position de la place de Zittau, il s'empara de Gorlitz, reconnut le camp du prince de Lorraine, le jugea inattaquable; et voyant que ce prince refusait le combat, il revint à Hirschfeld, laissa le commandement de l'armée au prince de Bevern ; et le 24 août se mit en marche avec un détachement de seize bataillons et trente escadrons pour se porter sur la Saale. Ici finit la première période de cette campagne.

IIIe OBSERVATION.

Le projet de Frédéric de s'emparer de Prague et de la Bohême était bon en 1756 ; il l'était encore au commencement de 1757. Là, comme dans un grand camp retranché, il eût couvert la Saxe et la Silésie, contenu l'Autriche et l'empire. Il devait réussir dans cette entreprise, toutes les chances étaient en sa faveur ; il avait l'initiative du mouvement, des troupes supérieures en nombre et en qualité, son audace et ses grands talens. Il échoua cependant.

1° Il marcha à la conquête de la Bohême par deux lignes d'opérations, avec deux armées séparées entre elles par soixante lieues, et qui devaient se réunir à quarante lieues de leur point de départ sous les murs d'une place forte en présence des armées ennemies. Il est de principe que les réunions de divers corps d'armée ne doivent jamais se faire près de l'ennemi ; cependant tout réussit au roi. Ses deux armées, quoique séparées par des montagnes, des défilés, surmontèrent tous les obstacles sans qu'il leur arrivât aucun mal. Le 4 mai, elles n'étaient plus éloignées que de six lieues, mais elles étaient encore séparées par deux rivières, la place de Prague et l'armée du prince de Lorraine forte de soixante-dix mille hommes. Leur réunion paraissait impossible ; cependant elle s'opéra le 6 mai, à la pointe du jour, à trois cents toises du camp autrichien. La fortune se plut à combler Frédéric, qui devait être battu en détail avant la réunion des deux armées, et chacune chassée isolément de la Bohême.

2° Puisque le roi abandonnait sa ligne d'opération, par la rive gauche de l'Elbe, et qu'il la prenait sur Brandeis et par la rive droite, il eût dû faire passer sur la rive droite de la Moldaw le maréchal Keith, le tenir sur son extrême droite, couvrant, dans tous les cas, sa ligne d'opérations sur Brandeis; il eût obtenu trois avantages : 1° toute son armée eût été réunie et il n'eût eu rien à redouter des entreprises du prince de Lorraine ; 2° il eût eu vingt mille hommes de plus sur le champ de bataille de Prague ; immense avantage ; 3° sa ligne d'opérations sur Brandeis eût été toujours assurée, elle n'aurait pas été compromise comme elle l'a été.

3° Pendant la bataille de Prague, le roi abandonna sa ligne d'opérations et de retraite, le chemin de Brandeis, et se plaça à cheval sur le chemin de Kollin qu'occupait le maréchal Daun, à six lieues en arrière. Si le prince de Lorraine eût fait donner sa gauche et occuper Gebel pendant que le maréchal Daun se fût approché, le roi était cerné ;

IVe OBSERVATION.

1° Le prince de la Lorraine a laissé arriver le roi de Prusse devant Prague et le maréchal Schwerin devant Brandeis, à six lieues l'un de l'autre, sans avoir saisi l'occasion de marcher à la rencontre de celui-ci sur la droite de l'Elbe, et joint au comte de Kœnigseck, de l'accabler avec des forces doubles, pendant que le roi aurait toisé les remparts de Prague, ou *vice versâ* d'attaquer et battre le roi, après s'être joint au comte de Kœnigseck, Pendant que Schwerin, encore sur la rive droite de l'Elbe, en était séparé par le Moldaw et l'Elbe.

2° Il avait besoin de deux jours pour que le maréchal Daun pût arriver au camp de Prague, ce qui eût porté son armée à cent mille hommes, et ces deux jours il ne conçoit pas la possibilité de les gagner, en défendant la Moldaw au roi qui la passe à deux mille toises de son camp, ou en disputant à Schwerin le passage de l'Elbe, qu'il effectue à quatre lieues de son camp.

3° Quand le roi eut passé, dans la nuit du 5 au 6, la Moldaw, le prince de Lorraine devait, à sept heures du soir, rentrer dans Prague en laissant quinze mille hommes sur sa position de Ziska pour se masquer et arriver, à la petite pointe du jour, sur le pont du roi, le brûler, attaquer le maréchal Keith, le mettre en déroute, le poursuivre avec cent escadrons et rentrer le soir dans Prague. Le maréchal Daun se serait approché, et le 7, ils auraient attaqué de concert si le roi les eût attendus.

4° Il fut battu pour avoir mal rangé son armée en bataille. Il devait placer sa gauche où était son centre, son centre où était sa droite, sa droite où était une partie de sa cavalerie; son infanterie eût été bien appuyée et sa cavalerie eût été plus près de l'étang de Sterboholy. Il devait garder en réserve le tiers de sa cavalerie et le sixième de son infanterie. Enfin, ayant fait la faute de paralyser sa gauche, il la devait remettre en action en la faisant marcher au secours de la hauteur près de Gebel, ce qui eût arrêté net le mouvement du roi, qui lui-même eût eu sa droite débordée; elle était en l'air.

Ve OBSERVATION.

1° Le projet du roi de Prusse de cerner une ville comme Prague, renfermant une armée de quarante mille hommes, qui, il est vrai, vient de perdre une bataille, est une des idées les plus vastes et les plus hardies qui jamais aient été conçues dans les temps modernes. Il a employé à ce blocus cinquante mille hommes; mais il avait à craindre que le blocus ne fût inquiété par l'armée du maréchal Daun; il devait profiter des six semaines qu'il avait devant lui, pour établir de fortes lignes de circonvallation et de contrevallation; former une armée d'observation, la placer à sept ou huit lieues dans des positions convenables, l'y retrancher, et au moment où le maréchal Daun se fût approché pour faire lever le blocus, renforcer son armée d'observation d'une partie de l'armée de blocus, et battre le maréchal Daun, sans que les assiégés s'en aperçussent. Le roi ne fit rien pendant ces six semaines qu'il a eues devant lui avant que Daun ne fût en mesure de marcher en avant.

2° Son projet de prendre position sous Kollin, à quatorze lieues de Prague, le mettait hors d'état d'être secouru dans une marche par une partie de l'armée de blocus et *vice versâ*.

3° A la bataille de Kollin, il est difficile de justifier sa prétention de tourner la droite de Daun en faisant une marche de flanc de trois mille toises, à cinq cents toises des hauteurs que couronnait l'armée ennemie. C'est une opération si téméraire, si contraire aux principes de la guerre : *Ne faites pas de marche de flanc devant une armée en position, surtout lorsqu'elle occupe les hauteurs au pied desquelles vous devez défiler!* S'il eût attaqué la gauche de l'armée autrichienne, il était parfaitement placé pour cela; mais défiler sous la mitraille et la mousqueterie de toute une armée qui occupe une position fulminante, pour déborder une aile opposée, c'est supposer que cette armée n'a ni canons ni fusils. Des écrivains prussiens ont dit que cette manœuvre n'a manqué que par l'impatience d'un chef de bataillon qui, fatigué du feu des tirailleurs autrichiens, avait commandé à droite en bataille et engagé ainsi toute la colonne; cela est inexact. Le roi était présent; tous les généraux connaissaient ses projets, et de la tête à la queue la colonne n'avait pas trois mille toises. Le mouvement qu'a fait l'armée prussienne lui était commandé par le premier des intérêts, la nécessité de son salut et l'instinct de tout homme de ne pas se laisser tuer sans se défendre.

VIe OBSERVATION.

Que le prince de Lorraine ait été enfermé dans Prague les dix premiers jours, cela doit être considéré comme le résultat de la bataille; mais aussitôt qu'il a su que le roi de Prusse avait fait un fort détachement contre le maréchal Daun, et dès que le moral de son armée a été rétabli, son inactivité est coupable. Il devait, à la pointe du jour, attaquer, avec toutes ses forces, un des quartiers de l'ennemi, le battre et rentrer aussitôt dans la place, recommencer ainsi plusieurs fois sur d'autres points et détruire en détail l'armée prussienne; ou, qu'il l'empêchait de se porter, à la nuit tombante, à la fois sur la hauteur de Ziska et sur les hauteurs correspondantes de Ziska au saillant du bastion de Prague, d'y construire dans la nuit dix ou douze redoutes, et de se mettre, à la pointe du jour, en bataille sur une ligne de quinze cents toises qu'il eût couverte d'artillerie? Tous les jours suivans, il les aurait employés à fortifier son camp, ou à occuper et à fortifier des positions qui eussent augmenté son étendue et l'eussent rendu plus offensif. Par-là, il eût fort embarrassé son ennemi et eût été au fait de tous les mouvemens du maréchal Daun, jusqu'au moment où jugeant que son approche devait attirer une partie des forces du roi, il eût fait lever le siége. C'était le cas de se battre tous les jours alternativement sur les deux rives.

VIIe OBSERVATION.

La conduite du maréchal Daun, que l'on suppose basée sur les ressources qu'il savait exister dans Prague, paraît bonne jusque après la bataille de Kollin; mais il est coupable de n'avoir pas profité de sa victoire : autant ne valait-il pas vaincre! Après douze jours de délibérations, il se décide enfin à se porter en Lusace. Il était plus conforme à l'esprit de cette guerre qu'il se fût porté en Saxe; il eût repris Dresde, rallié l'armée du prince de Soubise, peut-être celle du duc de Richelieu, les Suédois et les Russes; il eût réuni deux cent mille hommes à Berlin. Les généraux autrichiens dans

cette campagne sont extrêmement timides; quoique leurs troupes se soient battues avec courage, leurs chefs n'ont montré aucune confiance en elles. Ils ont pu attaquer le prince de Prusse à Zittau et ils ne l'ont pas fait; le roi leur a constamment offert la bataille après Kollin, et ils l'ont constamment évitée.

CHAPITRE III.

2e CAMPAGNE DE 1757.

Seconde époque de la campagne de 1757. — Opérations des armées française et hanovrienne; bataille d'Hastenbeck (26 juillet); bataille de Rosbach (5 novembre). — Opérations des Russes; bataille de Jœgendorf (31 août). — Opérations en Silésie; bataille de Breslau (22 novembre); bataille de Leutzen (5 décembre); quartiers d'hiver. — Observations.

§ Ier.

Cette deuxième époque de la campagne de 1757 commence le 15 juillet et se termine au 15 décembre; elle comprend cent cinquante jours; elle est fertile en grands événemens. Les Français gagnent la bataille de Hastenbeck le 26 juillet, ils perdent celle de Rosbach, le 5 novembre; les Prussiens perdent celle de Jœgendorf, contre les Russes, le 31 août, et celle de Breslau, le 24 novembre; mais le roi s'immortalise et répare tout, en gagnant celle de Leutzen, le 5 décembre. Il eut en campagne, dans cette deuxième époque, près de cent vingt mille hommes, indépendamment des garnisons des places fortes; il eut contre lui cent quatre-vingt mille hommes, de nations différentes, agissant sans concert et isolément. La direction et la qualité des troupes étaient de son côté. On conçoit donc que la campagne se soit terminée à son avantage. Les trois armées ennemies étaient 1° cinquante mille hommes manœuvrant sur la Saale, sous les ordres du prince de Soubise et du prince de Hilburghausen, et composés de vingt-cinq mille Français et vingt-cinq mille hommes des contingens de l'empire, fort mauvaises troupes; 2° soixante mille Russes, qui arrivèrent en août, livrèrent une bataille et s'en retournèrent chez eux; 3° l'armée du prince de Lorraine, forte de quatre-vingt mille hommes, qui agit en Silésie. On ne compte, parmi les masses belligérantes, ni l'armée du maréchal d'Estrées, forte de quatre-vingt mille hommes, ni l'armée du duc de Cumberland qui lui était opposée.

§ II.

La cour de Versailles s'était engagée à fournir vingt-quatre mille hommes à la reine de Hongrie; le prince de Soubise en prit le commandement, passa le Rhin à Dusseldorf, et se dirigea en Saxe, où il se réunit à l'armée des contingens de l'empire; il entra à Erfurt le 21 août. La France étant en guerre avec l'Angleterre, voulut s'emparer du Hanôvre. Une armée de quatre-vingt mille hommes, composée de cent douze bataillons et cent dix escadrons, sous les ordres du maréchal d'Estrées, ayant pour lieutenans-généraux MM. de Chevert, d'Armentières et Contades, passa le Rhin, traversa la Westphalie et se porta sur le Weser. Le duc de Cumberland occupait le camp de Biefeld avec l'armée hanovrienne, hessoise, brunswickoise, à la solde de l'Angleterre et forte de soixante mille hommes. A l'approche des Français; il repassa le Weser, et

le 22 juin campa à Hastenbeck; la droite appuyée au Weser, couverte par un marais; le centre à Hastenbeck; la gauche sur les hauteurs de Ohsen, à une lieue en avant de la forteresse de Hameln; elle occupait nne ligne de deux mille cinq cents toises. Le 16 jnillet, le maréchal d'Estrée passa le Weser sur six colonnes an-dessns de Hameln; le 24 il prit position devant l'armée ennemie, reconnut qu'elle n'était pas attaquable par les hauteurs de la ganche, et détacha Chevert qui, le 25, avec seize bataillons tourna la ganche de l'ennemi, et prit position au village de Afferde, snr ses derrières. Le général, avec vingt-qnatre bataillons et quatre régimens de dragons, occupa une position intermédiaire. Le 26, Chevert, secondé par d'Armentières, attaqua l'extrême gauche du duc de Cumberland. Au moment même, la ganche française, conduite par le maréchal lui-même, se présenta devant le centre et la droite hanovrienne à Hastenbeck, mais elle ne pnt y arriver qu'à cinq heures du soir; Chevert était déjà maître de la hauteur et en avait chassé l'élite de l'armée ennemie. La retraite dn duc de Cumberland était devenue difficile, lorsque le prince héréditaire de Brunswick, avec douze cents hommes de ses troupes, soutenus par un régiment hanovrien, pénétra, par des bois, au milieu des troupes de Chevert, qui en furent d'abord ébranlées et abandonnèrent plusieurs pièces de canon. Un parti de quelqnes centaines de chevanx s'étant laissé voir derrière l'armée française, le maréchal d'Estrées alarmé ordonna la retraite; mais les troupes de Chevert revinrent de leur étonnement, s'aperçurent du peu de monde qn'avait le duc de Brunswick et reprireut leurs canons; mais, pendant cette incertitude, le duc de Cumberland opéra sa retraite, sauvant son artillerie; il n'éprouva aucune perte sensible. Le champ de bataille et la victoire furent aux Français. La perte, de part et d'autre, fut de trois mille hommes.

Pen de jours après, le maréchal d'Estrées fut remplacé par le duc de Richelieu, qni, le 9 septembre, signa, à Closter-Sewen, une convention avec le duc de Cumberland. Tout l'électorat fut occupé par l'armée française. Les troupes de Brunswick et de Hesse se rendirent dans leur pays, sans être ni désarmées ni prisonnières de guerre; les Hanovriens furent cantonnés. Quelques semaines après, le duc de Richelieu porta son quartier-général à Holberstadt.

Cependant Frédéric, alarmé de l'arrivée, sur la Saale, des princes de Sonbise et d'Hilburghanseu, était parti, comme nous l'avons dit, de son camp de Bernstadtel, le 15 août, avec seize bataillons et vingt-trois escadrons, laissant le duc de Bevern avec cinquante-six bataillons et cent escadrons, pour la défense de la Silésie. Il se fit joindre, en route, par le prince Maurice avec douze bataillons et vingt escadrons, jeta quatre bataillons dans Dresdo pour la garnison de cette ville, et se porta, le 12 septembre, snr Erfurt avec trente-deux bataillons et quarante-trois escadrons. A son approche, Sonbise se retira à Eisenach; Frédéric le suivit à Gotha où il entra le 15 septembre, de là il rétrograda sur Leipsick, laissant à Gotha Seidlitz avec quinze escadrons en corps d'observation. Le roi ayant dû se rapprocher de l'Elbe pour secourir Berlin, Seidlitz évacua Gotha et prit position à mi-chemin de Gotha à Erfurt. Soubise se porta aussitôt de sa personne sur Gotha, avec tout son quartier-gé-

néral, huit mille grenadiers et une division de cavalerie; mais à peine y était-il installé, que Seidlitz plaçant ses quinze escadrons sur un seul rang, marcha hardiment sur le quartier-général qui se sauva en toute hâte sur Eisenach. Les huit mille grenadiers firent leur retraite après quelques coups de fusil; les bagages du quartier-général, quelques prisonniers tombèrent au pouvoir des Prussiens. Cet événement honteux était le prélude de Rosbach.

Voyant que l'armée combinée de France et de l'empire refusait tout combat, le roi de Prusse porta son quartier-général à Bulstaedt, où il resta jusqu'au 10 octobre. Cependant le quartier-général de Laddick, avec un corps de partisans autrichiens, était entré le 16 octobre à Berlin et l'avait mis à contribution. Cette nouvelle excita l'ardeur de Soubise, il se mit le 27 en marche, passa la Saale et porta son quartier-général à Weissenfels. Frédéric revint aussitôt qu'il en fut instruit, réunit différens détachemens et avec vingt-cinq mille hommes marcha sur Weissenfels. Le 29, les Français l'évacuèrent à son approche et repassèrent la Saale. Le 2 novembre le roi la passa sur trois ponts, de Weissenfels, de Mersebourg et de Halle. A cette nouvelle, les alliés se réunirent en un seul camp.

Le 3 novembre le roi se mit en marche pour l'attaquer; mais arrivé à portée de leur camp, il s'aperçut que les alliés avaient changé de position. Il rétrograda par sa gauche et campa, la droite à Bedra, le centre à Schorlau, la gauche à Rosbach. Enhardis par ce mouvement de retraite, les alliés résolurent à leur tour d'attaquer, et conçurent le projet de tourner la gauche du roi, sa droite et son centre leur paraissant trop fortement postés. Le 5, ils exécutèrent ce mouvement sur trois colonnes et sans avant-garde. Ils débordèrent la gauche de l'armée en passant à douze ou quinze cents toises, coupant la route de Weissenfels et gagnant celle de Mersebourg. Le roi, qui les observait depuis deux heures, avait pris toutes ses dispositions pour tomber sur leur flanc et leur tête, profitant des collines qui masquaient son mouvement. Le général Seidlitz, avec toute la cavalerie et plusieurs batteries d'artillerie légère, se porta sur l'extrême gauche à la droite de Lunstedt. Le prince Henri, avec une brigade de six bataillons, se mit en bataille sur sa droite, toute l'armée suivit; la queue en était encore à Rosbach qui devint alors l'extrême droite de l'armée prussienne, qui avait fait ainsi un changement de front en arrière, la droite en avant. L'armée alliée n'ayant pas d'avant-garde, fut enfoncée par les charges de la cavalerie prussienne et par le feu d'une nombreuse artillerie. La cavalerie française et alliée se culbuta sur l'infanterie, le désordre se communiqua dans toute l'armée, en peu d'heures la victoire resta aux Prussiens, qui n'eurent que six bataillons d'engagés, trois cents hommes hors de combat; prirent sept mille hommes, vingt-sept drapeaux et grand nombre de pièces de canon. Cette armée de contingens, dans le plus grand désordre, alla se rallier au-delà des montagnes de la Thuringe.

§ III.

La Russie avait mis en mouvement une armée de soixante mille hommes qui traversa la Pologne sur quatre colonnes: celle de droite, commandée

par le général Fermor, investit Mémel, secondée par une escadre de neuf vaisseaux de guerre, sous les ordres de l'amiral Lewis. Mémel capitula le 5 août. Le maréchal Apraxin commandait en chef : il passa le Niémen, le Pregel, et prit position. Le maréchal prussien Lehwald était campé à Insterbourg avec trente mille hommes; il marcha à la rencontre des Russes, et campa, le 30 août, vis-à-vis de leur position, qui était au village de Jœgendorf. Le lendemain 31, les Prussiens marchèrent à l'ennemi malgré l'infériorité du nombre. Ils manœuvrèrent dans l'ordre oblique pour tourner la gauche russe. Après un combat opiniâtre, ils furent battus. Le maréchal Lehwald se retira à Wehlau. Les Russes eurent cinq mille hommes hors de combat, les Prussiens trois mille. Quelques jours après, le 11 septembre, le général russe, quoique vainqueur, repassa le Prégel et le Niémen, et rentra dans son pays, abandonnant ses conquêtes, à l'exception de Mémel. Le général prussien n'ayant plus d'ennemi devant lui, revint sur l'Oder. Quinze mille Suédois avaient débarqué en Poméranie et s'étaient emparés d'Anclam, des îles d'Osedom et de Wollin; ils n'étaient observés que par la garnison de Stettin; mais à l'arrivée du maréchal Lehwald, ils furent rejetés dans Stralsund, dans les premiers jours de décembre.

§ IV.

Quelques jours après que le roi eut quitté la Silésie, le duc de Bevern abandonna le camp de Bernstadtel, et prit position sur la montagne de Landseron, près de Gorlitz, tenant une division campée à Bautzen. Le prince de Lorraine occupa le camp de Bernstadtel, envoya le général Nadasty sur la Neiss pour s'assurer d'un pont, et délogea la division ennemie de Bautzen, lui coupant toutes ses communications avec la Saxe. Le 7 septembre il fit occuper le Holtzberg. Le duc de Bevern passa la Neiss et marcha par Naumbourg, Buntzlau, Hainan et Liegnitz, sur l'Oder, où il arriva le 9 septembre. Le prince de Lorraine le suivit parallèlement par Lauban, Lowenberg, Golderg, Janer et Hnndorff, où il campa le 26. Le 27, le duc de Bevern se porta sur Glogan, y passa l'Oder, marcha sur Breslau par la rive droite, et, le premier octobre, campa sur les bords de la Lohe, couvrant Breslau. Le prince de Lorraine investit Schweidnitz; il ouvrit la tranchée le 27 octobre; le 11 novembre il prit d'assaut trois des forts; le gouverneur capitula et se rendit prisonnier avec six mille hommes. Encouragé par cette conquête, il se résolut à attaquer le duc de Bevern dans son camp retranché, en avant de Breslau, ce camp avait sa droite appuyée à l'Oder, au village de Kosel; sa gauche à Klein-Mochber, sur un beau plateau fortifié; la Lohe couvrait son front : il occupait les villages de Pilnitz et de Schmidfeld, comme têtes de pont, de sa droite il communiquait au faubourg de Saint-Nicolas de Breslau. Son armée était de trente-six à quarante mille hommes. Le prince de Lorraine occupa, sur la rive droite opposée, une position parallèle entre Strachwitz et Masselwitz. Les deux armées s'étaient fortifiées dans ces positions. Après la reddition de Schweidnitz, Nadasty rejoignit son armée et se porta sur la droite, menaçant de marcher sur Breslan, débordant toute la gauche du camp prussien. Le général Ziethen, avec sept bataillons et cinquante escadrons, fut

détaché sur la gauche pour s'opposer à ce mouvement.

Le 22 novembre, l'armée autrichienne prit les armes à la pointe du jour, et fit trois attaques sur la Lohe en même temps qu'elle débordait la gauche prussienne : à midi, elle avait jeté sept ponts sur cette rivière ; l'attaque devint alors très vive, tous les efforts de Nadasty sur la droite ne purent faire perdre à Ziethen son champ de bataille ; mais le prince de Lorraine s'empara de la position de Klein-Mochber. L'armée prussienne perdit son champ de bataille et se trouva acculée sous les murs de Breslau. Sa perte est estimée par elle à six mille hommes, indépendamment de dix mille qui furent pris dans Breslau. La perte des Autrichiens fut de quatre mille hommes.

Le lendemain de la bataille, le duc de Bevern fut fait prisonnier dans une reconnaissance. Ziethen prit le commandement de l'armée ; il repassa l'Oder avec ses débris, descendit la rive gauche et se porta par Glogau à la rencontre du roi qui revenait de Saxe, et étant parti de Leipsick, le 12 novembre, avec dix-huit bataillons et vingt-huit escadrons, arriva le 28 à Purchewitz où sa jonction se fit le 3 décembre. La désertion était grande dans l'armée prussienne par le résultat de la bataille de Breslau ; le roi ne put réunir que trente-six mille hommes au camp de Purchewitz. Les forces autrichiennes étaient évaluées au double.

Le 4 décembre, à la pointe du jour, l'armée prussienne marcha sur Neumarck où l'avant-garde mit en déroute un corps de quatre mille Croates et fit quelques centaines de prisonniers. Le prince de Lorraine avait quitté Breslau pour se porter en avant et s'était campé sur la rive gauche de la Schweidnitz, le centre au village de Leuthen, la droite au bois de Nipern et la gauche dans une forte position appuyée à la rivière.

Le 5, l'avant-garde prussienne se porta sur Borna et fit six cents prisonniers. L'armée suivit en quatre colonnes filant devant le front de l'ennemi par un vallon marécageux ; protégée dans son mouvement par des brouillards et des collines, elle déroba sa marche à l'ennemi et se porta sur son extrême gauche qu'elle enfonça. Tous les efforts des généraux autrichiens furent inutiles pour se reformer la gauche en arrière en bataille : les Prussiens arrivaient partout avant que les troupes ne fussent formées. Le maréchal Daun voyant leurs progrès continuels sur sa gauche, marcha en avant avec la droite qu'il commandait ; mais chargées par la cavalerie, ses troupes furent rompues. Les débris de l'armée autrichienne repassèrent la Schweidnitz et cherchèrent à se rallier sur l'autre rive. Elle perdit six mille cinq cents hommes tués ou blessés, sept mille prisonniers et cent cinquante pièces de canon. L'armée prussienne perdit deux mille hommes. Le prince de Lorraine évacua Breslau où il laissa vingt mille malades, blessés ou traînards, qui tombèrent au pouvoir du vainqueur, et se retira en toute hâte en Bohême. De part et d'autre, les armées entrèrent en quartier d'hiver.

§ V.

VIIIe OBSERVATION.

1° Le maréchal d'Estrées mit trois mois pour se rendre du Rhin au Weser, avec une armée d'un tiers plus nombreuse et composée de Français ; il gagna à peine le champ de bataille à Hastenbeck sur une armée formée des

troupes de dix princes différens! Cela prouve la mauvaise composition des états-majors français de ce temps.

2° Le mouvement que Chevert a fait la veille de la bataille était dangereux et contraire aux principes; si on n'en éprouva pas de mauvais effets, c'est que le maréchal d'Estrées avait une grande supériorité sur l'ennemi.

L'attaque de Chevert et de d'Armentières, le jour de la bataille, était bien entendue, elle était suffisante pour donner une victoire décisive si elle avait été appuyée par soixante escadrons de cavalerie, inutiles sans doute pour l'attaque des hauteurs, mais nécessaires pour en descendre, poursuivre l'ennemi, décider la victoire.

4° L'effet moral que produisit le duc de Brunswick avec douze cents hommes, donna le temps au duc de Cumberland d'assurer sa retraite et faillit décider du sort de la bataille. Il prouve le peu d'expérience des officiers français; cependant Chevert était là.

5° Le maréchal d'Estrées a mal à propos ordonné la retraite. L'attaque du prince héréditaire et le parti de cavalerie qui s'est montré sur sa ligne de communication, étaient des faits entièrement isolés, ne pouvant avoir aucune connexion entre eux. Son imagination s'en est emparée, les a coloriés, il y a vu l'indice d'un projet qu'exécutait l'ennemi et qui le mettait en danger; elle lui a fait un *tableau*. L'attaque du prince héréditaire ne faisait que commencer, il fallait patienter, la laisser se décider, se démasquer tout entière; elle a été effectivement bientôt épuisée; et d'ailleurs que pouvait craindre le maréchal? Chevert avait tout autant de troupes qu'il en fallait pour repousser toute l'armée du duc de Cumberland. Les hussards qui se sont montrés sur les derrières ne pouvaient être d'une grande importance que pour les vivandiers. On devait tout au plus se contenter d'envoyer une brigade de cavalerie légère pour les repousser. La première qualité d'un général en chef est d'avoir une tête froide, qui reçoive des impressions justes des objets, qui ne s'échauffe jamais, ne se laisse pas éblouir, enivrer par les bonnes ou mauvaises nouvelles; que les sensations successives ou simultanées qu'il reçoit dans le cours d'une journée, s'y classent et n'occupent que la place juste qu'elles méritent d'occuper; car le bon sens, la raison, sont le résultat de la comparaison de plusieurs sensations prises en égale considération. Il est des hommes qui, par leur constitution physique et morale, se font de toute chose un tableau: quelque savoir, quelque esprit, quelque courage et quelques bonnes qualités qu'ils aient d'ailleurs, la nature ne les a point appelés au commandement des armées et à la direction des grandes opérations de la guerre.

6° La convention de Closter-Sewen est inexplicable. Le duc de Cumberland était perdu; il était obligé de mettre bas les armes et de se rendre prisonnier: il n'était donc possible d'admettre d'autre terme de capitulation que celle-là. Le duc de Richelieu eut le tort de ne pas désarmer et licencier les troupes hanovriennes.

7° L'échauffourée de Gotha, où tout un quartier-général, protégé par une division de huit mille grenadiers et plusieurs milliers de chevaux, se laisse épouvanter et se sauve devant quinze cents hussards, sans retourner la tête, peint assez ce qu'on devait attendre d'un général d'un caractère aussi faible que le prince de Soubise et le duc d'Hilburghausen.

8° Le résultat de la bataille de Rosbach n'est point extraordinaire : vingt-deux à vingt-six mille Prussiens, troupes d'élite, et bien commandées, devaient battre quarante-cinq à cinquante mille hommes de troupes de l'empire et françaises de ce temps, si misérablement commandées; mais ce qui a été un sujet d'étonnement et de honte, c'est d'avoir été battu par six bataillons et trente escadrons. Ce n'est pas une armée composée de pareilles troupes, commandée par de pareils officiers, dont l'âme et l'esprit étaient si faibles, dont tous les ressorts étaient si mous, qui pouvait entreprendre une marche de flanc devant une armée bien constituée.

9° La manœuvre du roi de Prusse est naturelle et mérite moins d'éloges que l'ennemi ne mérite de blâme, car elle lui a été dictée par cette marche imprudente, faite sans être ni protégée par un corps d'observation en position, ni éclairée par des flanqueurs et une avant-garde, de manière à être à l'abri de toute surprise dans un pays de mamelons et dans une saison brumeuse.

IXe OBSERVATION.

La position du duc de Bevern, à la bataille de Breslau, est fautive en ce qu'elle ne couvrait pas Breslau. Ce général avait fortifié des positions sur la droite de cette ville, et le prince de Lorraine, s'il eût mieux manœuvré, n'eût pas tiré un seul coup de fusil devant ces retranchemens : il eût poussé sa droite, que commandait Nadasty, encore plus près de l'Oder et eût tourné entièrement le camp retranché, changeant sa ligne d'opérations, abandonnant celle de Schweidnitz et prenant celle de la haute Silésie. Le général prussien n'avait aucun intérêt à livrer bataille, puisqu'il attendait le roi avec des renforts ; il ne s'agissait donc que de garder un camp qui couvrît Breslau. On conçoit difficilement qu'il n'ait pas résolu ce problême, lorsqu'il a eu près de deux mois pour choisir ce camp et s'y fortifier. Une bonne armée de trente-cinq à quarante mille hommes doit, en peu de jours, surtout lorsqu'elle est appuyée à une grande place et à une grande rivière, rendre son camp inattaquable par une armée double en force.

Xe OBSERVATION.

La bataille de Leuthen est un chef-d'œuvre de mouvemens, de manœuvres et de résolution ; seule elle suffirait pour immortaliser Frédéric et lui donner rang parmi les plus grands généraux. Il attaque une armée plus forte que la sienne, en position et victorieuse, avec une armée composée en partie des troupes qui viennent d'être battues, et remporte une victoire complète sans l'acheter par une grande perte disproportionnée avec le résultat.

Toutes ses manœuvres, à cette bataille, sont conformes aux principes de la guerre ; *il ne fait pas de marche de flanc devant l'ennemi, car les deux armées ne se sont pas vues en bataille.* L'armée autrichienne, qui connaît l'approche de l'armée du roi par les combats de Neumarck et de Borna, s'attend à la voir prendre position sur les hauteurs qui lui sont opposées, et c'est pendant ce temps que, protégé par un mamelon et des brouillards et masqué par son avant-garde, le roi continue sa marche et va attaquer l'extrême gauche de l'armée autrichienne.

Il ne viole pas non plus un deuxième

principe non moins sacré, celui *de ne point abandonner sa ligne d'opérations*; mais il en change, ce qui est considéré comme la manœuvre la plus habile qu'enseigne l'art de la guerre. En effet, une armée qui change sa ligne d'opérations trompe l'ennemi, qui ne sait plus où sont ses derrières et les points délicats par où il peut la menacer. Par sa marche, Frédéric abandonna la ligne d'opérations de Neumarck et prit celle de la haute Silésie : l'audace et la rapidité de l'exécution, l'intrépidité des généraux et des soldats, ont répondu à l'habileté de la manœuvre; car ici Daun a fait, une fois engagé, tout ce qu'il devait faire et n'a pas réussi. Trois fois il a essayé de refuser sa gauche et son centre par un à gauche en arrière en bataille; il a même fait avancer sa droite pour inquiéter la ligne d'opérations de Neumarck qu'il supposait être encore celle du roi. Il a donc fait tout ce qui était prescrit en pareille circonstance : mais la cavalerie et les masses prussiennes arrivèrent constamment sur ses troupes avant qu'elles eussent le temps de se former. Il est vrai aussi de dire que le roi fut merveilleusement secondé par les circonstances: toutes les mauvaises troupes, celles de l'empire, étaient sur la gauche de l'armée autrichienne : or, la différence de troupe à troupe est immense.

CHAPITRE IV.

CAMPAGNE DE 1758.

Opérations des armées française et hanovrienne; bataille de Creveldt (23 juin); bataille de Luternberg (7 octobre). — Opérations en Moravie et en Bohême; siége d'Olmutz. — Opérations des armées russe et suédoise; bataille de Zorndorf (21 août). Opérations en Saxe; bataille de Hohenkirch (14 octobre); opérations en Silésie; quartiers d'hiver. — Observations.

§ Ier.

Le duc Ferdinand de Brunswick prit le commandement de l'armée du duc de Cumberland, le 24 novembre 1757; il arriva à Stade, son quartier-général; il fit connaître au duc de Richelieu, qui commandait l'armée française et avait son quartier-général à Lunebourg, que le roi d'Angleterre ne reconnaissait pas la convention de Closter-Sewen. Les hostilités commencèrent; mais la rigueur de la saison décida les deux armées à entrer dans leurs quartiers d'hiver, le 24 décembre. Le duc de Richelieu fit occuper Bremen, le 16 janvier, par le chevalier de Broglie, pour appuyer sa gauche. Il fut rappelé et remplacé par le comte de Clermont, prince de la maison de Condé, qui prit le commandement le 15 février. Quelques jours après, le duc Ferdinand entra en campagne avec une armée de cinquante bataillons et soixante escadrons, composée d'Hanovriens, Brunswickois, Hessois et autres petits princes. Le prince Henri de Prusse, qui commandait en Saxe, seconda ses opérations avec une division de dix bataillons et quinze escadrons: l'armée du comte de Clermont, toute française, était forte de quatre-vingts bataillons et cent dix escadrons; elle possédait les places fortes de Minden, Hameln, Nienbourg; et sur le Rhin, Wesel et Dusseldorf. Le 22 février, le duc Ferdinand se porta sur Verden, passa le même jour l'Aller et le Weser, quoique ces deux rivières charriassent. L'alarme fut fort vive dans tous les cantonnemens français; ils se reployèrent, la gauche

sur Osnabruck, le centre sur Minden, la droite sur Hameln. Le 8 mars, l'ennemi investit et prit Minden qui avait une garnison de cinq mille hommes, à la vue du comte de Clermont, qui n'eut de repos qu'après avoir repassé le Rhin à Dusseldorf, le 3 avril, ayant perdu en un mois de campagne la Westphalie, le Hanôvre et la Hesse, ses hôpitaux et ses magasins, sans avoir donné ni essayé de donner un combat, quoiqu'il eût des forces supérieures à celles de son ennemi. Le quartier-général de l'armée française fut placé à Wesel, et les troupes cantonnées sur la rive gauche du Bas-Rhin. Le duc de Broglie occupa Francfort et Hanau avec le contingent français qui était à la disposition de la reine de Hongrie; le prince de Soubise prit le commandement de l'armée, qui fut renforcée de six mille Wurtembergeois, ce qui la porta à trente mille hommes.

Le 29 avril, le duc Ferdinand passa le Rhin sur le pont de Rees entre Emerich et Wesel; se porta sur Clèves avec la majeure partie de ses troupes, en laissant le prince d'Issembourg avec cinq mille hommes pour observer l'armée du prince de Soubise sur la Lahn. Le 10 juin, le duc Ferdinand se trouva en présence de l'armée française, qui avait sa droite appuyée au Rhin, sa gauche au canal de Gueldres, occupant, en avant-garde sur le centre, Closter-Kampen. Le 12, il attaqua Closter-Kampen et, après une action vive, s'en empara. Le comte de Clermont évacua sur-le-champ toutes ses positions et fit sa retraite sur Nuys. Mais ayant reçu des ordres de la cour, il remarcha en avant et campa, le 19, derrière les vestiges du canal creusé pour joindre la Meuse et le Rhin, la droite à Vicheln, la gauche à Anradt. Cette position était bonne, elle était même formidable; ses flancs étaient appuyés par des marais qui, du côté de la droite, s'étendaient au Rhin. Le duc Ferdinand se plaça vis à vis, la gauche à Hulsen, la droite à Kampen: il avait trente-huit bataillons et cinquante-deux escadrons. Si inférieur en nombre, il n'hésita pas à attaquer; il laissa seize bataillons et vingt escadrons pour observer la droite française, six bataillons et six escadrons pour observer le centre, et avec seize bataillons et vingt-six escadrons, il tourna au loin toute la gauche, traversant des pays impraticables, et vint engager la bataille sur les derrières de l'ennemi. La cavalerie française se battit avec intrépidité, mais éprouva des pertes considérables; le comte de Clermont ordonna la retraite. Cette déshonorante journée lui coûta sept mille hommes. Son armée se rallia au camp de Cologne. Le duc Ferdinand s'empara de Dusseldorf et bloqua Wesel. Le comte de Clermont fut rappelé et remplacé par le maréchal de Contades. Le maréchal de Belle-Isle était ministre de la guerre. L'armée fut promptement renforcée et réorganisée ainsi que celle du prince de Soubise qui était toujours sur le Mein.

Le prince de Soubise fit marcher, sur la Lahn, le chevalier de Broglie avec quatorze bataillons et quatorze escadrons, pour chasser le prince d'Issembourg. Ces deux divisions si inégales en forces, se rencontrèrent à Sanderhausen. Le prince d'Issembourg fut battu et perdit mille hommes. Le 23 juillet, le chevalier de Broglie entra à Cassel; il y fut suivi par le prince de Soubise. Pendant ce temps, le maréchal de Contades faisait passer le Rhin à Chevert avec huit mille hommes, le dirigeait sur Wesel et sur les ponts de Rees pour les brûler, ce qui eût com-

promis l'armée alliée: mais Chevert fut battu après un combat fort opiniâtre et obligé de se reployer. Le 10 août, le duc Ferdinand repassa sur la rive droite du Rhin et fut rejoint par une division anglaise. Contades porta son quartier-général à Wesel; le 19 août, il marcha par Recklingshausen pour se joindre à Soubise sur Lipstadt: mais ce prince fit un mouvement contraire, il se dirigea sur le Hanôvre. Le duc Ferdinand, qui avait son quartier-général à Munster, se plaça entre les deux armées et s'opposa à leur jonction. Il fit marcher son aile gauche pour surprendre Cassel où étaient tous les magasins du prince de Soubise: mais celui-ci se reploya à temps, ce qui donna lieu, le 2 octobre, à la bataille de Luternberg; la moitié de l'armée du duc Ferdinand, sous les ordres du général Oberg, y fut battue; le prince de Soubise prit vingt-huit pièces de canon et un millier d'hommes. Le duc Ferdinand passa lui même sur la rive gauche de la Lippe. Le maréchal de Contades essaya de surprendre Munster: c'était une représaille à la tentative du duc Ferdinand contre Cassel; mais il échoua et prit le parti de repasser le Rhin et d'établir ses quartiers d'hiver sur la rive gauche. Le prince de Soubise voulut se maintenir à Cassel; mais abandonné par le maréchal de Contades, il se décida à rétrograder sur le Mein, où il cantonna autour de Francfort et de Hanau.

§ II.

Pendant cette campagne, le roi de Prusse agit avec trois armées, formant ensemble cent vingt-neuf bataillons et deux cent dix-huit escadrons; une, qu'il commanda en personne et avec laquelle il entra en Moravie, forte de soixante-quatre bataillons et cent vingt-huit escadrons; la deuxième, qu'il laissa en Saxe sous les ordres du prince Henri, forte de trente-huit bataillons et trente-quatre escadrons; enfin une troisième, qu'il forma dans la vieille Prusse pour agir contre les Russes, sous les ordres du général Dohna, forte de vingt bataillons et trente-cinq escadrons. Trente-un bataillons étaient en outre en garnison dans les places de Silésie et quinze escadrons étaient détachés à l'armée du duc Ferdinand; les subsides considérables qu'il reçut de l'Angleterre, donnèrent une grande activité à son recrutement. Il eut contre lui dans cette campagne, l'armée autrichienne du maréchal Daun, forte de quatre-vingt-dix bataillons et cent vingt escadrons: l'armée des cercles, qui réunie à deux divisions autrichiennes, formait l'armée de Bohême, forte de quarante-cinq bataillons et de cinquante escadrons, et enfin les armées russe et suédoise, fortes ensemble de quatre-vingt mille hommes. Il dut avec cent trente-cinq à cent quarante mille hommes faire face à deux cent trente ou deux cent quarante mille hommes: mais les troupes ennemies étaient de nations différentes, agissant isolément et sans accord sur des frontières fort éloignées les unes des autres; dans ce calcul ne sont compris ni les forces françaises, ni l'armée du duc Ferdinand qui agissaient sur le Weser et sur le Rhin. Le duc Ferdinand non seulement contint les Français, mais aussi les contingens de Wurtemberg et d'autres petits princes riverains du Rhin, qui eussent augmenté l'armée des cercles en Bohême.

Au commencement du printemps, le roi de Prusse était encore en Silé-

sie, le prince Henri commandait en Saxe et le général Dohna dans la vieille Prusse. Le roi se résolut à entrer en Moravie, assiéger et prendre Olmutz. Le maréchal Daun était en Bohême, occupé à en fortifier tous les débouchés; huit mille Autrichiens tenaient garnison dans Schweidnitz. Le 1er avril, le roi cerna cette forteresse, ouvrit la tranchée, et enleva d'assaut un des ouvrages, ce qui décida la reddition de la place, le 15 avril. Le 1er mai, il partit de Troppau, le 6, il fit cerner Olmutz par le maréchal Keith, avec seize bataillons; l'équipage d'artillerie était réuni à Neiss pour protéger le siége. Il forma trois camps; un à Neustadt de sept bataillons et trois escadrons, sous les ordres du margrave Charles; un à Achemeritz, de quinze bataillons et dix-sept escadrons, sous les ordres du prince Maurice; un à Prosnitz sur la route de Vienne, de vingt-un bataillons et vingt-huit escadrons; il s'établit à ce camp. Le général Fouquet, chargé avec sa division d'escorter l'équipage de siége, arriva à Krenau, à deux lieues d'Olmutz, le 20 mai; la tranchée fut alors ouverte.

Daun était enfin accouru en Moravie et s'était campé à Leutomischel, vingt lieues ouest d'Olmutz; il poussa le comte de Laudon sur Konitz et le général Deville en avant de Wischau, barrant la route de Brunn et de Vienne; ayant reçu des renforts qu'il attendait, et pressé par les ordres de sa cour de secourir Olmutz, le 9 mai, il leva son camp, se porta à Zwittau, campa sur la hauteur de Gerviez, dans le temps que le général Janus s'approcha du prince Maurice. Le 16 juin, il prit position en avant de Wischau sur la chaussée de Vienne, à trois lieues de Prosnits et à sept d'Olmutz. Le 22, il fit entrer de vive force douze cents hommes dans la place par la route même de Troppau; cependant le siége continuait, et malgré l'activité du général Marshall qui commandait dans la place, elle était aux abois.

Mais les munitions et les vivres manquaient à l'armée prussienne; un convoi de quatre mille chariots, escorté par huit bataillons, trois mille recrues et mille chevaux, était préparé à Neiss. Le maréchal Daun conçut le projet de l'intercepter et de faire ainsi échouer le siége d'Olmutz, sans risquer de bataille. Il détacha plusieurs divisions sous les ordres de Laudon, pour occuper tous les défilés des montagnes entre la Silésie et la Moravie. Le convoi, parti de Troppau le 27, marchait sur une seule ligne et occupait un espace de huit ou dix lieues; le lendemain 28, Laudon l'attaqua inutilement avec son avant-garde, fut repoussé et perdit cinq cents prisonniers: cependant le roi était inquiet, il détacha, ce même jour 28, Ziethen pour marcher à la rencontre du convoi, ce général le joignit le soir même: dès lors il paraissait sauvé. Mais le 30, Laudon étant en position sur les hauteurs de Domstaedtel avec toutes ses forces, attaqua Ziethen, le sépara d'Olmutz, le rejeta sur Troppau, prit et brûla tout le convoi à l'exception de deux cents chariots, parmi lesquels ceux du trésor, qui parvinrent à gagner le camp prussien. Le 1er juillet, le roi leva le siége; il traînait à sa suite cinq mille chariots; tous les débouchés de la Silésie étaient fortement occupés par Laudon: il prit le parti de se retirer sur la Bohême; le 6 juillet, il arriva à Leutomischel, le 9, l'armée y fut réunie, le 14, il campa à Konigsgratz, couvert par l'Elbe et en communication avec la Silésie. Le 25, il se mit en marche pour évacuer la Bohême et le 10 août, il arriva à Lands-

hut en Silésie. Il laissa son armée au margrave Charles, et partit avec dix-huit bataillons et trente-cinq escadrons pour se porter contre les Russes qui assiégeaient Custrin.

§ III.

La Czarine avait été mécontente de la retraite du maréchal Apraxin, après la bataille de Jœgerndorf; elle disgracia le ministre qui l'avait commandée, et ordonna à son armée de repasser le Niémen et de prendre ses quartiers d'hiver dans la vieille Prusse sur la droite de la Vistule. Dans le courant de mars, le général Fermor, nouveau général en chef de l'armée russe qui était de soixante-dix mille hommes, occupa Elbing et Thorn; le 27 juin, il passa la Vistule se dirigeant sur Posen. Le général prussien Dohna partit le 18 juin de Stralsund qu'il tenait bloqué, campa, le 6 juillet, à Schwedt, avec vingt bataillons et trente-cinq escadrons. Le 1er juillet, les Russes arrivèrent à Posen; le 26, à Meseritz: le 10 août, ils passèrent la Wartha à Landsberg, le 13, ils cernèrent la ville de Custrin, sur la rive droite de l'Oder, et la bombardèrent; leur ligne était formée par quarante bataillons et trente-cinq escadrons. Romanzow avec huit mille hommes occupait Schneidemul. Braun, avec une division de réserve, arrivait à Landsberg. Dohna campa, le 6 août, près de Francfort-sur-l'Oder; le 16, à Reitwen; le 17, entre Manchenow et Gurgast; le 21, le roi arriva à Custrin. Le 22, la division qu'il amenait avec lui, sous les ordres du prince Maurice, campa vis-à-vis Custrin, sur la rive gauche de l'Oder; le 23, elle passa sur la rive droite, à plusieurs lieues au-dessous de la place. Le général russe leva sur-le-champ le siége, réunit tous ses bagages et tous ses chariots au petit Kamin, village à deux lieues de Custrin, sur la route de Landsberg; il forma des chariots un camp retranché, laissa quatre mille grenadiers et vingt pièces de canon pour sa défense, et se campa avec le reste de l'armée en avant de Zorndorf. Dans la journée du 24, Braun le rejoignit avec la division de réserve.

Dans la nuit du 24 au 25, l'armée russe, forte de cinquante-quatre mille hommes, ayant une centaine de pièces de canon, se porta à trois mille toises du camp du petit Kamin, près de la bergerie du village de Quartschen, et se forma en un seul carré, dont la forme était celle d'un rectangle. Le roi, avec trente-cinq mille hommes, manœuvra toute la journée du 24; le soir, il passa la petite rivière de Mutzel, et se trouva en présence du carré russe. Le 25 au matin, il marcha par sa gauche, se porta entre Zorndorf et Custrin pour attaquer la droite du carré manœuvrant dans l'ordre oblique; il s'en trouva mal. Les Russes, provoqués par cette marche de flanc, marchèrent contre les colonnes d'attaque qui se trouvaient en tête; elles furent culbutées, mises en désordre: enfin, après diverses fluctuations, beaucoup de faux mouvemens et d'échauffourées que réparèrent le coup-d'œil de Seidlitz et l'intrépidité de sa cavalerie, la gauche du carré russe fut entamée, et la victoire resta aux Prussiens. Les Russes perdirent dix-huit mille hommes tués, blessés ou pris, et soixante pièces de canon; le roi eut dix mille hommes hors de combat.

Le 26, le général Fermor, acculé au bois de Drewitz, rallia ses troupes; mais il était coupé de ses bagages et des quatre mille grenadiers du camp

de Kamin. Dans la nuit du 27 au 28, il passa entre le camp du roi et la forteresse de Custrin, et rejoignit le camp de Kamin, où il resta jusqu'au 31 ; le 1er septembre il se porta sur Landsberg. Le roi resta spectateur de tous ses mouvemens ; il avait trop souffert pour entreprendre d'inquiéter la retraite des Russes. Le 2 septembre, il partit avec quinze bataillons et trente-cinq escadrons pour manœuvrer en Saxe, laissant le reste de l'armée sous les ordres du général Dohna avec ordre de suivre les Russes. Le général Fermor opéra insensiblement sa retraite. Dans les premiers jours de septembre, le général Palmbach cerna et bombarda Colberg ; le 11 octobre, il était maître du chemin couvert ; mais le 22, le général Dohna s'étant avancé à Storgart, l'armée se retira et le siége de Colberg fut levé le 1er novembre.

Les Suédois firent peu de choses dans cette campagne. Le 6 septembre, ils s'étaient portés sur Prenzlow, ils y furent contenus par le général Wedel avec huit bataillons et cinq escadrons. A la fin d'octobre, ce général ayant été appelé en Saxe, Dohna détacha le général Manteufel avec huit bataillons pour les observer ; plus tard, Dohna revint en Poméranie, cerna Demmin et Aucklam et fit deux mille cinq cents prisonniers aux Suédois qu'il rejeta dans Stralsund ; il prit ses quartiers d'hiver en Poméranie et dans le Mecklenbourg.

§ IV.

Le prince Henri, avec trente-trois bataillons et quarante-trois escadrons, occupait Dresde par une garnison et observait les frontières de la Bohême ; son camp et son quartier-général étaient à Grossedlitz, dans le temps que l'armée des cercles, sous les ordres du duc de Deux-Ponts, forte de cinquante bataillons et quatre-vingts escadrons en y comprenant diverses divisions autrichiennes, mais mauvaises troupes, gardait la Bohême, ayant ses principales forces à Saatz. Pendant les mois de février et de mars, il seconda l'armée du duc Ferdinand par une division qu'il rappela en avril. Le 15 avril, il se porta à Plauen, avec dix-huit bataillons et vingt-six escadrons, laissant le général Hulsen sur la position de Friebergsdorf, pour observer les débouchés de la Bohême et maintenir ses communications avec Dresde ; mais le duc de Deux-Ponts était sur la défensive et n'avait garde de rien entreprendre. Les choses restèrent ainsi pendant mai, juin et juillet.

Cependant Daun avait suivi l'armée du roi dans sa retraite de Moravie ; le 17 août, il campa à Zittau, première place de la Lusace, et détacha Laudon sur Francfort-sur-l'Oder, pour couper les communications du roi avec ses autres armées. Il laissa en Silésie le général Harsch avec douze mille hommes, et chargea le général Deville, avec six à sept mille hommes, de bloquer Neiss. De son côté, le margrave Charles, que le roi avait laissé pour commander son armée au camp de Landshut en Silésie, détacha Ziethen avec sept bataillons et vingt-six escadrons pour observer Laudon ; il chargea Fouquet, avec onze bataillons et dix escadrons, de protéger la Silésie, et le 20 il quitta Landshut que Fouquet garda jusqu'au 4 novembre. Le 23 il arriva à Lowenberg. Le maréchal Daun de Zittau se porta le 20 à Gorlitz. Laudon entra le 25 à Peitz, ses coureurs arrivèrent jusqu'à Francfort ; mais l'approche de Ziethen fit échoner tous ses projets. Le 26, Daun quitta Gorlitz

et se porta sur l'Elbe, où il campa le 1er septembre à Nicder-Rodern. Le duc de Deux-Ponts avait fait investir le fort de Sonnenstein; le colonel Grappe, qui le commandait, le rendit à la fin d'août; la garnison, forte de quatorze cents Prussiens, fut faite prisonnière de guerre; l'armée des cercles occupa le camp de Pirna.

Le roi partit, le 3 septembre, de Custrin après la retraite des Russes, et arriva, le 9, sous Dresde au camp de Gros-Debritz. Daun voyant ses plans déjoués se porta à Stolpen, ayant la gauche sur Pirna, la droite à Loebau et derrière lui la Bohême; Landon prit position à Radeberg pour occuper la route de Bautzen à Dresde. Cependant Neiss était assiégé, le roi sentit l'importance de marcher au secours de cette clef de la Silésie. Daun était inattaquable dans son camp de Stolpen. Le 14 septembre, le général prussien Retzow coucha à Rodeberg que Laudon avait évacné. Le 26, le roi entra dans Bischofswirda et Bautzen; et le 1er octobre, Retzow campa à Weissemberg: Daun quitta alors Stolpen, et le 6 octobre prit le camp de Kittlitz près de Hohenkirch, à cheval sur les rontes de Bautzen à Loebau et de Bautzen à Gorlitz. Le roi avait établi sa boulangerie à Bautzen; le 10, il marcha en quatre colonnes sur Hohenkirch où il campa à la vue de l'armée autrichienne, quoique l'artillerie battît en plein tout le terrain qu'il occnpait. Il plaça sa droite en avant de Hohenkirch et sa gauche du côté de la ronte de Bautzen à Gorlitz, sur un rideau qui se prolonge le long du ruisseau qui débouche à Wnrschen; sa première ligne formait un Z renversé, dont le premier crochet (six à sept cents toises) couvrait le village de Hohenkirch, et faisait face aux montagnes; le deuxième crochet était de treize à quatorze cents toises, et le troisième faisant face, du côté de Weissemberg, de quatre cents toises. Cette première ligne de denx mille deux cents toises, était garnie par vingt-six bataillons et cinquante escadrons; à deux cents toises en arrière était la deuxième ligne, forte de quatre bataillons et de trente-cinq escadrons: trois bataillons étaient placés dans le village de Hohenkirch, deux bataillons des gardes étaient cantonnés au village de Warwitz, où se trouvait le quartier-général, à peu près sur le milieu de la ligne. Le parc général fut placé à la même hauteur; deux grosses batteries de pièces de douze étaient l'une à droite et l'autre à gauche de la première ligne. Le général Retzow, avec seize bataillons et trente escadrons, était en avant de Weissemberg, à deux mille cinq cents toises de la gauche de l'armée du roi et séparé par la chaussée de Bautzen à Gorlitz et par la Loebau, petite rivière. Une douzaine d'escadrons et trois ou quatre bataillons occupaient des positions intermédiaires sur des hauteurs, maintenant la communication entre les deux camps prussiens; six bataillons et cinq escadrons étaient à Bautzen pour garder la boulangerie.

L'armée du maréchal Daun était campée à mille toises en avant du village de Kittlitz, sa gauche appuyée au mont Hohenkirch, sa droite à la petite rivière de Loebau, au village de Nostlitz, occnpant huit cents toises en avant dn Stromberg, où il avait établi des batteries; cette montagne domine fort au loin; sa ligne de bataille était de trois mille six cents toises. Il avait sur sa gauche le corps de Laudon, qui gardait la montagne de Hohenkirch et tous les bois jusqu'au village de Mesch-

witz, faisant un crochet sur les derrières de la droite prussienne. Les sommités du Hohenkirch en étaient éloignées de cinq cents toises. Le Stromberg, derrière lequel était appuyée la droite de l'armée autrichienne, était à douze cents toises de la gauche de l'armée prussienne. Sur la rive droite de la Loebau, le prince de Lowenstein était opposé au camp de Weissemberg.

Les nombreuses troupes légères de l'armée autrichienne se maintinrent maîtresses de tous les taillis qui sont au revers du Hohenkirchberg jusqu'à trois cents toises du camp prussien; le 13, le roi fit deux détachemens de sept bataillons pour aller chercher des vivres à Bautzen et à Dresde. Il parut, dans la journée du 14, inquiet de la mauvaise position de son camp, et il n'attendait que l'arrivée de ses vivres pour faire le mouvement qu'il avait projeté sur Gorlitz et la Silésie.

Mais le 14, au coucher du soleil, Daun fit prendre les armes à son armée, et manœuvra avec sa droite, marchant sur sa gauche par des chemins qu'il avait fait pratiquer dans les bois de la montagne d'Hohenkirch, pour se joindre à Laudon, et envelopper toute la droite du roi. Ce mouvement se fit avec un tel ordre et un si grand silence, que le roi n'en eut pas connaissance, quoiqu'il s'exécutât à trois cents toises de ses vedettes. Une division de huit bataillons et cinq escadrons, sous les ordres du général Colloredo, se porta en observation vis-à-vis le front de l'armée prussienne, du côté de Kolwesa. La droite autrichienne, sous les ordres du duc d'Aremberg, marchant par un mouvement contraire à celui de la gauche, appuya sur la droite, jusque près de la rivière de Loebau, au village de Weiche, au-delà de la chaussée de Gorlitz : la droite et la gauche se trouvèrent ainsi séparées de cinq mille toises. Les troupes passèrent ainsi la nuit à exécuter ces mouvemens, et à cinq heures du matin le 15, la gauche commença l'attaque. Laudon se porta sur Steindorfeld, ayant tourné toute la droite du roi, et envoya par derrière des tirailleurs sur le village de Hohenkirch. Daun s'avança en trois colonnes sur le front du premier crochet; les troupes prussiennes furent surprises dans leur camp; elles en sortirent demi-habillées: trois bataillons de grenadiers accoururent à l'attaque de Laudon, croyant repousser une attaque de troupes légères; mais, bientôt environnés de tous côtés, ils furent presque entièrement détruits. Le régiment de tête de la deuxième ligne fit un changement de front, et se porta contre Laudon; il fut également cerné et défait. Les Autrichiens s'emparérent du village de Hohenkirch et de la grande batterie de la droite. Le roi fit marcher ses réserves, et marcha lui-même pour reprendre ce village; après diverses vicissitudes il échoua. A la nuit succéda un brouillard fort épais, qui, dès qu'il s'éclaircit, laissa voir l'armée autrichienne, déjà formée en avant de Hohenkirch. L'armée prussienne se trouvait cernée de tous côtés; Laudon marchait sur les défilés de Dresa; mais Moëllendorf y arriva à temps pour conserver cette position importante, et sauver l'armée. De son côté, le duc d'Aremberg n'attaqua qu'à huit heures du matin; il cerna plusieurs bataillons qui étaient isolés, en position pour maintenir les communications avec le camp de Weissemberg; s'empara de la grande batterie de la gauche, mais ne donna pas de suite à son attaque. Le général Retzow, de Weissemberg rejoignit la gauche de l'armée du roi, qui alors

opéra sa retraite tranquillement, et s'arrêta sur les mamelons de Spitzbergen. Daun reprit son camp, et les deux armées restèrent ainsi plusieurs jours en présence, éloignées l'une de l'autre de six mille toises. Le roi perdit dix mille hommes; grande partie de ses généraux, parmi lesquels le maréchal Keith, et presque toute son artillerie. Les Autrichiens perdirent cinq mille hommes.

§ V.

La tranchée était ouverte devant Neiss: la chaussée de Bautzen à Gorlitz était interceptée par le maréchal Daun. Dix jours après sa défaite, le 24 octobre, le roi déroba une marche à l'ennemi, en remontant la Sprée, et arriva sur Gorlitz avant Daun: le 3 novembre, il entra à Schweidnitz; le 5, le siége de Neiss fut levé. Aussitôt que Daun vit qu'il lui était impossible, sans hasarder une bataille, d'empêcher le roi de rentrer en Silésie, il se contenta de le faire poursuivre par Laudon, et d'envoyer par les montagnes une division pour renforcer l'armée assiégeant Neiss; et, avec le gros de l'armée, il se porta sur l'Elbe, le passa le 6 novembre, à Pirna, et campa sur les hauteurs de Lokwitz, dans le temps que l'armée des cercles se portait sur Freiberg; il somma et cerna Dresde. Le prince Henri avait accompagné le roi en Silésie. Les Prussiens du camp de Gamich, menacés d'un côté par l'armée des cercles, et de l'autre par l'approche de Dann, l'évacuèrent, et se couvrirent par la vallée de Plauen: le 2 novembre, ils passèrent l'Elbe, et se placèrent derrière Dresde. Le 10 novembre, Schmettau fit mettre le feu au faubourg; Daun somma la ville. Cependant le roi, après avoir délivré Neiss, partit le 8 novembre pour retourner sur l'Elbe; le 15, il arriva à Lauban, d'où il se porta sur Dresde. A son approche, Laudon se retira à Zittau. Daun fit sauter le château de Sonnenstein, et rentra en Bohême. L'armée des cercles, qui avait marché sur Leipsick, eut diverses rencontres avec les divisions prussiennes que le roi avait envoyées sur Torgau. De part et d'autre, les armées entrèrent en quartier d'hiver. Le 10 décembre, le roi quitta Dresde, et arriva le 14 à Breslau. L'armée prussienne, pendant l'hiver, fut cantonnée, savoir: Fouquet avec vingt-cinq bataillons et trente escadrons, dans la partie de la Silésie aux environs de Ratibor: Ziethen, avec trente-six bataillons et trente-cinq escadrons, à Lowenberg; seize bataillons et trente escadrons aux environs de Breslau; quarante-un bataillons aux environs de Dresde; trente escadrons aux environs de Leipsick; trois bataillons et trente escadrons, en divers postes en observation; enfin, le général Dohna, avec vingt-un bataillons et trente-cinq escadrons, en Poméranie, ce qui donne un total de cent quarante-deux bataillons et cent quatre-vingt-dix escadrons. L'armée autrichienne se cantonna dans les cercles de Saatz, Leutmeritz, Buntzlau, Konigsgratz, et en Moravie. Le quartier-général s'établit à Prague. L'armée des cercles hiverna en Franconie.

§ VI.

XIe OBSERVATION.

1° Le comte de Clermont évacue cent lieues de terrain, dans une saison aussi difficile, avec une armée plus nombreuse, sans donner un coup de sabre, laisse prendre, à sa vue, une

place comme Minden, sans tenter de la secourir; tout cela est peu honorable, non seulement pour le général, mais même ponr les officiers-généraux de l'armée : car enfin, si Broglie, Saint-Germain, Chevert, d'Armentières, eussent demandé à se battre; si l'opinion des généraux et des chefs de corps eût été hautement manifestée de faire qnelqne résistance, de sauver au moins l'honneur des armes, le général n'eût pu s'y refuser.

2° Le dnc Ferdinand fit sans doute une brillante campagne; mais elle lui fnt si peu disputée, que sa gloire serait petite, s'il n'avait d'autres titres plus solides, qui prouvent ses talens et son habileté: 1° son passage dn Rhin est contre les règles; il resta plusienrs jours sur la gauche de cette rivière, séparé des deux tiers de son armée; 2° il eût mieux fait d'assiéger et prendre Wesel, ou d'attaquer et battre Soubise, pour l'obliger à repasser sur la rive gauche du Rhin. Il le négligea, de sorte que Soubise marcha en avant: la Hesse tout entière tomba sans combat. Le plan du duc était vicieux: si Chevert avait réussi à s'empraer du pont de Rees, son armée eût été perdue; et Chevert eût réussi, si le maréchal de Contades l'eût détaché, non avec sept ou huit mille hommes, mais avec dix-huit ou vingt mille hommes. Nous en parlons ici en nous modelant sur les principes d'alors; car, si ce maréchal eût été un grand général, c'est avec toute son armée qu'il eût débouché par quelqnes marches forcées sur les ponts de son ennemi, et l'eût ainsi coupé de sa retraite. 3° le plan du duc Ferdinand, à la bataille de Creveldt, est contre la règle qui dit: *Ne séparez jamais les ailes de votre armée les unes des autres, de manière que votre ennemi se puisse placer dans les intervalles.* Il a divisé sa ligne de bataille en trois parties, séparées entre elles par des vides, des défilés; il a tourné toute une armée avec un corps en l'air, non appuyé, qui devait être enveloppé et pris.

XIIe OBSERVATION.

1° Le roi de Prusse devait-il, au commencement de la campagne, assiéger Olmutz? Non; s'il l'eût pris, il l'eût évacué deux mois après, ou il eût été obligé d'y laisser nne forte garnison; ce qui l'aurait affaibli d'autant. Ce n'était pas à prendre Olmutz qu'il devait employer les mois d'avril, mai et juin, où les Russes étaient éloignés du théâtre de la guerre, et lui laissaient du répit, mais à battre Daun, à détruire son armée. Il le pouvait; elle était faible au commencement de la campagne; et cela fait, il devait, de concert avec le prince Henri, détruire l'armée du dnc de Deux-Ponts, et s'établir solidement en Bohême.

2° Mais en supposant que le roi de Prusse eût dû assiéger Olmutz, il fallait encore, pour y réussir, battre l'armée de Daun. Il avait l'exemple de la catastrophe qui lui était arrivée à Pragne; mais alors il avait été entraîné au siége de Prague, par l'engagement naturel d'un grand succès, et par l'espérance de prendre quarante mille hommes; ce qui eût tout terminé. La possession de Prague elle-même était importante; elle lui assurait celle de la Bohême; mais à quoi bon Olmutz?

3° Le roi veut prendre Olmutz : il surprend par de belles manœuvres le général ennemi, investit la place le 6 mai, et cependant son équipage de siége n'arrive que le 20: voilà donc quatorze jours de perdus, et qui donnent le temps à Daun de se reconnaître;

il eût fallu que l'équipage de siége fût arrivé deux jours après, et que le 8 il eût ouvert la tranchée; 4° le roi prétendait donc assiéger Olmutz, et maintenir ses communications avec Neiss, sa place de dépôt, éloignée de six marches du siége, devant une armée de secours, supérieure en nombre à la sienne, et contre une puissance qui avait une immense quantité de troupes légères? En ce cas, il devait faire des lignes de circonvallation et de contrevallation; les premières l'eussent mis à même de contenir la garnison avec peu de monde; les secondes auraient opposé un obstacle considérable à tous les secours partiels qui eussent voulu entrer dans la place. Il eût pu fortifier ses lignes avec des fossés pleins d'eau, abondante devant cette place.

5° Le roi, 1° n'amena pas avec lui son équipage d'artillerie; 2° calcula son opération sur le besoin de recevoir deux ou trois convois de Neiss, sa place de dépôt, et cependant il ne fit rien, parce qu'il ne pouvait rien faire, pour maintenir ses communications avec cette ville: le chemin est un défilé perpétuel au milieu des montagnes; 3° il plaça trois corps d'observation sur la demi-circonférence du côté de la Bohême, de Vienne et du Danube. Il ne plaça rien, parce qu'il n'avait rien à placer, sur l'autre moitié de la circonférence: de Neustadt, à son camp près de Littau, il y avait deux grandes lieues; de son camp de Littau, à celui de Posnitz, il y en avait six; c'était donc une demi-circonférence de huit lieues, gardée par trois camps de sept bataillons, quinze bataillons et vingt-un bataillons, contre une armée de quatre-vingt-dix bataillons, fraîche, disciplinée, qui n'avait éprouvé aucun échec dans cette campagne, et qui manœuvrait autour de la place; aussi Daun fit-il tout ce qu'il voulut. Il introduisit des renforts dans la ville; il plaça vingt mille hommes qu'il maintint pendant quinze à vingt jours, sur la ligne de communication du roi, intercepta des convois; et s'il eût voulu attaquer successivement avec toutes ses forces, les camps de Neustadt, de Littau et de Posnitz, le succès ne pouvait être douteux; il pouvait prendre toute cette armée.

6° Il n'y a que deux moyens d'assurer le siége d'une place: l'un, de commencer par battre l'armée ennemie, l'éloigner du champ d'opérations, en jeter les débris au-delà de quelque obstacle naturel, tel que des montagnes ou une grosse rivière, placer l'armée d'observation derrière cet obstacle naturel, et pendant ce temps ouvrir la tranchée et prendre la place. Mais si l'on veut prendre la place devant l'armée de secours, sans risquer une bataille, il faut 1° être pourvu d'un équipage de siége; avoir ses munitions et ses vivres pour le temps présumé de la durée du siége; former les lignes de contrevallation et de circonvallation, en s'aidant des localités, soit hauteurs, bois, marais, inondations. N'ayant pas alors besoin d'entretenir de communication avec les places de dépôt, il n'est plus question que de contenir l'armée de secours, et l'on forme, dans ce cas, une armée d'observation qui ne la perd pas de vue, et qui, lui barrant le chemin de la place, a toujours le temps d'arriver sur ses flancs ou ses derrières, si elle lui dérobait une marche; ou enfin, profitant des lignes de contrevallation, employer une partie du corps assiégeant pour livrer bataille à l'armée de secours.

7° Mais faire les trois choses à la fois: 1° le siége d'une forteresse et en contenir la garnison sans contrevallation; 2° garder ses communications avec des

places de dépôt situées à six journées de marche; 3° contenir l'armée de secours sans être aidé d'aucun obstacle naturel ni de lignes de circonvallation, c'est une combinaison fausse et qui ne peut conduire qu'à des catastrophes, à moins d'avoir des forces doubles de celles de l'ennemi.

8° La retraite du roi en Bohême a été nécessitée par la position qu'avait prise Daun et celle qu'occupait Laudon. On ne peut qu'admirer l'exactitude, le sang-froid avec lequel s'est opéré ce mouvement; mais si, comme le prétendent les écrivains prussiens, Frédéric ne l'eût fait que pour porter la guerre en Bohême, ce serait une opération fausse. Quand une armée traîne à sa suite un équipage de siége, de grands convois de blessés et de malades, elle ne saurait prendre des chemins trop courts pour se rapprocher le plus promptement de ses dépôts; mais ici les événemens parlent d'eux-mêmes. Le roi a levé le siége le 1er juillet; il a mis quatorze jours à arriver à Konigsgrætz, et six jours après il a commencé sa retraite sur la Silésie; il n'est donc pas vrai qu'il ait voulu porter la guerre en Bohême. Il s'est retiré sur Konigsgrætz, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, et, sous ce point de vue, sa conduite est très louable; mais ce serait donner de fausses notions que de recommander cette conduite obligée, comme si elle eût été volontaire.

XIIIe OBSERVATION.

1° Par les manœuvres des Russes, on voit combien ils étaient encore arriérés de toutes les opérations militaires. L'extrême lenteur qu'ils mettent dans leurs mouvemens est remarquable. Leur ordre de bataille à la journée de Zorndorf, est un rectangle dont le grand côté a mille toises, ordre barbare et qui paralysait la moitié de leurs forces.

2° Ils furent pendant toute la bataille séparés de leurs bagages placés à Kamin et gardés par quatre mille grenadiers. Le roi de Prusse manœuvrait entre ce camp et leur armée; il a été dit qu'il en avait ignoré l'existence. De fait, s'il l'eût connu, il lui suffisait de s'en emparer pour paralyser toute l'armée russe. Il est impossible cependant qu'il n'en ait pas été instruit le lendemain de la bataille, puisqu'il avait fait un grand nombre de prisonniers; mais alors, dira-t-on, il avait trop souffert pour s'engager dans l'attaque de ce camp, devant l'armée russe qui se ralliait; cela seul eût pu cependant compléter sa victoire et eu aurait été le plus beau trophée.

3° Aucun des desseins du roi dans cette journée ne fut exécuté. Toutes ses dispositions furent maîtrisées par les événemens. Cette bataille n'a été qu'une série d'échauffourées; l'audace, l'intrépidité de Seidlitz qui fit des miracles, suppléèrent à tout. L'armée prussienne était de trente-cinq à trente-six mille hommes; l'armée russe, en ne comptant pas les quatre mille grenadiers détachés à Kamin, était de quarante mille hommes.

4° Le mouvement offensif des Russes sur le flanc gauche de l'armée prussienne, lorsqu'elle manœuvra pour tourner leur droite, était bien entendu; il réussit parfaitement, comme cela sera toujours sur une armée qui fait une marche de flanc; mais ce mouvement aurait dû être fait régulièrement par échelons et en ligne, soutenu par la cavalerie. L'armée russe était alors bien loin d'être assez instruite pour exécuter une pareille manœuvre; aussi

fut-elle prise en flanc par la cavalerie prussienne.

XIVe OBSERVATION.

1° Le maréchal Daun perdit l'occasion de détruire l'armée prussienne, lorsqu'elle était embarrassée d'un siége et disséminée pour le protéger.

2° Il laisse faire au roi de Prusse, embarrassé de cinq cents voitures, sa retraite tranquillement et aussi lentement qu'il le veut. Croyait-il donc difficile de déborder le roi par des marches parallèles, et de le prévenir, en se mettant en bataille sur de beaux mamelons, comme ce pays en offre tant, à cheval sur la route, ce qui l'eût obligé à abandonner son convoi pour forcer de marche, ou à livrer une bataille dans une position telle, que la perdant ou n'ayant qu'un demi-succès, son armée était ruinée?

3° Le roi de Prusse quitte la Bohême le 26 juillet, et arrive devant Dresde le 25 septembre : voilà donc quarante-cinq jours où Daun est maître absolu de faire tout ce qu'il veut. De Konigsgrætz il pouvait, en cinq ou six marches, arriver sur Pirna, par l'intérieur de la Bohême, et, réuni au duc de Deux-Ponts, battre le prince Henri et prendre Dresde, ou bien marcher contre le margrave Charles et détruire son armée; il ne fit rien.

4° Après la grande victoire d'Hohenkirch, où le roi est sans artillerie, l'ayant toute perdue, Daun laisse son ennemi se rallier et reste dix jours en position à deux lieues de lui.

5° Enfin, lorsque le roi va en Silésie, il ne le suit pas; il se rend devant Dresde à contre-temps; il ne peut y rien faire, puisqu'il n'a pas d'équipage de siége, et d'ailleurs il y est inutile, puisque l'armée du duc de Deux-Ponts est plus que suffisante pour bloquer et assiéger cette place. La marche de Daun en Silésie, sur les derrières du roi, eût intercepté toutes ses communications avec la Saxe, et eût fait plus contre Dresde, que ne le pouvait la présence de son armée sous les remparts de cette ville. Dans sa marche en Silésie, il aurait toujours eu la Bohême sous son flanc droit, et par là se fût trouvé constamment en communication avec son pays. Les Russes n'étaient pas éloignés : ce mouvement, qui portait la guerre sur l'Oder, eût pu les décider à venir se placer sur sa gauche. Dix ou douze jours n'avaient pas pu remettre le moral de l'armée prussienne, du grand échec qu'elle avait essuyé à Hohenkirch, et si Daun l'eût poussée l'épée dans les reins, en la suivant en Silésie, c'eût été le vainqueur qui eût poussé le vaincu; l'effet moral de Hohenkirch eût combattu pour lui.

XVe OBSERVATION.

1° Le roi ne pouvait pas camper à Hohenkirch, sans être maître du Hohenkirchberg. Aucun adjudant de régiment n'eût négligé cette précaution, et n'eût fait camper son bataillon sur un terrain dominé par les batteries de l'ennemi. Il n'est pas concevable qu'il se soit obstiné à rester six jours dans ce camp, toutes les hauteurs appartenant à l'ennemi, Laudon étant sur ses derrières et tous les taillis jusqu'à trois cents toises de sa droite, étant occupés par les tirailleurs de Daun, dont les batteries pouvaient jeter de la mitraille dans ses tentes. Le roi n'osait pas attaquer les hauteurs d'Hohenkirch, parce qu'elles étaient soutenues par toute l'armée autrichienne : il devait donc prendre un autre camp.

2° Si le duc d'Aremberg eût attaqué à six heures du matin et plus vivement, le roi eût éprouvé un plus grand désastre encore.

3° Si Daun eût poursuivi ses premiers succès avec plus d'audace, le roi ne se serait pas rallié ; il méritait de perdre toute son armée. La perte de ses bagages, de ses tentes, de deux cents pièces de canon et de l'élite de ses troupes, fut moins grande que la faute militaire qu'il a commise en campant à Hohenkirch ; on doit attribuer à sa bonne fortune tout ce qu'il sauva.

4° On ne peut trouver aucun motif pour justifier sa conduite, puisqu'il a tendu son camp à la vue de Daun en bataille : il n'a rien pu ignorer de la position qu'il occupait.

5° Il faut s'étonner que Daun ne l'ait pas attaqué dans la nuit du 10 au 11, et ait attendu quatre jours pour livrer bataille ; ne devait-il pas craindre que le roi ne se ravisât ? Comment, en effet, pouvoir espérer qu'il resterait plusieurs jours dans une aussi étrange position ?

CHAPITRE V.

CAMPAGNE DE 1759.

Opérations des armées française et hanovrienne ; bataille de Bergen (13 avril) ; bataille de Minden (1er août). — Opérations en Silésie et en Saxe, pendant avril, mai, juin et juillet. — Opérations des Russes ; combat de Kay (23 juillet) ; bataille de Kunersdorf (12 août). — Opérations en Saxe et en Silésie, pendant et après la bataille de Kunersdorf ; capitulation de Maxen (21 novembre) ; quartiers d'hiver. — Observations.

§ Ier.

Les deux armées françaises du Bas-Rhin et du Mein, restèrent cantonnées pendant l'hiver ; la première sur la rive gauche, dans le pays de Clèves et de Cologne ; la deuxième sur la rive droite, dans la vallée du Mein. Le maréchal de Contades, commandant l'armée du Rhin, avait la direction supérieure des deux armées ; son quartier-général était à Wesel. Le duc de Broglie succéda au prince de Soubise dans le commandement du Mein. L'ennemi occupait une position centrale sur la rive droite du Rhin. L'armistice conclu par les deux parties belligérantes, pour être tranquilles dans leurs quartiers d'hiver, expira le 16 mars.

Le 24, le duc Ferdinand réunit son armée et se porta sur Cassel, pour manœuvrer contre l'armée du Mein. Il laissa le général Sporken, avec un corps d'observation, sur la droite du Bas-Rhin ; et le 30, il campa à Fulde, où il séjourna jusqu'au 10 avril, ce qui donna le temps au duc de Broglie de se concentrer sur la position de Bergen, que les ingénieurs français avaient fortement retranchée, et qui est située sur la chaussée de la Hesse, à trois lieues en avant de Francfort. Le duc Ferdinand campa le 12 avril à Windeken, à portée de l'armée française, qui était rangée, la droite à un ruisseau, le centre à Bergen, la gauche au village de Wilbel, sur la route de Francfort. Le 30 avril, avant le jour, le duc Ferdinand se mit en marche sur cinq colonnes. Il attaqua le centre au bourg de Bergen avec la plus grande intrépidité, dans le temps que le prince héréditaire de Brunswick longeait avec la gauche le ruisseau, pour tourner la droite française. Ses forces étaient bien supérieures, mais la position de Bergen était inexpugnable : il fut repoussé, perdit cinq à six mille hommes,

et regagna le soir son camp de Wiudekiu. C'était la première fois de cette guerre que les armées françaises obtenaient enfin un succès de quelque importance. La seusation en fut vive dans toute la France; on vit dans Broglie un Turenne naissant: il fut fait maréchal de France. Cette bataille est son principal fait d'armes.

Cependant le maréchal de Contades était accouru de Paris à son quartier-général, avait fait lever ses cantonnemens; et convaincu, par l'expérience de la campagne précédeute, des inconvéuieus attachés à une double ligne d'opérations, il passa le Rhin et se réunit, à Giessen le 3 juin, à l'armée du Mein, par des mouvemeus en arrière et sur le terrain occupé par ses troupes. Il avait cent vingt-six bataillous et cent vingt-cinq escadrons. Le 8, il campa à Sachsenberg, le 10 à Corbach, le 13 sur la Dimel qu'il passa le 14. La réserve, sous les ordres du duc de Broglie, campa le 11 à Cassel et le 14 à Dieburg. De sa personne, il campa, le 4 juillet, à Bielefeld; le 6, il fit investir Munster par le lieutenant-géuéral d'Armentières; le 8, il campa à Hervarden; le 10, le duc de Broglie s'empara, par un coup de main vigoureux, de la place forte de Mindeu et fit douze cents prisouniers. Le 14, toute l'armée campa sur la rive gauche du Weser, la droite à Miudeu et la gauche à Hartenhauseu. Le lieutenaut-géuéral Saint-Germain cerna Hameln. Le duc Ferdiuand, qui s'était mis eu retraite aussitôt qu'il avait appris le mouvement du maréchal de Contades, campa le 12 juin à Soest, le 14 à Bureu, le 30 à Marienfeld, et le 7 juillet à Osnabruck. La grande supériorité des forces de l'armée française lui était démontrée; cependant il se décida à donuer une bataille. Il se porta à Stolzenau sur le Weser, y jeta un pont et fit mine de vouloir passer ce fleuve. Il prit pour centre de ses opérations la place forte de Nienbourg, et en arrière fit occuper Bremen. Le 17, il marcha en avant, remontant la rive gauche du Weser. Contades s'empressa de rappeler ses détachemens, spécialement la réserve sous le duc de Broglie qu'il avait envoyé en Hanovre. Le 23, Munster ouvrit ses portes. Les 28, 29 et 30, les deux armées restèrent eu préseuce. Le duc Ferdinand, trouvant la position des Français trop forte, détacha le prince héréditaire avec deux divisions, pour en inquiéter les derrières. Le maréchal de Contades résolut d'en profiter pour livrer bataille, et fit ses dispositions dans la nuit du 31 au 1er août. Il chargea le duc de Broglie avec la droite d'attaquer et suivre vivement la gauche de l'eunemi appuyée au Weser: c'était de cette attaque qu'il attendait la victoire. Il plaça sa cavalerie eutre sa droite et sa gauche. Ses troupes étaient pleines d'ardeur et de coufiance. A la poiute du jour l'armée hanovrienne déboucha sur huit colonnes. A six heures du matin elle était en bataille et parfaitement formée. Dès cinq heures, le duc de Broglie commença l'attaque, mais faiblement, et la continua de même. La cavalerie du centre s'avança mal à propos, elle fut attaquée par une nombreuse artillerie et par une forte réserve d'iufanterie: elle lâcha pied. Les deux ailes se trouvant isolées, l'ennemi passa entre elles, les Français se tinrent pour battus; ils firent leur retraite et reprirent leur camp de Minden. Le maréchal de Contades, rentré dans ce camp, n'avait rien à redouter; cependaut il l'évacua quand il apprit que le jour même de la bataille, le prince hérédi-

Pontoise
EVREUX
Mantes
PARIS
VERSAILLES
Dreux
Rambouillet
Mortagne
CHARTRES
Etampes
Nogent-le-Rotrou
Pithiviers
Châteaudun
St. Calais
ORLEANS
Vendôme
BLOIS
Chambord
Romorantin
TOURS
Chinon
Loches
Issoudun
CHÂTEAUROUX
Châtellerault
le Blanc
La Châtre
POITIERS
Montmorillon
Boussac
GUERET
Bellac
Confolens
Aubusson
Bourganeuf





taire avait battu à Kofeld, à quatre lieues sur ses derrières, le détachement que commandait le duc de Brissac. Dès le lendemain il passa le Weser sur les ponts de Minden, et se retira sur Cassel par la rive droite. Peu de jours après, la cour le rappela et confia au maréchal de Broglie le commandement de l'armée.

Le duc Ferdinand occupa tout le pays jusqu'à la Lahn, et fit assiéger Munster qui se rendit le 21 novembre. A cette époque, un détachement de treize bataillons qu'il envoya au roi de Prusse, le mit hors d'état de continuer une campagne active et d'entreprendre rien d'important: les deux armées entrèrent en quartiers-d'hiver. La cour de Versailles se divisa entre le parti de Contades et celui de Broglie; le ministère et le public se déclarèrent pour l'un ou l'autre parti. Le détail des fautes des généraux, des officiers et de l'armée, fut exposé à nu aux yeux de l'Europe étonnée, et accrut l'humiliation et le dépit des Français.

§ II.

Frédéric agit dans cette campagne avec cent quarante-un bataillons et deux cents escadrons, cent trente mille hommes. Il eut contre lui l'armée autrichienne, cent dix-huit bataillons et cent quatre-vingt-dix escadrons; l'armée des cercles, quinze mille hommes; et l'armée russe de soixante-dix mille hommes. Il lutta donc avec cent trente mille hommes contre cent quatre-vingt mille: mais cette année, comme les précédentes, ces cent quatre-vingt mille hommes étaient de nations différentes, sous des commandans indépendans, agissant isolément sur des points des frontières fort éloignés, et n'ayant aucun accord entre eux. Au commencement des hostilités les armées du roi étaient ainsi disposées: en Silésie, sous ses ordres immédiats, soixante-douze bataillons et cent huit escadrons, dont dix-huit bataillons et vingt escadrons sous le général Fouquet, dans la haute Silésie; en Saxe, le prince Henri, avec quarante-trois bataillons et soixante escadrons; en Poméranie, le général Dohna, en observation devant les Suédois et les Russes, avec vingt-six bataillons et trente-cinq escadrons.

Le maréchal Daun, commandant l'armée autrichienne, campait sur la frontière de la Silésie avec ses principales forces. Le duc de Deux-Ponts, avec l'armée des cercles et deux divisions autrichiennes, était en Bohême et en Saxe. Les Russes se préparaient à faire une campagne active, et paraissaient plus animés que dans les précédentes. D'après le plan concerté entre les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, leurs armées devaient se réunir sur l'Oder et opérer en masse; mais l'armée russe ne pouvait y arriver qu'en juillet.

Pendant avril, mai, juin et juillet, les armées du roi occupèrent divers camps, et firent des manœuvres secondaires, sans rien entreprendre de sérieux. Il fit un détachement en Moravie, du côté d'Olmutz, pour enlever un magasin qui fut évacué à temps. Il en fit un autre sur Posen, pour détruire les approvisionnemens qu'on y avait réunis pour les Russes, il réussit. De son côté, le prince Henri fit une excursion en Bohême, entama plusieurs colonnes ennemies, fit dix-huit cents prisonniers et brûla trente mille barils de farine; mais il échoua dans tout ce qu'il tenta pour attirer l'armée des Cercles dans une affaire générale. Il se présenta inutilement devant plu-

sieurs de ses camps, entre autres devant celui de Munchberg; toujours elle les évacua à son approche. Enfin, le 3 juin il détacha le général Hulsen avec dix bataillons et vingt escadrons pour renforcer, sur la droite de l'Oder, l'armée de Dohna.

Le 28 juin le maréchal Daun, ayant avis de l'approche des Russes, leva son camp de Schurtz et s'avança sur l'Oder, en suivant la Queiss, dans le but de favoriser le mouvement de Soltikof et de le renforcer du corps de Landon de quinze mille hommes, la plupart cavalerie, et de celui de Haddick de dix-neuf mille hommes. Le 13 juillet, il campa à Pribus, à mi-chemin de la Bohême à l'Oder. Le prince Henri campait à Bautzen et le roi à Schmotheiffen, près de Greifenberg. Le 24 juillet, le corps d'observation de Poméranie fut battu à Kay, par les Russes. Le roi prit alors le commandement de l'armée de Saxe, et le prince Henri celui de l'armée de Silésie.

§ III.

Le 10 avril le général Dohna avait quitté le blocus de Stralsund, en y laissant le général Kleist avec six bataillons et sept escadrons. Il s'était campé le 26 mai à Stargard, et le 12 juin à Landsberg, sur la Wartha. Dans ce temps le général Soltikof, qui commandait l'armée russe, passa la Vistule à Thorn, le 12 mai, arriva à Posen dans les premiers jours de juin, et manœuvra pour couper à Dohna le chemin de la Silésie et s'approcher de l'Oder. Plusieurs fois dans sa marche il lui prêta le flanc; mais Dohna refusa d'en profiter. Le roi mécontent le remplaça par le général Wedel. Le 23 juillet Wedel attaqua Soltikof, près de Kay, pour s'opposer sa jonction avec Landon; il fut repoussé, perdit six mille hommes, repassa l'Oder et campa à Savada. La perte des Russes fut égale, le seul avantage qu'ils retirèrent de leur victoire fut d'occuper Crossen le 25, où ils furent joints le 3 août par Landon. Le roi, après avoir recueilli à Sorau les débris de Wedel, se porta sur l'armée russe. Il repassa l'Oder dans la nuit du 10 au 11 août près de Riessen, y laissa neuf bataillons et sept escadrons pour la défense de ses ponts et bagages, et avec cinquante-trois bataillons et quatre-vingt-quinze escadrons, quarante à cinquante mille hommes, il prit position, la droite à Lesow, la gauche à Bichofsée. L'armée russe ainsi renforcée du corps de Laudon, était en position sur la rive droite de l'Oder, près de Francfort; sa ligne de bataille parallèle au fleuve. Aussitôt que Soltikof eut connaissance de l'armée prussienne et de la position qu'elle venait de prendre, il changea son ordre de bataille; plaça sa droite à l'Oder, à cent toises de Francfort, et sa gauche à Mühlberg, qu'il couvrit de retranchemens. Le 13, à la pointe du jour, le roi se mit en mouvement, marchant par lignes et par le flanc gauche; il fut arrêté par des marais et des chemins impraticables. Ayant reconnu la nouvelle position de l'ennemi, il fit attaquer la hauteur de Kleitsberg par sa gauche et son centre, s'en empara, fit grand nombre de prisonniers et s'empara de soixante-dix pièces de canon. Les Russes se retirèrent derrière le Kuhgrund et s'y retranchèrent. Laudon y accourut; toute l'artillerie de leur droite fut rassemblée sur ce point, leur dernier rempart. Le roi fit de vains efforts pour forcer le passage du ravin, il y perdit l'élite de ses troupes. Le fameux Seidlitz fit une charge à contre-temps

en tournant les étangs; il y fut blessé, sa cavalerie ramenée en désordre, et la bataille perdue. Le roi eut la moitié de ses troupes hors de combat, tués, blessés ou prisonniers; il laissa cent soixante-cinq pièces de canon au pouvoir du vainqueur : la perte des Russes fut égale, il est vrai, mais ils étaient beaucoup plus nombreux, elle fut moins sensible pour eux. Les neuf bataillons laissés à Riessen, qui s'étaient emparés de Francfort, l'évacuèrent le soir même, lorsque l'armée repassa l'Oder et rompit ses ponts. Le 16 elle campa à Madlitz; le 18 elle prit position à Füstenwald pour couvrir la capitale, et le roi appela à lui le corps de Kleist qui était en Poméranie. L'arsenal de Berlin répara ses pertes en matériel d'artillerie; en peu de jours son armée fut portée à trente mille hommes. Le général russe passa l'Oder le 16 et fut joint par le corps d'Haddick.

§ IV.

Pendant que la principale armée prussienne marchait contre les Russes, la Saxe était abandonnée aux seules garnisons de Dresde, de Leipsick, de Wittemberg et de Torgau. Elle fut envahie par l'armée des Cercles, commandée par le duc de Deux-Ponts, qui s'empara, le 6 août, de Leipsick, le 8 de Torgau. Le colonel prussien Wolfersdorf, commandant cette place, l'évacua après une vigoureuse résistance et se retira sur Potsdam. Le 20, Wittemberg ouvrit ses portes; la garnison se retira également sur Potsdam. Le 28, le général Maquire, détaché avec quinze mille hommes de la grande armée de Daun, pour renforcer le duc de Deux-Ponts, attaqua le faubourg de Dresde, au moment même où ce prince entrait à Meissen; il fut repoussé. Le comte Schmettau, gouverneur de cette place, avait les moyens de la défendre, et il est probable qu'il l'eût conservée à la Prusse; mais dans les premiers momens de consternation des désastres de Künersdorf, le roi lui avait écrit de ne compter sur aucun secours, de ne songer qu'à ménager ses troupes et à lui ramener, par une bonne capitulation, le trésor de vingt millions qu'il avait sous sa garde, et qui lui était si important dans la crise du moment. Le 3 septembre il capitula et sortit de la place. Cependant le 21 août, le général Wunsch partit de Potsdam avec un petit corps de neuf bataillons et huit escadrons qu'il avait ordre de mener au comte de Schmettau. Les 27 et 31, il s'empara de Wittemberg et de Torgau, où il fut obligé de séjourner trois jours pour attendre l'artillerie qui lui arriva de Magdebourg le 2 septembre. Le 3, il partit et continua sa marche, et campa, le 4, à Grosen-Hayn; mais il y apprit que la capitulation de Dresde était signée, que la place était rendue. Wunsch, au désespoir, se vengea sur le corps de Maquire, qu'il défit entièrement et retourna à Torgau. Frédéric perdit Dresde pour toujours.

Aussitôt que Daun eut connaissance de la victoire de Künersdorf, il marcha sur Triebel pour se rapprocher des Russes. La position du roi était critique; mais ceux-ci se plaignirent amèrement d'avoir gagné deux batailles sanglantes, perdu la moitié de leur armée, tandis que les Autrichiens, pour qui on se battait, n'avaient point encore tiré l'épée.

D'un autre côté, le prince Henri se mit en marche le 18 août dès qu'il apprit la perte de la bataille, pour mener au roi les cinquante mille hommes qu'il avait en Silésie. Il campa le 29 à

Sagan, sur la ligne de communication de Daun, qui se retira aussitôt derrière la Neiss, d'où, après la prise de Dresde, il se porta en Saxe, et le 13 septembre à Bautzen. Soltikof, mécontent de cette marche divergeante, se dirigea de son côté sur l'Oder. Le 17, le roi suivit Daun, se porta à Cotbus, le prince Henri à Gorlitz : ses deux armées séparaient ainsi les armées autrichiennes de l'armée russe. Le roi ayant appris à Cotbus que Soltikof voulait faire le siége de Glogau, il marcha pour l'attaquer, fit diverses manœuvres qui l'occupèrent tout septembre et partie d'octobre, et empêcha les Russes d'effectuer leur projet. Le 24 octobre, ils se retirèrent sur la Vistule ; mais le roi tomba malade, se fit transporter à Glogau et disloqua son armée. Il envoya le général Hulsen, avec dix-neuf bataillons et trente escadrons, au prince Henri ; chargea le comte Schmettau, avec neuf bataillons et vingt escadrons, d'observer Laudon, et envoya des renforts à Fouquet en Silésie.

Le prince Henri s'était porté, le 4 octobre, à Strehlen et avait fait sa jonction avec le corps du général Finck, ce qui lui avait complété soixante-neuf bataillons et cent trois escadrons, avec lesquels il contenait l'armée autrichienne, forte de soixante-quatorze bataillons et soixante-seize escadrons, et qui était en Saxe appuyée sur Dresde. Le conseil aulique ordonna à Daun de l'attaquer ; mais, selon son ordinaire, ce général se perdit en marches, manœuvres et contre-manœuvres : il voulut, par un mouvement combiné avec l'armée des Cercles, investir Torgau où le prince Henri avait pris position. Il échoua et se retira sur Dresde, lorsqu'il apprit le départ de l'armée russe et la marche du détachement considérable qu'amenait à Torgau le général Hulsen. L'armée prussienne suivit son mouvement. Sur ces entrefaites, le roi prit le commandement de son armée sous Dresde. Le 14 au matin, Daun ayant levé son camp de Wilsdruff, il en conjectura qu'il allait prendre ses quartiers-d'hiver en Bohême, et ordonna au général Finck de se porter à Maxen avec dix-huit bataillons et trente-cinq escadrons (dix-huit mille hommes), et de lui couper les défilés de la Bohême. Finck coucha le 16 à Dippodiswald, le 17 à Maxen. Le mouvement d'un corps aussi considérable inquiéta le général autrichien; il prit position à Plauen sous Dresde, plaça le corps du général Sincère sur les hauteurs de Rainchen et fit prendre position à l'armée des Cercles au village de Giesbuhel. Le roi campa, le 18, sur Wisdruff : ce même jour, Daun porta à dix-huit mille hommes le corps du général Sincère. Le 19, ce général marcha sur Dippodiswald ; le 20, il cernait entièrement le général Finck. Après un combat très vif, il le força à capituler. Le général Wunsch avait réussi dans la nuit du 21 à se faire jour avec sa cavalerie, mais, compris dans la capitulation, il fut obligé de revenir. Les Prussiens eurent trois mille hommes tués ou blessés, quatorze mille hommes posèrent les armes, drapeaux, canons, tout fut pris. Finck fut depuis traduit à un conseil de guerre, cassé de toutes ses dignités militaires et condamné à deux ans de prison. Quelques jours après l'armée autrichienne surprit trois bataillons près de Meissen. Après ces glorieux exploits, elle prit ses quartiers d'hiver autour de Dresde : l'armée des Cercles eut les siens en Franconie. Le roi se cantonna, à cheval sur l'Elbe,

vis-à-vis de l'armée autrichienne; il fit construire des barraques de planches.

§ V.

XVI° OBSERVATION.

1° Le plan du maréchal de Contades, dans cette campagne, était bon et conforme à tous les principes de la guerre qu'il paraît que cet officier-général avait entrevus. Cependant il échoua avec cent mille hommes d'excellentes troupes contre soixante-dix mille hommes de contingens; parce qu'il était sans énergie, qu'il n'y avait aucun accord entre les généraux et que son quartier-général était, comme la cour de Versailles, en proie aux plus petites intrigues.

2° Il offrit la bataille après l'avoir refusée, il en détermina le moment; cependant il combattit sans s'être fait rejoindre par tous ses détachemens. Il devait lever tous les siéges et attaquer avec toutes ses forces réunies le duc Ferdinand, qui avait fait la faute de s'affaiblir de deux divisions. Cette simple combinaison lui eût probablement donné la victoire.

3° Il fatigua ses troupes toute la nuit du 31 juillet et une partie de la matinée du premier août, pour prendre sa ligne de bataille, ce que de nos jours des armées doubles et triples font en deux heures avec tant de rapidité.

4° Puisqu'il faisait sa principale attaque avec sa droite, il devait la diriger en personne et y employer le double de troupes et ne pas la confier au duc de Broglie, dont il connaissait le caractère.

5° Il se tint le jour de la bataille aux dispositions qu'il avait faites la veille dans un ordre du jour de cinq à six pages, ce qui est le cachet de la médiocrité. L'armée une fois rangée en bataille, le général en chef doit, dès l'aurore, reconnaître la position de l'ennemi, ses mouvemens de la nuit et, sur ces données, former son plan, expédier ses ordres, diriger ses colonnes.

6° A la pointe du jour, le duc de Broglie, chargé de l'attaque décisive, prétendit que l'ordre qui lui avait été expédié la veille n'était pas exécutable, que l'ennemi s'était renforcé : il engagea une légère canonnade, se rendit auprès du maréchal de Contades, et les heures s'écoulèrent en vaines discussions, ce qui donna le temps au duc Ferdinand de renforcer réellement sa gauche, qui eût été écrasée si le duc de Broglie avait sincèrement exécuté son ordre. Ce général fut coupable, il était mal disposé et jaloux de son chef.

7° La position de la cavalerie française au centre de la bataille, sans avoir d'artillerie, était vicieuse, puisque la cavalerie ne rend pas de feu et ne peut se battre qu'à l'arme blanche; aussi l'artillerie et l'infanterie ennemie purent-elles la canonner et la fusiller tout à leur aise sans qu'elle pût rien répondre. Depuis la création de l'artillerie à cheval, la cavalerie a aussi ses batteries; l'artillerie est plus nécessaire à la cavalerie qu'à l'infanterie même, soit qu'elle attaque, soit qu'elle reste en position, soit qu'elle se rallie.

8° Ni les succès de l'ennemi, ni les pertes qu'avait éprouvées l'armée française, n'étaient de nature à obliger le maréchal de Contades à évacuer son camp de Minden. Si le duc Ferdinand eût voulu forcer ce camp, il eût été repoussé.

9° L'échec éprouvé par le duc de Brissac n'était pas non plus de nature

à influer sur la position de l'armée. Le maréchal de Contades pouvait renforcer ce détachemeut par les corps employés aux divers siéges. Il perdit la tête, quitta son camp, repassa le Weser et se retira en toute hâte. A force de disserter, de faire de l'esprit, de tenir des conseils, il arrivait aux armées françaises de ce temps ce qui est arrivé dans tous les siècles en suivant une pareille marche; c'est de finir par prendre le plus mauvais parti, qui presque toujours à la guerre est le plus pusillanime, ou, si l'on veut, le plus prudent. La vraie sagesse pour un général est dans une détermination énergique.

10° Au commencement d'une campagne, il faut bien méditer si l'on doit ou non s'avancer, mais quand on a effectué l'offensive, il faut la soutenir jusqu'à la dernière extrémité. Car indépendamment de l'honneur des armes et du moral de l'armée, que l'on perd dans une retraite, du courage que l'on donne à son ennemi, les retraites sont plus désastreuses, coûtent plus d'hommes et de matériel que les affaires les plus sanglantes, avec cette différence que, dans une bataille, l'ennemi perd à peu près autant que vous, tandis que dans une retraite vous perdez sans qu'il perde. Avec le nombre d'hommes qu'a coûtés à la France la retraite sur la Lahn, le maréchal de Contades eût pu suffire à une seconde bataille au camp de Minden, à une autre sur la rive droite du Weser, avant d'entrer en retraite; il aurait eu de nouvelles chances de succès et il aurait fait partager ses pertes à l'armée ennemie.

XVII° OBSERVATION.

Le duc Ferdinand fit un détachement considérable avant la bataille de Minden; ce fut une faute qui devait la lui faire perdre; mais comme il a été victorieux, malgré cette fante, on ne lui en a pas tenu compte. On a prétendu au contraire qu'il s'était affaibli pour se rendre plus fort. Cette flatterie est ingénieuse; mais elle est fausse et les mêmes flatteurs l'enssent relevée avec amertume, avec raison, s'il eût perdu la bataille.

Règle générale: ***Quand vous voulez livrer une bataille, rassemblez toutes vos forces, n'en négligez aucune; un bataillon quelquefois décide d'une journée.***

XVIII° OBSERVATION.

1° Pendant les mois d'avril, mai, juin et juillet, les Russes étaient à cent lieues du champ d'opération. Les armées du roi auraient pu entamer le maréchal Daun, le contraindre à une bataille et le mettre hors d'état de rien entreprendre le reste de la campagne. Le roi ne fit rien.

2° Pendant le mois de juillet et partie d'août, Daun a manœuvré en Silésie, dans le temps que les Russes étaient encore loin sur la droite de l'Oder. Les armées prussiennes étaient entre eux; Frédéric n'a pas su profiter de cet avantage et engager Daun, en l'attaquant avec ses deux armées par un mouvement combiné.

3° Il avait trop peu de monde à la bataille de Künersdorf; qui l'empêchait d'appeler à lui une vingtaine de mille hommes des cinquante mille du prince Henri? ils l'eussent joint la veille de la bataille et seraient repartis le lendemain de la victoire.

4° Cependant, quoiqu'il fût fort inférieur à l'armée russe, renforcée du corps de Laudon, il laissa neuf bataillons à la garde de son pont, et les fit

marcher pendant la bataille sur Francfort; ils ne servirent de rien. De pareils détachemens sont proscrits par les règles de la guerre.

XIXe OBSERVATION.

1° Le mouvement du corps de Finck sur Maxen, qui a eu une issue si fâcheuse pour le roi, était sans but. Que prétendait-il? Obliger Daun à activer sa retraite en Bohême, en menaçant ses communications par Peterswald? Mais rien ne devait lui faire penser que Daun voulût aller en Bohême. Il était maître de Dresde; s'il eût évacué la Saxe, il eût exposé cette place importante. Il n'avait d'ailleurs éprouvé aucun échec dans la campagne; son armée était nombreuse : le roi, au contraire, avait été battu par les Russes; il avait perdu Dresde. Qui pouvait donc le porter à penser que Daun voulût évacuer la Saxe? Mais, même dans ce cas, celui-ci n'était-il pas maître de la rive droite de l'Elbe, pour se retirer en Bohême, s'il le jugeait convenable? L'échec de Maxen est le plus considérable qu'ait essuyé ce grand capitaine, et c'est la faute la moins pardonnable qu'il ait faite : plus on connaît les localités, plus on réfléchit sur la situation des deux armées, et plus l'on sent que ce mouvement ne pouvait conduire qu'à une catastrophe. Le général Finck a été jeté avec dix-huit mille hommes au milieu de toute l'armée autrichienne, étant séparé du gros de son armée par plusieurs marches, dans un pays de montagnes et de défilés. Les Mémoires du temps disent qu'avant d'exécuter son ordre, il en représenta le danger au roi, mais que ce prince ne voulut pas l'écouter.

2° Ici se présente une question de la plus haute importance. Les lois de la guerre, les principes de la guerre autorisent-ils un général à ordonner à ses soldats de poser les armes, de les rendre à leurs ennemis, et à constituer tout un corps prisonnier de guerre? Cette question ne fait pas un doute pour la garnison d'une place de guerre : mais le gouverneur d'une place est dans une catégorie à part. Les lois de toutes les nations l'autorisent à poser les armes lorsqu'il manque de vivres, que les défenses de sa place sont ruinées et qu'il a soutenu plusieurs assauts. En effet, une place est une machine de guerre qui forme un tout, qui a un rôle, une destination prescrite, déterminée et connue. Un petit nombre d'hommes, protégé par cette fortification, se défend, arrête l'ennemi et conserve le dépôt qui lui est confié contre les attaques d'un grand nombre d'hommes; mais lorsque ces fortifications sont détruites, qu'elles n'offrent plus de protection à la garnison, il est juste, raisonnable d'autoriser le commandant à faire ce qu'il juge le plus propre à l'intérêt de sa troupe. Une conduite contraire serait sans but et aurait en outre l'inconvénient d'exposer la population de toute une cité, vieillards, femmes et enfans. Au moment où une place est investie, le prince et le général en chef, chargés de la défense de cette frontière, savent que cette place ne peut protéger la garnison et arrêter l'ennemi qu'un certain temps, et quo, ce temps écoulé, les défenses détruites, la garnison posera les armes. Tous les peuples civilisés ont été d'accord sur cet objet, et il n'y a jamais eu de discussion que sur le plus ou le moins de défense qu'a faite un gouverneur avant de capituler. Il est vrai qu'il est des généraux, Villars est de ce nombre, qui pensent qu'un gouverneur ne doit jamais se

rendre, mais à la dernière extrémité faire sauter les fortifications, et se faire jour de nuit au travers de l'armée assiégeante; ou, dans le cas que la première de ces deux choses ne soit pas faisable, sortir du moins avec sa garnison et sauver ses hommes. Les gouverneurs qui ont adopté ce parti ont rejoint leur armée avec les trois quarts de leur garnison.

3° De ce que les lois et la pratique de toutes les nations ont autorisé spécialement les commandans des places fortes à rendre leurs armes en stipulant leur intérêt, et qu'elles n'ont jamais autorisé aucun général à faire poser les armes à ses soldats dans un autre cas, on peut avancer qu'aucun prince, aucune république, aucune loi militaire ne les y a autorisés. Le souverain ou la patrie commandent à l'officier inférieur et aux soldats l'obéissance envers leur général et leurs supérieurs, pour tout ce qui est conforme au bien ou à l'honneur du service. Les armes sont remises au soldat avec le serment militaire de les défendre jusqu'à la mort. Un général a reçu des ordres et des instructions pour employer ses troupes à la défense de la patrie : comment peut-il avoir l'autorité d'ordonner à ses soldats de livrer leurs armes et de recevoir des chaînes?

4° Il n'est presque pas de batailles où quelques compagnies de voltigeurs ou de grenadiers, souvent quelques bataillons ne soient momentanément cernés dans des maisons, des cimetières, dans des bois. Le capitaine ou le chef de bataillon, qui, une fois le fait constaté qu'il est cerné, ferait sa capitulation, trahirait son prince ou son honneur. Il n'est presque pas de batailles où la conduite tenue dans des circonstances analogues n'ait décidé de la victoire. Or, un lieutenant-général est à une armée, ce qu'un chef de bataillon est à une division. Les capitulations faites par des corps cernés, soit pendant une bataille, soit pendant une campagne active, doivent être assimilées à un contrat, dont toutes les clauses avantageuses sont en faveur des individus qui contractent et dont toutes les clauses onéreuses sont pour le prince et les autres soldats de l'armée. Se soustraire au péril pour rendre la position de ses camarades plus dangereuse, est évidemment une lâcheté. Un soldat qui dirait à un commandant de cavalerie : « Voilà mon fusil, laissez-moi m'en aller dans mon village,» serait un déserteur en présence de l'ennemi, les lois le condamneraient à mort. Que fait autre chose le général de division, le chef de bataillon, le capitaine qui dit : « Laissez-moi m'en » aller chez moi, ou recevez-moi chez » vous et je vous donne mes armes? » Il n'est qu'une manière honorable d'être fait prisonnier de guerre, c'est d'être pris isolément les armes à la main et lorsque l'on ne peut plus s'en servir. C'est ainsi que furent pris François Ier, le roi Jean et tant de braves de toutes les nations. Dans cette manière de rendre les armes, il n'y a pas de condition, il ne saurait y en avoir avec l'honneur; c'est la vie que l'on reçoit, parce que l'on est dans l'impuissance de l'ôter à son ennemi, qui vous la donne à charge de représaille, parce qu'ainsi le veut le droit des gens.

5° Les dangers d'autoriser les officiers et les généraux à poser les armes, en vertu d'une capitulation particulière, dans une autre position que celle où ils forment la garnison d'une place forte, sont incontestables. C'est détruire l'esprit militaire d'une nation,

en affaiblir l'honneur, que d'ouvrir cette porte aux lâches, aux hommes timides, ou même aux braves égarés. Si les lois militaires prononçaient des peines inflictives et infamantes contre les généraux, officiers et soldats qui posent leurs armes en vertu d'une capitulation, cet expédient ne se présenterait jamais à l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux; il ne leur resterait de ressources que dans la valeur ou l'obstination, et que de grandes choses ces dernières n'ont-elles pas enfantées.

6° Si les vingt-huit bataillons, troupes d'élite, qui posèrent les armes à Hochstet, eussent été convaincus qu'ils entachaient leurs noms, flétrissaient leurs familles, encouraient la peine d'être décimés, ils se fussent battus; et si leur obstination n'eût pas fait changer les destins de la journée, ils eussent certainement regagné l'aile gauche et fait leur retraite. Si l'infanterie bavaroise, qui avait défendu avec gloire le village de Allerheim à la bataille de Nordlingen, et avait repoussé les attaques du grand Condé, n'eût pu capituler avec Turenne, qu'en attirant sur elle le déshonneur et le châtiment d'être décimée, elle n'eût pas même songé à quitter sa position; une heure plus tard elle eût reconnu qu'elle n'était pas coupée de Jean-de-Vert, les Bavarois auraient eu le champ de bataille et la victoire; Condé eût ramené peu d'hommes de son armée en-deça du Rhin.

7° Mais que doit donc résoudre un général qui est cerné par des forces supérieures? Nous ne saurions faire d'autre réponse que celle du vieil Horace. Dans une situation extraordinaire, il faut une résolution extraordinaire; plus la résistance sera opiniâtre et plus on aura de chances d'être secouru ou de percer. Que de choses qui paraissaient impossibles ont été faites par des hommes résolus, n'ayant plus d'autres ressources que la mort! Plus vous ferez de résistance, plus vous tuerez de monde à l'ennemi, et moins il en aura le jour même ou le lendemain, pour se porter contre les autres corps de l'armée. Cette question ne nous paraît pas susceptible d'une autre solution, sans perdre l'esprit militaire d'une nation et s'exposer aux plus grands malheurs.

8° La législation doit-elle autoriser un général, cerné loin de son armée par des forces très supérieures, et lorsqu'il a soutenu un combat opiniâtre, à disloquer son armée la nuit en confiant à chaque individu son propre salut, en indiquant le point de ralliement plus ou moins éloigné? Cette question est peut-être douteuse; mais ce qui ne l'est pas, c'est qu'un général qui prendrait un tel parti dans une situation désespérée, sauverait les trois quarts de son monde, et ce qui est plus précieux que les hommes, il se sauverait du déshonneur de remettre ses armes et ses drapeaux pour le résultat d'un contrat qui stipule des avantages pour les individus, au détriment de l'armée et de la patrie.

9° Dans la capitulation de Maxen, il y a une circonstance fort singulière. Le général Wunch, avec la cavalerie, s'était, à la pointe du jour, ouvert le passage. Une des conditions de la capitulation fut qu'il reviendrait au camp poser ses armes. Ce général eut la simplicité d'obéir à l'ordre que lui donna le général Finck; ce fut un malentendu de l'obéissance militaire. Un général, au pouvoir de l'ennemi, n'a plus d'ordres à donner, celui qui lui obéit est criminel. On ne peut pas s'empêcher de dire ici que, puisque

Wunch avec un gros corps de cavalerie avait percé, l'infanterie pouvait percer aussi; car dans un pays de montagnes comme Maxen, elle avait plus de facilité de s'échapper la nuit que la cavalerie.

Les Romains désavouèrent la capitulation faite avec les Samnites; ils refusèrent d'échanger les prisonniers, de les racheter. Ce peuple avait l'instinct de tout ce qui est grand : ce n'est pas sans raison qu'il a conquis le monde.

CHAPITRE VI.

CAMPAGNE DE 1760.

Opérations des armées française et hanovrienne; combat de Corbach (8 juillet); combat d'Amenebourg (16 juillet); combat d'Oldendorf (31 juillet); combat de Clostercamp (15 octobre) — Opérations en Saxe et en Silésie, pendant avril, mai, juin et juillet; capitulation du camp de Landshut (23 juin); prise de Glatz (25 juillet). — Opérations en Saxe et en Silésie, pendant août, septembre et octobre; bataille de Liegnitz (15 août). — Opérations des Russes; occupation de Berlin (3 octobre). — Opérations en Saxe pendant l'arrière-saison; bataille de Torgau (4 novembre). — Observations.

§ Ier.

La grande armée française, forte de quatre-vingt-dix mille hommes, hiverna sur le Mein, sous les ordres du maréchal duc de Broglie, et celle du comte de Saint-Germain, forte de trente mille hommes, sur le bas Rhin; l'armée du duc Ferdinand, qui leur était opposée, était de soixante-dix mille hommes. Le 16 juin, le comte de Saint-Germain passa sur la rive droite du Rhin et se porta à Dortmund, le duc de Broglie à Hombourg et à Neustadt. Les deux armées françaises firent leur jonction le 8 juillet, aux environs de Fritzlar. Le prince héritaire de Brunswick attaqua, près de Corbach, le comte de Saint-Germain qu'il croyait seul; mais ce corps fut soutenu par six brigades de l'armée du maréchal de Broglie; le prince héréditaire fut battu et perdit quinze pièces de canon. Le 16 juillet, il prit sa revanche au combat d'Amenebourg. Il surprit la brigade française de Glanbitz, à laquelle il fit deux mille huit cents prisonniers. Le 30 juillet, le duc de Broglie porta son quartier-général à Cassel. Saint Germain fut remplacé par le général Dumuy. Le duc Ferdinand profita de ce que le corps de ce général se trouvait à deux marches de Cassel, sur la gauche du Weser et hors de portée d'être soutenu par la grande armée, pour le battre. Au combat d'Oldendorf, Dumuy perdit douze pièces de canon et quatre mille hommes. Le mois d'août se passa en observation. En septembre le comte de Broglie occupa Gœttingen qu'il fit fortifier. Le duc Ferdinand campa derrière la Dimel; d'où il envoya, sur la rive droite du Rhin, quinze mille hommes sous le prince héréditaire; ce détachement arriva à Wesel le 3 octobre, passa le Rhin et se porta sur Clèves; le lieutenant-général de Castries, chargé du commandement de ce pays, réunit vingt mille hommes et marcha à sa rencontre. Le 15 octobre, il campa derrière le canal d'Eugène, à Clostercamp, où il fut attaqué par le prince héréditaire qu'il battit. La perte de part et d'autre fut de deux mille hommes. C'est à ce combat que le chevalier d'Assas signala son dévouement : *à moi, Auvergne! voilà les ennemis.* Les

ponts de Rées, sur le Rhin, furent emportés par les hautes eaux. Si M. de Castries eût poussé sa victoire, le prince héréditaire était perdu; mais il s'en laissa imposer, et le 18 ce prince repassa le fleuve. Les armées prirent leurs quartiers d'hiver. La Hesse, Gœttingen et une partie de la Westphalie, servirent aux cantonnemens de l'armée française.

§ II.

Les pertes du roi, dans les campagnes précédentes, avaient détruit l'élite de ses troupes. La population de ses états s'épuisait, son armée fut affaiblie. Cette campagne, elle comptait à peine cent mille hommes; cependant il en forma trois armées: une, sous ses ordres immédiats, hiverna en Saxe, la droite à Freyberg, le centre à Wilsdruff, la gauche à Meissen, ayant un corps détaché sur Gorlitz; une qui, commandée par le prince Henri, fut cantonnée en Silésie, sur le Bober, et dans les marches sur l'Oder; et une, la moins forte de toutes, qui, sous les ordres de Fouquet, occupa le camp de Landshut. Il plaça, en outre, de bonnes garnisons dans les dix places de la Silésie, ainsi que dans Colberg, Custrin, Stettin, Spandau et Magdebourg. Les cours de Vienne et de Russie firent des efforts extraordinaires, leurs armées furent plus considérables que jamais. Laudon, avec cinquante mille hommes, commanda en Silésie; Daun, avec quatre-vingt mille hommes, compris l'armée des Cercles, campa sous Dresde; et soixante mille Russes, sous les ordres de Soltikof, se portèrent sur l'Oder.

Le 31 mai, Laudon, de Frankenstein, menaça le camp de Landshut que Fouquet évacua pour se porter sur Schweidnitz et Breslau. Le 7 juin, il bloqua Glatz; mais Fouquet ayant reçu l'ordre du roi de revenir à Landshut, et s'y étant porté le 17 juin avec seize bataillons et quatorze escadrons, Laudon le cerna, le 21, avec cinquante-deux bataillons et soixante-quinze escadrons. Le 23, après un combat très vif, il le rejeta sur le Galgenberg et l'obligea à poser les armes. Le roi perdit ainsi dix mille officiers et soldats. La perte de Laudon fut de trois mille hommes tués ou blessés.

En Saxe, le roi fit des marches et des contre-marches pendant une partie de mai et tout juin. Le 12 juillet, après être parvenu à éloigner Daun de Dresde, il cerna cette ville qui avait quinze mille hommes de garnison; le 18, il la bombarda, mais Daun accourut de Gorlitz à Bautzen et Bischofswerda, et fit lever le siége sur la rive droite; le 29, le roi le leva également sur la rive gauche, et le 31, il campa à Meissen.

En Silésie, Laudon, après son beau combat de Landshut, assiégea Glatz; il tira son équipage de siége, d'Olmutz; le 25 juillet, la place capitula. Cette conquête prématurée fut attribuée aux intelligences qu'il avait dans la ville avec les catholiques. Après ce succès important, il cerna Breslau, le 31 juillet.

§ III.

Le roi ayant appris la prise de Glatz, accourut en Silésie avec soixante-quatre bataillons et cent neuf escadrons, laissant le général Hulsen en Saxe avec dix-neuf bataillons et vingt escadrons; il marcha par Kœnigsbruke, Sagan et Buntzlau, où il arriva le 7 août. Daun suivit parallèlement son mouvement par Bautzen, Reichembach et Schmotheiffen, et se réunit

avec Laudon qui campa à Striegau. Le roi avait fait quarante lieues en cinq jours ; il voulait se réunir au prince Henri sous Breslau ; il arriva le 9 à Liegnitz. Daun, Laudon et Lascy bordèrent la rive droite de la Katzbach et interceptèrent ses communications avec Breslau et Schweidnitz. Il manœuvra d'abord pour les rouvrir avec Schweidnitz ; ayant échoué, il tenta de les rétablir avec Landshut, il échoua également. Sa position devenait critique ; il n'avait plus de pain, il était environné par des forces triples des siennes ; il renonça à son projet de se porter sur Breslau, et le 14 août, au soir, il partit de Liegnitz, marchant sur Glogau pour faire des vivres et s'appuyer de cette forteresse.

Cependant Daun avait résolu ce même jour de lui livrer bataille et ordonné à Laudon de passer la Katzbach, pendant la nuit du 14 au 15, pour s'emparer des hauteurs de Liegnitz sur la gauche de cette rivière, dans le temps que lui marcherait sur Liegnitz, mettant ainsi l'armée prussienne entre deux feux. A trois heures du matin, le roi, étant arrivé sur les hauteurs de Pfaffendorf, allait prendre position, lorsque les grand'gardes furent attaquées par Laudon, qui, croyant n'avoir à faire qu'à des parcs et embarras, les aborda vivement. Frédéric n'engagea que sa droite formant sa première ligne ; cependant à cinq heures la victoire était décidée et Laudon avait été jeté dans la Katzbach, ayant perdu dix mille hommes, dont six mille prisonniers et quatre-vingt-six pièces de canon. Daun arriva à Liegnitz, à cinq heures du matin, à deux lieues du champ de bataille ; il n'entendit pas de canonnade. Lorsqu'il apprit la défaite de Laudon, il fit une demi-marche en arrière. Cet événement aussi heureux qu'inattendu ouvrit au roi le chemin de Breslau ; il passa la Katzbach à Pachwitz, se rendit à Neumark, et opéra sa réunion avec l'armée du prince Henri. Daun occupa le camp de Hohenposeritz. Les armées manœuvrèrent de part et d'autre pendant l'arrière-saison, sans qu'il se passât rien d'important jusqu'au moment où elles retournèrent en Saxe.

§ IV.

L'armée russe, commandée par Soltikof, arriva sur la Vistule dans les premiers jours de juin, et le 17 juillet à Posen. Le prince Henri avec soixante-six bataillons et quatre-vingt-dix-sept escadrons, passa l'Oder et la Wartha pour observer son mouvement. Soltikof, après diverses manœuvres, se décida à se porter sur le haut Oder pour faire sa jonction sous Breslau avec Laudon. Le prince Henri le prévint : il repassa à Glogau sur la rive gauche de l'Oder, et marcha sur Breslau, dont à son approche Laudon leva le siége et quitta les bords de l'Oder. Le prince Henri repassa alors ce fleuve sur les ponts de Breslau et prit position sur la rive droite, faisant mine d'attaquer Soltikof qui, ayant manqué son coup, rétrograda, et après beaucoup d'hésitation, diverses marches et contre-marches, se détermina enfin à se porter sur Berlin, où son avant-garde entra le 3 octobre et son principal corps le 9 ; il fut joint par le corps léger autrichien du général Lascy ; mais il évacua cette capitale dans la crainte d'être tourné par l'armée du roi qui s'en approchait.

§ V.

Le duc de Deux-Ponts profita du

mouvement du roi sur Liegnitz pour s'emparer de Torgau et chasser le général Hulsen de toute la Saxe, où il ne restait plus que Wittemberg aux Prussiens ; après quoi, il alla prendre ses quartiers d'hiver dans l'empire. Aussitôt que le roi apprit que la Marche était envahie et que Hulsen était chassé de Saxe, il partit de Silésie après avoir jeté six bataillons dans Breslau. Il campa le 7 octobre sous Schwednitz, le 11 à Sagan, le 14 à Guben, le 16 à Liberose, le 23 à Wittemberg. Daun le suivit et arriva le 10 à Lœwenberg, le 16 à Mikel sur la Sprée, le 22 vis-à-vis Torgau, le 29, il reprit son camp de Torgau. Tous les efforts qu'il fit pour rappeler à lui l'armée des Cercles furent infructueux. Les Russes étaient toujours sur l'Oder, leur inclination les portait à aller hiverner au-delà de la Vistule ; mais ils promirent de prendre leurs quartiers d'hiver sur l'Oder, si les Autrichiens prenaient les leurs à Torgau. On croit que c'est ce qui décida le roi à attaquer Daun, le 3 novembre, dans les fortes positions qu'il occupait.

L'armée autrichienne était de soixante-quatre bataillons et cent quarante-un escadrons ; elle était campée à gauche de Torgau : la droite à Siptitz, ayant devant elle un grand étang et le Rhorgraben, ruisseau marécageux. Le roi s'approcha de Torgau par la chaussée de Leipsick, avec soixante-huit bataillons et cent vingt escadrons ; il trouva la position de l'ennemi formidable ; il projeta d'en tourner la droite pour attaquer à revers : il divisa son armée en deux corps, il ordonna à Ziethen, avec vingt-deux bataillons et cinquante-deux escadrons, de se présenter devant la ligne de Daun sur les bords du grand étang, menaçant de passer le Rhorgraben, et avec les deux autres tiers de son armée il traversa la forêt de Dommitsch, où il culbuta les grand'gardes autrichiennes qui prévinrent de sa marche. Daun comprit qu'il allait être attaqué à revers ; il changea de front par une contre-marche, porta sa droite vers Zima près de Torgau, et sa gauche du côté de Siptitz.

A une heure après midi, le roi déboucha de la forêt ; mais seulement avec dix bataillons de grenadiers, quelques escadrons et une batterie de vingt pièces de canon. Au même moment Ziethen se déploya, la droite appuyée à l'étang ; il fut accueilli par une vive canonnade de la deuxième ligne autrichienne qui fit face en arrière. Le bruit de cette canonnade alarma le roi ; il craignit que Ziethen ne fût écrasé ; il prit la résolution de ranger ses dix bataillons de grenadiers sur deux lignes, et sous la protection de ses vingt pièces, d'attaquer la ligne ennemie. Les dix bataillons et les vingt pièces disparurent en un instant sous le feu de toute la ligne de Daun et la mitraille de deux cents pièces. Les brigades des deuxième et troisième lignes donnèrent à mesure qu'elles débouchèrent de la forêt, elles éprouvèrent le même sort. Le duc de Holstein avec sa cavalerie rétablit le combat par une charge brillante ; mais le roi n'en fut pas moins obligé de battre en retraite, et d'abandonner le champ de bataille. Ziethen entendant le feu s'éloigner en conclut que le roi avait été battu ; il marcha par sa gauche pour tâcher de le joindre, il parvint à gagner le village de Siptitz, à passer l'étang et à se mettre en communication avec cinq bataillons de la réserve du duc de Holstein, ce qui lui forma vingt-huit bataillons frais qui n'avaient pas donné. Le soleil était couché, il s'empara de tout le plateau de Siptitz et occupa le

champ de bataille. Le roi, prévenu de cet heureux événement, revint en toute hâte; il réorganisa, pendant la nuit, dix faibles bataillons des débris des quarante qui avaient donné à la bataille.

Cependant Daun qui avait été blessé, recevait à Torgau les complimens sur sa victoire, lorsqu'à neuf heures du soir il apprit le dernier état des choses. Il ordonna aussitôt la retraite qui commença à minuit; à la pointe du jour, il repassa l'Elbe; la victoire fut ainsi aux Prussiens. Le 4, le général Hulsen occupa Torgau, avec dix bataillons et vingt-cinq escadrons. Les Autrichiens perdirent à cette bataille vingt mille hommes, dont huit mille prisonniers et quarante-cinq pièces de canon. La perte des Prussiens fut de seize mille hommes, dont cinq mille prisonniers. Le 11 décembre, les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver en vertu d'une convention, qui donna au roi toute la Saxe, à l'exception d'une petite partie des environs de Dresde.

§ VI.

XXe OBSERVATION.

La distribution des armées françaises pendant l'hiver, le principal corps sur la rive droite du Rhin, le plus petit sur la rive gauche du Bas-Rhin, est conforme aux principes.

La première marche, ordonnée par le maréchal de Broglie, est contre les règles. Le duc Ferdinand pouvait battre facilement le comte de Saint-Germain et le jeter dans le Rhin, puisqu'il était campé seul, éloigné de cinq ou six marches de la grande armée.

Le détachement du prince héréditaire sur Wesel, était une fausse opération; ses forces étaient trop peu considérables pour maîtriser les opérations de l'armée française, et cependant c'était un affaiblissement important pour l'armée principale, déjà fort inférieure au maréchal de Broglie. Si celui-ci eût marché vivement, le duc Ferdinand eût éprouvé les conséquences d'une pareille faute qui devait assurer aux Français la possession de la Westphalie; ils devaient rejeter l'armée ennemie sur l'Elbe.

XXI[e] OBSERVATION.

Le projet du roi, d'assiéger une grande ville comme Dresde, ayant quinze mille hommes de garnison, à la vue d'une armée qui n'avait point encore été battue, et sans profiter des premiers jours de l'investissement pour se couvrir par de fortes et bonnes lignes de circonvallation, a eu l'issue qu'il devait avoir; mais Daun pouvait le lui rendre plus funeste.

L'échec considérable que le roi a reçu à Landshut est semblable à celui de Maxen. Quelque fort que soit le camp de Landshut, il ne l'est pas assez pour protéger un corps d'armée contre des forces triples : c'est ce qu'avait jugé Fouquet; il eût été aussi bien placé sous le canon d'une des places fortes de Silésie qu'à Landshut. Pendant que Laudon enlevait ainsi douze mille hommes avec une armée de trente-six mille hommes, le prince Henri était à trois marches de là avec quarante mille hommes qui ne faisaient rien. Si Fouquet eût été sous ses ordres et qu'il eût fait partie de son armée, ce prince en eût été plus fort, et Fouquet n'aurait éprouvé aucun échec ; le roi a mérité ce malheur. Cela justifie-t-il la capitulation de Fouquet? non, non, non ! jamais de capitulation en pleine campagne, si vous voulez avoir des sol-

dats et une armée. Une capitulation qui vous sauverait soixante mille hommes ne vaudra pas le tort que fait à l'état la violation de ce principe.

XXII° OBSERVATION.

Toutes les manœuvres du roi, pendant août, autour de Liegnitz, étaient bien périlleuses pour lui; il n'avait aucune base, aucun point d'appui; il était environné par des forces triples des siennes: le hasard seul l'a sauvé; il n'a dû la victoire sur Laudon qu'à sa fortune, elle le tira de la fâcheuse position où il se trouvait; il fut ici plus heureux que sage.

Après la bataille de Lieguitz et sa réunion au prince Henri, il eût dû attaquer franchement Daun, le battre, le jeter en Bohême, ce qui lui eût évité la bataille de Torgau et terminé cette campagne.

XXIII° OBSERVATION.

1° La conduite de Daun est toujours marquée au même cachet. Il fait lever le siége de Dresde sur la rive droite, et il ne passe pas l'Elbe le même jour pour attaquer vivement le roi et chercher à s'emparer de ses batteries de siége de la rive gauche.

2° A Liegnitz, où il est à la tête de forces si considérables, il isole Laudon sans établir de communications avec lui par un corps intermédiaire, de manière à attaquer de concert et à être instruit toutes les heures de ce qui se passe à sa droite. L'art de la guerre indique qu'il faut tourner et déborder une aile sans séparer l'armée.

XXIV° OBSERVATION.

Les Russes dans cette campagne ne livrèrent aucune bataille; ils firent des marches et contre-marches sans résultat. Si leur mouvement sur Berlin eût été combiné avec l'armée suédoise, celle des Cercles et l'armée autrichienne, il aurait décidé de la guerre; mais fait comme il a été, il n'était que dangereux. La plus grande animosité existait entre les Russes et les Autrichiens.

XXV° OBSERVATION.

1° La résolution que prit le roi d'attaquer à revers l'armée de Daun à la bataille de Torgau, paraît d'autant plus convenable que par ce mouvement sa gauche s'appuyait à l'Elbe et ses derrières sur Wittemberg et Magdebourg; mais le détachement qu'il fit du tiers de ses forces sous Ziethen, est contraire à tout ce que ce prince a fait dans les autres batailles et aux principes de la guerre. Ziethen pouvait être battu isolément, et il paraît que Frédéric le sentit tellement, que c'est cette crainte qui le décida aux attaques isolées, précipitées, qui ruinèrent son armée.

2° Mais cette raison même ne paraît pas suffisante pour le justifier de cette deuxième faute; le caractère de Daun lui était bien connu, et Ziethen avait une telle quantité de cavalerie, qu'il pouvait toujours opérer sa retraite, s'il était attaqué vivement, et si le roi craignait que Ziethen ne s'engageât trop; il était bien évident que tant que ce général n'entendrait pas sa canonnade, il ne le ferait pas; il devait donc patienter une heure ou deux, attendre l'arrivée de toute son armée avant d'attaquer.

3° Une troisième faute que commit le roi à cette bataille, ce fut de s'obstiner, après la perte de ses divisions de

grenadiers, à continuer des attaques partielles et successives contre la ligne ennemie. Il envoyait ainsi ses bataillons à la boucherie, à mesure de leur arrivée, et sans espérance de succès : au lieu que s'il les eût réunis, il pouvait les employer à une deuxième attaque, dont il eût pu se promettre le succès, en la faisant soutenir par toute la cavalerie du duc de Holstein.

Dans cette bataille, Frédéric a violé les principes, soit dans la conception du plan, soit dans son exécution : c'est de toutes ses batailles celle où il a fait plus de fautes, et la seule où il n'ait montré aucun talent.

CHAPITRE VII.

CAMPAGNE DE 1761.

Opérations des armées française et hanovrienne; combat de Grunberg (20 mars); bataille de Willinghausen (16 juillet).— Opérations en Saxe.—Opérations en Silésie ; prise de Schweidnitz par les Autrichiens (30 septembre). — Capitulation de Colberg (15 décembre).—Observations.

§ Ier.

La France était humiliée du rôle honteux qui avait rendu ses armées si ridicules en Europe. La cour de Versailles fit des efforts plus grands que les campagnes précédentes ; elle agit avec deux armées, l'une de cent mille hommes, l'autre de soixante mille, force prodigieuse et suffisante, si elle eût été bien conduite, pour conquérir l'Allemagne. A aucune époque de son histoire, elle n'avait eu des armées si nombreuses sur une seule de ses frontières. Mais le prince de Soubise les commandait; le duc de Broglie commandait, sous ses ordres, l'armée du Mein, qui avait passé l'hiver entre la Fulde et la Weyra, occupant Gœttingen qu'elle avait fortifié.

Le duc Ferdinand commandait toujours l'armée des alliés , forte de soixante - dix à quatre - vingt mille hommes. Il leva brusquement ses cantonnemens, dirigea le prince héréditaire avec sa droite sur Fritzlar et Marbourg. Ces deux attaques échouèrent. Le lieutenant-général Narbonne, qui repoussa l'attaque de Fritzlar, dans un combat brillant, en conserva le nom; mais le 15 février, il remit la place par une capitulation honorable. Le centre , que commandait le duc Ferdinand en personne , et qui formait le corps de l'armée, passa la Dimel le 11, et se cantonna en avant de cette rivière. Sporken , qui commandait la gauche, arriva le 15 sur les cantonnemens de Stainville et du prince Xavier de Saxe qui était à Langensalza ; Stainville fut surpris, perdit deux mille hommes, et regagna, avec peine, les défilés d'Eisenach. Le maréchal de Broglie, tourné ainsi par sa droite et par sa gauche, fit un mouvement en arrière, et campa le 17 à Hirschfeld ; de là à Fritzlar et Schmalenberg. Le duc Ferdinand campa bientôt à Fritzlar , et Sporken , à Eisenach. Le 20 février, sans avoir rendu de combat, le maréchal de Broglie brûla ses immenses magasins, et fit sa retraite en toute hâte, le 20, sur Fulde, le 26 sur Bergen, laissant des garnisons à Gœttingen et autres places de La Hesse. Les magasins qu'il perdit étaient très considérables, avaient été réunis avec grande peine, et coûtaient plusieurs millions. Le duc Ferdinand cerna toutes les places de La Hesse ; la tranchée fut ouverte le 1er mars devant Cassel.

Mais le 9 mars, le duc de Broglie ayant reçu un renfort de quinze mille hommes de l'armée du Bas-Rhin, remarcha en avant, fit lever le siége de Marbourg, et campa, le 14, la droite à Hungen, la gauche à Giessen, ayant le lieutenant-général Stainville détaché à Grunberg. Le 19, le prince héréditaire attaqua Stainville; il fut repoussé, perdit deux mille hommes, dix-neuf drapeaux et dix canons. Ce combat de Grunberg fit honneur au maréchal de Stainville. Le duc Ferdinand fut obligé de lever le siége de Cassel le 28, et repassa la Dimel le 31 mars. Le duc de Broglie reprit ses positions; mais il avait perdu tous ses magasins. Les deux armées restèrent dans leurs camps respectifs pendant deux mois.

En juin, l'armée du Bas-Rhin déboucha enfin par Wesel, et campa, le 18, à Dortmund. Le duc de Broglie réunit son armée à Cassel. Le duc Ferdinand se mit entre deux; il campa le 23 à Soest; le 29 à une demi-liene du camp de Soubise : mais, le trouvant fortement posté, il le tourna, et se porta sur sa ligne d'opérations. Il n'en fallut pas davantage pour que Soubise abandonnât sa position, et battît en retraite. Broglie se mit en mouvement le 26 juin, et le 17 juillet opéra sa réunion avec le prince de Soubise. Le duc Ferdinand les attendit au camp de Willinghausen, que couvrait la Sœtzbach, la gauche étant appuyée à la Lippe. Les deux armées étaient ainsi en présence, les Français ayant cent cinquante mille hommes, les Hanovriens soixante mille. Les généraux français passèrent huit jours à tenir des conseils, et le 16 juillet se mirent enfin d'accord pour attaquer l'ennemi; mais ils manœuvrèrent sans ensemble, sans décision, et comme des hommes certains d'être battus. Ils ne firent rien qui vaille, perdirent six mille hommes, et l'honneur des armes. Après ce combat, Soubise, embarrassé d'avoir tant de monde sous sa main, adhéra aux vœux du duc de Broglie, pour séparer les deux armées. Le désir de l'indépendance dictait la conduite de ce maréchal. Le 27 juillet il se porta sur Paderborn et Hameln sur le Weser, dans le temps que Soubise se portait sur Munster, manœuvrant ainsi comme le pouvait désirer le général ennemi, qui se plaça aussitôt entre eux, et fit facilement échouer les deux siéges. Broglie passa le Weser, et marcha sur Brunswick, mais il fut promptement rappelé sur le Weser, par la menace que fit le duc Ferdinand de se porter sur Cassel. Après une si glorieuse campagne, les armées françaises prirent leurs quartiers d'hiver. Le 16 novembre, Soubise repassa le Rhin, et hiverna sur la rive gauche; le duc de Broglie se cantonna entre le Weser et la Fulde.

§ II.

Le roi de Prusse hiverna de sa personne en Saxe, où il était au commencement de la campagne. Il fut en Silésie pendant tout l'été et revint en Saxe à la fin de l'automne. Il eut quatre armées : celle de Saxe, sous les ordres du prince Henri, était forte de trente mille hommes; celle de Silésie, que commandait le roi, était de cinquante mille hommes. Un corps d'observation de quinze mille hommes, opposé aux Russes, était devant Glogau, commandé par Goltz. Un autre corps d'observation de même force était campé devant Colberg, sous les ordres du duc de Wirtemberg. Indépendamment des garnisons des places fortes, l'armée active était ainsi de cent à cent dix

mille hommes; mais les vieilles troupes de Frédéric avaient péri ; ses soldats étaient jeunes ; les pertes des corps entiers de Fouquet et de Finck se faisaient sentir. Les alliés lui opposèrent trois armées. Daun resta constamment en Saxe, campé devant Dresde, ayant sous ses ordres une armée autrichienne et l'armée des Cercles. Dans le courant de la campagne, il envoya et reçut des renforts de Silésie : on peut évaluer ses forces à soixante mille hommes. Laudon commandait en Silésie quatre-vingt mille hommes ; et l'armée russe, sous les ordres de Butturlin, était de soixante mille hommes. Le roi eut donc à combattre dans cette campagne près de deux cent mille hommes, formés de troupes plus aguerries, mieux organisées que dans les campagnes précédentes; cependant il triompha.

Les cours de Vienne et de Russie s'étaient promis d'opérer en Silésie avec leurs principales forces, d'y réunir leurs armées, et de porter ainsi des coups décisifs. En conséquence, Daun en Saxe resta sur la défensive ; il occupa le camp de Planen, près de Dresde, ayant des corps campés sur les hauteurs de Dippodiswald. L'armée des Cercles se réunit sur la Saale; Daun envoya un détachement considérable pour renforcer l'armée de Laudon ; mais ce détachement parti, il lui restait environ soixante mille hommes. Le prince Henri, avec trente-six mille hommes, campés à Nossen, le contint toute la campagne, et fit souvent des détachemens pour couvrir la province de Magdebourg contre les partisans français du duc de Broglie. Il ne se passa rien d'important en Saxe pendant le courant de cette campagne, qui soit digne d'être observé.

§ III.

Laudon, renforcé du détachement que lui envoya Daun, avait quatre-vingt mille hommes ; il campa dans les montagnes, sur les frontières de Silésie, attendant l'arrivée des Russes sur l'Oder, pour se mettre en mouvement. L'armée russe, commandée par Butturlin, arriva le 13 juin à Posen. Le général Goltz, qui l'observait du camp de Glogau, demanda un renfort au roi pour pouvoir l'attaquer dans sa marche sur la Haute-Silésie. Ce renfort partit; mais Goltz mourut subitement, et le 13 juin, lorsqu'il fut remplacé par Ziethen, il n'était plus temps. Les Russes avaient effectué leur mouvement, et paraissaient vouloir opérer leur jonction avec Laudon, à Oppeln. Aussitôt que Laudon fut instruit de leur approche, il campa le 19 à Frankenstein. Le roi se porta le 22 à Ziegenhals, Laudon à Gros-Neisse. Il jugea qu'il lui était impossible de se réunir dans la Haute-Silésie aux Russes, le 22, à Pannsdorf, en faisant adopter aux Russes le projet d'opérer leur réunion dans la Basse-Silésie, du côté de Liegnitz. Le 9 août, Laudon investit Schweidnitz. Le 11, l'armée russe passa l'Oder, à Leubus, se porta sur Parchwitz, et le 18 les deux armées se réunirent à Jauer. Par leur marche combinée, le roi se trouva cerné par des forces quadruples. Il resta trois jours dans cette position critique ; mais l'ennemi n'osa rien entreprendre. Le 20 août il prit le camp de Buntzelwitz, qu'il fortifia et arma de cent quatre-vingt-dix pièces de canon. Le 24, le général russe campa à Jauer ; le 25, à Hohenfriedberg ; et Laudon, à Grogersdorf. Le 28, les Russes se portèrent à Striegau. Le 1er septembre, Laudon soumit au général russe un

projet pour attaquer le camp du roi; mais celui-ci s'y refusa entièrement. Attaqué par des forces quadruples, le roi eût été probablement forcé. Le 9 septembre, Buttnrlin se mit en retraite par Jauer, et repassa l'Oder. Le 10, Landon reprit son camp de Grogersdorf. Des événemens aussi inattendus sauvèrent le roi. Il détacha le général Platten avec quatorze bataillons et vingt-cinq escadrons pour suivre les Russes. Platten passa l'Oder à Breslau, le 11 septembre, détruisit un grand nombre de leurs magasins sur la rive droite, arriva le 15 au couvent de Gostyn, y trouva un parc russe, barricadé et défendu par cinq mille hommes d'infanterie, le fit attaquer, le força, prit, tua ou blessa deux mille hommes, et brûla cinq mille chariots. Le 22 il se porta à Landsberg. Le roi sortit de son camp de Buntzelwitz, le 25 septembre, et se porta le 29 à Gros-Neisse. Laudon profita de ce faux mouvement, cerna Schweidnitz le 30 septembre, l'attaqua sur cinq colonnes, et l'emporta par un coup de main. Il n'y avait que trois mille cinq cents hommes de garnison, qu'il fit prisonniers. Il perdit dans cette attaque quatorze cents hommes, jeta dans la place dix bataillons, et reprit son camp de Grogersdorf. Le roi, fort étonné, revint rapidement sur ses pas, et campa le 6 octobre à Strehlen, pour couvrir Breslau. Le 25 novembre les armées entrèrent en quartiers d'hiver. Ce fut dans ce temps qu'un gentilhomme nommé Warkotsch, ami de Frédéric, trama un complot pour le livrer aux Autrichiens. Il fut découvert le jour même où il allait être exécuté. Après la prise de Schweidnitz, Laudon détacha vingt-quatre bataillons en Saxe, pour renforcer Daun; mais ce général ne sut pas tirer parti de ce grand accroissement de forces; et de ce côté aussi, les deux armées entrèrent en quartiers d'hiver.

§ IV.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg sentait depuis long-temps le besoin d'avoir un point d'appui qui raccourcît sa ligne d'opérations et permît à ses armées d'hiverner plus près du centre de la guerre. Dans les cinq campagnes précédentes ses armées passaient en marches la moitié de la campagne, pour arriver sur le champ d'opération et pour retourner prendre leurs quartiers d'hiver en Pologne. Il avait jeté à cet effet ses yeux sur Colberg, place forte et port de mer sur la Baltique, avec laquelle la communication par mer était facile, puisque les flottes suédoises et russes dominaient dans la Baltique. Plusieurs tentatives contre Colberg avaient échoué dans les campagnes précédentes. Cette année l'attaque des Russes fut mieux combinée. Romanzoff, avec dix-huit mille hommes campa le 5 juillet à Coslin; et le 30 une flotte russe apparut à la vue de Colberg, débarqua six mille hommes et un équipage de siége, et bombarda la place par la mer. Romanzoff arriva, le 15 septembre, près du camp prussien du prince de Wirtemberg; mais l'ayant jugé trop fort pour l'enlever d'un coup de main, il en fit le siége en règle. Le 18 octobre il fut repoussé, et perdit trois mille hommes dans une de ses attaques. Le général Platten, qui suivait l'armée russe, fit divers mouvemens pour secourir la place et le camp retranché; il échoua et perdit un de ses corps, fort de deux mille hommes, qui fut cerné par un détachement de la grande armée russe et posa les armes. Le 2 novembre, But-

turlin continua sa marche pour repasser la Vistule, se contentant de renforcer le corps de Romanzoff. Le 14, le prince de Wirtemberg sortit de son camp retranché et se réunit en rase campagne au corps de Platten. Le 19 décembre, la garnison de Colberg capitula: Romanzoff hiverna autour de la place. La cour de Russie avait projeté de faire de Colberg le centre de ses opérations pour la campagne prochaine.

§ V.

XXVIe OBSERVATION.

1° L'opération du duc Ferdinand, au mois de février, est parfaitement entendue. Il repousse les Français et s'empare de toute la Hesse en paralysant la principale armée française qui était cantonnée sur la rive gauche du Rhin. Depuis cinq ans le ministère français n'avait pas compris qu'il fallait tenir ses forces réunies sur la rive droite.

2° Le maréchal de Broglie, attaqué dans le fort de l'hiver par une armée égale en force, devait-il risquer une bataille pour défendre ses magasins? Le premier principe de la guerre est qu'on ne doit livrer bataille qu'avec toutes les troupes qu'on peut réunir sur le champ d'opération. Mais ce maréchal, convaincu comme il l'était de la faute que commettait la cour en divisant son armée et en tenant la plus grande partie des troupes sur la rive gauche du Rhin, devait s'attendre à ce qui est arrivé, et réunir ses magasins dans des places fortes, telles que Cassel, Marbourg, Bergen, Francfort et Hanau, de sorte qu'il pût évacuer tout le pays sans rien perdre.

3° Le renfort de quinze mille hommes qu'il reçoit de l'armée du Rhin, ne paraît pas être un renfort suffisant pour justifier la retraite du duc Ferdinand, qui évacua à son tour le pays devant le duc de Broglie, leva le siége de Cassel, et se retira derrière la Dimel. En effet, il avait plus de chances de succès de battre ce maréchal renforcé de quinze mille hommes, quoique n'étant pas en forces égales à lui, qu'il n'en avait à attendre que la grande armée française eût passé sur la rive droite du Rhin. Il eut tort de perdre cette occasion de ruiner l'armée du duc de Broglie.

4° Le plan d'opération du mois de juin pour entrer en campagne, est toujours rédigé sur les plus faux principes de l'art de la guerre; et si les Français n'en éprouvèrent pas plus de mal et autant qu'ils le méritaient, il faut l'attribuer à la grande supériorité numérique.

5° La conduite du prince de Soubise, après la réunion des deux armées, est ce qui attestera à jamais l'incapacité absolue de ce général, bien plus encore que le combat de Gotha et la bataille de Rosbach. La résolution qu'il prend dans l'embarras où il se trouve, de séparer ses forces et d'envoyer le duc de Broglie à droite, pendant que lui se porte à gauche du côté du Rhin, est le maximum de l'ineptie et de l'incapacité. Cependant le soldat français d'alors valait au moins le soldat qui lui était opposé, ce qui est prouvé par les succès qu'il obtenait dans toutes les affaires de postes. La cavalerie était belle, bien montée et bien disciplinée; l'artillerie était excellente; le corps du génie était le plus savant de l'Europe et l'infanterie n'était pas mauvaise. Enfin, tout cela était composé de Français qui étaient fort humiliés de l'issue des campagnes précédentes,

et désireux de relever la gloire de leurs drapeaux : mais les généraux en chef, les généraux particuliers, étaient de la plus parfaite incapacité.

6° A la fin de la campagne le prince de Soubise ramena son armée sur la rive gauche du Rhin, laissant le duc de Broglie seul, exposé sur la rive droite à toutes les entreprises du duc Ferdinand pendant l'hiver.

XXVII° OBSERVATION.

1° On peut faire au roi de Prusse, dans cette campagne, le même reproche que dans les campagnes précédentes. Il avait tout à gagner à ouvrir la campagne dès le mois d'avril, et à opérer contre Daun avec toutes ses forces réunies, le battre, l'écraser et le jeter en Bohême, assiéger et prendre Dresde. Il a mal à propos diminué ses troupes. Le corps du prince de Wirtemberg à Colberg, celui de Goltz à Glogau, étaient inutiles : s'il en eût accru son armée de Saxe, elle eût été supérieure à Daun, il pouvait être maître de Dresde à la fin d'avril, et se porter avec ses principales forces en Silésie, sur l'Oder, pour s'opposer à la jonction des Russes avec Laudon.

2° En Silésie, Frédéric a également perdu le mois de mai et le mois de juin ; s'il eût marché alors contre Laudon avec son armée, renforcée de l'armée du prince de Wirtemberg et de celle de Goltz, il aurait fait éprouver un échec considérable à Laudon, ce qui eût démoralisé son armée, l'eût rendu plus circonspect, et par la suite eût augmenté les difficultés de sa jonction avec les Russes.

3° Le corps du prince de Wirtemberg, placé au camp de Colberg, était une faute ; c'était disséminer ses troupes, c'était les paralyser pendant les trois quarts de la campagne sans obtenir aucun but. Ce corps affaiblissait Colberg au lieu d'en accroître la force, puisqu'il exigeait des magasins immenses ; et enfin l'ennemi étant maître de la mer et de la terre, ce corps devait finir par être pris par famine. Si le prince de Wirtemberg eût été à Glogau, il eût doublé le corps de Goltz et probablement attaqué avec succès l'armée russe dans sa marche sur le haut Oder.

4° Le roi a mal manœuvré pendant tout le mois d'août, puisqu'il a fini par se laisser cerner par les deux armées ennemies. Pendant les journées des 15, 16, 17 août il a dépendu de ses ennemis de consommer sa ruine ; tandis que si ce prince eût marché contre l'armée russe, avant qu'elle s'approchât, ou contre Laudon, il aurait eu deux jours pour l'attaquer isolément.

5° Lorsqu'il eut pris le camp de Buntzelwitz, sa position fut meilleure, mais encore très mauvaise. Les forces des ennemis étaient quadruples, au moins triples des siennes et leur étaient égales en moral. Pour maintenir ses communications avec Schweidnitz, il aurait été obligé de s'engager dans des affaires partielles qui eussent ruiné son armée. Il est même probable qu'il eût été forcé dans son camp, si le général russe eût adopté le projet de Laudon. Il fut sauvé par la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg; mais, militairement parlant, il s'est laissé cerner.

6° Ces dernières campagnes de Frédéric n'ont plus le même cachet. Il devient craintif, n'ose plus livrer de batailles. Turenne est le seul général dont l'audace se soit accrue avec les années et l'expérience. Il est vrai cependant de dire que le grand avantage

qu'avait eu le roi, au commencement de la guerre, l'existence d'une armée de cent vingt mille hommes parfaitement disciplinée et aguerrie, lorsque les Autrichiens n'avaient pas d'armée, s'affaiblissait tous les jours; puisque d'un côté sa vieille armée s'épuisait, et que de l'autre celles des ennemis se formaient et s'aguerrissaient. L'armée française elle-même, quoique si misérablement commandée, était toute autre en 1761 que dans la campagne de 1757.

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1762.

Opérations des armées française et hanovrienne; bataille de Wilhemsthal (24 juin); capitulation de Cassel (1er novembre); paix (24 novembre). — Opérations en Silésie; combat de Peila (16 août); prise de Schweidnitz (8 octobre). Opérations en Saxe; bataille de Freyberg (30 octobre).—Observations.

§ Ier.

La France opéra, cette campagne, avec deux armées: l'une de quatre-vingt mille hommes, sous les ordres des maréchaux de Soubise et d'Estrées, dite armée de Hesse; l'autre de trente mille hommes, commandée par le prince de Condé, qui cantonna pendant l'hiver sur la rive gauche du Bas-Rhin. Le duc Ferdinand resserra ses cantonnemens dans les premiers jours de mai: sa droite était au camp de Bielfeld, composée de vingt mille Anglais; son quartier-général était à Pyrmont. Luckner était sur la droite du Weser, à Eimbeck, couvrant le Hanovre. L'armée des deux maréchaux était à Corbach. Le prince Xavier de Saxe était détaché dans la Thuringe; Chevert, avec dix-huit bataillons et vingt-huit escadrons, couvrait Gœttingen. Le prince de Condé était toujours sur la rive gauche du Rhin.

Le 23 juin, le duc Ferdinand arriva sur la Dimel. L'armée française se réunit à Cassel le 20, et prit position le 22 à Immenhausen. Le comte de Castries commandait un corps en avant de la droite; le comte de Stainville, avec les grenadiers de France, campait en avant de la gauche à Westuffel. Le 24, le duc Ferdinand attaqua l'armée française; Sporken et Luckner se portèrent sur les derrières du comte de Castries, qui, après un vif engagement, se reploya sur l'armée: en même temps le duc Ferdinand passa la Dimel sur sept colonnes, et arriva en présence de l'armée française qui était disposée à défendre ses positions avec vigueur; mais le corps anglais arriva vers dix heures du matin sur les derrières de la gauche du corps de Stainville, qui fit un changement de front en arrière, soutint l'attaque avec intrépidité, mais ne fut pas secouru par les maréchaux, qui perdirent la tête aussitôt qu'ils eurent connaissance de cette manœuvre, et battirent en retraite. Stainville fut enfoncé, mais il fit sa retraite avec sang-froid. L'armée française perdit quatre mille hommes et se retira sur Cassel. Tel fut le résultat de la bataille de Wilhemsthal, où les Français devaient obtenir la victoire.

Les maréchaux rappelèrent Chevert et le prince Xavier, et, pour se maintenir à Cassel, adoptèrent le projet de border la Fulde sur une grande étendue. Le prince Xavier occupa l'extrême droite; il y fut attaqué le 24 juillet par des forces supérieures, il perdit ses

positions, douze cents hommes, ciuq drapeaux, treize canons.

Pendant ce temps, le prince de Condé avait passé le Rhin à Wesel et s'était porté à Coesfeld. Le prince héréditaire, qui lui était opposé, ne se trouva pas en force, il se retira sur Munster. La jonction à travers le pays ennemi étant tout à fait impossible, le prince de Coudé reçut contre-ordre, rétrograda, remonta le Rhin, longeant la rive droite, et arriva sur la Lahn, à Giessen. Les maréchaux évacuèrent Cassel, y laissèrent seize bataillons de garnison, rétrogradèrent sur la Lahn et firent le 30 leur jonction avec le prince de Condé, près Friedberg, sur les hauteurs de la vallée du Mein, malgré le duc Ferdinaud qui manœuvra pour s'y opposer. Le prince héréditaire eut un combat au pont de Assenheim, dans lequel il perdit quinze cents hommes. Après cette jonction, les maréchaux se trouvèrent quatre-vingt-dix mille hommes sous leurs ordres: ils remarchèrent en avant pour débloquer Cassel, ils ne purent réussir. Leur irrésolution et l'ascendant qu'avait sur eux le dnc Ferdinand, permirent à ce général de barrer le chemin à quatre-vingt-dix mille Français, avec moins de soixante-dix mille hommes. Cassel capitula, le 1er novembre, et sa nombreuse garnisou fut faite prisonnière de guerre, à la vue de la graude armée. Ce honteux événemeut laisse assez présumer quelle eût été l'issue de la campagne, lorsque, le 7 novembre, l'armée reçut la nouvelle que la paix avait été signée à Fontaiuebleau, eutre la France et l'Angleterre; ce qui mit fin à la sixième campagne de Havovre. Le maréchal et le comte de Broglie avaient été disgraciés et ne firent pas cette campagne.

§ II.

La position de Frédéric n'avait jamais été si mauvaise. Le séjour des Russes en Poméranie appuyés à Colberg, celui de Landon à Schweidnitz, et l'occupatiou de Dresde par les Autrichiens, rendaient difficile le recrutement. Ses états étaient d'ailleurs épuisés, tandis qu'au contraire la cour de Vienne n'avait jamais eu des armées plus nombreuses, plus aguerries et mieux organisées. Cependant son trésor ne pouvant suffire à un état militaire aussi considérable, elle licencia vingt mille hommes de troupes légères et cinq cents officiers que Frédéric embaucha et dont il recruta sou armée; ce fut nue ressource.

L'impératrice de Rnssie, Elisabeth, mourut le 24 janvier. Pierre III, qui lui snccéda, était admirateur de Frédéric; il rappela sans délai ses troupes, conclut en mai la paix avec la Prusse, et, peu de jours après, un traité d'alliance par lequel il s'engagea à fournir au roi une armée auxiliaire. Le général Czernischef, avec vingt-quatre mille hommes, se mit eu marche pour se joindre à l'armée prussieune de Silésie. Dès ce moment, le dénouement de la guerre fut facile à prévoir; d'un état de crise le roi passait subitemeut à un état de prospérité. Il agit daus cette campagne avec deux armées: une en Saxe, sous les ordres du priuce Heuri, de quarante-huit bataillons et quatre-vingt-treize escadrons; une en Silésie, de quatre-vingt-un bataillons et cent cinquante-six escadrous, qu'il commanda en persouue. Le duc de Bevern fut, pendaut la première partie de la campagne, détaché de la Haute-Silésie avec vingt-uu bataillons et trente-six escadrons. La force totale de l'armée prussienne fut donc dans cette cam-

pagne de cent vingt-neuf bataillons et deux cent quarante-neuf escadrons. La cour de Vienne opposa deux armées : une sous le maréchal Daun, en Silésie, forte de cent six bataillons et cent quarante-neuf escadrons, qui détacha le général Beck avec neuf mille hommes pour couvrir la Moravie et s'opposer au duc de Bevern ; l'autre, dite armée de Saxe, composée de cinquante-sept bataillons et de cent huit escadrons, sous les ordres du maréchal de Serbelloni.

Daun sortit des montagnes, au commencement de mai, pour se rapprocher de Schweidnitz qui avait garnison autrichienne ; il campa, près de la plaine de Kratzkau, au pied de Zoptenberg. Le roi était cantonné sur les deux rives de la Loh, couvrant Breslau et observant Schweidnitz. Le 1er juillet, Czernischef le joignit avec vingt bataillons et seize escadrons, ce qui le décida à manœuvrer pour déposter Daun : ne pouvant l'attaquer de front, il détacha le général Neuwied avec vingt-cinq bataillons et vingt-six escadrons, pour s'emparer de Freibourg, ce qui décida Daun à rentrer dans les défilés et à prendre son camp derrière Freibourg. Pour le chasser de cette seconde position, le roi manœuvra par sa gauche, occupa le camp de Hohenfriedberg, menaçant Braunau, où étaient les grands magasins de l'armée autrichienne ; mais Daun y pourvut en prenant un nouveau camp ; le roi espéra l'en déposter encore par une diversion en Bohême. Ses coureurs pénétrèrent jusqu'à Konigsgratz ; mais Daun resta immobile. Sur ces entrefaites, le 18 juillet, Czernischef reçut l'avis de la catastrophe de Pierre III et de l'avènement de Catherine, avec ordre de quitter sur-le-champ l'armée prussienne. Le roi obtint cependant de ce général qu'il garderait cette fâcheuse nouvelle secrète pendant trois jours, pendant lesquels il manœuvra et réussit à couper Daun de Schweidnitz, et à cerner cette ville avec soixante bataillons et cent dix escadrons. Czernischef partit immédiatement après pour la Pologne.

De son côté, le duc de Bevern fit diverses excursions en Moravie, mais sans résultat important. Le 4 août, Schweidnitz fut investi par le général Tauenzien avec vingt-un bataillons et vingt escadrons. La garnison, forte de onze mille hommes, était commandée par le général Guasco ; Gribeauval, officier français, commandait l'artillerie. Daun, avec une armée beaucoup plus nombreuse que celle du roi, ne bougea pas de son camp de Giesdorf et fut témoin de la prise de cette place importante, qui se défendit soixante jours de tranchée ouverte. Cependant, il voulut essayer quelque chose et appela à lui, le 10 août, le général Beck ; mais le duc de Bevern suivit parallèlement le mouvement de ce général. Le 14 août, Beck campa à Schonwald, le duc de Bevern à Ellgott. Daun fit partir secrètement les corps de Lascy et de Brentano pour joindre Beck, attaquer et écraser le même jour le duc de Bevern. Il espérait de l'heureuse issue de cette attaque la levée du siége de Schweidnitz. Le roi s'aperçut tard de ce détachement ; il fit partir aussitôt quinze escadrons et Mollendorf avec une division d'infanterie, pour secourir le duc de Bevern ; ils ne purent arriver qu'après le coucher du soleil, à la fin du combat, dit combat de Peile, où le duc de Bevern montra beaucoup de talent et annula tous les efforts des Autrichiens.

Le 8 octobre, Schweidnitz capitula ; huit mille six cents hommes posèrent

les armes et se rendirent prisonniers de guerre; la garnison avait perdu deux mille huit cents hommes pendant le siége, les Prussiens trois mille six cents; leurs ingénieurs montrèrent peu de talent. Après la prise de cette ville, le roi détacha le général Neuwied avec vingt bataillons, cinquante-cinq escadrons et soixante pièces de canon, pour renforcer son armée de Saxe. Le 24 novembre, il conclut une convention pour assurer les quartiers d'hiver des deux armées.

§ III.

Serbelloni était campé près de Dresde, dans le val de Plauen. Le général Macquire occupait un camp près de Freyberg, et l'armée des Cercles était sur la Saale. Le prince Henri occupait le pont de Meissen et le camp de Wilsdruff; le 12 mai, il se mit en mouvement, attaqua les postes avancés de l'armée autrichienne, leur fit dix-huit cents prisonniers, et marcha le 14 sur Freyberg, que Macquire évacua: le prince l'occupa et laissa le général Hulsen à Wilsdruff; le 16, il se porta sur les hauteurs de Pretschendorf; Macquire, de Freyberg s'était retiré sur Dippodiswalda. Pendant ce temps, l'armée des Cercles quitta les bords de la Saale et se porta à Chemnitz; le prince Henri détacha contre elle Siedlitz avec huit mille hommes, dont quatre mille de cavalerie; à son approche, elle se retira à Bareith, sur les montagnes de Munchberg; pendant juillet et août, elle fit de vains efforts pour se réunir à l'armée sous Dresde. Elle était si mal commandée et composée de si mauvaises troupes, que la nouvelle du moindre détachement prussien sur ses flancs ou sur ses derrières la déterminait aussitôt à se retirer en toute hâte. Enfin, le 6 septembre, elle arriva au camp de Dresde, mais par l'intérieur de la Bohême. Le 7 septembre, le général Haddick prit le commandement de l'armée autrichienne de Saxe, le maréchal Serbelloni avait été rappelé; elle était alors de quatre-vingt-six bataillons et de cent soixante-sept escadrons, y compris l'armée des Cercles, forte de vingt-trois bataillons et quarante-deux escadrons. Avec des forces si supérieures, il se mit en mouvement pour déloger le prince Henri, mais sans courir les chances d'une bataille.

Le 29 septembre, le prince de Lowenstein passa la Mulde, s'empara de Tharand, prit position entre Dresde et Freyberg, vis-à-vis Wilsdruff. Le 30, le prince Henri repassa la Mulde sur quatre colonnes et campa, la droite à Brand, la gauche à Freyberg. Le 15 octobre, la brigade prussienne de Sybourg fut battue, elle perdit seize cents hommes et dix canons. L'armée des cercles manœuvra pour occuper Freyberg; le prince avait été obligé de l'évacuer et s'était retiré sur Reichenbach. Ainsi le général autrichien avait obtenu par des manœuvres, mais après beaucoup de lenteur et d'hésitation, ce qu'il désirait. Le 15 octobre, le prince Henri remarcha sur Freyberg sur quatre colonnes; le 30, il attaqua l'armée des cercles, la battit et lui fit quatre mille cinq cents prisonniers, lui mit hors de combat trois mille hommes, prit vingt-huit pièces de canon et neuf drapeaux. L'armée prussienne, sur le champ de bataille de Freyberg, n'était que de vingt-neuf bataillons et soixante escadrons. L'armée des cercles, renforcée d'une garnison autrichienne, était de quarante-huit bataillons et soixante-huit escadrons; mais les troupes de l'empire

étaient sans organisation, sans officiers, sans consistance.

Le jour même de la bataille, le général Neuwied passa l'Elbe, avec le détachement qu'il amenait de Silésie, dans le temps que le duc Albert de Saxe arrivait à Dresde avec un détachement de l'armée de Dann. Le 2 novembre, le prince Henri fit entrer Klein en Bohême pour détruire plusieurs magasins; le 6, Frédéric arriva à l'armée de Saxe. Le 24 novembre, les hostilités cessèrent avec les Autrichiens; mais les princes de l'empire n'étant pas compris dans l'armistice, Kleist les mit à contribution. Le 20 février 1763, la paix fut conclue entre la reine de Hongrie et le roi de Prusse, au château d'Hubersbourg, près Dresde, et mit fin à la guerre de Sept-Ans. Après sept ans de combats, la paix rétablit les choses telles qu'elles étaient avant la guerre, sans qu'un seul village se trouvât avoir changé de maîtres.

§ IV.

XXVIIIe OBSERVATION.

1° Les officiers qui dirigeaient les opérations de la guerre à Versailles, n'avaient aucune connaissance militaire; et les petites intrigues pour ou contre les divers généraux influaient sur la division de l'armée, et dès lors sur le plan de campagne.

2° La marche du prince de Condé, sur la rive droite du Rhin, exposait son petit corps à un échec et ne pouvait être d'aucune utilité pour la grande armée. S'il eût fait, au commencement de la campagne et par la rive gauche, le mouvement qu'il a fait depuis sur la rive droite, pour se joindre sur le Mein, l'armée française eût été constamment réunie et n'eût point éprouvé l'échec de Cassel.

3° Dans cette campagne, les Broglie avaient été disgraciés; mais le prince Soubise y acquit tout autant de honte que dans les campagnes précédentes, ce qui prouva à l'évidence que les défaites des armées françaises, sous ses ordres, tenaient à son manque de connaissances militaires et de caractère; le maréchal d'Estrées qu'on lui adjoignit, y compromit et y devait compromettre sa gloire acquise à Hastenbeeck.

4° La bataille de Wilhemsthal, perdue sans se battre, est d'autant plus déshonorante pour le caractère des deux maréchaux, que M. de Castries et le comte de Stainville, qui commandaient les deux corps des ailes, montrèrent de l'habileté et de la valeur; l'armée elle-même n'était plus l'armée de Creveldt, il ne lui manquait pour faire de grandes choses qu'un grand général.

5° La honte de laisser seize bataillons poser les armes dans Cassel, assiégée par une armée au plus de soixante mille hommes, devant une armée française de quatre-vingt-dix mille hommes, qui perd son temps en vaines manœuvres et en faux mouvemens, sans donner aucun combat, ne peut s'expliquer que par la nullité du prince de Soubise. Il est probable que si la paix n'eût pas été signée, ce faible général n'eût pas tardé à évacuer la Hesse et à se retirer précipitamment sur le Mein, justifiant ce dire du général athénien: *Qu'une armée de cerfs commandée par un lion vaut mieux qu'une armée de lions commandée par un cerf.*

6° Les manœuvres du duc Ferdinand sont souvent contraires aux règles de la guerre: il en eût été sévère-

ment puni, s'il eût eu affaire à des généraux moins pusillanimes; son plan à la bataille de Wilhemsthal, où il fait tourner la droite et la ganche par des mouvemens faits la veille de la bataille, et cela avec une armée inférieure à son ennemi, devait entraîner sa perte.

XXIXe OBSERVATION.

Le siége de Schweidnitz, que le roi de Prusse osa entreprendre devant une armée plus forte que la sienne et tout entière, est une des plus belles opérations de guerre qu'ait faites ce prince, quoique le siége ait été dirigé sans art par défaut d'ingénieurs.

XXXe OBSERVATION.

La campagne du prince Henri de Saxe a été beaucoup trop vantée. La bataille de Freyberg n'est rien, parce qu'il y a remporté la victoire sur de très mauvaises troupes: il n'y a pas déployé de vrais talens militaires. Avec une armée inférieure, dans un pays coupé et ayant l'initiative du mouvement, ce général n'a su être en force sur aucun point et a disséminé son armée sur une ligne de plusieurs lieues. S'il eût été possible que des Prussiens fussent battus par des troupes de l'empire, le prince Henri l'eût été.

Ses dispositions pendant toute cette campagne ne doivent pas être imitées; son armée a constamment été morcelée; il eût essuyé de grands échecs, s'il eût eu affaire à un autre homme que Serbelloni: tout général qui agira comme a agi le prince Henri, s'en trouvera mal et verra se renouveler les scènes de Maxen et de Landshut. Dans cette campagne, ce prince a constamment violé le principe, *que les camps d'une même armée doivent être placés de manière à pouvoir se soutenir.* Les Autrichiens, qui occupaient la position centrale de Dresde et les débouchés des montagnes de la Bohême, pouvaient l'en faire cruellement repentir. La bataille de Freyberg est considérée comme le principal titre de gloire du prince Henri: c'est la seule bataille dans laquelle il ait commandé en chef. La campagne de 1761 est celle où ce prince a vraiment montré des talens supérieurs.

CHAPITRE IX.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LA GUERRE DE SEPT-ANS.

La Prusse a-t-elle eu à lutter contre les puissances réunies de la France, de l'Autriche et de la Russie, pendant les sept campagnes de cette guerre? — Frédéric a-t-il créé un nouvel ordre de bataille? Qu'est-ce que l'ordre oblique?

§ Ier.

Le roi de Prusse, pendant la guerre de Sept-Ans, aurait tenu tête à la France, à l'Autriche et à la Russie! ce résultat serait miraculeux. Un prince n'ayant que quatre millions de sujets aurait lutté sept années contre les trois plus grandes puissances de l'Europe qui en avaient quatre-vingts millions! Mais en fixant un regard attentif sur les événemens de cette guerre, le merveilleux disparaît sans que cela diminue l'admiration qu'inspirent les talens de ce grand capitaine.

1° La France ne doit pas être comptée parmi les puissances que Frédéric a eu à combattre, puisque pendant toute cette guerre les armées françaises ont été contenues sur le Rhin et le

Weser par l'armée des dix princes à la solde de l'Angleterre, composée d'Anglais, Hanovriens, Hessois, Brunswickois. 2° La Russie ne voulait point accabler la Prusse, elle ne fit que ce qu'il fallait faire pour satisfaire à cet instinct ambitieux qui la portait à essayer ses armées contre des armées manœuvrières, pour pouvoir un jour accomplir ses destins, dont déjà elle avait le pressentiment. 3° L'Autriche n'avait qu'un état militaire très faible, tandis que la Prusse, qui, de longue main, était organisée comme un camp, avait des armées nombreuses et manœuvrières.

Pendant la campagne de 1756, ni la France, ni la Russie, n'ont mis aucune armée en campagne. Pendant celle de 1757, l'armée russe a fait une incursion, au mois d'août, sur la Prégel, a gagné une bataille, et s'en est retournée plus vite que si elle eût été battue. Pendant les quatre premiers mois de cette année, comme en 1756, le roi n'a eu que l'Autriche à combattre.

En 1758, l'armée russe a fait une seconde incursion pareille à celle de l'année précédente. Le 21 août, elle a perdu une bataille sur l'Oder et s'en est retournée en Pologne. Le roi, pendant les quatre premiers mois de la campagne et pendant l'arrière-saison, n'a eu contre lui que l'Autriche, mais il perdit tous ses avantages par l'opération mal calculée de Moravie et de Hohenkirch.

La campagne de 1759 est une répétition de la précédente. L'armée russe fait sa troisième incursion au mois d'août, bat le roi à Kunersdorf, et, fidèle à son système, elle retourne dans ses frimas. Le roi, pendant les quatre premiers mois et pendant l'arrière-saison, put écraser les Autrichiens; mais où il ne sut pas mettre à profit un temps si précieux, où il perdit un corps de dix-huit mille hommes, officiers et soldats, par l'imprudence de ses manœuvres, qui fut suivie de la capitulation de Maxen.

En 1760, c'est la même répétition. Le roi, pendant les quatre premiers mois, peut tout faire contre les Autrichiens, et cependant, à la vue de l'armée du prince Henri, qui était cantonnée en Silésie, Laudon cerne et prend un corps de douze mille hommes, officiers et soldats. Les Russes arrivent trop tard sur l'Oder, ils ne livrent point de bataille, mais ils séjournent plus longtemps qu'à l'ordinaire; cependant ils retournent hiverner dans leurs glaces.

En 1761 et 1762, la population de la Prusse commençait à s'épuiser; les Autrichiens prirent Schweidnitz, et les Russes Colberg. Dresde avait été pris la campagne précédente. La position du roi devenait critique; mais Élisabeth mourut; les Russes abandonnèrent la coalition et s'allièrent avec la Prusse.

Les riches subsides que Frédéric reçut de l'Angleterre, lui donnèrent des moyens de lever des soldats et des officiers dans toute l'Allemagne; cela seul fit plus pour la cause de la Prusse que ne firent pour celle de l'Autriche les cinq incursions de l'armée russe.

1° On reproche à ce grand capitaine de n'avoir pas profité, comme il le devait, de l'initiative qu'il a eue en 1756; 2° de n'avoir pas frappé de grands coups pendant le printemps des cinq années suivantes, où les Russes étaient éloignés du champ d'opération; 3° les fautes qui entraînèrent les désastres de Hohenkirch, de Maxen et de Landshut; 4° les mauvaises directions données à ses deux invasions de la Bohême et à celle de la Moravie: mais ces fautes sont éclipsées par les grandes actions, les belles manœuvres, les résolutions

hardies, qui lui ont valu de sortir victorieux d'une lutte aussi disproportionnée. Il a été grand surtout dans les momens les plus critiques; c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de son caractère : mais tout prouve qu'il n'eût pas résisté une campagne à la France, à l'Autriche et à la Russie, si ces puissances eussent agi de bonne foi; qu'il n'eût pas pu faire deux campagnes contre l'Autriche et la Russie, si le cabinet de Saint-Pétersbourg avait permis que ses armées hivernassent sur le champ d'opération. Le merveilleux de la guerre de Sept-Ans disparaît donc. Mais ce qui est réel justifie cette réputation dont a joui l'armée prussienne pendant les cinquante dernières années du siècle passé, et consolide au lieu d'ébranler la grande réputation militaire de Frédéric.

§ II.

On a attribué les succès que le roi avait obtenus pendant cette guerre à un nouvel ordre de tactique, pour les batailles, qu'il aurait inventé et que l'on a appelé l'ordre oblique.

Frédéric a donné, pendant la guerre de Sept-Ans, dix batailles en personne, et six par ses lieutenans, y compris les affaires de Maxen et de Landshut : sur lesquelles il en a gagné sept et perdu trois; et sur celles livrées par ses lieutenans, il en a perdu cinq et gagné une. Sur seize batailles, la Prusse en a gagné huit et perdu huit. Il n'est aucune de ces batailles où le roi ait employé une tactique nouvelle; il n'a rien fait qui n'ait été pratiqué par les généraux anciens et modernes dans tous les siècles.

Mais qu'est-ce donc que l'ordre oblique? Ses partisans varient : les uns disent que toutes les manœuvres que fait une armée, soit la veille, soit le jour d'une bataille, pour renforcer sa ligne sur sa droite, son centre ou sa gauche, soit même pour se porter derrière l'ennemi, appartiennent à l'ordre oblique.... En ce cas, Cyrus a manœuvré dans l'ordre oblique à la bataille de Thymbre, les Gaulois-Belges, à la bataille de la Sambre contre César; le maréchal de Luxembourg, à Fleurus; il profita d'une hauteur pour déborder la droite de l'ennemi; Marlborough, à Hochstet, le prince Eugène, à Ramillies et à Turin, Charles XII, à Pultava. Il n'est presque aucune bataille, ancienne ou moderne, où le général qui a attaqué n'ait renforcé ses colonnes d'attaque, soit par un plus grand nombre de troupes, soit en y plaçant des grenadiers, soit par un grand nombre de canons. Si Frédéric avait imaginé cette manœuvre, il eût imaginé la guerre qui, malheureusement, est aussi ancienne que le monde.

D'autres disent que l'ordre oblique est cette manœuvre que le roi faisait exécuter aux parades de Potzdam, par laquelle deux armées étaient d'abord en bataille parallèlement. Celle qui manœuvre se porte sur une des ailes de son adversaire, soit par un système de colonnes serrées, soit par un système de colonnes ouvertes, et se trouve tout d'un coup, sans que le général ennemi s'en soit aperçu, sur une de ses ailes, l'attaque de tous côtés, sans que l'on ait le temps de la secourir.

1° Il est impossible que deux lignes parallèles de trois mille toises, et placées à la distance de neuf cents toises, l'une s'inclinant sur l'autre, de manière qu'une des ailes étant à trois cents toises, l'autre soit assez éloignée pour être à l'abri et hors d'atteinte : l'armée, pendant qu'elle marche pour prendre l'ordre oblique, prête le flanc; si elle

est attaquée, elle sera battue; l'aile menacée sera facilement mise hors de péril en la renforçant par la seconde ligne de l'armée ou par la réserve.

2° Il faudrait que la ligne d'opération de l'armée qui prendrait l'ordre oblique, fût du côté de l'aile sur laquelle elle appuie, sans quoi elle la perdrait, ce qui exposerait à des conséquences fâcheuses. Il est deux principes de guerre qu'on ne viole point impunément; le premier : *Ne faites pas de marches de flanc devant une armée qui est en position*; le deuxième, *Conservez avec soin et n'abandonnez jamais de gaîté de cœur votre ligne d'opération.* Aussi, est-il des personnes parmi les partisans de l'ordre oblique, qui veulent que la manœuvre en soit dérobée à l'ennemi, qu'il soit étonné et surpris, qu'elle soit faite de nuit, ou favorisée par des brouillards, ou couverte par des rideaux.

1° Puisque cette manœuvre doit être dérobée à l'ennemi, ce n'est pas un ordre de tactique; sa force n'est pas dans elle-même, mais en ce qu'elle surprend, étonne; elle est de la nature des embuscades, des marches dérobées, des surprises, etc.

2° Les embuscades, les marches dérobées, les surprises, ont été pratiquées dans tous les temps, non seulement par des troupes disciplinées, mais même par des sauvages et des troupes indisciplinées.

Frédéric a livré, dans la guerre de Sept-Ans, dix batailles; il n'a, dans aucune d'elles, fait exécuter les manœuvres des revues de Potzdam, ni n'a mis en usage aucune nouvelle manœuvre; toutes celles qu'il a ordonnées étaient connues et pratiquées de tous les temps. Il a fait deux mouvemens à la bataille de Lowositz, en 1756 : le premier, pour repousser l'attaque de la hauteur; le second, lorsqu'il a, par un mouvement de cavalerie, menacé la gauche de l'armée autrichienne, ce qui l'a décidée à repasser l'Éger. Il n'y a là aucune invention.

En 1757, les armées prussienne et autrichienne étaient égales en force, mais l'armée prussienne était composée de vieilles troupes, aguerries et disciplinées. La plus grande partie de celles du duc de Lorraine étaient fort médiocres et de nouvelles levées. A la bataille, les deux armées étaient séparées par un ravin. Le roi marcha sur trois lignes par le flanc gauche, jusqu'à ce qu'il trouva un débouché. Le duc de Lorraine devait marcher sur trois lignes par le flanc droit en suivant parallèlement ce mouvement; ou prendre l'initiative, faire passer à sa gauche et à son centre le ravin, et attaquer la droite du roi. Il ne prit ni l'un ni l'autre de ces partis. Il se contenta de faire faire un changement de front en arrière à sa droite. De tout temps, on a vu des armées se cotoyer, plusieurs fois, même plusieurs lieues, pour atteindre un débouché qui permît à l'une d'elles d'attaquer avec avantage.

Les partisans de l'ordre oblique admirent la manœuvre du roi à la bataille de Kollin; et, quoiqu'elle ait eu les suites les plus fâcheuses, qu'elle lui ait fait perdre la bataille, la moitié de son armée et deux cents pièces de canon, ce qui l'a obligé de lever le siége de Prague et d'évacuer la Bohême, ils n'en persistent pas moins dans leur engouement : rien ne peut leur désiller les yeux. Les uns disent qu'il s'est vu arracher la victoire par la faute d'un chef de bataillon, qui a, mal à propos, ordonné un à droite en bataille, et a arrêté la marche de l'armée. D'autres, plus raisonnables, qui sont frappés des inconvéniens attachés à une marche de

flanc devant une armée en position, mais qui n'en sont pas moins attachés à l'ordre oblique, disent que la manœuvre du roi eût dû être faite de nuit; que par-là il eût évité le feu de l'armée autrichienne qui ne l'aurait pas aperçu; qu'au jour il aurait étonné, surpris, battu, rompu et mis en déroute son adversaire. Sans doute que c'est une fort belle chose que de surprendre son ennemi; mais pourquoi s'arrêter à tourner un aile; il vaut mieux prendre l'armée à dos, se saisir de ses parcs, de ses canons sur leurs avant-trains, de leurs munitions, des faisceaux de fusils du camp!!! La perte de la bataille de Kollin doit être attribuée à la violation du premier des principes, dont nous avons parlé plus haut. Si Frédéric avait eu affaire à un autre général que Daun, qui, après la bataille, resta douze jours dans son camp à chanter des *Te Deum*, il eût cruellement senti les conséquences de la violation du principe *d'abandonner sa ligne d'opération*. Les débris n'eussent jamais rejoint ni ses magasins, ni l'armée devant Prague. Il ne s'en fût jamais relevé.

A la bataille de Rosbach, le prince de Soubise imagina de vouloir singer l'ordre oblique. Il fit une marche de flanc devant la position du roi. Les résultats en sont assez connus. Frédéric, à Kollin, ne perdit que son armée: Soubise, à Rosbach, perdit son armée et l'honneur.

A la bataille de Zorndorf, le roi renouvela la manœuvre de Kollin. Au lieu d'attaquer la gauche de l'armée russe, qui était à portée des ponts par lesquels il débouchait, il fit une marche de flanc devant elle pour aller attaquer l'aile opposée. Les Russes qui, l'année précédente, avaient déjoué une pareille manœuvre, et battu le maréchal Lehwald à la journée de Jaegerndorf, tombèrent sur le flanc des colonnes d'attaque du roi, les rompirent, les mirent en désordre: tout était perdu si l'intrépide Seidlitz, avec son incomparable cavalerie et ce coup-d'œil qui le distinguait, n'y eût porté remède. L'infanterie russe n'était pas assez manœuvrière pour soutenir ses colonnes d'attaque par des échelons; elle fut rejetée dans ses carrés. La bataille se continua; l'armée prussienne eut la victoire, mais parce qu'elle fut ramenée par la force des évènemens aux vrais principes, car c'est la gauche de l'armée russe qu'elle rompit en dépit des ordres de Frédéric. L'année suivante, le général prussien Wedel fit encore une marche de flanc à la bataille de Kay; Soltikof l'en fit repentir, et lui donna une bonne leçon.

Mais, dira-t-on, vous ne parlez pas de la bataille de Leuthen; c'est le chef-d'œuvre de l'ordre oblique. Sans doute cette bataille est propre à immortaliser le caractère moral de Frédéric, et met à jour ses grands talens militaires; mais elle ne présente rien qui ressemble à la manœuvre de Potzdam. Il ne dut cette victoire qu'à la surprise; elle tient au chapitre des accidens. Si le prince de Lorraine eût eu une seule védette en avant de son front, une patrouille, il eût été prévenu que le roi marchait par sa droite, passait dans un marais qui semblait impraticable, pour attaquer son aile gauche; il y eût porté sa réserve, et en même temps eût fait avancer sa droite et son centre; il eût pris l'armée prussienne en flanc, en flagrant délit, et l'eût défaite. C'est étrangement s'abuser que de confondre une surprise avec un ordre constant de manœuvres.

A la bataille de Hohenkirch, Daun, dira-t-on, a manœuvré dans l'ordre oblique, puisque lorsqu'il a tiré le pre-

mier coup de fusil, il avait déjà cerné toute la droite de l'armée prussienne; mais ce serait un étrange abus de mots. Il faut dire tout simplement que Daun a surpris l'armée du roi; ce que celui-ci a rendu possible par le mauvais camp qu'il a pris, et qu'il s'est obstiné à garder plusieurs jours. Une pareille faute ne devait jamais être faite depuis l'invention de la poudre.

La huitième bataille est celle de Kunnersdorf. Le roi, au commencement de la journée, s'est trouvé perpendiculairement sur le flanc gauche de l'armée ennemie; il était donc plus que dans l'ordre oblique. Cette position n'était pas le résultat d'une manœuvre de champ de bataille, mais d'une marche qui avait été dérobée à l'ennemi derrière des bois et des marais. Le général russe, qui avait d'abord fait front du côté de Francfort, changea de position, et en prit une par laquelle il se trouva en potence sur l'armée prussienne; pour déboucher, des marais impraticables s'opposèrent au dessein du roi. Il attaqua comme il se trouvait, obtint des succès sur la gauche russe qu'il surprit; mais ceux-ci ayant pris leur ordre de bataille sur leur centre, parallélement à l'armée prussienne, ils obtinrent une victoire complète qui mit la Prusse à deux doigts de sa perte.

La neuvième bataille de cette guerre, celle de Liegnitz, est une rencontre fortuite qui a sauvé Frédéric d'un danger où l'avaient engagé les plus fausses manœuvres.

La dixième bataille est celle de Torgau. Toutes les dispositions du roi y sont funestes, aussi mal conçues que mal exécutées. Si l'on jugeait Frédéric par sa conduite à cette bataille, on concevrait une faible idée de son talent. Ni à Liegnitz, ni à Torgau, on ne voit rien de nouveau et aucune trace de ce fameux ordre oblique.

Le vieux Frédéric souriait sous cape aux parades de Potzdam, de l'engouement des jeunes officiers français, anglais, autrichiens, pour la manœuvre de l'ordre oblique, qui n'était propre qu'à faire la réputation de quelques adjudans-majors. Un examen approfondi des manœuvres de cette guerre aurait dû éclairer ces officiers, et ce qui devait achever de faire évaporer leurs illusions, c'est que Frédéric n'a jamais manœuvré que par lignes et par le flanc, jamais par des déploiemens.

Il n'y a donc aucune de ces dix batailles qui ait un caractère particulier et nouveau. Le roi en a perdu plusieurs, pour avoir, de gaîté de cœur, fait des marches de flanc devant une armée en position. Son expérience à Kollin, à Zorndorf; celle du maréchal Lehwald, à Jaegerndorf; du général Wedel, à Kay; du prince de Soubise, à Rosbach; en ont prouvé le danger.

Des militaires français, admirateurs de l'ordre oblique, parmi lesquels Guibert, ont poussé l'illusion jusqu'à prétendre que les détachemens du duc Ferdinand, à Creveld, et à Wilhemsthal, sur les flancs de l'armée française, étaient des corollaires brillans de l'ordre oblique, au mépris de ce principe: *Ne mettez entre les divers corps de votre ligne de bataille, aucun intervalle par où l'ennemi puisse pénétrer.* Si la violation de ce principe lui a réussi, c'est que le comte de Clermont commandait les Français.

VARIÉTÉS POLITIQUES.

CHAPITRE Ier.

SITUATION POLITIQUE DE L'EUROPE EN 1798.

De l'Autriche. — De la Russie. — De L'Angleterre. — De l'Italie. — De l'Espagne et du Portugal. — De la Prusse, de la Suède et du Danemarck.

§ Ier.

La politique de la maison d'Autriche a été de tout temps envahissante et temporisante; c'est ainsi que cette puissance a empiété sur la Pologne et sur la Turquie, et qu'elle s'intitulait suzeraine des États d'Allemagne et d'Italie. Le traité de Campo-Formio, en donnant à la France le Rhin pour limite, avait enlevé à l'Empereur une grande partie de sa prépondérance sur le Corps germanique; il lui avait surtout aliéné les princes ecclésiastiques. D'un autre côté, l'acquisition de Venise ne pouvait compenser l'échec porté à la domination autrichienne en Italie par la création des républiques cisalpine, ligurienne, romaine, et bientôt même de la parthénopéenne. L'empereur avait également perdu tout crédit en Piémont, que la Cisalpine séparait de ses états; ce faible royaume semblait n'attendre qu'un ordre du Directoire pour devenir province française.

Napoléon, dans ses importantes relations diplomatiques à Léoben, à Campo-Formio, à Rastadt, avait toujours observé vis-à-vis de l'Autriche les égards dus à une aussi grande puissance. En traitant d'égal à égal, il avait relevé son caractère personnel et celui de sa nation, et il avait pris un soin particulier d'inspirer pour lui une confiance politique entière; mais le cabinet de Vienne n'était pas, avec raison, aussi confiant dans le Directoire, dont la marche révolutionnaire, en France et au-dehors, réveillait perpétuellement ses craintes. Il ne pouvait se dissimuler que c'était Napoléon qui avait fait la paix de Campo-Formio. Les reproches que le Directoire avait adressés à son négociateur, sur la cession de Venise le lui eussent assez prouvé, si la révolution helvétique, faite par la violence au lieu d'être l'effet d'une négociation, n'était venue mettre le comble à ses alarmes, en ce qu'elle donnait à la république d'inexpugnables positions et les débouchés du Tyrol, de l'Allemagne, et des provinces vénitiennes.

Le Directoire en était encore à détester les rois; cependant son gouver-

nement n'était point populaire en France. Il était en horreur aux souverains de l'Europe ; cette passion révolutionnaire de la Convention, cette haine des trônes les tenaient tous en échec et en haleine. L'Autriche ne désarma point, malgré la paix de Campo-Formio, conquise par soixante-dix-sept victoires. Les lenteurs de la diète de Ratisbonne et du congrès de Rastadt servirent utilement ses intentions secrètes. Déjà elle se reprochait d'avoir signé la paix. L'Angleterre mit à profit tant de causes de mécontentement, pour former une nouvelle coalition ; elle porta ses regards vers l'empereur Paul Ier, le roi de Naples, le roi de Sardaigne et le grand duc de Toscane, pour replacer toute la Péninsule sous le joug de la maison d'Autriche, dont la possession de Venise compléterait la domination.

§ II.

Avant le traité de Pilnitz, l'impératrice Catherine avait paru témoigner de la répugnance pour la révolution française. Ce traité avait été fait à son insu. C'était par la Prusse que les *Princes* arrivaient à l'Angleterre. La Russie était donc peu intervenue dans les affaires de l'Europe ; mais, à raison des Polonais et des Turcs, elle était liée d'intérêts avec l'Autriche, et elle entretenait avec ce cabinet des relations journalières d'amitié. Catherine avait donné à la première coalition l'espérance d'une coopération imposante ; Gustave III en avait pris l'engagement en son nom. Cependant elle n'avait disposé de sa politique qu'avec parcimonie ; elle s'était contentée d'ouvrir ses états, et parfois ses trésors, à l'émigration française. Elle avait, il est vrai, offert solennellement, en 1793, une épée au comte d'Artois, et mis à sa disposition une frégate pour le conduire en Angleterre ; elle avait même joint quelques-uns de ses vaisseaux à la flotte anglaise ; mais pas un soldat russe ne s'était montré sur les bords du Rhin. L'Autriche seule, depuis la retraite des armées prussiennes, avait lutté contre la révolution française. Catherine pensait en grand roi à son traité de commerce et aux avantages qui pourraient en résulter pour ses peuples, quand la fièvre révolutionnaire aurait fait place en France aux grands intérêts de l'état. Un autre motif l'empêchait d'envoyer ses troupes au secours de *Coblentz* ; l'éclat et la puissance que les victoires de Frédéric venaient de donner à la Prusse lui faisaient regarder avec inquiétude de ce côté ; elle ne voulait point dégarnir ses frontières, surtout depuis que la Prusse avait saisi la première occasion de reconnaître la république. Les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne considéraient alors avec raison cette puissance comme amie nécessaire de la France et leur ennemie naturelle.

Cependant Catherine ordonna un armement considérable, et ses flottes allaient montrer son pavillon dans les mers de France, quand la mort la frappa ; ce fut un dangereux ennemi de moins pour la république. La politique de la Russie et de l'Autriche leur commande impérieusement de ne jamais se perdre de vue ; elles avaient adopté un système d'alliance apparente contre la révolution ; mais elles surveillaient réciproquement leur prépondérance, et ne pensaient à se rallier franchement que quand il y aurait péril pour chacune d'elles. La cession du Rhin à la république, l'ascendant du Directoire dans les négociations de l'empire, sa conduite en Hollande, en

Suisse, en Italie, décidèrent Paul, héritier de la politique de sa mère, à prendre une part active dans la nouvelle lutte que l'Angleterre suscitait. Il s'engagea à envoyer sur les champs de bataille une nombreuse armée dont il confia le commandement à Suwarow, déjà célèbre par ses victoires et ses cruautés contre les Turcs et les Polonais. Paul avait un certain besoin de gloire, et surtout de gloire personnelle; il souriait à l'idée de montrer ses drapeaux aux peuples civilisés de l'Europe, et il ne voyait pas d'ennemi plus noble à combattre que celui qui venait d'enlever l'Italie tout entière à son allié d'Autriche. Quand Napoléon partit pour l'Égypte, l'armée russe commençait à se rassembler en Gallicie.

§ III.

L'Angleterre n'avait point pardonné à Louis XVI la perte de ses colonies, de ce vaste empire de l'Amérique du nord, qui, avec celui de l'Inde, l'aurait fait régner paisiblement sur le commerce des deux hémisphères. Ce prince malheureux avait, par cette entreprise d'une haute politique, élevé la marine française au premier rang; il avait donné à la haine nationale la plus belle satisfaction. La France se serait trouvée dotée, aux dépens de l'Angleterre, de tous les avantages du commerce avec le nouvel état indépendant. Louis XVI se rendait ainsi le bienfaiteur de deux grandes nations. Rien jusqu'à présent n'a pu altérer l'amitié que cimenta dès lors la reconnaissance des Américains. Sous la Convention, sous le Directoire, ce même lien a subsisté; sous le Consulat et sous l'Empire, il a donné naissance à une alliance puissante et respectable.

La révolution française marcha dans ses débuts sous les auspices de Louis XVI. Les grandes fautes des trois ordres, celles de la cour, les mauvais conseils des étrangers, les conseils si perfides de l'Angleterre, qui savait mieux que personne ce que la France gagnerait à une véritable liberté, gâtèrent ces beaux commencemens. Les journées des 5 et 6 octobre ne furent point entièrement de fabrique française. Le roi fut assiégé dans son palais, outragé par la canaille de Paris avec laquelle il fut réduit à capituler, pour sauver ses jours et ceux de la famille royale. Ramené à Paris, la nuit, au milieu d'un tumulte de cannibales, il fut dès ce moment le prisonnier de la révolution; on lui fit subir l'agonie de Jésus-Christ, en même temps qu'on le salua roi des Français. Il accepta la constitution qu'il aurait dû donner. Sa fuite à Varennes fut une véritable faute, quand bien même elle aurait réussi; le parti la qualifia de trahison, et, dès ce jour, la mort de cet infortuné monarque fut résolue par une minorité qui projetait dans l'ombre la chute du trône. Le rassemblement de Coblentz, le congrès de Pilnitz, la guerre si ridicule de la Prusse, la retraite plus ridicule encore de l'armée prussienne devant nos légions non organisées, excitèrent au plus haut degré la rage révolutionnaire, et la France passa subitement du règne de la Législative à celui de la Convention, de la révolution à la terreur. L'Angleterre vit avec joie ces symptômes de destruction pour la France; mais elle jugea mal son ennemie : elle n'entrevit pas la profondeur de l'abîme où son esprit de vengeance allait entraîner l'Europe et elle-même; elle ne sauva point Louis XVI. La France eut, comme l'Angleterre, son grand crime.

Après cet attentat, le cabinet de

Saint-James fut étonné de voir la république debout et terrible. Il compta avec effroi les quatorze armées de la Convention qui avait tué son roi, et il salaria l'Europe pour tâcher de tuer la France. Les commissaires anglais avaient vu dresser l'échafaud. Leurs rapports avec Danton, Robespierre et les comités directeurs, sont avérés.

Pitt voyait avec douleur l'Angleterre augmenter sa dette par les immenses subsides qu'elle payait à l'Europe, pour balancer l'effet des victoires de la république. La Prusse lui échappait; la Russie était loin : elle observait l'Europe ; elle ne donnerait que des vaisseaux. L'Autriche seule avait des armées nombreuses et disponibles ; elle avait des injures personnelles à venger. Quant à l'Espagne, elle menaçait de sacrifier de bonne heure ses liens de famille à ce qu'elle croyait être son intérêt. Aussi ce fut vers l'Autriche et le Corps germanique, qu'on appelait l'Empire, que Pitt dirigea les efforts de sa politique; seuls ils soutenaient encore sur le continent la lutte contre la révolution. La république était assiégée sur le Rhin et sur les Alpes, dans le temps que Toulon tombait au pouvoir des coalisés. De tous côtés la France était bloquée, et l'Angleterre se flattait d'un triomphe prochain, quand Napoléon contribua à la reprise de Toulon.

Deux ans après, Pitt conçut la fatale expédition de Quiberon, qui coûta à la France plusieurs centaines d'officiers de marine, reste des compagnons de Suffren. La flotte anglaise fut spectatrice de la destruction de l'élite de l'émigration, jetée par elle sur les côtes de Bretagne. Douze cents émigrés furent fusillés par les ordres des commissaires de la Convention. Le général Hoche parvint à en sauver un grand nombre. Quand on osa dire dans le parlement que ces malheureux avaient été sacrifiés par la politique du cabinet, le ministère répondit: *Du moins, le sang anglais n'a pas coulé.* — *Non, sans doute*, s'écria Sheridan ; *mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores.* Toutes les tentatives de l'Angleterre sur le territoire français n'ont pas eu un sort plus heureux pour ses armes ; mais celle-ci ne fut réellement fatale qu'à la France. Pitt ne voulut dire autre chose, sinon qu'il n'en avait coûté que de l'argent à sa nation : comme ministre, il ne pouvait pas faire un plus grand aveu.

L'éloignement dans lequel l'Angleterre tint constamment les Princes français des armées de la Vendée, où ils étaient sans cesse annoncés et vainement attendus, prouve suffisamment le but de sa politique, qui était non le rétablissement du trône des Bourbons, mais la destruction des Français par les Français. Pitt fut en réalité le banquier de la guerre civile; il avait à ses gages tous les fléaux comme toutes les défaites. L'entreprise sur Dunkerque, en 1793, le couvrit de honte. En 1794, il rendit ridicule son roi, en plaçant momentanément sur sa tête la couronne que lui offrit l'insurrection corse. La scène changea en 1796. Napoléon parut à la tête de l'armée d'Italie ; ses victoires attirèrent tous les regards de l'Angleterre ; elle en prévit les résultats, et elle prêta l'oreille aux propositions du Directoire. Les conférences furent ouvertes à Lille ; elles étaient utiles à la conservation de son crédit, et facilitaient ses derniers emprunts. Napoléon, en signant les préliminaires de Léoben, le 14 avril 1797, avait imposé la paix autant au Directoire qu'à la maison d'Autriche, veuve de cinq belles armées. La paix pouvait devenir

générale, et le grand œuvre de la révolution être sanctionné à Lille; mais le Directoire ne se sentit pas assez fort, vis-à-vis de la nation, pour soutenir cette grande situation. Il avait besoin de détourner les regards de son administration intérieure; et, pour se créer une nouvelle ressource contre l'attention publique, il rompit brusquement, le 18 septembre, les conférences de Lille. La négociation, quelque difficile qu'elle fût par elle-même et à cause du Directoire, en raison de son esprit révolutionnaire et de son instabilité constitutionnelle, avait été habilement conduite par Pleville-le-Pelet, Letourneur de la Manche, et Maret qui avait la direction principale des négociations, bons citoyens qui cherchèrent en conscience à assurer le salut de la révolution française par un traité avec son plus dangereux ennemi. Un mois après cette rupture, le 18 octobre, Napoléon signa la paix de Campo-Formio. Sans l'esprit de vertige qui aveuglait le Directoire, la France avait à la fois la paix de l'Angleterre et celle de l'Autriche. On ne peut calculer ce que seraient devenues ses destinées à cette époque, où elle avait encore tant d'enthousiasme de patrie: la seule attitude de la nation aurait suffi pour subjuguer l'Europe, et changer son système de gouvernement, puisque telle était la religion d'état en France.

L'Angleterre rentra naturellement, par l'effet de la démence du Directoire, dans sa carrière de haine et d'agression contre la république, avec un motif qui devait rendre le Directoire plus odieux à la France et à l'Europe. Le Directoire prit avantage de cette rupture qu'il mit sur le compte de l'Angleterre, pour continuer contre elle l'accusation nationale; mais, dans la capitale, l'opinion publique se prononça contre la guerre. Les négociateurs, revenus de Lille, ne furent point étrangers au blâme qui s'éleva contre les meneurs du gouvernement; et le parti qui désirait sa chute vit avec satisfaction une accusation d'état aussi grave se joindre aux autres causes de mécontentement.

Napoléon traitait alors à son quartier-général de Neuwald, près de Léoben, de la paix avec l'Autriche. Il se prononça hautement pour la paix avec l'Angleterre, à quelque prix que ce fût: il la considérait comme indispensable à la consolidation de la république. Il l'a prouvé depuis, à son avènement au consulat et à l'empire; plus tard, à Tilsitt et à Erfurt: mais le cabinet de Saint-James, qui avait été au moment de signer la paix avec le Directoire, gouvernement faible et débonnaire, se refusa constamment à toutes les ouvertures de Napoléon, parce que son gouvernement était fort et héréditaire. Il ne pouvait pas manifester sa haine pour la France d'une manière plus évidente: car, sous Napoléon, il ne s'agissait plus de propagande; l'esprit révolutionnaire avait été comprimé. Le 18 brumaire et l'Empire avaient vengé avec éclat le système monarchique. Que voulait donc l'Angleterre en refusant la paix au vainqueur de Marengo, au premier consul, que la France et l'Europe saluaient du beau nom de libérateur, à l'empereur des Français dont tous les rois recherchaient l'alliance? Elle comprit que rien ne pouvait plus arrêter la prospérité de la France, si elle jouissait du bienfait de la paix générale. Elle s'effraya de l'idée que la marine française, reprenant son ancien éclat, ne lui disputât un jour l'empire des mers. Napoléon ne s'égara point dans

une passion aveugle; il savait le bien dont manquait la France; la paix avec l'Angleterre était le but qu'il voulait atteindre; mais elle prodiguait ses trésors pour soudoyer contre lui les armées de l'Europe, et ce n'était que par des victoires qu'il pouvait espérer de dominer la haine anglaise en soumettant ses alliés. C'est ainsi qu'il fut entraîné malgré lui à la conquête de l'Europe et au blocus continental.

La conduite du Directoire, à l'occasion des négociations de Lille, frappa tellement Napoléon, qu'il résolut alors de s'affranchir, tout puissant qu'il était à la tête de son armée, de la basse politique du Directoire, et de faire présent à la république de l'abaissement de l'orgueilleuse maison d'Autriche et du bienfait d'une paix glorieuse. C'était en même temps faire la guerre à l'Angleterre. Il fallait toute l'ineptie du Directoire pour perdre aussi rapidement et si honteusement les avantages de cette grande situation, tous les triomphes de l'armée d'Italie.

Par une prévoyance remarquable, au moment de s'embarquer pour l'Égypte, Napoléon proposa avec instance au gouvernement de ne point emmener Desaix et Kléber, si capables tous deux de garder la victoire sous nos drapeaux. Il semblait prévoir qu'on chercherait à l'accuser un jour de tous nos désastres d'alors, en lui reprochant d'avoir enlevé à la France l'élite de ses généraux et de ses soldats. Mais l'histoire dira que la république comptait trois cent mille baïonnettes sous ses drapeaux, que trente-deux mille baïonnettes seulement s'embarquèrent avec lui, Moreau, Masséna, Joubert, Brune, Soult, Macdonald et tant d'autres sauveurs de la république sur les Alpes, dans les champs de Zurich ou de la Nord-Hollande, n'étaient pas de l'expédition d'Égypte. Une destinée singulière établissait déjà Napoléon réparateur nécessaire des fautes du Directoire, et ce fut encore lui qui, rappelé des bords du Nil par les maux de sa patrie, dut aller reconquérir sur les Autrichiens la belle Italie, et renouveler à Marengo le traité de Léoben.

Après la rupture des négociations de Lille, le cabinet de Saint-James n'eut qu'à choisir pour trouver des ennemis à la république. De grands préparatifs se faisaient sur les côtes de la Manche. Tous les journaux retentirent du projet d'une descente en Angleterre. Le Directoire ébaucha le système du blocus continental; il ordonna la saisie de toutes les marchandises anglaises qui pouvaient se trouver à Mayence, et dans les autres pays cédés à la France. L'ambassadeur anglais en Suisse, M. Wickam, y occupait un poste d'observation très important et était depuis long-temps signalé pour être le protecteur de l'émigration française, et le directeur de toutes les intrigues qu'elle entretenait dans l'intérieur de la république à laquelle il faisait une guerre de pirate: le Directoire se crut le droit d'exiger de la Suisse le renvoi du ministre anglais. Bien que par leurs positions respectives l'Angleterre et la Suisse fussent inoffensives l'une vis-à-vis de l'autre, il y avait cependant une pudeur d'état, un honneur de nation qui ne permettait pas à la Suisse de se garantir d'une menace par une infamie; mais M. Wickam fut habile: il sut ce que le Directoire exigeait de la Suisse, et il se retira. Il espéra le désarmer par cette conduite, et éloigner l'orage que les mouvemens insurrectionnels du pays de Vaud et les intrigues de Bâle annonçaient à l'Helvétie. Il calcula mal. La demande de son ren-

voi était par elle-même si monstrueuse, qu'il était prouvé que le Directoire avait pris son parti par rapport à l'inviolabilité du gouvernement des treize cantons. La révolution qui suivit de près le départ de l'ambassadeur anglais étendit, à tous les marchés et débouchés de la Suisse, les mesures prises contre les marchandises anglaises. Les produits des manufactures nationales étaient loin d'être arrivés au degré de perfection où ils parvinrent depuis, quand Napoléon rendit aux Suisses leur liberté politique, et s'en déclara le protecteur.

Le Directoire, non content d'avoir révolutionné la Suisse, avait aussi révolutionné Rome ; mais l'Angleterre se souciait peu de ces aventures du continent ; c'étaient de faibles détails pour sa politique. Elle faisait en grand le procès au Directoire. Elle avait sans cesse devant les yeux quatre grands objets : la journée du 18 fructidor qui avait retrempé la révolution, et fait rompre les conférences de Lille ; le traité de Campo-Formio, qui lui avait enlevé l'Autriche ; la conquête diplomatique de cette belle limite du Rhin que Napoléon venait de consommer à Rastadt ; enfin, les préparatifs faits dans les ports de France pour une grande expédition, dont le but était dérobé à ses regards inquiets. Cinq républiques avaient été successivement créées par la conquête. Il lui fallait faire reprendre les armes au continent.

Elle profita habilement de la mort de Catherine pour enrôler son fils Paul Ier dans sa haine. Ce prince, d'un caractère chevaleresque et naturellement porté aux entreprises audacieuses, lui parut un mobile puissant pour réveiller les passions endormies par les victoires de la république, et ranimer la politique de la maison d'Autriche ; et ce fut un singulier spectacle que de voir un cabinet protestant se servir d'un Tartare pour rasseoir le pape sur la chaire de saint Pierre. Une escadre anglaise était stationnée dans les mers de Naples, et protégeait les intrigues de l'ambassadeur anglais près de Ferdinand, en même temps qu'elle épiait les mouvemens de l'escadre de Toulon. Une fermentation sourde, dont l'explosion pouvait être prochaine, couvait dans tous les grands états ; elle était l'ouvrage de l'Angleterre.

§ IV.

L'Italie était plus que conquise : elle était révolutionnée. Pendant tout le temps du commandement de Napoléon, il avait protégé autant qu'il avait pu la liberté et la fortune des Italiens, en chassant de l'armée cette nuée de pirates civils dont le Directoire infectait tous les services, et en imposant la modération aux commissaires du gouvernement. Après son départ, le pillage recommença ; et le nom français, purifié en Italie par la victoire et la justice, redevint odieux. Cependant le sentiment de la liberté politique avait gagné tous les petits états dont l'Italie est couverte ; et comme dans cette péninsule il n'y a point de si petite ville qui n'ait le souvenir d'une ancienne indépendance, la doctrine de l'époque faisait fortune. Les princes étaient en fuite, ou en capitulation avec leurs peuples. Le respect pour les souverains disparaissait insensiblement à mesure que s'élevaient les intérêts de la multitude ; la guerre était déclarée entre l'aristocratie et la démocratie. Partout la noblesse avait été vaincue ; même les patriciens de l'É-

glise et quatorze cardinaux chantèrent le *Te Deum* dans la basilique de Saint-Pierre, pour rendre grâce à Dieu de la chute du pape et du rétablissement de la république romaine.

Le grand-duc de Toscane avait dû sa tranquillité et la conservation de ses états à la sagesse de sa conduite politique pendant la guerre d'Italie, peut-être aussi à l'estime particulière qu'il avait su inspirer à Napoléon. Il se laissa entraîner dans le mouvement que la cour de Naples voulut, à l'instigation anglaise, imprimer à toute l'Italie.

Le roi de Sardaigne ne régnait plus que de nom; la fermentation révolutionnaire avait atteint son plus haut degré dans tous ses états; il était de fait le prisonnier de ses soldats, qui n'attendaient qu'une occasion pour se ranger sous les drapeaux de la république; un ordre du général Joubert suffit pour détrôner ce souverain.

Telle était la situation politique de l'Italie dans les premiers mois de 1798. Il serait inutile de répéter ici sur les républiques cisalpine et ligurienne ce qui en a été dit dans le volume précédent. Ces deux états étaient entièrement soumis à l'influence française.

§ V.

L'Espagne avait suivi l'exemple de la Toscane qui, dès février 1795, avait signé la paix avec la république; du roi de Prusse, qui la signa le 5 avril; des Provinces-Unies, qui, par le traité du 16 mai, avaient obtenu un traité d'alliance, au prix d'une partie du territoire batave. Le 22 juillet 1795, elle reconnut la république par le traité de Bâle, en cédant même ses possessions de Saint-Domingue. L'honneur du sang voulait sans doute qu'un Bourbon fût le dernier à poser les armes, ou même ne les quittât jamais; mais la politique prévalut à Madrid, et elle fut bonne en ce qu'elle sauva l'Espagne: la Catalogne et la Biscaye étaient déjà conquises par les républicains. Charles IV sacrifia ainsi ses justes ressentimens à la raison d'état. Le besoin que l'Espagne avait de la France, les habitudes d'un commerce dont elle ne pouvait se passer, le partage de la haine nationale contre l'Angleterre, enfin l'affranchissement de deux de ses plus belles provinces, décidèrent la maison de Bourbon à oublier à Madrid les malheurs de sa famille en France. Le ministère espagnol avait fait, en 1793, tous ses efforts pour sauver Louis XVI de la hache révolutionnaire; l'on conçoit difficilement quel motif a pu s'opposer à ce que la cour d'Espagne offrît un asile à des parens malheureux dont elle cherchait à venger, les armes à la main, les droits et les ressentimens, soit à Toulon, soit sur les Pyrénées. L'Espagne épousa, depuis la paix de Bâle, tous les intérêts politiques du Directoire. En mars 1798, elle proclama une cédule de bannissement contre les émigrés français.

Le Portugal, plus encouragé que jamais dans sa haine des Espagnols, était retombé sous l'empire du cabinet de Saint-James, et la paix signée avec la reine fut bientôt rompue; c'était une conséquence naturelle de la fausse politique qui avait présidé aux conférences de Lille; et, par une mesure contre laquelle le droit des gens s'élève hautement, l'ambassadeur de Portugal fut arrêté à Paris, et retenu au Temple pendant quatre mois. Le Directoire, par une suite de son imprévoyance, réunit une armée sur les Pyrénées, pour s'opposer aux tentati-

ves imaginaires du Portugal, diminuant ainsi les forces dont il avait besoin pour repousser sur le Rhin et sur les Alpes les efforts de la coalition.

§ VI.

La révolution française devait venger la Prusse de la guerre de Sept-Ans, soutenue par Frédéric contre la monstrueuse alliance de la France et de l'Autriche. Le cabinet de Berlin avait compris que la véritable politique s'opposait à ce qu'il fût lié long-temps par le traité de Pilnitz, où il avait été entraîné à la guerre pour des intérêts qui lui étaient non seulement étrangers, mais contraires. En effet, dans la position d'infériorité territoriale, militaire et de richesses où se trouvait la Prusse par rapport à la maison d'Autriche, elle ne pouvait que perdre, si la coalition était vaincue; et elle n'avait rien à gagner, ou bien peu de chose, si elle était victorieuse; car, dans ce cas, la Prusse n'aurait jamais cessé d'être dans une position difficile, étant pressée au nord et à l'ouest entre deux grandes masses, la Russie et l'Autriche, et au midi, toujours menacée par la France redevenue royale et plus que jamais soumise à l'alliance de l'empereur, qui aurait relevé le trône de la maison de Bourbon. Il lui était donc avantageux que la France changeât le gouvernement qui, depuis quarante ans, la tenait sous une espèce d'interdit politique : position à laquelle le génie même du grand Frédéric n'avait pu entièrement la soustraire. On pouvait craindre que la Prusse ne devînt pour la politique des cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Paris, une autre Pologne; et il y avait plus que sûreté pour elle dans le changement du gouvernement français. On peut dire avec raison qu'il y avait péril et mauvaise foi à faire la guerre, qu'il y eut nécessité et sagesse à signer la paix.

Depuis le traité du 5 avril, la France, victorieuse, maîtresse de la rive gauche du Rhin, suzeraine de la Hollande, de la Suisse et de l'Italie, se présenta naturellement à la Prusse comme une protectrice puissante, enrichie des dépouilles de l'Autriche, la plus cruelle ennemie de cette monarchie. Le cabinet de Berlin voyait avec plaisir les grands préparatifs de la république contre l'Angleterre; il avait tout à gagner aux embarras qui seraient donnés à cette puissance dont il ne pouvait pas être ouvertement l'ennemi, en raison de la grande étendue de côtes que ses acquisitions en Pologne lui avaient données, mais dont il convoitait les dépouilles, soit par la cession du Hanovre, limitrophe de ses frontières orientales, soit par l'affranchissement du joug britannique, comme puissance maritime. Il était de l'intérêt de la France de protéger sur mer le pavillon prussien, et d'en faire, comme de celui de la Hollande et de l'Espagne, un auxiliaire pour la marine française. Il y avait avantages naturels, et surtout intérêt de premier ordre, pour la Prusse, à maintenir l'amitié qui existait entre elle et la république. Aussi Frédéric-Guillaume repoussa-t-il toutes les intrigues, toutes les instances de l'Angleterre: rien ne put le faire dévier du système de neutralité qu'il avait adopté.

Il en fut à peu près de même à l'égard de la Suède et du Danemark dont l'antique inimitié céda aux intérêts présens. Ces deux souverains, en leur qualité de membres du corps germanique, sentirent qu'ils devaient profiter de l'appui de la puissance

française pour s'affranchir, s'il était possible, du joug impérial. De son côté, la France avait intérêt à se créer un protectorat depuis la Baltique jusqu'au Rhin ; et ces deux états, dont la marine respectée de tout temps était importante pour le commerce, complétaient, avec la puissance maritime de la Hollande, cette grande situation que le Directoire ne sut ni apprécier ni conserver, mais dont le traité de Campo-Formio avait posé les premières bases.

—

CHAPITRE II.

POLITIQUE DU DIRECTOIRE.

Négociations de Rastadt.—Révolution romaine.—Révolution helvétique.—Révolution de Hollande.

§ Ier.

Les préliminaires de Léoben avaient été signés le 14 avril 1797 ; le traité de Campo-Formio est du 17 octobre suivant : l'Autriche fut six mois à se décider à la paix. Ce long délai était une tactique de son cabinet. Les lenteurs de la diète de Ratisbonne le servirent utilement. L'Autriche voulait, quand les négociations s'ouvrirent à Rastadt, gagner du temps ; système qu'elle a suivi à toutes les époques. Les formes de sa chancellerie, l'esprit naturellement processif des Allemands, se joignirent aux intérêts divers qui partageaient la diète. L'empereur était d'ailleurs triplement représenté à Rastadt. Cette position, favorable à la première partie des négociations, trancha les difficultés relatives aux électorats ecclésiastiques, et Mayence, qui était le grand point de la contestation, fut livré aux troupes françaises. Cependant, quand les ministres de l'empereur cherchaient à prouver aux princes allemands que la cession de la rive gauche du Rhin à la France était la compensation nécessaire des états vénitiens qu'avait acquis la maison d'Autriche en Italie, ils répondaient que l'empereur n'avait pas eu le droit, comme chef de l'empire, de disposer d'une partie du territoire allemand ; mais leurs vaines remontrances ne servaient qu'à témoigner de leur mécontentement; ce qu'avait voulu Napoléon était obtenu : Mayence, Cassel, Coblentz et Kehl étaient à la France.

Treilhard, Bonnier, Jean Debry et Roberjot succédèrent à Napoléon dans la direction de la négociation à Rastadt. Leurs instructions furent dictées par l'esprit qui avait fait rompre les négociations de Lille. Le Directoire voyait avec peine les effets de la paix de Campo-Formio. Il allait jusqu'à dire à ses affidés : Napoléon aurait dû marcher sur Vienne, renverser le trône impérial ; nous aurions révolutionné l'Allemagne, et c'est alors seulement que la république serait sortie triomphante de sa lutte. Cette ineptie politique et militaire n'a pas besoin d'être réfutée. Napoléon signa la paix, parce qu'il était pénétré des véritables intérêts de sa patrie et de son armée. Dans les grandes circonstances de la guerre, il n'y a qu'un moment pour faire la paix : ce moment, il le saisit.

Le Directoire, l'Autriche et les princes de l'empire, semblaient s'entendre à Rastadt pour traîner les négociations en longueur. Le 8 janvier 1798, trois mois après les ratifications, la députation de l'empire reçut des pouvoirs illimités, et le 1er mars elle reconnut la rive gauche du Rhin pour limites de la république. La dissidence de reli-

gion est, en Allemagne, une partie nécessaire de la politique. La Suède était à la tête de la ligue protestante contre les catholiques; le roi de Prusse dirigeait les intérêts de l'empire contre l'Autriche; le roi d'Angleterre intervenait dans la négociation comme électeur, et il influait sur les déterminations de l'Autriche. On conçoit que, si les négociations qui précédèrent la paix de Campo-Formio durèrent six mois, celles de Rastadt devaient être hérissées de toute espèce de difficultés.

Les plénipotentiaires français proposèrent de prime d'abord, comme base de la négociation, la cession à la république, du territoire allemand situé sur la rive gauche du Rhin. De longues contestations eurent lieu au nom de la constitution germanique, qui, évidemment se trouverait ébranlée par la suppression des trois électorats ecclésiastiques, devenant provinces françaises; mais l'esprit de sécularisation s'était insensiblement introduit dans les conseils allemands, et il fut question, de la part de plusieurs princes, d'étendre ce système. L'Autriche pensa à séculariser les évêchés de Saltzbourg, de Passaw et de Trente; la Bavière, ses évêchés de Franconie; la Prusse, ceux de Munster, Paderborn, etc. Des princes laïcs, possessionnés sur la rive gauche du Rhin, avaient des droits à être indemnisés, et l'on posa les bases d'un grand système d'indemnité.

La misère des provinces occidentales de l'Allemagne et le besoin de la paix se faisaient sentir chaque jour davantage. Les princes de l'empire cédèrent enfin, et reconnurent définitivement la cession de la rive gauche du Rhin à la France; mais ce n'était pas là le but que le Directoire voulait atteindre. Il ordonna à ses plénipotentiaires de faire des demandes tyranniques et incompatibles avec les bases de la négociation commencée comme avec les pouvoirs des négociateurs allemands. Indépendamment de la cession de toutes les îles du Rhin, il demanda de rendre libres pour les deux nations la navigation des rivières qui tombent dans le Rhin, et celle des grands fleuves d'Allemagne, notamment du Danube. La république, au moyen de cette stipulation, ne conserverait sur la rive droite que le fort de Kehl et sa banlieue, le fort de Cassel et ses approches, comme faisant partie des fortifications de Mayence. La citadelle d'Ehrenbreisten devant Coblentz serait démolie; il serait en outre accordé à la république cinquante arpens en avant d'Huningue, et le pont commercial entre les deux Brisach serait rétabli. L'évacuation de la rive droite, par les armées de la république, n'aurait lieu qu'après l'exécution du traité. Le Directoire, non content d'imposer de telles conditions, demanda en outre que toutes les dettes des états de la rive gauche fussent portées sur les indemnités de la rive droite, ce que repoussait la justice. Enfin ses plénipotentiaires allèrent jusqu'à inscrire au protocole qu'*ils attendraient une prompte réponse, le temps des temporisations étant passé*: ce qui équivalait, en cas d'hésitation, à une déclaration de guerre.

La note des plénipotentiaires français fut vivement combattue par les ministres impériaux. Ils se refusèrent à la cession des îles du Rhin; ils repoussèrent avec force les demandes relatives aux forts de Kehl, de Cassel, d'Ehrenbreisten, ainsi qu'aux ponts de Brisach et d'Huningue, comme menaçantes pour l'indépendance de l'Allemagne, et contraires au principe posé

à Campo-Formio de la limite du Rhin. Quant aux péages, ils ne pourraient être abolis sur ce fleuve, que s'ils l'étaient également par la Hollande. L'égalité des douanes était inadmissible sur les deux rives, en raison de la diversité des états situés sur la rive droite. La libre navigation sur tous les fleuves de l'Allemagne était hors du domaine de la négociation et des pouvoirs de la députation de l'empire. La charge des dettes de la rive gauche était contraire au droit commun. La députation finissait par déclarer qu'elle était prête à renoncer à tous ses droits sur la rive gauche, pourvu que la France abandonnât toute prétention sur la rive droite.

Pendant cette guerre diplomatique, qui mit à nu la mauvaise foi du Directoire, l'Autriche, excitée et soldée par l'Angleterre, réparait ses pertes, réorganisait ses armées, remplissait ses magasins, et se mettait en état de paraître avec éclat dans une seconde coalition.

L'Angleterre avait pris acte des nouvelles demandes du Directoire à Rastadt, pour souffler le feu de la guerre à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Elle ne perdait pas de vue la ruine qui menaçait ses intérêts commerciaux, si la paix se signait entre la république et l'empire. Elle prévoyait le système de prohibition générale des produits de ses colonies et de ses manufactures, et il n'y avait que le monopole de ce commerce qui pût l'indemniser des sacrifices qu'elle faisait. Elle était d'ailleurs aigrie par la rupture des conférences de Lille. Pitt ne négligea aucun moyen pour réarmer l'Europe contre la France, son ennemie personnelle : il créa l'*income-taxe*, qui mit à sa disposition d'immenses ressources. On lui attribue, peut-être à tort, d'avoir tramé les troubles du pays de Vaud et de Rome, dans le but d'attirer sur ces deux états les armées françaises, et de blesser l'Autriche par une sorte d'atteinte à la paix de Campo-Formio. On a dit aussi que ce ministre, pour compléter le vaste plan de coalition qu'il méditait, avait entraîné sourdement le Directoire à l'expédition d'Égypte, afin de forcer la Porte Ottomane à se déclarer ; mais cette assertion est fausse. Sans doute la guerre de la Turquie avec la France avait pour l'Angleterre le grand avantage de rendre disponibles toutes les forces de la Russie, en ce qu'elle débarrassait cette puissance de son observation sur la Turquie ; mais si Saint-Jean-d'Acre était tombé devant Napoléon, l'empire ottoman en eût été ébranlé : la politique de la Russie aurait changé subitement : l'Angleterre aurait tremblé pour l'Inde ; la politique de Pitt aussi aurait changé.

La conspiration que l'Angleterre ourdissait dans les deux tiers de l'Europe était périlleuse pour le Directoire. Il était loin d'avoir des ressources à lui opposer : ses finances étaient dans le plus grand désordre ; il n'avait aucun crédit ; et si les divers services de l'administration se faisaient avec exactitude, il le devait aux bienfaits des victoires d'Italie, qui se faisaient encore sentir, mais qui nécessairement devaient avoir un terme prochain. Le Directoire croyait avoir besoin de la guerre pour consolider en France son existence politique, comme l'Angleterre pour conserver sa prépondérance en Europe.

Pendant que l'on continuait à négocier à Rastadt, de grands événemens avaient lieu : la révolution de Rome, celle de Suisse, le départ de l'expédition d'Égypte, la déclaration de guerre

de la Porte à la république, la guerre de Naples, la création de la république parthénopéenne, le détrônement du roi de Sardaigne, qui se réfugia dans ses possessions d'outre-mer, comme le roi de Naples en Sicile, enfin la reprise des hostilités en Allemagne.

Malgré les nouvelles demandes du Directoire au congrès de Rastadt, et l'opposition qu'elles éprouvaient de la part du corps germanique, le système de neutralité, à la tête duquel s'était mis le roi de Prusse, semblait prévaloir dans la députation de l'empire. L'Autriche n'avait pas prévu à Campo-Formio que ses stipulations secrètes dussent donner lieu à de pareilles prétentions de la part de la république; elle en fut déconcertée. Mais, si d'un côté elle désirait rompre le traité, ce à quoi la poussaient l'Angleterre et la Russie, de l'autre elle était arrêtée par l'inquiétude que lui inspirait le protectorat naissant de la Prusse sur l'empire. En effet, le roi de Prusse ne dissimulait point l'avantage qu'il voulait tirer des embarras du moment, pour se venger de l'empereur, en acceptant la prépondérance que les circonstances lui offraient. Il résista à toutes les séductions du cabinet de Saint-James, et par sa conduite porta sérieusement ombrage à l'Autriche. Cette puissance se trouva tout-à-coup entraînée par des événemens que l'Angleterre avait préparés, et qui résultaient des traités secrets qui liaient depuis plusieurs mois les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Londres. Le roi de Naples avait fait marcher son armée sur Rome; le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane avaient suivi ce mouvement. D'un autre côté, l'armée russe avait déjà dépassé la frontière autrichienne. En Suisse, les Grisons avaient tumultueusement secoué le joug de la nouvelle constitution helvétique, et avaient appelé à leur secours l'armée autrichienne du Tyrol; le général Hotze était entré dans cette partie de la Suisse avec trente mille hommes; enfin, l'ouverture de la campagne en Allemagne fut décidée par la prise de la forteresse d'Ehrenbreisten, qui, bloquée étroitement par les Français depuis l'ouverture du congrès, fut obligée de se rendre. La possession de cette place importante sur la rive droite du Rhin ne pouvait que rendre le Directoire plus inflexible dans ses demandes, en lui donnant une position militaire respectable. L'archiduc Charles campait, avec une forte armée, entre l'Inn et le Lech; le général Jourdan commandait sur la rive gauche du Rhin l'*armée du Danube*.

Les forces de la coalition étaient ainsi évaluées : l'archiduc Charles, cent vingt mille hommes en Allemagne; le général Hotze, trente mille hommes dans les Grisons; le général Bellegarde, vingt-quatre mille hommes dans le Tyrol; le général Mélas, soixante mille hommes en Italie : cent mille Russes étaient en marche. Les princes d'Italie avaient mis en mouvement soixante mille hommes.

Joubert et Championnet commandaient les armées françaises d'Italie; le Directoire récompensa leurs premiers succès par une destitution. Ils auraient fait merveille en Italie. Il ne pardonna pas à Joubert d'avoir voulu protéger l'indépendance de la république cisalpine; et ce fut à Turin, où ce général était allé signifier au roi de Sardaigne l'ordre de descendre du trône, qu'il apprit sa destitution. Championnet, qui en moins d'un mois s'était emparé du royaume de Naples, et avait forcé le roi de se réfugier en

Sicile, fut rappelé pour n'avoir pas voulu obéir au commissaire du Directoire.

Malgré la guerre qui éclatait de toute part, le congrès de Rastadt était toujours rassemblé. Le 20 février 1799, le Directoire publia un manifeste pour accuser les Autrichiens d'avoir franchi la ligne de neutralité autour de Rastadt. De son côté l'archiduc proclama que, par leur mouvement sur la Souabe, les Français avaient rompu l'armistice stipulé pour l'Allemagne à Léoben, et signifia à la légation française qu'elle eût à quitter Ratisbonne. La légation refusa; l'archiduc la fit conduire militairement aux avant-postes français. Le 2 mars, l'armée française passa le Rhin; Saint-Cyr commandant la gauche à Kehl, Jourdan au fort Vauban; Férino, avec la droite, à Huningue et à Bâle; Bernadotte, avec l'armée d'observation, déboucha par Mayence et bloqua Philipsbourg; Masséna marcha sur les Grisons.

D'après la rigueur dont l'archiduc avait usé vis-à-vis de la légation française de Ratisbonne, les ministres impériaux, assemblés à Rastadt, craignant une représaille, partirent presque tous. Le congrès se dissolvait ainsi de lui-même, par la force des choses. Cependant les plénipotentiaires francais séparant la rupture avec l'Autriche de la négociation avec l'empire, restèrent à Rastadt. Jourdan, battu et forcé de repasser le Rhin le 7 avril, la rive droite se trouva, ainsi que Rastadt et son territoire, envahie par l'armée de l'archiduc. Le 23 avril, la députation de l'empire déclara la dissolution du congrès; il y avait eu des voies de fait de la part des troupes autrichiennes contre des courriers français; les plénipotentiaires demandèrent, et on leur refusa, ce qui était une monstruosité politique, une escorte autrichienne pour protéger leur voyage. Le 28 avril, un officier autrichien arriva à Rastadt avec cinquante hussards de Seckler, et communiqua aux ministres français l'ordre d'en partir dans les vingt-quatre heures. Il était sept heures du soir, quand cette signification leur fut remise par écrit; elle était signée *Barbatzy, colonel*. Ils firent à la hâte leurs préparatifs, et se mirent en route entre 9 et 10 heures du soir. On les retint plus d'une heure aux postes de la ville: par une contradiction sans exemple, on les chassait et on ne voulait pas les laisser aller. Ils renouvelèrent vainement la demande d'une escorte au commandant; il leur répondit qu'ils n'avaient rien à craindre. Enfin ils partirent malgré la nuit et leurs inquiétudes.

A cent toises de la ville leurs voitures furent attaquées et arrêtées. La nuit était très obscure, leurs domestiques portaient des flambeaux. Jean Debry, qui était dans la première voiture, en fut arraché. On le fouilla, on prit ses papiers, il reçut de légers coups de sabre, tomba dans un fossé, on le crut mort. Bonnier et Roberjot éprouvèrent d'abord le même traitement, ils furent ensuite massacrés. Roberjot reçut le coup mortel dans les bras de sa femme, qui le défendit vainement en le couvrant de son corps. Les assassins parlaient français; c'étaient évidemment des Français déguisés en hussards autrichiens. Ils n'attaquèrent et ne sabrèrent que les ministres, et ne firent aucun mal aux secrétaires ni aux personnes de la suite.

Jean Debry passa la nuit dans le bois, et le lendemain retourna à Rastadt, chez le comte de Goertz, ministre prussien. Boccardi, ministre ligurien, était dans la dernière voiture; il en-

tendit le tumulte, les cris des mourans; se sauva à pied avec son fils, et vint donner à Rastadt la première nouvelle de cet attentat inouï. Le comte de Goertz somma le commandant de la porte d'Etlingen, au nom de l'honneur allemand, de déclarer quelle précaution il avait prise contre un pareil crime; cet officier lui répondit, ainsi qu'aux autres envoyés réunis à ce plénipotentiaire, qu'il y avait eu un malentendu de la part des patrouilles. On lui objecta la demande et le refus de l'escorte: il renvoya à son chef, qui allégua ne l'avoir pas accordée au comte de Bernstorff, alors conseiller de la légation prussienne. Tout ce qui restait à Rastadt de ministres étrangers se rassembla, et le 1er mai fit publier une déclaration sur les circonstances révoltantes de cette violation du droit des nations. Ce manifeste, qui fait honneur à la loyauté germanique, était signé: *comte de Goertz, baron de Jacobi, de Dohen, de Rosenkrantz, de Rechberg, de Rehden, baron de Gatzera, comte de Solms-Tambach, Otto de Gemmingen, de Krenew, comte de Taubé.*

Cet attentat donna lieu à bien des conjectures. La mort imprévue et récente du général Hoche, l'insurrection de Rome, dirigée contre le palais de l'ambassadeur de la république, l'invasion de la Suisse, reparurent comme autant d'accusations contre le Directoire, à qui un crime de plus pouvait être imputé. On disait qu'il avait voulu, par ces horribles moyens, rendre la guerre nationale, et réveiller dans l'armée l'énergie, qui commençait à s'affaiblir. En effet, le message du Directoire du 12 mai, par lequel il annonçait la déclaration de guerre à l'empereur et au grand-duc de Toscane, n'avait pas été favorablement accueilli, et jamais guerre n'avait paru moins nationale. L'archiduc Charles crut devoir aller au-devant des imprécations du Directoire; il écrivit, le 2 mai, au général en chef Masséna; l'Europe et la France rendirent justice à l'honneur de l'archiduc, mais les conseils retentirent d'une indignation unanime, et dénoncèrent l'assassinat des plénipotentiaires français à toutes les nations, comme étant le crime de la maison d'Autriche. Ils adoptèrent d'enthousiasme trois résolutions: la première, de célébrer dans les chefs-lieux des cantons de la république, et aux armées, une cérémonie funéraire en l'honneur de Bonnier et Roberjot. La seconde, de placer dans tous les tribunaux, écoles ou administrations, une inscription portant: *Le 9 floréal an VIII, à neuf heures du soir, le gouvernement autrichien a fait assassiner par ses troupes les ministres français envoyés au congrès pour y négocier la paix.* La troisième, de donner à chacune des armées de terre et de mer, une oriflamme aux trois couleurs, sur laquelle serait inscrit: *Vengeance aux mânes des citoyens Bonnier et Roberjot, plénipotentiaires de la république à Rastadt.*

On réfléchit après s'être indigné, et l'on ne comprit pas de quelle utilité pouvait être aux gouvernemens ennemis le meurtre des ministres plénipotentiaires français; ils ne pouvaient avoir avec eux que les papiers relatifs à la négociation, et les détails en étaient connus. Il était évident pour toutes les puissances que la Russie, l'Autriche et l'Angleterre voulaient la guerre; elle était légitime pour l'Angleterre et l'Autriche, depuis que le Directoire avait révolutionné l'Helvétie, Rome et la Hollande. L'Autriche cherchait et devait chercher à entraîner dans sa cause le corps germanique; la Prusse devait s'y opposer et

s'y opposa en effet de tous ses moyens.

Que contenait et que pouvait contenir de plus important le portefeuille des plénipotentiaires du Directoire? On essaya à Paris de jeter l'odieux de cet assassinat sur le cabinet de Saint-James; mais l'opinion publique l'en justifia : la moindre réflexion lui prouvait qu'il était inutile aux intérêts de l'Angleterre. Quelques hommes, qui voulaient aller au fond de cette affaire, prétendaient que Bonnier et Roberjot, indignés de la duplicité et de l'exigence du Directoire dans les nouvelles instructions qu'ils avaient reçues, se proposaient, à leur retour, de le dénoncer aux conseils. Jean Debry, disaient-ils, à qui ces intentions étaient bien connues, était loin de les partager, et rendait compte au Directoire des dispositions de ses collègues. Ceux-ci avaient été laissés morts sur le terrain, tués par des hommes qui parlaient français; et lui, il en avait été quitte pour quelques meurtrissures, quoiqu'il eût été attaqué le premier. A Rastadt, cette opinion sembla prévaloir; car on eut l'air de reprocher à Jean Debry, de n'avoir été que légèrement blessé, et d'avoir passé la nuit sur un arbre. Mais alors l'opinion était en guerre avec le Directoire.

§ II.

Toute l'Italie était dans la fièvre révolutionnaire; c'était à qui se ferait république. Naples était également en fermentation; les prisons n'avaient pu suffire pour contenir les suspects ou les coupables, et le gouvernement y avait suppléé par les couvens. Rome ne pouvait, à une pareille époque, se soustraire à ses grands souvenirs. Tout ce qui savait lire, dans cette patrie des Cicéron et des Brutus, repoussait le joug pontifical, et rappelait l'antique gloire consulaire. Une grande partie du clergé, chose étrange, partageait ces opinions, peu en rapport avec son institution ultramontaine. De la part des ministres protestans, c'eût été tout simple : l'Évangile est pris par eux à la lettre, ou à peu de chose près, et alors sa doctrine est presque toute populaire. Ce ne fut pas un médiocre symptôme de l'entraînement de l'esprit humain que l'homélie de Pie VII; il était déjà cardinal : cette homélie, qu'il publia dans son évêché d'Imola, est un sermon de jacobin.

Depuis le traité de Tolentino, la république était en paix avec le souverain pontife Pie VI; il avait un nonce auprès du Directoire; et l'on fit dans le temps une chose agréable à la cour de Rome, en y envoyant comme ambassadeur Joseph Bonaparte, frère du général qui avait fait la paix; c'était une garantie de plus donnée au Saint-Siége. Cette protection était tout-à-fait inoffensive par le caractère personnel de l'ambassadeur, et il en offrit une preuve positive au gouvernement de Rome, en méprisant ses intrigues avec la cour de Naples, et le laissant donner au général autrichien Provera le commandement de l'armée pontificale. Joseph apprit qu'il se tramait dans l'état romain une conspiration dont le but était le rétablissement de la république romaine; le 26 décembre 1797, il en avertit consciencieusement le cardinal Doria, secrétaire d'état. Malgré cet avis, un attroupement séditieux eut lieu le 28 près du palais de France. Comme celui de tout ambassadeur à Rome, ce palais jouissait de la prérogative d'une juridiction autour de son enceinte. Elle fut violée par une foule d'hommes qui se mirent à crier : Vive la répu-

blique romaine, vive la république française !

L'ambassadeur apprit ce désordre comme il rentrait chez lui. Déjà les troupes du pape chargeaient la multitude; elle se réfugia sous le portique du palais de France, et y fut poursuivie à coups de fusil. L'ambassadeur eut le courage de se porter avec ses gens, les élèves de l'école française et quelques officiers, entre les combattans. Après avoir réclamé vainement son inviolabilité, il ordonna de repousser la force par la force. Dans cet horrible tumulte, qui dura plusieurs heures, le jeune général Duphot, promis à une sœur de Napoléon, fut tué de deux coups de fusil; il rentrait blessé, quand le second coup le tua raide sur la place. Le sang des blessés ruisselait dans le palais de France; l'injure était manifeste. L'ambassadeur parvint avec la plus grande peine à repousser les forcenés, et à faire fermer les portes sur eux. Sa dignité venait d'être cruellement outragée par le peuple et par l'armée de Rome. Le sacré collége lui fit donner des explications sur lesquelles il ne crut pas pouvoir prononcer; il partit. Le Directoire cria vengeance; mais il était tellement suspect, que, comme à Lausanne et à Rastadt, on mit volontiers encore sur son compte l'injure qu'il voulait punir.

Le pape envoya à Paris, offrit des réparations, proposa de faire une enquête. Le Directoire se refusa à toutes excuses; il fit arrêter le nonce, et donna ordre au général Berthier de marcher sur Rome. Il avait non seulement sa vanité, mais encore son intérêt à satisfaire; l'avenir le prouva. Le 10 février, Berthier vint se loger au fort Saint-Ange, s'abstenant, par une modération qui lui était propre, d'entrer dans la ville, et d'inquiéter Pie VI dans son propre palais. Dans sa perplexité, ce prince s'était adressé au roi de Naples; il lui avait offert de lui livrer Rome. Nelson était alors dans la rade de Naples avec sa flotte. Les deux favoris du roi et de la reine, Hamilton et Acton, étaient Anglais. Cependant le roi de Naples répondit au saint-père qu'il l'engageait à négocier avec le général de l'armée française, et à traîner l'affaire en longueur. Le 15 février, du pied du Quirinal, le cri de la liberté romaine se fit entendre. Comme aux beaux jours de son histoire, le peuple se rassembla dans le *Forum*, ressuscita la république, rédigea l'acte solennel de son affranchissement, et proclama le gouvernement consulaire, un sénat et des tribuns. Les Romains ne pouvaient, comme les autres Italiens, adopter un gouvernement directorial.

Ils envoyèrent une députation au général français, pour lui annoncer la chute du trône pontifical. Le général se rendit au vœu du peuple; il marcha au Capitole avec les grenadiers, son état-major et des détachemens de cavalerie, et déclara que la république française reconnaissait la république romaine. L'assentiment de Berthier au mouvement populaire qui venait de renverser le gouvernement, ne laissa plus au pape d'autre ressource que d'abdiquer et de fuir. Ce qu'il y eut de cruel, personnellement pour Pie VI, dans cette révolution, c'est qu'elle fut opérée le jour anniversaire de la vingt-cinquième année de son pontificat, le 15 février; et que, trois jours après, en actions de grâces de l'abolition de sa souveraineté et du rétablissement de la république romaine, un *Te Deum* solennel fut chanté dans l'église de Saint-Pierre, par quatorze cardinaux. Le 20 février, le pape sor-

tit de Rome pour n'y plus rentrer. Le général Berthier lui donna une escorte. Il se rendit à la Chartreuse de Pise, où il resta jusqu'au 30 avril 1799, qu'il fut transféré en France. Conduit d'abord à Briançon, ensuite à Valence, il y mourut le 19 août de la même année.

L'esprit de rapine et de concussion du Directoire s'établit bientôt à Rome, comme en Helvétie; les lois des émigrés et de la confiscation mirent leurs cachets sur la nouvelle révolution; on déclara émigrés les cardinaux, les prélats, les princes romains qu'on obligeait de s'expatrier; et on livra leurs palais au pillage, après avoir prononcé la confiscation de leurs biens. Au milieu de ce brigandage, qui enrichissait les agens civils du Directoire, la solde de l'armée restait arriérée. Les habitans furent indignés de tant de déprédations, qui enlevaient à leur pays une foule de monumens des arts, tableaux et statues, sans compter les contributions excessives qu'ils durent payer. Il leur fut aisé de persuader aux Français mécontens de faire cause commune avec eux contre ceux qui les dépouillaient, et qui ne payaient pas la solde. Des soldats, le mécontentement gagna jusqu'aux officiers, qui signèrent un mémoire de griefs et de menaces, et l'envoyèrent au Directoire. Il y eut à Rome, ce qu'on n'avait jamais vu dans l'armée française, même aux époques les plus cruelles de la révolution, sédition, révolte militaire. Ce scandale inouï est dû aux agens provocateurs et dilapidateurs du Directoire; car il fallait toujours que les nouvelles républiques, protégées ou créées par lui, payassent chèrement leur liberté.

Cependant l'honneur de l'armée de Rome était flétri par cette rébellion, ouvrage des partisans nombreux du gouvernement pontifical. Le général qui remplaça Berthier au commandement échoua ainsi que lui, et ne put faire rentrer dans l'ordre ses soldats; il quitta l'armée, après lui avoir adressé un ordre du jour remarquable par les sentimens honorables qu'il chercha à réveiller chez des braves qu'il avait si souvent conduits à la victoire. Il laissa le commandement au général Dallemagne; une circonstance imprévue rallia tout à coup les soldats à leurs drapeaux. Les habitans du faubourg de Trastevère, qui ont la prétention de descendre exclusivement des anciens Romains, avaient également été exaspérés par les meneurs de l'anarchie; ils ne furent que trop fidèles aux instructions perfides qu'ils en avaient reçues. Ils sortirent de leur faubourg, portant devant eux l'image de la Vierge, et égorgeant tous les Français qu'ils rencontraient. Les troupes coururent aux armes; elles rentrèrent dans le devoir au moment du danger. Aidé de la nouvelle garde nationale, le général Dallemagne parvint facilement à soumettre les fanatiques de Trastevère. Dans quelques cantons de l'état romain, il y eut aussi des insurrections. Le général Murat fut chargé de les dissiper, ce qu'il fit avec vigueur. Les consuls de la nouvelle république romaine déjouèrent les intrigues étrangères de Naples et celles des partisans du gouvernement pontifical.

§ III.

Le pays de Vaud, de tout temps français par ses habitudes, ses mœurs, son caractère, son commerce, ses besoins, son langage, conspirait, à la faveur du voisinage de la révolution, pour s'affranchir de l'oligarchie bernoise. Les Vaudois étaient restés cou-

quis par les républicains de Berne. Ils étaient leurs serfs politiques, malgré la supériorité de leur civilisation, la fertilité de leur sol, l'antiquité nobiliaire et la richesse de plusieurs familles. Il y avait donc presque nécessité de leur part, indépendamment du droit naturel, à chercher, dans le contact journalier de leur pays avec la France, les moyens de rompre le joug de cette injuste servitude.

De leur côté, les meneurs de Paris continuaient le prosélytisme des révolutions avec ardeur; et ils couraient audevant des conversions. Celle du pays de Vaud fut prise de loin. On déterra à Lausanne un vieux traité avec Charles IX, qui rendait à perpétuité le trône de France garant de la liberté du peuple Vaudois. Le Directoire, par respect pour Charles IX, notifia aux cantons son intervention en faveur de cet antique allié et ami du peuple français, son protecteur. Il avait encore deux motifs pour se charger de la querelle du pays de Vaud; mais il n'en avouait qu'un, c'était le mauvais exemple que la tyrannie de Berne et son oligarchie féodale donnaient aux cantons gouvernés par un régime démocratique et aux républiques nouvellement établies. L'autre motif était au moins aussi influent sur ses décisions: c'étaient les millions de Berne qu'il convoitait.

Ainsi il y avait de tout dans cette affaire: intérêt général de la liberté, immoralité, politique, intérêt privé. Il n'y avait point d'ambition; jamais gouvernement ne fut moins ambitieux, et le personnel du Directoire était rassurant à cet égard. C'étaient les trois vainqueurs de fructidor, le stoïcien Rewbell, l'illuminé la Réveillère Lépaux, le noble Barras; le poète François de Neufchâteau, et l'avocat Merlin. Celui-ci menait une vie de cabinet; les autres ne cherchaient qu'à vivre de leurs revenus dans le capitole du Luxembourg.

La révolution d'Helvétie excita contre le Directoire toutes les opinions de l'Europe, en ce qu'elle renversa un vieux gouvernement républicain, respecté même des monarchies; mais bien plus encore parce que, pour soumettre ce pays, il fallut faire la guerre aux chaumières. Il trouva ainsi le moyen de blesser les intérêts populaires, dans une cause entreprise pour briser les fers d'une des plus belles parties de la Suisse. Il aurait eu pour lui la Suisse et l'Europe, s'il avait su respecter son propre drapeau en respectant la démocratie des petits cantons. Un manifeste énergique exprima leur indignation; ils étaient libres comme l'air de leurs montagnes; la démagogie de leur administration était plus convenable à leurs mœurs pastorales, que le civisme métaphysique que les baïonnettes françaises voulaient leur imposer. Le Directoire fut sourd aux voix populaires et sauvages de ces vrais descendans de Guillaume Tell; il ordonna la guerre contre *des insensés* qui osaient vouloir continuer d'être plus libres que *des Jacobins*.

Le Directoire avait renié toute saine politique; il renia toute pudeur d'état; il ne rougit point de faire proclamer, dans ses journaux, par ses idéologues et ses agens, l'intention de détruire en Suisse ce beau droit d'asile qui appartient à toute nation indépendante. Il voulait, disait-il, punir les cantons de la protection qu'ils avaient accordée aux émigrés, aux fructidorisés, aux constituans.

Peut-être Napoléon aurait-il fait la révolution de Suisse, mais c'eût été en négociant avec l'avoyer de Berne, de Steiger, vieillard de l'ancienne ro-

che. Il lui eût prouvé la nécessité de former du pays de Vaud un canton indépendant, et il eût probablement obtenu, par le seul effet des négociations, ce que la France avait le droit de demander. Enfin il aurait au besoin montré quelques bataillons sur la frontière, et Berne se fût trouvée heureuse de sauver à ce prix la forme de son gouvernement et son trésor, fruit de sa parcimonieuse administration depuis Charles-le-Téméraire. Cette conduite eût été conforme aux principes que le peuple français professait alors.

Le sénat de Berne fit ce qu'il put pour éviter la guerre; il se soumit à toutes les satisfactions que le Directoire avait demandées: de ce nombre et en première ligne était le renvoi des émigrés. Ces malheureux furent traqués dans toute la Suisse avec une sévérité barbare. Des troupes de femmes et d'enfans, de vieillards, de prêtres, furent arrachées violemment des foyers qu'ils embrassaient depuis huit années; et allèrent mendier, sur les chemins d'Allemagne, la haine contre le Directoire, qu'on leur accorda, et la pitié, qu'on leur refusa. L'ambassadeur Wickam trancha noblement la question qui le regardait; il déclara aux cantons qu'il se retirait; c'était, à défaut de toute protection possible, leur témoigner l'amitié de l'Angleterre. Le Directoire n'avait point prévu cette conduite du ministre anglais; il espérait trouver, dans sa résistance à quitter son poste, un nouveau sujet de plainte: il résolut l'envahissement. Le général Saint-Cyr reçut ordre d'aller prendre position sur la frontière bernoise, avec sa division qui faisait partie de l'armée d'Allemagne. L'aristocratie helvétique se trouva ainsi subitement menacée d'une invasion de la part de la France; les troupes républicaines réunies dans le Jura pouvaient en un jour descendre dans le pays de Vaud. Le canton de Zurich, qui avait un grand poids dans les affaires de la confédération, proposa et fit adopter la convocation d'une diète extraordinaire à Arau. Berne appela à son secours son ancien allié le canton de Schwitz, qui avait donné son nom à la terre helvétique, en même temps qu'elle négociait avec l'ambassadeur français Meingaud. Le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, qui donnait à Paris aux ministres suisses, l'assurance que le Directoire était calomnié quand on l'accusait de l'intention d'envahir la Suisse, négociait secrètement avec le colonel La Harpe, agent du pays de Vaud, et Och, grand tribun de Bâle, l'indépendance de ces deux pays. Le Directoire fit enfin déclarer aux conseils de Berne et de Fribourg qu'ils lui répondraient individuellement des propriétés des Vaudois et des Bâlois, que la république prenait sous sa protection. C'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Les magistrats de Berne eurent une grande pensée; ils rassemblèrent militairement leurs sujets du pays de Vaud, et leur firent renouveler sous les drapeaux le serment de fidélité. Chose étrange! cette population révoltée obéit alors à son souverain. Tous accoururent sous les étendards de Berne, et les quatre cinquièmes des Vaudois renouvelèrent le serment d'obéissance. Mais, comme il arrive presque toujours dans les agitations populaires, la minorité factieuse entraîna la masse inerte, et la révolte de la minorité devint la révolte de tous. Les bourgeois de trois petites villes, ayant à leur tête leurs officiers municipaux, arborèrent les couleurs de l'indépendance. Les Parisiens avaient commencé la révolution

en se saisissant de la Bastille : les Vaudois voulurent aussi avoir conquis une Bastille. Le château de Chillon, situé sur le lac de Genève, était destiné à contenir le pays. Les patriotes de Vevay surprirent les douze invalides qui y tenaient garnison, en imposant à leur crédulité par un ordre de leur bailly. Tous les bourgeois conquérans se rassemblent ; les vainqueurs de Chillon promenèrent en triomphe leurs prisonniers, et firent de grandes réjouissances. Le sénat de Berne eut tort de s'en laisser imposer par cette pasquinade militaire, et d'envoyer des troupes contre les Vaudois; sa sagesse l'abandonna ou sa fierté l'égara ; il ne devait pas oublier l'exemple de Venise, de Gènes, des Valtelins. Il savait que le général Ménard était en mouvement avec des forces imposantes, pour protéger la liberté vaudoise, et que sa seule ressource était de la proclamer lui-même. Il fit marcher l'armée bernoise contre Lausanne, sous les ordres d'un homme d'esprit, qui ne voulait pas la guerre, le colonel Weiss. Du côté des Vaudois, il n'y eut de militant que les clubs. C'était la guerre des écritures ; chacun plaidait : le général bernois, pour ne pas attaquer, les Vaudois pour ne pas se soumettre. Dans ce temps, la république Lémanique fut proclamée à Genève, qui, entraîné par le mouvement révolutionnaire, renversa son ancien gouvernement.

Pendant que le pays de Vaud se séparait ainsi de Berne, un meunier faisait à Bâle le nouveau Guillaume Tell, et s'emparait de cette grande ville, à la tête de quelques paysans. Le 20 janvier, il proclama les droits de l'homme, et fit planter l'arbre de la liberté. Les magistrats, les membres du conseil, saisis d'une terreur panique, avaient été au-devant de leurs vainqueurs; ils avaient été étourdis de leur audace, et ils feignirent de les avoir attendus. Le canton de Berne se trouva ainsi pressé au nord et au midi par deux révolutions, œuvres du Directoire, en même temps qu'il était menacé par l'armée française.

Berne, au milieu de ces périls, se montra grande comme une vieille république, elle les accepta tous. Elle avait dû les prévoir, elle avait pu les éviter ; ne l'ayant point fait, elle ne consulta que son désespoir. Il s'agissait de sauver l'existence politique de la Suisse, mais la discorde était dans les cantons; les uns étaient démocratiques, les autres aristosratiques. Les premiers, qui ne croyaient pas que le danger les menaçât, voyaient avec plaisir le moment arriver de l'abaissement des oligarques ; ils résolurent donc de rester dans leurs précipices, à l'abri de leur antique démagogie ; tous se trompèrent également : les uns, dans leur agitation, les autres, dans leur indifférence. La diète d'Arau servit merveilleusement le Directoire. Elle déclara au sénat de Berne que les cantons ne voulaient pas se mêler de ses querelles pour le pays de Vaud, ni se battre contre la France. Le Directoire, dont le but était de renverser la confédération et d'envahir la Suisse, fut mécontent de cette déclaration ; il ordonna à son ambassadeur de répandre le bruit d'une invasion des Grisons de la part des Autrichiens, et de menacer hautement la diète de l'entrée immédiate de l'armée française en Suisse, si cette agression se confirmait. A cette nouvelle, la diète reprit spontanément le sentiment de confédération qu'elle venait d'abjurer ; elle renouvela l'alliance primitive ; le serment de vivre ou de mourir pour la défense de

la liberté commune fut solennellement juré le 25 janvier. Bâle seul s'y refusa, et rappela ses députés. Bâle était, comme le Léman, tout directorial. Le cabinet du Luxembourg triomphait.

Les patriotes de Lausanne, aux approches de la petite armée bernoise, avaient envoyé prier le général Ménard d'intervenir pour les préserver de cette invasion. Ce général, qui avait ses instructions dans ce sens, envoya, au nom de la paix publique, sommer le commandant bernois de respecter l'indépendance du pays de Vaud. L'aide-de-camp porteur de cette sommation était suivi de deux ordonnances; en approchant des avant-postes bernois, deux coups de fusil partirent et tuèrent les deux soldats; il était dix heures du soir. L'officier prit cela pour un assassinat, et retourna auprès de son général sans accomplir sa mission. Celui-ci entra le lendemain avec ses troupes dans le pays de Vaud. Il ne voulut entendre aucune explication. Elle était bien simple cependant: c'étaient les soldats et son officier qui n'avaient pas répondu au *qui vive* bernois. Le Directoire avait envoyé de Paris une constitution pour les Vaudois; elle fut solennellement proclamée; et cette révolution, commencée le 10 janvier, se trouva ainsi consommée le 27, en présence de l'armée bernoise.

La diète apprit à peu de jours de distance que la république la menaçait d'une armée, et que cette armée était sur son territoire; elle ouvrit enfin les yeux sur les intrigues de l'ambassadeur Meingaud. L'indignation qu'elle éprouva fut à son comble; mais il n'était plus temps: il fallait subir le joug de la France, ou se décider à une guerre d'extermination. C'est à ce dernier parti que se rangea l'unanimité des représentans de la Suisse. Cependant tout servait le Directoire; Berne était divisée par deux factions, celle du vieux avoyer de Steiger, et celle du trésorier de Frusching. A Araü, où venait d'être juré le grand serment civique de l'Helvétie, le peuple proclama son indépendance et planta l'arbre de la liberté. Le sénat punit cette rébellion; mais la contre-révolution que tramait le Directoire flattait trop de passions pour ne pas l'emporter sur l'aristocratie. Berne se livra enfin elle-même, quand elle croyait tout sauver; elle déclara que, dans un an, sa commission de gouvernement présenterait un nouveau projet de constitution. Elle ne vit pas que, du moment où elle mettait en question l'inviolabilité de sa charte, dont la défense avait été solennellement jurée, il n'y avait plus de question à soutenir. Quand l'ambassadeur français reçut cette déclaration, il parla en vainqueur; et comme ses instructions lui prescrivaient de saisir toute occasion de pousser à bout la patience des Bernois, il demanda que le sénat cessât immédiatement ses fonctions et fût remplacé par un gouvernement provisoire élu par le peuple, en attendant la proclamation de la nouvelle constitution. Dans ce temps, le général Brune était venu prendre le commandement de l'armée d'Helvétie. Le sénat conçut l'espoir de trouver moins de rigueur dans le général que dans le négociateur; il s'adressa à lui. Brune profita de cette circonstance pour donner à ses troupes le temps d'arriver en ligne; il consentit à ne point avancer avant quinze jours. Le sénat reçut cette espèce d'armistice comme une faveur; elle n'était de fait qu'un moyen d'assurer l'invasion. A Berne, les partis profitèrent de ce délai, non pour se créer des

moyens de défense, mais pour chercher à se renverser l'un l'autre. Aux camps de Morat et de Guminen, les soldats bernois, qui depuis un mois étaient inactifs, s'imaginèrent qu'on les trahissait et qu'on voulait les livrer sans défense aux Français. Rien n'avait été négligé pour abuser de leur crédulité et de leur inquiétude. Ces hommes étaient généreux, et, comme ceux qui ont quitté leurs foyers pour les défendre, ils voulaient se battre ou y retourner. Les Suisses sont connus pour leur amour de famille, surtout les montagnards. La division de Morat était commandée par le baron d'Erlach, d'une illustre famille. Ce général partageait l'opinion de ses soldats, blâmait comme eux cette trêve impolitique; et, déterminé enfin par leur séditieuse impatience, il se rendit avec un grand nombre de ses officiers, au conseil souverain. Il parla en homme d'état et en homme de cœur. Il prouva que les forces nationales étaient supérieures en nombre à celles déployées par la France; il traita de pusillanimité la conduite du gouvernement; il exposa la violence des vœux dont son camp retentissait chaque jour, et le danger, dans de telles circonstances, de mécontenter tant de citoyens qui avaient les armes à la main. Enfin il parvint à réveiller et à réunir les deux partis, et il obtint l'ordre d'agir pour sauver la patrie. Il partit de Berne avec les acclamations du peuple; il les retrouva dans son camp. L'enthousiasme national était à son comble.

Bientôt ses dispositions sont prises, ses ordres donnés pour attaquer, le 1er mars, les positions de Soleure, de Bienne et d'Yverdun, occupées par les Français.

Mais à peine le général d'Erlach était-il sorti du sénat, qu'un officier du général Brune s'y présentait, annonçant de Paris des pleins-pouvoirs pour traiter. Il demandait, en conséquence, et il obtint sans difficulté, de ce même sénat qui venait de voter la guerre par acclamation, d'ouvrir des conférences à Payerne. L'ordre d'attaque fut suspendu; le grand conseil envoya une députation au quartier-général français. Pendant ce temps, la minorité, composée de gens vendus au Directoire, devint la majorité; elle décréta la formation d'une régence provisoire, reconnut les droits de l'homme, et envoya de nouveaux députés au général Brune. La députation que le grand conseil avait nommée sur la mission de l'officier, revint indignée de l'*ultimatum* du général. Enfin le dénouement approchait. Le général d'Erlach était encore à Berne; mais, plus irrité que jamais, il en repartit désespéré. Pendant ce temps, Brune fut joint par les renforts qu'il attendait, et que lui amenait le général Schawembourg. Il demanda impérieusement à la nouvelle députation, improvisée par l'intrigue, l'avilissement de l'Helvétie, et lui accorda pour tout délai une prolongation d'armistice de trente heures; mais douze heures après il fit attaquer Soleure et Fribourg. Les Suisses furent surpris; ces deux villes se rendirent, moitié par trahison, moitié par capitulation: les milices qui voulaient défendre Fribourg, se vengèrent sur les magistrats, forcèrent l'arsenal, pillèrent les armes, et sortirent emmenant l'artillerie. Le peuple, comme il arrive toujours dans les guerres de patrie, valait mieux que ses chefs; l'instinct de sa conservation ne le trompait point; il fut grand et malheureux.

Le camp de Morat fit des prodiges de valeur à Guminen et à Singine. Au moment de se mettre en marche pour

aller délivrer Fribourg, il apprit que le général Schawembourg était parti de Soleure, et qu'après avoir soutenu un combat meurtrier à Fraubrunneu, il était entré dans Berne. A cette nouvelle, les troupes crièrent à la trahison et massacrèrent quelques-uns de leurs officiers. A l'affaire de Fraubrunnen, six mille Suisses combattirent avec acharnement ; cinq fois chassés de leurs positions, ils les reprirent cinq fois ; mais ils ternirent leur gloire. Le respectable avoyer Steiger et le général en chef d'Erlach étaient à ce dernier poste de la patrie ; ils furent assaillis dans la retraite par leurs soldats, qui se vengèrent de la manière la plus barbare, sur leur brave général, de ce qu'ils appelaient sa trahison ; il périt misérablement d'une mort cruelle. Les assassins répondirent au tribunal qui les jugea qu'on leur avait dit que d'Erlach ne s'était mis à leur tête que pour les livrer. L'octogénaire Steiger fut méconnu d'abord par cette troupe encore sanglante du meurtre de son général ; reconnu ensuite, il découvrit sa poitrine, et l'étoile de l'aigle noir de Prusse le déroba au fer des assassins ; il leur parla comme Coligny, dans la Henriade ; il fut plus heureux. Les huguenots de Berne, quoique trahis, vaincus, désespérés, eurent une meilleure conscience que les fanatiques de la Saint-Barthélemi. Ce vieillard put gagner les montagnes, et emporta avec lui, auprès de Constance, les pénates de la patrie bernoise. Le corps bernois avait eu affaire à des forces triples, composées de vieux soldats de la république. Mais, ce qu'il y eut de déplorable, quand on parcourut les champs de bataille, ce fut d'y compter des centaines de femmes et des milliers de faux dont ces braves paysans s'étaient armés. Les Suisses traitèrent les Français comme leurs ancêtres avaient traité les Autrichiens; mais que pouvaient-ils faire contre la cavalerie et l'artillerie française? Ils se jetèrent en fanatiques sur les canons ; ils ne cédèrent qu'au nombre et à la tactique. Plusieurs de leurs vieillards ne voulurent pas survivre à ce grand désastre, et se donnèrent la mort.

La chute de Berne fut le signal de la décadence helvétique. Lucerne, Zurich, Schaffhausen, suivirent le sort de Soleure, de Fribourg et de Berne, et imitèrent plus ou moins l'exemple de Bâle et de Lausanne. Il résulta de tous ces changemens spontanés, que les cantons faisaient dans leurs propres gouvernemens, pour en faire hommage au Directoire, plusieurs variations notables dans l'état du pays. On fit d'abord trois républiques fédérées ; après, on en fit treize ou quatorze, et enfin Brune en fit deux : ce général fut alors injustement accusé d'avoir abusé de ses pouvoirs. L'histoire lui rendra justice. Quand il fut parti, Lecarlier, commissaire du Directoire, chargé d'organiser la république helvétique, octroya à la Suisse une constitution qu'il avait reçue de Paris, et fit convoquer, selon l'usage, une diète solennelle à Araux, pour reconnaître librement cette dernière condition de la paix. Les agens du Directoire s'étaient emparés de toutes les caisses : dans celle de Berne, où était le trésor, ils pillèrent une vingtaine de millions ; ils envoyèrent des affidés jusque sur les glaciers, pour y déterrer les sommes que l'avoyer de Berne y avait fait cacher. L'occupation coûta à la Suisse quatre-vingts millions, dont une partie fut à la charge des familles patriciennes. Les Français prirent des otages qu'ils envoyèrent dans la citadelle de Strasbourg. Les arbres de la liberté et les clubs couvrirent la Suisse. Les abbés souverains s'empres-

saient, comme le Valais et autre petits états, d'envoyer leurs abdications au Directoire, qui rendait compte dans le *Moniteur* de ce patriotisme de commande. On vit des prêtres et des moines présider les clubs, et haranguer les assemblées populaires. Mais pendant que les bourgeois des grands cantons raisonnaient dans les cafés, les paysans des petits cantons se groupaient en armes sur leurs montagnes. Ceux-ci étaient les vrais descendans de Guillaume Tell. Ils se confédérérent contre la grande nation, sur le bord du lac d'Uri, au commencement de février. Ce fut Schwitz qui donna le signal, en appelant à lui ses anciens confédérés. Ce canton fit un grand acte de magnanimité; il accorda la liberté à de petits peuples ses sujets. Comme le but de cette indépendance particulière était toujours celui de la défense générale, Schwitz fut éminemment patriotique et sage. Le danger était pressant; il le fut bien plus quand on apprit dans les petits cantons qui croyaient Berne imprenable, qu'une république une et indivisible venait d'être proclamée. Il fallait alors ou l'accepter ou la combattre. Ce fut à ce dernier parti que se rangérent unanimement les pâtres des petits cantons. Ils descendirent tous des Alpes avec leurs femmes et leurs enfans pour prêter ce beau serment à Schwitz, le 1er avril. Ils ne se bornèrent point à cette résolution; ils envoyèrent une députation à Lecarlier, à Berne, avec ordre d'aller de là à Paris exprimer au Directoire le vœu de rester soumis à leurs institutions. Lecarlier traita la députation des montagnards comme Meingaud avait traité les sénateurs de Berne. Il refusa des passeports aux députés, leur notifia la volonté du Directoire, et les renvoya désespérés. A leur retour à Schwitz, le cri de vengeance et de guerre retentit dans la ville et sur la montagne : chacun courut aux armes. Réding, ancien colonel au service d'Espagne, d'une famille dont le nom et les services se rattachent à la gloire antique de ce canton libérateur de la Suisse, fut tiré de sa retraite par la vénération de ses concitoyens. De tous côtés, les montagnards accoururent prêter sous ses drapeaux le serment du désespoir. Toutes les armes du pays servirent à armer cette population fanatique de son indépendance; toutes, jusqu'aux vieilles lances enfouies dans l'arsenal depuis près de cinq siècles. L'homme de quinze ans à soixante, qui ne prendrait pas les armes, était déclaré infâme. Les bataillons s'organisèrent; les femmes formèrent des compagnies d'ouvriers, et travaillèrent avec ardeur à élever des retranchemens dans les défilés de leurs montagnes : c'était Sparte ressuscitée. Réding commença ses opérations militaires par surprendre Lucerne, et s'emparer de son artillerie, moyen de défense qui lui manquait.

Bientôt après, les troupes françaises se portèrent contre le canton de Schwitz. Trois combats sanglans furent livrés sans succès : de simples montagnards, animés par le sentiment de l'indépendance nationale, résistaient aux efforts des vainqueurs de l'Autriche. Les généraux français se décidèrent à tourner des positions si vaillamment défendues, et proposèrent de négocier. Le peuple rejeta avec fureur cette proposition; il fit retentir l'air des cris de vaincre ou mourir. Cependant, chaque jour, il voyait diminuer ses rangs; la lutte était trop inégale; la destruction entière de cette courageuse population était évidente. Un prêtre vénérable harangua les paysans, et les détermina à accepter les propo-

sitions des Français; mais ils ne consentirent à leur réunion avec la république helvétique qu'à la condition de conserver leur religion, leurs armes et leurs droits. Le général Schawembourg fit aussitôt retirer ses troupes. Ainsi finit l'épisode belliqueux du canton de Schwitz, qui, le premier, avait poussé le cri de l'indépendance des Autrichiens, et qui n'avait point dégénéré.

Cependant la nouvelle république n'était point encore organisée; elle devait se composer de vingt-deux cantons, et dix seulement avaient envoyé leurs députés à l'assemblée d'Arau; son gouvernement était calqué sur celui de France: cinq directeurs, un sénat et un grand conseil. Quelques cantons demandaient qu'on accédât aux conditions acceptées par Schwitz, et l'accession paraissait devoir être générale, lorsqu'une insurrection éclata dans le Valais, qui d'abord avait été favorable à la révolution. Il était difficile de penser qu'une révolte semblable pût devenir dangereuse, surtout après la soumission des cantons belliqueux. Cependant ses premiers pas furent alarmans. Six mille insurgés, soulevés au nom de Jésus-Christ par les ministres de la sainte religion, se précipitèrent des montagnes sur la ville de Sion où résidait un agent français nommé Mangourit. Il eut à peine le temps de se sauver, ainsi que les autorités; elles se réfugièrent au camp du général Lorge, qui était à peu de distance. Ce général marcha immédiatement contre les insurgés; d'abord vainqueurs, ils furent promptement contraints à la soumission et désarmés. On a regretté la sévérité avec laquelle les Français ont traité la ville de Sion dans cette occasion.

Mulhausen et Genève furent réunis à la France. L'organisation générale de la république helvétique se fit désormais sans obstacle; mais les dilapidations du commissaire Rapinat et des autres agens de Paris portaient l'exaspération du peuple au plus haut degré, et il n'attendait que l'occasion de soulever le joug que les baïonnettes du Directoire lui imposaient sous le masque de la liberté. A la rupture du congrès de Rastadt, les succès de l'archiduc en Allemagne furent le signal de la révolte. Le tocsin retentit de nouveau dans les Alpes. La guerre d'Helvétie fut glorieuse pour Masséna; elle ajouta à ses lauriers l'honneur si digne d'envie d'avoir sauvé sa patrie de l'invasion étrangère; mais elle coûta bien des braves à la France.

§ IV.

La Hollande était composée de sept provinces, unies par la politique, mais indépendantes pour le gouvernement, et d'une forte annexe dite la *généralité*, et qui comprenait le Brabant hollandais, la Flandre hollandaise, les pays au-delà de la Meuse, Maestricht, Namur, Bréda, Bois-le-Duc. Cette belle province était pour la Hollande ce que le pays de Vaud était pour le canton de Berne; elle n'envoyait point de députés aux états-généraux. Ceux-ci, composés des députés des sept provinces, gouvernaient despotiquement la *généralité* comme leur conquête. Ce fut longtemps le sort des colonies romaines. Chacune des sept provinces unies exerçait, par son député, une portion de la souveraineté générale, et avait sa souveraineté particulière sur elle-même. Cette souveraineté se manifestait dans l'exercice des chambres, appelées états provinciaux, formés des députés de quelques villes privilégiées; toutes n'avaient pas le droit d'en envoyer.

Chaque province était maîtresse absolue de son régime intérieur, votait sa part d'impôt pour les dépenses générales de l'état, mais réglait le mode de sa levée. Les villes s'administraient elles-mêmes par des formes municipales. Elles ne rendaient aucun compte de leur administration aux états provinciaux, pas plus que ceux-ci n'en rendaient aux états-généraux. Il était difficile de suivre avec plus d'exactitude l'échelle du système fédératif. Toutes ces petites indépendances bourgeoises, réunies en faisceau pour l'intérêt commun, formaient un état indépendant, qui fut long-temps florissant et heureux. Ses commencemens avaient été basés sur une belle idée politique : offrir une patrie aux victimes de la politique et de l'intolérance. C'était ainsi que les Grecs s'étaient constitués, et qu'ils étaient parvenus à lutter contre l'Asie et contre les Romains. La Hollande succomba, comme la Grèce, parce qu'elle était vieille, qu'elle était troublée par des discordes intestines, et que son faisceau était à demi brisé. Elle avait de plus un vice capital dans son organisation d'état ; son souverain n'en était pas un, et il avait en main tous les moyens de le devenir. Tant que les princes de Nassau ne furent pas ambitieux pour leur propre compte, ils vécurent honorés et glorieux, et eurent un beau rang dans l'Europe. Ils avaient courageusement résisté à Louis XIV, leur pavillon était respecté ; ils avaient de la prépondérance parmi les souverains du second ordre, et ceux du premier ordre recherchaient leur alliance. Ils étaient dans la véritable condition d'un bon gouvernement : égalité dans la souveraineté entre le prince et les états-généraux. Une fois cette égalité rompue par un empiètement de l'un ou de l'autre, il devait y avoir péril pour tous les deux : c'est ce qui arriva.

Une veine aristocratique circulait dans ce corps républicain ; l'ordre équestre : il était représenté aux états-généraux par une députation particulière de la noblesse de chaque province. La complication de ce gouvernement le rendait vulnérable par sa propre organisation; il n'était ni assez démocratique, ni assez aristocratique; il s'y trouvait des élémens de guerres civiles, si on cessait de s'entendre, et pas assez de moyens pour les faire tourner au profit du parti victorieux, sans écraser l'autre parti par une révolution qui mît en péril l'indépendance nationale. Pour prévenir ce danger, que les Hollandais avaient compris, ils créèrent le stathoudérat, et choisirent un prince de la maison de Nassau. Ils eurent en cela une vraie sagesse de chercher leur grand magistrat dans une illustre maison, mais dont la situation ne pourrait leur porter aucun ombrage. Ce prince avait été comblé de prérogatives au début de son élection. Capitaine-général de l'armée, grand-amiral, il avait en outre à sa nomination tous les emplois civils et militaires, et disposait d'un trésor considérable. Le système graduel d'élections, sans cesse renouvelées, présentait au stathouder des chances favorables, par le crédit qu'il pouvait s'y créer; et de temps en temps il dut être maître absolu, quand ses créatures étaient portées aux états-généraux. Par sa nature, le stathoudérat était immobile, il avait donc toujours la ressource et l'avantage d'attendre, au sein du pouvoir, que ce pouvoir s'accrût.

Cette situation d'intérêt avait mis plusieurs fois le stathouder et les états-généraux en opposition, et l'état en crise. Des révolutions avaient eu lieu ;

elles avaient été sanglantes; de grands citoyens, tels que Jean de Witt et Barneweldt, y avaient perdu la vie. Le stathoudérat avait fini par être aboli; mais les dangers courus par la république, lorsque Louis XIV conquit plusieurs de ses provinces, la força de rétablir ce grand pouvoir en faveur de Guillaume III. Ce prince la vengea et affranchit son territoire; en habile politique, il profita de la reconnaissance nationale pour se saisir d'une autorité presque absolue. Il fit traiter les trois provinces où les armes de Louis XIV avaient pénétré, comme le sénat de Carthage traitait ses généraux quand ils avaient été battus. Il voulut leur infliger un châtiment national; il les fit déclarer incapables de nommer à l'avenir leurs magistrats, et s'en appropria la nomination. Ainsi, comme l'état consistait en sept provinces, il se rendit maître en 1674 des trois septièmes de la souveraineté par cet acte de justice extraordinaire, qu'on appela le *Règlement*.

Guillaume ne se contenta pas de s'être fait reconnaître le conquérant des provinces envahies par Louis XIV; il trouva, dans les embarras, résultant de la guerre de la succession d'Espagne, un prétexte de se faire donner le complément de la dictature militaire. En sa qualité de capitaine-général, il commandait l'armée; mais il ne pouvait donner d'ordre de mouvement dans les garnisons, sans l'autorisation des états. Il profita de cette guerre pour leur démontrer les inconvéniens de cette dépendance. Les services qu'il venait de rendre à la république lui donnaient le droit de parler haut; il obtint, *pour une campagne seulement*, le pouvoir discrétionnaire qu'il convoitait; de ce jour, il ne s'en dessaisit plus; et ce pouvoir, réversif pour tout gouvernement républicain, devint un droit héréditaire du stathoudérat. Cependant la ville d'Amsterdam se refusa toujours à ouvrir ses portes aux gens de guerre: elle persista à regarder ce pouvoir discrétionnaire comme une usurpation sur la liberté nationale; la province de Hollande partagea jusqu'au dernier moment la courageuse résistance de sa capitale.

Après Guillaume III, les états résolurent de se passer du stathoudérat; mais dans la guerre de 1741, où la Hollande, oubliant ses principes politiques, prit parti contre la France, et fit sortir les Provinces-Unies de l'état de neutralité auquel elles devaient leurs richesses, le besoin d'un chef qui eût en main le pouvoir et le mouvement se fit sentir avec force; la révolution du rétablissement du stathoudérat se fit en quinze jours. Guillaume IV fut proclamé avec un enthousiasme difficile à décrire; le peuple réunit avec prodigalité sur sa tête toutes les faveurs dont il pouvait disposer. Il ajouta au règlement de 1674, et aux droits de *patente*, l'hérédité du stathoudérat dans la maison de Nassau-Orange, avec successibilité pour les femmes, en cas d'extinction des mâles: il était difficile à des républicains d'aller plus loin. Par cette dernière révolution, le stathouder passa subitement de l'état de serviteur des états-généraux à la condition de leur protecteur et de leur maître. Il fut souverain. Les rois de l'Europe le traitèrent comme tel; et le grand Frédéric donna sa nièce à Guillaume V.

Cette princesse, d'un caractère altier et vindicatif, joue un grand rôle dans les événemens qui vinrent changer encore une fois le gouvernement de la Hollande. Elle se crut tout permis parce qu'elle comptait sur l'appui du roi son oncle, dont la prépondérance était le

résultat de sa gloire et de son génie. De son côté, le stathouder, tout confiant dans l'appui du roi d'Angleterre, crut pouvoir impunément opprimer la nation. La ville d'Amsterdam et la province de Hollande se vouèrent généreusement à la défense de la liberté hollandaise.

La minorité de Guillaume V avait été confiée au duc Louis de Brunswick, qui prolongea la tutelle au-delà de la majorité. Il avait reçu des états le titre et les fonctions de lieutenant-général de la république, et, en cette qualité, il était chargé de tout ce qui concernait la guerre et son administration. Le jeune prince s'était accoutumé au gouvernement du duc Louis, qui lui épargnait toutes les charges de la souveraineté, et en exerçait la puissance. Les patriotes furent alarmés de cette autorité prolongée qui dégénérait insensiblement en usurpation ; ils étaient mécontens d'ailleurs du caractère de Guillaume V, de son manque de foi, de sa fausseté, de son incapacité, de sa faiblesse; et, dans la résolution qu'ils prirent de sauver à tout prix la chose publique, ils arrêtèrent de se débarrasser du duc Louis. Bientôt ils en trouvèrent l'occasion et le motif dans un écrit signé du stathouder depuis sa majorité, acte par lequel le prince s'engageait à ne rien entreprendre sans la sanction du duc de Brunswick. Les partisans du stathoudérat se trouvèrent, par la communication de cette pièce importante, aussi intéressés que les patriotes à se débarrasser d'une autorité qui asservissait le stathouder lui-même; et le duc fut obligé de partir. Cette petite révolution se passa dans l'intérieur, et n'eut pas de publicité. Les patriotes s'étaient, en hommes habiles, réservé d'en tirer un plus grand parti pour le dessein qu'ils avaient conçu.

Cet acte dont ils étaient possesseurs était l'ouvrage du grand-pensionnaire Blesswick, et il était écrit de sa main. Le grand-pensionnaire, premier ministre, s'était, par cela seul, constitué en état de trahison; et si cet acte était dénoncé aux états-généraux, ils le livreraient à une condamnation capitale. Blesswick, homme d'un grand talent, jouissait d'un crédit populaire. Les patriotes, au lieu de s'en défaire comme ils avaient fait du duc Louis qui ne pouvait que leur nuire, se décidèrent à en tirer parti, et ils firent sagement. Le caractère de ce peuple réfléchi et prudent se retrouve dans toutes ses révolutions. Ils montrèrent à Blesswick l'acte qu'il avait imprudemment rédigé, et lui proposèrent l'alternative d'être accusé par eux, ou de les servir. Comme ils s'y attendaient bien, Blesswick ne balança point, d'autant que ce titre restait entre les mains des patriotes. Il se dévoua à leur projet et se montra si fidèle aux engagemens, quoique forcés, qu'il avait contractés avec eux, que, lorsqu'il eut terminé les cinq années que durait l'exercice de grand-pensionnaire, il eut le crédit de se faire réélire.

Les circonstances devinrent de la plus haute gravité par la guerre que l'Angleterre, au mépris des traités, déclara aux Provinces-Unies, alors alliées avec la France, qui armait contre la Grande-Bretagne. Ce malheureux pays était tiraillé entre ces deux grandes puissances, dont l'une, l'Angleterre, ne voulait pas qu'elle eût une marine, et l'autre, la France, demandait qu'elle n'eût point d'armée de terre, mais une marine. Il y avait encore une autre perplexité. L'Angleterre désirait que le stathouder devînt monarque absolu, et soutenait son parti; la France était pour les intérêts répu-

blicains. Son alliance venait d'attirer sur les sept provinces unies l'orage britannique. Cependant la Hollande avait tout fait pour le conjurer, en protestant de sa neutralité. Elle arguait aussi d'une des dispositions du dernier traité, qui autorisait les parties contractantes à continuer leurs relations de commerce avec les puissances en guerre avec l'une d'elles, pourvu qu'elles s'abstinssent d'importer des armes et des munitions de guerre. Elle citait l'Angleterre elle-même, qui, dans une position analogue, avait profité de ces avantages. La Russie offrit un secours à la Hollande, en l'invitant à souscrire au traité de neutralité armée qu'elle venait de signer avec la Suède et le Danemarck. Ce traité renfermait exactement les stipulations et les exceptions consenties, dans le règlement de 1778, relativement à la navigation des neutres, et dont la Hollande, par rapport à ses relations de commerce avec la France, réclamait vainement l'application auprès du gouvernement britannique : tout fut inutile. L'Angleterre, étroitement unie au stathouder, sur lequel elle comptait, et avec raison, abusa des avantages que lui donnait la trahison, et déclara la guerre le jour même où les ambassadeurs des états adhéraient à Pétersbourg au traité de neutralité.

La conduite du stathouder devint plus que suspecte aux patriotes, qui eurent les yeux ouverts sur toutes ses opérations en qualité de grand-amiral. La trahison du prince fut bientôt manifeste. La France demanda une flotte à la Hollande, pour coopérer avec la sienne dans cette guerre : elles devaient se réunir à Brest, en marches combinées. Cette flotte partirait du Texel. Le chef de l'amirauté de la Meuse, le fameux Paulus, déploya une telle activité pour son armement, que quarante vaisseaux furent prêts à mettre à la voile dans la rade du Texel. Mais le stathouder, en sa qualité de grand-amiral, apporta tant de difficultés aux ordres des états-généraux, que la saison de mettre en mer se passa. Il fit plus : les états, instruits qu'une escadre anglaise, aux ordres de l'amiral Parker, croisait dans le Sund, dans l'espoir de s'emparer des navires hollandais chargés pour le commerce de la Baltique, ordonnèrent au grand-amiral de les faire convoyer par une force respectable. Le stathouder, contraint d'obéir, choisit pour commander la flotte, qui eut ordre d'appareiller, un vieillard nommé Zoutman, qu'il tira de son obscurité. Il comptait sur la faiblesse de ce vieux marin, depuis long-temps oublié, pour faire tomber ses vaisseaux entre les mains des Anglais; et son dessein était si positif à cet égard, qu'il n'avait pas même donné à Zoutman assez de bâtimens pour défendre son convoi.

L'amiral se plaignit de l'insuffisance de ses forces. Il lui fut répondu qu'il se rallierait en route avec l'amiral Kinsberg, un des plus grands hommes de mer de l'Europe. Zoutman partit et rencontra Kinsberg, qu'il pria de marcher avec lui ; mais quel fut l'étonnement de Zoutman quand Kinsberg lui montra l'ordre qui le rappelait sous vingt-quatre heures. Cependant, quoique cet amiral fût du parti du stathouder, il ne put se résoudre à laisser le vieux Zoutman courir à la perte inévitable des bâtimens de guerre et de commerce qui étaient sous ses ordres, et il prit sur lui de l'accompagner pendant quelques jours.

L'amiral anglais avait été instruit de la marche de Zoutman, il avait quitté sa station et était venu à sa rencontre,

dans la certitude de s'emparer, presque sans coup férir, de tout le convoi. Mais quand il vit la réunion des deux amiraux hollandais, il dut se décider à livrer bataille; il la perdit et se déroba par la fuite. Cette affaire s'appelle la bataille de Doggers-banck, d'un banc de sable sur la côte du Jutland. Le vieux Zoutman se battit comme un héros; Kinsberg fit des prodiges. La Hollande triomphante honora ses deux amiraux. Mais le stathouder les reçut avec une indifférence marquée, et prouva clairement, par cette conduite, la perfidie de ses engagemens avec l'Angleterre. Zoutman rentra dans l'oubli. Cette victoire fut alors regardée bien justement par les patriotes comme une victoire sur le Stathouder lui-même qui n'avait pu dissimuler son dépit. La disgrâce du vainqueur dut aigrir violemment les esprits déjà irrités par les obstacles que le stathouder avait mis à la sortie de la flotte du Texel, et à sa jonction avec celle de Brest. La nation était ouvertement trahie par son chef. Le traité de 1783 termina cette guerre. L'Angleterre y gagna l'établissement de Negapatnam, que les Hollandais lui cédèrent sur la côte de Coromandel.

Après cette paix, la politique des états-généraux se tourna tout entière du côté de la France, et força la main au stathouder, qui fut obligé de suivre la négociation. Le traité signé à Versailles, le 8 novembre 1783, fut ratifié par les états, le 12 décembre. Les patriotes manifestèrent hautement leur joie; Amsterdam et Rotterdam frappèrent des médailles à l'occasion de l'alliance de la France. Jamais nation n'exprima avec plus de caractère la part qu'elle prenait à la politique de son gouvernement. Cependant le stathouder affectait de reprocher à la France la perte du comptoir de Negapatnam; de leur côté, les patriotes reprochaient avec bien plus de raison au prince d'avoir empêché la jonction de la flotte du Texel à la flotte française, ce qui eût porté un coup terrible à l'Angleterre, surtout depuis la neutralité armée des cours maritimes du Nord. C'était ce que le stathouder, d'accord avec le cabinet de Saint-James, s'était attaché avec soin à prévenir, en dépit des efforts de l'amiral Pauins, des ordres des états et de la convention faite avec la France.

La mort du grand Frédéric fut un événement important pour les affaires de la Hollande. La princesse d'Orange comptait, avec raison, plus encore sur l'appui de son frère qui se trouvait appelé au trône de Prusse, qu'elle n'avait compté sur la protection du vieux roi, qui avait toujours dédaigné de se mêler des querelles de cette république, autrement que par un système modéré de conseil à l'un et à l'autre parti. Sa politique l'aurait d'ailleurs porté, s'il eût vécu davantage, à s'entendre avec la France contre le parti anglais, dont son nom était toujours l'instrument, et à ne pas souffrir qu'aucune atteinte fût portée à la république son alliée. Dès la mort de ce grand roi, le prince et la princesse d'Orange jugèrent devoir profiter de leur crédit sur le nouveau roi pour le faire intervenir comme protecteur de leurs prétentions à usurper entièrement le pouvoir suprême.

Hertzberg, sous le feu roi, n'était qu'un ministre ordinaire; Frédéric gouvernait par lui-même; mais il devint ministre dirigeant sous son successeur, prince faible, inoccupé, étranger aux affaires par sa nature, et dont toute l'ambition se bornait à jouir de l'héritage glorieux que son oncle avait

fondé en Europe. Hertzberg n'avait pu faire accorder aux sollicitations de la cour de La Haye le crédit qu'il aurait désiré ; il se dédommagea de son impuissance auprès du nouveau roi ; il le fit consentir à donner à la princesse sa sœur une protection déclarée. Les affaires de Hollande n'étaient connues à Berlin que par les plaintes des orangistes. Le comte de Goertz fut envoyé à La Haye en qualité d'ambassadeur, avec instruction de diriger le stathouder dans sa conduite vis-à-vis des états, et de lui montrer un appui public. La révolution commença, au mois de septembre 1785, par une émente ; elle devait avoir ses succès, ses revers et ses triomphes. Cette sédition, l'ouvrage des Orangistes, était dirigée contre les pensionnaires d'Amsterdam, de Dordrecht et de Harlem, les trois grands magistrats du pays et les chefs du parti républicain. Le dimanche, jour où toutes les affaires étaient suspendues, même l'action des états-généraux et provinciaux, fut choisi de préférence, parce qu'aucune autorité locale n'aurait ce jour de forces répressives ; on arrangea les choses de manière que le stathouder même, sans l'ordre duquel aucune force militaire ne pouvait se mouvoir, serait à la campagne, et qu'il ne serait plus temps lorsque ses ordres arriveraient. Les trois pensionnaires eussent été infailliblement massacrés sans une circonstance imprévue qui fit survenir une force suffisante pour dissiper les factieux. La constitution avait pourvu à l'absence du pouvoir souverain dont les états-généraux devaient être investis, par l'établissement d'un *conseil-comité* tiré des états eux-mêmes. Dans le cas d'urgence, il ordonnait souverainement en l'absence du stathouder. Ce conseil usa de son autorité au premier bruit de l'émeute ; il fit marcher la garnison de La Haye contre les assassins des trois pensionnaires.

Le lendemain, les états assemblés déclarèrent vouloir faire cesser le danger résultant, pour la tranquillité publique, de la nécessité de recourir au stathouder pour les ordres de mouvement des troupes, et ajoutèrent encore au droit du *conseil-comité*. Guillaume V, à cette nouvelle qui lui enlevait sa plus belle attribution, se rendit aux états, défendit ses droits, et demanda que le commandement général lui fût laissé, en promettant d'en faire usage pour assurer la tranquillité publique. Ces instances furent inutiles ; son humiliation fut complète ; les états persistèrent dans leurs délibérations.

Il fut violemment irrité du non succès de sa démarche ; il quitta l'uniforme, partit pour la Gueldre, et écrivit à Berlin pour solliciter une intervention plus active encore qui lui fit rendre son commandement. Il déclara qu'il ne reparaîtrait plus dans la résidence, si cette prérogative ne lui était rendue ; il la regardait comme un droit inhérent à sa dignité. Cela donna lieu à plusieurs mémoires et notes diplomatiques. Les états délibérèrent de nouveau ; et quoique le pensionnaire d'Amsterdam eût éprouvé quelques défections dans ses partisans, cependant les patriotes l'emportèrent encore.

Ils ne s'endormirent point sur leur victoire ; ils en profitèrent pour aborder des questions d'un intérêt moins élevé sans doute, mais d'un effet plus populaire. Les drapeaux des gardes hollandaises, chargés spécialement du service des états, avaient été insensiblement transformés en drapeaux stathoudériens par la grande dimension de l'écusson du prince et la petitesse de celui des provinces ; c'était un signe

public d'envahissement de la puissance militaire. Les patriotes jugèrent que le moment était venu de désaccoutumer les yeux du peuple de cette usurpation, à laquelle ils s'étaient habitués, comme à celle du droit législatif et de la souveraineté que, depuis l'origine, les stathouders n'avaient pas perdue de vue un seul instant. Un usage, également le fruit de l'usurpation, blessait journellement les républicains et surtout les membres des états. Le palais dans lequel logeait le stathouder contenait la salle des états; une cour carrée, commune aux deux ailes de ce bâtiment, avait deux issues sur la ville, une au nord, l'autre au midi; le stathouder s'était emparé de la porte du nord, et nul autre que lui ne pouvait y passer.

Le 27 février, les patriotes obtinrent que les drapeaux aux armes du stathouder seraient remplacés immédiatement par des drapeaux aux armes nationales; que les honneurs militaires, qui jusque là n'étaient rendus qu'au stathouder, seraient communs aux membres des états; et que la porte réservée serait publique. Ces victoires puériles satisfirent la vanité du peuple; elles lui rappelèrent que la souveraineté résidait dans les états-généraux. Une circonstance pensa donner lieu à un mouvement populaire sérieux; un membre des états, nommé Gislaër, voulut profiter du droit que les patriotes venaient de lui acquérir et franchir la porte stathoudérienne; quelques hommes de la populace, apostés à dessein par les Orangistes, assaillirent sa voiture. Ils l'eussent indubitablement massacré sans le secours des gardes accourus pour le sauver. Une instance judiciaire s'entama sur cette affaire; l'homme qui avait paru diriger le mouvement fut condamné à mort. Au moment de l'exécution de ce misérable, Gislaër lui apporta sa grâce qu'il avait généreusement sollicitée des états. Si Gislaër avait été assassiné dans sa tentative ambitieuse, le peuple l'eût traité d'insensé: il avait réussi, il devint son idole. Cet événement donna de l'assurance aux patriotes, en même temps qu'il diminua le nombre des partisans de la cour. Un décret prononça la dissolution des compagnies de volontaires formées par le parti stathoudérien et organisa des compagnies de volontaires patriotes. C'est toujours dans des temps de trouble, et surtout après une victoire du peuple, que prennent naissance les élémens d'une force nationale qui devient l'armée appelée à défendre et à sauver la patrie. Chaque peuple a eu, comme les Hollandais, sa porte stathoudérienne à reconquérir: les Parisiens ont pris la Bastille; les Vaudois, le château de Chillon.

A Utrecht, il y eut un autre mouvement patriotique. Depuis Guillaume III, les provinces d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Yssel, n'étaient plus représentées par état et par des députés de leur choix; le stathouder en avait la nomination. Cette incroyable prérogative, malgré l'offense directe qu'elle faisait à l'honneur national et à la constitution, s'était maintenue depuis cent onze ans. Mais le moment d'abolir enfin le règlement de 1674 ayant paru favorable aux trois provinces interdites, la bourgeoisie d'Utrecht nomma des commissaires pour rédiger un nouveau règlement qu'elle approuva; vers la fin de décembre, les bourgeois, au nombre de cinq mille, et sans armes, se réunirent froidement et sans tumulte sur la vaste place de l'hôtel-de-ville, et demandèrent à leurs magistrats le remplacement de l'ancien règlement

par le nouveau qu'ils leur avaient soumis. Ce ne fut qu'à la fin de la journée que cette population, dont le calme ne fut pas un moment interrompu, apprit que ses demandes étaient agréées des magistrats ; mais ceux-ci n'ayant pas pouvoir pour la sanctionner, il fallut attendre la convocation des états de la province, qui n'avait lieu que trois mois après. Cette scène singulière, où quelques officiers municipaux délibérèrent froidement, pendant douze heures, sur une demande portée par cinq mille hommes, se passa le 20 décembre 1785. Le parti du stathouder profita des trois mois de répit qu'il avait pour gagner la majorité. L'attitude de la bourgeoisie en imposa ; le règlement de 1674 fut aboli, et la nouvelle régence d'Utrecht fut installée. Cette révolution, car c'en était une réelle, fut opérée sans violence et sans que la tranquillité publique fût troublée. Le caractère hollandais fait que ce peuple évite tout excès, calcule tous ses mouvemens et ne se meut que quand il y est forcé par le sentiment de son véritable intérêt. La conduite des habitans d'Utrecht fit naître les mêmes sentimens dans la Gueldre et l'Over-Yssel, qui partageaient l'interdit de 1674.

Tout fut ainsi terminé à Utrecht pour cette province, malgré les efforts et les négociations du stathouder. Les nobles et le clergé comptaient à peine vingt membres; mais ces deux ordres avaient chacun un représentant aux états provinciaux, tandis que les cinq villes votantes étaient représentées par un député. Ces deux ordres se constituèrent, sous le nom d'*Etats provinciaux d'Utrecht*, dans la petite ville d'Amersfort, où le stathouder résidait. D'accord avec eux, il les fit protéger par une garnison. On voit à chaque instant combien la constitution des Provinces-Unies était vicieuse, et par conséquent tombée dans un état de discrédit, qui devait amener nécessairement ou une réforme populaire, ou un envahissement stathoudérien.

La province de Gueldre entreprit de suivre l'exemple de celle d'Utrecht ; sa révolution fut loin d'être aussi paisible, parce que le prince, furieux de sa défaite à Utrecht, employa la violence au lieu des négociations, et préféra la guerre civile à la perte de ses prérogatives. En Gueldre, la noblesse pauvre et nombreuse, était toute dévouée au prince. Mais malgré la tyrannie, qui avait enlevé à cette province jusqu'à l'ombre de sa liberté, un patriotisme, d'autant plus ardent qu'il était comprimé, était entretenu dans la classe bourgeoise. A cette époque, après un silence de plus d'un siècle, il éclata avec furie; et, comme une étincelle électrique, il embrasa subitement les diverses classes de la bourgeoisie de toutes les villes. De nombreuses adresses, dans les termes les plus énergiques, furent adressées aux états provinciaux pour exprimer le vœu général. Ceux-ci, tout dévoués au stathouder, sans y avoir égard, y répondirent par deux décrets, dont l'un restreignait la liberté de la presse, et l'autre défendait au corps de la bourgeoisie d'adresser des requêtes à son souverain.

Cette violation manifeste de la constitution irrita les esprits au plus haut degré ; et deux petites villes, Elsbourg et Hattem, refusèrent hautement de publier les résolutions des états. Le stathouder avait joint l'insulte à la violence envers cette dernière ville, en lui envoyant un soldat pour être son bourgmestre : elle refusa courageusement de recevoir ce magistrat d'une espèce nouvelle. C'était sans doute ce que voulait le prince, qui ordonna un

mouvement de troupes contre les deux villes, aussitôt qu'il eut appris leur résistance. En vertu des formes constitutionnelles, il s'était fait ordonner par les états de Gueldre, composés de ses créatures, d'employer la force contre ces séditieux bourgeois. L'exécution suivit de près; des régimens se portèrent sur Elsbourg, mais ils trouvèrent cette ville sans habitans. Toute la population, plutôt que de consentir à subir le joug d'un maître, et trop faible pour résister les armes à la main, avait pris la courageuse résolution d'abandonner ses foyers. A la nouvelle de la marche des troupes, elle s'était embarquée tout entière avec ce qu'elle avait pu emporter, et avait été chercher un asile à Campen, de l'autre côté de l'Yssel. A Hattem il y eut résistance. L'artillerie stathoudérienne fit sauter les portes, et quelques habitans furent tués en combattant.

Aussitôt qu'on eut appris à La Haye la nouvelle de la résolution des états de Gueldre, de faire marcher des troupes contre Elsbourg et Hattem, les états s'assemblèrent extraordinairement. Conformément à la résolution prise par le grand-pensionnaire de Witt, en 1663, il fut décidé que chaque membre pouvait émettre son opinion, quelle qu'elle fût, sans qu'il pût jamais être inquiété. Cette délibération annonçait et l'état de crise dont la république était menacée, et l'intervention prononcée que les états de Hollande voulaient signaler à l'attention publique. Le pensionnaire de Dort, Gislaër, récapitula éloquemment tous les griefs de la république contre les usurpations du stathoudérat, et notamment contre le prince régnant. Il n'eut pas de peine à démontrer que la Gueldre, dont les membres des états et les magistrats étaient des créatures du stathouder, n'était ni représentée ni administrée par elle-même, et que les troubles de cette province étaient l'ouvrage de cette pernicieuse influence. En conséquence, il proposa 1° d'engager les états de Gueldre à s'abstenir de toute violence envers les villes d'Elsbourg et de Hattem, afin que la province de Hollande ne se vît pas obligée d'intervenir; 2° d'inviter les quatre autres provinces à s'opposer à ce que leurs troupes fussent mises en mouvement contre les citoyens: enfin il fut d'avis d'écrire au stathouder, pour le sommer de faire cesser les agitations de la patrie; faute de quoi, il serait reconnu l'auteur de la guerre civile, et serait suspendu par les états de Hollande de ses pouvoirs et de sa dignité. Ces propositions furent agréées à l'unanimité par les dix-huit villes votantes. Mais la résolution, arrêtée le 4 septembre, fut prévenue dans son exécution par les événemens d'Elsbourg et de Hattem, dont on eut la nouvelle, le 6, à La Haye. Ainsi, il fallut renoncer aux deux premières mesures; la troisième fut exécutée à la rigueur; et les états généraux donnèrent vingt-quatre heures au stathouder pour répondre et mettre un terme aux violences qu'il venait d'exercer. Guillaume V se hâta de répondre qu'il était dans le droit constitutionnel, et n'avait agi que par l'ordre des états de Gueldre. Il était facile de prévoir cette réponse, à laquelle il n'y avait aucune objection légale. Cette situation, également fausse pour les deux partis, ne fit qu'entretenir la haine qu'ils se portaient; et les patriotes ne furent que plus irrités de cette duplicité du prince, qui osait alléguer les ordres des états de Gueldre, dont il était lui seul le régulateur. Les états de Hollande résolurent alors de trancher souverainement la difficulté. Ils

arrêtèrent, quand ils surent l'exécution qui venait d'avoir lieu sur les deux villes de la Gueldre, d'ordonner au prince de faire rentrer les troupes dans leurs garnisons. Trois provinces, celle de l'Over-Yssel, de Groningue et de Zélande, avaient suivi cet exemple. Les états usaient de leur droit constitutionnel, et le stathouder ne pouvait éluder leurs demandes.

Une résolution plus importante, plus hostile encore, fut proposée le 20 septembre, et passa à la majorité de seize voix sur dix-huit; ce fut celle par laquelle le prince fut suspendu de ses fonctions de capitaine-général. Il devint évident alors que le message précédemment décrété pour le rappel des troupes n'était qu'une mesure préparatoire. La ville d'Amsterdam, dont le patriotisme avait été le moins prononcé dans les derniers temps, émit le vote le plus violent; elle voulait que la résolution des états fût motivée *sur les attentats sans exemple commis par le prince, et sur l'emploi criminel qu'il faisait des troupes*; c'était une véritable déclaration de guerre. La Hollande se hâta de prendre militairement toutes ses sûretés en garnissant sa frontière du côté des provinces de Gueldre et d'Utrecht où le prince dominait. On se prépara des deux côtés à la guerre civile.

Ce fut dans ces circonstances que le comte de Hertzberg fit intervenir, à la demande du prince et de la princesse d'Orange, le nouveau roi de Prusse dans les affaires de la république. Saisissant avec empressement cette occasion de se consoler de la dépendance dans laquelle le grand Frédéric l'avait tenu constamment, et de jouer enfin un rôle dans une grande affaire. A cette époque, on appelait rebelles les peuples qui repoussaient l'oppression. Hertzberg ne comprenait point, ou plutôt ne voulut pas comprendre que, dans le gouvernement des sept provinces, c'était le prince qui était le sujet, et les états le souverain. Il s'était voué déjà sous le dernier règne, mais sans succès, aux intérêts de la princesse, et n'eut pas de peine à inspirer au roi son frère, dont elle était tendrement aimée, et sur lequel, à son avènement, il avait pris un grand empire, la résolution d'intervenir en arbitre dans les nouveaux différens. Il choisit en conséquence le comte de Goërtz, pour être l'instrument de ses desseins, et le fit nommer ambassadeur extraordinaire à La Haye. L'arrivée de ce négociateur surprit étrangement les Hollandais. Quand ses pouvoirs furent connus, le mécontentement fut général; c'était comme *médiateur* que se portait le roi de Prusse; le stathouder était présenté comme opprimé par la violence. Une inconvenance aussi grave était un outrage direct à la dignité des états; ils se voyaient, par une décision du cabinet prussien, réduits à la nécessité de traiter d'égal à égal avec le stathouder, et de se justifier, vis-à-vis d'un gouvernement étranger à leurs débats, de ces mêmes griefs qu'ils se croyaient en droit de reprocher au prince d'Orange.

Les patriotes jugèrent bientôt que la mission du comte de Goërtz, bien qu'il s'annonçât comme conciliateur, était uniquement hostile contre eux. Ils s'en convainquirent par l'étroite liaison qui se forma tout-à-coup entre cet envoyé et le chevalier Harris, ministre d'Angleterre (lord Malmesbury). Les états s'alarmèrent justement de la confiance qui s'établit entre les deux plénipotentiaires. Le ministre anglais était connu par sa haine envers les républicains hollandais, que protégeait la

France; et cette union devait placer la cause de la république dans des périls d'une nature nouvelle. La protection ouverte, ou plutôt la préférence donnée à la cause du stathouder, se rattachait à la rivalité de l'Angleterre et de la France. Le chevalier Harris, d'après les confidences du comte de Goërtz, ne garda plus aucune mesure dans l'aversion qu'il portait personnellement à la France, ni dans ses opinions sur les débats actuels. Il traita d'insulte faite au roi de Prusse le droit que les états venaient d'exercer en suspendant le stathouder de ses fonctions de capitaine-général. Les états-généraux et les patriotes se virent exposés à la commune vengeance de l'Angletere, de la Prusse et du stathouder. Si Guillaume V avait été réduit à ses propres forces, c'est-à-dire aux quatre à cinq mille hommes qu'il tenait des contingens de la Gueldre, de la Frise et de la Zélande, il n'aurait pas pu résister aux troupes bien plus nombreuses qu'entretenaient les provinces de Hollande, de Groningue et d'Over-Yssel. Cette division de forces de trois provinces contre trois était militairement à l'avantage des républicains; mais, envisagée sous le rapport des votes aux états-généraux, elle présentait une égalité que la représentation d'Utrecht pouvait seule faire disparaître. On a vu que cette province était partagée et par la résistance de sa capitale et par l'opposition stathoudérienne d'Amersfort. La députation d'Utrecht n'existait plus, par la désertion des deux ordres réfugiés à Amersfort, ce qui frappait d'illégalité les états-généraux devenus incomplets. Ainsi l'état, proprement dit, l'état constitutionnel n'existait plus; rien n'était légitime désormais, et la porte était ouverte aux plus grands maux.

La France attachée par le système d'une saine politique au maintien des libertés hollandaises, ne pouvait rester spectatrice de tels événemens; elle ne pouvait voir qu'avec une grande inquiétude la Prusse s'allier avec l'Angleterre, pour établir le pouvoir absolu du stathouder sur ses alliés. En conséquence, elle prit le parti de charger son ministre à Berlin, le comte d'Esterno, d'une négociation sur cet objet; et, non contente de la part qu'elle déclarait vouloir prendre à cette affaire, elle envoya un ministre extraordinaire à La Haye, où déjà elle avait un ambassadeur. Les communications du comte d'Esterno éclairèrent le roi de Prusse sur le véritable état des choses, et les instructions de son cabinet au comte de Goërtz prescrivirent à cet agent une conduite plus modérée, dans laquelle il dut se renfermer. L'influence de la France fut manifeste : non seulement Frédéric adhéra au système de conciliation que le cabinet français avait adopté, mais encore il admit l'examen des prétentions des républicains.

Elles se ressentaient de la modération nationale, qui n'avait et ne déclarait d'autres intentions que de renfermer le stathoudérat dans les limites et priviléges qui étaient déterminés par la constitution. Les républicains alléguaient avec raison que les autres droits, tels que celui de *patentes*, relatif à la disposition des troupes, le *règlement de 1674*, qui assignait au stathouder la nomination des magistrats des trois provinces reprises sur Louis XIV, et enfin le commandement de La Haye, n'avaient été concédés au prince que pour en jouir *sous le bon plaisir des états*, ce qui constituait les états maîtres de révoquer ces priviléges. Ils ajoutaient que telle avait été la condition à l'époque de l'établissement

de l'hérédité du stathoudérat dans la maison de Nassau-Orange, et qu'à l'avènement du prince actuel cette stipulation avait été renouvelée; qu'ainsi, c'était à tort que Guillaume V se prétendait responsable à sa postérité de la conservation de ces priviléges. Cependant l'amour de la paix était si universel, que les patriotes consentirent d'eux-mêmes à des modifications qui n'enlevaient à ces trois prérogatives que ce qu'elles renfermaient de dangereux pour les libertés publiques.

La conduite de ces républicains fut admirable, et ne démentit pas, un seul moment, la juste réputation de raison et de patriotisme, dont ils jouissaient en Europe. D'après les ordres de sa cour, provoqués par l'influence française, le comte Goërtz reçut avec bienveillance la proposition du parti patriote; en approuva la sagesse et la modération; et ne doutant point de l'honneur qui devait résulter pour lui d'une réconciliation qu'il regardait alors comme infaillible entre les états et le prince, il se rendit à Nimègue auprès du stathouder. Mais il le trouva plus inflexible que jamais. Au lieu de s'empresser d'adopter les modifications faites aux premières demandes, Guillaume V répondit que c'était aux états de Hollande à reconnaître leur tort envers lui; il l'exigea même, et demanda impérieusement à être réintégré dans sa charge de capitaine-général, ainsi que dans le commandement de La Haye, ajoutant qu'il verrait après ce qu'il aurait à faire pour rétablir la tranquillité. Cette violente réponse ne fut pas l'objet d'une note diplomatique remise au comte de Goërtz, mais seulement d'une lettre que lui écrivit la princesse. Ce ministre adressa au roi la lettre de sa sœur; l'envoyé extraordinaire de France, voyant que toute négociation devenait impossible, se décida à retourner à Versailles. Les espérances du parti républicain pour la paix, à laquelle ils venaient de faire des concessions si généreuses, furent totalement renversées. Le stathouder resta convaincu que les républicains ne se soumettraient point à sa volonté, et ceux-ci s'attendirent aux mesures les plus violentes de la part du prince; ils se mirent en état de défense. La guerre civile était devenue une mesure de salut public. Une révolution était nécessaire pour sortir de l'état d'anxiété, où le défaut d'action d'un gouvernement légal avait plongé la population. Les stathoudériens seuls triomphaient, parce qu'ils comptaient encore sur leur influence dans les états-généraux, et que le résultat de leur victoire serait infailliblement l'établissement de la souveraineté de la maison de Nassau.

En effet, les régens des plus fortes villes, telles que Rotterdam et Amsterdam, étaient presque tous de fougueux stathoudériens, et dans les plus importantes circonstances on avait vu les vœux de la bourgeoisie habilement éludés par les manœuvres aristocratiques. La situation actuelle exigeait pour le salut des patriotes une majorité qui ne fût pas précaire, comme celle de dix sur les dix-huit villes votantes. Il fallait la presque unanimité pour que la résolution adoptée eût un caractère de stabilité. Les patriotes et les orangistes se mirent en campagne pour s'assurer des votes aux états, et remporter dans les délibérations une victoire signalée. Ainsi, les uns travaillèrent à détruire la majorité stathoudérienne, et les autres à la fortifier.

Une circonstance imprévue vint tout-à-coup mettre en mouvement l'activité des deux partis. La ville de Harlem avait soumis aux états une pro-

position très démocratique, par laquelle elle demandait qu'il fût donné au peuple une sorte d'influence dans les affaires; mais comme une faible majorité avait accueilli cette proposition, on nomma une commission pour en faire le rapport, afin de devancer le parti orangiste que cette démarche avait vivement alarmé; la bourgeoisie d'Amsterdam pressa sa régence de s'assembler et de délibérer. Celle-ci trompa les bourgeois; elle les pria de la laisser conduire cette affaire, ce qui fut accepté avec confiance; et elle nomma quatre partisans du prince, l'un à la commission, et les trois autres aux états-généraux, pour fortifier sa députation. Dans une séance des états, les villes de Dort et d'Harlem avaient proposé que la commission ne fût composée que de sept à neuf membres. Les nobles à leur tour avaient demandé que chaque ville élût un commissaire, ainsi que l'ordre équestre, ce qui fut accordé. L'aristocratie, qui disposait de neuf villes, l'emporta d'une voix sur les deux points par l'accession de la ville d'Amsterdam. De cette manière fut éconduite la proposition de Harlem. Les patriotes se virent avec douleur en minorité dans les états; il s'agissait pour eux de conserver ou de perdre la patrie. La conduite des régens d'Amsterdam fut livrée à toute la sévérité de l'opinion; et la bourgeoisie jura de tirer vengeance de ceux qui venaient de la trahir avec tant de perfidie. Rotterdam était, vis-à-vis de sa régence, dans les mêmes dispositions qu'Amsterdam; ces deux grandes villes s'entendirent pour opérer une révolution dans le conseil; il fut convenu entre elles qu'Amsterdam donnerait l'exemple : ses richesses, sa population lui acquéraient un poids considérable dans les affaires générales. La bourgeoisie s'assembla; elle nomma des commissaires pour faire connaître à la régence ses prétentions et défendre ses droits. A l'exemple d'Utrecht, elle en imposa par son attitude. Elle demandait, 1° la révocation immédiate des trois députés qui venaient de trahir aux états le vœu général de leurs commettans; 2° que les deux députés restans désavouassent, au nom d'Amsterdam la conduite de leurs collègues; 3° que les trois députés, réputés traîtres, fussent exclus à jamais de la députation et mis en jugement. La régence se vit contrainte d'accéder à ses demandes; et la majorité fut de nouveau dévolue aux patriotes.

Fiers de cette victoire, les républicains s'occupèrent avec activité de la réforme du conseil de la régence; sans cela la majorité reconquise n'aurait point de stabilité; et il fallait profiter de l'enthousiasme du premier moment pour assurer sa conservation. Le 21 avril 1787, six compagnies de la bourgeoisie se saisirent du poste de l'Hôtel-de-ville; les autres compagnies restèrent sous les armes dans leur quartier. Une députation de la bourgeoisie présenta à la régence une requête, pour demander le renvoi de deux de ses membres. Le conseil, après une longue délibération, répondit qu'il n'avait pas le droit de prononcer des destitutions; cependant le mécontentement de la bourgeoisie se déclara avec tant d'effervescence qu'il en fut délibéré de nouveau, et qu'on acceda par un *mezzo-termine* au vœu général. La joie du peuple fut à son comble; elle se manifesta hautement; et des courriers furent expédiés dans toutes les provinces pour annoncer cette victoire du peuple. Le 23, Rotterdam suivit l'exemple d'Amsterdam.

Aussitôt après son installation, et pour accomplir le mandat qui l'avait ré-

généré, le conseil nomma une nouvelle députation aux états, et révoqua celle qui existait. Mais s'arrogeant le droit de frapper d'illégalité tout ce qui venait de se passer à Rotterdam, les anciens députés de cette ville, loin d'accepter leur révocation, s'étant rendus aux états avant l'ouverture de l'assemblée, il s'y trouva une double représentation. La députation révoquée se leva et présenta une adresse, dans laquelle elle dénonçait aux états-généraux la conduite illégale de la bourgeoisie de Rotterdam, et demandait le rétablissement de ce qui venait d'être annulé.

Cette adresse fut soutenue par l'ordre équestre; et la discussion la plus vive s'établit pour décider si les états recevraient la nouvelle députation. Après une séance des plus orageuses, la majorité resta aux patriotes; mais seulement dans la proportion de neuf contre huit, une des dix-huit villes votantes s'étant abstenue de voter. La noblesse, furieuse de cet échec, déclara qu'elle mettait *ad referendum* la résolution adoptée, et menaça de prendre désormais de la même manière et indistinctement tout ce qui serait proposé aux états. Elle voulut même quitter l'assemblée, ce qui eût dissous les états; on se sépara ainsi. Le lendemain, la députation rejetée osa se présenter à la séance; il lui fut interdit de siéger à côté de la nouvelle; et elle dut rester debout hors de l'enceinte des députés, mais assistant néanmoins à la délibération. La discussion reprit bientôt toute sa violence, quoiqu'elle eût été décidée, la veille, par la majorité, et que la minorité seulement eût déclaré le *referendum* sur lequel revint encore la noblesse. Cette nouvelle discussion était totalement illégale; aussi dépassa-t-elle toutes les bornes de la décence. Le grand-pensionnaire lui-même, qui présidait, et qui était vénéré de tous les partis, fut apostrophé et outragé par un jeune homme de l'ordre équestre : c'était insulter les états. Ce magistrat se leva alors avec dignité, reprocha sévèrement à l'orateur de l'ordre équestre l'inconvenance de sa conduite, déclara que son devoir était de conclure à la majorité des voix, et, laissant tomber le marteau sur la table, ferma la séance. Ainsi se termina l'affaire de la double députation de Rotterdam.

Cette séance eut lieu le 25 avril, et il fut heureux pour les patriotes que la majorité leur eût été acquise; car le parti stathoudérien, qui avait l'espérance de triompher sur le point de la double députation de Rotterdam, devait, à la faveur de ce succès, faire rappeler Guillaume V à La Haye, lui rendre le commandement et destituer le grand-pensionnaire, ce Blesswick dont le patriotisme lui était si redoutable. L'ambassadeur d'Angleterre, Harris, était de la conspiration, et il se croyait tellement sûr de la victoire, qu'il avait d'avance préparé une grande fête dans son hôtel, pour la célébrer.

Cependant les affaires de la province d'Utrecht, divisée en deux conseils, dont l'un, patriote, résidait à Utrecht, et l'autre, orangiste, à Amersfort, étaient loin d'être pacifiées. Les républicains de Hollande proposèrent la voie de la négociation, dans l'espoir d'éviter des troubles; les stathoudériens d'Amersfort acceptèrent ce moyen, dans la persuasion où ils étaient de faire tourner la négociation à leur avantage : ce qui arriva. La simplicité et la bonne foi républicaine devaient échouer contre l'armée des courtisans aguerris de Guillaume, qui dirigeait toutes les manœuvres de son parti. Ainsi, par de fausses promesses, par

ces moyens dilatoires que sait inventer le génie de la domination et de la ruse, un temps précieux fut perdu pour les patriotes, et employé par les stathoudériens; effectivement, la ville d'Utrecht apprit bientôt que les troupes de sa province et de celle de Gueldre étaient mises en mouvement, et avaient ordre de marcher contre elle. Tandis que le conseil d'Amersfort, composé des nobles et du clergé, négociait avec les patriotes de Hollande, il tramait, avec le prince, le plan de l'attaque d'Utrecht à force ouverte. Le 9 mai, Utrecht apprit son investissement. Les troupes ennemies avaient été disposées de manière à couper toute communication entre cette ville et celles d'Amsterdam, de Leyde et de La Haye, et à être maîtresses du vieux Rhin, ainsi que de la grande écluse, une des premières ressources défensives d'Utrecht. Dans l'après-midi, on sut qu'un bataillon était en marche pour s'emparer du district de Vresswyck, seigneurie qui appartenait à la ville. Le conseil municipal s'assembla aussitôt, et ordonna qu'un détachement de trois cents bourgeois partirait sous le commandement de d'Averhoult, l'un des nouveaux régens, et s'établirait à Vresswyck. Le détachement rencontra le bataillon à l'entrée de la nuit; l'action s'engagea. Elle fut d'abord soutenue de part et d'autre avec un avantage égal; mais d'Averhoult ayant démasqué trois petites pièces de campagne, les troupes de ligne furent bientôt mises dans une déroute complète : elle fut si entière, qu'elles perdirent leur drapeau, jetèrent leurs fusils, et abandonnèrent leurs bagages; les bourgeois perdirent peu d'hommes. Ils eurent la gloire d'avoir défait huit compagnies de ligne, et d'entrer le lendemain à Wresswyck; M. d'Averhoult et ses compagnons rappelèrent aux habitans du pays le dévouement de Léonidas et ses trois cents Spartiates. C'est ainsi que commencent les renommées militaires dans les révolutions, et que se fonde la gloire nationale. Ce commandant et ses bourgeois voyaient le feu pour la première fois, et ils avaient vaillamment battu des troupes réglées et aguerries. L'impression fut profonde à La Haye, où les états-généraux témoignèrent leur juste indignation, au récit de violences qui surpassaient celles qui avaient été exercées sur les villes d'Elsbourg et Hattem; ils se déterminèrent à adopter les mesures les plus énergiques pour secourir Utrecht, et à déployer toute la force que leur donnait la constitution et que nécessitaient les circonstances. On a vu que chaque province avait ses états, c'est-à-dire, son souverain territorial; la constitution ne permettait pas qu'une province fît entrer ses troupes sur le territoire d'une autre province, sans l'assentiment du gouvernement local. Les états de Hollande, qui figuraient au premier rang dans les affaires, ne pouvaient pas méconnaître ce principe fondamental de l'union; mais ils eurent bien le droit de déclarer que les hostilités contre le territoire d'Utrecht venaient de rompre l'union. En conséquence, ils ordonnèrent à leur général de suspendre de ses fonctions tout officier qui, malgré les ordres de la province, refuserait de servir pour la défense d'Utrecht. Il était certain qu'il n'y avait plus d'états, c'est-à-dire de souverain territorial dans la province d'Utrecht, parce que cette ville n'avait qu'une fraction des états, dont l'autre partie, composée des nobles et du clergé, s'était retirée à Amersfort. Deux ordres, composés de peu d'individus,

ne pouvaient point, par la même raison, se constituer en états de la province. C'était une illégalité bien grave que commettait le stathouder, en les reconnaissant comme tels; et il violait doublement la constitution, en faisant marcher, au nom de ces états illégitimes, un corps de troupes étrangères à la province contre sa propre capitale. Ces deux griefs furent justement imputés au prince par les états de Hollande, et décidèrent la déclaration qu'ils firent aux états-généraux. Ils appuyèrent, sans perdre de temps, cette déclaration par l'envoi à Utrecht d'un régiment à leur solde; c'était la légion de Salm. Ce corps, dont les dispositions politiques étaient connues, alla se renfermer dans Utrecht. Le général de Hollande reçut l'ordre de tenir ses troupes prêtes à partir au premier signal. Ainsi, la guerre était déclarée entre le prince et le pays; mais un grand écueil attendait l'emploi des forces républicaines, et même de ces régimens étrangers, quoiqu'ils fussent à la solde directe des provinces, comme la légion de Salm, qui était payée par celle de Hollande. Car il y avait deux sermens qui obligeaient ces régimens: l'un envers la province qui les payait; l'autre envers les états-généraux, sans l'ordre desquels il leur était défendu d'entrer sur le territoire d'une autre province. Cette complication de sermens donnait au stathouder, dans la circonstance actuelle, un avantage constitutionnel qu'il ne devait pas laisser échapper; et, bien que cette double obligation fût également considérée par les états de Hollande comme une difficulté presque invincible, il leur était presque impossible de l'éviter. Ainsi le péril naissait, pour le parti patriote, des moyens mêmes qu'il avait de le combattre. Il était obligé d'avoir constamment la majorité dans les états-généraux, afin que les régimens ne fussent pas exposés à choisir entre deux sermens. Dans une pareille perplexité, la province de Hollande devait trancher la difficulté par un grand acte de pouvoir: ce fut la destitution et le remplacement de tous les officiers qui refusèrent de marcher, en alléguant la religion du serment aux états-généraux. La province fit plus, elle imposa à ses régimens un nouveau serment qui les faisait dépendre exclusivement de ses états. Les nouveaux officiers furent encouragés par des récompenses extraordinaires; et ceux qui, ayant été éliminés, voulurent reprendre du service, furent irrévocablement refusés. Il était sage aux états de Hollande de se montrer armés d'une grande sévérité envers ceux qui avaient pu balancer à les servir. De cette manière, ils ne devaient plus avoir sous leurs drapeaux que des hommes fidèles et dévoués.

Le parti stathoudérien avait perdu la majorité dans les états-généraux, et avait manqué sa grande affaire, celle de devenir maître de la province de Hollande. Il devait cet échec aux deux révolutions que Rotterdam et Amsterdam venaient d'opérer dans leurs magistratures. Ce déploiement de volontés des provinces de Hollande et de Zélande avait enlevé au stathouder les moyens d'insurrection partielle, sur lesquels il avait compté; il n'avait pas été plus heureux dans ses opérations militaires à Utrecht. Depuis la déroute du bataillon envoyé pour s'emparer de la seigneurie de Vresswyck, il avait formé un camp à Zeist, près d'Utrecht, et le régiment de Salm avait vigoureusement repoussé toutes les attaques. Les états de Hollande n'avaient pas perdu de vue l'usage que

le stathouder pouvait faire, contre leur cause et celle d'Utrecht, des régimens qu'ils avaient dans la province de Gueldre, et ils avaient requis ce prince de les envoyer dans le pays de la *généralité*, faute de quoi ils cesseraient de les solder. Les Gueldrois, qui tenaient pour le stathouder, s'opposèrent au départ de ces troupes; mais comme ils étaient hors d'état de les payer, ils imaginèrent de prier les états-généraux d'ouvrir, au nom de la province de Hollande, un emprunt destiné à la solde de ces régimens: ce qui, en d'autres termes, était faire payer à la Hollande la guerre qu'on lui déclarait. Il est difficile d'imaginer une conception plus étrange de la part d'un corps délibérant; mais, dans les temps de troubles, toute raison, même la raison politique, celle dont on peut le moins se passer, semble s'obscurcir avec la destinée du pays.

Une nouvelle confusion de volontés et de principes vint encore accroître le discrédit de la chose publique, que l'un et l'autre parti remettait chaque jour en procès à sa volonté, devant les états-généraux, également frappés eux-mêmes d'une mobilité peu honorable. Il n'y avait plus de stable que l'illégalité, en raison de la rapidité et de la complication des circonstances; ainsi les états soi-disant d'Amersfort, dont le stathouder dirigeait les volontés, osaient écrire aux états-généraux pour demander que les ordres donnés par la province de Hollande fussent révoqués, et que le général fût mis en jugement pour les avoir reçus et exécutés. Les officiers destitués par les états de Hollande, ameutés également par le parti stathoudérien, demandaient protection aux états. La discussion s'établit; la Hollande, ne pouvant être juge dans sa propre cause, n'avait point de voix dans la délibération qui avait lieu entre les six autres provinces. Le débat fut vif; le premier jour, il y eut deux voix pour la proposition, trois pour le *referendum*, et la sixième province votante eut partage dans ses deux voix. Malgré cette circonstance, qui rendait la question au moins indécise, le président avait conclu pour la proposition. Le lendemain une troisième voix vint se joindre à l'une des deux qui avait fait partage, et vota pour le *referendum*; ce qui donnait quatre voix sur six à cette opinion. Malgré cela, le président des états osa donner le scandale, jusqu'alors sans exemple, de conclure en faveur de l'avis, comme il l'avait fait la veille. Ainsi la minorité de deux contre quatre l'emporta aux états-généraux; toute pudeur était bannie de cette assemblée qui avait soutenu avec tant d'éclat la fortune de la république, et avait attaché son nom à tant d'événemens glorieux; sa sagesse était perdue, son honneur flétri, et ce grand symptôme de décadence ne devait servir qu'à l'avantage du parti qui voulait détruire la souveraineté, et qui, en attendant le moment de se mettre à sa place, jouissait et profitait de la considération dont il avait su le frapper lui-même, en le corrompant et en brisant son lien politique avec la nation.

Le parti stathoudérien osa davantage. Le prince fit paraître un manifeste, où après avoir traité de rébellion toutes les oppositions qui s'étaient prononcées dans les villes de Rotterdam, d'Amsterdam, d'Utrecht, et avoir déclaré qu'il allait concourir de tous ses moyens à la destruction des ennemis de l'ordre public, il demandait qu'on lui rendît le commandement de La Haye, les fonctions de capitaine-gé-

néral; alors il prendrait toutes les mesures convenables pour rétablir la tranquillité. Une pareille déclaration ne pouvait qu'annoncer les plus graves événemens. Elle portait ou plutôt elle affectait un ton de supériorité qui devait nécessairement être soutenu de moyens prêts à être mis en œuvre. Effectivement, le 30 mai, jour où elle fut présentée aux états, éclata tout-à-coup à Amsterdam un tumulte violent de la part de la populace orangiste. Elle avait été disposée à un soulèvement, par les meneurs du parti; mais le soulèvement ne devait avoir lieu que le 1er juin, d'après le plan qui avait été concerté à Nimègue où était la cour, entre le stathouder et le chevalier Harris, ambassadeur d'Angleterre. Cette populace vendue au prince, entraînée au désordre par sa propre nature, se livra, le 30 mai, à des violences publiques contre la bourgeoisie; cette précipitation nuisit au plan de Nimègue. La bourgeoisie avait aussi à ses ordres, à Amsterdam, une populace patriote qui en vint aux mains avec la stathoudérienne, et la refoula dans le quartier des matelots. Le parti du prince leva les ponts pour se défendre dans ce quartier; mais le parti des bourgeois vint à bout de forcer un passage, et s'étant jeté dans des barques, attaqua ses ennemis d'un autre côté, et les mit en déroute. Les vainqueurs usaient de leurs droits, et ils poursuivaient avec acharnement; ils mirent au pillage les maisons des deux anciens régens stathoudériens. La bourgeoisie parvint cependant à arrêter cette vengeance populaire, où toutefois le désordre ne profitait à aucun de ceux qui le causaient; car la haine de ce bas peuple était toute politique, et personne ne chercha à se rien approprier des richesses de toute nature que renfermaient les maisons dévastées; on nuisait à son ennemi pour lui nuire, et non pour s'enrichir à ses dépens. Cette conduite de la part de la dernière classe de la société d'une grande cité, alors qu'elle était victorieuse dans une émeute suscitée contre ses intérêts, prouve à quel point la morale avait été profondément inculquée au peuple batave par ses institutions républicaines.

La populace avait eu son triomphe. La bourgeoisie procéda avec sa prudence ordinaire. Une recherche soigneuse, faite par ses ordres dans les maisons, avait produit la découverte de papiers importans dont la connaissance, jointe aux révélations des prisonniers qui avaient été faits, dévoila tout le plan de la conspiration du pouvoir, à laquelle l'ambassadeur d'Angleterre avait pris une part directe. On s'empara également de quelques envois de munitions de guerre, saisis après l'événement, et dont la précipitation de la populace avait empêché qu'on fît usage : il fut alors bien prouvé que le prince n'avait rien négligé pour opérer le massacre des citoyens, si, comme il l'avait si bien prévu, il y avait résistance. C'était sur cette organisation criminelle et ténébreuse que s'appuyait le manifeste extraordinaire qu'il avait osé envoyer aux états-généraux. Mais par la faute même de ses agens, le moment de l'attaque ayant été avancé, le plan de la cour de Nimègue fut déjoué; et la province de Hollande, qui eût infailliblement suivi le sort de la capitale, fut soustraite au péril qui la menaçait. Il restait ce qui survit toujours aux succès et aux défaites civils, un sentiment de haine et de vengeance plus profond encore qu'à l'époque de l'entreprise du stathouder contre les villes d'Elsbourg

et de Hattem. La province de Hollande avait établi à Woorden, sous les ordres de son général Van-Ryssel, une commission militaire, qui correspondait avec la commission de défense, formée à La Haye. Les circonstances devenant plus dangereuses, en raison des derniers événemens, la province, afin de pourvoir de suite en dernier ressort à tout péril, se décida à nommer une commission dictatoriale de cinq membres, à qui le salut de la patrie serait confié. Leurs pouvoirs seraient illimités; ils disposeraient, à leur gré, et sans en référer à aucune autorité, des moyens d'attaque et de défense, des corps armés, des citoyens, des deniers publics : ils ne seraient tenus de rendre de compte qu'après l'événement. C'était le seul moyen de lutter contre les attaques imprévues, les insurrections, les complots, dont la dernière tentative avait pensé causer la perte de l'état.

Cette proposition fut bientôt changée en résolution; on procéda de suite à la nomination des cinq membres de la dictature provisoire. Les villes de Harlem, de Leyde, d'Amsterdam, de Gouda et d'Alkmaer, nommèrent chacune leur commission. Le choix tomba sur les hommes les plus considérés par leurs talens et leurs vertus républicaines. Aussitôt qu'ils furent nommés, ils entrèrent en exercice; mais malgré la vigueur salutaire de cette institution, il y avait, même pour elle, un péril contre lequel toute sa puissance ne pouvait rien : c'était la suprématie des états-généraux, du souverain. Or, il existait plus que de la rivalité entre les états-généraux et les états de Hollande; et, en preuve de cette animosité, tous les officiers, que les états de Hollande avaient privés de leurs grades pour avoir refusé de marcher au secours d'Utrecht, venaient d'être réintégrés par les états-généraux, et ceux qui s'étaient montrés fidèles avaient été suspendus du service. Il est vrai que le même jour les états de Hollande, qui payaient les régimens, renouvelèrent la résolution relative à ces officiers. Il résultait de ce conflit, de ce combat acharné du souverain contre la province de Hollande, le plus grand de tous les malheurs pour un état, celui de remettre au jugement des troupes la question de leur obéissance. Les patriotes avaient commis une faute capitale dont la conduite des états-généraux offrait la démonstration depuis le retour des troubles, c'était celle de ne pas s'assurer avant tout d'une majorité absolue dans les états-généraux. Ils comptèrent trop sur la prépondérance de la Hollande; ils lui attachèrent une importance tellement puissante sur l'état en général, qu'ils se persuadèrent que les états-généraux n'auraient aucune consistance sans cette province. Ces hommes, aveuglés par leur bonne foi, manquèrent de politique : c'était la guerre des républicains qui jouaient à jeu découvert, contre les ambitions et les courtisans; ils devaient, malgré leur vertu, leur courage, leur persévérance, succomber devant l'intrigue, l'intérêt et la mauvaise foi combinés. Le parti stathoudérien ne s'endormait pas. Les états d'Amersford proposèrent aux états-généraux de prononcer la suspension du général Van-Ryssel, qui commandait les troupes de la province de Hollande; et, le 10 juin, les états, non contens de prononcer cette suspension, interdirent à ce général toute autorité sur les troupes, et défendirent aux officiers de lui obéir. La même résolution attaqua aussi directement l'obéissance des troupes aux ordres de

leur province. Un régiment, celui de Stuart, entraîné par un officier, viola son serment et quitta ses quartiers. Les autres officiers, tous les sous-officiers, restèrent fidèles ; une partie même des soldats réfractaires rentra dans le devoir. Les vides de cette désertion furent remplis par les corps francs que la province entretenait aussi ; mais l'exemple de la désorganisation était donné à l'armée, par l'ordre du souverain lui-même; le lien du soldat était brisé, et à la première occasion on pouvait s'attendre aux scènes les plus déplorables.

Les patriotes reconnurent alors que tous leurs efforts, tous leurs sacrifices seraient inutiles, s'ils n'avaient pas la majorité dans les états-généraux ; ils s'attachèrent sans relâche à la conquérir. En conséquence, ils imaginèrent de ne faire qu'une seule députation de celle d'Amersford, qui leur était contraire, et de celle d'Utrecht, qui leur serait dévouée. Amersford envoyait deux députés; il fut décidé qu'Utrecht en aurait trois : de cette manière le vote de la province d'Utrecht, dont Amersford faisait partie, leur assurait une majorité de trois contre deux. Le 14 juin, les trois députés d'Utrecht parurent à l'assemblée des états. Il y eut discussion pour leur admission ; le lendemain les débats recommencèrent, et, malgré l'opposition stathoudérienne, les trois députés d'Utrecht furent admis, à la majorité de quatre voix contre deux. Cette majorité ne perdit pas un moment pour annuler toutes les résolutions prises le 10; et le même jour, sans désemparer, elle ordonna au conseil-d'état d'informer le général Van-Ryssel et les chefs des régimens du changement qui venait de s'opérer. Malgré cet avantage, le parti patriote était loin d'être assuré d'une victoire durable.

Le combat changea de forme. Les états-généraux étaient devenus le véritable champ de bataille : on se battit à coup de députation. Amersford envoya trois nouveaux députés au secours des deux qu'elle avait, afin de primer la députation d'Utrecht. Cette dernière ville avait prévu cette représaille, et en envoya quatre, qui, joints aux trois qu'elle avait envoyés, lui assuraient toujours la majorité de sept contre cinq. Mais la province de Frise, qui avait son gouvernement à part tout aristocratique, avait blâmé la conduite de ses députés, leur avait donné des instructions contraires; de sorte que la voix de cette province passa du côté des stathoudériens, et que, lorsque les députations, fortifiées des deux villes rivales, se présentèrent, celle d'Utrecht fut rejetée, et celle d'Amersford fut admise. Ainsi les états-généraux donnaient perpétuellement à la nation le scandale d'une mobilité aventurière, et devaient cesser d'être pour elle cette arche sainte, l'honneur des sept-provinces et l'exemple de l'Europe.

Le même désordre avait eu lieu dans le conseil d'état. Il avait refusé de participer aux résolutions arrêtées, le 10 juin, contre le général Van-Ryssel, et cependant avait donné des ordres en conséquence; et quand ces mêmes résolutions eurent été abrogées, quatre jours après, il avait refusé d'expédier des ordres contraires aux premiers; de sorte que la nouvelle décision, qui réintégrait le général et ses officiers sous l'obéissance de la province de Hollande, était restée sans exécution : c'était une véritable anarchie froidement calculée. Alors la désertion se mit dans les troupes de la Hollande, et cinq régimens, qui formaient le cordon aux ordres du général

Van-Ryssel, désertèrent presque en entier, tandis qu'ils fussent restés au drapeau de la province qui les soldait, si le conseil-d'état eût fait son devoir.

Le pays était dans une situation critique, dont le dénouement pouvait précipiter la ruine de la liberté. La province de Hollande ne fut cependant point découragée par cette désertion : les villes de Rotterdam et Amsterdam levèrent à grands frais des corps francs, armèrent leur bourgeoisie, et remplacèrent les soldats étrangers par des citoyens. Utrecht se joignit habilement à ces nouveaux efforts. Ses états publièrent une proclamation qui rappelait sous les drapeaux de la province, et par conséquent du souverain local, les troupes à sa répartition. Cette proclamation eut son effet dans les troupes stathoudériennes, qui désertèrent et revinrent augmenter les forces d'Utrecht. A Amersford, on fut peu inquiet de cette mesure, parce que les régimens déserteurs du cordon, gagnés par l'argent de l'Angleterre, n'inspiraient plus de défiance. La Gueldre n'était pas plus tranquille, elle craignait les régimens hollandais qu'elle avait conservés malgré l'ordre de la province de Hollande. Utrecht avait dans ses murs une armée de sept mille hommes. L'Over-Yssel en avait plus de quatre mille à Deventer. Les forces stathoudériennes étaient loin d'être dans la même proportion ; d'un autre côté, la commission dictatoriale de la province de Hollande continuait vigoureusement ses fonctions. Elle avait organisé tous les moyens de défense et d'attaque ; elle avait disposé des fonds pour assurer aux officiers et aux soldats une solde extraordinaire. Cependant le pays était divisé par quatre partis bien distincts : le parti stathoudérien, qui voulait le stathoudérat avec toutes ses usurpations ; la Gueldre, Amersford, la noblesse de Hollande aux états-généraux le composaient. Le second était le parti aristocratique ; il voulait conserver l'autorité, et même conquérir celle du stathouder ; c'était la cause des familles patriciennes et de l'hérédité des charges. Le troisième était constitutionnellement républicain ; il voulait conserver le stathoudérat sans les abus qui l'avaient rendu usurpateur, et le rappeler à sa première origine ; il était ouvertement opposé à l'aristocratie des grandes familles. Le quatrième enfin était le parti démocratique, qui ne voulait ni du stathoudérat ni d'aucune aristocratie : c'était le parti des niveleurs ; il était soutenu par une foule de sociétés populaires. Ces sociétés envoyèrent des députations aux chefs des gouvernemens. Telle était la complication d'intérêts sous laquelle gémissait la fortune publique.

Dans de semblables circonstances, il était de première nécessité de recourir à un médiateur, afin de ne pas s'exposer au bouleversement général, que le choc de tant d'élémens divers devait produire. Les patriotes éclairés de la province de Hollande, attirés par l'ambassadeur de France, s'assemblèrent pour aviser aux moyens de faire demander par les états-généraux la médiation de cette puissance. En raison des partis qui pouvaient exister dans la régence, on voulut d'abord s'assurer du vœu de la bourgeoisie : il fut unanime, et porté à la régence, qui accueillit la résolution, et la transmit aux députés de la province pour en faire la proposition aux états-généraux. Cette proposition y fut agréée à la majorité de douze voix contre sept. Le lendemain 7, la résolution de la veille fut prise *ad referendum* ; c'était

un terme moyen qu'adoptaient et la sagesse des uns et la perfidie des autres. Ce moyen prenait du temps; c'était surtout ce que voulait le parti orangiste.

De toutes parts il avait donné le signal de la destruction du parti constitutionnel, surtout là où il s'était trouvé en force; il avait commis les désordres les plus affreux à Zutphen. La garnison s'était inopinément et sans provocation jetée sur la bourgeoisie, sous le prétexte de la désarmer; les maisons des patriotes furent pillées, saccagées; les soldats et officiers avaient repris la cocarde orange, et signalaient ainsi par des excès la cause pour laquelle ils s'y livraient. Les mêmes scènes se renouvelaient dans les malheureuses villes d'Elsbourg et de Hattem, et dans celles d'Arnheim, de Hochem, de Doësbourg. La plus basse populace faisait cause commune avec les soldats. Il en fut de même à Middelbourg, où le massacre des patriotes suivit le pillage de leurs maisons. Les régens de la ville furent obligés de porter processionnellement l'étendard orange, et de le placer au haut d'une tour. Flessingue, Terwœre, Helvoetsluys, la Brille, furent en proie à des émeutes plus ou moins violentes. Le parti du prince, las de tant de délais, et inquiet des forces que le parti contraire pouvait lui opposer, avait fomenté secrètement ces troubles partiels; et La Haye allait en devenir aussi le théâtre, quand un événement sauva cette ville.

Le 28 juillet, plusieurs voitures marchant ensemble, furent arrêtées à un poste gardé par le détachement d'un corps au service de la province de la Hollande. Ces voitures appartenaient à la princesse d'Orange, qui venait de Nimègue et se dirigeait vers La Haye. La princesse fut obligée d'attendre, pour continuer sa route, l'autorisation du général, qui était à Woorden, où résidait la commission souveraine, récemment instituée par la province. Trois membres de cette commission se rendirent auprès de la princesse, et lui représentèrent que, dans les circonstances actuelles, où la tranquillité était généralement troublée au nom du prince, où le massacre et le pillage venaient de désoler plusieurs villes, la présence de la princesse à La Haye ne pouvait manquer de servir de prétexte aux malveillans pour y commettre les mêmes désordres; et qu'en conséquence la commission, ne pouvant prendre sur elle une telle responsabilité, se croyait obligée d'en référer aux états, et qu'en attendant elle priait la princesse ou de retourner à Nimègue, ou d'attendre dans une ville voisine la réponse des états. La princesse dissimula son mécontentement, et se retira dans la petite ville de Schoonhaven, d'où elle écrivit au grand-pensionnaire pour demander l'autorisation de continuer son voyage. Les états prirent *ad referendum* la lettre de Son Altesse Royale, et approuvèrent la conduite de la commission. Il fut rendu compte à la princesse de la décision des états. Celle-ci écrivit alors à cette assemblée une lettre par laquelle elle lui reprochait avec hauteur l'approbation qui venait d'être donnée à la conduite de la commission. Les états reçurent en même temps du stathouder une plainte encore plus violente sur cet affront fait à sa famille; ce mémoire du prince fut pris également *ad referendum* par les états de Hollande.

Cette plainte était un manifeste violent contre les états, et sa publicité ne pouvait que porter à son comble l'animosité dont le prince était l'objet, et donner lieu peut-être à de justes

représailles. Les esprits sages, les hommes amis de l'ordre public, s'attachèrent à un moyen qui conciliait à la fois et la dignité que les états se devaient eux-mêmes et les intérêts du pays. Il était également impossible de répondre, soit au mémoire du stathouder, soit à la lettre de la princesse, sans descendre à une réfutation violente, et sans appeler hautement sur eux la vengeance publique. Quant au prince, les états n'avaient plus rien à ménager; et il devait leur convenir de lui interdire tout accès dans la province. Ils l'avaient déjà dépouillé de toutes ses dignités, ils ne pouvaient point ne pas le déclarer hautement l'ennemi de la patrie hollandaise; mais ils envisagèrent sous d'autres rapports la conduite qu'ils devaient tenir envers la princesse. Ils voulurent ne voir en elle que la sœur du roi de Prusse, et faire de leur indulgence une mesure de politique. En conséquence, ils décidèrent de faire insinuer à la princesse de séparer sa cause de celle de son mari; d'assurer, par cette démarche, la condition de ses enfans, et de pouvoir ainsi continuer d'habiter le palais de La Haye, où elle jouirait de tous les honneurs attachés à son rang, et assurerait à la dignité stathoudérienne et à la souveraineté des états ce que les lois leur avaient donné. L'exclusion du prince ne devenait plus qu'une exception personnelle, motivée par des violations de toute espèce, et absolument étrangères à la condition du stathoudérat, à laquelle on était loin de vouloir porter la moindre atteinte. Les états de Hollande donnaient à la fois un grand exemple de justice et de modération; car leurs villes, les habitans de ces villes, les propriétés de ces habitans avaient été inopinément, et sans provocation, les victimes des plus coupables agressions de la part du prince. Il était juste de l'en punir, et il était de la majesté souveraine de la nation de ne punir que lui. Le plan qu'ils venaient d'arrêter était d'une haute sagesse. Une circonstance des plus graves survint tout à coup, qui empêcha son exécution.

La princesse s'était plainte de la manière la plus violente au roi son frère, d'avoir été arrêtée, dans son voyage à La Haye, par un poste hollandais. Cependant, dans la lettre qu'elle avait écrite aux états à ce sujet, loin d'articuler le moindre reproche contre les membres de la commission de Woorden et l'officier qui s'étaient opposés à son voyage, elle avait rendu justice aux égards dont elle avait été l'objet. Le roi, trompé par la lettre de la princesse, chargea son ministre de remettre aux états un mémoire en réparation d'injures, d'outrages, de violences qui auraient été commis envers sa sœur; la suspension de son voyage y était qualifiée d'attentat. Les états répondirent à la note royale par l'exposé le plus détaillé des faits, et, donnant des preuves incontestables de la fausseté des informations qui avaient été transmises, ils ne doutèrent pas un moment d'avoir satisfait le roi; ils crurent même pouvoir compter sur son influence pour faire accepter par la princesse sa sœur les propositions qu'ils avaient arrêtées.

Dans l'intervalle de la note du cabinet de Berlin au contre-mémoire des états, l'ambassadeur de France, parfaitement instruit des circonstances de l'arrestation des voitures de la cour, des actes de la commission de Woorden, et de tous les désordres que le parti orangiste avait excités dans la province, s'offrit pour contribuer à éclairer M. de Thulemeyer, ministre

de Prusse, sur le véritable état des choses. Sa proposition fut agréée des états et du ministre prussien; des conférences furent ouvertes à cet effet à l'hôtel de l'ambassadeur de France. Il résulta, des éclaircissemens donnés par les membres des états, notamment par le député Ghislaër, une conviction positive pour M. de Thulemeyer; ce ministre se chargea de faire connaître à la princesse le désir des états qu'elle changeât de politique et séparât sa cause de celle du stathouder, s'engageant également à rendre compte à sa cour et de ce projet et de toutes les informations qu'il venait de recevoir, tant sur la conduite du prince, que sur ce qui était personnel à son altesse royale, relativement à son voyage.

Mais ce ministre se flattait à tort de la faire adhérer aux vues des patriotes : elle comptait avec trop de raison sur une intervention diplomatique. En effet, on reçut bientôt à La Haye, de l'agent de la république à Berlin, la nouvelle du rassemblement de vingt mille prussiens à Wesel, et M. de Thulemeyer eut ordre de sa cour de déclarer que ces troupes étaient destinées à appuyer la juste satisfaction que le roi demandait pour les outrages faits à sa sœur, sa majesté n'ayant été nullement satisfaite des éclaircissemens fournis sur cette affaire par la commission des états. Ce ministre notifia de plus que le camp de Wesel avait été jugé d'ailleurs nécessaire par son maître, en raison du camp de quinze mille hommes que la France annonçait vouloir former à Givet; malheureusement pour les patriotes hollandais, cette autre démonstration de forces n'eut pas lieu.

L'intervention que la France avait proposée, lors des derniers événemens, avait été acceptée par les états-généraux *ad referendum*; et depuis, les députés des provinces s'étaient expliqués de telle manière, chacun selon ses intérêts respectifs, que la Prusse aussi avait été, comme l'Angleterre, mise au nombre des puissances dont on acceptait la médiation. La Prusse, profitant d'un vœu presque isolé pour se mettre en avant comme médiatrice, avait hautement persisté à demander une satisfaction telle que les états de Hollande ne pouvaient s'y soumettre sans s'avilir. Cependant le duc de Brunswick, commandant les corps réunis à Wesel, s'était déjà rendu à Nimègue, où il avait conféré avec le stathouder. Enfin, et pour rendre presque insurmontable la difficulté du moment, la France elle-même, plus disposée à conseiller qu'à armer, engagea les états à admettre les médiations britanniques et prussiennes; le cabinet de Versailles, en trompant ainsi la confiance du parti républicain, manqua à sa politique. S'il avait fait camper quinze mille hommes à Givet, la Prusse eût rappelé ses vingt mille hommes de Wesel; cette puissance n'eût pas osé risquer la réciprocité d'une démonstration hostile avec la France. Elle eût préféré sacrifier le stathouder, et se fût empressée d'accepter, pour la princesse, les propositions des états; mais toute prudence, comme toute justice, fut abandonnée de part et d'autre. La médiation britannique était un outrage fait aux états; il était impossible de faire à la province de Hollande, dont l'or de l'Angleterre avait soldé les troubles et la défection de ses régimens, une proposition plus révoltante. Il y avait, d'un autre côté, grand péril à refuser hautement cette médiation; quant à celle de la Prusse, outre qu'elle embrassait les différends respectifs des provinces entr'elles, elle

devait aussi juger spécialement le procès des états-généraux avec le stathouder, quoique la Hollande fût le souverain, et le prince son délégué. Dans l'état où la France avait laissé se placer la question, il n'était plus possible de songer à décliner la médiation anglaise, sans rejeter également celle de Versailles et celle de Berlin.

Dans une situation aussi compliquée, les états s'avisèrent d'un moyen que leur suggéra leur prudence. Ce fut, au lieu de recourir à la médiation publique des trois puissances, de traiter à l'ombre d'une médiation particulière, à laquelle on donnerait la force et le caractère d'un arbitre. Ce médiateur était la France. Un citoyen distingué serait envoyé confidentiellement à Versailles, s'aboucherait, à Paris, avec le comte de Goltz, ministre de Prusse; et ils plaideraient leur cause devant le comte de Montmorin, ministre des affaires étrangères. Le plénipotentiaire hollandais garderait le plus strict incognito pour ne pas éveiller les soupçons de l'Angleterre; il ne devait être extérieurement à Paris qu'en simple voyageur. Ses instructions étaient d'abord de proposer un armistice entre les deux parties; ensuite, ce point une fois obtenu, de concéder l'autorité stathoudérienne à la princesse. De cette manière on éludait habilement l'intervention britannique. Paulus, dont il a été déjà question, réunit tous les suffrages pour remplir cette mission délicate. Il était impossible de confier de plus chers intérêts à un meilleur citoyen, à un homme plus habile. Le ministère français, consulté sur ce plan, l'avait approuvé.

Mais comme cette négociation devait prendre du temps, et qu'il était important que le stathouder n'en pût pas profiter pour recommencer avec succès de nouvelles attaques contre Utrecht, on s'adressa à Versailles pour mettre cette ville en état de défense: elle manquait d'ingénieurs et d'artilleurs; la France en envoya. La place fut mise sur un pied respectable, et les troupes stathoudériennes ne tardèrent pas, dès la première attaque, à s'apercevoir que la garnison avait reçu un puissant renfort. En même temps que la cour de Versailles accordait des canonniers et des ingénieurs aux patriotes d'Utrecht, elle demanda que les états de Hollande donnassent, par une lettre convenable adressée à la princesse, un motif à la Prusse de suspendre ses opérations militaires. L'idée de cette démarche fut loin d'être accueillie par les patriotes; ils virent une humiliation positive, et un salut douteux. La Prusse s'en contenterait-elle? et, dans le cas contraire, la France armerait-elle pour soutenir ses conseils? Cette proposition fut prise *ad referendum* par les états de Hollande. A Amsterdam, elle fut violemment rejetée, remise enfin en délibération dans l'assemblée générale; elle fut admise à la majorité de dix contre quatre. Quatre villes et l'ordre équestre refusèrent de voter. La lettre fut donc écrite à la princesse dans le sens qui avait été indiqué par le ministère de France. Mais tout était devenu fatal aux patriotes: le 8 septembre 1787, cette résolution avait été prise, la lettre écrite, envoyée à la princesse, copie remise à M. de Thulemeyer pour être expédiée à sa cour; et, le lendemain 9, ce ministre reçut de Berlin, et transmit au conseil de Hollande une note par laquelle le roi son maître signifiait ses dernières intentions, qui anéantissaient toute espérance d'une conciliation quelconque. Le roi fixait aux états un terme de quatre jours pour faire

des excuses à sa sœur, pour désavouer tout ce qui avait été fait par la commission de Woorden, touchant le voyage de la princesse, et pour punir ceux dont elle déclarerait avoir à se plaindre, faute de quoi les troupes de Wesel entreraient sur le territoire de la république. Cette note menaçante, par laquelle le roi de Prusse affectait une domination absolue sur la république, mit au grand jour le motif du voyage de sa sœur, l'intelligence concertée qui n'avait cessé d'avoir lieu entre la cour de Nimègue et celle de Berlin, et donna en même temps la preuve que M. de Thulemeyer, au lieu de recevoir des ordres de son maître, ne les recevait que de Nimègue, et à point nommé pour détruire le lendemain tout ce qui aurait été préparé la veille. Les patriotes virent également que les négociations de la France avec la Prusse s'étaient ressenties de la mollesse qui caractérisait alors le cabinet de Versailles, endormi dans l'insouciance des plaisirs, sur le bord de l'abîme qui devait bientôt l'engloutir. Qui sait ce qui serait arrivé, si la France, fidèle à son honneur et à sa politique, eût soutenu hautement, par une grande démonstration militaire, l'amitié qu'elle devait aux Provinces-Unies? Elle donnait peut-être le signal d'une guerre, où elle eût entraîné une partie de l'Europe; elle aurait sauvé la liberté de son alliée, et probablement échappé elle-même à sa révolution.

En cela elle eût été conséquente avec la conduite qu'elle avait tenue à l'égard de l'Amérique du nord, où, sans provocation de la part de l'Angleterre, elle avait été grossir les armées des insurgens. L'intérêt qu'elle eût pris à défendre la Hollande était plus direct, plus juste, plus politique; tandis qu'en l'abandonnant au moment du danger, elle la condamnait de son plein gré à être humiliée par la Prusse et l'Angleterre. Aussi, quand la révolution française éclata, les Hollandais n'oublièrent-ils pas ce grief contre Louis XVI.

Le 12, les états, en réponse au mémoire prussien, déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas délibérer sur la dernière note de M. de Thulemeyer; que deux membres des états seraient envoyés à Berlin, à l'effet de donner au roi de nouvelles explications sur l'interruption du voyage de la princesse; qu'il serait auparavant écrit une lettre à cette princesse pour prendre son avis sur cette mission; et que les ministres de France et de Prusse seraient invités à transmettre à leurs cours copie de cette résolution. Cependant on ne négligeait rien pour obtenir des secours de la France. La place de Givet, où il y avait une bonne garnison, est si près de la Hollande que, pour peu que la France eût voulu mettre quelque activité à satisfaire à cette demande, les secours fussent arrivés encore à temps pour opérer une jonction utile avec les régimens hollandais. Le comte d'Esterhazi, qui commandait à Givet, était à La Haye; on fit, auprès de lui, une démarche inutile. Les Hollandais n'eurent plus d'autre ressource que d'opposer un désastre à un autre, en ouvrant leurs écluses. Ce moyen funeste était encore loin de suffire : il fallait être assuré de la fidélité des garnisons, et elles étaient en grande partie composées d'étrangers; et lors même que, sous ce rapport, on eût été délivré de toute inquiétude, on n'obtenait que le temps d'attendre de faibles secours, qui seraient loin de pouvoir résister aux troupes prussiennes.

Le 16, les états apprirent la marche des Prussiens, qui s'avançaient en trois

colonnes sur la province de Hollande, et que, l'inondation n'ayant pas réussi, en raison de la sécheresse, la place forte de Gorcum ne pourrait tenir, que, sous trois jours, l'ennemi serait infailliblement à La Haye. On sut en même temps que la France se déciderait enfin à intervenir avec des forces imposantes, si le roi en recevait la demande formelle des états de Hollande. A ces nouvelles, deux résolutions furent prises : l'une d'évacuer La Haye, et de transporter le gouvernement à Amsterdam, où on pourrait se défendre; l'autre, d'envoyer en toute hâte à Versailles, pour solliciter le secours des armes françaises : il n'était plus temps. Utrecht, sur laquelle on avait le droit de compter, fut évacuée, de l'avis de son gouverneur, le prince de Salm, et tomba au pouvoir de l'ennemi; il en fut de même de Gorcum, qui se rendit le 17. On attendait les Prussiens le 18, à La Haye; la ville fut bientôt livrée aux plus affreux désordres. La populace, mise en fermentation par le parti stathoudérien, arbora ses couleurs, poursuivit ceux qui ne les portaient pas, s'ameuta contre les patriotes, les maltraita, les précipita dans les canaux, pilla, dévasta leurs maisons; elle eût également ravagé l'hôtel de l'Ambassadeur de France, sans une garde qui lui fut envoyée. Cet affreux tumulte, qui se répétait dans les différentes villes de la province, dans celles surtout qui se trouvaient sur le passage du stathouder, dura quinze jours à La Haye, et n'y fut suspendu que le 20 septembre, jour où le prince y fit son entrée; en changeant les régences sur la route, il donnait ainsi le signal des réactions. Les nouvelles régences se hâtaient de nommer des députés aux états. Amsterdam et deux petites villes maintinrent seules leurs députations. Le prince eut, à son arrivée à La Haye, par l'effet de ces élections, une majorité de seize voix contre trois; aussi la révolution, ou plutôt la contre-révolution, fut-elle complète. Le premier acte des états-généraux fut d'abroger ce qui avait été décrété contre les prérogatives du stathouder, et de le réintégrer dans toutes ses dignités. La commission de Woorden fut dissoute; et pour mieux caractériser l'esprit dans lequel s'opéraient ces grands changemens et l'influence qui les dictait, les états prirent une résolution pour inviter la princesse à revenir à La Haye. Ils se croyaient obligés à cette réparation, afin de désavouer, autant qu'il était en eux, la conduite de leurs prédécesseurs, relativement au voyage de son altesse royale. Leur triomphe ne s'arrêta pas à ce qui regardait la réforme du gouvernement. Il fallait aussi humilier le cabinet de Versailles, qui le méritait par son impardonnable indifférence; et, à cette séance, il fut résolu que le roi de France serait invité à ne pas envoyer de troupes en Hollande, afin de ne pas troubler le calme qui était rétabli. Ainsi, la France eut une part à la proscription qui frappa la liberté hollandaise, et le déshonneur d'être remerciée des secours qu'elle n'avait pas envoyés. Le stathouder et la princesse se livrèrent au délire d'une victoire criminelle, qu'ils devaient aux baïonnettes étrangères. L'autorité stathoudérienne, depuis ce jour, ne fut qu'une usurpation; et cette usurpation parut d'autant plus pénible aux citoyens, que le prince ingrat était, de plus, un sujet révolté.

Les Prussiens cependant continuaient leur marche de conquérans. Les portes des villes s'ouvraient devant eux; ils étaient entrés à Utrecht, par la

trahison du prince de Salm, son gouverneur, malgré les efforts des officiers français, du génie et de l'artillerie, qui l'avaient mise à l'abri de toute attaque. Les places du cordon, de simples villages aux environs d'Amsterdam, se défendirent avec intrépidité, et ils perdirent beaucoup de monde avant de s'en emparer. Les petites garnisons de ces places se reployèrent sur Amsterdam, où commandait un Français, le chevalier de Ternant, brave et intelligent officier; mais son commandement était soumis nécessairement dans toutes ses parties, et notamment pour les mouvemens militaires, à la volonté de la régence, laquelle en référait encore à la bourgeoisie. De là naissaient des obstacles journaliers à l'exécution des ordres que la rapidité des circonstances et la variété des besoins de défense lui prescrivaient de donner. Cet officier se voyant inutile au commandement d'une ville dont les habitans armés délibéraient sur les ordres qu'il leur donnait pour leur salut, se décida à s'en démettre, et quitta furtivement la ville sans être reconnu des Prussiens, qui en avaient complété l'investissement.

Il ne resta bientôt à cette grande cité, dont la volonté publique avait été si courageuse depuis les usurpations du prince et le commencement de la guerre civile, que la ressource de capituler. La France, qui arrivait toujours avec des conseils, et jamais avec des secours, fut la première à l'y engager. La capitulation fut signée le 10 octobre. Comme il y avait eu révolution suivie d'une victoire complète, il devait y avoir réaction contre le parti vaincu; il y eut aussi émigration. La ville de Saint-Omer devint l'asile des émigrés. La France se distingua par une généreuse munificence envers les fugitifs, ses alliés. Son armée ne les ayant pas secourus, ce devoir restait à son administration. Elle le remplit avec une noble bienveillance. Ce souvenir ne devait pas être perdu pour la France elle-même, ni pour la Hollande, mais c'était à la France, devenue libre à son tour, à réparer vis-à-vis de la Hollande, l'abandon de la France monarchique. Elle fut éconduite bientôt, même sous le rapport de l'alliance, par l'influence britannique qui s'empara des traités à conclure avec la domination nouvelle. La Prusse figurait et avec raison dans ses traités, et formait, avec l'Angleterre et le stathouder, un triple lien qui tint la Hollande captive sous le joug du plus absolu despotisme. C'était une dérision cruelle de la part de ces trois puissances, de saluer encore la Hollande du nom de république. Les deux traités furent signés dans le mois d'avril 1788.

Il n'y a qu'à attendre pour les peuples, quand ils tombent sous le joug d'une grande servitude. Leur instinct les avertit des circonstances qui peuvent les en délivrer. La révolution française, qui se déclara l'année suivante, dut éveiller puissamment les patriotes hollandais; ils durent voir dans les Français, leurs anciens amis, de nouveaux alliés qui pouvaient enfin devenir leurs sauveurs. Mais la république de Hollande, opprimée par le stathouder, par l'Angleterre et par la Prusse, était condamnée à faire partie d'une coalition contre la France libre, avant de l'être à son tour. Sa sagesse, qui avait survécu à son indépendance, protesta vainement au nom de la patrie en danger, du besoin d'une complète neutralité; le stathouder, qui l'avait asservie, devait la sauver en l'exposant à de nouveaux périls; et lui-même devait périr par les armes qu'il avait

employées contre elle, par une révolution. Enfin, il fallait que la Hollande fût conquise par la république française pour devenir elle-même une véritable république; ce qu'elle n'avait été qu'avant le stathoudérat; et depuis, avant l'hérédité dans la maison de Nassau-Orange.

L'anéantissement de la liberté hollandaise s'était opéré en moins de vingt jours, sous les yeux de la France. L'Europe eut une grande inquiétude et ne douta point que le cabinet de Versailles ne se préparât contre le cabinet de Berlin à une vengeance éclatante, qui pouvait rendre la guerre universelle en Europe. C'était le parti qu'aurait dû prendre Louis XVI, dont le royaume était déjà agité : il eût peut-être détourné les esprits des intérêts naissans; il eût forcé, en faisant marcher une armée sur la frontière du nord, l'Angleterre et la Prusse à traiter avec lui de l'indépendance de la république de Hollande. Par cette conduite, a la fois juste et politique, il aurait inspiré du respect à ses propres sujets, à ses alliés, à ses ennemis; alors il eût reconquis en Europe cette voix prépondérante que lui assuraient les forces de son royaume, et les glorieuses campagnes de sa marine contre la Grande-Bretagne. Après avoir facilement terminé les affaires de la Hollande par sa puissante intervention, il eût également terminé celles de la France elle-même. Son alliance avec l'Espagne et l'Autriche pouvait s'accroître encore de celle de la Russie: il se serait trouvé le chef, le modérateur de la quadruple alliance. L'effet de cette grande dictature eût été de faire la paix entre la Russie et la Turquie, de protéger la Pologne contre cette première puissance, comme il aurait défendu la Hollande contre la Prusse; et alors l'Angleterre et la Prusse, frappées d'un grand isolement dans la politique générale, n'eussent pas usurpé le rôle de dominatrices qu'elles exercèrent à cette époque. La Prusse, pressée entre ces trois grands empires, eût été contrainte à se trouver heureuse de continuer d'exister. L'Angleterre serait restée seule contre l'Europe; et la France pouvait réaliser déjà contre elle ce que l'empereur Napoléon dût entreprendre depuis dans des circonstances moins favorables. Cette quadruple alliance fut essayée; elle était conclue, et, malgré la faiblesse du ministère français, elle aurait changé l'état de l'Europe; mais le cardinal de Loménie éluda cette gloire avec persévérance. Le secret du traité fut trahi, le ministère de France fut changé. La Prusse prit, en Europe, la place de la France, ce qui était monstrueux. La Hollande ne fut qu'une province anglaise. L'Autriche se battit contre les Turcs, avec la Russie qui se battait contre les Suédois et les Polonais. Ceux-ci se jetèrent dans les bras du roi de Prusse, devenu le protecteur de l'empire germanique. Joseph II trembla sur son trône impérial; le Brabant se révolta et se déclara libre. La Prusse, qui venait de détruire la liberté légale de la Hollande, sontint l'insurrection des Belges; la révolution couvrit la France et menaça l'Europe.

L'esprit d'indépendance n'avait point été éteint en Hollande. La haine qu'inspirait plus fortement de jour en jour le parti du stathouder victorieux, était de plus alimentée par la fermentation qui régnait dans le Brabant. De violens républicains, Van-der-Noot et Van-der-Mesch, avaient paru dans les troubles de ce pays; ils étaient parvenus à soulever la population contre les Autrichiens, à les chasser, et à faire

proclamer l'indépendance nationale. La conquête ou plutôt l'asservissement de la Hollande n'avait coûté que vingt jours au stathouder ; la soumission du Brabant ne fut pas, pour l'armée que l'Autriche y envoya, une opération plus difficile. Mais, malgré ces succès de la force, les bons habitans des deux nations voisines, et naturellement ennemies, attendaient le moment de reconquérir les avantages qu'ils venaient de perdre. L'envahissement du Brabant par l'armée de la république française vengea bientôt les Belges de la réaction autrichienne. Les Français y furent reçus en libérateurs. La Hollande aurait échappé à la conquête ; et elle eût d'elle-même, plus tard et par la force, accompli sa révolution antistathoudérienne, si le cabinet de Londres, qui venait de s'élever tout à coup en ennemi de la liberté des nations, malgré l'exemple sanglant que la Grande-Bretagne elle-même avait donné, n'eût entraîné la Hollande sa vassale, dans les périls de la coalition. La Convention était loin de vouloir cette guerre avec l'Angleterre : elle avait à Londres un bon négociateur. L'ambassadeur Chauvelin, n'était plus reconnu ; mais Maret, alors directeur des affaires étrangères, était chargé de traiter. Il fit des ouvertures de conciliation très raisonnables ; elles furent rejetées. Revenu avec de nouveaux pouvoirs, il fit d'importantes concessions, très avantageuses à l'Angleterre et à la Hollande. Mais Pitt redouta le degré de puissance où la France pouvait s'élever, si on lui laissait tranquillement établir sa révolution ; et il ne songea pas qu'il mettait en péril la destinée de l'Europe entière, s'il parvenait à l'armer contre la liberté française.

La Convention avait tué Louis XVI. Le grand crime était commis. L'Angleterre était la seule puissance de l'Europe qui n'eût pas le droit de l'en punir. Ce fut elle cependant qui entreprit cette vengeance si naturelle aux maisons d'Espagne et d'Autriche. Il était évident qu'après avoir osé commettre un tel attentat, la Convention n'aurait ni la volonté ni la possibilité de reculer devant aucune menace, ni de rétrograder dans sa carrière. L'enthousiasme guerrier, et surtout l'enthousiasme révolutionnaire que la France avait déployé depuis la bataille de Jemmapes, dut faire prévoir qu'au moment d'un danger plus sérieux dont l'armée de Clairfayt et celle des émigrés faisaient la menace, une grande démonstration nationale de défense, une insurrection unanime pour l'attaque se déploieraient dans toute la France. Mais l'Angleterre, qui se mettait en première ligne pour former une coalition, savait bien qu'elle ne serait tout au plus qu'en seconde ligne pour les guerres, et même qu'elle n'y paraîtrait que comme subsidiaire. Il lui importait beaucoup que l'Europe continentale fût exposée à de grands dangers : la suprématie qu'elle voulait usurper n'en serait que plus assurée ; elle régnerait sur l'Europe, par les malheurs qu'elle lui aurait causés ; elle retarderait la marche de l'industrie française, en tenant la France sur les champs de bataille. Elle se réservait de nourrir au-dedans de la république les factions qui devaient la déchirer ; elle refusait de négocier avec la Convention, et elle se promettait d'alimenter la terreur ; elle voulait hériter de la mort de Louis XVI, et en disputer les résultats à la république. Chauvelin fut congédié le 24 janvier 1793. Maret resta jusqu'en février ; mais on le fit aussi partir, lorsque la guerre fut im-

minente. Il remporta la conviction que Pitt était l'ennemi irréconciliable de la prospérité de la France. L'Angleterre entraîna toute l'Europe dans sa haine, excepté le Danemarck toujours si fidèle à la France, et la Toscane où régnait le sage Léopold. C'était un arrêt de mort pour la Hollande, qui était placée pour recevoir le premier feu de la république ; mais Guillaume V, qui avait détruit ce bel état, où ses ancêtres avaient été appelés à une si glorieuse hospitalité, devait subir, par l'empressement qu'il mit à accéder aux volontés de l'Angleterre, toutes les conséquences de son usurpation et de sa servitude. La Convention déclara la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, dont celle-ci avait fait son satellite.

Ce serait un beau champ à exploiter pour la spéculation que d'estimer ce que fût devenue la destinée de la France et de l'Europe, si l'Angleterre, tout en désavouant le meurtre de Louis XVI, ce qui était d'une morale publique, eût écouté les conseils d'une politique philanthropique, en acceptant, comme alliée, la révolution française. Les échafauds n'eussent pas couvert la France. Les rois n'eussent pas été ébranlés sur leurs trônes, ils auraient tous été plus ou moins au devant des révolutions ; l'Europe entière fût devenue, sans secousses, constitutionnelle et libre sans jalousie, sans ambition ; le projet de l'abbé de Saint-Pierre pouvait se trouver réalisé. La république française se serait assise sur ellemême et sur la sécurité environnante, elle n'aurait eu ni la pensée ni le besoin d'envahir. Elle n'aurait pas eu la nécessité de la victoire, et la législation implacable, qui appuyait audedans cette nécessité, n'eût pas répandu les flots de sang dont le sol français a été abreuvé. Aucune supériorité que celle de la loi ne se fût élevée dans son sein ; il n'y aurait eu de place pour aucune ambition privée. Toute la gloire eût été dans les tribunes, et sur les bancs des magistrats ; tout l'intérêt eût été pour l'industrie. Le commerce, l'agriculture seraient devenus, avec les beaux-arts, le patrimoine de la liberté ; une seule campagne aurait eu lieu peut-être dans le commencement ; celle-là eût donné à la France les belles limites du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. C'eût été sa seule conquête. La France eût été le plus grand miracle de la civilisation; elle eût ressuscité la Rome des Scipions, et la Grèce de Miltiade et de Léonidas ; mais l'Angleterre n'eût été qu'un comptoir, parce que la France eût été la métropole du monde ; et la mort de la France fut résolue par l'Angleterre.

La conquête du Brabant était la véritable raison de la guerre pour la Grande-Bretagne, qui espérait faire reprendre cette province par les armées de la coalition, et se délivrer aussi de toute inquiétude, par rapport à la Hollande. Il eût été cependant plus naturel de croire que, du Brabant conquis et heureux de sa conquête, la France s'élancerait tout d'abord et avec avantage à la déclaration de guerre, sur la Hollande où la vengeance et l'oppression avaient conservé tant de partisans aux principes révolutionnaires. Aussi Dumouriez, vainqueur à Jemmapes, ne perdit pas un moment pour entrer en Hollande. Il avait pris Breda et Gertruydenberg, il assiégeait Willemstadt et Berg-op-Zoom ; mais le peu d'accord qui régna, entre lui et ses généraux, et ses généraux entre eux, remit bientôt la Belgique sous le pouvoir des Autrichiens par la perte de la bataille de Nerwinde ; et la Hollande fut également évacuée par

l'armée qui assiégeait Maestricht. La coalition chanta victoire, elle devait payer cher ce premier succès dû à la mésintelligence des chefs, et peut-être à une intelligence avec le prince Cobourg, ce dont Dumouriez fut accusé. La Convention envoya des commissaires pour l'arrêter dans son camp de Maulde; il les fit prisonniers et les livra aux Autrichiens. C'est une méchante action, plus basse encore que la trahison: il pouvait quitter la France, sans livrer ses concitoyens; il n'eût été qu'un déserteur qui craignait un jugement. Il avait voulu délivrer Louis XVI, et il ne l'avait pas fait. Depuis la mort de ce monarque, il avait eu la vanité bien étrange d'aller, avec son armée, détruire la Convention qui avait condamné son roi; et il fut bien heureux lui-même de se dérober à la vengeance de cette armée, dont il parlait avec tant d'arrogance, comme si elle lui eût appartenu. Dumouriez ne fut ni un bon général ni un bon Français; il devait garder la Hollande ou au moins la Belgique. Il ne devait, sous aucun rapport, menacer son pays de la guerre civile pour en punir le gouvernement, c'est-à-dire pour se venger. Il avait trahi; il déserta : il traîna dans l'exil une vie sans considération; il vécut de sa plume à Hambourg aux gages des libraires. L'Angleterre, qui a refusé un asile à Napoléon, en a donné un à Dumouriez! Dumouriez y continua son exil, car aucune France ne voulut de lui. Il n'y eut pas un Français qui le rappelât; il avait trahi : il est le premier qui ait trahi, à la tête d'une armée française; il mourut sans patrie, chez l'étranger et à sa solde.

A la fin de 1794, la république se trouva en mesure de se venger des affronts que Dumouriez avait reçus en Hollande. Ses armées du nord et de Sambre-et-Meuse étaient cantonnées sur la rive gauche du Rhin et de la Meuse. La Hollande, inquiète de ce voisinage, envoya pour traiter de la paix. Mais il était de la religion politique de la France d'alors, de faire la guerre au nom des principes; et elle résolut de punir le stathouder de ses usurpations sur les libertés bataves: il y avait encore une raison, celle de chasser les Anglais, qui n'avaient d'autres positions militaires sur le continent que la Hollande, et d'anéantir par leur expulsion le parti orangiste, dont ils étaient les soutiens politiques. En conséquence, on renvoya les plénipotentiaires hollandais; et il fut résolu d'aller donner la main aux patriotes de 1787, dont les vœux, comprimés depuis long-temps, n'en étaient pas moins ardens pour le rétablissement de leur liberté et la destruction du stathoudérat. La république comprit politiquement sa position à leur égard; sa générosité fit à elle seule toute sa politique; car elle déclara qu'elle n'attaquait la Hollande que pour lui rendre son indépendance, et elle tint parole. Le péril devenant plus pressant chaque jour pour le gouvernement stathoudérien, les états espérant encore conjurer l'orage, malgré le renvoi de leurs plénipotentiaires, demandèrent un armistice. La république fut conséquente à ses desseins, elle le refusa. Les frimas couvraient la Hollande; et Pichegru, qui alors était un bon citoyen et un bon général, attendit que les glaces rendissent les fleuves solides pour commencer ses opérations. Le 27 décembre, la Meuse fut glacée; son attaque commença sur l'île de Bommel, et se combinait en même temps sur toute la frontière. Les brigades Osten et Daendels passèrent le fleuve à pied sec, et marchèrent sur

cette île, et, quoique sans canons, elles s'emparèrent des batteries. Ce fut le fait d'armes de Daendels. Osten traversa de même les inondations, enleva trois forts, franchit le Waal de la même manière; et Heusden, ville très forte, se voyant bloquée, dut capituler. De tous côtés les troupes hollandaises se mirent en retraite sur Willemstadt, abandonnèrent les îles qui défendent l'embouchure de l'Escaut, du Rhin et de la Meuse; toutes les positions, tous les passages, toutes les forteresses; et perdirent dans cette première journée, un corps entier dont la retraite fut coupée, près de deux mille prisonniers et beaucoup d'artillerie. Ces opérations furent faites simultanément et de concert par la gauche et le centre de l'armée française.

La droite trouva d'abord de la résistance. Un de ses corps établi à Thiel fut obligé de repasser le Waall devant sept mille Autrichiens. L'Angleterre en avait vingt-cinq mille à sa solde, en Hollande, sous les ordres d'Alvinzi. Cette attaque, qui n'eut aucun résultat, avait été résolue par un conseil extraordinaire qui fut convoqué à Nimègue, par les deux fils du stathouder et les généraux de la coalition. Le stathouder tenait encore Gorcum, avec la grande armée et celle des états généraux; et il était soutenu par les Anglais entre Cuilenbourg et le canal de Sandereu. L'armée d'Alvinzi défendait le Rhin depuis Wesel jusqu'à Arnheim. Toutes les attaques des Français étaient combinées sur ce fleuve; ils assiégeaient Mayence et Manheim avec succès. Les Prussiens et les Autrichiens avaient inutilement réuni leurs forces pour délivrer ces deux villes. L'armée prussienne reprenait déjà de ce côté le système d'inaction qu'elle avait adopté pour la Hollande. La cause du stathouder devenait de jour en jour plus compromise par ses alliés eux-mêmes, et surtout par ceux dont il avait voulu faire des sujets. La forte ville de Grave après deux mois de siége s'était rendue, et livrait aux Français le cours de la Meuse. La prise de Thiel leur donna également le passage du Waall que Macdonald effectua sous Nimègue. Moreau commandait l'aile droite de l'armée du Nord; il fut couvert par Vandamme. Deux colonnes passèrent le Waall, celle de Reynier et celle de Jardon; alors Macdonald déboucha sous Nimègue, s'empara d'un fort important, et battit les Anglais réunis aux Autrichiens. La ligne d'opération française embrassait une partie de la rive gauche du Rhin, et était protégée par l'occupation des places de la Meuse, telles que Ruremonde, Vanloo, Grave; ce qui assurait les communications sur les derrières. Au centre elle occupait le pays entre la Meuse et le Waall; Bommel, Naardem, Gertruydemberg, Breda, étaient bloquées par la gauche de l'armée, qui s'étendait aussi aux rives du Mordyck et à Willemstadt. Par cette position de l'armée française, tout ce que la Hollande devait appeler ses barrières naturelles était devenu à peu près inutile à sa défense; l'invasion totale de son territoire ne pouvait plus être douteuse, et la province d'Utrecht était celle qui devait au premier moment subir le joug du vainqueur. Une crise de la nature vint un moment au secours du gouvernement assiégé. Le dégel survint, qui plaça tout-à-coup l'armée française dans une position difficile par la rupture des glaces du Waall, ce qui la sépara. Une partie occupait le territoire nommé l'*île Batave*, située entre le Waall et le Rhin. On se hâta de venir à son secours par des appro-

visionnemens de tous genres ; mais on avait l'inquiétude de voir perdre le fruit de cette heureuse invasion due à la solidité du fleuve, et de rentrer dans les lenteurs d'une campagne ordinaire après un hivernage dangereux. Heureusement le froid reprit toute sa rigueur, et les troupes de l'île Batave furent délivrées.

L'armée rentra en opération le 11 janvier. L'ennemi fut forcé sur la Linge. Après une affaire sanglante, Buren et Cuilenbourg tombèrent. Les alliés se retirèrent sur la rive droite du Rhin. Gertnydemberg perdit quelques forts. Pichegru avait un avantage immense : c'était la conspiration morale du pays en faveur de la république. Les villes qu'il prenait se disaient délivrées ; elles l'étaient en effet. Les bourgeois, opprimés par les nobles depuis sept ans, allaient au devant du vainqueur. Le général français gagnait à chaque succès militaire des auxiliaires, et de plus il détruisait les alliés et les troupes stathoudériennes. Il menait deux affaires qui s'aidaient mutuellement : une révolution pour la nation envahie, et une guerre contre les oppresseurs de cette nation ; ceci ne se passait pas secrètement, la Convention le faisait publier par ses agens.

Le général hollandais Daendels, qui, lors des premiers troubles, s'était réfugié dans le service de France pour se soustraire à la vengeance stathoudérienne, écrivit aux villes : « Les re» présentans du peuple français exi» gent de la nation hollandaise qu'elle » s'affranchisse elle-même. Ils ne veu» lent point la soumettre en vainqueurs ; » ils ne veulent point la forcer à accep» ter les assignats, mais *s'allier avec elle* » *comme avec un peuple libre*. Que Dor» drecht, Harlem, Leyde, Amsterdam, » fassent donc la révolution, et en in» forment, par des députés, les repré» sentans à Bois-le-Duc. » Il était impossible d'avoir une meilleure politique. Un pareil langage, soutenu et confirmé par les mouvemens et les succès d'une belle armée, ne pouvait manquer son effet. Il devait convaincre et exalter les populations. Cette guerre aurait bien pu s'appeler, et justement, la guerre du bien public ; car elle profitait au deux nations, dans leurs intérêts les moins suspects. Il y avait service bien entendu, reconnaissance naturelle, alliance prochaine et indissoluble.

Aussi la lettre de Daendels circula rapidement dans toutes les villes ; à Leyde, elle eut une puissance électrique : la bourgeoisie déclara paisiblement aux magistrats que leurs fonctions avaient cessé, elle en nomma d'autres. La révolution se fit en famille. Dans la journée même où la lettre fut reçue à Amsterdam, il n'y eut d'autre différence avec la conduite de Leyde, si non que les magistrats demandèrent vingt-quatre heures pour délibérer ; mais, comme ils délibéraient, arriva un aide-de-camp de Daendels, qui les rendit responsables de la tranquillité publique. Alors, les bourgmestres donnèrent leur démission, et un commandant français remplaça le commandant stathoudérien. Les couleurs nationales furent arborées : comme à Leyde, chacun prit le régime de la république, et le lendemain, Daendels entra dans Amsterdam avec quelques troupes. Utrecht avait également ouvert ses portes à Pichegru. La convention avait complètement réussi dans son plan. C'était la Hollande elle-même qui avait fait sa révolution, sous la protection française. Les changemens s'opérèrent du 15 au 31 janvier. Dès

le 17, avant la révolution de Leyde et d'Amsterdam, le stathouder s'était rendu aux états-généraux, où il avait donné la démission de toutes ses charges, pour lui et ses deux fils. De là, il partit et s'embarqua avec sa famille à Scheveningen pour l'Angleterre.

Le roi de Prusse, qui sept années auparavant, bravant la France monarchique, avait osé envoyer une armée pour soumettre la Hollande à son beau-frère ; qui, par le traité d'Anvers avec l'Angleterre et l'Autriche, s'était engagé à faire marcher soixante mille hommes dans les intérêts de la coalition, resta témoin impassible de la ruine du stathouder et du triomphe de la république française sur ses alliés. Cette inconséquence remarquable aux principes qu'il avait soutenus en 1787, et à ceux qu'il avait reconnus par ses traités récens, fut également signalée par l'inaction dans laquelle se tint le général Mollendorf, dont la coopération eût été si utile au patriotisme allemand, pour faire lever les siéges de Mayence et de Manheim. Une pareille conduite annonçait une métamorphose complète. Frédéric-Guillaume venait de détruire, avec ses alliés, le royaume de Pologne, et de partager les dépouilles de cette conquête où ses armes avaient été peu brillantes. Ce prince n'aimait apparemment que les succès infaillibles et utiles. Dans le fond de l'âme, il aurait bien voulu détruire aussi la république française comme le royaume de Pologne, et entrer dans le partage qui avait été prémédité, convenu et stipulé à Pilnitz, d'une bonne partie du territoire français entre les coalisés. Mais la France était un autre ennemi que la Pologne, quoique alors elle n'eût pas un aussi grand citoyen que Kosciusko.

Le roi de Prusse avait calculé sans doute que, quand même il défendrait la Hollande, il n'en serait pas moins obligé plus tard de se défendre chez lui. Il eut le courage de donner aux monarchies un exemple qui annonçait sans doute plus de politique que de générosité, que de fidélité à ses engagemens. Pendant que ses alliés se battaient depuis les côtes de la Hollande jusqu'à Manheim, il faisait négocier sa paix à Bâle avec le comité de salut public, que tous les rois avaient mis hors de la loi commune. Ce gouvernement a conservé pendant vingt ans le privilége d'être disposé à la paix avec ses ennemis, à la guerre avec ses amis ; à faire et à défaire ses traités, à marcher entre deux négociations, afin d'être toujours pour le fort. A cette époque, c'était la république française qui battait l'Europe. La cour de Berlin rechercha son amitié, parce que cette amitié était une protection.

Cependant, malgré le départ de la famille du stathouder, la guerre continuait en Hollande de la part des Anglo-Autrichiens, mais dans la position d'une retraite contre une invasion ; c'était l'inondation française sur les glacis de l'inondation batave. Vandamme était à Utrecht depuis le 17 janvier. Les Anglais évacuaient devant nos troupes ; c'était une poursuite à vue. L'armée de Sambre-et-Meuse se combinait avec l'armée du Nord ; et, quand celle-ci se mettait en marche sur l'Yssel, elle prenait sa place dans le pays de Clèves. Le 18 janvier, la ville d'Amersford, où avait été pendant la révolution de 1787 le siége de la domination stathoudérienne sur la province d'Utrecht, tomba au pouvoir de la division Macdonald, et avec elle tout le pays qu'elle commande jusqu'au Leck, au nord d'Amsterdam. Ce corps

était l'avant-garde du centre qui était sous les ordres de Moreau. Ce général remplaça sur le Rhin les divisions qui s'étaient portées en avant. Le 18, jour où ces mouvemens avaient eu lieu, Pichegru était entré à Amsterdam; Gertruydemberg capitulait; et, quatre jours après, la gauche de l'armée marchant sur les glaces d'un bras de mer, s'était emparée de Dordrecht, et successivement de Rotterdam, de La Haye, etc. La Convention retentit des triomphes miraculeux des armées républicaines.

Deux grands citoyens, Paulus et Schimelpenynck, firent honneur à leur pays, et ne seront jamais oubliés de la France. Le premier, en sa qualité de président des états-généraux, convoqua une assemblée à La Haye; elle se constitua sous le nom de ***Représentation provisoire du peuple de Hollande.*** Elle prit pour type le gouvernement et les usages de la France libératrice. La souveraineté du peuple, les droits de l'homme et du citoyen furent proclamés par acclamation. On établit des comités de salut public; on prononça l'abolition du stathoudérat; on annula le serment à la constitution de 1787. Le général français avait des instructions: il fit une proclamation qui défendait de désarmer les troupes hollandaises: rien ne prouvait mieux la force et les intentions de son gouvernement.

Cette conduite fut très habile; car ce qui coûte le plus aux vaincus, c'est le désarmement. La France n'avait pas voulu vaincre les Hollandais; elle disait seulement les avoir conquis à la liberté et à leur indépendance. Enfin les nouveaux états décrétèrent que leurs troupes prêteraient le serment de ne pas porter les armes contre les Français, et, le 24 janvier, ils envoyèrent ordre à toutes les places d'ouvrir leurs portes.

Ce fut à cette époque qu'eut lieu un fait d'armes tout nouveau dans l'histoire des nations. La flotte hollandaise, retenue dans le Zuyderzée par les glaces, fut prise par notre artillerie et notre cavalerie légères: c'est une singularité plutôt qu'un prodige, surtout après les marches que l'armée n'avait cessé d'opérer au travers des fleuves et des canaux dont la Hollande est couverte. De sorte que ces moyens de résistance, les plus insurmontables, étaient devenus des moyens d'attaque naturels qui permettaient d'aborder les places par les côtés où les points de défense étaient confiés aux écluses. La prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française présenta une sorte de merveilleux inconnu dans les annales militaires, et fit plus d'impression sur l'Europe, que ne l'aurait fait le gain d'une bataille rangée. Middelbourg et Flessingue, la Zélande enfin, quoique défendus par mer, se rendirent aux troupes françaises, qui s'y établirent comme dans une forte position militaire. La terreur s'empara tout-à-fait des Anglais, et leur retraite précipitée devant les moindres mouvemens de nos troupes décida l'armée à marcher sur l'Yssel, dont l'attaque paraissait avoir été remise au printemps. Du 3 au 11 février, toute la province d'Over-Yssel fut occupée, et les Anglais se retirèrent dans les deux provinces les plus éloignées, celle de Frise et de Grœnningue. Les divisions de Moreau et de Macdonald les y suivirent. Grœnningue se rendit, mais il y eut à combattre dans ses environs où les alliés s'étaient fortifiés. Quelques affaires très vives honorèrent encore leur retraite définitive. Enfin ils évacuèrent le pays. Les Anglais, repoussés par les habi-

tans et poursuivis par les Français, coururent s'embarquer à Brême. La conquête de la Hollande compléta le grand système des frontières de la France. Le Rhin tout entier lui appartint : il n'y avait plus d'électorats ni d'évêchés souverains sur ses bords. L'Autriche et les princes allemands avaient perdu tous leurs états sur ce fleuve. Le fort du Rhin devant Manheim était au ponvoir des Français. Cette ville et Mayence étaient rigoureusement investies ; elles allaient sous peu tomber sons les coups des assiégeans. La prise de la Savoie, du comté de Nice, l'occupation d'nne partie de la Biscaye et de la Catalogne avaient mis les Alpes et les Pyrénées dans l'enceinte des limites républicaines. La gloire militaire de la république française était attestée suffisamment par de si beaux résultats, des campagnes de 1794 et de 1795. La prise de cent cinqnante villes, cent combats, vingt-neuf grandes batailles portèrent le nom français au-dessns de celui des antres peuples et au-dessus même de l'honneur de ses plus grands souvenirs. Telle était la gloire française, et la guerre d'Italie n'avait pas eu lieu.

Un traité de paix assnra les relations de la France et de la Hollande; il fut l'onvrage de Sieyes qui établit une heureuse harmonie entre les intérêts des denx peuples. La Convention fut conséquente, dans sa négociation, aux principes qui l'avaient animée pendant la guerre. Le premier article dn traité reconnaissait *la souveraineté et l'indépendance des Provinces-Unies*; mais le gouvernement français avait besoin de prendre ses sûretés ; son armée garda possession des villes fortes et des places dont l'Angleterre pourrait s'emparer par surprise.

Dans une séance solennelle de la Convention, Sieyes ayant présenté les négociateurs hollandais, le traité fut ratifié. Dans cette séance, l'influence conventionnelle avait insensiblement exalté le caractère réfléchi des Hollandais, et ils s'étaient à leur tour laissé échauffer par des clubs et des sociétés populaires, dont l'autorité s'était élevée, comme en France, au-dessus de celle des magistrats. Ces violences étaient de faibles représailles contre le parti de la maison d'Orange, qui avait, en 1787, fait saccager bien des villes et noyer une foule de patriotes par ses affidés; ces tronbles s'apaisèrent bientôt. La modération nationale reprit le dessus ; la jnstice cicatrisa toutes les plaies. Le 28 janvier 1796, une grande solennité célébra, à La Haye, l'heureux anniversaire de la révolution batave. Le 1er mars, eut lieu l'ouverture de l'assemblée nationale, dont le célèbre Peter Panlus fut nommé président ; mais ce grand citoyen ne jouit pas long-temps de l'éclatante récompense décernée à son patriotisme; le 17 du même mois, le peuple qu'il avait si énergiquement défendu contre le stathouder suivait ses funérailles.

Après la Convention, la république batave eut affaire au Directoire, qui lui envoya une constitution. Toute charte, quelque bonne qu'elle fût, par cela seul qu'elle venait de l'étranger, devait trouver une forte opposition en Hollande, malgré la prépondérance effrayante de la république française. Une circonstance henreuse vint tout-à-conp au secours des Bataves, auxquels lenr résistance à l'inflnence de la France ponvait devenir fatale. Le gouvernement de La Haye apprit qu'une escadre de six vaisseaux français, arrivée à Batavia, y avait été reçue et protégeait cette grande colonie contre les entreprises de l'Angleterre. En recon-

naissance de ce service signalé, auquel il était difficile de s'attendre, la constitution du Directoire fut acceptée; et les forces de terre et de mer de la république batave furent mises à la disposition de la France. Dans les conférences qui avaient eu lieu à Lille, il fut digne de remarque que l'Angleterre ne demandait, pour le stathouder dépossédé, qu'une légère indemnité, et que le roi de Prusse garda un profond silence sur le sort de son beau-frère, à qui, sept ans plus tôt, il avait donné une armée. Ce fut, de la part de ce prince, pousser à la rigueur le système de sa neutralité. La maison de Nassau avait disparu sans réclamation, et la liberté hollandaise s'était mise à sa place paisiblement, par la seule volonté de la France. Ainsi cette puissance reconstituée, libérée, protégée par la grande république, partageait avec elle la haine française contre l'Angleterre; et, avec elle aussi, elle ne cessa d'être jusqu'au dernier moment un objet de vengeance et de jalousie pour la Grande-Bretagne.

Malgré la défection des cours de Prusse et d'Espagne, qui avaient traité avec le comité de salut public, la coalition était encore renfermée dans une triple alliance bien redoutable, celle de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. En Italie, en Suisse, on voyait des armées austro-russes; une d'Anglo-Russes parut inopinément sur les côtes de Hollande, que l'Angleterre voulait à tout prix enlever à son indépendance et à la république française. Quarante mille hommes des deux nations débarquèrent, sous les ordres d'un fils d'Angleterre, le duc d'York. Une flotte considérable soutenait cette grande entreprise, qui, si elle eût réussi, et dans la situation où le Directoire avait laissé se précipiter les affaires d'Italie et d'Allemagne, anéantissait tous les triomphes de la France sur le Rhin; c'était remettre la république en question. Les Autrichiens étaient aussi en force. Le sol français pouvait être assiégé par ses vieilles frontières. Le général Abercrombie commandait l'avant-garde de l'armée anglo-russe. Daendels lui opposa ce qu'il put ramasser de troupes bataves, et ne put l'empêcher de débarquer. Le passage du Helder avait été forcé; et une horrible trahison de la marine hollandaise, à l'apparition de l'ennemi dans le Zuyderzée, avait livré et réuni la flotte batave au pavillon britannique. Brune réunit vingt-cinq mille hommes et accourut au Nord-Hollande, pour repousser l'invasion du duc d'York. Plusieurs combats sans résultats signalèrent la valeur de ses troupes. Les Anglos-Russes firent des progrès; ils s'établirent solidement : c'en était fait de la république batave, si les quarante mille hommes avaient débarqué le même jour. Les Anglais comptaient sur un parti stathoudérien pour les aider à chasser les Français, et remettre la Hollande sous le goug de la maison d'Orange. Ce temps n'était pas encore arrivé; la lâcheté de la flotte qui venait de se joindre à eux sans combat leur était une forte raison d'espérer le succès; cependant la ville d'Amsterdam était encore appelée à jouer un grand rôle dans les destinées de la patrie hollandaise. A la nouvelle de la prise du Texel par la flotte anglaise, que rien n'empêchait plus d'arriver sous ses murailles, elle arma toutes ses batteries; elle ouvrit ses coffres, fit des levées nationales; établit des défenses à l'aide des canaux; quarante chaloupes canonnières s'armèrent par enchantement; les renforts de France accoururent, cette belle capitale

fut sauvée. Malgré l'exemple donné par la marine nationale, et les immenses avantages que le commerce pouvait se flatter de retirer d'un rapprochement avec l'Angleterre, l'amour du pays et la haine du stathouder prévalurent : c'était cependant une nation de marchands, mais elle eut avant tout la vertu d'une nation libre et digne de l'être. Elle se leva contre les étrangers. Le général Brune profita de l'élan national pour organiser des forces imposantes. Non seulement il arrêta les progrès de l'ennemi, mais il le battit dans deux batailles rangées, à Castricum et à Alkmaer. Les troupes bataves se distinguèrent; elles se montrèrent dignes de combattre dans les rangs français, et leurs généraux méritèrent des éloges. Brune fut, à juste titre, proclamé le sauveur de la république batave : les Romains lui eussent décerné les honneurs du triomphe. En sauvant la Hollande, il sauva la France de l'invasion. La journée d'Alkmaer avait été décisive pour l'expédition anglo-russe. Le duc d'York, refoulé dans les Dunes, coupé de sa flottille, encombré de blessés, manquant de tout, et réduit à la moitié de ses forces, se résolut à entrer en négociation. Le général français ne se dissimulait pas les pertes importantes qu'il avait essuyées, et combien la victoire lui avait coûté de braves; il accepta avec empressement les propositions de son ennemi. Les conférences s'établirent; les négociateurs furent bientôt d'accord et la capitulation signée. Par le traité, le duc d'York dut évacuer toutes les positions qu'il occupait sur le Zuyderzée, se rembarquer, et renvoyer d'Angleterre huit cents prisonniers français, en échange de pareil nombre d'Anglo-Russes qui lui furent remis. On a reproché au général Brune de n'avoir pas exigé la restitution de la flotte du Texel.

L'issue de cette formidable expédition releva le courage patriotique des Bataves, qui avaient si généreusement couru aux armes pour repousser l'invasion étrangère. Dès ce moment, les destinées politiques et militaires des deux républiques furent inséparables ; l'Angleterre dut être convaincue alors que son influence était totalement ruinée en Hollande, et qu'elle devait renoncer à toute entreprise contre les provinces des embouchures du Rhin et de l'Escaut. Cependant quelques années après, quand Napoléon était à Vienne, elle arma une expédition bien autrement formidable contre Anvers; et quoiqu'elle n'eût à combattre alors que les gardes nationales de la Flandre, de la Belgique et de la Hollande, elle éprouva une perte encore plus considérable. L'histoire remarquera qu'aucune expédition maritime de l'Angleterre, quelque puissante qu'elle eût été formée, et quelque protection qui l'attendît, ne réussit contre le sol de la France, soit républicaine, soit impériale. La côte française lui était fatale. Sa politique triompha à Quiberon, d'odieuse mémoire. Ce fut son seul trophée maritime sur notre territoire. Le comité de salut public triomphait aussi, quand il apprenait les mitraillades, les noyades de ses proconsuls.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE DU DIRECTOIRE.

Système général. — Violation de la constitution à l'égard des élections.

§ Ier.

Le Directoire était maîtrisé par sa

propre faiblesse; il avait besoin pour exister de l'état de guerre, comme un autre gouvernement a besoin de l'état de paix. Ses exigences l'avaient fait rompre, à Lille, avec l'Angleterre; elles ne sortaient pas de la négociation. Comme ses conditions demandées à Rome et Léoben et obtenues à Campo-Formio, elles imposaient la loi gratuitement à un ennemi libre que l'on ne pouvait attaquer. A Rastadt, ce fut la même chose; et l'intention ne fut douteuse pour personne, quand on y vit arriver les deux négociateurs qui avaient rompu à Lille. Les révolutions de Rome et de l'Helvétie, par la force des armes, au milieu de la négociation presque européenne de Rastadt, proclamèrent hautement le penchant du directoire pour la guerre.

Il craignait le retour des armées; il profitait, et il était jaloux de la gloire des généraux; il cherchait à les désunir entre eux; il ne les laissait point vieillir dans les commandemens; il les destituait sous le moindre prétexte, et surtout après de grands succès. Ainsi il avait rappelé Championnet, après la conquête de Naples. Joubert, excellent général, avait trouvé sa destitution à Turin, où il venait de rendre aux républicains le service de détrôner un roi; et c'est à cette circonstance, plus peut-être qu'à ses talens, que ce général dut qu'un parti, pendant l'expédition d'Égypte, jeta les yeux sur lui, pour qu'il parvînt à se faire un grand nom en Italie, et qu'il pût, à son retour, dicter la loi au Luxembourg.

L'expédition d'Égypte fut bien plus le résultat de la crainte que le Directoire avait de Napoléon, que celui d'une politique grande, glorieuse et digne de la nation. Tout ce qui venait d'honorer la république était dû au général de l'armée d'Italie. Le Directoire n'avait point d'amis; et Napoléon eut tout de suite des courtisans; il avait aussi des enthousiastes. Les citoyens et les soldats le regardaient déjà, les uns comme un libérateur futur, les autres comme leur chef naturel. Les jacobins s'y trompèrent, ils le prirent pour un Mahomet de la liberté. Enfin tout le monde avait les yeux sur lui, en France et en Europe. Aussi le Directoire ne le perdit pas de vue, et à force de le regarder, il le faisait regarder à tous. Napoléon s'amusait de ces inquiétudes, en portant son habit de savant et vivant avec ses collègues de l'Institut.

Par le même système de jalousie que ce gouvernement entretenait entre les généraux, et qu'il portait à chacun d'eux, il avait profité de la lettre où Moreau avait dénoncé son ami Pichegru, pour le déconsidérer dans l'armée, afin qu'il n'y eût, dans la république, aucune supériorité rivale de la sienne. Il n'avait pris des Grecs que l'ostracisme, et au moindre péril il promenait les destitutions sur l'administration intérieure, comme sur les armées.

Au 18 fructidor, aux élections de l'an VI, et aux éliminations sur lui-même à ces deux époques, aux élections de l'an VI notamment, le Directoire ne fit preuve que d'une inquiète et aveugle partialité. Il était de bon goût alors et de bonne justice d'être du parti des victimes; car les royalistes ne furent alors frappés qu'en minorité. Quand le Directoire avait eu peur des royalistes, il avait fait ouvrir, à Paris, un grand club de jacobins; il le fit fermer après le 18 fructidor. Mais, afin d'entretenir en France une sorte d'émotion populaire, il laissait former dans les départemens des assemblées de même genre : de sorte qu'après avoir alarmé

sur les royalistes, il alarmait sur les anarchistes; et pourtant il comblait ceux-ci de biens et d'emplois, et eux seuls profitèrent sous ce gouvernement du Luxembourg, qui était leur ennemi irréconciliable; cette tactique était misérable. Il en était de même pour les armées : à Paris, on caressait, on fêtait les soldats; à l'armée, ils n'avaient ni solde réglée, ni équipement; et ils étaient toujours sur le qui-vive. Le mécontentement général était l'élément du Directoire. Ce machiavélisme eût été bon pour un gouvernement qui eût voulu n'être que révolutionnaire. Mais le Directoire avait la prétention d'être légal; et il se croyait légitime à tout jamais, parce qu'il avait traité avec plusieurs couronnes.

Dans son intérêt de république, il faisait bien de multiplier autour de lui les gouvernemens républicains, et de donner sa constitution à ses voisins. Napoléon lui avait donné un bel exemple, par la fondation de la république Cisalpine. Il en avait fait un bon état, utile ami de la France, par la réunion des républiques Cispadane et Transpadane, par les agrégations de la Valteline et des provinces de terre ferme de Venise. Mais le Directoire gâtait tout ce qu'il touchait; et la disgrâce de Joubert vint de ce que ce général, fidèle aux traités et aux intérêts communs, protégea l'indépendance de la Cisalpine, qui devint soudain une ennemie, d'amie, d'alliée, de fille dévouée de la république française. La tyrannie directoriale avait encore un vice plus dangereux que celui de s'immiscer dans la marche intérieure des républiques adoptives de la France : c'était le soin qu'elle prenait de les appauvrir, de les ruiner par le pillage de ses agens. C'était gouverner à la façon des pirates, excepté que le Directoire pour lui-même n'en profitait pas : car ils furent tous successivement si haïs, qu'ils furent calomniés, pendant et après leur règne, comme s'étant enrichis par les concussions et les déprédations; ce qui est de toute fausseté. Rewbell, qui était le plus détesté peut-être, fut presque flétri comme millionnaire; et il n'était qu'un homme dur et probe; à sa mort il n'a pas laissé cent mille écus.

Le système général du Directoire, fut de dominer, aux dépens de la justice, de la constitution et de la raison; et de diviser pour régner, de proscrire, d'enrichir ses créatures et d'inquiéter l'Europe.

§ II.

La journée du 18 fructidor avait renversé les espérances et les complots des royalistes; celle du 19 avait relevé les prétentions et le crédit des jacobins. Le Directoire, malgré l'appui qu'il aurait trouvé dans la majorité des conseils, dans les armées et dans la nation, n'avait pas su tenir position entre ces deux partis et légitimer la révolution. Il n'avait donc gagné qu'une victoire d'un jour; et il lui avait été impossible d'en conserver le fruit, ou même d'en connaître toute l'importance, parce que ses auxiliaires en avaient tout de suite profité pour conquérir l'impunité du passé, l'occupation du présent, et une prime sur l'avenir. Il était donc condamné à se servir de ses propres ennemis, ennemis de révolution, qui regrettaient hautement le 9 thermidor, et lui reprochaient jusqu'au 18 fructidor. Les jacobins avaient gagné à cette journée un faible avantage pour eux, celui d'a-

voir été débarrassés des royalistes qu'ils ne craignaient guère; mais ils se targuaient de l'infraction faite à la constitution par le Directoire, pour accuser le Directoire, resté seul ennemi. Leur haine ne connut plus de frein, ils remettaient librement en question le procès et la mort de Gracchus Babœuf, et en honneur le régime de 1793. Le Directoire s'aperçut dès lors qu'il n'avait travaillé et triomphé que pour ses ennemis; et il se prépara aux élections, qui allaient remplacer les députés fructidorisés. La législation improvisée, le 19 fructidor, lui parut devoir être appliquée contre ceux même qui l'avaient établie et approuvée. Le moment était critique, et pouvait coûter cher à son imprévoyante politique, s'il ne parvenait pas à repousser des élections les jacobins des départemens, qu'attendaient ceux de Paris.

Il s'agissait donc de recruter pour les deux conseils des auxiliaires du pouvoir despotique que le Directoire s'était arrogé. Une pareille opération ne pouvait se faire sans violer la constitution; ce n'était pas ce qui arrêtait le Directoire : mais il fallait en trouver le moyen; il prit le plus mauvais. Comme il n'avait pas d'influence morale sur les esprits, il eut recours à celle du pouvoir. Il chargea ses commissaires d'opérer des scissions dans les assemblées d'électeurs, ce qui eut lieu; et ces scissions ne représentèrent que des minorités qui élurent des candidats indiqués. Ceux-ci seuls furent admis par le Directoire; il osa annuler tous les choix proclamés par les majorités, ou par les assemblées qui s'étaient refusées à la scission. Sa prudence trompa encore son audace dans cette mesure violente et ultra-légale. Il avait eu affaire à des ennemis plus adroits que lui. En effet, les jacobins, que la lutte annoncée regardait exclusivement, profitèrent habilement de cette circonstance pour reconquérir de la popularité et susciter de nouveaux ennemis au directoire. Ils s'étaient, en conséquence, attachés à faire tomber le vote des assemblées électorales sur des hommes que leur considération personnelle et leurs services recommandaient à l'estime nationale. Ces choix furent repoussés par le Directoire. L'indignation publique fut portée à son comble; et elle ne garda plus de mystère, quand on vit les deux conseils, ainsi renouvelés, se décréter à eux-mêmes la moitié en sus du traitement que la loi leur accordait. Il y eut toutefois de nobles oppositions dans le conseil des Cinq-Cents; quelques protestations honorèrent cette législature.

Le Directoire avait commencé par accuser les anarchistes d'influencer les élections. Ce reproche lui fut rendu. Sa duplicité fut mise à nu. On vit paraître le décret qui, annulant les élections des assemblées vraiment légales, proclamait le choix de celles où, sans égard à la minorité ou à la majorité, les agens du gouvernement avaient élu les députés.

Les deux conseils ainsi complétés, après avoir réglé leurs intérêts pécuniaires individuels par l'augmentation de leur traitement, eurent l'idée de s'associer au despotisme du Directoire par une autre violation de la constitution, encore plus criante que celle à laquelle ils devaient leur complément. Ils pensèrent à se constituer pendant sept années, et, par compensation, d'accorder dix années au Directoire. Le parti qui avait eu cette idée, se rassemblait au pavillon de Flore. Il y eut des communications à cet égard avec le Directoire, qui refusa. Merlin accusa

hautement, après sa sortie du Directoire, le corps législatif d'avoir voulu se proroger pendant sept ans. C'était une résolution trop forte pour un gouvernement électif et sans consistance. La souveraineté du peuple régnait encore dans les opinions : c'eût été donner gain de cause aux jacobins, qui ne l'eussent pas invoquée en vain avec une accusation aussi grave. Toutes ces intrigues annonçaient une crise qui, à la première occasion, devait tout changer. Mais il fut heureux alors que le Directoire ait pu l'emporter; car il était plus facile à renverser, un jour ou l'autre, que le parti qu'il nommait *le parti des anarchistes*. Celui-ci eût infailliblement été entraîné au rétablissement de la terreur. Il en serait résulté le plus grand des fléaux, une guerre civile. Les chefs de l'armée, à qui la république devait la paix de Léoben, n'auraient certainement pas souffert le retour de 1793.

CHAPITRE IV.

VENDÉE.

Exposé général. — Première époque — Deuxième époque. — Troisième époque.

§ Ier.

La première Vendée était-elle anglaise? non. Elle a été dans le principe toute populaire; elle était le mouvement spontané d'une population nombreuse, composée d'hommes simples et ignorans, qui, séparés de toute civilisation et du reste de la France, par le défaut de grandes communications, et surtout par les circonstances des localités impénétrables de leur pays, ne connaissaient d'autre loi que le respect à la religion, à la royauté, à la noblesse. Les avantages de la liberté, la suppression de la féodalité, ceux résultant des décrets de l'assemblée nationale, ne flattèrent point leurs passions; ils ne virent dans les lois nouvelles que des attaques à la religion de leurs pères et à l'ancienne monarchie, à laquelle ils devaient leur affranchissement. Du moment où ils comprirent le danger de l'autel et du trône, ils se levèrent en masse. Cette insurrection fut spontanée, comme le mouvement qui porte à défendre son patrimoine.

La conspiration de la Rouarie est l'ouvrage des nobles du Poitou et de la Bretagne; elle avait pour but le rétablissement de l'autel, du trône et de la noblesse. La religion et les paysans seraient ses auxiliaires et ses instrumens; son champ de bataille, les cinq provinces de l'Ouest : la Normandie, la Bretagne, le Maine, l'Anjou et le Poitou. Dès 1791, les prêtres non assermentés préparèrent les élémens de la Vendée. En 1792, les mandemens des évêques émigrés réfugiés à Londres, ceux de leurs grands vicaires résidant dans les diocèses; les prédications des curés et des missionnaires se refusant au serment de fidélité à la constitution civile du clergé, mais bien plus encore, la haine générale contre les prêtres *intrus* avaient exalté les imaginations populaires, particulièrement dans la Vendée et dans les Deux-Sèvres. A la mort de la Rouarie, des conjurés, effrayés de la possibilité de la découverte de leur complot, précipitèrent leurs opérations dans la Vendée : l'explosion fut terrible; elle eut des succès, parce qu'elle était imprévue. La noblesse s'empara de l'élan des paysans, et ces malheureux devinrent les instrumens de la féodalité et de la politique anglaise. De là découlèrent tous les maux qui ont affligé cette belle

partie du territoire français. La Vendée a constamment présenté deux aspects : ses villes, ses bourgs, en communications faciles depuis longues années avec les autres villes de l'intérieur, manifestèrent dès le principe des opinions favorables à la révolution ; les campagnes, au contraire, livrées aux croyances héréditaires, restèrent, à toutes les époques, dévouées aux idées monarchiques. Un rapport du député Gallois à la Convention, relatif à des pièces enlevées par la garde nationale de Chollet, démontre à l'évidence que l'esprit des paysans vendéens avait été de longue main disposé à l'insurrection ; qu'il existait une scission complète entre les campagnes et les villes, et que, dans celles-ci même, la scission était manifeste entre les propriétaires de biens-fonds, les marchands et les ouvriers.

Cet état de choses changea, mais insensiblement et par le seul effet du contact de ces masses ignorantes avec la civilisation nouvelle. Le consulat pacifia la Vendée, parce qu'il était un premier pas vers une réorganisation monarchique, et que le premier consul, protecteur des prêtres réfractaires lorsqu'il n'était encore que le vainqueur d'Italie, donnait à cette population fanatique l'espérance de lui devoir le rétablissement du culte. Le concordat réalisa cet espoir. L'empire éteignit les derniers restes de la Vendée ; et l'on vit, en 1814, six mille paysans de ces contrées, entourés à la Fère-Champenoise par des forces décuples, se battre en héros pour la cause de Napoléon, et préférer la mort à rendre leurs armes aux alliés de ces mêmes princes pour lesquels ils avaient pendant six ans résisté à tous les efforts de la république. L'héroïsme de ces braves prouve que la grande réconciliation des Français avait été opérée par Napoléon, et que la France de 1814 n'était plus la France de 1793.

Si l'ouverture des routes dans les campagnes est un grand bienfait de toute administration, indispensable au développement de l'agriculture et du commerce, elle n'est pas d'une moindre importance pour les progrès de la civilisation, de ces connaissances salutaires, de cette communauté d'intérêts qui donnent à une nation l'aspect et l'esprit de famille. Elle est également nécessaire à l'ordre et à la sûreté publics. Aucune révolte, quelle qu'en soit la cause ou les ramifications, ne peut résister à la répression du gouvernement, quand les communications sont faciles avec et entre les points de l'insurrection. La guerre de la Vendée, celle de la chouannerie, n'auraient jamais été sérieuses, si les départemens de l'Ouest avaient été percés de routes, comme le sont les provinces de l'est de la France. Les Vendéens, éclairés comme les peuples de la Bourgogne, seraient accourus au-devant de la commotion qui anéantissait les débris de la servitude féodale, et assurait l'indépendance et les droits politiques des Français. Une bonne administration eût prévenu tant de malheurs. La guerre civile, le plus grand fléau des peuples, n'aurait pas souillé pendant six années le sol du Poitou, de l'Anjou, de la Bretagne, et fait couler sous des armes françaises des flots de sang français. Sans la Vendée, sans ces masses soulevées et armées au nom de Dieu et du roi pour combattre la liberté, la Convention n'aurait pas eu de prétexte pour ordonner ou sanctionner tant de crimes ; et l'on pourrait soutenir, avec force, que les moteurs de l'insurrection vendéenne sont coupables d'attentat contre les prêtres et les nobles des

autres provinces françaises, en attirant chaque jour sur ces deux classes, non la rage, mais la vengeance révolutionnaire. La Vendée n'a point combattu sous l'étendard royal ; son armée s'est proclamée *Armée Catholique*; elle s'est levée sous l'étendard de la Foi.

La guerre de la Vendée se divise en trois époques ; elle a été soutenue par deux armées distinctes : l'une, l'armée catholique, l'autre, l'armée des chouans.

Le grand-vicaire de Luçon ordonna à ses curés de s'opposer à l'admission des *intrus*, de conserver ou de tenir des registres doubles des actes de l'état civil, de frapper d'excommunication comme concubines les femmes mariées par les *intrus*, de repousser, comme bâtards, les enfans nés de ces mariages, et de refuser à ces impies les derniers sacremens.

Le fanatisme du paysan de la Vendée, ignorant et superstitieux, était mûr pour une guerre civile. Six semaines après la mort de Louis XVI, et quinze jours seulement après le décret de la Convention, qui ordonnait une levée de trois cent mille hommes, l'insurrection éclata à Chollet ; le tocsin sonna dans toute la Vendée.

Au milieu de leurs succès, les Vendéens organisèrent un gouvernement. L'évêque d'Agra, se disant vicaire apostolique, les vicaires-généraux de Luçon et d'Angers, quelques chefs des premières levées composèrent ce qu'on appela le conseil suprême. Les premiers actes de ce gouvernement annoncèrent ce qu'il était et ce qu'il devait être par la suite : son but, le rétablissement de l'autel et du trône : « Nous n'avons pris les armes que pour » soutenir la religion de nos pères, » que pour rendre à notre auguste » souverain, Louis XVII, l'éclat et la » solidité de son trône et de sa couronne.... — Le ciel se déclare pour » la plus sainte et la plus juste des » causes ; le signe sacré de la croix de » Jésus-Christ et l'étendard royal » l'emportent de toutes parts sur les » drapeaux sanglans de l'anarchie.... » — La France, succombant sous une » affreuse anarchie, reconnaît enfin la » vérité du principe : UNE FOI, UN ROI, » UNE LOI. Nos biens, notre liberté, » notre sûreté, reposent à l'abri de » *l'unité sacrée de l'autel et du trône*. » Tonte division de pouvoirs est un » principe de désolation : Saint Paul » l'a ainsi prononcé.... — *L'unité monarchique* est représentée par un gé» néralissime qui est un, par un con» seil supérieur, principe de l'unité » tutélaire de la monarchie. »

Son action, elle devait être toute militaire : la dictature tombe dans la main des prêtres, ce sont eux qui appellent au combat, qui dirigent les colonnes ; le premier chef, le premier généralissime de ces intrépides paysans est le plus pieux d'entre eux, Cathelineau ; après lui, c'est le comte de Lescure, le comte de Bonchamp, non moins pieux, non moins braves, mais gentilshommes, qui sont appelés au commandement. Cependant le sacerdoce conserve son influence ; ce n'est que dans les revers que les généraux commencent à devenir indépendans. C'est à l'envie de se soustraire à la dictature ecclésiastique que l'on doit attribuer le passage de la Loire à Varades, la plus funeste des opérations militaires. C'est de cette époque que datent les dissensions entre les généraux vendéens.

Toutes les ordonnances du conseil supérieur de la Vendée ont pour premier objet les intérêts du clergé ; l'évêque d'Agra intime aux prêtres l'or-

dre de revenir dans leurs paroisses, et de se mettre en relation directe avec lui. Les ventes des biens du clergé sont annulées dans tous les pays que la victoire soumet momentanément au pouvoir de l'armée catholique. La possession de ces biens est enlevée violemment aux acquéreurs. Les fermages doivent être payés aux fabriques des paroisses. Cependant le conseil supérieur n'ose pas prononcer le rétablissement de la dîme ; il en réfère au régent; il se borne à ordonner aux curés d'en constater la valeur, et à inviter les fidèles à la payer en nature. La circulation des assignats occupe la sollicitude du conseil ; ceux à l'effigie royale auront seuls cours sans visa ni signature de ses préposés. Les paroisses nourriront les veuves et les enfans des Vendéens tués pour la cause sainte. Les justices seigneuriales reprendront leurs fonctions ; les tribunaux républicains cesseront immédiatement les leurs. Les règlemens de police imposent un serment de *fidélité au conseil supérieur*, ils condamnent à une double contribution tout individu qui ne prêterait pas serment dans un délai fixé après lequel ils le bannissent et confisquent ses biens. Enfin, les propriétés, dans l'étendue de sa domination, de tout ce qui remplit en France une fonction publique, depuis le député, l'administrateur, le juge et le général, jusqu'au dernier soldat, lui répondent des actes hostiles à la cause de la Vendée et à ses défenseurs. Le *conseil supérieur* organise ainsi par ses décrets le pillage et la dévastation des propriétés de tous les Français qui ne servent pas dans les rangs de ses armées. Il ne s'en tient pas là : il méprise les lois de la guerre et proclame à l'envi, de concert avec les cannibales de la terreur, cet affreux système de représailles qui a rendu cette guerre célèbre par ses cruautés.

Dans les six premiers mois de la Vendée, du 10 mars au 17 octobre, on n'y voit qu'une domination, celle du sacerdoce : la Vendée n'était point encore anglaise.

Cependant la Vendée a été soumise, dès les premiers momens, à une influence indirecte de l'étranger. Hérault de Sechelles, Basire, Chabot, l'ont favorisée par les mesures qu'ils ont fait décréter ; ils étaient vendus aux intrigues des puissances alliées ; ils ont payé de leur tête leur trahison à la cause de la liberté.

Depuis le passage de la Loire à Varades, et la bataille de Savenay, la Vendée a-t-elle été anglaise ? Oui, directement et indirectement.

Directement, le fait est prouvé. Elle a reçu de l'Angleterre de l'argent, des munitions, des secours de toute espèce, excepté en hommes. Elle a été en communication active avec Londres ; d'Elbée lui-même, qui s'y était longtemps refusé, reconnut enfin la direction de l'Angleterre et lui obéit.

Le Comité de salut public, de la fin de 1793, a sans doute contribué par la mission de Carrier et les ordres incendiaires dont il était porteur, à donner une nouvelle activité à l'insurrection ; mais cette mission et ces ordres étaient-ils le résultat du système de terreur qui dominait la France, ou l'effet des intrigues étrangères, dont le but premier était la destruction des Français par les Français et l'affaiblissement de la nation ? L'Europe a si souvent sacrifié la cause des Bourbons dans les traités qu'elle a signés avec la république ou l'empire, qu'elle a donné à la postérité le droit de douter de la sincérité de son manifeste, quand elle prit les armes pour soutenir le trône de saint

Louis. Un fait incontestable, c'est que Courtois, rapporteur du procès de Robespierre, a soustrait la plus grande partie des pièces relatives à la Vendée ; c'est que Carrier, rappelé de Nantes après le 9 thermidor, fut dénoncé pour être traduit au tribunal révolutionnaire, qu'il livra aux meneurs sa correspondance, ses instructions secrètes, et qu'il échappa ainsi au danger qui le menaçait ; plus tard il fut condamné, mais par l'effet de la réaction.

La seconde Vendée, ou la reprise d'armes de Charette, Stofflet, et autres généraux vendéens ou chouans, en violation des traités de la Jannais et de la Mabilaye, fut concertée entre Pitt et ses agens, et les comités royalistes de l'intérieur.

Charette a reçu des armes, des munitions de guerre et de l'argent de l'Angleterre ; il a été en communication avec le régent plus intimément qu'avec le comte d'Artois. Après le 9 thermidor, trois partis royalistes bien distincts se formèrent à Paris ; ils eurent des ramifications étendues, et se traversèrent mutuellement dans les départemens de l'Ouest.

1° L'agence espagnole : Izquierdo, Tallien et quelques membres de la Convention. Le rétablissement de la royauté en France avait été présenté au cabinet de Madrid comme le motif de sa pacification avec la France. On avait été plus loin : « la régence » ne pouvait être déférée qu'à un » Bourbon d'Espagne, l'infant Don » Antonio, frère du roi. »

2° L'agence des comités royalistes de Paris : Lemaître, des Pommelles, l'abbé Brottier, Lavilleurnois, Duvernes de Presles. Elle correspondait avec le régent par l'entremise du comte d'Entraigues en Italie. Elle intriguait à Paris ; elle déjouait, dans les provinces de l'Ouest, les mesures de Puisaye et de l'agence anglaise ; elle opposait Charette à Stofflet, Cormatin à Puisaye. Si les Vendéens et les Chonans du Maine et de Fongères ne firent pas à temps leur mouvement, si l'expédition de Quiberon échoua par le défaut de coopération de tous les chefs vendéens, c'est à cette agence qu'il faut l'imputer. Le comte d'Entraigues voyait avec douleur l'éloignement où l'Angleterre tenait le régent de la Vendée, et les refus continuels du cabinet de Saint-James de lui permettre de se mettre à la tête de ses fidèles sujets. Il pensait que cette politique, vainement déguisée sous le masque de la prudence, avait pour but d'écarter le régent des affaires. Il essaya d'établir des communications plus intimes entre le régent et Charette. Les comités royalistes de Paris ont rarement agi sans les ordres précis de d'Entraigues, ou ceux qui leur étaient transmis par le comte d'Avaray. — Lemaître a payé de sa tête, après le 13 vendémiaire, son opposition à la faction espagnole. Des documens curieux à cet égard ont figuré à son jugement et ont été soustraits depuis.

3° Enfin, l'agence anglaise : Puisaye et ses correspondans à Paris et en Normandie. L'Angleterre fit des efforts à Quiberon ; tout ce que pouvait créer la puissance de l'argent fut employé par elle. Pitt était financier, administrateur, homme d'état, mais il n'était pas général. L'expédition de l'Ile-Dieu, entreprise à la fin de la saison, devait échoner.

La guerre de la Vendée se divise en trois époques. Elle a été soutenue par deux armées, agissant sous des directions différentes, l'une, l'armée catholique, l'autre, la chouannerie; toutes

deux ont fait en réalité la guerre pour les intérêts de l'Angleterre.

§ II.

Enfermés dans leurs bois et dans leurs marais, les paysans de la Vendée n'avaient, comme on l'a déjà dit, d'autre religion que le roi, leurs nobles et leurs curés,

L'ignorance des gentilshommes et des prêtres, presque égale à celle de leurs vassaux, formait de chaque paroisse une seule famille, dont les nobles étaient les chefs et les prêtres les conseils. Aussitôt qu'ils apprirent le jugement du roi, les massacres de la noblesse et du clergé, se voyant ainsi attaqués dans tous les objets de leur culte, ils s'indignérent. Le décret du 25 février 1793, par lequel la Convention ordonna une levée de trois cent mille hommes, décida de leur révolte. Ils jurèrent tous de mourir plutôt que de servir la république.

Ces mouvemens n'éclatèrent d'abord que dans les campagnes, à Bressuire et à Châtillon; les villes partagèrent l'impulsion du reste de la France. Des missionnaires républicains envoyés dans les campagnes furent écoutés du peuple, aussi long-temps qu'ils n'eurent d'autre but que de lui prouver les avantages qu'il retirerait de la révolution, qui abolissait les dîmes, les corvées, les droits féodaux, etc.: mais du moment où ils dirent que le roi était un tyran, les nobles les ennemis de la patrie, les prêtres des imposteurs, la religion un mensonge, l'exaltation du peuple ne connut plus de bornes, et les prédicateurs de l'anarchie purent à peine se dérober à la fureur populaire. Le scandale fut plus grand encore lorsque le gouvernement voulut remplacer les curés par des prêtres assermentés, et que les prêtres insermentés, poursuivis, traqués pour ainsi dire dans toute la domination républicaine, se réfugièrent dans la Vendée. Ils y furent reçus comme des martyrs. La face de ces provinces devint encore plus théocratique, et la haine des paysans prit le caractère d'une haine sacrée, qui n'était que trop légitimée par les plus cruels excès. L'institution des gardes nationales servit la Vendée; elle donnait au peuple le droit de s'armer, de s'organiser militairement, et de nommer ses officiers. Les Vendéens les choisirent tous parmi leurs anciens seigneurs, auxquels ils étaient accoutumés d'obéir. Malgré les décades et l'abolition des fêtes, ils faisaient célébrer la messe les fêtes et dimanches, et se rendaient en armes à l'église pour défendre, disaient-ils, la maison du Seigneur et leur bon curé.

Jusqu'alors les nobles n'ont fait que suivre et avec peu d'ardeur le mouvement populaire. Ils ne furent pas les premiers à prendre les armes. Un riche artisan, nommé Delouche, maire de Bressuire, donna le signal de l'insurrection armée. Il avait eu l'imprudence de publier la loi martiale contre de chauds patriotes qui le voulaient contraindre à prendre des mesures de rigueur; obligé de fuir, il courut les campagnes, ameuta les paysans, et se trouva bientôt à la tête de quinze cents insurgés. La guerre civile commença. Au lieu de se porter de suite sur Bressuire, il marcha sur Châtillon, qui avait été évacué par les autorités. Le 24 août, il se présenta devant Bressuire, où étaient accourues les gardes nationales des villes environnantes. Le combat ne fut point un instant indécis; les insurgés, abandonnés de leurs chefs se mirent en déroute. Le commandant des patriotes voulut haranguer les prison-

la Fleche
Baugé
le Lude
Saumur
Chinon
Loudun
Richelieu
Thouars
Moncontour
Chatellerault
Mirebeau
Neuville
Parthenay
POITIERS
Vivonne
Melle
Civray





niers ; il leur dit : « Ce n'est pas à vous » qu'en veut la république, c'est à vos » officiers ; ils vous ont trompés : » criez, *vive la Nation!* et vous serez » libres. Non, monsieur, s'écrièrent- » ils, on ne nous a pas trompés, et » c'est *Vive le Roi!* que nous voulons » crier. » Ils périrent courageusement. Une longue guerre devait suivre de l'héroïsme de ces braves paysans.

Dans ce temps, la levée de trois cent mille hommes fut proclamée. Les réquisitionnaires s'enfuirent dans les bois. Un perruquier nommé Gaston se mit à la tête de quelques-uns d'entre eux, tua de sa propre main un officier républicain, se décora de ses épaulettes, souleva plusieurs paroisses, et se porta sur l'île de Bouin, pour se mettre en communication avec la flotte anglaise. Mais dans sa marche, il fut arrêté par deux bataillons républicains ; il les attaqua avec impétuosité, ne consultant que son courage, et il tomba criblé de balles ; ses paysans prirent la fuite et se débandèrent. Cet événement, de peu d'importance sous le rapport militaire, est remarquable en ce qu'il prouve la part que, dès cette époque, les Anglais avaient dans les affaires de la Vondée. Gaston agissait certainement en vertu d'instructions et d'un plan au moins projeté. Son secret est mort avec lui : c'est une lumière importante qui échappe sur les commencemens et surtout sur la cause de cette guerre. Cet homme était digne d'un meilleur sort : soit auteur du projet d'occuper l'île Bouin, soit instrument de la politique anglaise, il était homme de cœur. Ainsi jusqu'à présent ce sont deux artisans, Delouche, faiseur de poêles à Bressuire, et Gaston, perruquier, qui ont formé et commandé les premiers rassemblemens. Delouche avait plusieurs gentilshommes sous ses ordres ; c'était de la république royale.

La haute Vendée se souleva également contre la levée de trois cent mille hommes. Le 10 mars (1793), le mécontentement se manifesta dans le Maine, la Normandie, l'Anjou, la Bretagne. Dix mille hommes se présentèrent en armes devant Nantes ; mais, grâce à l'imbécillité du chef royaliste et à la vigueur des généraux républicains, cette menace fut sans effet ; l'insurrection fut dissipée, et la levée eut lieu. Il n'en fut pas même à Saint-Florent-le-Vieux, petite ville sur le bord de la Loire, à huit lieues d'Angers. Les jeunes gens, appelés au tirage, assaillirent les administrateurs ; la garde courut aux armes et fit feu sur eux; plusieurs furent tués, mais la masse s'élança sur une pièce de canon et s'en empara ; elle assomma les gendarmes à coups de bâton, brûla les papiers du district, et célébra par des orgies cette victoire. Après cet exploit, les vainqueurs disparurent. C'était assez pour exalter la jeunesse ; aussi va-t-on voir commencer une véritable campagne, celle de 1793 : et c'est encore un paysan qui lève l'armée royale et la rallie sous le drapeau.

La commune du Plessis en Mauge avait eu ses représentans parmi les vainqueurs de Saint-Florent. Quatre jours après, un voiturier de ce village, nommé Jacques Cathelineau, comprit le parti qu'on pouvait tirer de cette victoire ; il courut les campagnes, harangua les paysans et les appela aux armes : bon nombre le suivirent. Il sentait le besoin d'un succès, et se porta dans leur première ivresse sur le château de Jallais, dont il se saisit, et marcha sur Chemillé, chef-lieu de canton, où cinq cents républicains avaient pris position avec de l'artillerie. Il les

força, les mit en déroute, et forma dès-lors le noyau de l'armée vendéenne avec les paysans dont il venait de couronner les premiers efforts, et les quatre pièces de canon qu'il avait enlevées à Jallais et à Chemillé.

Les homogènes s'attirent en révolution comme en physique. A la nouvelle de la victoire remportée par Cathelineau, Stofflet, garde-chasse, lui amena deux mille paysans de Maulévrier. Stofflet était un ancien soldat d'un régiment suisse. Un nommé Forêt, ancien domestique d'un émigré, qui s'était fait dans son village une réputation pour avoir tué un gendarme, lui amena également sept cents hommes. Tels furent les cadres de trois corps d'armée commandés, l'un par un garde-chasse de M. Colbert Maulévrier, l'autre par un domestique, et le tout par un voiturier qui dovint généralissime. Celui-ci avait reçu de la nature la première qualité d'un homme de guerre, l'inspiration de ne jamais laisser se reposer ni les vainqueurs ni les vaincus. L'affaire de Saint-Florent est du 4 mars; le 14, il quitta son village, réunit deux cents hommes, et prit Jallais et Chemillé : le 15, il marche sur Chollet avec une armée.

Chollet est une ville de trois mille habitans, à douze lieues de Nantes et d'Angers. Elle est destinée par sa position à jouer dans cette guerre un rôle malheureux ; elle est la première ville du Bocage, où tant de combats vont avoir lieu. Elle était défendue par sept à huit cents hommes et une forte artillerie. L'attaque fut intrépide de la part des Vendéens ; ce fut un vrai *houra*. Leur succès fut complet. Ils trouvèrent dans Chollet quatre pièces de campagne, six cents fusils et des munitions. Il est à remarquer qu'il n'y eut dans ce combat qu'un gentilhomme de tué, le marquis de Beauveau, qui était dans le rang des patriotes. Le principal trophée de la prise de Chollet fut une superbe pièce de canon que Louis XIII avait donnée au cardinal de Richelieu. Les Vendéens la nommèrent *Marie-Jeanne*, et attachèrent depuis à sa possession une espérance et une confiance superstitieuses. Chaque peuple a sa *Marie-Jeanne*. Le Palladium des anciens, les boucliers de Numa, les reliques des modernes, les épées de la chevalerie, la Durandal, étaient autant de *Marie-Jeanne* ; c'est le cachet du véritable fanatisme. La possession ou la défense de ces objets, devenus sacrés, rendaient les soldats invincibles. Les hommes simples, à qui il n'est point donné de concevoir la grandeur et la puissance de la Divinité, trouvent d'eux-mêmes des intermédiaires qui lui servent de repos entre le ciel et eux. L'idolâtrie n'eut pas d'autre origine, ainsi que les apothéoses et les béatifications. Les Vendéens traitèrent le canon de Louis XIII comme un de leurs patrons ; ils le couronnèrent de fleurs et le couvrirent de rubans.

Le 16 mars, Vihiers, petite ville à huit lieues d'Angers, fut évacuée par les républicains et occupée par les royalistes. Là dut s'arrêter l'ardeur de Cathelineau, parce que la semaine de Pâques approchait. Toute l'armée se dispersa pour aller remplir les devoirs de cette grande solennité ; et la réunion au drapeau fut arrêtée pour le lundi de la *Quasimodo*. Les républicains profitèrent de la dévotion de la Vendée pour traverser tout le pays insurgé, où personne ne se présenta pour les arrêter. Ils arrivèrent ainsi à Angers, où ils proclamèrent que tout était terminé. Cette présomption leur coûta cher ; ils ne connaissaient pas

encore leurs ennemis. Cette suspension d'armes générale pendant la quinzaine de Pâques, de la part d'ennemis aussi acharnés, offre pour l'avenir quelque chose de cruel et d'implacable.

Cependant la haute Vendée, qu'on avait crue pacifiée par la mort du perruquier Gaston, s'était rapidement recrutée, et plusieurs corps d'insurgés obéissaient à des gentilshommes. Le 10 avril, ces corps divers, sans avoir combiné leurs mouvemens, se mirent en campagne. Il ne leur manquait qu'un général en chef, un prince surtout, pour en faire une armée conquérante. A cette époque, les forces républicaines, disséminées dans la Vendée, n'allaient pas au-delà de quinze mille hommes. Si les chefs royalistes n'avaient pas eu chacun la fièvre du commandement, et qu'ils eussent réuni leurs forces, il n'est pas douteux que tout l'ouest de la France se détachait de la république. Il aurait fallu alors que la Convention retirât ses armées des pays conquis ou occupés, pour reconquérir plusieurs départemens ; et il est difficile de prévoir ce qu'une pareille complication d'efforts eût pu amener de funeste pour la cause de la révolution. L'étranger aurait repris ses plans d'agression ; il eût été secondé par les Vendéens. L'Angleterre, qui seule alors dominait les conseils de l'Europe, eût été de droit, par sa marine, mise en communication avec les côtes de France depuis Nantes jusqu'à Rochefort, et à la tête de cette grande lutte ; et beaucoup de destinées françaises ne seraient pas sorties de l'urne où elles étaient encore enfermées.

Mais il en arriva autrement. Les généraux de la Vendée firent la guerre de partisans ; ils n'eurent pas même l'idée de se faire un terrain pour y établir un gouvernement royal. Cependant, en se rendant maître du pays par la réunion et la combinaison de leurs forces, et en y donnant le droit d'asile à tous les mécontens, à tous les malheureux, ils auraient acquis bientôt une position respectable qui eût fait trembler le Comité de salut public.

La Roche Saint-André, à la tête de son corps d'armée, s'était présenté, le 10 mars, devant Machecoul, à six lieues de Nantes, et l'avait pris d'assaut. Ici commença l'affreuse guerre des représailles. Un homme de sang nommé Joucher y fut nommé président du comité royal; il était digne d'être un des proconsuls de la Convention. Machecoul nagea dans le sang de ses habitans de tout sexe, de tout âge; on égorgea aussi les prisonniers: cette journée est connue sous le nom de massacre de Machecoul. Joucher disait que c'était pour venger ceux qui avaient été condamnés par les comités révolutionnaires. Ce caractère de férocité se présenta double dans cette guerre malheureuse; les patriotes et les royalistes y figuraient sous la même accusation.

Après la victoire de Machecoul, l'armée de La Roche Saint-André se porta sur Pornic, petite ville maritime, et s'en empara. Les Vendéens, confians après de tels succès, s'abandonnèrent sans réserve à leur goût dominant. Ils s'enivrèrent au lieu de se garder; aussi furent-ils surpris par une colonne républicaine que commandait un curé assermenté. Ils laissèrent sur la place une bonne partie des leurs; et leur général, rencontrant dans sa fuite un détachement de gendarmerie, pensa être pris; il ne dut son salut qu'à son courage; il tua deux gendarmes,

se fit jour au travers des autres, et parvint à Machecoul, où l'attendait un plus grand péril. Le voyant revenir sans troupes, les habitans l'accusèrent de lâcheté, et voulaient le fusiller ; il dut à la protection de quelques amis les moyens de se dérober à l'honneur d'un commandement aussi dangereux, et se sauva dans l'île Bouin : ainsi, des deux côtés, le fanatisme révolutionnaire produisait les mêmes effets, et on voulait tuer les généraux qui s'étaient laissé battre. Rien ne prouve mieux l'insurmontable aversion que se portaient les patriotes et les royalistes. Leurs chefs étaient obligés de vaincre pour ne pas passer pour des traîtres et des lâches. Cette doctrine menait naturellement à l'assassinat des prisonniers, à la destruction des populations contraires.

Les sanguinaires exécutions de Joucher continuaient à Machecoul, et la rage vendéenne s'accrut encore par la défaite de Pornic. Mais la fuite de La Roche Saint-André laissait l'armée de Machecoul sans général ; et ce fut alors que les insurgés offrirent le commandement à un lieutenant de vaisseau, nommé Charette, qui habitait à deux lieues de Machecoul. Il refusa d'abord ; ses refus irritèrent ces hommes violens, qui le menacèrent de le tuer, s'il n'acceptait pas. « J'accepte, » leur dit-il ; mais je ferai fusiller ceux » qui ne m'obéiront pas. »

Il aurait dû commencer par le féroce Joucher, qui exerçait à Machecoul la dictature de la mort, et qui avait malheureusement beaucoup de partisans parmi les chefs de cette armée. Quoique Charette, qui était homme de cœur, désavouât les exécutions ordonnées par Joucher, tant sur les patriotes que sur les prisonniers, il n'osa jamais en faire justice ; et c'est une tache dans sa vie. On a dû croire alors, et écrire ce qu'on a cru et dit tant de fois, que Charette était loin d'être étranger au quatre massacres dont Machecoul a été le théâtre, puisqu'il commandait en chef tout le pays et l'armée. Il s'en est faiblement justifié, en alléguant que Joucher profitait de l'absence de son général pour se livrer à ses opérations sanguinaires. Ainsi on dit, et avec raison, que le premier massacre, qui eut lieu sous le commandement de La Roche Saint-André, ne peut être reproché à Charette. Mais on n'est pas aussi bien fondé à beaucoup près quand on avance qu'on ne peut lui reprocher le second massacre qui eut lieu pendant qu'il attaquait Pornic ; le troisième, pendant le temps qu'il alla passer dans sa terre à deux lieues de Machecoul, et le quatrième, enfin, pendant qu'il marchait sur Challans. Il est au moins permis de croire qu'il profitait de cette barbarie, s'il ne l'ordonnait pas. Que penser d'un général qui se laisse dire par les insurgés qui avaient pris Machecoul la première fois : « C'est nous qui avons » pris la ville, elle est à nous ; nous y » sommes les maîtres : pour vous, allez » commander votre armée, et ne vous » mêlez pas de ce qui nous regarde ? » Il fallait que Charette fût bien peu sûr de ses troupes, pour supporter un pareil affront : il le souffrit, et c'est pour cela aussi qu'on est resté peu d'accord sur ses sentimens relativement à ces massacres. Et cependant il cherchait à s'y opposer, mais d'une manière singulière pour un chef qu'on était venu chercher chez lui, et qui, par cela seul, avait bien le droit de faire la loi, comme il l'avait dit lui-même. Ce qui est certain, c'est qu'il voulut empêcher qu'on égorgeât les prisonniers, que Joucher faisait exécuter la nuit, malgré

la défense du général, et qu'il veilla lui-même deux nuits à la porte des prisons. En dépit de ses ordres, on tuait impunément ceux dont il avait spécialement garanti la vie; et il souffrait qu'un de ses aides-de-camp, nommé Legé, présidât à ces exécutions barbares. Un courrier de l'armée osa, un matin, entrer chez Charette qui était au lit, et, lui mettant le pistolet sur la gorge, lui demanda la liste des prisonniers qu'il fallait massacrer. Charette se contenta de lui dire que ce n'était pas lui qui commandait à Machecoul: et il était général en chef dans son quartier-général! On fusillait derrière lui, à la queue de sa colonne, les malheureux à qui il avait fait grâce. Il avait, comme Dumouriez, fait un capitaine d'un de ses gens. Celui-ci eut l'audace de venir enlever de force, dans le château de son ancien maître, devenu son général, et sous ses yeux, un citoyen respectable qu'il tenait caché chez lui. Il ne se commettait rien de pire à l'armée revolutionnaire. C'est que tous les partis se ressemblent: quand une fois les torches civiles sont allumées, les chefs militaires ne sont que des moyens de victoire; mais c'est la foule qui gouverne. Le peuple vint enfin au secours de l'incertitude du général en chef, en retirant l'autorité au sanguinaire Joucher, et en la donnant absolue à Charette; mais au moment où ce général allait faire le procès à Joucher, le général républicain Beysser prit Machecoul, et un sapeur coupa la tête à ce misérable. Peu après, forcé à son tour dans cette position, Beysser dut l'évacuer.

Le général La Bourdonnaie commandait en chef les forces de la république dans ces provinces; son quartier-général était à Angers. On lui avait fastueusement annoncé une armée de cinquante mille hommes, dont dix mille de cavalerie, avec une belle artillerie; c'était bien plus qu'il ne fallait: au lieu de cela, il ne put réunir qu'environ dix mille hommes, avec lesquels il devait garder Nantes, mettre des garnisons dans les positions, et battre la campagne. Beysser ne put tenir à Machecoul, parce qu'il avait à peine quatre mille hommes. Les petits corps détachés furent détruits successivement au pont Charron et à Jallais, où les généraux Marcé et Gauvillier furent battus par des forces supérieures. Il n'y avait, pour garder toute la Vendée, que dix mille gardes nationaux, et seulement quelques milliers d'hommes de la ligne.

Charette, nommé généralissime des armées de la Vendée inférieure, vit tous ses égaux devenir ses lieutenans, et leurs troupes, dont ils étaient les premiers organisateurs, obéir à ses ordres. Il y avait des fortunes populaires, et les mêmes élémens de succès et de désastres dans les deux partis, mais avec cette différence, au détriment du parti royaliste, c'est que dans les armées vendéennes la jalousie du commandement était entre les chefs, tandis que dans les armées républicaines, c'était la rivalité de la gloire. Le 24 mars, un corps de Vendéens, sous le commandement de Jolly, attaqua la ville des Sables avec trois mille hommes; il fut repoussé. Il s'y représenta, le 27, avec du canon; mais comme ce chef avait voulu se donner la gloire d'un emploi particulier, il fut réduit à ses seules forces. Le commandant républicain Boulard fit une sortie et le contraignit à la retraite. Les Vendéens ne surent pas tirer parti des avantages qu'ils pouvaient rendre décisifs à cette époque. L'inaction des corps de la Vendée inférieure, si pré-

judiciable au parti royaliste, fut l'œuvre de cette basse jalousie des chefs mêmes, qui avaient reconnu et proclamé Charette généralissime. Si les opérations de la basse Vendé eussent été, comme cela devait être, combinées avec celles de la haute Vendée, où commandait Cathelineau, la république était infailliblement vaincue; mais il manqua toujours un prince à la tête de la cause vendéenne. Les royalistes le demandèrent sans cesse à l'Angleterre, qui le leur montra une seule fois et ne le leur donna pas; ce qui fut un raffinement nouveau en fait de cruauté politique.

Ainsi il existait une indépendance d'opérations de la part des chefs de la même armée; et il n'y avait aucune intelligence entre les armées de la haute et de la basse Vendée: Cathelineau agissait de son côté, et Charette du sien.

Le 9 avril, l'armée d'Anjou se porta à Chollet, et dans sa route elle recruta d'Elbée et Bonchamp, qui étaient dans leurs châteaux. C'étaient d'anciens officiers. Le dernier avait fait la guerre dans l'Inde sous le fameux Bailli de Suffren. Ces deux gentilshommes, entraînés par le vœu populaire, se joignirent à l'armée avec quelques amis. Toutes les troupes sous Cathelineau ne s'élevaient alors qu'à six mille hommes. Le 10, cette armée marcha sur Chemillé, où elle écrasa une colonne républicaine; mais le défaut de munitions l'arrêta.

Le général Berruyer avait remplacé La Bourdonnaie; il avait vingt-cinq mille hommes dans la haute Vendée; ses troupes étaient divisées en quatre corps, et ce fut une grande faute. Quétineau commandait trois mille hommes à Bressuire; Ligonnier, quatre mille à Vihiers; Gauvilliers, quinze cents au pont de Cé; Dayat, environ six mille hommes à Niort. Berruyer, avec le reste des troupes, occupait Saint-Lambert et Angers, où était son quartier-général.

Cathelineau, après l'affaire de Chemillé, avait dû se replier d'abord sur Beaupréau, à quatre lieues au nord de Chollet, de là sur Tissange, petite ville du Poitou. Il se voyait à regret forcé à un système de défensive peu d'accord avec son caractère. Il en prévoyait les effets, et ne se dissimulait pas que le découragement se mettrait nécessairement dans ses troupes; ce qui rendrait impossible l'entreprise qu'il avait conçue. Cependant l'insurrection générale, qui éclata tout à coup dans le Bocage, donna à la cause royale des secours inattendus. Cette contrée, depuis le mouvement de 1792, était restée tranquille, par les conseils de sa noblesse et de son clergé; mais ses habitans n'en étaient pas moins entiers dans leur haine pour les principes républicains. Le Comité de salut public, qui avait d'abord cru devoir sacrifier à la tranquillité de ce pays l'exécution d'une partie de ses décrets, se fit bientôt illusion sur le calme qui y régnait; il ordonna d'y mettre en vigueur la législation qui régissait le reste de la république. Ses agens commencèrent par l'arrestation de quelques nobles; ils firent des perquisitions, des réquisitions d'armes et de chevaux dans les châteaux. De ce nombre fut le château de Clisson, appartenant à M. de Lescure, qui l'habitait avec sa famille et une vingtaine de gentilshommes, parmi lesquels se trouvaient MM. Henri de Laroche-Jacquelein et de Marigny. Clisson est à une lieue de Bressuire, chef-lieu du district. Les paroisses reçurent l'ordre d'y venir tirer à la milice pour com-

pléter la levée des trois cent mille hommes. Cette mesure atteignit Henri de Laroche-Jacquelein. Les paroisses, endormies depuis un an, s'éveillèrent à cet ordre inattendu ; elles se soulevèrent et proposèrent à leur seigneur de se mettre à leur tête. Le lendemain, MM. de Lescure et de Marigny furent arrêtés et conduits à Bressuire. Laroche-Jacquelein n'avait ni accepté ni refusé la proposition des paroisses ; il s'était rendu dans son château de la Dorbelière ; mais, à peine arrivé, cinq cents paysans vinrent le presser de se mettre à leur tête : un de ses amis le décida. Il fit sonner le tocsin ; bientôt dix mille hommes, armés de fourches, de bâtons, d'une centaine de fusils de chasse, accoururent à sa voix. Ligonnier fit marcher contre lui le corps de Quétineau, qui se dirigea sur les Aubiers. Laroche-Jacquelein, au moment de se mettre en mouvement, dit à ses soldats : « Si je recule, tuez-moi ; si » j'avance, suivez-moi ; si je meurs, » vengez-moi. » C'était parler en héros. Il se porta sur les Aubiers, où les patriotes ne se gardaient pas et furent surpris. Quétineau les rallia par un mouvement rétrograde. *Les voyez-vous qui fuient*? s'écria Laroche-Jacquelein, et aussitôt il se précipita avec ses paysans sur les troupes de Quétineau, qui ne put empêcher la déroute, perdit une centaine d'hommes, et se sauva avec le reste sur Thouars, abandonnant deux pièces de canon et deux barils de poudre, dont la Vendée était totalement dépourvue. Cathelineau était dans ce temps à Montrevault ; Laroche-Jacquelein manœuvra pour se réunir à lui après la victoire des Aubiers. Les principaux chefs de l'armée d'Anjou, aux ordres de Cathelineau, étaient d'Elbée, Bonchamp, Stofflet. Ce généralissime partit, le 19 avril, avec toutes ses forces réunies, pour aller livrer bataille à l'armée républicaine, qui s'avançait dans le cœur de la Vendée, en partant de Challans, des Herbiers et de Vihiers, pendant que le général Gauvilliers déboucherait d'Angers pour balayer la rive gauche de la Loire. Berruyer et Ligonnier furent défaits à Chemillé, et le 16 à Coron. L'ardeur des royalistes fut sans égale ; leurs généraux leur donnaient l'exemple. Ils chargèrent à la tête de leurs troupes les corps républicains, qui, débordés de tous côtés et pris entre deux feux, furent enfin rompus. Huit cents prisonniers, un millier de fusils et trois pièces avec leurs caissons, furent les trophées de d'Elbée.

Le 23 avril, un nouveau combat eut lieu, mais à forces égales, devant Beaupréau ; cette affaire fut décisive : l'armée républicaine perdit son champ de bataille, fut mise dans une déroute complète, avec perte de trois mille hommes, de son artillerie, de la moitié de ses fusils, que les soldats jetaient dans la fuite, et de tous ses caissons ; elle se retira sur la Loire. Pendant trois mois la haute Vendée fut livrée à toute l'indépendance de la victoire. Les républicains n'avaient plus assez de forces pour y reprendre l'offensive.

Le 26 avril, Cathelineau ordonna une revue générale à Chollet : son armée était de vingt-deux mille hommes d'infanterie, dont treize mille armés de fusils de munition, et sept mille cinq cents hommes de cavalerie ; l'artillerie était composée de six pièces attelées, parmi lesquelles la fameuse *Marie-Jeanne*. Le lendemain Laroche-Jacquelein fit sa jonction avec cinq mille hommes. Le 1er mai, les Vendéens investirent Argenton-le-Château. Cette ville fut promptement enlevée ; elle n'était défendue que par

huit cents hommes de la garde nationale, qui, au lieu de parlementer, prirent la courageuse résolution de s'ouvrir un passage : ces braves y restèrent presque tous; ceux qui échappèrent se rendirent à Thouars qu'occupait Quétineau avec cinq mille hommes. Le découragement s'était mis parmi ses soldats. Un bataillon marseillais, qui avait été envoyé à cette armée pour y soutenir les fureurs révolutionnaires, fut le premier à déserter au moment du combat, et ne reparut point : il fit comme les lâches, il cria à la trahison au lieu de se battre. Quétineau ainsi abandonné des siens fut contraint d'évacuer Bressuire dans le plus grand désordre. La terreur fut telle que de Lescure et Marigny furent oubliés dans leurs prisons. Le lendemain, ils se joignirent à leurs amis, et ils prirent une place distinguée dans l'armée.

Le 3 mai, Bressuire fut occupé par la grande armée royale; quatre mille hommes sans armes y joignirent le corps de Lescure ; c'était un vrai chevalier pour la Vendée, sa dévotion l'avait rendu vénérable aux paysans; quand il mourut, on le trouva revêtu d'un cilice. Marigny était chevalier de Saint-Louis et officier de marine. L'armée de Cathelineau se recruta de tous les nobles distingués et de tous les braves de la contrée, et marcha sur Thouars, ville trés forte, justement nommée la clef du Poitou; le général Quétineau s'y était renfermé avec six mille hommes.

L'attaque commença le 5 mai ; elle fut dirigée sur plusieurs points par les généraux vendéens. La ville fortifiée par la nature n'était attaquable que sur deux points, dont l'un était le pont du Thoué : Lescure et Laroche-Jacquelein s'y portèrent avec dix mille hommes. La canonnade s'engagea à six heures du matin; à dix heures les Vendéens forcèrent ce défilé à la baïonnette, et enlevèrent le faubourg.

L'autre attaque n'obtenait aucun succès, quand le chef Bonchamp, qui commandait de ce côté, apprit qu'il existait un gué; il y fit aussitôt passer sa cavalerie, et se jeta sur le flanc de Quétineau. Cependant les républicains, quoique pressés entre cette attaque de front et celle de flanc faite par les ponts, se défendirent en héros, et se firent tailler en pièces sans abandonner leurs positions. Leur général fit de vains efforts pour rappeler la victoire de son côté : il dut céder au nombre et se renfermer dans les murs de Thouars. Les Vendéens en commencèrent immédiatement l'attaque; ils réussirent à faire brèche, Laroche-Jacquelein s'y élança le premier; ses colonnes se précipitèrent à sa suite, et bientôt la ville fut remplie de Vendéens; au milieu de ce carnage un juge de paix, avec un drapeau blanc, prit sur lui de sortir par une porte et de signer avec le chef d'Elbée, au nom du général Quétineau et de l'administration municipale, une capitulation par laquelle la garnison républicaine se rendait prisonnière. Quoique la ville eût réellement été prise d'assaut, cette capitulation fut observée. Ce qui est remarquable, c'est qu'aucune vengeance ne fut exercée. Les généraux vendéens engagèrent Quétineau, dont ils estimaient la conduite depuis le commencement de la guerre, à prendre rang parmi eux ; mais il s'y refusa, conserva sa cocarde en leur présence : il fut en cela bien plus digne encore de leur estime ; il n'y avait que l'échafaud révolutionnaire qui pût le punir de cette courageuse fidélité. La prise de Thouars donna aux Vendéens cinq mille pri-

sonniers, autant de fusils, une forte artillerie et d'abondantes munitions. L'armée royale acquit ainsi une place assez forte ; c'était une grande conquête pour cette époque, aussi exalta-t-elle au plus haut degré le parti catholique. Une foule d'officiers, soit de la ville, soit des environs, accourut sous les drapeaux de la Vendée ; plusieurs se distinguèrent dans cette lutte si meurtrière pour la France. Les conquêtes faites sur les républicains furent partagées en sept divisions militaires, occupées chacune par un corps d'armée.

Cathelineau eut la division de Saint-Florent, Laroche-Jacquelein celle de Chatillon et des Aubiers, Lescure celle de Bressuire, Bonchamp celle des bords de la Loire, d'Elbée celle de Cholet et de Chemillé, Stofflet celle de Vihiers et Maulévrier, Langrenière celle de Thouars et d'Argenton-le-Château. Ce ne fut qu'alors que les chefs de la haute Vendée songèrent à combiner leurs mouvemens avec l'armée de la Vendée inférieure que commandait Charette. Cette armée était également composée de plusieurs divisions dont les attaques isolées n'avaient pas eu de grands succès. Deux d'entre elles, celles de Royraud et de la Cathélinière bloquaient cependant, du côté du pont Rousseau, la ville de Nantes, qui était en proie aux plus grandes alarmes ; Charette s'était emparé de l'île de Noirmontier.

Le même esprit de jalousie et d'ambition régnait dans cette armée : de graves mouvemens d'insurrection, excités par les chefs, avaient compromis l'honneur et la vie de Charette ; plusieurs expéditions avaient échoué par suite de cette mésintelligence. Charette s'était entendu nommer traître et lâche par les mécontens de son armée, et il s'était cru obligé de se justifier de cette accusation et particulièrement de l'entreprise sur Machecoul, qui avait manqué par la faute du chef Vrignaux, dont les troupes n'avaient pas pris part au combat. De son côté Jolly, qui détestait les nobles, ne coopérait qu'avec répugnance aux projets du généralissime. Charette avait dû quitter Legé et sa position de Vieille-Vigne ; il avait eu le chagrin d'apprendre que les habitans de Legé, livrés à leurs seules forces, avaient défendu vaillamment leurs foyers, après son départ, contre une colonne républicaine. Il s'était dirigé sur Mortagne, où se trouvait la division de Royrand ; mais, averti qu'il y serait mal reçu pour avoir quitté Legé et Vieille-Vigne sans combats, il avait rebroussé chemin avec cinq cents hommes seulement, et c'est avec ce faible corps qu'il osa attaquer et qu'il força le poste de Saint-Colombin, défendu par douze cents hommes, qui furent tous tués ou faits prisonniers. Peu de jours après, une entrevue eut lieu entre Charette et le chef Royraud, pour combiner l'attaque du pont James ; l'armée de Charette s'empara de ce poste important, après un combat acharné dans lequel les républicains perdirent beaucoup de monde.

Depuis l'occupation de Saumur par Cathelineau, les républicains n'occupaient plus que deux postes dans cette partie du territoire vendéen, Palluau et Machecoul. Charette fut chargé du soin de les en chasser ; il dirigea lui-même l'attaque de Palluau, que défendait le général Boulard ; mais ses ordres furent si mal exécutés, que ses colonnes se fusillèrent entre elles, et que Jolly ayant imprudemment coupé le pont qui assurait sa retraite, il fut un instant dans une position désastreuse. La déroute fut générale dans ses rangs, ses soldats se sauvaient de

toutes parts, chacun rentra dans ses quartiers; de sa personne il retourna à Legé, où il fut très étonné d'apprendre le lendemain, par une reconnaissance, que le poste de Palluau avait été évacué par les républicains; il ordonna aussitôt à Savin d'y établir sa division. Il ne restait donc plus que Machecoul aux patriotes; cette position était plus importante. Charette rassembla toutes ses forces pour l'attaquer. Le 10 juin il s'y porta; Machecoul était défendu par dix-neuf pièces de canon, des retranchemens, et deux mille cinq cents hommes sous les ordres du général Boisquillon; le château était également fortifié. L'affaire fut des plus chaudes. Les républicains se défendirent avec la plus grande valeur; mais la plupart des canonniers, selon la tactique des Vendéens, ayant été tués sur leurs pièces par les chasseurs tirailleurs, l'artillerie diminua son feu. Charette profita d'un moment d'incertitude causé par la mort d'un chef pour enlever ses troupes et se précipiter au milieu des républicains. Jolly et Savin réparèrent la faute qu'ils avaient commise à l'attaque de Palluau. Le château fut emporté et l'assaut donné à la ville; les royalistes y entrèrent avec les républicains; un combat à outrance s'engagea dans les rues et dans les maisons. On ne faisait pas de prisonniers; c'était la guerre civile dans toute son horreur. Après trois heures de carnage, la victoire enfin resta aux Vendéens, les débris républicains se retirèrent par la route de Challans; vivement poursuivis, ils périrent presque tous. La victoire des royalistes fut complète, ils s'emparèrent de dix-huit pièces d'artillerie, huit caissons, et d'une quantité considérable de munitions et d'approvisionnemens de toute nature dont ils manquaient absolument : cinq cents prisonniers et des ambulances restèrent au pouvoir des vainqueurs. Les républicains furent si effrayés de la prise de Machecoul, qu'ils s'enfuirent à Nantes, et abandonnèrent trois pièces de canon au port Saint-Père, que la Cathelinière trouva évacué. L'armée vendéenne après cet exploit reprit ses quartiers. Charette ramena à Legé huit pièces de canon, le reste de l'artillerie fut distribué aux autres corps. A l'affaire de Machecoul, des femmes furent tuées dans les rangs républicains. Une d'elles, qui s'était fait remarquer par son acharnement, chargeait son arme, quand elle fut surprise par un officier vendéen; alors elle prit son fusil par le canon et le frappa, l'officier lui donna un coup de sabre; mais quand il sut qu'il avait blessé une femme, il eut la barbarie de la faire exposer nue sur un fumier. Une telle action n'est pas d'un Français! il est vrai qu'alors tout était sorti de son orbite par la convulsion révolutionnaire.

L'entreprise sur Machecoul avait fait partie du mouvement combiné contre Nantes, dont l'occupation était sans doute d'une grande importance pour la Vendée. Maîtres de cette grande ville, qui leur assurait l'arrivée des convois anglais, les armées royales pouvaient sans danger manœuvrer sur les deux rives de la Loire et menacer Paris. Mais si, profitant de leurs étonnans succès, Charette et Cathelineau eussent réuni toutes leurs forces pour marcher sur la capitale, après l'affaire de Machecoul, c'en était fait de la république; rien n'eût arrêté la marche triomphante des armées royales; le drapeau blanc eût flotté sur les tours de Notre-Dame avant qu'il eût été possible aux armées du Rhin d'accourir au secours de leur gouvernement.

Le projet de s'emparer de Nantes

avait été le résultat naturel des succès des deux armées royales ; pendant que Charette conquérait toute la Vendée inférieure, Cathelineau était entré à Parthenay le 10 mai ; le 13 il avait occupé la Chataigneray, après un combat assez chaud : cependant le 16, le général Chalbos avait remporté à Fontenay une victoire éclatante ; le général d'Elbée avait été blessé dans cette affaire, et le découragement s'était mis parmi ses troupes, une grande partie de l'artillerie vendéenne et la fameuse Marie-Jeanne étaient restées au pouvoir des Bleus. La superstition des paysans en fut frappée, et les chefs profitèrent de leur douleur populaire, pour les ramener au combat, et leur inspirer la volonté de reprendre cette idole de leur fanatisme. Il n'y a pas de petits moyens en fait de fanatisme ; ce sont ceux qui sont à la portée du peuple qui sont les meilleurs : celui-là devait réussir sur des esprits aussi simples et aussi ardens en même temps.

En effet, le 24, cette armée désespérée la veille se présenta pleine de confiance sous les murs de Fontenay. On assure que les Vendéens n'avaient que quatre cartouches par homme, et que les six pièces qui composaient toute leur artillerie n'avaient que trois coups à tirer ; mais ils voulaient reprendre la Marie-Jeanne. Ils avaient à combattre treize mille hommes et trente-sept pièces de canon. L'ordre d'attaque était Lescure à l'aile gauche, Bonchamp à l'aile droite ; Baudry et Royrand au centre. Laroche-Jacquelein commandait la cavalerie qui comptait à peine six cents chevaux. Les républicains étaient commandés à l'aile droite par le général Dayat, à l'aile gauche par le général Chalbos, au centre par le général Nouvion. Les généraux vendéens haranguèrent ainsi leurs soldats: *Mes amis, nous n'avons pas de poudre, allons en courant reprendre Marie-Jeanne.* Mais le feu de l'artillerie républicaine arrête tout-à-coup l'élan des Vendéens, qui tombent à genoux et offrent leur vie à Dieu. Bonchamp avec ses Bretons armés de leurs longs bâtons se précipite sur les pièces ; les canonniers républicains tombent assommés sous les terribles bâtons de ces paysans ; la cavalerie vendéenne soutient cette étrange attaque. Les pièces sont enlevées par la charge de Bonchamp. Lescure, de son côté, livrait un combat acharné où l'on se battait corps à corps, partout les rangs étaient rompus. Le général Chalbos voulut profiter de ce désordre, et ordonna une charge de flanc à sa gendarmerie ; mais celle-ci refusa, s'enfuit et découvrit l'aile gauche qui tout d'abord fut attaquée et renversée par Laroche-Jacquelein. La déroute des républicains devint générale. Le général Chalbos lui-même fut entraîné. Les Vendéens entrèrent dans Fontenay pêle-mêle avec les républicains ; mais ceux-ci dans leur retraite emmenaient la fameuse Marie-Jeanne. Un chef nommé Forêt se mit aussitôt à leur poursuite sur la route de Niort avec la cavalerie, et ramena en triomphe à Fontenay le palladium de l'armée d'Anjou. Les vainqueurs trouvèrent dans la place trente pièces de canon, sept mille fusils, beaucoup de munitions, et firent quatre mille prisonniers. Après cette victoire, les chefs se réunirent pour établir un gouvernement, qui, sous le nom de conseil supérieur et sous la présidence de l'évêque d'Agra, siégea à Châtillon ; ils perdirent leur temps à cette organisation prématurée, au lieu de poursuivre leurs avantages et de surprendre la ville de Niort. Ils s'en avisèrent plus tard; mais, suivant l'usage de cette armée, les sol-

dats étaient retournés dans leurs foyers. Il y eut encore un autre obstacle à cette entreprise; ce furent les mauvaises nouvelles que l'on reçut de la Loire supérieure. La division qui l'observait se trouvant attaquée par les troupes sorties d'Orléans, et, réduite à environ deux cents hommes par la désertion, avait été contrainte à abandonner la Forge Rousse.

La Convention avait enfin ouvert les yeux sur la nature et le danger de l'insurrection de l'Ouest; elle avait réuni quarante mille hommes à Orléans, dont huit mille de cavalerie, et les dirigea à marches forcées sur la Vendée, avec quatre-vingt pièces de canon. C'était en raison de ces renforts que le général Salomon était rentré à Thouars avec quatre mille hommes, avait chassé l'ennemi de la Forge Rousse, et s'avançait dans le pays. Le quartier-général républicain était à Saumur, Vihiers venait d'être repris, Chollet était menacée; telles furent les nouvelles que les Vendéens apprirent à Chatillon où ils avaient donné rendez-vous à leur armée pour le 2 de juin. Stofflet chassé de Vihiers demanda du secours à Châtillon; Lescure et Laroche-Jacquelein le joignirent, l'aidèrent à reprendre Vihiers, eurent l'avantage dans deux autres affaires et poursuivirent les bleus, jusqu'à Doué. Alors toute l'armée de Cathelineau prit le nom de grande armée à Vihiers, où elle fut réunie au nombre de quarante mille hommes d'infanterie, douze cents chevaux et vingt-quatre pièces de canon.

Le 7 juin, Ligonnier fut forcé dans Doué; il n'avait que trois mille six cents hommes; il fut poursuivi jusqu'à Saumur, dont les Vendéens entreprirent le siége. La garnison était nombreuse et bien approvisionnée; les généraux Berruyer, Coutard, Santerre la commandaient; ils avaient couvert de redoutes les approches de la place; notamment les hauteurs de Tournan qui dominaient les routes de Doué et de Montreuil; une forte redoute couvrait le faubourg de Fenet. On attendait encore à Saumur le général Salomon qui était parti de Thouars avec une division de cinq mille hommes. Les Vendéens, instruits de ce mouvement, avaient occupé tous les défilés des environs de Montreuil. Cette division, assaillie de tous côtés dans sa marche par des tirailleurs cachés dans des haies dont ce pays est entrecoupé, se débanda; le général Salomon voulut rétrograder sur Thouars, mais il était cerné par les embuscades des villages, et ses soldats, frappés d'une terreur panique, s'enfuirent à plus de vingt lieues. L'armée royale rentra dans Montreuil à la pointe du jour; le 10 juin toutes les divisions étaient réunies devant Saumur. Lescure commença l'attaque sur la gauche; il eut des succès et enleva une batterie, mais il fut blessé, ses troupes se reployèrent. Les cuirassiers de Vestermann firent de belles charges. Cathelineau, dont l'attaque s'était dirigée contre les redoutes de droite, parvint à les enlever: dans ce temps Laroche-Jacquelein, entraîné par son ardeur naturelle, s'élança au galop dans Saumur, suivi seulement de cinq cavaliers. Un bataillon républicain était en bataille sur la place; il osa le sommer de mettre bas les armes; le bataillon interdit obéit d'abord, croyant que ce général était suivi d'une nombreuse colonne; mais le voyant seul, les soldats ramassèrent leurs armes. Laroche-Jacquelein s'élança sur eux un pistolet à la main, il eût infailliblement été victime de sa témérité, si au même instant une co-

lonne de cavalerie et d'infanterie vendéenne n'avait débouché sur la place. Le bataillon républicain se rendit prisonnier. Malgré la prise de Saumur, les redoutes de Bourneau tenaient encore et refusaient de se rendre à discrétion ; elles continuaient leur feu. Stofflet et Marigny les attaquèrent sans succès avec deux divisions et vingt pièces de canon ; à la nuit le feu cessa, et les Vendéens prirent position. Le lendemain, quand ils avancèrent pour recommencer l'attaque, ils trouvèrent les redoutes évacuées; les républicains les avaient abandonnées dans la nuit, après avoir encloué les pièces.

Le château de Saumur, qui était occupé par cinq cents hommes, se rendit le lendemain ; la garnison fut prisonnière de guerre. La prise de Saumur donna aux Vendéens une place très forte sur la Loire, neuf pièces de canon, deux mille fusils, onze cents prisonniers et des magasins de toute espèce.

Le 12 juin, le conseil royal s'assembla à Saumur, Cathelineau fut nommé généralissime des armées réunies d'Anjou et du Bocage, les siéges d'Angers et de Nantes furent résolus : des officiers furent envoyés à Charette pour l'engager à combiner ses forces, pour ces deux grandes entreprises, avec celles de Cathelineau ; ils le trouvèrent dans son camp de Vieille-Vigne, où il s'était établi après la prise de Machecoul ; il avait douze mille hommes, six cents chevaux et quinze pièces de canon ; il répondit qu'on devait compter sur lui, et il se mit en marche sur Nantes, renforcé des troupes de Lyrot et de la Cathelinière.

Dans sa marche il rencontra le général Beysser, qui était sorti de Nantes, et le forçant à rétrograder, le chassa devant lui jusqu'aux portes de cette ville. Chinon se rendit à un détachement de l'armée d'Anjou. Le 16 l'armée de Cathelineau, quoique affaiblie par la désertion accoutumée des Vendéens, se porta sur Angers ; les républicains, effrayés de l'approche d'une force aussi imposante, se reployèrent sur Laval ; Angers tomba sans résistance au pouvoir des royalistes. De là ils se dirigèrent sur Nantes, où Charette les attendait et où il avait pris position sur la rive gauche au pont Rousseau avec vingt-cinq mille hommes. L'attaque fut fixée au 29 juin à deux heures du matin, par les chefs des armées combinées.

La terreur était dans Nantes, et peut-être les royalistes s'en seraient-ils emparés à la première approche, s'ils n'avaient pas eu la forfanterie de vouloir que cette grande ville se rendît à une sommation portée aux autorités par deux prisonniers ; ils perdirent ainsi trois jours pendant lesquels le général Canclaux avait à peine onze bataillons et trois cents chevaux; il fit venir de Rennes les munitions dont il manquait. Ce manifeste des Vendéens portait : *Sommation, au nom du Roi, de remettre dans trois jours les clés de la ville, les armes et les munitions entre les mains des chefs des armées catholiques et royales d'Anjou et du Poitou : qu'il en serait pris possession au nom de S. M. très chrétienne Louis XVII, roi de France et de Navarre, et au nom de M. le Régent du royaume ; que les habitans seraient traités comme leurs frères et fidèles sujets du Roi ; et qu'en cas de refus, la ville serait assiégée, la garnison passée au fil de l'épée, et les habitans traités conformément aux lois de la guerre pour les villes prises d'assaut.* Ce manifeste indigna les autorités, qui répondirent simplement, *la nation ne traite pas avec les rebelles.* Toutes les mesures pour une vigoureuse défense furent prises ; de larges fossés furent creusés ; le pont

de la Loire au faubourg Saint-Jacques fut coupé, et de ce côté la ville fut rendue inattaquable ; de fortes batteries furent élevées sur les points les plus faibles. L'attitude des autorités civiles et militaires en imposa aux malveillans, annula l'effet des menées sourdes, des intelligences que d'Elbée se vantait d'avoir dans la ville. Nantes passa subitement de la grande frayeur à l'attitude d'une grande cité qui se lève contre la rebellion.

Le général Beysser commandait en second sous Canclaux, Bonvoust dirigeait l'artillerie. Le 29, les Vendéens, d'après la fière réponse des autorités de Nantes, commencèrent leur attaque ; un des faubourgs fut pris et repris à la baïonnette ; sur un autre point, la légion Nantaise, qui gardait une porte, fut refoulée dans la ville. Le fougueux Cathelineau commandait vingt mille hommes, à la tête de ceux de Saint-Florent et de Jallais, avec lesquels il avait commencé son insurrection ; il s'empare au pas de course de la batterie de la porte de Vannes, chassa devant lui la 109e qui la défendait, et la repoussa de rue en rue jusque sur la place d'armes : animés par le succès de leur généralissime, les autres chefs firent de nouveaux efforts, et renversèrent tout ce qui leur était opposé. Mais au moment où la ville allait être emportée, Cathelineau fut blessé grièvement. A cette nouvelle, ses soldats poussèrent des cris de désespoir, et se retirèrent tumultueusement ; en vain leurs chefs leur donnèrent-ils l'exemple de la plus grande témérité en s'élançant au milieu des rangs ennemis, rien ne put les arrêter. La blessure de Cathelineau sauva Nantes.

Ce qui nuisit toujours au parti royal, ce ne fut pas les chances malheureuses de la guerre, qui appartiennent à tout le monde ; ce fut la jalousie ; elle était extrême entre les armées d'Anjou et de Poitou ; elle fut constante et se signala par les plus grands désastres. C'est le propre des révoltes : l'égalité des intérêts les commence, l'union des passions les continue, et le plus souvent elles finissent par la guerre civile, qui s'établit dans les révoltes elles-mêmes. Charette occupait le pont Rousseau sur la rive gauche de la Loire. Le lendemain de la levée du siége, il se battit encore dans ses positions depuis midi jusqu'à six heures, et ne les évacua que dans la nuit, emmenant avec lui son artillerie ; il eut l'audace de donner le signal de son départ aux Nantais par quatre coups de canon, et prit tranquillement la route de Legé, sans être poursuivi par les troupes de Canclaux ; ce qui serait inexplicable sans la faiblesse de la garnison. Mais ce qui le serait encore davantage, pour quiconque n'aurait pas connu la rivalité des armées et des officiers de la haute et de la basse Vendée, c'est l'ignorance où l'armée d'Anjou laissa Charette de la nécessité où elle se trouvait de lever le siége.

Le même esprit de jalousie se montra quelques jours après au conseil royal qui fut tenu à Châtillon, pour la nomination d'un généralissime au commandement des armées catholiques du Poitou, de la Loire et de l'Anjou. Le choix se trouvait partagé entre d'Elbée et Charette : il paraît que celui-ci y fut, ainsi que ses généraux, convoqué tard, cependant il réunit beaucoup de suffrages ; mais d'Elbée fut nommé.

Un jeune colonel nommé Westerman, ancien aide-de-camp de Dumouriez, se distinguait à cette époque à l'armée de Niort, où s'étaient retirés les républicains après la prise de Sau-

mur et de Fontenay. Il conçut le projet de réunir à sa légion, cantonnée à Saint-Maixent, les gardes nationales des environs, d'enlever à l'ennemi Parthenay et Châtillon, et de secourir Nantes, ce qui porterait un coup funeste à la cause vendéenne. Il débuta par marcher sur Parthenay, qu'il enleva malgré les efforts de Lescure. Le 3 juillet, il fut également heureux dans sa tentative sur Châtillon, dans lequel il entra après un combat assez vif. Mais la grande armée royale, instruite de ce mouvement, accourut à sa rencontre ; le 9, Westerman fut attaqué sur les hauteurs de Château-Gaillard ; il fit des prodiges de valeur ; il succomba accablé par le nombre ; tout son corps fut détruit, à peine trois cents hommes purent-ils se rallier de cette déroute. La République perdit dans cette expédition cinq mille hommes et quatorze pièces de canon. Westerman eut le tort de ne point attendre à Bressuire les renforts que son général en chef lui annonçait ; il se serait trouvé à la tête de vingt mille hommes ; il aurait pu alors se flatter d'un succès important. A leur retour à Niort, Westerman et le général Biron s'accusèrent mutuellement de la mauvaise issue de cette expédition ; Westerman reprochait à Biron la lenteur de la marche des renforts qui devaient le joindre à Bressuire ; Biron lui reprochait de ne les avoir pas attendus. Les représentans du peuple donnèrent raison à Westerman, et destituèrent Biron. Mais il devaient bientôt périr l'un et l'autre sous la hache révolutionnaire, qui ne respectait ni vainqueurs ni vaincus.

Enhardis par la victoire qu'ils venaient de remporter, les Vendéens essayèrent d'enlever Luçon. La conduite blâmable du général Sandoz faillit de leur livrer cette ville ; mais la vigoureuse résistance d'un bataillon fit échouer leur tentative ; ils se retirent avec perte d'un bon nombre d'entre eux. Le général Santerre fut sur ces entrefaites nommé au commandement en chef de l'armée républicaine. Il débuta par quelques succès, mais peu après il éprouva une défaite complète, perdit cinq mille hommes et une grande partie de son matériel. Les Vendéens attachaient un grand prix à la possession de Luçon ; ils renouvelèrent à plusieurs reprises leurs efforts pour s'emparer de cette position importante en ce qu'elle dominait tout le littoral. Le général Tuncq, qui y commandait, repoussa victorieusement toutes leurs attaques. Les armées d'Anjou et de Poitou furent dispersées, avec perte de toute leur artillerie, à ces différentes affaires. C'était plus qu'une victoire pour la République. Cependant les représentans du peuple ôtèrent au brave général Tuncq son commandement, et le remplacèrent par le général Lecomte. Celui-ci fut moins heureux ; attaqué le 4 septembre, par l'armée de d'Elbée, il fut forcé dans son camp de Châtenay, et put à peine se sauver avec deux mille hommes, débris des douze mille qu'il commandait. Le fameux bataillon *le vengeur*, si redoutable aux Vendéens, fut détruit. Dans cette affaire, les deux partis faisaient assaut de cruauté ; comme dans les guerres des sauvages ; les prisonniers était impitoyablement immolés. On a peine à croire aux horreurs qui signalent cette crise funeste, et au délire qui pendant trois ans rendit les Français si avides du sang français. Cependant, au milieu de tant de crimes, de nobles vertus, de grandes actions se signalèrent, et les fron-

tières de France virent naître d'immortels lauriers.

Les villes de Mayence et de Valenciennes avaient été obligées de capituler et de se rendre, la première aux Prussiens, la seconde aux Autrichiens; leur capitulation portait que leurs garnisons ne pourraient servir contre les alliés avant d'avoir été échangées. Le Comité de salut public profita de ces événemens malheureux pour envoyer les garnisons de Mayence et de Valenciennes à l'armée de la Vendée. Ces troupes furent amenées en poste jusqu'à Orléans, où elles reçurent ordre de commencer de suite leurs opérations offensives. Après la victoire de Châtenay, les chefs vendéens s'étaient retirés dans leurs cantonnemens. Le bruit avait couru dans l'armée que l'attaque nocturne de Westerman sur Parthenay avait été protégée par les habitans. Lescure était parti de Saint-Sauveur pour venger cette prétendue trahison, et avait livré Parthenay au pillage : ce n'était pas un bon moyen pour en attacher les malheureux habitans à la cause royale. Le général républicain Rey, à la nouvelle de la reprise de Parthenay, quitta son cantonnement, rencontra Lescure à Saint-Loup, le culbuta, et le rejeta dans son camp de Saint-Sauveur.

Les succès de Bonchamp, en Anjou, se trouvaient compensés par les échecs éprouvés par Stofflet et Laroche-Jacquelein, battus à Doné et à Martigné. Lescure marcha sur Thouars, qu'il espérait surprendre; le général Rey s'y porta avec cinq mille hommes; reçut vigoureusement son ennemi, et l'obligea à la retraite. Sans le désastre de Coron, que la République dut à l'ineptie du général qui commandait à ce combat, dans lequel elle eût été victorieuse s'il avait eu les premières notions de son métier, la Vendée aurait nécessairement été soumise. Mais les grands avantages que les Vendéens retirèrent de cette victoire et de celles de Terson, de Mortagne, de Saint-Fulgent, exaltèrent de nouveau au plus haut degré les espérances de la cause royale et le fanatisme des campagnes.

L'arrivée à Nantes des garnisons de Mayence et de Valenciennes sous les ordres des généraux Kléber et Aubert du Bayat, porta les forces de la république dans les départemens insurgés à cent trente ou cent quarante mille hommes. Les représentans du peuple résolurent de prendre l'offensive sur tous les points, et de se mettre à la tête des colonnes, pour en surveiller les mouvemens, et faire exécuter à la rigueur les décrets de la Convention.

De ce jour l'incendie des villages éclaira la marche républicaine. Ce spectacle jetait un grand effroi sur les masses vendéennes. Charette, attaqué de tous cotés, fut battu cinq fois à Port-Saint-Père, à la Chapelle-Pallicaud, à Verton, à Louin, à Mortagne; ses soldats harassés manquaient surtout de munitions, et refusaient de se battre; ils demandaient à grands cris le secours de l'armée d'Anjou.

Les représentans du peuple avaient arrêté leur plan de campagne à Saumur : ils avaient ordonné que l'armée de Mayence et celle des côtes de Brest, renforcées de la division des Sables, se mettraient en mouvement le 11 septembre, et marcheraient par Machecoul et Bourg-Neuf sur Mortagne, en passant par Aizenay, Saint-Fulgent et les Herbiers, positions qu'elles devaient préalablement enlever; que la réserve, après avoir passé la Sèvre sur le pont de Verton, se saisirait du Château de Clisson, et

de là ferait sa jonction avec l'armée ; que la division des côtes de la Rochelle garderait la défensive, que seulement elle resterait en communication avec l'armée des côtes de Brest par un mouvement de la division de Miekowsky ; que la division Chalbos se porterait le 14 à la Châtaigneraye, la division Oré à Bressuire, la division de Saumur à Vihiers. Il était difficile de rien concevoir de plus absurde. Les divisions, opérant ainsi isolément, marchaient à des revers certains. Il fallait opérer en masse sur Chenillé et Saint-Fulgent ou Châtillon. Cet immense déploiement de forces bien dirigé aurait renversé comme un torrent furieux les faibles obstacles opposés à sa marche. Le danger qui menaçait la Vendée, au lieu d'abattre ces hommes qu'armait le fanatisme, donna une nouvelle action à leur courage ; tous jurèrent de vaincre ou de mourir.

Le 18 septembre, la grande armée royale, forte de trente à quarante mille hommes, quitta Chollet sous les ordres de d'Elbée, à six lieues de cette ville ; elle se réunit à l'armée de Charette, qui comptait quinze ou vingt mille hommes, et se retirait devant les Mayençais. Les flammes de Torfou avertirent les deux armées de l'approche des républicains. Le lendemain elles marchèrent au combat, la bataille fut terrible ; les républicains la perdirent, malgré la valeur des généraux Kléber et Aubert du Bayet ; ils furent entourés par les colonnes ennemies qui, connaissant parfaitement le pays, dérobaient leurs mouvemens et fondaient à l'improviste sur leur front, leur flanc et leur derrière ; leur perte fut de deux mille hommes dont moitié faits prisonniers ; leur retraite s'effectua brillamment sur le village de Getigné dont ils défendirent le pont.

Cependant Beysser, conformément à ses instructions, marchait pour rejoindre les Mayençais et s'était rendu maître de Montaigu où il mettait tout à feu et à sang, lorsqu'il y fut surpris par les troupes royalistes qui arrivaient à marches forcées. Ses soldats, livrés aux plus grands désordres, offrirent peu de résistance ; le carnage fut affreux, tous les prisonniers furent passés au fil de l'épée, l'artillerie de Beysser tomba au pouvoir des Vendéens.

La division des Sables, maîtresse de Saint-Fulgent, portait également partout la destruction et l'incendie ; Charette y arriva le 22 septembre au soir, et attaqua cette nuit même. Le combat dura cinq heures ; les républicains perdirent trois mille hommes et tout leur matériel. Le général Miekowsky, qui les commandait, ne put regagner Nantes qu'avec peine. Les combats de Coron et de Saint-Lambert ne furent pas plus heureux pour les armées républicaines, et l'audace des Vendéens en acquit une nouvelle ardeur.

La Convention apprit avec rage la défaite de ces trois armées presque détruites, par ce qu'elle appelait des paysans sans discipline et sans organisation militaire. Le Comité de salut public prit alors une mesure vigoureuse ; il cassa les généraux, rappela les représentans, et refit la tête de l'armée. Canclaux fut mandé à Paris et remplacé par l'Échelle, ancien maître d'armes. Aussitôt son arrivée à Nantes, l'Échelle, qui avait reçu des instructions terribles, connaissant d'ailleurs tout le péril qu'il courrait en ne remplissant pas les vues du gouvernement, forma le projet d'écraser d'un seul coup la haute Vendée, l'armée de d'Elbée, de Lescure, de Bonchamp, de

Laroche-Jacquelein; d'attaquer ensuite la Vendée inférieure, où commandait Charette : ce dernier chef s'était séparé de la grande armée, à laquelle il refusait toute coopération. Cette conduite était un grand crime dans une pareille circonstance où il s'agissait du salut de son parti. Les chefs de la haute Vendée, instruits des mouvemens ordonnés par le général en chef l'Échelle, concevaient l'étendue de leurs dangers et le besoin qu'ils avaient de réunir toutes leurs forces pour combattre avec quelque chance de succès les forces que la république leur opposait; mais les haines personnelles qui existaient entre les chefs des deux Vendées s'étaient réveillées avec plus d'animosité encore depuis le siége de Nantes et la mort de Cathelineau. Charette fut, dans cette circonstance, un mauvais chevalier : il trahit la cause vendéenne, en refusant de marcher; il quitta brusquement les Herbiers, et se renferma dans la ville de Legé, ce quartier-général favori, qui avait pour lui tant d'attraits; il ne pouvait servir plus efficacement les plans du général l'Échelle.

Le général l'Échelle avait combiné une attaque générale de la part de toutes ses forces sur deux points principaux. Les corps d'armée de Niort, de Saumur et du pont de Cé, marcheraient par Bressuire sur Châtillon, dans le temps que l'armée de Mayence avec les divisions de Nantes et de Luçon se porterait sur Chollet.

Le 10 octobre, les généraux Chalbos, Chambon, Chabot et Westerman, avec les troupes de Niort, arrivèrent à Bressuire, culbutèrent l'armée d'Anjou, et entrèrent à Châtillon. Cette ville échappa pour le moment à l'incendie qui éclairait d'ordinaire la marche des colonnes républicaines. Le général l'Échelle dirigea en personne l'attaque sur Mortagne et Chollet avec trente mille hommes. Les chefs vendéens dépêchèrent de nouveau à Charette pour le supplier de se reporter sur les Herbiers afin de s'opposer à la marche des républicains; il fut inexorable, comme s'il n'eût eu dans le moment d'autre intérêt que la destruction de la haute Vendée et le triomphe des patriotes: c'était pousser le ressentiment bien loin, puisqu'en résultat il y allait de la ruine des deux Vendées; cependant il se rapprocha de la mer et s'empara de l'île de Noirmoutier. Dans cette position, les généraux Bonchamps, Lescure et Baurepaire, divisèrent leurs forces en deux corps, en menant une partie au secours de Mortagne, et envoyant l'autre sur Châtillon. Le 12 octobre, la division Westerman y fut vivement attaquée; la victoire resta aux Vendéens. Westerman essaya de prendre position en arrière de Châtillon; mais il fut contraint de continuer sa retraite sur Bressuire; l'ennemi le fit suivre par une avant-garde trop faible: il s'arrêta, battit cette avant-garde, et conçut le projet de rentrer la nuit dans Châtillon avec une centaine de hussards, portant chacun un grenadier en croupe. Cette tentative audacieuse lui réussit, il surprit les Vendéens, en fit un grand massacre, brûla Châtillon et vint, sans avoir éprouvé de perte, rejoindre sa division.

Le 15 octobre, l'Échelle, à la tête de vingt mille hommes, entra à Montagne; il y apprit qu'il n'avait rien à craindre de l'armée de Charette, et qu'elle avait abandonné ses frères d'armes; il marcha alors sans hésiter sur les corps vendéens qui, après la victoire de Châtillon, s'étaient portés sur Chollet. Les deux armées se ren-

contrèrent sous les murs du château de la Tremblaye; la bataille fut sanglante. D'Elbée, Lescure et Bonchamps, tombèrent blessés mortellement; le bruit de leur mort se répandit, et sema la terreur dans les rangs de leurs armées; la déroute fut complète; le drapeau tricolore flotta sur les clochers de Chollet.

Cependant les chefs vendéens ne se laissèrent pas abattre par ce revers: ils résolurent de risquer de nouveau le sort des armes, avant de livrer à la république cette rive de la Loire.

Le 17, les généraux républicains tinrent conseil; plusieurs plans y furent discutés : celui de Kléber était de manœuvrer sur trois colonnes, celle de droite sur Jallais pour tourner au besoin la position importante de Beaupréau, si l'ennemi y tenait, ou s'opposer au passage de la Loire à Saint-Florent; celle du centre sur Beaupréau par le May; celle de gauche sur Saint-Gesté, pour couper la retraite sur Nantes. Mais ce même jour (17), quarante mille hommes de l'armée royale passèrent la Loire à Saint-Florent, et attaquèrent à l'improviste l'armée républicaine. Kléber, ainsi surpris, fit d'habiles dispositions: partout il rallia les colonnes rompues par la violence du choc des Vendéens, les ramena au combat, et rappela la victoire prête à lui échapper; douze pièces de canon tombèrent en son pouvoir. Le général en chef l'Échelle ne prit aucune part à cette sanglante affaire; tout l'honneur en appartient à Kléber.

La Convention avait dit à l'armée, par sa proclamation du 1er octobre: « Soldats de la liberté ! il faut que les brigands de la Vendée soient exterminés avant la fin du mois d'octobre; le salut de la patrie l'exige, l'honneur du peuple français le commande, son courage doit l'accomplir. » La Convention avait été obéie, la rive gauche de la Loire était évacuée.

§ III.

La cause royale venait de perdre plusieurs de ses principaux chefs; le commandement des armées d'Anjou était vacant, il fallait y pourvoir: le conseil s'assembla et le confia au jenne Laroche-Jacquelein, âgé seulement de vingt-un ans. Le plan de campagne fut aussi discuté; l'avis du prince de Talmont l'emporta; il fut arrêté que l'armée se porterait sur Rennes, dont la possession, indépendamment des ressources d'une grande ville, offrirait les moyens de réunir une nouvelle armée dans la haute Bretagne. Déjà un corps de quatre mille cinq cents royalistes détaché de la division Loroux, sous les ordres de Lirot, avait passé la Loire à gué et s'était emparé d'Ancenis. A cette nouvelle, Laroche-Jacquelein se mit en marche, appelant sur sa route la population aux armes pour soutenir la cause sainte de l'autel et du trône: il traînait ainsi à sa suite un peuple tout entier; c'étaient les Hébreux chassés de l'Égypte. Il avait placé les vieillards, les femmes, les enfans, les blessés, les bagages entre deux corps de son armée. Cette colonne couvrait quatre lieues de pays; mais assurée de ses flancs et de ses derrières, elle s'avançait avec confiance sur Laval. Château-Gontier, faiblement défendu, lui ouvrit ses portes; et le 23 octobre, la ville de Laval, qui n'avait à opposer que quelques milliers de gardes nationales, se rendit à l'armée vendéenne.

Le général l'Échelle, de l'avis de son conseil de guerre, partagea son armée en deux colonnes; il marcha avec la

première sur Laval par la rive droite de la Mayenne, dans le temps que les généraux Chambertin et Anbanier s'avançaient par la route de Cossé. Ce plan était vicieux; il eut les plus déplorables résultats. A cette faute, le général en chef ajouta celle de mal diriger ses attaques sur le terrain; il engagea imprudemment la brigade Westerman : l'échec éprouvé par ce général décida du sort de la bataille. L'Échelle n'avait pas assez de jugement pour sentir que des hommes de parti sont plus redoutables alors qu'ils sont plus désespérés; et d'ailleurs il n'y avait plus de cartel entre les bleus et les blancs : ceux-ci étaient de véritables rebelles aux yeux de la république; et au défaut des droits d'une pareille guerre, la législation d'abord en eût fait justice: ainsi les Vendéens qui n'avaient à attendre que la mort devaient la faire acheter chèrement à leurs ennemis. L'Échelle aurait dû calculer que son ennemi s'était débarrassé dans les murs de Laval, de ses bagages, de ses chariots, de cette multitude de vieillards, de femmes et d'enfans, qui rendaient sa marche périlleuse en rase campagne, et qu'il aurait dans cette position un grand avantage, dont son désespoir saurait profiter; qu'étant dans une terre étrangère pour lui, il était réduit à s'immoler tout entier en combattant, plutôt que d'être vaincu et détruit isolément après sa défaite. Dans les guerres civiles, il n'est pas donné à tout homme de savoir se conduire; il faut quelque chose de plus que la prudence militaire, il faut de la sagacité, de la connaissance des hommes : Westerman n'avait que du courage de soldat. Laroche-Jacquelein, qui s'attendait à être attaqué, n'avait pas perdu de temps; il avait profité des premiers momens de repos qu'il avait eus à Laval, pour faire le dénombrement et l'organisation de ses forces; il mit en ligne trente mille fantassins et douze cents chevaux. Il avait eu le talent de recruter sept mille paysans vêtus de peaux de chèvres. Véritables descendans des anciens Gaulois, les bourgeois de Laval se regardaient comme conquis; aucun d'eux ne voulut s'armer pour les rebelles : bel exemple que donnèrent les citadins de toutes ces petites villes, au milieu de l'intolérante et exclusive domination des nobles, des prêtres et des contre-révolutionnaires. Ceux-ci durent voir que la liberté était aussi une religion, et que ce n'était qu'au-dessous de la population éclairée, propriétaire et industrielle qu'ils trouvaient des auxiliaires. La royauté, comme la république, avait ses sans-culottes, ses terroristes, ses fanatiques, ses idéologues et ses spéculateurs.

L'Échelle ne doutant pas que les Vendéens ne fussent hors d'état de résister à son premier choc, les avait fait attaquer par son avant-garde avec audace; elle fut battue et repoussée avec perte. Laroche-Jacquelein avait choisi son terrain hors de la ville et l'attendait. La mésintelligence se mit entre les troupes de Westerman et celles qu'amenait le général en chef; celles-ci reprochaient aux autres de s'être laissé battre par des paysans. Le général l'Echelle eut le tort de partager cette injuste et injurieuse prévention; mais il eut un tort bien plus grand, celui de mal choisir ses positions, et de paralyser la moitié de ses forces. Les Vendéens avaient eu le temps d'étudier leur terrain; ils profitèrent des mauvaises dispositions du général républicain, et portèrent la majeure partie de leurs forces contre les braves Mayençais, qui, abandonnés dans une mau-

vaise position, furent écrasés ; ils supportaient le choc de tous les corps vendéens. Le général en chef qui s'aperçut trop tard de sa faute voulut la réparer ; il envoya une division à leur secours, mais elle fut attaquée et dispersée dans son mouvement par une charge de flanc. Les Mayençais, attaqués simultanément en tête, en queue et sur les flancs par tous les corps de l'armée royale, se défendirent comme des héros contre tant d'ennemis ; la mêlée fut affreuse ; ils luttèrent corps à corps, ou plutôt chaque soldat lutta contre trois Vendéens ; enfin, prêts de succomber, ils se décidèrent à la retraite, et l'opérèrent en bon ordre, et toujours en combattant sur Château-Gontier. Beaupui, général républicain, criblé de blessures, envoya, dit-on, sa chemise teinte de sang à ses grenadiers, qui à cette vue, redoublèrent d'efforts pour empêcher l'ennemi d'entrer dans la ville ; mais l'avantage du nombre et de la victoire força enfin ces faibles débris à se reployer sur Segré. Château-Gontier fut occupé par les royalistes, qui bientôt apprenant que quatre mille hommes envoyés de Paris étaient arrivés à Craon, y marchèrent avec des forces supérieures. Ceux-ci acceptèrent le combat ; mais tout-à-coup enveloppés par un corps considérable embusqué derrière eux, ils restèrent presque tous sur le champ de bataille, victimes d'un courage inutile, digne d'un meilleur sort. Les Mayençais, après avoir livré cinq batailles et avoir porté au plus haut degré l'héroïsme du nom français, se trouvèrent réduits à un si petit nombre, qu'ils reçurent ordre de rentrer dans l'intérieur ; ils donnèrent d'excellens officiers à la République ; le choix que l'on fit d'eux pour commander fut au moins un hommage national rendu à la bravoure de ceux de ces braves qui n'étaient plus. Aussitôt que la Convention eut appris le désastre de ses armées, elle rendit plusieurs décrets, témoignage de son indignation ; un d'entre eux prescrivait que toute ville qui se rendrait aux Vendéens serait rasée, et les propriétés de ses habitans confisquées. Elle fit mieux, elle détacha trente mille hommes de l'armée du Nord, qui se rendirent à Orléans à marches forcées ; elle ordonna la réunion à Cherbourg, sous les ordres du général Tilly, les garnisons des villes maritimes de Normandie ; les débris des divisions du général l'Échelle reçurent des instructions pour se reformer, et une force imposante s'organisa de nouveau. La Convention voulait exterminer la Vendée ; elle mit en jeu toutes les ressources de sa puissance ; les représentans du peuple, dépositaires des volontés du Comité de salut public, imprimèrent à cette nouvelle armée le mouvement nécessaire à l'exécution des mesures vigoureuses prescrites aux généraux. Cependant le décret d'anéantissement des villes rebelles ou prises par les Vendéens devait rester comme un épouvantail et n'être point exécuté.

Ce fut à cette époque que les Anglais entrèrent ostensiblement dans les affaires de la Vendée. Ils avaient déjà, dans la campagne précédente, expédié un émigré aux chefs de l'armée d'Anjou : cette mission n'avait abouti à rien. On leur avait demandé des armes, de l'argent ; ils n'avaient rien envoyé : mais ils ne purent douter, par le retour de leur envoyé, que la malheureuse Vendée ne fût en proie à toutes les horreurs de la guerre civile, et ils furent satisfaits de pouvoir ajouter aux malheurs de la France, en

donnant à la guerre civile de perfides espérances. Leur seconde ambassade fut absolument un simple espionnage, du même intérêt que le premier. Deux émigrés en furent encore chargés. Cette fois cependant ils étaient porteurs d'une lettre du ministère qui offrait des secours en argent. Le conseil vendéen répondit que l'armée royale opérait sur Granville ; mais il demandait au gouvernement anglais d'appuyer cette entreprise par l'apparition de quelques vaisseaux devant ce port ; il demanda aussi six régimens de ligne, six cents artilleurs et trois ingénieurs. Les Vendéens en furent pour leur réponse. Le ministère anglais, dès qu'il connut leurs besoins et leurs projets, se garda bien de satisfaire à aucune de leurs demandes : il n'avait d'autre but que d'entretenir la guerre civile par de fallacieuses espérances ; il ne pardonnait pas à la France son intervention dans la guerre d'Amérique ; il ne pardonnait pas à la République la conquête de la Belgique.

Le 2 novembre, les Vendéens quittèrent Laval, et se dirigèrent sur Mayence et Ernée, où ils arrivèrent sans coup férir ; de là, ils se portèrent sur Fougères, où une division de trois à quatre mille hommes leur opposa une honorable résistance. Lescure succomba à ses blessures dans la marche et avant l'entrée à Fougères, où Laroche-Jacquelein accorda un repos de trois jours à ses troupes ; après ce temps, il marcha sur Dol, s'empara du mont Saint-Michel, et arriva, le 7 novembre, sous les murs de Granville, à la tête de trente mille hommes. Le conseil vendéen, en ordonnant l'attaque de Granville, avait eu en vue deux objets importans : l'un, de donner la main à l'Angleterre par l'occupation d'une place forte maritime ; et l'autre, de renfermer dans cette place cette multitude de vieillards, de femmes et d'enfans que l'armée traînait à sa suite, qui gênait ses mouvemens, et qui lui rendait ses subsistances difficiles dans les provinces où ses soldats étaient étrangers et par conséquent ennemis : car ce n'est point un des moindres fléaux de l'exécrable guerre civile que d'affamer également amis et ennemis. Les Vendéens, après le passage de la Loire, étaient aux yeux des habitans de véritables ennemis, puisqu'ils exigeaient par la force ce qui leur était nécessaire pour nourrir les quarante à cinquante mille individus qui marchaient sous leurs drapeaux. Les campagnes de la Vendée, du Bocage, de l'Anjou, du littoral breton et normand, étaient impitoyablement ruinées pour long-temps par le passage de ces preux de l'armée catholique.

La discorde était entrée dans le camp de l'armée d'Anjou, comme il arrive toujours dans les longues infortunes ; elle éclata vivement dans le conseil où fut décidé le siége de Granville. Il y fut dit que ceux qui voulaient assiéger Granville avaient le projet d'abandonner l'armée et de passer en Angleterre, ou d'être traîtres au parti. On cria hautement à la trahison. Laroche-Jacquelein répugnait aussi à cette expédition ; il pensait qu'avec des paysans, que la moindre terreur panique faisait subitement disparaître, on ne pouvait songer à emporter d'assaut une place forte défendue par une bonne garnison et une nombreuse artillerie, non plus qu'à en faire le siége sans équipages de siége. Bien que l'armée royale fût six fois plus forte que la garnison, il il était de l'avis de retourner dans la Vendée, ou de marcher sur la basse Normandie, pays riche, neuf, et où

l'on serait en mesure d'attendre l'effet des promesses des Anglais. L'occupation du bas Poitou par Charette faciliterait et protégerait la délivrance de ces secours. L'avis des autres chefs l'emporta. Le 14 novembre, à neuf heures du soir, l'attaque de Granville commença. Les Vendéens avaient apporté une cinquantaine d'échelles qui se trouvèrent courtes : ils perdirent inutilement quelques braves. Le général Lecarpentier, enfermé dans la place avec quatre mille vieux soldats, voulut profiter du désordre de la colonne d'attaque, et fit une sortie; mais de nouvelles colonnes accoururent au secours de la première, refoulèrent la garnison sur ses remparts; les faubourgs furent occupés par les Vendéens, qui, fiers de ce premier succès, sommèrent la ville de se rendre. Bientôt l'attaque recommença. Ces pauvres paysans, trompés par un officier, qui disait connaître les endroits faibles de la place, assiégèrent précisément le côté inexpugnable, et montèrent à l'assaut en désespérés; partout il furent reçus chaudement par la garnison et les habitans, hommes et femmes : celles-ci surtout montrèrent une ardeur extrême; elles faisaient pleuvoir du haut des remparts des torrens d'eau bouillante et une grêle de pierres. Au milieu de ce carnage, les représentans du peuple ordonnèrent de mettre le feu au faubourg Saint-Nicolas, ce qui ajouta à l'horreur de cette scène et força pour un instant les Vendéens à la retraite ; mais, le feu de leur artillerie ayant ouvert la brèche, l'assaut recommença, et, par un singulier effet du hasard, ce fut l'ancien régiment de Bourbon qui les repoussa. Mais ils étaient si nombreux par rapport à la population et à la garnison, que les attaques se renouvelèrent sans cesse et de tous côtés à la fois ; une d'elles dirigée sur la plage, côté où la ville était presque sans défense, faillit réussir et allait assurer leur victoire, lorsque des bateaux armés destinés au cabotage s'approchèrent, firent feu sur leurs colonnes, et les contraignirent à la retraite. Cependant la ville n'était pas encore hors de danger, et l'assaut continuait avec quelques succès de la part des Vendéens, quand le cri de *sauve qui peut* ! se fit entendre dans leurs rangs et les rompit. Pendant trente-six heures d'un combat où le sang français coula par la plus déplorable valeur, la flotte anglaise, qui était à portée d'entendre le canon de Granville, n'expédia pas même une chaloupe pour savoir si les nouveaux alliés de l'Angleterre, si ceux à qui son ministère avait envoyé deux fois des paroles d'amitié avec offre de secours, étaient vainqueurs ou vaincus.

Ce fut un grand désastre pour les Vendéens, qui, depuis leur passage de la Loire, n'avaient eu que des succès. Dans les guerres de parti, celui qui est vaincu un jour est découragé pour long-temps. C'est surtout dans les guerres civiles que la fortune est nécessaire. Les royalistes se décidèrent à l'aller chercher dans la basse Normandie, et débutèrent par une attaque sur la petite ville de Ville-Dieu, qui n'avait que sa garde nationale pour sa défense. Ces braves bourgeois disputèrent le terrain pied à pied, maison à maison : ni le pillage, ni l'incendie des portions de la ville qui tombaient au pouvoir de l'ennemi, ne ralentirent leur ardeur ; vieillards, femmes, enfans, retranchés dans les maisons, défendirent héroïquement leurs foyers avec toutes les armes que la haine, la vengeance et le désespoir mettaient dans leurs mains. La victoire couronna de si héroïques efforts.

Il n'y a que le patriotisme qui puisse repousser l'invasion étrangère, et les Vendéens étaient des étrangers pour les braves Normands de Ville-Dieu. Laroche-Jacquelein se porta sur Pontorson, dont il s'empara après un combat assez opiniâtre ; ses soldats criaient qu'ils voulaient retourner dans leurs foyers : comme dans les petites républiques, la voix du peuple l'emporta. L'armée vendéenne était une véritable république d'anarchistes, sur la tête desquels se plaçait à fonds perdu l'ambition de ses chefs. L'armée se mit en mouvement sur Angers, parce que le soldat voulut y retourner. Cependant la témérité revint à ces hommes indisciplinés, pour renverser tous les obstacles qui s'opposeraient à leur retour dans leurs foyers ; partout ils battirent et vainquirent le général Rossignol, dont les mauvaises dispositions assuraient, il est vrai, leur succès : il avait cependant quarante mille hommes sous ses ordres ; avec une force aussi imposante, dans les rangs de laquelle combattaient Kléber et Marceau, il pouvait anéantir l'armée de Laroche-Jacquelein, surtout après l'échec qu'elle venait d'éprouver à Granville et à Ville-Dieu. La bataille livrée sous Dol, le 21 novembre, coûta à la France plus de trente mille hommes. Rossignol se retira sur Rennes.

Dans le conseil vendéen on opina unanimement pour tuer les prisonniers de cette journée ; mais cette férocité trouva un puissant adversaire dans un curé qui avait contribué à la victoire par le fanatisme téméraire avec lequel il s'était précipité à la tête des colonnes d'attaque, et les Français ne furent point égorgés ce jour-là par des Français, au cri de victoire. L'ange du meurtre s'étendait à cette époque sur la malheureuse France ; les prisonniers, les soldats sans défense étaient massacrés au nom de la liberté, et au nom de Dieu et du Roi.

La République n'avait point de raison de se décourager de ses revers, dans cette guerre malheureuse : elle s'en relevait facilement et promptement, par l'impossibilité où se trouvaient les chefs vendéens de profiter de leur victoire, si leurs projets n'étaient pas d'accord avec la volonté de leurs soldats ; et c'est ce qui arriva après cette bataille, comme cela avait eu lieu après l'attaque malheureuse de Granville. Dans le conseil on éleva deux avis très militaires : l'un de marcher sur Rennes, à la poursuite de l'armée républicaine, pour s'emparer de Nantes et s'établir dans cette riche partie de la Bretagne ; l'autre de reprendre le projet de Granville, quoique la garnison en eût été augmentée, et de donner la main aux Anglais. Les paysans crièrent de nouveau à la trahison et manifestèrent si hautement la volonté de continuer leur marche sur Angers, qu'il fallut encore cette fois sacrifier à leur vœu les vrais intérêts de la cause vendéenne. La République dut à cette détermination le temps de réorganiser son armée. Les Vendéens traversèrent en conquérans les villes de Fougères, Ernée, Mayence, Laval, des Sables et de la Flèche ; et, le 5 décembre, ils se présentèrent devant les murs d'Angers ; mais là finit leur enthousiasme. Cette ville n'est fermée que par une vieille enceinte ; elle n'avait pour garnison que quelques bataillons des brigades Boucret et Danican. Laroche-Jacquelein, entraîné par son élan ordinaire, ordonna l'assaut ; la garnison se défendit vaillamment, et donna le temps d'arriver aux secours que lui envoyait le général Rossignol. A la vue des co-

lonnes républicaines, le souvenir de la journée de Granville revint à la pensée des royalistes et sema la terreur dans leurs rangs. Rien ne put arrêter les fuyards ; il fallut lever le siége d'Angers ; et ce fut même avec peine que cette armée, si fière de ses succès quelques jours avant, put effectuer sa retraite en ordre. Le général en chef comprit tout l'embarras de sa position; il ne pouvait plus passer la Loire à Cé, à Saumur, ou à Tours, dont les républicains s'étaient saisis ; il ne lui restait d'autre parti à prendre que de se retirer sur le Mans. Mais déjà la division Chalbos venait d'occuper la Flèche ; il faudrait donc que l'armée royale courût de nouvelles chances pour forcer ce passage. Le 8 décembre, Laroche-Jacquelein enleva la Flèche par surprise : il eût dû profiter de ce succès inespéré pour hâter sa marche sur le Maine ; il fit une faute, et séjourna deux jours. Le 10, il se porta sur le Mans ; la faible garnison qui l'occupait l'évacua à son approche. Les Vendéens croyaient y trouver le repos dont ils avaient un grand besoin ; mais à peine la foule de leurs blessés, de leurs femmes, de leurs vieillards, de leurs enfans était-elle établie dans les maisons que le cri de guerre se fit entendre. Le lendemain de leur arrivée, Marceau, qui venait de prendre le commandement en chef des troupes de la République, les surprit au milieu de la nuit. Laroche-Jacquelein, dans le premier moment, eut de la peine à rassembler deux mille hommes ; la mêlée fut affreuse ; de tous côtés les royalistes couraient aux armes et combattaient vaillamment; la ville était en proie au plus horrible carnage ; les républicains, forcés de sortir, y rentrèrent aussitôt avec des troupes fraîches. La cause vendéenne perdit plus de quinze mille hommes dans cette affaire, appelée avec raison bataille du Mans ; cependant elle fit sa retraite en ordre par la route de Laval, abandonnant toute son artillerie, ses caissons et huit mille blessés ; six mille morts furent trouvés dans les rues. La vengeance républicaine fut terrible, elle s'exerça sur ces malheureux prisonniers. Marceau, Kléber et les autres généraux employèrent leur pouvoir, pour arracher ces infortunés à la fureur des soldats. Mais que peuvent les chefs sur les passions de la populace ! l'ennemi vendéen était d'autant plus odieux aux républicains, qu'ils l'accusaient d'armer contre la république l'ennemi étranger qui assiégeait les frontières.

L'armée de la haute Vendée touchait à sa destruction ; presque tous ses chefs avaient succombé, ainsi que l'élite de ses soldats; sans artillerie, sans moyens de transports, sans munitions, elle continua sa retraite jusqu'à Laval ; là il fut décidé de repasser la Loire à quelque prix que ce fût, et de se porter à cet effet sur Ancenis; mais tous les bateaux, à l'exception de deux petites barques, se trouvaient sur l'autre rive; les généraux Laroche-Jacquelein et Stofflet se jetèrent dans ces barques, dans le dessein de s'emparer de gros bateaux qui étaient de l'autre côté de la Loire ; un détachement républicain engagea le combat au moment du débarquement. Les Vendéens se sauvèrent avec peine dans un bois qui bordait le fleuve; Laroche-Jacquelein se trouva ainsi séparé de son armée et sans moyen de la rejoindre. L'armée royale restée à Ancenis, et privée de son chef, fut attaquée le jour même et contrainte à la retraite ; vivement poursuivie, atteinte et battue à Blain, elle gagna Savenay en éprouvant une

perte considérable, mais son heure dernière était sonnée. Marceau, qui ne cherchait que l'occasion d'ajouter à sa gloire, déboucha sur Savenay le 21 décembre, et le lendemain à la pointe du jour, les divisions Kléber, Tilly et Beaupuy, en tout douze mille hommes, attaquèrent les Vendéens commandés par Flenriot, nouveau général en chef qu'ils avaient élu. Ils comptaient à peine six mille combattans; en moins de deux heures, ils furent anéantis; leurs débris gagnèrent la forêt de Gâvre, où ils se défendirent vaillamment; ils parvinrent même à rentrer à Ancenis, dans l'espoir de surprendre le passage de la Loire; mais attaqués de nouveau par les troupes républicaines, peu d'entre eux échappèrent à cette dernière défaite. Un de leurs chefs, M. de Saisseaux, resta sur la rive droite, et forma le noyau d'un corps de partisans royalistes qui fit la guerre à l'instar des Arabes et des Cosaques; son exemple fut imité par d'autres chefs, et ce nouveau fléau de la guerre civile fut organisé. Si des hommes tels que Kléber et Marceau eussent, dès le principe de l'insurrection vendéenne, commandé les forces de la république, cette guerre impie eût été étouffée dans son berceau: puisque tous les revers qu'éprouvèrent dans la Vendée les armées républicaines et cette valeureuse armée de Mayence, furent l'ouvrage des représentans du peuple, de ces proconsuls qui marchaient à la tête des troupes, dirigeaient les généraux, et les vouaient à la mort, quand en vertu de leurs ordres ils avaient été battus. Jamais pays ne fut dévoré par une anarchie plus cruelle que la Vendée: c'était une fièvre de sang qui énivrait les Français; toute gloire s'y corrompait: il n'y a point de lauriers, quand ils sont rougis du sang des concitoyens.

§ IV.

C'est de cette époque que commença la guerre de la chouanerie, que l'histoire flétrira à jamais du nom de brigandage, si l'on peut appeler guerre ce qui était crime d'un côté et juste répression de l'autre. La révolte des gladiateurs, du temps des Romains, a mérité une place dans l'histoire, parce qu'ils eurent un grand homme à leur tête, et qu'ils combattaient pour le plus précieux de tous les biens, pour la liberté individuelle. C'est peut-être, dans l'ordre social, le seul privilége où la nation et la loi se rencontrent au même degré.

Réduit à ses seules forces depuis le passage de la Loire par la grande armée vendéenne, Charette ne pouvait plus risquer de tenir la campagne dans la basse Vendée; d'ailleurs la journée de Savenay venait de mettre fin à toute coopération entre les deux armées, et avait donné aux troupes républicaines trop d'avantage pour que la petite armée de Charette pût leur résister. Il dispersa donc ses soldats et ses officiers en partisans, et, par la connaissance qu'ils avaient des localités de ce pays difficile, ils interceptaient les communications, s'embusquaient pour attaquer les convois, surprenaient des détachemens; et, n'agissant presque jamais que la nuit, ils fatiguaient, sans pouvoir être atteints, la marche régulière des colonnes envoyées contre eux. Se trouvait-il pressé par une attaque imprévue, Charette n'avait plus d'autre commandement que le cri de *sauve qui peut*! il disparaissait lui-même, seul ou avec quelques cavaliers, et tous se ralliaient à plusieurs lieues en arrière, à un point convenu. Jamais ils ne perdaient de

vue les républicains ; ils avaient pour espions tous les paysans, et tombaient à l'improviste, soit sur les détachemens, soit, dans la nuit, au milieu des bivouacs. Ils massacraient impitoyablement tout ce qui se trouvait sous leurs coups. Charette avait ainsi organisé les moyens de se mainteuir dans sa province, malgré la supériorité des forces républicaines.

Les chouans se recrutaient bien plus promptement encore que ne l'avaient fait les armées catholiques et royales, parce que c'était une association d'intérêts individuels, plutôt qu'une union politique. Dès ce moment, la cause de la royauté n'exista plus ; le nom de roi et celui de Dieu furent profanés par ces partisans d'une nouvelle espèce, pour qui la religion et la monarchie n'étaient plus qu'un prétexte de destructions et de rapines. Les paysans aimaient ce genre de guerre, où ils trouvaient leur profit sans courir des dangers réels; ils le préféraient surtout à la discipline, aux fatigues d'une guerre régulière, qui avait fini par les éloigner de leur yays, et qui exposait chaque jour la fortune et la vie de leurs familles: aussi la chouanerie s'étendit rapidement dans le Morbihan, dans le pays Nantais et dans la basse Normandie; elle forma, par le nombre de ses soldats, de véritables armées, dont les subdivisions, inaperçues, avaient des points de ralliement et d'appui. Ainsi les villes de Rodon, de Savenay, de Candé, de Segré, d'Angers, de Laval, de Vitré, de Fougères, de Nogent, étaient pour eux de véritables quartiers généraux et des points de ralliement ; ils infestaient toutes les routes de communication, détruisaient les moyens de correspondance du gouvernement. Toute circulation de l'agriculture et du commerce était impossible. De cette manière, le gouvernement se trouva saisi dans le centre de l'état, et il lui fut impossible de faire parvenir ses ordres dans cette vaste étendue de territoire que couvrait la chouanerie : l'Anjou, la Bretagne, la basse Normandie.

Laroche-Jacquelein, séparé de son armée par la Loire dans le combat où il s'était imprudemment engagé avec quelques hommes pour saisir des bateaux devant Ancenis, avait erré dans les bois, et était parvenu, après avoir couru les plus grands dangers, à rentrer dans le haut Anjou. Depuis le désastre de Saint-Florent, il s'était formé dans ce pays un noyau de nouveaux insurgés qui tenaient la campagne; Stofflet et Laroche-Jacquelein s'y réunirent.

Le 5 janvier 1794, le général Haxo s'empara de l'île de Noirmoutier, où d'Elbée, qui avait été forcé de quitter son commandement après l'affaire de Chollet, s'était retiré blessé; il y fit, à la tête de la garnison, forte d'un millier d'hommes, une vigoureuse résistance; mais les républicains crièrent, dit-on, aux Vendéens que la paix était faite, et ils se rendirent. Le général Thurreau, qui remplaçait Marceau, avait ordonné cette expédition. Le représentant Carrier fit fusiller les prisonniers, et donna à l'île de Noirmoutier le nom d'île de la Montagne. La couleur de cette époque est terrible. Eh! qui peut se figurer à présent une campagne dirigée par Carrier? Qui peut croire aussi que de bons soldats aient eu besoin de recourir à un moyen aussi lâche que celui de crier *la paix*, quand ils n'avaient à enlever qu'une position défendue par mille paysans? Si Marceau fût resté général en chef, il n'eût pas souffert qu'on employât un semblable moyen.

Cependant Laroche-Jacquelein était parvenu à reformer une espèce d'armée, à la tête de laquelle il se remit en campagne. Plusieurs fois il échappa au général Thurreau, battit ses divisions isolées, et le 4 mars, auprès du village de Nouaillé, il remporta un avantage assez important; mais en poursuivant sa victoire, il fut tué par un grenadier, qui, appuyé à un buisson, se défendait comme un lion contre des cavaliers qui l'entouraient. Laroche-Jacquelein s'élança, malgré ses officiers, pour obliger ce brave à se rendre prisonnier; le grenadier tenait alors en joue un cavalier qui le serrait de plus près; mais, quand il entendit nommer le généralissime, certain qu'il était de sa propre perte, il préféra, en mourant, immoler à la république une victime plus importante; il détourna son arme et tua Laroche-Jacquelein avec le plus grand sang-froid : bientôt après il tomba percé de mille coups. Les Vendéens creusèrent une fosse et les y placèrent tous les deux. Les chefs blâmèrent la conduite des paysans, qui avaient rendu une égale justice à deux braves. L'orgueil des officiers pouvait-il balancer l'oubli que les soldats venaient de faire de leur haine pour les bleus, en confondant dans la même tombe le chef qu'ils avaient le plus aimé et l'ennemi qui venait de le leur enlever? Laroche-Jacquelein n'avait que vingt-un ans; qui sait ce qu'il fût devenu?

Stofflet fut nommé généralissime; il détestait les nobles par jalousie, et sa grossièreté le faisait détester par eux; mais ils n'avaient pas d'homme plus capable, et sa naissance lui donnait un ascendant sur les paysans ses semblables. La révolution avait touché juste en proclamant l'égalité. Les armées vendéennes étaient elles-mêmes dominées par ce grand principe, qui venait d'envahir la France et contre lequel elles se battaient chaque jour. Ce fut alors que parut sur la scène l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers. Ce prêtre attendait une occasion favorable pour gouverner la guerre civile; il s'empara facilement de l'esprit de Stofflet, et, ainsi que son disciple dont il allait faire son instrument, sans s'engager à partager ses périls; il donna peu de regrets à Laroche-Jacquelein. Il se mit à l'œuvre de suite, en composant une belle proclamation pour Stofflet. Celui-ci, jaloux de gagner par une action d'éclat son grade de généralissime, se porta avec quatre mille hommes sur Chollet, où le général Moulins se trouvait avec cinq mille hommes. L'attaque réussit complétement; le général Moulins, forcé d'évacuer le poste qu'il était chargé de défendre, se brûla la cervelle de désespoir. Le triomphe des Vendéens fut de courte durée; le lendemain la division Cordellier rentra dans Chollet. Stofflet voulut essayer de surprendre dans sa retraite Beaupréau, mais il échoua. Marigny, qui avait commandé pendant quelque temps en chef, profita de cette occasion pour témoigner son mécontentement. Il quitta l'armée, emmenant avec lui bon nombre d'officiers et de paysans qui prirent le parti de son ambition, et il forma un corps indépendant dans l'arrondissement de Bressuire; peu après il tenta de se saisir du château de Clisson de Laroche-Jacquelein. Les républicains le défendirent avec opiniâtreté; mais ils durent céder au nombre, et perdirent beaucoup de monde dans leur retraite. Ce succès attira sous les drapeaux de Marigny les mécontens des armées de Stofflet, de Sapineau et de Charette; ainsi renforcé, il marcha sur Mortagne, que l'armée républicaine évacua, dans la nuit du 23 mars, après avoir soutenu

la veille une attaque assez vive ; des magasins importans tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Le général en chef Thurreau, obligé par les ordres du gouvernement de faire plusieurs détachemens, abandonna le champ de bataille à son ennemi, et rentra à Chollet, laissant la division Cordellier sur les bords de la Boulogne pour observer Charette ; et la Vendée sembla renaître au milieu de ses ruines. De part et d'autre on se disposa à une guerre d'extermination, les uns pour assurer leur victoire, les autres pour venger leur défaite.

Le général Thurreau conçut l'idée de bloquer la Vendée, et de la réduire par ses dissensions intestines. Le Comité de salut public donna des ordres plus rigoureux que ceux qu'il avait donnés jusqu'alors ; il envoya de nouveaux généraux, de nouveaux représentans ; il décréta les colonnes infernales et les colonnes incendiaires ; il voulut que tout ce que la générosité et la sagesse des généraux et des soldats de l'armée de Mayence avaient respecté fût anéanti, habitations, population, bestiaux, biens de la terre. Ces ordres infâmes de tout gouvernement, et que le règne de la terreur pouvait seul voir naître, furent exécutés avec une barbarie sauvage ; tout un corps municipal qui s'était rendu au-devant d'une colonne républicaine pour offrir la soumission de sa commune fut fusillé, et cela sous le vain prétexte qu'on avait trouvé dans le village un devant d'autel blanc, que la soif du sang transforma en drapeau royal. A dater de ce jour, toutes les municipalités s'enfuirent aux approches des républicains, emmenant dans les bois et dans les rangs des Vendéens la population entière de ces contrées.

Plusieurs combats furent livrés par les colonnes mobiles, devant lesquelles semblait marcher la destruction de cette belle portion du territoire de la patrie ; de part et d'autre on ne faisait plus de prisonniers. Les ordres du Comité de salut public, si fidèlement exécutés par ses généraux, au lieu d'anéantir la Vendée, armèrent de nouveaux bras ; de toutes parts les cris de vengeance et de mort aux républicains se firent entendre, et les populations échappées aux massacres sortirent de leurs bois pour courir aux armes.

Cependant Charette, poursuivi vivement par le corps que commandait le général Haxo, épiait l'occasion d'attirer son ennemi dans une position qui lui offrirait des chances de victoire ; l'imprudence du général républicain le servit dans les environs de Venenceau. Charette, ne se voyant suivi que par une avant-garde assez éloignée de son corps de bataille, se retourna tout à coup, écrasa l'avant-garde, se précipita sur les troupes d'Haxo, et les mit en déroute. Ce général fut tué dans la mêlée en cherchant à rallier les fuyards. Ce succès releva la prépondérance de Charette, mais en même temps irrita la jalousie de Sapineau, de Jolly et des autres chefs, parce qu'il conçut l'ambition de dominer toute la Vendée, de tout réunir sous son commandement, et de livrer une bataille décisive. A cet effet, il se rendit au camp de Jallais, où il conféra avec tous les chefs vendéens. Le relevé des forces que présentaient les cinq corps d'armée donna un présent sous les armes de trente-huit mille hommes d'infanterie, deux mille de cavalerie, dix pièces de canon. L'armée républicaine comptait soixante-dix mille hommes d'infanterie, six mille de cavalerie, trente bouches à feu ; mais cette force imposante avait été divisée en seize corps isolés, ce qui don-

nait un moyen facile de l'abattre en détail. Charette exposa son plan de campagne, mais l'avis du curé Bernier prévalut ; il proposait d'attaquer les républicains avec toutes les forces royales réunies, et de les rejeter de l'autre côté de la Loire. Une ancienne jalousie divisant Marigny et Stofflet, en raison de l'élection de celui-ci au commandement suprême, Charette voulut profiter de cette mésintelligence : il se réunit en apparence à Stofflet pour se débarrasser de Marigny, auquel on avait inutilement demandé de se démettre de son commandement ; et il fit décréter par le conseil supérieur que tout chef qui s'écarterait des dispositions convenues pour l'exécution du plan de campagne serait déclaré traître et condamné à mort. Ce fut la perte de Marigny : ses troupes, n'ayant pas été comprises dans une distribution de vivres qui se fit à Jallais, se débandèrent ; on l'accusa de trahison. Charette, rapporteur au conseil de guerre, conclut à la mort ; et Stofflet, qui présidait le conseil, prononça la peine, et se chargea de l'exécution ; il alla lui-même investir le château de Marigny, fit arracher ce brave gentilhomme de son lit, et le fit fusiller dans sa cour. Les assassins de Marigny lui survécurent bien peu, mais leur jalousie fut satisfaite. On accusa l'abbé Bernier d'avoir mené cette trame, dont Charette espérait recueillir tout le fruit ; c'était une calomnie. Débarrassé de Marigny, il fit inviter Stofflet à venir le voir à son camp de Beaurepaire ; l'abbé Bernier fit prévenir Stofflet, et l'empêcha de s'y rendre. Dès ce jour une haine irréconciliable divisa les deux rivaux. La cause vendéenne reçut un coup mortel de toutes ces dissensions ; et la mort injuste de Marigny jeta dans ses rangs une grande défaveur sur ses juges. La Vendée fut de nouveau divisée en trois arrondissemens militaires. Charette commanda le littoral depuis le Pertuis breton jusqu'à Bourgneuf. Sapineau fut chargé de la défense du pays de Retz, et Stofflet des bords de la Loire. La haine des chefs alla si loin, que Stofflet refusa de participer à l'attaque de Saint-Florent. Charette organisa ses forces en huit divisions. Sapineau forma quatre divisions, et Stofflet huit ; l'abbé Bernier s'attacha au sort de ce chef.

L'attaque de Challans n'ayant pas réussi, Charette accusa Jolly, chef d'une de ses divisions et l'un de ses anciens rivaux, d'avoir fait échouer cette tentative par sa faute, et le mit en jugement. Le conseil de guerre le condamna à mort ; mais ses amis le firent sauver ; il se cacha dans un village du haut Poitou : peu après découvert et cerné dans sa retraite par des émissaires, il s'y défendit vaillamment, et trouva une mort honorable dans sa résistance. Cette circonstance et celle de la condamnation de Marigny prouvent que l'influence anglaise s'exerçait dans la Vendée comme à Paris ; de tous côtés c'était le sang français qu'il fallait répandre, et la discorde qu'il fallait semer.

Les dernières affaires de l'année 1794 furent toutes à l'avantage des Vendéens : le 9 thermidor avait eu lieu ; Robespierre et la terreur avaient cessé d'exister ; tous les partis se sentaient également soulagés de la disparition de ce pouvoir colossal qui, pendant deux ans, avait imprimé à ses volontés un empire si redoutable. Le nouveau gouvernement s'occupa des moyens de cicatriser des plaies encore saignantes, et alla au-devant de la possibilité d'entrer en négociation avec la Vendée. Le général Canclaux, qui avait remplacé Thurreau

dans le commandement de l'armée, eut ordre de faire à Charette quelques ouvertures. Celui-ci les reçut avec dédain dans les premiers momens, et exigea, pour condition, *sine quâ non*, de toute négociation, le rétablissement du trône des Bourbons. Cependant une plus mûre réflexion amena ce chef habile à ouvrir les négociations sur des bases admissibles par le gouvernement républicain.

Le Comité de salut public conduisit la négociation avec une grande habileté; il ne perdit pas de vue un instant qu'il traitait avec des rebelles à son autorité, et qu'il fallait, avant tout, leur faire poser les armes : il écouta la question du retour des princes, de la rentrée des émigrés, de la remise immédiate à l'armée vendéenne du Dauphin et de Madame; de la reconnaissance, comme religion dominante, de la religion catholique, apostolique et romaine. Ses plénipotentiaires discutèrent toutes ces prétentions, sans en rejeter aucune de prime-abord; mais ils les ajournèrent toutes, sous le motif, si évident, qu'il fallait du temps pour amener les esprits au passage de la république à la royauté; enfin ils y mirent tant d'adresse, qu'ils amenèrent Charette à signer, le 15 février, un traité par lequel il déclarait que *les Vendéens se soumettaient aux lois de la république*. Cette seule disposition annulait toutes les autres qu'on avait à dessein stipulées dans des articles secrets. Le gouvernement eut soin d'accompagner la négociation de témoignages de sa munificence et de sa bonne foi. Les *bons royaux* émis par les généraux vendéens furent acquittés jusqu'à concurrence de 1,500,000 fr.; des indemnités furent allouées aux communes; des instrumens aratoires leur furent délivrés avec profusion; le séquestre fut levé sur toutes les propriétés des Vendéens; l'amnistie fut générale et complète. La désertion se mit aussitôt dans les rangs de Stofflet, qui témoignait hautement son indignation de la paix, et s'était refusé à signer l'acte de pacification. Ses principaux officiers le quittèrent et reconnurent le traité. Il alla jusqu'à en arrêter un et le faire fusiller. Il investit le quartier-général de Sapineau, dans l'espoir de lui faire subir le même sort; Sapineau, prévenu à temps, se sauva; mais son château fut livré au pillage.

La proclamation de la Convention, qui apprit à la France la pacification de la Vendée, parla aussi de la rébellion de Stofflet, et le dévoua à la vindicte publique.

Cependant Charette, énivré des honneurs que lui rendaient les représentans, avait donné tête baissée dans le piége de cette pacification, et ne résista pas à la vanité de se montrer aux habitans de Nantes, à la tête de son état-major. Le jour fut fixé pour sa réception par les généraux républicains, qui étalérent dans cette espèce de cérémonie un luxe humiliant pour la pauvreté de l'état-major vendéen. Les représentans donnèrent à Charette un dîner splendide et le comblèrent d'égards. Il était loin de prévoir que cette grande ville, dont les autorités et les habitans l'accueillaient avec tant de faveur, et peut-être avec cette sorte d'enthousiasme qui appartient au caractère français, verrait, peu de mois après, tomber sa tête avec la plus grande indifférence. La partie était trop forte pour Charette et ses conseils. Les chefs accusés ou convaincus d'avoir reçu de grosses sommes de la république furent méprisés des paysans. Il n'y eut plus qu'intrigues et désunion, défiance et trahisons.

Cependant les représentans pacifica-

teurs voulurent achever leur ouvrage, et tentèrent de décider aussi Stofflet à se soumettre ; il resta incorruptible par les conseils de l'abbé Bernier, et déclara qu'il ne reconnaîtrait de pacification que quand Louis XVII serait rétabli sur le trône. Cette condition était difficile à accorder; cependant, avant de l'attaquer à force ouverte, et de recommencer une guerre désastreuse, on essaya de nouveaux moyens de conciliation, et on parvint à établir des conférences à Vihiers; mais elles n'eurent aucun résultat. Stofflet insistait toujours sur la reconnaissance préalable de Louis XVII. L'ancien garde-chasse montra jusqu'à la fin un noble caractère ; toutefois il dut ployer devant les forces que le général Canclaux réunit contre lui ; cinquante mille hommes lui furent opposés, il en comptait à peine douze mille sur ses états de situation ; encore eut-il la preuve, quand il voulut les rallier sous ses drapeaux, que sa popularité était perdue, et que tout était sourd à sa voix. Le meurtre de Marigny lui avait aliéné beaucoup de partisans: les violences qu'il venait d'exercer sur quelques-uns des chefs signataires du traité avaient porté le dernier coup à sa faveur populaire. Il fut contraint de fuir avec une poignée d'hommes, qu'il appelait sa garde prétorienne. Elle était composée d'anciens gardes-chasses et de déserteurs dévoués. Il se tint long-temps caché dans la forêt de Vezieu. Son habile conseiller, l'abbé Bernier, sentit que si la faiblesse de ce corps vendéen était connue du général Canclaux, il n'y avait plus ni paix ni pardon à espérer ; en conséquence, il dépêcha, la nuit, un émissaire à ce général, pour demander une suspension d'armes et proposer une conférence, espérant que la défection de ses troupes ne serait pas encore connue au quartier-général républicain. Canclaux l'accorda sans hésiter. La conférence eut lieu à Varades. Stofflet accéda purement et simplement au traité de la Jaunaye, et reçut deux millions d'indemnité. La république s'engageait, en outre, à lui solder un corps de deux mille hommes. Cette dernière clause, qui était aussi commune aux autres chefs vendéens, les faisait passer subitement de la position de généraux royalistes à celle de généraux républicains, puisqu'ils étaient soldés, eux et leurs troupes, par la république, et qu'ils devaient faire, concurremment avec ses troupes, le service des places et la police des routes, qu'infestaient toujours quelques bandes de chouans ou de brigands qui s'en donnaient le nom.

Il en fut de même pour les chouans qui avaient d'abord refusé toute espèce d'accommodement : le général Canclaux, après avoir terminé avec Stofflet, fit passer son armée en Bretagne. A la vue de ses forces, les chouans s'amendèrent et signèrent, à la Mabilais, le 21 avril 1795, un traité où fut stipulée *la soumission des chouans aux lois de la république* ; on leur donna aussi de l'argent, et une partie des bons royaux qu'ils avaient émis fut acquittée.

Les articles secrets du traité de la Jaunaye donnent une juste idée de l'habileté des négociateurs républicains, et de la crédulité des négociateurs vendéens : les voici : *Les républicains, convaincus qu'après plusieurs années de combats infructueux, ils ne peuvent assujettir ni détruire les royalistes du Poitou et de la Bretagne, sont convenus des articles suivans :* 1° *La monarchie sera rétablie.* 2° *La religion catholique sera remise dans toute sa*

splendeur. 3° En attendant l'époque du rétablissement de la monarchie, les royalistes resteront entièrement maîtres de leur pays ; ils y auront des troupes soldées aux dépens de l'état, qui seront à l'entière disposition de leurs chefs. 4° Les bons signés au nom du roi, et qui ne s'élèvent qu'à 1,500,000 fr., seront acquittés sur les caisses de l'état; les royalistes garderont en outre tout ce qu'ils ont pris aux républicains. 5° Les chefs et les soldats royalistes recevront de grosses sommes pour les indemniser de leurs pertes et de leurs services. 6° Non seulement on ne pourra imputer aux royalistes rien de ce qui s'est passé, mais encore on lèvera le séquestre de leurs biens et de ceux de leurs parens condamnés. 7° Les émigrés qui se trouvent en Bretagne ou en Poitou seront censés n'être jamais sortis de France, parce qu'ils s'y sont battus pour le roi. 8° Tous les royalistes resteront armés jusqu'à l'époque du rétablissement du trône, et, jusqu'à cette époque, ils seront exempts d'impôts, de milices et des réquisitions de tout genre.

Tels furent ces articles secrets, ils n'engageaient que ceux qui les avaient proposés. On voit jusqu'où pouvait aller la confiance ou plutôt la présomption des chefs signataires. Le dernier article surtout était complètement illusoire, parce que l'époque du rétablissement du trône était indéfinie, et parce que dans un pays ruiné et rebelle il y avait impossibilité de lever des impôts, et danger de lever la milice. On comprend difficilement comment Charette et les autres signataires de cet acte ont pu croire un seul instant qu'il serait de bonne foi exécuté par le gouvernement républicain.

§ VII.

Pendant la guerre, les Anglais n'avaient donné aucun des secours qu'ils avaient promis aux Vendéens; mais, aussitôt que la pacification fut connue, ils s'occupèrent de ressusciter la Vendée. M. de Puisaye fut l'âme et le conseil de cette tardive entreprise, qu'il sollicitait vainement depuis dix mois; il était chargé par les princes de tous les pouvoirs nécessaires pour traiter cette grande affaire avec le gouvernement anglais, qui alors se décida à ordonner un armement considérable à Portsmouth. On embarqua de l'argent, des munitions, des uniformes pour soixante mille hommes, un matériel considérable d'artillerie et quatre-vingt mille fusils, plusieurs compagnies de canonniers, six cents mineurs ou sapeurs, un service complet d'hôpitaux; trois régimens composés d'émigrés ou d'étrangers, d'environ trois mille hommes, firent également partie de cette expédition. Le convoi mit à la voile sous la protection de l'escadre de l'amiral Warren, composée de deux vaisseaux de soixante-quatorze, quatre frégates et huit bâtimens légers dont deux chaloupes canonnières. L'escadre anglaise qui tenait la mer, sous les ordres de l'amiral Bridport, reçut l'avis que l'escadre française guettait le convoi. En effet, les deux escadres se trouvèrent en présence sous Belle-Isle; l'amiral Villaret avait seize vaisseaux, dont un seul à trois ponts; les Anglais en avaient trois de cent vingt canons et douze de soixante-quatorze. Villaret fut attaqué et perdit trois vaisseaux. Le convoi continua sa route sur Quiberon, lieu de sa destination; la flotte anglaise bloqua Belle-Isle et Lorient. Le 27 juin, les troupes, sous les

ordres de M. de Puisaye, débarquèrent à Carnac ; le chef de chouans, Georgés, l'attendait sur la côte à la tête de quatre mille hommes.

Depuis l'accession de Stofflet au traité de la Jaunaye, Charette avait perdu beaucoup de son crédit auprès des représentans et des généraux républicains, et avait été fréquemment éconduit dans toutes les demandes auxquelles ce traité semblait l'autoriser. Des émissaires qu'il avait à Paris lui donnèrent même avis qu'ennuyé de ses instances le comité de gouvernement pensait à se saisir de sa personne. Ce ne fut qu'alors qu'il ouvrit les yeux sur la pacification, et qu'il forma tacitement le projet de la rompre aussitôt que l'occasion serait favorable. Instruit de l'armement de Portsmouth, et engagé par des ordres directs du régent à reprendre les armes, il leva de nouveau l'étendart de la guerre civile, le 24 juin, au camp de Belle-Isle, à la tête de dix mille hommes; le 8 juin, Louis XVII était mort victime des traitemens odieux qu'il avait reçus dans sa prison.

Le gouvernement, effrayé des armemens de l'Angleterre, que l'on portait à vingt-cinq mille hommes de débarquement, craignit avec raison de n'avoir plus en Bretagne et en Poitou de forces suffisantes pour s'opposer à une expédition aussi formidable. Il ne pouvait douter que la Vendée et les chouans ne rompissent tout à coup le traité, et qu'alors la France ne fût de nouveau livrée à tous les malheurs de la guerre civile. La Convention ordonna l'envoi de nouvelles troupes dans les départemens de l'Ouest; celles qui avaient formé l'armée du général Canclaux avaient été rappelées aux armées des frontières. Le général Hoche reçut le commandement en chef dans l'Ouest; il justifia par sa conduite dans cette malheureuse circonstance l'estime de tous les partis. Ce fut une des plus belles réputations militaires de la révolution. On a prétendu qu'il avait inspiré de la jalousie et même de l'inquiétude au Directoire : c'était l'histoire de tous les généraux qui avaient de l'indépendance de caractère, de la popularité, et à qui on pouvait supposer des vues élevées pour le bonheur de la France. Hoche était un véritable homme de guerre. Ami de la discipline avant tout, il sentit que dans une guerre d'opinion il fallait avoir la majorité de son côté. Le misérable commandement de Rossignol et de Thurreau avait désorganisé l'armée, qui luttait de brigandage avec les chouans : Hoche rétablit sous les peines les plus sévères un ordre rigoureux dans son armée. Dès ce jour, les campagnes ne furent plus dévastées, et l'habitant vit un protecteur dans chaque soldat républicain : cette conduite en imposait aux ennemis de la république. Charette était regardé par le roi, avec lequel il correspondait, comme le chef véritable des insurgés de l'ouest; cependant le commandement général fut conféré à M. de Puisaye. Les Anglais, dont les profits ne s'accordaient pas toujours avec les intérêts du trône, contribuèrent par leurs intrigues à jeter ce brandon de discorde dans la Vendée, au moment même où ils semblaient faire un grand effort pour ses triomphes. Ils donnèrent de leur côté des lettres de commandement à M. d'Hervilly; la mésintelligence éclata parmi les trois chefs, le désaccord fut complet dans les opérations, et il n'était pas difficile d'en prévoir les résultats; toutefois la présence d'un prince français eût dompté toutes ces rivalités, et mis la république dans le plus

éminent péril. Ce prince était demandé depuis long-temps par les chefs de la Vendée ancienne et nouvelle; mais le cabinet de Saint-James se refusa constamment à satisfaire aux vœux qui lui étaient adressés à ce sujet. Cependant jamais occasion n'avait été plus favorable pour opérer une puissante diversion en faveur de la cause royale. Lors de la dernière campagne, la terreur des chouans avait été jusqu'à Paris, où il y avait toujours un comité royal en permanence, et des hommes fougueux de la Convention en faisaient partie. Les traces de cette étrange association subsistent dans les aveux des contemporains. Un jour les preuves en seront livrées à la curiosité publique.

Les troupes débarquées dans la presqu'île de Quiberon n'avaient que deux choses à faire : profiter du premier moment d'enthousiasme qui avait porté au-devant d'eux une partie de la population des côtes, et conquérir le terrain nécessaire à défendre les approches de Quiberon, où se trouvaient toutes les richesses, tous les moyens, toutes les forces matérielles de cette grande expédition, ou s'établir dans la position inexpugnable de Sainte-Barbe. Les généraux en chef, dont l'un (d'Hervilly) avait le pouvoir, parce qu'il était breveté par le roi d'Angleterre; et l'autre (Puisaye), la confiance des Vendéens, divisés également de volontés et de plans, conduisirent à leur perte, sous le canon et sous le drapeau anglais, toute cette multitude d'émigrés et de Vendéens qu'ils commandaient. Chaque jour de cette expédition fut pour les royalistes marqué par un désastre : une colonne qui s'était aventurée dans le pays sous les ordres de M. de Tinteniac, le même qui avait été envoyé aux Vendéens par les Anglais avant le passage de la Loire, fut détruite, et les royalistes de Quiberon ne l'apprirent que lorsque eux-mêmes furent perdus et prisonniers. La désertion commença dans l'armée de d'Hervilly parmi ses régimens soldés; les soldats saisirent l'occasion de rentrer en France, et donnèrent des renseignemens importans. Le 16, le général d'Hervilly tenta de s'emparer de la position de Sainte-Barbe, qu'il avait donné le temps à quinze mille républicains d'occuper et de couvrir de batteries; il perdit beaucoup de monde, entre autres une cinquantaine d'officiers de l'ancienne marine; il se sauva avec peine. Les Anglais avaient à dessein compris dans l'expédition trois cents émigrés de cette arme; ce moyen infamant de se venger des triomphes du brave Suffren souriait à leur politique, et ils anéantirent ainsi tous les auteurs, tous les témoins de cette belle campagne de l'Inde, qui avaient porté si haut la gloire du pavillon français.

Le général Humbert commandait à Sainte-Barbe; il fit des progrès, et enleva les ouvrages dont l'expédition s'était enfin couverte. Il employa une ruse qui lui réussit; il habilla des détachemens avec les uniformes des morts, des blessés et des prisonniers, et ainsi travestis, ses soldats entrèrent avec les royalistes dans leurs retranchemens. Ceux-ci s'en aperçurent, mais il était trop tard; d'ailleurs les patriotes appelaient à eux, les assurant de leur pardon, les soldats des régimens émigrés, et ceux-ci se rendaient dans leurs rangs par compagnies. Cette défection aurait dû être prévue : la plupart étaient des soldats ou marins français prisonniers en Angleterre, enfans de la république. Enfin, le 22, le fort Penthièvre, dernière espérance

des royalistes, fut enlevé à la baïonnette; toute l'artillerie débarquée tomba au pouvoir des républicains. La mer se couvrit d'embarcations; tous ceux qui avaient échappé au carnage pendant le combat se précipitèrent sur le rivage pour gagner l'escadre; mais la plus grande partie ne put entrer dans les chaloupes. Grand nombre de ces malheureux, que la politique machiavélique du cabinet de Londres sacrifiait ainsi, attendaient sur le rivage qu'on vint les enlever à une mort certaine; d'autres se jetèrent sur leurs épées ou sur leurs baïonnettes, et se tuèrent sous les yeux de leurs chefs: les Anglais restèrent spectateurs impassibles de ces scènes d'horreur. L'agonie de cette armée de Français fut affreuse. D'Hervilly, auteur involontaire de ce désastre, fut blessé d'un coup de canon; il alla mourir en Angleterre: les émigrés qui ne purent s'embarquer furent pris avec le brave Sombreuil, au nombre de douze cents. Ce chef s'était rendu par une sorte de capitulation verbale faite au milieu de l'action, à laquelle le général en chef, Hoche, était tout-à-fait étranger. Il le prouva puisqu'il ne voulut point la reconnaître; et de fait il ne le pouvait pas: c'était Tallien, représentant du peuple à Vannes, qui seul avait ce pouvoir. Mais le général Hoche fit ce qu'il pouvait faire, ce fut de ne pas faire garder ses prisonniers, qui eurent toute la nuit pour gagner la forêt et se sauver; la plupart de ces malheureux ne voulurent point en profiter. Tallien fit fusiller impitoyablement Sombreuil et ses compagnons, parmi lesquels il y avait plus de deux cents officiers de marine expérimentés. Le proconsul remplit en cela les désirs du cabinet de Saint-James, encore plus que ceux du Comité de salut public; conduite inexplicable, puisque Tallien était en rapport avec les princes. L'amiral anglais Warren ramena en Angleterre ses vaisseaux, ses équipages, quelques fugitifs, à la honte de son pavillon; il fut bien accueilli par le ministère, mais il fut honni par la nation. Et quand en plein parlement le ministre Pitt, poursuivi par l'opinion de ses concitoyens, osa justifier l'expédition de Quiberon, en disant: *Du moins le sang anglais n'y a pas coulé*, Shéridan lui répondit: *Non, sans doute, mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores*. La réponse de Shéridan juge suffisamment la conduite du gouvernement anglais, et la foi que l'on doit attacher aux justifications semblables à celle de l'émigré qui, témoin des désastres de Quiberon, cherche à laver de tout reproche l'amiral Warren et le cabinet de Saint-James. Cet émigré ne fait le procès qu'à ses compagnons d'armes, comme Shéridan ne le fait qu'à son gouvernement: ils ont raison tous deux, mais l'orateur de l'opposition est resté l'oracle de l'histoire.

Aussitôt que Charette apprit l'exécution des émigrés à Vannes, il fit, par représailles, fusiller deux mille prisonniers qu'il avait faits depuis la rupture du traité de la Jaunaye. Ces vengeances de cannibales rangent parmi les fléaux du genre humain les hommes qui les ont provoquées ou exercées. La conduite de Charette en cette occasion est plus coupable peut-être que celle de Tallien, qui avait pour autorités et pour juges les lois existantes, et pour justification la qualité de rebelles pris à main armée sur le territoire; tandis que le massacre de deux mille républicains ordonné par Charette, et exécuté sous ses yeux, fut le résultat d'une combinaison et d'un calcul de simple cruauté où manquait

même le prétexte de la politique, surtout pour l'avenir.

Le jour même où la république anéantissait les royalistes de Quiberon, elle signait un traité avec un prince de la maison de Bourbon, Charles IV, roi d'Espagne : ce rapprochement est remarqnable.

L'armée dont lord Moira avait avec ostentation reçu le commandement, et qui était destinée à une expédition contre la France, n'avait point été embarquée, et Pitt avait eu de bonnes raisons pour ne pas la joindre à l'expédition royaliste. Mais après la catastrophe de Quiberon, ce ministe parla de nouveau de débarqner l'armée de lord Moira sur les côtes du Poitou, et d'y joindre une expédition française, bien plus uombreuse que la première, sous les ordres des princes. Dans ce même temps, un convoi chargé de munitions de guerre, d'armes, effets d'habillement et d'argent pour la Vendée, mit à la voile; Charette en fut averti, ainsi que du lieu où les transports jetteraient l'ancre. Il s'y porta au temps convenu avec qninze mille hommes, battit les républicains, et ramena dans son camp de Belleville les secours que le convoi avait débarqués. Tout semblait être enfin combiné entre les princes, les chefs vendéens et les Anglais pour porter la guerre au cœur de la France. Le 25 août, le lieutenant-général du royaume s'embarqua à Portsmonth, à bord du *Jason* : la flotte perdit beaucoup de temps à choisir le lieu de débarqnement, fit une mauvaise attaque sur Noirmoutier, et porta le prince à l'Ile-Dieu. Mais toute cette armée, dont on avait fait tant de bruit, ne se composait qne de quatre mille Anglais et quelques centaines d'émigrés. Pnisaye, retourné en Bretagne depuis l'affaire de Quiberon, avait reçu de Louis XVIII le titre de général en chef de ses armées de l'Ouest. Le recensement des forces royales existantes dans cette proviuce en portait l'effectif à plus de ceut mille hommes ayant fait la guerre, et dout la moitié étaient armés : quinze mille sous Scepeaux, entre la Villaine et la Loire; quinze mille sous Charette, à Belleville et en Anjou; vingt mille sous Stofflet; quatre mille sous Sapineau. Frotté, qui commencait à insurger la Normandie, avait rassemblé six à sept mille hommes. Ainsi, les forces royalistes qui se trouvaieut à la disposition du lieutenant-géuéral, pendant son séjour à l'Ile-Dieu, dépassaieut ceut mille combattans.

Les troubles intérieurs causés par les royalistes de Paris moutraient une autre Vendée dans la capitale. C'était l'époque du 13 veudémiaire. Toutes ces affaires marchaient ensemble; il y avait correspondance et combinaison entre Paris et la Vendée. Le comité parisien recevait ses pouvoirs de la même source. Si le 13 vendémiaire sauva, par le fait, la république à Paris, le séjour incoucevable de l'expédition du lieutenant-général à l'Ile-Dieu, où elle resta depuis le 2 octobre jusqn'au 17 novembre, sans débarquer en Bretagne, y contribua efficacement. La république était perdne, si les Anglais eussent laissé descendre sur le sol de la patrie le comte d'Artois. Ce prince écrivit anx chefs vendéens qu'il était contraint de quitter l'Ile-Dieu avec les Anglais, par ordre du gouvernement britannique, mais qu'il reparaltrait bientôt. A cette nouvelle, le découragement frappa les armées royales; et Charette se vit tout à coup en présence de forces trop nombreuses pour pouvoir lutter contre elles. La paix avec l'Espagne avait rendu à la convention

la disposition d'une belle armée. Les Vendéens furent battus sur tous les points. Stofflet, pressé par le général Hoche, eut recours à sa générosité, et invoqua le traité. Hoche lui pardonna. Mais peu de temps après, il osa reprendre les armes. Abandonné des paysans, que la conduite du général en chef désarmait chaque jour par milliers, il finit par être livré; il réclama en vain une amnistie, il fut conduit à Angers, jugé et condamné à mort. Bientôt il ne resta plus que Charette, et la désertion gagna ses rangs. *Vous avez fait la paix sans nous*, lui disaient les paysans; *les bleus ne nous font pas de mal; nous ne voulons plus faire la guerre pour vous.* Charette, réduit d'abord à deux cents hommes, et peu après à une douzaine de cavaliers d'escorte, échappa miraculeusement. Le 21 février 1796, il avait refusé, soit à Hoche, dit-on, soit aux Vendéens, de partir pour l'Angleterre. Sa haine pour les auteurs des désastres de Quiberon et de l'évacuation de l'Ile-Dieu était restée invincible : il déclara vouloir mourir dans la Vendée. Peu de jours après, il tomba au pouvoir d'un détachement républicain envoyé à sa poursuite, fut conduit à Nantes, où il était entré avec une sorte de triomphe populaire quelque temps avant. Livré au conseil de guerre, il fut fusillé : quelques autres officiers, peu importans, périrent successivement de la même manière, ayant été livrés par leurs propres paysans. La haute Vendée fut pacifiée par la mort de Stofflet, et la basse Vendée par celle de Charette. Mais ces provinces ne furent réellement soumises que sous le consulat, où elles reprirent leur rang parmi les départemens de la république. Seulement, en 1796, les paysans, qui avaient enfin compris leurs véritables intérêts, parce que le Directoire avait placé à la tête de ses armées un homme digne de les commander, mirent bas les armes.

Il fallait toute l'impéritie de ce gouvernement pour faire perdre à la république les avantages de la conduite du général Hoche, et replonger dans les horreurs de la guerre civile des provinces qui ne demandaient qu'à être ménagées. Depuis la pacification de 1796, elles étaient sorties de leurs ruines, et les paysans s'étaient livrés avec sécurité aux travaux de l'agriculture abandonnés depuis tant d'années. Mais les plaies étaient récentes : il y avait loin de ne plus se battre contre la république, à se battre pour elle; après une rebellion toujours victorieuse pendant plusieurs années, après une guerre à outrance, dans laquelle les deux tiers de la population de ces provinces avaient soutenu le choc de plus de deux cent mille républicains, il était absurde de vouloir appeler sous les drapeaux de la révolution les conscrits de ces peuples encore irrités; la politique voulait qu'on attendît une autre génération pour appeler au service militaire les enfans de la Vendée. Le Directoire ne le comprit pas; il ordonna des levées d'hommes dans les départemens de l'Ouest; un mouvement insurrectionnel se manifesta aussitôt dans tous ces départemens. Le Bocage, pays coupé et impénétrable, qui, depuis l'origine de la Vendée, avait offert aux bandes royales un asile inexpugnable, devint le refuge des déserteurs et des réfractaires. Les délits des grandes routes recommencèrent : c'est le premier acte d'une population qui se révolte que d'intercepter les communications. Le cri de *Mort aux bleus*! s'éleva de toutes parts. Ce cri populaire, dans ces contrées inquiètes et à

peine désarmées, ne fut obéi qu'avec trop de fidélité; d'un autre côté, les chefs signataires de la pacification, avertis que le Directoire pensait à se saisir de leurs personnes, quittèrent leur domicile et vinrent se réfugier dans le Bocage; leur présence donna confiance aux déserteurs, et de nouvelles bandes royales s'organisèrent.

Cependant les propriétaires, les fermiers, ne voulaient point prendre part dans cette guerre; ils avaient déclaré au chef du Bocage que seulement ils leur donneraient asile au besoin. Ainsi, la partie de la population qui forme la force réelle des pays voulait rester en paix et comme étrangère aux querelles des deux partis. Le Directoire, s'il eût été habile, pouvait facilement profiter de cette heureuse circonstance pour éteindre le foyer des rébellions isolées qui venait de s'allumer dans le Bocage; mais, insensé dans sa politique intérieure comme dans celle extérieure, il provoqua la loi des otages. Cette loi ordonnait d'emprisonner comme otages tous les nobles, à l'exception des fonctionnaires, les aïeux, pères et mères des chouans et des Vendéens, et leurs parens jusqu'au quatrième degré inclusivement. Un otage qui s'évaderait serait considéré comme émigré, et fusillé s'il était repris. Un *bleu* assassiné, quatre otages seraient déportés à Cayenne, et tous paieraient solidairement 6,000 francs au trésor, et 600 francs à la famille du mort. Le séquestre serait mis sur tous les biens des otages, pour répondre des vols commis par les chouans. Ces tables de proscriptions réveillèrent tous les souvenirs de la terreur, l'indignation fut générale; elle éclata sur tous les points de la France contre le Directoire qui avait osé proposer cette loi atroce, qui l'avait promulguée et en poursuivait l'exécution. Tout ce qu'il y avait de vrais citoyens en France, d'hommes sages et vertueux, prononcèrent dans leurs pensées et appelèrent de leurs vœux le renversement de l'autorité directoriale.

La guerre civile recommença et menaça bientôt d'envahir de nouveau l'Anjou, le Poitou, la Bretagne et la Normandie. Le Directoire comprit alors sa faute et son danger; mais il suivit la fausse route dans laquelle il s'était lancé avec une imperturbable opiniâtreté; il semblait qu'il fût conseillé par ses ennemis. Sans doute pour montrer à toute la république qu'il était effrayé de l'attitude menaçante de la Vendée et inquiet du civisme des Français, il fit rendre par les conseils une loi qui obligeait les fonctionnaires publics de faire le serment de haine à la royauté. Peu après il ordonna des visites domiciliaires dans les départemens de l'Ouest qui n'étaient pas encore révoltés; il adoptait ainsi dans son aveuglement toutes les mesures propres à ranimer et à étendre la guerre civile; les bandes royales enfantées par la loi de la levée de deux cent mille hommes et par celle des otages, s'accrurent tout-à-coup d'une immense multitude de volontaires que leur envoyaient les visites domiciliaires; elles devinrent des armées.

Au milieu de cet étrange système du Directoire, la pénurie du trésor était à son comble. Les mandats venaient de remplacer les assignats; discrédités bientôt eux-mêmes, le gouvernement ne savait plus par quelles ressources pourvoir à ses besoins. La dilapidation dans toutes les administrations était révoltante; on imagina l'emprunt forcé, taxe militaire de cent millions imposée sur les riches. Cette

taxe, qui pesait également sur ceux du nouveau et de l'ancien régime, amenta contre le Directore plus d'ennemis importans que toutes ses autres mesures révolutionnaires. La désapprobation publique ne se borna pas à des invectives, à des récriminations personnelles contre les Directeurs; elle prit dans le Midi la forme d'une véritable insurrection. La Haute-Garonne leva l'étendard de la révolte, et le directoire eut encore, en cette occasion, l'ineptie de grossir le péril de ce soulèvement, et de lui donner une valeur réelle en déclarant le département de la Haute-Garonne hors de l'empire de la constitution, et réunissant dans une proclamation *les brigands du Midi et les brigands de l'Ouest.* Cependant les troubles du Midi n'eurent point de suite fâcheuse, ils furent facilement réprimés : en général les peuples du Midi ont reçu de la nature cette effervescence qui commence les révolutions; mais ils manquent du courage moral nécessaire pour les continuer. Il n'en est pas ainsi des peuples de l'Ouest, descendans de la race celtique et normande. Treize armées se levèrent dans la Vendée proprement dite; dix en Bretagne et en Normandie, sous les ordres de Bourmont, Rochecotte, Châtillon, Frotté, Le Chandelier, d'Antichamp, Grignon, Suzannet, Limoëlan et Georges Cadoudal. Si alors encore la politique anglaise avait permis qu'un prince français se mît à la tête de la Vendée, c'en était fait du Directoire, et la restauration eût renversé ce gouvernement débonnaire, aussi facilement que Napoléon le fit deux mois après, à la journée du 18 brumaire. Les armées royales ne se battirent pas dans cette campagne comme elles l'avaient fait sous Charette ; cependant en Bretagne, en Normandie et dans le Maine, leurs progrès furent effrayans ; elles prirent un grand nombre de villes, occupèrent Saint-Brieux, le Mans et Nantes, et parlaient hautement de marcher sur Paris.

Le Directoire ne savait plus où donner de la tête ; il s'en cachait mal par l'éclat qu'il donnait aux petits avantages que de simples officiers avaient eus dans la basse Vendée, où on ne faisait réellement qu'une guerre de partisans. Sa peur était publique comme son incapacité.

Le retour de Napoléon, revenu d'Egypte pour détruire l'anarchie directoriale et donner à la France un gouvernement digne de sa grandeur et de sa puissance, mit fin à la guerre de la Vendée. Il ne se trouva pas en France un seul individu qui donnât des regrets à la chute du Directoire. Jamais révolution ne fut plus complète. Le 18 brumaire rendit à la France le rang qu'elle devait occuper en Europe, et le crédit qu'on acquit tout-à-coup. La pacification intérieure de la république fut un des premiers soins de Napoléon. Les chouans et les Vendéens refusèrent d'abord de reconnaître la constitution consulaire. Le gouvernement répondit aux manifestes de la Vendée par son décret du 28 décembre, qui accordait aux révoltés dix jours pour se soumettre, et fit menacer la Vendée par le général Brune, qui s'y porta avec des forces considérables. Dans ce temps, le général Hédouville reçut des pouvoirs pour négocier ; c'était l'homme qui convenait : gentilhomme, il avait une affinité toute naturelle avec les chefs des insurgés ; son esprit conciliateur, ses manières persuasives les gagnèrent, et la négociation commença. L'abbé Bernier, qui lors de la dernière pacification s'était retiré en Suisse, fut choisi par Na-

poléon pour aider Hédouville dans sa négociation. Cet abbé rendit les plus grands services dans cette occasion, tant à son pays qu'à ses anciens amis. D'Autichamp, Laprevalaye, Châtillon, furent les premiers qui se soumirent. Suzannet, Bourmont, d'Audigné mirent bas les armes peu après ; ils jouissaient d'un grand crédit dans leur parti.

Au milieu de ces négociations si heureuses pour la France, l'Angleterre envoya quarante vaisseaux qui jetèrent l'ancre sur les côtes de Bretagne, et y débarquèrent une grande quantité d'armes et de munitions dont Georges se saisit, et qu'il parvint, après un combat dans lequel il eut l'avantage, à faire transporter dans son camp retranché de Grandchamp. L'Angleterre suivait jusqu'au dernier moment, comme elle l'a prouvé en 1814, son système de destruction contre la France : elle envoyait des armes à ces rebelles au moment où un gouvernement fort s'occupait de les amnistier. Si elle eût voulu rétablir la royauté en France, c'est-à-dire lui rendre une existence stable et glorieuse, elle eût envoyé un prince aux Vendéens. Mais en 1800, il était déja trop tard ; la place était bien occupée. Elle se contentait donc d'envoyer des alimens à la guerre civile, ce qui fut également inutile. On capitulait partout, dans le Maine, en Anjou, dans les Bretagnes ; il n'y eut que Frotté et Georges qui voulurent continuer la révolte. Cette obstination, qui ne tenait plus à un parti, fut bientôt châtiée. Frotté fut battu et livré par Guidal, auquel il s'était confié. Il voulait parlementer après sa défaite, tandis qu'il avait rompu son ban en violant son traité et en refusant l'amnistie : il fut fusillé. Georges échappa et se sauva en Angleterre, d'où il revint en 1804 pour assassiner le premier consul. Il fut jugé, et mis à mort comme assassin et conspirateur. Il avait trouvé moyen d'avoir pour complices deux des plus célèbres généraux de la république, Pichegru et Moreau. La fin de ces deux hommes fut tragique : Pichegru s'étrangla dans sa prison, et Moreau revint de son exil pour être tué par un boulet français au milieu des rangs étrangers qu'il dirigeait contre sa patrie : triste fin pour de si beaux commencemens ! L'amnistie fut donnée aux Vendéens le 4 mars 1800, et aux chouans le 21 avril. L'ordre fut rétabli ; les départemens de l'ouest rentrèrent dans le sein de la grande famille. Les généraux amnistiés purent prendre du service dans les armées nationales. Il y avait de la place pour tout le monde sous l'Empire, même pour les ingrats, et par conséquent pour les traîtres ; ceux-ci sont à jamais flétris.

CHAPITRE V.

SECONDE COALITION CONTRE LA FRANCE,

ENTRE L'AUTRICHE, L'ANGLETERRE, LA RUSSIE ET NAPLES.

Préparatifs des puissances belligérantes. — Premières opérations de l'armée de Naples. — Conquête de Naples — Observations.

§ Ier.

L'existence de la république romaine menaçait le trône des Deux-Siciles. Il était impossible que les villes de Rome et de Naples, si voisines, restassent long-temps sous des influences si opposées. Le roi de Sardaigne, entre quatre républiques, tremblait dans sa capitale. Au congrès de

Rastadt, aux conférences de Seltz, la France avait abandonné le système politique convenu à Campo-Formio, ce qui lui avait aliéné le cabinet de Vienne. Catherine venait de terminer sa brillante carrière. Paul, successeur de sa puissance, témoignait une grande aversion pour les principes de la révolution française ; il professait hautement l'affection la plus vive pour l'ordre de Malte, le roi de Naples, le roi de Sardaigne et l'oligarchie suisse. Les cabinets de Saint-James et de Vienne, tant de fois trompés par l'astucieuse politique de la Czarine, prirent confiance dans le caractère chevaleresque du nouvel empereur. Des armemens considérables, des levées de troupes furent ordonnés dans tous les états dépendans de la monarchie autrichienne. A la voix de l'Angleterre, l'Europe se prépara à de nouveaux combats, et de tous côtés l'on n'attendit que l'occasion de recommencer les hostilités ; cependant le prestige des victoires d'Italie arrêtait encore la haine britannique.

La nouvelle des désastres de l'escadre française à Aboukir parvint à Londres dans le mois de septembre : le continent fut embrasé.

La Porte Ottomane déclara la guerre à la république. Le roi de Naples reçut en triomphe le vainqueur d'Aboukir. Une division autrichienne entra dans le Rhinthal, sous prétexte de protéger les Ligues grises. Le général autrichien Mack prit le commandement en chef des troupes napolitaines. Leur effectif s'élevait à peine à trente mille hommes; il fut porté à cent mille. L'armée active campa sur les frontières, et se tint prête à entrer en campagne. La Russie ordonna des armemens considérables ; ses agens prêchèrent une croisade contre les républicains. Les champs d'Italie furent choisis par les coalisés pour être le théâtre de la grande lutte qui se préparait.

Le Directoire comprit enfin l'orage qui menaçait la France ; il proclama le danger de la patrie. La législature décréta la loi de la conscription, et deux cent mille hommes accoururent à sa voix sous les drapeaux. Le cabinet du Luxembourg leva le joug sous lequel gémissaient les républiques Cisalpine et Ligurienne ; il proclama avec emphase leur indépendance, espérant par cette mesure se rendre favorable l'opinion des Italiens, dont il s'était aliéné l'affection en renversant ou mutilant toutes les institutions que Napoléon avait données à ces peuples. La Belgique était insurgée ; le secours de ces belles provinces était important ; des mesures furent prises pour les pacifier. Jourdan se rendit à Mayence, et prit le commandement en chef de toutes les forces réunies sur le Rhin ; Masséna ne dédaigna point de prendre, sous les ordres du vainqueur de Fleurus, le commandement de l'Helvétie ; Joubert se rendit à Milan, comme général en chef de l'armée d'Italie ; Championnet fut envoyé à Rome. L'Europe retentit du cliquetis des armes. Cependant quelque espoir de paix restait encore aux peuples, fatigués d'une si longue lutte, et ils attendaient avec anxiété l'issue des négociations de l'hiver.

A la fin de novembre, l'armée napolitaine entra en campagne, sans déclaration de guerre, sans avoir concerté ses opérations avec les armées alliées. Elle passa les frontières du royaume, attaqua l'armée cantonnée dans les états romains, et fit le 28 novembre une entrée triomphante dans la capitale du monde chrétien. Mais bientôt le roi de Naples fut puni de

son audace. Il s'en prit au cabinet de Vienne des malheurs qui l'accablèrent : il accusa le conseil aulique de l'avoir imprudemment compromis, en n'ayant point fait appuyer ses opérations militaires par des mouvemens de troupes dans la haute Italie. De son côté, le cabinet de Vienne accusa la cour de Naples d'une précipitation coupable, en ce qu'elle faillit compromettre le succès de la coalition : il fallait dissimuler, attendre l'arrivée des Russes sur le champ d'opérations. Il est de fait que l'Autriche n'avait point oublié la conduite du roi de Naples en 1796 ; elle se rappelait avec inquiétude que ce prince avait été un des premiers à reconnaître la république, et à désarmer. Elle fut bien aise, au préalable et avant de se déclarer, de le compromettre et de lui ôter toute possibilité d'éluder de remplir les engagemens qu'il venait de contracter. De son côté, l'Angleterre craignait l'effet des négociations qui se continueraient pendant l'hiver, si les hostilités n'éclataient pas. Elle voulait à tout prix faire tirer les premiers coups de fusil. Le cabinet de Naples lui parut le plus propre de tous à servir sans réflexion ses vues : elle employa vis-à-vis de lui tous les secours de sa politique et de ses trésors pour le décider à l'entreprise qui renversa pour le moment le trône de Naples. Mais l'Autriche et l'Angleterre étaient loin de s'attendre à ce résultat ; elles en furent consternées.

Aussitôt que l'on apprit à Paris, l'invasion napolitaine, le Directoire ne garda plus de mesures vis-à-vis de la cour de Turin. Des correspondances interceptées avaient mis à nu les dispositions de ce cabinet, et l'on ne pouvait douter qu'il ne fût secrètement l'allié de la coalition. Le général Joubert reçut ordre de se saisir du Piémont et de sommer le roi d'abdiquer ; il entra dans Turin le 28 novembre. Victor-Emmanuel déposa sa couronne, et se retira à Cagliari avec sa famille ; il emporta ses trésors et tous les objets à son usage. Les principes de la révolution française avaient trouvé de nombreux partisans en Piémont ; le nouveau gouvernement y fut proclamé avec enthousiasme. L'armée sarde passa au service de la république, et servit bien.

L'occupation de Livourne par une division napolitaine compromit le grand-duc de Toscane. Ce prince perdit ses états et se réfugia à Vienne. Il dut ses malheurs à l'imprévoyante témérité de la cour de Naples.

§ II.

L'armée napolitaine est composée de vingt-quatre régimens d'infanterie de ligne, de quatre bataillons d'infanterie légère et de vingt-quatre régimens de milice, total soixante-seize bataillons ; de seize régimens de cavalerie (quarante-huit escadrons), et de deux régimens d'artillerie : ce qui formait un effectif de quarante mille hommes d'infanterie et six mille hommes de cavalerie au pied de paix, et de cent mille sur le pied de guerre. Des levées extraordinaires furent ordonnées dans tous les états du roi. La cour se créa des ressources en exigeant des dons patriotiques des villes, des corporations et même des particuliers. Cependant, ce fut avec peine qu'elle parvint à mettre sous les armes soixante mille hommes, dont quarante mille entrèrent en campagne.

Trois chaussées conduisent de Rome à la haute Italie : la première longe la mer, traverse Civita-Vecchia (quinze lieues), Orbitello (quinze lieues), et

débouche à Livourne (trente-quatre lieues), total soixante-quatre lieues; la seconde passe par Ronciglione (onze lieues), Viterbe (cinq lieues), Sienne (trente lieues), Florence (quatorze lieues), total soixante lieues; la troisième se dirige par le pont de Borghetto, situé sur le Tibre à deux lieues de Civita-Castellana (quatorze lieues), par Terni (sept lieues), et là se divise en deux branches: l'une, celle de gauche, mène à Arezzo (quinze lieues), à Florence (quinze lieues), total soixante-cinq lieues; l'autre, celle de droite, traverse les Apennins, le duché d'Urbin, et aboutit à Fano sur l'Adriatique, total cinquante-cinq lieues. — Une autre chaussée part de Terni, traverse les montagnes à Foligno (dix lieues), Tolentino (douze lieues), Loretto (neuf lieues), et arrive à Ancône (cinq lieues), total cinquante-sept lieues.

La gauche de la ligne des frontières napolitaines s'appuie à Terracine, petite ville sur la Méditerranée, à vingt lienes de Rome; le centre est entre Civita-Ducale et Rieti, à cinq lieues de Terni; la droite est à l'Adriatique. Un corps d'armée peut, en cinq heures, se porter de Rieti à Terni, et se trouver ainsi à quatre journées sur les derrières de Rome, à cheval sur la chaussée de Florence, en même temps que la droite de l'armée napolitaine arriverait à Ascoli sur le Tronto, à deux marches d'Ancône et à dix marches sur les derrières de Rome.

L'armée française, commandée par le général Championnet, comptait quinze mille baïonnettes, dont huit mille environ des légions polonaise et cisalpine. Elle était formée en trois divisions: la droite, sous les ordres du général Macdonald, couvrait la ligne de Terracine aux montagnes près Rovetto; le centre, sous le général Lemoine, avait son quartier-général à Terni, et était chargé de la défense du pays compris entre Rieti et Carsoli; le général Casabianca, avec la gauche, occupait le revers de la chaîne de Leonessa, et s'appuyait à l'Adriatique. Une réserve, dépendant du corps de Macdonald, tenait garnison à Rome.

Le 23 novembre, les colonnes napolitaines se mirent en mouvement. Le général Mack envoya sommer le général Championnet d'évacuer de suite Rome et tout le territoire du Saint-Siége, attendu que le roi son maître ne reconnaissait point la république romaine, et qu'il déclarait la guerre à la France pour avoir osé se saisir de Malte, dont il était le seigneur suzerain. Championnet ne s'attendait point à cette brusque attaque. Son armée était disséminée sur une ligne de plus de soixante lieues; son artillerie était incomplète; il manquait de munitions; sa cavalerie était insuffisante; toutes les chances de la guerre lui seraient défavorables. Le danger imminent de sa position ne l'effraya point. Il fit approvisionner et armer le château Saint-Ange, y mit une bonne garnison, leva un corps de volontaires romains, doubla la garde urbaine et lui confia la défense de la capitale.

Cependant l'armée napolitaine était entrée en campagne: elle s'avançait avec rapidité, opérant à la fois par trois directions: le long de l'Adriatique, au centre, et sur les bords de la Méditerranée. Douze bataillons et huit escadrons, sous les ordres du lieutenant-général Micheroux, passèrent le Tronto, le 24 novembre, près d'Ascoli, et entrèrent à Porto-Fermo. Le général Rusca n'avait qu'un bataillon italien; il se replia sur Macerata. Le général Casabianca accourut d'Ancône à son secours avec la brigade du général

Monnier, attaqua vivement les Napolitains, le 30 novembre, leur fit six mille prisonniers et se saisit de toute leur artillerie. Au centre, le général Lemoine arrêta devant Terni la division San-Filippo qui, après avoir forcé le pont de Rieti, s'avançait sur Terni. Le général Kellermann eut aussi un succès à Vicovaro: il battit la colonne de Giustiniani. Dans ces trois affaires le courage suppléa au nombre; les Napolitains, battus et dispersés avec perte de six pièces de canon et de leurs drapeaux, se retirèrent en désordre sur Civita-Ducale. Le roi, avec le principal corps d'armée, s'était dirigé sur Rome; il y fit le 29 novembre son entrée triomphale. Dès le 27, l'avant-garde avait cerné le château Saint-Ange. Championnet, à la nouvelle de la présence de l'ennemi devant Terni, avait jugé avec raison que la position de Rome n'était plus tenable, et avait établi son quartier-général à Terni. Il appela Macdonald sur sa droite à Civita-Castellana, et la division Lemoine à Rieti. Peu après il se rendit de sa personne à Ancône, pour organiser ses parcs d'artillerie, et en accélérer l'arrivée. L'hésitation de son ennemi et ses premiers succès le lui permettaient; les dispositions qu'il avait ordonnées pour couvrir sa ligne le mettaient d'ailleurs à l'abri de tout danger.

Mack, après quatre ou cinq jours de repos à Rome, résolut de manœuvrer sur les deux rives du Tibre, ses principales forces sur la rive droite. Son projet était de couper l'armée française, de la priver de toutes ses communications, de la cerner et de l'obliger à poser les armes. La droite napolitaine reçut l'ordre de marcher sur Macerata et Ancône; le centre, de se porter entre le Tibre et la mer, par les routes d'Arezzo et de Fano, sur Civita-Vecchia, Sienne et Florence. La division napolitaine, débarquée à Livourne, viendrait à la rencontre de ce corps, et contribuerait à faciliter son mouvement. Le 2 décembre, le général Mack, à la tête de la réserve, forte de quinze mille hommes, établit son quartier-général à Boccano. Le 4 décembre, les avant-postes français furent attaqués sur tous les points. La division du chevalier de Saxe s'avança sur deux colonnes: l'une sur Nepi, l'autre sur Borghetto, par Santa-Maria-di-Fallari. Macdonald campait avec une réserve de trois mille hommes à Civita-Castellana; ses avant-gardes observaient les trois routes qui débouchent sur Rome. Le général Kniazewitz, avec deux mille cinq cents hommes et trois pièces de canon, occupait la position de Fallari près Ronziglione sur la chaussée de Sienne; le général Kellermann était à Nepi, sur la chaussée du centre; le colonel Lahure avec neuf cents hommes gardait la chaussée qui longe le Tibre. Les Napolitains furent battus sur ces trois points; ils perdirent le tiers de leur monde et quinze pièces de canon.

Le général Bourcard fut plus heureux, il força le poste de Rignano, et il se disposait à tenter l'attaque de Civita-Castellana, lorsque Mack, instruit des désastres du chevalier de Saxe, lui ordonna de prendre position et de se borner à observer l'ennemi. Civita-Castellana est l'ancienne *Veies* si fameuse au temps des Romains; elle est située entre deux ravins à pic sur lesquels on a jeté deux ponts de pierre, seuls défilés pour entrer dans la ville.

Pendant ce temps, le général Metsch marchait par la rive gauche sur Cantalupo, Calvi et Otricoli, où passe la route de Civitâ-Castellana à Terni. Il

donna de l'inquiétude au quartier-général français.

Dans cette position, Mack, après avoir rallié la division du chevalier de Saxe, avait deux partis à prendre : ou renouveler avec sa réserve l'attaque de Civita-Castellana, ou passer le Tibre pour appuyer le général Metsch. Il s'arrêta à ce dernier plan : il fit jeter un pont sur le Tibre, et campa à Cantalupo avec quatorze bataillons et six escadrons. Il pensait contenir Macdonald avec les seules forces de Bourcard, qui avait cinq bataillons et deux escadrons, et par la faible colonne du général Damas, qui occupait Monterosi ; en tout dix bataillons et huit escadrons. Macdonald comprit les projets de son ennemi ; il marcha sans hésiter pour rétablir ses communications avec le quartier-général, passa sur la rive gauche du Tibre à Borghetto, et dirigea le général Kniazewitz à Magliano. Les Napolitains ne résistèrent point à l'intrépidité française ; ils furent enfoncés et jetés en désordre sur Calvi, où ils mirent bas les armes ; quatre mille prisonniers, cinq pièces de canon, plusieurs drapeaux, furent les trophées de cette journée.

Dans ce temps, le général Lemoine s'emparait de Civita-Ducale et d'Aquila, et faisait éprouver à la droite napolitaine des revers importans. Une colonne française s'avança sur le Monte-Rotondo, et jeta l'alarme dans Rome. Mack comptait à peine vingt mille hommes sous les armes ; il en avait perdu douze mille dans les différens combats qu'il avait livrés. Ses soldats étaient découragés. Il était débordé par sa droite, et chaque jour son ennemi se renforçait des secours qui lui arrivaient des armées de la haute Italie. L'Autriche ne prenait point l'offensive sur l'Adige. La position des Napolitains était difficile ; cependant Mack eut la pensée de tenter un dernier effort, et il détacha à cet effet le prince de Hesse-Philipsthal sur Calvi. Le 11 décembre, il leva son camp et commença sa retraite. Arrivé au pied des montagnes de Frascati et d'Albano, il envoya ordre aux généraux Damas et Bourcard de suivre son mouvement par la rive droite du Tibre. Le général Salandra se retira par la route de Terni. Le roi de Naples, effrayé de ces dispositions, quitta Rome en toute hâte et retourna dans sa capitale. Le 13 décembre, les troupes napolitaines évacuèrent Rome ; le 14, la garnison française du château Saint-Ange reprit possession de la ville.

Macdonald, instruit de la retraite de l'ennemi, se mit aussitôt en mouvement. Il laissa à Borghetto le général Kellermann avec quatre bataillons et deux batteries, et se porta sur Cantalupo. Le général Rey et le général Lemoine manœuvrèrent de Terni et Rieti pour se placer sur les derrières des Napolitains. Le prince de Hesse et la brigade du général Damas coururent de grands dangers. Le général Macdonald rentra dans Rome ; il y soutint un combat avec la brigade Pignatelli qu'il mit en déroute, et à laquelle il fit un bon nombre de prisonniers. Le général Lemoine prit position près de l'hôtellerie de Corrèse. Le général Kellermann fut chargé de la poursuite du corps de Damas. Le général Rey suivit l'ennemi dans sa retraite sur Velletri. Kellermann atteignit et battit le général Damas à Montalto, et le contraignit à signer à Orbitello une capitulation par laquelle les Napolitains s'embarqueraient avec armes et bagages et abandonneraient le champ d'opération. Kellermann, après ce succès, revint sur Viterbe, et

éteignit l'insurrection qui venait d'éclater dans ce canton. L'armée napolitaine avait perdu, dans cette courte campagne de dix-sept jours, environ vingt mille hommes et quatre-vingts pièces de canon, aux combats de Porto-Fermo, de Civita Castellana, d'Otricoli, de Calvi, de Cantalupo, de Stortola et d'Orbitello. Mack, ainsi chassé du patrimoine de Saint-Pierre, ne put rallier ses débris que derrière le Volturne; il appela à lui toutes les garnisons, tous les dépôts restés dans le royaume, et s'établit, sa gauche appuyée à la forte position de Capoue, sa droite à Caserte. Cette campagne coûta peu de monde à la France. L'armée, quoique surprise dans ses cantonnemens, soutint vaillamment le choc de forces triples; elle n'eut à regretter que les victimes des insurgés de Viterbe.

§ III.

La république romaine vengée de l'invasion napolitaine, il ne restait au général français qu'à poursuivre ses brillans succès, et à marcher sur Naples. Si la victoire l'y conduisait, il y planterait l'arbre de la liberté. Quatre chaussées s'offraient au développement de son plan d'invasion : la première, celle de droite, part de Rome, traverse les marais Pontins, Terracine, Gaëte, le Garigliano, près Trajetto, et le Volturne sur le pont de Capoue, et débouche à Naples (soixante lieues); la seconde passe à Frascati, à Isola sur le Garigliano, à San-Germano, Calvi et Capoue, d'où sept lieues jusqu'à Naples (soixante-huit lieues); la troisième part de Terni et mène à Naples par Civita-Ducale, Aquila, Popoli, Sulmona, où elle franchit la grande chaîne de l'Apennin, et tombe sur Venafro et Capoue (soixante-six lieues); la quatrième longe l'Adriatique jusqu'à Pescara (quatorze lieues), remonte jusqu'à Popoli (dix lieues), et se jette dans la troisième chaussée (soixante-deux lieues).

L'armée française fut formée en quatre divisions. Les renforts qu'elle avait reçus l'avaient portée à vingt-huit mille combattans : vingt-quatre mille d'infanterie, deux mille chevaux, le reste artillerie et génie. Championnet conçut mal l'invasion du royaume de Naples; il ne profita point des fautes du général Mack; il divisa ses forces. Le général Rey prit la route de Terracine avec deux bataillons et deux escadrons; le général Macdonald, avec huit bataillons et trois escadrons, marcha sur la seconde chaussée, celle d'Isola, où il passa le Garigliano; la division Lemoine, forte de six bataillons et trois escadrons, partit d'Aquila sur la troisième chaussée, avec ordre de pousser des avant-gardes sur Sulmana; le général Duhesme, avec onze bataillons et trois escadrons, s'avança sur la quatrième chaussée, remonta le Pescara pour se joindre à Popoli à la division Lemoine. Une colonne de huit cents hommes fut chargée de maintenir les communications entre les divisions Lemoine et Duhesme, fort éloignées l'une de l'autre; elle fut dirigée par Tivoli, Vicovaro, Carsoli, Taglia-Corso et les bords du lac de Celano.

Le général Rey, renforcé des troupes que Kellermann lui avait ramenées de Viterbe, se saisit de Gaëte, où il fit quatre mille prisonniers et trouva des magasins considérables. A l'approche de Macdonald, Mack abandonna les têtes de pont qu'il avait fait construire à San-Cipriano et toutes ses pièces de position. Les Français entrèrent le 1er janvier à San-Germano, sans avoir

éprouvé aucune résistance. Le général Lemoine, harcelé dans sa marche par l'insurrection des campagnes, gagna avec peine Popoli. Le général Duhesme entra dans la place forte de Pescara, et y fit trois mille prisonniers.

Mack, à la nouvelle de ces nouveaux revers, envoya, le 31 décembre, de son camp de Caserte, l'aide-de-camp Pignatelli au quartier-général français, pour solliciter un armistice. Championnet le refusa, et le 3 janvier il porta son quartier-général à Calvi. Cependant un léger échec, éprouvé par la brigade Mathieu, qu'il avait imprudemment engagée sur Capoue, et aussi l'ignorance complète dans laquelle il était sur les mouvemens des généraux Rey, Lemoine et Duhesme, le décidèrent à un mouvement rétrograde de quelques lieues, pour rectifier sa position et attendre l'arrivée en ligne de ses divisions. Mais à peine ce mouvement était-il achevé, qu'il apprit que le général Rey avait passé le Garigliano et campait sur sa droite, en bordant le bas Volturne; que le général Lemoine était également sur cette rivière, en avant de Venafro, et que Duhesme arrivait en ligne.

Le tocsin sonnait de toutes parts; il appelait dans les campagnes les paysans à la révolte. Les populations entières des bords du Garigliano et de la chaîne des Apennins couraient aux armes; elles se saisirent des ponts du Garigliano, surprirent le parc de la division Rey, le brûlèrent, massacrèrent tous les détachemens isolés, et s'établirent à Sotto. A cette nouvelle, deux bataillons furent envoyés pour soumettre les rebelles ; ils furent repoussés, et ce succès faillit compromettre le quartier général, qui ne dut son salut qu'à l'intrépidité de deux bataillons de la 97e. Toutes les communications de l'armée étaient coupées. L'insurrection gsgnait chsque jour ; de petits succès peu importans en eux-mêmes exaltaient l'audace populsire. Si Mack avait su profiter de sa position, l'armée de Championnet, manœuvrant à deux cents lieues de la grande armée de l'Adige, au milieu d'une population insurgée et devant des forces égales aux siennes, eût couru le plus grand danger. Mack, par une conduite inexplicable, proposa de nouveau, dans ces circonstances, une suspension d'armes. Le général français s'empressa de l'accepter, et la convention fut signée le 10 janvier. Les troupes françaises occupèrent tout le pays jusqu'à Capoue, hormis la capitale et sa banlieue. Le gouvernement napolitain s'engagea à payer de suite dix millions pour la solde de l'armée, et à fermer ses ports aux ennemis de la république. Cette nouvelle et le mouvement de quelques bataillons suffirent pour dissiper l'insurrection, et faire rentrer les campagnes dans l'obéissance.

Dès le 23 décembre, le roi avait quitté Naples, et s'était retiré en Sicile, confiant le gouvernement de ses états de terre ferme au prince Pignatelli. La population de cette grande capitale était en fermentation ; des passions diverses l'agitaient. Le 12 janvier, elle apprit la signature de la suspension d'armes et l'occupation de Capoue par les Français. Le 14, elle éclata à la vue de quelques cocardes tricolores qui se montrèrent dans les promenades : les lazzaroni prirent les armes. Une circonstance inattendue donna de l'importance à ce mouvement populaire : le convoi sur lequel était embarquée la division napolitaine revenant de Livourne, mouilla dans la rade sur ces entrefsites ; les troupes furent insultées par le peuple, accu-

sées de lâcheté et désarmées. Trente à trente-cinq mille lazzaroni se levèrent, pour la défense de la capitale. Le 16, ils élurent le prince Moliterno pour leur capitaine-général, et occupèrent le fort Saint-Elme. Tous ces mouvemens se faisaient au cris de *vive saint Janvier* ! *vive Jésus-Christ* ! *vive le roi Ferdinand* ! Quelques Français et beaucoup de patriotes napolitains furent massacrés dans ce désordre ; quelques maisons furent pillées. Cependant la noblesse, la riche bourgeoisie, le commerce s'effrayèrent du pillage, ils grossirent par leur mécontentement le parti français. Des correspondances clandestines étaient depuis long-temps entretenues par Championnet. Le 21 et le 22, l'armée s'approcha de Naples ; le prince Moliterno abandonna les lazzaroni, et se mit à la tête des patriotes, auxquels il livra le fort Saint-Elme. Les Français entrèrent dans Naples, après quelques combats insignifians, Michel le fou, chef des lazzaroni, fut pris ; il servit à désarmer les lazzaroni. La promesse de respecter saint Janvier, quelques distributions d'argent suffirent à Championnet pour cacher ce chef et en faire un intermédiaire utile pour changer l'esprit de sa populace : bientôt le cri de *vivent les Français* ! remplaça celui de *mort aux Français* !

Le 24 janvier, Championnet proclama la république Parthénopéenne, et nomma un gouvernement provisoire, composé des républicains les plus marquans. La création de cette nouvelle république, soixante pièces de canon, six drapeaux et vingt mille prisonniers furent pour le Directoire les trophées de cette courte campagne ; mais la France les paya chèrement par les pertes qu'elle éprouva six mois après dans la haute Italie. Si les trente mille hommes dispersés en Toscane, dans les états romains, dans le royaume de Naples, avaient été sur l'Adige, le succès de la campagne de 1798 n'eût pas été douteux pour nos armes.

Le Directoire, mécontent de la convention du 10 janvier, et aussi du peu d'égards que Championnet avait eu pour ses commissaires, rappela ce général et le remplaça par le général Macdonald. Mack, devenu l'objet de la haine des Napolitains, fut fait prisonnier et conduit à Paris.

OBSERVATIONS.

1° L'armée d'Italie, en 1798, était sur le pied de paix. Les places n'étaient pas approvisionnées, l'artillerie n'était pas attelée, les officiers d'état-major n'étaient pas à leur poste, beaucoup d'officiers étaient en semestre ; le général en chef n'arriva que huit jours avant le commencement des hostilités.

2° Championnet évacua Rome trop tard ; il eût dû le faire quarante-huit heures plus tôt. La position qu'il prit à Civita-Castellana, en avant du pont de Borghetto, était bonne ; il y était toujours à même de repasser sur la rive gauche du Tibre en peu d'heures et de se concentrer sur Terni ; mais il ne le devait que lorsque cela serait nécessaire, car il ne fallait pas abandonner gratuitement les deux chaussées de Civita-Vecchia et de Sienne. Il ne pouvait pas compter sur les chaussées d'Ancône et de Fano ; il eût donc été réduit à la seule chaussée d'Arezzo. Le combat de Terni, qu'a soutenu le général Lemoine, est un des événemens les plus marquans de cette campagne.

Il eût été préférable sans doute de ne pas entrer dans le royaume de Naples, et de profiter de la consternation

de l'ennemi pour lui faire signer la paix et le détacher momentanément de la coalition; mais, voulant se porter sur Naples, on devait le faire rapidement. Trente mille hommes n'étaient que tout juste ce qui était nécessaire ; il ne fallait donc pas marcher sur quatre directions éloignées l'une de l'autre, et séparées par des montagnes, des rivières, et des populations mal disposées. Un corps de trente mille hommes doit toujours rester réuni ; c'est la force d'une armée consulaire : les Romains la campaient toutes les nuits dans un carré de cent cinquante toises de côté. Au lieu de quatre lignes d'opérations, il n'en fallait qu'une, celle de Rome à Isola et Capoue. La division Duhesme eût dû repasser la haute chaine des Apennins dans l'intérieur des états romains, et déboucher sur leurs revers, du côté ouest. Les divisions Lemoine et Rey devaient être près de l'avant-garde, de manière à ne pouvoir jamais en être séparées. Marchant ainsi, Championnet eût été le 6 ou le 7 janvier dans Naples. Maître de cette capitale, il se fût facilement emparé de Gaëte, de Peschiera, et eût envoyé des colonnes mobiles pour désarmer la population. Une seule ligne d'opérations n'eût exigé que peu de monde pour garder les points importans; il fût arrivé devant Naples avec vingt-six mille hommes. Ayant, au contraire marché par quatre lignes, la moitié de son armée a été employée comme garnison dans les places fortes de Gaëte, Peschiera, Château-d'Aquila, et autres situées sur sa route, et pour la garde des hôpitaux. Il lui a fallu d'ailleurs perdre du temps pour attendre ses divisions ; celle de Duhesme, qui avait plus de chemin à faire devant un ennemi qui lui disputait le terrain, qui se couvrait de torrens, de rivières et de défilés, ne pouvait arriver aussi vite que le quartier-général, qui n'avait que cinquante lieues à parcourir. C'est ce qui a été la cause du petit échec devant Capoue, qui encouragea les insurrections et donna lieu à beaucoup d'échauffourées ; c'est aussi ce qui porta à considérer l'armistice du 10 janvier comme un événement heureux. Le Directoire, qui, de Paris, n'entrait pas dans le détail de ces fautes militaires, s'indigna de voir trente mille hommes s'arrêter devant une capitale ouverte, défendue par des débris d'armée. Il avait raison : il eût été utile que l'armée ne dépassât pas Rome ; mais il n'était pas convenable de la laisser aux portes de Naples, exposée à succomber sous toutes sortes d'embûches.

3° La conduite du général Mack aurait été bonne avec des troupes autrichiennes. Que pouvait-il faire de plus que de mettre ses soldats aux mains avec les soldats français, au nombre de deux ou trois contre un ? Mais les Napolitains n'étaient pas des troupes exercées ; il n'eût jamais dû les employer à des attaques, il devait faire une guerre de position qui obligeât les Français à attaquer. Les militaires sont fort partagés sur la question de savoir s'il y a plus d'avantages à faire ou à recevoir une attaque ; mais cette question n'est point douteuse, lorsque d'un côté sont des troupes aguerries, manœuvrières, ayant peu d'artillerie, et que de l'autre est une armée beaucoup plus nombreuse, ayant à sa suite beaucoup d'artillerie, mais dont les officiers et les soldats sont peu aguerris. Si, le jour même du commencement des hostilités, Mack se fût trouvé à Civita-Réale avec quarante mille hommes, que le soir il fût arrivé à Terni, que le lendemain il eût fait une mar-


ALLEMAGNE
CAMPAGNE DE 1800.
Th. Duvotenay
Bairenth
Amberg
RATISBONNE
Danube
Abach
Straubing
Deggendorf
Landau
Landshut
Braunau
Burkhausen
Chiem See
Seebruck
Kuffstein
Wörgl
Rattenberg
Traunstein
SALZBOURG
Tegern See

FRANCE

Montpellier

Carcassonne

Perpignan

Barcelone

Tarragone

MER MÉDITERRANÉE

Minorque

Mahon

Majorque

Cabrera

Formentera

ILES BALÉARES

ESPAGNE ET PORTUGAL

(GUERRE DE LA PÉNINSULE)

Dressés

Par Th. Duvotenay Géogr.

Lieues de France

Lieues d'Espagne.

Lieues de Portugal.





ALLEMAGNE

CAMPAGNE DE 1800

Planche

DRESSÉE

Th. Duvotenay

Lieues de France de 25 au Degré

Milles d'Allemagne de 15 au Degré

BRUNN

M O R

VIENNE

Bruck

Grætz

Oldenbourg

GRISONS

Imprimé par Mangeon



142

che sur Rome, occupant le pont de Borghetto et une bonne position, comment les Français auraient-ils pu, avec neuf mille hommes et douze pièces de canon, y forcer une armée cinq fois plus nombreuse, ayant soixante bouches à feu et déjà couverte de retranchemens? Cependant ils y auraient été contraints pour s'ouvrir une retraite.

4° La retraite du général Mack, par la rive gauche du Tibre, a été trop prompte ; il pouvait sans inconvénient la retarder d'un jour. Il a, par cette précipitation, sacrifié la division qu'il avait laissée sur la rive droite. Dans le royaume de Naples, il eût dû défendre le Garigliano ; il eût dû.... Mais Mack n'a jamais eu de soldats : l'armée napolitaine, même en marche sur Rome, ne pouvait être considérée que comme une armée de milice, ayant bonne volonté. Après ses désastres, elle n'était plus qu'une multitude mécontente et insurgée qui ne donne plus matière à des observations militaires.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE SIXIÈME VOLUME.

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

PARTIE PUBLIÉE

PAR LE GÉNÉRAL BARON GOURGAUD, SON AIDE-DE-CAMP.

BATAILLE NAVALE D'ABOUKIR.

ÉGYPTE.

EGYPTE. — BATAILLE DES PYRAMIDES.

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

PARTIE ÉCRITE

PAR LE GÉNÉRAL COMTE DE MONTHOLON.

Sept Notes sur l'ouvrage intitulé :

Traité

DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES,

PAR LE GÉNÉRAL BARON JOMINI.

Deuxième édition, troisième et dernière partie, contenant les campagnes de Bonaparte en Italie en 1796 et 1797.

Notes sur les 8 premiers vol. de l'ouvrage intitulé :

Précis

DES ÉVÈNEMENS MILITAIRES,

ou

ESSAI HISTORIQUE SUR LES CAMPAGNES DE 1799 A 1814.

Notes sur l'ouvrage intitulé :

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE, DU RETOUR ET DU RÈGNE

DE NAPOLÉON EN 1815,

GUERRE D'ITALIE.

CHAPITRE Ier.

CHAPITRE II.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENS MILITAIRES DE L'ARMÉE D'ITALIE PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794 ET 1795.

CHAPITRE III.

TREIZE VENDÉMIAIRE.

CHAPITRE IV.

DESCRIPTION DE L'ITALIE.

CHAPITRE V.

BATAILLE DE MONTENOTTE.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE LODI.

CHAPITRE VII.

RÉVOLTE DE PAVIE.

CHAPITRE VIII.

MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PÔ.

CHAPITRE IX.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

CHAPITRE X.

MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA (Septembre 1796.)

CHAPITRE XI.

PRÉCIS DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE-ET-MEUSE ET DU RHIN, EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XII.

BATAILLE D'ARCOLE.

CHAPITRE XIII.

NÉGOCIATIONS PENDANT 1796.

CHAPITRE XIV.

BATAILLE DE RIVOLI.

CHAPITRE XV.

TOLENTINO.

CHAPITRE XVI.

CORSE.

CHAPITRE XVII.

TAGLIAMENTO.

CHAPITRE XVIII.

LÉOBEN.

CHAPITRE XIX.

VENISE.

CHAPITRE XX.

NÉGOCIATIONS EN 1797.

CHAPITRE XXI.

JOURNÉE DU DIX-HUIT FRUCTIDOR.

CHAPITRE XXII.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

CHAPITRE XXIII.

PARIS.

CHAPITRE XXIV.

OBSERVATIONS SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797, EN ITALIE.

PRÉCIS

DES

GUERRES DU MARÉCHAL DE TURENNE.

PRÉCIS
DES
GUERRES DE FRÉDÉRIC II.

Pages.

CHAPITRE II.

PREMIÈRE CAMPAGNE DE 1757.

CHAPITRE III.

DEUXIÈME CAMPAGNE DE 1757.

CHAPITRE IV.

CAMPAGNE DE 1758.

CHAPITRE V.

CAMPAGNE DE 1759.

CHAPITRE VI.

CAMPAGNE DE 1760.

CHAPITRE VII.

CAMPAGNE DE 1761.

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1762.

VARIÉTÉS POLITIQUES.

FIN DE LA TABLE.











